
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<http://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

AB 113/38



Bibliothèque
ÉCOLE LIBRE
BIBLIOTHÈQUE
S. Joseph de Lille



[Handwritten text in a cursive script, likely a library inventory or list, running vertically down the right edge of the page. The text is partially obscured by a piece of tape at the top.]

W. H. M.

AB 113/38

LE
GRAND COVSTVMIER
 general, contenant toutes les coustumes
 generalles & particulieres du Royaume de Fran-
 ce & des Gaulles:

*Mesmement toutes celles qui ont esté redigees
 par les trois Estats, & homologuees,*

Corrigees & annotees de plusieurs decisions & arrests, diligemmet & fidellement
 par Messire CHARLES DV MOLIN, docteur és droits, Jurisconsulte de
 France & Germanie, ancien aduocat en la cour de Parlement de Paris.

PREMIER TOME.



COLE LIBRE SAINT-JOSEPH.
 BRIBOTHEQUE S. J.
 Les Fontaines
 0500 CHANTILLY

A PARIS,

Par Jaques du Puys, libraire iuré de l'vniuersité, à la Sa-
 maritaine, rue saint Jean de Latran.

M. D. LXVII.

Avec priuilege du Roy.

*Ex Libris Antonij Nardiani L. Anglii S. V. D. Bibliothecae. Pa. super
 Burgundio Senate. Consiliarij.*

I. L. 1

Digitized by Google

1675

Bibliothèque
ÉCOLE ROYALE
BIBLIOTHÉCAIRE
Joseph de Belle



Handwritten text in a cursive script, likely a list or index, running vertically down the right margin of the page. The text is partially obscured by the binding and some staining.

LE
GRAND COUSTVMIER
general, contenant toutes les coustumes
generalles & particulieres du Royaume de Fran-
ce & des Gaulles:

*Mesmement toutes celles qui ont esté redigees
par les trois Estats, & homologees,*

Corrigees & annotees de plusieurs decisions & arrefts, diligemmet & fidellement
par Messire CHARLES DV MOLIN, docteur és droits, Jurisconsulte de
France & Germanie, ancien aduocat en la cour de Parlement de Paris.

PREMIER TOME.



A PARIS,

Par Jaques du Puys, libraire iuré de l'vniuersité, à la Sa-
maritaine, rue saint Jean de Latran.

M. D. LXVII.

Avec priuilege du Roy.

COLE LIBRE SAINT-JOSEPH.
BIBLIOTHEQUE S. J.
Les Fontaines
50500 CHANTILLY

*Ex Libris Antonij Rosidzaki Lingob. P. V. D. Bismarck. Pa. Supra
Burgundis Senatus Consiliarij.*

I L 1

Digitized by Google

✚ Extrait du Priuilege du Roy.

PAR lettres patentes du Roy nostre sire donnees à Bayonne le 23. iour de Iuin M.D.lxvi. signees par le Roy en son conseil, de Vabres, & seelées du grād seel en queuē de cire iaune, Il est permis à Laques du Puys marchand libraire & iuré en nostre vniuersité de Paris, de faire imprimer, vendre & debiter le grand Coustumier general, contenant toutes les coustumes generalles & particulieres du Royaume de France & des Gaulles, corrigé & annotté de plusieurs decisions & arrests par Messire Charles du Moulin: Et sont faites defenses à tous autres marchans libraires & imprimeurs de non imprimer ny faire imprimer, Vendre n'y faire vendre autres exemplaires dudit Coustumier general, que ceux que ledit du Puys aura fait imprimer, pendant & durant le temps de cinq ans, à compter du iour que ledit liure aura esté acheué d'imprimer, & ce sur peine de confiscation desdits liures & despens, dommages & interests dudit exposant, comme plus à plain est contenu esdites lettres.

PARACHEVE' D'IMPRIMER LE XXIII.
NOVEMBRE, M.D.LXVI.



Amplissimo & illustrissimo viro D.

CHRISTOPHORO THOUANO

CÆLIO, Equiti, ac supremi Parisiorum Senatus Præsidi
primo, dignissimo & eruditissimo, Carolus Molinæus

Franciæ & Germaniæ Iurisconsultus, &
in eodem Senatu antiquus ad-
uocatus διπλάσιον.



VLTIS nominibus, plurimisque & eis-
dem grauissimis causis tibi, tuæq; prærogatæ
dignitati (princeps amplissimi Galliarum Se-
natus illustrissime) & debetur, & dedicatur
ingens hæc omnium Galliæ consuetudinum
vniuersitas, in duos Tomos, non absque gra-
ui maturoque iudicio, à nobis distincta. Prior
Tomus ab vrbe nostra natali totius Franciæ
imperij capiti, in qua dexterrimè & æquissi-
mè principem supremi & primarij totius Gal-
liæ Senatus, agis: incipiens, ad Oceanum vsque Occidentalem & Borea-
lem pertingens, per Belgium & Sequanos, ripas Ligeris meridiem versus
attingit. Posterior Tomus, à Ligeri reliquam Galliæ partem, tam Orienta-
lem quàm Meridionalem, & Occidux residuum, complectitur. In queis v-
niuersitas omnium Galliæ consuetudinum, nouo & venusto nostro ordi-
ne, cum breuibus annotationibus nostris marginalibus & analyticis, con-
tinetur. Cuinam verò magis dicari debeat quàm tibi, principem Senatus in
vrbe Capitali & natali, & principe (à qua reliquæ omnes Galliarum consue-
tudines fluunt) agenti? Deinde tibi, Parisiensi, & à Parisiensi? Tertiò, Tibi, ti-
bi, inquam, qui ante quinque & quadraginta annos studia mea cognouisti,
probasti, publicis etiam (non sine superioris numinis afflatu) editis elogiis,
ante annos quindecim exaratis: verum, ita, vt nemo vnquam sine adulatio-
ne & sine fuco de me liberius & rectius scripserit, & vaticinatus fuerit. Ego
enim & tota familia mea luculenter experti sumus, quæ de me in doctissi-
mis & eruditissimis illis tuis elogiis, ante quindecim annos scripsisti, ipso
tuo ἀπόγραφο ad me transmissis. Ego quoque ab eo tempore, in eodem sta-
dio indefessus cucurri, in eodem pistrino semper laboravi, vt omnes, totaq;
Europa cognouerunt: quanquam familiæ meæ nimis infeliciter, propter
infelicia, in quæ cecidi, tempora: sed bene habet, quòd sanctè & doctè vati-

cinatus es, ea mihi, posteritati tandem honori fore. Ego verò nimis aut se-
cors aut stupidus viderer, nisi me memorem & gratum horum æstimator-
rem, eidem posteritati declararem. Sed quarta insuper vrget ratio, quòd tu-
ipse bonæ parti harum Consuetudinum reformandæ, non solum præsens
interfuiſti, sed auctor, & ipsarum iudex legum, veluti *uir in iure præfui-*
ſti. Hæc sciant velim omnes, tibiq; in primis gratiam habeant copiosæ hu-
ius & multiiugæ editionis: Tu verò feliciter vale, antiquorum laborum
meorum, quos & planè nosti, mihi nimis infelicitium, memor. O vtinam sci-
res, quàm multa, quàm magna & luce digna habeam reposita: hoc Franci-
scus ille Montholonçus nouit, etiam sæpe palàm testatus: ille quoque ma-
gnus Franciæ Cancellarius Oliuarius, affinis tuus, ingentia valde pollicitus:
sed ambo morte præuenti lampada tibi certè currentes manu tradiderunt:
vt omittam te honorificentissime sæpe de me, sanctisq; studiis meis, in me-
dio illo amplissimo Senatu, locutum esse: quod & illustrissimi decessores
tui fecerunt: quos dexteritate, vigilantia, diligentia & eruditione longè an-
tecellis. Hic iterum felicius, Vale. Parisiis. Idib. Nouemb. anno *MDCLXVI*
sesquimillesimo sexagesimo sexto.

TABLE



TABLE DE TOUTES

les Coustumes generales & particulieres des Gaules, contenues au premier Tome.

<p>Le vray ordre du pre mier Tome conten nant les coust mes ge neral les De</p>	1 Paris	feuillet premier			
	2 Meaux	xvi			
	3 Meleun	xxxi			
	4 Sens	lvii			
	5 Estampes	xcii			
	6 Montfort la maury	cvi.b			
	7 Mante & Meulant	cxxiii.b.			
	8 Senlis	cxviii.	<p>Cou stu mes parti culie res dis corda tes aux ge neral les De</p>		
	9 Clermont en Beauuoisis	clxix.b.			
	10 Vallois	cxcii.			
	11 Troyes	ccvi.			
	12 Chaumont en Bassigni	ccxxi.b.			
	13 Vitry en Parsois	ccxxxii			
	14 Vermandois	ccxlvii.b.			
	15 Amiens	cccxxi.			
	16 Chauny	ccclii.b.			
	17 Ponthien	ccclx.			
	18 Boulleinois	ccclxxi.			
	19 Artois	<p>{¹ red- tion. {ccclxxxvij b {cccxcii.b.</p>			
	20 Lisle		ccccxlviii		
	21 Henaut	cccclvii.b.			
	22 Bourgongne	<p>Duché cccxcix.b Comté ccccliii.b.</p>			
	23 Auxerre		ccccx.		
	24 Niuernois	ccccxxv.			
	25 Montargis	ccccxcii			
	26 Orleans	cccccxvii.)			
	4 Sens	Langres	feuillet.lxxviii.b		
	<p>14 Ver man dois.</p>	1 Laon	ccxlvii.b.		
		2 Chaalons	ccclvi.b.		
		3 Rheims	ccclxvii		
		4 Noyon	ccclxxxii.b.		
		5 S. Quentin	ccclxxxiiii		
		6 Ribemont	ccclxxxvij		
		7 Coucy	ccxci.b	<p>{ 1 S. Omer cccxlvi 2 Theroude cccxlviij. 3 S. Paul ccclix.b</p>	
	<p>15 A miens</p>	1 Mōstruail	cccxxxvi		
		Duquel discordent			
		2 Beauquesne	cccxlvi		
		3 S. Riquier	cccxlviij.b		
		4 Dourlans	cccxlvi		
	5 Foulloy	cccxlvi.b			
	<p>18 Boul lenois</p>	1 Desurene	ccclxxx		
		2 Estappes	ccclxxx.b		
		3 VVissent	ccclxxxii.b		
		4 Herly	ccclxxxij		
		5 Quesque	ccclxxxii		
	21 Henaut	Monts chef de Henaut	ccclxxxii.		
	23 Auxerre	Varry	ccccxi		
	24 Niuernois	Mōtenoyson	ccccxxxii.b		

Indice alphabeticq' de toutes les cou-
STUMES GENERALES ET
particulieres du premier
Tome.

	A				
Amiens		fueillet cccxxj.	Monteuoyson		fueillet cccxxxii.
Artois {premiere}	} redaction	{ccclxxxvij. b. cccxcij. b.	Montfort lamaury		fueillet cvi.
Auxerre			ccccx.	Monstrœuil	
			Monts en Haynaut		fueillet ccclxxxi.
				N	
	B		Nuernoy		fueillet cccxxv.
Beauquesne		cccxlj	Noyon		fueillet cclxxix. b
Boulenoy		ccclxxj		O	
Bourgongne {Duché	} Comté	cccxcix. b	Orleans		fueillet ccccxvii.
			cccciiij. b		
	C			P	
Chaalons		fueillet cclvj. b.	Paris		fueillet j.
Chauny		ccclii. b	Ponthieu		fueillet cccx.
Chaumont		ccxxi. b		Q	
Clermont		fueillet clxix. b.	Quefque		fueillet ccclxxii.
Coucy		fueillet ccxcj. b.			
Coulommiers		fueillet xxv.			
	D			R	
Desurene		fueillet cclxxx.	Ribemont		fueillet cclxxxviii.
Dourlans		fueillet ccclv.	Rheims		fueillet cclxxvii.
	E			S	
Estampes		fueillet xcij.	Sens		fueillet lvii.
Estappes		ccclxxx. b.	Senlis		fueillet cxxxviii.
	F		Saint Omer		fueillet ccclxvii.
Foulloy		fueillet ccclv. b.	Saint Paul		fueillet cccclxix.
			Saint Quentin		fueillet cclxxxiii.
			Saint Riquier		fueillet ccclxiii.
	H			T	
Haynaut		fueillet ccclvij. b	Therouenne		fueillet cccclviii.
Herly		fueillet ccclxxxii.	Troyes		fueillet ccvj.
	L			V	
Langres		fueillet lxxiii. b.	Valloys		fueillet cxcii.
Laon		fueillet ccclvi. b	Varry		fueillet ccccxi.
L'isle		fueillet cccclviii.	Vernandoys		fueillet ccclvi.
			Vitry		fueillet cccxxii.
	M		VViffent		fueillet cclxxxi.
Mante & Meulant		fueillet cxxiii. b.			
Meaux		fueillet xvi.			
Meleun		fueillet xxxi.			
Montargis		fueillet cccxcii.			

FIN.

Table.

Table des chapitres de toutes les coustumes

GENERALLS ET PARTICU-

lieres des Gaulles, estans en la premiere partie du
grand Coustumier.

Et premierement les Chapitres des Coustumes
de la Prensse & Visconté de Paris, ville ca-
pitale. *fueillet premier.*

1	De matiere feodalle	fueillet j.
2	De censives & droits seigneuriaux	ii.
3	De complainte en cas de saisine & de nou- uelleté	iii.
4	De prescription	au mesme fueillet
5	Des actions personnelles & hypotheques.	iii.
6	Des rapports des iurez	au mesme. b
7	Des testamens & executions d'iceux, disposi- tions & dons	au mesme fueillet. b
8	De garde noble	iiii.
9	De garde bourgeoise	au mesme
10	De communauté de biens	au mesme
11	De successions	v.
12	De douaires	au mesme fueillet.
13	De succession en ligne collaterale	au mes. b.
14	De don mutuel	vi.
15	Des arrests, executions & gageries	au mes.
16	De retraict lignager	au mesme fueil. b
17	De criees des quatre quatorzaines	vii
18	Autres coustumes.	au mesme fueillet.
	Le proces verbal	viii

2. Meaux

fueillet 16.

1	De l'estat & condition des personnes	xvi
2	De douaire coustumier & prefix	au mesme
3	De donat. simples & en cōtemp. de mari.	xvi. b
4	De donations mutuelles	au mesme. b
5	De testamens & quelles personnes ne peu- vent tester	au mesme fueillet. b
6	De excuteurs de testamens	xvii
7	Comment au Roy ou à l'Euesque appartient l'audition des testamens	au mesme
8	De successions & hoiries	au mesme fueil.
9	Comment se partissent les biens meubles & cōquests immeubles entre le suruiuât de deux conioints par mariage	au mesme. b
10	De acquerir communauté & partir les biens communs	xviii
11	Cōment rête achetee est cēsee heritage.	xviii
12	De seruitudes reelles	au mesme fueillet. b
13	De seruitudes personnelles	au mesme. b
14	De prescriptions	xix
15	De retraict lignager	au mesme fueillet
16	De criees	xx
17	De la nature & condition des heritages feo- daux	au mesme fueillet. b
18	Par deuât quel iuge sont les nobles respōs.	xxi
19	De garde noble, bail & de l'effect d'iceux.	xxi
20	Comment gens roturiers & non nobles ne peuvent tenir fiefs	au mesme fueillet. b
21	De succession & comment se partent les fiefs tât en ligne directe que collaterale	au mes. b

22	De matiere de forests	xxii
23	De l'effect de souffrance	au mesme. b.
24	En quel lieu est astraint le vassal soy presenter à son seignr pour estre receu à hōmage	xxii. b
25	De heritages tenuz en franc aloy, censive & amortis	au mesme fueillet. b.
26	De iustice & des droits d'icelle	xxiii
27	Cōment d'heritages baillez à surcens ne sonc deuz ne lots ne ventes	au mesme. b
28	De garenne	au mesme fueillet. b
29	De simple saisine	au mesme fueil. b
	Proces verbal	xxvi. b

3. Meleun.

fueillet 31.

1	De haute iustice	fueillet xxxj.
2	De moyenne iustice	au mesme. b
3	De basse iustice	au mesme fueillet. b
4	De fiefs	au mesme fueillet. b
5	De franc aleu	xxxiiij. b
6	De droits censuels & seigneuriaux	au mes. b
7	De retraict lignager & feodal	xxxv. b
8	De possession & saisine	xxxvij
9	De prescription	au mesme
10	De hypotheques	au mesme
11	De louages & baux à ferme	au mesme. b
12	De seruitudes & rapports de iurez	au mes. b
13	De communauté de biens	xxxviij
14	De don mutuel & autres donations faites en- tre vifs	xxxix.
15	De douaire	au mesme fueillet.
16	De testamens & execution d'iceux	au mes. b
17	De successions, partages & diuisions	xl
18	De rapports qui se doiuent faire en part.	xl. b
19	Des choses qui sont reputees meubles ou im- meubles	xlj.
20	De gardiens, baillistres & tuteurs	au mes.
21	De bastards	au mesme fueillet. b
22	Des vsages & pasturages	au mesme. b
23	De executions, saisies & arrests	xlj
24	De criees	au mesme fueillet. b
25	Autres coustumes	xljij
	Le proces verbal	au mesme fueillet.

4. Sens.

fueillet lvij.

1	De haute iustice & des exploits d'icelle	lvij.
2	De moyenne iustice	au mesme. b.
3	De basse iustice	au mesme. b.
4	De iustice fonciere	au mesme. b.
5	De forfaitures & confiscations	au mesme. b
6	De bastards	lvijij.
7	De retraict lignager	au mesme.
8	De testamens, &c.	lix.
9	De successions, partages & diuisions	lix. b
10	De seruitudes	lx. b
11	De donations d'entre vifs mutuelle, &c.	lxj. b
12	De acquerir, garder & retenir possession	lxj
		à iiij

T A B L E.

13 De rentes foncieres , volages & hypotheques	lxj. b.
14 De bourgeoisies & adueuz	lxij.
15 De bois, forests, vsages & pasturages	lxii. b.
16 De bail & garde des enfans mineurs nobles, & tutelle des non nobles	lxiii.
17 De douaire coustumier & prefix	au mesme
18 Des assuremens	au mesme b.
19 Des fiefs & profits feodaux	au mesme b.
20 De censives & droits seigneuriaux	lxv. b.
21 De conuenances, &c.	lxvi. b.
22 De prescription & laps de temps	lxvii.
23 De rapports qui se doiuent faire en partages	au mesme fueillet.
24 De compagnie & communauté de biens	lxvii. b.
25 Coustumes locales de Sens	lxviii.
26 Coustumes particulieres de Lâgres	au mesme b.
Proces verbal.	lxix.

5. Estampes. fueillet. xcij.

1 De fiefs	fueillet xcii.
2 De cens & droits seigneuriaux	xciii. b.
3 De droit de champart	xciiij.
4 De prescriptions	au mesme fueillet.
5 Des actions personnelles & hypotheques	xciii.
6 De seruitudes & rapports de iurez	au mesme b.
7 De garde noble & bourgeoise	xcv.
8 De communauté de biens	au mesme fueil.
9 De testamens	au mesme fueillet. b.
10 De successions	xcvj.
11 De douaires	au mesme fueillet. b.
12 De don mutuel & autres donations	au mesme b.
13 De arrests, executions & gageries	xcvii.
14 De retraictz lignagers	au mesme fueil. b.
15 De degasts & dommages faits es heritages & printes des bestes	xcviii.
Proces verbal.	au mesme fueillet. b.

6. Montfort Lamaury. fueillet. cvi. b.

1 Des fiefs	fueillet cvi. b.
2 De censives & droits seigneuriaux	cviii.
3 De complainte en cas de saisine & de nouuelleté	au mesme fueillet
4 De prescription	au mesme fueillet.
5 De actions personnelles & hypotheques	cviii. b.
6 Du rapport de iurez	au mesme fueil. b.
7 De seruitudes	au mesme fueillet. b.
8 De testamens & execution d'iceux	cix.
9 De succession	au mesme fueillet. b.
10 De garde noble & bourgeoise	cx.
11 De communauté de biens	au mesme.
12 De douaires	au mesme fueillet. b.
13 De dons simples & mutuels, &c.	cxi.
14 De arrests, executions & saisies	au mesme
15 De retraict lignager	au mesme fueil. b.
16 De crieies	cxii.
17 Autres coustumes	au mesme fueillet
Proces verbal	au mesme fueillet. b.

7. Mante & Meullant. fueillet. cxxij. b.

1 Des fiefs	fueillet cxxiii. b.
2 Des censives & droits seigneuriaux	cxxv.

3 Des actions & oblig. hypotheques	cxxv. b.
4 De retraict lignager	cxxvi.
5 De cas de nouuelleté	au mesme fueillet. b.
6 De saisine & possession	au mesme fueillet. b.
7 De louages & baux à ferme	au mesme. b.
8 De seruitures & autres droits reels	au mesme. b.
9 De prescription	cxxvii.
10 De crieies	au mesme fueillet. b.
11 De communauté de biens	au mesme fueil. b.
12 De douaire	cxxviii.
13 De donations simples, mutuelles, &c.	au mesme. b.
14 De testamens & executions d'iceux.	au mesme. b.
15 De succession	cxxix.
16 De tuteurs, baillistres & gardiens.	au mesme. b.
17 Autres coustumes	cxxx.
Proces verbal.	au mesme. b.

8 Senlis. fueillet. cxxxviij.

1 Les chastellenies estés dudit bailliage	cxxxviii.
2 Des preuosts royaux & baillifs subalternes ressortissans à l'assise de Senlis.	cxxxix.
3 Des droits appartenans aux hauts seigneurs chastellans.	cxl. b.
4 Des cas appartenans au haut iusticier.	cxli.
5 Des cas appartenans au moyen iusticier.	cxli. b.
6 Des bas iusticiers, &c.	cxlii.
7 Des successions des fiefs, &c.	cxlii.
8 De douaires.	cxliiii. b.
9 De prescription.	au mesme fueillet. b.
10 De rentes constituées sur heritages.	au mesme.
11 De donations.	cxlv.
12 De retraict lignager.	cxlvi. b.
13 De saisine & desaisine.	au mesme. fueil. b.
14 De saisine & possession à acquerir.	cxlviii.
15 Decret d'heritages	au mesme. b.
Proces verbal.	cxlix. b.

9 Clermont en Beauuoisis. fueil. clxix. b.

1 Des adiournemens.	fueillet. clxix. b.
2 De retraict lignager.	au mesme fueillet. b.
3 D'actions personnelles hypotheques.	clxxi.
4 De complainte en cas de saisine.	au mesme. b.
5 De simple saisine.	au mesme fueillet. b.
6 D'arrest, executions, & de crieies.	au mesme. b.
7 De prescription	clxxii. b.
8 De matiere feodal.	au mesme. b.
9 De censive & champars.	clxxiii.
10 De dons & dispositions entre vifs.	au mesme. b.
11 De testamens	clxxv.
12 De successions	au mesme fueillet. b.
13 De douaires	au mesme fueillet. b.
14 De gardes nobles	clxxvi.
15 De communauté de biens	au mesme fueil. b.
16 De tuteurs & curateurs	clxxvii.
17 De iustices & preeminées d'icelles.	au mesme. b.
18 De delicts	au mesme fueillet. b.
19 De matiere d'appel	au mesme fueillet. b.
20 Des esgouts, veuës, &c.	clxxviii.
21 Des diuerfitez des chemins & mesures.	au mesme.
22 Autres coustumes	clxxix.
Proces verbal	au mesme fueillet. b.

10 Vallois.

T A B L E.

<p>10 <i>Vallois.</i> <i>fueillet.cxcij.</i></p> <p>1 De iustice au mesme fueillet.b 2 De preuention au mesme fueillet.b 3 De saisines & droits fonciers & césuels. cxcii 4 De fiefs cxciii. 5 De succession en fiefs cxciiii.b 6 De gardiens & baillistres au mesme fueil.b 7 De succession cxcv. 8 De douaires cxcvi 9 De prescription & possession au mesme.b 10 De donations cxcvii 11 De retraict lignager au mesme fueil. 12 D'hypothèque cxcviii. 13 De testamens au mesme fueillet.b 14 De rentes constituees sur heritages cxcix 15 Du priuilege de louage de maisons. au mes. 16 Des criees & decret d'heritages. au mes.b 17 De respits cc 18 De diuersité de chemins au mesme fueil.b Proces verbal. au mesme fueillet.b</p> <p>11 <i>Troyes.</i> <i>fueillet.ccv.</i></p> <p>1 De l'estat & conditiõ des personnes au mes. 2 Des droits & prerogatiues des nobles, & cõment ils succedent au mesme fueil.b 3 Des droits des seigneurs feodaux cõtre leurs vassaux ccvii 4 De la nature des heritages,rentes,censues & hypotheques ccviii 5 De droits de mariages ccix.b 6 De droits de successions ccx.b 7 De iustice & droits d'icelle ccxi.b 8 De donations ccxii 9 De retraict au mesme fueil.b 10 De bois,eauës,& forests ccxiii 11 Assiette & prisee de terre au mesme fueil.b Proces verbal. ccxv.</p> <p>12. <i>Chaumont en bassigni fueil.ccxii.b</i></p> <p>1 De l'estat & condition des personnes nobles & non nobles. au mesme fueillet.b 2 De droits de seigneurs feodaux contre leurs vassaux ccxxii.b 3 De la nature des heritages, censues, rentes foncieres,&c. ccxxiii 4 De droits de mariage au mesme fueil. 5 De donations entre vifs ccxxv 6 De droits de successions au mesme fueil. 7 De testamens & executiõs d'iceux au mes.b 8 De iustice & droits d'icelle au mesme.b 9 De bois,forests,& eauës ccxxvi 10 De retraict lignager au mesme fueillet.b Proces verbal. ccxxvii.</p> <p>13 <i>Vitry en Parlois.</i> <i>fueillet.ccxxxij.</i></p> <p>1 De iustice,&c. fueillet.ccxxxii 2 De franc aleu ccxxxiii 3 De fiefs au mesme fueillet, 4 De successions & partages entre gens nobles & roturiers. ccxxxiiii.b 5 De douaire ccxxxvi.b</p>	<p>6 Des testamens ccxxxvii 7 De dons au mesme fueillet.b 8 Des conuentions entre l'homme & la femme. ccxxxviii 9 De droit de propriété au mesme fueil. 10 De censues au mesme fueillet. 11 De pasquis, pasturages au mesme fueil. 12 De retraict au mesme fueillet.b 13 De rentes ccxxxix. 14 De prescriptions au mesme fueillet. 15 De criees d'heritages,&c. au mesme. 16 De bastards aulbins manumis au mesme f.b 17 De seruitute mortemain & forma. au mes.b Proces verbal. ccxl.b</p> <p>14. <i>Vermandois, sous lequel sont comprises sept coustumes particulieres subsequentes.</i></p> <p>1 <i>Laon.</i> <i>fueillet.ccxlvi.b</i></p> <p>1 De iustice,&c. fueillet.ccxlvii.b 2 De personnes nobles ccxlviit 3 De droits appartenãs à gens mariez au mes. 4 De douaires ccxlviit 5 De don mutuel au mesme fueillet.b 6 De donation entre vifs au mesme fueil.b 7 De testamens ccxlix 8 De successions au mesme fueillet.b 9 De rapports qui se doiuent faire en partage ccl. 10 De meubles & acquests au mesme fueil.b 11 D'heritage propre vulgairement appellé n'aifant. au mesme fueillet.b 12 De rentes hypotheques & nantissémés ccli 13 De saisine & desaisine,&c. au mesme.b 14 De censues & droits seigneuriaux au mes.b 15 De prescriptions cclii 16 De fiefs au mesme fueillet. 17 De retraict lignager & feudal ccliii.b 18 De bail & garde noble d'enfans min. cclvi 19 De societé & cõmunauté de biens au mes. 20 De bastimens & rapports de iurez au mes. 21 Autres coustumes au mesme fueillet.b Proces verbal. cccii.b</p> <p>2 <i>Chaalons.</i> <i>fueillet.cclvi.b</i></p> <p>1 De personnes nobles au mesme fueil. b 2 De puissance de pere cclviit 3 De tuteurs & curateurs au mesme fueil. 4 De bastards, aulbins, espauës,&c. au mes. 5 De gens de main-morte au mesme fueil.b 6 De droits appartenãs à gés mariez. au mes.b 7 De don mutuel cclviii 8 De douaires au mesme fueil.b 9 De compagnie & societé de biens cclix 10 De donations au mesme fueil. b 11 De testamens au mesme. b 12 De successions cclx 13 De rapport qui se doit faire en par. au mes. b 14 De la difference des biens meubles, acquests & naitfants. cclxi 15 De saisines & censues au mesme fueil. b</p>
--	---

T A B L E.

16 De rentes hypotheques	cclxii	7 Concy.	fueillet.ccxci.b
17 De bastimés es villes & rapports,&c. au mesf.		1 De droits appartenás à gens mariez.	ccxci.b
18 De seruitutes	au mesme fueil.	2 De fiefs & droits censuels	au mesme.b
19 De prescription	au mesme fueil.b	3 De succésions & testamens.	au mesf.b
20 De fiefs	au mesme fueillet.b	Proces verbal.	cccxx.b
21 De retraiçt lignager & feodal	cclxv	14. <i>Le proces verbal des coustumes de Vermandois.</i>	fueillet.ccxci.j.
22 De confiscation & amendes	cclxvi.b	15. <i>Amiens.</i>	fueillet.cccxxi.
23 D'vsages & pasturages	au mesme.b	1 De donations	fueillet.cccxxv.
24 Autres coustumes	au mesme fueil.b	2 De reliefs de fiefs	cccxxvi.b
Proces verbal.	cccvi.b	3 De succésions	cccxxviii
3 <i>Rheims.</i>	fueillet.cclxvi.j.	4 De retraiçt lignager	cccxxix
1 De la qualité & difference,&c. au mesme.		5 De douaires de vesues	au mesme fueil.b
2 De la qualité & difference de biens	cclxviii.b	6 De criees d'heritages	cccxxx.b
3 De fiefs	au mesme fueillet.b	7 De prescription	cccxxxi
4 Desheritages tenus en roture,&c.	cclxxii	8 D'hypotheques	au mesme fueil.
5 De dessaisine, saisine hypo.&c. au mesme.b		9 De droits des seigneurs & iusticiers	cccxxxii
6 De simple saisine	cclxxiii.b	D'Amiens ressortissent cinq preuostez qui ont coustumes particulieres, à sçavoir:	
7 De retraiçt lignager & feodal	au mesme.b	1. <i>Monstræuil.</i>	fueillet.cccxxxvi.
8 De donations simples ou mutuelles	cclxxv.	1 De succession ab intestat	fueillet.cccxxxvi
9 De droits appartenans à gens ma.	au mesf.b	2 De mineurs d'ans	au mesme fueillet.b
10 De testamens,&c.	cclxxvii.b	3 De droits des seigneurs	cccxxxvii
11 De succésions & rapports,&c.	cclxxviii.b	4 D'alienation	au mesme fueil.b
12 De tuteurs, curateurs, gardiens.	cclxxix.b	5 De retraiçt	cccxl.
13 De bastards, aulbains, espaués, biens vacans, forfaitures & confiscations.	au mesme fueil.b	6 D'aquerre droit reel	au mesme fueil.b
14 De seruitudes & droits reels	cclxxx	7 De douaires	au mesme.b
15 De prescription	cclxxxi	8 De disposition testamentaire	cccxli.b
16 Autres coustumes	au mesme fueil.b	9 De confiscations	au mesme fueillet.b
Proces verbal.	cccviii.b	10 De criees	au mesme.b
4 <i>Noyon.</i>	fueillet.cclxxxii.b	2 <i>Beauquesne.</i>	fueillet.cccxli.j.
1 De succession	fueillet.cclxxxii.b	3 <i>Sainçt Riquier.</i>	fueil.cccxlvi.b
2 De testament	cclxxxiii	4 <i>Doullans.</i>	fueil.cccxlv
3 De donation entre vifs	au mesme fueil.	5 <i>Foulloy.</i>	fueil.cccxlv.b
4 De droits seigneuriaux & feodaux	au mesf.	Sous Monstræuil sont trois preuostez qui ont coustumes particulieres, à sçavoir:	
5 De douaires	au mesme fueil.b	1 <i>Sainçt Omer.</i>	fueillet.cccxlv.j.
6 De prescription	au mesme fueillet.b	1 Des succésions.	fueillet.cccxlvii
7 De retraiçt lignager	au mesme fueil. b	2 De droits des seigneurs	au mesme.
Proces verbal.	cccxi.b	3 D'alienation d'heritages	au mesme.b
5 <i>Sainçt Quentin.</i>	fueil.cclxxxiii	4 De douaires	cccxlvi
1 De droits appartenás à gés mariez	cclxxxiiii	5 De prescription	au mesme fueillet.
2 De testamens & execution d'iceux	cclxxxv	2 <i>Therouenne.</i>	fueillet.cccxlvii.j.
3 De succession	au mesme.b	1 De succession	fueil.cccxlviii
4 De fiefs & droits d'iceux	cclxxxvi.b	2 De droits des seigneurs	au mesme fueil.b
5 De cens	cclxxxvii.b	3 D'alienations & hypotheques	cccxlvi
6 De douaires	au mesme fueil.b	4 De retraiçt lignager & feodal	au mesme f.
Proces verbal.	cccxvii.b	5 De douaire	au mesme fueillet.
6 <i>Ribemont</i>	fueillet.cclxxxvii.	3 <i>Sainçt</i>	
1 De droit de preuention	fueil.cclxxxviii		
2 De fiefs	au mesme fueillet.		
3 De retraiçt lignager	cclxxxix		
4 De disposition entre vifs	au mesme fueil.b		
5 D'hypotheques	au mesme.b		
6 De cens	au mesme fueillet.b		
7 De testamens	ccxc		
8 De succésions	au mesme fueil.		
9 De douaires	au mesme fueillet.b		
Proces verbal.	cccix.b		

T A B L E.

- 3 *Saint Paul. fueill. cccxlix. b*
- 1 Des successions cccxlix. b
 - 2 De droits des seigneurs cccl. b
 - 3 D'alienations & donations ccclj. b
 - 4 De retraits au mesme fueillet. b
 - 5 D'acquere droit reel au mesme fueillet. b
 - 6 De Douaires ccclii
 - 7 De prescription au mesme fueillet.
- 15 *Le proces verbal des coutumes generales d'Angers fueillet. cccxxi.*
- 16 *Chauny fueillet. ccclii. b*
- 1 Comment le mary est reputé seigneur des meubles fueillet ccclii. b
 - 2 De nampissement & comment il se doit faire au mesme fueillet. b
 - 3 Comment on peut disposer de ses meubles cccliii
 - 4 Comment les nobles peuvent apprehender & auoir les meubles apres le trespas du premier mourant au mesme fueillet.
 - 5 Si chose mobiliere donnee en mariage se doit rapporter au mesme fueillet
 - 6 De acquests au mesme fueillet.
 - 7 De succession en ligne directe cccliuii
 - 8 De biens vacans par mort. au mesme fueil. b
 - 9 D'heritages donnez en mariage. au mesme. b
 - 10 Comment on peut disposer de ses heritages au mesme fueillet. b
 - 11 De disposition testamentaire ccclv
 - 12 De noblesse au mesme fueillet. b
 - 13 De succession en directe és fiefs au mesme. b
 - 14 De succession en collateralle és fiefs ccclvi
 - 15 De donation de fief entre vifs &c. au mesme
 - 16 De faire saisir & leuer les fruits au mesme. b
 - 17 De recevoir és droicts feudaux ccclvii. b
 - 18 De reiterer l'hommage au mesme fueillet. b
 - 19 D'actions de retrait és fiefs au mesme. b
 - 20 De retrait feudal. ccclviii. b
 - 21 De douaire prefix & quand il a lieu. au mes. b
 - 22 De douaire coustumier &c. au mesme fueil.
 - 23 De priuileges & des vesues ccclix
 - 24 De bail & garde de mineurs nobles. au mes. b
- 17 *Ponthieu. fueillet. ccclx.*
- 1 Des successions ab intestat au mesme fueil. b
 - 2 De successions ccclxi. b
 - 3 De donations au mesme fueillet. b
 - 4 De quint pour viure naturel ccclxiii
 - 5 D'alienation de fiefs au mesme fueillet.
 - 6 De cottieres ccclxv. b
 - 7 De droit d'herbage & de moulins au mes. b
 - 8 De prinse de bestes fueillet. ccclxvi
 - 9 De creer hypotheques ccclxvii.
 - 10 De complainte & nouuelleté ccclxviii. b
- 18 *Boullenoys. fueillet cclxxi.*
- 1 Les chastellenies estans de laditte senefchauffee. fueillet ccclxxi
- 2 Des droits des seigneurs de fief. au mesme. b
 - 3 Des droits de relief au mesme fueillet. b
 - 4 De la cour des seigneurs feudaux ccclxxii
 - 5 Des cas dont cognoissent les baillifs au mes.
 - 6 De droits de hauts iusticiers au mesme fueil.
 - 7 De crimes, forfaitcs, & delictcs. au mesme fueil.
 - 8 Des amedes deués aux seigneurs &c. au mes.
 - 9 Des fruits des arbres estans en voye publique ccclxxiii.
 - 10 De fiefs, reliefs, cottieres au mesme fueillet.
 - 11 De droits seigneuriaux au mesme fueillet. b
 - 12 De saisies au mesme fueillet. b
 - 13 De bailer homme viuât & mourât ccclxxiiii
 - 14 De moulins banniers au mesme fueillet.
 - 15 De arrerages deuz par cottieres au mesme f.
 - 16 De esleches de fiefs au mesme fueillet.
 - 17 D'amendes pour puits à marne non estoupez au mesme fueillet. b
 - 18 D'arrests pour louages de maisons. au mesme fueillet. b
 - 19 De priorité en ventes d'heritages au. mesme. b
 - 20 De successions en directe au mesme fueil. b
 - 21 De succession en collateralle ccclxxv
 - 22 De donations entre vifs & Testamens au mesme fueillet. b
 - 23 De douaire, communauté de biens ccclxxvi
 - 24 D'acquere droit reel au mesme fueillet. b
 - 25 Autres coutumes au mesme fueillet. b
 - 26 De rentes ccclxxvii
 - 27 De clostures de pasturages. au mesme.
 - 28 De retrait lignager & feudal au mesme. b
 - 29 Autres coutumes au mesme fueillet. b
 - 30 De chemins, riuieres &c. ccclxxviii. b
 - 31 Des procedures &c. au mesme fueillet. b
 - 32 Autres coutumes ccclxxix
- Proces verbal au mesme fueillet. b*
- De Boullenoys ressortissent cinq bailliages ayans coutumes particulieres qui s'ensuyuent.*
- 1 *Desurene fueill. cclxxx*
Le proces verbal ccclxxx
 - 2 *Estappes fueil. cclxxx. b*
 - 3 *VVissent fueil. cclxxx. b*
Proces verbal ccclxxx. b
 - 4 *Herly fueillet. cclxxx. b*
 - 5 *Quisque fueillet. cclxxx. b*
- 18 *Le proces verbal des coutumes generales & particulieres de Boullenoys. fueil. cclxxx. b*
- 19 *Artois, premiere redaction, fueillet cclxxxvii. b*
- 1 Des droits des seigneurs fueil. cclxxxvii. b
 - 2 D'acquere hypotheques &c. ccclxxxix
 - 3 De retraits ccxc
 - 4 Des acquests au mesme fueil.
 - 5 De succession de meubles au mesme fueil. b
 - 6 De bail de mineurs d'ans au mesme fueil. b

T A B L E.

- 7 Du droit de vesues cccxi.
- 8 De executeurs de testament au mesme. b
- 9 Du droit de creanciers apres la mort du deb
teur au mesme fueillet. b
- 10 D'acquests de fiefs. cccxcii

*Seconde redaction des costumes d'Artois
fueillet. cccxcii. b*

- 1 De droits des seigneurs au mesme fueil. b
- 2 D'hypotheques sur heritage. cccxcv
- 3 De retraicts lignagers & feodaux cccxcvi
- 4 De acquests cccxcvii
- 5 De succession de meubles. au mesme fueil. b
- 6 De bail de mineurs d'ans au mesme fueillet. b
- 7 Du droit des vesues cccxcviii
- 8 De executeurs de testamés. au mesme fueil. b
- 9 Du droit des creanciers &c. au mesme fue. b
- 10 D'acquests de fiefs cccxcix
- Proces verbal cccxcix

20 *Liste. fueil. cccxlvi. iii*

- 1 De successions fueil. cccxlvi. iii
- 2 De testamens cccxlix
- 3 De partage de pere ou mere &c. au mesme. b
- 4 De tuteurs & curateurs au mesme fueil. b
- 5 De donations & venditiós. au mesme fueil. b
- 6 De prescription & possession cccl. b
- 7 De reprises d'heritages &c. cccli
- 8 D'hypotheques, clains, & saisines. au mesme. b
- 9 Des arrests de corps ccclii. b
- 10 Des actions & adiournemens personnels
au mesme fueillet. b
- 11 De cas possessoires en cas de nouuelleté
cccliii
- 12 De mise de fait au mesme fueillet. b
- 13 Des purges & decrets au mesme fueillet. b
- 14 De benefice d'inventaire cccliiii. b
- 15 De louages de censés & maisons ccclv
- 16 Des appellations ccclv. b
- 17 De droit de vesue ccclv. b
- 18 Des executions ccclvi
- 19 Des matieres de recognoissance. au mesme. b
- 20 Des cessions au mesme fueillet. b
- 21 Des bonnages, cherquemanges & visitations
de maisons ccclvii

21 *Henant fueil. ccclvii. b*

- 1 Des iuges fueillet. ccclvii. b
- 2 Des auctoritez de la cour. au mesme fueil. b
- 3 De tous appeaux y avoir ressort au mesme. b
- 4 De matieres d'importance &c. ccclviii
- 5 De matieres priuilegees en laditte cour
au mesme fueillet.
- 6 De respits d'homicides au mesme fueillet.
- 7 De respits de debres au mesme fueil. b
- 8 Des officiers ordinaires & vassaux. au mes. b
- 9 De corps deffendant au mesme fueillet. b
- 10 De receuoir à composition le codané ccclix. b
- 11 Du facteur qui ne trouueroit parét. ccclx
- 12 Du prisonnier eschappé de prison. au mesme.
- 13 De plusieurs en vne meslee. au mesme fueil. b
- 14 De plus facteurs vn pour le tout. au mesme. b

- 15 De poursuyure l'iniure de la femme au mes. b
- 16 De meslee de bourgeois. au mesme fueillet. b
- 17 De feme emporter les biens du mari au mes. b
- 18 Stile d'expedier les proces. au mesme fueil. b
- 19 De sergent à peril de feu ccclxi
- 20 D'intenter nouvelle poursuite. au mesme f.
- 21 Du stile de l'instruction des causes au mes.
- 22 De reintegration fueil. cccclxii
- 23 De dismes au mesme fueillet
- 24 Des aduocats cccclxiii
- 25 Du cours de marchandise cccclxix
- 26 Des censives au mesme fueillet. b
- 27 Des fiefs au mesme fueillet. b
- 28 De droit de bail cccclxxi
- 29 Renoncement de dame. au mesme fueillet. b
- 30 Des allents cccclxxii
- 31 Des ageries au mesme fueillet.
- 32 De droit des mortes mains. au mesme fueil. b
- 33 Des serfs cccclxxiii
- 34 De bastards au mesme fueillet. b
- 35 De Aulbains cccclxxiiii
- 36 De terrages au mesme fueillet
- 37 De poursuite d'arrerages. au mesme fueil. b
- 38 De rentes sur fiefs. cccclxxv. b
- 39 D'aduis de pere & mere. au mesme fueillet. b
- 40 De recors de mariage ccclxxvi
- 41 De transports & rapports. au mesme fueillet.
- 42 De la venerie au mesme fueillet. b
- 43 Des riuieres ccclxxvii. b
- 44 Des bois & forests ccclxxviii
- 45 Des cheualiers. ccclxxix
- 46 De meubles ou immeubles. au mesme fueil. b
- 47 De la refection d'eglises. au mesme fueillet. b
- 48 Des ladres. au mesme fueillet. b
- Proces verbal au mesme fueillet. b

*Sous Henant sont les Costumes particulieres
de Monts chef du pays. fueil. cccclxxxi.*

- 1 De l'escheance de fils & filles. fueil. cccclxxxi
- 2 De l'escheance de freres & soeurs. au mesme. b
- 3 De l'escheance d'oncle & tante. au mesme. b
- 4 De l'escheance d'acquests & meubles au me. b
- 5 De partage de pere & mere &c. au mesme f. b
- 6 De partage donat à réte heritag. cccclxxxii. b
- 7 D'heritages mis à recours. au mesme fueil. b
- 8 De proces proprietai. pour, &c. cccclxxxiii. b
- 9 D'heritages à viaige au mesme fueil. b
- 10 De bailler à censé cccclxxxv
- 11 De mettre à vance de houblon. au mesme.
- 12 Des enfans à marier au mesme fueillet
- 13 De iouir en vertu de possession. au mesme. b
- 14 De rachapter nouvelle réte. au mesme fueil. b
- 15 De berquemaige cccclxxxvi
- 16 De responses de rentes au mesme fueil. b
- 17 De faire rauestissement au mesme fueil. b
- 18 De intestats cccclxxxvii
- 19 De deniers de parchons de mineurs. au mes.
- 20 De rentes escheués aux orphelins. au mesme.
- 21 D'acquérir par mambourgs. au mesme fuei. b
- 22 De absens au mesme fueillet. b
- 23 D'obligations, rapports cccclxxxviii
- 24 D'approuer loix de meslee. au mesme fueil.
- 25 Offres de rentes au mesme fueillet.
- 26 De partager heritages au mesme fueil. b
- 27 D'offrir

T A B L E.

27 D'offrir au proxime	ccccxxxix	14 De compagnie & cōmu. de biens	ccccxv. b
28 Loix des seigneurs vassaux	au mesme fueil.	15 De conuencances, &c.	ccccxvi
29 De tauerniers	au mesme fueillet. b	16 De prescription	au mesme. b
30 D'aulner & mesurer	ccccxc.	17 De rentes foncierēs & hypoth.	au mesme. b
31 De forestiers	au mesme fueil. b	18 De bourgeoisies & defaueuz	ccccxvii
32 De cerquemanner	ccccxci	19 Des eauēs, bois, forests, &c.	au mesme. b
33 Des ladres	au mesme fueil.	20 De tutelle & curatelle	au mesme. b
Proces verbal.	au mesme fueillet. b	21 De douaire	ccccxviii.
 		22 D'affeuemens & sauuegardes	au mesme.
22 Bourgogne, la Duché. fueill. cccxcix. b		23 De fiefs, droits & proffits feudaux	au mes. b
1 De iustice & droits d'icelle	au mesme. b	24 De rapports qui se doiuent faire en succession	cccc x.
2 De confiscations	cccc.	Proces verbal	au mesme fueil.
3 De fiefs	au mesme fueillet.	 	
4 Des droits de gens mariez	au mesme. b	<i>D'Auxerre, ressort V'arry, qui a coustume particuliere. fueillet. ccccxix.</i>	
5 De rentes vendues à rachat	cccci. b	1 De forfaiture & confiscation	cccxix
6 Des enfans de plusieurs liēts	au mesm. b	2 De successions & partages	ccccxiii
7 De successions	fueillet cccci.	3 De seruitudes	au mesme fueillet. b
8 De succession de bastards	au mesme fueil. b	4 De censues & droits seigneuriaux	ccccxv. b
9 De main-morte.	au mesme fueillet. b	5 De compagnie & commu. de biens	ccccxvi
10 De retraictz	cccciii. b	6 De fiefs & droits feudaux	ccccxix. b
11 De censēs	au mesme fueillet. b	 	
12 D'adueuz	cccciiii	24 Niernois fueillet. ccccxv	
13 De forests, pasturages.	au mesme fueillet.	1 De iustice & droits d'icelle	fueil. ccccxv
14 De prescription, & colombier.	au mesme.	2 De confiscations	ccccxvi
 		3 De droits de blagrie	au mesme. b
2 La Comté de Bourgogne fu. cccciij. b		4 De fiefs	au mesme fueillet. b
1 Des fiefs	ccccv	5 De cens, censues, & droits d'iceux	ccccxxix
2 De gens mariez	ccccvi	6 De bourdelages	ccccxxx
3 De successions	au mesme fueil. b	7 De rentes & hypotheques	ccccxxxi
4 De prescription	ccccvii	8 De seruitudes personnelles, &c.	au mesme. b
5 De signe patibulaire	au mesme fueillet.	9 Des maisons, murs, rues, &c.	ccccxxxi
6 D'imposer aide	au mesme fueillet.	10 De champars & parties	ccccxxxi
7 De cepts	au mesme fueillet.	12 De dismes	au mesme fueillet.
8 Des mesiers	au mesme fueil.	12 De vigne	au mesme fueillet. b
9 Des bois	au mesme fueil.	13 De pres & riuieres	au mesme fueillet. b
10 De rescousse	au mesme fueil.	14 De prinse de bestes	au mesme fueil. b
11 D'espauēs	au mesme fueil. b	15 Des eauēs, riuieres, estangs.	ccccxxv. b
12 De censēs	au mesme fueil. b	16 Des bois & forest	au mesme fueillet. b
13 De rachats	au mesme fueil. b	17 De fonds & moulins	ccccxxvi. b
14 De la main-morte	ccccviii. b	18 De colombiers	ccccxxvii.
15 De ceux qui ne peuuent faire procuracion	ccccix.	10 De baux & acensēs	au mesme fueillet.
16 De pasturage	au mesme.	20 De croists & chapels de bestes.	au mesme.
17 Meubles n'ont suite	au mesme.	21 De communautēz & associations	ccccviii
18 De la chasse	au mesme.	22 De droits de gens mariez	au mesme. b
Proces verbal.	cccciiii. b	23 De douaire	fueillet. ccccxl.
 		24 De partages de gens cōmuns	au mesme. b
23 Auxerre. fueil. cccc. x		25 Quelles choses sont reputees meubles, conqueits heritages	au mesme fueil. b
1 De haute iustice, &c.	fueillet ccccx.	26 De donations	ccccxli
2 De moyenne iustice	au mesme fueillet. b	27 D'hosteliers & tauerniers	au mesme.
3 De basse iustice	au mesme fueillet. b	28 De marchans publiques	au mesme. b
4 De iustice censereē	au mesme. b	29 De tutelle & curatelle.	au mesme. b
5 De forfaiture & confiscation	au mesme.	30 De retraict lignager	ccccxlii
6 De bastards	ccccxi. b	31 D'executions, crieēs, &c.	au mesme. b
7 De retraictz	au mesme fueil. b	32 De testamens & codicilles	ccccxlv.
8 De successions, partages.	ccccxii. b	33 De successions	au mesme. b
9 De seruitudes	ccccxiii	34 De droit d'aisneesse	ccccxvi. b
10 De testamens, &c.	au mesme fueillet. b	35 De prescriptions	au mesme fueil. b
11 De donation entre vifs, mutuelle.	ccccxiiii	36 D'assiette de terre	ccccxlvii
12 D'acquerir, garder possession d'heritages, & de causes proprietaires & possesloires.	au mes.	Proces verbal.	ccccxlvii. b
13 De censues & droits seigneuriaux	au mes.		

T A B L E.

<i>De Nivernois, ressort Montenoison, qui a coustume particuliere. fueil.ccccxixii.b</i>		26 <i>Orleans.</i>	<i>fueillet.ccccxvii.</i>
1	De seruitudes personnelles.	ccccxxii.b	
25 <i>Montargis</i>		<i>fueillet.ccccxixj.</i>	
1	De fiefs	ccccxcii	
2	De droits & cens censuels	ccccxcvi	
3	De champart & terrage	ccccxcviii	
4	De pasturages, herbages	au mesme fueil.	
5	D'espaues & confiscations	ccccxcix	
6	D'estangs & garennes	au mesme.	
7	Du droit des gens.	au mesme.	
8	De communauté	au mesme.b	
9	De societez	cccc.	
10	De seruitudes reelles	au mesme fueil.b	
11	De donations entre vifs	au mesme.b	
12	De donation en mariage	ccccci.b	
13	De donations testamentaires	au mesme.b	
14	De douaire	cccccii	
15	Droits de successions	au mesme fueil.	
16	De retraict	au mesme fueil.b	
17	De prescriptions	cccciii.b	
18	D'executions de louages, &c.	cccciiii	
19	De criees	au mesme fueillet.b	
20	D'executions d'obligations	ccccv.	
21	Cas possessoires	au mesme.b	
22	D'appellations	au mesme.b	
	Proces verbal.	ccccvi.b	
1	De fiefs		fueillet.ccccxvii
2	De cens & droits censuels		ccccxxi
3	De releuoisons à plaisir		ccccxxii
4	De champars & terrages		ccccxxiii
5	De pasturages, herbages & paissions		au mes.
6	Des espaues		au mesme fueillet. b
7	Des estangs & garennes		au mesme. b
8	Comme enfans sont faits, &c.		au mesme. b
9	De communauté entre mariez.		ccccxxiiii.
10	De societé		ccccxxviii. b
11	De seruitudes reelles		ccccxxv.
12	De donations entre vifs		ccccxxvi.
13	De donations en mariage		au mesme. b
14	De donations pour, &c.		au mesme. b
15	De douaires		ccccxxvii
16	De successions		au mesme.
17	De retraict lignager		ccccxxviii.
18	De prescriptions		ccccxxix. b
19	D'executions de louage de maisons.		au mes. b
20	De criees & subhastations		ccccxxx. b
21	D'executions par lettres obliga.		ccccxxxi.
22	Des cas possessoires		ccccxxxii
23	Autres coustumes		au mesme.
	Proces verbal.		ccccxxxiii. b

FIN DES CHAPITRES DE TOUTES
les Coustumes generalles & particulieres, contenues en la
premiere partie du grand
Coustumier.



LE GRAND COVSTVMIER

GENERAL CONTENANT TOVTES LES COV-

STVMES GENERALES ET PARTICVLIERES DV ROYAVME DE FRANCE

& des Gaules, mesmement toutes celles qui ont esté reconnuës & redigees par les trois Estats de chacune prouince, & homologuées par les Cours souueraines des lieux. Le tout reueu, reconnu & augmenté de grand nombre de coustumes desdits pays, colloquees en nouveau & bon ordre, corrigees & annotees diligemment & fidelement par messire CHARLES DV MOLIN Docteur es droitz, Iurifconsulte de France & Germanie, Ancien Aduocat au Parlement de Paris, tresexpert & renommé.

Premierement les coustumes generales de la Preuosté & Viconté de Paris, accordees en l'assemblée des trois Estats, gens d'Eglise, Nobles, Praticiens & Bourgeois de ladite ville, Preuosté & Viconté le vingt-septième iour de Mars, l'an mil cinq cens & dix auant Pasques, diligemment corrigees & annotees par ledit du Molin, Commentateur d'icelles, & suyuant les arrests dudit Parlement sur-ce donnez depuis ladite premiere redaction, & homologation.

CHAPITRE I.

De matiere feodal.

Article premier.¹

I



AR la coustume de la ville, preuosté & viconté de Paris, le seigneur feodal par faute d'homme, droitz & deuoirs non faits & non payez, peut mettre en sa main le fief mouuant de luy, & iceluy fief exploicter en pure part, & faire les fruits siens pendant la main mise.

ij. Quand aucun fief eschet par succession de pere, mere, ayeul ou ayeulle, il n'est deu au seigneur feodal dudit fief par les descendans en ligne directe que la bouche & les mains avec le serment de feauté: quand lesdits pere, mere, ayeul ou ayeulle ont fait & payé les droitz & deuoirs en leur temps: en ce non compris les fiefs qui relieuent

2 & se gouuernent selon la coustume du vuelquecin² le François. iij.

3 Item & que le fils aîné³ en faisant la foy & hommage aux seigneurs feodaux acquitte les filles de leur premier mariage. iiij.

4 Item le seigneur feodal apres le trespas de son vassal ne peut saisir le fief mouuant de luy, ne exploicter en pure part, iusques quarante iours apres le trespas.⁴ v.

5 Item le vassal qui a esté receu en foy & hommage par son seigneur, est tenu de bailler son denombrement dedans quarante iours à compter du iour de ladite reception. vj.

Si le vassal ne baille son denombrement dedans quarante iours apres qu'il aura esté receu par son seigneur en foy & hommage, iceluy seigneur peut saisir ledit fief & y commettre commissaires iusques à ce qu'iceluy denombrement luy ait esté baillé: Mais il ne fait pas les fruits siens, & en doit rendre compte le commis apres iceluy denombrement baillé. vij.

Item le seigneur feodal ne peut acquerir prescription contre son vassal, ne le vassal contre son seigneur de la chose tenuë en fief.⁵ viii.

Le fils aîné prend pour son droit d'aînéesse le principal manoir avec le iardin selon sa closture tenuë en fief. Et s'il n'y a point de iardin, vn arpent de terre ou le vol d'vn chappon tenu en fief au ioignant de ladite maison. ix.

Quand pere & mere ayans fiefs & heritages tenus noblement, vont de vie à trespas, delaissez deux enfans venans à leur succession seulement. Au fils aîné pour son droit d'aînéesse appartient par preciput en chacune desdites successions tant de pere que de mere vn hostel te-

A

1 C'est article 1. qui est des anciens François est à peu pres gardé, nō seulement par toutes les Gaules: mais aussi par dela le Rhein es Allemagnes, & par dela les monts en Lombardie & Sicile, & en Angleterre, & quasi par tout où l'usage des fiefs est receu. voyez mon commentaire glo. 8. q. 5. sur la fin C. M.

2 Ou vuezin, le seigneur prend relief à toutes mutations renant du costé du vassal. voyez mon commentaire. §. 2. gl. 6.

3 Idem de son fils, on du puîné, tenant le droit de l'aîné. C. M.

4 S'il n'y a uoit ouuerture precedente. recours à mon commentaire.

5 Sous ar. 69. & s'entend en diminuant le fief. recours à mon commentaire, nomb. 6.

Coustumes de la preuosté & vicomté de Paris.

nu en fief tel qu'il veut choisir pour manoir principal, avec les deux tiers desdits fiefs & heritages tenus noblement. Et à l'autre desdits enfans compete & appartient l'autre tiers & residu desdits fiefs & heritages noblement tenus estant desdites successions. x.

Quand pere & mere ayans fiefs & heritages tenus noblement vont de vie à trespas de laillez plusieurs enfans excédans le nombre de deux, & iulques à trois ou quatre plus grand nombre venās⁶ à leur succession: au fils aîné par preciput pour son droit d'aînesse appartient en chacune desdites successions, tant de pere que de mere vn hostel tenu en fief tel qu'il veut choisir pour principal manoir, ainsi qu'il se comporte d'ancièneté, avec la moytié de tous les autres heritages⁷ tenus en fief. Et à tous les autres enfans ensemble l'autre moytié⁷ & residu desdits fiefs & heritages tenus noblement. xj.

Item quand en vn fief appartenant à deux ou plusieurs enfans par la succession de leur pere ou mere n'y a point de manoir principal & n'y a que terres labourables, le fils aîné peut auoir vn arpent de terre en tel lieu qu'il voudra eslire par preciput au lieu dudit manoir. xij.

Entre filles, & quand il n'y a que filles venans à succession de pere & mere droit d'aînesse n'a point de lieu:⁸ mais viennent toutes & partissent également les biens desdites successions⁸ de leurfdits pere & mere tant en fiefs & heritages tenus noblement comme autres. xiii.

Item le seigneur feodal peut prendre, tenir & auoir par puissance de fief, le fief tenu & mouuant de luy qui est vendu par son vassal, en payant le pris que l'acquesteur en a baillé & payé, & les loyaux cousts dedans quarante iours apres qu'on luy a notifié ladite vente & exhibé les contractz s'aucuns en y a par escrit. xiiij.

Item se le seigneur feodal a receu le quint denier, ou cheuy, ou baille^{*} souffrance d'iceluy à luy deu à cause de la vendition du fief mouuant de luy: tel seigneur feodal ne peut plus retenir ledit fief par puissance de fief pour l'vnir & mettre en sa table, à cause d'icelle vendition. xv.

Item⁹ quand le seigneur feodal a prins & retenu par puissance de fief aucun fief tenu & mouuant de luy & que ledit fief luy est depuis euincé par retrait, le retrayant est tenu payer audit seigneur les droits de quintz & requintz, si requintz y a, auant que ledit seigneur soit tenu de le recevoir en foy & hommage dudit fief, sauf audit retrayant son recours contre ledit vendeur, si la vente n'auoit esté faite francs deniers. xvj.

Item en succession ou hoirie en ligne collateral en matiere de fiefs les femelles n'heritent point avec les males en pareil degré. xvij.

Item le fils auquel son pere ou mere, ayeul ou ayeulle ont donné aucun heritage tenu en fief en auancement d'hoirie, ne doit¹⁰ que la bouche & les mains au seigneur feodal dudit fief, ne plus que si ledit fief estoit escheu par le trespas & succession de ses pere & mere ayeul ou ayeulle. xviij.

Item le seigneur feodal depuis & apres qu'il a saisi ou fait saisir & mettre en sa main le fief tenu & mouuant de luy par faute d'homme, droits & devoirs non faits, pendant & durant le temps de sadite main-mise, & qu'il le tient en sa main, n'est tenu de payer & acquitter les rentes, charges ou hypotecques non infeodees, constituees sur iceluy par son vassal. xix.

Item si ladite main-mise est venue à la connoissance du vassal, & nonobstant ledit vassal enfraint ladite main-mise, il est tenu de rendre les fruits & leuees par luy ou de par luy receuës durant & depuis ladite main-mise. xx.

Par ladite coustume en ligne collateral n'y a point d'aînesse.¹¹ xxj. I I

Item tout homme noble tenant fief, est tenu & réputé aagé à l'aage de vingt ans, & la fille a xv. ans accomplis quant à la foy & hommage & administration de fief.¹² xxij. I 2

Par ladite coustume quand vn fief change main autrement que par vendition, par mort, eschange, succession ou autrement, il y chet droit de relief, fors qu'en succession ou donation en auancement d'hoirie en ligne directe. xxiii.

Quand vn fief est vendu ou aliéné à pris d'argent, le vendeur doit payer le quint denier du pris. xxiiii.

*Par ladite coustume quād vn fief est vendu francs deniers au vendeur, il est deu au seigneur feodal quint denier & requint du pris. xxv.

Quand vne femme à laquelle appartient vn fief, se marie, il est deu rachat ou relief au seigneur feodal.¹³ xxvi. I 3

Itē entre filles¹⁴ soit en successiō de ligne directe ou collateral, il n'y a poit d'aînesse. xxvii. I 4

Item souffrance vaut foy tant qu'elle dure. xxviii.

Item si tous les enfans ausquels appartient aucun fief, sont mineurs & en tutelle, le seigneur feodal

⁶ Ou se tenās à vn gros don. sus art. 8. glos. I. q. 4. C. M.

⁷ Et autres droits, cens, rassaux, rentes, dont le profit se diuise. recours à mon commentaire icy & art. 10. q. 5. C. M.

⁸ Mais bien à Tours, Mās, Amiēs, Arthou & autres lieux. recours au commentaire. C. M.

*Souffrance.

⁹ Superflu 185.

¹⁰ Quand ores il se tient à son don. C. M.

¹¹ Superflu, sous 148.

¹² Et non quand à hypothequer ou aliener, parvāt n'y a difference noble ou non, sous art. 29. C. M.

*Du quint & requint.

¹³ Mais non s'il luy eschet en directe pendant son mariage, ou deuant, art. 2. recours à mon commentaire. C. M.

¹⁴ Superflu, sus ar. 12. & sous ar. 126.

feodal est tenu de leur bailler souffrance ou à leur tuteur iusques à ce qu'ils, ou l'un d'eux, qui puisse faire la foy & hommage, soit en aage. xxix.

Item en ce cas pour faire la foy & hommage le fils est réputé aagé à vingt ans accomplis, & vne fille à quinze. xxx.

Item le vassal qui denie le fief estre tenu du seigneur feodal dont il est tenu & mouuant, il confisque iceluy fief. xxxxi.

*Item Si le seigneur a mis le fief qu'il dit estre mouuant de luy en sa main par faute d'homme, le vassal le delauoué ou denie à seigneur, iceluy vassal doit auoir prouision & iouyr dudit fief pendant le proces. xxxii.

Item le gardien d'aucuns enfans mineurs faisans les fruits siens, est tenu de payer droit de xxxiii.

relief pour les heritages feodaux appartenans à iceux mineurs. xxxiiii.

Item droit de relief est de la reuenuë du fief d'un an, ou ledit de preudhommes, ou vne somme pour vne fois offerte de la partie du vassal, au chois & election du seigneur feodal. xxxv.

Item le seigneur feodal qui a choisi pour son droit de relief, la reuenuë d'un an du fief mouuant de luy, peut si bon luy semble prendre icelle reuenuë, & est le vassal tenu de luy communiquer les papiers de ses receptes, ou luy en extraire la declaration sur iceux papiers aux despens du seigneur. xxxvi.

Item le vassal ne peut demembrer son fief au preiudice & sans le consentement de son seigneur. xxxvii.

Item le seigneur feodal qui met en sa main aucun fief par faute d'homme, droits & devoirs non faits, il peut semblablement mettre en sa main tous les arrierefiefs ouuers despendans xxxviii.

d'iceluy fief. xxxix.

Item en ce cas les proprietaires ou seigneurs d'iceux arrierefiefs & chacun d'eux peuuent faire la foy & hommage au seigneur dont ils tiennent en arrierefief. Lequel est tenu de les recevoir & leur bailler main leuee & faire deliurance en luy payant les droits & devoirs d'aucuns luy en sont deus à cause de l'arrierefief qui leur appartient. xl.

Item le seigneur feodal qui met en sa main par faute d'homme, droits & devoirs non faits le fief tenu de luy, auquel a des terres emblauees par aucun fermier ou laboureur, auquel sont baillees à ferme icelles terres. Iceluy seigneur feodal si veut auoir les gaignages d'icelles terres, est tenu de rendre ou restituer au fermier & laboureur ses feurs & semences. xli.

Item la coustume dessusdite a lieu aussi, si le seigneur feodal veut auoir le reuenu d'un an pour son droit de relief. xlii.

Item es cas dessusdits le seigneur feodal si bon luy semble peut prendre & auoir la maison deuë par le fermier ou laboureur qui tient lesdites terres & autres heritages à maison. xliii.

Item vn vassal se peut iouer xliv.

de son fief iusques à demission de foy, sans ce que le seigneur luy en puisse demander profit. xlv.

Item quãd entre plusieurs seigneurs est question d'aucun fief que chacun d'iceux seigneurs dit estre mouuat de luy, le vassal en doit estre receu par main souueraine, & en iouyr pendant le xlvi.

proces xlvii.

en cõsignãt par luy en iustice les droits & devoirs p luy deus à cause d'iceluy fief. xlviii.

Item tant que le vassal dort le seigneur veille: & tãt que le seigneur dort le vassal veille. xlix.

Item & apres que le vassal a baillé son denõbrement au seigneur feodal, ledit seigneur feodal est tenu de blâmer le denõbrement dedans quarante iours apres iceluy denõbrement baillé, autrement ledit denõbrement est tenu pour receu. Toutesfois ledit vassal est tenu d'aller ou enuoyer querir ledit blasme au lieu du principal manoir dont est mouuant ledit fief. l.

*Item le vassal est tenu faire les offres à son seigneur feodal au lieu du principal manoir ou autre lieu dont est tenu & mouuant le fief. Et icelles notifier audit seigneur ou l'un de ses officiers d'aucuns en a sur le lieu. Et ou ledit seigneur ou ses officiers ne sont trouuez par le vassal audit fief, il suffit notifier lesdits offres au prochain voisin d'iceluy fief. li.

*Franc aleu auquel y a iustice, censue ou fiefs mouuant de luy se partist comme fief noble: mais ou il n'y a fiefs mouuans, iustice ou censue se partist roturierement. lii.

Item quand le fief ou seigneurie feodal vient de nouuel par succession, acquisition ou autrement à aucune personne, le nouveau seigneur ne peut empescher ne mettre en sa main les fiefs qui sont tenus de luy iusques à ce qu'il ait fait faire des proclamations & significations, que les vassaux luy viennent faire la foy & hommage dedãs quarãte iours. * Et ce fait lesdits quarante iours passez, si lesdits vassaux ne se presentent, il peut saisir & exploicter les fiefs tenus & mouuans de luy, & faire les fruits siens. Pourueu toutesfois que ladite proclamation & significati-

A ij

*De la confiscation du fief.

15 Sauf s'il declare qu'il en veut tenir compte aux mineurs. voyez mon commentaire. C.M.

16 Sãs moyen & en consequence de ce, ceux qui en descendent, & sont ouuers. C.M.

17 C'est à dire tous frais faits pour la production & recueil des fruits. Encores si le fermier offre l'estimatiõ dudit gaignage, il est preferé au seigneur tant que dure son bail. Encores ne s'entend en ce cas d'une fertilité extraordinaire. Car ce seroit en un an, prendre la gresse de plusieurs ans.

Encores sont plus equitables les coustumes qui veulent que le seigneur se contente de la ferme, comme Sens artic.

194. Mans 117. Anion 114. Poillon 154. 155. Recours à mon commentaire. C.M.

18 Non pas bailler tout sans retenir qu'un fief en l'air. Recours à mon commentaire. C.M.

19 Par prouision, & aussi reconnoistre celui qui obtient la prouision cõtre son competitor. Recours au commentaire. C.M.

*Des offres. *Franc aleu. *La maniere des proclamations.

*Ventes.
 1 C'eſt à dire ſon acquiſitiõ ne laiſſe d'eſtre bõne qu'at à la propriété & poſſeſſion, combien qu'il ne ſoit enſaiſiné du ſeigneur direct, par lequel neantmoins il peut eſtre contraint payer douze deniers pariſis pour la ſaiſine, combien qu'il ne la prenne, ſus arti. 55. & par mon cõmentaire. C.M.
 * Rêtes ſont reputees immeubles.
 * De l'amende à cauſe de ſens non payez.
 * De la ſimple gagerie.
 2 C'eſt article a eſté par arreſt de la cour de Parlement prononcé le 10. iour de May. 1557. ſubrogué au lieu des 58. 59. 60. & 61. anciens articles de ladite couſtume abroguez par ledit arreſt, par lequel iuſtement a eſté ordonné que ledit 58. ancien article ſeroit rayé dudit couſtumer, & les 59. 60. 61. anciens articles ne demeureroyent pour couſtume, & que le preſent article ſeroit mis & inſéré audit couſtumer. Ce que ſ'ay fidelemẽt fait la meſme année, comme il appert par mon commentaire ſur la ſeconde partie de ceſte couſtume, imprimé audit an. Auſſi leſdits quatre articles auoyẽt eſté dès l'an. 1510. fort debatuz d'iniquité en l'assemblée des trois Eſtats, comme il appert par le proces verbal ou y a renuoyé à ladite cour, qui y pouruoyt 57. ans apres, eſmẽt pour le grand ſeu qui ſ'embravoit du don fait par le Roy Henry 2. de tous les lots & ventes des rentes conſtituees ſur les maiſons & terres, terms de luy en cenſiue à vn gros ſeigneur, qui ia les bailloit à ferme à ceux qui les rebailloyẽt à des ſouſfermiers exacteurs qui euſſent traouillé. Il apparoyſoit par mes liures impriméz ſur ladite couſtume, dès l'an 1538. & ſur le traité des Vſures Latin 1545. & ſur le traité François 1547. que ſ'auoyt reſtraint leſdits enormes articles aux rentes cõſtituees au denier vingt, & au denier vingt cinq, Et ſur ce ſ'auoyt appreſté grand nombre de raiſons & droits, qu'il n'a eſté beſoin de faire imprimer pour le beſeigne dudit arreſt, qui y a mis vn trop meilleur & prompt remede, recours en mon commentaire imprimé dès l'an 1558. au S. 58. nu. 4. on trouuera leſdits 4. anciens articles abroguez pour ceux qui auront la curioſité & loifir de les voir. Et à la fin dudit proces verbal, ſ'ay auoyſté au long ledit arreſt, par lequel eſt reſerué à ceux, qui ſont ombre de ladite ancienne couſtume, & de la ſentence donnee par prouiſion par les commiſſaires, l'an 1510. ont payé aucuns lots & ventes, de le pouuoir repeter & retenu in mente curia, que des rentes conſtituees à pris d'argent, à la charge, aucunes venditions volontaires, ou adiuſdications par decret, lots & ventes ſont deus aux ſeigneurs cenſiers & fonciers, non ſeulement pour le regard des deniers desbourſez, mais auſſi pour le ſort principal deſdites rentes conſtituees. C.M.

tion ait eſté faite: C'eſt à ſçauoir quant aux fiefs eſtans és comtez, baronnies & chaſtellenies dont ils ſont mouuans par proclamation à ſon de trompe & cry publique par trois iours de dimenche ou de marché, ſi marché y a. Et quant aux autres fiefs eſtans hors deſdites comtez, baronnies & chaſtellenies dont ils ſont mouuans par ſignification faite au vaſſal, à la perſonne ou au lieu du fief ſ'il y a manoir, ou au procureur dudit vaſſal ſ'aucun en a: ſinon au proſne de l'eglif parrochial dudit lieu en iour de dimenche ou autre iour plus ſolennel. xlviij.

Item l'ancien vaſſal ne doit que la bouche & les mains à ſon nouveau ſeigneur. xlix.

Item le ſeigneur feodal n'eſt tenu, ſi bon ne luy ſemble, de recevoir la foy & hommage de ſon vaſſal, ſ'il n'eſt en perſonne, ſi ledit vaſſal n'a exoine ou excuſation ſuffiſant. l.

Item le ſeigneur feodal qui met en ſa main par faute d'homme, droits & deuoirs non faits, le fief tenu & mouuant de luy baillé à rente par ſon vaſſal & ſans demiffion de foy, auquel y a des terres emblauées par aucun fermier ou laboureur, iceluy ſeigneur feodal peut, ſi bon luy ſemble, prendre les gaignages d'icelles terres en rendant & reſtituant au fermier & laboureur ſes feurs, labours & ſemences, & n'eſt tenu ledit ſeigneur feodal de ſe contenter de prendre ladite rente, pourueu qu'elle ne ſoit infeodee.

C H A P I T R E 2.

De cenſiue & droits ſeigneuriaux. li.

Ar la couſtume de la ville, preuoſté & vicomté de Paris il eſt loifible à vn ſeigneur foncier ou cenſier de pourſuyr l'acqueſteur nouuel detenteur d'aucun heritage eſtant en ſa cenſiue ou ſeigneurie fonciere, affin d'apporter & exhiber les lettres d'acquiſition d'iceluy heritage ſ'aucunes en y a, pour eſtre payé des droits de vente, ſaiſine & amende ſils y cheent. lii.

Item vn ſeigneur cenſier peut proceder ou faire proceder par voye d'arreſt ou brandon ſur les fruits pendans en l'heritage à luy redeuable d'aucuns ſens ou fons de terre pour les arrerages qui luy ſont deus. liii.

*Item par ladite couſtume les droits de vente deus au ſeigneur cenſier ſont de douze deniers vn denier, qui eſt pour chacun franc ſeize denier pariſis. liiii.

Item pour ventes receles & non notifiees au ſeigneur cenſier dedans la huytaine de l'acquiſition, il y a ſoixante ſols pariſis d'amende audit ſeigneur cenſier. lv.

Item ſ'aucun achete à pris d'argent aucun heritage eſtant la cenſiue d'aucun ſeigneur cenſier ou foncier: tel acheteur dudit heritage eſt tenu de paier audit ſeigneur cenſier ou foncier les ventes dudit achat & ſaiſine pour ce deuë & acouſtumee avec 12. den. pariſis pour la ſaiſine. lvi.

Item il ne prend ſaiſine qui ne veut. lvii.

*Item toutes rentes nommément conſtituees ſur heritages ſoyent rachetables ou non, iuſques à ce qu'elles ſoyent rachetees, ſont reputees immeubles & heritages. lviii.

Pour rentes conſtituees à pris d'argent ſur maiſons ou autres heritages aſſis és ville, preuoſté & vicomté de Paris, ne ſont deus aucuns droits de lots & ventes ny autres profits ſeigneuriaux, ſoit pour la conſtitution ou rachat deſdites rentes. lix.

*Item toutes perſonnes tenans leurs maiſons & heritages en cenſiue, ſont tenus de payer² les droits de cens au ſeigneur ou ſeigneurs dont leurs heritages ſont tenus & mouuans au iour & lieu que deus ſont, ſur peine de cinq ſols pariſis d'amende, fors & excepté des heritages aſſis en la ville & banlieuë de Paris qui ne doiuent aucune amende par faute dudit ſens non payé, ſi à ladite amende payer les detenteurs d'iceux ne ſont expreſſement obligez. lxiii.

*Il eſt loifible à vn ſeigneur cenſier en la ville & banlieuë de Paris en deffaut de paiement luy eſtre fait des droits de ſens dont ſont chargez les heritages tenus en cenſiue de proceder ou faire proceder par voye de ſimple gagerie ſur les biens eſtans és maiſons pour trois années d'arrerages dudit ſens & au deſſous.

C H A P. 3. *De complainte en cas de saisine & de nouuelleté.* lxxij.

Ar ladite coustume generale de la ville, preuosté & vicomté de Paris quand aucun possesseur d'aucun heritage ou droit reel reputé immeuble, est troublé & empesché en sa possession & iouyssance, il peut & luy loist soy complaindre & intenter poursuite en cas de saisine & de nouuelleté dedans l'an & iour du trouble à luy fait & donné audit heritage ou droit reel contre celuy qui la trouble. lxxv.

Item aucun n'est receuable au moins à tort de soy complaindre & intenter le cas de nouuelleté pour vne chose mobiliere particuliere.

C H A P. 4. *De prescription.* lxxvi.

* Ar ladite coustume s'aucun a iouy & possédé d'aucun heritage à iuste tiltre & de bõne foy, tant par luy que par ses predecesseurs dont il a le droit & cause franchement (& sans inquietation d'aucune rente) par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens aagez & non priuilegiez, il acquiert prescription d'icelle rente. lxxvii.

* Item quand aucun a iouy & possédé par luy, ses predecesseurs & deuanciers, desquels il a le droit & cause d'aucun heritage, à iuste tiltre & de bonne foy par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens aagez & non priuilegiez franchement, & paisiblement, & sans inquietation d'aucune rente ou autre hypothecque, tel possesseur dudit heritage, a acquis prescription d'icelle rente ou hypothecque. lxxviii.

* Item s'aucun a iouy, vñ & possédé d'aucun heritage par l'espace de trente ans continuellement, tant par luy que par ses predecesseurs franchement, publiquement & sans aucune inquietation, supposé qu'il ne face apparoir du tiltre, il a acquis prescription entre aagez & non priuilegiez. lxxix.

Item par ladite coustume, vn vassal contre le seigneur, ne le seigneur contre son vassal, ne peut acquerir prescription du fief tenu dudit seigneur.

C H A P. 5. *Des actions personnelles & hypothecques.* lxxx.

* Ar la coustume generale de ladite preuosté & vicomté de Paris, les detenteurs & proprietaires d'aucuns heritages chargez & redevables d'aucuns sens, rentes ou autres charges reelles & annuelles, sont tenus personnellement, de payer & acquiter icelles charges à celuy ou ceux à qui deus sont, & les arrerages escheus de leur temps, tant & si longuement, que d'iceux heritages, ou de partie & portion d'iceux, ils seront detenteurs & proprietaires. lxxxi.

Item les detenteurs & proprietaires d'aucuns heritages, obligez ou hypothecquez à aucunes rentes ou autres charges reelles & annuelles, sont tenus hypothecquairement à payer icelles rentes & autres charges reelles & annuelles, avecques les arrerages qui en sont deus: A tout le moins sont tenus à iceux heritages delaisser pour estre criez, subhastez, vendus & deliurez par decret à l'acheteur plus offrant & dernier encherisseur, à la charge de la rente, & pour le payement des arrerages qui en sont deus. lxxxii.

Quand vn tiers detenteur d'aucun heritage est poursuyui, pour raison d'aucune rente dont est chargé ledit heritage qui luy a esté vendu sans la charge de ladite rente, & dont il n'auoit eu connoissance parauant ladite poursuyte, apres ce qu'il a sommé son garant, ou celuy qui luy a vendu & promis garantir ledit heritage, lequel luy deffaut de garantie, ledit tiers detenteur ainsi poursuyui parauant litiscontester ^I peut renoncer audit heritage. Et en ce faisant il n'est tenu de ladite rente & arrerages d'icelle, supposé mesmes que les arrerages fussent & soyent escheus de son temps & parauant ladite renonciation. lxxxiii.

* Item quand aucun a iouy & possédé d'aucune rente & icelle prinse & perceuë sur aucun heritage detenteurs & proprietaires d'icelle parauant dix ans, & depuis dix ans & par la plus grand partie d'iceluy temps. Et il est troublé & empesché en sa possession & iouyssance, il peut prendre & intenter le cas & poursuyte de simple saisine, & personnelle contre celuy ou ceux qui ainsi l'ont troublé, & requerir à l'encontre de luy, estre remis en la possession en laquelle il estoit au-parauant de ladite cessation. lxxxiiii.

Compensation n'a point de lieu, sinon d'vne debte claire & liquide, à vne autre pareillement claire & liquide. lxxxv.

Reconuention en cour laye n'a point de lieu. lxxxvi.

Item les heritiers sont tenus personnellement des faits, promesses & obligations du tref-

* Rente est prescrite par dix ans.

* De prescription de dix ans entre presens, & vingt ans entre absens.

* Heritages sans tiltre, prescrites par trente ans.

* Les detenteurs des heritages, sont tenus personnellement des charges reelles.

^I Et sans user de subterfuges, autrement ne luy est assez de quitter le fons, sans rendre les fruits depuis contestation, ou depuis le temps que la cause deuoit estre contestee sans lesdits subterfuges: Car il n'est pas tenu des arrerages outre la concurrence des fruits, & si a retention pour les reparations utiles & necessaires, sinon qu'il fust en mauuaise foy, comme a esté dit par arrest. C.M.

* Si le possesseur d'aucune rente est empesché en sa possession, il peut intenter le cas de simple saisine.

Coustumes de la preuosté & vicomté de Paris

passé dont ils sont heritiers, & pour telle part & portion qu'ils sont heritiers. lxxvii.
 Meubles n'ont point de suite par hypothecque. lxxviii.
 Item vne cedulle priuee qui porte promesse de payer, emporte hypothecque du iour de la confession d'icelle faite en iugement.² 2

² On par sentence, par laquelle est tenue pour confession, etiam, par vn seul défaut, l'ordonnance 1539. ar. 92. et s'entend de iugement seculier, non ecclesiastique, qui n'emporte hypothecque. Recours à mon commentaire. C.M.

* Seruitute ne s'acquiert sans tiltre sur vn voisin. * Nota du mur moytoyen.

* Le voisin peut cōtraindre l'autre, à reparer le mur moytoyen.

¹ L'ar. 80. me porte, que dès la ville & fauxbourgs de Paris: mais ce flux est general.

* Par testament, nul ne peut disposer de ses heritages, &c. * Du testamēt de ceux qui sont aagez, & vsans de leurs droits.

* Le mary ne peut disposer des biens cōmūs d'entre luy & sa femme, &c.

* Ce que s'enfuit est adiousté.

C H A P. 6.

Des rapports de iurez.

lxxix.

Ar la coustume de la ville, preuosté & vicoté de Paris, à vn rapport de iurez deuément fait par auctorité de iustice, partie presente ou appelee de ce qui gist en leur art & industrie, foy doit estre adioustee, s'il n'en est demandé l'amédement des bacheliers. lxxx.

* Item en la ville & fauxbourgs de Paris, vn voisin ne peut acquerir sur son autre voisin aucun droit de seruitute, sans tiltre par quelque laps de temps qu'il en ait iouy. lxxxii.

Item en ladite ville & fauxbourgs d'icelle, à qui appartient le rez de chaussee, appartient le dessus & le dessous du rez de chaussee, s'il n'y a tiltre au contraire. lxxxii.

* Item il est loysible à vn voisin haulser à ses despens, le mur moytoyen d'entre luy & son voisin, si haut que bon luy semble, sans le consentement de fondit voisin, s'il n'y a tiltre au contraire. lxxxiii.

Par ladite coustume quiconques a le sol, appelé l'estage du rez de chaussee d'aucun heritage, il peut & doit auoir le dessus & dessous de son sol, & y peut edifier par dessus & par dessous, & y faire puits, aysemens & autres choses licites, s'il n'y a lettres au contraire. lxxxiiii.

Il est loysible à vn voisin, se loger ou edifier au mur commun & moytoyen d'entre luy & fondit voisin, si haut que bon luy semble, en payant la moytié dudit mur moytoyen, s'il n'y a tiltre au contraire. lxxxv.

Il est loysible à vn voisin, percer ou faire percer & demolir le mur commun & moytoyen d'entre luy & son voisin, pour se loger ou edifier, en reestablissant deuément, & faire refaire à ses despens, s'il n'y a tiltre au contraire. lxxxvi.

* Item il est aussi loysible à vn voisin, contraindre ou faire contraindre par iustice son autre voisin, à faire ou faire refaire le mur & edifice commun pendant & corrompu, d'entre luy & fondit voisin, & d'en payer sa part chacun selon son herberge, & pour telle part & portion que lesdites parties ont & peuuent auoir audit mur & edifice moytoyen. lxxxvii.

Item par lesdits vsage & coustume, droit de seruitute, ne s'acquiert point par prescription ou longue iouyssance, qu'elle soit sans tiltre.¹ lxxxviii.

Item n'est loysible à vn voisin, mettre ou faire mettre & loger les poutres, & soliuue de sa maison dedans le mur d'entre luy & fondit voisin, si ledit mur n'est moytoyen. lxxxix.

Item il n'est loysible à vn voisin, mettre ou faire mettre, & asseoir les poutres de sa maison dedans le mur moytoyen d'entre luy & son voisin, sans y faire ou faire faire, ou mettre iambes parpaignes ou dosselasses, chesnes & corbeaux suffisans de pierre de taille pour porter lesdites poutres & en reestablissant ledit mur. xc.

Par lesdits vsage & coustume, aucun ne peut percer vn mur moytoyen d'entre luy & son voisin, pour y mettre & loger les poutres de sa maison, que iusques à l'espeffeur de la moytié dudit mur. Et au poinct du mylieu en reestablissant ledit mur & en y mettant ou faisant mettre iambes, chesnes & corbeaux comme dessus. xci.

Par ladite coustume disposition, ou destination de pere de famille vaut tiltre.

C H A P. 7.

De testamens & execution d'iceux, dispositions & dons.

xcj.

* Ar la coustume generale de la ville, preuosté & vicomté de Paris, il n'est loysible à aucun de disposer par testament de ses propres heritages au preiudice de ses heritiers, outre le quint d'iceux. xciii.

* Item toutes frâches personnes, faines d'entédement, aagez & vsans de leurs droits, peuuent disposer par testament en derniere volonté, de tous leurs biens meubles & conquests immeubles, & de la quinte de tous leurs propres heritages au profit de personnes capables. xciiii.

* Item le mary, par son testament ou ordonnance de derniere volonté, ne peut disposer des biens meubles, & conquests immeubles, communs entre luy & sa femme, au preiudice d'icelle, ne de la moytié qui luy peut appartenir en iceux, par le trespas de fondit mary. xcv.

* Item les executeurs d'aucun deffunct, sont saisis dedans l'an & iour du trespas dudit deffunct, des biens meubles demourez de son decés, pour l'acomplissement de son testament, * si le testateur n'auoit ordonné, que ses executeurs fussent saisis iusques à somme certaine seulement. xcvi.

lement.

» Auant qu'un testament soit reputé solennel, il est requis qu'il soit escrit & signé de la main & seing manuel du testateur, ou signé de sa main, & à luy leu, & par luy entendu en la presence de trois tesmoins, ou qu'il soit passé par deuant deux notaires, ou par deuant le curé de sa paroisse, ou son vicaire general & un notaire, ou dudit curé ou vicaire & deux tesmoins, ou d'un notaire & deux tesmoins, ou de quatre tesmoins: iceux tesmoins ydoines, suffisans & non legataires dudit testateur, fors & excepté entant que touche les legats piteables, obseques & funerailles d'iceluy testateur: esquels toutesfois & pour le moins sera gardée la solennité de droit commun.

xcvi.

n Pour entrer aux suggestions & fautes trop frequentes.

Il est loysible à toute personne franche aagée & vsant de ses droits de dōner & disposer par donation & disposition faite entre vifs, de ses heritages propres ou^t conquests à personne capable.

xcviii.

Il est loysible à toute personne franche vsant de ses droits & sain d'entendement, de disposer de ses propres heritages, & les donner par contract & donation faite entre vif à personne capable.

i J'ay corrigé la copulatiue selon le proces verbal, & le registre de la cour de parlement, qui porte l'alternatiue. Toutesfois est mesme sens, & l'article sequent est superflu. C.M.

C H A P. 8. De garde noble.

xcix.

Ar la coustume generale de la preuosté & viconté de Paris hors ladite ville & fauxbourgs de Paris, il est loysible aux pere & mere, ayeul ou ayeule nobles accepter la garde noble de leurs enfans en ligne directe apres le trespas des pere ou mere desdits enfans. Et sont lefdits gardiens les fruits leurs des heritages, rentes & reuenues appartenās aufdits mineurs, à la charge de payer par ledit gardien les debtes que doiuent lefdits enfans. Les nourrir, alimenter & entretenir, payer & acquitter les charges que doiuent lefdits heritages. Et à la fin de ladite garde rendre lefdits heritages en bō estat. * Et dure ladite garde, c'est à scauoir aux enfans males iusques à vingt ans: & aux filles iusques à quinze ans accomplis. * Pourueu que le pere ou la mere, ayeul ou ayeule suruiuant qu'acceptera ladite garde noble ne se remarye: car en ce cas le temps de ladite garde noble sera finy. Et sera pourueu aufdits mineurs de tuteurs & curateurs par le iuge, auquel il appartient d'y pourueoir.

* La garde noble combien doit durer.
* Ce que s'ensuyt est adiquité.
C.

C H A P. 9. De garde bourgeoise.

ci.

Ar la coustume tenue & gardée en la ville de Paris, quand l'un des deux conioints ensemble par mariage, va de vie à trespas, delaissez aucuns leurs enfans mineurs, il est loysible aux suruiuans d'accepter la garde bourgeoise, gouvernement & administration desdits mineurs, & de leurs biens meubles & immeubles en iugement. Et en ce faisant faire par ledit suruiuant les fruits & reuenues des heritages desdits mineurs siens. En nourrissant & entretenant par ledit suruiuant iceux mineurs, & payant & acquittant les charges desdits heritages, & iceux entretenir de reparations viagieres iusques à la fin d'icelle garde, que dure aux enfans males iusques à quatorze ans, & es femelles iusques à douze finis & accomplis. * Pourueu que le pere ou la mere suruiuant qu'acceptera ladite garde bourgeoise ne se remarye: car en ce cas le temps de ladite garde sera finy. Et sera pourueu aufdits mineurs de tuteurs & curateurs par le iuge auquel il appartient d'y pourueoir.

* Ce que s'ensuyt est adioulté.

* Item garde bourgeoise se doit accepter en iugement, & est tenu le gardien faire faire inventaire & bailler caution.

c.ij.

Par ladite coustume un gardien qui a la garde bourgeoise^t de ses enfans, ne peut intenter ne desduire les droits & actions reelles desdits mineurs en iugement durant ladite garde: mais appartient à ce faire aux tuteurs & curateurs desdits mineurs.

* Garde bourgeoise doit caution.
i Idē du gardien noble, & encores moins authoriser à alierer immeubles.
C.M.

C H A P. 10.

Communauté de biens.

c.iiij.

Ar la coustume de la ville, preuosté & viconté de Paris, quand l'un de deux conioints ensemble par mariage, va de vie à trespas, les meubles & conquests immeubles, faits durant & constant ledit mariage, & qui communs estoient à l'heure du trespas du premier mourant se diuisent en telle maniere, que la moytié en appartient au suruiuant, & l'autre moytié aux heritiers du trespas.

c.v.

* Item vne femme estant en lien de mariage ne peut vendre, alierer n'hypotequer ses heritages &c.

* Femme mariee n'a autorité d'hypotequer ses heritages &c.

Coustumes de la preuosté & vicomté de Paris

tages, sans l'auctorité & consentement expres de sondit mary. c.vi.

Item vne femme ne peut estre en iugement sans le consentement de son mary, sinon qu'elle soit separee. c.vii.

2 C'est à dire sans s'enrichir ou ses hoirs, en diminution de la communauté. C.M.

Item le mary est seigneur des meubles & conquests immeubles par luy faits durant & constant le mariage de luy & de sa femme, en telle maniere qu'il les peut vendre, alier & hypotheker, & en faire & disposer par disposition faite entre vifs à son plaisir & volonté sans le consentement de ladite femme à personne capable & sans fraude. c.viii. 2

3 Icy est dict propre tous ce qui est à la femme, sans entrer en la communauté. Recours à mon commentaire. C.M.

Item le mary ne peut vendre, faire partage ou licitation, charger, obliger n'hypotheker le propre ³ heritage de sa femme, sans le consentemēt de ladite femme, & icelle de par luy au-³ storifiée à ceste fin. c.ix.

4 Si elle s'est obligee pour le tout à cause du fait de la communauté, elle sera conuenue pour le tout, sans son recours pour la moitié, & le relieien n'a lieu en ce cas. Recours à mon commentaire, & à ce que l'en ay escript au traité des rétes & sures, latin. q. 38. & frâçois q. 12. C.M.

Entre hōme & femme cōioints par mariage y a communauté ensemble, en telle maniere qu'à cause d'icelle cōmunauté le mary est tenu personnellemēt de paier les debtes mobiliaries, deuës à cause de sa femme, & en peut estre vallablement poursuivy durāt leur mariage. Et aussi la femme est tenue apres le trespas de son mary payer la moytié⁴ des debtes mobiliaries faites & accreües par ledit mary, tant durant ledit mariage que parauant iceluy. c.x.

5 Ce que l'en suit est adiouste. 5 Cecy se dict comme pour l'exclusion des parés de l'autre des mariez: & ne se doit tirer à plus loque cōsequence, mesmēmēt du traité lignager, contre les paroles de ceste mesme cōstume, chapitre 16. pour la faire en cest endroit cōtraire au coustumier d'Orleans, Lorris, Berry, Poitou, & autres, cōme on a cy deuant mal fait. Recours à mon commentaire. C.M.

Item homme & femme conioints ensemble par mariage, sont communs en biēs meubles & conquests immeubles faits durant & constant ledit mariage. c.xi.

Item & apres le trespas de l'un deux, iceux biens se diuisent en telle maniere, que la moytié en appartient au suruiuant, & l'autre moytié aux heritiers du trespas. c.xii.

Item & laquelle moytié des conquests ainsi appartenans & aduenue aux heritiers du trespas est le propre heritage de s'dits heritiers, tellement que si tels heritiers vont de vie à trespas sans hoir de leur corps, icelle moytié retourne à leur plus prochain heritier du costé & ligne⁵ de celuy de s'dits mariez, par le trespas duquel leur est aduenue telle moytié. c.xiii. 5

** Ce que l'en suit est adiouste.*

Item le mary est seigneur des actions mobiliaries & possessoires, ⁶ posé qu'elles procedassent ⁶ du costé de la femme, & peut le mary agir seul, & deduire lesdits droits & actions en iugemēt sans ladite femme. c.xiii.

** Item il est loysible à vne noble femme atraite de noble lignée & viuant noblement de renoncer si bon luy semble apres le trespas de son mary à la communauté des biens d'entre elle & sondit mary, la chose estāt entiere: & en ce faisant demourer quitte des debtes mobiliaries deuës par sondit feu mary au iour de son trespas. 9*

* Item vne femme estant en lien de mariage ne se peut obliger sans le consentement de son mary, ⁷ l'elle n'est separee ou marchande publique, auquel cas elle se peut obliger touchant le ⁷ fait & dependences de ladite marchandise publique. c.xv. 8

** Item il est loysible à vne noble femme atraite de noble lignée & viuant noblement de renoncer si bon luy semble apres le trespas de son mary à la communauté des biens d'entre elle & sondit mary, la chose estāt entiere: & en ce faisant demourer quitte des debtes mobiliaries deuës par sondit feu mary au iour de son trespas. 9*

* Item il est loysible à vne noble femme atraite de noble lignée & viuant noblement de renoncer si bon luy semble apres le trespas de son mary à la communauté des biens d'entre elle & sondit mary, la chose estāt entiere: & en ce faisant demourer quitte des debtes mobiliaries deuës par sondit feu mary au iour de son trespas. c.xvi. 9

Quand l'un de deux conioints ensemble par mariage nobles ¹⁰ & viuans noblement va de vie à trespas, il est en la faculté du suruiuant d'accepter les meubles estans hors la ville & fauxbourgs de Paris sans fraude, auquel cas il est tenu de payer les debtes mobiliaries que deuoit le trespas & les obseques & funeraillies d'iceluy trespas, ^{*} pourueu qu'il n'y ait enfans du trespas. Et ou il y aura enfans lesdits biens se partiront par moytié entr'eux & le suruiuant. c.xvii.

Hōme & femme cōioints par mariage ensēble sont reputez vsans de leurs droits. ¹¹ c.xviii. I I

6 Et non des personelles petitoires concernans les immeubles. C.M.

** Femme mariee marchande se peut obliger.*

7 Et n'en est tenue encores apres le deces de son mary, sinon en tant que le cas tomberoit en delict. Et si on a iugé autrement, c'est vn abus. C.M.

** Femme noble apres le trespas de son mary peut renoncer à la communauté.*

8 Et en ce cas elle oblige son mary comme elle peut estre obligee par luy. Recours à mon commentaire. C.M.

9 Autant en effect d'une roturiere, qui ne doit estre tenue des faitz de son mary, ou elle n'a parlé oustre sa part de la communauté. Car autrement le mary pourroit vendre ou hypotheker les propres d'icelle: & ainsi a esté dict par Arrest. Recours à mon commentaire. C.M.

10 La femme quant à cest effect est anoblie par le mary, car il faut que l'un ayt autant de droit que l'autre. C.M.

11 Il s'entend quand pour le moins l'homme a l'administration de luy, sa femme & leurs biens. Recours à mon commentaire. C.M.

** Les enfans peuuent demander cōmunauté de biēs avec le suruiuant.*

12 Auquel cas anciennement lesdits enfans prenoient la moytié. Depuis cela a esté corrigé, & ne prennent qu'un tiers, par plusieurs arrests. Ce qu'il faut entendre regulierement, & sauf les circonstances du fait. Recours à mon commentaire. C.M.

que

que ledit inventaire ait esté fait.

13 Quand aucune rente due par l'un de deux conjoincts ensemble par mariage, ou sur les heritages parauant leur mariage, est rachetee par lesdits deux conjoincts, ou l'un d'eux, constant ledit mariage: tel rachat est reputé conquest. ¹³

C H A P. II. De Succession.

1 N la preuosté & vicoté de Paris institution ¹ d'hoirie n'a point de lieu. **vi.xx.i.**

2 E Aucun ne peut estre heritier & legataire ² d'un defunct ensemble. **vi.xx.ii.**

Les enfans & heritiers d'aucun defunct viennent egallement à la succession d'iceluy defunct, fors & excepté des heritages tenus en fief ou franc aleu noble selon la limitation dessusdite. **vi.xx.iii.**

3 Enfans mariez de biens communs de pere & de mere, apres leur trespas peuuent venir à leur succession avec les autres enfans leurs freres & seurs qui n'ont esté mariez de biens communs desdits pere & mere, en rapportant ce qu'il leur auroit esté donné en mariage, au moins prenant ³ esdites successions. **vi.xx.iiii.**

Pere & mere ne peuuent par donation faite entre vifs par testament, ordonnance de dernière volonté ou autrement, en maniere quelconque aduantagez leurs enfans venans à leur succession l'un plus que l'autre. **vi.xx.v.**

Si par le pere ou mere ou l'un d'eux en leur viuant a esté donné aucune chose à aucun ou aucuns de leurs enfans: & apres leur trespas ils se veulēt d'eux porter pour heritiers avec leurs autres enfans qui n'ont rien eu, & ausquels n'a esté aucune chose donné, ils sont tenus de rapporter & remettre esdites successions ce qu'ainsi leur a esté donné, pour estre party avec les autres biens desdites successions entr'eux, & les autres enfans leurs coheritiers: ou moins prendre esdits biens desdites successions, autrement ne doiuent estre receus à eux porter heritiers de leurdit pere & mere. **vi.xx.vi.**

* Entre filles, quand il n'y a que filles venans à succession de pere & de mere, droit d'ainéesse n'a point de lieu: mais viennent toutes, & partissent egallement les biens des successions de leurdits pere & mere, tant en fief & heritages tenus noblement comme autres. **vi.xx.vii.**

4 * Quand aucun, soit pere ou mere, va de vie à trespas, delaisse plusieurs enfans habilles à luy succeder, & les aucuns s'abstiennent & renoncent à ladite succession, le droit qui leur est appartenu es biens d'icelle succession, s'ils n'eussent renoncé, accroist aux autres qui se veulent porter heritiers. **vi.xx.viii.**

5 * Pere & mere ⁴ succedent à leurs enfans nez en loyal mariage, s'ils vont de vie à trespas, sans hoir de leur corps naiz ou à naistre quant aux meubles & conquests immeubles. **vi.xx.ix.**

En ligne directe en matiere de succession ppres heritages ne remontēt point. **vi.xx.x.**

6 Item il ne se porte heritier qui ne veut. **vi.xx.xi.**

7 * En la preuosté & vicoté de Paris ⁶ hors la ville & fauxbourgs de Paris entre nobles quand l'un de d'eux conjoincts ensemble par mariage va de vie à trespas, le suruiuant, peut si bon luy semble prendre les meubles & créances demourees de son decés, & que communs estoient entre eux & dōt ils iouysoiēt au tēps d'iceluy trespas, en payāt les debtes mobilières & personnelles, obseques & funerailles, ce que s'en suit adiousté, pourueu qu'il n'y ait enfans du trespas, & qu'il y aura enfans lesdits biens se partiroient par moytié entr'eux & ledit suruiuant. **vi.xx.xii.**

En la preuosté & vicomté de Paris ⁷ le mort faist le vif son hoir. **xi.xx.xiii.**

Par ladite coustume en ligne directe representation a lieu. **vi.xx.xiiii.**

8 Par ladite coustume, quand il y a enfant masle du fils aîné suruiuant son pere, en venant à la succession de ses ayeul ou ayelle, il represente sondit pere au droit d'ainéesse: & s'il n'y a que filles elles representent leurdit pere toutes ensemble pour vne teste, & partissent avec leurs oncles sans droit d'ainéesse quant ausdites filles. ⁸

C H A P. I2. Des Douaires.

Ar ladite coustume de la ville, preuosté & viconté de Paris, les femmes mariees sont **vi.xx.xv.**

P & demeurent douées de douaire coustumier, posé que par expres au traité de leur mariage ne leur eust esté constitué n'octroyé aucun douaire. **vi.xx.xvi.**

Item par ladite coustume douaire coustumier si est de la moytié des heritages que ledit

¹³ Quant à l'effect du partage de la communauté, cōme j'ay escrit sus §. 57. no. 4. C. M. Elle n'est nécessaire, ne satisfais, mais vau: cōme un simple legs. recours à mon cōmentaire, C. M. 2 Mais bien donataire en ligne collatérale & nō en directe. C. M. 3 Et rendant les coheritiers indemnes, autrement faut rapporter en espee. Recours à mō cōmentaire. C. M. * Droit d'ainéesse n'a point lieu entre filles. * La part des enfans qui renoncent à la succession, accroist aux autres. 4 Idem de l'aycul & ayecule, & tous deux sont exclus par le pere ou la mere. recours à mon cōmentaire. C. M. * Pere & mere succedent à leurs enfans. 5 C'est seulement à ce qu'ils ne sortent hors la ligne. C. M. 6 Quia habitatio extrarubem nō solent habere tot mobilia, nec est tantū periculi vt de habitantibus in vrbe. §. 116. C. M. * Lesuruiuant noble de deux conjoincts, peut prendre les meubles & créances &c. 7. Cela est general par toutes Gaules, & quasi par toute l'Europe. C. M.

⁸ Mais qu'elle ayent de droit d'ainéesse, contre leurs oncles a esté ingé par arrest 1550. recours à mon cōmentaire, à qui aussi est conforme la coustume de Monsfort. art. 105. C. M.

Coustumes de la preuosté & vicomté de Paris

mary tient & possède au iour des espouailles, & de la moytié des heritages qui depuis la con-
 sommation dudit mariage, & pendant iceluy, eschéent & aduiennent en ligne directe ¹ audit ¹
 mary. vi.xx.xvii.

* Item par ladite coustume le douaire coustumier de la femme est le propre heritage des
 enfans² venans dudit mariage, en telle maniere que les pere & mere desdits enfans, etiam dés ²
 l'instât de leur mariage, ne les peuuent vendre, engager n'hypothequer au preiudice de leurs
 enfans. vi.xx.xviii.

Item & en telle maniere que si les enfans venans dudit mariage ne se portent heritiers de
 leur pere, & s'abstiennent de prédre la successiō, en cas ledit douaire appartient ausdits enfans
 purement & simplement sans payer aucunes debtes procedās du fait de leur pere. vi.xx.xix.

Item par ladite coustume le douaire cōstitué à la femme en mariage par le mary, ses parens
 ou autres de par luy, est le propre heritage aux enfans yffus dudit mariage, pour d'iceluy iouir
 apres le trespas de pere & de mere incontinent que douaire a lieu.³ vii.xx.3

Douaire coustumier saisist. vii.xx.i.

Douaire prefix n'a point de lieu iusques à ce qu'il soit demandé en iugement. vii.xx.ii.

Femme douee de douaire prefix, ne peut demander douaire coustumier, s'il ne luy est per-
 mis par son traicté de mariage. vii.xx.iii.

Par ladite coustume douaire prefix a lieu, & courent les arrerages d'iceluy depuis le iour
 & datte que ledit douaire a esté demandé en iugement par celuy ou ceux à qui il est deu aux
 heritiers du mary dont procede & qui a constitué ledit douaire. vii.xx.iiii.

Itē le douaire d'une somme de deniers pour vne fois promis à vne femme au traicté de son
 mariage, n'est qu'à la vie de la femme tant seulement, s'il n'y a enfans nez & procréés du
 mariage, & doit tel douaire apres le trespas de la femme reuenir aux heritiers du mary s'il n'y
 a contract au contraire.

C H A P. 13.

De succession en ligne collateral.

viij.xx.v.

Vand aucun va de vie à trespas sans hoir en ligne directe, ses plus prochains parens &
 lignagers en ligne collateral, habilles à estre les heritiers tous en vn mesme & esgal
 degré, si tels ils se veulent dire & porter, luy succedēt quant aux biens meubles & cō-
 quests immeubles. Et aussi quant aux propres heritages, chascun en ce qui procede & qui de
 son costé & ligne est adueni & escheu au defunct en tant que touchent les heritages tāt pro-
 pres que conquests, rotures, & qui ne sont tenus noblement. vii.xx.vi.

Les heritiers d'aucun defunct ou defuncte en ligne collateral partissent & diuisent esgale-
 ment entr'eux par testes, & nō par lignes, & les biens & succession dudit defunct tāt meubles
 qu'heritages non tenus & mouuans en fief. vii.xx.vii.

En ligne collateral les propres heritages d'aucun defunct retournent à ses parens & ligna-
 gers habilles à luy succeder, les plus prochains du costé & ligne dont procedent & luy sont ve-
 nus & escheuz lefdits heritages, si d'iceluy defunct ils se veulent porter pour heritiers, suppo-
 sé qu'ils ne soyent les plus prochains simplement dudit defunct. vii.xx.viii.

En ligne collateral en tant que touche les heritages tenus & mouuans en fief se partissent
 & diuisent esgalemēt entre coheritiers, & n'y ont les aînez aucun droit ou prerogatiue plus
 que les autres à cause de leurs aînesces. vii.xx.ix.

En ligne collateral representation n'a point de lieu. vii.xx.x.

Les heritiers d'aucun defunct en pareil degré tant en meubles qu'immeubles, sont tenus
 personnellement de payer & acquitter les debtes de celuy dont ils sont heritiers chacun pour
 telle part ¹ & portion qu'ils sont heritiers d'iceluy defunct. vii.xx.xi. 1

Les parens & lignagers des euesques² & autres gens d'eglise seculiers leur succedent. 2
vii.xx.xii.

Religieux & religieuses profes ne succedent point à leurs parens, ne le monastere pour
 eux. vii.xx.xiii.

L'oncle³ succede au nepueu auant le cousin germain. vii.xx.xiiii. 3

Freres & seurs supposé qu'ils ne soyent que de pere ou de mere, succedent esgalemēt avec
 les autres freres & seurs de pere & de mere, à la succession de leur frere ou seur quāt aux meu-
 bles & conquests immeubles.

CHAP.

*1 Descendente & non pas u-
 scendente s'no
 en certains cas
 cōtenus en mes
 escripts sur cest
 article. C.M.
 * Douaire
 est le pro-
 pre herita-
 ge des en-
 fans.
 2 Esгалlemēt
 & sans droit
 d'aînesse, cō-
 me iadis fut
 iugé en la mai-
 son de Mont-
 morency, s'no
 qu'ils fussent
 heritiers du
 pere, auquel
 cas il se con-
 fond, s'non
 pour le regard
 de ceux du se-
 cōd mariage,
 que ne seroient
 heritiers du
 pere, combien
 que la custu-
 me d'Esâpes,
 redigee l'an
 1556. art.
 132. die autre
 ment. C.M.
 3 Car s'ils
 meurent deuant
 le pere sans
 enfans, leur
 douaire est aus
 si bien mort
 pour eux que
 pour la femme
 premourant.*

*1 Et non pour
 la part du pro-
 fit, s'non apres
 les meubles &
 conquests espoi-
 sez. Recours à
 mon commen-
 taire. C.M.
 2 Mais si l'e-
 uesque auoit
 acquis au nō
 de son eglise,
 cela ne seroit
 pas hereditai-
 re, comme il a
 esté iugé par
 arrest contre
 les heritiers
 d'un euesque
 de Chartres.
 C.M.
 3 Mais il
 viendroît en
 concurrēce a-
 uec le nepueu
 collateral du
 defunct.
 C.M.*

1 H Omme & femme conioincts ensemble par mariage estans en santé peuent & leur
 2 loist faire donation mutuelle l'un à l'autre egaleme[n]t de tous leurs biens meubles
 & conquests immeubles faits durant & constant leur mariage communs entr'eux, &
 qui sont trouuez à eux appartenir estre communs entr'eux à l'heure du trespas du premier
 mourant desdits conioincts pour en iouyr par le suruiuant d'iceux conioincts sa vie durant seu-
 3 lement, en baillât par luy caution ² suffisante de restituer lesdits biens apres son trespas, ce que
 4 s'ensuit adiousté, pourueu qu'il n'y ait enfans. ³ Et ou il y aura enfans, ledit don mutuel n'aura
 lieu pour le temps aduenir. ⁴

¹ Et au def-
 sous, pourueu
 qu'il soit es-
 gal. C.M.

² Qui ne se
 peut remettre,
 & ne suffiroit
 la caution in-
 ratoire. C.M.

³ Sinõ du cõ-
 sentement de
 to^u lesdits en-
 fans cõme il a
 esté iugé par
 arrest, il s'en-
 tend qu'ils fus-
 sent maieurs,
 ou qu'il appa-
 reust estre leur
 profit, comme
 au cas touché
 en mon cõmẽ-
 taire. C.M.

⁴ Car si les
 enfans premeu
 rêt, tel don est
 bon, autrement
 iamais ne peut
 conualoir, cõ-
 bien que ce-
 ste clause nou-
 uelle ait esté
 adioustée pour
 la donatiõ fai-
 te depuis ladi-
 te redaction.
 C.M.

Par ladicte coustume homme & femme conioincts ensemble par mariage constant & du-
 rant leurdit mariage ne peuent aduantage[r] l'un l'autre par donation faite entre vifs, par testa-
 5 ment ⁵ ou ordonnance de demiere volu[n]té n'autrement directement n'obliquement en
 6 quelque maniere que ce soit, ⁶ sinon par don mutuel. vij.xx.xvii.

Vn don mutuel de soy ne faist point. ⁷ vii.xx.xviii.

Le suruiuant de deux conioincts par mariage, qui ait fait don mutuel l'un à l'autre l'au moyen
 dudit don mutuel veult iouyr sa vie durant des meubles & conquests immeubles subiects à re-
 8 tour aux heritiers du premier decedé qui est la moytié des biens meubles & cõquests immeu-
 bles faits constant ledit mariage, est tenu de payer les obseques & funerailles ⁸ dudit premier
 decedé avec la moytié des debtes dont on pourroit faire demander aux heritiers des debtes
 qui estoient deuës par lesdits conioincts au iour du trespas dudit premier decedé, sur la part &
 9 portion ⁹ des biens du premier decedé. vii.xx.xix.

Quand pere & mere ont donné à leurs enfans ou aucun d'eux aucun heritage, tel heritage
 est reputé donné en auancement d'hoirie. viii.xx.

Donner & retenir ne vault. ¹⁰ viii.xx.j.

Donner la propriété d'aucun heritage, l'usufruit à vie ou à temps à soy retenu, n'est repu-
 10 té donner & retenir, & vaut telle donation. viii.xx.j.

Arrests, executions & gageries. vij.xx.ij.

Ar ladicte coustume aucun n'est receuable à proceder ou faire proceder par voye d'ar-
 1 P rest sur les biens d'autrui, ne par emprisonnement en la personne d'autrui, sans obliga-
 tion, condamnation, delict ou quasi delict, chose priuilegiee ou qui le vaille. viii.xx.iii.

Item il est loysible à vn propriétaire d'aucune maison par luy baillée à tiltre de loyer, de fai-
 re proceder par voye de gagerie en ladicte maison pour les termes à luy deuz pour ledit loua-
 1 ge sur les biens du conducteur estans en icelle maison. ¹ viii.xx.iiii.

Item que quand le conducteur d'aucune maison assise en la ville, preuosté & vicõte de Pa-
 ris de quelque estat ou condition qu'il soit, est deffaillant de payer par vn ou plusieurs termes
 la pension ou louage d'icelle, le locateur peut faire proceder par voye de gagerie pour les ter-
 mes escheuz à cause dudit louage sur les biens estans en icelle maison. viii.xx.v.

Quãd aucũ bourgeois ² de Paris a droit de réte cõstituée sur aucune maison assise en la ville
 & faulxbourgs de Paris, à cause de laquelle luy sont deuz trois termes d'arrerages & nõ pl^u luy
 est loysible de proceder ou faire proceder par voye de gagerie pour iceux trois termes sur les
 biens meubles estans en ladite maison appartenans au detenteur & propriétaire. viii.xx.vi.

Item que l'vne obligation faite & passée sous le seel royal est executoire sur les biens meu-
 bles & immeubles de l'obligé. viij.xx.vij.

Item aucun n'est receuable de proceder ou faire proceder par voye d'arrest ou autre ex-
 ploict de fait sur les biens d'autrui sans obligation, condamnation, chose priuilegiee, ou qui le
 vaille. viii.xx.viii.

⁵ Tellement
 que le testa-
 ment fait au
 parauant est
 rompu entant
 qu'il seroit en
 faueur de la
 personne de-
 puis espossee,
 sinon que au
 parauant il
 fust accepté
 par le cõtract.
 C.M.

⁶ Par laquel-
 le toutesfois le
 bien de celuy
 qui aduan-
 tage est dimi-
 nué, recours en
 mon commen-
 taire. C.M.

⁷ Entendez,
 & ne peut sub-
 sir, tellement
 que les clauses
 du constitut
 precaire, quãd
 ores seroiet re-
 ciproques, ne
 valent rien, il
 en fault demã-
 der la deliurã

ce en offrant & baillant caution. C.M.

⁸ Qui sont necessaires selon la qualite de la personne, mais non pas les legats & disposition testamentaire. C.M.

⁹ C'est à dire, que les heritiers ne serõt pas tenus de payer, on ont recours cõtre le suruiuant tant que monte ladite portion qui ausi en est diminuee. C.M.

¹⁰ Cela est contre les fraudes, partant n'a lieu en tract: de mariage, ne ou il appert de recompense deue. C.M.

¹ Non seulement du principal conducteur, mais ausi à vn tiers, auquel il en auroit loué vne chambre, combien que cela ne luy fust prohibé, voire pour le tout, & n'est pratiquee la loy, solutum. §. solutam. vers. plane. D. de pignora. actio. car ceste coustume est nostre droit commun, laquelle en cest article ny en l'article sequent ne distingue poinct. Parquoy ne faut recourir à autre droit qui ne nous peut lier. C.M.

² Idem s'il n'est domicilié de Paris, car Paris communis patria est de tout ce Royaume, vt de Roma sua dicunt Romani in l. Roma. D. ad legem municipal. C.M.

Coustume de la preuosté & vicomté de Paris.

3 Superfl. sous art. 77.

4. C'est pour la garder, il fault qu'il en face inuétaire ou exploit portant declaration pour en bailler main leuee à qui ap partiendra, ou les appliquer à soy par cognoissance de cause. C.M.

5 Que premie remès ne soyēt surce appellez, l'ordonnance contraire baissie par Poyet 1539. a esté depuis abrogée. C.M.

Le tēps du retrait.

1 Il ne s'entend pas des vantes volantes, qui ne font que hypotecques pour se courir à l'affaire de l'indigēt, mais les rētes qui peuvent estre rachetables: autrement seroit vn abus, dont il n'y touché en mon traitté des rētes, Latin. 9.45. num. 332. & au Francoys, nombr. 184. & sus art. 57. C.M.

Le retrayāt doit à chascune iournée offrir bourse & deniers.

En matiere de retrait, Qui prior est repore, potior est iure.

2 Il fault aussi qu'il soit de la ligne, sous art. 174.

184.186. conformemēt aux autres coustumes. recours en mon commentaire.

3 Cela n'est pas seulement fait en faueur des Seigneurs directs, mais aussi en faueur des lignagers, afin que la vente soit plus facilement sceue: car si elle estoit faite secrettement en la saisine par secret affectée, on ne commenceroit à courir pendans ledit secret. recours en mon commentaire. C.M.

4 C'est pourquoy on luy adingē les fruičts sans auoir consignē l'argent, car il fault qu'il le tienne tousiours prest. C.M.

5 Principalle, & non en cause d'appel, ny apres qu'il a consignē & notifié, Car la consignation vaut offre continuel & permanent, pouruen qu'il ne retire les deniers. C.M.

Item meuble n'a point de luyte par ypothecque.³ viii.xx.ix. 3
 Item quand le propriétaire & possesseur d'aucuns heritages, va de vie à trespas sans hoir, le hault iusticier en la iustice duquel lesditz heritages sont assis, peult & luy loist iceux heritages vacans & non occupez saisir⁴ & mettre en sa main. viii.xx.x. 4
 Item vn simple transport ne fait point. viii.xx.xi. 4
 Item l'obligation passēe par le mary, ou sentence contre luy donnēe apres le trespas dudit mary, ne sont executoires sur les biens de ladite femme, ne des heritiers dudit deffunt.⁵ 5

CHAP. 16.

En matiere de retrait lignager.

vij.xx.xij.

Ar l'usage & coustume de la ville, preuosté & vicoté de Paris, quand aucun a vendu P^r rente¹ sur les propres heritages à personne estrange non estant du lignage dont procedent lesditz heritages propres, il est loysible au parent & lignager du costé² dont procedent lesditz heritages propres, de demander & requerir en iugement à auoir ladite rente par retrait lignager dedans l'an de la vendition d'icelle rente, ou dedans l'an de la faisine ou infeodation prinse par l'achepteur d'icelle rente. viii.xx.xiii.

Item par lesditz coustume & usage le temps de retrait lignager ne court point sinon depuis l'infection ou faisine faitz ou prins par l'achepteur.³ viii.xx.xiiii. 3

Par ladite coustume quand aucun a vendu & transporté son propre heritage à personne estrange de son lignage du costé & ligne dont luy est venu & escheu par succession ledit propre heritage, il est loysible au parent & lignager dudit vendeur du costé & ligne dont est venu & escheu ledit heritage, de demander & auoir par retrait lignager icelluy heritage dedans l'an & iour que l'acheteur en a esté en faisine s'il est tenu en censue, ou qu'il ait esté receu en foy & hommage s'il est tenu en fief, en remboursant ledit acheteur de son sort principal & loyaux cousts. viii.xx.xv.

S'aucune personne acquiert vn heritage propre de son parent du costé & ligne dont il est parent, & il vend ledit heritage, tel heritage chet en retrait. vij.xx.xvi.

Si l'usage, coustume & commune obseruance notoirement tenuē & gardée en la ville, preuosté & vicomté de Paris, & mesmement en l'auditoire du castellet. S'aucun a vendu son propre heritage à aucun acheteur d'iceluy heritage, & vn dudit lignage du vendeur a fait adiourner tel acheteur en cas de retrait: S'audit lignager l'heritage est adiugé par retrait, ledit lignager est tenu de payer & rembourser ledit acheteur des deniers qu'il a payez audit vendeur pour l'achat dudit heritage, ou consigner les deniers au refus dudit acheteur dedans soleil couchant, au moins dedans les. xxiiii. heures apres ledit retrait à luy adiugé par sentence ou iugement, & que l'acheteur ait mis ses lettres au greffe, partie presente ou appelee, & outre affermer le pris s'il en est requis. Et s'il ne le fait ledit temps passē, tel retrayant est debouté dudit retrait.⁴ viii.xx.xvii.

Item par lesditz usage & stille quand aucun lignager du vendeur d'aucun heritage a fait adiourner ledit acheteur d'iceluy heritage pour l'auoir par retrait, il conuient que tel qui veult auoir ledit heritage, par retrait, offre bourse, deniers, loyaux cousts, & à parfaire à chascune iournée de la cause,⁵ excepté a la iournée d'absence s'aucune en est prinse, & il ne le fait, il doit estre debouté dudit retrait. viii.xx.xviii. 5

Item le parent & lignager qui premier fait adiourner en matiere de retrait, doit estre preferē à tous autres posē qu'ilz soyent plus prochains parens du vendeur. viii.xx.xix.

Quand aucun a eschangé son propre heritage à l'encontre d'vn autre heritage, l'heritage eschangé, est propre heritage de celuy qui l'a eschangé, & s'il le vend il chet en retrait. ix.xx.

Choses mobiliaries ne cheent point en retrait. ix.xx.i.

S'aucun vend l'usufruit de son propre heritage à personne estrange, telle vendition & usufruit ne chet point en retrait. ix.xx.ii.

Pro-

6 Propre heritage vendu & adiugé par decret⁶ en iugemét par criees & subhastations chet en retrait.

ix.xx.iii.

Vn seigneur feodal qui a retenu par sa puissance de fief, le fief vendu par son vassal, iceluy appartenant du propre audit vassal, Tel fief ainsi retenu par ledit seigneur feodal gist en retrait, & se peut retraire par vn des parens & lignagiers du vendeur dedans l'an & iour qu'il a retenu par puissance de fief, & du remboursement en payant les droits seigneuriaux.

ix.xx.iiii.

Quand l'heritage propre est acquis durant & constant le mariage de deux conioints dont l'un d'iceux est parent & lignager du vendeur du costé & ligne dont ledit heritage appartenoit audit vendeur, tel heritage ainsi vendu ne gist en retrait durant & constant ledit mariage, mais apres le trespas de l'un desdits conioints la moytié dudit heritage gist en retrait à lencontre de celuy qui n'est lignager ou ses hoirs fils ne sont lignagiers dudit vendeur dudit costé & ligne dont ledit heritage appartenoit à iceluy vendeur, dedans l'an & iour du trespas du premier mourant desdits conioints, supposé qu'il y eust faisine ou infeodation prinse durant iceluy mariage. En rendant & payant par le retrayant la moytié du fort principal, fraiz & loyaux coustemens.

ix.xx.v.

Item quand le seigneur feodal a prins & retenu par puissance de fief aucun fief tenu & mouuant de luy, & ledit fief luy est depuis euincé par retrait, le retrayant est tenu payer audit seigneur les droits de quints & requints si requints y a, auant que ledit seigneur soit tenu de le receuoir en foy & hommage dudit fief, sauf audit retrayant son recours contre le vendeur, si la vente n'auoit esté faite francs deniers.

ix.xx.vi.

7 Qui n'est habile à succeder comme vn bastard⁷ ne peut venir à retrait lignager.

Touchant les criees des quatre quatorzaines anciennes.

ix.xx.vii.

Ar les vsage & stille de la preuosté & vicomté de Paris, auant qu'aucunes criees faites par lesdites quatorzeines anciennes d'aucunes terres, seigneuries & fiefs assis en ladite ville, preuosté & vicomté de Paris, soyent tenuës & reputees bonnes & vallables, il conuient & est requis que prealablement les terres, seigneuries & fiefs assis en ladite ville, preuosté & vicomté de Paris soyent prins, saisis, arrestez & mis en la main de iustice, & que la main mise soit faite sur les principaux manoirs de chascun desdits fiefs, terres & seigneuries.

ix.xx.viii.

Par lesdits vsage & stille quand aucunes terres, seigneuries & fiefs sont saisis & mis en la main du Roy nostre sire¹ & en criees, il conuient & est requis que lesdites terres, seigneuries & fiefs criez soyent nommez & declairez en la premiere desdites criees, & premier rapport fait d'icelles avec les lieux ou lesdites terres, seigneuries & fiefs sont assis, ou autrement telles criees sont defectiues.

ix.xx.ix.

2 Par ladite coustume chascun est receu à foy opposer² aux criees d'aucuns heritages criez & subhastez par quatorzaines anciennes à la requeste d'aucun iusques à ce que le decret soit adiugé, leué & seelé.³

ix.xx.x.

Par les vsage & stille quand aucuns heritages appartenans à aucun propriétaire sont mis en criees par les quatre quatorzaines anciennes acoustumées, l'on ne peut valablement proceder à l'adiudication du decret d'iceux heritages plustost, & iusques à ce que tel propriétaire & possesseur⁴ soit adiourné à sa personne suffisamment presens tesmoins pour veoir bailler le decret d'iceux heritages, ou iceux veoir estre adiugez par decret.

ix.xx.ix.

Autres coustumes.

Ar la coustume de la ville, preuosté & vicomté de Paris, l'aucun a prins à cés ou rente heritage pour certain pris chascun an, il peut renoncer en iugemét partie presente ou appellee en payant tous les arrerages passez & le terme ensuyuât, iaçoit ce que par lettres il eust promis payer ladite rente & obligé tous ses biens, s'entend telle promesse tant qu'il est propriétaire, s'ainsi n'est que par les lettres d'accensemét il est promis¹ mettre au-

6 Sinon en vne chose indifférent & que retrayant n'est paré que pour le regard d'une petite portion, qui seroit limitée sans recommencer la licitation, recours à mon commentaire. C. M.

7 S'il n'est tellement legé simé des parauant la vente, qu'il estoit habile à succeder, le cas escheoyt sans nouveau consentement du vendeur, cōme i'ay amplemēt escrit au commentaire, & ay touché en mes annotations à Philippe Dece, conf. 275. m. 4. C. M. 1 Ou d'autre seigneur aynt iustice. C. M. 2 Et non pas à encherir apres l'adiudication pure & simple. C. M. 3 Et se doit par stile louable garder 24. heures auant que estre seelé. C. M. ou son tuteur & curateur, non pas en la cause: mais à la personne & biens. C. M.

qu'il en auoit prins ou peu prendre. Car si ladite promesse estoit pure lucrative au bailleur, & que le preneur n'est sicu faire le profit qu'il esperoit, le benefice de ceste coustume auoit lieu. Recours à mon commentaire. C. M.

Coustumes de la preuosté

cun amendement, ce qu'il n'a fait, ou qu'il eust promis fournir & faire valoir ladite rēte, & à ce oblige tous ses biens: En laissant toutesfois l'heritage en aussi bon estat & valeur qu'il estoit au temps de la prinse. ix.xx.xii.

Par priuilege vsité quiconques est bourgeois, demourant & habitant à Paris, & par an & iour y a demouré, il peut vsfer & proceder par voye d'arrest sur les biés de ses debtors forains trouuez en icelle ville, ² posé qu'il n'y eust obligation ne cedulle. ix.xx.xiii. 2

Despens d'hostelage liurez par hostes à pelerins ou à leurs cheuaux, sont priuilegiez, & viennent à preferer deuant tout autre, sur les biens & cheuaux hostelez, & les peut l'hostelier retenir iusques à payement. Et s'aucun autre creancier les vouloit enleuer, l'hostelier a iuste cause de soy opposer. ix.xx.xiiii.

Qui vend aucune chose mobiliere sans iour, sans terme, esperant d'en estre payé prōptement, il peut sa chose poursuyuir en quelque lieu qu'elle soit transportee, pour en estre payé du pris ³ qu'il l'a vendue. ix.xx.xv. 3

Item vn respit ne peut auoir lieu contre le deu d'aucun à luy adiugé par sentence definitive & contradictoire, louage de maison, arrerages de rentes, moisson de grains & ^{*} debtes de mineurs contractees avec les mineurs durant leur minorité. 4

En matiere de desconfiture chascun creancier vient à contribution au soult la liure sur les biens meubles du debteur, & n'y a point de prerogatiue. ix.xx.xvi. ix.xx.xvii.

La cognoissance & punition des delictz appartient au iuge du domicile des delinquans, & non pas au iuge ou le delict a esté commis quand il est requis par le iuge du domicile, fil n'y a cas priuilegié. ix.xx.xviii.

Par ladite coustume, qui confisque ⁵ le corps, il confisque les biens. ix.xx.xix. 5

Item marchans, gens de mestier & autres vendans leurs denrees & marchandises à destail, ⁶ medecins, cyrurgiens, barbiers, orfeures, espiciers, appoticairez, massons, charpentiers, laboureurs, manouuriers, seruiteurs & autres mercenaires demourans en la ville, banlieue, preuosté & vicomte de Paris, ne peuuent faire action, question ou demande de leurs dites denrees & marchandises, fallaires & seruices apres trois ans passez, les dites denrees vendues, debitees & liurees à d'estail, ouurages, labours, fallaires & seruices faits: fors & excepté celles qui seroient recogneuës par obligation, cedula ou autrement deuément.

L Es coustumes & articles cy dessus escrits ont esté leuës & publiees en la grand' sale de l'hostel episcopal de reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque de Paris, par Pierre des monts greffier de la preuosté de Paris par l'ordonnance & es presences de nous Thibault baillet conseiller du Roy nostre sire & president en sa cour de parlement. Et Roger Barne conseiller & aduocat dudit seigneur en icelle, commis & deputé par ledit seigneur pour faire ladite publication. Et aussi es presences de honorables hommes maistre Guillaume de velute & Hugues le blanc procureurs de reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque de Paris, de present estant dela les monts, de l'ordonnance & commandement du Roy, Guy de montmiral abbé de saint Magloire à Paris, Guillaume briçonnet abbé de saint Germain des prez lez Paris, frere Robert à l'espee abbé de Ioyenual, frere Symon mangoyen abbé d'Abbecourt, frere Iean oliuier abbé de saint Marc de Soissons, vicaire & procureur de l'abbé de saint Denys en France, frere Laurens le pelé religieux official de ladite abbaie de saint Denys, frere Iean lizote procureur, & frere Guillaume le duc sousprieur de l'abbaye sainte Geneuiefue au mont de Paris pour frere Philippe cousin abbé de ladite abbaie, frere Estienne de la porte chambrier de l'abbaye saint Victor lez Paris pour frere Nycaise de l'orme abbé de ladite abbaie, maistre Daudid chambellan, doyen & chanoine, maistre Iean basin aussi chanoine de l'eglise de Paris, commis & deputé par le chapitre de ladite eglise de Paris. Maistre Nicole compaignon procureur des doyen, chanoynes & chapitre de saint Germain de l'Auxerrois à Paris, Damp Iean bisieu secretaire de saint Martin des champs à Paris, & receueur dudit lieu. Frere Iean de vedasty procureur des commandeur du temple à Paris. Maistre Iean le grand procureur des religieux, abbé & conuent de Thiron. Maistre René aurrault procureur des religieux, abbé & conuent de saint Mor des fossez. Fiacre de heruille procureur de monseigneur

2. Ou es faux bourgs, afin d'eslire domicile & bailleur caution pour la discussion de l'arrest. Car s'il remonstre auoir defenses valables, la cognoissance en sera renuoyee à son iuge, despens & interrests reservez en fin de cause. Sinon qu'il y eust obligation sous le seel de Paris, qui a attraiet iurisdiction ou autre priuilege. C.M.
3. Et pour la recouurer & en demeurer saisy iusques à ce qu'il soit payé. §. vedita verò res. Inst. de ver. di. nis. & plus au long en mon commentaire. C.M.
** Ce que s'ensuyt est adiousté.*
4. Encores du rant, Idem sy e'estoit debte deuë à leur predecesseur dös ils sont heritiers, si paures qu'ils n'ont dequoy eux ayder. Car vne charité ou necessité doit ceder à la plus grande. C.M.
5. Par iugement ordinaire non subiet à nullité. Recours en mon commentaire. C.M.
6. Reduit à 6. mois, & quāt aux seruiteurs à vn an, par l'ordonnance de l'an. 1512. ar. 67. 68. C.M.

monseigneur Loys seigneur de Grauille, admiral de France, seigneur & voyer de Chartres, Marcouffis & d'autres terres & seigneuries estans situees & assises dedans les fins & limites de ladite preuosté & vicomté. Guy fleury procureur de messire Hemon de prie, cheualier, comte de Dampmartin. Maistres Iean de la porte & Iacques d'anne-guy procureur & receueur de Guillaume seigneur & baron de Montmorency. Maistre Iean baudoyne procureur de messire Florimont Robertet cheualier, tresorier de France, seigneur Chastellain de villemoble. Nicolas de cantheleu seigneur de Thieux. Fiacre de heruile seigneur de Palaiseau, Gencian cordelier seigneur de Cheneuieres sur Marne. Iean sanguin seigneur de Meudon, maistre Dreux raguier seigneur de Thionuille, maistre Iean balue seigneur de Villepreux, maistre Iean piedefer seigneur de Giencourt, Geoffroy de la croix seigneur de Villeneuve sous Dampmartin. Noble homme & sage maistre Gilles maillart lieutenant criminel de la preuosté de Paris, maistre François goyet, Robert piedefer aduocats & conseillers du Roy nostre sire au chastellet de Paris, maistre Bureau boucher procureur dudit seigneur audit chastellet, maistre Iean poncet, Iean poart, Iean le clerc, Iean le court & Iean tronson conseillers du Roy nostredit seigneur en iceluy chastellet, maistre Nicole charmoulé conseiller & procureur du Roy en cour d'eglise, monseigneur maistre Robert turquan conseiller du Roy nostre sire en la cour de parlement, preuost des marchans, maistre Charles de Montmiral aduocat en ladite cour, François choart, sire Iean croquet & Regnault anthouillet escheuins de la ville de Paris, sire Iean le gendre, Robert bonneuure bourgeois de Paris, maistre Gilles malin preuost de Chasteaufort, Geoffroy le maistre preuost de Monthery, Noel de la lende preuost de Corbeil, maistre Iean d'aubours preuost de Torcy, maistre Iean frolo, preuost de Tournant, maistre Macé coustau preuost de Gonesse, maistre Iean le metayer & Pierre potin, chascun d'eux soy disant preuost & soubsbailly de Poissy, & de plusieurs autres tant gens d'eglise, nobles, practiciens & bourgeois escrits & nommez en nostre proces verbal. Apres laquelle publication auons enioint aux dessusdits & à tous autres de d'oresenauant garder & obseruer comme loy, lesdites coustumes publiees & arrestees, & fait deffenses de non alleguer autres coustumes contraires ne desrogantes à icelles. Et outre auons fait deffenses ausdits lieu-tenans, iuges, officiers du Roy & autres, aduocats, practiciens & coustumiers de ladite preuosté & vicomté de Paris, que d'oresenauant pour la preuue desdites coustumes publiees, ils ne facent aucune parturbe ou tesmoings particuliers: Mais l'extrait d'icelles signees du greffier de la preuosté de Paris, & deuëment expediees. En tesmoing desquelles choses nous auons cy mis noz seings manuelz, le mardy premier iour d'Auril mil cinq cens & dix auant Pasques.

Ainsi signé Baillet & Barne.

Proces verbal des coustumes de la preuosté & vicomté de Paris.

Le samedi huictiesme iour du mois de Mars l'an mil cinq cens & dix, Nous Thibault L baillet conseiller du Roy nostre sire & president en la cour de parlement, Et Roger barne conseiller & aduocat dudit seigneur en ladite cour, Nous transportames au chastellet de Paris, où estoient maistre Gilles maillart lieutenant criminel, les aduocats, procureurs du Roy, & plusieurs des conseillers dudit seigneur audit chastellet, ausquels en l'absence de maistre Iean de rueil lieutenant ciuil de la preuosté de Paris, fut par nous dit & recité qu'auions receu les lettres patentes & commission du Roy nostredit seigneur, afin de faire publier & arrester les coustumes de la ville, preuosté & vicoûté de Paris, desquelles lettres patentes & commission la teneur s'ensuyt.

Loys par la grace de Dieu Roy de France. A noz amez & feaux maistres Thibault baillet president, & François de moruiller conseillers en la cour de parlement, Roger barne nostre aduocat Salut & dilection. Comme en ensuyuant le vouloir & ordonnance de noz predecesseurs Roys de France, & pour le soulagement de noz subiets, eussions ordonné toutes les coustumes de nostre royaume estre accordees en l'assemblee des trois estats de chacun bailliage & senechauce de nostredit royaume, & redigees & mises par escrit, & ce fait rapportees par deuers les commissaires sur ce par nous deputez, pour icelles coustumes veoir, & icelles veuës faire publier pour estre d'oresenauant gardees comme loy, sans ce qu'il soit enregistrees en nos cours de parlement, de chacun de nos bailliages, senechaucees

B ij

Couſtumes de la preuofté

& prouinces. Et ſoit ainſi que les couſtumes de noſtre preuofté & viconté de Paris ayent eſté pieça en aſſemblée deuë & competente rapportees, accordees & eſcrites. Et depuis par vous & autres nos commiſſaires par nous ordonnez ſur le fait deſdites couſtumes veuës & arreſtees, tellement qu'il ne reſte plus qu'à les publier. Sçauoir faiſons que nous deſirans leſdites couſtumes pour le bien & ſoulagement de nos ſubiets, eſtre publiees & enregiſtrees pour eſtre gardees inuiolablement d'oſenauant. Vous mandons & aux deux de vous que vous transportez au lieu principal & ſiege de ladite preuofté, auquel leſdites couſtumes n'ont eſté publiees. Et illec vous faites aſſembler tous & chacun les contes, barons, chaſtellains, ſeigneurs, haux iuſticiers, prelats, abbez, chapitres, nos officiers auſdits lieux, aduocats, licenciés, practiciens & autres bons & notables bourgeois de ladite ville, preuofté & viconté, en leurs perſonnes, ſans receuoir aucun par procureur, ſinon qu'il euſt iuſte & legitime excuſation, & en leurs preſences faites de rech ef lire & accorder leſdites couſtumes. Et ſi en faiſant ladite publication ſur aucuns des articles deſdites couſtumes y ſuruenoit contradiction & oppoſition par la plus grand' & ſaine partie des gens d'eglise & des nobles, ou de ceux du tiers eſtat, & que ladite difficulté ne peut eſtre vuydee en ladite aſſemblée, faites mettre & rediger par eſcrit les differens & diſcord d'une part & d'autre, pour icelles rapporter par deuers les gens de noſtre cour de parlement, afin d'en ordonner comme de raiſon. Et quant aux articles deſdites couſtumes qui ſeroient en ladite aſſemblée & en voz preſences accordees & arreſtees, faites iceux publier & enregiſtrer és regiſtres de ladite preuofté, avec nos lettres d'edit ſur ces preſentes en voz proces verbaux, pour iceux eſtre d'oſenauant gardees & obſeruez comme loy & edit perpetuel & irreuocable. Et neantmoins vous mandons que vous contraignez toutes & chascunes les perſonnes des qualitez deſſuſdites, à eux trouuer en ladite aſſemblée par la prinſe du temporel des gens d'eglise, & les gens layz par la prinſe & ſaiſie de tous leurs biens meubles & immeubles, & adiournemens personnels en noſtre dite cour de parlement, & ce nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, & ſans preiudice d'icelles. Et pource qu'aucuns prelats, chapitre, barons, ſeigneurs & autres pretendent par priuilege eſtre exempts de noſtre dite preuofté, combien qu'ils & leurs terres ſoyent dedans les mettes d'icelles, nous voulons & vous mandons que ſans preiudicier à leurs priuileges & exemptions pour ceſte fois, vous les contraignez à eux trouuer en ladite aſſemblée, laquelle ſera faite au lieu deſſuſdit. Et outre voulons & ordonnons toutes les couſtumes generales & locales eſtre accordees & arreſtees. En declairant tous les ſubiets de ladite preuofté & viconté eſtre aſtraints à les entretenir & garder ſelon ce qu'elles ſeront accordees eſdites aſſembles. De ce faire vous auons donné & donnons pouoir, commiſſion, auctorité & mandement eſpecial, mandons & commandons à tous nos iuſticiers, officiers, & ſubiets, qu'à vous en ce faiſant obeyſſent & entendent diligemment, Donné à Bloys le .xxi. iour de Iāuier mil cinq cens & dix. Et de noſtre regne le .xiii. Ainſi ſigné par le Roy, Robertet. Et apres la lecture faite audit lieutenant criminel & conſeillers deſdites lettres cy deſſus tranſcrites, leur fut par nous enioint de faire conuocquer & aſſembler en ladite ville de Paris les gens d'eglise, nobles, officiers, aduocats & autres du tiers eſtat au ieudy .xxvii. iour dudit mois de Mars enſuyuant, pour proceder à la publication deſdites couſtumes, Et pour icelle faire fut choiſy & eſleu pour lieu plus conuenable, la grand' ſalle de l'hoſtel epiſcopal de reuerend pere en Dieu monſeigneur l'eueſque de Paris. Auquel iour de ieudy .xxvii. dudit mois de Mars nous transportames en ladite grand' ſalle, où comparut ledit maiſtre Gilles mailart lieutenant criminel, & en l'abſence dudit maiſtre Jean de rueil lieutenant ciuil de ladite preuofté de Paris lors exonié de maladie, nous dit qu'il auoit fait conuocquer pluſieurs gens d'eglise, nobles, practiciens, aduocats & autres du tiers eſtat en grand nombre. En enſuyuant les lettres miſſiues du Roy noſtre dit ſeigneur, qui parauant luy auoyent eſté apportees, deſquelles la teneur ſ'enſuyt.

De par le Roy, Noz amez & feaux nous auõs entédu que les couſtumes generales & locales de noſtre preuofté & viconté de Paris, ont eſté en l'aſſemblée qui pour ce a eſté faite dernièrement en noſtre ville de Paris rapportees & redigees par eſcrit, & enuoyees par vous deuers les commiſſaires par nous eſtablis ſur le fait deſdites couſtumes. Et pource que leſdits cõmiſſaires nous ont fait ſçauoir qu'ils auoiēt veuës icelles couſtumes, & qu'ils eſtoiēt preſts, quoy que ce ſoit, les aucuns d'eux de faire la publicatiõ & decret d'icelles couſtumes le ieudy .xxvii. iour du mois de Mars, Nous voulons & cõmandons bien expreſſemēt que vous faciez de rech aſſembler tous ceux q̄ dernièrement ſe trouuerēt en ladite aſſemblée, & qu'auõs ordonné eſtre

estre appelez pour arrester & accorder lesdites coustumes. Et qu'à ce faire vous les y contraindez par vertu de nos lettres patentes que ia pieça vous auons enuoyees, pour eux trouuer en l'assemblee que voulons estre tenuë ledit. xxvij. iour du moys de Mars. Auquel iour & assemblee se trouueront nos amez & feaux maistres Thibault baillet conseiller & president en nostre cour de parlement. Et Roger barne nostre aduocat en icelle, pour faire la publication, arrest & decret desdites coustumes. Si n'y vueilles faire faute, car nous auons ceste matiere tresfort à cuer, pour le bien & soulagement qui en peut venir à nos subiets. Donné à Bloys le. xxvi. Feurier. Ainsi signé Loys. Et au bas desdites lettres Robertet. Et au dos d'icelles. A nos amez & feaux les preuost, lieutenant, aduocats & procureur de nostre preuosté & vicomté de Paris. Et lors seismes lire à maistre Pierre desmons, greffier de ladite preuosté de Paris, les lettres patentes de nostre commission, ensemble les lettres missiues du Roy nostredit seigneur, enuoyees ausdits lieutenans & autres officiers de ladite preuosté de Paris cy dessus transcrites. Et ce fait ordonnasmes audit greffier appeller les prelates, colleges, chapitres & autres gens d'eglise, les nobles, aduocats, practiciens & autres persones du tiers estat, qui auoient esté adiournez, pour assister à la publication dessusdite. En ensuyuant laquelle ordonnance furent appelez & comparurent pour ledit reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque de Paris estant lors delà les monts par l'ordonnance & commandement du Roy pour les affaires dudit seigneur, maistres Guillaume de velute & Hugues le blanc son procureur. Reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque de Lodesue abbé de saint Germain des prez lez Paris. Reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque de Rouffe tresorier de la sainte chappelle du palais royal à Paris, frere Philippes cousin, abbé de sainte Geneuiefue au mont de Paris, frere Guy de montmiral abbé de saint Magloire à Paris, frere Iean oliuier abbé de saint Marc de Soissons, vicaire de l'abbé de saint Denis en France, frere Laurens le pelé religieux & official de ladite abbaie saint Denys, frere Nycaise de l'orme abbé de saint Victor lez Paris, frere Estienne de la porte chamberier de ladite abbaie, frere Robert à l'espée abbé de Ioyenual, frere Simon maugrion abbé de Dabbecourt. Les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise nostre dame de Paris par maistre Dauid chambellam, doyen & chanoine de ladite eglise, & Iean basin aussi chanoine d'icelle commis & deputez par ledit chapitre: les doyen, chanoine & chapitre de saint Germain de lauxertois à Paris, par maistre Nicole compagnon leur procureur & receueur: le prieur & conuent de saint Martin des champs, par frere Iean bisieu secretain procureur & receueur: frere Anthoine le barbier receueur des commandeur & religieux du temple à Paris, & frere Iean vedasti leur procureur: les religieux, abbé & conuent de Tiron au Perche, à cause des terres & iurisdiction qu'ils ont en ladite ville de Paris, par maistre Iean le grant leur procureur: les religieux, abbé & conuent de saint Mor des fosses, par maistre René amirault leur procureur, maistre ymbert de la platiere conseiller du Roy nostredit seigneur en sadite cour de parlement & prieur de saint Eloy à Paris, par maistre Christofle preuost son procureur: le prieur de saint Ladre lez Paris, par frere Guillaume leurenceau procureur dudit saint Ladre: les chapitre & chanoines de ladite sainte chappelle du palais royal à Paris, par maistre Robert mauffet leur procureur. Les religieux, prieur & conuent de Rueil en Brie, par damp Simon charpentier religieux dudit lieu, & maistre Fourcy le loup leur procureur: Les religieuses, prieure & conuent de Poissy, par maistre Pierre rossignol leur procureur: les chanoines & chapitre de l'eglise nostre dame de Poissy, par maistre Iean le moyne chanoine en ladite eglise, maistre Pierre bastelart curé de Crespieres, frere Iacques de la fons prieur de Chateaufort. Les religieuses, abbesse & conuent de Vaulparfonde, par messire Iean le moyne leur procureur. Les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise saint Merry de Linois pres Montlhery, par maistre Guillaume grangier doyen de ladite eglise, frere Iean l'homme preuost d'Aurinville. Les religieux, prieur & conuent de Lonpont, par maistre Hugues le conte leur procureur, messire Iean bourdin prestre curé dudit saint Merry de Linois: les chanoines de l'eglise nostre dame de Corbeil, par messire Laurens du four leur procureur: les chanoines de saint Spire dudit Corbeil, par maistre Iean roger chanoine dudit lieu. Les religieux, abbé & conuent de Laigny sur Marne à cause de leur prieure de saint Thibault des vignes, par maistre Christofle preuost leur procureur, & damp Iean bazille prieur dudit saint Thibault. Les religieux, abbé & conuent d'Armeries, par frere Esmary choisel l'un d'iceux, maistre Iacques pizon tresorier de Viuier en Brie. Les religieux, prieur & conuent des Celestins de Marcoussis à cause de leur fief de Retalle & de boys de L'isle, assis en la chastellenie

Couftumes de la preuofté

de Tournât, par maiftre Iean le roy religieux desdits Celestins, maiftre Guillaume grotteau prieur de Fontenay en Brie. Les religieux, prieur & conuent de Gournay, par damp Anthoine bisieu leur procureur. Les tresorier, chanoines & chapitre du boys de Vincennes, à cause de leur terre & seigneurie de Champs-sur Marne, par maiftre Guillaume cretin tresorier & Estienne du bouchet l'un desdits chanoines, maiftre Iean bataille prestre curé de Gonnesse, maiftre Pierre henault maiftre de l'hostel Dieu de Gonnesse. Gouparurent aussi madame la contesse de Vendosme, dame de Lafferté sous Iorre, par maiftre Iacques brestay aduocat en la cour de parlement son baillif, messire Hemon de pryche cheualier conte de Dampmartin par Guy flory son procureur, Loys seigneur de Grauille admiral de France, seigneur voyer de Chastres & aussi seigneur de Marcouffis, Boissy, Sainction, Gometz & autres terres & seigneuries situes & assises dedans les fins & methes de ladite preuosté & viconté de Paris, par noble homme Fiacre de haruille seigneur de Palaifeau son procureur, Guillaume seigneur baron de Montmorency par maiftre Iean de la porte son procureur, & Iacques rayuigny aussi son procureur & receueur. Messire Florimont robertet cheualier, tresorier de France, seigneur chastelein de Villemomble, par maiftre Iean baudouyn son procureur. Messire Estienne petit cheualier seigneur de Croyfi, Dreux raguier seigneur de Theouille, maiftre des eaues & forests, Anthoine de chanteleu seigneur de Cheureuses, Guillaume de Gaillon seigneur de Macy en leurs personnes. Philippe du moulin seigneur de Brus exonie par Guillaume du moulin seigneur de Meffi son fils, qui a affermé que sondit pere estoit malade de fieures, Anthoine des essars seigneur de Thieux, ledit Fiacre de haruille seigneur de Palaifeau, Gancien cordelier seigneur de Cheneuieres sur Mame, Iean sanguin seigneur de Meudon, maiftre Iean balue seigneur de Villepreux, maiftre Iean piedefes seigneur de Giencourt, maiftre Iean de reilhac seigneur en partie de la Queue en Brie, maiftre Iean pouart seigneur de la granche Lessart & de Versailles en partie, maiftre Iacques michel seigneur de Vielz moulin, Iean de morenuille seigneur de Morenuillier & de Maule, maiftre Loys de montmiral seigneur de Fcurqueux, Martin bureau seigneur de Bernay & de la Houffoye, maiftre Thibault de vitry seigneur de Crespieres en partie, Nicolas dupuy seigneur Digny. Guillaume de voisins seigneur de Villers le bacle en partie, Nicolas de noyon seigneur du Pont saint Maurice, Guillaume de meanze seigneur de Court a beuf, maiftre Dreux bude seigneur chastelein Dierre & en partie de Montgiron, Guillaume de la rocque seigneur de Montbelin, François de fleuay seigneur de Merangis, maiftre Iean le charron seigneur de Nery en Brie, maiftre Iean du pré seigneur de Cossigny, Iean de la rocque seigneur de Bucy saint George, François de mineray seigneur d'Armanville, Iean simon seigneur de la granche Gaucheron, maiftre Iean bauchart seigneur de Boicteron, maiftre Iean alart seigneur de Vignolles, maiftre Martin courtin seigneur de Pomponne & de Villeneufue aux asnes, Anthoine du croq seigneur de Cheneuieres en France, tous presens en leurs personnes. Noble homme Philippe d'aunoy seigneur Drouille & de Gouffanville comparant par maiftre Pierre du viuier son procureur, Maiftre Iean brinon seigneur de Medan & Villaines, cõparant par Pierre le brun son procureur, Les religieux Chartreux de Paris seigneurs du lieu saint Ladre & Thilly, comparans par frere Guillaume de la mote leur procureur, Maiftre Iean des rues seigneur de Sansailles, à quoy maiftre Denys de soubz le fourt present s'est opposé, & a dit que ledit des Rues n'est seigneur dudit Sansailles, mais que ladite seigneurie luy appartient : Charles de vestz seigneur de Sauigny & Viry, par maiftre Gilles iacquet procureur en parlement son procureur, Maiftre Germain chartelier seigneur de Longnes comparant par ledit maiftre Iean de la porte son procureur. A tous lesquels procureur dessus nommez ordonames mettre vers le greffe leurs lettres de procuracion, en commandant au greffier les prendre & garder deuers luy. Comparurent aussi honorables personnes maiftre Robert turcan conseiller du Roy nostredit seigneur en sadite court de parlement, & preuost des marchans de la ville de Paris : Ledit maiftre Gilles maillart lieutenant criminel de ladite preuosté de Paris, maiftre François goyet, Robert piedefes aduocats & conseillers du Roy. Et aussi maiftre Bureau boucher procureur audit chastelet, maiftre Iean poncet, Iean pouart, Iean le cleric, Iean le cour, Iean tronson, conseillers du Roy nostredit seigneur audit lieu, maiftre Nicole charmoulue cõseiller & procureur du Roy en la cour d'eglise à Paris, maiftre Charles de montmiral aduocat en ladite cour, François chouart, Iean croquet, & Regnaut anthonillet, escheuins en ladite ville de Paris, maiftre Iean radin procureur d'icelle, maiftre Ieã chouart leur aduocat, & Hylaire du guet procureur de ladite ville audit chastelet, Sire Iean le gendre, Robert boneuure bourgeois de Paris, maiftre
Giles

Gilles malin preuost de Chasteaufort, maistre Geoffroy le maistre preuost de Montlhery, maistre Iean le mettayer, & Pierre potin pretendens l'office de preuost sousbailly de Poissy, Noël de la Lende preuost de Corbueil, maistre Iean d'Ambours preuost de Torcy, maistre Iehan frolo preuost de Tournant, maistre Macé coustault preuost de Gonneffe, maistre Girard le pere, François coufinot, Philippe iaye, Iacques le feure, Iehan pelerin, Claude becquet, Iehan vassoris, Iehan du molin aduocats audit chastelet, maistre Iehan seuin procureur en Parlement, maistre Raoul regnart, Guillaume rondeau, Antoine parceual, Geoffroy carpie, Estienne de villemart, Iehan pousepain, Claude frolo, Iehan d'arras, Antoine rachier, Pierre chenart, Adrien menouft procureurs audit chastelet, maistre Nicole michel substitut du procureur du Roy à Montlhery, maistre Pierre meignen, Iehan farcilly, Robert de vanne, Lyonnet preuues practiciens audit Montlhery, Thomas benoit procureur du Roy à Corbeil, Iacques cauterel, Yues caruel, Pierre fide, Pierre verger practiciens audit Corbeil, Thomas abur greffier & tabellion de Torcy, Raulin iulien practicien audit lieu, Iehan symon lieutenant du preuost de Tournant, messire Philippe ruault prestre, Pierre prisonneau practiciens audit Tournant, maistre Thomas l'afne procureur du Roy à Gonneffe, maistre Guillaume maheu greffier, & Pierre du viuier practicien audit lieu de Gonneffe. Et apres seismes faire serment à tous les dessusdits de bien & loyaument conseiller & dire verité, sur le fait desdites coustumes, & aduertir & remonstrer ce qui seroit contraire & preiudiciable au bien commun, & vtilité des manans & habitans de ladite preuosté & vicomté de Paris. Et lors par lesdits Guillaume de velure, & Hugues le blanc pour mondit seigneur l'euesque de Paris. Aussi par lesdits frere Iehan oliuier abbé de sainct Marc de Soissons, & vicaire dudit abbé de sainct Denys en France. Et frere Laurens le pelé religieux & official de ladite eglise & monastere pour lesdits abbez & religieux dudit sainct Denys, qui par ledit Antoine de canteleu seigneur dudit Cheureuse fut dit & maintenu, qu'ils, ne leurs suiets n'estoyent de la iurisdiction de ladite preuosté & vicomté de Paris. Et que la comparition qu'ils faisoient, estoit pource que le Roy l'auoit ainsi voulu ordonné, protestans que ladite comparoissance ne preiudiciait à leurs droits & prerogatiues en autres chosee. Requerans chacun d'eux auoir acte de leur dite protestation, & que de ce en fust fait mention en nostre proces verbal, ce que leur auons accordé. Aussi par lesdits preuosts & autres officiers du Roy en ladite preuosté & chastellenie de Montlhery, pour & au nom dudit seigneur fut dit, que combien que Loys de grauille admiral de France, & Philippe du molin seigneur de Brus, qui auoyent esté adiournez pour assister à la publication desdites coustumes, comme estans en la preuosté de Paris. C'est à sçauoir ledit admiral à cause des terres & seigneuries de Marcouffis, Chartres, Boissy, Sanction, Gometz & autres terres & seigneuries, & ledit Philippe du molin, à cause de ladite terre & seigneurie de Brus, & que ledit de Grauille eust comparu par ledit Fiacre de heruille, comme son procureur, & aussi que ledit du molin eust esté exonié par sondit fils, toutesfois lesdites terres & seigneuries estoient & sont situees & assises en preuosté & chastellenie dudit Montlhery & du ressort d'icelle. A ceste cause protesterent lesdits preuost & officiers du Roy audit Montlhery, que la comparoissance des dessusdits, ne puiſt nuire ne preiudicier à iceluy seigneur, à cause de ladite preuosté, chastellenie & ressort dudit Montlhery, ou ils dient lesdites terres & seigneuries desdits de Grauille & du Molin, estre situees & assises, & en la haute iustice dudit seigneur, & par ledit Fiacre de haruille seigneur de Palaifeau pour ledit seigneur de Grauille. Et par ledit Guillaume du molin seigneur de Messy, fils dudit du molin seigneur de Brus, fut dit & remonstré, que leursdites terres & seigneuries dessus declarees, estoient dedans la preuosté & vicomté de Paris, y auoyent iustice, & n'estoyent suiets audit siege & ressort dudit Montlhery, faisans protestations au contraire, requerans chacune desdites parties auoir acte de ce, & en estre fait mention en nostredit proces verbal. Pareillement ont dit & soustenu lesdits preuost & officiers du Roy audit Montlhery, que les terres & seigneuries de Sauigny & Viry, qui auoyent esté appelees esdites coustumes, comme estans de la preuosté de Corbeil, estoient de ladite chastellenie & preuosté de Montlhery. Et proteste que ce ne puiſt nuire ne preiudicier audit seigneur, à cause de ladite preuosté & chastellenie. Et lesdits preuost & officiers du Roy en ladite preuosté de Corbeil ont soustenu & protesté au contraire. Et auons ordonné que de ce que dessus en ferions mention en nostre proces verbal. Et ce fait en procedant au fait de ladite publication seismes faire lecture par ledit Desmons, greffier de ladite preuosté de Paris des coustumes d'icelle preuosté & vicomté.

Et en lisant le deuxieme article estant au chapitre de matiere feodal auquel est contenu.

Couſtumes de la preuſté

Quand aucun fief tenu aux vs & couſtumes de France, eſchet par ſucceſſion de pere & mere, ayeul ou ayeulle, il n'eſt deu au ſeigneur feodal dudit fief par les deſcendans en ligne directe, que la bouche & les mains, avec le ſerment de feauté qu'ad leſdits pere & mere, ayeul ou ayeulle ont fait les droits & deuoirs en leurs temps. Leur auons remonſtré que ledit article eſtoit trop general, & que d'iceluy pourroyent ſuruenir pluſieurs proces pour les mots appoſez en iceluy, tenus aux vs & couſtumes de France: car aucuns pourroyent dire que les fiefs ſeroient tenus en particulieres couſtumes, pource qu'en France, touchant les teneures feodales y a diuerſes couſtumes, & meſmement en la preuſté & vicomté de Paris. En leur demandant qu'ils entendoient par ces mots, tenus aux vs & couſtumes de France. Surquoy par les nobles praticiens eſtans en ladite aſſemblee nous fut dit, que les mots deſſusdits eſtoient mis audit article, pource qu'en la preuſté & vicomté de Paris, y a certains fiefs, qui ſe reigent ſelon la couſtume du vulquecin le François, eſquels fiefs ladite couſtume n'a point de lieu. Et à ceſte cauſe par les anciens ont eſté touſiours mis ces mots, tenus aux vs & couſtumes de France. Surquoy de leur conſentement, auons ordonné, que dudit article ſeroient oſtez leſdits mots, tenus aux vs & couſtumes de France, & que ledit article ſeroit eſcrit ainſi qu'il ſ'enſuit.

Reformatiõ
du ſecond ar
ticle, audit
liure de ma
tiere feodal.

Quand aucun fief eſchet par ſucceſſion de pere, mere, ayeul ou ayeulle, il n'eſt deu au ſeigneur feodal dudit fief par les deſcendans en ligne directe, que la bouche & les mains, avec le ſerment de feauté, quand leſdits pere & mere, ayeul ou ayeulle, ont fait & payé les droits & deuoirs en leur temps, en ce non compris les fiefs qui relieuent & ſe gouuernent ſelon la couſtume du vulquecin le François.

Sur le huitième article contenant.

Reformatiõ
du viii. arti
cle, audit ti
tre de matie
re feodal.

Le fils ainſné prend pour ſon droit d'ainceſſe le principal manoir, avec le iardin, ſelon la cloſture tenuë en fief. Et ſ'il n'y a point de iardin, vn arpent de terre ou le vol d'vn chappon au ioignant de ladite maiſon. Par l'aduis de tous les aſſiſtans en ladite aſſemblee, a eſté adiouſté apres ces mots, ſ'il n'y a point de iardin vn arpent de terre, ce mot tenu en fief. Car ſ'il n'y auoit que la maiſon feodale, & qu'il n'y euſt point de iardin tenu en fief, & toutes les autres terres adjacentes fuſſent roturieres, en ce cas le fils ainſné, ne prendroit pour ſon droit d'ainceſſe, que le principal manoir, & n'auroit pas ledit arpent de terre.

Sur le xiiij. article contenant.

Reformatiõ
& abolition
du xiiij. arti
cle, au titre
de matiere
feodal

Qu'en prenant & retenant par le ſeigneur feodal le fief mouuant de luy, il peut retenir ſon quint denier du pris d'icelle vendition, & payer le reſidu à l'acheteur. Apres la lecture d'iceluy par pluſieurs, eſtans en ladite aſſemblee, a eſté remonſtré, que ledit article n'eſtoit raiſonnable, & que quand les ſeigneurs feodaux prenoient par puiffance de fiefs la choſe vendue, attendu qu'ils n'eſtoient contraints à ce faire, ils deuoyent rembourſer l'acheteur de ſon ſort principal, ſans deduire, ne rabatre le quint denier, ſur la ſomme par luy baillee. Surquoy auons demandé l'opinion des gens d'eſliſe, & auſſi de ceux du tiers eſtat, leſquels tous concordablement ont eſté d'aduis que ledit article deuoit eſtre corrigé. Et quant aux nobles, pluſieurs d'iceux ont ſouſtenu le contraire: Et ſur-ce leur auons remonſtré qu'en la pluſ-part des bailliages de ce royaume, eſquels y a pluſieurs nobles ayans fief, & ou il y a couſtume que le vendeur doit le quint: Ledit article n'eſt obſerué ne gardé, tellement que ſi le ſeigneur feodal veut prendre & retenir à ſoy la choſe vendue par puiffance de fief, il eſt tenu rembourſer l'acheteur de tous ſes deniers. Et auſſi quand ledit article ſeroit rayé: les ſeigneurs feodaux ne ſeroient intereſſez: car ils peuuent acquerir, & ſouuent acquierent fiefs, leſquels on peut prendre ſur eux par puiffance de fief, & ſi la couſtume eſtoit obſeruee, ne ſeroient rembourſez de tous leurs deniers. Et apres ont conſenty en enſuyuant l'opinion des gens d'eſliſe, & de ceux du tiers eſtat, que deſdites couſtumes fuſt oſté & reieté l'article deſſusdit, ce qu'a eſté fait.

Sur le xxxij. article contenant.

Reformatiõ
du xxxij. arti
cle, au titre
de matiere
feodal.

Item le gardien ou baillistre d'aucuns enfans mineurs faiſant les fruits ſiens, eſt tenu de payer droit de relief pour les heritages feodaux, appartenans à iceux enfans mineurs, pour les cauſes cy apres inferées en l'article, faiſant mention des baillistres. De l'aduis & conſentement de tous aſſiſtans dudit article, auons fait oſter ces mots, au baillistre.

Sur le xlvi. article contenant.

Item franc aleu ſe partiſt comme fief noble. Leur auons dit qu'il y a pluſieurs maiſons ou heritage en la ville, preuſté & vicomté de Paris non chargees de foy, d'hommage ne de cenſiue, tenus comme on dit en franc aleu, deſquelles ne ſont dependans ne mouués aucuns fiefs, ne pour raiſon d'iceux n'eſt deuë ſur autres heritages aucune cenſiue, & en iceluy n'y a iuſtice, &

& par tant ne se deuroient partir comme fief noble: car peut estre qu'en telle maison y auroit plusieurs enfans. Or par ladite coustume, ioint les precedentes, faudroit que le fils aîné eust toute la maison, & que les autres fussent sans heredité & legitime portion. Surquoy ouyes les opinions des gens d'Eglise, Nobles, Praticiens & autres du tiers estat, d'un commun accord & consentement a esté le dit article escrit ainsi qu'il s'ensuit.

Item franc aleu auquel y a iustice, censue ou fiefs mouuans de luy se partit comme fief noble: mais ou il n'y a fiefs mouuans, iustice ou censue se partit roturierement.

Sur le xlvij. article contenant.

Quand le fief ou seigneurie feodal vient de nouuel par succession ou acquisition, ou autrement à aucune personne, le dit nouueau seigneur ne peut empescher ne mettre en sa main les fiefs qui sont tenus de luy, iusques à ce qu'il ait fait faire les proclamations & significations que les vassaux luy viennent faire la foy & hommage dedans quarante iours. Et ce fait, lesdits quarante iours passez, si lesdits vassaux ne se presentent, il peut saisir & exploicter les fiefs tenus & mouuans de luy, & faire les fruits siens, pourueu toutesfois que ladite proclamation & signification ait esté suffisamment & deuément faite. Par l'aduis & opinion des dessusdits, le dit article a esté corrigé comme s'ensuit.

Reformatio
du xlvj. arti-
cle, audit til-
tre de matie-
re feodal.

Quand le fief ou seigneurie feodal vient de nouuel, par succession, acquisition ou autrement à aucune personne, le nouueau seigneur, ne peut empescher, ne mettre en sa main les fiefs qui sont tenus de luy, iusques à ce qu'il ait fait faire les proclamations & significations que les vassaux luy viennent faire la foy & hommage dedans quarante iours. Et ce fait, lesdits quarante iours passez, si lesdits vassaux ne se presentent, il peut saisir & exploicter les fiefs tenus & mouuans de luy, & faire les fruits siens, pourueu toutesfois que ladite proclamation & signification ait esté faite. C'est à sçauoir quant aux fiefs estans és comtez, baronnies & chastellenies dont ils sont mouuans par proclamation à son de trompe & cry publique par trois iours de dimenche, ou marché, si marché y a. Et quant aux autres fiefs estans hors desdites comtez, baronnies & chastellenies dont ils sont mouuans par signification faite au vassal, à la personne ou au lieu du fief fil y a manoir, ou au procureur dudit vassal s'aucun en a, sinon au prosne de l'eglise parrochial dudit lieu en iour de dimenche, ou autre iour plus solennel.

Reformatio
& correctio
du xlvj. arti-
cle, audit
tiltre de ma-
tiere feodal.

Sur le liij. article contenant.

Item par ladite coustume les droits de vente deus au seigneur censier sont de douze deniers vn denier, qui est pour chacun franc seize deniers parisis. Excepté en la chastellenie, preuosté & vicomté de Corbeil. Et aussi en la chastellenie & preuosté de Tournant, dont cy apres en la fin de ce chapitre est faite mention. Et aussi que le procureur du Roy audit chastelet, dit & maintient, que de tout temps & ancienneté, le dit seigneur a iouy de cinq sols parisis pour chacune saisine. Et Velute pour l'euesque de Paris, & l'abbé de saint Magloire, ont dit & maintenu auoir pareil droit de cinq sols parisis en leurs terres & censues. Apres que les praticiens, estans en ladite assemblee, nous ont dit le commencement dudit article estre veritable. C'est à sçauoir, que les droits de ventes estoient de douze deniers parisis vn denier parisis, les auons interroguez par serment, s'ils sçauoient qu'és preuostez de Corbeil & de Tournant, y eust plus grandes & moindres ventes, que celles dont dessus est faite mention. Et sur ce par aucuns praticiens non estant en grand nombre, ne suffisans pour deposer & prouuer coustume, nous a esté respondu qu'ésdits lieux ils prenoient plus grandes ventes. Et par tous les autres praticiens nous a esté dit qu'ils n'en sçauoient aucune chose, & que iamais n'auoient veu ne sceu par actes extraiudiciaires ne iudiciaires, que plus grandes ventes ayent esté payees, n'à Corbeil, n'à Tournant, n'en la preuosté de Paris. Semblablement apres que les auons interroguez par serment, si dudit droit de cinq sols que le procureur du Roy pretend pour la saisine, si on a acoustumé les payer au receueur du Roy, lesquels nous ont dit qu'ils n'en sçauoient rien, parquoy auons ordonné de l'accord & consentement de tous les assistans, que l'article dessusdit demourera & sera escrit comme s'ensuit.

Item par ladite coustume les droits de vente, deus au seigneur censier, sont de douze deniers vn denier, qui est pour chacun franc seize deniers, & neantmoins a esté reserué au procureur du Roy, à l'euesque de Paris & abbé de saint Magloire, & aux seigneurs censiers & fonciers des chastellenies, Corbeil & Tournant, de prendre tels droits de ventes & saisine sur les heritages qui sont en leur censue, qui leur sont & peuuent estre deus. Et à leurs subiets acheteurs ou vendeurs leurs deffenses au contraire.

Reformatio
de l'article
liij. du tiltre
de censue,
& droits sei-
gneuriaux.

Couftumes de la preuofté

Sur le lix. article contenant.

Item quand aucune rente conftituee, nommément fur vn heritage tenu en cenfiue, eft rachetee, le rachetant eft tenu payer aux feigneurs cenfiers ou fonciers, dont eft tenu & mouuant ledit heritage, les ventes dudit rachat. Les aduocats & praticiens, eftans en ladite afsemblée ont dit, que pour raifon dudit rachat n'eftoient deuës aucunes ventes, & n'y auoit couftume en ladite preuofté faifant mention de ce, & iamais n'en auoient veu donner iugement. Et fi par aucuns aduocats auoit efté alleguee pour couftume, elle auoit efté en iugement contredite & debatue. Et pour-ce qu'aucuns foustenans ladite couftume, alleguoient qu'il y auoit eu fentence donnee du preuoft de Paris, puis vn moys, conforme à icelle. Les praticiens, & mefmement ceux qui auoient conduit le proces, fur lequel eftoit interuenue ladite fentence, femblablement aucuns des confeillers qui auoient affifté au iugement dudit proces dirent, que ladite fentence n'eftoit caufee fur ladite couftume: mais fur plufieurs autres points eftans audit proces. Les gens d'eglife foustenans le contraire, difans que c'eftoit vraye couftume. Et fur-ce par le preuoft des marchans, efcheuins & bourgeois de la ville de Paris, furent faites plufieurs remonftrances, mefmement que toutes rentes conftituees à pris d'argent fur les maifons de la ville de Paris, font rachetables par l'ordonnance, tellement que les parties ne pourroient faire paction au contraire, & que tous les contrats dont eft fait mention en ladite couftume, font contrats qui fe refoulent, pour lefquels ne pourroit eftre deu qu'une vente, maintenans & foustenans pour la liberte des maifons de la ville de Paris, & pour le bien des manans & habitans en icelle, que pour raifon defdites rentes conftituees à faculté de rachat, ne font deuës aucunes ventes, ne pour la vendition, ne pour le rachat, requerans fur-ce eftre plus amplement ouys. Surquoy auons ordonné, attendu la contradiction deffufdite, que le contenu audit article ne demoureroit arrefté pour couftume, & que fi les gens d'eglife, nobles, preuoft des marchans & ceux du tiers estat vouloient aucune chofe produire pour l'entretienement ou correction dudit article, qu'ils le mettroient deuers nous, à fin d'en faire noftre rapport à la cour pour en ordonner comme de raifon. Et entre tant que touche la requette, faite par lefdits preuoft & efcheuins de ladite ville de Paris, par laquelle ils requierent qu'il foit dit, que pour les conftitutions de rentes faites à faculté de remeré, on ne paye aucunes ventes au feigneur. Auons ordonné qu'en enfuiuant le contenu au lviij. article deffufdites couftumes, l'acheteur d'icelle rente, payera les ventes au feigneur cenfier ou foncier, iufques à ce que fur leur requette qu'auons remife à la cour, autrement y foit pourueu.¹

Sur le lxiij. article contenant.

Item toutes perfonnes tenans leurs maifons & heritages en cenfiue, font tenus de payer les droits de cens aux feigneurs ou feigneur, dont leurs heritages font tenus & mouuans, au iour & lieu que deus font, fur peine de cinq fols parifis d'amende, fors & excepté des heritages affis en la ville & banlieuë de Paris, qui ne doiuent aucune amende par faute dudit cens non payé. Sur la fin dudit article contenant ces mots. Fors & excepté, &c. La plus-part des gens d'eglise & nobles, eftans en ladite afsemblée ont dit, que pour raifon deffufdites heritages affis en la ville & banlieuë, par faute de cens non payez, ya amende comme és autres lieux de la preuofté de Paris, alleguans à c'efte fin plufieurs raifons. Surquoy auons ouy tous les praticiens. Et par le fermét qu'ils auoient fait, nous ont dit ladite couftume eftre notoire. Et que pour les heritages, eftans en la ville & banlieuë de Paris, par faute de cens non payez, n'eft deu aucune amende, & l'ont ainfi veu alleguer au fiege dudit chaftelet, l'ont veu pratiquer en plufieurs cas qu'ils ont deduits par deuant nous. Bien dient qu'ils n'entendent par ladite couftume, que fi aucun prenoit en la ville & banlieuë heritage à cenfiue d'aucun feigneur cenfier ou foncier, & que par le bail, fust expreffément obligé à payer amende, à defaut de cens non payez, qu'en ce cas par vertu de ladite obligation par faute de cens non payez, ne foit tenu payer l'amende. Et neantmoins audit article, fe font formellement oppofez les gens d'eglise & nobles, difans & maintenans que pour ledit cens non payé eft deu amende, tant dedans la ville & banlieuë que dehors. Surquoy veu la deposition de tous les praticiens eftans en ladite afsemblée, auons ordonné que ledit article demoureroit pour couftume. Toutesfois qu'en la fin d'iceluy feroient adiouftez ces mots. Si à ladite amende payer les detenteurs d'iceux, ne font expreffément obligez. Et neantmoins que de la deffufdite oppofition, en ferions mention en ce présent proces verbal, pour par la cour en eftre ordonné comme de raifon. Et pour-ce que par l'aduis & opinion des affiftans en ladite afsemblée, fous ladite rubrique de cenfiue & droits feigneuriaux, auoit efté obmis l'article qui enfuit.

¹ Depuis le preuost des marchans & efcheuins, plus de quarante ans apres en ont appelé, tenu pour bien releuer, eſtât l'ancienne couſtume, que ladite ſentence corrigee par arreſt, du dixième May 1557. que j'ay adiouſté à la fin de ce preſent proces verbal. C.M.

Ampliation ſur le lxiij. article au titre de cenſiue & droits feigneuriaux.

Il ne prend saisine qui ne veut. Auons ordonné que ledit article seroit escrit & adiousté esdites coustumes.

Sur le xcv.article contenant.

Item les executeurs d'aucun deffunct, sont saisis dedans l'an & iour du trespas dudit deffunct, des biens meubles demourez de son deces, pour l'acomplissement de son testament. Par plusieurs estans en ladite assemblee nous a esté remonstré, que ledit article se deuoit moderer, pour-ce que le testateur, qui a delaiissé en meubles douze ou quatorze mille francs, aucunesfois ne dispose que de cinq à six cens liures ou autre moindre somme, pour l'acomplissement de son testament, & sont les heritiers dessaisis du reste, montant à grand' somme. Et suffiroit que les executeurs fussent saisis, iusques à la concurrence des deniers qu'il faut pour l'acomplissement dudit testament. Les autres & en plus grand nombre disans la coustume estre telle, & qu'elle estoit raisonnable: car communement en tous testamens est mise la clause de payer les debtes & amender les tors-fais, sous lesquelles paroles est comprinse telle incertitude qu'elle ne peut estre si tost esclarcie, & que les testateurs souuent eslisent executeurs, ceux ausquels ils ont entiere confiance pour payer plus promptement leurs debtes & amender leurs tors-fais. Et par ce est conuenable qu'ils soient saisis de tous les meubles. Et apres sur-ce d'un commun accord & consentement, a esté ledit article moderé ainsi qu'il s'ensuit.

Item les executeurs d'aucun deffunct, sont saisis dedans l'an & iour du trespas dudit deffunct, des biens meubles demourez de son deces pour l'acomplissement de son testament, si le testateur n'auoit ordonné, que ses executeurs fussent saisis iusques à somme certaine seulement. Et outre auons remonstré à ladite assistance les fraudes, qui de iour en iour se commettent es testamens qui se font, non seulement en la ville, preuosté & vicomté de Paris, mais en plusieurs lieux de ce royaume, tellement qu'à ceux qui sont si prochains de la mort & fort pressez de grandes maladies, à l'occasion desquelles sont fort diminuez d'entendement & de sens, on leur fait faire testament qui procede trop plus de la volonté du chapelain ou curé, ou autre suggerant estant pres desdits malades, que de la leur, & sur-ce d'un commun accord de tous les assistans, a esté adiousté audit chapitre l'article qui s'ensuit.

Auant qu'un testament soit réputé solennel, il est requis qu'il soit escrit & signé de la main & seing manuel du testateur, ou signé de sa main, & à luy leu & par luy entendu en la presence de trois tesmoins ou qu'il soit passé par deuant deux notaires, ou par deuant le curé de sa paroisse ou son vicaire general & un notaire, ou dudit curé ou vicaire & deux tesmoins, ou d'un notaire & deux tesmoins ou de quatre tesmoins, iceux tesmoins idoines & suffisans & non legataires dudit testateur, fors & excepté en tant que touche les lais pitoyables, obsecques & funerailles d'iceluy testateur, esquels toutesfois & pour le moins, sera gardee la solennité de droit canon audit chapitre.

Par l'aduis & opinion que dessus a esté adiousté le iiii.xx.xvij.article qui s'ensuit.

Il est loysible à toutes personnes franches, aagees & vsans de ses droits, de donner & disposer par donation & disposition faite entre vifs de ses heritages propres ou conquests à personne capable.

Apres la lecture du iiii.xx.xix.article selon la cote ancienne, qui est escrit ainsi qu'il s'ensuit.

Par ladite coustume generale gardee & obseruee en ladite preuosté & vicomté de Paris, hors la ville & fauxbourgs de Paris, il est loysible au plus prochain parét & lignagier d'aucuns enfans mineurs nobles en ligne collateral, d'accepter le bail desdits mineurs, & tel baillistre fait les fruits siens des heritages desdits mineurs, à la charge de payer par ledit baillistre les debtes que doiuent lesdits enfans, les nourrir & alimenter & entretenir lesdits heritages, payer les charges qu'ils doiuent, & à la fin dudit bail rendre lesdits heritages en bon estat. Et dure ledit bail, c'est à sçauoir aux enfans masles iusques à vingt ans, & aux filles iusques à quinze ans accomplis. Auons dit & remonstré à ceux desdits estats, que selon le contenu audit article, lequel on auoit parauant gardé pour coustume. Le plus prochain en ligne collateral, parent & lignagier d'aucuns enfans mineurs nobles, auoit & pouuoit accepter le bail desdits mineurs, à la charge de les nourrir & entretenir selon leur estat. Et faisoit les fruits siens des heritages appartenans ausdits mineurs, & les appliquoit à son profit durant le temps dudit bail. Et souuent delaiissoit les heritages desdits mineurs en ruyne & en decadence, dont entre lesdits mineurs venus en aage & baillistres, y auoit grand proces qui estoit grandement preiudiciable à plusieurs estans mineurs en ladite preuosté & vicomté. Car au moyen dudit bail lesdits mineurs perdoient les fruits & leues de leurs heritages escheus pendant leur minorité, qui estoit chose contraire à

Modificatiō & amplification, sur le xcv.article, du tiltre des testamens & executions d'iceux.

Adioustement du iiii.xx.xvij. arti. au tiltre des testamens executeurs d'iceux.

Il est ainsi au registre de la cour de Parlement, quoy qu'aucuns liures metent, &c.

Coustumes de la preuosté

Abolition
du iiii. xv. &
xix. arti. du
dit tiltre de
garde noble.

Adiouste-
mēt au xcix.
& c. i. arti. au
tiltre de gar
de noble &
garde bour-
geoise.
Adiouste-
ment sur le
c. xvi. arti.
au tiltre de
cōmunauté
de biens.

Adiouste-
ment sur
les c. xvi. &
c. xxvi. arti.
au tiltre de
cōmunauté
de biens.
Declaration
de l'article
c. xix. au til-
tre de com-
munauté de
biens.

bonne raison & equité. Et aussi ceux à qui appartenoit ledit bail, n'en prenoient la charge, si non quand ils voyoient qu'il leur estoit vtile & profitable. A ceste cause fut par nous demandé aux gens d'Eglise, Nobles, Aduocats, Praticiens & autres du tiers estat leurs aduis sur ce, qui tous cōcordablement furēt d'opinion que ledit article deuoit estre rayé & mis hors dudit cayer, ce qui a esté fait. Et les xcix. & C. i. art. estans au cha. de garde noble & garde bourgeoise cōtenās. Par la coustume generale de la preuosté & vicoté de Paris hors ladite ville & fauxbourgs de Paris, il est loysible aux pere, mere, ayeul ou ayeulle nobles, accepter la garde noble de leurs enfans en ligne directe, apres le trespas des pere ou mere desdits enfans. Et font lesdits gardiens les fruits leurs, des heritages, rentes & reuenuës appartenans ausdits mineurs, à la charge de payer par lesdits gardiens les debtes que doiuent lesdits enfans, les nourrir, alimenter & entretenir, payer & acquitter les charges que doiuent lesdits heritages, & à la fin de ladite garde, rendre lesdits heritages en bon estat. Et dure ladite garde, c'est à sçauoir aux enfans masculles iusques à vingt ans, & aux filles iusques à quinze ans accomplis, Par la coustume tenuë & gardée en la ville de Paris, quand l'un des deux conioints ensemble par mariage va de vie à trespas, delaissez aucuns de leurs enfans mineurs, il est loysible au suruiuant d'accepter la garde bourgeoise, gouuernement & administration desdits mineurs, & de leurs biens & immeubles en iugement. En ce faisant, faire par lesdits suruiuans les fruits & reuenuës des heritages desdits mineurs siens, en nourrissant & entretenant par ledit suruiuant iceux mineurs. Et payant & acquittant les charges desdits heritages, & iceux entretenir de reparations viageres iusques à la fin d'icelle garde, qui dure aux enfans masculles iusques à quatorze ans, & es femelles iusques à douze ans. Apres la lecture des articles dessusdits en communiquant du contenu en iceux aux gens nobles & praticiens, leurs a esté remonstré, que souuent les peres ou meres, qui doiuent employer le reuenue desdits mineurs à l'vtilité & profit d'iceux se remaryoiēt, & estoient les maris ou femmes, ou les enfans d'iceux du second mariage, nourris & alimentez des biens & reuenue des enfans du premier mariage, & en ce lesdits mineurs auoient grans pertes & dommages. Et apres auoir ouy l'aduis & opinion de tous les dessusdits, a esté ordonné qu'en la fin desdits deux articles, seroit adiousté la clause qui s'ensuit. Pourueu que le pere ou mere, ayeul ou ayeulle suruiuant, qui acceptera ladite garde noble ou bourgeoise ne se remarie. Car en ce cas le temps de ladite garde sera finy, & sera pourueu ausdits mineurs de tuteurs & curateurs par le iuge, auquel il appartient d'y pouruoir. Item au chap. de communauté de biens, a esté adiousté par l'opinion que dessus, le C. vj. article contenant. Vne femme ne peut estre en iugement sans l'auctorité de son mary, sinon qu'elle soit separee. Le C. xvi. & vi. xx. xi. articles estans audit chapitre de communauté de biens cōtenant. Quand l'un des deux conioints ensemble par mariage nobles & viuans noblement va de vie à trespas, il est en la faculté du suruiuant d'accepter les meubles estans hors la ville & fauxbourgs de Paris sans fraude, auquel cas il est tenu de payer les debtes mobilières que deuoit le trespas, & les obseques & funerailles d'iceluy trespas. En la preuosté & vicomté de Paris hors la ville & fauxbourgs de Paris, entre nobles quand l'un des deux conioints ensemble par mariage va de vie à trespas, le suruiuant peut si bon luy semble prendre les meubles & creances demourez de son decès, & qui cōmuns estoient entr'eux, & dont ils iouysoient au temps d'iceluy trespas, en payant les debtes mobilières & personnelles obseques & funerailles. Apres la lecture desdits deux articles, auons dit & remonstré à tous ceux de l'assemblée, pour ce que souuent adient que le suruiuant desdits nobles conioints, qui a prins les meubles, se remarie, & par ce qu'il fait lesdits meubles siens, les enfans du premier mariage sont frustrez desdits meubles, qui montent aucunesfois à grand somme de deniers, & en sont nourris les enfans du second mariage. Ou quand il n'y a enfans, & que celuy qui se remarie en secondes nopces va de vie à trespas, demeurent à celuy qui ne les a acquis ne gaignez. A ceste cause du vouloir & consentement des dessusdits à la fin desdits articles, a esté adiousté la clause qui s'ensuit. Pourueu qu'il n'y ait enfans du trespas, & où il y aura enfans, lesdits biens se partiront par moytié entr'eux & le suruiuant. Et le c. xix. arti. estant audit chapitre contenant. Que quand aucune rente deuë par l'un des deux conioints ensemble par mariage est rachetee par les deux conioints, tel rachat est reputé acquest. Pour plus declarer ledit article par la deliberation que dessus, a esté escrit comme s'ensuit. Quand aucune rente deuë par l'un des deux conioints ensemble par mariage, ou sur ses heritiers par auant leur mariage, est rachetee par lesdits deux conioints ou l'un d'eux constant ledit mariage, tel rachat est reputé conquest. Le vj. xx. iij. arti. estant au chapitre de succession contenant. Enfans mariez de biens communs de pere & mere apres leur

leur trespas, ne peuent venir à leur succession avec les autres enfans, leurs freres & sœurs, qui n'ont esté mariez de biens communs desdits pere & mere, si par le traité de leurdit mariage faisant, ne leur a esté reserué par leurdits pere, & mere. Les gens d'Eglise, Nobles & Praticiens, ont esté d'aduis, qu'au moyen de ce que representation a esté permise en ligne directe, ainsi que contenu est cy apres, ledit article deuoit estre corrigé & escrit, ainsi que l'ensuit. Enfans mariez de biens communs de pere & de mere, apres leurs trespas, peuent venir à la succession avec les autres enfans, leurs freres & sœurs, qui n'ont esté mariez de biens communs desdits pere & mere, en rapportât ce qu'il leur auroit esté dōné en mariage, ou moins prenans esdites successions. Et le vi. xx. xij. article contenant. En la preuosté & vicomté de Paris, l'on tient la coustume estre telle & commune en ce royaume, que le mort saisist le vis son hoir. Pour-ce que les gens d'Eglise, Nobles & Praticiens disoient n'estre assemblez, sinon pour les coustumes de la preuosté & vicomté de Paris, & d'icelles auoient à deposer seulement. Par leur opinion & aduis dudit article, ont esté ostez ces mots. On tient la coustume estre telle & commune en ce royaume & écrite comme l'ensuit. En la preuosté & vicomté de Paris, le mort saisist le vis son hoir. Item l'arti. vi. xx. xiiij. estant audit cha. de succession contenant. Que par la coustume de la preuosté & vicomté de Paris, representation n'à point de lieu, s'il n'a esté reserué en traitant le mariage, & s'il est reserué à l'vn, il est reserué aux autres. Apres plusieurs raisons & remonstrances faites sur le contenu audit article, par l'aduis & opinion desdits estats, a esté corrigé ainsi qui l'ensuit. Par ladite coustume en ligne directe, representation a lieu. Et pour plus declarer le droit de ladite representation, par l'opinion que dessus, audit chapitre, a esté adiousté l'article qui l'ensuit. Quand il y a enfant male du fils aisné suruiuant son pere, en venant à la succession de ses ayeul ou ayeulle, il represente sondit pere au droit d'aisneesse, & s'il n'y a que filles, elles representent leurdit pere toutes ensemble, pour vne teste, & partissent avec leurs oncles, sans droit d'aisneesse quant ausdites filles. Les vi. xx. xij. & vi. xx. xiiij. articles, selon la cote ancienne, estans audit chapitre de succession contenant. Les enfans du fils aisné, ausquels a esté reserué & permis, par representatiō de leur pere & mere, venir à la succession de leur ayeul ou ayeulle, avecques leurs oncles & tantes, freres & sœurs de leur feu pere, n'ont aucun aduantage esdites successions, à cause de l'aisneesse de leurdit feu pere: mais tous ensemble pour vne teste seulement, comme representans leur pere, viennent aux successions de leurdits ayeul ou ayeulle, avec leurdits oncles & tantes, tant en fief & heritages, tenus noblement comme autres. Les neueux & nieces en ligne directe, venans à la succession d'aucun deffunct, leur ayeul ou ayeulle, qui ayēt suruescu leurs propres enfans apres le trespas d'iceluy deffunct, partissent & diuisent par teste également les biens d'icelle succession. Et n'y peuent les enfans du fils aisné d'iceluy deffunct, ne pareillement l'aisné desdits neueux, soit male ou femelle, prendre prerogatiue ou droit d'aisneesse. Par l'aduis & deliberation desdits gens d'Eglise, Nobles & de ceux du tiers estat, pour la correction ou addition des deux articles precedens, faisans mention de representation, lesdits deux articles, ont esté rayez & mis hors dudit cayer.

Sur le vii. xx. xi. article, estant au chapitre de succession en ligne collaterale contenant. Les parens & lignagers des euesques, & autres gens d'eglise seculiers leur succedent. Au contenu audit article, se sont opposez lesdits abbez de sainte Geneuiefue, saint Magloire, saint Marc de Soissons, tant en son nom, que comme vicaire dudit abbé de saint Denys en France, ledit secretaire de saint Martin des champs, & ledit receueur du temple à Paris, & autres religieux, disans & maintenant, que quand vn euesque ou autre prestre seculier, tenant vn prieuré ou abbaye en commande, despendans de leurs abbayes ou prieuré, va de vie à trespas, que les biens estans en ladite abbaye, prieuré ou autres benefices à l'heure dudit trespas, leur competent & appartiennent, parquoy s'opposoient formellement, que ledit arti. ne fust escrit & arresté pour coustume. Les gens du Roy audit chastelet, preuost des marchās & escheuins de la ville de Paris, les aduocats, praticiens & autres assistans en ladite assemblée, disans ladite coustume estre telle, & qu'ils en auoient tousiours & de toute ancienneté, ainsi veu vser comme vraye & notoire, parquoy deuoit demourer comme il estoit escrit audit cayer. Ce fait, auons ordonné que ledit arti. demoureroit pour coustume sans preiudice de l'opposition des dessusdits, dont ferios mention en nostre proces verbal. Sur le vii. xx. xij. arti. contenant, religieux & religieuses profes ne succedent point à leurs parens, ne le monastere pour eux. A cest arti. s'est opposé ledit receueur du temple à Paris, disant que lesdits du temple, ont priuilege au contraire, protestant que là ou ladite coustume auroit lieu, que ce ne peut nuire ne preiudicier à leurdit priuilege.

Correction
du vi. xx. iij.
arti. au titre
de succes-
sion.

Reformatiō
de l'ar. vi. xx.
& xii. au titre
de succes-
sion.

Correction
de l'ar. vi. xx.
xiii. audit
cha. de suc-
cession.

Correctiō &
abolitiō des
vi. xx. xii. &
vi. xx. xiii.
arti. audit
cha. de suc-
cession, selō
le cayer an-
cien.

Cōfirmation
de l'arti. vii.
xx. xi. audit
cha. de suc-
cession.

Proces verbal

Cófirmation
du vii.xx.xiii.
arti. audit
cha.de suc-
cession.

Les gens d'Eglise, Nobles, Aduocats, Praticiens & gens du tiers estat, maintenant ladite coustume estre telle & toute notoire en ladite preuosté & vicomé. Surquoy auons ordonné par l'aduis & opinion de ceux desdits estats, que ledit article, attendu l'ancien vsage d'iceluy demoureroit pour coustume. Et que lesdits religieux du temple, qui s'opposoient audit article, escriuroient & produiroient ce que bon leur sembleroit, qui seroit monstré & communiqué au procureur du Roy pour y respondre, à fin d'en faire nostre rapport à la Cour. Item au vii.xx. xv. article, estant au chapitre de don mutuel, contenant ce qui s'ensuit. Homme & femme conioints ensemble par mariage, estant en santé, peuuent & leur loist faire donation mutuelle l'un à l'autre également de tous leurs biens meubles, & conquests immeubles, fais durant & constant leur mariage, communs entr'eux, & qui sont trouuez à eux appartenir, estre communs entr'eux à l'heure du trespas du premier mourant desdits conioints, pour en iouyr par le suruiuant d'iceux conioints la vie durant seulement, en baillant par luy caution suffisante de restituer lesdits biens apres son trespas. Apres plusieurs causes & raisons sur-ce deduites & allegues par l'aduis & deliberation de tous les estats dessusdits, à la fin dudit article, a esté adiousté la clause qui s'ensuit. Pourueu qu'il n'y ait enfans, & ou il y aura enfans, ledit don mutuel n'aura lieu pour le temps aduenir.

Adioustement au vii.
xx. xv. art. au
chap. de don
mutuel.

Et sur le ix.xx. i. article, qui est au chapitre de retrait lignager, contenant. Quand audit retrait lignager faire, vient le frere, la sœur ou autre parent prochain dudit vendeur du costé & ligne, dont ledit heritage est mouuant, jusques au cousin germain. Ledit retrayant n'est point tenu rembourser l'acheteur des ventes par luy payees au seigneur foncier, à cause de l'achat par luy fait dudit propre heritage, n'à cause d'icelles ventes, luy offrir aucune chose. Sur lequel article, les gens d'Eglise, Nobles, Aduocats & Praticiens estoient en differend, pour ce que les aucuns disoient, qu'en ladite coustume deuoient estre comprins seulement les oncles, freres & sœurs: Les autres qu'auèques l'oncle, frere & sœur, le cousin germain y deuoit estre comprins, & ne deuoient les dessusdits rembourser celuy, de qui ils retrayoient l'heritage des ventes qu'il auoit payees. Et apres plusieurs causes & raisons allegues au contraire. Par l'aduis & opinion de la plus grand' partie, tant de gens d'Eglise, Nobles que Praticiens, ledit article a esté rayé, comme contraire à bonne raison & equité. Et pour plus declarer le contenu audit chapitre de retrait lignager, de l'aduis & deliberation desdits gens d'Eglise, Nobles, Aduocats, Praticiens & autres du tiers estat y ont esté adioustez les viii.xx. xv. ix.xx. iiii. & ix. xx.v. articles contenans ce qui s'ensuit. S'aucune personne acquiert vn heritage propre de son parent, du costé & ligne dont il est parent, & il vend ledit heritage, tel heritage chet en retrait. Quand heritage propre est acquis, durant & constant le mariage de deux conioints, dont l'un d'iceux est parent & lignager du vendeur du costé & ligne, dont ledit heritage appartenoit audit vendeur. Tel heritage ainsi vendu ne gist en retrait, durant & constant ledit mariage: mais apres le trespas de l'un desdits conioints, la moytié dudit heritage gist en retrait à l'encontre de celuy qui n'est lignager ou ses hoirs, fils ne sont lignagers dudit vendeur, dudit costé & ligne, dont ledit heritage appartenoit à iceluy vendeur, dedans l'an & iour du trespas du premier mourant desdits conioints. Supposé qu'il y eust saisine ou infeodation prinse durant iceluy mariage, en rendant & payant par le retrayant la moytié du sort principal, frais & loyaux coustemens. Item quand le seigneur feodal a prins & retenu par puissance de fief aucun fief tenu & mouuant de luy, & que ledit fief luy est depuis euincé par retrait, le retrayant est tenu payer audit seigneur, les droits de quints & requints si quints y a, auant que ledit seigneur soit tenu de le receuoir en foy & hommage dudit fief, fauf au retrayant son recours cõtre le vendeur, si la vente auoit esté faite francs deniers. Item apres la lecture faite du ix.xx. iij. article, selon la cõte ancienne contenant. Par lesdits vsage & coustume, vn heritage baillé à cens ou rente ne chet point en retrait, si l'n'y a deniers baillez. A esté dit & remonstré par plusieurs des assistans, que ledit article deuoit estre osté dudit cayer, ou à tout le moins corrigé, pour les fraudes & abus que l'on disoit y auoir esté cõmis par cy deuant, & qu'on y pourroit cõmettre cy apres. Et la plus grand' partie desdits assistans, tant de gens d'Eglise, Nobles que Praticiens, ont esté d'aduis & opinion, que ledit article deuoit estre corrigé, & que quãd propre heritage est baillé à rente rachetable, que ledit heritage gist en retrait dedans l'an & iour du bail fait, ou de la saisine ou infeodation prinse, à la charge de payer promptement par le retrayant en faisant l'adiudication du retrait, les deniers du rachat de ladite rente, mais si ladite rente est non rachetable, que ledit heritage ne gist en retrait. Aucuns ont esté d'aduis, que supposé que ladite rente soit non rachetable, que neantmoins

Abolitiõ du
ix.xx.i.arti.
au chap.de
retrait ligna-
ger:& aug-
mentation
des arti. qui
s'ensuiuent.

neantmoins si ladite rente non rachetable est vendue, que ledit heritage chet en retrait dedans ledit an & iour de ladite faisine ou infeodation de la vente de ladite rente. Les autres en petit nombre, ont esté d'opinion que ledit heritage n'est retrayable, iusques à ce que la rente rachetable soit rachetée. Pour la diuersité des opinions, ledit article n'a esté arresté pour la coustume, & ont requis les dessusdits que fissions nostre rapport à la Cour de ce que dessus pour y pouruoir & en ordonner. Et apres lecture faite de tous les articles dudit chapitre de retrait lignager, a esté demandé par aucuns des assistans. Quand vn fief qui est baillé à tousiours à rente emphiteose, retenu au bailleur la foy & hommage, & tous droits seigneuriaux, & il aduient que ledit bailleur ou ses ayans cause, acquierent la propriété & seigneurie vtile dudit fief ainsi baillé, & reunient ladite seigneurie vtile, avec la seigneurie directe. Si telle reunion & consolidation vaut & équipolle à infeodation quant aux lignagers: en telle maniere que si le lignager ne vient au retrait dedans l'an de la reunion, fil peut apres ledit an passé venir au retrait dudit heritage & seigneurie vtile, ainsi reunie, avec la seigneurie directe que dit est. Et aussi quand vn seigneur a acheté aucun heritage tenu en sa censuue, qui est propre au vendeur, si ledit heritage gist en retrait contre le seigneur apres l'an & iour de ladite acquisition passez, fil est mestier qu'és cas dessusdits, ledit seigneur declare en iugement ou autrement lesdites reunion ou acquisition. Aucuns en petit nombre; ont esté d'aduis qu'on deuoit laisser la chose ainsi qu'elle est sans en parler. Les Nobles ont esté d'opinion que le seigneur soit tenu declarer en sa iustice, lesdites reunion ou acquisition, & que l'an dudit retrait, coure du iour & datte de ladite declaration, faite en leur dite iustice & non plustost. Aucuns gens d'Eglise, ont dit que ladite declaration se face par deuant le plus prochain iuge, ou au profne de l'eglise parrochial où ledit heritage est assis. Et la plus grand' partie des Conseillers, Aduocats, Praticiens & gens du tiers estat, ont esté d'aduis que ladite declaration, se face par deuant le plus prochain iuge royal, au lieu où ledit heritage est assis. Surquoy auons ordonné pour la contrariété des opinions, que de ce ferions mention en nostre proces verbal pour par la Cour en estre ordonné.

Les ix. xx. iiij. art. au ch. de retrait lignager a esté remis à la Cour.

Et sur les ix. xx. xvj. articles, selon la cote ancienne estant au chapitre intitulé, Des criees des quatre quatorzeines anciennes, dont la teneur s'ensuit. Par lesdits vsage, stile & coustume, quand aucuns heritages assis en la ville, preuosté & vicomté de Paris, sont saisis & mis en criees par lesdites quatre quatorzeines anciennes, & depuis adiugez par decret, & le rentier qui a la rente nommément constituée & assise sur lesdits heritages, deuëment perceuë & enfaisinee ou infeodee sur iceux heritages, ne s'oppose ausdites criees, en ce cas tel rentier par ladite vente & adjudication de decret, pert seulement les arrerages de ladite rente, & non pas le droit d'icelle.

Autres arti. dudit cha. de retrait, renuoyez à la Cour.

Après la lecture dudit article, fut par nous dit & remonstré ausdits assistans, que ledit article pouuoit estre contre le bien & profit commun des manans & habitans de ladite preuosté & vicomté, par ce que l'acheteur par decret, ne seroit seur de ce qui luy seroit adiugé par decret, qui est l'une & la principale cause pour laquelle se font telles criees, & que si de ladite coustume s'en trouuoit aucune chose par escrit, toutesfois si estoit elle à corriger & moderer. Et en autres bailliages & seneschaucees de ce royaume, semblable article, auoit esté couché pour coustume. Mais les gens d'Eglise, Nobles & Praticiens, auoient requis qu'il fust corrigé en ce qui touche, & concerne les rentes & arrerages constituez sur les heritages criez. Attendu qu'és criees faites en la Cour de Parlement, és requestes du Palais, du tresor, & aussi en la plus-part des bailliages & seneschaucees de ce royaume. Celuy ou ceux qui ne seroient opposans ausdites criees pour rentes & arrerages, le decret adiugé, perdent leur rente & arrerages, qu'ils pouuoient auoir sur lesdits heritages adiugez par decret. Du vouloir & consentement de tous les dessusdits, ledit article a esté rayé.

Abolitiõ du ix. xx. xvj. arti. au cha. des criees.

Sur le ix. xx. xv. articles contenant, qu'un respit ne se peut adapter, n'y auoir lieu contre le deu d'aucun à luy adiugé par sentence diffinitive & contradictoire, louage de maison, arrerages de rentes, moisson de grain, & debtes de mineurs. Par l'aduis & deliberation desdits assistans, a esté escrit comme s'ensuit. Vn respit ne peut auoir lieu contre le deu d'aucun à luy adiugé par sentence diffinitive & contradictoire, louage de maison, arrerages de rentes, moisson de grain, & debtes de mineurs cõtractees avec leurs mineurs ou leurs tuteurs durant leur minorité. Aussi par l'opinion de tous ceux de ladite assemblee. Les articles qui faisoient

Proces verbal

Modificatiō
& auctorisa-
tion, du ix.
xx. xxv. art.
sur le chap.
commēçant
autres cou-
stumes.
adioultmēt
du ix. xx. xix.
articles.
Ceste cou-
stume a esté
par ordon-
nances, de
l'an 15 12.
restrainte à
six mois, &
quant aux
seruiteurs à
vn an.

mention de la forme de releuer les appellations par deuant le preuost de Paris ou son lieutenant, és iurisdicions esuelles il a acoustumé de tenir les assises, & des bestes trouuees en domage, pareillement des adiournez à trois briefs iours, ont esté rayez & mis hors dudit cayer, par-ce que tous ont dit que ce n'estoient coustumes, & que l'on le deuoit alleguer par stile seulement. Ce fait par l'aduis & deliberation de tous les dessusdits a esté adioulté à la fin dudit cayer le ix. xx. xix. article, duquel la teneur s'ensuit. Marchans, gens de mestier & autres vendans leurs denrees & marchandises à detail, medecins, cyrurgiens, barbiers, orfeures, espi- ciers, apothicaires, massons, charpentiers, laboureurs, manouuriers, seruiteurs & autres mercenaires demourans en la ville, banlieuë, preuosté, & vicomté de Paris, ne peuuent fai- re action, question ou demande, de leursdites denrees & marchandises, salaires & serui- ces apres trois ans passez, lesdites denrees vendues, debitees & liurees à detail, ouurages, la- bours, salaires & seruices fais, fors & excepté celles qui seroient conneuës par obligation, ce- dulle ou autrement deuëment. Lesquelles corrections, modifications ou additions du vou- loir & consentement desdits euesques, abbez, gens d'eglise, nobles, conseillers, praticiens, aduocats & autres du tiers estat ont esté faites comme dessus, pour seruir & valoir és que- stions & proces qui suruiendront pour le temps aduenir. Et apres auons demandé ausdi- tes gens d'eglise, nobles, praticiens & autres estans en ladite assemblee, s'ils scauoient au- tres coustumes que celles que dessus. Lesquels & mesmement les praticiens nous ont dit & respondu que non, dont ils fussent recors & memoratifs. Aussi auons demandé ausdits of- ficiers & praticiens desdites preuostez & chastellenies: Lesquels & chacun d'eux nous ont fait response que non, & s'arrestoient du tout ausdites coustumes generales de ladite preuo- sté & vicomté de Paris. Apres lesquelles choses tous les dessusdits concordablement ont esté d'aduis qu'aucun d'oresenauant ne deuoit estre receu à alleguer, poser, ou articuler aucu- nes coustumes autres que celles qui sont escrites & arrestees comme dit est, en nous requere- rans de ce en aduertir le Roy, & en faire mention en ce present proces verbal, ce que leur auons accordé. Ce fait auons prins lesdites coustumes pour les apporter en la Cour de Parlement, & en auons laissé vn double pour mettre audit chastelet, signé de nous com- missaires dessusdits, & desdits lieutenant & greffier de ladite preuosté de Paris. En faisant defenses ausdits lieutenant, officiers du Roy, conseillers, aduocats & praticiens de ladi- te preuosté & vicomté, que d'oresenauant pour la preuue desdites coustumes publiees com- me dessus, ils ne facent aucune preuue par turbe ou tesmoins particuliers: mais seule- ment par l'extrait d'icelles signé & deuëment expedié. Et aussi de non alleguer ne poser au- tres coustumes contraires ou desrogantes ausdites coustumes publiees & arrestees, ains les obseruent & gardent, le tout selon les lettres d'edit du Roy nostredit seigneur, desquelles la teneur s'ensuit.

Lettres en-
uoyees par
le Roy, pour
proceder à
la visitation
des coustu-
mes de ce
royaume.

I Hôteux & perillex re- proche, à ceux qui depuis en ont fait vne bāque de mar- chandise, en reietant mon saint conseil presenté, & depuis imprimé à la fin de mon liure Frā çois, des rētes, rures & mō- moyes. C. M.
2 Cela est vray de ce bon Roy, pere du peuple, ama- teur de la iu- stice, mais de- puis le Guise a fait le cōtrai- re. C. M.
3 Art. 135. de ses ordon- nances, de l'an 1453.

Loys par la grace de Dieu Roy de France. A noz amez & feaux conseillers, maistre Thi- baut baillet, Iaques oliuier presidens, Guillaume dauuet maistre des requestes ordinaire de nostre hostel, Guillaume de beanson, Guy arbaleste, Germain chastellier, François de mor- uiller, Estienne buynart, Iean le lieure, Iaques cheurier conseillers en nostre Cour de Parle- ment, Roger barme nostre aduocat, & Guillaume roger procureur general, Salut & dilection. Comme nous ayons tousiours desiré regir & gouverner noz suiets par bonne & vraye iusti- ce, & icelle garder, faire garder & entretenir en tout nostre royaume, comme la principa- le vertu par laquelle les Roys regnent, & sans laquelle tous royaumes, monarchies & com- munautez publiques ne peuuent continuer ne durer. ¹ Et pour à ce paruenir, ayons quis ¹ & fait querir tous les moyens qu'auons scēu & peu. ² Et singulierement connoissans les ² grandes vexations, longueurs, frais & despens que noz poures suiets ont eu & souf- fert par cy deuant, au moyen de la confusion, obscurité & incertitude qui se trouuoit és coustumes des prouinces, bailliages, seneschauces & autres pays & contrees de no- stredit royaume. Ayons voulu en ensuiuant ce qui auoit esté par plusieurs-fois encom- mencé par noz predecesseurs de bonne memoire, les Roys Charles septième, ³ Loys vn- ³ zième, & nostre feu seigneur & cousin le Roy Charles huitième derniers decedez, & lesquels pour les grans affaires & occupations qui estoient suruenus à nosdits predecef- seurs, n'auoient peu sortir deu & conuenable paracheuement, que les coustumes, que ia par ordonnance de nostredit feu seigneur & cousin, auoient esté rapportees & par vous ou au- cuns de vous, ou autres commissaires à ce deputez par iceluy feu seigneur & cousin, visitees & arrestees, fussent par vous publiees sur les lieux, selon la forme, & en la maniere ordonnee par

par nostredit feu seigneur & cousin. Et soit ainsi qu'aucuns desdits commissaires ia pieça par feu nostredit seigneur & cousin, & par nous commis pour besongner au fait desdites coustumes, soient les aucuns d'iceux decedez & les autres pourueus en autres estats & offices ou dignitez, tellement qu'ils ne pourroient vaquer au paracheuement desdits affaires. Pour-ce est il que nous confians de voz litterature & suffisance, voulons & vous mandons que vous procedez au paracheuement desdites coustumes, en publiant ce que ia a esté veu & arresté sur le fait desdites coustumes, & paracheuant à toute diligence de voir par vous les autres coustumes ia rapportees, & icelles faites publier en chacun noz bailliages, seneschauces & autre iurisdiction de nostredit royaume. Et pour-ce qu'en aucuns de noz bailliages, seneschauces & autres noz pays & seigneuries, lesdites coustumes n'ont esté rapportees par la maniere deuant-dite, ou les aucunes d'icelles, si elles ont esté rapportees n'ont peu estre recouertes ne trouuees. Nous voulons & vous mandons que vous contraignez tous & chacuns noz bailiffs, seneschaux, iuges & autres noz officiers à icelles coustumes rapporter & faire rediger par escrit, avec les modifications, corrections & interpretations & leur aduis, le tout ainsi que nostredit feu seigneur & cousin l'auoit voulu & ordonné, enuoyent par deuers vous dedans certain brief delay, qui par vous leur sera statué & ordonné. Et ausquels entant que mestier seroit, nous enuoyons noz lettres patentes contenans les commissions pour eux assembler & vaquer audit affaire, & la forme qu'ils auront à tenir pour le rapport desdites coustumes. En leur enioignant par vous qu'icelles coustumes, ils ayent à rapporter dedans deux moys au plus tard apres la reception de noz lettres & des vostres, si plus brief terme ne leur estoit sur-ce par vous donné. Et icelles coustumes rapportees, visitez & voyez comme les autres qui ia ont esté veuës & visitees & icelles faites publier comme dessus. Et outre voulons & ordonnons que toutes & chacunes lesdites coustumes, qui ont esté veuës & visitees par vous ou autres commissaires, par nous, ou nostredit feu seigneur & cousin, establis sur le fait desdites coustumes, & aussi icelles qui seront cy apres par vous veuës & visitees, soient publiees par vous ou ceux de vous, qui à ce seront par vous choisis & esleus, pourueu qu'en faisant ladite publication, soit gardé & obserué ce qui s'ensuit. C'est à sçauoir que les gens des trois estats de chacun desdits bailliages & seneschauces de nostredit royaume, soient assemblez en bon & grand nombre, & leurs difficultez & aduis soient leus & ouuers en leur presence. A ce que si les estats ou la plus grand' partie d'aucun d'iceux auoient quelque discord ou differend qui ne se pourroient pour lors terminer, soient rapportez par deuers lesdits gens de nostredite Cour de Parlement, pour par eux vous presens & appelez en ordonner comme de raison. Et neantmoins voulons tous & chacuns les articles desdites coustumes, qui seront accordez

4 par lesdits trois estats, assemblez comme dit est ou par la plus grad' & saine partie 4 d'iceux, & ceux d'entre vous, qui serez commis à la publication d'icelles coustumes, estre publiez & demaintenant pour lors & deslors, pour maintenant les coustumes contenues en iceux articles accordez en la maniere dessusdite. De nostre certaine science, propre mouuement, pleine puissance & auctorité royal, auons decreté & auctorisé, decretons & auctorisons par ces presentes, & icelles voulons inuiolablement estre obseruees & gardees sans enfreindre comme loy perpetuelle. En mandant par ces presentes à noz amez & feaux les gens de noz cours

5 de Parlement à Paris, Thoulouze, Bordeaux, Dyion & nostre eschiquier^s de Normandie, noz bailiffs & seneschaux & autres noz officiers & iusticiers, icelles coustumes faire garder & obseruer, & en faire registres publiques, aux extraicts desquels deuëment fais, soy soit adioutée, & toutes & chacunes les causes dont la decision cherra esdites coustumes soient selon icelles iugees, decidees & determinees sans quelque difficulté, & sans ce qu'on soit tenu de faire enqueste n'autre preuue sur lesdites coustumes que par lesdits extraicts deuëment fais. Si vous mandons & aux deux de vous, qu'en chacun de nosdits bailliages, seneschauces & autres iuridictions & prouinces de nostredit royaume en gardant & obseruant la forme & solennité deuant-dite pour faire ladite publication, vous procedez à publier & faire publier & enregistrer lesdites coustumes en la forme dessusdite. Et icelles faites entretenir, garder & obseruer inuiolablement, comme loy perpetuelle comme dit est. Et neantmoins si en faisant ladite publication y entreuenoient aucunes difficultez sur aucuns articles desdites coustumes, Nous desirans icelles estre vuidees, vous auons donné & donnons, pour faire ladite publication, pouuoir, puissance & auctorité de les accorder, du consentement toutesfois desdits trois estats de chacun bailliage, seneschauce ou iurisdiction, ou de la plus grande &

4 Partât les articles accordez par la plus grad' part des estats, & mu au cousturier sont gardees pour coustume, nonobstant la liti-spendence de l'opposition & appel de la moindre partie. Et ainsi en rsons.

C.M.

5 Il fut erigé en Parlement, l'an 1499. par ce bon Roy, du conseil de Georges d'Amboise, archeuesque de Rouen, qui luy dit du commencement de son regne, Sire oubliez les iniures, & reprenez par iustice. Ce qu'il fit & fut victorieux, & laissa le royaume en paix & riche. C.M.

Proces verbal des Coustu. de la preuosté & vicomté de Paris.

laine partie d'iceux. Et au cas que lesdites difficultez qui suruiendroient sur aucuns articles desdites coustumes, en faisant ladite publication ne pourroient estre vuidez, icelle publication demourant toutesfois en sa force & vertu, quant aux articles & coustumes accordees. Voulons & ordōons que ceux de vous commis à faire ladite publication, mettent & redigēt, ou facent mettre & rediger par escrit icelles difficultez, ensemble les raisons & aduis denordits officiers & desdits gēs des trois estats. Et le tout renuoyent par deuers nosdits gens de nostre Cour de Parlement, pour par eux vous presens & apelez en decider & determiner ainsi qu'ils verront estre à faire par raison. De ce faire vous donnons plein pouuoir, auctorité, commission & mandement especial par ces presentes. Et d'abondant par ces mesmes presentes, mandons & commandons à tous noz baillifs, seneschaux & autres noz officiers & suiets, qu'à vous comme dit est, en ce faisant obeissent & entendent diligemment, en contraignant à ce faire & souffrir tous ceux qui pour-ce seront à contraindre, par toutes voyes & manieres deuës & raisonnables. Nonobstant oppositions ou appellations quelsconques faites ou à faire, pour lesquelles ne voulons aucunement estre differé: car ainsi nous plaist estre fait, nonobstant comme dessus, & quelconques lettres, mandemens ou defenses à ce contraires. Donnē à Bloys, Le xxj. iour de Ianuier, L'an de grace, mil cinq cens & dix, & de nostre regne le treizième ⁶. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy Robertet. En tesmoin des choses dessus contenuës, nous auons signé ce present nostre proces verbal de noz seings manuels, & fait seeller de noz seals, le iour & an dessusdits. Ainsi signé T. Baillet. R. Barme.

6 Ces mesmes lettres estoient de mot à mot transcrites superfluemēt, & par deux fois au proces verbal des coustumes de Meaux, sous la datte à Blois le 18. iour de Septembre, l'an mil cinq cens & neuf, l'an douzième du regne, signé par le Roy, Costereau. C.M.

S'ensuit l'arrest mentionné en la marge du fueil. deuxième, page deuxième.

Entre les Preuost des Marchans & Escheuins de ceste ville de Paris, demandeurs à l'entertainment d'une requeste, & appelans de certain appointment donné par les Commissaires commis à la redaction des Coustumes de la preuosté & vicomté de Paris, d'une part: & les religieux, prieur & conuent de sainct Martin des champs, prieur & religieux du temple religieux, abbé & conuent de saincte Geneuiefue, l'euesque de Paris, & les religieux, abbé & conuent de sainct Magloire, defendeurs d'autre, veu par la Cour le plaidoyé fait en icelle, le dixneuvième iour de May, mil cinq cens cinquante-six, entre icelles parties, par lequel auroit esté ordonné qu'elles corrigeroient & adiousteroient à leurs plaidoyez tout ce que bon leur sembleroit dedans trois iours: autrement lesdits trois iours passez, sans autre conclusion ny signification de requeste, verroit ladite Cour le registre, & les Coustumes, pour en deliberer au conseil les articles desdites coustumes, ensemble le proces verbal desdits Commissaires, les lettres patentes du Roy, donnees à Paris, le deuxième iour de Feurier dernier passé, contenans renuoy fait par ledit Seigneur, en ladite Cour desdites instances de requeste & appel, pour en cognoistre & decider ainsi que de raison, lesdites lettres enregistrees és registres d'icelle Cour par son ordonnance: & tout consideré, La Cour a tenu & tient les appelans pour bien releuez, & en faisant droit sur l'appel par eux interiecté de la sentence ou appointment donné par lesdits Commissaires, l'an mil cinq cens & dix, ladite Cour a mis & met l'appellation, & ce dont a esté appelé, au neant: Et en amendant le iugement & ayant esgard à la requeste desdits preuost des Marchans & Escheuins, ordonne que l'article cinquante-huitième desdites coustumes sera rayé, & que les autres articles faisans mention, que pour rentes constituees à pris d'argent, sont deus lots & ventes, ne demeureront pour ce regard pour coustume: & au lieu dudit article cinquante-huitième sera mis & escrit:

Pour rentes constituees à pris d'argent sur maisons ou autres heritages assis és ville, preuosté & vicomté de Paris, ne sont deus aucuns droits de lots & ventes ny autres profits seigneuriaux, soit pour la constitution ou rachat desdites rentes.

Et a ladite Cour reserué & reserue à ceux qui sous vmbre de ladite pretendue coustume, non accordee & de ladite sentence donnee par prouision par lesdits Commissaires, ont payé aucuns lots & ventes, de pouuoir repeter ce qu'ils auront payé. Et sera le present arrest, leu & publié en iugement à iour de plaidoirie, & en l'auditoire du Chastelet de Paris, en la presence de maistres Guillaume allard & Charles desdormans, conseillers en ladite Cour, qu'elle a commis & commet pour executer ledit Arrest, publié en iugement le dixième iour de May, l'an mil cinq cens cinquante-sept.

Il est

Il est retenu in mente Curia, que des rentes constitues à prix d'argent, à la charge desquel les aucunes venditions volontaires ou adiuications par decret auront esté faictes, sont reputees & les repute la cour faire partie du prix. Et a esté arresté que en ce cas lots & ventes sont deuz aux seigneurs césiers & fonciers, non seulement pour le regard des deniers desboursez: mais aussi pour le fort principal desdites rentes constitues: & sera le present retentum deliuré au greffe de ladite cour aux parties qui le requerront, & enregistré au greffe dudit Chastellet. signé Camus. C.M.

Coustumes generales du bailliage de Meaux.

Coustumes generales du bailliage de Meaux accordees par deuant nous Thibault baillet conseiller du Roy nostre sire, & president de la cour de parlement. Et Roger barne conseiller & aduocat dudit seigneur en ladite cour, commissaires en ceste partie par les gens d'eglise, nobles, practiciens & bourgeois dudit bailliage le deuxiesme iour d'Octobre mil cinq cens & neuf, & autres iours en la ville dudit Meaux. En ensuyuant les lettres patentes du Roy nostredit seigneur à nous enuoyees à ceste fin, datees du.xviii.iour de Septembre audit an.

Chap.1. De l'estat & condition des personnes. Premier article.

N tient au bailliage de Meaux aucunes personnes estre nobles, les autres roturieres & non nobles, que l'on nomme gens de pote. ii.
 Nous trouuons des personnes estre francs & franchises personnes. Les autres serfs & de serue condition, adstrains & liez du lien de seruitude enuers aucun seigneur seculier ou d'eglise ayant iurisdiction temporelle. iii.
 De franchises personnes aucuns sont clerics, les autres sont laiz: les clerics sont personnes ecclesiastiques, en ordre & dignité seruans à l'eglise. i Et les autres sont simples clerics tonsurez, dont les vns sont mariez & les autres non. iiii.

* Entre gens nobles le fruit ensuyt la condition du pere & de la mere: car il suffist que l'un des conioints par mariage soit noble, à ce que les enfans qui en ystont soyent censez & reputez personnes nobles, tellement que si la mere estoit venue & yssue de noble lignee soit cōiointe par mariage à un homme roturier, les enfans qui en ystont sont reputez nobles, supposé que le pere ne le soit pas. Et semblablement si le pere estoit noble & la mere roturiere & non noble, les enfans qui en ystont sont dits & reputez nobles.

* Entre gens roturiers & de pote le fruit ensuyt la condition du ventre. C'est à dire que si la mere est de serue condition, les enfans qui en ystont sont de serue condition.

Chap.2. De douaire coustumier & prefix.

* **V**ne femme apres le deces de son mary a droit de douaire en tous les heritages qu'il auoit au iour qu'il l'espousa, & en tous ceux qui luy sont depuis aduenus en ligne directe, & non en ligne collateral: lequel droit de douaire est appellé douaire coustumier, par lequel elle doit iouyr sa vie durant comme vsufructiere de la moytié desdits heritages, lesquels elle doit soustenir de closture & couuerture, en l'estat qu'elle les treuve ou qu'on les luy a laissez, & payer les charges foncieres que doiuent lesdits heritages. vii.

L'homme qui espouse vne femme, la peut douer de douaire prefix viager, c'est à sçauoir à la vie d'elle de reuenu en grain, argent ou autre chose. viii.

La femme douee de douaire prefix peut apres le deces de son mary choisir & eslire le douaire prefix ou coustumier lequel qu'elle voudra: supposé qu'en son traité de mariage ne soit faite aucune métiō de douaire coustumier: mais si ladite femme veut auoir ledit douaire prefix elle le doit declarer. Et ne courent point les arrerages dudit douaire prefix iusques apres la declaration par elle faite d'iceluy douaire. ix.

Douaire coustumier saisist la femme qui en est douee, non par le douaire prefix, sinō apres qu'elle l'a accepté * en iugement, les heritiers de son mary presens ou deuement appelez. Apres laquelle acceptation ainsi faite que dit est, la femme se peut dire saisie dudit douaire prefix. x.

* Douaire soit prefix ou coustumier n'est propre aux enfans de la personne douee, mais est viager, & dure la vie de la femme seulement.

Des gés nobles & gens de pote. Des gens francs & des serfs.

1 Ceux cy seulement sont de l'eglise, & les autres sequens sont par laiz, quelque rōsurre papistique qu'ils ayent. Comme i'ay dist des l'an 1542. en mes annotations

v. sur mes conseils d'Alexandre, conf. 8. libr. 1. & 9. ans apres en mon liure contre les abus. C.M.

* Les enfans yssus de pere ou mere noble, sont reputez nobles.

* Partus sequitur ventrem.

* Des heritages sus lesquels douaire coustumier a lieu. Fême douee de douaire prefix peut eslire le douaire coustumier.

* Ce que s'ensuit est adiousté.

Douaire n'est propre aux enfans.

Couſtumes generales du bailliage de Meaux

Chap. 3. De donations tant ſimples comme celles qui ſont faites entre viſs durant & conſtant le mariage d'aucunes perſonnes en conſemplation dudit mariage. xi.

Quand vn enfant peut eſtre aduātage plus que l'autre.

Eux conioints par mariage ne peuuent aduātager aucū de leurs enfans plus l'vn que l'autre au preiudice de l'vn ou de l'autre. Si ce n'eſt en faiſant & traitant le mariage de l'vn de leurſdits enfans. Auquel cas en faueur dudit mariage ils peuuent aduātager l'vn de leurſdits enfans. xii.

Mais ſi celuy qui a receu ledit aduātagement audit traité de mariage veut venir à la ſucceſſion de ſes pere & mere: auāt qu'il y puiſſe venir ou ſucceder, il doit rapporter ce qui luy a eſté aduātagé. Aliàs il ne ſuccedera point, & en rapportant ſuccedera, autrement non. xiii.

Et ſ'il ſe veut tenir à ce qui luy a eſté donné & aduātagé par ſes pere & mere, faire le peut & pourra, & ſoy tenir à ce qui luy a eſté aduātagé. xiiii.

Et n'y a point de differēce ſi ledit aduātagement eſt fait de propres ou d'acquets. xv.

De donatiō faite en conſemplation de mariage futur. Donation faite retēto vſufructu, equipole à vraye tradition. Donner & retenir ne vaut rien.

Homme & femme peuuent entr'eux faire donations, en conſemplation de leur mariage futur, leſquelles ſont valables, & tiennent ſelon les pactions & conuentions appoſees en icelle en faueur dudit mariage. xvi.

Donation faite à perſonne capable, retenu au donnāt l'vſufruit de la choſe donnee, eſt bōne & valable, & equipolle retention d'vſufruit à vraye tradition reelle & actuelle, tellement que pour la validité de ladite donation n'eſt requiſe autre apprehenſion de fait. xvii.

Donation pure ſans cauſe ou condition faite entre viſs ne vaut, ſi le donateur retient à ſoy & meurt ſaiſi & veſtu de l'heritage & choſe donnee, meſmes quand il y a plus d'vn an & iour que la donation a eſté faite, car donner & retenir ne vaut par ladite couſtume. xviii.

Chap. 4. De donation mutuelle.

Donation mutuelle ſe fait des biens meubles & cōqueſts immeubles.

De la charge du don mutuel.

Celuy qui accepte la donatiō mutuelle doit faire inuentaire & bailler caution.

Donation mutuelle par la couſtume ſe fait entre deux perſonnes de condition franche, ſoyent nobles ou roturiers conioints par mariage non ayans enfans, de tous les biens meubles & cōqueſts immeubles qu'ils ont faits conſtant leurdit mariage à celuy qui deſdits conioints ſuruiura, tellement que par vertu de ladite donation mutuelle le ſuruiuant aura leſdits biens meubles & conqueſts immeubles ſa vie durant ſeulement. xix.

Item & en acceptāt par ledit ſuruiuant, leſdits biens meubles & conqueſts immeubles, ledit ſuruiuant eſt tenu payer toutes les debtes qui eſtoyēt communes à l'heure du trespas du premier decedé: & les laiz mobiliaries, avec ſes obſeques & funerailles, & non pas les laiz reaux ne les debtes reelles conſtituees ſur les heritages propres du premier decedant. xx.

Donation mutuelle faite entre deux conioints par mariage ne faiſiſt point. xxi.

Ladite donation mutuelle eſt viagere ſeulement, & non à perpetuité, & à la vie du ſuruiuant deſdits deux conioints, à ce qu'il tienne & poſſede ſa vie durant ſeulement les meubles & conqueſts immeubles. Et eſt tenu ledit ſuruiuant faire inuentaire & priſee deſdits meubles & conqueſts immeubles: & bailler caution aux heritiers du premier decedé de rendre apres ſa mort la moytié deſdits biens meubles & conqueſts immeubles, ſelon que la priſee & valeur leur en ſera faite. Sur laquelle priſee & eſtimation ſera premier diſtrait ce que montent les debtes communes du premier defunct & du ſuruiuant, & ce qu'il faut pour acquitter le teſtament dudit defunct avec ſes obſeques & funerailles. xxii.

Et outre ledit ſuruiuant doit bailler caution de ſouſtenir leſdits conqueſts immeubles durant ſa vie, & les rendre quittes & deſchargez pour la moytié, tant de cens, rétes qu'autres redevances, dont ſont chargez leſdits conqueſts immeubles enuers les ſeigneurs dont ils ſont mouuans, aux heritiers du premier defunct. xxiii.

Item il conuient qu'en faiſant telles donations mutuelles, que les donnans n'ayent aucuns enfans, & qu'ils ſoyent en bonne ſanté corporelle, & en bon ſens & entendement. xxiiii.

Donation mutuelle n'a point de lieu en propre heritage, mais ſeulement en meubles & conqueſts immeubles. xxv.

Donation mutuelle à vie ſeulement. Par teſtament pere & mere ne peuēt aduātager l'vn de leurs enfans pl^s que l'autre.

Par ladite couſtume donation mutuelle ne ſe peut faire à perpetuité entre deux conioints par mariage. Etiam non exiſtentibus liberis.

Chap. 5. Des teſtamens, & quelles perſonnes ne peuuent teſter. xxvi.

Oute perſonne franche, ſoit noble ou roturiere habille à teſtament, peut teſter, & par ſon teſtament diſpoſer de tous ſes biens meubles & conqueſts immeubles, & du tiers de ſes propres heritages à quelque perſonne qu'il luy plaiſt, excepté à ſa femme & à ſes enfans, & aux enfans de ſes enfans: auſquels enfans des enfans viuant leur pere ou mere, re,

re, on ne peut donner par son testament plus à l'un qu'à l'autre.

xxvii.

Et si aucun fait testament outre le tiers de ses propres, le testament ne tient & ne vaut en ce qui excède le tiers: pource que par ladite coustume il cōvient & est requis qu'à l'heritier & plus prochain à succeder demeuret les deux pars des heritages propres, dudit defunct, francs, quittes & deschargez de toutes debtes & laiz testamentaires. Et faut que les debtes soyēt payees auant que l'heritier soit contraint deliurer au legataire les meubles & immeubles, conquests & tiers des propres, * ou que ledit legataire ait baillé caution de payer & acquitter toutes & chacunes debtes, obseques & funerailles.

Al'heritier doivent demourer quittes les deux pars de l'heritage propre.

* Ce que s'ensuyt est adioucté.

xxviii.

Institution d'heritier n'a point de lieu, au preiudice des plus prochains habilles à succeder.

xxix.

Vn bastard comme personne franche qui est en aage suffisante peut tester & faire testament de ses acquests & conquests immeubles, en la forme & maniere qu'autre personne procreée en loyal mariage.

Les bastards peuuent tester desmeubles & conquests immeubles.

Des biens des bastards

xxx.

Et si l'heritier decede sans testament faire, la succession vient au Roy, & si il fait testament, ledit testament accompli, ce qui reste appartient au Roy: car les successions des bastards sont & appartiennent au Roy, si ils n'ont enfans de leurs corps procreez en mariage.

xxxii.

Si tels bastards procreez & naiz en la iustice haute, moyenne & basse d'aucuns seigneurs de leurs femmes de corps, naiz de condition serue d'iceux seigneurs, & qu'ils meurent & decedent esdites seigneuries, les biens desdits bastards appartiennent en ce cas, aux seigneurs desdits lieux & non au Roy.

Des biens des bastards naiz de condition serue.

xxxiii.

Le legataire n'est point saisi des choses à luy laisseees.

xxxiiii.

Item que nul ne peut estre heritier & legataire.

Chap.vi. Des executeurs des testamens.

xxxv.

Es executeurs sans faire inuentaie des biens meubles demourez du decés, l'heritier

L ou heritiers presens ou appelez ne se peuuent dire saisis.

xxxvi.

L'executeur d'aucun testament apres inuentaie deuement fait, est saisi dedans l'an & iour de tous les meubles demourez du decés. Et supposé que l'heritier offre accomplir le testament, & de ce bailler caution ou de laisser es mains de l'executeur autant que se monte le cler dudit testament. L'executeur toutesfois dedans ledit an & iour ne sera dessaisi.

L'executeur n'est saisi sans faire inuentaie &c. L'executeur apres l'inuentaie fait est saisi entierement de tous les meubles &c. Des executeurs qui ne veulent accepter l'execution.

xxxvii.

Si les executeurs nommez en testament ne veulent accepter la charge de l'execution d'iceluy: le iuge y peut subroger & mettre autres en leur lieu.

xxxviii.

Si l'n'estoit que les heritiers voussissent prendre la charge & bailler caution de ce faire

xxxix.

Quand il n'y a point de biens meubles en la succession d'aucun trespassé qui a nommé & esleu aucuns executeurs, iceux executeurs peuuent engager, hypothéquer, vendre à faculté de réemerer, si à ladite faculté de reemerer ils trouuent acheteurs. Alias peuuent vèdre simplement des heritages demourez du decés dudit defunct, en ayant permissiō de iustice: pource que preallablement ils ayent denoncé aux heritiers dudit defunct, si ils sont presens si leur intention est de fournir d'autres biens pour accomplir le testament & volonté dernière, dudit defunct obseques & funerailles. Et lesquels heritiers si bon leur semble peuuent distribuer argent ausdits executeurs pour fournir & accomplir ledit testament & dernière volonté dudit defunct, & payer les obseques & funerailles. Et si lesdits heritiers fournissent argent, lesdits executeurs ne peuuent engager, hypothéquer, vendre à faculté de réemerer, ne simplement des heritages dudit defunct.

Du pouuoir des executeurs testamentaires quand il n'y a meubles.

Chap.7. Comment au Roy ou à l'euesque appartient l'audition des testamens.

xl.

I V Roy & à l'euesque¹ & à chascun d'eux par preuention appartient l'audition des cōtes des testamens & non à autre. Et si le Roy preuient, l'euesque n'en a point de cognoissance. Et pardeuant eux peut l'en traiter & conuenir ou par deuant leurs officiers les executeurs apres l'an & iour pour rendre le conte de l'execution dudit testament.

¹ La verité est que c'est à la seule iustice seculiere comme l'ay prouué, au liure contre les abus & petites dattes. C.M.

Chap.8. Des successions & hoiries.

xli.

E mort saisit le vif son plus prochain hoir habile à luy succeder.

xlii.

L En ligne directe representation a lieu: toutesfois fille ne represente son pere en droit d'aineesse: mais le fils represente son pere en droit d'aineesse, quand celuy à la succession duquel il viét pat representation n'a point d'autres hoirs males: car si il auoit aucun hoir male, viendroit seulement par representation en la succession comme puisné.

Quand representation a lieu.

xliij.

Coustumes generales du bailliage de Meaux

Propre heritage ne remonte point.

Successions peuuent aduenir à aucuns en droite ligne ascendant ou descendant, ou en ligne collateral: les enfans suruiuans succedent en tout au pere & à la mere, & eux non estans les soubz fils & lesdits soubz fils & autres descendans vsque in infinitum, non estans succedent les ascendans en ce qui est de meuble & conquest immueble. Et au regard du propre de celuy qui decede non estans aucuns des descendans: il retourne au plus prochain de la ligne collateral, car ledit propre ne remonte point. Et si doit tousiours retourner en ligne dont il est venu, soit directe ou collateral. xliiii.

Les collateraux en pareil degré succedent par testes.

Succession ne monte point en ligne directe, fils n'ont encores biés meubles & conquests immeubles. Et au regard du propre il passe les collateraux: quant aux meubles & conquests immeubles ceux qui sont les plus prochains succedent. Et aussi quant aux propres fils sont du costé dont ils sont venuz, & quand ils sont esgaux & en pareil degré ils succedent esgalement par testes. xliiii.

Le fils qu'at aux fiefs nobles prend autant que deux filles.

En succession de ligne collateral ceux qui ataignent de l'un des costez soit paternel ou maternel, succedent esgalement & emportent autant en biens meubles & conquests immeubles, que ceux qui sont conioints & ataignans au defunct des deux costez, c'est à sçauoir de pere & de mere ensemble. Autre chose est à dire des propres: car ils retournent tousiours en la ligne dont ils sont venus. xlv.

Le fils nay de pere serf & de mere franche ne succede point au pere.

Entre gens nobles les heritages non nobles se partent esgalement, mais es heritages de fief quand c'est en ligne directe, vn enfant male prend autant que deux filles. Si c'est en ligne collateral, les filles n'y prennent rien quand il y a enfans males aussi prochains qu'elles, & si elles sont les plus prochaines, elles succedent entr'elles esgalement & sans droit d'aineesse tant en ligne collateral que directe. xlvii

Les parens & lignagers des euesques & autres gens d'eglise seculiers leur succedent. xlvii.

Les religieux profez ne succedent point, ne le monastere pour eux. xlviii.

Le franc ne succede point au serf, nec eontra quant aux biens qui cheent en morte main, en telle maniere que si vn enfant est nay de pere serf & de mere franche, il est franc, & ne succede point à son pere serf, s'il n'estoit que ledit pere serf eust d'autre precedent mariage enfans nez de mere serue: & de telle condition que ledit pere estoit enuers vn mesme seigneur. Auquel cas les enfans d'icelle condition succederont, iaçoit ce que les eust partis.

Chap. 9. Comment se partissent les biens meubles & conquests immeubles entre le suruiuant de deux conioints par mariage apres le deces de l'un deux. xlix.

Le suruiuant de deux conioints prend les meubles & moytié des conquests &c.

Le suruiuant de deux personnes nobles ou le mary noble cōioint par mariage, a les biés meubles & moytié des conquests immeubles faits durant & constant le mariage, si dudit mariage n'y a aucuns enfans. Et ledit suruiuant qui prend lesdits meubles & la moytié desdits conquests immeubles, est tenu de payer les debtes mobiliaries qui estoient deuës à l'heure du trespas du premier decede. Et si doit & est tenu faire enterrer & inhumer le corps du premier trespas, payer ses obseques, messes & funerailles de son enterrement. Et avec ce payer & acquiter tous laiz qui sont laissez pour vne fois avec les charges que doiuent lesdits conquests. Et si dudit mariage y a enfans, entre le suruiuant & lesdits enfans se partent les meubles & payeront les debtes par moytié. Et au regard des obseques & funerailles se payeront par les enfans. l.

Après le trespas du premier decedant conioint par mariage, les heritages par eux acquis se diuisent entre le suruiuant & les heritiers du trespas: & les meubles aussi, si ce sont gens roturiers & de pote & non nobles. lj.

Entre gens de pote apres le deces de l'un d'entre eux, & que les meubles sont partis entre eux & les conquests immeubles, le suruiuant doit payer la moytié des debtes, & les heritiers du trespas l'autre moytié. Et doiuent les heritiers dudit trespas acquiter le testament, obseques & funerailles, & non le suruiuant qui prend l'autre moytié. lij.

La forme de renocer par la femme noble aux biés du trespas.
De la femme roturiere qui renoce aux biés de son feu mary.

La femme noble apres le deces de son mary noble, peut renocer si elle veut aux biens meubles & conquests immeubles, & par ce moyen n'est tenuë de payer les debtes de son mary: & en demonstrence doit mettre les clefs sur la fosse du trespas, en declairant qu'elle renoce ausdits biens meubles & conquests immeubles. liii.

La femme roturiere renonçant aux meubles & conquests immeubles demourez apres le trespas de son mary, & mettât les clefs sur la fosse de sondit mary, n'est tenuë payer les debtes constituees par sondit mary. liiii.

Le

Le mary noble supposé qu'il renonce aux meubles & conquests immeubles : neantmoins si est il tenu d'acquiter les debtes qu'ont esté contractées durant le mariage, pource qu'il est aucteur desdites debtes. lv.

La femme qui a suruescu son mary, & renoncé aux biens meubles & conquests immeubles faits durât le mariage, afin de soy descharger du payemēt des debtes, ne pert pas son douaire : mais demoure douee de douaire coustumier ou prefix selon la diuersité des cas. lvi.

Le mary & la femme sont vns & communs en tous biens meubles, debtes & conquests immeubles, en telle maniere qu'apres le trespas de l'un ou de l'autre, lesdits biens meubles, debtes & cōquests immeubles se partent par moytié entre le suruiuant & les heritiers du premier trespas, & doiuent payer les debtes par moytié s'il n'y a priuilege de noblesse du costé du mary : ou traicté de mariage desrogant à ce. lvii.

Vn homme maryé est censé & réputé vsant de ses droits, & est hors de la puissance de son pere, & peut vser & iouyr de ses droits en quelque aage suffisant, toutesfois que soit cōtracté ledit mariage. lviii.

La femme mariee est en la puissance de son mary, iacoit qu'elle ait pere ou ayeul paternel, & ne peut faire aucuns contracts entre vifs, n'estre en iugement sans l'autorité de sondit mary ou de iustice. lix.

Le mary peut disposer durant le mariage de luy & de sa femme, soit qu'il soit noble ou roturier, sans le vouloir & consentement de sadite femme, de tous biens meubles qu'ils ont, aussi de tous les immeubles conquests qu'ils ont acquis constant leur mariage, les vendre, engager & en disposer ainsi que bon luy semble. lx.

Combien que le mary aye administration & disposition liberale de pouuoir aliener par contracts entre les biens meubles & conquests immeubles communs & appartenans ausdits maryez durant ledit mariage : neantmoins ledit mary par testament ou ordonnance de derniere volonté ne peut disposer desdits biens, debtes & conquests immeubles quant à la portion de ladite femme, & au preiudice d'icelle ou de ses heritiers, ne pareillement la femme au preiudice de sondit mary ou ses heritiers, quant à sa portion.

Chap. io. D'acquérir communauté & partir les biens communs.

lxi.

I aucun a enfans en premier mariage, & luy estant en viduité les tient avec luy, s'il mesle leurs biens avec les siens sans auoir fait inuentaie ou partage avec lesdits enfans, & qu'ils soyent avec luy par an & iour : lesdits enfans acquerront communauté avec leur pere en biens meubles & immeubles : conquests & acquests par ledit pere faits durant le temps de la societé. lxii.

Lesdits enfans se peuuent passer si bon leur semble de ladite communauté, & demander la part que leur est aduenüe & escheuë par leurs pere & mere, & aussi les loyers & salaires tant de ladite succession que d'autre. lxiii.

Et quand telle communauté est contractée par an & iour, par ladite coustume se partissent les biens, en telle maniere que ledit pere & sa femme secōde, prēnent chascun pour teste, c'est à sçauoir les deux pars, & les fils ou fille le tiers : & si ledit fils estoit maryé, luy & sa femme emporteront autant que son pere & sa dame. lxiiii.

Item sera obseruē audit bailliage qu'aucuns marchans gens de mestier & autres vendans, leurs denrees & marchādises à detail : ne medecins, chirurgiēs, barbiers, orfeures, appoticaires, massons, laboureurs, charpentiers, manouuriers : seruiteurs & autres mercenaires demourans au bailliage de Meaux & és anciens ressors d'iceluy, ne peuuent faire action, question, poursuyte ou demande de leursdites denrees & marchandises, seruices & salaires apres deux ans passez, lesdites denrees vēdues & debitees à detail, ourages, labours, salaires & seruices faits fors & excepté celles qui auront esté & seront reconneuz par obligation, cedulle ou autre reconnoissance legitime.

Qui espouse la femme il espouse les debtes.

Chap. ii. Comment rente achetee, est censée heritage.

lxvi.

N tient par la coustume de ce bailliage que rente acheptee est tenue & reputee pour heritage : en telle maniere que si aucun achepte d'un vendeur rente sur sesheritages & il va de vie à trespas, ses heritiers doiuent partir ladite rente comme heritage, supposé que ladite rente soit racheptable. lxvii.

Et si aduenoit que lesdits enfans ausquels ladite rente est aduenue, le vendissent à aucun

Femme qui renonce aux biens de son mary ne pert son douaire. Societé entre le mary & la femme.

Homme marié est réputé aage, & vsant de ses droits. Femme ne peut cōtracter sans son mary & c. Le mary peut aliener tous les biens meubles & conquests. Le mary par testament ne peut disposer des biens & c. au preiudice de sa femme.

De la communauté de biens que acquierent les enfans avec leur pere & c.

Cōmunauté de biens est contractée par an & iour entre les enfans & le pere, & c. Ceste coustume est restraite par l'ordonnance du Roy à six mois & c.

1 Sus Paris, ar. 57. 98.

Coustumes generales du bailliage de Meaux

qui ne fust de la ligne dudit acheteur trespaslé, elle seroyt retrayable par les lignagiers d'iceluy defunct acheteur: pour ce qu'elle a fait souche en la personne desdits heritiers, & est propre à eux. lxviii.

Les detenteurs propriétaires d'aucuns heritages sont tenus de payer les charges.

Tous detenteurs & propriétaires d'aucuns heritages sont tenus personnellemēt de payer les rétes & charges dont les heritages sont tenus & redeuables, escheuz du temps qu'ils ont esté detenteurs & propriétaires d'iceux, & depuis le temps qu'ils ont esté deuément certifiez par les creanciers, mais quant aux arrages precedans en seront quittes en renonçant ausdits heritages. lxix.

Combien que les fruits pendans en aucun heritage soyent de droit reputez partie du fons, toutesfois ils sont reputez meubles par la coustume, quant à succession & partage, és cas qui s'enfuyent. lxx.

Les fruits pendans sont reputez meubles.

Primo, quād aucun a baillé son heritage à vn laboureur son fermier ou mestayer à tiltre de moisson: & ledit fermier a labouré & ensemencé ledit heritage: les emblaueures & gaignages non coupeez ne separez, sont fons reputez meubles: tellement qu'apres son trespas s'il est marié sa femme en prent la moytié, & les heritiers de luy l'autre, & se part comme meuble, tout ainsi que s'ils eussent esté coupeez & leuez. lxxi.

De la diuision des fruits pendans sur la terre.

Secundō, quand vne femme mariee a aucuns heritages de son propre ou d'acquest fait au parauant son mariage, & tels heritages sont labourez & semez, ou faits & cultiuez de leurs biens & à fraiz communs, si ladite femme ou son mary va de vie à trespas auant lesdits fruits coupeez: tels fruits sont reputez meubles, & se partent par moytié entre le suruiuant & les heritiers du trespaslé. Et s'ils doyent estre leuez & les façons qui resteroient faire faites à fraiz communs, toutesfois au cas que le mary suruiue, les heritiers seront tenus en prenant la moytié desdits fruits, payer la moytié de moisson desdits heritages aux heritiers de ladite femme trespassee: & si le mary trespasse auant sa femme, elle a la moytié desdits fruits par droit de douaire, & aussi par la coustume dessus posée. lxxii.

Les fruits naturels pendans ne sont reputez immeubles.

Ce que dit est dessus n'a pas lieu és fruits naturels & d'heritages qu'on ne labore point, comme en prez & herbes qui ne requierent point de culture n'industrie: Car tels fruits sont reputez estre partie du fons, & chose immeuble, iusques à ce qu'ils ayent esté coupeez & despoillez.

Chap. 12. Des seruitutes reelles.

lxxij.

De ne faire puy ou priuee entre deux voisins. Du mur moytoyen.

N ne peut faire puy, priuee, ou four contre quelque mur entre deux voisins que celui qui fait ledit four, puy, ou priuee ne soit tenu faire vn cōtremur entre lesdits puy, four ou priuee: & le mur moytoyen. lxxiii.

Quand aucun mur est moytoyen entre deux voisins, & l'un desdits voisins a terre de son costé plus haute que l'autre voisin, celui qui a les terres plus hautes, est tenu de faire contremur contre ledit mur moytoyen de son costé, de la hauteur desdites terres, pour euitier à ce qu'elles ne pourrissent ledit mur moytoyen. lxxv.

Seruitute ne se acquiert sans tiltre.

La tolerance ou souffrance d'aucun qui a souffert autruy auoir veuë, aigousts ou eschellage en son heritage, ne donne ne fait acquerir iouyssance cōtre luy sans tiltre expres, sinon qu'il l'eust voulu empeschier ou contredire & que nonobstant son empeschement ou contradiccion celui qui auoit eu au parauant lesdites veuës, aigousts ou eschellages en eust iouy, & en cas il pourroit prescrire lesdites seruitutes par longue espace de temps. lxxvi.

De la reedification du mur moytoyen. Des veuës faites sur le mur moytoyen.

Quand aucun edifie & il dresse ou fait dresser vn mur qui soit moytoyen à luy & à vn autre, celui qui ne reedifie & qui a moytié audit mur, doit contribuer aux fraiz qui se feront à la reedification dudit mur, tant és fondemens que iusques à huit pieds de haut hors terre & rez de chaussée. Et si au residu ne veut contribuer, l'autre peut neantmoins reedifier ledit mur, & y faire veuë au dessus de sept pieds de hauteur: & és chambres de six pieds. Et ce nonobstant si l'autre en apres veut reedifier, il le peut faire & soy ayder dudit mur, en payant la moytié des fraiz & despens qui auroyent esté faits pour reedifier ledit mur, & doit celui qui a premier edifié estouper ses veuës: & s'il est que ledit voisin ne vueille edifier audit mur, les veuës que ledit voisin aura faites demourerōt, & ne pourra contraindre ledit voisin a estouper lesdites veues: pourueu que lesdites veuës & fenestres soyent à voirre & fer dormant.

Chap. 13. Des seruitutes personnelles.

lxxvij.

Des enfans naiz de pere noble & de femme serue,

N tiēt pour coustume audit bailliage que si vn homme noble espouse vne femme qui fust de seruite condition, que les enfans qui naissent de tel mariage sont nobles & n'enfuyent pas la condition de leur mere, mais aussi ils ne succedent pas à elle en biens qui qui

qui cheent en morte main enuers le seigneur de leur dite mere. lxxviii.

Item les hommes de serue condition ne se peuuent ne doiuent marier à femmes franches ou d'autre condition, que de la seruitute d'ot ils sont, sans le congé & licéce de leurs seigneurs. Et s'ils font le contraire, ils sont amendables par ladite coustume enuers le seigneur dont ils sont serfs d'amende qu'on nomme vulgairement amende de formariage. lxxix.

On tient aussi par ladite coustume, que les enfans mâles d'une femme de seruite condition, ne peuuent prendre, auoir ou porter couronne ou tonsure clerical sans administration, congé ou licence du seigneur dont ils sont serfs.

C H A P. I4. *Des prescriptions.*

PAR ladite coustume generale obseruee audit bailliage quand aucun possède quelque heritage à iuste titre & de bonne foy, comme d'achat ou permutation, ou autre titre legal & ciuil, s'il detient & possède ledit heritage par le tems de dix ans entre presens aagez & non priuilegiez, il a acquis tout droit de prescription, & tellement que ledit heritage ne luy peut estre euincé. lxxx.

Par ladite coustume on tient & repute presens ceux qui demeurent en vn mesme bailliage Royal. lxxxii.

Entre absens aagez & non priuilegiez quand aucun possède à iuste titre legal, ciuil & de bonne foy, comme dit est, aucun heritage par le temps de vingt ans paisiblement & sans inquietation, il acquiert tout droit de prescription, & tellement qu'on ne le peut euincer.

C H A P. I5. *De retrait lignager.*

ON ne peut faire adiourner en cas de retrait lignager par la commission du iuge, l'acheteur d'un heritage, & faut que la commission porte nomme emet que ce soit pour adiourner en cas de retrait lignager tel, à la requeste de tel, comme parent & lignager de celui qui a vendu ledit heritage. Et aussi que la relation du sergent face mention comme celui qui est adiourné, est adiourné en cas de retrait, à la requeste d'un tel, & qu'il y ait tesmoins à faire les adiournemens. lxxxiii.

Qui veut faire adiournement sans commission audit cas de retrait, faire le peut, mais il cōvient que l'adiournement soit libellé, & qu'il y ait tesmoins presens. lxxxv.

Au iour de l'assignation celui qui demande auoir heritage par retrait, est tenu d'offrir & consigner deniers s'il veut faire les fruits siens, autrement s'il les offre sans consigner, il ne fait point les fruits de l'heritage qu'il querelle, siens. lxxxvi.

Et s'il fait ladite consignation, les deniers seront mis à la discretion de iustice. Si n'est que celui qui est poursuiuy audit cas de retrait, monstre les lettres qu'il a de l'acquisition de l'heritage qu'on retrait. En ce cas en monstrant lesdites lettres, celui qui poursuit ledit retrait est tenu de consigner la somme contenuë esdites lettres, s'il veut faire les fruits siens: & faut que ledit poursuyui par retrait, afferme quelle somme il paye de ladite acquisition: & s'il est refusant d'affirmer, la consignation sera faite à la discretion du iuge. lxxxvii.

Toutes & quantes fois qu'un vend son propre heritage soit aduenu par pere ou par mere, par frere, seur ou autre prochain parét dudit vendeur du costé & ligne dont procede l'heritage vendu, soit que ledit heritage soit tenu en fief ou censue, il loist au lignager dudit vendeur, qui luy atteint du costé & ligne dont à iceluy vendeur est venu & escheu ledit heritage, de demander, requerir & poursuyure dedans l'an & iour ensuyuât, la saisine dudit heritage, iceluy heritage auoir par retrait lignager, & l'euincer hors des mains dudit acheteur, ou de celui qui le tient & possède, s'il n'estoit que ledit acheteur l'eust depuis transporté pendant ledit an & iour, en rébourfant ledit acheteur ou autre possesseur du principal des deniers dudit achat, & payant les loz, ventes, saisines & dessaisines, avec les loyaux cousts faits par ledit acheteur, lequel retrayant, ne payera qu'une fois les loz, ventes & droits seigneuriaux, selon la coustume des lieux où ils seront deuz. lxxxviii.

L'an & iour du retrait des heritages vendus propres & mouuans en censue, ne commence iusques à ce que le vendeur soit desaisi & deuestu en la main du seigneur censier dont sont lesdits heritages au proufit de l'acheteur, & que ledit seigneur censier en ait fais & vestu ledit acheteur. Et ce fait, & non deuant, commence à courir l'an & iour dudit retrait. lxxxix.

Es heritages feodaux l'an & iour du retrait commence à courir apres que le seigneur feodal a receu à homme l'acheteur, & la fait possesseur du fief entant qu'à luy touche ou donne souffrance. xc.

Celuy lignager qui intete dedans l'an & iour de la vèdition, le premier cas de retrait par la

D

De l'amende de formariage.

Enfants nays de femme serue ne peuuent estre tonsurez.

Prescriptio cum titulo acquiritur inter presentes spatio. x. annorum.

La maniere de faire adiourner en cas de retrait lignager.

Adiournement en cas de retrait, doit estre libellé.

La forme de proceder au retrait lignager.

L'an du retrait ne commence sinò deuy la saisine.

Coustumes generales du Bailliage de Meaux

dite coustume c'est celuy qui est dit le plus prochain, Etiam si fit in remotiori gradu. Car il fuffit qu'il soit venu & yflu du costé dont procede ledit heritage, s'il le veut auoir par retrait. xcj.

Si on vend vn heritage à vn qui soit de la ligne, par la coustume tel heritage ne chet point en retrait. xcii.

Et si ledit acheteur qui est de la ligne reuend ledit heritage à vn estrange, & qui n'est point de la ligne, tel heritage chet en retrait, & faut que le retrayant rende l'argent de la seconde vendition. xciii.

L'herita. a-
cheté par le
mary d'un li-
gnager de
la femme ne
gist en re-
trait.

Si vn hōme qui est marié achete aucun heritage d'un vendeur parent & lignager de la femme du costé & ligne dont audit védeur est venu l'heritage, pendāt & cōstāt le mariage, tel heritage ne chet en retrait, pource que l'hōme & la femme sont vns & cōmūs en biés, mais le mariage dissolu pource que l'heritage se partist, s'il est que le mary suruiue la fēme, ce q' escherra au mary ou ses hoirs estrangez de la ligne, chet en retrait pource qu'il n'est de la ligne. xciiii.

Et semblablement si ledit mary durāt & cōstāt le mariage acqueste d'un sien parent lignager il n'y a point de retrait, mais apres le trespas du mary la part dudit conquest q' eschet à la femme est retrayable: & faut rendre la moytié du pur fort avec les loyaux cousts. xcv.

Et supposé que le mary ou femme fussent enfaïnez apres le trespas de l'un ou de l'autre, il est requis que ledit suruiuant iouysse dudit heritage par an & iour, outre lequel an & iour on n'est plus receu à poursuyure ledit heritage par retrait. xcvi.

En retrait li-
gnager n'a
point de ga-
renie.

Les hoirs d'un vendeur apres son trespas peuuent retraire l'heritage par luy vendu, pource qu'en matiere de retrait il n'y a point d'euiction de garantie. xcvii.

Si plusieurs lignagers poursuyuent l'heritage par retrait, ex eodem contextu & en vn mesme iour que l'adiournement soit fait, & qu'ils soyent en pareil degre, ils viendront audit retrait. Et par portion esgallement. xcviii.

De celuy
qui est ad-
iourné à la
requeste de
plusieurs en
retrait.

En cas de debat, l'acheteur qui est adiourné à requeste de plusieurs poursuyuans, le retrait n'en doit faire delaissemēt à l'un au preiudice des autres, ains le doit laisser debatre & plaidoyer entr'eux. Et ne perdra pendant le debat desdits lignagers ledit poursuyuy, les fruits iusques à ce qu'il soit remboursé de son pur fort & loyaux coustemens. xcix.

Si l'acheteur rend, cede, dōne ou transporte pendāt le temps de retrait à vn qui soit du costé & ligne de son vendeur, tel heritage chet en retrait, par ce qu'il est en ligne. c.

Si l'acheteur auoit puis la vendition à luy faite, baillé à rente ou autrement transporté la seigneurie vile de l'heritage védu, retenue à luy la directe, vel ecōtra à vn lignager du costé dont est escheu l'heritage au védeur, la seigneurie ou droit qui seroit retourné en ligne ne cherroit en retrait, mais seulement la seigneurie ou droit qui seroit demouré hors ligne. c.i.

Forme d'of-
frir les de-
niers en ma-
tiere de re-
trait.

Le demandeur par retrait doit auoir ses deniers contés: & les offrir vne fois, & à la premiere audience auant contestation en cause, en offrant, parfaire. c.ii.

Si l'acheteur qui est poursuyuy en cas de retrait consent remboursement de ses deniers, le retrayant doit rembourser dedans .xxiiii. heures, apres le consentement donne exhibition des lettres d'acquisition & affirmation du poursuyuy par retrait, autrement il dechet du retrait. Et est tenu des despens de l'instance. c.iii.

Qui achete des heritages & il est poursuyuy en cas de retrait, l'acheteur se bon ne luy semble n'est tenu de receuoir le retrayant pour partie des heritages vendus ensemblemēt & confus. Et faut qu'il retraye tout, ou qu'il delaisse tout. c.iiii.

En quel cas
retrait n'a
lieu.

Si ce n'estoit que l'acheteur eut acheté des heritages dont le retrayant ne fust venu, n'yflu du costé & ligne dont sont procedez lesdits heritages, car en cas l'acheteur ne seroit contraint les delaisser par retrait, s'il ne vouloit, ne le retrayant à les prendre par retrait s'il ne luy plaisoit. c.v.

Le retrait
n'a lieu es
acquests.

Le retrait gist tant seulement es heritages propres, & non pas es acquests & conquests immeubles, toutesfois si pere ou autre lignager donne, cede ou vend son heritage propre à vn donataire acheteur ou cessionnaire aussi lignager, lequel apres le don, cession ou vendition, le vend à aucun estrange de la ligne dont il est venu, il chet en retrait: combien que ce soit acquest à celuy auquel il a esté donné, transporté ou vendu. c.vi.

Retrait lignager n'a point de lieu en heritage baillé à tître d'emphiteose à tousiours. c.vii.

De l'herita-
ge baillé à
rente ou sur-
cens.

Heritage propre baillé à rente ou surcens perpetuel, si la rente ou surcens sont vendus par le bailleur ou ses hoirs, celuy qui sera du costé & ligne du bailleur à rente peut auoir ladite rente ou surcens par retrait. c.viii.

En

En donation faite entre vifs, ne permutation faite but à but sans soulte, il n'y a point de retrait. c. ix.

Quand on eschange but à but sans soulte ou bourse deslyer aucun heritage, on ne paye aucuns lots ne ventes. c. x.

Heritage propre vendu à vn non lignagier sous faculté & condition de rachat, chet en retrait à la charge de la precedente condition. c. xi.

Celuy qui achete l'heritage d'un vendeur, dedans l'an & iour dudit retrait, se doit abstenir d'y faire reparations autres que celles qui sont necessaires, & n'y doit rien faire de nouveau qui ne se puisse oster sans le detrimet de la chose. c. xii.

En heritage qui est vendu par decret par vn iuge à cry public, quand tel heritage appartient au deteur de son propre pere, il est retrayable comme si ledit deteur l'eust vendu. c. xiii.

Si vn vassal vend son heritage tenu en fief à vn qui ne soit pas de ligne, il est retrayable, & depuis qu'il est retrait & escheu à celuy qui est de la ligne, si le seigneur dont il est tenu & mouuant le veut rauoir & remettre à sa table pour le pris qu'il a esté vendu depuis que ledit fief est retourné en la ligne dont il est venu & yssu, faire ne le peut ledit seigneur. Quia censetur persona mutata. c. xiiii.

Heritage feodal vendu par le vassal auquel il appartient de son propre naissant prins & retenu par le seigneur feodal par puissance de fief pour le pris qu'il a esté vendu, ou retrait par le lignager, peut estre dedans l'an euincé du seigneur feodal par droit de retrait.

Heritage venu au seigneur par puissance de fief est retrayable &c.

C H A P. 16. De matiere de criees.

c. xv.

Quand aucun heritage est mis en cryees à requeste de quelque creditur, lesdites cryees se font par quatre quatorzaines par vn sergent à cry public, appelé vn cryeur iuré au lieu auquel les heritages cryez, sont assis, à iour de feste, yssue de messe parrochial, ou iour de plaids: & aussi en la ville plus prochaine du lieu ou lesdits heritages cryez sont assis à iour de marché, & si l'y a discontinuation esdites cryees sont nulles, & les faut recommencer. c. xvi.

Les heritages cryez & subhastez doyuent estre regiz & gouuernez sous la main de iustice par commissaires qui y doyuent estre commis par le sergent qui a fait lesdites cryees, & pendant icelles s'aucun le requiert. c. xvii.

Ceux qui sont crediturs ayant hypotheque, sont preferez auant ceux qui n'en ont point sur les heritages subhastez & cryez. Et des ayans hypothequé, ceux qui ont la precedente sont preferez au payement de leur deu aux crediturs subsequens en date: & en cas de desconfiture quant aux meubles du debteur, les creanciers viennent à contribution pro rata de leur debte. c. xviii.

1 Depuis l'ordonnance de l'an 1539. Il est necessaire, autrement sont nulles. C.M.

Quand le debteur n'a aucuns hoirs, ou que l'heritage est vacât, & n'y a point de possesseur, on peut requerir par deuant le iuge du lieu en la haute iustice, duquel les heritages sont assis, de donner curateur aux heritages vacans, contre lequel curateur le creditur pourra intenter son action, & requerir qu'en deffaut de payer, les heritages soyent vendus, decretez & adiugez au plus offrant & dernier encherisseur. c. xix.

De donner curateur aux heritages vacans.

Celuy qui fait faire lesdites cryees est premier payé des fraiz qu'il a faits, à faire lesdites cryees, supposé qu'il soit dernier creancier. vi. xx.

Quand par le iuge aucun heritage est adiugé par decret apres ladite vendition & adjudication, l'acheteur en est seur, & de la en auant ne luy peuuent estre demandees aucunes charges, debtes ou hypotheques, sinon celles ausquelles il les a achetez. vi. xx. j.

Les heritages cryez & subhastez se doiuent vèdre à la charge de payer par l'acheteur les sens & droits seigneuriaux fonciers, tels que la nature des heritages doiuent, supposé que le seigneur pour lesdits droits seigneuriaux fonciers ne fust opposant, & sans charge d'en payer aucuns arerages d'iceux droits seigneuriaux, quintes & requintes, lots, ventes, saisines n'amendes deuz pour le temps passé, sinon que pour iceux ledit seigneur se fust opposé: auquel cas pour iceux loyaument deuz, il sera le premier payé apres les fraiz desdites cryees. vi. xx. ii.

L'acheteur par decret n'est assureé iusques à ce qu'il en ayt lettres seellees &c.

Après qu'un heritage a esté vendu & deliuré par decret, on est receu à opposition contre la vente, iusques à ce que les lettres dudit decret soyent seellees¹ par le iuge qui a prononcé & sentencié ledit decret. Et incontinent que lesdites lettres seront seellees, on n'est plus receu à proposer ou alleguer causes d'opposition. vi. xx. iii.

1 Mais en parlement & es requestes du palais on n'est plus receu apres le ingemèt de discussion. C.M.

Meuble n'a point de suyte par hypotheque.

Coustumes generales du Bailliage de Meaux

C H A P. 17. *De la nature & condition des heritages feodaux.* vi.xx.iiij.

Tant que le vassal dort le seigneur veille, & e-contra.

TANT que le seigneur feodal a mis & tient en sa main son fief par faute d'homme, droits & devoirs non faits, il fait les fruits siens par quelque temps qu'il en iouyffe iusques à ce qu'il ait homme & soit payé & satisfait de ses droits: car tant que vassal dort, seigneur veille. Et tant que seigneur dort vassal veille: & durant le temps que le vassal iouyra du fief auant que le seigneur feodal y ait mis & apposé la main, il fait les fruits siens, & n'est tenu en rien rendre.

vi.xx.v.

Fruits couppez sont meubles.

Si auant la main-mise apportée par ledit seigneur feodal sur sondit fief, le vassal ait fait couper les bleds, despouiller ou vendéger les vignes, le temps de moissonner & maturité escheu, ledit vassal & ses hoirs par ladite coustume font les fruits à eux, pource que par ladite coustume tout est censé meuble.

vi.xx.vi.

Des cens & rentes deuz par le vassal.

Autre chose est obseruee en cens, rentes & coustumes perpetuelles: car si au tour du saisissement fait par ledit seigneur feodal le terme de payer n'est escheu, en ce cas tout est escheu & acquis au seigneur feodal, & n'en a rien le vassal.

vi.xx.vii.

La bonde d'un estang leuee, la pesche est repusce meuble.

On tient par ladite coustume que s'il y a estangs à pescher en temps & saison conuenable, auant le saisissement fait par le seigneur feodal: que le vassal peut faire ladite pesche & l'appliquer à son prouffit, car la bonde leuee, c'est meuble que ladite pesche.

vi.xx.viii.

Après le trespas du vassal le seigneur feodal auant que saisir & empescher les fiefs mouuans de luy, doit attendre quarante iours: autrement si auant la reuolution desdits quarante iours il saisist, il ne fait les fruits siens: & sera receu l'heritier dedans lesdits quarante iours en faisant & payant ses droits & devoirs: & ce qu'il leuera cependant sera à luy & non audit seigneur feodal.

vi.xx.ix.

Lesdits quarante iours passez ledit seigneur feodal peut saisir & mettre en sa main le fief tenu & mouuant de luy, & faire les fruits siens.

vi.xx.x.

Des proclamations que fait le seigneur à ses nouveaux vassaux.

Quand le fief ou seigneurie feodale vient de nouuel à aucune personne par succession ou autrement, le seigneur nouveau ne peut empescher ne mettre en sa main les fiefs qui sont tenus de luy, iusques à ce qu'il ait fait les proclamations que ses vassaux viennent reprendre de luy dedans quarante iours, ou qu'il leur fait signifier au lieu de leur fief, & ce fait, & lesdits quarante iours passez, si les vassaux ne se presentent il peut saisir & exploiter leurs fiefs tenus de luy.

vi.xx.xi.

De fief vendu, est deu au seigneur le quint de la vendue à payer par le vendeur.

De l'heritage mouuant en fief vendu, est deu au seigneur le quint denier, d'autant que la vendition monte de dix liures deux: de cent vingt: & se paye par le vendeur ledit quint denier s'il n'est autrement cōuenu: car toutes fois qu'on vend vn fief & s'il n'est dit frāc deniers, par ladite coustume le vendeur doit payer le quint denier, & n'en doit rien l'acheteur.

vi.xx.xii.

Si le fief est vendu francs deniers l'acheteur en doit au seigneur feodal le quint & requint denier.

vi.xx.xiii.

Qu'est requint.

Le quint denier est autāt que le quint denier du quint denier monte, cōme si l'heritage est vendu cent liures tournois, il y a vingt liures tournois de quint denier, dont quatre liures tournois font ledit requint. Et par ladite coustume tous heritages feodaux sont reputez patrimoniaux, tellement que le vassal les peut vendre & aliener sans le consentement de son seigneur.

vi.xx.xiiii.

En ligne directe du fief escheu au seigneur feodal n'est deu aucun droit de rachat ou relief, mais seulement les foy & hommage, adueu & desnombrement, soit que le fief descende aux enfans de par pere ou de par mere, ayeul ou ayeule: in recta linea ascendendo siue descendendo.

vi.xx.xv.

Après la reception de foy & hommage, droits & devoirs payez: le vassal est tenu de bailler son desnombrement au seigneur feodal dedans quarante iours: autrement les quarante iours passez si le seigneur feodal veut, il a ceste faculté de saisir & mettre en sa main en deffaut dudit desnombrement baillé ledit fief, mais il ne fait pas les fruits siens: & peut le seigneur s'il veut proroger le temps & non abbrevier.

vi.xx.xvi.

Prescriptio n'a lieu en fief de vassal contre le seigneur, nec ecōtra.

Vn vassal ne prescript point contre son seigneur, ne le seigneur contre son vassal, c'est à dire que toutes & quantes fois que le seigneur aura homme, & il luy fera & payera ses droits & devoirs, il est tenu le recevoir.

vi.xx.xvii.

Sēblablemēt aussi le vassal par quelque espace de temps qu'il ait iouy du fief & il n'a fait & payé ses droits & deuois, le seigneur peut tousiours mettre le fief en sa main: & ne se peut ayder ledit vassal de quelque iouyffance qu'il ait eue à l'encontre de son seigneur.

vi.xx.xviii.

Toutes

Toutes & quâtesfois qu'il y a mutation de vassal hors ligne directe, il y a rachat pour le seigneur, soit que ladite mutatiō procede par successiō de frere ou de seur ou autrement en ligne collateral, par don ou par eschange ou autre maniere quelle qu'elle soit hors ligne directe. Et a le seigneur feodal son choix & option de prēdre & eslire de trois choses l'une, laquelle qu'il voudra, c'est à sçavoir, le reuenu d'une annee du fief, vn marc d'argent, pourueu que le fief le vaille ou autre somme de deniers, ou le dit de deux preud'hommes.

vi.xx.xix.

Le vassal qui a fait à son seigneur les foy & hommage de son fief, ne luy doit droit de chambellage ne cheual de seruice.

vii.xx.

Le fils aîné peut faire les foy & hommage pour ses autres freres & seurs puisnez au seigneur feodal dont sont tenus les fiefs escheuz & aduenus aux enfans par le trespas ou succession de leur pere ou de leur mere.

vii.xx.j.

Et hoc quand ils sont en bas aage, car s'ils sont en aage, & les fiefs sont partis & diuisez, chacun desdits fils peuuent s'ils cuydent que bon soit, reprendre du seigneur dont sont tenus les fiefs, & luy faire les foy & hōmage, mais si lesdits fiefs sont par indiuis, l'aîné peut faire pour tous iusques à ce qu'ils soyent en aage, & lesdits fiefs partis & diuisez.

CHAP. 18. Par deuant quel iuge sont les nobles responsables.

vij.xx.vj.

Par la coustume obseruee audit bailliage les nobles demourans en iceluy bailliage sont responsables par deuant monseigneur le baillif ou son lieutenant à son siege plus prochain. Et ne peuuent estre contrains proceder par deuant autre iuge, sinon de leur consentement, supposé qu'ils soyent demourans en la subiection d'aucun haut iusticier, si n'est que ledit haut iusticier eust chastellenie & bailliage.

vii.xx.iii.

Si ledit haut iusticier a chastellenie & bailliage, en ce cas lesdits nobles pourroient estre adiournez & poursuyus par deuant le baillif audit seigneur chastellain, & non par deuant le preuoist, car tous preuoists soyent royaux ou autres n'ont point de connoissance desdits gens nobles, si ce n'est de leur gré & consentement.

vii.xx.iiii.

Mineurs freres ou seurs ne peuuent garentir leur frere aîné: ne la seur ne peut garentir son frere qu'ils ne facent la foy & hommage au seigneur feodal, duquel sont tenus leurs fief & seigneuries, mais le frere aîné garentist bien les puisnez. Et le frere la seur, supposé qu'elle soit plus aînee.

vii.xx.v.

L'aage est reputé en noblesse à vn fils à quatorze ans accomplis, & la fille à douze ans, pour faire la foy & hommage à cause de ses fiefs.

xii.xx.vi.

Le vassal ne doit point rachat à son seigneur feodal pour raison des fiefs par quelque mariage qui contracte. Et s'a vne femme eschet fief noble en ligne directe, elle ne doit aucun rachat pour son premier mariage: mais si elle se marie secondemēt, elle doit rachat. Et ainsi cōsequemment des autres mariages ensuyuans.

CHAP. 19. De garde noble, bail, & de l'effet d'iceux.

vij.xx.vij.

Le pere noble ou la mere peut prendre la garde noble de ses enfans mineurs, & non l'ayeul ou l'ayeule n'autres en ligne directe ou collateral.

vii.xx.viii.

Celuy qui prend la garde ou gouuernement d'enfans mineurs nobles, s'il veut peut faire les fruits des fiefs appartenans ausdits mineurs siens, & les appliquer à son prouffit, & non des choses roturieres, durant le temps de ladite garde & bas aage desdits enfans mineurs nobles.

vii.xx.ix.

Et en ce cas est tenu de payer les charges des heritages appartenans ausdits mineurs, & iceux entretenir en bon estat, payer les arerages des charges qu'ils doiuent, & avec ce leur bailler estat conuenable en cheuaux, habillemēs & autres choses selon ce que leur estat le requiert, & se peut ledit gardien dire saisy du reuenu des fiefs appartenans ausdits mineurs dont il a la garde.

vii.xx.x.

Ledit gardien si bon ne luy semble, ne fait les fruits des fiefs appartenans ausdits mineurs siens, & lors doit declairer qu'il prend le gouuernement ou garde de ses enfans, & que son intention est garder & gouuerner le reuenu & leur rendre bon compte, & en ce cas n'est tenu soustenir n'acquiter leurs heritages, ne bailler estat comme il leur appartient, mais seulement à leur rendre le compte & reliqua de leur dit reuenu.

vii.xx.xi.

Celuy qui a la garde d'aucuns enfans mineurs nobles doit faire la foy & hommage de fiefs appartenans ausdits mineurs au seigneur feodal dont ils sont tenus & mouuans qui à ce le doit receuoir iusques à ce que lesdits mineurs soyent en aage competant pour faire lesdits foy & hommage, lequel aage quant aux enfans males est à quatorze ans accomplis, & aux fem-

D iij

Quād le fief est mué hors ligne directe il y a rachat au seigneur.

Le fils aîné acquite ses autres freres, quant à foy & hommage faits au seigneur feodal.

Les puisnez aagez peuuent reprēdre du seigneur.

Les nobles sont responsables par deuant le baillif.

Les preuoists n'ont connoissance sur gēs nobles.

Le fils aîné garentist les puisnez, & non ecōtra.

Fēme pour son premier mariage ne doit rachat au seigneur.

Qui a la garde noble il fait les fruits siens.

Des charges qu'ont ceux qui ont garde noble des mineurs.

Qui a la garde noble fait la foy & hommage au seigneur &c.

Couſtume du Bailliage de Meaux

mes à douze.

vii.xx.xii.

Pere ou mere qui prend la garde de ſes enfans mineurs, ſ'il conuolle en ſecondes nopces pert ladite garde.

vii.xx.xiii.

La garde noble des fils dure iufques à quatorze ans, & aux filles iufques à douze ans.

C H A P. 20. *Comment gens roturiers & non nobles ne peuuent tenir fiefs.* vij.xx.xiiij.

Nul ne tiét fiefs ſ'il n'eſt noble.

Ar ladite couſtume nul ne peut tenir fief ſ'il n'eſt noble, & ſ'il en acquiert le ſeigneur

P le peut cōtraindre à en vuyder ſes mains dedās l'an & iour ſi n'eſt qu'il en paye finance au Roy, ou que ſon ſeigneur l'eust receu à foy & hommage.

vii.xx.xv.

La femme ſuppoſé qu'elle ſoit roturiere & de pote mariee à vn homme noble iouiſt des priuileges de nobleſſe durant ſa viduité.

vii.xx.xvi.

x C'eſt article depend du 4. n'ont eſté accordé, mais tous deux renuoyez à la cour par la fin du proces verbal. C.M.

Si vne femme noble prent hōme roturier à mary, ſi elle a des fiefs nobles, le ſeigneur dont est tenu le fief, ne peut eſtre contraint à receuoir l'hommage dudit mary ſ'il ne veut, & apres le deces de la femme qui eſt noble, les heritiers ne ſeront contraints vendre ledit fief n'en vuyder leurs mains. Et faut que le ſeigneur les reçoynie pour ce que les enfans iouiſſent du priuilege de nobleſſe comme deſſus eſt dit.

vii.xx.xvii.

Le vaffal ne peut faire de ſon fief arrierefief ſans le conſentement du ſeigneur dont il tient ledit fief.

vii.xx.xviii.

Seruus à domino manu miſſus, eſcitur ſeruus regis. Du fief retourné du fils au pere n'eſt deu rachapt au ſeigneur.

Si aucun ſeigneur à hōme ou femme de ſeruile condition & il les main-met, par ladite couſtume ils ſont acquis au Roy & ſont ſerfs au Roy ſ'ils ne ſe rachaptent du Roy.

vii.xx.xix.

Si le pere ou mere noble donnent en mariage à leur fils ou fille vn fief, & il adient que ledit fils ou fille decede ſans hoir de leurs corps, par ce que ledit fief retourne au pere ou à la mere qui l'a donnee. En ce cas ſuppoſé qu'il y ait mutation de perſonne, n'eſt deu au ſeigneur feodal aucun proufit de rachat ou relief.

C H A P. 21. *De la ſucceſſion, & comment ſe partent les fiefs & choſes nobles tant en ligne directe que collateral.* viij.xx.

Dn droit appartenāt au fils ainſé.

Ar la couſtume dudit bailliage l'ainſé fils prêt prealablement & hors part, le maistre hoſtel ou chaſtel pour ſon droit d'aineeſſe avec les foſſez, baſſe court, iardins & accint ſ'il en y a à l'entour: & au ſurplus les fiefs ſe partent & diuiſent entre luy & les autres freres & ſeurs eſgalemeſt, excepté qu'és fiefs deux filles partiſſent & n'ont qu'autant qu'un fils, mais en heritages roturiers & non nobles, les filles prennent autant que les fils, & partiſſent teſte à teſte, fors que baronnies & chaſtellenies ne ſe diuiſent point & appartiennent à l'ainſé en recompensant ſes coheritiers de leur portion cōtingente, ſ'il y a terres pour les recompenser ſelon l'eſtimation qui ſera faite de leur portion. Et ſ'il n'y a terres pour les recompenser, ils prendront leur dite part & portion par la main de l'ainſé, mis hors le droit d'aineeſſe.

viii.xx.i.

Quand en fief n'y a point d'accint.

Et où il n'y auroit point d'accint, ledit ainſé fils prendra à l'entour & le plus pres de ſa maiſon vn arpent de terre, eſtimé le vol d'un chappon à ſon choiſ.

viii.xx.ii.

Vn fils ainſé ſuppoſé qu'il ait prins droit d'aineeſſe en la ſucceſſion du pere, ſi prent il encores droit d'aineeſſe ſi bon luy ſemble en la ſucceſſion de la mere.

viii.xx.iii.

Droit d'aineeſſe n'a lieu és filles.

Entre filles nobles, Etiam deficientibus masculis, n'y a point de droit d'aineeſſe, mais partiſſent eſgalemeſt autant la premiere, ſeconde que la tierce.

viii.xx.iiii.

En ligne collateral n'y a point droit d'aineeſſe, mais partiſſent teſte à teſte autant l'ainſé comme puisné en fief & choſes roturieres.

viii.xx.v.

Filles ne ſuccedent point en fiefs nobles en ligne collateral quand il y a fils.

Les filles ne ſuccedent point és fiefs nobles en ligne collateral avec les maſles eſtans en pareil degré qu'elles, mais ſi leſdites filles ſont plus prochaines en degré que les maſles, elles ſuccedent eſdits fiefs nobles ſans droit d'aineeſſe, leſdits maſles plus loingtains exclus.

viii.xx.vi.

De deſmembre vn fief. Le vaffal par trois ans ſe peut iouer de ſon fief.

Vn vaffal ne peut deſmembre au preiudice & ſans le congé de ſon ſeigneur, ſon fief, ſi ce n'eſt par ſucceſſion ou partage.

viii.xx.vii.

Vn vaffal par ladite couſtume ſe peut iouer par trois ans de ſon fief: le peut engager, conſtituer rentes & en faire à ſon plaisir pendant le temps de trois ans, & tellement que pendant ledit temps de trois ans, le ſeigneur feodal n'y peut aſſeoir ſa main, n'auoir proufit de quint ou requint, mais les trois ans paſſez ledit ſeigneur peut auoir proufit, & mettre ledit fief en ſa main: & prendre ladite rente conſtituee tant que l'achepteur d'icelle rente luy ait fait & payé les droits & deuoirs.

viii.xx.viii.

Le seigneur feodal n'est point contraint à recevoir le vassal de ladite rente à homme s'il ne veut, pour ce qu'il tourne à diminution de son fief, & aussi qu'il le desmembroir: car il auroit le vassal, le rentier, qui seroient deux hommes pour vn: mais neantmoins les creditiers & rentiers, peuvent faire subhaster les heritages par criees, pour estre vendus au plus offrant & dernier encherisseur, acheteur: qui sera & doit estre receu à homme, par ledit seigneur feodal, en luy payant les droits & deuoirs, si ledit seigneur feodal, ne veut prendre ledit fief pour ledit fief, pour le pris de la vendition, & rendre à l'acheteur de ses deniers, & faut que l'acheteur soit capable de tenir fief.

viii.xx.ix.

Si gens roturiers & non nobles, tiennent fiefs nobles par permission du Roy ou du seigneur feodal, ou d'autre ayant de ce faire pouuoir, & lesdits fiefs viennent à partage, tel fief noble se doit partir & diuiser entre les enfans du roturier, comme s'ils estoient gens nobles. Et aura le fils aîné, supposé qu'il ne soit pas noble, droit d'aînesse, tel & semblable que s'il estoit noble.

viii.xx.x.

Le seigneur feodal a ceste faculté de pouuoir retenir à soy le fief mouuant de luy, quand le vassal la vend, & peut refuser l'acheteur de son vassal qui vient par deuers luy pour reprendre de luy, en luy disant qu'il veut reprendre & remettre à sa table le fief vendu mouuant de luy. Et est tenu ledit seigneur rendre audit acheteur les deniers qu'en a payez ledit acheteur au vassal vendeur, s'il n'estoit vendu à aucun de la ligne du vendeur, car en ce cas le lignager est preferé au seigneur feodal.

viii.xx.xi.

De fief baillé integraliter en tiltre d'emphiteose à tousiours, en est deu profit au seigneur, dont il est mouuant: mais si le vassal bailleur reserue l'homme dudit fief à luy, non par ce qu'il n'y a point de mutation de personne, entant qu'il n'y a point de desmission de foy. Combien que le seigneur feodal ne reçoie, si bon ne luy semble, ledit emphiteose en foy & hommage.

viii.xx.xii.

De fief baillé à rente & rachat, est deu quint denier, pourueu que le temps de rachat excède trois ans apres ledit bail, Aliàs non: car le vassal se peut iouer par trois ans de son fief, sans en faire profit.

C H A P. 22.

De matiere de forests.

viii.xx.xiii.

A vesue apres le decès de son mary noble, si elle tient forests qui soient en douaire, si lesdites forests n'ont esté vendues de memoire d'homme, elle ne les peut vendre ne couper, sans le consentement expres de l'heritier.

viii.xx.xiiii.

Et s'il y a boys & autres forests, qui ayent esté vendus, elle les peut vendre, supposé qu'elle n'y ait que son douaire, en ensuiuant les monstres & ventes anciennes, & selon ce que son mary vendoit.

viii.xx.xv.

Quand vn boys se coupe de sept ans en sept ans, ceux qui ont vsage audit boys, ne peuvent aller ne conuerfer, iusques à la quinte fueille du moins, pour ce qu'ils empescheroient à croistre lesdits boys, & gasteroient le bourgeon. Et s'ils y sont trouuez faisans le contraire, il y a lx.sols tournois d'amende.

viii.xx.xvi.

Audit bailliage, nul ne peut auoir vsage en boys & forests, s'il ne le monstre par chartre ou tiltre, ou s'il ne le tient en fief de celuy à qui ledit boys appartient, ou s'il n'en a iouy par tel temps qu'il n'est memoire du contraire.

viii.xx.xvii.

Si aucun homme ou femme noble, ou autre, ayant droit de forests ou boys en leur iustice & seigneurie, & forestier ou sergent pour la garde d'icelle, s'il y a aucuns vsagers ou autres qui viennent esdites forests & facent dommage, le forestier s'il les prend est creu par son simple serment avec vn tescmoin de la prinse dudit delinquant, & non du dommage, & doit ledit delinquant lx.sols tournois d'amende.

viii.xx.xviii.

En boys & forests des ventes, si bestes sont trouuees & prinsees à garde faite, faisans dommage, il y a soixante sols tournois d'amende, avec restitution du dommage. Si c'est par ignorance & eschapee, l'amende est de cinq sols tournois, avecques la restitution du dommage qu'elles auroient fait.

viii.xx.xix.

Habitans de villes ou de villages, peuvent champoyer & mener leur bestail pour leur nourriture & sans fraudes, en pasturages vains de clocher à autre, sans danger d'amende, depuis les prez, auoines & autres gagnages leuez, & ne peuvent les seigneurs haux iusticiers, empeschier ne faire prendre leur bestail: mais en boys & pasturages gras, n'y peuvent mener leur bestail, sans le gré ou consentement du seigneur, sur la peine de l'amende, si c'est à scauoir gar-

D iij

Le seigneur n'est tenu de recevoir le vassal: & vn rentier s'il ne veut.

Le fils aîné roturier en fief noble, a droit d'aînesse.

Le seigneur feodal, peut retenir à luy le fief védu.

De fief baillé en emphiteose à tousiours.

De fief baillé à rente & rachat, est deu quint denier.

Du douaire assigné sur forests.

De ceux qui ont vsage en vn boys, qui se coupe de sept ans en sept ans.

Nul ne peut auoir vsage en boys, sans tiltre.

De l'amende des bestes, prinsees es forests de ventes.

De pastures & bestes, apres les gagnages leuez.

Coustumes generales du bailliage de Meaux

de faite ou à bondon & sans garde, de lx. sols tournois, & si c'est vne eschapee, cinq sols tournois. ix.xx.

Les vsagers ne peuuent vendre.

En boys, riuere, marests & pasturages assis en la haute iustice & seigneurie d'aucuns, lesquels les habitans des lieux ont vsage, lesdits vsagers ne peuuent vendre boys, foins, herbe de pasturage ou paisson, sur peine de lx. sols tournois d'amende à chacune fois, & s'ils continuent & rencheent plusieurs-fois, sur peine de perdition desdits vsages. ix.xx.i.

Et est tant seulement permis ausdits vsagers prendre de boys, herbe & paisson pour leurs vsages. ix.xx.ii.

To^s fleues nauigables sont au Roy.

On tient que tous fleues nauigables sont au Roy, s'il n'y a seigneur qui ait tiltre particulier, & supposé qu'aucun ait haute iustice en aucune terre pres ledit fleue, n'est pas censé auoir haute iustice sur lesdits fleues, s'il n'y a tiltre expres ou longue iouissance de si long temps, qu'il ne soit memoire du contraire.

C H A P. 23.

De l'effet de souffrance.

ix.xx.iii.

Ar ladite coustume, la souffrance donnee par le seigneur à son vassal, est de telle efficace, que le seigneur ne peut remettre à sa table le fief dont il a baillé souffrance : mais non pourtant le vassal n'est affranchy, qu'il ne face les foy & hommage à son seigneur, & paye les droits & devoirs. ix.xx.iiii.

Le seigneur feodal ne fait les fruits siés sans faiffement.

Quand le seigneur a faisi le fief de son vassal, si depuis il donne souffrance à son vassal, le temps reuolu de ladite souffrance, si le vassal n'a fait ses droits & devoirs enuers le seigneur, le fief n'est tenu ou censé, faisi, tellement que le seigneur ne peut prendre les fruits incontinent & les faire siens : mais conuiendroit que le seigneur fist apres le temps de ladite souffrance son faiffement. ix.xx.v.

Le vassal par defaueu pert son fief.

Qui defaueu à tenir d'aucun seigneur, il pert son fief & le confisque, s'il est qu'il soit trouué que celui qui a defaueu soit seigneur feodal dudit fief, si ce n'est qu'il aduoué le Roy à seigneur & sans fraude. ix.xx.vi.

Nul ne peut auoir ressort sans tiltre.

Nul ne peut auoir ressort ne connoistre d'appeaux interiectez de ses suiets, s'il n'a ce droit & tiltre expres, ou grande possession & iouissance immemorial, & s'il s'efforce faire le contraire, il entreuient sur la preeminence du Roy, & est amendable à la discretion de iustice.

C H A P. 24.

En quel lieu est abstraint le vassal foy presenter à son seigneur pour estre receu en hommage.

ix.xx.vii.

Le vassal n'est tenu d'aller au seigneur faire hommage: sinó au lieu, dót ledit fief est mouuât.

Le vassal est tenu d'aller au lieu, dont le fief, pour lequel il veut faire les foy & hommage, est tenu & mouuant & faire ses offres pertinentes. Et n'est point tenu s'il ne veut, aller à la personne de son seigneur, si sondit seigneur estoit demourant hors ledit lieu, dont est tenu & mouuant le fief, pour lequel il veut faire les foy & hommage, & payer les droits, & tellement que quand il auroit esté sur ledit lieu & fait ses offres, le seigneur ne peut saisir au preiudice de son vassal, lequel vassal, sera tenu signifier à son seigneur feodal son procureur, ou autres ses officiers en son absence s'aucun en a audit lieu, qu'il est illec venu faire les foy & hommage, & payer les droits qu'il est tenu payer, à cause du fief mouuant d'iceluy seigneur feodal. * Et aussi n'est ledit seigneur feodal tenu recevoir son vassal, autre part que sur le lieu s'il ne veut. ix.xx.viii.

*Ce q' s'enfuit est adiousté.

La dame noble, apres le deces de son mary, ne doit aucun relief.

Par la coustume d'iceluy bailliage, la vesue, dame ou damoysele apres le trespas de son mary noble, ne doit aucun relief des terres feodaux, qui luy sont escheus en ligne collateral, durant le mariage de sondit mary, & dont sondit mary auroit reprins & payé les droits & devoirs. Et quand à son douaire, elle doit hommage seulement, & si elle se remarye, elle doit relief.

C H A P. 25.

D'heritages tenus en franc aloy, censue & amortis.

ix.xx.ix.

Franc aloy ne doit aucune redeuance.

Ar ladite coustume, franc aloy par tout ledit bailliage & anciens ressors d'iceluy ne peut estre tenu ou possédé sans tiltre particulier. ix.xx.x.

Franc aloy est de telle nature qu'il ne doit seruice, censue, relief, hommage ne quelque redeuance

redevance que ce soit.

Si le detenteur dudit heritage en franc aloy, veut eriger en fief ce qu'il tient en franc aloy, par ladite coustume faire le peut.

ix.xx.xi.

ix.xx.xii.

Heritages tenus en césive sont redeuables & de cens, & diuerfes sommes de deniers à certains iours, lequel cens les detenteurs desdits heritages doiuent payer aux iours acoustumez, sur peine de payer l'amende acoustumee és lieux applicables au seigneur censier, auquel ladite amende est deuë.

Des heritages tenus en censive.

Les seigneurs censiers, ont droit de saisir l'acheteur ou nouveau seigneur des heritages, qui sont tenus d'eux en censive, pour lequel droit & lettre de saisine, ils prennent douze deniers tournois.

ix.xx.xiii.

Lesdits seigneurs censiers, peuuent faire saisir les heritages mouuans d'eux en censive, par vertu de leur commission, s'ils sont hauts iusticiers ou bas & moyens, sinon par la commission du haut iusticier ou seigneur chastelein, & les tenir saisis, iusques à consignation de deux annees de leurs droits censuels demandez & denyez, & si ne sont tenus lesdits seigneurs censiers, de saisir les acheteurs des heritages mouuans d'eux, iusques à ce qu'ils ayent esté payez de leursdits droits.¹

Les seigneurs censiers, peuuent user de leur commission en saisissant.

¹ Non seulement de deux dernieres annees: mais de toutes les precedentes, iusques à trente ans, si tant en est deu. C. M. Lots & ventes, ne sont deu pour rente cõstituee à tẽps, &c.

ix.xx.xv.

De rente constituee à temps pour aucune somme de deniers par ladite coustume, ne sont deu au seigneur dont est mouuant l'heritage, sur lequel ladite rente vendue est constituee à temps, lots, ventes ou saisines: mais tant seulement est deu, si ladite rente est vendue à perpetuité sans rachat, lots & ventes.

ix.xx.xvi.

Et de telles rentes l'on n'est point astraint, soy faire enfaïner qui ne veut, fil n'estoit que ladite rente fust vendue à tousiours: car en ce cas, il faudroit enfaïner & payer au seigneur la saisine.

ix.xx.xvii.

Seigneur césier, qui fait saisir les heritages à luy redeuables, de censive & autres droits desdits, ne fait pas les fruits siens: mais sur iceux prend seulement lesdits droits & frais de iustice, avec l'amende de cens non payé. Et le surplus desdits fruits doit estre restitué à iceluy, à qui lesdits heritages censuels appartiennent. Et combien que plusieurs annees fussent deuës de ladite censive, neantmoins n'en est deu qu'une amende, fil n'estoit qu'il eust plusieurs saisiffemens & pour plusieurs annees, auquel cas chacun saisiffement y a amende.

ix.xx.xviii.

Le seigneur censier qui a fait saisir, ne fait pas les fruits siens.

Pour heritages baillez à rente perpetuelle ou à rachat, n'est deu droit de lots ou ventes, si ladite rente n'estoit rachetee.

ix.xx.xix.

Les lots & ventes, par la coustume generale dudit bailliage, se payent par moytié, c'est à sçauoir par le vendeur moytié, & par l'acheteur l'autre moytié au seigneur, dont l'heritage vendu, est mouuant: si autrement n'estoit accordé, & qu'il fust dit franc deniers: car en ce cas, celuy qui achete francs deniers, est tenu de payer les lots & les ventes.

cc.

Les lots & ventes, se payent entre le vendeur & l'acheteur par moytié.

L'amende de lots & ventes non payez dedans huytaine, par tout le bailliage de Meaux, est de sept sols six deniers tournois enuers le seigneur censuel.

cc.i.

Si on est deffaillant de payer lesdits lots & ventes par vn an, on est tenu de payer soixante sols tournois.

cc.ii.

Aucuns droits ne sont deuës, pour les heritages amortis par le Roy, sinon ceux qui sont reservez par l'aduertissement, n'aussi pour les heritages tenus en franc aloy, excepté les droits dont mention est faite és ordonnances royaux, sur le fait des francs fiefs & nouveaux acquests.²

De l'amende de lots & ventes non payez.

² La pluspart de telles ordonnances & instructions, sont memoires faits par sollicitateurs in-doctes, sinon à piller le peuple, & n'ont aucune foy ny auctorité.

cc.iii.

C H A P. 26.

De iustice & des droits d'icelle.

Drõit de censive n'attribue droit de iustice haute, moyenne & basse: mais censuelle seulement qui est la poursuite, & action des droits censuels dont dessus est parlé.

cc.iiii.

Les espaues aduenües & trouuees au territoire d'un seigneur haut iusticier luy appartiennent, toutesfois auant qu'il les applique à luy, il les doit faire publier & crier par trois octaues au lieu acoustumé à faire crys ou exercer iustice en la terre, & fil vient aucun qui les reclame, en prouuant suffisamment qu'ils soient siens, ils luy doiuent estre deliurez en ayant les frais de iustice raisonnables.

cc.v.

Qui trouue espaues, est tenu declarer au haut iusticier en la terre & seigneurie de qui elles sont trouuees, ou à ses officiers dedans xxiiii. heures. Et fil ne le fait, est tenu en amende de soixante sols tournois enuers ledit haut iusticier, fil n'auoit empeschement ou excusation

Iustice censuelle.

Des choses trouuees au territoire d'aucun haut iusticier.

De declarer au haut iusticier, les choses trouuees, &c.

Coustumes generales du bailliage de Meaux

legitime. cc.vi.
Des biens, confisque
en la iustice
du haut iusticier.
 Au haut iusticier, appartient la confiscation des biens meubles & heritages, estans en sa iustice, au temps & heure de la declaration, de la confiscation desdits biens, sinon que ce fust pour crime de leze maiesté, heresie ou faulse monnoye, esquels cas iceux biens confisque, appartiennent au Roy seul. cc.vii.

Qui confisque le corps, confisque les biens. cc.viii.
Du mary, ou de la femme qui sont executez, Quid iuris.
 Le mary executé par iustice, confisque les meubles & conquests immeubles, ensemble ses propres, à la charge du douaire coustumier ou prefix de la femme, qui doit estre preallablement prins, sur lesdits biens & auant toute confiscation, & si la femme est executee, elle confisque ses propres seulement. cc.ix.

Les signes de haute iustice, &c. Signes de moyenne iustice.
 Auoir fourches patibulaires, ceps & pillory, sont signes de haut iusticier. Et quand ils cheent, le seigneur les peut releuer dedans l'an, sans danger ou congé d'autry, & s'il passe l'an, ne le peut faire, sans congé du souuerain. Et auoir poix & mesures, est espece de moyenne iustice.

Comment d'heritages baillez à sur-cens, ne sont deus ne lots ne ventes. cc.x.

L'Heritage baillé à tiltre d'emphiteose roturier, à tousiours, ne sont deus au seigneur, dont sont tenus lesdits heritages roturiers, aucuns lots, ventes, saisines ou dessaisines.

De garenne. cc.xi.

AVcun ne peut tenir garenne iuree, supposé qu'il ait haute iustice en sa terre, s'il ne la par permission du Roy, tiltre particulier & expres: ou de telle & si longue iouissance qu'il ne soit memoire du consentement ne du contraire. cc.xii.

Garenne iuree s'entend garenne deffendue: & la où on ne peut aller chasser sans danger de iustice. cc.xiii.

Mais si haut ou bas iusticier, vouloit faire quelque buysson à connins en sa terre & seigneurie, faire le peut du consentement de ses suiets & non autrement: mais ledit buysson n'est point censé ou réputé garenne. cc.xiiii.

Qui est trouué chassant en garenne iuree, soit à chiens & à penneaux, furon ou autre harnois: par ladite coustume, le harnois qui est trouué en ladite garenne est confisqué, & est tenu d'amende arbitraire celuy qui est trouué chassant, avec ce tenu de rendre & remettre en ladite garenne, autant de meres qu'il y auroit prins de connins. cc.xv.

S'il est trouué qu'il soit coustumier d'y chasser, en ce cas, selon la discretion de iustice, & qualité des personnes, on peut proceder criminellement ou corporellement, à l'encontre de telles personnes, coustumiers de chasser. cc.xvi.

Autre chose est, si on est trouué chassant en la garenne du Roy: car en ce cas l'amende est plus grande, & tient on qu'on procede par punition corporelle, fustigation ou autrement contre ceux qui y seront trouuez chassans. cc.xvii.

On peut par ladite coustume auoir garenne, tant à grosses bestes qu'à connins, & est censée garenne, quand elle est par l'octroy & permission du Roy.

De simple saisine. cc.xviii.

QVand aucun a iouy d'aucun heritage par la plus grande partie de dix annees prochaines, precedentes le proces, sur-ce meu entre les parties en matiere de simple saisine, il luy loist conclurre en ladite matiere contre celuy, qui auroit iouy par la plus grand partie desdits dix ans, il doit obtenir à ladite matiere & cas de simple saisine. cc.xix.

En cour de laye, reconuention n'à point de lieu.

Fin des coustumes generales du bailliage de Meaux.

Conclusion d'icelles.

LEs coustumes és articles cy dessus escrits, ont esté leuës & publiees, en la grand salle de l'hostel episcopal de monseigneur l'euesque de Meaux, par Nicolas chapuset, greffier du bailliage dudit Meaux, par l'ordonnance & és presences de nous, Thibault baillet conseiller du Roy nostre sire, & president en la Cour de Parlement, & Roger barme, aussi conseiller & aduocat dudit seigneur en icelle, commis & deputez par ledit seigneur, pour faire ladite publication,

tion. Et aussi és presences de honorables hommes & sages, Gilles la perfonne, procureur de reuerend pere en Dieu, monseigneur l'euesque de Meaux, Et reuerend pere en Dieu, frere Charles de billy, abbé de sainct Faron lez Meaux, frere Ysambert du puys, abbé de Charge, frere Iean brisson, abbé de Ioy, frere Nicole musnier, general de l'ordre des Maturins, maistre René de brye, abbé de Laigny, maistres Pierre fabry, & Thibaut drouyn, commis & deputez, pour les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise sainct Estienne de Meaux, maistres Adrien le dieu, & Pierre foret, pour les chanoines de sainct Sainctin, maistre Symon berger, preuost & chanoine de l'eglise sainct Quiriace de Prouins, Martin le bel, procureur des religieuses, abbesse & conuent du Pont aux Dames, Iean berenton, procureur de noble perfonne, monseigneur le Duc de Longueuille, Conte de Dunoy, & seigneur de Bray. Nicolas caquost, procureur de madame la Contesse de Vendosme, Vicontesse de Meaux, Dame de Lafferté au Coul, de Chauigny, & de Belot, Claude bourgoing, procureur de monseigneur l'Infant de Nauarre, seigneur de Coullommiers, Iaqués d'anglure, seigneur baron dudit lieu, Guillaume de houllefort, baron de Broyre, Iean de ruy, baron de Pleurre. Iean iuuenal des Vrsins, seigneur de Drue, Iean de geresme, seigneur de May, Gerosme de marle, seigneur de Luzancy, Arthur salligot, seigneur de Monceaux, Guillard de raustin, procureur de René d'anglure, baron d'Vrsault, seigneur des Loges, & de Fere Champenoise, & de maistre Adrian du drac, lieutenant general de monseigneur le bailliy de Meaux, Robert payen aduocat, Pierre bataille, procureur dudit seigneur audit bailliage, maistre Nicole froment, lieutenant dudit bailliy en son siege de Prouins, Iean gennart aduocat, Loys durant, procureur du Roy nostredit seigneur audit lieu de Prouins, maistre Guillaume guillart, lieutenant dudit bailliy à Montereau, Antoine le gaigneur, lieutenant de Sezanne, Iean de montion, lieutenant dudit bailliy à Coullommiers, maistre Thibault le sueur, Raoul d'araines, Iean bataille, Pierre chapuset l'aisné, & Pierre chapuset le ieune, aduocats & praticiens audit Meaux, & de plusieurs autres, tant gens d'eglise, nobles, praticiens & bourgeois, écrits & nommez en nostre proces verbal. Apres laquelle publication, auons enioint aux dessusdits & tous autres, de doreseuuant, garder & obseruer comme loy, lesdites coustumes publiques & arrestees, & fait defences de non alleguer autres coustumes contraires ne derogantes à icelles. Et outre auons fait defense ausdits lieutenans, iuges, officiers du Roy, & autres aduocats, praticiens & coustumiers dudit bailliage, que doreseuuant pour la preuue desdites coustumes publiques, ils ne font aucune preuue par turbe ou tesmoins particuliers : mais par l'extrait d'icelles, signees du greffier dudit bailliage, & deuëment expedie. En tesmoin desquelles choses, nous auons cy mis noz seings manuels, le cinquième iour d'Octobre, l'an mil cinq cens & neuf.

Ainsi signé. T. Baillet. R. Barme.
A. du drac. E. chapuset.

Par-ce qu'au proces verbal d'icelles, ont esté inserées, aucunes pretendues Coustumes locales, baillees par les chastellenies de Meaux, Prouins, Montereau, Tresfolz, Chantemarle, Coullommiers, Lafferté au Coul, Crecy, Lafferté Gaucher, La-malle-maison Guerard, & ressort d'iceux, Resbets, Faire-monstier, La Selle, & autres Seigneurs temporels en l'assemblée generale, en laquelle elles n'ont esté reputees, ny receuës pour coustumes, neantmoins sous la mesme protestation, les ay icy inserées, à fin qu'aucuns ne caillent ce liure estre imparfait, & qu'elles leur seruent de simple memoire. C.M.

Pour la chastellenie de Meaux, siege capital dudit bailliage.

PAR* la coustume notoire, & notoirement obseruee audit Meaux, siege capital dudit bailliage, & és villages dependans d'iceluy siege & chastellenie, par priuilege expres, dont ont vü les habitans de la ville dudit Meaux, ville, marché & villages de la chastellenie, ont droit, & leur loist chasser à cor & à cry, à tout harnois & engins par toute la forest du Mans, laquelle forest est tenuë du Roy, à cause de son hostel dudit Meaux.

*Ces habitans, ont droit de chasser à cor, & à cry, par toute la forest du Mans.

Pour ladite coustume, quand on vend aucun heritage, si c'est dedans la ville, marché & fauxbourgs, fil n'y a arbres portans fruit, il n'y a ne lots ne ventes. Et és quatre villages de la preuosté dudit Meaux : c'est à sçauoir, Congy, Chauconin, sainct Iean des deux Iumeaux, & Nantoil lez ledit Meaux, etiam, si y auoit arbres portans fruits en l'heritage vendu, n'est deu ne lots ne ventes.

Hors ladite ville, marché & fauxbourgs, & hors lesdits quatre villages, on prend, & à l'on

Les pretendues coustumes locales,

accoustumé de prendre vingt deniers tournois pour chacun franc, pour droit de lots & ventes.

Pour la chastellenie de Prouins.

En la chastellenie dudit Prouins, tous heritages censuels sont redeuables de lots & ventes, toutes & quantes-fois, qu'ils sont vendus ou reuendus, lequel droit de lots & ventes, est de trois sols quatre deniers tournois, pour chacune liure.

Les vendeurs ou acheteurs des heritages censuels, estans en ladite chastellenie de Prouins, doiuent payer aux seigneurs censiers, lesdits lots & ventes, & relots quand il y eschet.

Toutes personnes roturieres, fils ne sont clerks, bastards ou de serue condition, sont dits & reputez en ladite chastellenie bourgeois du Roy, en quelque lieu dedans ladite chastellenie qu'ils soient demourans, soit en la haute iustice du Roy, ou d'autre haut iusticier.

Pour la chastellenie de Montereau, & les chastellenies de Marrolles, Montigny & autres ressorts d'icelle chastellenie de Montereau.

En ladite chastellenie de Montereau, & esdites chastellenies de Marrolles, Montigny & autres ressorts de ladite chastellenie de Montereau, tant dedans la ville que dehors, pour droit de lots & ventes, on prend pour chacun franc, trois sols quatre deniers tournois.

On tiét pour coustume generale, en ladite ville & chastellenie de Mōtereau, ou Faut-Yonne, qu'au Roy nostre sire appartient, & à droit de prendre de chacun reclain¹ en toute ladite chastellenies, des lettres & contracts, faits & passez, sous le seel royal de ladite ville & chastellenie, la somme de sept sols six deniers tournois, pour l'amende de la fraction de la promesse faite par serment, par les debtors, lesquels s'obligent en la main du tabellion ou notaire iuré volontaire.

Item, & aucuns forains demourans, tant en ladite chastellenie, que hors icelle, achètent marchandise en ladite ville & fauxbourgs, le iour de samedi, qui est iour priuilegié & iour de marché, en ce cas, sont tenus respondre par-deuant le preuost dudit Montereau, & n'ont aucuns renuoy par-deuant autres iuges.

Item, lequel iour de samedi, qui est iour de marché, s'il est trouué aucun delinquant, en faisant batures & excès en la personne d'aucun, ou pour raison de pareil cas ou delit, l'amende seroit ordinaire de cinq sols tournois, & pour raison dudit iour de samedi & marché, elle est ordinaire de soixante sols tournois.

Item, & si aucuns de ladite chastellenie, & gens forains, de quelques iurisdicions qu'ils soient, font aucune despense de bouche aux tauernes & hostelleries dudit Montereau, n'ont semblablement aucun renuoy, s'ils sont pourfuyuis: mais sont tenus respondre, par-deuāt ledit preuost de Montereau.

Item, & sont tenus aussi, tous les demourans en ladite chastellenie par preuention, respondre par-deuant ledit preuost dudit Montereau, sans leur bailler aucun renuoy, soit qu'ils soient conuenus de partie à partie, ou par cas de delit.

Item, & s'il aduenoit qu'aucuns fussent obligez, sous le seel de ladite chastellenie, & ils sont adiournez, & sont appelez ou mis en cause par-deuant iceluy preuost, pareillement sont tenus proceder par-deuant ledit preuost.

Item, & peut ledit preuost, par preuention, s'il trouue aucuns malfaiteurs, faisans delit, ou aucunes bestes, faisans degast ou dommage en ladite chastellenie, prendre ou faire prendre les delinquans, faisans debats ou degast & dommage, & les amener prisonniers en ladite ville, & en faire la punition telle qu'au cas appartiendra.

Item, en ladite ville & chastellenie, le Roy nostre sire a droit de prendre lots & ventes des heritages tenus de luy en censue, qui sont vendus, la somme de trois sols quatre deniers tournois pour liure, qui se payēt par l'acheteur & vendeur par moytié. Et si par les lettres de cōtract, estoit expressément dit, que l'acheteur deust acquitter ledit vendeur, & auroit argent franc. En ce cas, y auroit droit de relots, qui est de dix deniers tournois pour liure, outre & par dessus lesdits trois sols quatre deniers tournois. Et seroit pour chacune liure pour iceluy seigneur quatre sols deux deniers tournois, & si tels acheteurs & vendeurs, estoient huit iours apres ladite vente, sans payer lesdits droits, ils sont en amende de soixante sols tournois.

Item, mais si lesdits heritages estoient eschangez, & il y eust aucune soulte d'argent ou d'autre chose, y auroit pour raison d'icelle soulte, pour chacune liure, pareille somme que dessus.

Item,

De l'amende de la fraction de la promesse faite par serment, par les debtors.
1 C'est à dire, plainte faite en iugement.
C.M.

L'amende cōtre ceux, qui delinquent audit Montereau, le iour de marché.

Du preuost de Montereau, & de sa iurisdicion.

De la preuention dudit preuost.

Des lots & ventes, deus au Roy, en la chastellenie de Montereau.

Item en ladite preuosté, ledit seigneur a vn autre droit, qu'on appelle forte clameur, en telle maniere, que si aucun fait adiourner vn autre en action personnelle, il y a amende audit seigneur, de la somme de deux sols six deniers tournois, par celui qui succumbe de la cause pour le premier adiournement. Posé que les parties s'accordent, ne sans mettre ladite cause à audience, & s'ils persistent en outre, & que ladite cause fust contestee, y a sept sols six deniers tournois.

Du droit de forte clameur.

Item & si l'estoit adiourné pour la deuxième-fois pour vne mesme chose, & que ledit demandeur se voust deporter dudit adiournement, si seroit tenu l'autre desdites parties en ladite amende de deux sols six deniers tournois, & ne fust ledit adiournement fait qu'en simple sommation seulement.

Item es arrests & empeschemens en matiere de reiuendication, si y a opposition interiectee, ou congé du iuge donné, de faire lesdits arrests, il y a amende de deux sols six deniers tournois, & où elle vient en liticontestation, y a sept sols six deniers tournois d'amende.

Des empeschemens & arrests, en matiere de reiuendication.

Item & es adiournemens, faits par deuant ledit preuost en matiere d'iniures & vilenies, incontinent ledit adiournement fait, contre aucune partie, y a pour l'amende v. sols tournois, & s'elle est contestee, y a dix sols tournois d'amende enuers ledit seigneur.

Des amendes procedans, à cause d'iniures & vilenies.

Item: mais si lesdits adiournemens, estoient faits en matiere d'interests, seulement à requeste de partie, y a ii. sols six deniers tournois d'amende, & si elle est contestee, y a sept sols six deniers tournois, comme dessus.

Item & si aucuns sont adiournez d'office, ou à requeste de partie deuant le preuost, & ils ne comparent, ou procureurs pour eux, sont tenus de deffaut, qui est de sept sols six deniers tournois, soit le demandeur ou defendeur, & s'ils ne comparent tous deux, sont tenus pour deffaulans, & tenus en pareille somme, chacun de vii. sols six deniers tournois.

2 Ceste baronie & chastellenie, ressort de toute antiquité, sans moyen au Parlement de Paris, & est tenuë du Roy en pairrie, dès le tēps du tresmaillant Prince, François de Cleues, Duc de Nevers, Baron dudit Coullommiers. Et cest article de la quantité des lots & ventes, est notoirement gardé & obserué, comme s'ay sceu de maistre Simon Bobe, mon gendre, bailly dudit Coullommiers, & autres officiers du lieu. C.M.

Item, & ne peuuent lesdites parties, demandeur & defendeur, apres lesdits adiournemens faits, eux departir de cause, qu'ils ne soient tenus demander congé au iuge, & rapporter accord s'ils l'ont fait ensemble. Aliàs, sont tenus d'amender, & peut ledit demandeur prendre congé pour les deux parties.

Pour la chastellenie de Coullommiers.

2 En la chastellenie dudit Coullommiers, ² dedans la ville & doyenné, on prend vingt deniers tournois pour chacun franc, pour droit desdits lots & ventes. Et hors lesdites villes & doyenné, trois sols quatre deniers tournois.

3 En icelle chastellenie de Coullommiers, on a tousiours veu les seigneurs chastellains dudit Coullommiers, iouyr & vser d'un droit appelé droit de iuree, ³ qui se prend indifferemment, sur toutes personnes, demourans en ladite chastellenie de Coullommiers, s'ils ne sont nobles, clers ou de serue condition, sur lesquelles, telles personnes non clers, nobles, ou nō serues, on à veu pareillement, iouyr & vser les seigneurs dudit Coullommiers, de droit de iurisdiction & connoissance.

En toutes actions personnelles, & de delits, en quelque haute iustice, moyenne & basse, que ce soit, on a veu lesdits seigneurs, auoir connoissance & iurisdiction sur les personnes, estans de l'estat & condition dessusdits, lesquels on a appelé bourgeois de iuree, excepté sur les personnes demourans en aucunes seigneuries & iustices particulieres d'aucuns priuileges, qui ne sont pas redeuables dudit droit de iuree, ne sortissans audit Coullommiers, sinon par ressort & souueraineté: mais quand lesdites personnes de iuree, sont demourans hors ladite chastellenie, on ne les en peut plus poursuir & en sont quittes.

4 Et au regard des reclains ⁴ des lettres obligatoires, de condempnations & commandemens sous quelque seel, ou pardeuant quelque iuge, qu'ils soient passez, le iuge fermier des exploits dudit seigneur audit Coullommiers, a coutume de prendre, sur chacun reclain de lettres obligatoires, commandemens & condempnations, sept sols six deniers tournois.

Quant aux contestations en cause, toutes & quantes-fois, qu'un defendeur a nyé la demande d'un demandeur purement & absoluëment, celui qui succumbe est tenu de sept sols six deniers tournois d'amende.

Pour la chastellenie de Lafferté au-coul.

5 En la chastellenie de ladite Ferré au-coul ⁵ des heritages, qui sont tenus du chastel, quand ils sont vendus, on paye pareille somme de xx. deniers tournois pour chacun franc, pour droit de lots & ventes.

3 Cest article & le sequent, ne sont en aucun vsage. Ce auoit esté vne ancienne maniere de priuilege questnaire, qui est aboly. C.M.

Des bourgeois de iuree.

4 Plainte indiciire. Cest arti. & le sequent, sont obseruez audis lieux. C.M.

5 De la preuosté & viconté de Paris.

Les pretendues coustumes locales

6 *Partie de la vicité de Paris, partie de Coulommiers.*

*Pour la Chamigny & Belot.*⁶

6

En ladite seigneurie de Chamigny & Belot, qui sont de ladite chastellenie de Lafferté au-coul, le seigneur prend pour lots & ventes trois sols quatre deniers tournois.

7 *Du bailiage de Meaux.*

*Chastellenie de Crecy.*⁷

7

En la chastellenie de Crecy, on prend pour chacun franc de droit de lots & ventes xx. deniers tournois.

8 *Reffort de Coulommiers.*

*Pour la chastellenie de Lafferté-gaulcher.*⁸

8

En ladite chastellenie de Lafferté-gaulcher, pour chacun franc de droit de lots & ventes, on prend iii. sols iii. deniers tournois.

9 *Reffort de Coulommiers.*

*Pour la Ioy sur Morain.*⁹

9

Audit lieu de Ioy, on prend pareille somme de iii. sols iii. deniers tournois pour chacun franc de lots & ventes.

10 *Abbaye qui est de la preosté & vicité de Paris.*

*Pour Choisy en Brye.*¹⁰

10

Audit lieu de Choisy en Brye, en la censue du seigneur, on ne prend que vingt deniers tournois pour chacun franc, & en la censue du curé dudit lieu, & autres personnes, ayans fief & droit de censue audit lieu, on a acoustumé, prendre de droit de lots & ventes, pour chacun franc iii. sols iii. deniers tournois.

11 *Est du bailliage de Meaux.*

*Pour la chastellenie de Serris.*¹¹

11

En la chastellenie de Serris, on prend pour chacun franc de lots & ventes iii. sols iii. deniers tournois.

12 *Du reffort de Coulommiers.*

*Pour la Malle-maison & Guerard.*¹²

12

En la chastellenie de ladite Malle-maison Guerard & reffort d'icelle, quand aucuns heritages sont vendus, est deu pour droit de lots & ventes trois sols quatre deniers tournois pour chacun franc, douze deniers tournois pour la saisine, & douze deniers tournois pour la deffaisine.

13 *Reffort de Meaux.*

*Pour Laigny sur Marne.*¹³

13

Audit lieu de Laigny en l'estendue de la seigneurie dudit lieu, on prend pour chacun franc de droit de lots & ventes, trois sols quatre deniers tournois, & avec ce quand l'heritage est vendu frâcs deniers, droit de venterolles, qui est de vingt deniers tournois pour chacun franc, & se payent par l'acheteur lesdites venterolles, outre la somme de trois sols quatre deniers tournois pour chacun franc, pour lesdits lots & ventes.

Pour Resbetz.

14 *Tout ce qui est icy desus, & apres en ces locales de la quantité des lots & ventes, est gardé. C.M.*

En la seigneurie dudit Resbetz, on prend vingt deniers tournois, que paye le vendeur pour chacun franc de lots & ventes¹⁴ du pris de la vendition, & autres vingt deniers tournois, que paye l'acheteur, pour chacun franc, du pris dudit achat, pour le droit desdits lots & ventes.

Excepté toutesfois, qu'à Orly & Boytrô, celuy qui se deffaisist, ne doit point douze deniers tournois pour droit de deffaisine, combien qu'il est tenu de se deffaisir, pendant le temps, que dit est, comme sont ceux, qui sont tenus payer ledit droit de deffaisine.

Le seigneur peut saisir l'heritage, vendu, iusques à la valeur de ses lots & ventes, &c.

En toute la preuosté de Verouges, le vendeur d'aucun heritage, ne doit que dix deniers tournois pour droit de ventes, & l'acheteur dix deniers tournois, pour chacun franc, du pris de la vendition, pour ledit droit de lots. Pour lesquels droits, lesdits seigneurs peuvent, si bon leur semble, arrester & faire saisir l'heritage vendu, iusques à la valeur de leurs droits de lots & ventes, deffaux & amendes, & ainsi en vse l'on, & à l'on coustume vse en ladite seigneurie de Resbetz.

Les enfans, nez d'une femme serue, ensuiuent la condition de la mere.

On tient pour coustume, en ladite terre & seigneurie de Resbetz, & és cinq parroisses dudit lieu, en ladite terre & seigneurie de Verouges, de Melera, desdits Orly & de Boytron, appartenances & appendances, fins & limites des preuostez & mairies desdits lieux, appartenans aux religieux dudit Resbetz, que les enfans des femmes de condition seruille, ensuiuent la condition de leur mere, nonobstant que leur pere soit personne franche.

Des heritages main-mortables, &c.

Le droit desdits religieux, & duquel ils iouissent & ont iouy de tout temps, est tel que tous les heritages, assis & situez en leur dite terre & seigneurie de Resbetz, & en leurs autres seigneuries deuât declarees sont main-mortables, en telle maniere, que si aucū de quelque condition

dition que ce soit, c'est à sçavoir gens d'Eglise, Nobles de franche condition ou seruille, ayans heritages en ladite terre & seigneurie de Resbetz, va de vie à trespas, sans hoir de son corps, habille à luy succeder, tels heritages aduient, competent & appartiennent à ladite eglise, par droit de morte-main, & si n'y succedent point les freres ne les sœurs les vns aux autres. Et ainsi en vse l'on.

Item tous ceux qui vendent, donnent ou eschangent heritage en la seigneurie & justice de ladite eglise, & en la censive d'icelle, sont tenus de venir à deffaisine, & pour icelle deffaisine, payer xii. deniers tournois au seigneur. Et aussi, ceux qui acceptent icelles venditions, donations ou eschanges, sont tenus de venir à faisine, & doiuent au seigneur pour droit de faisine xii. deniers tournois, qu'on appelle vest & deuest, des choses donnees, vendues ou eschangees dedans huit iours apres les contracts de ce faits & accordez entr'eux, sur peine de sept sols six deniers tournois d'amende pour chacun des deffailans. Et si apres les huit iours passez, ils deffailent encores d'y venir dedans l'an, ils sont de rechef amendables de lx. sols tournois pour chacun d'eux.

Item & si aucun, ayant heritages es lieux de Boytron, Orly, & en la preuosté de Verouges, va de vie à trespas, delaisse aucunes filles mariees, prenant part en iceux, chacun des marys desdites filles, est tenu de reprendre desdits religieux, dedans l'octaue de la part de l'heritage aduenu à sa femme, sur peine de sept sols six deniers tournois d'amende, & s'il est deffailant par vn an, il doit lx. sols tournois d'amende, & doit pour chacun relief à Verouges six sols tournois, à Boytron xii. deniers tournois. Toutesfois les fils ne sont tenus reprendre, ne les filles, felles ne sont mariees.

Le droit desdits religieux, & dont ils iouissent, & ont iouy de tout temps, quant au fait de leurs hommes & femmes de corps est tel, que le franc, ne succede point au serf en biens, qui cheent en morte-main enuers lesdits religieux, en telle maniere, que si vn enfant est nay de pere de cōdition seruille & de mere franche, pour-ce qu'à cause de sa mere, il ne succede point à son pere, en ce qui est cheant en morte-main, c'est à sçavoir en meubles. Et ainsi en vse l'on.

Item quand vn de leurs hommes de corps, va de vie à trespas, s'il n'a hoir de son corps naturel & legitime, habille à luy succeder, qui soit de ladite succession, & aussi en sa membournie, tous les biens meubles, qui demeurent du deces de tel homme & femme de corps, appartiennent par droit de morte-main à ladite eglise, & ne succedent point à luy ses parens & lignagers, ne ses enfans, s'ils ne sont en sa puissance paternelle: mais si tel homme de serue cōdition a enfans en sa membournie, c'est à sçavoir en sa puissance paternelle, ils succedent à luy en meubles & heritages, en telle maniere, que s'il en a vn ou plusieurs estans hors de sadite membournie, & vn estant en sa membournie, ledit estant en sa membournie, garde la succession mobiliere aux autres enfans, & luy succedent tous lesdits enfans par égale portion, & ainsi en vse l'on.

Item & semblablement, quand les enfans de ladite condition seruille de ladite eglise, ou d'autre seigneur, vont de vie à trespas, sans hoirs de leurs corps, naturels & legitimes, estans de leur condition, & qui ne soient ou ayent esté mariez, ou soient clercs, en ce cas, les biens meubles de telles femmes, de condition, par la coustume, appartiennent à ladite eglise, par droit de morte-main. Toutesfois si telles femmes ont enfans, qui n'ayent esté mariez, & ne soient clercs, tels enfans leur succedent. Et garde, l'vn estant de ladite qualité aux autres mariez & clercs, leur droit de succession, & seront tenus lesdits seigneurs de Resbetz de vider leurs mains des heritages à eux aduenus, par la forme dessusdite, dedans l'an & iour de l'aduenement d'iceux, autrement ledit an reuolu, sont lesdits heritages acquis au Roy.

Pour Faremonstier.

En la chastellenie & temporel des seigneurs dudit Faremonstier, par droits de lots & ventes, on paye iii. sols iiii. deniers tournois, comme l'a rapporté maistre Raoul d'araines, ayant charge dudit Faremonstier.

Audit lieu de Ioy sur morain pour les religieuses, abbesse & conuent dudit Faremonstier, dames dudit Ioy, y a pour droit de xxiii. sols tournois, & de saisines ii. sols tournois, le tout pour vne fois, quand le pris de la vendition, excède vingt sols tournois, & pour droit de lots & ventes, pour liure trois sols quatre deniers tournois.

Pour la Selle.

En la chastellenie dudit lieu de la Selle pour droit de lots & ventes, y a iii. sols iiii. deniers tournois, ainsi que rapporté a esté par maistre Raoul d'araines, ayant charge dudit lieu de la Selle.

Du droit de deffaisine, deu aux religieux de Resbetz. Du droit de faisine.

Les maris des filles, sont tenus de reprendre, desdits religieux, les heritages venus à leurs femmes, &c. Le franc ne succede point au serf, &c.

Des biens de ceux, qui meurent sans hoirs, en la seigneurie desdits religieux, quant aux hommes de corps, &c.

Des biens des femmes, de seruille condition, decedez en la seigneurie, desdits religieux.

Des droits, deus aux religieuses, & abbesse de Faremonstier.

Proces verbal

15 Ressort de Meaux.

*Pour les Murs, Villemareul, mymeaux, La haute maison & Mareul lez Meaux.*¹⁵

15

Esdites terres & seigneuries des Murs, Villemareul, mymeaux, La haute maison & Mareul lez Meaux, y a pour droit de lots & ventes pour chacun franc iii. sols iii. deniers tournois.

16 Tout de l'ancien ressort de Meaux: mais depuis les presdians, sont le Guise, partie baillé à Proins, partie à Troy. C. M. Les habitas es chastellenies, cy nommes, sont reputez bourgeois du Roy. Des heritages francs de censue, &c.

*Pour la chastellenie de Sezanne, Treffou & Chantemarle.*¹⁶

16

Toutes personnes roturieres, fils ne sont clerks, bastards ou de serue condition sont dits & reputez esdites chastellenies bourgeois du Roy, en quelque lieu dedans lesdites chastellenies, qu'ils soient demourans, soit en la haute iustice du Roy ou d'autre haut iusticier.

Par la coustume gardee esdites chastellenies de Sezanne, Treffou & Chantemarle: mesmement ce qui est assis au pays & comté de Champagne, tous heritages sont francs de censue, fil n'appert au contraire, supposé qu'ils soient assis en la haute iustice d'aucun haut iusticier. Et ainsi en vse l'on.

Lesquels articles desdites coustumes locales contenues cy deuant, pource qu'il semble à tous en general, que c'estoient plus droits seigneuriaux que coustume, fut par nous, (C'est à sçauoir par les commissaires nommez en leur proces verbal:) ordonné que lesdits articles ne seroient publiez n'arrestez: mais seroit reserué aux seigneurs, barons, chastellains & autres d'vser sur leurs suiets de tels droits qu'ils leur peuuent appartenir. Et à leursdits suiets leurs defences au contraire. En tesmoin de ce, nous auons cy mis noz seings manuels. Et fait sceller de noz seaux, le cinquième iour d'Octobre, l'an mil cinq cens & neuf.

Signe. T. Baillet. R. Barme. A du drac. N. Chapuifet.

Proces verbal des coustumes de Meaux.

LE lundy premier iour d'Octobre, l'an mil cinq cens & neuf, Nous Thibault baillet, Conseiller du Roy nostre sire & president en sa Cour de Parlement, & Rogier barme aduocat dudit Seigneur en ladite Cour, partismes de la ville de Paris, pour aller en la ville de Meaux, faire publier & arrester les coustumes du bailliage de Meaux, en ensuiuant le contenu es lettres patentes de commission du Roy nostredit Seigneur, desquelles la teneur s'ensuit. Loys, &c. En laquelle ville de Meaux, arriuasmes ledit iour de lundy, & le mardy ensuiuant deuxième dudit mois, qui estoit le iour de l'assignation bailee aux gens d'Eglise, Nobles & autres du tiers estat pour estre presens, & assister à ladite publication. Pour l'absence d'aucuns des officiers des sieges particuliers dudit bailliage, ne fut besongné à ladite publication. Et ordonnasmes, que les presens, & ceux qui viendroient ce-dit iour, se presenteroient deuers le greffier dudit bailliage, pour les appeler le lendemain, & proceder contre les defaillans, comme de raison. Et le mecredy ensuiuant, troisième dudit mois d'Octobre, nous transportasmes en la grand' salle de la maison Episcopalle de l'Euesque dudit Meaux, lieu preparé & ordonné pour proceder à ladite publication, ou estoit maistre Adrian du drac, lieutenant general dudit bailliage de Meaux, qui nous dist, qu'en ensuiuant les lettres missiues du Roy nostre sire, que par-auant luy auoient esté apportees par Jaques de Mailly, huissier en ladite Cour, desquelles la teneur s'ensuit. De par le Roy, Noz amez, &c. Et sur le dos desdites lettres. A noz amez & feaux, les bailly, lieutenant general, aduocat & procureur du bailliage de Meaux. Il auoit fait conuoquer plusieurs gens d'Eglise, Nobles, Praticiens, Aduocats & autres du tiers estat en grand nombre, Et lors fismes lire à Nicolas chapuifet, greffier dudit bailliage les lettres patentes de nostre commission, ensemble les lettres missiues du Roy nostredit seigneur, enuoyees audit lieutenant & autres officiers dudit bailliage cy dessus escrites. Et ce fait, ordonnasmes audit greffier appeler les prelatz: colleges & chapitre, & autres gens d'Eglise, les Nobles & autres personnes du tiers estat, qui auoient esté adiournez, pour assister à la publication deffusdite. En ensuiuant laquelle ordonnance, furent appelez, & comparurent pour reuerend pere en Dieu, monseigneur l'euesque de Meaux, estant lors absent & exonié pour sa maladie de fieures, Gille la personne, procureur dudit euesque. Frere Charles de billy, abbé de saint Faron, lez Meaux. Frere ysambert du puys, abbé de Charge. Frere Iean brifson, abbé de Iouy: Les doyen, chanoines & chapitre de l'Eglise saint Estienne de Meaux, comparans par maistres Pierre fabry & Thibault drouyn, commis & deputez par lesdits de chapitre: Les chanoines & chapitre de saint Sainctin, comparans par maistre Adrian le dieu, & Pierre foret, chanoines de ladite-Eglise. Frere Nicole musnier general de l'ordre des Mathurins, Frere Nicole nauarre, ministre du conuent des freres de l'hostel-dieu de Meaux, Frere Remy bouquet, maistre de l'hospital, nommé Iean rose audit Meaux:

Les

Les chanoines & chapitre de sainct Quiriace de Prouins, comparans par maistre Symon verge, preuost & chanoine de ladite eglise : Les chanoines & chapitre de nostre-dame du Val, par ledit Verge leur procureur : Les chanoines & chapitre sainct George de Crecy, par maistre Symon des beufues, chanoine de ladite eglise : Les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise collegial de Montereau, par maistre Loys gilbon leur procureur : Les doyen, chanoines & chapitre de sainct Nicolas de Sezanne, par maistre Iean michelot, chanoine & doyen de ladite eglise : Les chanoines & chapitre de sainct Belier de Boys, par ledit Michelot : Les doyen, chanoines & chapitre de Bray, par Gilles lalier leur procureur : Frere Iean pigneur, prieur de Raroy : Frere Iean gaultier, prieur de Volton : Frere Arthur de ballaines, prieur de Peas : Les religieux, abbé & conuent de Chambre-fontaine, comparans par Iean le roy leur procureur : Les religieux, abbé & conuent de Resbetz, par Iean chapuiset leur procureur : Frere Estienne paris, religieux & procureur des religieux, abbé & conuent de Prully : Les religieux, abbé & conuent de Monstre-la-celle, comparans par frere Antoine girard, religieux audit lieu : Les religieuses, abbesse & conuent d'Yuerre, comparant par maistre Iean chapuiset leur procureur : Les religieuses, abbesse & conuent de Fremonstier, par Gilles la sonne leur procureur : Les religieuses, abbesse & conuent du Pont-aux-dames, par Martin le bel leur procureur, maistre Arthur d'Aunay, prieur commendataire de Grand-champ, comparant par damp Iean guerin, secretaire dudit lieu son procureur : Le prieur & conuent du Rueil, comparant par damp Iean aluine son procureur : Le prieur de sainct Ayoul de Prouins, comparant par frere Antoine girard son procureur : Le prieur de sainct Martin de Crecy, par maistre Symon de beufues son procureur : Le prieur & conuent sainct Iulien de Sezanne, par Iean possiet leur procureur : Comparurent en outre, nobles personnes, monseigneur le Duc de Longueville, Côte de Dunois, Seigneur de Bray, par Iean Berange ou son procureur : Ma-dame la Côtessse de Vendosme, Vicôtessse de Meaux, Dame de La-ferté au-coul, de Chamigny & de Belot, par Nicolas caquost son procureur : Mōseigneur l'Infant de Navarre, seigneur de Coullommiers, par Claude bourgoing son procureur, Jaques d'anglure, seigneur, baron dudit lieu : Guillaume de houllefort, baron de Broys, Iean de ruy, baron de Pleurre, Iean iuuenal des Vrsins, seigneur de Douë, Iean de giresme, seigneur de Mail : Hierosme de Marle, seigneur de Luzancy : Antoine du moulin, seigneur de Rosoy & de Vincy : Pierre du broulart, seigneur de Lisf & de Montiaf : Maistre Arthaus saligot, seigneur de Monceaux : Maistre Charles de moulins, seigneur de Vaucourtois : Aubert de colurel, seigneur de Dieu-lamant : Denys de sainct merry, seigneur de la Granche-menniffier : Iean de Meaux, seigneur de Charny : Symon de vielz-maison, seigneur de la Court-rouge : Loys le goux, seigneur des Lourps : Pierre fretel, seigneur de Flaix : Iean de ballaines, seigneur de Villegruys : Nicolas de Villiers, seigneur de Charle-maison : Loys de bricoteau, seigneur d'Auerly : Jaques de piennes, seigneur de Ruseloy, Martigny, Lingieres & Ferrolles : Maistre guillaume ripault, seigneur de Courtenois : Maistre Symon des beufues, seigneur du Coulombier & de Marianolles : Quenti de bouteillier, seigneur de Vennes : Iean de villers, seigneur de Choisy : Guillart de raustin, seigneur Dongne : Iean de vielz-maison, seigneur dudit lieu : André boileau, seigneur de Poictieres : Pierre de soubzmermont, seigneur de Lescherolles : Iean de la fosse, seigneur de Montilz : Mathieu de noyen, seigneur dudit lieu : Antoine de veres, seigneur Damillis & le Corbier : Claude de culant, seigneur de Sainct-ouen : Antoine de lestoix, seigneur de Torcy, & de Champermoy : Loys le broteron, seigneur de Francheuille : Abel de bus, seigneur de haute-maison, Iean de brie, seigneur de Fublonnieres : Loys le sauage, seigneur de Ru : Pierre pasquier, seigneur des Esfars : Gaucher de conles, seigneur de Pauant : Philippe destry, seigneur de Conchereul : Philippe de renars, seigneur Dormoy, tous presens & en personne : René danguerre, seigneur Destoges, baron de Bursault, & seigneur de Fere-champenoise, comparant par Guillard de raustin son procureur : Messire Loys de poisieu cheualier, seigneur de Marolles, par Guillaume guillart son procureur : Messire Claude de poisieu, cheualier, seigneur de Montigny-lennois, par Iean du puy son procureur : Michel coctereau, escryet, fils mineur d'ans de deffunct messire Iean coctereau, en son viuant, Cheualier, Seigneur de Puisieux, par Iean la Personne, son tuteur & curateur. A tous lesquels procureurs dessus-nommez, ordonnasmes mettre vers le greffe leurs lettres de procuration, en commandant au greffier, les prendre & garder deuers luy : Comparurent aussi, honorables personnes, ledit maistre Adrian du drac, lieutenant general audit bailliage de Meaux : Robert payen aduocat : Pierre bataille, procureur dudit seigneur

Proces verbal

audit bailliage, maistre Nicole froment, lieutenant dudit bailly, en son siege de Prouins, Jean gennat aduocat, Loys durant, procureur du Roy nostredit seigneur audit lieu de Prouins, maistres Guillaume guillart, lieutenant dudit bailly à Montereau, Zacharie chippot, substitut du procureur du Roy audit Montereau, Jean regnault, preuost dudit lieu, Antoine le gaigneur, lieutenant de Sezanne, Thomas guerin aduocat, Jaques de villiers, procureur dudit seigneur audit lieu de Sezanne, Claude pasquot, preuost en garde audit Sezanne, Jean de montion, lieutenant du bailly à Coullommiers, & maistres Pierre thierfault, Pierre petit freres esleus de Meaux, Thibault le sueur, Raoul d'araines, Jean baitaille, Pierre chapuiset l'ainé, Pierre chapuiset le ieune, Nicolas biot, Jean du mont licencié es loix, Jean chapuiset, Jean du chemin, Martin le bel, Jean la personne, Jean le roy, Gilles la personne, Symon guillot, tous aduocats & procureurs audit bailliage de Meaux, Thomas guerin, Pol durant, Felix grant-homme, Denys yuernier, aduocats & praticiens à Prouins, Guillaume cadot, Jean pollet, Jean posset, Pierre goyn, Loys forel, Pierre le conte, Jean bernard praticiens au siege de Sezanne, maistres Noël de montion, Jean froment, Nicolas camus, Jean guynier, Olyuier hardy, Denys leaulté, Denys puissant, Ambroise de langres, Claude feret, lieutenant du bailly à Laigny, Raoul iulien, Jean hugot, Loys bel-homme praticiens audit lieu. Et apres fismes faire serment à tous les dessusdits, de bien & loyaument conseiller & dire verité, sur le fait des coustumes dudit bailliage, & remonstrer & aduertir, ce que des choses contenues esdites coustumes, en seroit vtile & profitable ou preiudiciable au bien commun & vtilité du pays. Et lors par maistre Thibault drouyn, licencié en decret, official dudit reuerend pere en Dieu, monseigneur l'euesque de Meaux, fut dit & remonstré, tant pour ledit euesque, que pour son clergé, que par l'assistance qu'ils faisoient à rediger par escrit, & reformer les coustumes dudit bailliage, ils n'entendoient, que si en aucun des articles, y auoit choses contraires ou preiudiciables aux droits & libertez de l'eglise, y consentir, sinon pour autant, que par droit commun, ils en seroient tenus: Requerant auoir acte de sadite declaration, ce qu'a esté accordé. Et aussi par Nicolas caquost, procureur de La Ferté au-coul, pour Madame la Contesse de Vendosme, dame dudit lieu de La Ferté. Et par Jean chapuiset, procureur des religieuses, abbesse & conuent de Ioerre. Et pareillement par Claude bourgoing, procureur de monseigneur l'Infant de Nauarre seigneur de Coullommiers en Brie, Lesdits procureurs fondez par lettres de procuration. Et aussi par maistre Pierre du brullart, prothonotaire du saint siege apostolique, seigneur de Montia y & de Lisy, fut dit & maintenu, qu'ils n'estoient de la iurisdiction du bailliage de Meaux, & que la comparition qu'ils faisoient, estoit pource que le Roy l'auoit ainsi voulu & ordonné, protestans que ladite comparoissance ne preiudiciait à leurs droits, & prerogatiues en autres choses, requerans auoir acte de leur dite protestation, & que de ce, en fust fait mention en nostre proces verbal. Ce qui leur a esté par nous accordé. Et ce fait, en procedant au fait de ladite publication, fismes faire lecture par ledit Chapuiset, greffier dudit bailliage, des coustumes dudit bailliage, à nous enuoyees, par ledit maistre Adrien du drac lieutenant.

Et en lisant le iiii. article, auquel est contenu. Qu'entre gens nobles, le fruit ensuit la condition du pere ou de la mere: car il suffit que l'un des conioints par mariage soit noble, à ce que les enfans qui en ystront, soient censez & reputez personnes nobles, tellement que si la mere estoit venue & yssiue de noble lignee, soit coniointe par mariage à un homme roturier, les enfans qui en ystront sont reputez nobles, supposez que le pere ne le soit pas. Et semblablement, si le pere estoit noble & la mere roturier & non noble, les enfans qui en ystront, sont dits & reputez nobles.

Après la lecture dudit article, leur fut par nous remonstré, que ledit article estoit de consequence, & que la loy & raison escrite vouloit le contraire. Et qui plus est, que la loy par expres resistoit à ladite coustume en leur demandant, si ledit article estoit accordé par les trois estats, & si telle estoit la coustume dudit bailliage. A quoy par aucuns des praticiens, faisant toutes-fois la moindre partie, nous fut dit, qu'audit bailliage de Meaux, n'estoit vsitee ladite coustume: mais qui plus est, que par le dit commun des anciens du pays de Brye, & Champagne, l'on disoit communément que la verge anoblit, & le ventre affranchit, qui estoit clere demonstration, qu'il estoit de necessité au-parauant qu'un enfant fust censé & réputé noble, qu'il fust extrait de pere noble. Et autres praticiens en plus grand nombre, nous fut dit, que telle estoit la coustume audit bailliage de Meaux qu'elle est dessus escrite, & qu'il suffit que l'un des conioints par mariage, soit noble, à ce que les enfans qui en ystront, soient censez

&

La verge anoblit, & le ventre affranchit.

& reputez nobles. Et sur ce la plus grand partie des nobles assistans à ladite assemblee feirent par maistre Raoul d'arennes leurs conseiller & aduocat, dire & remonstrer qu'il ne se trouueroit aucune chose de ladite coustume, & qu'elle estoit cōtraire à droit & raison, requerāt pour les causes par luy alleguees pour lesdits nobles, que du cayer des coustumes dudit bailliage fust ostee ladite coustume. Et pource que par vn nommé Iacques de hirdrechan seigneur de Maisoncelles, & par aucuns practiciens estans en ladite assemblee, fut dit que ledit maistre Raoul d'arennes n'auoit charge de ce proposer par tous les nobles, & qu'il y auoit plusieurs nobles voulans soustenir ladite coustume. Fut par nous ordonné que les nobles ensemblement deputeroient quelcun d'entre eux ou autre, lequel eux presens rapporteroit l'oppinion desdits nobles en pleine assistance, soit que leur oppinion fust vnanime & concorde, ou qu'elle cheust en diuersité d'oppinions, toutesfois qu'audit rapport feroit mention du nombre, à ce que par nous fust sceuë & conuë l'oppiniō de la plus grāde partie desdits nobles. Et pour ce faire leur donnasmes delay iusques apres disner. Et semblable ordonnance fut par nous faite à ceux de l'eglise, en leur donnant pareil & semblable delay. Et ce fait, paracheuasmes de proceder à la lecture desdits articles, iusques au chapitre intitulé, de douaire coustumier & prefix.

Et cedit iour de releuee, en continuant l'acte de ladite publication, apres lecture faite du viii. article desdites coustumes, estant audit chapitre de douaire, contenant: Que la femme douee de douaire prefix, peut apres le deces de son mary choisir & eslire le douaire prefix & coustumier, lequel qu'elle voudra. Mais si ladite femme veut auoir ledit douaire prefix, elle le doit declairer. Et n'ont cours les arrerages dudit douaire prefix, iusques apres la declaratiō par elle faite d'iceluy douaire accepter. Leur fut par nous demandé si au traité de mariage est baillé à la femme douaire prefix simplement, sans faire mention du coustumier, si apres le trespas de son mary, elle peut renoncer audit douaire prefix, & soy arrester au coustumier, supposé que du coustumier au traité de mariage ne soit faite vne seule mentiō. Surquoy par l'aduis & deliberation de tous les assistans fut adiousté audit article apres ces mots, Lequel qu'elle voudra, ce que s'ensuyt, supposé qu'en son traité de mariage ne soit faite aucune mention de douaire coustumier.

Ampliation
du viii. arti-
cle au chapi-
tre de douai-
re coustu-
mier.

Et sur le .ix. article estant audit chapitre contenant ces mots: Douaire coustumier saisist la femme qui en est douee, non pas douaire prefix, sinon apres qu'elle l'a accepté. Fut par nous demandé ausdits assistans, à sçauoir si douaire prefix saisist ou non. Apres plusieurs altercations des practiciens dudit bailliage, finalement lesdits practiciens & autres gens des trois estats, ont esté d'aduis qu'apres que le douaire prefix a esté accepté par la femme en iugement, les heritiers de son mary presens, ou suffisamment appelez, elle se peut dire saisie de son douaire prefix. Parquoy par l'oppinion de tous, fut adiousté en la fin dudit article ce que s'ensuyt. En iugement, les heritiers de son mary presens, ou suffisamment appelez, Apres laquelle acceptation ainsi faite que dit est, la femme se peut dire saisie dudit douaire prefix.

Ampliation
faite sur le
.ix. article au
dit chapitre,
de douaire
coustumier.

Après la lecture faite du contenu audit chapitre, pour plus amplement esclarcir & declairer le contenu en iceluy, fut par nous requis & demandé ausdits assistans, si douaire prefix est par la coustume, heritages propres, aux enfans. A quoy concordablement par tous les trois estats à esté dit & respondu que douaire soit prefix ou coustumier, est à la vie de la femme seulement. Et pource par la deliberation des dessusdits fut adiousté audit chapitre le .x. article, duquel la teneur s'ensuyt. Douaire soit prefix ou coustumier n'est propres aux enfans de la personne douee, mais est viager, & dure la vie de la femme seulement.

Adioustement
du .x.
article, au
chapitre de
douaire cou-
stumier.

Et sur le .xv. .xvii. & .xviii. articles estans au chapitre des donations, tant simples cōme celles qui sont faites entres vifs & c. contenans ce que s'ensuyt. Donation faite par personne en faueur & contemplation de mariage aduenir à aucunes personnes fiancez, ou autres entendans contracter mariage, retenu au donnant l'vsufruit de la chose donnee, est vallable, & en doit iouyr & prendre les fruits le donataire, apres le trespas du donnant, selon la condition de la donation faite: si c'est chose noble, il est requis qu'il y ait reception de foy & hommage au prouffit du donataire, aliàs la donation ne vaut rien. Si c'est chose roturiere, est requis qu'il y ait enfaifinement par le seigneur duquel la chose meut. Et pource que par la lecture desdits articles il semble que donation faite avec retention d'vsufruit, pour autre cause qu'en faueur de mariage ne fust bonne ne vallable: mesmement veu la coustume par laquelle est dit, que donner & retenir ne vaut. Leur auons requis & demandé si donation faite avec retention d'vsufruit, sans faueur de mariage n'autre quelconque à personne capable, est bōne & vallable. Lesquels concordablement nous ont dit, que donation faite avec retention d'vsufruit à personne

Proces verbal

capable, tant en faueur de mariage qu'autrement, est bonne & vallable. Et qui plus est, que retention d'vsufruit equipolle à tradition réelle & actuelle, tellement que pour la valeur de ladite donation n'est requise autre apprehension de fait. Parquoy par l'aduis & deliberation de tous les assistans, lesdits articles furent rayez. Au lieu desquels par l'aduis & deliberation que dessus, a esté mis le .xvi. article contenant ce qui s'ensuyt. Donation faite à personne capable, retenu au donnant l'vsufruit de la chose donnée, est bonne & vallable, & equipolle telle retention d'vsufruit à vraye tradition réelle & actuelle, tellement que pour la valeur de ladite donation, n'est requise autre apprehension de fait.

Et au chapitre de donation mutuelle le .xx. article contenant. Et n'est tenu le suruiuant faire partage aux heritiers du trespassé, soit desdits meubles ou conquests immeubles, mais se peut bouter dedans, & s'en dire saisy & vestu. Apres plusieurs altercations eues entre les praticiens de Meaux & ceux de Prouins, finalement tous ceux des estats ont esté d'aduis que tel don mutuel ne faisisst point le donataire: mais que pour auoir deliurance d'iceluy, faut intéter l'action personnelle contre l'heritier. Toutesfois les praticiens de Prouins iulques au nombre de dix à douze nous ont dit, qu'en la chastellenie de Prouins, donation mutuelle faite de meubles & conquests, non extantibus liberis, faisissoit, en nous requerant que de ce & de leur dire vousissions faire mention en nostre proces verbal: ce que leur auons accordé. Et apres par l'aduis desdits estats & consentement desdits de Prouins, ledit article a esté rayé & escrit ainsi qu'il s'ensuyt. Donation mutuelle faite entre deux conioints par mariage, ne faisisst point.

Correction du .xxi. article au chapitre de donation mutuelle.

Correction du .xxii. article au chapitre de donation mutuelle &c.

Et le .xxiii. article estant audit chapitre contenant. Item il conuient qu'en faisant telles donations mutuelles, qu'il y ait entre les donnans parité d'age, qui est censée de quinze à dix-huyt ans, si le mary excède la femme en aage, & eontra defaut d'enfans dudit mariage, & que lesdits donnans soyent en bonne santé corporelle. Apres que leur auons requis declaration de ladite parité, du consentement de tous les trois estats ledit article a esté corrigé ainsi qu'il s'ensuyt. Item il conuient qu'en faisant telles donations mutuelles que les donnans n'ayent aucuns enfans, & qu'ils soyent en bonne santé corporelle, & en bon sens & entendement.

Ampliation du .xxvi. article, au titre des testamens.

Et quant au .xxvi. article estant au chapitre des testamens, & quelles personnes peuuent tester contenant. Que toute personne franche soit noble ou roturier, habille à testamenter, peut tester, & par testament disposer de tous ses biens meubles & conquests immeubles, & du tiers de ses propres heritages à quelque personne qu'il luy plaist, excepté à sa femme & à ses enfans, auxquels il ne peut plus donner par son testament plus à l'un qu'à l'autre. Apres plusieurs remonstrances faites par messeigneurs des estats. Par l'aduis & oppinions d'iceux, ledit article a esté escrit & amplifié ainsi qu'il s'ensuyt. Toute personne franche soit noble ou roturier habille à testamenter, peut tester, & par son testament disposer de tous ses biens meubles & conquests immeubles, & du tiers de ses propres heritages à quelque personne qu'il luy plaist. Excepté à sa femme & à ses enfans, & aux enfans de ses enfans, auxquels enfans des enfans viuant leur pere ou mere on ne peut plus donner par son testament à l'un qu'à l'autre.

Adioustement du .xxvii. article audit titre des testamens.

Et en la fin du .xxvii. article estant en ce mesme chapitre contenant. Et si aucun fait testament outre le tiers de ses propres que le testament ne tient & ne vaut en ce qu'il excède le tiers. Pource qu'en ladite coustume il conuient & est requis qu'à l'heritier & plus prochain à succeder, demeurent les deux pars des heritages propres dudit deffunct, francs, quites & deschargez de toutes debtes & legs testamentaires, & faut que les debtes soyent payees auant que l'heritier soit contraint deliurer au legataire les meubles & immeubles, conquests & tiers des propres. Par l'aduis & deliberation des assistans a esté adiousté la cause qui s'ensuyt. Ou que le legataire ait baillé caution de payer & acquiter toutes & chacunes les debtes, obseques & funerailles.

Le .xxx. article estant audit chapitre contenant. Et s'il decede sans testament faire, la succession va au Roy. Et s'il a fait testament, ledit testament accompli, ce qui reste appartient au roy: car les successions des bastards sont & appartiennent au Roy, s'ils n'ont enfans de leurs corps procrez en mariage. Apres la lecture dudit article, l'official de l'euesque de Meaux, tant pour mondit seigneur de Meaux que pour le clergé, ensemble les nobles & haux iusticiers se sont opposez, disans qu'à eux, à cause de leurs hautes iustices, appartiennent les mains mortes des bastards, chacun pour autant qu'il en est trouué en sa haute iustice. Les gens du Roy insistans au contraire, disans la succession d'iceux bastards appartenir au Roy: ainsi qu'il est dit par ladite coustume. Lesquels pour le differend, auons appointez à escrire par aduertissement, qui sera comm

communiqué ausdits gens d'eglise, nobles & hauts iusticiers pour y respondre, & de ce faire rapport par nous à la cour.

Quant aux trois premiers articles estans au chapitre des executeurs de testamens, contenant. Les executeurs esleuz par aucuns en faisant leurs testamés, sont saisis par an & iour des biens meubles dudit defunct, desquels ils doiuent faire inuentaie & prisee en la presence des heritiers, tellement qu'ils peuuent accomplir le testament du trespassé, faire ses obseques & funerailles, selon l'ordonnance & volonté du trespassé, supposé que les heritiers d'iceluy trespassé n'en fussent pas contens. Et peuuent aussi payer les debtes & legs mobiliars, & en faire la deliurance en presence & absence des heritiers, iceux suffisamment appelez: supposé qu'ils n'y vouffissent consentir. Et sont tenus lesdits executeurs apres ledit an passé, rendre aux heritiers dudit trespassé le compte & reliqua de l'administration qu'ils ont eue, & peuuent requerrir à iustice le taux de leur salaire: les executeurs dudit testament ne peuuent estre contrains vuyder leurs mains desdits biens meubles iusques apres l'an & iour reuolu du trespas & enterrement dudit trespassé, sinon que les heritiers dudit trespassé vouffissent bailler caution d'iceluy testament accomplir dedans l'an & iour, auquel cas lesdits biens meubles leur seront deliurez. Par la deliberation des assistans lesdits articles ont esté rayez, & y ont esté mis les deux articles qui s'ensuyuent. Les executeurs sans faire inuentaie des biens meubles demourez du decez, l'heritier ou heritiers presens ou appelez, ne se peuuent dire saisis. L'executeur d'aucun testament apres l'inuentaie deuément fait, est saisy dedans l'an & iour de tous les meubles demourez du decez. Et supposé que l'heritier offre accomplir le testament, & de ce bailler caution ou delaisser es mains de l'executeur, autant que se monte le cler dudit testament, l'executeur toutesfois dedans l'an & iour ne sera dessaisy.

Et le xxxviii. article contenant. Quand il n'y a point de biens meubles en la succession d'aucun trespassé, qui a nommé & esleu aucuns executeurs, iceux executeurs peuuent vendre les heritages demourez du decez dudit defunct, en ayant permission de iustice. Pourueu que preallablement ils ayent denoncé aux heritiers dudit defunct s'ils sont presens, si leur intention est de fournir d'autres biens pour accomplir le testament & volonté derniere dudit defunct, obseques & funerailles, Et lesquels heritiers, si bon leur semble, peuuent distribuer argent ausdits executeurs pour fournir & accomplir ledit testament & derniere volonté dudit defunct & payer ses obseques & funerailles. Et si lesdits heritiers fournissent argent, lesdits executeurs ne peuuent vendre les heritages dudit defunct. Audit article pour plus le specifier & esclarcir, ont esté adioustees aucunes clauses comme s'ensuyt. Quand il n'y a point de biens meubles en la succession d'aucun trespassé, qui a nommé & esleu aucuns executeurs, iceux executeurs peuuent engager, hypotheker, vendre a faculté de remere, si à ladite faculté de reemerer ils treuuent acheteurs: aliàs peuuent vendre simplement des heritages demourez du decez dudit defunct, en ayant permission de iustice, pourueu que preallablement ils ayent denoncé aux heritiers dudit defunct, s'ils sont presens, si leur intention est de fournir d'autres biens pour accomplir le testament & volonté derniere dudit defunct, obseques & funerailles. Et lesquels heritiers, si bon leur semble, peuuent distribuer argent ausdits executeurs, pour fournir & accomplir ledit testament & derniere volonté dudit defunct, & payer ses obseques & funerailles. Et si lesdits heritiers fournissent argent, lesdits executeurs ne peuuent engager, hypotheker, vendre a faculté de reemerer, ne simplement des heritages dudit defunct.

Et quant au xxxix. article estant au chapitre intitulé. Comment au Roy & à l'Euesque, & à chascun d'eux par preuention appartient l'audition des comptes des testamens, & non à autres. Et si le Roy preuient, l'Euesque n'en a point de connoissance, & par deuant eux peut on traicter & conuenir, ou par deuant leurs officiers les executeurs apres l'an & iour pour rendre compte de l'execution dudit testament. Combien que par les practiciens nous a esté dit & asseuré, le contenu en iceluy estre veritable, & que telle est la coustume dudit bailliage de Meaux. Neantmoins audit article se sont opposez l'Euesque de Meaux, maintenant qu'à luy seul, & non à autre, appartient l'audition des comptes des executions des testamens. Les doyen & chapitre de l'Eglise de Meaux, pretendans qu'à eux seuls appartient l'audition des comptes des executions des testamens faits & passez par les dignitez, chanoines, beneficies & habituez d'icelle Eglise, leurs hommes & femmes de corps. Les chanoines de saint Qui-riace de Prouins, ceux de nostre dame du Val, le duc de Longueuille à cause de sa seigneurie de Bray, maistre Thibault le sueur pour l'infant de Nauarre, seigneur de Coullômiers. Et les nobles estans en ladite assemblée, maintenans qu'à cause de leurs hautes iustices, l'auditiõ des

De radiatiõ des trois premiers articles, estans au titre des executeurs des testamens & adioustement d'autres articles qui s'ensuyuent.

Adioustement au xxxviii. article audit titre des executeurs des testamens.

Proces verbal

Le. xxxix. article au chapitre intitulé, comment au Roy ou à l'euesque appartient &c. est demouré selo qu'il est escrit au liure & ancienne coustumer.

Radiatio & mutatio du xli. article au titre de succession.

Adiustement au titre de succession.

Moderation du. xlix. article audit titre de succession.

Correction de l'article liii. audit chapitre des successions.

comptes des executions des testamens de leurs iustices & subiects leur competoit & appartenoit. Sur quoy ordonnasmes qu'ils bailleroient leurs causes d'opposition par escrit, & produiroient. lesquelles seroient communiqees au procureur du Roy, & à l'euesque, pour y respondre, & de tout en ferions nostre rapport à la cour, mais iusques à ce qu'autrement en fust ordonné, ledit article demoureroit, & en verseroit lon ainsi qu'il estoit escrit audit liure coustumer.

Le. xli. article estant sous le titre des successions, contenant. Representation n'a point de lieu en succession soit en ligne directe ou collateral, & ne valent les contrats & obligations fais au contraire qu'il soit dit par traité de mariage, & qu'il y ait consentement des parties à qui la chose touche & qui y ont interests. Par l'aduis & deliberation de tous les assistans, ledit article a esté rayé & escrit ainsi qu'il s'ensuyt. En ligne directe, epresentation a lieu, Toutesfois fille ne represente son pere en droit d'aïneesse: mais le fils represente son pere en droit d'aïneesse, quand celuy a la succession duquel il vient par representation, n'a point d'autres hoirs masculles: Car s'il auoit aucun hoir masle, viendroit seulement par representation en la succession comme puisné. Et outre, par l'aduis & deliberation que dessus, ont esté adioustez audit chapitre les articles qui s'ensuyent, Les parens & lignagers des euesques & autres gens d'eglise seculiers leur succedent. Les religieux profes ne succedent point, ne le monastere pour eux. Et quant au chapitre intitulé, Comment se partissent les biens meubles & conquests immeubles entre le suruiuant de deux conioints par mariage apres le deces de l'un d'eux.

Le. xlix. article estant audit chapitre contenant. Le suruiuant de deux personnes nobles, ou le mary noble conioints par mariage, a les biens meubles & moytié des conquests immeubles, faits durant & constant le mariage. Et ledit suruiuant qui prend lesdits meubles & la moytié desdits conquests immeubles, & est tenu de payer les debtes mobilières qui estoient deuës à l'heure du trespas du premier decédé. Et si doit & est tenu faire enterrer & inhumer le corps du premier trespasé, payer ses obseques, messes & funerailles de son enterrement. Et avec ce payer & acquitter tous legs qui sont laissez pour vne fois, avec les charges que doiuent lesdits conquests. Apres plusieurs remonstrances faites par aucuns de ladite assemblee, du vouloir & consentement de tous les dessusdits, ledit article a esté moderé & escrit ainsi qu'il s'ensuyt: Le suruiuant de deux personnes nobles, ou le mary noble cōioints par mariage, a les biens meubles & moytié des conquests immeubles, faits durant & constant le mariage, si dudit mariage n'y a aucuns enfans. Et ledit suruiuant qui prend lesdits meubles & la moytié desdits conquests immeubles, est tenu de payer les debtes mobilières qui estoient deuës à l'heure du trespas du premier decédé: & si doit & est tenu de faire enterrer & inhumer le corps du premier trespasé, payer ses obseques, messe & funerailles de son enterrement, & avec ce payer & acquitter tous legs qui sont laissez pour vne fois, avec les charges que doiuent lesdits conquests. Et si dudit mariage y a enfans entre le suruiuant & lesdits enfans, se partiront les meubles, & payeront les debtes par moytié. Et au regard des obseques & funerailles elles se payeront par les enfans du trespasé.

Et le. liii. article estant audit chapitre, contenant: La femme roturiere, supposé qu'elle renonce ausdits biens meubles & conquests immeubles: neantmoins si est elle tenuë payer la moytié des debtes qui sont deuës au iour du trespas de son mary. Apres lecture d'iceluy, par la deliberation de tous les assistans, ledit article a esté rayé dudit cayer, & escrit ainsi qu'il s'ensuyt: La femme roturiere renonçant aux meubles & conquests immeubles demourez apres le deces de son mary, en mettant la clef sur la fosse de son mary, n'est tenuë payer les debtes constituées par son mary.

Le. lxi. article estant au chapitre intitulé d'acquérir communauté, & partir les biens communs, contenant. Si aucun a enfans en premier mariage, luy estant en viduité, il les tient avec luy, s'ils commiscent leurs biens avec les siens, sans auoir fait inuentaie ou partage, avec lesdits enfans: & qu'ils soyent avec luy par an & iour: on tient par coustume audit bailliage, que lesdits enfans acquerront communauté avec leurdit pere en biens meubles & immeubles, conquests & conquests par leurdit pere, faits durant le temps de la société: si ce n'estoit que ledit pere eust fait protestation de ne vouloir mesler & mettre ses biens en communauté avec lesdits enfans. Et ou il auroit baillé à lesdits enfans leur part: & ne l'auroit meslée avec les siens. En ce cas lesdits enfans n'acquerront communauté ne société avec leurdit pere, & seroit tenu leurdit pere payer leur salaire, de ce qu'ils auroient gagné à le seruir. Par l'aduis & deliberation que dessus a esté escrit & moderé comme s'ensuyt: Si aucun a enfans en premier mariage

riage luy estant en viduité, il les tient avec luy: si il mesle leurs biens avec les siens, sans auoir fait inuentaire ou partage avec seldits enfans, & qu'ils soyent avec luy par an & iour, lesdits enfans acquerront communauté avec leurdit pere en biens meubles & immeubles, cōquests & acquests par leurdit pere faits durant le temps de la société. Et par aucuns gens d'eglise, nobles & autres de l'assistance fut dit & remonstré qu'à l'occasion des denrees & marchandises vendues à detail, salaires des seruiteurs, iournees & vaccations de massons, charpentiers & autres manouuriers, qui n'auoyent esté promptement payez long temps apres, & souuét apres le deces de ceux qui ont faites & crees lesdites debtes se intentent contre leurs heritiers plusieurs proces, Pour obuier ausquels, seroit bon d'y pourueoir. Et apres auoir ouy les aduis & oppinions de plusieurs, du vouloir de tous ceux de ladite assistance, a esté mis & adiousté audit chapitre l'article qui s'ensuyt:

Il sera obserué audit bailliage, que marchans, gens de mestier & autres vendans leurs denrees & marchandises à detail, medecins, chirurgiens, barbiers, orfeures, appoticaire, massons, laboureurs, charpentiers, manouuriers, seruiteurs & autres mercenaires demourans au bailliage de Meaux, & és anciens ressors d'iceluy, ne pourroit faire action, question, poursuyte, ou demande de leursdites denrees & marchandises, seruiue & salaires, apres deux ans passez, lesdites denrees vendues & debitees à detail, ourages, labours, salaires, & seruices faits, fors & excepté celles qui auront esté & seront reconnues par obligation, cedulle ou autre recoñnoissance legitime. Et en la fin dudit chapitre a esté escrit l'article qui s'ensuyt: Qui espouse la femme, espouse les debtes, lequel article auoit esté oublié à escrire esdites coustumes, ainsi qu'il fut par eux affermé.

Quant au. vi. xx. i. article estant au chapitre, Des matieres de cryees, duquel la teneur s'ensuyt: Les heritages cryez & subhastez se doyent vendre à la charge de payer par l'acheteur les cens & droits seigneuriaux fonciers, tels que la nature des heritages doyent, supposé que le seigneur pour lesdits droits seigneuriaux ne fust opposant, & sans charge d'en payer aucuns arrerages d'iceux droits seigneuriaux, sinon que pour iceux ledit seigneur se fust opposé.

Auquel cas, pour iceux il sera le premier payé, & apres les frais desdites cryees. Par l'opinion de tous les assistens ledit article a esté amplié & escrit comme s'ensuyt: Les heritages cryez & subhastez se doyent vendre à la charge de payer par l'acheteur les cēs & droits seigneuriaux fonciers, tels que la nature des heritages doyent, supposé que le seigneur pour lesdits droits seigneuriaux fonciers ne fust opposant, & sans charge d'en payer aucuns arrerages d'iceux droits seigneuriaux, quints, requints, lots, ventes, saisines ny amendes deuës pour le temps passé, sinon que pour iceux ledit seigneur se fust opposé. Auquel cas pour iceux loyaument deuz, il sera le premier payé apres les frais desdites cryees. Et en la fin dudit chapitre a esté adiousté comme obmis l'article qui s'ensuyt: Meuble n'a point de suyte par hypothecque.

Au. vi. xx. iiii. article estant au chapitre intitulé: De la nature & cōdition des heritages feodaux. Apres ces mots: tant que le seigneur feodal a mis & tient en sa main, estans au commencement dudit article ont esté mis ces mots: faute d'homme, droits & deuoirs non faits. Et à la fin au. vi. xx. xiii. article contenant. Le requint denier est autant que le quint denier du quint denier monte: comme si l'heritage est vendu cent liures tournois, il y a vingt liures tournois de quint denier, dont quatre liures tournois sont ledit requint. A esté adiousté par l'opinion des assistans cōme obmis l'article qui s'ensuyt. Et par ladite coustume tous heritages feodaux sont reputez patrimoniaux, tellement que le vassal les peut vendre & aliener sans le consentement de son seigneur.

Le. vii. xx. v. article estant au chapitre intitulé: Par deuant quel iuge sont les nobles responsables, contenant ce qui s'ensuyt. L'aage est réputé à noblesse à vn fils à quatorze ans accomplis, si il n'estoit qu'il fust plus tost marié. Car incontinent qu'il est marié il est censé & réputé maieur, vsant de ses droits. Et la fille à douze ans est reputee estre en aage suffisant. Ledit article par la deliberation de tous ceux de l'assistance a esté corrigé ainsi qu'il s'ensuyt. L'aage est réputé à noblesse à vn fils à quatorze ans accomplis, & la fille à douze ans, pour faire les foy & hommage à cause de ses fiefs.

Au chapitre intitulé, De garde noble & bail, & de l'effet d'iceux. A la requeste des gens d'eglise, nobles, practiciens & autres du tiers estat, ont esté adioustez & de nouueau escrit les trois articles cōtenans ce que s'ensuyt. Le pere noble ou la mere, peut prēdre la garde de ses enfans

Moderation du. lxi. article estât au chapitre de cōmunauté, & de partir les biens cōmuns.

Adioustement de l'article qui s'ensuyt au tiltre de acquerir communauté &c.

Autre article adiousté audit tiltre.

Ampliation du. vi. xx. i. article au chapitre des matieres de criez.

Autre ampliation au. vi. xx. iiii. article au chapitre de la nature & cōdition des heritages feodaux. Adioustement au. vi. xx. xiii. article audit chapitre. Correction de l'article. vii. xx. v. au chapitre intitulé, par deuant quel iuge &c. Adioustement de trois articles au tiltre de garde noble & bail &c.

Proces verbal

mineurs, & non l'ayeul ou ayeulle, n'autres en ligne directe ou collateral. Pere ou mere qui prent la garde de ses enfans mineurs, s'il conuole en secondes nopces, pert ladite garde. La garde de noble des fils dure iusques à quatorze ans, & aux filles iusques à douze ans.

Et quant aux articles estans audit chapitre contenans ce que s'ensuyt. Vn gardien ne doit relief ne rachat des fiefs appartenans aux mineurs dont il a la garde, combien qu'il face les fruits siens. Et est à sçauoir que gardien est celuy qui a le gouuernement d'aucuns enfans nobles moindres d'age, qui luy attiennent en ligne directe, comme pere ou mere, ayeul ou ayeulle, s'il veut icelle accepter. Et lors est tenu venir à iustice, & requerir auoir la garde & gouuernement desdits enfans mineurs, laquelle par iustice luy doit estre deliuree, les plus prochains parés d'iceux mineurs pour ce faire, appelez. Et est à noter que le gardié autre que le pere & mere nobles ne fait les meubles des mineurs d'ot il a la garde siés, mais seulement cōme dit est dessus, les fruits des heritages nobles, si bon leur semble, à la charge comme dit est dessus, de payer les charges desdits heritages nobles, & iceux entretenir suffisamment durāt le temps de ladite garde & pendant icelle. Et au regard du baillistre, qu'on veut dire estre en ligne collateral, quand il n'y a aucuns parens en ligne directe, n'a lieu en ce bailliage, tellement qu'a enfans mineurs nobles non ayans parens en directe ligne, ou qui veullent prendre le bail & gouuernement d'eux, leur est pourueu de tuteurs & curateurs comme à enfans roturiers & non de baillistre. Par l'aduis & deliberation de tous les assistans lesdits articles ont esté rayez comme contraires aux articles precedens & preiudiciables aux biens & vtilité des mineurs.

Radiations d'aucuns articles estās au chapitre de garde noble.

Sur le.vii.xx.xiiii.article contenant ce que s'ensuyt. Par ladite coustume nul ne peut tenir fief s'il n'est noble. Et s'il en acquiert, le seigneur le peut contraindre à en vuyder ses mains dedans l'an & iour, s'il n'est qu'il en paye finance au Roy, ou que son seigneur l'eust receu en foy & hommage. Le procureur du Roy nous a dit qu'autresfois en redigeant les coustumes par escrit, il auoit remonstré la reception qui se feroit par le seigneur feodal autres que le Roy n'empesche point que tel ne paye finance au Roy, & qu'en deffaut de ce, le Roy ne le contraingne à vuyder ses mains dudit fief. Et sur ce le lieutenant du baillie auoit renuoyé ledit different par deuant nous. Surquoy pour la diuersité des oppinions des assistans, auons ordonné que le procureur du Roy & autres pretendans droit au moyen de l'article dessusdit, produyroient par deuers nous ce qu'ils voudroyent, & que de ce en feriōs nostre rapport à la cour, pour y estre pourueu ainsi que de raison.

Le.vii.xx.xiiii.article est remis à la cour.

Et quant au.ix.xx.vii.article estant au chapitre intitulé. En quel lieu est adstrait le vassal foy presenter à son seigneur pour estre receu en hommage: ledit article commençant, Le vassal est tenu d'aller au lieu dont le fief pour lequel &c. A esté mis & adiousté par l'aduis & deliberation des assistans en la fin dudit article ce qui s'ensuyt. Et aussi n'est ledit seigneur feodal tenu receuoir son vassal autre part que sur le lieu, s'il ne veut.

Adioustement à l'article. ix. xx. vii. au chapitre intitulé en quel lieu est adstrait le vassal foy presenter.

Et le.ix.xx.xv.article estant au chapitre d'heritages tenus en franc aloy, censieue & amortis contenant ce que s'ensuyt. De rente constituee à temps pour aucune somme de deniers, par ladite coustume ne sont deux au seigneur dont est mouuant l'heritage sur lequel ladite rente vendue est constituee à temps, lots, ventes ou saisines, mais tant seulement est deu, si ladite rente est vendue à perpetuité sans rachat, lots & ventes. Pour la diuersité des oppinions des assistans, ledit article par la deliberation de tous a esté remis à la cour pour y estre sur ce pourueu comme de raison. A esté outre escrit par l'aduis & deliberation que dessus au chapitre de iustice & des droits d'icelle. Le deux cens septiesme article lequel auoit esté obmis, contenāt. Qui confisque le corps, confisque les biens. Et semblablement au chapitre de simple saisine a esté adiousté l'article duquel la teneur s'ensuyt. Reconuention n'a point de lieu en cour laye.

Le.ix.xx.xv.article au titre des heritages tenus en franc aloy, est remis à la cour.

Et apres la lecture faite desdites coustumes generalles, nous fut requis que seissions faire lecture des stilles & coustumes locales baillees par aucuns seigneurs temporels dudit bailliage de Meaux à la derniere assemblee faite sur le fait desdites coustumes, par deuant ledit lieutenant general, escrites en vn cayer de parchemin apres lesdites coustumes generalles, ce qui fut fait. Mais pource qu'il sembla à tous en general que c'estoient plus droits seigneuriaux que coustumes, fut par nous ordonné que lesdits articles ne seroyent publiez n'arrestez pour coustumes: Mais seroit reserué aux seigneurs, barons, chastellains & autres vser sur leurs subiets, de tels droits qui leur peuuent competer & appartenir, & à leursdits subiets leurs deffenses au contraire. Apres lesquelles choses faites, fut par nous demandé aux nobles estans en ladite assemblee, s'ils auoyent pensé au contenu du quatriesme article cōmençant. Entre gens nobles le fruit ensuyt la condition du pere ou de la mere &c. Et sur ce la plus grand' partie d'iceux

Adioustement d'autres articles au titre de iustice &c.

ceux nous firent dire & remonſtrer par maistre Raul d'araines leur aduocat, que ledit article eſtoit contraire à tous droits de noblesſe, & que iamais audit bailliage de Meaux n'en auoient vſé: & que noblesſe procedoit du coſté paternel ſeulement. Pluſieurs autres deſdits nobles diſans le contraire, mais en moindre nombre. Et ſur ce demandes les opinions & aduis des gens d'eglise & autres du tiers eſtat, leſquels furent de diuerſes oppinions, les vns pour l'affirmatiue, les autres pour la negatiue. Au moyen de ladite diuerſité fut par nous ledit article enſemble le ſept vingts ſeize dependant d'iceluy remis à la cour.

Leſquelles corrections, modifications ou additions du vouloir & conſentement deſdits abbez, gens d'eglise, nobles, practiciens, aduocats & autres du tiers eſtat, ont eſté faites comme deſſus, pour ſeruir & valoir és queſtions & proces qui ſuruiendroient pour le temps aduenir. Et apres ladite publication auons prins leſdites couſtumes pour les apporter en la cour de parlement, & en auons laiſſé vn double ſigné de nous commiſſaires deſſuſdits & deſdits lieutenant & greffier dudit bailliage. En faiſant deſſeins aufdits lieutenant, officiers du Roy & autres aduocats, practiciens & couſtumiers dudit bailliage, que d'oreſenauant pour la preuue deſdites couſtumes publiees comme deſſus, ils ne facent aucune preuue par turbe ne teſmoings particuliers, mais ſeulement par l'extrait d'icelles, ſigné & deuément expedié. Et à auſſi de nō alleguer ne poſer autres couſtumes contraires & derogantes aufdites couſtumes publiees, arreſtees, ains les obſeruent & gardent comme loy. Le tout ſelon les lettres d'ediēt du Roy noſtre dit ſeigneur, deſquelles la teneur ſ'enſuit. Loys¹ &c.


Le quatrieme article eſtant au titre de l'eſtat & condition des perſonnes, eſt remis à la cour, enſemble le .vii. & xvi. depēdāt d'iceluy.
 1 C'eſt ce bō Roy Loys xii. dōt la teneur de ſes lettres eſt au lōg à la fin du proces verbal de Paris, & a eſté par deux fois ſuperſtueuſement repetee au proces verbal des couſtumes de Meaux, ſous la date du dix huit Septembre. 1509. de ſon regne le xii. ſigné Cotereau. ſur fuceilles. 8.
 C.M.

Couſtumes du Bailliage de Meleun, anciens

RESSORTS ET ENCLAVES D'ICELVY, NOUVELLEMENT depuis l'ancienne imparfaite redaction faite en Octobre, l'an mil cinq cens ſix, reformees & accordees par les trois eſtats dudit bailliage, en Auriſ l'an mil cinq cens ſoixante, apres Paſques.

C H A P. I.

De haute iuſtice.

 V haut iuſticier appartient la connoiſſance des cas pour leſquels y a peine de mort, mutilation de membres & autres peines corporelles, cōme fuſtiger, pillorier, bannir, fleſtrir & marquer, & autres ſemblables, fors & excepté les cas Royaux¹ deſquels la connoiſſance appartient au iuge Royal ſeulement.

Pour l'exercice de laquelle iuſtice peut ledit haut iuſticier auoir fourches patibulaires és terres de ſadite haute iuſtice. Et ſi leſdites fourches eſtoient tombees, les peut faire releuer dedans l'annee qu'il ne peut faire apres ledit an paſſé, ſans lettres du Roy, deſquelles il doit demander l'enterinement pardeuant le bailly de Meleun, ou ſon lieutenant en ſon ſiege principal, le procureur du Roy appellé.

Pillory & carcant mis d'ancienneté, ſont ſignes de haute iuſtice.

Audit haut iuſticier appartient donner aſſeurement: & au iuge Royal donner ſauuegarde, priuatiuement à tous autres.

Le haut iuſticier doit auoir en ſadite iuſtice priſons bonnes, ſeures & raiſonnables, baſties à reez de chauffee, ſans vſer de fers, ceps, grillons, grue, ou autres inſtrumens ſemblables.

Biens vacans appartiennent au haut iuſticier, en la iuſtice duquel ils ſont: & les biens des aubains appartiennent au Roy, encores qu'ils euſſent delaiſſé enfans² ou proches parens, ſi non qu'il y ait lettres de naturalité bien & deuément verifiees.

Eſpaues ſe doyuent denoncer & publier és lieux accouſtumez à faire cris & proclamations par trois diuers iours, incontineēt qu'elles ſeront apparues: & ſi dedans quarante iours apres la publication, celui auquel elles appartiennent les vient demāder, luy doyuent eſtre rendues en payāt la nourriture, garde & fraiz de iuſtice: & ledit temps paſſé, ſont acquiſes audit ſeigneur haut iuſticier.

Et où leſdites eſpaues ne ſe pourroient garder ſans ſe conſommer en fraiz, ledit haut iuſticier les ayant fait publier par trois iours conſecutifs en l'eglise parrochiale, ou autre lieu public, les peut faire vendre par ſa iuſtice à cry public au plus offrant & dernier encheriſſeur: & les deniers procedans de la vente doyuent eſtre conſignez en iuſtice, & y demeurer iuſques à quarante iours: le quel temps paſſé, ſont acquis & appartiennent audit ſeigneur.

Celuy qui trouue eſpauue & le recelle ſans le denōcer à iuſtice dedans vingt quatre heures,

bain habitué & domicilié en France, ou y a laiſſé enfans legitimes & regnicoles. C.M.

C.M.
 1 Cōme port d'armes, aſſeēblee illicite, &c. non pas que le iuge ordinaire n'ayt la capture, interrogatoires, & tous preparatifs, qui ſōt auſſi au ſoulaagement de la iuſtice Royale, pour y renouer ſans retardation du rēuoy, & ſans empêcher que le royal ne prenienne, ſ'il eſt auſſi diligent.
 C.M.
 2 Faut entendre quand les enfans ſont auſſi aubains & non regnicoles, autrement cela ſeroit iniuſte, et n'ay iamais de plus de .42. ans entendu qu'il y euſt telle ſi iniuſte couſtume, car ſi cela eſt plus que barbare en vn aubain paſſant, qui n'eſt pas appelle aubain, par ce qu'il n'eſt icy domicilié: Cela eſt iniuſte à vn au-

F

Couſtumes du bailliage de Meleun

eſt amendable à l'arbitrage de iuſtice.

ix.

La perſonne condemnee à mort ou à banniſſement perpetuellement, conſiſque tous ſes biens meubles & immeubles qui appartiennent aux hauts iuſticiers, & à chacun d'eux en ſon deſtroit & territoire, excepté en crime de leſe maieſté humaine: auquel cas ladite cōfiſcation appartient au Roy ſeul.

x.

Le mary ne conſiſque la moytié des meubles & conqueſts immeubles, qui doyent appartenir à ſa femme, à cauſe de la communauté, à laquelle auſſi doit eſtre reſerué ſon douaire ſur les biens du mary.

xi.

Femme mariee ne conſiſque pour ſon forfait que ſes propres, & non ſa part des meubles & conqueſts qui luy doyent appartenir apres la diſſolution du mariage au preiudice du mary, ſi non qu'il ſ'en ſuyue mort naturelle.

xii.

Le haut iuſticier peut auoir & bailler en ſa terre meſures à blé, grains, vins & autres fruits, dequelles meſures les moyens & bas iuſticiers eſtans en & au dedans de ladite haute iuſtice, ſeront tenuz vſer.

xiii.

Celuy qui ouure la terre, en voye publique, pour le baſtiment ou autrement, ſans le congé du haut iuſticier, eſt amendable enuers ledit haut iuſticier de ſoixante ſols pariſis: & eſt tenu reparer & remettre la terre en l'eſtat qu'elle eſtoit, à ſes deſpens.

xiiii.

Celuy qui arrache, rompt ou transporte bornes, coupe, abbat ou demolit arbre tenu pour borne, & ſeruant de ſeparation, eſt amendable de ſoixante ſols pariſis enuers ledit haut iuſticier, & doit remettre leſdites bornes à ſes deſpens en leur lieu: & outre, payer les dommages & intereſts à la partie.

xv.

C H A P. 2.

De moyenne iuſtice.

LE moyen iuſticier cōnoit en premiere inſtance de toutes actions ciuiles, & pareillement des delictz eſquels l'amende n'excede ſoixante ſols pariſis. Et ſi le crime commis en la terre dudit moyen iuſticier meritoit plus grieue peine, il le doit faire ſçauoir au haut iuſticier pour en connoiſtre & iuger.

xvi.

Peut toutesfois ledit moyen iuſticier prendre ou faire prendre tous delinquans qu'il trouue en ſa terre, & les emprisonner & interroger, & iceux detenir par l'eſpace de vingt quatre heures ſeulement: dedans lequel temps il eſt tenu faire mener le priſonnier au haut iuſticier, & y faire porter les informations & pces verbales que ſon iuge aura faits, afin de faire & parfaire par le iuge dudit haut iuſticier le proces dudit priſonnier.

xvii.

Si le iuge dudit haut iuſticier, donne ſentence contre les delinquans, le moyen iuſticier aura & prendra ſur l'amende & conſiſcation adiugee, la ſomme de ſoixante ſols pariſis, avec les fraiz de la capture, & autres fraiz raisonnables qu'il aura faits, auant que ledit haut iuſticier y prenne aucune choſe.

xviii.

Le moyen iuſticier peut auoir en ſa terre, priſons pour garder priſonniers en la maniere que deſſus, par le temps de vingt quatre heures, ſans vſer de fers, ceps, grillons, grue & autres inſtrumens ſemblables.

xix.

C H A P. 3.

De baſſe iuſtice.

LE bas iuſticier connoit ſeulement des actions personnelles intentees contre ſes ſubiects, iuſques à la ſomme de ſoixante ſols pariſis: & des delictz dont l'amende eſt de ſept ſols ſix deniers pariſis, & au deſſous: & ſi ledit delict requiert plus grande amende, en doit aduertir le haut iuſticier, qui en doit connoiſtre: & prend le bas iuſticier ſur l'amende adiugee, ſept ſols ſix deniers tournois, pour ſon amende.

xx.

Le bas iuſticier peut prēdre ou faire prēdre en ſa terre tous delinquans: mais les doit prōptement mener au iuſticier ſuperieur, auquel la iuridition appartient, pour en faire la punition.

xxi.

C H A P. 4.

De fiefs.

1 Nouvelle aux mots precedens.

EN toute mutation¹ de vaſſal, ſoit par contract ou ſucceſſion en quelque maniere que ce ſoit, celuy à qui eſt aduenue le fief, doit dans quarāte iours apres ledit contract ou ſucceſſion eſcheue, ſe transporter par deuers ſon ſeigneur feodal, & luy en faire la foy & hommage & devoirs accouſtumez: autrement & à faute de ce faire dedans ledit temps, & iceluy paſſé, ledit ſeigneur feodal peut faire ſaiſir ledit fief, & fait les fruits ſiens.

xxii.

Et ne ſe peut aucun dire ſaiſy d'un fief entant que touche le ſeigneur feodal, iuſques à ce qu'il ait fait les devoirs audit ſeigneur, ou que ledit ſeigneur luy ait baillé ſouffrance.

xxiii.

Le vaſſal pour faire la foy & hommage ſe doit transporter par deuers ſon ſeigneur, & eſtāt à vn genoul en terre, ſans eſpee ny eſprons, luy doit dire qu'il deuiet ſon homme, à cauſe du fief

fief

fief mouuant de luy : & luy declarer comment & à quel tiltre ledit fief luy est aduenu : & si l'a acquis, à quel pris, & par quel moyen il l'a acquis : & luy requerir qu'il luy plaife le receuoir en foy & hommage, luy promettant le seruir. xxiiii.

N'est le vassal tenu de chercher le seigneur hors le fief dominant : & suffit qu'il face la foy & ses offres au procureur, receueur ou officiers dudit seigneur ayans ceste charge si aucuns y a : sinon se doit transporter au lieu seigneurial, & à la porte d'iceluy faire la foy & offres pardeuât deux notaires, ou vn notaire & deux tesmoins, lesquelles il doit faire signifier aux fermiers ou autres personnes demourâs en ladite maison, si aucuns y a : sinon à deux voisins, & attacher copie desdites offres à la porte du lieu, s'il y a manoir : & s'il n'y en a, à la porte de l'église parrochiale dudit lieu : & audit dernier cas le faire publier au profne d'icelle eglise. xxv.

Le seigneur feodal n'est tenu receuoir son vassal à foy & hommage par procureur, si le vassal la peut faire en personne, & n'a excuse suffisante. xxvi.

Ledit seigneur feodal n'est tenu receuoir en foy & hommage le detenteur du fief qui n'a payé les droits & deuoirs deuz, tant pour luy que pour ses autheurs & predecesseurs : & s'il le reçoit sans aucune condition ou reseruation, ne pourra plus vser de saisie pour lesdits droits & deuoirs : mais les pourra demander par action. xxvii.

Quand le vassal a fait son deuoir enuers son seigneur comme il est tenu par la coustume, & le seigneur est refusant de le receuoir, le vassal peut obtenir lettres Royaux, pour estre receu par main souueraine. xxviii.

N'est aussi tenu le seigneur feodal receuoir en foy gens de main morte, côme gens d'église & communautez : ains les peut contraindre d'en vuidier leurs mains : & s'ils ne le font apres an & iour, peut saisir lesdits fiefs, & en faire les fruits siens iusques à ce qu'ils en ayent vuydé leurs mains, sinon que lesdits gens de main morte en eussent iouy plus de quarante ans : auquel cas ils seront tenuz bailler au seigneur feodal hôme viuât & mourant, & luy payer indémité. xxix.

» L'indemnité est le cinquième denier de la valeur, & estimation de la chose. xxx.

Le seigneur feodal auant que receuoir l'acheteur, peut retenir le fief vendu, en remboursant ledit acheteur, s'il est estranger de la ligne dont ledit fief est issu. xxxi.

» Le masle peut porter la foy, estant entré en l'aage de dixhuiât ans, & la fille en l'aage de quatorze ans. xxxii.

Et au parauant ledit aage, le seigneur les peut tenir pour aagez : mais ce sera à son preiudice seulement : & non au preiudice du gardien ou baillistre. xxxiii.

Si vn fils & vne fille nō aagez se mariēt ensemble, le mariage ne leur peut attribuer aage, pour tenir leurs fiefs : toutesfois il suffit q' l'vn d'eux soit aagé pour tenir tous leursdits fiefs. xxxiiii.

» Les baillistres & tuteurs des mineurs, auxquels appartiennent fiefs, doyuent demander souffrance au seigneur feodal, qui est tenu la bailler iusques à ce que l'vn d'eux soit aagé pour porter la foy & hommage : & en son refus pourront lesdits baillistres & tuteurs se pourueoir pardeuant le iuge Royal, à ce que ledit seigneur feodal soit à ce faire contraint : & vaut ladite souffrance foy, tant qu'elle dure. xxxv.

Ne doiuet lesdits baillistres ou tuteurs, pour raison dudit bail ou tutelle, aucū proufit. xxxvi.

Si pere ou mere delaisent plusieurs enfans mineurs, desquels y ait vne fille aagee, elle peut & doit côme heritiere, entrer en foy & hōmage : & est le seigneur tenu la receuoir pour le total desdits fiefs, sans aucun proufit : & ainsi que lesdits enfans viendront en aage, ladite fille leur sœur liurera leur part : & entreront en foy & hommage de leur seigneur, sans rachat. xxxvii.

Si le seigneur feodal sans iuste cause, refuse receuoir son vassal, en ce cas ledit vassal peut faire conuenir ledit seigneur feodal pardeuant le iuge royal du lieu où le fief dominant est assis, afin d'estre receu, en payant audit seigneur feodal les droits accoustumez : & au refus de les receuoir, les consignera en iustice. xxxviii.

Le nouveau vassal receu par son seigneur feodal, est tenu luy bailler son adueu & denombrement, dedans les quarante iours apres ladite reception : * & si ledit vassal baille & presente ledit adueu dedans ledit temps, ledit seigneur feodal a quarante iours apres pour le blasmer : & apres lesdits quarante iours passez, ledit vassal est tenu aller ou enuoyer par deuers ledit seigneur feodal, au lieu du principal manoir dont son fief est tenu & mouuant, pour sçauoir si ledit seigneur feodal aura pour agreable ledit denombrement : & des diligences qui sont faites prendre attestation deuant notaires. Et si dedans lesdits quarante iours ledit seigneur feodal ne blasme ledit denombrement, il sera tenu pour receu. xxxix.

Le vassal doit specifier & declarer par son denombrement tout ce qu'il sçait estre de son fief :

* Ce que s'ensuyt est adiouté.

Coustumes du bailliage de Meleun

* Ce que s'ensuyt des 40. iours est adioutté.

& fil recelle aucune chose par fraude, ce qui sera recellé est acquis audit seigneur feodal. xl.

Et si le vassal connoit qu'il y ait omission ou erreur audit denombrement, le peut * dedans quarante iours apres le blasme baillé, corriger, augmenter ou diminuer. xli.

Si dedans lesdits quarante iours, le vassal ne baille son denombrement, le seigneur feodal peut saisir le fief tenu & mouuant de luy: & pour les fruits, establir bons & suffisans cōmissaires qui rendront compte, & payeront le reliqua audit vassal, apres qu'il auraourny son denombrement, & frayé les fraiz de ladite saisie, salaires & vaccations desdits commissaires. xlii.

Si le vassal estant aduertý de la main mise, enfreint icelle, il est amendable de soixante sols parisis enuers son seigneur: & doit restablir ce qu'il a leué ou fait leuer s'il est en nature: sinon la iuste valeur, auant qu'il soit receu à dire aucune chose contre ladite saisie. xliii.

Le seigneur auquel aduient de nouuel vn fief ou seigneurie par succession, acquisition ou autrement, peut faire proclamer & signifier à tous ses vassaux, qu'ils luy viennent faire la foy & hommage dedans quarante iours: & si dedans ledit temps lesdits vassaux ne se presentent, il peut faire saisir & exploitter en pure perte leurs fiefs mouuans de luy: pourueu toutesfois que ladite publication & signification soient deuément faites: c'est à sçauoir quant aux fiefs mouuans des baronnies & chastellenies par proclamation à son de trompe & cry public par trois dimenches, & à iour de marché si aucun y a. Et quant aux autres fiefs, par signification faite au vassal, à sa personne, ou au lieu du fief seruant (s'il y a manoir) ou à celui qui tient & exploitte ledit fief si aucun y a: sinon au profne de l'eglise parrochiale dudit lieu, au iour de dimanche, & par affiche. xliiii.

L'ancien vassal ne doit à son nouveau seigneur que la bouche & les mains, & sans aucun prouffit. xlv.

Le gardien d'enfans mineurs ne doit pour la garde au seigneur feodal, aucun prouffit: ains seulement la bouche & les mains: & pareillement n'en doit le mineur paruenü en aage, prenent fief de la main de son gardien ou tuteur. xlvi.

Quand au mineur venu en aage, est liuré son fief par frere ou sœur, qui estoit entré en foy & hommage pour le total des fiefs à luy & ausdits mineurs eschez en ligne directe, ledit mineur ne doit que la bouche & les mains, d'autant qu'il succede en son droit, sinon qu'il fust deu aucun prouffit au parauant. xlvii.

Quand la vesue prent pour sa part aucuns fiefs en partageant avec les heritiers de son mary, les conquests faits durant ledit mariage, en monstrant par elle que sondit mary est entré en foy pour raison desdits conquests, elle doit seulement la bouche & les mains. xlviii.

La vesue prenant son douaire prefix ou coustumier sur les heritages de son mary tenus en fief, ne doit que la bouche & les mains, pourueu que le mary soit entré en foy: peut toutesfois le seigneur de fief, ou il ne seroit desseruy de son fief, le faire saisir: mais l'heritier sera tenu en acquitter ladite douairiere, & luy en faire bailler main leuee. xlix.

Le seigneur feodal qui par puissance de fief ou autrement, retire ou acquiert le fief mouuât de luy, & l'vnit à la table de son fief principal, doit à son seigneur superieur la bouche & les mains seulement: & le vendant & retenant sur iceluy la foy, n'en doit aucune chose au seigneur superieur. l.

Le parent du vendeur qui par retrait lignager retire le fief sur l'acheteur estrange, lequel auoit payé au seigneur les droits seigneuriaux de la vente dudit fief, ne doit que la bouche & les mains. li.

Celuy auquel eschet vn fief par succession directe, ou partage fait par pere, mere ou autre ascendant entre ses enfans, doit seulement au seigneur feodal la bouche & les mains. lii.

Pour fief donné par pere, mere ou autre ascendant, en auancement d'horie, faueur de mariage, ou payement de deniers promis en mariage, n'est deu prouffit: ne pareillement quand ledit fief retourne au pere ou mere par la mort de l'enfant, par condition de retour apposee en ladite donation: ains seulement esdits cas est deu la bouche & les mains. liii.

Aussi quand ledit fief donné & rapporté en partage de ladite succession directe, aduient à autre des enfans qu'au donataire, n'est deu par celuy auquel il vient en partage, que la bouche & les mains. liiii.

Droit de rachat ou de relief, qui n'est qu'vn, est le reuenu d'vne annee du fief, avec le marc d'argent s'il y eschet, ou la prisee & estimation dudit reuenu d'vn an, faites par preud'hommes, ou vne somme de deniers pour vne fois offerte par le vassal, au choix & option du seigneur feodal. lv.

Mais

Mais ne se commence l'an pour recevoir & prendre par le seigneur feodal le reuenu du fief mouuât de luy, iusques à ce que ledit marc d'argent soit payé: lequel est deu seulement quand le reuenu d'un an dudit fief est prisé vingt liures parisis, & audeffus: & est ledit marc estimé dix liures parisis. lvi.

Si le seigneur feodal choisit le reuenu d'une année pour son droit de rachat, il peut prendre tous les fruits pendans es terres du fief mouuant de luy, labourez & semez par le vassal, en luy payant les labours & semences au dire de gens à ce connoissans, & en delaisant sur les lieux les foirres & fourrages, ainsi que feroit un bon pere de famille. Et si lesdites terres auoient esté labourees, cultiuees & ensemeencées par un fermier, ledit seigneur aura le choix ou de prendre les gaignages en rendant les fraiz & semences audit fermier, ou de partir par moytié à la gerbe sur le champ, ou de recevoir la moisson au iour qu'elle est deuë. En prenant les fruits & gaignages, sera tenu de laisser sur les lieux les fourrages, comme doit faire un bon pere de famille. lvii.

S'il y a au fief, bois taillis ou estâg, le seigneur qui aura opté le reuenu d'une année, prèdra le prouffit desdits bois ou estang, par portion de temps seulement, comme si ledit bois se couppoit de dix ans en dix ans, & valoit la coupe, cent liures, le seigneur prendroit dix liures pour ladite année. lviii.

Rachat est deu par le vassal quand le fief luy eschet par succession collaterale. lix.

Si deux cōioints ensemble par mariage ont acquis deux fiefs mouuâs de diuers seigneurs, & l'un desdits fiefs est aduenu entierement à l'heritier collaterale, faisant partage avec la vefue du defunct, ledit heritier collaterale payera rachat à chacun desdits seigneurs de la moytié de chacun desdits fiefs. lx.

Si une fille tenant fief se marie, ou estant mariee luy aduient un fief, son mary rachetera du seigneur feodal, encores que ledit fief soit escheu en directe ligne, sinon qu'elle eust un frere qui l'eust acquittée: & ou ladite fille ne se marieroit, ne deura rachat, encores qu'elle n'eust frere qui la peust acquitter. lxi.

Le frere acquitte la sœur de son premier mariage, en portant la foy au seigneur feodal de la totalité des fiefs escheuz par succession directe, soit que ladite sœur fust deslors mariee, ou se marie apres iceux fiefz escheuz: pourueu toutesfois qu'elle ne soit entree en foy desdits fiefs parauant sondit mariage, auquel cas son mary deuroit rachat, pource que le seigneur charge de vassal. lxii.

Pareillement quand aucun donne à sa fille un ou plusieurs fiefs par traicté de mariage, & autrement qu'en auancement d'hoirie, le mary payera rachat au seigneur feodal, iacoit que ladite fille ait un frere. lxiii.

Autant de fois que la femme se remarie, elle doit rachat pour raison des fiefz qu'elle tient de quelque part qu'ils luy soyent aduenus ou escheuz. lxiiii.

Toutesfois si le premier mary n'estoit entré en foy, le secōd mary ne deura qu'un rachat: & n'en sera deu pour le p̄mier mariage, *sinō qu'il y eust saisie ou poursuite pour faire la foy. lxv.

En tous autres cas esquels le seigneur feodal change de vassal autrement que par vendition de fief, il est deu rachat, soit par eschange, donation, legs testamentaire & autre tiltre. lxvi.

Quand eschange a esté fait but à but sans soute ou sans fraude, n'est deu que rachat: mais s'il y a soute de deniers, sera deu droit de quint iusques à la concurrence desdits deniers. lxvii.

Quand un fief est vendu ou autrement aliéné à pris d'argent, est deu par le vendeur au seigneur feodal, le quint du pris de la vente: & s'il est dit franc denier au vendeur, est deu quint & requint par l'acheteur audit seigneur outre la bouche & les mains. lxviii.

Quand le fief est adiugé par decret, l'adiudicataire doit quint & requint du pris de ladite adiudication indistinctement, nonobstant tous contractz & conuentions faits entre ledit adiudicataire, & celui sur lequel l'adiudication est faite. lxix.

Le quint, est la cinquième partie du pris de la vête du fief, & le requint, est le cinquième denier dudit quint: tellemēt que de cent liures, le quint sont vingt liures, le requint quatre liures: consequemment les quint & requint vingt quatre liures pour lesdits cent liures. lxx.

Si le vassal constitue rente sur son fief, n'est deu au seigneur feodal aucun prouffit: mais si apres il delaisse & transporte sondit fief audit acquerreur pour s'acquitter enuers luy de ladite rente, ou le vend à autre à la charge de ladite rente: en ce cas ledit vassal doit le quint denier du pris & sort principal de ladite constitution. lxxi.

Quand sur le seigneur feodal qui auroit acquis un fief mouuât de luy, ledit fief est retiré par

F iij

* Ce que s'ensuyt a esté adiousté.

1 Ceste vignette deuoit estre corrigee come faisant gain de l'indigence d'au-
1777. C.M.

Couftumes du bailliage de Meleun

retrait lignager, le retrayant doit quint audit seigneur.

lxxii.

L'acheteur d'aucun fief pour s'acquitter envers le seigneur feodal, peut sur le pris dudit rachat deduire & retenir le quint denier deu audit seigneur par le vendeur, qui autrement par sa demeure pourroit preiudicier audit acheteur.

lxxiii.

Quand quint est deu, n'est deu relief, sinon qu'il fust deu par contract precedent, dont le vendeur n'eust esté receu en foy.

lxxiiii.

Si aucun achete vn fief mouuant d'autre fief qu'il tient, le doit mettre hors ses mains pour auoir homme, ou l'vnr à sa table, & en porter la foy au seigneur superieur en plein fief, & ne doit aucun quint pour ledit achat, sinon que ledit seigneur superieur tint (à faute de foy & hommage) ledit fief saisy, duquel le fief acheté est mouuant.

lxxv.

Le fief de celuy qui meurt sans heritiers, ou confisqué par iustice, appartient au seigneur feodal, s'il est haut iusticier audit fief, és cas esquels ladite confiscation luy appartient: & si ledit fief est en la haute iustice d'autre, il appartiendra au haut iusticier, qui en fera la foy & hommage audit seigneur feodal. Mais si le seigneur duquel ledit fief est tenu en arrierefief, auoit la haute iustice, & par ce moyen ledit fief luy aduenoit, il seroit tenu le mettre hors de ses mains dans l'an & iour qu'il sera escheu, à ce que auenant mutation, celuy duquel ledit fief meut nueument & en plein fief, en soit seruy & ait les proufits accoustumez.

lxxvi.

Le seigneur feodal par faute d'homme, droits & devoirs non faits, peut mettre en sa main le fief mouuant de luy toutes fois qu'il le trouue ouuert, & l'exploiter en pure perte, faisans les fruits siens pendant la main mise, & iusques à ce que le vassal luy ait fait deuoir ou offres.

lxxvii.

Si tost que le vassal est mort, le seigneur feodal peut faire saisir le fief du defunct: mais si dedans quarante iours apres le decez, l'heritier se met en deuoir, le seigneur ne fait les fruits siens escheuz depuis le trespas: ains en doit l'heritier auoir main leuee, sans qu'il soit tenu des fraiz & despés de la saisie. Toutesfois si dedans les quarante iours l'heritier ne fait son deuoir ou offre, le seigneur feodal fait les fruits siens dès & depuis le iour de la saisie iusques à ce qu'il ait homme.

lxxviii.

La saisie feodale est preferee à toutes autres: & tient en cas d'opposition, s'il n'y auoit adueu formel.

lxxix.

Le seigneur faisant les fruits siens du fief saisi, reçoit tous droits & proufits escheuz pendant la main mise, leue tous les fruits meurs, & en saison coupe les bois tallis, & pesche les estangs en temps conuenable: & en tout iouist pleinement dudit fief, sans auoir esgard aux baux, à cens, rentes & autres contracts faits par le vassal sans son consentement: mais doit repeupler lesdits estangs, & entretenir les bastimens de menues reparations necessaires, & se conduire par tout comme vn bon pere de famille.

lxxx.

Le seigneur qui a fait saisir le fief mouuant de luy, n'est tenu nourrir le propriétaire dudit fief, ores qu'il fust mineur, & n'eust il autres biens, & si n'est tenu payer pensions de religieuses, rentes ou autres charges constituees sur ledit fief, si lesdites rentes n'estoient anciennes ou infeodees par ledit seigneur.

lxxxii.

Le seigneur tenant fief saisi par faute d'homme, droits & devoirs non faits & non payez, peut mettre en sa main les arrierefiefz dependans dudit fief saisi, quand ils sont ouverts: & en ce cas les propriétaires & seigneurs d'iceux arrierefiefz & chacun d'eux, peuuent faire la foy & hommage audit seigneur saisissant, lequel est tenu de les recevoir, & leur bailler main leuee & faire deliurance, en luy payant les droits & devoirs seigneuriaux, si aucuns son deuz à cause desdits arrierefiefz au parauant ou depuis ladite saisie.

lxxxii.

Tant que le vassal dort, le seigneur veille: & tant que le seigneur dort, le vassal veille: de maniere que si aucun tient vn fief par quelque téps sans auoir fait ses offres & devoirs à son seigneur, & apres les fait, iceluy seigneur les doit recevoir en payant ses droits, si aucuns sont deuz, sans aucune chose demander des fruits, pourueu que ledit seigneur de fief n'eust fait saisir parauant lesdites offres, auquel cas de saisie le vassal les ayant leuez depuis ladite saisie, restablirait audit seigneur, auquel ils appartiendroient depuis ladite saisie iusques à ce qu'il ait homme.

lxxxiii.

Le vassal perd son fief quand par mal talent il met la main à son seigneur, à tort: ou forfait à sa femme ou fille.

lxxxiiii.

Le seigneur aussi commettant felonnie contre son vassal, perd son hommage & droit de fief qui retourne au seigneur superieur de celuy qui commet la felonnie.

lxxxv.

Le .

Le vassal, est tenu formellement aduouër ou defauouër le seigneur de fief: & si en aduouant vn autre, il defauouë celuy, qui par l'issuë du proces, se trouue seigneur, ledit fief & fruits d'iceluy escheus puis la main-mise tombent en commis. lxxxvi.

Peut toutesfois le vassal requerir son seigneur feodal, de l'instruire des tiltres qu'il a par deuers luy de sa tenuë feodale, ce que ledit seigneur est tenu faire, & s'en purger par serment. lxxxvii.

Quand plusieurs seigneurs contendent de la tenuë feodale, le vassal n'est tenu, pendant le proces, aduouër ne defauouër l'un ne l'autre: mais se peut faire receuoir par main souveraine, en consignat en iustice les droits par luy deus, & en ce faisant aura main leuee. lxxxviii.

En chacune succession de pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autres ascendans, nobles ou non nobles delaisans fiefs, & plusieurs enfans, au fils aîné, pour son droit d'aînesse, appartient par preciput & hors part, le principal manoir ou domicile en fief, à son choix, avec la basse court destinee audit manoir, vn arpent de iardin ioignant ledit manoir ou basse court: & s'il n'y a iardin, vn arpent de terre en fief, appelé Le vol du chappon: & du surplus desdits fiefs, ledit aîné prendra la moitié, & l'autre moitié se partira également & par teste entre les puisnez. Et s'il n'y a que deux enfans, le fils aîné, outre ledit manoir, basse court & iardin, aura les deux tiers de tous lesdits fiefs, l'autre tiers demourant au plus ieune. lxxxix.

S'il y a fils & fille, le fils est estimé aîné, & prend prerogatiue d'aînesse, encores que ladite fille & ses autres sœurs soient plus aagees que luy. xc.

Si pres le manoir choisi par l'aîné, y a en la succession parc, boys, garenne, clos de vigne, prez ou terres fermees de murailles, hayes viues ou fossez, destinez pour la decoration & ornement dudit manoir, ledit aîné les pourra prendre, en recompenant les puisnez en terres de ladite succession, au dit de gens à ce connoissans, & à la commodité des puisnez. xci.

Si en la succession, n'y auoit heritages en fief ou roture, qu'un manoir & accint tenu en fief, la moitié dudit manoir appartiendra à l'aîné, & l'autre moitié aux puisnez, s'ils sont plus de deux: & s'ils ne sont que deux, l'aîné en prendra les deux tiers, & le puisné l'autre tiers. xcii.

En prisee de fiefs, pour le fait du partage d'une succession, l'arriere-fief, vallant cent liures par an, est estimé cent sols tournois par an, & au pris le pris. xciii.

Le fils de l'aîné predecédé, represente son pere au droit d'aînesse en la succession de l'ayeul: mais la fille dudit aîné, ne le represente audit droit d'aînesse, si elle a oncles puisnez de sondit pere: ains appartiendra ledit droit d'aînesse au plus aîné desdits oncles, ou à son fils le representant: & prendra ladite fille en ladite succession de l'ayeul, comme l'un des autres puisnez seulement. Et ou ladite fille de l'aîné n'auoit oncles, ains seulement tantes aînees ou puisnees de son pere, en ce cas, ladite fille representera sondit pere en ladite succession de l'ayeul, avec tout droit d'aînesse. xciiii.

Si apres, que la succession directe est escheuë à plusieurs enfans, le fils aîné meurt sans hoirs, procrez de son corps par-avant partage, le frere plus aagé d'apres, aura le droit d'aînesse qu'auoit eu ledit defunct. Et si le second frere decede aussi sans enfans, par-avant ledit partage, le tiers frere sera subrogé audit droit d'aînesse: Mais si partage a esté fait, ce qui sera escheu audit fils aîné, se partira entre ses freres comme en ligne collaterale. xcvi.

Aînesse n'a lieu qu'en ligne directe, comme de pere ou de mere, ayeul ou ayeulle & autres ascendans. xcvi.

Entre filles venans de leur chef, n'y a droit ne prerogatiue d'aînesse. xcvi.

Si vn noble ou non noble, delaisse enfans de plusieurs mariages, n'y aura qu'une aînesse en la succession. Mais pour le regard des douaires en fief des femmes, l'aîné du mariage aura aînesse audit douaire, *en renonçant à la succession de sondit pere. xcvi.

*Ce qui s'en suit est adionné.

En ligne collaterale, quant aux fiefs, le male exclut la femelle, estant en pareil degré: toutesfois les neueux venans de la sœur, succedent avec les neueux venans du frere, aux fiefs & autres biens de leurs oncles également: & n'y a droit d'aînesse en ladite ligne collaterale. xcix.

Si à freres & sœurs, eschet par succession vne seigneurie ou il y ait ville, chasteau, moulin, terres, prez, boys, censives, & autres choses, en toutes lesquelles y ait droit de haute, moyenne & basse iustice, & que par partage aduienne à l'un desdits enfans le chasteau, & autres choses, à l'autre les prez & moulins, & aux autres les autres parties de ladite seigneurie, chacun desdits enfans fera haut iusticier en la part, s'il n'est reserué audit partage: & tiendra chacun son fief & la iustice, de celuy duquel le pere ou mere les tenoit, & non du frere: car ils en fe-

Couſtumes du bailliage de Meleun

roient arriere-fief au ſeigneur.

Hors mis le cas de partage, le fief ne peut eſtre deſmembé ou eclipsé au preiudice du ſeigneur feodal, & ſans ſon conſentement : toutesfois le vaſſal ſe peut iouër de ſon fief, iuſques à demiffion de foy, ſans ce qu'il en ſoit deu profit audit ſeigneur feodal: à ſçauoir l'engager, l'ypothecquer en tout ou partie, le bailler à rente ou cenſiue, vendre & conſtituer ſur iceluy, rente viagere & perpetuelle: mais leſdits contractſ ne porteront preiudice audit ſeigneur feodal, en cas d'ouerture ou reuerſion dudit fief, comme il a eſté dit cy deſſus. ci.

Si le vaſſal tient pluſieurs fiefs mouuans d'vn meſme ſeigneur, à diuerſes foy & hommage: ledit ſeigneur, immediat, ne les peut vnir & mettre en vne ſeule foy, ſans le congé & permiſſion de ſon ſeigneur ſuperieur, duquel leſdits fiefs ſont tenus en arriere-fief. cii.

*Ce q̄ s'enſuit eſt adiouſté.

Le vaſſal ne preſcrit contre ſon ſeigneur feodal, ny ledit ſeigneur contre ſon vaſſal, par quelque temps que ce ſoit, * & fuſt de cent ans: toutes-fois les profits de quints, reliefs & autres, deus à cauſes des mutations, ſe preſcriuent par trente ans. ciii.

Quand y a proces entre pluſieurs contendans, pour vne ſucceſſion, tenuë en fief de pluſieurs ſeigneurs, dont le Roy eſt l'vn, ledit proces doit eſtre conduit par deuant le iuge Royal, encores que le Roy euſt le moindre fief. ciiii.

C H A P. 5.

De Franc aleu.

FRanc aleu ne doit veſt ne deueſt, cenſiue, ne foy, ne hommage, & ne peut eſtre dit heritage en franc aleu par poſſeſſion: ains faut qu'il y ait tilre expreſ. cv

C H A P. 6.

Des droits cenſuels & ſeigneuriaux.

Celuy qui tient heritage en cenſiue, doit au iour & lieu acouſtumé, payer le droit de cens au ſeigneur cenſuel: & à faute de ce faire, payera l'amende de ſept ſols ſix deniers par riſis. cvi.

Le ſeigneur cenſuel, ne peut demander qu'vne amende, pour le defaut à luy fait, du payement de ſa cenſiue, pour pluſieurs annees, ſinon que le redeuable dudit cens, en euſt eſté mis en proces. cvii.

Le ſeigneur cenſuel, peut en vertu de la commiſſion de ſon iuge, (ſ'il a haute ou moyenne iuſtice) ou par cōmiſſion de iuge Royal, ou autre ayant la haute iuſtice, & non autrement faire arreſter l'heritage, tenu de luy à cenſiue & fruits, ſi bon luy ſemble, pour vne annee d'arrages, ſeulement precedente ladite ſaiſie: & quant aux annees precedentes, les doit pourſuir par action. cviii.

Si le propriétaire, detenteur ou poſſeſſeur de l'heritage, ſaiſi pour la cenſiue, ſ'oppoſe: mainleuee luy ſera faite de la choſe ſaiſie, ſans preiudice de ſon oppoſition, en conſignant par luy, en la main du ſeigneur, ou à ſon refus en iuſtice, vne annee ſeulement de ladite cenſiue. cix.

Le ſeigneur cenſuel, peut contraindre l'acquireur, & nouuel detenteur de l'heritage tenu en cenſiue, de luy exhiber & communiquer les lettres d'acquiſition d'iceluy heritage, pour eſtre payé des droits de lots & ventes, incontinent la quinzaine paſſee apres l'acquiſition: & en defaut de faire ladite exhibition, peut ledit ſeigneur cenſuel, faire ſaiſir ledit heritage. cx.

*Ce q̄ s'enſuit eſt adiouſté.

Si l'acheteur ou nouuel detenteur exhibe les lettres de ſon acquiſition, il ſera tenu de les laiſſer és mains du ſeigneur cenſuel, iuſques à ce que ledit ſeigneur cenſuel ſoit payé, de ſes droits de lots & ventes, * ou d'icelles lettres, bailler copie audit ſeigneur deuëment collationnee, aux deſpens d'iceluy acheteur. cxii.

Quand aucun heritage chargé de cens, portant droits de lots & ventes, a eſté vendu à pris d'argent, l'acheteur ſera tenu dedans la huitaine apres que les lettres de vendition ſont paſſees, ſe transporter en perſonne par deuers le ſeigneur cenſuel, ou par deuers le receueur du lieu, & luy denoncer ladite acquiſition, en peine de ſoixante ſols parifis d'amende, applicable audit ſeigneur: & dedans la quinzaine enſuiuant, ſera tenu exhiber ſes lettres d'acquiſition audit ſeigneur, & le payer de tous les droits ſeigneuriaux qui luy ſont deus, tant par luy que par ſon vendeur. cxiii.

Si le ſeigneur cenſuel, n'a maiſon ou lieu certain à receuoir ſes cens, ſuffiſt à l'acquireur, d'aller ſur le lieu où la derniere recepte dudit cens a eſté faite, pour denoncer ſon acquiſition: & n'y trouuant ledit ſeigneur ou autre pour luy, à qui il puiſſe faire ladite denonciation, en prendra acte en preſence de deux notaires, ou d'vn notaire & de deux teſmoins. cxiiii.

Et ou leſdits ſeigneurs cenſuels n'auroient manoir, ſeront tenus de faire publier & proclamer mer

mer aux profnes des parroisses ou les heritages sont assis, quinze iours au-parauant la reception desdites censives, le lieu auquel ils entendent recevoir lesdites censives. cxiii.

L'acheteur doit au seigneur, de cens, pour raison duquel sont deus lots & ventes, le droit de ventes seulement, & le vendeur, le droit de lots: pour lesquels droits, chacun desdits acheteur & vendeur, doit vingt deniers tournois pour liure audit seigneur censuel: * & neantmoins, si ledit vendeur, ne paye dedans la huitaine ledit droit de lots, le seigneur censuel se peut adresser au detenteur de l'heritage, tenu de luy en censive pour estre payé dudit droit de lots: & sera tenu ledit acheteur, subir iurisdiction, au lieu ou lesdits heritages seront situez & assis, pour raison desdits droits & paiement d'iceux, au cas que l'acheteur fust demourant hors le bailliage: aussi pourra l'acheteur retenir par deuers luy, les deniers dudit droit de lots, sur le pris & fort principal de l'achat. cxv.

* Ce que s'ensuit est adioucté.

Heritages estans en la censive du Roy ou d'autres personnes, qui par fondation, don ou transport, ont droit dudit seigneur ou de ses predecesseurs Rois, soient d'eglises ou autres, sont seulement chargez du droit de ventes: * lequel droit se doit payer ou deprier par l'acheteur: & ne doit le vendeur droit de lots, à cause de la vendition qu'il a faite dudit heritage. cxvi.

* Ce que s'ensuit est adioucté.

Si aucun achete vn heritage, chargé de cens, portant droits de lots & ventes, & fait promesse à son vendeur de l'acquiter du droit de lots, ledit acheteur, sera tenu payer au seigneur dudit cens, outre lesdits droits de lots & ventes vn autre droit, appelé Reuentons: lequel droit est de vingt deniers tournois pour liure, de la somme, que ledit vendeur doit pour ledit droit de lots. Et si ledit acheteur ne fait l'exhibition de son acquisition, ne paye, pour & en l'acquit de sondit vendeur, ou deprie dedans le temps cy dessus déclaré, ledit seigneur censuel, se pourra adresser, si bon luy semble, contre ledit vendeur: & luy demander l'amende de lx. sols parisis, de laquelle ledit vendeur aura son recours, contre ledit acheteur. cxvii.

Si le seigneur censuel, receuoit de l'acheteur la censive de l'heritage, tenu de luy, sans faire question des droits de lots & ventes, ne seroit de la en auant plus receuable à demander, soit audit acheteur le droit de ventes, ne aussi l'amende par default de les auoir payez: supposé que lesdits vendeur ou acheteur n'en eussent aucune chose payé: pourueu toutesfois, qu'au-parauant ledit seigneur, eust esté deuëment certifié de ladite vendition, par exhibition de lettres d'icelle, * ou copie deuëment collationnee, comme dit est. cxviii.

* Ce que s'ensuit est adioucté.

Les lots, ventes & amendes deus pour vente d'heritages, chargez de censive, se doiuent poursuivre par action. cxix.

En eschange d'heritage censuel, fait sans fraude but à but & sans soulte, n'y a lots ne ventes: & si l'y a soulte, sont deus lots & ventes au seigneur censuel, pour le regard desdites soultes: * neantmoins est tenu l'acquireur, faire exhibition de son contract d'eschange, audit seigneur, dedans la quinzaine, sous peine de l'amende de lx. sols parisis. cxx.

* Ce que s'ensuit est adioucté.

Et est presumee ladite fraude, quand dedans l'an, il y a rachat, fait par l'vn des contrahans dudit eschange. cxxi.

Si l'heritage chargé de cens, est baillé à rente rachetable à temps, ou à tousiours, ne sera payé aucun droit de lots & ventes audit seigneur, * sinon quand ladite rente sera rachetee. cxxii.

* Ce que s'ensuit est adioucté.

Pour l'heritage vendu, sous faculté de rachat à tousiours ou à temps, seront deus lots & ventes: mais quand ledit heritage est racheté par le moyen de ladite faculté, n'excédant cinq ans, escrite és lettres de ladite vente, ou autres passees du iour & datte d'icelle, ne sont deus pour ledit rachat, lots ne ventes: & audit cas de rachat, est tenu celuy qui rachete, rendre à sa partie, ce qu'elle auroit payé des ventes au seigneur censuel, pour ladite acquisition, faite à faculté de rachat. cxxiii.

Pour rente constituee à pris d'argent, sur heritages chargez de cens, soit que ladite constitution soit faite sur l'heritage, specialement ou generalement, ne sont deus aucuns droits de lots & ventes. cxxiiii.

I. Aussi l'ancienne erronnee custume a esté corrigee, selon ce que i'ay escrit en mon traitté, des rétes & rsures, Latin & François. Et sur les custumes de Paris, art. 57. C.M.

Si l'heritage ne se peut partir entre les proprietaires d'iceluy, & il est dit par iustice, qu'il sera licité & vendu au plus offrant, ne sont deus au seigneur censuel, par les coheritiers ou autres, ayans droit audit heritage, lots ou ventes, pour cause de ladite licitation & adjudication, faite à l'vn d'eux: mais si tel heritage est adiugé à vn estranger, il payera audit seigneur lesdits droits. cxxv.

Si en faisant partage & diuision d'heritages entre coheritiers, les aucuns sont soulte aux autres, ne sont deus au seigneur censuel, pour lesdites soultes, lots ou ventes. cxxvi.

Couftumes du bailliage de Meleun

Le tiers detenteur, peut laiffer l'heritage pour le cens, & renoncer à iceluy, en payant les arerages de fon temps, & non autrement. cxxvii.

Le feigneur cenfue, ne peut auoir par retenuë l'heritage eftant en fa cenfue, pour le pris, qu'il aura efté vendu, finon que par contract, il eult droit de retenuë. cxxviii.

Si l'heritage, chargé de cens, eft vendu & deliuré par decret de iuflice, l'acheteur doit au feigneur cenfue les droits feigneuriaux: c'est à fçauoir les ventes, fi ledit heritage eft redeuable feulemēt en iceluy droit de ventes: & fil eft redeuable de lots & ventes, il doit lefdits droits de lots & ventes: lefquels droits ledit acheteur doit payer ou deprier, & exhiber fes lettres, dedans la quinzaine, apres la deliurance dudit decret, fur peine de l'amende de foixante fols parifis. cxxxix.

C H A P. 7.

De retrait lignager, & feodal.

Avant que le retrait lignager ait lieu, eft requis que la chofe vendue, foit aduenü & efcheuë au vendeur par fuffeffion, ou qu'il l'ait acquife d'aucun de fon lignage: Qu'elle foit immeuble, comme heritage, cens, rente, feruitute ou autre droit reel & incorporel: Que le retrayant, foit parent du vendeur de l'eftoc, coûté & ligne, dont procede ledit immeuble vendu: Que ce foit pour luy, & non pour autre: Que l'acheteur ne foit de l'eftoc, coûté & ligne, dont ledit immeuble eft aduenü & efcheu audit vendeur: Que l'adjournement foit fait, dedans l'an & iour de la foy & hommage, ou en laiffinement, fait par le feigneur feodal ou cenfue: Et que le retrayant face offre, d'or ou d'argent, à defcouuert & à parfaire le remboursement du pur fort, frais & loyaux coufts. cxxx.

Si pere ou mere, ont donné à leur enfant, en faueur de mariage ou autrement, leur heritage qui leur eftoit propre, ou conquest, ledit heritage eft fait propre audit enfant: & fil le vend, il eft retrayable. cxxxii.

Si aucun vend fon heritage propre, pour vne fomme de deniers, & par le mefme contract, retient droit de cens, fur le mefme heritage, eft neantmoins iceluy heritage retrayable par le lignager, en remboursant le pris, & fe chargeant du cens. cxxxiii.

Si aucun a vendu à perfonne efrange, l'vfufruit de fon propre heritage, tel vfufruit nechet en retrait: mais fi apres, il vend la propriété à mefme acheteur, le tout fera retrayable: & fil vend ladite propriété à autre, qu'à celuy auquel il a vendu l'vfufruit, ou qu'il la vende, retenant à foy ledit vfufruit, telle propriété tombera en retrait. cxxxiiii.

Si plufieurs de diuerfes lignes, fuccedent à aucun leur parent, & partiffent entr'eux les immeubles de la fuffeffion, tellement qu'au lot & portion de l'un, aduienne l'heritage, qui n'eftoit de fon eftoc, coûté & ligne, ledit heritier, fera cenfé & reputé eftre procedé de fon dit eftoc, coûté & ligne. Et fi puis apres il le vend, les parens le pourront retraire, comme eftant au lieu de l'heritage, qui eftoit yffu de leur dit eftoc, coûté & ligne. cxxxv.

Si aucun a eu par retrait vn heritage, & dedans quelque temps que ce foit, il le reuend à perfonne efrange, n'eftant de l'eftoc dont procede l'heritage, il eft retrayable dedans l'an & iour de ladite vente. cxxxvi.

Si l'heritage, eft efchangé à aucune efpece mobiliere, il eft retrayable: & doit ladite efpece eftre eftimée à argent. cxxxvii.

Si pere ou mere, ont acquis aucun heritage, qui vienne par fuffeffion à leur enfant, tel heritage, vendu par ledit enfant, eft retrayable par les freres & fœurs, & autres descendans, venans desdits pere ou mere acquerens, & non par les oncles, tantes, coufins germains, & autres collateraux, qui ne font descendus des acquerens, encores qu'ils foient leurs parens & lignagers. cxxxviii.

En heritages propres, adiugez par decret de iuflice, y a retrait. cxxxix.

Qui n'eft habille à fucceder, il ne vient au retrait. cxl.

Quand avec le propre heritage, font vendus par mefme contract & pris, aucuns meubles ou acquests immeubles, le retrayant, fi bon femble à l'acheteur, doit tout prendre ou delaiiffer: & fi l'acheteur veut feulemēt delaiiffer le propre, & retenir à foy le meuble & conquest vendu, le retrayant fera tenu rembourfer le pris dudit propre, à la raifon, & à l'efgard du pris du total, & valeur des chofes vendues. cxli.

Les heritages, acquis par efchange, fontiffent la nature des heritages, baillez en contr'efchange. cxlii.

En efchange, fait but à but & fans foulte, n'y a retrait, pourueu qu'il n'y ait fraude, dont les parties

parties contrahentes, sont tenuës se purger par serment, par deuant iuge competent : * mais fil y a soulte, reuenant par commune estimation, à la iuste valeur de la moitié d'iceluy heritage, le retrait aura lieu, pour l'esgard & portion de ladite soulte : & aussi fil y a fraude, le retrait aura lieu, dedans l'an & iour, apres que ladite fraude aura esté aueree & descouuerte par sentence ou autrement : & sera réputé, tel eschange, estre fait en fraude, fil est racheté dedans l'an. cxlii.

* Ce q̄ s'ensuit est ad-iouste.

Si l'heritage propre, a esté baillé à rente perpetuelle ou à vie, sans bourse deslier, n'y a aucun retrait : * mais si ladite rente estoit vendue, le parent du vendeur la pourra retraire. cxliiii.

* Ce q̄ s'ensuit est ad-iouste.

» Le lignager, encores qu'il soit heritier du vendeur, peut venir au retrait. cxliiii.

» L'an du retrait lignager, ne court, pour les heritages, tenus en fief, que du iour de la reception en foy & hommage, ou de l'offre & presentation, que fera l'acquireur pour y estre receu, si le seigneur est refusant ou delayant de ce faire sans cause : & pour les heritages roturiers du iour de l'ensaisinement, ou de la representation pour estre ensaisiné, en cas de refus ou delay, comme dessus : desquelles offre & presentation, l'acquireur prendra acte par deuant notaires. cxlv.

Si l'acquireur d'aucun heritage, propre au vendeur, est absent, ou demourant hors du bailliage où l'heritage est assis, le lignager, le pourra faire adiourner, à la personne de son procureur, ou entremetteur de ses affaires, si aucun en a au dedans dudit bailliage : sinon ledit adiournement se fera sur ledit lieu, & sera signifié à deux tesmoins voisins dudit lieu : & apres sera publié par trois dimanches au profne de la parroisse ou la chose est assise. Ce fait, la demande du demandeur verifiée, sera le retrait adiugé au lignager, en consignat par luy en main de iustice, le pris & sort principal de l'acquisition. cxlvi.

Si le lignager, qui auoit fait adiourner l'acheteur, dechet de son retrait par quelque défaut, congé ou autrement, vn autre de la ligne dont ledit heritage est descendu, peut dedans l'an & iour de ladite foy, & ensaisinement des lettres ou offres susdites, faire adiourner ledit acheteur, pour luy delaisser par retrait ledit heritage : toutesfois fil se trouuoit fraude ou collusion entre ledit premier retrayant & acheteur, le temps du retrait ne courra à autre lignager, que depuis ladite fraude & collusion descouuerte. cxlvii.

Si l'acheteur de l'heritage retrayable le vend dedans l'an & iour de son achat, & il est depuis adiourné dedans ledit an pour le delaisser par retrait, il sera tenu le rendre : du moins appeler & faire comparoir, celuy auquel il l'aura vendu, pour respondre audit retrait : & ne sera tenu le retrayant, rendre & rembourser audit acheteur, que le pris porté es lettres de la premiere vente, supposé que depuis icelle vente, ledit heritage ait esté reuendu à plus grande somme. cxlviii.

Si l'adiournement du retrait lignager a esté fait, & l'assignation, neantmoins soit donnée à lointain iour, celuy qui aura ainsi esté adiourné, peut en vertu de la commission du iuge, faire anticiper ledit retrayant, & le faire adiourner à plus brief iour. cxlix.

Le lignager, qui premier aura fait adiourner en matiere de retrait, sera preferé à tous autres, supposé qu'il ne soit le plus prochain du vendeur. * Mais en concurrence de deux ou plusieurs en adiournemens faits en vn mesme iour, le plus prochain du vendeur en degré, sera preferé : & s'ils estoient en pareil degré & en concurrence d'adiournemens, le retrait sera adiugé à chacun d'eux par égale portion. cl.

* Ce que s'ensuit est ad-iouste pour l'aduenir.

Si aucun achete vn heritage suiuet à retrait, & il le vend dedans ledit an, sans fraude, à autre qui soit du lignage, il n'y a lieu de retrait, sinon qu'il eust eu adiournement en retrait, auparauant ladite reuente. cli.

Si deux conioints par mariage, achètent d'aucun parent de l'vn d'eux, vn heritage propre au vendeur, ou bien s'ils retrayent ledit heritage d'vn estranger, qui l'auroit acheté du parent de l'vn d'eux, ils pourront iouyr de tel heritage ensemblement, sans que lon le leur puisse oster par retrait, tant que ledit mariage durera. Mais si celuy desdits conioints lignager decede sans hoirs, le suruiuant non lignager, tiendra la moitié dudit heritage comme son conquest : laquelle moitié neantmoins pourra estre retraite sur luy ou ses hoirs, s'ils ne sont lignagers du vendeur, dedans l'an & iour du decés du premier decédé desdits conioints, en rendant & payant par le retrayant la moitié du sort principal, frais & loyaux coustumens. Mais si dudit mariage, y auoit enfans, ladite moytié ne pourra estre retraite sur le suruiuant, iusques apres partage fait entre luy & seldits enfans : & que par iceluy partage, ladite moitié soit aduenue & escheue audit suruiuant. Et neantmoins seront lesdits enfans preferés audit retrait à tous autres ligna-

Costumes du bailliage de Meleun

gers, encores qu'ils fussent preuenus par adiournement en retrait: pourueu qu'ils y viennent dedans l'an & iour dudit partage. clii.

» Quand l'heritage sera adiugé par retrait, le lignager sera tenu de payer & rembourser l'acheteur des deniers qu'il aura payez au vendeur, ou les consigner en iustice, partie presente ou appelee, au refus dudit acheteur, vingt-quatre heures apres ledit retrait accordé, par deuant notaires, ou adiugé: pourueu toutes-fois que ledit acheteur ait au-parauant mis au greffe les lettres de son acquisition, & affermé le pris contenu en icelles estre veritable. Et toutefois si l'acquireur auoit empesché ledit retrait, & puis pour surprendre sa partie, le vint soudain accorder, le iuge pourra arbitrer audit retrayant plus long delay pour faire ledit remboursement: & si dedans ledit temps de vingt-quatre heures ou autre delay arbitré, le retrayant ne fait ledit remboursement ou consignation, il descherra dudit retrait. cliii.

Si l'acquireur accorde le retrait, il doit (s'il est requis de ce faire par le demandeur) mettre son contract d'acquisition au greffe, & affermer par serment le pris contenu en iceluy. cliiii.

» Le retrayant est tenu rembourser les loyaux cousts, frais & mises, dedans la huitaine apres la liquidation d'iceux: autrement descheoit du retrait à luy adiugé. clv.

Si aucun a vendu son heritage pour certain pris, payable à vn, ou plusieurs termes, le retrayant aura lesdits termes pour rembourser ledit acheteur, en donnant bonne seureté audit acheteur de l'acquiter ausdits termes enuers le vendeur: lequel pourtant ne sera tenu de changer son deteur, s'il ne luy plaist. Et si ledit retrayant ne baille ladite seureté ou argent content, ne sera receu audit retrait. clvi.

Si l'acheteur a payé ou satis-fait les lots & ventes, quint denier ou requint, & il en appert par quittance, reception en hommage, ou enfaïnement de lettres, le retrayant sera tenu le rembourser dedans la huitaine, & non autrement: & ne doit ledit retrayant, ventes ou droits seigneuriaux, pour raison dudit retrait. clvii.

Si l'acheteur fait mettre és lettres de son contract plus grande somme, que celle qui a esté conuenüe, & l'affirme par serment: & apres le retrayant prouue euidentement le contraire, ledit acheteur perdra ses deniers, qui seront applicquez au seigneur, en la iustice duquel le pariure aura esté auéré: & outre sera amendable à la discretion de iustice. clviii.

Quand le lignager fait adiourner l'acheteur pour auoir par retrait lignager quelque heritage, il doit à chacune audience de la cause, & iusques à l'appointement de contestation iceluy includ, offrir deniers à descouuert & à parfaire: & s'il defaut à vne seule fois, & l'acheteur requiert que ledit retrayât soit descheu dudit retrait, le iuge doit à l'audiēce d'icelle cause declarer ledit retrayant descheu dudit retrait: & le condamner és despens dudit defendeur. Mais si par ignorance ledit retrayant defailloit à faire son offre à aucune audience, & le defendeur n'en fist conte, & ne requisit à icelle mesme audience, que ledit retrayant fust descheu dudit retrait, ains requisit à vne autre audience ou l'offre seroit faite, ne seroit pour ceste cause ledit retrayant descheu dudit retrait. clix.

L'acheteur est tenu rendre audit retrayant les fruits qu'il aura prins en l'heritage retrait, depuis le iour & datte de l'adiournement, en payant les frais, labours & semences: pourueu que ledit adiournement soit libellé, bien & deuément fait. Et ou ledit adiournement n'auroit esté libellé, seront lesdits fruits seulement restituez du iour, que la demande aura esté faite en iugement, & inseree en l'acte de la cause, ou baillee par escrit. clx.

Si l'acheteur, dedans l'an du retrait desmolit aucune chose en diminution de l'heritage, il sera tenu le restablir. Pareillement si dedans ledit temps, il cueille les fruits & pesche le poisson, qui ne soient en temps de cueillir ou pescher, sera tenu restituer la valeur & estimation d'iceux audit de gens à ce connoissans. Mais si tels fruits ou poisson estoient prests à cueillir ou pescher, & l'acheteur ne fust adiourné en cas de retrait, auant que les cueillir ou pescher, ils luy doiuent demourer: & s'il est adiourné deuant, les doit rendre. clxi.

Si l'heritage vendu, est tenu & mouuant en fief, & le seigneur feodal le veut retirer par puissance de fief, faire le peut, si l'acheteur n'est lignager du vendeur, de l'estoc, costé & ligne dont tel heritage est procedé. clxii.

Et ou ledit seigneur feodal l'auroit retenu par puissance de fief, au moyen que l'acheteur n'estoit lignager, ou estant lignager n'auroit voulu empesché ledit retrait feodal: neantmoins vn autre lignager dudit vendeur, pourra retraire ledit heritage sur ledit seigneur feodal, dedans l'an & iour qu'il l'aura retenu par puissance de fief: & sans auoir esgard au temps de la vendition dudit heritage. clxiii.

Retrait

Retrait lignager ne peut estre cédé ne transporté à personne estrange: mais le retrait feodal se peut ceder, soit par homme de main-morte ou autre. clxiii.

Si l'acheteur d'aucun heritage, fait en iceluy auant l'adiournement en retrait aucunes reparations necessaires à faire dedans l'an & iour dudit retrait, le retrayant sera tenu le rembourser selon l'estimation qui en sera faite au dit de gens à ce connoissans. clxv.

C H A P. 8.

De possession & saisine.

LE mort saisist le vif son plus prochain parent & plus habille à luy succeder. clxvi.

Simple dons, cessions & transports ne saisissent les donataires, s'il n'y a apprehension de fait, retention d'vsufruit, ou clause translatiue de possession, comme constitut, precaire ou autre. clxvii.

Les colons ou conducteurs d'aucun heritage, ne peuuent interuertir la possession du propriétaire: & peut ledit propriétaire & seigneur dudit heritage, qui tousiours a esté payé de ses louages & pension, intenter complainte pendant le bail, & dedans l'an, apres ledit bail finy & expiré, contre celui à qui le conducteur ou colon aura vendu, ou autrement aliéné ledit heritage, encores qu'il en ait iouy à tiltre de bonne foy par plus d'an & iour. clxviii.

C H A P. 9.

De prescription.

Quand aucun a iouy d'un meuble publiquement sans fraude par l'espace de trois ans continuels sans interruption & inquietation d'autrui, apres lesdits trois ans passez, nul ne peut pretendre & n'est receuable à repeter ou demander tel meuble sur ledit possesseur. clxix.

Quand aucun a iouy à tiltre de bonne foy, franchement & paisiblement, au veu & sceu de tous ceux qui l'ont voulu voir & scauoir, d'aucun heritage ou autre droit reel, censé & réputé immeuble, tant par luy que par ses predecesseurs par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens, aagez & non priuilegiez, il prescrit: tellement que nul autre ne peut pretendre propriété ou rente sur ledit heritage. clxx.

Et sont reputez presens, ceux qui sont demeurans audit bailliage: & absens, ceux qui sont demeurans hors iceluy. clxxi.

Quand aucun a iouy & vsé de bonne foy, d'aucun heritage ou autre droit reel, censé & réputé immeuble, par l'espace de trente ans, franchement, continuellement & paisiblement, tant par luy que par ses predecesseurs, sans aucune inquietation, supposé qu'il ne face apparoir de tiltre, il a acquis prescription entre aagez, & non priuilegiez. clxxii.

Le chef cens, qui est à dire le premier cens, ne peut estre prescrit par quelque laps de temps que ce soit: mais bien peut estre prescrite, tant la quotité dudit cens, que les arrerages d'iceluy, par trente ans. clxxiii.

L'action personnelle se prescrit par trente ans, & l'hypothecaire par quarante ans. lxxiiii.

C H A P. 10.

Des hypothecques.

Les detenteurs & propriétaires d'aucuns heritages, chargez ou redeuables de rentes ou autres charges reelles ou annuelles, peuuent estre contraints hypothecairement payer lesdites rentes & charges à ceux auxquels elles sont deuës, ensemble les arrerages escheus: & ce tant & si longuement qu'ils sont propriétaires & detenteurs desdits heritages, ou de portion d'iceux. clxxv.

Le tiers detenteur d'heritage, chargé de rente, pourfuiuy pour raison des arrerages d'icelle, n'ayant acheté ledit heritage à la charge de ladite rente: & aussi n'ayant eu connoissance d'icelle au-parauant la poursuite qu'on auroit faite contre luy, peut au-parauant que contester en cause, & apres auoir sommé son garant qui luy defaut de garantie, renoncer audit heritage: & en ce faisant n'est tenu des arrerages d'icelle rente, supposé qu'ils fussent escheus de son temps & au-parauant ladite renonciation. clxxvi.

Hypothecque ne se deuise, & se dresse l'action hypothecaire contre le possesseur de la chose hypothecque, ou contre celui, qui par dol ou fraude a delaisié à la posséder. clxxvii.

Si le seigneur de la rente, acquiert l'heritage, qui estoit speciallement chargé de ladite rente ou partie d'icelle, telle rente sera confuse * pour telle part qu'il en aura acquis, s'il n'est conuenu au contraire entre ledit seigneur & debteur de la rente: laquelle conuention ne pourra preiudicier aux condetenteurs, qui auront acquis partie desdits heritages au-parauant ladite conuention. clxxviii.

* Ce que s'en suit est adiousté.

Coustumes du bailliage de Meleun

C H A P. II.

De louages & baux à ferme.

Celuy qui a prins à louage vne maison, encores qu'il soit personne ecclesiastique, peut estre contraint garnir ladite maison de biens exploictables pour le payement desdits louages: & ou depuis il auroit desgarny ladite maison, peut estre aussi contraint par iustice à rapporter lesdits biens en icelle maison: & sera loisible au bailleur de les pouuoir faire arrester en quelque lieu qu'ils soient trouuez. cclxxix.

Debte deuë à cause de louage de maison est tellement priuilegiee, que sur les biens trouuez en icelle maison, ledit louage sera premierement payé, & auant toutes debtes, tant soient elles priuilegiees. clxxx.

Debte deuë à cause d'heritages baillez à tiltre de ferme d'argent, moisson de grain ou autrement, est tellement priuilegiee qu'auant toutes autres debtes elle doit estre payee sur les fruits & reuenus desditsheritages baillez. clxxxii.

Celuy qui aura labouré, cultiué ou ensemencé quelquesheritages, peut pour ses salaires faire proceder par voye d'arrest sur tous fruits yssus desditsheritages, ayant obtenu commission du iuge en la iurisdiction duquel sont lesdits fruits, supposé que lors de la saisie lesdits fruits fussent ameublis & transportez hors les lieux ou ils sont creus, le tout au peril de l'amende contre le saisissant. clxxxii.

Celuy qui a baillé à louage sa maison ou terre à autruy, peut par la commission du iuge en la iurisdiction duquel est assise ladite maison ou terre, faire saisir les biens estans esdites maison ou terre, pour vne annee d'arrerages de ladite location. clxxxiii.

Et ou le fermier sera demeuré debteur de la moisson de l'annee precedente, ou de la plus grande partie d'icelle, pourra le bailleur pour seureté, tant de son deu que de la moisson de l'annee d'apres n'estant encore escheuë, faire saisir les fruits, sans iceux transporter ailleurs qu'en la granche & lieux acoustumez. clxxxiiii.

Les louages de maisons & rentes se payeront à quatre termes, à sçauoir es premiers iours de Ianuier, Aueil, Iuillet & Octobre, s'il n'y a conuention contraire. clxxxv.

Le temps du louage finy, le conducteur aura huit iours pour vider, autrement sera contraint par iustice: & ne sera le conducteur receu¹ à alleguer que promesse de prolongation dudit louage luy ait esté faite, s'il n'en fait promptement apparoir par escrit: autrement apres commandement à luy fait de vider, & au refus de ce faire, le locateur pourra par iustice faire mettre ses meubles sur les carreaux. clxxxvi.

1 Pour empescher ceste promisiõ inuoluntaire ordonnee pour obuier aux fraudes, sans preiudice de recouurer despens, dommages & interests au principal. C.M.
2 Tous les articles de ce chapitre & plusieurs autres semblables, ne sont pas marquez à n, pour estre nouvelle correction du passé, mais pour estre nouvellement escrits en forme de coustume, arrestee au lieu qu'en la premiere redaction ils n'y estoient comprins, mais demeuvoient es termes de raison de droit. C.M.

C H A P. I 2.

De seruitutes & rapports de iure.

AV rapport de maçons & charpentiers iutez, ² foy sera adioustee de ce qui git en leur art & industrie, si lesdits maçons & charpentiers ont esté accordez par les parties ou par le iuge, à faute d'en conuenir par elles, encores que la visitation ait esté faite en l'absence dudit iuge, pourueu qu'ils ayent prealablement presté le serment par deuant iceluy iuge. clxxxvii.

Droit de veuës, esgouts & autres semblables seruitutes de maisons & edifices, ne s'acquie- rent par prescription de longue iouissance quelle qu'elle soit, & fust elle de cent ans & plus, sans tiltre. clxxxviii.

Disposition & destination de pere de famille vaut tiltre. clxxxix.

Celuy auquel entierement appartient vn mur ioignant sans moyen à l'heritage d'autruy, ne peut en iceluy auoir veuë ou fenestre qui regarde sur ledit heritage d'autruy, si lesdites veuës ou fenestres ne sont depuis reez de chaussee à huit pieds de haut quant au premier estage: & quant aux autres estages, de sept pieds de haut: & faut qu'en icelles fenestres y ait verres dormans, avec barres & barreaux de fer, en maniere qu'il ne puisse passer ou endommager son voisin. Et si lesdites veuës estoient plus basses, seroit tenu les estouper à ses despens si ledit voisin le requiert, s'il n'a tiltre au contraire. cxc.

A celuy auquel appartient le sol, appelé reez de chaussee, en quelque heritage, appartient aussi le dessus & dessous dudit reez: & y peut edifier par dessus & par dessous: & y faire puys, aisances & autre chose licite, s'il n'y a tiltre au contraire. cxci.

Chacun peut leuer son edifice sur la place tout droit à plomb & à ligne, si haut que bon luy semble, & contraindre son voisin de retirer cheurons & toutes autres choses qu'il trouuera portans sur la place, empeschans le bastiment qu'on y peut faire, nonobstant quelque laps de temps que ce soit, & fust il de cent ans & plus. cxcii.

Tout mur sera reputé moitoyen & commmun, s'il n'y a tiltre au contraire. cxciii.

» Il est loisible à vn voisin hauser à ses despens le mur moitoyen d'entre luy & son voisin par dessus la closture, dont cy apres sera faite mention, tant haut que bon luy semble, sans le consentement de sondit voisin, s'il n'y a tiltre au contraire. cxciiii.

» Il est licite à vn voisin percer ou faire percer & desmolir le mur cōmū & moitoyé pour se loger & edifier, en le restablissant & le faisant refaire à ses despēs, s'il n'y a tiltre au cōtraire. cxcv.

» Le voisin peut contraindre l'autre voisin à faire closture de murailles entre leurs maisons, courts & iardins, és villes & fauxbourgs. cxcvi.

» Les clostures és villes & fauxbourgs, doiuent estre de murailles hautes de neuf pieds pour les courts, & de huit pieds pour les iardins oultre les fondemens. cxcvii.

» Si la closture commune entre deux voisins est desmolie, corrompue, ou qu'elle pende & boucle, le voisin peut contraindre par iustice l'autre voisin à faire refaire ladite closture & d'en payer sa part selon son hebergement. Et ou ledit voisin sommé de contribuer aux frais seroit refusant de ce faire, six mois² apres ladite sommation à luy deuément faite, demeurera le mur propre à celuy qui l'aura fait construire de nouuel ou fait refaire, si bon luy semble. cxcviii.

» Si le mur n'est moitoyen ou cōmū, il n'est loisible à vn voisin de mettre & loger ses poultres ou soliuies dedans ledit mur, ne apposer & mettre autres choses incōmodans ledit mur. cxcx.

» En mur moitoyen & cōmun entre deux voisins, l'vn d'eux peut mettre & asseoir poultres, pourueu qu'il face pilliers de pierre de taille, ou de grez, parpeins, chaines & corbeaux suffisans pour porter lesdites poultres, & restablissant ce qui aura esté desmoly, pour le rasseoir. cc.

» Pour asseoir lesdites poultres, le voisin peut percer le mur moitoyen & commun : toutefois lesdites poultres ne doiuent passer la moitié dudit mur, & poinct du milieu, en mettant toutesfois, iambes, chaines & corbeaux. cci.

» Le voisin ne peut percer le mur moitoyen & commun à l'endroit des cheminees de son voisin, pour asseoir poultres ou soliuies, ou prendre autre commodité, comme d'vn armoire ou enclaué. ccii.

» Si en terre commune l'vn des voisins edifie mur à ses despēs, l'autre voisin s'en pourra aider pour closture ou edifice, en payāt la moitié à l'égard dont il se vouldra aider, & non autrement: & le pourra empescher celuy qui l'aura edifié iusques à ce qu'il en soit payé & remboursé. cciii.

Quand aucun fait edifier ou reparer son heritage, son voisin est tenu luy donner & prester patience & passage pour ce faire, en reparament ce qui aura esté rompu, desmoly ou gasté. cciiii.

Si aucun fait edifier estables contre le mur commun ou moitoyen, sera tenu de faire faire cōtre mur de l'espeffeur de demy pied, sur deux pieds & demy de hauteur, depuis reez de chauffee, le long dudit mur moitoyen. ccv.

Si aucun fait estables contre vne cloison moitoyenne, sera tenu de faire contremur de l'espeffeur d'vn pied de hauteur, comme dessus. ccvi.

Si aucun fait edifier four, forges ou cheminee, contre cloison moitoyenne, sera tenu faire contremur de l'espeffeur d'vn pied de pierre, plastre, ou chaux & sable: & neantmoins pourra estre le colombage d'icelle cloison à l'endroit d'iceluy four ou cheminee en restablissant icelle cloison de semblable matiere que ledit contremur. Et si lesdits four, forges, ou cheminee sont faits contre murs moitoyens, sera fait contremur de l'espeffeur de six poulces en admortissant & diminuant iusques au premier estage. ccvii.

Vn voisin ne peut faire aucuns puy, retraitz, trous à perdre eauë pres le mur moitoyen, s'il n'a fait contremur de l'espeffeur d'vn pied & demy, de pierre, chaux, & sable, depuis les fondemens iusques à reez de chauffee. ccviii.

Si l'vn des voisins a en son heritage vn puy, & l'autre voisin veut faire au sien latrines, ou chambre aisee, sera tenu faire entre ledit puy & latrines vn contremur de l'espeffeur de trois pieds de semblable matiere comme dessus, sinon qu'il y eust distance de dix pieds d'espeffeur entre lesdits puy & latrines. ccix.

Tous manans & habitans ayans & tenans maisons en la ville de Meleun, sont tenus y faire construire & entretenir latrines & chambre aisee, par prinse & exploitation de leurs biens & arrests des louages desdites maisons, sur peine de vingt liures parisifs d'amende, pourueu que lesdites latrines se puissent faire sans incommoder lesdites maisons. ccx.

ENtre homme & femme conioints ensemble par mariage, y a communauté de biens meubles, acquests & conquests immeubles faits durant & constant ledit mariage, qui cōmence

² De droit commun, c'est soit assez de quatre mois, l. si ut proponu et ibi Bal. Salyc. C. de adific. primat. Ias. in repet. l. quominus col. 19. D. de flumin. C. Mo.

Couſtumes du bailliage de Melcun

du iour de la benediction nuptiale, & continuë iufques au iour du trefpas du premier mourant: leſquels meubles, acquests & conqueſts apres ledit trefpas ſe diuiſent en ceſte maniere, à ſçauoir que la moitié en appartient au ſuruiuant, & l'autre moitié aux heritiers du trefpaſſé. ccxi.

Toutes-fois pendant le mariage le mary eſt ſeigneur des meubles, acquests & conqueſts immeubles faits par luy & ſa femme coniointement, ou par l'un d'eux, durant & conſtant ledit mariage: & les peut vendre, alier & hypotheker, en faire & diſpoſer entre viſ à ſon plaiſir & volonté, ſans le conſentement de ſadite femme, ſans fraude: mais n'en peut diſpoſer par teſtament, ſinon de ſa moitié. ccxii.

Femme ne peut ſ'obliger aucunement conſtant le mariage, ſoit au preiudice d'elle ou de ſon mary, ſinon qu'elle ſoit marchande publique: auquel cas & pour le fait de ladite marchandise & debte prouenant d'icelle, elle peut obliger les biens meubles & immeubles, tant d'elle que de ſon mary. ccxiii.

Le mary eſt procureur legitime de ſa femme, tellement qu'il peut deduire en iugement ſans le conſentement d'elle, toutes actions, tant perſonnelles, poſſeſſoires que reelles. ccxiv.

Femme mariee ne peut eſter en iugement ſans le conſentement de ſon mary, ſinon qu'elle ſoit ſeparee ou auctorifee¹ par iuſtice au refus de ſon mary. ccxv. 1

1 Surquoy faut connoiſſance de iuſte cauſe, ou autrement, non ſeulement le mary, mais auſſi la partie defendereſſe en pourroit appeler.

*C.M.
2 Les non-neux arreſts ont eſté cauſe d'adiouſter, roturiere, Car ceſt ſont en effet, comme j'ay noté en la couſtume de Paris, arti. 115.*

Qui eſpouſe la femme, paye les debtes: tellement que le mary eſt tenu de toutes les debtes mobilières qu'elle deuoit au parauant le mariage: deſquelles il peut eſtre vallablement pourſuiuy pour le tout, durant ledit mariage: & iceluy diſſolu, pour la moitié ſeulement. Auſſi ladite femme apres ledit mariage diſſolu, eſt tenuë de la moitié des debtes mobilières faites par ſon mary, tant au parauant ledit mariage que depuis, ſi elle n'a renoncé à la communauté, comme ſera dit cy apres. ccxvi.

La femme noble ou roturiere² pourra dedans quarante iours apres le trefpas de ſon mary, renoncer en iugement à la communauté deſdits biens meubles, acquests & conqueſts immeubles: & en ce faiſant, elle ſera & demeurera quitte des debtes mobilières faites par ſon mary ſeu, & ſans le conſentement d'elle, pourueu qu'elle n'ait recelé n'emporté aucuns meubles de ladite communauté, par elle ou autre de par elle au parauant le decès de ſon mary, ou depuis autrement elle ſera tenuë payer la moitié deſdites debtes nonobſtant ladite renonciation. ccxvii.

Entre nobles, au ſuruiuant des deux conioints appartiennent les meubles, ſ'il n'y a enfans: & ſ'il y a enfans les doit prendre par inuentaire, & ſeront ſiens pourueu qu'il ne ſe remarie: mais ſ'il ſe remarie, ſera fait partage entre luy & ſedits enfans dudit premier liët. ccxviii.

Homme & femme conioints enſemble par mariage, ſont reputez aagez, vſans de leurs droits, pour auoir l'adminiſtration de leurs biens, contracter & eſter en iugement: & non pour alier, vendre & engager, ou hypotheker leurs immeubles, plus-toſt & iufques à ce qu'ils ayent l'aage de vingt-cinq ans accomplis. ccxix.

Quand aucune rente deuë par l'un des deux conioints par mariage eſt rachetee pendant ledit mariage des deniers communs, tel rachat eſt reputé conqueſt: tellement que celui auquel appartient l'heritage qui eſtoit chargé de ladite rente, ou ſon heritier, eſt tenu apres ledit mariage diſſolu, de rembourſer à l'autre, ou à ſon heritier, la moitié du pris dudit rachat, ſi mieux ne veut payer & continuer la moitié de ladite rente. ccxx.

Quand l'un des deux conioints par mariage, va de vie à trefpas, delaiſſez aucuns enfans mineurs dudit mariage, ſi le ſuruiuant ne fait inuentaire ſolennel des biens meubles & conqueſts immeubles faits conſtant ledit mariage, ou que partage n'en ait eſté fait, tous les biens meubles & conqueſts immeubles du ſuruiuant, ſont & demeurent communs entre luy & ſedits enfans, ſi bon ſemble aufdits enfans, iufques à ce que ledit inuentaire ſoit ſolennellement fait, clos & arreſté par deuant iuge competent. ccxxi.

3 Sur la couſtume de Paris, arti. 118. C.M.

Et ſi ledit ſuruiuant ſe remarie ſans faire inuentaire ou partage avec ſes enfans, comme deſſus, ladite communauté ſe continuë pour vn tiers³ entre ledit ſuruiuant & ſes enfans, & celui ou celle qu'eſpouſe ledit ſuruiuant. ccxxii.

Pareillement ſi deux ayans enfans d'autre mariage ſe remarient enſemble, ſans auoir fait inuentaire ou partage entr'eux & leurs enfans, la communauté ſe continuë pour vn quart entre leſdits conioints, & leſdits enfans de chacun liët. ccxxiii.

Société & communauté de biens ne ſ'acquiert ſous couleur qu'aucunes perſonnes ayent fait

fait leur demeurance ensemble, si elle n'est conuenue par expres entre eux & par contract, auquel cas aura lieu & non autrement. ccxxiii.

Si homme ou femme conioints par mariage, vendent aucun heritage du propre de l'un d'eux, & des deniers yffus de ladite vente ils achètent autre heritage, iceluy heritage acheté sera réputé conquest à eux deux, sinon qu'en vendant iceluy premier heritage, il soit expressement dit que les deniers seront conuertis en autre heritage propre, au lieu dudit heritage vendu, & qu'autrement ne le vendroient: & conuient que telles paroles soient dites deuant notaire ou iuge competant: tellement que si apres la vendition dudit premier heritage lesdites paroles estoient dites, elles n'auront aucun effect. ccxxv.

4

C H A P. 14.

De don mutuel & autres donations faites entre vifs.

¶ **H**omme & femme conioints par mariage estans en bon propos, non malades de maladie dont l'un d'iceux seroit decedé, peuuent & leur loist faire donation mutuelle l'un à l'autre également de tous leurs biens meubles, acquets & cōquests immeubles faits durant & cōstant leur mariage, communs entr'eux, & qui seront trouuez à eux appartenir à l'heure d'utrespas du premier mourant, pour en iouyr par le suruiuant sa vie durant seulement, inuentairement fait, & en baillant par ledit suruiuant caution suffisante de restituer par ses heritiers apres son trespas aux heritiers du premier decedé, la moitié desdits meubles s'ils sont en nature, non deteriorés, sinō, la somme à laquelle lesdits meubles auront esté prisez, & semblablement la moitié desdits conquests: & aura telle donation lieu, pourueu qu'il n'y ait enfans dudit mariage ou d'autres au temps du decés de l'un desdits conioints, & non autrement. ccxxvi.

¶ Le suruiuant qui veut iouyr de la moitié desdits conquests appartenans aux heritiers du premier decedé suiuant ledit don mutuel, est tenu entretenir lesdits conquests sa vie durant, & acquiter lesdits heritiers du premier decedé, de la moitié des cens, rentes, & autres redevances anciennes dont lesdits conquests sont chargez. ccxxvii.

Aussi est tenu le suruiuant qui veut iouyr de ladite donatiō mutuelle, payer les frais des obseques & funerailles du premier decedé, & la moitié des debtes mobilières qu'on pourroit demander aux heritiers du premier decedé: lesquels frais desdites obseques & funerailles & aussi la moitié desdites debtes payees, seront deduites à ses heritiers par les heritiers dudit premier decedé, sur la portion desdits meubles qui seront rendus. ccxxviii.

¶ Don mutuel faist le suruiuant du iour du decés du premier mourant, pourueu qu'inuentairement ait esté fait, & caution baillie par le suruiuant: & se doit bailler ladite caution partie presente ou suffisamment appelee. ccxxix.

Donner & retenir ne vaut, qui est à dire que nul ne peut valablement donner la chose, en se reseruant la puissance de pouuoir disposer de la propriété d'icelle. ccxxx.

Donner la propriété d'aucun heritage, en se reseruant & retenant l'usufruit à temps ou à vie, n'est donner & retenir, & vaut telle donation. ccxxxi.

Chacun peut par donation entre vifs disposer de tous ses biens à son plaisir à personnes capables, & en icelles donations apposer telles charges ou conditions que bon luy semble, de laquelle toutes-fois la legitime à ses enfans selon le droit. ccxxxii.

Donation faite entre vifs par testament ou autrement, est réputée conquest au donataire, si elle n'a esté dit & conuenue par expres au contract d'icelle donation qu'elle luy seroit propre, ou si elle n'a esté faite en auancement d'hoirie: auquel cas sera réputée propre audit donataire. ccxxxiii.

Homme & femme peuuent entr'eux faire donations en contemplation de leur mariage futur, & valent lesdites donations selon les pactiōs & conuentions apposees au contract d'icelles donations: mais apres leur mariage consommé & durant iceluy, ne se peuuent auantager l'un l'autre par donations faites entre vifs, par testament ou ordonnance de dernière volonté, ne autrement, directement ne obliquement, en quelque maniere que ce soit, sinon par donation mutuelle, en la maniere que dit est. ccxxxiiii.

C H A P. 15.

De douaire.

¶ **F**emme mariee à laquelle par expres au traité & contract de son mariage, n'a esté prefix & assigné aucun douaire, demeure douee de douaire coustumier, qui est de la moitié des heritages que le mary tenoit & possedoit au iour de ses espouailles: & de la moitié des heritages,

4 Qu'à à faire ledit heritage propre & subrogé: mais avec autres vis conuances seruent bien à ce que la reconnaissance de bonne foy de celui qui a desauantagé soit valable & non auantagé. Recours à mon commentaire sur la coustume de Paris, art. 156. C.M.

Couſtumes du bailliage de Meleun

qui depuis la conſommation dudit mariage luy ſont aduenus & eſcheus, en ligne directe ſeulement. ccxxxv.

Le douaire, ſoit couſtumier ou prefix, ne peut eſtre demandé iuſques apres la mort du mary, naturelle ou ciuile. ccxxxvi.

» Douaire ſoit prefix ou couſtumier, a lieu du iour du deces du mary, & faiſiſt: tellement qu'à l'occaſion d'iceluy, la femme apres auoir opté l'un des deux (au cas qu'elle ait droit d'option) peut intenter le cas de nouuelleté contre les heritiers de ſon mary, & autres qui luy ſont trouble en la iouyſſance de ſon dit douaire. ccxxxvii.

» Femme douee de douaire prefix, ne peut demander douaire couſtumier, ſil ne luy a eſté promis par ſon traité de mariage. ccxxxviii.

Le douaire, ſoit couſtumier ou prefix, eſt viager à la femme, de ſorte qu'elle morte, il eſt exteinct: & ſil a eſté conſtitué en deniers pour vne fois payer, ſes heritiers ſont tenus les rendre apres le trespas d'elle aux heritiers du mary, ſil n'y a contract ou conuention au contraire: mais ſil y a enfans dudit mariage qui ne ſe portent heritiers de leur pere, & que pour tout droit de ſa ſucceſſion ſe contentent du douaire de leur mere, iceluy douaire ſera propre auſdits enfans, ſans payer aucunes debtes procedans du fait de leur dit pere, leſquels ne peuuent ſe porter heritiers de leur pere, & demander le douaire de leur mere enſemblement. ccxxxix.

Si les enfans qui ont renoncé à la ſucceſſion de leur pere, & ſe ſont tenus au douaire de leur mere decédent ſans hoirs procreez de leurs corps en loyal mariage, ledit douaire retournera à leurs heritiers, du coſté dudit pere dont il eſt iſſu, & non à ceux du coſté de la mere. ccxl.

Le mary ne peut par quelque moyen que ce ſoit, engager, obliger, vendre ou hypothéquer les heritages ſur leſquels la femme a droit de douaire prefix, ou couſtumier, au preiudice d'elle & de ſes enfans: & pareillement ne peuuent leſdits mary & femme enſemble, les vendre ou engager, au preiudice deſdits enfans. ccxli.

La femme qui tient heritage, ſoit à raiſon de douaire couſtumier ou prefix, eſt tenuë pendant le temps dudit douaire, payer les cens & charges foncieres, reelles & autres charges deuës à cauſe de ſdits heritages, & de bien entretenir les terres & fond deſdits heritages, comme bon pere de famille, & d'entretenir les edifices de couuertures, huys, planchers, fenestres, cloiſons, cheminees aſſiſes contre leſdites cloiſons, & autres menuës reparations: & le propriétaire eſt tenu entretenir les fondemens, gros murs, poultres, & autres groſſes reparations, qui durent par comun cours plus que la vie de l'homme: & ſont les cheminees aſſiſes contre gros mur, reputees pour groſſes reparations. ccxlii.

Femme noble, qui a la garde de ſes enfans apres la mort de ſon mary, ne prend douaire durant ladite garde, attendu qu'elle tient les biens, & que comme gardienne, eſt tenuë acquiter les debtes. ccxliii.

CHAP. 16.

Des teſtamens, & execution d'iceux.

» **L**E teſtament eſt reputé ſolennel, quand il eſt eſcrit & ſigné de la main du teſtateur, ou paſſé par deuant deux notaires, ou par deuant vn notaire de court laye ou eccleſiaſticque, ou tabellion & deux teſmoins, ou par deuant le curé de la parroiſſe du teſtateur ou ſon vicaire general & deux teſmoins, ou que ledit teſtateur ait déclaré ſa volonté, en preſence de quatre teſmoins, iceux teſmoins idoines & ſuffiſans, n'ayans interſts audit teſtament: & qu'il ait eſté dicté ou nommé par ledit teſtateur audit notaire, tabellion, curé ou vicaire general en preſence deſdits teſmoins, & depuis à luy releu en preſence d'iceux: & qu'il ſoit fait mention audit teſtament, comme il a eſté ainſi dicté ou nommé & releu. ccxliiii.

» Et pour connoiſtre qui ſont les vicaires generaux, ſeront tenus iceux vicaires eux faire enregiſtrer és greffes des bailliages Royaux. ccxlv.

Toutes perſonnes ſaines d'entendement, aagez & iouyſſans de leurs droits peuuent par teſtament & ordonnance de derniere volonté, diſpoſer de tous leurs biens meubles & acquiſts immeubles, & de la cinquième partie de leurs propres, au profit de perſonnes capables & ſans fraude: & ou ils auroient diſpoſé plus que de la cinquième partie, la diſpoſition ſera reduite audit quint. ccxlii.

» L'aage pour pouuoir vallablement teſter des meubles & conquiſts, eſt quant aux males, de vingt ans accomplis: & quant aux filles, de dixhuit ans: mais pour pouuoir diſpoſer de leurs propres, faut qu'ils ayent atteint l'aage de vingt-cinq ans, tant males que femelles.

Et

Et ou ils n'auroient aucuns meubles ne cōquests immeubles, ou qu'ils en eussent si peu qu'ils ne peussent venir en consideration, ains n'eussent que propres, lesdits masles aagez de vingt ans, & les femelles de dixhuit ans, pourront disposer desdits propres, iusques à la concurrence du quint, rât pour œuvre pitoyable que pour autres causes bōnes & raisonnables. ccxlvii.

Le mary, par testament & ordonnance de derniere volonte, ne peut disposer des biēs meubles & conquests immeubles commūs entre luy & sa femme, plus que de sa moitié. ccxlviii.

Nul ne peut estre heritier & legataire ensemble: toutesfois il loist à celuy qui peut estre heritier, renoncer à la succession, & accepter & prendre les legs à luy faits. cccxlix.

Le legataire ne peut de son auctorité prendre la possession des choses à luy leguees, & s'en dire saisy: mais si c'est meuble, faut qu'il luy soit deliurē par l'executeur du testament ou heritier du decedē: & si c'est immeuble, la deliurance actuelle en doit estre faite par l'heritier. ccl.

Les executeurs d'un testament, pour l'accōplissement dudit testament sont saiziz des biens meubles delaissez par le testateur, dedās l'an & iour de son deces, desquels sont tenuz faire inventaire, appelez les heritiers dudit testateur, s'ils sont presens & demourans au dedans dudit bailliage, sinon le procureur du Roy, ou de la seigneurie, où les biens seront trouvez, appellē. ccli.

» Apres l'inventaire fait par les executeurs d'un testament en la maniere que dit est, sera l'heritier receu à fournir & bailler deniers comptans ausdits executeurs de tout ce qui sera liquide pour l'accomplissement dudit testament: en quoy faisant luy seront deliurez les biens dont ledit executeur estoit saisi, en baillant toutesfois par lesdits heritiers caution suffisante sur le lieu d'indemniser ledit executeur de tout ce qu'on pourroit demander audit executeur dans l'an, & eslisans domicile. cclii.

» Et ou lesdits heritiers seront refusans de bailler deniers & caution, comme dit est, dedans la quinzaine apres le decez dudit testateur, pourront lesdits executeurs faire vendre par autorité de iustice, deuant la maison du defunct, ou en lieu public, les biens meubles de la successiō, lesdits heritiers presens, ou suffisamment appelez. ccliii.

Les executeurs sont tenuz de payer dedans l'an & iour les debtes du testateur claires & reconnues par lettres, ou autrement deuēment verifiees s'ils en sont requis, l'heritier sommē & appellē. ccliiii.

Executeurs peuuent recevoir sans l'heritier les debtes du defunct, dont les briefs, obligations ou cedules leur auront estē baillez par inventaire, & non autrement. cclv.

C H A P. I 7. *De Successions, Partages & Diuisions.*

Les freres & sœurs viennent egalemt à la succession de leurs pere & mere, exceptez es heritages tenuz en fief, qui se partagent comme a estē dit cy dessus. cclvi.

Et si lesdits freres & sœurs decedent parauant lesdits pere & mere, delaisans vn ou plusieurs enfans, lesdits enfans partiront par souche en la succession de leur ayeul, & non par teste. cclvii.

Pere & mere succedent à leurs enfans decedez sans hoirs de leur chair, en tous leurs meubles & conquests immeubles: & ou lesdits enfans n'auroient pere ny mere, y succedent leurs ayeuls & ayeulles & autres ascendans selon leur degré, & excluent pour ce regard les freres & tous collateraux. cclviii.

En ligne collaterale, les masles & femelles, soient nobles ou non, succedent egalemēt, fors & exceptē es heritages tenuz en fief, qui se partiront comme a estē dit cy dessus. cclix.

Quand aucun decede sans enfans, pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autre ascendant, & delaisse freres, sœurs, ou autres collateraux en pareil degré, habilles à succeder: & les aucuns sont de pere & mere, les autres de pere ou mere seulement, ils succedent par teste en tous biens meubles, acquests & conquests immeubles dudit defunct: & en prennent autant l'un que l'autre: aussi payent egalemt les debtes mobiliaries dudit defunct: & quant aux propres, ils y succedent chacun d'eux du costē dont ils sont yffuz. cclx.

» Representation en ligne directe a lieu infiniment. cclxi.

» En ligne collaterale representation a lieu iusques aux enfans des freres & sœurs inclusiuement selon la raison escrete. cclxii.

» Les enfans des freres & sœurs succedans avec leurs oncles ou tantes en la succession de leur autre oncle ou tante, y viennent par souche & non par teste: & s'il n'y auoit oncle ne tante, ains seulement enfans de plusieurs freres & sœurs, lesdits enfans viennent à la succession

Coustumier du bailliage de Melcun

de leur oncle ou tante par teste & non par souche.

cclxiil.

En ligne collaterale les propres heritages d'aucun decedé sans hoirs retournent à ses parés & lignagers habilles à luy succeder, qui sont les plus prochains de l'estoc, costé & ligne dont procedent lesdits heritages, supposé qu'ils ne soient les plus prochains parés d'iceluy defunct: & s'entendent lesdits heritiers estre de l'estoc & ligne dont sont procedez lesdits heritages, quand iceux heritiers sont descēduz de celuy auquel lesdits heritages auoient appartenu, autrement non: & quant aux meubles & conquests en defaut de descendans, ou ascēdans, appartiennent au plus prochain collateral du defunct de quelque costé que ce soit.

cclxiiii.

Les heritages acquis & depuis eschez par succession, sont reputez propre à l'heritier & successeur.

cclxv.

Il ne se porte heritier qui ne veut.

cclxvi.

L'oncle ou tante succedent à leur nepueu ou niepce auant le cousin germain.

cclxvii.

Les heritiers qui succedent aux meubles, acquests & conquests immeubles, sont tenez payer & acquitter les debtes mobiliaries & personnelles, & faire les fraiz des funerailles, & accomplir le testamēt du defunct. Toutesfois le creancier se peut, si bon luy semble, adresser pour raison de sa debte, tant contre lesdits heritiers que contre les heritiers des propres qui en respondront chacun pour leur regard, sauf leur recours l'un contre l'autre.

cclxviii.

Le propre heritage ne monte par succession au pere ou mere, ayeul ou ayeulle, ou autres ascēdans en ligne directe, tant qu'il y a heritiers descendans ou collateraux de l'estoc & ligne dont procedent lesdits propres. Et ou il n'y aura heritiers de ladite qualité, lesdits ascēdans y succedent, auant le fr̄que.

cclxix.

¶ Toutesfois si pere ou mere ou autres ascēdans auoyent donné deniers à leurs enfans pour employer en heritages qui leur seroiēt propres, si lesdits enfans decedent sans hoirs procreez de leur chair, lesdits heritages acquis desdits deniers, retourneront au pere, mere, ayeul ou autres ascēdans qui les auront donnez, comme estans propres conuentionnels, & non naturels.

cclxx.

Si aucun se porte heritier par benefice d'inventaire, & autre en plus bas degré se porte heritier simple, celuy qui aura obtenu ledit benefice, peut renoncer à iceluy, & soy porter heritier simple.

cclxxi.

Quand aucun prend pour soy & à son proufit des biens d'un decedé, dont il peut estre heritier, il est tenu en toutes les debtes dudit decedé, si l'n'y a autres heritiers, quelque protestation qu'il face.

cclxxii.

Heritage feodal baillé à cens ou rente, se depart & diuise entre les heritiers du preneur come roturier: & lesdits cens & rentes entre les heritiers du bailleur comme feodaux.

cclxxiii.

CHAP. 18.

Des rapports qui se doiuent faire en partage.

ENfans, soient nobles ou roturiers, mariez ou autrement auantagez des biens communs de pere ou de mere, doyuent rapporter en la succession desdits pere & mere en partage faisant, ce qu'ils ont eu de leursdits pere ou mere: c'est à sçauoir en la succession du pere la moytié, & l'autre moytié en la succession de la mere. Et si lesdits enfans estoient mariez ou autrement aduantagez de l'heritage propre desdits pere ou mere, ils seront tenez le rapporter entierement en la succession de celuy qui l'a donné, & auquel l'heritage estoit propre, sinon que lesdits enfans se voussissent tenir au don qui leur auroit esté fait, & renōcer aux successions des pere ou mere qui leur auroient fait ledit don.

cclxxiiii.

¶ Si l'enfant auquel pere ou mere ont donné quelque heritage, est possesseur d'iceluy au iour du decez desdits pere ou mere, sera tenu le rapporter franc & quitte, & le garentir de son fait. Et ou ledit enfant l'auroit vendu ou autrement aliéné sans fraude, sera tenu rapporter la iuste valeur & estimation d'iceluy, ayant esgard au temps de la donation, & ce sans restitution des fruits: toutesfois ou ledit enfant auroit fait quelques reparations necessaires audit heritage donné, en sera remboursé.

cclxxv.

¶ Choses donnees par oncle, tante, ou autre parent collateral, ne se rapportent, si l'n'est dit expressement.

cclxxvi.

¶ Enfans mariez du viuāt des pere ou mere ne sont tenez rapporter les fraiz de leurs nopces: mais rapportent les robbes nuptiales, ioyaux & trousseaux, comme liçts, draps, & autres choses à eux donnees.

cclxxvii.

¶ Pareillement ne rapportent lesdits enfans les deniers à eux donnez par leurs pere ou mere,

re,

re, pour les entretenir aux escolles & aux armes, sinon que le donateur eust protesté par escrit fait entre vifs, signé de son feing & hors testament, ou par notaire, qu'il n'entendoit le donner, ny en ce l'auantager plus que les autres. cclxxviii.

C H A P. 19.

Des choses qui sont reputees meuble ou immeuble.

VN pressouer edifié en vne maison, lequel sans despecer ne peut estre osté d'icelle, est reputeé immeuble. cclxxix.

Toutes choses de maison attachées à clou ou à cheuille, & qui y ont esté mises pour perpetuelle demeure, sont reputees immeubles. cclxxx.

Poiffon estant en l'estang, ou en fosse, est reputeé immeuble: mais quand il est en boutique ou reseruoir, est reputeé meuble. cclxxxii.

Bois couppé, blé & autres choses sayees ou fauchees, posé ores qu'elles soient encores sur le champ & non transportees, sont reputees meuble: mais tant qu'elles sont sur le pied, & pendantes par racines, sont reputees heritage. cclxxxii.

Cuues & baignoires sont reputees meuble: mais si elles ne se peuuent oster sans faire ouverture, ou sans deffassembler, sont reputees immeuble. cclxxxiii.

Rentes constituees à pris d'argent, sont reputees immeuble, iusques à ce qu'elles soient rachetees.¹ cclxxxiiii.

C H A P. 20.

De gardiens, baillistres & tuteurs.

LA garde noble d'enfans nobles, estans sous aage, appartient au pere, mere, ayeul, ou ayeulle & autres ascendans nobles: & le bail appartient aux freres, soeurs, oncles, neueuz, cousins, & autres parens en ligne collateralle: & neantmoins si lesdits pere & mere & autres ascendans ne veulent accepter la garde & veulent auoir le bail, seront preferez aux collateraux. cclxxxv.

Si la mere ou ayeulle ayans prins le bail ou garde noble de leurs enfans mineurs se remariant, elles perdent iceux bail & garde noble: mais si les pere ou ayeul se remariant, pource ne perdent lesdits bail ou garde noble. cclxxxvi.

Pere, mere, ayeul, ayeulle ou autres ascendans nobles qui ont la garde de leurs enfans mineurs ou autres descendans en ligne directe, prennent à leur prouffit les meubles desdits enfans mineurs, ensemble les fruits de leurs heritages, rentes & reuenuz tenuz en fief: & en ce faisant, sont tenuz payer & acquitter les debtes mobiliaries & personnelles que doyuent lesdits enfans, sont tenuz les faire instruire és lettres, ou autre estat cōuenable à leur qualité, sont aussi tenuz les entretenir, payer & acquitter les charges que doyuent lesdits heritages, & à la fin de la garde les rendre en bon estat, iouxte l'ancien dire, *Qui garde prend, quitte le rend.* cclxxxvii.

La garde noble & aussi le bail d'enfans mineurs se doyuent accepter en iugemēt. cclxxxviii.

Le gardien masse doit à ses despens intenter toutes actions, & faire les poursuittes que le tuteur doit faire: tellement qu'il n'est besoing prouuoir de tuteur & curateur aux mineurs qui ont gardiens, sinon qu'il y eust differens & proces entre lesdits gardiens & mineurs. cclxxxix.

La garde des enfans nobles dure, à sçauoir aux enfans masses, iusques à quatorze ans: & aux femelles, iusques à douze ans: & ledit temps finy lesdits gardiens demeurent pour tuteurs & curateurs desdits enfans mineurs, s'ils ne leur en font pouruoir d'autres, iusques à ce qu'ils ayēt atteint l'aage de maiorité, ou autrement soient iouyffans de leurs droits: & sont tenuz de rendre compte du reuenue des heritages desdits mineurs depuis ladite garde finie. ccxc.

Les baillistres ne gagnent les meubles des enfans mineurs nobles, & ne prennent à leur prouffit les fruits des heritages feodaux: ains en prenāt le bail & administration desdits enfans, sont tenuz de faire inuentaire desdits meubles, & rendre compte d'iceux: & outre sont tenuz és dommages & interets enuers lesdits mineurs, de ce qui se trouuera auoir esté par eux mal administré: aussi ne sont tenuz d'acquitter lesdits enfans. ccxci.

Heritages, rentes & possessions tenuës en censue ou roture, ne tombent en garde, & ne fait le gardien les fruits desdits biens siens: mais en doit tenir compte à seldits enfans quand ils seront en aage. ccxcii.

Si le gardien n'entretient les edifices des maisons & heritages des mineurs, les laiffans decheoir, faisans pesches & coupes des bois hors tēps & saison, sera priué de sa garde: & pour-

¹ Sauf quand aux effectz dont i'ay traitté en mon liure des rentes & vsures frācois & latin, & sur la coustume de Paris, artic. 57. C. M.

Couftumes du bailliage de Meleun

font néantmoins lefdits mineurs auoir leur recours contre ledit gardien pour leurs dommages & interefts. ccxciii.

Les enfans naiz de pere noble, font reputez nobles, poſé que leur mere ſoit roturiere, & telle mere iouyra du priuilege de nobleſſe durant le tēps de ſon veſuage, & qu'elle ne ſe remarquera à homme roturier. ccxciiii.

Enfans auſquels eſt pourueu par iuſtice de tuteurs & curateurs, font & demeurent eux & leurs biens en la puissance & gouuernement deſdits tuteurs & curateurs, iuſques à ce qu'ils ſoient aagez de vingt cinq ans, ou mariez, ou qu'ils ayent obtenu du Roy diſpenſe de leur aage: leſquels tuteurs & curateurs ſont tenuz prendre les biens deſdits mineurs par inuentaire: & en la fin de la tutelle leur en rendre bon compte, & payer le reliqua. ccxcv.

Les gardien & baillifſtre ne doyent rachat des fiefs du mineur, pour raiſon de ladite garde & bail. ccxcvi. x

x En corrigéant l'ancienne inique couſtume, pour les raiſons que ſ'ay dites en pareil ſur celles de Paris, artic. 32. C.M.

C H A P. 21.

De baſtards.

LE baſtard n'eſt capable de ſucceder à ſes pere, mere ou autres parens, ſinon qu'il ait eſté legitime: mais peut bien receuoir don d'eux fait entre viſs, pourueu que le donnant ſe deſſaiſſe par tradition actuelle ou par acte equipollent à icelle, comme retention d'vſufruit, conſtitut, precaire & autres ſemblables. ccxcvii.

Auſſi peut ledit baſtard receuoir don & laiz teſtamentaire de ſedits pere, mere & autres parens, ainſi que perſonne eſtrange, pourueu que ledit don ne ſoit immodéré & immense. ccxcviii.

Le baſtard peut, tant par contract entre viſs, que par teſtament & ordonnance de derniere volenté, diſpoſer de ſes biens, & les donner à qui bon luy ſemble, en maniere que feroit perſonne legitime. ccxcix.

Les enfans d'un baſtard procreez en loyal mariage, luy ſuccedent: & luy pareillement ſuccedent à ſes enfans en leurs meubles & conqueſts- & ſubſequemment les enfans deſdits enfans, leurs freres & couſins germains ſuccedent les vns aux autres. ccc.

Et ſi le baſtard meurt ſans hoirs de ſon corps naiz en loyal mariage, le Roy ou le haut iuſticier en la terre duquel ſont les meubles & immeubles luy ſuccedera: & iceluy baſtard viuant, n'ayant enfans, ne peut ſucceder à autrui. ccci.

C H A P. 22.

Des uſages & paſturages.

PREZ fachez dont l'herbe ou foin ont eſté enleuez, ſont reputez vaine paſture, ſinon qu'ils ſoient cloz & fermez de hayes ou foſſez, ou que d'ancienneté & ordinairement on ait accouſtumé faire regain. Toutesſois ſi l'herbe ou foin eſtoient delaiſſez eſdits prez, lon n'y pourroit entrer iuſques apres la ſainct Remy. cccii.

Habitans de villes, villages & parroiſſes eſtans du bailliage de Meleun & anciens reſſorts d'iceluy, peuuent mener ou faire mener leurs beſtes, groſſes & menues qui ſont pour leurs nourritures ſeulement, paſturer és lieux de vaine paſture de leur finage, & paroiſſes cōtiguës & ioignantés de clocher à autre. ccciii.

La vaine paſture pour le regard des prez, dure depuis le iour ſainct Remy, iuſques au premier iour de Mars. ccciiii.

En quelque temps que ce ſoit, lon ne peut mener ne mettre porcs és prez. cccv.

Il n'eſt licite de mener aucunes beſtes és vignes, en quelque temps ou faiſon que ce ſoit: & qui fait le contraire, eſt amendable enuers partie intereſſée à la diſcretion du iuge. cccvi.

Vn ſergent ou meſſier eſt creu de ſa prinſe & rapport d'icelle, & du lieu auquel ladite prinſe a eſté faite, iuſques à quatre ſols parifis ſeulement. Et ou partie endommagée ne ſe voudra cōtenter de ladite ſomme, luy ſera permis informer ſommairement & ſans figure de proces, afin d'auoir plus grande reparation ſi bon luy ſemble. cccvii.

Beſtes trouuées és terres & prez defenduz, peuuent eſtre prinſes par les proprietaires & ſeigneurs deſdites terres & prez, ou par autres de par eux, qui ſeront tenuz les representer en iuſtice incontinent & le plus toſt que faire ſe pourra, ſelon la diſtāce des lieux, pour eſtre ledit propriétaire ſatisfait & payé des dommages à luy faits par leſdites beſtes. cccviii.

Si vne beſte eſt trouuée en dommage, le ſeigneur de la beſte ſera quitte en delaiſſant ladite beſte pour le dommage, pourueu que ce ne ſoit garde faite: auquel cas ſera tenu payer le dommage. cccix.

CHAP.

NVn n'est receuable à faire proceder par voye d'executions sur les biés d'autruy, si n'a obligation en bonne forme & authentique ou condamnation contre celuy nommeement sur lequel il fait faire ladite execution, sinon qu'il fust question de louage de maison, ou terres ou arrerages de cens, comme cy dessus est dit. cccx.

Le cessionnaire d'une debte, ne peut faire proceder par voye de saisie & execution sur les biens du debteur, ne par emprisonnement de sa personne, supposé ores que ledit debteur fust obligé ou condamné enuers le cedant: & faut que premierement il face declarer l'obligation executoire à son proufit. cccxi.

Toutes executions faites sur les biens meubles non transportez hors la possession du debteur, sont reputees simulees, & n'ont effect au preiudice d'un autre creancier qui auroit trouué iceux meubles en la possession du debteur, & fait prendre par execution. cccxii.

Meuble n'a fuite en execution par hypotheque, quand il est trouué hors la possession du debteur, sans fraude. cccxiii.

Vn debteur obligé par corps, peut estre constitué prisonnier à la requeste de son creancier, sans qu'il soit necessaire prealablement faire discution sur les biens meubles ou immeubles, de l'obligé: & peut le creancier poursuivre ensemblement le corps & biens. cccxiiii.

Tous acheteurs de biens de iustice sont contraignables par corps, à payer les deniers de l'achat par eux fait, encores que celuy sur lequel lesdits biens auroient esté venduz ne fust obligé par corps. cccxv.

Le gardien de biens de iustice chargé d'iceux par inuentaire, sera cōtraint, tant par emprisonnement de sa personne que saisie & vente de ses biens, au refus de rendre & représenter lesdits biens à luy baillez, à payer la debte pour laquelle il a esté constitué gardien: & ne doit estre ouy, sinon qu'il vueille alleguer payement depuis qu'il s'est constitué gardien desdits biens: & neantmoins ce pendant tiendra prison, ou consignera en deniers ladite debte, auant qu'il ait prouision de sa personne. cccxvi.

Toutesfois auant que le sergent executeur ou autre continuant son exploit, puisse contraindre ledit gardien de biens prins par execution, il est tenu luy faire commandement à son domicile, de rendre lesdits biens. cccxvii.

» Acheteurs de biens de iustice, ne seront receuz à faire cession. cccxviii.

Le sergent en toutes executions, auant qu'il procede à la vente des meubles par luy saiziz, doit signifier au debteur la vente à iour certain & lieu accoustumé à vèdre biens par iustice: & se doit faire ladite signification huit iours francs au parauant ladite vente. cccxix.

» Sentences donnees contre le garand sont executoires tant pour le principal, que despens contre le garenty, diligence & discution prealablement faite sur les biens meubles dudit garand, pour le regard desdits despens seulement. cccxx.

La vesue ou heritiers d'aucun creancier trespassé, peuuent faire mettre à execution les lettres obligatoires passees sur les biens de leur debteur obligé: ce qui ne se peut faire sur l'heritier de l'obligé, sans que les lettres obligatoires soient declarees executoires contre luy. cccxxi.

Respit à vn an ou à cinq ans n'a lieu pour debtes, à cause de reparatiō de crime adiugee par sentence, arrerages de rentes foncieres, loyers de maisons, pensions de fermes, deniers deuz à cause de vendition d'heritages, deniers baillez en depost, reliqua de l'administration & gouvernement, que les tuteurs, ou ceux desquels ils sont heritiers, ont euz des biens de l'eglise, de la chose publique, des mineurs, prodigues, & insensez, ne pareillement pour salaires deuz à seruiteurs ou mercenaires, debtes de mineurs contractees pendant leur minorité. cccxxii.

On ne peut proceder par voye d'execution sur les biens d'autruy, pour debtes deuz au Roy, ou à son fermier & admodiateur, que prealablement elles n'ayent esté demandees au debteur en personne, ou à son domicile, parlant à personne de discretion & d'age competente, sinon que ledit debteur fust obligé à payer lesdites debtes à terme certain & iour nommé. cccxxiii.

Toutes amendes adiugees au Roy, se doiuent demander par ses fermiers ou receueurs, auant que proceder à la prise des biens ou de corps: & si partie paye, le sergent n'aura aucun salaire de la partie: mais si apres le commandement, & dedans la huitaine le debteur ne paye, & le sergent retourne pour le contraindre, & le debteur paye au second commandement, il sera tenu payer les salaires des premier & second commandemens dudit sergent tels que de rai-

Coustumes du bailliage de Meleun

son.

cccxxiii.

Est loisible à toutes personnes vendiquer chose mobiliere à luy appartenant, trouuee & veuë à l'œil en la possession d'un tiers: & la faire saisir, arrester & mettre en la main de iustice par un sergent de l'ordonnance de iustice, iusques à ce qu'il soit conneu à qui elle appartient: & si l'on ne la voit à l'œil, peut faire appeller le tiers detenteur pour l'exhiber à fin de vendication: & ce pendant defenses au tiers detenteur de n'en vider ses mains.

cccxxv.

Compenfation se peut faire d'une debte claire & liquide à autre debte pareillement claire & liquide, autrement n'a lieu.

cccxxvi.

Reconuention n'a lieu en cour laye, si elle ne depend de l'action.

cccxxvii.

Hostelliers, tauerniers, cabaretiers demeurans es villes, fauxbourgs & villages des bailliage & preuosté de Meleun, ne peuuent pour la despense faite en leurs maisons, hostelleries & tauernes, par les habitans des lieux où ils tiennent leursdites hostelleries & tauernes, arrester ceux qui auront fait ladite despense, ne les gager, prendre cedules, breuets ne obligations volontairement ne par contrainte: & lesquels hostelliers & tauerniers n'ont pour telle despense aucune action.

cccxxviii.

Maistres de ieuz de paulme ne peuuent prendre ne retenir gages, cedules, obligations ne breuets pour les estoëufs & autres choses qu'ils auront fournies en leurs ieuz aux mineurs de vingt ans, vallets, seruiteurs, gens mecaniques & artisans: & pour ces mesmes choses, n'ont contre telle maniere de gens aucune action.

cccxxix.

Toutes appreciations de bleds, vins, bois & autres pareilles choses, doyuent estre faites sommairement sur le registre du rapport qui se fait au greffe de la preuosté, de la valeur & vente desdits grains, vins, bois & autres choses pareilles: & ce selon l'estimation commune que lesdits grains, vins, bois & autres choses ont valu, & ont esté veduz en l'annee qu'elles estoient deuës: toutes fois les moissons, cens, rentes foncieres en grain deuës à certain iour & lieu, seront appreciez au plus haut pris qu'elles auront valu dedans l'an, à compter du iour que payement a deu estre fait.

cccxxx.

Les bourgeois, manans & habitans de la ville de Meleun, par vertu de leur priuilege, peuuent faire arrester dedans ladite ville & fauxbourgs, les biens meubles d'aucun estranger ou forain, pour raison des debtes à eux deuës, tant par obligation qu'autrement: vaut & tient tel arrest en cas d'opposition, pourueu que celui qui a fait faire ledit arrest, informe dedans vingt-quatre heures dudit contract ou promesse, ou dedans autre delay qui luy sera prefix par le iuge: & au defaut de ce faire, les biens arreztez seront mis à deliurace: & suffit informer sommairement par un tesmoing pour faire tenir la main de iustice pendant le differend.

cccxxxi.

C H A P. 24.

De criees.

Quand un heritage ou bien immeuble est saisi pour estre crié, il conuient que les criees soient faites par le sergent au deuant de l'eglise parrochiale du lieu auquel tel heritage est assis, à iour de dimenche, yssue de messe parrochiale, par quatre quatorzaines, en declairant par chascune desdites quatre quatorzaines les causes, en vertu dequoy, & à la requeste de qui lesdits heritages sont saisis & mis en criees, & sont lesdites quatre criees & quatorzaines suffisantes pour apres proceder à la vente & adjudication par decret desdits heritages.

cccxxxii.

Est requis que les criees soient deuëment continuees de iour à autre: & que le tout soit inferé au rapport & proces verbal du sergent qui aura fait lesdites criees, afin de connoistre si il y a aucune interruption ou discontinuation, & si lesdits heritages criez sont assis en diuerses iurisdiccions: & lesdites criees faites en l'une d'icelles iurisdiccions seulement, tout ce qui a esté fait, sera nul & de nulle valeur, sinon que le poursuyuant en criees pour obuier à plus grands fraiz, eust au parauant obtenu lettres pour auctoriser lesdites criees faites en l'une desdites iurisdiccions seulement.

cccxxxiii.

Pour quelque opposition que lon face à criees, soit à fin de distraire ou autrement, l'executeur ne doit differer à les faire & parfaire: mais pourra donner assignation aux oppofans par deuant le iuge.

cccxxxiiii.

On ne peut valablement proceder à l'adjudication d'heritages criez plus tost & iusques à ce que le propriétaire soit adiourné à personne ou à domicile suffisammēt, presens tesmoings, pour veoir interposer le decret & adiuger iceux heritages, pourueu que ledit propriétaire soit conneu, & qu'au iour de la saisie & crie il fust possesseur des choses saisies, & aussi qu'il fust demourant au lieu où il fouloit auoir son domicile. Et ou ledit propriétaire auroit changé de domicile,

micile,

micile, & ne pourroit estre trouué, suffira l'adiourner audit lieu ou il auoit son domicile, & le faire proclamer au profne de l'eglise parrochiale dudit lieu. cccxxxv.

Lesdites criees doyuent estre certifiees à iour ordinaire de plaids tenans, au rapport, & par l'aduis de dix, tant aduocats que procureurs pour le moins: à sçauoir les criees faites & poursuyues pardeuant le bailly, és ressorts de son bailliage, pardeuant ledit bailly ou son lieutenant: & celles poursuyues pardeuant le preuost, pardeuant iceluy preuost ou son lieutenant, & chacun d'eux en leurs sieges. cccxxxvi.

Quand celuy qui a fait faire les criees est payé & contenté de son deu par le débiteur, ou autre pour lequel il a fait faire lesdites criees, il se peut departir & desister desdites criees, & cessent à son regard, & n'est plus tenu proceder contre son débiteur ne autre. Toutesfois si vn des opposans auidites criees requiert qu'il soit subrogé à la poursuite d'icelles au lieu du demandeur, il doit estre receu en monstrant & faisant apparoir de son deu & hypotheque qu'il pretend sur lesdits heritages, en rembourant les fraiz des criees, si remboursez n'ont esté. cccxxxvii.

Après que le decret est seellé & deliuré, par le iuge à l'acheteur, la chose adiugee, appartient audit acheteur aux charges contenuës au decret, sans qu'aucun y puisse pretendre autre chose par hypotheque ou autrement, fors & excepté le cens & autres droits seigneuriaux deuz à cause de ladite adjudication au seigneur censuel ou feodal: lesquels il peut demander, encores qu'ils ne soient reseruez par ledit decret: mais ne peut demander les arrerages dudit cens ou autres droits seigneuriaux qui pourroient estre deuz auparauant ladite adjudication, s'il ne s'y est opposé, & que l'heritage fust adiugé à ceste charge. cccxxxviii.

Autres coustumes.

NEst loisible aux habitans de la ville de Meleun, tenir & nourrir dans icelle, bestes à laine, Noyes & canes, sur peine de confiscation desdites bestes, & d'amende arbitraire. cccxxxix.

Sõt tenuz les bouchers d'icelle ville, tuer leurs bestes sur la riuere, & nõ en leurs maisons, sur peine aussi de confiscation desdites bestes, & d'amende arbitraire. cccxl.

Nul ne peut nourrir pigeons pavez & non pavez, dedans la ville de Meleun, ne pareillemēt auoir & tenir clapier à connils. cccxli.

Aussi nul ne peut nourrir porcs dedans ladite ville, ne sur les grands chemins passans des fauxbourgs d'icelle, sur peine de confiscation desdits porcs & d'amende arbitraire: & à ceste fin seront tenuz les proprietaires des lieux esquels à present y a toits à pourceaux, de les approprier à autre vsage. cccxlii.

Si aucun est trouué portant, iettant, ou auoir porté ou ietté immundices ou ordures deuant la maison d'autrui, places ou rues vuides, ou pres des portes de ladite ville, ou dedas les fosses d'icelle, & aussi pres les eglises & autres lieux publiques, doit estre pour la premiere fois condamné en dix sols parisis d'amende: pour la seconde, en vingt sols parisis: & pour la tierce, en soixante sols parisis: & s'il est coustumier de ce faire, sera puny corporellement. cccxlili.

Tous laboureurs ou fermiers des terres situees audit bailliage, peuuent de leur auctorité, par eux, leurs gens ou seruiteurs, oster aux glaineurs les glaines trouuees sur leurs champs, auant l'enlieuement des gerbes: & amener les glaineurs és prisons pour estre punis en iustice. Mais lesdits laboureurs, fermiers & autres ne peuuent mettre ne faire mettre par eux, leurs gens ou seruiteurs, leur bestial dans lesdits champs, ne empescher en quelque maniere que ce soit le glainage, sinon vingt quatre heures apres la vuidange d'iceux champs, sur peine de confiscation de leurdit bestial, & d'amende arbitraire. Et sera le semblable obserué cõtre les grapeurs des vignes.

FIN DES COVSTVMES DE MELEVN.

Proces verbal.

L'An Mil cinq cens soixante, le mardy seiziesme iour du mois d'Auril, apres Pasques, Nous Christophe de Thou, president, Barthelemy Faye, & Jacques Viole, conseillers du Roy nostre sire en sa cour de Parlement, sommes arriuez en la ville de Meleun, pour en icelle estre par nous procedé à la redaction des coustumes du bailliage dudit Meleun, & anciens ressorts d'iceluy, suyuant les lettres patentes &c.

Et le lendemain mercredy dixseptiesme iour desdits mois & an, nous sommes transportez

H

Proces verbal,

au conuent des carmes dudit Meleun, en la grand' salle & reſectouër dudit conuent, lieu préparé pour par nous y eſtre procedé à la redaction deſdites couſtumes: auquel lieu apres que de noſtre ordonnance a eſté faite lecture par le greffier à ce commis, des lettres de noſtre commiſſion, a eſté par maïſtre Nicole pinot aduocat du Roy audit bailliage & ſiege preſidial dudit Meleun, aſſiſté de maïſtre Iacques tournemine, ſubſtitut du procureur general du Roy audit ſiege, dit & remonſtré que ſuyuant le vouloir dudit Seigneur, & en vertu deſdites lettres de commiſſion, adiournement auoit eſté fait & aſſignation donnée aux gens des trois eſtats dudit bailliage audit iour dixſeptieſme Auril, & autres iours enſuyuans, à comparoir audit lieu pardeuant nous, requerant qu'ils fuſſent appelez, ce qu'auons ordonné eſtre fait par ledit greffier: & ont comparü & ſe ſont prezentez ceux qui ſ'enſuyuent.

Et premierement pour l'eſtat de l'eſglie, le reuerendiſſime cardinal de Sens archeueſque dudit Sens, dioceſain de la ville de Meleun, bailliage & anciē reſſort d'iceluy, par maïſtre Iean foucher ſon procureur, aſſiſté de maïſtre Iean poncet ſon aduocat, & de maïſtre Iean pigne doyen dudit Meleun: le reuerendiſſime cardinal de Guiſe, abbé de ſainct Victor lez Paris, & les religieux & conuent dudit lieu, & à cauſe d'icelle abbaye ſeigneurs d'Empouuille, Fleury en Biere, Ozouer le voulgis en partie, de ſainct Saulueur ſur eſcolle, Eſtelles, Orgenoy, Vry, & Ferrouille, par ledit Foucher procureur, aſſiſté de frere Nicole creſſe l'un deſdits religieux, de frere Pierre preuoſt, preuoſt dudit Fleury, & de maïſtre Iean fourre, procureur fiſcal dudit abbé en ladite ſeigneurie d'Ozouer: le reuerendiſſime cardinal de Tournon, abbé de ſainct Germain des prez, & les religieux & conuent dudit lieu, & à cauſe de ladite abbaye ſeigneurs de ſainct Germain laval, Samoifeau, Emans, Cordou, Corthomer, la Fermeté & Argentieres, par maïſtre Antoine mules ſon procureur, aſſiſté de maïſtre François hadran grand vicaire dudit ſeigneur cardinal: le reuerendiſſime Cardinal de Giury treſorier de ſainct Martin de Tours, & les doyen, chanoines & chapitre de ladite eſglie, & à cauſe d'icelle & treſorerie ſeigneurs de Dampnemie en montois, Mons, Thenizy, comparans, à ſçauoir ledit cardinal, par maïſtre Iean pinot eſleu de Meleun ſon procureur, & leſdits doyen: chanoines, & chapitre, par maïſtre Iacques quietier preuoſt de la Varenne, & Iulian houdineau chanoines de ladite eſglie: Reuerend pere en Dieu meſſire Charles de marillac, conſeiller du Roy noſtre ſire en ſon conſeil priué, archeueſque & compte de Vienne, abbé commédataire de l'abbaye ſainct Pierre de Meleun, & les religieux & conuent d'icelle abbaye, & ſeigneurs à cauſe d'icelle abbaye du Mont ſainct Pere, Reau en Brie, Peſqueux, Barbizon, ſainct Leu le petit, Ceſſon, Fontaineroux, Epiry, & Dampnemie les Lis, par maïſtre Iean du pré leur procureur, aſſiſté de maïſtre Iean poncet leur aduocat, & frere Eſtienne boucher prieur d'icelle abbaye: reuerend pere en Dieu, meſſire Philippes de lenoncourt eueſque d'Auxerre, abbé de Barbeau, & les religieux & conuent de ladite abbaye, ſeigneurs à cauſe d'icelle abbaye, de ſaincte Aſſiſe, Villefermoy, ledit eueſque preſent, aſſiſté dudit Foucher ſon procureur & deſdits religieux & conuent: reuerend pere en Dieu meſſire Philbert Babou eueſque d'Angouleme, abbé de l'abbaye ſainct Iean du Iard, & les religieux & conuent de ladite abbaye, & à cauſe d'icelle ſeigneurs en partie d'Ozouer le voulgis, du grand & petit Iard, comparans par frere Guillaume le clerc prieur de ladite abbaye & maïſtre Antoine le begue procureur de ladite abbaye, aſſiſtez de maïſtres Antoine ſayue & Antoine clereau leurs aduocat & procureur: les religieux, prieur & conuent de la ville de Chaulmes l'abbaye vacant, ſeigneurs de ladite ville de Chaulmes, Ozouer le reſpoz & Bouferis, par frere Iacques Boulaud chambrier de ladite abbaye, & par maïſtre Iean hauoyer leur preuoſt, aſſiſté de maïſtre Pierre tauveau leur procureur: les religieux, abbé & conuent de Ferrieres, ſeigneurs à cauſe de ladite abbaye, de Sorques en la chaſtellenie de Moret & parroiſſe de montigny, par maïſtre Iean bordier l'aiſné aduocat audit bailliage: les religieux, abbé & conuent de Ioy l'abbaye, ſeigneurs à cauſe d'icelle abbaye, du Thibouſt & de Gaſtins en partie, par frere Nicole bruſlé prieur cloſtral d'icelle abbaye: les religieuſes, abbeſſe & conuent du Lis, dames à cauſe d'icelle abbaye, de Farcy, comparans par maïſtre Iean foucher leur procureur: les religieuſes, abbeſſe & conuent de Chelles ſaincte Baultour, dames de Noifi & du Vauldoué au pays de Gaſinois, par Mathurin rouſſeau leur procureur fiſcal deſdites ſeigneuries: les religieuſes, prieure & conuent ſainct Lois de Poiffy, dames du Chaſtellé, Hericy, Vuleines, les Eſcrenes, & Fontaines le port, par maïſtre Iacques hauard leur procureur, aſſiſté dudit Bordier l'aiſné leur aduocat: meſſire François de Lorraine grand prieur de France, & de ſainct Iean en l'Iſle lez Corbeil, & à cauſe dudit prieuré de ſainct Iean en l'île, ſeigneur de Saugny le réple, par maïſtre

stre Matthieu de bourneaux son procureur:les religieux,prieur & conuent de saint Saulueur de Meleun,seigneurs à cause dudit prieuré de Villers en Gastinois, par frere Iean de Bosco prieur dudit prieuré,assisté dudit Hauard:les religieux,prieur & couent des Celestins de Marcoussis à cause dudit prieuré seigneurs d'Ozouer le Voulgis en partie, de Garrigny, & des Mantresses, par frere Nicole du Bellay, l'vn desdits religieux, assisté dudit Taueau leur procureur,& de maistre Iean poncet leur aduocat:les religieux,prieur & conuent des Celestins de Paris à cause dudit prieuré seigneurs du Larré, par frere Antoine supplice leur procureur,assisté dudit du pré:les religieux,prieur & conuent de saint Martin deschamps à Paris,à cause dudit prieuré seigneurs de Vosues,Lymoges & Pringy, par maistre Pierre bordier leur aduocat: religieuse personne frere Iean morel ministre & prieur de Fontainebleau,& les religieux dudit lieu comparans par ledit Morel prieur:noble & religieuse personne frere Iacques derquembourg commandeur de la Croix en Brie, & à cause de ladite commanderie seigneur dudit lieu de la Croix,Rampillon & Chasteau bleaust, par ledit Hauard son procureur,assisté dudit Poncet son aduocat:le college de Beauuais à Paris,seigneurs de Nanteau sur le Nain, par ledit Hauard:les doyen,chanoines & chapitre nostre Dame de Paris,seigneurs de Rosay, La grand parroisse, Vernou, Machau, Larchant, Villaroche, Aubigny, Pecy en partie, Voyules, Villeneuve la hurec & d'Escuelle, par venerable & discrete personne maistre Iacques quetier l'vn desdits chanoines,& leur official, assisté de maistre Antoine mules leur procureur:les chantre, chanoines, chapitre & communauté de l'eglise collegiale nostre Dame de Meleun,seigneurs de Partes en partie, par maistre Ysaac pinot l'vn desdits chanoines, assisté dudit Foucher leur procureur:les châtre, chanoines & chapitre de la sainte Chapelle du Palais à Paris,seigneurs de Fericy, par ledit Taueau leur procureur:les chanoines, chapitre & communauté saint Martin de champeaux,seigneurs dudit lieu, de Quierres, Foniuls, & saint Merry en partie, par maistre Matthieu drouin l'vn desdits chanoines, assisté dudit du Pré leur procureur, & dudit Poncet leur aduocat:les doyen, chanoines, chapitre & communauté de l'eglise collegiale saint Marcel lez Paris, par maistre Pierre valee leur procureur:les tresorier, chantre, chanoines & chapitre de la chapelle du Viuier,seigneurs de Pecy & Mireuault en partie, par maistre Iean douon l'vn desdits chanoines & procureur dudit chapitre:les doyen, chanoines & chapitre de Courpalay, curez de l'eglise parrochiale dudit lieu, par maistre Iean moireau l'vn desdits chanoines, assisté de maistre Antoine clereau leur procureur & dudit Poncet leur aduocat:noble & religieuse personne frere Iean quintin commandeur de saint Iean lez Meleun, membre dependant du prieuré de saint Iean en l'isle lez Corbeil,& seigneur en partie d'Ozouer le voulgis, par ledit Taueau son procureur:les abbé, chantre, chanoines & chapitre de l'eglise collegiale saint Spire de Corbeil,& à cause d'icelle seigneurs de Soisi sur Escolle & du fief du Buiffon, par maistre Iacques du hamel receueur dudit chapitre, assisté dudit du Pré leur procureur:le prieur d'Argenteil,seigneur de saint Liesne & de Montereau sur le Iard, par maistre Robert robineau son procureur, assisté dudit maistre Pierre bordier:maistre Estienne des friches prieur curé de Chastillon, membre dependant de l'abbaye d'Armeries en personne, & par maistre Iean germain son procureur:frere Iean liger prieur curé de Samois, membre dependant de l'abbaye du Iard, en personne, assisté dudit Taueau: maistre Iean vignon prieur de la chapelle la Roine, par messire Iean poirier prestre son procureur & fermier, assisté dudit maistre Iean bordier l'aîné son aduocat:frere Pierre preuost prieur curé de Fleury membre dependant de l'abbaye de saint Victor,& seigneur à cause dudit prieuré de Fleury en partie, en personne, assisté dudit Foucher son procureur:maistre Guillaume le duc prieur curé de saint Ambroise dudit Meleun, membre dependant de ladite abbaye saint Iean du Iard, par maistre Iean quillet son vicaire, assisté dudit Taueau son procureur: maistre Iacques danqueil prieur de Voux, par ledit Hauard:maistre Guillaume foucquet curé de l'eglise saint Aspais dudit Meleun, en personne: maistre Iean roux curé de saint Barthelemy lez Meleun, par messire Iean musnier son vicaire: maistre Claude pinot curé de saint Liesne lez Meleun en personne: noble & discrete personne maistre Adrian de Thou, conseiller du Roy nostre sire en ladite cour de Parlement, curé de Celly, par maistre Estienne amannemy son procureur: les doyen, chanoines & chapitre saint Estenne de Sens, curez de Nangis, par ledit Taueau: noble & discrete personne maistre François de Louuiers curé de saint Merry en personne: religieuse personne frere Gabriel de Marillac, curé de Damnemarie lez Lis, en personne: religieuse personne frere Claude du parc curé de Boissire le roy, en personne: maistre Ysaac pinot curé de Dampnemarie en montois &

Proces verbal, Des

de Chailly en Biere, en personne: maistre Pierre musnier curé de la Rochette, en personne: maistre Pierre Pilouft curé de Boisseroy en personne: maistre Quentin faulger curé de Thaumery, par messire Guillaume perinat son vicaire & procureur: maistre Jacques gilbert curé de Moret, par messire Martin garreau son vicaire & procureur: maistre Jacques malingre curé de sainct Manier & de Monterlot, par Gratian mouffu, assisté de maistre Claude henry son procureur: maistre Elardin de la couppelle curé de Ville sainct Jacques, par messire Barthelemy cochon son vicaire & procureur: maistre Geoffroy heron curé de Dormelles en personne: maistre Edme desmorels curé d'Emans & Montmachou, en personne: maistre Jean de bargelongne curé de Blenes, par messire Barthelemy henry son vicaire & procureur, assisté dudit maistre Jean bordier l'ainné son aduocat: maistre Robert le roche curé de Dians, par messire Jean bergeon son vicaire, assisté dudit Bordier: maistre François damernade curé de Nanteau sur le Naiu, par messire Marc montion son vicaire, assisté dudit Hauard: maistre Leonard pafquet curé d'Epiry, par maistre Antoine chambertiere son vicaire, assisté dudit du Pre: maistre Jean chastellain curé de Soisi sur escolle en personne, assisté dudit Taveau: maistre Nicole pierre curé de sainct Germain sur Escolle, par messire Vincent foret son vicaire, assisté dudit Germain son procureur: maistre Jacques amiot curé de Boutigny, par maistre Jean Denis son procureur: maistre Jean l'anglois curé de Dampnemois, par maistre Nicole l'anglois son procureur: maistre Lois le clerc curé d'Arbonne, par maistre Jean oliuier son vicaire & procureur: maistre Michel begault curé de sainct Germain, par ledit Foucher: maistre Antoine le Feure curé de Nanteau sur Essaulne, par maistre Lois fessou son vicaire, assisté dudit Taveau: maistre Jean plastrier curé de Bonneuau, par ledit maistre Jean bordier l'ainné aduocat: maistre Pierre hamelin curé du Chastelle, par maistre Pierre champion son vicaire, assisté dudit Debourneaux: maistre Nicole fritat curé de Chartrettes, par messire Gilles pierre son vicaire: maistre François la guishe curé de Machau, par ledit Foucher l'ainné son procureur: maistre Jacques hay curé de Vuleines, par messire Jean rigault son vicaire & procureur: maistre Pasquier guillaume curé de Samoiseau, par messire Claude deschamps son vicaire & procureur: maistre Nicole audouze curé de Champagne, par ledit Foucher: maistre Robert du mont curé de la Celle, par messire Simon pauleué son vicaire & procureur: maistre Guillaume le grand curé de Fontenailles en personne: maistre Jacques de fais curé de la Chappellegaultier: maistre Jean barre dit briffon curé de Grandpuis, par maistre Jean morice son procureur: maistre Jean Foulon, curé de Ladit en personne: maistre Pierre gregoire curé de Bonbon, par messire Jean deufe son vicaire: maistre Nicole foucquet curé de Champeaux, en personne: frere Pierre pichonnat curé de Maincy, par maistre Jacques ioubier son vicaire, assisté dudit Germain: maistre Jean ian curé des Escrenes, en personne: maistre Matthieu coupe curé de la Chappelle lablay, par ledit Taveau: maistre Jean de momont curé de Boiffire la Bertran, par maistre Estienne la pille son vicaire & procureur, maistre Jean fergét curé de Ver sainct Denis & de Beauuoir en personne: maistre Edme l'archer curé de Cesson, par messire Christofle du mas son vicaire: maistre Gabriel guesmere curé de Licy en Brie, en personne, maistre Jacques besnard curé de Champdeur en personne: maistre Nicaize dubus curé de sainct Germain de laxit en personne: maistre Robert ferry curé de Crisenoy en personne, assisté dudit Germain son procureur: maistre Guillaume le lieure curé d'Ozouet le voulgis en personne: maistre Edme garryer curé d'Andrefel, en personne: maistre Philippes hamelin curé de Pesqueulx, par messire Jacques fuselier son vicaire, assisté dudit Germain: maistre Guy d'albene curé de Mormét, par maistre Germain colleau son vicaire, assisté dudit Taveau: maistre François preud'homme curé de Ozouer le renoz & Aubepierre, en personne: maistre Jean de la val curé de la Chappelle yger, en psonne, assisté dudit Germain: maistre Touffaincts de la berge curé de Planuoy, par ledit Hauard: maistre Jacques ian curé de Corthomer, par maistre Jean hauoyer, assisté de maistre Spire royer son procureur: maistre Robert rouuille curé d'Argentieres, par maistre Laurens bossart son vicaire: maistre Gabriel boulenger curé de Chaulmes, par ledit Foucher l'ainné: maistre Guillaume marion curé de sainct Oin, par messire Jean clement son vicaire: maistre Girard de chefdeuille, curé de Saugny le temple, par ledit Germain son procureur: maistre Gilles alup curé de Pringy, par messire Antoine le clerc son vicaire: maistre Pierre virot curé du Plesis feu auffoubs, par messire Antoine du chemin son vicaire, assisté dudit Hauard.

Et pour l'estat de noblesse, sont comparuz messire François de Vendosme, Vidame de Chartres, seigneur de Milly, Preaux, Tilly, Moigny, Videlles, Tousson, Nanteau sur Essaulne, Bonneuau,

Bonneuau, Arbonnes, Oncy, Boisminard, Mondeuille, Chamtambre, & de Binou en partie, par maistre Iean le gallois son procureur fiscal, assisté de maistre Iean poncet son aduocat: dame Jacqueline de rohan, vefue de feu messire François d'Orleans, marquis de Rothelin, dame de Blandy & Champigny, par ledit Clereau son procureur: ledit maistre Christofle de Thou, conseiller du Roy & president en sa cour de Parlement, à cause des seigneuries de Cely & saint Germain en biere: messire Nicolas de Brichanteau cheualier, capitaine de cinquante hommes d'armes, seigneur de Nangis, Vienne, Bailly, Aucueur, & Fontins, par maistre Iean bellanger son procureur & receueur: messire François du Chesnay vicomte de Meleun, seigneur d'Yebles & du Marchais parroisse de Nangis, par ledit Morice: messire François de courtenay cheualier seigneur de la Grâce, en personne: messire François de l'hospital cheualier seigneur de Victry, saint Port, Forches, Villebohet, Vernouillet, Guignes & Nogent, par ledit Taveau son procureur, assisté dudit maistre Iean bordier son aduocat: messire Tristan de rostaing, seigneur de Vaulx à peny, par maistre Nicole le doux son procureur: messire Guillaume de Launay seigneur de Siury, par ledit clereau: messire Philippes de Longueual seigneur de Succy & d'Andrefel en partie, par ledit Bordier son aduocat: ledit maistre Iacques Viole conseiller du Roy en ladite cour, aussi seigneur en partie dudit Andrefel, par maistre Pierre gaillard son procureur, assisté dudit Poncet son aduocat, & aussi par Spire cordonnier son procureur fiscal en ladite seigneurie: noble homme & sage maistre Iean de burdelot conseiller du Roy nostre sire en ladite cour, seigneur de Fermigny, par ledit Taveau: noble homme & sage maistre Iean robert de helin, conseiller du Roy en ladite cour, tuteur & curateur de maistre Iean de thumery seigneur de Bois sire le roy, par ledit Hauard: noble homme & sage maistre Thierry de montmirel seigneur d'Aulnay la riuiere, & de Chambourcy, au nom & comme tuteur & curateur de Charles & Marie raguier, enfans mineurs d'ans de feu Iacques raguier, en son viuant escuyer seigneur & baron du Pouffay, & seigneur du Chastel & Nangis, & Guillaume daunet conseiller du Roy en sadite cour de Parlement à Paris, seigneur d'Arreines, à cause de damoiselle Edmee raguier, seigneur dudit Chastel & Nangis, en personnes: noble homme & sage maistre Iean le picard, conseiller du Roy nostre sire, son aduocat au grand conseil, & seigneur du Plessis robert, par ledit Debourneaux: noble homme maistre Pierre cheualier conseiller en ladite cour, seigneur Desprunes, par ledit Foucher: noble homme Claude de Villers seigneur de Chailly & Liury en personne: noble homme Michel hubert escuyer seigneur du grad hostel de Vernou, en personne: noble homme André de brundefay seigneur de Fontenailles & Ormeaux, en personne: noble homme Leon de Meleü seigneur de Courtery, par ledit Taveau: noble homme Iean de postel seigneur d'Ailly, par ledit Hauard: damoiselle Jacqueline hurault dame de Maincy, par maistre Pierre bourdois son procureur & receueur: noble homme Iean de vallans seigneur de Verneil, en personne: noble homme Claude de Meaux, ayât la garde noble des enfans de defunct Charles de verdelot seigneur de Champgueffier, par noble homme Guillaume de Meaux son fils: noble damoiselle Bonne de courault vefue de feu noble homme maistre Christofle hannequin, en son viuant conseiller du Roy en ladite cour, dame de Dampmartin en Brie, par ledit Hauard: noble homme & sage maistre Pierre desfriches aduocat en ladite cour, seigneur de Chastillon, comparant par ledit maistre Estienne desfriches son frere, assisté dudit Germain: noble dame Loise de humieres vefue de feu messire Guillaume de balsac, dame de Tournefis & la Thurelle, du port de la Celle, & dudit lieu de la Celle en partie, par maistre Guillaume vistel son procureur & receueur, assisté dudit Taveau: noble homme Iean de cheury seigneur dudit lieu, du Plessis feu auffoubs & de Vouldoy en partie, par ledit Hauard: noble homme Iean de baiot seigneur de Courpalay, & encores luy tât en son nom que à cause de damoiselle Anne le sommelier sa femme, vefue de feu Lois de campremy, en son viuant escuyer, seigneur de la quatriesme partie de la terre & seigneurie de Quetoutrain, en personne, assisté dudit Germain: nobles hommes maistres, Iean pinot, Nicolas defita, & Iean bugnot, seigneur de saint Germain de laxit, lesdits Pinot & Defita en personnes, & ledit Bugnot, par ledit Clereau: noble homme Fiacre besnard, seigneur de Mongermont, Pringy, Bezinuille, & Ponthierry en partie, en personnes: noble homme Iacques lamirault seigneur des Fôtaines, en personne: noble homme Michel de louuiers seigneur de Cauues en partie, & de Maureuert aussi en partie, en personne: damoiselle Loise du bellay, dame vsufruictiere de Villeneufue la guyard & de la Chapellote, par ledit Mules: noble homme Charles allegrin seigneur de Dians, Blenes, & Voux, par ledit maistre Iean bordier: noble homme Iean de la boiffiere cheualier, mai-

Procès verbal

stre d'hostel ordinaire du Roy, & seigneur de Montigny sur Loing, par ledit Germain son procureur, noble homme Edme de dromont seigneur & baron en partie de la Chapelle la roine, par ledit Bordier laîné son bailly: noble homme François d'auvergne seigneur d'Empont, d'Ascheres, Mun en partie, & du fief de Malvoisines lez la Forest de biere, & de la terre & seigneurie d'Aulnay pres Champeaux, conseiller du Roy nostre sire, en sa chambre du thresor à Paris, tant en son nom que comme tuteur & curateur des enfans mineurs d'ans de luy & de defuncte damoiselle Marie benoist iadis sa femme, par maistre Jean pinart son procureur audit Ascheres: noble hōme Marc de moret seigneur de Reau en Gastinois, Chesne becquart, & de Soisy en partie, present: noble dame Gabrielle de mailly vesue de feu messire Pierre de renty dame de Boutigny, par Benoist brie son procureur, assisté dudit Denis: noble hōme Jean de chaillou seigneur en partie de Dâpnemois, par ledit Clereau: nobles hommes Lois, Loup, & Georges de Meleun seigneurs de l'autre partie dudit Dampnemois, par Gabriell'esleu leur procureur & receueur: dame Marie de burgenfis, vesue de feu messire Cosme clauffe, en son viuant conseiller du Roy nostre sire, secretaire de ses finances, seigneur de Fleury en Biere, Champs & Forges, tât en son nom que comme ayant la garde noble des enfans dudit defunct & d'elle, par ledit Hauard: noble homme Jean de guignard seigneur d'Arbonne, en personne: damoiselle Françoisse de meun dame de saint Martin en Biere, par ledit maistre Pierre bordier: noble homme Guillaume de meaux seigneur de Neufuy en la parroisse de Bonbon, en personne: noble homme Claude de louuiers seigneur de saint Merry, en personne: noble hōme maistre Pierre deffous le four seigneur de Vaulx le vicôte, par ledit Taveau: nobles hommes Robert de ville & Loys desmanchins seigneurs de la Chapelle lablay, par ledit Taveau: noble hōme Charles de louuiers seigneur de Boispouffin, en personne: damoiselle Marie cheurier, vesue de feu noble homme maistre Leon lescot, en son viuant conseiller en ladite cour: dame de Licy, par ledit maistre Jean bordier son aduocat: noble homme Denis de pesquet seigneur de Vaulx soubz Valiere, en personne: noble homme Christofle de chailly seigneur de Gloises en personne: maistres Antoine de saintion conseiller au chastellet de Paris, & Antoine charpentier lieutenant particulier au bailliage & siege presidial dudit Meleun, seigneurs du pont de Vouldoy & de Rubelles en partie, par ledit Foucher: maistre Nicole pinot aduocat du Roy, seigneur de la Charmee, en personne: noble homme Pierre du verger aussi seigneur de Gloises, par ledit Clereau: noble homme Liger de luzé seigneur d'aubepierre & du grand Giury, par ledit Mules: noble homme Antoine megret seigneur de Boiffettes & du Méz, en partie, & de Pouilly galleran, par ledit Denis son preuost: noble homme Laurens de gorre seigneur de l'autre partie dudit Mez, en personne: damoiselle Suzanne de godouiller, vesue de feu Eustace de lenharé, & noble homme Nicolas charles seigneur de Toucquin, par Jean driger & ledit Clereau leurs procureurs: noble homme Jean de la rama, tant en son nom que cōme ayant le bail & charge de François drouin, fils mineur d'ans de feu Antoine drouin, en son viuant seigneur de Mauconuent, & Gilles de beauuois escuyer seigneur en partie dudit Mauconuent, à cause de damoiselle Anthoinette drouin sa femme, en personne, assistez dudit Taveau: damoiselle Marie desnoyers dame de Fontaine aschere en partie, par ledit maistre Jean driger son procureur: noble hōme Nicolas le febure seigneur des Cloz, en personne, assisté dudit Royer son procureur: noble homme Adrian iouffier seigneur du Thuisseau, en personne: noble homme Gabriel bordier seigneur de Boisgaultier, en personne.

Sont aussi comparuz les officiers du Roy & praticiens dudit bailliage de Meleun, à sçauoir noble homme Estienne hubert bailly dudit Meleun, maistres Dreux sayue lieutenant general dudit bailliage, Anthoine charlot lieutenant & iuge magistrat criminel audit bailliage, Jean cochon, Gabriel des friches, Jacques de la barde, Lois mussot, Pierre bourdet, Guillaume anceau, & Charles bordier, tous conseillers magistrats au siege presidial dudit Meleun: lesdits maistres Nicole pinot aduocat pour le Roy audit bailliage, siege presidial & preuosté de Meleun, & Jacques tournemine procureur du Roy audit bailliage & siege presidial: maistre Philippes guiberteau preuost dudit Meleun: maistre Jean chabouille procureur du Roy en ladite preuosté: maistre Claude chaboullé receueur ordinaire dudit Meleun & Moret: maistre Simō piion commissaire & enquesteur audit bailliage & preuosté: maistre François de maifieres greffier dudit bailliage: maistre Guillaume poncet greffier de ladite preuosté: maistre Guillaume poncet lieutenant particulier au siege de Moret: maistre Sebastia petit preuost dudit Moret: maistres Jean pinot, Nicolas desita, Nicolas bordier, Jean barbin esleuz dudit Meleu: maistre Jean payen procureur du Roy en ladite election: maistre Charles riotte greffier en ladite elect

election:maistres Iean poncet, Jaques riotte,Estienne godinon,Iean bordier l'aisné, Nicolas marodet, Pierre bordier, Antoine sayue, Denis roullart, Pierre regnault, Iean bordier le ieune, Cosme yues, Simon tappereau, Iean foucher le ieune, Nicole petit, Nicole nioche, & Denis barbin, tous aduocats audit bailliage & siege presidial de Meleun, presens : maistres Iean foucher l'aisné, Pierre taueau, Mathieu de bourneaux, Iean morice, Jaques hauard, Iean du pré, Antoine mules, Antoine clereau, Iean germain, Claude henry, Pierre gaillard, Clair nyuet, Estienne hiard, Spire royer, & Jaques morizet, tous procureurs & praticiens audit chastellet & siege presidial de Meleun, presens : maistres Remy morizet, Jaques godeffroy, Guillaume guerin, Iean focques, Sebastian le clerc & Marin daucery, tous notaires Royaux audit chastellet: Iean hiard, Pierre piloue, Iean mouffe, Estienne courtizot, Fiacre faudin, Antoine cochon, Estienne baillard, Estienne decouffe, Iean petit, Philippes amiot, Robert garnier, Lye griet, Iean amiot, Simon de la fontaine, Estienne couure, Loys poncet & Pierre anceau, tous sergens dudit chastellet, presens : Nicolas guerin l'vn des huiffiers dudit siege presidial, present.

Et pour le tiers estat, font comparus les procureur, bourgeois & escheuins de ladite ville de Meleun, manans & habitans d'icelle, par honorable homme Gabriel bordier, procureur & syndic de ladite ville, en personne, assisté de Guillaume senteny, Sebastian couue, Iean buifson & Claude mezé, escheuins de ladite ville, en personnes, garnis dudit foucher l'aisné, procureur ordinaire du corps & college de ladite ville : maistre Claude fauchon receueur des deniers communs de ladite ville, en personne: Loys focquet, Claude de maifieres, Simon bourfier, Baltasar pineau sommelier du gobelet du Roy, Iean riotte demeurant en la parroisse saint Estienne, François Iougã, Michel boudeaux, Claude barbin, Iean poupart, Loys baillard, Pierre bordier, Loys diury, Barthelemy poncet, Pierre poncet, Iean le côte, Claude caret, Nicolas seuestre, Nicolas roger dit Gastinois, Nicolas rouffellet, Ambroise Pilouft, Guillaume barhelot, Estienne ferrant, Estienne regnier, Iean pilouft, Leonard renegard, maistre Iean bellanger, Vincent d'Auergne, tous manans, habitans & bourgeois de ladite ville : les manans & habitans de la ville de Moret, par Edme le tellier leur procureur, assisté de Blaise deschallats: Iean boucquot & Iean blancquet, escheuins de ladite ville: les manans & habitans de la ville de Rosay, par Senerieux verius leur procureur, assisté dudit Germain : les manans & habitans de la ville de Chaulmes, par Iean Noël dit Naillon leur procureur, assisté dudit Germain: les manans & habitans de la ville de Rampillon, par Antoine le cocq leur procureur, assisté dudit Taueau : les manans & habitans de la ville de Dampnemie en montois, par François la caille leur procureur, assisté dudit Taueau : les manans & habitans de la ville de Champpeaux, par Marc focquet leur procureur & margueillier de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Hauard : les manans & habitans de la ville de Hericy, par Iean du cayer & Pierre paris leurs procureurs, & margueilliers de l'eglise dudit lieu, assistez dudit Henry leur procureur: les manans & habitans de la ville du Chastellé, par Iean ioubert leur procureur & margueillier de ladite eglise, assisté dudit Hauard: les manans & habitans de la ville de Mons en montois, par Nicolas sauiunot leur procureur & margueillier de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Mules: les manans & habitans de la Chapelle la roine, par ledit Bordier l'aisné: les manans & habitans de Blandy, par Loys darier & Denis mandoux leurs procureurs & margueilliers dudit lieu, assistez dudit Mules: les habitans des villages & parroisses d'Auons & Fontainebleau, par Nicolas brouillier leur procureur & margueillier de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Poncet leur aduocat : les manans & habitans de Thaumery, par Cosme duret leur procureur, assisté dudit Poncet leur aduocat : les manans & habitans de la parroisse de Monterlot, par Gratian mouffu margueillier dudit lieu, assisté dudit Henry : les manans & habitans de Villeneufue la guyard, par maistre Gabriel guesniere leur procureur, assisté dudit Mules: les manans & habitans de la parroisse de Nanteau sur le Nain, par ledit Hauard : les manans & habitans de la parroisse d'Escuelle, par ledit maistre Sebastian petit, assisté dudit Hauard: les manans & habitans de la parroisse d'Epiry, par ledit du Pré leur procureur: les manans & habitans de la Geneuroye, par maistre Edme thorot, & Iean mirault, assistez dudit Bordier aduocat : les manans & habitans de la parroisse de Vry, par maistre Michel marchand leur procureur, assisté dudit Hauard: les manans & habitans de la parroisse saint Germain sur escolle, par Regnault tulou & Iean le chat margueilliers dudit lieu, assistez dudit Niuet : les manans & habitans de la parroisse de Boutigny, par Blaise de Brie leur procureur & margueillier dudit lieu, assisté dudit Denis : les manans & habitans de la parroisse de Videlles, par Loys thibault leur procureur, assisté dudit Niuet : les habitans

Proces verbal

de la parroisse de Moigny, par Iean chartier leur procureur, afsisté dudit Denis: les habitans de la parroisse de Cely, par maistre Estienne amaueeny leur procureur: les habitans de la parroisse d'Arbonne, par Eloy perinat leur procureur, afsisté dudit Poncet: les habitans de la parroisse fainct Martin, par Michel begault leur procureur, afsisté dudit Foucher l'aisné: les habitans de la parroisse du Vouldoué, par maistre Iean pinart leur procureur: les habitans de la parroisse de Noisi, par Mathurin rouffeau leur procureur: les habitans de la parroisse de Tousson, par Noël challon leur procureur & margueillier dudit lieu, afsisté dudit Bordier l'aisné: les habitans de Nanteau sur Effaulne, par Pierre robiteau leur procureur & margueillier dudit lieu, afsisté dudit Taueau: les manans & habitans de la parroisse d'Oucy, par Iean d'arbonne leur procureur & margueillier dudit lieu, afsisté dudit Hauard: les manans & habitans de la parroisse de Vaulx apeny, par Pierre du chanche leur procureur: les habitans de Liury, par Iaques bourdin leur procureur: les manans & habitans de Fontaine le port, par Henry masson leur procureur, afsisté dudit Hauard: les habitans de Chartrettes, par Pierre du brueil & Estienne gaasteau leurs procureurs & margueilliers dudit lieu, afsistez dudit Mules: les habitans de la parroisse de Machau, par Blaise camus leur procureur & margueillier dudit lieu, afsisté dudit Henry: les manans & habitans de Vuleines, par Pierre bourgeault leur procureur: les habitans de Samoifeau, par Iean poireau leur procureur: les habitans de Champagne, par Iean gauthier leur procureur, afsisté dudit Foucher l'aisné: les habitans de saint Germain la val, par Lupian poisteuin, Iean veret & Michel poisteuin leurs procureurs & margueilliers dudit lieu, afsistez dudit Niuët: les habitans de Thenizy, par Iean pionnier leur procureur & margueillier dudit lieu, afsisté dudit Taueau: les habitans de la ville de Sougnolles, par Iean gauthier l'un des escheuins de ladite ville: les habitans de Landoy par Edme bureau leur procureur: les habitans de Vauviller, par Oliuier bourdereau leur procureur & margueillier, afsisté dudit Taueau: les habitans de Fontins, par Adam nauferas leur procureur & margueillier dudit lieu, afsisté dudit Taueau: les habitans de la parroisse de Bonbon, par Iean rouffeau & Matthieu fontaine leurs procureurs, & margueilliers dudit lieu: les habitans de Foniuh, par Oudin boutillier leur procureur & margueillier dudit lieu, afsisté dudit Hauard: les habitans du village de Moisenoy, par Nicolas du ru leur procureur & margueillier, afsisté dudit Poncet: les manans & habitans de Maincy, par René ioubier & Loys d'auvergne leurs procureurs & margueilliers dudit lieu, afsistez dudit Germain: les manans & habitans des Escrenes, par Thomas bonnyer leur procureur & margueillier, afsisté dudit Germain: les habitans de la Chapelle lablay, par Loys bellyneau leur procureur & margueillier dudit lieu, afsisté dudit Taueau: les habitans de Courtery, par Iean moireau & Germain mignot margueilliers dudit lieu, afsistez dudit Henry: les habitans de saint Port, par Gilbert richer & Iean riant margueilliers dudit lieu: les habitans de Saugny le temple, par Blaise du pont & Iean grongnard leurs procureurs & margueilliers dudit lieu, afsistez dudit Germain: les habitans de Cesson par Sebastien petron & Benoist l'heritier leurs procureurs & margueilliers dudit lieu: les habitans de Montereau sur le Iard, par Guillaume Regnauldon, & Iean baudin leurs procureurs & margueilliers dudit lieu: les manans & habitans de Lymoges, par Simon merille leur procureur & margueillier dudit lieu, afsisté dudit maistre Pierre bordier: les habitans de Licy, par Iaques morot margueillier dudit lieu, afsisté dudit Bordier: les habitans de Soullerre, par Blaise roger leur procureur & margueillier dudit lieu: les habitans de Champigny, par Didier galle leur procureur & margueillier dudit lieu, afsisté dudit Mules: les habitans de saint Germain delaxit, par Mathurin iorre leur procureur & margueillier dudit lieu: les habitans de Crifenoy, par Iean montergon margueillier dudit lieu, afsisté dudit Germain: les habitans d'Yebles, par Iean l'herminot leur procureur & margueillier dudit lieu, afsisté dudit Clereau: les habitans de Verneil, par Iean cardoux & Iean foret leurs procureurs & margueilliers dudit lieu, afsistez dudit Germain: les habitans de la parroisse de Pesqueulx, par ledit Clereau leur procureur: les habitans de la parroisse de Mormant, par Pierre roche leur procureur & margueillier dudit lieu, afsisté dudit Germain: les habitans d'Ozouer le repoz par Edme nandier leur procureur & margueillier, afsisté dudit Taueau: les habitans de Quierres, par ledit Clereau leur procureur: les habitans de Courpalay, par ledit maistre Nicole marodet aduocat: les habitans de Barnay, par Iaques goiflard leur procureur & margueillier, afsisté dudit Germain: les habitans de la Chapelle yger, par Nicolas vaulthiet, & Iaques coullot leurs procureurs, afsistez dudit Germain: les habitans de Gastins, par Estienne hadrot margueillier dudit lieu, afsisté dudit Germain: les habitans de Pecy, par Estienne dangers margueillier, afsisté dudit Mules: les habitans de Dampmartin en Brie, par Guillaume doué,

doué, & Charles de la brosse margueilliers dudit lieu, assistez dudit Hauard: les habitans du Pleisis feu aussoubs, par ledit Hauard: les habitans de Villeneuve la huree, par Jean garry leur procureur, assisté dudit Mules: les habitans d'Argentieres, par Claude chantommeau leur procureur, assisté dudit Germain: les habitans d'Aubepierre, par Denis Noël margueillier & Pierre germain leurs procureurs, assistez dudit Germain: les habitans de Beauuois, par Estienne Roullon leur procureur, assisté dudit Clereau: les habitans de Clos fontaines, par Sebastian aubery leur procureur & margueillier, assisté dudit Poncet aduocat: les habitans de Aubigny, par Jean gauthier leur procureur, assisté dudit Nyuet: les habitans du Chastel lez Nangis, par Pierre biberon, assisté dudit Taveau.

En procedant ausquelles comparitions & à l'appel des dessusdits comparans, ont esté par aucuns d'eux, cy apres nommez, faites les remonstrances & protestations qui s'ensuyuent:

Par ledit maistre Jaques quietier, chanoine & official de Paris, pour les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise de Paris, seigneurs de Rosay en Brie, La grand parroisse, Vernou, Machau & saint Mathurin de larchant, a esté dit, que sans cause lesdits doyen, chanoines & chapitre, ont esté appelez à la presente conuocation, pour le regard dudit lieu de saint Mathurin de larchant: lequel lieu ne se gouverne selon les coustumes du bailliage de Meleun: mais selon les coustumes de Lorriz, & quât à la cõparition qu'il faisoit pour lesdits doyen, chanoines & chapitre, à cause desdites seigneuries de Rosay, La grand parroisse, Vernou, & Machau, a protesté que ladite comparition fust sans preiudicier à l'exemption, qu'iceux doyen, chanoines & chapitre pretendent n'estre aucunement suiets ou iusticiables des iuges & officiers dudit Meleun: ains que pour l'exercice de leur iustice, ils ont en chacun desdits lieux leurs preuosts, les appellations desquels ressortissent par deuant le chambrier lay, autrement le bailly à la barre du chapitre de ladite eglise, & de là à la Cour de Parlement à Paris. Et par ledit Pinot pour ledit substitut du procureur general, a esté dit que lesdits doyen, chanoines & chapitre, se sont efforcez de s'exempter du ressort & iurisdiction dudit bailliage, & à ceste fin auoient creé ledit pretendu bailly, à la barre de leurdit chapitre: pour raison de quoy proces se seroit meü en ladite Cour de Parlement, & depuis euoqué au grand conseil, par iugement duquel la connoissance des appellations de leursdits preuosts auroit esté adiugee ausdits bailly & siege presidial de Meleun: lequel iugement a depuis esté executé: depuis laquelle execution, les appellations desdits preuosts ont ressorty audit bailliage & siege presidial de Meleun, & non ailleurs. Et quant à ce que ledit Quietier a dit, que ledit lieu de saint Mathurin de larchant, n'est regi anciennement par les coustumes dudit bailliage de Meleun, appert du contraire par le proces verbal de maistres Thibault baillet president, & Guillaume de bezançon conseiller en ladite cour, qui premierement ont reduit lesdites coustumes: à sçauoir que maistre Estienne bataille preuost desdits doyen, chanoines & chapitre audit lieu de Larchant, comparut tant pour luy en ladite qualité de preuost, que comme procureur & esleu par les autres officiers & praticiens dudit lieu de Larchant: & ne fut lors reuoqué en doute que ledit lieu de saint Mathurin fust regi selon les coustumes dudit bailliage de Meleun.

Par ledit Mathurin roussseau, pour lesdites religieuses, abbesse & conuent de Chelles, sainte Vaultour, dames de Noisi, & du Vauldoué en Gastinois, a esté dit que lesdites seigneuries de Noisi & du Vauldoué, n'estoient regies selon la coustume dudit bailliage de Meleun, ains selon les coustumes de Lorriz, protestant que la comparition par luy faite pour lesdites dames ne leur puisse preiudicier.

Ce qui a esté denié par ledit substitut dudit procureur general, & que lesdites terres & seigneuries sont assises pres de Milly audit Gastinois, auquel lieu & es environs n'y a autres coustumes gardees que celles dudit bailliage de Meleun.

Par ledit maistre Jean bordier l'aîné pour lesdits religieux, abbé & conuent de Ferrieres, seigneurs de Sorques, a esté dit que ledit lieu de Sorques est membre dependant de la chastellenie de Ferrieres, & que les appellations du iuge de Sorques ressortissent par deuant le bailly dudit Ferrieres, & dudit bailly par deuant le bailly de Sens: & que ledit lieu de Sorques est regi & gouverné sous ladite coustume de Lorriz.

Soustenu au contraire par ledit substitut dudit procureur general du Roy, par ce que ledit lieu de Sorques est de la chastellenie de Moret, ressortissant audit bailliage, & est regi & gouverné sous ladite coustume dudit Meleun.

Par ledit le Gallois pour ledit seigneur vidame de Chartres, baron de Milly, a esté dit qu'il n'entendoit par la comparition par luy faite, preiudicier aucunement audit seigneur, droits &

Proces verbal

prerogatiues de ladite baronnie & chastellenie de Milly, laquelle ressortissoit sans moyen à la Cour de Parlement, & n'estoit en rien suiète audit bailliage, sinon es cas de l'edict, requerant acte de sa comparition.

Par le substitut du procureur general du Roy en la iustice de Corbeil, a esté dit que les villages de Licy, Sougnolles, Nandy, Coubert, le Pleffis maria, le Pleffis le roy & Nainuille, ne doiuent estre compris en la coustume de Meleun, & l'empeschoir.

Soustenu au contraire par ledit substitut dudit procureur general audit Meleun pour le regard du village de Licy, le Pleffis maria & Nainuille: & quant aux autres villages, a dit qu'il n'entendoit que les manans & habitans d'iceux eussent esté appelez.

Par ledit Mules pour messire Jean de la Chesnaye, cheualier, tresorier de France, a esté dit qu'il est seigneur de Villebert, toutes-fois qu'il n'a esté adiourné en ladite qualité à la redaction desdites coustumes, ains messire Oudart de villiers qui y est comparu par procureur, empeschoit ladite comparition en ladite qualité, protestant que l'adiournement baillé audit de Villiers, & la comparition qu'il faisoit en ladite qualité ne luy peust preiudicier.

Et par ledit maistre Nicole petit pour ledit de Villiers, a esté dit & soustenu que ledit de Villiers estoit seigneur dudit Villebert, & que ladite seigneurie luy a esté adiugée par arrest de la cour, aussi qu'en icelle ledit seigneur de la Chesnaye ne scauroit pretendre qu'une dixième partie en la totalité.

Par ledit Michel de louuiers, seigneur de la Forest & de Cannes pres Monstereau, a esté dit & remonstré que ladite seigneurie de Cannes & la Forest, sont dans l'enclaué du bailliage & anciens ressorts de Meaux, & que les appellations du preuost de ladite seigneurie ressortissent par appel par deuant le bailly de Meaux, en son siege dudit Monstereau eclipsé dudit Meaux, & que lesdites seigneuries sont regies & gouuernées selon la coustume de Meaux: aussi qu'il est appelé pour la contribution du ban & arriereban au bailliage de Meaux, & non dudit Meleun, protestant que la comparition qu'il faisoit ne luy peust nuire ne preiudicier.

Et par ledit substitut du procureur du Roy, a esté soustenu au contraire que lesdits lieux de Cannes & Forest sont du ressort de la chastellenie de Moret, & enclaués audit bailliage de Meleun, & partant suiets à ladite coustume.

Et par ledit Morice, procureur de ladite damoiselle Catherine le goux, veufue de feu Jean de bresne, en son viuant, escuier, seigneur de Bonbon & Marchias, a esté dit que ledit lieu de Marchias, est situé au dedans du bailliage, ancien ressort de Nemoux, & que les appellations du preuost dudit lieu de Marchias ressortissent par appel par deuant le bailly de Nemoux, est ledit village de Marchias, regi & gouuerné par la coustume de Lorriz, obseruée & gardée audit Nemoux, & pour l'arriereban, le seigneur dudit Marchias a tousiours esté appelé à Nemoux & non à Meleun, protestant que l'adiournement qui luy a esté baillé, & comparition qu'elle faisoit ne luy peust preiudicier.

Soustenu au contraire par ledit substitut dudit procureur du Roy, que ledit lieu de Marchias est assis en la parroisse de Boutigny, qui est du bailliage & ancien ressort dudit Meleun.

Par ledit Foucher pour ledit maistre Jean cathin, a esté protesté que la qualité baillée audit Cathin, écrite au registre des nobles, en ce qu'elle contient, seigneur du Vau lez Chartrettes, ne luy puisse preiudicier, & qu'au proces verbal de l'ancienne redaction des coustumes, qui fut l'an mil cinq cens & six, ses predecesseurs sont intitulez seigneurs du Vau de Chartrettes & de Sermoises, & fut lors ladite qualité receüe sans aucune protestation, aussi qu'esdits lieux il auoit droit de haute iustice, moyenne & basse.

Par ledit substitut du procureur du Roy, a esté dit que la qualité de seigneur du Vau lez Chartrettes doit demeurer, & non de seigneur du Vau & Chartrettes, attendu que ledit Cathin n'est seigneur de Chartrettes, & que la haute, moyenne & basse iustice dudit lieu appartient au Roy, & n'a ledit Cathin aucun droit en la mairerie & iustice dudit lieu.

Nous commissaires susdits, auons ordonné que les dessusdits auront acte de leursdites remonstrances, declarations & protestations, pour leur seruir & se prouoir sur icelles, ainsi qu'il appartiendra par raison.

Ont aussi esté appeléz ceux qui s'ensuiuent: lesquels n'ont comparu, à sçauoir le reuerendissime cardinal de Lorraine, abbé de saint Denis en France, & seigneur, à cause d'icelle abbaye, de Grand puys, saint Oin, Mainpincien, & de Ver saint Denis: les religieux, prieur & conuent des Chartreux de Paris, à cause dudit prieuré, seigneurs de Clos-fontaines: maistre Jean serre, prieur d'Essonne, & à cause dudit prieuré, seigneur de Ourdy, parroisse de Reau en Brie:

les

les Bernar dins de Paris, seigneurs du Verger: les chantre, chanoines & chapitre sainct Mor des fossez, seigneurs de Vuleines en Brie: les chantre & chanoines de Milly en Gastinois: maistre Iean de bonigal, prieur de Pouloue: messire Christofle des vrsins, cheualier, seigneur de la Chapelle gauthier: messire René d'anglure, cheualier, seigneur de Beauuois: noble homme & sage, maistre Roger de Vaudetar, conseillier en ladite cour, seigneur de Pouilly le fort, & Boissire la bertran: noble homme & sage, maistre Adrian du drac, aussi conseillier en ladite cour, seigneur de Beaulieu & Boisgarnier: dame Anne de pisseleu, Cōtesse d'Estampes & dame de Chaliot: noble homme Gallois le bailleur, seigneur de Cannes & de Monceaux: noble homme Jaques belin, seigneur de Cheury en Seraine: noble homme Iean de fallard, seigneur de Bourron: noble homme Antoine de hecques, seigneur du Fief de sainct Gobert en la parroisse de Dampmartin: damoiselle Anne de maillard, vefue de feu noble homme, maistre Nicole hurault, en son viuant conseillier en ladite cour, dame de Tilly: noble homme Charles de Troye, seigneur de la grand' maison de Gastins: noble homme François de meleun, seigneur de la Chapelle yger: maistre Iean aleaume, seigneur de Courtauenet: Gabriel de brouillard, seigneur de Planuoy: Catherine de menhil, vefue de feu François de Campremy, ayant la garde noble des enfans dudit defunct & d'elle, seigneurs du Brueil: les manans & habitans de la parroisse de sainct Mathurin de l'archant: les manans & habitans des parroisses Empouuille, Cannes, Samois, Ascheres, Villiers soubz grez, Bourron, Bunou, Bonneuau, la elle soubz moret, La grand parroisse, Vernou, Nangis, la Chapelle gauthier, le pont de Vouldoy, Dampmartin, Ormeaux, Voyule, Villebert, Villeneuve la huree, & du Brueil: cōtre tous lesquels non comparans en personnes ny par procureur, auons donné defaut, ce requerant le substitut dudit procureur general du Roy, portant tel profit que de raison.

Ce fait, auons fait faire le serment aux gens desdits trois estats en tel cas requis & acoustumé: à sçauoir qu'en leurs loyauitez & consciences, ils nous rapporteroient, ce qu'ils auroient veu garder & obseruer des coustumes dudit bailliage de Meleun, & ce qu'ils en sçauoient, cessant toute affection priuee & particuliere, ayant seulement esgard au bien public: nous disans aussi leur aduis & opinion de ce qu'ils trouueroient dur, rigoureux & defraisonnable des coustumes anciennes cy deuant par eux obseruees, pour estre par nous temperé & moderé, corrigé, tolu & abrogé, selon qu'il nous est mandé par nostre commission, ce qu'ils ont promis & iuré faire.

Et ledit iour de mercredy dixseptième desdits mois & an, à deux heures apres midy, nous commissaires susdits, voulans en la presence desdits estats proceder à la lecture des coustumes dudit bailliage, par ledit Pinot aduocat du Roy, nous a esté dit, qu'apres auoir receu nostre commission, les officiers du Roy, avec les aduocats & anciens praticiens dudit siege, se seroient assemblez pour voir & conferer ensemble leur ancien coustumier: & ce faisant auroient trouué en iceluy plusieurs omissions des coustumes dont ils auoient de tout temps vŕé audit bailliage: & oultre auroient trouué mauuais ordre & disposition, tant és chapitres, tiltres que articles desdites coustumes qui auroient esté redigees en l'an mil cinq cens & six: Qu'à ceste cause ils auoient dressé vn cayer, auquel ils auoient mis lesdites coustumes en meilleur ordre & disposition, & adiousté plusieurs anciennes coustumes omises, & autres qui leur auoient semblé bonnes & raisonnables, pour estre proposees à l'assemblee, nous requerant que lecture fust faite dudit cayer, en iceluy conferant à l'ancien cayer, dressé audit an mil cinq cens & six: ce qu'auons par l'aduis desdits estats ordonné estre fait: & a esté la lecture faite d'iceluy cayer, ainsi dressé, par le greffier à ce commis: & continué à ce faire les Ieudy & Vendredy, matinees & apresdinees: & le Samedy au matin vingtième iour dudit mois & an, & de l'aduis desdits officiers & estats, a esté intitulé ledit liure coustumier, *Coustumes du bailliage de Meleun, anciens ressorts & enclaves d'iceluy*: & procedant à la lecture d'iceluy nouuel cayer, sur la rubriche dressée par les officiers & praticiens dudit bailliage, qui estoit, *D'aucuns droits appartenans au Roy*: & articles y contenus, nous a esté remonstré par maistre Claude mango, aduocat en ladite Cour de Parlement pour l'estat de noblesse, que ledit tiltre & articles n'estoient audit ancien cayer: & que le Roy en ce qu'il est seigneur de Meleun, n'a que sa haute iustice non-plus que les autres seigneurs dudit côté de Meleun: Que la cour n'a voulu receuoir coustumes concernans particulièrement les droits du Roy, lequel aussi les estats ne pourroient obliger, requerant que ses droits fussent comprins avec ceux des autres seigneurs hauts iusticiers, & qu'il soit fait tiltre de haute iustice: Que si on luy bailloit tiltre particulier, sembleroit qu'il emporteroit priuation aux autres seigneurs, la iustice desquels s'en iroit entierement aux

Proces verbal

juges Royaux, combien que les iustices soient patrimoniales: Aussi que toutes les amendes appartenans aux seigneurs hauts iusticiers aduiendroient au Roy, requerant que tant ladite rubriche, que articles estans sous icelle fussent rayez.

Semblable remonstration a esté faite, par maistre François de Montelon, aduocat en ladite cour, pour l'estat d'eglise.

Et par ledit Poncet, pour le tiers estat, a esté remontré que ledit ancien coustumier imprimé, estoit deffectueux en plusieurs endroits: qu'il y auoit plusieurs coustumes notoirement gardees & obseruees audit bailliage de Meleun, qui ne sont escrites audit coustumier: à ceste cause lesdits officiers & praticiens, auoient esté contraints dresser ledit cayer qu'ils nous ont présenté, & à iceluy adiouter lesdites coustumes omises: & mesmement ladite rubriche & articles estans sous icelle, qui auoit esté gardee de tout temps.

Et par ledit Pinot aduocat du Roy, a esté dit qu'il trouue estrange, que l'eglise & noblesse empeschassent ladite rubriche & articles, estans sous icelle concernans les droits appartenans au Roy, qui de tout temps auoient esté gardez & obseruez pour coustume: & mesmement deux d'iceux articles, desquels la teneur estoit, *Par la coustume, commune obseruance & long usage, garde & obserue de tout temps & ancienneté au bailliage de Meleun, les suiets des iustices inferieures des bailly & preuost de Meleun, tenans fiefs dans ledit bailliage, peuent s'aduouër fiefvez, en toutes causes qui sont pendantes esdites iustices inferieures, en quelque estat que lesdites causes soient. Et par le moyen de tel adueu, ne peuent les iuges de telles iustices inferieures prendre cour, iurisdiction ne connoissance de sdites causes, ne connoître dudit adueu, iusques à ce que par lesdits bailly & preuost, chacun en leur regard en ait esté décidé. Et si depuis ledit adueu formé ou signifié ausdits iuges inferieurs, iceux iuges passent oultre & attemptent, sont amendables enuers le Roy, & tenus de tous despens, dommages & interets enuers les parties:* disant que le procureur du Roy, estoit en possession & faisine ancienne de iouyr du droit & prerogatiue contenus esdits articles: & mesmement que quand ladite coustume fut redigee, en la presence des trois estats au mois d'Octobre, mil cinq cens & six, pareil article de coustume fut proposé par deuant les commissaires, commis à la redaction des coustumes, dont la teneur estoit, *Item les nobles & tenans fiefs audit bailliage, par ladite coustume, doiuent tous estre rennoyez par deuant iuge Royal, en quelque cour qu'ils soient conuenus audit bailliage, & en quelque estat que la cause soit:* & combien que ledit article, fust lors pour le debat que faisoient l'eglise & la noblesse renuoyé à la cour, toutes-fois auroit tousiours esté tenu & pratiqué, tant au-parauant ladite redaction que depuis.

A esté soustenu & remontré au contraire par plusieurs de la noblesse, que ledit article n'a iamais esté receu pour coustume: Au contraire plusieurs d'eux auoient obtenu arrest contre le procureur du Roy & plusieurs de leurs suiets, qui se vouloient vendiquer bourgeois fiefvez du Roy: Empeschoient formellement que ledit article, & autres de ladite rubriche fussent receus pour coustumes. Surquoy la matiere mise en deliberation par l'aduis desdits estats, auons ordonné que ladite rubriche & articles sous icelle, ne seront receus pour coustumes, sans preiudice des droits pretendus respectiuellement, tant par ledit procureur du Roy, que par les estats de l'eglise & noblesse, dont ils iouyront ainsi qu'ils ont fait par cy deuant: & par l'aduis que dessus ont esté dressez trois rubriques, *De haute iustice, De moyenne iustice, & De basse iustice:* sous lesquelles ont esté mis les droits des iusticiers, qui auoient esté receus pour coustumes combien que par la derniere redaction d'icelles coustumes, tous lesdits droits, n'eussent esté arrestez & redigez par escrit par lesdits commissaires.

De haute iustice.

Arti. 1. 2. 3. 4. **L**es articles premier, commençant par ces mots, *Au haut iusticier*, deuxieme, commençant par ces mots, *Pour l'exercice*, troisieme, commençant par ce mot, *Pillory*, & quatrieme, commençant par ces mots, *Audit haut iusticier*, nous ont esté par les estats, rapportez estre anciens, combien qu'ils ne fussent compris audit liure imprimé.

Arti. 5. Le cinquieme article, commençant par ces mots, *Le haut iusticier*, a esté de l'aduis desdits estats, adiousté pour auoir lieu pour l'aduenir.

Arti. 6. 7. 8. 9. Les articles sixieme, commençant par ces mots, *Biens vacans*, septieme, commençant par ce mot, *Espaués*, huitieme, commençant par ces mots, *Et ou lesdites espaués*, & neuvieme, commençant par ce mot, *Celuy*, ont aussi esté de l'aduis desdits estats, adioustez comme anciens, & ayans esté omis audit liure imprimé.

Le

Le dixième article, commençant par ces mots, *La personne*, a esté pareillement adiousté comme ancien, & a ledit Pinot aduocat du Roy, requis qu'apres ces mots, *En crime de lese maieité humaine*, fussent adioustez ces mots, *Et diuine*, pretendant que audit cas de crime de lese maieité diuine, la confiscation appartient au Roy seul, priuatiuement à tous autres iusticiers: ce qui a esté empesché par les estats. Au moyen dequoy, auons sur ledit differend de confiscation és cas de crime de lese maieité diuine, renuoyé & renuoyons les parties à ladite cour, au lendentain de la Trinité, pour elles ouyes, en estre ordonné ainsi qu'elle verra estre à faire. Arti. 10.

Les articles vnzième, commençant par ces mots, *Le mary*, douzième, commençant par ces mots, *Femme mariee*, trezième, cōmençant par ces mots, *Le haut iusticier*, quatorzième, commençant par ces mots, *Celuy qui ouure*, & quinzième, commençant par ces mots, *Celuy qui arrache*, ont aussi esté adioustez par l'aduis desdits estats, comme anciens, & omis audit liure imprimé, nonobstant les remōstrances faites, par frere Pierre preuost, prieur de Fleury, membre dependant de l'abbaye saint Victor, & de maistre Jean moireau, pour les chanoines & chapitre de Courpalay: lesquels pour le regard dudit trezième article, ont soustenu, qu'à cause de leur moyenne & basse iustice, qu'ils ont és seigneuries de Fleury & de Courpalay, leur appartient bailler mesures & estallonnages à leurs suiets. Soustenu au contraire par ledit Pinot aduocat, & semblablement par dame Marie burgenis, vesue dudit feu messire Cosme clauffe, tant en son nom, que comme tutrice, & ayant la garde noble des enfans dudit defunct & d'elle, qui a dit qu'à elle seule esdits noms, comme ayant la haute iustice dudit lieu de Fleury, appartient de bailler mesures & estallonnages, tant à ses suiets qu'aux suiets dudit prieuré, & que pour raison dudit droit, il y a proces à la cour. Ausquelles parties auons donné acte de leurs remonstrances & oppositions, & ordonné que nonobstant icelles ledit article passera, sans preiudice des proces intentez de leurs droits & tiltres particuliers si aucuns en ont. Arti. 11. 12.
13. 14. 15.

De moyenne iustice.

Les articles seize, commençant par ces mots, *Le moyen iusticier*, dixsept, commençant par ces mots, *Peut toutes-fois*, & dixhuitième, commençant par ces mots, *Si le iuge*, ont esté de l'aduis desdits estats adioustez comme anciens, & omis audit liure imprimé. Arti. 16. 17.
18.

L'article dixneuvième, commençant par ces mots, *Le moyen iusticier*, a esté de l'aduis desdits estats adiousté comme ancien pour auoir lieu à l'aduenir. Arti. 19.

De basse iustice.

Les articles, commençant par ces mots, *Le bas iusticier connoit*, & vingtvnième, commençant par ces mots, *Le bas iusticier peut*, ont esté par l'aduis que dessus adioustez comme anciens, & omis audit liure, pour auoir lieu à l'aduenir. A la lecture desquels articles, a esté protesté par Claude barbin sergent fieffé en la preuosté de Hericy, la Brosse, Vuleines, & appartenances d'icelles, qu'iceux articles ne luy pussent preiudicier au droit qu'il disoit auoir, à cause de sondit estat & office de sergent fieffé, de bailler toutes mesures: sçauoir aulnes, toises & semblables en ladite preuosté de Hericy & appartenances d'icelle: ensemble mesmes pour mesurer grains, sel, huiles, vins, citres & autres bruuages, & toutes autres especes de marchandises suiètes à mesures, vendues en ladite preuosté de Hericy & appartenances d'icelle: & desdites mesures en faire bailler estallon: & par ledit Pinot, aduocat du Roy, a esté dit, que attendu que ledit Barbin n'a haute iustice, il ne peut auoir droit de mesures, auons ordonné que lesdites parties auront acte de leurs protestations. Arti. 20. 21.

De fiefs.

Article vingtdeuxième, commençant par ces mots, *En toute mutation*, a esté accordé pour l'aduenir, & le premier article qui estoit sous le tiltre de fainne en fief, corrigé & abrogé en ce qu'il n'y auoit aucun temps limité, dedans lequel l'acheteur ou vendeur, fussent tenus d'aller par deuers le seigneur dont mouuoit le fief. Car tant que le seigneur auoit hōme, il ne pouuoit saisir iceluy fief: & n'auoit droit de quint denier iusques à ce q̄ levēdeur s'en dessaisist pour en saisir l'acheteur. Et en consequence de ce, a esté, par l'aduis que dessus abrogé Arti. 22.

1 Ceste ancienne coustume estoit bonne & iuste, & a presferer, cōme appartient par mes commentaires, sur celle de Paris. C. M.

Arti. 24.

le soixanteième article de ladite rubrique, dont la teneur estoit, *Si aucun vend un fief & en reçoit l'argent; & depuis le vendeur & l'acheteur sont d'accord que le marché soit nul, & reprend l'acheteur son argent, par ladite coustume n'est deu aucun quint denier au seigneur feudal dudit fief, si ledit vendeur ne s'estoit desmis en la main dudit seigneur feudal,*

Le vingtquatrième article, commēçant par ces mots, *Le vassal*, a esté par l'aduis que dessus, mis au lieu de partie du premier article, du chapitre de saisine en fief, de laquelle partie la teneur estoit, *Et sont les paroles du vendeur telles en substance, Monseigneur i ay vendu tel heritage mouuant en fief de vous à tel homme. & moyennant tel pris, ie m'en dessaisi, au profit dudit tel acheteur, & vous prie que l'en vueillez saisir: & l'acheteur se doit mettre à genoux, & dire au seigneur feudal, Monseigneur, ie deniens vostre homme, deteneur de tel heritage, mouuant en fief de vous, assis en tel lieu, lequel i ay acheté de tel, tel pris, & vous promets par ma foy, loyauté & service, selon que ledit fief requiert: & adonc le seigneur doit dire ie vous y reçoÿ, & en signe de ce, prendre les mains dudit acheteur entre les siennes, & les baiser.*

Arti. 25. 26.

Les articles vingtcinq, commençant par ces mots, *N'est le vassal*, & vingt six, commençant par ces mots, *Le seigneur feudal*, par l'aduis desdits estats, ont esté adioustez comme anciens, & ayans esté omis audit ancien coustumier.

Ar. 28. 29. 30

Les articles vingthuit, commençant par ces mots, *Quand le vassal a fait son devoir*, vingtneuf, commençant par ces mots, *N'est aussi tenu*, & trente, commençant par ce mot, *L'indemnité*, ont esté par l'aduis que dessus adioustez pour auoir lieu à l'aduenir.

Arti. 32.

A l'article trentedeuxième, commēçant par ces mots, *Le masse*, pour vingt ans qui estoient à l'ancien, a esté de l'aduis desdits estats mis dixhuit ans.

Arti. 35. 36.

Les articles trentecinq, commençant par ces mots, *Les baillistres*, & trentesix, commençant par ces mots, *Ne doiuent*, par l'aduis desdits estats, ont esté adioustez, pour estre d'oresenauant gardez sans preiudice du passé.

Arti. 39.

A l'article trenteneuf, commençant par ces mots, *Le nouveau vassal*, ont esté pour plus grande explication de l'ancienne coustume adioustez ces mots, *Et si ledit vassal baille & presente ledit adueu dedans ledit temps, ledit seigneur feudal a quarante iours apres pour le blasmer: & apres lesdits quarante iours passez, ledit vassal est tenu aller ou enuoyer par deuers ledit seigneur feudal au lieu du principal manoir, dont son fief est tenu & mouuant, pour scauoir si ledit seigneur feudal aura pour agreable ledit denombrement: & des diligences qui seront faites, prendre attestation par deuant notaires. Et si dedans lesdits quarante iours, ledit seigneur feudal ne blasme ledit denombrement, il sera tenu pour receu.*

Arti. 41.

A l'article quarante & vn, commençant par ces mots, *Et si le vassal*, ont esté de l'aduis cy dessus adioustez ces mots, *Dedans quarante iours apres le blasme baillé.*

Arti. 44.

L'article quarantequatre, commençant par ces mots, *Le seigneur auquel*, a esté par l'aduis que dessus accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

Arti. 45.

L'article quarantecinq, commençant par ces mots, *L'ancien vassal ne doit*, a esté adiousté comme ancien, & omis audit ancien coustumier.

Arti. 48. 49.

Les articles quarantehuit, commençant par ces mots, *Quand la vesue prend*, & quaranteneuf, commençant par ces mots, *La vesue prenant*, ont esté aussi adioustez comme anciens, & omis audit liure coustumier.

Arti. 50. 51.

Les articles cinquante, commençant par ces mots, *Le seigneur*, & cinquante & vn, commençant par ces mots, *Le parent*, ont de l'aduis desdits estats esté adioustez pour l'aduenir.

Arti. 53. 54.

Les articles cinquante trois, commençant par ces mots, *Pour fief donné*, & cinquante quatre, commençant par ces mots, *Aussi quand ledit fief donné*, ont esté adioustez comme anciens, omis audit liure.

Arti. 63.

A l'article soixantetrois, commençant par ces mots, *Pareillement*, de l'aduis desdits estats pour plus grande explication, ont esté adioustez ces mots, *En auancement d'hoirie.*

Arti. 65.

A la fin de l'article soixantecinq, commençant par ce mot, *Toutes-fois*, ont esté adioustez ces mots, *Sinon qu'il y eust eu saisie, ou poursuite pour faire la foy.*

Arti. 71. 72.

Les art. 71. commēçant par ces mots, *Si le vassal*, & septadeux, commēçant par ces mots, *Quand sur le seigneur*, ont esté par l'aduis desdits estats adioustez comme anciens, & omis audit liure.

Arti. 75.

L'article septantecinq, commençant par ces mots, *Si aucun*, a esté par l'aduis desdits estats, mis au lieu du cinquantequinzième article, sous ladite rubrique de fief, dont la teneur estoit, *Si aucun achete un fief mouuant de luy, à cause d'un autre fief qu'il tient & occupe, conuient qu'il mette hors de sa main ledit fief acheté, ou qu'il en face foy & hommage, en payant droits & deuoirs*

an

au seigneur de qui meut son premier & principal fief: & ne sera plus tel fief acheté, arrierefief: mais sera tenu en plain fief du seigneur de qui le premier fief est mouuant.

L'Article septantefix, commençant par ces mots, *Le fief*, a esté par l'aduis desdits estats mis au lieu du cinquantehuitième de ladite rubrique dont la teneur estoit, *Si deux cōioints par mariage, acquierent un fief ou plusieurs & meurent sans hoir de leurs corps, l'un deux aura un frere ou autre parent habille à luy succeder: & l'autre n'a aucuns parens: tel fief ou fiefs partirōt par moitié: & aura la moitié le frere ou parent, & le seigneur feudal dont meut iceluy fief, l'autre moitié, s'il est haut iusticier audit fief: ou sinon, le haut iusticier le pourra tenir un an sans en faire profit au seigneur de qui meut ledit fief: mais dedans, on en la fin de l'an, iceluy haut iusticier sera tenu de le mettre hors de sa main, à fin que le seigneur feudal en ait le quint denier de la vendition.* Arti. 76.

Les articles septanteneuf, commençant par ces mots, *La saisie*, octantedeux, commençant par ces mots, *Le seigneur tenant fief*, & octantecinq, commençant par ces mots, *Le seigneur aussi*, ont esté de l'aduis desdits estats adioustez comme anciens & omis audit liure. Arti. 79. 82. 95.

De l'article octantefix, commēçant par ces mots, *Le vassal*, ont esté de l'aduis desdits estats, rayez ces mots, qui estoient en l'ancien article, *Sinon qu'iceluy vassal, eust reprins & aduoué du Roy iceluy fief: auquel cas pour la souueraineté & noblesse dont tous les fiefs dependent, iceluy vassal ne perd que ses dites leuees & fruits*, & ledit ancien article pour le regard de l'exception y contenue, a esté corrigé. Arti. 86.

L'article octantesept, commençant par ces mots, *Peut toutes-fois*, a esté par l'aduis desdits estats, adiousté pour l'aduenir. Arti. 87.

L'article octantehuit, commençant par ces mots, *Quand plusieurs seigneurs*, a esté adiousté comme ancien, omis audit liure. Arti. 88.

A l'article octanteneuf, commençant par ces mots, *En chacune succession*, ont esté par l'aduis desdits estats pour l'interpretation de l'article, adioustez ces mots, *Avec la basse cour destinée audit manoir*, & pareillement ces mots, *S'il n'y a iardin, un arpent de terre en fief, appelé Le vol du chapon.* Arti. 89.

L'article nonante & vn, commençant par ces mots, *Si pres le manoir*, a esté de nouuel adiousté par l'aduis desdits estats. Arti. 91.

L'article nonantedeux, commençant par ces mots, *Si en la succession*, a esté adiousté pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé. Arti. 92.

L'article nonantequatre, commençant, *Le fils de l'aisné*, a esté accordé pour auoir lieu à l'aduenir: & ce en consequence de la representation accordée par lesdits estats, comme est contenu cy apres sous le tiltre des successions. Arti. 94.

A l'article nonantecinq, commençant par ces mots, *Si apres*, par l'aduis desdits estats, ont esté adioustez ces mots, *Parauant partage*, & ces mots, *Si partage a esté fait*, pour l'interpretation de l'article quarantième de l'ancien cayer, sous ladite rubrique des fiefs. Et pource qu'il a esté rapporté par tous les praticiens dudit siege, auoir tousiours ainsi esté pratiqué ledit article quarantième, duquel la teneur ensuit, *Si de plusieurs freres & sœurs qui n'ont ne pere ne mere, l'aisné fils meurt sans hoirs de son corps, le fils plus aagé apres iceluy mort, aura le lieu & droit qu'auoit eu iceluy defunct, & à iceluy appartiendra le principal manoir, le vol du chapon estimé à un arpent comme dit est, avec la moitié de tous les fiefs s'ils sont plus de deux: & si iceluy second frere decede en bas aage & pupillarité, le plus aisné apres luy sera réputé aisné.* Arti. 95.

A la fin de l'article nonantehuit, commençant par ces mots, *Si un noble*, ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, *En renonçant à la succession de sondit pere.* Arti. 98.

Sur le 99. arti. comēçant par ces mots, *En ligne collaterale*, a esté remōstré par ledit Pinot, aduocat du Roy, que les officiers & praticiens du siege, estās assemblez pour le fait desdites coutumes, suiuant nostre ordonnance, auoient esté d'aduis de coucher ledit article cōme il est, qui a esté fait pour les proces & differēs, qui ont esté meus sur l'interpretation dudit article ancien, duquel la teneur estoit, *Item par ladite coutume, si homme ou femme noble ou non noble, a fief & meurt sans hoir de son corps: mais aura deux freres ou trois sœurs ou plus, les fiefs appartiēdront aux deux freres du defunct, & serōt partis égalemēt autāt à l'un comme à l'autre, pource que c'est ligne collaterale, en laquelle n'y a aucune aisnesse par ladite coutume, & ne prendront aucune chose esdits fiefs les sœurs: mais s'il y a meubles ou choses roturieres, autāt en aurōt les fils que les filles, chacū par sesse égalemēt*, requērāt ledit Pinot qu'eussions à nous enquerir des trois estats: mesmemēt des officiers du Roy, & praticiens audit siege, si ledit arti. est couché selon l'vsance, effect & substāce Arti. 99.

Proces verbal

audit ancien article, à fin de releuer les parties qui plaident ou pourroient cy apres plaider & faire turbes sur l'interpretation d'iceluy : suiuant lequel requisitoire, auons enquis lesdits officiers & praticiés, & entre autres ledit maistre Dreux layue, lieutenant general, nous a dit, que dès & depuis trentefix ans qu'il fust receu procureur du Roy audit siege & bailliage, plusieurs successions collaterales sont obuenuës & escheuës entre freres, neueus, cousins, & autres collateraux, parens du defunct en pareil degré, esquelles quant aux fiefs, les masses ont tousiours exclud les femelles, & iamais n'en veit faire difficulté ny intenter proces: mesmes a esté pratiqué en la succession de maistre Pierre rappereau, chanoine de l'eglise nostre Dame de Paris, decedé y a enuiron trente ans, en laquelle succession les masses ont exclud les femelles en pareil degré, pour le regard des fiefs estans audit bailliage: & par ledit Poncet sur ce enquis, a esté dit que pour la succession de feu maistre Charles de louuiers en son viuant conseilier en ladite cour, & seigneur du Chastel lez Nangis, fut meu proces sur pareille difficulté: auquel apres turbes faites, l'ensuiuit sentence du preuost de Paris, au profit du masse, cousin dudit defunct, contre les femelles aussi, cousines dudit defunct en pareil degré : laquelle sentence auroit depuis esté infirmee par arrest : contre lequel y a eu proposition d'erreur, qui a esté receu, & est pendant à ladite cour: lequel arrest a dōné occasion de faire autres proces: & mesmement pour raison de la succession de feu Antoine le bel seigneur de boisgarnier, cōtentieuse entre le cousin & la cousine en pareil degré : auquel proces apres turbes faites, fut le fief entierement adiugé par sentence du bailly de Meleun ou son lieutenant audit cousin, nommé maistre Toussaincts de la berge, de laquelle sentence y eut appel à la cour par les cousines, qui depuis ont acquiescé à ladite sentence : & par ledit Claude de villiers seigneur de Chailly, nous a esté dit qu'il y a enuiron quarante ans, qu'il a exclud sa cousine germaine en la succession de feu Jean de villiers son cousin germain pour raison du fief de Croisenay, assis audit bailliage, qui appartenoit en partie audit defunct de Villiers son cousin: & apres auoir eu l'aduis en particulier des praticiens, les aucuns desquels nous ont dit qu'il apparoissoit par la raison expressement contenuë audit article ancien en ces mots, *Pource que cest ligne collaterale*, que la disposition dudit article estoit generale, qui ne se deuoit restraindre par l'exemple specifié audit article : & par l'aduis desdits trois estats, qui concordablement ont receu ledit article ainsi couché par lesdits praticiens, auons dit & ordonné que ledit article nonanteneufième passera comme ancien.

Arti. 103. A la fin de l'article cent trois, commençant par ces mots, *Le vassal*, ont esté pour l'interpretation adioustez ces mots, *Et fust de cent ans : toutes-fois les profits de quintz reliefs & autres deus, à cause des mutations, se prescriuent par trente ans.*

Des droits censuels & seigneuriaux.

Arti. 106. L'Article cent sixième, commençant par ces mots, *Celuy qui tient*, a esté par l'aduis desdits estats, mis au lieu du dixseptième art. sous la rubrique de saisine en fief dudit ancien cousturier, dont la teneur estoit, *Item & est tenu tout detenteur d'aucun heritage, redevable en censive, de payer ledit cens, & de deprier le seigneur censier au iour & lieu à ce ordonné, à peine de l'amende qui est de sept soulds six deniers parisis: sinon toutes-fois que ledit cens soit cens nommé Rogo: auquel cas le seigneur est tenu le demander ou faire demander deux ou trois fois: Et si on ne le paye, iceluy seigneur censier peut despendre ou faire despendre les portes, huys ou fenestres des lieux redevables audit cens, & les mettre au trauers de l'entree ou huys d'iceluy lieu: & depuis ce, ne peut le detenteur entrer en iceluy heritage, iusques à ce qu'il ait payé ledit cens, à peine de soixante soulds parisis d'amende enuers ledit seigneur censier*, lequel ancien article, qui seulement auoit esté remis à la cour pour le deпры, a esté tant pour ledit deпры que pour le cens Rogo, execution & contrainte pour iceluy abrogé.

Arti. 109. Les articles cent neuf, commençant par ces mots, *Si le propriétaire*, & cent dix, commençant par ces mots, *Le seigneur censuel*, ont esté de l'aduis desdits estats, adioustez comme anciens, & ayans esté omis audit ancien cayer.

Arti. 111. A la fin de l'article cent vnze, cōmençant par ces mots, *Si l'acheteur*, ont esté adioustez ces mots, *Ou d'icelles lettres, bailler copie audit seigneur, deuēmēt collationee aux despēs dudit acheteur.*

Arti. 112. L'article cēt douze, cōmēçant par ces mots, *Quād aucun heritage*, a esté mis au lieu de partie du deuxième article dudit tiltre de saisine en cēsiue, dōt la teneur estoit, *Et pource que audit bailliage sont plusieurs heritages redevables de lots & vêtes, & aucūs autres redevables de vêtes seu lemēt, par la coustume dudit bailliage, les vēdeurs & acheteurs dudit bailliage redevables en lots & ventes*

vêtes sont tenus d'aller dedās la huitaine par deuers le seigneur cēsser d'iceluy heritage, luy denōcer ladite vente, à peine de soixante soulds d'amende sur chacun des defaillans vendeurs ou acheteurs.

Les arti. cent treize, commençant par ces mots, *Si le seigneur*, cent quatorze, commençant par ces mots, *Et ou lesdits seigneurs*, ont par l'aduis desdits estats esté adioustez pour l'aduenir. Ar. 113. 114.

A la fin de l'article cent quinze, commençant par ces mots, *L'acheteur*, ont par l'aduis desdits estats esté adioustez ces mots, *Et neantmoins si ledit vèdeur ne paye dedans la huitaine ledit droit de lots, ledit seigneur censuel se peut adresser au detenteur de l'heritage tenu de luy en censue, pour estre payé dudit droit de lots. Et sera tenu ledit acheteur subir iusfruition au lieu où lesdits heritages seront situez & assis, pour raison desdits droits & paiement d'iceux, au cas que l'acheteur fust demeurant hors le bailliage. Aussi pourra l'acheteur retenir par deuers luy les deniers dudit droit de lots sur le pris & sort principal de l'achat.* Arti. 115.

A la fin de l'article cent seize, commençant par ces mots, *Heritage*, par l'aduis que dessus, ont esté adioustez ces mots, *Lequel droit se doit payer ou deprier par l'acheteur: & ne doit le vendeur droit de lots à cause de la vendition qu'il a faite dudit heritage.* Arti. 116.

A la fin de l'article cēt dixhuit, cōmēçant par ces mots, *Si le seigneur*, ont esté en cōsequēce de pareille addition cy deuāt, adioustez ces mots, *Ou copie deuēment collationnee, comme dit est.* Arti. 118.

L'article cent dixneuf, cōmēçant par ces mots, *Les lots, ventes*, a esté adiousté cōme ancien, gardé de tout temps audit bailliage, combien qu'il ne soit escrit audit ancien coustumier. Arti. 119.

A la fin de l'article cent vingt, commençant par ces mots, *En eschange*, ont par l'aduis desdits estats esté adioustez ces mots, *Neantmoins est tenu l'acquireur faire exhibition de son contract d'eschange audit seigneur dedans la quinzaine, sur peine de l'amende de soixante soulds parisis.* Arti. 120.

L'article cent vingt & vn, commençant par ces mots, *Et est presumee*, a esté par l'aduis que dessus adiousté de nouuel, pour auoir lieu à l'aduenir. Arti. 121.

A la fin de l'article cent vingtdeux, commençant par ces mots, *Si l'heritage*, ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, *Sinon quand ladite rente sera rachetee.* Arti. 122.

L'article cent vingtquatre, commençant par ces mots, *Pour rente conituee*, a esté par l'aduis desdits estats, de nouuel introduit: & le douzième article dudit ancien cayer sous ledit tiltre de faisine en censue, abrogé: duquel ancien article la teneur estoit, *Si aucun vend rente sur son heritage, est deu au seigneur d'iceluy heritage, le droit dessusdit, tant par le vendeur que par l'acheteur, qui est de vingt deniers pour liure pour chacun d'eux: au cas toutes-fois que l'heritage soit redeuable en lots & ventes: & si n'est redeuable qu'en ventes seulement, l'acheteur payera vingt deniers pour chacune liure, & non le vendeur.* Arti. 124.

L'article cent vingt cinq, commençant par ces mots, *Si l'heritage*, a esté par l'aduis desdits estats, adiousté pour l'aduenir sans preiudice du passé. Arti. 125.

Les articles cent vingt six, commençant par ces mots, *Si en faisant*, cent vingt sept, commençant par ces mots, *Le tiers detenteur*, & cent vingt huit, commençant par ces mots, *Le seigneur censuel*, ont esté adioustez comme anciens par l'aduis desdits estats. Arti. 126. 127. 128.

A l'article cent vingt neuf, commençant par ces mots, *Si l'heritage*, a esté mis ce mot, *Quinzaine*, pour ce mot, *Huitaine*, qui estoit en l'ancien coustumier. Arti. 129.

De retrait lignager & feodal.

A l'article cent trēte, commençant par ces mots, *Auant que le retrait*, ont par l'aduis desdits estats esté adioustez ces mots, *Comme heritage, cens, rente, seruitute, ou autre droit reel & incorporel, & au lieu de ces mots, Que l'adiournement dudit retrait soit fait dedans l'an & iour de ladite vendition, & lettres de ce passées*, qui estoient en l'ancien coustumier sous mesme rubriche, ont esté mis ces mots, *Que l'adiournemēt soit fait dedās l'an & iour de la foy & hōmage, ou en faisinemēt fait par le seigneur feodal ou censuel*, pour auoir lieu pour l'aduenir seulement. Arti. 130.

A l'article cent trente & vn, commençant par ces mots, *Si pere ou mere*, ont esté pour interpretation adioustez ces mots, *Ou autrement*, & au lieu de ces mots, *De quelque costé qu'il soit venu*, qui estoient en l'ancienne coustume, ont esté mis ces mots, *Propre ou conquest.* Arti. 131.

L'article cent trentedeux, commençant par ces mots, *Si aucun vend*, a esté adiousté comme ancien, non escrit en l'ancien coustumier. Arti. 132.

L'article cent trētetrois, cōmēçant par ces mots, *Si aucun a vendu*, a esté de l'aduis desdits estats, mis au lieu du vingt sixième art. du cha. de retraits, audit anciē coustumier: duq̄l la teneur estoit, *Item si aucun vèd l'usufruit de son heritage, & depuis vèd la propriété, à celuy-mesme qui aura ledit usufruit, ou que telle propriété soit premieremēt vèdue, l'usufruit retenu: & apres ledit usu-* Arti. 133.

Proces verbal,

- Ar. 137. *fruit soit vëdu, tel heritage est retrayable, puis que l'usufruit & la propriété sont tous deux ensemble.*
L'article cent trentesept, commençant par ces mots, *Si pere ou mere*, a esté par lesdits estats accordé pour l'aduenir: & en consequence de ce, ont esté rayez les trentetrois, & trentequatrième articles anciens, estans sous ledit chapitre de retraits, desquels la teneur estoit, *Vn heritage est acquesté par homme & femme, qui auront un enfant de leur mariage, lequel succede à eux, & par ladite succession luy appartient l'heritage conquesté, iceluy enfant le vend hors la ligne, le cousin germain ou autre lignager veut retraire ledit heritage, il ne peut retraire que la moitié qui est du costé dont il est lignager. Car si l'enfant fust mort sans vendre l'heritage, la moitié eust appartenu par succession aux parens du pere d'iceluy enfant, & l'autre moitié aux parens de la mere. Or n'est celuy qui le veut retraire, parent que d'un costé, & ne peut succeder que d'iceluy costé. Item & si tel enfant ne vend iceluy heritage acquesté par ses pere & mere, & qu'il ait aucuns enfans qui luy succedent, lesquels depuis vendent ledit heritage, il sera retrayable du tout par le premier lignager qui le requerra, attendu qu'il est une fois descendu de celuy qui le tenoit de propre, & non de conquest.*
- Ar. 138. 139. 140. Les articles cent trentehuit, commençant par ces mots, *En heritage*, cent trenteneuf, commençant par ces mots, *Qui n'est habille*, & cent quarante, commençant par ces mots, *Quand avec*, ont esté adioustez comme anciens, & ayans esté omis en l'ancien coustumier.
- Ar. 142. A l'article cent quarantedeux, commençant par ces mots, *En eschange*, ont esté adioustez, pour l'aduenir, & sans preiudice du passé, ces mots, *Mais s'il y a soulte, reuenant par commune estimation à la iuste valeur de la moitié d'iceluy heritage, le retrait aura lieu pour l'égard & portion de ladite soulte. Et aussi s'il y a fraude, le retrait aura lieu dedans l'an & iour apres que ladite fraude aura esté aueree & descouuerte par sentence ou autrement: & sera réputé tel eschange estre fait en fraude s'il est racheté dedans l'an.*
- Ar. 143. A la fin de l'article cent quarantetrois, commençant par ces mots, *Si l'heritage*, ont esté par l'aduis que dessus adioustez ces mots, *Mais si ladite vente estoit vendue, le parent du vendeur la pourra retraire*, pour aussi auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé.
- Ar. 144. L'article cent quarantequatre, commençant par ces mots, *Le lignager*, a esté introduit de nouuel: & le trenteième article dudit titre de retrait de l'ancien coustumier, a esté par l'aduis desdits estats abrogé: duquel ancien article la teneur estoit, *Item par ladite coustume, mort le vendeur, celuy qui est son heritier ne peut venir au retrait: car l'heritier ne peut venir contre les faits, promesses & obligations de celuy à qui il succede, toutes-fois si aucun vend l'heritage de son propre, celuy qui est habille à luy succeder apres son deces, le peut retraire viuant le vendeur.*
- Ar. 145. L'article cent quarantecinq, commençant par ces mots, *L'an du retrait*, a esté par l'aduis desdits estats introduit de nouuel: & le dixième article dudit titre de retrait dudit ancien coustumier abrogé: duquel ancien article la teneur estoit, *Item par ladite coustume ne se prend l'an du retrait, en ayant égard à autre chose qu'à la datte des lettres de vendition de l'heritage vendu, & qu'on veut retraire.*
- Ar. 146. L'article cent quaranteseix, commençant par ces mots, *Si l'acquerneur*, par l'aduis desdits estats, a esté adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.
- Ar. 147. A l'article cent quarantesept, commençant par ces mots, *Si le lignager*, ont en consequence des autres articles cy dessus accordez, esté mis ces mots, *Dedans l'an & iour de ladite foy & ensaisinement des lettres ou offres susdites*, au lieu de ces mots, *Pournen qu'il soit dedans l'an de la vente d'iceluy heritage*, qui estoient en l'ancien coustumier: & par l'aduis que dessus ont esté à la fin dudit article adioustez ces mots, *Toutes-fois s'il se trouuoit fraude ou collusion entre ledit premier retrayant & acheteur, le temps du retrait ne courra à autre lignager, que depuis ladite fraude ou collusion descouuerte.*
- Ar. 148. A l'article cent quarantehuit, commençant par ces mots, *Si l'acheteur*, ont esté de l'aduis desdits estats pour plus grande interpretation de l'article de l'ancienne coustume, adioustez ces mots, *Et faire comparoir celuy auquel il l'aura vendu pour respondre audit retrait.*
- Ar. 150. A l'article cent cinquante, commençant par ces mots, *Le lignager*, par l'aduis que dessus ont esté adioustez ces mots, *Mais en concurrence de deux ou plusieurs en adiournemens faits en un mesme iour, le plus prochain du vendeur en degré sera preferé: & s'ils estoient en pareil degré & en concurrence d'adiournemens, le retrait sera adingé à chacun d'eux par égalle portion*, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.
- Ar. 151. L'article cent cinquante & vn, commençant par ces mots, *Si aucun*, a esté par l'aduis que dessus adiousté, comme ancien & non escrit audit ancien coustumier.

L'article

L'article cent cinquantedeux, commençant par ces mots, *Si deux conioints*, a esté par l'aduis que dessus mis au lieu du quinzième article de l'ancié coustumier, duquel la teneur estoit, *Si deux conioints par mariage retrayent un heritage pource qu'il aura esté descendu de la ligne de l'un d'iceux mariez, ils pourront ioyr de tel heritage ensemblement, sans ce qu'on leur puisse oster par retrait. Mais si celuy du costé duquel iceluy heritage aura esté retrait, meurt, l'autre tiendra la motié d'iceluy heritage comme son conquest, & pourra estre retrait par les lignagers du trespassé dedans l'an & iour, à compter du iour que l'autre qui auoit esté conioint, sera trespassé: & ce pour obuier à plusieurs difficultez qui autresfois se sont meües sur l'interpretation dudit article, & qui ont esté iugez selon l'addition dudit article cent cinquantedeux.* Art. 152.

L'article cent cinquante-trois, commençant par ces mots, *Quand l'heritage sera adiugé*, a esté par l'aduis desdits estats adiousté pour l'aduenir. Art. 153.

L'article cent cinquante-quatre, commençant par ces mots, *Si l'acquerneur*, a esté par l'aduis desdits estats mis au lieu de l'article de l'ancien coustumier sous pareille rubrique, dont la teneur estoit, *Et si le retrayeur ne vouloit monstrer icelles lettres, il seroit contraint à en deposer par serment: & aussi par compulsoire seroient contraints les notaires & tabellions, à exhiber la notte du contract ou vendition par eux receüe.* Art. 154.

L'article cent cinquante-cinq, commençant par ces mots, *Le retrayant*, a esté par l'aduis desdits estats adiousté pour l'aduenir. Art. 155.

L'article cent cinquante-six, commençant par ces mots, *Si aucun a vendu*, a esté adiousté par l'aduis desdits estats, comme ancien, & omis audit liure coustumier. Art. 156.

L'article cent cinquante-sept, commençant par ces mots, *Si l'acheteur a payé*, a esté mis au lieu du vingt-quatrième article dudit ancien coustumier, dont la teneur estoit, *Le retrayeur est tenu de rendre lots & ventes & autres droits seigneuriaux: & si doit encores nouvelles ventes au seigneur de ce qui est en censive: mais de ce qui est en fief, ne doit aucun quint denier au seigneur: neantmoins doit rendre à l'acheteur premier le quint denier au cas que payé l'auroit: car par ladite coustume ledit vendeur doit iceluy quint denier, si n'est dit au contract de la vendition, lequel ancien article, par l'aduis desdits estats a esté corrigé, en ce que le retrayât de l'heritage tenu en censive estoit tenu payer nouvelles ventes pour raison dudit retrait.* Art. 157.

L'article cent cinquante-huit, commençant par ces mots, *Si l'acheteur*, a esté par les estats accordé pour l'aduenir. Art. 158.

L'article cent soixante, commençant par ces mots, *L'acheteur*, a esté par l'aduis desdits estats mis au lieu du dix-huitième article qui estoit à l'ancien coustumier sous pareille rubrique, dont la teneur estoit, *Si aucun a labouré & semé aucunes terres qui soient retraites auant le tēps de cueillir les fruits, ou que l'adiournement soit fait pour ledit retrait auant ledit temps de cueillir iceux fruits, le retrayeur aura lesdits fruits, si bon luy semble, en payant les labours, & semences seulement: & ne faut auoir aucune prouision de iustice pour faire par l'acheteur lesdits labours & semence, pource qu'ils sont sans doubte de fruit, loyaux cousts & mises.* Art. 160.

L'article cent soixante-quatre, commençant par ces mots, *Retrait lignager*, a esté rapporté par lesdits estats, estre ancien, mais omis audit ancien coustumier. Art. 164.

L'article cent soixante-cinq, commençant par ces mots, *Si l'acheteur*, a esté accordé par les estats: & le dix-septième article ancien sous ledit tiltre De retraits, a esté abrogé, en ce que par iceluy estoit requis que la reparation necessaire en l'heritage fut faite par auctorité de iustice. Art. 165.

De possession & saisine.

L'Article cent soixante-sept, commençant par ces mots, *Simple don*, a esté par l'aduis desdits estats, de nouuel introduit: & en ce faisant a esté rayé le premier article du chapitre De saisine & censive, dudit ancien coustumier, dont la teneur estoit, *Toute personne qui achete aucun heritage mouuant en censive d'autrui, est en saisine d'iceluy heritage quant au vendeur seulement par la vendition à luy faite, & demission d'iceluy heritage par ledit vendeur, en soy dessaisissant par foy & serment par deuant le notaire ou tabellion qui reçoit le contract de ladite vendition.* Art. 167.

L'article cent soixante-huit, commençant par ces mots, *Les colons ou conducteurs*, par l'aduis desdits estats a esté adiousté. Art. 168.

De prescription.

L'Article cent septante, commençant par ces mots, *Quand aucun a ioy à tiltre*, ont esté pour interpretation adioustez ces mots, *ou autre droit reel censé & réputé immeuble, tant* Art. 170.

Proces verbal

par luy que par ses predecesseurs, & ont esté rayez ces mots, estans à la fin du troisieme article de l'ancien coustumier sous ledit tiltre, *Sinon qu'il en fust releué par iustice ou du prince: aussi qu'en telle possession n'y eust aucune si grande familiarité ou crainte, que les personnes pretendans droit audit heritage eussent differé en faire aucune inquietation pendant ledit temps*, le contenu desquels mots, pour le regard de ladite familiarité ou crainte, a esté remis à la disposition du droit commun.

Art. 171. L'article cent septante & vn, commençant par ces mots, *& sont repetez*, a esté adiouste pour interpretation du precedent.

Art. 172. 174. Les articles cent septantedeux, commençant par ces mots, *Quand aucun*, & cent septante quatre commençant par ces mots, *L'action personnelle*, ont esté adioustez comme anciens, & ayans esté gardez de tout temps selon la disposition du droit.

Art. 173. L'article cent septantetrois, commençant par ces mots, *Le chef cens*, a esté mis au lieu du quatorzieme article de l'ancien coustumier sous mesme tiltre, duquel la teneur estoit, *Et n'est entendu l'article precedent preiudicier aux seigneurs censiers ou feodaux, pour leurs droits de censive ou droits de fiefs, ne aussi touchât les personnes serues: car es cas dessusdits telle prescription n'a aucun lieu, comme sera dit cy apres.*

Des hypotheques.

Art. 178. **A** L'article cent septantehuit, commençant par ces mots, *Si le seigneur*, ont esté adioustez ces mots, *Pour telle part & portion qu'il en aura acquis, S'il n'est conuenu au contraire entre ledit seigneur & debteur de la rente: laquelle conuention ne pourra preiudicier aux condetenteurs qui auront acquis partie desdits heritages auparauant ladite conuention.*

De louages & baux à ferme.

Art. 179. **A** L'article cent septanteneuf, commençant par ces mots, *Celuy qui a prins*, ont esté adioustez ces mots, *Encores qu'il soit personne ecclesiastique*, pour auoir ladite coustume esté de tout temps gardee & obseruee pour le regard des personnes ecclesiastiques.

Art. 181. L'article cent octante & vn, commençant par ces mots, *Debté dené à cause d'heritages*, a esté mis par l'aduis desdits estats, ainsi qu'il est couché, pour l'interpretation du deuxieme article de l'ancien coustumier sous le tiltre De executions, arrests, &c. pource qu'il nous a esté rapporté auoir tousiours ainsi esté gardé & obserué.

Art. 184. 185. 186. Les articles cent octantequatre, commençant par ces mots, *Et ou le fermier*, cent octantecinq, commençant par ces mots, *Les louages*, & cent octantelx, commençant par ces mots, *Le temps du louage*, ont esté par l'aduis desdits estats adioustez pour estre gardez à l'aduenir.

De seruitutes & rapports de iurez.

Art. 187. **L'**Article cent octantesept, commençant par ces mots, *Au rapport*, a esté introduit de nouuel.

Art. 188. A l'article cent octantehuit, commençant par ces mots, *Droit de vené*, ont esté pour plus grande explication adioustez ces mots, *Et autres semblables seruitutes de maisons & edifices*, & pareillement ces mots, *Et fust elle de cent ans & plus.*

Art. 189. L'article cent octanteneuf, commençant par ces mots, *Disposition*, a esté de l'aduis que defus de nouuel adiouste.

Art. 190. A l'article cent nonante, commençant par ces mots, *Celuy auquel*, a esté mis huit pieds, au lieu de neuf pieds, qui estoient en l'ancien coustumier.

Art. 191. Les articles cent nonante & vn, commençant par ces mots, *à Celuy*, & tous les autres subsequens estans sous ladite rubrique, ont esté accordez pour l'aduenir, apres que lesdits officiers & praticiens nous ont rapporté que au parauant nostre seance, ils auoient pour le bien & vtilité publique appellé maçons, charpentiers, & gens à ce connoissans: ausquels ils en auroient communiqué & eu leur aduis, & suyuant ce, fait dresser lesdits articles.

De communauté de biens.

Art. 211. 212. 214. 215. 216. 219. **L'**Es articles, deux cens vnze, commençant par ces mots, *Entre homme & femme*, deux cens douze, commençant par ce mot, *Toutesfois*, deux cens quatorze, commençant par ces mots, *Le mary est procureur*, deux cens quinze, commençant par ces mots, *Femme mariee*, deux cens seize, commençant par ces mots, *Qui espouse*, & deux cens dixneuf, commençant par ces

ces mots, *Homme & femme*, ont par l'aduis desdits estats esté adioustez comme ayans de tout temps esté gardez, combien qu'ils ne fussent redigez par escrit en l'ancien coustumier: & pareillement a esté le deux cens quinzième article, commençant par ces mots, *Femme ne peut*, adiousté comme ayant esté obserué, fors en ces mots, *Soit au preiudice d'elle*, qui ont esté mis par l'aduis desdits estats, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

A l'article deux cens dixsept, commençant par ces mots, *La femme noble*, ont esté par l'aduis que dessus adioustez ces mots, *Ou roturiere*, & ces mots, *Dedans quarante iours*, pour auoir lieu à l'aduenir: & en ce a esté abrogee la solennité que la femme estoit tenuë de garder en faisant ladite renonciation, qui estoit de mettre la ceinture, & les clefs sur la fosse de fondit marry: dont estoit faite mention au cinquantequatrième article de l'ancien coustumier, sous le tiltre De faisine en fief. Art. 17.

L'article deux cens dixhuiet, commençant par ces mots, *Entre nobles*, a esté accordé pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé: & a esté abrogé l'article cinquante deuxiesme sous le tiltre De faisine en fief, en ce que par la raison contenuë en iceluy, semble que les meubles deussent appartenir au suruiuant noble, encores qu'il y eust enfans. Art. 218.

Les articles deux cens vingt & vn, commençant par ces mots, *Quand l'un des deux conioints*, deux cens vingtdeux, commençant par ces mots, *Et si ledit suruiuant*, deux cens vingt-trois, commençant par ce mot, *Pareillement*, ont esté par l'aduis desdits estats mis au lieu du feiziesme article sous le chapitre De successions, de l'ancien coustumier, dont la teneur estoit, *Si apres le deces de l'un d'aucuns conioints par mariage, demeurent aucuns mineurs, & sans faire inuentaire, celui qui demeure se marie, tous les biens desdits mariez demeurent communs, tant ausdits mariez, comme ausdits mineurs: tellement que lesdits enfans representeront vne teste: & les deux mariez, deux testes: au cas qu'il plait ausdits mineurs, & non autrement: car la faute ne vient aucunement d'eux, & auront lieu lesdits articles à l'aduenir seulement, en ce que l'ancien article est corrigé.* Art. 221. 222. 223.

L'article deux cens vingtquatre, commençant par ce mot, *Société*, a esté mis au lieu du cinqiesme article dudit chapitre De successions, en l'ancien coustumier, lequel a esté corrigé en ce que communauté estoit acquise entre parens & affins par an & iour, les meubles estans mezlez. Art. 224.

De don mutuel.

L'Article deux cens vingt six, commençant par ces mots, *Homme & femme*, a esté mis au lieu du premier article sous le tiltre Des conuentions entre homme & femme, dudit ancien coustumier, dont la teneur estoit, *L'homme & la femme conioints par mariage ne pourront faire aucuns traitez ou paissions à l'aduantage l'un de l'autre, si non grace ou don mutuel, à laquelle sont trois choses requises: l'une que la grace soit egale autant à l'un comme à l'autre: la seconde qu'elle soit faite les deux estans en bon propos & santé: la tierce qu'elle ne soit faite par induction, menace, par force ou par crainte ou peur: & s'entend seulement pour les meubles & conquests faits durant leur mariage, laquelle grace ou don ainsi faits, a lieu par ladite coustume, en baillant caution, soit qu'il y ait enfans ou non, lequel ancien article a esté par l'aduis desdits estats, abrogé en ce que la donation mutuelle auoit lieu quand il y auoit enfans.* Art. 226.

Les articles deux cens vingtsept, commençant par ces mots, *Le suruiuant*, & deux cens vingt huit, commençant par ces mots, *Aussi est tenu*, ont esté adioustez comme anciens, & omis audit ancien coustumier. Art. 227. 228.

L'article deux cens vingtneuf, commençant par ces mots, *Don mutuel*, a esté accordé pour l'aduenir. Art. 229.

Les articles deux cens trente, commençant par ces mots, *Donner & retenir*, deux cens trente & vn, commençant par ces mots, *Donner la propriété*, deux cens trentedeux, commençant par ces mots, *Chacun peut*, & deux cens trentetrois, commençant par ce mot, *Donation*, ont esté adioustez pour auoir esté de tout temps gardez & obseruez, encores qu'ils ne fussent escrits audit ancien coustumier. Art. 230. 231. 232. 233.

De douaire.

L'article deux cens trentecinq, commençant par ces mots, *Femme mariee*, ont esté adioustez ces mots, *En ligne directe*, & ces mots, *Ou qu'ils ont couché ensemble, pose qu'elle soit demenee pucelle*, estans en l'ancienue coustume, rayez & corrigez, pour l'aduenir seulement. Art. 235.

Proces verbal

- Art. 236. A la fin de l'article deux cens trentesix, commençant par ces mots, *Le douaire soit coutumier*, ont esté adioustez ces mots, *Naturelle ou civile*, pour interpretation.
- Art. 237. L'article deux cens trentesept, commençant par ces mots, *Douaire, soit prefix*, a esté par l'aduis desdits estats, introduit de nouuel.
- Art. 238. L'article deux cens trentehuit, commençant par ces mots, *Femme doüee*, a aussi par l'aduis desdits estats esté de nouuel introduit; & le premier article de l'ancien coutumier sous le tiltre de Douaire, abrogé en ces mots, *Sinon que par le traité fait & passé entre lesdites parties à l'accord dudit mariage, ait esté constitué douaire prefix à ladite femme: lequel douaire icelle femme aura & prendra si bon luy semble, sans se tenir au douaire coutumier, pource qu'elle a le choix.*
- Art. 241. A l'article deux cens quarante & vn, commençant par ces mots, *Le mary*, ont esté de l'aduis desdits estats, adioustez ces mots, *Pareillement ne peuent lesdits mary & femme ensemble les vendre ou engager au preiudice desdits enfans*, au lieu de ces mots qui estoient au cinquiesme article de l'ancien coutumier sous le mesme tiltre, *Toutesfois par ladite coustume, lesdits mariez ensemblement, & de leur consentement peuent vendre les heritages sur lesquels le douaire est constitué, ou partie d'iceux: & partant le douaire est adnullé ou diminué*, laquelle ancienne coustume pour ce regard auoit esté remise à la cour: & aura le present article pour le regard de ladite immutation lieu pour l'aduenir, sans preiudice du passé, & proces pendans, si aucuns en y a.

Et de l'aduis desdits estats, le troisieme article dudit ancien coutumier sous ledit tiltre, dont la teneur estoit, *Si l'homme se marie plusieurs fois, le premier douaire coutumier sera de la moitié de ses heritages: & apres le trespas de sa premiere femme, s'il conuolle en secondes nopces, le douaire coutumier de ladite seconde femme sera de la moitié de ce qu'aura iceluy homme: pource que ledit premier douaire coutumier, par la mort de ladite premiere femme est expiré & exteint*. a esté rayé comme inutil & superflu.

Des testaments.

- Art. 244. 245. Les articles, deux cens quarantequatre, commençant par ces mots, *Le testament*, & deux cens quarantecinq, commençant par ces mots, *Et pour connoistre*, ont esté par l'aduis desdits estats, accordez pour l'aduenir, & mis au lieu du premier article sous le tiltre De testaments, en l'ancien coutumier, duquel la teneur estoit, *Toute personne ioyssant de ses droits, peut tester & faire testament, & le peut faire sous seing manuel seulement, ou present deux tesmoings le passer en la main de son curé ou vicaire d'iceluy curé: & aussi par denant un notaire ou tabellion, soit Royal ou d'Eglise.*
- Art. 246. A la fin de l'article deux cens quarantesix, commençant par ces mots, *Toutes personnes*, ont esté adioustez ces mots, *Et ou ils auroient disposé plus que de la cinquiesme partie, la disposition sera reduite audit quint*, au lieu de ces mots qui estoient au troisieme article de l'ancien coutumier sous le tiltre de testaments, *Et non plus: car si plus en laissent, les legs seront nuls.*
- Art. 247. L'article deux cens quarantesep, commençant par ce mot, *L'aage*, a esté par l'aduis des estats adiousté pour l'aduenir sans preiudice du passé.
- Art. 248. 250. Les articles deux cens quarantehuit, commençant par ces mots, *Le mary*, & deux cés cinquante, commençant par ces mots, *Le legataire*, ont esté adioustez comme anciens, & omis audit ancien coutumier.
- Art. 251. A l'article deux cens cinquante & vn, commençant par ces mots, *Les executeurs*, ont par l'aduis desdits estats esté adioustez ces mots, *Lesquels seröt tenus faire faire inuentaire, appellez les heritiers du testateur s'ils sont presens, & demouräs au dedäs dudit bailliage, sinö le procureur du Roy, ou de la seigneurie où les biens seront trouuez, appelle, pour auoir lieu à l'aduenir.*
- Art. 252. 253. Les articles deux cens cinquantedeux, commençant par ces mots, *Après l'inventaire*, & deux cens cinquante trois, commençant par ces mots, *Et ou lesdits heritiers*, ont esté par l'aduis desdits estats introduits de nouuel.
- Art. 254. 255. Les articles deux cens cinquantequatre, commençant par ces mots, *Les executeurs*, & deux cens cinquante cinq, commençant par ces mots, *Executeurs peuent*, ont esté de l'aduis desdits estats, adioustez comme anciens, non redigez par escrit.

De successions, partages, & diuisions.

- Art. 257. 259. Les articles deux cens cinquantesep, commençant par ces mots, *Et si lesdits freres*, & deux cens cinquante neuf, commençant par ces mots, *En ligne*, ont esté adioustez comme ayans esté

esté practiquez & gardez, encores qu'ils ne soient escrits audit ancien coustumier.

L'article deux cens soixante & vn, commençant par ce mot, *Representation*, a esté de nouuel introduit pour l'aduenir par l'aduis desdits estats, qui tous l'ont vnanimement consenty: & ce faisant, requis l'abrogation du troisieme sous le chapitre Des successions & partages, audit ancien coustumier, duquel la teneur estoit, *Par ladite coustume, enfans ne peuuent demander aucun droit par representation de leur pere ou mere qui seroient decedez auant le trespas d'iceux, dont leursdits pere ou mere eussent peu estre heritiers*, & sur ce que ledit Pöcet pour le tiers estat nous a remonstré que combien que ledit article eust lieu ainsi qu'il est couché, toutesfois par l'ancienne vsance & obseruance du pais, il estoit loisible à l'ayeul ou ayeule de rappeler en leur succession les enfans de leurs enfans decedez par quelconque disposition, soit testamentaire ou entre vifs: & qu'en ce faisant lesdits enfans rappellez succedoient avec leurs oncles & tantes à leursdits ayeul & ayeule, tout ainsi que eussent fait leurs pere & mere s'ils eussent esté viuans, requerant que eussions à nous en enquerir desdits estats & praticiens pour euitier aux differends & turbes qui s'en pourroient ensuyuir: ce que luy aurions accordé. Et apres qu'il nous a esté concordablement rapporté par l'assemblee que ladite vsance & obseruance estoit telle que nous auoit dit ledit Poncet, auons ordonné qu'il en seroit fait mention en nostre proces verbal.

Les articles deux cens soixantedeux, commençant par ces mots, *En ligne collaterale representation*, & deux cens soixantetrois, commençant par ces mots, *Les enfans*, ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits.

L'article deux cens soixantequatre, commençant par ces mots, *En ligne collaterale les propres*, a esté mis au lieu du cinquante-neufiesme article sous la rubrique De saisine en fief, dudit ancien coustumier, duquel la teneur estoit, *Si deux conioints par mariage ayans heritages de propres & de leurs cōquests, meurent & delaisent vn enfant qui succede à eux, & ledit enfant meurt sans hoir de son corps, & il ayt vn cousin germain de par son pere, & vn en plus bas degré de par sa mere, vel econuerso: par la coustume dudit bailliage les meubles & conquests d'iceluy enfant appartiendront au plus prochain qu'il ayt: & les heritages qui luy sont venus du conquest de sesdits pere, & de par mere, se partiront également par moitié aux cousins: & tous autres heritages des propres desdits pere & mere, retourneront du costé & ligne dont ils sont issuz, & ont esté adioultez ces mots, *Et s'entend lesdits heritiers estre de l'estoc & ligne dont sont procedez lesdits heritages, quand iceux heritiers sont descendus de celuy auquel lesdits heritages auoient appartenu, autrement non*, pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé, & des proces pendans, si aucuns en y a.*

Les articles deux cens soixantecinq, commençant par ces mots, *Les heritages*, deux cens soixantefix, commençant par ces mots, *Il ne se porte*, deux cens soixantesept, commençant par ces mots, *L'oncle ou tante*, deux cens soixantehuit, commençant par ces mots, *Les heritiers*, ont esté adioultez comme anciens & non escrits.

L'article deux cens septante, commençant par ces mots, *Toutesfois si pere ou mere*, a esté par l'aduis que dessus introduit pour l'aduenir, & a esté abrogé l'article quatriesme sous le mesme tiltre audit ancien coustumier, duquel la teneur estoit, *Si aucun heritage est donné par le pere ou mere en mariage à vn enfant, iceluy don est reputé propre audit enfant, & ne doit retourner ausdits pere ou mere apres le decez de l'enfant mort sans hoir, s'il n'est dit par expres au traité de mariage: & descendra tel heritage au plus prochain dudit enfant defunct.*

A l'article deux cens septantedeux, commençant par ces mots, *Quand aucun prend*, pour interpretation ont esté adioultez ces mots, *Pour soy & à son prouffit.*

L'article deux cens septantetrois, commençant par ce mot, *Heritage*, a esté adioulté comme ayant esté cy deuant obserué.

Des rapports qui se doyent faire en partage.

Les articles deux cens septantecinq, commençant par ces mots, *Si l'enfant*, deux cens septantefix, commençant par ce mot, *Chose donnée*, deux cens septantesept commençant par ces mots, *Enfans mariez*, & deux cens septantehuit, commençant par ce mot, *Pareillement*, ont esté adioultez pour l'aduenir sans preiudice du passé.

Des choses qui sont reputees meuble ou immeuble.

Les articles deux cens septanteneuf, commençant par ces mots, *Vn pressoir*, deux cens octante, commençant par ces mots, *Toutes choses*, deux cens octantetrois, commençant par

Proces verbal

ce mot, *Cuues*, & deux cens octantequatre, commençant par ces mots, *Rentes*, ont esté adioustez, comme ayans esté gardez & obseruez.

De gardiens, baillistres & tuteurs.

Art. 286. **L'**Article deux cens octantefix, commençant par ces mots, *Si la mere*, a esté accordé pour l'aduenir sans preiudice du passé: & en consequence de ce, a esté abrogé le seiziesme article dudit ancien coustumier sous le tiltre De saisine en fief, duquel la teneur estoit, *Vn parastre peut bien auoir la garde des enfans de sa femme: mais il rachetera du seigneur feodal.*

Art. 289. L'article deux cens octanteneuf, commençant par ces mots, *Le gardien*, a esté par l'aduis desdits estats adiousté pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

Art. 290. Les articles deux cens nonante, commençant par ces mots, *La garde des enfans*, deux cens nonantequatre, commençant par ces mots, *Les enfans naitz*, iusques à ces mots, *Et telle mere*, & deux cens nonantecinq, commençant par ces mots, *Enfans ausquels est pourueu*, ont esté adioustez, comme ayans esté gardez & obseruez de tout temps, combien qu'ils ne soient expressement couchez audit ancien coustumier.

Art. 296. L'article deux cens nonâtesix, commençant par ces mots, *Les gardiens & baillistres*, a esté en ce que le baillistre ne doit aucun rachat pour le regard de son bail, accordé pour l'aduenir: & en ce faisant, l'ancienne coustume par laquelle ledit baillistre estoit tenu de racheter mentionnée es quarantedeux, soixante & vn & soixantedeuxiesmes articles de l'ancien coustumier sous le tiltre De saisine en fief, corrigee & abrogee.

De bastards.

Art. 297. **A** L'article deux cens nonantefept, commençant par ces mots, *Le bastard n'est capable*, ont esté adioustez ces mots, *Par tradition actuelle ou par acte equipollent à icelle, comme retention d'usufruit, constitut, precaire, & autres semblables*, pour l'interpretation des mots de l'ancien article, qui estoient, *Pourueu que le donnant s'en dessaisisse en sa vie, & non autrement: Car donner & retenir ne vaut par ladite coustume.*

Art. 298. L'article deux cens nonantehuit, commençant par ces mots, *Aussi peut*, a esté accordé pour l'aduenir: & le deuxiesme article sous le mesme tiltre de l'ancien coustumier abrogé, dôt la teneur estoit, *Bastard ne peut receuoir legs ou heredité par testament de ses pere ou mere.*

Art. 300. A l'article trois cens, commençant par ces mots, *Les enfans du bastard*, ont esté pour l'aduenir par l'aduis desdits estats, adioustez ces mots, *Et luy pareillement succede à ses enfans, en leurs meubles & conquests*, pour limitation à l'ancienne coustume, article troisieme, sous le mesme tiltre, en ces mots, *Et iceluy bastard viuant, ne peut succeder à autrui: & pareillement ont esté adioustez ces mots, Et subsequemment les enfans desdits enfans, leurs freres ou cousins succedent les vns aux autres*, pour tousiours auoir esté ladite coustume ainsi gardee & obseruee.

Art. 301. Sur l'article trois cens vn, commençant par ces mots, *Et si le bastard meurt*, a esté remonstré par le procureur du Roy, que à la redaction desdites coustumes faite en ladite annee mil cinq cens & six, fut remonstré par son predecesseur qu'il conuenoit auant que autre que le Roy, succedast à vn bastard, que iceluy bastard eust esté nay, fait sa principale residéce, & qu'il fust mort en la terre du haut iusticier qui se disoit heritier: & l'oppoça lors sondit predecesseur à ce que ledit article de coustume fust autrement receu: à laquelle opposition ledit procureur du Roy a dit qu'il persistoit, & par les gens des trois estats a esté dit que deslors de ladite premiere redaction ledit article fut accordé pour coustume, nonobstant l'opposition dudit procureur du Roy, & sans preiudice d'icelle, requerans que ledit article demeurast purement & simplement ainsi qu'il estoit couché audit ancien coustumier: surquoy veu par nous tant l'ancienne coustume que proces verbal fait sur icelle, auons ordonné que ledit procureur du Roy se pouruoirà la cour sur son opposition, ainsi qu'il verra estre à faire par raison.

Des usages & pasturages.

Art. 302. Les articles trois cens deux, commençant par ces mots, *Prez fauche*, trois cēs trois, commençant par ces mots, *Habitans de villes*, trois cens quatre, commençant par ces mots, *La vaine pasture*, trois cens cinq, commençant par ces mots, *En quelque temps*, trois cens six, commençant par ces mots, *Il n'est licite*, trois cens sept, commençant par ces mots, *Vn sergent*, trois cens huit, commençant par ces mots, *Bestes trouuees*, & trois cens neuf, commençans

çant par ces mots, *Si une beste*, ont esté de nouuel par les estats introduits, pour le bien & vtilité publique.

D'executions, saisies & arrests.

Les articles trois cens douze, commençant par ces mots, *Toutes executions*, trois cens treize, commençant par ce mot, *Meuble*, & trois cens quatorze, commençant par ces mots, *Vn debteur*, ont esté adioustez pour auoir esté gardez de tout temps. Art. 312. 313. 314.

Les articles trois cens seize, cōmençant par ces mots, *Le gardien*, trois cens dixsept, commençant par ce mot, *Toutes fois*, trois cens dixhuiet, commençant par ce mot, *Acheteurs*, & trois cens dixneuf, commençant par ces mots, *Le sergent*, ont esté adioustez comme anciens, & gardez de tout temps. Art. 316. 317. 318. 319.

L'article trois cens vingt, commençant par ces mots, *Sentences donnees*, a esté accordé & introduit par les estats, pour auoir lieu à l'aduenir. Art. 320.

L'article trois cens vingtdeux, commençant par ce mot, *Respit*, a esté adiousté pour auoir tousiours ainsi esté pratiqué. Art. 322.

Les articles trois cens vingtfix, commençant par ce mot, *Compensation*, trois cens vingtsept, commençant par ce mot, *Reconuention*, trois cens vingthuiet, commençant par ce mot, *Hostelliers*, trois cens vingtneuf, commençant par ces mots, *Maistres de ieuꝝ de paulme*, ont esté pour le bien & vtilité publique, par l'aduis desdits estats adioustez pour l'aduenir. Art. 326. 327. 328. 329.

L'article trois cens trente, commençant par ces mots, *Toutes appreciations*, a esté par l'aduis que dessus mis au lieu des six & septiesmes articles de l'ancien coustumier, desquels la teueur estoit, *Et si c'est pour vin, blé, bois ou autre chose que deniers nombreꝝ, & en conuienne faire appreciation, iceluy sergent doit adiourner le debteur pardeuant le iuge à qui la connoissance en appartient pour veoir apprecier la quantité & chose deuë, laquelle appreciation se doit faire au plus haut pris que la chose aura peu valoir, depuis que la partie redeuable aura esté refusante sur ce somme & requise de le payer. Et si le debteur est condamné ou obligé de payer ladite quantité, & la mener & conduire en l'hostel du creditur, ou autre certain & déterminé lieu, à un iour nommé, & il ne le fait, n'est requis ou necessaire que le creditur le somme ou requiere de luy payer son deu, pour auoir ladite appreciation, en ayāt esgard à ce que la chose appreciee soit au plus haut pris qu'elle aura valu, depuis la datte du iour nommé es lettres pource faites.* Art. 330.

A la lecture duquel article, maistre Simon Piion, commissaire & enquesteur és bailliage & preuosté dudit Meleun, a remonstré que par arrest donné le lviictiesme Aupil, mil cinq cens & cinq, auant Pasques, au proufit de feu maistre Jean Formont enquesteur audit bailliage, cōtre le procureur du Roy, prenant la cause pour les bailly, preuost & autres officiers dudit Meleun, a esté dit entre autres choses que les commissaires feroient les appreciations de grains, vins, bois & autres denrees, que suyuant ce, luy & ses predecesseurs ont tousiours fait lesdites appreciations iusques à ce qu'il ait esté troublé par lesdits bailly, preuost & autres officiers de Meleun: pour lequel empeschement y a proces à la cour entre eux, & est interuenu arrest par lequel a esté dit que ledit premier arrest seroit entretenu avec lesdits officiers: lesquels sont encores en proces en ladite cour sur l'execution desdits arrests: à ceste cause empesche que en l'article de coustume soit mis *Que lesdits iuges facent lesdites appreciations, ains que au contraire soit dit, Qu'elles seront faites par luy: auquel ce requerant, auons donné acte pour se prouuoir à la cour pour les droits & prerogatiues de son office, ausquels n'entendons faire aucun preiudice.*

L'article trois cens trente & vn, commençant par ces mots, *Les bourgeois manans & habitans*, a esté adiousté à la coustume, pource qu'il nous a esté rapporté que les manans & habitans de la ville de Meleun, en ont de tout temps ioy selon & ensuyuant les priuileges à eux otroyez par les Roys de France. Art. 331.

Des criees.

Les articles trois cens trentedeux, commençant par ces mots, *Quand un heritage*, trois cēs trentetrois, commençant par ces mots, *Est requis*, trois cens trentequatre, cōmençant par ces mots, *Pour quelque opposition*, trois cēs trêtecinq, cōmēçant par ces mots, *On ne peut*, trois cens trentefix, cōmençant par ces mots, *Lesdittes criees*, trois cens trentesept, cōmençât par ces mots, *Quand celuy*, & trois cēs trêtehuit, cōmēçât par ces mots, *Après que le decret*, ont esté de l'aduis desdits estats mis au lieu des huit, neuf, dix, vnze & douziemes articles dudit ancien coustumier, sous le chapitre Des executiōs, arrests, appreciatiōs, saisies, criees d'heri-

Proces verbal

tagés, & adiudication de decret, conformément aux edicts nouvellement faits sur les criees, & aux quatre quatorzaines, qui ont tousiours esté obseruez audit bailliage, & desquels articles dudit ancien coustumier la teneur estoit, *Après la saisie faite desdits heritages, auant qu'ils puissent estre vendus, conuient qu'ils soient criez & exposez en vente par le crieur iuré audit Meleun ou son commis, à haute voix par quatre quatorzaines, à iour de marché, au chastellet deuers les halles estans pres dudit chastellet, en declairant par chascune desdites quatorzaines, les causes & par vertu dequoy, & à quelle requeste iceux heritages sont saisis, & mis en criees, afin que s'il y a aucun qui pretende droit en iceux ou sur iceux heritages, se puisse opposer ausdites criees.*

Si aucun ou aucuns s'opposent à icelles criees, leur doit estre assigné iour pour dire leurs causes d'opposition pardeuant le iuge à qui la connoissance en appartient: & doit iceluy opposant eslire domicile au ressort dudit Meleun, s'il est demourant hors d'iceluy.

Nonobstant laquelle opposition ou oppositions ne doyent cesser lesdites criees: mais cesser l'adiudicati du decret desdits heritages, iusques à ce que lesdites oppositions seroient uidees, & que d'icelles soit discuté par le iuge qui doit auoir la connoissance de la matiere: sinon que toutes les parties à qui la chose touche, consentent que ledit decret soit adiugé, sauf à discuter de leurs oppositions ou débats: auquel cas ladite adiudication se peut faire sans autre attente ou delay.

Et apres ce que par lesdites quatre quatorzaines lesdits heritages auront deuëment esté criez en la maniere accoustumee, & que dit est, les oppositions seront uidees, auquel n'y aura personne tierce qui empesche l'adiudication d'iceux heritages: conuient par la custume faire appeller ou adiourner le propriétaire d'iceux, & sur lequel ils auront esté saisis, pour consentir l'adiudicatiõ du decret desdits heritages, ou pour dire ce que bon luy semblera au contraire, lequel oy, si debat naist sur ce, en sera appointé par le iuge: autrement, & iceluy detenteur n'estoit appellé, ou qu'il consentist, ladite adiudication de decret seroit à debatre, & de peu d'effect.

Et si les lettres par vertu desquelles tel heritage est crié portent vne clause telle, pour estre crié, vendu, baillé, & deliuré par decret au plus offrant & dernier encherisseur sans plus appeller, pour l'argent qui en istra estre conuertiy au payement, &c. Ne seroit de necessité que ledit propriétaire fust de rechef appellé,

Et par ledit aduis, ou moyen de l'ordonnance de l'an mil cinq cens trenteneuf, a esté abrogé le dixseptiesme article dudit chapitre, duquel la teneur estoit, *Nul sergent ne peut saisir & mettre en criees aucuns heritages pour aucunes debtes pecunielles, tant qu'il pourra trouuer biens meubles exploitables pour la somme deuë par le debteur, siñõ que ledit debteur s'aduonast cleric: car autrement se faisoit, on pourroit commettre plusieurs fraudes & abuz.*

Autres custumes.

Art. 339.
340-341.

342-343.
344.

Les articles trois cens trenteneuf, commençant par ces mots, *N'est loisible*, trois cens quarante, commençant par ces mots, *Sont tenuz*, trois cens quarante & vn, commençant par ces mots, *Nul ne peut*, trois cens quarante deux, commençant par ces mots, *Aussi nul*, trois cens quarantetrois, commençant par ces mots, *Si aucun*, & trois cens quarantequatre, commençant par ces mots, *Tous laboureurs*, ont esté de l'aduis desdits estats, adioustez comme bons, vtiles & seruans au bien public.

Et ledit samedi matin vingtiesme iour desdits mois & an, en procedant à la lecture, arrest & publication desdites coustumes, qui a esté faite par ordonnance & en la presence de nous commissaires susdits, & des officiers du Roy audit bailliage de Meleun, en ladite grande salle & refectouer dudit conuent des Carmes, lieu destiné pour ce faire, auons ledit substitut dudit procureur general du Roy, ce requerant, dit & ordonné que les dessusdits adiournez qui ne sont comparuz durant nostre seance à la redaction desdites coustumes, soient gens d'eglise, de noblesse, ou du tiers estat, seront pour le proufit dudit defaut par nous contre eux donné, censez & reputez estre subiets aux coustumes dudit bailliage ainsi arrestees par lesdits trois estats: & au surplus auons dit & ordonné que lesdites coustumes seront, tant par lesdits defaillans que comparans, entretenuës, gardees & obseruees pour loy: & à ce faire les auons condânez, leur faisant inhibitions & deffences de poser & articuler d'orefenuât autres coustumes: & aux bailly, ses lieutenans & autres officiers dudit bailliage de Meleun, anciens enclauës & ressorts d'iceluy, de non receuoir les parties à poser & articuler autres coustumes: & de les appointer à informer sur icelles par turbes: faisans aussi inhibitions & deffences aux aduocats, procureurs & autres gens de conseil, de poser & articuler en iugement & ailleurs, autres coustumes que les susdites accordees.

Ce fait, estans issuz de ladite grand' salle dudit conuent, & estans arriuez au logis à nous préparé

preparé pour l'apresdinee dudit iour nous en retourner en noz maisons à Paris, f'est presenté & comparu par deuant nous, maistre Jean penon aduocat au bailliage de Sens, au nom & cōme procureur de nobles hommes & sages maistres Milles gibbier aduocat pour le Roy, audit bailliage, & Nicole cartauld substitud du procureur dudit seigneur, Robert hemard, iuge magistrat & lieutenant criminel audit bailliage maire, Jacques minager conseiller, Ambroise cartauld aduocat, François cheualier, & Sauniã du port, bourgeois & escheuins de ladite ville, fondé de lettres de procuracion speciale passée pardeuant Lois compaignon, & Jacques de bourron notaires Royaux es bailliage & preuosté dudit Sens, en dacte du dixhuietieme dudit mois, lequel nous a dit qu'à son grand regret il n'auoit assisté en temps opportun à la presentation faite par les estats appelez à la redaction desdites coustumes: ce qu'il n'auoit peu faire n'ayans esté ceux dudit Sens premierement aduertis de la conuocation, pour en icelle deduire l'interesi notable qu'ils pretendent sur ce que les officiers dudit bailliage de Meleun ont fait appeller les habitans d'aucunes villes & villages n'estans de leur ressort & iurisdiction: ains de ceux du bailliage & siege presidial dudit Sens: & passant outre, a dit que le bailliage de Sens & domaine du Roy en iceluy, estoit anciennement de grande estendue, duquel successiuement auroient esté eclipsez les bailliage de Meleun & Nemoux, pour les eriger en tiltres de bailliages, en laquelle eclipse n'auroient toutesfois esté comprises les chastellenies & sieges particuliers de Chasteaulandon, Cheroy, Pons sur Yonne, Grez, Flagy, Ferrieres, Genorues, les villages de Dolot, Voux, Licy, Fontenelles, Dordines, Preaux, Mets le mareschal, La grâche, Sainct Germain, Dormelles, Souppes, Lorey le boucquaige, Sorques, les villages, & iustices appartenans aux abbayes de Ferrieres, & Sainct Seuerin lez Chasteaulandon, Prieuré de Villemonstier & autres villages adiacens & deppédans d'iceux, lesquels seroient tousiours demourez dudit bailliage de Sens, comme estans naturellement de la premiere institution d'iceluy, de sorte que ceux de Meleun ayans fait eriger leurdit bailliage, pretendans lesdites chastellenies ou aucunes d'icelles, estre comprises en la dotation de leur bailliage, duquel le bailliage de Nemoux faisoit vn siege particulier, seroit interuenu arrest au conseil du Roy Charles sixiesme, en dacte du seiziesme iour de Septembre, mil trois cens nonantequatre, par lequel auroit esté dict que lesdites chastellenies demoureroient à iamais du bailliage de Sens: & tousiours depuis ce temps, le bailly de Sens a tenu les assises esdits lieux de Chasteaulandon, Cheroy, Pons sur Yonne, & Grez: A le receueur du Roy audit Sens, fait recepte & mise du domaine dudit seigneur esdits lieux, & d'iceluy tenu compte en la chambre des comptes à Paris, iusques en l'an mil quatre cens & quatre, que le Roy, pour recompenser le Roy de Nauarre de quelques terres, auroit erigé le duché de Nemoux, & iceluy aliené & mis hors de son domaine, avec lesdites chastellenies de Chasteaulandon, Cheroy, Pons sur Yonne, Flagy & Grez, pour les tenir par ledit Roy de Nauarre sous son nom en droit de pairrie, reserué au Roy la souueraineté & le ressort à sa cour de parlement à Paris. Depuis lequel temps lesdites chastellenies auroient esté par plusieurs fois remises au domaine du Roy, & de rechef alienées. Car quand ledit Roy de Nauarre deceda sans hoirs, elles furent baillees au comte de La Marche: & successiuement au Gaston de Foix, à dame Phileberte de Sauoye, & depuis au seigneur Philippes de Sauoye, pour en iouir en vsufruict, lequel vsufruict finy, & à ce moyé estās lesdites chastellenies & villages reünis au domaine du Roy, les officiers dudit Sens y ont tenu les grands iours & assises, & y faisant le receueur de Sens sa recepte comme parauant l'alienation, avec deffenses à ceux de Nemoux d'y exercer iustice pendant ladite reünion. En signe de quoy, & pour marque perpetuelle du droit domanial & ressort audit bailliage de Sens, le Roy en les alienant premierement, retint à foy la garde des eglises de fondation Royale comme exemptes, qu'il delassa au bailly dudit Sens: Y a ferme des exploits & tabellionnage desdites exēptions, dont bail se fait encores auourd'huy par le bailly, & la recepte par le receueur du domaine dudit Sens: y à sergent Royaux dudit bailliage de Sens, desquels la residence est establie & assignee esdits lieux de Chasteaulandon, Cheroy, & Pons sur Yonne. Quand le Roy a enuoyé commission au bailly dudit Sens pour l'arriereban, ou la soulde des cinquante mil hommes, & que par quelques annees elles ont porté mandement d'y conuoquer & cottiser ceux des anciens ressorts dudit bailliage de Sens, les habitans desdites chastellenies de Chasteaulandon, Cheroy, Pons sur Yonne, Flagy, & autres, ont esté appelez audit Sens, & y ont comparu, y ont esté cottisez, & y ont payé leur cotte. Plus en establiant le siege presidial dudit Sens, le cōmissaire sur ce député par le Roy, ayant ouy les habitans desdits sieges & villages, apres que ample foy luy auroit esté faite de ce que dit est, auroit ordonné

Proces verbal des Coust. du Baill. de Meleun.

que lesdits sièges & villages ressortiroient au siege presidial dudit Sens: & entant que besoing estoit, les y auroit adiugez hors ladite chastellenie de Chasteaulandon, s'uyuant l'intention du Roy declairee en l'edict sur ce fait: par lequel est ordonné, que en cas d'iceluy edict tous sièges de l'ancien ressort de chacun siege presidial y ressortiront à l'aduenir, fors ceux desquels le Roy auroit specialement attribuez à autres sièges: & ce nonobstant toutes ecclipses, erections, & establissemens au contraire. Et combien que par ce moyen les officiers de Meleun n'ayent que veoir ne connoistre sur lesdites chastellenies & villages, soit pour l'ancien ou moderne ressort appartenant aux officiers du Roy audit Sens, hors ladite chastellenie de Chasteaulandon, qui est specialement attribuee au siege presidial de Meleun es cas de l'edict seulement, soit pour la coustume ou loy municipale, que lesdits de Meleun, ne peuuent induire ny faire sur ceux desdites chastellenies & villages qui ne leur appartiennét en riens, soit pour le ressort ancien ou moderne, ny autrement. Mais plustost, *Vt pars suo congruat uniuerso*, se doyuent les habitans desdites chastellenies & villages reigler & gouverner par la coustume generale dudit bailliage de Sens, comme de leur ancienne, capitale & presidiale prouince, sans preiudice de leur pretēdue coustume locale, qu'ils appellent De lorriz, si aucune en ont. Toutesfois lesdits officiers du Roy, maire & escheuins de la ville de Sens, ont esté aduertis que les habitans desdites chastellenies & villages ou les aucuns d'eux ont esté appelez à la redaction des coustumes dudit Meleun. A ce moyen declaire pour lesdits officiers du Roy, maire & escheuins de la ville de Sens, qu'il s'oppose & empesche que lesdites chastellenies, lieux & villages, quoy que ce soit, ceux desquels les seigneurs ou habitans auroient esté appelez audit Meleun, soient comprins & declarez estre dudit bailliage & coustume de Meleun, & protesté, Que ladite conuocation, & tout ce qui pourra estre fait à la poursuite desdits de Meleun, au preiudice de ce que dessus, ne puisse preiudicier à leurs droits, requerant son opposition estre receuë, & pour en deduire les causes estre renuoyé en ladite cour, ou sur ce luy estre fait tel autre appointment que de raison. Auquel Penon auons ottroyé acte de son dire, & accordé qu'il seroit transcript en la fin de ce present nostre proces verbal, pour luy valoir & seruir ce que de raison.

Et depuis ayant esté le dire & declaration dudit Penon de nostre ordonnance communiqué audit maistre Dreux sayue, lieutenant general & autres officiers dudit bailliage de Meleun, & audit Bordier procureur & scindic des manans & habitans dudit Meleun, nous a esté baillé & présenté par lesdits Sayue & Bordier leur responce ausdits dire & declaration, contenant au contraire que ledit bailliage de Meleun, n'auoit esté ecclipsé du bailliage de Sens, ains auoit esté ledit bailliage de Meleun premieremēt institué & erigé que ledit bailliage de Sens: Ne se trouuera que tous les villages & chastellenies declairez en ladite declaration dudit Penon fussent dudit bailliage de Sens, encores qu'ils n'eussent esté appelez à la redaction des coustumes dudit Meleun: & que en tout euenemēt par le dire dudit Penon y auoit proces pendant entre les habitans dudit Meleun, & ceux de Sens, pour raison de la contribution de la soulte des cinquante mil hōmes pour aucuns villages denōmez en ladite declaration: par l'issue duquel proces les habitans & officiers dudit Meleun esperoient obtenir à leur intētion: & que par-tant n'y auoit apparence à la declaration dudit Penon: protestans lesdits Sayue & Bordier audit nom des habitans & officiers dudit bailliage, qu'elle ne leur puisse preiudicier, requerās leur protestatiō estre inferee en nostre present proces verbal, pour leur seruir en ce que de raison: ce que leur auons accordé. Et tout ce que dessus, nous Commissaires susdits certifions estre vray & auoir esté fait, comme est contenu en ce present nostre proces verbal, lequel en tesmoing de ce auons signé de noz seings manuels, & seellé du seel de noz armes, Les an & iour que dessus. DE THOU, FAYE, VIOLE.

FIN DV PROCES VERBAL DES COVSTVMES DE MELEVN,

EXTRAIT DES REGISTRES

de la cour de Parlement:

Apportees & presentees par maistres Christophe de Thou, president, Barthelemy Faye, & Jacques Viole, conseillers en la cour de ceans, commissaires à ce deputez par le Roy, & mises au greffe d'icelle cour, en la presence du procureur general dudit Seigneur, le samedi dix-neufiesme iour d'Auril, l'an mil cinq cens soixante & vn, apres Pasques.

Signé,

DE S. GERMAIN.

❧ Coustumes du Bailliage de Sens, & anciens

RESSORTS D'ICELVY, ACCORDEES ET

redigees par escrit par les trois ESTATS dudit Bailliage, és presences de maistres Christofle de Thou President, Christofle de Harlay & Barthelemy Faye Conseillers du Roy en sa Cour de Parlement, & Commissaires par luy ordonnez.

De haute Iustice, & des exploits d'icelle.



ICELVY qui a haute iustice, a iurisdiction, puissance, & connoissance des cas requerans mort & dernier supplice, mutilation, incision de membres & autres peines corporelles, comme fustiguer, pilorier, escheler, bānir, marquer, deporter & autres semblables. i.

* Pilon & escheles sont signe de haute iustice, & qui peut auoir & faire l'un, il peut semblablement auoir & faire l'autre. ii.

* Auoir, tenir & bailler estelons de poids & mesures, appartient au haut iusticier. iii.

Si le signe patibulaire, escheles ou pilori d'aucun seigneur haut iusticier pour quelque cas estoit cheut à terre, ledit haut iusticier le peut faire releuer dedans l'an & iour de la cheute en la forme & maniere qu'il auoit esté au parauant, sans congé & licence de son souuerain: ce qu'il ne peut faire l'an & iour passez, sans obtenir simples lettres de iustice en la Chancellerie de Paris, desquelles il demandera l'enterinement pardeuant le Bailly de Sens ou son Lieutenant en son siege capital & presdial, avec le procureur du Roy. iiiii.

* Si gens d'Eglise, frairies, communautez, & autres de main-morte acquerent au proufit de leurs benefices, frairies & communautez, aucuns heritages en la terre du seigneur haut iusticier, iceluy seigneur dedans l'an apres que l'acquisition luy sera venue à sa connoissance, leur peut faire commandement par sa iustice, que dedans an & iour ils mettent hors de leurs mains lesdits heritages à peine de les appliquer à son domaine: laquelle peine sera contre eux declaree iceux appelez & oys, s'il est trouué qu'ils n'ayent obey l'an & iour passez. Mais si ledit seigneur ne fait lesdits commandemens dedans l'an & iour de sa connoissance, il ne pourra demander que son indemnité. v.

Et fera ledit seigneur haut iusticier tenu & reputé auoir connoissance desdites acquisitions, du iour que les acquesteurs luy auront insinué leur acquisition en forme deuë, & d'icellé baillé copie signee d'un Notaire, & en l'absence dudit seigneur, à son procureur, ou lieu de sa iustice, ou que ledit seigneur ou procureur pour luy specialement fondé ayent receu ou composé des lots & ventes ou autres proufits de ce qui est de censue, & d'iceux baillé quictance, ou fait acte de la composition pardeuant personne publique. vi.

L'indemnité du seigneur est estimee monter le reuenu de trois annees de la chose acquise, ou le sixiesme denier, la valeur & pris de ladite acquisition, au choix des acquesteurs, & outre iceluy reuenu ou sixiesme denier, bailler par lesdits gens d'Eglise ou autre de main-morte, audit seigneur homme viuant & mourant, par le trespas duquel, ledit seigneur prendra le reuenu d'une annee desdits heritages, rentes ou autres droits acquis. vii.

Tresor mussé d'ancienneté, dont on ne peut auoir connoissance à qui il puisse appartenir, sera distribué, a sçauoir à celui qui le trouuera en l'heritage sien, la moitié, & au seigneur haut iusticier l'autre moitié: Et celui qui le trouuera en l'heritage d'autrui en aura vn tiers, le propriétaire vn tiers, & le seigneur l'autre tiers. viii.

* Donner aasseurement, est exploit de haute iustice. ix.

* Aubaines, espauës & biens vacans sont & appartiennent au haut iusticier. x.

Espauës se doyuent denoncer & publier és lieux accoustumés à faire cris & proclamations, & depuis de quinzaine en quinzaine durant six sepmaines: pendans lesquelles si aucun appert qui prouue la chose luy appartenir, elle luy sera rendue en payant les fraiz de iustice, avec la garde & nourriture, si elle y eschet. Toutesfois si le Seigneur veoid que l'espauë soit de petite valeur, & qu'elle ne puisse payer les garde & nourriture, il l'a peut apres la premiere quinzaine & deux cryees faire vendre, & garder l'argent au proufit de qui il appartiendra. xi.

Couſtumes du bailliage de Sens

Celuy qui trouue eſpau & la recele fans la ſignifier a Juſtice dedans vingtquatre heures, il eſt amendable à l'arbitrage de Juſtice. xii.

Iſles en riuieres & fleues publiques appartiennent au ſeigneur haut iuſticier, ſ'il n'y a titre valable ou preſcription ſuffiſante au contraire. xiii.

De moyenne iuſtice, & des exploits d'icelle.

* Renuoyé.

Celuy qui a moyēne iuſtice peut & luy loiſt * creer & bailler tuteurs & curateurs, bailler & decreter ſauuegardes ſpeciales à ſes ſubiets pour leurs corps & biens, & auſſi commiſſions & gardes ſpeciales en cas poſſeſſoires. xiiii.

A la moyenne iuſtice appartient faire main-miſes, inuētaires, ſubhaſtations, interpoſitions de decret & emancipations. xv.

Et luy appartient iuriſdiction & connoiſſance des delictz & malefices extraordinaires, où il peut cheoir amende pecuniaire iuſques à ſoixante ſols tournois. xvi.

Le moyen iuſticier, a la connoiſſance des meſures, leſquelles neantmoins il doit prendre du ſeigneur haut iuſticier. Et ſi leſdites meſures eſtoient reputees & trouuees faulſes, & qu'il les conuint ardre, le haut iuſticier en auroit la connoiſſance, & l'amēde arbitraire, & le moyen iuſticier, iuſques à la ſomme de ſoixante ſols tournois. xvii.

De baſſe iuſtice & des exploits d'icelle.

Av ſeigneur bas iuſticier appartient la iuriſdiction & connoiſſance de toutes cauſes ciuiles, perſoneles & poſſeſſoires, reelles & mixtes, & des meffaits de ſes ſubiets amendables iuſques à ſoixante ſols tournois & au deſſous. xviii.

Le ſeigneur bas iuſticier peut auoir ſiege notable, Maire, ſergens & priſons pour garder ſes priſonniers. xix.

De iuſtice fonciere, & des exploits d'icelle.

Celuy qui a iuſtice fonciere, ſoit de menu cens ou de gros cens (qui eſt dit chef cens) peut leuer & perceuoir amende de cinq ſols tournois, par faute de cens non payez au iour & lieu accouſtumez. Toutesfois en aucuns lieux particuliers dudit bailliage y a autre amende que de cinq ſols. xx.

* Renuoyé.

* Peut auſſi leuer & demander les lots & ventes, qui ſont chaſcun de vingt deniers tournois, pour chaſcune liure tournois, à ſcauoir vingt deniers tournois pour les lots, & vingt deniers tournois pour les ventes du pris de l'acquiſition. Et qui ne paye ou deprie leſdits lots & ventes dedans quinze iours apres l'acquiſition, il eſt amendable enuers ledit ſeigneur foncier de ſoixante ſols tournois. Toutesfois en aucuns lieux particuliers dudit bailliage il n'y a que lots ou ventes ſeulement. xxi.

¹ Partant le ſeigneur n'a pas intention fondee es lots & ventes copulatiuement. & eſt a luy à prouuer, aſſēdu que les lieux ne ſont determinez. C.M.

Le ſeigneur foncier peut auoir ſiege d'une forme ou d'une table pour receuoir ſes cens au iour & lieux accouſtumez. xxii.

² Ou par ſon iuge, ſ'il eſt haut iuſticier. Et ne peut oſtre decliné par les gens d'eglise, qui n'en peuvent demander réuoy deuant leur iuge. Il eſt vray que

Peut auſſi par la iuſtice du ſeigneur haut iuſticier² contraindre gens d'Eglise, frairies, comunautez & autres gens de main-morte, qui de nouuel au profit de leurs Eglises, frairies ou cōmunautez ont acquis aucuns heritages en ſa cenſiue, à les mettre hors de leurs mains dedās l'an & iour, à peine de les appliquer au domaine dudit haut iuſticier: & fera faire ladite contrainte iceluy ſeigneur cenſier dedans l'an & iour que ladite acquiſitiō ſera venue à ſa cōnoiſſance, autrement ne pourra demander que ſon indemnité. xxiii.

Des forfaitures & conſiſcations.

³ Il ſe deſt entendre des acqueſts ou biens indifferents, & non pas des propres affectez à la ligne qui deſſent eſtre preſerez au ſiſque tant qu'il en y a de ladite ligne ſuyuant les ordonnances anciennes de Charlemagne, qui les a miſes non ſeulement de France en Saxe, mais auſſi en Hongrie, où encores au iour d'hy, & fuſſe pour homicide, combien que tous les biens ſoyent conſiſquez, toutesfois les propres venus des maieurs ne ſont conſiſquez, mais demeurent à ceux de la ligne, ce qui eſt treſiuiſſe & equitable: vt per Bart. in l. 3. ff. de interdict. & reſtat. Et ce que deſſus eſtre au iour d'hy obſerué en Hongrie le teſmoigne vn docteur Allemand Andr. fericius in oratione de homicidio, pag. 702. C.M.

Celuy qui pour aucun crime eſt condamné au dernier ſupplice, cōſiſque corps & biens, ³ car qui conſiſque le corps, il conſiſque les biens: & appartient ladite conſiſcation aux Seigneurs hauts iuſticiers en la iuſtice deſquels ſont trouuez leſdits biens, * excepté toutesfois en cas & crime de leſe maieſté, & quand les heritages feront main-mortables enuers aucun Seigneur. xxiiii.

⁷ Renuoyé.

L'homme

L'homme qui est banni à tousiours, confisque ses biens.

xxv.

Quand le mary confisque, il ne confisque que ses propres, & la moitié des meubles & conquests, l'autre moitié desdits meubles & conquests demeurant à la femme avec son douaire: laquelle femme en ce cas sera tenuë de la moitié des debtes.

xxvi.

La femme mariee par son forfait, confisque seulement ses propres heritages.

xxvii.

Des Bastards.

Es Bastards, soient issus de gens d'eglise ou laiz, peuuent acquerir tous biens meubles & immeubles en fief, ou en censive, & d'iceux disposer à leur volonte, tant par contracts faits entre vifs, comme en leur testament & derniere volonte: & telle disposition vaut & tient.

xxviii.

Si lesdits bastards ont enfans en loyal mariage, lesdits enfans leurs succederont, & pareillement ils succederont à leurs enfans: & subsequment les enfans desdits enfans, les freres & cousins succederont les vns aux autres.

xxix.

Et si la ligne, procedant desdits bastards cesse, les biens dont seront detenteurs les derniers heritiers d'iceux bastards, seront au seigneur haut iusticier en la iustice duquel ils sont assis, pourueu qu'ils soient mouuans du propre chef d'iceluy Bastard: Et quant aux autres biens meubles & immeubles, ils retourneront à la ligne franche desdits hoirs.

xxx.

Vn bastard ne peut succeder à pere n' à mere, si n' est legitimé par le Roy, ou par mariage subsequnt selon le droit.

xxxi.

De retrait lignager.

Quand aucune personne à propres heritages, chose immeuble ou censée pour immeuble, à luy aduenus, escheus & descendus par succession & hoirie d'aucun, & il les vend, aliene ou transporte par contract de vente, ou autre sonnant ou equipollant à vente, à personne estrange du lignage & branchage du costé & ligne dont lesdits heritages luy sont aduenus, & dedans l'an & iour du contract, aucune personne du costé & branchage dont lesdits heritages & choses susdites sont escheus & aduenus, fait adiourner & assigner iour à l'acheteur dedans ledit an & iour, encores que l'assignation n' eschee dedas ledit an & iour, & requiere lesdites choses luy estre adiugees par retrait, il sera receuable à ce faire, & l'acheteur condéné à l'en laisser iouyr, & luy restituer les fruits perçus depuis l'adiournement, avec despens si en est refusant. Et l'assignation donnee apres ledit an & iour, ne pourra excéder & passer le mois apres lesdits an & iour: autrement sera le retrayant debouté de son retrait.

xxxii.

L'acquireur doit au iour de l'assignation à luy donnee, mettre son contract d'acquisition au greffe, & declarer par serment le pris contenu en iceluy estre veritable, & le faire signifier au demandeur en retrait.

xxxiii.

Il faut & suffit à la premiere iournee, audience & expedition de la cause, faire offre d'or ou d'argent à descouvert, & à parfaire le remboursement du pur sort, frais & loyaux cousts.

xxxiiii.

Par vne simple attendue ou congé obtenu par le defendeur, & adiourné en retrait lignager à l'encontre du demandeur, iceluy demandeur ne sera debouté dudit retrait, pourueu qu'il face rabatre ladite attendue ou congé dedans an & iour: lesquels passez, il en sera debouté & ne sera plus receu audit retrait.

xxxv.

Si l'acheteur auoit payé aucuns lots, ventes, quint ou requint denier, le retrayant sera tenu le rembourser, s'il en appert.

xxxvi.

Et si l'acheteur auoit fait auant l'adiournement en retrait, aucunes reparations qui fussent necessaires à faire dedans l'an, le retrayant sera aussi tenu l'en rembourser, les fruits ia perçus deduits.

xxxvii.

En eschange fait but à but n'y a retrait: mais l'heritage eschangé sortit la nature de l'heritage baillé en contr'eschange. Et si luy a soultes, le retrait aura lieu pour l'égard & portion desdites soultes.

xxxviii.

Pendant l'an & iour, on ne peut empirer l'heritage qui chet en retrait, soit pour pescher estangs, abatre arbres ou bois, ne le prendre en autre temps qu'il n'est acoustumé. Et si l'acheteur le fait, & l'heritage soit retrait, il est tenu de restituer, avec les dommages: ou ce luy doit estre rabatu sus le pur sort.

xxxix.

En vente de rente volage à perpetuité sus heritages & possessions propres, obligez par

Couftumes du Bailliage de Sens

claufe generale ou fpeciale y a retrait.

xl.

Vn heritage donné en mariage par pere ou mere, foit de leur propre ou conqueft, à l'un de leurs enfans, eft fait propre audit enfant, & chet en retrait aufdits pere & mere, leurs fuffeurs & autres lignagers, s'il eft vendu par iceluy enfant. Et fi ledit heritage eftoit donné pour eftre conqueft aux deux conioints, & il eft depuis vendu par eux, il y a retrait pour la portion de l'enfant en faueur duquel la donation feroit faite.

xli.

Le lignager aura & prendra par retrait vn heritage tenu en fief, nonobftant que le feigneur feodal le vueille auoir par puiffance de fief pour le pris de la vente, frais & loyaux coufts.

xlii.

Propre heritage baillé à rente à tousiours, à perfonne eſtrange, ſous faculté toutes-fois de pouuoir racheter ladite rente, ou partie d'icelle, chet en retrait dedans l'an & iour du contract & bail à rente.

xliiii.

Si pluſieurs de diuerſes lignes ſuccedent à aucun leur parent, & ils font partage des immeubles d'icelle ſucceſſion, tellement que l'un ait heritage, ou autre choſe immeuble, ou reputée pour immeuble, qui ne ſoit venuë de ſon coſté, iceluy heritage ou autre choſe immeuble luy ſeront toutes-fois reputées propres: & ſ'il les vend, les prochains de ſa ligne viendront au retrait, ſuppoſé que leſdits heritages ou autre choſe immeuble ne viennent de leur coſté.

xliiii.

En vente d'heritages propres au debteur, adiugez par criees ou decret de iuſtice, y a retrait.

xliv.

Qui n'eſt habillé à ſucceder, il ne vient au retrait, & ſ'il n'eſt parent dedans le ſeptième degré.

xlvi.

Si aucun achete heritage cheant en retrait, & il le vend dedans l'an ſans fraude à aucun autre qui ſoit du lignage & branchage dont meut ledit heritage, il n'y a retrait, pourueu qu'il n'y ait eu adiournement en cas de retrait au-parauant ladite reuente.

xlvii.

Si le baſtard legitimé vend ſon heritage à luy aduenu par ſucceſſion, ou de propre depuis qu'il eſt legitimé, il y a retrait.

xlviii.

En eſchange d'heritages propres contre biens meubles, y a retrait.

xlix.

Si aucun a par retrait vn heritage, & dedans quelque temps que ce ſoit, il le reuend à perſonne eſtrange de ſon eſtoc, il y a retrait dedans l'an & iour de ladite reuente.

l.

Si aucun achete de ſon parent heritage mouuant de ſon coſté, & il le reuend à perſonne eſtrange, il y a retrait dedans l'an & iour de la reuente, & le peut retraire le premier vendeur.

li.

Celuy des parens qui preuient, & fait premier les diligences, pour auoir par retrait l'heritage ou choſe vendue par ſon lignager, vient à preferer à tous autres, encores qu'ils ſoient plus prochains. Toutes-fois ſ'ils eſtoient concurrens en adiournement, & en pareil degré, ils viendroient également audit retrait, & partiroient l'heritage enſemble, en payant chacun ſa part du pur ſort, frais & loyaux coufts, ſans auoir égard à la priorité de l'heure de l'adiournement dudit iour. Et où pluſieurs parens ſe trouueroient concurrens en adiournement de meſme iour, & que l'un d'eux fuſt plus proche, il emportera ſeul, ledit heritage par droit de retrait.

lii.

Si aucun apres vne acquisition par luy faite, pour doute du retrait ou autrement ſ'abſente de la Chafterie où l'heritage eſt aſſis, on le peut faire adiourner à la perſonne de ſon procureur & entremetteur de ſes affaires, ſi aucun il en a, ſinon a haute voix, iſſue de la grand' meſſe ou veſpres, à iour de Feſte, & par affiches, tant à la porte de l'eglife que de l'auditoire du lieu. Et faut conſigner en main bourgeoiſe par ordonnance de iuſtice l'argent de l'acquisition, ſ'il en appert, & offrir de parfaire. En ce faiſant apres deux defauts, & la demande verifiée deuëment, l'heritage dont eſt queſtion ſera adiugé au lignager, & l'argent baillé à l'acheteur, ſ'il reuient, ſinon à ſes heritiers, ou autres qu'il appartiendra.

liiii.

Si aucun achete heritage propre d'autrui à payer à certains termes, le retrayeur aura leſdits termes: mais il doit donner bonne ſeureté à l'acheteur de payer, & l'acquiter aufdits termes: car le vendeur ne changera ſon debteur, ſ'il ne luy plaift. Et ſi le retrayeur ainſi ne le fait, il ne ſera receu au retrait, ou ſ'il ne baille l'argent content, ou gage, à l'acheteur, ou au vendeur.

liiii.

En vente d'heritage propre, faite par les executeurs d'un teſtament, y a retrait.

lv.

Aucun ne peut retraire en ſon nom heritage au profit d'autrui, & pour le bailler à autre perſonne: & ſont tenus les retrayans en iurer ſ'ils en ſont requis par les acheteurs. Et ſi le contraire eſt fait, & ſ'il eſt prouué, le retrait ſera déclaré nul, & retournera l'heritage au premier

mier

mier acheteur, fil le demande.

lvi.

Le retrait d'un heritage vendu, se doit poursuivre contre l'acheteur, & si ledit heritage est reuendu auant l'adiournement à autre qui ne soit lignager, on se peut adresser au detenteur, ou contre le premier acheteur, ou contre les deux ensemble.

lvii.

Si aucun achete vn heritage dix liures, & il fait mettre es lettres vingt liures, ou autre plus grande somme que le pris conuenu de l'acquisition : & afferme par serment l'heritage luy auoir tant cousté, & le retrayeur preuue euidentement le contraire, ledit acheteur perdra ses deniers, qui seront appliquez au seigneur, en la iustice duquel le periure sera auéré. Et sera l'heritage adiugé au retrayeur sans payer aucuns cousts, & si payera l'acheteur les despens.

lviii.

Si heritage propre est baillé en recompense, ou en payement d'aucune somme, il y a retrait.

lix.

Si deux conioints par mariage achètent de leur parent, heritage propre, apres le trespas d'iceluy desdits conioints dont meut ledit heritage, le suruiuant est tenu rendre & restituer sa part & portion aux heritiers du trespas, ou autres ses parens de l'estoc desquels meut ledit heritage, si lesdits heritiers ou parens le veulent auoir dedans l'an & iour du trespas, en payant & remboursant la moitié du sort principal qui aura esté payé pour ledit heritage, frais & loyaux cousts, ensemble des bastimens & meliorations qui y pourroient auoir esté faites.

lx.

Toutes-fois s'il y a enfant ou enfans dudit defunct, ils auront six mois pour pouuoir retirer & retraire ladite portion, dedans lesquels ils ne pourront estre preuenus par les autres parens. Et si l'un desdits enfans auoit seul retiré ladite portion, il sera neantmoins tenu la communiquer à ses autres freres & soeurs, s'ils le demandent dedans l'an & iour du decès, en remboursant chacun pour leur portion : mais les six mois passez, lesdits enfans & les autres parens le pourront demander iusques en fin de l'an & iour dudit decès : & en ce cas qui preuiendra, & fera le premier diligence par adiournement, sera preferé.

lxi.

Si le mary à cause de sa femme retrait aucun heritage, il est fait & reputé propre de ladite femme, & apres le trespas d'elle ou dudit mary, il appartiendra entierement à ladite femme ou à ses hoirs, en remboursant ledit mary ou ses heritiers de la moitié du sort principal, qui aura esté payé pour ledit heritage, frais & loyaux cousts, ensemble des bastimens & meliorations qui y pourroient auoir esté faites : & en semblable si l'heritage retrait, vient de l'estoc du mary.

lxii.

Propres heritage ou rente vendus sous faculté de reméré, peuuent estre retraits par le lignager durant ladite faculté de reméré, & vn an apres icelle faculté, posé que ledit reméré soit accordé hors ou dedans le contract.

lxiii.

En bail d'heritage propre à rente perpetuelle, ou à vie ou vies, n'y a retrait pour les lignagers du bailleur, s'il n'y auoit bourse desliee, & qu'en faisant ledit bail à rente, le bailleur eust touché deniers : auquel cas sera l'heritage retrayable en remboursant le denier payé avec les frais, & passant condamnation de payer & continuer ladite rente. Mais si ledit heritage estoit depuis vendu par les enfans ou heritiers du preneur à la charge de sa rente, il sera retrayable aux parens & lignagers de l'estoc dont ledit heritage leur sera escheu & adueni.

lxiiii.

Celuy qui veut venir au retrait doit auoir ses deniers prests pour faire le remboursement du sort principal dedans trois iours, & si lesdits trois iours passent, le retrayeur sera debouté, & decheu dudit retrait, sinon que l'acheteur appelé en retrait eust dilayé ou empesché oultre la premiere iournee : auquel cas apres ledit retrait consenti & adiugé, le retrayant qui sera demeurant en la iustice où sera ledit retrait adiugé, aura huitaine pour faire ledit remboursement, & s'il est demeurant hors ladite iustice, oultre ladite huitaine il aura temps à l'arbitrage & discretion de iustice.

lxv.

En vente de coupe de bois de haute fustaye, taillis, ou arbres pour abatre, n'y a retrait.

lxvi.

Mais si la coupe de bois de haute fustaye, taillis, ou arbres pour vne fois, appartient à aucun, & les fonds à vn autre, & il aduienne que ladite coupe soit vendue, il sera loisible à celuy auquel appartient ledit fonds, & non à autre, auoir par droit de retrait ladite coupe, en remboursant le pris, frais & loyaux cousts. Et aura lieu ledit retrait, supposé que celuy auquel appartient ladite coupe, ne soit lignager du seigneur du fonds.

lxvii.

Des testamens, institution d'heritier, legs, donation faite en testamēt, & des executeurs de testamēs.

Toute franche personne aagée, à sçauoir le masse de vingt ans, la femelle de dixhuit, peut faire testament, & par iceluy disposer à son plaisir de tous ses biens meubles, conquests &

Coustumes du Bailliage de Sens

acquêts immeubles, & de la quinte partie de ses propres : & où ils n'auront que meubles n'en pourront disposer que de la quarte partie. lxviii.

Auant que le testament soit réputé solennel & vallable, est requis que ledit testament soit écrit & signé de la main du testateur, ou bien par luy dicté en présence de deux notaires, ou d'un notaire & de deux tefmoins, & qu'il soit à luy releu, dont en sera faite mention expresse. Et au lieu où il n'y aura notaire resident actuellement, suffira qu'il soit dicté par le testateur, & receu par deuant le Recteur & Curé de l'Eglise parrochiale ou son Vicaire principal, en présence de deux tefmoins, & releu comme dessus. lxix.

1 Quid si de hoc non est facta mentio in testamento: Tam legatarius vult probare per testes hanc relectionem factam fuisse? videretur admittendum per l. fideicommissa de legat. 3. Contra rium verum est quia consuetudo requirit hanc probationem ex ipso testamento. Et hic non sufficit haberi aliunde, Tum propter falsa vitanda, & testium facilitatem. Et ita Parisius iudicatum per arrestum. C. M.

Institution d'heritier n'est necessaire, & n'est le testament par faute d'institution d'heritier réputé moins solennel, ou moins vallable. Et ou par testament y auroit quelque institution d'heritier faite, l'institution vaudra par forme de legs testamentaire, iusque à la concurrence de ce que le testateur auroit peu leguer par la Coustume, qui est de tous les meubles, cōquêts & acquêts immeubles, & de la cinquième partie de ses propres, en maniere que les quatre parts desdits propres demeurent à l'heritier. lxx.

Homme & femme mariez ensemble, ne peuuent par disposition testamentaire faire don, legs ou aucun aduantage l'un à l'autre, directement ou indirectement pour obuier aux fraudes. lxxi.

Aucun ne peut estre heritier & legataire ensemble. Toutes-fois il loist à celuy qui peut estre heritier, accepter & prendre comme perlonne estrange, le legs à luy fait, en delaisant l'heredité du defunct, & renonçant à icelle dedans quarante iours apres, pourueu que le legs à luy fait, n'excede l'estimation de sa portion contingente, s'il se portoit heritier ab intestat. lxxii.

On ne peut par testament aduantager l'un de ses heritiers ou les enfans d'iceux, en leur prelegant ou autrement. lxxiii.

Le legataire de son autorité ne peut prendre les choses à luy leguees, ne soy en dire faisi: mais faut qu'elles luy soient baillees & deliurees par les executeurs du testament, ou heritiers du decedé. Toutes-fois la deliurance actuelle des legs immeubles, ne peut estre faite par les executeurs du testament, sans appeler l'heritier. lxxiiii.

Executeurs de testament sont faisis apres le deces du testateur, des meubles & conquests immeubles d'iceluy defunct, durant l'an & iour de l'execution. Toutes-fois ils doiuent prendre lesdits biens par iustice sous inuentaie, l'heritier present ou appelé, s'il est demurant au lieu, sinon le procureur du Roy, ou des Seigneurs presens, ou appelez par celuy qui aura interest. lxxv.

L'heritier ne fera ouy, s'il demande auoir les biens du testateur en baillant caution d'accomplir le testament: mais en baillant ou delaisant à l'executeur argent, ou biens exploictables pour accomplir ledit testament, & payer les debtes du defunct, il pourra auoir main leuee du reste de la succession. lxxvi.

Executeurs peuuent & sont tenus de payer durant l'an & iour de leur execution, les debtes du testateur claires & connues par lettres & loyaux instrumens, l'heritier sur-ce sommé, & refusant de prendre la cause pour eux, ou leur administrer defense & preuue pour empescher ledit payement. lxxvii.

Executeurs peuuent receuoir sans le sceu ou consentement de l'heritier, les debtes du defunct, dont les briefs, obligations ou cedulaes leur auront esté baillez par inuentaie, & non autrement. lxxviii.

* Renuoyé. * L'an & iour du deces passez, executeurs sont tenus rendre compte & reliqua de leur execution à l'heritier, & y peuuent estre contraints par le Diocésain, Officiers du Roy ou autres hauts iusticiers, & par celuy d'eux qui preuient. lxxix.

L'homme d'Eglise non religieux, peut disposer de tous ses biens, ainsi que l'homme lay, iacoit que lesdits biens luy soient aduenus de ses benefices ou d'ailleurs. lxxx.

Entre testamens & codicilles la Coustume ne fait difference. lxxxii.

Des successions, partages & diuisions.

LE mort saisist le vif son plus proche heritier habile à luy succéder en biens meubles & immeubles, soit en ligne directe ou collaterale. lxxxii.

Quand l'un des deux mariez issus & reputez de noble lignee, vians noblement va de vie à trespas, au suruiuant par Coustume gardee entre nobles, pourueu qu'ils n'ayent enfans de leur mariage lxxxii.

mariage n'y d'autres precedans, competent & appartiennent (si bon luy semble) tous les biens meubles & debtes actiues du trespassé, à la charge de payer par ledit suruiuant les frais funeraux & legs piteux du trespassé, consistans en deniers ou en meubles pour vne fois, en payant aussi les debtes personnelles, passives du premier decédé. Et aux prochains heritiers appartiennent les propres du defunct, entre lesquels & ledit suruiuant, seront partis & diuisez également les conquests immeubles. Et ou le suruiuant ne voudroit accepter tous lesdits meubles, à la charge (comme dessus) de payer lesdites debtes personnelles, frais funeraux & legs piteux, en ce cas lesdits meubles seront & appartiendront, moitié audit suruiuant, & moitié aux heritiers dudit defunct, comme entre gens non nobles & roturiers. Et sera ledit suruiuant tenu faire ladite acception ou renonciation dedans huitaine apres le deces dudit defunct: laquelle huitaine ne commencera auoir cours, iusques à ce que ledit deces soit venu à la connoissance du suruiuant. Et neantmoins en tous cas, si tost que le corps du defunct sera inhumé, ou trois iours apres le deces, les heritiers pourront requerir, scellé, & inuentaie estre fait. lxxxiii.

Quand il y a freres, sœurs, ou parens prochains en pareil degré habilles à succeder, dont les aucuns sont du costé du pere & mere, & les autres du costé de pere ou de mere seulement, ils succedent par testes en tous biens meubles, acquests & conquests du defunct, & en prennent autant l'un que l'autre, nonobstant que les aucuns ne soient que d'un costé. Et quant aux propres, ils ensuiuent le tronc de leur pere, mere, & autres desquels ils sont aduenus. lxxxiiii.

Le pere & la mere succedent à leurs fils & filles decédez sans hoirs de leurs corps, en tous meubles, acquests & conquests immeubles: & fils sont morts, ou qu'ils ne veulent accepter la succession, les ayeul ou ayeulle leur succedent, & sont reputez plus prochains que les freres ou sœurs du trespassé, quant ausdits meubles, acquests & conquests. Mais lesdits freres & sœurs heritent aux heritages propres du costé & ligne desquels ils attiennent au trespassé. lxxxv.

Lesdits ayeuls ou ayeulles succedent auant les cousins germains en meubles, acquests & conquests immeubles, & en propres heritages qui procedent de leur costé & ligne. lxxxvi.

* Les biens d'une personne qui entre en religion apres la profession, n'appartiennent au monastere ou religion en laquelle est faite ladite profession: mais viennent à ses plus prochains parens, si ledit religieux auant sadite profession, ou en icelle faisant, n'en a autrement disposé, & qu'il soit en aage suffisant de le pouuoir faire, qui est de vingt ans pour le regard du masle, & dixhuit pour le regard de la femelle, lesquels pourront entrans en religion disposer de leurs biens au profit d'icelle, ou autre personne capable, & non prohibee de droit & par ordonnance, tant & si auant qu'ils peuuent faire par testament, & non plus. lxxxvii. * Renuoyé.

Si il y a plusieurs enfans, ou cousins en pareil degré, qui doiuent succeder à leurs pere, mere, ayeul, ayeulle ou autres leurs parens, ils succederont chacun par teste, & prendront autant l'un comme l'autre en tous biens meubles & immeubles, & ne succederont par lignes, qu'on dit en droit (*per stirpes.*) lxxxviii.

Si pere ou mere en mariant leurs enfans leur donnent aucune chose, soit en meuble ou heritage, lesdits enfans sont tenus la rapporter en venant à la succession de leursdits pere & mere, c'est à sçauoir la moitié en la succession du pere, & l'autre moitié en la succession de la mere. Mais si la chose donnee estoit du propre desdits pere ou mere, elle se rapportera entierement en la succession de celuy duquel elle procede: sinon que les enfans auxquels auroit esté ainsi donné, se voulsissent tenir à leur don & renoncer à la succession, à quoy ils seront receus, pourueu que la legitime soit garde pour les autres enfans. lxxxix.

Les plus prochains parens & habilles à succeder au defunct, peuuent requerir inuentaie estre fait aux despens communs de la succession. Et si le defunct estoit conioint par mariage, le suruiuant sera tenu payer la moitié des frais dudit inuentaie. Et ou lesdits parens seront adiounez pour declarer fils se veulent porter heritiers d'iceluy defunct, ils auront quarante iours à deliberer. xc.

Vn estranger demeurant hors du Royaume ne succede aux biens de son parent regnicolé, natif de ce Royaume, & decédé audit Royaume: mais luy succederont ses autres parens natifs en cedit Royaume & y demeurans, ores qu'ils ne fussent si proches que l'estranger. xci.

Les enfans nais hors mariage, *de soluto & soluta*, puis que le pere & la mere espousent l'un l'autre, succedent & viennent à partage en la succession de leurs pere, mere & autres leurs parens, avec les autres enfans, s'aucuns en y a qui soient nais constant ledit mariage. xcii.

Si aucun se marie sans faire inuentaie de ses biens, ou partage & diuision à ses enfans ou

Coustumes du Bailliage de Sens

heritiers du premier decedé, tous les biens demeurent communs, & d'iceux seront faites trois parties, dont le remarié aura l'une, les enfans ou hoirs du premier lié l'autre, & la seconde femme ou ses hoirs la tierce partie: supposé que l'un desdits mariez y ait assez ou peu apporté. Et neantmoins il est en l'élection desdits enfans ou hoirs, de demander la portion de leur predecesseur, ou la quantité & valeur d'icelle par commune estimation, ayant égard au temps du trespassement. xciii.

Et si au iour des nopces de ce second mariage y auoit enfans d'un costé & d'autre, & inventaire, partage, diuision, conuenance ou autre acte derogant à communauté n'eussent esté faits d'un costé ne d'autre, partage sera fait desdits biens en quatre parties, dont l'homme & la femme auront les deux parties, & les enfans des deux liés les deux autres parts, qui se diuifront entr'eux, leur option reseruee comme dessus. xciiii.

L'heritier mobilier est tenu de payer les debtes personnelles du defunct, & neantmoins sera permis au creancier soy adresser contre son debteur, soit heritier mobilier, immobilier ou autre, sauf audit heritier immobilier, son recours contre ledit mobilier. xcv.

Representation aura lieu cy apres en ligne directe infiniment, & en ligne collaterale iufques aux enfans des freres & soeurs inclusiuement, suuant la disposition de la raison escrite. Et si il y a enfans masculins representans leur mere, laquelle viuant, ne prendroit aucune chose es fiefs, en ce cas ses enfans qui la représenteront ne prendront aucune chose esdits fiefs. xcvi.

Vn banni à tousiours n'est habille ne capable à succeder: mais succederont les plus prochains du decedé, tout ainsi & en la maniere que si ledit banni estoit mort naturellement. xcvii.

Des seruitutes.

Veuës & esgouts sur heritage d'autrui, par quelque temps qu'ils ayent esté tenus, ne portent saisine, & ne se peuuent acquerir lesdits droits ou seruitutes par prescription sans titre, encores que ladite prescription soit centenaire & plus que centenaire. xcviii.

Chacun peut leuer son edifice sur sa place tout droit à plomb & à ligne, si haut que bon luy semble, & contraindre son voisin de retirer cheurons & toutes autres choses qu'il trouuera portans sus sa place, par quelque temps que ce soit, de cent ans ou plus. xcix.

Aucun n'est contraint de clorre & fermer son heritage, si il ne veut. Toutes-fois si d'ancienneté y a mur ou closture moitoyenne entre deux voisins, & elle dechet & va à ruine, l'un peut contraindre l'autre à contribuer à la reparation ou soustenement d'icelle, ou à renoncer à la communauté de ladite closture: & demeurera propre à celui qui l'aura bastie à faute d'auoir contribué & remboursé. c.

Corbeaux mis d'ancienneté apparens au dessus de terre d'une part & d'autre d'un mur, sont demonstrence que le mur soit moitoyen entre deux voisins, si il n'appert du contraire. ci.

Qui fait edifice, doit faire ses veuës qui regardent sus l'heritage d'autrui, de huit pieds de hauteur par bas estage, & de sept pieds par haut estage, & avec ce mettre es fenestres, verres dormans, avec barres & barreaux de fer, en maniere qu'on ne puisse passer n'endommager son voisin. cii.

Toutes murailles & cloisons estans dedans les villes fermées de ladite Coustume, seront communes aux voisins d'icelles, en payant toutesfois par ceux qui ne les auront faites ne basties, n'aide à faire ou bastir, à celui qui les aura fait faire, ou à ses ayans cause, la moitié de la façon & frais de ladite muraille ou cloison, & la moitié du fonds d'icelle quand ils s'en voudront aider, pourueu que lesdites murailles ou cloison soient suffisantes pour porter & soustenir lesdits bastimens. ciii.

Et ou entre places de maisons, courts, jardins ou autres dedans lesdites villes n'y aura muraille ou cloison, & l'un d'eux vouldra bastir ou clorre, il pourra prendre également & raisonnablement terre sur luy & son voisin pour le faire en fonds commun. Et quand celui qui n'aura basti vouldra bastir, ou s'aider de ladite muraille ou cloison, il sera tenu rembourser le premier bastisseur des frais de l'autre moitié, *pro rata*, de ce dont il se vouldra aider. ciiii.

Quand esgout chet sur l'heritage d'autrui en terre vaine, celui à qui est ledit esgout ne peut estre contraint de l'oster, si il ne porte dommage notable. Mais si celui auquel appartient l'heritage veut edifier en la place sur laquelle chet ledit esgout, le voisin du costé duquel il chet, sera tenu de porter ou faire porter son eauë hors l'edifice de celui qui de nouuel edifie. cv.

On

On ne peut faire four en son heritage contre l'heritage de son voisin, fil n'y a distance ou muraille d'un pied & demy despeffeur entre-deux. cvi.

On ne peut faire chambres quoyes contre l'heritage de son voisin, fans faire mur d'un pied & demy despeffeur entre-deux. cvii.

De donation d'entre vifs, mutuelle, & pour cause de mariage.

Donner & retenir ne vaut, qui est à dire, quand celuy qui donne, se reserve la faculté de pouvoit disposer de la chose donnee, ou bien quand celuy qui donne ne se desfaist actuellement de la chose par luy donnee par tradition recelle, ou par clause translatiue de possession comme constitut, retention d'usufruit, precaire ou autre. cviii.

Chacun peut par donation d'entre vifs, disposer de tous ses biens à son plaisir, avec personnes habilles. Toutes-fois si le donateur au temps d'icelle donation estoit malade, & decedoit dedans quarante iours apres ladite donation, elle sera reputee testamentaire, & pour cause de mort: comme telle & non autrement elle vaudra, soit qu'il decede de ladite maladie ou autre. cix.

Donation faite par pere ou mere à un ou plusieurs de leurs enfans de la totalité ou plus grande partie de leurs biens, est reputee inofficieuse & frauduleuse, & ne doit tenir au preiudice des autres enfans, combien qu'elle soit à charge de nourrir lesdits pere ou mere: pourueu que les autres enfans n'ayent esté refusans de contribuer à ladite nourriture, apres qu'ils auront esté sur-ce deuement sommez. cx.

Donation faite par femme mariee fans le consentement de son mary, ne vaut: & ne doit tenir au preiudice de sondit mary n'au preiudice d'elle. cxl.

Homme & femme mariez ensemble estans en bonne santé, peuuent par donation mutuelle, pareille & égale, faite entre vifs, donner l'un à l'autre & au suruiuant d'eux, tous les biens meubles & conquests immeubles du premier mourant, pour en iouyr par le suruiuant en usufruit seulement au cas qu'il n'y ait enfans, soit dudit mariage ou autre. Et sera le suruiuant saisi des choses à luy donnees, pour intenter complainte & autres actions possessoires, contre ceux qui le voudront troubler, soit contre les heritiers du decede ou autres. Sera neantmoins tenu faire inuentaire, & bailler caution de rendre les choses en bon estat, l'usufruit fini. Et ou le suruiuant sera en demeure de faire inuentaire & bailler caution, les heritiers du predecede pourront requerir par deuant le iuge la surseance de l'usufruit, & le sequestre de choses donnees, lesquels leur seront faits & adiugez. cxii.

Et sera ledit suruiuant tenu payer les debtes personnelles dudit defunct, faire les frais funeraux, & accomplir son testament, pour le regard des legs & choses mobiliaries. Et neantmoins pourra iceluy suruiuant, se rembourser sus la part & portion des meubles & conquests immeubles qui luy auront esté donnez, de tout ce qu'il aura payé & fraié, en acquit dudit defunct, & pour raison de ce que dessus. cxiii.

Donation d'heritage faite par pere ou mere à leurs enfans, en accroissement & faueur de mariage, sortist nature de propre. Et neantmoins si celuy ou celle à qui est faite ladite donation va de vie à trespas, sans hoirs procrees de son corps, ledit heritage retourne ausdits pere ou mere, qui l'auront donné. Toutes-fois si la donation estoit faite par expres aux deux conioints, il n'en demeureroit que la moitié propre. cxiiii.

Donation faite, retenu par le donateur l'usufruit en choses immeubles, est vallable: & n'est reputee donner & retenir. cxv.

Comme on peut acquerir, garder & retenir Possession.

DE l'heritage censuel & roturier, l'acquesteur peut prendre saisine & possession, fans le consentement du seigneur censier, ou iusticier. cxvi.

Complainte en cas de nouuelleté n'a lieu en chose mobiliare, sinon qu'elle soit adherante, ou dependante de chose immeuble, ou qu'elle soit vniuerselle, comme pour les biens d'une succession, ou pour vne maison & tous les biens estans en icelle. cxvii.

Le mort saisist le vif son plus prochain heritier habille à luy succeder, & le serf son seigneur,

i Ny de ses heritiers. Telle a esté l'ancien usage, & maniere de pratiquer des coutumes de France en Paris & par tout: Combien que n'agueres aucuns ieunes inexperts, ayent tenté iuger au contraire. C.M.

Couſtumes du bailliage de Sens

fil n'y a privilege au contraire.

cxviii.

Le mary conſtant le mariage, ſe peut dire faiſi de tous les heritages & droits de la femme, & pour iceux former & conduire complainte en cas de nouuelleté & autres actions poſſefſoires.

cxix.

Des rentes foncieres, volages & hypotheques.

SI aucun baille ſon heritage à rente fonciere, il peut pour ladite rente & les arrerages, faire arreſter & brandonner ledit heritage, les fruits & meubles eſtans en iceluy, & demeurera la main garnie pour la derniere annee, ſil eſt en poſſeſſion de prendre & leuer ladite rente, ou qu'il appare des lettres de bail, ores que declaration d'hypotheque n'ait eſté obtenué contre le detenteur. Et ſi ledit detenteur eſt obligé perſonnellement, execution pourra eſtre faite ſur ſes biens, & y aura main garnie pour les arrerages de trois annees.

cxx.

Rente volage n'eſt executoire contre vn tiers detenteur, ſil n'a eſté condamné, ou qu'il n'ait paſſé declaration d'hypotheque.

cxxi.

Rentes foncieres conſtituees à cauſe d'heritages, iaçoit qu'elles ſoient rachetables, fortiſſent nature de l'heritage durant le temps qu'elles ne ſont rachetees, en maniere que ſi ledit heritage eſt propre à l'un des conioints, ladite rente luy demeurera propre & à ſes hoirs,¹ ſi elle n'eſt rachetee durant le mariage.

cxxi.

Rente conſtituee à pris d'argent (qu'on appelle rente vollant & courant) eſt reputee pour immeuble, pour eſtre diuiſee & partagee comme choſe immeuble,² & ſera rachetable à tousiours, voireſ iuſques à cent ans & au deſſus. Et ne ſeront deus aucuns droits ou profits ſeigneuriaux, ſoit pour la conſtitution ou rachat d'icelle. Auſſi aduenant ouuerture du fief, le ſeigneur prendra le profit de ſon fief entier, ſans diminution de profit pour ladite rente conſtituee.

cxxiii.

Si l'heritage chargé de rente fonciere demeure ſans aucun detenteur, & le rentier ne veut faire les frais des criees, il ſe peut mettre par autorité de iuſtice audit heritage, & proteſter que ſi celuy qui doit ladite rente veut rentrer audit heritage, la detention & perception des fruits qu'il en aura faits, ne puiſſent preiudicier à ladite rente. En ce faiſant ne ſera ladite rente confuſe: toutes-fois les fruits qu'il aura receus luy ſeront comptez en deduction de ſes arrerages, & ſi plus il en a receu, il ſera tenu reſtituer le plus.

cxxiii.

S'il n'y a detenteur d'heritage chargé de rente, le rentier peut faire bailleur curateur audit heritage, & contre iceluy obtenir declaration d'hypotheque. Et ce fait pourra faire faiſir, crier & ſubhaſter ledit heritage, au lieu auquel il eſt aſſis, & au lieu de la Chaſtellenie, par trois quinzaines & vne quarantaine. Leſquelles quinzaines eſcherront de dimanche en dimanche à iſſue de meſſe ou veſpres parrochiaux: & ſera la fin de l'une des criees le commencement de l'autre. Et icelles paſſées ſera aſſigner iour audit curateur, pour voir adiuger par decret ledit heritage au plus offrant & dernier encheriſſeur. Et ſi aucun en faiſant leſdites criees a mis à pris ledit heritage, & il ſoit trouué le plus offrant, il ſera adiourné pour vider la main des deniers auſquels il a mis à pris & enchery ledit heritage, & d'iceluy recevoir en luy l'adiudication par decret, & aux oppoſans, ſi aucuns en y a, ſera aſſigné iour pour dire leurs cauſes d'oppoſition. Leſquelles ſolennitez doiuent eſtre gardees en toutes executions & criees d'heritages.

cxxv.

Si aucun ſ'oppoſe à criees d'heritage, le ſergent crieur ſera eſlire domicile à l'oppoſant au lieu où il fait leſdites criees, ſil eſt eſtranger: & icelles parfaites luy aſſignera iour audit domicile. Et ſi aucun ſ'oppoſe par procureur qui ſoit demeurant ſur le lieu, le iour ſera aſſigné à l'oppoſant parlant à la perſonne dudit procureur: lequel oppoſant à faute d'eſlire domicile, ſera debouté de ſon oppoſition.

cxxvi.

Si les trois quinzaines & quarantaine de criees des heritages que l'on fait crier & ſubhaſter, ne ſont faites au propre iour qu'elles eſcheent, mais à ſix ou huit iours oultre, elles n'en ſont pourtant defectueuſes, & ne les conuient recommencer. Mais ſi leſdites quinzaines ou quarantaine n'eſtoient entieres, & que le ſergent euſt anticipé les criees d'un iour ou deux, en ce cas il conuiendroit recommencer, non pour le tout: mais en ce où ſe trouueroit faute: & ſera la fin d'une des criees le commencement de l'autre comme deſſus. Et ſe paſſeront leſdites criees par le ſergent qui aura commencé, ou par autre, en continuant l'exploict fait par le premier.

cxxvii.

Le

¹ Nonobſtant que le bail ait eſté fait conſtant le mariage.

² Soit qu'il y ait hypotheque ſpeciale de certains heritages, ſoit qu'il n'en y ait. C. M.

Le sergent est tenu d'appeler deux tesmoins à chacune crie d'heritage, autrement son exploit sera nul, & sera l'exploit paracheué à ses despens. cxxxviii.

S'il y a rentier sus vne maison ou autre heritage qui soit en main de iustice, le second rentier n'y prendra rien, iusques à ce que le premier soit payé du tout de sa rente & de ses arrerages. Mais si l'heritage est par aucun detenu, le second rentier pourra contraindre le detenteur à le payer, ou renoncer audit heritage. Et pourra iceluy second rentier faire crier ledit heritage, & le mettre à pris pour la conseruation de sa rente, à la charge de la rente & arrerages deus au premier rentier. cxxxix.

Si vne maison ou autre heritage sont garnis de biens ou de fruits, tellement que pour la rente & arrerages on puisse gager en ladite maison ou heritage, ou que le detenteur ne defaille payer par chacun an le creancier, iceluy creancier ne peut faire crier ladite maison ou heritage pour ladite rente. cxxx.

Meubles n'ont suite en executions, ne par hypotheque, quand ils sont mis sans fraude hors la puissance du debteur. cxxxxi.

Detenteurs d'heritages chargez de censue ou rente fonciere, sont tenus personnellement de payer lesdites censue ou rente & arrerages, qui escherront apres & depuis le temps qu'ils auront esté deuëment certioez par les creanciers, lesdites rente ou censue estre deuës, & tant qu'ils en seront detenteurs apres ladite certioration. Et quant aux arrerages precedens, ils en sont quittes en renonçant ausditsheritages. cxxxii.

Obligation ou autre contract passé sous le seel de la Cour Ecclesiastique, ne porte hypotheque. cxxxiii.

Si vne personne vend & constitue rente sus son heritage, qui sera par mesme obligation & constitution, specialement affecté & hypothequé au payement de ladite rente, & apres il reuend ledit heritage à autre personne, à la charge de ladite rente ou sans charge d'icelle, le creditier se pourra adresser audit tiers detenteur ou à ses heritiers, si bon luy semble, pour auoir declaration d'hypotheque de ladite rente à luy constituee, & payement des arrerages qui en seront deus, selon la nature d'icelle, sans faire discussion requise de droit, sus le constituant: laquelle declaration d'hypotheque s'executera à l'encontre dudit tiers detenteur, tant qu'il sera detenteur dudit heritage specialement hypothequé. cxxxiiii.

Si aucun vend rente sus tous sesheritages par hypotheque generale seulement, le vendeur present, viuant & soluable, sera premier contraint payer ladite rente & les arrerages que deuroit ou pourroit deuoir le tiers detenteur. Et tant que le rentier pourra estre payé dudit vendeur, il ne pourra contraindre ledit tiers detenteur à payer ou delaisser l'heritage. Mais ledit rentier pour interrompre la prescription, & s'adresser au temps aduenir, aura declaration d'hypotheque contre iceluy tiers detenteur. cxxxv.

Des bourgeoisies & adueus.

* Vne franche personne se peut aduouër, & faire bourgeois de la bourgeoisie de Sens, si elle est de la Preuosté ou du ressort dudit Sens, ou de la Preuosté ou du ressort de Villeneuve-le-Roy, en faisant les deuoirs de bourgeoisie, & les solennitez en tel cas requises. * Renuoyé.
cxxxvi.

* Les bourgeois de Parcours (qui sont bourgeois du ressort de Sens és marchez de Champagne) se peuuent aduouër bourgeois du Roy par simple adueu, sans monstret par escrit leur bourgeoisie, en payant par chacun an douze deniers parisis au Roy au bureau de sa recepte audit Sens. * Renuoyé.
cxxxvii.

* Les bourgeois de la riuiere de Vannes, payent leur bourgeoisie au Preuost, fermier de ladite riuiere, pource que lesdites bourgeoisies sont baillees au iour du bail des fermes avec ladite Preuosté. En ce faisant ceux qui sont demeurans és villes & bourgs de ladite riuiere, se peuuent aduouër bourgeois du Roy par simple adueu, comme les bourgeois de Parcours. * Renuoyé.
cxxxviii.

* Ceux qui ne sont bourgeois de Parcours, ou de la riuiere de Vannes, doiuent auoir & prendre leurs lettres de bourgeoisies du Preuost de Sens, de Villeneuve-le-Roy ou leurs Lieutenans, chacun en son regard, presens deux ou trois bourgeois de la ville, en promettant faire leur deuoir en tel cas requis, & seront enregistrez és registres desdites Preuostez. * Renuoyé.
cxxxix.

Coustumes du bailliage de Sens

- * Renuoyé. * Et doiuent ceux qui ne sont bourgeois de Parcours prendre lettres de defaueu du Bailly de Sens ou son lieutenant, & par vertu d'icelles s'aduouër bourgeois du Roy par vn sergent Royal audit bailliage, & defaouër tel seigneur que bon leur semblera, & dont ledit sergent sera requis. Et si le corps ou biens desdits bourgeois sont arrestez ou empeschez, ledit sergent fera commandement aux officiers de la iustice du lieu qui ont fait ou fait faire ledit exploit, qu'ils mettent à pleine deliurance lesdits corps & biens. Et en cas d'opposition ledit sergent fera recreancer lesdits corps & biens à caution suffisante, si pour cas criminel lesdits bourgeois n'estoient detenus: auquel cas le sergent les amenera, ou fera amener és prisons du Roy. cxl.
- * Renuoyé. * Au moyen d'icelle bourgeoisie, lesdits bourgeois peuuent decliner la cour & iurisdiction de tous seigneurs subalternes en tous cas & delits, excepté le cas de present mesfait, & en cas commis trois mois auant la bourgeoisie obtenuë. cxli.
- * Renuoyé. * Peuuent aussi lesdits bourgeois decliner la cour desdits seigneurs subalternes en toutes causes personnelles, actions, questions & querelles meües contre eux. cxlii.
- * Renuoyé. * Mais entant que touche les droits seigneuriaux du seigneur, & en action réelle à cause des heritages & successions, assis en la seigneurie subalterne, les bourgeois du Roy ne sont exépts de la iustice d'iceluy seigneur, ains respondent par deuant les iuges où lesdits droits sont deus, & les heritages assis. cxliii.
- * Renuoyé. * Et si le bourgeois du Roy a prins iour d'aduis de conseil, de veuë, de garant, ou contesté en cause, il ne peut apres s'aduouër bourgeois en ladite cause. cxliiii.
- * Renuoyé. * Si aucun demeurant en la iustice d'un seigneur subalterne, doit aucunes debtes à vn qui soit bourgeois du Roy, ledit bourgeois du Roy sous vmbre de sa bourgeoisie ne peut faire conuenir son débiteur autre-part que par deuant le seigneur, par deuant lequel il est ordinairement responsable. cxlv.

Des bois, forests, vsages & pasturages.

Habitans de villes, villages & parroisses estans du bailliage de Sens, peuuent mener ou faire mener leurs bestes, grosses & menuës pasturer & champoyer és lieux de vaine pasture de leurs finages & parroisses à eux contigues & ioignantes de clocher à autre. cxlvi.

Habitans de villes, villages ou parroisses, soit en general ou particulier, ne peuuent pretendre auoir vsages ou pasturages outre la vaine pasture, s'ils n'en ont tiltre, ou qu'ils n'en payent redeuance, ou qu'ils n'en ayent iouy franchement, de tel & si long temps qu'il ne soit memoire du contraire. cxlvii.

On ne peut mener bestes aumailles, cheualines, cheures ou autres qui peuuent porter dommage au reiect, és bois, taillis, iusques à ce qu'ils soient defensables, & que tels ils ayent esté declarez par sentence du iuge, encores que lesdits bois appartiennent aux habitans en propriété, ou qu'ils y ayent droit d'usage seulement. cxlviii.

Prez fauchez dont l'herbe ou foin ont esté enleuez, sont reputez vaine pasture, sinon qu'ils soient clos & fermez de hayes ou fossez, ou que d'ancienneté on ait acoustumé y faire regain. Toutes-fois si l'herbe ou foin estoient delaissez esdits prez, on n'y pourroit entrer iusques apres la Saint Remy: & dure la vaine pasture depuis ce iour iusques à la my-Mars. cxlix.

En quelque temps que ce soit, on ne peut mener ne mettre porcs és prez: car ils les fouissent & gastent. cl.

Le temps de grainer en bois & forests, commence à la Saint Michel, & dure iusques à la Saint André, durant lequel temps on ne peut mener porc, n'autre beste és bois & forests, sans le consentement de ceux ausquels lesdits bois & forests appartiennent. cli.

Si porcs sont trouuez & prins en hautes forests & bois de haute fustaye, durant le temps de gramer, & ils y sont tenus à garde faite, il y a amende arbitraire: & s'ils y sont par eschapee, il y a amende de loy, qui est de cinq sols tournois, avec restitution du dommage. clii.

Hauts bois bons à maisonner & edifier, portans gland & paisson, & qui sont en lieu où il n'est memoire auoir veu labourage, sont reputez bois de haute fustaye. cliii.

Les acrues appartiennent au haut iusticier, comme biens vacans, sinon qu'elles soient en fonds & heritage par aucun detenus, auquel cas elles appartiennent à celuy à qui est le fonds & heritage. Et sont toutes acrues reputees lieux de vaine pasture. cliiii.

Vn

Vn sergent forestier ou messier sera creu de sa prinse & rapport d'icelle, & du lieu auquel ladite prinse aura esté faite, iusques à cinq sols tournois seulement: & ou la partie endommagée ne se voudroit contenter de ladite somme, luy sera permis informer pour auoir plus grande reparation de son dommage. clv.

De bail & garde des enfans mineurs nobles, & tutele des non nobles.

Enfans nobles mineurs par le decés de leurs pere & mere, seront en la garde du suruiuât pere ou mere, & s'ils n'ont pere ne mere seront en la garde de leurs ayeul ou ayeulle, ou autre ascendans en ligne directe. Et seront tenus lesdits gardiens de nourrir, gouverner & entretenir lesdits enfans durant ladite garde: entretiendront aussi les heritages desdits mineurs en tel & si bon estat qu'ils les auront prins, seront exercer la iustice, payeront & acquiteront les debtes personnelles, & les acquiteront de reliefs & rachats, si aucuns estoient deus pour le passé: en ce faisant lesdits gardiens gagneront tous les meubles appartenans ausdits mineurs, & les fruits de leurs heritages, terres & seigneuries, durant le temps de ladite garde. Et sera tenu ledit gardien faire inuentaie desdits meubles: lesquels seront suiets à restitution au cas qu'iceuy gardien ou gardienne conuolast en secondes nopces. Et quant aux fruits des heritages par ledit gardien ou gardienne prins, ils ne seront suiets à restitution, ains leur appartiendront à la charge de payer lesdites debtes. clvi.

Les seigneurs feodaux sont tenus de receuoir lesdits gardiens en foy & hommage des heritages, terres & seigneuries appartenans ausdits mineurs: & ce sans rachat ne relief, pourueu que les heritages leurs soient escheus en ligne directe: car le gardien en ligne directe ne rachete point. clvii.

Enfans nobles sont reputez aagez pour faire & porter la foy & hommage de leurs heritages, terres & seigneuries, c'est à sçauoir le fils à dixhuit ans & vn iour, & la fille à quatorze ans & vn iour: & à cest aage sont tenus les seigneurs feodaux les receuoir, & audit temps finira la garde. clviii.

Enfans roturiers & non nobles, auxquels est pourueu par iustice de tuteurs & curateurs, sont & demeurent eux & leurs biens en la puissance & gouvernement desdits tuteurs & curateurs, iusques à ce qu'ils soient aagez de vingt cinq ans, ou mariez. Lesquels tuteurs & curateurs sont tenus de prendre les biens desdits mineurs par inuentaie, & en la fin de la tutelle & curatelle leur en rendre compte, & payer le reliqua. clix.

Enfans nobles & non nobles, soient fils ou filles, sont reputez aagez & à leurs droits, quand ils sont mariez, quelque aage qu'ils ayent: & deslors est & demeure l'homme à ses droits, & la femme en la puissance de son mary, pour pouuoir ester en iugement, & faire les actes que peuvent faire maieurs, sans y comprendre l'alienation & hypotheque de leurs biens. clx.

Les enfans nais de pere ou de mere nobles, sont reputez nobles, posé que l'un d'iceux pere ou mere soit roturier. clxi.

De douaire coustumier & prefix.

La femme apres le trespas de son mary, est douee par douaire coustumier de la moitié des heritages de son mary, desquels il estoit seigneur & possesseur au iour qu'il l'espousa, & de ceux qui pèdant le mariage luy sont escheus & aduenus par succession de pere ou mere, ayeul ou ayeulle, ou autre directe ascendant: pour iouyr par ladite femme de ladite moitié comme douairiere, & en prendre & perceuoir les fruits, profits, reuenus & emolumens durant sa vie. clxii.

Si la femme douee de douaire coustumier va de vie à trespas auant son mary, le douaire est nul & esteint, tellement qu'il n'est propre aux enfans venus de ce mariage. clxiii.

Femme qui tient heritages en douaire, est tenuë de les soustenir & maintenir de telles reparations, comme vn vsufructier est tenu faire de droit. clxiiii.

Et est tenuë de payer durant ledit douaire & qu'il a lieu, les cens, rentes & charges foncieres que doiuent lesdits heritages, & non rentes volages constituees par le mary pendant le mariage. clxv.

Douaire prefix & conuentionnel, est douaire constitué & ordonné à la femme en faisant le traité de mariage, en somme de deniers pour vne fois, ou rente à sa vie ou perpetuelle, ou en heritage particulier. Et a lieu ledit douaire prefix & conuentionnel, selon les traittez & conuencances qui sont faites audit traité de mariage. clxvi.

Cela est exorbitant de toutes les autres coustumes, & aussi de droit cōmun, l. cum aliu C. de secund. nupt. Et ne sçay cōmēt on la laisse passer: Car par la suruiuant soy remarier, sans que les enfans du premier mariage, ayent douaire ny prerogatiue quelconque. C. M.

Couſtumes du bailliage de Sens

Femme apres le trespas de ſon mary eſt laiſie du douaire couſtumier, conuentionnel ou prefix, tellement qu'à l'occaſion d'iceluy elle peut intenter cas de nouuelleté. clxvii.

Femme à laquelle par traitté de mariage a eſté conſtitué douaire prefix, apres le trespas de ſon mary ne peut delaiffer ledit douaire pour prendre le douaire couſtumier: ſinon que par expreſ l'elecſtion & choiſ luy fuſſent reſeruez par ledit traitté. clxviii.

Femme douee par douaire prefix de ſomme de deniers ou autre choſe mobiliare, l'emporte à elle & aux ſiens à touſiours en pleine propriété & vſufruit. clxix.

Des aſſeuemens.

Aſſeuement peut eſtre donné par le Roy ou haut iuſticier, par deuant lequel il ſera demandé & requis en affermant. clxx.

Aſſeuement peut eſtre donné par le ſeigneur haut iuſticier ou ſon iuge, quel qu'il ſoit: & non par le moyen ou bas iuſticiers. clxxi.

Qui indeuément enfreint aſſeuement, il chet ſelon la Couſtume de France en la peine capitale (qui eſt de la hart) pource que le iuge en baillant ledit aſſeuement, fait deſenſes de l'enfreindre à ladite peine. clxxii.

Aſſeuement eſt enfreint par battre & frapper indeuément par celuy qui a donné ledit aſſeuement, ou par autres à ſon adueu & poursuite, la perſonne à laquelle eſt donné ledit aſſeuement, ou autre de ſa famille & maiſon, & non pour iniure verbale. Mais ſi celuy qui donne ledit aſſeuement iniurie verbalement celuy auquel il eſt donné, il ſera puni pecuniairement à l'arbitrage du iuge. clxxiii.

Garde ſpeciale & particuliere peut eſtre baillee par le ſeigneur haut iuſticier ou ſon iuge à ſes ſuiets ou aucun d'iceux. clxxiiii.

Sauuegarde generale ou ſpeciale ſe baille par le Roy, ſes baillifs, ſeneſchaux & iuges à toutes perſonnes du Royaume, reſerué aux ſuiets contre leurs ſeigneurs, ſ'il n'y a cauſe raifonnable & apparence. clxxv.

Qui enfreint la ſauuegarde du Roy, il eſchet en la peine & amende arbitraire enuers le Roy: & la partie iniuriee, ſur laquelle enfreinte ladite amende ſera taxee, ſelon la qualité du delict, & la faute du delinquant. clxxvi.

Qui enfreint ſemblablement la ſauuegarde du haut iuſticier, il eſchet auſſi en la peine & amende arbitraire enuers le ſeigneur haut iuſticier, & la partie iniuriee, comme dit eſt au precedent article. clxxvii.

Si aucun eſtant en la ſauuegarde d'un ſeigneur haut iuſticier, ſe fait mettre & comprendre en la ſauuegarde du Roy, la ſauuegarde du Roy ſera preferee à la ſauuegarde du haut iuſticier. clxxviii.

Sauuegarde eſt enfreinte par batture & voye de fait, faite en la perſonne de celuy qui eſt en la ſauuegarde, & non pour iniures verbales: mais ladite ſauuegarde aggraue leſdites iniures. clxxix.

Des fiefs & profits feodaux.

Le ſeigneur feodal les quarante iours paffeſ apres le trespas de ſon vaſſal, peut mettre & appoſer ſa main feodale en la terre tenuë de luy en fief, & iouira de ladite terre en pure perte ſus ſon vaſſal, & en fera les fruits ſiens iuſques à ce qu'il ait homme. Mais ſi pour aucune cauſe raifonnable ledit ſeigneur feodal auant les quarante iours appoſe ſa main, il ne fera les fruits ſiens iuſques à ce que leſdits quarante iours ſoient paffeſ. clxxx.

Et ne ſera tenu ledit ſeigneur feodal de receuoir aucun en foy & hommage par procureur, ſi bon ne luy ſemble, poſé que celuy qui ſera procureur ait expreſſe & ſpeciale puissance de reprendre, entrer en foy & hommage, & faire tous les ſermens de feauté, ſ'il n'y a iuſte & legitime excuſation, ou cauſe raifonnable pour laquelle ledit ſeigneur feodal le doieue faire. clxxxi.

Le vaſſal qui doit reprendre ſon fief, ſ'il ne trouue ſon ſeigneur ou lieu & ſeigneurie dont ſa terre eſt mouuant, ou perſonne ayant puissance de receuoir ledit vaſſal, apres qu'il aura deuément appelle ledit ſeigneur, & enquis ſ'il y a aucun lequel ait pouuoir le receuoir, & il ne trouue perſonne qui ait la charge, peut iceluy vaſſal ſe transporter au chaſtel ou à la porte du lieu principal duquel eſt mouuant ſon fief, & en l'abſence dudit ſeigneur feodal, & de perſonne qui ait puissance telle que deſſus, faire ſes offres & deuoirs, tout ainſi qu'il feroit & deuroit faire,

faire, si l'estoit deuant ledit seigneur feodal, & faire les protestations en tel cas requises, & apres baïser le verrouil de l'huis ou quelque autre chose de ladite porte ou lieu. Et ce fait, si ledit seigneur feodal leuë les fruits de la terre pour laquelle lesdits deuoirs auroient este faits, il sera tenu de les restituer. Toutesfois si ledit seigneur feodal vient en ladite terre, & il est aduertuy dudit deuoir, il peut mander son vassal par cry general ou particulier, luy faire sçauoir sa venuë, & luy faire assigner iour pour venir faire son deuoir deuers luy ou deuers l'homme qu'il commettra pour le receuoir, si faire le doit. Et si audit iour le vassal ne vient, le seigneur feodal prendra defaut contre luy, & en son defaut pourra exploiter son fief, & en fera les fruits siens tout ainsi que si ledit vassal n'auoit fait aucun deuoir. clxxxii.

Le vassal pour quelque offre qu'il face à son seigneur feodal, ou en son absence ou lieu dont est mouuant son fief, ne se peut dire saïsy dudit fief à l'encontre de sondit seigneur feodal, si l'en est enfaïsiné, & receu en foy & hommage par ledit seigneur feodal par son souuerain immediat ou autre aiant à ce puissance, supposé que ledit seigneur feodal ne face les fruits siens depuis lesdites offres. Mais par apprehension de fait ou par la coustume par laquelle le mort saïst le vis, ou autrement il se peut dire saïsy dudit fief, à l'encontre d'autre que sondit seigneur feodal encores qu'il n'ayt entré en foy & hommage pour raison d'iceluy ne requis y estre receu. clxxxiii.

Si pendant la main-mise du seigneur feodal, celuy qui pretend droit au fief, y entre, reçoit les fruits & enfreint ladite main-mise, il ne forfait pourtât sondit fief, & ne chët ledit fief en commise: mais il est amendable enuers ledit seigneur feodal, & rendra audit seigneur feodal tous les fruits qu'il en aura receus depuis l'infraction de ladite main-mise auât que le seigneur feodal soit tenu le receuoir, lequel seigneur feodal ne plaidera deffaïsi. clxxxiiii.

Si gens d'Eglise, communautèz ou autres de main-morte acquerēt de nouuel aucuns fiefs, les seigneurs feudaux ne les reçoient si bon ne leur semble: mais leur feront ou feront faire commandemens que dedans l'an & iour ils les mettent hors de leurs mains, à peine de les appliquer au domaine d'iceux seigneurs feudaux, apres lesquels an & iour passez, sera contre eux procedé à la declaration de ladite peine par faute d'auoir obeï, sinon que lesdits gens d'Eglise, communautèz ou autres gens de main-morte eussent ioüy desdits fiefs plus de quarante ans. clxxxv.

Si vne terre tenuë en fief est vendue, il loist au seigneur feodal de l'auoir pour le pris par retenue & puissance de fief, en payant les deniers & loyaux cousts à l'acquireur dedans quarante iours apres que ledit seigneur feodal aura declaré vouloir retenir ledit fief par puissance. Et sera tenu incontinent faire icelle declaration apres les lettres d'acquisition à luy môstrees par le vassal, si l'acheteur n'en a eu souffrance du Seigneur feodal, ou si l'en a esté receu en foy & hommage, ou que ledit seigneur feodal n'ayt receu tout ou partie du quint denier, ou que l'acheteur ne soit lignager du costé & ligne dont meut ledit fief acquis. Et quand ledit seigneur feodal aura declaré qu'il veut auoir ledit fief par retenue, il conuient qu'il paye audit acheteur le pris contenu en ladite vente, & les loyaux cousts. clxxxvi.

Après que le seigneur feodal a receu son vassal en foy & hommage, il peut enioindre audit vassal qu'il luy baille dedans quarante iours son denombrement & declaration de son fief. Et si dedans ledit temps il n'obeyt, ledit seigneur feodal peut mettre & apposer sa main audit fief, & le faire leuer & exploiter par ses officiers & sous sa main: & ne fera les fruits siens durant ladite main-mise. Mais quand ledit vassal aura baillé audit seigneur son denombrement en forme deuë, les fruits escheus durant ladite main-mise seront rendus audit vassal, en payant les frais de la saïsie & autres raisonnables, faits audit fief par ledit seigneur feodal & ses officiers. clxxxvii.

Quand le seigneur veille, le vassal dort: & au contraire, quand le vassal veille, le seigneur dort, qui est à dire, que le seigneur feodal fait les fruits siens apres la saïsie, iusques à ce qu'il ayt homme & vassal: au parauant laquelle saïsie ledit seigneur feodal n'acquiert & ne peut auoir lesdits fruits. clxxxviii.

Si les enfans & heritiers qui succedent en vne seigneurie mouuant en fief d'un seigneur, font partage & diuision entre eux dudit fief, ledit partage ne preiudiciera en rien audit seigneur: mais chacun reprendra d'iceluy seigneur pour la part & portion qui luy sera aduenüë par ledit partage. Et ne souffrira ledit seigneur (si bon ne luy semble) faire de son plein fief vn arriere-fief. clxxxix.

Si le vassal vend & constitue rente perpetuelle sur son fief, faire le peut, sans le consente-

Couſtumes du Bailliage de Sens

ment de ſon ſeigneur feodal, au preiudice de ſes heritiers ou ayans cauſe, mais il ne le peut faire au preiudice de ſon dit ſeigneur feodal: auquel il loiſt toutesfois d'infeuder ladite rente. cxc.

Quand aucun fief eſt vendu, le vendeur eſt tenu de payer le quint denier au ſeigneur feodal. Toutesfois ledit ſeigneur ne ſ'en prendra audit vendeur ſ'il ne veut, mais fera empescher ſon fief, & le tiendra en ſa main, & d'iceluy leuera les fruits à ſon profit, iuſques à ce qu'il ſoit payé de ſon quint denier. Et ſ'il eſt dit en faiſant la vente dudit fief, que le vendeur aura les deniers francs, tellement que l'acheteur ſe charge ou ſoit tenu de payer le quint denier, en ce cas le ſeigneur feodal aura le quint & requint: lequel requint eſt la cinquième partie du quint, comme de cent, vingt, & de vingt, quatre. cxci.

Si l'acquerer du fief vient par deuant le ſeigneur pour eſtre receu en foy & hommage dudit fief, il eſt tenu avec ſes offres de monſtrer audit ſeigneur les lettres de ſon acquisition, ſi ledit ſeigneur les demande. Pareillement eſt à ce faire tenu l'heritier de l'acquerer, ſ'il ne monſtre que ſon predeceſſeur en ayt eſté autresfois receu en foy & hommage, ou que ſon dit predeceſſeur & luy en ayent iouy l'eſpace de trente ans paiſiblement. cxcii.

L'heritier en ligne directe de celuy qui en ſon viuant a fait ſes deuoirs de feauté, ne doit au ſeigneur feodal que la bouche & les mains. Et ſ'il eſt en ligne collaterale, il doit faire trois offres à ſon ſeigneur feodal, c'eſt à ſçauoir le reuenu d'une année de ſon fief, le dix de deux preud'hommes, ou vne ſomme de deniers pour vne fois au choiſ dudit ſeigneur: lequel ſeigneur aura quarante iours à declarer ce qu'il voudra eſlire. cxciij.

Et ſ'il eſt ainſi que le ſeigneur feodal choiſiſſe le reuenu d'une année, il ſera tenu uſer dudit fief au temps qu'il le tiendra & exploitera comme vn bon pere de famille feroit, ſ'il le tenoit. Et ſ'il y a bois en coupe, ou eſtangs en peſche, il pourra faire couper leſdits bois, & peſcher leſdits eſtangs, le vaſſal preſent ou appellé. Toutesfois ladite coupe ou peſche ne demourera entierement audit ſeigneur feodal, mais ſera aualluee & eſtimee, & n'en aura que pro rata d'une année, eu regard au temps que leſdits bois ou eſtangs n'auroient eſté reſpectiuellement coupez ou peſchez. Et ſi pourra leuer les embleures des terres emblauees par le vaſſal treſpaſſé, & le tout appliquer à ſon profit en payant les frais & ſemences tant ſeulement. Et ſi les terres eſtoient baillees à ferme, & le fermier les euſt labourees, le ſeigneur feodal prendra la moisſon de ladite année au pris de la ferme ſeulement. cxciij.

Si le ſeigneur feodal va de vie à treſpas, les vaſſaux qui ont reprins de luy, & qui luy ont fait les deuoirs, & payé les droits durant ſa vie, ne doyent à ſon ſucceſſeur que la bouche & les mains. Et eſt tenu ledit ſucceſſeur faire conuoquer & appeler par cry public ſes vaſſaux à certain iour, & leur ſignifier qu'il eſt nouuel ſeigneur, afin qu'ils viennent repréſdre de luy. Et ainſi le doit faire le Seigneur qui a nouuellement acquis la ſeigneurie feodale. Et ſi leſdits vaſſaux ne cōparent au iour, le ſeigneur feodal, nouuel ſeigneur, pourra ſaiſir leſdits fiefs des non comparans, & en fera les fruits ſiens iuſques à ce qu'il y ayt hommes. cxcv.

Et pourra ledit ſeigneur feodal faire faire leſdits cris & aſſignations par ſa iuſtice, ſ'aucune il en a, autrement par commiſſion de la iuſtice ordinaire, qu'il obtiendra à ceſte fin. par vertu de laquelle il fera bailler iour expreſ ausdits vaſſaux. Et ſi dedans iceluy ils ne viennent faire leur hommage, ledit ſeigneur feodal pourra ſaiſir leſdits fiefs, & en faire les fruits ſiens. cxcvi.

Quand le ſeigneur feodal fait empescher la terre tenuë de luy en plein fief, il peut conſequemment empescher les arriere-fiefs dependans dudit plein fief. Mais il ne peut empescher leſdits arriere-fiefs ſans auoir prealablement empesché & tenir en ſa main ledit plein fief. Et ſi les arriere-vaſſaux auoient parauant ledit empeschement reprins de leur ſeigneur feodal immediat, & payé les droits & deuoirs, le ſeigneur du plein fief ne leur peut demãder que la bouche & les mains. cxcvii.

Pour non vouloir faire la foy & hommage au ſeigneur feodal, & pour non bailler denõbrement de fief, il n'y a danger de commiſe. cxcviii.

Le vaſſal qui ſcientement fait faux adueu, & repren d'autre ſeigneur que celuy qu'il ſçait eſtre ſon feodal, commet ſon fief, tout ainſi que ſi ſcientement il denioit ledit fief. cxcix.

Si vne terre tenuë en fief eſt donnee, cedeë & transportee à autruy, ſoit par donation faite entre viſs ou par teſtament, le ſeigneur feodal en aura rachat, c'eſt à ſçauoir, laquelle il luy plaira des trois offres cy deſſus eſcrites. cc.

En ſucceſſion directe & aſcendant, à l'aiſné ſils appartiendront par preciput & aduantage, les armes pleines, le cry & tiltre de ſeigneur, avec tel manoir en fief ou en terre noble qu'il voudra

voudra choisir & eslire, closture & basse-cour d'iceluy, & outre vn arpent de terre és enuirôs, & tout ce qui sera au dedans desdits basse-cour & arpent, soit four, colombier, fuyé, moulin, ou pressoir. Et s'ils estoient bannaux, & assis hors dudit manoir & fossez d'iceluy, ores qu'ils fussent situez esdits basse-cour ou arpent, en ce cas ledit aîné fils sera tenu conférer & communiquer à ses autres freres & sœurs les fruits & reuenu de ladite bannalité, comme concernans la seigneurie vniuerselle dudit fief. Et neantmoins pourra ledit aîné fils retenir entierement lesdits fruits & reuenu desdits four, pressoir & moulin bannaux, en recompençant ses autres freres & sœurs de chose immeuble de pareille valeur & estimation, & qui soit proueneue de la succession dont sera question. Pourra aussi ledit aîné fils recompenfer (comme dessus) lesdits freres & sœurs de telles parts & portions qui leur pourroient appartenir en la iustice & toutes autres choses dudit fief & seigneurie. cci.

En ligne collaterale filles ne succedent point en fiefs, quâd il y a heritiers masculles aussi prochains qu'elles. cci.

S'il y a plusieurs hoirs masculles en ligne collaterale estans en pareil degré, * ils partiront les fiefs & autres heritages à eux aduenus, chacun par teste, sans que l'aîné ayt aucun droit d'aînesse ou autre aduantage que le cry & ses pleines armes. ccii.

Entre filles (soit en ligne directe ou collaterale) il n'y a droit d'aînesse, mais en aura autant l'une comme l'autre: & ne doyuent rachat au seigneur feodal. Mais si c'est en ligne collaterale, chacune d'elles doit rachat. cciii.

Si vn seigneur tient vne terre en plein fief du Roy ou d'autre seigneur, & de ladite terre soit tenu vn autre fief, qui est par ce moyen en arriere-fief du Roy, & ledit seigneur acquiert ledit arriere-fief qui est mouuant de son plein fief, il conuient qu'il tienne ledit arriere-fief en plein fief du Roy, & qu'il le baille en son adueu comme plein fief, ou qu'il le mette hors de sa main, pour auoir homme comme deuant. cciiii.

Si aucun vend son fief, & tost apres le vendeur & l'acheteur sont d'accord que ladite vente soit defaite & resoluë, tellement que le vendeur reprend son fief sans en auoir profit ou aucun aduantage, & sans que l'acheteur en prenne possession corporelle, il n'y a quint denier pour le seigneur feodal, si l'n'y a demission de foy deuers ledit seigneur feodal. ccv.

Si l'homme noble ou non noble qui a vn fief auquel y ayt haute iustice, moyenne & basse, va de vie à trespas sans hoirs, soit de son corps ou autre, ou est executé par iustice, ledit fief aduendra au seigneur feodal. Et si audit fief n'y a haute iustice, mais est assis en la haute iustice d'autre, ledit fief appartiendra audit haut iusticier, & en fera hommage audit seigneur feodal. Et si ledit vassal est executé pour crime de lese maïesté, en ce cas ledit fief appartiendra au Roy. Et si l'homme est assis en la haute iustice d'aucun seigneur, & il aduienne au Roy, ledit seigneur est tenu de mettre ledit fief hors de ses mains, dedans l'an & iour qu'il luy sera escheu, ou bailler homme pour ledit fief. ccvi.

La vesue pour son douaire ne doit aucun rachat, sinon qu'elle se remarie. ccvii.

Le vassal peut bailler son fief à rente, tout, ou partie, à telle personne qu'il luy plaist, au preiudice de luy & des siens, sans foy de mettre de la foy, non pas au preiudice du seigneur. Mais si celui qui aura prins à rente, rachete ladite réte, le quint denier en fera deu au seigneur duquel le fief est tenu. ccviii.

Si le seigneur feodal tient en sa main les terres de mineurs qui n'ont aucuns meubles, parens, gardes, ne de quoy viure, il n'est pourtant tenu (s'il ne luy plaist) de nourrir & gouverner lesdits enfans, ne de payer la rente ou rétes à vie à vne n'a deux des filles de son vassal trespasfé, auxquelles lesdites rentes pourroient auoir esté constituées. ccix.

Si le vassal delaisse par son trespas vne fille, elle ne doit rachat, pource qu'elle est en directe ligne. Et si elle se marie pour la premiere fois, son mary ne doit rachat: & apres le trespas de son mary elle n'en doit semblablement, si elle ne se remarie. ccxi.

Ou le seigneur feodal prend le quint denier, il ne prend rachat. ccxii.

En eschange d'heritage ou seigneurie sans soultes, y a profit de rachat. ccxiii.

Femme noble ou roturiere peut renoncer à la communauté en iugement, en personne ou par procureur fondé, l'heritier appellé, dedans quarante iours apres le deces de son mary venu à sa connoissance. En ce faisant elle sera & demourera quitte des debtes crees par le defunct son mary, si elle ne s'est expressement obligée. ccxiv.

Quand le vassal est empesché en son fief, par faute d'homme, droits & devoirs non faits & payez, par autre seigneur que le Roy, & il s'oppose, par ce qu'il ne sçait son fief estre tenu de

*1 Il n'est pas requis que le mascul soit en mesme cellule que les filles. C'est assez qu'il soit au si prochain au defunct ou defuncte. C. M. * Ergo etiã si in eadem cellula vel stirpe, facit §. 96.*

2 Id est, in manu eius vel suorum officialiũ facta. C. M.

3 Iniquissima consuetudo, vni mes- que souffrance est deuë aux mineurs. Et contrarium obtinui per ar restum parlamenti Parisiensis in terminis consuetudinũ de Chaulmôr au vœxin de fraçois. C. M.

Couftumes du Bailliage de Sens

celuy qui l'a empesché, ledit vassal ne sera tenu en faisant sa deffense aduoüer ou desaduouier ledit seigneur au peril & danger de commise de son fief, sil afferme par serment qu'il ne scait, & n'a connoissance par lettres n'autrement, de quel seigneur son fief soit tenu: sinon que celuy qui luy a fait ledit empeschement, l'ayt premierement informé, & luy ayt fait apparoir comme il soit son seigneur feodal. Laquelle information cessant, & apres l'affirmation cy dessus, le vassal en denyant ledit fief & mouuance, aura main leuee dudit empeschement sans danger de commise: mais où le Roy feroit l'empeschement, il faudroit reprendre ou nyer sans attendre aucune information.¹

1. Si le vassal n'ayme mieuz souffrir la saisie, pour ce pendant aduiser ce qu'il aura à faire. C.M.

Le fils aisné prendra droit d'aisneesse tel comme dessus est dit, tant en la succession de pere qu'en la succession de la mere, & en chascune d'icelles, encores que ledit aisné fils eust prins en autre bailliage ce qui luy est permis par la coustume des lieux. ccxv.

Le vassal par vendition n'autre contract ne peut desmembrer son fief, sans le consentemēt de son seigneur, sinon que par partage & diuision d'entre heritiers, il ayt esté vne fois desmembré. ccxvi.

Le seigneur du fief ne peut prescrire le fief de son vassal, ne le vassal la foy de son seigneur, pour quelque temps qu'ils iouyffent l'un sur l'autre. ccxvii.

Si le vassal qui doit rachat fait ses offres au seigneur feodal de luy faire hommage, & des trois choses l'une, à son chois, ainsi que cy dessus est dit, & apres ledit seigneur sans autre response faire, tienne ledit fief en sa main par vn an, ledit vassal demoure quitte dudit profit de rachat. ccxviii.

Le fils aisné aagé de dixhuiēt ans & vn iour, & en faute de masse, la fille aisnée aagée de quatorze ans & vn iour, peuuent porter la foy & hommage pour leurs autres freres & soeurs mariez & non mariez, lesquels en ce faisant seront quittes du profit de rachat. ccxix.

Si pere, mere, ayeul ou ayeulle donnent en mariage à aucuns de leurs enfans vn heritage noble, pour estre propre à leursdits enfans, pource que ce n'est qu'adancement d'hoirie, le seigneur feodal n'y prendra aucun profit & rachat, pourueu que celuy qui le donne en retienne à foy la foy & hommage sa vie durant. ccxx.

Quand le seigneur feodal a receu son vassal, il ne peut plus empescher le fief de sondit vassal pour les profits deus auant la reception de foy, sinon qu'il en eust fait reseruation expresse: mais il les pourra demander par action. ccxxi.

Souffrance equipolle à foy, tant qu'elle dure. ccxxii.

Si le vassal baille son fief à cens ou rente, encores qu'elle soit perpetuelle, retenus à luy les foy & hommage, il n'est deu aucun profit: mais quand il y aura ouuerture de fief, le seigneur feodal exploitera sondit fief, sans auoir esgard au bail qui aura esté fait par sondit vassal. ccxxiii.

Des Censures & droits Seigneuriaux.

* Renuoyé.

LE seigneur censier ou ayant droit de cens pour sa censure ou coustume, & pour les arrerages qui luy en sont deuz, peut faire brandonner les heritages ruraux & les fruits estans en iceux, & arrester le loüage des maisons chargees de ladite censure ou coustume. Et en cas d'opposition, la main du seigneur censier demourera garnie pour la derniere annee seulement, & pour l'amende d'icelle. ccxxiv.

Le vendeur doit les ventes, & l'acheteur les lots, es lieux où sont deuz lots & vétes. Et doit chacun d'eux vingt deniers tournois pour liure, sinon qu'en aucuns lieux particuliers dudit bailliage y eust priuilege ou coustume locale, par lesquels lesdits lots & vétes fussent moderez à moindre somme. Et qui ne les paye ou deprie dedans quinze iours ensuyuās la vente, l'acheteur & le vendeur sont amendables de soixante sols tournois chacun. Et n'est tenu le seigneur censier de foy adresser (si bon ne luy semble) ausdits vendeur & acheteur, mais pourra faire empescher l'heritage vendu. Et en cas d'opposition (sans main garnie) sera iour assigné pardeuant le iuge ordinaire, & fera ledit seigneur censier conclusions reelles, si bon luy semble. ccxxv.

Le seigneur censier n'a aucun droit de vest ou deuest, par ce qu'il n'est de necessité que l'acheteur soit ensaisiné par le seigneur censier: mais peut prédre de son autorité & sans offense, la possession de l'heritage à luy vendu. ccxxvi.

En eschange d'heritages fait but à but sans soultes, n'y a lots ne ventes: & sil y a soultes, on deura lots & ventes pour le regard desdites soultes. Et sera réputé l'eschange frauduleux si dedans ccxxvii.

dans l'an le compermutant retire la chose eschangee, ou se trouue possesseur d'icelle & esdits cas, & en tous autres esquels l'eschange se trouueroit frauduleux, seront deuz doubles droits seigneuriaux, outre & par dessus l'amende ordinaire du depri. ccxxviii.

Si vn heritage est donne par amour & affection du donataire, il n'y a lots ne ventes. ccxxix.

Qui transporte ou baille son heritage à rente & à rachat, le seigneur censier auant le temps du rachat prendra (si bon luy semble) les lots & ventes de la somme promise & accordee par ledit rachat: mais du rachat d'icelle rente il n'aura lots ne ventes. ccxxx.

Et si ledit heritage est vendu puis apres, à la charge de ladite rente rachetable ou perpetuelle, il y aura lots & ventes du pris principal, & aussi de ladite rente, estimee à dix liures tournois chacun franc, desquels dix liures tournois, ledit seigneur censier prendra lots & ventes. ccxxxii.

Si aucun baille ou transporte son heritage à rente perpetuelle, sans rachat, le seigneur censier ne prendra lots ne ventes. Mais si depuis ledit heritage est vendu à la charge d'icelle réte, ledit seigneur censier aura lots & ventes du pris de ladite vendition, ensemble de ladite rente au feur de dix liures tournois chacun franc, selon l'article precedent. Et si depuis ladite réte est vendue, ledit seigneur censier en prendra les lots & ventes. ccxxxiii.

Si aucun achete heritage en la censive d'un seigneur censier, & dedans quinze iours à cōpter du iour dudit achat, le vendeur & l'acheteur, ou celuy qui est tenu d'acquitter lesdits lots & ventes, ne payent ou deprient ledit seigneur censier ou son receueur desdits lots & ventes deuz, à cause de ce il y a amende enuers ledit seigneur pour le recelé: laquelle amende sera de soixante sols tournois s'il n'y a priuilege. Et si le depriant est requis par le seigneur censier de luy passer connoissance ou condamnation de sdits lots & ventes pardeuant le iuge ordinaire, il sera tenu le faire: autrement le depri ne sera suffisant. ccxxxiiii.

Si le vendeur & l'acheteur d'un heritage chargé de censive, apres que la vendition est consentie, se deportent de leur consentement du marché auant qu'ils partent du lieu, il n'y aura lots, ventes n'amende, pourueu que les lettres de la vente n'ayent esté passees. ccxxxv.

Celuy qui de nouuel acquiert heritage en la censive d'un seigneur censier, à quelque tiltre que ce soit, est tenu monstrer audit seigneur ses lettres d'acquisition, si aucunes ont esté passees, ou l'informer de la forme du tiltre & maniere de l'acquisition, quand il sera requis par ledit seigneur censier. ccxxxvi.

S'il aduient qu'un heritage chargé de censive soit vendu à rachat iusques à certain temps, le seigneur censier incontinent sera payé des lots & ventes d'icelle vendition. Mais si le vendeur rachete son heritage dedans le temps accordé, il n'y aura lots ne ventes pour ledit rachat. Toutesfois si la faculté dudit rachat auoit esté donnee quelque temps apres la vendition, en ce cas le seigneur censier aura les lots & ventes dudit rachat, comme si l'heritage auoit esté vendu de nouuel. ccxxxvii.

Le seigneur censier pour sa censive & pour ses lots & ventes, defaults & amendes, se peut prendre aux heritages chargez de ladite censive, auoir declaration d'hypotheque, & faire vendre lesdits heritages pour les choses susdites. ccxxxviii.

Si le propriétaire veut laisser l'heritage pour le cens, & renoncer à iceluy, faire le peut en payant les arrerages escheus. Mais si ledit propriétaire s'est obligé & ses biens, à payer ledit cens, & maintenir l'heritage en bon estat, tellement qu'on y puisse prendre ledit cens, en ce cas le seigneur censier ne le receura à ladite renonciation, si bon ne luy semble. ccxxxix.

Si vn heritage censuel assis en la terre d'un haut iusticier, qui ne soit seigneur censier, est vacant, & que d'iceluy n'y ayt aucun detenteur, ledit seigneur haut iusticier le peut baille & transporter à qui bon luy semble, à la charge de ladite censive, & des autres droits censuels pour ce deuz. Et ne pourra ledit seigneur haut iusticier en baillant ledit heritage, mettre cens sur cens, combien qu'il le puisse baille à rente ou à argent pour vne fois. ccxl.

Le seigneur censier ne peut auoir par retenue, l'heritage estant en sa censive, pour le pris qu'il a esté vendu, s'il n'y a tiltre ou conuention au contraire. ccxli.

Le seigneur du cens peut faire saisir par faute de cens non payez. Toutesfois celuy sur lequel sera faite la saisie, aura main leuee en consignat es mains dudit seigneur censier la dernière annee de la censive pretendue, & l'amende de ladite annee, qui est de cinq sols tournois. ccxlii.

Le propriétaire ne peut demolir ne deteriorer l'heritage qui doit censive, rente fonciere, coustume, ou autre droit seigneurial, tellement que le seigneur ne puisse chacun an prendre

ſon droit ſur ledit heritage.

ccxlii.

Si le ſeigneur haut iuſticier vend vn heritage vacant affis en ſa haute iuſtice, hors ſa cenſiue, à la charge de la cenſiue enuers le ſeigneur cenſier, ledit ſeigneur cenſier en aura lots & ventes, és lieux ou ſont deuz lots & ventes.

ccxliiii.

Si aucun propriétaire delaiſſe au ſeigneur cenſier l'heritage pour le cens, ledit ſeigneur cenſier pourra tenir ledit heritage comme ſien, ou le pourra vendre & en faire ſon profit: & n'y aura rien en ce cas le haut iuſticier.

ccxliiii.

Des conuenances, marchez, ventes, achats, louages, preſts, depots & autres contrats.

VN notaire ou tabellion ne peut receuoir aucun contrat, ſ'il n'a deux teſmoings, ou qu'ils ſoient deux notaires ou tabellions: autrement les lettres qui en ſeroient paſſees, ſeront nulles & de nul effect.

ccxlv.

Les teſmoings nommez en l'inſtrument du notaire ou tabellion, doyuent eſtre maſſes: & doit ledit tabellion mettre leurs noms, qualitez, & demourances.

ccxlii.

Au Roy ou autre ayant droit dudit ſeigneur à cauſe de ſon tabellionnage de Sens, eſt deu droit d'obole, qui eſt de chacune liure, vne obole, à ſçauoir de tournois le tournois, & de parisis le parisis, pour raiſon des contrats de vendition d'heritages ou autre choſe excédants la ſomme de quinze liures tournois pour vne fois.

ccxlvii.

Plus pour obligation de deniers preſtez, excédât auſſi ladite ſomme de quinze liures tournois pour vne fois, ſoit que le contrat porte numeration actuelle, ou qu'il y ayt ſeulement confeſſion du receu.

ccxlviii.

Plus pour contrats de permutation & eſchâge eſquels y a ſoulte de deniers, excédant icelle ſoulte la ſomme de quinze liures tournois pour vne fois, & pour les deniers de ladite ſoulte ſeulement, le tout ce que deſſus, pourueu que leſdits contrats ſoient tabellionnez & mis en forme. Et ne pourront les parties eſtre contraintes leuer en forme leſdits contrats. Et ou leſdits cōtrats ſeroient leuez, & mis en forme pluſieurs fois, ne ſera deu droit d'obole que pour vne fois ſeulement.

ccxlix.

Et quant aux contrats de mariage, partages, tranſactions, permutations, eſchanges ſans ſoulttes de deniers, baux à ferme, transports, teſtaments, quittances, declaration d'hypothèque, & generally tous autres contrats & diſtraicts quelſconques, n'eſt deu pour raiſon d'iceux aucun droit d'obole.

ccl.

Qui prend maiſon ou terre à loüage, ferme ou moiſſon à pluſieurs annees, il n'eſt tenu de pleger ſon marché, ſ'il n'a eſté cōuenu. Mais ſ'il default de payer la premiere annee, apres ſommation ſur-ce faite, le ſeigneur de l'heritage le pourra mettre hors, ſ'il ne paye ladite annee, & plege la ſubſequentte, en garniffant ou baillant ſur-ce gages ou pleges.

ccli.

En vendition de choſe mobiliere n'eſchet reſciſion de contrat pour deception d'outre moitié de iuſte pris. Autre choſe eſt en vente d'heritage ou choſe immeuble.

cclii.

Pour porter garantie chacun doit laiſſer ſon iuge, & aller porter garantie deuât le iuge pardeuant lequel il eſt plaid de la choſe: & qui le reſuſe eſt tenu de tous dommages.

ccliii. I

Deliuance de marchandie mobiliere argüe payement, qui ne monſtre la creance ou promeſſe au contraire.

ccliiii.

Peines de corps de manouuriers & gens de bras, ne peuuent eſtre demandez apres trois mois paſſez, qui ne prouue creance ou promeſſe au contraire.

cclv.

Le vendeur de vin n'eſt tenu le garder outre vingt iours, ſ'il ne luy plaiſt. Et ſi l'acheteur ne le leue dedans leſdits iours, il pert ſes arrhes ſi aucunes en a baillees, & peut le vendeur reuendre ledit vin à autre: mais ſ'il ne l'a reuendu, il ſera tenu le bailler au premier acheteur ſil le requiert, en payant.

cclvi.

Loüages de maiſons, rentes foncieres & volages ſe payēt à quatre termes, Noël, Paſques, S. Iean, & S. Remy: ſ'il n'y a conuenance au contraire.

cclvii.

Qui prend maiſon à loüage à vne ou pluſieurs annees, & le temps du loüage paſſé ne ſ'en depart, ains la tient ſans nouuel marché, il payera le pris du loüage à la raiſon du bail precedent, & pour le temps qu'il en ſera detenteur. De laquelle maiſon (ou cas de ladite continuation) le cōducteur ne ſera tenu vider, ſ'il ne luy eſt denoncé trois mois au parauant par le locateur. Sera auſſi ledit cōducteur tenu denoncer trois mois auparauant ſ'il ſe veut departir de ladite maiſon, autrement payera le prochain terme enſuyuant.

cclviii.

Pour

*I Scilicet
quand il ap-
pert qu'il eſt
garend. Car
ſ'il n'ye eſtre
garend, ceſte
queſtion doit
eſtre agitee
deuant le iuge
de luy deſſen-
deur. C.M.*

De prescription, & rapports qui se doyent faire en partages. Fueil.lxvji.

Pour chose deposee non reduite, ne peut le depositaire obtenir lettres de respit à vn ou cinq ans, ne pour debte d'enfans mineurs, louage de maison, bail d'heritage à moisson ou ferme, cés ou rente fonciere, marchandise prinse en plain marché, debte procedant de delict & malefice, ou de chose adiugée par sentence & iugement contradictoires, ou donnez du consentement des parties. cclix.

Vn vendeur de cheuaux n'est tenu des vices d'iceux, excepté de morue, poulse & courbature, sinon qu'il les ayt vendus sains & nets: car en ce cas il est tenu de tous vices apparens & non apparens. cclx.

Le conducteur peut deduire & rabattre par ses mains sur les louages à son locateur, les reparations necessaires faites & à faire en la maison en laquelle il demeure, pourueu que le propriétaire denoncè sur-ce & interpellé, ayt esté refusant de les faire. cclxi.

Le locateur peut proceder par voye d'arrest & transport de biens cõtre ses locataires, ores qu'ils soient clerks & d'Eglise. cclxii.

De prescription & laps de temps.

Foy & hommage d'heritages nobles, & chef cens d'heritages roturiers, ne cheent en prescription au proufit de ceux qui les doyent contre les seigneurs feodaux & censiers. Mais les proufits & arrerages comme quint denier, requint, rachat, lots, ventes & autres se prescriuent par trente ans. cclxiii.

Des rapports qui se doyent faire en partages.

Fille mariee de deniers communs, ou de conquest de pere & de mere, doit rapporter en la succession desdits pere & mere, en partage faisant avec ses freres & sœurs, ce qu'elle a eu en mariage de sedit pere & mere, c'est à sçauoir en la succession du pere la moitié, & l'autre moitié en la succession de la mere. Et si ladite fille est mariee de l'heritage propre de sedit pere ou mere, elle sera tenuë de le rapporter entierement en la succession de celuy qui l'a donné, & auquel ledit heritage estoit propre. cclxiiii.

Enfans mariez de deniers d'oncle, tante, ou autres leurs parens en ligne collaterale, ne feront tenus de rapporter au partage des successions de pere, de mere, ne desdits oncle, tãte, ou autres leurs parens, ce qu'ils on eu en mariage, en tout, ne partie, s'il n'est expressement dit au traité de mariage, qu'ils seront tenus rapporter. cclxv.

Si pere ou mere donnent à leurs fils ou filles argent ou heritage, parauant ou pendant leur mariage, par affection qu'ils ont à leursdits enfans, lesdits enfans seront tenus le rapporter avec leurs coheritiers, en la succession desdits pere ou mere, tout ainsi que s'il leur auoit esté donné en faueur & contemplation de mariage. cclxvi.

Pere & mere peuuent en mariant leurs enfans leur donner pour tous droits successifs, ce que bon leur semblera, & les faire renoncer à leurs successions futures. Laquelle renonciation vaudra & tiendra pourueu que la legitime leur soit gardee, autrement pourront estre releuez de ladite renonciation par eux faite. Et ou lesdits pere & mere en faisant lesdites donations auroient par trop aduantagé leursdits enfans, de sorte que la legitime ne fust gardee aux autres, en ce cas seront lesdites donations reduites & moderees, en maniere que la legitime soit gardee & reservee aux autres: pour laquelle legitime on aura esgard au temps du deces desdits pere & mere. cclxvii.

Si l'heritage baillé en mariage à fils ou fille est prisé, ils ne sont tenus, si bõ ne leur semble, rapporter que la prisée raisonnablement faite, eu esgard au temps du bail. Et si c'est argent, & le fils ou fille l'ayent multiplié en marchandise ou autrement, ils ne seront tenus neantmoins de rapporter sinon le sort dudit argent pour vne fois. cclxviii.

Fils ou filles mariez ne sont tenus de rapporter les frais de leurs nopces & banquetz, mais robbes nuptialles, ioyaux & trousseaux, comme lits, draps & autres choses, se doyent rapporter. cclxix.

Celuy ou celle à qui est fait don par mariage ou autrement à charge de rapport, peut (si bon luy semble) se tenir à ce qui luy a esté donné, sans venir à la succession, en laquelle il deburoit rapporter. En quoy faisant il demourera quitte dudit rapport, pourueu que la legitime soit gardee, comme cy deuant est dit. cclxx.

Heritage baillé à charge de rapport sans estimation, doit estre rapporté en telle & aussi bõ

Couftumes du bailliage de Sens

ne valeur qu'il estoit au temps qu'il fut donné. Et si celuy auquel a esté donné ledit heritage, y a fait quelques reparations & meliorations, il ne les recouvrera, sinon qu'elles fussent vtilles & necessaires. cclxxi.

De compagnie & communauté de biens entre homme & femme mariez, & autres personnes.

Homme & femme conioints par mariage sont commūs en tous biens meubles & debtes personnelles, actiues & passives, contractees durant leur mariage & parauant iceluy, & en conquests immeubles faits par eux, ou l'un d'eux, durant & constant leurdit mariage, demourant à la femme noble & roturiere la faculté de pouuoir renoncer comme dit est cy deuant. cclxxii.

Les fruits des heritages propres d'un chacun conioint par mariage, & les fruits du douaire du premier mariage de la femme, sont communs entre lesdits mariez. cclxxiii.

L'homme marié durant & constant son mariage a le gouvernement & administration des biens meubles, acquests & conquests immeubles, ensemble des fruits des propres heritages, & du douaire de sa femme, & en peut disposer ledit mariage durant, sans l'aduis & consentement de sadite femme. Mais de la propriété desdits heritages, acquests & douaire, il n'en peut disposer, sans le vouloir expres & consentement d'icelle. cclxxiiii.

Les fruits des heritages propres pendans par les racines, au temps du trespas de l'un des conioints par mariage, sont tenuz & reputez propres à celuy auquel appartient ou aduient ledit heritage, à la charge de payer la moitié des impenses. Et ou le mary autoit baillé à ferme sans fraude l'heritage de sa femme, & il decede, sadite femme pourra estre contrainte à l'entretenement du bail. cclxxv.

Le mary peut sans consentement de sa femme intenter toutes actions personnelles & possessoires pour raison des heritages & douaire de sadite femme. Peut aussi intenter les actions reelles concernans lesdites choses, pour l'interest d'iceluy mary seulement: autrement ne sera receu à ce faire, sans le consentement de sadite femme. cclxxvi.

Si l'un desdits mariez vend son propre heritage, & des deniers d'icelle vente achete autre heritage, ledit heritage ainsi acheté sera tenu & réputé conquest, s'il n'est expressement dit & protesté en faisant la premiere vendition, que les deniers seront employez en autre heritage, qui sortira pareille nature & condition que l'heritage vendu, ou que l'autre desdits mariez le consente sans fraude. cclxxvii.

Quand l'un des conioints par mariage a aucun heritage propre chargé de rente, laquelle iceux conioints acquerent, elle est confuse tant que le mariage dure. Mais apres la mort de celuy auquel l'heritage estoit propre, le suruiuant prendra la moitié de la rente acquise pendant iceluy mariage, si bon luy semble. Mais ceux auxquels aduendra ledit heritage chargé, pourront acquitter & racheter ladite rente, en remboursant la moitié de l'argent, avec la moitié des arrerages escheuz depuis le trespas. cclxxviii.

Si l'homme ou femme conioints par mariage, ou autres estans en communauté de biens, en son testamēt & ordonnance de derniere volonté ont fait aucuns legs, ils seront payez de ses biens, & n'en fera diminuee la portion du suruiuant, s'il n'appert de conuention faite au contraire. cclxxix.

Quand aucunes personnes vns de leurs droits, vivent ensemble à commun pot & despēse par an & iour, ils sont reputez vns & communs en tous biens meubles, & conquests faits depuis la societé contractee, s'il n'appert du contraire. cclxxx.

Les enfans de famille demourans avec leurs pere & mere, parens, seruiteurs & autres personnes nourries & entretenues par amour, affection, pitié ou seruice, ne peuuent acquerir droit de communauté avec pere, mere, n'autres personnes qui les nourrissent, par quelque laps de temps qu'ils y demourent, s'il n'y a expresse conuention sut-ce faite. cclxxxii.

Si l'un de deux ayans aucune chose commune s'en sert, il n'est tenu d'en faire prouffit n'emmolument à l'autre, s'il n'est interpellé d'en faire partage ou prouffit. cclxxxiii.

Si l'un des conioints par mariage tient & possede les biens de ses enfans ou heritiers du defunct dan an & iour apres le deces du premier mourāt, sans en faire inuetaire ou partage & diuision, ou chose equipollent, lesdits enfans peuuent demander communauté de tous les biens meubles & conquests faits depuis le mariage commencé. Mais fils aiment mieux, ils peuuent demander la succession du defunct sous l'estimation commune, s'il n'y a traité ou conuenance au contraire. cclxxxiiii.

Et si le suruiuant se remarie sans faire, ou auoir fait lesdits inuetaire ou partage & diuision en-

& des loc. & partic. de la ville de Sés, Légres, & côté de Môtfaulio. F. lxxvij.

entre les enfans ou heritiers du premier decedé, tous les biens demourent communs, & d'iceux seront faites trois parties, dont le remarié aura l'une, les enfans & heritiers du premier lié l'autre, & la seconde femme ou ses hoirs l'autre tierce partie: supposé que l'un d'eux y ayt assez ou peu apporté. Encores est il en l'eslection desdits enfans ou heritiers de demander la portion de leur predecesseur, ou la quantité & valeur d'icelle par commune estimation, eu esgard au temps du trespassement, comme dit est. cclxxxiii.

Quand vne personne veuve qui a enfans, se marie à autre personne veuve, qui a aussi enfans, lesquels demourent avec eux en compagnie, & ils apportent en compagnie aucune chose de pere ou de mere, la compagnie se fait en quatre parts, de sorte que chacune maniere d'enfans emporte un quart, & le pere & la mere chacun un autre quart: excepté és nobles qui tiennent leurs enfans en garde. cclxxxv.

Si l'homme vend l'heritage de sa femme, & en la vendition faisant ou auparavant icelle, il luy promet la recompenser, ou luy acheter autant d'heritage, telle promesse & compensation vaut. Mais si par long trait de temps apres il faisoit ladite promesse, il ne preiudiciera en rien à ses heritiers. cclxxxvi.

FIN DES COUSTUMES GENERALES DV BAILLIAGE DE SENS,
& anciens ressorts d'iceluy.

❧ Coustumes locales & priuileges de la VILLE DE SENS.

PAR Coustume & vñance confirmee par priuileges des Roys, les manans & habitans de la ville & commune de Sens peuuent tenir fiefs & heritages nobles, sans qu'ils puissent estre contrains en vider leurs mains, ne pour raison d'iceux payer au Roy aucune finance. i. * Renuoyé.

Et peuuent vser & proceder par voye d'arrest sur les biens de leurs debtors forains demourans dix lieües à l'environ dudit Sens, pourueu que lesdits biens soient trouuez en ladite ville ou fauxbourgs d'icelle, supposé que du debt il n'y ayt obligation, schedule, n'autre reconnoissance: hors mis sur les habitans de Ville-neuve le Roy, & ceux de la preuosté & ressort dudit lieu, qui ont priuilege, commune vñance, & arrest de la cour au contraire. ii.

Et si aucuns forains demourans dix lieües à l'environ dudit Sens, sont obligez sous le seel de la preuosté dudit Sens, & pour raison du contenu és obligations passees sous ledit seel, ils, ou leurs heritiers sont adiournez, executez ou autrement mis en cause pardeuant les baillifs ou preuost dudit Sens, ils seront tenus proceder pardeuant eux. Et ne peuuent lesdits debtors ou leurs heritiers demourans au dedans desdites dix lieües decliner la iurisdiction de celui desdits baillif ou preuost qui preiendra: non compris ceux dudit Ville-neuve & ressort dudit lieu. iii. * Re nuoyé

FIN DES COUSTUMES LOCALES ET PRIVILEGES DE LA VILLE DE SENS.

❧ Ensuient les Coustumes locales & particulie-

RES DE LENGRES ET COMTE DE MONT-

faulion, pays & quartier dudit Lengres, debattues selon & ainsi qu'il est contenu en nostre Proces verbal.

Terres de commune delaissees à labourer par trois ans, retournent en la mesme nature qu'elles estoient au parauant, pour estre possedees par le premier occupant, du lieu où elles sont assises. i.

Ceux qui vsurpent, labourent, & entreprennent sur les chemins & voyes communes sont amendables de l'amende du lieu, tenus de reparer & remettre ce qu'ils auront entrepris en tel estat qu'il estoit auant leur entreprise. ii.

Vn sergent forestier ou messier sera creu de sa prinse & rapport d'icelle, & du lieu au quel ladite prinse aura esté faite, iusques à cinq sols tournois seulement. Et ou la partie endommagée ne se voudra contenter de ladite somme, luy sera permis informer pour auoir plus grande reparation de son dommage. iii.

M ij

Couſtumes locales de Lengres.

* Renuoyé. Au pays de Lengres ne ſont deuz cens, lots, ventes, n'amendes au ſeigneur de la juſtice fonciere, ſoit de menu cens ou gros cens: encores que leſdits cens fuſſent deuz, des heritages vendus ou autrement alienez aſſis en ſa juſtice. Excepté és terres & ſeigneuries particulieres eſquelles les ſeigneurs ont tiltre, ou ſont en poſſeſſion, & ont accouſtumé prendre & leuer leſdits cens, lots, ventes & amendes telles qu'elles ſont portees par leurs tiltres & poſſeſſion. iiii.

* Renuoyé. Les fiefs mouuans du duché de Lengres, côté de Mont-faulion, baronnies de Luſy & Gurgy-le Chaſtel & des autres ſeigneurs feodaux eſtans eſdits duché, comté & baronnies aſſis au quartier & pays dudit Lengres, ne ſont d'aucun profit enuers les ſeigneurs des fiefs deſquels ils ſont mouuans, ſoit de quint, requint, relief, rachat ou autres profits. v.

Autre article cy inferé à la requeſte du cardinal de Guiry eueſque duc de Lengres, qu'il pretend eſtre Couſtume locale dudit lieu.

* Renuoyé. **L**es ſucceſſions mobilières des preſtres decedez ab inteſtat appartiennent audit eueſque. vi.

Autre article auſſi inferé à la requeſte des doyen chanoines & chapitre dudit Lengres, qu'ils pretendent eſtre Couſtume locale dudit lieu.

* Renuoyé. **A**V chapitre de Lengres appartient la ſucceſſion mobilière deſdits doyen, chanoines, prebendez, chapellains, & autres habituez de ladite eglise, decedez ab inteſtat. vii.

FIN DES COUſTUMES LOCALES DE LENGRES.

Les couſtumes du bailliage de Sens & anciens reſſorts d'iceluy cy deſſus eſcrites, ont eſté leües & publices par ordonnance, & en la preſence de nous commiſſaires ſuſdits, & des officiers du Roy audit lieu: les gens des trois Eſtats pource faire aſſemblez en grand nombre les vingt, vingt & vn, & vingt deuxiemes iours du mois de Nouembre, l'an mil cinq cens cinquante cinq.

ET ladite lecture faite ſur la requeſte du procureur du Roy audit bailliage, auons dit & ordonné que leſdites Couſtumes du bailliage de Sens & anciens reſſorts d'iceluy arreſtees par leſdits trois Eſtats, ſeront entretenues gardees & obſeruees pour LOY. Et à ce faire auons condamné ceux dudit bailliage & anciens reſſorts d'iceluy ſubiets à ladite Couſtume. Leur faiſons inhibitions & deſenſes de poſer & articuler d'oreſenauant autres couſtumes, & aux bailly dudit lieu, ſes lieutenans, preuoſts & autres officiers dudit bailliage tant Royaux que ſubalternes, de non receuoir les parties à poſer & articuler autres couſtumes, & de les appoin-ter à informer ſur icelles par turbes, n'autrement que par extrait. Faiſons auſſi inhibitions & deſenſes aux aduocats, procureurs & autres gens de conſeil de poſer en iugement & ailleurs, par leurs eſcritures, n'autrement, autres couſtumes que les deſſuſdites accordees. Et ſurce que ledit procureur du Roy a requis que pour obuier aux doubtes & difficultez, eſquelles les parties pourroient entrer au moyen de quelques cayers de pretendues couſtumes eſtans pardeuers & en la poſſeſſion d'aucunes perſonnes, & qui ont eſté exhibez en noſtre preſence, fuſſent mis pardeuers nous pour eſtre portez en ladite cour, afin que cy apres l'on n'y euſt aucun eſgard, & que le cayer deſdites pretendues couſtumes eſtant en ladite cour, ſigné Baillet, Beſançon ou autres, fuſt mis hors du greſſe d'icelle cour, à tout le moins qu'il fuſt dit que l'on n'y auroit aucun eſgard.

Nous auons ordonné que leſdits cayers des pretendues couſtumes, qui cy deuant ont eſté exhibez par aucunes particulieres en noſtre preſence & des gens deſdits trois Eſtats, ſeront mis pardeuers nous (ce que nous leur enioignons faire) pour eſtre portez en ladite cour, & eſtre par elle ordonné tant ſur iceux que ſur l'autre cayer eſtant au greſſe d'icelle, ce que de raiſon. Et ſera mis au greſſe tant de ladite cour que dudit bailliage, le cayer des pretendues couſtumes ſelon l'impreſion qui en fut faite l'an mil cinq cens cinquante deux, par Galiot du Pré Libraire, duquel cayer imprimé lecture a eſté faite en noſtre dite preſence & des trois Eſtats, & de leur conſentement, en procedant à la redaction des couſtumes deſſuſdites.

Proces

Procès Verbal.

L'An mil cinq cens cinquante cinq, le dimanche troisieme iour de Novembre, Nous Christofle de Thou President, Christofle de harlay & Barthelemy faye conseillers du Roy en cour de Parlement, sommes arriuez en la ville & cité de Sens pour proceder à la redaction des coutumes du bailliage dudit Sens & anciens ressorts d'iceluy, suyuant les lettres patentes dudit seigneur à nous adressees, & presentees par honorable homme Claude perret, maire de ladite ville de Sens, desquelles lettres patentes, ensemble d'autres lettres patentes & closes dudit seigneur adressans aux officiers dudit Sens, & commission du bailly dudit Sens sur icelles, la teneur s'ensuyt.

Henry &c. Et le lendemain quatrieme iour desdits mois & an, nous sommes transportez en la grand' salle du conuent des Iacobins dudit Sens, lieu esleu & preparé pour proceder à laditte redaction, auquel lieu, apres la lecture faite desdittes lettres par maistre Georges fandrion greffier dudit bailliage, maistre Noël moncourt aduocat du Roy pour maistre Saunian hodoart procureur dudit seigneur audit lieu, a dit que suyuant le commandement d'iceluy seigneur ils auoyent fait adiourner & donner assignation audit iour, en laditte ville: pardeuant nous, aux gens des trois **E S T A T S** dudit bailliage & anciens ressorts d'iceluy, requerant qu'ils fussent appelez: ce qu'auons ordonné estre fait par ledit greffier. Et ont cōparu & se sont presentez pour l'estat de l'eglise ceux qui s'ensuyuent.

C'est asçauoir, le Reuerendissime cardinal de Bourbon archeuesque de Sens, par venerables & discrettes personnes maistres Jean ferrand grand archidiacre dudit Sens son official & vicaire general, Guillaume poissonnet archidiacre d'Estampes en ladite eglise son scelleur, Pierre baltazar vicegerent dudit official, alsistez de maistres Jean baltazar l'ainé aduocat audit bailliage, bailly, & Nicole Lelasseur procureur de la temporalité dudit archeuesque: les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise dudit Sens, par lesdits Ferrand grād archidiacre, maistre Urbain reuersé docteur en Theologie, Precentre & chanoine, ledit Poissonnet archidiacre d'Estampes, maistre Claude moncourt, Hugues Lucet & Pierre cailleau aussi chanoines en ladite eglise, alsistez desdits Baltazar bailly, & maistre Loys bouquot procureur de la temporalité desdits de chapitre: le reuerendissime cardinal de Giury euesque, duc de Lengres, Pair de France, par maistre Jean lausserrois licencié és droits, bailly de Bar sur Seine son procureur speciallement fondé: les doyen, chanoines & chapitre dudit Lengres, par venerable & discrete personne maistre Jean Tabourot licencié és droits, chanoine, alsisté de maistres Guillaume thierry aussi licencié és droits, iuge des Chambre & Obediences de l'eglise dudit Lengres, Jean baltazar & Loys bouquot leurs aduocat & procureur: le reuerendissime cardinal de Tournon abbé de Ferrieres en Gastinois, & les religieux, prieur & conuent dudit lieu, par frere Jean de machault prieur claustral de laditte abbaye & vicaire general dudit cardinal, alsisté de maistre Denys du més aduocat du Roy au bailliage de Montargis, bailly dudit Ferrieres, Simon couste & Jacques guyot leurs aduocat & procureur: le reuerendissime cardinal de Chastillon abbé des abbayes de Vau-luyfant, saint Jehan les Sens & Quincy en Tonnerrois, & les religieux, prieurs & conuents desdittes abbayes comparants, ledit cardinal par maistre Claude Boucher son procureur speciallement fondé, & encores luy & lesdits religieux par maistres Pierre le Crec, Anthoine Guyot & ledit Bouquot: le reuerendissime Cardinal du Bellay abbé des abbayes de Pontigny & des Escharlis, & les religieux, prieurs & conuents desdittes abbayes, par ledit le Crec & maistre Christofle le Maire: le reuerendissime Cardinal de Lenoncourt, prieur seigneur de sainte Margerie en Champagne, & deppendances dudit prieuré, par ledit Balthasar & maistre Nicole le Virloys ses aduocat & procureur: le reuerendissime cardinal de Guyse abbé de saint Germain d'Auxerre, pour les terres & seigneuries qu'il a audit bailliage deppendans d'icelle abbaye, par Mauroy: frere François de Lorraine cheuallier de l'ordre saint Iean de Ierusalem, grand prieur de France, commandeur de Launay, Rouffemeau & Troyes, comparant par frere Nicole aubert religieux dudit ordre son procureur, & receueur en laditte commanderie de l'Aunay & ses appartenances, alsisté dudit Baltazar & maistre Jean Garlin ses aduocat & procureur: reuerend pere en Dieu messire Iaques Spifame euesque de Neuers, abbé de l'abbaye saint Paul les Sens, & les religieux, prieur & conuent de laditte abbaye, & encores ledit Spifame grand preuost de Chablies en l'eglise de Tours, par maistres

Proces verbal

Iean penon & Pierre Lambert ses aduocat & procureur: Reuerend pere en Dieu messire Antoine de Caraciolo Euesque de Troyes, pour ses terres & seigneuries d'Aix en Othe, saint Lyé, Premier fait & autres assises audit bailliage, comparant par maistre Iean bouger son receueur audit Aix en Othe, adisté dudit Penon & maistre Antoine guyot ses aduocat & procureur: les doyen, chanoines & chapitre de laditte eglise de Troyes pour leurs terres de Chigy, Plantis, Ioux, Fontaines, Courceaux les Treignel, Oruiliers, Valans, saint George, saint Sire, les grandes & petites Chapelles, Trouhan le petit, Corbeil les Margerie & autres assises audit bailliage, par maistre Iean minager & ledit Lelasseur: Reuerend pere en Dieu messire Iacques d'Escombleau euesque de Maillerais, prieur de Chapelle sur Seine, par ledit le maire son procureur: reuerend pere en Dieu messire Antoine oliuier Euesque de l'Ombais seigneur vsufructier de Ville-marschal, par maistres Claude aubert & Iacques penon ses aduocat & procureur: les doyen, chanoines & chapitre de saint Martin de Tours seigneurs de Chalautre la grand' par ledit Lelasseur: Maistre Phelippes hurault conseiller en ladite cour, abbé commendataire de saint Pierre le Vic les Sens, & les religieux, prieur & conuent de laditte abbaye, par freres Charles du Croiset enfermier, vicaire dudit abbé, Pierre buynard au mosnier, & Nicole Fourneret tresorier & syndic d'icelle abbaye, adistez de maistres Iean minager le ieune & ledit le Crec leurs aduocat & procureur: maistre Guillaume de miremont abbé commendataire de l'abbaye saint Remy les Sens, & les religieux, prieur & conuent de ladite abbaye, par freres Regnauld de Bezanes, vicaire dudit abbé, & Charles de la Lande enfermier & prieur claustral de ladite abbaye, adistés desdits Baltazar & Bouquot leurs aduocat & procureur: les religieux, prieur & conuent de sainte Colombe les Sens, le siege abbatial vaccant, par freres Iean Breton cellerier & prieur claustral, & Edme dauy religieux de laditte abbaye, asistez desdits Minager & Antoine guyot: maistre Iean mesmin dit Segault abbé commendataire de Dilo en personne, & les religieux, prieur & conuent de ladite abbaye, par maistre Nicole cartault & ledit Lelasseur leurs aduocat & procureur: maistre Guillaume Raguier abbé commendataire de saint Michel sur Tonnerre, & les religieux, prieur & conuent dudit lieu, par ledit Antoine guyot: maistre Iean d'Ancienville abbé commendataire de Molosmes la Fosse en Tonnerrois: & les religieux, prieur & conuent dudit lieu par ledit le Crec: maistre Iean errault abbé comendataire de saint Loup de Troyes, & les religieux, prieur & conuent de ladite abbaye seigneurs de Reigny le Noneux & saint Pierre de Bossenay, par lesdits Carrault & Virloys: frere Iean benedicti abbé de sainte Catherine du Val des Escolliers, & les religieux, prieur & conuent de laditte abbaye, par maistre Pierre Humbelot leur procureur: les religieux, abbé & conuent d'Auberiue, par ledit Bouquot: les religieux, abbé & conuent de Besze par ledit bouquot: maistre Pregent du Montier abbé commendataire de saint Seuerin les Chasteaulandon, & les religieux, prieur & conuent dudit lieu, par maistres Miles gibier & Antoine guyot leurs aduocat & procureur: maistre Antoine de Vienne abbé commendataire de Molemes, & les religieux, prieur & conuent de ladite abbaye, par ledit Humbelot: frere Estienne de nicey abbé d'Escuré en Barrois, & les religieux, prieur & conuent de ladite abbaye, par lesdits Baltazar & le Crec: les religieux, abbé & conuent nostre Dame de Iendeures pays de Barrois, curés de Villiers sur Saulx de Bassigncourt, de l'Isle en Rigault, de Combles & de Contrisson par ledit Humbelot, adisté de Freres Pierre de Plateau prieur, & Claude de Londres Gruyer, religieux de laditte abbaye presens: les religieux, abbé & conuent de Beaulieu, par Seiournant: les religieux, abbé & conuent de Pothieres, par Humbelot: le college de treize prestres de la ville de Sens, par maistres Iean noiroit l'aisné, & ledit Lambert leurs aduocat & procureur: les tresorier, chanoines & chapitre de saint Laurens es maisons archiepiscopales dudit Sens, par lesdits Noiroit & Lambert: frere Georges de sauary prieur, & les religieux conuent de nostre Dame du Charnier es fauxbourgs dudit Sens, par lesdits Penon & Antoine guyot: les religieux prieur & conuent des Celestins dudit Sens, par freres Iean le franc prieur, & Pierre de Giuray leur Syndic, asistez de maistres Loys pescheur & Claude de seiournant leurs aduocat & procureur: les maistres gouverneurs & administrateurs de l'hostel Dieu dudit Sens, par maistre Iean fleury leur procureur: maistre Iean Luilier prieur commendataire de saint Sauueur les Sens, par lesdits Minager & Bouquot: les religieux, ministre & conuent de la Gloire Dieu, par le Crec: les religieuses, abbesse & conuent nostre Dame de Rougemont en Tonnerrois, par ledit Garlin: les religieuses, abbesse & conuent de la Pommeraye, par maistre Estienne Mauroy leur procureur: les religieuses

religieuses, abbesse & conuent d'Andecis en Champagne par lesdits Penon & Bouquot leurs aduocat & procureur: les religieuses, abbesse & conuent de Farremoustier, dames de la Tombe sus Seine, par lesdits Penon & Bouquot: les religieuses, abbesse & conuent de Villechaffon, pour ledit le Crec: les maistres, freres & sœurs de l'hospital de Tonnerre, par Antoine Guyot: les tresorier, chanoines & chapitre de la chapelle Royale de Viuier en Brye, par maistre Iean de Challemaison tresorier: les chanoines & chapitre de Chablies, par Mauroy: les chanoines & chapitre de Briennon l'Archeuesque, par Bouquot: les chantre, chanoines & chapitre de saint Iulian du Sault, par ledit le Crec: les chantre, chanoines & chapitre de saint Laurens de Villefolle, par ledit le Crec: les doyen, chanoines & chapitre de saint Pierre de Muffy l'Euesque, par ledit Humbelot: les chanoines & chapitre de l'Eglise collegiale de saint Iean l'Euangeliste de Grancey: les doyen, chanoines & chapitre de l'Eglise de saint Maxe de Bar le Duc: les doyen, chanoines & chapitre de saint Pierre dudit Bar: les doyen, chanoines, chapitre & curez de nostre Dame de Ligny en Barrois, par ledit le Crec leur procureur: les religieux, prieur & conuent de saint Iosmes pres Langres, par ledit Humbelot, frere Antoine Populus l'un desdits religieux present: les religieux, prieur & conuent de la Chartreuse de Vau-profond, par maistre Baltazar Taucau leur procureur: les religieux, prieur & conuent de la Chartreuse de Ligny les Barbarans, par ledit Humbelot: maistre Nicole Ferrand, chanoine de Sens, prieur commendataire, & les religieux & conuent de saint Pierre de Courtenay, par lesdits Baltazar & Bouquot, ledit Ferrand, prieur, seigneur de Cheuannes, & curé de Villiers-Boneux, par lesdits Baltazar & Bouquot, frere Iean de Gelan celerier de Molefmes, prieur, seigneur de Iully, par ledit Garlin: maistre Nicole Preuost, conseiller en laditte cour, prieur, curé de Ferrieres en Gastinois, par ledit Ia. Guyot: maistre Ia. verius, conseiller en laditte cour, prieur, seigneur d'Andrify, & curé de Granches, par ledit Lambert: maistre Bertrand de la Vernade, prieur, seigneur de Marnay sus Seine, par ledit Bouquot, le prieur de Sixte, par ledit Antoine guyot, frere Iaques Sayue docteur en theologie, prieur de la Court nostre Dame, par lesdits Penon & Bouquot ses aduocat & procureur, Guillaume le bouffu son receueur, present: maistre François de verac, prieur, seigneur de Pers, par ledit Rouffat, frere Antoine de Challemaison, cheualier de l'ordre saint Iean de Ierusalem, commandeur de Beauuais en Gastinois, pour la terre de Chastenay & autres assises audit bailliage, comparant par ledit de Challemaison, tresorier du Viuier son frere: frere Guy le boeuf, cheualier dudit ordre, commandeur de la Romaine: frere Baptiste du Chastellet aussi cheualier dudit ordre, commandeur de Beauchemin, par Seiournant: maistre Guillaume Rosee, prieur & seigneur de Dié en Tonnerrois, par ledit Garlin: maistre Iehan barbin, tresorier de l'Eglise dudit Sens, curé de Fleurigny, par lesdits Penon & le Crec: maistre François Thibouft, prieur, curé, & seigneur de Saintes-Vertus, par le Maire: le prieur de saint Florent de Thilchastel, par maistre Pierre le Feure son procureur: maistre Iaques Hodoart, prieur de saint Philibert, & curé de Villiers Loys, par Taucau: maistre Ia. Morrelet, prieur de Saint Symphorien d'Aubigny, par ledit le Feure: maistre Prudent Martin, prieur, curé de Flagey, par Humbelot: maistre Girard de Vienne, prieur de Varennes, par Humbelot: maistre Iean Guillot docteur es droitz, curé de Lannes, par Humbelot: maistre Loys la Hure, prieur, curé de Lixi, par Dissier: maistre Pierre de Besançon, prieur & seigneur de Pacy, par maistres Michel berger, & Iehan dissier ses aduocat & procureur: ledit Spifame, euesque de Neuers, abbé de saint Paul, & à cause d'icelle abbaye, curé de saint cartault en l'eglise d'icelle abbaye, par Frere Henry gregoire, religieux, tresorier de laditte abbaye, vicaire dudit saint Cartault: maistre Toussaints du Mont, docteur en theologie, chanoine theologial en l'eglise dudit Sens, curé, vicaire de la parroisse saint Hilaire, sous le chapitre dudit Sens: maistre Nicolle gibier, chanoine dudit Sens, curé de saint Pierre le rond en laditte ville de Sens: maistre Iean trouué licencié es loix curé de sainte Collombe du Carrouge: maistre Guillaume rauault, chanoine dudit Sens, curé de saint Romain: maistre Ant. fauier, curé de saint Maximin: maistre Guillaume perier, curé des eglises parrochiales de saint Maurice & saint Benoist: maistre François richard, curé de saint Pregts: maistre Thibault barbier curé de saint Pierre le Donion: maistre Estienne michau, curé de sainte Croix: maistre Pierre petit, curé de saint Didier: maistre Pierre pelos, curé de Saint-Symphorian: maistre Pierre cailleau, curé de la Magdalaine en l'eglise du Charnier: maistre pierre de Bar, curé de saint Sauinian, frere Sebastien daix, curé de saint Leon, frere Antoine ozane, curé de saint Nicolas en l'abbaye saint Iean, & plusieurs autres personnes ecclesiastiques, tant de laditte ville que fauxbourgs de Sens.

Proces verbal

Et pour l'Etat de Noblesse sont comparus le Duc de Lorraine & de Bar, pour ses duché & bailliage dudit Bar, pays d'Argone, terres & seigneuries de la Marche, de Chastillon sur Saone, de la Motte, de Conflans, & leurs dependences par maistre Philippes merlin, licencié és droitz, lieutenant particulier au bailliage dudit Bar, procureur speciallement fondé du conte de Vaudemont, tuteur dudit Duc de Lorraine: le Duc de Niernois, Pair de France, Gouverneur de Brie, Champagne & Luxembourg, pour ces pays de Donzicis & baronnie de Baye, terres & seigneuries qui en dependent, par maistre Jacques cadet, esleu pour le Roy en l'election de Sezane, bailly dudit Baye, assisté desdits Penon & Lâbert ses advocat & procureur: la Duchesse douairiere de Guise, pour ses terres de Marac, pays de Lengres & autres assises audit bailliage, par lesdits Cartault & Bouquot: maistre Ieã Barrisien son procureur specialement fondé present: le Duc de Guise, Pair de France, pour ses terres assises audit bailliage, par lesdits Cartault & Bouquot: le Duc de Mont-morency, Pair & Connestable de France, pour ses terres de Thorey & autres assises en ce bailliage, par lesdits Penon & Garlin, ses advocat & procureur: le Duc de Nemoux, pour ses chastellenies & seigneuries de Nemoux, Chasteaulandon, Mets le-mareschal, d'Ordiues, Lorré le Boccage, Cheroy, Flagy, Ponts sus Yonne, Lixi, & autres terres dudit Duché de Nemoux, par maistre Antoine garré, substitut du procureur du Roy audit Nemoux: messire Antoine de Luxembourg, comte de Ligny en Barrois, par ledit Bouquot: messire Jaques d'albon, cheualier de l'ordre, mareschal de France, seigneur de Saint André, pour ses terres de Vallery, celles qui en dependent, Brannay & autres assises audit bailliage, par lesdits Minager & Mauroy: messire Imbert de la Plattiere, cheualier de l'ordre, seigneur de Bourdillon, lieutenant general du Roy és gouvernemens de Brie, Champagne & Luxembourg, pour sa terre de Songy, pays de Champagne, & autres assises audit bailliage & anciens ressorts d'iceluy, par lesdits Penon & Bouquot, ses advocat & procureur: messire Jaques du Bellay, cheualier, & Loyse de clair-mont, eux disans respectiuellement comte & cõtessse de Tonnerre, ledit du Bellay, par maistres Oger le vuyt & ledit Bouquot, ses advocat & procureur, & ladite de Clair-mont, par Jacques guyot: Anne de Pisseleu, Duchesse d'Estampes, à cause de sa chastellenie d'Aigreuille, Bransles, & seigneuries de Geruille, Soubville, le Bidas, Pariot, Flomesnil, Coleuras, leurs appartenances & dependences, par Pregent clement son procureur audit Aigreuille, assisté desdits Minager & Fleury, ses advocat & procureur: messire Antoine, comte de Clair-mont, pour ses terres d'Ancy le franc, Laigues & autres assises audit bailliage, par Garlin: messire François de Colligny, cheualier de l'ordre, seigneur d'Andelot & saint Vinemey, par le Crec: messire George de Crequi, cheualier, seigneur de Ricey, Baignaulx & Beauvais, par maistre Pierre guyot, & ledit Jaques guyot, ses advocat & procureur: messire Charles de Fleurigny, cheualier, seigneur dudit lieu, de Ferrieres & Saumont, escuyer trenchant ordinaire du Roy, bailly & capitaine dudit Sens, par lesdits maistre Pierre guyot & Ant. guyot, ses advocat & procureur: messire Jean de rambures, cheualier, pour sa terre de Champinelles, & autres assises audit bailliage & anciens ressorts d'iceluy, par Jaques trouué son procureur audit Champinelles, assisté de maistre Sauinian rigollet, procureur audit bailliage: messire Nicolas daniou, cheualier, cõte de saint Forgeau, pour ses terres de Puisfoye, & seigneurie de Villeneuve la Genest, par maistre Loys de l'eschenau & ledit le Maire ses advocat & procureur: messire Anne de Vauldré, cheualier, seigneur d'Argentenay, par Garlin: messire François de Courtenay, cheualier, seigneur de Bleneau, Villars, le Paruier, Colemier, la Motte-Mesireraoul & la Grange en Bric, par Humbelot: messire Jean de rochefort, cheualier, seigneur dudit lieu, par maistre Jean rouffat: messire Henry de malain, cheualier, baron de Lux, pour ses terres de Saignelay, Rebourseau & autres assises audit bailliage, par lesdits Baltazar & le Crec: messire Ant. de Choiseul, cheualier, seigneur de Lanques, pour sa terre de Frettes, & autres assises audit bailliage, par Humbelot: messire African de mailly, cheualier, seigneur de Reigny sur Saone, par Seournant: Jean d'amoncourt, escuyer, seigneur de Piepape, par Humbelot: François de Beaulieu, escuyer, seigneur de Chafeul: messire Jean de Bessy, cheualier, baron de Thil-chastel, par ledit Seournant: dame Helaine de tournon, veuve de feu messire Jean de la baulme, cõtessse de Mont-Reuel, dame de Ligny le chastel, par Jean rouffat: Christophe de liuron, escuyer, seigneur d'Ocey, par Ant. guyot: Jean d'esguilly, & Jaques d'Orges, seigneurs de Chalancey, & encores ledit d'Orges, seigneur de Chastenay-Vauldin, par Seournant: messire Jean de martigny, cheualier, & Helion de Saultour, seigneur de Montigny & Villeneuve sus Vigenne, ledit de Montigny, par ledit Penon & Bouquot, & ledit de Saultour, par Seournant: François de liuron, escuyer, seigneur de Tourcenay, par Antoine

Antoine guyot, Philippes de trestondan, escuyer, seigneur de Percé le petit, & Geneurieres, par Seiournant: Jean de Chauuiré, escuyer, seigneur de Sauigny & Gratedos, par Seiournant: Loys de pontallier, escuyer, seigneur de Tallemé, par l'Eschenau: messire Philebert de Choiseul, cheualier, seigneur d'Aigremont, par ledit l'Eschenau: messire Jean de saint Amand, cheualier, seigneur de Nayues, Erise, Saint Didier, Loyse, Cullé & Resson, par ledit Bouquot: Jean d'anglure, escuyer, seigneur en partie de Comblans, Saulles, Grand-champ, & Grenant, par Seiournant: messire Jean du chastelet, cheualier, seigneur de Pierre-fite, du Ru, de Rumont, Erise la bruslee, Chaumont sur Aire, & Erise la grand', par Bouquot: messire René de boulaynuiller, cheualier, comte de Foulcamberge, seigneur de Courtenay, pour sa terre & chastellenie dudit Courtenay & terres qui en dependent, par maistre Jean rabillon son procureur en ladite cour, assisté de maistre Charles lagetté, aduocat audit Sens son bailly, & Iulian gratian son procureur audit Courtenay: ledit de Harlay, seigneur de Beaumont-le boys en Gastinois, assisté dudit Fleury: maistre Philippes du puy, conseillicr en ladite cour, seigneur de Saint vallerian, par ledit Fleury: ledit Spifame, euesque de Neuers, seigneur vsufructier de Pacy & maistre Jean spifame, aussi conseillicr en ladite cour, seigneur de Bisseaux propriétaire dudit Pacy, comparans par lesdits Penon & Lambert, leurs aduocat & procureur: Claude de la croix, baron de Plancy, seigneur de Matogues, & Jaques d'anglure, seigneur de Souueray, par maistres Jean hatton & Zacharie preuost, leurs aduocat & procureur: ledit maistre Guillaume raguier, seigneur de Soligny, par ledit Antoine guyot: Charlotte de dinteuille, dame de la Motte de Tilly, & François raguier, vidame de Chaalons, seigneur de Villeneuve aux riches-homes, ledit Raguier en personne, & par Virloys, leur procureur: Loys de billy, escuyer, seigneur de Vertron, par Bouquot: Jean raguier, escuyer, seigneur de Villeuenard, par lesdits Penon & Virloys: François de Sallezard, baron de saint Iust, seigneur de Clesles, par Mauroy: Gille des vrsins, escuyer, seigneur de Villiers-bonneaux, par ledit Virloys: Georges & Quentin de Meleun, seigneurs de la Louptiere, par lesdits Penon aduocat, le Crec & Fleury, leurs procureurs: Gilles de foux, escuyer, seigneur du Plessy gaste-bled, par ledit Mauroy: maistre Gilles de baruille archidiacre de Meleun, & chanoine en l'eglise dudit Sens, seigneur de Ville-ladon, par ledit Bouquot: maistre Jean richer, lieutenant general audit bailliage, seigneur de Malay le vicomte present, assisté desdits Penon & Bouquot: ledit maistre Sauinian hodoart, escuyer, procureur du Roy audit bailliage, seigneur de Foissy, assisté dudit Antoine guyot: maistre Potentian hodoart, aussi escuyer, & damoiselle Barbe de tappereau, seigneur & dame de Michery, par maistres Jean Diffier & Pierre Iamard, leurs procureurs: maistre Anne de terrieres, escuyer, aduocat en Parlement, seigneur de Chapes & Piffons en personne, assisté dudit Lambert: Eustache de creuecueur, seigneur de Vienne & Prunay en personne, assisté dudit Antoine guyot: Jaques de Neufuiz, escuyer, seigneur de Torigny en personne, & par Bouquot: Gallas de berulles, escuyer, seigneur du Vieulx-verger en personne, & par ledit Bouquot: Hector de blondeaux, seigneur de Ville-franche, par lesdits Penon & rigollet, Guillaume deschenaulx son procureur audit Ville-franche present: Richard de saint Phalle, escuyer, seigneur de Cudot & saint Martin-d'ordon en personne, assisté dudit le Crec: Claude de ponuille, escuyer, seigneur de Flacy & de Rigny le Ferron en partie, & Gratian de ponuille, escuyer, seigneur de Vullaines, par maistre Jean Baltazar, leur procureur: les seigneurs & dames de Sergines, par ledit Antoine guyot: les seigneurs de Venisy, par Jaq. guyot: maistre Antoine de line, seigneur de Fromentieres, par Lambert: maistre Leger de Mont-saulion, conseillicr, magistrat audit bailliage & siege presidial de Sens, seigneur de Theil en personne, & par Virloys: ledit de Mont-saulion, & maistre Tristand de reilhac, aduocat en la cour de Parlement, eux disans respectiuement seigneurs de Noës, par lesdits Virloys & Garlin: Loys rauault, escuyer, seigneur d'Auon, par ledit Lelasseur: Edme de Bierne, escuyer, seigneur du Chesnoy & seigneur censuel de Paron en personne, & par Fleury: Jaques le Hongre, escuyer, seigneur du Verd-buiffon & de la Grefferie en personne, assisté dudit le Crec: Loys de milly & Jean de Ricey, seigneurs de Vaumor, par lesdits Penon & Taveau: Hector de saint Blaise, escuyer, seigneur de Pouy, par roussat: les seigneurs de Treilles, Plantis, Origny, Paroy & Ville-chetiue, par ledit Lelasseur: Loys fretel, escuyer, seigneur de Flais, Robert de Braques, seigneur du Luat premier eschanfon de la Royne, Jeanne fretel sa femme, & François fretel, vesue de feu François de Pausbec, escuyer, seigneur d'Autresche, seigneurs de Misy sus Yone, ledit Fretel, par ledit Lambert, & lesdits de Braques, Jeanne & François fretel, par lesdits Penon & Bouquot: maistre Mathieu le cuyr, leur procureur & receueur present: Loys

Proces verbal

du roux, escuyer & ses consors, seigneurs dudit Reigny-le ferron, par lesdits le Crec, Baltazar & Artault : les seigneurs de saint Flauy, Eschemines, saint Loup de Bouffeny & la Fousse, par ledit Garlin: maistre Iean boulland, & Nicolas hanoteau, seigneurs de Villiers-loys, par ledit Virlois : les seigneurs de Ville-cerf & Turny, par ledit Bouquot : maistre Christofle d'orillhac, seigneur de Dymon en partie, par ledit le Crec : les seigneurs & dame de Molinons, par lesdits Rouget & Jaques guyot : Pierre de chenu, escuyer, seigneur de Nuys en partie, Claude de chenu, & damoiselle Croisette boucher sa femme, seigneurs de Gisy, par lesdits Penon & Garlin: le seigneur d'Arneau, par le Crec: les seigneurs de Malay le Roy, par Lelasseur & Virlois : Iean drouyn, escuyer, seigneur en partie de Challautre la grand', par ledit Lelasseur, Nicolas le doux son procureur audit lieu present : lesdits Jaques de Neufuiz, Georges de Meleun & consors, seigneurs de Gumery, par lesdits Penon, Bouquot, Rouffat & Fleury: le seigneur de Serrigny en la parroisse saint Aubin chasteau-neuf, par ledit Bouquot: le seigneur de Fontenay-baussery, par ledit Virlois: ledit commandeur de l'Aunay, & maistre Pierre guillaume, receueur du domaine audit Sens, seigneurs de Marfany, par lesdits Garlin & Artault: maistres Hierosme maumirey, Nicolas maumirey & Iean berger, seigneurs de saint Clement, assistez d'Antoine guyot : Pierre delabaye, escuyer, seigneur de Chaumot, par ledit Baltazar : Loys de Soubf-mermont, seigneur de la Selle sus le Bié & de l'Ouzouer, par Fleury : damoiselle Philippes de Bescherel, dame de Basoches & de saint Loup de Gonnoys, par ledit Bouquot: François de foucher, vesue de feu mesire Ioachin de la chastre, cheualier, dame de Nancey & Ladon, par ledit Antoine guyot: le seigneur de Vaulx, par Virlois: damoiselle Marie de la blossiere, ayant la garde noble des enfans de feu messire Iean de giuerlay, en son viuant, cheualier, seigneur dudit lieu, par Rouffat: Iean, François & Jaques les Hallegrins, seigneurs en partie de Voux, par Bouquot: Charles hallegrin, seigneur de Diant, par ledit Bouquot: les seigneurs & dame de Ville-blouyn, par Antoine guyot & Rouget: Iean bernard & Nicolas de buffeuent, escuyers, seigneurs de Champigny en partie, par Bouquot & Antoine guyot : François de grouches, seigneur de la Chappelle-feu Payen, par ledit Lelasseur : les seigneurs de Ville-manosche, par Bouquot: Saunian de Bragelongne, & damoiselle Catherine de Villiers, seigneur & dame de Iouy, par Virlois & Rouget : messire Lancelot du monceau, cheualier, Guillaume & Charles du monceau, seigneurs de Brosses & Auxi, par ledit Lambert : Guillaume le fort, escuyer, seigneur de Iuranuille, par Jaques guyot: les seigneurs de Iullemin, par Antoine guyot, leur procureur : les seigneurs de Briaire & Brouy, par ledit Bouquot : maistre Antoine de mont-leal, seigneur de Rumont, par ledit Fleury: Edmon de voisines, seigneur de Chauffe-poix & Moque-poix, par ledit Fleury: Antoine Picot, escuyer, seigneur de Chastenay, par Lelasseur: Guillaume de beaumont, seigneur de Boulay & Poligny, par le Crec: Marie de la boissiere, dame de Belle-fontaine, de Ferrotte, de Flagy & Penery, par Rouffat: les seigneurs de Nanteau, par Bouquot: les seigneurs & dame de Cheny, par Jaques guyot: Artus de Ballaine, seigneur d'Ormois, par Antoine guyot : les seigneurs de Saignelay, par le Crec: Iean de saint Simon, seigneur de Courgy, par Mauroy : le seigneur de Chichees, par le Crec : les seigneurs & dame de Poilly, maistre Noël coiffart, lieutenant general au bailliage de Troyes, tuteur & curateur des enfans mineurs d'ans de luy, & feu damoiselle Françoisse bynard sa femme, seigneurs de Viuiers, par ledit Rouget: les seigneurs de Rameau, par le Crec & Mauroy: les seigneurs de Vezannes, par le Maire : lesdits Claude de chenu & consors, seigneurs de Carisey, par lesdits Garlin, le Crec, Bouquot & Rouffat : Claude legeo, escuyer, seigneur de Villiers-vineux, par ledit Rouffat: les seigneurs de Vergigny & de Marrolles, par ledit le Crec, leur procureur: le seigneur & dame de Tronchoy, par ledit le Crec: les seigneurs de Nitry, par Humbelot: le seigneur & dame de Sambouc, par Garlin & Humbelot: les seigneurs de Vireaux, par Garlin: François de mandelot, escuyer, seigneur de Pacy en Tonnerrois, par Mauroy : Antoine le bascle, & René de be-tholat, escuyers, seigneurs d'Argentueil, & les seigneurs de Fuluy, par Garlin: François de la ruiere, escuyer, seigneur de Quincy, & les seigneurs de Rauieres, par le Maire, Garlin & Rouget : Pierre de grancé, escuyer, seigneur de Chassinelles, par le Crec: le seigneur & dame d'Ancy-le serueux, par le Maire & Rouffat: Gregoire du chastelet, escuyer, & damoiselle Claude de lain, seigneur & dame de Lezines, par Humbelot : Philippes boucher, escuyer & consors, seigneurs de Roffey, par Mauroy: Germain ferrou, seigneur de Iuuay, par Humbelot: Donatian à-l'espee, escuyer, seigneur de l'Isle, par Garlin: les seigneurs de Senenoy, par Garlin: les seigneurs de Nicé, par ledit Garlin & le Maire: Guillaume de Vaudré, escuyer, seigneur de

de Ville-dieu en personne, assisté dudit le Crec son procureur: François faouq', & Guillaume faouq', seigneurs de Bragelongne, par Antoine guyot & Baltazar: les seigneurs de Villon, par lesdits Penon, Garlin, Bouquot & Jaques guyot: le seigneur de Molins, par ledit Garlin: maistre Prudent chabut, escuyer, esleu pour le Roy, & preuost de Lengres, seigneur de Percey-le-pauthé, Riuieres-les fosses & Riuieres-le bois en personne, assisté dudit Seournant: Guillaume, Helion & Hercules de chastenay, escuyers, seigneurs de Lanty, par ledit Baltazar: Theode de senailly, escuyer, seigneur de Gurgy-la ville, par Seournant: les seigneurs de Courlon, par Bouquot: le seigneur de Rouure sus Aube, par Humbelot: les seigneurs de Versailles, par Bouquot: Charles de romain, escuyer, seigneur de Betz, l'un des cent gentils-hommes de la maison du Roy, pour sa seigneurie de Iourquenay, appartenant à damoiselle Anne de Sernac sa femme, par Bouquot: maistre Antoine bouquot, docteur és droitz, lieutenant au bailliage de Lengres, seigneur de Rosoy, par Humbelot: Guillaume de grand-mont, escuyer, seigneur en partie de Saules & Grenant, par Bouquot: maistre Claude plus-bel, aussi seigneur en partie desdits lieux, par ledit Penon, & maistre Regnauld Ormancey, ses aduocat & procureur: les seigneurs de Percigny, par Humbelot & Seournant: les seigneurs de Poilly, & Mornay sus Vigenne, par Bouquot, leur procureur: les seigneurs de Fouuans-le chastel, Roches & Gille, par ledit le Pescheur & maistre Pierre mongin, leurs aduocat & procureur: les seigneurs de saint Mauris sus Vigenne, & de Voncourt, par Seournant: Henry de Saquency, escuyer, maieur hereditaire dudit lieu, par Humbelot: Gilles de Reffai, escuyer, seigneur en partie de Grancé & Menesbles, par Humbelot: Ioachin de chastenay, escuyer, seigneur de Rosoy, par Virlois: Didier Parifot, escuyer, seigneur de Sâtenoges, par Humbelot: le seigneur de Morlay, par l'Eschenau: Pierre de viel-chastel, escuyer, seigneur de Vertilly en personne, assisté dudit Mauroy: Charles volant, escuyer, seigneur de Dolot, Hurtebize & Bapaulme, par Pierre & Jaques guyot: René de la grange, escuyer, seigneur du Parc: Jaques de iare, escuyer, seigneur de Moteux & de la Louptiere en partie, comparant en personne, assisté dudit Fleury: Pierre de ferrieres, escuyer, concierge du chasteau de Nolon pour le reuerendissime cardinal de Bourbon, par Humbelot: Jean des marquets, seigneur dudit Ville-blouin en partie, & plusieurs autres de l'Etat de Noblesse.

Et pour le tiers Estat, sont aussi comparus les officiers du Roy audit bailliage en la ville de Sens, & autres qui s'ensuyuent, A sçauoir, ledit messire Charles de Fleurigny, bailly & capitaine dudit Sens, par ledit Antoine guyot: ledit maistre Jean richer, lieutenant general audit bailliage & siege presidial dudit Sens, assisté desdits Penon & Bouquot: maistre Robert hemard, lieutenant criminel: Jaques Philippeaux, lieutenant particulier: Christofle de bolengers, Jean ferrand, Pierre tolleron, Claude maillard, Leger de mont-faulion, Jean garnier, Christofle ferrand, Pierre Maillard, Loys toison & Michel boucher, conseillers & magistrats audit siege presidial: lesdits Moncourt aduocat, & Hodoart procureur du Roy: maistre Claude gousté, escuyer, preuost de Sens: maistre Pierre l'villier, lieutenant en ladite preuosté: maistres Loys de Bar & Pierre roger, commissaires & enquesteurs audit bailliage: maistre Guillaume thierry, lieutenant dudit preuost de Sens à Lengres: maistre Nicole guyot, lieutenant dudit preuost à Fleurigny & Gisy: maistre Claude dindelle, preuost de Villeneuve-le Roy, par maistre Nicole dindelle son lieutenant & preuost à la suruiuance: maistre Miles gibier, preuost de Dimon: maistre Pierre le Crec, preuost de la Riuere de Vannes: maistre Jean penon, preuost de Granches: maistres Jean minager, Jean de fancy, & Loys du mas, esleus pour le Roy en l'election dudit Sens: maistres Nicole cartault, procureur du Roy, & Pierre de Berferolles contreroolleur en ladite election: maistres Baptiste, Pierre grenetier & Gregoire maillard, contreroolleur du magazin dudit Sens: ledit Claude perret, Maire de la ville de Sens, Charles barnicot, Guillaume du bois, Nicolas chapeau, Jean poulain, escheuins, Estienne garnier, procureur & receueur, & maistre François belotin, contreroolleur des deniers communs de ladite ville, assistez de maistres Michel ancelet, Miles gibier, Loys pescheur, Jean penon, aduocats, & dudit maistre Antoine guyot, procureur de ladite ville, maistres Pierre, Guillaume, receueur du domaine du Roy audit bailliage, & Jean baptiste-regnard, contreroolleur dudit domaine: maistres Macé bourget, & Jean le boeuf, receueurs des aydes: maistres Saunian guerard, Pierre guerard, & Jean de berferolles, receueurs des tailles en ladite election: maistre Claude pommereu, garde du seel des bailliage & preuosté dudit Sens: maistre Noël le mouce, lieutenant dudit preuost de Dimon: maistres Martin rauault, Mathieu pierre, Jean noiroit l'aîné, Jean baltazar l'aîné, Estienne sandrier, Jean minager le ieune, Jean minager esleu,

Procès verbal

Nicole guyot, Nicole cartault, Jean Brafard, Michel ancelet, Michel berger, Loys morin, Miles gibier, Ambroise cartault, Eracle cartault, Claude aubert, Loys pescheur, Sebastian breon, Simon couste, Mathurin barrage, Jaques du bois, Pierre du buiffon, Jean penon, Hierosme maumiré, Charles lagerté, Jean noiroit le ieune, Jean benoist, Pierre baltazar, Gregoire maillard, Jean chapelle, Jean viardot, Hierosme hemard, Oger le vuyt, Claude chauuet, Pierre poiffonnet, Loys de l'eschenau, Baptiste pierre, Thomas picoté, Jaques minager, Marin le gangneur, Estienne pinard, Jean haton, Jaques sandrier, Jean berger, Pierre guyot, Charles ferrand, Guillaume minager, Claude belotin, Jean biard, Sauinian de la fosse, Sauinian laurenceau, Jean de Bar, Hubert seiournant, Jean baltazar le ieune, Jean mercier, Jean bobart, Imbert boquereau, & Antoine guyot, tous aduocats audit bailliage en personne: maistres Antoine guyot, Estienne mauroy, Christofle le maire, Gabriel bouchard, Georges sandrier, Pierre le crec, Nicole priuey, François boutet, Loys bouquot, Pierre lambert, Jean rouffat, Jaques preuost, Estienne le grac, Jaques guyot, Pierre Humbelot, Jean garlin, Nicole calabre, Nicole le virloys, Nicole lalesseur, Jean fleury, Loys artault, Jean rouget, Jean martin, Pierre mongin, Jean rouffelet, Sauinian rigolet, Claude seiournant, Jean baltazar, Pierre landier, Zacharie preuost, Pierre martin, Nicole guyot, Jaques penon, Pierre le feure, Baltazar taueau, Jean de l'eschenau, Pierre iamard, Guillaume boisseau, Pierre le cheron, Sauinian mauroy, Pierre le maire, Jean dangirard, Edme vezou, Estienne rouffat, Regnauld ormancey, Nicolas rouffat, Jean belamy, Jaques hotenot, Jean diffier, Guillaume gastebois, Gregoire rauault, Nicolas iodrillat & Sebastian de la faye, tous procureurs audit bailliage & siege presidial en personne: maistres François du bourg, Guillaume hue, Estienne picard, Estienne pinard, Germain boiffonnot, Jean le maire, Jean le riche, Jean pyat, Claude cartault, Jean coppé, François haton, Isaac poupard, Simon hardy, Martin coquin, Edme dermart, Jaques de bourron, Sauinian picard, Denis basille, Claude chereau, Nicole d'estiennes, Martin du puy, Jaques maillard & Jean piot, procureurs es cours ecclesiastiques dudit Sens: Jean fauelet l'aîné, Loys des hayes, Pierre boutoëre, Jean biard, Pasquier gaudaire, Gratian thierriat, Claude daulphigny, Jean bourgoin, Jean fauelet le ieune, Jean Treillault, Nicolas de hault, Jean cler, Jean cornu, Jean tenelle, Nicolas iazu, Estienne vyé, Jean de la mare, Loys de Bragelongne, Sauinian maillard, Pierre du port, Pierre rapine, Emond michelet, Jaques tenelle, Loup gasteau, Gillet ioly, Jean cartault, Jaques lingat, Lupian bouuet, Estienne bleno, Jean & François de polangis, Estienne pefnot, Nicolas fortier, Sauinian du port, Loup richebois, Vincent du four, Nicolas ioffelin, Estienne ioffelin, & Jean iouâ marchans: maistres Pierre royneau, receueur de l'arriereban dudit bailliage, Cheron mignot, Pierre robiqueau, Pierre bordebure, André le bingon, Ioachin du bourg, Nicolas boutet, Oliuier hatin, Guillaume gastebois, Edme chomereau, Pierre cellier, Edme fournerat, notaires royaux, & plusieurs autres bourgeois & marchans de ladite ville de Sens: les curez manans & habitans des villes & parroisses de la ban-lieuë de Sens, A sçauoir, ceux de Malay le vicomte, par Bouquot & Garlin, de voisins, Veron & Pacy, par Artault, de Soucy, par Antoine guyot, de Gron, par Jaques guyot, de Villebougis, par Jaques penon, d'Esury, par Garlin & Bouquot, de Collemiers & Ville-cul, par Bouquot, de Subligny-le bois, par lesdits Garlin & taueau, de Nailly, de Courtoys, de saint Martin du Terte, de saint Denis, par Baltazar, de Ville-perrot, de Ville-roy, par Bouquot, de Ville-nauotte, par le Gras, de Cuyfy, par Lambert, de Fontaine-la Gaillarde, par Garlin, Gillet & Jean gerbault presens, de Rosoy & Salligny, par le Crec Jean du Mont present, d'Estigny & Cerilly, par Penon: ledit maistre Nicole gibier, chanoine de Sens, curé de Malloyot & les habitans dudit lieu, par Artault: maistre Guillaume fauelet, chanoine dudit Sens, curé de saint Clement, & les habitans dudit lieu & de Granchettes, par Antoine guyot: les curé & habitans de Paron, par le Maire & Penon: les manans & habitans de la ville de Lengres, comparans par lesdits Thierry & Chabut, leurs procureurs specialement fondez, assistez dudit Seiournant: maistre Jean girault, chanoine dudit Lengres, curé de l'eglise saint Pierre dudit Lengres & Breuoynes: maistre Estienne de mandreuille, curé de l'eglise parrochial saint Martin dudit Lengres, & le prieur dudit saint Martin: maistre Claude boyard, curé de saint Amatre, & le prieur de ladite eglise, par Bouquot, leur procureur: les manans & habitans de Villeneuve-le Roy, comparans par maistres Gabriel bourgois & Estienne yuert, aduocats audit lieu: maistre Estienne du bourg, chanoine & penitencier en l'eglise de Sens, curé de l'eglise parrochial dudit Villeneuve, par maistre Jean Maucorps: le curé de saint Nicolas & saint Martin es fauxbourgs dudit Villeneuve, par maistre Claude canet: les manans & habitans

tans de Vill e-folle lez ledit Villeneuue, par Iean Bellanger, & Pietre richemard, deux d'iceux presens : les manans & habitans de la ville & faulxbourgs de Ligny en Barrois, par le Crec: les manans & habitans de la ville sainct Iulian du Sault, par Baltazar : maistres Philibert hai, & Iean hai, de ux d'iceux presens: les manans & habitans de la ville de Briennon-l'archeuesque, par Garlin : Gabriel bourrelet & Iean chomet presens : maistre Iean de la grange, docteur en theologie, prieur, curé, & les manans & habitans de Villeneuue-l'archeuesque, par Iamard: les manans & habitans de la ville de Courtenay, par Artault, maistre Cosme moreau, leur procureur present: les manans & habitans de la ville de Tonnerre : par lesdits Minager esleu, & Antoine guyot, assistez de maistres Maclou le vuyt, preuost, Iean richardot, aduocat, & Pierre dauid, receueur des deniers communs de ladite ville: maistre Iean cordier, curé, & les manans & habitans de la ville de Mont-faulion, par Seiournant & le Feure : maistre Denis Sarrazin, curé, & les manans & habitans de la ville de Beze, par Bouquot & Rouget, Pierre griotet l'un desdits habitans present: les manans & habitans de Mussy l'euesque, & les curé manans & habitans de la ville de Gié sus Seine, par ledit Humbelot, leur procureur: les curé, manans & habitans de la ville de Chablies, par Mauroy: les curé, manans & habitans de Ligny-le chafstel, par Garlin : maistre Nicole riuiere, preuost, & Iean d'esbai, procureur de ladite ville presens : ledit maistre Christofle d'Orilhac, curé, & les manans & habitans de la ville de Champignelles, par le Crec & Rigollet, Iean Guymont l'un desdits habitans present : frere Iaques le gras, prieur, curé, & les manans & habitans de la ville de Marigny en Champagne, par Garlin & Penon: les curé, manans & habitans de la ville d'Ancy-le franc, par Bouquot & Garlin: Iean naudiot le ieune l'un desdits habitans present: maistre Philibert bouuot, curé & les manans & habitans de la ville de Rauieres, par Seiournant & Garlin: les manans & habitans de la ville de Pacy, par Garlin : maistre Iaques iazu, curé, & les manans & habitans de la ville de Crusy, par Garlin : maistre Hugues le porcher, licencié és droitz, curé, & les manans & habitans de la ville de Rougemont, par Humbelot & Garlin : les curé, manans & habitans de la ville de Chasteau-landon, par Antoine guyot: les curé, manans & habitans de la ville de Pons sus Yone, par Pescheur & Mongin : maistre Iean pillon, curé, & les manans & habitans de la ville de Gify, par Fleury & Garlin: les curé, manans & habitans de la ville de la Chapelle sus Oreuze, par Lambert & Rouffat: les curé, manans & habitans de la ville de Sergines, par Antoine guyot: les manans & habitans de la ville de Beaumont-le bois, par Fleury: maistre Iean moreau, curé, & les manans & habitans de la ville de Courceaux, par Garlin & Mauroy: les curé, manans & habitans de la ville de Vertilly, par Garlin, Iean regnauld le ieune l'un desdits habitans present: les manans & habitans de Villiers-bonneux, par Virloys: les manans & habitans de la ville de Granches, par lesdits Penon, preuost dudit lieu, & Taveau, leur aduocat & procureur, Iean le sourd, & Nicolas l'escuyer, deux desdits habitans presens : maistre Pierre seuin, curé, & les manans & habitans de Challautre le grand, par Preuost & Bouquot, Iean guesdon l'un desdits habitans present: frere Claude la noix, curé, & les manans & habitans de la ville de Courgenay, par ledit Rousselet: les curé, manans & habitans de la ville de Plantis, par Iamard, Gilles tabou l'un desdits habitans present: les curé, manans & habitans de la ville de Bagnaulx, par le Crec, Rogelin piat l'un desdits habitans present: maistre Pierre abraham, curé, & les manans & habitans de la ville de Rigny-le ferron, par lesdits Penon & Bouquot: les curé, manans & habitans de la ville de Chigy, par Lelasseur: les curé, manans & habitans de la ville de Foissy, par Baltazar, Iean Chicault l'un desdits habitans present : maistre Loys paiot, curé, & les manans & habitans de Vaudeure, par Rousselet & Lelasseur: les curé, manans & habitans de la ville de Noës, par Lelasseur & Garlin, Benoisst veron, Iaques hodry & Estienne dauyot presens: les curé, manans & habitans de la ville de sainct Iust, par Diffier: les curé, manans & habitans de la ville de Thorigny, par lesdits Penon & Garlin : maistres Iean le Roy & Germain chenouft, eux disans respectiuellement curez de la ville de Dimon, & les manans & habitans d'icelle, par lesdits Bouquot & Garlin: les manans & habitans de la ville de Ferrieres, par Iaques guyot: les manans & habitans d'Aigreuille, par lesdits Minager & Fleury: maistre Pierre chorage, curé, & les habitans de Ville-manoche, par Lelasseur & Lambert : frere Clacidas du bois, aliàs d'Ancienuille, curé de la ville de Cerisiers, & les manans & habitans d'icelle, par Garlin: les prieur, curé, manans & habitans de la ville de Venisy, par Garlin: les curé, manans & habitans de la ville de Chailley, par le Crec: les curé, manans & habitans de la ville d'Aix en Othe, par lesdits Penon & Antoine guyot:

N

Proces verbal

les manans & habitans de la ville de Villiers-lois, par Rouffat : les curé, manans & habitans de la ville d'Arces, par le Crec : maistre Jean crequi, curé, & les manans & habitans de la ville de Pons sus Vannes, par Lelasseur : les curé, manans & habitans de la ville de Luissetaines, par l'Eschenau, Fiacre atteron, margueillier, & Quentian bardeau, deux desdits habitans presens : les curé, manans & habitans des Sieges, par Bouquot : maistre raoulequin le Clerc, curé, & les manans & habitans de la ville de Marnay sus Seine, par Bouquot : les curé, manans & habitans de la ville d'Estigny, par Jaques penon : les curé, manans & habitans de la ville d'Esgrifelles, par Penon & le Feure : maistre Amand laureau, curé de la Neuf-uille, & les habitans dudit lieu, par Jaques guyot : les curé, manans & habitans de la ville saint Martin d'ordon, par Baltazar, Pierre lelassueur & Pierre moreau, deux desdits habitans presens : les curé, manans & habitans de la ville de Voux, par Virloys : maistre Denis rouffellot, curé, & les manans & habitans de la ville d'Auxi, par Fleury : maistre Antoine perault, curé en personne, & les manans & habitans d'Opsonuille, par Humbelot : les curé, manans & habitans de la ville de Chastenay, par Lelasseur : maistre Estienne moreau, curé, & les manans & habitans de la ville de Geurenes, par Jaques guyot : le prieur, curé de la ville de Cheroy : maistre André rouffy son vicaire present, & les habitans dudit lieu, par Bouquot & Virloys : les prieur, curé, manans & habitans de la ville de Dolot, par Jaques guyot : maistre Antoine marquet, curé, & les habitans de Montacher, par Bouquot : les manans & habitans de la ville de Courgy, par Mauroy : maistre Claude drouin, curé, & les manans & habitans de la ville de Chichees : les curé, manans & habitans de Poilly, par le Crec & Mauroy : les manans & habitans de la ville Sainte vertus, par le Maire : les curé, manans & habitans de la ville de Viuiers, par Rouget, Nicolas du bois l'un desdits habitans present : les curé manans & habitans d'Argentueil, par Garlin : les curé, manans & habitans de Fuluy & Crëy, par Garlin : les curé, manans & habitans de la ville de Stigny, par Garlin : les curé, manans & habitans de Chassinelles, par Bouquot & Garlin : les curé, manans & habitans d'Ancy-le serueux, par Garlin, Jean carré l'un d'iceux present : maistres Michel cuyfinier & Didier le boiteux, eux disans respectiuellement curez de Lezines, & les manans & habitans de ladite ville, par Rouget, Garlin & Mauroy : les curé, manans & habitans de saint Vinemer, par de la Faye : maistre Jean de la Vigne, curé, & les manans & habitans de la ville de Iunay, par Garlin, Jean finot l'un desdits habitans present : les curé, manans & habitans de Molefmes, par le Crec : les manans & habitans de la ville de Commissé, par le Crec : les manans & habitans des villes de Ban & de Glan, par Rouget, leur procureur : maistre Jaques girard, curé, & les manans & habitans de la ville de Seneuoy, par le Crec & Garlin : les habitans de la Chapelle lez Seneuoy, par le Crec, Pierre thierry l'un d'iceux present : les habitans de la ville de Nicé, par le Maire : maistre Iaspart des Effarts, curé, & les manans & habitans de la ville de Channay, par Humbelot : les manans & habitans de la ville de Laignes, par Diffier, Jean de bourré, leur procureur present : les curé, manans & habitans de la ville de Pothieres, par Humbelot : les curé, manans & habitans de la ville de Molefmes, par Humbelot : maistre Martin du Pin, curé, & les manans & habitans de la ville de Dié, par le Maire : les curé, manans & habitans de la ville de Vireaux, par Diffier, Guillaume gaguin l'un d'iceux present : les curé, manans & habitans de la ville de Merisé & Chamelard, par Diffier : les curé, manans & habitans de la ville de Vezines, par le Crec, Jean beau le ieune l'un d'iceux present : les curé, manans & habitans de Clefles, par Diffier : de Bannay, de Lyne, & Ville-uenard, par Lambert, de Matogues & d'Escuré, par lesdits Haton & Preuost, de Treilles, d'Origny, & de Dilo, par Lelasseur : de Beurs, par le Crec : de Molinons & de Corbeil, par Rouget, Nicolas potageot le ieune present : de sainte Syre, de Premier fait, des grandes & petites Chapelles, par lesdits Minager & Lelasseur, Didier thomas present, d'Ocey, par Sciournant : maistre Pierre choignot, curé de Somme-fontaine, par Lelasseur, & les habitans dudit lieu, par Preuost : les curé, manans & habitans d'Eschemynes, par Garlin, de Ville-ladon & Ville-cerf, par Bouquot : de saint Loup de Bouffenay, la Fousse, & de Turny, par Garlin, Pierre du Puys, & Jean froment presens : de Marcilly-le hayer, par Mauroy, Jean colleffon present : de Pouy, par Rouffat : de Fôtenay-bauffery, par Preuost, de Ville-neuve aux Richef-homes, & S. Maurice aux Richef-homes, par Virlos, Nicolas girard & Jean d'Antigny presens : de Iaulne, par Taueau : les habitans de la Ragane, par maistre Estienne sandrier : les curé, manans & habitans de Bouuery & d'Oruilliers, par Lâbert & Lelasseur : de saint Flauy, par lesdits Penon & Jamard : de Auon, par Artault : de Vullaines, par le Crec & Lâdier : de Ville-che-tiue, par Lelasseur : de Belle-chaume, par Lelasseur & le Crec, Jean de la Fouge l'aîné present.

de

de Malay le Roy, par Lelasseur: de la Tombe sus Seine, par lesdits Penon & Bouquot: de Gumery, par Garlin: de Solligny, par Antoine guyot: maistre François durac, curé de Baye, par Garlin, & les habitans dudit lieu, par lesdits Peicheur & Lambert: maistre Nicole gibier, chanoine de Troyes, curé de Tallus, par Lambert: les curé, manans & habitans d'Espargny, par Jaques penon: maistre Pierre benoist, curé d'espargnay, & les habitans dudit lieu, par Preuoist: ledit Gibier, chanoine de Sens, prieur de Reigny-la nonneux, par Lambert, & les habitans dudit lieu, par Virloys: maistre Jean salmon, curé de Lailly, par Artault, & les habitans dudit lieu, par Mauroy: frere Iean iarriat, curé de Paroy en Othe, & les habitans dudit lieu, par Lambert: maistre Iean camard, curé de Vareilles en personne, & les habitans dudit lieu, par Artault, Thomas hector, iuge, & Blaise tollot l'un des margueilliers dudit lieu presens: frere Estienne haï, prieur, curé de Vau-mor, par Bouquot, & les habitans dudit lieu, par Garlin: maistre Antoine picault, curé de Theil, par le Crec, & les habitans dudit lieu, par Virloys: ledit maistre Claude belotin, aduocat, curé d'Armeau, & les habitans dudit lieu, par ledit maistre François belotin: frere Iean de castres, prieur, curé de Michery, & les habitans dudit lieu, par Rouffat, Estienne rouelle, & Noël sainton, margueilliers presens: maistre Mathieu dauid, chanoine de Sens, curé de Misy sus Yone, par le Crec, & les habitans dudit lieu, par lesdits Penon & Bouquot, ledit maistre Mathieu le cuyr, receueur des seigneurs, & Lucius pastelot l'un desdits habitans presens: maistre Pierre rougeron, curé de la Motte de Tilly, & les habitans dudit lieu, par Virloys, Nicolas clerc present: maistre Germain colmon, curé de Fontaine-fourche, & les habitans dudit lieu, par Garlin: maistre Laurens du royer, curé de Songnes & du Plessé-gastbled, & les habitans desdits lieux, par Mauroy: maistre Martin le gresse, curé de la Louptiere, & les manans & habitans dudit lieu, par le Crec: maistre Pierre darye, curé de Ville-nausse la petite, & les habitans dudit lieu, par Bouquot: les habitans de Fleurigny, par Antoine guyot & Garlin: maistre Edme faillot, curé de saint Martin sus Oreuze, par Garlin, & les habitans dudit lieu, par l'eschenu: maistres Pierre cailleau, Jaques rouffat, & Iean belotin eux disans respectiuellement, curez de saint Aubin chasteau-neuf, & les habitans dudit lieu, par Bouquot, Antoine guyot & Nicole rouffat: les curé, manans & habitans de Villeneuue-la genest', par Lambert & le Maire, Antoine constant l'un desdits habitans present: les habitans de Prunay, par Antoine guyot, Iean auclerc & Iean moreau deux d'iceux presens: maistre René arué, curé de Ville-franche, & les habitans dudit lieu, par le Maire, Guillaume deschenaulx & Toussaints bonneual, margueilliers presens: les habitans de Cudot, par Rigollet, Robert gignot & Hardouin deschenet, deux d'iceux presens: maistre Pierre corat, curé de Verlin, & les habitans dudit lieu, par Baltazar, Estienne charbonnier & Pierre charron, margueilliers presens: maistre Iean pressurot, doyen de Courtenay, curé de Bussy-le repos, par le Crec, & les habitans dudit Bussy, par Baltazar, Germain le bannier present: maistre Loys chuteau, curé de Rousson, & les habitans dudit lieu, par guyot, Iean perier l'un d'iceux present: maistre Iean piochart, curé de Marfangy, par Baltazar, & les habitans dudit lieu, par Jaques penon: les habitans de la Chartreuse lez Domats, par Taveau: les habitans de Foucherolles, par Baltazar: les habitans de Rosoy-le viel, par le Crec: maistre Iean penot, procureur desdits habitans present: Les manans & habitans de Merain-uille, par le Crec, Iean leger, leur procureur present: les habitans de Chante-coq, par Baltazar: les habitans de la Selle en Ormoy, par lesdits Peicheur & Nicole rouffat: les habitans d'Andrify & saint Hilaire lez Andrify, par Lambert, Nicolas & Claude les Guymas presens: les manans & habitans de Chuelles, par Diffier: les habitans de Saugny, Michel soger & Iean martineau, margueilliers presens, & les habitans de Vernoy, Edme chauin, & Edme le Belloy presens, par Baltazar, leur procureur: maistre Nicole de la Borde, curé de Piffons, & les habitans dudit lieu, par Lambert, Guillaume guynebert l'un d'iceux present: les curé & habitans de saint Loup d'Ordon, par Baltazar, Iean moreau & Denis cochin, margueilliers presens: maistre Iean de Bourron, official de l'archidiacre de Sens, curé de Chaulmot, par Bouquot & les habitans dudit lieu, par Baltazar, Mahiet alaire, Michel marre & André iullian habitans dudit lieu presens: les curé & habitans de Cornant, par Jaques penon: les habitans de saint Valerian, par Fleury, Iean Caillat, margueillier present: maistre Jaques ramon, curé de Ville-gardin, par Bouquot, & les habitans dudit lieu, par Landier: maistre Iean thubert, curé de Fontenay, par Mauroy, & les habitans dudit lieu, par Jaques guyot: maistre Jaques rouffat, curé de Thorailles, & les habitans dudit lieu, par

Proces verbal

Nicole rouffat : les curé, & habitans de Nargy, par ledit guyot : frere Iean desboyaulx, prieur dudit Thorailles : maistre Iean charruau curé, & les habitans de la Selle sus le Bié, par le Crec, Humbelot, & Fleury, Iean iendon l'un d'iceux habitans, fondé de procuration speciale present : maistre Antoine de la Haye, curé de Courtemault, & les habitans dudit lieu, par Iaqués guyot : les curé & habitans de saint Loup de Gonnoys, par le Maire, maistre Guillaume leger, vicaire dudit curé present : maistre Simon le maire, curé de Pers, & les habitans dudit lieu, par Iean rouffat : les habitans de Vaulx, par Virloys, Pierre iordane, margueillier present : maistre Iean trauers, curé de Cheuanes, & les habitans dudit lieu, par Penon, Loys mesure, margueillier dudit lieu, procureur desdits habitans present : les habitans de Giuerlay, par rouffat, Loys marot, procureur specialement fondé present : les curé & habitans de Diant, par Bouquot : les curé & habitans de Brannay, par Baltazar, maistre Guillaume le merle, vicaire dudit curé present : les habitans de Lixi, par Dissier, Fraulin le pied, leur procureur present : maistre Vincent vidac, curé de Ville-thierry, par Artault, & les habitans dudit lieu, par Preuost : les habitans de Iouy, par Virloys : les habitans de Bazoches, par Bouquot : les habitans de Bransles, par Humbelot : maistre Adrian de mont-fort, curé de Burfy, & les habitans dudit lieu, par Iaqués guyot : maistre Pierre de gerbes, curé de Polligny, par le Crec : les habitans de Non-uille, par Mauroy : maistre Iaqués gerard, curé de Touffy, en personne, & les habitans dudit lieu, par Garlin : maistre François de la vernade, curé de Nanteau, & les habitans dudit lieu, par maistres Iean brasard & Bouquot, leurs aduocat & procureur : le curé de Preaux, par le Crec : maistre Charles barnicot, curé de Cheny, en personne, & les habitans dudit lieu, par Iaqués guyot : les habitans de Haulte-riue, par Rouget : les habitans du Mont-saint supplis, par Garlin : les habitans de Saignelay, par le Crec : les habitans de Pré, par Mauroy : les curé & habitans de Vezannes, par Garlin, Thomas marle l'un d'iceux present : les habitans de Meré-le serueux, par Rouget, Charles le marle l'un d'iceux present : les habitans de Carisé, par Garlin : maistre Pierre canelle, curé de Villiers-vineux, par Garlin, & les habitans dudit lieu, par Rigollet : les curé & habitans de Vergigny, par Lambert, Iean creneau & Robert mon-fils, deux desdits habitans presens : les habitans de Rebourceau, par Rigollet, Iean guilliers l'un d'iceux present : les habitans de Perrigny, par Garlin : les habitans de Quincy, par Rouget : les habitans d'Argentenay & le Coing, par Garlin : maistre Iean logerot, curé de Vics, par Garlin, & les habitans dudit lieu, par le Crec : les curé & habitans de Charré, par Antoine guyot & le Crec, Pierre estienne, procureur desdits habitans present : les habitans de Noiron, par le Crec : les habitans de Ville-dieu, par Rouget, Nicolas fai l'un d'iceux present : les habitans de Vertaux, par Garlin, Blaise menegault l'un d'iceux present : les habitans de Ricé, par Iaqués guyot, Iean raguenault, leur procureur present : les habitans de Bagneux, par Garlin, Iaqués vallenot l'un d'iceux present : maistre Nicole vignier, curé de Beauuais, par Humbelot, & les habitans dudit lieu, par Iaqués guyot : les habitans de Bragelongne, par Garlin : les habitans de Chaunes, par le Crec, Pierre charleau, leur procureur present : les habitans de Thorey, par Dissier : les habitans de Molins, par Garlin : les habitans de saint Iosmes, par Humbelot, maistre Claude de Bauffremont present : les habitans de Neuf-uille & Courteron, par Humbelot : maistre Nicole le page, curé de Bourg & de Longeau, & les habitans desdits lieux, par le Crec, Humbelot, & Seiournant : les habitans de Percey le Pauthey & Riuières-lés Fosses, par Seiournant : les curé & habitans de Ville-gusian, par Bouquot & Garlin : les habitans de Piepape, par Bouquot : maistre Nicole regnier, curé de Dom-marien & de Chailley, & les habitans desdits lieux, par Seiournant & Bouquot : les habitans de d'Ardenay, par le Feure : les curé & habitans de Cusey, par ledit le Feure : maistre Pierre frot, curé de Saquenay, & les habitans dudit lieu, par Humbelot : les habitans de Lecey, par Bouquot : les habitans de Fley, par le Feure : les habitans de Bourberain, par Seiournant, Florent despeches l'un d'iceux present : les prieur, & habitans de Thil-chastel, par le Feure & Seiournant : maistre Iean gros-uallet, curé de Saigny, & les habitans dudit lieu, par Humbelot : les curé & habitans de Choisueil, d'Occey, d'Ysome, d'Aubigny, Vaulx, Coufon & Prauthoy, par le Feure, leur procureur : les habitans de saint Michel, par Humbelot : maistre Antoine de houffoy, curé de saint Beroin-le bois, par Seiournant & Humbelot : les curé, & habitans de Courcelles-lés Fosses, par le Crec : les habitans de Relampont, par Seiournant : maistre Arnolphe merlin, curé de Vezaines, & les habitans dudit lieu, par Bouquot : les curé & habitans d'Humes, par Bouquot & Seiournant : ledit merlin, curé

curé de Lufey, Veruilles & la Ville-au bois, par ledit Bouquot, & les habitans desdits lieux, par Humbelot: les habitans de Foulain, par Zacharie preuost: les habitans de Vexaulles & de Montigny sus Aube, par Seiournant, Mathieu maligne present: les curé & habitans de Geurolles, par Humbelot, Guillaume logerot l'un d'iceux present: les habitans de Lanty, par Baltazar, Loys chantereau l'un d'iceux present: maistre Iean michau, curé de la Chaulme, par Bouquot, & les habitans de ce lieu, par Seiournant, Claude mathieu l'un d'iceux present: les habitans de Lecey, Faueroles & Gurgy-la ville, par Seiournant: maistre René le piffre, curé de Gurgy-le chastel, & les habitans dudit lieu, par Humbelot: les curez & habitans de Collemiers-le bas, & Collemiers-le hault, par Seiournant: les habitans de Bufferolles & de Chambain, par Humbelot: maistre Michel clement, curé de Villiers-monnoyé, par Seiournant, & les habitans dudit lieu, par Humbelot: maistre Hilaire prier, curé de Grancey-le chastel, & les habitans dudit lieu, par Humbelot, Nicolas roy l'un d'iceux present: les habitans de Courlon, Ville-meuruis & Ville-morin, par Humbelot: maistre Nicole matherat, curé de Cuffey-les forges lés Grancey, & les habitans dudit lieu, par Humbelot: les habitans de Moilleron, par Seiournant: le curé de Chalancey, par Seiournant, & les habitans dudit lieu, par le Crec: les curé & habitans de Vaillans, par le Crec: maistre Loys Seiournant, curé de Viuey, & les habitans dudit lieu, par Seiournant: les habitans de Leuglay, par Humbelot, Odot morillé l'un d'iceux present: les habitans de Bay, par Bouquot: maistre Nicole fymonnôt, curé de Vitry en montagne, & Chamerois son secours, par Garlin, & les habitans desdits lieux, par Seiournant: les habitans d'Aunoy, par Bouquot: maistre Iean huot, dit Regnaudot, curé d'Arbot, par Seiournant, & les habitans dudit lieu, par Bouquot: les habitans de Rouure sus Aube, par Humbelot: les habitans d'Erifeulles, par Rouget: les habitans de Marac, par Bouquot, maistre Iean barrisien l'un d'iceux present: les habitans de Vau-baon & Beau-chemin, par Seiournant: maistre Nicole regnier, curé d'Ormancey, par Seiournant, & les habitans dudit lieu, par Rouget: les curé & habitans de saint Loup, par ledit Rouget: les habitans de saint Martin, Vire-loup, & saint Ciergue, par Humbelot: les habitans de Marlot, par Seiournant: maistre Iean guillemin, chanoine dudit Lengres, curé de Voisines, & les habitans dudit lieu, par Seiournant: les curé & habitans d'Ortes, par Humbelot: maistre Symon de saint Belin, chantre & chanoine de Lengres, curé de Varennes, par Seiournant, & les habitans de Champagney soubz Varennes, par Rouget: maistre Ancelme balauoine, curé de Neulley l'Euésque, & les habitans dudit lieu, par Garlin: le curé de Selles, par le Feure, & les habitans, par l'Eschenau: les habitans de Frecourt & de Celsoy par Bouquot: les habitans de Villiers & d'Orbigny-ou mont, par le Crec: les habitans d'Orbigny-ou val & de Verfeilles-desous, par Seiournant: le curé de Brenne, & les habitans dudit lieu, par Bouquot: les habitans de Molandon, par Humbelot: maistre André boiffelier, curé de Baiffey, en personne, assisté dudit Seiournant, & les habitans, par le Crec: les habitans de Leuchey, par l'Eschenau: les curé & habitans d'Auieurre, par le Feure: les curé & habitans de Perroingney, par Seiournant: maistre Claude constant, vicaire dudit curé present: maistre Guillaume gaignot, curé de Noidant, par Humbelot, & les habitans dudit lieu, par le Crec: les habitans de Vieil-molin, par l'Eschenau: de Perrancey, par Seiournant: de Iourquenay, par Bouquot: de Lannes, par Humbelot: maistre Iean petit, curé de Charmes, par Garlin, & les habitans dudit lieu, par Seiournant: maistre Estienne Gironnet, chanoine de Lengres, curé de Banne, par Seiournant: les habitans de Montigny sus Vigenne, par le Feure: de Cohons, par Humbelot: les curé & habitans de Rosoy, par Humbelot, Ioa-chin chastenay l'un d'iceux present: les habitans de Varennes, par Humbelot: les curé & habitans de Courcenay, par Bouquot: maistre Philippes geneuoys, curé de Chastenay-vaudin, par le Crec, & les habitans dudit lieu, par Seiournant: les habitans de Ville-neuue sus Vigenne, par le Feure: ledit de saint Belin, curé de Grenant, par Seiournant, & les habitans dudit lieu, par Baltazar: les habitans de Saulles, par Seiournant: maistre Loys le page, curé d'Heulley-le grand, & les habitans dudit lieu, par Seiournant: maistre Iean thiebele, curé de saint Vallier & Orbigny, par Humbelot, & les habitans desdits lieux, par Bouquot: les habitans de Noidant-chastenay, par le Crec, & d'Heulley-coton, par Rouget: maistre benoist foucheret, chanoine de Lengres, curé de Chalindrey, par Seiournant, & les habitans dudit lieu, par Baltazar: les habitans de Curmont, de Riuieres-le bois, & de Chassigney, par Seiournant: les habitans de Precigney, par Bouquot: les curé & habitans de Courgirenon, par Seiournant: les habitans de la Romaigne, par Rouget, Claude

Proces verbal

cothenet l'un d'iceux present: les curé & habitans de Fouuans-le chastel, par Mongin: les curé & habitans de Gilley, par Martin: les habitans de Farincourt, par Mongin: le curé de Genevrières, par Bouquot, & les habitans dudit lieu, par Seiournant: maistre Claude huguenot, curé de Courlee, & les habitans de ce lieu, par Seiournant: maistre Loys du mouchet, curé de Roches, par Seiournant, & les habitans dudit lieu, par Mongin: les habitans de Baksmes, par Humbelot, & de saint Andoche, par Mongin: les habitans de Frettes, par Seiournant: de Reigny sus Saone, par Seiournant: de Tallemey, par l'Eschenau: D'efnoms, par Seiournant: de Tronchamp, & de Pierre-fite, par Rouget: les curé de Percey-le petit, par le Feure, & les habitans, par Humbelot: maistre Jaques menuot, curé de saint Mauris sus Vigenne, par Seiournant, & les habitans dudit lieu, par Bouquot: les habitans de Courcelles en Montagne, de Voncourt, de Pierre-fontaine & de Germaines, par Seiournant, leur procureur: maistre Claude pingénieur, curé de Beroncourt, par Seiournant, & les habitans dudit lieu, par Humbelot: les habitans de Chastellenot & d'Orceuaux, par le Crec: le curé de Comblans, par Seiournant, & les habitans dudit lieu, par Mongin, Estienne manois, leur procureur present: les manans & habitans de Resson en Barrois, par le Crec: les habitans du petit Nancey, par l'Eschenau, Nicolas maulny l'un d'iceux present: maistre Didier nicolas, curé de Vellaines, par le Crec, & les habitans dudit lieu, par l'Eschenau: les habitans de Morencourt, par Bouquot, Iean farrier l'un d'iceux present: maistre Hierosme collard, curé de Giuro-val, par le Crec: les habitans de Maligny, de Reffroy, de Marson, de Briuolles, de saint Amand, de Couvert-puys, de Monstier sus Saulx, de Sandon, de Iuuigny en partie, de Sauonieres en partie, & de Couzancelles, par Bouquot: maistre Girard obryon, curé de Naiz, par Fleury, & les habitans dudit lieu, par Bouquot: le curé de Menaucourt, par Fleury, & les habitans dudit lieu, par Bouquot: le curé de Biencourt, par le Crec, & les habitans, par Bouquot: maistre Iean barrisien, leur procureur present: les curé & habitans de Morley, par l'Eschenau: les habitans de Dame-marie en Barrois, de Benchon, de Guimescourt & de Vaudremont, par le Crec: le curé d'Agonville, par le Crec, & les habitans dudit lieu, par Bouquot: les habitans de Villette devant Beroin, par le Crec: maistre Dominique fabri, curé de Ville-devant Beroin, par le Crec: maistre Henry durant, curé de Raucourt, par Humbelot: le curé de Neuf-ville, par Bouquot: les habitans de Hieron-ville, par Bouquot.

EN procedant ausquelles comparitions, & à l'appel des dessusdits comparans, ont esté par aucuns d'eux cy apres nommez, faites les remonstrances, protestations & declarations qui ensuiuent.

Pour le reuerendissime cardinal de Giury, euesque, duc de Lengres, pair de France. A esté remonstré par ledit maistre Iean Lausserrois son procureur, assisté desdits baltazar & Humbelot, Que ledit seigneur, à cause de sa dignité episcopale, est duc de Lengres, comte de Montfaulion, baron de Gurgy-le chastel & Lusy, seigneur de Mussy l'Euesque, Prully, Marrigny, la Chassigne, appartenances & dependences, & pair de France, que lesdits duché, comté, baronnies & seigneuries ne sont aucunement du bailliage de Sens, ains ressortissent les appellations interiectées de ses officiers, en la Cour de Parlement à Paris, à cause du priuilege de Pairie, laquelle Cour est seule superieure desdits officiers, tant pour les causes de l'ediect & creation des iuges presidiaux qu'autres. Que la comparition qu'il fait à present, n'est comme suiet des officiers dudit bailliage, ains seulement pour obeir aux assignations à luy donnees par deuant nous, par vertu des lettres patentes, & pour empescher qu'aucune chose soit faite contre & au preiudice de ses droits, prerogatiues & preeminences, à ces causes a ledit Lausserrois audit nom protesté, que telle comparition, & tout ce qui sera fait en la presente conuocation & assemblee, ne puisse en rien preiudicier audit reuerendissime cardinal, ne que par icelle lesdits officiers, iuges & magistrats presidiaux puissent à l'encontre de luy, ses officiers & suiets pretendre aucun droit de ressort ou superiorité, dire, alleguer & maintenir, qu'il ait en rien derogé & contreuenu aux declarations par luy contre eux obtenues, & arrest sur-ce interuenus, & qui s'en seroient depuis ensuiuis.

Le procureur du Roy a dit que Lausserrois pour le cardinal de Giury, euesque, duc de Lègres a sans pouuoir special ou procuration dit que lesdits duché, côté, baronies & seigneuries n'estoient aucunement du bailliage de Sens, & ne reconnoissoient en rien les officiers dudit bailliage, ains la Cour de Parlemēt seulement, à cause du priuilege de Pairie. Et a requis ledit procureur du Roy, que par faute de procuration speciale le dire dudit Lausserrois fust reietté: & en passant outre, dit q̄ lesdits duché de Lègres, côté & seigneuries sont notoiremēt, & de toute antiquité du

du bailliage de Sens, non seulement des & depuis deux cens & trois cens ans ença, ains plus de mil ans, comme apperra par les anciés registres dudit bailliage, tiltres & chartres estans en la chambre des comptes à Paris. Ressortissent les appellations interiettes des iuges & officiers desdits duché, comté & seigneuries pardeuant le bailly de Sens ou ses lieutenans, tant ciuil que criminel, & ont tousiours ressorty sans controuerse ou difficulté quelconque. Connoissent & ont connu lesdits officiers de Sens dès & depuis ledit temps, de toutes matieres indifferemment intentees entre les subiets, & demeurans esdits duché & seigneuries, hors mis toutesfois des causes concernans les droits de pairie dudit duché, dont par priuilege special & de pairie, la cōnoissance appartient à ladite cour en premiere instâce: & a le preuost dudit Sens tousiours eu, comme encores il a de present vn lieutenāt audit lieu de Lengres. Dauantage le Roy par edict & contract fait avec les manans & habitans de la ville de Sens & ses officiers dudit lieu, a voulu, statué & ordonné irreuocablement, que lesdits duché de Lengres, comté de Mont-saulion, Mussy, terres, baronnies & seigneuries cy dessus declairees, & autres terres enclauées & adiacentes desdits duché, comté & seigneuries, fussent à iamais du ressort & bailliage de Sens, lequel contract & edict a esté leu & publié en ladite cour: & quant aux lettres de declaration que ledit cardinal dit auoir obtenuës, & sur lesquelles est interuenu arrest de ladite cour, Dict ledit procureur du Roy que par lesdites lettres & arrest n'est faite aucune mention ne preiudice ausdits ressort, contract & droits dudit bailliage, ains a esté seulement dit & ordonné, que ledit cardinal euesque de Lengres vseroit de sa iustice tout ainsi qu'il faisoit au parauant l'erection des sieges presidiaux, & non autrement. Et a ledit procureur du Roy fait protestations & declarations contraires à celles qui ont esté faites par ledit Lausserois. Sur ce auons dit que lesdites parties auront acte des protestations & declarations dessusdites.

Pour les doyen, chanoines & chapitre de Lengres, lesdits Tabourot & Thierry leurs procureurs ont declaré que la comparition qu'ils faisoient pardeuant nous pour la redaction des coustumes dudit bailliage de Sens, estoit sous protestation de non preiudicier aux droits seigneuriaux & dominicaux qu'ils ont en leurs terres & seigneuries sur leurs hommes & subiets, n'a la liberté de leur eglise.

Pour les manans & habitans de la ville dudit Lengres, lesdits Thierry & Chabut leurs procureurs assiste dudit maistre Claude seiournant aussi procureur desdits habitans audit bailliage, ont protesté que leur comparition ne leur puisse preiudicier à l'opposition par eux formee par deuant M. Ant. Fumee conseiller du Roy en sadite cour, commissaire deputé par ledit seigneur à l'execution de l'edict pour l'establissement du siege presidial de Sens, à laquelle opposition ils ont esté receuz, & renuoyez au conseil priué, où le proces est pendant & indecis. A quoy lesdits procureur du Roy, maire & escheuins de la ville de Sens, & procureur de la communauté des officiers, aduocats, procureurs & practiciens dudit bailliage, ont dit qu'ils faisoient protestations contraires.

Pour ledit cardinal de Tournon abbé de Ferrieres, religieux, prieur & conuent d'icelle abbaye a esté dit & remonstré par ledit du Més, que leurs terres, iustices & chastellenies dudit Ferrieres, Nargy, Grifelles, Fontaine, la Sele sur le Bié, Ouzoir, Thorailles, Courtemault, les Noües en la paroisse de Rôsoy-le viel, Boulgligny, Aruille, Iuilliet, Burcy, la Neuville, Geurennes, saint Pierre les Puiseaux, Vullaines, l'Espuys & Sorques en la paroisse de Montigny sur Loing, & aussi les prieurez dependans d'icelle abbaye, asçauoir Bransles, Pers, saint André lez Chasteau-landon, la Selle sur le Bié, saint Genoul, saint Pierre de Chon & saint Loup de Bezard, ont de tout temps & d'ancienneté esté comme ils sont de present regiz & gouvernez sous l'ancienne coustume de Lorris redigee & accordee en la ville de Montargis l'an mil cinq cens trente & vn, en presence du procureur du Roy au bailliage de Sens, qui forma opposition: & sur icelle, y eut renuoy en ladite cour. Depuis lequel temps ils ont tousiours gardé ladite coustume de Lorris, partant estoient mal appelez. Pareille remonstrance & declaration a esté faite par les seigneurs, curez & habitans desdites chastellenies. Le procureur du Roy a dit qu'il n'empeschoit que lesdites chastellenies, terres & seigneuries fussent regies sous ladite coustume de Lorris, a neantmoins requis qu'és cas obmis & non decidez par ladite coustume de Lorris ils ayent recours à la generale dudit bailliage de Sens, attédu qu'ils sont du ressort. Ce qui a esté empesché par lesdits cardinal, religieux & autres dessusdits qui ont dit, que combien qu'ils fussent du ressort du bailliage de Sens, toutesfois n'estoient subiets vser d'autre coustume que dudit Lorris, & qu'és cas obmis & non decidez par icelle, ils doyent auoir recours à droit & raison. Nous, parties oyes, auons ordonné que les dessusdits vsent

Proces verbal

* Renuoy
au lende-
main de
Quasimo-
do.

ront & seront regis & gouvernez par la coustume de Lorris comme ils ont esté cy deuant. Et sur la requeste faite par ledit procureur du Roy, empeschée par les dessusdits, auons renuoyé lesdites parties en ladite cour.

Pour le duc de Nemoux à cause des chastellenies, terres, seigneuries de Nemoux, Chasteau-ladô, Méts-le mareschal, d'Ordiues, Lorré, Cheroy, Flagy, Voux, Pôs sur Yone & Lixi.

Ledit Garré substitut du procureur du Roy au bailliage de Nemoux a remôstré que la chastellenie dudit Nemoux & les chastellenies, terres & seigneuries dessusdites, ne furent onques regies sous la coustume de Sens, mais de temps immemorial sous lesdites coustumes de Lorris, où les habitans du bailliage dudit Nemoux, chastellenies & seigneuries susdites furent appelez, & à eux enioint les garder, ce qu'ils ont tousiours fait. Et où il se trouueroit lesdites chastellenies & seigneuries auoir esté des anciens ressorts dudit bailliage de Sens, toutesfois elles ne furent onques regies sous les coustumes dudit lieu, & où il seroit autrement ordonné, il fopposoit.

Marie de la boiffiere dame de Flagy, Belle-Fontaine, Ferrote & Penery, a declairé qu'elle n'a droit en ladite seigneurie de Flagy que de la moitié, l'autre moitié appartenant au Roy, & que d'ancienneté la iustice dudit Flagy est dudit bailliage de Nemoux, gouvernee sous ladite coustume de Lorris, à laquelle n'entend deroger pour ce regard. Et quant à la seigneurie de Penery, la confessee estre du bailliage & coustume de Sens. Les manans & habitans de Flagy ont fait pareille declaration. Le procureur du Roy a dit que lesdits duché, terres & seigneuries dessusdites sont du domaine du Roy, & estoient anciennement dudit bailliage & ressort, & comme tels sont appelez ordinairement & comparent au seruice du ban & arriereban, contribuent audit bailliage à la soulde des cinquante mil hommes de pied, & par ce ont esté appelez selon & ainsi qu'il est mandé faire par lesdites lettres patentes du Roy, & neantmoins a dit qu'il ne vouloit empesché que s'ils ont cy deuant esté regis & gouvernez par ladite coustume de Lorris, ils ne puissent vser d'icelle.

Les manans & habitans de la ville de Chasteau-landon & autres seigneurs qui tiennent fiefs, terres & seigneuries estans du ressort & iurisdiction de ladite chastellenie, ont dit qu'ils ont esté de tout temps comme encores ils sont regis & gouvernez par ladite coustume de Lorris, & que sans raison ils ont esté appelez à la redaction des coustumes dudit bailliage de Sens. Pareille declaration ont fait les manans & habitans desdites terres.

Le procureur du Roy a dit, que les dessusdits ont esté appelez par ce qu'il estoit mandé ce faire par lesdites lettres patentes, comme estans de l'ancien ressort dudit bailliage de Sens.

Les dessusdits ont confessé que ladite chastellenie de Chasteau-landon estoit de l'ancien ressort dudit bailliage de Sens & non de la coustume. Ledit procureur du Roy a dit qu'il n'empesche qu'ils n'eussent acte de ladite declaration.

Françoise de foucher vefue de feu messire Ioachin de la chastre en son viuant cheualier seigneur de Nancé, a remonstré que les terres qu'elle a assises en ladite chastellenie & bailliage de Chasteau-landon, sont du ressort de Meleun, & auparauant ressortissoient en la cour, mais que la terre de Thory ressortist au bailliage de Sens, & neantmoins sont toutes lesdites terres regies & gouvernees sous la coustume de Lorris.

Anne de Piffleu duchesse d'Estampes a dit & remonstré que ses chastellenies d'Aigre-ville & Branles, seigneuries de Geruille, Sous-ville & le Bidas, Pariot, Flomesnil & Coleuras appartenances & dependences sont regies sous ladite coustume de Lorris. Les manans & habitans dudit lieu d'Aigre-ville ont fait semblable declaration. Ledit procureur du Roy a esté d'accord que toutes lesdites terres & seigneuries sont assises en la chastellenie de Chasteau-landon & de l'ancien ressort du bailliage de Sens, excepté ladite terre de Coleuras qui est de la coustume de Sens.

Ladite de Piffleu a confessé que les chastellenies, terres & seigneuries dessusdites, estoient de la chastellenie de Chasteau-landon ancien ressort du bailliage de Sens.

Messire René de Boulainuillier seigneur de Courtenay, comte de Foulcamberge, a fait remonstrer par maistre Anne de terrieres seigneur de Chappes & de Piffons, aduocat en ladite cour, assisté de maistre Charles lageté bailly dudit Courtenay & de maistre Iean rabillon son procureur en ladite cour. Que ladite chastellenie de Courtenay appartenances & dependences, terres & seigneuries des vassaux d'icelle, auoient tousiours esté, comme encores sont regies & gouvernees par ladite coustume de Lorris, & protester que ladite comparison ne luy puisse nuire ne preiudicier, tant à ladite coustume qu'aux proces pendans en ladite

dite cour & ailleurs, entre le procureur general du Roy & les officiers du bailliage de Sens d'une part, & les predecesseurs dudit Boulainuillier seigneurs dudit Courtenay d'autre, pour raison des appellations interiettes du bailly dudit Courtenay, ses anciennes appartenances & dependences, que luy & sesdits predecesseurs ont de temps immemorial maintenu ressortir immediatement en ladite cour. Ledit de Terrieres seigneur de Piffons en son nom à cause de ladite terre & seigneurie de Piffons, a employé la declaration & protestation dudit seigneur de Courtenay. Le procureur du Roy a dit que ladite chastellenie de Courtenay, ses appartenances & dependences estoient du domaine du Roy, & ne vouloit empescher que ceux de ladite chastellenie fussent regis & gouvernez par telle coustume qu'ils auoient esté auparavant. Et quant aux vassaux & arriere-vassaux de ladite chastellenie, les fiefs desquels ne sont assis dedans les limites d'icelle, a dit & soustenu qu'ils estoient & deuoient estre regis & gouvernez par ladite coustume du bailliage de Sens, & auoit ledit procureur du Roy obtenu arrest, par lequel est dit qu'ils ressortiront audit bailliage.

Maistre Phelippes du Puy conseiller du Roy en sa cour de parlement, seigneur de saint Vallerian a fait declarer qu'il estoit du ressort du bailliage de Sens, & neantmoins estoit ladite seigneurie regie & gouvernee sous ladite coustume de Lorris. Semblable declaration a esté faite par les habitans dudit lieu. Maistre Pierre tinseau prieur curé de Vallery, & les habitans dudit lieu ont fait pareille declaration.

Messire Nicolas d'Aniou comte de saint Forgeau seigneur de Villeneuve-la Genest, a fait remonstrer & declarer, par lesdits l'Escheneau & le Maire ses aduocat & procureur, que ladite terre est du bailliage de Sés au siege de Villeneuve-le Roy, regie toutesfois sous la coustume de Lorris, & qu'il n'auoit autres terres audit bailliage.

Ledit procureur du Roy a soustenu au contraire que ledit seigneur auoit plusieurs terres au pays de Puysoie ancien ressort dudit bailliage de Sens, & requis defaut pour le regard desdites terres, que luy auons ottroyé portant tel profit que de raison.

Pour messire François de Courtenay chevalier seigneur de Bleneau, Villars, le Paruier, Collemier, la Motte-messire Raoul, & de la Grange en Brie, ledit Humbelot son procureur a dit que lesdites terres & seigneuries estoient regies & gouvernees par ladite coustume de Lorris.

Richard de saint Phalle escuyer seigneur de Cudot, & les habitans dudit lieu, ont déclaré qu'ils sont de la coustume de Lorris, & du siege & ressort de Sens.

Hector de blondeaux escuyer seigneur de Ville-Franche en personne, assisté dudit Rigollet son procureur, a semblablement déclaré qu'il est de la coustume de Lorris, & ressort de Villeneuve-le Roy.

Eustache de Creue-cueur seigneur de Prunay, & les habitans dudit lieu ont fait pareille declaration.

Le seigneur de Champignelles, les habitans dudit lieu & autres y ayans terres & seigneuries, ensemble les curez & habitans estans du ressort de ladite baronnie de Champignelles ont déclaré qu'ils sont regis sous ladite coustume de Lorris. Ce qui a esté denié par ledit procureur du Roy.

Iean Bernard escuyer seigneur de Champigny a déclaré qu'il est du bailliage de Sens & de la coustume de Lorris. Ce qui a esté denié, tant par ledit procureur du Roy, que par Nicolas de Buffeuant & sa femme, qui ont dit & soustenu que ladite terre & seigneurie de Champigny estoit regie & gouvernee par les coustumes dudit bailliage de Sens, & non de Lorris.

Pour les seigneur & dame, manans & habitans de Ville-blouin Ledit Rouget leur procureur a déclaré qu'ils sont du bailliage de Sens & de ladite coustume de Lorris. Ledit procureur du Roy a dit qu'ils estoient non seulement dudit bailliage, mais regis sous la coustume d'iceluy.

Pour le duc de Nivernois, ledit maistre Jaques cadet son bailly & procureur, assisté desdits Penon & Lambert, a déclaré que la baronnie de Baye & terres qui en dependent sont situees & assises au dedans du bailliage & ressort de Sens, regies sous la coustume d'iceluy. Semblable declaration a esté faite par les curé & habitans dudit Baye.

Pour Iean raguier escuyer seigneur de Ville-uenard, & les habitans dudit lieu, lesdits Penon & Virlois leurs aduocat & procureur ont déclaré qu'ils sont du ressort & bailliage de Sés, regis sous la coustume dudit lieu.

Pour les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise saint Pierre de Troyes a esté remonstré

Proces verbal

par ledit Minager leur aduocat, qu'ils sont seigneurs hauts iusticiers moyens & bas des terres & seigneuries de Chigy, Plantis, Ioux, Fontaines, Courceaux lez Treignel, Oruilliers, Vallans, sainct George, sainct Sire, & des grandes Chapelles, qu'ils sont aussi seigneurs hauts, moyens & bas de la terre & seigneurie de Tronhan-le petit, & de Corbeil lez Margerie pour la moitié, tous lesquels lieux sont situez & assis en & au dedans dudit bailliage de Sens: & que le ressort des appellations interiectees, tant de leur grand maire audit Troyes, que de leurs autres maires, iuges & officiers de toutes leursdites terres ressortissent pardeuant le bailly de Sens ou son lieutenant comme leur iuge, & ainsi en ont ioy & vsé de toute ancienneté. Partant declarent qu'ils veulent & entendent leursdites terres estre regies & gouuenees sous la coustume d'iceluy bailliage de Sens, telle qu'elle sera accordee pardeuant nous, comme estans dudit bailliage. Les habitans desdits lieux de Premier fait, des grandes Chapelles & saincte Sire ont fait semblable declaration pour leur regard. Maistres Claude le virlois aduocat, & Baltazar tartel procureur es siege presidial, bailliage & preuosté de Troyes es noms & côme substitués du procureur du Roy en ladite preuosté specialement fondez de lettres de pcuration mises au Greffe, ont au cōtraire soustenu que les villages de saincte Sire, les grâdes & petites Chapelles, Chaulesson, les Noües, Maignil, Vallon, Breuiande, en ce qui appartient audit chapitre de Troyes, Rilly & Virloux, & semblablement les villages de Flogny, Flacy, sainct Lyé, Premier fait, Vallans, les Sieges du chambrier & du grand maire de ladite eglise de Troyes, de Plantis, Fourches & le chastel de Marigny ont tousiours esté & sont assis pour le tout, en & au dedas des bailliage & coustume de Troyes où ils ont plaidé & respondu en tous cas personnels & ciuils, en premiere instance & par appel mesmement pour le fait de la gruerie & non au bailliage de Sens, & de ce, sont fondez en possession immemoriable: & s'il y a eu quelque entreprinse, ils l'ont fait reformer par arrest de la cour de parlement. Partant empeschent que lesdits villages ou aucuns d'eux soient de ladite coustume de Sens, & requerront qu'il soit par nous dit, qu'ils seront distraits & separez d'icelle coustume, & declarez estre desdits bailliage, preuosté & coustume de Troyes, sinon qu'ils soient renuoyez en ladite cour pour en ordonner.

Le procureur du Roy audit bailliage de Sens, a dit, que les villages, terres & seigneuries de Vallans, sainct George, saincte Sire, Vullaines, Villiers lez saincte Sire, les chapelles sainct Pere, autrement dictes les grandes Chapelles, les Noües & Premier fait, Marrey, Maignil, Vallon, Plantis, Marigny, sainct Lyé & Fourches sont notoirement du bailliage de Sens, regis & gouuenez selon la coustume dudit bailliage, & que les subiets & demourans esdites terres & seigneuries ont dés sept ou huit cens ans & au parauant ressorti pardeuant le bailly de Sens au siege dudit Sens, y ont respondu en tous cas, fussent ciuils ou criminels, sans difficulté ou controuerse des officiers de Troyes ou autres: esquelles villes & seigneuries & chascunes d'icelles, le tabellion du Roy audit bailliage de Sens a substitués qui reçoient tous contractz indifferemment, esquels le preuost de Sens est nommé & intitulé, & non autre. Encores le Roy ou ses fermiers reçoient & leuent sur chascun des habitans esdites villes, villages & seigneuries par chascun an, douze deniers parisis pour le droit de bourgeoisie, dont le receueur du domaine fait recepte & rend compte en la chambre des comptes dudit seigneur à Paris: & si a iceluy seigneur droit de gruerie esdites terres & seigneuries exercé par les officiers de Sens: & tient le maistre des eaües & forests dudit bailliage de Sens ou son lieutenant son siege audit lieu de saincte Sire, par chascun an, au veu & sceu des officiers de Troyes, auquel sont adiournez & respondent tous les subiets & demourans esdites terres, villages & seigneuries, & autres dudit bailliage de Sens: & illec pour raison du fait de ladite gruerie, ont esté & sont punis & iusticiez par les officiers dudit Sens à la requeste du procureur du Roy audit bailliage: n'est rien du pretendu arrest, n'en sçauent & n'ont sceu aucune chose les officiers dudit Sens, qui ont le principal interest pour la conseruation de leur bailliage & iurisdiction. Sur-ce parties oyes les auons renuoyees en la cour au lendemain de Quasi-modo pour en estre par elle ordonné. Et ce pendant ioyront & vseront comme elles ont fait par cy deuant & font encores de present.

* Renuoyé.

Pour frere François de Lorraine cheualier de l'ordre sainct Iean de Ierusalem, grâd Prieur de France, ledit frere Nicole aubert son procureur a remonstré qu'il estoit seigneur de la terre & seigneurie de la commanderie de l'Aunay, & à cause de ce seigneur feodal de Fleurigny, & encores en partie dudit Fleurigny, seigneur commandeur de Rouffemeau, & à cause de ce feodal de Borienne & Bracy, & en arriere-fief de Marfangy mouuant en plein fief dudit Bracy,

cy, & aussi seigneur en partie dudit Marfangy, de Cerisiers, Fousse-more, Courroy d'une partie, de saint Martin sur Oreuze, selon les bornes & limitations d'entre luy & le chapitre de Sens, & a cause de sa commanderie de Troyes estoit seigneur de Belle-ville, saint Laurens lez Turny & autres terres assises en ce bailliage-que dès quatre moys ou environ, ledit seigneur grand prieur estoit party pour aller en l'Isle de Malte, n'auoit esté aduertuy de la conuocation en si brief temps, & protestoit que la comparition qu'il faisoit avec l'estat de l'eglise ne peut preiudicier aux droits & prerogatiues dudit seigneur, requerant neantmoins qu'en faisant lecture d'icelle coustume, & sur la redaction il fust receu à deduire & remonstrer ce qu'il verroit estre à faire par raison.

Pour Loys fretel escuyer seigneur de Flaiz & de Misy sur Yone en partie, ledit Lambert son procureur a remonstré, combien que ladite terre de Misy soit assise au bailliage de Sens, toutesfois elle & les paroisses circonuoisines sont regies & gouvernees par les coustumes de Lorris ou de Meaux & Prouins, & non par ladite coustume de Sens, & protesté que la redaction desdites coustumes ne face preiudice au proces pendât en la cour entre luy & ses sœurs, auquel il pretend auoir droit d'aineesse en telle prerogatiue que luy baillent lesdites coustumes de Meaux, Lorris, ou l'une d'icelles.

Robert de braques seigneur pour vne tierce partie de ladite terre de Misy sur Yone, à cause de Damoiselle Jeanne fretel sa femme & François fretel veufue de feu François de baufbec, aussi Dame pour vn tiers dudit Misy, par lesdits Penon & Bouquot le procureur, du Roy ioint avec eux, ont soustenu que ladite terre & seigneurie de Misy, & les paroisses circonuoisines estans du bailliage de Sens, estoient regies & gouvernees selon la coustume dudit bailliage.

Maistre Jean de ville procureur du Roy à Prouins a dit que le village de Chalautre la grand' est du bailliage dudit Prouins, regi sous la coustume de Meaux, & empesche qu'il soit regi sous la coustume & ressort dudit bailliage de Sens.

Le procureur du Roy & Lelasseur pour les doyen, chanoines & chapitre saint Martin de Tours, seigneur dudit Chalautre, ont au contraire dit, que ledit lieu estoit, & de tout temps & ancienneté auoit esté du bailliage de Sens, regi sous la coustume d'iceluy. En signe dequoy, vn sergent Royal dudit bailliage par sa prouision dudit office y doit residence. Sur-ce, auons lesdites parties renuoyees audit iour en ladite cour. Et ce pendant par prouision ioyront comme elles ont accoustumé.

Pour ledit duc de Lorraine, ledit Merlin procureur du comte de Vaudemont tuteur d'iceluy duc, assisté desdits Baltazar & le Crec, a dit & remonstré qu'il n'entendoit comparoir pour le fait de la redaction desdites coustumes: ains seulement pour nous presenter les lettres patentes du Roy obtenues par ledit comte audit nom, le trentiesme iour d'Octobre dernier, par lesquelles il nous estoit interdit comprendre ledit duc de Lorraine pour lesdits duché & bailliage de Bar, terres & seigneuries qui en dependent, ne les habitans d'iceux, pour lesquels il a prins le fait & cause, lesquelles lettres il a exhibees & d'icelles requis lecture & publication. Lesdits le Crec, Bouquot, Humbelot & autres procureurs qui ont comparu pour les gens d'Eglise, Noblesse & du tiers Estat desdits duché, bailliage, terres & seigneuries, ont employé les remonstrances faites par ledit Merlin, & déclaré qu'ils n'entendoient autrement comparoir pardeuant nous pour le fait de la redaction desdites coustumes.

Ledit procureur du Roy a requis communication desdites lettres patentes & procuration d'iceluy Merlin, pour dire ce qu'il ap partiendra. Sur-ce auons ordonné, que ledit Merlin mettra pardeuers ledit Sandrier greffier lesdites lettres patentes & procuration, pour en auoir par ledit procureur communication, & venir dire ce que de raison: ce que ledit Merlin a fait suyuant nostre ordonnance.

Ledit procureur du Roy apres auoir eu communication desdites lettres patentes & procuration, a remonstré que l'affaire estoit de telle importâce qu'il meritoit en aduertir le Roy, & requis delay pour ce faire, que luy auons accordé: Et ce pendant auons procedé à la lecture des articles de coustume ainsi qu'il est contenu cy apres.

Et le quinzième iour dudit mois de Novembre audit an, mil cinq cens cinquante cinq, le procureur du Roy a remonstré que cy deuant & dès le quatrième iour de ce mois, maistre Phelippes merlin procureur du comte de Vaudemont, au nom & comme tuteur & gouverneur du duc de Lorraine & de Bar, auoit présenté vnes lettres patentes obtenues du Roy, en datte du trentiesme d'Octobre dernier passé, tendant afin d'estre exempt de comparoir & as

Proces verbal

sister à la redaction des coustumes dudit bailliage & anciens ressorts d'icelluy: & pour-ce que lesdites lettres estoient de grande consequence & contre les droits & autoritez du Roy & de sa corone, l'en auroit voulu aduertir & auroit eu response, estoit prest à defendre & respondre audit Merlin, où il voudroit demander & persister à l'enterinement desdites lettres patentes par luy presentees. Ledit Merlin assisté de maistre Jean baltazar son aduocat, & maistre Pierre le Crec son procureur, a dit qu'il auoit cy deuant presenté lesdites lettres, desquelles il requeroit lecture estre faite, & acte de ladite presentation & lecture, & ce fait, luy estre renduës avec la procuracion, en vertu de laquelle il les auoit presentees. Et outre a dit, que par le moyen desdites lettres, ledit duc de Lorraine & de Bar, & ses subiets appelez, n'entendoient comparoir à la redaction desdites coustumes.

Le procureur du Roy a dit, que lesdites lettres estoient obreptices & obtenuës par faux donné à entendre, & pour tous moyens de defences ausdites lettres, a employé le contenu en autres lettres patentes decernees & ottroyees par le Roy, en datte du dixiesme iour de ce present mois, lesquelles lettres il a presentees, & requis lecture & publication en estre faite: ce que luy auons ottroyé.

Ladite lecture faite, ledit procureur du Roy a requis attendu la declaration dudit Merlin, que ledit duc de Bar & ses subiets appelez n'entendoient comparoir à la redaction desdites coustumes, qu'il luy fust à l'encontre d'eux donné defaut, & par vertu d'iceluy ordonné, que sans auoir esgard ausdites premieres lettres, & en enterinant lesdites dernieres lettres patentes du dixieme de ce mois, que ledit duc & ses subiets fussent condemnez garder, obseruer & entretenir les coustumes generales dudit bailliage pour le regard des choses situees & assises audedans d'iceluy. Et neantmoins a consenty & accordé, que si ledit duc de Bar & ses subiets veulent pretendre quelque coustume locale, qu'il leur soit reserué de la proposer, faire rapporter & verifier durant & pendant le temps de nostre seance, pour ladite coustume locale estre redigee par escrit, afin que cy apres lesdits subiets ne soient vexez & trauaillez de faire enqueste par turbes. Ledit Baltazar pour ledit Merlin a dit qu'il n'auoit autre charge.

Nous parties oyes sans auoir esgard ausdites lettres patentes presentees par ledit Merlin, & en enterinant lesdites lettres patentes ottroyees par le Roy, & à nous adressees en datte du dixieme iour dudit mois, auons donné defaut audit procureur du Roy ce requerant à l'encontre dudit duc de Bar & ses subiects appelez: par vertu duquel, & adiuageant le profit d'iceluy, auons en la presence dudit Merlin ordonné qu'il sera par nous passé outre à la redaction des Coustumes dudit Bailliage & anciens ressorts d'iceluy, selon & ensuiuant le mandement & pouuoir à nous donné: Lesquelles Coustumes ainsi qu'elles seront accordees & redigees par escrit, ledit Duc de Bar & subiets seront par prouision tenus obseruer & entretenir pour le regard des choses situees & encloses au dedans dudit Bailliage, comme estant ledit Duc de Bar & sesdits subiects du ressort dudit Bailliage de Sens, & sous la souueraineté du Roy & de sa Courde Parlement. Et neantmoins ou ledit Duc de Bar & sesdits subiects voudront proposer & mettre en fait aucunes Coustumes locales, & les faire rapporter & verifier, leur auons reserué & permis de ce faire par deuant nous, pendant & durant ladicte seance, pour en estre ordonné ce que de raison. Seront lesdites lettres patentes presentees par ledit Merlin & à nous adressees, remises par deuers nous pour estre rendues au Roy: & demourera l'original de la procuracion dudit Merlin par deuers le greffe dudit Bailliage. Et quant aux autres lettres patentes dudit Seigneur en datte dudit dixieme iour de ce mois demoureront audit greffe, & seront inserees en nostre proces verbal, & neantmoins ledit Merlin aura si bon luy semble, copie tant desdites premieres que secondes lettres, & de ladicte procuracion ensemblement & par mesme cayer, pour luy seruir & valloir ce que de raison.

Ensuit la teneur desdites lettres patentes du dixieme de ce mois.

HENRY par la grace de **DIEU** Roy de France, à nos amez & feaux Conseillers, maistres Christofle de Thou President, Christofle de Harlay, & Barthelemy Faye Conseillers en nostre Cour de Parlement à Paris, Salut & dilection. Par nos lettres patentes du dixseptieme Aoust dernier, nous vous mandasmes proceder à la redaction des Coustumes de nostre Bailliage de Sens. Procedant à l'execution desquelles vous auriez fait appeller pardeuant vous nostre trescher & tresamé fils & cousin le Duc de Lorraine & de Bar, & les subiects & habitans dudit Bailliage, terres & Seigneuries de la Marche, Chastillon sus Saone & Conflans, pour adister à la redaction desdites Coustumes. Ce que nostre trescher & amé

amé cousin le comte de Vaudemont tuteur de nostre-dit fils & cousin, nous auroit fait remonstrer n'auoir cy deuant accoustumé estre fait, ne nostredit fils (qui est encores en bas aage) ne pareillement sedit subiets appelez à semblables actes audit bailliage de Sens: Sur-quoy le trentiesme iour d'Octobre dernier il auroit obtenu certaines lettres patentes. par lesquelles vous estoit mandé proceder à la redaction desdites coustumes, sans y comprendre nostredit fils & cousin, sedit subiets dudit bailliage de Bar, terres & seigneuries de la Marche, Chastillon & Conflans. Et outre estoit par lesdites lettres porté, que nous ne voulions icelles estre comprises en ladite redaction, de laquelle pour le regard dudit bailliage de Bar, terres & seigneuries susdites, la connoissance vous estoit interdite. Lesquelles lettres ledit comte de Vaudemont vous auroit fait presenter par maistre Phelippes Merlin son procureur, lequel auroit fait par-deuant vous les protestations contenuës en sa procuracion, dont la copie est cy attachee, laquelle ensemble la copie de nosdites lettres cy pareillement attachee nous auons fait veoir en nostre priué conseil, & ayans sur le tout deliberé. Vous mandons, commettons & tres-expressément enioignons par ces presentes, que sans vous arrester n'auoir esgard ausdites lettres par ledit comte de Vaudemont audit nom obtenuës ledit trentiesme Octobre dernier, & remonstrances à vous faites par ledit Merlin son procureur contenuës en ladite procuracion, vous procedez à l'execution de nosdites lettres de commission dudit dix-septiesme Aoust dernier, ainsi que par icelles vous est mandé: & en ce faisant procedez à la redaction desdites coustumes dudit bailliage de Sens, & de tous les bailliages, terres & seigneuries estans & ressortissans audit bailliage de Sens, sans sous couleur desdites lettres dudit trentiesme Octobre n'autres choses quelconques en excepter aucunes: De ce faire vous auons donné & donnons plein pouuoir, autorité, commission & mandement especial par ces presentes, non-obstant quelconques edicts, ordonnances, restrictions, mandemens, defenses & lettres à ce contraires. Mandons & commandons à tous noz iusticiers, officiers & subiects qu'à vous en ce faisant obeyssent & entendent diligemment. Donné à Villiers coste-Rets, le dixiesme iour de Novembre, l'an de grace M. D. LV. & de nostre regne le neufiesme, Signé, par le Roy, de l'Aubespine, & scellé sur simple queue de cire Iaulne.

Ce fait ledit procureur du Roy a dit, qu'à sa requeste, par vertu que dessus, & aux fins de ladite redaction de coustumes, il auoit aussi fait donner assignation audit iour aux lieutenans general, particulier, magistrats & procureur du Roy de la ville d'Auxerre pour tout ledit siege & gens des trois Estats d'iceluy, aux seigneurs, curez, manans & habitans de Vezelay, Donzy, Cosne sus Loire, Dreux, saint Sauueur, Antrain, Perreufe, saint Verain des-bois & autres des villes & villages des pays de Donziois & Puyfoye comme estans dudit bailliage, ancien ressort & coustume d'iceluy, & subiects à retourner audit bailliage & siege de Sens, aux cas & condition contenus en certain arrest de ladite cour donné sur la verification des lettres de l'erection dudit bailliage d'Auxerre le vingt-troisiesme Mars mil cinq cens vingt-trois auant Pasques.

Estoient aussi adiournez les seigneurs d'Opsonuille, des Aulnaiz, de la Tour, d'Arvaux, Cheurainuillers, Commissé, Fontenelles, Maucieux, & le champs des Cheures.

Les seigneurs, curez, manans & habitans d'Asnieres, de Belle-Fons, Bromeilles, Courgeny en Baye, Cernon, Courtampierre, Chelly, Esgruy, Formont, Fai, Geronville, Gondreville, Iallons, Lignerolles, Licheres, Mas, Nuysement, du Moulin, saint Quentin, Vau-gentian, Saulx, la Chapelle, saint Andoche, Thoigny, Preaux.

Les seigneurs & curez de Haulte-riue, du Mont saint Suplis, de Moilleron, de Culmont, de Baigneux en l'Angle, de Bougligny, de Champaigné sous Varennes & de Pierre-faite. Les curez & habitans de Compertrix, de Corbeilles, Ville-beon, Flagy, d'Aruille, d'Auferuille. de Boubre, de Broui, de Champignelles, de Cheneuieres, de Chastenay, de Cousson, de Chintreauville, de Champigny, de Cheury, de Courbenat, d'Ordiues, de Floigny, de Grenant, de Grand-champ, de Garanteville, Glaudelles, Iuranville, Lorré le Boucage, Ladon, Nancé, Larant, l'Isle, Mondreville, Maissoncelle, Mornay sus Vigenne, Marrolles, Ormoy, Poulley sus Vigenne, Quincerot, Rumont, Roffey, Fontaine-Françoise, Ragny, Songy, Sceau, Sâbourg, Ville-blouyn, Ville-mareschal, Villon, Chailley, saint Martin sous Molesmes, Channes, Gigny, Griselles, Espineul & Confegré. Les curez de Pacy, de Courgy, de sainte Vertus, de Ban, de Glan, de Nicé, de Laignes, de la chapel-

Proces verbal

le de Seneuoy, de Prunoy, de Cudot, de Saugny, de sainct Valerian, de Vaulx, de Iouy, de Bazoches, de Bransles, de Beaumont-lebois, de Non-uille, de Seigneby, de Pré, de Meré le Serueux, de Carisé, de Rebourceau, de Perrigny, de Quincy, d'Argentenay & le Coing, de Noiron, de Ville-Dieu, de Vertaux, de Ricé, de Bagneux, de Thoré, de Molins, de Courteron, de Riuieres-les fossés, de Licé, de Bourberain, de Til-chastel, de sainct Michel, de Relampont, de Lanty, de Lecé, de Gurgy-la ville, de Bufferolles, de Chambain, de Leuglé, de Baie, de Rouure sus Aube, de Villiers, d'Orbigny-au mont, d'Orbigny-au val, de Frecourt, de Molandon, de Perrancé, de Ville-neuue sus Vigenne, de Saulles, de Noidant-chastenoy, d'Heulley-cothon, de Riuieres-le bois, de Chassigné, de Precigné, de Balesmes, de Frettes, de Reigny sus Saone, de Talmé, de Tronchamps, d'Esnoms, de Courcelles en montaigne, de Pierre-Fontaine, de Germaines, d'Amoncourt, d'Aigremont, de Bragelongne, de Chené, de Selles, de Charmoy, d'Escuré sus Colle, Fromentieres, de Fontenay-Bauffery, de la Motte, de Tilly, de Marcilly, de Molinons, de Nitry, de Paigné, de Villeneuue-la Genest, de Tronchoy. Les habitans de Talus, de Polligny, de Vannes, de l'Ally, de Plenoy, de Rameau, de sainct Aubain-Chasteauneuf & Villiers les Moines. Auroit aussi fait adiourner les habitans de la ville de Bar le Duc, Frere dam-Henry le Brun, Prieur de l'Eglise nostre Dame dudit Bar. Les curez & habitans de la Marche, de Chastillon sus Saone, de la Motte, de Conflans. Les seigneurs, curez & habitans de Tannoy, de Guerpont, de l'Esmont, de Sillemont, de Mongeuille, de Robert-Espagne, de Tremont, de Queuoges, de Ville-deuant berrin, de Remenecourt. Les curez & habitans de Saulcieres, de Rancieres, d'Erise sainct Didier, de Loisé, de Saouneres, de Longe-ville, de Tron-ville, de Vaulx-la petite, de Longeau, de Villiers-le Sec, d'Estain-ville, de Mont-plomé, de Villiers sus Saulx, de l'Isle-Rigault, de Courance, de Vel, de Beurré-legrand, de Salle Marie, de Loup-Sainct-ville, de Dormiet, de Renecourt, de Trincon-ville, de la Vallee, de Voncourt, de Nicé, de Rosne, de Rumont, de Rup, d'Erise-la bruslee, de Chaul-mont sus Ere, d'Erise-la grand, d'Erise-la petite, de Courcelles, de Hyroncourt, de Rimaucourt, de Saily, de Doch, de sainct Andrieu, de Souhesmes, de Mondrecourt, de Dugny, d'Anceme, de Sancourt, de Condrecourt, de Hesp, de Villette deuant Loupy, de Rugny-aux vaches, de Vassincourt, de Musé, de Loupy-le Chastel, des Bordes, de Hycourt, de Hauzecourt, de Sommeilles, de Noyers, de Villiers-au vent, de Chardennes, du petit Loupy, de Iaucourt, de Condé, d'Arge-ville, de Vaincourt, de Bellyonne, de Combles, de Vabbe-court, d'Hailaincourt.

Les Prieur, manans & habitans du Rup-aux Nonnains, Les curez de Reffon, de Nancy, de Morencourt, de Melligny, de Reffroy, de Narfon, de Brumolles, sainct Amand, Couvert-puys, Montier sus Saulx, Dame-Marie, Buchon, Foucheres, Bessincourt, Heron-ville, Sandru, Courancelle, Genecourt, Baudremont, de Iaugny. Frere Charles chuppin prieur de sainct Hilaire pres Pierre-faiete. Les habitans de Giuroual, de Contrifon, de Raucourt, de Pierre-faiete, de Rambelun, de Monteron, de Marac la grand, de Marac la petite & plusieurs autres gens d'Eglise, Seigneurs, manans & habitans dudit bailliage & anciens ressorts, mesmement des pays de Gastinois & Champagne, duché & euesché de Lengres, duché & bailliage de Bar, terres & seigneuries de la Marche, Chastillon sus Saone, la Motte, Conflans & leurs dependences, contre tous lesquels non comparans n'autres pour eux, ledit procureur du Roy a requis default, que luy auons ottroyé, & par vertu d'iceluy ordonné que non-obstant leur default il sera par nous procedé à la redaction desdites coustumes suyuant le vouloir du Roy, sauf ou pendant nostre seance, & non autrement, ils ou aucuns d'eux voudroient comparoir, ils seront par nous oys, & leur sera fait droit comme de raison.

Et le septiesme iour desdits mois & an, le procureur du Roy a remonstré que parcy-deuant & dés l'an mil cinq cens & six, les trois Estats auoient esté assemblez pour accorder les coustumes dudit bailliage, lesquelles auoient esté mises & redigees par escrit en vn cayer estant au greffe de la cour signé de feuz maistres Thibauld baillet en son uiuant President, & Guillaume de Befançon conseiller en ladite cour, toutesfois il ne se trouuoit aucun proces verbal sur-ce fait, qui estoit causé que la connoissance estoit ostee des articles qui auoient esté accordez ou discordez par les gens de sdits trois Estats, & de la dispute & controuerse qui auoit esté faite sur iceux. Depuis lequel temps les iuges tant souuerains qu'inferieurs auoient esté contraints mettre les parties litigantes en peine & frais

frais de faire preuues & enquestes par turbes sur le fait des coustumes par elles posees & articulees:& pour obuier à tels inconueniens & frais, le Roy auoit decerné ses lettres patentes, par lesquelles estoit mandé assembler de rechef les gens desdits trois Estats, afin qu'en leur presence les coustumes dudit bailliage fussent redigees par escrit:& pour-ce que maistre Anne de Terrieres seigneur de Chappes aduocat en ladite cour auoit publiquement dit, que ledit proces verbal signé desdits Baillet & Befançon auoit esté par luy & autres aduocats veu depuis deux mois ou autre peu de temps ença, chose qui pourroit estre cause de mettre trouble en la iustice, par-ce que si ainsi estoit, aucunes parties qui voudroient vser de calumnie, pourroient cy apres proposer ledit fait, pour vexer & trauailler leurs parties aduerses, & mettre les iuges en peine : & d'auantage la despense ia faite & qu'il conuendra faire cy apres aux gens desdits trois Estats, seroit du tout superflue en faisant vne chose ia faite : à ceste cause ledit procureur du Roy a sommé ledit de Chappes qu'il eust a declarer publiquement sil entendoit soustenir ledit fait, pour apres requerir ce que de raison. Lequel de Chappes a dit qu'il ne pensoit auoir dit qu'il eust veu ledit proces verbal, & où il l'auroit dit, ce auroit esté par erreur & inaduertance. Confessoit auoir dit qu'il a veu le cayer desdites coustumes signé par lesdits commissaires, en la fin duquel cayer est la publication d'icelles, faite audit bailliage de Sens par lesdits commissaires, de laquelle declaration ledit procureur du Roy a requis acte, afin qu'aucun ne fust cy apres receuable à poser ledit fait, & contreuenir à ce qui sera conclu & arresté par les gens des trois Estats. Ledit de Chappes outre ce que dessus a dit, qu'aucuns des officiers aduocats & procureurs de ladite ville s'estoient cy deuant assemblez, & auoient fait vn proiect des articles de coustume pour estre leus en la presence des gens desdits trois Estats, & par eux aduisé s'ils les trouueroient bons & raisonnables. Lequel proiect ou minute de coustumes dessusdites ils auroient mis en vn cayer, lequel cayer pourroit estre different & non coforme tant à autres cayers anciens estans en ladite ville par-deuers aucuns particuliers, qu'au cayer mis par lesdits Baillet & Befançon en ladite cour, dez l'an mil cinq cens & six. Et a ledit de Chappes requis que l'on enuoyast en ladite cour à Paris pour retirer ledit cayer estant en icelle, & qu'il fust apporté en ladite ville de Sens, pour estre leu en presence des gens desdits trois Estats, afin d'aduiser par eux les articles qui seroient bons & raisonnables. Sur laquelle remonstrance faite par ledit de Chappes, auons fait entendre aux gens desdits trois Estats, que ladite cour auoit fait difficulté se desaisir de l'original dudit cayer, auoit neantmoins consenty & accordé qu'il en fust prins copie, laquelle ne pourroit estre si promptement faite, & sans retardation dudit affaire, qui seroit aux grandes charges des gens desdits trois Estats, & d'auantage que le cayer ne pourroit seruir ne profiter, par-ce qu'au moyen dudit proces verbal qui ne se trouue, & ne s'est trouué iusques a present, lesdites coustumes n'auoient esté tenuës, n'accordees, & estoit l'assemblee desdits trois Estats faite pour les accorder, ce qui se pourroit facilement faire en lisant les coustumes telles qu'elles ont esté imprimees l'an mil cinq cens cinquante-deux, ensemble ce qui a esté proiecté & minuté par lesdits officiers, aduocats & procureurs. Laquelle lecture faite, sera en la liberté des gens desdits trois Estats d'accorder ou discorder, adiouster ou diminuer, ou du tout reformer tels articles qu'ils veront estre à faire par raison. Et la matiere mise en deliberation les gens desdits trois Estats ont consenty, accordé & requis qu'ainsi fust fait. Ausquels gens desdits trois Estats auons fait faire le serment en tel cas requis & accoustumé, que bien & loyaument en leurs consciences ils nous diront la verité sur les faits de coustume dudit bailliage & anciens ressorts d'iceluy, & cessant toute affection, ils nous aduertiront de ce qu'ils sçauent bon, vtile & profitable pour le bien & vtilité du pays, & de ceux qui se doyuent regir & gouverner selon les vs & coustumes d'iceluy, & du dommage, rigueur & incommodité desdites coustumes. Ce qu'ils ont promis & iuré faire.

Et le lendemain a esté procedé à la lecture &

publication des articles des coustumes dudit bailliage sus le cayer du coustumier imprimé audit an mil cinq cens cinquante-deux, & commencé par le tiltre *De haute iustice, & des exploits d'icelle, &c.* qui est le premier en ordre.

Proces verbal

Art. 1. Et sur le premier article d'iceluy chapitre commençant, *Celuy qui a haute iustice, &c.* Le procureur du Roy a requis qu'audit article fussent adioustez ces mots, *exceptez les cas dont la connoissance est reseruee, & appartient aux iuges Royaux, priuatiuement à tous autres iuges, par les edicts & ordonnances Royaux, & autrement.*

Surquoy auons ordonné que ledit article de coustume tiendra, sans preiudice toutesfois des droits & edicts Royaux.

Art. 2. Sur le deuxiesme article commençant, *Pilon & Escheles, &c.* Le Vuyt pour ledit mesire Jacques du Bellay, & Guyot pour ladite Loyse de Clair-mont eux difans respectiuellement comte & comtesse de Tonnerre, ont soustenu que par coustume locale & particuliere dudit comte de Tonnerre à eux seuls & priuatiuement à tous autres seigneurs iusticiers dudit comté, appartient auoir fourches patibulaires à quatre piliers.

Ce qui a esté denié par ledit procureur du Roy & autres seigneurs dudit comté illec presens ou procureurs pour eux.

* Renuoyé. Nous sur le different susdit, auons renuoyé lesdites parties en ladite cour au l'endemain de Quasi-modo, pour en estre par elle ordonné.

Art. 3. Sur le troisieme commençant, *Auoir, tenir & bailler estellons.* Ledit procureur du Roy a maintenu qu'au Roy seul appartient bailler poids & mesures en la ville & fauxbours dudit Sens: & par le preuost dudit Sens a esté dit qu'il a la garde desdites mesures, & droit de les bailler tant en la ville, fauxbourgs que banlieüe dudit Sens.

Ce qui a esté denié par les religieux, abbez & conuents de sainct Pierre le Vic, sainct Remy, sainte Colombe, saint Iean lez Sens pour leurs terres & iustices assises en ladite banlieüe, & par les autres seigneurs d'icelle banlieüe.

* Renuoyé. Nous sur le different dessusdit auons renuoyé lesdites parties en ladite cour audit iour.

Art. 4. Sur le quatriesme article commençant, *Si le signe patibulaire,* auons ordonné du consentement & aduis desdits trois Estats que ces mots *auquel cas il faut auoir permission de iustice*, faisant la fin dudit article seront rayez, & au lieu d'iceux seront mis ces mots, *Sans obtenir simples lettres de iustice en la Chancellerie de Paris, desquelles il demandera l'enterinement par-deuant le bailly de Sens ou son lieutenant, en son siege capital & presidial, avec le procureur du Roy.*

Ce fait, maistre Nicole Dindelle preuost de Ville-neuue le Roy, soy difant procureur des manans & habitans de ladite ville, & auoir charge d'aucuns des nobles presens, a dit que l'enterinement desdites lettres se deuoit demander par-deuant ledit bailly en son siege de Ville-neuue, pour le regard des seigneurs estans du ressort dudit siege, & s'opposoit à ce qu'autrement fust ordonné. Ce qui a esté empesché par ledit procureur du Roy, qui a dit que la ville de Sens est le siege capital & presidial, où doyuent telles matieres estre traitées & non ailleurs, par-ce que ce sont droits Royaux & domaniers.

Sur-quoy auons ordonné que ledit article demourera reformé & additionné comme dessus, suyuant l'aduis desdits Estats, non-obstant l'opposition dudit Dindelle: lequel en a appellé. Et ce fait les nobles illec presens estans du ressort dudit Ville-neuue, ont déclaré qu'ils n'auoient donné charge audit Dindelle de faire ladite requeste, former ladite opposition, n'interiecter ledit appel.

Art. 5. Sus le cinquiesme article commençant, *Si gens d'Eglise, &c.* Tabourot pour ledit chapitre de Lengres a dit qu'ils sont en possession immemoriable que des acquisitions par eux faites ils ne payent aucuns proufits ou indemnitez aux seigneurs, en la iustice desquels sont situez & assis les heritages acquis, & en ont tousiours ainsi vû.

Les habitans de la ville dudit Lengres ont dit qu'ils ont priuilege des Roys, par lequel ils ne sont tenus vuyder leurs mains des choses par eux acquises, & ont iouy dudit priuilege par temps immemorial.

Ledit de Lausserrois pour ledit euesque de Lengres a dit que sans déroger aux protestations par luy cy deuant faites, il n'estoit d'accord, ains a expressément denié lesdites possessions & priuileges respectiuellement proposez tant par lesdits de chapitre qu'habitans. Sur-quoy parties ouïes, auons ordonné que si lesdits de chapitre habitans de Lengres & autres quelconques appelez à la redaction des coustumes dudit bailliage, pretendent quelques coustumes locales, ils ayent à les rediger par escript, soy assembler & conferer desdites

cou-

coustumes locales, & les faire rapporter par-deuers nous pendant & durant le temps de nostre seance, pour estre reglees comme de raison. Et en defaut de ce, auons ordonné qu'aucun ne fera pour l'aduenir receu à proposer & articuler autres coustumes que les generales, qui seront cy apres arrestees & redigees par escrit, par l'aduis desdits Estats. Et quant au priuilege particulier pretendu par lesdits habitans, auons ordonné qu'ils en feront apparoir dedans le lendemain de *Quasi-modo*: & en faute d'auoir ce fait dedans ledit temps, auons ordonné que par prouision, ils seront tenus garder & obseruer les coustumes generales dudit bailliage.

* Renuoyé.

Et la lecture faite dudit cinquiesme article qui a esté accordé par l'aduis desdits estats ont esté adioustez les deux articles qui ensuyuent.

Et sera ledit seigneur haut iusticier tenu & réputé auoir connoissance desdites acquisitions du iour que les acquesteurs luy auront insinué leur acquisition en forme deüe, & d'icelle baillé copie signee d'un notaire, & en l'absence dudit seigneur, à son procureur au lieu de sa iustice, ou que ledit seigneur ou procureur pour luy spécialement fondé ayent receu ou composé des lots & ventes, ou autres profits de ce qui est de censive, & d'iceux baillé quictance, ou fait acte de la composition par-deuant personne publique. Art. 6.

L'indemnité du seigneur est estimee monter le reuenu de trois annees de la chose acquise, ou le sixiesme denier de la valeur & pris de ladite acquisition au choix des acquesteurs: & outre iceluy reuenu ou sixiesme denier, bailler par lesdits gens d'eglise ou autres de main-morte audit seigneur homme viuant & mourant, par le trespas duquel ledit seigneur prendra le reuenu d'une annee desdits heritages, rentes ou autres droits acquis. Art. 7.

Le huitiesme article qui souloit estre le sixiesme dudit cayer imprimé commençant, *Tresor musé d'ancienneté, &c.* a esté corrigé & accordé par lesdits trois Estats ainsi qu'il s'ensuyt.

Tresor musé d'ancienneté, dont on ne peut auoir connoissance à qui il puisse appartenir sera distribué, à sçauoir à celui qui le trouuera en l'heritage sien, la moitié, & au seigneur haut iusticier l'autre moitié: & celui qui le trouuera en l'heritage d'autrui, en aura un tiers, le propriétaire un tiers, & le seigneur l'autre tiers.

Sus le neufiesme qui souloit estre le septiesme dudit cayer imprimé commençant, *Donner asseurement, &c.* Le Vuyt pour ledit du Bellay, & ledit Guyot pour ladite de Clair-mont ont maintenu que par ladite coustume locale dudit Tonnerre leur appartient priuatiuement à tous autres seigneurs hauts iusticiers dudit comté de bailler sauuegarde & asseurement. Soustenu au contraire par Garlin, Humbelot & Rouget pour les seigneurs hauts iusticiers dudit comté, pour lesquels ils ont comparu cy deuant. Sur-quoy les auons renuoyez en ladite cour audit lendemain de *Quasi-modo*, & ordonné que ce pendant ledit article tiendra & demourera pour coustume generale, de laquelle vseront lesdits seigneurs par maniere de prouision. Art. 9.

* Renuoyé.

Sus le dixiesme qui souloit estre le huitiesme dudit cayer imprimé, commençant, *Aubaines espaves, &c.* auons ordonné qu'il passera pour le regard des espaves & biens vacans: & quant aux aubaines que ledit procureur du Roy a maintenu au Roy seul appartenir, & au contraire lesdits seigneurs hauts iusticiers, auons les parties renuoyees audit iour de lendemain de *Quasi-modo*. Art. 10.

* Renuoyé.

Au treziesme qui souloit estre l'vnziesme dudit cayer imprimé, commençant, *Isles en riuieres, &c.* Par l'aduis desdits Estats ont esté adioustez ces mots, *S'il n'y a tiltre valable, ou prescription suffisante au contraire.* Art. 13.

De moyenne iustice, & des exploits d'icelle.

Sus le quatorziesme article qui souloit estre le douziesme dudit cayer, commençant, *Celui qui a moyenne iustice, &c.* Ledit procureur du Roy a protesté que ledit article ne luy puisse preiudicier. Ledit seigneur du Bellay par ledit Vuyt son aduocat, a maintenu que par coustume locale à luy seul appartient de bailler sauue-garde audit comté, ce qui a esté denié par les seigneurs hauts iusticiers d'iceluy comté. Auons sur-ce renuoyé lesdites parties en ladite cour audit lendemain de *Quasi-modo*: & ce pendant ordonné par prouision que ledit article sera gardé. Art. 14.

* Renuoyé.

Au seiziesme article qui estoit le quatorziesme dudit cayer imprimé, commençant. *Et luy appartient, &c.* sera adiousté apres ces mots, *soixante sols, ce mot, tournois.* Art. 16.

Proces verbal

Art. 17. Le dix-septiesme qui souloit estre le quinziemesme dudit cayer imprimé, commençant, *Le moyen iusticier, &c.* a esté accordé sous les protestations respectiuelement faites tant par ledit procureur du Roy, que ledit preuost de Sens, & seigneurs de la Banlieüe cy deuant faites sur le troisiemesme article.

De basse iustice & des exploits d'icelle.

Art. 18. LE dix-huitiesme qui estoit le seiziesme article dudit cayer imprimé, commençant, *Au seigneur bas iusticier, &c.* a esté accordé sans preiudice des droits Royaux, & autres droits pretendus par le procureur du Roy, & par les seigneurs hauts iusticiers moyens & bas au contraire: & y sera adiousté apres ces mots, *soixante sols, ce mot, tournois.*

Du dix-neufiesme article qui souloit estre le dix-septiesme dudit cayer imprimé, commençant, *Le Seigneur bas iusticier, &c.* par l'aduis desdits estats ont esté rayez ces mots, & *seps.*

De iustice fonciere, & des exploits d'icelle.

Art. 19. SVs les vingt, & vingt & vniesmes articles qui souloient estre les dix-huict & dix-neuf dudit cayer imprimé: ledit vingtiesme, commençant, *Celuy qui a iustice fonciere, &c.* & ledit vingt & vniesme, *Pent aussi leuer, &c.* Les habitans de Lengres par ledit Thierry ont remonstré & soustenu qu'ils ne sont tenus payer aucunes amèdes par faute de cens nò payez, & ne doyent aucuns lots ne ventes, de ce ont tiltre, & en sont en possession immemorale. Ce qui a esté denié par lesdits Laufferrois pour l'euesque, & Tabourot pour le chapitre dudit Lengres.

Ledit maistre Antoine guyot pour les manans & habitans de la ville de Tonnerre a dit qu'ils ne sont tenus pour raison de leurs maisons, terres & heritages situez audit lieu, quoy que ce soit, pour la plus-part d'iceux payer aucuns droits de cens, lots, ventes, n'autres droits seigneuriaux, & de ce ont priuilege, & sur iceluy arrest interuenue. Ce qui a esté denié par Bouquot pour ledit du Bellay, & ledit maistre Jaques guyot pour ladite de Clair-mont.

Art. 20. & 21. Dubois aduocat, assisté de Maulroy procureur des habitans de Chablies a dit que tous les heritages situez & assis au finage, territoire & iustice dudit Chablies ne doyent aucun droit de censue, lots ne ventes, dont ils ont tiltre, & en sont en possession immemorale. Soustenu au contraire par ledit procureur du Roy. Maistre Jaques penon pour les habitans de Marigny, a dit qu'au comté de Champagne mesmement en plusieurs endroits dudit Marigny y a plusieurs terrages & climats qui ne doyent aucun droit de censue n'autres droits, ce qui a esté denié par Garlin pour le seigneur dudit Marigny. Gibier pour les manans & habitans de la ville & fauxbours de Sens, a dit que des choses situees & assises en la ville, fauxbourgs & banlieüe d'icelle ville, & qui sont en la censue du Roy ils ne doyent que lots ou ventes. Soustenu au contraire par ledit procureur du Roy. Le Pescheur pour les habitans de Baye, Bannay & Ville-uenard, a dit qu'ils ne sont tenus payer ou deprier lots ou ventes, sinon quarante iours apres l'acquisition faite. Ce qui a esté denié par ledit Lambert procureur du duc de Niuernois, baron dudit Baye. Sur-quoy auons ordonné que les parties dessusdites produiront & feront apparoir des priuileges, arrests & tiltres par eux respectiuelement pretendus, dedans le lendemain de *Quasi-modo* prochainement venant, pour iceux veus estre ordonné ce que de raison. Et à faute d'auoir ce fait dedans ledit temps, & iceluy passé, auons dit que par prouision les dessusdits seront regis & gouvernez selon les coustumes generales dudit bailliage. Et neantmoins par l'aduis desdits trois estats, a esté ordonné qu'au lieu ce mot *parisis*, qui souloit estre audit dix-huitiesme article, sera mis *tournois*, & au lieu de ces mots *dedans huit iours* apposez audit article qui souloit estre le dix-neufiesme, seront mis ces mots, *dedans quinze iours*, & apres ces mots *soixante sols*, sera mis ce mot *tournois*.

* Renuoyé.

L'article qui souloit estre le vingt & vniesme dudit cayer imprimé, commençant, *Et si peut, &c.* a esté rayé par l'aduis dessusdit. Ce fait, maistre Potentian hodoart a dit que luy & ses predecesseurs ont acquis du Roy le droit de cens & rente deüe sur la boucherie de Sens, & que le Roy a droit que par faute de payement desdits cens ou rentes il peut faire dependre les huys & portes de ladite boucherie: & consequemment ledit Hodoart subrogé au lieu dudit seigneur peut vser dudit droit.

* Renuoyé.

Ledit procureur du Roy pour raison d'iceluy droit s'est ioint avec ledit Hodoart: lequel droit a esté denié par maistre Jaques penon pour les bouchers de ladite ville. Sur-ce auons ordonné que lesdits procureur du Roy & Hodoart feront dedans le temps dessusdit apparoir dudit droit.

Sur

Sus le vingt-troisième article, qui souloit estre le vingt-deuxième dudit cayer imprimé, commençant, *Peut aussi leuer par la iustice, &c.* lesdits Lausserois pour ledit euesque, Tabourot pour le Chapitre, & Thierry pour les manans & habitans de Lengres, ont employé respectiuellement ce qu'ils ont dit cy deuant sus le cinquième article. Arti. 23.

Des forfaitures & confiscations.

Sus le vingt-quatrième article, qui souloit estre le vingt-troisième dudit cayer imprimé, commençant, *Celuy qui pour aucun crime, &c.* lesdits trois Estats ont esté d'aduis adiouter audit article apres ces mots, *crime de lese maiesté*, ces mots, *au premier chef*. Empesché par ledit procureur du Roy, qui a dit & soustenu, que l'article doit demourer purement & simplement, sans distinction du premier, second, n'autre chef du crime de lese maiesté. Surquoy auons renuoyé les parties en ladite Cour au lendemain de *Quasi-modo*, pour en estre par elle ordonné ce que de raison. Arti. 24. Renuoy.

L'article vingt-sixième, qui souloit estre le vingt-cinquième dudit cayer imprimé, commençant, *L'homme marié, &c.* Par l'aduis desdits Estats, a esté reformé en la maniere qui fensuit.

Quand le mary confisque, il ne confisque que ses propres, & la moitié des meubles & conquests, l'autre moitié desdits meubles & conquests, demeurant à la femme avec son douaire : laquelle femme, en ce cas, sera tenuë de la moitié des debtes. Arti. 26.

Des Bastards.

Sus le vingt-huitième article, qui estoit le vingt-septième dudit cayer imprimé, commençant, *Les Bastards, &c.* Lausserois pour ledit euesque de Lengres, a dit, que par la Coustume locale & particuliere dudit lieu, il ne loist à aucun bastard tester ne disposer par testament de ses biens, qui appartiennent audit euesque. Denié par ledit procureur du Roy. Nous auons dit sur-ce que la sentence par nous cy dessus donnee, pour le regard des pretendues coustumes locales tiendra. Arti. 28.

Sus le trenteième article, qui souloit estre le vingt-neuf dudit cayer imprimé, commençant, *Et si la ligne, &c.* Le procureur du Roy a soustenu, qu'audit seigneur seul, priuatiuement à tous autres iusticiers, appartiennent les biens delaissez par les bastards decedez sans enfans, & que dudit droit, il a iouy par temps immemorial, & est fondé en sentences, iugemens & arrests. Ce qui a esté denié par les gens desdits trois Estats. Sur-ce auons renuoyé lesdites parties en ladite Cour audit iour. Arti. 30. Renuoy.

Au trente-vnième, qui souloit estre le trenteième dudit cayer imprimé, commençant, *Vn bastard, &c.* par l'aduis desdits trois Estats, ont esté adioutez ces mots en la fin dudit article, *ou par mariage subsequent selon le droit.* Arti. 31.

De retrait lignager.

Sus le chapitre de retrait lignager, par l'aduis desdits trois Estats, au lieu des vingt-cinq articles contenus audit ancien cayer imprimé, ont esté mis les trente-six articles qui fensuiuent.

Quand aucune personne a propres heritages, chose immeuble ou censee pour immeuble, à luy aduenus, escheus & descendus par succession & hoirie d'aucun, & il les vend, aliene ou transporte par contract de vente ou autre sonant & equipollent à vente, à personne estrange du lignage & branchage du costé & ligne, dont lesdits heritages luy sont aduenus, & dedans l'an & iour du contract, aucune personne du costé & branchage, dont lesdits heritages & choses susdites sont escheus, aduenus, fait adiourner & assigner iour à l'acheteur dedans ledit an & iour (encores que l'assignation n'eschee dedans ledit an & iour) & requiere lesdites choses luy estre adiugees par retrait, il sera receuable à ce faire, & l'acheteur condamné à l'en laisser iouyr, & luy restituer les fruits perceus depuis l'adiournement, avec despens, s'il en est refusant. Et l'assignation donnee apres l'an & iour, ne pourra excéder & passer le mois apres lesdits an & iour : autrement sera le retrayant debouté de son retrait. Arti. 32.

L'acquerreur doit au iour de l'assignation à luy donnee, mettre son contract d'acquisition au grefse, & declarer par serment le pris contenu en iceluy estre veritable, & le faire signifier au demandeur en retrait. Arti. 33.

Proces verbal

- Arti. 34. Il faut & suffit à la premiere iournee, audience & expedition de la cause, faire offres d'or ou d'argent à descouuert, & à parfaire le remboursement du pur sort, frais & loyaux cousts.
- Arti. 35. Par une simple attendue ou congé obtenu par le defendeur, & adiourné en retrait lignager, à l'encontre du demandeur, iceluy demandeur ne sera debouté dudit retrait, pourueu qu'il face rabatre ladite attendue ou congé dedans an & iour: lesquels passez en sera debouté, & ne sera plus receu audit retrait.
- Arti. 36. Si l'acheteur auoit payé aucuns lots, ventes, quint ou requint demier, le retrayeur sera tenu le rembourser, s'il en appert.
- Arti. 37. Et s'il auoit fait auant l'adiournement en retrait, aucunes reparations qui fussent necessaires à faire dedans l'an, le retrayeur sera aussi tenu l'en rembourser, les fruits ia perceus, deduits.
- Arti. 38. En eschange fait but à but, n'y a retrait: mais l'heritage eschangé sortit la nature de l'heritage baillé en contr'eschange. Et s'il y a soultes, le retrait aura lieu pour l'esgard & portion desdites soultes.
- Arti. 39. Pendant l'an & iour, on ne peut empirer l'heritage qui chet en retrait, soit pour pescher estangs, abatre arbres ou bois, ne le prendre en autre temps qu'il n'est acoustumé. Et si l'acheteur le fait, & l'heritage soit retrait, il est tenu de restituer avec les dommages, ou ce luy doit estre rabatu sus le pur sort.
- Arti. 40. En vente de rente volage à perpetuité sus heritages & possessions propres, obligez par clause generale ou speciale, y a retrait.
- Arti. 41. Vn heritage donné en mariage par pere ou mere, soit de leur propre ou conquest, à l'un de leurs enfans, est fait propre audit enfant, & chet en retrait ausdits pere & mere, leurs successeurs & autres lignagers, s'il est vendu par iceluy enfant. Et si ledit heritage estoit donné pour estre conquest aux deux conioints, & il est depuis vendu par eux, il y a retrait pour la portion de l'enfant, en faueur duquel la donation seroit faite.
- Arti. 42. Le lignager aura & prendra par retrait vn heritage tenu en fief, nonobstant que le seigneur feodal le vueille auoir par puissance de fief, pour le pris de la vente, frais & loyaux cousts.
- Arti. 43. Propre heritage baillé à rente à tousiours à personne estrange, sous faculté toutesfois de pouuoir racheter ladite rente, ou partie d'icelle, chet en retrait dedans l'an & iour du contract & bail à rente.
- Arti. 44. Si plusieurs de diuerses lignes succedent à aucun leur parent, & ils font partage des immeubles d'icelle succession, tellement que l'un ait heritage ou autre chose immeuble, ou reputee, pour immeuble qui ne soit venuë de son costé, iceluy heritage ou autre chose immeuble, luy seront toutesfois reputez propres: & si les vend, les prochains de sa ligne viendront au retrait, suppose que lesdits heritages ou autre chose immeuble ne viennent de leur costé.
- Arti. 45. En vente d'heritages propres au debteur, adingez par criees ou decret de iustice, y a retrait.
- Arti. 46. Qui n'est habile à succeder, il ne vient au retrait, & s'il n'est parent dedans le septieme degré.
- Arti. 47. Si aucun achete heritage cheant en retrait, & il le vend dedans l'an sans fraude à aucun autre qui soit du lignage & branchage dont meut ledit heritage, il n'y a retrait, pourueu qu'il n'y ait eu adiournement en cas de retrait, au parauant ladite reuente.
- Arti. 48. Si le bastard legitimé, vend son heritage à luy aduenu par succession, ou de propre depuis qu'il est legitimé, il y a retrait.
- Arti. 49. En eschange d'heritages propres contre biens meubles, y a retrait.
- Arti. 50. Si aucun a par le retrait vn heritage, & dedans quelque temps que ce soit, il le reuend à personne estrange de son costé, il y a retrait dedans l'an & iour de ladite reuente.
- Arti. 51. Si aucun achete de son parent heritage mouuant de son costé, & il le reuend à personne estrange, il y a retrait dedans l'an & iour de la reuente, & le peut retraire le premier vendeur.
- Arti. 52. Celuy des parens qui preuient & fait premier ses diligences, pour auoir par retrait l'heritage ou chose vendue par son lignager, vient à preferer à tous autres, encores qu'ils soient plus prochains. Toutes-fois s'ils estoient concurrens en adiournement, & en pareil degré, ils viendroient également audit retrait, & partiroient l'heritage ensemble, en payant chacun sa part du pur sort, frais & loyaux cousts, sans auoir égard à la priorité de l'heure de l'adiournement dudit iour. Et ou plusieurs parens se trouueroient concurrens en adiournement de mesme iour, & que l'un d'eux fust plus proche, il emportera seul ledit heritage par droit de retrait.
- Arti. 53. Si aucun apres vne acquisition par luy faite, pour doute de retrait ou autrement s'absente de la chastellenie, ou l'heritage est assis, on le peut faire adiourner à la personne de son procureur & entremetteur

remetteur de ses affaires, si aucū il en a, sinon à haute voix, issue de la grād messe, ou vespres à iour de feste, & par affiche, tāt à la porte de l'eglise que de l'auditoire du lieu. Et faut cōsigner en main bourgeoise par ordonnance de iustice l'argent de l'acquisition, si il en appert, & offrir de parfaire. En ce faisant apres deux defauts, & la demāde verifiee deuēment, l'heritage dont est question sera adingé au lignager, & l'argent baillé à l'acheteur, si il reuiēt, sinon à ses heritiers ou autres qu'il appartiendra.

Si aucun achete heritage propre d'autruy à payer à certains termes, le retrayeur aura lesdits termes : mais il doit donner bonne seureté à l'acheteur de payer, & l'acquiter ausdits termes. Car le vendeur ne changera son debteur, si il ne luy plaist. Et si le retrayeur ainsi ne le fait, il ne sera receu au retrait, ou si il ne baille l'argent content, ou gage à l'acheteur, ou au vendeur.

En vente d'heritage propre, faite par les executeurs d'un testament, y a retrait. Arti. 54.

Aucun ne peut retraire en son nom heritage au profit d'autruy, & pour le bailler à autre personne : & sont tenus les retrayās en iurer, si ils en sont requis par les acheteurs. Et si le cōtraire est fait, & il est prouué, le retrait sera declaré nul, & retournera l'heritage au premier acheteur, si il le demāde. Arti. 55.

Le retrait d'un heritage vendu, se doit poursuir contre l'acheteur, & si ledit heritage est reuendu auant l'adiournement à autre qui ne soit lignager, on se peut adresser au detenteur, ou contre le premier acheteur, ou contre les deux ensemble. Arti. 56.

Si aucun achete un heritage dix liures, & il fait mettre es lettres vingt liures, ou autre plus grande somme que le pris conuenu de l'acquisition, & afferme par serment l'heritage luy auoir tant cousté, & le retrayeur prouue euidentement le contraire, ledit acheteur perdra ses deniers, qui seront appliquez au seigneur, en la iustice duquel le periure sera aueré : & sera l'heritage adingé au retrayeur sans payer aucuns cousts, & si payera l'acheteur les despens. Arti. 57.

Si heritage propre est baillé en recompense, ou en payement d'aucune somme, y a retrait. Arti. 58.

Si deux conioints par mariage, achètent de leur parent heritage propre, apres le trespas d'iceluy desdits conioints dont meut ledit heritage, le suruiuant est tenu rendre & restituer sa part & portion aux heritiers du trespasé, ou autres ses parens de l'estoc, de lesquels meut ledit heritage, si lesdits heritiers ou parens le veulent auoir dedans l'an & iour du trespas, en payant & remboursant la moitié du sort principal, qui aura esté payé pour ledit heritage, frais & loyaux cousts, ensemble des bastimens & meliorations, qui y pourroient auoir esté faites. Arti. 59.

Toutes-fois si il y a enfant ou enfans dudit defunct, ils auront six mois pour pouuoir retirer & retraire ladite portion, dedans lesquels ils ne pourront estre preuenus par les autres parens. Et si l'un desdits enfans auoit seul retiré ladite portion, il sera neantmoins tenu la communiquer à ses autres freres & sœurs, si ils le demandent au dedans de l'an & iour du deces, en remboursant chacun pour leur portion. Mais les six mois passez, lesdits enfans & les autres parens la pourront demander iusques en fin de l'an & iour dudit deces : & ente cas qui preuiendra, & fera le premier diligence par adiournement, sera preferé. Arti. 60.

Si le mary, à cause de sa femme, retrait aucun heritage, il est fait & reputé propre de ladite femme, & apres le trespas d'elle ou dudit mary, il appartiendra entierement à ladite femme ou à ses heritiers, en remboursant ledit mary ou lesdits heritiers de la moitié du sort principal, qui aura esté payé pour ledit heritage, frais & loyaux cousts, ensemble des bastimens & meliorations, qui y pourroient auoir esté faites : & en semblable si l'heritage retrait vient de l'estoc du mary. Arti. 61.

Propre heritage ou rente vendus sous faculté de reemeré, peuuent estre retraits par le lignager durant ladite faculté de reemeré, & un an apres icelle faculté, pose que ledit reemeré soit accordé hors ou dedans le contract. Arti. 62.

En bail d'heritage propre à rēte perpetuelle, ou à vie, ou à vies, n'y a retrait pour les lignagers du bailleur, si il n'y auoit bourse destiee, & qu'en faisant ledit bail à rente, le bailleur eust touché deniers : auquel cas sera l'heritage retrayable en remboursant le denier payé avec les frais, & passant condamnation de payer & continuer ladite rente. Mais si ledit heritage estoit depuis vendu par les enfans ou heritiers du preneur, à la charge de sa rente, il sera retrayable aux parens & lignagers de l'estoc, dont ledit heritage leur sera escheu & aduenu. Arti. 63.

Celuy qui veut venir au retrait, doit auoir ses deniers prests pour faire le remboursement du sort principal dedans trois iours, & si lesdits trois iours se passent, le retrayeur sera debouté, & decheu dudit retrait, sinon que l'acheteur appelé en retrait eust delayé ou empesché outre la premiere iournee : auquel cas, apres ledit retrait cōsenti, & adingé, le retrayant qui sera demeurant en la iustice ou sera ledit retrait adingé, aura huitaine pour faire ledit remboursement, & si il est demeurant hors ladite iustice, outre ladite huitaine, il aura temps à l'arbitrage & discretion de iustice. Arti. 64.

En vente de coupe de bois de haute fustaye, bois, taillis, ou arbres pour abatre, n'y a retrait. Arti. 65.

Proces verbal

Arti.67. *Mais si la coupe de bois de haute fustaye, taillis, ou arbres pour une fois appartient à aucun, & le fonds à un autre, & il aduienne que ladite coupe soit vendue, il sera loisible à celui auquel appartient ledit fonds, & non à autre, auoir par droit de retrait ladite coupe, en remboursant le pris, frais & loyaux cousts. Et aura lieu ledit retrait, supposé que celui auquel appartient ladite coupe, ne soit lignager du seigneur du fonds.*

Des testamens, institution d'heritier, legs, donation faite en testament, & des executeurs de testamens.

LE soixante-huitième article, qui estoit le quatre-vingt & vn dudit cayer imprimé, commençant, *Toute franche personne, &c.* a esté par l'aduis desdits trois Estats reformé comme l'ensuit.

Arti.68. *Toute franche personne aagée, à sçauoir le masle de vingt ans, la femelle de dix-huit, peut faire testament, & par iceluy disposer à son plaisir de tous ses biens meubles, conquests & acquests immenbles, & de la quinte partie de ses propres: & où ils n'auront que meubles, n'en pourront disposer que de la quarte partie.*

Le soixante-neufième article, qui estoit le quatre-vingt-deuxième dudit cayer imprimé, commençant, *A solennité de testament est requis, &c.* a esté reformé par l'aduis desdits trois Estats comme l'ensuit.

Arti.69. *Auant que le testament soit réputé solennel & valable, est requis que ledit testament soit escrit & signé de la main du testateur, ou bien par luy dicté en presence de deux notaires, ou d'un notaire & de deux tesmoins, & qu'il soit à luy releu, dont en sera faite mention expresse. Et au lieu où il n'y aura notaire resident actuellement, suffira qu'il soit dicté par le testateur, & receu par denant le recteur & curé de l'eglise parrochiale ou son vicaire principal, en presence de deux tesmoins, & releu comme dessus.*

Le soixante-dixième article, qui estoit le quatre-vingt-troisième dudit cayer imprimé, commençant, *Institution d'heritier n'a point de lieu, &c.* par l'aduis desdits trois Estats, a esté reformé comme l'ensuit.

Arti.70. *Institution d'heritier n'est necessaire, & n'est le testament par faute d'institution d'heritier réputé moins solennel, ou moins valable. Et où par testament y auroit quelque institution d'heritier faite, l'institution vaudra par forme de legs testamentaire, iusques à la concurrence de ce que le testateur auroit peu leguer par la Coustume, qui est de tous les meubles, conquests & acquests immenbles, & de la cinquième partie de ses propres, en maniere que les quatre parts desdits propres demeurent à l'heritier.*

Arti.71. Au soixante-vnzième article, qui estoit le quatre-vingt-quatre dudit cayer imprimé, commençant, *Homme & femme, &c.* par l'aduis dessusdit, à la fin d'iceluy, ont esté adioustez ces mots, *directement, ou indirectement pour obuier aux fraudes.*

Arti.72. Du soixante-douzième article, qui estoit le quatre-vingt-cinquième dudit cayer imprimé, commençant, *Aucun ne peut, &c.* a esté dudit aduis ordonné que ce mot, *notablement,* qui estoit audit article sera rayé, & à la fin dudit article ces mots adioustez, *ab intestat.*

Arti.75. Au soixante-quinzième, qui estoit le quatre-vingt-huitième article dudit cayer imprimé, commençant, *Executeurs de testament, &c.* par l'aduis & consentement dessusdit, seront adioustez en la fin dudit article ces mots, *ou appelez par celui qui y aura interest.*

Arti.79. Sus le soixante-dix-neufième article, qui estoit le quatre-vingt-douzième dudit cayer imprimé, commençant, *L'an & iour du deces, &c.* Les Nobles & Gens du tiers Estat, le procureur du Roy ioint avec eux, ont requis que ces mots, *par le Diocésain, & qui premier y preuient,* contenus audit article fussent rayez d'iceluy. Ce qui a esté empesché par Baltazar pour l'estat de l'eglise, disant que l'archeuesque de Sens estoit fondé en droit commun, en possession immemorale, & arrest de la Cour. Ledit Tabourot a aussi remonstré pour le chapitre de Lengres, qu'ils estoient en possession d'ouir les comptes de l'execution de testament des chanoines, chapellains, vicaires, habituez, domestiques & officiers dudit Chapitre, & en auoient tiltre.

* Renuoy. * Nous sus ladite rature requise & empeschée respectiuellement, auons renuoyé les parties en ladite Cour audit iour, pour en estre ordonné ce que de raison. Et neantmoins par l'aduis desdits trois Estats, a esté ordonné que ce qui est apres ce mot, *Diocésain,* sera rayé, & au lieu de ce, seront mis ces mots, *Officiers du Roy ou autres hants iusticiers, & par celui d'eux qui preuient.*

Au

Au quatre-vingt, qui estoit le quatre-vingt-treizième article dudit cayer, commençant, *L'homme d'église, &c.* & sus la fin d'iceluy par l'aduis desdits trois Estats, ont esté adioustez ces mots, *ou d'ailleurs.* Arti. 80.

Des successions, partages & diuisions.

DV quatre-vingt-deuxième article, qui souloit estre le cinquante-sixième article dudit cayer imprimé, commençant, *Par la Coustume de Sens, &c.* par l'aduis desdits trois Estats, ont esté rayez ces mots, *Par la Coustume de Sens notoire & notoirement gardee,* & apres ces mots, *son plus prochain heritier,* ont esté adioustez ces mots, *habile à luy succeder.* Arti. 81.

Le quatre-vingt-troisième article, qui souloit estre le cinquante-septième dudit cayer imprimé, commençant, *Quand l'un des deux mariez, &c.* a esté par l'aduis desdits trois Estats, reformé comme l'enfuit.

Quand l'un des deux mariez, issus & repuez de noble lignee, viuans noblement, ou de vie à trespas, au suruiuant par coustume gardee entre nobles, pourueu qu'ils n'ayent enfans de leur mariage n'y d'autres precedans, competent & appartiennent (si bon leur semble) tous les biens meubles & debtes actiues du trespasé, à la charge de payer, par ledit suruiuant, les frais funeraux & legs piteux du trespasé, consistans en deniers ou en meubles pour vne fois, en payant aussi les debtes personnelles, passiues du premier decedé. Et aux prochains heritiers, appartiennent les propres du defunct, entre lesquels & ledit suruiuant, seront partis & diuisez également les conquests immeubles. Et où le suruiuant ne vouldroit accepter tous lesdits meubles, à la charge (comme dessus) de payer lesdites debtes personnelles, frais funeraux & legs piteux, en ce cas lesdits meubles seront & appartiendront, moitié audit suruiuant, & moitié aux heritiers dudit defunct, commis entre gens non nobles & roturiers. Et sera tenu ledit suruiuant, faire ladite acceptation ou renonciation, dedans huitaine apres le deces dudit defunct: laquelle huitaine, ne commencera auoir cours, iniques à ce que ledit deces soit venu à la connoissance du suruiuant. Et neantmoins en tous cas, si tost que le corps du defunct sera inhumé, ou trois iours apres le deces, les heritiers pourront requerir seellé, & inuentaire estre fait. Arti. 83.

Au quatre-vingt-quatrième article, qui estoit le cinquante-huitième dudit cayer, commençant, *Quand il y a freres, sœurs, &c.* par l'aduis desdits Estats, a esté adiousté ce mot, *acquies,* entre ces mots, *meubles & conquests.* Arti. 84.

Au quatre-vingt-cinquième article, qui estoit le cinquante-neufième dudit cayer, commençant, *Le pere & la mere, &c.* par ledit aduis, a esté adiousté apres ce mot, *meubles,* ce mot, *acquies,* & apres ce mot, *conquests,* ce mot, *immeubles.* Arti. 85.

Au quatre-vingt-sixième article, qui estoit le soixanteième article dudit cayer imprimé, commençant, *Lesdits ayeuls ou ayeulles, &c.* par l'aduis desdits Estats, sera adiousté ce mot, *acquies,* apres ce mot, *meubles,* & ce mot, *immeubles,* apres ce mot, *conquests.* Arti. 86.

Le soixante-vnième article dudit cayer imprimé, commençant, *Si aucun, &c.* a esté rayé de l'aduis desdits Estats.

Au quatre-vingt-septième article, qui souloit estre le soixante-deuxième dudit cayer imprimé, commençant, *Les biens d'une personne, &c.* par l'aduis dessusdit, ont esté adioustez en la fin dudit article ces mots, *qui est de vingt ans pour le regard du malle, & dix huit pour le regard de la femelle, lesquels pourront, entrans en religion, disposer de leurs biens au profit d'icelle, ou autre personne capable, & non prohibee de droit & par ordonnance, tant & si auant qu'ils peuuent faire par testament, & non plus.* Humbelot pour les chanoines reguliers de saint Iosmes, a dit qu'ils ne doiuent estre comprins audit article, par-ce qu'ils sont chanoines reguliers, qui ont de toute ancienneté acoustumé succeder à leurs parens, comme aussi on succede ausdits chanoines. Ce qui a esté denié par le procureur du Roy, qui a soustenu que lesdits de saint Iosmes sont religieux de l'ordre saint Augustin, qui en portent l'habit, & sont tenus faire (comme ils ont tousiours fait) les vœus acoustumez en religion, & pour-ce a empesché qu'ils soient declarez capables à succeder.* Sur-ce auons renuoyé lesdites parties audit iour en ladite Cour, & ordonné, que ce-pendant par prouision lesdits de saint Iosmes, vseront de ladite Coustume, accordée par lesdits Estats. Arti. 87.

Au quatre-vingt-neufième article, qui souloit estre le soixante-quatrième dudit cayer imprimé, commençant, *Si pere ou mere, &c.* par l'aduis desdits trois Estats, ont esté adioustez à la fin ces mots, *aquoy ils seront recens, pourueu que la legitime soit gardee pour les autres enfans.* Arti. 89.

* Renuoy.

Proces verbal

Le quatre-vingt-dixième article, qui souloit estre le soixante-cinquième dudit cayer imprimé, commençant, *Si pere, mere ou autres parens, &c.* a esté par l'aduis susdit reformé comme f'ensuit.

Arti. 90. *Les plus prochains parens & habiles à succeder au defunct, peuuent requerir inuentaie estre fait aux despens communs de la succession. Et si ledit defunct estoit conioint par mariage, le survivant sera tenu payer la moitié des frais dudit inuentaie: & ou lesdits parens seront adiournez pour declarer, s'ils se veulent porter heritiers d'iceluy defunct, ils auront quarante iours à deliberer.*

Le quatre-vingt-vnzième article, qui souloit estre le soixante-sixième dudit cayer imprimé, commençant, *Vn étranger, &c.* a esté reformé par l'aduis desdits trois Estats, comme f'ensuit.

Arti. 91. *Vn étranger demeurant hors du Royaume, ne succede aux biens de son parent regnicole, natif de ce Royaume, & decédé audit Royaume: mais luy succederont ses autres parens, natifs en cedit Royaume, & y demeurans, ores qu'ils ne fussent si proches que l'étranger.*

Arti. 94. Au quatre-vingt-quatorzième article, qui souloit estre le soixante-neuf dudit cayer imprimé, commençant, *Et si au iour des nopces, &c.* par l'aduis desdits trois Estats, apres ce mot, *diuision*, ont esté adioustez ces mots, *conuenance ou autre acte derogant à communauté.*

Sus le quatre-vingt-quinzième article, qui souloit estre le soixante-dixième dudit cayer imprimé, commençant, *Si aucuns pere, mere, ayeul, &c.* lesdits trois Estats, ont esté d'aduis que ledit article sera reformé, & au lieu d'iceluy mis ce qui f'ensuit.

Arti. 95. *L'heritier mobilier est tenu de payer les debtes personnelles du defunct. Et neantmoins sera permis au creancier, soy adresser contre son debteur, soit heritier mobilier, immobilier ou autre, sauf audit heritier immobilier, son recours contre ledit mobilier.*

Le quatre-vingt-seizième article, qui estoit le soixante-vnzième dudit cayer imprimé, commençant, *Representation n'a lieu, &c.* a esté reformé dudit aduis, comme f'ensuit.

Arti. 96. *Representation aura lieu cy apres en ligne directe infiniment, & en ligne collaterale, infques aux enfans des freres & sœurs inclusivement, suivant la disposition de la raison escrite. Et s'il y a enfans masles, representans leur mere, laquelle vivante, ne prendront aucune chose es fiefs, en ce cas ses enfans qui la representeront, ne prendront aucune chose esdits fiefs.* Ce fait, Vincent dauid, comparant par maistre Christoffe le maire son procureur, s'est opposé à la reformation dudit article, & requis, que la Coustume telle qu'elle estoit au parauant, fust gardee & obseruee. Surquoy par l'aduis desdits trois Estats, auons ordonné que ladite reformation tiendra, nonobstant l'empeschement & opposition dudit Dauid, de laquelle nous l'auons debouté. Dont ledit le Maire pour ledit Dauid a appelé: Nonobstant lequel appel, auons ordonné, que ladite reformation tiendra par prouision, pour son regard seulement, & quant aux autres tiendra purement & simplement: Laquelle reformation faite, ledit Thierry pour les habitans de Lengres, le Febure pour les habitans de Fley, de Montigny & de la Ville-neue sus Vigenne, Humbelot pour lesdits de saint Iosmes, & Rouget pour les manans & habitans de Besze, ont dit que par Coustume locale & particuliere, anciennement gardee & obseruee, esdits pays & quartier de Lengres, representation auoit eu lieu en ligne directe seulement. Et quant audit Comté de Mont-faulion, ladite representation auoit eu lieu, tant en ligne directe que collaterale infiniment, dont nous auons ordonné, que les dessusdits auront acte pour seruir à ceux qui ont droit acquis. Et pour l'aduenir, vseront de la Coustume generale dudit Bailliage.

Ledit Dauid, a depuis acquiescé audit appel par lettres royales, cy apres traictées.

Le quatre-vingt-dixseptième article, qui estoit le soixante-douzième dudit cayer imprimé, commençant, *Quand vne succession, &c.* par l'aduis dessusdit, a esté reformé, comme f'ensuit.

Arti. 97. *Vn banni à tousiours, n'est habile ne capable à succeder: mais succederont les plus prochains du decédé, tout ainsi & en la maniere, que si ledit banni estoit mort naturellement.*

Des seruitutes.

Arti. 98. **A**V quatre-vingt-dixhuitième article, qui estoit le soixante-treizième dudit cayer imprimé, commençant, *Veues & esgouts, &c.* par l'aduis desdits Estats, ont esté adioustez ces mots, *encores que ladite prescription soit centenaire, & plus que centenaire.*

Arti. 99. Au quatre-vingt-dixneuvième article, qui estoit le soixante-quatorzième dudit cayer imprimé, commençant, *Chacun peut, &c.* par l'aduis dessusdit, ont esté mis ces mots, *par quelque temps que ce soit de cent ans ou plus, au lieu de ces mots, nonobstant que par long temps y ayent*

ayent esté, lesquels seront rayez.

Au centième article, qui souloit estre le soixante-quinzième dudit cayer imprimé, commençant, *Aucun n'est contraint, &c.* par l'aduis desdits trois Estats, ont esté adioustez ces mots, & demeurera propre à celuy qui l'aura basti, à faute d'auoir contribué & remboursé. Arti. 100.

Au cent-deuxième article, qui estoit le soixante-dixseptième dudit cayer imprimé, commençant, *Qui fait edifices, &c.* par ledit aduis, ont esté adioustez ces mots, *avec barres & barreaux de fer, en maniere qu'on ne puisse passer, n'endommager son voisin,* apres lequel article, ont esté par l'aduis desdits, adioustez les deux qui s'ensuiuent. Arti. 102.

Toutes murailles & cloisons estans dedans les villes fermées de ladite coustume, seront communes aux voisins d'icelles, en payant toutes-fois par ceux qui ne les auront faites ne basties, n'aide à faire ou bastir, à celuy qui les aura fait faire, ou à ses ayans cause, la moitié de la façon & frais de ladite muraille, & la moitié du fonds d'icelle quand ils s'en voudront aider, pourueu que ladite muraille soit suffisante pour porter & soustenir lesdits bastimens. Arti. 103.

Et où entre places de maisons, cours, iardins ou autres dedans lesdites villes, n'y aura muraille ou cloison, & l'un d'eux voudra bastir ou clorre, il pourra prendre également & raisonnablement terre sus luy & son voisin, pour la faire en fonds commun. Et quand celuy qui n'aura basti voudra bastir, ou s'aider de ladite muraille ou cloison, sera tenu rembourser le premier bastisseur des frais de l'autre moitié, pro rata de ce dont il se voudra aider. Arti. 104.

De donation d'entre vifs, mutuelle, & pour cause de mariage.

AV cent-huitième article, qui estoit le quatre-vingt-quinze dudit cayer imprimé, commençant, *Donner & retenir ne vaut, &c.* par l'aduis desdits Estats, a esté adiousté ce qui s'ensuit, *qui est à dire, quand celuy qui donne se reserve la faculté de pouuoir disposer de la chose donnée, ou bien, quand celuy qui donne, ne se dessaisist actuellement de la chose par luy donnée, par tradition réelle, ou par clause translatiue de possession, comme constitut, retention d'usufruit, precarre, ou autre.* Arti. 108.

Le cent-neufième article, qui estoit le quatre-vingt-seize dudit cayer imprimé, commençant, *Chacun peut, &c.* par l'aduis desdits Estats, a esté reformé, comme s'ensuit.

Chacun peut par donation d'entre vifs, disposer de tous ses biens à son plaisir avec personnes habiles. Toutes-fois si le donateur au temps d'icelle donation estoit malade, & decedoit dedans quarante iours apres la donation, elle seroit reputeé testamentaire, & pour cause de mort, comme telle & non autrement elle vouldroit, soit qu'il decede de ladite maladie ou autre. Arti. 109.

Au cent-dixième article, qui souloit estre le quatre-vingt-dixseptième article dudit cayer imprimé, commençant, *Donation faite, &c.* par l'aduis desdits, a esté ordonné qu'au lieu de ce mot, *greigneur,* sera mis, *la plus grand.* Arti. 110.

Le cent-vnzième article, qui estoit le quatre-vingt-dixhuitième dudit cayer imprimé, commençant, *Donation faite par femme, &c.* a esté reformé par l'aduis desdits Estats, comme s'ensuit.

Donation faite par femme mariee, sans le consentement de son mary ne vaut, & ne doit tenir au preiudice de sondit mary, n'au preiudice d'elle. Arti. 111.

Sus le cent-douzième arti. qui estoit le iiii.xx.xix. dudit cayer imprimé, cōmēçant, *Homme & femme mariees, &c.* apres la lecture dudit arti. le procureur du Roy, a dit qu'il contenoit iniquité, & portoit preiudice aux pauvres mineurs, & a requis que ces mots y fussent adioustez, *liberis non extantibus, & pour en iouyr par usufruit seulement en baillant caution & faisant inuetaire.* Sur-ce auōsvoulu enquerir les gens des trois Estats, en la maniere par nous obseruee aux precedās arti. pour aduifer en quelle forme l'arti. seroit couché, & ne faire aucun preiudice à ceux qui pretendent interest audit article. Et apres auoir demādé l'aduis d'aucuns illec presens: Bernage pour ladite Loyse de Clair-mont, pretendant droit au comté de Tonnerre, cōme dessus present Iaques guyot son procureur en ce bailliage, assisté de Geoffroy de Cenamy, nous a dit qu'il auoit charge expresse d'empescher, & empeschoit qu'il fust par nous passé plus auāt à demander l'aduis des assistans, tant sus ledit arti. que sus les autres arti. de ladite coustume: & que les coustumes de ce bailliage, auoiēt autres-fois esté redigees par escrit, par cōmis & deputez par le Roy, leuēs & publiees en ce siege, rapportees en la Cour de Parlemēt, au greffe duquel elles estoient, & qu'il en feroit apparoir dedans deux iours. Et depuis a dit, qu'il n'empeschoit qu'on passast oultre, pour le regard des autres articles, pourueu qu'on ne touchast audit article, Arti. 112.

Proces verbal

par-ce que ce seroit fait preuve par turbes, de ce qui auoit ia esté passé & accordé. Et où voudrions passer oultre, a protesté d'appeler, suiuant la charge qu'il disoit auoir de ce faire : Baltazar pour Hector de saint Blaise, seigneur de Pouy, & damoiselle Marie de Creuecœur sa femme, a formé pareil empeschement que ledit Bernage, & employé son plaidbyé : le Vuyt, pour messire Jaques du Bellay, soy disant comte de Tonnerre, & Bouquot pour Jaques de Neufuis, escuyer, seigneur de Guméry & Thorigny, ont dit & soustenu que ledit article a tousiours esté entendu & pratiqué, au cas, qu'il n'y eust aucuns enfans dudit mariage ou autre, & pour en iouyr par le suruiuant par vsufruit seulement. Et oultre, que ladite coustume generale, a tousiours ainsi esté entendue & obseruee. Encores a ledit le Vuyt soustenu, qu'au comté de Tonnerre, y auoit coustume particuliere & locale, prohibitiue de ladite donation mutuelle, au cas qu'il y eust enfans, & de disposer autrement que par vsufruit: Ce qui a esté denié par ledit Bernage. Sur-ce apres auoir fait entendre ausdits gens des trois Estats, que par la redaction des coustumes que faisons, n'entendions preiudicier aux droits acquis, n'aux proces intétez pendans & indecis, (comme nous auions tousiours déclaré,) auons ordonné que ledit article, sera mis & redigé par escrit purement & simplement, sans declaration ou designation aucune que ledit article soit ancien ou nouuel, ains auons reserué ausdites parties & autres qu'il appartiendra, de pouuoir cy apres requerir qu'il leur soit permis d'informer, qu'elle estoit & a esté cy deuant la coustume, & comme elle a esté obseruee & entendue: & par ledit aduis, a esté ledit article mis en la maniere qui s'ensuit.

Arti. 112. *Homme & femme mariez ensemble estans en bonne santé, peuuent par donation mutuelle, pareille & égale faite entre vifs, donner l'un à l'autre, & au suruiuant d'eux, tous les biens meubles & conquests immeubles du premier mourant, pour en iouyr par le suruiuant en vsufruit seulement, au cas qu'il n'y ait enfans, soit dudit mariage ou autre. Et sera le suruiuant saisi des choses à luy donnees, pour intenter complainte & autres actions possessoires, contre ceux qui le voudront troubler, soit contre les heritiers du decédé ou autres. Sera neantmoins tenu faire inuentaire, & bailler caution de rendre les choses en bon estat, l'vsufruit fini. Et où le suruiuant sera en demeure de faire inuentaire & bailler caution, les heritiers du predecédé, pourront requerir par deuant le iuge la surseance de l'vsufruit, & le sequestre des choses donnees, lesquels leur seront faits & adiugez, apres lequel article, par l'aduis desdits trois Estats, a esté adiousté l'article qui s'ensuit.*

Arti. 113. *Et sera ledit suruiuant, tenu payer les debtes personnelles dudit defunct, faire les frais funeraux, & accomplir son testament pour le regard des legs de choses mobiliaries. Et neantmoins pourra iceluy suruiuant, se rembourser sus la part & portion des meubles & conquests immeubles qui luy auront esté donnez, de tout ce qu'il aura payé & frayé en acquit dudit defunct, & pour raison de ce que dessus.*
L'article qui souloit estre audit cayer imprimé, le cent-deuxième, commençant, *Donation de meubles, &c.* a esté par l'aduis desdits Estats rayé, attendu que l'ordonnance y a pourueu: laquelle sera gardee.

Comme on peut acquerir possession, &c.

Arti. 114. **A**V cent-dixhuitième article, qui estoit le cent-cinquième dudit cayer, commençant, *Le mort saisist le vis, &c.* par l'aduis desdits Estat, ont esté adioustez ces mots, *sil n'y a priuilege au contraire.*

De rentes foncieres, vol. &c.

Arti. 115. **L**E six-vingt-troisième article, qui estoit le cent-dixième dudit cayer imprimé, commençant, *Rente volage procedant, &c.* a esté par l'aduis desdits Estats, reformé, comme s'ensuit.

Rente constituée à pris d'argent (qu'on appelle rente volant & courant) est reputée pour immeuble, pour estre diuisée & partagée comme chose immeuble, & sera rachetable à tousiours, voirez iusques à cent ans & au dessus. Et ne seront deus aucuns droits ou profits seigneuriaux, soit pour la constitution ou rachat d'icelle. Aussi aduenant ouuerture de fief, le seigneur prendra le profit de son fief entier, sans diminution de profit pour ladite rente constituée.

Le six-vingt-cinquième article, qui estoit le cent-douzième dudit cayer imprimé, commençant, *S'il n'y a detenteur, &c.* par l'aduis dessusdit a esté reformé, comme s'ensuit.

Arti. 116. *S'il n'y a detenteur d'heritage chargé de rente, le rentier peut faire bailler curateur audit heritage, & cōtre iceluy obtenir declaratiō d'hypotèque. Et ce fait pourra faire saisir, crier & subhaster ledit heritage au lieu auquel il est assis, & au lieu de la chastellenie, par trois quinzaines & une quarantaine.*

taine: Lesquelles quinzaines escherront de dimencho à issue de messe ou vespres parrochiaux: & sera la fin de l'une des criees le commencement de l'autre. Et icelles passees fera assigner iour audit curateur, pour voir adiuger par decret ledit heritage au plus offrant & dernier encherisseur. Et si aucun en faisant lesdites criees a mis à pris ledit heritage, & il soit trouué le plus offrant, il sera adiourné pour vider la main des deniers, ausquels il a mis à pris & encheri ledit heritage, & d'iceluy recevoir en luy l'adiudication par decret, & aux opposans (si aucuns y a) sera assigné iour pour dire leurs causes d'opposition: Lesquelles solennitez doivent estre gardees en toutes executions & criees d'heritages.

Au six-vingt-sixième article, qui estoit le cent-trezième dudit cayer imprimé, commençant, *Si aucun s'oppose, &c.* par l'aduis susdit, seront adioustez ces mots, *lequel opposant, à faute d'eslire domicile, sera debouté de son opposition.* Arti. 126.

Le six-vingt-septième article, qui estoit audit cayer imprimé, le cent quatorzième, commençant, *Si les quarantaines, &c.* a esté par ledit aduis reformé, comme l'enluit.

Si les trois quinzaines & quarantaine des criees des heritages qu'on fait crier & subhafter, ne sont faites au propre iour qu'elles escheent: mais à six ou huit iours outre, elles n'en sont pourtant defectueuses, & ne les conuient recommencer: Mais si lesdites quinzaines ou quarantaine n'estoient entieres, & que le sergent eust anticipé les criees d'un iour ou deux, en ce cas il conuiendroit recommencer, non pour le tout, mais en ce où se trouueroit faute: & sera la fin d'une des criees le commencement de l'autre comme dessus. Et se parferont les criees par le sergent qui aura commencé, ou par autre en continuant l'exploict fait par le premier. Arti. 127.

Au six-vingt-huitième article, qui estoit le cent quinzième dudit cayer imprimé, commençant, *Le sergent est tenu, &c.* par l'aduis dessusdit ont esté adioustez ces mots, *& sera l'exploict paracheué à ses despens.* Arti. 128.

Au six-vingt-douzième article, qui estoit le cent-dixneuvième dudit cayer, commençant, *Detenteurs d'heritages, &c.* par ledit aduis, apres ces mots, *chargez de censive ou rente,* sera adiousté ce mot, *fonciere.* Arti. 132.

Le six-vingt-treizième article, qui estoit le six-vingt dudit cayer imprimé, commençant, *Obligation ou autre contract, &c.* tiendra sans auoir égard aux protestations faites par les reuerendissimes cardinaux de Bourbon, archeuesque de Sens, de Giury, euesque & duc de Lengres, & les chapitres des eglises dudit Sens & de Lengres, qui ont protesté que ledit article ne leur puisse preiudicier, apres lequel article a esté adiousté par ledit aduis l'article qui l'enluit. Arti. 133.

Si une personne vend & constitue rente sus son heritage, qui sera par mesme obligation & constitution spécialement affecté & hypothéqué au payement de ladite rente, & apres il reuend ledit heritage à autre personne, à la charge de ladite rente ou sans charge d'icelle, le creditur se pourra adresser audit tiers detenteur ou à ses heritiers, si bon luy semble, pour auoir declaration d'hypothèque de ladite rente à luy constituée, & payement des arrerages qui en seront deus, selon la nature d'icelle, sans faire discussion requise de droit sus le constituant: laquelle declaration d'hypothèque s'executera à l'encontre dudit tiers detenteur, tant qu'il sera detenteur dudit heritage spécialement hypothéqué. Arti. 134.

Au six-vingt-quinzième article, qui estoit le six-vingt-vnième dudit ancien cayer, commençant, *Si aucun vend rente sus tous ses heritages, &c.* par l'aduis desdits Estats, apres ce mot, *heritages,* ont esté adioustez ces mots, *par hypothèque generale seulement.* Arti. 135.

De bourgeoisies & adueus.

SVs le six-vingt-seizième article, qui estoit le six-vingt-deux dudit cayer imprimé, commençant, *Une franche personne, &c.* ensemble sus tous les autres articles dudit chapitre, le procureur du Roy, a requis qu'ils fussent enregistrez comme coustume anciennement gardée & obseruée, & dit que le Roy est fondé audit droit de bourgeoisie, tant par la Loy diuine, que par la Loy ciuile, vsance immemorale, & en tiltres bons & valables confirmez par arrefts de ladite Cour: & que pour ce droit, les habitans dudit bailliage, payent chacun an redevance au Roy, reuenant à mil liures tournois ou peu pres, comme apperra par les liures anciens de receptes & comptes rendus. Lequel droit est baillé chacun an au plus offrant, avec les solennitez acoustumées, estre gardees & obseruées, en baillant à ferme le domaine du Roy. Baltazar pour le reuerendissime cardinal de Bourbon, archeuesque de Sens, & pour le chapitre dudit Sens: Lausserois pour le cardinal de Giury, euesque de Lengres, & maistre Guillaume thierry, pour le chapitre dudit Lengres, ont dit, que lesdits articles ne doiuent

Proces verbal

estre accordez pour coustume : mais doiuent estre rayez comme iniques & desraisonnables : & s'opposent à ce qu'ils soient receus & demeurent pour coustume , pour les causes respectivement deduites & proposees : Bernage pour l'estat de Noblesse , a dit que tous lesdits articles doiuent estre rayez , par-ce que ce n'est coustume : mais entreprinse sus les droits des seigneurs : maistre Jean richer , lieutenant general audit bailliage , seigneur de Malay le Vicomte , a aussi empesché que lesdits articles soient receus pour coustume , & dit que par contract de vendition à luy faite par le Roy de ladite terre & seigneurie de Malay , le droit de bourgeoisie est comprins : maistre Nicole virlois , pour les seigneurs de Malay le Roy , a remonstré que par chartre & contract , fait avec le Roy , leur appartenoit le droit de bourgeoisie dont ils ont tousiours iouy , & obtenu plusieurs arrests , tant contre le procureur du Roy que leurs suiets , protestant ou receurions lesdits articles pour coustume , que ce ne leur peust preiudicier : Garlin pour le commandeur de Launay , grand prieur de France , & pour les seigneurs de Marigny & autres hauts iusticiers pour lesquels il a comparu à la seance , a empesché la reception desdits articles pour coustume : Minager pour l'abbé saint Pierre le vic , assisté du Crec son procureur , & pour les religieux , prieur & conuent de sainte Colombe , le siege Abbatial vacant , assisté de Antoine guyot , & encores pour ledit cardinal de Chastillon , abbé de saint Jean lez Sens , comparant par maistre Claude boucher , & pour le prieur saint Saulueur lez Bray , a fait semblable empeschement : ledit le Crec & Rouffat pour ceux , pour lesquels ils ont comparu , ont employé ledit empeschement . Et par ledit procureur du Roy a esté insisté , maintenu au contraire , & persisté en sa requeste : Surquoy ouys lesdits trois Estats , & par le moyen desdits oppositions , auons les parties * renuoyees en la Cour de Parlement audit lendemain de *Quasi-modo* , pour par elle en estre ordonné comme de raison . Et cependant iouyront lesdites parties ainsi qu'elles ont acoustumé : & seruiront les protestations dessusdites pour tous les autres seigneurs , tant lais que d'eglise : Dont ledit procureur du Roy , a protesté d'appeler , apres auoir eu l'aduis du procureur general du Roy .

* Reuouy.

Des bois, forests, usages & pasturages.

Arti. 146. **A**V sept-vingt-sixième article , qui souloit estre le six-vingt-douzième dudit cayer imprimé , commençant , *Habitans de ville, &c.* par ledit aduis a esté ordonné , qu'apres ces mots , *de ville, ou village* , seront mis ces mots , *& parroisses estans du bailliage de Sens* : & sera osté ce mot , *ou* , demeurant le reste dudit article ainsi qu'il est , nonobstant & sans auoir égard aux oppositions formées par Humbelot , pour les habitans de Gurgey , Buxerolles , Chambain & autres , dont les auons deboutez .

Arti. 147. Au sept-vingt-septième article , qui estoit audit cayer imprimé le sept-vingt-treizième , commençant , *Habitans de villes, &c.* apres ce mot , *villages* , seront adioustez ces mots , *ou parroisses* .

Arti. 148. Le sept-vingt-huitième article , qui estoit audit cayer le six-vingt-quatorzième , commençant , *On ne peut, &c.* par ledit aduis , a esté reformé , comme s'ensuit .

On ne peut mener bestes au mailles, cheualines, cheures ou autres qui peuvent porter dommage au reiect, es bois, saillis, iusques à ce qu'ils soient deffensables, & que tels ils ayent esté declarez par sentence de iuge : encores que lesdits bois appartiennent aux habitans en propriété, ou qu'ils y ayent droit d'usage seulement.

Arti. 152. Au sept-vingt-douzième article , qui estoit le six-vingt-dixhuitième dudit cayer , commençant , *Si porcs, &c.* par l'aduis dessusdit , a esté apres ce mot , *garde* , adiousté ce mot , *faite* : & apres ces mots , *amende de loy* , ont esté adioustez ces mots , *qui est de cinq sols tournois* .

Après le sept-vingt-quatorzième article , par l'aduis dessusdit a esté adiousté l'article qui s'ensuit .

Arti. 155. *Vn sergent forestier ou meurier sera creu de sa prinse & rapport d'icelle, & du lieu auquel ladite prinse aura esté faite, iusques à cinq sols tournois seulement. Et où la partie endommagée, ne se voudroit contenter de ladite somme, luy sera permis informer pour auoir plus grande reparation de son dommage.*

De bail & garde des enfans, &c.

L'Article sept-vingt-seize , qui estoit le vingt-vn audit cayer , commençant , *Enfans nobles, mineurs, &c.* par l'aduis dessusdit , a esté reformé , comme s'ensuit .

Enfans

Enfans nobles, mineurs par le deces de leurs pere & mere, seront en la garde du suruiuant, pere ou mere, & s'ils n'ont pere ne mere, seront en la garde de leurs ayeul ou ayeulle, ou autres ascendans en ligne directe. Et seront tenuz lesdits gardiens de nourrir, gouverner & entretenir lesdits enfans, durant ladite garde: entretiendront aussi les heritages desdits mineurs, en tel & si bon estat, qu'ils les auront prins, & seront exercer la iustice, payeront & acquiteront les debtes personnelles, & les acquiteront de reliefs & rachats, si aucuns estoient deus pour le passé. En ce faisant, lesdits gardiens, gagneront tous les meubles appartenans ausdits mineurs, & les fruits de leurs heritages, terres & seigneuries, durant le temps de ladite garde. Et sera tenu ledit gardien faire inuentaire desdits meubles: lesquels seront suiets à restitution, au cas, qu'iceluy gardien ou gardienne, conuoist en secondes nopces. Et quant aux fruits des heritages, prins par ledit gardien ou gardienne, ils ne seront suiets à restitution, ains leur appartiendront, à la charge de payer lesdites debtes. Laquelle reformation tiendra, nonobstant & sans auoir égard à la protestation, faite par Baltazar, pour le seigneur grand prieur de France, assisté de frere Nicole aubert, procureur & receueur dudit seigneur en sa commanderie de Launay, & de Garlin son procureur, & pour messire Antoine de Clair-mont, cheualier, seigneur de Laigues, Grifelles & Ancy le Franc, & encores par ledit Baltazar pour le seigneur de Pouy, assisté de maistre Jean rouffat son procureur, qui ont respectiuellement protesté, que ce ne puisse preiudicier au droit de relief.

Arti. 156.

L'article sept-vingt-trois, commençant, *Enfans nobles, &c.* Et l'article sept-vingt-quatre dudit cayer, commençant, *Lesdits baillistres, &c.* ont esté par l'aduis desdits Estats, ostez & rayez.

Au sept-vingt-dixhuit, qui estoit le sept-vingt-cinq dudit cayer imprimé, commençant, *Enfans nobles sont reputez, &c.* auons par l'aduis desdits trois Estats ordonné, qu'au lieu de *vingt ans*, pour l'aage du fils, seront mis *dixhuit ans*, & seront adioustez à la fin dudit article ces mots, & *audit temps finira la garde.*

Arti. 158.

Sus le huit-vingt article, qui estoit le sept-vingt-septième dudit cayer imprimé, commençant, *Enfans nobles, &c.* a esté par l'aduis dessusdit ordonné, qu'il sera adiousté ce qui s'ensuit, *pour pouoir ester en iugement, & faire les actes que peuuent faire maieurs, sans y comprendre l'alienation & hypothèque de leurs biens.*

Arti. 160.

De douaire coustumier & prefix.

SVs le huit-vingt-deuxième article, qui estoit audit cayer imprimé le sept-vingt-neuf, commençant, *La femme apres le trespas, &c.* par l'aduis dessusdit apres ces mots, *ayeul ou ayeulle*, ont esté adioustez ces mots, *ou autre directe ascendant.*

Arti. 162.

Au huit-vingt-trois, qui estoit le sept-vingt-dix dudit cayer imprimé, commençant, *Si la femme douee, &c.* par l'aduis dessusdit, ont esté adioustez ces mots, *tellement qu'il n'est propre aux enfans venus de ce mariage.*

Arti. 163.

Les articles, qui estoient audit ancien cayer, les sept-vingt-quatorze & sept-vingt-quinze, ont esté de l'aduis dessusdit reformez, & au lieu d'iceux, mis l'article qui s'ensuit.

Femme apres le trespas de son mary, est saisie de douaire coustumier, conuentionnel ou prefix, tellement qu'à l'occasion d'iceluy, elle peut intenter cas de nouuelleté.

Arti. 167.

Des asseuremens.

LE huit-vingt-dixième article, qui estoit le sept-vingt-dixhuit dudit cayer imprimé, commençant, *Assurement peut estre donné, &c.* a esté par l'aduis dessusdit reformé, comme s'ensuit.

Assurement peut estre donné par le Roy ou haut iusticier, par deuant lequel il sera demandé & requis en assermant.

Arti. 170.

Des fiefs & profits feodaux.

AV neuf-vingt-article, qui estoit le cent soixante-huitième dudit cayer, commençant, *Le seigneur feodal, &c.* au lieu de ces mots, & *tiendra ladite terre en pur sort*, ont esté mis ces mots, & *iouira de ladite terre en pure perte sus son vassal.*

Arti. 180.

Le neuf-vingt-quatorzième, qui estoit le huit-vingt-douze audit cayer, commençant, *Si pendant la main-mise, &c.* a esté reformé, comme s'ensuit.

Si pendant la main-mise du seigneur feodal, celuy qui pret d droit au fief y entre, reçoit les fruits, & enfreint ladite main-mise, il ne forfait pourtant son dit fief, & ne chet ledit fief en commise: mais il est amendable enuers le seigneur feodal, & rendra audit seigneur feodal tous les fruits qu'il en aura receus depuis l'infraction de ladite main-mise, auant que le seigneur feodal soit tenu le rece-

Arti. 184.

Procès verbal

- noir, lequel seigneur feodal ne plaidera de saisie.*
- Arti. 187. Du neuf-vingt-septième article, qui estoit le huit-vingt-quinze dudit cayer imprimé, commençant, *Après que le seigneur feodal, &c.* par l'aduis dessusdit, ont esté ostez ces mots, *les salaires & vacations, & au lieu d'iceux, ont esté mis ces mots, les frais de la saisie, & autres frais raisonnables.*
- L'article neuf-vingt-huitième, qui estoit le huit-vingt-seize dudit cayer, commençant, *Supposé que le vassal, &c.* par l'aduis dessusdit, a esté reformé, comme l'ensuit.
- Arti. 188. *Quand le seigneur veille, le vassal dort, & au contraire, quand le vassal veille, le seigneur dort, qui est à dire, que le seigneur feodal fait les fruits siens apres la saisie, jusques à ce qu'il ait homme & vassal: au parauant laquelle saisie ledit seigneur feodal n'acquiert & ne peut auoir lesdits fruits.*
- Arti. 191. Au neuf-vingt-vnze, qui estoit le huit-vingt-dix-neufième dudit cayer, commençant, *Quand aucun fief, &c.* par l'aduis dessusdit, ont esté adioustez ces mots, *lequel requint est la cinquième partie du quint, comme de cent, vingt, & de vingt, quatre.*
- Arti. 194. Au neuf-vingt-quatorze, qui estoit le neuf-vingt-deux dudit cayer, commençant, *Et s'il est, &c.* par l'aduis dessusdit, apres ces mots, *lesdits estangs,* ont esté adioustez ces mots, *le vassal present ou appelé, & en la fin dudit article, a esté adiousté ce mot, seulement.*
- Arti. 195. Du neuf-vingt-quinzième, qui estoit le neuf-vingt-troisième dudit cayer, commençant, *Si le seigneur feodal, &c.* a esté dudit aduis osté ce mot, *particulier.*
- Arti. 199. Du neuf-vingt-dix-neufième arti. qui estoit le vingt-septième dudit cayer, commençant, *Le vassal qui, &c.* par l'aduis dessusdit, seront rayez ces mots, *notamment quand il aduouë autre seigneur que le Roy.*
- Les articles cent quatre-vingt-neuf, commençant, *En succession directe, &c.* & cent quatre-vingt-dix dudit cayer ancien, commençant, *Et où en ladite succession, &c.* ont par l'aduis dessusdit esté rayez, & au lieu d'iceux, a esté mis l'article qui l'ensuit.
- Arti. 201. *En succession directe & ascendant, à l'aisné fils appartiendront par preciput & aduantage, les armes pleines, le cry & tiltre du seigneur, avec tel manoir en fief ou terre noble qu'il voudra choisir & eslire, closture & basse-court, d'iceluy, & outre vn arpent de terre es enuiron, & tout ce qui sera au dedans desdits basse-court & arpent, soit four, colombier, fuye, moulin ou pressoir. Et s'ils estoient bannaux, & assis hors dudit manoir & fosse d'iceluy, ores qu'ils fussent situez esdits basse-court ou arpent, en ce cas ledit aisné fils, sera tenu conferer & communiquer à ses autres freres & sœurs les fruits & reuenu de ladite bannalité, comme concernans la seigneurie vniuerselle dudit fief. Et neantmoins pourra ledit aisné fils retenir entierement lesdits fruits & reuenu desdits four, pressoir & moulin bannaux, en recompensant ses autres freres & sœurs de chose immeuble, de pareille valeur & estimation, & qui soit prouenuë de la succession dont sera question. Pourra aussi ledit aisné fils recompenser (comme dessus) sesdits freres & sœurs, de telles parts & portions, qui leur pourroient appartenir en la iustice, & en toutes autres choses dudit fief & seigneurie. Et sur ce Lambert, a protesté pour Loys fretel, seigneur de Flaiz, que ledit article, ne peult preiudicier au proces par luy intenté contre les sœurs, pour raison de la terre de Misy. Le Pescheur, pour lesdites sœurs, a fait protestations contraires.*
- Arti. 202. Au deux cent deuxième article, qui estoit le neuf-vingt-vnze dudit cayer imprimé, commençant, *En ligne collaterale, &c.* Pescheur, assisté de Fleury pour le seigneur de la Louptiere, a requis que les Estats fussent enquis s'ils auoient entendu ledit article, encores que lesdits masses, ne portassent le nom ne les armes du defunct. Et où il n'auroit ainsi esté entendu par le passé, a requis que pour l'aduenir ledit article fust ainsi entendu & déclaré. En enterinant, laquelle requeste, auons enquis lesdits Gens des trois Estats, qui ont dit, que ledit article a tousiours esté, & doit estre cy apres entendu, purement & simplement, ainsi qu'il est contenu audit cayer, & sans la distinction dessusdite. Suiuant lequel aduis, auons ordonné, que ledit article demourera en la forme qu'il est.
- Arti. 207. Au deux cens septième article, qui estoit le neuf-vingt-seize dudit cayer imprimé, commençant, *Si l'homme noble, &c.* par l'aduis desdits Estats, apres ces mots, *de son corps,* ont esté adioustez ces mots, *ou autre, & seront ostez dudit article ces mots, qui est Souuerain.*
- Les art. estés audit cayer imprimé, les ix. xx. xvij. cōmençant, *Si aucun Cheualier, &c.* & neuf-vingt-dix-huit, cōmençant, *Si c'est vne femme vefue, &c.* ont esté de l'aduis dessusdit rayez.
- Le deux cens huitième article, qui souloit estre le neuf-vingt-dix-neufième dudit cayer imprimé, commençant, *Et sera ladite vefue, &c.* a esté reformé par ledit aduis, comme l'ensuit.
- Arti. 208. *La vefue pour son douaire, ne doit aucun rachat, sinon qu'elle se remarie.*

L'article

L'article deux cents, dudit cayer imprimé, commençant, *Si deux nobles, &c.* a esté rayé par l'aduis desdits trois Estats.

Du deux cents dixiesme article qui estoit le deux cents deuxiesme dudit cayer imprimé, commençant, *Si le Seigneur, &c.* par l'aduis dessusdit a esté rayé ce mot, *ballistes.* Art. 210.

Les articles qui estoient les deux cents quatre dudit cayer imprimé, commençant, *Si le vassal va de vie à trespas, &c.* & deux cens sept, commençant, *Si le Cheualier, &c.* par l'aduis dessusdit ont esté rayez.

Le deux cents quatorziesme article qui estoit le deux cents huit dudit cayer imprimé, a esté par l'aduis desdits trois Estats reformé pour l'aduenir ainsi qu'il f'ensuit.

Art. 214.
Cest article sert au tiltre de compagnie & communauté cy apres escrit.

Femme noble ou roturiere peut renoncer à la communauté en iugement, en personne ou par procureur fondé, (l'heritier appelé) dedans quarante iours apres le deces de son mari venu à sa connoissance. En ce faisant elle sera & demourera quitte des debtes créées par ledit defunct son mari, si elle ne s'est expressément obligée.

Ce fait M. Guil. Thierry pour les habitans de Lengres a dit que l'article reformé comme dessus auoit tousiours esté obserué audit lieu pour coustume locale: & Lausserrois pour le cardinal de Giury euesque dudit Lengres a dit qu'il n'auoit entendu ladite coustume locale. Surquoy auons dit que nostre ordonnance faite pour le regard de coustumes locales, tiendra.

Le deux cents seiziesme article qui estoit le deux cents dixiesme dudit cayer imprimé, commençant, *Quand en la succession du pere, &c.* par l'aduis dessusdit a esté reformé en la maniere qui f'ensuit.

Le fils aisné prendra droit d'aineesse tel que dessus est dit, tant en la succession du pere qu'en la succession de la mere, & en chacune d'icelles, encores que ledit aisné fils eust prins en autre bailliage ce qui luy est permis par la coustume des lieux. Art. 216.

Le deux cents vingtiesme article qui estoit le deux cents quatorziesme dudit cayer imprimé, commençant, *Le fils aisné, &c.* a esté reformé comme f'ensuit.

Le fils aisné aagé de dixhuit ans & un iour, & en faute de masle, la filie aisnée aagée de quatorze ans & un iour, peuuent porter les foy & hommage pour leurs autres freres & sœurs mariez & non mariez, lesquels en ce faisant seront quittes du profit de rachat. Art. 220.

Le deux cets vingt-quatriesme article qui souloit estre le deux cents dix-huit dudit cayer imprimé, commençant, *Quand le vassal baille son fief, &c.* a esté par ledit aduis reformé en la maniere qui f'ensuit.

Si le vassal baille son fief à cens ou rente, encores qu'elle soit perpetuelle, retenus à luy les foy & hommage, il n'est deu aucun profit: mais quand il y aura ouuerture de fief, le seigneur feodal exploitera sondit fief sans auoir esgard audit bail qui aura esté fait par sondit vassal. Art. 224.

Des censives & droits seign. &c.

AV deux cets vint-cinquiesme article qui souloit estre le deux cents dix-neufiesme dudit cayer imprimé, commençant, *Le seigneur censier, &c.* par l'aduis apres ce mot, *censier*, seront adiouttez ces mots, *ou ayant droit de cens*, & seront ostez ces mots, *de maisons & edifices faire despendre les huys.* Ce fait Gibier pour la ville de Sens, Pescheur pour les Celestins dudit Sens, Minager pour les habitans de Tonnerre, Humbelot pour les habitans de Mussy l'Euesque, & Diffier pour les habitans de saint Iust, Clesles, Baigneux & Laignes, ont dit que plusieurs heritages situez & assis au dedans dudit bailliage ne sont chargez d'aucun droit de cens, autres qui sont redeuables de cens, & neantmoins n'emportent lots ne ventes, autres qui doyuent lots, & non ventes n'amendes, autres qui doyuent lots qui ne sont à la raison de vingt deniers pour liure, mais moindre. Ce qui a esté denié par le procureur du Roy, pour le regard des heritages assis en la iustice & censive du Roy. Surquoy nous auons ordonné que ledit article de coustume tiendra. Et sus les libertez & franchises pretenduës par les dessusdits, deniees tant par ledit procureur du Roy qu'autres seigneurs censuels illec presens, auons renuoyé les parties audit iour en ladite cour. * Renuoyé.

Le deux cents vingtiesme article dudit cayer imprimé, commençant, *Les lots, & ventes, &c.* par l'aduis dessusdit a esté rayé.

Art. 226.

Au deux cets vingt-sixiesme article qui souloit estre le deux cents vingt & un dudit cayer imprimé, commençant, *Le vendeur doit les ventes, &c.* a esté par ledit aduis au lieu de ce mot, *huit*, mis ce mot, *quinze*, & apres ce mot, *amendables*, seront adiouttez ces mots, *de soixante sols tournois chascun.*

Proces verbal

Le deux cents vingt-huitiesme article qui estoit le deux cets vingt-troisiesme dudit cayer imprimé, commençant, *En eschange d'heritage, &c.* par l'aduis desdits Estats a esté reformé comme fensuit.

Art. 228. *En eschange d'heritages fait but à but sans soultes, n'y a lots ne ventes: & s'il y a soultes, on deura lots & ventes pour le regard desdites soultes. Et sera réputé l'eschange frauduleux, si dedans l'an le compermutant retire la chose eschangee, ou se trouue possesseur d'icelle: & esdits cas, & en tous autres esquels l'eschange se trouueroit frauduleux seront denz doubles droits seigneuriaux, outre & par dessus l'amendé ordinaire du depri.*

Art. 233. Au deux cents trente-troisiesme article qui estoit le deux cets vingt-huit dudit cayer imprimé, commençant, *Si aucun achete, &c.* a esté par ledit aduis mis ce mot, *quinze*, au lieu de ce mot, *huit*, & apres ces mots, *soixante sols*, a esté mis ce mot, *tournois*.

Art. 237. Du deux cents trente-septiesme article qui estoit audit cayer imprimé le deux cents trente-deuxiesme, commençant, *Le seigneur censier, &c.* par l'aduis dessusdit ont esté rayez ces mots, *de ladite censue & des arerages*.

Art. 240. Au deux cents quarante qui estoit audit cayer imprimé le deux cents trente-cinq, commençant, *Le seigneur censier ne peut, &c.* par l'aduis susdit ont esté adioustez à la fin dudit article ces mots, *s'il n'y a tiltre ou conuention au contraire*.

L'article deux cents trente-six dudit cayer imprimé, commençant, *Le seigneur pour ses droits seig. &c.* a esté par l'aduis dessusdit rayé, & au lieu d'iceluy, mis celui qui fensuit.

Art. 241. *Le seigneur du cens peut faire saisir par faute de cens non payez. Toutesfois celui sus lequel sera faite ladite saisie, aura main leuee en consignand és mains dudi seigneur censier la derniere annee de la censue pretendue, & l'amende de ladite annee, qui est de cinq sols tournois.*

Art. 242. Au deux cents quarante-deux qui estoit le deux cents trente-septiesme article dudit cayer imprimé, commençant, *Le propriétaire, &c.* dudit aduis apres ce mot, *censue*, ont esté adioustez ces mots, *ou rente fonciere*.

L'article qui estoit le deux cents quarantiesme dudit cayer imprimé, commençant, *S'il aduient, &c.* par ledit aduis a esté rayé.

Des conuenances, marches, ventes, achats, loüages, &c.

Art. 246. SVs le deux cents quarante-six qui estoit le deux cents quarante-deuxiesme article dudit cayer imprimé, commençant, *Les tesmoings nommez, &c.* par ledit aduis a esté ordonné qu'apres ce mot, *mettre*, seront mis ces mots, *leurs noms, qualitez & demourances*, & sera le reste dudit article rayé.

Après la lecture duquel article les gens desdits Estats ont dit qu'au tabellion appartenoit, & auoit droit de prendre vne obole pour liure de chacun contract de vente, & de prest excedant la somme de quinze liures, & pour les contracts de permutation & eschange esquels y auoit soultes de deniers excedans ladite somme de quinze liures tournois: & ce pour le regard desdites soultes seulement, & pour les deniers actuellement & reellement nombrez en la presence. Et quant à tous autres contracts, mesmement de permutation, mariage; transaction, partages, baux à ferme, ne luy estoit deu aucun droit d'obole: & que de tout temps on en auoit ainsi vŕe audit bailliage. Toutesfois estoit aduenu que puis quelque temps aucuns fermiers dudit tabellionnage auoient voulu pretendre plusgrand droit, & s'efforçoient le leuer, & pour-ce ont requis que ledit droit fust mis & redigé en forme de coustume, comme les articles precedens, afin qu'on n'en puisse cy apres pretendre cause d'ignorance. Maistre Potentian Hodoart a dict qu'il auoit acquis du Roy le tabellionnage dudit Sens, & n'auoit prins ne leué aucuns deniers qui ne luy fussent loyaument deuz, & n'en auoit autrement vŕe que ses predecesseurs. Et pour-ce que ledit tabellionnage luy a esté vendu par le Roy à faculté de rachat perpetuel, la defense principale du droit dudit seigneur appartient à son procureur, auquel il se rapportoit, & ne vouloit empescher que les droits deuz audit tabellion fussent redigez en forme de coustume. Moncourt aduocat du Roy pour le procureur dudit seigneur a dit que pour la conseruation des droits du Roy il auoit fait toute diligēce possible de s'enquerir de l'vŕance ancienne, & de quels contracts, & à quelle raison ledit droit d'obole auoit esté cy deuant leué & payé, & auoit trouué à la verité que d'ancienneté ladite obole n'auoit esté payee que pour raison desdits contracts d'eschange esquels y auoit soultes, & pour le regard desdites soultes seulement, aussi pour contracts de venditions d'heritages ou autres choses & contracts de prests le tout excedant la somme de quinze liures tournois. Toutesfois pour la

decharge

descharge dudit procureur du Roy, & à ce que nous eussions plus parfaite connoissance de la verité, a requis qu'eussions à faire prester le serment aux assistans, & les enquerir de ladite vance & ancienne forme de leuer & percevoir ledit droit. Suyuant laquelle requeste auons fait faire le serment aux officiers dudit seigneur illec presens & autres gés desdits trois Estats, & iceux enquis particulierement, mesmes ceux qui ont cy deuant esté fermiers dudit tabellionnage, ou fait quelque exercice en iceluy, sous lesdits fermiers, & qui vray semblablement en auoient connoissance. Et auons trouué par le commun tesmoignage, & sans contradiction, que de tout temps ledit droit d'obole a esté payé au Roy, son tabellion, leurs fermiers & commis, à sçauoir, pour lesdits contrats de vente, prest & échange, (esquels y a soulte d'argent) le tout excédant ladite somme de quinze liures tournois seulement. Et quant aux autres contrats quelconques, n'en auoit esté prins aucun droit d'obole, fors puis quelque temps en ça. Apres lequel tesmoignage & rapport, ledit Moncourt pour ledit procureur du Roy a déclaré qu'il ne vouloit empeschier que ledit droit d'obole tel que dessus, fust mis & redigé par écrit en forme de coustume. Pareille déclaration & consentement a fait ledit Hodoart pour l'aduenir. Nous en enterinant la requeste faite par les gens desdits Estats, & ayâts esgard au tesmoignage dessusdit, auons ordonné que ledit droit d'obole sera redigé par écrit par forme de coustume & vance commune pour l'aduenir, & inferé apres les articles dessusdits en la forme qui s'ensuit.

Au Roy ou autre ayant droit dudit seigneur à cause de son tabellionnage de Sens, est deu droit d'obole (qui est de chacune liure vne obole, à sçauoir du tournois les tournois, & du paris les paris) pour raison des contrats de vendition d'heritages ou autres choses excédans la somme de quinze liures tournois pour vne fois. Art. 247.

Plus pour obligation de deniers prestez excédant aussi ladite somme de quinze liures tournois pour vne fois, soit que le contrat porte numeration aduelle, ou qu'il y ait seulement confession du receu. Art. 248.

Plus pour contrats de permutation & échanges esquels y a soulte de deniers excédant icelle soulte la somme de quinze liures tournois pour vne fois, & pour les deniers de ladite soulte seulement, tout ce que dessus, pourueu que lesdits contrats soient tabellionnez & mis en forme: & ne pourront les parties estre contraintes leuer en forme lesdits contrats: Et où lesdits contrats seroient leuez, & mis en forme plusieurs fois, ne sera deu droit d'obole que pour vne fois seulement. Art. 249.

Et quant aux contrats de mariage, partages, transactions, permutations, échanges sans soutes de deniers, baux à ferme, transports, testaments, quittances, declaration d'hypothèque, & generalement tous autres contrats & distraicts quelconques, n'est deu pour raison d'iceux aucun droit d'obole. Art. 250.

Le procureur du Roy & gens des trois Estats, ont aussi dit qu'aux tabellions de Ville-neuue le Roy, Granches & autres tabellions Royaux estans dudit bailliage & ressorts d'iceluy, appartenoit pareil droit que dessus, & nō autre, & requis pour obuier à proces qu'il fust ainsi mis & redigé par coustume. Ce qu'auons ordonné estre fait.

A l'article deux cents cinquante-six qui estoit le deux cents quarante-huict dudit cayer imprimé, commençant, *Le vendeur, &c.* par ledit aduis a esté mis ce mot, *vingt*, au lieu de ce mot, *quarante*. Art. 256.

Le deux cents cinquante-huict qui estoit le deux cents cinquante dudit cayer imprimé, commençant, *Qui louë maisons, &c.* par ledit aduis a esté reformé comme s'ensuit.

Qui prend maison à louage à vne ou plusieurs annees, & le temps du louage passé ne s'en depart, ains la tient sans nouuel marché, il payera le pris du louage à la raison du bail preccdent, & pour le temps qu'il en sera detenteur: de laquelle maison (au cas de ladite continuation) le conducteur ne sera tenu vuidier, s'il ne luy est denoncé trois mois au parauant par le locateur. Sera aussi ledit conducteur tenu denoncer trois mois au parauant s'il se veut departir de ladite maison, autrement payera le prochain terme ensuyuant. Art. 258.

De l'article deux cents cinquante-neuf qui estoit le deux cents cinquante & vn dudit cayer, commençant, *Pour chose deposee, &c.* ont esté par ledit aduis ostez ces mots, *ou autres heritages*, & au lieu d'iceux mis & adioustez ces mots, *bail d'heritage à moisson ou ferme, cens ou rente fonciere*, & encores seront adioustez ces mots, *ou donnez du consentement des parties*. Art. 259.

A l'article deux cents soixante qui estoit le deux cents cinquante-deux dudit cayer imprimé commençant, *Vn vendeur de cheuaux, &c.* par ledit aduis ont esté mis ces mots, *apparens & non*, au lieu de ce mot, *latens*. Art. 260.

Proces verbal

Art. 261. Du deux cents soixante & vn qui estoit le deux cents cinquante-troisiesme dudit cayer imprimé, commençant, *Le conducteur, &c.* par l'aduis dessusdit ont esté ostez ces mots, *user de retention de loüage contre,* & au lieu d'iceux ont esté mis ces mots, *deduire & rabatre par ses mains sus les loüages,* & ont esté adioustez en fin dudit article ces mots, *pourueu que le propriétaire denoncè sur-ce & interpellé, ayt esté refusant de les faire.*

Après ledit article a esté par l'aduis dessusdit adiousté l'article qui s'ensuit.

Art. 262. *Le locateur peut proceder par voye d'arrest & transport de biens contre ses locataires, ores qu'ils soient clerks & d'Eglise.*

L'article deux cents cinquante-quatre dudit cayer imprimé, commençant, *Vn tanernier, &c.* a esté par ledit aduis rayé & osté.

De prescription & laps de temps.

LE deux cents cinquante-sixiesme article dudit cayer imprimé, commençant, *L'usage touchant les vsucapions, &c.* par ledit aduis a esté rayé.

Des rapports qui se doyuent faire en partages.

Art. 265. **D**E l'article deux cents soixante-cinq qui estoit le deux cents cinquante-huitiesme dudit cayer imprimé, commençant, *La fille mariee, &c.* par l'aduis dessusdit Estats, ont esté ostez ces premiers mots, *la fille,* & au lieu d'iceux ont esté mis ces mots, *ensans mariez:* & encores au lieu de ces mots, *n'est tenuë,* seront mis ces mots, *ne sont tenus.*

Le deux cens soixante-septiesme article qui estoit le deux cents soixante dudit cayer, imprimé, comēçāt, *Pere & mere peuuent, &c.* a esté par l'aduis dessusdit reformé comme s'ensuit.

Art. 267. *Pere & mere peuuent en mariant leurs enfans leur donner pour tous droits successifs, ce que bon leur semblera, & les faire renoncer à leurs successions futures. Laquelle renonciation vaudra & tiendra, pourueu que la legitime leur soit gardee, autrement pourront estre releuez de ladite renonciation par eux faite. Et où lesdits pere & mere en faisant lesdites donations auroient par trop aduantagez leursdits enfans, de sorte que la legitime ne fust gardee aux autres, en ce cas seront lesdites donations reduites & moderees, en maniere que la legitime soit gardee & reservee aux autres, pour laquelle legitime on aura esgard au temps du deces desdits pere & mere.*

Art. 270. A la fin de l'article deux cents soixante-dix qui estoit le deux cets soixante-trois dudit cayer imprimé, commençant, *Celuy ou celle, &c.* par l'aduis dessusdit ont esté adioustez ces mots, *pourueu que la legitime soit gardee, comme cy deuant est dit.*

Art. 271. Au deux cents soixante & vnze qui estoit le deux cents soixante & quatre dudit cayer imprimé, commençant, *L'heritage baillé à charge, &c.* après ces mots, *qu'elles fussent,* ont esté adioustez ces mots, *utiles &c.*

De compagnie & communauté de biens entre homme, &c.

Art. 272. **A**V deux cents soixante & douziesme article qui estoit le deux cents soixante & cinq dudit cayer imprimé, commençant, *Homme & femme, &c.* par l'aduis dessusdit ont esté adioustez ces mots, *demourant à la femme noble & roturiere la faculté de pouuoir renoncer, comme dit est cy deuant.*

Art. 274. Au deux cents soixante & quatorze qui estoit le deux cents soixante-sept dudit cayer imprimé, commençant, *L'homme marié durant & constant, &c.* par l'aduis dessusdit après ce mot, *meubles,* a esté adiousté ce mot, *acquests,* encores y a esté adiousté ledit mot, *acquests,* après ces mots, *desdits heritages.*

Art. 275. Au deux cents soixante & quinzième article qui estoit le deux cents soixante & huit dudit cayer imprimé, commençant, *Les fruits des heritages, &c.* par l'aduis dessusdit après ce mot, *pendans,* ont esté adioustez ces mots, *par les racines:* & en la fin dudit article ont esté adioustez ces mots, *à la charge de payer la moitié des impenses. Et où le mary auroit baillé à ferme (sans fraude) l'heritage de sa femme, & il decede, sadite femme pourra estre contrainte à l'entretènement du bail.*

Le deux cents soixante & seiziesme article qui estoit le deux cents soixante & neuf dudit cayer imprimé, commençant, *Au mary compete, &c.* par ledit aduis a esté reformé comme s'ensuit.

Art. 276. *Le mary peut sans le consentement de sa femme intenter toutes actions personnelles & possessoires pour rai on des heritages & douaire de sadite femme. Peut aussi intenter les actions reelles concernans*

concernans lesdites choses, pour l'interest d'iceluy seulement; autrement ne sera receu à ce faire, sans le consentement de sadite femme.

Du deux cents quatre vingts & vn qui estoit le deux cents soixante & quatorze dudit cayer imprimé, commençant, *Les enfans, &c.* seront ostez ces mots, *estans en puissance paternelle,* & au lieu d'iceux seront mis ces mots, *de famille demourant avec leur pere & mere.* Art. 281.

A la fin du deux cents quatre vingt deuxiesme article qui estoit le deux cents soixante & quinze dudit cayer imprimé, commençant, *Si l'un des deux ayans, &c.* par ledit aduis ont esté adiouttez ces mots, *sil n'est interpellé d'en faire partage au prouffit.* Art. 282.

Au deux cents quatre vingt troisieme article qui estoit le deux cents soixante & seize dudit cayer imprimé, commençant, *Si l'un des deux conioints, &c.* par l'aduis dessusdit apres ce mot, *division,* ont esté adiouttez ces mots, *ou chose equipolent.* Art. 283.

Après la lecture desquelles coustumes generales faite en presence desdits Estats, ledit Thierry pour les manans & habitans de la ville de Lengres, Seiournant, Bouquot, Rouget, Garlin, tant pour l'Etat de l'Eglise que pour l'Etat de Noblesse dudit pays, & encores ledits Humbelot, Seiournant, Bouquot, Rouget, Garlin, le Crec, Mongin, le Febure & l'Eschenau pour le tiers Estat dudit pays, ont dit que de nostre permission & ordonnance ils l'estoient assemblez, auoient conferé entre-eux sus le fait de l'ancienne coustume locale & particuliere desdits lieux, & icelle auoient mis & redigé par escrit en vn cayer de papier, lequel ils auoient communiqué audit procureur du Roy, & audit de Laufferrois pour le Reuerendissime cardinal de Giury, euesque duc dudit Légres, & depuis l'auoient mis par-deuers ledit greffier pour en faire lecture: laquelle ils ont requis & demandé estre faite à ce que lesdites coustumes locales & particulieres fussent inserées en la fin des generales d'iceluy bailliage. Ledit procureur du Roy & ledit Laufferrois ont dit qu'ils ne vouloient empescher la lecture desdits articles baillez par les dessusdits, sans toutesfois les approuver pour coustume, & à la charge des declarations & debats qu'ils entendent faire sus chascun article desdites pretendues coustumes.

Ce fait apres auoir fait faire en la presence que dessus declaration & lecture des noms de ceux qui sont contenus és procurations desdits Humbelot, Bouquot, le Crec, Rouget, Mongin, le Febure & l'Eschenau: lesquelles procurations ils ont mis & delaisié audit greffe, auons enioint audit greffier faire lecture desdits articles contenus audit cayer.

En faisant laquelle lecture & sus les premier, commençant, *Terres de communes, &c.* deux, commençant, *Ceux qui vsurpent, &c.* & troisieme articles, commençant, *Vn sergent, &c.* Ledit Laufferrois pour ledit cardinal de Giury euesque & duc de Légres a denié que lesdits articles fussent coustume, & neâtmoins dit que s'ils estoient trouuez raisonnables il n'empeschoit que pour l'aduenir ils ne fussent obseruez comme coustume nouvelle. Art. 1. 2. & 3. des coustumes locales de Lengres.

Les gens des trois Estats dudit pays ont dit que le contenu desdits articles estoit coustume locale, & ancienne dudit pays.

Sus le quatrieme, commençant, *Au pays de Lengres, &c.* Ledit Laufferrois a denié le contenu audit article, & soustenu qu'on a tousiours vsé pour ce regard, de la coustume generale dudit bailliage. Ledit article a aussi esté debattu par les Doyen, chanoines & chapitre dudit Lengres, qui ont dit que lots & ventes sont deuz, sinon par ceux qui ont tiltre & possession au contraire. Art. 4.

Sus le cinquieme, commençant, *Les fiefs mouuans du duché de Lengres, &c.* lesdits procureur du Roy & Laufferrois ont denié le contenu audit article, & soustenu qu'il est deu quint & requint pour la vendition des fiefs situez esdits lieux & pays. Et a dit ledit procureur du Roy que ledit Seigneur y auoit interest notable, par-ce que le duché de Lengres est tenu & mouuant de la Corone, & que les vassaux dudit duché sont arriere-vassaux du Roy: en maniere qu'aduenant ouuerture d'iceluy duché ledit Seigneur peut saisir tant le duché que les vassaux d'iceluy, & prendre tous prouffits deuz és cas declarez par la coustume generale dudit bailliage de Sens. D'auantage qu'il y a plusieurs fiefs, terres & seigneuries situez au dedans dudit duché, qui sont tenus nuément & en plain fief dudit Seigneur, à cause de la grosse tour dudit Sens, c'est à sçauoir les terres & baronnies de Grancey, Thalmey, Reigny sus Saone, Mantouche, Buffieres & les fiefs qui mouuoient nuément dudit Buffieres: tous lesquels fiefs sont de prouffit en cas de mutation & ouuerture, comme dit est. Ledit de Laufferrois outre ce que dessus a dit que lesdits quints, requints, & autres prouffits estoient deuz, tant par la coustume generale que par contractz faits entre ledit cardinal de Giury ou ses predecesseurs euesques Art. 5.

Proces verbal

dudit Lengres, & ses vassaux, & par l'investiture de leurs fiefs. Lesquels vassaux ont iouï & v'sé dudit droit enuers leurs autres vassaux, qui sont arriere-vassaux dudit Duc, comme les comte de Tonnerre, vicomte de Laigny-le Chastel, le baron de Grancey, le baron de Chassenay & autres. Et ne sont les dessusdits receuables à poser ladite coustume locale, par-ce que des l'an mil cinq cents six (auquel temps lesdites coustumes generales furent redigees par escrit) les dessusdits ne proposerent & ne mirent en fait lesdites coustumes locales, ains fut accordé ladite coustume generale dudit bailliage de Sens en leur presence, & de leur consentement pour le regard des fiefs & proufits qui en font deuz. Et ou de present les dessusdits voudroient soustenir ladite coustume locale, a requis que par prouision la generale fust entretenüe, iufques à ce qu'autrement en ait esté ordonné. Ce qui a esté empesché par les gens desdits trois Estats desdits pays, & soustenu que ladite coustume est ancienne, & a esté inuiolablement gardee.

Art. 6. & 7.] Sus les six, commençant par ces mots, *Les successions, &c.* & septiesme, comméçant, *Au chapitre, &c.* le procureur du Roy, & les gens desdits trois Estats desdits pays ont denié le contenu esdits articles, & soustenu qu'ils n'ont iamais esté gardez, obseruez ne pratiquez esdits lieux. Sur-quoy auons dit & ordonné que les vn, deux & troisieme articles desdites coustumes seront receuz & gardez pour coustume locale esdits duché de Lengres, comté de Mont-faulion, pays & quartier dudit Lengres. Et quant au quatriesme & autres subsequens articles auons pour l'empeschement & different desdites parties, icelles renuoyees en ladite cour de Parlement au lendemain de *Quasi-modo*. Et ce pendant iouïront des droits par elles respectiuellement pretendus, ainsi qu'elles ont fait par cy deuant. Et au reste vseront de la coustume dudit bailliage de Sens.

* Renuoyé.

Et sur-ce que ledit procureur du Roy, & ledit Laufferrois audit nom, ont respectiuellement pretendu la teneur feodale de ladite baronnie de Grancey, auons dit que lesdites parties en auront acte, & se pouruoyront pour raison d'icelle comme de raison.

Le Vuyt pour ledit messire Iaques du Bellay soy disant comte de Tonnerre, M. Iean Richardot pour les manans & habitans de la ville dudit lieu, & Rigolet pour les preuost, chanoines & chapitre de l'eglise collegiale sainct Pierre dudit Tonnerre, ont dit qu'audit comté de Tonnerre y a d'ancienneté eu coustumes locales & particulieres, lesquelles ledit le Vuyt auoit mis & redigees par escrit en quatre articles seulement, les a presentees, requis lecture en estre faite, & qu'elles fussent mises & inferrees en la fin des coustumes generales dudit bailliage, pour estre gardees & entretenües audit comté. Bernage pour ladite de Clair-mont soy disant comtesse dudit Tonnerre a empesché que lesdits articles fussent leuz ne receuz pour coustume, & a denié qu'il y ayt aucune coustume particuliere audit comté, & desaduouie maistre Iaques Guyot, qui par cy deuant auoit dit par erreur & sans charge qu'audit lieu y auoit coustumes locales. Ledit Guyot present a remonstré que ce qu'il en auoit dit estoit par inaduertance, & en tant que besoing seroit, se reuquoit. Outre a dit ledit Bernage que ledit du Bellay n'estoit receuable a dire qu'audit comté y eust coustumes particulieres, & seroit necessaire que les trois Estats dudit lieu en fussent d'accord. Sur-quoy apres auoir enquis les autres desdits Estats dudit comté, & leurs procureurs presens à ladite seance, sus le fait desdites coustumes locales, qui nous ont rapporté n'estre d'accord qu'il y eust audit lieu coustume locale & particuliere, & nous ont dit que la coustume generale du bailliage de Sés a tousiours esté gardee & obseruee audit comté & pays de Tonnerre, auons ordonné que lesdits articles baillez par ledit le Vuyt ne seront receuz n'enregistrez, ains sera ladite coustume generale gardee, obseruee & entretenüe audit comté & pays, sans preiudice toutesfois des successions escheües & droits ia acquis: pour la conseruation desquels sera permis ausdites parties & autres qu'il appartiendra, informer qu'elle estoit leur ancienne coustume & vsance.

* Renuoyé.

Baltazar pour ledit cardinal de Bourbon archeuesque de Sens a dit que luy & ses predecesseurs archeuesques, ont par coustume & iouyssance immemoriable succedé aux meubles des prestres & gens d'Eglise dudit diocese decedez ab intestat, & a requis que ladite coustume fust mise par escrit avec les autres coustumes dudit bailliage. Ce qui a esté empesché par le procureur du Roy, & les gens desdits Estats. Sur-quoy auons renuoyé lesdites parties en ladite cour audit iour de lendemain de *Quasi-modo*, pour en estre par elle ordonné.

Ce fait maistre Iean Penon aduocat a dit que ladite ville de Sens (qui estoit des plus anciennes de ce Royaume) auoit de temps immemorial iouï & v'sé de certains droits & priuileges confirmez par les Roys, qu'il auoit redigé en trois articles seulement, desquels la teneur

teneur s'en suit.

Par coutume & v'sance confirmee par priuileges des Roys, les manans & habitans de la ville & commune de Sens peuuent tenir fiefs & heritages nobles, sans qu'ils puissent estre contrains en vider leurs mains, ne pour raison d'iceux payer au Roy aucune finance.

Coutumes
locales &
priuileges
de la ville
de Sens.
Art. 1.
Art. 2.

Et peuuent vser & proceder par voye d'arrest sus les biens de leurs debtors forains, demourans dix lieues à l'environ dudit Sens, pourueu que lesdits biens soyent trouuez en ladite ville ou fauxbourgs d'icelle, supposé que du debt il n'y ait obligation, schedule n'autre reconnoissance, hors mis sus les habitans de Ville-neuve le Roy, & ceux de la preuosté & ressort dudit lieu, qui ont priuilege, commune v'sance & arrest de la cour au contraire.

Et si aucuns forains demourans dix lieues à l'environ dudit Sens, sont obligez sous le seel de la preuosté dudit Sens, & pour raison du contenu es obligations passees, sous ledit seel, ils, ou leurs heritiers sont adiournez, executez ou autrement mis en cause par-deuât le bailly ou preuost dudit Sens, ils seront tenus proceder par-deuant eux. Et ne peuuent lesdits debtors ou leurs heritiers demourans au dedans desdites dix lieues, decliner la iurisdiction de celuy desdits bailly ou preuost qui preuendra, non compris ceux dudit Ville-neuve & ressort dudit lieu.

Art. 3.

Et a requis ledit Penon que lesdits articles fussent inferez avec les autres articles de coutume dudit bailliage afin que personne n'en pretende cause d'ignorance.

Le procureur du Roy a dit entant que touche le premier desdits articles, commençant, *Par coutume & v'sance, &c.* auoir eu communication des priuileges de ladite ville mentionnez audit article, & sçait que lesdits habitans en ont ioüy & vsé d'ancièneté, & en ont obtenu plusieurs iugemens à leur profit, mesmes & dernièrement vn, donné par les commissaires deputez par le Roy en la ville de Paris sus le fait des francs fiefs & nouveaux acquests, en date du seiziesme jour d'Auril l'an mil cinq cens cinquante & vn apres Pasques.

Le deuxiesme article commēçant, *Peuuent vser, &c.* & le troisieme article, cōmençant, *Et si aucuns forains, &c.* ont esté debatus & empeschez par Baltazar pour lesdits cardinal de Bourbon archeuesque de Sens & chapitre dudit lieu, & par aucuns de la Noblesse illec presens, qui ont denié le contenu en iceux articles auoir esté cy deuât gardé & obserué, & pour autres raisons qu'ils entendoient deduire. Sur-quoy entât que touche le premier article, qui n'a esté cōtredit ne debattu, auons ordonné que lesdits manans & habitans vseront du priuilege mentionné audit article. Et quât ausdits secōd & troisieme articles debatus & empeschez cōme dessus, auons renuoyé lesdites parties en ladite cour audit lendemain de Quasi-modo, pour en estre par elle ordonné. Et ce pendant ioüyront lesdites parties comme elles ont fait cy deuânt.

* Renuoyé.

Ledit Penon pour les gēs du tiers Estat & partie des Nobles illec presens a dit qu'il y auoit au dedās de ladite ville, fauxbourgs & environs d'icelle, plusieurs abbayes & autres benefices grandement fondez, & dotez iulques à soixante mil liures de rente & plus, qui estoient chargez faire aulmosnes tant par les fondations que par disposition de droit. Toutesfois les titulaires & possesseurs n'en faisoient aucunes, & ne residioient sus les lieux. Estoit aduenue puis peu de temps grande cherté au pays, & espee de famine, pëndât laquelle chascun desdits manans & habitans s'efforça & meit en deuoir faire aulmosnes & charitez. Et pour-ce que les dessusdits beneficiers estoient refusans d'en faire de leur part, les officiers du Roy les y voulurent contraindre, mais ils ne voulurent obeir. A ceste cause a requis ledit Penon avec lesdits nobles, qu'il fust dit par coutume que la quarte partie du reuenu desdits benefices sera baillee & distribuee aux pauvres & indigens.

* Requête
faite contre
les gēs d'e-
glise afin de
faire aul-
mosnes selō
la dispositiō
de droit.

Le procureur du Roy a dit que ladite requête estoit raisonnable: toutesfois pour-ce qu'elle ne concernoit les coutumes dudit bailliage, il entendoit se pourueoir pour raison de ce que dessus, ainsi & par-deuânt qu'il verroit estre à faire.

Ledit Ferrād archidiacre pour ledit cardinal archeuesque de Sens, & Baltazar pour le chapitre dudit Sens, ont dit que le droit y auoit pourueu, & ne concernoit ladite requête nostre commission.

Sur-quoy auons dit que ledit procureur du Roy, les Nobles & ceux du tiers Estat dudit bailliage se pouruoyront pour raison de ladite requête en ladite cour, ou autrement ainsi que de raison.

Et tout ce que dessus certifions estre vray, & auoir esté fait, comme contenu est en ce present nostre Proces Verbal. Lequel en tesmoing de ce auons signé de nos seings manuels, & seele du seel de nos armes, Ainsi signé.

DE THOV, DE HARLAY, FAYE.

Q

Proces verbal des coustumes du Bailliage de Sens.

Ensuit la teneur des lettres Royaux en forme d'acquiescement, obtenues par Vincent David, dont cy dessus est faite mention.

Henry par la grace de Dieu Roy de France, au premier huissier de nostre cour de Parlemēt, ou autre nostre sergent sur-ce requis, salut. De la partie de nostre amé Vincent David escuyer, seigneur des Bruyeres, nous a esté exposé que pour la redaction & reformatiō des coustumes de nostre bailliage de Sens, il a esté appellé à la requeste de nostre procureur, & des manans & habitans de nostre-dite ville de Sens, à cōparoir pardeuant les cōmissaires pour ce fait par nous deputéz. Pardeuant lesquels sus l'article faisant mention que *Représentation n'a lieu, sil n'est dit par contract*, ledit opposant auroit fait remonstrer par son conseil, que ledit article deuoit demourer ainsi qu'il estoit, pour l'interest qu'il y auoit és successions à luy escheües & à eschoir, & que ledit article estoit de si longue main obserué, que chascū l'entendoit assez, sans qu'il fust besoing le reformer, pour plusieurs autres raisons par luy alleguees. Nonobstant lesquelles nosdits cōmissaires auroient dit que ledit article seroit reformé, & que ladite *Représentation auroit lieu és successions directes & collaterales, selon la forme de droit*. Dōt ledit exoplant auroit appellé à nous & à nostredite cour de Parlement. Et cōbien qu'il pretende auoir bonne cause & matiere d'appel, & qu'il soit sus la fin du tēps introduit à releuer sondit appel, il s'en desisteroit volontiers, s'il nous plaisoit à ce le receuoir, & mettre ledit appel au neant sans amende: hūblement requerant sur-ce nos lettres de prouision. Pourquoy nous ce consideré, desirās subuenir à nos subiets selon l'exigence des cas, ladite appellation (au cas dessusdit) auons mis & mettons au neant, de grace especial par ces presentes sans amende, & sans que ledit exposant soit plus tenu ledit appel releuer, pourfuir, ioustenir ne conduire en aucune maniere. Si te mandons & cōmettons par cesdites presentes que ledit desistement d'appel tu signifie & face à sçauoir à nostredit procureur, manans & habitans de nostredite ville de Sens, & autres qu'il appartiendra, à ce qu'ils n'en pretendent cause d'ignorance. Auquel appellāt qui est sus la fin du temps introduit à releuer sondit appel, auons permis & ottroyé que ces presentes il puisse faire mettre à execution dedans vn mois prochainement venant. Et voulons que l'execution qui en sera faite, soit de tel effect & valeur, comme si faite estoit en temps deu: pourueu qu'il ne soit adiourné en desertion d'appel. Mandons & cōmandons à tous nos iusticiers, officiers & subiets qu'a toy en ce faisant soit obey. Car ainsi nous plaist-il estre fait. Donnē à Paris le trentiesme iour du mois de Ianuier, L'an de grace mil cinq cents cinquante cinq, & de nostre regne le neufiesme. Ainsi signé, Par le Conseil, l'Allemant. & scellé de cire iaulne sus double queüe.

Ensuit la teneur du rapport de la signification faite desdites lettres aux Procureur du Roy, Maires & Escheuins de la ville de Sens.

Rapporté par moy Loys Nicou sergent Royal és bailliage & preuosté de Sens. Qu'à la requeste de Vincent dauid escuyer seigneur des Bruyeres, ie me suis transporté és hostels & domiciles de noble hōme & sage M. Saunian hodoart procureur du Roy audit bailliage, honorables hommes M. Pierre royneau Maire, Jean poulain, Pasquier gauldaire, Nicolas chappeau & Jean cler escheuins de la ville dudit Sens. Ausquels en parlant, c'est à sçauoir lesdits Hodoart & Chappeau à Marie & Itace leurs seruantes, ledit Royneau à dame Edmee gadier sa femme, ledit Poulain à dame Marguerite laurent sa femme, ledit Gaudaire à sa personne, & ledit Cler à Ieanne failly demourant en la maison dudit Cler, i'ay signifié le desistement d'appel dudit Dauid contenu és lettres Royaux cy dessus escrites à fin qu'ils n'en puissent pretendre cause d'ignorance. Desquelles lettres Royaux & de ceste presente ma relation i'ay delaisié copie ausdits Hodoart & Royneau pour tous les autres, que leur ay signifié. Es presences d'Estiēne le cler & Guillaume Nicou tesmoings, le dix-huictiesme Febrier, mil cinq cēts cinquante-cinq, Ainsi signé, Nicou.

FIN DV PROCES VERBAL DES COVSTVMES DE SENS.

Extrait des registres de la Cour de Parlement.

C'e iour-d'huy maistres Christofle de Thou president: Christofle de harlay & Barthelemy rufaye conseillers en la cour de ceās, & cōmissaires deleguez par le Roy en ceste partie, ont présenté & mis par-deuers ladite cour les coustumes du bailliage de Sēs, accordees par-deuāt eux par les gens des trois Estats dudit bailliage. Lesquelles coustumes ont esté receües par ladite cour, & de l'ordonnance d'icelle mises au greffe, pour y demourer, & estre gardees en la maniere accoustumee. Fait en Parlement, Le vingt-quatriesme iour de Mars, L'an mil cinq cents cinquante-cinq, auant Pasques.

Ainsi signé, Du tillet.

Couſtumes

L'imprimeur de Sens qui auoit imprimé ces coustumes fort diffusément, pour réplir papier, n'auoit pas mis ceste closture apres le proces verbal de ceste redaction, mais l'auoit mise apres le cayer des vieilles coustumes, qui estoit en erreur & fautive. C. M.

Coûstumes des Bailliage & Preuosté d'Estam-

PES ANCIENS RESSORTS ET ENCLAVES D'I-

celuy Bailliage, redigees & accordees par les gens des trois Estats desdits lieux au moys de Septembre mil cinq cens cinquante & six.

C H A P. I.

De fiefs.

LE seigneur feodal par faute d'homme, droitz, & deuoirs non faits, & non payez, peut mettre en sa main le fief mouuant de luy, & l'exploiter, prendre & faire les fruits siens durant la main-mise en pure perte du vassal. i.

Quand à vn fief y a mutation par succession en ligne directe, ou par donation faite en auancement d'hoirie, soit de pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autres ascendants, n'est deu aucun proufit par celuy ou ceux auxquels le fief aduient comme dit est: ains doyuent au seigneur feodal la bouche & les mains seulement: pourueu que celuy auquel ladite donatiõ aura esté faite, se porte heritier du donateur apres sa mort. Et où il ne se voudroit porter pour heritier, sera lors tenu payer rachat, tel que cy apres sera déclaré, comme pour donation simple, de ce qui aura esté donné outre & par dessus ce qui luy eust peu appartenir, aduenir & escheoir pour sa portion contingente en la succession de ses pere, mere, ayeul, ou ayeulle, & autres ascendants: Tellement que si le don n'excede la portion hereditaire du donataire¹, n'est deu aucun rachat. ii.

Quand vn fief aduient à plusieurs enfans masles & femelles, le fils aîné peut pour tous faire & porter la foy & hommage au seigneur feodal. En quoy faisant, il les acquite pour ceste fois: Tellement que lesdits freres & sœurs, mariez & à marier, ne sont tenus d'aucuns droitz & deuoirs, enuers le seigneur feodal pour leur premier mariage, soit q̄ partage feust fait ou à faire. Et si ledit aîné ne veut faire & porter ladite foy & hommage le plus aagé d'apres, & autres successiuemēt² la pourrõt porter: & en ce faisant acq̄ter leurs autres puif-nez freres & sœurs. iii.

Est tenu le seigneur feodal receuoir ledit fils aîné, ou autre puif-né en son refus, tant pour luy que se fñits freres & sœurs. iiii.

Les filles, & vesues succedans à leur pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autres ascendants en vn fief, ne doyuent aucun proufit au seigneur feodal, duquel depend le fief à elles adueni, ains seulement la bouche & les mains. Si toutesfois elles se marient, est deu rachat audit seigneur feodal: Sinon que l'vn de leurs freres les eust acquittees, comme dit est. v.

Si à fille mariee aduient vn fief par droit de succession en ligne directe: & que son frere ne l'ayt acquitee comme dessus, son mary est tenu de faire & porter les foy & hommage dudit fief: & d'auantage de payer vn rachat au seigneur du fief. Et si elle se marie plusieurs fois, est deu rachat pour chascun mariage. vi.

Quand fiefs tenus de diuerses seigneuries sont eschangez sans fraude, est deu seulement rachat au seigneur feodal. Et si il y a soulte de deniers, est deu le quint denier, pour le regard de la soulte, outre le rachat qui se paye, & est deu pour le surplus. Et si lesdits fiefs sont tenus de mesme seigneurie, n'est deu rachat, mais seulement le quint denier pour raison de la soulte. vii.

Si aucū fief est vendu à pris d'argent, l'acquerer doit au seigneur feodal, le quint denier du pris accordé, sans preiudice aux seigneurs de leurs conuentions, pour le requint, si aucune cõuertiõ particuliere y a entre eux & leurs vassaux, selõ lesquelles ils serõt payez & satisfaits. viii.

Quand pere, mere, ayeul, ayeulle ou autres ascendants ayans fief, vont de vie à trespas, delais sans deux enfans seulement venās à leur succession: au fils aîné pour son droit d'ainesse appartient par precipu & aduantage en chascune desdites successions, vn hostel & manoir tenu en fief, tel qu'il le veut choisir, basse court, & iardin clos de murailles, hayes ou fossez. Et si dedans ledit manoir, basse court ou iardin, y a moulin, four, ou pressouier bânaux, les edifices dudit moulin, four ou pressouier, appartiennent audit aîné, avecques telle part du reuenu d'iceux que luy appartient aux autres heritages feodaux: & le surplus de l'emolument appartient aux puif-nez. Et pourra neantmoins ledit aîné prendre l'autre partie dudit reuenu & emolument, en recõpensant ses coheritiers. Et où n'y auroit iardin ou preclõsture par ledit manoir, ledit fils aîné pourra choisir & prendre vn arpent de terre tel qu'il vouldra choisir, soit en boys, pré, vigne, terre labourable ou autre espeece, au plus pres dudit manoir: à le mesurer outre & par dela les fossez si l'y en a. Et outre ce, prendra ledit aîné les deux tiers

Q ij

1 En esgard au tẽps du deces du donateur: car si lors de la donatiõ y auoit six autres enfans, & lors n'y en a qu'un ou vn seul se porte heritier, la donatiõ qui excède la portion hereditaire quand elle ne l'excede à present, & n'y a rachat. Idẽ si le donataire se treuve seul lors du deces, & neantmoins se tient à son don, car il ne peut excéder la portion hereditaire de celuy qui seroit seul. Idẽ si il se porte heritier avec ses freres ou sœurs & retient sa donatiõ pour son partage C.M.

2 Ainsi au sù se doit interpreter la consũme de Paris, art. 3. recours à mõ cõmẽtai. C.M.

Couſtumes des Bailliage & Preuoſté d'Estampes

de tous les heritages feodaux. Et ſils ſont outre le nombre de deux enfans, ſoyent ſils ou filles, avecques ledit ainé: iceluy ainé a ſeulement la moytié deſdits heritages feodaux, outre le manoir & precipu tel que deſſus, & l'autre moi-tié appartient a tous ſes autres freres & ſœurs puif-nez. ix.

Où il y auroit pres ladite maiſon parc, ou grand iardin, clos de murailles pour l'ornemēt & embelliffement de ladite maiſon, ledit ſils ainé le peut prendre en recompēſant ſeſdits freres & ſœurs en heritages de la ſucceſſion, ſi faire ſe peut, ſinon en deniers ou autrement: pour laquelle recompēſe n'eſt deu aucun quint ne rachat audit ſeigneur feodal. x.

Si eſdites ſucceſſions ne ſont que filles, ny a entre elles aucun droit d'ainneſſe. xii.

Toutesfois & quantes que le fief eſt ouuert par mutation venuë du coſté du vaſſal, le nouveau vaſſal doit aller dedans les quarāte iours de l'ouuerture vers ſon ſeigneur feodal, pour luy faire & porter les foy & hommage, & luy payer proufit ſ'il en doit, & pour ce faire ſe transporter au lieu du fief dominant, & dont deſpend ledit fief: appeller & ſemondre ſon ſeigneur pour le receuoir: & ſ'il y eſt, luy faire l'hommage, & en ſon abſence le faire ſur ledit lieu à celuy (ſi aucun ſe trouue) qui ayt pouuoir de le receuoir, ſinon en la preſence du procureur, & receueur ou fermier dudit lieu, ſi aucuns ſe trouuent: & en l'abſence de tous, en la preſence d'un notaire, & de deux teſmoings. Et de l'acte qui ſera pour ce fait en laiſſer coppie deüement expediee audit ſeigneur ſon procureur, receueur, meſtayer, ou fermier, ou au prochain voiſin, en l'abſence l'un de l'autre ſucceſſiuent. xii.

Si le vaſſal doit relief ou rachat (qui ne ſont qu'une meſme choſe) doit offrir pour leſdits relief, & rachat le reuenu d'une annee ou une certaine ſomme de deniers, ou le dit de deux preud'hommes, au choix & election dudit ſeigneur feodal. xiii.

Audit ſeigneur feodal ayant choiſy pour ſon droit de relief le reuenu d'une annee du fief mouuant de luy: le vaſſal eſt tenu communiquer ſes terriers & papiers de la recepte de ſon dit fief, ſ'il en eſt requis. Et ſ'il en veut auoir coppie, le vaſſal eſt tenu la luy bailer aux deſpens dudit ſeigneur. xiiii.

L'offre deüement faite, ainſi que dit eſt, equipole à foy. xv.

Si d'un meſme fief ſont pluſieurs ſeigneurs & propriétaires, qui n'ayent entre eux fait partage de leurs vaſſaux: ſuffit au vaſſal faire la foy & hommage, & payer les droits, & proufits de fief, ſi aucuns ſont deuz. Et auſſi de bailer ſon adueu & denombrement au ſeigneur du lieu & fief dominant. Quoy faiſant demeure quitte ledit vaſſal enuers les autres, ayans droit audit fief dominant. Sauf à leur recours contre ledit ſeigneur tenant ledit lieu, ſans pouuoir vſer de ſaiſie contre ledit vaſſal. xvi.

Le ſeigneur feodal a pour choiſir & opter, le temps de quarāte iours, leſquels paſſez, le vaſſal eſt tenu aller vers luy ſur le lieu du fief dominant, pour ſçauoir ſ'il luy a pleu choiſir & opter l'une deſdites trois choſes offertes, afin d'y ſatisfaire: & les quarante iours paſſez, le ſeigneur n'ayant opté, eſt l'optiō referree au vaſſal: mais ſi le vaſſal ne retourne vers ledit ſeigneur apres les quarante iours, l'option demeure au ſeigneur iuſques à ce qu'il ſoit ſatisfait. xvii.

Les quarāte iours paſſez, apres l'ouuerture du fief par quelque mutation que ce ſoit, le vaſſal maieur d'ans (comme ſera cy apres dit) n'ayant fait ſon deuoir d'aller ſur le lieu du fief dominant, ledit ſeigneur veille, & le vaſſal dort, qui eſt à dire, que dès l'inſtant que les quarante iours ſont paſſez, les fruits de l'annee tombēt en perte audit vaſſal, pour & au proufit dudit ſeigneur, encores que ledit ſeigneur n'ayt fait aucune ſaiſie ou ſommation à ſon dit vaſſal. Mais pour gagner les fruits des annees ſubſequentes, ledit ſeigneur eſt tenu de faire ſaiſir ledit fief. A pres laquelle ſaiſie, ſi dedans les quarante iours le vaſſal ne fait ſon deuoir, ledit ſeigneur exploitera en pure perte ledit fief de ſon dit vaſſal, iuſques à ce qu'il ayt fait ſon deuoir. xviii.

Et quand aux mineurs, les fruits de leurſdits fiefs ne tombent en perte pour leur regard, ſinon quarante iours apres la ſaiſie réelle & actuelle faite ſur leur fief, le recours reſerué auſdits mineurs contre leurs tuteurs, ou autres, qui auront deu demander ſouffrance, & faire autres deuoirs pour eux. xix.

Si les mineurs ayans fief n'ont aage ſuffiſant pour faire & porter les foy & hommage à leur ſeigneur feodal, (lequel aage pour porter l'hommage, eſt pour les maſles de vingt ans, & pour les femelles de quinze ans accōpliz) leurs tuteurs & gardiens doyent & ſont tenus aller dedans quarante iours apres la creation de tutele, ou acception de bail, ſur le lieu du fief dominant demander ſouffrance pour eux: & à faute de ce faire, eſt deu rachat audit ſeigneur. Et ſi leſdits non-aagez n'auoient tuteur ou gardien dedans leſdits quarante iours, l'un de leurs parens ou autres

autres de ceux qui sont capables à estre leurs gardiens ou tuteurs, peuuent pour eux demander souffrance au seigneur feodal, allant pour cest effect sur le lieu dominant, sinon que le seigneur le voulist de bonne volonté receuoir en autre lieu. xx.

Si lesdits mineurs doyent proufit à leur seigneur (ledit proufit procedant de leur chef,) ceux qui pour eux vont demander souffrance, le doyent offrir. xxi.

Et est tenu ledit seigneur feodal, d'ôner souffrance pour les non-agez, pour faire & porter les foy & hommage, quand elle luy est demandee. Et vaut souffrance pour foy & hōmage tāt qu'elle dure: soit qu'elle soit accordee ou non, estant legitiment demandee. xxii.

Si toutesfois audit seigneur feodal est deu proufit de fief, pour lequel on luy demande souffrance (procedant ledit proufit du chef desdits mineurs) n'est tenu ledit seigneur bailler ladite souffrance, sans estre payé dudit proufit. Mais s'il est deu proufit procedant d'ailleurs, ledit seigneur ne peut refuser ladite souffrance, sauf, à luy de se faire payer dudit proufit, ainsi qu'il verra estre à faire par raison. xxiii.

Le gardien d'aucuns mineurs faisant les fruits siens, ne doit³ pour ce respect aucun proufit au seigneur feodal. xxiiii.

Pour successiō de fief en ligne collaterale, est deu rachat au seigneur feodal: & en ceste succession les masles en pareil degré forcluent les femelles, & n'y a droit d'ainesse, soit entre masles ou femelles. xxv.

Le seigneur feodal n'acquiert prescription contre son vassal, ne le vassal contre le seigneur, pour la tenure feodale, par quelque temps que ce soit. Bien peut ladite tenure estre acquise par vn tiers. xxvi.

Le seigneur feodal, encores qu'il soit de main-morte, peut prendre & retenir le fief mouuant de luy, quand il est vendu, en remboursant l'acquireur du pris & loyaux coustemens. Et à pour ce faire quarante iours apres la notification de la vente, & exhibition des contrats à luy faits d'icelle, à la charge que le seigneur de main-morte, est tenu choisir vn vassal autre que de main-morte, & en vuyder ses mains dedans l'an & iour de la retenue par luy faite, & à faute d'en auoir vuydé ses mains, retourne ledit fief retiré & retenu au premier acquireur sur lequel il auoit esté retiré. xxvii.

Si le seigneur a receu le quint denier de l'acquireur ou luy a baillé terme de le payer ou autrement en a composé & cheuy, il est priué du retrait feodal. xxviii.

Le seigneur feodal ayant retenu par puissance de fief, le fief mouuant de luy, le lignagier du vendeur (du costé & ligne duquel est procedé le fief retenu) le peut dedans l'an & iour de la retenue, auoir par droit de retrait lignager en rēbourfant le seigneur feodal du pris principal & quint dudit pris, & des loyaux cousts & frais: en quoy faisant ledit seigneur feodal est tenu receuoir tellignager en son hōmage, tellemēt que le retrayant lignagier exclut le feodal. xxix.

Le seigneur feodal voulant prendre les fruits du fief dependant de luy: & exploiter le fief en sa main, cōme il peut, est preallablement tenu rembourser les labours & semences. xxx.

Et pour prendre, serrer & leuer lesdits fruits, a ledit seigneur feodal la iouissance de la maison & autres edifices, si aucuns sont. xxxi.

La main-mise du seigneur feodal, sur le fief dependant de luy, venüe à la connoissance du vassal: Si iceluy vassal l'enfrain par luy, ou autres de par luy, est tenu de rēdre ce qu'il aura prins desdits fruits: Et les restablir auant qu'estre ouy en ses defenses, & opposition, tellement que le seigneur du fief ne plaidera dessaisy. xxxii.

Le seigneur feodal pendant sa main-mise fait les fruits siens des arriere-fiefs ouuers, & de ceux qui tombent en ouerture durant sadite main-mise, & peut receuoir les arriere-vassaux en foy. xxxiii.

Si le vassal saisi desaduouie le seigneur saisissant, iceluy vassal aura main-leuee du fief saisi, pendant le proces, & si en fin d'iceluy se trouue le fief saisi estre mouuant du seigneur desaduouié, ledit fief est acquis, & tombe en commise au proufit du seigneur feodal. xxxiiii.

Le vassal ne peut demembrer son fief au preiudice, & sans le consentemēt de son seigneur se peut bien ledit vassal iouer de sondit fief, iusques à demission de foy, sans ce que pour ce soit deu proufit. xxxv.

Si le vassal baille son fief à cens ou rente, tombant ledit fief en ouerture, le seigneur feodal (n'ayant infeudé ledit cens ou rente) exploite entierement ledit fief sans auoir esgard au bail, à cens ou rente, sauf aux preneurs leurs recours. xxxvi.

Quand entre plusieurs seigneurs est question de la tenure d'aucun fief, pretendans respec-

3 Cela est trop plus iuste & raisonnable que la cōsuetume de Paris & d'Orleans. C.M.

Coustumes des Bailliage & Preuosté d'Estampes

4 Ce n'est qu'une provision comme pleinement ay dit sur la coustume de Paris. Art. 42. C. M.

Et iuement icelle tenure, le vassal sera receu par main souveraine, ⁴ en cōsignant en iustice des 4 droits & deuoirs, si aucuns sont deuz à cause de son fief, à la charge de faire la foy à celui qui obtiendra. xxxvii.

Quand le fief ou seigneurie feodale vient de nouuel par succession, acquisition ou autrement a aucune personne: tellement que la mutation aduient de la part du seigneur du fief dominant, le nouueau seigneur ne peut empescher ne mettre en sa main les fiefs, qui sont tenus de luy, iusques à ce qu'il ayt fait faire proclamations & significations, que les vassaux luy viennent faire la foy & hommage, dedans quarante iours pour le moins. Mais lesdits quarante iours passez, si lesdits vassaux ne se presentent, il peut saisir & exploiter les fiefs tenus & mouués de luy, & faire les fruits siens: pourueu toutesfois que lesdites proclamations & significations ayent esté faites. C'est à sçauoir quand aux fiefs estans es comtez, baronnies, & chastellenies, dōt ils sont mouuans, par proclamation à son de trompe & cry public par trois iours de dimanche ou de marché (si marché y a.) Et quant aux autres fiefs estans hors desdits comtez, baronnies & chastellenies, dont ils sont mouuans, par signification faite au vassal à la personne, ou au lieu du fief seruant, s'il y a manoir, ou au procureur dudit vassal, s'aucun en a, sinon au prosne de l'Eglise parochiale dudit lieu, en iour de dimanche ou autre iour solennel. xxxviii.

Et ne doit l'anciē vassal (ainsi appellé) que la bouche & les mains au seigneur feodal, faisant son deuoir dedans les quarante iours, apres la signification deuēment faite. xxxix.

N'est tenu le seigneur feodal receuoir son vassal en son hommage par procureur, sinon en cas d'exoine & excuse legitime. xl.

La femme veue a laquelle appartient vn fief par droit de propriété ou acquisition, son mary ayant esté receu en hommage du seigneur feodal, n'est tenu pendant sa viduité d'aucun deuoir enuers le seigneur feodal. xli.

Le vassal receu en hommage de son seigneur, luy est tenu bailler son adueu & denombrement, dedans quarante iours de la reception, & en deffaut d'auoir ce fait, le seigneur peut saisir son fief, y establir cōmissaires qui l'exploiteront iusques à la presentation dudit adueu, pour cela ne gaigne le seigneur les fruits. Ains lesdits commissaires (l'adueu baillé) en rendront cōpte au vassal, qui sera seulement tenu des fraiz. xlii.

Le seigneur & vassal sont tenus respectiuelement communiquer leurs tiltres & adueux aux despens du requerant. xliii.

L'adueu présenté, a le seigneur quarante iours pour le receuoir ou blasmer, lesquels quarante iours passez, ledit vassal sera tenu aller ou enuoyer querir le blasme, au lieu du principal manoir dont son fief est tenu, & des diligences qui en seront faites sera prins attestation deuāt notaires ou tesmoins. xliiii.

C H A P. 2.

Des cens & droits seigneuriaux.

LE seigneur censier peut contraindre l'acquireur & nouuel detenteur de l'heritage tenu en sa censue, luy exhiber & communiquer les lettres d'acquisition d'iceluy heritage si aucuns en y a, pour estre payé de droits de ventes, incontinant la huiētaine passée apres l'acquisition. xlv.

L'acquireur a pris d'argent d'aucun heritage chargé de cens, est tenu payer au seigneur censier les ventes dudit achat & saisine, pour-ce deuē & accoustumee. xlvi.

Le droit de saisine est de douze deniers parisis, & ne prend saisine qui ne veut. xlvii.

Lots & ventes, qui ne sont qu'un seul & mesme droit, sont de vingt deniers tournois pour franc, qui est la douziēme partie du pris s'il n'y a tiltre, paction, ou conuention au contraire entre les seigneurs & leurs subiets d'en payer plus ou moins. Et pour l'acquisition faite non notifiée & recellee au seigneur censier dedans la huiētaine d'icelle, sont deuz audit seigneur censier soixante sols parisis d'amende. xlviii.

Si le seigneur censier n'a maison ou certain lieu à receuoir les cens, suffit à l'acquireur aller sur le lieu où la dernière recepte dudit cens a esté faite, & s'il y a lieu deputé, doit aller sur ledit lieu, & n'y trouuant le seigneur censier, ou autre de par luy, pour payer ou deprier les cens & ventes, fera sa declaration par deuant notaires ou tesmoins. xlix.

Quand aucun qui doit cens payable au iour & lieu nommez, ne paye, e st emendable de cinq sols parisis enuers le seigneur censier, & n'est deuē qu'une amēde, encore qu'il y ait defaut de payemēt pour plusieurs annees, si le seigneur n'en a fait questiō par chascune d'icelles annees, & neātmoins pour plusieurs pieces de terres & heritages n'est deuē qu'une amēde. l.

Pour

5 Posseder ab eodem censuario eodē titulo: secus si par baux separet. C. M.

De droit de champ. prescript. & actions personnel. & hypotheq. Fueil.xciiiij.

Pour rentes constituées à pris d'argent, ne sont deues ventes au seigneur censier, n'est aussi deu aucun profit de quint, ou autre au seigneur feodal. li.

Pour l'heritage vendu sous faculté de reméré à tousiours ou à temps, est deu droit de ventes: mais pour le rachat & reméré n'en est deu. lii.

Le seigneur censier, pour les arrerages du cens à luy deus, & amende à luy acquise, par default de payement dudit cens, peut faire proceder par voye d'arrest & saisie, sur l'heritage à luy redeuable dudit cens. liii.

Pour donations d'heritages, faites pour la bonne amour que le donateur a enuers le donataire, ne sont deues ventes. liiii.

Le cens est diuisible. lv.

L'heritage baillé à cens, ne peut estre chargé d'autre cens. lvi.

Pour partage d'heritages, n'est deu droit de ventes au seigneur censier, sinon qu'il y eust soulte ou retour, pour lesquels soulte ou retour, sont deues ventes. lvii.

Pour eschange d'heritage fait but à but, sans soulte ne retour & sans fraude: Aucunes ventes ne sont deues, posé que lesheritages changez, soient assis en diuerses censiués & seigneuries: mais si en eschange y a soulte en deniers, sont deues ventes pour icelux deniers. lviii.

C H A P. 3.

De droit de champart.

LEs detenteurs de terres chargées de champart, laboureurs, ou fermiers, sont tenus auant que rien enleuer desdites terres, appeler le seigneur dudit champart, son procureur ou commis, pour champarter & prendre son droit, & oultre sont tenus au cas que ledit champart soit rendable en grange, le mener & liurer en la grange champarteresse (fil y en a vne) ou en autre lieu deputé à les mettre, assis en la seigneurie & territoire desdites terres (fil n'y a tiltre ou longue iouissance equipolente à tiltre au contraire.) lix.

Le redeuable de droit de champart, en leuant les fruits de la terre suiète audit droit, sans auoir appelé le seigneur auquel est deu ledit champart: son fermier, procureur ou commis, doit soixante sols parisis d'amende au seigneur, ou à celui qui a le droit de champart. Et ce pour chacune piece de terre, fil n'y a tiltre ou longue iouissance equipolente à tiltre, comme dit est, au contraire. lx.

Sur les terres tenuës en fief, ne se prend droit de champart, sinon qu'il y eust tiltre ou conuention au contraire. lxi.

Les terres tenuës à champart, ne doiuent ventes ne saisines, si ce n'est qu'avec ledit champart, elles soient redeuables de cens, & ou elles sont tenuës à cens & champart, doiuent ventes & saisines au seigneur censier, comme les autres terres tenuës à cens, fil n'y a tiltre ou conuention au contraire. lxii.

C H A P. 4.

De prescriptions.

Quand aucun a iouy, soit par luy ou ses predecesseurs, d'un heritage à iuste tiltre & de bonne foy, par dix ans entre presens, & vingt ans continuels, entre absens aagez & non priuilegiez pleinement, franchement, paisiblement, publiquement, & sans auoir esté inquieté en iceluy heritage: il acquiert prescription, soit pour propriété ou rente fonciere. lxiii.

Quand aucun a iouy & usé de bonne foy d'aucun heritage franchement, pleinement & publiquement, tant par luy que ses predecesseurs, par trente ans continuels entre aagez & non priuilegiez, & sans que lon ayt en iceluy heritage pretendu aucun droit de propriété ou rente, & fait instance pour raison d'iceluy, acquiert droit de prescription: Supposé qu'il ne face apparoir de tiltre. lxiiii.

Si aucun a iouy d'une rente pleinement, paisiblement, & publiquement à iuste tiltre & de bonne foy, tant par luy que ses predecesseurs, par dix ans continuels entre presens & vingt ans entre absens, aagez & non priuilegiez, & par trente ans, comme dessus, posé qu'il ne face apparoir de tiltre, a acquis prescription de ladite rente. lxv.

C H A P. 5.

Des actions personnelles & hypothèques.

Es detenteurs & proprietaires, d'heritages obligez & hypothéquez à aucunes rentes, ou autres charges reelles & annuelles, sont tenus payer icelles avec les arrerages qui en sont deus, de leur temps personnellement & hypothéquairement, & pour les precedans hypothéquairement seulement. A tout le moins sont tenus de laisser iceuxheritages,

Q. iij

Coustumes des Bailliage & Preuosté d'Estampes

pour estre criez, subhastez, vendus & deliurez au plus offrant & dernier encherisseur, à la charge desdites rentes & autres, reelles & annuelles, & pour le payement des arrerages qui en sont deus. lxvi.

Quand vn tiers detenteur d'aucun heritage est poursuiuy pour raison d'une rente, dont est chargé ledit heritage, qui luy a esté vendu sans la charge de ladite rente : & dont il n'auroit eu connoissance par-auant ladite poursuite: Apres qu'il a sommé son garant, ou celuy qui luy a vendu & promis garantir ledit heritage, & que sondit vendeur luy deffaut de garantie, ledit tiers detenteur ainsi poursuiuy, par-auant que contester en cause, peut renoncer audit heritage, & en ce faisant, il n'est tenu de ladite rente & arrerages d'icelle. Supposé mesme que les arrerages fussent & soient escheus de son temps, & par-auant ladite renonciation. lxvii.

Compenfation a lieu selon disposition de droit. lxviii.

Meubles n'ont suite par hypotheque. lxix.

Cedule priuee, reconnuë en iugement emporte hypotheque du iour de la reconnoissance. Soit que la reconnoissance soit faite par-deuant le iuge lay, ou par-deuant le iuge d'Eglise. lxx.

I Ceste secöde partie de alternative, est contraire à tout l'ancien usage de France, recité mesme par Iean fabre, & aux arrests des parlemens, recours à ce que s'en ay dit sur la coustume de Paris, art. 78. & sur le stile de Parlement, cöbien que ce cy ait esté par les mesmes commissaires adiousté en la coustume de Möfort, arti. 72. C.M.

C H A P. 6.

Des seruitutes & rapports de iurez.

Foy est adioustee au rapport des maçons & architectes iurez & receus en iustice, accordez par les parties en ce qui gist en leur art & industrie, sauf à en demander l'amendement. lxxi.

Droit de veuës & esgouts ne facquier, & ne porte possession ne faisine sans tiltre pour quelque temps qu'on en ait iouy, encores que la possession fust centenaire. lxxii.

Destination de pere de famille vaut tiltre. lxxiii.

A qui appartient le reez de chaussee en quelque heritage, appartient le dessus & dessous dudit reez de chaussee, s'il n'y a tiltre au contraire, & ne se peut le dessous prescrire, par quelque temps que ce soit, encores qu'il fust centenaire contre celuy à qui appartient ledit reez de chaussee. lxxiiii.

Il est loisible à vn voisin hausser à ses despens mur moitoyen, d'entre luy & son voisin, par dessus la hauteur de closture (dont sera cy apres fait mëtion) tant haut que bon luy semble, sans le consentement de sondit voisin, s'il n'y a tiltre au contraire. lxxv.

Tout mur est par ladite coustume reputé moitoyen & commun, s'il n'y a tiltre au contraire. lxxvi.

Il est licite à vn voisin percer & faire percer, & desmolir le mur commun, & moitoyen d'entre luy & son voisin pour se loger, & edifier en le reestablisant deuëment, & faisant refaire à ses despens s'il n'y a tiltre ou conuention au contraire. lxxvii.

Entre les heritages de deux voisins, comme maisons, court, iardins, & adherences, le voisin peut contraindre l'autre à faire closture de muraille où le fond le peut porter, sinon, telle autre closture que la nature de leurs heritages le requiert. lxxviii.

Les clostures és villes & fauxbourgs, doiuent estre de muraille haute de douze pieds pour les courts, & de neuf pieds pour les iardins, oultre les fondemens. lxxix.

Quand aucune closture d'entre deux voisins est desmolie ou corrompue, le voisin peut contraindre l'autre par iustice à faire refaire lesdites clostures, & les payer pour telle part & portion que leurs heritages sont clos. lxxx.

N'est loisible à vn voisin de mettre & loger les poultres & soliuës de sa maison, dedans le mur d'entre luy & sondit voisin, si ledit mur n'est moitoyen ou commun. lxxxxi.

Si en vn mur moitoyen & commun entre deux voisins, l'un d'eux veut mettre & asseoir poultres, faire le peut en faisant pilliers de pierre de taille ou escouiffons de grays, parpains, chesnes & corbeaux suffisans pour porter lesdites poultres & corbeaux, & reestablisant ce qui aura esté desmoly pour le rasseoir. lxxxii.

Pour asseoir lesdites poultres, le voisin peut percer le mur moitoyen & commun, toutefois ladite poultre ne doit passer oultre les deux tiers, & les soliuës oultre la moitié du mur. lxxxiii.

Ne peut le voisin percer ledit mur pour asseoir poultres ou soliuës, ou prendre quelque autre commodité, comme d'une armoyre au mur moitoyen & commun à l'endroit des cheminées de son voisin. lxxxiiii.

Si en terre commune, l'un des voisins edifie mur à ses despens, l'autre voisin s'en peut apres aider lxxxv.

aider pour closture ou edifice, en payant la moitié *pro rata* de ce dont il se vouldra aider, & non autrement, & le pourra empescher celuy qui l'aura edifié, iusques à ce qu'il en soit payé & remboursé. lxxxv.

Quand aucun fait edifier ou reparer son heritage, son voisin est tenu luy donner & prester patience à ce faire, en reparament ce qui aura esté rompu, demoly & degasté. lxxxvi.

Tous manans & habitans, ayans & tenans maisons en la ville d'Estampes, sont tenus y faire, construire, & entretenir latrines & chambres aisées, & sont à ce faire contraignables, par prinse & exploitation de leurs biens, meubles & immeubles, arrest de louages desdites maisons & autres voyes & manieres deuës & raisonnables, sur peine de vingt liures parisis d'amende, & si aucun est trouué, portant, gettant, ou ayant porté, ou ietté immondices ou ordures, deuant la maison d'autrui, places ou rues vuides, est pour la premiere fois condamnable en six sols parisis, & pour la seconde en douze sols parisis, & pour la troisieme en vingt sols parisis, & est le semblable obserué contre ceux qui iettent immondices pres les portes de la ville, eglises & autres lieux publics. lxxxvii.

Vn voisin ne peut faire aucun puyz, retraits, fosses de cuisine ou esseuouers, pour retenir euaes de maison, four, ne forge pres vn mur moitoyen & commun, qui ne laisse ledit mur frâc, & vn contremur, de l'espeueur d'un pied, & doit estre fait aux despens particuliers de celuy qui s'en vouldra aider & en son danger, & si y a puyz à l'un ou à l'autre des deux voisins, les retraits, latrines & esseuouers, seront faits à dix pieds loin dudit puyz, y faisant entredeux, vn contremur de chaux & sable, aussi bas que les fondemens desdits puyz, latrines, retraits, & esseuouers. lxxxviii.

C H A P. 7.

De gardes noble & bourgeoise.

IL est loisible aux pere & mere, ayeul ou ayeulle, ou autres ascendans, nobles & bourgeois, d'accepter la garde de leurs enfans, apres le trespas de l'un d'iceux, fait ledit gardien les fruits siens des heritages, rentes & reuenus appartenans ausdits enfans, à la charge de payer par ledit gardien les debtes que doiuent lesdits enfans, les alimenter, & entretenir, payer & acquiter les charges que doiuent lesdits heritages. Et à la fin de ladite garde, les rendre en bon estat. Dure ladite garde, c'est à sçauoir aux enfans masles nobles iusques à vingt ans, & aux filles nobles iusques à quinze ans, accomplis. Aux masles bourgeois iusques à quatorze ans, & aux filles iusques à douze ans, finis & accomplis, si plustost ne sont mariez. Si le gardien se remarie perd ladite garde, & est tenu ledit gardien pous les mineurs demander souffrance. lxxxix.

Garde noble se doit accepter en iugement, garde bourgeoise y doit estre demandee. Est tenu le gardien faire inuentaire des biens meubles desdits enfans. xc.

C H A P. 8.

De communauté de biens.

Quand l'un des deux conioints ensemble par mariage, va de vie à trespas, les meubles, acquests, & conquests immeubles, faits & acquis, durant & constant ledit mariage, & qui communs estoient à l'heure du trespas du premier mourant, se deuissent en telle maniere, que la moitié en appartient au suruiuant, & l'autre moitié, aux heritiers du trespas. xci.

Femme mariee ne peut vendre, alier ne hypotheker ses heritages, ne soy obliger sans l'auctorité & consentement de son mary: Soit au preiudice de sondit mary ou d'elle, si elle n'est separee ou marchande publique: Mais estant marchande publique, se peut obliger pour le fait de sa marchandise, & sont les biens de son mary & d'elle exploitables, pource qui depend du fait de ladite marchandise. xcii.

Femme mariee, ne peut ester en iugement, sans le consentement de son mary, sinon qu'elle soit separee ou auctorisee par iustice, au refus de sondit mary. xciii.

Le mary est seigneur des meubles, acquests, & conquests immeubles, par luy faits & acquis, durant & constant le mariage d'entre luy & sa femme, en telle maniere qui les peut vendre, alier, & hypotheker, en faire & disposer entre vifs à son plaisir & volonté, sans le consentement de ladite femme, à personne capable, & sans fraude. xciiii.

Le mary ne peut vendre, faire partage ou licitation, charger, obliger, ne hypotheker le propre heritage de sa femme, sans le consentement d'elle, ¹ par luy auctorisee à ceste fin. xcv.

Entre homme & femme conioints par mariage, (apres la benediction nuptiale) y a communauté de biens meubles, & de conquests immeubles qui se feront constant ledit mariage,

¹ *Maiour de vingt-cinq ans, & non contrainte ne menccée par son mary, recours à mon commentaire de la custume de Paris, arti. 108. C.M.*

Couſtumes des Bailliage & Preuoſté d'Estampes

tellement que le mary eſt tenu perſonnellement de payer les debtes mobiliaires deuës à cauſe de ſa femme, & en peut eſtre vallablement pourſuyui, durant leur mariage. Auſſi la femme eſt tenuë, apres le trespas de ſon mary, payer la moitié des debtes mobiliaires, faites & crees par ledit mary, tant durant ledit mariage, qu'au par-auant iceluy. Peut neantmoins ladite femme, tant noble que roturiere, renoncer, ſi bon luy ſemble, apres le trespas de ſon mary, à la communauté des biens d'entre elle & ſon dit mary (la choſe eſtant entiere.) Et en ce faiſant demeure quitte des debtes mobiliaires, deuës par ſon dit feu mary au iour de ſon trespas. xcvi.

Le mary eſt maïſtre des actions mobiliaires & poſſeſſoires, poſé qu'elles procedent du coſté de la femme, peut le mary agir ſeul, & deſduire leſdits droits & actions en iugement ſans ſadite femme. Pareillement conduire les actions reelles & petitoires appartenans à ſadite femme pour ſon intereſt, autrement non: ſi ce n'eſt du conſentement d'elle. xcvii.

Quand l'un deſdits conioints enſemble par mariage, nobles & viuans noblement, va de vie à trespas, il eſt en la faculté du ſuruiuant, prendre & accepter les meubles du decedé, auquel cas il eſt tenu payer les debtes mobiliaires que deuoit le trespasſé, & les obſèques & funerailles d'iceluy, pourueu qu'il n'y ait enfans dudit trespasſé. Et où il y auroit enfans dudit mariage ou d'autre, leſdits biens ſe partiront par moitié entr'eux & le ſuruiuant. xcviii.

Homme & femme conioints en mariage, ſont reputez aagez pour auoir l'adminiſtration de leurs biens, contracter & eſter en iugement, & non pour alïener, vendre ou engager leurs immeubles. xcix.

Quand l'un deſdits conioints par mariage, va de vie à trespas, delaiſſez aucuns enfans mineurs dudit mariage, ſi le ſuruiuant deſdits conioints ne fait inuentaïre, les enfans heritiers peuuent, ſi bon leur ſemble, demander communauté en tous les biens meubles, & conqueſts immeubles du decedé, ſoit que le ſuruiuant ſe remarie ou non, & iuſques à ce que ledit inuentaïre ſoit ſolemnellement fait, clos & arreſté, par deuant iuge competent, durera ladite communauté. c.

Quand l'heritage d'aucuns conioints par mariage, eſt chargé de rente, au parauant leur mariage: Si durant iceluy elle eſt rachetee des deniers communs, tel rachat eſt reputé conqueſt, tellement que celuy à qui appartient l'heritage qui eſtoit chargé de ladite rente, ou ſon heritier eſt tenu de rembourſer la moitié du pris dudit rachat, ſi mieux ne veut payer & continuer ſur ſon heritage, la moitié de ladite rente. ci.

Si deux ou pluſieurs ont quelque heritage, ouheritages à eux aduenus par ſucceſſion, chargez de quelque rente ou hypotheque, & l'un des detenteurs deſditsheritages, chargez de ladite rente acquiert icelle rente. Telle acquisition redonde au profit des condetenteurs coheritiers dudit acquireur, comme au profit d'iceluy acquireur, en rendant, & payant à vn ſeul payement par leſdits coheritiers, chacun pour ſon regard, tant le ſort principal que loyaux couſts, frais & miſes. cii.

C H A P. 9.

De teſtamens.

L'Aage pour pouuoir vallablement teſter des meubles, eſt quant aux maſles de vingt ans accomplis, & quant aux filles de dixhuit ans, & pour le regard des immeubles, tant propres que acqueſts, de vingt cinq ans, & ſil n'y a meubles, ou qu'il y en euſt ſi peu qui ne deuſt venir en conſideration: leurs immeubles, tant propres que acqueſts, ſuccedent au lieu des meubles pour pouuoir vallablement diſpoſer deſdits acqueſts & propres, iuſques au quint, *ad pias cauſas* ou autres cauſes iuſtes & raiſonnables, & ſi eux-mêmes auoient fait leſdits acqueſts de leur induſtrie, en pourront vallablement & librement diſpoſer, tout ainſi que de leurs meubles. ciii.

Le mary par ſon teſtament, ne peut diſpoſer des biens meubles & conqueſts immeubles, communs entre luy & ſa femme, au preiudice de ſadite femme, ains ſeulement peut diſpoſer de ſa moitié. ciiii.

Femme mariee aagee, comme dit eſt, peut diſpoſer par teſtament de ſes biens, meubles, acqueſts, & conqueſts immeubles, ſans l'auctorité de ſon mary, en la maniere que deſſus. cv.

Les executeurs d'aucun defunct, ſont faiſis dedans l'an & iour du trespas dudit defunct, des biens meubles delaiſſez par iceluy, pour l'accompliſſement de ſon teſtament: & eſt tenu ledit executeur d'en faire inuentaïre, appelez les heritiers du trespasſé, ſils ſont trouuez en la iuriſdiction du domicile dudit trespasſé: Sinon, appelé en leur abſence le procureur fiscal

ffical dudit lieu.

cvi.

Auant qu'un testament soit reputé solennel & vallable, est requis que ledit testament soit escrit & signé de la main duteftateur, ou bien par luy dicté ou nommé, en la presence de deux notaires, ou d'un notaire de cour laye, ou ecclesiastique, immatriculez, suivant l'ordonnance, & de deux tesmoins. Et qu'il soit à luy releu, dont en sera faite mention expresse. Suffit aussi qu'il soit dicté ou nommé par le testateur, & receu par le curé de l'eglise parrochial, ou son vicaire principal, en presence de deux tesmoins, & releu comme dessus: Et lequel vicaire sera nommé par le curé, d'an en an, és greiffes des bailliages & preuosté d'Estampes.

cvii.

C H A P. IO.

De successions.

Institution d'heritier n'a lieu: c'est à dire, qu'elle n'est necessaire.

cviii.

Aucun ne peut estre heritier & legataire d'un defunct ensemble, tant en ligne directe que collaterale.

cix.

Les enfans heritiers d'aucun defunct, viennent également à la succession d'iceluy, excepté és heritages tenus en fief.

cx.

Enfans mariez de biens communs de pere & de mere, apres leur trespas, peuuent venir à leur succession, avec les autres enfans leurs freres & sœurs, qui n'ont esté mariez de biens communs desdits pere & mere, en rapportant ce qu'il leur auroit esté donné en mariage, ou moins prenant esdites successions.

cxi.

Pere & mere ne peuuent par donation faite entre vifs, par testament, ordonnance de dernière volonté, ou autrement, en maniere quelconque, directement ou indirectement auantager leurs enfans venans à leur succession, l'un plus que l'autre.

cxii.

Quand aucun, soit pere, mere, ayeul, ou ayeulle, ou autre ascendant, va de vie à trespas, de laissez plusieurs enfans habiles à luy succeder, & les aucuns s'abstiennent de leur succession, & y renoncent, le droit qui leur eust appartenu és biens d'icelles successions, (s'ils n'eussent renoncé) accroist aux autres qui se portent heritiers.

cxiii.

Fille mariee par pere ou mere, ayant renoncé à leur succession à escheoir, n'y peut plus retourner, si elle n'est rappee par lefdits pere ou mere, encor qu'elle fust mineur, lors de ladite renonciation.

cxiiii.

Pere & mere, succedent à leurs enfans naiz en loyal mariage, fils vont de vie à trespas sans hoirs procrez de leurs corps, quand aux meubles, acquests & conquests immeubles seulement.

cxv.

En ligne directe, propre heritage ne remonte.

cxvi.

Il ne se porte heritier qui ne veut.

cxvii.

Le mort laisse le vif, son plus proche & plus habile à luy succeder.

cxviii.

Representation en ligne directe a lieu infiniment: Tellement que s'il y a un ou plusieurs enfans du fils aîné, soient masles ou femelles, ils partissans avec leurs oncles, representent au droit d'aînesse leurdit pere ou mere, ayeul, ayeulle, ou autres ascendans, & entre eux, l'aîné masle, en partissant avecques ses freres & sœurs y prend son droit d'aînesse: Mais s'il n'y a que filles, elles partissent également entre elles.

cxix.

Les biens paternels viennent au lignager paternel, & les maternels au maternel, encorés qu'il ne soit le plus prochain du defunct. Et quant aux meubles, acquests & conquests, le plus prochain lignager y succede.

cxx.

En ligne collaterale, representation a lieu iusques aux enfans des freres & sœurs inclusivement: & s'il y a enfans masles representans leur mere, laquelle viuant ne prendroit rien és fiefs, en ce cas ses enfans qui la representent, ne prendront aucune chose esdits fiefs, avec leur oncle ou oncles.

cxxi.

En ligne collaterale les heritages tenus en fief, se partissent & diuisent également entre coheritiers, & n'y a droit ou prerogative d'aînesse.

cxxii.

Les heritiers d'aucun defunct en pareil degré, tant en meubles que immeubles, sont tenus personnellement de payer & acquiter les debtes de celuy dont ils sont heritiers, chacun pour telle part & portion qu'ils sont heritiers d'iceluy defunct. Et n'en est l'aîné chargé plus que ses puisnez, sous vmbre de son droit d'aînesse, lequel il prend par preciput & aduantage: sinon pour les charges foncierres & anciennnes, ausquelles sont affectez les fiefs sur lesquels ledit aîné prend sondit droit d'aînesse.

cxxiii.

Les parens & lignagers de gens d'eglise seculiers leur succedent.

cxxiiii.

Coustumes des Bailliage & Preuosté d'Estampes

Quand aucun entre en religion, & auant sa profession ne dispose de ses biens meubles & heritages, ses prochains parens luy succedent, comme par mort naturelle. cxxxv.

Religieux & religieuses profez ne succedent à leurs parens, ny le monastere pour eux. cxxxvi.

Freres & sœurs, supposé qu'ils ne soient que de pere ou de mere, succedent égalemēt avec les autres freres & sœurs de pere & de mere à la succession de leur frere ou sœur, quant aux meubles, acquests & conquests immeubles. cxxxvii.

Bastards ne succedent: peuuent bien disposer de leurs biens tant entre vifs, que par testament, soit particulierement ou vniuersellement, & à eux succedent leurs enfans naiz en loyal mariage. cxxxviii.

Moulins & pressouers sont reputez immeubles. cxxxix.

C H A P. II.

De douaires.

Femmes mariees sont & demeurent douees de douaire coustumier, si par expres au traitté de leur mariage ne leur a esté prefix ou assigné aucun douaire, & est le douaire prefix propre aux enfans dudit mariage. cxxx.

¶ Douaire coustumier est de la moitié des heritages que le mary tenoit & possedoit au iour de ses espousailles, & de la moitié des heritages, qui depuis la consommation dudit mariage & pendant iceluy, sont escheus & aduenus en ligne directe audit mary. cxxxii.

Entre nobles, le douaire coustumier de la femme, est propre heritage des enfans venans dudit mariage, selon qu'il sera dit cy apres, en telle maniere que le pere & mere desdits enfans des l'instant de leur mariage ne les peuuent vendre, engager, ne hypotheker au preiudice de leurs enfans, & en tel douaire y a prerogatiue de droit d'aineesse. cxxxiii.

Si la femme noble douee de douaire coustumier, va de vie à trespas auant son mary, aussi noble, delaisse vn ou plusieurs enfans masles, ledit douaire sera propre ausdits enfans. Mais si elle ne delaisse que des filles, la moitié dudit douaire coustumier seulement sera propre ausdites filles. cxxxiiii.

Entre nobles, si les enfans venans dudit mariage ne se portent heritiers de leur pere, & abstiennent de prendre la succession, en ce cas ledit douaire appartient ausdits enfans purement & simplement, sans payer aucunes debtes procedans du fait de leurdit pere. cxxxv.

Le douaire coustumier entre roturiers n'est propre aux enfans, ains est viager à la femme, laquelle en iouyst en v'sfruit, sa vie durant seulement, en baillant par elle caution telle qu'elle la pourra bailler, avecques obligation de tous ses biens presens & aduenir. cxxxvi.

Douaire coustumier faist, cxxxvii.

Douaire prefix n'a lieu iusques à ce qu'il soit demandé en iugemnt, & du iour qu'il est demandé sont deus les arrerages d'iceluy. cxxxviii.

Femme douee de douaire prefix, ne peut demander douaire coustumier, sil ne luy est permis par son traitté de mariage. cxxxix.

Douaire d'une somme de deniers pour vne fois payer, est viager à la femme douee & propre aux enfans de ce mariage, sil n'y a conuention au contraire. cxxxix.

C H A P. I2.

De don mutuel & autres donations.

Homme & femme conioints ensemble par mariage, estans en santé, peuuent & leur loyst faire donation mutuelle l'un à l'autre également, de tous leurs biens meubles, acquests, & conquests immeubles faits durant & constant leur mariage, communs entre eux, & qui seront trouuez à eux appartenir à l'heure du trespas du premier mourant, pour en iouyr par le suruiuant sa vie durant seulement, en baillant par luy caution suffisante de restituer lesdits biens apres son trespas, pourueu qu'il n'y ait enfans dudit mariage ou d'autre. cxl.

Homme & femme conioints ensemble par mariage, constant & durant leurdit mariage, ne peuuent aduantage l'un l'autre par donation faite entre vifs, par testament ordonnance de derniere volonté ne autrement, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit, sinon par don mutuel, comme dit est au precedent article. cxli.

Don mutuel de soy ne faist, ains doit le donataire venir par action. cxlii.

Le suruiuant de deux conioints par mariage, ayant fait don mutuel l'un à l'autre, voulant par le moyen d'iceluy iouyr sa vie durant des meubles acquests, & conquests immeubles, suiets à retour aux heritiers du premier decédé, est tenu de les entretenir en bon & suffisant estat, cxl.

1 Ceste derniere clause est contre les anciens arrets de la Cour de Parlemēt, cōme i'ay dit su le 37. art. de la coustume de Paris. Et semble qu'elle ait esté adionstee à la suggestion de l'un des commissaires qui estoit de ceste opinion, ou y auoit interest, comme souuent s'est fait depuis le deces du bon Roy Loys 12. C. M.

estat, de payer les obseques & funerailles dudit premier decede, avec les debtes dont on pourroit faire demande à ses heritiers, sur la part & portion des biens dudit premier decede. cxliii.

Quand pere & mere ont donné à leurs enfans ou aucun d'eux vn heritage, tel heritage est reputé donné en auancement d'hoirie, encores que la donation ne le porte. cxliiii.

Donner & retenir ne vaut. cxlv.

Donner la propriété d'aucun heritage, l'usufruit à vie & à temps retenu, n'est donner & retenir, & vaut telle donation. vaut aussi quand il y a clause, qui par la raison écrite, emporte translation de possession, comme constitut & precaire ou autre semblable. cxlvi.

CHAP. 13. Des arrests, executions, & gageries.

Aucun n'est receuable à proceder ne faire proceder par arrest sur les biens d'autrui, & moins par emprisonnement de la personne, sans obligation, condamnation, ou sentence. cxlvii.

Il est loisible à vn propriétaire d'aucune maison par luy baillee à tiltre de loyer, de faire proceder par voye d'arrest & saisie sur les meubles, estans en ladite maison, pour les termes à luy deus, pour ledit louage, par le conducteur, cleric, prestre, ou lay. cxlviii.

Quand le conducteur d'aucune maison, assise en la ville & fauxbourgs, villes, & villages des bailliage & preuosté d'Estampes, de quelque estat, qualité ou condition qu'il soit, lay, cleric, ou prestre, est defaillant de payer par vn an ou plusieurs termes la pension ou louage d'icelle, le locateur peut faire proceder par voye d'arrest & saisie, pour les termes escheus, à cause dudit louage, sur les biens estans en icelle maison, & sans contract par escrit, pour an & demy. cxlix.

Toute personne, à laquelle est deuë moisson, pour terres & autres heritages, peut faire proceder par saisie & arrest sur les biens meubles, du redeuable de ladite moisson pour vne annee, & sur les fruits estans és heritages baillez, supposé qu'il n'ait contract par escrit. cl.

Quand le propriétaire & possesseur d'aucuns heritages, va de vie à trespas sans heritiers, le haut iusticier, en la iustice duquel lesdits heritages sont assis, peut iceux heritages saisir, & mettre en sa main, iusques à ce que l'heritier soit apparu. cli.

Les heritiers, ou vesue d'aucun creancier trespasé, peuuent mettre à execution leurs obligations passees, come dessus, sur les biens de leur debteur obligé, apres sommation à luy deuëment faite, qu'il ait à leur payer le contenu esdites obligations, ce que ne se peut faire sur l'heritier de l'obligé, sans que les lettres obligatoires soient declarees executoires sur luy. clii.

Saisine & desaisine faites en presence de tabellion, ou notaire de cour laye, & de deux tmoins, vallent tradition ou apprehension reelle. cliii.

Despens & hostelage, baillez par les hosteliers aux passans & à leurs cheuaux, sont priuilegiez, tellement que lesdits hosteliers, peuuent retenir les cheuaux & meubles de leurs hostes, pour lesdits despens & hostelage. cliiiii.

Hosteliers, tauerniers, & cabaretiers, demourans és villes, fauxbourgs, & villages desdits bailliage & preuosté, ne peuuent pour la despense faite en leurs maisons, hosteleries & tauernes, par les habitans des lieux où ils tiennent leursdites hosteleries & tauernes, arrester ceux qui auront fait ladite despense, ne les desgager, ne prendre cedula, breuets, ou obligations, volontairement ne par contrainte. Et lesquels hosteliers & tauerniers, pour telle despense, n'ont action contre ceux qui l'auront faite. clv.

Maistres de ieux de paulmes, ne peuuent prendre ne retenir gages, cedules, obligations, ne breuets, pour les esteufs, & autres choses qu'ils auront fournies en leurs ieux, aux mineurs de vingt ans, vallers de boutique, gens mecaniques & artisans, & pour ces mesmes choses, n'ont contre telles manieres de gens aucune action. clvi.

L'acheteur de biens, prins par execution, peut estre contraint apres la huitaine, qu'il aura esté fait acheteur desdits biens, par emprisonnement de sa personne, & vente de ses biens, sans autre solennité, pour la somme de la vente desdits biens, & pour laquelle il est fait & constitué acheteur. Et n'est ouy tel acheteur à opposition, si il ne veut alleguer payement fait depuis l'achat desdits biens, auquel cas il sera ouy. Et neantmoins tiendra prison, ou consignera le debte ou autres biens exploitables pendant son opposition, & ne iouyra ledit acheteur d'aucun respit à vn ou cinq ans. Et est tenu le sergent exploicteur, faire entédre ce que dessus audit acheteur, & en faire mention par son exploit. clvii.

Pour faire & constituer vn tel acheteur de biens, le sergent exploicteur, en faisant la vente d'iceux, est tenu appeler vn notaire ou deux tmoins. clviii.

Le gardien de biens prins par execution sur vn debteur, peut estre contraint bailler, & deliurer lesdits biens és mains du sergent exploicteur, quand il en est requis auant qu'estre receu à

R

Cela est de la tres-ancienne obseruance de France, que les prestres ne sont priuilegiez, ny mesmes en leurs meubles, quand il est question de louage de maison. Et aujour d'huuy par l'ordonnance des estats, tenuz à Orleans, l'an mil cinq cens soixante, ar. 28. Ils peuuent indifferemment estre executez, en leurs meubles. C.M.

Coustumes des Bailliage & preuosté d'Estampes

opposition. Et lequel gardien à faute de ce faire, peut estre emprisonné par ledit sergent executeur, ou autre continuant son exploit. clix.

L'acheteur de biens à luy reellement vendus & liurez par le sergent, estant emprisonné à faute de paiement, n'est receu à faire cession sans remettre, représenter, & restituer lesdits biens à luy vendus comme dit est. clx.

Auant que les acheteurs de biens & gardiens d'iceux, puissent estre tenus & obligez comme dessus, est requis & necessaire, que l'exploit du sergent executeur (contenant par inuentaire lesdits biens, prinse & vente d'iceux) leur soit baillé. clxi.

Le sergent qui vend les biens d'aucun executé, auant que les liurer aux acheteurs forains, est tenu leur faire eslire domicile au lieu ou est faite ladite vente, bailler caution de les rendre, ou faire rendre sur ledit lieu iusques à la huitaine, dedans laquelle il est loisible aux executez retirer leurs biens vendus. clxii.

Le sergent executeur ne peut bailler à l'executé seul, les biens qu'il prend sur luy en garde, sans le consentement du creditur. clxiii.

Auant que le sergent executeur, ou autre continuant son exploit, puisse cōtraindre vn gardien de biens prins par execution, est tenu luy faire commandement sur le lieu ou la prinse desdits biens a esté faite. clxiiii.

N'est loisible à aucune personne faire proceder par voye de saisie, & execution reelle sur les denrees & marchandises amenees en la ville d'Estampes, & autres villes & villages desdits bailliage, & preuosté, esquels y a foire ou marché publicq' pour estre vendues sur les cheuaux, bestes de somme, & charrois, marchandises, & denrees estans pour cest effect en icelle ville, & fauxbourgs & autres villes & villages susdits, & sur le chemin pour y aller & retourner. clxv.

Vn respit n'a lieu pour debte adiuee par sentence diffinitive, dōnee en iugement contradictoire, louage de maison, arrerages, & rente fonciere, sallaire de seruiteurs & mercenaires, moissons de grains, ou autres pensions d'heritages, debtes de mineurs contractees avecques eux, ou leurs tuteurs, pendant leur minorité, pensions & nourritures d'escoliers, ne pour alimens, biens & deniers baillez & consignez en deposite par ordonnance de iustice, ne pour le *reliqua* deu pour administration & gouvernement du bien des mineurs, & de commissioin de iustice, eglises, hospitaux, fabricques & communautez. clxvi.

Est loisible à toutes personnes vëdiquer chose mobiliere à luy appartenāt, trouuee & veue à l'oeil en la main d'vn tiers, & la faire saisir, arrester, & mettre en la main de iustice par vn sergēt. & si il ne lavoit à l'oeil, peut faire appeler le tiers detēteur pour l'exhiber à fin de vëdicatio. clxvii.

Execution sur execution, arrest sur arrest d'aucuns biens, ne se peut faire entre mesmes personnes, & pour mesme debte. clxviii.

C H A P. 14.

Des retraits lignagers.

Q Vand aucun a vendu rente sur ses propres heritages à personne estrange, non estant du lignage dont procedent lesdits heritages, il est loisible au parent ou lignager du costé dont procedent lesdits heritages propres, demander & requerir en iugement, auoir ladite rente par retrait lignager dedans l'an de la vendition d'icelle rente ou dedans l'an de la saisine, ou infeodation, prinse par l'acheteur d'icelle rente. clxix.

Le temps de retrait lignager, ne court sinon depuis l'infeodation, pour le regard des choses feodales, & en saisinement, pour le regard des choses roturieres. clxx.

Quand aucun a vendu & transporté son propre heritage à personne estrange, de son lignage du costé & ligne, dont luy est venu & escheu ledit propre heritage, est loisible au lignager vendeur du costé & ligne dont est venu & escheu ledit heritage, de demander & auoir ledit heritage, par retrait lignager dedans l'an & iour que l'acheteur en a esté en saisiné, si il est tenu en censive, ou qu'il en a esté receu en foy & hommage. S'il est tenu en fief, en remboursant ledit acheteur de son sort principal, loyaux cousts, frais & mises. clxxi.

Si aucune personne qui a acquis vn heritage propre de son parent, du costé & ligne dont il est parent, vend ledit heritage, tel heritage chet en retrait. clxxii.

Si l'heritage propre, vendu à vn estrange, est adiugé au lignager du vendeur, iceluy lignager est tenu de payer & rembourser ledit acheteur des deniers qu'il a payez audit vëdeur pour l'achat dudit heritage, ou consigner les deniers au refus dudit acheteur, vingt-quatre heures apres le retrait à luy adiugé par sentence ou iugement, & que l'acheteur aura mis les lettres au greffe, partie presente ou appelee, & affermé le pris estre veritable, & quant aux loyaux cousts, frais & mises, le retrayant en doit faire pareil remboursemēt vingt-quatre heures apres

la

la liquidation d'iceux faite, autrement & à faute d'auoir fait ledit remboursement en la maniere que dit est, & dedans ledit temps, tant du sort principal, que des frais & loyaux cousts, la liquidation d'iceux preallablement faite, le retrayant est debouté dudit retrait. clxxiii.

Quand le lignager du vendeur d'aucun heritage, fait adioumer l'acheteur d'iceluy pour l'auoir par retrait, il doit à la presentation de la cause, & iusques au iour de la contestation iceluy includ, ¹ offrir deniers à descouuert, & à parfaire, pour le remboursement du sort principal loyaux cousts, frais & mises, & s'il ne le fait, doit estre debouté de son action. clxxiiii.

Le retrayât pour faire les fruits siés de l'heritage, suiuet à retrait, est tenu ledit iour de la cōtestation, en cause, offrir reellemēt & de fait, & par exhibition de deniers à l'acheteur, les deniers du sort principal deboursé pour l'acquisition, & faire offre d'vne piece d'argent pour les frais & loyaux cousts, non encores liquidez, & offrir de parfaire, la liquidation d'iceux faite, & au cas que l'acheteur empesche le retrait, & ne vueille receuoir lesdits deniers, peut le retrayât iceux deniers du sort principal nombrer & compter, present & appelé ledit acheteur, & en ce faisant suffit telle offre & exhibition de deniers ainsi nombréz & comptez, pour acquerir lesdits fruits, sans autrement les consigner. clxxv.

Ne peut l'acquesteur demolir & deteriorer l'heritage, dedans l'an du retrait. clxxvi.

Le parent & lignager, qui premier fait adioumer en matiere de retrait, doit estre preferé à tous autres: Posé qu'il ne soit le plus prochain parent du vendeur: mais en cōcurrence de deux ou plusieurs, le plus prochain doit estre preferé. clxxvii.

Quand aucun a eschangé son propre heritage à l'encontre d'un autre heritage, l'heritage ainsi acquis par eschange, est le propre heritage de celuy qui l'a eschangé, cōme estant entré & subrogé au lieu de l'heritage baillé par eschange. Et est tel heritage suiuet à retrait, & peut estre retiré en cas de retrait par ceux qui eussent peu retirer ledit heritage baillé par eschāge. lxxviii.

Si aucun a vendu l'vsufruit de son propre heritage à personne estrange, tel vsufruit ne chet à retrait. clxxix.

Propre heritage vendu & adiugé par decret de iustice chet en retrait. clxxx.

Quād l'heritage propre est acquis, durāt & cōstāt le mariage de deux cōioints, dont l'un est parēt & lignager du vèdeur du costé & ligne, dōt ledit heritage appartient audit vèdeur, tel heritage ainsi védu ne gist à retrait durāt & cōstāt ledit mariage: mais apres le trespas de l'un desdits cōioints, la moitié dudit heritage gist en retrait à l'encōtre de celuy qui n'est lignager. clxxxi.

Qui n'est habile à succeder comme vn bastard, ne peut venir à retrait lignager. clxxxii.

CHAP. 15. Des degasts & dommages faits és heritages, & prinses de bestes.

IL est loisible à toutes personnes ayans garennes, buiffons, taillis & clos d'arbres, estangs, viuiers & fossez, prendre & faire prendre ceux qu'ils y trouueront pour chasser & couper bois, pescher & prendre fruits és lieux susdits, & les mener en prison pour par les iuges estre punis comme larrons. clxxxiii.

N'est loisible à aucune personne en quelque tēps ou saison q̄ ce soit, aller en vignes, gagnages, prez & autres heritages plātez d'arbres aufnoys, faulxayes, ormayes, pour y prēdre & cueillir herbes, fueilles ou autres choses sur peine d'amēde arbitraire & des interests enuers l'interestsé. Et de ladite prinse sont creus les proprietaires vigneros, fermiers & autres q̄ ont charge desdits heritages, & pareillemēt des interests, iusqs à v. sols parisis, en affermāt par fermēt. clxxxiiii.

N'est loisible à personne, faisāt sa demourāce en la ville d'Estāpes, tenir bestes à laine, porcs, oyes, & canes, sur peine de confiscation desdites bestes oyes, & canes, & d'amēde arbit. clxxxv.

Peuent neantmoins les bouchers pour la fourniture de ladite ville, tenir en icelle lesdites bestes à laine pour huit iours seulement, & sont tenus iceux bouchers tuer leurs bestes sur la riuere, & non en leurs maisons. clxxxvi.

Toutes personnes ayant bestial quel qu'il soit, ne le peuuent mener pasturer aux bois, taillis, vignes, prez, aufnoyez, & autres heritages plantez d'arbres, fruitiers & autres, sur peine d'amende arbitraire & des despens, dommages & interests enuers les parties interessees, desquels & de la prinse, les proprietaires & gardiens des dessusdits heritages, sont creus par serment, & du dommage iusques à cinq sols parisis. clxxxvii.

De toutes prinse de bestes faisans dommage, le preneur, soit propriétaire ou fermier, soit enfant ou seruiteur d'aage competant, ou le voisin, sont creus par serment & du dommage, selon que dit est. clxxxviii.

L'action pour lesdits degasts, prinse, dommages & interests se doit intenter dedans huitaine, apres laquelle huitaine ne se peut intenter. clxxxix.

1 Et non depuis: ce qui est iuste, car il ne reste plus qu'à faire droit, sinon s'il n'a esté biē ou mal cōtesté. C.M.

Procès verbal

Tous laboureurs ou fermiers, peuvent de leur auctorité priuée, par eux ou leurs gens & seruiteurs oster, les glaines des glaineurs trouuées sur leurs champs, auant l'enlieuement des gerbes, & amener lefdits glaineurs és prisons pour estre iusticiez : Mais lefdits laboureurs ou fermiers & autres, ne peuvent mettre ou faire mettre par eux, leurs gens & seruiteurs, leur bestial dedans lefdits champs, n'empescher aucunement le glainage en quelque maniere que ce soit, sinon vingt-quatre heures apres la vuydange d'iceux champs, sur peine de confiscation desdites bestes & d'amende arbitraire, & est le pareil obserué contre les grappeurs de vignes. cxc.

z Toutes personnes ayans prez en la saison que lon faulche & fenne, les premieres & secondes herbes y trouuans glaineurs auecques fauchetz, sacs ou autres, glainans esdites premieres & secondes herbes auant qu'elles soient enleuees, peuvent d'auctorité priuée oster le foin, sac & faucher, dont ils les trouueront saisis, & les amener en iustice pour estre punis, comme ayans fait & commis larcin. cxci.

Aucune personne de quelque estat ou condition qu'elle soit, faisant sa demeure dedans ladite ville, ne peut nourrir pigeons priuez ou autres pattez ou non pattez, sur peine de cent sols parisis d'amende, ne peut pareillement tenir glappier à congnils sur pareille peine : Ne peut aussi personne de la condition que dessus, y tenir colombier ou volliere pour quelque laps de temps qu'il en ait iouy, sil n'est fondé en tilre par escrit. cxcii.

Toutes personnes prenans en quelque part que ce soit vieilz pigeons à trappe, filletz, ou colletz, est par ladite coustume punissable, comme ayans commis larcin.

1 Qui estoit anciennement simple chastellenie, preuosté de Paris: depuis distraite & erigee en côté, & finalement par François premier Hely pisselen en duché. Voyez le stile de Parlement, partie 7 arrest 32. qui est de l'an 1275. C.M.

Les coustumes des bailliage & preuosté d'Estampes, & autres ressorts d'iceluy bailliage, cy dessus escrites, ont esté leués & publiees par l'ordonnance, & en la presence de nous commissaires susdits, & des officiers du Roy audit Estampes, les gens des trois estats, pour ce faire assemblez en la salle du plaidoyer du sejour d'Estampes, lieu destiné & prins pour faire la seance, arrest, lecture, & publication desdites coustumes, les mardy vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, & lundy vingt-huitièmes iours de Septembre, l'an mil cinq cens cinquante-six.

Et ladite lecture, arrest & clostures faites, à la requeste du procureur du Roy esdits bailliage & preuosté, auons dit & ordonné, que lefdites coustumes ainsi arrestees par lefdits trois estats seront entretenues, gardees & obserues pour Loy: Et à ce faire, auons condemné ceux desdits bailliage & preuosté & anciens ressorts d'iceluy bailliage suiets à ladite coustume, leur faisant inhibitions & defences de poser & articuler d'oresenuant autres coustumes, & aux bailly, preuost, leurs lieutenans & autres officiers desdits bailliage & preuosté, de non receuoir les parties à poser & articuler autres coustumes, & de les appointer à informer sur icelles par tourbes: faisons aussi inhibitions & defences aux aduocats, procureurs & autres gens de cōseil, de poser & aleguer en iugement & ailleurs autres coustumes que les susdites accordees.

FIN DES COVSTVMES D'ESTAMPES.

Procès verbal des coustumes d'Estampes.

L'An mil cinq cens cinquante-six, le vingtième de Septembre, Nous Christofle de Thou, president, Barthelemy faye, & Jaques viole, conseillers du Roy en la Cour de Parlement, Sommes arriuez en la ville d'Estampes, pour proceder à la redaction des coustumes des bailliage & preuosté dudit Estampes, & anciens ressorts, & encluez d'iceluy bailliage, suiuant les lettres patentes dudit seigneur, &c.

Et le lendemain vingt-vnième dudit mois de Septembre, les cayers desdites coustumes, lettres de commission & exploits faits en vertu d'icelles, nous ont esté presentez par les officiers du Roy audit Estampes, en la presence desquels les auons veus & leus. Et le iour ensuiuant vingt-deuxième d'iceluy mois, nous sommes transportez en la salle du plaidoyer du sejour dudit Estampes, lieu esleu & préparé pour proceder à ladite redaction, &c.

Ont cōparu & se sont presentez en premier lieu, pour l'estat de l'eglise, ceux qui s'ensuiuent.

C'est à sçauoir le reuerendissime cardinal de Bourbon, archeuesque de Sens, par maistre Guillaume poissonnet, chanoine, archediacre d'Estampes en l'eglise de Sés, & maistre Simon charbonnier, doyen de la Crestienté dudit Estampes: & encores le dit archeuesque, cōme abbé de sainct Denis en France, & les religieus de ladite abbaye, seigneurs chastellains de Guillerual,

ual, Monnaruille & Angeruille en partie par maistre Nicole Camus, procureur au bailliage d'Orleans, leur procureur: le reuerendissime cardinal de Lorraine, abbé de Marmoustier, & à cause d'icelle abbaye, seigneur de Lestuing, par maistre Touffaint oliuier son procureur: le reuerédissime cardinal de Chastillon, abbé de saint Benoit le fleury, & à cause d'icelle abbaye, seigneur chastellain du Plessis saint Benoit, Sainuille, Meronuille, Souchamp, Oruau, & Bellefanne, par maistre Michel Peigne, aduocat au bailliage d'Orleans: reuerend pere en Dieu mesire Loys Guillard, euesque de Chalons, seigneur, preuost d'Antiers, en l'eglise de Chartres, par maistre Loys haete son procureur, assisté de maistre Barthelemy martial, aduocat audit Estâpes son conseil: les doyen, chanoine, & chapitre de l'eglise de Sés, seigneurs de Brouy, & de Fenuille, par maistre Pierre thibault leur bailly, assisté de maistre Antoine langlois, leur aduocat & conseil: les doyen, chantre & chapitre de l'eglise d'Orleans, seigneurs chastellains, du Mesnil giraul, Ormoy en partie, Marolles, la forest sainte Croix, & d'Huillet, appartenances & dependances, par Vincent leur procureur, assisté de maistre Girard garnier leur preuost & conseil: le chapitre de l'eglise de Chartres, seigneurs Dormuille, par maistre Mathurin le Roy, procureur au bailliage, & siege presidial de Chartres leur procureur: reuerend pere en Dieu, frere Iean hurault, abbé de Morigny & les religieux de ladite abbaye, seigneurs dudit Morigny, Estrechy, Bouues, Maisons & Goumaruille, Bissay, Guilleruille, & Bleuille, par ledit Reuerend, & frere Jaques audren, preuost claustral de ladite abbaye, & Iean boutet, secretaïn d'icelle presens, assistez de Boileau leur procureur, & Garnier leur aduocat & conseil: reuerend pere en Dieu: maistre Pierre de Brisay, abbé de saint Pere en vallee lez Chartres, seigneur de Gouruille, par Dauergne son procureur: les religieux, abbé & conuent sainte Colombe lez Sens, seigneurs de Sermaises en Beaulse, par Iean godin leur preuost audit lieu, assisté de maistre Pierre le maire leur bailly: les religieux, abbé & conuent de saint Iean en vallee lez Chartres, seigneurs de Manteruille, & Auberte, par Chardon leur procureur: les chantre & chanoines de l'eglise collegial nostre dame d'Estampes, par maistres Loys guybour chantre, Jaques vincent, Guillaume caniuet, Artus le long, & Alexandre cassegrain, chanoines en ladite eglise, assistez de Soreau leur procureur, & maistre Claude paulmier, leur aduocat & conseil: les doyen, châtre, & chapitre de l'eglise sainte Croix dudit Estâpes, par maistres Pierre desmons, doyen, Pierre loreau, chantre, Ioseph guichart, & Iean Paris, chanoines d'icelle eglise, assistez de L. huete leur procureur, & maistre Iean de Lorme, leur aduocat & conseil: les doyen, chantre & chapitre de l'eglise de Tours, seigneurs de Blandy, par Claude godin, leur procureur & receueur, assisté de Guillot, procureur audit Estampes: les doyen, chanoines & chapitre de saint Lyphard, de Meun sur Loire, seigneurs de pannecieres, tant pour ladite seigneurie que autres qu'ils ont en ce bailliage d'Estampes, par Vasser, leur procureur, assisté de l'Anglois, leur aduocat & conseil: les religieux, prieur, & conuent des celestins de Marcoussis, seigneurs de Saclas, par frere Arthus ledard, l'un des religieux dudit conuēt, & procureur general d'iceluy present, assisté desdits le Vassor & Garnier: les religieux, prieur & cōuent saint Sanxon d'Orleans, seigneurs d'Esaruille, & Oynuille en partie, par Pietre glâprier, leur procureur, assisté dudit Vincent: noble & discrete personne, maistre Martin seguier, prieur du prieuré saint Pierre d'Estâpes, & seigneur de Boisseau saint Benoit, par foreau son procureur: le prieur saint Martin d'Estampes, par Boileau, qui a dit frere Denis piet, estre à present prieur dudit saint Martin, & a fait ladite comparition, pour luy en ceste qualite: maistre pierre le gédre, prestre, cheuecier, curé de l'eglise de nostre dame d'Estampes present, assisté dudit Soreau son procureur: maistre Pierre payan, prestre, curé de l'eglise parrochial saint Bazille dudit Estampes present, assisté dudit Chardon son procureur: maistre Pierre le bossu, curé de l'eglise parrochial saint Gilles dudit Estampes, par maistre Loys de la Coustille, prestre son vicaire, assisté dudit Thibault son procureur: maistre Ieã theret, prestre, curé de l'eglise parrochial S. Martin, fauxbourg dudit Estâpes, par Moinet son procureur: le curé de l'eglise parrochial S. Pere fauxbourg d'Estâpes, par ledit foreau: frere Antoine de Lyon, cōmandeur d'Estâpes, seigneur, chastellain de Chaillou-la Royne, par ledit Chardon son procureur: frere Loys scudery de lordre des mathurins, ministre de la maison de la Trinite dudit Estâpes, par frere Philippes charpétier, religieux dudit ordre present, assisté dudit Vincent, procureur dudit Scudery: frere Guillaume viard, commandeur de Chaufour, par ledit Chardon son procureur: maistre Claude de corilly, prieur du prieuré S. Pierre de mereuille, par Vassor son procureur: frere René de freux religieux, seigneur de la Chapelle de Villiers, Laudouer, par ledit Dauuergne son procureur: sœur Iâne de couffy, prieure du prieuré S. Hilaire, par Chassecuiller son procureur: maistre Jaques yuon prestre, maistre

Proces verbal

& administrateur de la maladerie saint Lazare d'Estampes present en personne, assisté dudit Paulmier son procureur: les religieuses de la Saussaye, dames de Rimoron, par Simeon thouroult leur procureur, & receueur audit lieu present: messire François de Brines, cheualier, commandeur saint Iaques de l'Espee fauxbourg d'Estampes, par Soreau son procureur: les maistres gouverneurs, & administrateurs de l'hostel Dieu de Paris, seigneurs, de Puiselet le Marais, par Gamberelle leur procureur: Iean hue, Claude godin, Charles guetard, & Pierre perrot, bourgeois d'Estampes, maistres & administrateurs de l'hostel Dieu dudit Estampes presens, assistez dudit Paulmier leur procureur: ledit maistre Iaques vincent, maistre & administrateur de l'hospital saint Antoine dudit Estampes present, assisté desdits Soreau & Garnier: ledit maistre Simon charbonnier maistre & administrateur de l'hospital saint Iean audit fauxbourg saint Martin d'Estampes, present messire François merault prestre, maistre & administrateur de la maladerie saint Nicolas d'Estrechy: maistre florentin d'Alonuille, escuyer, protonotaire du saint siege apostolique, curé de Samuille, par Chardon: Aussi les curez qui s'ensuiuent: A sçauoir celuy de Mereuille, par Vassor: d'Estrechy, par messire Iean hondon, son vicaire, assisté de Soreau son procureur: de Sermaises en Beaulse, par Iean godin, preuost dudit lieu: de Monmaruille, par ledit Vassor son procureur: de Dommaruille, par Guillot: maistre Estienne portehors, curé d'Audoiuille present: messire Simon charbonnier, prestre, curé de Villiers en Beaulse, & messire Estienne charpentier, curé de Mespuz presens: messire Iean vole, curé de Pouuay sous Buno present: maistre Simon l'escuyer, curé de Chalou la-Royne present, assisté dudit Moynerie son procureur: maistre Marc poylasne, curé d'Oruau, par François poylasne son pere: messire Laurens boitron, prestre, curé de saint Cyre present: maistre Antoine thureau, curé de Boissy la-Ruiere present: maistre Pierre picard vicaire perpetuel de saint Hilaire, present: maistre Morice du Camel, curé de la forest le-Roy, present: les curez de Guillerual, par ledit Vassor: de nostre Dame d'Auvers, par Chardon: de saint Georges d'Auvers, par Q. Hacte son procureur: de Villeneufue sus Auvers, par thibault son procureur: de Puyslet le Marais, par maistre Claude michelet son vicaire present: de la forest sainte Croix, par ledit vincent son procureur: de Boisherpin, par ledit Gamberelle son procureur: de Maiuillier, par ledit Chardon son procureur: de Boingueuille, par Guillot son procureur: dudit Buno, par L. Hacte son procureur: de Gironuille, par ledit Hacte son procureur: de Duyson, par ledit Hacte son procureur: de Cerny par ledit Lefné son procureur: de Chaillou saint Mars, par ledit Paulmier: de Mesrobert, par Pasquier son procureur: de saint Escobille, par ledit Pasquier son procureur: de Vierville par ledit Boileau son procureur: D'Aulu, par Chassecuillier son procureur: D'Ardeleu, par ledit Boileau son procureur: de Puffay, par ledit Lefné son procureur: de Cougeruille, par ledit Thibault son procureur: de Gaudreuille, par ledit Gamberelle son procureur: de Souchamp, par ledit Dauerne son procureur: maistre Pierre loreau, curé de Saclas present: les curez de Thignouille, par ledit d'Auuergne son procureur: d'Asancourt, par messire Vincent bonerabe prestre, son vicaire present: d'Abeuille, par Chardon son procureur: de Nangeuille, par ledit Guillot son procureur: de Brony, par ledit Thibault son procureur: de Blaudy, par Pierre asfere son procureur: de saint Germain lez Estampes, par ledit Boileau son procureur: de saint Lubin d'Estampes, par ledit Boileau son procureur: de Boissy le sec, par maistre Michel brazillier son vicaire present: de Brieres les sceellees, par messire Iean boutet son vicaire, asisté dudit Boileau: de Villecongny, par ledit Paulmier: de Mauchamp, par ledit Vassor son procureur: de saint Sulpice, par ledit Boileau son procureur: de Bonnes, par ledit Boileau son procureur.

Et pour l'estat des Nobles, sont comparus le duc d'Estampes, par maistre Simon audren, preuost dudit Estampes son procureur: messire François oliuier, cheualier, chancelier de France, seigneur de Boismercier, par Guillot son procureur: noble homme maistre Michel de l'hospital, conseilier du Roy nostre sire, premier president en sa chambre des comptes, seigneur de Vignay, par ledit maistre Iean audren: François de Reilhac, cheualier, sieur, vicomte de Mere-ville, par maistre Antoine l'anglois, & Berthelemy martial bailly & preuost dudit Mere-ville, & ledit Vassor, procureur dudit de Reilhac: messire François du monceau, cheualier, seigneur de saint Cire, Fontenettes, Quinquempoix, & Gaudeuilliers, par Gamberelle son procureur, asisté de le Pere son aduocat: messire François du mosseau, cheualier, vicomte du Boisharpin present: noble homme maistre Marc de la rue, seigneur des Murs d'Angeruille la gaste, par vincent: messire Claude de chastillon, cheualier, seigneur de Bouuille, & Farcheuille, Villeneufue sur Auvers, & Champmoteux, en partie, par Si-

mon

mon Pifault son procureur fiscal, assisté dudit Garnier son conseil. Messire Aloph de l'hospital chevalier, seigneur de Choisy aux Loges, pour ses fiefs d'Autto en personne, assisté dudit Garnier son conseil. Messire Iean le clerc chevalier, baron de la Forest le Roy, par ledit Paulmier son procureur. Noble homme & sage, maistre Nicole hurault conseiller du Roy, & seigneur de Bois-taillé, par Boileau. Noble homme & sage maistre Robert hurault, conseiller du Roy en son grand conseil, & seigneur de Girolles, par Boileau son procureur. Noble homme & sage maistre Charles galloppe, aduocat en la cour de parlement, seigneur de Bouteruillet en partie, present. Noble homme & sage maistre Augustin de thou, aduocat en la cour de parlement à Paris, seigneur d'Abeuille & Iauercy, par Vincent son procureur. Messire Iacques d'arbouuille chevalier seigneur de sainct Val, par Guillot. Noble homme & sage maistre Iacques huault, seigneur de Vayres, par Loys baudy son procureur. Messire Lancelot du monceau chevalier, seigneur de Thignonuille, par d'Auuergne. Dame Anne de chasteau challon, vesue de feu messire René de maroles, en son viuant seigneur de Blaires, tant en son nom que comme ayant la garde noble des enfans mineurs d'ans dudit defunct, & d'elle, par ledit Chardon son procureur, assisté dudit Garnier son aduocat & conseil. Henry le cointe escuyer seigneur de Boissy le Girard, par ledit Chardon. Mathurin de Moucelard escuyer, seigneur dudit Gironuille, en partie, par ledit Vassor. Messire Loys d'arbouuille chevalier, lieutenant des Bandes coronalles de France, seigneur de Buno, Boingueuille, Moignanuille, Prunay, & Guesteuille, par ledit Hacte. Tristan de laumoy, Marin daussieres, & François du thillay escuyers, seigneurs de Gironuille & de Champmoteux, en partie en personnes assistez dudit Hacte leur procureur. Iean sabreuoy escuyer, seigneur de Richebourg, pour sa seigneurie de Ville-neufue le Beuf, par ledit Guillot. Messire Claude de benard chevalier, seigneur de Trapau par ledit Vassor. Maistre Mathurin plume escuyer, seigneur de Gueuruille en personne. Le seigneur de Tourneuille, par maistre Pierre lamy son procureur. René du bouffonual escuyer, seigneur de Gondreuille, par Guillot. Noble homme Lazare de selue escuyer, seigneur de Cormieres, Villiers le chastel & Cerny, par l'aisné. Iean Francisque de selue, seigneur de Duyson, par ledit Laisné. Messire Iean de bloce chevalier, seigneur de Torcy, & d'Audeuille par ledit Vassor. Damoiselle Anthoinette du monceau, dame Desmaruille en partie, par ledit Chardon. Galloys du plessis escuyer, seigneur de Baudreuille, par Abraham priué son procureur, receueur, & fermier present, & assisté dudit Chardon. Messire Iacques de hemard chevalier, seigneur de Denonuille, par Iean le mercier escuyer, & maistre Iean lambert ses procureurs fondez. Messire François de la Vallee chevalier, seigneur de Mesrobert, present, assisté dudit Garnier. Messire Gabriel de la vallee chevalier, eschanson du Roy, seigneur de sainct Escobille par Pasquier, assisté dudit Garnier. François d'alomuille escuyer seigneur Doysonuille, Basmeuille, le Plessis sainct Benoit, & Dezeaulx, par ledit Chardon son procureur fondé, assisté dudit Garnier. René de prunele escuyer, seigneur de la Porte, & Gaudrenille, par ledit Gamberelle. Iacques de pauiot escuyer, seigneur du Roufflay & de Boissy le Seq, par ledit Paulmier, assisté dudit Garnier. Iean languedouë escuyer seigneur de Puffay, par ledit Paulmier. Charles du môceu escuyer, seigneur des Touches par Dauuergne. Pierre le prince escuyer, seigneur de la Briche en personne, assisté dudit Paulmier. Loys du lac escuyer, seigneur de Môtereau par ledit Lambert. Nicolas daubert escuyer, seigneur de Mauchamp, sainct Sulpice, & sainct Cheron, par ledit Vassor. François de moranuille escuyer, seigneur de Guilleruille pres sainct Escobile par ledit Chardon. Noble homme maistre Iean le verrier, seigneur de Ville-martin, en personne, assisté de maistre Pierre thibault son procureur. Nicolas de la tranchee escuyer, seigneur de la Barre, par ledit Gamberelle. Damoiselle Loyse de mausbuisson par ledit Chardon. Claude de percy escuyer, seigneur de la Tour d'Auvers & de Rouures, en personne, assisté desdits Chardon & Garnier, ses aduocat & procureur. Baugeris de tuillecardel escuyer seigneur de Chaillou par ledit Gamberelle. Dame Alienor du monceau dame d'Argeuille, Thouau & Chastillon, par Pasquier son procureur. Iean le sens escuyer seigneur de Bonnes en partie & de Boischambault, par ledit Chardon. Messire Philippes de boullehard chevalier, present, & Iacques de cochefillet escuyer seigneur de Vaucellas, & encores ledit de Boullehard pour le fief qu'il a asis à Puffay, par ledit Lambert. Iean de boutillac, & Damoiselle Helene de lestandard sa femme, seigneurs en autre partie de Boutaruiller, par ledit Paulmier. Charles le chat escuyer, seigneur de Pauillons asis à Authon en personne, assisté dudit Martial son aduocat, & conseil. Maistre François le mailly, conseiller du Roy nostre sire, pour son fief qu'il a asis à Authon, par Paulmier. Loys de

Proces verbal

coingnac, & François de carnazet escuyers, seigneurs de Richarville par ledit Chardon. Ioachin du Ru escuyer, seigneur de Venant en personne assisté dudit Vincent son procureur. Jacques de vicillard escuyer, seigneur de la Chesne, par ledit Pasquier qui la exonié de maladie: Jacques de vilcardel escuyer, seigneur du Fresne, en personne assisté dudit Pasquier son procureur. Pierre de granchay, & Jean de granchay freres, escuyers seigneurs de Breux, par Pasquier. Jean tizard l'ainné, seigneur en partie de Goumarville, par Marrublier. Jean tizard grenetier de Sully sur Loyre, seigneur de la Mairie de Goumarville, en personne assisté dudit Marrublier. Loys & Georges les vilcardetz, escuyers seigneurs de Saudreuil, presens assistez de Chasseculier leur procureur. Pasquier de crespel, & Georges de crespel escuyers, seigneurs de Ville-congnin, en partie presens. Gilles de la planche escuyer, seigneur en autre partie dudit Ville-congnin, par ledit Guillot. Anthoine duboys escuyer, seigneur de Fauieres & de Chastenay, en partie par ledit Dauvergne. Marguerin deshaulles escuyer, seigneur dudit Chastenay en autre partie, par ledit Chardon. Jacques le vaulnyer escuyer, seigneur de Cotainville, par ledit Chardon. Jean du ru escuyer seigneur de Bissay, & du grand hostel de Baudreuil, en personne assisté desdits Chardon & Garnier. Damoiselle Anne de Hemard, veuve de feu Nicolas le lalyer, en son viuant seigneur de Nesrepinay, ayant la garde noble des enfans mineurs d'ans dudit deffunct & d'elle, par Jean le mercier escuyer, seigneur de la Roche, son procureur assisté de Lambert. Claude desmaris escuyer, seigneur de Marchais & Desrouille, en personne assisté desdits Chardon & Garnier. François de prumelle escuyer, seigneur de Guillerual, en personne assisté dudit Gamberelle. Jean de villezan l'ainné, & Jean de villezan le ieune escuyers seigneurs de la Tour dudit Guillerual en personnes. René de chastignier escuyer seigneur d'Audonville par Guillot. Maistre Pierre baron procureur en la cour de parlement, seigneur de Cotainville, par maistre Pierre thibault. Pierre & Cantian de bouville escuyers seigneurs de Villeneuve, sur Auvers en partie en personnes, assistez dudit Chardon, Jean de neuf-carre escuyer, seigneur de la Pierre, & de Bouville en partie en personne. François d'isy escuyer, seigneur de la Montagne, en personne. Ioachin de fesnieres seigneur de Morainville, & pour son fief de Mouuiller, assis pres Deuonville, par ledit Boyleau. Philippes de lisle escuyer, seigneur de Tronchay par ledit Pasquier. Damoiselle François le clerc dame de la Guigneraye, pour ses fiefs de ladite Guigneraye & de la Longuee, par ledit Vassor. Damoiselles Loyse & Ambroise de mouillard sœurs, dames de Congeruille, & des Coustures: ladite Loyse par Thibault: & ladite Ambroise par Estienne de morainville son fils escuyer, present. Maistre René sossion procureur au grand conseil, seigneur du Bois-de villiers en partie, par ledit Pasquier. Maistre Hierosme de villette, aduocat à Estâpes, seigneur de Cherelles le Tronchay & du fief des Royes, au lieu de Thourau present, assisté dudit Moynerie. Loys de ruiers escuyer, seigneur de Sonzis en personne, assisté dudit Chardon son procureur. Claude de cueur escuyer, seigneur de saint Euroul en partie, par ledit Paulmier. Maistre Ioachin de Sallon, escuyer, seigneur dudit saint Euroul en autre partie, par ledit Cormereau son procureur. François de chãpgirault escuyer, seigneur de Guilleruille sur saint Sulpice, par Chardon. Jean de fleury escuyer, pour son fief de la Bretonnerie par Vassor. Adrian desnoyers escuyer, seigneur de Zarville, Esmarville & Mauuillier en partie, en personne assisté dudit Chardon son procureur. Damoiselle Jeanne renier, dame d'Azaucourt, par ledit Lambert. Jean de pellet escuyer, seigneur de Tretauville, & Esmarville, & en partie de Mainuillier, par ledit Chardon. Jean odet, & Damoiselle Marie desnoyers sa femme, seigneurs en autre partie de Mainuillier. Maistre Charles le preuost conseiller du Roy nostre sire, & maistre en sa chambre de comptes, seigneur de Granville, par ledit Thibault son procureur. Noble homme & sage maistre André le roux, seigneur du fief de Vauvier & de Villeneuve en partie, par ledit Thibault. Mefsire Jacques d'arboville cheualier, seigneur dudit lieu & de saint Val, pour ses terres de saint Val, Boigneuille, Intreuille, les petis & grans Carneaux, par ledit Guillot. Guillaume de lambert escuyer, du seigneur de la Fosse, en personne, assisté dudit Pasquier son procureur. Jean morin Escuyer, seigneur des Carneaux, de Chaillou saint Mars, present. René du rossart escuyer, seigneur de la Gastine present. Damoiselle Anthoinette de nasselles dame de Boynuille, par ledit Pasquier. Toussaints de lisle escuyer, seigneur de Longue terre & de Chaillou saint Mars en personne. Damoiselle Marguerite de Morainville, dame de Vieruille par ledit Chardon. Damoiselle Jeanne raguier, veuve de feu noble homme & sage maistre Robert thiboust, en son viuant conseiller du Roy nostre sire, en la cour de parlement, dame vsufruitiere de la terre & seigneurie de Thienuille.

ville. Et Adam thibouft escuyer seigneur propriétaire dudit lieu, par ledit Chardon. Guillaume du suges l'aîné, seigneur de Guygnonville. Alexandre danglebernes, seigneur du fief de Vulgaument, assis à Boutarulier, & autres qu'il a assis en ce bailliage, par ledit Chardon son procureur, assisté dudit Garnier son conseil. Magdaleine le boutillet dame de Chastillon, par maistre Iean chezard le ieune, seigneur de la Mairerie, de Goumaruille son procureur. Et le seigneur de Vallenay lez Estampes, par Barthelemy poynet, se disant seigneur d'iceluy lieu, tant pour luy, que les enfans de feu Guillaume poinet son frere, dont il est tuteur, present assisté de Paulmier. Sur ce a esté remonstré par Hardouin clouzier marchand d'Estampes, present, que ladite seigneurie de Vallenay, est & appartient aux enfans mineurs de feu Maurice chandelier, ses nepueuz. Et pour eux proteste que la comparition dudit Poynet ne leur puisse preiudicier.

Sont aussi comparuz les officiers du Roy, audit Estampes. A sçauoir nobles hommes & sages maistre Nicolas Petau bailly d'Estampes. Claude cassegrain lieutenant general, Pierre le maire lieutenant particulier audit bailliage, Simon audren preuost, Iean de lorme son lieutenant, Claude preuost aduocat. Esprit du camel, procureur du Roy audit Estampes. Maistre Esprit haète receueur du domaine dudit seigneur. Maistre Iean le verrier greffier dudit bailliage, presens. Et Sebastian de mareau greffier de ladite preuosté par maistre Eustache maluault, son principal commis. Maistre Guillaume de tourlay notaire & secretaire du Roy, contreroleur de l'audience de la chancellerie de France establee à Paris, tabellion dudit d'Estampes, par Iean ianyn son principal substitut & commis. Maistre Tristan le charron esleu d'Estampes. Maistre Iean le roux grenetier du magazin & grenier à sel dudit Estampes. Maistre Iean hamonis aussi grenetier dudit magazin. Maistre Pierre thibault procureur du Roy es election & magazin d'Estampes. Maistre Guillaume dauid contreroleur audit magazin. Jacques de lambon mesureur en iceluy. Jacques sauary receueur des tailles & aides, en icelle election. Iean lamoureux aussi receueur des tailles & aydes, en ladite electiō, par ledit Sauary. Gouault archambault contreroleur desdites tailles & aydes. Et Ferry aleaume greffier en ladite election. Jacques le roux greffier audit magazin.

Et pour le tiers estat honorables hommes Ferry aleaume maire, ledit de Lambon, Girault, Haète, Ferry, Hue, & Simon de la luccaziers, escheuins de ladite ville d'Estampes. Cantian caniuet receueur des deniers communs de ladite ville. Cantian ponnille contreroleur des deniers communs d'icelle ville. Maistre Robert mazeaulx greffier de ladite ville. Honorables hommes & sages maistres Hyerosme de villente, Girard garnier, Iean le mercier, Anthoine langlois, Barthelemy marcial, Claude paulmier, Pierre le conte, Pierre le pere, Iean Fargis, & Accurse cassegrain, aduocats audit Estampes. Maistres Gilles paulmier, Iean vincent, Estienne gamberelle, Pierre chardon, Robert mazeaulx, Iean parent, Loys haète, Iean guillot, Cantian chassculier, Iean pernet, Iean cormereau, Estienne le vassor, Iean ianin, Michel boileau, Guillaume gibert, Claude faillard, Iean lambert, Pierre lamy, Yves iobregon, Eloy moynerie, Abraham pasquier, Loys marrublier, Pierre thibault, Pierre Saureau, Macé dauuergne, Iean audren, Ponthus lesné, Pierre prouensal, Michel moynet, Iean laîné, Simphorian baron, Jacques pelletier, Lubin regnard, Gilles buchon, Claude legier, Eustache maluault, Pierre verdois, & Anthoine lamy, procureurs audit Estampes. Honorables hommes Iean chaudoux, Philippes cormereau, Simon le long, cheuauteur tenant la poste pour le Roy à Estampes. Henry le long aussi cheuauteur d'escurie. Jacques de croix, Michel sinxad, Loys le long, Claude godin, Pierre de gilles, Iean perrot, Pierre perrot, Lucas perrot, Henry tonnard, François bidault, Pierre ponignarg, Charles guerard, Pierre de la lucaziere, Iean hue, Jacques brechemier, Guillaume de la barre, Estienne baron, Iean dallier l'aîné, Roland buiffon, Guillaume godin, Claude laumosnier, Iean dallier le ieune, Jacques bouteuilain, Claude des essars, Abraham tronchor, Robert thibault, Claude thibault. Anthoine guischard, Robert morin, Philbert de la folie, Bertherand Maufroy, Martin moreau, Jacques paris, Simon dupré, Daniel egal, Iean houy, Loys houdoyn, François le long, & autres en grand nombre, Bourgeois, manans & habitans de ladite ville d'Estampes.

Les manans & habitans des villes de Mereuille, & le Bourg sainct Pere dudit Mereuille, par ledit le Vassor. Destrechy, par Iean grognet, Aulbin pellerin, & Iean desmenages, prouisseurs & marguilliers de l'eglise dudit Estrechy, presens, assistez dudit Chardon leur procureur. De la ville de Sermaises en Beaulce, par Iean godin preuost dudit lieu, assisté de Iobregon leur procureur fondé. Les manans & habitans de Monnaruille par Vassor. De Dommaruille par

Proces verbal

ledit Guillot. d'Andonville par ledit Guillot. De Guillerual par ledit Vaffor. De la parroisse nostre dame d'Auvers par Iacques thoret, & Cantian iamet prouiseurs, Cantian vaillant procureur, & Anthoine grognet assistez dudit Martial leur conseil. De la parroisse saint Georges dudit Auvers par Iean regnard, & Claude goupil assistez de Vedie leur procureur. De Villeneuve sur ledit Auvers par Thibault. De la forest sainte Croix par Vincent. De Boif ledit herpin, par Gamberelle. De Mespuis par françois gogue, & Iean veró l'aisné procureurs assistez dudit Guillot. De Mainuillier par ledit Chardon leur procureur. De Boingneville par ledit Hacte, & Guillot leurs procureurs. De la parroisse de Pounay sous Buno par ledit Hacte, dudit Buno par ledit Hacte. De Gironuille par ledit Hacte. De Vayres par Pifault l'un desdits habitans. De Duizon par Lesné. De Cerny & Villiers le chastel, par ledit Lesné. De Chaillou saint Mars par ledit Paulmier. De Mesrobert par ledit Pasquier. Doysonville, par ledit Chardon. De Materuille par ledit Audren. De S. Escobille par Moynerie. De Vieruille par Boileau, Fortin colas l'un desdits habitans & marguilliers de ladite parroisse present. D'Aulu par Chasseculier. Dardelu par ledit Boileau, Iean boileau prouiseur de ladite parroisse present. De Gongeruille par ledit Thibault. De Gaudreuille par ledit Gamberelle. De Grád'uille par ledit Thibault. De Thienuille par Iean chaperon l'aisné, Iean chaperó le ieune, Iean peigne, Guillaume loysif, & Pierre puy habitans dudit lieu presens, assistez dudit Chardon. De Chaillou la Royne par Claude maras, l'un desdits habitans present, assisté dudit Chardon. De Mollinneufz par ledit Chardon. De Denonuille, Morinuille, Monuillier & Adonuille parroisse dudit Denonuille, par Boileau, Damiã niochau, l'un des prouiseurs de ladite parroisse, present. De Chastenay par Soreau. De Baudreuille par Michel d'Orange l'un d'iceux, assisté dudit Chardon. De Maisons par Boileau. De Souchamp par Dauergne. De Saclas par Vaffor. De Boisseau saint Benoit par Vaffor & Iean Mestuiier, prouiseur de l'eglise dudit Boisseau present. D'Autruy par Iacques caillet, prouiseur de ladite eglise, present. D'Or moy-la Riuiere par ledit Gamberelle. De Fontaines par Hierosme cormier & Pierre nouault prouiseurs presens, assistez dudit Gamberelle. De saint Cire par A. lamy. De Boiffila Riuiere par P. Musnier, & Denis de mellieres prouiseurs de ladite eglise, presens, assistez de Audren. D'abueuille par ledit Amy. De Rouures par François archambault & Iean brechemier, assistez de Marrublier. De Nangeuille par Guillot. De Brouy par Thibault. De la parroisse de Blandy par Pierre assere leur procureur. Les manans & habitans de saint Germain de Morigny, par Boileau. De Champigny par Thibault. De Chauffour par Estienne martinet, & Iean gobillaut deux d'iceux prouiseurs, assistez dudit Soreau. De Bonde par ledit Boileau. De la parroisse saint Hilaire par Lesné, & encores Guyot chandoux & Estienne duplex deux desdits habitans, presens. D'Authon par Michel l'estrignant prouiseur & marguillier de l'eglise parrochial dudit Authon. De la parroisse de saint Lubin deschamps par Boileau. De la Forest le Roy, par Paulmier. De Bossy le Secq par maistre Iean Touchet greffier dudit lieu, Iean mathieu l'aisné, Loys Nautin, & Robert ferry, manans & habitans dudit Bossy, presens, assistez dudit Paulmier. De Brieres lez Seeles par Vincent. De la parroisse de saint Cheron par Loys ioliet prouiseur, assisté dudit Guillot son procureur. De Villecongnin par Georges de crespnes, & Pasquier du crespel escuyers demeurans audit lieu. De Souzis par ledit Paulmier leur procureur. De saint Euroul par ledit Guillot leur procureur. De Mauchamp par Oliuier Godart, & Iean lambert prouiseurs, assistez dudit le Vaffor leur procureur. Et aussi les manans & habitans de la parroisse saint Sulpice par Geruais regnault, & Loys menault prouiseurs presens, assistez dudit le Vaffor leur procureur.

Ont aussi esté appelez les gens d'eglise, nobles, & gens du tiers estat qui ensuyuent. Contre lesquels (le procureur du Roy ce requerant) Auons donné deffault: à sçauoir contre les curezd' Hoysonuille, de Vayres, de Champigny, d'Authon, de saint Cheron, de la Briche, de Souzi, de chauffour, de Gommaruille, de Thienuille, de Molinneufz, de Nonuille, de Letuing, de Chastenay, de Baudronuille, de Maisons, de Pennecieres, de Marrolles, de Andeuille, & de Fontaines. Et contre les Nobles, à sçauoir René de pocaire escuyer seigneur de Miregauldon, Pierre de babin, tuteur & curateur des enfans mineurs de feu Iean de touteuille, en son viuant escuyer seigneur de Villecongnin. Nicolas poylouë escuyer seigneur du fief de Poylouë assis à Saclas. Le seigneur de Quatre-vaulx. Les seigneurs de Naugenuille, Françoys destrieues, Loys de fainxe, & Iean le picard escuyers seigneurs d'Esmaruille en partie. Iacques du tixier escuyer seigneur de Maisons. René de Seronuille escuyer seigneur Doytreuille. Anthoine de mothe escuyer seigneur de Bonneau. Iacques de fourneaulx escuyer seigneur

gneur du bois de Villiers. Le seigneur de la Granche des bois. Charles le prince escuyer seigneur de la Bretonniere, & de Presles. Oudet de foucquamberge escuyer seigneur de Boissy le Girart en partie. Sebastien & Jean tacher escuyers seigneurs de Beaulieu & des Nesserues. Et aussi contre les gens du tiers estat habitans des villes & villages qui ensuyent. C'est à sçauoir de Samuille, d'Angeruille, de Romuilliert, de Lestuing, de Puffay, de Gommaruille, d'Estouches, de Pennecieres, de Tignonuille, d'Audeuille, de la Briche, d'Oruau, & Belle-sauue, non comparans en personne, ny par procureurs. Auons donné deffaut sauf la seance, portant tel prouffit que de raison. En procedant ausquelles comparitions & à l'appel des deffusdits comparans: Ont esté par aucuns d'eux & autres cy apres nommez, faites les remonstrances, protestations & declaracions qui ensuyent.

Pour le substitut du procureur general du Roy du bailliage d'Orleans, a esté remonstré par par maistre Alain chenu aduocat dudit seigneur, & Nicolas mousire procureur au siege presidial d'Orleans eomme substitut dudit substitut. Que les officiers d'Estampes ont fait conuoquer & appeller par-deuant nous, les manans & habitans des chastellenies & parroisses de Guillerual, Angeruille, Monnaruille, appartenans aux abbé & religieux de saint Denys en France. De Sanuille, Auton, le Pleisis, Meronuille, Boisseau, Oruau de Souchamp, appartenans aux abbé & religieux de saint Benoit le Fleury sur Loyre. De Sermaises, appartenant aux abbé & religieux de sainte Columbe, lez Sens, & Intreuille, estant de la preuosté Dyenuille. Combien que toutes les chastellenies & parroisses susdites, notoirement ressortissent par appel au bailliage d'Orleans, & soyent regies & gouuenees par les coustumes dudit bailliage d'Orleans, A ceste cause l'an mil cinq cens neuf, que furent reduites, accordees, & arreftées lesdites coustumes du bailliage d'Orleans les manans & habitans desdites chastellenies & villages, comparurent par procureurs avec les officiers d'icelles chastellenies, comme de ce ont dit apparoir par le proces verbal, fait sur la redaction desdites coustumes: lequel ils ont à ceste fin leu publicquement, & mis par deuers nous, requerans qu'aucun defaut ne fust baillé contre eux, comme n'estans subiets desdites coustumes d'Estampes, demandans au surplus congé de l'assignation qui leur a esté donnee deuant nous.

Semblables remonstrances, requestes & conclusions, ont esté faites & prinées par maistre Nicolle camus, soy disant procureur du reuerendissime cardinal de Bourbon, comme abbé de saint Denys en France, & maistre Michel peigne aduocat audit bailliage d'Orleans, bailly dudit Guillerual, & ce pour le regard desdites chastellenies de Guillerual, Angeruille & Monnaruille, iusticiers & subiets d'icelles.

Ce qui a esté aduoué & employé par maistre Estienne le Vassor, pour les habitans desdits lieux de Guillerual, & Monnaruille: comme ainsi par François de prunelle escuyer, seigneur en partie d'iceluy Guillerual, & encores par ledit Peigne, soy disant substitut de Guillaume peigne, son pere: aussi soy disant procureur de l'abbaye de saint Benoit & religieux d'icelle, pour le regard desdites chastellenies d'Aulton, le Pleisis saint Benoit, & Oruau. Surquoy auons à la requeste du substitut dudit procureur general du Roy, audit bailliage d'Estampes enquis ledit maistre Estienne le vassor procureur en iceluy bailliage d'Estampes, qui nous a dit estre procureur dudit reuerendissime cardinal de Bourbon; abbé de saint Denys en France, des quinze ans sont, ou plus: & que des & depuis cedit temps & tousiours au parauant il a veu les manans & habitans d'icelle chastellenie de Guillerual, ressortir par appel audit bailliage d'Estampes, poser & articuler faits de coustumes qu'ils disoyent estre d'iceluy bailliage d'Estampes. Aussi auons à la requeste dudit substitut du procureur general audit bailliage d'Estampes, enquis ledit Peigne, lequel a dit qu'il y a trois ans qu'il est bailly dudit Guillerual, & a depuis ledit temps iugé en iceluy bailliage trois ou quatre procez, dont y a eu appellatiôs: mais ne sçait ou elles ont esté releuees, sinon que quinze iours sont ou enuiron, vn nommé Preschereau se porta pour appellant d'une sentence, qu'il Peigne comme bailly dudit Guillerual auoit contre luy donnee, & releua son appellation par deuant le bailly d'Estampes, qui a infirmé ladite sentence.

Et par maistre Jean Houderon, preuost d'Yenuille, l'un des conseillers & pentionnaires de la ville, & communauté d'Orleans. Et Guillaume noyhault l'un des escheuins d'icelle ville, comme procureur des habitans, & communauté de ladite ville. Ont este employez les plaidoyez faits par lesdits Chenu, Mousire, & Peigne. Et outre ont lesdits Houderon & Noyault remonstré, que les habitans dudit Orleans ont plusieurs biens & heritages, situez & assis esdites chastellenies, à ceste cause auroient grand interest & dommage, s'ils estoient comprins es-

Proces verbal

dites coustumes d'Estampes, pour-ce qu'elles sont plus rigoureuses que celles dudit bailliage d'Orleans. Pareilles remonstrances ont esté faites par maistre Macé dauvergne, procureur des curez & habitans dudit Sonchamp: comme elles ont aussi esté faites par ledit le Vaffor, pour les habitans dudit Boisseau. Quant à Oruau & Bellefauue, ne sont comparuz les habitans d'iceux lieux: mais y est comparu le curé dudit Oruau, lequel a accordé la redaction des dites coustumes d'Estampes, comme lesdits lieux d'Oruau & Bellefauue & subierz d'iceux, estans des ressorts & coustumes dudit bailliage d'Estampes. C'est aussi comparu maistre Iean gouyn, substitut dudit procureur general du Roy, au bailliage de Dourdan, lequel a dit & remonstré, que les substitués dudit procureur general du Roy, esdits bailliages d'Orleans & Estampes, se debaten sans cause, pour attribuer chascun en son regard, à leurs iurisdiccions & coustumes, les villages de Sonchamp, Sauuille, Auton, & le Plessis sainct Benoit, Pour-ce qu'il a dit iceux villages estre de la iurisdiccion & coustumes dudit bailliage de Dourdan, de tout tēps & ancienneté: & que la chastellenie dudit Dourdan, a tousiours esté Royale, sans estre ou auoir esté demembre de la Couronne, en sorte que soixante ans sont ou enuiron, les bailliages d'Orleans, Estampes, & Montfort y alloient plaider pour les cas Royaux. Que ledit lieu de Sonchamp est assis dedans la forestz dudit Dourdan, les habitans d'iceluy village deuoir & payer par chascun an, a la recepte du Roy audit Dourdan, droit de cens, auenages, fenages & autres droits, en reconnoissance de la chastellenie dudit Dourdan: a esté ledit Sonchamp, cōme aussi les vassaux dudit lieu, tousiours esté appellez, au ban & arriereban dudit bailliage de Dourdan, payé leurs cotizations, & seruy le Roy, sans iamais auoir esté appellez à la conuocation du ban, & arriereban d'Orleans ou Estampes. Quant ausdits lieux de Samuille, Auton & le Plessis, dit qu'ils sont hors les fins & mettes desdits bailliages d'Orleans & Estampes, & se gouernent comme ledit Sonchamp, selon les coustumes dudit Dourdan, sans auoir onques posé ou allegué les coustumes dudit Orleans ou Estampes, ne autres que celles dudit Dourdan, tendant par ledit Gouyn audit nom, afin d'exemption desdits lieux & villages, aux coustumes dudit Orleans ne Estampes: ioint que les subiets desdits lieux, ne aucuns d'eux ne furent appellez à la redaction des coustumes dudit Orleans. Par ledit Iean Godin, pour les habitans dudit Sermaizes, a esté dit, que audit lieu de Sermaizes, y a tout droit de iustice, haute, moyēne, & basse, exercee en premier lieu par vn preuost, & par vn bailly iuge d'appel. Se releuēt les appellations d'iceluy bailly, en la cour de parlemēt à Paris: & n'y ont les officiers d'Orleans ou Estampes, aucun droit ny iurisdiccion. Et aussi se regissent & gouernent les manans & habitans dudit Sermaizes, & dependances selon la coustume de Paris, & non sous celles d'Orleans ou Estampes. Par ledit maistre Pierre thibault, pour lesdits chanoines de Sens, seigneurs de Brouy, a esté remonstré qu'en iceluy lieu de Brouy y a tout droit de iustice exercee par leurs officiers, ressortissant les appellations de leur bailly au siege presidial de Sens: & que neantmoins les habitans d'iceluy lieu de Brouy, se gouernent & se sont tousiours regis & gouernez, selon la coustume de Lorris, accordee à Montargis, l'an mil cinq cents trēte vn.

Par les doyen, chantre, & chanoines, de l'eglise d'Orleans, seigneurs chastellains du Mesnil Girault, dependances & appartenances d'icelle chastellenie, a esté dit qu'ils ne sont du bailliage, ressort & coustumes d'Estampes: & que es proces & differents qui se sont offerts, & offrēt es bailliage & preuosté du Mesnil Girault, lon a tousiours articulé la coustume de Lorris. Outre par chartres & lettres patentes du Roy Philippes second, dit Auguste, en date de l'an mil trois cents quatre vingts quatorze, ont exemption, pour raison de laquelle, leur dite chastellenie de Mesnil Girault n'est subiete à la coustume d'Estampes. Et pour raison d'icelle exemption y a pcez pendant en la cour de parlement à Paris, qui en est à present saisye, partāt qu'ils ne sont & ne doyuent estre appellez ne compris à la redaction, accord & publicatiō des coustumes dudit bailliage d'Estampes, ne pareillement leurs subiets, lesquels auroyent esté appellez à l'emologation des coustumes d'Orleans, & Montargis, vulgairement appellees les coustumes de Lorris. Et requis qu'aucun default ne soit donné contre les manans & habitans d'icelle chastellenie. Par lesdits seigneur & habitans de Vaires, a esté semblablement remonstré, qu'ils, & leurs predecesseurs ont aussi tousiours vsé, & se sont regis, & gouernez, selon les coustumes de la preuosté & vicōté de Paris: Iaçoit que les appellations du bailly dudit Vaires, ressortissent à present par deuant le bailly dudit Estampes, suyuant l'arrest prouisionnal de noz seigneurs de la cour, du moys de Feurier mil cinq cents trente-sept, & iusques à ce qu'il soit discuté du different, d'entre le procureur du Roy au chastellet de Paris, & celuy de la Ferté Aleps: sçauoir si les appellations dudit bailly de Vaires, ressortiront audit chastellet de Paris,

ou

ou deuant le bailly de ladite Ferté. Quant à Villiers en Beausse, appartenant au seigneur de Gormieres, & Duyson, appartenans à Iean Francisque de Selue: ont lesdits seigneurs & habitans desdits lieux dit, qu'ils ne sont & ne furent oncques du ressort ne coustumes dudit bailliage d'Estampes, ains ont tousiours esté, comme encores sont, des coustumes & ressort de ladite preuosté & vicomté de Paris. Par lesdits, Claude de Chastillon, seigneur de Bouuille & Farcheuille, & Iean de Neufcarré, seigneur de la Pierre, en la parroisse de Villiers, & en partie desdits lieux de Bouuille & Farcheuille, a esté pareillement remonstré, qu'ils & leurs subiets d'iceux lieux, ont esté comme encores sont, notoirement des coustumes de la preuosté & vicomté de Paris, & non de celles d'Estampes: & aussi que lesdits lieux ne sont, & ne furent oncques du ressort dudit bailliage d'Estampes. Autant en ont remonstré les habitans dudit Bouuille. A outre dit ledit de Chastillon, comme seigneur en partie de Champ-moteux, que iceluy lieu de Champ-moteux est exempt des coustumes & ressort dudit bailliage d'Estampes: ont esté les habitans d'iceluy lieu de Champ-moteux, tousiours regiz & gouuernez, souz la coustume de la preuosté & vicomté de Paris. Les appellations du Bailly dudit lieu, sont ordinairement, & ont tousiours esté releues en la cour de parlement à Paris, & sont aussi des coustumes de la preuosté & vicomté de Paris. Au contraire a esté dit & maintenu, & soustenu par Tristan de Laulnoy Escuyer, seigneur de Champ-moteux aussi en partie, que lesdits lieu, & habitans de Champ-moteux, sont des ressort & coustumes dudit bailliage d'Estampes, & les officiers dudit lieu appelez en chascune assise d'iceluy bailliage d'Estampes: & obseruent lesdits habitans, ordinairement les coustumes dudit bailliage d'Estampes: ce qu'ont denyé lesdits habitans, qui ont pour eux employé le dire dudit Chastillon. Par maistre Iean Martine procureur du Roy au chastellet de Paris, comparant par maistre Michel peigne son procureur, a esté empesché que lesdites seigneuries & habitans de Bouuille, Farcheuille, & Champ-moteux, Vaires, d'Huison, & Villiers le Chastel, soyent compris à la redaction des coustumes dudit Estampes, disant que icelles seigneuries & les habitans desdits villages, sont des ressorts & coustumes, de la preuosté & vicomté de Paris. Et par les curez, manans, habitans, & seigneurs des villages, de Chaillou la Royné, Moulineufz, Chauffour, Auuers, & Blandy, a esté dit qu'ils ne sont du ressort dudit bailliage d'Estampes: & neantmoins ont accordé estre à la redaction des coustumes d'iceluy bailliage, selon lesquelles ils se sont de tout temps regiz & gouuernez. Et par le substitut du procureur general du Roy audit Estampes, a esté dit & maintenu que à la chastellenie dudit Guillerual & Monnaruille membre d'icelle, que la iurisdiction ordinaire appartient audit abbé de saint Denys, mais ressortist, & a tousiours ressorty par appel, par deuant ledit bailly d'Estampes. Et quant à Angeruille, ledit abbé souz vmbre d'une iurisdiction fonciere, a vsurpé iurisdiction ordinaire, sur quelque partie des habitans dudit Angeruille: combien que tous les habitans soyent de la iurisdiction ordinaire dudit Estampes. Ont mesmes esté les lettres patentes du Roy, par iceux habitans d'Angeruille obtenues, pour la closture d'icelle ville, enterinees audit bailliage d'Estampes: & aussi ont esté, & sont tous les habitans desdits lieux de Guillerual, Monnaruille, & Angeruille, iusticiez pour les cas Royaux, par ledit Bailly d'Estampes, comme estans du ressort d'iceluy bailliage. Et ont esté tous les subiets desdits lieux, tousiours regiz & gouuernez, comme encores sont, notoirement souz lesdites coustumes d'Estampes.

Quant au Plessis saint Benoit, Auton, Sainuille, Meronuille, & Souchamp, ledit procureur du Roy a dit que l'abbé de saint benoit a iurisdiction sur les habitans dudit Plessis, & Simple-mayrie, sur les habitans de Sainuille, Meronuille, & Souchamp. Et pour exercer ceste iurisdiction auroit anciennement, Et a eu, iusques à quarante ans sont, vne maison en la parroisse saint Gilles dudit Estampes, appelée la Greneterie, en laquelle pend pour enseigne le Cigne, & a vne boucle d'arain ou de fer, qui estoit sur le pend de ladite maison: en plaine rue se tenoit sa iurisdiction, qui s'appelloit, la iustice de la boucle. Mais depuis ledit temps de quarante ans, vn nommé Beauuillier, iuge desdits lieux, a prins & vsurpé iurisdiction sur les habitans dudit Plessis, Meronuille & Sainuille, & la tenuë & exercee audit Plessis: mais n'a iamais ledit abbé eu iurisdiction sur les habitans d'Auton, lesquels sont subiets, & iusticiables du Roy: en premiere instance du preuost d'Estampes: & par appel du bailly, dudit lieu: & n'on reconneu ny reconnoissent autres iuges. Est ledit lieu d'Auton, vn gros bourg, composé de plusieurs fiefs & seigneuries, tenus par nobles & roturiers: y a feel

Proces verbal

aux contractz de la preuosté d'Estampes, Peages pour le Roy, qui se baillent de deux ans en deux ans à ferme, au plus-offrant & dernier encherisseur, à la chandelle estainte, par le bailly dudit Estampes, ou son lieutenant, avec les autres fermes muables du domaine du Roy audit Estampes. Et aussi ne dient les curez, nobles, & habitans dudit Auton, ne aucun d'eux vser, ou auoir vſé d'autres coustumes que de celles dudit bailliage d'Estampes: & assistent par deuant nous, à la redaction desdites coustumes, comme y ayans interrestz, sachât qu'ils sont des ressort & coustumes d'iceluy bailliage d'Estampes. Se sont aussi lesdits habitans d'Auton comme semblablement ceux des autres lieux & villages, qui sont assis dedans les destroit d'iceluy bailliage d'Estampes, tousiours regis & gouuernez, selon les coustumes d'iceluy bailliage. N'ont esté appellez les estats ne aucun d'eux à la redaction des coustumes d'Orleans, & si lesdits lieux du Pleffis, Sainuille, Meronuille & Souchamp, se sont eclipsez du ressort, & bailliage d'Estampes, & ressorty à Orleans: ce auroit esté par ce que lors Estampes n'estoit Royal, & que l'Abbé de saint Benoit sur Loyre, d'où dependent lesdites terres, auoit par vne garde gardienne ses causes commises par deuant ledit bailly d'Orleans.

Quant aux villages de Boisseau, Oruau, & Bellefaue, sont les habitans d'iceux lieux de la iurisdiction du prieuré saint Pierre, fauxbourgs d'Estampes & la fest tenuë de tout temps, comme encores tient, de present la iurisdiction. Sur les habitans d'iceux lieux lesquels sans difficulté se sont tousiours gouuernez selon la coustume dudit Estampes, & l'a ainsi presentement accordé maistre Macé poylasne curé d'Oruau. Quant à la comparition pretendue auoir esté faite l'an mil cinq cens & neuf, à la redaction des coustumes d'Orleans, les trois estats desdits lieux & villages ne aucuns d'eux ne sont comparuz, ains seulement maistre Pierre Daniel bailly de l'abbaye dudit saint Benoit, Pierre Foubert, & Estienne Peigne leurs procureurs generaux, Geruais Belier & Jean Bouguyet tous demourās en la ville d'Orleans: & ladite comparition, n'ont fait apparoir qu'ils feussent fondez de pouuoir suffisant des manans & habitans de tous lesdits villages. Quant à Intreuille pretendu estre de la chastellenie d'Exenuille, est iceluy lieu d'Intreuille de la iurisdiction ordinaire de la preuosté d'Estampes, & y respondent ordinairement les subiets qui aussi se sont regiz & regissent selon les coustumes desdits bailliage & preuosté. Quant à Sermaises en Beauſſe appartenant à l'abbaye sainte Colombe lez Sens, ledit procureur du Roy a dit, que la iurisdiction est diuisee en telle sorte que la primitiue iurisdiction est & appartient au prieur dudit lieu, & le bailliage à l'abbé de sainte Colombe: est la chastellenie dudit Sermaises au dedans dudit bailliage d'Estampes, & ont tousiours les habitans d'iceluy lieu de Sermaises suby iurisdiction en tous cas de superiorité, dont la primitiue connoissance est attribuee aux iuges Royaux, par deuant ledit bailly d'Estampes: par deuant lequel mesmes, dix ou douze ans sont les lettres patentes du Roy, pour la closture dudit Sermaises, ont esté enterinees, & outre que le comte dudit Estampes a donné ausdits abbé & conuent sainte Colombe, la seigneurie dudit Sermaises, reseruee vne pension, laquelle il auroit apres l'auoir longuement perceuë, donné au chapitre de nostre dame d'Estampes, qui depuis l'a tousiours receuë & reçoient. Et pour plus amplement monstrier que à tort ledit substitut dudit procureur general à Orleans, se debat dudit Sermaises, les habitans d'iceluy lieu dient n'estre du ressort ne coustumiers dudit Orleans, ains dient ressortir immediatement en la cour de parlement à Paris, & vser des coustumes de la preuosté & vicomté dudit Paris, à la redaction desquelles ou d'Orleans, ils ne furent neantmoins oncques appellez, & aussi ne se y regissent, mais au contraire se sont regis & gouuernez comme ils sont, par ladite coustume d'Estampes: & n'a ledit Jean Godin procureur d'aucuns habitans dudit lieu procuration des seigneurs ne des principaux manans d'iceluy Sarmaises. Au regard dudit Brouy pretendu par le chapitre de l'eglise de Sens, estre du ressort du bailliage dudit Sens & des coustumes de Lorris, a dit que ledit lieu & habitans de Brouy, sont du ressort dudit bailliage d'Estampes, y a vn notaire commis par le tabellion dudit Estampes y receuant tous contractz. Et se sont lesdits habitans tousiours regis & gouuernez selon les coustumes dudit Estampes. A esté ladite seigneurie de Brouy, qui est assise dedans ledit bailliage d'Estampes, donnée par le comte d'Estampes audit chapitre de Sens, comme celles dudit Sarmaises à l'abbé sainte Colombe dudit Sens, reseruee pension qui est annuellement receuë & payee.

Au regard du Mesnil Girault, a dit que la chastellenie dudit Mesnil Girault, est assise en & au dedans dudit bailliage d'Estampes: & en ladite ville d'Estampes, ont les officiers di'celle chastellenie tousiours exercé, comme encores sont, leur iurisdiction, en la maison appellee la maison

maison du Mesnil Girault: en laquelle ils ont vn notaire ou tabellion, receuant tous contractz que lon luy offre & presente. Se sont tousiours les habitâs de ladite chastellenie regiz & gouuernez, selon la coustume d'Estampes. Vray est que depuis quarante ou cinquante ans en ça, ils ont prins leur ressort à Montargis: & au parauant & de tout temps ressortissoient les appellations du bailly de ladite chastellenie, & se releuoient par-deuant ledit bailly d'Estampes, s'en sont exemptez, par ce que cinquante ans sont, le comté dudit Estampes estoit en la main des seigneurs de Fouex: sous la main desquels, & non sous l'auctorité du Roy, s'exerçoit la iurisdiction dudit Estampes: & ont prins ce ressort audit Montargis par simples lettres Royaux, en forme de garde gardienne. Ne sont les habitans de ladite chastellenie, ne aucun d'eux de quelque estat qu'il soit, comparuz à la conuocation & redaction des coustumes dudit Montargis. Ains les aucuns des villages de ladite chastellenie de Mesnil Girault comparent & s'offrēt comparoir, comme ils sont tenuz & doyent faire par deuant nous, à la redaction desdites coustumes dudit Estampes.

Et pour les chastellenies, iustices & seigneuries de Villiers, Vaires & Duyson, a dit que ces trois seigneuries qui sont pres dudit Estâpes de deux lieües, ont appartenu aux seigneurs de Fouex, & vnies avec le comté d'Estampes, au temps que iceux seigneurs de Fouex en ont esté iouyssans & propriétaires: & depuis à leurs successeurs & heritiers. Ont les mesmes officiers dudit Estampes, comme bailly, preuost, aduocat, & procureur, & pareillement le receueur du domaine dudit Estampes fait & exercé leurs estats & offices, chacun comme à luy appartient, sur les domaine, seigneurie & habitans desdits lieux en pareille Loy & coustume, que celle d'Estampes, & ce par le temps & espace, de soixante ans & plus: & iusques à ce que le president de Selue ait acquis les seigneuries de Villiers, & d'Huison & vn appelé de Hacqueuille, la seigneurie dudit Vaires (trente ans a, peu plus ou moins,) ont changé leurs officiers, mais non immué ne peu immuer, leur Loy & coustume: & neantmoins ont les appellations dudit Vayres ressorty, comme encores sont par deuant ledit bailly d'Estampes, dont est d'accord le seigneur dudit Vayres, & quant aux coustumes n'y a eu difference aucune.

Quant à Bouuille, Farcheuille & Champmoteux, a dit que lesdits lieux sont iouxte les portes d'Estampes. Se sont les seigneurs voulu exempter du ressort dudit bailliage d'Estampes, au temps que ledit Estampes estoit, & a esté mis hors de la couronne de France & souueraineté du Roy. Mais leurs tiltres bien veuz sont desdits lieux dudit bailliage d'Estampes, esquels lieux ont eu les seigneurs Comtes dudit Estampes, droit de seigneurie qu'ils ont puis aucun temps changé & permuté sans par cela alier la souueraineté & ressort. Et aussi se sont tousiours les seigneurs desdits lieux pourueuz par deuant ledit bailly d'Estampes es cas dont la primitiue connoissance appartient aux iuges Royaux, mesme l'an mil cinq cens vingt-neuf ou enuiron ce temps, deffunct Claude de Chastillon seigneur desdits lieux se pourueut audit bailliage d'Estampes, pour la refection des fourches patibulaires dudit Bouuille, lesquelles par ordonnance dudit bailly furent plantées où elles sont. Se y est aussi pourueu ledit Jean de Neuf-Carré escuyer, seigneur en partie dudit Bouuille & Farcheuille, pour informer sur la commodité ou incommodité de l'assiete de son moulin à grain dudit Bouuille: lequel a esté dressé où il est, par ordonnance dudit bailly d'Estampes, qui se y seroit avecques les officiers du Roy audit Estampes, transporté pour cest effect. Et outre que Loys, comte dudit Estampes, seigneur de Lunel, auoit cinq minots d'auoyne annuels de reuenu, sur la seigneurie de champ-moteux, que son receueur audit Estampes receuoit par droit foncier de seigneurie, lequel droit foncier & de seigneurie, il a baillé aux chantre, & chanoines de l'eglise nostre dame d'Estampes, pour la fondation d'vne messe que lon dit en ladite eglise nostre dame d'Estâpes, par chascun iour, à sept heures du matin: avec ce leur a donné plusieurs autres droits qu'il auoit en son comté, à l'entour dudit Estampes, & sçauent bien lesdits seigneurs & aucuns des habitans esdits lieux, comme aussi la verité est, que quand leurs biens & heritages sont tombez en differend, & que iugement s'en est deu faire par coustume, ont allegué & articulé les coustumes dudit bailliage d'Estampes, & icelles par les habitans dudit Estampes prouuees & verifiees en tourbes, sans soy estre aidez d'autres coustumes, ny en prendre & faire extrait.

Finalemēt a ledit substitut dudit procureur general du Roy audit bailliage d'Estampes, dit & remonstré que tous lesdits seigneurs temporels & habitans desdites villes, lieux & villages, sont des election & gabelle d'Estampes, y viennent par chascune semaine se conseiller de leurs affaires & differents qui ont tousiours esté dresséz & diffiniz selon la coustume

Proces verbal

dudit Estampes, par les practiciens de ladite ville. Comme le confesseront lesdits seigneurs & habitans, bien enquis en leurs sermens & consciences: & declareront qu'ils veulent estre reduits & subiets à ladite coustume d'Estampes. Ont esté les habitans desdits lieux, villes & villages empeschez de ce faire, & suadez de passer les procurations par aucuns petits procureurs de village, qui seroient marriz de veoir le populaire hors de trouble, sans leur faire entendre & remonstrer les commoditez & soulagement qu'ils peuuent auoir, & prendre sur la redaction desdites coustumes, & les inconueniens & interests qu'ils porteront cy après estans exemptez & non comprins en icelles coustumes. Par-tant pour les causes susdites & autres qui ont esté plus au long allegues, & que ledit substitut entend desduire en temps & lieu, a requis que sans auoir esgard aux direz impertinens, alleguez par tous les dessusdits, ils soient à tout le moins par prouision, comme ils doyuent estre declarez subiets aux coustumes dudit bailliage d'Estampes: ioint qu'ils, ne aucun d'eux, n'ont esté appellez à la redaction des coustumes, esquelles ils se dient estre subiets: comme il appert par le proces verbal desdites coustumes.

Nous commissaires susdits, en-tant que touche les differents meuz entre toutes lesdites parties, pour raison des iurisdictiones par elles respectiuellement debatuës & pretenduës, les auons renuoyees, & renuoyons en la cour de parlement à Paris, au lendemain de Roys. Pour elles oyees avec ledit procureur general du Roy, en ordōner par ladite cour cōme elle verra estre à faire par raison. Et quant à la prouision en ce qu'ils ont respectiuellement pretendu estre subiets ou non subiets de ladite coustume d'Estampes, Auons des à present appointes, & appointons lesdites parties en droit, à escrire & produire tout ce que bon leur semblera, dedans vn moys, pour toutes prefixions & delaiz, pour par ladite cour en estre ordonné ainsi qu'elle verra estre à faire par raison.

Et le vingt-troisiesme desdits moys & an, auons fait faire le serment aux gens desdits trois Estats, en tel cas requis & accoustumé. A sçauoir qu'en leurs loyautez & consciences, ils nous rapporteroient, ce qu'ils sçauoient & auoient veu garder & obseruer des coustumes anciennes desdits bailliage & preuosté d'Estampes, cessant toute affection priuee & particuliere, & ayans seulement esgard à ce qui est bon en commun & en publicq', pour le regard de ce que veritablement à esté par cy deuant tenu, gardé & obserué pour coustume, & de ce qui se troueroit dur, rude, rigoureux, desraisonnable, & comme tel, subiet à estre temperé, moderé, ou du tout corrigé, tollu & abrogé, nous en aduertiroient selon leurs consciences, pour par nous selon leur bon aduis, prouffit, & vtilité du pays, y estre pourueu cōme de raison, ainsi qu'il nous est commandé faire par les lettres patentes du Roy à nous adressees.

Ce fait auons procedé à la lecture des articles de coustumes à nous presentez par les officiers dudit Estampes, dont a esté faite lecture par ledit Regnard, commis principal dudit greffier du bailliage d'Estampes, en la presence desdits officiers & gens desdits trois Estats.

Des fiefs.

Art. 3. **E**T en lisant le troisieme article, commençant par ces mots, *Quand un fief*, Ont esté par l'aduis desdits trois Estats, adioustez ces mots, *Soit que partage fust fait ou à faire*, Pour les difficultez qui se sont offeretes le temps passé. Aussi ont esté adioustez ces mots en relisant ledit article, *Si ledit aîné ne veut faire & porter ladite foy, le plus aagé d'apres, & autres successiuenment, la pourront porter, & en ce faisant acquitter leurs autres puisnez freres & sœurs.*

Art. 8. Au huitiesme article, commençant par ces mots, *Si aucun fief*, Ont esté par l'aduis desdits trois Estats adioustez ces mots, *Sans preiudice aux seigneurs de leurs conuentions pour le requint, si aucune conuention particuliere y a entre-eux & leurs vassaux,*

Art. 9. 10. Les articles neuuiesme commençant par ces mots, *Quand pere, mere, & dixiesme commēçât par ces mots, Ou il y auroit*, Ont esté par l'aduis desdits trois Estats mis en la maniere qu'ils sont couchez au lieu de l'ancien article qui estoit, *Quand pere, mere, ayenul ou ayenulle, ayans fief, va de vie à trespas delaisant deux enfans seulement, venans à succession au fils aîné pour son droit d'aînesse appartiendra par preciput en chascune desdites successions un hostel & manoir tenu en fief, tel qu'il le voudra choisir, avecques le iardin & ancien pourpris. S'il n'y a iardin, aura un arpēt de terre tenu en fief, s'il y en a ioignant ladite maison. Et outre aura les deux tiers de tous les heritages feodaux. Et à l'autre enfant appartiendra l'autre tiers. Et s'ils sont outre le nombre de deux enfans, l'aîné aura seulement la moitié desdit heritages feodaux, outre le manoir & preciput tel que dessus. Et l'autre moitié appartiendra à tous ses autres freres & sœurs.*

Les

* Il faut dire par les trois Estats.

Les articles dix-huictiefme commençant par ces mots (*Les quarante iours*) & dix-neufiefme commençant par ces mots (*Et quant aux mineurs*) Ont esté mis ainſi qu'ils ſont redigez par l'aduis deſdits trois Eſtats pour temperer la rigueur de l'ancienne couſtume, qui eſtoit, tant que le vaſſal dort, le ſeigneur veille. Et que les fiefs ſe faiſſoient d'eux-mesmes. Qui ne ſe trouuoit auoir eſté n'y eſtre obſeruee par les couſtumes des autres lieux de ce Royaume: ains auoit eu ſeulement lieu en ce bailliage d'Estampes.

Des cens & droits ſeigneuriaux.

Sur le quarante-huictiefme article, commençant par ces mots (*Lots & ventes*) A eſté remonſtré par ledit Chardon, pour ledit ſeigneur d'Hoyſonuille qu'il a droit de lots & ventes vallans huit blâcs pour chaſcune liure. A ceſte cauſe par l'aduis deſdits trois Eſtats ont eſté adiouſtez ces mots (*S'il n'y a tiltre, paſſion ou conuention au contraire entre les ſeigneurs & leurs ſubiets d'en payer plus ou moins.*)

Et continuant la lecture deſdits articles, maiftre Girard garnier, pour les nobles a preſenté vn article de la teneur qui ſ'enſuit.

Quand vn heritage cenſuel eſt baillé à rēte fonciere rachatable, pour tel bail & rente ſont deūes ventes: Mais pour le rachat de ladite rente ne ſont deūes ventes. Lequel article ledit Garnier a dit eſtre fort ancien, & cōme tel requis eſtre inferé au cayer deſdites couſtumes, ce que particulierement a requis le ſubſtitut dudit procureur general du Roy audit Estampes. Mais pour la diuerſité des rapports, qui ont eſté faits par leſdits Eſtats, officiers & praſiciens dudit ſiege, les auons renuoyez au lendemain des Roys en ladite cour de parlement.

De preſcriptions.

En liſant le ſoixante-troiefme article, commençant par ces mots (*Quand aucun*) auons par l'aduis des gens deſdits trois Eſtats ordonné que le contenu en iceluy aura lieu à l'aduenir, pour le regard des rentes foncieres, ſans preiudice du paſſé.

De ſeruitutes & rapports de iurez.

Les articles quatre-vingt-ſeptiefme, commēçant par ces mots (*Tous manans*) Et quatre-vingts-huitiefme, commençant par ces mots (*Vn voiſin*) ont eſté par l'aduis deſdits eſtats de nouuel introduits.

De communauté de biens.

Av quatre-vingt douziefme article, commençant par ces mots (*Femme mariee*) Par l'aduis deſdits trois Eſtats, ont eſté adiouſtez ces mots (*Soit au preiudice de ſon mary ou d'elle.*)

Au centiefme deſdits articles commençant par ces mots (*Quand aucun deſdits conioints*) Par l'aduis deſdits trois Eſtats ont eſté adiouſtez ces mots (*Et iuſques à ce que ledit inuentaire ſoit ſolennellement fait, clos & arreſté par deuant iuge competant, durera ladite communauté.*)

Le cent-deuxiefme article commençant par ces mots (*Si deux ou pluſieurs*) A eſté de l'aduis deſdits Eſtats introduit de nouuel pour auoir lieu pour l'aduenir, ſans preiudice du paſſé.

De teſtamens.

Le ſemblable a eſté fait & ordonné des articles cent-trois, cōmençant par ce mot (*L'age*) Et cent-ſeptiefme, commençant par ce mot (*Auant.*)

De ſucceſſions.

Av cent-neufiefme article, commençant par ces mots, (*Aucun ne peut,*) Ont eſté adiouſtez ces mots, (*Tant en ligne directe que collaterale,*) Et ce par l'aduis deſdits trois Eſtats.

Le cent-quatorziefme article, commençant par ces mots, (*Fille mariee,*) A eſté mis & adiouſté eſdites couſtumes pour auoir lieu à l'aduenir. Sans preiudice du paſſé & proces pendans.

Sur le cent-vingtiefme article, commençant par ces mots, (*Les biens paternels,*) S'eſt meu entre les gens deſdits trois Eſtats grande difficulté ſur l'interpretation de ces mots, (*Biens paternels, & maternels,*) A ſçauoir ſi par cy deuant les biens auroient eſté reputez paternels ou maternels, quand ils eſtoient procedez de fouche ou branchage commun: c'eſt à dire du parent commun, d'où ſont descenduz leſdits defunct & lignager, ou bien ſi pour eſtre reputez paternels ou maternels, il ſuffit eſtre parēt du coſté & ligne de celui qui a acquis leſdits biens, ores que ledit parent ne ſoit descendu de luy, Comme en l'acquiſition d'heritage faite par pere, par le deces duquel ledit heritage ayant fait fouche eſt le propre dudit ſils, ſi

Proces verbal

L'oncle paternel d'iceluy fils estant depuis decedé sans hoirs doit succeder audit heritage delaisé par ledit decedé son nepueu: ou si les freres & soeurs vterins dudit decedé exclurront en succession dudit heritage, ledit oncle paternel, comme plus prochains lignagiers dudit decedé. Et pour la diuersité des opinions sur l'intelligence & interpretation desdits mots (*paternels & maternels*) Et aussi qu'auons esté aduertiz que de present pour raison de ce y auoit proces pendant & indecis, mesmes deuoluz par appel en la cour de parlement interiecté des officiers dudit Estampes: Et que audit proces y auoit turbes faictes, sur lesquelles auoit esté iugé. Pour ces causes & pour ne porter preiudice à aucune des parties pretendans droit ou interests en l'interpretation dudit article, & de ces mots (*Paterna, paternis: Materna, maternis*) Ce requerrans les aduocat & procureur du Roy audit bailliage d'Estampes, auons le tout renuoyé à ladite cour de parlement à Paris, au lendemain des Roys, pour par elle en ordonner comme elle verra estre à faire par raison.

De douaires.

Art. 131. **L**E cent-trente-vniésme article, commençant par ces mots (*Douaire consuetier*) A esté rapporté par les gens desdits trois estats, estre ancien pour les nobles, & nouuel pour les roturiers. Partant aura ledit article quant ausdits roturiers lieu pour l'aduenir.

Art. 133. Le cent-trente-troisiesme article, commençant par ces mots (*Si la femme*) A esté accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

Des arrests, executions, & gageries.

Art. 155. 156. 165. **L**Es articles cent-cinquante-cinqiesme, commençant par ce mot (*Hofeliers*) Cent cinquante-sixiesme, commençant par ces mots (*Maistres des ioux*) Et cent-soixante-cinqiesme, commençant par ces mots (*N'est loisible*) Ont par l'aduis desdits estats esté de nouuel introduits, sans preiudice du passé.

De retraits lignagiers.

Art. 173. 175. **L**Es articles cent-septante-troisiesme, commençant par ces mots, (*Si l'heritage*) Le cent-septante-cinqiesme, commençant par ces mots (*Le retrayant*) Ont esté accordez pour l'aduenir, sans preiudice des proces pendans.

Des degasts, & dommages faits és heritages & prinfs de bestes.

Art. 185. 186. 191. **L**Es articles cent-quatrevingts-cinqiesme, commençant par ces mots (*N'est loisible à personne*) Cent-quatre-vingts-sixiesme, commençant par ce mot (*Peueut*) Et cent quatre-vingt-vniesme commençant par ces mots (*Toutes personnes*) Ont esté de l'aduis desdits estats de nouuel introduits.

En lisant les articles desdites coustumes maistre Estienne Gamberelle, procuréur dudit messire François du monceau cheualier seigneur de S. Cire, assisté de maistre Pierre le pere son aduocat & conseil a dit qu'iceluy seigneur de sainct Cire est des pieça malade au lit, tellement qu'il ne peut comparoir par-deuant nous à la rédaction d'icelles coustumes demandant vn delay d'vn moys pour lès accorder ou discorder. Et proteste que ce que en ferons à present ne luy puisse preiudicier. Ce qui a esté empesché par le procureur du Roy, disant que les gés desdits trois estats estoient assemblez & arrestez à grands fraiz: dont auons audit Gamberelle & procureur du Roy ottroyé lettre.

Aussi a dit ledit Touffaints oliuier pour le reuerendissime cardinal de Lorraine abbé de Marmontier, & à cause d'icelle abbayé seigneur de Lestuing, qu'il n'a peu faire sçauoir la presente assignation audit seigneur cardinal, dont il a aussi requis lettre.

Et le lundy vingt-huictiesme iour desdits moys & an, en procedât par nous à la lecture des articles des constumés des bailliage & preuosté d'Estampes, qui auoient esté accordez & arrestez par lesdits estats: afin d'en faire arrest & conclusion. Apres la lecture du tiltre de communauté de biens. le Mercier aduocat du tiers estat, nous a requis vouloir faire inserer les deux articles, dont la teneur ensuit. Premier.

Quand deux conioints ensemble par mariage va de vie à trespas les meubles & conquests immeubles faits durant & constant ledit mariage, & qui communs estoient à l'heure du trespas du premier mourant, se deuissent en telle maniere, que la moitié en appartient au suruiuant: & l'autre moitié aux heritiers du trespasé. Second.

Et

Et laquelle moitié des conquests, ainsi appartenant & aduenüe aux heritiers du trespassé, est le propre heritage desdits heritiers, tellement que si tels heritiers vont de vie à trespas sans hoirs procreés de leurs corps, icelle moitié retourne à leur prochain du costé & ligne de celuy des deux mariés, par le trespas duquel leur est aduenüe telle moitié. A quoy auons dit audit le Mercier, que le premier des deux articles, estoit passé & accordé par les gens desdits trois estats, inseré & couché esdites Coustumes, & quant au second article, auons differé le rediger en article de coustume, par-ce qu'il vuidoit l'article pour la difficulté duquel auons ia fait renuoy en ladite Cour de Parlement. Lors s'est leué maistre Pierre le maire, lieutenant particulier dudit bailliage, lequel a dit que pour son interest & comme habitant de ceste ville il se portoit pour appellant, tant du refus de faire lecture de l'article susdit, à nous presentement baillé, que du renuoy qu'auons par cy deuant fait en ladite Cour de Parlement, dont & duquel appel, auons ordonné que ledit le Maire en aura lettre. Et que mention en sera faite par nostre proces verbal. Ce fait, nous passans outre à la lecture des articles desdites coustumes, Sur ledit article couché au tiltre des successions, faisans le six-vingtième desdites coustumes, qui a esté releu à la compagnie, ledit Mercier, soy disant auoir charge dudit tiers estat nous a dit, qu'iceluy tiers estat nous supplioit vider ledit article, sans auoir égard audit renuoy, disant qu'il se pouuoit faire. Nous requerant en demander ausdits trois estats. Ce qui a esté empesché par lesdits aduocat & procureur du Roy. Attendu qu'auons ia fait nostre ordonnance, & donné nostre iugement, & que les parties, y pretendans interests, se pourueussent ainsi qu'il appartiendroit par raison. Et ainsi que commencions à en demander aux estats. Premièrement à ceux de l'église: Ledit frere Iean Hurault, abbé de Morigny, s'est leué & dit qu'il adheroit au renuoy par nous fait en ladite Cour de Parlement, & qu'il se deuoit ainsi faire, quand il n'auroit esté fait. Ce qui a esté pareillement requis par les gens de l'église & de la noblesse. Et comme les officiers du Roy commençoient à en vouloir dire: Paulmier pour les escheuins & tiers estat a dit, qu'il auoit veu ledit article, & qu'il pensoit qu'il fust mal entendu, par ceux qui y auoient donné & donnoient empeschement, deuoit demeurer comme il estoit couché, & que pour le surplus le renuoy par nous fait, deuoit tenir. Surquoy à la requeste desdits aduocat & procureur du Roy, par l'aduis desdits estats, auons ordonné que l'article desdits demeure tel qu'il est couché, & qu'il a esté releu en la compagnie. Et sur le surplus auons ordonné que le renuoy desia par nous fait tiendra, & que les parties se pouruoeroient en ladite cour, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison. Le mesme iour de releuee la lecture desdites coustumes parfaite, Auons fait lire l'expedition, pour l'acte dudit Maire, selon qu'il est cy dessus transcrit: lequel le Maire, presens lesdits trois estats. A dit & déclaré qu'il n'entendoit auoir appelé & n'appeloit dudit renuoy, ains seulement de ce qu'auons refusé mettre ou faire mettre l'article dont estoit question au tiltre de communauté de biens, où il disoit estre couché, & escrit au cayer desdites coustumes à nous présenté par les officiers d'Estampes, duquel tiltre de communauté de biens, il a aussi dit ledit article auoir esté rayé.

Et à la leuee de nostre seance auons, ce requerant ledit procureur du Roy, dit & ordonné, disons & ordonnons que les susdits adiournez, qui ne sont comparus durant nostredite seance à la redaction desdites coustumes, soient gens d'église, de noblesse ou du tiers estat, qu'auons de rechef fait appeler par ledit Lubin regnard greffier d'iceluy bailliage, seront pour le profit du deffaut par nous contre-eux donné, censez & reputez estre suiets ausdites coustumes desdits bailliage, preuosté & duché d'Estampes, & tels les auons declarez & declarons.

Et tout ce que dessus, nous commissaires susdits, certifions estre vray & auoir esté fait, comme est contenu en ce present nostre proces verbal, lequel en tesmoin de ce auons signé de noz seings manuels, & seellé du seel de noz armes, les an & iour que dessus. Signé.

De Thou, Faye, Viole.

EXTRAIT DES REGISTRES
de la Cour de Parlement.

Presentees par maistres Christoffe de Thou, president, Barthelemy faye, & Iaques viole, conseillers en la Cour de ceans en la presence du procureur general du Roy, le vingt-sixième Iuin, mil cinq cens cinquante-sept.

❧ Coustumes du comté & bailliage de Montfort

LAMAVLRY, GAMB AIS, NEAVPHLE LE CHASTEL,
Saint Liger en Yueline, enclaves & anciens ressorts d'iceux, redigees & accordees par les
gens des trois estats desdits lieux au mois d'Octobre, mil cinq cens cinquante & six.

C H A P. I.

Tiltre des fiefs.



Le seigneur feodal par faute d'homme, droits & devoirs non faits & non payez, peut mettre en sa main le fief mouuant de luy, & iceluy fief exploicter en pure perte & faire les fruits siens, pendant la main-mise. i.

¶ Quand aucun fief eschet par succession de pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autres ascendans, il n'est deu pour ladite mutation au seigneur feodal dudit fief par les descendans en ligne directe, que la bouche & les mains, avec le serment de fidelité. ii.

¶ Le fils aisné, en faisant la foy & hommage aux seigneurs feodaux, acquite les filles de leur premier mariage, & où il seroit refusant de ce faire, les puisnez successiuement le pourront faire & acquiter comme dessus, & neantmoins pourra ledit aisné estre contraint à ce faire. iii.

Le seigneur feodal, apres le trespas de son vassal, ne peut saisir le fief tenu de luy, n'exploicter en pure perte, iusques à quarante iours apres le trespas. iiij.

Le vassal qui a esté receu en foy & hommage par son seigneur, est tenu de bailler son adueu & denombrement dedans quarante iours, à compter du iour de ladite reception. v.

Si le vassal, ne baille son adueu & denombrement, dedans quarante iours apres qu'il aura esté receu par son seigneur en foy & hommage, iceluy seigneur peut faire saisir ledit fief, & y commettre commissaires, iusques à ce qu'iceluy adueu & denombrement luy ait esté baillé: mais il ne fait les fruits siens, & en doit rendre compte le commissaire, apres ledit adueu & denombrement baillé à celuy qui aura esté saisi. vi.

† Et apres que le vassal a baillé son adueu & denombrement au seigneur feodal, ledit seigneur feodal, est tenu blasmer ledit adueu & denombrement, dedans quarante iours apres iceluy adueu & denombrement baillé, autrement ledit adueu & denombrement est tenu pour receu. Et est ledit vassal tenu, au bout desdits quarante iours, retourner audit seigneur feodal, pour le reblandir, & retirer ledit adueu & denombrement, autrement ne sera ledit adueu & denombrement tenu pour receu. vii.

† Le seigneur feodal, ne peut acquerir prescription contre son vassal, ne le vassal contre son seigneur, de la chose tenuë en fief, par quelque laps de temps que ce soit, & fust de cent ans, toutesfois profits de fief sont prescriptibles par l'espace de trente ans, s'il n'y a saisie ou instance pour raison d'iceux. viij.

† Audit comté de Montfort, le fils aisné en chacune succession de pere & mere, (ayeul, ayeulle, ou autre ascendant) prend pour son droit d'aisneesse, vn principal manoir tel qu'il voudra choisir, & basse court destinee audit manoir, avec le iardin selon sa closture tenu en fief: & s'il n'y a iardin, prend pour le vol de chappon vn arpent de terre, aussi tenu en fief, de quelque qualité qu'il soit, au choix dudit aisné, ioignant dudit manoir ou fossez d'iceluy, lesdits fossez non comprins, & où il y auroit plusieurs manoirs audit comté, ledit fils aisné en aura seulement vn en la succession du pere, & vn autre en la succession de la mere, tel qu'il voudra choisir en iceluy comté. ix.

Et où il y auroit pres ledit manoir clos de vignes, ou parc fermé de murailles, pour l'embellissement & aornement dudit manoir, le fils aisné en faisant partage le pourra auoir, en recompensant equiualemment ses puisnez en autres terres du mesmes fief & seigneurie, si tant y en a pour ce faire, sinon es plus proches terres de ladite succession, à la commodité desdits puisnez, le plus que faire se pourra au dict de preudhommes. x.

Et si dedans ledit manoir basse-court & iardin, & y aucun moulin, pressouer ou four bannaulx, les corps desdits moulin, pressouer, ou four bannaulx, appartiennent audit aisné: mais le profit de la bannalité se partira comme les autres choses tenuës noblement. xi.

Aussi audit fils aisné pour son droit d'aisneesse, où il n'y aura que deux enfans, appartiennent par preciput & aduantage, en chacune desdites successions de pere & mere, les deux tiers de tous

tous les fiefs & heritages tenus noblement, & l'autre tiers aux puisnez. Et où ils seroient plusieurs enfans excedans ledit nombre de deux, au fils aîné appartient la moitié des heritages tenus en fief, & l'autre moitié aux autres enfans. xii.

† Quant à vn fief, appartenant à deux ou plusieurs enfans, par la succession de leur pere ou mere, n'y a aucun manoir principal, ains seulement terres labourables, le fils aîné peut auoir vn arpent de terre, en tel lieu qu'il voudra eslire par preciput au lieu dudit manoir, pourueu qu'il y ait autres heritages que ledit arpent. xiii.

† Entre filles, & quand il n'y a que filles venans à succession de pere, mere, ayeul, ou ayeulle, ou autre ascendant, droit d'aîneesse n'a lieu: mais viennent toutes & partissent également les biens desdites successions, tant en fief & heritages tenus noblement, que autres. xiiii.

† Le seigneur feodal peut prendre, retenir & auoir par puissance de fief, le fief tenu & mouuant de luy, qui est vendu par son vassal, en payant le pris que l'acquerueur en a baillé & payé, frais & loyaux cousts, dedans quarante iours apres qu'on luy a notifié ladite vente, & exhibé les contracts, s'aucuns en y a par escrit. xv.

Si le seigneur feodal a receu le quint denier à luy deu, à cause de la vendition du fief mouuant de luy, cheuy ou baillé souffrance d'iceluy, il ne peut plus retenir ledit fief par puissance de fief. xvi.

Quand le seigneur feodal, a prins & retenu par puissance de fief, aucun fief tenu & mouuant de luy, & que ledit fief luy est depuis euincé par retrait lignager, le retrayant lignager doit payer audit seigneur feodal les droits & profits seigneuriaux, auant que ledit seigneur soit tenu le receuoir en foy & hommage dudit fief. xvii.

† Le fils auquel ses pere, mere, ayeul, ou ayeulle, ou autres ascendants, ont donné aucun heritage tenu en fief en aduancement d'hoirie, ne doit que la bouche & les mains au seigneur feodal dudit fief, non plus que si ledit fief estoit escheu par le trespas & succession de ses pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autres ascendants, & ne sera tenu ledit fils, auquel auroit esté fait ledit don en aduancement d'hoirie, se porter heritier si bon ne luy semble: mais où il ne se portera heritier, sera par luy deu rachat au seigneur feodal, de ce que les choses ainsi donnees, excederoient la portion hereditaire qu'il eust euë ab intestat. xviii.

Le seigneur feodal, depuis & apres qu'il a faisi ou fait saisir & mettre en sa main, le fief tenu & mouuant de luy, par faute d'homme, droits & deuoirs non faits & non payez, pédant & durant le temps de ladite main-mise, & qu'il le tient en sa main, n'est tenu de payer & acquiter les rentes, charges ou hypotheques non infeodees, constituees sur iceluy par son vassal. xix.

† Si ladite main-mise, est venue à la congnoissance du vassal, & ce nonobstant ledit vassal l'enfreint, il est tenu de rendre & restablir, les fruits par luy ou autres de par luy, prins & perceus, durant & depuis ladite main-mise. xx.

En ligne collaterale, n'y a droit d'aîneesse. xxi.

Toute personne tenant fief, est tenu & réputé aagé de vingt ans, & la fille à quinze acomplis, pour entrer en foy & hommage. xxii.

† Quand vn fief change main autrement que par vendition, soit par mort, eschange ou autrement, il y eschet droit de relief, fors qu'en succession ou donation en aduancement d'hoirie en ligne directe, en la forme que dessus: & quand il change main par vendition ou alienation à pris d'argent, est deu audit seigneur feodal, le quint denier du pris par l'acheteur. xxiii.

† Quand vne femme, à laquelle appartient vn fief, se marie, ou estant ia mariee, luy aduient vn fief, est deu rachat ou relief au seigneur feodal, sinon qu'elle soit acquitee par son frere aîné ou puisné, comme dit est. xxiiii.

Entre filles, soit en succession de ligne directe ou collaterale, n'y a droit d'aîneesse. xxv.

Souffrance vaut foy tant qu'elle dure. xxvi.

Quand enfans mineurs sont en tutelle ou garde, le seigneur feodal est tenu bailler souffrance durant leur minorité à leurs gardiens ou tuteurs, laquelle souffrance ainsi baillée, equipolle à foy, iusques à ce qu'ils soient venus en aage de porter ladite foy & hommage. xxvii.

Le fief du vassal, qui a defauoué son seigneur feodal, tombe en commise & confiscation, si l'on se treuve qu'il ait mal defauoué. xxviii.

Si le seigneur a mis le fief, qu'il dit estre mouuant de luy, en sa main par faute d'homme, & le vassal le defauoué à seigneur, iceluy vassal doit auoir prouision & iouyr dudit fief pendant le proces, à la peine de la commise, si par la fin du proces, il se trouuoit le seigneur, auoir esté mal defauoué. xxix.

Coustumes du Comté & Bailliage de Montfort Lamaulry, &c.

† Le gardien d'aucuns enfans mineurs, faisans les fruits siens, n'est tenu de payer droit de relief, pour les heritages feodaux, appartenans à iceux mineurs. xxx.

Droit de relief, est vne annee du reuenu d'un fief, ou le dict de preudhommes, ou vne somme de deniers pour vne fois offerte de la part du vassal, au choix & election du seigneur feodal. xxxi.

Le seigneur feodal, qui a choisi pour son droit de relief, le reuenu d'un an du fief mouuant de luy, peut si bon luy semble, prendre iceluy reuenu, & est le vassal tenu de luy communiquer les papiers de ses receptes, ou luy en extraire la declaration sur iceux papiers, aux despens dudit seigneur. Et où le seigneur du fief choisiroit le reuenu d'un an, ce qui luy est permis faire, il iouyra dudit reuenu comme vn bon pere de famille. xxxii.

Le vassal, ne peut desmembrer son fief au preiudice de son seigneur, sinon du consentement dudit seigneur: mais se peut iouer de sondit fief, iusques à demission de foy, sans que ledit seigneur en puisse demander profit. xxxiii.

Le seigneur feodal, qui met en sa main aucun fief, par faute d'homme, droits & deuoris, non faits & non payez, peut semblablement mettre en sa main tous les arrierefiefs ouuers, dependans d'iceluy fief. xxxiiii.

En ce cas, les proprietaires ou seigneurs d'iceux arrierefiefs & chacun d'eux, peuuent faire la foy & hommage au seigneur dont ils tiennent en arrierefief, lequel est tenu de recevoir, & leur bailler main-leuee & faire deliurance, en luy payant les droits & deuors, si aucuns luy en sont deus, à cause de l'arrierefief qui leur appartient. xxxv.

Le seigneur feodal, qui met en sa main, par faute d'homme, droits & deuors non faits, & non payez, le fief tenu de luy, auquel y a vignes ou terres emblaees par aucun fermier ou laboureur, iceluy seigneur feodal, s'il veut auoir les despouilles ou gaignages d'icelles vignes ou terres, est tenu de rendre & restituer au fermier ou laboureur, ou celuy qui aura labouré ou fait labourer & ensemer les terres, ses labours, feurres, semences & façons, & en ce cas aura le fermier son recours contre son bailleur. xxxvi.

Le semblable est gardé, si le seigneur feodal veut auoir le reuenu d'un an, pour son droit de relief. xxxvii.

Es cas deffusdits, le seigneur feodal (si bon luy semble) peut prendre & auoir le terme & moisson, deuë par le fermier ou laboureur, qui tient lesdites terres & autres heritages. xxxviii.

Quand entre plusieurs seigneurs, est question d'aucun fief, que chacun d'iceux seigneurs dit estre mouuant de luy, le vassal en doit estre receu par main souueraine, & en iouyr pendant le proces, en consignat par luy en iustice, les droits & deuors par luy deus, à cause d'iceluy fief. xxxix.

Tant que le vassal dort le seigneur veille, & tant que le seigneur dort le vassal veille. xl.

Le vassal, est tenu faire les offres à son seigneur feodal, au lieu du principal manoir ou autre lieu dont est tenu & mouuant le fief, & icelles notifier audit seigneur, ou à l'un de ses officiers ou fermiers, si aucuns en a sur le lieu. Et où ledit seigneur ou ses officiers, ou fermiers, ne seroient trouuez par le vassal audit fief, il suffit notifier lesdites offres au prochain voisin d'iceluy fief, & laisser copie de la notification attachee à la porte. xli.

Quand le fief, ou seigneurie, vient de nouuel par succession, acquisition ou autrement à aucune personne, le nouueau seigneur ne peut empescher, ne mettre en sa main les fiefs qui sont tenus de luy, iusques à ce qu'il ait fait faire les proclamations & significations, que ses vassaux luy viennent faire la foy & hommage dedans quarante iours, & ce fait lesdits quarante iours passez, si lesdits vassaux ne se presentent, il peut saisir & exploicter les fiefs tenus & mouuans de luy, & faire les fruits siens, pourueu toutes-fois que lesdites proclamations & significations ayent esté faites. C'est à sçauoir quant aux fiefs estans es comtez, baronnies & chastellenies dont ils sont mouuans, par proclamation à son de trompe & cry publicq', par trois iours de dimenches ou de marché, si marché y a. Et quant aux autres fiefs estans hors desdites comtez, baronnies & chastellenies, dont ils sont mouuans par signification faite au vassal à sa personne, ou au lieu du fief, s'il y a manoir, ou au procureur du vassal si aucun y a, sinon au prosné de l'eglise parrochiale dudit lieu, à iour de Dimanche, ou autre iour solennel. xlii.

L'ancien vassal, ne doit que la bouche & les mains à son nouueau seigneur. xliii.

Le seigneur feodal n'est tenu (si bon ne luy semble) recevoir la foy & hommage de son vassal, s'il n'est en personne, si ledit vassal, n'a exoine ou excusation suffisante & legitime. xliiii.

Ledit

Ledit seigneur feodal pendant sa main-mise, peut exploicter en pure perte, le fief de son vassal, ores qu'il eust esté baillé par ledit vassal à cens ou rente non infeodez: en payant toutes-fois les labours & semences, aux laboureurs dudit fief. xlv.

† Quand aucun seigneur feodal, reçoit en foy & hommage son vassal, & luy baille quittance, tous rachats escheus au precedent ladite reception de foy & hommage, & quittance, sont couverts. Et ne peut le seigneur feodal, pour raison d'iceux, supposé qu'ils fussent deus, & n'eussent esté payez, soy pourvoir par saisie, sinon qu'en faisant ladite reception & quittance, ledit seigneur feodal eust fait reservation expresse, & mis par ladite quittance ces mots, *sans prejudice audit seigneur feodal d'autres rachats qui luy pourroient estre deus au precedent, par ledit vassal: mais se peut seulement pourvoir par action.* xlvi.

† Gens de main-morte tenans fiefs amortis, sont tenus bailler au seigneur feodal, homme vivant, mourant & confiscant. xlvii.

C H A P. 2. *De censives & droits seigneuriaux.*

IL est loisible à vn seigneur foncier & censier, de poursuivre l'acquerer & nouuel detenteur d'aucun heritage estat en sa censive ou seigneurie, afin d'apporter & exhiber les lettres d'acquisition d'iceluy heritage, si aucunes en y a, pour estre payé des droits de ventes, saisines & amendes, fils y escheent. xlviii.

Vn seigneur censier peut proceder par voye d'arrest ou brandon, sur les fruits pendans par les racines, de l'heritage qui luy est redevable d'aucuns cens ou fons de terre, pour les arrerages qui luy sont deus. Et en consignat par celuy qui aura esté saisi trois annees dudit cens, il doit avoir main-leuee, les parties pour le surplus demeurans en action. lix.

Les droits de ventes deus au seigneur censier, sont de douze deniers vn denier, qui est pour chacun franc seize deniers parisis. l.

Pour ventes recelees & non notifiées au seigneur censier, dedans la huitaine de l'acquisition, il y a soixante sols parisis d'amende audit seigneur censier. li.

† Si aucun achete à pris d'argent, heritage estant en la censive d'un seigneur censier ou foncier, il est tenu de payer audit seigneur censier ou foncier les ventes dudit achat, ensemble la saisine pour ce deuë, qui est de douze deniers parisis. lii.

Il ne prend saisine qui ne veut. liii.

Toutes rentes nommément constituées sur heritages, soient rachetables ou non, iusques à ce qu'elles soient rachetées, sont reputées immeubles. liiii.

Pour rente constituée à pris d'argent, sur heritage, chargé & obligé à icelle, spécialement ou generally, ne sont deus aucuns lots & ventes. lv.

Toutes personnes tenans leurs maisons & heritages en censive, sont tenuës de payer les droits de cens au seigneur ou seigneurs, dont les heritages sont tenus & mouuans, au iour & lieu que deus sont, sur peine de cinq sols parisis d'amende, par chacune annee, si le lieu est certain, & si n'est certain l'ayant fait signifier par ledit seigneur le Dimanche precedent, au profne de la parroisse, pourueu que l'assignation se baille dedans le lieu, fief ou seigneurie. lvi.

† Pour eschange fait but à but sans soulte & sans fraude, ne sont deuës aucunes ventes, encores que les heritages eschangez soient tenus de diuerses censives & seigneuries: & où il y aura soulte & retour de deniers, seront deuës ventes, pour le regard de ladite soulte seulement. lvii.

Moulins sont reputés immeubles, fils ne sont bastis & construits sur batteaux mouuans. lviii.

C H A P. 3. *De complainte & cas de saisine & nouuelleté.*

QVand aucun possesseur d'aucun heritage ou droit reel réputé immeuble, est troublé ou empesché en sa possession & iouissance, il peut & luy loist soy complaindre & intenter poursuite, en cas de saisine & de nouuelleté, dedans l'an & iour du trouble à luy fait & donné audit heritage ou droit reel, contre celuy qui l'a troublé. lix.

Aucun n'est receuable de soy complaindre & intenter cas de nouuelleté, pour vne chose mobiliere particuliere. lx.

C H A P. 4. *De prescription.*

QVand aucun a iouy d'aucun heritage ou autre droit reel, censé & réputé immeuble, avec tiltre de bonne foy, tant par luy, que ses predecesseurs, & iceluy possédé par dix ans

1 Sicut mon opinion, depuis confirmée par arrest, d'oit mention est faite en la custume de Paris, arti. 58. C. Ad.

Coustumes du Comté & Bailliage de Montfort Lamaulry, &c.

entre presens, & vingt ans entre absens, pleinement & paisiblement entre aagez & non priuilegiez, il a acquis droit de prescription dudit heritage ou chose censee & reputee immeuble. lxi.

Quand aucun a iouy & possédé par luy & ses predecesseurs, dont il y a droit & cause, d'aucun heritage à iuste tiltre & de bonne foy, par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens aagez & non priuilegiez, franchement & paisiblement, sans inquietation d'aucunes rentes ou autres hypotheques, tel possesseur dudit heritage a acquis prescription d'icelle rente ou hypotheque. lxii.

Si aucun a iouy, vŕé & possédé d'aucun heritage, par l'espace de trente ans continuellement, tant par luy que par les predecesseurs, franchement, publiquement, & sans aucune inquietation, supposé qu'il ne face apparoir de tiltre, il a acquis prescription, entre aagez & non priuilegiez. lxiii.

† Entre le seigneur censier & celuy qui doit le cens, prescription n'a lieu pour quelque laps de temps que ce soit: mais bien peut estre prescrite, tant la quotite dudit cens, que les arrerages d'iceluy. lxiiii.

C H A P. 5. *Des actions personnelles & hypotheques.*

1 Les mots suivants sont adiouŕtez indistinctement par les commissaires: Car si c'est selö les termes de droit civil, d'une depödicce de mesme chose, la coustume ne l'entend prohiber: & n'y faut point de grace, ne l'acheter de la chancellerie, ou l'on ne sejourne sans grans fraiz. Et si c'est de chose diuense, la coustume le defend, contre laquelle la chancellerie ne peut dispenser, recours à mes escrits sur celle de Paris, artic. 75. C.M.

2 Les mots suivants ont esté adiouŕtez fort iustement, recours à mes escrits, artic. 75. C.M.

3 Ce mot de faut, &c. a esté adiouŕté, suyuät l'ordonnance de l'an 1539. dös i'ay touché sur la coustume de Paris, art. 78. Et ce mot d'eglise, cötte toute l'ancienne obseruäce, dont i'ay touché sur la coustume d'Estampes, artic. 70. C.M.

Les detenteurs & proprietaires d'aucuns heritages, chargez & redevables d'aucuns cens, rentes & autres charges reelles & annuelles, sont tenus personnellement de payer & acquiter icelles charges, à celuy ou ceux, à qui deuës sont, & les arrerages escheus de leur temps, tant & si longuement, que d'iceux heritages ou de partie ou portion d'iceux, ils seront detenteurs & proprietaires. lxv.

Les tiers detenteurs d'aucuns heritages obligez & hypothequez à aucunes rentes ou autres charges reelles & annuelles, sont tenus hypothequairement payer icelles rentes & autres charges reelles & annuelles, avec les arrerages qui en sont deus. A tout le moins sont tenus iceux heritages delaisser, pour estre criez & subhastez, vendus, & deliurez par decret au plus offrant & dernier encherisseur, à la charge de la rente, & pour le payement des arrerages qui en sont deus. lxvi.

Quand vn tiers detenteur d'aucun heritage est poursuiui, pour raison d'aucune rente, dont est chargé ledit heritage, qui luy a esté vendu, sans la charge de ladite rente, & dont il n'auoit eu connoissance par-auant la poursuite, apres qu'il a sommé son garant, ou celuy qui luy a vendu & promis garantir ledit heritage, lequel luy default de garantir, ledit tiers detenteur ainsi poursuiui, au-parauant que contester en cause, peut renoncer audit heritage, & en ce faisant, il n'est tenu de ladite rente & arrerages d'icelle, supposé mesmes que les arrerages, fussent & soient escheus de son temps, & par-auant ladite renonciation. lxvii.

Compensation n'a lieu, sinon d'une debte claire & liquide, à vne autre pareillement claire & liquide. lxviii.

¶ Reconuention en cour laye n'a lieu, ¹ si ce n'est par lettres, ou benefice de prince. lxix. 1

Les heritiers, sont tenus personnellement des faits, promesses & obligations du trespassé, dont ils sont heritiers: & pour telle part & portion qu'ils sont heritiers. lxx. 2

¶ Meuble n'a suite par hypotheque, ² si ce n'est au profit du locateur contre son conducteur, au-parauant que les meubles, prins par execution par autre creancier, ayent esté vendus. lxxi.

¶ Cedula priuee, portant promesse de payer, emporte hypotheque du iour de la reconnoissance d'icelle, faite en iugement, ou bien du iour que par default ³ & contumace du debteur elle sera tenuë pour reconnüë & confessee, soit par deuant le iuge d'eglise, ou par deuant le iuge seculier. lxxii.

C H A P. 6. *De rapport de iurez.*

AV rapport de iurez dont les parties ont conuenu, ou qui ont esté prins & nommez par le iuge, à faute d'en auoir conuenu par les parties, deuëment fait par auctorité de iustice, partie presente ou appelee, de ce qui gist en leur art & industrie, le serment preallablement par eux presté, foy doit estre adiouŕtee. lxxiii.

C H A P. 7. *De seruitutes & autres droits reels.*

ACeluy à qui appartient le rez de chauffee, appartient le dessus & le dessous du rez de chauffee, s'il n'y a tiltre au contraire. lxxiiii.

Il est loisible à vn voisin, haulser à ses despens, le mur moitoyen d'entre luy & son voisin, si haut que bon luy semble, sans le consentement de sondit voisin, s'il n'y a tiltre au cōtraire. lxxv.
 † Quiconque a le sol appelé l'estage du rez de chaussee, d'aucun heritage, il peut & doit auoir le dessus & le dessous, & y peut edifier par dessus & par dessous, & y faire puys, aisement, & autres choses licites, s'il n'y a tiltre au contraire. Pourueu que la chaussee de l'aisement soit distãte de dix pieds du puys du voisin, & en y faisant à ses despens, bon & suffisant cōtre mur, de chaulx & sable de fons en comble, d'un pied d'espoisseur pour le moins. lxxvi.

Il est loisible à vn voisin, se loger ou edifier au mur cōmun ou moitoyen d'entre luy & sondit voisin, si haut que bon luy semble, en payant la moitié dudit mur moitoyen, s'il n'y a tiltre au contraire. lxxvii.

Il est loisible à vn voisin, percer ou faire percer & desmolir le mur commun & moitoyen d'entre luy & son voisin pour se loger & edifier, en le reestablissant & faisant refaire à ses despens, s'il n'y a tiltre au contraire. lxxviii.

† Il est aussi loisible à vn voisin és villes & fauxbourgs dudit comté, contraindre ou faire contraindre par iustice, son autre voisin à faire, & faire refaire le mur & edifice commun, pendant & corrompu d'entrè luy & sondit voisin, & d'en payer sa part chacun selon son heberge, pour telle part & portion que lesdites parties ont & peuuent auoir audit mur & edifice moitoyen, & où ledit voisin, sommé de contribuer aux frais, fera refusant de ce faire, six mois apres lesdites sommations à luy deuément faites, demeurera ledit mur propre à celuy qui l'atra fait construire de nouuel, ou fait refaire, si bon luy semble. lxxix.

Il n'est loisible à vn voisin de mettre, ou faire mettre & asseoir les poultrès & soliués de sa maison, dedans le mur d'entre luy & sondit voisin, si ledit mur n'est moitoyen. lxxx.

Aussi n'est il loisible à vn voisin mettre, ou faire mettre & asseoir, les poultrés de sa maison dedans le mur moitoyen d'entre luy & son voisin, sans y faire, ou faire faire mettre iambes, parpaignes, ou dossierles, chaines, & corbeaux suffisans de pierre de taille, ou autres pierres suffisantes, selon l'aisance & commodité du lieu pour porter lesdites poultrés, & en reestablissant ledit mur. lxxxii.

Aucun ne peut percer vn mur moitoyen d'entre luy & son voisin, pour y mettre & asseoir les poultrés de sa maison, que iusques à l'espoisseur dudit mur & poinct de milieu, en reestablissant ledit mur, & y mettãt ou faisant mettre iambes, chaines, & corbeaux, cōme dessus. lxxxiii.

Le fossé qui est entre-deux pieces de terre, appartient à celuy sur lequel est le reiect d'ice-luy fossé. lxxxiiii.

Disposition & destination de pere de famille vaut tiltre. lxxxv.

† Droits de veuës, esgouts, & toutes autres seruitutes, ne s'acquierent par prescription de longue iouissance, quelle qu'elle soit, & fust de cent ans & plus, sans tiltre. lxxxvi.

C H A P. 8. *Des testamens & executions d'iceux.*

¶ **A**uant qu'un testament soit reputé solennel, il est requis qu'il soit escrit & signé de la main du testateur, ou passé par deuant deux notaires, ou par deuant vn notaire ou tabellion & deux tesmoins, ou par deuant le curé de la parroisse du testateur ou son vicaire general, d'un notaire ou dudit curé ou vicaire general & deux tesmoins, ou par deuant quatre tesmoins, iceux tesmoins idoines & suffisans, non legataires & n'ayant interest audit testament, & qu'iceluy testament ait esté dicté & nommé par ledit testateur, ausdits notaires, tabellion, curé ou vicaire general, en presence desdits tesmoins, & depuis à luy releu aussi en presence d'iceux tesmoins, & qu'il soit fait mention audit testament, comme il a esté ainsi dicté, nommé & releu. lxxxvii.

Il n'est loisible à aucune personne, de disposer par testamēt & ordonnance de derniere volonté, de ses propres heritages feodaux ou roturiers, au preiudice de ses heritiers, oultre le quint d'iceux. lxxxviii.

Toutes personnes saines d'entendement, aagez, & vfans de leurs droits, peuuent disposer par testament ou ordonnance de derniere volonté, de tous leurs biens meubles, acquests & conquests immeubles, & de la quinte partie de tous leurs propres heritages, au profit de personnes capables, & sans fraude. lxxxix.

¶ L'age de pouuoir faire testament, est aux masles de vingt ans, & aux femelles de dix huit ans accomplis, pour disposer de leurs meubles, acquests & conquests immeubles: mais auparavant qu'ils puissent disposer de leurs propres, faut qu'ils ayent atteinct l'age de vingt-cinq ans, tant masles que femelles, & où ils n'auroient aucuns meubles ou conquests immeubles, ou

Coustumes du Comté & Bailliage de Montfort Lamaulry, &c.

1 Cela est vray sous mesme coustume, & non pas quand il y a raison de difference, come il a esté iugé par arrest du Parlement de Paris, au mois de Janvier 1563. entre les heritiers de maistre Pierre bureau, advocat à Paris, decedé le dernier Octobre, 1560. delaissez vn frere & vne sœur, & plusieurs neveux d'un frere, & de deux sœurs, auxquels ne neuz il avoit legué ses meubles & acquests. Et par ce qu'il n'y avoit aucuns acquests à Montfort, les neveux ne prenoient rien en vertu dudit testament à Montfort. Et partant combien qu'ils prissent tous les meubles, & acquests estans à Paris, ils ne laisserent de succeder par representation aux propres estans à Montfort, iusques à exclurre leurs sœurs aux siez. C.M.

2 Les mots sequeus ont esté adionstés du sens de quel qu'un: mais il faut entendre come i'ay escrit sur la coustume de Paris, arti. 129. C.M.

3 Les ascendants qui sont de la ligne dont sont venus les heritages, seroient preferés aux collateraux, voire de ladite ligne, & non seulement au fisque, Recours à mon commentaire sur la coustume de Paris, arti. 129. Et le contraire est vn erreur. Aussi les ascendants sont compris entre les plus prochains de côté & ligne, s'ils en sont par l'article 111. en ceste mesme coustume. C.M.

qu'ils en eussent si peu qu'ils ne peussent venir en consideration, ains n'eussent que propres, lesdits masles aagez de vingt ans, & les femelles de dixhuit ans, comme dessus, pourront disposer de leursdits propres, iusques à la concurrence du quint, tant pour œuvres pitoyables, que pour autres bonnes causes raisonnables. lxxxix.

Le mary par son testament ou ordonnance de dernière volonté, ne peut disposer des biens meubles & conquests immeubles communs entre luy & sa femme, au preiudice d'icelle, ne de la moitié qui luy peut appartenir en iceux par le trespas de sondit mary. xc.

† Les executeurs d'un testament, au cas qu'il y ait heritiers apparens, sont saisis dedans l'an & iour du trespas du testateur, des biens meubles demeurez de sondit trespas, pour l'accomplissement de son testament, iusques à la cōcurrence d'iceluy, & de tout ce qui se treuve liquide, & où il n'y aura heritiers, seront saisis du tout dedans l'an & iour, en faisant inventaire, appelé le procureur du Roy, ou de la seigneurie où les biens de la succession seront trouvez, & fera l'heritier receu à bailler & fournir derniers contans, à l'executeur dudit testamēt, de tout ce qui sera liquide, pour l'accomplissement dudit testament, en quoy faisant luy seront deliurez les biens dont l'executeur estoit saisi. xci.

C H A P. 9.

De succession.

† Institution d'heritier n'a lieu, qui est à dire qu'elle n'est necessaire pour la validité du testament, ains tiendra iusques à la concurrence de ce dont le testateur peut vallablement disposer par la coustume. xcii.

Aucun ne peut estre heritier & legataire d'un defunct ensemble. xciii.

Les enfans & heritiers d'aucun defunct, viennent également à la succession d'iceluy defunct, fors & excepté des heritages tenus en fief, qui se partiront, comme a esté dit au titre des fiefs. xciiii.

Enfans mariez des biens communs de pere & de mere, apres leur trespas peuvent venir à leur succession, avec les autres enfans leurs freres & sœurs, qui n'ont esté mariez des biens communs desdits pere & mere, en rapportant ce qui leur auroit esté donné en mariage, ou moins prenant esdites successions. xcv.

Pere & mere ne peuvent par donation faite entre vifs, par testament, ordonnance de dernière volonté, ou autrement en maniere quelconque, aduantager leurs enfans venans à leur succession l'un plus que l'autre, directement ou indirectement. xcvi.

† Si par pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autres ascendans ou l'un d'eux, a esté donné aucune chose à aucun de leurs enfans, & apres leur trespas, iceluy enfant se veut porter heritier avec ses autres freres & sœurs qui n'ont rien eu, & auxquels n'a esté aucune chose donné, sera tenu ledit enfant de rapporter & remettre esdites successions ce qu'ainsi luy a esté donné, pour estre party avec les autres biens desdites successions, entre luy & lesdits freres & sœurs, ou moins prendre esdits biens, autrement ne doit estre receu à soy porter heritier de lesdits pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autres ascendans. xcvii.

† Quand aucun soit pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autre ascendant, va de vie à trespas, delaissez plusieurs enfans habilles à luy succeder, & les aucuns s'abstiennent & renoncent à ladite succession, le droit qui leur eust appartenu es biens d'icelle succession, s'ils n'eussent renoncé, accroist également aux autres qui se veulent porter pour heritiers. xcviii.

Pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autres ascendans, succedent à leurs enfans & descendans en directe ligne successivement & par ordre, preferant le pere à l'ayeul, & l'ayeul ou bifayeul, s'ils vont de vie à trespas, sans hoirs de leurs corps, quant aux meubles, acquests & conquests immeubles. xcix.

† En succession en ligne directe, propres heritages ne remontent, qui est à entendre du propre naturel, & non du conventionnel. c.

Et neantmoins ou il n'y auroit descendans ou collateraux, les heritages retournent au pere, mere, & autres ascendans, qui sont preferés au fisque, pour empêcher que les biens, ne puissent estre dits vacquans. ci.

Il ne se porte heritier qui ne veut. cii.

Le mort saisist le vif, son plus prochain & plus habille à luy succeder. ciii.

En ligne directe representation a lieu infiniment, & en collateralle, iusques aux enfans des freres & sœurs inclusivement, selon la raison écrite. ciii.

Quand il y a enfant masle du fils aîné, suruiuant son pere, & venant à la succession de ses

ayeul

1 ayeul ou ayeulle, ou autre ascendant, il represente foudit pere au droit d'aisneesse, & s'il n'y a que filles, elles representent leur pere audit droit d'aisneesse, ¹ & partissent avec leurs oncles, & sans droit d'aisneesse, quant au partage d'entre elles.

Vn bastard n'est capable d'heriter & venir à succession.

Les enfans d'un bastard luy succedent, pourueu qu'ils soient nais en loyal mariage.

Quand aucun, va de vie à trespas, sans hoirs en ligne directe, les plus prochains parens & lignagers en ligne collaterale, habilles à estre ses heritiers, tous en mesme & égal degré, luy succedent quant aux biens meubles, acquests & conquests immeubles, & aussi quant aux propres heritages, chacun en ce qui procede, & qui de son costé & ligne est adueni & escheu audit defunct.

2 En succession collaterale, quant au fief en pareil ² degré, les masles excluent les femelles.

Les enfans de plusieurs freres ou sœurs, succedans avec leurs oncles & tantes, en la succession de leur autre oncle ou tantes, partissent entre eux & leursdits oncles ou tantes en souches: & entre eux seulement, s'ils n'ont oncles ou tantes également & par testes, les biens & succession dudit defunct, tant meubles que heritages.

En ligne collaterale les propres heritages d'aucun defunct, retournent à ses parens & lignagers habilles à luy succeder, les plus prochains du costé & ligne dont procedent & luy sont venus & escheus lesdits heritages, si d'iceluy defunct ils se veulent porter pour heritiers, supposé qu'ils ne soient les plus prochains dudit defunct.

Les heritiers d'aucun defunct, en pareil degré, tant en meuble que immeuble, sont tenus personnellement de payer & acquitter les debtes & rentes constituées, dont ils sont heritiers, chacun pour telle part & portion qu'ils sont heritiers d'iceluy defunct, & n'en est l'aisné plus tenu que les autres, pour le regard de ce qu'à luy appartient par preciput, encores que lesdites rentes fussent constituées par ledit defunct, nommément sur les choses à luy escheuës par preciput, sinon que lesdites rentes fussent foncieres & anciennement deuës sur le fief.

Les parens & lignagers des euesques, & autres gens d'eglise seculiers leur succedent.

Religieux & religieuses profex, ne succedent à leurs parens, ne le monastere pour eux.

Freres & sœurs, supposé qu'ils ne soient que de pere ou de mere, succedent également avec les autres freres & sœurs de pere & de mere, à la succession de leur frere & sœur, quant aux meubles, acquests & conquests immeubles.

C H A P. IO.

De garde noble & bourgeoise.

PERE, mere, ayeul, ayeulle, ou autres ascendants, tant nobles que roturiers, peuuent accepter la garde de leurs enfans ou autres descendans en ligne directe, apres le trespas de leur pere ou mere, & sont lesdits gardiens les fruits leurs, des heritages, rentes & reuenus appartenans ausdits mineurs, à la charge de payer par lesdits gardiens les debtes que doiuent lesdits enfans, les nourrir, alimenter & entretenir, payer & acquitter les charges que doiuent lesdits heritages, & à la fin de ladite garde rendre lesdits heritages en bon estat, pourueu que le pere, mere, ayeul, ayeulle ou autre ascendant suruiuant qui acceptera ladite garde, ne se remarie: car en ce cas le temps de ladite garde fera fini, & fera pourueu ausdits mineurs de tuteurs & curateurs par le iuge, auquel appartient de y pourueoir.

Et dure ladite garde, quant aux nobles, aux masles iusques à vingt ans, & aux filles iusques à quinze ans, ou iusques à ce qu'elles soient mariees, si plustost sont mariees, & quant aux roturiers, aux masles iusques à quatorze ans, & aux filles iusques à douze ans accomplis.

Garde tant noble, que bourgeoise se doit accepter en iugement.

† Et doit celuy qui a la garde bourgeoise, faire inuentaie, & bailler caution telle qu'il pourra bailler, avec obligation & hypotheque de ses biens presens & aduenir.

Celuy qui aura la garde noble ou bourgeoise des mineurs, pouruiura toutes actions, tant reelles que autres desdits mineurs à ses despens, pourueu qu'il soit personne capable, & s'il n'est trouué personne capable, sera pourueu d'un tuteur pour poursuiure lesdites actions aux despens dudit gardien.

C H A P. II.

De communauté de biens.

Quand aucun des deux conioints ensemble par mariage, va de vie à trespas, les meubles & conquests immeubles, faits durant & constant ledit mariage, & qui communs estoient

1 Ainsi a esté iugé par arrest, es termes de la coutume de Paris, comme j'ay dit sur l'arti. 134. C.M.

2 Vrayement pareil, & represente tellement que le fils du frere defunct, exclut sa sœur & ses freres, comme feroit son pere. C.M.

Coustumes du Comté & Bailliage de Montfort Lamaulry, &c.

à l'heure du trespas du premier mourant, se diuisent en telle maniere, que la moitié en appartient au suruiuant, & l'autre moitié aux heritiers du trespas. cxxi.

Femme mariee ne peut vendre, alier ne hypothequer ses heritages, sans l'auctorité & consentement expres de son mary. cxxii.

1 Par sentence de iuge, & partage executé sans fraude, & non si par manuaife teste ou manuaif gouvernement elle estoit separee de fait, recours à mon cōmentaire, article 106. de la coustume de Paris. C. M.

Vne femme ne peut ester en iugement, sans le consentement de son mary, sinon qu'elle soit separee. cxxiii.

Le mary est seigneur des meubles & conquests immeubles, par luy faits, durant & constant le mariage de luy & de sa femme, en telle maniere qu'il les peut vendre, alier, hypothequer, & en faire & disposer par disposition fait entre viif, à son plaisir & volonté, sans le consentement de sadite femme, à personne capable & sans fraude. cxxiiii.

Le mary ne peut vendre, faire partage, ou licitation, charger, obliger, ne hypothequer le propre heritage de sa femme, sans le consentement de sadite femme, & icelle de par luy autorisee à ceste fin. cxxv.

Entre homme & femme conioints ensemble par mariage, y a communauté de biens, en telle maniere que à cause d'icelle communauté, le mary est tenu personnellement de payer les debtes mobiliaries deuës à cause de sa femme, & en peut estre vallablement pourfuyui. Et aussi la femme est tenuë, apres le trespas de son mary, payer la moitié des debtes mobiliaries faites & accreuës par ledit mary, tant durant ledit mariage que par-avant iceluy. cxxvi.

Homme & femme conioints ensemble par mariage, sont communs en biens meubles & conquests immeubles, faits durant & constant ledit mariage. cxxvii.

Et apres le trespas de l'un d'eux, iceux biens se diuisent, en telle maniere que la moitié en appartient au suruiuant, & l'autre moitié aux heritiers du trespas. cxxviii.

Et laquelle moitié de conquests ainsi appartenant & aduenü aux heritiers du trespas, est le propre heritage desdits heritiers, tellement que si tels heritiers vont de vie à trespas sans hoirs de leurs corps, icelle moitié retourne à leur plus prochain heritier du costé & ligne de celui desdits mariez, par le trespas duquel leur est aduenü telle moitié. cxxix.

Le mary est seigneur des actions mobiliaries & possessoires, posé qu'elles procedent du costé de la femme, & peut le mary agir seul, & desduire lesdits droits & actions en iugement, sans sadite femme. cxxx.

† Femme mariee, ne se peut obliger, sans le consentement de son mary, soit au preiudice d'elle ou de sondit mary, si elle n'est separee, ou marchande publique, auquel cas elle se peut obliger, touchant le fait & dependances de ladite marchandise publique. cxxxii.

Femme noble ou roturiere peut, si bon luy semble, apres le trespas de son mary, renoncer à la communauté des biens d'entre elle & sondit mary, la chose estant entiere, & en ce faisant demeurera quitte des debtes mobiliaries, deuës par sondit feu mary, au iour de son trespas. cxxxiii.

† Quand l'un des deux conioints ensemble par mariage, nobles & viuans noblement, va de vie à trespas, il est à la faculté du suruiuant d'accepter les meubles, auquel cas il est tenu de payer les debtes mobiliaries que deuoit le trespas, & les obseques & funerailles d'iceluy trespas, pourueu qu'il n'y ait enfans dudit mariage ou d'autre. cxxxiiii.

† Homme & femme conioints ensemble par mariage, sont reputez vñs de leurs droits, sans pouoir toutes-fois alier ne hypothequer leurs biens immeubles, iusques à l'aage de vingt-cinq ans. cxxxv.

Quand l'un des deux conioints ensemble par mariage, va de vie à trespas, & delaisse aucuns enfans mineurs dudit mariage, si le suruiuant desdits conioints n'a fait faire inuentaie solennel, ou qu'il n'y ait autre acte desrogeant à communauté des biens qui estoient communs durant ledit mariage, & au temps dudit trespas, soient meubles ou conquests immeubles, les enfans peuuent, si bon leur semble, demander communauté en tous les biens meubles & conquests immeubles dudit suruiuant, & iusques à ce que ledit inuentaie ait esté fait. cxxxvi.

Quand aucune rente deuë par l'un des deux conioints par mariage, ou sur ses heritages par-avant leur mariage, est rachetee par lesdits deux conioints ou l'un d'eux constant ledit mariage, tel rachat est reputé conquest. cxxxvii.

Femme mariee demeure douee de douaire coustumier, posé que par expres au traitté de son mariage, n'ait esté constitué ne octroyé aucun douaire. cxxxviii.

Douaire coustumier, est la moitié des heritages, que le mary tient & possédé au iour de ses épousailles, & de la moitié des heritages, qui depuis la consommation dudit mariage, & pendant iceluy écheent & aduennent en ligne directe audit mary. cxxxviii.

Le douaire de la femme, soit coustumier ou prefix, n'est que viager, de sorte que la femme morte, le douaire est exteinct. cxxxix.

Douaire coustumier saisist. cxl.

¶ Douaire prefix saisist du iour du decés du mary, pourueu qu'il en apparaisse par escrit, & que la femme le demande dans l'an & iour du decés, autrement ne saisira, sinon du iour qu'il sera demandé en iugement. cxli.

Femme douee de douaire prefix, ne peut demander douaire coustumier, s'il ne luy est permis par son traitté de mariage. cxlii.

Douaire d'une somme de deniers pour vne fois, à payer au traitté de mariage, n'est qu'à la vie de la femme tant seulement, & doit tel douaire apres le trespas de la femme reuenir aux heritiers du mary, s'il n'y a contract, ou conuention au contraire. cxliiii.

† La femme est tenuë bailler caution de son douaire tel qu'elle pourra bailler, d'en iouyr comme vn bon pere de famille, & si elle n'en peut bailler, luy sera ledit douaire deliuré à sa caution iuratoire, avec obligation & hypothèque de tous ses biens presens & aduenir. cxliiiii.

C H A P. 13. *De dons simples & mutuels, & autres dispositions entre vifs.*

IL n'est loisible à aucune personne, de disposer par donation entre vif, de ses propres au preiudice de ses heritiers, oultre le quint. cxlv.

Toutes franches personnes, saines d'entendement, & aagees, peuuent disposer par donation faite entre vifs, de tous leurs meubles, acquests & conquests immeublss, & de la cinquième partie de tous leurs propres heritages, au profit de personne capable, & sans fraude. cxlvi.

† Donation faite entre vifs, testament, ou autrement est reputee acquest, sinon qu'elle fust faite en aduancement d'hoirie, ou par celuy auquel le donataire deuoit autrement succeder, auquel cas sera reputee propre, pour le regard de ce, en quoy cessante la donation, il eust succédé ou peu succeder. cxlvii.

Homme & femme cōioints par mariage, estans en plaine santé, quoy q'ce soit, n'estans malades de maladie dont ils seroient decedez, peuuent & leur loist, faire donation mutuelle l'un à l'autre de tous leurs biens meubles & conquests immeubles, faits durant & constant le mariage communs entre eux, & qui sont trouuez à eux appartenir, & estre communs entre eux, à l'heure du trespas du premier mourant desdits conioints, pour en iouyr par le suruiuant d'iceux conioints, s'auie durant seulement, en baillant par luy caution suffisante de restituer lesdits biens apres son trespas, pourueu qu'il n'y ait enfans, soit de leur mariage ou d'autre, & où il y aura enfans, ledit don mutuel n'aura lieu. cxlviii.

Homme & femme conioints par mariage, quand il n'y a enfans dudit mariage ou d'autre, peuuent donner & aduantager l'un l'autre, par donation faite entre vifs, de tous leurs meubles & conquests immeubles, avec le quint de leurs propres, pour en iouyr par le suruiuant sa vie durant seulement, en payant par ledit suruiuant les charges ordinaires, debtes, obseques, & funerailles, entretenant le lieu en bon & suffisant estat, & de ce baillant caution. cxlix.

¶ Don mutuel saisist du iour du decés, pourueu qu'inuentaie soit apres fait, & caution baillee. cl.

Quand pere ou mere, ont donné à leurs enfans ou à l'un d'iceux aucun heritage, tel heritage est réputé donné en aduancement d'hoirie, encores qu'il ne soit dit par le contract, toutefois ne sera tenu ledit donataire soy porter heritier, si bon ne luy semble. cli.

Donner & retenir ne vaut. clii.

† Donner la propriété d'aucun heritage, l'usufruit à vie ou à temps à soy retenu, n'est réputé donner & retenir, & vaut telle donation, ou quand il y a autre clause translatiue de possession, comme precaire, constitut, ou autre. cliii.

C H A P. 14. *Des arrests, executions & saisies.*

† Avcun n'est receuable à proceder ou faire proceder par voye d'arrest, ou autre exploict de fait, sur les biens d'autrui, ne par emprisonnement en la personne d'autrui, sans condemnation ou obligation, delict, ou quasi delict, ou chose priuilegiee, ou qui le vaille, ou bien qu'il n'y eust flagrant delict. cliiiii.

Coustumes du Comté & Bailliage de Montfort Lamaulry, &c.

† Il est loisible à vn propriétaire d'aucune maison par luy baillee à tiltre de loyer, de faire proceder par voye d'arrest en ladite maison, pour les termes à luy deus pour ledit louage, sur les biens du conducteur estans en icelle maison, soit que le conducteur soit homme lay, ou d'Église. clv.

† Quand le propriétaire & possesseur d'aucuns heritages, va de vie à trespas sans hoirs apparens, le haut iusticier, en la iustice duquel lesdits heritages sont assis, peut & luy est loisible, iceux heritages vacans & non occupez, saisir & mettre en sa main à la conseruation du droit de qui il appartiendra, à la charge d'en faire inuentaire par le procureur du Roy, ou procureur de seigneurie. clvi.

Obligation passée par le mary seul, ou sentence contre luy donnée, apres le trespas dudit mary ne sont executoires sur les biens de la femme, sauf le recours aux heritiers dudit defunct, contre la femme, ou ses heritiers apres l'exécution faite. clvii.

Toute personne bien famee & renommee, sera creuë par serment de prinse de bestes, & du dommage à luy fait, iusques à cinq sols parisis tant seulement, & où il pretendra plus grand dommage luy auoir esté fait, sera tenu iceluy faire voir & visiter dedans vingt-quatre heures, partie presente ou appelee. clviii.

C H A P. 15.

De retrait lignager.

1 Au denier vingt ou plus haut. Autre chose est d'une rente volante, recours à mon cōmētaire sur la coustume de Paris, art. 57. à la fin, & sur au mesme tiltre de la coustume de Meleun. C.M.

Quand aucun a vendu & constitué rente¹ sur ses propres heritages, à personne estrange, non estant de lignage dont procedent lesdits heritages propres, il est loisible au parent & lignager du costé dont procedent lesdits heritages propres, de demander & requerir en iugement auoir ladite rente par retrait lignager, dedans l'an de la vendition d'icelle rente, ou dedans l'an de la faisine ou infeodation prinse par l'acheteur d'icelle rente. clix.

Quand aucun a vendu & transporté son heritage à personne estrange de son lignage, estoc & ligne dont luy est aduenu & escheu par succession ledit propre heritage, il est loisible au parent & lignager dudit vendeur, de l'estoc & ligne dont est aduenu & escheu ledit heritage, de demander & auoir par retrait lignager iceluy heritage, dedans l'an & iour que l'acheteur en a esté enfaisiné, fil est tenu en censue, ou qu'il en a esté receu en foy & hommage, fil est tenu en fief, en remboursant ledit acheteur de son sort principal, frais & loyaux cousts. clx.

Si aucune personne acquiert vn heritage propre de son parent, de l'estoc ou ligne dont il est parent, & il vend ledit heritage à personne estrange de son lignage, tel heritage chet en retrait. clxi.

Si aucun a vendu son propre heritage, & vn du lignage du vendeur a fait adiourner l'acheteur en cas de retrait, si audit lignager l'heritage est adiugé par retrait, ledit lignager est tenu de payer & rembourser ledit acheteur, des deniers qu'il a payez audit vendeur, pour l'achat dudit heritage ou consigner les deniers en iustice de l'ordonnance du iuge, partie presente ou appelee, au refus dudit acheteur, dedans soleil couchant, au moins dedans les vingt-quatre heures apres ledit retrait à luy adiugé par sentence ou iugement, & que l'acheteur ait mis ses lettres au greffe, partie presente ou appelee, & outre afferme le pris fil en est requis, & fil ne le fait ledit temps passé, tel retrayant est debouté dudit retrait. clxii.

¶ Aussi est tenu le retrayant de rembourser les frais & loyaux cousts, vingt-quatre heures apres la liquidation faite d'iceux, luy deuëment appelé present, ou contumacé. clxiii.

Quand aucun lignager du vendeur d'aucun heritage, fait adiourner ledit acheteur d'iceluy heritage pour l'auoir par retrait, il conuient que tel qui veut auoir ledit heritage par retrait, offre bourse, deniers, loyaux coustemens, & à parfaire en or ou argent a descouuert, à chacune iournee de la cause, iusques à contestation en cause, ledit iour de contestation includ, & fil ne le fait, il doit estre debouté dudit retrait. clxiiii.

Le parent & lignager, qui premier aura fait adiourner en matiere de retrait sans fraude, doit estre preferé à tous autres, posé qu'ils soient plus prochains parens du vendeur. clxv.

Quand aucun a eschangé son propre heritage alencontre d'autre heritage, ledit heritage ainsi acquis par eschange, est le propre heritage de celuy qui l'a acquis, & comme subrogé au lieu de celuy qu'il a baillé, est suiuet à retrait, au profit de ses parens, le cas aduenant qu'il soit vendu, ainsi qu'eust esté l'autre heritage baillé par eschange. clxvi.

† Choses mobiliaries n'écheent en retrait, encores qu'elles fussent de haut pris. clxvii.

Si

Si aucun vend l'usufruit de son propre heritage à personne estrange, telle vendition d'usufruit n'echet en retrait. clxviij.

Propre heritage vendu & adiugé par decret en iugement, par criees & subhastations, chet en retrait. clxix.

Vn seigneur feodal qui a retiré par puissance de fief, le fief vendu par son vassal, iceluy fief appartenant du propre audit vassal, tel fief ainsi retenu par ledit seigneur feodal, gist en retrait, & se peut retraire par l'un des parens & lignagers du vendeur, du costé, estoc & ligne dont il est procedé dedans l'an & iour qu'il est retenu par puissance de fief, & du remboursement fait par ledit seigneur, en le remboursant iceluy seigneur du sort principal, fraiz & profits seigneuriaux confus en luy, & qu'il eust prins ou peu prendre, cessant la retenue par luy faite par puissance de fief. clxx.

Qui n'est habille à succeder, ne peut venir à retrait lignager. clxxi.

Quand aucun heritage propre est acquis durant & constant le mariage de deux conioints, dont l'un d'iceux est parent & lignager du vendeur, de l'estoc, costé & ligne dont ledit heritage appartenoit audit vendeur, tel heritage ainsi vendu ne gist en retrait durant & constant ledit heritage appartenoit audit vendeur, tel heritage ainsi vendu ne gist en retrait durât & constant ledit mariage : mais apres le trespas de l'un desdits conioints, la moytié dudit heritage gist en retrait, a-l'encontre de celuy qui n'est lignager, ou ses hoirs fils ne sont lignagers dudit vendeur dudit estoé, coste & ligne dont ledit heritage appartenoit à iceluy vendeur dedans l'an & iour du trespas du premier mourant desdits conioints, supposé qu'il y eust saisine ou infeodation prinse durât iceluy mariage, en rendant & payant par le retrayant, la moytié du sort principal, fraiz & loyaux cousts, & où il y auroit enfans dudit mariage, pour l'esperance qu'ils pourroyent auoir de venir à la portion de l'un desdits conioints qui ne seroit de la famille, n'aura en ce cas la coustume lieu, sinon que la moytié appartenant à celuy qui ne sera du lignage, tombast à autres enfans. clxxii.

¶ Quand vn seigneur de fiefs, vend terres estans de son domaine à pris d'argent, à la charge de cens enuers luy, l'acquireur ne doit aucunes ventes audit seigneur vendeur, & est tenu l'acheteur pour enfaisiné du iour de ladite vendition, tellement que lesdites terres vendües l'an & iour de la vendition passée, ne gisent en retrait. clxxiii.

Heritage baillé à rente, rachetable, ou non rachetable, est retrayable, à la charge de la rente. clxxiiii.

C H A P. 16.

De Criees.

Avant que aucunes criees faites par les quatre quatorzaines anciennes d'aucunes terres & fiefs soyent tenües & reputees bonnes & vallables, il conuient & est requis, que prealablement les terres, seigneuries & fiefs soyent saiziz, arrestez & mis en la main de iustice, & que la main-mise soit faite sur les principaux manoirs de chascun desdits fiefs, terres & seigneuries. clxxv.

Quand aucunes terres, seigneuries & fiefs, sont saiziz & mis en la main du Roy ou de iustice, & en criees, il conuient & est requis que lesdites terres, seigneuries, & fiefs criez, soyent nommez & declarez en la premiere desdites criees, & premier rapport fait d'icelles, avec les lieux où lesdites terres, seigneuries & fiefs sont assis, ou autrement telles criees sont deffectiues. clxxvi.

Chascun est receu à foy opposer aux criees d'aucuns heritages, criez & subhastez par les quatorzaines anciennes, iusques à ce que le decret soit adiugé. clxxvii.

Quand aucuns heritages appartenās à aucuns proprietaires sont mis en criees par les quatre quatorzaines anciennes & accoustumees, lon ne peut vallablement proceder à l'adiudication du decret d'iceux heritages, plustost & iusques à ce que tel propriétaire soit adiourné à sa personne ou à son domicile suffisamment, presens tesmoins, pour veoir decreter iceux heritages, ou iceux veoir adiuger par decret. clxxviii.

† Et seront les criees rapportees & certifiees aux lieux, par-deuant les iuges, & és auditoires, où elles ont accoustumé estre rapportees. clxxix.

C H A P. 17.

Autres coustumes.

Despens d'hostellage liurez par hostes à pellerins ou à leurs cheuaux, sont priuilegiez & viennent à preferer deuant tous autres, sur les biens & cheuaux hostellez, & les peut l'ho-

Proces verbal

stellier retenir iusques à payement & fraucun autre creancier les vouloit enleuer, l'hostelier a iuste cause de soy opposer. clxxx.

† Qui vend aucune chose mobiliare sans iour & sans terme, esperant en estre payé promptement, il peut la chose poursuyuir en quelque lieu qu'elle soit transportee, pour estre payé de pris qu'il l'a vendüe, & encores qu'elle eust esté prinse par execution, la pourra poursuyure iusques à ce qu'elle soit vendüe par auctorité de iustice. clxxxii.

Vn respit ne peut auoir lieu contre le deu d'aucun à luy adiugé par sentence diffinitive, & contradictoire, loüage de maison, arrerages de rentes foncieres, moisson de grain, & debtes de mineurs creez avec les mineurs ou leurs tuteurs, durant leur minorité. clxxxiii.

En matiere de desconfiture chascun creancier vient à contribution au soul la liure, sur les biens meubles, du debteur, & n'y a point de prerogative. clxxxiiii.

La connoissance & punition de delict, appartient au iuge du domicile des delinquans, & non pas au iuge où le delict a esté commis, quand il est requis par le iuge du domicile, s'il n'y a cas priuilegié. clxxxv.

† Qui confisque le corps, il confisque les biens.¹

Marchans, gens de mestier, & autres vendans leurs denrees & marchandises à destail, medecins, chirurgiens, barbiers, orfebures, espiciers, appoticaire, maçons, charpentiers, laboureurs, manouuriers, demouras audit balliage & côté de Montfort, ne peuuent faire actiõ, question, ou demande de leurs dites dérees, marchadises, salaires & seruices, apres vn an passé lesdies dérees vendües, debitees & deliurees à detail, ourages, labours, salaires & seruices faits fors & excepté celles qui seroyent recõnües par obligatiõ, ou autremet deüemēt. clxxxvi.

Confiscations & espaves, & biens vacquans, appartiennent au seigneur haut iusticier, fors quant à la confiscation en crime de lese maiesté humaine, qui appartient au Roy seul priuatiuement, & à tous autres hauts iusticiers. clxxxvii.

FIN DES COVSTVMES DE MONTFORT LAMAULRY.

Le proces verbal.

L'An mil cinq cents cinquante-six, le lundy douziesme iour d'Octobre, nous Christofle de Thou president, Barthelemy Faye, & Jacques viole Conseillers du Roy en la cour de parlement à Paris, sommes arriuez en la ville de Montfort Lamaulry, pour proceder à la redaction des coustumes du bailliage & comté dudit Montfort, suyuant les lettres patentes à nous adressees, desquelles &c.

Et le lendemain treziesme iour dudit moys nous sommes transportez en l'auditoire dudit bailliage de Montfort lieu esleu & preparé pour proceder à ladite redaction. Auquel lieu apres lecture faite desdites lettres par maistre Jean de la Place greffier dudit bailliage, maistre André audiger aduocat du Roy pour maistre Pierre guynard procureur dudit seigneur audit lieu, a dit que suyuant le commandement d'iceluy Seigneur, il auoit fait adiourner & donner assignation audit iour en ladite ville par-deuant nous, aux gens des trois Estats dudit bailliage, requerant qu'ils fussent appelez. Ce que nous auons ordonné estre fait par ledit greffier: & ont comparu & se sont presentez pour l'estat d'eglise ceux qui ensuyuent.

C'est à sçauoir Reuerend pere en Dieu messire Loys guillard euesque de Chartres comme diocesain à cause de sondit euesché, & encores comme seigneur des seigneuries du Val Garāgis, par maistre Nicole le febure son procureur. Les doyen, chanoines & chappitre de l'eglise de Chartres, par ledit Febure & maistre Mathurin fresnot leurs procureurs. Le reuerendissime cardinal de Chastillon comme abbé de l'abbaye de Grant-champ, Et les religieux, prier & conuent dudit lieu par freres Antoine gilbert prier claustral, & Blaise Noel religieux & curé dudit Grant-champ assistez de maistre Antoine beauuoy leur procureur. Frere Charles boucher abbé de sainct Magloire, à cause de ses seigneuries de Mercy le Luatel, sainct Magloire pres Espernon, & autres assises audit comté, en personne, assisté de maistre Lancelot bazin son procureur. Maistre Estienne de brezé abbé commendataire de Coulombs, & les religieux, prier & conuent dudit lieu à cause de leurs terres & seigneuries de la Noue, Hondreuille pres Gastz, & autres terres qu'ils ont audit comté, par maistre Jean Maheas leur procureur. Frere Mathurin de Haruille abbé de Claire-fontaine, & les religieux, prier & conuent dudit lieu, par ledit Maheas. Maistre Gilbert filliol, abbé de l'abbaye de Neauphle les Viels, & les religieux, prier & conuent dudit lieu par maistre Jean bonichon procureur. Maistre Michel

1 La requisition du tiers Estat de la moitié ou du tiers pour les enfans, scauoir, est de leur refermer le tiers s'ils sont quatre ou au dessous, & la moitié s'ils sont plus de quatre enst esté accordée, si ceux d'eglise y eussent adheré qui fussent une partie des hauts iusticiers, car deux estats eussent fait la plus grande part & conséquemēt la Loy: mais leur auarice fut plus grande que la charité & utilité publique. C.M.

chel bayard abbé commendataire de l'abbaye saint Iean en Vallee lez Chartres, & les religieux, prieur & conuent dudit lieu, par ledit Bazin. Frere Nicole de saint Ouen, abbé de Motebourg comme prieur du prieuré dudit Montfort, & curé de Beine, en personne par ledit Bazin. Maistre Charles d'Angednes comme prieur commendataire de Bazainuille, par maistre Estienne l'hostellier, Touffaincts menu, & ledit Bazin, ses aduocats & procureurs. Maistre Claude fumeé prieur de saint Nicolas d'auneau par maistre Marin martin prestre, procureur & fermier dudit prieuré, & ledit Beauuoys. Maistre Denys de la porte prieur de saint Iean de Houdant, par maistre François Marin procureur. Frere Nicolas de feugerolles cheualier de l'ordre saint Iean de Hierusalem commandeur de Prunay le temple, par ledit Beauuoys. Les religieuses, abbessé & conuent de saint Corantin, à cause de leur dite abbaye, & autres seigneuries dependans d'icelle estans audit comté, par maistre Iean crouteau procureur. Les religieuses, prieuré & conuent nostre dame de haute Bruyere, à cause dudit prieuré, & seigneuries dependans d'iceluy, assises audit comté, par ledit Marin. Les doyen, chanoines & chappitre de nostre dame de Clery, à cause de leurs seigneuries de Mainguerin, Dimancheuille, & autres terres qu'ils ont audit comté, par ledit Bonichon. Les tresorier, chanoines & chappitre de la chappelle Royal du boys de Vincennes, à cause de leur seigneurie des Prez, & partie de la seigneurie de Boissy, par ledit Bonichon. Les doyen, chanoines & chappitre de saint Cloud, à cause de leur seigneurie de Souplainuille, par ledit Marin. Le maistre & administrateur de l'hostel Dieu de Montfort, par ledit Beauuois. Le maistre & administrateur de la maladerie dudit Montfort, par ledit Bonichon. Maistre Charles porquier maistre & administrateur de l'hostel Dieu de Neauphle, par ledit Bazin. Messire Iacques caillou maistre & administrateur de l'hostel Dieu de Houdant, le maistre & administrateur de la maladerie dudit Houdant, par ledit Bazin. Le maistre administrateur de la maladerie de Garencieres, par ledit Maheas. Maistre Cheron roger maistre & administrateur de l'hostel Dieu d'Auneau, par ledit Bazin. Le maistre & administrateur de la maladerie du petit Sainuillé, par maistre Claude bardet procureur. Les freres & sœurs administrateurs de l'hostel Dieu de Paris, à cause de leur seigneurie & fief des Murs & autres assises à Elleuille, par maistre Guillaume Pleon preuost dudit Elleuille leur procureur. Le prieur curé de Thoiry par messires Hugues thibault & Ieā badouart prestres vicaires, assistez dudit Maheas. Frere Marceau gaultier, prestre, curé d'une des portions de la cure de saint Pierre dudit Montfort, par messire Nicole vauclet prestre vicair, assisté dudit Bazin. Maistre Claude de rangueil curé de l'autre portion d'icelle cure de saint Pierre, par messire Michel anceaulme, aussi prestre vicair, assisté dudit Beauuoys. Maistre Iean bourguigneau chanoine de Chartres & prieur de Maintenon comme curé de Rambouillet, par messire Mathurin poyllon son vicair, assisté dudit Bazin. Maistre Iean Nantier, chancellier en ladite eglise de Chartres, comme curé du Perray & Vielz Eglises, par messire Denys fourmier son vicair, assisté dudit Bonichon. Maistre Iean de chomede prestre, curé de Mercei, par ledit Bazin. Maistre Geoffroy barbereau prestre, curé de Bazoches, par maistre Iean marye son vicair. Maistre Iean loys conseruateur des priuileges apostoliques de sainte Geneuiefue du mont de Paris, curé de Neauphle, en personne. Messire Iean mesnagier curé de saint Iean d'Espéron, assisté dudit Maheas. Le curé de saint Pierre dudit Espéron, par messire Mathurin garnier son vicair, assisté de maistre Iean guyennet procureur. Le curé de saint Nicolas és fauxbourgs dudit Espéron, par messire Martin four son vicair, assisté dudit Guyennet. Frere Gabriel de Puisherbault curé de saint Remy l'honoré, par ledit Marin. Le curé des Essars par messire Guillaume marcille son vicair. Frere Antoine gilbert curé de Gambaizeul present, assisté dudit Beauuoys. Messire Guillaume bergeron, curé d'Esmancey en personne. Maistre Charles de Pouy, curé de Maurepas, par ledit Maheas. Maistre Marin le coincte, curé de Boynuille le gaillard, par ledit Marin. Maistre Iean foulloux, curé d'Autheul, par messire Pierre villain son vicair. Maistre Claude cheron, curé de Millemont, par messire Pierre challumeau son vicair. Frere Blaise noel curé de Grantchamp, par ledit Beauuoys. Messire Iean Mausel prestre, curé de Marc present, assisté dudit Marin. Maistre Claude pluyecte curé de saint Legier present, assisté dudit Bonichon. Messire Robert chantallou, curé de saint Lubin de la Haye, en personne. Messire Vvaldequin morant prestre, curé des cures d'Ablis & Grufsonuille present, & assisté dudit Bazin. Maistre Loys boucher curé de Galuis par ledit Bazin. Maistre René piot curé d'Os moy par ledit Maheas. Maistre Antoine marea curé de Cernay la Ville, par maistre Mathurin Manne son vicair, assisté de maistre Iean macé, procureur. Et les curez des lieu & parroisses qui ensuyuent, à sçauoir de Ga-

Proces verbal

zeran, par mesire Jean iumeau son vicaire, assisté dudit Bardet. De Bazainville par maistre Raoul roze son vicaire, assisté dudit Bazin. De Boutigny par maistre Jean macé procureur. De la Boësiere par mesire Mathurin martin son vicaire. De Hanches par mesire Jean iulian son vicaire, assisté dudit Maheas. d'Orgeruz par maistre Jean iourdain prestre son vicaire. De Houdant par maistre Michel rousseau son vicaire, assisté de maistre Michel thirouyn procureur. De Prunay le temple, par maistre Jean compagnon prestre son vicaire, assisté de maistre Simeon cheuallier procureur. De Prunay sous Ablis par mesire Marin martin prestre son vicaire, assisté dudit Bazin. Des breuieres par mesire Jean pelletier son vicaire. Du Fargis, par ledit Bazin. d'Orsemont, par mesire Pierre hediart son vicaire, assisté dudit Beauuoys. De Dorne par mesire Charles ridard son vicaire. De saint Hilarion, par mesire Gilles goupil son vicaire, assisté dudit Bonichon. De Hermeray par mesire Jean arnoul son vicaire. De Hôdreuille par mesire Pierre petit son vicaire, assisté dudit Guyennet. De Houel, par mesire Loys dumesnil son vicaire, assisté dudit Guyennet. De saint Aignan de Gambais par maistre Oliuier cueffon son vicaire, assisté dudit Beauuoys. De Maulette par maistre Jean garnier son vicaire, assisté dudit Beauuoys. De Dampnemye par mesire Jean castel & Jean iardin ses vicaires. De Thionuille par maistre Jean de fliny son vicaire, assisté dudit Maheas. De saint Martin Delleuille par maistre Simon beranger son vicaire, assisté dudit Maheas. De Flexanuille, par maistre Iacques loret son vicaire, assisté dudit Maheas. De Hatonuille par mesires Pierre poirier & Pierre trouffard vicaires dudit lieu, assistez dudit Marin. De Chantignonuille, par mesire Jean baril son vicaire, assisté dudit Marin. De saint Germain de morainuille, par maistre Philippes de ruellan son vicaire. De Sonchamp, par Jean poureal son procureur. De Bourdonné, par mesire Berthrand meré son vicaire, assisté dudit Bonichon. De Boullon, par maistre Michel thirouyn son procureur. De saint Martin de bretencourt, par ledit Bonichon. Dorphin par maistre Estienne coignard son vicaire, assisté dudit Marin. De la forest de Liury par maistre Jean legier procureur. De Adainuille, par mesire Guillaume pinson son vicaire, assisté dudit Beauuoys. De Gressay, par mesire Jean louet son vicaire. De Grosrouure, par mesire Jean glizierre son vicaire. De Tacongnieres, par mesire Pierre de l'isle son vicaire. De Hargeuille, par mesire Jean pelletier son vicaire. Et de la Haulteuille par maistre Nicole le febure procureur. Les chapellains de la cure dudit Haulteuille, par ledit Marin. Et mesire Jean iumeau chappellain de la chappelle de Antefson present, & assisté par ledit Bardet.

Et pour l'estat de Noblesse sont comparuz la duchesse Destouteuille comme tutrice de dame Marie sa fille, comtesse vsufructiere dudit comté de Montfort. Et encores ladite dame en partie de la baronnie de Rochefort, Auneau, Aunay, Voise, & leurs dependances, par ledit Bazin. Le Roy de Nauarre à cause de la baronnie d'Espéron, par maistres Nicole bobuffe son bailly, Estienne chauanes son procureur fiscal audit Espéron, & ledit Maheas. Le reuerendissime cardinal de Lorraine, comme seigneur d'Auteul, Boessy, Villarceaux, & de partie de la seigneurie de Garencieres, par maistre André berthrand procureur. La duchesse de Valentinois pour sa chastellenie de Beigne, seigneuries de Buc & Grignon, saint Aulbin, Noisy & Bailly. En ce qui est de l'hommage de la chastellenie de Neauphle Marc en partie, Chesne rongneulx, & la Mallemaison Mormoullin. En ce qui est en ladite chastellenie de Neauphle les fiefz de la Craune, La cour des prez & Mairie de plaisir, par ledit Maheas. Mesire Iacques de Silly cheualier seigneur & baron de Rochefort, Auneau, Aunay & Voise, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, par maistre Iacques leschallatz, lieutenant general au bailliage dudit Rochefort, & ledit Maheas. Mesire Jean sire d'Espinay cheualier, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, baron en partie dudit Rochefort, Auneau, Aunay & Voise, par ledit Bazin. Mesire Iacques Dangennes cheualier, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, seigneur chastellain des Effartz, Rambouillet, le Perray, Vielzeeglises, Les Breuieres, Befnieres, l'Espinay, Briquesac, La vallee allez, Môtmor, Biennouuienne, Les Fueillardeaulx, Vaulxioyeuse, Malafsiz, Bauldricourt, Le chastellier, Orsemont, & autres terres & seigneuries assises audit comté, present, & assisté de maistres Estienne l'hostellier, Toussainctz menu, & ledit Bazin ses aduocat & procureurs. André de prunete escuyer, seigneur chastellain de Gazeran, & des Rostilz, & autres appartenances & dependances, par maistre Loys le boestel son procureur fiscal, & maistre Jean Huet procureur audit Montfort. Mesire Jean Destouteuille cheualier, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, capitaine de cent hommes d'armes des ordonnances dudit seigneur, son lieutenant general & gouverneur de Picardie,

pour

pour ses terres & seigneuries de Menainville, Presles, & autres assises audit comté, par ledit Bonichon. Phelippes de haruille escuyer, gouverneur pour le Roy audit bailliage & comté, seigneur de la Granche, du bois saint Germain, & Morainville plaisir en partie, de Breteschelle en partie, & leurs appartenances & dependances, & encores comme seigneur des fiefs de Lorme & de Launay, assis à Creslay, & de Garençieres en partie, à cause de damoiselle Claude de rouille sa femme, present, & assisté dudit Bazin. Dame Claude de beaulne, dame ordinaire de la Roynne, comme dame de la chastellenie de Septueille par ledit Bazin. Messire Antoine de Canion cheualier, seigneur chastellain d'Orgeruz, & seigneur de Tacogniers, par messire Iaspart de canion cheualier son fils aîné, assisté dudit Maheas. Messire Esperit de haruille cheualier, seigneur de Pallaiseau, comme seigneur des seigneuries de la Selle Champouldry, Voyse, & Lairable, le Plesis, & Mouftiers en partie. Longuillier, le fief d'Espoy, la grande maison de Rongneulx, & de la Breteschelle en partie, & autres seigneuries assises audit comté, par maistre Pierre Iambin son procureur fiscal, & ledit Maheas. Messire Aloph de l'hospital cheualier, seigneur de Choisy les loges, comme seigneur de Denisy, par ledit Thirouyn. Damoiselle Ieanne charigault veufue de feu noble homme maistre Iacques de Ligneris, en son viuant president de la cour de parlement à Paris, à cause de sa seigneurie de Bailly, par ledit Maheas. Maistre Michel viallar conseiller & maistre des requestes ordinaire de l'hostel du Roy, comme en partie seigneur de la forest de Ciury, & ausi comme seigneur de Herfes, Richeuille, & saint Lubin de la Haye, par maistre Thomas chambort son procureur, & ledit Beauuoys. Maistre Adrian dudrac vicomte d'Ay, conseiller du Roy en ses courz de parlement de Paris & Bretagne, pour ses fiefs, terres & seigneuries de la basse saint Cir & Foynard, par ledit Beauuoys. Maistre Oudet de selua, conseiller du Roy en son grand conseil, ambassadeur dudit seigneur à Romme, à cause de sa seigneurie de Souplainuille, Grosflu en partie, Chantignonuille & Aubeuille ausi en partie, par ledit Guyennet. Maistre Iacques hurault conseiller du Roy en son grand conseil, à cause de ses seigneuries du Marais & val saint Germain, par ledit Beauuoys. Maistre Iacques hurault escuyer, notaire & secretaire du Roy en ses finances, grand audiencier de France, comme seigneur chastellain de Brethencourt, par maistre Guillaume brebier son procureur fiscal, & ledit Marin. Dom Diego de mandosse, cheualier gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, pour ses seigneuries de Boullon & Guette, à cause de sa femme, par maistre Michel Thirouyn son procureur. Messire François de la barre cheualier l'un des cent gentilshommes de la maison du Roy, seigneur de Grosflu, par ledit Marin. Messire Iacques de hemard cheualier, escuyer d'Escuyerie du Roy, seigneur de Denouille à cause de ses seigneuries de Cheneuelles & autres assises audit comté, par ledit Bardet. Messire Christoffe de refuge cheualier, l'un des cent gentilshommes de la maison du Roy, pour ses seigneuries des Mesnuz, Chantereus, Groussay, Bazoches en partie, la ferme des Boys pres Gambais, & autres seigneuries assises audit comté, par ledit Beauuoys. Dame Adrienne de bazaincourt, veufue de feu messire Nicolle de chardon, en son viuant cheualier, à cause de son fief de la tour de Richebourg, par ledit Bonichon. Messire Iean de fabreuois cheualier, l'un des cent gentilshommes de la maison du Roy, comme seigneur de Saulx & Richebourg, par ledit maistre Symeon cheualier. Iean barthomier escuyer, comme seigneur des terres & seigneuries d'Oliuet, Nigelles, Poutean, la Peruche, Damnemie, Olainuille, Recoing, les Caues, & autres seigneuries assises audit comté, par maistre Iean barthomier conseiller du Roy en son grand Conseil, fils aîné dudit seigneur d'Oliuet, assisté dudit Maheas. Maistre Iean dutillet protonotaire & secretaire du Roy, & greffier ciuil de la cour de parlement à Paris, comme seigneur en partie de Mareil le Guyon, du Pontet, du Houillet, & autres seigneuries par ledit Grouteau. Florent du belley escuyer, l'un des cent gentilshommes de la maison du Roy, comme seigneur en partie desdites seigneuries de Mareil le Guyon du Pontet, du Houlet, & autres, par ledit Grouteau. Iean de rouille escuyer, comme seigneur de Villiers cul de sac, par maistre Claude phelippes son procureur, & ledit Maheas. Damoiselle Guillemette de richebourg, veufue de feu noble homme Charles du buscad escuyer en son viuant seigneur de Soindres, comme dame chastellaine en partie de ladite forest de Ciury, par ledit Guiennet. Damoiselle Anne de hemard, veufue de feu Nicolas de laillier, en son viuant escuyer, dame de la chastellenie de Noirespinay, par ledit Bardet. Dame Anne de chasteauchallons, veufue de feu messire René de marolles, en son viuant cheualier, lieutenant des Suisses de la garde du corps du Roy, à cause de ses seigneuries de Longorme, & autres seigneuries assises audit comté, par ledit Maheas. Iean de Maubuisson escuyer, l'un des cent gentilshommes de la maison du Roy,

Proces verbal

comme seigneur en partie de la maison rouge pres Merey, par ledit Bonichon. Raoul de furet escuyer, comme seigneur de Cernay la ville. Maistre Philippe moysen aduocat à la cour, à cause de son fief d'Allorme, en personne. Damoyelle Marie de tilly vefue de feu Antoine de hargeuille, en son viuant escuyer, tant en son nom que comme tutrice de ses enfans mineurs d'ans, & dudit deffunct, comme dame de Behouft, hargeuille, & autres seigneuries assises audit comté par ledit Beauuoys. Damoiselle Bône Thurin, à cause de sa seigneurie du grand Loreau, du fief du Maraiz, & autres seigneuries assises audit comté, par ledit Bazin. Damoiselle Anne de connan, vefue de feu maistre Michel de champront, en son viuant auditeur des comptes, à cause de ses seigneuries de Hanchès, la Tour neuue, Vineruille, & autres ses seigneuries, assises audit comté, par maistre Toussains rousseau son procureur, assisté dudit Maheas, Iean le morhier escuyer comme seigneur de Brunel, & encores ledit Morhier, & Blaise Mauguey, chascun respectiuellement pour les droits qu'ils pretendent en la seigneurie de Gressay, par ledit Beauuoys. Maistre Pierre de la porte, escuyer, conseiller du Roy, bailly dudit Montfort, comme seigneur de Neufuille en parrie, & encores comme seigneur d'Orual & du petit Bourdonné ausi en partie, à cause de damoiselle Catherine de coquebourne sa femme, en personne. Alexandre de coquebourne, escuyer, seigneur en partie dudit Orual & petit Bourdonné, par ledit Thirouyn. Damoiselle Magdaleine de mesmes, comme dame en partie du petit Bourdonné, & encores pour sa seigneurie du Iarrier, par ledit Thirouyn. Iean mourant escuyer, seigneur du Brueil, Adainuille en partie de la Iaulniere, & le bas Brueil ausi en partie, par ledit Beauuoys. Toussainctz maufel escuyer, gentilhomme de la venerie du Roy, maistre particulier des eaües & forests dudit comté, capitaine des chasteaux dudit Montfort & saint Legier en Iueline, par ledit Bonichon. Germain de la porte escuyer, à cause de son fief de saint Benoist, assis à Flexanville, present, & assisté dudit Marin. Charles de Mesnil Simon, escuyer, seigneur de Launay, Villiers le mahieu, & Anthoillet, par ledit Maheas. Milles le Morhier escuyer, seigneur du Matz & Saulgy en partie, par ledit Maheas, Ioachin de fesuieres escuyer, à cause de sa seigneurie de Morainuille, par ledit Marin. Antoine de pontbreant, escuyer, à cause de ses seigneuries des Bordes, la Bretesche, & du petit Mesnil, present, & assisté par ledit Maheas. Loys de la Ville neuue escuyer, à cause de sa seigneurie de Bonnelle, par ledit Thirouyn. Antoine de Syllans escuyer, capitaine du chateau de Tombelaine, à cause de sa seigneurie de Breau sans nappes, par maistre Michel thibouft son procureur fiscal, & ledit Maheas. Estienne de morainuille escuyer, à cause de sa seigneurie de Chantignouille, par ledit Marin. François de champgirault escuyer, à cause de sa seigneurie assise à Morainuille, par ledit Marin. Gilles de villeroy escuyer, à cause de sa seigneurie de Thionuille, & autres ses seigneuries assises audit comté, en personne, assisté dudit Maheas. Les heritiers de feu noble homme maistre Christofle de marle, en son viuant conseiller du Roy en sa cour de Parlement, comme seigneurs en partie de Boutigny, Cloches, la Mussé, les iours, le petit Beau lieu, & autres leurs seigneuries assises audit comté, par ledit Guiennet. Iean de marais, à cause de son fief assis à Thionuille, par ledit Maheas. Mefsire Iean cheuillard prestre, pour son fief de la cour de Prez, & pour sa seigneurie de Coudray Hellouyn, en personne, assisté dudit Beauuoys. Maistre Vincent de la louppe, lieutenant criminel au bailliage & siege presidial de Chartres, pour son fief & seigneurie de Morfang, par ledit Bazin. Maistre Iean le royer conseiller du Roy en la preuosté de Paris, comme seigneur de Clochees en partie, par ledit Maheas. Maistre Clude grenet conseiller au siege presidial de Chartres pour ses fiefs de Glaucourt, Hermeray, Chaulx, Hanches, & le bois de Fourches en partie, par ledit Guyennet. Iean le mareschal escuyer, à cause de sa seigneurie d'Orphin en partie, & ausi comme seigneur en partie de la seigneurie de Morfang, pres Rochefort, à cause de sa femme, en personne. Nicolas du gard, escuyer, à cause de ses seigneuries de Craiches, Orphin, & de Thionuille en partie, present, & assisté par ledit Maheas. Maistre Iean allego, lieutenant du bailliage de Dunoys pour ses seigneuries de Boyteaulx, la Mote, & la Mandreuse, par ledit Grouteau. Henry le cointe escuyer, à cause de sa seigneurie d'Aubeuille, Houdebouft, & Cotereau, par ledit Maheas. Arthus de la frenaye, escuyer, à cause de sa seigneurie de la Fueille, en personne. Alexandre de fresnieres, escuyer, à cause de ses seigneuries de saint Hilarion le Rouffay, & Voisins en partie, par Loys le boestel son procureur, assisté dudit Guyennet. Charles de Quatrebarbes escuyer, gentilhomme de la venerie du Roy, à cause de sa seigneurie des Noues, par ledit Bazin. Richard le morhier & Bertin de Vaunisson escuyer, à cause de leur seigneurie de Vachereffes les Hauttes, par ledit Maheas. Iean Degogo escuyer, pour sa seigneurie du temple,

ple, assise à Saulgy, par ledit Macé. Les vesue & heritiers de feu François de baudeuille, en son viuant escuyer, à cause de leur seigneurie de Villiers les Aoudetz, par ledit Bonichon. Damoiselle Ieanne de la Vallade vesue de feu Antoine de pony, en son viuant escuyer, à cause de sa seigneurie de Corbereuse, par ledit Beauuois. Iean de gallot & Guillaume de fontaines, escuyers, à cause de leur seigneurie de Chantignonuille, par ledit Guyenet. Le seigneur d'Ardenay, François & Loys de chartres, & Nicolas le mareschal escuyers, à cause de leur seigneurie de Boeslez, par ledit Bonichó. Roger fournier escuyer, à cause de ses seigneuries de Marc, Petitmont, partie de mareil sous Maulle, Jumeauuille, Gouffonuille, & Arnonuille, en personne, assisté dudit Maheas. Iaqués de ercheffillet escuyer, seigneur de Vaueclas, à cause de ses fiefs, assis à Garencleres en Beaulse, Ablis, & autres assis audit côté, par ledit Bazin. Raoul moreau, tresorier de l'Espargne, à cause de ses fiefs de Chardonnet, Blahie, & d'un fief assis à saint Aulbin, par ledit Maheas. Pierre boutaruillier escuyer, à cause de sa seigneurie des Vaux rouffeaux, assise à Grosrouure, par ledit Beauuois. Maistre Philippes de ruellan, comme curateur de Maturin de haruille mineur d'ans, heritier par benefice d'inuentaire de feu maistre Christofle de haruille, en son viuant abbé de Grand-champ, comme seigneur de Millemont, & la Perruche, par ledit Bonichon. François du bellay escuyer comme curateur de damoiselle Ieanne de la motte, à cause de ses seigneuries de Longchefne, & partie du moulin des Eschellettes, appartenant à ladite de la Motte, en personne, assisté dudit Beauuois. Iean d'alnois escuyer, à cause de sa terre & seigneurie de Thoroy, par ledit Maheas. maistre Simon vipart, à cause de sa seigneurie de la basse Boëssiere, par ledit le Febure. Pierre de viellard escuyer, à cause de sa seigneurie de la Haulteuille, en personne, assisté dudit le Febre. Guillaume de lailly escuyer à cause de sa seigneurie des Effartons en personne. Iean de gallot escuyer, à cause de sa seigneurie de Bonglainual, par ledit Maree. Iean de gallot escuyer, à cause de sa seigneurie des Pintieres, par ledit Guyennet. Damoiselle Marie de Villeroy, veufue de feu seigneur de Soronuille, à cause de son fief de Vaucoulart, & autres ses seigneuries, par ledit maheas. Iean de languedouë, escuyer pour ses fiefs du cloz le petit Hermeray & Bourdonné, en personne, assisté par ledit Bonichon. Antoine dehebert escuyer, à cause des fiefs & seigneuries de Ponceaux, Raifeulx, Cadil, Boullehard, & les Estourdiz, en personne, assisté dudit Bazin. Iean le grand escuyer, à cause de sa seigneurie de Neufuille, par ledit maheas. Ieã dadouille le ieune, côme seigneur en partie d'un fief assis és faulbourgs d'Espemon, par ledit Bonichó. Le seigneur de Perdreauuille par Regnauld dehallot son fils. Guillaume de troullard escuyer à cause de son fief & seigneurie de Marolles assis à Galtz, qui fut à vn nommé le Sueur dit le Fresne, par ledit Guyenet. Iaqués de vouier escuyer, pour sa terre & seigneurie de Houlx, par maistre Estienne chauannes son procureur, assisté dudit Maheas. Guillaume de Tillon, escuyer, à cause de partie du fief de Mairaz assis à Hâches, par ledit Guiennet. Loys de sainxes escuyer, à cause de sa seigneurie du Saulsay, & autres terres assises audit côté, par ledit le Feure. Charles de ponuille escuyer pour son fief de la chapelle de Dóchâp, en personne. Guy dalnoys escuyer à cause de ses seigneuries de Marelly, Fauieres en partie, & autres assises audit comté, par ledit Maheas. Gaston de tráchoillió escuyer, à cause de sa seigneurie d'Oruilliers, par Iean Monnier bailly audit lieu, assisté dudit Beauuois. Pierre de la villeneufue, & Nicolas du belloy escuyers, à cause de leur seigneurie en partie de Flexanuille, par ledit Maheas. Maistre Estienne l'hostellier esleu pour le Roy audit Montfort, côme tuteur & curateur de ses enfans mineurs d'ans, & de feuë Anne de mótdoré sa femme, à cause de sa seigneurie de la Mairye du Couldray, en personne. Maistre Estienne grenet receueur des aydes en l'election de Chartres, à cause de Magdelaine de Guenieres sa femme pour vn fief à elle appartenant assis à Marrolles, par ledit Guyenet. Maistre Michel Bichot pour son fief & seigneurie en partie du bois de Fourches, par ledit Guyenet. Damoyfelle Marie chantault pour ses fiefs du rocher Hatonuille & Marrolles, par ledit Guyennet. Maistre Loys dumoulin pour son fief assis à Garencleres, par ledit Bazin. Guillaume aubry escuyer, seigneur de la Fontaine, en personne. Iaqués garnier pour son fief assis à Authouillet, par ledit Maheas. Maistre Nicolas le bel receueur du domaine dudit côté, côme seigneur en partie du dit fief de lamaison-rouge, assis pres Merrey, en psonne. Martin de l'ailly escuyer à cause de son fief assis à Códé en psonne, assisté dudit Beauuois. Richard de guerard escuyer à cause de sô fief de Poullépôt par ledit huet. Estiéne le faulcetier escuyer côme seignr en partie de la Iaulniere, en psonne, Ieã, Charles, Remód & Nicolas les Philippes, à cause de leur fief de l'Enroulle, par ledit Bonichon. Marin cheualier escuyer à cause de Róumangió, par ledit Beauuois. Damoyfelle Ieãne de victry vesue de feu maistre Ieã paillard, côme dame de Poupilliers, par maistre

Proces verbal

Guillaume pleon son procureur, assisté dudit Maheas. Pierre de vaultier, escuyer, à cause de sa seigneurie du Pauillon, & autres seigneuries assises audit comté, par ledit Mace. Maistre Jean mace comme seigneur en partie du fief de saint Martin assis à Aulmoy en personne. Maistre Guillaume pleon à cause de son fief de la Croix-percée assis à Elleuille en personne. Jaques chambort, à cause de son fief assis à Saulx, en personne. Le seigneur des Chastelliers par ledit Thirouyn. Florent de l'estre escuyer par ledit Bonichon. Guillaume poussemothe à cause de son fief de Moutfaulcon, par ledit Guyennet. Antoine de moyencourt escuyer en personne. Denys colin bourgeois de Montfort, à cause de sa seigneurie du bois l'Espicier, en personne, assisté dudit Beauuoys. Robert de neufeuille escuyer, par ledit Maheas. Perrette le congneux vefue de feu maistre Jean auger en son viuant procureur en parlement, pour sa seigneurie de Launay parroisse de Mitainuille, par ledit Maheas.

Et pour le tiers estat sont aussi comparuz les officiers du Roy audit bailliage, & autres qui ensuyuent: Assavoir lesdits Phelippes de haruille, escuyer, gouuerneur pour le Roy audit bailliage & comté de Montfort, en personne, assisté par ledit Bazin. Et maistre Pierre de la porte escuyer conseiller dudit seigneur, bailly desdits bailliage & comté de Montfort, aussi en personne. Maistre Jaques de gouffainuille lieutenant general ciuil & criminel desdits comté & bailliage, en personne. Maistre Pierre le comte lieutenant particulier desdits comté & bailliage, en personne. Lesdits maistre André andiger & Pierre guignard aduocat & procureur du Roy audit comté & bailliage en personne. Maistre Pierre de bourges preuost dudit Montfort & de Merrey, en personne. Ledit maistre Nicolas le bel receueur dudit comté, en personne. Maistre Guillaume dieudonné contrerolleur du domaine dudit Montfort, en personne. Maistre Jean Suatin bailly de Houdant en personne. Maistre Barnabé Barat lieutenant dudit bailly de Houdant en personne. Maistre Gilles dieudonné preuost dudit Houdant en personne. Maistre Jacques flutault substitut du procureur du Roy audit Houdant en personne. Maistre Nicole de brasses preuost dudit Gambais, par ledit Bazin. Maistre Claude phelippes preuost dudit Neauphle le Chastel, en personne. Maistre Thibault d'auerngne preuost du lit saint Legier en Yueline, en personne. Ledit maistre Guillaume pleon preuost d'Elleuille, en personne. Ledit maistre Estienne hostellier & maistre Charles louppeureau esleuz pour le Roy audit Montfort en personne. Ledit maistre Jean maheas procureur du Roy en ladite election en personne. Ledit Toussaincts maufel escuyer, capitaine des chasteaux de Montfort & saint Legier, gentilhomme de la Venerie du Roy, & maistre particulier des Eaux & Forests dudit comté, en personne. Maistre Jean moyisy lieutenant pour le Roy en ladite maistrise, en personne. Maistre Alphons fredy l'aisné aduocat pour le Roy en ladite maistrise, & preuost principal des mareschaux de France, en personne. Maistre Pierre le feure procureur du Roy en ladite maistrise en personne. Maistre Macé petitpas voyer dudit Montfort, en personne. Ledit maistre Lancelot bazin procureur de ladite dame Duchesse Destouteuille esdits noms en personne. Ledit maistre Jean de la place greffier desdits baillages de Montfort & saint Legier en personne. Ledit maistre Simeon cheualier, greffier de ladite preuosté de Montfort, en personne. Maistre Robert le maire greffier de ladite preuosté de Merrey, en personne. Maistre Mathurin chable greffier de la preuosté dudit Houdant en personne. Maistre Pierre marquet greffier de ladite election de Montfort, en personne. Jean le pelletier mesureur pour le Roy au magazin & grenier à sel dudit Montfort, en personne. Maurice foubert greffier audit magazin en personne. Maistres Piat gouffelin, Denys bercher, Jean de pictres, Jean giguet, Jean suatin le ieune, Alphons fredy le ieune licécié en Loix, aduocat audit Montfort. Lesdits maistres Jean Guyennet, Jean macé, Jean grouteau, Michel Thirouyn, Jean bonichon, Jean maheas. Jean huet, Antoine beauuoys, François marin, Lancelot bazin, Nicole le feure, Simeon cheualier, Claude bardet, Gilles fabre, Aoudet Blanchouyn, André bertrand, procureurs audit Montfort en personnes. Nicolas amaulry sergent royal, chastellain hereditaire audit bailliage & comté, en personne. Raoul cheualier sergent par ledit maistre Simeon cheualier, Jean allego, Claude fredy, Nicolas barbot, Eustache luce, Guillaume cauet, Estienne baiouë, sergens royaux audit bailliage & comté, tous en personne, Guillaume collin sergent Royal chastellain & hereditaire audit saint Legier en personne. Jean philippes sergent royal chastellain hereditaire audit Neauphle le Chastel, en personne. Jean le feure sergent royal chastellain & hereditaire audit Gambais en personne, Nicolas baynet sergent royal chastellain & hereditaire audit Merrey, Jean l'anglois sergent royal & hereditaire audit Houdant en personne. Jean flutault sergent royal audit Elleuille, en personne.

Aufsi

Aussi font comparuz les manans & habitans des villes & villages desdits bailliages & comté de Montfort. Affauoir les manans & habitans de la ville dudit Montfort par lesdits maistres Iaques de Goussainuille lieutenant general dudit bailliage, & Iean de pietres aduocat, comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise saint Pierre dudit Montfort, assisitez dudit maistre Nicole le Feure, de Merey, par Robert chemin, & Gilles barat, comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit Merey assisitez dudit maistre Antoine beauuoys. De Galuys par Guillaume l'hoste, Noel eustache, Leonard cotereau, comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit maistre François marin. De Bazoches par Guillaume preel, Iean cotereau, & Marin de lormet, comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit Marin. De Iouarre par Denys genisseau & Iean pirel comme marguilliers de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit le Feure. De Mareil le Guyon par ledit maistre Iean grouteau. De saint Aulbin par Iean guerrier, marguillier de l'eglise dudit lieu. De Neauphle les Vielz par ledit maistre Iean bonichon. De Neauphle le Chastel par Iean Phelippes & Thomas guerin comme marguilliers de l'eglise dudit lieu. De plaisir par Marin buffet comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu. Des Claiz par ledit Beauuoys. De Bailly par ledit maistre Symeon cheualier. Dauthoul par Girault du chesne & Richard bazannois comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu. De Boëffy par Robert & Bernard les Portebois comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu. De Thoiry par Richard remon comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit maistre Iean macé. De Goupillieres par Antoine bouliette & Mathurin soullot comme marguilliers & prouiseurs assisitez dudit Marin. De Villiers le Mahieu par Robert la roche & Robert phelippes, comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit maistre Iean Maheas leur procureur. De Flexainuille par Iacques gaultier comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu assisté dudit Maheas. Daulmoy par Claude d'auuergne comme marguillier assisté dudit Maheas. De saint Martin Delleuille par Guillaume de vigneaulx & Cloud garbe, comme marguilliers & prouiseurs de l'Eglise dudit lieu, assisté dudit Bonichon. De Hargeuille par Gilles le pelletier, & Pierre bouteuillain comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit maistre Michel thirouyn. De Prunay le Temple par Mathurin Coty, comme marguillier & prouiseur de l'Eglise dudit lieu, assisté dudit Bonichon. De moulsan par Iean duchesne & Estienne richard, comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit Beauuoys. D'Oruilliers par Iean le Monnier comme marguillier de l'eglise dudit Oruilliers, assisté dudit Beauuoys. De la forest de Ciury par Richard cybot & Michel le feure, comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit Bonichon. Des Orgeruz par Thomas coureil comme marguillier, assisté dudit Beauuoys. De Tacongnieres par Iean mefril & Simō girard, comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit maistre Gilles fabre. De Behouft par Claude gaultier comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Beauuoys. De Garencieres par ledit Marin. De Marc par Iaques de la bourne, assisté dudit Marin. De Millemont par Nicolas garnier & Iean boisse comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit Maheas. De Grosrouure par Guillaume polly comme marguillier & prouiseur dudit lieu, assisté dudit Marin. De Bazainuille par ledit maistre Lâcelot bazin. De Richebourg par Iacques de la croix & Mathurin renier cōme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit maistre Simeon cheualier. De Gresslay par Mathurin roze & Iean loret cōme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit Beauuoys. De Boesses par Guillaume thiez, Lucas du bar, & Iean gueron comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit Thirouyn. De S. Suplice de la haye, par Noel trehard comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Beauuoys. De saint Lubin de la Haye par Iean du thuillay, comme marguillier de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Bazin. De Goussonuille par Toussaincts le mestayer comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Bazin. De Thionuille par Martin de l'isle & Guillaume du four comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit Maheas. De Boutigny par Iean haizard & Guillaume ridereau comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisitez dudit Macé. De saint Preiect par Michel fromont, cōme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Fabre. De Damne Marie par Robert houllebrat, assisté dudit Fabre. De Maulette par Iean chaconne comme marguillier de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Beauuoys. De saint Aignan de Gâbaiz par Phelippes millet & Nico-

Proces verbal

las l'anguest, comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit sainct Aignan, asistez dudit Fabre. De Bourdonné par maistre Ligier belle, Richard boucher, Jean laillet & Pierre gueron comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu. De Gambaifeul par Georges foreau & Jean le vieulx comme marguilliers de l'eglise dudit lieu, assistez dudit Beauuoys. De Conde par Robert ridereau, Colas ridereau & Jean iardin, assistez dudit Fabre, De Adainuille par ledit Febure. De Grant-champ par Jean patin, cōme marguillier de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Beauuois. De la Haulteuille par Antoine Periot, comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit le Fabre. De la Boessiere par ledit Fabre. De Mitainuille par Pierre marin comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit le Febure. De sainct Lucian par Jean le hamelier, comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit le Febure. De sainct Martin de Nigelles par ledit le Febure comme procureur de Jean barenton & Jean ieuslain marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu. De Hanches par Jean garnier procureur de Seigneurie, & Estienne rouffeau marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assistez par ledit Thirouyn. De Houlx par Jean ioynard & Baltazar chardin comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assistez par ledit Guyennet. De Gastz par Estienne goupil marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Marin. De Houdreuille par Michel hamard, comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Guyennet. De sainct Pierre d'Espernon par Nicolas garnier marguillier de l'eglise dudit sainct Pierre d'Espernon, assisté dudit Maheas. De sainct Jean dudit Espernon par ledit Maheas. De la Magdeleine dudit Espernon par Guillaume bourdier, assisté dudit Maheas. De Raifeulx par Jean garnier comme marguillier de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Thirouyn. De Hermeray par Bertrand pichard & Seruais renard, comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assistez dudit Maheas. De Poignis par ledit Fabre. De Gazeran par Roger gaillard cōme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit maistre Jean grouteau. De sainct Hilarion par Jean guillaume, cōme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Bonichon. De sainct Ligier par ledit Grouteau. Des breuieres par Denys le Breton, & Jean le conte, comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assistez dudit Maheas. De Ramboillet par Estienne du tarte comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté par ledit Bardet. De Dorne par Estienne cordier, comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Marin. De Esmançoy par Marc ridard, comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Marin d'orphin par Robert le bouestel, comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Marin. D'Orfemont par ledit Beauuois. De Craiches par Guillaume le boulenger, comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit Craiches, assisté dudit Maheas. De Prunay sous Ablis par ledit Marin. De Ablis par Guillaume brebier l'un des marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Marin, & par Pierre caillou notaire & secretaire des Suisses de la garde du corps du Roy, habitant d'Aunay sous Auneau, par Mathieu Tauet marguillier & prouiseur de l'eglise dudit Aunay, assisté dudit Maheas. De Mondonuille la sainct Jean par Martin pigres marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Bardet. De l'Estuing par ledit Bardet. De Sainctuille par ledit Bardet. De Boynuille le Gaillard par Germain le grand marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Marin. De Sonchamp par ledit Maheas. De Vielzeglises par ledit Bonichon. Du Perray par ledit Bonichon. De sainct Remy l'Honoré par Jaques bardé & Pierre guygnard, comme marguilliers de l'eglise dudit lieu, assistez dudit Maheas. Du Trambly par Vincent parent & Arthus Thomas, comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit Trambly, assistez dudit Bonichon. Des Essarts par ledit Marin. Du Fargis par ledit Bazin. De Cernay la Ville par Thomas bellay marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Bardet. De Claire-Fontaine par Estienne maffon comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Marin. De Boullon par Pierre ledard comme marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Thirouyn. De Bonnelle par Maturin hutoyr & Guillaume de la plaine comme marguilliers & prouiseurs de l'eglise dudit lieu, assistez dudit Thirouyn. De Rochefort par maistre Jaques eschallatz leur procureur, assisté dudit Maheas. De Longuillier, par ledit Maheas. De sainct Cir par ledit Beauuoys. Du Val sainct Germain par ledit Beauuoys. De Ponteuernard par ledit Thirouyn. De Denisy par ledit Thirouyn. De sainct Martin de Brethencourt par Gaulvain filleul marguillier & prouiseur de l'eglise dudit lieu, assisté dudit Bonichon. De Chantignonuille, Allainuille & d'Hatonuille par ledit Martin. De S. Germain de Morainuille par Simō d'Angille & Saincturiō ertard, comme

comme marguilliers & prouiseurs de l'Eglise dudit lieu. De Thinerual par ledit Beauuoys.

En procedant ausquelles comparitions & à l'appel des dessusdits comparans, ont esté par aucuns d'iceux cy apres nommez faites les remonstrances, protestations & declarations qui ensuyuent. Pour ledit euesque de Chartres comme seigneur du Tartre Gauldran, a esté remonstré par ledit le Febure son procureur que ladite seigneurie du Tartre Gauldran est au dedans du bailliage de Chartres, & se reigle selon les coustumes dudit bailliage de Chartres, protestant que ce qui sera fait à l'emologation des coustumes desdits comté & bailliage, ne luy puisse en ce regard preiudicier. Pour ledit reuerendissime cardinal de Chastillon, abbé de saint Benoit lez Fleury sur Loire & les religieux, prieur & conuēt dudit lieu cōme seigneurs de la terre & seigneurie de Sonchamp, Jean poureal procureur & receueur dudit Sonchāp, & ledit Maheas ont remonstré que ledit Sonchamp est du ressort & coustumes du bailliage d'Orleans, combien qu'il soit enclaué au dedans dudit bailliage de Montfort. Et par ledit Guygnard procureur du Roy a esté soustenu le contraire, & requis que lesdits Poureal & Maheas feissent apparoir de procuration. Lesquels ont dit qu'ils se feront adouuer. Au moyen de quoy les auons renuoyez sur ledit different à la cour au lendemain des Roys prochainement venant, pour icelles parties & le procureur general du Roy sur ce oyz, leur estre fait droit ainsi que de raison. Pour lesdits religieux, abbé, prieur & conuent de saint Magloire pres Espernon & autres seigneuries assises audit comté, ledit abbé en personne, & par ledit Bazin son procureur a dit, & remonstré que combien que lesdites seigneuries soyent assises audit bailliage & comté de Montfort, & au dedans des enclaves d'iceux, neantmoins ils se reigent suyuant la coustume de la preuosté & vicomté de Paris, où leurs appellations ont tousiours ressorty, protestant que la redaction qui sera faite des coustumes dudit bailliage de Montfort, ne luy puisse preiudicier ne aux subiects desdits lieux, & que la cōparition qu'il fait, ne luy puisse preiudicier, pource qu'il entend comparoir pour faire seulement les remonstrances & protestations, & non pour consentir & accorder aucune redaction desdites coustumes. Et par ledit procureur du Roy a esté dit que lesdites terres & seigneuries n'ont esté appellees à l'emologation des coustumes de ladite preuosté & vicomté de Paris. Au moyen dequoy ne se doyuent reigler suyuant icelles, mais doyuent estre comprins & gouuenez selon les coustumes desdits comté & bailliage, & les appellations ressortir par deuant le bailly dudit Mōtfort & saint Legier, attendu qu'ils sont enclauéz au dedans d'iceux comté & bailliage, & qu'ils ont esté dottez par les comtes & comtesses dudit Montfort. Sur quoy apres auoir veu le proces verbal fait à l'emologation des coustumes de ladite preuosté & vicomté de Paris, a esté ordonné que à l'aduenir lesdites terres & seigneuries se gouuerneront selon la coustume desdits comté & bailliage de Montfort & saint Legier, sauf audit procureur du Roy de soy pourueoir pour raison dudit ressort ainsi qu'il verra estre à faire par raison. Par lesdits religieux abbé & conuent dudit Neauphle les Vielz, ledit Bonichon a dit que lesdits religieux, abbé & conuent, & les manans & habitans dudit lieu ne sont, ne furent oncques du bailliage dudit Montfort, ains de la preuosté & vicomté de Paris, soit pour la iustice, election, fiefs, ou pour les coustumes. Et que la comparition qu'il faisoit pour lesdits religieux, abbé & conuent, estoit suyuant l'assignation à eux donnee. Et protestoit que ladite comparition ne peust preiudicier à leurs droits & prerogatiues, ne aux manans & habitans dudit Neauphle. A quoy par ledit procureur du Roy a esté dit que lesdits religieux, abbé & conuent de Neauphle ont esté fondez par les comtes & comtesses dudit Montfort, que ladite abbaye manans & habitans dudit Neauphle sont enclauéz de toutes parts au dedans dudit comté, qu'ils ne luy ont fait apparoir de priuileges, Sinon que par cy deuant luy ont baillé coppie d'une garde gardienne, par le moyen de laquelle ils se sont vouluz par cy deuant exempter du ressort dudit bailliage, pour raison de laquelle ils n'ont esté confirmez. Et que quand ils seroient confirmez, que non encore ne se pourroit entendre que pour raison de leur maison & monastere, & non pour raison desdits manans & habitans dudit Neauphle. D'auantage qu'il apperra par le proces verbal fait à la redaction des coustumes de ladite preuosté & vicomté de Paris, que lesdits religieux, abbé & conuent, manans & habitans dudit Neauphle n'ont esté presens ne appelez pour accorder lesdites coustumes, Combien que tous les subiets & iusticiables de ladite preuosté y ayent esté appelez, qui monstre que frustratoirement & par dol lesdits religieux, abbé & conuent, manans & habitans dudit Neauphle se veulent exempter desdits ressort & coustumes dudit comté & bailliage de Montfort, persistant à ce qu'il soit dit qu'ils seront comprins esdites coustumes, & declarez estre du ressort dudit bailliage. Soustenu au contraire par ledit Bonichon, di-

Proces verbal

sant que deffunct frere Iean l'homme en son viuant abbé de ladite abbaye a esté appellé & present à l'emologation des coustumes de ladite preuosté & vicomté de Paris, & est nômé audit proces verbal. Dauantage que la ville & bourg dudit Neauphle a tousiours esté subiect & contribuable aux empruntz & arrierebans du Roy leuez en ladite preuosté & vicomté de Paris: pour raison dequoy y a proces pendât au grand conseil entre ledit procureur du Roy, manans & habitans dudit Montfort, & lesdits manans & habitans de Neauphle. Au surplus persisté à la declaration dessusdite, & empesché les conclusions dudit procureur du Roy. Et que quant à present n'est question de la iustice & propriété des lieux, & que ne sommes cômmissaires à ceste fin. A quoy par ledit procureur du Roy a esté dit que combien que ledit frere Iean l'homme ayt esté appellé & soit comparu à l'emologatiō des coustumes de ladite preuosté de Paris, ce auroit esté cause de l'abbaye de S. Germain des Prez, & non cōme abbé de ladite abbaye de Neauphle, par ce que lors il n'en estoit abbé. Mais au contraire estoit vn appellé de Hambie. D'auantage n'y auroit eu aucune cōparition pour lesdits manans & habitans. Et quāt à ce qu'ils ont dit qu'ils ont contribué ausdits emprunts & arrierebans de ladite preuosté de Paris, ce a esté de leur consentement, nonobstant lequel ils ont tousiours esté appelez audit bailliage de Montfort. Au moyen dequoy ne peuuent empescher qu'ils ne demeurent de la coustume & ressort dudit bailliage, attendu qu'ils sont fondez desdits comtes, & qu'ils sont de toutes parts enclauz audit bailliage & comté de Montfort. Pour ledit prieur de Bazainuille lesdits l'Hostellier, Bazin & Menu ont dit & remōstré que ledit prieuré de Bazainuille & terres dependantes d'iceluy, situes audit comté de Montfort sont du ressort & coustumes de ladite preuosté & vicomté de Paris, protestant que la comparition qu'ils ont faite ayans esté appelez par deuant nous, ne puisse nuyre ne preiudicier audit prieur. Soustenu au contraire par ledit procureur du Roy, disant que ledit prieur de Bazainuille n'a esté appellé à l'emologation des coustumes de ladite preuosté & vicomté de Paris, Au moyen de quoy ne se doit reigler suyuant icelles, mais estre comprins & gouuerné suyuant les coustumes dudit comté & bailliage de Montfort, & les appellations ressortir par deuant le bailly dudit Montfort, attendu que ledit prieuré & lieu de Bazainuille sont enclauz au dedās d'iceluy bailliage, & que ledit prieur a esté doté par les comtes & comtesses dudit Montfort. Sur quoy apres auoir veu le proces verbal fait sur la redaction & emologation des coustumes de ladite preuosté & vicomté de Paris, a esté ordonné que à l'aduenir ledit lieu de Bazainuille & dependances d'iceluy se gouuerneront selon la coustume dudit comté & bailliage de Montfort, sauf audit procureur du Roy de soy pourueoir pour raison dudit ressort ainsi qu'il verra estre à faire par raison.

Pour ledit curé d'Orphin ledit Marin a dit que partie de ladite cure est du côté dudit Montfort, & l'autre partie de Chartres, protestant que la comparition qu'il fait, ne luy puisse preiudicier pour le regard de ce qui est dudit Chartres. Ledit procureur du Roy a protesté au contraire. Pour ledit curé de Droue ledit Charles ridard son vicaire a protesté que la comparition qu'il faisoit, ne luy peut nuyre ne preiudicier, disant que ladite cure de Drouë est du bailliage de Chartres. Et par ledit procureur du Roy a esté protesté au contraire, & qu'elle estoit dudit bailliage & comté de Montfort, enclaué de toutes parts en iceluy.

Pour ledit curé de Maurepas ledit Maheas a dict que ledit curé est du ressort de la preuosté & vicomté de Paris, se reigle selon les coustumes dudit lieu. A ceste cause a protesté que la presente comparition ne luy puisse preiudicier. Soustenu au contraire par ledit procureur du Roy.

Pour ledit curé de Fargis ledit Bazin a pareillement protesté que la presente comparition qu'il faisoit, ne luy peult nuyre ne preiudicier, disant ladite cure du Fargis estre de la preuosté & vicomté de Paris. Soustenu au contraire par ledit procureur du Roy, qui a dit ledit lieu du Fargis estre enclaué de toutes parts audit bailliage de Montfort.

Pour ledit curé de Bazainuille ledit Bazin a fait semblables protestations, que ledit prieur dudit Bazainuille. Ledit procureur du Roy soustenant au contraire. Ausquelles parties auons donné semblable appointement que ausdits procureur du Roy & prieur.

Pour ledit curé de Sonchamp ledit Poureal a fait semblables protestations que celles qu'il a faites cy dessus pour ledit abbé de saint Benoit seigneur dudit Sonchamp. Et ledit procureur du Roy au contraire comme dessus.

Pour ledit seigneur de Ramboillet cōme seigneur de Poignis & le Fargis, lesdits l'Hostellier, Bazin & Menu ont dit q ledit seigneur n'entend cōparoir en qualité de seigneur desdites terres pour consentir l'emologation desdites coustumes dudit bailliage & côté, ne assubiecir lesdites

lesdites terres à ladite coustume, par ce qu'il les tient en foy & hommage du Roy, à cause de son chastelet de Paris, les appellations des iuges, desquelles seigneuries ressortissent par deuant le preuost de Paris, se gouvernent selon les coustumes dudit lieu, protestant que ladite comparition ne puisse preiudicier à ses droits & prerogatiues qu'il a, & luy appartiennent, esdites terres & seigneuries: Ledit procureur du Roy a dit, que lesdites seigneuries de Poignis & le Fargis, sont enclauées de toutes parts au dedans dudit bailliage & comté de Montfort, qu'elles n'ont esté appelees à l'emologation desdites coustumes de Paris, au moyen dequoy se doiuent reigler, suiuant lesdites coustumes dudit bailliage & comté de Montfort: Surquoy lesdites parties ouyes, veu le proces verbal fait, à l'emologation desdites coustumes de la preuosté & vicomté de Paris, & apres que lesdites parties ont esté d'accord, que lesdites seigneuries sont enclauées de toutes parts au dedans dudit bailliage & comté de Montfort, a esté ordonné que d'oresenauant lesdites seigneuries se gouverneront suiuant les coustumes dudit bailliage & comté de Montfort, sauf & sans preiudice audit procureur du Roy, de soy pourueoir, pour raison du ressort des iurisdicions desdites seigneuries, ainsi qu'il verra estre à faire par raison: Dont lesdits l'Hostellier, Menu & Bazin, pour ledit seigneur de Ramboillet, ont protesté d'appeler.

Pour ledit seigneur de Ramboillet, comme seigneur de Ionuillier, lesdits l'Hostellier, Menu & Bazin ont dit, que ladite seigneurie de Ionuillier est du bailliage de Chartres, & ont fait pareilles protestations qu'ils ont cy dessus faites, pour lesdites seigneuries de Poignis & le Fargis: Le procureur du Roy a dit au contraire, qu'il est du bailliage & comté de Montfort, enclaué en iceluy, & qu'il n'a esté appelé à l'emologation des coustumes dudit Chartres.

Premierement pour ledit seigneur de Ramboillet, comme seigneur du fief de Beauuois pres Hautemaison, lesdits l'Hostellier, Bazin & Menu ont dit, que ledit fief est situé au dedans dudit bailliage de Chartres, qu'il se reigle suiuant les coustumes dudit lieu. Et a protesté que la presente comparition ne luy puisse preiudicier: ledit procureur du Roy a fait protestations contraires, & maintenu que ledit fief & seigneurie, est assis & enclaué de toutes parts au dedans dudit bailliage & comté de Montfort suiuet d'iceluy, & n'a iamais esté appelé à l'emologation des coustumes dudit bailliage de Chartres.

Pour ledit seigneur de Ramboillet, comme seigneur de la rue de Maintenon, lesdits l'Hostellier, Bazin & Menu ont dit, que ledit seigneur de Ramboillet est aussi seigneur de Maintenon, & de la rue dudit lieu, qui est lieu dependant dudit lieu & seigneurie de Maintenon, & ressortist au bailliage de Chartres. A ceste cause ont protesté, que ladite comparition ne luy puisse preiudicier: Ledit procureur du Roy, & ledit Maheas, procureur du Roy de Nauarre, au contraire ont dit, que ledit lieu de la rue est de la iurisdiction dudit Espernon, & à ce moyen dudit bailliage de Montfort.

Pour lesdits doyen, chanoines & chapitres de Chartres, seigneurs de Dorne & Esmançoy, lesdits Fresnot & le Febure ont dit que lesdits lieux sont assis au bailliage dudit Chartres, & se reiglent suiuant les coustumes dudit lieu, & ont protesté que la presente comparition ne leur puisse preiudicier: Ledit procureur du Roy a fait protestations contraires, & dit que lesdits lieux sont enclaués de toutes parts au bailliage & comté dudit Montfort, & suiets d'iceluy.

Pour ledit Barthomier, escuyer seigneur d'Oliuet, comme seigneur de Nigelles, ledit Maheas a protesté, que la comparition faite par ledit maistre-Claude grenet, soy disant seigneur de Glaucourt, ne luy puisse preiudicier, par ce qu'il se dit estre seigneur dudit Glaucourt & de saint Martin de Nigelles.

Pour ladite damoiselle Jeanne de Victry, comme dame dudit Gouppillieres, lesdits Pleon & Maheas ont dit, que ledit lieu de Gouppillieres & suiets d'iceluy, ne sont gouuernez selon la coustume dudit bailliage & comté de Montfort, ains de la preuosté & vicomté de Paris Laquelle seigneurie de Gouppillieres, est assise hors ce comté en ladite preuosté & vicomté de Paris. Ce qui a esté denié par ledit procureur du Roy, soustenant au contraire ledit lieu de Gouppillieres, estre du ressort & des coustumes dudit comté & bailliage de Montfort.

Pour ledit seigneur de la Granche, comme comparant dessus ledit Bazin, a protesté que la comparition par ledit maistre Philippes de rue-lan, au nom & comme curateur dudit Mathurin de haruille, soy disant seigneur de Millemont & de la Perruche, ne luy puisse preiudicier aux droits que ledit seigneur de la Granche, pretend auoir & luy appartenir esdites seigneuries.

Pour le Roy de Nauarre, comme baron dudit Espernon, ledit Bobusse, assisté dudit Maheas

Proces verbal

a protesté, que la comparition faite par ledit Arthus de la Fresnaye, soy disant seigneur de la Fueillee, ne luy puisse preiudicier, par ce que ledit lieu de la Fueillee n'est fief.

Pour ledit messire Aloph de l'Hospital, comme seigneur de Denisy, ledit Thirouyn, a dit que ledit lieu de Denisy est suiuet au ressort du bailliage de Dourdan, enclaué en iceluy, & que ledit seigneur le tient en plain fief du Roy, à cause de la grosse tour dudit Dourdan. Et proteste que la presente comparition ne luy puisse preiudicier. Ledit procureur du Roy a fait protestations contraires, & dit que ledit Denisy, est suiuet & enclaué au dedans dudit bailliage & comté de Montfort, qu'à ce moyen il doit estre reiglé & soy gouverner, suiuant les coustumes desdits bailliage & comté de Montfort.

Par ledit Suatin bailly, Barat lieutenant, & Flutault, substitut dudit procureur du Roy audit Houdant, a esté dit qu'il n'y a autre seigneur audit Houdant que le Roy, & que la chastellenie dudit Houdant est separee dudit comté de Montfort. Que de tout temps il y a eu, & y a encores de present, bailly, lieutenant general & particulier, procureur du Roy, preuost & autres officiers pour ledit seigneur, autres que ceux dudit bailliage de Montfort, lesquels officiers de Houdant ont tousiours pretendu, comme encores de present ils pretendent, que les appellations dudit bailliage de Houdant ont ressorty de tout temps, & qu'elles doiuent ressortir directement à la Cour de Parlement, comme des autres baillifs du ressort d'icelle. Et que pour raison dudit ressort, y a proces pendant en ladite Cour, entre lesdits officiers & autres habitans de ladite ville de Houdant, & les officiers dudit Montfort, qui n'est vuidé ne décidé: & ont protesté que ladite comparition par eux faite deuant nous, & ce qui seroit par nous fait, ne leur puisse nuire ne preiudicier, & aux droits & proces dessusdits. A quoy a esté dit par ledit procureur du Roy, que quant à present il n'est question des proces que lesdits Suatin, Barat & Flutault, dient estre pendans pour le ressort dudit bailliage de Houdant, pour raison desquels sont interuenus arrests, tant au conseil priué qu'en la Cour de Parlement à Paris: Mais qu'il est question de proceder au fait de la redaction & emologation dudit comté & bailliage de Montfort, selon lesquelles, tant les bailly que preuost dudit Houdant, se sont tousiours reiglez, comme estans inferieurs du bailly de Montfort. Et que nonobstant ladite remonstrance, & sans preiudice desdits pretendus proces, il doit estre passé oultre.

Pour lesdits manans & habitans de Iouarre, ledit le Feure a dit, que partie desdits manans & habitans, sont de la preuosté & vicomté de Paris, & l'autre partie dudit Neauphle le Chastel. Et a protesté que la presente comparition, pour le regard de ce qui est de ladite preuosté & vicomté de Paris, ne leur puisse preiudicier. Ledit procureur du Roy, a protesté au contraire.

Pour lesdits manans & habitans de Neauphle les viels, ledit Bonichon, a fait pareilles remonstrances & protestations que ledit abbé dudit lieu, qui ont esté debatues par ledit procureur du Roy, comme dessus.

Pour lesdits manans & habitans des Claiz, ledit Beauuois a dit, que ledit lieu n'est de ce bailliage, ains de la preuosté & vicomté de Paris, par tant qu'ils n'ont interest à l'emologation des coustumes dudit comté & bailliage.

Pour lesdits manans & habitans de Bailly, ledit cheualier a remonstré que lesdits manans & habitans sont de la preuosté & vicomté de Paris, & des coustumes de ladite preuosté.

Pour lesdits manans & habitans de Gouppilliers, ledit Marin, a remonstré que lesdits manans & habitans, sont des coustumes & ressort de la preuosté & vicomté de Paris. A ceste cause proteste que leur comparition ne leur puisse preiudicier: A quoy ledit procureur du Roy, a dit qu'ils sont enclaués au bailliage & comté dudit Montfort, & suiuet d'iceluy, & a fait protestations contraires.

Pour lesdits manans & habitans de Bazainuille, ledit Bazin a fait pareilles protestations & remonstrances que les prier & curé dudit lieu, qui ont esté debatues comme dessus, par ledit procureur du Roy, auxquelles parties auons donné pareille ordonnance que ausdits prier, curé & procureur du Roy.

Pour lesdits manans & habitans de Boëssez, ledit Thirouyn a dit, que dudit lieu de Boëssez, n'y a suiuet desdits comté & bailliage de Montfort, qu'une petite partie desdits manans & habitans, & que la plus-grande & saine partie est du bailliage de Mante. Ledit procureur du Roy a dit le contraire, & protesté que ladite declaration ne luy puisse preiudicier.

Pour les manans & habitans de Gouffainuille, ledit Bazin a dit, que partie dudit Gouffainuille est du ressort de Dreux, ou y a coustumes emologuees, & compare seulement pour le regard de ce qui est tenu du bailliage & comté dudit Montfort: Ledit procureur du Roy a dit, que

que la totalité dudit lieu est dudit bailliage & comté de Montfort, & proteste que ladite déclaration ne luy puisse preiudicier.

Pour lesdits manans & habitans de Gastz, ledit Marin a remonstré que ladite parroisse est du bailliage & ressort de Chartres, & que de tout temps, lesdits manans, se sont regis & gouvernez suiuant les coustumes dudit Chartres, & non dudit Montfort. Et a protesté que ladite comparition ne leur puisse preiudicier: Ledit procureur du Roy, au contraire, a dit que lesdits manans & habitans sont dudit comté & bailliage de Montfort.

Pour lesdits manans & habitans de Poignis & le Fargis, lesdits Febure & Bazin, ont fait semblables remonstrances & protestations que ledit seigneur de Ramboillet, seigneur desdits lieux de Poignis & le Fargis: Lesquelles ont esté débatues par ledit procureur du Roy. Au moyen dequoy, auons donné ausdites parties, pareil appointment que cy dessus a esté donné audit procureur du Roy & seigneur de Poignis & le Fargis.

Pour lesdits manans & habitans de Done & Esmançoy, ledit Marin a dit & remonstré que lesdits manans & habitans sont du ressort & des coustumes du bailliage de Chartres, se gouvernent selon icelles, & ne sont en rien suiets dudit comté & bailliage de Montfort, ne des coustumes dudit lieu. A ceste cause, a protesté que la comparition qu'ils font, ne puisse preiudicier ausdits manans & habitans: Ledit procureur du Roy a fait protestations contraires, & dit que lesdits lieux sont des enclaves dudit comté & bailliage, & du ressort d'iceluy.

Pour lesdits manans & habitans d'Orphin, ledit Marin a dit & remonstré que la pluspart desdits manans & habitans, est du ressort & coustumes du bailliage de Chartres, mesmes que l'église dudit lieu est assise sur ledit bailliage de Chartres. Et a protesté que la comparition faite par eux, ne leur puisse preiudicier, pour le regard de ce qui est dudit Chartres: Ledit procureur du Roy, a fait protestations contraires.

Pour lesdits manans & habitans de Mondouille la saint Jehan, ledit Bardet a dit & remonstré, qu'il ne compare, sinon pour ce qui est assis audit bailliage & comté de Montfort, par ce que partie dudit Mondouille est de Chartres, partie d'Orleans, & l'autre partie dudit bailliage & comté de Montfort. Remonstré au contraire par ledit procureur du Roy, qui a protesté que ladite déclaration ne luy puisse preiudicier.

Pour lesdits manans & habitans de l'Estuing, ledit Bardet a dit que ledit lieu de l'Estuing est du ressort du bailliage de Montargis, se reigle selon les coustumes dudit bailliage, à la rédaction desquelles lesdits habitans ont esté appelez. Au moyen dequoy, a protesté que ladite comparition ne leur puisse preiudicier: Ledit procureur du Roy, a fait protestations contraires.

Pour lesdits manans & habitans de Sainctuille, ledit Bardet leur procureur, & comme procureur dudit reuerendissime cardinal de Chastillon, seigneur temporel dudit Sainctuille, a protesté que la comparition faite par eux, ne leur puisse nuire ne preiudicier, par ce que ledit lieu de Sainctuille est enclaué de toutes parts au bailliage d'Orleans, & se reigle suiuant les coustumes dudit Orleans, à l'emologation desquelles ils sont comparus: Ledit procureur du Roy, a fait protestations contraires.

Pour lesdits manans & habitans de Sonchamp, ledit Maheas, a dit & protesté, que ledit Sonchamp est du bailliage d'Orleans, & se gouverne suiuant les coustumes dudit Orleans. Et par ledit procureur du Roy, ont esté faites protestations cōtraires, disant que ledit Sonchamp est du bailliage de Montfort, & se reigle selon les coustumes dudit Montfort.

Pour lesdits manans & habitans du Trambly, ledit Bonichon a dit, qu'il a entendu que ledit lieu est de la preuosté & vicomté de Paris: Ledit procureur du Roy a dit le contraire, & qu'il est dudit Montfort.

Pour lesdits manans & habitans de Bonnelle, ledit Thirouyn, a dit que lesdits manans & habitans se reigent suiuant la coustume de la preuosté & vicomté de Paris. Et proteste que ladite comparition ne leur puisse preiudicier: Ledit procureur du Roy, a dit au contraire, qu'ils sont regis selon ladite coustume dudit bailliage & comté de Montfort.

Pour lesdits manans & habitans de Pontueuard, ledit Thirouyn, a dit que ledit Pontueuard est de la chambre episcopale de l'euesché de Chartres, où les appellations ressortissent, & dudit lieu par deuant le bailly dudit Chartres, & a protesté que leur comparition ne leur puisse preiudicier. Et ledit procureur du Roy au contraire, a dit que ledit Pontueuard est enclaué de toutes parts audit bailliage & comté de Montfort.

Pour lesdits manans & habitans de Denisy, ledit Thirouyn, a fait semblable remonstrance que ledit messire Alop de l'Hospital. Soustenu au cōtraire par ledit procureur du Roy, cōme dessus.

Proces verbal

Nous sur lesdites remonstrances, declarations & protestations faites, tant par ledit procureur du Roy, que par lesdites parties, sur lesquelles cy dessus n'auons dit & prononcé particulièrement: Auons ordonné qu'elles en auront acte pour leur seruir, & se pouruoir sur icelles, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison.

Ce fait ledit procureur du Roy, a dit qu'à sa requeste & par vertu que dessus, & aux fins de ladite redaction des coustumes, il auoit fait aussi donner assignation & appeler audit iour, A sçauoir discrete personne, maistre Iaques de Montelon, grand archediacre de Chartres, maistre Iean forget, archediacre de Pinceraiz, le reuerendissime cardinal de Bourbon, pour sa chastellenie de Trappes & Beaurain: le reuerendissime cardinal de Meudon, comme abbé de l'abbaye des Vault de Cernay, religieux, prieur & conuent dudit lieu, tant à cause de ladite abbaye, que pour ses seigneuries de Prouellus, greffiers, Isle saint Benoit, la grande & petite Hogue: les Ebisouers, saint Robert & la Thuillerie, reuerend pere en Dieu, l'abbé de l'abbaye de saint Pere en Vallee, & les religieux & conuent dudit lieu, pour les terres & seigneuries de saint Lucian, pres Espernon & autres terres à eux appartenans audit comté: les religieux, abbé, prieur & conuent Nostre-dame de la Rousche Leuiz, tant à cause de ladite abbaye, que de la terre & seigneurie de la petite Rousche, pres la Selle, & autres terres & seigneuries, assises audit comté, maistre Pierre de Fauuille, abbé de l'abbaye de Loyenual, religieux, prieur & conuent dudit lieu, à cause de leurs terres & seigneuries d'Andeleu & la Malle maison, maistre Hurault, abbé de l'abbaye du Breil-benoist, religieux, prieur, & conuent dudit lieu, à cause de leur seigneurie de la Conarde: les religieux, abbé & conuent de Iosaphat, pour leur terre & seigneurie de Aulmoy: les religieuses, abbesse & conuent de saint Remy des Landes, à cause de leur dite abbaye: les religieuses, abbesse & conuent de saint Sauueur d'Eureux, pour leur seigneurie assise à Oruilliers: les religieuses, abbesse & conuent de la Virginité, à cause de leurs terres & seigneuries qu'elles ont assises à Lenainuille, & Mahassis, & autres assises audit comté: les religieux, prieur & conuent saint Thomas d'Espernon, à cause dudit prieuré, & autres terres assises audit comté: le prieur de saint Espoing assis à Ablis, à cause dudit prieuré, & autres seigneuries assises audit comté: les religieux, prieur & conuent de saint Martin Deschamps lez Paris, seigneur de saint Hilaire: le prieur de saint Arnoul en Yueline, à cause dudit prieuré, & autres seigneuries assises audit comté, maistre Pierre Cheureul, prieur de Nostre-dame de Plaisir, à cause de sondit prieuré, & autres seigneuries assises audit comté: le prieur, curé de Septueille, à cause de sondit prieuré, cure & autres seigneuries assises audit comté: le prieur, curé de saint Preiect, à cause de sondit prieuré, & cure: le prieur de Mondouille la saint Iehan: Dom Antoine viallar, prieur de Bonnelle: le prieur d'Yvette: le prieur des Moulineaux: le prieur saint Martin de Brethencourt: le prieur de Houel, à cause de sondit prieuré, & autres seigneuries assises audit comté: les doyen, chanoines & chapitre Nostre-dame de Passy, à cause de leurs fiefs assis à Thinerual & Grignon: le prieur d'Aulmoy: le maistre & administrateur de la maladerie d'Ablis: le maistre & administrateur de l'hostel dieu dudit lieu: Le maistre & administrateur de l'hostel dieu de saint Arnoul: le maistre & administrateur de la maladerie dudit lieu: le maistre & administrateur de la maladerie de Bazainuille: le maistre & administrateur de la maladerie de saint Lubin de la Haye: le curé de Thinerual: le curé de Iouarre: le curé de Mareil le guyon: le curé de Saulx Marcaiz: le curé d'Anthoulet: le curé de Gouppillieres: le curé de Villiers le Mahieu: le curé de Meulfang: le curé d'Oruilliers: le curé de saint Supplice de la Haye: le curé de Champagne: le curé de saint Lucian: le curé de Gasts: le curé de Craiches: le curé de saint Nicolas d'Auneau: le curé de Voise: le curé de Maisons: le curé de Denouille: le curé de Lestuing: le curé de Saintuille: le chapelain de la chapelle saint Remy d'Ablis: le curé de Mondouille la saint Iehan: le curé de Congnieres les vieilz: le curé de Leueiz: le curé de Dampierre: le curé des Laiz: le curé de Moustiers: le curé de Bonnelle: le curé de Long-uillier: le curé du Val saint Germain: le curé de Ponteuertard: le curé de Garencieres en Beaulse: le curé de Claire-fontaine: le curé de Rochefort: le curé de saint Cir: le curé de saint Arnoul en Yueline: le curé de saint Aulbin: le curé de Neauphle les vieilz: le curé de Plaisir: le curé des Claiz: le curé de Noisy: le curé de la Selle: le curé d'Anthoulet: le chapelain de la chapelle de Noirespinay: le curé de Gouppillieres: le chapelain de la chapelle de Morainuille: le curé de Houlx: le curé de Condé: le curé de Bailly: le curé de Garencieres: le curé de Mitainuille: le curé de saint Martin de Nigelles: le curé d'Orfonuille: le curé d'Aulnay sous Auneau: le curé du Per-ray: le curé du Trambly: le curé de Cheureuse: le curé de Corbreuse: les chapelains de la Magdaleine

Magdaleine & sainct Iaques de Brethencourt: le curé de Denisy: le curé d'Allainville: Damoiselle Suzanne de Gaillon dame en partie de la seigneurie du Pleffis marly: Philippes de Boullehard, escuyer, à cause de sa seigneurie Duchesne: dame Marie de Brichanteau, veuve feu messire Iean de Boullehard en son viuant cheualier, dame en partie dudit lieu Duchesne: Pierre discrouees, escuyer pour son fief de Roncerolles: le seigneur de Champaigne: le seigneur de la Gastine: le seigneur de Beauchesne: le seigneur de Faueroles: le seigneur de Serqueuze: le seigneur de Bœuf couronné: le seigneur du Mesnil: Rouland le seigneur de Prunay sous Ablis: maistre Oudard hanequin, president des comptes, à cause de sa seigneurie de la Castaigne: maistre Iean le Coq, chanoine en l'eglise de Paris, à cause de sa seigneurie de Corbeville: le seigneur de Gueheruille: le seigneur des Brosses: le seigneur du Perray ablis: le seigneur de la Chapelle de Villiers: le seigneur d'Orsonuille: le seigneur de Granuillier: Claude du bois, huissier, sergent à cheual, à cause de son fief du Tartres, assis à Aunay sous Auneau: maistre Thibault le bourrelier, à cause de son fief, appelé le fief de Audrains, assis audit Aunay: Iean de clamorgant, escuyer, seigneur en partie de Fauieres: Gilles de guincheulx, escuyer, à cause de son fief, assis à la forest de Ciury: le seigneur du fief de Tessay: le seigneur la Musse: Guillaume de la Phaye, escuyer: Allain de la Phaye, escuyer: Amaulry de sabreuois, à cause de sa seigneurie du Mesnil aubeton: le capitaine pour le Roy du chastel de Houdant: la damoiselle & heritiers feu maistre François boylesue, en son viuant, conseiller du Roy en sa cour de Parlement à Paris, à cause de leurs fiefs du petit Loreau & Lorme coupé: Iean de la riuere, escuyer, tuteur des enfans mineurs de feu Gabriel de la vallade, en son viuant, escuyer, & damoiselle Philippes de prez, à cause de leur seigneurie Du maraiz, assis à Hâches: Ieã Dadouille, escuyer pour son fief, assis es fauxbourgs d'Espéron: le seigneur du fief du Barillet: Abraham de malauoy, escuyer, comme seigneur en partie du Bas-breul: le seigneur du fief de la Queuë noire: Iean de boniu, escuyer, à cause de son fief & seigneurie de Claquin, assis à la Haulteuille: le seigneur du fief de la Chermoye: Christofle maillard, comme seigneur en partie de la haulte Boësiere: le seigneur de Mitainuille: le seigneur de Vy: maistre Robert de harlay, conseiller du Roy en sa cour de Parlement à Paris, à cause de son fief de Dancourt: maistre Pierre hanequin, conseiller du Roy en sa chambre du tresor à Paris, à cause de sa seigneurie de Boynuille le Gaillard: les seigneurs de Villeray: le seigneur du Traineau: le seigneur de Chatonuille: le seigneur de Bailleau: le seigneur Despainuille: le seigneur de Loirreaux, parroisse de Sonchamp: le seigneur du Tarte: Antoine mazin, escuyer, à cause de sa seigneurie de Corbeil: Thomas de clery, escuyer: le seigneur de la Loupiniere pres Saulgy: le seigneur de Chenicourt: le seigneur Desglencourt: le seigneur du Parc: Claude de bombelles, escuyer, à cause de sa seigneurie de la Boësiere, assise à Aunay sous Auneau: le seigneur du fief de la Rue, assis à Aunay: les seigneurs de Maisons en Beaulse: le seigneur de Paray: maistre Guillaume trouffard, aduocat en Parlement, seigneur de Douauielle: les seigneurs Dallainuille: le seigneur de Leuis: le seigneur Dyvette: le seigneur de Lartoire: le seigneur de Mal-assise: Claude d'Auergne, bourgeois de Paris, à cause de sa seigneurie de Buffy: le seigneur du fief du Moulin de la Planche, & du Iarrier pres sainct Arnoul: le seigneur de Massy, à cause de son fief, assis à Chantignonuille: le seigneur de sainct Remy l'honoré: le seigneur des Laiz: Simon de Sejourmant, escuyer, à cause de partie de la seigneurie de Moustiers: le seigneur de Ragonnant: le seigneur de Chaulmuffon: le seigneur Dallainuille: maistre Loys arnoul, greffier du bailliage dudit Houdant: maistre Noël collet, receueur des aides & tailles en l'election dudit Montfort: maistre Milles halligre, contrerolleur en ladite election: maistre Pierre mahieu, grenetier du magasin & grenier à sel dudit Montfort: maistre Simon guesdon, contrerolleur audit magasin: Michel Dadon, sergent royal audit Houdant: Iean maufaise, sergent royal audit lieu: Mathurin de la brenade, sergent royal audit lieu: Iean buiffon, Nicolas auray, Robert blanche, Guillaume belle, sergens royaux audit Gambays: Iean chuppin, sergent royal audit Neauphle le chastel: les manans & habitans des Mesnuz: les manans & habitans de Noisy: Et les autres manans & habitans qui ensuiuent, à sçauoir de Septueille, de Saulx-marchaiz, de Champaigne, de Houdant, Dorsonuille, d'Auneau, de Voise, de Maisons, de Denonuille, de Paray, de Maurepas, de Congnieres les vielz, de Leueiz, de Cheureuse, de Dampierre, Dyvette, des Laiz, de la Celle, de Moustiers, de sainct Arnoul & de Corbreuse. Contre tous lesquels non comparans, ne autres pour eux: ledit procureur du Roy a requis default, que luy auôs octroyé, & par vertu d'iceluy ordonné, que nonobstant leurdit default, il sera par nous procedé à la redaction desdites coustumes, suiuant le vouloir du Roy, sauf ou pendant nostre sentence & non

Proces verbal

autrement, ils, ou aucuns d'iceux vouldroient comparoir, ils feront par nous ouys, & leur sera fait droit, comme de raison. Et ce requerant le procureur du Roy, auons fait faire le serment aux gens des trois estats, en tel cas requis: A sçauoir qu'en leurs consciences & loyauitez, ils nous rapporteront les coustumes anciennes qu'ils ont veu garder esdits comtez & bailliages, afin de les faire rediger par escrit. Aussi nous diront en leurs consciences, ce qui est suiuet à reformation, correction ou moderation, pour le regard des coustumes dont veritablement l'on a par cy deuant vsé: mais semble estre dures ou desraisonnables, pour par l'aduis des estats les abroger du tout, ou bien reformer & moderer, ainsi que faire se deura: pour le bien, profit & vtilité du pays.

Et le lendemain quatorzième iour dudit mois, a esté procedé à la lecture de la publication des articles des coustumes desdits comté & bailliage sur vn cayer de papier escrit à la main, qui nous a esté baillé par ledit Guignard, procureur du Roy, lequel commence par le tiltre des fiefs.

Des fiefs.

Arti. 2. **S**ur le deuxième article, estant sous le tiltre des fiefs, & commençant par ces mots, *Quand aucun fief*, le procureur du Roy, a requis qu'il soit dit, que pour le regard de la chastellenie de Neauphle le chastel, lon se reiglera selon la coustume du Vulquecin le François, que ladite chastellenie de Neauphle le chastel, est vne acquisition separee du bailliage de Montfort, qui se gouerne selon ladite coustume dudit Vulquecin le François, & releuoit anciennement du Roy, à cause de sa chastellenie de Meullan. Et que de toutes morts & mutations est deu rachat: Ce qui a esté tousiours obserué, & ont esté donnees plusieurs sentences conformes à icelle coustume. A ceste cause a requis que dudit article soit exceptee ladite chastellenie de Neauphle le chastel: Lesdits Maheas pour la duchesse de Valentinois: les seigneurs de Villiers, Culdesac, & de Pallaiseau, pour sa portion de la Bretesche baucher, & Bonichon, pour le seigneur de la Granche, presens, & pour les seigneurs de la Bretesche, ont soustenu que de pere à fils n'est deu que la bouche & les mains. Et ont requis que ledit article demeurast sans aucune exception: Lesdits Hostelier & Beauuois, pour le seigneur de la Queuë, à cause de sondit fief de la Queuë, ont dit qu'iceluy fief releue dudit Neauphle le chastel, & en a fait ledit seigneur de la Queuë foy & hommage au Roy, à cause dudit Neauphle, & qu'il a plusieurs fiefs releuans du Roy, y assis & situez. Et qn'ils se gouernent selon la coustume dudit Vulquecin le François. Et a fait pareil requisitoire que ledit procureur du Roy. Ouy l'opinion des trois estats, a esté ordonné que ledit article demeurera sans aucune exception, & sans preiudice des proces pendans & conuentions particulieres, si aucunes en y a. Dont ledit procureur du Roy, a protesté d'appeler, comme a aussi fait ledit Bazin, procureur de ladite dame, duchesse d'Estouteuille.

Artic. 3. Le troisième article, estant sous ledit tiltre des fiefs, & commençant par ces mots, *Le fils aisné*, A esté debatue par le procureur du Roy, comme dessus, pour le regard de la chastellenie de Neauphle. Ouy l'aduis des trois estats, a esté dit, que ledit article passera & demeurera sans preiudice des proces, pendans & indecis, comme dessus. Dont ledit procureur du Roy, & ledit Bazin, pour ladite duchesse d'Estouteuille, ont protesté d'appeler.

Artic. 7. Sur le septième article, estant sous ledit tiltre des fiefs, & commençant par ces mots, *Et apres que le vassal*. Le procureur du Roy, a requis qu'il soit donné plus long temps pour blâmer les adueus des vassaux du Roy, par ce que pource faire, ne pourroient en si brief temps retirer de la chambre des comptes les adueus precedans baillez. Ouy l'aduis desdits estats, a esté ordonné que ledit article demeurera ainsi qu'il est couché.

Artic. 8. A la fin du huitième article, estant sous ledit tiltre des fiefs, & commençant par ces mots, *Le seigneur feodal*, par l'aduis des estats, ont esté adioustez ces mots, *Et fust de cent ans, toutes-fois profits de fief sont prescriptibles par l'espace de trente ans, s'il n'y a saisie ou instance pour raison d'iceux.*

Artic. 9. Sur les huit, neuf & dixième articles, estans sous ledit tiltre des fiefs, & commençans le huitième par ces mots, *Le seigneur feodal*. Le neuvième par ces mots, *Audit comté de Montfort*. Et dixième par ces mots, *Et où il y auroit*. A dit le procureur du Roy, qu'iceux articles n'ont esté rapportez en turbe par cy deuant en la maniere qu'ils sont couchez, toutes-fois qu'ils sont bons & iustes. Et se rapporte à ce que par nous en sera ordonné. Ouy l'aduis des estats, a esté ordonné qu'ils demeureront passez & arrestez.

A la

À la fin du treizième article, estant sous ledit tiltre des fiefs, & commençant par ces mots, *Quant à un fief*, par l'aduis des trois estats, ont esté adioustez ces mots, *Pourueu qu'il y ait autres heritages que ledit arpent*, sans preiudicier aux proces qui sont pour ce pendans & indecis. Arti. 13.

Au quatorzième article, estant sous ledit tiltre des fiefs, & commençant par ces mots, *Entre filles*, ont esté adioustez par l'aduis que dessus ces mots, *ayeul, ayeulle, ou autre ascendant*. Artic. 14.

Sur le quinzième article, estant sous ledit tiltre des fiefs, & commençant par ces mots, *Le seigneur feodal*, lefdits procureur du Roy, & Bobusse pour le Roy de Nauarre, seigneur d'Espéron, ont remonstré que le temps de quarante iours est trop brief, & ont requis que plus long delay leur fust baillé, pour en pouuoir aduertir leurs maistres, qui ne font residence audit comté. Ouy l'aduis des trois estats, a esté ordonné que ledit article demeurera & passera en la forme qu'il est redigé, & que plus long delay, ne sera baillé, que desdits quarante iours. Arti. 15.

Sur le dix-huitième article, estant sous ledit tiltre des fiefs, & commençant par ces mots, *Le fils*, auquel le procureur du Roy, pour le regard de Neauphle, a fait le debat que dessus: Maistre Mathurin fresnot, procureur au siege de Chartres, pour les doyen, chanoines & chapitre dudit Chartres, a dit que pour le regard de leurs fiefs, Bourriers & Maircoies, situées & assises audit comté de Montfort, leur est deu rachat & profit de fief à toutes mutations, dont ils sont en bonne possession & faisine, & en ont obtenu plusieurs arrests contre leurs vassaux. Ouy lefdits debats & l'aduis des trois estats, a esté dit que nonobstant iceux debats, ledit article demeurera pour coustume audit comté de Montfort, en la forme qu'il est redigé, sans preiudice des droits & possessions desdits doyen, chanoines & chapitre de Chartres. Et des defenes au contraire de leurs vassaux, & qu'en fin d'iceluy, seront adioustez ces mots. *Et ne sera tenu ledit fils, auquel aura esté fait ledit don en aduancement d'hoirie de se porter heritier, si bon ne luy semble: mais où il ne se portera heritier, sera par luy deu rachat au seigneur feodal, de ce que les choses ainsi donnees, excederont sa portion hereditaire ab intestat*. Dont lefdits procureur du Roy, ledit Bazin, pour la duchesse d'Estouteuille, ont protesté d'appeler. Artic. 18.

Sur le vingtième article, estant sous ledit tiltre de fiefs, & commençant par ces mots, *Si ladite main-mise*, a requis ledit procureur du Roy, qu'il soit adiousté, *En payant les frais de la saisie, & ceux qu'il conuendra faire, pour verifier ladite saisie, auront esté enfreinte*. Surquoy a esté ordonné par l'aduis des estats, que ledit article demeurera ainsi qu'il est. Arti. 20.

Le vingt-troisième article, estant sous ledit tiltre des fiefs, & commençant par ces mots, *Quand un fief*, accordé sous les protestations du procureur du Roy, & Bazin, pour ladite duchesse d'Estouteuille, pour le regard de Neauphle. Arti. 23.

Sur le vingt-quatrième desdits articles, estant sous ledit tiltre des fiefs, & commençant par ces mots, *Quand une femme*, le procureur du Roy, a requis que ces mots, *Sinon qu'elle soit acquitée par son frere aisné ou puisné, comme dit est, soient rayez*, Et qu'il soit adiousté ces mots, *ou fille*, apres ces mots, *quand une femme*, estans au commencement dudit article. Et a fait pateil empeschement que dessus pour Neauphle. Ouy les opinions des estats, il a esté ordonné que ledit article demeurera purement & simplement, & neantmoins que ce mot, *femme*, s'entendra aussi pour vne fille. Aussi par l'aduis desdits estats, ont esté adioustez ces mots, *ou estant ia mariee*, apres ces mots, *se marie*. Arti. 24.

En faisant lecture du trentième article, estant sous ledit tiltre des fiefs, & commençant par ces mots, *Le gardien*, le procureur du Roy, a dit que ledit article n'a esté rapporté pour coustume audit comté de Mōtfort: mais au contraire, qu'il a esté rapporté par plusieurs-fois que toutes personnes, soient nobles ou roturiers faisans les fruits leurs, doiuent rachat, que plusieurs l'ont payé, & en est le Roy en possession. Et par ledit Bobusse, pour le Roy de Nauarre, seigneur d'Espéron, a esté dit que dame Marie de Luxembourg, a payé ledit droit de rachat, comme gardienne de ses enfans, à cause de ladite garde. Par aucuns des nobles, a esté pareillement soutenu rachat, estre deu audit cas. Par l'aduis des autres nobles, & des autres ressorts & officiers & praticiens audit siege de Montfort. A esté ordonné que ledit article demeurera ainsi qu'il est redigé, & aura lieu pour l'aduenir, sans preiudice des proces pour ce meus, pendans & indecis. Dont lefdits procureur du Roy, & Bazin, audit nom, ont protesté d'appeler. Arti. 30.

Sur le quarante-sixième article, estant sous ledit tiltre des fiefs, & commençant par ces Arti. 46.

Proces verbal

mots, *Quand aucun seigneur feodal*, le procureur du Roy, a dit qu'il n'a esté par cy deuant rapporté ceás, & l'a debatú: Sinon qu'il soit mis que le receueur ne pourra bailler quittáce, sans le y appeler: Ledit Bossu pour ledit Roy de Nauarre, a fait pareil empeschement. Ouy l'aduis des estats, a esté dit que tous receueurs, au-parauant que de bailler quittances qui puissent preiudicier, seront tenus d'appeler les procureurs, tant du Roy que des seigneuries.

Arti. 47. Sur le quarante-septième article, estant sous ledit títre des fiefs, & commençant par ces mots, *Gens de main-morte*, Les gens d'eglise ont dit que ce mot, *confiscant*, doit estre rayé dudit article. Le contraire a esté soustenu par les autres estats; par l'aduis desquels a esté ordonné que ledit article demeurera ainsi qu'il est.

De censives & droits seigneuriaux.

Arti. 52. **S**ur le cinquante-deuxième article, estant sous ledit títre de censives & droits seigneuriaux, & commençant par ces mots, *Si aucun*. Ledit Bazin pour le seigneur de Ramboillet, a dit que de tout temps & d'ancienneté, il a esté payé par chacune saisine deux sols parisis, & en est en bonne possession des & depuis deux cens ans en ça. Ce qu'il verifera par escrit. A esté ordonné qu'il aura acte de sa déclaration, pour luy valoir & seruir en temps & lieu, ainsi que de raison. Et neantmoins passera l'article, sans preiudice de ses droits & possessions, pour lesquels demeurera en son entier. Dont ledit Bazin, pour ledit seigneur, a protesté d'appeler.

Arti. 56. Le cinquante-sixième desdits articles, estant sous ledit títre de censives & droits seigneuriaux, & commençant par ces mots, *Toutes personnes*, A esté debatú par aucuns assistans, disans que plusieurs seigneurs n'ont lieu certain pour faire leur recepte és seigneuries, à cause desquelles leur sont deués leurs censives. Ouy les trois estats, a esté ordonné que ledit article demeurera, en adioustant ces mots, *Si le lieu est certain, & s'il n'est certain, en l'ayant fait signifier par ledit seigneur, le dimanche precedent, au presne de la parroisse, pourueu que l'assignation se baille, dedans le lieu & seigneurie dudit fief.*

Arti. 57. Le cinquante-septième article, estant sous ledit títre de censives & droits seigneuriaux, & commençant par ces mots, *Pour eschange*, A esté accordé par l'aduis de l'assistance, nonobstant l'empeschement du procureur du Roy, & dudit Bazin, pour ledit seigneur de Ramboillet, qui ont dit que par l'ancienne coustume, estoient deus lots & ventes en eschanges d'heritages, assis en diuerses seigneuries, & qu'ils sont en possession de deux cens ans & plus, de prendre ventes esdits cas. Ausquels auons octroyé acte de leur déclaration, pour leur valoir & seruir en temps & lieu, ainsi que de raison. Et neantmoins passera l'article, sans preiudice de leurs droits & possessions, pour lesquels demeureront en leur entier.

De prescription.

Arti. 64. **A**V soixante-quatrième article, estant sous le títre de prescription, & commençant par ces mots, *Entre le seigneur censier*, Ont esté adioustez ces mots, *Mais bien peut estre prescrit, tant la quotité dudit cens, que les arrearages d'iceluy.*

Des actions personnelles & hypotheques.

Arti. 69. **A**V soixante-neufième article, estant sous le títre des actions personnelles & hypotheques, & commençant par ces mots, *Reconuention en cour laye*, ont esté adioustez ces mots, *Si ce n'est par lettres ou benefice du Prince.*

Arti. 71. Au soixante-vnzième article, estant sous le títre des actions personnelles & hypotheques, & commençant par ces mots, *Meuble n'a suite*, Pour les debats faits sur iceluy. Ouy l'aduis des estats, ont esté adioustez ces mots. *Si ce n'est au profit du locateur contre son conducteur, au-parauant que ledit meuble, prins par execution, par autre creancier ait esté vendu.*

Arti. 72. Au soixante-douzième article, estant sous ledit títre des actions personnelles & hypotheques, & commençant par ces mots, *Cedule prinée qui porte promesse*, en fin d'iceluy par l'aduis desdits estats, ont esté adioustez ces mots, *Ou bien du iour que par default & contumace du debteur, elle sera tenuë pour reconnüe & confessée, soit par deuant le iuge d'eglise, ou par deuant le iuge seculier.*

Des

Des seruitutes & autres droits reels.

A L'article soixante-seize, estant sous le tiltre des seruitutes & autres droits reels, & commençant par ces mots, *Quiconque a le sol*, ont esté adioustez ces mots, *Pourueu que la chausse de l'aisement soit distante de dix pieds du puy du voisin, & en y faisant à ses despens, bon & suffisant contremur de chaulx & sable, de fons en comble, d'un pied d'espoisseur pour le moins.* Artic. 76.

A l'article soixante-dixneuvième, estant sous ledit tiltre de seruitutes & autres droits reels, & commençant par ces mots, *Il est aussi loisible à un voisin*, ont esté adioustez ces mots, *Et où ledit voisin sommé de contribuer aux frais, sera refusant de ce faire, six mois apres ladite sommation à luy deuëment faite, demeurera ledit mur propre à celuy qui l'aura fait construire de nouuel, ou fait refaire, si bon luy semble.* Arti. 79.

A l'article quatre-vingts-cinq, estant sous ledit tiltre des seruitutes, & commençant par ces mots, *Droits de venès*, ont esté adioustez ces mots, *Et fuil de cent ans & plus.* Arti. 85.

De testamens & executions d'iceux.

A L'article quatre-vingts-six, estant sous le tiltre de testamens & executions d'iceux, & commençant par ces mots, *Auant que un testament*, a esté aduisé par l'aduis des estats & bien du pays, que l'article aura lieu pour l'aduenir, ainsi qu'il est escrit, sans preiudice du passé. Arti. 86.

A esté aussi aduisé par lescdits estats, que l'article quatre-vingts-neuf, estant sous ledit tiltre des testamens, & commençant par ces mots, *L'age de pouuoir*, aura lieu pour l'aduenir, ainsi qu'il est escrit, sans preiudice du passé. Arti. 89.

A l'article quatre-vingts-vnze, estant sous ledit tiltre de testamens, & commençant par ces mots, *Les executeurs d'un testament*, ont esté adioustez ces mots, *au cas qu'il n'y ait heritier apparent. Et ces mots, iusques à la concurrence d'iceluy, & de tout ce qui se trouue liquide. Et où il n'y aura heritier, sera saisi du tout dedans l'an & iour en faisant inuentaie, appelé le procureur du Roy ou de la seigneurie, où les biens de la succession seront trouuez, & sera l'heritier receu à bailler & fournir deniers contens à l'executeur audit testament, de tout ce qui sera liquide pour l'accomplissement dudit testament: en quoy faisant luy seront deliurez les biens dont l'executeur estoit saisi.* Arti. 91.

De succession.

A L'article quatre-vingts-douze, estant sous le tiltre de succession, & commençant par ces mots, *Institution d'heritier*, ont esté adioustez ces mots, *Qui est à dire qu'elle n'est nécessaire pour la validité du testament, ains tiendra iusques à la concurrence, de ce dont le testateur peut valablement disposer par la coustume.* Arti. 92.

A l'article quatre-vingts-dixhuit, estant sous ledit tiltre de succession, & commençant par ces mots, *Quand aucun*, ont esté adioustez ces mots, *ayeul, ayeulle, ou autres ascendans.* Arti. 98.

A l'article cent, estant sous ledit tiltre de succession, & commençant par ces mots, *En succession*, ont esté adioustez ces mots, *Qui est à entendre du propre naturel, & non du conuentionel.* Arti. 103.

L'article cent-vn, estant sous ledit tiltre de succession, & commençant par ces mots, *Et neantmoins*, a esté adiousté par l'aduis des estats. Arti. 101.

L'article cent-quatre, estant sous ledit tiltre de succession, & commençant par ces mots, *En ligne directe*, a esté adiousté par l'aduis des estats, pour corriger la coustume ancienne, qui estoit que representation n'auoit lieu en ligne directe ny collaterale, si elle n'estoit accordée par traité de mariage, testament, ou autrement deuëment. Arti. 104.

Le cent-cinquième article, estant sous ledit tiltre de succession, & commençant par ces mots, *Quand il y a enfans*, a esté accordé pour nouuel, comme le precedent, & en conséquence d'iceluy. Arti. 105.

L'article cent-sept, estant sous ledit tiltre de succession, & commençant par ces mots, *Les enfans d'un bastard*, a esté accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé, & nonobstant l'empeschement du procureur du Roy. Arti. 107.

L'article cent-dix, estant sous le tiltre de succession, & commençant par ces mots, *Les enfans de plusieurs freres*, a esté accordé pour nouuel, en conséquence dudit cent-sixième article. Arti. 110.

A l'article cent-douze, estant sous ledit tiltre de succession, & commençant par ces mots, *Les heritiers*, ces mots ont esté adioustez, *Et n'en est l'aîné plus tenu que les autres, pour le regard de ce qui à luy appartient par preciput, encores que lesdites rentes fussent cōstituees par ledit deffunct,* Arti. 112.

Proces verbal

nommément sur les choses à luy escheuës par preciput, sinon que lesdites rentes fussent foncières, & aucunement deuës sur le fief.

De garde noble & bourgeoise.

- Arti. 119. **A** L'article cent-dixneuf, estant sous le tiltre de garde noble & bourgeoise, & commençant par ces mots, *Et doit celuy*, ont esté adioustez ces mots, *Telle qu'il pourra bailler.*

De communauté de biens.

- Arti. 131. **A** L'article six-vingts-vnze, estant sous le tiltre de communauté de biens, & commençant par ces mots, *Femme mariee*, ont esté adioustez ces mots, *Soit au preiudice d'elle, ou de sondit mary.*

- Arti. 133. **A** l'article six-vingts-treize, estant sous le tiltre de communauté de biens, & commençant par ces mots, *Quand l'un des deux*, ont esté adioustez ces mots, *Pourueu qu'il n'y ait enfans dudit mariage, ou d'autre.*

- Arti. 134. **A** l'article six-vingts-quatorze, estant sous ledit tiltre de communauté de biens, & commençant par ces mots, *Homme & femme*, ont esté adioustez ces mots, *Sans pouuoir toutes-fois aliener ne hypotheker leurs biens immeubles, iusques à l'age de vingt-cinq ans.*

De douaires.

- Arti. 141. **A** L'article sept-vingts, vn, estant sous le tiltre de douaires, & commençant par ces mots, *Douaire prefix*, a esté accordé pour l'aduenir par l'aduis de l'assemblee.

A l'article sept-vingts-quatre, estant sous le tiltre de douaires, & commençant par ces mots, *La femme est tenuë bailler*, ces mots ont esté adioustez, *telle qu'elle pourra bailler*, & aussi ces mots, *Et si elle n'en peut bailler, luy sera ledit douaire deliuré à sa caution iuratoire, avec obligation & hypothèque de tous ses biens presens & aduenir.*

De dons simples & mutuels, & autres dispositions entre vifs.

- Arti. 147. **L**'Article sept-vingts-sept, estant sous le tiltre des dons simples & mutuels, & autres dispositions entre vifs, & commençant par ces mots, *Donation faite entre vifs*, a esté adiousté, comme nouuel par l'aduis des estats.

- Arti. 149. **L**'article sept-vingts-neuf, estant sous ledit tiltre de dons simples, & commençant par ces mots, *Homme & femme conioints*, a esté adiousté, comme nouuel par l'aduis desdits estats.

- Arti. 150. **A** l'article sept-vingts-dix, estant sous ledit tiltre de dons simples, & commençant par ces mots, *Don mutuel*, a esté adiousté, comme nouuel par l'aduis desdits estats.

- Arti. 153. **A** l'article sept-vingts-treize, estant sous ledit tiltre de dons simples, & commençant par ces mots, *Donner la propriété*, ont esté adioustez ces mots, *On quand il y a autre clause translatiue de possession, comme preciaire, constitut, ou autre.*

Des arrests, executions & saisies.

- Arti. 154. **L**'Article sept-vingts-quatorze, estant sous le tiltre des arrests, executions & saisies, & commençant par ces mots, *Aucun n'est recenable*, ont esté adioustez ces mots, *On bien qu'il n'y eust flagrant delict.*

- Arti. 155. **A** l'article sept-vingt-quinze, estant sous ledit tiltre des arrests, executions & saisies, & commençant par ces mots, *Il est loisible*, ont esté adioustez ces mots, *Soit que le cōducteur soit homme lay, ou d'eglise.*

- Arti. 156. **A** l'article sept-vingts-seize, estant sous ledit tiltre des arrests, executions & saisies, & commençant par ces mots, *Quand le propriétaire*, ont esté adioustez ces mots, *A la charge d'en faire inuentaire par le procureur du Roy, ou le procureur de seigneurie.*

De retraict lignager.

- Arti. 163. **L**'Article huit-vingts, trois, estant sous le tiltre de retraict lignager, & commençant par ces mots, *Aussi est tenu*, a esté adiousté, comme nouuel par l'aduis des estats.

- Arti. 167. **A** l'article huit-vingts-sept, estant sous ledit tiltre de retraict lignager, & commençant par ces mots, *Choses mobilières*, ont esté adioustez ces mots, *Encores qu'elle fust de haut pris.*

L'article

L'article huit-vingts-treize, estant sous ledit tiltre de retrait lignager, & commençant par ces mots, *Quand un seigneur*, a esté adiousté, comme nouuel, par l'aduis des estats. Artic. 173.

De criees.

L'Article huit-vingt-dix-neufième, estant sous le tiltre de criees, & commençant par ces mots, *Et seront*, a esté couché comme il est, pour la controuerse qui s'est meüe entre les bailly & preuost royaux, & les iuges des iurisdicions subalternes. Artic. 179.

Autres coustumes.

L'Article neuf-vingts-vn, estant sous le tiltre autres coustumes, & commençant par ces mots, *Qui vend aucune*, ont esté adioustez ces mots. *Et encores qu'elle eust esté prinse par execution, la pourra poursuiure, insques à ce qu'elle soit vendue par auctorité de iustice.* Artic. 181.

Sur l'article neuf-vingts-cinq, estant sous ledit tiltre autres coustumes, & commençant par ces mots, *Qui confisque*, a esté requis par les gens du tiers estat, que cest article fust corrigé, & que les biens des confisquees fussent reseruez pour la moitié ou pour le tiers à leurs enfans. Ce qui a esté empesché par le procureur du Roy & hauts iusticiers : au moyen dequoy, a esté ordonné que l'article demeurera ainsi qu'il est escrit. Artic. 185.

Sur l'article neuf-vingts-sept, estant sous ledit tiltre autres coustumes, & commençant par ces mots, *Confiscations*, les seigneurs hauts iusticiers ont requis que l'on y adioustast, aubeines, soustenant par eux qu'ils ont iouy de tout temps de droit d'aubeine. Ce qui a esté formellement empesché par le procureur du Roy, disant qu'au Roy seul & non à autres appartient ledit droit d'aubeine. D'auantage ont requis lesdits seigneurs hauts iusticiers, que la confiscation, à cause du crime de leze maieité diuine leur fust adiugee, accordant au Roy celle qui procede, à cause du crime de leze maieité humaine. Ce que pareillement a esté empesché par ledit procureur du Roy, maintenant que la confiscation, à cause du crime de leze maieité, tant diuine qu'humaine, appartenoit au Roy seul. Surquoy & pour le regard desdites aubeines & confiscations procedans à cause dudit crime de leze maieité diuine, auons renuoyé & renuoyons les parties en la Cour de Parlement, au l'endemain des Roys prochainement venant. Artic. 187.

Ceste iuste moderatio eust passé, si les ges d'eglise y eussent adberé: Car les deux estats eussent fait le plus grand part, & cōsequemment la Loy. Mais leur auarice fut plus grande, que la charité & utilité publique.

Ce fait en enterinant la requeste dudit procureur du Roy, auons ordonné, que lesdites coustumes desdits comté & bailliages, anciens ressorts & enclaves d'iceux, arrestees par lesdits trois estats, tant pour le regard des comparans, que les non comparans qui ont eu assignation par deuant nous, seront entretenues, gardees & obseruees pour loy. Et à ce faire, auons condamné ceux desdits comté, bailliages & autres ressorts d'iceux suiets à ladite coustume. Leur faisons inhibitions & defences de poser & articuler d'oresenauant autres coustumes, & aux bailly, preuost, leurs lieutenant & autres officiers desdits comté & bailliage, tant royaux que subalternes, de non receuoir les parties, à poser & articuler autres coustumes, & de les appointer à informer sur icelles par turbes, ne autrement que par extrait desdites coustumes. Faisons aussi inhibitions & defences aux aduocats, procureurs & autres gens de conseil, de poser en iugement & ailleurs par leurs escritures, ne autrement autres coustumes que les susdites accordees.

Et tout ce que dessus certifions estre vray, & auoir esté fait, comme contenu est en ce present nostre proces verbal. Lequel en tesmoin de ce, nous commissaires susdits, auons signé de noz feings manuels, & seellé du seel de noz armes, les an & iour que dessus.

• C. DE THOU. B. FAYE. I. VIOLE.

*EXTRAICT DES REGISTRES DE
la Cour de Parlement.*

Presentées par maistres Christoffe de Thou, president, Barthelemy faye, & Jaques viole, conseillers, en la Cour de ceans, en la presence du procureur general du Roy, le vingt-vnième May. M. D. LVII.

238 Coustumes du comté & bailliage de Mante &

MEVLLANT, SIEGES PARTICVLIERS DV DIT

Mante, & anciens ressorts & enclaves d'iceluy, mises & redigees par escrit en presence des gens des trois estats dudit comté & bailliage, par nous Christophle de Thou, president, Barthelemy faye, & Jaques viole, conseillers du Roy en la Cour de Parlement, & commissaires par luy ordonnez.

CHAPITRE PREMIER.

Des fiefs.



V fils aisné appartient en chacune succession de pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autre ascendant, soit noble ou roturier, pour son droit d'aisneesse, par preciput & aduantage, le principal manoir, tel qu'il voudra choisir, basse-court destinee audit manoir, avec le iardin ioignant à iceluy manoir, & si l n'y a iardin, vn arpent de terre tenu en fief pres ledit manoir, hors le fossé, de telle espee & qualite qu'il voudra choisir. Aussi luy appartiennent les deux parts, dont les trois font le tout, des fiefs & heritages tenus noblement, soit qu'il y ait vn ou plusieurs enfans puisnez, auquel puisné ou puisnez ensemblement appartient l'autre tiers. Et où il y auroit plusieurs manoirs en vn ou plusieurs fiefs, ledit aisné ne peut auoir qu'un manoir: mais prend part aux autres avec ses puisnez, & où il n'y auroit manoir, ledit fils aisné prend en chacune desdites successions vn arpent de terre, tel qu'il voudra choisir, pourueu qu'il y ait autres heritages que ledit arpent. i.

Si dedans ledit manoir, basse-court ou iardin, y a moulin, pressouer ou four bannaux, le corps desdits moulin, pressouer ou four bannaux, appartient audit aisné: mais le profit de la bannalite se partist, comme les autres choses tenuës noblement. ii.

Si pres ledit manoir y a parc, clos de vigne, verger, ou garenne fermez de murailles ou fossez, qui soient pour l'embellissement & ornement de la maison, ledit aisné en faisant partage le peut prendre, en recompensant les puisnez en terres du fief & seigneurie, si tant en y a: sinon es plus prochaines terres de la succession, à la commodite des puisnez, le plus commodement que faire se pourra. iii.

Es autres heritages tenus en censue & roture, le fils aisné n'a aucun aduantage sur les puisnez, & se partagent tels heritages également. iiii.

Les puisnez peuuent si bon leur semble tenir leur portion du fief de leur frere aisné, & en ce cas, l'aisné en fait arrierefief au seigneur feodal, Ou bien lesdits puisnez peuuent tenir leursdites portions du fief en plein fief du seigneur feodal à leur choix & option. v.

Quand le fief vient par succession en ligne directe à fils, fille ou autre descédant, n'est deu au seigneur feodal droit de rachat ou relief pour telle mutation: mais luy est deu le droit de chambellage, qui est d'un escu au soleil, si le fief vaut cinquante liures tournois de reuenue & plus, & si luy vaut moins, il luy est deu seulement la foy & hommage, sans aucun droit de chambellage. vi.

Pour fief donné en auancement d'hoirie par pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autre ascendant, n'est deu aucun droit de rachat, & n'est tenu le fils, à cause dudit don, soy porter heritier du pere, mere, ayeul, ayeulle, si bon ne luy semble, toutesfois où il ne se porteroit heritier, & où ledit don excéderoit la portion qui luy appartiendroit ab Intestat, pour le regard de ce qui excède, sera deu rachat. vii.

Le fils ou fille du fils aisné represente son pere, au droit d'aisneesse, en partageant avec ses oncles. viii.

Entre filles n'y a droit d'aisneesse, & se partagent entre elles les fiefs également. ix.

Quand le vassal dort le seigneur veille, & quand le seigneur veille le vassal dort: qui est à dire que le seigneur doit saisir le fief de son vassal, pour faire les fruits siens. Et là où il aura saisi, tombent lesdits fruits en pure perte, si le vassal ne fait son deuoir: toutesfois si le fief change main par mort, le vassal a quarante iours francs pour faire ladite foy & hommage, pendant lesquels le seigneur feodal ne peut saisir. x.

Quand

Quand le seigneur feodal fait les fruits siens, il doit payer les charges anciennes & infeodez, & non autres. xi.

En mutation de fief, soit par vendition, succession en ligne collaterale ou autrement, est deu rachat par le vassal, lequel est tenu incontinent d'aller apres ladite mutation, si elle est autrement que par mort, & si c'est par mort, dedans les quarante iours apres, pardeuers son seigneur feodal, luy faire foy & hommage de sondit fief & luy faire offre du reuenu de l'annee, ou d'une somme de deniers, ou de ce qui sera dit par preudhommes, au choix & option dudit seigneur. xii.

Si le seigneur feodal opte le reuenu de l'annee dudit fief, & qu'iceluy fief soit baillé à ferme, est tenu (s'il veult auoir les fruits) rembourser le fermier & laboureur de ses façons, labours & impenses, si mieux ne veult prendre par les mains dudit fermier le loyer de ladite ferme. xiii.

S'il y a boys taillis ou estangs, le seigneur feodal préd le profit de s'dits boys & estangs pour portion de temps seulement, eu esgard à ce que la coupe de boys ou pesche d'estangs peut reuenir en profit par chascun an. xiiii.

Le vassal dedans les quarante iours apres la foy & hommage par luy faite à son seigneur feodal doit bailler son adueu & denombrement audit seigneur feodal, & quarante iours apres iceluy baillé, doit retourner par deuers ledit seigneur feodal, le reblandir & sçauoir s'il veult debatre ledit adueu & denombrement: & où ledit seigneur feodal ne le debatera, lesdits quarante iours passez, sera ledit adueu & denombrement tenu pour receu: & à faulte de n'auoir fait ce que dessus par ledit vassal, peut ledit seigneur feodal saisir ledit fief, mais ne fait en ce cas les fruits siens. xv.

Quint & requint n'ont lieu, & est quitte le vassal en payant le droit du rachat comme dessus, soit par vendition, alienation à pris d'argent, ou autre contract que ce soit. xvi.

Le seigneur feodal n'est tenu recevoir son vassal en foy & hommage par procureur si le vassal peut faire la foy & hommage en personne, & s'il n'a excuse legitime. xvii.

Le vassal est tenu faire la foy & hommage & offres accoustumees à son seigneur feodal au lieu seigneurial duquel meurt & depend ledit fief, si le seigneur est audit lieu: sinon à son receueur, procureur, ou officier, si aucun y a: & s'il n'y en a, la doit faire sur le lieu seigneurial en presence de notaire & tesmoins, & le signifier aux plus prochains voisins, & leur en laisser copie, & attacher pareille copie à la porte dudit lieu seigneurial: & s'il n'y a lieu seigneurial destiné pour ce faire, le doit faire au lieu où le seigneur a accoustumé recevoir ses droits seigneuriaux, & la signifier aux plus prochains voisins, & leur en laisser copie comme dessus, & laisser pareille copie attachee à la porte dudit lieu, ou à la porte de l'eglise parochiale. xviii.

En ligne collaterale droit d'ainesse n'a lieu, & se partissent les fiefs esgallement. xix.

En ligne collaterale les filles ne succedent en fief s'il y a hoir male en pareil degré. xx.

Souffrance tant qu'elle dure vault foy, & est tenu le seigneur feodal bailler ladite souffrance au tuteur & gardien des mineurs iusques à ce qu'ils soyent venuz en aage pour porter ladite foy & hommage. xxi.

Si le seigneur feodal reçoit en foy & hommage son vassal sans aucune reservation, il ne peut saisir le fief pour les profits pretenduz au precedent, mais les peut demander par action. xxii.

Le vassal ne prescrit contre son seigneur feodal, ne le seigneur contre son vassal par quelque temps que ce soit, & fust de cent ans: toutesfois le profit de rachat sera prescrit par trente ans. xxiii.

Le vassal ne peut demembrer son fief au preiudice de son seigneur feodal: peut toutesfois s'en iouer iusques à demission de foy, c'est à sçauoir le bailler à cens ou à rente, en portant la foy dudit fief à son seigneur feodal, & neantmoins où il y auroit mutation dudit fief, peut ledit seigneur feodal exploiter lesdites terres & heritages baillees à cens ou rentes, nonobstant ledit bail: sinon que ledit seigneur feodal eust approuué & infeodé lesdits cens ou rente, & que ledit fief fust ametté & abonné. xxiiii.

Le vassal defaduouant son seigneur feodal confisque son fief s'il succombe, & s'il se trouue par l'issue du proces qu'il ayt mal defaduoué. xxv.

Il est permis au vassal pour le reffuz fait par son seigneur feodal de le recevoir en foy & hommage, se faire recevoir par main souueraine, en consignat les droits & devoirs accoustumez. xxvi.

L'aage pour porter la foy & hommage est aux males de vingt ans, & aux filles de dixhuiet

Couſtumes du Comté & Bailliage de Mante & Meullant

ans.

xxvii.

Le ſeigneur feodal peut prendre & retenir par puissance de fief, le fief vendu par ſon vaſſal, en rembourſant l'acheteur du fort principal avec les fraiz & loyaux couſts dedans quarante iours apres que la vendition luy aura eſté notifiée, toutesſois ſi ledit ſeigneur feodal auoit receu ſon dit vaſſal en foy & hommage, ou luy euſt baillé ſouffrance, ne ſera plus receuable à demander ledit retrait.

xxviii.

Le frere ainé en faiſant la foy & hommage aux ſeigneurs feodaux acquitte ſes freres puisnez, & ſes ſœurs de leurs premiers mariages, & où il ſeroit refusant porter ladite foy, les puisnez ſucceſſiuellement la pourront porter & acquitter cōme deſſus: & neantmoins pourra l'ainé eſtre contraint porter ladite foy au cas que ſes puisnez vouluſſent opter de tenir leurs portions de fief dudit ſeigneur feodal, & non de leur ainé.

xxix.

Quand vne femme, à laquelle appartient vn fief, ſe marie, ou eſtât ia mariee luy aduient vn fief, eſt deu rachat ou relief au ſeigneur feodal, ſinon qu'elle ſoit acquittée par ſon frere ainé ou puisné, comme dit eſt.

xxx.

Si le fils ainé renonce à la ſucceſſion de pere, mere, ayeul, ayeulle, & ne ſe veut porter heritier, le puisné tient lieu de l'ainé au preciput, & prend tel aduantage aux fiefs comme euſt fait l'ainé: pourueu toutesſois qu'à iceluy ainé le pere ou mere, ayeul ou ayeulle n'ait rien donné par donation entre viſs, teſtamēt ou autrement: auquel cas ledit puisné ne tient lieu de l'ainé: mais ſera la ſucceſſion partie entre les puisnez eſgallement.

xxxi.

La femme apres le trespas de ſon mary n'eſt tenuë faire la foy & hommage du fief à elle appartenant, quand ſon mary l'a portee constant le mariage: mais ſi elle ſe remarie, le ſecond mary eſt tenu porter ladite foy, & payer rachat.

xxxii.

Femme mariee à noble perſonne eſt anoblie par le mariage, & ioyſt du priuilege de nobleſſe pendant ſa viduité.

xxxiii.

Le ſeigneur feodal trouuant le fief de ſon vaſſal ouuert, au cas qu'il luy fuſt deu rachat, préed pour chaſcun des arrierefiefs dudit fief quatre liures pariſis, où chaſcū deſdits arrierefiefs vaudroit ladite ſomme ou plus par chaſcun an, & où chaſcun deſdits arrierefiefs ne vaudroit ladite ſomme, prend ledit ſeigneur ſeulement le reuenu de l'annee.

xxxiiii.

Tous gardiens nobles faiſans les fruits leurs, ſont tenez acquitter les mineurs du droit de chambellage deu par eux à cauſe de la mutation dudit fief.

xxxv.

Quand le ſeigneur feodal a prins & retenu par puissance de fief aucun fief tenu & mouuant de luy, & ledit fief luy eſt euincé par retrait lignager, le retrayant lignager doit payer audit ſeigneur feodal les droits & proffits ſeigneuriaux auant que ledit ſeigneur ſoit tenu le recevoir en foy & hommage dudit fief.

xxxvi.

Si la faiſie & main-miſe du ſeigneur feodal eſt venue à la connoiſſance du vaſſal, & ce non-obſtant ledit vaſſal l'enfrainct, il eſt tenu de rendre & reſtablir les fruits par luy ou autres de par luy prins & perceuz, durant & depuys ladite main-miſe.

xxxvii.

Le ſeigneur feodal qui met en ſa main aucun fief par faute d'homme, droits & devoirs non faits & non payez, peut ſemblablement mettre en ſa main tous les arrierefiefs ouverts depeſdans d'icelluy fief.

xxxviii.

En ce cas les proprietaires ou ſeigneurs d'iceux arrierefiefs & chaſcun d'eux peuuent faire la foy & hommage au ſeigneur dont ils tiennent en arrierefief, lequel eſt tenu de les recevoir & leur bailler main-leuee, & faire deliurance, en luy payant les droits & devoirs ſi aucuns luy en ſont deuz à cauſe de l'arrierefief qui leur appartient.

xxxix.

Quand le fief ou ſeigneurie vient de nouuel par ſucceſſion, acquisition ou autrement à aucune perſonne, le nouveau ſeigneur ne peut empêſcher ne mettre en ſa main les fiefs qui ſont tenez de luy iuſques à ce qu'il ayt fait faire les proclamations & ſignifications que ſes vaſſaux luy viennent faire la foy & hommage dedans quarante iours, & ce fait, & leſdits quarante iours pafſez, ſi leſdits vaſſaux ne ſe preſentent il peut ſaiſir & exploiter les fiefs tenez & mouuans de luy, & faire les fruits ſiens: pourueu toutesſois que ladite proclamation & ſignification ay eſté faite, c'eſt à ſçauoir quant aux fiefs eſtans en comté, baronnie & chaſtellenie dont ils ſont mouuans, à ſon de trompe & cry public par trois iours de dimenche, ou de marché, ſi marché y a, & quant es autres fiefs eſtans hors deſdits comtez, baronnies & chaſtellenies dont ils ſont mouuans, par ſignification faite au vaſſal à ſa perſonne, ou au lieu du fief ſ'il y a manoir, & au procureur du vaſſal, ſi aucun y a, ſinon au proſne de l'eſglie parochiale dudit lieu es iours de dimenche, ou autre iour ſolennel.

xl.

L'ancien

- L'ancien vassal ne doit que la bouche & les mains à son nouveau seigneur. xli.
 Gardien d'aucuns enfans mineurs faisant les fruits siens n'est tenu de payer relief pour ladite garde. xlii.
 Gens de main-morte pour fiefs admortiz doyent bailler homme viuant & mourant, & ne sont tenez bailler homme confiscant, s'il n'est conuenu par expres. xliiii.
 Le fief seruant se gouerne selon la coustume du lieu où il est assis, & non selon la coustume du lieu où est assis le fief dominant. xliiii.

C H A P. 2. De censives & droits seigneuriaux.

IL est loisible à vn seigneur foncier ou censuel de poursuyuir l'acquireur & nouuel detenteur d'aucuns heritages estans en sa censive & seigneurie, afin d'apporter & exhiber les lettres d'acquisition d'iceux heritages s'aucuns en y a, pour estre payé des droits de ventes, saisines & amendes, s'ils y escheent. xlv.

Et doit ledit acquireur venir par deuers son seigneur censuel huit iours apres l'acquisition par luy faite, le deprier, en luy notifiant ladite acquisition & pris d'icelle: & à faute de ce faire doit soixante sols parisis d'amende, & trois moys apres ledit depriy & notification doit payer les lots & ventes d'icelle acquisition audit seigneur, & doit aussi à faute de ce faire, autres soixante sols parisis d'amende. xlvi.

Vn seigneur censuel peut proceder par voye d'arrest ou brandon sur les fruits pendans par les racines de l'heritage à luy redeuable d'aucun cens pour les arrerages à luy deuz, & en consignat par celuy qui aura esté saisy les trois demieres annees dudit cens, aura main-leuee, les parties demourans en proces pour le surplus par deuant le iuge ordinaire où est assis ledit fief, sans ce que le detenteur puisse decliner. xlvii.

Le seigneur censuel est reputé auoir iustice fonciere, tellemēt qu'à faute de cens nō payez, il peut saisir & mettre en sa main sans mystere de iustice les heritages tenez de luy à censive: mais en cas d'opposition où il n'auroit autre iustice, les parties se doyent pourueoir par deuant le iuge ordinaire. xlviii.

Par défaut de payer les lots & ventes le seigneur censuel ne peut proceder par voye de saisie, ains seulement doit & peut venir par action. Pour laquelle neantmoins il se pourra adresser au detenteur de l'heritage tenu de luy en censive, afin d'estre paye desdits lots & ventes, lequel detenteur ny pareillement celuy qui pourra estre appellé à garand par ledit detenteur, ne pourront decliner la iurisdiction ordinaire, ores qu'ils fussent demourans en autre iurisdiction. xlix.

Si aucun achete heritage à pris d'argent ou rente rachetable en la censive d'aucun seigneur censuel, sont deux audit seigneur les ventes & saisine dudit achat au pris qui sera dit par l'acheteur seul, sans ce que ledit seigneur soit tenu d'attendre le racquit de ladite rente. l.

Et sont les droits de vente le douziesme denier du pris pour lequel l'heritage a esté vendu, qui est pour chascun franc seize deniers parisis, & pour la saisine que l'acquireur est tenu prendre douze deniers parisis. li.

Toutes rentes spécialement¹ constituees sur heritages, soient rachetables ou non, iusques à ce qu'elles soient rachetees sont reputees immeubles. lii.

En eschange fait d'heritage à autre, but à but, & sans soulte, ventes ne sont deües: mais seulement la saisine. liiii.

Toutes personnes tenans maisons & heritages en censive d'aucun seigneur censuel, sont tenez payer les droits de cens audit seigneur ou seigneurs au iour & lieu que deuz sont, sur peine de cinq sols parisis d'amende si le lieu est certain: & s'il n'est certain, l'ayant fait signifier par ledit seigneur le dimanche precedent au profne de la paroisse où est assis ledit fief, & que l'assignation soit baillee dedans le lieu dudit fief ou seigneurie. liiii.

Qui doit droit de chāpart à aucun seigneur censuel, est tenu de payer ledit droit de chāpart ainsi que lon a accoustumé de payer, deuant que desgarnir la terre, sur peine de soixante sols parisis d'amende, applicable audit seigneur, & si doit le seigneur estre appellé pour veoir chāpart, lequel en ce faisant y doit comparoir du soir au matin, & du matin à l'apresdinee: & où il ne sera au lieu, doit estre signifié à son procureur, receueur ou fermier, qui y doit comparoir comme dessus, & s'il n'y compare, le laboureur peut enleuer sa gerbe, en laissant sur ledit lieu ledit droit de champart, & doit estre la dixme premierement payee au curé, que ledit chāpart au seigneur. lv.

¹ Partāt s'il n'y a aucune speciale hypotheque, elles sont meubles: s'entēs des rentes volantes. C.M.

Couſtumes du Comté & Bailliage de Mante & Meullant

C H A P. 3. *Des actions, obligations & hypothecques.*

Hypothecque ne ſe diuiſe, mais l'obligation perſonnelle ſe diuiſe entre les heritiers pour leurs parts & portions hereditaires, & ſe dreſſe l'action hypothecquaire contre le poſſeſſeur ou celuy qui par dol ou fraude a delaiffé à poſſeder. lvi.

Toute hypothecque & charge réelle ſuyt la choſe en quelque main qu'elle puiſſe venir, & ſont les detenteurs d'iceluy pourſuyuz hypothecquairement, & ladite choſe vendüe crieë, ſubhaſtee & adiugee par decret pour le payement & ſatiſfaction de ladite debte, ſi leſdits debteurs & propriétaires n'ayment mieux payer icelle debte au parauant que ladite choſe ſoit adiugee par decret. lvii.

En cour laye reconuention n'a lieu, ſi elle ne depend de l'action. lviii.

Celuy qui eſt obligé ſous ſon ſeing, ſoit cleric ou lay, adiourné par deuât iuge lay pour reconnoiſtre ou nyer ſondit ſeing ou ſeel, eſt tenu de ce faire auât que propoſer aucunes exceptiõs, ſoyent declinatoires, dilatoires & peremptoires: & ſ'il reconnoiſt ſondit ſeing ou ſeel, il ſera tenu de garnir la main en deniers ou quictances vallables au parauant que d'eſtre ouy au principal: pour lequel & auſſi pour l'execution de ladite garniſon ſera renuoyé par deuant ſon iuge, & ce pourueu que l'obligation ſoit pure, ſimple & non cõditionnelle, & qu'elle ne giſe en plus grande connoiſſance de cauſe. lix.

Tous propriétaires & detenteurs, ou detenteurs ſimplement d'aucuns heritages chargez & redeuables de cens ou rentes, ou autres charges réelles & annuelles, ſont tenuz perſonnellement de payer & acquiter icelles charges à ceux auſquels elles ſont deuës, avec les arrerages eſcheuz de leur temps tant & ſi longuement que deſdits heritages ou de partie & portion d'iceux ils ſeront detenteurs & propriétaires. lx.

Les tiers detenteurs d'aucuns heritages obligez ou hypothecquez à aucunes rentes ou autres charges réelles ou annuelles ſont tenuz hypothequairement à payer icelles rentes & autres charges réelles ou annuelles avec les arrerages qui en ſont deuz, à tout le moins ſont tenuz de laiffer iceux heritages pour eſtre cryez, ſubhaſtez, venduz & deliurez par decret à l'acheteur plus offrant & dernier encheriſſeur, à la charge de la rente, & pour le payement des arrerages qui en ſont deuz. lxi.

Quand vn tiers detenteur d'aucun heritage eſt pourſuiuy pour raiſon d'aucune rente dont eſt chargé ledit heritage qui luy a eſté vendu ſans la charge de ladite rente, & dont il n'auoit eu connoiſſance parauant ladite pourſuite apres qu'il a ſommé ſon garant ou celuy qui luy a vendu & promis garantir ledit heritage, lequel luy default de garantie, ledit tiers detenteur ainſi pourſuiuy parauant que conteſter en cauſe peut renoncer audit heritage, & en ce faiſant il n'eſt tenu de ladite rente & arrerages d'icelle, ſuppoſé meſmes que les arrerages ſoyent & fuſſent eſcheuz de ſon temps & parauant ladite renonciation. lxii.

Les heritiers d'vn trespaffé ſont tenuz de ſes faits, promeſſes & obligations pour telle part & portion qu'ils ſont heritiers. lxiii.

Cedule priuee contenant promeſſe de payer, porte hypothecque du iour de la reconnoiſſance faite en iugement, ou que par la contumace de partie elle eſt tenuë pour reconneuë, ſoit par deuant le iuge lay, ou le iuge d'egliſe. lxiiii.

Meubles n'ont ſuyte par hypothecque, ſi ce n'eſt au profit du locataire contre ſon conducteur, ou du marchand qui pourſuit & arreſte la marchandife par luy vendüe par le payement d'icelle, au parauant que leſdits meubles ou marchandife ayent eſté venduz par autorité de iuſtice, ou autrement à tierce perſonne. lxv.

Compensation ſe peut faire d'vne debte clare & liquide à autre debte pareillement clare & liquide, autrement n'a lieu. lxvi.

Nul ne peut proceder par voye d'execution, ſ'il n'a obligation en bonne forme & autentique, ou condamnation: & n'eſt vn breuet executoire ſ'il n'eſt groſſoyé & mis en forme. lxvii.

Celuy qui a eſleu la voye d'action, ne peut proceder par execution, pour la meſme choſe. lxviii.

On ne peut proceder par voye d'execution ſur les biens meubles & immeubles d'vn trespaffé, & ne ſont tenuz les heritiers de garnir la main, encores que le defunct de ſon viuant en fuſt tenu, ſinon que le creancier euſt pareille condamnation¹ ou obligation à lencontre dudit heritier qu'il auoit ſur ledit defunct. lxix.

Si vne femme veufue ſ'oblige, & depuis elle ſe remarie: l'obligation n'eſt executoire durât le mariage, ains fault pourſuyure le mary par action.² lxx.

Celuy

¹ Mais ſ'il appert de la qualité d'heritier & du deu, il doit ſommairement eſtre condẽné à garnir ou declairer executoire. C.M.
² Et ſommaire declaration ou garniſon comme dit eſt. C.M.

1 Celuy qui prend les meubles, ¹ à quelque tiltre que ce soit, paye les debtes personnelles & mobilières, iusques à la concurrence de seldits meubles.

lxxi. *1 Vniversel-
lemēt ou quo-
te comme la
moitié ou le
quart en luy
pro rata. Idē
si tous les meu-
bles que le de-
teur a en tel
lieu où est le
principal de
ses meubles.
C.M.*

C H A P. 4. *De retrait lignager.*

Six choses sont requises en retrait lignager: Que la chose vendue soit aduenue au vendeur, à tiltre de succession ou auancement d'hoirie: Qu'elle soit immeuble comme heritage, cens, rente, seruitute & autre droit reel & incorporel: Que le retrayant soit parent du vendeur de l'estoc, costé & ligne dont procede l'heritage vendu: Que l'acheteur ne soit dudit estoc, costé & ligne: Que l'adiournement soit fait dedans l'an & iour de l'infodation ou enfaïnement du seigneur feodal ou censuel. Et que le retrayant face offres à chascune assignation de la cause iusques à contestation d'icelle inclusiuement, sur peine d'estre debouté du retrait par luy pretendu. Et doit ledit adiournement estre fait au domicile dudit defendeur, si l'est demeurāt audit comté & bailliage de Mante & Meullant, sinon doit estre fait sur le lieu de l'heritage acquis, en la presence de deux tesmoins voyfins dudit lieu, & parlant à eux, leur signifiant ledit adiournement, & leur laissant copie d'iceluy. Faisant en outre proclamer ledit adiournement au profne de l'eglise parrochiale dudit lieu, au iour de dimēche ensuyuant: & doit ledit adiournement estre fait hors huictaine.

lxxii.

Le retrayant qui est recongneu par l'acheteur, ou qui obtient en retrait, soit par iugement contradictoire ou acquiescement de partie, est tenu dedans vingt-quatre heures apres lesdites reconnoissances, iugemens, ou acquiescemens: & que l'acheteur aura affermé le pris, & mis ses lettres d'acquisition au greffe, rembourser l'acheteur de son sort principal, ou le consigner en iustice. Au refus dudit acheteur, icehuy present, ou deüement appellé, & pareillemēt payer les loyaux coustemens la huictaine apres que liquidation en aura esté faite: & par faute de ce auoir fait, est decheu de son retrait.

lxxiii.

Heritage vendu par decret est subiet à retrait lignager.

lxxiiii.

En eschange d'heritage propre fait à autre sans soulte n'y a lieu de retrait, sinon que la soulte excède l'heritage baillé avecques icelle encontre eschange.

lxxv.

Le retrayant lignager est preferé au seigneur qui veut auoir la chose par retrait feodal.

lxxvi.

Le lignager qui premier a fait adiourner l'acquireur en retrait, exclud le plus prochain dudit vendeur qui depuis aura fait adiourner ledit acquireur: mais s'ils sont concurrans d'un mesme iour, le plus prochain sera preferé, encores qu'il ayt esté preuenü de l'heure.

lxxvii.

Retrait lignager ne peut estre cédé ne transporté à personne estrange, & doit estre fait sans fraude, dont ledit retrayant est tenu de iurer: mais le retrait feodal se peut ceder, soit par homme de main-morte ou autre.

lxxviii.

Rentes foncières propres au vendeur tombent en retrait lignager.

lxxix.

Heritage baillé à cens ou rente perpetuelle ne tombe en retrait: mais si ladite rente se rachete ledit heritage sera subiet à retrait dedans l'an & iour du rachat de ladite rente. Pareillemēt si ledit heritage est baillé à rente rachetable, tel heritage tombe en retrait, en remboursant le sort principal de ladite rente.

lxxx.

Si plusieurs heritages sont venduz par mesme contract à vn seul pris, dont les aucuns tombent en retrait, l'acheteur n'est tenu laisser lesdits heritages retrayables si luy plaist, ains sera tenu le retrayant retirer la totalité.

lxxxii.

2 Conquest immeuble ne tombe en retrait, sinon que celuy qui le vend l'eust acheté de son lignager, & que ledit conquest fust propre d'iceluy lignager de l'estoc & ligne du retrayant.

lxxxiii.

Quand l'heritage propre est acquis durant & constant le mariage de deux conioints, dont l'un d'iceux est parent & lignager du vendeur de l'estoc, costé & ligne dont l'heritage appartient au vendeur, tel heritage ainsi vendu ne gist en retrait durant & constant ledit mariage, mais apres le trespas de l'un desdits conioints, la moitié dudit heritage gist en retrait à l'encontre de celuy qui n'est lignager, dedans l'an & iour du trespas du premier mourant desdits conioints, supposé qu'il y eust saisine ou infodation prinse durant iceluy mariage, en rendant & payant par ledit retrayant la moitié du sort principal, fraiz & loyaux coustemens, pourueu qu'il n'y ayt enfans dudit mariage: auquel cas ne tombe en retrait pour l'esperāce qu'il y a que ledit heritage retourne aux enfans du decédé.

lxxxiiii.

Heritage que lon a eschangé à son propre, doit estre reputé propre heritage: & le propre

*2 Autre chose se est en retrait conuen-
tionnel ou feo-
dal. C.M.*

Couftumes du Comté & Bailliage de Mante & Meullant

heritage que lon a delaiſſé quand il eſt reacquis, eſt réputé acqueſt, de ſorte que ſil eſt vendu, il ne tombe en retrait: mais ledit heritage qu'on a eu par eſchange contre iceluy propre, ſil eſt reuëdu, tombe en retrait. lxxxiiii.

L'acheteur ne peut dedâs l'an & iour deteriorer l'heritage qui eſchet en retrait, ne peſcher eſtâgs, ne abbatre bois qu'en leur faiſon, à peine des dommages & intereſts. Ne peut pareillement dedans leſdits an & iour baſtir, ne faire meliorations en la choſe ſubiecte en retrait, ſinô que ce ſoient impenſes & reparations neceſſaires: & où il feroit autrement, le retrayant n'eſt tenu le recompener des impenſes & meliorations non neceſſaires, encores qu'il les euſt faites¹ ou fait faire au parauant l'adiournement baillé. lxxxv.

¹ Mais il les peut emporter ſans deteriorer ſiô de la choſe. C.M.

L'adiourné en cas de retrait lignager à longs iours peut faire anticiper l'assignation dudit adiournement, ou acquieſcer audit retrait, & reprendre ſon argent, auquel cas ſi celuy qui l'a fait adiourner eſt reſuſant de le rembourſer du ſort principal & loyaux fraiz, comme il eſt cy deſſus contenu, il dechet de ſon retrait, & doit payer les deſpens. lxxxvi.

C H A P. 5. De cas de nouuelleté.

Celuy qui a iouy d'aucun heritage ou autre droit reel & incorporel par an & iour paisiblement, publiquement & notoirement, ſil eſt troublé & empesché en ſadite poſſeſſion & iouyſſance peut dedans l'an & iour dudit trouble intenter cas de nouuelleté alencontre de celuy qui l'a troublé, & doit eſtre maintenu & gardé en ſedites poſſeſſion & iouyſſance. lxxxvii.

² Par luy ou ſon auſneur.

Et n'eſt receuable à intenter ledit cas de nouuelleté pour raiſon dudit heritage ou autre droit reel ou incorporel, ſil n'eſt poſſeſſeur² d'iceluy par an & iour precedent la complainte. lxxxviii.

C H A P. 6. De ſaiſine & poſſeſſion.

Le mort ſaiſiſt le viſ ſon plus prochain parent, & plus habile à luy ſucceder. lxxxix.
Simples dons, ceſſions & transports ne ſaiſiſſent les donataires ſil n'y a apprehenſion de fait, ou clause tranſlatiue de poſſeſſion, comme conſtitut precaire, ou autre. xc.

³ Qui eſt cependant recouneu ou payé par le redour. C.M.

Les colon, conducteurs & detenteurs d'aucun heritage chargé de rente ne peuuent interuertir la poſſeſſion du ſeigneur: & pourra ledit ſeigneur, qui touſiours a eſté payé de ſes loüages, penſion ou rente, intenter complainte contre celuy à qui le conducteur ou rentier aura vendu ou autrement aliéné ledit heritage, encores qu'il en ayt iouy à tiltre de bonne foy, & ne peut en ce cas tel acheteur preſcrire contre ledit ſeigneur.³ xci.

C H A P. 7. Des loüages & baux à ferme.

Debte deüe à cauſe de loüage de maiſon eſt tellement priuilegiee, que ſur les biens trouuez en icelle maiſon ledit loüage ſera premierement & auant toutes autres debtes, tant ſoient elles priuilegiees payé, & ſont tellement leſdits biens affectés & obligez audit loüage, que ſi le conducteur les auoit transportez hors la maiſon du locateur, & ſans ſon conſentement, peut iceluy locateur faire proceder par voye d'arreſt ſur iceux, quelque part qu'ils ſoient trouuez, ſinon qu'au parauant ils euſſent eſté venduz à vn tiers par autorité de iuſtice ou autrement. xcii.

Pareillement debte deüe à cauſe d'heritages baillez à tiltre de ferme d'argent, moiſſon de grains ou autrement, eſt tellement priuilegiee, qu'auant toutes autres debtes tant ſoient elles priuilegiees, & ſoit qu'on y vint par deſconfiture ou autrement, ſera payee ſur les fruités & reuenuz deſditsheritages baillez comme deſſus. xciii.

C H A P. 8. Des ſeruitutes & autres droits reels.

ES villes de Mante & Meullant, fort de Meullant & fauxbourgs d'icelles, droit de veües, eſgouts & toutes autres ſeruitutes ne ſ'acquierent par preſcription de longue iouïſſance, quelle qu'elle ſoit ſans tiltre, & fuſt de cēt ans & plus, & hors leſdites villes & fauxbourgs ſ'acquierent par preſcription de droit eſcrit. xciiii.

Il eſt permis à vn voyſin percer le mur moytoien d'entre luy & ſondit voyſin, au deſſus de neuf pieds de rez de chauſſée du premier eſtage, & ſept pies au deſſus du ſecond eſtage, & y faire veües: pourueu qu'elles ſoient fermees, le tout à fer & verre dormant: mais ou ſondit voyſin voudra de nouuel baſtir, luy eſt lors permis de clorre & eſtopper leſdites veües iufques

ques à la hauteur de sondit nouvel bastiment.

xcv.

A celuy à qui appartient le rez de chauffee, appartient le dessus & le dessous dudit rez de chauffee, s'il n'y a tiltre au contraire.

xcvi.

Il est loysible à vn voisin hauser à ses despens le mur moytoien d'entre luy & son voisin, si haut que bon luy semble, sans le consentement de sondit voisin, s'il n'y a tiltre au contraire, & pourueu que ledit mur soit suffisant & fort pour ce faire.

xcvii.

Quiconque a le sol, appellé l'estage du rez de chauffee d'aucun heritage, il peut & doit auoir le dessus & dessous de son sol, & y peut edifier par dessus & par dessous, & y faire puys, ayfances & autres choses licites s'il n'y a tiltre au contraire, pourueu que la cause de l'aysement soit distante de dix pieds du puy du voisin, & y faisant à ses despens bon & suffisant cōtre mur de chaulx & sable de fons en comble d'un pied d'espeueur pour le moins.

xcviii.

Il est loysible à vn voisin se loger ou edifier au mur commū ou moytoien d'entre luy & sondit voisin, si haut que bon luy semble, en payant la moytié dudit mur moitoyen, s'il n'y a tiltre au contraire.

xcix.

Il est loysible à vn voisin percer ou faire percer & desmolir le mur moitoyen d'entre luy & son voisin, pour se loger & edifier, en le reestablissant, & le faisant refaire à ses despens, s'il n'y a tiltre au contraire.

c.

Il est aussi loysible à vn voisin és villes dudit Mante & Meullant & fauxbourgs d'icelles, cōtraindre ou faire contraindre par iustice son autre voisin à faire refaire le mur & edifice commun, pédant & corrópu entre luy & sondit voisin, & d'en payer sa part, selon son hebergement pour telle part & portion que lesdites parties ont & peuuent auoir audit mur & edifice moitoyen: & où ledit voisin sommé de contribuer aux frais seroit refusant de ce faire, six mois apres ladite sommation à luy deuément faite, demourera ledit mur propre à celuy qui l'aura fait construire de nouuel, ou fait refaire, si bon luy semble.

ci.

Il n'est loysible à vn voisin de mettre ou faire mettre & asseoir les poultres & solives de sa maison, dedans le mur d'entre luy & sondit voisin, si ledit mur n'est moitoyen.

cii.

Il n'est loysible à vn voisin mettre ou faire mettre & asseoir les poultres de sa maison dedās le mur moitoyé d'être luy & son voisin, sans y faire ou faire faire iābes, parpeignes ou dossierfe, chesnes & corbeaux suffisans de pierre de taille, ou autres pierres suffisantes, selon l'aisance & commodité du lieu, pour porter lesdites poultres, & en reestablissant ledit mur.

ciii.

Aucun ne peut percer vn mur moitoyen d'entre luy & son voisin, pour y mettre & asseoir les poultres de sa maison, que iusques à l'espeueur de la moytié dudit mur & point du milieu, en reestablissant ledit mur, & y mettant ou faisant mettre iambes, chesnes & corbeaux cōme dessus.

ciiii.

Contre le four d'un bouléger ou forge, ou d'un voisin ayant four ou forge, le mur moitoyé doit auoir vn contremur d'un pied d'espois pour le moins.

cv.

Le fossé qui est entre deux pieces de terre, appartient à celuy sur lequel est le reiect.

cvi.

Les proprietaires des maisons estans és villes de Mante & Meullant doyuent auoir latrines en leurs logis, & s'ils n'en ont, doyuent estre contrains en faire faire.

cvii.

C H A P. IO.

De Prescription.

Quand aucun à iuste tiltre & de bonne foy a iouy franchement & paisiblement d'aucū heritage ou autre droit reel, césé & réputé immeuble avec tiltre de bōne foy, tant par luy que ses predecesseurs par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens, aagez & nō priuilegiez, il acquiert droit de prescription desdites choses, & aussi de la rente dont seroit chargé ledit heritage, si pendant ledit temps il n'a esté par contestation en cause inquieté, tant dudit heritage que de ladite rente.

cviii.

Quand aucun a iouy & possédé aucun heritage ou autre droit reel & incorporel par l'espace de trente ans continuellement & paisiblement, tant par luy que ses predecesseurs, supposé qu'il n'ayt tiltre, il a acquis droit de prescription, tant dudit heritage que de la rente dont il pourroit estre chargé, entre aagez & non priuilegiez, toutesfois l'hypothecque demourera, & ne sera prescrite que par quarante ans.

cix.

Le chef cens, qui est à dire le premier cens, ne peut estre prescript par quelque laps de tēps que ce soit, & fut de cent ans: mais la quotité dudit chef cens, ensemble les arrerages d'iceluy se peuuent prescrire par trente ans.

cx.

Y

Couſtumes du bailliage & comté de Mante & Meullant

Toute action perſonnelle ſe preſcript par trente ans, mais quant à l'hypothèque ne ſe preſcript que par quarante ans. cxi.

Le douaire qui eſt propre aux enfans ne peut eſtre preſcript cõtre iceux enfans du viuant du pere, & ne cõmence icelle preſcription à auoir cours, ſinõ du iour que le pere eſt decedé. cxii.

C H A P. II. *De Criees.*

Toutes perſonnes ſe peuuent oppoſer à criees, ſoit afin de diſtraire ou autrement, iuſques à ce que le decret ſoit groſſoyé, ſcellé & deliuré: mais apres ne ſont receuables pour quelque cauſe que ce ſoit: & perdent à faute de ſ'eſtre oppoſez entierement leur droit. cxiii.

Pour quelques oppoſitions que lon face à criees, ſoit afin de diſtraire ou autrement, l'executeur ne doit differer à les faire & parfaire, mais pourra donner assignation par deuant le iuge, pour laquelle ledit executeur ne differera à paſſer outre auſdites criees. cxiiii.

Il ſuffiſt pour la validité des criees des terres tenües en fief, que la ſaiſine & main-miſe ſoit faite ſur chaſcun des principaux manoirs deſdits fiefs, encores que l'executeur ne ſe ſoit ſpe-
cialement transporté ſur les appartenances & dependances deſdites ſeigneuries, & icelles particulièrement ſaiſies. cxv.

Toutesfois eſt requis que leſdites terres tenües en fief, enſemble les roturieres ſoient ſpe-
cialement nommees & declarees en la premiere deſdites criees & premier rapport fait d'icel-
les, avec designation des lieux où leſdites terres & ſeigneuries ſont ſituez & aſſis, autrement
telles criees ſont deſectueuſes. cxvi.

Et ne peut on vallablement pceder à l'adiudication d'icelles terres & ſeigneuries, & autres
heritages roturiers plus toſt & iuſques à ce que le propriétaire deſdites terres, ſeigneuries &
heritages ſoit adiourné à ſa perſonne ou à ſon domicile ſuffiſammét, preſens teſmoings pour
veoir interpoſer le decret à icelles terres, ſeigneuries & heritages, ou iceux veoir adiuger par
decret, pourueu que ledit propriétaire ſoit conneu, & que au iour de la ſaiſie & crieie il fuſt poſ-
ſeſſeur des choſes ſaiſies, & auſſi qu'il fuſt demourant au lieu où il ſouloit auoir ſon domicile:
& où il auroit changé ſon dit domicile, & qu'il ne pourroit eſtre trouué, ſuffira l'adiourner au-
dit lieu où il auoit ſon domicile, & le faire proclamer au proſne de l'eſliſe parochiale du lieu
où il auoit ſon dit domicile. cxvii.

Leſdites criees doyuent eſtre certifiees par deuant le iuge royal à iour ordinaire & les
plaids tenans, au rapport & par l'aduis de dix practiciens pour le moins, à ſçauoir les criees fai-
tes & pourſuyues par deuant le bailly, és reſſorts de ſon dit bailliage, par deuant ledit bailly ou
ſon lieutenant, & celles pourſuyues par deuant le preuoſt, par ledit preuoſt ou ſon lieutenant,
& chaſcun d'eux en leurs ſieges. cxviii.

C H A P. I2.

De communauté de biens.

Entre homme & femme conioints enſemble par mariage, y a communauté de biens me-
ubles, acqueſts & conqueſts immeubles, du iour de la benediction nuptiale, & à cauſe d'icel-
le communauté, le mary eſt tenu de payer les debtes mobiliaries deües à cauſe de ſa femme: &
peut eſtre vallablement pourſuiuy, & auſſi la femme eſt tenüe par ſemblable apres le trespas
de ſon mary, payer la moytié des debtes mobiliaries faites & accreües par ledit mary, tant du-
rant ledit mariage que parauant iceluy. cxix.

Toutesfois choſe donnee à l'un deſdits conioints pendant le mariage à la charge qu'elle de-
meure propre au donateur, ne doit tumber en communaute. cxx.

Et apres le trespas de l'un d'eux, iceux biens meubles, acqueſts & conqueſts immeubles ſe
diuiſent en telle maniere que la moytié en appartient au ſuruiuant, & l'autre moytié aux heri-
tiers du trespasſé. cxxi.

Le mary eſt ſeigneur des biens meubles, acqueſts & conqueſts immeubles par luy faits, du-
rant & conſtant le mariage de luy & de ſa femme, en telle maniere qu'il les peut vendre, alie-
ner, hypothecquer & en faire & diſpoſer par diſpoſition entre viſs à ſon plaifir & volente, ſans
le conſentement de ſadite femme, à perſonne capable, & ſans fraude: mais n'en peut diſpoſer
par teſtament, ſinon de ſa moytié. cxxii.

Le mary ne peut vendre, faire partage ou licitation, charger, obliger ne hypothecquer le
propre heritage de ſa femme, ſans le conſentement de ſadite femme, & icelle par luy autori-
ſee à ceſte fin. cxxiii.

Femme mariee ne peut vendre, alier ne hypothecquer ſes heritages, ſans l'autorité &
conſentement expres de ſon dit mary. cxxiiii.

Vne

Vne femme ne peut estre en iugement, sans le consentement de son mary, sinon qu'elle soit separee ou marchande publique, & pour le fait de sa marchandise seulement. cxxv.

Femme mariee ne se peut obliger, sans le consentement de son mary, soit au pte iudice d'elle ou de sondit mary, si elle n'est separee ou marchande publique, auquel cas elle se peut obliger touchant le fait & dependance de ladite marchandise publique. cxxvi.

Le mary est seigneur des actions mobiliaries & possessoires, pose qu'elles procedent du costé de la femme, & peut le mary agir seul & deduire lesdits droits & actions en iugement sans ladite femme. cxxvii.

Quand aucune rente due par l'un des deux conioints par mariage, ou sur ses heritages par auant leurdit mariage, est rachetee par l'esdits deux conioints ou l'un d'eux constant ledit mariage: tel rachat est reputé conquest. cxxviii.

Homme & femme conioints ensemble par mariage sont reputez vsans de leurs droits, sans pouuoir toutesfois alier ne hypothecquer leurs biens immeubles iusques à l'aage de vingt cinq ans. cxxix.

Femme noble ou roturiere peut, si bon luy semble, apres le trespas de son mary, & qu'elle aura eu connoissance qu'il soit mort, si est mort hors le pays, dedans trois mois, & la roturiere dedans quarante iours, renoncer à la communauté des biens d'entre elle & sondit mary la chose estant entiere: & en ce faisant demeurera quitte des debtes mobiliaries deuz par sondit feu mary au iour de son trespas: & doit telle renonciation estre faite en iugement par ladite femme ou procureur specialement fondé, & ne doit ladite femme receler n'y emporter aucuns meubles de ladite communauté par elle ou autres de par elle parauant le decez ne depuis, sur peine de priuation dudit benefice de renonciation. cxxx.

Quand l'un desdits deux conioints ensemble par mariage, nobles & viuans noblement, va de vie à trespas, il est à la faculté du suruiuant d'accepter les meubles, auquel cas il est tenu de payer les debtes mobiliaries que deuoit le trespas, & faire ses obseques & funerailles, pourueu qu'il n'y ayt enfans dudit mariage ou d'autre. cxxxij.

Quand l'un de deux conioints ensemble par mariage va de vie à trespas, delaisse aucuns enfans mineurs dudit mariage, si le suruiuant desdits conioints n'a fait faire inuentaire solénel, ou que partage n'ayt esté fait des biens qui estoient communs durant ledit mariage, & au tēps dudit trespas, soient meubles ou conquests immeubles, les enfans du suruiuant peuuent, si bon leur semble, demander communauté en tous les biens meubles & conquests immeubles dudit suruiuant, & iusques à ce que ledit inuentaire ayt esté fait, ou partages & diuisions. cxxxij.

Communauté de biens ne s'acquiert sous couleur & pretexte qu'aucunes personnes font leur demurance ensemble, si elle n'est expressement conuenue par entre eux. cxxxiii.

C H A P. 12. *De Douaire.*

Femme mariee à laquelle par expres au contract & tracté de son mariage n'a esté constitué aucun douaire, demeure neantmoins douee de douaire coustumier, qui est la moytié des heritages que le mary tenoit & possedoit au iour de son mariage, & la moytié des heritages qui depuis la consommation dudit mariage, & pendant iceluy luy seroient eschez & aduenuz en ligne directe. cxxxiiii.

Et où le mary auroit eu plusieurs femmes, le douaire de la premiere femme est de la moytié desdits biens du mary: Et le douaire de la seconde femme, de la moytié en la moytié, & de la troisieme de la moytié du quart, qui est un huitiesme au total, & ainsi cōsequemment des autres. cxxxv.

Douaire tant coustumier que prefix n'est que viager, tellement que par le decez de la femme il est estainct si luy n'y a enfans dudit mariage: mais si luy a enfans, il est propre ausdits enfans, & leur est acquis & affecté du iour du mariage. cxxxvi.

Douaire tant coustumier que prefix, saisist du iour du decez du mary, pourueu toutesfois qu'il apparaisse par escrit dudit douaire prefix, & qu'il soit demandé dedans l'an & iour dudit decez, autrement ne saisira sinon du iour qu'il sera demandé en iugement. cxxxvii.

Douaire prefix d'une somme de deniers, pour vne fois payer, ou autre chose equipollēt, est seulement viager, de sorte qu'apres le trespas de la femme, il reuiet aux heritiers du mary, si luy n'y a contract ou conuention au contraire. cxxxviii.

Femme douee de douaire prefix, ne peut demander douaire coustumier, si luy n'est dit par expres en son contract & tracté de mariage. cxxxix.

Est tenuē ladite femme de bailler caution de son douaire telle qu'elle pourra bailler, d'en

Couftumes du bailliage & comté de Mante & Meullant

iouyr comme vn bon pere de famille, & ſ'elle n'en peut bailler, luy ſera deliuré iceluy douaire à ſa caution iuratoire, avecques obligation & hypothecque de tous ſes biens preſens & à venir. cxl.

Nul ne peut eſtre heritier, & prendre doüaire enſemblement. cxli.

En doüaire n'y a droit d'aiſneſſe. cxlii.

C H A P. 13. *De donations ſimples, mutuelles, & autres diſpoſitions faites entre viſs.*

IL eſt loyſible à toutes perſonnes ſaines d'entendement, & aagez, de diſpoſer par donation faite entre viſs, de tous leurs meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, & de tous leurs propres heritages, au profit de perſonnes capables. cxliiii.

Donation faite par teſtament, entre viſs ou autrement eſt reputee acqueſt, ſinon qu'elle fuſt faite en auancement d'hoirie, ou par celuy auquel le donataire autrement euſt ſuccédé, & pour la part & portion qu'il euſt ſuccédé. cxliiii.

Homme & femme conioints par mariage, quand il n'y a enfans dudit mariage ou d'autre, ſe peuuent aduantage l'un l'autre par donation faite entre viſs de tous leurs biens meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, en propriété, & du quint des propres à vie, en payant par le donataire les charges ordinaires, debtes, obſèques & funerailles: & peut telle donation eſtre reuocquee par le donnant, pourueu que ladite reuocation ſoit ſignifiée deuëment au parauant la mort du donnant. cxlv.

Pareillement ſe peuuent leſdits conioints par mariage auantage l'un l'autre par teſtament & ordonnance de derniere volonté de leurs meubles, acqueſts & conqueſts immeubles: & quint des propres par la maniere que deſſus, & pourueu qu'il n'y ayt enfans dudit mariage, ou d'autre. cxlvi.

Peuuent auſſi leſdits conioints eſtans en pleine ſanté (quoy que ce ſoit non malades, de la maladie dont apres ſeroient decedez) faire donation l'un à l'autre de tous leurs biens meubles & conqueſts immeubles faits durant & conſtant leurdit mariage communs entre eux, & qui ſont trouuez à eux appartenir & eſtre communs entre eux, à l'heure du trespas du premier mourant deſdits conioints, pour en iouyr par le ſuruiuant d'eux, ſa vie durant ſeulement, en baillant par luy caution ſuffiſante de reſtituer leſdits biens apres ſondit trespas, pourueu qu'il n'y ayt enfans, ſoit de leur mariage ou d'autre: & où il y auroit enfans, le don mutuel ne doit auoir lieu. cxlvii.

Et faiſiſt tel don mutuel du iour du deces dudit premier mourant, pourueu qu'inuentaire ſoit apres fait, & caution baillee par ledit ſuruiuant. cxlviii.

Heritage donné par pere ou mere à leurs enfans, eſt repute en auancement d'hoirie, encores qu'il ne ſoit dit par le contract de donation, mais ne ſera tenu ledit donateur ſoy porter heritier de ſondit pere ou mere, ſi bon ne luy ſemble. cxlix.

Donner & retenir ne vaut, & n'eſt repute donner, & retenir celuy qui retient à ſoy l'vſufruit de l'heritage par luy donné: Ains vaut telle donation, ou quand il y a autre claüſe translatiue de poſſeſſion comme precaire, conſtitut ou autre. cl.

C H A P. 14. *Des teſtamens & execution d'iceux.*

INſtitution d'heritier n'a lieu, qui eſt à dire qu'elle n'eſt neceſſaire, pour la validité d'un teſtament, ains vaudra par forme de legz teſtamentaire, iuſques à la concurrence de ce dont le teſtateur peut valablement diſpoſer. cli.

Aucun ne peut eſtre heritier & legataire d'un defunct enſemble. cli.

Auant qu'un teſtament puiſſe eſtre repute ſolennel, il eſt requis qu'il ſoit eſcrit, & ſigné de la main du teſtateur, ou paſſé par deuant deux notaires, ou par deuant vn notaire ou tabellion, en preſence de deux teſmoings, ou par deuant le curé de la paroiſſe du teſtateur ou de ſon vicaire general, & d'un notaire, ou dudit curé & vicaire general, en preſence de deux teſmoings, ou que le teſtateur ayt déclaré ſa volonté en preſence de quatre teſmoings, iceux teſmoings idoines & ſuffiſans, non legataires, & n'ayans aucun intereſt audit teſtament, & qu'iceluy teſtament ayt eſté dicté ou nommé par iceluy teſtateur auſdits notaires, tabellion ou vicaire general, en preſence deſdits teſmoings & ſans ſuggeſtion d'aucune perſonne, & depuis à luy releu auſſi en preſence d'iceux teſmoings, & qu'il ſoit fait mention audit teſtament, comme il a eſté ainſi dicté ou nommé & releu. cliiii.

Et pour connoiſtre qui ſont les vicaires generaux, ſont tenuz iceux vicaires eux faire enre-giſtrer és greſſes des bailliages royaux. cliiii.

L'aage pour pouuoir faire teſtamēt, eſt aux maſles de vingt ans, & aux femelles de dixhuiēt ans ans

ans accompliz, pour disposer de leurs meubles acquests & conquests immeubles : mais pour pouuoir disposer de leurs propres, faut qu'ils ayent atteint l'age de xxv. ans, tant masles que femelles: & où ils n'auroiét aucuns meubles & conquests immeubles, ou qu'ils en eussent si peu qu'ils ne peussent venir en consideration, ains n'eussent que propres, lesdits masles aagez de vingt ans, & les femelles de dix-huict ans, comme dessus pourront disposer de leursdits propres, iusques à la concurrence du quint, tant pour œuures pitoyables, que pour autres bonnes causes raisonnables: toutesfois où lesdits masles ou femelles seroient mariez au parauant ledit aage de vingt ou dix-huict ans, pourront tester de leursdits meubles, acquests & conquests immeubles, & quint des propres, tout ainsi que s'ils auoient atteint ledit aage de vingt ou dix-huict ans, & en la maniere que dessus & non autrement. clv.

Toutes franches personnes saines d'entendement, aagez, & iouyssans de leurs droits, peuvent disposer par testament ou ordonnance de derniere volonté, de tous leurs biens meubles, acquests & conquests immeubles, & de la cinquieme partie de tous leurs propres heritages au profit de personnes capables. clvi.

Le mary par son testament & ordonnance de derniere volonté ne peut disposer des biens meubles & conquests immeubles communs entre luy & sa femme, au preiudice de la communauté, sinon que de sa moitié. clvii.

L'executeur d'un testament, au cas qu'il y ait heritiers apparens, est faisy dedas l'an & iour du trespas du testateur des biens meubles demeurez lors dudit trespas, pour l'accomplissement dudit testament, iusques à la concurrence d'iceluy, & de tout ce qui sera trouué liquide: & où il n'y a heritiers, est faisy du total dedans l'an & iour dudit trespas en faisant inuentaire, le procureur du Roy, ou de la seigneurie où les biens seront trouuez, appellé. clviii.

Et sont lesdits heritiers receuz à bailler & fournir deniers contens audit executeur de tout ce qui sera liquide, pour l'accomplissement dudit testament: en quoy faisant, leur doyuent estre deliurez les biens dont l'executeur estoit faisy. clix.

C H A P. 15.

De Succession.

Les enfans & heritiers d'aucun defunct viennent esgalement à la succession d'iceluy defunct, fors & excepté les heritages tenuz en fief, qui se partiront comme il est dit au tiltre des fiefs. clx.

Enfans mariez de biens communs de pere & mere, ayeul ou ayeule, après leurs trespas peuvent venir à leur succession avecques les autres enfans leurs freres & sœurs qui ont esté mariez des biens communs desdits pere & mere, en rapportant ce qui leur auroit esté donné en mariage ou autrement, ou moins prenant desdites successions. clxi.

Pere & mere ne peuvent par donation faite entre vifs par testament, ordonnance de derniere volonté ou autrement en maniere quelconque, aduantagez leurs enfans venans à leur succession l'un plus que l'autre, directement ou indirectement. clxii.

Quand aucun, soit pere, mere, ayeul ou ayeule, ou autre ascendant va de vie à trespas, delaisant plusieurs enfans habiles à luy succeder, & les aucuns s'abstiennent, & renoncét à ladite succession: le droit qui leur est appartenu es biens d'icelle succession accroist esgalement aux autres qui se veulent porter heritiers, hors mis toutesfois le droit d'aineesse, comme dit est cy dessus au tiltre des fiefs. clxiii.

En ligne directe representation a lieu infiniment, & en collaterale iusques aux enfans des freres & sœurs inclusiuement, selon la raison escrite. clxiiii.

Les enfans de freres ou sœurs succedans avec leurs oncles & tantes en la succession de leur autre oncle & tante y viennent par fouches & non par testes. Et s'il n'y auoit oncles ne tantes, mais seulement enfans de plusieurs freres & sœurs, viennent à la succession de leur oncle ou tante par testes, & non par fouches. clxv.

Quand aucun va de vie à trespas delaissez plusieurs heritiers, tant du costé paternel que maternel en pareil degré, tous lesdits heritiers quant aux meubles, acquests & conquests immeubles, succederont esgalement entre-euz: Aussi payeront esgallemēt les debtes mobiliaries dudit defunct: & quant aux heritages propres, Les heritiers qui sont de l'estoc & branchage dōt lesdits heritages sont procedez y succederont: aussi payeront les rentes foncieres & autres charges reelles ausquelles d'ancienneté lesdits heritages ont esté affectez. Et quant aux autres charges reelles, cōme rentes qui auroient esté constituees par ledit defunct sur ses biens, se payeront pour portion au prorata desditz biens, Encore que ladite rente eust esté spe-

Couſtumes du bailliage & comté de Mante & Meullant

cialement assignee ſur aucuns deſdits biens paternels ou maternels, pourueu toutesfois que outre la ſpecialité y euſt auſſi generale hypothecque ſur tous les biens dudit deſunct. clxvi.

Et ſentendent leſdits heritiers eſtre de l'eſtoc & branchage dont ſont procedez leſdits heritages: quand iceux heritiers ſont deſcenduz de celuy par qui leſdits heritages ont eſté premierement acquis, auſquels ils ſuccederont, encores qu'ils ne ſoient les plus prochains parens dudit deſunct, autrement non. Comme ſi ledit deſunct eſtoit decedé ſans hoirs, delaiſſez freres ou ſœurs vterins & vn oncle paternel: car ledit oncle ne ſuccedera és biens acquis par ſon feu frere qui auroient fait fouche en la perſonne d'iceluy deſunct, ains leſdits vterins ſeuls y ſuccederont: mais ſi leſdits heritages auoiēt eſté acquis par l'ayeul paternel dudit deſunct, audit cas ledit oncle ſuccederoit ſeulement à iceux, & non leſdits vterins. clxvii.

Pere & mere, ayeul, ayeulle, ou autre aſcendant, ſuccedant à leurs enfans & deſcendants en ligne directe ſucceſſiuellement & par ordre, preferant le pere à l'ayeul, & l'ayeul au viſayeul ſils vont de vie à trespas, ſans hoirs de leurs corps, quant aux meubles, acqueſts & conqueſts immeubles. clxviii.

En ſucceſſion en ligne directe propres heritages ne remontent: qui eſt à entendre du propre naturel, & non du conuentionnel. clxix.

Et neantmoins où il n'y auroit deſcendants & collateraux, les heritages retournent au pere & mere & autres aſcendants, qui ſont preferrez au fiſque. clxx.

Freres & ſœurs, ſuppoſé qu'ils ne ſoient que de pere ou de mere, ſuccedent eſgallement avec leurs autres freres & ſœurs à la ſucceſſion de leur frere & ſœur, quāt aux meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, & quant aux propres ſuyuent l'eſtoc dont ils ſont partiz. clxxi.

Les heritiers d'aucun deſunct en pareil degré, tant en meubles qu'immeubles, ſont tenuz perſonnellement de payer & acquiter les debtes & rentes conſtituees dont ils ſont heritiers, chaſcun pour telle part & portion qu'ils ſont heritiers d'iceluy deſunct, & n'en eſt l'aiſné plus tenu que les autres pour le regard de ce qui luy appartient par preciput, encores que leſdites rentes fuſſent conſtituees par ledit deſunct nommeement ſur les choſes à luy aduenues par preciput, ſinon qu'icelles rentes fuſſent foncieres & anciennement deües ſur le fief. clxxii.

Les parens & lignagers des eueſques & autres gens d'eſliſe ſeculiers ſuccedent. clxxiii.

Religieux & religieufes profez ne ſuccedent à leurs parens, ne le monaſtere pour eux. clxxiiii.

Vn baſtard n'eſt capable d'heriter ne venir à ſucceſſion, toutesfois peut diſpoſer tant entre viſs que par teſtament de tous ſes biens à perſonne capable. clxxv.

Les enfans d'un baſtard procrez en loyal mariage luy ſuccedent, & luy pareillement ſuccede à leſdits enfans. clxxvi.

Au baſtard decedant ſans enfans, ſuccedent les hauts iuſticiers, pourueu que ledit baſtard ſoit né & decedé en la iuſtice dudit haut iuſticier, & que les biens dudit baſtard y ſoient aſſis. clxxvii.

CHAP. 16. De tuteurs, bailliftres & gardiens.

Les enfans mineurs nez de pere & de mere roturiers n'ont aucun gardien ny bailliftre, ains ont des tuteurs leſquels ſont tenuz de rendre compte auſdits mineurs, ſelon la diſpoſition de droit. clxxviii.

Par ladite couſtume les gardiens & bailliftres ſ'entēdent pour le regard des enfans mineurs nobles, & pour le regard de leurs heritages tenuz en fief, & y a difference entre gardiens & bailliftres: car la garde appartient à pere, mere, ayeul, ayeule ou autre aſcendant en ligne directe, & le bail ſeulement eſt deſeré aux collateraux: comme aux freres & nepueuz, oncles & couſins deſdits mineurs, & ſe doyuent leſdits bail & garde demander en iuſtice. clxxix.

Le bailliftre ne fait les fruits ſiens, ains eſt tenu rendre compte auſdits mineurs, eux venuz en aage comme les tuteurs: mais leſdits gardiens font les fruits leurs des heritages, rentes & reuenuz appartenans auſdits mineurs, à la charge de les nourrir, alimenter & entretenir ſelon leur eſtat, payer & acquiter les charges que doyuent leſdits heritages enſemble les debtes. Et à la fin de ladite garde rendre leſdits heritages en bon eſtat, pourueu que le pere, mere, ayeul, ayeule ou autre aſcendant ſuruiuant, qui accepte ladite garde ne ſe remarie: car en ce cas le temps de ladite garde ſera finy, & ſera pourueu auſdits mineurs d'autres tuteurs & curateurs, par le iuge auquel appartient d'y pouruoir. clxxx.

Et dure ladite garde quant aux nobles iuſques à vingt ans quāt aux maſles: & quāt aux filles, iuſques à dixhuiſt ans, ou iuſques à ce qu'elles ſoyent mariees, ſi plus toſt elles ſont mariees: &

& doit celuy qui a ladite garde noble faire inuentaie, & bailler caution telle qu'il pourra bail-
ler, avec obligation & hypotheque de tous les biens presens & aduenir. clxxxii.

Ledit gardien, ne peut faire poursuite des actions reelles pour le mineur: mais seule-
ment des personelles: & pour poursuiuir lesdites actions reelles, sera esleu tuteur aux
mineurs. clxxxiii.

Tuteurs sont tenus deuant quarante iours apres qu'ils sont chargez de la tutelle, faire ven-
dre par autorité de iustice les meubles de leurs mineurs, selon qu'il sera aduisé par le iuge,
appelez deux parens des plus prochains desdits mineurs: & les deniers procedans desdits
biens meubles, ensemble les autres deniers appartenans ausdits mineurs, doiuent estre em-
ployez au profit dudit mineur en achat d'heritages ou rente, le plus commodément que faire
se pourra: Et où ledit employ est fait par autorité de iustice, & par l'aduis des deux plus pro-
ches parens dudit mineur, lesdits tuteurs seront deschargez du peril qui pourroit aduenir du-
dit employ: & pourront estre lesdits tuteurs contrains par le procureur du Roy, ou par le pro-
cureur de la seigneurie, & par les parens dudit mineur, à vuidier leurs mains desdits deniers, &
en faire employ comme dessus. clxxxiiii.

Tuteurs & curateurs, ne peuuent vendre ne aliener, arrenter ne aucunement charger les
heritages des mineurs, durant leur tution & curation, si ce n'est en necessité, pour le viure &
aliment desdits mineurs, & par l'aduis du conseil, & deliberation des amys charnels d'iceux
mineurs, & par le decret du iuge, & non autrement. clxxxv.

Autres coustumes.

Lettres de respit n'auront lieu, contre celuy qui aura obtenu par iugement & sentence don-
nee contradictoirement, & contte ceux à qui sont deus louages de maison, arrerages de
rente fonciere, moissons, alimens, medicamens ou deniers pour fourniture de bled, vin & au-
tre victuaille, pour la prouision du debteur & de sa famille, ou pour vin ou autre victuaille, ven-
dus en detail, ou pour debtes deuës à mineurs, créees pendant leur minorité, ne pour l'in-
terest ciuil d'exces adiugé: & pourra nonobstant lesdites lettres de respit, le creancier arrester
la marchandise par luy vendue, estant encores à la possession dudit debteur. clxxxvi.

En matiere de deconfiture, chacun creancier vient à contribution, au sol la liure, sur les
biens meubles du debteur, & n'y a point de prerogatiue. clxxxvii.

Tous vendeurs de denrees ou marchandises à detail, cirurgiens, barbiers, orfeures, espi-
ciers, apoticaies, maçons, charpentiers, laboureurs, manouuriers & seruiteurs demourans
audit comté & bailliage de Mante & Meullant, ne pourront faire question ou demandes de
leurs marchandises, loyers & salaires apres six mois passez d'icelles ventes, labours, seruices
& ouurages faits: sinon qu'ils fussent reconneus par obligation, ou autrement deuë-
ment. clxxxviii.

Despens d'hostellages, liurez par hoste à gens passans, ou à leurs cheuaux sont priuilegiez,
& viennent à preferer deuant tout autre, sur les biens & cheuaux hostellez, & les peut l'hostel-
lier retenir, iusques à payement: & si aucun autre creancier les vouloit enleuer, l'hostellier a
iuste cause de foy opposer. clxxxix.

Confiscations, espauës & biens vacans appartiennent au seigneur haut iusticier, fors quant
à la confiscation & crime de leze maiesté humaine, qui appartient au Roy seul, priuatiuement
à tous autres hauts iusticiers. clxxxix.

Quand le propriétaire ou possesseur d'aucuns heritages, va de vie à trespas, sans hoirs appa-
rens, le haut iusticier en la iustice duquel lesdits heritages sont asis, peut & luy est loisible,
iceux heritages vacans & non occupez, saisir & mettre en sa main, à la conseruation du droit
de qui il appartiendra, à la charge d'en faire inuentaie par le procureur du Roy, ou procureur
de seigneurie. cxc.

Toute personne bien famee & renommee sera creuë par serment, de sa prinse de bestes &
du dommage à elle fait iusques à cinq sols parisis seulement, & où il pretendra plus grand dom-
mage luy auoir esté fait, sera tenu iceluy faire voir & visiter dedans vingt-quatre heures, partie
presente ou appelee. cxci.

Le vendeur est priuilegié, pour le pris de sa marchandise sur icelle, estant encores en la pos-
session de son debteur & acheteur, & la peut poursuiuir en quelque lieu qu'elle ait esté trans-
portee, pourueu qu'elle ait esté vendue, sans iour & sans terme. cxcii.

Qui confisque le corps, confisque les biens. cxciii.

Proces verbal

Le mary confisquant, ne peut confisquer la part des biens, que la femme doit auoir en la communauté, apres le deces de son mary. cxciiii.

Tous adiournemens qui se font à colleges, communautez, personnes nobles & officiers du Roy, en iudicature, doiuent estre faits hors huitaine, si la matiere n'est priuilegiee, & ce doit estre entendu, pour le premier adiournement seulement. cxcv.

Les seigneurs, qui ont par cy deuant iouy des droits de terrage, forrage, pellage, rouage & autres droits seigneuriaux, iouyront de tous iceux en la maniere accoustumee. cxcvi.

Les huissiers ou sergens royaux, exploictans obligations, sentences ou condempnations, faiffans biens meubles, signifieront aux executez, la vente & deliurance desdits biens faisis, à huitaine ensuiuant, à heure certaine, au lieu accoustumé audit Mante & Meullant, à vn iour de marché ou de plaids ordinaires dudit lieu, sans faire autres marchez: & si se trouue esdites faiffies, gros meubles non portatifs, & qui se consumeroient en portage, pour la grande distance des lieux, ils les pourront exposer en vente, aux lieux & villages où il y a iustice, à issue de plaids, ou à issue de messe. cxcvii. I

I Il se doit entendre, ou à plus grande & meilleure assemblée. C.M.

FIN DES COVST. DV COMTE, ET BAILL. DE MANTE ET MEVLANT.

Le proces verbal.

L'An mil cinq cés cinquâte-six, le lundy dix-neufième iour d'Octobre, Nous Christofle de Thou, president, Barthelemy faye, & Jaques viole, conseillers du Roy en sa Cour de Parlement, sommes arriuez en la ville de Mante, pour proceder à la redaction des coustumes du bailliage dudit Mante & Meullant, & anciens ressorts & enclaves d'iceluy bailliage, suiuant les lettres patentes, &c.

Et le mecredy ensuiuant, vingt-vnième iour desdits mois & an, Nous sommes transportez en l'auditoire dudit Mante, lieu esleu & preparé, pour par nous proceder à ladite redaction: ont comparu, & se sont presentez en premier lieu, pour l'estat de l'eglise, ceux qui ensuiuent.

C'est à sçauoir reuerend pere en Dieu, messire Charles guillard, euesque de Chartres, par maistre Marin garnier: Le reuerendissime cardinal de Tournon, abbé de saint Germain des-prez, seigneur de Dammartin & Longues, membre dependant de ladite abbaye, par Nicolas Fleury, son procureur: Le reuerendissime cardinal d'Annebault, abbé de l'abbaye du Bec, seigneur de la Barre, lieu dependant de ladite abbaye, & les religieux & conuent d'icelle abbaye, par frere Pierre dondam, l'un desdits religieux, assisté de maistre René guersant, son procureur: reuerend pere en Dieu, messire Jaques spifame, euesque de Neuers, doyen de Gassicourt, seigneur de Perdreauille, Gassicourt, & de Bouvieres en partie, pour maistre Damien bouchard, son procureur: reuerend pere en Dieu, messire Pierre de bressay, abbé de saint Pere en vallee de Chartres, à cause d'icelle abbaye, seigneur de Iusiers & de Fontenay saint Pere, par maistre Michel boitheauuille, son procureur, maistre Estienne de Brezé, abbé de Coullons, à cause du droit qu'il a Loumoye, par maistre Lucas pelerin, son procureur & receueur, assisté de maistre Roland guesdon aduocat, & maistre Sebastian ponon, procureur: Les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise collegial de nostre Dame de Paris, à cause de leurs seigneuries de Mesieres, Espoue & Anbergeuille, par Guillaume geruaise & Jaques des Vigues leurs procureurs, garnis dudit Ponon: les tresoriers & chanoines de la sainte Chapelle de Paris, à cause de leur terre de Meneruille & Ioy mauuoisin, par Jean belhoste, leur procureur & receueur, garny dudit Boitheauuille: Les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise collegial de nostre Dame de Mante, seigneurs de Boynuillier, Serraucourt, Arnonuille, Issou en partie, par ledit Garnier: Les vicaires & chapellains de ladite eglise, par ledit Garnier: L'archediacre de Pinserelez, par ledit Garnier: Les religieux chartreux lez Paris, à cause de leur terre de Guerville, par Martin michault, leur procureur, garny dudit Boitheauuille: Les religieux, prieur & conuent des celestins de la sainte Trinité lez Mante, seigneurs de Folanuille, par frere Jean badolet, prieur dudit conuent: Les religieuses, abbesse & conuent de saint Corentin, par ledit Boitheauuille, leur procureur: Maistre Pierre le clerc, maistre & administrateur de l'hostel dieu de Mante, à cause de ce, chapellain de la maladerie de Fontenay mauuoisin, & prieur de nostre dame de Rosny, present: Maistre Marin garnier, maistre & administrateur saint Ladre lez Mante, seigneur de Lymay, à cause de son fief de Lignieres, present: Maistre René de Benoix, prieur de saint George de Mante, & à cause de ce, seigneur de Boissy, par maistre

maistre Robert chandelier, son procureur: maistre Pierre donc iac, prieur de la Magdalene de Mante, curé de Guergeuille, par maistre Eustache poignant, son vicaire, garny dudit Bouchard, son procureur, & par maistre Charles l'uefque, vicaire audit Guergeuille: Le prieur sainct Martin dudit Mante, par ledit Boitheauville: maistre Ponce bigaut, prieur de la Croix le roy lez Mante, autrement dit sainct Iulian, par maistre Jean angot, son vicaire: Le prieur sainct Nicaise du fort de Meullant, par frere Pierre ledin, religieux dudit prieuré, assisté dudit Guerfant: maistre Jean marchand, maistre & administrateur de l'hostel dieu dudit fort de Meullant, present, assisté dudit Boitheauville: le prieur de Chaufour, par Pierre abadon, garny dudit Boitheauville: le prieur de Flacourt, par Mathias fleury, son procureur & receueur, assisté dudit Boitheauville: maistre Pierre lemaire, prieur de sainct Germain de Segue val, par Estienne pigis, son procureur, & receueur, assisté dudit chandelier: le preuost ou prieur de Montallet le bois sur Seine, par maistre Jean charpentier, son frere: maistre Nicaise vyon, administrateur de la maladerie de Contesse, present: assisté dudit Boitheauville: maistre Mathurin richeuillain, prieur de Vernueil, par messire Guillaume le noir son vicaire, assisté dudit chancelier: les curé & chapellains sainct Maclou de Mante, par maistre Jean de la rue, vicaire dudit lieu: le curé saincte Croix, fondée en l'eglise collegial nostre dame de Mante, par maistre Guillaume du cloz, vicaire, garny dudit Guerfant: le curé de sainct Pere, fauxbourgs dudit Mante, par messire Richard du Buson vicaire: maistre Mathieu le riche, curé de nostre dame de la ville de Meullant, present, assisté dudit Chandelier: le curé de sainct Nicolas de Meullant, par messire Sebastian de vaulx, qui a déclaré qu'il deffert ladite cure, comme estant en deport, assisté dudit Guerfant son procureur: maistre Jean adet, curé de Gasicourt, par messire Mathurin harassé son vicaire, maistre Michel le fort, curé de Rosny, par messire Jean treslin son vicaire, garny dudit Boitheauville: maistre Mathurin forget, curé du Mesnil regnard & Bouuieres, par maistre Jean paruelle son vicaire, & par ledit Chandelier: maistre Estienne bailly, curé de Loumoyé, par messire Raoul geruais son vicaire: maistre Michel d'annet, curé de Chaufour, par messire Loys le vauasseur son vicaire, garny dudit Boitheauville: le curé de Iouy mauuoysin, par maistre Pierre theault son vicaire: frere Leonard du boquet, curé de Perdreauville & Fontenay mauuoysin, present: maistre Simon barthelot, curé de Faurieulx, par messire Jean blanchet son vicaire, garny dudit Boitheauville: maistre Toussainctz toyer, curé de Soudres, present, assisté dudit Guerfant: le curé de Mante la ville, par ledit Boitheauville: maistre Jean viuian, curé de Ver, par messire Jean suret son vicaire: maistre Pierre alex, curé de Villette, par messire Isaac aumont son vicaire: maistre Raoul iounot, curé de Courgent, present: maistre Adrian de maubuisson, curé de la forest de Cyury & de Bouuillier, present: maistre Jean bodin, curé de Longues, par messire Vincent du bois son vicaire, garny dudit Chandelier: maistre Jean vallois, curé du Tertre sainct denys, par messire Anguerrant belhoste son vicaire audit lieu, garny dudit Chandelier: le curé de Flacourt, par maistre Pierre de Launay son vicaire: maistre Pierre anceaulme, curé de Bouuille, par messire Georges toutain son vicaire, assisté dudit Chandelier: maistre Thomas lauarice, curé de Goufonuille, par messire Estienne bassuot son vicaire, assisté dudit Boitheauville: maistre Gilles ebelle, curé d'Arnouuille, par messire Marin marc son vicaire, assisté dudit Chandelier: maistre Jean çoruasier, curé de Iumeauuille, par messire Mathias fontaine: maistre Fleurent permentier, curé de Mesfieres, par messire Richard michel son vicaire, assisté dudit Ponon: maistre Claude desfossez, curé d'Espoue, par messire Robert cabit son vicaire, assisté dudit Ponon: maistre Jean l'archer, curé Desfluis, present, & assisté dudit Chandelier: maistre Thomas aubert, curé d'Aubergenuille, par maistre Pierre caneuille son vicaire, assisté dudit Ponon: maistre Antoine d'Aulx, curé de Follainuille, par messire Jean desportes son vicaire, assisté dudit Guerfant: maistre Robert conteux, curé d'Elmay, par maistre Claude de fontenay son vicaire, assisté dudit Boitheauville, maistre Jean bordereau, curé de Fontenay sainct pere, present: maistre Jean bouudet, curé de Porcherenuille, par messire Nicole roland son vicaire, assisté dudit Guerfant: maistre Michel blemy vicaire, deservant la cure de Guytrancourt, estant en desport, garny dudit Boitheauville: maistre Jean de becourt, curé d'Issou, par messire Guillaume de fontenay, garny dudit Boitheauville, maistre Nicole chappee, curé de Iusiers, en personne, assisté dudit Boitheauville: maistre Jean vyon, curé de Mesy, par messire Hector ioifel son vicaire, assisté dudit Guerfant: maistre Jean richeuillain, curé de Vernueil, par messire Guillaume le noir son vicaire: le curé d'Euvesquemont, par messire Pierre bouliette son vicaire, garny dudit Bouchard: maistre François de mangé, curé de Vaulx, par messire Denys Pigage son vicaire, gar-

Proces verbal

ny dudit Guerfant : maistre Denys de boissy, curé de Menucourt, par messire Jean allenoye son vicaire, assisté dudit Bouchard, maistre Jean tellier, curé de tessancourt, par maistre Nicole taillepain son vicaire, assisté dudit Guerfant : maistre Jean du chemin, curé de Brueil, par messire Robert rouffseau son vicaire, assisté dudit Boitheaueille : maistre Pierre de buffy, curé de Saily, par messire Guillaume Jean son vicaire, assisté dudit Boitheaueille, maistre Laurens le Camus, curé de Laynuille, par messire Nicole gazier son vicaire, garny dudit Boitheaueille : maistre Christofle villey, curé de Gadencourt, present : assisté dudit Ponon : le curé de Themer court, par ledit Guerfant : maistre Jean maneuille, curé de Vigny, par ledit Boitheaueille : maistre Pierre vyon, curé Doinguille, & seigneur dudit lieu, par messire Suplex berneul son vicaire : maistre Guillaume gaultier, curé de Freneuze, par maistre Pierre candes son vicaire, assisté dudit Boitheaueille : maistre François arnault, curé de Dammartin, par messire Marin le cosme son vicaire, assisté dudit Guerfant : maistre Claude verdun, curé d'Auernes, par messire Zorobabel toutum son vicaire, assisté dudit Guerfant son procureur.

Et pour l'estat de Noblesse, sont comparus la Royne, douairiere de France, comtesse dudit Mante & Meullant, par ledit maistre Simon l'enfant son procureur. Le Duc de Montmorency, per & conestable de France, seigneur de Vigny & Longuesse, par maistre Jean varin : François de bethune, escuyer, seigneur & baron de Rosny, present, assisté dudit Boitheaueille, Charles de thily, escuyer, seigneur chastelain de Blaru, par ledit Bouchard, François de lucques, escuyer, capitaine de Mante, present : maistre Gilles bourdin, aduocat general du Roy, en ladite cour de Parlement, seigneur en partie de Hardicourt, par ledit varin : les seigneurs chastellains de la forest de Cuiiry : damoyfelle Guillemette de richebourg, dame en deux portions dudit lieu, par ledit Boitheaueille : le seigneur de Chesnay sous blaru, par Pierre courtois son procureur & receueur : Loys du caillot, escuyer, seigneur du Mesnil renard, par ledit Chandelier : messire Guy de giffart, cheualier, seigneur de Hauancourt & de Guergenuille en partie, par ledit Guerfant : Jaques de mornay, escuyer, seigneur de Genfosse, par Lucas l'abbé son procureur & receueur, garny dudit Bouchard : Claude de vipart, escuyer : dame Françoisie d'Aufreuille, & Catherine d'Aufreuille, seigneurs & dames d'Alpremôt, ledit de Vipart, par messire Guillaume bouëtte, assisté dudit Bouchard, & lesdites dames, p Thomas de la roque, leur procureur, aussi assisté dudit Bouchard, & encores ledit de Vipart, pour sa terre de Buchelay : Guillaume debenoys, escuyer, seigneur du Mesnil aubourg & de Faurieulx en partie, & de Basemôt, aussi en partie, en personne, assisté dudit Guerfant : Jean de buscat, seigneur en partie dudit Faurieulx, par ledit Boitheaueille : Bertault de landres, escuyer, seigneur de Beaurepaire, par Denys de landres, escuyer son frere : ledit Denys de landres, seigneur de Maguauuille, present, assisté dudit Boitheaueille : René de buscat, escuyer, seigneur de Soindres & Ambrois guerard, seigneurs en partie dudit lieu, en personnes, assistez : sçauoir est ledit de Buscat dudit Boitheaueille, & ledit Guerard dudit Chandelier : François deuenois, escuyer, seigneur de Fontenay mauuoisin, Chesnay archer, par ledit Chandelier : Mathurin cheuremont, tuteur & curateur des enfans de feu Jaques le bentoier, seigneur en moitié de la terre de Boinuille, present, & assisté de maistre Eustache le duc : damoyfelle Marguerite de maubuiſson, veufue de feu Jaques du val, en son viuant, seigneur d'Aufreuille presente, assisté dudit Bouchard : René & Jaques de beau champ, seigneur de Villette, presens, assistez dudit Guerfant : Charles de maurauuillier, escuyer, seigneur de Zynauuille, Boistrobot & terre saint Denys, par ledit Guerfant : Charles de fredet, escuyer, seigneur du hault Rozay & Iumeauuille, en partie present, assisté dudit Chandelier : damoyfelle Anne le cirier, dame du bas Rozay, par ledit Varin son conseil : Adrian de maubuiſson, seigneur de Courgens, present : Martin de giury, seigneur en partie du Tertre saint Denys, par ledit Cheron son conseil : messire Loys le roux, cheualier, seigneur de Flacourt, par ledit Ponon : maistre Jean varin, seigneur de Semeuille, present : Ambroys de hallot, escuyer, seigneur de Goussainuille, & du fief à L'orme, assis à Branuilles, en personnes : les seigneurs d'Arnouuille, par maistre Pierre gaultier, leur procureur : la veufue de feu Antoine de hargeuille, dame de la ville Neufue, sous Mesieres, par maistre Guy de laleu : damoyfelle Barbe de beau champ, veufue de feu Loys de mathelan, dame en partie dudit Villeneufue, presente, assistee dudit Ponon : maistres Jean de nezel, & Jean fizcau, seigneurs dudit Nezel & de la Falaize, en personnes : Jaques de dampont, escuyer, seigneur d'Issou : Jaques de saint quentin, & Jean andrieu, escuyer, seigneurs de Quitrancourt, en personnes, & par ledit Guerfant : damoyfelle Ysabeau de cantiers, dame de Guergenuille, en partie, aussi par ledit Guerfant : damoyfelle Françoisie de Seneuille, veufue de feu Nicolas de pardieu, dame de Mesy, par maistre
Jean

Iean boiffue son procureur: Christofle depardieu, seigneur du Fief sainct Denys & la Haye, audit lieu de Mesy, par ledit Guerfant: maistre Loys aleaume, aduocat en ladite cour de Parlement, seigneur de Verneul, par ledit Cheron, & le Chandelier: Martin d'aumernal, escuyer, seigneur de Guidencourt, present, assisté dudit Chandelier: le seigneur de Biuette, pres Audancourt, par ledit Cheron: Guillaume de sainct faulueur, & Charles de Maulnay, seigneur de Tessancourt, par ledit Chandelier, & maistre Yues vyon, seigneur en partie dudit lieu, present ledit maistre Yues vyon, seigneur des fiefs de Puiffieux & Horzeaulx, present: le seigneur de la Malle-maison, par Huet paradis son procureur & receueur, garny dudit Boitheauuille: damoyfelle Geneuiefue de failly, dame de Bruél, par Maurice de Haupegum, son fils, assisté dudit Boitheauuille: Simon de failly, escuyer, seigneur dudit lieu, par mesire Guillaume iean son procureur & receueur, assisté dudit Boitheauuille: les seigneurs de Lainuille, par maistre Pierre briffac, leur procureur: Robin iames, seigneur du fief de la Mairie, assis à Lainuille, present, assisté dudit Boitheauuille: Iean de la bauzelle, escuyer, seigneur dudit lieu & de Freneuille en partie, par Huet paradis son procureur & receueur, assisté dudit Boitheauuille: Iean de Hazeuille, escuyer, seigneur de Gadencourt, present: le seigneur de Themicourt, par ledit Guerfant: les seigneurs de Seraincourt & Bueil, par ledit maistre Hubert cheron, leur aduocat & conseil: Et le seigneur de Ver, present.

Sont aussi comparus les officiers du Roy & praticiens dudit Mante & Meullant: A sçauoir maistre Christofle grimont, bailly & iuge dudit bailliage & siege presidial, estably audit Mante, present: Denys le vateur, lieutenant criminel, Iean fizeau, lieutenant particulier, Allain seruant, Iaqués le vautoyer, Marin grimont, Iean le febure, Iean françois, & Iean iouillet, conseillers audit siege, present: lesdits maistres, Guy de cheuremont, & Simon l'enfant, aduocat & procureur du Roy, presens: maistre Iean le turc, greffier dudit bailliage de Mante, par Iean l'archer son commis: maistre Clement trunel, greffier des appeaux dudit siege: Par Charles varin: maistre Christofle le chandelier, procureur du Roy, en la preuosté de Mante: maistre Nicole houze, greffier de ladite preuosté, par maistre Iean le maire son commis: maistre Iean varin esleu dudit Mante, & René le febure, procureur du Roy, en ladite election, presens: le voyer & receueur ordinaire dudit Mante, par Nicolas petit son commis: maistre Pierre gaultier, greffier des esleus & voyer, present: maistre Denys robert, grenetier, & Denys guermer, contrerolleur dudit Mante, presens: maistres Pierre vyon, lieutenant, Guillaume vyon, preuost à Meullant: maistre Pierre briffac, lieutenant en la preuosté dudit Meullant, & maistre Maurice gauache, aduocat audit lieu, presens: maistres Iean du nesmes, Nicolas aupres, Pierre dinocheau, Hubert cheron, Raullant guedon, Chrestofle varin, René le febure, Nicolas vieil, aduocats audit bailliage de Mante: maistres Damien bouchard, Robert le chandelier, Sebastien ponon, René guerfant, Michel boitheauuille, Christofle le chandelier, Eustache le duc, Guy de laleu, Iean le maire, Iean bourdon, Chrestofle martin, Michel paillard, Hierosme aupel, Eustache le hennoyer, Et Guillaume darret, procureurs & praticiens audit Mante: maistres Iaqués du broc, Hugues maignen, Nicolas corboram, Claude briffac, Iean de la rocque, Pierre berault, Estienne allys, Loys serree, Iean briffac, Et Pierre briffac, procureurs & praticiens, audit Meullant, presens, assistez dudit Ponon, leur procureur: maistre Nicolas faroul, huisier, audencier audit siege presidial dudit Mante: Gilles martin, Nicolas ruelle, Thomas de la rocque, Raollant l'abbé, Marin pigis, Et Iean boscher, sergens royaux audit Mante, presens: Yues de bourganuille, Antoine vialet, Pierre doulle, Guillaume broffet, & Denys du puy, aussi sergens audit Meullant, presens, & assistez dudit Ponon, leur procureur.

ET pour le tiers estat, Nicolas petit maire, Iean le iars, Nicolas richomme, Iean carcelier, Et Eustache grumier, escheuins, presens, pour les manans & habitans dudit Mante: les habitans de Rosay, comparans par Geoffroy le roux, & Iean hommet, marguilliers dudit lieu, assistez dudit Boitheauuille: les habitans de Roulleboise, par Thomas buyere, & Iean mouffart, assistez dudit Gerfant: les habitans de Freneufe, par Crespin rouuel, assisté dudit Boitheauuille: les habitans de L'hommoye, par Lucas pellerin, & Michel soullard, assistez de maistre Christofle le chandelier: les habitans du Megnil regnard, & Bouuieres, par Ambroise guinet, marguilliers, assistez dudit Boitheauuille: les habitans de la Villeneufue en chenoye, par Robert Crango, & Iean bourrier marguilliers, assistez dudit maistre Robert le chandelier: les habitans de Chauffour, par Pierre habadon, & Mathieu roignon, assistez dudit Boitheauuille: les habitans de Blaru, par Martin du pré, & Nicolas le platrier, assistez dudit bouchard: les habitans de Genfosse: par Lucas l'abbé, & Philippot courtois, assistez dudit Boitheauuille: les habitans de

Procès verbal

Touy mauuoisin, par Noël creste le ieune, & Pierre berthin, assistez dudit Ponon: les habitans de Perdreauville, & Aspremont, par Estienne cheuillon, assisté dudit Boitheatuille: les habitans de Boissy, Mauuoisin, & Meneruille, par Iean bailleux, & Iean herfon marguilliers, assistez dudit Boitheatuille: les habitans de Faurieux, par Henry riue, & Michel mayre: les habitans de Sondres, par François pigier, assisté dudit Boitheatuille: les habitans de Fontenay mauuoisin, par Nicolas regnault, assisté dudit Chandelier: les habitans de Bouchelay: par Antoine iumel, & Denys le duc, assisté dudit Guerfant: les habitans de la parroisse de Mante la ville: par Robert christofle, assisté dudit Ponon: les habitans de Ver, par Henry royer, assisté dudit Chandelier: les habitans de la parroisse de Villette, par Philippin meslier, & Leonnard baron: les habitans de Courgens, par Antoine de laistre, & Mathurin iean, assistez dudit Bouchard: les habitans d'Oruilliers, par Guillaume de la mare, assisté dudit Chandelier: les habitans de la forest de Riury, par Richard cybert & Iean gauet, qui ont dit auoir esté appelez à Montfort: les habitans de Dammartin, par Thomas glan marguillier, assisté dudit Guerfant: les habitans de Longues, par Iean barré, marguillier, assisté de maistre Iean bourdon: les habitans du Terre saint Denys, par Simon iean, assisté dudit Chandelier: les habitans de Flacourt, par Simon adam & Pierre goulaux, assistez dudit Boitheatuille: les habitans de Bruuilliers, par Adrian Guiard & Nicolas daudrieu, assistez dudit Chandelier: les habitans de la parroisse de Guerville, & Semille, par Pasquier maleure, & Fabien guenet, assisté de maistre Guy de laleu: les habitans de Bouuille, par Nicolas deslions, assisté dudit Chandelier: les habitans D'arnouuille, par François hebert, Nicolas cotty, & Nicolas du Tertre, assistez dudit Guerfant: les habitans de Iumeauuille, par Estienne piedesot & Robert petit, assistez dudit Boitheatuille: les habitans de Villeneufue sur Mesieres, par François du broc & de Laleu, leurs procureurs: les habitans de Mesieres, par Lucas caillot, assisté dudit Ponon: les habitans D'espoue, par Iaques thibouft, fils de Guillaume & Iaques thibouft fils de Iaques, assistez dudit Ponon: les habitans de Nezeél, par Gilles de coulons & Pierre guesnot: les habitans de Flins, par Iaques blanche, assisté dudit Chandelier: les habitans D'aubergenuille, par Estienne mazur marguillier, assisté dudit Ponon: les habitans de Lymay, par Bastian du puys, & Toussaintz brauu, assistez dudit Guerfant: les habitans de Follanuille, par Denys du puys & Iean mougiffon, assistez dudit Guerfant: les habitans de Guytrecourt, par Simon le cleric & Guillaume barquelin, assistez dudit Guerfant: les habitans de Fontenay saint Pere, par Iean d'auuergne & Iean beaulmer, assistez dudit Boitheatuille: les habitans de Porcherenuille, par Mathieu guythel & Fiacre ferre, assistez dudit Guerfant: les habitans de Yffou, par Guillaume cotentin & Eustache dren-court, assistez dudit maistre Christofle le chandelier: les manans & habitans de Guergenuille & Hennencourt, par Guyot saigny, assisté dudit maistre Robert chandelier: les habitans de Iufiers, par Blaise le grand, procureur desdits habitans, assisté dudit Boitheatuille: les habitans de Mesy, par Claude petit, assisté dudit chandelier: les habitans de Verneul, par Guillaume Denys, marguillier, aussi assisté dudit chandelier: les habitans de Besguemont, par Iean moreau, garny dudit Bouchard: les habitans de Vaulx, par Yves charpentier & Nicolas merel, assistez dudit chandelier: les habitans de Hardicourt, par Estienne beguet & Berthrand fleuret: les habitans de Bersmont, par Robert de la mare, assisté dudit Chandelier: les habitans de Menicourt, par Martin villot, aussi, assisté dudit Chandelier: les habitans de Condencourt, par Claude pasquier & Michel dauid: les habitans de Tessencourt, par Iean bourgeois & Richard bourgeois: les habitans de la parroisse Nostre dame de la ville de Meullant, par Iean ioisel, assisté dudit Chandelier: les habitans de la parroisse saint Nicolas de Meullant, par Nicolas le cleric, assisté dudit Ponon: les habitans de la parroisse saint Iaques du fort de Meullant, par maistre Iean brissac, leur procureur: les habitans de Brueil, par Noël le tort, assisté dudit Chandelier: les habitans de Lainuille, par Pierre pernuft & Simon le febure, marguilliers, assistez dudit Boitheatuille: les habitans de Saily, par Guyon hallauans, aussi assisté dudit Boitheatuille: les habitans de Montalet le boys, par Pierre lenchantin & Simon feret, leur procureur: les habitans de Fremauuille, par Guillaume girouft, leur procureur: les habitans de Gaden-court, par Iean saiget & Martin mauge, assistez dudit Guerfant: les habitans Dauernes, par Lucien le roy & Loys le roy, aussi assistez dudit Guerfant: les habitans de Themicourt, par Nicolas hebert & Antoine becquet, pareillement, assistez dudit Guerfant: les habitans de Vigny, par Pierre picault, assisté dudit Boitheatuille: les habitans de Longuesse, par ledit Dubray & Iean firet, marguilliers: les habitans Doinguille, par Iean charpentier & Iean le moine.

En

En procedant ausquelles comparitions , & à l'appel des dessusdits comparans, ont esté par aucuns d'eux, cy apres nommez, faites les remonstrances, protestations & declarations qui ensuiuent.

PAR le reuerendissime cardinal de Tournon, seigneur de Dammartin & Longues, membre dependant de son abbaye de saint Germain despres lez Paris, a esté remonstré par Nicolas fleury son procureur, fondé de lettre de procuracy, que ledit seigneur & ses suiets, ne sont tenus à l'emologation desdites coustumes, par ce qu'ils ne sont de ce bailliage, ne suiets aux coustumes dudit lieu: Protestant au cas qu'ils y fussent attribuez & cottisez, à aucuns frais, d'eux en defendre quand mestier sera.

Et par le substitut du procureur general du Roy audit Mante, a esté soustenu au contraire, & dit que la verité est, que lesdits habitans de Longues & Dammartin, sont du bailliage de Mante, gardant & obseruant les coustumes d'iceluy: Et que quant aux appellations du bailly de Longues & Dammartin, qui ressortissent par deuant le preuost de Paris, n'est que par forme de sequestre & par maniere de prouision, pendant le proces qui estoit intenté par le bailly de Chartres, pretendant entre le bailly de Mante, les appellations dudit Longues & Dammartin, deuoir ressortir par deuant luy, depuis lequel sequestre & arrest prouisionnal, n'a esté faite aucune procedere au proces: Toutes-fois entend iceluy substitut, reptendre & poursuivre le proces, & que ce-pendant & attendu qu'ils vsent des coustumes du bailliage de Mante, ils doiuent contribuer aux frais, qui se feront, pour la reformation & redaction d'icelles.

Et par Guillaume geruaise, & Iaques des Vignes, procureur des doyen, chanoines & chapitre de l'eglise collegial de Nostre dame de Paris, à cause de leurs seigneuries de Mesieres, Espone & Aubergenuille, assistez dudit maistre Sebastien Ponon, a esté remonstré qu'ils ne sont du ressort, ains ressortissent par appel, par deuant le Chambrier lay du chapitre de Paris: A quoy par ledit substitut, a esté dit que lesdits Mesieres, Espone & Aubergenuille sont dedans le bailliage dudit Mante & Meullant, suiets & vsans de tout temps & ancienneté des coustumes dudit bailliage, & que ce que les appellations de leur dite iurisdiction ordinaire, ressortissent en la Barre des doyen, chanoines & chapitre de Nostredame de Paris, est par vn pretendu priuilege special à eux octroyé, non point que le Roy, par ledit priuilege (au cas qu'ils en eussent) les ait voulu distraire & mettre hors les enclaves dudit bailliage: En signe dequoy les cas royaux, se sont tousiours traittez, & se traittent ordinairement par deuant le bailly de Mante & Meullant.

Et par maistre Pierre caudes, vicaire de maistre Guillaume gautier, curé de Freneuse, & par ledit Boitheauuille, pour les habitans dudit Freneuse, a esté dit & déclaré, que ledit lieu de Freneuse est du bailliage de Senlis, & que lesdits habitans ont esté appelez, & ont assisté, à la redaction & emologation des coustumes dudit Senlis: ledit substitut, a dit infalliblement lesdits de Freneuse, estre du bailliage de Mante, & que par vsurpation, le bailly de Senlis, a entrepris la connoissance des appellations, à la suscitation du seigneur de la Roche guyon, qui auoit acquis du seigneur de Rosny la terre de Freneuse, & voulu que les appellations de son iuge de Freneuse, ressortissent par deuant le mesme iuge, par deuant lequel les appellations de son bailly de la Roche guyon ressortissent: En quoy par la negligéce de ses predecesseurs, procureurs du Roy audit Mante, il n'a esté empesché: combien qu'au-parauant l'acquisition par luy faite, les appellations auoient tousiours acoustumé ressortir par deuant le bailly de Mante, leur iuge ordinaire & naturel, & duquel ils ne se sont peu distraire.

Aussi a esté remonstré par ledit maistre René guersant, procureur, que les habitans de Roullebrise, sont du bailliage & de la coustume de Chaulmont: Soustenu au contraire par ledit substitut, disant qu'ils sont dudit bailliage de Mante, & vsent des coustumes d'iceluy.

Et par Richard cibot & Iean gault, a esté dit que les habitans de la forest de Ciury, ont esté appelez, à la redaction des coustumes de Montfort.

Ausquelles parties, nous commissaires susdits, auons baillé & octroyé actes de leurs dires & remonstrances cy dessus, pour leur seruir & valoir, ce que de raison.

Ce fait, Auons (le procureur du Roy, ce requerant) donné defaut contre les gens d'eglise, nobles, & du tiers estat, qui ayans esté appelez n'ont comparu: A sçauoir contre le reuerendissime cardinal de Vendosme, abbé de Fescan: les religieux & conuent dudit lieu, pour leur terre de Buchelay: les doyen, chanoines & chapitre de Nostre dame de Chartres: le prieur saint Antoine de Rosny: le prieur saint Estienne pres ledit Rosny: le prieur de Blarux: le prieur de la maladerie de Genfosse: le prieur du Barguion: le prieur de Gany, à cause de son

Proces verbal

fief, estant à Yffou: le prieur d'Euesquemont: le prieur de sainct Cosme de Meullant: le prieur sainct Laurens de conseruin: le curé de Roulebrise: Du port de Villiers: De la Maladerie: De Geffosse: De Boissy mauuoisin: De Buchelay: D'oruilliers: De Mersent: De Queruille: De Verneul: De Hardicourt: De Brisemont: De Condencourt: De sainct Iaques du fort de Meullant: De Montallet le boys: De Iumeauville: De Fremainville: De Laugonessé: De Seraincourt: Rueil: De Gaillon, & de Mureaux: les chapellains de la chapelle de Maignanville: De la chapelle de Rozay: De la chapelle de Nezel: De la chapelle Dannelz: De la chapelle sainct Michel de Meullant: les religieuses, abbesse & conuent de sainct Saulueur d'Eureux, dames D'oruilliers en partie.

Et contre les nobles: A sçauoir les seigneurs de Lommoye: le Chambrier de Coullons: le seigneur de Ferrieres: le seigneur de Hurtelou: le seigneur de Mersant: les seigneurs de la forest de Ciury, non compris, damoyelle Guillemette de richebourg: le seigneur de Brueil pres Mante: les seigneurs de Branville: hors mis Mathurin cheuremont, tuteur des enfans Iaques le ventryer, seigneur en moitié dudit lieu: les seigneurs de Somuille: le seigneur de Bellane: le seigneur Deuesquemont: les seigneurs chastellains de Vaulx: le seigneur de Brisemont, non compris Guillaume debenois, l'un desdits seigneurs: le seigneur du fief de Huenuille: le seigneur du fief de Massis: le seigneur de Iambeuille: les seigneurs Dauernes: le seigneur de Gaillon: le seigneur de Gaillonnes: le seigneur Douguille: le seigneur de Neaufle le chastel: les seigneurs de Ber, non compris ledit maistre Iean fizeau, present, & lesdits religieux celestins: les seigneurs de Iumeauville, non compris ledit Charles de freder, seigneur en partie dudit lieu: maistre Nicolas le ventryer, conseiller au siege presidial de Mante, Et Nicolas vieil, lieutenant en la preuosté dudit Mante: maistre Nicole chambort, esleu audit Mante.

Et aussi contre les gens du tiers estat, & habitans des villes & villages qui ensuiuent: C'est à sçauoir les habitans du port de Villiers: De Messent: De Goufonuille: De Annelz: De Mureaux: De Iambeuille: De Seraincourt, Rueil & de Gaillon, contre lesquels, non comparans en personne, ny par procureur, auons donné défaut, sauf la seance, portant tel profit que de raison.

Et le ieudy vingt-deuxième desdits mois & an, auons fait faire le serment aux gens desdits trois estats, en tel cas requis & acoustumé: A sçauoir qu'en leurs loyautéz & coniciences, ils nous rapporteroient ce qu'ils auroient veu garder & obseruer des coustumes anciennes dudit bailliage de Mante & Meullant, & ce qu'ils en sçauoient, cessant toute affection priuee & particuliere, & ayant seulement égard au bien public, nous disans aussi leur aduis & opinion de ce qu'ils trouueroient dur, rigoureux & desraisonnable des coustumes anciennes, cy deuant par eux obseruees, pour comme tel estre par nous, selon qu'il nous est mandé par lesdites lettres patentes de commission, temperé, moderé, corrigé, ou du tout tollu & abrogé: Ce qu'ils nous ont promis & iuré de faire.

Ce fait, auons procedé à la lecture des articles des coustumes, par nous de l'aduis desdits officiers extraites dudit liure, qu'ils nous ont, comme il a esté dit cy dessus, présenté, & par nous à leur dite requeste de nouuel redigees & augmentees, dont a esté fait lecture par ledit greffier dudit Mante, en la presence des officiers & gens desdits trois estats.

Des fiefs.

Art. 1. **A**V premier article, commençant par ces mots, *Au fils aîné*, Ont esté de l'aduis desdits estats, en adioustant de nouuel ausdites coustumes, mis ces mots, *Et s'il n'y a iardin, un arpent de terre tenu en fief pres ledit manoir, hors le fossé, de telle espeece & qualité qu'il vaudra choisir*: pour estre reserué par cy apres, & sans preiudice du passé.

Art. 2. 3. Aussi les articles deux, commençant par ces mots, *Si dedans*, Troisième commençant par ces mots, *Si pres*, ont esté de l'aduis desdits estats, de nouuel adioustez, pour estre obseruez pour l'aduenir.

Art. 6. Le sixième article, commençant par ces mots, *Quand le fief*: A esté leu ausdits estats, ainsi qu'il est couché: Et ce à la requeste du substitut du procureur general du Roy, qui a remonstré, que l'ancienne coustume du bailliage de Mante & Meullant, par laquelle en succession de fief, en ligne directe, estoit deu droit de relief ou rachat, comme trop dure & inhumaine, deuoit par nous estre reformee, tollue & abrogee: Requerant qu'en demandissions l'aduis desdits estats: Ce qu'auons fait & trouué, que tous (excepté frere Iean badolet, prieur du conuent des celestins lez Mante) estoient d'aduis, mesmes ceux de la noblesse, qui y ont le principal

principal intérêt, que ladite coustume fust reformee, ainsi que contenu est audit sixième article, pour estre obserué pour l'aduenir, & sans preiudice du passé. Ce qu'auons ordonné estre fait : Sans aussi preiudicier aux conuentions priuees & particulieres, si par aucunes les fiefs auoient esté baillez, à la charge des rachats à toutes mutations: Et ce nonobstant le dire dudit Badolet, lequel tant en son nom, que des religieux & conuent des celestins de la saincte Trinité lez Mante, nous a remonstré, que la dotation dudit conuent faite, par feu de bonne memoire, le Roy Charles le quint, premier fondateur & dotateur dudit conuent, consiste principalement en la iouissance, qu'ils ont dudit droit de relief, & rachat en succession de fief en ligne directe, & qu'autrement ils seroient grandement interessez, & tellement qu'à l'aduenir, ils pourroient estre contraints, diminuer le nombre des religieux, qui seroit contre l'intention dudit fondateur: ioinct que quand l'homme viuant & mourant, par eux nommé aux seigneurs dont ils relieuent leurs fiefs, decede, ils sont tenus payer plein droit de relief: & neantmoins en la mutation en ligne directe des fiefs releuans d'eux, ils n'en auroient aucuns profits, & que par tant la reciprocation ne seroit bonne.

Le septième article, commençant par ces mots, *Pour fief donné*: Par l'aduis desdits estats, & en consequence de l'article precedent, a esté introduit de nouuel. Arti. 7.

Le huitième article, commençant, *Le fils ou fille*, a esté de nouuel introduit de l'aduis desdits estats, qui nous ont dit, qu'en l'ancienne coustume, representation n'auoit lieu en ligne directe. Arti. 8.

Au dixième article, commençant par ces mots, *Quand le vassal*, ont esté de l'aduis desdits estats de nouuel adioustez ces mots: *Toutes fois si le fief change main par mort, le vassal a quarante iours francs, pour faire ladite foy & hommage, pendant lesquels le seigneur feodal ne peut saisir.* Arti. 10.

L'vnième article, commençant par ces mots, *Quand le seigneur*, A esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit. Arti. 11.

Le douzième article, commençant par ces mots, *En mutation de fief*: A esté par l'aduis que dessus introduit de nouuel, en ce qu'il est porté que le vassal, au cas que la mutation du fief fust aduenue par mort, est tenu dedàs les quarante iours apres d'aller par deuers son seigneur feodal, luy faire foy & hommage de sondit fief. Est aussi nouuel quant aux offres mentionnees audit article. Arti. 12.

Les articles treizième, commençant par ces mots, *Si le seigneur*: & quatorzième, commençant par ces mots, *S'il y a bois*, ont esté de l'aduis desdits estats de nouuel introduits. Arti. 13. 14.

Au quinzième article, commençant par ces mots, *Le vassal*, ont esté de l'aduis desdits estats de nouuel adioustez ces mots: *Et quarante iours apres iceluy baillé, doit retourner par deuers le seigneur feodal, le reblandir & scauoir s'il veut debatre ledit adueu & denombrement: Et où ledit seigneur feodal ne le debatra, lesdits quarante iours passez, sera ledit adueu & denombrement tenu pour receu: Et à faute de n'auoir fait ce que dessus par ledit vassal, peut ledit seigneur feodal saisir ledit fief: mais ne fait en ce cas les fruits siens.* Arti. 15.

Au seizième article, commençant par ces mots, *Quint & requint*, ont esté par l'aduis que dessus de nouuel adioustez ces mots, *Soit par vendition, alienation, à pris d'argent, ou autre contract que ce soit.* Arti. 16.

Pareillement au dixseptième article, commençant par ces mots, *Le seigneur feodal*, ont esté adioustez ces mots: *Si le vassal peut faire la foy & hommage en personne, & s'il n'a excuse legitime.* Arti. 17.

Au dixhuitième article, commençant par ces mots, *Le vassal*: Ont aussi esté adioustez ces mots, *Si le seigneur est audit lieu, sinon à son receueur, procureur ou officier si aucun y a. Et s'il n'en y a, la doit faire sur le lieu seigneurial en presence de notaire & tesmoins. Et le signifier aux plus prochains voisins, & leur en laisser coppie: Et attacher pareille coppie à la porte dudit lieu seigneurial. Et s'il n'y a lieu seigneurial destiné pour ce faire, la doit faire au lieu où le seigneur a acoustumé recevoir ses droits seigneuriaux: Et le signifier aux plus prochains voisins, & leur en laisser coppie comme dessus, & laisser pareille coppie attachee en la porte dudit lieu, ou a la porte de l'eglise parrochiale.* Arti. 18.

Au xxi. article, commençant par ces mots, *Souffrance*, ont esté aussi adioustez ces mots, *Et est tenu le seigneur feodal bailler ladite souffrance au tuteur ou gardien des mineurs, iusques à ce qu'ils soient venus en aage, pour porter ladite foy & hommage.* Arti. 21.

Pareillement au vingt-deuxième article, commençant par ces mots, *Si le seigneur feodal*, ont esté adioustez ces mots: *Mais le peut demander par action.* Arti. 22.

Aussi à l'article vingt-troisième, commençant par ces mots, *Le vassal ne prescrit*, ont esté adioustez ces mots, *Et fust de cent ans: Toutes fois le profit de rachat se prescrit par trente ans.* Arti. 23.

Proces verbal

- Arti. 24. Le xxiiii. article, commençant par ces mots, *Le vassal ne peut*, a esté adiousté de l'aduis desdits estats, qui nous ont dit, qu'il auoit esté obmis, à estre couché audit liure de leurs coustumes, combien qu'il eust esté de tout temps obserué.
- Arti. 25. Au xxv. article, commençant par ces mots, *Le vassal desauouant*: ont esté adioustez ces mots, *S'il succombe & s'il se treuue par l'issue du proces, qu'il ait mal desauoué.*
- Arti. 27. L'article xxvii. commençant par ces mots, *L'aage pour porter*: A esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.
- Arti. 28. Au xxviii. article, commençant par ces mots, *Le seigneur feodal*, ont esté adioustez ces mots: *Auec les frais, & loyaux cousts, dedans quarante iours, apres que la vendition luy aura esté notifiée. Toutesfois si ledit seigneur feodal, auoit receu sondit vassal en foy & hommage, on luy eust baillé souffrance, ne sera plus receuable à demander ledit retrait.*
- Arti. 29. Le xxix. article, commençant par ces mots, *Le frere aisné*, A esté adiousté, pour auoir esté obmis, comme a esté dit, sur le xxiiii. article cy dessus.
- Arti. 31. L'article xxxi. commençant par ces mots, *Si le fils aisné*, A esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.
- Arti. 32. Au xxxii. article, commençant par ces mots, *La femme apres le trespass*, ont esté adioustez ces mots: *Mais si elle se remarie, le second mary est tenu porter ladite foy, & payer rachat.*
- Arti. 34. Le xxxiiii. article, commençant par ces mots, *Le seigneur feodal*, A esté adiousté, pour auoir esté obmis audit liure.
- Arti. 35. Le xxxv. article, commençant par ces mots, *Tous gardiens nobles*, A esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.
- Arti. 36. Le xxxvi. article, commençant par ces mots, *Quand le seigneur feodal*, A esté de nouuel introduit, par l'aduis desdits estats, en ce que le seigneur feodal, n'est tenu de receuoir en foy & hommage le retrayant lignager sur luy, qu'il n'ait esté premierement payé de ses droits & profits seigneuriaux.
- Arti. 37. 39. Les articles xxxvii. commençant ces mots, *Si la saisie*, & xxxix. commençant par ces mots, *En ce cas*, ont esté adioustez de l'aduis desdits estats, pour auoir esté obmis audit liure.
- Arti. 40. L'article quarantième, commençant par ces mots, *Quand le fief*, a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.
- Arti. 41. Le xli. article, commençant par ces mots, *L'ancien vassal*, a esté adiousté de l'aduis desdits estats, pour auoir esté obmis audit liure.
- Arti. 42. L'article xlii. commençant par ces mots, *Gardien d'aucuns enfans*, a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.
- Arti. 43. 44. Les articles xliii. commençant par ces mots, *Gens de main-morte*, & xliiii. commençant par ces mots, *Le fief seruat*, ont esté adioustez de l'aduis desdits estats, pour auoir esté obmis audit liure.

De censues & droits seigneuriaux.

- Arti. 45. **L**E quarantecinquième article, commençant par ces mots, *Il est loisible*, a esté adiousté, pour auoir esté obmis audit liure.
- Arti. 46. Le xlvi. article, commençant par ces mots, *Et doit ledit acquereur*, a esté accordé, ainsi qu'il est couché par lesdits estats, qui nous ont dit, qu'anciennement ledit acquereur n'auoit que huit iours, pour apres les deprey & notifications contenuës audit article, payer au seigneur censuel les lots & ventes de son acquisition: au lieu desquels huit iours, auons de l'aduis desdits estats ordonné qu'ils auroient trois mois pour ce faire.
- Arti. 47. Le xlvii. article, commençant par ces mots, *Vn seigneur censuel*, Est nouveau, en ce qu'il est absolument permis au seigneur censuel de proceder par voye d'arrest & brandon, ou anciennement estoit requis qu'il obtint commission, ce qui a esté en ce regard reformé par l'aduis desdits trois estats.
- Arti. 48. 49. Les articles xlviiii. commençant par ces mots, *Le seigneur censuel*, & xlix. commençant par ces mots, *Par defect de payer*, ont esté de nouuel introduits par l'aduis desdits estats, qui nous ont dit, qu'anciennement par ladite coustume, pour lots, ventes & amendes non payees, le seigneur censuel pouuoit proceder par saisie.
- Arti. 50. Le cinquatième article, commençant par ces mots, *Si aucun achate*, est nouveau, en ce que par l'achateur seul, sont deus au seigneur censuel les ventes & saisines, ce que toutesfois a esté accordé par lesdits estats, qui au surplus ont empesché ce que requeroient aucuns de la noblesse. A sçauoir, qu'il fust permis au seigneur censuel de retraire l'heritage, estant de sa censue, quand

quand il seroit vendu, disant que la coustume n'estoit telle au pays, & qu'il seroit inique & desraisonnable d'ainsi en user: au moyen dequoy, auons debouté lesdits de la noblesse de leur dite requeste.

Les articles cinquante-deuxième, commençant par ces mots, *Toutes ventes*: & cinquante-troisième, commençant par ces mots, *En eschange*, ont esté introduits pour auoir esté obmis audit liure. Arti. 52. 53.

Au cinquante-quatrième article, commençant par ces mots, *Toutes personnes*, ont esté adiouttez ces mots: *Si le lieu est certain, & si il n'est certain, l'ayant fait signifier par ledit seigneur, le dimanche precedent, au profne de la parroisse où est assis ledit fief, & que l'assignation soit baillée, dedans le lieu dudit fief ou seigneurie.* Arti. 54.

Le cinquante-cinquième article, commençant par ces mots, *Qui doit droit de champart*, est ancien iusques à ces mots, *Applicable audit seigneur*, inclusiuement: mais a esté obmis audit liure: Auquel article, ont esté aussi adiouttez ces mots, *Et si doit le seigneur estre appelé pour voir champarter, lequel en ce faisant y doit comparoir du soir au matin, & du matin à l'apresdinee. Et où il ne sera au lieu, doit estre signifié à son procureur, receueur ou fermier, qui y doit comparoir comme dessus. Et si il n'y compare, le laboureur peut enleuer sa gerbe, en laissant sur ledit lieu ledit droit de champart. Et doit estre la disme premierement payee au curé, que le champart au seigneur.* Et ce nonobstant le dire dudit maistre Roulland guesdon, aduocat, lequel apres ledit maistre Estienne de bressay, chambrier de Coulons, a remonstré que le laboureur fuit au Champart, est tenu de le porter iusques à la grange & lieu seigneurial dudit chambrier, requerant à ces causes ainsi par nous estre ordonné, ou à tout le moins auoir acte de son dire. Surquoy auons ordonné, que les coustumes priuces & particulieres, si aucunes en a, ledit chambrier, pour ledit droit, luy seront reseruees, & quant au reste, que ledit article tiendra. Arti. 59.

Des actions & obligations hypotheques.

AV lix. article, commençant par ces mots, *Celuy qui est obligé*: Apres ces mots, *Au parant que d'estre ouy au principal*, ont esté adiouttez ces mots, *Pour lequel, & ainsi pour l'execution de ladite garnison, sera renuoyé par deuant son iuge.* Arti. 59.

Au lx. article, pour plus grande expression, ont esté entrelassez ces mots, *ou detenteurs simplement*, apres ces mots, *Tous proprietaires & detenteurs*, par lesquels se commence ledit article. Arti. 60.

Les articles lxii. commençant par ces mots, *Quand un tiers detenteur*, & lxiii. commençant par ces mots, *Cedulle priuee*: ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits. Arti. 61. 64.

L'article lxv. commençant par ces mots, *Meubles n'ont suite*: A esté adioutté de l'aduis desdits estats, pour auoir esté obmis audit liure. Arti. 65.

Les articles lxvi. commençant par ces mots, *Compensation se peut*, lxix. commençant par ces mots, *On ne peut*, & lxxi. commençant par ces mots, *Celuy qui prend*, ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits. Ar. 66. 69. 71.

De retrait lignager.

AV lxxii. article, commençant par ces mots, *Six choses sont requises*, qui a esté mis au lieu d'un article qui estoit audit liure, commençant par ces mots: *Item cinq choses sont requises*; ont esté apres ces mots, *à tiltre de succession*, adiouttez ces mots, *ou auancement d'hoirie*, Et encores apres ces mots, *dedans l'an & iour*, ont esté adiouttez ces mots, *de l'infodation ou ensaisinement des seigneurs feodal ou censier, & que le retrayant face offres d'or & d'argent à descouuert, & par faire & continuer icelles offres à chacune assignation de la cause, iusques à contestation d'icelle inclusiuement, sur peine d'estre debouté du retrait par luy pretendu. Et doit ledit adiournement estre fait au domicile dudit defendeur, si il est demeurant audit comté & bailliage de Mante & Meullant: Sinon doit estre fait sur le lieu de l'heritage acquis en la presence de deux tesmoins, voisins dudit lieu, en parlant à eux, leur signifiant ledit adiournement & leur laissant coppie d'iceluy: faisant en oultre proclamer ledit adiournement, au profne parrochial dudit lieu, le iour du dimanche ensuiuant. Et doit ledit adiournement estre fait hors huitaine.* Arti. 73.

Le lxxiii. article, commençant par ces mots, *Le retrayant*, est ancien iusques à ces mots, *Ingement ou acquiescemēt*, inclusiuement, duquel ont esté de l'aduis desdits estats, de nouuel adiouttez ces mots, *Et que l'achateur aura affermé le pris, & mis ses lettres d'acquisition au greffe, rembourser l'achateur de son sort principal, ou le cōsigner en iustice, au refus dudit achateur, iceluy present ou* Arti. 74.

Proces verbal

deuement appelé. Et quant au surplus dudit article, est aussi ancien: mais a esté obmis audit liure.

Arti. 75. Au lxxv. article, commençant par ces mots, *En eschange fait*, ont esté adioustez ces mots, *Sinon que la souste excédast, l'heritage baillé auéques icelle en contr'eschange.*

Arti. 77. Au lxxvii. article, commençant par ces mots, *Le lignager*, ont esté adioustez ces mots: *Mais fils sont concurrans d'un mesme iour, le plus prochain sera preferé, encores qu'il ait esté preuenu de l'heure.*

Arti. 78. Le lxxviii. article, commençant par ces mots, *Retrait lignager*, Est de nouuel accordé, en ce que tel retrait lignager, ne peut estre cédé pour plus grande intelligence, auquel article ont esté adioustez ces mots: *Mais le retrayant feodal le peut ceder, soit par homme de main-morte ou autre.*

Arti. 80. Au lxxx. article, commençant par ces mots, *Heritage baillé à tous*, ont esté adioustez ces mots: *Mais si ladite rente se rachate, l'heritage sera suiuet au retrait, dedans l'an & iour du rachat de ladite rente, pareillement si ledit heritage est baillé à rente rachatable, tel heritage tombe en retrait, en remboursant le sort principal de ladite rente.*

Ar. 83, 85, 86. Les articles lxxxiii. commençant par ces mots, *Quand l'heritage: lxxxv.* commençant par ces mots, *L'achateur ne peut:* & lxxxvi. commençant par ces mots, *L'adiourné*, ont esté adioustez, pour auoir esté obmis audit liure.

De saisine & possession.

Arti. 90. **A**V xc. article, commençant par ces mots. *Simples dons*: ont esté adioustez ces mots, *Ou clause translatiue de possession, comme constitut precaire, ou autre.*

Arti. 91. L'article xci. commençant par ces mots, *Les colons*, a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.

De louages & banlx à ferme.

Arti. 93. **A**V si l'article xciii. commençant par ces mots, *Pareillement debte*, A esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.

De seruitutes & autres droits recls.

Arti. 95. **A**V xcvi. article, commençant par ces mots, *Il est permis*, ont esté adioustez ces mots, *Mais où sondit voisin voudra de nouuel bastir, luy est lors permis de clorre & estouper lesdites venës, iusques à la hauteur de sondit nouuel bastiment.*

Arti. 96. Les articles xcvi. commençant par ces mots, *A celuy à qui appartient*, xcvi. commençant par ces mots, *Il est loisible*, xcvi. commençant par ces mots, *Quiconques a le sol*, xcix. & centième, commençans par ces mots, *Il est loisible*, ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits.

Arti. 102. L'article ci. commençant par ces mots, *Il est aussi loisible*, Est ancien iusques à ces mots, *Mur & edifice moitoyen*, inclusiuement: Mais a esté obmis audit liure, auquel de l'aduis desdits estats, ont esté adioustez de nouuel ces mots, *Et où ledit voisin sommé de contribuer aux frais, seroit refusant de ce faire, six mois apres ladite sommation à luy deuement faite, demeurera ledit mur propre à celuy qui l'aura fait construire de nouuel, ou fait refaire si bon luy semble.*

Ar. 102. 103.
104. 105.
106. 107. Les articles cii. & ciii. commençans par ces mots, *Il n'est loisible*, ciii. commençant par ces mots, *Aucun ne peut*, cv. commençant par ces mots, *Contre le four*, cvi. commençant par ces mots, *Le fossé*, & cvii. commençant par ces mots, *Les propriétaires*, ont par l'aduis desdits estats esté de nouuel introduits.

De prescription.

Arti. 109. **L'**Article cix. commençant par ces mots, *Quand aucun a iour*, A esté introduit de nouuel par l'aduis desdits estats, excepté en ce qui est parlé de l'hypothèque, qui ne se prescrit que par quarante ans, ce qui estoit aussi obserué par l'ancienne coustume.

Arti. 110. Au cx. article, commençant par ces mots, *Toute action*, ont esté de l'aduis desdits estats, & pour plus grande intelligence dudit article, adioustez ces mots: *Mais quant à l'hypothèque, ne se prescrit que par quarante ans.*

Arti. 111. Le cxii. article, commençant par ces mots, *Le donaire*, A esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.

L'article

De Criees.

L'Article cxiii.commençant par ces mots,*Toutes personnes*,A esté adiousté pour auoir esté Art.113.
omis audit liure.

Les articles cxv.commençant par ces mots,*Il suffit*.cxvi.commençant par ces mots,*Tou- Art.115.
tesfois est requis*.& cxvii.commençant par ces mots,*Et ne peut*. ont par l'aduis desdits estats, 116.117.
esté de nouuel introduits.

L'article cxviii.commençant par ces mots,*Lesdites criees*,a esté adiousté pour auoir esté Art.118.
omis audit liure.

De communauté de biens.

L'Article cxix.commençant par ces mots,*Entre homme & femme*, a esté adiousté, pour a- Art.119.
uoir esté omis comme le precedent.

Le cxx.article,commençant par ces mots,*Toutesfois chose donnee*, a esté par l'aduis desdits Art.120.
estats de nouuel introduict.

Au cxxvi.article,commençant par ces mots.*Femme mariee*,ont esté apres ces mots, *Le con- Art.126.
senteement de son mary*,adioustez ces mots,*Soit au preiudice d'elle ou de sondit mary*.

L'article cxxvii.commençant par ces mots. *Le mary est seigneur*, a esté adiousté,pour auoir Art.127.
esté omis audit liure.

Le cxxviii.article,cōmençant par ces mots, *Quand aucune rente*, Par l'aduis desdits estats, Art.128.
a esté introduit de nouuel.

L'article cxxix.commençant par ces mots, *Homme & femme*, a esté adiousté , pour auoir Art.129.
esté omis audit liure.

Sur le cxxx.article,commençant par ces mots,*Femme noble ou roturiere*. a esté dit par les Art.130.
gens desdits estats,que par l'ancienne coustume il n'estoit permis à la femme roturiere de fai-
re renonciation de biens,qu'elle ne portast les clefs sur la fosse de son mary,requerant que tel-
le rigueur & inciuilité fust ostee,ce qu'auons ordonné,en reformant de leur aduis ladite an-
cienne coustume,comme il est contenu audit article.

A l'article cxxxi.commençant par ces mots,*Quand l'un*, ont esté par l'aduis desdits estats Art.131.
adioustez ces mots,*pourueu qu'il n'y ayt enfant dudit mariage ou d'autre*.

De Douaire.

L'Article cxxxv.commençant par ces mots, *Et où le mary*. a esté adiousté, pour auoir Art.135.
esté omis audit liure.

L'article cxxxvii. commençant par ces mots. *Douaire tant costumier que prefix*. a Art.137.
esté par l'aduis desdits estats,de nouuel introduict en ce que douaire prefix saisit sous les con-
ditions contenües audit article.

Le cxxxviii.article,commençant par ces mots. *Douaire prefix*, a esté par l'aduis desdits Art.139.
estats de nouuel introduict.

Les articles cxli.commençant par ces mots, *Est tenuë ladite femme*. cxlii. commençant par Art.140.
ces mots, *Nul ne peut*. & cxliii.commençant par ces mots, *En douaire n'y a*, ont esté adioustez
pour auoir esté omis audit liure.

Des donations simples mutuelles & autres dispositions faites entre vifs.

Es cxliiii.article,commençant par ces mots,*Donation faite*.& cxlv.commençant par Art.144.
ces mots,*Homme & femme*. ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits. 145.

Au cxlvii.article,commençant par ces mots,*Peuvent aussi*,ont esté de l'aduis desdits Art.147.
estats adioustez ces mots,*Pourueu qu'il n'y ayt enfans,soit de leur mariage ou d'autre. Et où il y
auroit enfans,le don mutuel ne doit auoir lieu*.

Le cxlviii.article, commençant par ces mots, *Et saisit*, a esté par l'aduis desdits estats de Art.148.
nouuel introduit.

L'article cxlix.commençant par ces mots, *Heritage donné*, a esté adiousté pour auoir esté Art.149.
omis audit liure.

Au cl. article,cōmençant par ses mots, *Donner & retenir*, ont esté de l'aduis desdits estats, Art.150.
pour plus grande intelligence,adioostez ces mots, *Et n'est reputé donner & retenir celuy qui
retient à soy l'usufruit de l'heritage par luy donné,ains vaut telle donation,ou quand il y a autre
clause translatiue de possession,comme precaire,constitut,ou autre*.

Proces verbal

De Testamens, & executions d'iceux.

Art. 151.

Article cli. en son commencement par ces mots, *Institution d'heritier, n'a lieu, est an-*

L'ancien, mais auoit esté omis audit liure, & pour plus grande intelligence d'iceluy, ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, *Qui est à dire qu'elle n'est necessaire pour la validité d'un testament, ains vaut par forme de laiz testamentaire iusques à la concurrence de ce dont le testateur pourroit vallablement disposer.*

Art. 153.

L'article cliiii. commençant par ces mots, *Auant que vn testament, est ancien iusques à ces mots, & vicaire general, en presence de deux tesmoins inclusiuement, mais auoit esté omis audit liure, auquel de l'aduis desdits estats, ont esté adioustez ces mots, Ou que le testateur ayt déclaré sa volonté en presence de quatre tesmoins: iceux tesmoins ydoines & suffisans non legataires, & n'ayans aucun interest audit testament. Et que iceluy testament ayt esté dicté ou nommé par iceluy testateur ausdits notaires, tabellion ou vicaire general en presence desdits tesmoins, & sans suggestion d'aucune personne, & depuis à luy releu, aussi en presence d'iceux tesmoins. Et qu'il soit fait mention audit testament comme il a esté ainsi dicté, ou nommé & releu.*

Art. 154.
155.

Les articles cliiii. commençant par ces mots, *Et pour connoistre, & clv. commençant par ces mots, L'age pour pouuoir,* ont esté de l'aduis desdits estats de nouuel introduits.

Art. 157.

L'article clvii. commençant par ces mots, *Le mary,* a esté adiouste, pour auoir esté omis audit liure.

Art. 159.

Le clix. article, commençant par ces mots, *Et sont lesdits,* a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.

De Succesion.

Art. 163.

Article clxiii. commençant par ces mots, *Quand aucun,* a esté adiouste, pour auoir

L'esté omis audit liure.

Art. 164.
165.

Les clxiii. article, commençant par ces mots, *En ligné directe, & clxv. commençant par ces mots, Les enfans de freres,* ont esté de nouuel introduits, par l'aduis desdits estats qui nous ont dit que par l'ancienne coustume representation n'auoit lieu, tant en ligne directe que collaterale, sinon qu'il eust esté dit au traité de mariage. Laquelle coustume comme barbare & inhumaine, auons de leurdit aduis tollue & abrogee.

Art. 166.
167.

Sur les articles clxvi. commençant par ces mots, *Quand aucun va, & clxvii. commençant par ces mots, & s'entendent,* en ce qu'il est parlé propres venans de l'estoc & branchage: a esté ordonné par l'aduis desdits estats qu'ils aurôt lieu pour l'aduenir sans preiudice du passé, & audit article clxvii. par ledit aduis, ont esté adioustez ces mots, *Et quant aux heritages propres les heritiers qui sont de l'estoc & branchage dont lesdits heritages sont procedez y succederôt, aussi payeront respectiuement les rentes foncieres & autres charges reelles ausquelles d'ancienneté lesdits heritages ont esté affectez. Et quant aux autres charges reelles comme rentes qui auroient esté constituees par ledit defunct sur ses biens, se payeront pour portion au prorata desdits biens. Encores que ladite rente eust esté speciallemēt assignee sur aucuns desdits biens paternels ou maternels, pourueu toutes fois que outre specialité y eust aussi generale hypothecque sur tous les biens dudit deffunct.*

Art. 169.

L'article clxix. commençant par ces mots, *En succession,* a esté adiouste, pour auoir esté omis audit liure.

Art. 170.
171.

Les articles clxxi. commençant par ces mots, *Et neantmoins ou, & clxxi. commençant par ces mots, Freres & sœurs,* ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits.

Art. 172.

L'article clxxii. commençant par ces mots, *Les heritiers d'aucun,* a esté adiouste, pour auoir esté omis audit liure.

Art. 173.

Le clxxiii. article, commençant par ces mots, *Les parens,* a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.

Art. 174.

L'article clxxiiii. commençant par ces mots, *Religieux & religieuses,* a esté par l'aduis desdits estats adiouste, pour auoir esté omis audit liure.

Art. 177.

A l'article clxxvii. commençant par ces mots, *Bastard,* de l'aduis desdits estats le substitut du procureur general du roy, ce requerant, ont esté adioustez ces mots, *Pourueu que ledit bastard soit né & decedé en la iustice dudit haut iusticier, & que les biens dudit bastard y soyent assis.*

De tuteurs, baillistres, & gardiens.

Art. 178.

L'Article clxxviii. commençant par ces mots, *Les enfans mineurs,* a esté adiouste, pour auoir esté omis audit liure.

Au

Au clxxx.article, commençant par ces mots, *Le baillistre*, ont esté adioustez ces mots, *Pourueu que le pere, mere, ayeul, ayeule, ou autre ascendant suruiuant, qui accepte ladite garde, ne se remarie, Car en ce cas le temps de ladite garde sera fini, & sera pourueu ausdits mineurs d'autres tuteurs & curateurs, par le iuge auquel appartient d'y pourueoir.* Art.180.

L'article clxxxi. commēçant par ces mots, *Et dure ladite garde*, a esté adiousté, pour auoir esté omis audit liure. Art. 81.

Les clxxxiii. commençant par ces mots, *Ledit gardien*, & clxxxii. commençant par ces mots, *Tuteurs sont tenuz*, ont par l'aduis desdits estats esté de nouuel introduits. Art.182. 183.

L'article clxxxiiii. commençant par ces mots, *Tuteurs & curateurs*, a esté par l'aduis desdits estats, adiousté, pour auoir esté omis audit liure, lequel contenoit certain article qui estoit le xcvi. desdites anciennes coustumes, dont la teneur s'ensuit. Art.184.

Item tuteurs & curateurs d'aucuns enfans mineurs ne doyuent auoir & n'ont aucun salaire de leurs peines & trauail, ne payemens d'aucunes iournees, ne d'autres choses qu'ils font pour lesdits mineurs en la ville où ils demeurent, mais s'ils vôt dehors pour le proufit desdits mineurs ils en ont salaire competant. Et aussi en rendant leurs comptes, ils ont despens raisonnables selon leur estat. Lequel article lesdits trois estats nous ont dit estre de fraisonnable, & que par iceluy estoit donné occasion aux tuteurs & curateurs d'estre negligens à poursuyure les droits & actions de leurdits mineurs, & que le deuous abroger comme tel, ce qu'auons fait de leur aduis, & remis ce qui concerne les salaires des vacations desdits tuteurs & curateurs, à la disposition du droit escrit.

Autres coustumes.

Les articles clxxxv. commençant par ces mots, *Lettres de respit*, clxxxvi. commençant par ces mots, *En matiere de desconfiture*, clxxxvii. commençant par ces mots, *Tous vendeurs*, & clxxxviii. commençant par ces mots, *Despens d'hostellages*, ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits. Art.185. 186.187. 188.

Sur le clxxxix.article, commençant par ces mots, *Confiscation & espaués*, le substitut dudit procureur general a dit, que l'exception contenüe audit article pour le regard du crime de lese maiesté humaine, n'est suffisante & qu'aussi à raison du crime de lese maiesté diuine, la confiscation appartient au Roy seul priuatiuement à tous autres hauts iusticiers. Soustenu au contraire par les gens desdits trois estats, mesmement par ceux de la noblesse : au moyen dequoy auons ordonné que ledit article passera ainsi qu'il est, sans preiudice dudit debat, pour lequel auons renuoyé lesdites parties à la cour de parlemēt, pour (ledit procureur general du Roy & elles ouyes) en estre ordonné par elle, ainsi qu'elle verra estre à faire par raison. Art.189.

Les articles cxc. commençant par ces mots, *Quand le propriétaire*, cxci. commēçant par ces mots, *Toute personne*, cxcii. commençant par ces mots, *Le vendeur est*, cxciii. commençant par ces mots, *Qui confisque le corps*, cxciiii. commençant par ces mots, *Le mary confiscant*, cxcv. commençant par ces mots, *Tous adiournemens*, cxcvi. cōmençant par ces mots, *Les Seigneurs*, & cxcvii. commençant par ces mots, *Les Huisiers ou Sergens*, ont par l'aduis desdits trois estats esté de nouuel introduits. Art.190. 191.192. 193.194. 195.196. 197.

Et le Samedy xxiii.iour desdits mois & an, ayāt procedé par nous à la lecture des articles des coustumes du bailliage de Mante & Meullant, & icelles acheué, tellement qu'il ne restoit que d'en faire arrest & conclusion, est comparu maistre Iean ioulet Conseiller au siege presidial dudit mante, comme procureur & fils de Pierre ioulet controlleur du domaine audit Mante, ayant bail de la Roïne douairiere dudit comté de Mante & Meullant, qui a remonstré que l'ancienne coustume par laquelle en succession de fief en ligne directe, droit de rachat ou relief estoit deu, auoit esté le leudy dernier precedent reformé, au grand preiudice du Roy & de ladite Roïne douairiere, interpellant le procureur dudit seigneur audit bailliage de soustenir ledit droit du Roy, & empescher la reformation de ladite ancienne constume, protestant que où ledit article auroit ainsi esté accordé avec lesdits gens du Roy, que ce ne luy puisse nuire ne preiudicier, & de pouuoir vser de retention de sondit droit & fermage, iusques à la concurrence de ce que pourroyent monter les droits & proufits de rachat qui aduiendront par telles mutations en ligne directe durant ledit bail, faisant au surplus toutes protestations à ce pertinentes.

Semblablement nobles hommes François de bethune seigneur & baron de Rosny & Villenue en Cheurie, & Guy de giffart seigneur de Hanneucourt, Eschançon ordinaire du

Proces verbal

Roy, & Loys de Caillot seigneur du Mesnil Renard, ont remonstré que de toute ancienneté & de si long temps qu'il n'est memoire du contraire, ladite ancienne coustume par laquelle plein droit de relief & rachat de fief eschangeant en ligne directe a esté deu & payé sans aucune difficulté, tant a eux qu'à tous autres seigneurs feodaux quand le cas est escheu, & que ce ne estoit raison que ladite coustume fust reformee, ains deuoit demourer en son entier: non obstant que lon ayt voulu dire que leudy dernier prochain ladite reformation ayt esté faite de l'aduis desdits estats, & sans aucune remonstrance au contraire, pour empescher ladite reformation, disans qu'ils sont encores en leur entier de ce faire, attendu mesmes la briefueté de delay à eux donné pour y penser & y aduiser avec leurdit cōseil, & se tenir prest au fait de present, ioinct qu'au iour de l'assignation à eux donnée pour veoir proceder à l'emologation desdites coustumes, estoit besoing à iceluy de Giffart, qui est enseigne de la compagnie du seigneur admiral, se trouuer en personne à la monstre d'icelle compagnie qui se faisoit à Chaulmont.

Aussi par ledit frere Iean badolet prieur du conuent desdits Celestins, pour & au nom que dessus, a esté persisté en ses remonstrances faites ledit iour de leudy dernier sur le vi. article desdites coustumes, par lequel est reformee ladite ancienne coustume.

Et par les gens du Roy audit siege a esté remonstré que tant lesdits Ioulet, de Bethune, de Giffart & de Caillot ne sont receuables à vouloir retracter ce qui fut concordablement requis & accordé par lesdits estats ledit iour de leudy dernier, auquel lesdits gentilshommes se deuoient trouuer pour faire leursdites remonstrances, & que ne deuiens retracter nostredite ordonnance que ne fust du consentement de tous lesdits estats, & que quant audit frere Iean badolet audit nom, qu'il estoit encores moins receuable de requerir ce qui estoit, non obstant ses remonstrances faites ledit iour de leudy, passé & arresté de commun aduis desdits estats. Sur quoy de l'aduis du surplus de ladite assemblee, auons ordonné que ledit article sixiesme demeurera pour coustume nouvelle ainsi qu'il est couché, sauf audits Ioulet, de Bethune, de Giffart, de Caillot & Badolet, à eux pouruoir ainsi que de raison.

Ce fait, en procedant à la lecture, arrest & publication desdites coustumes, qui a esté faite par l'ordonnance & en la presence de nous Commissaires susdits, & des officiers du Roy audit comté & bailliage de Mante & Meullant, audit auditoire & salle du plaidoyer, lieu destiné pour ce faire, auons (ledit substitut du procureur general du Roy audit Mante ce requerant) dit & ordonné, disons & ordonnons, que les susdits adiournez qui ne sont comparuz durant nostre seance à la redaction desdites coustumes, soyent gens d'eglise, de noblesse, ou du tiers estat, seront pour le proufit dudit defaut par nous contre eux donné, censez & reputes estre subiects aux coustumes dudit comté & bailliage de Mante & Meullant ainsi arrestees par lesdits trois estats, & au surplus auons dit & ordonné que lesdites coustumes seront, tant par lesdits defaillans que comparans, entretenües, gardees & obseruees pour loy, & à ce faire les auons condempnez, leur faisant inhibitions & defenses de poser & articuler d'oresnauant autres coustumes, & aux bailly, ses lieutenans & autres officiers dudit comté & bailliage de Mante & Meullant, de non receuoir les parties à poser & articuler autres coustumes, & de les appointer à informer sur icelles par turbes: faisans aussi inhibitions & defenses aux aduocats, procureurs & autres gens de conseil, de poser & alleguer en iugement & ailleurs autres coustumes que les susdites accordees.

Et tout ce que dessus nous Commissaires susdits certifions estre vray, & auoir esté fait cōme est contenu en ce present nostre proces verbal, lequel en tesmoing de ce auons signé de noz seings manuel, & scellé du seel de noz armes les an & iour que dessus.

DE THOV, FAYE, VIOLE.

FIN DES COVSTVMES DE LA COMTE ET

BAILLIAGE DE MANTE ET MEULLANT.

C'est

C'Est la declaration & diuifion des duchez, comtez, chaſtellenies Royales du bailliage de Senlis & anciens reſſorts & des autres chaſtellenies particulieres ſubalternes de chaſcune deſdites duchez, comtez, & chaſtellenies royales, quels reſſorts par appellations autrement ont & doyuent auoir leſdites chaſtellenies royales & ſubalternes ſous icelles, Enſemble des preuoſtez royales dudit bailliage.

A R T I C L E.

DE l'ancien reſſort dudit bailliage de Senlis, eſt le duché Valloys en ce que conſiſtoit le comté dudit Valloys au parauant qu'il fuſt erigé en duché, enſemble les chaſtellenies de Pierrefons, Bethyſi & Verberie, diſtraictes dudit bailliage de Senlis pour eriger le ditcomté de Valloys en duché. i.

Auſſi les terres & ſeigneuries aſſis audit duché de Valloys appartenans a pluſieurs eglifes tant de Senlis, Compiengne, Soiffons qu'autres, ſont demourees exemptes de de la iuriſdiction dudit duché de Valloys, & du tout ſubietes à la iuriſdiction du Roy, les aucuns eſ ſieges des bailliages & preuoſté dudit Senlis, & les autres à Compiengne à cauſe de la preuoſté qu'on dit l'exemption de Pierrefons reſſortiffans audit Compiengne. ii.

De l'ancien reſſort dudit bailliage de Senlis eſt le comté de Clermont, au moins la pluſpart d'iceluy, meſmement les chaſtellenies de Clermont, Bulles, Milly, Gournay ſur Arondes, Sacy & Remy, auquel comté y a de preſent baillif nouuellement erigé. iii.

Sous ledit comté de Clermont y a pluſieurs terres exemptes reſeruees à la iuriſdiction du Roy, qui reſſortiront reſpectiuement eſ lieux où d'ancienneté elles ſouloyent & ont accouſtumé reſſortir. iiii.

Chaſtellenies royales eſans dudit bailliage de Senlis. v.

- Senlis qui eſt le ſiege capital. vi.
- Compiengne. vii.
- Crecil. viii.
- Ponthoiſe. ix.
- Chaulmont. x.

Beaumont ſur Oize, de preſent eſtant comté, comme il a eſté d'ancienneté, appartenant a heritage à haut & puiſſant ſeigneur, Anne de Montmorancy, baron dudit lieu, Conneſtable & grand maïſtre de France, à la charge que les officiers dudit comté ſont demourez & demourent royaux. xi.

Verius ad ſumfructum improprie, 78 in. 6. 42. C.M.

Chambly le haut berger. xii

Eſquelles villes & chaſtellenies de Senlis doyuent eſtre reſidens & demourans le baillif dudit Senlis, ſon lieutenant general, & particulier en ſon ſiege dudit Senlis, qui en l'abſence dudit baillif & ſon lieutenant general vie de pareille preeminence & auctorité que ledit lieutenant general, & les aduocat, procureur & receueur ordinaire en chef, auquel lieu de Senlis, qui eſt le lieu capital dudit bailliage de tout temps & ancienneté par ordonnance du Roy noſtre dit ſeigneur & meſſieurs les treſoriers de France dernièrement faite, a eſté accouſtumé connoiſtre, diſcuster & terminer du fait du domaine du Roy de tout ledit bailliage, ſans que les officiers ſubſtituts particuliers eſdites chaſtellenies en doyuent ou puiſſent connoiſtre. xiii.

Et pource que leſdites chaſtellenies de Chaulmont, Compiengne & Ponthoiſe ſont diſtants dudit lieu de Senlis ſiege capital dudit bailliage, l'une de huit lieues, l'autre de dix & l'autre de quatorze lieues ou enuiron. Et pour releuer les ſubiets deſdits lieux, & leur adminiſtrer iuſtice à moindre fraiz & deſpens, A eſté de tout temps & ancienneté ordonné qu'a chaſcune deſdites chaſtellenies & autres deſſus nommees, ſeroit vn lieutenant particulier de mōdit ſeigneur le baillif, qui pourroit connoiſtre de toutes querelles, cauſes & matieres qui pourroient ſuruenir par deuant luy chaſcun iour, tout ainſi que ſi ledit baillif ou ſon lieutenant general & autres officiers y eſtoient reſidens en perſonnes, excepté toutesfois des cauſes & matieres du domaine du Roy & reformation, comme dit eſt. xiiii.

La chaſtellenie de Senlis ſ'eſtend eſ preeminences & droits cy apres declarez autres que n'ont les autres chaſtellenies dudit bailliage. xv.

Preuoſts royaux ſous la chaſtellenie dudit Senlis, le preuoſt forain de Senlis qui eſt le iuge ordinaire de toute la chaſtellenie. xvi

De ladite preuoſté ordinaire ont eſté faites d'ancienneté deux membres pour ſupporter le

Couſtumes du Bailliage de Senlis.

peuple, pource que ladite chaſtellenie eſt grāde: C'eſt à ſçauoir la preuoſté d'Angy, & la mayrie de Brenoulle, qui ſont iuges royaux. xvii.

Le ſiege de ladite preuoſté d'Angy ſe tient à Angy qui appartient au Roy, & au doyen & chapitre de l'eglīſe collegial & chappelle royal ſainct Franbouſt de Senlis par indiuis. xviii.

Audit lieu d'Angy y a Mayre de par le Roy & deſdits de chapitre, au moyen d'une aſſociation que lon dit pieça auoir eſté fait au Roy par leſdits de chapitre. Et par ce ledit mayre eſt reputé iuge royal, mais à preſent ladite mayrie en tout appartient auſdits de chapitre par acquisition n'agueres faite de la portion qui en appartenoit au Roy, à la charge de faculté de rachat perpetuel. xix.

Le ſiege de ladite mayrie de Brenoulle ſe tient audit Brenoulle. xx.

Leſdits preuoſt d'Angy & mayre de Brenoulle n'ont point de connoiſſance de gens d'eglīſe, nobles & communautez, mais ſont reſeruees au preuoſt forain de Senlis, qui comme dit eſt deſſus, eſt iuge chaſtellain, excepté quant auſdits gens nobles & autres deſſus-nommez eſtans de la chaſtellenie dudit Senlis, deſquels le baillif de Senlis & ſes lieux tenans audit lieu auront la connoiſſance, quant aux cas declarez en l'ediſt fait par le Roy ſur la iuriſdiction & reigle des baillifs, ſeneſchaux & iuges preſidiaux, & ſelon iceluy ediſt. xxi.

Leſdits preuoſt d'Angy & mayre de Brenoulle ne peuuent tenir vn priſonnier criminel plus de vingt-quatre heures en leurs mains, ſans le mener és priſons ordinaires dudit Senlis, ſi leſdits preuoſt & mayre n'auoyent cauſe raiſonnable & excuſation, qu'ils ne pourroyent ſi toſt mener ou enuoyer audit Senlis leurſdits priſonniers. xxii.

Leſdits preuoſt d'Angy & mayre de Brenoulle doyuent & ſont tenus faire & parfaire les proces de leurſdits priſonniers criminels és priſons dudit Senlis, & ſont faire les executions criminelles en la iuſtice de Senlis comme la iuſtice de la chaſtellenie, & n'en ont point d'autre. xxiii.

Ledit preuoſt forain de Senlis a connoiſſance des gens d'eglīſe, nobles & communautez, aux reſeruations cy deſſus contenües. xxiiii.

A Senlis y a vn autre preuoſt nommé le preuoſt de Ville, qui n'a que moyenne & baſſe iuſtice & connoiſſance des matieres perſonnelles. xxv.

Sous le nom de moyenne iuſtice ledit preuoſt a & peut auoir connoiſſance de larcin commis en furt, ſans autre circonſtance aggravant, comme crocheterie, ou autre effort. xxvi.

Les fourches patibulaires des hauts iuſticiers doyuent eſtre à deux pilliers, & ſont les lyens par dehors les pilliers en ſigne que leſdits hauts iuſticiers ont regard aux champs, & eſtendue de haute iuſtice & ſeigneurie. xxvii.

Sous la chaſtellenie de Senlis y a les chaſtellenies ſubalternes cy apres declarees, C'eſt à ſçauoir le comté de Beauuais tenu en perrie. xxviii.

L'eueſque & comte de Beauuais a ſon baillif duquel les appellations ſortiffent deuant le baillif de Senlis a l'afiſe & ſiege dudit Senlis, apres en deſcendant de degré en degré, apres les preuoſts royaux qui y ſortiffent, qui cy apres ſeront nommez. xxix.

Ledit eueſque & comte de Beauuais a auſſi ſon preuoſt de Beauuais, & ſi a preuoſts en pluſieurs chaſtellenies de ladite comté, ſergeans & autres officiers, les appellations deſquels ſortiffent par deuant le baillif de Beauuais à ſon aſſiſe. xxx.

Pareillement ledit baillif de Beauuais a connoiſſance des appellations de toutes les ſeigneuries quelles quelles ſoyent tenans en fief de ſadite comté & de leurs officiers. Et ſi aucunes appellations ſont releuees, les cauſes d'appel doyuent eſtre réuoyees par deuant ledit baillif. xxxi.

Ledit baillif de Beauuais iuge en ſon aſſiſe par le conſeil & ordonnāce des hommes de fiefs au peril de ſoixante ſols pariſis d'amende, que payeroient leſdits hommes ſ'il eſtoit dit mal iugé. xxxii.

Iceluy baillif de Beauuais hors aſſiſe en quelque cas, ſoit ciuil ou criminel, en quelque iugement ou exploit de iuſtice qu'il face, iuge au peril de ſoixante ſols pariſis d'amēde ſ'il eſtoit dit mal iugé ou exploité. Laquelle amende ſeroit tenu de payer ledit eueſque & comte de Beauuais, pource que ledit baillif eſt tenu & reputé pour aduoué de ſoy. xxxiii.

Auſſi au bailliage de Senlis y a la baronnie & chaſtellenie de Mello, la baronnie & chaſtellenie de Moncy le chaſtel. xxxiiii.

Le ſeigneur de Mello & le ſeigneur de Moncy ont chaſcun ſon baillif tenant aſſiſe, en laquelle aſſiſe reſſortiffent les appellations de leurs preuoſts & ſergeans, & auſſi des preuoſts, mayres

mayres & sergeans des seigneurs tenans en fief de leurs chastellenies. Et si les appellas ont releué ailleurs leldites appellations se doyent renuoyer par deuant lesdits baillifs. xxxvi.

Les religieux, abbé & conuent de saint Lucian lez Beauuais, ont priuilege & en ioyssent, par lequel ils ont baillif, assise & ressort de leurs subiets & officiers comme les autres baillifs, & sont reputez en ce cas cōme chastellains. Mais il conuient entendre que leur eglise est assise es mettes du bailliage d' Amyés, & leurs seigneuries sont assises en trois bailliages, c'est à sçauoir Amyens, Vermendoys & Senlis. Tous leurs subiets desdits trois bailliages indifferēment sont conuenus en leur iustice ordinaire: & aussi ressortissent à l' assise du baillif de saint Lucian, qui tient son siege en ladite eglise pour tous lesdit bailliages, & sil y a appellations, elles ressortissent par deuant le baillif royal, sous lequel l' appellation est subiette: c'est à sçauoir les subiets du bailliage de Senlis par deuant le baillif de Senlis en assise audit Senlis, les subiets dudit bailliage de Vermendoys par deuant le gouverneur de Mondidier, qui est la chastellenie royale sous qui ils y sont subiets, & les subiets d' Amyens par deuant le baillif d' Amyens. xxxvii.

Les baillifs de Mello, Moncy & saint Lucian iugent par le conseil & ordonnance de leurs hommes de fiefs, aux perils de soixante sols parisis. Et au regard des autres iugemens & exploits ordinaires où lesdits hommes de fiefs ne sont point appelez pour iuger, lesdits baillifs iugent aux perils de telle amende que dessus, dont les seigneurs respōdront tout ainsi que dessus a esté déclaré du baillif de Beauuais.

Preuosts royaux & baillifs subalternes, ressortissent à l' assise de Senlis. xxxviii.

LE preuost forain de Senlis le premier, le preuost d' Angy, le maire de Brenouille, le preuost de Ponts, le preuost de Pōtpoint, le maire d' Angy, & le preuost de la ville de Sélis. xxxix.

Lesdits preuosts de Ponts & Pontpoint ne sont point de la chastellenie de Senlis, & si n'ont point d' assise sur le lieu comme ont Creil, Chambly & autres chastellenies, Mais sont simples preuosts ressortissans à l' assise dudit Senlis. xl.

Ladite preuosté de Ponts est vne preuosté ordōnee au moyen d' vne association que lon dit auoir este faite au Roy par les seigneurs chastellains de Ponts. Et a ledit preuost de Ponts pour le Roy sa connoissance, & ses droits limitez sans riens entreprendre sur les droits du seigneur chastellain. xli.

Ledit seigneur chastellain a pour luy son preuost & officiers, qui pareillement ressortissent à ladite assise de Senlis. xlii.

I Les religieuses, abbesse & conuent de Moncel sont dames vsufructuaires¹ de Pontpoint, & le Roy est le propriétaire, & par leur fondation leur preuost & sergeans sont reputez officiers royaux. Et veut le Roy que tous leurs droits se conduisent en son nom & à ses despens, & soyent officiers royaux. Et ainsi en vsent lesdites dames, & par ce ressortissent en ladite assise de Senlis. xliii.

1. 42. Et tunc clitus vsufructus eius quia peritus est, videtur magis vsus quia red aliquid retinet. C. M.

Lesdits preuosts & sergeans de Pontpoint ressortissent comme dessus en ladite assise de Senlis. xliiii.

Le baillifs de Beauuais, le baillif de Mello, le baillif de Moncy, & le baillif saint Lucian, ensemble tous les sergeans executeurs de leurs commissiōs & exploits ressortissent à l' assise dudit Senlis. xlvi.

Si en ensuyuant les ordonnances royaux les appellans d' vn sergeant executeur comme excedant les termes de sa commissiō, vouloyent releuer par deuant le baillif qui auroit donné ladite commissiō, faire le pourroyent. xlvi.

Les appellans desdits baillifs, preuosts, sergeans & officiers soient preuosts ou sergeans royaux ou subalternes, sont tenus releuer en dedans quarante iours, à compter le iour de l' appellation pour vn iour, & le iour du relief pour vn autre, sur peine de desertion. xlvii.

Lesdits appellans peuuent renoncer à leurs appellations dedās la huytaine du iour de leurs dites appellations, sans amende. xlviii.

Si aucuns appellans subalternes ou subiets des iuges chastellains dudit bailliage ont releué à l' assise dudit Senlis, obmissō medio, ils sont renuoyez de ladite assise par deuant leur iuge d' appel immediat, chascun endroit soy, sil n' y auoit aucuns attempts, ou cause pourquoy on doie retenir la connoissance. xlix.

Les appellations desdits baillif de Beauuais, Mello, Moncy, & saint Lucian se relieuent à l' assise de Senlis, pareillement en dedans quarante iours. l.

La publication de toutes lesdites assises se doit faire du moins quarante iours deuant, &

Coustumes du Bailliage de Senlis.

- publier en iugement, & attacher és lieux publics. li.
- Tous les preuosts & sergeans royaux iugent & exploitent sans danger d'amende. lii.
- Lesdits preuosts & sergeans s'ils soustiennét leur iuge & exploits avec les parties intimees, si est dit mal iugé ou exploité ils payent les despens pour moytié, & aussi ils les acquierent pour moytié s'ils gagnent leur cause, pourueu que lesdits preuosts & sergeans soient intimez és matieres d'appel, ou qu'ils ayent aucun interest notable concernant leur office & droits d'iceux. liii.
- Si lesdits preuosts & sergeans declarent qu'ils se rapportent aux parties de soustenir, ou ne se presentent point, ils ne doyent nuls despens, si ainsi n'est qu'il y ayt abus ou excès pour lesquels ils soient prins à partie, et quels cas ils serót tenus de soustenir leur iuge & exploit à leurs perils & fortunes d'amendes & de despens selon l'exigence des cas. liiii.
- Les fermiers des exploits & amendes de toutes les iurisdicions royales du bailliage, pourront faire la poursuyte en iustice des cas, delicts & malefices dont l'amende excède soixante sols parisis: mais ne pourront compenser de telles amendes que pour le cas & delicts ia cõmis, ne faire ladite composition sinon par forme de condamnation, qu'ils seront tenus faire enregistrer au greffe du iuge des amendes & exploits, duquel ils seront fermiers, & desdites compositions & condamnations ils seront tenus conferer & communiquer aux gés du Roy, lesquels iuges & gens du Roy seront tenus proceder sommairement & de plain esdites matieres, ce qui aura lieu & en sera vsé aux chastellenies & iurisdicions particulieres dudit bailliage de Senlis & comté de Beaumont. li.
- Si en telles causes d'office y a appellation, le preuost fermier est reputé partie intimée pour son interest, parquoy si est dit mal iugé, il est condamné és despens de l'appellant. lii.
- Si les appellans des preuosts & sergeans royaux ont mal appellé ils sont condenez és despens & en l'amende de .lx. sols parisis que prend le preuost fermier chascun en ses termes. liii.
- Les appellans des baillifs, preuosts & iuges subaltes qui relieuent leurs appellations en assise ou dehors par anticipation, si est dit mal appellé, l'appellant de iuge subalterne qui n'est iuge royal est condamné és amendes de son sol appel, c'est à sçauoir en .lx. sols parisis enuers le iuge duquel il est appellé, & autres soixante sols parisis enuers le Roy, qui sont prins & cueillis par le fermier des amendes pour le Roy qui est en la chastellenie de Senlis, le fermier des exploits de la preuosté foraine, lequel prend les dites amendes de soixante sols parisis tant du iuge dudit baillif, que dudit preuost forain. liiii.
- Les appellans des sentences donnees par le preuost de la ville dudit Senlis si est dit bié iugé par ledit preuost, & mal appellé par eux, ou que tel appel soit déclaré desert, ne payeront qu'une amende de soixante sols parisis, qui sera leuee par le fermier des exploits du bailliage, & pareillement des appellations qui seront interiettes du preuost de la ville de Cõpiengne, preuost de la ville de Chaulmõt, & du preuost, mayre de Ponthoise, ce qui aura aussi lieu és autres chastellenies particulieres dudit bailliage & par tout iceluy. lix.
- Par le stil notoire qui est gardé, les appellans soit en assise, ou en iour ordinaire sont tenus de coter le iour de leur appellation & de leur relief pour fonder iugement, sur peine de donner congé de cour qui emportera declaration de la desertion de ladite appellation, & par consequent mal appellé. S'il n'y auoit aucune cause ou excusation apparente pour laquelle le iuge de son office & pour iuste cause suppliait par l'opinion des assistans, & n'y sert de rien de demander absence en cas. lx.
- Le preuost forain de Senlis & autres preuosts en garde qui ne sont fermiers de exploits ne payent aucuns despens. lxi.
- Les iuges, sergeans & officiers subaltes s'ils ont mal iugé & exploité sont cõdemnez en soixante sols parisis d'amende pour leur mal iugé & és despens des parties. Idem des baillifs chastellains qui sont condemnez en pareille amede pour leur mal iugé, mais les iuges royaux, comme le preuost forain de Senlis, le preuost de la villé, le preuost d'Angy ne payent amende de leur mal iugé. lxii.
- Si le seigneur a dõné la sentéce ou fait l'emprisonnemét ou exploit en personne dont il est appellé, & il est dit bié appellé & mal iugé ou exploité, tel seigneur est condéné en telle amende que dessus, comme les baillifs, chastellains, pource que le seigneur est aduoué de soy. lxiii.
- La chastellenie de Compiengne.* lxiiii.
- L** Le lieutenant general de monseigneur le baillif de Senlis va tenir l'assise à Compiengne, & si a empeschement le lieutenant particulier la tient, à laquelle assise ressortissent les preuosts

uoſts qui ſ'enſuyent.

lxv.

Primò, le preuoſt forain de Compiengne qui eſt le iuge ordinaire & preuoſt chaſtellain, comme le preuoſt forain de Senlis.

lxvi.

Le preuoſt de l'exemption de Pierrefons qui tient ſon ſiege audit lieu de Compiengne qui eſt pareillement iuge ordinaire ſur les ſubiets.

lxvii.

Et eſt à entendre que c'eſt de l'exemption de Pierrefons, & dudit preuoſt qui tient ſon ſiege audit compiangne comme le preuoſt ordinaire. Il eſt vray que quand le duché de Valoys fut baillee au duc d'Orleans par empanage, pluſieurs eglifes qui eſtoient de fondatiõ royal audit duché de Valoys, parquoy fut faite ceſte ordonnance d'y commettre vn preuoſt pour le Roy des terres exemptes & admorties, & meſmement des terres aſſiſes en la chaſtellenie de Pierrefons, qui eſtoit & eſt la plus part dudit duché, & où il y a plus de terres d'eglifes royales, & fut aſſis & ordonné le ſiege dudit preuoſt des exempts à Compiengne cõme la plus prochaine ville du Roy. Et au regard d'autres eglifes & terres exẽptes du coſté de Senlis elles demeurent neüement de la preuoſté de Senlis, & encores en iouyt le Roy paĩſiblement, auſſi fait il de tout l'exemption de Pierrefons.

lxviii.

Le preuoſt de la ville de Compiengne a pareille iuriſdiction que le preuoſt de la ville de Senlis, & reſſortit à ladite aſſiſe de Compiengne.

lxix.

Le preuoſt de Marigny & le preuoſt de Thorotte pareillement reſſortiffent à ladite aſſiſe: Auquel lieu de Thorotte le preuoſt de Compiengne tient ſiege & iuriſdiction, chaſcune ſemaine le iedy.

lxix.

Toutes les appellations de tous iuges, ſergeans & officiers ſubalternes reſſortiffent de ladite aſſiſe.

La chaſtellenie de Ponthoiſe.

lxx.

A Ponthoiſe y a pareillement lieutenant particulier. Et y eſt tenué aſſiſe par le lieutenant general comme és autres chaſtellenies.

lxxi.

A ladite aſſiſe reſſortiffent le preuoſt vicontal de Ponthoiſe comme iuge chaſtellain.

lxxii.

Le preuoſt & mayre dudit Ponthoiſe qui eſt en moyenne & baſſe iuſtice comme les autres.

lxxiii.

Le preuoſt de la Villeneufue le Roy, & tous les iuges, ſergeans & officiers de toutes les iuſtices ſubalternes reſſortiffent auſdites aſſiſes, & n'en a point le preuoſt de connoiſſance.

lxxiiii.

Le preuoſt vicontal de Ponthoiſe eſt preuoſt en garde en office, & n'eſt tenu payer aucuns deſpens és cas, & ainſi que dit eſt deſſus du preuoſt forain de Senlis, & a connoiſſance des nobles & autres matieres à luy attribuees par edit ſpecial à luy ottroyé par le Roy & verifié à la cour de parlement à Paris.

lxxv.

Sous ladite chaſtellenie de Ponthoiſe y a la chaſtellenie de l'ille Adam, en laquelle y a aſſiſe & reſſort, & ont connoiſſance de leurs ſubiets par appellations comme les autres baillifs dont cy deſſus eſt faite mention, qui ſemblablement iugent au peril de telle amende que les autres baillifs, & reſſortiffent à ladite aſſiſe de Ponthoiſe.

lxxvi.

Les appellans & intimez ſont tenus releuer & pourſuyuir leurs appellations comme deſſus.

lxxvii.

Auſſi les ſeigneurs, leurs iuges & ſergeans iugent ſous les perils d'amendes & de deſpens, tout ainſi que cy deſſus eſt déclaré.

lxxviii.

Toutes les appellations interiettees dudit baillif de Senlis ou ſes lieux tenans en tous leſdits ſieges, ſoit en aſſiſe ou hors aſſiſe, reſſortiffent en parlement aux iours ordinaires du bailliage de Senlis.

De la chaſtellenie de Chaulmont.

lxxix.

Vdit Chaulmont y a ordinairement lieutenant particulier comme és autres chaſtel-

A lenies, & y va pareillement le lieutenant general tenir aſſiſe ſil n'a empẽchement, ſous laquelle chaſtellenie ſont les preuoſts & baillifs qui ſ'enſuyent.

lxxx.

Primò le preuoſt forain de Chaulmont qui eſt iuge ordinaire & preuoſt chaſtellain, & a vn ſiege au village de Maigny, pource qu'une portion de pays nommé à preſent leſcroiſſement de Maigny, eſt de preſent & dès long temps adioint avec & ſous ladite chaſtelle-

AA ij

Costumes du Bailliage de Senlis

nie de Chaulmont, à cause que c'est loing de Senlis, & qu'on en veut faire preuosté & siege à part. lxxxi.

Le preuost de la ville de Chaulmont a moyenne & basse iustice comme les autres de Senlis, & Compiengne, & ressortist à ladite assise. lxxxii.

Le baillif de la Roheguyon est sous la chastellenie de Chaulmont, & y ressortist en assise, & iuge sous tel peril de l'amende, comme les autres baillifs chastellains dudit bailliage de Senlis. lxxxiii.

Ledit baillif a son assise & ressort & connoissance de ses preuost, sergeans & subiets en telle condition & ainsi que cy dessus est déclaré, tant en amende que des despens.

Comté & bailliage de Beaumont sur Oyle maintenus par le procureur du Roy au bailliage de Senlis estre chastellenie ancienne dudit bailliage de Senlis. lxxxiiii.

Audit comté y a baillif qui a ses lieutenans & autres officiers pour le Roy, & a droit d'assise où ressortissent le preuost royal dudit Beaumont, ensemble les appellations des sergeans avec les baillifs chastellains & iuges subalternes dudit comté. lxxv.

Dudit comté sont les chastellenies de Perfont & Meru ressortissant par appel en l'assise dudit Beaumont, les baillifs desquelles chastellenies iugent à peril d'amède, & sont tenus soustenir leur iuge comme dessus.

La chastellenie de Creuil. lxxxvi.

Ledit baillif de Senlis ou son lieutenant tient pareillement l'assise audit Creuil, à laquelle ressortist le preuost de Creuil, qui a toute connoissance ordinaire, pource qu'il est seul preuost. lxxxvii.

Aussi y a aucunes mayries royales comme la mayrie de Montataire, saint Queulx & autres en maniere de sergeans fieffez, & n'est pas grand chose, & les seigneurs subalternes ressortissent à ladite assise, & illec n'y a autres sergeans que ceux qu'y commet le sergeant fieffé par priuilege qu'il a, mais il n'en peut commettre que iusques au nombre de trois. C'est à scauoir deux à cheual & vn à verge, qui sont instituez par le baillif de Senlis ou son lieutenant, & tenus & reputez sergeans royaux. lxxxviii.

Les hommes des fiefs de ladite chastellenie sont assistans & iugeas pour ledit baillif à leurs perils de telle amende que les autres dont dessus est parlé, pource que depuis aucun temps, comme deux cens ans ou enuiron, ladite chastellenie a esté renuoyee en la main du Roy. Et au réps qu'une partie estoit en la main de feu messire Porrus de la Vercines, qu'on dit qui confisqua, lesdits hommes de fiefs y estoient tenus seruir, & depuis y a esté ainsi continué. lxxxix.

Les preuosts, mayre, sergeans, appellans & intimez sont tenus eux conduire & se reiglent en leurs appellations, condempnations d'amendes & despens, comme il est déclaré cy dessus, selon la preuosté de Senlis. xc.

Chambly est vn petit siege où ledit lieutenant va tenir assise, & y a aussi lieutenant particulier ordinaire sur le lieu. xci.

A l'assise de Chambly ressortist le preuost dudit Chambly, ses sergeans, & aucuns subiets de ladite seigneurie qui est de petite estendue. xcii.

Ladite seigneurie de Chambly appartient en vsufruict ausdites religieuses du Moncel, & au Roy en propriété pour les causes & ainsi qu'il est dit cy dessus, touchant la seigneurie de Pontpoint, & sont au surplus les appellans & appellations de pareille condition d'amende & despens que dessus.

Des droits appartenans aux seigneurs chastellains. xciii.

Avn seigneur chastellain outre vn haut iusticier appartient assise & ressort de ses preuost, ou gardes de iustice ses subiets par deuant son baillif en cas d'appel, & autrement par reformation il a seel authentique, tabellion, droit de marché, & aucuns ont droit de trauers, prieuré ou eglise collegial, hostel Dieu & maladerie, tour & chastel sil luy plaist fort & pont leuis. xciiii.

Item les subiets de toute la chastellenie sont bien conuenus par deuant son preuost, chastellain ou baillif, lesquels neantmoins sont tenus les renuoyer qu'ad ils en sont requis suffisamment par vn seigneur son subiet ayant haute iustice sous luy, sinon toutesfois que le demâdeur se rapporte de sa demande au serment du deffendeur. Auquel cas le iuge chastellain en cōnoistra sans ce qu'il soit tenu en faire aucun renuoy. xcvi.

Item

Item tel baillif dudit seigneur chastellain peut reformer en tout temps, aussi bien en assise que dehors, les iuges & officiers, hauts, moyens & bas iusticiers subiets à sa chastellenie, des abus par eux commis, & pareillement ses vassaux à ce appellz. Les autres peres & compagnons qui sont subiets à assister és iugemens de la iustice dudit seigneur chastellain avec lesdits vassaux qu'on veut reformer. Aussi le sergeant executeur du baillif ou preuost chastellain est tenu demander assistance au haut iusticier ou ses officiers, mais quand ledit baillif, ou preuost ou leurs lieutenans besongnent en personnes és termes de ladite chastellenie, ils ne sont point tenus demander assistance. Neantmoins vn sergeant seul en l'absence de tel iuge peut sans assistance prendre vn delinquant, & sa prinse faite auant le trāsporter, le notifier, à tel haut iusticier, ou son iuge pour oster les abus qu'ils pourroient cōmettre, & sont tenus lesdits pers & compagnons iuger à leurs perils & fortunes & danger de telle amende que dessus enuers le Roy, en tous les proces des assises & autres si à ce faire ils sont appellez par le seigneur chastellain ou son baillif. Et où ils ne sont appellez, tel baillif est aduoüé de soy mesmes de iuger au dāger du seigneur chastellain sous telle amende.

Des cas appartenans à haut iusticier.

xcvi.

MEurtre, rapt, boutefeu, peché contre nature, de toutes batures & mutilures faites de fait a guet & de propos deliberé sans port d'armes, & maximé à la requeste & priere d'autrui, par don, promesses ou autre chose, de tous ports d'armes, de chaulde colle, la connoissance en appartient au haut iusticier si le cas n'est que la connoissance en doyt appartenir au Roy ou les officiers, ainsi comme dit est. Il a semblablement en sa seigneurie & haute iustice regard sur les mesures. Fait mesurer & estalonner les poix & mesures dont lon vse en sadite haute iustice. Il fait faire tous cris publiques, donne congé de pēdre pris & ioyaux pour iouer à la paulme, aux barres & autres ieux: asseoir bornes: & punir les arracheurs d'icelles bornes pour gagner terre, a regard & connoissance sur les voyries. Il a semblablement connoissance des auluens sur rue, & ne peut aucun picquer, houer, abatre ou emonder arbres sur la voyrie sans son congé ou licence, & apposer bornes entre iurisdicions & terrouers de seigneurie. Il peut donner congé de mettre auluens, enseignes de tauernes & autres exploits. xcvii.

Le haut iusticier a connoissance des espaves, cōfiscations & tresors trouuez en sa iustice, & viennent à son profit, sur lequel droit de confiscation, le moyen iusticier doit prendre soixante sols parisis pour son droit d'amende sur ses iusticiables, quand il en fait diligence. xcviii.

Le haut iusticier a congnoissance de punition corporelle, comme d'abscision de membre, fustigation, bannissement de sa terre & seigneurie, releguer à tēps, de porter ou bannir à tousiours, & faire declaration de confiscation. xcix.

Le haut iusticier connoist des cas criminels qui sont de sa iurisdiction, de toutes causes reelles & possessoires dessus declarees & ciuiles, passer les decrets en sa cour, pourueu que les cryees ayēt esté publiees au lieu de sa seigneurie par son adiugé, nō pas par obligation de seel royal, pource que de tel seel il ne peut auoir connoissance. c.

Il loist a vn haut iusticier de saisir ou faire saisir & mettre en sa main tous les heritages estās és fins & mettes de sa iustice pour contraindre les detenteurs desdits heritages à monstrier & enseigner à quel tilre ils les tiennent & possèdent. ci.

Item si les detēteurs & possesseurs desdits heritages s'opposent audit arrest, ledit arrest seruira seulement par adiournement. Et pendant le proces lesdits detenteurs & possesseurs iouyront desdits heritages ou heritage saisis, & posé ores qu'il fust & soit notoire que ledit heritage ou heritages saisis comme dit est, fussent situez & assis és fins & limites de la haute iustice dudit seigneur haut iusticier. cii.

Item si au moyen dudit arrest & saisie, au regime & gouuernement desdits heritages saisis ya commissaire ou commissaires ordonnez, & si ledit commissaire est poursuiuy pour rendre compte de l'administration desdits heritages saisis, & le detenteur & possesseur s'oppose audit arrest, & à ce est receu, ladite poursuyte cessera à l'encontre dudit commissaire, & aura ledit detenteur & possesseur main leuee, & tournera la matiere en action. ciii.

Item il loist au haut iusticier mettre en sa main tous les heritages & biens vaccans qui ne sont tenus n'occupez par les proprietaires ne de leur consentement & iouyr d'iceux heritages & biens vaccans iusques à ce qu'aucun propriétaire s'appare. Mais par ladite coustume sur iceux biens vaccans les creanciers seront payez de leur deu où ils feront vendre & decreter iceux heritages & biens vaccans. ciuii.

Couſtumes du Bailliage de Senlis

Item aucun ne peut proceder ou faire proceder par voye d'arrest ou main miſe de fait ſur le corps & biens d'autruy ſ'il n'a ſur luy & ſes biens obligation,condemnation ou choſe priuilegiee qui le vaille. cv.

Item droit de trauers eſt droit ſeigneurial de haute iuſtice,& les exploits qui en ſont faits à la conſeruation dudit droit ſont tenuz & reputez exploits de haute iuſtice,Auquel appartient la punition & correction des tranſgreſſeurs dudit droit de trauers,& non pas au moyen & bas iuſticier. cvi.

Item à haut iuſticier d'aucun lieu appartient à faire faire le cry le iour de la feſte dudit lieu, prendre & faire prendre,punir & corriger les malſaiçteurs,les punir criminellement, donner congé de faire pendre pris pour iouer à la paulme,aux barres & autres ieux & aſſemblees licites,honneſtes & raiſonnables,appeller ou faire appeller à ban les delinquans , quand ils l'ont deſſeruy,ſaiſir biens,faire inuenter,pendre,traifner,fuſtiger,eſſoriller,pillorifer,eſcheller,faire bourrages,limites & ſeparations de ſeigneuries & autres grans exploits. cvii.

Item aux ſeigneurs haults iuſticiers ayans droit de gruerie & garenne,appartient la paifſon & panage des boys aſſis en leurs terres & ſeigneuries eſtans dedans les fins & mettes de leur haute iuſtice & gruerie,avec la chaffe aux gros & non pas aux moyens & bas iuſticiers.

Des cas appartenans au moyen iuſticier.

cviii.

LE moyen iuſticier eſt termes de ſa iuſtice a connoiſſance & peut connoiſtre de delier,d'arracher bornes & limitation de terres,& auſſi de mettre bornes en terre de voiſins, & non point de limitation de iuſtice ou ſeigneurie. cix.

Le moyen iuſticier a cōnoiſſance de celuy qui a batu autruy iuſques à ſang & playe ouuerte incluſiué de poing garny. cx.

Le moyen iuſticier connoiſt auſſi de celuy qui a donné coups ourbes de chaulde colle ſans toutesfois prendre or,argent, ou choſe promiſe,& ſans propos deliberé, ne de fait preco-gité. cxii.

Le moyen iuſticier peut auoir priſon fermee,ſeps,anneaux pour mettre & tenir en ſeurté les malſaiçteurs,& les punir ſi meſtier eſt. cxiii.

Le moyen iuſticier peut donner tuteurs & curateurs de ſes ſubiets aux mineurs ſes hoſtes & ſubiets,contraindre leſdits tuteurs & curateurs à faire la ſolennité en tel cas requis & faire inuentaire. cxiiii.

Le moyen iuſticier a la connoiſſance de ſa main brifee,du champart emporté,de ventes reelles,de ſoy mettre en heritage vendu ſans ſaiſine & les amendes à ce ordonnees iuſques à ſoixante ſols pariſis. cxv.

Il a auſſi connoiſſance d'vn laid diçt,ou iniure faite en iugement par deuant ſon preuoſt ou garde de iuſtice. cxvi.

Le moyen iuſticier peut auoir maire ou garde de iuſtice, ſergeans & promoteur d'office, pour exercer ſadite iuſtice. cxvii.

Item ſi le ſubieçt de moyen & bas iuſticier eſt conuenu ou adiourné par deuât le iuge royal, iuge chaſtellain,ſubalterne ou autre haut iuſticier pour raiſon des cas & matieres dont la connoiſſance audit ſeigneur moyen & bas iuſticier & tel ſubiet eſt requis par ſon ſeigneur ou ſon procureur,ledit iuge chaſtellain ou haut iuſticier ſeront tenuz en faire renuoy par deuant le mayre ou garde de iuſtice dudit moyen & bas iuſticier,ſauf que ſi la partie demãderelle ſe ſubmettoit au ſerment du deffendeur,& que la matiere ſe peut expedier ſur le champ,auquel cas n'en ſeroit fait aucun renuoy. cxviii.

Item vn moyen & bas iuſticier ne peut faire bourrage ne ſeparation de terrouer,iuſtice & ſeigneurie de ſoy meſmes,mais ce appartient aux haults iuſticiers & nō à autres de faire,bourrage,limites & ſeparations des ſeigneuries,comme dit eſt deſſus. cxix.

Item le moyen & bas iuſticier peut prendre beſtes en preſent meſfait ſur les heritages eſtans en ſa ſeigneurie,pareillement prendre & arreſter priſonniers ceux qui cueillent fruits en autruy heritage,ſaiſir & mettre en leurs mains heritages eſtans en leur cenſue par faute de cens non payé,prendre ceux qui ont brisé la main de iuſtice,auoir connoiſſance de chãpart emporté. c.

Item le moyen iuſticier peut aſſeoir ou faire aſſeoir en ſon terrouer entre ſes ſubiets & entre deux voiſins bourrés & ſeparations.

Des

Des bas iusticiers & des cas à eux appartenans, & desquels le moyen iusticier a la connoissance. cxx.

Pareillement le bas iusticier, a connoissance des meubles de battre autrui, sans sang & sans poing, garny de vilaines paroles & iniures entre ses suiets & hostes. cxxi.

Item peut aussi mettre bornes entre deux sentiers, entre champs & terres voisines entre diuers heritiers les suiets. cxxii.

Item auoit connoissance de sa censiuue, condamner ses suiets en amende par faute de cens non payé. cxxiii.

Item faire arrester & mettre brandons sur les terres, par faute dudit cens non payé, commettre commissaires à icelles terres arrestees, comme dit est. cxxiiii.

Item auoit connoissance de sa main brisée de champart emporté, dont l'amende est de soixante sols parisis. cxxv.

Item peut prendre forage, rouage, vientrage, des vins & autres breuuages vendus, & les amendes qui en dependent, ou en sa terre il a ce droit.

Des successions des fiefs & autres heritages roturiers, & biens meubles. cxxvi.

Quand aucun va de vie à trespas, & il delaisse plusieurs enfans ou enfans de ses enfans, ses heritiers en ligne directe masles ou femelles, le masle aîné, pour son droit d'aînesse, aura & emportera les deux parts des fiefs & demeurez du decés de ses pere ou mere, ayeul ou ayeulle ou autre en ligne directe, par tout le bailliage de Senlis & anciens ressorts d'iceluy, en ce qui est dela la riuere Doize, non compris la chastellenie de Ponthoise où y a coustume locale cy apres contenuë & declaree, avec vn principal manoir en chacune desdites successions & le iardin (si iardin y a) iusques à deux arpens, si tant en y a, & si n'y a manoir ne iardin, aura le vol d'un chapon, estimé à vn arpent de terre en fief, & les autres enfans auront le tiers seulement, sans que l'aîné prenne aucun droit audit tiers. cxxvii.

Item es fiefs estans deça la riuere Doize, comme venant de Creil, Beaumont & Compiengne audit Senlis, tirant au pays de France & de Valois, excepté en ladite chastellenie de Ponthoise comme dit est, ledit masle aîné n'aura que la moitié avec le principal manoir, & vn iardin, si iardin y a, iusques à deux arpens, si tant en y a, & si manoir & iardin n'y a, aura le vol d'un chapon, estimé à vn arpent de terre le plus prochain dudit manoir, & les autres enfans l'autre moitié, & neantmoins ne pourra ledit aîné en chacune desdites successions, auoir ne prendre qu'un principal manoir, soit deça ou dela ladite riuere Doize. cxxviii.

Item si n'y a que deux enfans, c'est à sçauoir deux fils ou vn fils & vne fille, le fils aîné, tant de ça ladite riuere que dela, desdits fiefs aura lesdites deux parts & par preciput, & oultre aura le principal manoir, ainsi qu'il s'estend & comporte en la closture avec le iardin, si iardin y a, iusques à deux arpens, si tant en y a, & si manoir & iardin n'y a, aura le vol d'un chapon, estimé à vn arpent enuiron ledit manoir, & l'autre tiers appartiendra à l'autre fils maisné ou fille. cxxix.

Item par la coustume locale de la chastellenie de Ponthoise, si homme ou femme noble, ou autre, tenant & possédant fiefs ou arrieriefiefs nobles, va de vie à trespas, delaisse plusieurs enfans masles & femelles, ou tous masles, ses enfans legitimes & naturels, le fils aîné, soit qu'il y ait filles plus anciennes que luy ou non, aura & doit auoir pour son droit d'aînesse, & succession en iceux fiefs & arrieriefiefs, qui appartiennent à sesdits pere & mere ou aucun d'eux, ou de ses ayeul ou ayeulle, ou au dessus en ligne directe, les deux parts dont les trois font le tout desdits fiefs ou arrieriefiefs, & outre ce que dit est, iceluy fils aîné, aura & doit auoir le principal & maistre manoir entierement avec le clos du iardin, s'il est au pourpris dudit manoir, & sans que les puisnez ayent quelque chose audit maistre manoir, & aux puisnez tous ensemble soiēt fils ou fille, ou plusieurs appartient, chacun pour teste, & par égal portion, l'autre tiers desdits fiefs, arrieriefiefs, & terres & seigneuries. cxxx.

Item si avec ledit manoir principal, qu'à prins & choisi le fils aîné, & qu'il doit auoir par ladite coustume, n'y a iardin tenant audit manoir, il a & doit auoir au lieu dudit iardin le vol d'un chapon, estimé à vn arpent de terre. cxxxi.

Item entre filles n'y a point de droit d'aînesse, & par ce si dudit trespas n'y a que filles, deux, trois, ou plusieurs, & il y a fiefs, la fille aînée, n'aura pas plus de prerogatiue en ladite succession que les autres maisnées, & n'en emportera plus l'aînée que les autres. cxxxii.

Item les puisnez peuuent releuer leurs parts & portions de leur aîné, ou du seigneur prin-

AA iij

I 126. Non distinguit an feudum mobile vel rurale, ergo idem. Consultus fui de hac. q. sub hac consuetudine. Rusticus habet domum & hortum non contiguum contiguum duo in genera, omnia in censum, exiit cu domino directo ut hac deinceps, no in censum, sed in feudum tenentur, & fecit ei fidelitatem & homagium & dimmeramentum dedit, receptu. postea dicta domum edificando auget ultra 200. aureos, & moritur relictis pluribus filiis Respon. quod primogenito spectat tota domus iure precipui, nec tenetur aliquid refundere de in edificatis. Sed non lucratur hortum in totum quia non est contiguus, quānu in dimmeramento ponatur ut hortus domus quia attenditur veritas, & sic habet tantum bensem horti. C.M.

Coustumes du Bailliage de Senlis

principal lequel que bon leur semble pour la premiere fois, sans payer finance aucune pour le rachat des fiefs dont est deu finance, & des fiefs dont est deu finance, seront tenus les puisnez de rembourser l'aisné, à pro rata, pour leur contingente portion, quand ledit aisné aura releué le tout du principal seigneur feodal: mais si iceluy fief eschet à fille & qu'elle soit marice, pource que son mary est personne estrange, il payera plein relief au seigneur feodal. cxxxiii.

Item, quand à ladite succession n'y a que terres & heritages roturiers, soient propres acquests ou conquests & meuble, & en icelle y a plusieurs enfans, tant masles que femelles, soient deux, trois, cinq ou six ou autre plus grand nombre, lesdits enfans viennent également à ladite succession de pere & de mere ayeul ou ayeulle, sans y auoir quelque droit de prerogatiue d'aisneesse. cxxxiiii.

En ligne collateral filles ne succedent point és fiefs, où en pareil degré y a hoir masle, comme de frere & soeur, cousins & cousines, soit entre nobles ou non nobles, le masle emportera tout, & n'y ont rien les femelles, posé ores qu'elles soient aisnees du masle. cxxxv.

Item, femmes & filles succedent és fiefs en ligne collateral, quand elles sont plus prochaines en degré de consanguinité, & excluent les masles qui ne sont en si prochain degré de consanguinité, comme elles sont. Et quand il n'y aura que filles, elles succederont également en ligne directe, comme dit est. cxxxvi.

Item, si y a plusieurs freres ou cousins en vn mesme degré de lignage, lesdits fiefs ainsi escheus en ligne collateral, se partiront teste à teste entr'eux sans prerogatiue de droit d'aisneesse, lesquels freres & soeurs preferont d'vn degré lesdits cousins. cxxxvii.

Item, en ligne collateral où il y a plusieurs masles en vn mesme degré succedans en fiefs, tels fiefs se diuisent également entr'eux teste à teste, sans prerogatiue d'aisneesse. cxxxviii.

Item, en ligne collateral en autres heritages que fiefs, soient propres acquests, conquests immeubles ou meubles, lesdits heritages, biens, meubles & successions se partiront entr'eux, tant masles que femelles teste à teste, sans quelque droit ne prerogatiue d'aisneesse. cxxxix. 1

Item, en succession de ligne directe representation à lieu, c'est à sçauoir la fille ou fils du frere¹ représenteront leur pere trespassé, à l'encontre de leur oncle ou tante, en la succession de leur ayeul ou ayeulle. cxl.

Item, en ligne collateral representation n'a point de lieu.² cxli.

Item, en ligne directe si vn fils ou fille, va de vie à trespas, sans hoirs de son corps, à iceluy ou celle succedera le pere ou mere, ayeul ou ayeulle quant aux meubles, acquests & conquests immeubles. Et quant aux propres heritages, les freres, soeurs ou autres qui seroient les plus prochains du trespassé du costé & ligne desquels ils sont aduenus au trespassé succederont, pource que les propres ne remontent point, à la charge de payer par celuy qui aura & prendra les meubles, acquests & conquests les debtes mobiliaries, & les obseques & funerailles du defunct. cxlii.

Item, le mort saisist le vif son plus prochain heritier habille à luy succeder, lequel par ladite coustume est saisi de tous les biens meubles & immeubles demeurez du deces du trespassé, pour d'iceux en iouyr comme vray heritier. cxliii.

Item, homme & femme conioints ensemble par mariage, ne peuent par testament ou ordonnance de derniere volonté leguer, donner ou laisser aucune chose l'vn à l'autre, soit qu'il y ait enfans ou non. cxliiii.

Item, homme & femme conioints ensemble par mariage, peuent faire l'vn à l'autre don mutuel de tous leurs biens meubles, acquests ou conquests immeubles, pourueu qu'ils n'ayent aucuns enfans, & qu'iceux conioints soient égaux en aage & cheuance, à la charge que le suruiuant, sera tenu de payer & acquiter les debtes mobiliaries deuës au iour du trespas du defunct, avec les obseques & funerailles dudit defunct en acceptant ledit don mutuel. cxlv.

Item, quand l'vn des deux, conioints ensemble par mariage, soient nobles ou non nobles, va de vie à trespas, les biens meubles, acquests & conquests immeubles, faits durant & constant leur mariage, se diuisent & partissent également entre le suruiuant & les heritiers du trespassé, à la charge de payer chacun par moitié les debtes personnelles & mobiliaries. cxlvi.

Item entre nobles, conioints ensemble par mariage, le suruiuant peut prendre & appre-

1 139. Idem dico de nepotibus vel neptibus in infinitum, quicquid voluerit retus consuetudo, qua denegabat representationem, qua tamen poterat reservari, & reservata vni filiorum videbatur reservata omnibus, Accidit quod vni filiorum vel filiarum cui non reservatum in tractatu sui matrimonij, nec alius, praemortuus est relicto nepotibus, deinde vni filiorum reservatur qui moritur, relicto liberis, deinde moritur patris, filij & nepotes mortuorum post reservationem apertam voluit excludere nepotes mortui ante illam reservationem, Respō. & simul admittuntur per tex. in authen. de app. col. 4. ad fi. ex l. posthumus. §. ex huius. D. de institut. testa. Et ita indicatum per arestum, pronuntiatum vigilia sancti Mathiae. Ann. 1545. C. M.

2 140. Quidam sine liberis obiit sub hac consuetudine relicto quatuor patris, & quatuor nepotibus & duabus neptibus ex sorore, Respon. quo ad mobilia ubicunque sita (quia sequuntur domicilium persona) omnes veniunt aequaliter. Idem de immobilibus acquisitis sub hac vel simili consuetudine: secum in consuetudine Valensi vel simili ubi soli nepotes & neptes viriliter. Quantum vero ad quæstia per patrem defuncti vel eius matrem, quia sunt facta propria in linea acquirentiu, patris nihil habent qui non sunt de linea, sed soli nepotes qui sunt de linea. Quantum ad propria avi vel avie defuncti, omnes in capita debita solvantur viriliter etiam si non sint aequales l. i. C. si cert. pata. Sic omnia debita activa habent aequaliter. ad hoc infra §. 149. C. M.

Item

hender les meubles demeurez du deces du trespassé, en payant les debtes deuës au iour du trespas, obseques & funerailles du trespassé. cxlvii.

Item vn noble homme, allé de vie à trespas, sa femme suruiuant, peut renoncer aux meubles & acquests par eux faits durant & constant leur mariage incontinent: c'est à sçauoir dedans trois mois du iour du trespas: & en ce faisant, elle demourra quitte des debtes personnelles que deuoit son feu mary, au parauant le mariage, & que tel trespassé auoit fait durant & constant leur mariage, esquelles elle ne se seroit point obligee. cxlviii.

Item l'executeur ou executeurs du testament d'un trespassé, sont saisis des biens meubles dudit testateur, iusques à la concurrence dudit testament, pour iceluy accomplir dedans l'an & iour. cxlix.

Item les heritiers d'un trespassé sont tenus des faits, promesses & obligations d'iceluy trespassé, chacun pour telle part & portion qu'ils en sont heritiers. cl.

Item, quand aucun habille à estre heritier d'un trespassé, s'immisce & prend de la succession dudit trespassé, ou prend & applique à son profit, iusques à la valeur de cinq sols parisis, il est tenu & réputé vray heritier du trespassé, & comme tel peut estre vallablement pourfuyui par les creanciers dudit trespassé. cli.

Item, quand aucuns enfans ont esté mariez des biens communs de leur pere & mere, ayeul ou ayeulle, & l'un d'eux, soit le pere ou la mere, ayeul ou ayeulle, va de vie à trespas. Si iceluy enfant ou enfans ainsi mariez, veulent venir à la succession de tel trespassé, avec les autres enfans non mariez, faire le pourront en rapportant la moitié de ce qu'il leur a esté donné en mariage, ou autrement aduantagez, ou moins prenant des biens desdites successions: & si tous deux, c'est à sçauoir les pere & mere, ayeul ou ayeulle estoient decedez, tels aduantagez rapporteront le tout, ou prendront moins desdites successions, comme dessus. clii.

Item, si l'un des deux nobles, conioint par mariage, ayans enfans mineurs, va de vie à trespas le suruiuant desdits deux conioints, pourra auoir & accepter la garde noble desdits enfans, & en acceptant ladite garde, ledit suruiuant aura, & à luy appartiendra les meubles de tels mineurs, & si iouyra de leurs heritages, & fera les fruits siens durant ladite garde noble, tant & si longuement qu'il se tiendra en viduité, sans payer quelque droit de relief, en offrant les foy & hommage au seigneur seulement avec le chambellage selon la nature du fief, par ce que de pere à fils ou fille non mariee, n'y a que la bouche & les mains, sinon es lieux esquels reliefs sont deus, à la charge de garder, nourrir & entretenir lesdits mineurs bien & honnestement, iceux faire instruire selon leur qualité, estat & vacation, d'entretenir leurs maisons & heritages, & les rendre en aussi bon estat, qu'ils estoient, quand il print ladite garde noble, payer les debtes mobilières & arrerages de rente, testament, obseques & funerailles, acquitter lesdits mineurs, bien regir & gouverner leurs iustices, & soustenir les proces aux despens dudit gardien. Et quant à l'ayeul ou ayeulle, n'auront ladite garde noble: mais pourront accepter l'administration desdits mineurs & de leurs biens, comme tuteurs & curateurs, si à ce ils sont esleus. cliii.

Item, garde noble, se doit accepter en iugement. cliiii.

Item, tel gardien noble, apres ladite acceptation, en dedans trois mois, à compter du iour d'icelle acceptation, sera tenu de faire voir & visiter bien & deuëment, & par gens experts, qui en feront rapport en iugement, tous & chacuns les maisons & edifices desdits mineurs, desquels il aura accepté ladite garde, afin que ladite garde noble finie, on puisse connoistre, si les aura entretenus & rendus en l'estat suffisant, & pareil, qu'ils estoient lors de ladite visitation. Et neantmoins sera tenu ledit gardien noble, faire les menuës reparations & autres, dont est tenu vn vsufructier, durant ladite garde noble, & ce sur peine de foy rendre comptable des fruits & leuees des heritages desdits mineurs. clv.

Item, vn enfant noble, male, est réputé aagé à vingt ans & vn iour, & vne fille à seize ans & vn iour, toutes-fois n'est permis l'alienation d'aucun immeuble, iusques à aage de droit, qui est de vingt-cinq ans accomplis. clvi.

Item, en ligne directe en matiere de fief, comme de pere à fils, n'est deu aucune finance pour droit de relief: mais seulement bouche & mains, avec le chambellage, qui est selon la nature dudit fief, excepté les fiefs des chastellenies de Ponthoïse & Chaulmont, qui se relieuent de toutes mains & mutations, excepté aussi les chastellenies de Mello & Moncy le Chastel, & les fiefs qui en dependent, qui pareillement se relieuent de toutes mains & mutations, tant en ligne directe que collateral. clvii.

Couſtumes du Bailliage de Senlis

Item & en ligne collateral, ceux à qui eſcheent leſdits fiefs, doivent plein relief au ſeigneur, dont les fiefs ſont tenus & mouuans, avec les droits de chambellage. clviii.

Item droit de relief, eſt du reuenir d'une année pour vne fois, & ſe doit offrir par le vaſſal au ſeigneur feodal, en ſa perſonne, en ſa ſeigneurie, ou au chef lieu dudit fief ſeigneurial en ceſte maniere, C'eſt à ſçauoir vne ſomme de deniers pour vne fois, ou de trois années l'une, laquelle il choiſira & declarera, ou le dict des pers, qui ſont les vaſſaux du ſeigneur feodal, tenans de luy fief de pareille nature & condition, au cas que ledit fief ou arrierefief, n'auroit eſté eſtimé ou apprécié par le pris du fief, ſoit eſperons dorez ou autre choſe. Et ſi le ſeigneur prend & choiſit le dict des pers, & les pers par leur appointment, diſent que l'offre de la ſomme eſtoit raifonnable, la ſentence, appointment & deſpens deſdits pers, ſera aux deſpens du ſeigneur, ſi contra, ce ſera aux deſpens du vaſſal. clix.

Item en matiere de fiefs, incontinent apres le trespas d'un vaſſal, le ſeigneur feodal, peut faire ſaiſir & mettre en ſa main & en la main du ſouuerain en confortant la ſienne, les fiefs, terres & ſeigneuries nobles, tenus de luy, par faute d'homme, droits & deuoirs non faits. Et les xl iours paffez apres ledit trespas, peut regaler leſdits fiefs & faire les fruits ſiens, depuis le iour de la ſaiſie, au cas que dedans les quarante iours apres ledit trespas, le vaſſal n'aura fait les foy & hommage au ſeigneur feodal, ſatisfait des droits ſeigneuriaux, ou fait les offres pertinentes. clx.

Item, aucun ne peut eſtre heritier & legataire enſemble : mais celuy à qui ſeroit fait aucun laiz, ſe peut tenir à ſon dit laiz, & renoncer à la ſucceſſion dudit deſunct, ſi bon luy ſemble. clxi.

Item, quand aucun enfant, eſt aduantage en mariage, ou autrement par donation, faite entre viſs, par ſes peres ou meres, ou autre en ligne directe, tel aduantage, ſe peut tenir au tranſport à luy fait, ſans ce qu'il puiſſe eſtre contraint venir à ſucceſſion, & rapporter tel aduantage. Neantmoins tel aduantage en foy tenant audit aduantage, ſera tenu de ſupplier à ſes autres freres & ſœurs, iuſques à la concurrence de leur legitime, ſi le reſte deſdits biens n'eſtoit ſuffiſant pour le ſupplement de ladite legitime lors du decès du donataire, & quant à ce, ſeront leſdits biens donnez & aduantagez, deſlors affertz & hypothequez, iuſques à la concurrence d'icelle legitime. clxii.

Item, les propres heritages d'un deſunct, retournent touſiours aux plus prochains parens du coſté & ligne dont ils viennent, poſé ores qu'ils ne ſoient ſi prochains au trespasſé que d'autres, comme les heritages venus au trespasſé du coſté de ſon feu pere, iront aux heritiers dudit deſunct de ſon dit pere, & ceux du coſté de ſa feuë mere, aux heritiers du coſté de ſadite mere. clxiii.

Item, les heritiers d'un trespasſé, peuuent eſtre pourſuyuis perſonnellement des faits, promeſſes & obligations du trespasſé, pour telle part & portion qu'ils ſont heritiers, & hypothequairement pour le tout, ſuppoſé qu'aucun des heritiers, pour le droit d'aiſneſſe, ait plus grande portion que les autres deſdits biens de la ſucceſſion, & n'en eſt point tenu l'aiſné plus que l'un des autres. clxiiii.

Item, hypotheque à lieu par tout le bailliage de Senlis, & ne ſe diuiſe point. clxv.

Item, institution d'heritier audit bailliage n'a point de lieu, pource que ledit bailliage & ancien reſſort, ſont en pays couſtumier. clxvi.

Item, en vne ſucceſſion, où il y a fils & vne fille ou pluſieurs, & il y a fief, dont le fils ait fait la foy & hommage au ſeigneur feodal, la fille tant qu'elle ſe tiendra à marier, ne payera aucun relief pour ſa part dudit fief: Car par la couſtume, comme dit eſt, de pere à fils ou fille, n'y a que bouche & mains avec le chambellage, excepté des chaſtellenies de Ponthoiſe, de Chaulmont, de Mello & de Moncy, & les fiefs qui en dependent, qui ſe relieuent de toutes mains & mutations. clxvii.

Item, mais incontinent que ladite fille ſe marira, le mary eſt tenu releuer l'heritage de ſadite femme, pource qu'il eſt eſtrange perſonne, & toutes-fois qu'elle ſe marira, ſera ſemblablement tenuë, ou ſon dit mary pour elle, payer relief tel que deſſus eſt déclaré. clxviii.

Item, meubles & acqueſts, ſans conſideration de ligne, vont au plus prochain, en telle maniere que ſils ſont trois freres, dont les deux ſoient frere de pere & de mere, & l'autre de mere tant ſeulement, ſi l'un des deux qui ſont de pere & de mere, va de vie à trespas, delaiſſe ſes deux freres, l'un de pere & de mere, & l'autre de mere ſeulement, tous deux viennent également aux meubles & acqueſts dudit frere trespasſé. clxix.

Item

Item, quand l'un des deux, conioints ensemble par mariage, va de vie à trespas, & delaisse aucuns enfans mineurs dudit mariage, si le suruiuant desdits conioints ne fait faire inuentaire, les enfans ou enfant suruiuant, peuuent si bon leur semble demander communauté en tous les biens meubles, & es conquests immeubles du suruiuant, faits depuis la société contractée par ledit mariage, sans preiudicier aux droits & priuileges des nobles dessus declarez, posé qu'iceluy suruiuant se remarie, & iusques à ce que ledit inuentaire ait esté fait. clxx.

Item, quand vn prestre seculier, beneficié ou non, va de vie à trespas, à iceluy succederont ses plus prochains parens, & heritiers habilles à luy succeder, posé ores qu'il n'eust aucuns heritages de propre ne d'acquest. clxxi.

Item, vn religieux ou religieuse profes, ne succede point ny le monastere, ny le conuent pour eux. clxxii.

Item, vn bastart aussi ne succede point, sinon es meubles & acquests¹ de ses enfans legitimes. clxxiii.

Item, auant qu'un testament soit reputé solennel, il est requis qu'il soit escrit & signé de la main & seing manuel du testateur, ou signé de sa main, & à luy leu & par luy entendu, en la presence de trois tesmoins. Ou qu'il soit passé par deuant deux notaires, ou par deuant le curé de sa parroisse ou son vicaire general & vn notaire, ou dudit curé ou vicaire & deux tesmoins, ou d'un notaire & deux tesmoins, ou de quatre tesmoins, iceux tesmoins ydoines, suffisans & non legataires dudit testateur, fors & excepté entant que touche les legats pitoyables, obseques & funerailles d'iceluy testateur, esquels toutes-fois & pour le moins sera gardee la solennité du droit canon.

1 172. Id est de se qu'il leur a esté donné pour leur estre propre, si non qu'il en est esté dit pour estre propre du costé de la mère. C.M.

Des douaires.

clxxiiii.

IL y a deux manieres de douaire, l'un qu'on appelle douaire coustumier, & l'autre prefix.

Le douaire coustumier dont la femme peut estre douee, est de la moitié de tous les heritages que le mary auoit au iour de ses nopces, & de ceux qui luy sont escheus & escherront en ligne directe, durant & constant leur mariage. clxxv.

Item, aucun ne peut estre heritier de son pere & douairier ensemble. clxxvi.

Item, le douaire de la femme, est reputé propre heritage aux enfans, yssans du mariage, en telle maniere, que le pere apres le trespas de sa femme, iouyra desdits heritages suiets à douaire quand à l'usufruit seulement, & lesdits enfans en seront vrais seigneurs & proprietaires, & sera censé ledit douaire proceder du costé paternel. clxxvii.

Item, les enfans desdits conioints, apres le trespas de leur pere & mere, peuuent prendre & apprehender le douaire de ladite femme leur mere franchement, sans payer aucunes debtes, pourueu qu'ils renoncent à la succession de leur pere, par ce que par la coustume dessus dite, aucun ne peut estre heritier & douairier ensemble. clxxviii.

Item, douaire coustumier, est deu incontinent apres le trespas du mary, duquel ladite femme, se peut vallablement dire estre en possession & saisine, sans le demander aux heritiers de tel defunct. clxxix.

Item, si ladite femme estoit douee de douaire coustumier sur heritages estans en fief, tenus d'aucun seigneur, incontinent apres le trespas du mary, les heritiers ou proprietaires, seront tenus d'aller vers le seigneur ou seigneurs feodaux releuer lesdits fiefs ou fief, & pour raison d'iceux en faire les foy & hommage, ou obtenir souffrance desdits seigneur ou seigneurs feodaux, Afin que ladite femme puisse iouyr & posseder de sondit douaire, apres ce qu'ils en auront esté sommez par ladite veufue. clxxx.

Item, douaire prefix est quand vne femme est accordée en mariage, & par les parens & amys du mary, & par iceluy mary ou l'un d'eux, est baillé & assigné aucun heritage, rente ou argent à ladite femme ses parens & amys. Tel heritage, rente ou argent ainsi assigné ou promis, est dit & reputé douaire prefix à ladite femme, incontinent que douaire à lieu. clxxxi.

Item, ledit douaire prefix, constitué comme dit est, est aussi propre heritage aux enfans venus & procrez dudit mariage, comme est le douaire coustumier, & ladite femme usufructuaire seulement apres le trespas de sondit mary. clxxxii.

Item, femme douee de douaire prefix, ne peut demander douaire coustumier, s'il ne luy est

2 177. Et etiā nepos^o ex iii, parente premortuo. C.M.

3 Intellige in casum quo superuiuant patri, non autem quod morietes sine liberis ante patrem possint transmittere ad alios quam ad alios liberos eiusdem matrimonij vel nepotes ex eis.

pariter dixi quod viuo patre non possunt alienare vel hypothecare, & sic in veritate pater interim est magis propriarius ut de re subiecta institutioni dixi in consuet.

parisi. eo. xi. & hac consuetudo in hoc improprie loquitur & per aucesum probatur etiā infra §. 187. C.M.

4 178. Quid debet donariū cōferre, arrestū famosum vigilia natali domini. 1435. C.M.

1 183. Secus orat in veteri consuetudine. Et sic in parlamento relato do. Graf-ſin malè indicatum contra nepotes Ludovici Disque, quia cōtractus matrimonij factus erat & suam formam acceperat ann. 1508, sub forma & conditionibus veteris consuetudinis, que debuit attendi, quāvis coniuges supervixerunt post annum. 1540. & si post novam consuetudinem, cui non possunt dici cōsensisse quia in processu verbali hanc consuetudinē super. §. 179. apparet de dissensu, & de reservatione expressa veteris consuetudinis pro contractibus prateritis. Tum frustra consensus, quia per hanc consuetudinē, coniuges non possunt meliorem alterius facere conditionem §. S. 143. C. M.

2 186. Quia non perdunt partes suas, ex eo quod heredes: sed via exceptionis coguntur eas coheredibus conferre, & sic nō deficiunt, nec alii accrescere possunt. C. M.

permis par son traitté de mariage. ¹

clxxxiii. 1

Item, ledit douaire coustumier est incontinent deu, apres le trespas du mary, & ladite femme veufue, s'en peut licitement dire, estre en possession & saisine comme dit est. Mais au regard dudit douaire prefix, il n'est deu, iusques à ce qu'il soit demandé deuément en iugement par ladite veufue ou ses enfans aux hoirs du trespas. Duquel douaire prefix, s'il consiste en fiefs, les heritiers du trespas ou propriétaires, seront tenus en faire les foy & hommage au seigneur ou seigneurs feodaux, en payer les droits & devoirs pour-ce deus, & en obtenir souffrance, afin que ladite veufue en puisse iouyr, comme dessus est dit du douaire coustumier.

clxxxv.

Item, si le mary de ladite femme, après le trespas d'icelle se marie la seconde fois, delaisse enfans du premier heritage, la seconde sera douee seulement sur la moitié des heritages, sur lesquels ladite premiere femme avoit esté douee, qui est vn quart sur tous lesdits heritages. Et oultre sera douee de la moitié de tous les heritages, qui apres ledit premier mariage, & durant sa viduité, tel mary avoit acquis & luy seroient escheus, & desquels il possedoit à l'heure de son second mariage, & de la moitié de tous ceux qui luy escherront en ligne directe, durant & constant tel second mariage, Lequel douaire semblablement, sera tenu & réputé propre heritage des enfans venus dudit second mariage, & l'usufruit à ladite seconde femme cōme du precedent, & sic consequenter, des mariages subsequens.

clxxxvi.

Item, si le pere, va de vie à trespas, delaisse plusieurs enfans, l'un desquels renonce à sa succession & accepte le douaire, & les autres se portent heritiers, Celuy qui aura renoncé à ladite succession, n'aura audit douaire que telle part & portion, que si les autres se fussent declarez douairiers & non heritiers. ²

clxxxvii. 2

Item, si au precedent, ou apres le trespas de la mere, les enfans yssus du mariage, alloient de vie à trespas sans hoirs de leurs corps, leur pere vivant, en ce cas le douaire, soit prefix ou coustumier, sera esteint & en demourra le pere propriétaire, comme il estoit au precedent, Sans toutes-fois faire preiudice à l'usufruit de la femme suruiuant sondit mary.

De prescription.

clxxxviij.

Quiconques a iouy & possédé aucun heritage à iuste tiltre, & de bonne foy, continuellement sans contredit ou empelchement aucun, par le temps & espace de dix ans, entre presens, & vingt ans entre absens, aagez & non priuilegiez, il a acquis & acquiert par prescription la propriété & seigneurie de tel heritage.

clxxxix.

Item, toutes actions personnelles, sont prescrites & esteintes par le temps & espace de trente ans.

cxc.

Item, quiconques a iouy & possédé aucun heritage à tiltre ou sans tiltre, tant par luy que par ses predecesseurs franchement, sans payer aucune rente, ou autre charge reelle par le temps & espace de quarante ans continuels & accomplis, il a acquis par prescription la franchise de ladite rente ou charge reelle.

cxci.

Item, toutes actions en matieres d'hypotheques pour rentes, & autres droits reels, sont esteintes & expirees par le temps & espace de quarante ans, excepté le droit seigneurial de censue & fons de terre qui ne se prescrit point, combien que les arrerages de ce, soient prescrits par trente ans.

cxcii.

Item, par ladite coustume, droit & action d'hypotheque ne se diuise point.

cxciii.

Item, quand vn tiers detenteur, a iouy & possédé d'aucun heritage, chargé de rente ou autre charge reelle, à bon & iuste tiltre & de bonne foy, sans payer n'estre inquieté de telle rente ou charge par l'espace de dix ans entre presens, & vingt ans entre absens aagez & non priuilegiez, il a prescrit & acquis par prescription la franchise & descharge de tel heritage, excepté du droit censuel ou seigneurial comme dit est.

cxciii.

Item, prescription n'a point de lieu contre l'eglise, sinon par le temps & espace de quarante ans seulement.

cxcv.

Item, vn seigneur, ne prescrit point le fief de son vassal, par quelque laps de temps qu'il ait tenu en sa main, ne le vassal la teneur ne fidelité dudit fief.

cxcvi.

Item, tant que le vassal dort le seigneur veille, & tant que le seigneur dort le vassal veille.

Des rentes constituees & assignees sur heritages.

cxcvij.

Toute franche personne, vsant de ses droits, ayant le droit, gouvernement & administration de ses biens peut vendre, alier & constituer rente sur ses heritages tenus en fief, en censue

Des rentes constituees & assignees sur heritages, & des donations. Feuillet. cxlv.

ensue ou autre droit reel d'aucun seigneur, & telle vendition & constitution de rente est bonne & vallable, posé ores qu'elle ne soit ensaisinee n'infodee. cxcviii.

Item, ladite rente ainsi vendue & constituee, a cours sur les heritages dudit vendeur ou constituant, quand ils sont tenus & possédez par ledit vendeur & constituant ou ses heritiers, ou par vn tiers detenteur, ou par le seigneur feodal à tiltre particulier, autre que comme seigneur feodal, sinon que ledit seigneur feodal eust retenu l'heritage par puissance de fief de l'acheteur. Auquel cas sera ledit seigneur tenu de ladite rente. cxcix.

Item, quand aucuns biens, heritages ou rentes, situez & assis en la haute iustice d'aucun seigneur sont dits & declarez confisquees: le haut iusticier qui en vertu de ladite confiscation apprehendera les meubles, sera tenu payer les debtes personnelles, & pour vne fois du confiscant, si lesdits meubles sont suffisans, & iusques à la concurrence d'iceux. Et lesdits meubles discutez, ledit haut iusticier qui apprehendera les heritages ou rentes dudit confiscant, autrement que par felonnie ou à faute d'homme, droits & deuoirs non faits, sera tenu de payer le surplus, si tant iceux heritages se peuuent monter & iusques à la concurrence d'iceux. Aussi sera tenu ledit haut iusticier qui apprehendera lesdits meubles, payer les rentes constituees par le confiscant non ensaisinees n'infodees, ensemble les arrerages d'icelles, si tant lesdits meubles peuuent monter, & iusques à la concurrence d'iceux, sans que le creancier de telle rente se puisse adresser sur les heritages confisquees pour raison desdites rentes & arrerages, pourueu que ledit creancier de ladite rente non ensaisinee n'infodee, ait esté negligent de quarante iours, à compter du iour de la constitution d'icelle, de soy faire ensaisiner ou infoder. cc.

Item, quand aucun confisquera, les frais de iustice faits en la poursuite de la declaration de ladite confiscation, seront preallablement prins sur les biens dudit confiscant, auant tous les autres creanciers. ccci.

Item, quand tels heritages, chargez de telles rentes constituees non ensaisinees n'infodees, sont criez & subhastez, tant sur le constituant, ses heritiers, ou autre detenteur: lesdites rentes non ensaisinees ou infodees, sont reputees & tenuës, comme debtes mobiliaries enuers les autres rentes qui sont ensaisinees ou infodees, ou comme autres creanciers pour debtes mobiliaries. ccii.

Item, nul ne peut estre rentier & propriétaire de l'heritage, ainsi chargé que dit est de ladite rente: car icelle rente est confuse au creancier, en prenant par luy la propriété. cciii.

Item, vn vassal ne peut charger son fief d'aucune rente ou hypotheque, au preiudice de son seigneur feodal, duquel est tenu & mouuant ledit fief, sinon que telle rente ou hypotheque, fust ensaisinee ou infodee par ledit seigneur feodal, au profit de celuy ou ceux, à qui sont deuës telles rentes ou hypotheques. cciiii.

Item, vn vassal ne peut desmembrer son fief, sans le consentement de son seigneur par diuision reelle. ccv.

Item, si tels fiefs ainsi chargez, que dit est, de telles rentes ou hypotheques non ensaisinees ou infodees, viennent en la main dudit seigneur feodal par aubeine, confiscation ou commission de fief, ledit seigneur peut regaler & retenir ledit fief entierement, sans payer aucune chose desdites rentes ou hypotheques non ensaisinees ou infodees, & n'en est aucunement tenu ledit seigneur feodal, sinon comme il est dit cy dessus. ccvi.

Item, tous detenteurs propriétaires ou possesseurs d'aucuns heritages, ou de partie & portion d'iceux ou autre chose censee & reputee immeuble, chargez & redeuables d'aucunes rentes ou autre charge reelle & annuelle, sont tenus personnellemēt pour le tout, payer & acquiter lesdites charges, ensemble les arrerages desdites rentes & charges desdits heritages, ainsi chargez q̄ dit est. Toutes-fois lesdits detenteurs propriétaires ou possesseurs desdits heritages, incōtinent lesdites charges venuës à leur cōnoissance, peuuent renoncer ausdits heritages, sans pour ce estre tenus payer aucunes debtes, charges & rétes, ne les arrerages pour ce deus. ccvii.

Item, l'homme ne peut vendre, alier, n'aucunement hypothequer le propre heritage de sa femme, ne son douaire coustumier ou prefix, sans expres consentement de ladite femme, & enfans quant au douaire. ccviii.

Item, meuble n'a point de suite par hypotheque.

Des donations.

Plusieurs sont especes de dons: il y a dons entre vifs, dons par testamens & ordonnance de derniere volonté. ccix.

Couſtumes du Bailliage de Senlis

Donation faite entre vifs, vaut & tient, quand elle a eſté faite par perſonne aagée de vingt-cinq ans, vſant de ſes droits, ayant le gouvernement & adminiſtration de ſes biens, à perſonne autre que la femme, ſi telle donation n'eſtoit faite à la femme par don mutuel, comme deſſus eſt déclaré. ccxi.

Item, donner & retenir ne vaut rien, en telle maniere que ſi aucun a donné vne maiſon, rente ou autre heritage à vn quidam, ſoit ſon parent ou autre eſtranger, auant que ledit don ſortiffe ſon effect, il conuient que le donateur ſe deſſaiſiſſe de tel heritage ou rente donnée. eſ mains du ſeigneur, de qui il eſt tenu & mouuant, & que le donataire en ſoit faiſi du viuant du donateur, autrement le don ſeroit nul & recherroit en la ſucceſſion dudit donateur, ou que du viuant & conſentement dudit donateur, il ait apprehenſion de faiçt de ladite choſe donnée, qui vaut faiſine au preiudice du donateur & de ſes heritiers. ccxii.

Item, donner & retenir comme dit eſt, ne vaut rien, poſé ores que le donateur ait de foy retenu l'vſufruit de la choſe donnée, ſ'il n'y a deſſaiſine baillee par ledit donateur, & que le donataire en ſoit faiſi & veſtu du viuant dudit donateur, ou que ledit donataire en ait prins ou apprehendé de faiçt la poſſeſſion du conſentement dudit donateur, qui vaut & equipolle à faiſine, au preiudice d'iceluy donateur & de ſes hoirs. ccxiii.

Item, quand aucun eſt aduantage par donation entre vifs de pere ou mere, tant en mariage qu'autrement, tel aduantage ſe peut tenir au don & transport à luy fait, ſans ce qu'il puiſſe eſtre contraint rien rapporter en commun entre ſes freres & ſœurs ou autres ſes coheritiers: Mais ſ'il veut venir à la ſucceſſion d'iceluy donateur & comme ſon heritier, faut qu'il rapporte ce qu'il luy aura eſté donné & transporté, ou moins prenne, autrement il ne pourra rien prendre à ladite ſucceſſion: neantmoins audit cas, tel aduantage en foy tenant ledit aduantage, ſera tenu de ſupplier à ſes autres freres & ſœurs, iuſques à la concurrence de leur legitime, ſi le reſte deſdits biens n'eſtoit ſuffiſant pour ladite legitime. Et quant à ce ſeront leſdits biens donnez & aduantagez des-lors affectz & hypothequez, iuſques à la concurrence d'icelle legitime. ccxiiii.

Item, quand aucun a donné aucun heritage, ſoit en fief ou roturier, & ledit don eſt recompenſatif, le donataire eſt tenu dedans quarante iours, aduertir & faire apparoir à ſon dit ſeigneur de ſon don, en payer le quint denier de l'eſtimation de la choſe donnée, & le droit de chambellage, & en faire la foy & hommage, excepté eſ chasteſſenies de Chaulmont & Ponthoiſe, eſquelles eſt deu droit de relief ſimplement avecques le droit de chambellage, & ſ'il eſt roturier, il eſt tenu dedans quarante iours en payer les droits de ventes, qui eſt pour ſeize ſols pariſis ſeize deniers pariſis, avec les droits de faiſine, ſur peine de ſoixante ſols pariſis d'amède, lequel droit de faiſine eſt de v. ſols pariſis au plus & au deſſous, ſelon la couſtume des lieux. ccxv.

Item, en ſimple donation d'heritage noble & tenu en fief, n'en eſt deu quint ne requint: mais ſeulement relief, c'eſt à ſçauoir vne ſomme de deniers, ou le reuenu d'vne annee prinſe en trois, ou le diçt des pers, comme dit eſt, avec le droit de chambellage qui eſt de vingt ſols pariſis, & en heritage roturier n'en eſt deu ne vins ne ventes: mais le donataire doit prendre la faiſine du ſeigneur dedans les quarante iours de ladite donation, ſur peine de ſoixante ſols pariſis d'amende. ccxvi.

Item, quand à diuerſes perſonnes a eſté donné ou vendu vn heritage en fief, ou roturier, celui qui premier aura eſté faiſi dudit heritage mis & receu en foy & hommage, ou d'iceluy heritage aura eu apprehenſion du faiçt, qui en ce equipole à faiſine, au ſceu & conſentement du donateur ou vendeur, ſera preferé audit heritage donné ou vendu, poſé ores qu'il ſoit le ſecond donataire ou acqueſteur, & a le plus cler droit. ccxvii.

Item, aucun ne peut diſpoſer de ſon propre par teſtament & ordonnance de derniere volonté au preiudice de ſes heritiers, fors & excepté du quint, lequel il peut donner à l'vn ou à pluſieurs de ſes enfans non venans à la ſucceſſion, enſemble ſes meubles, acqueſts & conqueſts, pourueu toutes-fois qu'aux autres enfans leur legitime demeure. ccxviii.

Item, ledit teſtateur peut donner ſon dit quint à quelque perſonne que ce ſoit, autre que le mary à la femme, & la femme au mary, enſemble ſes meubles, acqueſts & conqueſts, pourueu qu'il n'y ait aucuns enfans. ccxix.

Item, vn teſtateur peut donner par teſtament & ordonnance de derniere volonté, à quelque perſonne que ce ſoit autre que le mary à la femme, & la femme au mary, ſes meubles, acqueſts & conqueſts, ſoit qu'il y ait enfans ou non, pour en iouyr à touſiours, reſerué toutes-fois la legitime aux enfans, ſi à ce l'heritage propre ne peut fournir. ccxx.

Item

Item, quand aucun a donné, vendu ou légué aucun heritage à l'eglise, soit en augmentation du diuin seruice, ou autrement, le seigneur de qui est tenu ledit heritage ainsi donné, vendu ou légué, peut contraindre les donataires, acheteurs ou legataires, mettre hors de leurs mains ledit heritage, ainsi donné & vendu que dit est, dedans l'an & iour, que tel don ou transport sera venu à sa connoissance. Et seront tels donataires, acheteurs ou legataires contraints les mettre hors de leurs mains, endedans l'an & iour de la sommation & commandemens à eux faits par tels seigneurs.

ccxxi.

Item, le droit de puissance paternelle n'a point de lieu audit bailliage.

Retrait d'heritage lignager.

ccxxij.

Q Vand aucun a vendu, ou autrement cédé & transporté, par titre onereux, equipolent à vendition ou propre heritage, à personne estrange de son lignage, du costé & ligne dont luy est venu & escheu par succession ledit propre heritage, ainsi védu que dit est, il est loisible au parēt lignager dudit vendeur, du costé & ligne dont est venu & escheu ledit heritage, de requerir & demander par retrait lignager ledit heritage, dedans l'an & iour que ledit acheteur ou acqueteur en sera saisi, s'il est tenu en censue, ou qu'il ait esté receu en foy & hommage, s'il est tenu en fief, en remboursant ledit acheteur du sort principal & des loyaux coustemens.

ccxxiii.

Item, le lignager qui requiert & demande ledit heritage ainsi vendu que dit est, est tenu offrir à l'acheteur bourse & deniers, & à parfaire pour ledit pur sort principal & loyaux coustemens, & continuer à chacune iournee & assignation precedent que ladite cause sert iusques à la contestation faite en cause, ledit iour includ, ou consigner en main de iustice ledit argent, si le defendeur qui est acheteur ne consent lesdits offres estre faites vne fois pour toutes. Autrement ledit retrayant est decheu de sadite action en matiere de retrait, & où l'acheteur acquiesceroit aux offres, le retrayant est tenu fournir à sedites offres dedans vingt-quatre heures, aliàs, il est aussi decheu dudit retrait.

ccxxiiii.

Item, retrait lignager n'a point de lieu, quand vn heritage venu de propre, est donné ou eschangé, but à but, sans soulte alencontre d'autre heritage, & quand ledit eschange est fait sans dol ou fraude.

ccxxv.

Item, en matiere de retrait, n'est pas requis que le retrayant soit tenu & réputé le plus prochain en degré de ligne au vendeur: mais suffit qu'il monstre & enseigne suffisamment, qu'il est parent & lignager dudit vendeur, du costé & ligne dont est venu ledit heritage, vendu par succession audit vendeur, & est tel lignager preferé à vn autre plus prochain, s'il intente sadite action de retrait le premier.

ccxxvi.

Item, si vn seigneur feodal a retenu & reüny à sa table, par puissance de seigneurie aucun fief, terre ou seigneurie tenu de luy, ainsi vendu comme dit est par son vassal, ledit seigneur feodal est tenu delaisser par retrait lignager, au-parauant du vendeur, venu du costé & ligne dont est venu & escheu par succession ledit heritage, fief, terre & seigneurie ainsi vendu que dit est, en venant dedans an & iour de ladite retenuë & reünion faite par ledit seigneur feodal dudit fief, terre & seigneurie ainsi vendu que dit est, en luy offrant par ledit parent bourse & deniers, tant pour pur sort & loyaux coustemens, & à parfaire si mestier est.

ccxxvii.

Item, semblablement quand vn seigneur censuel, tient par puissance de seigneurie, l'heritage vendu par vn lignager tenu à cens de luy, le parent lignager qui veut retraire ledit heritage ainsi vendu que dit est, est tenu de venir dedans l'an & iour de la retenuë dudit heritage, faite par ledit seigneur censuel, offrir la bourse & deniers pour le pur sort & loyaux coustemens, & à parfaire si mestier est.

ccxxviii.

Item, esdits deux cas derniers, l'an de retrait desdits heritages, tant en fief qu'en censue, retenus par les seigneurs, par puissance de seigneurie, cōmence à courir alencōtre des retrayans lignagers du temps de la retenuë desdits heritages & reünion faite par lesdits seigneurs à leur domaine, par puissance de seigneurie, quand ladite reünion est faite par ledit seigneur feodal ou censuel par deuât iuge cōpetant ou personne publique, en appert & non en secret.

ccxxix.

Item, si le mary, durant & constant le mariage de luy & de sa femme, acquiert aucun heritage qui soit propre heritage dudit vendeur, & soit lignager à icelle femme du costé & ligne dont vient ledit heritage vendu: vn autre lignager prochain dudit vendeur, ne pourra rauoir par retrait ledit heritage ainsi vendu que dit est, durant & constant ledit mariage de ladite femme, pour-ce qu'elle est lignagere dudit vendeur: mais apres le trespas d'elle, vn lignager

i 228. Intel-
lige de simpli-
ci manifesta
retentione pro
prio: statim
enim currit
annus, nec exi-
gitur quod do-
minus dire-
ctus rem mani-
feste retinet;
realiter doma-
nio suo incor-
poret, satis est
quod manife-
ste incipit pro
suo realiter pos-
sidere. C. At.

Coustumes du Bailliage de Senlis

dudit vendeur du costé & ligne dont est venu ledit heritage, dedans l'an & iour du trespas d'elle, pourra rauoir par retrait la part & portion dudit heritage, ainsi védu que dit est audit mary, & dont il iouyffoit par le moyen de ladite acquisition, en luy remboursant la moitié desdits deniers & écontrà, où le mary feroit lignager du vendeur, & la femme estrange. ccxxx.

Item, ledit heritage, ainsi acquesté que dit est par ledit mary, durant & constant le mariage de luy & de la femme, sera réputé & tenu pour acquest audit mary pour moitié, si apres an & iour du trespas de sadite femme, aucun lignager d'icelle du costé & ligne dont est venu & escheu ledit heritage ainsi vendu que dit est, ne vient requerir & demander par retrait ledit heritage vendu audit mary, & luy offrir bourse & deniers, pour le pur sort & loiaux coustemens endedans l'an de la saisine, s'il n'estoit saisi deuant le trespas de sadite femme & econtrà, comme dessus. ccxxxii.

Item, quand aucun heritage est baillé par eschange à autrui, à l'encontre d'un autre heritage, but à but, sans soulte & sans fraude, tellement qu'il n'y a aucun retrait comme dit est, les heritages ainsi baillez par eschange, sont tenus & reputez de telle nature, comme ceux qui ont esté baillez, c'est à sçauoir que s'ils estoient tenus & reputez propres heritages, aussi seront ceux ainsi baillez par eschange l'un à l'autre. ccxxxiii.

Item, quand aucun heritage est donné purement & simplement à personne ou personnes conioints ensemble par mariage, & non pas en mariage ou en aduancement d'hoirie, tel heritage ainsi donné est tenu & réputé acquests, quand il est fait sans dol ou fraude, & ne chet point en retrait comme dit est. ccxxxiiii.

Item, si un donateur, donne son propre heritage à son lignager, du costé & ligné dont ledit heritage est procedé, & le donataire vendoit ledit heritage à personne estrange, iceluy heritage cherroit en retrait. ccxxxv.

Item, quand le seigneur feodal a prins & retenu par puissance de fief, aucun fief tenu & mouuant de luy, & que ledit fief luy est depuis euincé par retrait, le retrayant est tenu payer audit seigneur, les droits de quints & requints ou droit de relief, selon les coustumes des lieux ou ledit heritage est situé & assis, auant que ledit seigneur, soit tenu de le recevoir en foy & hommage dudit fief, sauf audit retrayant, son recours contre le vendeur, si la vente n'auoit esté faite, francs deniers, & idem des heritages roturiers, pour les ventes & saisines, és lieux où les seigneurs censuels peuuent vser de retenuë.

De saisine & deffaisne.

ccxxxvi.

1 235. Fallit in venditione qua fit per iudicem vt in publicis subhastationibus, quia iudex non tenetur ire nec reus quo iniusto reditur: sed emptor videtur procurator iudicis, ferendo eius decretum. C.M.

PAR la coustume des chastellenies de Senlis & de Creil, & des preuostez & chastellenies y enclauées quand aucun a vendu aucun heritage, terre ou seigneurie tenu en fief ou en censue, tel vendeur est tenu venir voir le seigneur feodal ou censuel dedans quarante iours, luy notifier la vendition, bailler & payer les droits de ventes, si c'est heritage tenu en censue, C'est à sçauoir seize deniers parisis pour chacun franc, & sera tenu ledit vendeur soy deuestir és mains dudit seigneur, sur peine de soixante sols parisis d'amende, & si ne se peut l'acquesteur mettre en tel heritage, sinon par la main du seigneur, sur peine d'autre soixante sols parisis d'amende, & si c'est fief, ledit vendeur sera tenu payer le quint au seigneur feodal, & soy deffaisir d'iceluy heritage dedans le temps de quarante iours, & requerir par ledit acheteur en estre saisi & receu en foy & hommage, en payant le droit de chambellage & lettres d'hommage. Ce que sont tenus faire les seigneurs feodal & censuel apres lesdits quarante iours passez, si lesdits seigneurs ne veulent retenir par puissance de fief & seigneurie lesdits heritages ainsi vendus que dit est, en rendant ausdits acheteurs les deniers qu'ils en pourront bailler comme dit est, avec les loiaux coustemens, ce que faire pourront si bon leur semble. ccxxxvii.

Item, par ladite coustume desdites chastellenies & preuostez, si ladite vendition est faite francs deniers, soit en censue ou en fief, lesdits seigneurs auront pour raison de ladite vente, si c'est fief, quint & requint, c'est à sçauoir le cinquième denier de ladite vente, le cinquième denier dudit quint denier, & si c'est heritage tenu en censue, auront desdites ventes seize sols parisis, seize deniers parisis & les venterolles, qui est le seizième denier desdites ventes. ccxxxviii.

Par ladite coustume du comté de Beaumont & chastellenie de Chambly, quand aucun a védu aucun fief, terre & seigneurie, ledit vendeur est tenu dedans quarante iours, à compter du iour

iour de la vendition dudit fief de foy tirer vers le feigneur feodal, & luy payer le quint denier de la vendition dudit fief, foy en deffaifir au profit de l'acheteur, & requerir qu'il en foit reueftu, & lequel acheteur doit requerir au feigneur feodal en eftre receu en foy & hommage, en payant les droits de chambellage, & en luy faifant les foy & hommage dudit fief: ce que font tenus faire lefdits feigneurs feodaux. Et fi c'est heritage tenu en cenfue, le vendeur & acheteur, font tenus endedans lefdits quarante iours de la vendition dudit heritage, eux tirer vers le feigneur cenfuel dudit heritage, luy notifier ladite vendition, & apres la deffaifine faite par le vendeur, au profit dudit acheteur es mains du feigneur cenfuel, lefdits vendeur & acheteur, font tenus chacun par moitié, payer audit feigneur les droits de ventes & faifines, sur peine pour chacun d'iceux de foixante fols parifis d'amende, & fi est tenu ledit acheteur de payer les droits de faifine, pour lefquels droits de ventes, lefdits vendeur & acheteur font tenus payet de feize fols parifis feize deniers parifis, & lefquels feigneurs feodaux ou cenfuels, peuuent par puiffance de fief & feigneurie fi bon leur femble, auant que d'eftre payez de leurs droits, prendre & retenir lefdits fiefs & heritages roturiers, pour les mettre & reünir à leur domaine, en rendant par ledit feigneur audit acheteur les deniers qu'il en auroit baillé, excepté que fi lefdits heritages ainfi vendus, fuſſent propres heritages audit vendeur, & par luy vendus, & que ledit acheteur fuſt lignager dudit vendeur: car en ce cas lefdits feigneurs feodaux & cenfuels, ne pourront prendre ne retenir lefdits heritages ainfi vendus. ccxxxviii.

Item, par ladite couſtume deſdits comté de Beaumont & chaſtellenie de Chambly, ſi ladite vendition eſt faite à francs deniers, ſoit en cenfue ou fiefs, lefdits feigneurs auront pour raifon de ladite vente, ſi c'eſt fief, quint & requint, c'eſt à ſçauoir le cinquième denier de ladite vente, & le cinquième denier dudit quint: ſi c'eſt heritage tenu en cenfue, auront deſdites ventes de feize fols parifis feize deniers parifis & les venterolles, qui eſt le feizième denier deſdites ventes. ccxxxix.

Par la couſtume de la chaſtellenie de Ponthoiſe, toutes & quantes-fois qu'aucun propriétaire vend à vn acheteur, quelque heritage à luy appartenant, ſitué & aſſis en ladite ville, preuoſté & chaſtellenie de Ponthoiſe, tenu & mouuant à droit de chef, cens, champart ou autre droit feigneurial d'aucun feigneur foncier, ou qu'il rachete aucune rente fonciere, dont ledit heritage ſoit chargé & redeuable, & dont ledit propriétaire n'ait eſté faiſi par le feigneur, lefdits vendeur & acheteur d'iceluy heritage, font tenus, & doiuent aller ou enuoyer dedans la quinzaine, du iour d'icelle vendition ou rachat, deuers iceluy feigneur foncier ou ſon procureur & commis au lieu de ſa feigneurie, & illec lefdits vendeur & acheteur, ou celuy qui achete ladite rente, font tenus de payer audit feigneur foncier ou à ſon dit procureur chacun la moitié, ſil n'y a promeſſe ou contract au contraire entre eux, le droit des ventes, deu audit feigneur, à cauſe d'icelle vendition ou rachat, lequel droit eſt de douze deniers vn, ou de feize deniers pour franc, eu égard au pris d'icelle vendition, & ſi eſt tenu ledit acheteur ou racheteur de payer audit feigneur foncier, ou à ſon dit procureur douze deniers parifis à luy deus pour le droit de la faifine, en payant lefquels droits, iceluy feigneur foncier ou ſon procureur, eſt tenu de mettre ledit acheteur d'iceluy heritage ainſi vendu, ou de ladite rente achetee de celuy qui auroit droit de l'aperceuoir ſur ledit heritage, en faifiner le tout, ſans que ledit feigneur puiſſe ledit heritage ou rente vendu, retenir oultre le vouloir dudit acheteur. ccxli.

Item, par ladite couſtume de ladite chaſtellenie de Ponthoiſe ſi iceux vendeur, acheteur, ou racheteur, & celuy dont on rachete ladite rente ou autre pour eux, eſtoient defaillans ou en demeure de faire les choſes deuant-dites, ils font tenus & encourent oultre les droits de ventes & faifines, enuers le feigneur foncier, chacun en amende de foixante fols parifis pour leſdites ventes recelees, iceluy acheteur ou racheteur en autre foixante fols parifis d'amende, à cauſe de la faifine happee, ſinon qu'icelle vendition euſt eſté faite francs deniers au vendeur. Et quand ledit acheteur, prend de luy la faifine & iouyſſance d'icelle rente ou heritage, ſans en eſtre faiſi premierement dudit feigneur foncier, ou de ſon procureur, encourt en l'amende deſdits foixante fols parifis pour ladite faifine happee. ccxli.

Item, par ladite couſtume de ladite chaſtellenie de Ponthoiſe, ſi ainſi eſtoit, qu'en faifant le contract deſdites venditions ou rachats de rentes ou heritages. Il ait eſté dit & expreſſément accordé entre lefdits vendeur & acheteur ou racheteur, & celuy dont on rachete ladite rente, l'vn d'eux payera audit feigneur foncier toutes leſdites ventes pour-ce à luy deués, Et en ce cas celuy qui eſt tenu & doit payer toutes icelles ventes, eſt encotes tenu oultre icelles ventes & faifine, payer audit feigneur foncier le droit de venterolles pour-ce à luy

Coustumes du Bailliage de Senlis

deu, lequel droit est en effect, les ventes au pris dessus déclaré, de telle somme de deniers, que deuoit iceluy qui est franc de ce que dit est, pour sa part & moitié desdites ventes, si ainsi estoit qu'il n'en fust franc & quitte. ccxlii.

Item, par la coustume de la chastellenie de Chaulmont, quand aucun heritage tenu à cens, champart ou autre droit seigneurial, est vendu ou autrement aliené, l'acheteur auant qu'il puisse iouyr de tel heritage, ou foy mettre dedans, est tenu dedans quarante iours apres ladite vendition, ou transaction venir deuers le seigneur duquel iceluy heritage est tenu & mouuant en censue, ou autrement comme dessus, ou de ses officiers ayans pouuoir foy faire enfaïner, faire & payer les droits & deuoirs pource deus, sur peine de payer soixante sols parisis d'amende avec les droits de faïfine, & soixante sols parisis d'amende pour les ventes recelees. ccxliiii.

Item, par ladite coustume de la chastellenie de Chaulmont, si ledit heritage est tenu en censue, il en eschet pour les ventes au seigneur seize deniers parisis pour franc, avec le droit de faïfine, qui est dit, de douze deniers parisis. ccxliiii.

Item, par ladite coustume de ladite chastellenie de Chaulmont, si ledit heritage est tenu en fief, il se relieue de toutes mains & mutations, comme il est dit cy deuant. ccxlv.

Item, par la coustume des preuostez foraines de Compiengne, & exemption de Pierre-fons, fortiffant audit Compiengne, Quand aucun vend son fief & il s'en desfaïfist, l'acheteur est tenu venir endedans quarante iours, faire les droits vers le seigneur: autrement ledit seigneur pourra asseoir sa main & regaler ledit fief, & doit l'acheteur le quint denier, avec le chambellage qui est de vingt sols parisis: mais és fiefs qui sont dela la riuiere d'Oyze, si la vendition est faite francs deniers, ledit acheteur doit quint & requint. ccxlvii.

Item, par la coustume desdits preuostez & vendition d'heritage roturier, l'acheteur doit au seigneur dont tel heritage est mouuant à cens, champart, ou autre droit seigneurial pour seize sols parisis, seize deniers parisis & deux deniers parisis pour les gantz, avec deux sols parisis pour la lettre de faïfine, & douze deniers parisis pour le scel de ladite lettre. Et est ledit acheteur tenu venir endedans quarante iours, apres l'acquisition par luy faite vers ledit seigneur, pour de luy auoir la faïfine & satisfaire desdits droits, & à faute de ce faire, eschet en amende de soixante sols parisis, pour lesdites ventes forcelees. ccxlvii. 1

Item, par la coustume desdits preuostez, ledit acheteur ne se peut mettre en l'heritage ou droit par luy acquis, tenu à cens, champars, ou autre droit seigneurial d'aucun seigneur, soit haut iusticier ou seigneur foncier, sans premier auoir satisfait desdits droits seigneuriaux, & s'il fait le contraire, il chet en amende de soixante sols parisis. ccxlviii.

Item, par la coustume generale dudit bailliage de Senlis, lesdits seigneur feodal ou censuel, apres lesdits quarante iours passez depuis l'acquisition pour estre payez de leurs droits de ventes, ou de quints deniers & pour les droits de faïfine, rachats, reliefs ou autres droits, peuuent proceder ou faire proceder par arrefts de leurs iustices, sur lesdits heritages ainsi vendus que dit est, lequel arrest & main mise tiendra, quant aux heritages tenus en fiefs, iusques à ce que lesdits droits & deuoirs ayent esté payez, & les foy & hommage faits. Et quant aux roturiers, iusques à ce que le detenteur se soit rendu opposant, ² ou si bon ² luy semble ausdits seigneurs, peuuent faire adiourner lesdits vendeur & acheteur pour payer les droits & deuoirs, faire les foy & hommage, & estre enfaïnez ou infcodez desdits heritages acquestez. ccxlix.

Item, si les redeuables desdits droits de ventes, n'ont payé lesdits droits de ventes au seigneur censuel dedans quarante iours, & l'acheteur n'est enfaïné dudit seigneur, & qu'il se soit mis audit heritage acquesté, sans auoir faïfine du seigneur, ils escheent chacun en amende de soixante sols parisis enuers le seigneur censuel, pour raison desquels droits de ventes & faïfines, la main dudit seigneur mise & apposee audit heritage ainsi vendu que dit est, tiendra iusques à plein payement & satisfaction desdits droits seigneuriaux, s'il n'y a opposition donnee comme dit est. ccl.

Item, le mary peut receuoir les foy & hommage des vassaux, qui tiennent en fief de la seigneurie de sa femme, & semblablement bailler les faïfines des heritages roturiers vendus, estans en la censue & seigneurie de sadite femme, & n'est pas requis à ce faire le consentement de sadite femme. ³ ccli. 3

Item, vn vassal se peut iouer de son fief, iusques à demission de foy & hōme, en telle maniere, qu'il peut bailler le tout, ou partie d'iceluy, à cens ou rente ou autres droits seigneuriaux, & si demeure ccli.

1 246. *Hunc*
7. §. 249. *de-*
clarat ut scri-
psi in cōsuetu.
parisi. §. 54. *nu.*
19. *adde que*
scripsi in
§. 52. *glo. j.*
nu. 145.
C.M.

2 248. *Vide*
que super hoc
scripsi in con-
suetu. parisi. §.
52. *gl. i. nu. 67.*
cum seq. C.M.

3 250. *Intelli-*
ge quādo sunt
cōmunes in bo-
nis ut crebrius
est, secus si nō
esset cōmunitas
& sic vxor sua
administret
ut patet facta
honorum sepa-
rations. C.M.

demeure toujours vaffal, ſ'il ne ſe deueſt & defiefiſt de ſondit fief és mains de ſondit ſeigneur feodal, duquel ſeigneur eſt requis le conſentement auant que l'alienation fortiſſe aucun effect au preiudice dudit ſeigneur.

cclii.

Item auſſi à faute de denombrement non baillé peut le ſeigneur feodal faire faiſir & commettre commiffaire qui iouyra ſous la main de iuſtice deſdits fiefs, & tiendra la faiſie tât & iuſques à ce que tel vaffal ayt baillé ſon denombrement, & qu'il luy ſoit accordé¹ & ayt main leuee, ſans que toutesfois ledit ſeigneur puiſſe faire les fruits ſiens.

ccliii.

Item il loiſt au nouveau ſeigneur feodal faiſir, ou faire faiſir² les fiefs tenus de luy par faute d'homme, droits & deuoirs non faits, & ledit arreſt ſignifié ſuffiſamment à la perſonne, ou au lieu des fiefs deſdits vaffaux, & apres les xl. iours pafſez de ladite faiſie & que leſdits vaffaux ou vaffal n'auroient fait leur deuoir de faire les foy & hommage, payer les droits & deuoirs pour ce deuz, ledit ſeigneur feodal peut de rechef faire faiſir leſdits fiefs & mettre en ſa main, & ladite faiſie faire ſignifier ſuffiſamment, & les quarante iours pafſez peut regaller & faire les fruits ſiés, ſuppoſé cōme dit eſt, que leſdits vaffaux euſſent fait les foy & hommage & payé les droits & deuoirs pour ce deuz au predeceſſeur, ſeigneur dudit nouveau ſeigneur.

ccliiii.

Item il loiſt aux ducs, comtes & ſeigneurs chaſtellains de faire publier leurs hommages és lieux principaux de leurs duchez, comtez & chaſtellenies où ils ont accouſtumé faire cryz & publications en leurſdites chaſtellenies. Et ſuffiſt telle publication ſans autre faiſie ou ſignification faire, & apres ladite publication & les quarante iours d'icelle pafſez, peuuent faire faiſir les fiefs de ceux qui ne ſeroient venus faire leſdits foy & hommage, & faire les fruits à eux du iour de ladite faiſie.

cclv.

Item l'ancien vaffal ne doit que bouche & mains à ſon nouveau ſeigneur.

cclvi.

Item vn haut iuſticier, moyen & bas³ peut mettre ou faire mettre en ſa main les heritages tenus & mouuans de luy, eſtans en ſa ſeigneurie haute & moyenne & baſſe, par faute de tiltre non monſtré, champart emporté, cens non payé, ventes recelees, droits de fiefine & defiefine, amendes pour ce deües, ⁴ foy & hommage, droits & deuoirs, pour ce deuz, non payez.

cclvii.

Ité en matiere d'eſchāge en heritages feodaux nonobſtant qu'il ſoit fait, but à but, & ſans ſoulte, eſt deu relief auec droit de chambelage, & en heritage roturier ſoit eſchange à fief ou autre heritage roturier, eſt deu ſeulement le droit de fiefine, ſuppoſé que les heritages ainſi eſchangez ſoient en diuerſes ſeigneuries, pourueu que leſdites eſchanges ſoient faites ſans fraude, excepté en la chaſtellenie de Compiengne en laquelle en matiere d'eſchange pour heritages roturiers aſſis en diuerſes ſeigneuries eſt deu droit de ventes, ſelon la valeur & eſtimation des choſes changees.

cclviii.

Item auant qu'une fiefine puiſſe preiudicier à vn tiers, ⁵ il eſt requis qu'elle ſoit faite en la preſence de deux teſmoins ou par deuant deux notaires royaux.

cclix.

Item quand vn fief eſt mis en la main du ſeigneur feodal par faute d'homme, droits & deuoirs non faits, ledit ſeigneur feodal doit iouyr, & luy appartient tous les reliefs qui viennent & eſcheent des arrierefiefs tenus en premiere foy dudit fief ainſi faiſy pendant & demourant ladite faiſie, & iuſques à ce qu'il ſoit mis à pleine declaration.

cclx.

Item quand à vne femme, elle eſtant cōiointe par mariage eſt venu & eſcheu aucun fief par la ſucceſſion de ſon pere ou autres ſes parens, ſitué & aſſis audit bailliage de Senlis, & que ſon mary pour & au nom d'elle ou comme mary & bail, ayt fait les foy & hommage payé les reliefs, droits & deuoirs pour ce deuz audit ſeigneur, duquel eſt tenu & mouuant ledit fief, & apres ledit mary va de vie à trespas: La femme veufue au moyen du trespas de ſondit mary ne doit plus de relief n'autres droits & deuoirs dudit fief à elle appartenant de ſon chef, ſinō la foy & hōmage, & deſdits droits doit demeurer quitte par le moyé de ſondit mary qui les a payez audit ſeigneur conſtant leurdit mariage.

cclxi.

Item ſi deux conioints enſemble par mariage ſont acquisition d'heritage, ou rente tenu en fief, & le mary, durant & conſtant ledit mariage, ayt fait la foy & hommage & payé les droits & deuoirs, apres le deces dudit mary la femme ſuruiuant n'eſt tenuë pour ſa moytié dudit cōqueſt payer aucuns droits ſeigneuriaux tant qu'elle ſera en viduité: mais ſeulement faire la foy & hommage au ſeigneur feodal pour ſadite part & portion. Et ſi la part & portion de ſon mary audit conqueſt luy aduenoit par donation ou autrement, elle eſt tenuë de payer finance à

hec conſuetudo exigere teſtes rogatos & inſcriptos quemadmodum duo notarij ſunt rogati & inſcripti: l. i. vbi Bar. & Secin. D. de reb. dub. C. M.

6. 259. Id eſt deliurance & main leuee actu vel habitu. C. M.

1. 252. Sed interim p rata de ce qui eſt accordé ſe doit bailler main leuee. vñ sub hac cōſuetudine iudica tū fuit p arreſtum anno 1563. relato re do. Michae le Larcher ſenatore doctiſſimo. C. M.

2. 253. Ab hac prima p henſione inci p iēdo vice in terpellationis. C. M.

3. 256. Intel lige alterna tiue. C. M.

4. 256. Ex ſo omnia inclu dit. ergo p. S. 245. ſup. erit ſupplēdum en cas d'oppoſi tiō, dixi in cō ſuetu. Pariſi. S. 52. glo. n. 66. cum ſeq. C. M.

5. 258. Cōti git heredium vendi extra neo, proximus poſt ſexdecim annos venit ad retractū: reus oſtendit literam inue ſtitura, i qua non ſunt in ſcripti teſtes, ſed pbat quōd duo aderant non rogati, le preuoſt de Sē lis deboue le demādeur qui appelle deuant les preſidiaux leſquels dient mal iugé, & adiugēt le re trait par in gement der nier, Dōt ap pellēt en par lemēt, vbi ſen tēria des pre ſidiaux decla ratur nulla: Car ils ne peu uent iuger en ſouueraineté du retrait lin gnager qui concerne l'aſ ſeſſion qui eſt ineſtimable. Sed in prin cipali videtur

Coustumes du Bailliage de Senlis

son seigneur feodal pour ladite part & portion, selon la nature du fief.

cclxii.

Item aucun ne peut tenir terre sans seigneur.

cclxiii.

Item droit de champart & droit de vinage se doit payer sur peine de soixante sols parisis d'amende, & le droit de cens ou autre droit seigneurial equipolent audit cens se doit payer au iour qu'il est deu sur peine de sept sols six deniers parisis és chastellenies de Senlis & Compiègne, & de cinq sols parisis és chastellenies de Chaulmont, Ponthoise, Chambly, Creuil & cōté de Beaumont.

cclxiiii.

Item par la coustume locale des chastellenies de Chaulmont & Pôthoise tous arrierefiefs tenus d'aucun fief quand iceluy fief chet en relief, se relieuent chascun de quatre liures parisis, pourueu qu'ils vallent leur pris, & fils ne le vallent, d'autât qu'ils sont estimez valloir.

cclxv.

Item par ladite coustume locale, quand vn vassal laisse en la main de son seigneur vn arrierefief, ledit seigneur en peut prendre & auoir les proufits sans en rien rendre n'y auoir regard, quand le vassal vient pour releuer sondit arrierefief.

De saisine & possession acquerir.

cclxvi.

Item quiconques a tenu, iouy & possédé aucune chose par le temps & espace d'un an: non vi, non clam, non precario, il a acquis saisine & possession.

cclxvii.

Item quiconques a iouy par an & iour d'aucun heritage paisiblement, non vi, non clam, nō precario, & il est inquiet en sadite possession & iouissance apres l'an & iour passé de ladite possession paisible, iceluy possesseur peut vallablement intenter son cas de nouuelleté, contre celuy qui l'a ainsi trouble dedans l'an & iour dudit trouble & empeschement.

cclxviii.

Item veües & esgouts n'acquierēt point de possession & saisine par quelque laps de temps que ce soit, sans tiltre.

cclxix.

Item si entre deux maisons, iardins ou autres lieux y a vn mur moitoyé & edifié entre deux maisons, heritage ou autres lieux appartenans à deux personnes & voyfins, & le mur soustient d'une part les terres & heritages de l'une des personnes, & il aduient que ledit mur ayt besoing de refection & reedification de maçonnerie, la personne de laquelle lesdites terres sont par ledit mur soustenues, est tenue contribuer à ladite reedification & refection dudit mur depuis le fons & bas iusques au rez de terre, pour les deux pars, & l'autre voyfin est tenu pour le tiers seullement. Et depuis le rez d'icelle terre en amont, ladite reedification & refection se doit payer esgallement par lesdites personnes & voyfins iusques à la hauteur de neuf pieds.

cclxx.

Item femme maryee ne peut estre en iugement sans l'auctorité de son mary ou qu'elle soit auctorisee du Roy, ou de iustice.

cclxxi.

Item le mary est maistre & seigneur de tous les biens meubles & conquests immeubles faits durant & constant leur mariage, & d'iceux en peut disposer à son bon plaisir, iceux vendre & aliener sans le consentement de sa femme, & si iouyst de l'usufruit des propres heritages de sa femme, constant leur mariage, combien qu'ils soyent vns & communs en meubles & conquests.

cclxxii.

Item grans chemins royaux passans & allans de ville en ville, comme de Compiègne à Senlis, & de Senlis à Paris, Beauuais ou Meaulx & autres villes semblables, doyuent estre & seront d'espace & distance en l'argeur par tout le cours d'iceux audit bailliage de Senlis: c'est à sçauoir en boys & forests de quarante pieds pour le moins, & en terre labourable ou autre asfiete de terre hors boys & forests, de trente pieds aussi pour le moins.

Decrets d'heritages.

cclxxiii.

Quand aucuns heritages chargez de rentes non propriétaires, nō enlaissées n'inféodées: mais de rentes constituées sont mises en cryees & subhastations en deffaut de paiement pour les arrerages ou autres debtes, lesdites rentes sont tenües & reputées pour debtes mobilières seulement, en telle façon que les creanciers desdites rentes qui se seroient à ce opposez viendroient tous à contribution aux deniers qui viendroient de la vendition desdits heritages ainsi cryez & subhastez comme dit est, sans auoir regard à la priorité ou posteriorité de la constitution desdites rentes, combien que par ladite coustume tels creanciers de telles rentes sont preferez aux autres creanciers, qui sur la propriété desdits heritages ainsi cryez que dit est, auroient aucun droit d'hypotecque pour raison de quelque dette particuliere, ou somme de deniers pour vne fois en espee de chose, comme dette de bled, vin

1. 264. Sci-
 licet in redditu
 annuo, non e-
 nim debet e-
 mere suã pro-
 prietatem: sed
 debet valore
 fructuũ anni,
 & 4. libras pro
 quolibet sub-
 fundo. C.M.

vin,ou autrement.

cclxxiii.

Item en matiere de cryees,les cens, surcens, droits seigneuriaux, rentes proprietaires & charges foncieres, aufquelles seroient baillees les heritages cryez & subhastez & les arrerages d'icelles rentes, seront preferez deuant toutes autres rentes constituees ou non infeodees & par ordre.

cclxxv.

Item quand lesdits heritages, ainsi cryez que dit est, sont chargez de rentes constituees qui sont enfaïnees ou infeodees, les creanciers à qui sont deuz lesdites rentes enfaïnees ou infeodees, sont preferez aux autres à qui seulement sont deües les rentes constituees non enfaïnees ou infeodees, posé ores qu'elles soient de date subsequente de celles non enfaïnees ou infeodees, & encores precéderont les premieres enfaïnees selon ce qu'elles sont premieres enfaïnees, & se doyuent lesdits heritages ainsi cryez, estre adiugez par decret à la charge desdites rentes enfaïnees ou infeodees, & des arrerages d'icelles, s'il y a aucun qui les mette à pris à la vailleur de ce, & non autrement.

cclxxvi.

Item il conuient que les creanciers desdites rétes proprietaires & rentes enfaïnees & infeodees, ou de celles qui ne sont enfaïnees, s'opposent si bon leur semble ausdites cryees auât l'adiudication & seellé du decret, ou s'ils ne s'opposent, ils perdrôt leur droit de rente & hypothecque tant pour le principal que les arrerages sur lesdits heritages cryez, & sur celuy à qui ils auront esté adiugez.

cclxxvii.

Item quand aucun detenteur ou propriétaire d'aucun heritage soit par decret ou autre titre particulier a acquis ou acquiert aucune rente constituee sur ledit heritage, icelle rente est confuse & estrainte, & ne se peut ledit propriétaire ou detenteur ayder contre les autres creanciers ayans droit de rente ou hypothecque sur iceux heritages, posé ores qu'ils fussent subsecutifs en date desdites rentes ou rente confuse: si ce n'estoit toutesfois que la propriété desdits heritages fust euincee par iustice dudit detenteur & propriétaire. Auquel cas par ladite coustume ledit acquesteur de rente ou autre charge qui seroit euincee la propriété desdits heritages, pourront vallablement demander ses droits & actions de rentes & autres charges par luy acquestees, tant sur lesdits heritages euincez comme sur les autres non euincez, ainsi que des autres non creanciers, & tout ainsi qu'il eust peu faire parauant l'acquisition de la propriété desdits heritages euincez.

cclxxviii.

Item quand aucun heritage est cryé & subhasté, le droit de cens ou fons de terre seigneurial doit preferer tous les autres droits de rentes constituees ou autre droit, soit propriétaire, enfaïné ou infeodé, posé ores qu'ausdites cryees ledit seigneur se soit opposé ou non, combien que si le seigneur n'est opposant, il perdroit les arrerages de tel droit de cens.

cclxxix.

Item droit de cens & fons de terre deu à aucun seigneur ne se perd point par cryees, & ne peut estre prescript.

cclxxx.

Item quand aucun heritage est mis en cryees, tel heritage cryé, subhasté & adiugé est franc de toutes autres charges, excepté de celles des opposans. Et ausquelles tel heritage est adiugé avec les droits de censive & fons de terre.

cclxxxii.

Item quand vn heritage est mis en cryees & adiugé par decret au plus offrant sans la charge de l'opposition d'aucun qui pretendoit y auoir droit qui ne sy est opposé, tel non opposant par l'adiudication du decret qui en est fait, pert le droit reel qu'il y pretendoit & qu'il eust peu demander sur ledit heritage cryé. Et d'iceluy droit en est debouté, excepté le seigneur pour sondit droit de censive & fons de terre, comme dessus est dit.

cclxxxiii.

Item le creancier qui fait faire lesdites cryees d'aucun heritage n'est tenu de faire signifier lesdites cryees & l'adiudication du decret aux autres creanciers ayans droit d'hypothecque sur lesdits heritages cryez si bon luy semble, si lesdits creanciers ne s'estoient opposez ausdites cryees en la main du sergeant executeur ou greffier du lieu, auquel se doit faire ledit decret, auquel cas leur seroit donné iour pour dire leurs causes d'opposition.

cclxxxiiii.

Item quand aucun heritage est mis en cryees chascun est habille à foy opposer ausdites cryees & à iceluy heritage rencherir iusques à ce que ledit decret soit signé & seellé en iugement du seel du iuge, par deuât lequel est fait l'adiudication dudit decret de l'heritage ainsi cryé que dit est. Apres lequel seel ainsi apposé, aucun n'est receuable à foy opposer, n'à y mettre enche-re, mais auant qu'iceluy decret soit seellé sera apporté en iugement tout prest & grossoyé, & sera signifié que la huiétaine ensuyuant il sera seellé & expedié.

cclxxxv.

Item pour vallider & rendre vallables les cryees faites d'aucuns heritages pour estre vendus par decret au plus offrant & dernier encherisseur par vertu des lettres obligatoires ou cō-

Couſtumes du Bailliage de Senlis de Décrets d'heritages.

demnations ſur ce faites, conuient & eſt requis que les cryees de telsheritages que lon veüt ainſi vendre par decret ſoyent faites publiquement aux ſieges où leſditsheritages ſeroient vèdus. Et ſi lesheritages cryez ſont aſſis en autre chaſtellenie que celle où ils ſont vendus, conuient qu'ils ſoient cryez au ſiege & auditoire ordinaire de la chaſtellenie & preuoſté où ſont aſſis telsheritages par ſergeant ayant pouuoir de ce faire, ſoit par obligation ou condemnation, & à faute de payement ou de garniſon de meubles pour ſatisfaire au deu par quatre quatorzaines ſans diſcontinuation, & ſi conuient qu'elles ſoient rapportees ou relatees par eſcrit au iuge par deuant lequel le decret de telheritage ainſi cryé ſe doit adiuger, & auſſi que le debteur ſur lequel ſe ſont leſdites cryees ſoit adiourné à ſa perſonne, ou à ſon domicile pour veoir adiuger telsheritages par decret. Et leſdites cryees faites & parfaites & huit iours au parauant l'adiudication par decret de telsheritages cryez, en ſeront miſes attaches ou affixes par eſcrit à la porte de l'églife & parroiſſe en laquelle leſditsheritages cryez ſont ſituez & aſſis, & à la porte de l'auditoire & autres lieux publiques, où telle adiudication ſe fera. cclxxxv.

Item & l'aſſignation eſcheant que ſe doit faire l'adiudication deſdites cryees, ſera procedé à ladite adiudication ſans faire droit preallablement ſur la priorité ou poſteriorité des creanciers & oppoſans auſdites cryees. Et ſauf à faire diſcuſſion apres ladite adiudication faite auſſi bien qu'au precedent. cclxxxvi.

Item quand aucun a prins vnheritage à rente, & à ce, ſ'eſt obligé à touſiours, ou à temps, & promis leditheritage entretenir tellement que ladite rente y puiſſe eſtre perceüe: tel preneur ne ſe peut departir dudit contract de prinſe, ne renoncer à icelle prinſe ſans l'expres cōſentement du bailleur, ou de celui qui aura cauſe de luy. cclxxxvii.

Item vn locateur de maiſon, le terme dudit louage eſcheu, peut faire executer le cōducteur & luy faire garnir la main de biés pour le deu. Et ſ'il ſ'e part hors de ladite maiſon loüee & trāſporte tous ſes biens, ledit locateur le peut contraindre par iuſtice à remettre les biens meubles en ladite maiſon loüee, pour faire execution ſur leſdits biens ainſi remis que dit eſt, iuſques à la concurrence du deu dudit louage. cclxxxviii.

Item vn locateur de ſoy ſe peut gaiger ſur les biens de ſon cōducteur pour ledit louage ſans autre ſergeant ou homme de iuſtice quand il voit ledit cōducteur ſ'en partir de ladite maiſon ouheritage loüé avec ſes biens, ſans payer ledit louage par luy deu, & ce fait, le denoncer incontinent à iuſtice. cclxxxix.

Item vne cedulle priuee qui portera promeſſe de payer, empørte hypothecque du iour de la confeſſion d'icelle cedulle faite en iugement, & ſera le deteur tenu garnir ſuffiſamment de biens iuſques à la concurrence du contenu en icelle és mains du creancier, en baillant caution ſuffiſante par ledit creancier. ccxc.

Item vn reſpit ne peut auoir lieu contre le deu d'aucun à luy adiugé par ſentence diffinitive & contradictoire, & pour les deſpens adiugez & taxez, louage de maiſon, arrerages de rente, moiſſon de grain & debtes des mineurs contractees avec leſdits mineurs ou leurs tuteurs durant leur minorité. ccxci.

Item en matiere de deſconfiture chaſcun creancier vient à contribution au ſols la liure ſur les biens meubles du deteur, & n'y a point de prerogatiue.

A. Guillard.

N. Thibault.

N. Morel.

I. Rouſſel.

Proces verbal des couſtumes du Bailliage de Senlis.

LE ſamedy ſeiziefme iour du mois d'Aouſt l'an mil cinq cens trēte-neuf, Nous André Guillard conſeiller du Roy noſtre ſire & maiſtre des requestes ordinaires de ſon hoſtel, Et Nicole Thibault auſſi conſeiller & procureur general dudit ſeigneur, commiſſaires commis par le Roy, pour la reformation & reduction des couſtumes du bailliage de Senlis & anciens reſſors d'iceluy, partiſmes de la ville de Paris pour aller en la ville de Senlis pour faire publier & arreſter les couſtumes du bailliage dudit Senlis & anciens reſſors d'iceluy, En enſuyuant le cōtenu des lettres patentes & commiſſion du Roy noſtre dit ſeigneur à nous adreſſans: deſquelles la teneur enſuyt.

Françoys par la grace de Dieu Roy de France, A nos amez & feaux cōſeillers maiſtre André Guillard maiſtre des requestes ordinaires de noſtre hoſtel, Et Nicole Thibault noſtre procureur general, ſalut & dilection. Comme ſuyuant le vouloir, intention & ordonnance de nos predeceſſeurs Roys de France, nous ayons par l'aduis & deliberation de pluſieurs bons, grans &

& notables personages de nostre conseil priué, tant de nostre sang qu'autres, ordonné pour le bien & soulagement de nos subiets, certitude, & reiglement d'iceux quant aux coustumes des pays & prouinces où ils sont demourans, & obuier aux fraiz, mises & despens qu'il leur conuiendroit faire pour la preuue & verification desdites coustumes, & oster toute ambiguïté & difficulté d'icelles preuues, & aussi toute matiere de proces prouenant bien souuent de l'incertitude de la preuue desdites coustumes, & que toutes & chascunes les coustumes des bailliages & seneschauces de nostre royaume appelez les trois estats en chascun desdits bailliages & seneschauces, & sur ce leur aduis & deliberation, seroient redigees par escrit par certains commissaires qui à ce faire seroient par nous deputez, & reformees où elles se trouueroient en aucun endroit abusiuës & desraisonnables au proufit & vtilité de nos subiets ou contre nos droits, prerogatiues, & auctoritez, & icelles redigees seroient publiees par nosdits commissaires és sieges tât principaux que particuliers de nosdits bailliages & seneschauces. En faisant par eux, de par nous inhibitions & defences à tous nos subiets de n'alleguer autres coustumes que celles qui seroient redigees par escrit, & de faire d'oresnauant preuue d'icelles coustumes en aucune maniere que ce soit, si n'est par l'extrait du registre d'icelles, & que lesdites coustumes ainsi redigees seroient rapportees en nostredite cour de parlement pour en icelle estre emologues & enregistrees. Et si à la reduction desdites coustumes ou aucunes d'icelles y auoit opposition formee, que les opposans seroient sommairement ouys par nosdits commissaires, pour puis apres en ordonner ou en faire par eux leur rapport en nostredite cour, afin d'en estre par elle ordonné ainsi qu'il appartiendra par raison. Et ce sans la retardation de la reduction & publication desdites coustumes, à la charge de ladite opposition quant aux articles, pour le regard desquels ladite opposition seroit formee. Et suyuant nosdits vouloir, intention & ordonnance ont esté lesdites coustumes redigees par escrit en la plus part des bailliages & seneschauces de nostredit royaume, excepté nostre bailliage de Senlis & anciens ressors d'iceluy & quelques autres. Pour ce est il que nous voulans pourueoir à la tranquillité, repos & seureté de nos subiets en nostredit bailliage de Senlis & anciens ressors d'iceluy, & oster le plus que possible sera toute matiere & occasion de proces, deüement aduertis de voz bonnes diligences, soing, prouidence, science & experience, vous mandons & par ces presentes commettons & enioignons vous trāsporter en nostre ville & cité de Senlis lieu capital dudit bailliage, & illec faites assembler les trois estats ou la plus grāde & saine partie d'iceux en reformant par leursdits aduis & accord ce que lon trouuera estre à reformer és coustumes anciennement gardees audit bailliage, & y adioustez & diminuez ce que verrez estre à faire & trouuez estre fait par l'aduis & deliberation de ladite assemblee, ou de la plus grande & saine partie, comme dit est. Et s'il y a aucunes oppositions formees à la reduction & reformation desdites coustumes, orrez sommairement les opposans, & ordomerez promptement se faire se peut, ou reseruez à en faire vostre rapport en nostre dite cour de parlement, pour estre par elle fait droit sur lesdites oppositions en procedāt à l'emologation & enregistrement desdites coustumes, sans pour ce differer de proceder à la reduction & publication desdites coustumes, tant au siege dudit Senlis qu'autres particuliers de nostredit bailliage & anciens ressors. A la charge toutesfois & sans preiudice des oppositions qui seront formees à ladite reduction & publication quant aux articles, pour le regard desquels lesdites oppositions auront esté formees tant seulement, & sauf à y faire droit preallablement par nostre dite cour, auant que proceder à l'emologation & reduction desdits articles, pour le regard desquels ladite opposition auroit esté formee. Et en faisant faire ladite publication, ferez deffense à tous noz subiets demourans en nostre bailliage de Senlis & anciens ressors d'iceluy, & à tous autres d'alleguer autres coustumes que celles qui seront redigees par escrit, & d'en faire autre preuue que par l'extrait du registre d'icelles, vous donnant au demourant mandement & pouuoir especial de faire tout ce que verrez estre vtile & necessaire pour la reduction, reformation & publication desdites coustumes, combien que la chose requist mandement plus expres, & de contraindre tous ceux qui pour ce seront à contraindre à y obeyr par toutes voyes deües & raisonnables, ainsi que verrez que le cas le requerra, car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le dixiesme iour de Iuillet l'an de grace Mil cinq cens trente-neuf. Et de nostre regne le vingt-cinq. Ainsi signé par le Roy. De la Chesnaye. Et seellé sur simple queuë de cire iaune. &c.

Pour les gens d'eglise de la chastellenie de Senlis, reuerend pere en Dieu monsieur l'uefque & comte de Beauuais per de France, qui est comparu par maistre Iean le roy son procu-

Proces verbal

teur audit comté, assisté de maistre François piochet baillif dudit seigneur, lesquels tant pour ledit seigneur euesque, que pour autres les officiers & subiets ont dit qu'à cause des droits, privileges & prerogatiues de la perrie & de sondit comté qu'il tient en perrie du Roy nostredit seigneur, il n'est tenu plaider ne comparoir au moyen de quelques assignations à luy baillees ailleurs qu'en la cour de parlement, & n'est en riens subiet du bailliage & chastellenie de Senlis, ne seldits baillifs & officiers, mais sont les appellations de sondit baillif ressortissans neüement en la cour de parlement. Et à ceste cause n'est ledit reuerend pere ne seldits baillifs, officiers n'autres ses subiets tenus d'obeyr à l'adiournement & commandement à luy faits de comparoir audit Senlis & à seldits officiers touchant lesdites coustumes. Mesmement qu'en sadite comté de Beauuais y a coustumes locales generalmente gardees en iceluy comté & perrie, lesquelles sont distinctes & differentes des coustumes de la chastellenie dudit Senlis: mais neantmoins par ce que ledit reuerend pere a plusieurs terres & seigneuries assises en diuers lieux, doubtant qu'aucune chose ne fust faite audit Senlis au preiudice de ses droits & de ses subiets esdites terres, il auoit enuoyé audit Senlis seldits baillifs & procureur, lesquels ont protesté & protestent que ladite comparence ne puist nuyre ne preiudicier à seldits droits, prerogatiues, n'à seldits officiers & subiets de sondit comté. Protestant aussi que ce qui sera fait audit Senlis ne puist preiudicier aux coustumes locales & particulieres de seldits comté & vidame de Gerberoy, n'à seldits droits. Declarant outre qu'il empeschoit & s'oppose à ce qu'aucune chose ne se face au preiudice de seldits droits & prerogatiues & desdites coustumes de sadite comté, lesquelles il entend bailler en la cour de parlement. En laquelle cour il requiert estre renuoyé le debat qui pourroit estre sur ce que lon voudroit faire audit Senlis contre lesdits droits de perrie & coustumes locales de sondit bailliage de Beauuais & vidame de Gerberoy, requerant lettre de ce. A laquelle protestation & opposition ledit procureur du Roy a respondu qu'il ne veut denier que la comté de Beauuais ne soit en perrie, & que les droits, prerogatiues & preeminences de perrie ne soient gardees & entretenus à la raison au proufit de mondit seigneur de Beauuais, & que pour les droits de sadite perrie & de ses domaines il les puist poursuyuir en la cour de parlement sur la propriété, & en la cour des requestes sur la possession, ou deuant ledit baillif de Senlis si bon luy semble. Mais en tant que touche la iurisdiction ordinaire administree par ses iuges & officiers entre ses subiets, la connoissance & ressort par appel en a esté notoirement tenue, garde & obseruee par deuant ledit baillif de Senlis ou son lieutenant en ses assises dudit Senlis, & ainsi en a esté vsé de tout temps, & n'est memoire d'homme au contraire iusques à certain temps a, que les predecesseurs dudit euesque ont empesché le ressort ordinaire de ladite iurisdiction, sur lesquels empeschemens se sont meuz plusieurs proces en demandant & en deffendant en diuerses instances & pour diuers cas entre mondit seigneur & ses officiers, & ledit procureur du Roy & autres parties particulieres pour leur interest, la plus part desquels & les principaux sont en la cour de parlement indecis & sans discussion du different de ladite iurisdiction. Et à ces causes ledit procureur du Roy soutient que supposé que le ressort de ladite iurisdiction ordinaire dudit baillif & autres officiers de Beauuais demourast en ladite cour de parlement, comme ils le pretendent par le privilege de perrie. Neantmoins la chose est notoire, & ne le scauroit ignorer mondit seigneur de Beauuais ne ses officiers, que ladite ville & comté de Beauuais est assise, comprise & enclose és fins & mettes de ladite chastellenie de Senlis, & par consequent dudit bailliage, & qu'il soit ainsi, ledit seigneur à present euesque de Beauuais à son aduenement a requis & eu la main leuee du temporel dudit euesché saisy & estant en la main du Roy par le trespas de son predecesseur, par deuant ledit baillif de Senlis ou son lieutenant general audit lieu, avec ledit procureur du Roy, & l'aduocat dudit seigneur audit bailliage. En quoy appert ledit comté & ville de Beauuais estre dudit bailliage de Senlis & de la iurisdiction & ressort d'iceluy, & est par l'acte & connoissance que ledit baillif de Senlis ou sondit lieutenant a eu de ladite main leuee, demonstré que s'il eust esté ou estoit autrement, ledit euesque n'eust requis ladite main leuee ne l'enterinement des lettres sur ce par luy obtenues du Roy par deuant ledit baillif de Senlis ou sondit lieutenant, & ne se voudroit pas aduoüer d'un autre bailliage que de Senlis ou d'une autre chastellenie particuliere en iceluy bailliage de Senlis, & est plus condigne & decent estre sous la chastellenie de Senlis, qui est le chef lieu & la plus noble chastellenie des autres, sous laquelle chastellenie a ces tiltres & moyens ledit comte de Beauuais, seroit & est subiet & responsable és cas royaux, reseruez au Roy. Ces choses considerees il sensuyt bien & n'y a point de repugnance au privilege de perrie n'au ressort de ladite iurisdiction, soit

en la

en la cour de parlemēt, ou soit au siege de Senlis que ladite ville & comté de Beauvais ne soit assise & cōprinse en ladite chastellenie de Senlis, & par consequent en termes generaux, estre à reigler & conduire selon les coustumes, vsages & itile generaux de ladite chastellenie de Senlis sans preiudice aux coustumes locales desdites ville & comté de Beauvais, & des droits particuliers que mondit seigneur y a & peut auoir desrogans à ladite coustume generale. Surquoy a esté par nous ordonné que leldits euesque & procureur du Roy, hicinde, auront lettres de leursdites protestations, & sur l'opposition formee par ledit euesque nous l'auons renuoyé à la cour, & neantmoins déclaré que nous passerons outre à tout le moins par maniere de prouision entant qu'à luy est. Reuerend pere en Dieu monsieur l'euesque de Senlis par Pierre de sainct Gobert son procureur. Les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise sainct Pierre de Beauvais par maistre Anthoine pilan chanoine de ladite eglise, & maistre Martin thierry leurs procureurs. Les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise nostre Dame de Senlis, par maistre Pierre foucquet archediacre, & Nicole truyart docteur en theologie chanoines de ladite eglise, procureurs & deleguez d'icelle. Les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise collegial sainct Rieule de Senlis par Iean desprez leur procureur en la presence dudit Truyart, doyen & chanoine de ladite eglise. Les doyen, chanoines & chapitre de Frambould de Senlis par ledit desprez, aussi leur procureur. Les religieux, abbé & conuent de Chaalits, l'abbé present & les religieux & conuent par Pierre de bonuiller leur procureur, Les religieux, abbé & conuent de S. Vincent de Senlis par Iean desprez leur procureur. Les religieux, abbé & conuent de la Victoire lez ledit Senlis, Arnoult de ligny abbé present, & les religieux & conuent par Iacques methet leur procureur. Les religieux, abbé & conuent de Royaulmont par Loys foucquet leur procureur en la presence de frere Iean charpentier l'un desdits religieux. Le prieur & conuent de sainct Maurice de Sélis par frere Lambert hormá prieur en personne. Les religieux, prieur & conuent de sainct Nicolas dacy lez ledit Senlis par Pierre lobry leur procureur en la presence de frere Andry boucher sousprieur, le prieur de sainct Christofle en Hallate en personne. Les religieuses, abbesse & conuent de Chesles sainte Bauptraire à cause d'un fief qu'elles ont à Barron par Iean desprez leur procureur. Les religieux, abbé & conuent de sainte Geneuiefue à Paris seigneurs de Borrets, absens. Contre lesquels audit procureur du Roy ce requerant, auons donné & ottroyé deffaut à faute de comparoir n'y autre pour eux sauf deux iours prochains. Et neantmoins & nonobstant ledit, sauf, nous auons dit tāt pour eux que pour les autres absens & deffaillans cy apres nommez, qu'il sera procedé au fait de la redaction, reformation & esmologation des coustumes dudit bailliage selon lesdites lettres patētes du Roy, aussi bien en leur absence comme en leur presence, comme il appartiēdra par raison. Les religieuses, abbesse & conuent de Montmartre dames de Barbery, absentes. Le commandeur de sainct Iean de Senlis & de Laigny le secq, pour lequel Iean desprez procureur à Senlis a dit estre procureur en ses causes, offrant comparoir pour luy, duquel il a dit ne sçauoir recouurer promptement procuration especialle par ce qu'il dit estre en l'isle de Malte gouverneur des nauires des cheualiers de l'ordre de sainct Iean de Hierusalem, à la conseruation de la Chrestienté. Surquoy a esté donné deffaut, & par vertu d'iceluy a esté ordonné comme dessus. Les religieux, abbé & conuent de sainct Denys en France seigneurs de Plailly estrees, sainct Denys moyniller goumeulx & autres terres à eux appartenans assises au bailliage de Senlis, par ledit Desprez leur procureur en la presence de frere Matthieu frezon religieux de ladite abbaye. Les religieuses, abbesse & conuent du Moncel dames vsufructuaires de Pontpoint, par Daniel vizer leur procureur. Les religieux, prieur & conuent de sainct Leu desferens par Loys foucquet leur procureur en la presence de frere Oliuier pot sousprieur & ausinonier dudit prieuré. Le prieur de Fresnoy en Beauuoisis, absent. Le prieur de Pontz sainct Maixence, absent. Le prieur de sainct Martin lez Longueane, absent. Contre lesquels a esté donné deffaut comme dessus, sauf deux iours. & le .xix. iour dudit mois d'Aoust est comparu ledit prieur de sainct Martin lez Longueane en sa personne, qui a esté releué dudit deffaut.

Pour les nobles de la chastellenie, y sont comparuz haut & puissant seigneur Messire Anne de Montmorancy cheualier de l'ordre du Roy, premier baron, ¹ conestable, grand maistre de France, comte de Beaumont, par Yuon pierres escuyer seigneur de Bellefontaine son maistre d'hostel, & Iean desprez ses procureurs. A l'euocation de laquelle comparition, par maistre Symon le grand baillif de Beaumont, a esté dit que combien que mondit seigneur le conestable comte dudit Beaumont soit appellé en ce lieu de Senlis par deuant nous pour la reformation & redaction des coustumes du bailliage dudit Senlis, Ce neantmoins ledit comté n'est en

¹ De l'isle de France, depuis erigé en duché de Montmorancy. C.M.

Proces verbal des coustumes

¹ Quia una
creata est
iudo. C. M.

² Frere du
Connestable.

riens subiet au bailliage de Senlis, mais est vn bailliage du tout distinct & separé où il y a tous officiers royaux, non subiets au baillif de Senlis, mesme estoit baillif en chef du comté dudit Beaumont & tel receu en la cour de parlement sans aucun contredit. A ceste cause ledit le grand a protesté que la comparence qu'il fait par deuant nous en ce lieu ordonné & esleu par le Roy pour proceder au fait de la redaction desdites coustumes dudit Senlis & Beaumont par vn mesme moyen, ¹ au soulagement du peuple, ne luy puiſt nuire ne preiudicier n'a ses successeurs baillifs. Et par maistre Henry de trumegines procureur du Roy audit comté ont esté faites pareilles protestations que dessus, & déclaré que sadite comparence estoit sous la commission du Roy à nous donnée, & non autrement. Par le procureur du Roy audit bailliage de Senlis assisté de l'aduocat dudit seigneur a esté dit que par charte dont il a fait apparoir promptement & de tout temps & ancienneté, ledit comté de Beaumont auoit esté & estoit dudit bailliage de Senlis & ancien ressort d'iceluy, & comme estant tel, estoit mādé par lesdites lettres patentes à nous adressans pour le fait & acte de present appeller les estats dudit comté au siege dudit Senlis par deuant nous. Ce qui auoit esté fait à iuste cause. Et pareillement la comparence que ledit seigneur connestable y faisoit, lequel il auoit fait appeller pource qu'il tient ledit comté à faculté de rachat faisant protestation contraire à celle desdits baillif de Beaumont & procureur du Roy audit lieu. Sur-quoy a esté par nous ordonné que lesdits baillif, procureur du Roy de Beaumont & procureur du Roy audit bailliage de Senlis auront lettres de leurs declarations, remonstrances & protestations. Noble & puissant seigneur messire François de Montmorancy seigneur de la Rochepot & de Mello, ² conseiller chābellan ordinaire du Roy, cheualier de son ordre, gouverneur de Paris & yſle de France, à cause de sa baronnie, chastel & chastellenie de Mello & des terres de Maisel & autres à luy appartenans en sa personne assisté de maistre Nicole le bel licencié es loix son baillif, & Loys foucquet son procureur. Leā de maricourt escuyer seigneur baron & chastelain de Moncy le chastel par maistre Jacques barthelemy licencié es loix son baillif, & Daniel vizer son procureur. Ledit de Montmorancy seigneur connestable, à cause de son chastel, terres & seigneuries de Chantily, Mont espilloer, Chauercy, & autres seigneuries assises en la chastellenie dudit Senlis par lesdits Yuon pierres & Iean desprez seldits maistres d'hostel & procureur. Jacques de vauldray escuyer seigneur de Mouy sur thérain par Iean hubert son procureur. Gilles de fay escuyer seigneur de Chasteaurouge par Pierre de bonuiller son procureur: en appellant lequel de Fay Loys foucquet procureur de Loys de fay escuyer seigneur de Fercourt a protesté que ladite comparence & qualité de seigneur de Chasteaurouge que prenoit ledit Gilles de fay ne luy puiſt preiudicier, parce qu'il pretendoit ladite seigneurie de Chasteaurouge luy competer & appartenir en partie. Au contraire ledit de bonuiller pour ledit Gilles de fay a maintenu ladite seigneurie luy appartenir, & soustenu que ladite qualité deuoit demourer, faisant protestation contraire à celle dudit Loys de fay. Sur-quoy nous auons ordonné que lesdites parties auront acte de leursdites declarations & protestations. Loys de fay escuyer seigneur de Fercourt par Loys foucquet son procureur, à l'appellation & comparence duquel ledit procureur du Roy audit comté de Beaumont a dit que le fief & seigneurie de Fercourt est tenu du Roy à cause dudit comté, & pource ne doit ledit de fay estre appellé & comparoir sous la chastellenie de Senlis, mais sous ledit côté en son ordre & lieu. Le procureur du Roy au bailliage de Senlis dit qu'audit de Fay appertenoient autres terres, fiefs & seigneuries que ledit Fercourt tenuës en fief tant de Mello, Moncy le chastel que Mouy, assis audit bailliage & chastellenie, & qu'en tout euenement ladite comparence doit demourer pour le regard desdites seigneuries assises audit bailliage de Senlis. Sur-quoy a esté par nous dit qu'en ce qui touche & regarde les terres, fiefs & seigneuries appartenans audit de Fay seigneur de Fercourt assis audit bailliage de Senlis, la presentation & comparence faite à present par luy, demourra sans preiudice au surplus des droits & proces des parties. Messire Adrian de ligny cheualier seigneur de Rary, par François desprez son procureur. Loys de saint Lymon escuyer seigneur de Rasse & du Plessier choisel, par Robert de bonuiller son procureur. Pierre le maire escuyer seigneur de Parisfontaine, par Daniel vizer son procureur. Denys le boucher seigneur du Faict, par ledit vizer son procureur. Guillaume de marle escuyer seigneur de Verſagny en sa personne. Loys de pontaillier escuyer seigneur de Ballagny lez Senlis absent, deffaut. Iean de la fontaine escuyer seigneur Dongnon, par François desprez son procureur. Nicolas de la fontaine escuyer seigneur de Malgenestre, par ledit François desprez. Nobles hommes Robert anthoins & maistre Gilles anthoins seigneurs de Barron, ledit Robert en sa psonne, & pour ledit maistre Gilles. Marc de la fontaine escuyer seigneur de Bachetz,

Bachets, par François desprez son procureur. Robert de moncy escuyer seigneur de la Morraigne en sa personne. Charles du croc escuyer seigneur d'Apremont, present. Loys cromair escuyer seigneur de Fontaines lez cornus, par Loys foucquet son procureur. Pierre desfriches escuyer seigneur de Brassenzes absent, deffaut. Noble homme maistre Nicole thibault conseiller du Roy & son procureur general seigneur de Montaigny sainct Felice en personne, qui a constitué son procureur Daniel vizez à ce present. Noble homme & sage maistre René baillet conseiller du Roy en sa cour de parlement à Paris, seigneur de Seilly en Meulcien absent, deffaut comme dessus. A l'appellation duquel est comparu Iean poulain escuyer pour ladite seigneurie de laquelle il a dit estre seigneur en partie. Sur-quoy François desprez soy disant procureur aux causes dudit René baillet a dit au contraire iceluy baillet estre seigneur dudit lieu, & a protesté que la comparence que s'efforceroit faire ledit Poulain en la qualité dessusdite ne puiſt preiudicier audit Baillet, disant ledit Poulain n'auoir aucun droit de iustice audit Seilly. Desquelles protestations a esté ordonné que lesdits Poulain & Desprez pour ledit Baillet aurót lettres. Pierre de hagues seigneur du Plessier belleuille, par Iacques liore son procureur. Dame Marie destouteuille veufue de feu messire Gabriel d'Allegre dame d'Oisfery & sainct Patheur absente deffaut, sauf deux iours. Damoiselle Antoinette de bosqueaux dame de Verderonne, Montigny & la briere par Pierre de bonuiller son procureur. Christofle de Paris escuyer seigneur de Boissy le chasteau, par Iean desprez son procureur. Messire Anthoine du prat, cheualier seigneur de Namptoulet à cause de sa seigneurie de Marchemorel absent, deffaut sauf deux iours. Les seigneurs d'Armenouuille & Pontharmé par Iacques methélet leur procureur. Le seigneur de Ver sous Dampmartin, absent, deffaut. Messire Iean de rambures seigneur dudit lieu à cause de sa femme dame vsufructuaire de Verneul sur Oize, absent, deffaut. Les religieux, abbé & conuent de sainct Pierre de Laigny sur Marne pour leurs seigneuries de Droizelles, Ducy & Ongnes, par Pierre de sainct Gubert leur procureur. Noble homme & sage maistre Iean Iacques de mesmes, pour sa seigneurie de Mallassize, par Iacques poulet son procureur à l'appel & comparence dudit de Mesmes le procureur du Roy en la chastellenie de Creeil audit nom & pour la royne de Nauarre dame vsufructuaire dudit Creeil, a empesché que ladite comparence ne fust faite ne receüe sous la chastellenie dudit Senlis, par ce qu'il a dit, ladite seigneurie de Mallassize estre neuément de la chastellenie dudit Creeil. Sur ce le procureur au bailliage de Senlis garny de l'aduocat dudit seigneur a dit au contraire, ladite seigneurie estre de ladite chastellenie & bailliage de Senlis, & que ladite comparence deuoit demourer en l'estat qu'elle estoit, ce qu'a denyé ledit procureur du Roy de Creeil, alleguant que pour le relief de ladite seigneurie y auoit different & proces entre luy pour le Roy & ladite Royne de Nauarre, & ledit procureur du Roy audit bailliage de Senlis. Auquel proces il a dit sentence auoir esté donnée à son prouffit. Ce que pareillement a denyé ledit procureur du Roy à Senlis, & où aucune sentence seroit interuenue, si n'estoit elle telle que la pretendoit ledit procureur du Roy à Creeil, & si auoit appel interietté d'icelle par ledit procureur du Roy à Senlis. Sur-quoy nous par prouision sans preiudice à leurs droits & proces pour raison du ressort de iurisdiction pour ledit lieu de Mallassize: Auons dit & ordonné que la comparence dudit seigneur de Mallassize à cause de ladite seigneurie, sera enregistree comme estant assise audit bailliage de Senlis. Dame Ieanne de Rieux dame de Seurnillees & Bertherand fosse, par Iean desprez son procureur. Gilles de fay, Yde l'orfeure sa femme. Iean seigneur de Pippemont, Marie l'orfeure sa femme, à cause desdites femmes, seigneurs chastellains de Pontz saincte Maixence, cōparant lesdits de Fay & sa femme, par Pierre de bonuiller, & lesdits de Pippemont & sa femme, par Iean desprez leurs procureurs. A l'euocation desquels seigneurs chastellains de Pontz, ledit procureur du Roy a empesché que les dessusdits ne soient receuz à comparoir n'estre appelez esdites qualitez de seigneurs chastellains de Pontz, mais comme eux disans seigneurs chastellains dudit lieu, par ce qu'il disoit le Roy estre seigneur direct. Lesdits desprez & de bonuiller pour lesdits de Fay, de Pippemont & leurs femmes, ont soustenu que ladite qualité deuoit demourer, par ce qu'ils ont maintenuz estre seigneurs chastellains dudit Pontz, ioint qu'en l'assemblée faite pour accorder les coustumes dudit bailliage en l'an mil cinq cens & six le seigneur ou seigneurs chastellains dudit Pontz qui estoient audit tēps, ont esté appelez & receuz en ladite qualité de seigneurs chastellains, Et sur ce ledit desprez cōme procureur dudit seigneur, Anne de Montmorancy, conestable de France, seigneur de Châtilly, s'est ioint avec les dessusdits pour soustenir avec eux la qualité par eux prinſe comme ses vassaux tenans

Proces verbal des coustumes

de luy, à cause de ladite seigneurie de Chantilly en foy & hommage ladite chastellenie de Pontz, employant ce que par eux a esté dit cy dessus. Et par ledit procureur du Roy a esté cōme dessus empesché ladite qualité, tant à l'encontre d'eux que dudit de Montmorancy, alleguant que par sentence donnee au siege du bailliage de Senlis, il auoit esté dit que lesdits de Pippemont & de Fay seroient dits & intentez eux disans seigneurs chastellains dudit Pontz. Sur-quoy veu le cayer & registre au proces verbal de l'assemblee faite en l'an mil cinq cens & six, pour le fait des coustumes dudit bailliage, par lequel appert Pierre l'orfèvre soy estre presenté lors & estre comparu en ladite qualité de seigneur chastelain de Pontz, nous auons dit par prouision & sans preiudice aux droits & proces desdites parties sur ladite qualité pretendue par lesdits de Fay & de Pippemont, qu'icelle qualité en laquelle ont esté appellez & sont comparuz, demourra, dont ledit procureur au Roy a appellé. Dame Adriane de launoy, dame de Beurepaire comparant, par Jacques methélet son procureur. Noble homme maistre Robert daniel conseiller du Roy & president des comptes, seigneur de la tour d'Araines. Noble homme & sage maistre René brinon conseiller du Roy & president en la cour de parlement à Bordeaux, seigneur de Cires lez Mello, par Pierre de saint Gobert son procureur. Jean de herlaut escuyer seigneur de Villers sous saint Leu, absent, deffaut, nonobstant la comparence qu'ayent offert faire pour luy Daniel vize son procureur aux causes à Senlis, Jean bourgeois son preuost, & Jean godart son procureur audit Villers non ayans procuration speciale de luy. Les religieux abbé & conuent de saint Lucian lez Beauuais par ledit maistre Jean le roy leur procureur. Les religieux abbé & conuent de saint Quentin lez Beauuais, par Loys foucquet leur procureur. Les religieux abbé & conuent de saint Symphorien lez Beauuais, par Daniel vize leur procureur. Les chanoines & chapitre nostre Dame au chastel de Beauuais, par Loys colart leur procureur. Les chanoines & chapitre saint Michel de Beauuais, par Loys foucquet leur procureur. Les chanoines & chapitre saint Barthelemy dudit Beauuais cōparans par ledit Colart leur procureur. Les chanoines & chapitre saint Nicolas dudit Beauuais aussi par ledit Colart leur procureur. Les chanoines & chapitre saint Vaast dudit Beauuais, par Pierre de bonuiller leur procureur. Les chanoines & chapitre saint Laurens dudit Beauuais, par Jacques methélet leur procureur. Les maistre, frere & sœurs de l'hostel Dieu dudit Beauuais, par Loys foucquet leur procureur. Le maistre & administrateur de l'hostel saint Ladre dudit Beauuais, par ledit Foucquet son procureur. Frere Jean de ronquerolles abbé du Gar, seigneur de Chastillon, Trocy & Anneul, par Jean desprez son procureur. Les religieux abbé & conuent de saint Germer de Flay seigneurs de Tardōne, par Germain clopin leur procureur. Laquelle comparence faite en ceste matiere, par lesdits de saint Germer, ledit maistre Jean le roy pour ledit euesque & comte de Beauuais per de France, a protesté qu'elle ne puiſt preiudicier audit seigneur euesque, par ce qu'il a maintenu lesdits de saint Germer estre subiets & vassaux d'iceluy euesque à cause de ladite seigneurie de Tardonne, par eux tenue de luy en foy & hommage à cause dudit comté de Beauuais, & par tant lesdits de saint Germer en ladite qualité n'estre en riens tenus, subiets ne responsables au siege dudit bailliage de Senlis, mais par deuant le baillif de Beauuais & d'illec en la cour de Parlement à Paris à cause de ladite Perrie. Et par le procureur du Roy audit bailliage de Senlis assisté de l'aduocat dudit seigneur, A esté dit que les demourans audit comté de Beauuais estoient responsables par appel au siege dudit bailliage de Senlis, comme ils auoient esté & estoient de tout temps & ancienneté, faisant protestation contraire à celle dudit le Roy audit nom. Sur-quoy nous auons ordonné que lesdits le Roy au nom dessusdit & procureur du Roy auront acte de leur dire & protestations, & neâtmoins qu'il sera procedé au fait de la reduction & emologation des coustumes dudit bailliage quant ausdits de saint Germer en la qualité en laquelle ils se sont presentez, comme il appartiendra. Frere Matthieu rondin prieur du prieuré d'Aneul absent deffaut. Les maire & pers de la ville de Beauuais comparans par ledit maistre Martin thierry leur procureur, en laquelle cōparéce ledit le Roy pour ledit euesque & cōte de Beauuais a fait pareille protestation pour le regard desdits maire & pers qu'il a dit estre ses subiets ayans leur siege & iurisdiction en la ville de Beauuais, que cy dessus il a fait en la comparence faite par les religieux, abbé & conuent de saint Germer de Flay pour leur seigneurie de Tardonne. Et par ledit maistre Martin thierry, pour lesdits maire & pers a esté fait protestation contraire à celle dudit le Roy, protestant que son dire ne puiſt preiudicier ausdits maire & pers leurs droits, iustices, priuileges, vsages, franchises, libertez, auctoritez & preeminences, disant que ledit euesque de Beauuais ne peut faire, n'introduire quelques coustumes locales en ladite

ladite ville de Beauuais, sauf toutesfois où il voudroit ce faire ausdits mayre & pers, d'eux opposer, desduire leurs causes d'opposition, & faire tout ce qu'il appartiendra en temps & lieu. Maistre François piochet baillif de Beauuais en sa personne, qui pour luy & en ladite qualité a employé ce que cy dessus. En la comparence dudit euesque de Beauuais a esté dit par le procureur dudit euesque, tant pour ledit euesque que pour ses officiers. Et au contraire le procureur du Roy a employé la responce qu'il y a faite. Et a esté sur ce donné par nous tel appointment que fait a esté pour iceluy euesque audit endroit. Pour les nobles du comté de Beauuais sont comparuz messire Nicolas de Mouy seigneur chastellain de Beauuais, par Germain clopin son procureur. Messire Adrian de Pisseleu cheualier, seigneur de saint Leger, par Jean dole son procureur. Messire Jean de lisle cheualier, seigneur de Mariuaux, seigneur d'un fief assis à Senésfontaine, en sa personne. Noble homme Jean de roncherolles seigneur Danneul, par Jean desprez son procureur. Ieã de brunaulieu seigneur de la Neufuille sur Anneul, par Loys foucquet son procureur. Entant que touche lesquels de Mouy, de Pisseleu, de Lisle, de Roncherolles & de Brunaulieu que ledit le Roy procureur dudit euesque de Beauuais a dit estre les vassaux d'iceluy euesque à cause de son dit comté pour les seigneuries & fiefs dessus declarez à eux appartenans. Ledit le Roy a fait pareille remonstrance & protestation qu'aussi il a fait cy dessus en la comparence des religieux, abbé & conuent de saint Germer de Flay & des maire & pers de la ville de Beauuais. Et a pareillement esté sur ce donné semblable ordonnance ou appointment. Nicolas d'auuergne seigneur d'un fief assis à Authoul, par Nicolas billouet son procureur. Marguerite le brun veufue de feu Anthoine de gandechart à cause des fiefs de Villotren & Mesangny absent, deffaut. Pierre le masson seigneur de la Neufuille, messire Guernier en sa personne. Noble homme & sage Jean danet cheualier president en la cour des generaux de la iustice à Paris, Pierre le maire & Jean de villers seigneurs de Berneu, ledit Dannel par Jean desprez son procureur, lesdits le maire & de Villers, absens, deffaut. Encores ledit de Villers seigneur de Vaulx, absent deffaut. La veufue de feu messire Anthoine le viste en son viuant conseiller du Roy & president en la cour de parlement à Paris, & le seigneur de la forest seigneurs d'Authoul, absens, deffaut. Claude de Montmorancy seigneur d'Aumont absent, deffaut. Jean de mailly seigneur d'Aumarefts, Seilly & Tillart, par Philippes thureau son procureur. Estienne Morel seigneur de Crecy & Hautfeuille, par Jean desprez son procureur. Magdaleine de marigny dame de Fraincourt absente, deffaut. Jean du val seigneur de Barhecourt en partie absent, deffaut. Ledit du Val seigneur de Villers sur There, en partie absent, deffaut. Le seigneur de Montreul sur therain absent, deffaut. Jean de micault seigneur de Lespine & de Lauercines en partie, par Pierre de bonuiller son procureur. Loys descourtils seigneur de Marlemont en la chastellenie de Mello absent, deffaut. Phaaron de Hannoilles seigneur de Vuaruis en partie, en sa personne. Noble homme & sage maistre Nicole de hacqueuille seigneur de Villers saint Barthelemy, par Jean desprez son procureur. Maistre Guy de cotteblanche seigneur de Bracheu, par Loys foucquet son procureur. Pierre parent seigneur de Bourgaigmont, par Loys foucquet son procureur. Le seigneur de Dampierre & dudit Bourgaigmont en partie absent, deffaut. Messire Vaspazien carnoisin seigneur d'Achy, par Nicolas laurens son procureur. Noble homme maistre Jean danet seigneur de Frocourt & Berneu, par Jean desprez son procureur. Robert damboug seigneur de Villebray, par Germain cloppin son procureur. Nicolas le seellier seigneur de Bizencourt absent, deffaut. Yuon de seigneur de Lonenzes absent, deffaut. François de la marche seigneur de Blicourt absent, deffaut. Balthasar de chantelou seigneur de Lihus, par Jean desprez son procureur. Noble seigneur Anthoine de haluyn seigneur de Piennes & de Lihus en partie, par Jean desprez son procureur. François de launoy escuyer seigneur de Moruiller absent, deffaut. Le seigneur de Grâuille à cause de la seigneurie de Tilloy, par Jean desprez son procureur. Messire Jean des monceaux cheualier seigneur dudit lieu, Gremeuiller, Hermentiers & Hanoilles, par Germain cloppin son procureur. Jean de Baeleu seigneur dudit lieu absent, deffaut. Messire Gobert d'appremont cheualier seigneur de Thalín & de Troissireulx, & dame Anthoinette de bissipat sa femme, par Jean desprez son procureur. Messire François de serens seigneur de Sonions absent, deffaut. Jean le veneur seigneur dudit Sonions en partie absent, deffaut. Maistre Iacque brion seigneur de Saneignes absent, deffaut. Philippes rogin seigneur de saint Germain absent, deffaut. Pierre le bastier seigneur de Boutauant & de Grincourt, par Loys foucquet son procureur. Maistre Jean tristá seigneur de Houffoy le farfy & parroisse de Troissereux, par Jean desprez son procureur.

Proces verbal des coustumes

Pour les officiers du Roy audit bailliage son comparuz messire Jean de sains, cheualier, seigneur de Marigny eschanfon du Roy baillif & capitaine de Senlis, en sa personne. Noble homme maistre Nicolle morel licencié es droitz son lieutenant general, en sa personne. Noble homme maistre Philippes le bel escuyer licencié es loix, lieutenant particulier dudit baillif, en sa personne. Nobles hommes & sages maistres Jacques barthelemy, aduocat du Roy audit bailliage, en sa personne, Nicole coulou procureur du Roy aussi audit bailliage en sa personne, Jean le preuost receueur ordinaire du dit seigneur en iceluy bailliage en sa personne. Maistre Jean greffin licencié es loix, preuost forain de Senlis en garde pour le Roy en sa personne, qui a requis ce mot & qualité de preuost forain estre osté & rayé & estre mis, intitulé preuost de Senlis simplemēt qu'il a dit estre la qualité & tiltre qu'ont eu & dont ont vŕé de tous tēps & anciēnēté iusques à present luy & ses predecesseurs preuosts. Sur ce maistre Claude thureau preuost de la ville dudit Sēlis a dit que ladite qualité de preuost forain deuoit demourer, & ne se deuoit ledit Greffin dire n'intituler à present n'en autres actes preuost de Senlis, par ce qu'il a dit estre preuost de la ville dudit Senlis & de banlieüe d'icelle. Ledit Greffin a soustenu au contraire, ioinct qu'en l'assemblee faite audit Senlis en l'an mil cinq cens & six des trois estats, pour accorder les coustumes dudit bailliage, son predecesseur auoit esté presenté & receu à comparoir en ladite assemblee en ladite qualité de preuost de Senlis. Et à ceste fin a requis le cayer ou registre de l'assemblee dudit temps de l'an mil cinq cens & six estant en iugement estre leu au passage & endroit de la comparence de sondit predecesseur. Et par les aduocat & procureur du Roy audit bailliage a esté dit qu'en la matiere & different d'entre lesdits preuosts pour ladite qualité, le Roy n'auoit interest. Surquoy par nostre ordonnance a esté leu ledit cayer sur la presentation & comparence faite par le predecesseur dudit Greffin audit office de preuost, & par ce est apparu lesdites presentation & comparence auoir esté & estre faits par ledit predecesseur comme preuost de Senlis. Aussi ont esté ouys les baillif dudit Sēlis, son lieutenant general & les lieux tenans dudit baillif à Chaulmont, & Compiengne, en chascun desquels lieux & chastellenies y a deux preuosts comme audit Senlis, sur la maniere d'vser aufdites villes & chastellenies au tiltre de nomination des preuosts desdits lieux autres que les preuosts de ville, Qui ont dit, c'est à sçauoir, lesdits baillif & son lieutenant general qu'en les assises dudit Senlis, ledit preuost de Senlis auoit esté & estoit aucunesfois nōmé & intitulé preuost forain, & aucunesfois preuost de Senlis. Aussi qu'en la plus part des sentēces donnees au siege dudit bailliage pour les appellations interiettes dudit preuost, aucunesfois il est aussi nommé preuost de Senlis & autresfois preuost forain, & lesdits lieux tenans de Chaulmont & de Compiengne qu'en chascun desdits lieux avec vn preuost de ville y a vn autre preuost qui ordinairement est nommé preuost forain, & l'autre preuost de la ville. En quoy faisant & auāt qu'appointer lesdits preuosts ont ordonné de leur different & matiere, maistres Nicole de croisetes aduocat, Robert de bonuiller procureur, Paoul de cornuailles & Christofle le bel marchans gouverneurs & escheuins de ladite ville de Senlis à ce presents, tant pour eux que pour les autres manans & habitans de ladite ville fondez de pouuoir & delegation d'eux, dont ils ont fait apparoir & qu'ils ont mis deuers nous. Et pareillement ledit Thureau preuost de la ville de Senlis avec eux, ont fait dire & remonstrier q̄ les habitans dudit Senlis & de la banlieüe auroient interest à la qualité de preuost de Senlis que s'eforçoit prendre & dōt vouloit vser ledit Greffin, mesmes qu'iceluy Greffin eust la cōnoissance & iurisdiction des matieres psonnelles & reelles pour raison de rentes & propriété des heritages assis en ladite ville & banlieüe, pource que les fraiz des proces par deuant ledit Greffin preuost, estoient plus grās que par ledit preuost de ville, le greffier duquel n'auoit que deux deniers parisis, pour vn appointment, ne valloit l'amende d'vn deffaut & autre simple amende deuant luy que deux sols six deniers parisis: & deuant ledit Greffin se prenoit par le greffier six deniers parisis pour vn appointment, & si estoit deu sept sols six deniers parisis pour vn deffaut & simple amende & autres causes alleguees par lesdits gouverneurs. Nonobstant lesquelles ledit Greffin a persisté à la correction de ladite qualité soustenant qu'elle deuoit estre & demourer comme preuost de Senlis, dont il auoit vŕé iusques à present, requerant que sur la possession qu'il a dit ses predecesseurs & luy dudit tiltre de preuost de Senlis, fussent ouys & enquis tous les procureurs & practiciens au siege dudit Senlis à ce presens. Sur quoy auons ordonné par prouision que la qualité de preuost forain en laquelle ledit Greffin a esté presentement appellé contēné & enregistré cy dessus demourra quant à present, sans preiudice toutesfois des droits preten dus par lesdits preuosts, dont ledit Greffin a appellé. Sont aussi cōparuz Jacques methelet lieutenant

tenant general dudit preuost, aussi en personne, maistre Pierre pamart, preuost d'Angy en garde pour le Roy en sa personne, Guillaume englant, son lieutenant general, en sa personne, maistre Claude thureau, licencié es loix, preuost de la ville dudit Senlis, en sa personne, maistre Guy de loris, preuost de Pontz sainte Maixence, en sa personne, Nicolas maneffier, maire de Brenulle, en garde pour le Roy, en sa personne, Jean rouffet, preuost de Pontpoing pour le Roy, en sa personne: Les gouverneurs, manans & habitans de la ville dudit Senlis, par maistre Jean chastellain aduocat, Daniel vizet procureur, Jean goffet, & Jaques du puys, marchans esleus & deleguez, par lesdits habitans pour eux & la communauté d'eux, & par maistre Nicole de croisettes aduocat, Robert de bonuiller procureur, Paoul de cornuilles & Christofle le bel marchans, gouverneurs & escheuins de ladite ville de Senlis, aussi deleguez, par lesdits habitans, fondez de pouuoir & delegation special: Pour les aduocats dudit Senlis, sont comparus ledit maistre Jean chastellain, en sa personne, maistre Nicole le bel, en sa personne, maistres Nicole goffet, Jean barthelemy, Claude martin, Mathieu barthelemy, Claude martine, Nicole guerin, Raoul coulou enquesteur, Estienne le bel, Antoine harfant, Nicole de bonuiller, Estienne methélet, Nicole pordeuin, en leurs personnes: Pour les procureurs, maistres Daniel vizet, Philippes thureau, Jean desprez, Pierre lobry l'aisné, Guillaume fanguin, Jean rouffel, Michel vizet, Loys colat, Pierre de bonuiller, Robert de bonuiller, Loys foucquet, François desprez, Daniel guillot, Jean dole, Jaques poulet, Pierre de saint gobert, Raoulant thureau, Pierre chaton, Pierre fortier, Nicolas laurens, Jaques vizet, Nicolas billouet l'aisné, Noël poullaillier, Jean de briquigny, Jaques du quefnoy, Nicolas lourdet, Jean broullart, Clement ancquier, Pierre poulet, Nicolas billouet, Pierre cornuel, Adam germain, Claude leger, Philippes seguin, Pierre marescot, Jean l'amant, Robert vizet, Pierre lobry le ieune, Pierre tempe, Antoine penneton, Jean truyart, Antoine trudelle, tous presens: Nicolas dole, Jean de beauuais, Noël poullaillier, Guillaume foucquet, Rieule methélet, Pierre rapine, Jean, Barthelemy, Symon debonnaire absens, default: Sont aussi comparus pour les estats de la chastellenie de Compiengne, & de l'exemption de Pierrefons, fortissant audit Compiengne; C'est à sçauoir pour les gens d'eglise: les religieux, abbé & conuent de saint Cornille de Compiengne, par Daniel vizet, leur procureur: le prieur de saint Pierre dudit lieu absent, default: les doyen & chanoines de saint Clement dudit Compiengne absens, default: Le prieur & religieux de saint Nicolas au pont de Compiengne absens, default: Le prieur de saint Nicolas le petit audit lieu absent, default: Frere Jaques de harquembourg, commandeur du temple dudit lieu absent, default: Maistre Jean fabre, maistre de saint Jean le petit absent, default: Maistre Nicole chapusor, chappellain de la chapelle du Roy audit Compiengne absent, default: Maistre Bertrand de la vernade, maistre de la maladerie de Cöpiengne absent, default: Les religieux, abbé & conuent de saint Loys de Royallieu, par Arnauld de ligny, prieur, en sa personne: Les religieux, prieur & conuent de saint Pierre au mont de Chastres, par Pierre de bonuiller, leur procureur: Les religieux, prieur & conuent de la Ioye absens, default: Le prieur de Rethondes absent, default: Le prieur de Chrysi absent, default: Le prieur des bons hommes pres Choisy absent, default: Les religieux, prieur & conuent de sainte Croix soubz Auffemont, par ledit Robert de bonuiller: Le prieur de saint Leger au boys absent, default: Les religieux, abbé & conuent Dourcamps, à cause de leur seigneurie de Bailly, & autres absens, default: Les doyen & chapitre nostre dame de Thourotte absent, default: Le prieur de saint Amant pres ledit Thourotte absent, default: Les religieux, prieur & conuent d'Éslincourt sainte Marguerite absent, default: Le prieur de Vignemont absent, default: Le prieur de Moncy le perreux absent, default: Le prieur nostre dame de Bouquy absent, default: Pour les gens d'eglise de l'exemption de Pierrefons, monsieur l'euesque de Soissons, à cause de sa terre de Septmons & autres, par Loys foucquet, son procureur: Le chapitre de Soissons, à cause de la terre & seigneurie d'Amblegny & autres absens, default: Les religieux, abbé & conuent de saint Marc de Soissons, à cause de leur terre & seigneurie de Vix sur aïsne & autres absens, default: Les religieux, abbé & conuent de saint Crespin de Soissons, à cause de leur terre & seigneurie de Pernand & autres absens, default: Les religieuses nostre dame aux nonnains de Soissons, à cause de leur seigneurie de Courmilles reffous, le long & autres absens, default: Le thresorier de l'eglise de Soissons, à cause de la seigneurie qu'il a es fauxbourgs saint Christofle reffous le long & autres lieux absent, default: Les doyen, chanoines saint Pierre au paruy, à cause de leur seigneurie qu'ils ont à Crennes absens, default: Le prieur de Vix sur aïsne absent, default: Le preuost de la Val absent, default: Pour les nobles de ladite chastellenie de Compiengne, compa-

Proces verbal

rurent ledit messire François de Montmorancy, seigneur de la Rochepot, à cause de ses seigneuries d'Auffemont, saint Crespin, Tracy, Hollencourt & autres aussi en sa personne, assisté de son baillif esdites seigneuries, ledit messire Jean de sains, baillif de Senlis, pour la seigneurie de Marigny & autres lieux en sa personne: le seigneur de Coudum absent, défaut: Noble & puissant seigneur messire Jean de humieres, chevalier de l'ordre du Roy, seigneur de Moncy le perreux & autres lieux absent, défaut: Guillaume du hamel, escuyer, seigneur de Belle-eglise & d'Eslingcourt en partie absent, défaut: Jaques de Francieres, escuyer, seigneur de Iaulx & de Fresnel absent, défaut: Jean de Belques, escuyer, seigneur de Bouchelles & de Molicoq en partie absent, défaut: Nicolas de bombers, escuyer, seigneur de Bangenlieu absent, défaut: le seigneur de Marchateglise absent, défaut: Le seigneur du Lude, à cause de sa terre & seigneurie de Pimprez absent, défaut: Maistre Jaques de barthelemy, escuyer, seigneur de Bienuille en partie, par Jean desprez, Jean barthelemy, escuyer, seigneur d'Annel absent, défaut: Nicolas de ponnereux, escuyer, seigneur du Plessier brion absent, défaut: Robert de Broulis, escuyer, seigneur de cheurieres absent, défaut: Damoysele François de ferieres, dame de Nieulx le val & autres lieux, par Jean desprez son procureur: Raoul le feron, seigneur de la Bruyere absent, défaut: François de sermoyses, seigneur de Berneul en partie absent, défaut: Le seigneur de Tracy le val absent, défaut: Antoine de bournonuille, escuyer absent défaut: Le seigneur Desmoulins, nommé Gerard de versin absent, défaut: Maistre Jean louuet, aduocat à Compiengne, & damoysele Jaqueline le tondeur sa femme, à cause d'elle, seigneurs du fief & seigneurie de la Bruyere sur Oize en partie, appelé le fief Robert du ru, par Regnault picard, leur procureur: Pour les nobles de ladite exemption de Pierrefons, Charles daumalie, escuyer, seigneur de Nansel absent, défaut: Jean guieret, escuyer, seigneur de Virry en partie absent, défaut: Vvaleran de lignieres, escuyer, seigneur dudit lieu en partie absent, défaut: Hugues colot, seigneur du pont saint Marc en partie absent, défaut: Vincent d'asnieres, escuyer, capitaine du chasteau de saint Aubin absent, défaut: Messire Jeandestrees, chevalier, seigneur de Vviercy absent, défaut: Nicolas de thumery, escuyer, vicomte de Billy absent, défaut: Jean de courtignon, escuyer, seigneur de guny en partie absent, défaut: Pour les officiers du Roy en ladite chastellenie de Compiengne, noble hōme maistre Laurens thibault, lieutenant audit Compiengne dudit baillif de Senlis en sa personne: Maistre Martin fillion, aduocat du Roy audit lieu present, maistre Pierre baudet, procureur du Roy audit lieu present, maistre Jaques le caron licencié és loix, preuost forain dudit Compiengne, seigneur de Caulx en partie, & du fief de Becquerel lez ledit Caulx en sa personne: Jean du ruisel, preuost de l'exemption de Pierrefons fortissans audit Compiengne en sa personne: Regnault picard, preuost de la ville de Compiengne en sa personne: Antoine meurien, preuost de Marigny, lez ledit Compiengne, en sa personne, Bernard de carluis, preuost de Ioncqueres, pour le Roy en sa personne: Les attournez & gouverneurs de la ville de Compiengne, par Daniel vizet, leur procureur: Maistre Jean louuet l'aîné, licencié és loix, aduocat, par Regnault picard son procureur, maistre Jean de henault, licencié és loix, esleu dudit Compiengne absent, défaut: maistre Antoine le caron, licencié és loix, lieutenant dudit preuost forain absent, défaut: maistre Jaques de barthelemy, aduocat, par Jean desprez son procureur: maistre Jean carnelle, aduocat absent, défaut: maistre Jean le caron, aduocat absent, défaut: maistre Nicole le clerc, aduocat absent, défaut, maistre Jaques du clerc, present: maistre Nicole thibault, aduocat absent, défaut: maistre Helye seroulx, aduocat absent, défaut: Paul d'aubrine, procureur absent, défaut: Jean neret, procureur absent, défaut: Ysaac l'asnier, procureur absent, défaut: Flourens neret, procureur absent, défaut: Antoine coyn, procureur absent, défaut: Antoine chatmoluc, Laurens l'asnier, Flourens l'asnier, Jaques alard, Jaques thibault, Crespin deniset, Jean du clerc, Jean de l'an, procureurs absens, défaut: Semblablement sont comparus, pour les estats de la chastellenie de Ponthoise, c'est à sçavoir, pour l'estat de l'eglise, reuerend pere en Dieu, monsieur l'archeuefque de Rouen, par Loys foucquet, son procureur: L'abbé de saint Martin sur Bionne lez Ponthoise, & les religieux dudit lieu, par frere Nicole mussot, l'un desdits religieux, & Jean desprez, leur procureur: L'abbé de l'eglise & abbaye du Val nostre dame, & les religieux de ladite abbaye, par Pierre de saint Gobert, leur procureur: Les religieuses, abbessé & conuent de Maubuysson, dames de Bessencourt, Songnelles & Sepillon en ladite chastellenie dudit Ponthoise absentes, défaut: Les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise collegial de saint Melon dudit Ponthoise absens, défaut: Les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise nostre dame de Paris, pour leur seigneurie Dandresy & terres qu'ils ont en ladite chastellenie de Ponthoise,

par

par Philippe Thureau, leur procureur, qui a dit & remonsté audit nom que ledit lieu & village Drandresy, appartenances & appendances d'iceluy, estoient en rien suiets au bailliage dudit Senlis: mais estoient de la preuosté & vicomté de Paris, & que pour raison de ce estoit meu proces, entre les gens du Roy du chastellet de Paris, & les officiers du Roy audit bailliage de Senlis, pendant au siege de Ponthoise, & par ce n'entendoient lesdits de chapitre, ledit village Dandresy, ses appartenances & appendances estre suiets ne reiglez, selon les vs & coustumes dudit bailliage de Senlis, lesquels ne se deuoient estendre, n'observer audit village & sesdits appartenances & dependances. Et à ces causes declaroit ledit Thureau, audit nom, que la comparence qu'il faisoit à present, n'estoit pour assister au faict desdites costumes: mais seulement pour faire la declaration & remonstrance dessusdite. Et par le procureur du Roy, audit bailliage de Senlis, par l'instruction du preuost vicontal de Ponthoise, a esté dit & maintenu ledit lieu Dandresy, estre situé & assis en ladite chastellenie de Ponthoise audit bailliage de Senlis, & par ce estre à reigler selon les coustumes de ladite chastellenie & bailliage, & par consequent ausdits de chapitre, deuément adiournez & appelez, par deuant nous, pour le faict de la redaction & emologation desdites coustumes, & pour ladite seigneurie estre tenus comparoir, ce que neantmoins ils ne faisoient: Parquoy nonobstant le dire & remonstrance dudit Thureau audit nom, requeroit defaut luy estre donné contre iceux de chapitre: Lequel defaut a esté par nous donné & octroyé, & par vertu d'iceluy, auons ordonné qu'il sera procédé au faict & acte dessusdit comme de raison, nonobstant ladite remonstrance: Dont ledit Thureau audit nom, a protesté appeler ce venu à la connoissance desdits de chapitre: Frere François de chastillon, prieur de saint Pierre dudit Ponthoise absent, defaut: Les religieuses, prieure & soeur de l'hostel Dieu dudit lieu absentes, defaut: maistre Nicole chauluin, procureur de saint Remy de marines absent, defaut: maistre Nicole inusser, prieur de Vaulmandois, en sa personne, Le prieur de Gouzensgrez, Le prieur & curé D'auers, Le prieur de saint Godegrand de l'isle adam: maistre Guillaume coffart, curé de saint Maclou de Ponthoise, Le curé de l'eglise nostre dame dudit lieu, Le curé de l'eglise saint Pierre: maistre Perrault piedefer, curé de Nourard le franc, Le curé de Damethy: maistre Pierre bouffart, curé de Mery: maistre Jean foulxdis, curé de saint Martin de Nogent, messire Nicole aucher, curé de Fontenelles, maistre Pierre du val, chapellain de la chapelle de la Magdaleine de l'isle Adam, messire Antoine le feure, curé de Nesle, messire Nicole guillemin, prebste, vicaire de l'Abuille, messire Gillebert de melligrés, messire Marc cauet, vicaire de Vessencourt, messire Jaques alain, vicaire de Ioy le monstier, maistre Jean le heurteur, curé de Rangny, le curé de saint Ouin lez Ponthoise, maistre Pierre l'euesqueau, curé Despiez, messire Antoine gobelot, curé de Grisy, le curé de Haranuiller, maistre Loys le vuatier, curé de Mily, le curé du Heulme, le curé de Breançon, maistre Nicole laillet, curé de Geincourt, messire Richart lair, curé d'Ennery, maistre Michel le veau, curé de Geincourt, maistre Eustace petit, curé de Cormeilles, le curé de Dofny, maistre Nicole caillet, curé de Boissy, maistre Simon gruyne, curé de Mongeroult, le curé de Courcelles, messire Jean panee, curé de Puisieux, messire André guillemin, curé de Beruille, maistre Thomas vallier, curé de Messieres, maistre Jean titrier, vicaire de saint Maclou, messire Henry pelletot, prebste, administrateur de la maladerie saint Ladre dudit Ponthoise: Tous les dessusnommez absens: Contre lesquels a esté donné defaut: Pour les nobles de ladite chastellenie, sont comparus ledit seigneur de Montmorancy, connestable de France, à cause de sa seigneurie & chastellenie de l'Isle adam, par ledit Yuon pierres, seigneur de Bellefontaine sondit maistre d'hostel, & Jean desprez son procureur, messire Claude de Montmorancy, cheualier, capitaine dudit Ponthoise, absent, defaut: messire Adrian tiercelin, cheualier, seigneur de Marines, par noble homme Jean de dampont, son procureur, messire Mery d'Orgemont, cheualier, seigneur de Mery, par maistre Nicole de hallo, son procureur, messire Jean de Rouuray, cheualier, seigneur de Sandricourt absent, defaut, messire René de Buffi, cheualier, seigneur de Beruille, & Henouuille, absent, defaut: messire Antoine de cugnac, cheualier, seigneur de Nesle absent, defaut: messire Jaques dampiehan, cheualier, seigneur de Rosnel absent, defaut: messire Nicolas de pilloix, cheualier, seigneur d'Ableiges, par noble hōme Ieā de dāpont, son procureur, messire Richard de vaucelles, cheualier, seigneur de Balancourt, absent, defaut: messire George d'ançoy, cheualier, seigneur de Chauençon absent, defaut: Damoysselle Marie leullier, dame chastellaine de Nourard le franc absente, defaut: A l'euocation ou appel de laquelle damoysselle ledit Jean desprez, comme procureur dudit seigneur de Montmorancy, connestable de France, seigneur chastellain de l'Isle adam, a dit,

Proces verbal

qu'audit lieu de l'Isle, ledit seigneur auoit chastellenie & ressort, lequel droit n'auoit, & n'appartenoit à aucuns des lieux, terres, & seigneuries, & fiefs suiets & assis en ladite chastellenie, és fins & limites d'icelles, ou qui en estoient tenus, mesmes n'appartenoit tel droit à ladite damoyelle Marie leullier, laquelle par tant ne pouuoit soy dire & intituler, dame chastellaine dudit Nourard, & ne deuoit estre à ce receuë, requerant ladite qualité & tiltre de chastellenie estre rayez : Autrement pour l'absence & non comparance d'elle, protestoit qu'elle ne puist preiudicier audit seigneur, connestable, seigneur chastellain de l'Isle adam, n'aux droits & preeminences de ladite chastellenie: Sur ce Jaques vizet, procureur à Senlis, soy disant procureur aux causes de ladite damoyelle, à requis estre receu à comparoir pour elle, & assignation luy estre donnee à deux iours, d'huy, pour venir dire pour elle ce qu'il appartiendra sur le dire & protestation dudit seigneur de l'Isle adam : Surquoy a esté ordonné que ledit defaut sera, sauf, iusques à deux iours prochains, & neantmoins fera comme dit est, ce-pendant procedé en ceste maniere, comme de raison, sans preiudice à la remonstrance & protestation dudit seigneur connestable, seigneur de l'Isle, dont il aura lettres : Noble homme Barthelemy de l'Isle, seigneur d'Andresy, par ledit Iean de dampont, son procureur: Noble homme Pierre d'Espinay, seigneur de Breançon absent, defaut: Iean de dampont, escuyer, seigneur d'Vs, present: Bertherand de dampont, Christofte de dampont, Guillaume de montblaru, escuyer, Charles de guery, escuyer, Raouland le blanc absent, defaut: Jaques poulain, escuyer, seigneur de Groslay, present: Nicolas de conteuille, par Iean malfuzou, son procureur: Ioachim de villers, Fleurans de quatre cordons, tous escuyers, maistre Iean du val, escuyer, seigneur d'Estres: Iean chenu, escuyer, maistre Iean du verger, escuyer: Noble homme, maistre Iean bariot, seigneur de Moncy, André marais secretaire du Roy absens, defaut: Damoyelle Françoisse de ferieres, dame Damblamuille, par maistre Claude roze, son procureur, maistre Iean de soubz le four, Gilles de hangest, escuyer, seigneur d'Hargenlieu, Philippes de houblieres, seigneur de Maluoisine absens, defaut: Les seigneurs de Hiacrechy du fief de Genly, & du fief Coppin, par Loys foucquet, leur procureur: Noble homme, André de dampont, seigneur de Cormeilles, Nicolas crespin, seigneur de Berragny, Philippes de venisse, escuyer, seigneur du Metz absens, defaut: Pour les officiers & gens du tiers estat de ladite chastellenie: Nobles hommes, maistre Iean d'Auuergne, licencié és loix, lieutenant dudit baillif de Senlis, en son siege audit Ponthoise present, maistre Charles guedon, licencié és loix, preuost vicontal dudit Ponthoise, en sa personne, maistre Guillaume crespin, preuost, maire dudit lieu absent, defaut: maistre Emond d'Amelines, aduocat du Roy, Pierre gueriteau, procureur du Roy en ladite chastellenie, en leurs personnes, maistres Nicole desliens, Alexandre chasteau, Iean mesnet, Iean habert, Simon bredouille, Mathurin charton, licencié és loix, aduocats audit Ponthoise absens, defaut: Toussains hierosme, aussi licencié és loix, aduocat audit lieu, present maistres Iean oger, Regnault prieur, Michel du val, Pierre bagin, Laurens thibault, Philippes ioliuet, Estienne cheroinsé, Thibault du boys, Iean du pré, Iean laier, Regnault roffet, François le poiure, Iean genuais, Pierre camberonne, Gilles charton, tous procureurs & praticiens audit Ponthoise absens, defaut: Iean oger & Iean fructier, gouverneurs de la ville de Ponthoise & Guillaume regnier, procureur d'icelle, tous absens, defaut: Pour les estats de la chastellenie de Chaulmont & escroissement de Maigny, Sont comparus, c'est à sçauoir, maistres Iean prieur, prebîtres, curé de Nencourt leage, & Claude voisin, aussi prebître, curé de Hardiuiller, en leurs personnes, esleus & deputez, speciallement pour l'estat de l'eglise de ladite chastellenie de Chaulmont: maistre Iean villery, prebître, curé de Guery, doyen de Maigny, & domp Jaques de marigny, religieux, prieur de Bourris, en leurs personnes, esleus & deputez, speciallement pour les gens d'eglise dudit escroissement de Maigny: Aussi sont comparus lesdits religieux, abbé & conuent de saint Germer de Flay, par Germain cloppin, leur procureur, à cause des terres & seigneuries qu'ils ont assises en ladite chastellenie de Chaulmont: Noble & puissant seigneur Loys de seilly, seigneur chastellain de la Rochequion: Gilles de Chaulmont, escuyer, seigneur de Boissy, messire Iean de l'isle, cheualier, seigneur de Mariuaulx, Charles pelleué, escuyer, seigneur de Iouy, & Guillaume pillauoine, escuyer, seigneur de Billerceaulx, en leurs personnes, esleus aussi & deputez, speciallement pour l'estat des nobles, & tenant fiefs desdites chastellenies de Chaulmont & escroissement de Magny: Enquoy faisant, maistre Philippes fromont, a dit qu'il comparoissoit au present acte ou negoce, comme procureur de haut & puissant prince, monseigneur le duc Destouteuille, à cause de madame la duchesse sa femme, Et aussi pour dame Iaqueline Destouteuille, à cause des terres, chastellenies & seigneuries de
la

la Rocheguion, Trie & Fresne Le guillon, & autres terres à eux appartenans, affises en la chastellenie de Chaulmont & escroiffement de Maigny, preuosté & chastellenie de Ponthoise: Et protestoit pour lesdits seigneur & dames Destouteuille, que la qualité du seigneur de la Rocheguion prinse par ledit seigneur Loys de seilly, ne leur puiſt aucunement preiudicier, Et que l'aduiz, deliberation ou consentement, qui par ledit de Seilly & autres deleguez en ceste partie, pour aucuns des nobles de ladite chastellenie de Chaulmont, pourroient estre faits audit present acte ou negoce, ne puiſt rien preiudicier à iceux seigneur & dames Destouteuille, n'aux droits qu'ils ont és terres & seigneuries dessus declarees: Par ledit de Seilly, seigneur de la Rocheguion a esté dit, que ledit de Fromont, n'a procuracion ne mandement general ne special, pour comparoir en la qualité par luy prinse, ne faire les protestations telle que dessus, & qu'à ceste fin fussent veuës les procuracions par luy mises en cour, & quand il y auroit mandement, à ceste fin, il n'y auroit propos de la part dudit Fromont, par ce que ledit de Seilly, seigneur de la Rocheguion, est appelé presentement, comme l'un & le principal des deleguez, par les nobles de la chastellenie de Chaulmont, conuocquez audit lieu de Chaulmont, & en la presence dudit Fromont procureur dessusdit, pour leurs terres & seigneuries de Trie & Fresne, mesmes qu'és autres assemblees qui se sont faites audit lieu de Chaulmont & ailleurs, tant pour raison des coustumes qu'autrement, messire Berthin de Seilly en son viuant, cheualier, ayeul dudit Loys de Seilly, est comparu, ou procureur pour luy, comme seigneur dudit lieu de la Rocheguion, & feu Charles de Seilly son fils, & la vefue dudit de Seilly, au nom, & comme ayant la garde noble dudit Loys de Seilly & autres enfans, comme propriétaires & paisibles possesseurs de la terre & seigneurie de la Rocheguion, le tout sans contredit, debat ne protestation contraire à ladite qualité de seigneur de la Rocheguion: Ce neantmoins, entant que mestier seroit fait protestation contraire à la protestation dudit Fromont, & par ledit Fromont audit nom, a esté dit, qu'il a pouuoir suffisant de faire les declarations & protestations cy deuant contenuës, & s'en fera aduouer quand besoin sera: & quant à ce qu'il dit qu'il a esté delegué en ce present negoce, en la presence dudit Fromont, dit ledit Fromont que iamais il ne fut present, n'appelé à faire ladite delegation, & ne l'a consenti, & à ceste cause iceluy Fromont y compare ordinairement, pour lesdits seigneur & dames Destouteuille, & si en autres assemblees, lesdits feus Berthin de Seilly, & Charles de Seilly son fils, ont prins ladite qualité de seigneur de la Rocheguion, en la presence de ladite dame Destouteuille ou de son procureur, sans l'auoir debat, n'en sçait rien, & ne le croit pas: mais quand ainsi seroit que non toutes-fois, pour cela ne s'ensuiuroit que ledit seigneur & dames le puiſſent faire de present: Au moyen dequoy ledit Fromont persiste en sesdites protestations: Surquoy auons ordonné que lesdits de Seilly & Fromont audit nom auroient lettres desdites protestations: Aussi sont comparus honorables hommes, maistres Nicole Delandres, lieutenant dudit baillif de Senlis, en ladite chastellenie de Chaulmont & escroiffement de Maigny, Iean Néelle, preuost forain dudit Chaulmont, aussi en garde pour le Roy, André bouer, preuost de la ville dudit Chaulmont, aussi en garde pour le Roy, Iean le cousturier, procureur du Roy en ladite chastellenie, en leurs personnes, & si sont comparus honorables hommes, Simon de gamaches, Theaulmet petit, Pierre le gros, seigneur de Harchemont, Iean de l'Espinau, Bastian d'auesmes, Guillaume de bourront, Iean isard, Regnault flameng, & Iean menneffier l'aisné, en leurs personnes, esleus, commis & deputez, spécialement pour le tiers estat, mesmes pour l'estat de labour desdites chastellenies de Chaulmont & escroiffement de Maigny: Laquelle comparance desdits deleguez ainsi faite, sont comparus, en leurs personnes, Nicolas malard & Noël ausouyn, marguilliers du lieu du Couldray sainct Germer, en ladite chastellenie de Chaulmont, & Loys foucquet, procureurs audit Senlis, comme procureurs des manans & habitans dudit lieu, lesquels ont dit que lesdits habitans n'auoient esté appelez audit Chaulmont, & pource n'estoient comparus à l'assemblee faite audit lieu, fait election, ne donné consentement à la delegation desdits deleguez & comparans par deuant nous, pour les trois estats de ladite chastellenie, pour le fait de la redaction & emologation des coustumes d'icelle & dudit bailliage: Et pource comparoifſoient à present pour entant qu'à eux estoit, estre ouys accorder ou discorder lesdites coustumes, & assister à la redaction & emologation d'icelles, requerans y estre receus: Ce qui a esté ordonné faire: Encores ledit Foucquet, comme procureur des habitans de Vaulxroux en ladite chastellenie, en vertu des lettres de procuracion d'eux, A fait pareille declaration, remonstrance & comparance pour lesdits habitans, en la presence de Iean de France l'un d'iceux: A quoy il a esté aussi receu ausdites fins: Pour le

Proces verbal

comté de Beaumont & les estats d'iceluy, sont comparus domp Jean probi, docteur en theologie, prieur du prieuré dudit Beaumont, & maistre Antoine charlet, curé de Praefles, en leurs personnes, esleus & deleguez pour l'estat de l'eglise dudit comté : Messire Robert de fresnoy, cheualier, seigneur dudit lieu, & de Nully en Thelles, Loys de fay, escuyer, seigneur de Fercourt, & Guillaume de belloy, escuyer, seigneur dudit lieu de Belloy en France, & de Morengles, en leurs personnes, esleus & deleguez specialement pour l'estat des nobles dudit comté. Pour les officiers, noble homme, maistre Simon le grand, baillif de Beaumont, qui en cest endroit a employé la remonstrance & protestation par luy, & le procureur du Roy audit comté, faits cy dessus au lieu & endroit de la comparence faite par monseigneur le connestable de France, comme comte dudit Beaumont, & le procureur du Roy au bailliage de Senlis, la response par luy faite au contraire, maistre Jean de saint Leu son lieutenant particulier, Jean le bel, procureur dudit lieu en garde pour le Roy, Henry de iumegines, procureur du Roy audit comté, Eustace mosnier, procureur & escheuin de la ville de Beaumont, Noël vaultier, marguillier de l'eglise & parroisse dudit lieu, tous en leurs personnes : Et si sont comparus, Antoine deaubonne, receueur dudit Beaumont, Nicolas de therines praticien audit lieu, & Jaques thiboult, marchand, esleus & deleguez specialement pour le tiers estat dudit comté, aussi en leurs personnes : Apres la comparence desquels deleguez officiers & autres estats dudit Beaumont, maistre Claude roze, aduocat, & Pierre de trumegines, procureur de damoyelle Francoise de ferieres, dame chastellaine de Meru, & maistre Charles paillard, comme procureur de damoyelle Catherine oliuier, dame chastellaine de Perfant : Ont dit & remonstré que lesdites damoyelles respectiuement entant qu'à elles estoit n'auoient donné consentement, esleu ne delegué aucun des estats dudit comté, pour comparoir & assister par deuant nous à la redaction & emologation desdites coustumes : Pource protestoient pour elles chacun en son regard, que l'election & delegation de ceux, qui à present comparoissent pour lesdits estats, & ce qui pourroit estre fait par eux au faict & acte dessusdit, ne leur puist preiudicier : Requerans estre receus à comparoir pour elles par deuant nous, pour accorder ou discorder lesdites coustumes, & à la redaction & emologation d'icelles estre ouys & dire ce qu'il appartiendroit : Laquelle requeste ouye par le procureur du Roy audit comté de Beaumont à ce present, il a dit que ladite qualité de chastellenie, que lesdits procureurs s'efforçoient prendre pour lesdites damoyelles ne deuoit estre receüe : mais rayee, par ce qu'elles n'auoient droit de chastellenie ausdits lieux de Meru & Perfant, & ne leur appartenoit ledit tiltre : Et par lesdits procureurs a esté soustenu le contraire : Surquoy a esté ordonné que lesdits procureurs, seront tenus à comparoir & assister pour lesdites damoyelles à la redaction & emologation desdites coustumes, & dire en la matiere ce qu'ils verront estre à faire : Et quant au different d'entre elle & ledit procureur du Roy, aussi respectiuement pour ledit droit & qualité de la chastellenie, les auons renuoyez à la cour pour estre ouys & en ordonner : Pour les estats de la chastellenie de Creeil, sont comparus, noble & discrete personne, maistre Jean de moncy, bachelier és droicts, chanoine & curé dudit Creeil, & maistre Gilles sarrazin prestre, curé du Plessier lez Longueane, en leurs personnes, esleus, ordonnez & deputez pour l'estat de l'eglise de ladite chastellenie : Noble homme, maistre Simon de mouffi, escuyer, lieutenant dudit baillif de Senlis audit Creeil & Jean de margny, escuyer, seigneur de Moncy saint Eloy, en leurs personnes, esleus & deputez pour l'estat des nobles de ladite chastellenie : Pour les officiers, ledit maistre Simon de mouffi, lieutenant en sa personne : Maistres Noël potdeuin, preuost dudit Creeil en garde pour le Roy, Jean de la haye, procureur dudit seigneur audit lieu, & Jean preudhomme, receueur en leurs personnes : Et si sont comparus, ledit preudhomme, receueur & Blanchet macaire marchand, en leurs personnes, esleus, ordonnez & deputez pour le tiers estat de ladite chastellenie : Pour la chastellenie de Chambly, sont comparus, maistre Pierre voyer, prestre, esleu & delegué pour l'estat de l'eglise, maistre Loys foucquet, procureur & conseillicr audit Senlis, esleu & delegué pour l'estat des nobles : Pour les officiers, honorables hommes, maistre Pierre hacherte, lieutenant dudit baillif de Senlis audit Chambly, Robert hurel, preuost dudit lieu en garde pour le Roy, Charles puillart, procureur du Roy audit lieu : Et si y sont comparus, Abraham hure l'un des gouverneurs de ladite ville, & maistre Guillaume vaterie, procureur d'icelle, esleus & deleguez pour le tiers estat, tous en leurs personnes : Ce faict apres que les esleus & deleguez de ladite ville de Senlis, & desdites chastellenies de Chaulmont & escroissement de Magny, de Creeil, Chambly, & du comté de Beaumont, & pareillement les procureurs des personnes dessus-nommees, appeles pour le

faict

faict de la redaction & emologation desdites coustumes non comparans en personnes : Ont chacun en son regard exhibé les actes des election, deputations & procurations specialles qu'ils auoient requis au cas & matiere : Et iceux mis par deuers le greffe, ledit procureur du Roy audit bailliage de Senlis garny de l'aduocat dudit seigneur, a dit qu'en ensuiuant lesdites lettres patentes du Roy & noz lettres de commission, & aussi par vertu des lettres de commission decernees sur icelles par ledit baillif de Senlis ou son lieutenant general, il auoit fait signifier lesdites lettres patentes & de commission, d'icelles baillé coppie & deuement & competamment fait adiourner par deuant nous à huy. A la fin contenu en icelles lettres les estats de la ville de Crespy & duché de Valois, & de la ville & comté de Clermont en beauuoisis comme chacun desdits lieux, duché & comté ayans esté de tous temps & ancienneté, & estans de l'ancien ressort dudit bailliage de Senlis, ainsi que ledit procureur du Roy, disoit estre contenu & apparoir par certaines lettres de chartre qu'il a exhibees, avec les rapports & exploicts desdits signification & adiournemens faits ausdits estats : Lesquels ce neantmoins n'estoient comparus ne comparoissoient, n'autres pour eux deleguez dont il apparoit : Au moyen dequoy requeroit defaut luy estre donné alencontre d'eux & chacun respectiuement : Et pour y paruenir, à requis lecture estre faite, tât desdites lettres de chartres que desdits rapports & exploicts : Lequel defaut en tant que touche les estats de ladite ville de Crespy, & duché de Valois, à faute de comparoir par eux n'autres pour eux dont apparu nous soit, apres que par nostre ordonnance lecture a esté faite des rapports & exploicts de signification desdites lettres patentes du Roy, & de noz lettres de commission, & de l'adiournement contre eux fait en ceste matiere : Et iceux veus, auons donné & octroyé defaut alencontre desdits estats d'iceluy duché de Valois & ville de Crespy audit procureur du Roy : Et pour luy en adiuger le profit, luy auons ordonné produire vers nous lesdites lettres de chartre, lettres patentes du Roy, & ce que bon luy semblera : Et quant ausdits estats des ville & comté de Clermont, luy auons déclaré, & audit aduocat du roy, que le iourd'huy auons receu lettres patentes du Roy de pareille forme, pouuoir & effect que lesdites lettres patentes à nous adressans, pour la redaction & emologation des coustumes dudit bailliage de Senlis : Par lesquelles lettres dudit iourd'huy, estoit mandé estre par nous procedé à la redaction & emologation des coustumes dudit comté de Clermont particulierement sur les lieux d'iceluy : Et que pour les causes le defaut requis par ledit procureur du Roy, ne luy seroit par nous donné, sans prejudice toutes-fois au droit du ressort ancien dudit bailliage de Senlis, auquel il maintenoit & pretendoit ledit comté de Clermont estre assis, suiuet & responsable : Et au surplus que ferions mention desdites lettres de chartre en nostre proces verbal pour luy seruir ce que de raison : Apres lesquelles choses lesdits lieux tenans particuliers dudit baillif de Senlis ausdites chastellenies, & ledit preuost D'angy ont esté par nous enquis, si deuement & suffisamment chacun en son regard, pouuoir & iurisdiction, ils auoient fait publier par attaches mises és lieux publics d'iceux, & à son de trompe ou cry public les coppie & contenu desdites lettres patentes du Roy, & de noz lettres de commission a eux enuoyees par ledit baillif de Senlis ou son lieutenant general, pour le faict de la redaction & emologation desdites coustumes, lesdites coppies deuement fait signifier aux personnes des trois estats & lieux requis de leursdits pouuoirs & iurdictions, avec l'assignation du iourd'huy pour ledit fait : Tous lesquels & chacun d'iceux particulierement sur le deu & serment de leurs offices ont dit, affermé & certifié l'auoir ainsi fait chacun en son regard : Ce qu'a aussi affermé & certifié ledit baillif de Beaumont, pour le regard dudit comté & des estats d'iceluy, sous les protestations par luy faites cy dessus : Et ce que dit est ainsi fait, auons à tous les dessus-nommez comparans de chacun desdits estats, és noms & qualitez qu'ils sont comparus, fait faire serment solennel en tel cas acoustumé, de bien, iustement & loyaument en leurs consciences & sans faueur conseiller le Roy, la chose publique desdits estats, & nous en cest affaire, & pour l'execution desdites lettres : Ce qu'ils ont iuré & promis faire, mesmes ledit maistre Jean le Roy, procureur dudit euesque de Beauuais, apres ce que par luy en ladite qualité, en continuant & suiuant les remonstrances & protestations par luy faites pour iceluy euesque, cy dessus, a esté de rechef protesté que le serment & iurement fait par luy, & autres les suiets & vassaux dudit euesque comparans, ne luy peust aussi prejudicier, n'au droit d'exemption du ressort & iurisdiction dudit bailliage de Senlis par luy pretendu, tant pour luy que pour lesdits suiets du comté de Beauuais, à cause de sa perrie : Et qu'à ladite protestation, le procureur du Roy audit bailliage de Senlis, a employé la response par

Proces verbal

luy faite aux autres empeschemens & protestations dudit euesque.

ET le dixneuvième iour dudit mois d'Aoult, auons commencé à faire faire lecture par ledit Roussel, greffier du cayer des coustumes generales dudit bailliage, à nous exhibé, par noble homme & sage maistre Nicole morel, lieutenant general d'iceluy bailliage, & à ce faire continué les autres iours ensuiuans.

Et sur le premier article de la rubriche des diuisions des duchez & comtez, & dont la teneur s'ensuit.

Audit bailliage de Senlis, est le duché de Valois, avec les chastellenies & preuostez qui en dependent, ressortissans en iurisdiction ordinaire par appel, par deuant le gouuerneur de Valois, les appellations duquel & de ses lieux tenans ressortissent par appel en parlement, quant à ladite iurisdiction ordinaire: Et quant aux cas royaux ledit duché demoure au bailliage de Senlis: Et lequel duché souloit tenir en empanage de la couronne de France, en son nouuel aduenement, le Roy Loys xij. par lequel nouuel aduenement iceluy duché & ses appartenances, ont esté remis à icelle: Et aucun temps apres, a esté semblablement baillé iceluy duché en empanage, à monseigneur le comte d'Angoulesme, qui encores de present le tient & en iouyst & possede: Ouy les officiers du Roy dudit bailliage & autres des trois estats, a esté ordonné, qu'attendu que ledit duché de Valois, est en la main du Roy, & de present erigé en bailliage, au lieu de l'article dessusdit, sera mis l'article contenu au cayer des coustumes dudit bailliage cotte vn.

Sur le deuxième article de ladite rubriche, le procureur du Roy en la chastellenie de Compiengne, a protesté qu'aucas que les lieux & chastellenies de Pierrefons, Bethisy & Verberie, estans de present sous ledit duché de Valois en la main du Roy, auquel ils auoient esté adiointes pour l'erection dudit duché, & pour ce faire estre distraites de ladite chastellenie de Compiengne, estoient cy apres par aucun moyen distraites dudit duché de Valois & baillées en empanage ou mises en autre main que du Roy, d'auoir par ledit baillif de Senlis, ou son lieutenant audit Compiengne, le ressort & iurisdiction desdits lieux quant aux cas royaux, comme d'ancienneté, ayans esté de ladite chastellenie de Compiengne, situé & assis le plus pres d'icelles: Et ledit baillif de Senlis ou son lieutenant audit Compiengne en estans le plus prochain iuge superieur: Laquelle protestation, auons ordonné estre inserée en nostre proces verbal.

Sur le troisième article de ladite rubriche contenant: En iceluy bailliage de Senlis est encores le comté de Clermont en Beauuoisis, avec les chastellenies & preuostez qui en dependent, que tient en empanage de la couronne de France, monseigneur le duc de Bourbon, comte dudit Clermont, ressortissant quant à la iurisdiction ordinaire en la cour de Parlement: Et quant aux cas royaux par deuant ledit baillif de Senlis: Aussi ouys lesdits officiers du Roy & autres des trois estats, a esté ordonné qu'au lieu dudit article, sera mis le troisième article contenu audit cayer.

Sur le quatrième article de ladite rubriche contenant: Sous ledit comté de Clermont, y a plusieurs terres exemptes, reservees à la iurisdiction du Roy deuant le baillif de Senlis en son siege audit Senlis: Ledit procureur du Roy en ladite chastellenie de Compiengne s'est opposé, à ce que ledit article ne demeure en l'estat qu'il est: Par ce qu'il a dit & maintenu, partie desdites terres reservees à la iurisdiction du Roy, estre ressortissans audit Compiengne d'ancienneté: sur quoy ouy le baillif de Senlis & son lieutenant general, dit a esté du consentement d'iceux, & dudit procureur du Roy à Compiengne, que l'article dessusdit demourra & sera mis par escrit, tel qu'il est contenu au quatrième article dudit cayer.

Aussi ledit procureur du Roy à Compiengne sur ledit article a dit, que d'ancienneté le lieu de Remy en Beauuoisis estoit de la chastellenie dudit Compiengne, & ressortissant en iurisdiction audit lieu: Lequel comme depuis acquis par les comtes dudit Clermont, auoit par eux esté reüny & ioint audit comté, qui à present estoit appartenant au roy & tenu en ses mains, & consequemment ledit lieu de Remy: Parquoy a protesté qu'au cas que cy apres le lieu dessusdit, fust distrait dudit comté mis en autre main que le Roy & la couronne, ou baillé en empanage, d'auoir la iurisdiction & ressort des suiets dudit lieu quant aux cas royaux par ledit baillif de Senlis ou son lieutenant audit Compiengne, comme ils auoient eu au temps dessusdit: Ouye laquelle protestation, nous auons ordonné qu'elle sera inserée en nostre proces verbal.

Sur

Sur l'vizième article de ladite rubriche estant de la forme qui s'ensuit : Beaumont sur Oize qui souloit par cy deuant tenir du Roy Loys à present regnant, en empanage de la couronne de France, à son nouuel aduenement à icelle: Par lequel ledit comté luy a esté reüny, & est demeuré chastellenie suiète audit bailliage, ainsi qu'elle estoit au-parauant ledit empanage.

Jean desprez procureur audit Senlis dudit seigneur Anne de Montmorancy, conestable de France, comte dudit Beaumont, a requis ledit article estre intitulé, & sur iceluy estre mis ces mots, comte de Beaumont, pour en faire separation d'avec les chastellenies dudit bailliage & du chapitre ou rubriche d'iceluy, & ledit tilre monstret de ladite separation & distinction: Par ce que c'estoit vn comté ancien, que comme tel deuoit auoir & porter intitulation telle que dit est: Et au surplus qu'audit article, doit estre adiousté & mis que ledit comté appartient à heritage audit seigneur conestable: Les aduocat & procureur du Roy audit bailliage de Senlis, ont empesché ledit tilre particulier & la separation dudit comté, d'avec lesdites chastellenies: Par ce qu'iceluy comté, auoit esté d'ancienneté l'une des chastellenies dudit bailliage de Senlis, mis & enregistré sous le tilre des chastellenies d'iceluy: Declarans qu'ils ne vouloient empesché qu'audit article fust mis, que ledit comté appartenoit à heritage audit de Montmorancy, seigneur conestable, à la charge que les officiers d'iceluy comté, seront & demourront royaux.

Pareillement maistre Simon le grand, baillif dudit Beaumont, en employant les protestations par luy faites cy dessus, a requis que ces mots de chastellenie de Beaumont fussent ostez & rayez du chapitre des chastellenies dudit bailliage de Senlis, requerant aussi que ledit comté de Beaumont fust mis en ordre au chapitre des comtez, & apres le comté de Valois, parce que le comté de Valois & le comté dudit Beaumont, ont esté reünis & remis à la couronne par le feu Roy Loys à son aduenement, à la couronne en vn mesme téps. Ce qui auroit aussi esté empesché par ledit procureur du Roy audit bailliage de Senlis, pour les causes dessusdites: Surquoy a esté dit suiuant les declarations desdites parties que ledit article demourra & sera mis par escrit en la forme contenuë en l'vizième article dudit coustumier.

En faisant lecture des xiii. & xiiii. articles de ladite rubriche, maistre Jean d'Auuergne lieutenant particulier du baillif de Senlis à Ponthoise, & maistre Charles guedon preuost vicomtal dudit Ponthoise, en ce que lesdits articles contiennent qu'audit baillif de Senlis ou son lieutenant en son siege capital dudit Senlis, appartient la connoissance du fait de tout le domaine du Roy & de tout ledit bailliage: Ont dit que lesdits articles estoient trop généraux, en ce regard eux opposans, tant pour eux que pour les autres officiers de la chastellenie dudit Ponthoise, à ce qu'ils ne demeurent en l'estat qu'ils sont, en ce qu'il concerne la connoissance du domaine, au moins qu'à iceluy ne soient adioustés & mis ces mots, excepté en la chastellenie de Ponthoise: Par ce qu'ils ont maintenu eux & lesdits officiers audit lieu auoir eu d'ancienneté connoissance du domaine de ladite chastellenie, chacun en son regard, quand le cas sy estoit offert: mesmes ledit Guedon qui comme preuost vicomtal auoit à cause dudit office, charge & entremise de récepte dudit domaine en aucunes parties d'iceluy en ladite chastellenie, & de ce auoir iouy comme ils disoient faire encores à present: Lesquels correction dudit article & reseruation requis par lesdits lieutenant & preuost de Ponthoise, lesdits baillif de Senlis & son lieutenant general, aduocat & procureur du Roy audit bailliage, ont empesché, deniant ausdits officiers de Ponthoise, qu'ils ayent conneu & leur appartienne la connoissance dudit domaine audit lieu: mais au contraire la connoissance leur en appartenir: en auoir conneu & iouy audit Senlis, ensemble leurs predecesseurs de tout temps & ancienneté, Mesmement quant aux fiefs estans de ladite chastellenie & suiets à icelle, saisie, reliefs, main-leuee & expedition d'iceux & autres droits concernans ledit domaine & dependans d'iceluy: Sur lequel droit de iurisdiction, preeminence & possession d'iceluy, ils auoient nagueres obtenu arrest de la cour à leur profit contre lesdits officiers de Ponthoise, & officiers des autres chastellenies particulieres dudit bailliage: Oultre lequel y auoit edict du Roy, par lequel la connoissance de tel domaine estoit attribuee aux iuges presidiaux, ou leurs lieutenans en leurs sieges principaux: Lesdits lieutenant & preuost de Ponthoise, ont dit que supposé qu'en la matiere fust interuenü aucun arrest, si en estoient les parties en proces sur l'executiõ d'iceluy: Et par ce mesme, nõ obstant le dire desdits officiers de Senlis, sur ledit edict, ont persisté en leur requeste, remonstrance & opposition dessus cõtenus: Surquoy apres lecture faite de l'edict, a esté dit par prouision q' lesdits articles demourrõt selõ leur forme & teneur, sans preiudice toutesfois aux droits & preeminences desdits lieutenant & preuost de Põthoise, à cause de leursdits estats & offices.

Proces verbal

Et au principal de la matiere sur le different d'entre lesdites parties sur le ressort, connoissance & iurisdiction dudit dommaine du Roy, les auons renuoyez & renuoyons en ladite cour, où ils ont dit auoir proces pendant entre eux, sur l'execution de l'arrest, alleguez par lesdits officiers de Senlis.

Sur le seizième article de ladite rubrique, contenant : Le preuost de Senlis, qui est le iuge ordinaire de toute la chastellenie.

Après qu'il a esté dit en ensuiuant la requeste, faite à ceste fin, par maistre Claude thureau, preuost de la ville dudit Senlis, & l'ordonnance ou appointment donné de nous cy dessus entre lesdits preuosts, que ledit preuost de Senlis sera mis & intitulé preuost forain. Le baillif dudit Senlis & son lieutenant general, ont requis qu'en la fin dudit article, fussent adioustez & mis ces mots, sans preiudice, à l'edict fait par le Roy, faisant mention des cas & matieres dont la connoissance par iceluy est attribuee aux baillifs, seneschaux, & iuges presidiaux: Aussi Pierre paumart, preuost d'Angy en garde pour le Roy, & ledit Thureau, preuost de la ville de Senlis, respectiuellement pour leurs droits & iuridictions, se sont opposez, à ce que ledit article demeure en l'estat qu'il est, en ce qu'il contient ledit preuost forain de Senlis, estre iuge ordinaire de toute la chastellenie dudit Senlis : Au moins qu'audit article, fussent mis ces mots excepté, c'est à sçauoir, quant audit preuost d'Angy, ladite preuosté d'Angy, suiets & estendue d'icelle. Et quant audit preuost de ville, la ville & banlieuë de Senlis, par ce qu'ils ont maintenu estre iuges ordinaires : Sçauoir est, ledit Paumart de ladite preuosté d'Angy, suiets & estendue, & ledit Thureau de ladite ville & banlieuë, & auoir tout droit de iustice sur les habitans & suiets d'iceux, avec iurisdiction & connoissance de tous cas & matieres d'entre lesdits habitans & suiets, pour le regard des heritages, situez & assis endedans lesdits preuostez d'Angy & banlieuë de Senlis, aussi respectiuellement : Pareillement pour raison des choses immeubles & droits reuls, perceuables & pretendus sur iceux, fors quant au regard des gens d'eglise, nobles & communautez quant audit preuost d'Angy: & sur ce maistre Iean chastellain, aduocat, Daniel vizet, procureur, Iean gossel & Iaqués du puy, marchans, avec les gouverneurs & escheuins de ladite ville de Senlis, deleguez pour les autres habitans d'icelle & de la banlieuë, ont fait pareille opposition & requeste, afin d'estre conuenus & traittez es cas dessusdits & chacun d'iceux, par deuant ledit preuost de la ville de Senlis, duquel ils ont aduoué & dit estre suiets esdits cas, & estre iuge à eux deputed & delegué par lettres de chartre des Roys de France, presentement exhibees par eux, de laquelle ils ont requis lecture estre faite par maistre Iean greffin, preuost forain dudit Senlis. Quant à la requeste faite par ledit baillif de Senlis ou son lieutenant, ladite requeste a esté par luy consentie & accordée, & au fait & opposition desdits Paumart, preuost d'Angy, Thureau, preuost de la ville de Senlis & des deleguez, manans & habitans d'icelle ville, il les a empeschez, & maintenu au contraire estre iuge ordinaire de toute ladite chastellenie de Senlis, à la reseruation & modification dudit edict quant audit baillif de Senlis ou son lieutenant, & consequemment estre iuge ordinaire desdits preuosté d'Angy, ville & banlieuë de Senlis, qui estoient assis & compris en ladite chastellenie de Senlis, dont la ville de Senlis estoit le lieu principal & chef d'icelle chastellenie : Mesmement quant au droit de haute iustice, connoissance & iurisdiction des matieres, pour raison d'heritages & droits reuls entre autres droits & toutes personnes, ainsi que le contenoit mesmes ledit seizième article, qu'à present lesdits preuosts requeroient estre corrigé, le contenu auquel ledit preuost forain employoit pour la preuue & verification du droit & preeminence du iuge chastellain à luy appartenans entre autre preuue. Alleguans par luy que sur le different, estant pour raison de ce entre ledit preuost de ville, & luy ou leurs predecesseurs y auoit proces pendant & indecis en la cour de Parlement: Surquoy quant au different d'entre lesdits preuost & habitans de la ville de Senlis, les auons renuoyez & renuoyons à la cour, En laquelle, ils ont dit, ledit proces estre pendant entre iceux preuost forain, & de ville ou leurs predecesseurs, pour raison des droits & preeminences de leurs offices, pour chacun desdits preuosts & parties dessus-nommees, estre ouyes en ladite cour, & ordonner par elle desdits differens, comme elle verra estre à faire. Et quant audit baillif de Senlis & son lieutenant & ledit preuost forain, dit a esté par prouision suiuant leurs declarations & consentemens que sans preiudice de l'edict fait par le Roy pour le reiglement des baillifs & preuosts de ce royaume, ledit fixième article demourra en la forme qu'il est contenu audit cayer sous semblable cotte.

Sur le vingtième article de ladite rubrique, estant de la forme qu'il s'ensuit: Le siege de la

la mairie de Brenouille, se tient à Rieux, qui est vn village, ioignant du village de Brenouille.

Le procureur du seigneur dudit lieu de Rieux, a dit que puis certain temps ença, il auoit acquis tel droit de iustice & autre que souloit auoir le Roy audit Rieux: Parquoy empeschoit que d'oresenauant le siege dudit maire de Brenouille y fust plus tenu.

Les aduocat & procureur du Roy au bailliage dudit Senlis, ont confessé ladite acquisition: Mais disent icelle estre faite à la charge de faculté de rachat perpetuel, consentant que le siege dudit maire en fust osté & distrait, & tenu d'oresenauant à Brenouille: Surquoy en ensuiuant les declarations desdites parties & dudit maire de Brenouille qui a esté ouy, dit a esté que ledit seigneur de Rieux aura acte de la declaration & remonstrance faite par sondit procureur: Et au surplus que le siege dudit maire de Brenouille d'oresenauant se tiendra audit Brenouille.

Sur le vingt-vnième article de ladite rubrique contenant telle forme: Lesdits preuost D'angy & maire de Brenouille n'ont point de connoissance des gens d'eglise, nobles & communautez: mais sont reseruez au preuost forain de Senlis, qui comme dit est dessus, est iuge chastellain.

Lesdits baillif de Senlis & son lieutenant general, considéré l'ediçt du Roy, par lequel la cōnoissance & iurisdiction sur les gens d'eglise, nobles & communautez leur est attribuee, & aux autres baillifs, seneschaux & iuges presidiaux, ont requis ledit article estre rayé: Surquoy ont esté ouys lesdits preuosts d'Angy, maire de Brenouille & preuost forain de Senlis, lesquels, c'est à sçauoir lesdits preuost d'Angy & maire de Brenouille, l'ont ainsi consenty: Et quant au preuost forain de Senlis, il a declaré qu'il ne veut empescher qu'en la fin dudit article soit mis & adiousté, fors & excepté les gens nobles de la chastellenie de Senlis, desquels ledit baillif de Senlis & ses lieutenans, auront la connoissance, pour le regard des cas concernans lesdits nobles declarez audit ediçt & selon iceluy, laquelle addition lesdits baillif & sondit lieutenant, ont aussi accordé en la forme dessusdite, quant aux nobles & autres dessus-nommez es cas dudit ediçt: Sur ce maistre Antoine pilan, chanoine & procureur de chapitre de Beauuais, assisté de maistre Martin thierry, a protesté pour lesdits de chapitre que ce ne leur peut preiudicier specialement quant à leur garde gardienne & autres droits, priuileges, auortitez, preeminences & prerogatiues d'iceux: Surquoy dit a esté que lesdits de chapitre auront lettres de leur dite protestation: Et au surplus suiuant les declarations desdits baillif, lieutenant, preuost forain, preuost d'Angy & maire de Brenouille, dit a esté que ledit article demourra & sera mis par escrit en la forme qu'il est contenu au vingt-vnième article dudit cayer.

En faisant lecture du vingt-quatrième article qui estoit tel qu'il sensuit: Ledit preuost de Senlis par grand' preeminence à luy appartient, & est iuge ordinaire de toutes les appellations interiectees des seigneurs hauts iusticiers, moyens & bas & de leurs officiers estans en toute ladite chastellenie, entant que touche haute iustice & au deffous seulement: & quant aux seigneurs chastellains, subalternes, ils ressortissent & sont suiets par deuant ledit baillif de Senlis en toute ladite chastellenie de Senlis: Et si a, comme dit est, ledit preuost forain de Senlis connoissance des gens d'eglise, nobles & communautez.

Après que maistre Claude thureau, preuost de la ville de Senlis, a employé le plaidoyé par luy fait cy dessus contre maistre Iean greffin, preuost forain dudit Senlis, pour ledit titre de preuost forain: Et au contraire ledit Greffin aussi son plaidoyé, & que sur leur different a esté par nous dit que ledit Greffin sera mis & intitulé preuost forain: Messire Iean de Sains, cheualier, baillif de Senlis, & maistre Nicole morel son lieutenant general, ont requis qu'avec ledit maistre Iean greffin, preuost forain dudit Senlis, il fust dit qu'audit article en ce qu'il faisoit mention de la connoissance qu'il contient ledit preuost forain auoir sur les gens d'eglise, nobles & de communautez, seroient mis & adioustez ces mots, sans preiudice à l'ediçt du Roy, fait pour les baillifs & seneschaux sur la connoissance & iurisdiction desdits gens d'eglise, nobles & communautez: Et si ont lesdits de Sains, baillif de Senlis & Morel son lieutenant general dit & remonstré qu'au reste & surplus dudit article, il estoit notoirement abusif, desraisonnable & contre toute disposition de droit: car le preuost de Senlis, ayant en premier lieu la connoissance des appellations interiectees des seigneurs hauts iusticiers de la chastellenie dudit Senlis ou leurs officiers, & du preuost de ville audit lieu, L'on peut encores appeler par deuant ledit baillif ou son lieutenant, & d'eux en la cour de Parlement, qui sont trois appellations diuerses, pour raison d'vne mesme matiere: D'auantage que c'est vn circuit de iurisdiction qui vient totallemēt au detriment de la chose publique & au grand interest, vexation, perte & dommage des suiets de ladite chastellenie: Par ce que si aucun en premiere instan-

Proces verbal des coustumes

ce est pourfuiuy, & mis en cause, par deuant le preuost ou garde de iustice du seigneur haut iusticier, moyen & bas, & il veut fuyr & delayer, comme souuent il s'en trouue de tels, Il appelle à toutes heurtes, ne luy chault à quelle occasion, soy confiant ausdites trois appellations, & sçachant que de long temps, partie ne peut auoir expedition de sa matiere: L'appel releué par deuant ledit preuost forain, la cause principale est retardee de six ou huit moys, aucunes-fois d'un an & plus: dise ledit preuost ce qu'il voudra par sa sentence, il est de rechef appelé de luy deuant ledit baillif de Senlis ou son lieutenant, où le proces d'appel, peut prendre encores long trait: car l'appelant pour tousiours delayer veut bailler griefs hors le proces: l'inthimer, respondre à iceux & faire quelques productions nouvelles, en vertu de lettres royaux qu'ils obtiennent ou autrement: Par ce moyen les droits des pauures parties sont longuement retardez, les proces rendus immortels & n'y a point de fin: Plus lesdites appellations releuees en preuosté, sont proces par escrit ou appellations verballes: Des appellations verballes toue volontiers, il s'en fait des proces par escrit, & sont les parties appointees à estre deliberé de leur faire droit sur leur cause d'appel, & à écrire par aduertissemens additions & responsifs, qui est nouvelle pasture pour les aduocats & procureurs du siege: Quant au preuost il prend espices pour la visitation desdits proces, salaires & vacations de luy & ceux qui sont appelez au iugement: S'il est appelé de la sentence dudit preuost soit bien ou mal en bailliage, pareillement ledit lieutenant general prend espices pour la visitation de luy & ceux du conseil: Ainsi occulairement les pauures parties sont vexees & affligees de doubles espices, & de frais & mises superflues, qu'il leur conuient faire à la conduite & poursuite de ces deux appellations pecuniaires, tellement qu'aucunes-fois attedies de la longue demeure & despens, ils delaissent lesdites poursuites & perdent leurs droits: Brief tout consideré au cas qui s'offre, il n'est question que de profit particulier des iuges, aduocats & procureurs & du bien public: A quoy toutes-fois principalement on doit auoir egard. D'abondant, il auient souuent que si ledit preuost forain dit bien iugé, ledit lieutenant general par conseil dit au contraire mal iugé par ledit preuost, en maniere que les parties sont en perplexité telle qu'elles ne sçauét auquel iugement des deux soy arrester: A ceste cause lesdits baillif & lieutenant se sont opposez & opposent, empeschans que ledit article & autres dependans d'iceluy, ou corroborant iceluy escrits audit liure coustumier de Senlis n'ayent lieu: soustenans qu'ils doiuent estre rayez à ce que ledit preuost n'ait la connoissance desdites appellations, & où promptement ne pourrions discuter dudit different, que ce soit, sans preiudice à l'ediçt du Roy, fait sur la iurisdiction des baillifs & preuosts, publié & enregistré és registres de parlement & de la cour de ceans, & à la iurisdiction desdits baillif de Senlis & sondit lieutenant general. Pareillement Jean desprez au nom & comme procureur dudit seigneur Anne de Montmorancy, conestable de France, pour les terres & seigneuries, & iustices, que ledit seigneur a assises en la chastellenie dudit Senlis: Messire François de Montmorancy, cheualier de l'ordre du Roy, gouverneur & lieutenant pour le Roy à Paris & ille de France, pour ses terres & seigneuries de Mesel, & le fief de la grand chauffée de Cires lez Mello en sa personne: Pierre de saint Geobert, procureur de l'euesque de Senlis: Maistre Martin thierry, comme procureur des doyen, chanoines & chapitre de l'eglise de Beauuais pour les terres, seigneuries & iustices qu'ils ont assises en ladite chastellenie de Senlis, aussi comme procureur des maire & pers de la ville de Beauuais: François desprez au nom & comme procureur des religieux, abbé & conuent de la Victoire, aussi comme procureur des seigneurs de Raray, Dongnon, Malegeuestre & lieu de Bachetz, pour lesdites seigneuries: Robert de bouiller, côme procureur de Loys de S. Simo, escuyer, seigneur du Plessier choisel & yuiller: Philippe thureau, côme procureur du seigneur de Rünescul, pour les terres, seigneuries & iustices qu'il a en ladite chastellenie: Charles du croq, escuyer, seigneur D'appremont en sa personne, ledit Jean desprez, côme procureur des doyen, chanoines & chapitre de l'eglise de Senlis: Aussi pour les terres, seigneuries & iustices qu'ils ont en ladite chastellenie: Encores luy, côme procureur de dame Ieâne de rieux, dame de Bertheraufosse: Loys foucquet au nom & côme procureur des religieux, abbé & cōuent de Royaulmont, aussi pour les terres qu'ils ont en ladite chastellenie, & aussi des religieux de S. Leu: Et Pierre de bonuiller au nom & côme procureur de Jean de micault, seigneur de Lespine, lesdits procureurs fordez de lettres de procuration, aussi par eux mise au gteffe, se sont chacun d'eux respectiuelement & en leur regard opposez, & ont soustenu que lesdits articles doiuent estre rayez, & que ledit preuost forain ne deuoit connoistre desdites appellations pour les raisons cy deuant allegues par lesdits baillif de Senlis & lieutenant general qu'ils ont employees, & autres

par

par eux respectiuellement desdites chacun en son esgard, pour le ressort des appellations qui seront interiettes de leurs iuges & gardes des iustices de leursdites terres, seigneuries & iustices pour l'abbeuiation desdites appellations, soulagement d'eux, leurs subiets & de la chose publicque. Et par ledit preuost forain de Senlis a esté dit que la connoissance desdites appellations est de sa iurisdiction ordinaire à luy & ses predecesseurs preuosts attribuee par les princes & priuilege especial de temps immemorial, & de quatre cents ans & plus à l'institution & erection d'office de preuost, & par autres plusieurs moyens iustes & raisonnables à alleguer cy apres par deuant iuge competant & où il appartiendra, & dont luy & ses predecesseurs preuosts ont tousiours iouy en la presence & connoissance des baillifs dudit Senlis & leurs lieutenans generaux & particuliers & tous autres. Et que les lettres patentes à nous adressans, tendent effectuellement afin de veoir corriger, reformer, redacter & esmologuer les coustumes dudit Senlis, les trois estats pour ce faire appelez, & que la connoissance du droit desdites appellations n'est de nostre commission & dependance d'icelle. Par ce mesme ment que les articles faisant mention desdites appellations & autres droits appartenans audit preuost ne sont couchez sous la rubriche des coustumes dudit Senlis: mais sous le tiltre d'une declaration faite comme notoire & indubitable par les gens desdits trois estats, appelez par cy deuant pour redacter lesdites coustumes. Aussi que quand autres cas regardans le fait de la iurisdiction dudit preuost de Senlis, ont esté debatus en nos presences en procedant à la reformation desdites coustumes, auons déclaré que n'en prendrons aucune connoissance. Et ont esté par nous renuoyez les differents par deuant messeigneurs de la cour de parlement suyuant ladite commission. A ceste cause soustient ledit preuost que ne deuous en vertu de ladite commission connoistre ne decider du droit desdites appellations, & qu'en ce regard sommes iuges incompetans. Et par ledit procureur du Roy au bailliage de Senlis a esté dit que de tout temps & ancienneté y a eu audit Senlis vn preuost chastellain lequel par grande preeminence & prerogatiue, & pour la conseruation de la souueraineté & droit de chastellenie appartenant au Roy au siege & lieu capital du bailliage de Senlis, qui est la ville de Senlis, a conneu & connoist indifferemment & par preeminence des gens d'eglise, nobles & communautez de ladite chastellenie, desquels les hauts iusticiers & iuges subalternes ne peuuent auoir la connoissance, & par preeminence de toutes matieres d'entre les subiets de ladite chastellenie. Et semblablement de toutes les appellations interiettes de tous les iuges subalternes d'icelle chastellenie, tant des iuges, maïres & pers de la ville de Beauuais, sainct Pierre dudit Beauuais, q̄ generalement de tous les autres iuges subalternes de ladite chastellenie, en signe & demonstrance de souueraineté pour le Roy par dessus les autres chastellenies dudit bailliage, tellement que ladite ville de Beauuais, le pays de Beauuoisis & autres iustices subalternes sont de ladite chastellenie & preuosté de Senlis. Et sont responsables par appel, ressort & iurisdiction par deuant ledit preuost: lesquels neantmoins par tous les moyens à eux possibles pretendent à eux exempter de ladite chastellenie de Senlis, au grand interest & dommage du Roy & au preiudice de sa iustice, chastellenie & iurisdiction ordinaire dont il a iouy par temps immemorial, en ayant tousiours preuost chastellain audit Senlis, qui a conneu & connoist entre autres choses desdites appellations par souueraineté & preeminence comme dit est, & ainsi qu'a accoustumé faire le preuost de Paris & le preuost de Meleun. Laquelle connoissance desdites appellations & droit de chastellenie appartiennent au Roy, & n'est ledit article compris sous le tiltre des coustumes du bailliage de Senlis, lesquelles est question de reformer & accorder: mais est vne preeminence & droit appartenant au Roy, qui est vn degré de iurisdiction lequel ne doit sous correction estre osté audit seigneur ou son preuost, attendu que en ce faisant le domaine, auctorité, preeminence & prerogatiue du Roy seroient grandement diminuez, tant pour les causes dessusdites, comme à cause des amendes adiugees au Roy à cause desdites appellations que de son greffe & autres droits à luy appartenans par le moyen de l'exercice de ladite preuosté. Et si seroit du tout osté ledit degré de iurisdiction, ainsi q̄ ledit procureur entend plus amplement declarer en temps & lieu empeschant à ceste fin que ledit article soit rayé. Surquoy entendu que du droit pretendu par ledit preuost forain au ressort & connoissance des appellations dont est question, est faite mention, en l'article de present qui est contenu & enregistré au cayer & liure des coustumes dudit bailliage, duquel a esté faite lecture apres que ledit preuost a esté par nous requis & sommé de declarer s'il auoit autre tiltre ou priuilege dudit droit & preeminence par luy pretendu. Qui a fait response qu'ouy, estant comme il disoit en la chambre des comptes à Paris, qu'il auoit intention recouurer & en faire apparoir par de-

Proces verbal

uant iuge compe tant en temps & lieu. Nous auons dit & difons que les officiers, gens des estats & autres comparans & assistans, seroient par nous enquis & ouys sur l'vtilité ou inutilité du contenu audit article quant au ressort & connoissance des appellations dont est questio, pour les aduis d'iceux ouyz, ordonner du different, cas & matieres desdites appellations comme il appartiendra par raison. De laquelle ordonnance ou appointment ledit preuost forain a appellé. Auquel auons declaré que nonobstant ledit appel & sans preiudice à iceluy, suyuant lesdites lettres patentes & le pouuoir à nous donné par icelles, sera par nous passé outre & precedé en la matiere, dont il a de rechef appellé comme de iuge incompetant, protestant d'attempter. En ensuyuant lequel appointment, sans preiudice audit appel, ont esté par nous prins & enquis les aduis & oppinions de chascun des lieux tenans particuliers dudit baillif de Senlis, chastellenies particulieres dudit bailliage, aduocats, procureurs du Roy, preuost & autres officiers desdites chastellenies, baillif, procureur du Roy au comté de Beaumont, baillif & procureur de l'euesque de Beauuais, nobles desdites chastellenies assistans les deleguez comparans pour les trois estats en ladite assemblee & de plusieurs autres comparans. Lesquels & chascun d'eux ont esté d'aduis & oppinion que c'estoit inuolution de proces & circuyt trop long & consequemment l'interest de la chose publicque que les appellans des iuges de seigneurs subalternes de ladite chastellenie de Senlis fussent ressortissans par deuant ledit preuost, ne qu'il en eust la connoissance immediatement, mais estoit l'abreuiation desdites appellations, diminution de fraiz & despens, & chose vtile & raisonnable que lesdites appellations fussent d'oresenauant releues poursuyuies & terminees directement immediatement par deuant ledit baillif de Senlis ou ses lieux tenans. Duquel aduis ont esté mesmemét les lieutenant & procureur du Roy à Compiengne, avec le preuost de l'exemption de Pierrefons: qui neantmoins ont dit sembler que la discussion & termination du different & matiere dessus dite deuoit estre par nous reserué iusques à la fin de l'assemblee, ou estre arbitré ou prefixé audit preuost forain de Senlis aucun temps, ou delay raisonnable s'il le requeroit, pour pendant iceluy recouurer par luy, & faire apparoir d'aucun tiltre & priuilege faucun en auoit, faisant mention du droit & preeminence par luy pretendu & estre ouy plus amplement. Et apres lesdits aduis & oppinions prins, & que par nous a esté requis & demandé à tous lesdits assistans s'il y auoit aucun qui voulsist dire ou alleguer aucune chose contraire à iceux, & qu'aucun n'a voulu ce faire, ledit preuost forain a esté de rechef par nous sommé de dire & declarer s'il pretendoit auoir aucun tiltre ou priuilege dudit droit & preeminence. En vouloir faire apparoir & requerr delay pour ce faire. Lequel a dit & respondu qu'ouy, sans preiudice à la fin à laquelle par son dire & pledoyé cy dessus il a tēdu, & par protestation de ne soy en departir. Surquoy nous auons ordonné que le iugement, decision & termination du cas & matiere dont est question, seront & les auons reseruez & reseruons iusques à lundy prochain, en dedans lequel pour tout le iour ledit preuost pourra recouurer & faire apparoir du tiltre ou priuilege par luy pretēdu faucun il en a, & aussi dire en la matiere ce que bon luy semblera, pour ce fait ordonner de ladite matiere comme de raison. Lequel iour de lundy luy auons donné & assigné pour toutes prefixions & delaiz & sans autre forclusion, aliàs, l'auons de ce faire desmaintenant pour lors declaré & declarons deceu. Et le mardy. xxvi. iour dudit moys d'Aoult ledit preuost forain en sa personne s'est declaré & porté pour appellant, en adherant aux appellations par luy dessus interiettees des ordonnance, appointment, ou appointments dessus contenuz donnez de nous. Aussi maistre Nicole gossiet aduocat pour a communauté des sergeans à cheual dudit bailliage & preuosté foraine de Senlis, pour le greffier du siege de ladite preuosté, & pour le fermier des exploits d'icelle, a dit que lesdits sergeans, greffier & fermier des exploits, ont esté n'agueres aduertis que ledit baillif de Senlis & son lieutenant general auoyent requis par deuant nous qu'il fust inhibé audit preuost forain de plus cōnoistre des appellations interiettees des iuges inferieurs & subalternes de la chastellenie dudit Senlis. Et pout ce que c'estoit à la diminution des droits & proufits des offices desdits sergeans, des deniers du Roy quant audit fermier des exploits & greffier: c'est à sçauoir audit greffier pour les cōmissions, actes, appointments & sentences en cas d'appel qui en pouuoient aduenir par deuant ledit preuost & audit greffe & le proufit d'iceux & audit fermier des exploits pour les amendes desdites appellations qui pouuoient estre adiugees & luy aduenir. Se sont opposez à ce que lesdites inhibitions soient faites, ne que la requeste faite par lesdits baillif de Senlis & son lieutenant, par laquelle ils requeroient que l'article faisant mention de la preeminence dudit preuost forain de connoistre desdites appellations, leur fust adiugee, & ont lesdits fermier & greffier pour leur

interest

interest sommé audit procureur du Roy, qu'il eust à conseruer les droits desdits fermiers, & leur garantir: Qui a fait respondre qu'il se garderoit de mesprendre. De laquelle opposition & sommation desdits sergeans, fermier & greffier, ordonné a esté qu'ils auront lettres. Laquelle opposition desdits sergeans, greffiers ouye par lesdits de Sains baillif de Senlis, Morel son lieutenant, procureur dudit seigneur Connestable de France, & consors dessusnommez, ils ont dit en la presence de Jacques Methélet lieutenant & procureur dudit preuost forain, que par l'appointement donné de nous cy dessus, il a esté ordonné audit Greffin preuost forain sur la requeste par luy faite à ceste fin, & s'est iceluy Greffin lyé & astrainct de faire apparoir en dedans le iour de lundy dernier du priuilege par luy pretendu qu'il disoit estre enregistré en la chambre des comptes à Paris, aliàs, deslors l'en aurions debouté, parquoy à faute d'auoir ce fait, requierent les dessusdits que ledit appointement sortisse son effect. N'y fait riens de dire que par temps immemorial il a eu la connoissance desdites appellations: car il n'y a que quarante ou cinquante ans qu'audit Senlis n'y auoit preuost en garde, ains se bailloit ladite preuosté à ferme pour deux ans comme les autres fermes muables du Roy, & preuosts fermiers qui n'auoient connoissance desdites appellations. Aussi comme dessus a esté desduit, c'est vn abus au preiudice de la chose publique en disant par luy que ledit article n'est de nostre pouuoir & iurisdiction, par ce qu'il n'est cōprins cōme il dit, sous la rubriche des coustumes de Sélis, il n'y a ppos: Car ledit article est escrit au liure coustumier dudit bailliage avec autres droits baillez à plusieurs personnes par coustume, & ont esté leuz par nostre ordonnance à la requeste desdits trois estats pour coustumes. Parquoy deuions passer outre à le faire rayer avec autre concernans iceluy, selon l'aduis & deliberation par nous prins desdits trois estats, lesquels tous concordablement, nemine discrepante, ont esté d'aduis qu'il se deuoit ainsi faire. De dire que sur ledit different auons renuoyé les parties en la cour de parlement, il appert du contraire par le plaidoyé mesmes qu'il a fait mardy dernier par deuant nous. Et quât au procureur du Roy qui s'efforce seul sans conseil de l'aduocat dudit seigneur monstrier qu'en rayant ledit article, le Roy seroit interessé pour aucunes amendes de lx. sols parisis, & la diminution du greffe de ladite preuosté, disent les dessusdits qu'au contraire le Roy aura grand proufit, Car les appellations premierement deduites au siege du bailliage, s'en vuydera beaucoup plus qu'en preuosté, où souuent elles demeurent sans poursuyte au moyen de la longue demeure, vexations, fraiz & mises superflues des pauvres parties. Et s'il est dit mal iugé, le Roy aura son amède sur le garde de iustice, si au contraire il aura amende sur l'appellant, & ne peut faillir. D'auantage le greffe de la preuosté est erigé en tiltre d'office, & le tient vn nommé Ginot, qui en prend seul les proufits, mais le greffe de bailliage est baillé à ferme de deux ans en deux ans sous le Roy, lequel en augmentera grandement au proufit du Roy. Aussi il est vray semblable que le Roy desirant l'abbreuiation des matieres, de releuer ses subiets desdites vexations, pertes & dommages, entend preferer le bien public à tel petit interest que de soixante sols parisis d'amende, & ne se doit tolerer tel circuit de iurisdiction. De dire par ledit procureur du Roy que ledit preuost est iuge chastellain, qui a connoissance des nobles sur les seigneurs hauts iusticiers, nihil est. Bien peut estre iuge ordinaire és matieres non concernans ledit edict: mais que sous vmbre de ce il doyue auoir connoissance desdites appellations, il n'y a propos, & est vne repugnance qu'il soit iuge ordinaire & iuge d'appel. Aussi par ledit liure coustumier le preuost de la chastellenie de Chaulmont dependant dudit bailliage est bien intitulé iuge chastellain, & les autres preuosts pareillement, lesquels toutesfois ne connoissent d'appel. De vouloir faire comparaison dudit preuost au preuost de Paris, il y a difference trop grande, car ledit preuost de Paris est plus que baillif, & sortissent directement les appellations interietrees de luy en la cour de parlement. Et si le preuost de Meleun a conneu de telles & semblables matieres, que non, c'est allegué inconuenient, & a esté par vsurpation ou priuilege special du Roy. Quât à l'adionction des sergeans & fermiers des exploits dudit bailliage, nihil impertinemment, & ne vient l'interest par eux pretendu en consideration, mais fait ladite adionction formellemēt pour ledit baillif de Senlis & consors pour monstrier de la vexation, fraiz, & impenses superflues dont les pauvres parties sont affligees par ledit circuit & iurisdiction, car tout deduit, il n'est question que du proufit particulier dudit preuost, aduocats & procureurs, avec lesquels lesdits sergeans veulent pasturer à leur endroit, qui est vn abus. A ceste cause nonobstant le dire dudit procureur du Roy, lequel præter omnem opinionem, sans consideration s'efforce faire ledit empeschement, non ayant regard au bien public, & dudit greffier, preuost & sergeans, soustiennent lesdits baillif & consors que lesdits articles doyuent estre rayez, & que par prou-

Proces verbal

tion sans prejudice aux appellations interiettees par ledit Greffin, qui ne cherche que moyens obliques & subterfuges ou ne voudrions discuter dudit different principal, ils doyuent estre rayez, & defenses estre faites audit preuost de ne connoistre desdites appellations, employans ce que dessus a esté par eux dit, requerans que l'assignation quirescheoit à huy en ceste matiere entre les parties fust continuee iusques à demain. Ce qui a esté par nous fait avec ledit Methélet, lieutenant & procureur dudit preuost forain. Et ledit iour de lendemain mercredy vingt-septiesme iour dudit mois d'Aoult comparans ledit lieutenant general en sa personne & pour ledit baillif, & ledit preuost forain par ledit Methélet son procureur a esté sommé ledit Methélet audit nom de faire apparoir du tilre ou priuilege pretendu par ledit preuost forain de connoistre des appellations interiettees des iuges subalternes de ladite chastellenie de Senlis. A quoy ledit Methélet audit nom a respondu que ledit preuost forain estoit appellant, & ne vouloit dire ne produire autre chose pour le present. Partant auons de rechef fait faire lecture dudit article en la presence de tous les assistans, & icelle lecture ouye, Auons ordonné du consentement desdits estats que par maniere de prouision, attédu que l'article dessusdit estoit fondé seulement en coustume qu'il seroit rayé en ce qu'il fait mention du droit & preeminence de connoistre par ledit preuost forain des appellations interiettees des iuges subalternes, sans prejudice toutesfois des droits pretenduz par ledit preuost forain au principal, Pour desquels connoistre & decider nous l'auons renuoyé, ensemble les parties aux iours ordinaires du bailliage dudit Senlis du parlement aduenir. Et quant au surplus du contenu audit article faisant mention de la connoissance des gens d'eglise, nobles & communautéz, que sans prejudice de l'edit fait par le Roy sur la limitation, declaration & reigle de la iurisdiction & connoissance des baillifs, seneschaux & iuges presidiaux, ledit article demourra de la forme contenüe au xxxiii. article dudit cayer: dont ledit Methélet audit nom a appellé entant que ladite ordonnance, appointment ou sentence fait contre ledit preuost.

En faisant lecture du xxv. article de ladite rubrique, commençant ces mots.

A Senlis y a vn autre preuost, nommé le preuost de ville, qui n'a que moyenne & basse iustice, & connoissance des matieres personnelles, les appellations duquel ressortissent par deuant ledit preuost forain de Senlis, cōme les appellations des seigneurs subalternes dont dessus est parlé.

Maistre Claude thureau preuost de la ville dudit Senlis a dit & maintenu auoir en ladite ville & banlieüe d'icelle tout droit de iustice, haute, moyenne & basse, avec connoissance de tous cas, crimes & delicts & de toutes matieres personnelles & reelles sur les heritages & subiets desdits ville & banlieüe pour raison des heritages & choses immeubles situez & assis en iceux, Requerant à ceste cause ledit article estre corrigé en ce qu'il fait mention du droit de moyenne iustice seulement. Ce qu'ont aussi requis les deleguez pour les manans & habitans de la ville de Senlis & les gouuerneurs d'icelle, employant par ledit preuost & eux ce que cy deuant a esté dit en autre article faisant mention des preuosts forain & de ville dudit Senlis, empeschant aussi par eux & pareillement par ledit baillif dudit Senlis & son lieutenant general & autres seigneurs subalternes de la chastellenie dudit Senlis, dessus-nommez, que le preuost forain dudit Senlis ayt la connoissance des appellations interiettees d'eux respectiuemēt chascun en son regard, pour les causes dessus alleguees. Ledit preuost forain a maintenu le contraire, employant le contenu audit article à lencontre dudit preuost de ville & autres dessus-nommez pour la preuue & verification de son fait. Sur-quoy quant au different d'entre ledit preuost forain de Senlis, & ledit preuost de ville pour les droits de leurs offices & iurisdicions en la ville dudit Senlis, les auons suyuant l'appointment donné cy dessus, renuoyez à la cour. Et quant ausdites appellations, le iugement & decision de la matiere a esté mis en surseance, iusques à ce qu'il fust discuté de l'article precedent. Ce qui a esté fait, & depuis ordonné par maniere de prouision que ledit article seroit rayé depuis ces mots, les appellations duquel ressortissent, Sans prejudice audit preuost forain de soy pourueoir à la cour.

Après lecture du vingt & sixiesme article de ladite rubrique estant de ceste forme. Sous le nom de moyenne iustice ledit preuost a & peut auoir connoissance de larcin commis en furt sans autre circonstance aggrauant, comme crocheterie ou autre effort. Et pareillement a connoissance de l'homicide de chaulde colle, & peut iuger à mort les criminels, & les faire executer à la iustice de Senlis. Neantmoins telle condemnation à mort, n'est repute'e par la coustume que moyenne iustice.

Ledit preuost forain de Senlis d'une part, & ledit preuost de la ville dudit Senlis & habitans d'icelle

d'icelle d'autre, ont employé l'un à l'encontre de l'autre sur ledit xxvj. article, en ce qu'en la fin d'iceluy il contient que la condamnation à mort y declaree n'est repute'e par la coustume que moyenne iustice. Les empeschemens & dire par eux faits sur le different dont fait mention le xxv. article, qui est l'article precedent. Sur quoy auons ordonné, qu'entant que ledit xxvi. article donne puissance au moyen & bas iusticier de cōdemner à mort naturelle & auoir fourches patibulaires, il sera mis en surseance iusques à ce qu'à la rubrique des droits des moyens & bas iusticiers en soit discuté. Et depuis a esté ordonné par maniere de prouision du consentement desdits estats, excepté aucuns de la noblesse, que ledit article seroit corrigé en ce qu'il donne auctorité au moyen & bas iusticier de cōdemner à mort naturelle, & auoir fourches patibulaires, sauf aux opposans d'eux pouruoir à la cour, si bon leur semble, & sans preiudice aux droits dudit preuost de ville au principal dont est proces en ladite cour, & demourra l'article ainsi qu'il est couché au vingt & fixiesme article dudit cayer.

Sur le xxvii. article dont la teneur s'ensuyt. Les fourches des hauts iusticiers ne sont aussi qu'à deux pilliers: mais il y a difference à asseoir lesdites fourches, c'est à sçauoir que les liens desdites fourches des hauts iusticiers sont par dehors les pilliers, en signe que lesdits hauts iusticiers ont regard aux champs & estendue de haute iustice & seigneurie. Et au contraire les liens des fourches des moyens iusticiers sont par dedans les pilliers, en signifiant qu'ils ont par dessus eux, & sont liez & clos sous autrui.

Ledit article a esté mis en surseance comme l'article precedent, & depuis corrigé par prouision sans preiudice aux moyens & bas iusticiers d'eux pouruoir deuers la cour ou ailleurs ainsi que bon leur semblera, & a esté mis en la forme contenue au xxvii. article dudit cayer.

Sur les xxviii. xxix. xxx. xxxi. xxxii. & xxxiii. articles. Les baillif & procureur de l'euesque & comte de Beauuais ont fait protestation & opposition telle qu'elle est contenue cy dessus en leur comparence. Et le procureur du Roy a protesté au contraire aussi comme dessus. Sur quoy auons ordonné par maniere de prouision que les articles demourront en l'estat qu'ils sont & au principal se pouruoyront les parties en la cour.

Suyuant le xxxiiii. article y auoit vn article dont la teneur s'ensuyt. Ledit comte de Beauuais a vn autre iuge des exempts par appel de la comté de Beauuais, & est iuge royal. Et pour ce qu'en l'assistance n'y a eu aucun qui ayt sceu dire auoir veu le pretendu iuge de exempts par appel au comté de Beauuais exercer ladite iurisdiction n'en parler, auons ordonné qu'il sera rayé.

A la lecture du xxxiiii. article de ladite rubrique. Le seigneur & baron de Mello en sa personne, assisté de son baillif & le procureur du seigneur & baron de Mōcy le chastel, ont dit que lesdites baronnies & chastellenies n'estoient de la chastellenie de Senlis, parquoy ne deuoient estre mises, nōmees & enregistrees sous la chastellenie dudit Sēlis, n'estre dite d'icelle: mais deuoient estre nommees & mises par escript estre assises au bailliage de Senlis. Sur quoy maistrē Jean greffin preuost forain dudit Senlis a dit qu'il ne vouloit contester sur le dire ou remonstrance desdits barons & seigneurs chastellains: mais veu ledit article, consideré le contenu en iceluy, & que sous le tiltre ou rubrique d'iceluy article lesdites seigneuries, baronnies & chastellenies estoient enregistrees & contenues. A dit que ledit article deuoit demourer cōme il gist. Ce qu'ont empesché lesdits seigneurs, aumoins ont requis que ce mot aussi estât le premier mot dudit article soit osté. Sur quoy a ordonné du consentement desdits seigneurs & preuost qu'audit article sera mis qu'au bailliage de Senlis sont lesdites baronnies & chastellenies de Mello & Moncy.

Sur le xxxviii. article dont la teneur ensuyt. Le preuost forain de Senlis le premier, le preuost d'Angy, le mayre de Brenouille, le preuost de Pontz, le iuge des exempts de Beauuais, le preuost de Pontpoing, le maire d'Angy pour le Roy & salct Frambould. Ouys les officiers du Roy & autres des trois estats, a esté ordonné que ledit article seroit corrigé enrant qu'il fait mention du iuge des exempts de Beauuais pour les causes que dessus, & que par prouision seroit adiousté audit article le preuost de la ville dudit Senlis, & ledit article mis ainsi qu'il est contenu au xxviii. dudit cayer.

Sur le xl. article de ceste forme. Ladite preuosté de Pontz est vne preuosté ordonnee au moyen d'une association que lon dit auoir esté faite au Roy par les seigneurs chastellains de Pontz, & a ledit preuost de Pontz pour le Roy, sa connoissance & ses droits limitez sans riens entreprendre sur les droits du seigneur chastelain.

Le procureur du Roy audit bailliage de Senlis a fait quant à iceluy pareil empeschement

Proces verbal

qu'il a fait en l'acte de la comparence faite en ceste assemblée par les seigneurs chastellains de Pontz, & a dit qu'il n'y a eu aucune association faite du Roy par lesdits seigneurs de Pontz par cy deuant ou d'ancienneté en la seigneurie & iustice dudit Pontz: mais qu'au Roy seul auoit appartenu & appartenoit la seigneurie & preuosté dudit Pontz. Parquoy protestoit que le contenu audit article faisant mention de ladite association & limitation des droits & iurisdiction du Roy & desdits seigneurs ne puist preiudicier au Roy n'aux droits qu'il a en ladite seigneurie & preuosté, & par les procureurs desdits seigneurs a esté fait protestation contraire. Sur-quoy a esté ordonné que lesdites parties auront lettres de leurdites protestations.

Sur le xliiii. Les baillif & procureur dudit euesque & comte de Beauuais ont protesté comme dit est, & au contraire ledit procureur du Roy, & ont esté renuoyez à la cour comme dessus.

Sur le xlvi. article, A esté mis en surceance pour le different d'entre ledit baillif de Senlis & son lieutenant & ledit preuost forain, & depuis corrigé par maniere de prouision entât que touche ledit preuost forain, par ce qu'il ne doit auoir la connoissance des causes d'appel. Et entant que touche l'euesque de Beauuais il aura acte de sa protestation & le procureur du Roy au contraire. Et neantmoins a esté ordonné que l'article demourroit en la forme qu'il est contenu audit cayer.

Suyuant ledit article y auoit autre article dont la teneur ensuyt. Les appellations ressortissans par deuant ledit preuost se relieuent à iour ordinaire par ce qu'il n'a point d'assise en dedans xl. iours comme dessus est dit. Lequel a esté ordonné estre rayé comme dessus.

Sur le xlix. article. Les officiers de l'euesque de Beauuais ont repeté les protestations & oppositions cy dessus faites, & le procureur du Roy au contraire surquoy ils ont esté renuoyez à la cour.

Sur le lvii. article. A esté mis en delay & surceance entant qu'il fait mention des appellations ressortissans par deuant le preuost forain. Et depuis a esté corrigé par maniere de prouision comme dessus est mis en la forme qu'il est contenu audit cayer & sous pareille cote.

Sur le lviii. article contenant. Pource que le preuost de la ville de Senlis n'est pas réputé haut iusticier pour les causes & ainsi que dessus est dit, les appellans sont condemnez en deux amendes chascun de lx. sols parisis, comme les baillifs & iuges subalternes dont dessus est parlé.

Le preuost forain de Senlis a requis ledit article entant qu'à luy est demourer selon la forme & teneur en ce qu'il fait mention que le preuost de ville dudit Senlis n'est pas réputé haut iusticier. Sur-quoy a esté fait l'empeschement dudit preuost de la ville & autres opposans contenus articles cy dessus faisans mention des preuosts royaux sur le different des iurisdictiones desdits preuosts. Et en ce regard ont esté renuoyees les parties à la cour. Et quant au surplus dudit article sur ce qu'il contient que les appellans sont condemnez en deux amendes quand ils succumbent, & que ledit preuost de la ville de Senlis & preuosts des villes de Chaulmont, Ponthoise & Compiengne ont dit que lesdites amendes quand il n'y en auroit qu'une doyuent appartenir aux fermiers de leurs exploits, & non aux fermiers des exploits des iuges superieurs & d'appel, que ledit procureur du Roy audit bailliage de Senlis a dit au contraire, que lesdites amendes doyuent appartenir au fermier des exploits desdits iuges superieurs. Dit a esté prins les aduis des estats & de leur consentement, que ledit lviii. article sera corrigé & mis selô qu'il est contenu au cayer sous pareille cote.

Sur les lxxv. & lxxvi. articles. Le preuost de l'exemption de Pierrefons & le procureur du Roy en la chastellenie de Compiengne ont dit que non seulement ladite preuosté a esté ordonnée audit Compiengne pour les eglises & exempts de la iurisdiction & duché de Valois, pource que seulement au temps de la creation de ladite preuosté ledit duché estoit baillé par empanage & hors la main du Roy, mais a esté ladite preuosté ordonnée avec le siege d'icelle audit Compiengne par le Roy comme perpetuelle par donation dudit seigneur & priuilege special. Et pource ont protesté que le contenu esdits articles en ce qu'ils pourroient contenir chose preiudiciable audit office & priuilege, qui ne puist preiudicier aux preuost n'aux droits, ordonnance, siege de ladite preuosté & situation d'icelle, Surquoy a esté dit que de ladite protestation ils auront acte.

Sur le lxxvii. article. Le preuost de la ville de Compiengne a dit auoir autre iurisdiction, droits & preeminences de ladite ville de Compiengne, que le preuost de la ville de Senlis n'a audit Senlis, par ce qu'il a maintenu auoir en ladite ville de Compiengne droit de haute iustice avec

la

la connoissance de toutes matieres indifferemment entre les habitans d'icelle, & en estre en possession immemorial iusques a present. Ce qu'a denyé le preuost forain dudit Compiègne, qui au contraire a maintenu le droit de haute iustice en ladite ville luy appartenir avec la connoissance de toutes matieres, mesmes des matieres reelles entre les habitans d'icelle. Sur lequel different desdits preuosts, leur auons declaré que n'en voulions prendre connoissance n'en terminer, & qu'ils eussent à eux pouruoir par deuant le baillif de Senlis ou son lieutenât, ou en la cour comme ils verroient estre à faire.

Sur le lxxiii. article. A esté remonstré par les officiers du Roy en la ville de Ponthoise que le lieu de la Villeneuve le roy qui par cy deuant estoit au Roy a esté vendu par ledit seigneur, à faculté de rachat perpetuel, à Thomas turquâ, & pource de present estoit iustice subalterne.

Sur le lxxxi. article. Maistre Andry bouer preuost de la ville de Chaulmont a dit qu'à cause dudit office il a droit de haute iustice en ladite ville de Chaulmont, & sur les subiets & habitans d'icelle. Sur-quoy par Jean neelle preuost forain dudit Chaulmont, à ce present, a esté declaré qu'il consentoit, consent & accorde audit Bouer preuost de ville, droit de haute iustice en icelle ville de Chaulmont & sur les habitans qui y sont demourans & subiets. Le procureur du Roy audit Chaulmont pour ledit seigneur & les deleguez ou comparans par deuant nous pour les estats de ladite ville ont esté ouys & ont declaré qu'ils n'ont aucun interest au consentemēt dudit preuost forain, & se rapportent aux parties de conuenir entre elles pour raison dudit droit comme elles verront estre à faire. Et sur ce noble homme Charles peleué dit Malherbe seigneur de Ioy & de la Tour au besgue s'est opposé à ce que ledit preuost de la ville de Chaulmont ayt droit de haute iustice en ladite ville, par ce qu'anciennement ladite preuosté n'estoit que mayrie, ayant ledit preuost de ville seulement moyenne & basse iustice en icelle ainsi que le preuost de la ville de Senlis & non plus. Protestant que le consentement cy dessus fait par ledit preuost forain de Chaulmont au preuost de la ville dudit lieu dudit droit de haute iustice, ne luy puist preiudicier, par ce qu'il a maintenu qu'à cause de sa seigneurie de ladite Tour au besgue, il a tout droit de iustice haute, moyenne & basse audit Chaulmôt & en plusieurs lieux tant sur les voyries à luy appartenans que sur les hostes & subiets, & dependances de ladite seigneurie, mesmes sur les vendans & achetans marchandises audit Chaulmont pour le droit de coustume dudit lieu à luy appartenant. Aussi maistre Anthoine pilan chanoine de l'eglise de Beauuais, & maistre Martin thierry procureur des doyen, chanoynes & chapitre de ladite eglise ont fait pareille protestation que ledit Pelleué, pour plusieurs terres, fiefs, seigneuries, droits, priuileges, franchises, & libertez qu'ils ont dit auoir & leur appartenir. Pareillement le preuost forain dudit Sélis a protesté q̄ ledit cōsentemēt fait par ledit preuost forain de Chaulmont au preuost de la ville dudit lieu, quant au droit de haute iustice, ne puist preiudicier aux droits à luy appartenans à cause de sondit office, & au different qu'il en a à l'encontre du preuost de la ville de Senlis, Lequel preuost de la ville de Senlis a protesté au contraire, que le cōsentement dessusdit puist valoir, & seruir aux droits de sondit office, & sur lesdits differents. Sur-quoy a esté par nous ordonné que tant du consentemēt & declarations faits par ledit preuost forain de Chaulmont au proufit du preuost de la ville dudit lieu, que des protestations cy dessus contenües les parties dessus-nommees auront acte.

Sur le xciii. article. Les procureurs des seigneurs chastellains de Mello, Moncy, l'isle adâ, de la Rohegyon, de Meru, & Persant, ont dit qu'outre les droits contenus audit article leur appartiennent plusieurs droits particuliers qu'ils ont par leurs denombrements, anciens titres, & autrement. Requerans iceux estre adioustez audit article. Ce que le procureur du Roy audit bailliage de Senlis assisté de l'aduocat dudit seigneur a empesché pour les causes par luy allegues. Sur-quoy nous auons ordonné que les parties en auront lettres. Aussi le procureur du Roy en la chastellenie de Cōpiengne a dit qu'és preuostez dudit Compiègne & exēption de Pierrefons fortiffant audit Compiengne, au Roy seul appartient tenir & faire tenir assises par son baillif de Sélis ou son lieutenât general, d'auoir seel autentique, & tabellions, & de ce est en possession immemorial, negatiue & exclusiue à tous autres, & n'ont les seigneurs qui se disent chastellains, comme le seigneur ou seigneurs de Thorotte, les religieux abbé & cōuant de S. Marc les Soissons, à cause de leur terre de Vix sur aïsne, & autres, si aucuns se disent chastellains, assises, ressort, seel autentique, ne tabellions. Requerans à ce moyen qu'entât que touche lesdites preuostez & ressors de Cōpiengne, ledit article soit restraint & limité, & protesté que la lecture faite presentement ne puist preiudicier aux droits & possessions du Roy. Et au contraire a esté soustenu par messire Jean de sains cheualier, seigneur dudit Thorotte.

EE

Proces verbal

Sur-quoy les parties ont esté renuoyees à la cour pour en ordonner, & neantmoins ce pendant par prouision demourra l'article en sa forme & teneur.

Sur le xcv. article. Le procureur du Roy en la chastellenie de Compiengne a employé la declaration & protestation par luy faite sur le xciii. article en ce qu'il touche la seigneurie de Thorotte à l'encontre de messire Jean de Sains cheualier seigneur dudit Thorotte, auquel de Sains ledit procureur du Roy a confessé le droit de chastellenie & haute iustice audit Thorotte, dont ledit de Sains a requis lettres, qui luy ont esté ottroyees, & ordonné que mention en sera faite en nostre proces verbal. Et par le procureur du Roy au bailliage de Senlis a esté dit que les droits contenus esdits. xciii. xciiii. & xcv. articles appartiennent aux seigneurs chastellains qui ont quelque similitude aux barons, & sont seuls seigneurs en leurs terres, & non aux autres chastellains qui ne sont seuls seigneurs esdites terres, qui du commencement de leur erection ne sont que gardes de chasteaux, & depuis se sont nommez chastellains, ou seigneurs chastellains, à aucuns desquels pourroit appartenir droit de haute iustice : mais ils n'ont affise ny ressort, ny les autres droits esdits articles designez. Parquoy protestoit que lesdites chastellenies simples sous couleur desdites coustumes ne puissent pretendre plus grād droit qu'il leur appartient en leurs fiefs, dont aussi il a requis lettres qui luy ont esté accordees.

Sur le xcvi. article. Apres lecture d'iceluy faite, le procureur du Roy au bailliage de Senlis a requis la correction dudit article entant qu'il attribue aux hauts iusticiers connoissance des ports d'armes de chaude colle, disant qu'au Roy seul & à ses officiers appartenoit la connoissance du port d'armes. Ce qui a esté empesché par ceux des trois estats, gens d'eglise, nobles, & autres. Mesmement par les officiers de mon seigneur de Beauuais, qui ont dit qu'audit seigneur euesque à cause de sa perrie appartient connoissance de tous ports d'armes indifferemment & que par arrest de la cour de parlement la connoissance desdits ports d'armes luy auoit esté adiugee. Ce qui a esté denié par le procureur du Roy au bailliage de Senlis. Sur-quoy prins les oppinions des assistans quant au different dudit euesque, consideré l'arrest de la cour allegué par son procureur, Auons renuoyé les parties en ladite cour, & neantmoins & ce pendant par prouision quant aux euesques, auons ordonné que ledit article demourra. Et quant aux autres simplement que pareillement il demourra. Aussi sur ledit article maistre Martin thierry procureur des mayre & pers de la ville de Beauuais, a dit que lesdits mayre & pers ont plusieurs beaux priuileges à eux conferez par les Treschrestiens roys de France, cōfermez par le Roy à present regnant, & qu'en l'hostel de ladite ville de Beauuais de tout tēps & ancienneté sont aulnes & mesures à estallonner dont vsent les habitans d'icelle ville & banliüe, & n'est loysible à autres d'auoir lesdits aulnes & mesures pour estallonner, sinon ladite ville. Parquoy a protesté que les mots apposez audit article touchant lesdites mesures ne peuvent preiudicier ausdits mayre & pers n'y à leurs droits, priuileges & auctoritez, & qu'ils se puissent pourueoir contre qui il appartiendra, selon & ainsi qu'ils verront estre à faire. Requerans de ce lettres par ledit Thierry, qui luy ont esté ottroyees.

Sur le xcviij. article. Le procureur de l'euesque de Beauuais & les seigneurs chastellains & hauts iusticiers assistans en ladite assemblee ont dit qu'outre les droits contenus audit article, leur appartiennent & ont droit d'aubeine & des successions des bastards. Ce qui a esté debatue par le procureur du Roy disant que lesdits droits appartenoient au Roy neuëment. Aussi a dit q̄ tous thresors trouuez en son royaume, speciallemēt quād ils sont en or, ils luy appartiennent priuatiuement contre tous autres, Requerant l'article estre corrigé entant que touchent lesdits thresors. Ce qui a esté empesché par les dessusdits. Sur-quoy auons ordonné par prouision que ledit article demourra sans y faire aucune addition ou correction, sauf aux parties d'eux pourueoir en la cour si bon leur semble.

Sur le xcix. article. Le procureur de l'euesque de Beauuais, le procureur de l'eglise dudit Beauuais, le seigneur de la Rochepot seigneur chastelain de Mello : le baron & seigneur de Moncy le chastel, & plusieurs autres hauts iusticiers ont dit qu'ils ont connoissance du seellé Royal, mesmement entre leurs subiets, lesquels ne peuvent proroguer iurisdiction en leur preiudice, & peuvent faire & adiuger decrets sur l'obligation faite sous le seel royal, soustenu au contraire par le procureur du Roy audit bailliage. Sur-quoy prins l'oppinion des assistans & ouys les estats de l'eglise & autres du tiers estat, la plupart desquels ont dit que l'article doit demourer. Nous auons ordonné par prouision que ledit article demourra en l'estat qu'il est, & sur les oppositions des dessus-nommez les auons renuoyé à la cour.

Sur

Sur le cent quatriesme article. Les aduocat, procureur du Roy, & deleguez des estats pour la ville de Compiengne ont dit qu'en ladite ville y a coustume locale cōmunement obseruee, qu'ils ont dit estre telle. C'est à sçauoir, qu'on peut proceder par voye d'arrest sur les forains, ou faire arrester leurs biés ou leurs corps pour chose conuë & à connoistre en action pure, personnelle sur toutes personnes non priuilegees de clergie ou de noblesse, mesmes sur les biens des nobles. De laquelle coustume ils ont dit auoir vsé par cy deuant, & en vser cōmunement comme telle auoir esté accordee en l'assemblee faite audit Cōpiengne des estats de la chastellenie dudit lieu pour le fait des coustumes de ladite chastellenie, & mise par escrit au cayer par eux fait desdites coustumes suyuant les lettres parentes du Roy. De laquelle coustume a esté faite lecture, protestant que le contenu audit cēt quatriesme article ne puist preiudicier à ladite coustume locale, l'article de laquelle ils ont requis demourer comme il gist. Sur ce les deleguez des estats de la ville de Senlis gouuerneurs d'icelle, le procureur de la ville de Beauuais, le procureur de chapitre dudit lieu, & autres estats comparans & assistans chascun d'eux en leur regard, & pour leurs interests & causes respectiement par chascun d'eux desdites, se font opposez, & empesché que ladite coustume locale de Compiengne ayt lieu, ne fust receüe. Sur-quoy a esté dit par prouision que ledit cent quatriesme article demourra en sa forme & teneur sans preiudice à ladite coustume locale de Compiengne. Et sur les oppositions des deffusdits les auons renuoyez à la cour.

Sur le cent cinquiesme article. Les nobles de la chastellenie de Chaulmont comparans, ont dit, qu'en ladite chastellenie y auoit plusieurs d'entre-eux ayans seulement droit de moyenne & basse iustice en leurs seigneuries & fiefs assis en ladite chastellenie, à cause desquelles leur appartenoit droit de trauers, avec la connoissance, punition, & correction des infracteurs & transgresseurs dudit droit, eux opposans à ce que ledit article ne demeure en l'estat qu'il est, mais requeroient qu'à iceluy fust adiousté que ledit droit de trauers appartient aux moyens & bas iusticiers, avec la connoissance & punition de l'infraction d'iceluy, Et où ainsi ne seroit fait, que ce qui seroit ordonné sur ledit article fust sans preiudice à leursdits droits & iurisdicions. Sur-quoy a esté ordonné que le contenu audit article demourra comme il gist, sans preiudice ausdits moyens & bas iusticiers dudit droit de trauers, iustice, & punition des infracteurs d'iceluy en leursdites seigneuries, si aucuns droits ils en ont.

Sur le cent sixiesme article. Aucuns moyens & bas iusticiers de la chastellenie de Chaulmont ont dit qu'à cause de leurs moyennes & basses iustices ils ont droit de donner congé, de pendre pris pour ioüer à la paulme, aux barres & autres ieux & assemblees licites & honnestes comme les hauts iusticiers, requerans ce que dit est estre adiousté audit article. Aussi le procureur des mayre & pers de la ville de Beauuais a dit que l'euesque & comte dudit Beauuais ne pouuoit faire saisir en la ville dudit lieu les biens de ses subiets & habitans, n'en faire faire inuentaire sans en estre requis ou ses officiers, & ainsi en auoit esté & estoit vsé en ladite ville. Et que par traité & accord appelé la grand' composition faite entre l'euesque de Beauuais & ladite ville en l'an mil deux cens soixante & seize au moys d'Aoust, Il est prohibé & deffendu aux officiers dudit euesque de proceder à confession d'inuentaire sans requeste comme dit est. Parquoy protestoit que le contenu audit tiltre ne peut preiudicier aux droits, priuileges & prerogatiues de ladite vile. Et par maître Iean le roy procureur dudit euesque a esté fait protestation contraire à celle desdits mayre & pers pour les droits dudit euesque, en continuant & persistant és autres protestations par luy faites deffus. Sur-quoy a esté dit que ledit article demourra selon sa forme. Et au surplus que leuids moyens & bas iusticiers, mayre & pers & euesque de Beauuais auront acte de leurs declarations & protestations.

Sur l'article ancien suyuant le cxviii. contenant ce qui sensuyt. Selon ladite coustume le moyen iusticier à la connoissance, punition & correction totale iusques à la mort naturelle inclusiué de l'homicide fait, commis & perpetré de chaude colle & de simple larcin, & peut auoir fourches patibulaires à deux pilliers seulement pour faire l'execution desdits delinquans. Mais quant à mort ciuille comme de bannir à temps ou à tousiours, abscision de membre ou autre punition publique n'en a ledit moyen iusticier aucune connoissance, correction & punition, ains appartient aux hauts iusticiers.

Le procureur de l'euesque & comte de Beauuais a dit que les moyens iusticiers de son côté tenans de luy en son fief ou arrierefief n'ont point de fourches patibulaires & ne peuuent

Procès verbal

donner cōdemnation de mort par la coustume gardee au dit comté & vidame de Gerbroy, & à ceste cause empesche & s'oppose à ce que ledit article ne soit receu. Le procureur de chapitre de Beauvais a dit qu'és terres & seigneuries où lesdits de chapitre ont moyenne & basse iustice ils ont les droits declarez audit ancien article, mesmes fourches patibulaires à trois pilliers dont ils ont iouy & en ont arrest contre le seigneur d'Aufac, requerant l'article demourer comme il gist. Jacques methélet lieutenant du preuost forain de Senlis, les preuost de Compiengne, procureur du Roy audit lieu, preuost de Chaulmont, Ponthoise, de Creuil & procureur du Roy à Beaumont, les procureurs des dames de Perfant & de Meru & chascun d'eux, & pareillement les aduocat & procureur du Roy au bailliage de Senlis ont empesché ledit article & le contenu en iceluy en la clause contenât, que le moyen & bas iusticier a connoissance, punition & correction totale iusques à la mort, d'homicide commis de chaude colle, & d'auoir fourches patibulaires, par ce qu'ils ont dit ledit droit n'appartenir ausdits moyens & bas iusticiers, requerâs la correction dudit article en ce regard. Les nobles de la chastellenie de Chaulmont & deleguez comparans pour lesdits nobles, estat & la cōmunauté d'iceux, ont dit qu'en ladite chastellenie de Chaulmont qui est de grand' estendue y a peu de hautes iustices, & à ceste cause & que les delicts ne demourassent impunis a esté delaiissé aux seigneurs moyens iusticiers la connoissance, correction, & punition totale entre autres droits de l'homicide cōmis de chaude colle & de simple larcin, à la differēce du haut iusticier auquel appartient la connoissance & punition corporelle de tous autres cas comme le contient le chapitre precedent : & estoit bien raison que le moyen iusticier qui approche dudit haut iusticier selon le degré de comparaison, participast d'aucune chose de sa puissance, & que pour le moins luy fust delaiissé la punition dudit homicide commis de chaude colle & simple larcin, qui sont delicts priuez & simples non qualifiez, & dont lesdits moyens iusticiers ont tousiours conneu par tout ladite chastellenie de Chaulmont, & de ce droit ont iouy eux & leurs predecesseurs de si long tēps qu'il n'est memoire du contraire, comme de droits à eux appartenans, à cause de leurs iustices qui sont reputees hereditables & patrimoniales. Et en signe de ce ont tousiours eu fourches patibulaires erigees en leursdites terres, esquelles ils ont fait prédre & executer plusieurs delinquans pour lesdits cas au veu & sceu des officiers du Roy & hauts iusticiers, Sans ce que iamais leur ayt esté donné contredit n'empeschement. Et si ont d'aduantage lesdits moyens iusticiers de ladite chastellenie de Chaulmont droit de voyrie par tout lesdites terres. Ce que n'ont les moyens iusticiers de la chastellenie de Senlis qui par tout l'argumēt qu'on veut fonder sur eux de dire qu'ils n'ayent droit de releguer ne deporter, n'aussi d'abscisiō de mēbres. Et que consequēment, ils ne doyent auoir cōnoissance ne pouuoir de punir à mort ne mutiler & ne peut estre prins au p̄iudice desdits moyens iusticiers de ladite chastellenie de Chaulmont, par ce que la cause qui pourroit estre q̄ lesdits moyens iusticiers de ladite chastellenie de Sēlis, ne peuuent releguer ne deporter, est à raison de ce qu'ils n'ont voyrie ne territoire, ce q̄ ceste ausdits seigneurs moyens iusticiers dudit Chaulmont, qui cōme dit est, sont seigneurs voyers, & ont territoire par tout leursdites terres limité de tout temps pour pouuoir releguer & deporter, dudit droit de voyrie & relegation bannissement à deportation, ont semblablement tousiours iouy de si long temps qu'il n'est memoire du contraire, Comme de toutes ces choses ils offrent faire apparoir tant par tiltres & sentences que par tesmoings, requerâs à ce estre receuz. Et pour ces causes empeschent que lesdits droits leur soient ostez, ne l'article faisant mention d'iceux corrigé, entât qu'à eux touche, mais plustost requierent qu'ils y soient adioustez quât à eux, la connoissance & pouuoir de releguer & deporter hors de leursdites terres avec abscision de mēbre, mesmes de pouuoir faire couper oreilles & autres choses faire, que desia on leur veut oster par ledit article. Autrement qui du tout leur voudroit tollir la connoissance & punition desdits cas, ce seroit les reduire & remettre à pareille cōdition que pourroit estre vn simple bas iusticier, ce qui ne se doit faire. Le procureur des religieux, abbé & conuent saint Germer de Flay, pour les terres, seigneuries & iustices moyennes & basses qu'ils ont assises en ladite chastellenie de Chaulmont & bailliage de Senlis a employé ce que par lesdits nobles a esté dit cy dessus & fait pareil empeschement & requeste qu'eux. Les aduocat & procureur du Roy en la chastellenie de Cōpiēgne, ont dit que les moyēs & bas iusticiers de ladite chastellenie, n'ont aucunes fourches patibulaires. Sur le cas & matiere duquel article ont esté pris les aduis & oppiniōs des officiers du Roy, gēs d'eglise & gēs des estats cōparâs, autres que lesdits nobles de la chastellenie de Chaulmont, & selon lesdits aduis & oppinions, Nous auōs dit que ledit article sera rayé sans p̄iudice aux droits desdits nobles de chapitre de Beauvais, & religieux

religieux de saint Germer, qu'ils vouloient pretendre, où leur pourroient appartenir és cas contenus audit article & dont est question, en quoy ils seroient fondez autrement que par la coustume. De laquelle ordonnance ou appointement lesdits nobles de la chastellenie de Chaulmont, c'est à sçavoir, Loys de Seilly seigneur de la Rocheguyon, messire Jean de Lisle cheualier, seigneur de Mariuaux, Gilles de Chaulmont escuyer, seigneur de Boissy, Charles peleué dit Malherbe seigneur de Joy & Guillaume pillauoine escuyer, seigneur de Villerceaux, tât pour eux que comme deleguez & procureurs de l'estat des nobles de ladite chastellenie, ont appelé. Et pareillemēt en a appelé maistre Anthoine pilan chanoine de Beauvais, & maistre Martin thierry procureur desdits de chapitre.

Sur les cxxiii. & cxxv. articles. Le procureur du Roy en la chastellenie de Cōpiengne, a remōstré qu'en la preuosté de l'exēption de Pierrefons. s'orriens audit Cōpiengne, en aucuns lieux l'amende dont font mention lesdits articles est de lx. sols meretz qui valent trēte six sols parisis. Sur-quoy a esté ordonné que lesdits articles demourront comme ils gisent & que de la declaration & remonstrance faite par ledit procureur du Roy sera faite mention en nostre pces verbal.

Sur le cxxvi. & autres subsequens iusques a cxxxi. Le procureur de chapitre de Beauvais a dit que de ladite eglise sont de tout temps tenus aucuns fiefs appelez mayries qui ne sont que sergeantises qui ne se diuisent point, qui ne doyuent estre compris sous les termes desdits articles, & protesté que le contenu en iceux ne puist preiudicier ausdits de chapitre n'aux droits desdites mayries.

Sur le cxxxii. article. Le seigneur & baron de Mellō en sa personne assisté de son baillif. Le procureur du seigneur & baron de Moncy le chastel. Et pareillement les procureurs de monseigneur le connestable de France, baron de Lille adam, des seigneurs de Marines, de Vs & Andresy ont dit, que les fiefs tenus d'eux à cause desdites baronnies & de leurs chastellenies & seigneuries, relieuent d'eux de toutes mains & mutations, & ont requis qu'ou la coustume contenue audit article seroit receüe, accordée & auroit lieu, que ce soit sans preiudice à leursdits droits. Aussi le procureur de chapitre de Beauvais a fait sur ledit article pareille protestation qu'il a fait cy dessus au cxxxii. articles pour les mayries & sergeantes d'iceux de chapitre. Et si a dit qu'ils ont plusieurs fiefs, terres & seigneuries, à cause desquels sont tenus & mouuans d'eux en foy & hommage plusieurs fiefs estans de nature & condition enuers eux que les puifnez pour leurs pars & portions des fiefs à eux appartenans ainsi tenuē d'eux ne peuent releuer leursdites pars & portions de leur aigné, mais sont tenus les releuer & en faire la foy & hommage à eux comme leurs seigneurs feodaux. Protestant pour ces causes que ce qui seroit fait & arresté sur ledit article ne puist preiudicier au droit particulier dessus-declaré appartenant ausdits de chapitre. Sur-quoy a esté ordonné que ledit article demourra selon sa forme par pquisition, sans preiudice aux droits pretendus par les seigneurs dessus-nommez. Et si auront acte lesdits de chapitre de Beauvais de leur declaration & protestation.

Sur le cxxxix. article, contenāt. En succession de ligne directe & collateral representation n'a point de lieu, c'est à sçavoir le fils ou fille du frere ne représenteront point leur pere trespassé à l'encontre de leur oncle ou tante en la succession de leur ayeul ou ayeulle, mais emporteront la succession leudit oncle ou tante, desdits enfans pource qu'il est plus pchain en degre de ligne audit ayeul son pere, excepté toutesfois en la ville & banlieue de Beauvais qui est en la chastellenie de Senlis. Auquel lieu representation a lieu en ligne directe.

A esté remonstré que ledit article estoit de raisonnable & contre tout droit naturel pour le regard de la ligne directe où representation doit auoir lieu, & ne doyuent les petis enfans perdre la succession de leur ayeul par la mort de leur pere ou mere. Aussi a esté remonstré que sur ledit article y a eu plusieurs differents. A sçavoir si par contract de mariage les pere ou mere pouuoient accorder droit de representation aux enfans de leurs enfans. Et si en accordant representation à l'un on accordoit representation aux autres ce qui seroit conuenable à esclarcir en ladite assemblee. Et ce fait en a esté demandé aux trois estats & officiers du Roy assistans en ladite assemblee, qui ont esté tous d'aduis que pour l'aduenir ledit article deuoit estre corrigé, & qu'on deuoit accorder representation en ligne directe. Et neantmoins pour elucidier la difficulté dessusdite pour le passé, ils ont esté d'aduis que par contract de mariage on a peu accorder ladite representation. Et en l'accordāt à l'un des enfans, on l'accordoit à l'autre, & l'ont veu ainsi practiquer & aucuns d'eux en ont veu donner iugemēt contradictoire. Parquoy nous auons ordonné que ledit article sera corrigé pour le regard de ladite representation en ligne

Et sic negatiua negabat in infinitum: & consequenter ex iudicio ordinū collecta, affirmatiua sunt in infinitum, secundū ius commune. Et sic insi acquiescere Pierre chaluppin & cōsortes appellātes du baillif de Beaumont, qui ad successiōē directā admiserat pronepotes cum nepotibus, & bene. C.M.

Proces verbal

directe, & neant moins q̄ de ce que dit est ferions mention en nostre proces verbal. Et dudit article ont esté faits deux articles contenus sous la cotte du cxxxix. & cxi. articles dudit cayer,

Sur le cxliiii. article dont la teneur ensuyt. Homme & femme conioints ensemble par mariage, par testament & ordonnance de demiere volunté peuuent laisser l'un à l'autre tous leurs meubles, acquests & conquests immeubles, avec le quint de leurs propres heritages à tousiours & l'ususfruit du surplus desdits propres heritages sa vie durant, au preiudice de leurs propres heritiers, soit qu'il y ayt enfans ou non de leurdit mariage.

A esté remonstré que ledit article contenoit manifeste iniquité, en ce qu'il estoit permis au pere ou mere donner au suruiuant d'eux deux tous leurs biens au preiudice de leurs enfans sans distraire la legitime, & ne leur laisser qu'une nue propriété des heritages propres s'aucuns en y auoit sans l'ususfruit. Aussi on voit plusieurs inconueniens aduenus de ladite coustume par les suggestions qui se font aux malades quand il est question de faire leurs testaments, & tellement que plus par contrainte qu'autrement sont faites telles donations & aucunes fois le mary spolie la femme, & la femme le mary par trop grãde amytié qu'ils ont l'un à l'autre, sans auoir regard à leurs enfans, & apres les enfans delaissez le suruiuant se remarie & peut auoir autres enfans. Tellement qu'on a veu souuent les enfans de tels testateurs desnuez de tous biens, combien que leur pere ou mere eussent bien dequoy à l'heure de leurs trespass. Et a esté prins l'oppinion des assistans sur ce qui sont du commencement tombez en diuersité d'opinions : & depuis la plus-part d'iceux condescendus à rayer ledit article, & à faire coustume contraire, telle & semblable qu'en la preuosté & vicomté de Paris. Ce qui a esté ordonné estre fait en la forme & maniere contenüe en l'article inseré audit cayer sous pareille cotte de cent quarante & trois.

Ce fait Loys de feilly seigneur de la Rocheguyon a protesté que la mutation qui a esté faite de ladite coustume ne luy puist preiudicier n'au pces p̄dant en la cour entre luy & la dame Destouteuille & ses consors audit proces, où il dit auoir posé en fait de ladite coustume telle qu'elle estoit contenüe audit article auant ladite mutation, dont par cy deuant lon vsoit audit bailliage de Senlis, & qu'il entendoit auoir deuement prouuee & verifiée par tourbe audit pces faisant les autres protestations à ce pertinentes. Et par maistre Philippes fromon p̄cureur des seigneurs duc & dame Destouteuille a esté fait protestation au contraire, disant que par la coustume de la chastellenie de Chaulmont audit bailliage de Senlis, l'homme & la femme ne pouuoient, ne peuuent dōner l'un à l'autre que les meubles, acquests & cōquests immeubles, & encores pourueu qu'il n'y ayt enfans du mariage, & qu'ainsi en auoit lon v̄sé en ladite chastellenie de Chaulmont & escroissemēt de Magny. Parquoy empeschoit que ledit article eust lieu en la chastellenie de Chaulmōt. Sur quoy auons ordonné qu'ils auront lettres de leurs p̄testations.

Sur le cxliiii. contenant ceste forme. Homme & femme conioints ensemble par mariage peuuent faire l'un à l'autre don mutuel de tous leurs biens meubles, acquests & conquests immeubles, ensemble du quint de leurs propres heritages seulement à tousiours, & de l'ususfruit du surplus desdits propres heritages au suruiuant, Pourueu qu'ils n'ayent aucuns enfans, & qu'iceux contraints soyent esgaux en age & cheuance.

Ouy la lecture duquel article les officiers du Roy en la chastellenie de Ponthoise, ensemble ceux des trois estats d'icelle chastellenie, ont dit que ladite coustume n'a eu lieu audit Pōthoise: mais qu'en la modifiant & restraingnant ils sont contens eux submettre en ce qui sera aduisé en ladite assemblee. Sur quoy nous auons prins l'oppinion des assistās, qui ont esté d'aduis qu'on deuoit distraire de ladite coustume le quint & ususfruit des propres heritages, & que le donataire deuoit acquitter les heritiers du donateur des debtes mobiliaries, obseques & funerailles du donateur. Ce qu'auōs ordonné estre fait en la maniere contenüe audit cxliiii. article.

Après que ledit Loys de feilly seigneur de la Rocheguyon a dit que l'anciēne coustume de la chastellenie de Chaulmont permettoit lesdites donations mutuelles, supposé qu'il y eust enfans du mariage des donateurs, & pource protestoit que la correction qui en a esté faite ne luy puist preiudicier. Et au contraire le procureur du seigneur duc & dame Destouteuille a dit que par la coustume de Volxin le françois, homme & femme ne peuuent faire donation l'un à l'autre que des meubles, acquests & conquests immeubles, & pourueu qu'il n'y ayt point d'enfans nez en mariage d'eux deux, & que les cōioints soyent esgaux en biēs, & que par tel don l'un d'eux ne soit point plus aduātagé que l'autre, & ainsi en auoir tousiours esté v̄sé en ladite chastellenie. Parquoy proteste que la mutation qui a esté faite de ladite coustume,

coustume, ne peut nuire ne preiudicier ausdits seigneurs, duc & dame & aux droits, ia à eux acquis : Et par ledit seigneur de la Roheguion, a esté fait protestation contraire : Surquoy nous auons ordonné qu'ils auront lettres de leurs protestations.

Sur le cxlvi. Les deleguez des estats de la chastellenie de Compiengne, ont dit que par cy deuant par la coustume ancienne, particuliere & locale de ladite chastellenie au cas contenu audit article, avec ce que le suruiuant noble, peut prendre & apprehender les meubles demeurez du decés du trespassé, & oultre lesdits biens meubles, doiuent appartenir audit suruiuant les acquests & conquests dudit trespassé : Et qu'en l'assemblee faite audit Compiengne desdits estats pour le present faict des coustumes du bailliage de Senlis, a esté conclud que ledit suruiuant ne prendroit, auroit, & ne luy appartiendroit lesdits acquests & conquests : Et neantmoins consentoient de ladite coustume particuliere estre ordonné, & en vser en ladite chastellenie de Compiengne, selon ce que par nous en seroit diffiny sur la coustume generale dudit bailliage : Et sur ce messire Jean de Sains, cheualier, seigneur de Marigny, s'est opposé, à ce que lesdits acquests & conquests fussent ou soient distraits : Au moins a protesté que ce qui seroit fait & diffiny au contraire sur ledit article ne luy puiſt preiudicier, n'à la maniere d'vser par le temps passé de ladite coustume en ladite chastellenie de Compiengne : Surquoy nous auons dit que ledit article demourra selon sa forme & teneur : Et que neantmoins sera fait mention en nostre proces verbal de la declaration desdits estats de Compiengne : Et si aura ledit de Sains lettres de ladite protestation.

Et suiuant l'article cxlviii. estoit mis l'article qui sensuit : Il loist aux heritiers d'un trespassé requerir & demander aux executeurs du testamēt d'iceluy defunct, ledit testament pour iceluy accomplir, en baillant par lesdits executeurs pleige & caution suffisante d'accomplir ledit testament : Lequel article selon l'opinion de tous les estats & du consentement d'iceux, Nous auons ordonné estre rayé, & que d'oresenauant ne sera plus vsé de ladite coustume y contenuë.

Sur le cli. article qui estoit de telle forme : Quand aucuns enfans ont esté mariez, de biens communs de leurs pere & mere & l'un d'eux, soit le pere ou la mere, va de vie à trespas : Si iceluy enfant ou enfans ainsi mariez, veulent venir à la succession de tel trespassé, avec les autres enfans non mariez, faire le pourront, en rapportant la moitié de ce qu'il leur a esté donné en mariage, ou autrement aduantagez, & si tous deux, c'est à sçauoir le pere & mere estoient decedez, tels aduantagez rapporteront le tout : Ledit article prins les opinions de tous les estats, & de leur consentement, a esté corrigé & mis en la forme contenuë audit cayer sous pareille cōtte.

Sur ledit article, par maistre Philippes Fromont, procureur des seigneurs, duc & dame Destouteuille, a esté dit que par la coustume de la chastellenie de Chaulmont, il ne loist à quelque personne que ce soit qui a enfans, aduantager l'un plus que l'autre, ne donner aucune chose, sinon au traité de son mariage, laquelle coustume a de tout temps & ancienneté esté gardée & obseruee, & en a lon vsé en ladite chastellenie de Chaulmōt & escroissemēt de Magny : Parquoy il s'opposoit & empeschoit q̄ ledit art. ainsi qu'il est posé au cayer des coustumes anciennes dudit bailliage, ait lieu en ladite chastellenie de Chaulmont : Et où il en seroit par nous fait aucune correction, immutation ou modification, a protesté qu'elle ne puiſt preiudicier, ne nuire ausdits seigneur, duc & dame Destouteuille, & aux droits, ia à eux acquis, & requiert estre expressement dit que l'vsance que d'oresenauant lon en pourroit auoir, si aucune correction en estoit faite, sera comme nouvelle coustume, par ce que de toute ancienneté elle estoit autre en ladite chastellenie de Chaulmont & escroissement de Magny : Et par ledit de Seilly, seigneur de la Roheguion, en sa personne, garny de ses conseillers, a esté faite protestation contraire à icelle desdits seigneur, duc & dame Destouteuille : Surquoy auons ordonné, que desdites protestations, lesdites parties auront lettres, & que par nous en sera fait mention en nostre proces verbal.

Sur les clii. cliii. & cliiii. articles desquels la teneur ensuit : Si l'un de deux nobles, conioints ensemble par mariage, ayans enfans mineurs, va de vie à trespas, le suruiuant desdits deux conioints ou eux decedez, l'ayeul ou ayeulle pourra auoir & accepter la garde noble desdits enfans, & en acceptant ladite garde, aura les meubles de tels mineurs, & si iouyra de leurs heritages, sans payer quelque droit de relief, en offrant les foy & hommage au seigneur seulement, avec le chambellage selon la nature du fief, pource que de pere à fils ou fille non mariee, n'y a que la bouche & les mains.

Proces verbal

Item, celui qui a la garde d'aucuns mineurs nobles, iceux gardiens font les fruits des heritages desdits mineurs à eux, sans en rendre compte à iceux mineur ou mineurs, quand ils viendront en aage: Et en ce faisant, seront tenus de garder, nourrir & entretenir lesdits mineurs bien & honnestement selon leur estat, & entretenir les heritages desdits mineurs ou mineur: Et les rendre en fin en aussi bon estat qu'ils estoient, quand ils prindrent ladite garde noble, payer les debtes, testamens, obseques & funeraillies, acquiter les mineurs, bien regir & gouverner les iustices desdits mineurs, & à la fin icelles iustices rendre quittes & deschargees de tous troubles & empeschemens, mis & donnez esdites iustices.

Item, si la mere qui aura ainsi prins, que dit est, la garde de ses enfans se remarie, à cause dudit mariage, sera tenu son dit mary releuer & payer relief audit seigneur feodal, pour raison desdits enfans mineurs.

Le procureur du Roy, a requis la correction desdits articles, en ce que ladite garde noble, est deseree à l'ayeul ou ayeulle desdits mineurs: Semblablement le procureur dudit seigneur de Montmorancy, connestable de France: Messire François de Montmorancy, gouverneur de Paris & Ile de France, en personne & plusieurs autres gentils-hommes, ont requis ladite correction: Surquoy a esté la matiere mise en deliberation: & prins l'aduis des assistans, officiers du Roy, & autres des trois estats, a esté accordé que lesdits trois articles, seront corrigez en la maniere qu'ils sont contenus audit cayer sous pareille cottes.

Sur le clv. article contenant ceste forme.

Item, vn enfant noble, male, est reputé aagé à vingt ans & vn iour, & vne fille à seize ans & vn iour. A esté accordé par les assistans, que pour plus ample declaration dudit article, seront adiouttez ces mots, toutesfois n'est permis l'alienation d'aucun immeuble, iusques à aage de droit, qui est de vingt-cinq ans accomplis. Aussi a esté accordé par tous les assistans que l'article qui s'en suit seroit rayé, & neantmoins en seroit faite mention au proces verbal, comme de coustume ancienne. Si plusieurs mineurs n'ont parent en ligne directe, ou que tel parent en ligne directe, ne vueille prendre la garde noble desdits mineurs, les parens en ligne collateral, pourront prendre le bail de tels enfans, entre lesquels parens sera preferé l'ainné, qui atteindra tels mineurs au plus prochain degré. Lequel baillistre sera tenu releuer les fiefs desdits mineurs, entrer en foy & hommage pour iceux mineurs & payer finance: Et fera tel baillistre les fruits de tels heritages desdits mineurs siens: desquels heritages, il sera tenu verser comme bon pere de famille doit faire, sans ce qu'il soit tenue sui et au compte, A la charge qu'il sera tenu payer les debtes, testament, obseques & funeraillies du trespassé, nourrir & entretenir lesdits mineurs, bien & suffisamment selon leur estat, & rendre en la fin les heritages d'iceux en bon estat, & leurs iustices despechees de tous troubles & empeschemens. Et si seront tenus inuentorier, garder & rendre compte des meubles desdits mineurs qu'ils auoient à l'heure que le bail a esté prins: Sur ce Raoul and thureau, procureur à Senlis du seigneur de Raucost, garny de maistre Antoine barfent son aduocat audit Senlis, a protesté pour ledit seigneur que l'abrogation de ladite coustume & le contenu en l'article dessusdit, qui en fait mention, ne puist nuire ne preiudicier audit seigneur, au proces que luy & sa femme, ont en demandant alencontre du seigneur de Rasse, pour raison du bail noble de Mery, de saint Simon mineur, frere de la femme dudit seigneur de Raucost, qui est encores indecis en la cour de Parlement à Paris: Et par Robert de bonuiller, procureur dudit seigneur de Rasse, a esté fait protestation contraire, dont lesdites parties auront lettres.

Sur le sept vingt-seizième article, dont la teneur ensuit: En ligne directe en matiere de fief, comme de pere a fils n'est deu aucune finance pour le droit de relief: mais seulement bouche & mains avec le chambellage, qui est selon la nature dudit fief: Excepté les chastellenies de Mello & Moncy le chastel & les fiefs qui en dependent, qui se relieuent de toutes mains & mutations, tant en ligne directe que collateral: Ont esté faites plusieurs remonstrances & protestations, tant par monseigneur l'euesque de Beauuais, le seigneur de Ioy, le seigneur de Fresnoy en thelles, la dame Destouteuille qu'autres, dont leur a esté accordé lettres hors ce proces verbal, par ce qu'il n'est question que de droits particuliers, qui ne sont introduits par la coustume: Et neantmoins pour accorder la coustume cy dessus écrite, avec la coustume locale de velxin le françois, les assistans sont condescendus à la coustume, telle qu'elle est contenue audit article cl vi. dudit cayer.

Sur le clxi. article dont la teneur s'en suit: Quand aucun enfant est aduantage en mariage ou autrement par donation faite entre vifs de ses pere ou mere en ligne directe, tel aduantage

sc

se peut tenir au transport à luy fait, sans ce qu'il puist estre contraint à venir à succession, & rapporter tel aduantage. Les officiers du Roy, en la chastellenie de Ponthoise, adherans avec eux les deleguez des trois estats d'icelle chastellenie, ont dit que par la coustume ancienne de ladite chastellenie de Ponthoise, il n'estoit loisible à aucun aduantage ses enfans, fors & excepté en mariage tant seulement, & neantmoins se sont condescendus estre reiglez selon la coustume dudit bailliage contenuë audit clxi. article pour l'aduenir. Aussi le seigneur de la Rocheuion & le procureur de la dame Destouteuille, ont repeté les protestations cy dessus par eux faites: Surquoy prins les opinions des assistans, qui ont esté d'aduis qu'on deuoit adiouster audit article la reseruacion de la legitime aux autres enfans du donateur. A esté ordonné ainsi estre fait en la maniere qu'il est contenu audit liure coustumier en l'article sous pareille cote, & neantmoins que mention seroit faite en ce présent proces verbal de la declaration faite par les officiers & estats de ladite chastellenie de Ponthoise cy dessus, sur l'ancienne coustume locale de ladite chastellenie de Ponthoise, & des protestations faites par les dessusdits.

Après lecture faite des anciennes coustumes dudit bailliage, estans sous le tiltre & rubrique des successions des fiefs & autres heritages roturiers & biens meubles, & les corrections & additions cy dessus faites, lesdits estats, ont accordé les coustumes contenues és articles clxix. clxx. clxxi. clxxii. & clxxiii. estre inferees & adioustees audit coustumier sous ledit tiltre & rubrique pour estre d'oresenauant gardees & obseruees audit bailliage, comme coustumes generalles & sans preiudice du passé: Excepté les procureurs des religieux, abbé & conuent de Chaaliçtz & de Royaulmont, qui pour le regard du clxxi. ont dit auoir priuilege de succéder: Surquoy auons ordonné par prouision pour le regard dudit clxxi. article & pour les autres simplement, que tous lesdits articles seront inferez audit coustumier, selon les aduis & consentement desdits estats, sans preiudice au priuilege, pretendu par lesdits de Chaaliçtz & de Royaulmont.

Sur le clxxv. article. L'estat de noblesse, a dit & remonstré que le douaire ne deuoit estre acquis à la femme, sinon qu'elle eut couché avec le mary. Ce qui a esté mis en deliberation, & pour la diuersité des opinions, a esté ordonné que par prouision ledit article & autres subsequens, faisans mention de l'acquisition du douaire demourroient, Sauf ausdits nobles à eux pourueoir à la cour sur ladite requeste.

Sur le clxxvii. article. Les trois estats de la chastellenie de Compiengne, ont dit que par l'ancienne coustume de ladite chastellenie, il n'estoit defendu d'estre heritier & douairier ensemble: mais se condescendoient estre reiglez selon la coustume generale dudit bailliage pour l'aduenir. Ce qui a esté ordonné estre fait.

Sur le clxxix. article. Les estats de la chastellenie de Ponthoise, ont dit que par l'ancienne coustume locale de ladite chastellenie, la femme n'estoit saisie du douaire coustumier: mais le prenoit par les mains des heritiers, neantmoins consentoient pour l'aduenir estre reiglez selon la coustume generale dudit bailliage. Ce qui a esté aussi ordonné estre fait. A esté fait lecture d'un article dudit ancien coustumier contenant ce qui s'ensuit: Combien que ladite femme ait esté douee de douaire prefix comme dit est, neantmoins incontinent apres le trespass de son mary ou que douaire aura lieu, peut ladite femme delaisser le douaire prefix, & prendre le douaire coustumier. Lequel article du consentement de tous les estats & assistans à ladite assemblée, a esté rayé & abregé, & a esté dit qu'il seroit fait coustume contraire telle qu'elle est contenuë au clxxxiii. article dudit cayer. Et neantmoins a esté ordonné qu'en ce présent proces verbal, seroit fait mention de ladite coustume ancienne dessus declaree pour le passé.

Après lecture faite des articles anciens, estans sous la rubrique des douaires & des corrections & additions faites sur lesdits articles, lesdits trois estats & assistans, ont accordé les clxxxvi. & clxxxvii. articles estre adioustez audit coustumier pour estre obseruez cy apres, sans preiudice du passé. Ce qui a esté ordonné estre fait.

Sur le cxcix. & cc. articles contenant ceste forme. Quand aucuns biens, heritages ou rentes, situez & assis en la haute iustice d'aucun seigneur, sont dits & declarez confisquees, ledit haut iusticier, ne sera tenu payer aucune dette ne rente n'arrerages d'icelle, si telle rente n'est propriétaire, enfaïnee ou infeodee, si c'est rente constituee.

Item, si lesdits heritages ainsi chargez que dit est de ladite rente constituee, non enfaïnee ou infeodee, sont remis au domaine dudit seigneur feodal ou censuel par faute d'homme,

Proces verbal

droits & devoirs non faits, confiscation par aubeine ou commission de fiefs, en ce cas ledit seigneur feodal ou censuel, ne seroit tenu de ladite charge ou rente non enfaînée ou infeodée, & en demourra quitte. Par le procureur du Roy, a esté requis qu'audit article, fust adiousté que le seigneur haut iusticier, soit tenu des debtes du confiscant & les payer & acquiter, ainsi qu'il disoit auoir esté aduisé en l'assemblée faite des estats audit Senlis, pour le fait des coustumes dudit bailliage en l'an mil cinq cens & six. Et si a esté dit par luy que le droit d'aubeine n'appartient à autre qu'au Roy, requerant en cela correction desdits articles, surquoy la matiere a esté mise en deliberation, & prins l'opinion des assistans officiers du Roy & autres des trois estats. A esté accordé que lesdits articles, seront rayez & ostez dudit liure coustumier, & en lieu d'iceux, seront mis les deux articles cortez comme les precedés, ainsi qu'ils sont escrits audit liure coustumier.

Sur le ccx. article: Le procureur du seigneur de la Rochequion, a protesté que le contenu audit article ne puiſt preiudicier au proces d'entre luy & la dame Destouteuille, par ce qu'il a maintenu que donation faite du mary à la femme, ou de la femme au mary par don mutuel estoit bon & vallable, & l'entendoit l'auoir ainsi verifié audit proces. Le procureur de ladite dame Destouteuille, a dit que par la coustume de la chastellenie de Chauimont de tout temps & ancienneté gardée & obseruée, L'homme & la femme, ne peuuent donner l'un à l'autre que leurs meubles, acquests & conquests immeubles, pourueu qu'ils n'eussent point d'enfans d'eux deux & qu'ils fussent égaux en biens, & que par tel don, l'un ne fust plus aduantage que l'autre, dont il disoit auoir esté vsé iusques à present, & a fait protestation contraire à celle dudit seigneur de la Rochequion, desquelles protestations ils auront lettres.

Sur le ccxiii. article. Le procureur de la dame Destouteuille, & le seigneur de la Rochequion, ont repeté les protestations cy dessus escrites, dont ils auront lettres.

Sur le ccxiiii. article. Germain clopin, au nom & comme procureur des religieux, abbé & conuent de saint Germer de Flay, seigneur de Couldray sous marquest, Puisieux, Railly & Tardonne, nobles personnes, messire Jean de la Marche, cheualier de l'ordre & chambellam du Roy, Nicolas de mouy, seigneur chastellain de Beauuais, Jean de Monceaux, seigneur dudit lieu, Houdenc, Haunouailles, Harmentieres, Germinuiller & Martincourt, Robert Auboug, seigneur de Neufuillette, Villembrey & Lame, & de Jean le veneur, seigneur de Songeons, a remonstré qu'ausdits seigneurs, respectiuellement appartenoit droit de relief, sur les terres roturieres tenues d'eux à censue, lequel droit est de douze deniers parisis pour chacune mine de terre labourable, cinq sols parisis pour chacun arpent de vigne, & autant pour arpent de pré, & cinq sols parisis pour mesure, lequel droit de relief estoit deu, sur peine de soixante sol parisis d'amende. A ces causes ont protesté que les coustumes generales, posees au cayer dudit Senlis, qui pourroient concerner & faire mention des droits de ventes, de relief, & autres deus ausdits seigneurs ne leur soit preiudiciable, & que d'oresenauant ils puiſſent comme ils ont fait de tout temps, prendre & perceuoir ledit droit: Surquoy a esté ordonné que de ladite protestation lesdits seigneurs auront lettres.

Sur l'article qui s'ensuit. Vn chacun soit homme ou femme peut laisser par testament ou ordonnance de derniere volonté à vn estrange ses meubles, acquests & conquests immeubles, avec le quint de son propre heritage ou à vie. A esté aduisé par les assistans, que ledit article seroit rayé, & au lieu d'iceluy seroient faits trois articles, lesquels lesdits assistans ont accordé, c'est à sçauoir les deux cens dixsept, deux cens dixhuit, & deux cens dixneuf, qui sont couchez audit liure coustumier. Apres la lecture des articles de coustume couchez au tître des donations, les assistans & deputez des trois estats, ont requis l'article ccxxi. estre adiousté audit coustumier pour y seruir d'article de coustume. Ce qu'auons ordonné estre fait du contentement desdits assistans.

Sur le ccxxiii. article contenant ce qui s'ensuit. Item le lignager qui requiert & demande ledit heritage, ainsi vendu que dit est, est tenu offrir à l'acheteur bourse & deniers, & à parfaire pour ledit pur sort principal & loyaux coustemens, & continuer chacune iournee & assignation procedant que ladite cause sert, ou consigner en main de iustice ledit argent. Si le defendeur qui est l'acheteur ne consent lesdites offres estre faites vne fois pour toutes, autrement ledit retrayant decherra de sadite action en matiere de retrait, & où l'acheteur acquiesceroit aux offres, le retrayant est tenu fournir à seldites offres, dedans vingt & quatre heures: aliàs, il decherra dudit retrait. Les assistans ont esté d'aduis que ledit article deuoit estre corrigé, & qu'il suffisoit faire & continuer lesdites offres iusques au iour de la contestation,

station, iceluy includ, & se sont condescendus en l'article cotté de pareille cotte, escrit audit liure coustumier.

Sur le ccxxiii. article contenant ce qui s'ensuit. Item retrait lignager n'a point de lieu, quand vn heritage venu de propre est donné ou eschangé, but à but, sans soulte alencontre d'autres heritages. Et quand ledit eschange est fait d'heritages d'une mesme nature & sans dol ou fraulde, comme d'un heritage feodal alencontre d'un heritage tenu en fief, ou d'un heritage tenu en censue alencontre d'un autre heritage tenu en censue. Les assistans ont esté d'aduis, reformer ledit article en la maniere qu'il est couché au liure coustumier, sous pareille cotte.

Sur les ccxxvi. & ccxxvii. articles du dit coustumier. Les gens d'eglise & du tiers estat des chastellenies de Ponthoise & Chaulmont, ont dit que le seigneur censuel ne pouvoit vsér de retenuë des choses roturieres vendues: Parquoy empeschoient que ledit ccxxvii. article eust lieu esdites chastellenies. Soustenu au contraire par les nobles desdites chastellenies, disans qu'esdites chastellenies les seigneurs censuels auoient vsé dudit droit de retenuë des choses tenues d'eux à censue vendues, & qu'ils en auoient eu plusieurs sentences, mesmement le procureur du seigneur de Mery, a dit en auoir eu sentence aux requestes du Palais, contre vn nommé Deufmes, habitant de Ponthoise: Pareillement Charles peleué, seigneur de Ioy en thelles, a exhibé deux sentences par luy obtenues contre deux particuliers en ladite matiere de retenuë censuelle: Lesquelles nous auons fait lire, & a esté trouué que lesdites sentences auoient esté donnees du consentement des parties: Quoy que soit icelles non contredifans, & sur-ce auons interrogé par serment le doyen de Magny, l'un des commis & deputez pour l'estat de l'eglise de la chastellenie de Chaulmont, sçauoir s'il auoit veu donner sentence ou iugement contradictoire en ceste matiere, qui a dit que non, par ce que iamais il n'auoit veu, qu'aucun seigneur censuel desdites chastellenies, s'efforçast ou pretendist retenir aucuns heritages roturiers tenus de luy en censue par puissance de seigneurie, quand ils ont esté vendus: Et ce fait auons prins les opinions des assistans qui ont esté de diuerses opinions, & depuis auons fait lire les cayers apportez par les officiers de ladite chastellenie de Chaulmont & Ponthoise, en ce qu'ils faisoient mention du droit de retenuë, attribué aux seigneurs par puissance de seigneurie, & auons trouué par la lecture d'iceux, qu'és venditions des choses feodales, les seigneurs feodaux auoient ledit droit de retenuë: mais quant aux choses censuelles & roturieres n'en estoit faite aucune mention. A ceste cause auons ordonné, que quant au ccxxvi. article qui fait mention du droit de retenuë desdites choses feodales, il demourroit comme coustume generale & non reuoquee en doute par tout le bailliage de Senlis, & comté de Beaumont. Et quant à la coustume, posée au ccxxvii. article, auons ordonné qu'elle demourroit, pour le regard des Chastellenies dudit bailliage & comté de Beaumont, autres que les chastellenies de Ponthoise & Chaulmont: Et neantmoins auons renuoyé les estats d'icelles chastellenies de Ponthoise & Chaulmont à la cour, pour leur estre pourueu sur ledit pretendu droit de retenuë en matiere de roture, comme de raison. Apres lecture faite des articles, estans sous la rubriche de retrait lignager, les assistans ont esté concordablement d'aduis, y adiouster les ccxxxiii. & ccxxxiiii. articles, ce qui a esté ordonné estre fait.

Sur les ccxxxv. & xxxvi. articles desdites coustumes. Les estats de la chastellenie de Ponthoise & Chaulmont, ont fait pareille remonstrance que contenu est cy dessus sur les ccxxvi. & ccxxvii. articles. Et si ont dit auoir coustumes locales pour saisine & dessaisine, & pour les amendes que les seigneurs peuuent pretendre. Semblablement les estats du comté de Beaumont, chastellenie de Chambly & chastellenie de Compiengne, ont dit auoir diuerses coustumes esdites matieres de saisine & dessaisine. Et à ceste fin, ont exhibé leurs cayers respectiuelement, lesquels veus & leus, auons ordonné que les coustumes posees esdits ccxxxv. & ccxxxvi. articles demourront commé coustumes locales des chastellenies de Senlis & de Creil, & des preuostez & chastellenies enclauées en icelles. Et que pour le regard du comté de Beaumont & chastellenie de Chambly, seroient leurs coustumes locales articulees. Semblablement pour le regard, tant des chastellenies de Chaulmont & Ponthoise, que pour la chastellenie de Compiengne, ainsi qu'il est contenu és articles deux cens trente-sept, deux cens trente-huit, deux cens trente-neuf, deux cens quarante, ccxli. ccxlii. ccxliii. ccxlvi. & ccxlvii. dudit cayer.

Sur les ccxlvi. & ccxlvii. articles. Le procureur de l'euesque & comte de Beauuais, ensemble le procureur de chapitre de Beauuais, & les nobles du comté de Beaumont se sont op-

Proces verbal

posez, & ont dit que quand il est question de saisir heritages censuels, ils ne sont tenus de bail-
ler main-leuee aux opposans, sinon en baillant caution : Surquoy prins l'opinion des assistans
qui ont accordé lesdits articles: A esté dit que lesdits articles demourront pour coustume ge-
neralle, quant ausdits de chapitre & nobles du comté de Beaumont: Et quant audit euesque,
aussi demourront lesdites coustumes par prouision, sauf à luy de soy pouruoir sur son oppo-
sition à la cour, si bon luy semble.

Sur le cclv. article. Les procureurs dudit euesque de Beauuais, de chapitre de Beauuais &
de saint Cornille de Compiengne, ont dit qu'oultre la bouche & les mains que doit l'ancien
vassal, il est tenu payer le droit de chambellage, & ainsi en ont vûés es fiefs tenus & mouuans
desdits euesque, chapitre & abbé de saint Cornille: Surquoy prins l'opinion des assistans, a
esté dit que ledit article demourra pour coustume generale: Nonobstant l'opposition desdits
de chapitre & de saint Cornille. Et quant audit euesque, a esté dit sans preiudice à son oppo-
sition, sur laquelle il a esté renuoyé à la cour, que par maniere de prouision ladite coustume de-
mourroit. Apres la lecture faite des articles, estans en l'ancien cayer dudit coustumier, sous
le tiltre & rubriche de saisine & desaisine: Les praticiens du siege de Senlis, ont remonstré
que par lesdites anciennes coustumes, n'estoit déterminé quels droits seigneuriaux estoient
deus pour heritages eschangez. Et si ont remonstré que les seigneurs censuels, ou leurs rece-
ueurs, bailloient lettres de saisine sans estre tesmoignes ou soubscrites d'autres que d'eux,
dont il aduenoit plusieurs querelles & proces, requerans que sur-ce leur fust pourueu: Surquoy
auons requis les assistans, sur la matiere d'vser esdits heritages eschangez, qui ont tous esté
d'accord qu'en heritages feodaux eschangez, il estoit deu droit de relief, avec droit de cham-
bellage: Et quant aux heritages roturiers n'estoit deu que le droit de saisine, sans ce qu'en fust
tenu payer aucunes ventes, excepté les estats de la chastellenie de Compiengne, qui ont dit
qu'en eschange d'heritages roturiers, assis en diuerses seigneuries, estoit deu droit de ventes
& de saisine, & qu'ainsi en auoient vûé de tout temps, avec lesquels ont adheré aucuns des no-
bles de la chastellenie de Chaulmont, disans qu'ils en auoient vûé comme en ladite chaste-
lenie de Compiengne. Aussi les procureurs de l'euesque de Beauuais, & de chapitre dudit
Beauuais, qui ont dit, que tant en heritages feodaux que roturiers, estoient deus ausdits eue-
sque & chapitre droits de relief, de chambellage, & des ventes & autres droits particuliers,
protestans qu'ou pour raison desdits droits, seroit fait article de coustume qu'il ne leur pui-
st preiudicier: Surquoy prins les opinions des assistans, la pluspart desquels, ont dit que desdits
droits deuoit estre fait article comme de coustume ancienne, Auons ordonné que sans pre-
iudice à l'opposition faite par ledit euesque de Beauuais, seroit fait article de coustume desdits
droits seigneuriaux, deus pour raison d'heritages eschangez, selon qu'il est contenu en l'article
cclvii. Et quant à la remonstrance faite, pour raison des lettres de saisine qui ne sont tesmoi-
gnees, les assistans ont esté d'aduis qu'on en deuoit faire article de coustume pour l'adue-
nir: Ce qui a esté fait selon ce qu'il est contenu aux cclviii. article.

Sur le cclviii. article. Les officiers du Roy à Compiengne, ont dit que par cy deuant en la
coustume ancienne, obseruee & gardee en la ville & chastellenie dudit Compiengne, dont
fait mention ledit article, avec veués & esgouts y auoit enclaves, qui pareillement n'acque-
roient point de prescription: Aussi Regnauld picard, preuost de ladite ville de Compiengne,
à cause de ce que lesdites enclaves, n'estoient contenus & comprins audit article, a protesté
que ce ne luy pui-
st preiudicier, n'a certain proces & matiere, qui pour raison de ce, il a dit
auoir audit Compiengne: Surquoy a esté ordonné que lesdits officiers de Compiengne & Pi-
cardie, auront lettres de leurs declarations & protestations, & que d'icelles sera faite mention
en nostre proces verbal: Et que neantmoins ledit article demourra comme il gist.

L'article cclxix. a esté trouué au cayer, apporté par les estats de la chastellenie de
Ponthoise. Lequel a esté leu, & ont accordé tous les assistans, ledit article estre enregistré
comme coustume generale dudit bailliage, ce qui a esté ordonné.

Apres la lecture faite du cclxxxiii. article qui contenoit ceste forme.

Pour valider & rendre vallables les criees faites d'aucuns heritages, pour estre vendus par
decret au plus offrant & dernier encherisseur, par vertu des lettres obligatoires ou condemna-
tion sur ce faites, conuient & est requis que les criees de tels heritages que lon veut ainsi ven-
dre par decret, soeint faites publiquement aux sieges où lesdits heritages seroient vendus, &
si les heritages criez sont assis en autre chastellenie que celle où ils sont vendus, conuient
qu'ils soient criez au siege & auditoire ordinaire de la chastellenie ou preuosté, où sont assis
tels

tels heritages par sergent, ayant pouuoir de ce faire, soit par obligation ou condamnation à faute de payement & biens meubles, trouuez pour satisfaire au deu par quatre quatorzaines, sans disconuention: Et si conuient qu'elles soient rapportees ou relatees par escrit au iuge, par deuant lequel decret de tel heritage ainsi crié se doit adiuger: Et aussi que le debteur, sur lequel se font lesdites criees, soit adiourné à sa personne pour voir adiuger tels heritages par decret: Et au cas que le debteur ne pourroit estre adiourné à sa personne, il conuient que sur l'adiournement qui seroit fait à son domicile, y ait procedure en cause par deuant ledit iuge du decret, avec procureur fondé de procuration expresse pour consentir ou empêcher telle adjudication de decret, & là ou telle solennité n'y auroit esté faite, y conuendroit auoir auctorisation du Roy ou de sa chancellerie pour valider tel adiournement, les autres solennitez en tels cas requises & obseruees. Les praticiens ont remonstré, qu'au moyen des difficultez qui aduenoient esdites criees pour les discussions des biens meubles & autres solennitez introduites par ledit article, les decrets d'heritages & matieres de criees estoient immortels, & ne pouuoient les creanciers estre payez de leur deu, requerans que sur ce leur fust pourueu, & ledit article estre corrigé: Surquoy prins les opinions des assistans, se sont tous condescendus que ledit article seroit corrigé, & au lieu d'iceluy seroient faits deux articles ainsi qu'ils sont couchez, es deux cens quatre-vingts-quatre & deux cens quatre-vingts-cinq articles dudit coustumier: Ce qui a esté ordonné. Apres la lecture faite du cayer & liure coustumier ancien dudit bailliage & les additions, corrections & diminutions cy dessus mentionnees faites & arrestees, Les praticiens dudit bailliage, & aucuns desdits estats nous ont remonstré qu'encores y auoit eu des obmissions, & que plusieurs coustumes auoient esté gardees & obseruees par tout ledit bailliage, qui n'estoient escrites n'y adioustees audit coustumier, c'est à sçauoir les articles parlans de prescription, cottez audit cayer cent quatre-vingt-quinze & cent quatre-vingt-seize. Auoit esté aussi obmis à mettre sous le tiltre & rubriche de retrait lignager, l'article cotté audit cayer deux cens trente-quatre. Auoit aussi esté obmis au tiltre de saisine & dessaisine les coustumes generales contenuës audit cayer, & cottees deux cens cinquante-neuf, deux cens soixante, deux cens soixante-vn, deux cens soixante-deux, & deux cens soixante-trois. Aussi auoit esté obmis sous ledit tiltre de saisine & dessaisine, les coustumes locales des chastellenies de Chaulmont & Ponthoise, declarees audit cayer, cottees deux cens soixante-trois & soixante-cinq. Pareillement a esté obmis sous le tiltre de donations, l'article contenu audit cayer, cotté deux cens vingt-vn. Aussi a esté obmis sous le tiltre de saisine & possession acquerir, la coustume contenuë audit cayer en l'article deux cens septante-deux. Plus a esté obmis sous le tiltre de decret d'heritages, les coustumes declarees audit cayer, es articles deux cens quatre-vingts-neuf, deux cens quatre-vingts-dix, & deux cens quatre-vingts-vnze. A esté ordonné du consentement des assistans, que lesdites coustumes seroient adioustees audit coustumier sous les tiltres, & ainsi que contenu est cy dessus pour estre gardees comme les autres coustumes dudit bailliage. Sauf que le procureur de monsieur de Beauuais a dit que ledit euesque de Beauuais estoit seigneur voyer, & protestoit que la coustume, posee en l'article cotté deux cens soixante-deux, parlant des chemins Royaux, ne luy puint nuire ne preiudicier: Ce fait, nous commissaires dessus-nommez, auons inhibé & defendu à tous iuges, aux personnes desdits estats ainsi comparans, aux deleguez d'iceux, & à tous autres, tant en general que particulier, de n'alleguer ou souffrir estre allegué pour l'aduenir autres coustumes que celles dont dessus est faite mention, contenuës audit coustumier, & de faire d'oresenauant preuue d'icelles en aucune maniere que ce soit, si n'est par l'extraict du cayer ou registre d'icelles, selon & ainsi qu'il nous est mandé faire par lesdites lettres patentes dessus transcrites. A la charge toutes-fois des oppositions formees par les personnes & parties dessus-nommees, dont aussi cy dessus est faite mention & sans preiudice d'icelles. En tesmoin de ce nous auons signé ces presentes: Lesquelles nous auons aussi fait signer par ledit maistre Nicole morel, lieutenant general dudit bailliage. Et par ledit Jean roussel greffier.

A. Guillart.

N. Thibault.

N. Morel.

I. Roussel.

FIN DES COUSTUMES DV BAILLIAGE DE SENLIS,

avec le proces verbal.

FF

Couſtumes generales du bailliage & comté de CLERMONT EN BEAUVOISIS, ET de tout le reſſort d'iceluy.

Rubriche des adiournemens.

Article premier.

Remierement par la couſtume du bailliage & comté de Clermont, pour faire adiournemens, arreſts ſur fruits & deſpouilles d'heritages & executions, en la ville & fauxbourgs dudit Clermont, & par toute la banlieuë n'eſt requis auoir & prendre commiſſion: excepté pour adiournemens personnels & prinſes de corps decretees pour delict. ii.

Item, toutes perſonnes nobles, colleges, gens d'eglises, de religion & communautéz doiuent pour le premier adiournement, ſeulement eſtre adiournez hors huitaine: excepté en cas de peril, delicts, prouiſions & arreſts. iii.

Item, aucun ſergent ne pourra exploicter en la terre d'un haut iuſticier, ſans luy demander aſſiſtence ou à ſes officiers, ſur peine de ſoixante ſols pariſis d'amende, fors & excepté en la ville & fauxbourgs dudit Clermont, à laquelle pour la diuerſité des iuriſdictionz, ſuffira de demander aſſiſtence au iuge royal, ou à ſon lieutenant: toutes-fois ſ'il eſt queſtion d'une prinſe de corps, la pourra le ſergent executer auant que demander ladite aſſiſtence, ſans toutes-fois qu'il puiſſe transporter le priſonnier, qu'il ne l'ait notifié audit haut iuſticier, ou ſes officiers. Et eſt enioint audit haut iuſticier ſous couleur de ladite aſſiſtence, ne permettre aucun abus eſtre fait. iiii.

Item, quand vne perſonne noble adiournee par deuant le baillif, gouverneur de Clermont ou autre iuge, ſe laiſſe mettre en un ou pluſieurs defaux, tel defaillant eſt tenu payer dix ſols pariſis pour chacun defaut és lieux & iuriſdictionz ou le roturier paye cinq ſols pariſis, & quinze ſols pariſis és lieux ou le roturier paye ſept ſols ſix deniers pariſis, & autant pour chacune erramme, & pour chacun reclam, quand le cas y eſchet.

Rubriche de retrait lignager.

v.

Item, en matiere de retrait toutes & quantes-fois qu'aucune perſonne en propre heritage à luy venu & eſcheu par la ſucceſſion d'aucun ſon parent, & telle perſonne vend à tousiours iceluy heritage à aucun eſtranger, du coſté & ligne dont iceluy heritage eſt venu & eſcheu, il loïſt au lignager du vendeur dudit coſté, & ladite ligne endedans l'an & iour de ladite vente ou de la faiſine ſur ce baillee, rauoir & demander iceluy heritage audit acheteur par retrait, en luy rendant le pris du principal achat, ſes loyaux frais, miſes & couſtemens tels que de raiſon. vi.

Item, un retrait lignager ſe doit faire par le retrayant, ſans fraude de ſes deniers & à ſon profit, ſans preſter ſon nom à autre eſtranger, autrement tel retrayant n'eſt receuable à pourſuyuir ledit retrait, & oultre pour en auerer la verité peut eſtre contraint à en dire par ſerment: car la cauſe de retrait eſt, afin que l'heritage vendu demeure en la ligne dont il eſt yſſu. vii.

Item, ſi le vendeur de ſon propre heritage ſ'eſt d'iceluy deſſaiſi au profit d'un acheteur, & tel acheteur le reuend, donne ou transporte à quelque autre perſonne, le retrayant lignager ſera receuable à ſoy adreſſer contre ledit premier acheteur, ſi bon luy ſemble, comme reputé poſſeſſeur dudit heritage, ou contre le ſecond & dernier acheteur endedans l'an & iour de la premiere vendition ou de la faiſine ſur ce faite, en rendant, comme deſſus, le pris du principal achat & loyaux couſtemens de la premiere acquisition, tels que de raiſon. viii.

Item, ſi aucun vend ſon propre heritage, à un ſien parent lignager du coſté & ligne dont iceluy heritage eſt venu & eſcheu à iceluy vendeur, & il aduient que le deſſuſdit lignager apres ce qu'il aura iouy d'iceluy heritage, ainſi à luy vendu, le reuend à un autre perſonne eſtranger de ladite ligne, en ce cas un parent dudit premier ou ſecond vendeur dudit coſté & ligne, endedans l'an & iour d'icelle ſeconde vendition ou de la faiſine, eſt receuable de rauoir & demander ledit heritage par retrait, en rembourſant le pur fort & loyaux couſtemens. ix.

Item,

Item, le retrayant de tels heritages à luy rendus ou adiugez par retrait, n'est tenu enuers le seigneur dont ce meut payer aucuns droits de ventes, au cas que par auant il en auroit esté payé par l'acheteur, duquel s'est fait le dit retrait. x.

Item, si le seigneur retient à soy, & par puissance de seigneurie, quelque heritage tenu de luy, au parauant vendu par vne personne, auquel il appartenoit de son propre, à vn autre tout estrangé, en ce cas vn lignager dudit vendeur du costé & ligne dont ledit heritage est venu, peut & luy loist endedans l'an & iour de ladite retenue, rauoir dudit seigneur par retrait iceluy heritage, en le remboursant du pur sort qu'il en a payé, droits seigneuriaux si payez n'ont esté, ensemble des loiaux coustemens, frais & mises tels que de raison. xi.

Item, quand aucun heritage propre du vendeur, est acquis durant & constant le mariage de deux conioints, dont l'vn d'iceux est parent & lignager dudit vendeur du costé & ligne dont ledit heritage appartenoit audit vendeur, tel heritage ainsi vendu ne gist en retrait durant & constant ledit mariage: mais apres le trespas de l'vn des conioints, la moitié dudit heritage gist en retrait alencontre de celui qui n'est lignager, ou de ses hoirs, s'ils ne sont lignagers dudit vendeur, du costé & ligne, dont ledit heritage appartenoit à iceluy vendeur, dedans l'an & iour du trespas du premier mourant desdits conioints, supposé qu'il eust eu saisine ou infeodation prinse durant iceluy mariage, en rendant & payant par le retrayant la moitié du sort principal, frais & loiaux coustemens. xii.

Item, en dons purs & simples, faits à tousiours, du propre heritage, sans charge onereuse, soit entre vifs ou par lais testamentaires, n'y chet aucun retrait. xiii.

Item, en eschange d'heritage à autre d'vne mesme nature comme de fief à fief, ou heritage roturier à heritage roturier, sans soulte, n'y chet retrait, ainçois les heritages ainsi eschangez sortissent aux parties qui les baillent par eschange, la nature de celui ou ceux qu'ils ont ainsi eschangez. xiiii.

Item, en permutation d'heritages, soit qu'elle soit faite d'heritage feodal à heritage roturier ou autre droit reel, comme de rente propriétaire, n'y chet aucun retrait pourueu qu'il soit fait but à but, sans soulte & sans fraude. xv.

Item, si aucun a acquis d'vn autre son propre heritage, comme maisons & autres edifices, & il aduient que pendant l'an du retrait, l'acheteur à son plaisir & sans aucune necessité, y fait aucunes reparations autres que pour l'entretenir en son estre, en ce cas le retrayant desdites maisons comme lignager n'est tenu rendre lesdites reparations, & ne sont reputez pour loiaux coustemens. xvi.

Item, & quant à terres ou vignes, si lesdites terres ont esté pendant l'an du retrait labourées ou semencees, & lesdites vignes labourées, le retrayant sera tenu rendre lesdits labours; semences & amendemens necessaires, & aussi il aura les fruits & despouilles venus par le moyen desdits labours, estans lors dudit retrait sur lesdits heritages. xvii.

Item, si vn acquesteur de terres, vignes, ou autres heritages chargez d'aucuns fruits pendant l'an du retrait, lieuë ou emporte en temps deu lesdits fruits dont ils sont chargez, auant qu'il soit poursuyui audit cas de retrait, en ce cas iceluy acquesteur n'est tenu rendre aucune chose desdits fruits, & neantmoins sera remboursé de son pur sort & loiaux coustemens, autres que les labours au moyen desquels sont venus les fruits, ainsi comme dit est, par luy leuez & emportez. xviii.

Item, & au cas que tels acquesteurs de propres heritages, y feroient aucuns exces, pendant ledit an & iour de retrait, comme d'y couper arbres portans fruits, desmolir edifices, pescher viuiers, couper bois autrement qu'en temps deu, tels acquesteurs la ou la chose est rendue par retrait, sont tenus de restitution de la valeur des choses ainsi deuëment faites & prinsees, & oultre des dommages & interests, qui seront estimez par gens en ce connoissans. xix.

Item, en matiere d'eschange ou il y a soulte, si y a soulte excédant ou venant à equalité de valeur de l'heritage baillé encontre eschange, tellement que le contract participe autant ou plus de vendition que d'eschange, en ce cas si l'heritage estoit propre à cestuy qui auroit prins ladite soulte, tel heritage sera sniet à retrait pour ladite soulte & pour la valeur dudit heritage baillé encontre eschange, selon la commune estimation d'iceluy, & où ledit contract participeroit plus d'eschange & de permutation que de vendition, en ce cas tel heritage propre ne cherra en retrait lignager. xx.

Item, si le pere ou la mere donnent à leur enfant aucun heritage en mariage ou autrement, iceluy heritage de quelque costé qu'il soit venu ausdits pere & mere, soit par acquest ou au-

Couſtumes du Bailliage & comté de Clermont

trement eſt fait propre heritage audit enfant, & chet en retrait, ſi depuis il eſt par ledit enfant vendu. xxi.

Item, heritage qui eſt eſchangé, alencontre d'un cheual ou autre marchandise, chet en retrait, pour-ce qu'auant qu'eſchange empesche retrait, il eſt requis que les choses eſchangees ſoient d'une meſme qualité, & que l'une des choses ſoit auſſi bien immeuble que l'autre. xxii.

Item, quand aucun proces ſe meut entre parties audit cas de retrait, le demandeur en ce cas eſt tenu faire & perſiſter en ſes offres, monſtrer bourſe & deniers & offrir à parfaire à chacune iournee & aſſignation, pour les prendre & receuoir par ſa partie aduerſe ſi faire le veut, juſques à conteſtation faite en cauſe ou que les deniers ayent eſté conſignez autrement, & ſi ainſi ne le fait, & il eſt obiicé au contraire, le deſendeur doit obtenir congé de cour, portant gain de cauſe. xxiii.

Item, ſi par iugement contradictoire ou du conſentement des parties, la choſe demandee par retrait eſt adiugée à la partie retrayant, iceluy retrayant a vingt-quatre heures pour compter, deliurer & rendre les deniers du pur ſort & loyaux couſtemens, qui ſommairement ſe pourront liquider, à compter de l'heure que l'acqueſteur aura mis au greſſe les lettres d'acquiſition & fait ſignifier à ſa partie ou ſon procureur, & affermer leſdites lettres contenir verité, & où il ſeroit deſaillant de ce faire, tel retrayant dechet de l'effect de ſadite ſentence & de ſon intention. xxiiii.

Item, & pour le regard de ce qui n'auroit eſté liquidé, le retrayant ſera par ſemblable tenu de compter, fournir & deliurer audit acquireur, les deniers à quoy ſe montera ladite liquidation endedans ledit temps de vingt-quatre heures apres qu'elle aura eſté faite ou ſignifiée audit acquireur ou à ſon procureur, autrement decherra dudit retrait, comme dit eſt. xxv.

Item, ſi ledit retrayant eſtoit eſ cas deſſusdits debouté dudit retrait, les parens lignagers autres que ledit demandeur, ſont & peuuent eſtre receuables à demander & auoir par retrait, la choſe dont eſt queſtion en iceluy, pourueu qu'ils y viennent, endedans l'an & iour de ladite vendition ou ſaiſine. xxvi.

Item, quand il y a pluſieurs parens venans & concurrens au retrait lignager d'aucun heritage vendu ſuiet à retrait, celui qui eſt le premier & plus diligent en poursuite, eſt & doit eſtre preferé audit retrait à tous autres ſuſſequens & diligens, ſuppoſé qu'ils fuſſent plus prochains parens & lignagers dudit vendeur. xxvii.

Item, en acquest, retrait lignager n'a point de lieu, ſinon comme il eſt dit cy deſſus. xxviii.

Item, quand aucun heritage ou autre choſe reputée immeuble, eſt vendu de partie à autre, le ſeigneur de qui la choſe eſt vendue & mouuant, le retient pour les deniers par puissance de ſeigneurie, tel ſeigneur eſt réputé ſaiſi & veſtu d'iceluy heritage ou autre choſe reputée immeuble, incontinent & des le temps de ladite retention, au preiudice des lignagers du vendeur, en telle maniere que celui ou ceux qui voudroient auoir & demander ledit heritage ou choſe immeuble par retrait lignager, ſont tenus de demander & requerir ledit retrait, endedans l'an & iour de ladite retention, & eſt requis qu'icelle retention ſoit faite, par deuant iuge ou perſonnes publiques. xxix.

Item, en tranſaction faite ſans fraude d'aucuns heritages litigieux entre parties, n'y chet aucun retrait, quand en telles tranſactions, n'y a choſe qui puiſt eſtre dictée equipolente à vendition. xxx.

Item, ſi vn teſtateur ordonne par ſon teſtament, le quint de ſes propres heritages, eſtre vendus par ſes executeurs pour certaines cauſes contenuës audit teſtament, & leſdits executeurs ont fait ladite vendition, les parens lignagers d'iceluy teſtateur du coſté dont iceluy heritage luy eſtoit eſcheu, peuuent & leur loiſt, endedans l'an & iour d'icelle vendition ou de la ſaiſine ſur ce baillee, demander, & rauoir par retrait ledit quint & propre heritage, en rendant le pris qu'il aura eſté vendu, avec les loyaux couſtemens. xxxi.

Item, ſi aucune perſonne poursuit vn autre audit cas de retrait, & au iour ſuiuant vn autre continuel, & dependent d'iceluy, la partie demandereſſe eſt deſaillant & ne compare point, tel deſaillant perd ſa cauſe de retrait, & n'y peut iamais recouurer, ſuppoſé qu'il ſoit encores dedans le temps du retrait. xxxii.

Item, quand aucun a vendu rentes ſur ſes propres heritages, à perſonne eſtrange, non eſtant du lignage dont procedent leſdits heritages, il eſt loiſible au parent lignager du coſté dont procedent leſdits heritages propres, de demander & requerir en iugement, auoir ladite

rente

rente par retrait dedans l'an & iour de la vendition d'icelle rente, ou endedans l'an & iour de la faifine ou infeodation prinse par l'acheteur d'icelle rente, en remboursant cōme dit est. xxxiii.

Item, en maniere de retrait lignager, les fruits sont deus au retrayant, qui obtiendra du iour de la consignation par luy faite au-parauant litiscontestation, & si consignation n'y a du iour de ladite contestation.

Rubriche des actions personnelles & hypotheques.

xxxiiij.

Item les heritiers d'un trespassé sont tenus personnellement des faits, promesses & obligations du defunct, pour telle part & portion qu'ils sont heritiers, & hypothequairement pour le tout, quand hypotheque y-a. xxxv.

Item, hypotheque à lieu audit comté de Clermont, & s'engendre, à cause d'obligation, passée sous seel royal ou authentique, & ne se diuise point ladite action, ains se peut intenter pour le tout, alencontre de tous ceux, qui seront trouuez detenteurs d'heritages, ou biens immeubles obligez audit hypotheque, en declarant du costé du creancier que de son deu, il n'entend estre qu'une fois payé, le tout, sans preiudice à l'action ou execution qu'il peut faire contre son obligé s'il est viuant, ou alencontre de ses heritiers. xxxvi.

Item, en toutes rentes proprietaires & rentes constituees, ensaisinees ou infeodees, y-a priorité & posteriorité, en sorte que lesdites rentes qui sont premieres creees, sont les premieres payees, tant du pur sort que des arrerages. xxxvii.

Item, quand aucuns heritages & possessions nobles ou roturiers sont vendues, donnees ou transportees plusieurs fois & à diuerses personnes, l'acheteur, donataire ou acquesteur qui est le premier saisi ou infeodé, ou qui a prins possession par apprehension de fait d'iceux heritages, doit preferer tous les autres acheteurs, acquesteurs ou donataires non ensaisinez ou non ayans prins possession par apprehension de fait, & est tel acheteur, acquesteur ou donataire priuilegié au preiudice des acquesteurs, acheteurs ou donataires non ensaisinez ou infeodez, ou non ayans prins possession par apprehension de fait: pourueu que telles acquisitions, donations ou transports soient faits sans fraude. xxxviii.

Item, si vn homme obligé, luy & tous ses biens, à payer quelque charge réelle ou autre somme de deniers pour vne fois, & depuis tel obligé, vend & aliene ses heritages à autres personnes, & il aduient que ledit obligé est apres trouué insoluable de payer ledit deu, le creancier en ce cas, peut & luy loist poursuiuir en action d'hypotheque les detenteurs desdits heritages, à ce qu'ils soient tenus les delaisser pour estre vendus & adiugez par decret à l'acheteur, plus offrant & dernier encherisseur, pour les deniers qui en viendront estre conuertis au fournissement dudit deu, pourueu que la poursuite soit intentee, auant que prescription ait lieu. xxxix.

Item, quand vn tiers detenteur d'aucun heritage est poursuyui, pour raison d'aucune rente dont est chargé ledit heritage qui luy a esté vendu sans la charge de ladite rente, & dont il n'auoit eu connoissance par-auant ladite poursuite, apres ce qu'il a sommé son garant, ou celuy qui luy a vendu & promis garantir ledit heritage, lequel luy default de garantie, ledit tiers detenteur ainsi poursuyui, auant que de contester en cause, peut renoncer audit heritage, & en ce faisant il n'est tenu de ladite rente & arrerages d'icelle, supposé mesmes que les arrerages fussent & soient escheus de son temps, & par-auant ladite renonciation. xl.

Item, vn detenteur ou propriétaire d'aucuns heritages, ou autre chose reputeee immeuble ou de partie & portion, chargé d'aucune rente ou charge réelle, est tenu personnellement & hypothequairement payer chacun an la rente ou charge réelle, tant & si longuement qu'il en sera detenteur & possesseur, mesmement les arrerages qui en seront deus, & tel detenteur ou propriétaire en peut estre poursuyui, sans diuision ne discussion. xli.

Item, quand aucun a acquesté aucun heritage, ou autre chose reputeee immeuble, & tel heritage ou chose immeuble est chargé enuers l'acquesteur d'aucune rente ou charge réelle, telle rente ou charge réelle, par le moyen de ladite acquisition est en foy confuse, en telle maniere que deslors iceluy acquesteur, pour la raison de ladite rente ou charge réelle, n'est plus receuable d'en faire demande, action ou poursuite, pourueu toutes-fois qu'il n'y ait autres heritages obligez & hypothequez à ladite rente, auquel cas sera confuse ladite rente ou charge réelle pro rata. xlii.

Item, si vn homme a rente sur vne maison ou autre heritage, & il vënd partie de ladite rente,

Couftumes du Bailliage & comté de Clermont

icelle rente vendue, est & demeure premiere, & telle que celle que le vendeur retient à foy, est derniere & subsmise à la premiere, quand il y a sur-ce obligation. xliiii.

Item, vne cedulle priuce, deuëment caufce, qui porte promesse de payer, emporte hypothèque du iour de la confsion d'icelle faite en iugement, & emporte garnison de main és mains du creancier, au profit duquel elle est reconnuë en baillant caution.

Rubriche de complainte, en cas de faifine & de nouuelleté.

xliiii.

Item, quand aucun possesseur d'aucun heritage ou droit reel, reputé immeuble, est troublé & empesché en sa possession & iouyffance, il peut & luy loist foy complaindre & intenter poursuite en cas de faifine & de nouuelleté, dedans l'an & iour du trouble à luy fait & donné audit heritage & droit reel, contre celuy qui l'a troublé, autrement lon n'est receuable. xlv.

Item, par ladite coustume, ladite nouuelleté depend & naist de faifine, & faifine de possession, & sont trois manieres de possessions, c'est à sçauoir possession acquise par occupation & detention, possession acquise par succession, & possession acquise par tradition de fait. xlvi.

Item, pour acquerir possession par occupation ou detention, sont requises trois choses, c'est à sçauoir que la chose ne soit occupee par force, clandestinement, ne par priere: mais paisiblement, publiquement, & non à tiltre de louage ne de prest, & quiconques a vne chose ainsi occupee & tenuë par an & iour, il acquiert faifine d'icelle, tellement que si depuis il appert de trouble ou empeschement, fait au contraire, iceluy ainsi possedant, peut endedans l'an & iour apres ledit trouble & empeschement, intenter complainte audit cas de nouuelleté. xlvii.

Item, empeschement & trouble de faifine est, pour raison des biens & succession du trespasé, en quoy l'heritier de raison se peut dire faisi, en telle maniere que la ou trouble ou empeschement luy seroit donné és biens d'icelle succession, tel heritier endedans l'an & iour du trouble, peut intenter libelle de nouuelleté, & soy aider de la possession de son predecesseur deuancier. xlviii.

Item, possession acquise par tradition de fait, est engendree quand le seigneur foncier a baillé la faifine d'aucun heritage, à cause de vendition, eschange, don, alienation, ou autre tiltre, auquel y a apprehension de fait de la possession de la chose alienee par cestuy, au profit duquel est faite ladite alienation, le tout du vouloir & consentement de cestuy qui a fait ladite alienation, lequel lors d'icelle estoit possesseur de ladite chose ainsi alienee, & en ce cas se peut aider l'acheteur, ou celuy qui a iuste tiltre de la iouyffance par-avant faite par son predecesseur, contre tous ceux qui luy feront trouble ou empeschement, en soy fondant audit cas de faifine & de nouuelleté. xlix.

Item, la faifine qu'un vsusfructuaire a en la chose, ne profite en aucune maniere à son heritier, contre le propriétaire. l.

Item, vn vassal est receuable à foy complaindre en cas de faifine & de nouuelleté, pour raison de son fief & droits d'iceluy, alencontre de toutes personnes, pourueu qu'il n'y ait faifine sur ledit fief, & nonobstant qu'il n'ait esté receu en foy & hommage de son seigneur feodal, excepté toutesfois contre sondit seigneur feodal, contre lequel il est aussi receuable à intenter ledit cas de faifine & de nouuelleté, apres qu'il aura esté receu en foy & hommage. li.

Item, pour biens meubles lon ne peut intenter nouuelleté, si ce n'est en succession vniuerselle, pour laquelle il se peut faire, supposé qu'il n'y ait que biens meubles en icelle succession, & aussi en la prinse de quelques meubles prins en la iustice d'autruy, en donnant trouble au fait d'icelle iustice.

Rubriche de simple faifine.

lij.

Item, le cas de simple faifine, qui est pour recouurer faifine & droit possessoire pour droit reel ou incorporel, se peut intenter apres l'an passé du droit possessoire perdu & iulques à dix ans, & faut alleguer & monstrier tiltre.

Rubriche d'arrest, executions, & de criees.

liij.

Item, aucun n'est receuable à procedé ou faire proceder par voye d'arrest ou execution sur les biens d'autruy, ne par emprisonnement en la personne d'autruy, sans obligation, condemnation, delict, ou quasi delict, chose priuilegiee, ou qu'il le vaille. liiii.

Item

Item il est loisible à vn propriétaire d'aucune maison par luy baillee à tiltre de loyer, de faire proceder par voye de gagerie en ladite maison pour les termes à luy deuz pour ledit louage sur les biens du creditur estant en icelle maison, pour les quatre derniers termes de l'an. lv.

Item, vn simple transport ne saisist point. lvi.

Item, meuble n'a point de suyte par hypothecque, si ce n'est en matiere de desconfiture, auquel cas n'y a priorité ne posteriorité. lvii.

Item, l'obligation passé par le mary, & la sentence contre luy donnée apres le trespas dudit mary, ne sont executoires sur les biens de la femme, ne des heritiers dudit deffunct. lviii.

Item, en biens meubles prins pour debtes en matiere de desconfiture, n'y a priorité ou posteriorité, s'il n'y a debte priuilegié, tellement que s'aucun est obligé enuers plusieurs creanciers, & l'un desdits creanciers par voye d'execution fait prendre generalement tous les biens dudit debteur, les autres creanciers apres la perfection d'icelle execution, se peuuent opposer, & peuuent fonder leur matiere en cas de desconfiture, & dire que ledit deteur n'a autres biens que ceux prins pour satisfaire à seldits creanciers, auquel cas ils doyuent venir à contribution avec celuy qui a requis ladite execution, & n'a aduantage ne prerogatiue non plus que les autres, fors que premier il doit estre remboursé des despens & mises de ladite execution sur le pris des biens prins: toutesfois par la coustume quand le cas n'est fondé en matiere de desconfiture, celuy qui se fait premier payer, a cest aduantage contre les autres negligens. lix.

Item, y a difference en matiere de desconfiture & cas de simple execution, car le cas de desconfiture est quand aucun n'a autres biens, fors ceux qui sont prins par execution: mais cas de simple execution est dit, quand aucuns biens restent à executer, autres que ceux desia prins, & pource audit cas de desconfiture on est receuable à donner opposition, iusques à ce que l'execution soit du tout parfaite, & l'argent baillé en la main du creancier. lx.

Item, en matiere de criees d'heritages, est requis qu'elles soyent faites par le sergeant executeur, & le crieur iuré dudit Clermôt, à ce presens deux personnes du moins, par quatre quatorzaines ensuyuans l'un l'autre, sans interruption en deux diuers lieux, en iour de plaids ordinaire, & iceux tenans pour l'un en l'audiroire dudit Clermôt, & l'autre à la croix du bourg d'icelle ville. Depuis le creancier doit faire adiourner les opposans ausdites criees, pour dire leurs causes d'opposition à certain iour, auquel iour il doit pareillement faire adiourner & appeler le deteur, sur lequel se font lesdites criees, pour voir discuter desdites oppositions, & aussi pour veoir proceder à l'adiudication par decret desditsheritages. lxi.

Item, s'il aduenoit qu'aucunes criees se feissent en vertu de la cōdemnation ou commission d'un preuost royal ou haut iusticier par son sergeant, lesdites criees se feront de quatorzaines en quatorzaines aux iours des plaids ordinaires dudit preuost royal, ou des plaids ordinaires dudit haut iusticier, & iceux tenans ensemble à l'issue de la messe parochial, & deuant l'eglise d'icelle paroisse, pour ce fait estre procedé à la discussion des opposans, ainsi qu'il est dit cy dessus, & neantmoins auant que tel preuost ou iusticier puist proceder à l'adiudication desditsheritages cryez, le rapport du sergeant qui aura fait lesdites cryees sera rapporté, leu & publié en l'audiroire dudit Clermont, en iour de plaids ordinaires, à iceux tenans. Et seront lesdites cryees certifiees, tant par le iuge que par les practiciens assistans auoir esté bien & deüement faites selon les vs & coustumes dudit comté. lxii.

Item, telles adiudications de decret, se font publicquement en iugement audit Clermont, & se fera le semblable des cryees des preuosts & haut iusticier, & est contraint l'acheteur à fournir les deniers de la vente endedans la huytaine par emprisonnement de sa personne, si mestier est. lxiii.

Item, auant que proceder à l'adiudication des choses cryees, lesdites cryees se publieront aux lieux où seront icelles choses cryees assises, à l'issue de la grād' messe parochial, & se mettront affixes à l'encontre de l'eglise parochial, le tout quinze iours au parauant ladite adiudication. lxiiii.

Item, Et si en faisant lesdites cryees il aduenoit qu'en vn iour que l'une desdites cryees se doit faire, il fust feste, ou que lon ne plaidast point, se continueront au prochain iour plaidoyable du iuge, par deuant lequel se font lesdites cryees. lxv.

Item toutes rentes constituees, non ensaisinees ou infeodees en matiere de cryees, ou de desconfiture sont reputees debtes pour vne fois: & n'y a priorité ne posteriorité, ains viennent à contribution avec les autres de semblable nature au marc la liure, ainsi que de raison, ensemble les arrerages qui en seroient deuz selon l'ordonnance.

Couſtumes du Bailliage & comté de Clermont

Rubriche De Preſcription.

lxvi.

Item, toutes actions ſont preſcrites & eſtainctes par trente ans, en telle maniere qu'apres leſdits trente ans paſſez, nul n'y eſt plus receuable. *lxvii.*

Item, quiconques a iouy & poſſédé aucun heritage à iuſte tiltre & de bonne foy, continuellement ſans contredit n'y empelchemét aucun, par le temps & eſpace de dix ans entiers entre preſens, & vingt ans entre abſens aagez & non priuilegiez, a acquis ou acquiert par preſcription, la propriété & ſeigneurie de tel heritage. *lxviii.*

Item, droit d'hypotecque ſe preſcript par vn tiers detéteur d'aucun heritage ou autre choſe reputeé immeuble, chargé de telle hypothecque, en ayāt iouy dudit heritage ou autre choſe immenble par dix ans entiers & continuels entre preſens, & vingt ans entre abſens à iuſte tiltre & de bonne foy. *lxix.*

Item quand vn tiers detenteur a iouy & poſſédé auſſi un heritage chargé de rente ou autre charge réelle à bon & iuſte tiltre & de bonne foy ſans payer ou eſtre inquieté de telle rente ou charge par l'eſpace de dix ans entre preſens, & vingt ans entre abſens aagez & nō priuilegiez, il a preſcript & acquis la franchise & deſcharge dudit heritage, fors & excepté du droit céſuel & ſeigneurial qui ne ſe preſcript point. *lxx.*

Item, S'aucun a iouy, vſé & poſſédé aucun heritage par l'eſpace de trente ans continuellement, tant par luy que par ſes predeceſſeurs, franchement, publiquement & ſans aucune inquietation, ſuppoſé qu'il ne face apparoir de tiltre, il a acquis preſcription contre aagez & non priuilegiez. *lxxi.*

Item, preſcription n'a lieu contre l'eſliſe, ſinon par l'eſpace de quarante ans. *lxxii.*

Item, Le ſeigneur n'acquiert point de preſcription contre ſon vaſſal, en tenant en ſa main & iouyſſant du fief de ſon dit vaſſal, à deſſaute d'homme & deuoirs non faits, auſſi n'acquiert point de preſcription le vaſſal contre ſon ſeigneur en poſſédant de ſon dit fief, ſans en auoir fait & payé les droits de reliefs ou autres tels que deus ſont.

Rubriche De Matiere feodal.

lxxiij.

Item, les fiefs tenus ſans moyen du chaſtel de Clermont, quand ils eſcheent en ſucceſſion en ligne directe que lon dit de pere à ſils, tels ſucceſſeurs ne doyent aucun rachat, mais ſeulement bouche & mains, ſauf que les nō nobles avecques bourſe & mains doyent droit de chambellage, qui eſt de vingt ſols pariſis pour chaſcun fief, toutesſois en ce ne ſont compris les ſeigneuries de Bulles & de Conty.

Item, les ſeigneuries de Bulles & Conty, enſemble tous les fiefs & arrierefiefs qui en ſont mouuans, ſauf & reſerué la terre & chaſtellenie de Milly, mouuāt dudit Bulles, par ladite couſtume ſe relieuent de toutes mains & de toutes mutations, ſoit en ligne directe ou collateral & autrement, & eſt le droit de relief tel que de la valeur d'vne annee choiſie en trois, le tiers de chaſcun d'icelle, ou le dict des pers. *lxxv.*

Item, La terre & chaſtellenie de Milly, & les fiefs qui en dependent, arrierefief de Bulles, ſe relieuent à la nature de ceux mouuans dudit chaſtel de Clermont en ligne directe, ainſi que deſſus eſt dit. Excepté trois fiefs ſeulement, c'eſt à ſçauoir le fief de la cour d'Auneul diuiſé en deux, & le fief d'Arames, leſquels ſe relieuent ſelon la nature des fiefs mouuans dudit Bulles, c'eſt à ſçauoir de toutes mains & mutations. *lxxvi.*

Item, en ligne collateral, tous fiefs & arrierefiefs mouuans du chaſtel de Clermont, doyent reſpectiuement chaſcun à ſon ſeigneur rachat de la valeur d'vne annee choiſie en trois, le tiers de chaſcune deſdites trois annees, ou le dit des pers au choix du ſeigneur feodal. *lxxvii.*

Item, vn vaſſal a quarante iours apres le trespas ou alienation faite par ſon deuancier pour entrer en foy & hommage, & payer les droits qui ſeroient deuz du fief ou fiefs, qui luy ſeroiēt eſcheuz ou appartiennent, ſoit par ſucceſſion, acquisition ou autrement, le tout ſans perte & dommage, mais apres leſdits quarante iours paſſez, le ſeigneur feodal peut ſaiſir ledit fief ou fiefs, & y faire mettre ſa main à deſſault d'homme & droits non payez, & faire les fruits ſiens, tant & iuſques à ce que leſdits deniers luy ayent eſté faits. *lxxviii.*

Item, pareillement ledit ſeigneur peut faire ſaiſir leſdits fiefs qui ont eſté releuez de luy quarante iours apres ledit relief, à deſſaute de denombrement non baillé, & audit cas & iuſques à ce que ledit denombrement luy ayt eſté preſenté, peut toujours tenir ledit fief ſaiſy, mais il ne peut faire les fruits ſiens. *lxxix.*

Item, par ladite couſtume le ſeigneur feodal ne peut ou doit contraindre ſes vaſſaux à luy venir

venir faire hommage & payer ses droits d'aucuns fiefs, tant & iusques à ce que luy mesmes ayt fait ses droits & deuors enuers son seigneur feodal, de la seigneurie d'ot lesdits fiefs sont mouuans. lxxx.

Item, quand aucuns fiefs ou arrierefiefs mouuans dudit Clermont, ou de quelque autre seigneurie, sont venduz & transportez, le vendeur doit & est tenu enuers le seigneur dont tels fiefs & arrierefiefs sont mouuans pour droit seigneurial, payer le quint denier de la vente ou transport sur ce fait. Et outre au cas que la vente seroit faite francs deniers au vendeur, l'acheteur desdits fiefs ou arrierefiefs seroit tenu outre ledit quint denier payer le quint dudit cinquiesme denier, & n'est tenu tel seigneur saisir l'acheteur, que premier dudit droit il ne soit payé & contenté. lxxxii.

Item, par ladite coustume en matiere de fiefs escheuz en ligne directe entre enfans, le fils aîné emporte à son choix & hors part le chef lieu d'un des fiefs à eux escheuz avec les deux parts de tous iceux fiefs à l'encôtre des autres enfans, lesquels tous ensemble n'ont que la tierce partie, qui se partist entre eux esgallement. lxxxiii.

Item, l'aîné fils peut releuer & rentrer en l'hommage de son seigneur si bon luy semble du total desdits fiefs pour la premiere fois seulement, ou des deux parts, & s'il aduenoit qu'il eust releué pour le tout, les maisnez pour la premiere fois aussi seulement peuuent releuer leur dite tierce partie: & en faire hommage a leur dit frere aîné, ou enuers ledit seigneur feodal, auquel que bon luy semblera. lxxxiiii.

Item si en ligne directe aucune succession de fiefs est escheüe à plusieurs enfans toutes filles, elles partissent esgallement lesdits fiefs, sauf que l'aînée emporte hors part vn chef lieu desdits fiefs à son choix, & l'hommage de ses sœurs pour la premiere fois, & par ce peut icelle aînée fille releuer du seigneur feodal le total desdits fiefs pour ladite premiere fois, neantmoins pourront lesdites sœurs puisnees releuer leurs dites portions de leur dite sœur aînée pour la premiere fois, ou de leur seigneur du fief à leur choix. lxxxv.

Item, entre enfans n'y a qu'un droit d'aînesse en telle maniere que si à l'aîné fils ou fille aînée est donnée aucune chose en mariage, ou autrement, & que la chose soit de si grand' estime & valeur, qu'après le trespas de son pere ou mere, ledit fils aîné ou fille aînée declarent qu'ils se tiennent audit don, & se deportēt de venir à ladite succession d'iceux ses pere ou mere, en ce cas ladite declaration vaut pour droit d'aînesse, & pour ce quant aux autres, ils partitont entre eux esgallement, autant à l'un comme à l'autre. lxxxvi.

Item, quand en ligne collateral vient & eschet aucune succession de fiefs à plusieurs, tant fils que filles, freres & sœurs, au fils male appartient le total desdits fiefs, partissant entre eux esgallement, & viennent iceux freres chascun pour sa portion à l'hommage du seigneur feodal, & quant aux sœurs elles n'ont rien esdits fiefs, & n'y peuuent clamer droit. lxxxvii.

Item, le chef lieu d'un fief, s'estend en la maison & hostel seigneurial, & en un iardin à l'entour dudit hostel grand, d'un vol de chappon, ledit iardin estimé à un arpent de terre, s'il n'y a murailles ou autres indices, qui demonstrent le plus ou le moins, & si plus y a, sera ledit iardin limité de deux arpens, à prendre chascun arpent à soixante & douze verges, vingt & deux pieds pour verge, & vnze poulces pour pied, & est à entendre que sous le chef lieu est comprins la basse cour, pourueu qu'elle soit du fief, & qu'elle ne soit separee autrement, que par separation de fossez ou de muraille. lxxxviii.

Item par ladite coustume quand un fief vient à vne fille à marier par succession directe ou collateral, ou par donation, & qu'icelle fille a fait ou non les droits dudit fief, & depuis elle se marie, en ce cas son mary doit relief de bail, qui vaut la valeur d'une annee dudit fief, & d'iceluy doit faire hommage au seigneur feodal. lxxxix.

Item, si après ledit relief ledit mary va de vie à trespas, la femme de luy ne doit rien, au cas que parauant elle l'auroit releué, autrement seroit tenue après le trespas de son dit mary, de releuer & droicturer selon la nature d'iceluy. xc.

Item, & au cas que ladite femme pour secondes ou tierces nopces ou plus se remaryoit, autant de fois que ce aduiendroit, le mary deuroit tousiours relief de bail, tel que dit est dessus. xci.

Item, si le mary de ladite femme noble ou autre, meurt auant que d'estre entré en foy du fief appartenant à icelle femme, & depuis elle se remarioit ailleurs, le second ou tiers mary ne fera tenu payer droit de rachat pour ledit premier ou second mary, ains seulement le droit de rachat deu pour raison du bail de son dit mariage. xcii.

l xxxv. *l. 84. Dixt in consuet. Paris. §. 8. gl. 1. quest. 4. adde Andr. Tiracquel. in tract. primig. eniorū. q. 3. C. M.*

Couftumes du Bailliage & comté de Clermont

Item, que tous enfans mineurs nobles ayans fiefs, font tenus & reputez aagez pour entrer en la foy & hommage desdits fiefs, & faire les fruits leurs, c'est à ſçauoir le fils à dix-huict ans & vn iour accompliz, & la fille à quatorze ans, & vn iour auffi accompliz. xcii.

Item, en fiefs nobles, ſi deux gens mariez ont enſemble filles, apres la femme meurt, depuis le mary prend autres femmes, & en a fils & filles, le fils du ſecond mariage aura les deux parts & le cheflieu de l'vn desdits fiefs, comme dit eſt, appartenant au mary à l'encontre des filles du premier mariage, & de ſes autres freres & ſœurs, qui n'auront que la tierce partie desdits fiefs. xciii.

Item, il loiſt au ſeigneur apres la deſſaifine & auant la ſaiſine ou infeodation du fief ou heritage vendu, retenir ledit fief ou heritage, & le reunir à ſon domaine, en reſtituant les deniers & loiaux couſtemens ſur ce faits, ſi ce n'eſtoit que tel fief ou heritage fuſt propre au vendeur, & que l'acquisition fuſt faite par vn ſien parent du coſté & ligne dont ledit heritage eſt venu, nonobſtant quelzconques iouyſſances ou laps de temps. xciiii.

Item, le ſeigneur cenſuel ſera tenu faire ou faire faire registre des deſſaifines & ſaiſines par luy ou ſes officiers baillees, & inferer teſmoings en chascune desdites ſaiſines aux deſpens de l'enſaifiné. xcv.

Item quand aucun ſeigneur feodal achete de ſon vaſſal aucun fief ou fiefs mouuans de luy, telle acquisition ne ſe peut dire reunion, ne choſe remiſe à ſa table, mais eſt reputee audit ſeigneur ſon acqueſte, & en ce cas eſt tenu en prendre inueſtiture de ſon ſeigneur ſuperieur, luy en payer les droits de quint denier & faire hommage, & par ainſi iceluy acheteur pert dudit fief par luy acheté ſon hommage, & ce que parauant eſtoit arrierefief audit ſeigneur ſuperieur, luy deuiet plein fief, pendant que ledit acheteur tiendra leſdits deux fiefs en ſes mains. xcvi.

Item, vn vaſſal ne peut ou doit eſbrancher ſon fief, en vendant partie & retenant l'autre, toutesfois ledit vaſſal peut & luy loiſt engager ſon fief à ſon bon plaisir, le bailler en tout ou en partie à rente ou gros cens, à qui bon luy ſemblera, & autrement contracter ſans foy de mettre de la foy, & ſans pour ce deuoir aucuns droits. xcvii.

Item, quand aucun vend aucune rente à tousiours, à la prendre ſur vn ou pluſieurs fiefs, ou ſur autre heritage roturier, le ſeigneur de qui ce eſt tenu, ne ſaiſira point l'acheteur de ladite rente, ſi bon ne luy ſemble, & ne peut à ce eſtre contraint, & par ſemblable l'acheteur de ladite rente ne ſ'en fera ſaiſir ſ'il ne veut. xcviii.

Item ſi aucun vend à vn autre ſon fief, terre, & ſeigneurie, depuis ſ'en deſſaifit au proufit de l'acheteur es mains du ſeigneur dont ce eſt mouuât, tel ſeigneur peut tenir ledit fief en ſa main par vertu de ladite deſſaifine, & en leuer & prendre les proufits en faiſon deüe & conuenable, tât & iuſques à ce qu'il ſoit payé & agreé de ſon droit de quint denier, mais ainſi n'eſt pas de droits de ventes, pource qu'en ce cas le ſeigneur ne peut faire les fruits ſiens. xcix.

Item, ſi vn vaſſal tient & poſſede pluſieurs fiefs tenus à diuers hommages d'vn ſeigneur, tel vaſſal ne peut venir ne mettre à vne foy & hommage iceux fiefs ſans le conſentement du ſeigneur dont meuent leſdits fiefs. c.

Item, ſi le ſeigneur feodal choiſiſt de trois offres à luy faites par le vaſſal pour ſon droit de relief, la valeur de l'annee du fief tenu de luy, & lors les terres eſtoient labourees & ſemencees par le predeceſſeur dudit vaſſal, ſoit en bleds verds ou autres grains, le ſeigneur prendra ſ'il luy plaift toutes les terres ſemencees au point où elles ſont, mais il ſera tenu payer où il apparten-dra les labours, fers & ſemences. ci.

Item, ledit ſeigneur feodal qui met en ſa main par faute d'hôme, droits & deuoirs non faits, le fief tenu de luy, auquel y a des terres emblauees par aucuns fermiers ou laboureurs, ou qu'elles ſont baillees à ferme, icelles terres iceluy ſeigneur feodal, ſ'il veut auoir les gaignages d'icelles terres, eſt tenu de reſtituer au fermier ou laboureur ſes fers & ſemences, & ſe peut ledit fermier ou laboureur agir pour ſes dommages & intereſts contre ſon bailleur. cii.

Item es cas deſſusdits, le ſeigneur feodal, ſi bon luy ſemble, peut prendre & auoir la moiſſon deüe par le fermier ou laboureur qui tient leſdites terres ou autres heritages à moiſſon. ciii.

Item, quand le fief ou ſeigneurie feodal vient de nouuel par ſucceſſion, acquisition ou autrement à aucune perſonne, le nouueau ſeigneur ne peut empescher ne mettre en ſa main les fiefs qui ſont tenus de luy iuſques à ce qu'il ayt fait faire les proclamations & ſignifications q̄ ſes vaſſaux luy viennent faire la foy & hommage dedans quarante iours, & ce fait, leſdits quarante iours paſſez, ſi leſdits vaſſaux ne ſe preſentent, il peut ſaiſir & exploiter les fiefs tenus & mouuans de luy, & faire les fruits ſiens, pourueu toutesfois que ladite proclamation & ſignification c.

cation ayt esté faite, c'est à sçauoir quant aux fiefs estans és comtez & baronnies & chastellenies dont ils sont mouuans, par proclamation à son de trompe & cry public par trois iours de dimenche ou de marché, si marché y a, & quant aux autres fiefs estans hors desdites comtez, baronnies & chastellenies dont ils sont mouuans, par signification faite au vassal à sa personne, ou au lieu du fief si y a manoir, ou au procureur dudit vassal, l'aucuns en y a; sinon au profne de ladite eglise parochial dudit lieu, en iour de dimeuche, ou autre iour plus solennel.

ciii.

Item, l'ancien vassal ne doit que la bouche & les mains à son nouveau seigneur.

cv.

Item, le seigneur feodal n'est tenu si bon ne luy semble de receuoir la foy & hommage de son vassal, si l'est en personne, si le dit vassal n'a exoine ou excusation suffisante.

cvi.

Item, le seigneur feodal qui met en sa main par faute d'homme, droits & deuoirs non faits, le fief tenu & mouuant de luy, baillé à rente par son vassal, & sans demission de foy, auquel y a des terres emblauees par aucun fermier ou laboureur, iceluy seigneur feodal peut si bon luy semble, prendre les gaignages d'icelles terres, en rendant & restituant au fermier & laboureur ses fers, labours & semences, & n'est tenu le dit seigneur feodal de foy contenter de prendre ladite rente, pourueu qu'elle ne soit inféodée.

cvii.

Item, qui paye quint en matiere d'emption ou vendition de fief, il ne doit point droit de rachat n'autre relief pour ceste mutation.

cviii.

Item, en matiere de fiefs vn seigneur se peut dire seigneur direct, & l'autre seigneur profitable. le seigneur profitable est celuy qui iouyt du fief & des fruits qui en dependent, & le seigneur direct est celuy à qui on doit la foy & hommage, pour raison dudit fief & des dependances d'iceluy.

cix.

Item, le seigneur profitable se peut conioindre à la directe par deffaute d'homme, de confiscation & admission de fief.

cx.

Item, celuy est dit seigneur sans moyen, quād sans moyen il tient fief ou seigneurie de prince ou seigneur superieur, & le seigneur par moyen est celuy qui tient arrierefief mouuant par moyen de fief de quelque superieur.

cxii.

Item, si vn religieux ou autre de main-morte achete aucuns heritages en la terre d'un haut iusticier bas ou moyen, tels seigneurs le peuuent contraindre à les mettre hors de sa main endedans an & iour du commandement qui luy aura esté fait de vnyder ses mains, sur peine de l'appliquer à son domaine,

Rubriche de censue & champars.

cxij.

Item, il loist à vn seigneur de fief, faire saisir & mettre en sa main tous les heritages tenus & mouuans de luy à faute de cens non payez, & ladite saisie soustenir pour les trois dernieres années: mais en cas de debat l'arrest ne tient que pour la dernière année, & sera baillé main leuee en baillant caution de deux années, & en consignat la dernière.

cxiii.

Item, aussi peut faire saisir le dit seigneur de fief, les heritages tenus & mouuans de luy, afin d'en auoir la declaration par les detenteurs proprietaires, & sçauoir à quel tiltre ils les tiennent & possèdent, & tout ce à la conseruation des droits seigneuriaux desdits seigneurs, l'aucuns leur en sont deuz.

cxiiii.

Item, quand aucun a acquis quelque heritage roturier, il ne se peut mettre audit heritage sans saisine du seigneur, sur peine de soixante sols parisis d'amende.

cxv.

Item, le vendeur de tel heritage roturier, doit les droits de ventes de la chose par luy vèdue, c'est à sçauoir de douze deniers parisis vn denier parisis, & lesquelles ventes il doit venir denoncer au seigneur, & les luy payer endedans quarante iours de ladite vendition, sur peine d'amende de soixante sols parisis pour lesdites ventes recellees: toutes fois où ladite vente seroit faite francs deniers, en ce cas ne tombe en ceste necessité, ainçois l'acheteur est tenu de denoncer, & payer lesdites ventes, & outre les reuentes nommees venterolles, sur ladite peine de soixante sols parisis d'amende, & en tous cas se peut adresser le dit seigneur à l'heritage vèdu pour lesdits droits & amende.

cxvi.

Item, à Clermont & és enuiron, à defaute de cens non payez, il chet amende de cinq sols parisis, & à Milly & en autres plusieurs lieux, ló a accoustumé prédre sept sols six deniers parisis d'amende, au lieu desdits cinq sols parisis, & neâtmoins où il y auroit diuersité de césue, ne sera deu qu'une amende pour vne année non payee, suppose qu'ils fussent deuz à diuers iours, si n'y a tiltre ou conuention au contraire, & sera l'amende acquise par le premier deffaut du

I. 113. Intel-
lige premissa
denunciatio
& dato ter-
mino compe-
tenti, alioquin
iniustum est
incipere à pre-
hensione, &
dibentur da-
na & inter-
esse, nisi ver-
bali & inno-
cua. C. M.

Couftumes du Bailliage & comté de Clermont

dit cens non payé,

cxvii.

Item, pareillement vn seigneur ne faifira point l'acheteur d'un heritage tenu de luy, s'il ne luy fait apparoir des lettres de vendition à luy faite, pource qu'il loist audit seigneur retenir l'heritage par la bourse, si bon luy semble, & sera tenu l'acheteur d'affermir le contenu en ses lettres d'acquisition estre veritable.

cxviii.

Item, quand aucun prend vn heritage à tousiours à rente non rachetable, il est tenu de soy faire ensaisiner dudit heritage auant que puisse apprehender ne soy mettre en la iouyffance dudit heritage, sur peine de soixante sols parisis d'amende, & ne sera tenu payer lots & vêtes, pource qu'il n'y a bourse desliee.

cxix.

Item, quiconques tient terres & champars d'aucun seigneur feodal, si tost qu'il a fait fayer, faucher, & mis à point le grain qui a creu esdites terres & auant qu'il puist rien trāsporter desdits grains, il doit faire sçauoir audit seigneur feodal, ou à ses gens & officiers, à ce qu'il vienne ou enuoye compter & choisir en dizeaux son champart, & lors que ledit seigneur a choisy & prins sondit chāpart selon la nature d'iceluy, tel labourer est tenu à ses despens charier & mener ledit champart en la grange dudit seigneur, sur peine de soixante sols parisis d'amende, au cas qu'il seroit trouué faisant le contraire.

cxx.

Item, quand aucun a terres à champart, & il les delaisse en friez & sauart, & luy sur ce suffisamment sommé par son seigneur, est refusant ou delayant de les mettre en labour, & les delaisse sans labourer durant trois ans ensuyuant l'une l'autre, en ce cas le seigneur à qui est deu le champart, les peut prendre, en iouyr & appliquer à son domaine, comme à luy acquises.

cxxi.

Item, les droits de vinages deuz pour & au lieu de censues sur vignes, se doyuent payer à bort de cuues, & ne peut tirer le detenteur son vin, sans premierement auoir payé ledit vinage, ou suffisamment sommé le seigneur, son receueur ou fermier, sur peine de soixante sols parisis d'amende.

Rubriche des dons & dispositions entre vifs.

cxxij.

Item, il est loisible à toutes personnes franches aagees & iouyffans de leurs droits, de donner & disposer par donation & disposition faite entre vifs, de leurs heritages propres & conquests, à personne capable.

cxxiii.

Item, l'homme & la femme conioints ensemble par mariage estans en santé, peuuent & leur loist faire donation mutuelle l'un à l'autre esgalement de tous leurs biens meubles & conquests immeubles faits durant & constant leur mariage, & qui sont trouuez à eux appartenir & estre commus entre-eux à l'heure du trespas du premier mourāt desdits conioints, pour en iouyr par le suruiuant d'iceux conioints sa vie durant seulement, en baillāt par luy caution suffisante de restituer lesdits biens apres son trespas, pourueu qu'il n'y ayt enfans, & où il y aura enfans, ledit don mutuel n'aura lieu.

cxxiiii.

Item, le mary & la femme ne peuuent donner l'un à l'autre entre vifs, sinon par donation mutuelle, comme dit est dessus.

cxxv.

Item vn don mutuel de soy ne faist point.

cxxvi.

Item, le suruiuant de deux conioints par mariage qui ont fait don mutuel l'un à l'autre, si au moyen dudit don mutuel, il veut iouyr sa vie durant des meubles & conquests immeubles subiets à retour aux heritiers du premier decedé, qui est la moytié des biens meubles & cōquests immeubles faits constant ledit mariage, est tenu de payer les obseques & funerailles du premier decedé, avec la moytié dont on pourroit faire demande ausdits heritiers, des debtes qui estoient deües par lesdits conioints au iour du trespas du premier decedé, sur la part & portion des biens dudit premier decedé.

cxxvii.

Item, par ladite coustume donner & retenir n'a lieu en ceste comté, en maniere que si aucun donne son heritage à autrui, & il ne s'en dessaisist, ains retient à soy la iouyffance d'iceluy son heritage ou chose donnee, telle donation est de nulle valeur, & ne vaut rien.

cxxviii.

Item, ladite chose ainsi donnee que dit est, chet en la succession du donateur s'il en est mort saisy & vestu, & que le donataire n'en soit saisy & vestu du seigneur dont la chose est mouuant, ou qu'il n'ayt prins apprehension de fait du viuant & du consentement du donateur.

cxxix.

Item, quand aucun enfant est aduantage en mariage ou autrement par donation faite entre vifs de ses pere ou mere, ou autrement en ligne directe, tel aduantage se peut tenir au don & transport à luy fait, sans ce qu'il puist estre contraint à venir à succession & rapporter tel aduantage.

cc.

rage. Neantmoins tel aduantage en soy tenant au don & transport, sera tenu de supplier à ses autres freres & sœurs iusques à la concurrence de la legitime, si la reste desdits biens n'estoit suffisante pour le supplement de ladite legitime lors du deces du donateur, & quant à ce, seront lesdits biens ainsi donnez & aduantagez, deslors affectz & hypothequez iusques à la concurrence d'icelle legitime.

Rubriche de testamens.

cxxx.

Ar la coustume dudit comté, il n'est loisible à aucun de disposer par testament de ses propres heritages au preiudice de ses heritiers outre le quint d'iceux. cxxx.

Item, toutes franchises personnes, saines d'entendement, aagez & vñs de leurs droits peuuent disposer par testament & derniere volunté de tous leurs biens meubles, acquests & conquests immeubles, & de la quinte partie de tous leurs propres heritages au proufit de personnes capables, pourueu qu'il n'y ayt point d'enfans, & là où il y aura enfans, ne pourront disposer que de leurs meubles, acquests, & conquests. cxxxii.

Item, par testament & ordonnance de derniere volunté le mary & la femme ne peuuent donner l'un à l'autre aucune chose de leur propre, soit qu'il y ayt enfans ou non: mais pourront disposer de leurs meubles, acquests & conquests, en vñsfruit tant seulement, lesquels biens le suruiuant sera tenu prendre par inuentaie, & d'iceux bailler caution suffisante, à la charge s'il y a enfans, le suruiuant sera tenu de les nourrir & entretenir suffisamment, les enuoyer à l'escolle, faire apprendre mestier selon leur estat, & lesdits enfans venus en aage, leur bailler leur iuste part & portion desdits meubles, acquests & conquests immeubles, ainsi laissez audit suruiuant. cxxxiii.

Item, le mary & la femme par leurs testamens & ordonnance de derniere volunté, ne peuuent disposer des biens meubles & conquests immeubles cōmuns entre eux au preiudice l'un de l'autre, c'est à sçauoir de la moitié qui peut appartenir en iceux au suruiuant. cxxxiiii.

Item, les executeurs du testament d'aucuns deffuncts, sont saiziz dedans l'an & iour du trespas dudit deffunct des biens meubles demeurez de son deces, pour l'accomplissement de son testament, si le testateur n'auoit ordonné que ses executeurs fussent saiziz iusques à somme certaine seulement. cxxxv.

Item, lesdits executeurs peuuent & leur loist faire la deliurance des laiz contenuz en iceluy au proufit d'iceluy ou ceux à qui ils sont faits pour le regard des biens meubles, & sans les heritiers dudit deffunct, & quant aux biens immeubles est requis que lesdits heritiers soient appellez. cxxxvi.

Item, quand aucun testateur par testament fait laiz du residu de ses biens meubles & acquests au proufit d'aucun autre, tel acceptant ledit laiz est tenu payer toutes debtes personnelles, & aussi d'acquitter ledit testament. cxxxvii.

Item, par ladite coustume aucun ne peut estre heritier & legataire ensemble. cxxxviii.

Item, si vn testateur laisse le quint de son propre à quelque personne, & ledit propre s'estéd en plusieurs pieces, tel testateur peut assigner ledit quint sur vne piece seulement dudit propre iusques à la valeur dudit quint. cxxxix.

Item, monseigneur le comte de Clermont par preuention a la connoissance des executiōs testamentaires par toute la comté de Clermōt, & n'y a en ce cas la cour d'eglise ny autres que voir ne que connoistre. cxl.

Item, auant qu'un testament soit reputé solennel, il est requis qu'il soit escrit & signé de la main & seing manuel du testateur, ou signé de sa main & à luy leu, & par luy entēdu, & fait en sa presence & en la presence de trois tesmoins, ou qu'il soit passé par deuant deux notaires, ou par deuant le curé de sa paroisse ou son vicaire general & vn notaire, ou dudit curé ou vicaire & deux tesmoins, ou d'un notaire & deux tesmoins, ou de quatre tesmoins, iceux tesmoins idoines & suffisans, & non legataires dudit testateur, fors & excepté autant que touche les legats pitoyables, obseques & funerailles d'icelluy testateur, esquels toutesfois & pour le moins sera gardé la solennité du droit canon.

Rubriche des successions

cxli.

PAR la coustume dudit comté, qui se conforme à la coustume generale du royaume de France, le mort saisist le vif son heritier plus prochain habille à luy succeder, combien qu'en maniere feodal soit requis inuestiture pour estre saizy contre le seigneur, & pareillemēt par cou-

l. 14. Scilicet si & quando vult vbi prehensione feudali ex defectu hominum secus si ingreditur aliter, vt primatus vel latro. C. M.

GG

Couſtumes du Bailliage & comté de Clermont

ſtume local en aucuns lieux requis releuer heritages roturiers és lieux où d'ancienneté on a accouſtume d'en uſer. cxlii.

Item, nul ne ſe porte heritier qui ne veut. cxliiii.

Item, quand aucun apres ſon trespas delaiſſe pluſieurs enfans ou autres ſes heritiers, tels heritiers ſoit en ligne directe ou collateral viennent à la ſucceſſion du deffunct, quant aux meubles, heritages & poſſeſſions immeubles, roturiers, & en cenſiue, teſte à teſte. cxliiii.

Item, pere & mere ne peuuent par donation faite entre viſs, par teſtament, ordonnance de derniere volonté, ou autrement en manieres quelzconques, aduantageger leurs enfans venans à leur ſucceſſion l'vn plus que l'autre. cxlv.

Item, ſi par le pere & mere ou l'vn d'eux a eſté donné aucune choſe à aucun ou aucuns de leurs enfans, & apres leur trespas ils ſe veulent d'eux porter pour heritiers avec les autres enfans qui n'ont rien eu, & auxquels n'a eſté aucune choſe donnée, ils ſont tenus de rapporter & remettre eſdites ſucceſſions, ou moins prendre côme il ſera dit cy apres, ce qu'ainſi leur a eſté donné pour eſtre party avec les autres biens deſdites ſucceſſions entre eux & les autres enfans leurs coheritiers, autrement ne doyuent eſtre receuz à eux porter heritiers de leurſdits pere ou mere. cxlvi.

C'eſt à ſçauoir, ſi aucune choſe meuble a eſté donnée par leſdits pere & mere, ou aucun d'eux, à vn ou pluſieurs de leurs enfans en mariage ou autrement, tel enfant ou enfans venans à la ſucceſſion de leurſdits pere ou mere ſont tenus de rapporter le dit meuble, ou moins prendre. cxlvii.

Item, quand aucun heritage leur a eſté donné comme deſſus, & ils veulent venir à la ſucceſſion de leurdit pere ou mere, ils ſont tenus audit cas de rapporter ledit heritage. cxlviii.

Item, & ſi leſdits enfans ou enfant ſont mariez des biens communs de leurſdits pere & mere, apres le pere meurt, & non la mere, l'enfant marié auant que venir à la ſucceſſion de ſondit pere, eſt tenu rapporter ſeulement la moitié de ce que luy a eſté baillé, mais ſi en ſondit mariage faiſant luy auoient eſté donnez heritages qui eſtoient propres à ſondit feu pere, il ſera tenu rapporter tout ce qui eſtoit propre, pource que n'eust eſté ledit don, tels heritages fuſſent tūbez en ſucceſſion. cxlix.

Item, & par ſemblable ſ'il auoit eſté marié du propre heritage de la mere & non du pere, il ne ſera tenu rien rapporter dudit don iuſques apres la mort de la mere, quand il ſera queſtion de la ſucceſſion. cl.

Ité, le pere ou la mere ſont heritiers de leurs enfans decedez ſans hoirs de leurs corps naiz ou à naiſtre quant aux meubles, acqueſts & conqueſts immeubles. cli.

Item, quand aucun va de vie à trespas ſans hoir de ſon corps, & tel trespasſé meurt ſaiſy & veſtu de pluſieurs heritages à luy venus & eſcheus de diuers coſtez & lignes, tels heritages retournent aux heritiers dudit trespasſé du coſté dont leſdits heritages luy eſtoient venus & eſcheuz, poſé que leſdits heritiers d'iceluy coſté ne fuſſent auſſi prochains comme les autres de l'autre coſté & ligne. clii.

Item, ſi vne femme non noble ſe marye à vn homme noble, qui apres voife de vie à trespas, elle qui n'eſtoit point noble iouyra du priuilege de nobleſſe durant ſon veufnage. cliii.

Ité, vn baſtard ne ſuccede point, & ne peut par teſtament ordonner de ſes meubles & conqueſts, auſſi puis qu'il ne ſuccede il ne peut auoir heritiers autres que ſes enfans naiz en loyal mariage: mais ſiceux enfans vont de vie à trespas ſans hoirs procreez de leurs corps, le feigneur peut prendre les heritages à eux venus de par le pere. cliiii.

Item, religieux ne ſuccedent point pourtant qu'ils ayent fait profeſſion. clv.

Item, representation aura lieu en ligne directe, & non en ligne collateral. clvi.

Item, quand il y a enfant maſle du fils ainſné ſuruiuant ſon pere en venant à la ſucceſſion de ſes ayeul ou ayeulle, il represente ſondit pere au droit d'aineeſſe, & ſ'il n'y a que filles, elles representent leurdit pere toutes enſemble pour vne teſte, & partiſſent avec leurs oncles ſans droit d'aineeſſe quāt auſdites filles, fors & excepté que la fille ainſnee aura le chef lieu, comme il eſt dit cy deſſus.

Rubriche de douaires. clvi.

PARladite couſtume vne femme eſt douee de la moytié de tous les biens immeubles appartenans à ſon mary au iour des nopces, & de la moytié de tous ceux qui durant le mariage d'eux viennent & cheent audit mary en ligne directe, & ce quant au douaire couſtumier. clviii.

Item,

Item, douaire est acquis si tost que ledit mariage est fait & accompli, & que les mariez ont couché ensemble, & non autrement. clix.

Item, la femme n'a aucun douaire sur les heritages qui depuis les nopces viennent & escheent à son mary de ligne collateral. clx.

Item, le douaire est fait propre heritage aux enfans d'iceluy mariage quât aux heritages roturiers, tellement qu'il ne se peut vendre, aliener ne forfaire pour quelque cause ou crime que ce soit au preiudice desdits enfans, & quât aux fiefs la femme y acquiert douaire sa vie durât seulement, quand douaire a lieu, & n'est ledit douaire propre heritage aux enfans. clxi.

Item, le mary mort, la femme est reputee dame vsufructuaire, & doit auoir la possession & saisine du douaire coustumier sa vie durant, sans ce qu'il soit requis estre baillé par les heritiers de son feu mary, autrement est de douaire prefix. clxii.

Item, femme douee de douaire prefix, ne peut demander douaire coustumier s'il ne luy est permis par son traité de mariage. clxiii.

Item, le douaire d'une somme de deniers pour vne fois promis à vne femme au traité de son mariage, n'est qu'à la vie de la femme tant seulement, s'il n'y a enfans naiz & procreez du mariage, & doit tel douaire apres le trespas de la femme reuenir aux heritiers du mary, s'il n'y a contract au contraire. clxiiii.

Item, quand la femme a acquis droit de douaire coustumier sur les biés & heritages de son feu mary, & il aduient qu'en la succession dudit mary (subiette audit douaire) il y a quelque feigneurie, chef manoir, forteresse, & maison, vne ou plusieurs, en ce cas la douairiere avec son droit de douaire a & prend l'une desdites maisons ou forteresse, qu'elle doit entretenir de closture & couuerture, & n'en peut couper boys, qui n'ayt sept ans accomplis, ne pescher estangs deuant temps conuenable & accoustumé, qui est pour le moins de trois ans en trois ans. clxv.

Item, quand la femme tient en douaire aucune chose noble, & apres le trespas de ladite femme, il retourne aux heritiers de son mary en tel estat que trouué est tel douaire, soit qu'il y ayt boys aagez à couper, estangs à pescher, vignes prestes à vendanger, bleds mars, ou herbes prests à faucher ou soyer, fors s'il y a rentes ou deniers escheuz de termes passez deuant son trespas: car ce qui estoit & est escheu, demeure au proufit des heritiers de ladite douairiere. clxvi.

Item, vn homme ne peut douer sa femme n'a elle obliger, à cause dudit douaire durant le mariage d'eux, & s'ils font le contraire l'obligation fera de nulle valleur. clxvii.

Item, quand aucun a espousé vne ou deux, trois ou plusieurs femmes, & qu'il a enfans de chascun mariage, la premiere femme en tant que touche les heritages roturiers a acquis droit de douaire pour la moytié de tels heritages roturiers, qui est propre aux enfans venus dudit premier mariage, & les enfans du second mariage esdits heritages roturiers ont la quarte partie, & les enfans du tiers mariage ont la huytiesme partie esdits heritages roturiers pour leur douaire coustumier de leur feuere mere: mais quant es fiefs nobles, la femme ne prend douaire apres le trespas de son mary, sinon sa vie durant seulement, selon les portions que dessus, en maniere qu'apres le trespas de la femme tel douaire assis sur heritages feodaux est mort & estaint. clxviii.

Item, si vn enfant maryé de biens communs de pere ou mere, ou des biens du pere, renonce à la succession du pere pour soy tenir au douaire de sa mere, en ce cas il sera tenu de rapporter ce qu'il eust rapporté s'il eust esté heritier de sondit pere. clxix.

Item, par ladite coustume douaire prefix a lieu, & courét les arrerages d'iceluy depuis qu'il a esté demandé en iugement par celuy ou ceux à qui il est deu aux heritiers du mary dont precede & qui a constitué ledit douaire.

Rubriche des gardes nobles.

clxx.

ITEM, il est loisible au pere ou mere noble suruiuant accepter la garde noble de leurs enfans mineurs, & font tels gardiens les meubles leurs, ensemble les fruits des fiefs, rentes & reuenus nobles appartenans ausdits mineurs, à la charge d'acquitter iceux mineurs, les nourrir, alimenter & entretenir, instruire ou faire instruire selon leur qualité & estat, soustenir leurs proces, poursuyuir leurs droits, payer les charges que doyuent lesdits heritages nobles, & à la fin de ladite garde noble, rendre lesdits heritages nobles en bon estat & reparation, & en tel estat

G G ij

Coustumes du Bailliage & comté de Clermont

qu'ils estoient lors de l'acceptation de ladite garde.

clxxi.

Item, garde noble se doit accepter en iugement, & trois mois apres icelle acceptee, les gardiens sont tenus faire visiter par iustice les maisons, lieux & bastimens desdits mineurs pour sçauoir en quel estat, nature & valeur estoient lesdits lieux & heritages nobles, au temps de ladite acceptation, afin de pouuoir à la fin de ladite garde noble, rédre lesdits lieux & maisons en l'estat, nature & valeur qu'ils estoient lors de ladite acceptation. Et outre seront tenus lesdits gardiens faire les menues reparations, qui seront trouuees estre à faire au temps de ladite acceptation, & icelles entretenir.

clxxii.

Item, la garde noble dure quant aux enfans masles, iusques à dix-huit ans & vn iour accompliz, & quant aux filles, iusques à quatorze ans & vn iour aussi accompliz: & à la charge que là où l'acceptant de ladite garde noble se remarie, icelle garde noble sera finie, & serot esleuz tuteurs ausdits mineurs, qui seront tenus rendre compte de leurs biens.

clxxiii.

Item, les ayeuls ou ayeulles desdits mineurs n'autres ne seront desormais receuz à prendre & accepter ladite garde noble, mais pourront estre tuteurs & curateurs desdits mineurs, si à ce ils sont esleus, à la charge d'en rendre compte, comme dit est.

clxxiiii.

Item, sont tenus lesdits gardiens faire faire inventaire solennel de tous & chascuns les lettres, tiltres, & autres enseignemens des heritages, cens & rentes tant feodaux que roturiers appartenans ausdits mineurs.

clxxv.

Item, lesdits gardiens nobles seront tenus de payer relief au seigneur feodal des fiefs appartenans ausdits mineurs, tenus & mouuans des chastellenies de Bulles, Conty & Milly, pour le regard quant audit Milly des fiefs de la cour d'Anneul, diuisé en deux, & du fief d'Arames. Et quant aux autres fiefs assis audit comté de Clermont, n'en seront tenus payer aucun relief, par ce que par ladite coustume en ligne directe n'en est deu que bouche & mains.

clxxvi.

Item, il ne chet point de garde à enfans non nobles, sinon qu'ils ayent fiefs nobles, & pour autant que valent lesdits fiefs nobles, auquel cas le pere ou mere suruiuant pourront prendre la garde desdits mineurs pour le regard desdits fiefs tant seulement, & en ce faisant seront tenus entretenir lesdits fiefs & edifices qui en depéent, soustenir & pourfuyuir les proces, & payer les reliefs d'iceux fiefs, s'aucuns en sont deuz, & acquitter lesdits fiefs de toutes charges, accepter ladite garde en iugement, & faire visitation & inuentaie, comme dit est, nourrir, alimenter, entretenir, instruire & faire instruire comme dessus, & acquitter lesdits mineurs de toutes debtes, & durant ladite garde tant que le suruiuant demourra en viduité, si lesdits mineurs ne venoient à l'aage cy dessus cottee, c'est à sçauoir de dix-huit ans & vn iour aux masles, & quatorze ans & vn iour aux filles. Et ne pourront les autres parens soit en ligne directe ou collatéral accepter ladite garde.

clxxvii.

Item, heritages, rentes & possessions roturieres, & en césiués ne cheent ou peuuēt cheoir en garde, mais est le gardien de tels enfans mineurs, tenu rendre cōpte & reliqua aux mineurs, quand ils seront deuenuz en aage ou à ceux qui auront cause d'eux, desdits heritages roturiers & censuels, & du reuenu d'iceux.

clxxviii.

Item, par ladite coustume vn gardien ayant la garde de ses enfans ne peut intenter, deduyre, ne soustenir les actions & droits reels desdits mineurs en iugement durāt ladite garde: mais appartient ce faire aux tuteurs & curateurs desdits mineurs aux despens raisonnables desdits gardiens, durant le temps de ladite garde.

Rubriche de communauté de biens.

clxxix.

PAR ladite coustume dudit comté, homme & femme conioints ensemble par mariage, sont communs en biens meubles & conquests immeubles, faits pendant & constant ledit mariage.

clxxx.

Item, quand l'vn d'iceux deux conioints ensemble par mariage va de vie à trespas, les meubles & conquests immeubles faits durant & constant ledit mariage, & qui communs estoient à l'heure du trespas du premier mourant, se diuisent en telle maniere, que la moitié en appartient au suruiuant, & l'autre moitié aux heritiers du trespas.

clxxxi.

Item, laquelle moitié des conquests ainsi appartenant & aduenue aux heritiers du trespas est le propre heritage desdits heritiers, tellement que si tels heritiers vont de vie à trespas sans hoirs de leurs corps, icelle moitié retourne à leur plus prochain heritier du costé & ligne de celuy desdits mariez, par le trespas duquel leur est aduenue telle moitié.

clxxxii.

Item, vne femme estant en lien de mariage, ne peut vendre, alier n'hypothequer ses heritages sans l'auctorité & consentement expres de son mary.¹

clxxxiii. 1

Item

¹ *infra*. §.
191. C.M.

Item, vne femme ne peut estre en iugement sans le consentement de son mary, si non qu'elle soit separee, ou qu'elle soit auctorisee par iustice. clxxxiii.

Item, le mary est seigneur des meubles & conquests immeubles par luy faits durant & constant le mariage de luy & de sa femme, en telle maniere qu'il les peut vendre, aliener, & hypotheker, & en faire & disposer par disposition faite entre vifs à son plaisir & volonté, sans le consentement de ladite femme, à personne capable, & sans fraude. clxxxv.

Item, le mary ne peut vendre, faire partage ou licitation, charger, obliger, n'hypotheker le propre heritage de sa femme, sans le consentement de ladite femme, & icelle de par luy auctorisee à ceste fin. clxxxvi.

Item, entre homme & femme conioints ensemble par mariage, y a communauté ensemble, en telle maniere qu'à cause d'icelle communauté, le mary est tenu personnellement de payer les debtes mobilières deües à cause de sa femme, & en peut estre vallablement poursuivy durant leur mariage: & aussi la femme est tenue apres le trespas de son mary, payer la moitié des debtes mobilières faites & accrues par ledit mary, tant durant ledit mariage que parauant iceluy. clxxxvii.

Item, le mary est seigneur des actions mobilières & possessoires, posé qu'elles pcedassent du costé de la femme, & peut le mary agir seul à desduyre lesdits droits & actions en iugement sans ladite femme. clxxxviii.

Item il est loisible à vne noble femme attraitte de noble lignee & viuant noblement, de renoncer si bon luy semble apres le trespas de son mary, à la communauté des biens d'entre elle & fondit feu mary la chose estant entiere, & en ce faisant demourer quitte des debtes mobilières deües par fondit feu mary au iour de son trespas. clxxxix.

Item, quand l'un des deux conioints ensemble par mariage, nobles & viuans noblement, va de vie à trespas, il est en la faculté du suruiuant d'accepter les meubles, auquel cas il est tenu de payer les debtes mobilières que deuoit le trespas, & les obseques & funerailles d'iceluy trespas. cxc.

Item, par ladite coustume homme & femme conioints par mariage ensemble, sont reputez vsans de leurs droits. cxci.

Item, vne femme estant en lien de mariage ne se peut obliger sans le consentement de son mary, si elle n'est separee, ou marchande publique, auquel cas elle se peut obliger pour le fait & dependance de ladite marchandise publique. cxcii.

Item, quand l'un de deux conioints ensemble par mariage va de vie à trespas, & delaisse aucuns enfans mineurs dudit mariage, si le suruiuant desdits conioints ne fait faire inuentaire solennel des biens qui estoient communs durant ledit mariage, & au temps du trespas, soyent meubles ou conquests immeubles, les enfans ou enfant du suruiuant, peuuent, si bon leur semble, demander communauté de biens, en tous les biens meubles & conquests immeubles du suruiuant, posé qu'iceluy suruiuant se remarie, & iusques à ce que ledit inuentaire ayt esté fait.

Rubriche de tuteurs & curateurs.

cxciij.

Item, quand aucun va de vie à trespas, & il delaisse vn ou plusieurs mineurs ses heritiers, il loist aux parens d'iceux mineurs, & semblablement au procureur du Roy, ou d'autre haut iusticier, faire appeller & adiourner les prochains parens des dessusdits mineurs, tant du costé paternel que du costé maternel, iusques au nombre de six ou huit, si tant en y a, & en defaute desdits parens, les voisins & amys des mineurs, pour eslire d'entre eux iusques au nombre de deux ou trois, pour en auoir le gouvernement, lesquels ce fait apres ce qu'ils auront fait le serment d'eux bien gouverner sur le fait de ladite tuition & curation, y seront creez & ordonnez par iustice, & auctorisez suffisamment, d'y faire tout ce generallemét qu'au cas appartient, en prenant par eux les biens desdits mineurs par inuentaire, à la charge d'en rendre comte & reliqua, quand & où il appartiendra. cxciij.

Item, tels tuteurs & curateurs ne peuuent ou doyuent vendre, aliener ou autrement charger l'heritage desdits mineurs durant le temps de leur tuition, si ce n'est par le consentement des amys charnels d'eux, & par l'autorité de iustice, pour leur proufit & vtilité. cxcv.

Item, si par la coulpe & negligence desdits tuteurs & curateurs lesdits mineurs tomboyent en incouuenient ou dommage en aucune maniere que ce soit, en ce cas lesdits tuteurs en sont tenus, & le doyuent rendre & restituer en leurs propres purs & priuez noms. cxcvi.

Item, serot tenus les tuteurs bailler à ferme les heritages des mineurs, pour les annees que

Couſtumes du Bailiage & comté de Clermont

ladite tutelle durera, au plus offrant & dernier encheriſſeur à l'yiſſue de la grãd' meſſe, apres l'auoir fait publier par deux ou trois dimenches au parauant à meſme heure, & yiſſue de la grand' meſſe, en la parroiffe où les heritages ſeront ſituez & aſſis. Et ne ſe pourra faire ledit bail que pour ſix ans pour le plus, ſi tant ladite tutelle dure, & à la charge que le preneur ſera tenu bail-
ler bonne & ſuffiſante caution, comme acheteur des biens de iuſtice. cxcvii.

Item, Si leſdits heritages valent deux cens liures tournois de reuenu par an ou plus, ſera tenu le tuteur faire cryer & publier, que ladite deliurance de bail à ferme, ſe fera à pris d'argët en l'auditoire dudit Clermont, és iours de plaid ordinaires par le iuge dudit Clermôt, en la preſence du procureur du Roy, & huyt iours au parauant la deliurance ſeront tenus les tuteurs faire mettre affixes tant audit Clermont qu'en l'eglise ou eglises du lieu ou lieux où leſdits heritages ſeront ſituez & aſſis, à ce que nul ne pretende cauſe d'ignorance, outre les cryees & proclamations contenues au precedent article, & ſeront tenus leſdits preneurs d'eux obliger & bail-
ler caution comme deſſus, & rendre les deniers à leurs deſpens, és maiſons deſdits tuteurs, à ce qu'aucuns frayz n'en ſoyët comptez au preiudice deſdits mineurs. Et ne pourront leſdits tuteurs prendre ne proffiter directement ou indirectement deſdits heritages appartenãs aufdits mineurs, & ſe feront leſdits baux à ferme en la forme & maniere des baux du Roy.

Rubriche des iuſtices & preeminences d'icelles

cxcviij.

ITem, aucun autre que le comte dudit Clermont n'a par tout icelle comté ſeel authentique, ne pouuoir de commettre auditeurs ou notaires, pour receuoir contractz par foy & ſermët, pour quelque cauſe que ce ſoit. cxcix.

Item, nul ſeigneur dudit comté n'a aucune aſſiſe ne reſſort, ſinon le comte dudit Clermont qui a accouſtumé les faire tenir par ſon baillif d'un an à autre, & à ladite aſſiſe ſont tenus comparoir quand ils y ſont ſuffiſamment adiournez tous les vaffaux tenãs en plein fief du chateau dudit Clermont. cc.

Item, leſquels vaffaux doyuent à leurs perils & fortunes faire les iugemens eſdites aſſiſes, enſemble en tous autres cas tant criminel que ciuil, dont les proces ſont faits par ledit baillif, gouverneur ou ſon lieutenant. ccci.

Itē, vn haut iuſticier peut & luy loiſt en ſa terre & ſeigneurie, apres le trespas de l'un de ſes ſubiets, faire inuentaire de ſes biens, faire ſceller les chambres de ſa maiſon, coffres & autres choſes où ſeroient les biens dudit deſſunct, les faire inuentaier & mettre en ſa main, à la conſeruation du droit à qui il appartiendra, & ce quand les heritiers ſont mineurs, ou qu'il en eſt requis par l'un deſdits heritiers ou executeur, ou par le procureur de la ſeigneurie, pour aucunes bonnes cauſes raiſonnables, le tout à la conſeruation du droit de qui il appartiendra. Et par ce que quant aux droits de haute iuſtice, moyenne & baſſe, giſent plus en diſpoſition de droit qu'en couſtume, n'en eſt fait plus ample mention par les couſtumes dudit comté.

Rubriche des delictz.

ccij.

ITem, en matiere de delictz & excès, preuention a lieu, en telle maniere que les officiers dudit comté de Clermont peuuent preuenir ſur les vaffaux, & en ce cas ils ne ſont tenus de faire renuoy de ladite matiere par deuant leſdits vaffaux ou leurs officiers, auxquels la cōnoiſſance en pouuoit appartenir, excepté és cas & delictz priuilegiez au Roy & à ſes officiers, eſquels il n'y a aucune preuention contre le Roy: mais en appartient la cōnoiſſance aux officiers dudit Clermont, priuatiue à tous autres. ccciii.

Item, auant que les iuges dudit comté de Clermôt ſoyent eſtimez auoir preueni ledit vaffal en ladite matiere de delictz & excès, il eſt requis qu'ils ayent information ou fait informer deſdits excès ou delictz, & decreté ladite information de prinſe de corps ou d'adiournement perſonnel, ou fait apprehender le delinquant en preſent malſait. ccciiii.

Item, de tous delictz ciuils commis par aucuns en la terre d'un haut iuſticier, la cōnoiſſance & l'amende en appartient audit haut iuſticier, jaçoit ce que le delinquant ne ſoit pas ſubiect, pourueu toutesſois que tel delinquant ſoit prins par ledit haut iuſticier en cas de preſent meſſait.

Rubriche de matiere d'appel.

ccv.

PAr la couſtume dudit comté de Clermont, les appellations faites des preuoſts & tous autres iuges ſubalternes dudit comté reſſortiffent de plein droit à l'aſſiſe dudit Clermont, qui ſe

se tient & a acoustumé de tenir audit Clermont par monsieur le baillif, gouverneur ou par son lieutenant. ccvi.

Item, ladite assise se doit publier audit Clermont, & pareillement és chefs, lieux des chastellenies d'icelle comté, six sepmaines deuant qu'elle se tienne, à ce que nul en pretende cause d'ignorance. ccvii.

Item, tous les hommes & vassaux dudit comté de Clermont, sont tenus de comparoit en personne en icelle assise, ou procureurs suffisamment fondez pour eux, sur peine de default, qui est de dix sols parisis d'amende pour chacun iour, qui a acoustumé s'appliquer aux frais de ladite assise. ccviii.

Item, à ladite assise mondit seigneur le baillif, gouverneur, peut reformer lesdits vassaux, leurs iuges ou officiers, de tous abus & malefices qu'ils y auroient ou pourroient auoir fait du fait & de leur iustice, ou autrement au preiudice d'autrui, & sur ce les corriger selon l'exigence des cas. ccix.

Item, peut aussi reformer chastellains, greffiers ou sergens des abus qu'ils pourroient auoir fait en leursdits offices ou autrement, & les corriger à la raison, en maniere que les autres y prennent exemple. ccx.

Item, peuuent en ladite assise faire reformer & corriger tous stils, vsages & abus, tant sur le fait de la iustice que sur les mestiers, marchandises & autrement, pour le bien & entretenement de la chose publique. ccxi.

Item, quand aucun appelle d'aucun iuge dudit comté, il est requis deuëment releuer l'appellation endedans quarante iours, & sur ce faire adiourner en cas d'appel, le iuge duquel on se porte pour appellant à ladite assise, & intimer la partie qui a obtenu, à ce qu'elle compare à ladite assise, si bon luy semble. ccxii.

Item, quand aucun appellant dechet de sa cause d'appel par congé de cour, interruption, desertion ou autrement, tel appellant est tenu d'amende de soixante sols parisis enuers la iustice dont il a appelé, & si le iuge a mal iugé, il encourt en pareille amende enuers le Roy, toutes-fois ne sont en ce compris les iuges royaux de ceste comté. ccxiii.

Item, la matiere d'appel, est de soy si hayneuse que pour vn seul default ou congé donné en assises, tel default ou congé emporte gain de cause contre le defaillant, excepté les iuges royaux qui ne sont prins à partie. ccxiiii.

Item, quand vn vassal noble, est adiourné en cas d'appel à ladite assise, pour acte de iustice ou exploit par luy fait ou fait faire, contre vn appellant, pour raison de quelque tort par luy allegué, & ledit vassal dechet de sa cause en maniere qu'il est dit contre luy bien appelé & mal iugé, ledit vassal noble est pour ce tenu en amende enuers le Roy, qui est de soixante sols parisis d'amende. ccxv.

Item, & en pareille amende seroit tenu en pareil cas ledit vassal noble, la ou en matiere d'appel il aduoueroit son garde de iustice, duquel il seroit appelé, & il estoit dit contre luy bien appelé & mal iugé: Mais si ledit garde de iustice n'estoit aduoué audit cas, ledit garde sera tenu, pour raison dudit mal iugé, en soixante sols parisis d'amende enuers le comte de Clermont.

Rubriche sur le fait des esgouts, veuës & autres seruitutes.

ccxvi.

PAR la coustume dudit comté en veuës, esgouts & autres seruitudes, prescription n'a point de lieu, tellement que par long vsage qu'aucun en ait sur la maison & heritage d'autrui, & au preiudice de luy autrement que lon ne doit, aucun droit ne peut estre acquis, si de ce faire il n'a tiltre special qui face expresse mention de telle seruitude. ccxvii.

Item, en matiere d'edifices de murailles, il est de deux fortes de murailles, l'une moitoyen personnier, & l'autre non. ccxviii.

Item, quand aucun a & luy appartient vn mur, ioignant sans moyen à vne maison ou heritage d'autrui, celui à qui appartient ledit mur ne peut en iceluy auoir fenestres, lumieres ou veuës sur iceluy heritage ou maison, s'ils ne sont du rez de terre à neuf pieds de haut, quant au premier estage, & quant aux autres estages du rez du plancher de sept pieds de haut, le tout à voirre dormant, & si de fait ils estoient plus bas ou en autre maniere, celui qui les auroit fait faire seroit contraint de les estoupper, s'il estoit suffisamment sommé & requis ou poursuyui par iustice, ou de les mettre en hauteur & maniere que dessus, nonobstant quelque laps de temps, s'il n'auoit comme dit est, tiltre suffisant & special. ccxix.

Item, si aucun veut faire cheminee & contremur moitoyen, il doit faire contremur de tuye.

Coustumes du Bailliage & comté de Clermont

leaux ou de plastre de demy pied d'espaisseur & hauteur suffisante, afin que par chaleur de feu, le mur ne soit empiré. ccxx.

Item, quiconques fait estables contre mur moitoyen, il doit faire contremur de demy pied d'espaisseur, qui se doit bailler au rez de la mengouere, pour garder que les fiens ne pourrissent ou dommagent ledit mur moitoyen. ccxxi.

Item, qui fait dalles à receuoir les eaues, ou aifance contre mur moitoyen, il doit faire contremur d'un pied d'espaisseur, pour-ce que les eaues de telles dalles, & aussi l'ordure des immondices de telles aifances pourroient pourrir ledit mur moitoyen. ccxxii.

Item, si aucun a place, iardin ou autre lieu qui vient ioindre sans moyen au mur de son voisin soit moitoyen ou autre, & celui à qui appartient ladite place & iardin veut faire labourer la terre, cultiuier & remuer, il faut qu'il face contremur d'espaisseur suffisante, afin que le fondement dudit mur ne se uase ou empire par faute de fermeté & terre ioignant. ccxxiii.

Item, quiconques veut ietter terre sur ou contre mur moitoyen ou autre personnier sans moyen, il doit faire contremur d'espaisseur suffisante pour soustenir ladite terre, & à ce que le mur de son voisin ne tombe à ceste cause. ccxxiiii.

Item, en mur moitoyen ne peut l'un des personniers, sans le consentement de l'autre, faire fenestres ou trous pour veüe ou lumiere en quelque maniere ou hauteur que ce soit, à voirre dormant ou autrement. ccxxv.

Item, entre le four d'un boulenger & le mur moitoyen doit auoir demy pied de ruelle d'espace, ou contremur qui le vaille, pour escheuer la chaleur, & le peril du feu d'iceluy four.

Rubriche des diuersitez, des chemins & mesures.

ccxxvi.

Item, par ladite coustume y a cinq manieres de chemins communs, le premier nommé fenestier, qui porte quatre pieds de largeur, & n'y doit lon point mener de chartette. ccxxvii.

Item, le second s'appelle carriere, & a huit pieds de largeur, & y peut lon bien mener charrettes l'une apres l'autre, & bestail en cordelle, & non autrement. ccxxviii.

Item, le tiers s'appelle voye, & contient seize pieds de largeur, & y peut lon bien mener & chasser, sans arrester bestail de ville à autre. ccxxix.

Item, le quart se nomme chemin, qui contient trente-deux pieds de largeur, par lequel toutes marchandises & bestiaux peuuent y estre menez, & eux y reposer, & en iceluy & autres chemins, se doiuent recueillir les trauers acoustumez. ccxxx.

Item, le quint se nomme le grand chemin royal, qui contient soixante & quatre pieds de largeur, & porte chacun pied, par ladite coustume, vnze poulces. ccxxxi.

Item, par ladite coustume y a diuerses mesures en plusieurs lieux en ladite comté de Clermont, les vnes plus grandes, & les autres plus petites, & ne pourroient estre icy bonnement exprimees: toutes-fois quant au grain, lon vend & mesure par mines, par demies mines, & par quars de mines, & faut douze mines pour le muy. ccxxxii.

Item, par ladite coustume, le vin se vend par pintes & chopines, & en aucuns lieux par pots & par lots, & font de diuerses grandeurs, plus huit pintes font vn septier, & de vingt-six à vingt-sept septiers vn muy de vin, & faut trois muys de vin, pour vn tonneau, qui se nomme communément deux queuës. ccxxxiii.

Item, il est loisible à toutes personnes, qui achètent vin de faire gaulger la fustaille en laquelle sera le vin par luy acheté, & si se trouue qu'il y ait plus ou moins de vingt-six à vingt-sept septiers, en ce sera augmenté ou diminué de pris, pro rata: & sera prins pour le droit du gaulgeur vn denier tournois sur le vendeur, & vn denier tournois sur l'acheteur, & neantmoins pourra estre poursuyui le tonnellerie & vendeur, qui aura fait & vendu la fustaille pour auoir amende de cinq sols parisis sur chacun d'eux, & pour chacune piece, si on trouue qu'il y ait faute notable: & est desormais pour l'aduenir defendu à tous tonnellers & autres, de ne faire fustailles neufue de muys & demy muys, & autres vaisseaux respectiue ment, qui ne soient de gaulge de vingt-six à vingt-sept septiers pour muy, & enioint à chacun tonnellerie de marquer lesdites fustailles sur peine d'amende arbitraire. ccxxxiiii.

Item, la mesure des terres, est de diuerses grandeurs en ladite comté, toutes-fois lon compte douze mines de terre pour muy, & quant à Clermont, & à l'enuiron chacune mine de terre, porte soixante verges, & chacune verge vingt-deux pieds. ccxxxv.

Item, par ladite coustume en toute la comté, chacun pied a vnze poulces de longueur. ccxxxvi.

Item,

Item, la mine de terre en la chastellenie de Bulles, se mesure à cinquante verges pour mine, vingt-quatre pieds pour verge au pied dessusdit. ccxxxvii.

Item, en la seigneurie de Contry, lon parle par iourneux au lieu de mine, & se mesure chacun iourneux cent verges, & vingt-quatre pieds par chacune verge. ccxxxviii.

Item, la mine de terre en la seigneurie de Sacy le grand Gournay, & pareillement à la Neufuille en Hez & à Mylly, se mesure tout ainsi & pareillement comme l'on fait audit Clermont. ccxxxix.

Item, la mine de terre, en la terre & seigneurie de Remy, porte quatre-vingts verges à vingt-deux pieds, tiers de pied verge, & aussi pour la mesure au grain, est pareille à celle de Compiengne. ccxli.

Item, par ladite coustume les aires où se font les lins en la ville & parroisse de Bulles, se mesurent par mine, & ne porte chacune mine desdites aires que douze verges à vingt-quatre pieds pour verge. ccxlii.

Item, par ladite coustume, bois, vignes, iardins, & prez, communément se mesurent par arpens, & vaut chacun arpent en aucuns lieux cent verges, & y a vingt-six pieds pour verge, & encores y a lieux où l'on ne mesure qu'à soixante-douze verges pour arpent. ccxliii.

Item, par ladite coustume, quiconque vend à faux poix & faulces mesures non signees n'estallonnées, il encourt en l'amende de soixante sols parisis pour la premiere fois, & si doit estre bruslee telle mesure. ccxliv.

Item, tous draps de laine, se mesurent audit Clermont à l'aune, mesure de Paris. ccxlv.

Item, tiretaines & toilles, se mesurent à l'aune dudit Clermont qui est beaucoup plus petite, selon l'estallon de fer, sur ce mis dedans la halle haute dudit Clermont. ccxlv.

Item, le poix dudit comté de Clermont, est tel, comme de quatorze onces pour liure.

Autres coustumes.

ccxlvii.

Quiconques veut deuément renoncer à la propriété d'aucuns heritages, il faut que ce soit en iugement, appelez à ce faire ceux qui y peuuent auoir interest, autrement telle renonciation est de nulle valeur. ccxlvii.

Item, si aucun propriétaire d'aucune chose immeuble, baille aucuns heritages à ferme ou loyer à certaines annees, & depuis ledit bail, vend ladite propriété sans parler dudit louage, tel acheteur si luy plaist ne tiendra rien dudit louage, & neantmoins iceluy louer pourra poursuyuir son bailleur à luy payer le dommage & interest qu'il peut auoir, à cause qu'il ne peut acomplir la iouissance dudit louage. ccxlviii.

Item, vn respit ne peut auoir lieu, contre le deu d'aucun adiugé, par sentence diffinitive & contradictoire de louage de maison, d'arrerages de rente, moisson de grain & debtes de mineurs, contractez avec les mineurs ou leurs tuteurs, durant leur minorité, seruice de varlets & chambrières, peine de corps, & pour labeurs d'aucuns heritages. ccxlix.

Item, tous gros dismeurs, sont tenus bailler & liurer aux eglises parrochiales, & fins desquelles parroisses ils prennent & lieuent les grosses dismes, les liures necessaires à faire dire & celebrer esdites eglises parrochiales le saint seruice diuin selon la necessité, c'est à sçauoir le grec, le messel, le manuel, l'epistolier, l'antiphonier, le legendier & le psaultier, toutes-fois & quantes que besoin en est, en prenant par lesdits gros dismeurs les vieux liures desdites eglises si aucuns en y a, & dont plus l'on ne se peut aider. ccl.

Item, pource que souuentes-fois à defaute de tels liures non liurez, ledit saint seruice diuin cesse & se delaisse à celebrer, & que telles matieres sont priuilegiees & sont bien souuent à fauoriser, à ceste cause les marguilliers de telles eglises parrochiales, apres sommation par eux deuément faite, peuuent par prouision de iustice faire proceder par voye d'arrest sur tel gros dismage, pour seureté de la fourniture d'iceux liures, & à ce que les gros dismeurs ne les transportent hors de la iurisdiction ailleurs, que premier ils n'ayent fourni à la necessité desdits liures, selon ladite coustume.

Les coustumes & articles cy dessus escrits, ont esté leués & publiees en l'auditoire du bailliage & gouuernement du comté de Clermont, par Pierre du val, greffier ordinaire dudit bailliage, par l'ordonnance, & es presences de nous, André guillart, conseiller du Roy nostre sire, & maistre des requestes ordinaire de son hostel, & Nicole thibault, aussi conseiller dudit seigneur, & son procureur general, commis & deputez par ledit seigneur, pour faire l'acte de ladite publication, & es presences de maistre François d'agilliere, licencié es loix, seigneur de

Proces verbal

Valescourt, lieutenant general dudit baillif, gouuerneur dudit Clermont, Iean gayant, aduocat, & Pierre gayant, procureur du Roy audit lieu & de plusieurs autres, tant prelatz, gens d'eglise, nobles, officiers du Roy, aduocats, praticiens, bourgeois & autres du tiers estat, escrits & nommez en nostre proces verbal sur ce fait. Apres laquelle publication auons enioint aux dessusdits & à tous autres suiets & coustumiers audit comté de Clermont, de d'oresenauant garder & obseruer comme loy, lesdites coustumes publiees & arrestees, & fait defences de n'alleguer autres coustumes. Et oultre auons fait defences ausdits lieux tenans, iuges & officiers du Roy & autres, aduocats, praticiens, & coustumiers dudit bailliage, que d'oresenauant pour la preuue desdites coustumes publiees, ils ne facent aucunes preuues par turbes ou tesmoins particuliers, que par l'extract d'icelles, signé du greffier dudit bailliage deuément expedié, ainsi que plus amplement il est contenu au proces verbal sur ce fait. En tesmoin desquelles choses, nous auons cy mis noz seings manuels, & fait signer, par lesdits lieutenant general, aduocat & procureur du Roy & ledit greffier, le sixième iour de Septembre, L'an mil cinq cens trente-neuf.

A. Guillart.

N. Thibault.

F. d'Argillier.

I. Gayant.

P. Gayant.

P. du Val.

Proces verbal des coustumes de Clermont.

L'An de grace mil cinq cens trente-neuf, le dix-neufième iour du mois d'Aoust, Nous André guillart, conseiller du Roy nostre sire, maistre des requestes ordinaire de son hostel, Nicole thibault, aussi conseiller dudit seigneur & son procureur general, estans en la ville de Senlis, pour la reformation & redaction des coustumes du bailliage dudit lieu. Auons receu les lettres patentes du Roy nostre dit seigneur, &c. Nous sommes transportez le dernier iour dudit Aoust en ladite ville de Clermont, siege capital de ladite comté, & le lendemain, premier Septembre, &c. Sont comparus, le reuerendissime cardinal de Chastillon, euesque & comte de Beauuais, abbé de saint Lucian lez ledit Beauuais, par Honoré de Vuallicourt son procureur, assisté de maistre Iean picquet, son doyen rural audit Clermont. Le reuerendissime cardinal de Boullongne, abbé de Corbie, & les religieux, abbé & conuent dudit lieu, par ledit Vuallicourt. Reuerend pere en dieu, messire François de sarcus, euesque du Puis & seigneur dudit Sarcus, Rocq & exouille, par ledit de Vuallicourt. Les religieux, abbé & conuent de saint Germer de Flay, par maistre Iaqués petit leur procureur. Reuerend pere en dieu domp Antoine loffroy, abbé de nostre dame Dorcamp, en personne, & les religieux & conuent dudit lieu, par ledit Petit. Les religieux, abbé & conuent de nostre dame de Froismont, par ledit de Vuallicourt, & domp Bernard de chastillon, religieux & procureur de ladite abbaye. Les religieux, abbé & conuent de nostre dame de Laulnoy, par Pierre gayant leur procureur. Maistre Iean de roucherolles, abbé commendataire de l'abbaye du Gard, par maistre Pierre cousturier son procureur. Les religieux, abbé & conuent de saint Quentin lez Beauuais, par ledit Petit, assisté de frere Florent de picquegny, l'un desdits religieux, & prieur de Gournay. Les religieux, abbé & conuent de saint Iust, par Pierre d'argiliere, leur procureur. Les religieuses, abbesse & conuent de Chelles sainte Vaultour, par Valentin de la croix leur procureur. Les religieuses, abbesse & conuent de Penthemont, par ledit de Vuallicourt. Les doyen, chanoines & chapitre saint Pierre de Beauuais, par ledit Cousturier. Maistre Nicole d'argiliere, chanoine & sous-chantre dudit lieu, & seigneur de Brueil le verd, par ledit gayant, & Iean touffault, ses procureur & receueur. Maistre Iean maubert, chantre & chanoine dudit lieu, & curé de nostre dame de Nully, par ledit Cousturier. Maistre Pierre bochart, chanoine & official dudit Beauuais, & curé & seigneur en partie d'Ons en Bray, par ledit Gayant. Maistre Charles martin, chanoine dudit lieu, chapelain de Vuary, & seigneur en partie de Sulleuille, par ledit Cousturier. Les preuost, chanoines & chapitre de nostre dame du chastel dudit Clermont, par maistre Iean picquet, preuost dudit lieu, & curé de Buy saint George. Loys de hedoinuille, thresorier dudit lieu. Simon billouet & Iean pilieu, chanoines de ladite eglise. Les chanoines & chapitre de saint Barthelemy dudit Beauuais, par ledit de Vualicourt. Les religieux & ministre de saint André dudit Clermont, par Nicolas l'abbé, & frere Iean petit, religieux dudit lieu leurs procureurs. Les religieuses, prieure & conuent de sainte Croix sous offemont, par Nicolas pilieu leur procureur. Les religieuses, prieure & conuent nostre dame de

de Vuariuille, par ledit Petit. Maistre Guillaume thibault, abbé commendataire de saint Vincent de Senlis, & prieur de Brueil le secq, par ledit Jean petit. Domp Aubert du croquet, prieur de Brueil le verd. Maistre Baptiste des vrsins, prieur de saint Remy l'abbaye, par maistre Thomas fliche son vicaire general. Domp Estienne de creuecueur, prieur de Moyenuille, Domp Pierre gayant, prieur de Nully, sous ledit Clermont. Domp Jean de bresche, prieur de Villers saint lepulchre. Domp Jean le cocq, prieur de Nully. Maistre Berthin de mennay, prieur de Conty, par ledit Vuallicourt. Maistre Pierre iudas, prieur du bosquet: maistre Jaques de moyencourt, prieur de Fresnemontier. Frere Robert dache, cheualier de l'ordre saint Jean de Hierusalem, commandeur de Sommereux & de Nully sous Clermont, par ledit de Vuallicourt, assisté de Henry hanicques, son baillif: Maistre Philippe de la mare, archidiaque de Pontieu & chanoine D'amyens, seigneur de la mothe d'Effuille, par ledit de Vuallicourt. Le curé de saint Sancton dudit Clermont, par Jean voyfin & Jean cornuel, commissaires ordonnez par iustice au sequestre de ladite cure: maistre Jean le clerc, curé de Brueil le Verd: maistre Jean hanon, curé de la Neufuille en Hez, par Vuallicourt: maistre Guillaume de villers, curé de Bailleul sur therain, par ledit de Vuallicourt. Sire Pierre curé d'Ablecourt. Sire Nicole basineure, curé de Lyencourt. Sire Jean boullenger, curé d'Angiuillier. Sire Vuallery de lescoffe, curé de Thory, par sire Antoine de ruelle son procureur: maistre Mathieu berthault, curé de Mambeuille: maistre curé de cernoy & de Nonroy. Sire Simon du boz, curé de trois Estocz. Sire Guillaume canet, curé de Remy: sire curé de Harmencourt, par ledit petit. Sire Gilles paris, curé de blancourt. Sire Jean antoine, curé d'Auuegny. Sire Nicole de Villaigne, curé du Plessier sur bulles. Sire Jean lermynier, curé de balloy. Sire Maurice moyent, curé de Mery: maistre Jean le brasseur, curé de Lyenuiller & d'Aussi en bray: maistre Loys derquinuiller, curé de Cuigniers & Lamécourt: maistre Florimont lerminier, commissaire à la cure de Vuary sequestree: maistre Nicole cuelier, curé de Berniere. Sire Jean desquesnes, curé de Cempuys, par ledit de Vuallicourt: maistre Hugues de ligars, curé de Hamel, par ledit Vuallicourt: maistre Thomas fliche, curé de Rueil, sire Jean de la mare, curé d'Estraye: maistre Jean vuibert, curé du Quénel aubry, par ledit de Vuallicourt: maistre Antoine grasset, curé de Moussures, par ledit L'abbé: domp Nicole parin, curé de Caulx, par ledit L'abbé, domp Guillaume de la cousture, curé de Thillooy, par ledit L'abbé: maistre Jean de Riencourt, curé de Bargicourt, par ledit de Vuallicourt: maistre Jean gambart, curé du Saulsoy, par Pierre le roy: sire Guillaume d'Estree, curé de Courcelles sous Moyencourt, par ledit Vuallicourt: maistre Gilles viuant, curé d'Argneufes: maistre Jean coppin, curé de Haurechy: maistre Galien de la cuyfine, curé d'Arion: sire Gilles de la mare, curé de Fourniat: maistre Jean le maire, curé de Castillon: maistre Antoine le besgue, curé de nostre dame dudit Milly, par ledit Cousturier: maistre Nicole le clerc, curé de Hauaches, par ledit Vuallicourt: maistre Jean tousfreuille, curé de Hambles, par ledit Vuallicourt: maistre Pierre crochet, curé de Brancourt, par maistre Toussaintz frere, son vicaire & procureur. Sire Charles caullier, curé de Rochy: maistre Nicole lalué, commissaire à la cure de Sacy le grand: maistre Arthus boullet, curé de saint Felix, par ledit Cousturier. Sire Jean le moyne, curé de Frenemontier, par Pierre sturbe: maistre Blanchet boudelles, curé d'Arcy en le compaigne, par sire Pierre le caron, son vicaire. Sire Antoine de sains, curé du Mesnil sur bulle, par sire Estienne reti, son procureur: maistre Anthoine pillan, curé de Remy & de Pondinuiller, par ledit Cousturier.

Comparurent aussi messire Jean de Humieres, cheualier, seigneur dudit lieu, Reocquerolles & Nointel, par maistre Pierre ferbourcq, son procureur, messire Charles de roye, cheualier, comte de Rouffy, seigneur dudit Roze, Bertheul, Meuret & de Conty, par maistre Nicole grosset, aduocat à Senlis. Ledit de Vuallicourt & Jaques de la chaussee, baillif dudit Conty, ses procureurs: messire Antoine de halleuin, cheualier, seigneur de Pyenne, de saint Omer, Bonnieres & de Creuecueur, par ledit Antoine Petit: messire François de bocqueaulx, cheualier, seigneur de Reglise, & de Cauffery, par ledit de Vuallicourt. Antoine de Raueneil, seigneur de Rantegny, Foulleuzes & de Bury. Guy de bellooy, seigneur dudit lieu, & de Romiller. Guillaume du plessis, seigneur dudit Liencourt. Adrian de boufflers, seigneur dudit lieu, Milly, & de Caigny, par ledit Jean petit. Loys douguyes, seigneur de Chaulnes, Estry, & de Mery. Jean de bourges, seigneur de Bethencourt. Garlache de Berthencourt, seigneur de Maimbeuille & de Sacy en partie, par ledit de Vuallicourt. Messire Vaspasien de caluoisin, escuyer ordinaire de l'escuyrie du Roy nostredit seigneur, seigneur d'Achy, du Fresne & de la Rue du bon, par ledit de Vuallicourt. Messire Loys de halleuin, seigneur de Harquebu & de Vually, par ledit de

Procès verbal

Vuallicourt: Dame Françoisse de bourgoigne, dame de Buqueurt, de Villers lez Castenay, & de Sacy le grand en partie, par ledit Vuallicourt: Marie de hedouville, dame de Cauffery, par Martin de cernoy, son fils & procureur: Dame Pernelle perdrier, tant en son nom, que comme ayant la garde noble des enfans mineurs d'ans d'elle, & de feu messire Jean brynon, en son vivant, cheualier, conseiller du Roy, premier president en sa cour de Parlement à Rouen, & garde des seaulx du duché d'Alençon, seigneur & dame de Remy, Gournay, & de Moyenneville, par maistre Jean filleau, aduocat, leur procureur: Dame _____ comme ayant la garde noble des enfans mineurs d'ans de feu, messire Adrian de pisseleu & d'elle seigneur de Marcelles, par ledit Roy, son procureur: Damoyfelle Loyse de la bretonniere, comme ayant la garde noble des enfans mineurs d'ans, de feux Martin de hangestz & Françoisse d'Argilliere, en leurs viuans, seigneurs & dame de Hargenlieu, Haurechy le ioucq & Lamecourt, par ledit de Vuallicourt: Damoyfelle Geneuiefue du boys, dame de Pisseleu, Rozay, & de la Mairie, Sacy le grád, p ledit Plat: maistre Pierre de hacqueuille, cōseillier du Roy nostre sire en sa cour de Parlement à Paris, seigneur d'Ons en Bray: Maistre Nicole de hacqueuille, aduocat en ladite cour, seigneur Villiers sainct Barthelemy, par ledit le Plat: Maistre Jean Courtin, conseiller du Roy, & correcteur de ses comptes à Paris, seigneur de Gournay, par ledit le Plat: Maistre Nicole pupillon auditeur desdits comptes, seigneur d'Anfac, par ledit l'Abbé: Maistre Florent colleffon, lieutenant à Roze, seigneur de Beronne: Maistre Jean bouchart, aduocat en ladite cour de Parlement, seigneur de Nonroy: Jean de Francieres, seigneur dudit lieu, par ledit Vuallicourt: Maistre Oliuier d'Arquinuillier, seigneur de sainct Rymauld: Jean de goy, seigneur de Ponceaulx & Monstreul sus Brésche: Pierre de malingres, seigneur de Hez, par ledit Vuallicourt: Charles de paillart, seigneur de Soqueuses & de Cempuis, par ledit Vuallicourt: Gilles de hangestz, seigneur de Hargenlieu, Haurechy le ioucq & de Lamecourt en partie: Iaques de Vauldray, seigneur de Mouy sus Therain, du chastel, de Houdainuille, & de la ville en partie, par Jean hubert: Nicolas du clement, pour son fief dudit Cempuis, par ledit Cousturier: Damoyfelle Bonne fournier, dame dudit Cempuis, par ledit A. petit: François du brueil, seigneur de Gicourt & Brullancourt: Pierre parent, seigneur de Thieulx, par ledit le Plat: Loys de Lyonin, seigneur dudit Thieulx: François parent, seigneur de Castillon, par ledit Vuallicourt: Charles de Baulgis, seigneur du Bosquet: Aubert fauuel, seigneur de Lusiers & d'Estrees, par ledit Vuallicourt: Jean de soycourt, seigneur d'Espaulx, Contres, & Bellenze, par ledit l'Abbé: Iaques de la chaussee, seigneur du Buysson, & de Crouze: Nicolas caignet, seigneur de Brassy & Fresnemontier, par ledit A. petit. Loys perrin, seigneur de Vuallon, par ledit Vuallicourt: Gilles du fay, seigneur de Chasteaurouge & de Cressonsacq, par ledit L'abbé: Jean de Moncheaulx, cheualier, seigneur de Hondene, Blacourt, Glatiguy, Hauuouille, & de Martincourt, par ledit A. petit: Robert d'aubourg, seigneur de Neufuillette, Villembay, & l'Allu, par ledit de Vuallicourt: Jean de Milly, seigneur de Monceaulx, par ledit le Roy: Herué de Milly, seigneur de sainct Arnoul: Pierre du clement, seigneur du Vuault: Huttin de l'Espinay, seigneur de Neufuille sur le Vuault, par ledit Cousturier: Jean de l'Espinay, seigneur de la Neufuille boulay, & du Bos Robert seant à Senantes, par ledit maistre Iaques petit: Pierre de Baulgis, seigneur d'Aussy en Bray, par ledit Petit: Damoyfelle Agnetz le sieur, dame d'Anduille, par ledit Vuallicourt: Damoyfelle Jeanne de hangestz, dame de Mery, tant en son nom, que cōme baillistre de Claude & Françoisse de hangestz, enfans mineurs de defunct Jean de hangestz, & damoyfelle Loyse le sieur sa femme, seigneur de Louuiancourt, par ledit maistre Iaques pilin: Vuast de hedouville, seigneur d'Ars, par ledit Gayant: Loys de piennes, seigneur de Rufeloy & de Camberonnè, par ledit Vuallicourt: Jean de brueil, seigneur de Constances: Nicolas d'Aigondessent, seigneur de la Tacque & de Canettecourt, par ledit Vuallicourt: maistre Gabriel du vergier, seigneur de Rotheleu: Jean de bourges, seigneur de Bethencortel: Jean de poulx, seigneur de Houdainuille: Thibault de cernoy, seigneur de Semeuiller: Antoine d'Abonnal, seigneur de Mancourt: Robert boullart, seigneur de Sarmencourt, par ledit Adrian petit: Adrian de moyencourt, seigneur de Moymont: Roger raynel, seigneur du boys Liebault, par ledit Fileau: Arthus dagombert, seigneur en partie de Balleul sur therain: Raollant danify, seigneur de Hemencourt le secq, par ledit de Rauenel, seigneur de Rantigny: dame Loyse de villiers, dame de baillet en France & Franconuille au boys, par ledit Vuallicourt: Jean de Mailly, seigneur de Rumeftiel, Marez, Silly, & Thiart, par ledit Vuallicourt: Pierre le maire, seigneur de Parisfontaine, Quieuremont & de Longuert, par ledit L'abbé: Charles de gomer, seigneur de Cuignieres, par ledit le Plat: Jean le clerc, seigneur en partie de Herquery: Regnault

Regnault de sainct Blemon, seigneur de Supplicourt & de la Verriere, par ledit de Vuallicourt: Loys de Gouy, seigneur de Campremy & du Quesnel aubry, par ledit Cousturier: Gilles du chemin, seigneur du Mesnil sur Bulles, par ledit le Plat: François du mesnil & Antoine de cocterel, seigneur en partie de Sarchies, Vuary & Petail, par ledit Gayant: Loys de sericourt, seigneur en partie desdits lieux: Jaques d'Estrees & Iaspard d'Estrees, seigneurs du Quesnoy à Coutres: maistre Nicole charles, seigneur du Plessis parcquet, & de Bethencourt sainct Nicolas, par ledit de la Croix: Charles de moyencourt, seigneur de L'esglantier, par ledit Cousturier: Iean du micault, seigneur de l'Espine: Henry frenoy & Courcelles, par ledit de Vuallicourt: Iean de vuignacourt, seigneur en partie d'Elix, & du fief de Myre, par Nicolas pulleu: Guillaume alexandre, seigneur du fief de la Mothe à Hanaches, par ledit Iean petit: Guy du boys, seigneur de sainct Remy & du Quesnel, par ledit Iean petit: Jaques de fouleuzes, seigneur de Flancourt & de sainct Aulbin en Bray, par Iean petit son procureur.

Pareillement comparurent maistre François d'argillieres, seigneur de Valescourt & de Monceaux, lieutenant general dudit bailliage & comté: Iean gayant, aduocat, Pierre gayant, procureur du Roy, Claudé billouet, receueur ordinaire de son domaine, maistre François vigneron, seigneur de Monceaux, & lieutenant particulier, Pierre sturbe, preuost, Iean filleau, aduocat & esleu: Pierre de raueneil, grenetier, & Jaques petit, procureur en ladite election, tous officiers du Roy audit Clermont: maistre Estienne pastour, aduocat & preuost en garde pour le Roy à la Neufuille en Hez, Claude selier, seigneur de Fay, lieutenant particulier des eaues & forests dudit comté: maistre Antoine sturbe, aduocat, Loys d'arhois, Pierre gayant, Honoré de vuallicourt, François de bloys, seigneur de Fay, de Guehan & du fief des Parelles, Pierre le cousturier, Iean le plat, Adrian petit, Nicolas brahier, Robert thureau, Loys de bloys, seigneur dudit Fay, Pierre d'argilliere & Iean voisin: Vallentin de la croix, Pierre le roy, Nicolas l'abbé, Nicolas billouet, sergent dudit Fay, Nicolas pulleu, seigneur de Miétry & d'Elix en partie, Laurens regnard, Nicolas faluel, Nicolas esleué, greffier du domaine, Antoine le selier, greffier de la preuosté foraine, Iean pulleu, greffier de la ville dudit Clermont, Laurens allou, Loys allou, Iean curard & Pierre de romescamps, tous praticiens es sieges dudit comté, Denys de bille, preuost en garde pour le Roy à Mylly, Guillaume desguynegatte, lieutenant commis à l'exercite de la preuosté de Bulles, Pierre du val, Iean chrestien, Iean pinel & Raoulin de gronchy bourgeois, pers & escheuins de ladite ville de Clermont, & encores lesdits Sileau d'arhois & Vuallicourt, Mathieu le feure, Simon du fresne & Pierre de mamlireux, procureurs des manans & habitans dudit lieu: maistre Philippes le thoillier, seigneur d'Augmeller: maistre Guillaume le selier, seigneur de buisancourt, par ledit A. petit: Charles richard, seigneur de Troussures, par ledit A. petit: Maistre Pierre aubert, seigneur de Condé, par ledit Vuallicourt, Henry haniques, seigneur de Cempuys, en partie, Iean varlet, seigneur de Fricamp, Iean de neulx, seigneur de Silly & Thillart en partie, par ledit Vuallicourt, Pierre le bastier, seigneur de Goncourt, par ledit Vuallicourt, Jaques boulet, seigneur en partie de Pisseleu, Iean caignart, seigneur de Bincourt & d'Archies, par ledit Gayant, Renconnet des coulombiers, seigneur de Granduillier, Jaques aux cousteaulx, seigneur de la Trompedor à Oudeul le chastel, par ledit Vuallicourt, Iean de bethencourt, seigneur de Houdainuille en partie, Iean poileu, seigneur de Vault en partie, par ledit Gayant: Estienne tourtel, seigneur de Remy en partie, par ledit Fileau, Iean boucheau dit le prince, seigneur de Caumont, par ledit A. petit, Pierre de Milly & Nicolas boyleau, seigneurs d'Essulle & d'un fief, assis à sainct Rymart, par ledit Pierre d'argilliere, Robert griallart, seigneur de Vuaneguyes en partie, par ledit l'abbé, Jaques de mouchy, Nicolas roger & Guillaume marcel, seigneurs de Troussures en partie, par ledit Vuallicourt, Iean coquery, Pierre le caron & Iean hemart, seigneurs d'Assy en Bray en partie, Iean le feure, seigneur de Coulombes pres Laydon, aussi par ledit Vuallicourt, Simon bouteroye, seigneur de Trouuille pres ledit aussi par ledit Vuallicourt, Alix de lignieres, dame en partie de Bonnieres, par ledit Gayant: Iean d'aeruelle l'aîné, Hanriet durant, Claude villain & Ieanne de dum, seigneurs & dame de Montoilles à Rochy, par ledit de Vuallicourt, Christofle cochet, seigneur de Sulleuille en partie, Antoine loppart, commissaire au fief de Fourchaulx seant à Villers lez Castenay &

Proces verbal

Rotheleu, Guillaume bracquet, commissaire au fief de maistre Hugues boyleau seant audit Villers & a Suy le grand, & encores ledit Bracquet, commissaire au fief appartenant à Gilles du mesnage seant audit Suy, Nicolas du change, seigneur en partie du fief de Gilles du mesnage, Jean fosselin, commissaire au fief de Lespinette appartenant au seigneur de Genly, par ledit Cousturier, Jean allard, commissaire au fief seant audit Suy appartenant à Loys de gruy, seigneur d'Arcy en le compaignie: les maire, pers & escheuins de la ville de Bulles, par Georges le maignan, maire dudit lieu, & Jaques petit, Nicolas fouee & Jean subert, marguilliers de la parroisse de Brueil le secq, Nicolas menocenne & Honoré le feure, marguilliers de Suy le grand, Colin cretel & Loys houbert, marguilliers de Lyencourt, Pierre goullart & Robert hermant, marguilliers de Vuaneguyes, Robert de Moucy & Jean thierry, marguilliers de Fouluzes, Colin du chastel & Marin castille dit lamy, marguilliers de Belloy, Michel leron & marguilliers de Gournay, Jean tourtel & Mathieu payen, marguilliers de Francieres, Martin aniel, & Antoine tourtel, marguilliers de la parroisse de Remy, Guillaume poulouzy & Nicolas plouyn, marguilliers d'Arcy en le compaignie: Jean de rone & Philippot le mire, marguilliers de Blancourt, Jean le thoillier & Jean dany, marguilliers d'Auregny: Pierre vualet & Honore le coas, marguilliers de Brueil le verd, Pierre piedemer & Nicolas le long, marguilliers de Rantegny, Jean goulehan, marguillier de Cauffery, Gilles guillaume & Charlot de la court, marguilliers de Camberonne, Colin et blicot & Regnaud vuatelin, marguilliers de Mylly, Antoine de Nougent, marguillier d'Anuilier, Drouet blicot & Michel courtillart, marguilliers de Houdainville, Regnaud du chemin & Pierre culot, marguilliers de Thory, Jean d'André & Jean faine, marguilliers de saint Remy en leaue, Freminot verite & Jean caboys, marguilliers d'Arion, Jean bon temps & Prothin forez, marguilliers de Fournial, Jean de blacouffins & Freminot flicon, marguilliers de Fariuller, Pierre deguillon & Antoine queste, marguilliers de Thieux, Fedrix tristan & Charlot le cler, marguilliers de Castillon, Vualeran clofier, marguillier du Mesnil sur Bulles, Jean de la lande dit Thibauld & Jean de la lande dit Robin, marguilliers de Therouffises par ledit l'abbé, Antoine rouffet & Pierre petit, marguilliers d'Ons en Bray, par ledit Vuallicourt, François oliuier & Nicolas hanicques, marguilliers de l'eglise nostre dame de Mylly, par ledit Vuallicourt, Raoulequin roche & Noël laurens, marguilliers d'Auchy, par ledit le Plat, Jaques richard & Georges baudouyn, marguilliers de hanaches, par ledit Vuallicourt, Robert guillebault, Nicolas farcheuille & Claude aumont, marguilliers de Hammurilles, par ledit l'abbé, Mahiot porquier & Jean foullon, marguilliers de Martincourt, par ledit Petit: Raoulet marin, marguillier de Harchies, par ledit Vuallicourt: Nicolas le natier & Nicolas guyngart, marguilliers de Rochy, Jaques huymes, Adrian de haluynes & Jean desmarquetz, marguilliers de Caigny, par ledit Jaques petit: Marin & Noël de la porte, marguilliers du Bosquet, par ledit Vuallicourt: Collinet gillon & Oudin boquet, marguilliers de Mousfures, par ledit l'abbé, Pierre de rymery & Augustin lebbafeur, marguilliers de saint Martin de Conty, par ledit Vuallicourt, François de la cousture, Jean lecut & Guyot harger, marguilliers de saint Antoine dudit Conty, Nicolas potier & François le caron, marguilliers de Contres, par ledit Vuallicourt: Pierre de rebec le ieune, Jean aubere & Jean le berquier, marguilliers de Bellenzes, par ledit Labbé: Colin niolin & Pierre moreau, marguilliers de Fresnemontier, par ledit Vuallicourt: Gabriel le normand & Loys merle, marguillier de Famecon, Jean de pichi & Hypolite petit, marguilliers de Bergicourt, par ledit Vuallicourt: Mahiot lyesse & Jean le feure, marguilliers Decanliers, par ledit Jaques petit: Pierre de Paris & Nicole poulain, marguilliers du Saulsoy, par ledit le Roy: Pasquier de hoteuille & Guillaume robert, marguilliers d'Argneufes: Michel houzet, & Regnault rouffet, marguilliers Dessuyllle: Tassinot boulangier & Jean le tourneur, marguilliers de Monstreul sur Breche: Huttin du plessier, marguillier du Plessis sur Bulles: Pierre vuallet & Pierre de fouquerolles, marguilliers d'Agneetz: Jean petit, Jean chanterel, Pierre dourdier & Nicolas bellet, marguilliers de la Neufuille en Hez: Benoist le mercier & Estienne flauel, marguilliers de Bailleul sur Therain: Pierre guide, marguillier de Marthencourt, parroisse d'Abecourt: Noël de canlier & Huttin de ballagny, marguillier de la Neufuille le roy: Vallantin du pont & Noël deray, marguilliers de Cressonfacq: Pierre de villiers, marguilliers de Nouroy: Marquet boures, marguillier de Mery: Robinet de crespoy, marguillier de Cernoy: Antoine boytel & Jean d'Aregny, marguilliers de trois estoetz: Jean de ray & Nicolas leguillon, marguilliers de l'Esglentier: Laurens coqu & Pierre du gardin, marguilliers d'Anguiller, Guerd
fournial

fournial & Antoine de fournial, marguilliers de Lyeuiller, par ledit Gayant: Jean goullain & Antoine de fournial, marguilliers d'Aarquinuillier: Jourdain le theollier & Jean de boye, marguilliers de Cuignieres: Martin cannel & Pierre benoist, marguilliers d'Erquery: Jean robillart, Jean de rogy, & Pierre preuost, marguilliers de Vuary: Plalmon guerin, Jean pentier, Nicolas geruais & Guerard manant, marguilliers de Marcelles: Guillaume de bailly & Mahiet hen, marguilliers de halloy, par ledit le Plat: Jean de la marche, Pierre l'ainé & Collin durant, marguilliers de Sommereulx, par ledit de Vualicourt: Jean dellin le ieune, Jean coustel & Pierre benoist, marguilliers de la Verriere, par ledit Vuallicourt: Jean plebault, François petit & Robinet beaupigné, marguilliers de Cempuys, par ledit de Vuallicourt: Pierre trafteur, Jean maille & Antoine le doux dit fallezart, marguilliers du Hamel, par ledit Vuallicourt: Jean tefecq dit mymont, & Pierre nanquier, marguilliers d'Estoy, Robinet begaye, & Florent de nonroy, marguilliers de Lix: Antoine de la porte, Jean peancillier & Jean le roy, marguilliers de Remerangles: Pierre de lihus & Nicolas ruffet, marguilliers du Fay saint Quentin: Michel tallon & Jean fournier, marguilliers de Bucamps: Pierre villon, maire de Houdainville: Malin synet, Charles payen, & Ferry le charron, habitans du Bosquet: Bernard guyllebert, Pierre de bergues, & Pierre ruelle, marguilliers de Nointel: Jean le tailleur, marguillier de Moyneulle: Jean vigneron & Jean le maire, marguilliers de saint Albin: Loys le vasseur, Vincent Vuarroquier, marguilliers de Hauercy: Laurens regent, & Florent foriment, marguilliers de Buy saint Georges: Pierre parmentier, marguillier de Rueil sur aree, par ledit Gayant: Jean brilledier, marguillier, Seruet desmoutiers, & Colinet fourquerel, habitans de Boiffy & Fresnemontier.

Et en ce faisant ladite euocation les gens d'iceux trois estats, sur ce que ledit reuerendissime cardinal de Chastillon estoit appelé le premier, ledit maistre Nicole goffet, pour ledit messire Charles de roye, a dit & remonstré, qu'à cause de la terre & seigneurie de Conty, appartenant audit de roye, & des droits & preeminences d'icelle, il deuoit estre appelé le premier, & preferer tous autres en icelle euocation, par tant s'opposoit que ledit reuerendissime cardinal fust appelé deuant luy, & requeroit estre appelé le premier, ce qui a esté contredit par les gens du Roy, disans que ledit reuerendissime cardinal estoit audit bailliage & comté, le chef de l'estat de l'eglise, à cause de son euesché de Beauuais, & que ledit estat se deuoit appeler le premier, & deuant celuy de noblesse, & par tant ledit de Roie, faisoit à debouter de son opposition: Surquoy ordonnasmes que ledit reuerendissime cardinal demourera en l'ordre auquel il a esté appelé, comme chef audit Clermont de l'estat de l'eglise. Pareillement sur ce que messire François de Montmorancy, seigneur de la Rochepot, gouverneur de l'isle de France, & lieutenant general pour le Roy, au pays de Picardie, a esté appelé le second de l'estat de noblesse, ledit Goffet, pour ledit de Roie, a fait contre ledit de Montmorancy semblable requeste, remonstrance & opposition comme dessus. Et pour ce qu'iceluy de Montmorancy estoit defaillant, & n'auoit aucun procureur qui se presentast pour y respondre, auons ordonné que quant à present, ledit de Roie auroit seulement lettres de son opposition pour luy valoir & seruir ce que de raison, & apres sur l'euocation faite dudit de Roie en qualité de seigneur de Conty, ledit Goffet a dit que ladite terre de Conty, est des anciennes chastellenies dudit comté, en laquelle il dit auoir tous droits & prerogatiues qui appartiennent à seigneur chastellain, & telle estoit & cest denommée es anciens liures coustumiers dudit Clermont, ainsi qu'il offroit presentement verifier par les praticiens assistens, & encores cy apres plus amplement, tant par lettres que par tesmoins, Ce neantmoins il estoit appelé en qualité de seigneur de Conty seulement, en luy preiudiciant en sesdits droits & preeminences. A ceste cause a requis ladite euocation estre corrigee & augmentee de ces mots, seigneur chastellain de Conty. Au cōtraire les gens du Roy, ont soustenu que ledit de Roie, n'autres vassaux dudit comté, eux disans seigneurs chastellains n'ont dedās les fins & mettes d'iceluy, aucū droit & preeminence de chastellenies, soit assise, ressort de iurisditiō, seel, tabelliōnage & autres choses qui en depēdēt, & n'en ont eu aucune iouyffance, parquoy empeschoiēt ladite correctiō. Et par ledit procureur dudit Adrian de Boufflers, a esté dit q̄ ledit de Boufflers est seigneur chastellain pour vn tiers de la seigneurie de Milly, partissant cōtre le Roy pour les deux autres tiers, & q̄ ledit lieu de Milly est la principale & plus ancienne chastellenie dudit côté, à cause de laquelle il deuoit preferer ledit de Roie, quāt ores il seroit trouué qu'il fust seigneur chastellain, & a requis estre p̄ nous ordonné q̄ ledit de Boufflers, cōme seigneur chastellain dudit Milly, sera appelé le premier & deuant ledit de Roie, tāt en ceste euocation qu'en tous autres actes publiqs qui serōt faits audit Clermont,

Proces verbal

avec les autres vassaux dudit comté. Ce qui a esté contredit par ledit Goffet, sur-quoy icelles parties ouyes, & apres que lesdits Goffet & Petit, sommez de monstrier leurs anciens reliefs, tiltres & adueuz si aucuns en ont, faisant mention desdits droits par eux pretendus, n'en ont fait apparoir, auons ordonné que par prouision, sans preiudice de leurs droits & differens, & fauf à en ordonner cy apres, ladite euocation demourera comme elle a esté faite. Aussi ledit Gayant, procureur dudit messire Pierre panche, curé d'Abbecourt, a dit que la cure & presbytaire dudit lieu, sont du bailliage de Senlis, & ledit de Vuallicourt, procureur du curé & marguilliers de Bazincourt, a par semblable déclaré que ladite cure & habitans dudit lieu, estoit du bailliage d'Amiens, & par tant n'estoient les dessusdits curez & habitans, suiets de comparoir à la publication desdites coustumes, protestans par lesdits Gayant & Vuallicourt, que ce qui seroit fait ne leur puisse preiudicier, & encores ledit de Vuallicourt, pour ledit maistre Gilles mesnault, curé d'Argneufes, comparant en sa personne, a remonsté que ledit lieu d'Argneufes & tous les habitans d'iceluy, sont entierement du ressort & iurisdiction dudit bailliage de Clermont, ce nonobstant les officiers d'Amiens & de la preuosté de Beauquesne, sont par chacun iour entreprinse sur lesdits habitans, les voulant assuiettir à leurs iuridictions, dont ils sont grandement troublez, & a sommé les gens du Roy d'y vouloir entendre & empescher lesdites entreprinse, & de ce a requis lettres qui luy ont esté par nous accordees, & sur l'euocation de dame Pernelle perdriel, veufue de feu messire Jean brinon, dame de Remy, Gournay & Moyeuille, ledit maistre Jean filleau, a dit que lesdites terres sont saisies à la requeste des gens du Roy, & a esté estably commissaire & comme tel se presentoit, & pour-ce qu'icelles terres ont esté denommees en faisant ladite euocation simples seigneuries, a protesté pour ladite dame & ses enfans, seigneurs desdits lieux que ce ne leur puisse preiudicier aucunemét, par-ce que ce sont trois chastellenies tenuës du chastel dudit Clermont.

Et ledit iour de releuee, en continuant l'euocation desdits estats, ledit Vuallicourt, procureur de dame Loyse de villiers, soy disant dame de Baillet en France & de Franconuille au boys, a dit que les terres & seigneuries de Baillet & Franconuille au boys, sont enclauées dedans la preuosté & vicomté de Paris & y respondent les suiets, parquoy protestoit que la reformation & redaction desdites coustumes ne leur puisse preiudicier, & de ce a requis lettres. Au contraire les gens du Roy, ont dit que lesdites terres sont tenus du chastel dudit Clermont & du ressort de ce bailliage, & de tout temps y ont respondu & procedé en iustice les seigneurs & suiets desdits lieux ainsi qu'il sera deuément verifié, tant par lettres que par tesmoins, mesmes que lesdites terres sont de l'ancien dōmaine dudit comté, qui ont esté donnees par les predecesseurs comtes dudit Clermont, à la charge du retour, certains cas aduenans, & pour ce couvrir & en oster la connoissance, ladite de Villiers, soy disant dame desdits lieux, pretend exempter lesdits lieux & suiets de la iurisdiction dudit Clermont, sur-quoy auons dit que ledit de Vuallicourt bailleroit son fait plus amplement par escrit, dedans huy, aux gens du Roy, auquel ils feront responce pour en ordonner comme de raison. Pareillement ledit de Vuallicourt, procureur dudit Jean de Mailly, qui estoit appelé en qualité de seigneur de Silly & de Thillart, a dit qu'à cause desdits lieux n'estoit suiet ne responsable dudit bailliage, ains seulement à cause d'un fief, nommé Bazantam, assis esdits lieux de Silly & Thillart, pour lequel fief il se presentoit & non pour le regard du surplus desdits lieux, requerant correction estre faite de ladite euocation, ou autrement protestoit qu'elle ne luy pouuoit preiudicier, & de ce a requis lettres que luy auons accordé.

Et sur l'euocation faite de Denys de villes, en qualité de preuost, en garde pour le Roy, en la terre de Milly, ledit Petit, pour ledit de Boufflers, a protesté qu'icelle euocation ne luy peut preiudicier, soy disant seigneur pour vn tiers dudit lieu: & aussi par ledit Pierre d'argilliere, procureur desdits Pierre de milly. N. boilleau & Martin dausse, a esté dit qu'il se presentoit seulement pour vn fief, assis à Essuille, tenu de seigneur Rymault appartenans aux dessusdits, & non pour le reste dudit Essuille, qu'il a maintenu estre du bailliage de Beauuais.

Ce fait, auons fait faire le serment à tous les gens d'iceux trois estats illec presens, de bien & loyaument conseiller le Roy & nous, & dire verité sur le fait des coustumes dudit bailliage & comté de Clermont, remonstrier & aduertir ce que des choses contenuës esdites coustumes, en seroit vtile & profitable ou preiudiciable au bien commun & vtilité du pays, ce qu'ils ont promis faire, & apres les gens du Roy nous ont dit & remonsté que lesdites coustumes, n'ont esté par cy deuant redigees par escrit en cayer arresté, signé, n'aucunement approu-

ué

ué des anciens officiers & praticiens dudit Clermont, autrement qu'ainsi qu'ils en vsoient, aucuns d'eux en ont fait vn registre chacun à part soy, qu'ils ont appelé leur liure coustumier, & en iceluy ont compris leur stile & maniere de proceder és iurisdicions dudit comté & mis pour coustume, pour laquelle cause, & aussi que lesdits liures coustumiers se sont trouuez differens en plusieurs endroits de consequence, & la plus grand part des articles en mauuais langage, trop prolix & confus, & aucuns d'iceux mis sous les rubriques d'aucune matiere, dont ils ne faisoient aucune mention, pareillement plusieurs bonnes coustumes estoient obseruees audit bailliage, qui n'estoient contenuës esdits liures coustumiers, & si en a aucunes qui ne sont gardees, selon qu'elles y sont escrites, & en est vsé tout autrement: mesmes qu'aucunes d'icelles sont contraires & defrogantes à la raison commune & au bien & vtilité du pays: iceux gens du Roy auroient deuant nostre venue, fait adiourner à comparoir audit auditoire lesdits gens des trois estats, officiers & praticiens par deuant le dit maistre François d'argillieres lieutenant general, pour voir & entendre le contenu desdits liures coustumiers, les corriger & accorder auant que proceder à la publication & reformation desdites coustumes, ce qui a esté fait és iours des assignations sur ce baillees par l'aduis des officiers, aduocats, praticiens & gens des trois estats illec assistans & comparans par deuant le dit lieutenant general, & a esté osté desdites coustumes ainsi escrites, ce qui a semblé estre mauuais & superflu, & adiousté aucunes bonnes coustumes, qui de tout temps estoient obseruees, & quelques autres que l'on a trouué expedient à les introduire de nouveau, dont a esté fait & dressé vn cayer pour nous le presenter, le tout suiuant le mandement & lettres patentes du Roy, enuoyees pour ce faire audit lieutenant general, &c.

Et nous ont requis lesdits gens du Roy proceder à la publication, redaction & reformation des coustumes contenuës audit cayer, à ceste fin mis par deuers le dit du Val, greffier, ce que par nous a esté accordé, & enioint audit greffier d'en faire lecture.

En procedant à la lecture du deuxiém article dudit coustumier, les gens d'eglise ont requis estre denommez audit article comme sont les nobles, disans que tousiours ils ont eu pareille preeminence qu'iceux nobles, pour le regard de ce en quoy ils sont suiets à la iurisdiction seculiere, & ont semblable priuilege par la coustume de tout temps obseruee audit Clermont, tant pour le ressort de ladite iurisdiction qu'en tout ce qui en despend, ce qui a esté confessé & accordé par les deux autres estats: par tant auons ordonné que ledit article seroit augmenté, & que les gens d'eglise, y seroient denommez par la maniere qu'il est contenu audit deuxiém article.

Et sur l'article troisiém contenant. Item aucuns iuges, commissaires, sergens ny autres fils ne sont de ce bailliage & comté de Clermont, ne peuuent ou doiuent faire aucuns exploits de iustice en iceluy comté, soit en matiere d'emprisonnemens, executions, arrests, adiournemens ny autres exploits de iustice pour quelque matiere que ce soit, sans auoir assistance preallablement du baillif, gouverneur dudit comté ou de sondit lieutenant, de bouche ou par escrit, ou pour le moins des preuosts pour le Roy, és preuostez & chastellenies où ils voudroient exploicter & besongner, sur peine de soixante sols parisis d'amende. Trouué audit cayer à nous présenté, nous auons remonstré que ledit article estoit trop general, & que par la teneur d'iceluy, vn conseilier ou autre commissaire deputed par le Roy ou par la cour, ne pourroit executer sa commission dedans les fins & mettes dudit comté, sans enuoyer deuers lesdits officiers, & auoir ladite assistance, qui seroit chose fort estrange & hors de termes de raison, & encores pourroit aduenir que pour obtenir ladite assistance, il conuiendrait faire long seiour sans besongner, en enuoyant deuers lesdits officiers pour la longueur & grandeur dudit bailliage, qui seroient grans frais & retardement pour les parties, mesmement pour le regard des huysfiers ou sergens à cheual du chastellet de Paris, qui iournellement y sont exploitans. Et auons demandé aux assistans s'ils ont acoustumé d'observer tel article. A quoy par plusieurs des gens desdits trois estats ayans iustice audit comté, a esté dit que ledit article n'est en vsance, & que tous huysfiers, sergens & autres officiers exploitans en leurs seigneuries & iustice, sont tenus de leur demander assistance ou à leurs officiers, sur peine de lx. sols parisis d'amende, & non ausdits officiers du Roy: mesmement les sergens dudit bailliage, & de ce sont en possession de tout temps & ancienneté, parquoy ont requis correction estre faite dudit article, & qu'il y soit mis que l'assistance des exploits qu'il conuiendra faire en leur iustice, leur seroit demandee ou à leurs officiers, sur peine de ladite amende. Au contraire a esté dit par les gés du Roy, que le côté dudit Clermont a ceste preeminence & auctorité que tous commissaires, huys-

Proces verbal

fiers, & sergens estranges voulans exploicter dedans les fins & mettes dudit comté, doiuent demander assistance à ses officiers & non à ses vassaux, & ce pour obuier aux abus qui se pourroient commettre & sçauoir, s'il y a quelque transport de iurisdiction ou non, & aussi que les sergens dudit comté, ne sont tenus demander aucune assistance ausdits vassaux & leurs officiers pour faire tous adiournemens, & desdits droits & preeminences, le Roy & ses officiers & sergens audit comté, en ont tousiours vsé paisiblement & sans aucun cōtredit: Surquoy auons demandé l'opinion des assistans, & par l'aduis & deliberation de la plus grande & saine partie, auons ordonné que ledit article seroit rayé, & qu'au lieu d'iceluy, seroit mis la coustume ainsi qu'elle est contenuë au troisieme article dudit coustumier.

Le x. article dudit coustumier, a esté trouué audit ancien cayer, & reconneu pour ancienne coustume, excepté en ces mots, droits seigneuriaux, si payez n'ont esté, adioustez de nouveau du consentement desdits estats.

Le xi. article dudit coustumier trouué, commençant. Item quand aucun heritage propre, &c. A esté introduit pour nouvelle coustume du consentement desdits trois estats. Et semblablement le quatorzieme article commençant. Item permutation d'heritage, &c.

Et le mardy second iour dudit mois de Semptembre, en continuant la lecture dudit cayer, le dix-huitieme article a esté accordé pour ancienne coustume, excepté la clause faisant mention des dommages & interests, qui y a esté adioustez du consentement desdits estats.

Sur l'article qui s'ensuit que lesdits des trois estats ont dit auoir esté obserué pour ancienne coustume. Item en matiere d'eschange fait d'heritage à autre, où il a soulte, il y a retrait, pour autant que monte la soulte, par laquelle soulte le retrayant pourra prendre portion de l'heritage, voire au cas que le par dessus ne demourast inutile & de nulle valeur, & où ce aduiendroit, luy seroit baillé rente, vallissant la prisee de la soulte, à l'auoir & prendre sur ledit heritage. Aucuns desdits trois estats, ont remonstré que ladite coustume est pernicieuse, & que par l'effect d'icelle, plusieurs personnes pourroient differer à contracter par la forme y declarée, craignent auoir rente sur eux, pour le regard, & jusques à la concurrence de la soulte qui seroit baillée par ledit contract d'eschange, pour laquelle le retrayant lignager doit auoir rente, le cas de ladite coustume escheant, qui seroit le grand detrimet des autres, lesquels n'ont le plus souuent heritage de semblable valeur, que celuy qui leur est eschangé, & sans bailler ou receuoir soulte, ne sçauoient faire profiter ou accommoder leur bien: au moyen dequoy, auons sur-ce demandé l'opinion des assistans, & par l'aduis & deliberation de la plus grande & saine partie d'iceux, auons ordonné que ledit article sera rayé, & neantmoins que d'iceluy seroit fait mention en nostre proces verbal, comme d'ancienne coustume approuué par lesdits trois estats, & au lieu dudit article, seroit introduit la coustume, couchee au xix. article dudit coustumier commençant. En matiere d'eschange.

Le vingtieme article dudit coustumier, a esté accordé pour ancienne coustume, excepté les premiers mots, ou autrement contenus en la premiere clause dudit article, lesquels y ont esté adioustez d'un commun accord & consentement desdits estats.

Sur les articles qui s'ensuyuent, trouuez au cayer à nous présenté. Item quand aucun proces se meut entre parties audit cas de retrait, le demandeur est tenu de faire & persister en ses offres, les monstres par effect, pour les prendre & receuoir par sa partie aduerse, se faire le veut, jusques à contestation faite en cause, ou que les deniers ayent esté consignez, autrement & si ainsi ne le fait, & il est obiicé au contraire, le defendeur doit obtenir congé de cour portant gain de cause, & la où ledit defendeur acquiesceroit à l'offre, la partie retrayant aura vingt-quatre heures pour compter, deliurer, rendre les deniers de pur sort & loyaux coustemens, qui sommairement se pourront liquider.

Item, Et par iugement contradictoire, ou du consentement des parties, vn heritage est adiugé par retrait à la partie retrayant, en ce cas le retrayant a ledit temps de vingt-quatre heures de bailler & compter ses deniers, & où il seroit defaillant, tel retrayant dechet de l'effect de ladite sentence & de son intention: & neantmoins autres parens lignagers que le dessusdit, du costé dudit heritage, peuvent & sont receuables à la rauoir par retrait, pourueu qu'ils viennent endedans l'an de ladite vendition ou saisine. Les aduocats & praticiens illec assistans, ont dit concordablement que par l'ancienne coustume qu'ils ont tousiours par cy deuant obseruee, le retrayant estoit tenu faire le rebours du pur sort & loyaux coustemens, endedans le iour qu'il obtenoit à son intention, fut par iugement contradictoire ou par acquiescemēt. Et pour-ce que ladite coustume peut encores seruir pour le passé, ont requis en faire

faire mention en nostre proces verbal: ce qui a esté par nous accordé, apres qu'aucun ne l'a cōtredit. Plus ont remonstré que sur l'intelligence desdites coustumes cy dessus escrites, se pourroit mouvoir plusieurs difficultez, tant sur le fait des offres, à sçauoir si le demandeur est tenu montrer par effect la somme dudit sort & loyaux coustemens, & continuer lesdites offres par chascune assignation iusques à la diffinitive, qu'aussi que sur le remboursement dudit pur sort & loyaux coustemens, qui se doit faire endedans lesdites. xxiiii. heures, lequel demandeur ne peut estre aduertý, à laquelle somme de deniers se monte le pur sort de ladite vendition & loyaux coustemens, sans veoir les lettres d'acquisition & la declaration d'iceux loyaux coustemens, parquoy ne sçauoit faire ses offres au certain, & apprester son argent pour faire ledit remboursement endedans lesdits. xxii. heures, & en ce pourroit estre circonuenue par la surprinse du deffendeur, ioint que lesdits loyaux coustemens gisent aucunesfois en connoissance de cause. Surquoy prins les oppinions des assistans qui conformement se sont trouuez tous d'un aduis, auons par leur deliberation fait rayer lesdits deux articles, & au lieu diceux mis & introduit les quatre coustumes couchees és. xxii. xxiii. xxiiii. & xxv. articles dudit coustumier.

Sur l'article contenu audit cayer à nous presenté contenant ceste forme. Item par ladite coustume en conquests, retrait lignager n'a point de lieu. Ledsits aduocats & practiciens ont dit d'un commun accord que le dit article est ancien, neãtmoins pource qu'il sembleroit estre contraire à aucunes coustumes precedentes nouvellement introduites, ont requis qu'il fust corrigé pour estre conforme ausdites coustumes, ce qu'a esté fait par l'aduis & consentement desdits trois estats, ainsi qu'il est contenu au. xxvii. article dudit coustumier.

Le. xxxii. article dudit coustumier commençant. Quand aucun a vendu &c. Et le. xxxiii. article commençant. Item en matiere de retrait lignager &c. Ont esté introduits & couchez audit coustumier pour nouvelles coustumes du consentement desdits estats.

Et ledit iour de releuee sur l'article trouué audit cayer à nous presenté contenant ceste forme. Item quand aucuns heritages, possessions nobles ou roturiers sont vendus, donnez ou transportez plusieurs fois & à diuerses personnes, l'acheteur, donataire ou acquesteur, qui est le premier faisy ou infeodé, & qui a prins possession par apprehension de fait d'iceux heritages, doit preferer tous les autres acheteurs, acquesteurs ou donataires non enfaïnez, & non ayans prins possession par apprehension de fait, & est tel acheteur, acquesteur ou donataire priuilegé au preiudice des acquesteurs, acheteurs ou donataires non faïsis ou infeodez, pourueu que telles acquisitions, donations ou transports soyent faits sans fraude. Plusieurs des aduocats, procureurs & des autres desdits estats, ont dit que ladite coustume est trop rigoureuse és termes qu'elle est couchee, & que pour acquerir droit en la chose vendue ou donnee, il doit suffire qu'il y ayt faïfine pour l'heritage roturier & infeodation pour le fief ou possession par apprehension de fait: & par aucuns des nobles & des autres aduocats & practiciens a esté dit que ladite coustume est ancienne, & est requis que l'acquesteur ou donataire ayt la faïfine ou infeodation avec possession par apprehension de fait copulatiuement pour luy attribuer droit à la chose donnee, vendue ou transportee, au preiudice d'un autre acquisiteur ou donataire, & ainsi en a esté tousiours vñé. Sur-quoy & apres auoir entendu les raisons desdites d'une part & d'autre, & sur ce prins les opinions des assistans, par l'aduis & deliberation de la plus grande & saine partie ledit article a esté corrigé en la forme qu'il est contenu au. xxxvii. article dudit coustumier.

Sur le. xxxviii. article contenant. Item si vn hōme oblige luy & tous ses biens à payer quelque charge reelle ou autre somme de deniers pour vne fois, & depuis tel obligé vend & aliene ses heritages à autres personnes, & il aduient que ledit obligé est apres trouué insoluable de payer ledit deu, le creancier en ce cas peut & luy loist poursuyr en action d'hypothecque les detenteurs desdits heritages, à ce qu'ils soyent tenus les delaisser pour estre vendus & adiugez par decret à l'acheteur plus offrant & dernier encherisseur, pour les deniers qui en viendront estre conuertis au fournissement dudit deu, pourueu que la poursuyte soit intentee auant que prescription ayt lieu, c'est à sçauoir endedans dix ans.

Ledit article a esté accordé pour ancienne coustume par lesdits estats, de laquelle toutesfois ont esté ostez ces mots estans en la fin dudit article, c'est à sçauoir endedans dix ans, par ce que ledit droit d'hypothecque autrement se prescrit, ainsi qu'il sera dit cy apres.

Le. xxxix. article dudit coustumier commençant. Item, quand vn tiers detenteur d'aucun heritage est poursuiuy pour raison d'aucune rente dont est chargé ledit heritage, qui luy a esté vendu sans la charge de ladite rente, & dont il n'auoit eu cōnoissance parauant ladite poursuy-

Proces verbal

te, apres ce qu'il a sommé son garant ou celuy qui luy a vendu & promis garantir ledit heritage, lequel luy deffaut de garatie, ledit tiers detéteur ainsi pourfuiuy auant que de contester en cause, peut renoncer audit heritage, & en ce faisant il n'est tenu de ladite rente & arrerages d'icelle, supposé mesmes que les arrerages fussent & soyent escheuz de son temps, & parauant ladite renonciation. A esté introduit pour nouvelle coustume du consentement desdits trois estats.

L'article qui s'ensuyt contenu audit cayer à nous présenté. Item, vn detenteur & propriétaire d'aucun heritage ou autre chose reputee immeuble, chargé d'aucune rente ou charge réelle inféodée ou enfaïnee, est tenu personnellement & hypothecquairement payer par chascun an la rente ou charge réelle, tant & si longuement qu'il sera detenteur & possesseur d'iceluy heritage, mesmemét les arrerages qui en seroyent deuz au parauant de dix ans. A esté corrigé desdits trois estats, & accordé en la forme qu'il est contenu audit quarantiésme article dudit coustumier.

Le.xlii.article dudit coustumier commençant. Item, quand quelque vn &c. A esté accordé pour ancienne coustume, excepté ceste clause, pourueu toutesfois qu'il n'ayt autres heritages obligez & hypothecquez à ladite rente, auquel cas sera confusé ladite rente, pro rata, laquelle a esté adioustee à ladite ancienne coustume par l'aduis & accord desdits trois estats.

Le.xliiii.article dudit coustumier commençant. Item vne cedulle priuee, deuémét causee, qui porte promesse de payer, emporte hypothecque du iour de la confession d'icelle faite en iugement, & emporte garnison de main és mains du creancier (au proufit duquel elle est reconnue en baillant caution.) A esté introduit pour nouvelle coustume, du consentement & accord desdits trois estats.

Sur l'article cinquantiésme qui s'ensuyt trouué audit cayer à nous présenté. Item vn vassal n'est receuable à soy complaindre audit cas de nouuelleté pour raison de quelque fief & seigneurie, si premier n'en est homme, & que premier il ne soit en la foy & hommage de son seigneur feodal. Les nobles & plusieurs gens de l'estat de l'eglise, ont remōstré que ladite coustume ne fut oncques en v'sance, qu'elle est contraire à la disposition du droit commun, & à plusieurs coustumes cy dessus accordees, & autres cy apres ecrites, qui sont notoires à tous, par lesquelles vn heritier est faisfy des l'instant du trespas de son predecesseur, & par semblable le donataire ou autres acquiseurs, par la donation & tradition qu'il fait de la chose par luy acquise. Parquoy ont soustenu que ledit article deuoit estre rayé comme du tout inutile & hors des termes de raison. Ce qui a esté empesché par le procureur du Roy, disant que ledit article est coustume ancienne, introduite en la faueur des seigneurs feodaux, au preiudice desquels leurs vassaux ne peuuent estre dits possesseurs ne iouyssans de leurs fiefs, que premieremét ils ne leur ayent fait hōmage, & payé les droits en quoy ils sont tenus par la nature desdits fiefs. Sur-quoy & apres que d'une part & d'autre a esté desduit plusieurs autres faits, raisons & moyens, nous les auons renuoyes en la cour pour sur ce leur faire droit, ou autrement les appointer sur ledit different, ainsi qu'elle verra estre à faire par raison: & neantmoins par l'aduis & deliberation des gens d'eglise, nobles, aduocats, practiciens & autres du tiers estat, qui tous vni-formement ont esté d'une opinion, excepté les aduocat & procureur du Roy: auons dit que par prouision & sans preiudice dudit different, ledit article sera corrigé, & mis en la forme que le contient le cinquantiésme article dudit coustumier.

Et sur l'article trouué audit cayer sous la rubrique de simple faïfine, qui est tel que s'ensuyt. Item le cas de simple faïfine qui est pour recouurer faïfine & droit possessoire, se peut intenter apres l'an passé du droit possessoire perdu iusques à dix ans: & n'est besoin alleguer ne mōstrer tiltre. Aucuns desdits aduocats & practiciens & autres desdits estats, ont dit que ladite action de simple faïfine ne se doit intenter que pour recouurer faïfine & possession du payement d'aucunes rentes, droit de seruitude & autres choses incorporelles dont aucun a iouy & possédé par dix ans, & que ledit cas n'a lieu pour recouurer possession d'heritage, & se doit intenter endedans les dix ans du reffus de payer ladite rête, ou que lon a esté troublé audit droit incorporel, & non apres. Et est requis que le demandeur allegue & monstre tiltre, & ainsi en ont veu vser. Mesmes que l'article de ce faisant mention és liures coustumiers cōtient par expres qu'il faut monstre & alleguer tiltre. Et par aucuns autres practiciens & gens desdits a esté dit qu'ils ont veu vser dudit cas de simple faïfine pour recouurer possession d'heritage & chose corporelle. Apres la possession perdue d'an & iour n'est requis mōstrer tiltre, & ne font mention les anciens liures coustumiers si ledit cas se doit intenter pour chose corporelle ou incorporelle,

incorporelle, & qu'en aucuns d'iceux liures est escrit qu'il ne faut monstrier tiltre. Sur-quoy & apres auoir ouy la lecture des articles escrits dits cayers & liures coustumiers faisant mention de ladite coustume, lesquels ne disposent si ledit cas de simple faisine se doit intéter pour droit corporel ou incorporel, & qu'à l'exhibition du tiltre se treuuet cōtraires & differens les vns aux autres par l'aduis & deliberation de la plus grāde & saine partie desdits estats, qui ont esté d'oppinion que ledit cas de simple faisine se doit intenter pour droit incorporel, & est requis monstrier tiltre: auons ordonné que l'article deffusdit sera rayé, & qu'en son lieu sera mis l'article. lii. dudit coustumier.

Sur le. liiii. article commençant. Item aucun n'est receuable &c. Ledit maistre Nicolle goffet a dit pour messire Charles de roye à cause de sa seigneurie & chastellenie de Conty qu'il a droit de faire proceder par voye d'arrest sur toutes personnes trouuees en ladite terre de Cōty, à la requeste d'une partie par le premier sergeant du lieu & par simple ordonnance verbale de son preuost ou baillif dudit Conty, excepté contre ceux estans des subiets dudit comté de Clermont, parquoy s'oppose à la publication de ladite coustume, que premierement elle ne soit chargée dudit droit qu'il dit & maintient luy appartenir & estre en bōne & suffisante possession & faisine. Par semblable maistre Jacques petit pour lesdits mayre, pers & escheuins de Bulles a formé pareille opposition, disant que lesdits de Bulles ont droit & leur appartient faire proceder par voye d'arrest audit lieu de Bulles sur toutes personnes indifferemment, excepté sur les habitans dudit lieu, pour debtes reconnues, & que de ce ils sont en bōne possession. Au contraire les gens du Roy ont dit que lesdits seigneurs de Conty & communauté de Bulles n'ont aucun droit ne priuilege de pouuoir faire les arrests par eux pretendus, & n'en feront aucunement apparoir. Et que s'ils en ont iouy, c'a esté par vne vsurpation pour exiger des estrangers ce que bon leur a semblé, dont ils n'ont eu aucune connoissance. Ouyes lesdites parties en leurs raisons, les auons renuoyees à la cour pour ordonner sur lesdites oppositions ainsi quil appartiendra. Et neantmoins auons dit par prouision que ledit article recōneu par les assistans pour aucune coustume demourra comme il est cy dessus escrit.

Le. liiii. article commençant. Item, il est loisible &c. Et le. lv. article commençant. Item, vn simple transport &c. Ont esté introduits pour nouvelles coustumes du consentement & accord desdits estats.

Et le mercredy tiers iour dudit moys de Septēbre de matin sur le. lx. article trouué en l'ancien cayer contenant ce qui s'ensuit. Item, en matiere de cryees d'heritage, est requis qu'elles soyent faites par le sergeant executeur & cryeur iuré dudit Clermont, à ce present deux personnes du moins par quatre quatorzaines entresuyuans l'un l'autre sans interruption, en deux diuers lieux pour l'un en l'auditoire dudit Clermont à iour de ieudy, & l'autre à la croix du bourg d'icelle ville: apres le creācier doit faire adiourner les opposans ausdites cryees pour dire leurs causes d'opposition à certain iour, auquel iour il doit pareillement faire adiourner & appeller le deteur, sur lequel se font lesdites cryees, pour voir discuter desdites oppositions. Et aussi pour voir proceder à la discussion du decret desdits heritages. Aucuns des gens d'eglise & nobles ont remonstré qu'en leurs terres & seigneuries où ils disent auoir toute iustice & seigneurie haute, moyenne & basse, ils peuuent faire faire cryees & subhastations en leurs plaids des heritages assis en leursdites seigneuries, & faire proceder au droit & adiuicatiō par leurs gardes des iustices & officiers. Et de ce sont en bonne & suffisante possession, parquoy ont requis ledit article estre corrigé & augmenté pour leur regard, en declarant qu'à eux appartient de faire faire les cryees & decrets en leurs iurisdicions des heritages situez en leurs iustices. Autrement s'opposent à la publication de ladite coustume, en tant que par icelle lon en voudroit expulser & priuer. Pareillement ont dit que ladite coustume ainsi qu'elle est posée n'est de iustice & selon la forme qu'il est accoustumé de garder en toutes autres iurisdicions, entant que lesdites cryees se doyent faire en iour de plaids, & iceux tenās, afin que les gens qui ordinairement y affluent en habondance, puissent aduertir les crediturs desdites cryees pour eux venir opposer, & neantmoins le contraire se pratique par ladite coustume, en tant qu'elle porte par expres que lesdites cryees se font en l'auditoire dudit Clermont par quatre quatorzaines ensuyuans l'un l'autre sans interruption, & en iour de ieudy. Or il aduient le plus souuent que ledit iour est iour de feste, & ne se tient aucune iurisdiction, & par tant n'y assistent aucunes personnes pour ouyr lesdites cryees. Consequemment l'intention pour laquelle a esté ordonné ladite solennité frustree, & par les gens du Roy a esté dit au cōtraire, que les vassaux dudit comté de Clermont n'ont aucun pouuoir de faire faire cryees, & adiuager de-

Proces verbal

cret en leurs iustices:ains le Roy & ses officiers audit comté ont ceste auctorité & preeminence sur ses vassaux. Et si aucuns d'eux se sont efforcez d'en connoistre, c'a esté par vsurpation & entreprinse sur les droits dudit comté, & sont telles cryees faites en leurs iustices nulles, comme faites expressement contre ladite coustume qui est ancienne, & qui de tout temps a esté gardee, accordant neantmoins qu'elle fust corrigee seulement en ce qu'elle contient que lesdites cryees se doyuent faire sans interruption en iour de ieudy en l'auditoire dudit Clermont, & par aucuns des aduocats & practiciens illec assistés a esté dit que plusieurs cryees ont esté faites audit Clermont en iour de ieudy, soit qu'il fust feste ou non, iouxte ladite coustume qui tousiours a esté obseruee sans estre reuocquee en doubte, sur lesquelles cryees n'est encore interuenue aucune adiudication. Et pour la conseruation d'icelles ont requis estre fait mention en nostredit proces verbal de ladite coustume & vsance d'icelle. Sur-quoy & apres auoir ouy les opinions des gens desdits trois estats par l'aduis & deliberation de la plus grande & saine partie d'iceux, auons ordonné qu'il sera fait mention en nostredit proces verbal de ladite coustume accordee, par les assistans, ancienne, & que ce neantmoins elle sera corrigee ainsi que le contient le .lx. article dudit coustumier. Et outre ladite correction, que les quatre articles prochains ensuyuant cotez audit coustumier .lxi. .lxii. .lxiii. & .lxiiii. seront introduits pour nouvelles coustumes.

L'article de coustume cotté audit liure coustumier .lxvi. commençant. Item toutes actions, &c. a esté accordee pour ancienne coustume, & a esté rayee la clause qui s'ensuyt. Apres lesdits trente ans passez lon pourra poursuyure l'obligé en action d'hypothecque qu'en dedans les dix ans ensuyuans, laquelle clause estoit contenue en l'ancien cayer à nous presenté, & ce du consentement desdit estats.

Sur le .lxviii. article contenant. Item, droit d'hypothecque se prescript par vn tiers detenteur d'aucun heritage ou autre chose reputee immeuble par dix ans entiers & continuels entre presens, & vingt ans entre absens, à iuste tiltre & de bonne foy. Aucuns des aduocats & practiciens assistans à ladite assemblee ont remonstré que par la coustume escrete es anciens liures coustumiers n'y auoit que dix ans pour prescrire ledit droit d'hypothecque. Ce neantmoins ils l'ont veu autrement practiquer selon la forme & par le temps contenu en l'article dessusdit, qui est de dix ans entre presens, & vingt ans entre absens: & pource que lon pourroit faire quelque doubte sur l'interpretation de ladite coustume, à sçauoir sil est entendu de l'hypothecque procedant à cause de la charge personnelle, ou de l'hypothecque pour la charge reelle à cause d'une rente, cens, surcens, ou autre charge que seroit deu sur le fons de quelque chose corporelle, & qu'vsant de ladite coustume ancienne, auoit lieu en toutes hypothecques. Ont requis ledit article estre plus amplement déclaré, & par autres practiciens & autres desdits estats a esté dit & soustenu au contraire que ladite coustume ancienne donnant temps de dix ans seulement pour acquerir la prescription dudit droit d'hypothecque a eu tousiours lieu, l'ont veu ainsi obseruer & alleguer en plusieurs proces pendans es sieges dudit Clermont, & que ledit temps de dix ans est suffisant pour acquerir prescription dudit hypothecque, soit entre presens ou absens, autrement n'auroit assurance des choses acquises, & ne se doit amplier ladite coustume plus auant qu'elle est escrete. Sur-quoy prins les opinions des gens desdits trois estats, & apres que la plus grande & saine partie tant desdits aduocats & practiciens que autres des assistans ont reconneu l'vsance de ladite coustume auoir esté telle comme est contenu en l'article dessusdit, & auoir lieu contre toutes hypothecques: Auons ordonné du consentement desdits estats que ladite coustume cy dessus escrete demourera comme ancienne, & que pour oster la doubte que lon pourroit faire sur la difference desdits hypothecques, sera mis audit coustumier aussi pour ancienne coustume l'article prochain ensuyuant cotté .lxix.

Et apres auoir fait lecture d'un article estant en la rubrique des fiefs, contenant. Item s'un vassal presume tant de foy, que de foy bouter & prendre la iouissance par vne ou plusieurs annees d'un ou plusieurs fiefs sans les auoir releué de droicture, n'en faire les droits & devoirs deuz à son seigneur, & depuis telle iouissance il s'offre & demande estre receu à l'hommage desdits fiefs, & en faire tous devoirs, tel seigneur peut differer à faire & donner audit vassal sur ce responce, tant & iusques à ce qu'il aura iouy & prins les leues desdits fiefs ou fief autât sans le vassal, comme iceluy vassal les a tenues sans seigneur, & ainsi se peut faire, sauf & reserué contre son vassal mineur, quand telle faute seroit commise par son gardien ou baillistre, où en ce cas la chose ne seroit de preiudice audit mineur. La plus grand part des gens d'eglise, les nobles & autres du tiers estat ont remonstré que le contenu dudit article ne fut oncques practiqué
audit

audit comté, & qu'il est du tout inique, defraisonnable, & contraire à plusieurs articles de coustumes cy dessus accordees par les trois estats pour plusieurs raisons par eux desduites, pour lesquelles ont requis que ledit article fust rayé & mis hors desdites coustumes: ce qui a esté empesché par les gens du Roy, disans que ledit article de coustume estoit escrit & trouué en tous les anciens liures coustumiers, faisant grandement au proufit du Roy & comte de Clermont & autres seigneurs feodaux, pour contraindre leurs vassaux à faire leurs hommages & deuoirs qu'ils sont tenus faire par la nature de leurs fiefs. Et autrement à faute de ce faire ne se peuvent dire seigneurs possesseurs de leurs fiefs, & que faisant lesdits deuoirs, ils n'ont aucun interest en ladite coustume. Par tant auons sur ce demandé les opinions aux assistans, lesquels ont concordablement dit, mesmement les aduocats & practiciens certifient iamais n'auoir veu alleguer ne practiquer ladite coustume en aucune maniere: parquoy auons ordonné que ledit article sera rayé & mis hors dudit coustumier.

Sur l'article estant en l'ancien cayer, contenant ce qui s'ensuyt. Item, l'ainné fils peut releuer & entrer en hommage de son seigneur, si bon luy semble, du total desdits fiefs, ou seulement des deux pars, & il aduient qu'il ayt releué pour le total, les maisnez peuvent releuer leur dite tierce partie, & en faire hommage à leur dit frere ainné, ou enuers ledit seigneur feodal, auquel que bon leur semblera. Les gens du Roy ont remonstré que par cy deuant apres que plusieurs vassaux dudit comté ont eu releué de leur frere ainné la tierce partie des fiefs à eux succedez, leurs enfans & successeurs ont esté en apres contrains de releuer lesdites pars dudit ainné ou de son heritier, en faisant entreprinse sur les droits dudit comté & des autres seigneurs feodaux ayans fiefs tenus d'eux. Par ce que ladite coustume parlant des reliefs que les puisnez peuvent faire aux ainnez ne s'entend que pour la premiere fois seulement. Et ainsi l'ont tousiours fait obseruer, quand tels reliefs sont venus à connoissance, & autrement si le contraire se practiquoit, ledit comté de Clermont & autres seigneurs de fiefs perdroient par succession de temps leurs teneures feudales, & les droits & proufits qui en dependent. A ceste cause ont requis ledit article estre corrigé, & pour y donner plus claire intelligence estre augmenté de ces mots, pour la premiere fois seulement. Ce qui a esté contredit par aucuns des gens d'eglise, nobles & autres du tiers estat, disans que ladite coustume ne se doit entendre n'autrement interpreter que par l'v'sance sur ce faite, par laquelle se trouuera que les enfans des puisnez ayans releué de leur ainné, ont tousiours releué dudit ainné & de ses heritiers ou successeurs. Sur quoy & apres auoir remonstré aux assistans la consequence de ladite coustume, si elle estoit obseruee comme la maintiennent aucuns desdits estats, la perte qui en aduendroit nō seulement audit comte de Clermont seigneur dominant, mais à chascun des vassaux ayans fief audit comté: & sur ce prins l'opinion des assistans, auons dit suyuant l'aduis, accord & consentement de la plus grande & saine partie, que ledit article seroit corrigé en la forme qu'il est cōtenu au. lxxxii. article.

Et sur autre article. lxxxiii. estant audit ancien cayer, contenant. Item, si en ligne directe aucune succession de fief est escheuë à plusieurs enfans toutes filles, elles partissent esgallemēt esdits fiefs, sauf que l'ainnee emporte hors part le chef lieu desdits fiefs, & l'hommage de ses sœurs, & par ce peut icelle ainnee releuer du seigneur feodal le total desdits fiefs. Par l'aduis & deliberation des dessusdits gens des trois estats, & apres que tous vniformement ont dit l'ainnee fille n'auoir plus grand droit, quant au chef, que le fils ainné, & que ladite coustume portât qu'elle aura le chef lieu de tous les fiefs assis audit côté si plusieurs en auoit à son chois & election, & ne l'ont veu autrement practiquer. Auons ordonné que ledit article sera corrigé, & augmenté comme il est contenu au. lxxxiii. article.

Et sur l'article. lxxxvi. dudit ancien cayer, contenant ce qui s'ensuyt. Item, le chef lieu d'un fief s'estend en la maison & hostel seigneurial, & en vn iardin à l'entour dudit hostel grād d'un vol de chapon, ledit iardin estimé à un arpent de terre si n'y a murailles & autres indices qui demonstrent le plus ou le moins. Plusieurs des nobles & autres assistans ont remonstré qu'en plusieurs maisons seigneuriales, tant anciennes que nouvelles basties, les basses cours sont distinctes & separees des maisons manables, au moyen de laquelle separation aucuns enfans puisnez voudroient dire que lesdites basses cours ne seroient du chef lieu. Et pource que le tout ensemble ne doit estre reputé que la maison seigneuriale, ont requis ledit article estre en ce regard augmenté. Ce qui a esté cōtredit par aucuns autres gēs nobles, & des autres estats, disans que ladite basse cour distincte & separee du lieu ne doit estre comprise audit chef lieu, autrement l'ainné auroit deux maisons pour vne, contre l'intention de la coustume. Plus ont

Proces verbal

dit que plusieurs personnes tant pour leur proufit que pour leur plaisir ont fait faire, & font faire par chascun iour clostures de grand nombre d'arpens de bois, terres, iardins & praeries contigus & tenans à la maison seigneuriale, que les aînez veulent dire leur appartenir sous ces mots, s'il n'y a murailles ou indices qui demonstrent le plus ou le moins, qui seroit le grand detrimement des puisnez, par ce qu'en aucuns lieux lesdites clostures contiennent la plus grande partie du fief. A ceste cause & pour obuier aux proces qui sur ce pourroient estre intentez, ont requis ledit article estre corrigé, en interpretant de quelle quantité doit estre estimé le vol d'un chapon, où il y auroit murailles & clostures ou autres indices : & par Denis d'Arquinuillier seigneur d'Anuillier, a esté dit que tout ce qui est enclos de murailles tenas au lieu seigneurial doit appartenir à l'aîné pour le vol de chapon de quelque estendue qu'il soit, & n'y peuuent rien pretendre les puisnez, & s'opposoit à ce qu'aucune interpretation ou limitation fust pour ce regard faite à ladite coustume. Sur-quoy & apres prins les opinions de tous les assistans, auons par l'aduis, deliberation & consentement de la plus grande & saine partie, ordonné que la coustume cy dessus écrite sera mise en nostre proces verbal cōme estant coustume ancienne pour valoir & seruir pour le passé ce que de raison, & que neantmoins elle sera corrigee & augmentee pour l'aduenir en la forme que le contient le .lxxxvi. article.

Et sur l'article .xc. de l'ancien cayer contenant. Item, que tout homme noble tenant fief est tenu & réputé aagé de vingt ans, & la fille à quinze ans accomplis quant à la foy & hommage & administration de fief. Aucuns des nobles, aduocats & practiciens illec assistans, ont remōstré, que le temps limité par ladite coustume est trop long & preiudiciable aux mineurs estans en la garde ou bail d'aucuns de leurs parens, par ce que pendant ledit temps tels gardiēs ou baillistres prennent les fruits des seigneuries appartenans ausdits mineurs. Disans plus, que les liures coustumiers dudit Clermont se trouuent en ce regard differens les vns des autres, & qu'en aucuns, le temps limité par ledit article y est contenu, & les autres ne font mention que de quinze ans, quant aux males, & douze ans pour les filles, & ne s'en treuve rien arresté au certain, tant par lesdits liures coustumiers, que par l'usage. Sur-quoy apres auoir ouy les opinions des trois estats, & que tout d'un commun accord & consentement, ont réputé le fils estre en aage suffisant à dix-huit ans & un iour, & la fille à quatorze ans & un iour, pour faire hommage de leurs fiefs, & en faire les fruits, leur auons ordonné que ledit article sera corrigé en la forme qu'il est contenu au .xc. article.

Et sur l'article .xciii. dudit ancien cayer, contenant ce qui s'ensuyt: Il loist au seigneur apres la dessaisine & auant la saisine & infeodation du fief ou heritage vendu, retenir ledit fief ou heritage, & le reunir à son domaine, en restituant les deniers & loyaux coustemens sur ce, si ce n'estoit que tel fief ou heritage fust propre au védeur, & que l'acquisition fust faite par un sien parent du costé & ligne dont l'heritage est venu. Aucuns desdits gens nobles ont remonstré que plusieurs ayans acheté heritages redeuables de censives, ou autres charges seigneuriales dont ils ne sont saifiz, apres en auoir iouy par quelques annees, & payé ce dont ils sont redeuables veulent maintenir que les seigneurs dont lesdits heritages sont tenus, ne les peuuent plus reunir à leur domaine, & que par la recepte qu'ils ont faite desdits cens & autres redeuances, ils sont exclus de ladite rétention, combien qu'il n'y eust encores aucunes saisines, que ne seroit chose raisonnable, attendu que telle iouissance & payement sont le plus souuent inconneuz aux seigneurs, qui sont contraints de faire recueillir & recevoir leur bien & reuenue par officiers & main estrange, & aussi que ladite reunion est un droit seigneurial qui ne se peut prescrire. A ceste cause ont requis ledit article estre augmenté, & qu'en donnant intelligence à ladite coustume telle comme elle se doit entendre, & qu'elle a esté obseruee, il soit dit que ledit seigneur de fief pourra faire ladite reunion, nonobstant quelconque iouissance & laps de temps. Sur-quoy & apres que lesdits estats ont reconneu la coustume contenue au dessusdit article estre ancienne, & qu'ils n'ont voulu contredire l'augmentation requise par aucuns desdits nobles, auons ordonné qu'en la fin de ladite coustume seront adioustez ces mots, Nonobstant quelconque iouissance & laps de téps, ainsi qu'il est contenu au .xciii. article, & que pour obuier à l'interest qui a esté remonstré par aucuns du tiers estat, le cas aduenant que la saisine fust perdue, a esté introduit de nouveau la coustume, cottee .xciii.

Sur le .xcv. article contenant. Item, quand aucun seigneur feodal achete de son vassal aucun fief ou fiefs mouuans de luy, telle acquisition ne se peut dire reunion, ne chose remise à sa table, mais est reputée audit seigneur son acquest, & en ce cas est tenu ne prendre inuestiture de son seigneur superieur, luy en payer les droits & quints deniers & faire hommage, & par ce iceluy

iceluy acheteur perd dudit fief par luy acheté son hommage, & ce qui au parauant estoit arrierefief audit seigneur superieur, luy deuient plein fief pendant que ledit acheteur tiendra lesdits deux fiefs en ses mains. Les aduocats & practiciens illec assistans & plusieurs autres desdits estats, ont concordablement dit ladite coustume estre ancienne, fors & excepté la derniere clause, contenant ces mots: Pendant que ledit acheteur tiendra lesdits deux fiefs en ses mains, laquelle pour plusieurs raisons par eux desduites, y a esté augmenté d'un commun accord & consentement desdits estats, pour limiter & retraindre ladite coustume.

Les ci. cii. ciii. ciiii. cv. & cvi. articles dudit coustumier, ont esté introduits pour nouvelles coustumes, du consentement desdits estats.

Et le ieuuy en suyuant quatriesme iour dudit moys de Septembre, en continuant la publication desdites coustumes, maistre Jean filleau aduocat parlant pour les bourgeois, manans & habitans de ladite ville & fauxbourgs de Clermont, a remonstré que la coustume cy dessus enregistree au xciii. article, contenant qu'un seigneur de fief peut reunir à son domaine l'heritage ou fief tenu de luy sur l'acquesteur au parauant la saisine ou infeodation, nonobstant quelle iouyssance ou laps de temps: Est trespreiudiciable & contre le bien & vtilité du pays, parce qu'il n'y auoit personne qui fust assureé en son acquisition n'en l'heritage venant de ses predecesseurs, parce qu'apres qu'un acquesteur d'un fief ou autre heritage aura en son infeodation ou saisine de la chose par luy acquise du seigneur dont elle est mouuant, & par son labour, industrie ou autrement l'aura amendé & fait valloir trop plus que la chose ne luy aura couste, yra de vie à trespas, comme lon voit souuent aduenir, delaisant aucuns enfans ou autres heritiers, lesquels si par inconuenient de feu & autrement par succession de temps perdoient ladite saisine & infeodation, & laquelle peut estre, leur seroit substraite par la menée & pratique du seigneur du fief qui aura vouloir de recouurer la chose ainsi ameliorée, ledit seigneur voudroit auoir ladite chose vendue pour le pris de la premiere acquisition, nonobstant la iouyssance qu'en auroit fait à son veu & sceu ledit acquesteur & ses succeffeurs par long temps, & à ce moyen seroit perdu l'amendement & melioration qui auroyent esté faits, soit en bastiment ou autrement, qui seroit le detrimet d'un chascun, tant nobles qu'autres estats. A ceste cause, & aussi que lesdits mots, nonobstant quelconque iouyssance ou laps de temps mis à la fin de ladite coustume n'ont esté entendus, a requis estre receu à opposition, à la publication de ladite coustume, pour lesdits bourgeois, manans & habitans dudit Clermont. A quoy luy auons fait responce que du iour d'hier par l'aduis & deliberation des estats, ladite coustume fut accordée sans contredit n'opposition, parquoy l'auons renuoyé en la cour pour soy pourueoir sur son opposition, ou autrement ainsi qu'il verra estre à faire.

Et sur le cxi. article dudit coustumier, l'estat de l'eglise s'est opposé à la publicacion de ladite coustume, disant qu'il y a ordonnance du Roy, par laquelle quand ils ont acheté aucuns heritages, & ils en ont iouy six moys en la presence du seigneur dont lesdits heritages sont mouués, ils ne sont en apres les six moys passez tenus d'en vuyder leurs mains: & de ladite ordonnance se submettent plus amplement en faire apparoir. Au contraire les gens du Roy ont soustenu que ladite coustume est ancienne, & a esté de tout temps obseruée comme elle est cy dessus écrite, faisant au prouffit du Roy & de ses suiets, parquoy deuoit demorer en son entier: surquoy & pour faire droit sur ladite opposition, auons renuoyé lesdites parties en la cour, & neantmoins par l'aduis & deliberation des deux autres estats, auons ordonné que par prouision ledit article demourra & sera escrit pour coustume, ainsi qu'il gist.

Sur l'ancienne coustume cxii. contenant ce qui s'ensuyt. Item, il loist au seigneur feodal faire saisir & mettre en sa main tous les heritages tenus & mouuans de luy à faute de cens non payé, & ladite saisie soustenir pour la derniere annee, & pour la seureté de celle aduenir: mais en cas de debat le detenteur aura main leuee pendant proces en baillant caution, & là où il y auroit desadueu ne seroit suiet à caution, & ne tient ladite saisie que pour la derniere annee. D'un commun accord & consentement de tous lesdits trois estats, ledit article a esté corrigé en la forme & maniere qu'il est contenu au cxii. article dudit coustumier.

Au cxv. article qui estoit contenu en l'ancien cayer, excepté ceste clause, & en tous cas se peut adresser ledit seigneur à l'heritage vendu pour lesdits droits & amédes, & laquelle clause a esté adioustee à l'ancienne coustume du consentement & accord desdits estats.

Et sur l'article cxvi. trouué audit ancien cayer contenant, à Clermont & és environs à faute de cens d'argent non payé, il eschet en amende de cinq sols parisis, toutesfois à Nully & en

Proces verbal

autres plusieurs lieux lon a accoustumé prendre sept sols six deniers parisis d'amende au lieu desdits cinq sols parisis. Plusieurs seigneurs siefuez illec assistans, ont remonstré que ledit article deuoit estre corrigé en ces mots de cens d'argent, & que lon le deuoit augmenter en cens d'argent, grain & autres redeuances, à cause de censue, par ce que l'amende est deüe par le siet aussi bien d'un que d'autre, ce qui a esté contredit par la plus grande partie des gens du tiers estat, disans qu'il n'y auoit amende deüe que par faute de payer le cens d'argent & non des autres redeuances. Sur-quoy prins les opinions desdits gens des trois estats, auons ordonné par l'aduis & deliberation de la plus grande & saine partie, que ledit article fera corrigé & augmenté en la forme qu'il est couché au cent seiziesme article dudit coustumier.

Le cxvii. article a esté accordé pour ancienne coustume, fors la derniere clause commençant: Et sera tenu l'acheteur, Laquelle a esté induite par les trois estats, & adioustee pour nouvelle coustume.

Le cxviii. article a esté introduit pour nouvelle coustume du cōsentemēt & accord desdits estats. Apres q̄ les articles faisans la fin de la rubrique de cēsiue & chāpars ont esté leuz & accordez, ledit maistre Pierre de hacqueuille conseiller du Roy, seigneur d'Ons en Bray: Vvaillcourt, procureur du seigneur de Baulu: Jacques petit, procureur du seigneur de Caigny: Adriañ petit, procureur du seigneur de Houdene, du seigneur de Troussures, & du seigneur de saint Aubin en Bray: Pierre de clement, seigneur du Vault & du Houffoy: Pierre gayant, procureur de François du mesnil, & Aubert de creteret, seigneur de Harchyes: ledit cousturier, procureur de Nicolas du clement, seigneur en partie de Cempuys, de Jacques & Iaspert d'Estrees seigneur en partie de Coutres: Pierre le roy, procureur de damoyelle de Candeuille, ont respectiuelement dit & demonstré, qu'à cause desdites terres & seigneuries ils ont tel droit, qu'en mutation & descēte de succession pour heritages roturiers, leur est deu droit de relief de cinq sols parisis pour chascune mesure, & pour chascune myne de terre douze deniers parisis, dont les coustumes desdites censües ne font aucune mention: à ceste cause ont requis qu'il y fust mis & adiousté en ladite rubrique vn article faisant mention dudit droit: autremēt & où ladite augmentation ne seroit faite, ont protesté que les autres coustumes cy dessus escrites ne leur puissent preiudicier audit droit. Ce qui a esté contredit & empesché par Nicolas labbé, procureur des marguilliers de Torfures, des marguilliers de Harchyes, des marguilliers de Grincourt & de S. Aubin pres de Beauuais, faisans iceux marguilliers pour tous les habitans desdits lieux, & par Jean coppin demourant audit Nully, disant que lesdits droits pretendus ne leur sont deuz, & n'a esté accoustumé de les payer, faisans toutes autres protestations au contraire.

Le cxxiii. article commēçant: Item, l'homme & femme &c. a esté du commun accord accordé desdits estats introduit pour nouvelle coustume, & l'anciēne coustume par laquelle don mutuel n'auoit lieu audit comté a esté corrigee.

L'article cxxiiii. qui est ancienne coustume, a esté adioustee ceste clause, sinon par donation mutuelle, cōme dit est dessus, au moyē de la coustume precedēte nouvellement introduite.

Les cxxv. & cxxvi. articles dudit coustumier ont esté semblablement introduites pour nouvelles coustumes.

Sur les cxxvii. articles qui s'ensuyuent trouuez en l'ancien cayer: Item par ladite coustume donner & retenir n'a lieu en ceste comté, en maniere que s'aucun dōne son heritage a autruy, & qu'il ne s'en dessaisist, telle donation est de nulle valeur. Item, donner la propriété d'aucū heritage l'vsusfruit à vie ou à temps à soy retenu, n'est reputé donner & retenir, & vaut telle donation. Ledit maistre Pierre de hacqueuille cōseiller du Roy, a dit que lesdits deux articles sont deux coustumes nouvellement mises au lieu de deux autres coustumes escrites es anciens liures coustumiers, dont la teneur ensuyt.

Item, par ladite coustume donner & retenir n'a lieu en icelle comté, en maniere que si aucū donne son heritage à autruy, & il ne s'en dessaisist, ains retient à soy la iouissance d'iceluy son heritage, ou chose donnée, telle donation est de nulle valeur & ne vaut rien.

Item, ladite chose ainsi donnee que dit est, chet en succession du donateur, si il en est mort faisy & vestu, & que le donataire n'en soit faisy & vestu du seigneur dont la chose est mouuant, & s'est opposé à ce que les dessusdits deux premiers articles soyent mis pour coustumes anciēnes, declarant toutes fois qu'il ne veut empeschier qu'ils soyent mis pour coustumes nouvellement introduites. En faisant mention desdites deux coustumes anciēnes, & par aucuns praticiens & autres desdits estats a esté dit que lesdites deux coustumes anciēnes & vsance d'icelles bien entēdues, ne sy trouuera aucune desfrogeance, & que lesdits premier & nouveaux articles

tibles y ont esté mis en faisant ledit cayer pour donner plus claire intelligence ausdites coustumes anciennes, lesquelles demourans par les termes qu'elles sont escrites esdits liures anciés, sont contraires à plusieurs autres coustumes cy dessus accordees, par lesquelles vn donateur ayant apprehendé de fait la chose à luy donnée, en est reputé saisy & possesseur, nonobstant qu'il ne soit en fief ou infeodé du seigneur, ce que ne seroit pas, lesdites coustumes anciennes demourans en leur entier. Sur-quoy par l'opinion & consentement des assistans auons dit que lesdits deux premiers articles seront receuz, & au lieu d'iceux seront mis les deux articles desdites deux coustumes anciennes, cotees cxxvii. & cxxviii. Et en la fin de la dernière & apres ces mots, & que le donateur ne soit saisy ne vestu du seigneur dont la chose est mouuant, sera adioustee ceste clause, ou qu'il n'ayt prins apprehension de fait du viuant & du consentement du donateur.

Et apres la lecture faite du cxxix. de la rubrique des dons & disposition entre vifs, aucuns desdits aduocats, practiciens & autres desdits estats, ont remonstré qu'és anciens liures coustumiers estoit couché vne coustume non comprinse icy dessus, contenant ce qui s'ensuyt.

Item, quand le pere qui a plusieurs enfans done à l'un d'eux en faueur de mariage ou autrement, par trop excessiuement de ses heritages, en maniere que les autres enfans apres le trespas de leur pere & mere se treuuent par trop excessiuement desheritez, & ne vient leur dit frere à rapporter, ains se tient à ce que donné luy a esté par son dit pere: en ce cas tels dons excessifs n'ont lieu, ains se doyuent rescinder & reformer par iustice, ainsi que lon verra estre à faire par raison, laquelle coustume ils ont veu de tout temps obseruer, alleguer ou practiquer. A ceste cause ont requis qu'elle soit mise en ladite rubrique comme ancienne, & pource qu'aucuns proces sont aduenuz entre aucuns des subiets dudit comté sur l'intelligence de ladite coustume, par ce qu'elle ne determine iusques à quelle portion ou quantité le pere ou mere peuuent donner à leurs enfans des biens de leurs successions, pour estre ledit don vallable & nō excessif, ont demandé ladite coustume estre en ce regard augmentee pour obuier ausdits proces, laquelle requeste mise en deliberation, & apres que tous les assistans ont concordablement certifié ladite coustume estre ancienne, auons ordonné par l'opinion de la plus grande & saine partie, qu'en interpretant & donnant plus claire intelligence à ladite coustume ancienne, sera mis & de nouuel introduit l'article coteé cxxix.

Sur l'article cxxxii. de l'ancien cayer contenant. Item, toutes franches personnes saines d'entendement, agees & vsans de leurs droits, peuuent disposer par testamēt & dernière volonté de tous leurs biens meubles acquests & conquests immeubles, & de la quinte partie de tous leurs propres heritages au proufit de personnes capables. Aucuns des assistans ont remonstré que ledit article est trop general, & se doit restraindre pour le regard des gens mariez ayās enfans, par ce qu'une personne longuement agitee de maladie est grandement diminuee de sens & entendement, & que lors faisant son testament elle dispose plus tost par la volūtē du curé ou chappelain que par la sienne, & souuent lon voit aduenir, que par tels testamens les enfans sont desheritez par leurs pere & mere qui n'ont autres biens que meubles & conquests immeubles, & par les aduocats & practiciens & autres desdits estats, a esté dit qu'en l'ancienne coustume de ce faisant mention y a quelque limitation, & n'est si generale que la precedente cōtenue audit article, & pource qu'elle pourroit seruir à plusieurs personnes pour le passé, ont requis qu'il en soit faite mention en nostredit proces verbal, au cas qu'elle fust corrigee, laquelle contient ce qui s'ensuyt. Plus par icelle coustume vn chascun par son testament & ordonnance de dernière volonté peut disposer & donner à qui que bon luy semble ses biens meubles & acquests, excepté à ses enfans ou à autres qui soyent habiles à estre ses heritiers, lesquels on ne peut plus aduantage l'un que l'autre: surquoy & apres que lesdits assistans, mesmemēt lesdits aduocats & practiciens ont reconneu ladite coustume estre ancienne & en vsage, auons ordonné qu'ils auront lettre de ladite reconnoissance pour leur seruir pour le passé, & que suyuant l'aduis & deliberation desdits estats, que ledit article commençant: Item, toutes franches personnes, cy dessus recité, sera augmenté de ceste clause, pourueu qu'il n'y ayt point d'enfans, & là où il y aura enfans, ne pourront disposer que de leurs meubles, acquests & conquests: laquelle augmentation est introduite pour nouvelle coustume du consentement desdits estats, & est ledit article coteé au nouveau coustumier cxxxii. Ce fait plusieurs desdits aduocats, practiciens & autres du tiers estat ont dit & remonstré que de tout temps lon a par cy deuant tousiours obserué vne coustume introduite en la faueur des gens mariez qui est escrite és anciens coustumiers faisant le premier article de la rubrique desdits testamens, contenant

Proces verbal

ce qui s'ensuyt. Par la coustume gardee au diocese de Beauuais: auquel diocese la plus part dudit comté est assise par testament & ordonnance de derniere volunté, l'homme à sa femme & la femme à son mary peut donner & laisser à tousiours, tous les meubles & conquests immeubles, avec le quint de son propre heritage: & pource que cy apres lon pourroit dire que la coustume precedente & derniere accordee, est en partie destructiue de ladite ancienne coustume, ont requis qu'elle fust mise audit coustumier pour en vser selon sa forme & teneur, comme il a fait de toute ancienneté. Et au contraire plusieurs des gens d'eglise & nobles ont dit que ladite coustume est inique & preiudiciable au bien commun & vtilité du pays pour plusieurs inconueniens, qui à raison d'icelle se sont ensuyuiz, & que lon voit encores par chascun iour plusieurs enfans qui en sont destruits & mis à paureté. Mesmement plusieurs bons menages perduz & gastez pour les inimitiez qui ont esté entre plusieurs conioints par mariage, quand l'un d'eux à esté refusant de tester au proufit de l'autre des choses à eux permises par ladite coustume, & pour ces causes & autres plus amplement desdites en ladite assemblée, ladite coustume doit estre du tout abollye, & l'article rayé, à ce qu'il n'en soit aucunement vse pour l'aduenir. Et sur ce auons demandé l'oppinion des assistans, & par l'aduis & deliberation des gens d'eglise, nobles faisans la plus grande & saine partie desdits trois estats, & nonobstant le contredit de la plus part du tiers estat, auons ordonné que ladite ancienne coustume sera pour l'aduenir abollye, & que d'icelle en seroit faite mention en nostre proces verbal pour seruir es choses passees, & au lieu de ladite coustume, seroit mis & introduit pour nouvelle coustume l'article. cxxxii.

Le cxxxiii. article a esté accordé pour ancienne coustume, par la certification desdits estats qui ont dit que le contenu audit article a esté tousiours gardé & obserué, supposé qu'il ne soit contenu audit ancien cayer.

Le cxxxiiii. article a esté accordé pour ancienne coustume, excepté ceste clause, si le testateur n'auoit ordonné que ses executeurs fussent faisiz iusques à somme certaine seulement, qui a esté adioustee pour nouvelle coustume du consentement desdits estats.

Pareillement sur le cxxxv. article contenant. Item lesdits executeurs peuuent & leur loist faire la deliurance des legs contenuz en iceluy testament au proufit d'iceluy ou ceux à qui ils sont faits pour le regard des biens meubles & sans les heritiers dudit deffunct, & quant aux biens immeubles, est requis que les heritiers soyent appelez. Aucuns desdits aduocats & practiciens ont dit que par l'ancienne coustume de ce faisant mention, lesdits executeurs souloyent faire deliurance des immeubles aussi bien que des meubles, sans pour ce faire appeller les heritiers du trespassé. Et ainsi en a esté vse anciennement: toutesfois depuis quelque tēps elle a esté contredite en plusieurs proces intentez es sieges dudit comté, où il a esté soustenu qu'il estoit requis appeller les heritiers à la deliurance desdits legs, pour le regard des immeubles, & pource qu'aucuns desdits proces sont encores indecis, ont requis en estre faite mention en nostredit proces verbal, comme d'ancienne coustume corrigee pour l'aduenir, ce qu'auons accordé de l'accord & consentement. Aussi Guy du Belloy, escuyer, seigneur dudit lieu & de Roiuiller, nous a requis charger nostre proces verbal d'une autre ancienne coustume contenant que les heritiers d'un testateur peuuent prendre & auoir l'execution de son testament, si bon leur semble, en baillant bonne & seure caution, sur laquelle requeste & que ladite coustume a esté reconneüe & attestee veritable par tous les aduocats & practiciens illec assistans, y compris vne clause y estât escripte, portant ces mots: Pourueu que lesdits heritiers ayent ledit testament pour agreable. Auons ordonné que ledit du Belloy en aura lettre, ensemble de ladite reconnoissance: & neantmoins sur ce que plusieurs desdits estats ont remonstré que ladite ancienne coustume estoit iniuste & damnable, au moyen que les legs & dispositions mentionnees esdits testamens sont au preiudice desdits heritiers, qui sans contrainte de iustice ne seront par eux accompliz, & en ce regard sont lesdits heritiers communement reputez les ennemys des ames des testateurs, & par ladite coustume lesdits testamens demeurent souuent inexecutez, & que si elle estoit escripte en nostredit proces verbal comme reconneue ancienne, aucuns en voudroient cy apres vser, si nostredit proces verbal n'estoit par semblable chargé de quelque autre article desrogeant à ladite coustume. Laquelle pour ces causes ont requis estre du tout abollye, & sur ce prins l'oppinion des assistans qui d'un accord ont esté de cest aduis, auons ordonné que ladite coustume sera abollye, & n'aura aucunement lieu pour l'aduenir.

Le cxl. article a esté introduit pour nouvelle coustume d'un commun accord & consentement

ment de tous lesdits estats, & la remonstrence faite par aucuns d'eux, auons ordonné que nostre proces verbal sera chargé de l'ancienne coustume de ce faisant mention, qui par cy deuant estoit gardé audit comté, pour rendre lesdits testamens solennels pour valoir & seruir pour le passé, laquelle a esté reconnue par lesdits estats, & signamment par lesdits aduocats & practiciens de la forme qui ensuyt. Item, & peuuent receuoir tels testamens, le curé du testateur, notaires apostoliques ou de cour d'eglise, presens à ce deux tesmoings dignes de foy pour le moins. Aussi se peut passer par deuant deux notaires de cour laye, auquel cas n'est besoing d'auoir tesmoings.

Après la lecture du. cliiii. article, ledit Vvalicourt pour lesdits religieux, abbé & conuent de Froismont, s'est opposé à la publication de ladite coustume, disant que lesdits religieux, abbé & conuent ont priuilege au contraire du sainct siege apostolique, par lequel est contenu par expres, que ledit abbé & vn chascun des religieux peuuent succeder à leur pere & mere & autres parens, tant en ligne directe que collateral. Ce qui a esté denié par lesdits gens du Roy, disant que quand ores ils en feroient apparoir, si seroit tel priuilege nul pour les causes & raisons qu'ils entendoient desduyre. Parquoy pour ordonner sur ladite opposition, auons renuoyé lesdites parties en ladite cour, & neantmoins ordonné que ledit article demourera par prouision ainsi qu'il gist.

Et sur le. clv. article, contenant. Item, representation a lieu en ligne directe & non en ligne collateral, lesdits Guy du belloy & Anthoine de rauemel seigneur de Rantegny se sont opposés à la publication de ladite coustume, disans que par l'effect d'icelles, les anciennes maisons dudit comté, riches & opulentes en biens, yront par succession de temps en paureté & ruyne, tellement que les enfans puisnez qui par le trespas de leur aîné decedé n'ayant que filles, doyuent partir les noms & armes de leur maison, seront pauures & n'auront dequoy la soutenir, & viendront les biens de ladite maison aux filles de leur frere aîné, & aussi que ladite nouvelle coustume sera cause que les aînez seront du tout desobeissans à leur pere ou mere, & s'en iront où bon leur semblera prendre alliance par amourettes, ou autrement par seduction, n'ayans regard à la maison dont ils sont venus & yssus, n'a l'honneur de leurs predecesseurs parens, bien connoissans que soit qu'ils meurent ou non deuant leursdits pere ou mere, eux ou leurs enfans, ne pourront faillir audit droit d'aînesse, dont pourroyent venir plusieurs autres inconueniens presentement recitez par lesdits du Belloy & de Rauemel. Et par les gens d'eglise aucuns desdits nobles & par tous ceux du tiers estat a esté dit au contraire, que la coustume ancienne contenant que representation n'a lieu, est iniuste, desraisonnable, contre le bien commun & vtilité des enfans, lesquels par le moyen d'icelle sont pauures, & aucunesfois contraints de mendier leurs vies, desduysant plusieurs bonnes raisons contre celles mises en auant par lesdits du Belloy & de Rauemel. Sur-quoy par l'aduis & deliberation de tous les assistans qui se sont trouuez d'une mesme opinion, excepté lesdits deux opposans, auons ordonné que ledit article cotté. cxxxvi. demourera comme il gist introduit par nouvelle coustume en ce qu'il est repugnant à l'ancienne, laquelle pour le regard demourera abolie pour l'aduenir. Et après qu'iceux assistans ont tous concordablement certifié, que par ladite ancienne coustume representation n'auoit aucunement lieu en ceste comté en ligne directe, auons dit qu'en ferions mention en nostredit proces verbal, pour seruir pour le passé ce que de raison, & ce nonobstant les oppositions formées par lesdits du Belloy & de Rauemel, dont les auons deboutez, & ce fait iceux du Belloy & de Rauemel ont déclaré qu'ils se desistoient de leur opposition.

Le. clvi. article commençant, Item, quand il y a enfant masle du fils aîné suruiuant son pere, en venant à la succession de ses ayeul ou ayeule, il represente sondit pere au droit d'aînesse, & s'il n'y a que filles, elles representent leurdit pere toutes ensemble pour vne teste, & partissent avec leurs oncles sans droit d'aînesse quant aufdites filles, fors & excepté que la fille aînee aura le chef lieu, comme il est dit cy dessus, a esté introduit pour nouvelle coustume du commun accord desdits estats.

Le. clxviii. article dudit coustumier, a esté introduit pour nouvelle coustume du consentement desdits estats.

Et sur le. clxix. article faisant la fin de la rubrique des douaires, contenant. Item par ladite coustume douaire prefix a lieu, & courét les arrerages d'icelluy depuis le iour & dacte qu'il a esté demandé en iugement par celuy ou ceux à qui il est deu aux heritiers du mary, dont procede & qui a constitué ledit douaire. Les aduocats & practiciens illec assistans, ont concor-

Proces verbal

dablement dit & certifié, que par la coustume ancienne il conuenoit appleger ledit douaire prefix, premier & auant qu'il eust lieu, & n'estoit requis de le demander en iugement, & pour ce que plusieurs des assistans ont trouué que l'applegement dudit douaire estoit rigoureux, il a esté dit par la deliberation desdits estats, que pour l'aduenir ledit douaire prefix auroit lieu, cōbien qu'il ne soit applegé, & que ladite coustume sera introduite pour nouvelle, en ce qu'elle est correctiue de l'ancienne.

En l'ancien cayer rubriche de garde noble, a esté trouué l'article qui s'ensuyt. Item, par ladite coustume entre gens nobles, le pere ou mere, ayeul ou ayeulle, ont & peuuent prendre la garde noble de leurs enfans mineurs, releuer en ce nom les fiefs: auquel cas ne doyent aucune finance, sinon des dependans de Bulles, de Conty & de Nullz. Quant au regard de la cour de d'Auneul diuisé en deux fiefs & du fief d'Arāmes, desquels ils doyent finance de relief, tel & ainsi que dessus est dit, font & peuuent faire lesdits gardiens les fruits leurs, les prendre & appliquer à leur proufit, iusques à ce que lesdits mineurs seront en aage. Aussi tous les meubles eschez & appartenans ausdits mineurs, & par ce sont tenus iceux gardiens payer toutes debtes, entretenir lesdits mineurs selon leur estat en toutes choses, aussi entretenir les maisons & heritages en aussi bonne valeur que trouuez les ont, & en la fin les mettre entre les mains desdits mineurs bien entretenus, & rendre quittes de toutes debtes qui pourroyent estre deües au iour de ladite restitution. Sont aussi tenus à leurs despens pourfuyr & soustenir les proces meuz ou qui se pourroyēt mouuoir pour raison des biens d'iceux mineurs. Apres que plusieurs desdits estats ont remonstré que ladite coustume estoit pernicieuse pour les mineurs en ce qu'elle permet à l'ayeul ou ayeulle de prendre ladite garde noble, & faire son proufit des biens meubles, fruits & leuees des seigneuries appartenans à iceux mineurs, & que souuent aduient que lesdits mineurs ne sont heritiers desdits ayeul ou ayeulle, que ce neantmoins ont à leur proufit le principal bien desdits mineurs. Et aussi que par ladite coustume tels gardiens ne sont astraincts faire aucune visitation de l'essence & estat en quoy sont les maisons & lieux appartenans ausdits mineurs lors qu'ils en prennent la garde, & à faute de ce faire laissent tomber en ruyne, sans y faire ce qu'ils sont tenus pour les entretenir en l'estat qu'ils les trouuent, & ont requis pour ces causes ladite coustume estre corrigee en ce qu'elle fait contre & au preiudice desdits mineurs, & augmentee de ce que se trouuera pour leur proufit. Sur-quoy ladite matiere mise en deliberation, & que les assistans, mesmement lesdits aduocats & practiciens ont concordablement dit & certifié ladite coustume cy dessus escrite estre ancienne, & auoir esté obseruee iusques à present, & que neantmoins ils ont accordé estre corrigee pour l'vtilité desdits mineurs, auons ordonné que de ladite coustume ancienne seroit faite mention en nostre proces verbal pour seruir pour le passé: & que suyuant l'aduis & deliberation desdits estats, ledit article seroit rayé, & au lieu d'iceluy seroit mis les cinq articles cottez audit coustumier. clxx. clxxi. clxxii. clxxiii. & clxxiiii. Lesquels par leur aduis & deliberation, auons introduits pour nouvelles coustumes, en ce qu'ils sont augmentez contrayans à ladite ancienne coustume.

Le. clxxv. article a esté vniformement accordé par lesdits estats pour ancienne coustume, fors & excepté par Pierre du clement, seigneur du V vault & du Houlfoy, & par Pierre le roy, comme procureur de Bethesy, dame de Candeuille: lesquels se sont opposez à la publication dudit article, disans qu'ils ont droit. C'est à sçauoir ledit du Clemēt à cause de sa terre du Houlfoy, & ladite de Bethesy à cause de Cādeuille, de prendre & auoir sur leurs vassaux à toutes mutations & en ligne directe soixante sols parisis pour chascun relief, & de ce sont en possession & saisine de temps immemorial: à tout le moins ont protesté que ledit article ne leur puisse preiudicier audit droit, & de ce ont demandé lettres que leur auons ottroyé pour leur seruir ce que de raison, & neantmoins ordonné que ledit article demourroit sans preiudice au droit par eux pretendu.

Audit ancien cayer rubriche de garde noble, a esté trouué l'article qui s'ensuyt. Item, par ladite coustume entre gens nobles, frere, sœur, oncle, tante, ou autres prochains parens & lignagers de tels mineurs, le plus prochain peut prendre les bas d'iceux mineurs, & en ce non appliquer à eux & iouyr de leurs fiefs venans du costé dudit baillistre, en prendre le reuenu iusques à ce qu'ils seront en aage, & partant tel baillistre en relevant lesdits fiefs doit le relief & reuenu d'une annee. Doit aussi nourrir & entretenir lesdits mineurs selon leur estat, payer toutes debtes, entretenir les maisons, edifices, & soustenir à leurs despens tous pces ainsi q̄ dessus est dit, & le tout rendre en estat deu ausdits mineurs, ou au premier d'eux qui viendra

viendra en aage competant : Lesdits assistans ont dit que ladite coustume doit estre rayee & mise au neant, pour les mesmes causes & raisons que la precedente, parlant des ayeul & ayeulle, ce qui a esté contredit & empesché par les gens du Roy, disans que lesdits baillistres sont tenus de payer au seigneur fcodal le reuenu d'une annee des fiefs appartenans ausdits mineurs, dont peut venir par chacun an grand profit au Roy, au moyen du grand nombre des fiefs qui sont tenus de luy en ceste comté, lesquels par le moyen de ladite coustume peuuent tomber és mains desdits baillistres, & parrant le Roy a grand interest à la radiation & abolition d'icelle coustume : Surquoy auons ordonné par la deliberation desdits assistans, qui tous se sont trouuez d'une opinion, que ledit article seroit rayé & n'auroit lieu pour l'aduenir, non obstant l'empeschement d'iceux gens du Roy, dont les auons deboutez, & que neantmoins en ferions mention pour le passé en nostre proces verbal, comme de coustume ancienne reconneuë par lesdits assistans, & qui ont certifié l'auoir veu par cy deuant obseruer. Pareillement par la deliberation des dessusdits, auons ordonné aussi qu'il seroit fait mention en nostredit proces verbal d'un autre coustume, abolie & mise au neant d'un commun accord desdits estats, & par eux reconneuë ancienne, & contenant ce qui s'ensuit.

Item, en cas de fiefs, vn parastre peut prendre la garde des enfans de sa femme: mais il le rachetera & payera droit de relief, laquelle n'aura lieu pour l'aduenir, par le moyen des coustumes cy dessus accordees.

Sur le clxxvi. article de l'ancien cayer, contenant ce qui s'ensuit. Item il ne chet point de baillistre à enfans non nobles, sinon qu'ils ayent fiefs nobles, & pour autant que vallent lesdits fiefs nobles, auquel cas ils ne peuuent appliquer à eux sinon les fruits des fiefs, & non pas les meubles, & neantmoins est tenu ledit baillistre des debtes & autres charges que doiuent lesdits mineurs, qu'il est tenu acquitter, & d'autre part ne chet aucun baillistre à enfans mineurs qui sont nobles, si tels enfans n'ont aucun fief noble, & la où il chet baillistre, il doit estre des plus prochains parens des mineurs du costé dont lesdits fiefs nobles leur appartiennent. Par la deliberation & d'un commun consentement desdits estats, ledit article a esté corrigé & introduit la coustume cotee clxxvi.

Le clxxviii. article dudit coustumier, a esté introduit pour nouvelle coustume, du consentement desdits estats. Et sur la remonstrance faite par les nobles que par la coustume ancienne dudit comté dont l'vsance est notoire à tous, les gardiens souloient par cy deuant conduire & demener les proces, concernans le bien & affaires desdits mineurs esdits noms de gardes nobles, sans leur faire pouruoir de tuteurs & curateurs, tant en demandant qu'en defendant, & en toutes matieres soient personnelles, mixtes ou reelles, & les procedeurs qui se faisoient par eux en ladite qualité, ont esté tousiours tenuës & reputees suffisantes, & comme telles ont esté approuuees par plusieurs sentences & iugemens, & par aucuns arrests qui se sont ensuiuis sur lesdits iugemens, requerans estre fait mention de ladite coustume, pour valoir & seruir aux procedeurs par cy deuant faites, qui ne sont encores mises à fin. Et apres que la plus grand partie desdits assistans, mesmement les aduocats & praticiens, ont tous concordablement certifié & reconneu l'vsance de ladite coustume estre telle comme elle est cy dessus recitee, auons ordonné qu'il en seroit mention en nostre proces verbal de ladite vsance, pour seruir pour le passé, comme coustume ancienne.

Sur le cxcv. article contenant. Item vne femme, estant en l'ien de mariage, ne se peut obliger, sans le consentement de son mary, si elle n'est separee ou marchande publique, auquel cas elle se peut obliger, touchant le fait & dependance de ladite marchandise publique. Les gens desdits estats, ont accordé ladite coustume ancienne iusques à ces mots, si elle n'est separee, & le surplus depuis lesdits mots iusques à la fin, y a esté adiousté d'un commun accord & introduit pour nouvelle coustume, aussi a esté introduit pour nouvelle coustume, du consentement desdits estats, l'article cotee cxcvi. Et neantmoins auons ordonné sur la requeste faite par aucuns desdits estats, qu'il sera fait mention pour le passé de l'article ancien, faisant mention de ladite coustume, lequel a esté reconneu & certifié veritable par les aduocats & praticiens, en la forme qui ensuit. Si apres la mort de pere ou mere, vn enfant mineur d'ans, ayant biens, demeure par an & iour avec le serment d'eux, sans faire inuentaire ou partage desdits biens, & sans ce qu'audit mineur soit pourueu de tuteur ou curateur, tel enfant peut requerir droit de communauté, tellement que si iceluy suruiuant s'est marié, en ce cas lesdits mariez & enfans, seront comptez pour trois testes.

Sur les cxcvi. & cxcvii. articles, maistre Nicole gossset, pour ledit Charles de roye, seigneur

Proces verbal

de Conty:maistre Jean filleau,pour les seigneur & dame de Remy, Gournay & Moyenneuille: & maistre Jaques petit, pour ledit de Boufflers, seigneur pour vn tiers de Nully, ont respectiuelement dit qu'à cause desdites seigneuries ils ont haute iustice,moyenne & basse avec tous droits qui appartiennent à seigneurs chastellains: & à ce moyen eux & leurs officiers esdits lieux,doient auoir la connoissance des baulx & fermes des terres,fiefs & heritages situez dedans les fins & mettes de leurs chastellenies, qui se doiuent bailler au plus offrant & dernier encherisseur,seló qu'il est acoustumé faire par ladite coustume.A ces causes, se sont opposez à la publication desdits deux articles, en ce qu'il est dit que les baulx des terres & heritages, excédans deux cens liures de reuenue, se feront audit Clermont, soustenant que lesdits baulx se doiuent faire en leur siege respectiuelement, & non ailleurs, & autrement ont protesté que ce ne leur puisse preiudicier en leur droits: & par les gens du Roy, a esté dit que les dessusdits opposans n'ont aucuns droits de chastellenies esdits lieux, & qu'at ores ils auroient tous tel droit, d'autre iustice moyenne & basse qu'ils maintiennent, ne doiuent pourtant auoir la connoissance desdits baulx & ferme, par ce qu'il est question des biens appartenans aux mineurs, desquels le Roy est protecteur & conseruateur, & est requis que ses officiers en son principal siege dudit Clermont en ayent la connoissance, à ce qu'aucuns abus & maluersation ne soit commise, & que le droit des mineurs y soit gardé par lesdits gens du Roy. Surquoy par la deliberation desdits estats, auons ordonné que nonobstant l'opposition des dessusdits, lesdits deux articles seront introduits pour nouvelles coustumes, en la forme & maniere qui sont contenus audit liure coustumier.

Sur les cxcviii. & cxcix. articles, lesdits maistre Nicole goffet, pour ledit Charles de roye, seigneur de Conty: Jaques petit, pour ledit de Boufflers, à cause de son tiers de Nully: & maistre Jean filleau, pour la dame & seigneurs de Remy, Gournay & Moyenneuille, ont dit que chacun d'eux respectiuelement, ont droit & auctorité d'auoir seel autentique, & commettre auditeurs, & tenir assises esdites terres & seigneuries, comme seigneurs chastellains, chacun pour son regard, à ces causes se sont opposez à la publication desdites deux coustumes. Au contraire les gens du Roy ont soustenu que lesdits opposans, n'ont aucun droit de chastellenies, ny aucun pouuoir de faire exercer les autres dessusdits, & n'en ont aucunement iouy, ains appartiennent lesdits droits au comte dudit Clermont seul par toute ladite côté. Surquoy lesdites parties ouyes, auons ordonné que les dessusdits opposans, baillerót aux gens du Roy leurs causes d'opposition par escrit, pour y faire responce, & pour decider & determiner de leurs differens, les auons renuoyez à la cour: & neantmoins par l'aduis & deliberation des gens desdits trois estats, auons ordonné que lesdits deux articles demourront par prouision, comme reconneus par tous les assistans, pour coustumes anciennes.

Sur le cc. article ledit Goffet, pour ledit seigneur de Roye: Petit pour ledit seigneur de Boufflers, & encores pour les religieux, abbé & conuent d'Orcamps, pour Guy du boys, seigneur de sainct Remy, & Charles de vuignacourt, seigneur d'Auergny & pour maistre Florent colleffon, seigneur de Beronne, ledit Filleau, pour lesdits seigneur & dame de Remy, Gournay & Moyenneuille, & pour damoyfelle Geneuiefue du boys dame dudit Gournay en partie: maistre Pierre de hacqueuille, conseiller du Roy en sa cour de Parlement, & seigneur d'Ons en Bray: Antoine de rauanel, seigneur de Rantegny & de Foullezences: Louys donguyes, seigneur d'Estoy & de Mery: Guy de bello, seigneur de Romillier: François du brueil, seigneur de Gicourt, Lix & de Boullécourt: maistre Jean boscart, seigneur de Nonroy: maistre Gabriel du vergier, seigneur de Rotheleu, ledit de Vuallicourt, procureur audit siege de Clermôt, pour messire Jean de humieres, cheualier, seigneur de Ronquerolles & de Nointel, & pour les religieux, abbé & conuent de Froismont: L'abbé pour Nicolas popillon, seigneur d'Anffac: Gayant, pour maistre Pierre bochart, seigneur d'Ons en Bray en partie: & pour Vuastz de hedouuille, seigneur d'Ars: & le Plat, pour maistre Oliuier d'arquinuiller, seigneur d'Anuiller, se sont tous aussi opposez à la publication dudit article, disans qu'ils sont tenus assister esdites assises, pour iuger à leurs perils & fortunes, ny autrement les matieres & proces d'entre les parties soient ciuils ou criminels, & ne fut oncques ladite coustume pratiquée. Aussi que le Roy doit faire iustice à ses despens par ses officiers, lesquels ne iugent à present à peril d'amende, empeschans pour ces causes ledit article estre mis au cayer desdites coustumes, comme n'ayant esté en aucun ancien liure coustumier qui fust autentique: & par les gens du Roy, a esté dit que ledit article est l'ancienne coustume de tous temps obseruee audit Clermont, toutes & quantes-fois que par le baillif, gouuerneur du lieu ou son lieutenant ont esté tenués les

les assises, & comme ancienne est écrite en tous les liures coustumiers audit comté, sont lesdits hommes & vassaux tenans du chasteau dudit Clermont, tenus faire les iugemens à leurs perils & fortunes, des proces ciuils & criminels, & doiuent ceste seruitude au comte dudit Clermont leur seigneur superieur & dominât à cause de leurs fiefs. Surquoy prins les opinions de tous les assistans par l'aduis & deliberation de la plus grande & faine partie, auons ordonné que ledit article demourera audit coustumier couché comme il gist par prouision, & que pour faire droit ausdites parties sur leurs causes d'opposition & respones, les auons renuoyez à la cour: & neantmoins pendant leur different chacune desdites parties iouyront de tels droits, pour le regard dudit article comme ils ont acoustumé faire par cy deuant.

Et faisant la lecture de la rubrique des delicts, ont esté trouuez les quatre articles des coustumes qui ensuiuent.

Item, par la coustume du comté de Clermont, monsieur le comte dudit Clermont en matiere de delicts, a droit de preuention sur tous ses vassaux & par toute ladite comté, soient gens d'eglise ou autres, en maniere que la où il preuient, la connoissance de tels delicts luy appartiennent & en prend les amendes: mais en delicts criminels la où les delinquans seroient requis par le seigneur dont ils seroient suiets, le renuoy luy en doit estre fait, & la connoissance baillee, en payant les frais de iustice.

Item, par ladite coustume aucuns delicts sont ciuils, & les autres sont criminels. Au regard des ciuils, les vns sont nommez delicts communs qui n'excedent soixante sols parisis d'amende, ou qui n'excedent que cinq sols parisis en aucuns lieux dudit comté, & en autres lieux sept sols six deniers parisis d'amende dont vn chacun vassal peut vser & les prendre en sa terre, si par negligence le comte ne preuient, auquel cas il prend l'amende dicte, & n'y a rien son vassal. Les autres delicts ciuils se disent priuilegiez, pour-ce que lesdits delicts sont faits de fait & pre-cogité & appensé, parquoy les amendes sont arbitraires à la discretion du iuge & selon la puissance & cheuance du delinquant, de tels droits priuilegiez nuls audit comté de Clermont n'en a la connoissance, sinon ledit comte, & n'y prennent rien les vassaux, posé que tels delinquans soient demourans en leurs iurisdicions, sauf que s'ils ont fait diligence de mettre la main au delinquant si faire s'est peu, ou autrement de le faire appeler & soy informer de tel delict, audit cas monsieur le comte, son baillif, gouuerneur ou lieutenant qui connoist desdits cas priuilegiez, doit garder le droit d'iceluy vassal, quant au droit commun.

Item, par ladite coustume, quand vn noble dudit comté, commet delict contre l'homme roturier qui doit payer cinq sols parisis d'amende, tel noble au lieu desdits cinq sols parisis, doit payer soixante sols parisis d'amende.

Item, quand ledit homme noble commet delict, dont le roturier paye soixante sols parisis d'amende, tel homme noble au lieu desdits soixante sols parisis, doit & est tenu de soixante sols parisis d'amende. Et apres la lecture desdits articles, plusieurs d'eglise, nobles & autres du tiers estat ayans fiefs audit comté, ont dit que tous vassaux audit comté, ont respectiuellement sur leurs suiets par toutes leurs terres & seigneuries, haute iustice, moyenne & basse en tous droits qui en dependent sans en rien excepter, à ceste cause de laquelle iustice doiuent auoir la connoissance des delicts, commis par leurs suiets, en faire la iustice & punition, & prendre à leur profit toutes les amendes esquelles ils sont condémnez, soit de soixante sols parisis ou autre plus grand' somme, & de ce sont en bonne & suffisante possession & saisine, & n'a le comte de Clermont aucun droit de preuention sur eux, parquoy se sont opposez à la publication desdits premier & second articles de ladite rubrique. Et quant aux deux autres articles ensuyuans, les nobles ont remonstré que les coustumes y declarees, n'ont esté par cy deuant obseruees, & que s'il aduient qu'aucun d'eux commette delict, la taxe de l'amende doit proceder par l'arbitrage du iuge, selon que le delict se trouuera pernicieux, parquoy s'opposoient aussi à la publication desdites coustumes. Et par les gens du Roy, a esté dit que lesdites coustumes sont anciennes, & de tout temps pratiquées & obseruees audit comté, denyans que tous les vassaux dudit comté ayent en leurs fiefs & seigneuries, haute iustice, moyenne & basse, & que si aucuns ont le droit de iustice, le comte de Clermont par priuilege special, a la connoissance de tous delicts par tout ladite comté, excédans soixante sols parisis d'amende, & pour les autres delicts a droit de preuention sur lesdits vassaux, comme est plus à plain déclaré esdits articles. Surquoy par l'opinion d'un commun accord & consentement de tous les assistans, auons ordonné que lesdits quatre articles seront rayez, & qu'au lieu d'iceux seront mis & couchez audit coustumier, les deux articles cottez deux cens deux & deux cens trois.

Proces verbal

Sur le ccv. article, lesdits Goffet, pour ledit de Roye:Filleau, pour lesdits seigneur & dame de Remy, Gournay & Moyenneuille : Petit pour ledit de Boufflers, se sont opposez à la publication dudit article, pour les causes cy dessus par eux desduites sur le cxcix. arti. & par les gés du Roy, a esté soustenu comme deuant, par les moyens cy dessus par eux desdits en y donnant responce, lesquelles par les parties, auons renuoyé à la cour pour leur faire droit sur leurs differens : & neantmoins ordonné que par prouision ledit article demourera, comme il gist par l'aduis & deliberation desdits estats, apres ce que par eux a esté reconneu pour ancienne coustume.

Sur les ccxiiii. & ccxv. articles, a esté dit par les assistans, que par l'ancienne coustume il y auoit soixante liures parisis d'amende, laquelle a semblé estre excessiue, partant du commun accord desdits estats, a esté ladite amende reduite & moderee à soixante sols parisis.

Le ccxxxiii. article d'un commun accord & consentement desdits estats, a esté mis & introduit pour nouvelle coustume.

Le ccxlix. article dudit coustumier, a esté reconneu pour ancienne coustume, excepté en ce qui fait mention des liures appelez le manuel & l'epistolier. Lesquels manuel & epistolier, ont esté adioustez de nouveau, oultre l'ancienne coustume, du consentement de tous lesdits estats.

Et quant aux articles non mentionnez en ce present proces verbal, qui sont escrits, couchez & cottez audit liure coustumier, ils ont esté reconneus par ceux desdits estats, mesmement par les officiers du Roy, aduocats & procureurs, assistans à la lecture & publication d'iceux pour anciennes coustumes, notoirement gardees & obseruees audit comté. Et apres la lecture & publication desdites coustumes, arrestees & accordees par les gens d'eglise, nobles, officiers, aduocats, praticiens & autres du tiers estat en la forme & maniere qu'il est cy dessus contenu, ledit Honoré de Vuallicourt, pour ledit reuerendissime cardinal de Chastillon, euesque de Beauuais & abbé de sainct Lucian, lez ledit Beauuais, & pour lesdits seigneurs de Humieres, de Sarcus, & Vaspasien de caluoisin, seigneur d'Archy & la rue au Boz, & encores luy, pour le chapitre de sainct Barthelemy de Beauuais, pour le prieur de Conty, & pour Pierre le bastier, seigneur de Grincourt, & aussi ledit Pierre du clement, seigneur de Vuault en personne, ont protesté que lesdites coustumes ne peuuent aucunement preiudicier à leurs droits patrimoniaux & seigneuriaux, qu'ils ont & leur appartiennent particulièrement, à cause de leurs terres, situees dedans les fins & mettes dudit comté, en ce que lesdites coustumes se trouueroient desrogantes ausdits droits feodaux & particuliers, & pareillement maistre Iean picquet, doyen rural dudit Clermont, a dit pour le reuerendissime cardinal, euesque de Beauuais, qu'il n'auoit esté appelé à ladite assemblee en qualité d'euesque dudit Beauuais, combien que la ville dudit Clermont & la plus grande partie dudit comté, soit en son euesché & diocese, parquoy protestoit pour ledit reuerendissime, que lesdites coustumes ne leur peuuent preiudicier, en ce qu'elles se trouueront desrogantes és droits & preeminences qui luy appartiennent, à cause dudit euesché. Ce fait, auons ordonné & enioint aux gens desdits estats, & generallyment à tous les suiets dudit comté & de l'ancien ressort d'iceluy, tenir, garder & obseruer lesdites coustumes, sans en alleguer aucunes autres, & si leur auons fait defenses de ne faire d'oresenauant sur icelles aucunes preuues ou enquestes par turbes ou tesmoins, & aux baillif & gouverneur dudit Clermont, preuosts & autres iusticiers dudit comté, de ne recevoir les parties à faire lesdites preuues ou enquestes, autrement que par extrait dudit liure coustumier, signé du greffier dudit bailliage & deuément expédié, le tout sans preiudice des oppositions cy dessus redigees par escrit, dont n'a esté par nous discuté, pour ausquelles proceder ainsi qu'il appartiendra par raison, auons renuoyé les parties en ladite cour de Parlement, au lendemain de la sainct Martin d'yuer prochainement venât. Fait en l'auditoire dudit Clermont les iours & an cy dessus contenus.

Signé. A. Guillart. N. Tibault. F. d'Argillieres. I. Gayant. P. Gayant. P. du Val.

CE

Ce sont les vsages & coustumes du bailliage & DV CHE DE VALLOYS: C'EST A SCAVOIR des chastellenies de Crespy, la Ferté milon, Pierresfons, & Bethisy, Verberie.

Et premier de Iustice.

Article premier.

Iustice est diuisee en trois manieres: c'est à sçauoir en haute, moyenne & basse. ii.

Les hauts iusticiers, suiets de ce duché de Valloys, ont connoissance de tous cas & actions ciuiles & criminelles, s'ils ne sont priuilegiez: auquel cas la connoissance en appartient au Roy. Et peuuent lesdits hauts iusticiers auoir iustice patibulaire. iii.

Item, ausdits hauts iusticiers, competent & appartiennent tous & chascuns les heritages & biens vacquans & confiscations, dedans leurs hautes iustices, excepté les biens vacquans par aubenage, par mort & trespas des bastards, des personnes suiets à mort-main, & aussi des cas priuilegiez au Roy, comme crimç de lese maieité diuine & humaine, faulse monnoye & autres. Lesquels biens appartiennent au Roy, à cause de sa prerogatiue. iiii.

Item, moyens iusticiers, ont connoissance d'actions personnelles & de delicts iusques à soixante sols. v.

Item, les bas iusticiers, ont connoissance d'actions personnelles & de delicts iusques à sept sols six deniers. vi.

Les seigneurs fonciers non ayans iustice n'ont point de connoissance de cause, n'officiers: mais pouruiuent leurs droits seigneuriaux par deuant les iuges des parties, ausquels la connoissance en appartient, & ausdits seigneurs fonciers appartiennent les amendes des cens non payez, & des droits seigneuriaux recelez. vii.

Item, és chastellenies & preuostez de Crespy & la Ferté milon, les amendes ordinaires sont de soixante sols neretz, qui valent xxxvi. sols parisis, & de sept sols six deniers neretz, valans quatre sols six deniers parisis pour la petite amende des reclaims, defaults & arammes & du cens non payé. En la preuosté de Bonneul, de soixante sols parisis, & de sept sols six deniers parisis. En la preuosté d'Arcy, de soixante sols tournois, & de sept sols six deniers tournois, qui sont deux preuostez comprinses, & estans dedans ladite chastellenie de Crespy. Et en la chastellenie de Pierresfons, de soixante sols parisis, & de sept sols six deniers parisis. En la chastellenie de Bethisy & Verberie, pareillement de soixante sols parisis, & de sept sols six deniers parisis. viii.

Item, le preuost forain de Crespy a deux sieges, à sçauoir Villiers coteraiz, & Viuiers, esquels lieux il va tenir siege pour connoistre des matieres personnelles seulement, & des matieres reelles, le preuost en connoist en son siege de Crespy.

De preuention.

ix.

Par la coustume de Valloys, le Roy a preuention de toutes matieres dependans de son seel. x.

Item, par ladite coustume, le Roy & ses officiers, ont connoissance par preuention de toutes matieres de delicts, sur les suiets & vassaux dudit duché, excepté les cas priuilegiez, lesquels appartiennent au Roy neuëment, & priuatiuement à tous autres. xi.

Item, par ladite coustume, toutes & quantes-fois qu'une partie se rapporte au serment de l'autre, & il est question du fait de cestuy à qui le serment est differé, il est tenu d'affirmer ou referer, sans ce que le iuge royal, par deuant lequel la matiere est pendant, soit tenu d'en faire renuoy par deuant autre iuge non royal. xii.

Item, toutes & quantes-fois qu'une partie est adiournee, sur reconnoissance de cedulle par deuant iuge royal competent, sera tenu la confesser ou nyer, sans ce que ledit iuge royal soit tenu en faire aucun renuoy, iusques apres la reconnoissance ou denegation de ladite cedulle.

Couſtumes du Bailliage & Duché de Valloys

Des ſaiſines & droits ſonciers & cenſuels.

xiii.

Quand aucun a acheté quelque heritage ou ſurcens, tenu d'aucun ſeigneur en cenſue, l'acheteur eſt tenu d'aller vers le ſeigneur, dont l'heritage vendu eſt tenu & mouuant, pour eſtre par luy enſaiſiné, & luy payer les ventes & droits qui luy en ſont deus endedans quarante iours, à compter du iour de l'achat, ſur peine de ſoixante ſols d'amende pour les ventes receles. Et doit l'acheteur audit ſeigneur pour leſdites ventes xvi. deniers pariſis pour chacun franc, & douze deniers tournois pour les vins, pour chacun franc auſſi. Et ſi doit avec ce audit ſeigneur vne paire de gants pour la ſaiſine, eſtimez leſdits gants deux ſols pariſis. Et en ce faiſant luy doit ledit ſeigneur bailer lettres de la ſaiſine ſ'il le requiert en les payant, & ſ'il ne requiert lettres, ſera le ſeigneur tenu mettre ledit enſaiſinement au dos deſdites lettres d'acquisition, ſans pour-ce en prendre aucun ſalaire, & n'en doit rien le vendeur deſdits heritages, & de toutes leſdites ſaiſines, ſera le ſeigneur tenu en faire regiſtre.

xiiii.

Item, quand l'acheteur va deuers le ſeigneur requérir ladite ſaiſine, ledit ſeigneur peut prendre & retenir les lettres de l'acheteur, par l'eſpace de huit iours & à ſon lots & choix, de prendre & retenir par puissance de fief pour luy, ledit heritage ainſi acqueſté, pour le pris qu'il auroit eſté vendu: au cas toutes-fois que ledit heritage ſeroit vendu à aucun eſtranger, & non à aucun lignager qui euſt peu ou pourroit rauoir iceluy heritage par retrait.

xv.

Item, toutes & quantes-fois qu'aucunes perſonnes, eſchangent aucuns de leurs heritages but à but ſans ſoulttes, les parties ne ſont tenus d'aucunes ventes. Et où il y auroit ſoulttes, les parties ſont tenuës payer ventes d'icelles à la valeur des ſoulttes.

xvi.

Item, pour eüter aux fraudes, qui iournellement ſe font en contrats de permutation, les contrahans ſeront tenus dedans quarante iours apres leſdits contrats paſſez comparoir par eux, ou procureur ſpeciallement fondé par deuant le ſeigneur ou ſeigneurs, dont meuent les heritages permutez ou eſchangez, l'un deſdits contrahans pour ſe deſſaiſir, l'autre pour prendre ſaiſine. Et ſeront tenus exhiber tous les contrats faits pour raiſon deſdites permutations, affermer par ſerment iceux contenir verité, & n'auoir entre eux autre pacton ne conuention, ſur peine de ſoixante ſols d'amende ſur le deſaillant. Et neantmoins pourront leſdits ſeigneur ou ſeigneurs, ſaiſir ou faire ſaiſir leſdits heritages ainſi eſchangez, eſtans tenus d'eux & en leur ſeigneurie eſtablir commiſſaires, & tiendra la ſaiſine iuſques à auoir fourny à ce que dit eſt.

xvii.

Item, quand aucuns heritages ſont baillez à ſurcens, les preneurs ne ſont tenus d'eux en faire ſaiſir n'en payer aucun profit aux ſeigneurs dont ils ſont tenus & mouuans, par-ce que la propriété & ſeigneurie directe en demeure aux bailleurs. Et neantmoins pourra le ſeigneur faire purger par ſerment leſdits contrahans, qu'il n'y a aucune conuention de rachat, pour raiſon dudit ſurcens.

xviii.

Item, & au regard des rentes qui ſont conſtituees & vendues ſur aucuns heritages, moyennant certaine ſomme de deniers ou autre payement qui en eſt fait au vendeur, les acheteurs ne ſont tenus eux en faire ſaiſir ne veſtir, ſi bon ne leur ſemble, n'en payer aucun profit au ſeigneur dont l'heritage ſur lequel eſt assigné ladite rente eſt tenu & mouuant: Mais ſi ledit acheteur ſ'en vouloit faire ſaiſir & veſtir, faire le pourroit en payant les vins & ventes, & ainſi qu'il eſt dit cy deſſus.

xix.

Item, ſi pluſieurs auoient acquis diuerſes rentes ſur aucuns heritages en la maniere deuant-dicte, & leſdits heritages ſe vendent par execution à la requeſte de l'un d'eux ou autre, le premier enſaiſiné de la rente qui auroit eſté conſtituee ſur ledit heritage, precederoit les autres qui ne ſeroient enſaiſinez, tant pour ſon principal, comme pour ſes arrerages, poſé ores qu'il fuſt le dernier acqueſteur, & le ſecond enſaiſiné l'enſuyueroit apres, & ainſi par ordre: & les autres non enſaiſinez viendroient à contribution du par-deſſus, pro rata de leur droit comme priuilegiez, autant l'un comme l'autre.

xx.

Item, quand aucun ſeigneur, a baillé la ſaiſine d'aucun heritage mouuant de luy en cenſue à l'acheteur d'iceluy, il ne luy eſt plus loiſible de le prendre & retenir par puissance de fief ou ſeigneurie.

xxi.

Item, ſi le ſeigneur retient en ſa main par puissance de fief aucun heritage vendu, tenu & mouuant de luy en cenſue, il n'eſt beſoin qu'il ſ'en face ſaiſir ne veſtir par autre ſeigneur: mais en peut prendre de ſoy-meſme la ſaiſine & poſſeſſion.

xxii.

Item, toutes & quantes-fois qu'aucun heritage eſt vendu & le marché fait entre les parties, le droit de ventes & autres droits ſeigneuriaux deſſus declarez ſont deus au ſeigneur, duquel il eſt

3 14. Cl-
vins 3. 5. 20.
21. 25.

est tenu en censive, sinon que dedans vingt-quatre heures apres ledit marché fait, les parties se quittassent liberalement l'un l'autre, & sans aucun profit. Et en pourroit le seigneur poursuivre l'acheteur & non le vendeur, par ce qu'il n'est tenu desdits droits seigneuriaux, comme dit est devant.

xxiii.

Item, toutes censives deuës au iour saint Remy ou autre iour, se doivent payer aux seigneurs dont les heritages sont tenus & mouuans, ou à leurs commis au iour qu'ils sont deus & au lieu acoustumé, sur peine de la petite amende ordinaire des lieux.

xxiiii.

Item, si aucuns gens d'eglise, chapitres ou conuents, acquestent pour & au nom de leurs eglises & benefices aucuns heritages, tenus en fief ou censive d'aucun seigneur haut iusticier, moyen, bas ou foncier, & ils sont sommez & denoncez suffisamment par lesdits seigneurs ou l'un d'eux, de mettre iceux heritages hors de leurs mains, lesdits gens d'eglises, apres lesdites sommations & denonciations à eux faites, sont tenus ainsi le faire endedans l'an & iour ensuiuant, ou faire amortir iceux heritages, si faire se peut. Autrement seroient lesdits heritages acquis aux seigneurs qui auroient faits lesdits commandemens, par ce que sans amortissement lesdits gens d'eglise ne peuuent tenir aucuns heritages, au preiudice de leur seigneur, plus d'an & iour.

xxv.

Item, de tous heritages, baillez perpetuellement à rente rachetable à tousiours ou à temps, les preneurs seront tenus prendre saisine du seigneur dedans quarante iours, sur peine de soixante sols. Et seront tenus payer les lots, vins & ventes au feu & raison du pris du rachat de ladite rente. Et seront tels heritages suiets à retrait lignager si estoit du propre des bailleurs, & que le preneur fust personne estrange. Aussi sera en la puissance du seigneur retenir lesdits heritages par puissance de seigneurie, en payant au bailleur le pris du rachat de ladite rente avec frais & loyaux cousts, endedans le temps introduit par la coustume.

Coustume de fiefs.

xxvi.

Quand aucun fief ou rente constituée dessus ledit fief qui est infeodé, sont vendus: le quint & requint deniers sont deus au seigneur, dont l'heritage est tenu & mouuant par l'acheteur dudit fief, heritage ou rente infeodée. Et neantmoins si celui qui a constitué ladite rente, son heritier ou ayant cause rachete ladite rente ainsi infeodée que dit est, pour ledit rachat n'en deura aucun droit au seigneur feodal.

xxvii.

Item, tel acheteur est tenu dedans quarante iours de son contract passé, venir par deuers le seigneur à sa personne si il est en la chastellenie ou bailliage du lieu où ledit fief est assis, ou au lieu seigneurial dont meut le fief acheté: pour requerir estre receu en foy & hommage, & luy offrir payer les droits de quintes & requintes. Et en quoy faisant est tenu exhiber ses lettres, & affermer le contract contenir verité.

xxviii.

Item, & où audit lieu seigneurial ne comparoistroient aucuns officiers pour ledit seigneur, sera tenu ledit acquereur mettre par escrit lesdits offres signez de luy ou de notaire, & les afficher à la porte du lieu seigneurial si porte y a, sinon à la porte de l'eglise parrochial dudit lieu.

xxix.

Item, & si ledit seigneur veut recevoir ledit acquereur en foy & hommage, & lesdits droits & devoirs, faire le peut. Et où il ne voudroit promptement le recevoir, sera tenu quarante iours apres lesdites lettres exhibees, affirmation & œuvres faites, le recevoir, ou déclarer qu'il veut retenir ledit fief par puissance de seigneurie. En quoy faisant sera tenu rembourser du sort principal, frais & loyaux cousts dedans lesdits quarante iours si sont liquides. Et s'ils ne sont liquides, sera tenu les payer vingt-quatre heures apres la liquidation d'iceux, aliàs décherra de ladite retenue. Et neantmoins apres le sort principal payé & loyaux cousts (si liquides sont) sera tenu tel acquereur le delaisser audit seigneur.

xxx.

Item, si ledit fief ainsi vendu estoit propre au vendeur, & l'acheteur estoit lignager dudit vendeur du costé & ligne dont venoit ledit heritage, en ce cas le seigneur feodal, ne pourra par la puissance de fief retenir iceluy heritage.

xxxi.

Item, le seigneur ne pourra faire saisir le fief ainsi vendu, pendant les quarante iours donnez à l'acheteur pour faire ses offres, foy & hommage. N'aussi pendant les autres quarante iours que ledit seigneur a pour deliberer si il veut retenir ledit fief par puissance de seigneurie.

xxxii.

Item, & où ledit seigneur n'aura déclaré son vouloir endedans lesdits quarante iours, iceux escheus, sera tenu ledit acquereur retourner en personne vers ledit seigneur à sa personne, si il est en la chastellenie ou bailliage, pour estre receu en foy & hommage, ou recevoir ses deniers, si ledit seigneur veut retenir ledit heritage par puissance de fief.

xxxiii.

KK

Coustumes du Bailliage & Duché de Valloys

Item, en succession de fief, qui vont en ligne directe, comme du pere au fils ou à la fille non mariee, & du fils au pere ou à l'ayeul, n'a point de rachat au profit: Mais quand lesdits fiefs vont en ligne collateral à rachat & profit au seigneur dont tel fief est tenu & mouuant, pour lequel rachat est deu audit seigneur le reuenu & profit d'une annee ou la valeur. Celuy à qui est escheu ledit fief en ligne collateral, doit faire trois offres: c'est à sçauoir vne somme de deniers, le reuenu d'une annee, ou le dict des hommes de fief, pers & vassaux dudit seigneur. Et peut ledit seigneur choisir lequel qu'il veut. Et avec ce doiuent lesdits vassaux droit de chambellage, qui est de vingt sols parisis. xxxiiii.

Item, tel heritier est tenu, endedans les soixante iours, du iour du trespas du defunct aller en personne deuers le seigneur feodal à sa personne, ou à son chef lieu cōme dit est, & luy faire lesdites offres, & le requerir estre receu en foy & hommage dudit fief. Et à defaute de ce faire, lesdits quarante iours passez, pourra ledit seigneur feodal saisir ou faire saisir ledit fief par faute d'homme, droits & deuoirs non faits, & fera les fruits siens, iusques à ce que ledit heritier ait fait lesdites offres comme dit est. xxxv.

Item, le seigneur feodal, qui a choisi pour son droit de relief le reuenu d'une annee du fief mouuant de luy, peut si bon luy semble, prendre iceluy reuenu: & est le vassal tenu de luy communiquer les papiers de ses receptes, ou luy en extraire ou faire extraire la declaration sur iceux papiers aux despens du seigneur. xxxvi. 1

2 35. Ergo de minus hoc petere debet, & interim semper praterit annus per eum electus. C.M.

Item, le vassal, qui denye le fief estre tenu du seigneur feodal dont il est tenu & mouuant, confisque ledit fief. xxxvii.

Item, si ledit seigneur a mis le fief, qu'il dit estre mouuant de luy en sa main par faute d'homme, & le vassal le desauoue ou denye à seigneur, iceluy vassal doit auoir prouision & iouyr dudit fief, pendant le proces. xxxviii.

Item, tous seigneurs, sont tenus de bailler souffrance aux tuteurs de mineurs, prodigues & furieux, & autres personnes legitiment empeschez par maladie ou autrement, en leur payant les droits & deuoirs, si aucuns en sont deus. xxxix.

Item, en toute mutation de vassaux est deu droit de chambellage, qui est de vingt sols parisis comme dit est. xl.

Item, le seigneur feodal, incontinent apres le trespas du vassal, peut faire saisir le fief tenu de luy, & quarante iours passez du iour de la saisie, ledit seigneur feodal, prendra & fera siens les fruits dudit fief, iusques à ce qu'il ait homme, & que les droits & deuoirs luy soient faits & payez, ou fait les offres contenuës en l'article precedant audit seigneur feodal ou à ses officiers, s'ils sont en la chastellenie ou bailliage du lieu où ledit fief est assis. Et s'ils estoient absens desdites chastellenies & bailliages, suffiroit d'aller sur le fief duquel lesdits fief ou fiefs seroient tenus & mouuans, & illec faire lesdites offres comme dit est dessus. Et où ledit seigneur feodal seroit refusant sans cause recevoir ledit vassal à homme, en ce cas iceluy vassal, se peut retirer deuers le seigneur souuerain pour se faire recevoir. xli.

Item, si ledit seigneur fait saisir dedans lesdits quarante iours, & le vassal dedans ledit temps fait son deuoir, en ce cas ne sera tenu ledit vassal, payer aucuns frais ne salaire pour ladite saisie. xlii.

Item, toutes & quantes-fois que la femme ayant fief se marie, son mary doit rachat & profit des fiefs qu'elle tient, en la maniere que cy deuant est escrit. Sçauoir est le reuenu d'une annee, dit des pers, ou vne somme de deniers pour vne fois, qui se doit offrir par ledit mary, comme dit est cy dessus. xliiii.

Item, à faute d'homme, droits & deuoirs non faits, le seigneur feodal peut prendre & mettre en sa main le fief tenu de luy, & faire les fruits siens en l'estat qu'il le trouue, tellement que si ledit fief est baillé à surcens, rente ou moisson, le seigneur feodal ne prendra que le surcens, rente ou moisson pour la premiere annee: ² Car supposé que le fermier tint ledit fief à plus de longues annees, neantmoins le seigneur le peut bailler à autres à son profit. xliiii. 3

2 43. Non etiam soluet redditus desuper constitutos, nisi colonus teneret eos soluere. C.M.
3 Scilicet, apres la premiere annee. C.M.

Item, tant que le vassal dort le seigneur veille, & tant que le seigneur dort le vassal veille. xlv.

Item, si aucun tenant fief en foy & hommage d'aucun heritage tenu en fief qui soit de par sa femme, & duquel elle soit pareillemēt en foy & hommage de sondit mary, voyse de vie à trespas, ladite femme apres le trespas de sondit mary peut iouyr de son heritage, cōme de son propre, sans ce qu'elle soit tenuē aller de nouuel deuers ledit seigneur, ne q' ledit seigneur puisse faire saisir ledit heritage, cōsideré qu'elle ne succede pas en droit d'autrui: mais est son propre heritage, & pourueu qu'elle ait autres-fois fait les foy & hommage. xlvi.

Item,

Item, quand aucun fief eschet à vne femme mariee, durant & constant son mariage ou au-parauant iceluy mariage, duquel toutes-fois elle n'auroit fait les foy & hommage, & le mary en est receu en foy & hommage & en paye les droits & deuoirs, ladite femme suruiuant sondit mary pendant qu'elle se tiendra en viduité, ne sera tenuë payer aucun droit au seigneur de fief: mais seulement faire la foy & hommage & payer droit de chambellage.

xlvii.

Item, si deux conioints ensemble par mariage, acquierent aucun fief ou heritage noble, & le mary, durant ledit mariage, entre en foy & hommage dudit fief, & en paye les droits & deuoirs, ladite femme suruiuant sondit mary, & pendant qu'elle se tiendra en viduité, ne payera aucun droit pour sa moitié dudit fief, ains sera tenuë seulement faire les foy & hommage, & payer le droit de chambellage comme dit est.

xlviii.

Item, apres que le seigneur feodal a receu à homme son vassal qui tient de luy aucun fief, il luy peut enioindre de bailler le denombrement de son fief endedans quarante iours, & ainsi est tenu faire ledit vassal, aliàs ledit seigneur peut mettre en sa main le fief tenu de luy iusques à ce que ledit denombrement soit baillé sans faire les fruits siens: mais sera tenu ledit vassal payer les frais de la saisie, lors qu'on luy baillera main leuee de sondit fief.

xlix.

Item, & où il aduiendroit que ledit denombrement fust debatue, le vassal aura main leuee du contenu es articles accordez & non debatus, & tiendra la saisie pour le surplus.

l.

Item, le vassal ne peut charger son fief de rente ou autrement, n'iceluy desmembrer aucunement au preiudice du seigneur duquel il est mouuant, combien que le vassal le peut bien faire en son preiudice tant seulement.

li.

Item, apres que le vassal a baillé son denombrement au seigneur feodal, ledit seigneur feodal est tenu de blasmer le denombrement dedans quarante iours apres iceluy denombrement baillé, autrement ledit denombrement est tenu pour receu: toutes-fois ledit vassal est tenu d'aller ou enuoyer querir ledit blasme au lieu du principal manoir, dont est mouuant ledit fief.

lii.

Item, quand aucun fief est eschangé, donné ou autrement aliené, si ce n'estoit par vendition dont est parlé cy dessus, ou il y a quint & requint au seigneur dont le fief est mouuât. En ce cas le vassal nouveau doit simple relief, qui est le reuenu d'une annee, dit des pers, ou vne somme de deniers pour vne fois, au choix & election dudit seigneur, foy & hommage & droit de chambellage: si telle donation n'estoit faite par les pere & mere, ayeul ou ayeulle, a fils ou filles, nepueux ou niepces en ligne directe & habilles à estre heritiers. Auquel cas n'est deu aucun profit, ains seulement bouche & main, & droit de chambellage.

liii.

Item, l'ancien vassal, ne doit que la bouche & les mains à son nouveau seigneur.

liiii.

Item, quand le fief ou seigneurie feodal vient de nouuel par succession, acquisition ou autrement à aucune personne, le nouveau seigneur, ne peut empescher ne mettre en sa main les fiefs qui sont tenus de luy, iusques à ce qu'il ait fait faire les proclamations & significations, que ses vassaux luy viennent faire la foy & hommage dedans quarante iours. Et ce fait lesdits quarante iours passez, si lesdits vassaux ne se presentent, il peut saisir & exploicter les fiefs tenus & mouuans de luy & faire les fruits siens, pourueu toutes-fois que ladite proclamation & signification ait esté faite, c'est à sçauoir quant aux fiefs estans tenus & mouuans de chastellenies, par proclamation à son de trompe & cry public, fait en ladite chastellenie, par trois iours de dimenche ou de marché, si marché y a. Et quant aux autres fiefs estans hors des chastellenies dont ils sont mouuans, par signification faite au vassal à sa personne ou au lieu du fief, fil y a manoir, ou au procureur dudit vassal si aucun en a, sinon au prosne de l'eglise parrochial dudit lieu, en iour de dimenche ou autre iour solennel.

lii.

Item, si deux conioints ensemble par mariage, acquierent quelque heritage tenu & mouuant de l'un d'entre eux, soit en fief ou en censuue, tels acquerurs sont reputez enfaïnez ou infeodez incontinent ledit contract passé, & ne peut le lignager retirer tel heritage apres l'an & iour de ladite acquisition.

lvi.

Item, quand aucun seigneur censuel, fait proceder par voye d'arrest sur les heritages & fruits pendans, estans es termes de sa haute iustice, pour monstrier & enseigner à quels tiltres lesdits heritages sont possédez, ou pour estre payé des droits seigneuriaux censuels, & pour vne annee d'arrages, en ce cas l'arrest tient & vaut, & n'aura point l'opposant main leuee desdits heritages, iusques à ce qu'il aura monstrier à quel tiltre il possede iceux, sinon en baillant caution de la censuue de la derniere annee.

r 50. Niss
quantum ad
primum an-
num per es
que dixi. 5. §.
43. C. M.

Couftumes du Bailliage & Duché de Valloys

De fuccelion en fiefs.

lvij.

Q Vand aucun va de vie à trespas & delaiſſe trois enfans ou plus ſes heritiers, le fils ainé a & prend pour ſa part & portion & droit d'aineeſſe la moitié de tous fiefs, venus par ſuccelion de ſes pere ou mere ou autres eſtans en ligne directe, avec vn principal manoir & lieu ſeigneurial en chacune ſuccelion, au choix & election dudit ainé, enſemble tout le pourpris, iardins entretenans enſemble & contiguz dudit hoſtel, & où il n'y auroit point de iardins, aura le vol d'un chapon à l'entour, eſtimé à vn arpent de terre, ſi ainſi eſtoit qu'il y euſt lieu pour ce faire, & l'autre moitié deſdits fiefs ſe partiſt entre les autres enfans ſes coheritiers par égale portion, ſoient fils ou filles. lviii.

Item, & la où il n'y auroit que deux enfans, le fils ainé a & prend pour ſon droit d'aineeſſe les deux pars de tous les fiefs, avec vn principal manoir & lieu ſeigneurial comme dit eſt, ou le vol d'un chapon, eſtimé à vn arpent de terre, & l'autre enfant prend l'autre tiers. lix.

Item, ſelon la couſtume de Valloys, droit d'aineeſſe n'a point de lieu entre filles: mais ſuccedent également. lx.

Item, en ligne collateral où il y a heritier maſle, les filles eſtans en vn meſme degré ne ſuccedent point és heritages tenus en fief, & la où n'y auroit point de maſle, les filles ſuccederont également. lxi.

Item, quand il y a pluſieurs fiefs, terres & ſeigneuries en vne ſuccelion, il ſera loifible au fils ainé de pouuoir retenir l'une deſdites terres entiere, en recompensant ſes coheritiers d'autres heritages de ladite ſuccelion de pareille nature & valeur. lxii.

*x 61. Hoc nõ
foliõ habet lo-
cũ ſub hac cõ-
ſuetudine: ſed
etiã ſub aliis
officio iudicũ
de quo in l. ad
officiũ. C. com-
muni diuidun.
in §. quod cõ-
modẽ. inſti. de
offic. iudic.
C. M.*

Item, le ſuruiuant, de deux nobles conioints enſemble par mariage, prendra de ſon chef la moitié des conquets en proprieté, & iouyra de l'autre moitié par vſusfruit ſa vie durant, pourueu qu'il n'y ait enfans, & ſ'il y a enfans, iouyra de ladite moitié par vſusfruit, tant & ſi longuement qu'il demourera en viduité ſeulement. Et quant aux meubles, ſe partiſt ont également entre ledit ſuruiuant & les heritiers du trespasſé. lxiii.

Item, quand aucun va de vie à trespas, delaiſſez pluſieurs enfans ſes heritiers, l'ainé peut releuer tous les fiefs venus de ſa ſuccelion pour tous les autres freres & ſœurs, ſi iceux enfans le vouloient conſentir, & ce pour la premiere fois tant ſeulement. lxiiii.

Item, la où ils ne voudroient conſentir, & voudroient tenir & releuer chacun pour icelle part & portion qu'il ſeroit heritier deſdits fiefs, faire le peuuent, & ne le peut raiſonnablement reſuſer le ſeigneur. lxv.

Item, vne femme non noble, qui auroit eſté coniointe par mariage à vn homme noble, apres le trespas d'iceluy, iouyra du priuilege de nobleſſe durant le temps de ſa viduité. lxvi.

Item, auſſi vne femme noble, qui auroit eſté coniointe par mariage avec vn homme non noble, iceluy ſon mary allé de vie à trespas, elle iouyſt du priuilege de nobleſſe, tout autant & auſſi auant, comme ſi elle n'auoit point eſté coniointe par mariage avec vn homme non noble: mais neantmoins elle ne iouyra pas de tous les conquets comme elle euſt peu faire, ſi ſondit mary euſt eſté noble, ainçois en appartient la moitié aux heritiers de ſondit mary plainement, & l'autre moitié a elle en plaine proprieté & de ſon chef.

De gardiens & bailliftres.

lxvij.

Item, d'oreſenauant, quand l'un de deux nobles, conioints en mariage, va de vie à trespas, delaiſſé vn ou pluſieurs enfans mineurs, il eſt loifible au ſuruiuant de prendre & accepter la garde noble deſdits mineur ou mineurs, & en ce faiſant ſera tenu faire inuentaire de tous & chacuns les biens, tant meubles qu'immeubles appartenans auſdits mineurs, deſquels biens meubles & heritages feodaux ledit gardien iouyra. Sçauoir eſt deſdits meubles en vſusfruit ſimplement, pendant le temps qu'il ſe tiendra en viduité, leſquels meubles il ſera tenu rendre ſi toſt qu'il conuolera en ſecondes nopces, deſdits ſur iceux les debtes deuës par le defunct predecédé, enſemble les obſèques & funerailles, & ce qu'il auroit frayé pour l'accompliſſement du teſtament, & quant aux heritages feodaux, en iouyra pareillement par vſusfruit durant ladite garde noble tant ſeulement, & tant qu'il ſe tiendra en viduité. Et en conuolant en ſecondes nopces, ſera tenu faire pouruoir de tuteurs & curateurs auſdits mineurs, auſquels tuteurs il rendra compte des fruits deſdits heritages feodaux, depuis le iour dudit ſecond mariage contracté. lxviii.

Item,

Item, tel gardien noble sera tenu de nourrir, alimenter & faire instruire lesdits mineurs selon leur estat, qualite & condition, soustenir les proces, releuer & droicturer les fiefs, entretenir les maisons en bon & suffisant estat, le tout sur les fruits desdits heritages feodaux, si tant lesdits fruits se peuvent monter. Et la où lesdits fruits ne pourroient suffire, se prendra sur lesdits meubles. Et aussi si lesdits meubles ne peuvent suffire pour acquitter lesdites debtes du premourant, obseques, funerailles & accomplissement du testament, tel gardien noble, sera tenu payer lesdites debtes, obseques & funerailles sur les fruits & leuees desdits heritages feodaux, sans ce que pour raison de ce, il puist aucune chose demander outre lesdits meubles ausdits mineurs.

Item, & pour sçauoir en quel estat & reparations seront les maisons & heritages appartenans ausdits mineurs, sera tenu ledit gardien trois mois apres qu'il aura accepte ladite garde, faire visiter par auctorité de iustice & gens à ce connoissans lesdites maisons & heritages, mesmement les boys de haute fustaye, si aucuns en ya. Et icelle visitation faire rapporter en iugement pour estre signee & authentiquee, affin de plus aisément connoistre en quel estat il doit rendre lesdits heritages, ladite garde finie.

Item, tous gardiens nobles, sont tenus accepter la garde de leurs mineurs en iugement.

Item, seront tenus lesdits gardiens, dedans huitaine apres ladite acceptation faite, commencer ledit inuentaie. Et ledit inuentaie parfait, commenceront à iouyr des droits dessusdits appartenans à vn gardien.

Item, d'oresenauant ayeul ou ayeulle, ne pourront prendre la garde noble de leurs nepueux en ligne directe, ains pourront estre esleus tuteurs & curateurs, à la charge de rendre compte.

Item, aussi ne pourront frere ou sœur n'autres parens collateraux d'oresenauant prendre bail desdits mineurs, n'en vertu dudit bail faire aucuns fruits leurs, ains pourront lesdits freres & autres capables estre esleus tuteurs & curateurs desdits mineurs, à la charge de rendre compte & reliqua.

Item, pere ou mere, acceptans la garde noble de leurs enfans, ne sont tenus payer aucun rachat des fiefs escheus ausdits mineurs en ligne directe.

Item, & sont les enfans nobles reputez aagez, c'est à sçauoir les enfans masles à vingt ans & vn iour, & les filles à quinze ans & vn iour. Auquel aage ils sont mis hors de garde, & peuvent iouyr comme maieurs de leurs droits, non pourtant alieuer leurs biens immeubles.

Item, & quand aucunes personnes nobles mineurs, ont & leur appartiennent à quelque titre que ce soit heritages en censue, & qui ne sont pas nobles, en ce cas les gardiens sont tenus en fin de la minorité desdits enfans nobles, rendre compte des fruits & leuees d'iceux heritages non nobles.

De Succession.

Lxxvij.

LE mort saisit le vif son plus prochain heritier habille à luy succeder. Et est notoire au duché de Vallois, en telle maniere, que si aucun troublait ou empeschoit l'heritier en la succession qui luy seroit aduenue, il se pourroit complaindre en matiere de nouuelleté alencontre de celui qui l'auroit troublé, pourueu que la complainte soit intentee dedans l'an & iour du trouble.

Item, & si aucun a vn ou plusieurs enfans, & l'vn mouroit sans hoirs de son corps, les meubles & acquests dudit enfant mourant appartiennent à ses pere & mere, ayeul ou ayeulle ou au suruiuant, & les propres heritages dudit enfant au plus prochain heritier dont sont venus lesdits heritages.

Item, l'heritier des meubles & acquests est tenu de payer les debtes personnelles, obseques, funerailles, & les laiz mobiliers pour vne fois. Et quant aux charges reelles, elles serot payees par l'heritier qui prendra les heritages chargez desdites rentes.

Item, aucun ne peut estre heritier & legataire d'une mesme personne. Et au cas où il seroit heritier, & aucun laiz luy seroit fait par le testateur, il peut choisir & prendre le laiz, si bon luy semble. ou accepter sa part de la succession comme heritier, en renonçant audit laiz.

KK iij

1 78. Ergo etiam ad patrem vel a: um, si ils en sont venus. C.M.

Coustumes du Bailliage & Duché de Valloys

Item, & au cas qu'il se tiendroit au don ou laiz qui luy auroit esté fait, & ne se voudroit porter heritier, il ne seroit tenu de payer ou contribuer aux debtes, obseques & funerailles du trespaslé. lxxxii.

Item, aucun par la coustume de Valloys, ne peut aduantage l'un de ses heritiers plus l'un que l'autre, tant en ligne directe que collateral, qu'il ne soit tenu rapporter ou moins prendre, s'il se veut porter pour heritier. lxxxiii.

Item, & si aucun desdits heritiers estoit aduantage en heritage ou autre chose immeuble, il ne sera tenu en venant à la succession, rapporter les fruits dudit heritage. lxxxiiii.

Item aucun ne peut par son testament disposer de son propre heritage au preiudice des heritiers, sinon de la quinte partie, de laquelle il peut disposer comme bon luy semble. lxxxv.

Item, si vn testateur laisse le quint de son propre à quelque personne, & ledit propre sestend en plusieurs pieces, tel testateur peut assigner le quint sur vne piece seulement dudit propre, iusques à la valeur du quint. Et peut faire l'heritier le semblable. lxxxvi. 1

Item, & des conquests qui auroient esté faits par deux personnes conioints par mariage, l'un d'iceux peut donner ou autrement disposer par son testament à toutes personnes capables de la moitié de tous lesdits conquests & biens meubles, & si peut faire semblable donation de ses acquests. lxxxvii.

Item, deormais representation aura lieu en ligne directe, in infinitum. Et quant à la ligne collateral iusques aux enfans des freres & sœurs inclusiuement, lesquels représenteront leur pere ou mere, pour venir à la succession de leurs oncles ou tantes, & de leurs cousins ou cousines germanes. ² Et se feront lesdites representations en telle prerogative que seroient leur pere ou mere s'ils estoient viuant. lxxxviii. 3

Item, si aucun a plusieurs enfans de plusieurs & diuers mariages, lesdits enfans partiront également à la succession de leur dit pere, tant en biens meubles comme propres heritages, sauf le droit d'aisneesse tel que dessus est dit, & pareillement quand la mere a plusieurs enfans de diuers mariages, ils luy succedent également en biens meubles & propres heritages, sauf aussi ledit droit d'aisneesse. lxxxix.

Item, freres & sœurs, suppose qu'ils ne soient que de pere ou de mere, succedent également avec les autres freres & sœurs de pere & de mere, en la succession de leur frere ou sœur, quant aux meubles & conquests immeubles: excepté quant aux fiefs, esquels ne succederont les sœurs s'il y a masse en mesme degré, si ce n'est par representation. Et quant aux propres heritages, ilz suiuront le costé & ligne dont ils sont venus. xc.

Item, & au regard des acquests, les enfans yssus du mariage durant lequel iceux acquests auroient esté faits, rendront apres la mort de leur pere ou mere la moitié d'iceux acquests alencontre du suruiuant de leur pere ou mere: Apres le trespas duquel ils succederont à l'autre moitié desdits acquests, également avec les autres enfans descendus d'autre mariage. xci.

Item, & selon ladite coustume tous religieux, religieuses & profes ne succedent à aucuns leurs parens, en quelque degré que ce soit, ne le monastere pour eux, ne pareillement les bastards. xcii.

Item, les parens & lignagers des euesques & autres gens d'eglise seculiers, leur succedent. xciii.

Item, vn testateur ne pourra disposer de ses biens à quelque personne que ce soit, au preiudice des legitimes deuës à ses enfans. xciiii.

Item, mary & femme conioints ensemble par mariage, sont communs en biens du iour du mariage, contracté en face de sainte eglise, ⁴ en telle maniere qu'apres le deces du premier mourant, le suruiuant prend la moitié de biens meubles & conquests immeubles contre les heritiers du premier mourant, ausquels appartient l'autre moitié. xcv.

Item, le mary, durant & constant le mariage, est seigneur des meubles & conquests immeubles par luy faits durant & constant le mariage de luy & de sa femme, en telle maniere qu'il les peut vendre, aliener & hypothéquer, en faire & disposer par disposition faite entre vifs à son plaisir & volonté, sans le consentement de sadite femme, à personne capable & sans fraude. xcvi.

1 85. *Hac vltima clausula multum operatur: quia per eam heres habet electionem ipso iure, sed Parisius vel alibi heres non habet hanc electionem iure prerogato, ut hic. Tamen hoc fieri potest arbitrio iudicis, vel boni viri ut in dicta l. ad officium C. comm. diuidun. C. M.*
 2 87. *Hic extendit representationem ad quartum gradum collateralium. C. M.*
 3 *Sed an in capita, vel in stirpes, communis error potest errorem Zafii inualescit quod in capita, & ultra rationem Zafii in sui non intellect. Pragmatici addunt aliam rationem, quia per antiquam consuetudinem nulla erat representatio, Etiam in linea directa. Et sic contendunt non esse arguendum à communi opinione Accursii, que nunquam habuit locum sub his uerbis consuetudinibus, Sed noua consuetudo non dat representationem, nisi in gradu inequali, non autem in gradu equali quæ relinquit in iure uetusta consuetudinis ut dicunt. Sed ualde errans, quia consuetudo est facta intuitu iuris communis, cuius pars est communis opinio prudentium, Dixi in consuetud. Parisien. & in annotat. ad Alexand. conf. 55. lib. 4. C. M.*
 4 84. *Non ergo à die contractus clandestini, nisi in vim clausulae expressa contractus & non in vim consuetudinis. C. M.*

Item,

- Item, le mary est seigneur des actions mobilières & possessoires, posé qu'elles procedassent du costé de la femme, & peut le mary agir seul & desduire lesdits droits & actions en iugement sans ladite femme. xcvii.
- Item, entre gens nobles, la femme suruiuant peut renoncer aux meubles & conquests immeubles à elle appartenans par le trespas de son mary, la chose entiere & auant que se immiscer, en quoy faisant ne fera tenue des debtes, & aussi ne pourra accepter par vusfruit n'autrement aucun droit sur l'autre moytié desdits meubles & conquests. xcviii.
- Item, vne femme estant en lien de mariage ne se peut obliger sans le consentement de son mary, si elle n'est separee ou marchandé publique, auquel cas elle se peut obliger touchant le fait & dependances de ladite marchandise publique. xcix.
- Item, quand l'un des deux conioints par mariage est obligé en quelque somme de deniers, soit deuant le mariage ou durant iceluy, le creancier se pourra adresser à son obligé ou aux heritiers de son obligé pour la totalité de son deu, sans ce qu'il soit tenu poursuivre le mary ou la femme qui ne seroyent, obligez en telles debtes, soit par cedulle obligation ou autrement en quelque maniere que ce soit, & pourra celuy qui sera ainsi poursuuy sommer celuy qui ne seroit obligé, & neantmoins deueroit par le moyen de la communauté contractee entre le mary & la femme portion de ladite dette, & le contraindre à en faire payement, ou le desdommager. c.
- Item, homme & femme conioints par mariage ensemble du consentement de leurs parens, sont reputez vns de leurs droits: mais toutesfois ne pourront vendre ou alierer leurs immeubles sans decret ou auctorité de iustice, iusques à aage parfait, qui est de xxv. ans complets. ci.
- Item, si aucun habille à estre heritier d'un deffunct s'immisce en la succession d'iceluy deffunct, & prend iusques à la valeur de cinq sols parisis des biens d'icelle succession, il est repute heritier simple. cii.

De douaires.

cij.

Item, toutes & quantes fois qu'homme & femme sont conioints par mariage, & ils ont couché ensemble, la femme a acquis droit de douaire, soit coustumier ou prefix. ciii.

Item, la femme pour son droit de douaire coustumier apres le trespas de son mary, prend & doit iouyr sa vie durant de la moytié de tous ses heritages, rentes & reuenues que son mary auoit au iour qu'il espousa, & pareillement la moytié des heritages qui seroyent venus & eschez à sondit mary par succession en ligne directe, durant & constant leur mariage. ciiii.

Item, le mary mort, la femme qui n'a esté douee que de douaire coustumier, se peut dire saisie, & a & luy appartient la possession & saisine du douaire coustumier, sans ce qu'il luy soit baillé ne deliuré par les heritiers de sondit mary, pour en iouyr par elle tant que douaire aura lieu. cv.

Item, le mary peut douer sa femme de douaire prefix, lequel doit estre assigné, & n'a point de lieu iusques à ce qu'il soit requis & demandé en iugement par la douagere, aux heritiers dudit mary. cvi.

Item, toutes douageres sont tenues de tenir & entretenir de closture, couuerture & autres menues reparations les edifices & autres heritages en bon & suffisant estat, lesquels luy sont baillez pour douaire coustumier ou prefix. cvii.

Item, d'oresenauant femme douee de douaire prefix ne pourra demander douaire coustumier, s'il ne luy est permis par son traité de mariage. cviii.

Item, douaires coustumiers & prefix sont propres heritages aux enfans venus du mariage de leur pere & mere. cix.

Item, le douaire d'une somme de deniers pour vne fois promis à vne femme au traité de son mariage, n'est qu'à la vie de la femme tant seulement, s'il n'y a enfans naiz & procrez du mariage, & doit tel douaire apres le trespas de la femme reuenir aux heritiers du mary, s'il n'y a contract au contraire. cx.

Item, aucun ne peut estre heritier du pere & douager de la mere: mais en acceptant la succession du pere, la part & portion dudit douaire contingente audit acceptant, est confuse en ladite succession à sa personne. cxii.

Item, si vn enfant aduantage par donation entre vifs faite par son pere, renonce à la succession de sondit pere pour prédre le douaire de sa mere, en ce cas il sera tenu de rapporter entré

Coustumes du Bailliage & Duché de Valloys

ses freres & sœurs l'advantage à luy fait par sondit pere. cxii.

1. 12. Hoc speciale hic. Sed in terminis consuetudinis Parisiensis habes antiquum arrestum de Memorancy q. in capita dividitur inter non heredes patris, quia capiunt iure tractus & non iure successio- nis. C.M.
2. 113. Et consequenter re- leuiū solvere, sed extra terminos huius consuetudinis vide qua scri- pti in consuetu. Parisi. §. 22. q. 47. C.M.
3. 115. Et sic vivo patre nō possunt de hoc disponere ut dixi sup con- sue. Syluane- tensi. C.M.

Item, le douaire en heritage noble se partira entre les enfans renonçans à la succession du pere en telle prerogative d'aineesse¹ que seroit la succession du pere, si lesdits enfans se por-
cxiii.

Item, si la femme estoit douee du douaire coustumier sur heritages estans en fiefs tenus d'aucun seigneur, incontinent apres le trespas du mary, les heritiers ou proprietaires seront tenus d'aller vers le seigneur ou seigneurs feodaux releuer² lesdits fief ou fiefs, & pour raison d'iceux en faire les foy & hommage ou obtenir souffrance desdits seigneur ou seigneurs feo-
cxiiii.

Item, si le pere va de vie à trespas, delaissez plusieurs enfans, l'un desquels renonce à la suc- cession, & acceptent le douaire, & les autres se portent heritiers, celui qui aura renoncé à la dite succession, n'aura audit douaire que telle part & portion, que si les autres se fussent decla- rez douairiers & non heritiers. cxv.

Item, si au precedent ou apres le trespas de la mere les enfans yffus du mariage alloient de vie à trespas sans hoirs de leurs corps, leur pere vivant. En ce cas le douaire soit prefix ou cou- stumier sera estaint³ & en demourra le pere propriétaire comme il estoit au precedent la³ constitution dudit douaire, sans toutesfois faire preiudice à l'v'susfruit de la femme suruiuant sondit mary.

De prescription & possession.

cxvi.

Vand aucun a iouy & possédé paisiblement, non vi, non clam, nec precario, d'aucun heritage par an & iour, il a acquis la possession priuilegiee en telle maniere que fil est troublé par aucun en sa possession, il luy loist & se peut complaindre en matiere de faisine & nouuelleté à l'encontre de celui qui ainsi l'a troublé endedans l'an & iour dudit trouble. cxvii.

Item, vn vassal est receuable à foy complaindre en cas de faisine & nouuelleté pour raison de son fief & droits d'iceluy à l'encontre de toutes personnes, pourueu qu'il n'y ayt faiste, excep- té contre son seigneur feodal, par lequel il n'auroit esté receu en foy & hommage, & où il au- roit esté receu, seroit aussi receuable contre son seigneur feodal. cxviii.

Item, quand aucun a iouy & possédé aucune rente ou autre droit incorporel, & iceux prins & perceuz sur aucun ou aucuns heritages, detenteurs & proprietaires d'iceux parauant dix ans, & depuis dix ans, & par la plus grande partie d'iceluy temps de dix ans, fil est troublé & em- pesché en la perception & iouyssance desdits droits, il peut prendre & intenter le cas & pour- fuyte de simple faisine contre celui ou ceux qui ainsi l'ont troublé, & requerir à l'encontre d'eux estre mis en la iouyssance & perception desdits droits, esquels il estoit au parauant ladite cessation. cxix.

Item, quand aucun a iouy & possédé par luy ou ses predecesseurs par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens aagez & non priuilegiez, d'aucun heritage ou chose immeuble à iuste tiltre & de bonne foy, il a acquis & gagné le droit de la chose par prescriptiō, excepté pour droit seigneurial qui ne se prescrit point par le suiet contre son seigneur. cxx.

Item, quand aucun a iouy, v'sé & possédé d'aucun heritage par l'espace trēte ans continu- lement tant par luy que ses predecesseurs, franchement, publiquement & sans aucune inquieta- tion, supposé qu'il ne face apparoir de tiltre, il a acquis prescription entre aagez & non pri- uilegiez. cxxi.

Item, toutes actions personnelles sont prescrites par le cours & espace de trente ans entre aagez & non priuilegiez. cxxii.

Item, prescription n'a point de lieu contre l'eglise, sinon par l'espace de xl. ans. cxxiii.

Item, si aucun a iouy & possédé aucun heritage à iuste tiltre & de bonne foy, tant par luy que par ses predecesseurs dont il a le droit & cause, franchement & sans inquietation d'aucu- ne réte par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens aagez & nō priuilegiez, il acquiert prescription d'icelle rente. cxxiiii.

Ité, en matiere de veües & esgouts, esuiers, & glassouers, prescription n'a point de lieu, tel- lement que par long vsage ou possession qu'aucun en ayt sur l'heritage d'autrui, il puisse ac- querir prescription cōtre, ne au preiudice d'iceluy, & ne luy en peut aucun droit estre acquis, si ce n'est par tiltre special qui en feroit expresse mention. cxxv.

Item,

Item, toutes personnes ayans mur ioignant sans moyen à autrui heritage, ne peut en iceluy mur faire n'auoir fenestres ou veües sur iceluy heritage au preiudice de son voisin: mais est tenu les faire du rez de terre à la hauteur de neuf pieds, quant au premier estage, & quant aux autres estages, de sept pieds de haut, & garnir lesdites fenestres & veües suffisamment de fer & voirre dormant.

cxxvi.

Item, & si aucun faisoit lesdites veües plus bas, & en autre maniere, il seroit contraint par iustice, s'il en estoit poursuy suffisamment, de les estoupper & tenir en la hauteur desdite, nonobstant quelque espace de temps qu'il eust vsé autrement, s'il n'en auoit tître especial.

cxxvii.

Item, en mur moytoyen on ne peut sans le consentement de celuy qui a part audit mur, faire fenestres, huisseries, ou autres choses semblables, au preiudice de celuy qui a part audit mur.

De donations.

cxxviij.

Item, homme & femme conioints ensemble par mariage, estans en santé, peuuent & leur loist faire donation mutuelle l'un à l'autre esgallement de tous leurs biens meubles & conquests immeubles faits durant & constant leur mariage, communs entre eux & qui seront trouuez à eux appartenir estre communs entre eux à l'heure du trespas du premier mourant desdits conioints, pour en iouyr par le suruiuant d'iceux conioints sa vie durant seulement, en baillât par luy caution suffisante de restituer lesdits biens apres son trespas, pourueu qu'il n'y ait enfans.

cxxix:

Item, vn don mutuel de soy ne faist point.

cxxx.

Item, donner & retenir ne vaut, en telle maniere que si aucun a donné son heritage simplement ou pour cause, & le donataire n'en a esté saisy par le seigneur feodal ou censuel, ou n'en a prins apprehension de fait du vouloir viuant, & consentement de sondit donateur. En ce cas telle donation ne vaut, & ne suffiroit retention d'vsusfruit, constitution de precaire, ou autre fcte tradition.

cxxxii.

Item, homme & femme conioints ensemble par mariage, constant & durant leurdit mariage, ne peuuent aduantage l'un l'autre par donation faite entre vifs, par testament ou ordonnance de derniere volonté, n'autrement, directement, n'obliquement en quelque maniere que ce soit, sinon par don mutuel comme dit est, fors & excepté qu'ils pourront donner l'un à l'autre par recompense, comme d'heritages vendus, grandes meliorations d'heritages, par bastiment ou autrement, & au feu & raison du dommage & diminution de biens qu'auroit eu celuy à qui sera fait ledit don par recompense.

cxxxiii.

Item, lesheritages ou rentes qui sont donnez pour cause de nopces, sont propresheritages de ceux à qui ils sont donnez.

cxxxiiii.

Item, vne personne vsant de ses droits peut donner entre vifs à toute personne estrange ou vn de ses enfans non venans à sa succession, telle part & portion qu'il luy plaira de ses biens, soyent propres, acquests, conquests ou meubles, & où au iour de son trespas se trouueroit la donation immense, en sorte que la legitime ne fust entierement reseruee à ses autres enfans, sera de ladite donation desduit & deffalqué ce qu'il se faudra de ladite legitime, eu regard aux biens donnez & ceux dont mourra saisy le donateur venant au proufit des heritiers, & sera tel donataire tenu restituer pour lesdits legitimes ce qu'il se trouueroit deffaillir de ladite legitime, & à ce sont les choses donnees du iour de la donation hypothecquees.

cxxxv.

Item, vne femme se remariant en secondes ou autres nopces ayant vn ou plusieurs enfans naturels & legitimes, ne peut donner en faueur de mariage n'autrement au parauât ledit mariage à son futur espoux n'aux enfans qu'à ledit futur espoux, plus que la tierce partie de ses immeubles.

De retrait lignager.

lxxxv.

Item, quand aucun vend aucun heritage à luy venu par succession à personne estrange, iceluy heritage chet en retrait, & le peut retraire le lignager du vendeur du costé dont est venu ledit heritage, en faisant adiourner l'acheteur ou detenteur en cas de retrait endedans l'an & iour, à compter du iour de l'enfaînement ou infeodation de l'heritage vendu, les solennitez gardees en tel cas requises.

cxxxvi.

Item, par la coustume du duché de Vallois en faisant le premier adiournement en matie-

Couſtumes du Bailliage & Duché de Valloys

re de retrait, eſt requis par la partie à requête de qui ſe fait ledit adiournement ou procureur pour elle, faire les offres: c'eſt à ſçavoir bourſe & deniers à deſcouvert, & à parfaire du pur ſort & loyaux couſtemens: & ſemblablement à chascune euocation de la cauſe qui ſe fait en iugement iuſques à cōteſtation de cauſe incluſiuemēt, ſur peine de perdition de cauſe. Et ſi la partie deffenderesse acquieſce à l'offre à luy faite, la partie demanderesse eſt tenue le rembourſer dedans xxiiii. heures apres que le deffendeur en matiere de retrait lignager aura accepté l'offre & mis au greffe de la iuriſdiction en laquelle il ſera adiourné où ſera la cauſe, ſes lettres d'acquieſſation, affirmé le contenu d'icelles eſtre veritable, partie preſente ou appellee. cxxxvii.

Item, quand celuy qui eſt conuenu & attrait en matiere de retrait obtient congé contre le retrayant à faute de comparoir ou autrement en quelque eſtat que la cauſe ſoit, en ce cas iceluy retrayant perd ſa cauſe, & n'eſt plus receuable à intenter action de retrait, poſé ores qu'il ſoit encores endedans l'an & iour, toutesfois vn autre lignager pourra intenter ledit retrait, ſ'il eſt dedans l'an & iour. cxxxviii.

Item, ſi aucun auoit vendu aucuns de ſes propres heritages à vn qui ne ſeroit parent lignager du vendeur du coſté & ligne dont ſeroient venus leſdits heritages, & le ſeigneur dont leſdits heritages ſeroient tenus & mouuans auoit prins & retenu iceux heritages par uiſſance de fief, l'vn des parens lignager du coſté & ligne du vendeur, pourroit auoir iceux heritages par retrait dedans l'an & iour de la retenue faite par ledit ſeigneur, comme ſ'il eſtoit encores és mains de l'acheteur, en rendant les deniers que ledit ſeigneur en auroit payé avec les ventes, vins & droits ſeigneuriaux en la maniere cy deſſus declaree. cxxxix.

Item, ſi aucuns lignagers du coſté dont leſdits heritages ainſi vendus viennent, veuillent recouurer iceux, ils ſont habilles & receuales à faire le retrait deſdits heritages vendus ſans y garder priorité ne poſteriorité de lignage. Et ſuffit que le retrayant ſoit de la ligne dont viennent leſdits heritages en quelque degré de conſanguinité que ce ſoit. cxl.

Item, ſi aucun auoit baillé ſon propre heritage à rente & à rachat à touſiours ou à temps à perſonne eſtrange, tel heritage pourra eſtre retrait par le lignager du coſté & ligne dont ledit heritage eſt adueni audit bailleur, en rendant le ſort principal du rachat de ladite rente & loyaux couſts par la maniere que dit eſt. cxli.

Item, en tous heritages qui ſont baillez à cens, ſurcens ou rentes non rachetables n'y chet point de retrait: mais ſi leſdits cens, ſurcens ou rentes ſe vendent, ils cheent en retrait. cxlii.

Item, en eſchange fait but à but ſans ſoultes, & donations d'heritages, n'y chet point de retrait. cxliiii.

Item, en matiere d'eſchange où il y a ſoulte, ſ'il n'y a ſoulte excédant ou venāt à equalité de valeur de l'heritage baillé en contre eſchange, tellement que le contract participe autant ou plus de vendition que d'eſchange. En ce cas ſi ledit heritage eſtoit propre à ceſtuy qui auroit prins ladite ſoulte, tel heritage ſera ſuiet à retrait pour ladite ſoulte, & pour la valeur dudit heritage baillé en contre eſchange, ſelon la commune eſtimation d'iceluy. Et où ledit contract participeroit plus d'eſchange & de permutation que de vendition, en ce cas tel heritage propre ne cherra en retrait lignager. cxliiiii.

Item, quand aucuns heritages cens & rentes ſont vendus par decret qui cheent en retrait, celuy ou ceux qui ſont du lignage dont viennent leſdits heritages, cens ou rentes, les peuuent auoir par retrait, en payant le pur ſort & loyaux couſtemens. cxlv.

Item, par ladite couſtume quand aucun a acheté aucun heritage qui chet en retrait, les fruits d'iceluy heritage par luy leuez & perceuz au parauant l'adiournement, luy appartiennent, & iuſques à l'offre faite de rembourſer en temps deu, & n'eſt tenu d'en payer aucune choſe. Neantmoins le retrayant payera le pur ſort & loyaux couſtemens, ſans diminuer pour raiſon deſdits fruits, aucune choſe. cxlvi.

Item, en matiere de retrait lignager les fruits ſont deuz au retrayant qui obtiendra du iour de la conſignation par luy faite au parauant litisconteſtation, & ſi conſignation n'y a, du iour de ladite conteſtation. cxlvii.

Item, ſi celuy qui retrait ou veut retraire aucun heritage vendu vouloit ledit heritage retraire en intention de le bailler à autres perſonnes eſtranges, en ce cas il ne ſeroit receuable à faire ledit retrait, & eſt tenu de donner & preſter le ſerment ſur ce, ſi la partie contre qui ſe fait la pourſuyte dudit retrait le requiert. cxlviii.

Item, par ladite couſtume celuy qui achete aucun heritage qui chet en retrait, & quand il eſt pourſuiuy audit cas de retrait par aucun lignager, il eſt tenu de monſtrer & exhiber les lettres

très de l'acquisition, & avec ce affermer du pris qu'il en auroit baillé par deuant le iuge, partie
presente ou appellee, comme dit est. cxlix.

Item, quand aucun retrait aucun heritage, il n'est tenu payer au seigneur dont ledit heritage est tenu & mouuant en fief ou en censue aucuns droits seigneuriaux pour raison dudit retrait par luy fait, pourueu qu'ils ayent esté payez par l'acquireur sur lequel il fait ledit retrait. Et si ledit heritage estoit tenu en fief, sera tenu faire la foy & hommage, & payer droit de chābellage. cli.

Item, si le vendeur de son propre heritage s'est d'iceluy deffaisy au proufit d'un acheteur, & tel acheteur le reuend, donne ou transporte à quelque autre personne, le retrayant lignager sera receuable à soy adresser contre le premier acheteur, si bon luy semble, comme réputé possesseur dudit heritage, Ou contre le second acheteur endedans l'an & iour de la premiere vendition, ou de la saisine sur ce faite, en rendant comme dessus le pris du principal achat, & tous loyaux coustemens de ladite premiere acquisition, tels que de raison. cli.

Item, si aucun vend son propre heritage à un sien parent lignager du costé & ligne d'iceluy heritage est venu & escheu à iceluy vendeur, & il aduient que le dessusdit lignager apres qu'il aura iouy d'iceluy heritage ainsi à luy vendu, le reuend à vne autre personne estrange de ladite ligne, en ce cas un parent du premier ou second vendeur dudit costé & ligne endedans l'an d'icelle seconde vendition ou de la saisine, est receuable de rauoir & demander ledit heritage par retrait, en remboursant le pur sort & loyaux coustemens. clii.

Item, quand aucun heritage propre au vendeur est acquis, durant & constant le mariage de deux conioints, dont l'un d'iceux est parent & lignager dudit vendeur du costé & ligne d'iceluy heritage appartenoit audit vendeur, tel heritage ne gist en retrait, durant & constant le mariage. Mais apres le trespas de l'un desdits conioints, la moytié dudit heritage gist en retrait à l'encontre de celuy qui n'est lignager ou de ses hoirs, s'ils ne sont lignagers dudit vendeur du costé & ligne dont l'heritage appartenoit à iceluy vendeur dedans l'an & iour du trespas du premier mourant desdits conioints, supposé qu'il y eust saisine ou infeodation prinse durāt iceluy mariage, en rendant & payant par le retrayant la moytié du sort principal, fraiz & loyaux coustemens. cliii.

Item, si aucun a acquis d'un autre son propre heritage, comme maisons & autres edifices, & il aduient pendant l'an du retrait que l'acheteur à son plaisir & sans aucune necessité y fait aucunes reparations autres que pour l'entretenir en son estat. En ce cas le retrayāt desdites maisons, comme lignager, n'est tenu rendre lesdites reparations, & ne sont reputez pour loyaux coustemens. cliiii.

Item, & quant à terres ou vignes, si lesdits heritages ont esté pendant l'an du retrait, labourer & ensemece, & aussi lesdites vignes labourées, le retrayant sera tenu de rédre lesdits labours, semences & amendemens necessaires. Et aussi il aura les fruits & despoilles estans lors & venus desdits labours sur lesdits heritages. clv.

Item, & par ce est entendu que là où tels acheteurs de propres heritages feroient aucuns excès pendant ledit temps de retrait, comme de couper arbres portans fruits, desmolir edifices, pescher viuiers, couper bois autrement qu'en temps deu. Tels acheteurs, là où la chose est rendue par retrait, sont reenus de restitution de la valeur des choses ainsi induement faites & prinse. Et outre les dommages & interests, de la valeur qu'ils seront estimez par gens à ce connoissans. clvi.

Item, heritage qui est eschangé à l'encontre d'un cheual ou autre marchandise chet en retrait, par ce qu'auant que l'eschange empesche retrait, il est requis que les choses eschangees soyent d'une mesme qualité, & l'une des choses soit aussi bien immeuble que l'autre.

D'hypothecque.

clvij.

Item, selō la coustume de Vallois hypothecque a lieu es chastellenies dudit Vallois, laquelle hypothecque ne se diuise point. clviii.

Item, biens meubles n'ont point de suyte par hypothecque. clix.

Item, quand aucun prend heritage à rente ou surcens, ou constitue aucune rente sur ses heritages, & à payer icelle rente ou surcens s'oblige avec tous ses biens, il loist au creditur pour suyr son droit d'hypothecque sur lequel heritage qu'il voudra, posé ores qu'il eust specialement obligé aucuns de ses heritages: sans ce qu'il soit tenu faire discussion de la speciale hy-

pothecque.

clx.

Item, & apres le trespas de celuy qui auroit ainſi prins à ſurcens ou rentes aucuns heritages, ou conſtitué rentes ſur ſes heritages & biens immeubles, le creditur ou ſes heritiers peu uent pourſuyr les heritiers du deteur personnellement pour telle part & portion qu'ils ſont heritiers du trespasſé. Et ſ'ils ſont detenteurs des heritages chargez de ladite rente, il les peut pourſuyre pour le tout, tant personnellement qu'hypothequairement, & ainſi les faire condamner, & faire declarer leſdits heritages & chaſcune piece d'iceux pour le tout affectés, hypothequez & obligez à ladite rente.

clxi.

Item, & pareillement celuy qui auroit prins à rente ou ſurcens aucuns heritages, ou conſtitué rentes ſur ſes heritages, vend ou transporte aucune piece d'iceux. Le creditur peut pourſuyr le detenteur de l'heritage, & le faire condamner personnellement & hypothequairement pour tous les arrerages eſcheuz, depuis qu'il eſt detenteur dudit heritage. Et pour les precedents hypothequairement tant ſeulement, & à payer ladite rente pour l'aduenir personnellement & hypothequairement pour le tout, tant & ſi longuement qu'il ſera detenteur des heritages obligez & hypothequez: & loiſt audit creditur de pouuoir faire vèdre ſi bon luy ſemble, l'une des pieces que mieux luy plaift obligee en ladite rente, pour auoir payement des arrerages qui luy en ſeroient deuz, ſoit par hypotheque generale ou ſpecialle, & ſans ce qu'il ſoit tenu faire diſcuſſion de l'hypotheque ſpecialle, ſi bon ne luy ſemble.

clxii.

Item, & quand aucuns deteurs ſont condemez personnellement & hypothequairement à aucun creditur, les heritiers dudit creditur peuuent faire contraindre & executer leſdits deteurs par vertu de ladite condamnation, auſſi bien comme euſt peu faire ledit creditur. Et autant en pourra faire l'heritier du creditur en vertu d'un obligé paſſé ſous ſeal royal ou autentique au lieu là où il eſt autentiqué.

clxiii.

Item, quand aucun achete rente ſur ſes heritages, & depuis acqueſte leſdits heritages ſur leſquels la conſtitution de rente eſt faite, en ce cas ladite rente eſt confuſe. Et ſemblablement ſi leſdits heritages demouroyent vacquans, & le rentier ſe botoit en iceux ſans prouiſion de iuſtice, en les voulant dire ſiens à cauſe de ladite rente: en ce cas ladite rente eſt pareillement confuſe, & ainſi en vſe lon.

clxiiii.

Item, & où tel acqueſteur voudra renoncer audit heritage ainſi chargé que dit eſt, & voudra retourner à ſon action qu'il auoit pour ladite rente, faire le pourra, nonobſtant ladite confuſion, en telle prerogatiue, droit & ordre qu'il eſtoit au parauant ladite confuſion.

clxv.

Item, quand vn tiers detenteur d'un heritage eſt pourſuiuy pour raiſon d'aucunes rentes dont eſt chargé ledit heritage qui luy a eſté vendu, ſans la charge de ladite rente, & dont il n'auoit eu connoiſſance parauant ladite poursuyte, apres qu'il a ſommé ſon garant ou celuy qui luy a vendu & promis garantir ledit heritage qu'il luy deſaut de garantie, ledit tiers detenteur ainſi que pourſuiuy parauant liticonteſter, peut renôcer audit heritage, & en ce faiſant il n'eſt tenu de ladite rente & arrerages d'icelle, ſuppoſé meſmes que les arrerages fuſſent & ſoyent eſcheuz de ſon temps & parauant ladite renonciation.

clxvi.

Item, par ladite couſtume les heritiers du trespasſé ſont tenus personnellement des faits, promeſſes & obligatiôs du deſſunct pour telle part & portion qu'ils ſont heritiers, & hypothequairement pour le tout quand hypotheque y a.

clxvii.

Item, vne cedulle priuee deuément cauſee, qui porte promeſſe de payer, emporte hypotheque du iour de la confeſſion d'icelle faite en iugement, & emporte garniſon de main es mains du creancier, au proufit duquel elle eſt reconneüe, en baillant caution.

clxviii.

Item, ſi aucun propriétaire d'aucune choſe immeuble baille aucun heritage à ferme ou loyer, à aucunes annees, & depuis ledit bail vend la propriété ſans parler dudit louage, tel acheteur ſ'il ne luy plaift ne tiendra rien dudit louage. Et neantmoins iceluy louer pourra pourſuyuir ſon bailleur à luy payer le dommage & intereſt qu'il peut auoir à cauſe qu'il ne peut accomplir la iouyſſance dudit louage.

De teſtamens.

clxix.

Item, institution d'heritier n'a point de lieu.

clxx.

Item, auant qu'un teſtament ſoit reputé ſolennel, il eſt requis qu'il ſoit eſcrit & ſigné de la main & ſeing manuel du teſtateur, ou ſigné de ſa main & à luy leu & par luy entendu en la preſence de trois reſmoings, ou qu'il ſoit paſſé par deuant deux notaires, ou par deuant le curé de ſa

sa paroisse ou son vicaire general & en chef & vn notaire, ou dudit curé ou vicaire & deux tesmoins, ou d'un notaire & deux tesmoins, ou de quatre tesmoins, iceux tesmoins ydoines, suffisans & non legataires dudit testateur, fors & excepté entant que touche les legats pitoyables, obseques & funerailles dudit testateur, esquels toutesfois & pour le moins sera gardée la solennité du droit canon.

2. 170. Et in
quibus cessat
suspicio sugge-
stioni. C. M.

Item, les executeurs du testament d'aucun deffunct sont saisis dedans l'an & iour du trespass dudit deffunct, des biens meubles demourez de son decés pour l'accomplissement de son testament. Et où l'heritier voudroit requerir que les meubles excédans l'execution du testament outre ce qui seroit liquide, ou qui auroit prompte preuve luy fussent deliurez, sera tenu iceluy heritier de bailler caution de la valeur desdits biens meubles excédans, desquels biens il sera tenu satisfaire & payer les debtes du deffunct, qui ne seroient liquides par ledit testament, ou dont l'executeur ne seroit aduertý, si le testateur n'auoit ordonné que ses executeurs fussent saisis iusques à somme certaine seulement.

clxxii.

Item, lesdits executeurs peuuent & leur loist faire la deliurance des laiz contenus au testament, duquel ils sont executeurs, au proufit de celuy ou de ceux à qui ils sont faits, pour le regard des biens meubles, & sans les heritiers dudit deffunct. Et quant aux biens immeubles, est requis que lesdits heritiers soyent appelez.

clxxiii.

Item, quand aucun testateur par testament fait laiz du residu de ses biens meubles, acquests & conquests au proufit d'aucun: Tel acceptant ledit laiz, est tenu payer toutes debtes personnelles, & aussi d'acquiter ledit testament: Et si ledit testateur donne ou legue portion de ses biens par forme de cote comme moytié, tiers ou quart, tel acceptât ledit laiz sera tenu payer desdites debtes, obseques & funerailles, pour portion de ladite cote.

clxxiiii.

Item, l'executeur sera tenu faire inuentaie auant que s'immiscer és biens meubles du deffunct, sinon és choses qui concernent l'enterrement, obseques & funerailles du deffunct & laiz pitoyables de prompt execution.

clxxv.

Item, l'an de l'execution du testament est vtile, & ne doit courir contre celuy qui est empesché en l'execution dudit testament.

clxxvi.

Item, par ladite coustume le Roy par preuention, a la connoissance des executions testamentaires par tout ledit bailliage, & n'y a en ce cas la cour d'eglise n'y autres que veoir ne que connoistre.

De rentes constituées & assignées sur héritages.

clxxvij.

Toute franche personne vsant de ses droits, ayant le droit gouuernement & administration de ses biens, peut vendre, alier & constituer rentes sur ses héritages tenus en fief, en censive ou autre droit reel d'aucun seigneur. Et telle vendition & constitution de rente est bonne & vallable, posé ores qu'elle ne soit enfaïinée n'inféodée.

clxxviii.

Item, ladite rente ainsi vendue & constituée, a cours sur les héritages dudit vendeur ou constituant, quand ils sont tenus & possédez par ledit vendeur & constituant ou ses heritiers, ou par vn tiers detenteur: ou par le seigneur feodal à titre particulier autre que comme seigneur feodal, sinon que le seigneur feodal eust retenu l'héritage par puissance de fief, de l'acheteur, auquel cas sera ledit seigneur tenu de ladite rente.

clxxix.

Item, quand aucuns biens, héritages, ou rentes situez & assis en la haute iustice d'aucun seigneur, sont dits & declarez confisquezz, le haut iusticier qui en vertu de ladite confiscation apprehendra les meubles, sera tenu de payer les debtes personnelles, & pour vne fois, du confisquant, si lesdits meubles sont suffisans, & iusques à la concurrence d'iceux: & lesdits meubles discutez, ledit haut iusticier qui apprehendra les héritages ou rentes dudit confisquant autrement que par felonnie, ou à faute d'homme, droits & deuoirs non faits, sera tenu de payer le surplus, si tant iceux héritages se peuuent monter, & iusques à la concurrence d'iceux. Aussi sera tenu ledit haut iusticier qui apprehendra lesdits meubles, payer les rentes constituées par le confisquant, non enfaïnées n'inféodées, ensemble les arrerages d'icelles, si tant lesdits meubles peuuent monter, & iusques à la concurrence d'iceux: sans ce que le creancier de telle rente se puist adresser sur les héritages confisquezz pour raison desdites rentes & arrerages, pourueu que ledit creancier de ladite rente non enfaïné n'inféodé, ayt esté negligent de quarante iours à compter du iour de la constitution d'icelle, de soy faire enfaïner ou inféoder.

LL

Couftumes du Bailliage & Duché de Vallois

Du privilege de louage de maifons.

clxxx.

Item, par la couftume generale dudit bailliage, les termes de payer les louages des maifons, font Pasques, faint Jean, faint Remy & Noel, ou de trois moys en trois moys, à commencer du iour du louage. Et peuuent estre contraints les conducteurs de payer à chascun terme ledit louage, fuppofé qu'il n'en ayt point esté parlé au contract.

clxxxii.

Item, le louage de maifon est privilegié, en telle maniere que le feigneur locateur peut proceder par voye d'execution, fur les biens du conducteur estans en ladite maifon, & les faire vendre pour le louage de ladite maifon, pofé ores qu'il ne foit lyé, obligé, ou condamné expreflement.

clxxxii.

Item, le louage de maifon est tellement privilegié, que le locateur est preferé à tous autres creanciers non privilegiez, fur les biens trouvez en la maifon louee.

De cryees & decret d'heritages.

clxxxiiij.

Item, par ladite couftume au paravant qu'un credeur puift faire proceder par voye d'execution, cryee ou subhaftation des biens immeubles de fon deteur, il est requis que tel credeur ayt condemnation de iuge competant à l'encontre de celuy contre lequel veut proceder par execution & cryees, ou lettres obligatoires sous le feel royal ou autentique és lieux où il fera autentiqué, cedulle ou lettre priuee du deteur deüement recongneuz en iustice, & declarez executaires contre ledit deteur de fon consentement, ou par sentence de iuge competant, par iugement contradictoire ou de contumace. Et si on vouloit faire cryees & subhaftations à l'encontre de l'heritier de l'obligé ou condamné, il faut tousiours & au paravant que ce pouvoir faire que lefdites condemnations, obligations, cedulles ou escriture priuee, fussent declarez executaires à l'encontre de l'heritier ou heritiers de l'obligé ou condéné, les biens &heritages ou de fon consentement, ou par sentence contradictoire, ou de contumace, & par iuge competant. Et en chascun desdits cas par avant que venir ausdites cryees, faut auoir fait commandement à l'obligé ou condamné, ou à leurs heritiers, de payer le deu, ou fournir de biens meubles sur lesquels se puift faire l'execution pour ledit deu. Et que le deteur ayt esté de ce faire reffusant ou delayant. Et lors fans faire autre discussion de biens meubles, l'on peut proceder par cryee & subhaftation desdits immeubles dudit obligé ou condamné.

clxxxiiii.

Item, par ladite couftume generale en matiere de cryees d'heritages situez audit bailliage, quand vn sergeant veut commencer à proceder par execution sur le deteur ou condamné, il conuient que tel sergeant ayt commission de iuge competant, en vertu de laquelle il face commandement à l'obligé ou condamné, parlant à fa personne ou à son domicile, qu'il paye au credeur la somme par luy deüe. Ou qu'il baille biens meubles vallans la somme contenue audit commandement. Et à faute d'à ce obeyr, peut ledit sergeant sans autre discussion de biens meubles, saisir lesheritages dont il veut faire cryees, & icelle signifier au deteur à ladite personne ou domicile. Ce fait, ledit sergeant peut & doit faire quatre cryees desditsheritages continues & entretenues par quatre quinzaines: l'une & la premiere au lieu ou sont situez lesheritages assis. Et la repeter au siege de la chastellenie, en laquelle lefditsheritages sont situez & assis, à iour de plaids ordinaires & iceux tenans. Et les trois autres audit lieu de la chastellenie constituez & par quatre quinzaines, mettre & affiger au portail de l'eglise parrochial en laquelle lefditsheritages sont situez & assis, & audit auditoire, vn breuet de papier contenant ladite cryee. Et sera tel sergeant creu de l'affixion desdits breuets par fa simple relatiõ par escrit qu'il fera desdites cryees & affixes, pourueu qu'il y ayt deux records pour le moiñs.

clxxxv.

Item, & où il aduiendroit que ladite quinzaine en laquelle se doyuent continuer lefdites cryees escherroit en iour de feste, ou que pour aucune cause on ne plaidast ledit iour, telle quinzaine se continuera aux premiers plaids ordinaires suyans.

clxxxv.

Item, & lefdites cryees ainsi faites, seront les opposans adiournez par deuant le iuge qui a decerné ladite commission, pour dire leurs causes d'opposition, ensemble ledit deteur, pour veoir proceder à la discussion desdites oppositions & adiudications desdites cryees. Et où promptement se pourra faire la discussion desdits opposans, on y pourra proceder avant ladite adiudication. Autrement ladite adiudication se fera sauf a discuter desdites oppositions apres ladite adiudication faite, sinon qu'il y eust opposition pour distraire, laquelle se decidera avant ladite adiudication, au cas toutesfois que le credeur requis adindication desheritages, contre lesquels n'est baillee opposition pour distraire, sera procedé à l'adiudication d'iceux, sauf a discuter

discuter

discuter comme dessus. Et neantmoins pourra poursuyure l'adiudication des heritages pour lesquels y auroit opposition, afin de distraire, s'il n'est payé entierement de son deu. clxxxvii.

Item, audit cas de cryees, il n'est requis que le seigneur ou seigneurs feodaux ou censuels dont les heritages cryez sont tenus & mouuans, s'opposent ou facent opposer pour conseruation de leur cens, droits seigneuriaux & redevances foncieres & anciennes pour l'aduenir, pource que sans opposition leur droit est & sera conserué: mais s'il pretendoit à cause d'iceux droits aucuns arrerages, sera tenu pour iceux former opposition. Et quant aux autres ayans rentes ou autre droit sur iceux heritages cryez, il faut que les y pretendant droit s'opposent ausdites cryees au parauant l'adiudication du decret d'iceux heritages cryez. Autrement le decret d'iceux se pourroit adiuger au plus offrant & dernier encherisseur: Lequel apres le decret adiugé en iouyroit sans charge des redevances pretendues, & pour lesquelles opposition n'auroit esté formee par dedans ladite adiudication de decret. Et suffist faire telles oppositions en parlant à la personne du sergeant faisant lesdites cryees, ou au iuge d'icelles es mains du greffier, auquel cas seront tenus le signifier au poursuyuant cryees. Et apres lesdites oppositions faites & formees, suffist faire les adiournemens en ceste partie necessaires, parlant aux personnes des procureurs qui auroient fait lesdites oppositions. Et au parauant que proceder à l'adiudication du decret desdits heritages, il conuient faire publier quinze iours parauant ladite adiudication, en iour de plaid, au siege où ledit decret se doit adiuger, que ledit decret se doit adiuger à ladite quinzaine. clxxxviii.

Item, par ladite coustume, la constitution ou distribution des deniers procedans des venditions & adiudications de decret desdits heritages cryez & subhastez, se doit faire en la maniere qui s'ensuyt. Premierement les droits seigneuriaux tels qui sont deuz par la coustume, eu regard à la nature de la chose vendue. Et apres iceux, les despens, fraiz, mises faits pour icelles cryees & subhastations par le poursuyuant cryees. Et apres se doit faire la distribution desdits deniers opposans, selo la dacte & priorite des charges reelles & hypothecques, dont tels heritages seront chargez. Et lesdites charges & hypothecques payees, les opposans pour debtes personnelles viendront à la contribution au sols la liure, sans prerogatiue de priorite ou posteriorite. clxxxix.

Item, & où ausdites cryees y auroit plusieurs opposans pour rentes constituees, les creanciers de telles rentes constituees qui seroient les premiers infeodez ou ensaisinez, precederot à ladite distribution les autres non ensaisinez, combien que pour le regard de ladite constitution, ils fussent de posteriorite dacte, tellement qu'esdites rentes constituees entre les infeodez, on aura regard à la dacte de l'infeodation de la constitution. cxc.

Item, tous opposans sont receuables à s'opposer iusques à ce que le decret soit seellé, & se doit faire l'opposition du seel à iour ordinaire, les plaid tenans par le iuge qui fera l'adiudication desdits heritages auant que se departir du siege, & incontinent apres ladite adiudication. cxci.

Item, & celuy auquel tels heritages seront adiugez par decret, sera tenu fournir dedas huytaine des deniers à quoy se monteront les encheres. Et à ce pourra estre contraint par emprisonnement & detention de sa personne, comme acheteur de biens de iustice. cxcii.

Item, toute personne obligee par le corps, sous le seel royal ou autentique au lieu où il est autentiqué, peut estre contraint par emprisonnement de sa personne, à payer la debte en laquelle est ainsi obligé, pourueu que preallablement commandemét luy ayt esté fait de payer le contenu en ladite obligation, ou bailler biens meubles suffisans pour satisfaire la debte. Et où il sera refusant ou delayant de ce faire, ne sera requis faire aucune discussion de ses meubles auant que l'emprisonner. Et idem des condemnez par corps.

Des respits.

cxciij.

Item, vn respit ne peut auoir lieu contre le deu d'aucun adiugé par sentence diffinitive ou contradictoire, louage de maison, arrerages de rétes, moisson de grain, & debtes de mineurs contractez avec les mineurs ou leurs tuteurs durant leur minorité, seruice de varlets & chambrieres, peine de corps, & pour labour d'aucuns heritages.

Rubriche de diuersitez de chemins.

cxciij.

Par la coustume dudit bailliage y a quatre manieres de chemins communs. Le premier nommé sentier, qui porte quatre pieds de largeur. Et n'y doit lon point mener de charrette. cxcv.

LL ij

Proces verbal

Item, le second s'appelle carriere, & a huit pieds de largeur, & y peut lon bien mener charrette l'une apres l'autre, & bestial en cordelle, & non autrement. cxcvi.

Item, le tiers s'appelle voye, & contient seize pieds de large, & y peut lon bien mener & chasser, sans arrester, bestial de ville à autre. cxvii.

Item, le quart se nomme chemin royal, qui conduit de cité en cité, & doit contenir trente-pieds de largeur en terre labourable, & en boys quarante pieds, douze poulces pour pied. Par lequel toutes marchandises & bestiaux peuuent estre menez & eux y reposer. Et en iceluy & autres chemins se doyuent recueillir les trauers accoustumez. Et sont lesdits chemins desdites mesures, sinon qu'ils fussent bournez d'ancienneté.

A. Guillort. N. Thibault. G. Iuvin.

Proces verbal des coustumes du duché de Valloys.

LE dimanche xiiii. iour de Septembre L'an mil cinq ceus xxxix. nous André Guillart, conseiller du Roy nostre sire, maistre des requestes ordinaire de son hostel. Et Nicole thibault aussi conseiller & procureur general dudit seigneur, arriuasmes en la ville de Crespy en Valloys, pour faire publier & arrester les coustumes du bailliage & duché de Valloys. Et le lendemain, xvi. iour dudit mois iour assigné pour commencer la reformation & publication desdites coustumes. Nous transportasmes en l'auditoire dudit Crespy, lieu preparé & ordonné pour faire ladite publication. Et pour proceder à icelle, feismes faire lecture par Gilles iuvin, greffier dudit bailliage, des lettres patentes du Roy nostredit seigneur, &c. comparurent pour reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque de Senlis, Pierre de saint gobert son procureur, fondé de lettres de procuration passees sous les seaux de Senlis, le neufiesme iour de Septembre, audit an mil cinq cens trente-neuf, signees Lourdel. Lequel saint Gobert audit nom a déclaré & soustenu qu'iceluy reuerend qui estoit seigneur à cause de sondit euesché, des terres, iustices & seigneuries de Besmont, Boullant, Gerlesme, saint Vuast, de Lauerfine, & sainte Luce, n'est, ne semblablement ses suiets & demourans esdits lieux, suiets ne responsables audit duché de Valloys en quelque sorte & maniere que ce soit: mais sont lesdites terres, iustices & seigneuries du bailliage & chastellenie de Senlis, auquel lieu les coustumes ont esté & sont reformees. Et y est comparu ledit reuerend, par ce non tenu de comparoir & assister à la reformation des coustumes dudit duché de Valloys, protestant que lesdites presentation & comparoiffance ne puist preiudicier audit reuerend. Et par maistre Anthoine bataille, procureur du Roy audit bailliage a esté dit au contraire, que les terres & seigneuries dessus dites sont enclauées dedans les fins & mettes dudit bailliage de Valloys, suiètes ausdites coustumes, à raison de quoy ledit reuerend est tenu comparoir en ladite reformation, faisant toutes protestations pertinentes au cas: parquoy ouy leur debat & different. Auons aux dessusdits, ce requerans, ottroyé acte de ce que dit est, & ordonné qu'il soit inseré en nostre proces verbal. Furent aussi appelez & comparurent les religieux, abbé & conuent saint Jean des vignes lez Soissons, par frere Simon le vasseur, religieux & preuost de ladite abbaye. Frere Philippe le bel, abbé de l'eglise & abbaye sainte Geneuiefue au mont de Paris, pour la terre & seigneurie de Marify, sainte Geneuiefue, & autres terres qu'il a audit duché, par Iordain monard son procureur. Maistre Gilles de confians, abbé de saint Crespin en Chaye, seigneur de saint Remy a Yury & de Brecy, pour ses terres de Lyonnal & autres, par Estienne de Bucy son procureur. Frere Athiot bonnat, abbé de l'eglise & monastere nostre dame de Vallery, de l'ordre de Premonstré, diocese de Soissons, & le conuent dudit lieu, par Nicolas de bethisy leur procureur. Frere Anthoine claret, abbé de l'eglise & monastere nostre dame de Lieurestaure, en personne. Frere Michel de coupson, abbé de l'eglise & abbaye saint Yuerd de Braine, par maistre Jean greffin son procureur. Maistre Geoffroy le noir prestre, vicair general de maistre Pierre de fouille, abbé commendataire de nostre dame de Vaulchrestien, par Hubert trudelle son procureur. Maistre Guillaume petit prestre, abbé commendataire de l'eglise & abbaye nostre dame de Chartreniere, de l'ordre de Premonstré, par Jacques de la breche son procureur. Les religieux, prieur claustral & conuent de l'abbaye saint Pharon lez Meaulx, pour leurs seigneuries de Senneuières en partie, la Grâche, saint Pharon & autres. Les religieux, abbé & conuēt nostre dame de la Victoire, lez Sélis. Les religieux, prteur & conuēt de Royallieu

Royallieu pour les fiefs qu'ils ont à Taillefontaine, la croix saint Oyen, Mercieres & autres lieux qu'ils ont audit duché. Les religieuses, abbesse & conuent nostre dame d'Iuerre à cause du fief qu'elles ont à Mailgen Meulcien, sainte Agathe lez Crespy, & autres lieux situez audit duché, par Ponce iuvin leur procureur. Les religieuses, abbesse & conuent de Morgueual de l'ordre saint Benoist. Les religieuses, abbesse & conuent de l'eglise & monastere de Chelles sainte Baulthour, pour leur terre & seigneurie de Rozieres, Coulombs & autres, par Marin soublet, procureur desdits Morgueual & Chelles. Les religieuses, abbesse & conuent nostre dame du Parc aux dames, par domp Claude verard, prestre religieux & procureur de ladite abbaye. Les religieux, prieur & conuent de l'eglise nostre Dame de la fontaine en Rest, de l'ordre Chartreuse, par ledit Iuvin leur procureur. Les religieux, prieur & conuēt saint Pierre au mont de Chartres, de l'ordre des Celestins, par Pierre durant leur procureur. Frere Iean coctier prestre, prieur de Pierreffons: domp Denis rapouel, prestre religieux, bachelier en Theologie, prieur de la croix saint Oyen: frere Medard le dieu, prestre, prieur de Nadon & de Riuecourt, en personne: maistre Nicole charpentier, prestre, bachelier en Decret, prieur de saint Remy au mont de Nully, par Iean gaultier son procureur: frere François de Sericourt, prestre religieux, prieur de Rouures: frere Jacques mathieu, prestre religieux, prieur de la Magdaleine de la Ferté milon, par Ponce iuvin leur procureur: maistre Adrian trudelle, prestre, prieur de Betz, par Hubalt trudelle son procureur: messire Iean tempeste, prestre, prieur de saint Voulgis de ladite Ferté: frere Nicole truchet, prestre religieux, prieur de Marisy sainte Geneuiefue, par frere Nicole iudas prestre, leur procureur: frere Thibault pelisse, prestre, prieur de saint Vuaft de la Ferté milon, par ledit Iudas: maistre Vital flocquet, prestre, prieur & seigneur nostre dame de Vernelles, par Loys soublet son procureur: messire Simon Iehanotin, prestre religieux, prieur d'Oulchie le chastel, par Estienne de buffy son procureur: messire Gilles de hangest, prestre, prieur de saint Adrian de Bethisy, par Massé bouchet son procureur: frere Claude channeau, prestre religieux, ministre de l'eglise saint Nicolas de verberie, par Iean gontier son procureur. Les doyen, chanoynes & chapitre nostre dame de Senlis, pour leur fief & terres de Fresnoy lez Luat, Verrines, Bazauches, & autres, par Nicolas harsent leur procureur. Les doyen, chanoynes & chapitre saint Frambould de Senlis, par Pierre de saint Gobert leur procureur fondé de lettres de procuration passées sous les seaulx dudit chapitre, signees Hennequin en dacte du vendredy douziesme iour dudit moys de Septembre audit an, lequel saint Gobert audit nom a dit & déclaré que lesdits de chapitre estoient comparuz deuant nous au siege dudit bailliage de Senlis, tant à cause de leur haute, moyenne & basse iustice de Bonuille, que d'autre à eux & leurdicte eglise appartenans, estoient du ressort dudit bailliage de Senlis, mesmes ledit lieu de Bonuille où ils auoyent toute haute iustice, moyenne & basse, ainsi qu'il seroit prouué tant par lettres, tesmoings qu'autrement deuément. Pour lesquelles sont comparuz & ont consenty l'emologation des coustumes faites audit Senlis, protestans que si lon fait aucune chose au contraire de l'emologation faite des coustumes du bailliage de Senlis & ancien ressort d'iceluy, que ce ne puist preiudicier ausdits de chapitre & d'en appeller, si mestier est. Par ledit Bataille procureur du Roy a esté faite protestation contraire, disant ledit lieu de Bonuille estre assis & situé audit bailliage de Valloys & preuosté foraine de Crespy, que lesdits de chapitre n'ont aucun droit de iustice audit Bonuille, ains appartient la haute, moyenne & basse iustice dudit lieu au Roy nostredit seigneur, à cause de son duché de Valloys, sont les habitans dudit Bonuille tenus payer la taille rentiere de la voirie de Crespy, en laquelle par arrest de la cour de parlement ils ont esté condemnez. De ce que dit est, a ledit seigneur iouy de temps immemorial comme il sera verifié. Par tant ledit procureur à iuste cause auoir fait appeller lesdits de chapitre comme estans suiets dudit bailliage à cause de ladite seigneurie, requerans par lesdites parties auoir acte de leursdites protestations, & que de ce en fust faite mention en nostre proces verbal. Ce qui leur a esté par nous accordé. Furent aussi appelez les doyen, chanoynes & chapitre saint Rieule de Senlis, qui comparurent par Hubert trudelle leur procureur, à cause des terres qu'ils ont à Fresnoy la riuere & autres lieux. Les doyen, chanoynes & chapitre de l'eglise collegial saint Thomas de Crespy, par maistre Iean bataille doyen de ladite eglise. Les doyen, chanoynes & chapitre saint Geruais de Soissons pour leurs terres D'amblygny, Chelles, Pontermy, Chony & autres, par Pierre durant leur procureur. Les doyen, chanoynes & chapitre saint Estienne de Meaux, seigneurs de Boullerre, par Ponce iuvin leur procureur. Les preuost & chanoynes de saint Albin de Crespy, par maistre Thomas harsent, cha

Proces verbal

noyne de ladite eglise. Les doyen, chanoynes & chapitre du mont nostre dame, par Baudry dentart leur procureur. Les religieuses, prieure & conuent de Coulmances, par messire Denys constart prestre, leur procureur & receueur: Frere Paris du gast, cheualier de l'ordre saint Iean de Hierusalem, commandeur de Mampas & du mont de Soissons, seigneur Dambriez en partie, par Souplis champion son procureur: messire Denys constart prestre, doyen d'Acy: messire Iean molin prestre, doyen de Viuiers, curé de Mortefontaine: messire Pierre hochedde prestre, curé & chanoyne de saint Thomas de Crespy: frere Iulia lucas, curé de saint Yues: messire Albin de villers, prestre curé d'Vny: messire Iean brion, curé de Trumelly: messire Hubert de l'aulnoy, prestre, curé de Luat: frere Nicole du mont, prestre religieux, curé de Montigny: frere Iean haulterreur, prestre religieux, curé de Macquelines: messire Anthoine de freschim, curé de Cuvergnon: maistre Pierre aubry, prestre, curé Deschaucuns: messire Nicole gillet, curé de Fulames: messire Iean scellier, prestre religieux, curé d'Ancienuille: messire René pelletier, prestre, curé de saint Estienne: maistre Anthoine maucroy, prestre, curé de Pernant: messire Robert caron, prestre, curé d'Eureulx: messire Iean cheny, prestre, curé de Rozoy: & messire Guillaume hodiern, prestre, curé de Noyan pres Scsmont, en personnes: maistre Martin ichot, prestre, curé de Vasseigny, par maistre Iean greffin son procureur: maistre Vital focquet, prestre, curé de Verberie, par Iean gontier son procureur: maistre Guillaume rangueul, curé de sainte Agathe lez Crespy, & saint Souplis de Bethencourt, par messire Albin billoeré son vicaire & procureur: maistre Iean moullart, prestre, curé de Clengnes, par messire Denys cheron son vicaire & procureur: maistre Quiriace fallebruche, curé de saint Pierre de Bethisy, par Massé boucher son procureur: maistre Philippe bienue-nu, curé de Neufuechelles, par messire Iean geron son procureur: messire Thomas le champion, prestre, curé de Crennes: messire Nicole roussseau, prestre, curé de Montgobert: messire Iean plateau, prestre, curé de Tau: maistre Pierre marc, curé de Saponnay: messire Sebastien hocquet, prestre, curé de Soulcly: maistre Pierre hircambault, prestre, curé de Rouurés en Meulcien: maistre Nicole de bluyn prestre, curé de l'eglise de Mastz: messire Nicole contesse, prestre, curé de Croutoy: messire Simon vuarnier, prestre religieux, curé de Chauldun: messire Charles barbier, prestre religieux, curé de Nussy au boys: messire Pierre remy, curé de Loistre: maistre Secondin de vainctures, prestre, curé de Vix sur Aisne, par Pierre durant leur procureur: messire Thomas pennesier, curé de Hartennes, par Philippe Chauderon son procureur: messire Hugues garet, prestre, curé de Cramailles: maistre Robert gaye, vicegerent de la cure de Rosiers: maistre Gilles biurette prestre, curé de Semont: maistre Iean payen, prestre, curé d'Acy, par Ponce iuuin leur procureur: maistre Eloy gilbert, vicaire de la cure d'Ermentiers, par Baudri dentart son procureur: frere Pasquier balosse, curé d'Oigny: maistre Nicole dauerdon, curé de l'eglise saint Pierre de charfy & chapelle saint Nicolas de la Ferté milon, par Nicolas de bethisy leur procureur: messire Iean eurard, prestre, vicaire de la cure de Rozoy saint Albin, par Estienne de buffy son procureur: messire Guillaume le thelier, prestre, curé de Parcy: maistre Bertrand du frere, prestre, curé de Vauserre, par Estienne boyuin leur procureur: maistre François vatable, prestre, curé de Brumetz, par Lyonnet alexandre son procureur: maistre Pierre gouverauld, prestre, curé de Nully, saint Fronc: & messire Charles herpont, prestre, curé d'une des portions de Nully, saint Fronc, par messire Estienne de serens leur vicaire: maistre Pierre cheuillet, prestre, curé de Drangny, par Iean de maiffonnade son procureur: messire Iean cheron, prestre, curé de Rouille, & maistre Adrien le roy prestre, curé de Villers & Ormoy emmy les châps, par Marin souplet leur procureur: maistre Fremin fournier, prestre, curé de Feigneulx: & frere Barthelemy du vacle, prestre religieux, curé de Vau-moise en personnes.

Comparurent aussi nobles personnes, messire Henry de Lenoncourt, cheualier, seigneur chastellain de Namptheul le hauldouyn, seigneur de Pacy, baillif de Viçtry, gentil-homme ordinaire de la chambre du Roy, son gouverneur & baillif de Valloys. Nobles hommes & sages maistres Angilbert clausé, conseiller du Roy en sa cour de parlemét, seigneur de Nery en partie, Vaucelles, des francs fiefs de Namptheul, chastellain heredital de Bethisy, & René baillet, aussi conseiller en ladite cour, seigneur d'Eschaucuns & Boissy en Gombrie, en personnes. Charles de roye, vicôte de Busancy, seigneur de Villers le Hellon en partie, de Laulnoy & des Croustes, gentil-hôme ordinaire de la châtre du Roy. Madame Guillemette de sarcebruche, cõtesse de Brayne, dame de Pontarcy, Neufchastel, Montagu, & la Ferté gaucher, par messire Iean greffin son procureur. Messire Anthoine de Conflans, cheualier, vicomte Doulchle

le chastel, seigneur du grand Mesnil & Rozoy, sainct Albin, par Estienne de buffy son procureur: messire Loys iuuenal Desvrsias, vicomte de la Tournelle, seigneur d'Armentieres du pas sainct George, Lengny la granche Oyson, les croustes, Reocourt, la iolie & Vvale, par Baudry dentart son procureur: Messire Esmard nicolay, cheualier, president en la chambre des comptes à Paris, seigneur de Bournouille, Seilly la poterie & Marcul, la Ferré, par Pierre durant son procureur: Charles de capendu, vicomte de Burfonnes, messire Adrian de ligny, cheualier, seigneur de Rary & Peroy, Jean de sally, seigneur de Hartennes, François de gronsches, seigneur de Morcourt & dū Luat, Jaques de gronsches, seigneur dudit lieu, Nicolas d'ysambourg, seigneur en partie d'Ormoym emmy les champs, Charles drouyn, seigneur de Damplicieu, Nicolas de rony & Jean de hecques, seigneur par indiuis de Vaumoise, Jean berterand, seigneur de Montigny, Robert caloix, seigneur de Demesuille, Philippe du thizac, seigneur de Pisseleu & Largny, Jean de gonelieu, seigneur de Pernant, Pierre de rony, seigneur de la Ville-neufue lez Thoicy, Antoine de chambon, Jean de beauuais & Pierre de grimonnal, seigneurs de Fauerolles, René de harlus, seigneur en partie du Plessier, chastellain, messire Jean greffin, licencié es loix, seigneur de Duny, François de la granche, seigneur de Villemont, maistre Nicole chappusoit, chapellain de la chapelle du Roy, fondee sur la porte de Pierreffons à Compiengne, seigneur de la haute iustice de Roquemont, Hubert trudelle, seigneur en partie de Rouille, Simon de dargie, seigneur en partie de Villers le hellon, Gerard dathie, seigneur d'Orony, Hugues de minthy, seigneur de Villers emmy les champs & Sery en partie, Simon poiree, aussi seigneur en partie dudit Sery, Vvalerand de vaulx, seigneur de Puyseulx, Jean de la porte, seigneur de Ruys, Philippe de villy, seigneur d'Anthilly, George de villers, seigneur de grunancourt, Adrian costerel & Donne caquerel, seigneurs de Bonneul en partie, Arthus le pere, seigneur du fief de la Motte, assis à Marolles, Jean gorgeas, seigneur de Leuignan, Gerard gorgeas, seigneur de Camberonne, Pierre de sainct Gobert, seigneur de Fossefont, messire Thomas de port, licencié en loix, seigneur de Roquemont, Claude de meaulx, seigneur de Douy la Ramee, François de brisse, seigneur de Pierresfincte, Antoine le riche, seigneur de Riuiere, Robert de moncy, seigneur de la Montaigne, Antoine desfossez, seigneur dudit lieu & de Haramontz, Nicolas le iay, seigneur de Billy en partie, Jean de la bouueraude, seigneur du fief appelé de Buffi, seant à Neufuecholles, Jean de menehar, seigneur en partie de Fresnoy la gombrie, Guillaume de bray, escuyer, seigneur Desfossez pres de Nully, Jean citart, capitaine du chastel de Nully, Jean de la bretesche, seigneur de Salsongne en partie, Nicolas de trumelet, seigneur de Villeblan, & Brumetz en partie, Antoine de sainction, seigneur de Ruffy & Robert de ville, seigneur de L'oistre en partie, tous presens en personnes, George du serf, seigneur de Thoiry la tournelle & grand champ, par Pierre ioly son procureur, messire Pierre de ligny, cheualier, seigneur du Plessier lez Oulchie & Billy sur Ourq en partie, par Estienne boyuin son procureur: Loys romain, seigneur de Betz & du Chesnoy pres Anthilly, messire Antoine du Prat, cheualier, seigneur du fief Lige, assis à Ary en partie: Messire Guillaume de carmin, cheualier, seigneur de Drangny, damoyelle Loyse des essartz, vefue de feu Jean d'Arbitre, dame en partie de Brumetz, par Ponce iuuin leur procureur, messire Robert de noue, cheualier, seigneur du Plessier au bois & Villers en praeries, maistre Jean d'aramé, seigneur de Drucy & Trumelly, par Marin soupplet leur procureur, Antoine de vauldre, seigneur de Courthieulx, Montigny, Langrin & la vallee, Jaques Drouart, seigneur de Glengnes, maistre Jaques de Bryon, aduocat en Parlement, à cause d'un fief, seant audit Glengnes, Adrian de Mazencourt, seigneur en partie du Plessier chastellain, Charles d'aumalle, seigneur du petit Autreual & Branges, tant en son nom, que comme tuteur de Loys & François d'aumalle ses nepueux, seigneurs & vicomte du mont Nostre dame, dame Ieanne de Sesseual, vefue de feu messire Jaques de bossibecq, cheualier, dame d'Autreche, Cheuillecourt & Poulandon, Lancelot alnequin, seigneur du Chesnoy marig, François pynon, seigneur de Mortefontaine, Claude de villers, seigneur de Chauldun, Robert de hanston, seigneur en partie de l'Oistre, par Pierre durant leur procureur, François de Montigny, seigneur de Cramoyelles en partie. Antoine de conflans, seigneur de Vielzmaisons, Samponnay & Lengny, par Estienne de buffy leur procureur, maistre Robert anthoins, seigneur de Varron & la Douye Gruyer heredital de Bethisy en la forest de cuise: Hugues de vaulx, seigneur de sainct Yues, par Guillaume du matz leur procureur, Pierre de condé, seigneur de Linyer, par George de condé son procureur, Loys de Voisdin, seigneur de la Tour d'Arcy en la campagne en personne, Simon de vaulx, seigneur du fief de Montger, assis à Nonroy, dame Marguerite desfossez dame d'Oigny, frere Nicole musnier,

Proces verbal

docteur en la faculté de decret, general des mathurins à Paris, seigneur en partie de Brumetz, par Jourdain monnart leur procureur : Les escolliers des cholletz de Paris, à cause de Ruys & autres terres qu'ils ont audit duché, par Pierre bonnart leur procureur: messire Nicolas l'empereur,cheualier, seigneur de Quincy, Villeneuve & Fresne, par Iean vague son procureur, Claude d'auquoy, seigneur de Salsongne en partie, & de Couuerelle, par Antoine bocquet son procureur, damoyfelle Loyse de la fontaine, vesue de feu Loys de bruncamp, dame Deruys des fiefs de Tresslon & saint George, assis à Yuort, par Phaaron vereux son procureur, Nicolas de bouffac, cheualier, seigneur de Longueual & Vaufferree, Claude de bouffac, es-cuyer, seigneur de Caneron & Viclarcy, & Iean drouard, seigneur de Vaulx lez Nully, par Baudry dentart leur procureur.

Comparurent en oultre, honorables personnes, ledit maistre Loys rangueul, lieutenant general audit bailliage de Valloys, Antoine bataille & Jaques bataille, procureur du Roy, maistre Jaques rangueul, lieutenant particulier dudit baillif de Valloys, és sieges de Crespy, Pierrefons & Bethisy, Claude de Saneuelles, grenetier & receueur des grains de Crespy, maistre Seuerin heurtenier, lieutenant particulier dudit baillif au siege de Nully saint Fronc: Iean ozanne, lieutenant particulier au siege d'Oulchie le chastel, presens en personnes: Maistre Simon drouart, lieutenant particulier dudit baillif au siege de la Ferté milon, par Ponce iuvin son procureur, Hugues rigaudcau, preuost forain de Crespy: Robert caignart, preuost de la ville de Crespy, maistre Nicole crespin, licencié en loix, preuost de Pierrefons, Massé boucher, preuost de Bethisy, & Verberie: Pierre le long, preuost de Nully saint Fronc: Maistres Thomas de port, Pierre du vacle, Iean marestault, licencié en loix, aduocats audit bailliage: Athiot hennequin, esleu de Crespy: Marin soupplet, Pierre durant, Ponce iuvin, Iean habert, Nicolas harsent, Albin de saint Omer, Hubert trudelle, Antoine chalippe, Nicolas de bethisy, François carrier & Gregoire pelocque, procureurs audit bailliage de Valloys: Frere Eurat soupplis, champion, praticiens au siege de Pierrefons, Gilles marcillet, Cesar de Varrenflos, Guillaume du mats, Iean gontier, Jourdain monnart, Pierre ioly, Miles poignant, Estienne de buffy, Iean gaultier, & Baudry dentart, procureurs & praticiens és sieges particuliers dudit bailliage: Robert caignart & George bontemps, gruyers de Valloys: Pierre durant, Pierre baudry, & Guillaume boulenger, escheuins & gouverneurs de la ville de Crespy: Pierre deschamps, argentier d'icelle, Albin le myre, Iean castelet, Pierre le vieulx, Albin de bethisy, Iean monnart, Nicolas trecart, & Geoffroy aubry, sergens à cheual audit bailliage: Hierosme chaisnet, procureur & gouverneur de Nully saint Fronc: Adrian bourgeois & Guillaume lombart, gouverneurs & escheuins de la ville de la Ferté milon: Nicolas remy, argentier d'icelle: Denys cramoisly, Antoine le feure, marchans, bourgeois de Crespy en personnes: Les manans & habitans de Cury, par Estienne de buffy leur procureur: Les habitans de Saponnay & Trugny, par Pierre durant leur procureur, & plusieurs autres habitans des villages dudit duché & autres personnes en grand nombre: A tous lesquels procureurs dessus-nommez, ordonnasmes mettre deuers le greffe leurs lettres de procuration, en commandant au greffier les prendre & garder deuers luy: Apres lesquelles comparitions, le procureur du Roy, requisit default contre ceux qui auoient esté adiournez, n'estoient comparus & ne festoient fait exonier: que luy auons octroyé, portant tel profit que de raison: En faisant laquelle presentation, sest comparu par deuant nous ledit maistre Seuerin heurteuin, lieutenant particulier à Nully saint Fronc, dudit gouverneur & baillif de Valloys, par lequel fut remonstré pour les gens des trois estats & officiers du Roy, és ressorts & Chastellenies dudit Nully & Oulchie le chastel, que combien que lesdits ressorts & chastellenies, qui anciennement estoient sieges particuliers du bailliage de Viçtry, gouvernement de Champagne & Brye, ayent de long temps esté adoints avec les autres chastellenies de Valloys, en erigeant ledit Valloys en duché: neantmoins sont tousiours lesdits ressorts & chastellenies d'Oulchie & Nully, avec leurs appartenances & appendances demourez audit gouvernement de Champagne, & sous la coustume dudit bailliage de Viçtry. Et de fait en procedant à la reformation & redaction des coustumes dudit bailliage de Viçtry, en l'an mil cinq cens & neuf: Les gens des trois estats, pareillemēt les officiers du Roy esdits ressorts & chastellenies, furent appelez, & comparurent par deuant feux maistre Thibault baillet & Roger barme, commis & deputez de par le Roy à ladite reformation & redaction. Et fut avec eux faite ladite reformation & redaction: ont tousiours depuis gardé & obserué lesdites coustumes comme loy, & fait preuue d'icelles, quand les cas sy sont offerts par l'extrait des coustumes dudit bailliage de Viçtry, rapportees par lesdits commissaires, & publiees

bliees en la cour de Parlement. Et en ensuiuant l'ordonnance d'icelle cour, sans ce qu'ils se soiēt iamais reiglez par les coustumes du bailliage de Valloys, lesquelles pour la plus-part sont contraires à celles dudit bailliage de Victry: Tendoit pour ces causes & autres par luy alleguees, à ce qu'il fust par nous dit, que lesdits ressorts & chastellenies d'Oulchie & Nully demoureront esdites coustumes du bailliage de Victry, comme estans en l'ancien ressort d'iceluy, & comme comprinses en ladite reformation & redaction, faite par lesdits Baillet & Barne commissaires, & qu'ils ne seront tenus eux reigler & gouverner par les coustumes dudit bailliage de Valloys. Par le procureur du Roy audit bailliage, fut dit au contraire, que les gens des trois estats, officiers & habitans desdites chastellenies sont du ressort dudit bailliage & duché de Valloys, par ce doiuent tenir pareilles & semblables coustumes que celles dudit bailliage, du moins doit estre dit que lesdites coustumes des chastellenies d'Oulchie & Nully, seront iointes avec les coustumes dudit duché de Valloys, pour seruir à l'aduenir ce que de raison: Ledit Heurteuin audit nom, a déclaré que lesdites chastellenies d'Oulchie & Nully, sont comprinses sous le duché de Valloys, consentant obseruer le seel dudit bailliage: Et quant aux coustumes, dit pour les gens des trois estats desdites chastellenies, qu'ils n'entendent & ne veulent tenir autres coustumes que celles dudit bailliage de Victry ia reformees, comme il a dit cy dessus: Sur ce auons requis & demandé audit procureur du Roy, si depuis vingt ans en ça il a veu rapporter en turbe les coustumes desdites chastellenies d'Oulchie & Nully: Lequel sur ce fait response, que depuis que lesdites coustumes, auoient esté reduites & reformees avec celles de Victry en Parthois, il n'auoit veu rapporter aucune coustume en turbe, tant audit Oulchie que Nully, ains seulement leuer du greffier l'extrait des coustumes posees, & escritures des parties, & sur iceluy extrait se reigler, attendu la reformation susdite. Auquel procureur, auons remonstré, qu'attendu que iugement estoit assis sur la redaction desdites coustumes de Victry, du ressort duquel estoient anciennement lesdites chastellenies, que n'asserrions deux iugemens sur vne mesme chose. Au par-dessus, auons ordonné que ledit procureur du Roy, aura acte de la declaration faite par ledit Heurteuin, & que de ce ferions mention en nostre proces Verbal. Ce fait, aux dessusdits abbez, doyens, prieurs & autres de l'estat ecclesiastique, feismes mettre la main au pis, & aux autres nobles du tiers estat feismes leuer la main: lesquels firent serment de bien & loyaument conseiller & dire verité sur le fait des coustumes dudit bailliage de Valloys, remonstrer & aduertir ce qui seroit le plus vtile, profitable ou dommageable au bien commun & vtilité de la chose publique, & ce qu'ils promirent faire. Lors par ledit Gillens iuin, greffier dudit bailliage de Valloys, en procedant à ladite publication, feismes faire lecture du cayer ancien desdites coustumes.

ET apres lecture faite du premier article, du chapitre intitulé de iustice, contenant ce qui ensuit: Iustice est diuisee en quatre manieres: c'est à sçauoir en haute, moyenne, basse & fonciere: Auons remonstré aux gens desdits trois estats que iustice ne se diuisoit qu'en trois parties: A sçauoir en haute, moyenne & basse, que le seigneur foncier n'auoit aucuns officiers, estoit tenu de poursuyr son droit censuel par deuant le iuge ordinaire, & que frustratoirement ladite iustice fonciere estoit couchee audit article, & sur ce prins l'aduis & opinion desdits estats, Auons corrigé ledit article selon qu'il est contenu au premier article dudit cayer coustumier.

Sur le tiers article dudit chapitre de iustice apres lecture faite d'iceluy, Noble homme & sage maistre Angilebert classe, conseiller dudit seigneur en sa cour de Parlement, seigneur en partie de Nery en personne, A dit qu'à cause de son fief de Nery, il est chastelain heredital de Bethisy, à luy & autres seigneurs de Nery, seuls & pour le tout appartient les espaues par toute la chastellenie de Bethisy. Et sur les hauts iusticiers d'icelle en est en bonne possession, mesmes en ont iouy tant luy que ses predecesseurs de tout temps & ancienneté. Protestant qu'ou on voudroit comprendre lesdits espaues dedans ledit article, que ce ne luy puist preiudicier n'à autres seigneurs dudit Nery. Semblablement messire Henry de Lenoncourt, cheualier, seigneur chastelain de Namptheul le hauldouyn, a dit que lesdits espaues luy appartiennent audit lieu de Namptheul, faisant pareilles protestations que dessus, requerans par les dessusdits chacun en son regard actes desdites protestations, ce qui leur a esté octroyé & ordonné qu'icelles seroient inferees en nostre proces verbal, & neantmoins que ledit article demourroit en l'estat qu'il est.

Et sur le quatrième article dudit chapitre de iustice, contenant. Item moyens iusticiers ont connoissance d'actions personnelles & de delicts, iusques à soixante sols. Apres lecture fai-

Proces verbal

te dudit article accordé pour ancienne coustume, comparut Ponce iuvin, au nom & comme procureur des venerables religieux, prieur & conuent nostre dame de la fontaine en Restz, dits de Bourgfontaines de l'ordre chartreuze, lequel a déclaré que nonobstant ladite coustume, & que lesdits religieux n'ayent que moyenne iustice en la riuere d'Ourq, neantmoins ils sont en possession immemorial d'auoir toutes amendes criminelles & ciuiles au dessus de soixante sols neretz quelques grosses qu'elles soient, par-ce que le Roy Philippe, que Dieu absolue, leur donna toutes les amendes ainsi que ledit seigneur les souloit prendre au-parauant qu'il leur donnast ladite riuere. A ceste cause proteste ledit Iuvin que ladite coustume ne peut preiudicier ausdits religieux, requerant de ce lettres, & vouloir coucher en nostre proces verbal ladite protestation. Par le procureur du Roy, fut dit au contraire que lesdits religieux n'ont connoissance sur ladite riuere d'Ourq, n'és limites d'icelle, que des amendes de soixante sols neretz, à cause de leur moyenne iustice, & que le Roy en leur amortissant icelle a retenu à soy la haute iustice, & que la connoissance des delicts commis sur ladite riuere, dont la punition excède lesdits soixante sols neretz, appartient au Roy nostre sire & ses officiers. Et ne participent en ce lesdits religieux, & n'ont aucun droit és amendes excédans lesdits soixante sols neretz, ains appartiennent au Roy nostredit seigneur, & sur-ce auons ordonné que le dire desdites parties seroit inseré en nostre proces verbal, pour leur seruir ce que de raison.

Et sur le cinquième article dudit chapitre, contenant: Item les bas iusticiers ont connoissance d'actions personnelles, & de delicts iusques à sept sols six deniers. Ledit Ponce iuvin pour lesdits religieux de Bourgfontaine, a protesté que ladite coustume ne puist preiudicier à iceux religieux, par-ce qu'au village de Senneuières, où lon dit lesdits religieux n'auoir que basse iustice, ils ont acoustumé prendre amende iusques à soixante sols & sept sols six deniers pour la petite amende, en sont en possession immemorial. Le procureur du Roy disant au contraire que lesdits religieux n'ont que basse iustice audit lieu de Senneuières, & ne peuuent prendre plus grande amende que de sept sols six deniers, attendu que les habitans dudit lieu de Senneuières, sont neuément de la preuosté foraine de Crespy, tenus respondre par deuant le preuost forain dudit Crespy en toutes actions reelles, personnelles & de delict, & de ce en est le Roy nostre sire en possession, mesmes de prendre les amendes sur lesdits habitans excédans la somme de sept sols six deniers neretz, qui valent quatre sols six deniers parisis, ausquelles parties auons octroyé acte de ce que dit est.

Sur le septième article dudit chapitre, contenant ce qui s'ensuit. Item és chastellenies & preuostez de Crespy & la Ferté milon, les amendes ordinaires sont de soixante sols neretz, & sept sols six deniers neretz, en la preuosté de Bonneul de soixante sols parisis & sept sols six deniers parisis. En la preuosté d'Acy de soixante sols tournois, & de sept sols six deniers tournois, qui sont deux preuostez comprinses & estans dedans ladite chastellenie de Crespy: & en la chastellenie de Pierreffons, de soixante sols parisis & de sept sols six deniers parisis: en la chastellenie de Bethisy & Verberie, pareillement de soixante sols parisis & de sept sols six deniers parisis. Et oultre audit Verberie y a vne petite amende de deux sols six deniers parisis, qui est deuë par celuy qui prend delay de iour de conseil, & pour vne prinse de bestes en dommage. Sur-ce qu'il nous a esté remonstré par les estats, que lesdits deux sols six deniers parisis d'amende prins pour delay de conseil, estoit chose inique & vsurpee, veu l'interest d'vne partie qui ne se peut recorder, sans auoir quelque delay pour y penser, voir son papier iournal & autrement s'instruire de la verité du fait: requerant que ladite amende fust abolie, veu qu'en ce cas n'y a delict, ne quasi delict. Soustenu par le procureur du Roy, que ladite amende deuoit demourer, & que ledit seigneur en estoit en possession: apres auoir eu la deliberation de tous les trois estats qui concordablement ont esté d'aduis d'oster & abolir ladite amende: Nous auons dit & ordonné que ladite amende sera abolie & rayee dudit article, lequel article a esté corrigé, selon qu'il est contenu au cayer desdites coustumes.

Et quant au xiii. article dudit cayer, premier article du chapitre de faisine & droits fonciers & censuels, contenant: Quand aucun a acheté quelque heritage, ou surcens tenu d'aucun seigneur en censue, l'acheteur est tenu d'aller vers le seigneur dont l'heritage vendu est tenu & mouuant, pour estre par luy ensaisiné, & luy payer les ventes & droits qui luy en sont deus endans quarante iours, à compter du iour de l'achat, sur peine de soixante sols d'amende, pour les ventes receles. Et doit l'acheteur audit seigneur pour lesdites vêtes seize deniers parisis pour chacun franc, & douze deniers tournois pour les vins, pour chacun franc aussi, & si doit avec ce audit seigneur vne paire de gantz pour la faisine. Et en ce faisant luy doit ledit seigneur
bailler

bailler lettres de la saisine, s'il le requiert en les payant, & n'en doit rien le vendeur desdits heritages. Apres la lecture dudit article, maistre Pierre du barle, aduocat audit bailliage, pour les gens du tiers estat auroit requis ledit article estre corrigé, disant qu'aucuns vins n'estoient deus aux seigneurs, ains seulement seize deniers parisis pour chacun franc pour les ventes: Maistre Jaques rangueul, lieutenant particulier dudit Crespy pour les nobles dudit duché, insistant au contraire, disant que de tout temps & ancienneté lesdits nobles, ont iouy & possédé des droits de vins & ventes contenus audit article. A sçauoir pour les ventes seize deniers parisis, & douze deniers parisis pour les vins pour chacun franc, empeschant l'article estre corrigé, & qu'il doit estre mis douze deniers parisis au lieu de douze deniers tournois, pour les vins. Et sur-ce prins l'opinion des assistans, veu la contrariété d'iceux, auons par preuention dit, que la coustume qui est signee par les anciens praticiens, telle qu'elle est couchee cy dessus tiendra, & prendra le seigneur pour les ventes, pour chacun franc seize deniers parisis, pour les vins douze deniers tournois, & pour sa paire de gantz estimee à deux sols parisis, & seront tenus les seigneurs de faire registre des saisines par eux faites, & neantmoins a esté adiousté audit article, selon qu'il est contenu en fin d'iceluy article.

Et quant au xv. article dudit chapitre, contenant: Item toutes & quantes-fois qu'aucunes personnes, eschangent aucuns de leurs heritages but à but sans soulte, les parties ne sont tenuës d'aucunes ventes, & où il y auroit soultes, les parties sont tenuës de payer ventes d'icelles, à la valeur des soultes. Apres lecture faite d'iceluy article, le procureur du Roy audit bailliage, a dit que les permutans & faisans eschange d'aucuns heritages sont tenus payer ventes, sinon au cas que les heritages eschangez, fussent situez & assis en mesme bailliage. A ceste cause requeroit qu'il fust adiousté audit article, sous vn mesme bailliage, pour euitier aux fraudes, qui se peuent commettre par le moyen desdits eschanges. Les gens du tiers estat soustenoient au contraire, que ledit article deuoit demourer en l'estat qu'il est posé, sans y adiouster aucune chose. Et pour euitier ausdites fraudes, sur-ce prins l'aduis & opinion des assistans, Auons dit que l'article demourera comme ancienne coustume, & adiousté l'article subsequent seizième article dudit cayer.

Au dix-septième article estant audit chapitre, contenant ce qui s'ensuit: Item quand aucuns heritages sont baillez à surcens, les preneurs ne sont tenus d'eux en faire saisir n'en payer aucun profit aux seigneurs, dont ils sont tenus & mouuans. La raison si est, par ce que la propriété & seigneurie directe en demeure aux bailleurs. Par l'aduis & deliberation de tous ceux de l'assistance, a esté adiousté ce qui est escrit en fin dudit article, audit cayer accordé.

Au xxiiii. article dudit cayer, contenant: Item si aucuns gens d'eglise, chapitres ou conuens acquierent pour & au nom de leurs eglises & benefices, aucuns heritages tenus en fief ou censue, d'aucun seigneur haut iusticier, moyen, bas ou foncier: & ils sont sommez & denoncez suffisamment par lesdits seigneurs, ou l'un d'eux de mettre iceluy heritage hors de leurs mains: Lesdits gens d'eglise apres lesdites sommations & denonciations à eux faites, sont tenus ainsi le faire, endedans l'an & iour ensuiuant, ou faire amortir iceux heritages, si faire se peut, autrement seroient lesdits heritages acquis aux seigneurs qui auroient asict lesdits commandemens, par-ce que sans amortissement les gens d'eglise ne peuent tenir lesdits heritages au preiudice de leur seigneur plus d'an & iour. Apres la lecture d'iceluy article les gens d'eglise assistans, ont dit que ledit article doit estre corrigé, entât qu'il dit qu'à faute de faire amortir les heritages par eux acquis dedans l'an & iour apres les sommations à eux faites, iceux heritages sont acquis aux seigneurs qui auroient faits lesdits commandemens, & deuoit estre ladite clause rayee dudit article. Les nobles & autres du tiers estat disans au contraire, que ledit article deuoit demourer en l'estat qu'il estoit couché comme ancienne coustume, Veue par nous la contrariété des opinions sur ledit article, ordonnons que ladite coustume, ainsi qu'elle est couchee au cayer ancien, tiendra par prouision, & neantmoins sur le different des parties auons icelles renuoyees à la cour, pour en decider.

Quant au vingtième article dudit cayer ancien, contenant: Item vn qui achete aucuns heritages tenus & mouuans en censues d'aucun seigneur iusticier, haut, moyen, bas, ou foncier, ayant sa seigneurie au ressort & souueraineté d'aucun prince, est tenu & doit prendre la saisine d'iceux heritages du seigneur duquel ils sont d'ancienneté tenus & mouuans. Et ne suffiroit de la prendre du seigneur souuerain, n'estoit que ledit seigneur direct eust refusé sans cause bailler ladite saisine audit acheteur, & ne seroit telle saisine vallable. Du consentement desdits trois estats, auons ordonné que ledit article seroit rayé & par l'aduis & opinion d'iceux, adiousté le

Proces verbal

vingt-cinquième article escrit audit cayer coustumier, comme nouvelle coustume.

Au xxvi. article dudit cayer accordé, premier article des coustumes de fiefs, contenant ce qui s'ensuit:

Item, quand aucun fief ou rente constituée qui est infeodée sont vendus, le quint, & requint denier sont deus au seigneur dont l'heritage est tenu & mouuant par l'acheteur dudit fief, ou heritage tenu en fief, ou rente infeodée. Est ledit article demouré comme ancienne coustume: & par l'aduis & opinion que dessus, a esté adiousté de nouuel depuis ces mots, & neantmoins iusques en fin dudit article, selon qu'il est contenu audit cayer.

Quant au xxv. article selon la coustume ancienne, contenant: Item quand l'acheteur dudit fief ou d'aucun heritage tenu en fief, ou de rente infeodée, va deuers le seigneur dont il est tenu & mouuant pour en aubir infeodation, Ledit seigneur peut, si bon luy semble, prendre & retenir par puissance de fief, ledit fief & heritage, ou rente ainsi vendus pour le pris qu'ils auroient esté vendus. Du consentement desdits trois estats, auons ordonné que ledit article seroit rayé, & adiousté de nouuel les xxvii. xxviii. xxix. xxx. xxxi. xxxii. xxxiii. xxxv. xxxvi. xxxvii. xxxviii. xxxix. xli. xliiii. xlvi. xlvii. xlix. l. li. liii. liiii. lv. & lvi. articles dudit cayer.

Quant aux xxxviii. & xli. articles estans audit ancien cayer, contenant ce qui s'ensuit: Item toutes & quantes fois qu'il y a mutation d'homme, reserué par mort de celuy qui dernièrement a esté receu en foy, Ledit seigneur feodal peut faire saisir le fief tenu de luy, & faire les fruits siens incontinent apres ledit saisissement, & iusques à ce qu'il ait homme & qu'il ait payé ses droits & deuoirs. Item le seigneur feodal peut quarante iours apres le trespas de son vassal, regaller le fief tenu de luy, & faire les fruits siens, sans ce qu'il soit tenu faire saisir iceluy fief, si bon ne luy semble. Et pareillement quand le fief est ouuert, & qu'il y a mutation d'homme, par autre voye que par mort, le seigneur peut incontinent regaller ledit fief. Du consentement des trois estats, auons ordonné que lesdits articles seront rayez.

Quant au xli. article, au chapitre intitulé de succession en fief. Auons ledit article du consentement desdits estats adiousté audit cayer comme nouvelle coustume.

Sur le cinquantième article selon la cote ancienne, contenant: Item par la coustume ancienne du bailliage de Vallois, excepté des chastellenies d'Oulchie & Nully, saint Fronc, qui sont regies selon la coustume du bailliage de Victri. Entre gens nobles, le suruiuant de deux conioints par mariage emporte meubles, & acquests posé qu'il y ait enfans. Auons dit & remonstré à ceux desdits estats, que ladite coustume estoit grandement preiudiciable à plusieurs enfans & mineurs. Et estoit contraire à bonne raison & equité fauorifant en succession les enfans & descendans. A ceste cause fut par nous demandé aux gens d'eglise, nobles, aduocats, praticiens & autres du tiers estat, leur aduis sur ce: Qui tous concordablement furent d'opinion que ledit article deuoit estre rayé, & mis hors dudit cayer comme ancienne coustume, ce qui a esté fait. Et au lieu d'icelle mis le lxii. article accordé par lesdits estats pour nouvelle coustume.

Sur le liii. article selon la cote ancienne estant audit chapitre de succession en fief, contenant: Item si lesdits enfans ensemble veulent tenir de leur frere qui auroit releué lesdits fief ou fiefs du seigneur ou seigneurs dont ils sont mouuans, faire le pourroient. Et est en leur option de le tenir de leurdit frere ou desdits seigneurs. Par l'aduis & deliberation desdits gens d'eglise, nobles & autres du tiers estat, a esté ledit article rayé & mis hors dudit cayer.

Quant au lxvi. article dudit cayer, a esté accordé comme ancienne coustume, excepté depuis ces mots:

Mais neantmoins, & iusques en fin dudit article, qui a esté par l'aduis & opinion des desdits de nouuel adiousté.

Quant aux lvi. lvii. & lxiii. articles de l'ancien cayer du chapitre intitulé de gardiens & baillistres, contenant ce qui s'ensuit: Item quand l'un de deux conioints nobles, va de vie à trespas, & delaisse vn ou plusieurs enfans moindres d'ans, le suruiuant doit auoir la garde d'iceux enfans mineurs. Et à ceste cause luy competent & appartiennent tous les biens meubles demourez par le decés, & si fera les fruits siens de tous les fiefs, durant la minorité d'iceux enfans, par ce moyen est tenu de nourrir lesdits mineurs, entretenir leurs maisons, & payer les charges si aucunes en y a, ensemble les debtes, obseques & funerailles & les rendre quittes de ce, ensemble du testament. Item la où le pere & mere desdits mineurs seroient allez de vie à trespas, l'ayeul ou ayeulle ou autre plus prochain en ligne directe, peut prendre la garde d'iceux

d'iceux mineurs par iuſtice , par pareille condition que dit eſt en l'article precedent. Item quand il n'y a aucun en ligne directe qui puiſt ou vueille auoir la garde deſdits mineurs, le frere ou la ſœur ou autre plus prochain parent d'iceux mineurs, en ligne collateral peut auoir le bail & ſoy dire baillistre d'iceux mineurs. Au moyen duquel bail, il ſe doit mettre par inuentaie és biens meubles, & en doit rendre compte à iceux mineurs venus en aage : mais il fait les fruits des heritages ſiens, & n'eſt tenu d'en faire aucun compte. Auffi il doit nourrir & entretenir iceux mineurs, & leurs heritages, maiſons & autres heritages, ſouſtenir les proces à ſes deſpens durant le temps de ladite minorité, & les rendre quittes de toutes debtes, excepté des charges reelles: Auons remonſtré à ceux deſdits eſtats pluſieurs raiſons, par leſquelles ſembloient leſdits droits, donnez aux gardiens & baillistres eſtre fort preiudiciable aux enfans mineurs. Et ce faiçt, auons demandé aux gens d'eſliſe, nobles, aduocats, praticiens & autres du tiers eſtat leur aduis ſur-ce. Qui tous concordablement furent d'oppinion, que leſdits articles doiuent eſtre rayez & mis hors dudit cayer. Ce que a eſté fait. Et mis les lxxvii. lxxviii. lxxix. lxxxi. lxxxii. lxxxiii. & lxxxiiii. articles contenus audit cayer couſtumier, accordez par leſdits trois eſtats pour nouuelles couſtumes.

Quant au lix. article dudit cayer ancien, contenant. Item ceux qui ſont en ligne directe ayans garde de leurs enfans, ne ſont tenus payer rachat des fiefs eſcheus auſdits mineurs: mais ceux qui ont le bail deſdits mineurs doiuent rachat des fiefs d'iceux mineurs. A eſté ledit article par l'aduis & deliberation des gens d'eſliſe, nobles, praticiens & autres eſtans en ladite aſſiſtance, rayé & mis hors dudit cayer comme ancienne couſtume, corrigee par le moyen dudit lxxxiiii. article deuant accordé.

Sur le lxxv. article dudit cayer, a eſté par leſdits trois eſtats accordé comme ancienne couſtume, excepté depuis ces mots: Non pourtant iuſques en fin dudit article mis & adiouſté de nouuel du conſentement deſdits eſtats. Apres lecture faite duquel article par Antoine de Sainçtion, eſcuyer, ſeigneur de Ruſſy à ce preſent, a eſté proteſté que l'addition faite à la couſtume deſſuſdite ne luy puiſt nuyre ne preiudicier, n'à damoyſelle Loyſe de hecques ſa femme, Par-ce qu'il maintient qu'au precedent ladite addition, luy & ſa femme ayans arteint l'aage contenu en ladite couſtume, auoient peu vendre & alierer leurs heritages. Fut faite pareille proteſtation par Hugues de mynthy, eſcuyer, ſeigneur de Villiers emmy les champs, tant pour luy que pour les enfans de defuncte Suſanne de la fontaine iadis ſa femme, requerans reſpectiuellement lettres deſdites proteſtations, ce que leur auons oſtroyé.

Au lxxviii. article ſelon la cotte ancienne, contenant, Item par la couſtume generale qui a lieu en Valloys, representation n'a point de lieu, ſoit en ligne directe ou collateral. Apres pluſieurs raiſons & remonſtrances faites ſur le contenu audit article, par l'aduis & opinion deſdits eſtats a eſté rayé. Et accordé que representation auroit lieu en ligne directe & collateral, comme il eſt couché au lxxxvii. article deſdites couſtumes, l'accorder par leſdits eſtats comme nouvelle couſtume.

Quant aux lxxix. lxxxiii. lxxxv. lxxxix. xcii. xciii. xciiii. xcv. xcvi. xcvii. xcviiii. xcix. c. & ci. articles dudit cayer au chapitre de ſucceſſion, du conſentement deſdits trois eſtats, ont eſté accordez pour nouuelles couſtumes.

Sur le lxxvii. article ſelon la cotte ancienne du chapitre intitulé de douaire, cōtenant: Item toutes femmes qui ſont douees par leurs maris de douaire prefix, peuuent delaiſſer iceux, & prendre le douaire couſtumier, ſi bon leur ſemble. Par l'aduis & opinion deſdits eſtats, a eſté ledit article rayé comme ancienne couſtume, & mis le cent ſeptième article, eſtât audit cayer couſtumier pour nouvelle couſtume. Oultre ont eſté adiouſtez les cix. cx. cxi. cxii. cxiii. cxiiii. & cxv. articles dudit cayer accordé par leſdits eſtats pour nouuelles couſtumes.

Quant aux cxvii. & cxxiii. articles dudit cayer, article de preſcription & poſſeſſion, ont eſté adiouſtez du conſentement deſdits gens d'eſliſe, nobles, & autres du tiers eſtat comme nouuelles couſtumés.

Et en liſant le chapitre de donations comparut en perſonne, maiſtre Pierre du barle, aduocat audit bailliage, lequel a proteſté que ce qui ſeroit par nous fait ſur la correction, addition ou diminution des couſtumes contenuës audit chapitre de donations, ne luy puiſt preiudicier n'aux droits ia à luy acquis par Antoinette hennequin ſa femme, pour raiſon deſquels droits eſt proces pendant & indecis en la cour de Parle-

Proces verbal des coustumes du Duché de Valloys.

ment. Semblablement noble homme, Charles drouyn, seigneur de Dampleu en personne, a fait pareille protestation que ce qui par nous seroit fait, adiousté ou diminué audit chapitre, ne luy peut preiudicier, & aux droits par luy ia acquis, dont il y a proces au chastelet de Paris. Pareillement Marin soupplet au nom & comme procureur de Pierre de grimmonal, escuyer, seigneur en partie de Faueroles, a protesté que ladite reformation & correction des dites coustumes, mesmes dudit chapitre de donations, ne puißt preiudicier audit escuyer pour l'aduenir & droit par luy ia acquis, & dont proces est pendant & indecis par deuant le gouverneur & baillif de Valloys en son siege de Crespy, en demandant par luy, alencontre de nobles personnes, maistre Jean greffin, Robert de nully, Gabriel du sable, leurs femmes & autres leurs confors, defendeurs pour raison de certain lais testamentaire, ia pieça fait audit de Grimmonal, par defuncte damoiselle Alix de fresne sa femme & ordonnance de derniere volonté d'icelle, pour lequel lais & donation est ledit proces intenté. Par ledit Greffin en personne & Jean habert, procureur desdits defendeurs, fut protesté au contraire de faire inualider & annuller ladite donation, requerans par les dessusdits chacun en son regard leur vouloir bailler acte de ce que dit est, & inserer en nostre proces verbal, ce qui leur a esté accordé.

Au lxxix. article, selon la cotte ancienne du chapitre de donations, contenant: Item don mutuel, fait entre le mary & la femme conioints, a lieu en Valloys, equalité gardee d'age de faculté, cheuance & santé corporelle, pourueu qu'il n'y ait enfans procreez de leur mariage, auquel cas ledit don mutuel ne tiendrait. Apres remonstrance par nous sur-ce faite, auons du consentement desdits trois estats ordonné que ledit article seroit rayé comme ancienne coustume. Et par leur aduis & deliberation adioustez les cxxviii. cxxix. cxxx. cxxxiii. & cxxxiiii. articles dudit cayer, comme nouvelles coustumes.

Quant au lxxx. article, selon la cotte ancienne, contenant ce qui s'ensuit: Item quand aucune personne donne aucun heritage ou autre chose, il est necessairement requis que le donateur se desfaississe de la chose donnee, & la mette és mains de celuy à qui il l'a ainsi donnee, autrement telle donation est nulle, par-ce que donner & retenir ne vaut. A esté ledit article rayé du consentement desdits estats.

Sur le cxxx. article, a esté par lesdits estats accordé comme ancienne coustume, iusques à ces mots:

Et ne suffiroit retentions de nouuel adioustez du consentement desdits estat.

Quant aux cxi. cxliii. cxlvi. cl. cli. clii. cliii. cliiii. clv. & clvi. articles dudit cayer, au chapitre intitulé de retrait lignager, Auons par l'aduis & deliberation desdits gens d'eglise, nobles, & gens du tiers estat adioustez iceux comme nouvelles coustumes.

Quant au clviii. clxiii. clxv. clxvi. clxvii. & clxviii. articles dudit cayer au chapitre d'hypothèque. Auons iceux adioustez du consentement & aduis desdits estats, comme nouvelles coustumes.

Sur le xxx. & xxxiii. articles du cayer ancien, au chapitre intitulé du priuilege de louage de maisons, contenant ce qui s'ensuit: Item si aucun estoit tenu à vn autre pour louage de maison qui est debte priuilegiee, & le creditur en prend obligation & donne terme de payer, il se depart du priuilege, & fait sa debte commune, & telle qu'elle ne seroit pas payee auant autres debtes. Ité les biens meubles trouuez en la maison louee, posé ores qu'ils ne soient ou appartiennent au conducteur, respondent pour le louage de ladite maison, à defaute d'autres biens appartenans au conducteur. Et ont lieu lesdites coustumes contenuës en ce present article, & és trois articles precedens, és chastellenies & preuostez de Crespy, la Ferté milon, Pierresfons, Bethify & Verberie. Auons ausdits gens des trois estats, remonstré que lesdites coustumes n'estoient raisonnables pour plusieurs causes & raisons par nous alleguees. Et sur-ce ouys lesdits estats de leur consentement, Auons ordonné qu'iceux articles seront rayez.

Aussi par l'opinion de tous ceux de ladite assemblee, ont esté adioustez audit cayer le chapitre de preuention, accordé par les dessusdits comme ancienne coustume. Et si ont esté adioustez les chapitres intitulés de testamens, de rentes constituees, de criees, respits, & de diuersité de chemins, selon les articles contenus esdits chapitres.

Lesquelles corrections, modifications ou additions du vouloir & consentement desdits abbez, gens d'eglise, nobles, conseillers, aduocats, praticiens & autres du tiers estat, ont esté faites comme dessus, Pour seruir & valoir és questions & proces qui suruiendront pour le temps aduenir. Et apres ladite publication, auons prins lesdites coustumes, pour les apporter

porter en la cour de Parlement, & en auons laiſſé vn double, ſigné de nous commiſſaires deſſusdits, & deſdits lieutenant & greffier dudit bailliage. En faiſant deſenſes auſdits lieutenant, officiers du Roy & autres aduocats, praticiens & couſtumiers dudit bailliage, que d'oreſenauât pour la preuue deſdites couſtumes publiques comme deſſus, ils ne facent aucune preuue par rorbe ne teſmoins particuliers, mais ſeulement par l'extrait d'icelles, ſigné & deuëment expedié. Et auſſi de non alleguer ne poſer autres couſtumes, contraires ou deſrogantes auſdites couſtumes ainſi publiques & arreſtees. Leſquelles couſtumes nous auons enioint obſeruer & garder, le tout ſuiuãt le contenu és lettres de noſtre commiſſion & pouuoir à nous donné.

A. Guillart.

N. Thibauld.

G. Iuuin.

FIN DES COUſTUMES DV BAILLIAGE
& Duché de Valloys.

Couſtumes generales, gardees & obſeruees au

BAILLIAGE DE TROYES, PUBLIEES ET accordees, preſens à ce pluſieurs & en grand nombre des gens d'eglife, nobles, praticiens & bourgeois, tant de ladite ville que dudit bailliage. Et auſſi és preſences de nous Thibauld baillet, conſeiller du Roy noſtre ſire & preſident en ſa cour de Parlement, & Roger barme, conſeiller & aduocat dudit ſeigneur en ladite cour, commiſſaires en ceſte partie. Ladite publication encommencee à faire le vingt-fixième iour du mois d'Octobre, l'an mil cinq cens & neuf, continuees és autres iours enſuiuans, ſelon les lettres de commiſſion, du Roy noſtre ſeigneur, à nous enuoyees à ceſte fin.

De l'eſtat & condition des perſonnes.

Article premier.



Es aucuns ſont nobles, les autres non nobles. Ceux ſont nobles qui ſont yſſus en mariage de pere ou mere noble, & ſuffiſt que le pere ou la mere ſoit noble, poſé que l'autre deſdits conioints ſoit non noble ou de ſerue condition. ii.

Les non nobles ſont en deux manieres: car les aucuns ſont franches perſonnes, & les autres de ſerue condition, leſquelles franches perſonnes tant comme ils demeurent ſous le Roy, ou és reſſors du bailliage de la preuoſté de Troyes, ſous aucun haut iuſticier, non ayant en ſa terre les droits royaux, ſont appelez bourgeois du Roy, & ſont les iuſticiables ordinairement en tous cas perſonnels, ⁱ criminels & ciuils, & redeuables de iuree, ſ'ils ne ſont clerks ou autrement priuilegiez. Et ſi leſdites perſonnes ſont demourans ſous aucun ſeigneur qui ait les droits royaux en ſa terre & ſeigneurie, ils ſont ſes bourgeois redeuables de iuree, & ſes iuſticiables comme deſſus, tant comme ils demeurent ſous luy. Et ſont tous leſdits non nobles franches perſonnes, ſil n'appert de ſeruitute au contraire, & peuuent liberallement eux marier & faire tous faits legitimes comme franches perſonnes, excepté és cas concernans police & realité, comme dit ſera cy apres, toutes-fois ſi aucun delinquant eſtranger ou forain eſt trouué en la iuſtice d'aucun haut iuſticier, ou qu'il delinque en ſadite haute iuſtice, ledit haut iuſticier le peut punir & corriger dudit delict. iii.

Et au regard des ſerfs, ils ſont de pluſieurs & diuerſes conditions & ſeruitutes, ſelon la nature des terres & ſeigneuries, à cauſe deſquelles ils ſont hommes: car les aucuns ſont taillables enuers leur ſeigneur de taille à volonté, de poursuite quelque part qu'ils ſe transportent, & de fort mariage quand ils ſe marient à perſonnes franches ou d'autre condition que de la leur, & ſuccedent en tous cas les vns aux autres, & peuuent diſpoſer par teſtament ou autrement de leurs biens, comme ſont & peuuent faire les franches perſonnes, ſ'ils ne ſont de main-morte, comme dit ſera cy apres. iiii.

Les autres ſont de taille aboſnee à aucune ſomme certaine enuers leur ſeigneur, Et au deſſus de pareilles conditions que déclaré eſt en l'article precedent. v.

Les autres ſont, à cauſe de leurs perſonnes de condition ſeruille, main-mortable enuers leur ſeigneur en tous biens meubles & heritages quelque part qu'ils ſoient aſſis, ſuppoſé que leſdits

MM ij

Les perſonnes ſont diuiſees en deux condiôs ou eſtats.

Les perſonnes non nobles, ſôt diuiſees en deux manieres, &c.

i Sed non in realibus, nec in petitorio, n'y en ce qui eſt de iuſtice ſeigneurie. C. M.

Toute perſonne eſt reputee franche, ſ'il n'appert de ſeruitute au contraire, &c. Les ſerfs ſôt de diuerſes conditions & ſeruitutes.

Des perſonnes, qui ſont de taille aboſnee enuers leurs ſeigneurs.

Coustumes du Bailliage de Troyes

heritages soient en franc aleu ou à censue quand ils trespasent, sans delaisser enfant nay en mariage estant de leur condition & en selle. Et s'il y a plusieurs enfans mariez ou à marier hors leur selle, vn seul enfant estant en selle requeust ladite main-morte pour tous les autres qui seroient hors de selle, & y ont pareil droit que luy. vi.

Les personnes de seruitute, ne peuent tester oultre cinq sols tournois.

Les autres sont main-mortables en meubles seulement, & les autres enheritages seulement, & au par-dessus de diuerses conditions & seruitutes, selon la nature des terres & seigneuries, à cause desquelles ils sont hommes de seruitute. Et oultre lesdits hommes de seruitute, ne peuent tester oultre cinq sols tournois au preiudice de leur seigneur, quant à ce qui est fuiet à main-morte, & ne peuent leurs enfans estre clerks sans le gré & consentement de leur seigneur, & sont tous regulierement de poursuite & for mariage enuers leurdit seigneur quād le cas y eschet. vii.

De personnes franches qui se mariēt à personne de condition serue, &c. Des enfans naiz de pere franc & de mere serue: vel econtrā. Du droit de l'euesque de troyes sur les serfs mariez en son euesché.

Et quand aucune desdites franchises personnes, se ioinct par mariage à personne de l'vne desdites conditions serue dessus declarees, les enfans qui sont naiz de tel mariage entre les riuieres de Seine & Aulbe, & de Seine & Yonne, ensuiuent & ont le choix & option d'ensuir & prendre laquelle des deux conditions que bon leur semble, en delaisant les biens & succession de celuy duquel ils delaisent la condition & seruitute: Excepté en la preuosté de Troyes, en laquelle les enfans naiz en mariage de pere franc & mere serue, vel econtrā, ensuiuent la franche condition vueillent ou non, & ne succedent point à leur pere ou mere serf: Excepté aussi les enfans naiz d'homme ou femme de la condition & seruitute de l'euesché de Troyes & de franche condition, lesquels se partent par moitié entre le Roy & ceux qui de luy ont droit & de l'euesque dudit Troyes. Et quant aux hommes de serue condition d'autres seigneurs quand ils sont mariez avec homme ou femme de la condition dudit euesché, iceluy euesque emporte pour le tout le fruit & enfans yssus de tel mariage, & entre autres seigneurs le fruit se part entre eux pour telle part & portion que les pere & mere sont leur hommes ou femmes de seruitute, si n'y a par cours ou coustumes desfrogans à ce en leurs terres & seigneuries. viii.

Et est à sçauoir que par autre coustume generale, gardee audit bailliage entre les riuieres d'Aulbe & Marne, le fruit ensuit le ventre & la condition d'iceluy, excepté quand l'vn desdits conioints est noble, auquel cas le fruit ensuit le costé noble, si suiure le veur.

Des droits de seruitute, n'y a coustume generale, &c.

Et pour la diuersité des droits desdites seruitutes que les seigneurs pretendent sur lesdits hommes n'y a constume generale: mais est reserué aux seigneurs, iouyr & vser sur leurs suiets de tels droits de seruitute qui leur peuent competer & appartenir, & à leurs faiets leurs defenses au contraire. ix.

Des bourgeois du Roy.

Les bourgeois du Roy, se peuent aduouër bourgeois du Roy par simple adueu, sans monstrier par escrit leur bourgeoisie, excepté au comté de Joigny, ainsi que dit sera cy apres. x.

Vn bourgeois du Roy demourant au comté de Joigny, doit auoir lettres de bourgeoisie de monseigneur le bailly de Troyes ou son lieutenant, & par vertu d'icelles, soy faire aduouër bourgeois du Roy par vn sergent royal, & defauouër de tels seigneurs que bon luy semble, & apres ledit defauou, si le corps ou les biens dudit bourgeois sont arrestez ou empeschez, le sergent fera commandement aux officiers de la iustice du lieu, qui auront fait ou fait faire l'exploit, qu'ils mettent à pleine deliurance lesdits corps & biens, & en cas d'opposition en fera recreance audit bourgeois à caution, si pour cas criminel n'est detenu, auquel cas le sergent l'amenera ou fera amener és prisons du Roy.

Des droits & prerogatiues des nobles, & comment ils succedent.

xi.

Le suruiuant de deux personnes nobles prend 20^e les meubles.

ENtre nobles viuans noblement ou roturierement, le suruiuant prend tous les meubles, à la charge de payer & acquitter les debtes passiués du premier mourāt, obseques, funeraillies & legs piteux, si dudit mariage n'y a aucūs enfans, & si dudit mariage y a enfans, entre le suruiuant & les enfans se partiront les meubles & payeront les debtes par moitié: Toutes-fois si les nobles viuans roturierement, au cas que de leur mariage n'y ait enfans, veulent au moyen de ceste coustume emporter tous les meubles, il est requis qu'ils acceptent lesdits meubles en iustice dedans quarante iours apres le trespas du premier mourant, aliàs où ladicte acceptation ne seroit faite en iustice dedans lesdits quarante iours, comme dit est entre le suruiuant & les heritiers du trespas, se partiront les meubles, & payeront les debtes par moitié. xii.

De la veufue de l'homme noble, &c.

Femme noble ou roturiere, veufue de noble, peut dedans xl. iours apres le trespas de son mary renoncer en iustice aux meubles & debtes demourez apres le trespas de son mary. En ce faisant demeure quitte & deschargee des debtes passiués de sondit mary & d'elle, si ce n'est qu'elle

qu'elle soit expressement obligee : car au cas dessusdit ladite femme est tenuë desdites debtes, supposé qu'elle ait renoncé aux meubles de son mary.

xiii.

Femme non noble, veufue de noble, iouyst des priuileges & prerogatiues de noblesse, durant sa viduité, tels que iouysoit son feu mary.

xiiii.

Les enfans des nobles leur succedent par la maniere qui s'ensuit, c'est à sçauoir que le fils aîné, a & luy appartient pour son droit d'aînesse & hors part en terres & heritages de fief escheans en ligne directe, tant de pere que de mere, le principal chastel ou maison, fort, mothe ou place de maison seigneurial tenu en fief si aucun en y a à son choix, la basse-court, la muraille ou autre closture, les fosses & les heritages à l'environ de l'estendue du vol d'un chapon, ¹ &

¹ l'un desdits fiefs si aucuns fiefs en y a, mouuaans & tenus dudit chastel ou de ladite maison, lequel qu'il luy plaist choisir & accepter. Et aussi luy appartient le nom de seigneur, le cry & les armes, avec un arpent de chacune espece dudit fief & seigneurie, c'est à sçauoir s'il y a prez, un arpent de pré, & s'il y a vigne un arpent de vigne, s'il y a estang un arpent d'estang, s'il y a boys un arpent de boys, en continuant de membre en membre de ladite seigneurie. Et pour le vol d'un chapon, est à entendre un arpent de terre hors la closture & fossez du chastel, maison ou mothe à l'entour dudit chastel, maison ou mothe. Et au par-dessus desdits fiefs, ledit aîné fils & les autres fils & filles les partent egalement, excepté qu'un fils y prend autant que deux filles, toutes-fois l'aîné pourra prendre sa part & portion de ladite succession en la seigneurie, en laquelle il aura prins son droit d'aînesse, pour autant qu'elle pourra monter, & s'il n'y a qu'un chastel, forteresse, mothe ou maison forte, ou place de maison seigneurial, ou tenuë de

² fief sans autres heritages nobles & de fief, ledit aîné aura pour son droit d'aînesse ² ledit chastel, forteresse, mothe ou place de maison seigneurial, fossez, muraille ou closture d'icelle, comme dessus est dit. Et pourra ledit aîné fils faire les foy & hommage pour le tout, pour ses freres & sœurs, & de luy reprendront lesdits freres & sœurs si bon leur semble, & luy en feront l'hommage ou au seigneur feodal, lequel que mieux leur plaira. ³ Et au regard des heritages tenus en franc aleu ou en censue & autres biens immeubles non tenus en fief: Et pareillement des biens meubles & debts ils se partent & diuisent par portions egales, & sans aduantage entre lesdits freres & sœurs. Et s'il n'y a que filles, partent egalemēt sans auoir prerogatiue, n'aduantage.

xv.

En heritage de fief, escheant en ligne collateral, les prochains parens masculins du trespassé, succedent pour le tout & par portions egales, & n'y succedent point les femmes ou filles, s'il y a hoir masculin en aussi prochain degré que lesdites femmes ou filles.

xvi.

Toute personne noble, peut acquerir & tenir fiefs & terres nobles quelles qu'elles soient, supposé qu'elle ne viue noblement & qu'elle viue marchandement ou roturierement, ⁴ ce que ne peut faire ne tenir vne autre personne qui ne seroit noble.

xvii.

⁴ Entre nobles personnes ayans enfans apres le decès du premier decédé, le suruiuant est tenu faire inuentaire, de tous les meubles & immeubles demourez par le decès du premier decédé, & peut le suruiuant prendre la garde noble de ses enfans mineurs, & faire les fruits de leurs heritages & droits nobles de fief, siens. Et en ce faisant est tenu nourrir & entretenir les enfans selon leur estat, payer les debtes, soustenir leurs heritages, & payer les charges d'iceux, iusques à ce qu'ils soient aagez. Et de ladite garde, doit le suruiuant hommage seulement sans aucun relief. Et si le pere ou mere ayant ladite garde se remarie, il pert la garde, & ne fait plus les fruits de leurs heritages siens, & deslors à luy comme tuteur, ou autre qui par iustice sera ordonné ausdits mineurs, appartient l'administration desdits heritages, à la charge de rendre compte & reliqua.

xviii.

L'enfant masculin noble, viuant noblement, est réputé aagé pour estre hors de garde & bail à quatorze ans, pour faire les fruits de ses heritages siens, & reprendre de ses terres & seigneuries, & la fille à douze ans.

xix.

Dame ou damoysele veufue, ne doit aucun relief ou rachat de terres, qui luy sont escheuës en ligne collateral, durant le mariage de son mary & d'elle, & dont sondit mary aura reprins & payé les droits & deuors, & quant à son douaire elle en doit hommage & non autre chose, si elle ne se remarie, auquel cas en est deu relief.

xx.

Les seigneurs feodaux sont tenus receuoir les gardiens en foy & hommage des heritages,

suetudo: sed

non est ita, quia valet pro secundogenitiis qui sunt pauperes, & interim coguntur mercantiam exercere donec meliori sorte adepti nobiliter viuere possint, & arma pro Repub. gerere, & tunc non nocet eis exercitium paganicum intermedium: quod est laudabilius quam si se ignauie dedissent Guido Pap. in decisi Delphinat. Et dixi in proëmio, consuet. Parisien. C.M.

La forme de succeder par les enfans nobles à leur pere & mere.

De la prerogatiue du fils aîné, alencontre de ses freres.

1 14. Chapon. id est, un arpent de terre tantum & de simple terre, & non l'arpent où seroit le moulin: toutes-fois le cinquième iour d'Aoust, l'an 1550. en la châtre tierce ou nouvelle, au rapport de monsieur Desloges, fut iugé, que le moulin aas les clostures & fossez appartient à l'aîné: combien qu'il fut question de la volonté: Secus, s'il estoit bannier: Car le droit & seruitude de hannalisi, se diuise comme les arrieriefes.

2 Il s'entend, sauf à recompenser la legitime des autres enfans, comme j'ay dit sur la coustume de Paris, art. 8. C.M.

3 Sed si fratri faciant inquam subuallii. Quod non efficit verum & perpetuum subuallii: quoniam de facili resolubile est, & ad priorem statum prima occasione ipso iure reuertitur. C.M.

4 16. Prima facie videtur sulta consuetudo: sed

Coustumes du Bailliage de Troyes

terres & seigneuries des enfans mineurs sans rachats ne reliefs : pource que gardiens en ligne directe ne rachetent point. xxi.

Enfans mineurs sont en tutelle & curatelle iusques à vingt-cinq ans, &c.

Enfans auxquels est pourueu de tuteur & curateur par iustice, sont & demeurent eux & leurs biens en la puissance & gouvernement de leur tuteur & curateur, iusques à ce qu'ils soient aagez de vingt-cinq ans ou mariez : & sont tenus lesdits tuteurs & curateurs de prendre les biens par inuentaie, pour à la fin de la tutelle & curatelle leur en rendre compte & reliqua, toutes-fois par ladite coustume, vn mineur de vingt-cinq ans marié ne peut aliener ses immeubles, sans interposition de decret.

Des droits des seigneurs feodaux contre leurs vassaux.

xxij.

Tant que le seigneur dort le vassal veille & econtrà.

TANT que seigneur feodal dort vassal veille, & econtrà, qui est à dire que quand vn seigneur feodal a mis & assis sa main sur le fief de son vassal, par faute d'auoir fait audit seigneur feodal les foy & hommage qu'il luy doit, ou d'auoir fait audit seigneur offres suffisans de ce faire, & de luy payer contant les droits feodaux si aucuns en sont deus: tant que ladite main-mise dure, ledit seigneur feodal fait les fruits dudit fief siens : & si le vassal iouyft de son fief tant que bon luy a semblé, sans ce qu'il y ait eu empeschement dudit seigneur feodal, ledit vassal prend & lieue à son profit les fruits, & ne luy en peut ledit seigneur feodal aucune chose demander. xxiii.

Le vassal peut bien prescrire les droits de quint, requint & relief, &c.

Les droits de quint, requint, reliefs, rachats, puissance & prerogatiue de prendre le fief de son vassal par luy vendu ou engagé, sont prescriptibles par l'espace de trente ans, en telle façon que si vn vassal a iouy par l'espace de trente ans de son fief, par luy & ses predecesseurs, sans auoir esté inquieté par le seigneur feodal, en ce cas lesdits droits sont extints & prescrits iusques alors, & neantmoins ladite foy & hommage ne se peut ou doit prescrire, tant par ledit seigneur feodal que par le vassal, pource qu'elle est reciproque. xxiiii.

Il n'est loisible au seigneur feodal, d'asseoir sa main, n'empescher le fief de son vassal decedé, iusques à quarante iours apres le deces de sondit vassal. xxv.

Du fief venu en ligne directe, ne est deu, sino foy & hommage, &c.

Si vn heritage de fief eschet en ligne directe, soit en ascendant ou descendant, l'heritier est tenu en faire foy & hommage au seigneur du fief, & ne luy en doit autres droits. xxvi.

Et si eschet en ligne collateral, l'heritier en doit relief, c'est à sçauoir le reuenue dudit fief pour vn an, à le prendre en l'vne des trois prochaines annees ensuiuant ladite eschoite, ou vne somme de deniers pour vne fois, ou le dict de deux preud'hommes: & de ce luy doit estre fait offre par son vassal, surquoy appartient le choix au seigneur feodal. Et si luy a estangs en pesche ou forrests en coupe, l'annee qu'il choisira lesdits coupe & pesche, seront egalees & aualluees, les frais deduits. xxvii.

Le seigneur peut auoir & prendre le fief vedu par son vassal, &c.

Quand le vassal vend son fief à personne estrange & non lignager du costé dont meut ledit fief, le seigneur dudit fief le peut auoir & prendre pour le pris qu'il est vendu, ensemble les loyaux frais, auant toutes-fois que ledit seigneur feodal ait receu l'acheteur en foy & hommage dudit fief ainsi acheté, ou baillé souffrance aucune, & si luy ne le prend, le vendeur & l'acheteur doiuent les quintes par moitié. Si le vendeur doit auoir par le contract de sa vendue ses deniers francs, l'acheteur doit le quint & requint entierement, c'est à sçauoir le quint du cinquième denier du pris de la vendue qui est de cinq deniers l'vn, & pour le requint de xxv. deniers l'vn, de tous lesquels quintes & requintes deniers, l'heritage demoure chargé & hypothequé iusques à plein payement d'iceux, toutes-fois si aucun lignager dedans l'an de la vendue veut retraire ledit heritage, le seigneur feodal n'a pas prerogatiue de le retenir par puissance de fief: & à cause dudit retrait n'est deu audit seigneur feodal aucun quint, requint denier ne relief, & seulement luy est deu de la premiere vendue, & si le seigneur le prend par puissance de fief, en ce cas n'en est deu quint ne requint. xxviii.

128. Ergo di latio 40. die- rü, de qua 5. §. 2. 4. non habet locum nisi in successione, non autem in cōtractu, quia cōtractus statim sunt certi. Et sic statim debet infra facere in sim- li dixi in con- suet. Parisien. §. 4. C. M.

Si ledit acheteur ne fait incontinent foy & hommage, & paye lesdits quint & requint denier au seigneur feodal, iceluy seigneur peut saisir & mettre en sa main ledit fief, & en prendre & leuer à son profit les fruits & reuenus, iusques à ce que lesdits foy & hommage luy en soient faits, & lesdits quint & requint & autres droits, si aucuns en sont deus, payez & accomplis. xxix.

Et si est tenu l'acheteur faire foy au seigneur feodal du tiltre de son acquisitiō, & luy en bail- ler vidimus, & luy affermer que le contenu audit tiltre est veritable, & autrement ne le rece- uera à homme si luy ne plaist. xxx.

Le

Le vassal est tenu bailler l'adueu & denombrement de son fief au seigneur d'iceluy dedans quarante iours apres qu'il en est receu en foy & hommage, & qu'il luy est enioint de ce faire: & en deffaut de ce, le seigneur feodal le peut saisir & tenir en sa main, & aussi en faire leuer les fruits sans les faire siens iusques apres l'an de ladite saisie deüement signifiee audit vassal, ses procureurs ou receueurs du fief saisi. Apres lequel an passé en deffaut dudit denombrement non baillé, ledit seigneur feodal peut faire les fruits siens, & tout ainsi que le vassal a quarante iours à bailler son denombrement, semblablement le seigneur feodal a quarante iours pour le visiter.

xxx.

Le vassal est tenu faire ses foy & hōmage & les offres en tel cas requises à son seigneur feodal à sa personne au lieu & terre dont est tenu & mouuant son fief, & non ailleurs, & s'il n'y est, peut faire lesdites offres audit lieu aux personnes de ses officiers, & s'il n'y a aucuns officiers ou autres demourans, il suffit faire lesdites offres en presence de notaires ou autres personnes publiques au lieu dont meut ledit fief, excepté de fiefs mouuans du Roy.

xxxii.

En eschange de l'heritage de fief est deu au seigneur feodal l'hōmage & relief, & en deffaut de le faire & payer, ledit seigneur feodal le peut faire saisir & faire les fruits siens comme dessus.

xxxiii.

En donation d'heritage de fief de pere à fils, & de fils à pere & autre en ascendant ou descendant en ligne directe, est deu foy & hommage tant seulement, & s'il est donné à autres personnes, il y a relief.

xxxiiii.

Le vassal peut engager ou vendre à rachat son fief ou partie d'iceluy iusques à trois ans, & le doit signifier & dire à son seigneur feodal, & s'il le rachete ou desgage durant lesdits trois ans, n'en doit quint denier, n'autres droits audit seigneur feodal.

xxxv.

Et au cas que ledit vassal ne l'aura signifié audit seigneur feodal: ou qu'il ne l'aura racheté dedans lesdits trois ans, les prerogatiues dudit seigneur feodal luy demourent quant à reprendre la chose vendue, constituée ou engagée pour le pris ou le quint ou requint denier à son choix.

xxxvi.

Si en faisant les partages d'aucuns heritages mouuans de fiefs escheuz par succession à aucuns en ligne directe y a soultes, il n'est deu pour raison desdites soultes aucuns quints ou requints deniers.

xxxvii.

Au bailliage de Troyes n'y a aucuns fiefs de danger.

xxxviii.

Si le vassal vend & constitue rente sur son fief autremēt qu'en la maniere dessus designee c'est à sçauoir à plus long temps que de trois ans, il en doit quint denier au seigneur du fief, & l'acheteur en doit foy & hommage.

xxxix.

Et la peut le seigneur du fief deuant l'hommage par luy receu auoir & prendre pour le pris de la vendue, & s'il aduenoit que ledit vassal commist sondit fief par felonnie, ou que ledit seigneur feodal y assist sa main par deffaut de droits & deuoirs non faits ou payez auant que ladite rente fust infeodée, le seigneur du fief ou autre à qui seroit ladite commise le prédroit & en iouyroit sans charge de ladite rente.

xl.

Le seigneur feodal n'est tenu si bon ne luy semble, receuoir aucun en foy & hommage par procureur, posé que celui qui sera procureur ayt expresse & espediale puissance d'en prédre & entrer en foy & hommage, & faire tous sermens de feauté, s'il n'y a iuste & legitime excusation ou cause raisonnable: pour laquelle le seigneur feodal faire le doye.

xli.

Le vassal pour quelques offres qu'il face à son seigneur feodal en son absence au lieu dōt est mouuant son fief, ne se peut dire saisi de sondit fief à l'encontre de son seigneur feodal: s'il n'en est enfaisiné ou receu en foy & hommage par ledit seigneur feodal ou autre ayant puissance, ou par main souueraine partie presente ou appelée: supposé que ledit seigneur feodal ne face les fruits siens depuis lesdites offres: mais par apprehension de fait & par la coustume par laquelle le mort saisist le viu: & se peut dire saisi dudit fief à l'encontre d'autres que dudit seigneur feodal: posé qu'il n'en ayt point entré en foy & hommage ne requis y estre receu.

xlii.

Quand vn fief est vendu, le seigneur pour ses quints & requints ne se prédra au vendeur n'à l'acheteur s'il ne veut: mais fera empescher ledit fief: & le retiendra en sa main, & leuera les fruits à son prouffit iusques à ce qu'il soit payé de son quint denier.

xliii.

Si l'acquesteur d'un fief vient par deuers le seigneur feodal pour estre receu en foy & hommage dudit fief, il est tenu avec ses offres de monstrier audit seigneur feodal ses lettres d'acquisition, si ledit seigneur le demande à veoir: & pareillement y est tenu l'heritier de l'acquesteur, s'il ne monstre que son predecesseur autresfois en ayt esté receu en foy & hommage: ou que

MM iij

De faire les foy & hommage au seigneur à sa personne.

1.33. Eadem ratio, idem ser. ascendenti & descendenti, vt dixi in consuet. Parisi. §. 2. C. M.

pour raison des soultes en ligne directe ne sōt deuz aucuns quints ou requints.

2. Intellige de reditu qui potest esse non redimibilis: secus de eo qui est loco feneratoris, vt ad rationē duodecime. Patet etiam per §. seq. & infr. §. 66. §. 67. sic infr. consuetu. de Chaumēt. §. 24. C. M.

Le vassal n'est saisi du fief iusques à ce qu'il ayt fait les foy & hommage &c.

De monstrier par l'acquesteur les lettres d'acquisition de fief.

Coustumes du Bailliage de Troyes

fondit predecesseur & luy en ayent iouy par l'espace de trente ans paisiblement. xliiii.

Les vassaux ne doyent au successeur seigneur que la bouche & les mains &c.

Quand le seigneur feodal va de vie à trespas, les vassaux qui ont reprins du trespas, & luy en ont fait payé les droits & deuors durant sa vie, ne doyent à son successeur que la bouche & les mains, & est tenu ledit successeur de faire conuocquer & appeler tous les vassaux à certain iour pour leur signifier qu'il est nouuel seigneur & venir reprendre de luy, & pareillement le doit faire le successeur particulier qui a de nouuel acquesté la seigneurie feodale, & si lesdits vassaux ne comparent au iour, le seigneur feodal pourra empescher les fiefs des non comparans, & faire les fruits siens iusques à ce qu'il ayt homme, & si pourra faire faire les crys & assignations en sa iustice si aucune en y a, & s'il n'y en a point, le fera faire par commission de la iustice ordinaire. xlv.

Qui empesche la terre tenue en plein fief, peut empescher les arrierefiefs, &c.

Quand le seigneur feodal fait empescher la terre tenue de luy en plein fief, il peut empescher les arrierefiefs dependans dudit plein fief: mais il ne peut empescher lesdits arrierefiefs sans auoir preallablement empesché & tenu en sa main ledit plein fief, & si lesdits arrierevassaux auoyent parauant ledit empeschement reprins de leur seigneur feodal immediat & payé les droits & deuors, ledit seigneur arrierefeodal qui a fait ledit empeschement ne leur peut demander que la bouche & les mains, & des autres qui n'auoyent fourny & payé feroit les fruits siens comme dudit plein fief. xlvi.

Damoysel-le qui se remarie doit relief de toutes les terres &c. Feuda sunt propria patrimonialia va fallorum.

Dame ou damoyelle toutes & quantes fois qu'elle se remarie en secondes nopces doit relief de toutes les terres qu'elle tient de fief, soit que lesdites terres luy soyent escheües en ligne directe ou collateral. xlvii.

Souffrance equipolle à foy tant qu'elle dure, xlviii.

Tous heritages de fief sont reputez patrimoniaux, & se peuuent vendre, donner, leguer & autrement transporter sans le consentement du seigneur feodal, & sans commise dudit fief. xlix.

Quand vn vassal au refus de son seigneur feodal est receu par main souueraine de son fief, il est saisi de fondit fief, & se peut immiscer en iceluy, en sorte que s'il est troublé audit fief par son seigneur feodal ou autre, il peut contre luy prendre & intenter complainte en matiere de nouuelleté.

De la nature, condition des heritages, rentes, censives & hypothecques. l.

Es aucuns sont en franc aleu, les autres mouuans de fief: autres en censive, autres re-
L deuable de coustume escheable, & autres chargez de diuerses charges & redeuan-
ces. li.

¹ Tout heritage est franc & réputé de franc aleu, qui ne le monstre estre serf & redeuable d'aucune charge: posé qu'il soit assis en iustice d'autruy, & qu'ils n'en ayt tiltre. lii.

1 Art. 51. Idē à Chaulmont. §. 162. Idem in effe-ctū à Bourbonnois. Ad de infr. §. 54. Sed in quibusdam consuetudinibus regula est in contrarium, vt à Senlis. §. 262. à Bloys. §. 33. Poitiers. §. 81. 87. in veteri 99. 105. in noua. C. M. Qu'est franc aleu roturier &c. De pur eschange ne font deuz lots ne ventes.

Tous heritages chargez & redeuables de censive assis en la preuosté de Troyes portās lots, ventes & amendes quand le cas y eschet: c'est à sçauoir lots & ventes de trois sols quatre deniers tournois pour liure du pris qu'ils sont vendus ou autrement transportez par contract equipollent à vendue, ou subhastez ou decretez par iustice, y a amende de deux sols six deniers tournois contre le possesseur qui deffaut à payer ladite censive au iour auquel elle est deüe: desquels lots & ventes le vendeur doit personnellemēt la moytié: c'est à sçauoir les ventes: & l'acheteur, les lots qui est l'autre moytié: & neantmoins ledit heritage ainsi vendu ou aliené demeure chargé & hypothecqué desdits lots, ventes, deffaux & amendes. liii.

Audit bailliage y a franc aleu noble & franc aleu roturier, & est franc aleu noble quand il y a seigneurie & haute iustice, dont le detenteur n'est tenu faire foy n'hōmage, ne payer quint ne requints. liiii.

Et franc aleu roturier est terre sans iustice, pour laquelle le detéteur ne doit cens, rétes, lots, ventes n'autres redeuances. lv.

En pur eschange d'heritage chargé & redeuable de censive portant lots & ventes, n'a lots ne ventes s'il n'y a soultes: auquel cas pro rata desdites soultes, sont deües lesdits lots & ventes qui se doyent payer par moytié, & en demeure ledit heritage hypothecqué comme dessus. lvi.

Heritage chargé de censive esdits bailliage & preuosté, ne peut estre chargé d'autre censive sans le consentement du premier seigneur censier: & s'il y auoit consentement, les lots & ventes se partent par moytié. lvii.

Si

Si aucuns heritages sont aduenz ou aduiennent à aucuns par succession, & en faisant partage & diuision d'iceux, les aucuns sont soultes aux autres, en ce cas ne sont deuz aucuns lots ne ventes au seigneur censier pour lesdites soultes: si ce n'estoit que lesdites soultes fussent si grandes qu'au moyen d'icelles le contract soit plus reputé vendition que partage & diuision, car en ce cas seroyent deues lots & ventes, ou quint pour lesdites soultes.

lviii.

D'heritage chargé de censue baillé à rente, ¹ emphiteosité ou accensuement, le seigneur de ladite censue prendra lots & ventes, c'est à sçauoir au feur de vingt liures tournois pour la liure tournois de rente ou censé fonciere: pource qu'en prisee de terre ou reueneue le franc de rente ou censé perpetuelle est estimée valoir pour vne fois vingt liures tournois, & en rente constituée, le franc n'est estimé que dix liures tournois, ² & ne peut le seigneur de ladite rente fonciere censier ou foncier, auoir ne prendre par droit de retenue ledit heritage au moyen de la vendue qui en est faite.

lix.

Heritage redeuable de coustume escheable enuers le seigneur ou premier bailleur, comme de chair, pain ou grain assis en la preuosté de Troyes, sont escheables & mainmortables en quelque estat qu'ils soyent enuers le seigneur desdites charges, quand le possesseur d'iceux heritages trespasse sans hoir de son corps n'en mariage & estant en celle, & ne le peut charger, obliger, arenter n'asseruir au preiudice de ladite main-morte. Et s'ils sont chargez d'argent avec lesdites charges ou l'une d'icelles, ils ne sont main-mortables: car l'argent rachete la main-morte.

lx.

Lesquels heritages ainsi escheables, ledit seigneur est tenu mettre hors de ses mains ³ dedés l'an de ladite escheute: & pour chascune fois qu'ils luy escheent.

lxi.

Ceux auxquels appartiennent heritages, maisons, places ou edifices à Troyes ioignans & contiguz les vns des autres, n'acquierent l'un sur l'autre aucune seruitute ne possession de porter & soustenir toutes veües d'huys, fenestres ou passages les vns sur les autres par quelque temps qu'ils ayent permis ou souffert les choses deuant dites, si n'estoit que de ce eust tiltre expres.

lxii.

Chascun peut leuer son edifice sur sa place tout droit à plomb & à ligne, si haut & aualer si bas, que bon luy semble: & contraindre son voisin à retraire cheurons & toutes autres choses qu'il trouuera portans sur sa place, nonobstant que par long temps ils y eussent esté.

lxiii.

Si d'aduecture il y a mur, cloison ou closture moytoyenne entre deux voyfins, & elle dechet & va en ruyne, l'un peut contraindre l'autre à contribuer à la reparation ou soustenement d'icelle, ou à renoncer à la communauté de ladite claufuture.

lxiiii.

On ne peut faire four en son heritage contre le four ou mur de son voyfin, si l'un n'y a pied & demy d'espeuseur entre deux, & pareillemēt on ne peut faire chambres aisees contre son voyfin, si l'un n'y a pied & demy d'espeuseur.

lxv.

Heritages baillez à rente fonciere ou emphiteosité à rachat, sortissant à nature d'heritages durāt le temps qu'elle n'est point rachetee: en telle maniere que si l'heritage est propre de l'un des conioints, ladite rente demourera propre à ses hoirs, si elle n'est rachetee durant le mariage.

lxvi.

Rente constituée procedant de deniers baillez rachetable, sortist nature de meuble durant le temps du rachat, & si elle n'est rachetee durant ledit temps, sortist nature d'heritage.

lxvii.

Rente constituée d'argent, bled, vin ou autre chose à quelque pris & somme que ce soit, est rachetable à tousiours, quelque contract ou renonciation qu'on puisse faire au contraire.

lxviii.

Si aucun requiert & demāde appreciation de bled, vin ou autre chose qu'il luy soit deu d'arrentages par rentes constituées, ledit bled, vin & autre ne sera appreciee qu'au feur & pris qu'ils auront acquēsté lesdites rentes.

lxix.

Si l'un y a aucun detenteur de l'heritage chargé de rente, le rentier peut faire bailleur curateur audit heritage, & contre luy obtenir declaration d'hypotecque: & ce fait, fera cryer & subhaster ledit heritage au lieu où ledit heritage est assis, & au lieu de la chastellenie par trois cryees de quinzaine à quinzaine: & la quarte d'abondant, & icelles faites, faire assigner iour audit curateur, pour veoir adiuger ledit heritage par decret au plus offrant & dernier encherisseur: & si aucun a mis à pris ledit heritage, qui sera le plus offrant, il sera adiourné pour vuyder la main des deniers, & receuoir l'adiudication, ainsi que des autres heritages mis en cryees.

lxx.

Des heritages aduenus par succession en partage ne sont deuz ne lots ne ventes.

De réte fonciere & réte constituée.

¹ Scilicet perpetuelle: secus si a rachat. vt J. S. 75. C. M.

² Error, procedant de ce qu'on estimoit les rentes volans valables au denier dix, Ce qui est corrigé & réduit au denier douze.

³ Partant faut estimer le franc douze liures. Recours à mon traité des usures, la sine & frâçois.

C. M.

⁴ §. 60. Si l'un a collateraux qui doyuent heriter. Autre chose est si l'un n'y a aucun qui y ayt interest.

C. M.

Du mur moytoyen entre deux voyfins &c.

De ne faire four contre le mur de son voisin &c.

D'heritage baillé à emphiteosité à rachat.

Rente constituée est rachetable.

⁴ §. 66. C'est à sçauoir si elle est constituée à si haut pris qu'elle puisse estre rachetee, autrement non.

Comme i'ay dit sur la coutume de Paris. §. 57. no. 9. 10. 11. 12.

C. M.

⁵ 68. Id est p rata iura quæ fors permittit, vt dixi in trac. commarior. & r. surar. q. 21.

C. M.

Coustumes du Bailliage de Troyes

Des oppo-
sans aux
cryees &c.

S'il y a aucun qui s'oppose à aucunes cryees d'heritages, le sergent qui fera lesdites cryees, fera eslire domicile à l'opposant au lieu où se font lesdites cryees, si l'est estrangier: & icelles cryees parfaites, assigner iour aufdits opposans, au lieu où le dit domicile aura esté esleu, & si aucun s'oppose par procureur demourant audit lieu, à la personne dudit procureur opposant, fera le dit iour assigné, & audit iour assigné lesdits opposans estrangiers esliront encores domicile deuant le iuge. lxxi.

De l'office
du sergent
en matiere
de cryee.

En matiere de cryees d'heritages, le sergent est tenu appeler deux tesmoins du moins par chascune cryee, autrement son exploit sera nul. lxxii.

Des deten-
teurs des he-
ritages char-
gees de ré-
tes &c.

Meubles n'ont point de suyte par hypothecque. lxxiii.

1.73. Etia si
ne discussio-
ne. J. S. 97.

Et n'est be-
soin de som-
mer celluy qui
a hypothec-
que, etiam pro
alio, dummo-
do adhuc pos-
sedeat & spe-
cialis sit hy-
potheca. Secus
si generalis.

Detenteurs d'heritages chargez de censive ou rente, sont tenus personnellement de payer lesdites censives ou rentes & les arrerages qui escherront apres, & depuis le temps qu'ils auront esté sommez & deüement certioez par les seigneurs desdites rentes ou censives, & tant qu'ils en feront detenteurs apres lesdites sommations & certiorations: mais quant aux arrerages precedens en seront quittes, en renonçant aufditsheritages. lxxiiii.

Obligation & contractz passez sous le seel de la cour ecclesiastique ne portent point d'hypothecque: & si ne peuvent les tabellions de cour d'eglise faire recevoir, ne passer inuentaire. lxxv.

Qui transporte ou baille son heritage chargé de censive à rente & rachat, le seigneur censier auant temps du rachat, prendra, si bon luy semble, les lots & ventes de la somme promise & accordee pour ledit rachat: mais dudit rachat il n'aura lots ne ventes. lxxvi.

Et si ledit heritage est apres vendu à la charge de ladite rente, soit qu'elle soit rachetable ou perpetuelle, il n'y aura lots ne ventes que du pris principal. lxxvii.

Quand le
vendeur &
l'acheteur
d'un herita-
ge chargé
de censive se
departent.

Si le vendeur & l'acheteur d'un heritage chargé de censive, apres que la vendition est consentie, se deportent de leur consentement du marché auant qu'ils partent du lieu, il n'y a lots ne ventes, pourueu qu'aucunes lettres n'en ayent esté passées. lxxviii.

Le propriétaire ne peut demolir ne deteriorer heritage qui doit censive, coustume ou autre droit seigneurial au preiudice de ladite censive, tellement que le seigneur ne puisse chascun an prendre son droit sur ledit heritage. lxxix.

Si le seigneur haut iusticier vend un heritage vacquant assis en sa haute iustice hors sa censive, à la charge de la censive enuers le seigneur censier, ledit seigneur censier aura les lots & ventes de ladite vente. lxxx.

Des droits de mariage.

lxxx.

Femme ma-
rie ne peut
ester en iu-
gement sans
le cōsentement
de son mary.

LA femme mariee est en la puissance de son mary, suppose qu'elle ayt pere ou ayeul paternel, en telle maniere qu'elle ne peut faire contractz entre vifs, n'est en iugement sans l'autorité de sondit mary ou de iustice, quant aux actes iudiciaires. lxxxii.

Le mary peut par contractz entre vifs faire & disposer à son plaisir de tous les biens meubles, debts & conquests immeubles durant & constant le mariage de luy & de sa femme sans le consentement de sadite femme, soit que lesdits conquests soyent faits par eux ou l'un d'eux. lxxxiii.

De la rente
rachetee ou
acquittée
par deux
cōioints par
mariage &c.

S'il aduient que deux conioints par mariage durant & constant leurdit mariage, rachettent & acquittent aucunes rentes ou droits d'hypothecque constituees parauant ledit mariage, sur l'heritage propre de l'un d'eux, il est loysible aux heritiers de celuy sur l'heritage duquel ladite rente ou hypothecque estoit constituee, de prendre & auoir ladite rente, en remboursant le suruiuant desdits deux conioints ou ses heritiers dedans l'an du decès du premier trespasé, de la moytié du pris dudit rachat ou hypotecque & de ses fraiz raisonnables. Et semblablement est loysible au suruiuant desdits conioints de prendre ladite rente si elle est assise sur son heritage propre, en remboursant les heritiers dudit deffunct de la moytié dudit pris & desdits fraiz. lxxxiiii.

Le mary &
la femme
sont cōmuns
en biens
meubles.

Le mary & la femme sont communs en tous biens meubles, debts & cōquests immeubles, en telle maniere qu'apres le trespas de l'un ou de l'autre lesdits biens meubles, debts & conquests immeubles se partent par moytié entre le suruiuant & les heritiers du premier trespasé, & doyuent payer les debtes passives par moytié, si l'y a priuilege de noblesse du costé du mary, tel que cy deuant a esté articulé, ou qu'il y ayt traité de mariage derogant à ce. lxxxv.

Deux con-
ioints par
mariage ne

Et ne peuvent lesdits conioints aduantage l'un l'autre directement ou indirectement par simple donation entre vifs, ne par testament ou autre ordonnance de derniere volonté, fors
en

en donation mutuelle, comme dit sera cy apres. Et combien que le mary ayt l'administration & disposition liberalle par contracts entre vifs de pouuoir aliener les biens meubles & conquests immeubles communs & appartenans ausdits mariez durant leursdits mariages, comme dit est: neantmoins ledit mary par testament ou autre ordonnance en dernière volonté ne peut disposer desdits biens meubles, debts & conquests immeubles quant à la portion de ladite femme & au preiudice d'elle, ne pareillement la femme au preiudice de son mary, & quāt à sa portion.

peuēt aduātager l'vn plus que l'autre &c. Le mary ne peut disposer par testament de la part des meubles de sa femme.

1.85. *Ex quo cũque matrimonio, vt in simili dixi in consuetu. Parisien. §. 155. C.M.*

Donation mutuelle a lieu entre personnes nobles & nō nobles.

De la caution que baille le suruiuant touchāt la donation mutuelle &c.

Nemo tenetur de casu fortuito.

En quoy consiste douaire coustumier.

2 *Si elle estoit couuerte. Car elle n'est pas tenue couvrir de nouveau.*

3 *Et sic vt in mero usufructu. l. defuncta. D. de usufructu. & nō secundū l. diuortio. D. soluto matrimonio.*

C.M.

La femme peut tel douaire qu'il luy plaist élire, iagoit ce qu'elle soit douee de douaire prefix.

4.87. *In fine. Anno 1540 consultus fuit*

1 Homme & femme conioints par mariage franchises personnes non ayans enfans¹ sains & non malades, peuuent faire licitement durant leur mariage donation mutuelle de tous leurs biens meubles, debts & conquests immeubles, pour iouyr par le suruiuant durant sa vie de la moytié qui appartenoit au premier mourant avecques l'autre moytié appartenant à iceluy suruiuant. Et est saisi ledit suruiuant d'iceux biens meubles & conquests immeubles demourez du decès du premier mourant en force de ladite donation de ce mesmes fait: & n'est befoing ne requis, que ledit suruiuant ayt deliurance ou tradition d'iceux biens meubles, debts & conquests immeubles par l'heritier ou heritiers dudit premier mourant: & a lieu icelle donation entre personnes nobles & non nobles. Et iagoit qu'iceux conioints au traité de leur mariage ayent renoncé au priuilege de noblesse, quant au droit de prendre & emporter lesdits biens meubles & debts, toutesfois sur la part & portion desdits biens, qui appartenoyent audit premier mort, se doyuent payer entierement ses testament, funeraillies, obleques & enterrement, & la moytié desdites debtes passiuues, qui deües estoient au iour du trespas du premier mort par iceux conioints. Et est tenu ledit suruiuant de bailler caution suffisant aux heritiers dudit premier mort, sil en est requis, de rendre ce qu'il restera d'iceux biens meubles, qui appartenoyent audit premier mort, lesdits testaments accomplis & debtes payees, & de retenir, maintenir & soustenir lesdits conquests immeubles, payer les charges, & iceux delaisser en bon & suffisant estat, & sera fait inventaire de tous lesdits biens meubles, debts & conquests immeubles incontinent apres le trespas dudit premier mourant, sil est requis, comme dessus. Toutesfois sil aduenoit que par feu, hostilité de guerre, ou autre grand cas fortuit, les biens dudit suruiuant fussent deperis: en ce cas ledit suruiuant se pourra ayder des biens meubles & debts dudit premier mourant, & d'iceux estre soulagé sans les restituer, pourueu que les biens dudit suruiuant seront les premiers employez és affaires & necessitez d'iceluy suruiuant, si aucuns en a.

lxxxvi.

La femme est douee par douaire coustumier de la moytié de tous les heritages & biens immeubles, qui tient & possede son mary au iour de leurs nopces ou espousailles, & de ceux, qui durant leur mariage, escheent audit mary en ligne directe, duquel douaire elle est saisie & vestue par le trespas de sondit mary, lesquels elle est tenue prendre & receuoir en l'estat qu'ils escherront, & audit estat les delaisser. Et au regard des maisons & edifices, elle demoure tenue & chargée de les soustenir & maintenir de pel, torche & couuerture,² & les iardins & vignes de façons & labours accoustumez, & de closture au regard de ceux qui sont cloz. Et pareillement les terres labourables & prez estās en nature & audit estat les delaisser en la fin de sa vie au propriétaire, lequel prend les fruits & reuenues desdits heritages tels & en l'estat qu'ils sont au iour & heure du trespas d'icelle femme.³ Et sil y a douaire prefix, elle en est semblablement saisie & vestue si tost & incontinent qu'elle aura accepté ledit douaire prefix, en telle maniere qu'elle n'est tenue en prendre deliurance par les mains de l'heritier ou executeur du testamēt de son feu mary. Mais les peut exploiter, prédre & leuer de ce mesme fait par ses mains, si pour ledit douaire prefix luy estoit baillé maison ou seigneurie ou rente par assiete.

lxxxvii.

Femme douee de douaire prefix peut apres le decès de son mary choisir ou eslire le douaire prefix ou coustumier, lequel qu'elle voudroit, supposé qu'en son traité de mariage ne soit faite vne seule mention de douaire coustumier: mais si ladite femme veut auoir ledit douaire prefix, elle le doit declarer dedans quarante iours apres le trespas de son mary. Et ne courent point les arrerages dudit douaire prefix iusques apres la declaration par elle faite d'iceluy douaire accepté.⁴

lxxxviii.

Les fruits industriels estans en heritages propres de deux conioints par mariage ou de l'vn d'eux, se partent apres le trespas du premier decedant d'eux deux par moytié entre le suruiuant & l'autre. Et sera douee de quinze liures de cens de rente de cent cinquante liures, à prendre sur telle terre appartenant à la mere du futur espoux, laquelle l'a hypothecque soluto matrimonio morte viri, post quinque annos a morte viri vidua alij renupta agit contra matrem prioris viri, afin de payer & continuer lesdits quinze liures de rente, & declaration d'hypothecque. Respon. de iure mater tantum hypothecauit, & solum hypothecaris tenetur discussione prius facta, quia in dubio non presumitur substantia obligationis personalis. Tamen non est locus Velleiano l. vi. C. ad Velleian. Sed attenda hac consuetudine. §. 73 libellus procedit. C.M.

Coustumes du Bailliage de Troyes

uiuant & les heritiers du premier decedé, s'il n'y a priuilege ou traité au contraire. Et sont reputez fruits industriels, les fruits pendans en vignes & les bleds estans semez és terres, & estangs allemnez. Et sont tenus de fournir & faire par moytié les fraiz & façons qu'il conuient faire esdits heritages depuis le deces dudit premier decedé iusques apres la despouille d'iceux heritages. lxxxix.

Quelles charges doit la femme à cause de son douaire &c.

La femme qui tient heritage en douaire coustumier, est tenue de payer durant le temps dudit douaire & qu'il a lieu, les cens, rentes & charges foncieres, que doyuent lesdits heritages: & non les rentes constituées, faites par son mary depuis ledit mariage, entant que touche ledit douaire.

De droits de successions.

xc.

LE mort faist son hoir vif le plus prochain habille à luy succeder. xci.

Des homes de mainmorte &c.

Le seigneur par le trespas de son homme de main-morte est faisi des biens & succession de sondit homme de main-morte, quant à ce qu'il chet en ladite main-morte. xcii.

1 Ou le fils du fils: car il represente à directe. C. M.

D'oresenauant en ligne directe representation aura lieu, & represente le fils la personne de son pere, mesmement en droit d'aisneesse: Mais la fille ou filles du fils aîné ne represente audit droit d'aisneesse leur pere en la succession de leur ayeul ou ayeulle, quand il y a aucun fils¹ oncle de ladite fille. Toutesfois esdits cas elles prendront en telle succession autant qu'un fils puiiné, nonobstant que par autre coustume les deux filles ne prennent qu'autant qu'un fils. Et en ligne collateral representation a lieu iusques aux enfans des freres inclusiuement. xciii.

Des freres de pere & de mere en ligne collateral &c.

En succession escheant de ligne collateral freres de pere & de mere sont preferez quant aux biens meubles, debs & conquests immeubles demourez du deces de leur frere ou sœur trespasé contre le frere ou la sœur paternel seulement. Et leur competent & appartiennent pour le tout lesdits biens meubles & conquests. Et quant aux heritages qui appartenoyent audit frere ou sœur trespasé du costé paternel ou maternel seulement, les freres ou sœurs estans de ce costé² succedent esgallement ausdits heritages. Et pareillemēt sont preferez les enfans² desdits freres ou sœurs germains cōtre leurs cousins germains, excepté és terres nobles, comme dessus a esté dit. xciiii.

2. 93. *Vel etiam remotiones de ce costé, cōme par arrest donné l'an 1537. sur ceste coustume les maternels furent adigez à un cousin du costé de la mere contre la sœur du defunct du costé du pere seulement, sicut paterna paternis, materna maternis. Adde J. S. 103.*

Le franc ne succede point au serf, nec econtra le serf au franc. xcv.

Vne personne ayant pouuoir de tester peut par son testament ou ordonnance en derniere volonté disposer entierement de tous ses biens meubles, debs & conquests immeubles, & de la tierce partie de son heritage propre & naissant au proufit de toutes personnes capables de ce, & au preiudice tant de ses enfans que de ses autres heritiers en ligne directe ou collateral, en delaisant à sedit enfans ou autres heritiers franchement & sans charge de debtes testamentaires & autres quelcōques. Les deux autres tierces parties de sondit propre & naissant, laquelle chose est à entendre iceux deux tiers francs & sans charge, si les meubles & cōquests immeubles & tierce partie d'heritage donnez & leguez sont suffisans à satisfaire ausdites debtes, autrement demoureroyent chargez les deux autres pars du naissant cōme ledit tiers, pour portion desdites debtes & accomplissement du testament & fraiz funeraux. xcvi.

Institution d'heritier n'a point de lieu. xcvii.

En testamēt ne sont obseruez les solemnitez de droit ciuil &c.

Le testateur en faisant son testament n'est tenu garder les solēnitez de droit ciuil: mais suffist escrire & signer son testamēt de sa ppre main, ou le passer en main de deux notaires ou du curé & vn notaire, ou du curé & deux tesmoings, ou d'un notaire & deux tesmoings, ou de quatre tesmoings, pourueu que lesdits tesmoings soyent ydoines & suffisans, & qu'ils ne soyēt legataires. xcviii.

Les executeurs sans faire inuentaie des biens meubles demeurez du deces, l'heritier ou heritiers presens ou appelez ne se peuuent dire faiz. xcix.

L'executeur est faisi dedans l'an des meubles &c.

L'executeur d'aucun testament apres l'inuentaie deüemēt fait, est faisi dedans l'an & iour de tous les meubles demourez du deces. Et supposé que l'heritier offre accomplir le testamēt, & de ce bailler caution ou delaisser és mains de l'executeur autant que se monte le cler dudit testament, l'executeur dedans l'an & iour ne sera dessaisi. Toutesfois si le testateur par son testament ordonnoit certaine somme de deniers iusques à laquelle l'executeur seroit seulement faisi. En ce cas ledit executeur ne sera faisi que de ladite somme, en ensuyuant la volonté dudit testateur. c.

Quand il n'y a point de biens meubles en la succession d'aucun trespasé qui a esleu & nommé

mé aucuns executeurs, iceux executeurs peuuent engager, hypothecquer, vèdre à faculté de remere, si à ladite faculté de remere ils trouuent acheteurs, aliàs peuuent vendre simplement des heritages moins dommageables demourez du deces dudit deffunct, en ayant permission de iustice, pourueu que preallablement ilz ayent denôcé aux heritiers dudit deffunct, s'ils sont presens, si leur intention est de fournir d'autres biens pour accomplir le testament & volonté derniere dudit deffunct, & payer ses obsecques & funerailles. Et lesquels heritiers, si bon leur semble, peuuent distribuer argent aux executeurs pour fournir & accomplir le testament & derniere volûté dudit deffunct, & payer ses obsecques & funerailles. Et si lesdits heritiers fournissent argent, lesdits executeurs ne peuuent engager, hypothecquer, vendre à faculté de remere, ne simplement les heritages dudit deffunct.

cj.

Quand aucunes personnes nobles, ou franchises personnes vñs de leurs droits vivent ensemble à vn commun pot, sel & despense en meflange de biens par an & iour, ils sont reputez vns & communs en biens meubles & conquests, si il n'appert du contraire.

cii.

Toutesfois les enfans estans en puissance paternel, parens & autres personnes nourries & entretenues par gratuité, affection, pitié ou seruice, ne peuuent acquerir droit de communauté avec pere ou mere ou autre personne, qui les nourrit par quelque laps de temps qu'ils y demeurent, si il n'y a expresse conuention sur ce faite.

ciii.

Le pere & la mere succedent à leurs fils & filles decedez sans hoirs de leurs corps en tous biens meubles & conquests. Et si lesdits pere & mere sont morts, ou qu'ils ne veullét accepter la succession, les ayeul & ayeulle y succedent, & sont plus prochains que les freres & sœurs du trespasé quant aufdits meubles & conquests, mais lesdits freres & sœurs succederont quāt aux

1 heritages propres du costé & ligne duquel ils attiennent aufdits trespassez.¹

ciiii.

2 Les ayeul & ayeulle succedent auant les cousins germains² en meubles & conquestz. cv.

Religieux & religieuses ne succedent point à leur pere, mere, freres, sœurs, oncles, tantes, cousins n'autres leurs parens & lignagers depuis qu'ils ont fait profession, & aussi n'y succedent pour eux les religions & monasteres desquels ils sont religieux, où esquelles ils ont fait profession.

cvi.

Les parens & prochains lignagers des archeuesques & euesques & autres gens d'eglise seculariers leur succedent en leurs biens meubles & immeubles.

cvii.

Si pere ou mere ou autres parens meurent, les plus prochains parens habilles à succeder, peuuent requerir inuentaie estre fait aux despens communs de la succession, pour sçauoir l'estat de ladite succession, tant en biens meubles comme en debtes, & payera le suruiuant la moytié des fraiz dudit inuentaie,³ & si aucun fait adiourner dedans l'an lesdits prochains parens pour sçauoir s'ils se veulent porter pour heritiers ou non, iceux prochains apres ladite requeste ont quarante iours pour deliberer sur ce. Et si le suruiuant accepte meubles & debts, il n'est tenu des fraiz dudit inuentaie, excepté de la moytié de ce qui ne chet point en acceptation.

cviii.

Les enfans naiz hors mariage de soluto cum soluta, puis que le pere & la mere espouent l'un l'autre, succedent & viennent à partage avec les autres enfans si aucuns en y a.

cix.

4 Si aucun⁴ se remarie sans faire inuentaie de ses biens, partage & diuision à ses enfans ou heritiers, tous les biens demeurent communs, & d'iceux seront fais trois parties, dont le maryé aura l'une, les enfans ou hoirs du premier lit l'autre, & la seconde femme ou hoirs l'autre: supposé qu'il y ayt assez ou peu apporté. Et encores est il en l'election desdits enfans ou heritiers de demander la portion de leur predecesseur⁵ à la quantité ou valeur d'icelle par cōmune estimation au temps du trespasement.

cx.

Et si au iour des nopces de ce second mariage y a enfans d'un costé & d'autre, partage de leurs biens sera fait en quatre parties au cas dessusdit, dont l'homme & la femme auront les deux parties, & les enfans des deux lits l'autre moytié, qui se diuifera entr'eux, leur option reseruee comme dessus,

cx.

Si aucun pere ou mere, ayeul ou ayeulle, freres ou sœurs, cousins ou autres parens sont heritiers d'aucuns d'eux, dont les vns prennent les meubles & les autres les heritages, les debtes passives & personnelles se payent & doyuent estre payees selon ce qu'ils prennent chascū esdites successions au sols la liure.

cxii.

Aucun ne peut estre heritier & legataire ensemble, toutesfois il loist à celuy qui peut estre heritier accepter & prendre comme personne estrange le laiz à luy fait en delaisant l'heredité du deffunct, & en y renonçant dedans quarante iours.

cxiii.

Nota qualiter contrahatur societas inter aliquas personas.

Les enfans n'acquierent point societé avec leur pere ou mere &c.

1.103. Ergo presupponit quod etiam si sint fratres cō sanguinei vel uterini, tamē non succedunt in propriū herediū lateris unde iuncti defuncto non sunt. Et sic ne cessario presupponit quod alij remotiores collaterales non ascendentes succedunt in dictū propriū ex eorum latere. C.M.

2.104. Superfluit, quia si excludunt germanos fratres, quantum fortius quoscunque remotiores. C.M.

3.107. Scilicet des meubles, debtes, siltres & biens communs, non autem quatenus fieret inuentarium de herediis defuncti, & eorum titulis, de quibus nihil ad superfluit. C.M.

4. 109. On aucune, per regulam iuris. Quod masculinum concipit femininum, & per text. S. sequ. C.M.

5 Scilicet parentis primo defuncti.

NN

Coustumes du Bailliage de Troyes

Lon ne peut auancer vn enfant plus que l'autre.

Pere ou mere ne peut aduantager l'vn de ses enfans plus que l'autre venans à sa succession. cxiii.

L'executeur peut payer les debtes &c. De la reddition du côté des executeurs &c. Les enfans des bastards succedent à leur pere, &c.

Les legataires ne peuuent de leur auctorité prendre les choses à eux leguées n'eux en dire saisis: mais faut qu'elles leur soyēt baillees & deliurees par les executeurs ou heritiers, toutefois quant à la deliurance aétuelle des immeubles, elle ne se peut faire sans l'heritier. cxv.

Les executeurs d'vn testament peuuent & sont tenus payer durant l'an & iour les debtes du testateur cleres & conneues par lettres ou loyaux enseignemens, l'heritier ou heritiers sur ce sommez. cxvi.

Après l'an & iour du deces les executeurs sont tenus rendre côté & reliqua de leur execution, & y peuuet estre cōtraints par les officiers du Roy, ou par les officiers du diocésain. cxvii.

Si les bastards ont des enfans en loyal mariage, lesdits enfans leur succedent. Et pareillemēt ils succedent à leurs enfans: & subsequmment les enfans des enfans, & les freres & cousins des enfans legitimes desdits enfans succedent les vns aux autres.

De iustice & droits d'icelle.

cxviii.

Des espaues trouuez au territoire d'vn haut iusticier.

Les bestes espaues & autres biens meubles non reclamez, trouuez au territoire & iustice d'vn seigneur haut iusticier, appartiennent audit haut iusticier. Toutesfois ledit haut iusticier est tenu auant que les appliquer à luy les faire publier par trois fois dedans l'octaue, au lieu accoustumé à faire crys ou exercer iustice en sa terre. Et s'il vient aucun qui les reclame, en prouuant suffisamment qu'ils sont siens, luy doyuent estre deliurez en payant les fraiz de iustice raisonnablement. Et si tels biens sont perissables & ne sont reclamez dedans l'octaue, le seigneur les peut faire vendre au plus offrant. cxix.

De celuy qui trouue les espaues, &c.

Celuy qui trouue lesdites espaues ou autres biens meubles est tenu le declarer au haut iusticier sous qui elles sont trouuees ou à ses officiers dedans xxiiii. heures, & s'il ne le fait il est tenu en l'amende de soixante sols tournois enuers ledit seigneur haut iusticier, s'il n'auoit empeschement ou aucune excusation legitime. cxx.

A qui appartient la confiscation &c.

Le haut iusticier a & luy appartient la confiscation des biens meubles & heritages estés en sa iustice au temps & heure de la declaration de la confiscation desdits biens, sinon que ladite declaration depende de crime de lese maiesté, auquel cas elle appartient au Roy. cxxi.

Au haut iusticier appartient l'amende & cōnoissance des bestes prinles & trouuees en dōmage és termes & estendues de sa haute iustice. cxxii.

nota des signes de haute iustice.

Vn sergent messilier est creu de sa prinse iusques à cinq tournois. cxxiii.

Auoir signe patibulare, scep & pilory, sont signes de haute iustice. Et quand ils cheent, le seigneur les peut redresser dedans l'an sans dāger d'autruy. Et s'il passe l'an ne le peut faire sans le congé du Roy ou de ses officiers: & auoir iusts & mesures est espece de moyenne iustice. cxxiiii.

Donner asseurement est exploit de haute iustice. cxxv.

De l'asseurement que doit bailler aucun à vn autre &c.

Celuy qui est requis par deuant le iuge lay de bailler asseurement à partie qui le requiert, & afferme qu'il a cause de le demander, est tenu de bailler ledit asseurement, & promettre & iurer de le tenir & garder par luy & les siens à peine de la hart, si celuy qui en est requis n'est prestre ou clerc, auquel cas le conuient faire appeller par deuant son iuge ecclesiasticque. Toutefois si premierement ledit prestre ou clerc estoit requis par deuant le iuge lay & refuse de le bailler, ledit iuge luy doit enioindre & prefiger temps de le bailler par deuant ledit iuge d'eglise & deffendre à celuy de qui lon requiert ledit asseurement que pēdant ledit delay il n'attempte contre celuy qui le requiert. Et si peut ledit iuge lay contraindre le clerc marié par sa temporalité à bailler ledit asseurement par deuant luy. cxxvi.

Forme de proceder à faire cryer & subhaster vn heritage.

Quand aucun fait saisir & subhaster aucuns heritages pour estre vėdus par decret, il est requis que la saisie & vne cryee ou exposition soit faite au lieu & iustice où lesdits heritages sont assis. Et s'il conuiēt encores faire trois cryees & vne quarte d'abondant de quinzaine en quinzaine, au lieu de la chastellenie sous laquelle sont assis iceux heritages és lieux & iours accoustumez, & que lesdites cryees soyēt bien & deüemēt cōtinuées. Et si est tenu le sergēt executeur mettre par escrit en vn billet ou attiquet deuant l'auditoire du lieu où l'on fait lesdites quatre cryees & l'adiudication & declaration de l'heritage ou heritages saisis, le nom d'iceluy ou ceux auxquels appartiennent, de celuy qui les fait cryer & pour quelle somme. cxxvii.

Des charges en hypotheques d'vn heritage vendu par cryee, &c.

Si vn heritage est decreté par iustice, les rétes constituées & autres charges & hypothecques sont & demourent perdues, si telle adiudication n'est faite ausdites charges. Et quand

aux

aux rentes foncieres & censives, elles demourent en leur entier, nonobstant ladite adjudication. Et seulement sont perdus & exraints les arrerages deuz precedens ladite adjudication.

cxxxviii.

Pillory & eschelles sont signes de haute iustice, & qui peut auoir & faire l'un, peut auoir & faire l'autre.

cxxxix.

pillory est
signe de hau
te iustice.

Vn deteur obligé par corps peut estre prins & arresté prisonnier à la requeste de son creancier, sans ce que ledit creancier soit preallablement tenu faire discussion sur les meubles ou immeubles dudit obligé.

cxxx.

Quand aucun laboure & traueise en labourant vn chemin royal ou autre grand chemin & voye publicque, y a amende de lx. sols tournois. Et s'il fait roye ouuerte au long desdits chemins en entreprenant sur iceux, y a pareillement amende de soixante sols tournois, & s'il y espete y a seulement cinq sols tournois d'amende.

cxxxii.

De celui
qui en la-
bourant tra-
uerse le che-
min royal.
De celui
qui arrache
les bosnes.

Si aucun entreprend sur vn heritage bosne par iustice outre les bosnes, y a lx. sols tournois d'amende, & qui arrache lescdites bosnes y a amende arbitraire.

cxxxiii.

Celuy qui pour aucun crime est condamné au dernier supplice, confisqué corps & biens: car qui confisque le corps il confisque les biens.

cxxxiiii.

L'homme qui est banny a tousiours confisque tous ses biens.

cxxxv.

1. 135. Etiam
la port qui ap-
partenoit à
sa femme seld
l'ancienne pra-
tique. Et ain-
si fust iugé
par arrest pre-
sident maistre
François de
S. André, le
mardy huit-
iesme iour de
Iuing du ma-
tin l'an 1546
Mais cela est
inique: car ce-
luy qui par ce
tract ne peut
frander toute
la communau-
té, ne le peut
en delinquât.
vt per Bart.
in l. si quis in-
tant. C. vnde
vi. Recours à
ce que i'ay e-
scrit sur la
coustume de
Paris, artic.
58. C. M.
2. 139. In fi.
Etiam soluto
matrimouio,
vel patria,
aut tutoria
potestate.
C. M.
3. 140. Corri-
gé par l'ordō-
nance de Po-
yer. 1539. de-
puis laquelle
on garde les
insinuations à
Troyes.
C. M.
4. 141. Id est
diserté & ex-
plicatē: alitā
in dubio pre-
sumitur datū
soli parti con-
iuncte, vt di-
xi in consuet.
Parisi. §. 55.
C. M.

L'homme marié par son forfait pert tous les biens propres, conquests & immeubles, & nō pas le douaire de sa femme laquelle en ce cas ne paye aucune debte.

cxxxvi.

La femme mariee par son forfait confisque ses propres heritages.

cxxxvii.

Le mary constant & durant le mariage, se peut dire saisy de tous les heritages & droits de sa femme, & peut iceux former & conduire complainte en cas de nouuelleté.

De donations.

cxxxviii.

Donner & retenir ne vaut, qui est à dire, que quand aucun donne son heritage ou autre chose à autrui sans retention expresse de l'usufruit de ladite chose ainsi donnée, maiz en iouyft iusques à son trespas, telle donation ne vaut & n'a lieu. Et si en faisant ladite donation le donnant reserue à luy l'usufruit de la chose donnée, telle donation vaut & a lieu. Et n'est en ce faisant donner & retenir.

cxxxix.

Lon peut par donation entre vifs disposer de ses biens & heritages tant de propre & naissant comme autres à personnes capables.

cxl.

Donation, vendition ou autre contract fait par femme mariee sans l'auctorité de son mary, ou par enfant qui est en puissance de pere ou de mere ou de tuteur & curateur sans son cōsentement ne vaut.

cxli.

Donation d'heritage ou meuble à quelque estimation qu'elle puisse monter n'a besoing d'aucune solemnité d'insinuation.

cxlii.

Donation faite par pere ou mere en acroissement de mariage à leurs enfans sortist nature de propre. Et neantmoins si celui ou celle à qui est faite ladite donation va de vie à trespas sans hoirs de son corps, ledit heritage retourne ausdits pere & mere qui l'auroyent donnée. Toutesfois si ceste donation estoit faite par expres aux deux conioints, il n'en demoureroit que la moytié propre audit enfant.

cxliii.

Si pere & mere en mariant leurs enfans ou autrement, leur donnent aucune chose, soit en meuble ou heritage, lescdits enfans seront tenus le rapporter en venant à la succession de leur pere & mere, c'est à sçauoir la moytié en la succession du pere, & l'autre moytié en la succession de la mere, sinon que les enfans à qui ils auront ainsi esté donnez se vouliissent tenir à leur don & renoncer à la succession: mais si la chose donnée estoit du propre desdits pere ou mere, elle se rapporteroit entierement à la succession de celui duquel elle procede s'il n'y veut renoncer, comme dit est. Nonobstant quelconques pactions, traitez, obligations ou promesses faits au contraire.

cxliiii.

Fils ou filles mariez sont tenus de rapporter les fraiz des nopces, & aussi les robes nuptiales & ioyaux desdits fils ou filles, & le serpaut qu'on appelle en aucuns lieux le trouffeu.

cxliiii.

De retrait.

L'homme ou femme vend son heritage propre ou naissant à personne estrange & non lignager, le parent lignager du costé dont meut & naist ledit heritage le peut acheter dedans l'an & iour de la reception en foy & hommages es choses feodales, & de

NN ij

Coustumes du Bailliage de Troyes

la faillie és choses censuelles, & de la vraye possession de fait és choses allodiales, en rendant le pris & les fraiz raisonnables qui se doyent offrir & presenter reellement dedans ledit an & iour. cxlv.

Le plus prochain lignager doit preceder le moins prochain &c.

Si vn heritage de ligne & naissant est vendu à vn non lignager & il est retrait par vn lignager, vn autre plus prochain du lignage du védeur du costé dont procede ledit heritage, le peut auoir par retrait sur celuy qui ainsi l'auoit retrait dedans l'an qu'il est mis hors de ligne. Et si les retrayans sont en vn mesme degré de ligne, celuy qui premier à fait l'adiournement sera preferé. cxlvi.

Heritage védu par decret gist en retrait.

Si l'heritage propre est vendu à vn du lignage qui soit du costé dont il est mouuant, tel heritage ne chet en retrait. cxlvii.

Heritage propre & naissant vendu par decret peut estre retrait dedans l'an à cõpter du iour de l'adiudication dudit decret. cxlviii.

1. 147. qui peuuent estre non rachetables, recours à mô traité des usures frâçois & latin, & sur la coustume de Paris, artic. 107. C.M.

Quand aucun vend aucunes rentes¹ sur son heritage propre ou naissant, ou vend rentes ou censés à luy escheües de ligne à non lignager du costé dont meut l'heritage, telles rétes ou censes cheent en retrait & non heritages baillez en emphyteosie ou acencissement. cxlix.

L'heritage propre & naissant vendu à non lignager à condition de rachat chet en retrait à la charge de ladite condition. cl.

Quand deux cõioints par mariage ou l'vn d'eux achete d'aucun leur parent ou lignager ou de l'vn d'eux aucuns heritages ou possession immobiliere procedant du propre & naissant du vendeur, & du costé & ligne de l'vn desdits conioints, ou qu'aucun heritage cheant en retrait, soit retrait par vn d'iceux conioints sur autre nõ lignager, il est loysible apres le trespas du premier desdits conioints decedé à celuy du costé duquel procede ledit heritage ou à ses heritiers, d'auoir & prendre pour le tout ledit heritage en remboursant dedans l'an dudit deces le suruiuant ou les heritiers d'iceluy decedé de la moytié du pris de la vendue, loyaux fraiz & meliorations. cli.

2. 151. De la cause principale, secus de la cause d'appel, qui se doit iuger ex actis prime instantie. C.M.

Deniers de retrait doyent estre à chascune iournee² offers s'ils n'estoyent ia consignez en iustice, ou que du consentement du deffendeur les deniers soyent demourez és mains du demandeur. Et est tenu l'acheteur d'affirmer par serment s'il en est requis, combien l'heritage luy a cousté, & d'exhiber les lettres de la vendue si aucunes en y a. Aussi doit estre faite assignation au moys ou plus tost, sinon vn autre lignager le pourroit ce pendant requerir & auoir par retrait, & à ce seroit receu. Et si l'acheteur a payé aucuns lots, ventes & autres deniers, ou fait aucunes reparations auant l'adiournement qui fussent necessaires à faire dedans l'an, le retrayeur sera tenu de le rembourser, s'il en appert les fruits ia perceuz, deduits quant ausdites reparations necessaires, s'ils ne sont prins & cueilliz par auant l'adiournement sans fraude & auant meureté. clii.

Il n'est loysible dedans l'an d'empirer l'heritage &c.

Aucun pendant l'an ne peut empirer l'heritage qui chet en retrait, par empescher estangs, abbatre arbres ou boys, ne prendre en autre temps qu'il n'est accoustumé. Et s'il le fait, il est tenu de le restituer avec les dommages, ou il luy doit estre rabatu sur le pur sort. cliii.

Heritage donné en mariage à vn enfant, est propre heritage &c.

Vn heritage donné en mariage par pere ou mere, soit de leur propre ou conquest à l'vn de leurs enfans, est fait propre heritage audit enfant, & chet en retrait ausdits pere & mere & à leurs successeurs & autres lignagers s'il est vendu par ledit enfant. cliiii.

3. 154. Sans faulte preponderant, ita quod sit vera permutatio immobilium. C.M.

Si plusieurs de diuerses lignes succedent à aucuns leurs parens, & ils font partage de leurs immeubles,³ tellement que l'vn ayt de l'heritage qui n'est venu de son costé, iceluy heritage sera reputé venu de son costé, tellement que s'il le vend, les prochains de sa ligne viendront au retrait, supposé qu'il ne vienne de leur costé. clv.

Qui n'est habille à succeder ne vient point à retrait. clvi.

Si vn bastard legitimé vend son heritage à luy aduenü de propre, depuis qu'il est legitimé il chet en retrait. clvii.

Retrait a lieu contre heritage eschagé à chose meuble. De faire adiourner l'absent en cas de retrait.

En heritage eschagé contre biens meubles y a retrait. clviii.

Si aucun a par retrait vn heritage, & il le reuend à quelque personne estrange dedans quelque temps que ce soit, y a retrait dedans l'an de la derniere vendue. clix.

Si aucun apres vne acquisition pour doubte du retrait ou autrement, s'absente de la chastellenie, & lieu où l'heritage est assis, on le peut faire adiourner à la personne de son procureur ou entremetteur de ses belõngnes si aucuns en a, sinon par cry public, & consigner en main de iustice, l'argẽt: & en ce faisant apres quatre deffaux sera adiugé au lignager l'heritage par retrait, & l'argent baillé à l'acheteur s'il reuiert ou à ses hoirs. clx.

En

En heritage propre vendu par les executeurs d'un testament y a retrait. clxi.

Si aucun achete vn heritage à payer à certains termes, le retrayeur n'aura lesdits termes, mais faut que paye content, ainsi que dit est deuant. Et sera appellé le vendeur auquel est deu l'argent ou ce qui restera luy sera payé, & le surplus à l'acheteur, afin que l'heritage demoure deschargé de l'hypothecque que pourroit auoir le vendeur pour le payement de la debte aufdits termes. clxii.

Aucun ne peut retraire heritage en son nom au proufit d'autruy, ne pour bailler à autre personne, & sont tenus les acheteur & vendeur en iurer s'ils en sont requis par le retrayant, & si le contraire est fait & il est prouué, le retrait sera déclaré nul, & demourra l'heritage au premier acheteur s'il le demande, & sera puny de pariure. clxiii.

Le retrait d'un heritage vendu se doit intenter contre l'acheteur, & si ledit heritage est reuendu auant l'adiournement du retrait, on se peut adresser au detenteur contre le premier acheteur ou contre les deux ensemble. clxiiii.

Si aucun achete vn heritage dix liures tournois, & il face mettre es lettres vingt liures tournois ou autre plus grand somme, & il afferme par serment auoir tant cousté, & le retrayeur prouue euidentement le contraire, le retrayeur aura ledit heritage pour le pris vray de ladite vendition: & neantmoins le deffendeur pour le pariure par luy commis sera puny comme pariure, & l'amendera tant enuers le Roy, ou le iusticier, comme la partie. clxv.

En heritage propre baillé en recompense ou payement d'aucune somme y a retrait. clxvi.

L'acheteur est tenu rendre au retrayeur les fruits escheuz en l'heritage depuis les deniers confignez & non les precedens, & si l'acheteur fait aucunes semences ou meliorations & reparations necessaires auant lesdits deniers cōsignez en vn heritage vëdu, soit terre ou vigne, il les doit leuer auant que le retrait soit fait, sinon elles sont reputees heritages, & les aura le retrayant si bon luy semble, en payant les loyaux cousts de la semence & du labourage. clxvii.

Si deux conioints par mariage ensemble vendent les heritages propres de l'un d'eux à vn non lignager, & apres ladite vendue celuy auquel lesdits heritages appartenoyent va de vie à trespas delaissez aucuns enfans, & que le suruiuant rachete iceux heritages ainsi vendus & en iouyft iusques à son trespas, apres lequel ils appartiennent aux enfans ou heritiers du trespas, tels heritages sont reputez appartenir aufdits heritiers cōme heritages propres, tels qu'ils eussent esté parauant la premiere vendue, & à eux appartenir de ce costé, & non du costé, & ligne dudit suruiuant qui les a achetez, & s'ils sont venduz par lesdits heritiers, leurs parens de ce costé sont habilles à les auoir & demander par retrait. clxviii.

Des boys, eaues & forests.

clxviiij

Habitans, communautez, n'autres gens particuliers ne peuuent pretendre n'auoir droit d'vsages ne pasturage en seigneurie & haute iustice d'autruy sans tilre, ou en payer redevance au seigneur, son procureur ou receueur, ou qu'ils en ayent iouy par téps suffisant pour acquerir prescription. clxxix.

On garde audit bailliage que les habitans des villes & villages dont les villages ou terriroires sont voyfins ou tenant l'un à l'autre peuuent mener, champoyer & vain pasturer leurs bestes grosses & menues les vns sur les autres de clocher à autre, & s'ils le passent & y sont pris par la iustice du lieu, y a amende de soixante sols tournois contre chascune garde ou proye entiere estans sous vn baston ou garde par la communauté avec la restitution du dommage, & s'il y a bestes de gens particuliers & ils y passent & sont prins comme dessus, y a seulement cinq sols tournois d'amende, & neantmoins bestes blanches peuuet estre menees si loing que lon veut, pourueu qu'elles retournent ou puissent retourner au giste de iour en leur finage, & si autres bestes demourent au giste outre lesdits clochers à garde faite, en ce cas auroit l'amende arbitraire. clxx.

Vain pasturage est en terres & prez despouillez & plaines charnies & autres heritages non clos ou fermez, excepté toutesfois au regard desdits prez en tant qu'ils sont deffendus, qui est dés la feste nostre dame en Mars, iusques à ce qu'ils sont despouillez, excepté aussi qu'en tout temps on ne peut mener pourceaux esdits prez. clxxi.

Si beste ou bestes sont trouuees à garde faite faisant dommage à autruy, y a lx. sols tournois, d'amende avec restitution du dommage, & si c'est par eschappee nō poursuyue ou sans garde y a

NN iij

Le retrayeur ne doit auoir terme à payer la somme deue.

Nul ne peut retraire en son nom au proufit d'autruy.

De ne mettre es lettres d'achat plus qu'on l'aura achetée.

Des meliorations faites par l'acheteur auant les deniers confignez.

Des heritages propres de l'un de deux conioints par mariage qui sont par eux vendus &c.

nul ne peut pretendre droit d'usage sans tilre.

l. 168. Ergo le seigneur est fondé en la propriété dans sa haute iustice, de quo ride qua late scripsi in consuet. Parisi. S. 46. C.M.

Que c'est à dire vain pasturage, & ou il a lieu.

Coustumes du Bailliage de Troyes

- seulement cinq sols tournois d'amende avec restitution du dommage. clxxii.
 Si pourceaux sont trouvez en vigne, y aura amende arbitraire avec restitution du dommage. clxxiii.
- Des no vsagers trouuez es forests d'vsage.** En boys & forests d'vsage si aucun non vsager est trouué & prins forfaissant, y a confiscation des cheuaux, harnois & outils, & des bestes qui y seroient prinſes, & perdition du boys: toutefois on y peut passer sans arreſter ne poſer, & sans y faire ne porter dommage, & auſſi ſi aucunes bestes par eſchapee y estoient trouuees pourſuyes, y auroit ſeulement reſtitutiõ du dommage. clxxiiii.
- De l'vsager qui abuſe & vsé mal de ſon vsage.** Et ſi vn vsager vsé mal de ſon vsage en le vendant à non vsager, ou le transportant hors les lieux cõprins audit vsage, il y a pour chaſcune fois confiscation de la choſe vendue, transportee ou leuee, ſoixante ſols tournois d'amende au proufit du ſeigneur, & priuation de ſon vsage par an & iour. clxxv.
- Du tẽps de greiner ou peſõner les pourceaux.** Le temps de greiner eſt des le iour de feſte ſainct Remy, qui eſt chef d'Octobre includ, iuſques le iour de feſte ſainct André enſuyuant auſſi includ, apres lequel temps eſcheu les porcs eſtans & tenus à garde faite eſdits boys appartenans à autres qu'aux vsagers, ſont amendables d'amende arbitraire au ſeigneur haut iuſticier, ſils y ſont trouuez & prins ſans le conſentemẽt du ſeigneur dudit boys. clxxvi.
- Des bestes trouuees es garennes ou boys de deffence &c.** En boys & forests de garenne & deffense où il n'y a aucun vsage, ſi aucunes bestes y ſont trouuees & prinſes à garde faite, comme dit eſt, y a amende de ſoixante ſols tournois avec reſtitution & reparation du dommage, & les fraiz pour chaſcune proye ou garde ou vn particulier en tout temps. clxxvii.
- Accreües de boys ioignant à boys & à forests ſans borne, faiſant ſeparation de iuſtice eſtãt en vne meſme ſeigneurie, enſuyuent la nature & condition deſdits boys & forests durant le temps qu'elles ſont en accreües, leſquelles accreües le ſeigneur peut faire aſſarter quant bon luy ſemble. clxxviii.
- Es forests de vétes on ne doit mener aucunes bestes &c.** En boys & forests de vente lon ne peut ou doit mener aucunes bestes vain paſturer, iuſques à cinq ans pãſſez apres ce qu'ils ſont coupeez pour la conſeruatiõ des reieçts & reuenues, iuſques à ce que les boys ſe puiſſent deffendre ſuffiſamment, apres lequel temps lon peut vain paſturer en tous boys de clocher à autre, comme deſſus eſt dit, fors en boys de garenne & de deffense: excepté que chieures ou bicques n'y peuuent eſtre menees à peine d'amende arbitraire. clxxix.
- De peſcher es riuieres bannalles.** Eaues & riuieres bannalles ſi aucun y peſche ſans le congé du ſeigneur ou de ſon fermier, il y a amende de ſoixante ſols tournois, avec reſtitution du poiſſon pour chaſcune fois. Et outre ſ'il y eſt trouué & prins en preſent meſfait avec fillets & harnois, il y a confiscation des nacelles, fillets & harnois avec ladite amende de ſoixante ſols. Et ſ'il eſt trouué peſchant de nuyt au feu, ou peſchant en eſtangs ou foſſez deffenduz, ou chaſſant en garenne, il y a amende arbitraire. clxxx.
- Le haut iuſticier peut de nouuel baſtir vn eſtang à poiſſon.** Si aucun haut iuſticier veut edifier de nouuel vn eſtang à poiſſon en ſa iuſtice: faire le peut, pourueu que la chaufſee ſoit en ſon fonds & iuſtice, & peut dilater ſon eaue ſur les heritages voyſins aſſis en ſadite iuſtice, en recõpenſant preallablement de fait & auant qu'inunder ceux auſquels appartiennent, & leſdits heritages d'autre heritage equipolent. clxxxi.
- Qu'ẽst boys de haute fuſtaye.** Aux boys bon à maiſonner & edifier, portans glan & paifſon, & qui ſont en lieu où il n'eſt memoire d'auoir eu labourage, ſont reputez boys de haute fuſtaye. clxxxii.

Aſſiete & priſee des terres.

- De l'eſtimation d'un ſextier de froment à priſee & aſſiete de terres.** Couſtume eſt en Champagne que le ſextier de froment meſure de Troyes à priſee & aſſiete de terres vaut vingt ſols tournois. clxxxiii.
- Le ſextier de ſeigle pareille meſure dix ſols tournois. clxxxiiii.
- Le ſextier d'orge ſept ſols ſix deniers tournois. clxxxv.
- Le ſextier d'auoyne cinq ſols tournois. clxxxvi.
- De domaine muable &c.** Domaine muable comme preuõtez, prez, riuieres, ſeaux, eſcritures & autres fermes muables qui croiſſent & appetiſſent à couſtume de diuiſer que vaut la ferme en dix ans continuels & getter & aſſommer quelle ſomme aura vallu pour leſdits dix ans, & icelle ſomme de partir en dix parties eſgales, & prendre l'une d'icelles dix parties pour la reuenue d'une année. clxxxvii.
Le

Le domaine non muable, selon la valeur d'iceluy, & qu'il peut valoir par chacun an par commune estimation. De dommaine non muable. clxxxviii.

Les censives, portans lots & ventes, l'on a coustume de les priser, le double qu'elles valent par an, & à vendre pour vne fois, selon la valeur des heritages sur lesquels elles sont affises. De priser les censives, portans lots & ventes, &c. clxxxix.

Quant aux coustumes de grain & chair, qui sont escheables & main-mortables, l'on a acoustumé de les priser le double, pour les profits qui en peuvent aduenir. cxc.

L'on a acoustumé priser les terres tenuës en fief & arrierefief, c'est à sçavoir pour chacune liure de rente ou redeuance tenuë en plein fief, douze deniers tournois de rente par an, tenuë en arrierefief six deniers tournois de rente par an, à cause des profits qui viennent & peuvent venir chacun an, pour les droits de quintes & requintes deniers, & autres droits seigneuriaux. De la prisee des terres, tenuës en fief & arrierefief. cxci.

La coruee d'un homme, vaut pour un iour douze deniers tournois. cxcii.

La coruee d'une femme, six deniers tournois. cxciii.

La coruee d'un cheual & d'un charreton, vaut trois sols quatre deniers tournois. cxciiii.

La gelline dix deniers tournois. cxcv.

Le chappon quinze deniers tournois. cxcvi.

L'on a acoustumé en prisee de terres, de rabatre les rentes que doiuent les terres de fief, aumosnes & gages d'officiers ordinaires. De la prisee des terres, &c. cxcvii.

Les boys, qui ont acoustumé d'estre vendus, de vingt ans en vingt ans, l'arpent quarante sols tournois, vallent en prisee de terre chacun an deux sols tournois, & du plus plus, & du moins moins. De la prisee des boys, &c. cxcviii.

Boys de hautes forests de defense, acoustumez estre vendus de six vingts ans en six vingts ans chacun arpent six liures tournois, vallent en prisee de terre par an, chacun arpent douze deniers tournois, & du plus plus, & du moins moins. Des boys des hautes forests. cxcix.

Quant à la prisee des eauës, l'on a acoustumé en Champagne de priser chacun arpent d'eauë en estang de fontaine quinze sols tournois, & en eauë d'agousts vingt sols tournois de rente par an. De la prisee des eauës. cc.

Massons, charpentiers, laboureurs, manouuriers, seruiteurs & autres pretendans loyer, ne pourront d'oresenauant faire action ou demandes de leurs seruices ou loyers apres deux ans passez : fors & excepté des loyers & seruices qui seroient reconneus par l'obligation, reconnoissance ou cedulle. Ceste coustume, par l'ordonnance du Roy est mdee, &c. cci.

Marchans, gens de mestier, orfeures, apoticaires & autres vendans leur denrees & marchandises à detail, ne pourront d'oresenauant faire action ne demande du pris de leursdites denrees & marchandises quatre ans apres lesdites denrees & marchandises, baillees & deliurees, sinon que pour raison d'icelles ils eussent obligation ou reconnoissance ou cedulle : ou que lesdites denrees & marchandises, fussent baillees & deliurees par marchans à marchans, pour le fait & entretenement de leurs marchandises. Ceste coustume est aussi muée & restreinte par l'ordonnance du Roy. ccii.

Un conducteur, peut vser de retention du louage contre son locateur, pour les reparations necessaires de la maison où il demeure apres sommation faite de les faire. Des reparations necessaires, faites par le conducteur, &c. cciii.

Quant aucun demeurant à Troyes ou à quatre lieuës à l'enuiron, vend vin en gros en la ville & banlieuë dudit Troyes, & l'acheteur le debite audit Troyes ou en ladite banlieuë, ledit acheteur est tenu rendre & constituer au vendeur les vaisseaux, apres que ledit vin est debité, supposé qu'il ne soit dit ne conuenu en faisant ladite vendue. Et s'il est debité hors ladite ville & banlieuë, ledit acheteur n'est tenu rendre lesdits vaisseaux. Et telle est la coustume de ladite ville. Du vin, vendu en gros, & des vaisseaux d'iceluy.

Les coustumes & articles cy dessus escrits, ont esté leus & publiez en la grand salle de la maison du Roy à Troyes, par Jaques nico, notaire Royal & greffier du bailliage de Troyes, par l'ordonnance & es presences de nous Thibauld baillet, conseiller du Roy nostre sire, president en la cour de Parlement, & Roger barme, aduocat dudit seigneur en ladite cour, commis & deputez de par ledit seigneur, pour faire ladite publication. Et aussi en la presence de maistre Charles de ville prouue, procureur de l'euesque de Troyes estant deuers le Roy, frere Emery erard, abbé de saint Martin es aires de Troyes, frere Guillaume ioly, abbé de Cellieres, maistre Nicole le bascle l'aisné, doyen de l'eglise saint Pierre de Troyes, maistre Loys de Courcelles, archediacre en ladite eglise, maistre Jean hennequin, aussi archediacre en ladite eglise, maistre Jean de vélu, doyen de saint Estienne de Troyes, maistre Nicole hennequin, doyen

Coustumes du Bailliage de Troyes.

de saint Urbain, maistre Jean millon, official de Troyes, esleu pour le clergé, maistre Oudard hennequin, archediacre de Puysoye en l'eglise d'Auxerre, maistre Jean huyart, maistre Nicole le bascle le ieune, messire Nicole de la vielzville, chanoines de l'eglise dudit Troyes, maistre Jean cellieres, cheuechier en l'eglise saint Estienne, messire Jean macquart, chanoine d'icelle eglise, messire Pierre grisier, chanoine & chantre de Villemor, messire Jean sauin, chanoine & chantre de Treignel, frere Guillaume tabourel, prieur d'Isles & de saint Quentin, damp Robert du val, prieur de saint Falle, frere Jean truchot, preuost de l'abbaye de monstier la celle, Gaucher de dinteuille, seigneur de Polisy, bailly de Troyes, messire Claude de sauoisy, cheualier, seigneur de Seignelay & d'Auxon, messire Claude du monstier, cheualier, seigneur de Chesley, Philippe de courselles, seigneur de saint Lyebault, Dreux raguyer, seigneur de Romilly & Mygenne, maistre des eauës & forests du bailliage de Troyes, de Brye & de Champagne, Loys de harlay, seigneur de Cecy, Jean d'Ancienuille, seigneur d'Aureul, Jean de saint Iulien, seigneur de Nully, Nicolas de montigny, Jean d'allichampt, seigneur de Briel, Nicolas de choiseul, seigneur de Praslain, Estienne de l'armes, seigneur de Flogny, maistre Pierre geneuoy, seigneur de Bleigny, Jean pied de fer, seigneur de Champlot, Gilles de vauldray, seigneur de saint Falle, François de marisy, seigneur de Ceruel, Jaques de marisy, seigneur de charley, Ieffroy l'arconnier, seigneur de Dosche, Jean bastard de challon, seigneur d'Origny & capitaine de l'Isle sous monteral, Loys le robert, seigneur de Pancy, Guillaume thenenin, seigneur d'Asconcières, Jean le tartier, seigneur de Vielzaines, Jean martinet, seigneur d'Esdinabeaux, Emond d'iuerny, capitaine de meligny, Jean de poictiers, bastard d'Arcy, seigneur de Mailly, Jean rollet, seigneur de Petrety, maistre François de la roere, seigneur de Chamoy, maistre de Soën de vitel, seigneur de l'Aneau, Nicolas de monceaux, seigneur de Villemoyenne, maistre Jean clement, lieutenant general du bailly de Troyes, maistre Jean bazin, lieutenant particulier, maistre Antoine huyart, aduocat du Roy, maistre Simon liboron, procureur du Roy, maistre Guillaume huyart, commis dudit aduocat, maistre Jaques de roffey, garde des foires de Champagne & Brye, maistre Guillaume bruyer, preuost de Troyes, Legier de monsanion son lieutenant, Simon faulnier, esleu de Troyes, Jean le tartier maire, maistre Nicole hennequin, messire Nicole de la vielzville, messire Felix guillaume, maistre Nicole garnier, Claude de salins, Felix chappins, Pierre le ber, Michel hennequin, escheuins de la ville de Troyes, Jean de saint aubin, procureur des habitans dudit Troyes, maistre Antoine de vitel, maistre Jaques l'huillier, maistre Christofle merille, maistre Simon de sens, maistre Jean merille, maistre Oudard de villemor, maistre Innocent le queu, maistre Christofle symonet, maistre Germain emery, maistre Claude bellot, maistre Loys de reges, maistre Estienne de monsanion, aduocats à Troyes, Estienne bouche, Guyot hacquin, Yuon carrogny, Nicollas de corberon, Jean girard, Nicolas d'osney, Jean iaquot, Jean l'amy, Nicolas de champeaux, Nicolas poterat, Jean gossement, Simon de villemor, Bertrand lancy, Guillaume guillerault, Jean blanchart praticiens à Troyes, Pierrehaillot, Claude d'ossey, Pierre berfon, Estienne chappelot, Nicolas mascourgis, praticiens en cour d'eglise: Jean menisson, Claude moley, Jean moley, Nicolas iournee, Jean neuclet, Nicolas biset, Nicolas barat, Nicolas chatouru, Jean gaffey, Symonnet noël, Jean gonau, Nicolas huyart, Jaques lesguise, Erardot le margunat, Guyot dare, Claude michelin, Jaques perricard, Jean ricey, Jean festuot, Jean mauroy, Nicolas hennequin, Guillemain nico, Oudinoc charpentier, marchans dudit Troyes & plusieurs autres, tant gens d'eglise nobles, praticiens & bourgeois que de ceux des chastellenies dudit bailliage, escrits & nommez en nostre procès verbal. Apres laquelle publication, auons enioint aux dessusdits & tous autres, de d'oresenauant, garder & obseruer comme loy, lesdites coustumes publiees & arrestees. Et fait defense de non alleguer autres coustumes contraires ne desrogantes à icelles. Et outre auons fait defense a usdits bailly, lieutenant, iuges, officiers du Roy & autres aduocats, praticiens & coustumes dudit bailliage, que d'oresenauant pour la preuue desdites coustumes publiees, ils ne facent aucune preuue par turbe ou tesmoins particuliers: mais par l'exttrait de celles signé du greffier dudit bailliage & deuëment expedié. En tesmoin desquelles choses, nous auons cy mis noz seings manuels, & fait signer par le lieutenant general & le greffier dudit bailliage le xxix. iour d'Octobre, L'an mil cinq cens & neuf.

Thibault baillet.

Roger barme.

Proces

Proces verbal des coustumes de Troyes, baillé à maistre Jean clement, lieutenant general du baillly de Troyes pour le voir, tant par luy que par les aduocats, procureurs du Roy, & autres praticiens dudit bailliage.

LE mardy xxiiii. iour d'Octobre, mil cinq cens & neuf, nous Thibault baillet, conseiller du Roy nostre sire, president en sa cour de Parlement, & Roger barme, aussi conseiller & aduocat dudit seigneur en ladite cour, arriuasmes en la ville de Troyes, pour y faire publier & arrester les coustumes du bailliage, selon & en ensuiuant les lettres de commission du Roy nostredit seigneur, desquelles la teneur s'ensuit, &c.

En ensuiuant laquelle ordonnance, furent appelez & comparurent, pour reuerend pere en dieu, monseigneur l'euesque de Troyes, estans lors deuers le Roy, maistre Charles de ville prouue son procureur, frere emery erard, abbé de saint Martin de Troyes, frere Guillaume ioly, abbé de Celieres, maistre Nicole le bascle l'aisné, doyen de l'eglise saint Pierre de Troyes, maistre Loys de Courcelles, archediacre en ladite eglise, maistre Jean de velu, doyen de l'eglise saint Estienne dudit Troyes, maistre Nicole hennequin, doyen de saint Vrban, maistre Jean milon, official de Troyes, commis & deputé pour le clergé, maistre Oudard hennequin, archediacre de Puyfaie en l'eglise d'Auxerre, damp Robert du val, prieur de saint Falle, frere Guillaume tabourel, prieur d'Isles & de saint Quentin, frere Jean truchot, preuost de l'abbaye de monstier la celle, maistres Jean huyart, Nicole le bascle le ieune, Nicole de la vieilzville, chanoines de l'eglise saint Pierre de Troyes, maistre Jean de Celieres, cheuecier en l'eglise saint Estienne dudit Troyes, messire Jean macquart, chanoine d'icelle, messire Pierre grisier, chantre & chanoine de l'eglise de Villemor, messire Jean fanyn, chantre & chanoine de Longueil. Comparurent aussi nobles hommes, Gaucher de dinteuille, seigneur de Polisy, maistre d'hostel ordinaire du Roy nostre sire & baillly dudit Troyes, messire Claude de fauois, cheualier, seigneur de Seigneley & d'Anxon, messire Claude du moustier, cheualier de Chesley, Philippes de courcelles, seigneur de saint Lyebault, Dreux raguyer, seigneur de Romilly & Mygennes, maistre des eauës & forests de France, Brye & Champaigne, Loys de harlay, seigneur de Cesy, Jean d'ancienuille, seigneur d'Auroul, Jean de saint Iulien, seigneur de Nully, Nicolas du moustier, seigneur de Montaigny, Jean d'alicamp, seigneur de Briel, Nicolas de choiseul, seigneur de Pralain, Estienne de l'armes, seigneur de Flogny, maistre Pierre geneuoy, seigneur de Bleigny, Jean pied de fer, seigneur du Champloft, Gille de vouldray, seigneur de saint Falle, François de marisy, seigneur de Ceruel, Jaques de marisy, seigneur de Charley, Jean bastard de chastillon, seigneur d'Origny & capitaine de l'isle sous Monteral, Loys le robert, seigneur de Paucy, Jean le tartier, seigneur de vieilzlamés, Jean martinet, seigneur d'Espinabeaux, Emond d'Iuergny, capitaine de Meilligny, Jean de poictiers bastard d'Arcies, seigneur de Mailly, Jean roslet, seigneur de Perrecy, maistre François de la roere, seigneur de Chanoy, Nicolas de monceaux, seigneur de Villemoyenne, maistre Emond bien aimé, seigneur de Rosson, Nicolas legier, seigneur de cheuilles. Comparurent aussi honorables personnes, maistre Jean clement, lieutenant general du baillly de Troyes, maistre Jean bazin, lieutenant particulier, maistre Antoine huyart, aduocat du Roy, maistre Simon liboron, procureur dudit seigneur, maistre Jaques de Rossey, garde des seaux des foires de Brye & de Champaigne, maistre Guillaume Bruyer, preuost de Troyes, Legier de Monfanion son lieutenant, Simon Saulnier, esleu de Troyes, Jean le Tartier, maire, maistre Nicole Hennequin, Nicole de la Vieilzville, messire Felix Guillaume, maistre Nicole Garnier, Claude de Salins, Felix Chappuys, Pierre le Ber, Michel Hennequin, escheuins de a ville de Troyes: Jean de saint aulbin, procureur des habitans de ladite ville, maistre Antoine de vitel, Jaques l'huyllier, Christofle merelle, Simon de sens, Jean merille, Oudard de villemort, Innocent le queu, Germain emery, Claude bellot, Loys de reges, Christofle symonnet, Estienne de monfanion, tous licenciez es Joix, aduocats audit bailliage de Troyes: Estienne bruche, Guyot hacquin, Yuon carrogny, Nicolas de corberon, Jean girard, Nicolas d'osney, Jean iaquot, Jean l'amy, Nicolas de champagneux, Nicolas poteral, Jean goffement, Simon de villemor, Bertrand l'amy, Guillaume guillerault, Jean blanchart, procureurs & praticiens audit siege de Troyes, Jean meniffon, Claude mosley, Nicolas iournes, Jean neuclet, Nicolas bifet, Nicolas barat, Nicolas chatourou, Jean gaffey, Symonnet noël, Jean gonau, Nicolas guyart, Jaques l'esquise, Claude michelin, Jaques perricart, Jean ricey, Jean festuot, Jean mauroy, Nicolas hennequin, Guillaume nico, Oudinot charpentier, tous marchans &

Bourgeois de ladite ville de Troyes: Pierre chapon, grenetier de Joigny, Guillaume marchand, maître Claude d'amer, Guillaume beart, Jean le beau, Colas ferrant, Loys chamart, praticiens, marchans & bourgeois dudit Joigny, Claude l'argentier, Denys augenost, Emond gobillon, praticiens à Nogent sur Seine: Jean l'argentier, Martin l'argentier, Claude du char, Jean bourgier, praticiens à Pontz sur Seine: Jean cheueretier, messire Pierre chabrier, maître Michel viause, Pierre du guet, Jean thurriat l'aisné, Jean thurriat le ieune, praticiens à saint Florentin: Aubert escarlate, Guillaume hutin, maître François girardin, maître François a-ton, Gregoire gathier, maître Guillaume boulemoy, praticiens à Erny: Guillaume marungnac, Guillaume durant, Antoine dieudonne, Lancelot iuliot, praticiens à l'Isle sous montenal, messire Jean rosselet, Guillaume chappuys, praticiens à Garchy, Benoist thiperault, messire Jean fayn, messires Simon huyon, Denys le viletoux, Jean rixerant, praticiens à Trigueil: Pierre barleuf, Jean chonat, Pierre girard, tous praticiens à Bondenay: Jean guillaume, Iacquinot le clerc, praticiens à la Greue. Et apres que contre les defaillans non exorniez, auons donné defaut au procureur du Roy, portant tel profit que de raison: Nous aux dessusdits prelates, abbez, doyens, prieurs & autres de l'estat ecclesiastique, auons fait mettre la main au pis. Et aux nobles & autres du tiers estat, auons fait faire le serment de bien & loyaument deposer du faict desdites coustumes. Et de nous aduertir sur lesdites coustumes les choses qu'ils verront & connoistront estre vtils & profitables ou dommageables au bien & vtilité du pays, qu'ils ont promis & juré de faire. Et ce faict par ledit maître Charles de ville-prouue, procureur dudit euesque de Troyes: & maître Jean millon, official susdit, fut dit & remonstré, tant pour ledit euesque que pour tout le clergé, que par l'assistance qu'ils faisoient, à rediger par escrit & reformer les coustumes dudit bailliage, ils n'entendoient que si en aucuns des articles desdites coustumes, y auoit choses contraires ou preiudiciables aux droits & libertez de l'eglise y consentir, sinon pour autant que par disposition de droit commun ils y seroient abstraints & suiets, requerrans auoir acte de ce qui leur a esté accordé. Et ce faict en procedant à ladite publication, feisme faire lecture par ledit Iagues nico des coustumes dudit bailliage à nous enuoyees par ledit maître Jean clement lieutenant. Et en lisant le premier article contenant ce qui sensuit: Les aucuns sont nobles, les autres non nobles; Ceux sont nobles qui sont yssus en mariage de pere ou mere noble. Et suffit que le pere ou mere soit noble, posé que l'autre desdits conioints soit noble ou de serue condition. Apres la lecture duquel en ce est contenu ou de mere noble, leur fut par nous dit & remonstré que ledit article estoit de consequence; & que raison escrete vouloit le cōtraire, & qui plus est q la loy par expres resistoit à ladite coustume, Ainsi que l'auions dit & remonstré en d'autres bailliages où ledit article estoit escrit pour coustume, en demandant à tous en general, si le contenu audit article estoit accordé par les estats pour coustume. Et lors les nobles enfans en ladite assemblee nous dirent que noblesse procedoit & deuoit proceder du costé du pere & non de la mere. Et n'estoit ladite coustume telle qu'elle est contenüe audit article. Et pour le diferent & contradiction qui estoit entre lesdits nobles & autres, disans qu'il suffit que le pere ou mere soit noble, posé que l'autre desdits conioints soit non noble ou de serue condition. Et aussi que en aux bailliages de Meaux & Chaumont, auoit esté semblable diferent par nous remis à la cour. A ceste cause ordonnasmes que de present ledit article demoureroit en telle vñance & coustume, comme elle a esté, & qu'on en a vñ le temps passé. Et des remonstrances faites par les nobles, auons ordonné qu'ils bailleront par escrit ce que bon leur semblera, qui sera monstré & communiqué au procureur du Roy & autre du tiers estat, pour y respondre & en faire nostre rapport à la cour, afin d'en ordonner ce que de raison.

Le premier arti. au titre de la condition des personnes: pour les opinions diferetes, est demouré iufques à ce qu'autremēt en soit ordonné.

Sur le deuxieme article, contenant: Les non nobles sont en deux manieres: car les aucuns sont franchises personnes, & les autres de serue condition: Lesquelles franchises personnes, tant comme ils demeurent sous le Roy, ou es ressorts du bailliage ou de la preuosté de Troyes, sous aucun haut iusticier non ayant en sa terre les droits royaux, sont appelez bourgeois du Roy, & sont les iusticiables ordinairement en tous cas personnels, criminels ou ciuils, & redueables de iuree, fils ne sont clercs ou autrement privilegiez. Et si lesdites personnes sont demourans sous aucun seigneur qui ait les droits royaux en sa terre & seigneurie, ils sont les bourgeois redueables de iuree, & les iusticiables, comme dessus, tant comme ils demeurent sous luy, & sont tous lesdits non nobles franchises personnes, si n'appert de son titre au contraire: & peuent liberallement eux marier & faire tous fraiz legitimes comme franchises personnes, excepté es cas concernans police & realité, comme dit sera cy apres. Toutes fois si aucun delinquant estranger

estraner ou forain est trouué en la iustice d'aucun haut iusticier, ou qu'il delinque en sadite haute iustice, ledit haut iusticier le peut punir & corriger dudit delit. Apres la lecture dudit article ledit Milon, tant pour ledit reuerend, que pour le clergé & les nobles de ladite assemblée nous a dit que ledit article estoit trop rigoureux, & que s'il demouroit ainsi qu'il est escrit & posé, leurs hautes iustices & moyennes qui tiennent en fief du Roy leur seroient illusoires: car en leurs iustices y a suiets de quatre qualitez diuerses, c'est à sçauoir les nobles, les clerks, les roturiers & les serfs, qui sont gens de morte-main. Or il est notoire que sur les nobles ils n'exercent iurisdiction, sur les clerks encores moins: car ils sont exempts de la iurisdiction temporelle, sur les roturiers par ladite coustume il leur est prohibé: car les roturiers s'ils ne sont clerks ou de morte-main, ils sont bourgeois du Roy. Parquoy si ledit article demouroit pour coustume, ils n'auroient iurisdiction que sur les serfs, hommes & femmes de corps. Et aussi que par les ordonances du Roy sur le fait de bourgeoisies, lesdits bourgeois du Roy sont astraits & suiets à plusieurs choses qui ne sont. Au moyen dequoy requeroient ledit article estre corrigé. Et sur-ce auons demandé particulierement aux praticiens du siege & des autres sieges particuliers, si la coustume estoit telle que dessus, lesquels nous ont dit que le contenu audit article estoit veritable. Et qu'audit bailliage ne fut iamais pratiqué le contraire. Parquoy auons ordonné que le Roy demourra en tel vñance & obseruance qu'il a acoustumé. Et que lesdits gens d'eglise & nobles escrivront & produyront es fins que dessus, ce que bon leur semblera qui sera communiqué au procureur du Roy pour y respondre, & pour de ce faire rapport, & y pourueoir par la cour. Ensemble des neuf & dix articles faisant mention desdites bourgeoisies, sur lesquels ont esté faites pareilles remonstrances.

Le second article au titre de la condition des personnes, est renuoyé à la cour.

Et le troisieme article, contenant. Et au regard des serfs ils sont de plusieurs & diuerses conditions & seruitutes, selon la nature des terres & seigneuries, à cause desquelles ils sont hommes: car les aucuns sont taillables enuers leur seigneur de taille à volonté de poursuite, quelque part qu'ils se transportent, & de fort mariage quant ils se marient à plusieurs franchises ou d'autre condition que de la leur. Et succedent en tous cas les vns aux autres, & peuuent disposer par testament ou autrement de leurs biens, comme font & peuuent faire les franchises personnes, s'ils ne sont de main-morte, comme dit sera cy apres. Pour la diuersité des seruitutes que les seigneurs pretendent audit bailliage auoir sur leurs suiets hommes serfs & main-mortables, auons ordonné par l'aduis, conseil & opinion de tous les assistans en ladite assemblée, qu'en la fin dudit article, seroit adiousté la clause qui s'ensuit. Et pour la diuersité des droits desdites coustumes que les seigneurs pretendent sur leursdits hommes, n'y a coustume generale: mais est reserué aux seigneurs, iouyr & vser sur leurs suiets de tels droits de seruitute qui leur peuuent competer & appartenir, & à leurs suiets leurs defenses au contraire. Et le cinquieme article, contenant les autres, sont à cause, leurs personnes & condition seruille, main-mortables enuers leurs seigneurs en tous biens meubles & heritages quelque part qu'ils soient assis, supposé que lesdits heritages soient en franc aleu ou censue, quant ils trespasent sans delaisser enfans nayz en mariage estat de leur condition & en celle. Laquelle celle par l'opinion de tous les assistans, exceptez les seigneurs de Seignelay, de Meilligny, de Nully & de Chesley est à entendre en leur maison, demourance & meffange de biens, ou qu'il soit à l'escolle ou en seruice, à l'adueu du pere & de la mere. Et s'il y a plusieurs enfans mariez ou à marier hors leur celle, vn seul enfant estant en celle, requeust ladite main-morte pour tous les autres qui seroient hors de celle, & y ont pareil droit que luy.

Adioustemét au troisieme arti. au titre de la condition des personnes.

Expositio sur le v. arti. au titre de l'estat & condition des personnes.

Le xi. article, estant au chapitre des droits & prerogatiues des nobles, & comment ils succedent, contenant. Coustume est audit bailliage, que le suruiuant d'homme noble & femme noble ou femme non noble coniointe avec homme noble par mariage, peut auoir & emporter pour le tout les biens meubles & debtes demorees du decés du premier mourant deux, soit que ladite personne viue noblement ou roturierement, en les acceptant en iustice où il appartient dedans quarante iours apres ledit decés par ceux qui vivent roturierement, laquelle acceptation n'est requise par ceux qui vivent noblement. Et en tous lesdits cas, en ce faisant est tenu l'achetant payer & acquitter les debtes passives dudit premier mourant. Et avec ce la femme non pas l'homme peut renoncer en iustice, aussi où il appartient dedans ledit temps ausdits meubles & debtes, & en ce faisant demeure quitte & deschargée des debtes passives de son mary & d'elle, si ce n'est qu'elle soit expressement obligée, & si ne pert son douaire, & s'il n'y a traité ou conuenance faite au contraire. Et oultre ladite femme, si elle n'est noble ou

Proces verbal

demoure veufue de noble, iouyra des priuileges & prerogatiue de noblesse, durant la viduité, tels que iouyffoit son mary. Apres aucunes remonstrances faites de la perte & dommage qu'auoient les enfans, quand l'un des conioints, fust leur pere ou leur mere alloient de vie à trespas: car en gardant & obseruant le contenu audit article, le suruiuant qui prenoit tous les meubles & debtes, souuent se remarioit, & estoient les enfans du second mariage, nourris & entretenus de la part & portion des biens, qui deuoient appartenir aux enfans du premier mariage. Et qui plus est, quand le suruiuant se remarioit à personne noble, & depuis alloit de vie à trespas sans enfans, en ce cas les enfans du premier mariage, ausquels lesdits meubles par raison appartenoient, estoient frustrez & venoient au cas dessusdits meubles en personne & main totalement estrange, tant du pere que de la mere. Et apres tous ceux desdits estats, concordablement ont requis que pour l'aduenir ladite coustume fust restraincte & modifiée, & que le contenu audit article ne fust obserué, sinon quand du mariage n'y auroit aucuns enfans: car s'il y auoit enfans, vouloient & entendoient qu'entre le suruiuant & les enfans du trespas, lesdits meubles fussent partis & diuisez. A ceste cause auons par la deliberation de tous les assistans, fait rayer ledit article, au lieu duquel ont esté mis & escrits les trois articles qui s'ensuiuent. Entre nobles, viuans noblement ou roturierement, le suruiuant prend, si bon luy semble, tous les meubles, à la charge de payer & acquitter les debtes passies du premier mourant, obseques, funerailles & lais piteux, si dudit mariage n'y a aucuns enfans. Et si dudit mariage y a enfans, entre le suruiuant & les enfans, se partiront les meubles & payeront les debtes par moitié. Toutes-fois si les nobles, viuans roturierement, au cas que leur mariage n'y ait enfans, veulent au moyen d'icelle coustume emporter tous les meubles, il est requis qu'ils acceptent lesdits meubles en iustice dedans quarante iours apres le trespas du premier mourant, aliàs où ladite acceptation ne seroit faite en iustice dedans lesdits quarante iours, comme dit est, entre le suruiuant & les heritiers du trespas, se partiront les meubles & payeront les debtes par moitié. Femme noble ou roturiere, veufue de noble, peut dedans quarante iours apres le trespas de son mary, renoncer en iustice aux meubles & debtes, demourez apres le deces de son mary, & en ce faisant demeure quitte & deschargee des debtes passies de son dit mary & d'elle, si ce n'est qu'elle soit expressement obligee ou qu'elle soit marchande publique: car au cas dessusdit, ladite femme est tenuë desdites debtes, supposé qu'elle ait renoncé aux meubles de son mary. Femme non noble, veufue de noble iouyff de priuileges & prerogatiues de noblesse, durant sa viduité, tels que iouyffoit son feu mary. Et le xiiii. article, contenant les enfans de nobles leur succedent, par la maniere qui s'ensuit. C'est à sçauoir que le fils aîné, à luy appartient, pour son droit d'aînesse & hors-part en terres, & heritages de fief, escheant en ligne directe, tant de pere que de mere, le principal chastel ou maison fort, si aucun en y a, à son choix, la basse-court, la muraille ou autre closture, les fosses & les heritages à l'environ de l'estenduë du vol d'un chappon, & l'un desdits fiefs, si aucuns en y a, mouuans & tenus dudit chastel ou ladite maison, lequel luy plaist choisir & accepter. Et aussi luy appartient le nom de seigneur, le cry & les armes, avec un membre de chacune espee des droits seigneuriaux, appartenans audit chastel ou maison fort. Et par-dessus desdits fiefs, ledit aîné fils & les autres fils & filles les partissent egallement, excepté qu'un fils y peut autant que deux filles, & s'il n'y a qu'un chastel, forteresse, mothe ou maison, fort ou place de maison seigneurial, fossez, muraille ou closture d'icelle, ledit fils aîné aura pour son droit d'aînesse ledit chastel, forteresse, mothe ou place de maison seigneurial, fossez, muraille ou closture d'icelle, comme dessus est dit. Et pourra ledit aîné fils, faire les foy & hommage pour le tout pour ses freres & sœurs, & de luy en pourront lesdits freres & sœurs reprendre, si bon leur semble, ou en faire l'hommage au seigneur feodal, lequel que mieux luy plaira. Et au regard des heritages tenus en franc aleu ou censue, & autres biens immeubles non tenus en fief, & pareillement des meubles & debtes ils se partent & diuisent par portions egalles & sans aduantage entre lesdits freres & sœurs, & s'il n'y a que filles, partent egallement sans auoir prerogatiue ou aduantage. Apres les remonstrances par nous faites ausdits estats, de leur consentement, & par leur aduis & deliberation, ledit article a esté corrigé, ainsi qu'il s'ensuit.

Radiatio de l'unzième article au chapitre de Droit, & augmentation de trois articles, icy contenus.

Correction du quatorzième article au chapitre des droits & prerogatiues des nobles.

Les enfans des nobles leur succedent, c'est à sçauoir que le fils aîné a & luy appartient pour son droit d'aînesse & hors-part en terres & heritages de fief, escheans en ligne directe, tant de pere que de mere, le principal chastel ou maison, fort, mothe ou place de maison seigneurial, tenu en fief, si aucuns en y a à son choix, la basse-court, la muraille ou autre closture, les fossez & les heritages à l'environ de l'estendue d'un vol d'un chappon, & l'un desdits fiefs, si aucuns

cuns en y a mouuans & tenus dudit chastel ou de ladite maison, lequel luy plaist choisir & accepter. Et aussi luy appartient le nom de seigneur, le cry & les armes avec vn arpent de chascune espece dudit fief, & seigneurie, c'est à sçauoir s'il y a prez, vn arpent de prez, s'il y a vigne, vn arpent de vigne, & s'il y a estangs vn arpent d'estangs, s'il y a boys, vn arpent de boys, en continuant de membre en membre de ladite seigneurie. Et pour le vol d'un chappon est à entendre vn arpent de terre hors la closture & fossés du chastel, maison ou mothe. Et au par dessus desdits fiefz ledit aîné fils & les autres fils & filles les partent egallement, excepté qu'un fils y prent autant que deux filles. Toutesfois l'aîné pourra prendre sa part & portion de ladite succession en la seigneurie, en laquelle il aura prins son droit d'aînéesse, pour autant à qu'elle pourra monter. Et s'il n'y a qu'un chastel, forteresse, mothe ou maison, fort ou place de maison seigneurial ou tenue de fief sans autre heritages nobles & de fief, ledit fils aîné aura pour son droit d'aînéesse ledit chastel, forteresse, mothe ou place de maison seigneurial, fossés, muraille ou closture d'icelle comme dessus est dit, Et pourra ledit aîné fils faire les foy & hommage pour le tout pour ses freres & sœurs, & de luy reprendront lesdits freres & sœurs, se bon leur semble, & luy en feront l'hommage ou au seigneur feodal, lequel que mieux leur plaira. Et au regard des heritages tenus en franc aleu ou en censive, & autres biens immeubles non tenus en fief, & pareillement des biens meubles & debtes, ils se partent & diuisent par portion egalle & sans aduantage entre lesdits freres & sœurs: & s'il n'y a que filles, partent egallement sans auoir prerogatiue n'aduantage. Et les xv. & xvj. articles selon la cotte ancienne contenant. Le pere ou la mere, ayeul ou ayeulle d'enfans mineurs nobles, viuans noblement peut prendre, se bon leur semble la garde desdits enfans apres le deces de leurdit pere ou mere, ayeul ou ayeulle, & faire les fruits de leurs heritages & droits nobles de fief siens: & en ce faisant est tenu de nourrir & entretenir lesdits enfans selon leur estat, payer les debtes, soustenir leur heritages & payer les charges d'iceux heritages iusques a ce qu'ils soyent aagez. Et de ladite garde doit hommage seulement sans aucun relief. Et si la mere ayant la garde des enfans se marie, elle pert la garde desdits enfans, & ne fait plus les fruits de leurs heritages siens. Et en ce cas les plus prochains qui sont parens, ydoines, suffisans & non suspectz viuans noblement, peuuent auoir & prendre le bail & garde desdits enfans, & faire les fruits leurs, aux charges que dessus. Frere, sœur, oncle, nepueu ou autre parent noble d'enfans mineurs viuans noblement en ligne collateral endeffaut de pere ou mere, ayeul ou ayeulle peut prendre & auoir le bail desdits enfans & les nourrir & entretenir selon leur estat, faire les fruits de leurs heritages de fief siens, & doit soustenir lesdits heritages, & payer les charges d'iceux iusques a ce qu'ils soyent aagés & doit hommage & relief. Et au regard des autres heritages qui ne sont de fief ou noblement tenus, le reuenu appartient ausdits mineurs. Et est tenu celuy qui a ledit bail de rendre compte ausdits mineurs. Apres la lecture desquels fut par nous dit & remonstré, que selon les articles dessusdits: & que l'on auoit parauant gardé pour coustume le pere ou la mere, ayeul ou ayeulle pouuoit prendre se bon leur sembloit la garde des mineurs. Et pendant le temps de leur minorité prenoient à leur proffit les meubles, fruits & reuenues des heritages & droits de fiefz en nourrissant lesdits mineurs, payant les debtes personnelles & soustenans les heritages. Et en deffaut d'iceux freres, sœurs, oncles, nepueux ou autres parens en ligne collateral, auant le bail des mineurs, à la charge de les nourrir & entretenir selon leur estat. Et des heritages tenus en fief en faisoient les fruits leurs & les pouuoient appliquer a leur proffit, lequel bail & garde estoit grandement preiudiciable à plusieurs enfans mineurs estans audit pays: pource qu'au moyen de ladite garde lesdits mineurs perdoient leurs meubles: ensemble les fruits & leuées de leurs heritages escheus durant leur minorité: qui estoit chose contraire à bonne raison & equité: car ceux ausquels estoit le bail ou garde n'en prenoient la charge, sinon quant ils veoient qu'elle leur estoit profitable. A ceste cause fut par nous demandé aux gens d'eglise, nobles & autres du tiers estat leur aduis surce, qui tous concordablement furent d'opinion que lesdits articles se deuoient corriger & moderer pour l'auenir ainsi qu'il s'ensuit.

Entre nobles personnes ayans enfans apres le deces du premier decedé, le suruiuant est tenu faire faire inuentaire de tous les biens meubles & immeubles demourés par le deces du premier decedé. Et peut le suruiuant prendre la garde noble de ses enfans mineurs, & faire les fruits de leurs heritages & droit noble de fief siens. Et en ce faisant est tenu nourrir & entretenir les enfans selon leur estat, payer les debtes, soustenir leurs heritages & payer les charges d'iceux iusques à ce qu'ils soyent aagés. Et de ladite garde doit le suruiuant hommage seule

Les xv. & xvi
art. au tilt. de
droit & pre-
rogatiu. des
nobles a esté
corrige &
moderé.

Proces verbal

ment sans aucun relief . Et si le pere ou mere ayant ladite garde se remarie , il pert la garde , & ne fait plus les fruitz de leur heritages siens . Et deslors à luy comme tuteur ou au tre qui par iustice sera ordonné ausditz mineurs appartient l'administration desditz heritages , à la charge d'en rendre compte & reliqua .

Le xx.art.au titre des droits & prerogatives a esté rayé & mis hors du cayer.

Et le xx.article contenant. Les baillistres sont tenus faire foy & hommage comme baillistres des heritages , terres & seigneuries de leurs pupilles aux seigneurs feodaux , & doiuent relief. Par la deliberation de tous les assistans pour les raisons que dessus , ledit article a esté rayé & mis hors du cayer . Et le xvj. article contenant enfans roturiers & non nobles , ausquelz est pourueu de tuteur & curateur par iustice , sont & demeurent eux & leurs biens en la puissance & gouvernement de leur tuteur & curateur , iusques à ce qu'ilz soyent aagez de xxv. ans ou mariez . Et sont tenus lesditz tuteurs & curateurs de prendre les biens par inuentoire pour à la fin de la tutelle & curatelle leur en rendre compte & reliqua . Apres plusieurs remonstrances par nous faites sur le contenu dudit article par l'aduis & deliberation de tous les dessusditz estans en ladite assemblée ledit article a esté corrigé & escrit comme s'ensuyt. Enfans roturiers & non nobles , ausquelz est pourueu de tuteur & curateur par iustice , sont & demeurent eux & leurs biens en la puissance & gouvernement de leur tuteur & curateur iusqu'a ce qu'ilz soient aagez de vingt & cinq ans ou mariez . Et sont tenus lesditz tuteurs & curateurs de prendre les biens par inuentoire pour à la fin de la tutelle & curatelle leur en rendre compte & reliqua , Toutesfois par ladite coustume vn mineur de vingt & cinq ans marié ne peut aliener ses immeubles sans interposition de decret.

Lex ii.art.au titre des droits & prerogatives & a esté corrigé & mis hors du cayer.

Et le xxij. article contenant enfans nobles & non nobles sont reputez aagez en leurs droitz quand ilz sont mariez quelque aage qu'ilz ayent , soit filz ou filles . Et deslors l'homme iouyt de ses droitz & la femme en la puissance de son mary . Pour la correction & addition faite en l'article precedent , par l'aduis & deliberation de tous les assistans , ledit article a esté rayé & mis hors dudit cayer .

Correction de l'article xxiiij. titre des droits des seigneurs &c.

Et le xxiiij. article estant au chapitre intitulé des droitz des seigneurs feodaux contre leurs vassaux , contenant les droitz de quint , requint , relief , rachat , puissance & prerogative de prendre le relief de son vassal , par luy vendu ou engagé , sont prescriptibles par l'espace de quarante ans : en telle façon que si vn vassal a iouy par l'espace de quarante ans de son fief par luy & ses predecesseurs sans auoir esté inquieté par le seigneur feodal , En ce cas les droitz sont estraintz & prescriptz iusques alo rs : Et neantmoins ladite foy & hommage ne se peut ou doit prescrire , tant par ledit seigneur feodal que par le vassal , pource qu'elle est reciproque . Par l'aduis & deliberation de tous les assistans en ladite assemblée au lieu de ces mots quarante ans , ont esté mis ces mots , xxx. ans .

Et le xxix. article contenant . Quand le vassal vend son fief à personne estrange & non lignagier du costé dont meut ledit fief , le seigneur dudit fief le peut auoir & prendre pour le pris qu'il est vendu , ensemble les loyaux frais , auant toutesfois que le seigneur feodal ait receul l'acheteur en foy & hommage dudit fief ainsi acheté ou baillé souffrance aucune . Et s'il ne le prend , le vendeur luy en doit quint denier . Et le vendeur doit auoir par le contrat de sa vendue ses deniers francz , l'acheteur en doit requint , c'est assauoir le quint du cinquiesme denier du pris de la vendue , qui est de cinq deniers l'vn , & pour le requint de vingt-cinq deniers l'vn . De tous lesquels quint & requint deniers l'heritage demeure chagé & hypothecqué iusques a plein payement d'iceux : Toutesfois si aucun lignagier dedans l'an de la vendue veut retraire ledit heritage , le seigneur feodal n'a pas prerogative de le retenir par puissance de fief , & à cause dudit retrait n'est deu au seigneur feodal aucun quint , requint denier , ne relief , & seulement luy est deu la premiere vendue . Ledit article entant qu'il contiét que le seigneur dudit fief le peut auoir & prendre pour le pris qu'il est védu , ensemble les loyaux frais , a semblé a la plus part des assistans fort rigoureux , disans q le seigneur que qui prenoit ledit fief , deuoit rendre à l'acheteur premier tous les deniers qu'il en auoit payés : car communement ceux qui vendent terres & heritages feodaux ont affaire & necessité pour laquelle ils sont induits à faire telles venditions . Parquoy s'il estoit seulement reserué à l'acheteur premier recors de quint denier sur le premier vendeur , le vendeur souuentesfois seroit contraint auoir proces , & seroit molesté & trauaillé de ce , dont pour son affaire il s'estoit dessaisi , & se troueroit peu de gens qui vouüssent faire acquisition . Les autres' disans au contraire que la coustume estoit telle & qu'elle estoit raisonnable , veu que par la vendition qui

auoit esté faite de la terre feodale , incontinent en est deu au seigneur feodal quint denier: & à ceste cause veu que le quint denier luy est acquis, raisonnablement il le peut deduire & rabatre sur le pris. Et sur ce d'un commun assentement & opinion vnanime de tous les assistans en ladite assemblée, auons ordonné que ledit article demourroit ainsi qu'il estoit escript, mais qu'en la fin d'iceluy seroit adiousté la clause qui s'en suit. Et si le seigneur le prend par puissance de fief, en ce cas n'en aura quint ne requint denier & remboursera l'acheteur des deniers par luy payez.

Approbatjō
de l'article
xxviii. au til-
tre des droits
des seigneurs
&c. & adiou-
stement de
certaine
clause.

Et le. xxx. article contenant. Le vassal est tenu bailler l'adueu & desnombrement de son fief au seigneur d'iceluy dedans quarante iours apres qu'il en est receu en foy & hommage, & que il luy est enioint de ce faire & en defaut de ce le seigneur le peut saisir & tenir en sa main, & aussi en faire leuer les fruitz sans les faire siens iusques apres l'an de ladite saisine. Apres lequel an passé en deffaut dudit desnombrement non baillé, ledit seigneur feodal peut faire les fruitz siens. Apres aucunes remonstrances à eux faites sur le contenu audit article, par l'aduis de tous les dessusditz auons ordonné que ledit article seroit escript & moderé comme s'ensuyt. Le vassal est tenu bailler l'adueu & desnombrement de son fief au seigneur d'iceluy, dedans quarante iours apres qu'il en est receu en foy & hommage, & qu'il luy est enioint de ce faire, & en deffaut de ce le seigneur feodal le peut saisir & tenir en sa main, & aussi en faire leuer les fruitz sans les faire siens iusques apres l'an de ladite saisine deument signifiée audit vassal, les procureurs ou receueurs du fief saisi. Apres lequel an passé en deffaut dudit desnombrement non baillé, ledit seigneur feodal peut faire les fruitz siens. Et tout ainsi que le vassal a xl. iours à bailler son desnombrement, semblablement le seigneur feodal a quarante iours pour le veoir.

Le xxx. ar. au
dit titre des
droits des sei-
gneurs, a es-
té moderé.

Le. xxxvij. article contenant. Au bailliage de Troyes n'y a aucuns fiefz de danger, lesquelz fiefz de danger sont de telle nature que quand le fief de danger est ouuert ou sans homme, l'heritier ou seigneur d'iceluy n'y doit entrer n'en prendre possession, sans premierement en faire foy & hommage à son seigneur feodal: & s'autremēt se fait, ledit fief est acquis par commise ou confiscation audit seigneur feodal: car audit bailliage le vassal peut entrer en son fief, en prendre possession & leuer les fruitz sans en faire les foy & hommage ne payer les autres droitz iusques à ce que le seigneur feodal se saisisse ou y mette sa main. Par l'aduis & deliberation de tous les assistans ledit article a esté escript comme s'ensuit. Au bailliage de Troyes n'a aucuns fiefz de danger.

Moderation
du xxxvij. ar-
ticle au til-
tre des droits
des sei-
gneurs, &c.

Et le. xliij. xlviij. xlix. l. lij. & lviij. articles selon la cote ancienne contenant. Quand le seigneur feodal vient en sa terre, & il est aduertie du deuoir fait par son vassal au lieu dont meut le fief, il le peut mander & luy faire scauoir & signifier sa venue, & luy assigner iour conuenable pour venir faire son deuoir deuers luy audit lieu dont est mouuant ledit fief: ou deuers homme qu'il commettra pour le receuoir se faire le doit. Et s'au iour ledit vassal ne vient, le seigneur feodal prendra deffaut contre luy: & en son deffaut pourra exploiter son fief & fera les fruitz dudit fief siens, tout ainsi que si le vassal n'auoit fait aucun deuoir. Le vassal qui sciemment fait faux adueu & reprend d'autre seigneur que de celuy qu'il scait estre son seigneur feodal, cōmet son fief tout ainsi que si sciemment il denyoit ledit fief. Si vn seigneur tient vne terre en plein fief du Roy ou d'autre seigneur & de ladite terre soit tenu vn autre fief qui est par ce moyen arrierefief du Roy, & ledit seigneur acqueste ledit arrierefief qui est de son plein fief, il conuendra qu'il tienne ledit arrierefief en plein fief, & qu'il le baille en son adueu comme plein fief ou qu'il les mette hors de sa main pour auoir homme comme deuant. Si vn vassal va de vie à trespas, & delaisse vn filz ou vne fille aagez & plusieurs enfans mineurs, le seigneur feodal ne peut cōtraindre lesditz filz ou fille à prédre le bail de ses freres ou sœurs mineurs, & si sera tenu les receuoir de la totalité des fruitz sans aucun proffit, & au feur que lesditz enfans viendront en aage, lesditz filz ou fille leur bailleront leur part, & entrerōt en foy de leur seigneur sans payer aucun rachat. Quand vn seigneur feodal a receu son vassal, il ne peut plus empescher le fief de son dit vassal pour les proffitz deuz au deuant de la reception, sinon qu'il eust fait reseruation expresse, & les peut demander par action, ce pendant la main mise du seigneur feodal deument signifiée à la personne du vassal, ou qu'il est venu à sa cognoissance, & si ledit vassal se boute audit fief & en reçoit les fruitz en enfreignant ladite main mise, il forfait son dit fief, & chet en commise enuers ledit seigneur feodal.

Le li. article
remis à la
cour, veu les
differēs des
parties.

Et le. l. j. article estant au chapitre intitulé de la nature & condition des heritages: rentes, censives & hypothecques contenant. Tout heritage est franc & réputé de franc aleu, qui ne le mōstre estre serf & redevable d'aucune charge, posé qu'il soit assis en iustice d'autruy & qu'il n'ē

Proces verbal

ait tiltre. Les nobles & aucuns des gens d'eglise ayans haute iustice, estans en ladite assemblee ont dit, que de ce, il n'y en a point de coustume, & que si les gentils-hommes tenans fiefs, sont tenus pour raison d'iceux, faire enuers le Roy la foy & hommage, aller au ban & arriereban & faire seruice, par plus forte raison vn roturier qui tient terres en leurs iustices, est tenu leur payer quelque censue ou redevance, & ne les peuuent tenir sans seigneur, autrement terre roturiere seroit plus priuilegiee que feodalle. Les praticiens & bourgeois, & autres gens d'eglise non ayans iustice, disans au contraire, que toutes seruitutes viennent à restraindre & abolir, & toute liberte vient à soustenir. Et aussi de droit, toutes terres sont franches. Et par-ce, celuy qui y veut pretendre cens ou seruitute, le doit montrer & en faire apparoir, aliàs à faute de ce, ledit heritage ou terre doit estre reputee franche. Veulques differens qui n'estoient seulement audit bailliage de Troyes, mais es bailliages de Chaumont & Viçtry, lesquels auoient esté remis à la cour, nous auons ordonné que lesdits nobles, gens d'eglise & praticiens, escriroient & produyroient ce que bon leur sembleroit : à fin d'en faire rapport à la cour, pour par icelle en estre ordonné : & que ce-pendant les gens d'eglise & nobles vseront quant à cest article sur leurs suiets de tels droits qui leur peuuent competer & appartenir, en reseruant à leurs suiets leurs defenses au contraire. Et pour plus amplement declarer le fait dudit franc aleu, a semblé à tous les assistans que l'on deuoit mettre l'article qui s'ensuit. Audit bailliage y a franc aleu noble & franc aleu roturier, & est franc aleu noble, quand il y a seigneurie & haute iustice, dont le detenteur n'est tenu faire foy n'hommage, ne payer quint ne requint. Et franc aleu roturier est terre sans iustice, pour laquelle le detenteur ne doit cens, rentes, lots, ventes, n'autres redevances.

Adioustemét au li. article au tiltre de la nature & condition des heritages, &c.

Radiation d'une clause, au lii. arti. au tiltre de la nature & condition des heritages, &c.

Adioustemét au lvii. arti. de la nature & condition des heritages, &c.

Les lxi. & lxii. arti. au tiltre de la nature & condition des heritages, ont esté rayez & remis à droit.

Et le lii. article, estant audit chapitre, contenant. Tous heritages chargez & redevables de censue, assis en la preuosté de Troyes, portent lots, ventes & amendes, quand le cas y eschet, c'est à sçauoir lots & ventes de trois sols quatre deniers tournois pour liure, du pris qu'ils sont vendus ou autrement transportez par contract equipolent à vendue, ou soubhastez & decretez par iustice & amende de deux sols six deniers tournois contre le possesseur qui defaut à payer ladite censue au iour auquel est deuë, desquels lots & ventes, le vendeur doit personnellement la moitié, c'est à sçauoir les ventes & l'acheteur les lots, qui est l'autre moitié. Et neantmoins ledit heritage ainsi vendu ou aliené demoure chargé & hypothéqué desdits lots, ventes, defaux & amendes, combien qu'en plusieurs lieux, villes & iustices desdits bailliages & preuosté, y a coustumes particulieres & locales, en aucunes desquelles n'y a que ventes, & d'autres n'y a lots, ventes, & en d'autres lieux y a plus grande amende que de deux sols six deniers tournois. Par l'aduis & deliberation de tous les assistans dudit article, a esté ostee la clause qui s'ensuit. Combien qu'en plusieurs lieux, villes & iusticiers desdits bailliage & preuosté y a coustumes particulieres & locales, en aucunes desquelles n'y a que ventes, & d'autres n'y a lots ne ventes, & en d'autres lieux y a plus grande amende que de deux sols six deniers tournois, & reserue l'on aux seigneurs, vser & prendre sur leurs suiets tels droits de ventes, lots & amendes que leur peuuent competer & appartenir, & à leurs suiets leurs defenses au contraire.

Et le lvii. article, contenant. Si aucuns heritages sont aduenus ou aduiennent à aucuns par successiõ, & en faisant partage & diuision d'iceux les aucuns sont soultes aux autres, & en ce cas ne sont deus aucuns lots ne ventes au seigneur censier pour lesdites soultes. Apres la lecture d'iceluy, tous les assistans en ladite assemblee, pour plus declarer le contenu audit article, ont esté d'aduis & d'opinion qu'en la fin d'iceluy deuoit estre adioustee la clause qui s'ensuit.

Si ce n'estoit que lesdites soultes fussent si grandes, qu'au moyen d'icelles le contract, soit plus reputé vendition que partage & diuision : Car en ce cas seroient deus lots & ventes, ou quintes pour lesdites soultes.

Et les soixante & vnième & soixante & douzième articles, selon la cote ancienne, contenant. Si aucun baille son heritage à rente fonciere, il peut pour ladite rente & arrerages faire arrester & brandonner ledit heritage, les fruits & louages d'iceluy, & demourera la main garnie pour la derniere annee s'il est en possession de prendre, leuer & percevoir ladite rente, ou qu'il appare des lettres du bail, supposé que la declaration en hypothèque n'ait esté obtenuë contre le debteur. Et si le debteur est obligé personnellement, execution se pourra faire sur les biens dudit obligé, & y aura main garnie par tous les arrerages. Et quant à vne rente constituee, elle n'est point executoire contre vn tiers detenteur, si ledit detenteur n'a esté condemné, ou que declaration en hypothèque ait esté obtenuë contre luy. Par l'aduis &

&

& deliberation des dessusdits, lesdits articles ont esté rayez & remis à droit.

Et le soixante & quatorzième article, contenant. Obligations & contrats passez, sous le seel de la cour ecclesiastique, ne porte point d'hypothèque. Et si ne peuvent les tabellions de cour d'eglise faire recevoir ne passer inuentaire. Apres la lecture dudit article, les gens d'eglise & aucuns des praticiens, ont dit, que ledit article estoit preiudiciable aux droits & prerogatiues de l'eglise, disans que les obligations passees par notaires ecclesiastiques & sous le seel de la cour ecclesiastique, il ne repugnoit point qu'ils ne portassent hypothèque, n'aussi que lesdits notaires receussent ou passassent inuentaies: Car de toute ancienneté, ils en auoient tousiours iouy & vsé. Les gens du Roy ont insisté au contraire, disans que le contenu audit article, estoit vray coustume, & qu'il auoit esté pratiqué & vsité de si long temps, qu'il n'estoit memoire du contraire. Apres lesquels differens & ouye la diuersité des opinions des assistans, auons ordonné que par prouision, ledit article demourera pour coustume, & que d'iceluy en ferions nostre rapport à la cour, pour par elle y estre pourueu comme de raison.

Le lxxiiii-article, au tiltre de la nature & condition des heritages, a esté remis à la cour.

Et le lxxxv. article, contenant. Homme & femme conioints par mariage, peuvent faire licitement pareil à pareil, durant leur mariage, donation mutuelle de tous leurs biens meubles, debtes & conquests immeubles, pour iouyr par le suruiuant durant sa vie de la moitié qui appartient au premier mourant, avec l'autre moitié appartenant à iceluy suruiuant: & est faisi ledit suruiuant d'iceux biens meubles & conquests immeubles, demourez du deces dudit premier mourant, en force de ladite donation de ce mesme fait: & n'est besoin ne requis, que ledit suruiuant ait deliurance ou tradition d'iceux biens meubles, debtes & conquests immeubles par l'heritier ou heritiers dudit premier mourant, & a lieu icelle donation entre personnes nobles & non nobles, franchises personnes: & iaçoit qu'iceux conioints au traité de leur mariage, ayent renoncé au priuilege de noblesse, quant au droit de prendre & emporter lesdits biens meubles & debtes, toutes-fois sur la part & portion dedit biens qui appartenoient audit premier mort, se doiuent payer entierement ses testaments, funerailles, obseques & enterrement, & la moitié des debtes passives qui deuës estoient au iour du trespas dudit premier mort, par iceux conioints. Et est tenu ledit suruiuant de bailler caution suffisante aux heritiers dudit premier mort, s'il en est requis, de rendre ce qui restera d'iceux biens meubles qui appartenoient audit premier mort, ledit testament accompli & debtes payees, & d'entretenir & soustenir lesdits conquests immeubles, payer les charges, & iceux delaisser en bon & suffisant estat. Et sera fait inuentaire de tous lesdits biens meubles, debtes & conquests immeubles incontinent apres le trespas dudit premier mourant, s'il est requis comme dessus: toutes-fois s'il aduenoit que par feu, hostilité de guerre ou autre grand cas fortuit, les biens dudit suruiuant fussent deperis, en ce cas ledit suruiuant, se pourra ayder des biens meubles & debtes dudit premier mourant, & d'iceux estre soulagé sans les restituer, pourueu que les biens dudit suruiuant seront les premiers employez és affaires & necessitez d'iceluy suruiuant si aucuns en a. Par le conseil & aduis de tous les assistans apres plusieurs remonstrances faites sur le contenu audit article, auons ordonné que ledit article seroit escrit comme fensuit. Homme & femme conioints par mariage, franchises personnes, non ayans enfans, sains & non malades, peuvent faire licitement durant leur mariage, donation mutuelle de tous leurs biens meubles, debtes & conquests immeubles, pour iouyr par le suruiuant durant sa vie de la moitié qui appartenoit au premier mourant. Le residu dudit article demoure ainsi qu'il est escrit audit cayer.

Moderation & approbation du xcv. arti. au tiltre de la nature & condition des heritages, &c.

Et le lxxxvi. article, contenant. La femme est douee par douaire coustumier de la moitié de tous les heritages & biens immeubles, que tient & possede son mary, au iour de leurs nopces ou espousailles. Et de ceux qui durant leur mariage, escheent audit mary en ligne directe, duquel douaire elle est faisie & vestue par le trespas de sondit mary. L'heritier duquel est tenu luy mettre & liurer en bon & suffisant estat pour vne fois, quant aux maisons & edifices sans y comprendre chasteaux & forteresses, lesquels elle est tenuë prendre & recevoir en l'estat qu'ils escherront, & audit estat les delaisser. Et au regard desdites maisons & edifices, elle demoure tenuë & chargée de les soustenir & maintenir de pel, torche & couuerture. Et les jardins & vignes de façons & labours acoustumez, & de closture. Au regard de ceux qui sont clos, & pareillement les terres labourables & prez estans en nature, & audit estat les delaisser en la fin de sa vie au propriétaire lequel prend les fruits & les reuenues desdits heritages, tels & en l'estat qu'ils sont au iour & heure du trespas d'icelle femme. Et s'il y a douaire prefix, elle en est seulement faisie & vestue, en telle maniere qu'elle n'est tenuë en prendre deliurance par

Proces verbal

Moderation
du lxxxvi. arti-
cle, audit
titre de la
nature & con-
ditió des he-
ritages, &c.

les mains de l'heritier ou executeur du testament de son feu mary: Mais les peut exploiter, prendre & leuer de ce mesme fait par ses mains, & de ses gens procureurs & entremetteurs de ses besongnes & affaires. Pour-ce que ledit article a semblé à aucuns rigoureux, quant aux heritiers du trespassé: car possible n'ont pas la puissance apres la mort de leur pere de pouuoir faire reedifier les maisons & edifices demourez par le deces de leur pere, & sur lesquels leur mere est douee. A ceste cause & pour plusieurs autres raisons, par l'aduis & deliberation des dessusdits, ledit article a esté escrit, comme s'ensuit. La femme est douee par douaire coustumier de la moitié de tous les heritages & biens immeubles, que tient & possede son mary au iour de leurs nopces ou espousailles, & de ceux, qui durant leur mariage, escheent audit mary en ligne directe, duquel douaire elle est saisie & vestue par le trespas de son mary, lesquels elle est tenuë prendre & les receuoir en l'estat qu'ils escherront, & audit estat les delaisser. Et au regard des maisons & edifices, elle demeure tenuë & chargée de les soustenir & maintenir de pel, torche & couerture, & les iardins & vignes de façons & labours acoustumez, & de closture, au regard de ceux qui sont clos, & pareillement les terres labourables & prez estans en nature, & audit estat les delaisser en la fin de sa vie au propriétaire, lequel prend les fruits & reuenüs desdits heritages tels & en l'estat qu'ils sont au iour & heure du trespas d'icelle femme. Et si y a douaire prefix, elle en est semblablement saisie & vestue, si tost & incontinent qu'elle aura accepté ledit douaire prefix, en telle maniere qu'elle n'est tenuë en auoir deliurance par les mains de l'heritier ou executeur du testament de son feu mary: mais les peut exploiter, prendre & leuer de mesme fait par ses mains, si pour ledit douaire prefix luy estoit baillé maison ou seigneurie, ou rente par assiete. Et pour plus ample declaration du fait dudit douaire & l'option que les femmes ont de prendre & choisir le douaire prefix ou coustumier. Par l'aduis & deliberation de tous les assistans, a esté adiousté le lxxxvii. article, contenant ce qui s'ensuit. Femme douee de douaire prefix, peut apres le deces de son mary, choisir ou eslire le douaire prefix ou coustumier, lequel qu'elle voudra, supposé qu'en son traité de mariage ne soit faite mention de douaire coustumier: mais si ladite femme veut auoir ledit douaire prefix, elle le doit declarer dedans quarante iours apres le trespas de son mary, & ne courent point les arerages dudit douaire prefix, iusques apres la declaration par elle faite d'iceluy douaire accepter.

Adioustement
du
lxxxvii. arti-
audit titre
de la natu-
re & condi-
tion des he-
ritages.

Approbaton
du xcii. arti-
audit titre
de la natu-
re & condi-
tion des he-
ritages.

Et le xcii. article, estant au chapitre des droits de successions, contenant Representation en hoirie n'a lieu en ligne directe ne collateral, & ne valent les contracts & obligations faits au contraire par le decedans, sinon en traité de mariage, ou qu'il soit consenty par les parens ayans le prochain interest. Plusieurs des gens d'eglise, nobles, praticiens & autres du tiers estat nous ont dit & remonstré, que combien que le temps passé representation n'ait eu lieu audit bailliage, toutes-fois leur sembloit que ladite coustume se deuoit corriger. A ceste cause demandasmes les aduis & opinion des gens d'eglise, nobles & praticiens. Et par l'aduis & opinion d'iceux concordablement fut ordonné, que d'oresenauant en ligne directe representation aura lieu. Et represente le fils la personne de son pere, mesmement en droit d'aineesse: mais la fille ou filles du fils aîné, ne representent audit droit d'aineesse leur pere en la succession de leur ayeul ou ayeulle, quand il y a fils, oncle de ladite fille: toutes-fois esdits cas, elles prendront en telle succession autant qu'un fils puisné, nonobstant que par autre coustume les deux filles ne prennent qu'autant qu'un fils, & en ligne collateral representation a lieu, iusques aux enfans des freres inclusiuement.

Et le cviii. article, selon la cote ancienne, contenant à ce que testament ou ordonnance de derniere volonté soit vallable, ne sont requises les solennitez de droit ciuil, ne pareillement en codicilles. Et sont les executeur ou executeurs du testamēt d'aucun trespassé, en acceptant l'execution d'iceluy par deuant le iuge auquel il appartient, & faisant le serment à ce requis, saisis des biens du defunct, iusques à la somme & choses à quoy montent les testamens, laiz, obseques & funerailles, en faisant bon & loyal inuentaïre d'iceux biens. Apres la lecture dudit article, auons remonstré à l'assistance les fraudes, qui de iour en iour se commettent es testamens qui se font, non seulement audit bailliage de Troyes: mais en plusieurs lieux de ce royaume, tellement qu'à ceux qui sont si prochains de la mort & fort pressés de grandes maladies, à l'occasion desquelles sont fort diminuez d'entendement & de sens, on leur fait faire testament qui procede trop plus de la volonté du chappelain ou curé, ou d'autre suggerāt, estant pres desdits malades que la leur. Pareillement ont dit & remonstré, que le testateur qui a delassé en meubles douze ou quatorze mille francs, n'a disposé que de cinq ou six cens liures

ou

ou autre moindre somme pour l'accomplissement de son testament, ses heritiers sont deffaisis du reste montant à grand' somme, & suffiroit que les executeurs fussent saisis iusques à la concurrence de deniers qu'il faut pour l'accomplissement dudit testamēt. Les autres disans la coustume estre telle & qu'elle estoit raisonnable, car communement en tous testamens est mise la clause de payer les debtes & amender les torsfaits, sous lesquelles parolles est comprinsē tel le incertitude qu'elle ne peut estre si tost conneue, & que les testateurs souuent eslisent executeurs ceux auxquels ils ont entiere confiance pour payer plus promptement leurs debtes & amender leurs torsfaits, & par ce est cōuenable qu'ils soyēt saisis de tous les meubles. Et apres sur ce d'un commun accord & consentement a esté ledit article rayé, & y ont esté adioustez les xvii. xviii. xix. & cent articles contenans ce qui s'ensuyt. Le testateur en faisant son testament n'est tenu garder les solennitez de droit ciuil, mais suffit escrire & signer son testament de sa propre main, ou le passer en main de deux notaires, ou du curé & vn notaire, ou du curé & deux tesmoins, ou d'un notaire & deux tesmoins, ou de quatre tesmoins, pourueu que lesdits tesmoins soyent ydoines & suffisans, & qu'ils ne soyent legataires. Les executeurs sans faire inuentaire de biēs meubles demourez du deces, l'heritier ou heritiers presens ou appellez ne se peuuent dire saisis. L'executeur d'aucun testament apres l'inuentaire deüement fait, est saisi dedans l'an & iour de tous les meubles demourez du deces. Et supposé que l'heritier offre accomplir le testament, & de ce bailler caution ou delaisser es mains de l'executeur, autant que se monte le cler dudit testament, l'executeur dedās l'an & iour ne sera deffaisi: toutesfois si le testateur par son testamēt ordonnoit certaine somme de deniers iusques à laquelle l'executeur seroit seulement saisi, en ce cas ledit executeur ne sera saisi que de ladite somme, en ensuyuant la volunté du testateur. Quand il n'y a point de biēs meubles en la succession d'aucun trespasē qui a nommé & esleu aucuns executeurs, iceux executeurs peuuent engager, hypothecquer, vendre à faculté de remere s'ils treuuent acheteurs, aliàs peuuent vendre simplement des heritages moins dommageables demourez du deces dudit deffunct, en ayant permission de iustice, pourueu que preallablement ils ayent denoncé aux heritiers dudit deffunct s'ils sont presens, si leur intention est de fournir d'autres biens pour accomplir le testament & volunté derniere dudit deffunct, & payer ses obseques & funerailles, & lesquels heritiers si bon leur semble, peuuent distribuer argent aux executeurs pour fournir & accomplir le testament & derniere volunté dudit deffunct, & payer les obseques & funerailles, & si lesdits heritiers fournissent argent, lesdits executeurs ne peuuent engager, hypothecquer, vendre à faculté de remere, ne simplement, les heritages dudit deffunct.

Radiatio & adioustement des articles cy cōtenus.

Et sur le cv. article contenant. Religieux & religieuses ne succedēt point à leur pere, mere, freres, sœurs, oncles, tantes, cousins ny autres leurs parens & lignagers depuis qu'ils ont fait profession. Et aussi n'y succedēt pour eux les religiōs & monasteres desquels ils sont religieux ou esquelles ils ont fait profession. A cest article se sont opposez frere Emery erard, abbé de S. Martin es aires de Troyes, Guillaume ioly, abbé de celieres & plusieurs autres religieux estās en ladite assemblée, disans qu'on viendroit contre & au preiudice du priuilege, vsage & iouissance qu'ils ont eu tousiours & de toute ancienneté de succeder aux biēs à leurs religieux aduenans, & qui leur aduiendroyent si encores estoient seculiers en la succession de leur pere, mere, ayeul ou ayeulle, oncle ou tante. Cc nonobstant par l'aduis & opinions des nobles, praticiens & gens du tiers estat estans preallablement d'opinion que par coustume gardee & obseruce audit bailliage, religieux ne religieuses profes ne succedent à leurs parens & amys ne le monastere pour eux. Auons ordonné que ledit article attendu l'anciē vsage d'iceluy seroit gardé pour coustume, & que lesdits religieux qui contredisoient audit article, escriroyent & produyroient ce que bon leur sembleroit, qui seroit communiqué au procureur du Roy pour y respondre, & de ce en faire nostre rapport à la cour outre les choses deffusdites. Par l'aduis & deliberation de tous les assistans a esté adiousté audit chapitre le cvi. article contenant ce qui s'ensuyt.

Les parens & prochains lignagers des archeuesques & des euesques & autres gens d'eglise seculiers leur succedent en leurs biens meubles & immeubles.

Au contenu audit article se sont opposez lesdits abbez & autres religieux estans en ladite assemblée, disans & maintenans que quand vn euesque ou autre prestre seculier tenant vn prieuré ou abbaye en commande dependant de leurs abbayes ou prieurez va de vie à trespas, que les biens estās en ladite abbaye ou prieuré leur appartenoyent, parquoy s'opposoyent formellement que ledit article ne fust arresté pour coustume. Les gens d'eglise seculiers, nobles,

Adioustement du cvi. article au cv. article, au chapitre des droits de successions.

Proces verbal

gens du Roy, aduocats, practiciens & autres du tiers estat, assistans en ladite assemblee, difans ladite coustume estre telle, & qu'ils en auoyent tousiours & de toute ancienneté ainsi veu vser comme vraye & notoire, parquoy deuoit demourer comme il estoit escrit audit cayer. Ce fait auons ordonné que ledit article demoureroit pour coustume sans preiudice de l'oppositiō des dessusdits religieux, dont ferions mention en ce present nostre proces verbal.

Radiatiō du
cxiii. article
au titre des
droits de suc
cession &c.

Et le cxiii. article contenant. Aucun ne peut par son testament faire donation entre vifs ny autrement aduantagez l'un de ses enfans plus que l'autre, si ce n'estoit pour merite ou seruire digne de remuneration, auquel cas le donataire sera tenu en faire apparoir. Par l'aduis & deliberation des dessusdits ledit article a esté rayé & escrit comme s'ensuyt. Pere ou mere ne peut aduantagez l'un de ses enfans plus que l'autre venans à sa succession.

Radiatiō de
plusieurs ar
ticles cy spe
cifiez.

Et les cxxviii. cxxix. cxxx. articles selon la cote ancienne contenans. L'homme d'eglise non religieux peut disposer de tous ses biens tout ainsi qu'un homme lay, iacoit que lesdits biens luy soyent venus de ses benefices. Entre testament & codicille, la coustume ne fait point de difference. Les bastards soyent yssus de gens d'eglise ou laiz, peuuent acquerir tous biens meubles & immeubles, & d'iceux disposer à leur volonté tant en leur viuant comme en testament & demiere volūtē. Par l'aduis & opinion des assistans en ladite assemblee lesdits articles ont esté rayez, pource qu'il leur a semblé qu'ils estoient assez declarez & compris aux autres articles precedens estans audit cayer.

Radiatiō du
cxxxiii. arti
cle au cha
pitre des
droits de iu
stice.

Et le cxxxiii. article selon la cote ancienne estant au chapitre de iustice & des droits d'icelle contenant. Les successions & biens vaccans par deffaut d'hoir, sont & appartiennent au Roy ou au seigneur ayans les droits royaux, combien que les heritages non occupez dont n'est memoire à qui ils appartiennent, que l'on appelle terres vaccans soyēt au haut iusticier es termes de sa haute iustice. Par l'aduis & deliberation de la plus grand' partie des dessusdits, pource que comme ils disoyent ne scauoient si de ce y auoit coustume ou non, ledit article a esté rayé, en reseruant toutesfois à ceux qui ont droit & priuilege quant à ce, d'en iouyr comme ils ont fait le temps passé, & aux autres suiets leurs deffenses au contraire.

Correction
du cxxi. arti
cle au cha
pitre de iusti
ce &c.

Et le cxxi. article estant audit chapitre contenant. Au haut iusticier appartient l'amende & connoissance des bestes prinsez & trouuees en dommage es termes & estendues de sa haute iustice. Soit que ceux auxquels appartiennent lesdites bestes, soyent prestres, clerics, franchises personnes ou autres, & ne peut, ne ne doit le iuge ecclesiastique entreprendre connoissance des exploits dessusdits n'y autres exploits procedans de iustice laye leurs circonstances & dependances. Par l'aduis & opinion des assistans, ledit article a esté corrigé & escrit comme s'ensuyt. Au haut iusticier appartient l'amende & connoissance des bestes prinsez & trouuees en dommage es fins & limites de sa haute iustice.

Correction
du cent
vingt-neuf
iesme arti
cle au cha
pitre de iu
stice.

Et le cxxix. article contenant, Vn deteur obligé par corps, ne peut estre prins ne constitué prisonnier à requeste de son creancier, que le sergent n'ayt premierement fait execution sur ses biens meubles si aucuns en a, & s'il n'en a aucuns & il a de l'heritage, il pourra estre prins au corps, sans soy adresser audit heritage. Par l'aduis & opinion que dessus, ledit article a esté corrigé comme s'ensuyt. Vn deteur obligé par corps peut estre prins & arresté prisonnier à requeste de son creancier, sans ce que ledit creancier soit preallablement tenu faire discussion sur les meubles & immeubles dudit obligé.

Correction
& modera
tion du cent
quarante &
quatriesme
article au
chapitre de
retrait &c.

Et le cxliiii. article contenant. Si homme ou femme vend son heritage propre ou naissant à personne estrange & non lignager, le parent lignager du costé dont meut ledit heritage, le peut racheter dedans l'an & iour de la vendue, en rendant le pris & les fraiz raisonnables qui se doyuent offrir & presenter reellement dedans ledit an & iour. Pource que par ledit article l'an du retrait commençoit à courir du iour de la vendition, leur auons remonstré les fraudes qui pourroyent aduenir en tenans les venditions secretttes, tellement que d'icelles les parens du costé desquels procedent les heritages n'en pourroyent estre aduertis, & par ce la coustume de retrait qui tend à ce que les heritages demeurent en la ligne seroit facilement defraudee, si l'an dudit retrait se contoit du iour de la vendition. Par leur aduis & opinion a esté ledit article corrigé & escrit comme s'ensuyt. Si homme ou femme vend son heritage propre ou naissant à personne estrange & non lignager, le parent lignager du costé dont meut & naist ledit heritage le peut racheter dedans l'an & iour de la reception en foy & hommage es choses césuelles, & de la vraye possession de fait es choses allodiales, en rendant le pris & les fraiz raisonnables qui se doyuent offrir & presenter reellement dedans ledit an & iour.

Et le cxlv. article contenant. Si vn heritage de ligne & naissant est vendu à vn non lignager

vn

vn autre prochain du lignage du vendeur du costé dont procede ledit heritage, le peut auoir par retrait sur celuy qui ainsi l'auoit retrait dedans l'an qu'il est mis hors de ligne. Et si les retrayans sont en vn mesme degré de lignage autant en aura l'vn que l'autre. Par l'aduis & deliberatió des dessusdits ledit article a esté corrigé & escrit comme s'ensuyt. Si vn heritage de lignage & naissant, est vendu à vn nō lignager, & il est retrait par vn lignager, vn autre plus prochain du lignage du vendeur du costé dont procede ledit heritage, le peut auoir par retrait sur celuy qui ainsi l'auoit retrait dedans l'an qu'il est mis hors de ligne. Et si les retrayans sont en vn mesme degré de lignage, celuy qui premier fait faire l'adiournement sera preferé.

Correction & moderatió du cent quarante & cinquiesme article audit chapitre de retrait. &c.

Et le clxviii. article estant sous le tiltre des boys, eaues & forests contenant. Habitans, cōmunitez n'autres gens particuliers, ne peuuent pretendre n'auoir droit d'usage ne pasturage en seigneurie & haute iustice d'autruy sans tiltre ou en payer redeuāce, si n'est qu'ils en ayent iouy par tel temps qu'il ne soit memoire du commencement. Apres la lecture dudit article aucuns ont requis plus ample declaration d'iceluy, remonstrans que si pour auoir esté payé par trois ou quatre ans par les habitās d'aucū lieu, aucū droit ou redeuāce au seigneur ou à son receueur sans autre lettre ou possessiō que de trois ou quatre ans, si par ce lesdits habitās auoyēt acquis leur droit de pasturage. Et sur ce les nobles & practiciens ouys, ont respondu que non. Parquoy tous concordablement furent d'opinion que ledit article deuoit estre escrit comme s'ensuyt. Habitans, communitez n'autres gens ne peuuent pretendre n'auoir droit d'usage ne pasturage en seigneurie & haute iustice d'autruy, sans tiltre ou en payer redeuāce au seigneur, son procureur ou receueur, ou qu'ils en ayent iouy par temps suffisant pour acquerir prescription. Et la clause derniere dudit article contenant. Si n'est qu'ils en ayent iouy par tel temps qu'il ne soit memoire du commencement. Du vouloir & consentement des gens d'eglise, nobles & practiciens, est remise à droit pour par eux d'oresenauant en estre vŕé ainsi que le droit l'ordonne. Et pource qu'à l'occasion des denrees & marchandises vendues à detail, salaires de seruiteurs, journees & vacations de massons, charpentiers & autres manouuriers qui n'auoyent esté promptement payez long temps apres, Et souuent apres le deces de ceux qui ont faites & crees lesdites debtes, s'intentent contre leurs heritiers plusieurs proces. Pour obuier ausquels demandames aux dessusdits s'il leur sembloit qu'on y deust pourueoir. Et apres auoir ouy les aduis & opinion de plusieurs: du vouloir de tous ceux de ladite assemblee, a esté mis & adiousté audit coustumier les cci. & ccii. articles contenant. Massons, charpentiers, laboureurs, manouuriers, seruiteurs & autres pretendans loyer, ne pourront d'oresenauant faire action ou demande de leurs seruices ou loyers apres deux ans passez, fors & excepté de loyers & seruices qui seroyent reconneux par obligation, reconnoissance ou cedulle. Marchans, gens de mestier, orfeures, apothicaires & autres vendans leurs denrees & marchandises à detail, ne pourront d'oresenauant faire action ne demande du pris de leursdites denrees & marchandises, quatre ans apres lesdites denrees & marchandises ballees & deliurees, sinon que pour raison d'icelles ils eussent obligation, reconnoissance ou cedulles, ou que lesdites dérees & marchandises fussent ballees & deliurees par marchans à marchans, pour le fait & entretenemēt de leurs marchandises. Lesquelles corrections, modifications ou additions du vouloir & consentement desdits abbez, gens d'eglise, nobles, practiciens, aduocats & autres du tiers estat ont esté faites comme dessus, pour seruir & valoir es questions & proces qui suruiendrōt pour le temps aduenir. Et apres ladite publication auons prins lesdites coustumes pour les apporter en la cour de parlement, & en auons laissé vn double signé de nous commissaires dessusdits, & desdits lieutenant & greffier dudit bailliage, en faisant deffenses ausdits lieutenant, officiers du Roy, aduocats, practiciens & coustumiers dudit bailliage, que d'oresenauant pour la preuue desdites coustumes publiees comme dessus ne font aucune preuue par turbe ne tesmoins particuliers: mais seulement par l'extrait d'icelles signé & deuement expedié. Et aussi de non alleguer ne poser autres coustumes contraires ou desrogantes ausdites coustumes publiees & arrestees. Ains les obseruent & gardent comme loy, le tout selon les lettres d'ediēt du Roy.

Moderatió du cent soixante & huitiesme article audit chapitre de retrait.

Adioustement à ce coustumier des ci. & cii. articles.

Fin des coustumes generalles du bailliage de Troyes en Champaigne.

Cy commencent les coustumes du Bailliage DE CHAVLMONT EN BASSIGNY.¹

¹ Sous Lan-
gres portant
armes de Châ-
paigne. C.M.

*De l'estat & condition des personnes nobles & non nobles, des droits & prerogatiues,
& comment ils succedent. Article premier.*

Les person-
nes non no-
bles sont de
deux manie-
res &c.
Le fils est
reputé no-
ble, pour-
ueu que le
pere ou la
mere soit
noble.

De la con-
dition des
personnes
non nobles.
Des serfs
taillables à
volunté du
seigneur.

Des serfs de
main-mor-
tables en-
uers leurs
seigneurs.

Des serfs
main-mor-
tables en
meubles seu-
lement.
Touchant
les serfs en-
uers leurs
seigneurs
n'y a cou-
stume ge-
neralle.
Des frâches
personnes
qui sont
iointes par
mariage à
personnes
de serue cõ-
dition.
Le fruit en-
suyt le ven-
tre entre
personnes
non nobles.

Le suruiuant
de deux
personnes
nobles préd
les meubles
& cõquests.

Touchant les conditions des personnes les aucuns sont nobles, les autres non nobles: & encores des non nobles les aucuns sont franchises personnes, & les autres sont de condition seruille, comme de main-mortes, & autres conditions serues. ij.

Et quant aux nobles l'on tient coustume estre audit bailliage que ceux sont dits, tenus & reputez nobles qui sont naiz & yffus en mariage de pere & de mere nobles, ou de pere noble & de mere non noble, & de pere non noble. Et qu'il suffist l'un d'iceux pere ou mere estre nobles, à ce que le fruit soit noble.

L'article cy dessus déclaré n'est expedie n'accordé pour la cõtradition de partie des nobles, partie des gens d'eglise, & partie des practiciens, & est remis à la cour. iii.

Et au regard des non nobles ils sont en deux manieres, dont les aucuns sont franchises personnes, bourgeois & bourgeois du Roy ou d'autres seigneurs, sous lesquels ils sont demourans, & les autres sont serfs de serue condition & de diuerses seruitutes selon la nature des terres & seigneuries à cause desquels ils sont hommes: car les aucuns sont taillables enuers leur seigneur de taille à volunté raisonnable de poursuyte quelque part qu'ils se transportent, & de fort mariage quand ils se marient à personne d'autre condition, & succedent en tous les cas les vns aux autres. Et peuuent disposer par testament ou autrement de leurs biens cõme les franchises personnes. Les autres sont de taille abosnee à aucune somme certaine enuers leur seigneur, & au par dessus de pareille condition comme déclaré est cy dessus. Les autres sont à cause de leurs personnes & condition seruiles main-mortables enuers leurs seigneurs en tous biens meubles & heritages quelque part qu'ils soyent assis, supposé ores qu'ils soyent assis en franc aleu ou en censive, quand il trespasse sans delaisser enfant nay en mariage estant de leur condition & en leur selle, laquelle est à entendre en leurs maisons & demourances sans auoir esté separez. Et s'il y a plusieurs enfans mariez ou à marier hors leur selle, vn seul enfant estant en selle requeust ladite main-morte pour tous les autres qui sont hors, & y ont pareil droit cõme luy. Les autres sont main-mortables en meubles seulement, les autres en heritages seulement, & les autres d'autres diuerses conditions selon la nature des terres & seigneuries enuers leursdits seigneurs. Et outre aucuns desdits estans de main-morte ne peuuent tester outre la somme de cinq sols tournois, au preiudice de leur seigneur quât à ce qui est suiuet à main-morte, n'aussi eux faire clerks quand ils sont de poursuyte. Et pour la diuersité desdites seruitutes & droits que lesdits seigneurs pretendent sur leursdits hommes n'y a coustume generale, ains est reserué aux seigneurs prendre, iouyr & vser sur leurs suiuet de tels droits qui leur peuuent competer & appartenir, Et à leurs suiuet leurs deffenses au contraire. iiii.

Quand aucun desdites franchises personnes se ioint par mariage à personne de l'une des conditions serues dessus declarees, les enfans qui sont nayz de tels mariages entre les riuieres de Seine & Aulbe, & de Seine & Yonne ensuyuent & ont le choix & option d'ensuyr & prédre laquelle des conditions que bon leur semble, en laissant les biens & succession de celuy dont ils delaissent la condition. v.

Item, que par autre coustume gardee entre les riuieres d'Aulbe & de Marne le fruit ensuyt le ventre & la condition d'iceluy, excepté quand l'un des deux conioints est noble, en ce cas le fruit ensuyt le costé noble, & ne succedent point aux serfsz comme dit est cy deuant. Et au surplus en tout ledit bailliage le fruit ensuyt le ventre, excepté si l'un des deux conioints est noble. vi.

Le suruiuant de deux personnes nobles ou de mary noble conioint par mariage, prend tous les meubles & moytié des conquests immeubles, faits durant & constant leur mariage, si dudit mariage n'y a aucuns enfans. Et ledit suruiuant qui prend lesdits meubles & la moytié desdits conquests immeubles est tenu de payer les debtes personnelles qui estoyent deües à l'heure du trespas du premier decedé. Et avec ce payer & acquitter les laiz, obseques & funerailles.

Et

Et si dudit mariage y a enfans, entre le suruiuant & les enfans se partiront les meubles & payeront les debtes par moytié. vii.

Femme noble ou roturiere peut incontinent apres l'enterrement de son mary renoncer aux meubles & debtes de son mary, en mettant en signe de ladite renonciation sa ceinture, clefs ou autre chose apparant sur la fosse du trespassé, ou en declarant ladite renonciation en presence de iustice. Et en ce faisant n'est tenue payer les debtes de son mary ne partie d'icelles, pourueu toutesfois qu'elle ne se soit apres le deces de son mary immiscee és meubles demourez par son deces, & que ladite femme ne soit expressement obligee comme son mary, & aussi ne soit marchande publique, & que la dette fust procedant à cause de ladite marchandise publique, car és cas dessusdits ladite femme est tenue desdites debtes, supposé qu'elle ayt renoncé és meubles de son mary. viii.

Comment femme noble ou roturiere peut renocer aux meubles & debtes.

De la femme qui est marchade publique &c.

Item, les enfans desdits nobles leur succedent par ladite coustume en la maniere qui s'ensuyt, c'est à sçauoir, que le fils aîné a & luy appartient pour son droit d'aînesse és terres & heritages de fief, tant en la succession de son pere qu'en celle de sa mere hors par le chastel ou maison fort, la basse cour & muraille ou autre closture, les fossez & les heritages à l'enuiron de l'estendue d'un vol de chapon hors les murs ou fermeté dudit chastel ou maison fort, lequel vol de chapon ne se pourra estendre plus auant que de la largeur d'un arpent de terre à l'enuiron dudit chastel ou maison fort, si tant en y a. Luy compete & appartient le nom, le cry & les armes du seigneur, avec vn membre de chascune espece des droits seigneuriaux appartenant audit chastel ou maison fort. Et au par dessus desdits fiefz, ledit fils aîné & les autres fils & filles partent ensemble, & y prent & emporte le fils contre deux filles & autant cōme deux filles. Et au regard des heritages de franc aleu ou censue ou autres biens immeubles non tenus en fief, & pareillement des meubles & debtes, ils se partent & diuisent par portions esgales & sans aduantage entre lesdits freres & sœurs. Et s'il n'y a que filles, l'aînee emporte seulement le nom & les armes sans autres prerogatiues ou aduantage. Et partent esgallement ensemble. ix.

1. 8. 7. 5. 13. Quod si nulla sit domus, hoc prapriū est, & ita ab antiquo tenet pragmatici Trecentis, & bene. C. M.

Item, en l'heritage de fief escheant de ligne collateral les prochains parens masles du trespassé succedent par le tout & par portions esgales, & n'y succedēt point les femmes ou filles s'il y a hoir masle en aussi prochain degré que sont lesdites femmes. Mais s'il n'y a hoir masle en aussi prochain degré comme elles, & qu'elles soyent plus prochaines en degré, elles succederont aussi par esgales portions. x.

Item, que toute personne noble peut acquerir & tenir fiefs & terres quelles qu'elles soyēt, posé qu'elle ne viue pas noblement, & qu'elle viue marchandement ou roturieremēt. Ce que ne peut faire ne tenir vne autre personne qui ne sera pas noble non priuilegiee. xi.

personne noble ne peut tenir fief. Celuy qui a la garde noble ne fait les fruits siens.

Entre nobles personnes, le suruiuant a la garde noble de ses enfans mineurs. Et ne fait tel gardien les fruits siens: mais est tenu en rendre cōpte ausdits enfans eux venus en aage en deduyfant les despens, lequel gardien repret des terres feodales pour lesdits enfans, & en fait les foy & seruice aux despens desdits mineurs aux seigneurs feodaux. Et si tel homme ou femme noble qui a la garde desdits enfans se remarye, ne pert pour ce ladite garde, & si ne doit pour conuoler en autre mariage pour cause desdits fiefz ainsi appartenans à lesdits enfans, aucun relief ou rachat. Car comme dit est dessus, il ne fait les fruits siens. Et quand lesdits enfans mineurs n'ont pere ou mere, mais ayeul ou ayeulle, tel ayeul ou ayeulle a la garde noble desdits enfans, & fait les hommages & seruices pour lesdits mineurs à leurs despens ainsi que dit est dessus des peré & mere. Et où il n'y auroit pere, mere, ayeul ou ayeulle, en ce cas par le iuge ordinaire sera pourueu aux mineurs de tuteurs & curateurs. xii.

L'enfant masle noble est réputé aagé pour estre hors de garde & bail à quatorze ans, & la fille à douze ans. xiii.

Item, si vne personne noble a chastel ou forteresse ou autre maison ou place de maison seigneurial tenu à vn seul fief sans autres heritages de fiefz & trespassé delaisant plusieurs enfans fils & filles, le fils aîné pour droit d'aînesse aura ledit chastel, mothe ou place de maison seigneurial, fossez, muraille ou closture d'icelle ou autres droits, comme dit est deuant, & au demourant partiront comme est cy deuāt declaré. Et pourra ledit aîné fils faire les foy & hommage pour ledit fief, & ses freres & sœurs luy pourront faire les foy & hōmage pour leurs portions, ou si bon leur semble les pourront faire au seigneur feodal, xiiii.

Du droit du fils aîné quāt au fief noble &c.

Dame ou damoiselle veufue ne doit aucun relief ou rachat des terres feodaux qui luy sont escheuz en ligne collateral durant le mariage de son feu mary & d'elle, & dont sondit mary au-

Coustumes du Bailliage de Chaulmont en Bassigny

ra repris & payé les droits & deuoirs. Et quant à son douaire, elle en doit hommage & nō autre chose si elle ne se remarie, auquel cas elle doit payer le rachat.

Des droits des seigneurs feudaux contre leurs vassaux.

xv.

De la main mise du seigneur sur le fief & c.

LE seigneur feodal apres le deces de son vassal peut mettre & asseoir sa main à son fief par deffaut d'hommage non fait, & faire les fruits siés pendant ladite main mise apres xl. iours, iusques à ce que l'hommage luy soit fait ou deuement offert. xvi.

Item, si ledit fief eschet en ligne directe, soit en descendant ou en ascendant, l'heritier en est tenu faire foy & hommage au seigneur dudit fief, & ne luy en doit autres droits. Et si l'eschet en ligne collateral l'heritier en doit relief ou rachat, c'est à sçauoir la reuenué dudit fief par vn an de trois annees l'vne, laquelle que ledit seigneur feodal voudra choisir, pourueu que l'annee qu'il choisira il n'y ayt estangs en pesche ou forests en coupe, auquel cas lesdites coupes & pesches seront esgales, & les fraiz deduits pro rata desdites trois annees. xvii.

Le seigneur peut prédre & auoir le fief vendu par son vassal & c.

1 Quod est iniustus, quia hoc casu dominus feudi nulla iura pecuniaria debet habere, quia ipsemet est sicut primitiuus emptor, vt dixi in consuetu. Parisi. §. 13. C. M.

Item, quand le vassal vend son fief, le seigneur dudit fief le peut auoir & prendre pour le pris qu'il est vendu, & sur ce rabatre au vendeur le quint denier, & si luy ne le prend, le vendeur luy en doit quint denier, & si le vendeur par le contract doit auoir ses deniers frâcs, il doit quint & requint, c'est à sçauoir le quint du cinquième denier du pris de la vendue, & si ledit seigneur feodal prend ladite terre vedue par puissance de fief & rabat lesdits quint & requint à l'acheteur, iceluy acheteur aura son recours contre le vendeur.

Ledit article pource qu'en iceluy y auoit diuersité d'opinions, & que la plus part des gens d'eglise, nobles & practiciens estoient en opinion concorde, à esté le contenu en iceluy remis à la cour. xviii.

Item, si l'acheteur n'en fait incontinent foy & hommage, & si le quint & requint où ils sont deuz ne sont incontinent payez audit seigneur feodal, iceluy seigneur feodal peut saisir & mettre en sa main ledit fief, & en prendre & leuer à son proufit les fruits & reuenués, iusques à ce que lesdits foy & hommage luy en soyent faits, & ledit quint & requint & autres droits si aucuns en sont deuz payez entieremēt accomplis, & si est tenu ledit acheteur faire foy audit seigneur feodal du tiltre de son acquisition, & luy en bailler vidimus, & autrement ne le receura à hommage si luy plaist. xix.

De bailler par le vassal le desnombrement de dās xl. iours & c.

Item, est tenu le vassal bailler son adueu & denombrement de son fief au seigneur d'iceluy dedans quarante iours apres qu'il en est receu à foy & hommage, & en deffaut de ce ledit seigneur feodal le peut saisir & tenir en sa main, y commettre officiers de par luy, leuer les fruits sans les faire siens iusques à ce que le desnombrement luy soit baillé, & apres l'an reuolu de la saisine deuement signifiee audit vassal, ses procureurs ou receueurs de fief saisy, le seigneur feodal fait les fruits siens, si tant n'estoit qu'iceluy vassal n'eust baillé son desnombrement, ou que pour ce il eust fait ses offres pertinentes. xx.

Du lieu ou le vassal doit faire les foy & hommage & c.

Item, le vassal est tenu faire la foy & hommage & les offres en tel cas requises au seigneur feodal à sa personne au lieu & terre dont est tenu & mouuant iceluy fief, & nō ailleurs: & si ledit seigneur n'y est, peut faire lesdites offres audit lieu aux personnes de ses officiers, & si luy a officiers ledit vassal pourra faire lesdites offres en presence de deux notaires deuant la place ou maison dont est mouuant ledit fief, en ce non cōprins les fiefs du Roy nostre sire, auquel cas ledit vassal sera tenu aller au Roy ou à ses officiers ayans puissance de le receuoir. xxi.

Du fief eschangé est deu au seigneur hommage & relief.

En eschange d'heritage de fief est deu au seigneur feodal hommage & relief. Et en deffaut de le faire & payer, ledit seigneur feodal le peut saisir ou faire saisir & mettre en sa main, & en faire les fruits siens, comme dit est deuant. xxii.

Le vassal peut vendre ou engager son fief & c.

En donation d'heritage de fief de pere à fils & de fils à pere & autre en ascendant ou descendant en ligne directe, est deu foy & hommage seulement, & n'en est deu quint denier, relief ou rachat. xxiii.

2 intellige vt dixi. §. in consuet. Trevisi. §. 38. C. M.

Le vassal pour aucunes causes raisonnables ou pour necessité peut engager ou vendre à rachat iusques à trois ans son fief, en le declarant à son seigneur, & si luy le desgage ou rachete durant lesdits trois ans n'en doit quint denier n'autres droits audit seigneur feodal, & lesdits trois ans passez en est deu quint denier. xxiiii.

Si le vassal vend & constitue rête² sur son fief, il en doit quint denier au seigneur dudit fief, & l'acheteur en doit foy & hommage: & si le peut ledit seigneur feodal auant l'hommage par luy receu auoir pour le pris de la vendue: & si aduenoit que ledit vassal commist sondit fief par felonnie,

felonnie, ou que ledit seigneur feodal y assist la main par deffaut de droitz & deuoirs feodaux non faits auant ladite rente infeodee, ledit seigneur de fief ou autre à qui seroit ladite commise le prendroit & en iouyroit sans charge de ladite rente.

xxv.

En ligne directe n'y a point de relief ou rachat: mais en succesiõ de ligne collaterale y a relief ou rachat.

xxvi.

Dame veufue tenant terre de fief en douaire & partie comme ayant la charge de ses enfans ne doit point de rachat ne de relief, mais elle doit hommage.

xxvii.

1 Le second mary doit rachat du douaire¹ de sa femme à elle appartenant à cause de son premier mary, & pareillemēt de toutes les terres feodaux appartenāt à ladite femme, tant de son propre qu'autrement, par ce qu'elle baille nouuel homme, lequel rachat est le reuenu d'un an desdites terres de fief au choix de trois annees l'une, comme dit est du relief.

xxviii.

2 Le premier mary² d'aucune dame ne doit point de relief des terres feodaux à elle appartenans, & qu'il a prinſes avec icelle dame.

xxix.

Dame veufue des terres feodaux iadis acquētes durāt le mariage de son feu mary & d'elle qui escheent à sa part à l'encontre des heritiers de sondit mary, ne doit aucun relief ou rachat.

xxx.

3 En pur don sans proufit fait par l'oncle au neveu n'est deu relief ou rachat, posé ores que le donateur retienne son viure³ en la terre donnee, & autant en seroit si le donateur & le donataire ne s'appartenoyent en rien de lignage.

xxxi.

Dame veufue ne doit aucun relief ou rachat des terres feodaux qui luy sont escheües, mesmement de ligne collaterale durant le mariage de son feu mary & d'elle, si son mary en a repris à son viuant & payé les droitz & deuoirs, combien qu'elle en soit tenue de reprendre.

xxxii.

Quand aucū seigneur pour aucune cause raisonnable saisist & met en sa main le fief de son vassal, & aussi les fiefs qui sont tenus de sondit vassal à cause dudit fief empesché, si ledit vassal suffisamment sommé par ceux qui tiennent en fief de luy ne fait son deuoir d'auoir la deliurance & main leuee desdits fiefs & arrierefiefs, le sous vassal peut & doit entrer en foy & hommage dudit seigneur saisissant, & n'en doit relief ou rachat s'il en auoit autresfois fait & payé les deuoirs, & s'il ne les auoit payez, il les deueroit au seigneur qui a saisy.

xxxiii.

Quand deux freres sont succedans en aucun fief à leur pere ou mere, & l'un d'iceux freres par partages & accords entr'eux faits se demet dudit fief au proufit de l'autre frere, retenu son viaire sur sa part, ledit autre frere peut ledit fief reprendre du seigneur, & n'en doit relief ou rachat.

xxxiiii.

En vendue de terre de fief faite par decret ou auctorité de iustice est deu le quint denier au seigneur du fief.

xxxv.

En retraite de fief vendu dont on a ia payé le quint denier à cause d'iceluy premier vèdage, n'y a point de rachat ou de quint denier.

xxxvi.

En donation de fief faites du pere au fils pour accroissemēt de son mariage n'est deu rachat ou quint denier, posé que ce soit en pris & assiete de terre, de ce en quoy estoit tenu ledit pere à iceluy fils par promesses faites au traité dudit mariage, ou aussi qu'il ne soit fait pour cõtēplation de mariage.

xxxvii.

Au quint denier faut prendre & estimer le quint denier du pris des vins de la marchandise si vins y a, qui est à entendre du pris que l'on a donné pour les vins du marché.

xxxviii.

Combien que comme dit est cy deuant, en pur eschāge sans soultes n'y appartienne aucun droit de quint denier, mais en est deu relief, toutesfois si dedās l'an dudit eschange l'eschāgeur rachete par argent la terre qu'il a baillēe par ledit eschange, & ainsi est seigneur de l'une & de l'autre terre, ledit eschangeur doit quint denier de la terre qu'il a eüe par iceluy eschange au feur de la vendue ou du pris de l'autre terre qu'il auoit baillēe par ledit eschange, & qu'il a depuis ledit an racheteē.

xxxix.

Douaire tenu par dame veufue, posé qu'il soit prefix ne doit relief ne rachat, mais elle doit hommage: & si elle se remarye, le second mary doit rachat comme dit est dessus.

xl.

Le pere ne doit relief ne rachat des terres feodaux qui luy sont escheües par la mort & trespassement de son fils.

xli.

Le vassal à qui est baillēe ou transportee terre feodalle en recompēse des seruices & curialitez qu'il a faits au donateur, doit quint denier de la terre.

xlii.

Des terres feodaux achetees à vie seulement est du quint denier.

xliii.

Il est deu quint denier des terres feodaux transportees, moyennant certaine redevancē an-

PP

Fēme veufue pour le fief ne doit point de rachat.

1. 27. Idē. 7. §. 39. 45. Sed est stultum, quia doarium est simplex & usufructus cuius mutatio non deberet attendi. Imo propriē nō est mutatio, quia secundus maritus habet tā tū commodū usufructus, & non ius usufructus inseparabile à persona. Tamē quia mutatio atēditur ex hac parte, necessario sequitur quod mutationes interim contingentes ex parte proprietarij non considerantur: & quod ex illis iura nō debentur per ea que dixi in consuetu. Parisien. §. 43. C. M.

2. 28. Vide que dixi. §. 30. per consuetud. Victriacā im mediātē sequitur des fiefs. §. 1. C. M.

3. 30. Ergo idem si retinetur usufructus, vt. §. 33. Ceterum donatio plus habet immunitatis, quam successio collateralis. vt §. 25. & §. 63. C. M.

3. 30. Ergo idem si retinetur usufructus, vt. §. 33. Ceterum donatio plus habet immunitatis, quam successio collateralis. vt §. 25. & §. 63. C. M.

3. 30. Ergo idem si retinetur usufructus, vt. §. 33. Ceterum donatio plus habet immunitatis, quam successio collateralis. vt §. 25. & §. 63. C. M.

3. 30. Ergo idem si retinetur usufructus, vt. §. 33. Ceterum donatio plus habet immunitatis, quam successio collateralis. vt §. 25. & §. 63. C. M.

3. 30. Ergo idem si retinetur usufructus, vt. §. 33. Ceterum donatio plus habet immunitatis, quam successio collateralis. vt §. 25. & §. 63. C. M.

3. 30. Ergo idem si retinetur usufructus, vt. §. 33. Ceterum donatio plus habet immunitatis, quam successio collateralis. vt §. 25. & §. 63. C. M.

3. 30. Ergo idem si retinetur usufructus, vt. §. 33. Ceterum donatio plus habet immunitatis, quam successio collateralis. vt §. 25. & §. 63. C. M.

3. 30. Ergo idem si retinetur usufructus, vt. §. 33. Ceterum donatio plus habet immunitatis, quam successio collateralis. vt §. 25. & §. 63. C. M.

3. 30. Ergo idem si retinetur usufructus, vt. §. 33. Ceterum donatio plus habet immunitatis, quam successio collateralis. vt §. 25. & §. 63. C. M.

3. 30. Ergo idem si retinetur usufructus, vt. §. 33. Ceterum donatio plus habet immunitatis, quam successio collateralis. vt §. 25. & §. 63. C. M.

3. 30. Ergo idem si retinetur usufructus, vt. §. 33. Ceterum donatio plus habet immunitatis, quam successio collateralis. vt §. 25. & §. 63. C. M.

Coustumes du bailliage de Chaulmont en Bassigny

nuelle à la vie du transportant ou à tousiours, au feur du pris d'icelle redeuance, qui est de vingt deniers tournois l'vn. xliiii.

Le seigneur qui achete de son vassal la terre qui est tenue de luy en fief, combié qu'il soit tenu de reprendre du seigneur duquel il tient le fief dont estoit mouuant iceluy fief par luy acheté, toutesfois il ne doit pour iceluy fief par luy acheté aucun quint denier. xlv.

En eschâge auquel y a eu soultes d'argent, est deu droit de quint denier au feur des soultes & non plus. Et semblablement en terre de fief tenu en douaire eschâgé cõtre autres avec soultes, est deu quint denier desdites soultes. xlvi.

La sœur ne succede pas avec le frere en escheute de costé. Et si d'auenture par inaduertâce ou autrement, la sœur a reprins son nom & payé finance, & le frere vient pour reprendre, il doit estre receu sans rien payer, & luy vaut la finance faite & payee par la sœur. xlvii.

Le fils qui veut reprendre la terre à luy escheüe par le trespassemēt de son pere qui n'auroit pas fait du relief ou rachat qu'il deuoit, pource qu'icelle terre luy estoit escheüe de ligne collaterale, ainçois qu'il soit receu doit payer ledit rachat ou relief que sondit feur pere ne paya pas, iaçoit ce que de son chef le fils n'en doit point. xlviii.

De lais faits de la terre de fief par testament en restitution pour satisfaction est deu quint denier, posé que ledit lais ne soit fait qu'à vies, & semblablement en doit rachat l'heritier propriétaire dudit lais en ligne collaterale, & sont equiparez en valeur desdits rachat & quint denier. xlix.

Creant de seruice se peut faire pour terre feodale en la main du bailly d'aucun seigneur, mais non pas les foy & hommage qui se doyent reseruer au seigneur. l.

Seigneur haut iusticier à qui est escheu par attrayere ou cõfiscation aucune terre de fief afise en sadite haute iustice, mesmement mouuant d'autre seigneurie que de luy, ne doit aucun relief ou rachat pour icelle terre. li.

Le vassal peut entrer en son fief qui est de quint denier & en prendre possession & d'iceluy leuer les fruits sans en auoir fait les foy & hommage, ne payer les autres droits iusques à ce que son seigneur feodal le face saisir & mettre en sa main, car tant que ledit seigneur feodal dort, le vassal veille: & eontra, le seigneur feodal peut saisir le fief de son vassal & le tenir en sa main iusques à ce que sondit vassal luy ait fait les foy & hõmage ou ses offres pertinentes, & luy ait payé les droits deuz royaumēt, & fait les fruits siens tāt que ladite main mise dure. lii.

La foy & hõmage ne se peut prescrire, combien que les droits de quint denier ou requint se peuuent prescrire par trente ans. liii.

En succession de ligne directe dont e fait partage où il y a soultes, n'est deu au cun droit au seigneur feodal, reserué les foy & hommage comme dessus. liiii.

De terre de fief baillee à la fille remaryee en acquiēt des deniers iadis promis par ledit pere au premier mariage, & non payez durant iceluy premier mariage, pour ladite terre ainsi baillee en payement est deu quint denier par le second mary. lii.

Quand aucun fief se vend, combien que le vendeur soit tenu payer quint denier à son seigneur feodal, neantmoins ledit seigneur ne se prendra point audit vendeur si bon ne luy semble, mais fera empescher ledit fief, le tiendra en ses mains, & leuera les fruits à son prouffit iusques qu'il soit payé. lii.

Au bailliage de Chaulmont n'y a aucun fief de danger, sinon en la preuosté de vaucouleur ¹ où il y a fiefs de danger qui sont de telle nature, que le vassal ne se peut ou doit mettre aufdits fiefs sans auoir fait les foy & hommage au seigneur dont ledits fiefs sont tenus & mouuans & en son refus au souuerain, ou qu'il eust par souffrance ou autrement congé ou permission du seigneur feodal pour soy mettre en possession dudit fief de danger, toutesfois si le seigneur dont est mouuant ledit fief de danger estoit absent. En ce cas ledit vassal se peut transporter sur le lieu dont ledit fief est mouuant, & illec faire les offres aux personnes de ses officiers, & fil n'y a officiers, ledit vassal pourra faire ses offres en la presence de deux notaires deuant la place ou maison dont est mouuant ledit fief, en ce non comprins les fiefs du Roy, car en ce

De la seur qui a repris en son nom & payé finance &c. Du fief escheu au fils de celuy qui l'auoit eu de ligne collaterale & qui n'auoit payé &c. Les foy & hommage sont reseruez au seigneur.

Tant que le seigneur dort le vassal veille, & eontra.

Droit de quint ou requint denier se peut prescrire &c.

1. 56. Declara vt dixi in consuet. Parisi. §. 56. num. 32. cum seq. quibus addo nulla huiusmodi feuda esse Trevis, vt in consuetud. precedenti. §. 38. Nec fere in hoc regno nisi in Burgundia. Tamen ante quindecim annos vidi processum in quo litigantes qui erant, dux Gynshamus ex vna parte, & quidam vasallus ex alia parte concordabant que à Bar le duc les fiefs sont fiefs de danger. Quod nunc falsum apparet vel abrogatum. Car toute Bar le duc ressort à Sens, & est purement suieus & regi par la coustume generale de Sens, & n'a aucune coustume locale ou particuliere, comme i'ay monstré en ma premiere annotation sur le proces verbal des coustumes de Sens. §. fol. 70. verso. Or il me souuient d'un cas notable où i'ay consulté, le duc de Lorraine à cause de son marquisat de Pont à Mosson qu'il tient de l'Empire, ha vn comté mouuant de luy, est aduenus que la contesse s'est mariee à vn quidam non noble, auquel elle a donné ledit comté, auquel le mary veuf apres la mort de sa femme s'est mis dedans sans le sçeu & consentement du duc de Lorraine, & ainsi a commis & perdu le fief qui est de danger. Toutesfois le duc n'a pas iurisdiction sur ledit lieu seruant, qui est de la iurisdiction de Luxembourg en prime instance, & ressort par appel à malines. Respondi que le duc de Lorraine le pouuoit saisir & met tre reaulment & de fait en sa main par faute d'homme, & en iouyr en pure perte, & reietter les offres du mary comme estant le fief à luy retourné & acquis par la nature diceluy, & en iouyt maintenant monobstant oppositions ou appellations quelconques. C.M.

cas ledit vassal est tenu d'aller au Roy ou à ces officiers ayans puissance de le recevoir, & si ledit vassal se mettoit en possession de son fief de danger, autrement que dessus est dit, il commet son fief si tant n'estoit qu'il luy fust escheu ou aduenue de pere ou de mere, auquel cas ledit vassal se peut mettre dedans ledit fief sans licence de son seigneur, & faire les fruits siens iusques à ce qu'iceluy seigneur ayt empesché iceluy fief par faute de foy & hommage non faits. Pendant lequel empeschement ledit seigneur fait les fruits siens iusques à ce que sondit vassal ayt fait lesdits foy & hommage.

De la nature & condition des heritages, des censives, rentes foncieres, volages & hypothecques.

lvij.

Avcuns heritages sont de franc aleu, les autres mouuans de fief, autres en censives, autres redeuables de coustumes escheables, & autres chargez de diuerses charges & redeuances, dont des aucuns sont deuz lots, ventes & amendes, en aucuns lieux plus, en autres moins, & d'autres doyuent lots & ventes seulement, & aussi en y a qui n'en doyuent: & sur ce n'y a coustume generale, mais est reserué aux seigneurs de prendre sur leurs suiets tels droits de lots, ventes & saisines qui leur peuuent competer & appartenir, & aux subiets leurs deffenses au contraire.

Nota de la diuersité des charges q'on a droit de prendre sur les heritages.

lviii.

Si les preneurs ou detenteurs d'aucuns heritages tenus en emphyteote ou accensissement sont deffaillans de payer la charge ou pension par trois ans continuels, le seigneur les peut contraindre par iustice à luy laisser lesdits heritages, si apres sommations faites de payer ladite pension ou charge d'emphyteote est refusant ou delayant de payer.

lix.

Et tient l'on audit bailliage que où il y a heritage chargé de censive portant lots & ventes, ils se payent ainsi que d'ancienneté ont esté payez, au pris que lesdits heritages seront vendus ou autrement transportez par contractz equipollez à vendue ou subhastez & decretez par iustice, desquels iceux heritages demoureront chargez & hypothecquez, cōbié qu'en pure eschāge d'heritage chargé de censive s'il n'y a soultes n'est deu lots ne vétes. Et aussi d'heritages de censive escheuz & aduenuz par succession en faisant partage, jaçoit ce qu'il y ayt soultes, ne sont deuz lots ne ventes au seigneur censier pour raison desdites soultes.

lx.

Le seigneur censier pour ses lots, ventes, saisines & amendes à luy deües à cause de vendition d'heritages estans en sa censive, peut par iustice saisir lesdits heritages cēsuels, & par telle saisine contraindre le detenteur à payer lesdits lots & ventes, saisines & amendes.

lxi.

En heritage donné par amour ou affection du donataire seulement n'y a lots ne vétes.

lxii.

L'on tient audit bailliage que tout heritage est réputé franc qui ne le monstre estre redeuable d'aucune charge quel que part qu'il soit assis, comme cy apres est dit au chapitre de iustice.

Pour la diuersité des opinions & grande contradiction des assistans ledit article est remis à la cour.

lxiii.

I Le seigneur censier pour ses droits seigneuriaux dont est possesseur, ne doit plaider deffaisi, soit eu demandant ou en deffendant.

lxiiii.

Rentes & heritages véduz à condition de rachat sortissent nature de meuble, en façon que les deniers procedans desdites rétes ou heritages vendus à ladite condition de rachat, s'ils sont rachetez durant le téps dudit rachat, iceux deniers sortissent nature de meuble.

lxv.

L'on tient audit bailliage que meuble n'a point de suyte en execution ne par hypothecque, quand ils sont mis hors de la possession du deteur sans fraude.

Des droits de mariage.

lxvi.

La femme mariee est en la puissance de son mary, supposé qu'elle ayt pere ou ayeul paternel, en telle maniere qu'elle ne peut faire contractz entre vifs, n'y estre en iugemēt sans l'auctorité de son mary, si elle n'est marchāde publique, auquel cas pour le fait de sa marchandise seullemēt elle peut faire contractz & obligations, & desdits contractz son mary en est tenu.

lxvii.

Combien que par cy deuant audit bailliage apres le trespas d'un des conioints en mariage le suruiuant en aucuns lieux d'iceluy bailliage, à sçauoir, la femme emporte seulement la tierce partie des meubles & acquests, & les heritiers du mary trespasé. les autres deux tiers. Et en autre partie d'iceluy bailliage le suruiuant emporte tous les meubles, & la moytié des ac-

Femme mariee est en la puissance de son mary. De femme mariee marchande.

Coustumes du bailliage de Chaulmont en Bassigny

quests soit l'homme ou la femme suruiuant, pourueu qu'il n'y ayt enfans : & fil y a enfans, ils partent par moytié lesdits meubles & conquests entre le suruiuat & les enfans. Et en autre partie d'iceluy, le suruiuant a & emporte la moytié des meubles & conquests, soit qu'il y ayt enfans ou non, & les heritiers du premier trespasé l'autre moytié. Pour oster lesquelles diuersitez & euitter les proces qui cy apres pourroyent aduenir, par les estats la matiere debatue, a esté delibéré & conclud sans aucune contradiction, & par commun accord entre eux lesdites coustumes estre reduites à vne telle qui s'ensuyt. Que le mary & la femme sont cômuns en tous biés meubles, debtes & conquests immeubles, en telle maniere qu'apres le trespas de l'vn ou de l'autre lesdits biens meubles, debtes & conquests se partent par moytié entre le suruiuant & les heritiers du premier trespasé, soit qu'il y ayt enfans ou non, en payant les debtes passiués par moytié, fil n'y a priuilege de noblesse tel que dit est desia cy deuant au traicté de mariage derogant à ce. lxviii.

Le mary & la femme sont cômuns en tous biens meubles & conquests & c.

Le mary & la femme entre vifs ne peuuent aduâtager l'vn l'autre & c.

Item, & si ne peuuent aduâtager l'vn l'autre directement ou indirectement par simple donation entre vifs, ne par testament ou autre ordonnance en derniere volonté, & combien que le mary ayt l'administration & disposition liberalle par contractz entre vifs de pouuoir alier les biens meubles & conquests immeubles communs & appartenans ausdits mariez durant ledit mariage, neantmoins ledit mary par testament ou autre ordonnance en derniere volonté ne peut disposer desdits biens meubles, debtes & conquests immeubles quant à la portion de ladite femme, & au preiudice d'elle, ne pareillement la femme au preiudice de son mary, & quant à sa portion. lxix.

Deux conioints par mariage peuuent faire donation mutuelle.

Deux conioints par mariage nobles ou roturiers peuuent ensemblement faire donatiô mutuelle de tous leurs meubles & conquests immeubles pour en iouyr par le suruiuant la vie durant tant seulement, à la charge de faire par ledit suruiuat bon & loyal inuentaie & prisee desdits meubles & conquests, & de bailler par luy caution aux heritiers du trespasé, de rendre & restituer incontinent apres son decés la moytié desdits meubles & conquests dont il iouysoit sa vie durant au moyen dudit don mutuel. Et faut que ceux qui font tels dons mutuels n'ayêt aucuns enfans de l'vn ou de l'autre ou d'eux deux qui soyent franchises personnes, sains & non malades quand ils font ledit don, & qu'il ne soit fait par force ou crainte, aliàs où il y auroit enfans, ou que l'vn d'iceux fust de condition seruille ou malade ou fait par force, crainte, & en ce cas tel don mutuel seroit nul. lxx.

De douaire coustumier, & en quoy il consiste, & des charges deuz à cause de ce par la femme.

Vne femme apres le decés de son mary a droit de douaires en tous les heritages qu'il auoit au iour qu'il l'espousa, & en tous ceux qui luy sont depuis aduenus en ligne directe & non en ligne collateral. Lequel droit de douaire s'appelle douaire coustumier, par lequel elle doit iouyr sa vie durant comme vsufructiere de la moytié desdits heritages, lesquels elle doit soustenir de closture & couuerture, & laisser en l'estat qu'elle les trouue, & payer les charges foncieries que doyuent lesdits heritages. lxxi.

Femme douee de douaire prefix peut apres le decés de son mary choisir & eslire le douaire prefix ou coustumier, lequel qu'elle voudra, supposé qu'en son traité de mariage ne soit faite vne seule mention de douaire coustumier: mais si ladite femme veut auoir ledit douaire prefix elle le doit declarer dedans quarante iours¹ apres le trespas de son mary, & ne courét point les² arrerages du douaire prefix iusques apres la declaration d'iceluy douaire accepté. lxxii.

1. 71. Aliàs priuatur doario prefixo, ut Trevis fuit indicatum, sed malè indicatū fuit, quia cōsuetudo non imponit penā priuationis nisi reliquorū: & cōsenti esse debemus pānis legibus cōprehesi. l. si diuortio. ff. de verb. obligat. Nec est locus pāne nisi scriptum sit. glos. Panor. c. vlti. extr. de iure patronat. C. M.

Douaire coustumier saisist la femme qui en est douee, non pas douaire prefix, sinon apres qu'elle l'a accepté en iugement, les heritiers de son mary presens ou deüement appelez. Apres laquelle acceptation ainsi faite que dist est, la femme se peut dire saisie dudit douaire prefix. lxxiii.

Le mary a l'administration & gouvernement des meubles & conquests immeubles & des fruits des propres heritages & du douaire de sadite femme, & en peut disposer durant & constant leur mariage sans le consentement de sadite femme: mais de la propriété des heritages propres & douaire de sadite femme n'en peut disposer sans son consentement, & compete & appartient au mary la poursuyte des actions dependans des heritages propres de sadite femme. lxxiiii.

Les fruits estans és heritages propres de deux conioints par mariage ou de l'vn d'eux, apres le trespas du premier decedant se partent par moytié entre le suruiuant & les heritiers du premier decedé, fil n'y a priuilege ou traité au contraire. lxxv.

Personnes vsans de leurs droits qui vivent ensemble à vn commun pot, sel & despence, apres an & jour ils sont reputez communs en biens meubles & conquests immeubles faits depuis

puis la société contractée s'il n'appert du contraire.

Donation entre vifs.

lxxvi.

Donner & retenir ne vaut, toutesfois par mesme coutume on peut donner la propriété d'aucun heritage & retenir l'usufruit, aut e contra. Et par l'aduis & opinion de tous ceux desdits estats à esté aduisé que d'oresnavant & au paravant que telle donation soit bonne & vallable, il faut que le donateur soit dessaisy de la chose donnée, & le donataire saisfy pour autât que faire se peut, c'est à sçavoir des terres feudales, que le donataire soit receu en foy & hommage, des censuelles, qu'il soit en saisine par le seigneur censuel. Et des choses alodialles que le donataire ayt prins possession de fait de la chose donnée.

Avant que donation d'heritage soit bonne qu'est il requis.

1.76. *Nō autem quōd capiatur fructus, sed quōd publicetur & capiatur possessio proprietaria. C. M.*

Des droits de succession.

lxxvii.

Le mort saisist son hoir vif, plus prochain habille à luy succeder.

lxxviii.

Le seigneur par le trespas de son homme de main-morte est saisfy des biés & succession de son homme de main-morte qui va de vie à trespas hoir de son corps estant en selle. Et s'il y a plusieurs enfans dont l'un soit en selle seulement, & les autres non, par la coutume celuy en selle rameine tous les autres à partage chascun pour sa portion contingente.

lxxix.

D'oresnavant en ligne directe representation aura lieu, & represente le fils la personne de son pere, mesmement en droit d'aïneesse: mais la fille ou filles du fils aîné ne represente audit droit d'aïneesse leur pere en la succession de leur ayeul ou ayeulle quand il y a fils & oncle desdites filles. Toutesfois audit cas elles prendront en telle succession autant qu'un fils puisné, nonobstant que par autre coutume les deux filles ne prennent autant qu'un fils. Et en ligne collateral representation a lieu iusques aux enfans des freres inclusivement.

Du droit d'un seigneur es biens de son homme de main-morte &c. Le fils represente le pere en droit d'aïneesse &c.

lxxx.

En succession escheant de ligne collateral, les freres de pere & de mere sont preferez quât aux biens meubles, debtes & conquests immeubles demourez du decès de leur frere trespasé à l'encontre des freres du pere seulement ou de mere seulement, combien que quant auxheritages paternels ou maternels d'iceluy deffunct, tous lesdits freres succedent esgallement, c'est à sçavoir les freres paternels avec lesdits freres de pere ou de mere quant ausditsheritages. Et lesdits freres maternels avec lesdits freres de pere ou de mere quant ausditsheritages maternels. Et pareillement est obserué & gardé quât aux enfans desdits freres, & payent le testament & debtes dudit deffunct selon l'estimation & valeur de leurs portions hereditaires.

Les freres de pere et de mere sōt preferez au freres de pere ou de mere en succession de ligne collateral.

lxxxii.

Le franc ne succede point au serf, ne le serf au franc.

lxxxiii.

Vn testateur peut par son testament ou ordonnance en derniere volonté disposer entierement de tous les biés meubles, debtes & conquests immeubles & la tierce partie de son naissant & ancien heritage, au proufit de quelconque personne capable de ce, & au preiudice, tant de ses enfans s'il en y a, que de ses autres heritiers en ligne directe ou collateral, en delaisant à sesdits enfans ou autres heritiers franchement & sans charge de debtes les deux autres tiers de son propre & naissant, qui est à entendre iceux deux tiers francs & sans charge, s'il y a meubles & conquests immeubles suffisans à satisfaire ausdites debtes, autrement demoureront chargees à la valeur & estimation comme ledit autre tiers pour portion & accomplissement du testament & fraiz funeraux.

Vn testateur peut disposer de tous ses biens meubles et conquests immeubles.

lxxxiiii.

Institution d'heritier n'a point de lieu à ce que testament soit vallable, n'au preiudice des plus prochains habilles à succeder.

lxxxv.

A ce que testament ou ordonnance en derniere volūtė soit vallable ne sont requises les solennitez de droit civil, mais suffit escrire & signer son testament de sa propre main, ou le passer en presence de deux notaires, ou du curé & vn notaire, ou du curé & deux tesmoins, ou d'un notaire & deux tesmoins, ou de quatre tesmoins, pourueu que lesdits tesmoins soyent ydoines & suffisans, & qu'ils ne soyent legataires.

Les solennitez de droit civil ne sont requises in testamentis. &c.

lxxxvi.

Aucun ne peut estre heritier & legataire ensemble.

lxxxvii.

Entre testament & codicille n'y a point de difference.

lxxxviii.

Par la coutume gardée & obseruée audit bailliage, les parens & prochains lignagers des archeuesques & euesques & autres gens d'eglise seculiers leur succedent en biens meubles & immeubles.

Les parens succedent aux biés des prelates seculiers.

lxxxviiii.

Les religieux profez ne succedent à leurs parens, ne le monastere pour eux.

PP iij

Couſtumes du bailliage de Chaulmont en Baſſigny

Teſtamens & execution d'iceux.

lxxxix.

Les execu-
teurs d'un
teſtamēt ne
ſont ſaiſis
faire inuen-
taire.
L'execu-
teur d'un
teſtamēt eſt
ſaiſy dedans
l'an &c.
L'execu-
teur d'un te-
ſtamēt par
faute de
biens meu-
bles peut
vendre, en-
gager &c.
les herita-
ges du def-
funct.

Les executeurs ſans faire inuentaire des biens meubles demourez du deces, l'heritier ou he-
ritiers preſens ou appelez ne ſe peuuent dire ſaiſis. xc.

L'executeur d'aucun teſtamēt apres l'inuentaire deuēment fait, eſt ſaiſy dedans l'an & iour
de tous les meubles demourez du deces. Et ſuppoſé que l'heritier offre accomplir le teſtamēt
& de ce bailler caution ou de laiſſer és mains de l'executeur autant que ſe monte le cler dudit
teſtamēt, l'executeur toutesfois dedans l'an & iour ne ſera deſſaiſi. xci.

Quand il n'y a point de meubles en la ſucceſſion d'aucun treſpaſſé qui a nommé & eſleu au-
cuns executeurs, iceux executeurs peuuent engager, hypothequer, vèdre à faculté de reme-
re, ſi en ladite faculté de remere ils treuuent acheteurs, aliàs peuuent vendre ſimplement des
heritages moins dommageables demourez du deces dudit deſſunct en ayant permiſſion de iu-
ſtice, pourueu que preallablement ils ayent denoncé aux heritiers dudit deſſunct, ſ'ils ſont pre-
ſens, ſi leur intention eſt de fournir d'autres biens pour accomplir le teſtamēt & volonté der-
niere dudit deſſunct & payer ſes obſèques & funerailles. Et leſquels heritiers, ſi bon leur ſem-
ble, peuuent diſtribuer argent aux executeurs pour fournir & accōplir ledit teſtamēt & der-
niere volonté dudit deſſunct, & payer ſes obſèques & funerailles. Et ſi leſdits heritiers four-
niſſent argent, leſdits executeurs ne peuuent engager, hypothequer, vèdre à faculté de reme-
re ne ſimplement les heri- ges dudit deſſunct.

De iuſtice & des droits d'icelle.

xcj.

Les biens
vaccans ſont
preſcrits par
le haut iuſti-
cier ſpacio
xxx. annorū.
Des procla-
mations que
fait le ſei-
gneur haut
iuſticier des
eſpaues.
De celui
qui treuue
les eſpaues,
et qu'il en
doit faire.
Des biens
confiſquez
qui appar-
tiennent au
haut iuſti-
cier ou au
Roy.
De l'amēde
deue à cau-
ſe de l'exe-
cution faite
ſur les biens
d'un deteur.
&c.

Tous biens vaccans par deffaut d'hoir & heritages non occupez par l'eſpace de trente ans
continuels, ſont aux ſeigneurs hauts iuſticiers és termes de leur haute iuſtice. xciii.

Les eſpaues aduenues & trouuees au territoire d'un ſeigneur haut iuſticier, ſont & appar-
tiennent audit haut iuſticier. Toutesfois ledit ſeigneur haut iuſticier eſt tenu auant que les
appliquer à luy, les faire cryer par trois cryees & trois octaues au lieu accouſtumé à faire crys
& publications, ou exercer iuſtice en ſa terre. Et ſ'il vient perſonne qui les reclame & prouue
ſuffiſamment qu'ils ſont ſiens, luy doyuent eſtre deliurez, en payant les fraiz raisonnables de
iuſtice. xciiii.

Celuy qui treuue leſdites eſpaues, eſt tenu les deliurer au haut iuſticier ſous qui elles ſont
trouuees, ou à ſes officiers dedans vingt-quatre heures: & ſ'il ne le fait, eſt tenu en amende de
ſoixante ſols tournois enuers le ſeigneur haut iuſticier, ſ'il n'auoit empeschemens ou excuſa-
tions legitimes. xcv.

Le haut iuſticier a, & luy appartient la confiſcation des biens meubles & heritages eſtans
en ſa iuſtice au temps & heure de la declaration de la confiſcation deſdits biens, ſinon que la
confiſcation depende de crime de leze maieſté diuine ou humaine, ou de forger ou ayder à
forger faulſe monnoye, eſquels cas elle appartient au Roy. xcvi.

Quand aucun creancier a fait executer ou gager ſon deteur par vertu des lettres obligatoi-
res en quoy il eſt obligé à luy pour payement de ſa debte. Si ledit deteur ſ'oppose & fait litifcō-
teſtation en la cauſe au principal. Et que depuis ſoit dit ou iugé qu'à tort ſ'eſt oppoſé, il enchet
à cinq ſols tournois d'amende enuers iuſtice, & ſemblablement ledit creancier, ſ'il eſt dit qu'à
tort il a fait executer ſon deteur. xcvii.

Vn ſergent meſſeiller eſt creu de ſa prinſe iuſques à cinq ſols tournois. xcviii.

Item, vn ſergent eſt creu de ſon adiournement ou aſſignation de iour ſimple. xcix.

Auoir ſigne patibulaire, ceps & pillory ſont ſignes de haute iuſtice. Et quand ils cheent, le
ſeigneur le peut redreſſer dedans l'an ſans danger d'autrui. Et ſ'il paſſe l'an ne le peut faire ſans
congé du ſouuerain: & auoir iuſts & meſures eſt eſpece de moyenne iuſtice. Et tient l'on audit
bailliage qu'en cas de crime qui confiſque le corps, il confiſque les biens. c.

Celuy qui eſt requis par deuant le iuge lay de bailler aſſeuement à partie qui le requiert &
afferme qu'il a cauſe de le demander, eſt tenu de bailler ledit aſſeuement, promettre & iurer
de le tenir & garder par luy & les ſiens ſur peine d'eſtre puny rigouteuſement par le iuge, ſelō
la qualité de l'infraction dudit ſaufconduyt ou ſauuegarde. ci.

Queſtion a eſté ſur ce que les officiers du Roy & les ſeigneurs ſuiets des ſeigneurs barons
qui appellent des iuges ſubalternes, dient qu'ils ont option & le choix de releuer leurs ap-
peaux immediatē par deuant ledit baillif royal iuge reformateur immediatement ſuiet à la
cour, ou par deuant les baillifs ſubalternes, deſquels le baillif royal eſt reformateur. Sur-
quoy

Les ſignes
de haute &
moyenne
iuſtice.
De donner
aſſeuement
à la partie
qui le re-
quiert.

C'eſt arti-
cle a eſté
renuoyé à
la cour.

quoy lesdits estats ont esté de diuers aduis pour plusieurs causes par eux alleguées, & la decisiõ de laquelle est renuoyée par deuers la cour ainsi que le proces verbal le contient.

Des boys, forestz & eaues.

cij

Habitans, communautés n'autres particuliers ne peuuent pretendre, n'auoir droit d'usage ne pasturage en iustice & seigneurie d'aucuns seigneurs haux iusticiers, sans en auoir tiltre d'iceux seigneurs, ou leur en auoir payé redeuance par trente ans, ou que lesdits habitans en ayent iouy de tel & si long temps qu'il n'est memoire du commencement ne du contraire.

c.iiij.

Les habitans des villes ou villages dont les finage & territoire sont voyfins tenāt l'vn à l'autre, peuuent mener champoyer, vainpasturer leurs bestes grosses & menues les vns sur les autres, iusques à l'endroit des clochers de leur eglise. Et s'ils les passent & ils y sont prins par la iustice du lieu, il y a amende de soixante solz tournois, contre chascun garde ou proye estāt soubz vn baston ou garde pour la communauté, avec la restitution du dommage. Et s'il y a bestes de gens particuliers faisant troupeaux a part, & ils y paissent & sont prins comme dessus, il y a amende selon la quantité du bestail & dommage, avec restitution dudit dommage: ce neantmoins les bestes blāches se peuuent mener si loing que l'on veut, pourueu qu'elles retournēt de iour au giste en leur finage.

c.iiij.

Et est à entēdre que vainpasturage est en terre & en prez despouillés, en charmes & autres heritages non clos ou fermés, excepté toutesfois au regard desdits prez en tant qu'ils sont defendus, qui est des le commencement du moys de Mars iusques a ce qu'ils sont despouillez. Et le temps des bānyes l'on a accoustumé faires bannyes, excepté aussi que en tous temps on ne peut mener aucuns porcs esdits prez aux peines que dessus.

cv.

Si bestes sont trouuées & prinſes a garde faite faisans dommage à autrui, il y a lx. solz tournois d'amende avec restitution du dommage & si c'est par eschappée non pourſuyuie ou sans garde, il y a seulement cinq solz tournys d'amēde avec restitution du dommage.

c.vj.

Es boys & forestz d'usage, si aucun non vsager y est trouuē & prins vsant, ya confiscation de cheuaux & harnois, & des bestes qui y sont prinſes. Toutesfois on y peut passer sans arrester ne poser, & sans y faire ne porter dommage. Et aussi si aucunes bestes y estoient trouuées par eschappées, pourſuiuies, y auroit seulement restitution du dommage.

c.vij.

Le temps de greiner est des le iour de feste saint Remy chef d'octobre includ iusques au iour de feste saint André ensuiuant exclud. Apres lequel temps escheu les porcs estans esdits boys appartenans à autre qu'aux vsagiers, sont acquis & confisqués s'il y sont trouués & prins sans le consentement dudit seigneur desdits boys. Et en boys de forestz non vsagiers si aucunes bestes sont trouuées & prinſes, il y a amende de soixante solz tournois avec restitution & reparatiõ du dommage & des frais pour chascune proye ou garde ou vn particulier en tout temps.

c.vij.

Accreues de boys ioignans aux boys & forestz ensuiuent la nature & conditiõ desdits boys & forestz, durant qu'elles sont en forestz, pourueu que ce soit en la haute iustice de celuy à qui sont & appartiennent lesdits boys & forestz, s'il n'y a fosse ou bosne faisant la separation desdits boys: auquel cas n'y a accreues.

c.ix.

En boys & forestz de vétes on ne doit mener aucunes bestes vainpasturer iusques cinq ans passez apres qu'ils sont couppés, pour la conseruatiõ du reiet & reuenues, & que le boys se puisse deffendre suffisamment sur peine de soixante solz tournois d'amēde, s'il n'y a eschappée. Auquel cas n'y a que cinq solz tournois & restitution du dommage.

c.x.

Eaues & riuieres bannalles si aucun y pesche sans le congé du seigneur ou de son fermier il y a amēde de soixante solz tournois, avec restitutiõ du poysson pour chascune fois. Et outre s'il est trouuē & prins en presence, meffait avec ses fillez, harnois, il y a confiscation de nasselle, filez & harnois, avec aussi l'amēde de soixante solz tournois. Et s'il est trouuē peschant de nuit au feu ou peschant en estangs ou fossés deffendus, ou chassant en garenne, il y a amēde arbitraire.

c.xj.

Si aucun haut iusticier veut edificier de nouveau estang à poysson en sa iustice, faire le peut pourueu que la chauffée soit en son fons & iustice, & peut dilater son eaue sur les heritages assis en sadite iustice, en recompensant preallablement ceux à qui appartiennēt lesdits heritages d'autre à l'equipolent.

P P iij

Nul ne peut pretendre droit de usage es terres des haux iusticiers sans tiltre.

De mener par les habitans des villages leurs bestes pasturer les vns sur les autres &c.

Qu'est vain pasturage: & ou il se peut faire.

De l'amēde due à cause des bestes trouuées en dommage.

Qui est trouuē es boys d'usage sans estre confisqué &c.

Le temps de greiner & pessõner les porcs es forestz.

Des accreues des boys ioignans les forestz &c.

De ne pescher es riuieres sans le congé des seigneurs &c.

Le haut iusticier peut de nouuel bastir & edificier vn estang en sa iustice.

Couſtumes du Bailliage de Chaulmont en Baſſigny.

De retrait.

cxj.

L'an du re-
trait ligna-
gier quand
doit il com-
mencer.

SI homme & femme vend ſon heritage ancien & propre de ligne à perſonne eſtrange & non lignagier, le parent lignagier du coſté dont meut & naiſt ledit heritage, le peut racheter dedans l'an & iour de la faiſine, ſi c'eſt choſe cenſuelle ou de la reception en foy & hommage, ſi c'eſt choſe feodalle ou de la poſſeſſion réelle ou actuelle, ſi c'eſt choſe allodialle en rendât le pris & frais raiſonnables, leſquels deniers en cas de réffus de les recevoir par l'acheteur, & que proces en ſoit entre les parties ſe doyent dedans l'an & iour, meſmement à la premiere journée offrir & conſigner realement en main de iuſtice, bourgeoiſe, ou autre, telle que par le iuge ſera ordonné. Et doyent iceux deniers demourer cõ ſignez iuſques à fin de cauſe, ou que par iuſtice autrement en ſoit ordonné. Autrement ſi ledit retrayant apres la preſentation réelle d'iceux deniers faite, ne les veut conſigner & laiſſer en iuſtice, il eſt tenu de les rapporter à chaſcune journée iuſques à ce qu'il les conſignera realement à peine de perdition de cauſe. cxiiij.

D'offrir & cõ-
ſigner les de-
niers en mai-
de iuſtice
par le retra-
yeur.

Si vn heritage de ligne & naiſſant eſt vendu à vn non lignagier, & il eſt retrait par ledit lignagier, vn plus prochain du lignage du vendeur du coſté dont procede l'heritage le peut auoir par retrait & dedans l'an & iour qu'il eſt mis hors de ligne. Et ſ'ils ſont en pareil degre de lignage dont meut ledit heritage, autât en aura l'vn que l'autre en remboursant par moytié le ſort principal & fraiz raiſonnables. cxiiiij.

Le plus pro-
chain ligna-
gier peut re-
traire ce
qu'vn moins
prochain a ia
retrait.
Retr. a lieu
en rente vé-
due &c.

Si l'heritage propre eſt vendu à vn du lignage du coſté dont il eſt mouuât, l'heritage ne chet en retrait par vn plus prochain du lignage. cxv.

Heritage propre & naiſſant vendu par decret ce peut retraire dedans l'an à cõter du iour du dit decret. cxvj.

Retrait a lieu en vendue de rente, cenſes, & auſſi en heritages baillez en emphiteote ou ac- cenſiffement. cxvij.

Heritage propre & naiſſant vendu à non lignagier à condition de rachat, chet en retrait à la charge de ladite condition. cxviiiij.

L'on ne peut faire pacton ne conuenance au preiudice du retrait lignagier. cxvix.

L'ordonñace
du Roy Loys
dernier de-
cedé porte
dedans ſix
moys &c.

Maſſons, charpentiers, laboureurs, manouuriers, ſeruiteurs & autres pretendans loyer, ne pourront faire d'oreſnauât action ou demande de leurs ſeruices ou loyers apres deux ans paſſez, fors & excepté des loyers ou ſeruices qui ſeroient recogneus par obligation, recognoiſſance ou cedulles. cxx.

L'ordonñace
auſſi deſſuſ-
dite porte
dedans ſix
moys.

Marchans, gens de meſtier, orſeures, apothicaires & autres vendans leurs denrées & marchandises à detail, ne pourront d'oreſenauent faire action ne demâde du pris de leurſdites denrées & marchandises quatre ans apres leſdites denrées & marchandises baillées & deliurées, ſinon que pour raiſon d'icelles ils euſſent obligation, recognoiſſance ou cedulle, ou que leſdites denrées & marchandises fuſſent baillées & deliurées par marchans à marchans, pour le fait & entretenement de leurs marchandises.

Les couſtumes cy deſſus eſcrites ont eſté leues & publiées en l'auditoire du bailliage de Chaulmont, par l'ordonnance & es preſences de nous Thibault baillet conſeiller du Roy noſtre ſire & preſident en ſa cour de parlemēt, & de Roger barne aduocat du Roy en ladite cour cõmis & deputez de par ledit ſeigneur. Et auſſi es preſences de reuerendz peres frere Guillaume d'aillancourt abbé de Moleſmes ordre ſainct Benoiſt, frere Bernard de Chaſtillon abbé de Lõgay, frere Remy morelot abbé de Morimõt, frere Jean belot abbé de l'abbaye de Vaux la douce ordre de Citeaux. Et auſſi es preſences de freres Philippe marchât abbé de l'abbaye de Beau lieu, de frere Laurens baſſelet abbé de l'abbaye de Baſſefontaine, de frere Nicole de boufayl, frere Jean de iendeul abbé de l'abbaye de Boullencourt, frere Eſtienne remy abbé de la chapelle aux planches, ordre de Premonſtré, & de frere François de Meigney religieux & chambrier de l'abbayé de Monſtierendel dudit ordre ſainct Benoiſt. Religieuſes perſonnes, damps Mathurin de cangy, & Mathieu ſix religieux & procureurs de l'abbaye de Clereuaux. Et auſſi de meſſire Jean d'Amboiſe cheualier ſeigneur de Buſſy conſeiller ordinaire du Roy noſtre dit ſeigneur bailly dudit Chaulmont. Erard du chaſtelleſ ſeigneur de Cireiz, Philebert du chaſtelleſ ſeigneur de ſainct Amand, Pierre des bones ſeigneur de Rance, Jean d'igny ſeigneur de Rianzaucourt tous cheualiers, de Pierre de choiſeul ſeigneur de Lâcques, Loys tinteuille ſeigneur dudit lieu, Jean de marbury ſeigneur de Moruilliers, Philebert d'eſtainuille ſeigneur de Mailuncourt, Anthoine de molain ſeigneur de Ramfontaines, Nicolas de chicon ſeigneur de Râchignerres: & auſſi es preſences de maĩſtre Loys de ſancey licencié en loix & en decret lieutenant general, Jean de meſgrigny auſſi licencié en loix aduocat, Jean de Briõ procureur du Roy

Proces verbal des coust. du Baill. de Chaumont en Bassigny. Fueil. ccxxvij.

audit bailliage, Ieã belauoine receueur ordinaire dudit seigneur audit bailliage, Aymé de coyfy lieutenant particulier, Nicole bonne vie licencié en loix preuost, Adrian le tartier, Pierre geneuois, Nicole de sencey, Girard nulot licencié es loix aduocatz, practiciens audit Chaumont, Estienne brullart, Anthoine de maurilly, Theneuin hure, Michel berrier, Claude l'asne notaires royaux & practiciens audit Chaumont, Morice guenichon preuost en garde pour le Roy nostre sire à Bar sur Aube, Claude de sathenay licencié en loix substitut du procureur du Roy, Nicolas de vaucouleur receueur pour ledit seigneur en ladite preuosté, Jean henry preuost en garde pour le Roy en la preuosté dandelot, Michel thomassin substitut du procureur d'illec, Claude tondeur preuost en garde pour iceluy seigneur de la preuosté de Vuassy, Claude gôtier substitut du procureur, Jacques l'artilleur licencié en loix aduocat & practicien en icelle preuosté, Jean gruyer aussi licencié en loix, bailliy de Lamuille, Arnoul de mendres procureur de la seigneurie dudit Lamuille, Claude le nepueu grenetier & chastellain d'illec, Guillaume thibaut lieutenant du capitaine de, Nogent, Tristan croissart preuost pour le Roy, Jean huguenot substitut du procureur du Roy, Jacques thomassin preuost en garde pour le Roy au val de roygon, Jean Philippe substitut du procureur du Roy, Jean chanoue lieutenant, & de maistre Jean bertrad licencié es droitz, & de plusieurs autres gens d'eglise, nobles & practiciens dudit bailliage. Apres laquelle publication auons fait lire les lettres d'edit cy apres escrites & inferées en nostre proces verbal. Et enioinct aux dessusditz & à tous autres de garder & obseruer lesdites coustumes publiées & arrestées comme loy : Et fait deffences de non alleguer autres coustumes contraires ne derogantes à icelle. Et aussi auons fait deffences ausdits lieutenans, officiers & autres aduocatz practiciens & coustumiers dudit bailliage que d'oresnauant pour la preuue desdites coustumes publiées & arrestées ilz ne facent preuue par turbe ou tesmoins particuliers particuliers: mais par l'extrait d'icelles, signé par le greffier dudit bailliage & deuemét expedie. En tesmoing desquelles choses nous auons cy mis noz seings manuelz, & fait signer par lesdits lieutenant & greffier dudit bailliage le vingtiesme iour d'Octobre l'an mil cinq cens & neuf,

Ainsi signé. Thibaut baillet. Roger barme. Jean sencey.

Proces verbal.

LE Ieudy xviiij. iour d'Octobre l'an mil cinq cens & neuf, Nous Thibaut baillet conseiller du Roy nostre sire & president en la cour de parlement, & Roger barme aussi conseiller & aduocat dudit seigneur en ladite cour, arriuasmes en la ville de Chaumont pour faire publier & arrester les coustumes dudit bailliage. Et le lendemain dixneufiesme dudit moys, qui estoit iour qui parauant auoit esté assigné aux gens d'eglise, nobles & autres du tiers estat pour estre presens & assister à ladite publication, nous transportames à l'auditoire dudit bailliage lieu choysi & ordonné pour proceder à ladite publicatiō, où estoit maistre Loys de censey lieutenant general dudit bailliage, qui nous dit qu'en ensuyuant les lettres missiues du Roy nostre sire seigneur que parauant luy auoyēt esté apportées par Jacques de mailly huysfier en ladite cour, desquelles la teneur s'ensuit &c. En ensuyuant laquelle ordonnance furent appelez, & y comparurent frere Philippe marchad, abbé de nostre dame de Beaulieu, frere Laurens basselet abbé de Bassfontaine, frere Bernard de Chastillon abbé de Langay ordre de Citeaux, frere Jean iandreuil abbé de l'abbaye de Bourlencourt, frere Estienne remy abbé de la chappelle aux planches frere Guillaume de rieux abbé de la creste, frere Claude hancourt abbé de mieruaux, frere Guillaume d'aillacourt abbé de Molefmes ordre de saint Benoit, frere Remy morelet abbé de Morimont, frere Nicole abbé de Bonfail, frere Jean belot abbé de Vaux la douce, frere Simon abbé de Clerefontaine. Les doyen & chapitre de l'eglise saint Jean de Chaumont comparas par maistre Gilles de gye doyen de ladite eglise. Les doyen & chapitre de saint Maclo de Bar sur Aube par maistre Jean maistrot leur procureur. Les doyen & chapitre de Vaucouleur comparans par maistre Jean iacquart doyen dudit lieu. Les doyen & chapitre de Ionuille par messire Nicole le roux doyen de ladite eglise. Les religieux abbé & conuent de Clereuaux, comparans par Mathurix leur procureur, frere Guillaume la loye prieur de saint Pierre de Bar sur Aube, frere Pierre d'esternay prieur de mont sainte Germaine, frere Jean saueur prieur de belroy, frere Jacques de villemor prieur de Monstier en l'isle, frere Didier boucher prieur de saint Nicolas lez ledit Bar sur Aube, frere François de saint belin prieur de Beauieu, frere Anthoine le gaingnart prieur de Nogent, frere Didier muysfier prieur de la forest les vuassy, frere Nicole durot prieur de Villembefois, frere François de meigney prieur de Vuassy & chambrier de Monstierredel, frere Jacques regnaut prieur d'epineuseual, frere Jean de bourdi prieur Deufsonuille, frere Pierre pichon prieur de Sonnières: tous presens en personne. Comparurēt aus-

Proces Verbal

si nobles personnes messire Jean d'Amboise chevalier, cōseiller & chābellan ordinaire du Roy nostredit seigneur bailly de Chaumont, messire Thierry de lenoncourt chevalier seigneur de Vignory en partie & bailly de Victry, messire Pierre des bones chaulier seigneur de Rance, messire Jean d'igny chevalier seigneur de Rizācourt, messire Philebert du chastellet chevalier seigneur de Beaupreiz & de Cireiz, Loys de Dinteuille seigneur dudit lieu, Jean de marbury seigneur de Maruillers, Jacques bastard de chasteauvillain seigneur de Courpre, Laurens viguyet seigneur d'Arcuthieres en partie, Ogier le gruyer seigneur de Fontaines capitaine de Bar sur Aube, Symon de la rue seigneur doimoy, Simon de Sathenay seigneur de Lenty, Bertrand breton seigneur de focourt, Eme de Chanauges seigneur de Himberuille, Jean de la tour seigneur de Thenaces, Thibaut de tilhon seigneur de Bisze, Jean de brion seigneur de Chāgay, Cunes & Arremōt, François de choyseul seigneur de Clesmont, Pierre de choyseul seigneur de Lāgues, Georges de saint Bel seigneur de Thinelz, Loys & Charles de barnaux seigneurs de Charmaille, Gillebert de butame seigneur de Chandénay, Philebert d'estainuille seigneur de Champars, Jean de lodines seigneur de Flamerecourt, Anthoine de molain seigneur de Raye fontaine, Bertrand d'orge seigneur de Forfilleres, Jean goullebeuf seigneur de Thionuille, Perreual de montalby capitaine de coiffy. Comparurent aussi honorables personnes maistre Loys de sencey licencié en loix & en decret, lieutenant du bailliage de Chaumont, Jean de megrigny licencié en loix aduocat du Roy nostre sire, Jean de brion escuyer procureur dudit seigneur audit bailliage, Jeā bel auoyne receueur, Eme de coiffy lieutenant particulier dudit bailliage, Nicole bonne vie preuost de Chaumont, Nicole sencey contereilleur dudit Chaumont, Adrian le tartier, Girard milot licencié es loix aduocatz audit bailliage, Laurés guillaume procureur de la ville de Chaumont, Nicolas maugras lieutenant du bailly de Chasteau villain, Jean chanterel preuost dudit chasteau villain, Nicolas alexandre procureur de la ville, Henry coffon preuost de Vignory, Jean arnoul, Didier macé escheuins dudit Vignory, Nicolas guerce lieutenant du bailly de Brienne, Didier mathieu preuost, Jean huet greffier, Nicolas oudine praticiens audit Brienne, Estienne mareschal procureur des habitans de Pigney, Maurice guenichon preuost de Bar sur Aube, Nicolas de vaucouleur receueur dudit Bar sur Aube, Claude de sathenay substitut du procureur du Roy audit Bar, maistre Pierre geneuois licencié en loix grenetier dudit Bar, Jean pitoys procureur des habitans de ladite ville, Jean nolus esleu pour le Roy audit lieu de Bar, Jean de l'afferté contereilleur, Nicolas la gogue notaire & praticien audit lieu de Bar, Pierre de crespuy lieutenant du Bailly de Ronnay, Jacques gerardin procureur dudit lieu, Nicolas bouche preuost dudit Ronnay, Nicolas aubry greffier dudit Ronnay, Jean coquel lieutenant du bailly de Dampierre, maistre Guillaume cuchon procureur, Simon pesme preuost dudit Dampierre, Claude sachenay lieutenant du Bailly de l'afferté sur Aube, Jean pitoys preuost, Richard coyon procureur, Ogier l'huillyer maieur, Nicolas agnelz escheuin dudit lieu de l'Afferté, Jean colombel lieutenant du bailly de Beaufort, Jean andriolle procureur, Jean forby preuost & procureur des habitans dudit Beaufort, Jean d'ormont lieutenant de la garde de la iustice de Chanauges, Pierre clement lieutenant du bailly de Soubz lames, François milat lieutenant du bailly de Rameru, Jean de doux receueur, Jean le gris procureur des habitans dudit Rameru, Guillaume trumel preuost de Vaucouleur, Martin gillot son lieutenant, Jean mōgert substitut du procureur du Roy audit Vaucouleur, Claude le cōte preuost de Grand, Jean d'afur-nuille son lieutenant, Theuenin de rangecourt substitut du procureur du Roy audit lieu de Grād, Noel l'espiciier maieur de trempegirard, Lehānot maieur de harāuille, Jean henry preuost d'Andelot, Michel thomassin substitut du procureur du Roy audit Andelot, Philippe de la heuille preuost de Gaudrecourt, Henry de marly lieutenant de Monstecler, Simon thomassin lieutenant du bailly de Riuel, Henry le moyne preuost d'Illec, Jean l'abbé lieutenant du bailly à Morancourt, Jean garnier preuost d'Esfoye, Jean du pont substitut du procureur du Roy audit Esfoye, Philippe huguenet greffier, Iacob thomassin preuost du Val de ranguon, Jean philippe substitut du procureur du Roy nostre sire audit lieu de Ranguon, maistre Jacques l'artillier licencié es droitz, Jean mareschal, Richard de molerat lieutenant, maistre Jean gruyer licencié en loix bailly de Ionuille, maistre Arnoul de mandres procureur de la terre & seigneurie dudit Ionuille, Didier niguet preuost dudit lieu, Claude le nepueu grenetier dudit lieu, Pierre de beaupreiz procureur des habitans dudit lieu de Ionuille, Guillaume barat preuost de Montigny, Simon nouot son lieutenant, Jean bastien substitut du procureur du Roy audit Montigny, Anthoine vignadel preuost de coiffy, Guillaume viquat substitut du procureur du Roy audit coiffy, Jean gris garde des seaux de ladite preuosté. Et depuis le procureur du Roy audit bailliage requist

requist deffaut cōtre les non comparans & qui n'auoient enuoyé ne fait proposer aucune exoine. Ce que luy octroyasmes portant tel profit que de raison. Et ce fait nous aux dessusdits abbez, doyens, prieurs & autres de l'estat ecclesiastique seismes mettre la main au pis. Et aussi les nobles & autres du tiers estat feirent serment de bien & loyaument conseiller & dire verité sur le fait desdites coustumes, & de nous aduertir des choses qu'ils cognoistroient esdites coustumes preiudiciables au bien & vtilité du pays. Et ce fait seismes proceder à la lecture desdites coustumes.

Et sur le ij. article contenant ce qui s'ensuit. Et quāt aux nobles l'on tient coustume estre au dit bailliage que ceux sont ditz, tenus & reputez nobles qui sont nez & yffus en mariage de pere & de mere nobles, ou de pere noble & de mere nō noble: ou de mere noble, & de pere nō noble & qu'il suffist l'un d'iceux pere ou mere estre noble, à ce q̄ le fruit soit noble. Apres la lecture duq̄l en ce qu'est cōtenu ou de mere noble. Leur fut par nous dit & remōstré ledit article estoit de cōsequēce, & que raison escrite vouloit le cōtraire. Et qui plus est que la loy par expres resistoit à ladite coustume ainsi que l'auions dit & remōstré en d'autres bailliages où ledit article estoit escrit pour coustume: en demandant à tous en general si tout le contenu audit article estoit accordé par les trois estatz pour coustume. Et lors les nobles estans en ladite assemblée nous dirent que noblesse procedoit & deuoit proceder du costé du pere seulement & non du costé de la mere, & n'estoit telle ladite coustume qu'elle est contenue audit article. Et pour le differēd & contradictiō qui estoit entre lesdits nobles & autres en ce qui est contenu que pour acquerir noblesse suffist estre yffu de mere noble, combien que le pere soit non noble. Et aussi que ia au bailliage de Meaux qui est l'un des quatre bailliages de brie & champaigne, auoit esté semblable differēd par nous remis à la cour. A ceste cause ordonnasmes que de present ledit article demoureroit pour coustume fors & excepté qu'en ce que par iceluy est dit qu'il suffist auoir mere noble pour acquerir noblesse, combien que le pere ne soit noble. Lequel demoureroit en suspens iusques à ce que les parties eussent produit d'une part & d'autre ce que bō leur sembleroit pardeuers nous pour en faire nostre rapport à la cour, à fin d'y estre pourueu ainsi que de raison,

Approbatō
du deuxiesme
art. au til
tre de l'estat
& condition
des personnes
& partie d'iceluy
remis
à la cour.

Et le troisieme article contenant. Et au regard des nō nobles ils sont en deux manieres, dōt les aucūs sont frāches personnes, bourgeois & bourgeois du Roy ou d'autres seigneurs soubz lesquelz ils sont demourans. Et les autres sont serfz & de serue condition, & de diuerses seruitutes, selon la nature des terres & seigneuries, à cause desquelles ils sont hommes: car les aucūs sont taillables enuers leur seigneur de taille à volenté raisonnable de poursuite quelque part qu'ils se transportent. Et de fort mariage quand ils se marient à personne d'autre condition: & succedent en tous les cas les vns aux autres. Et peuuent disposer par testament ou autrement de leurs biens comme les franchises personnes. Les autres sont de taille abosnée à aucune somme certaine enuers leur seigneur, & au pardessus de pareille condition comme déclaré est cy dessus. Les autres sont de leurs personnes & condition seruille mainmortables enuers leur seigneur, en tous biens meubles & heritages quelque part qu'ilz soyent assis, supposé ores qu'il soit assis en franc aleu ou en censue; quand il trespasse sans delaisser aucuns enfans nez en mariage estant de leur condition & en leur selle, laquelle est à entendre en leur maison, demourāces sans auoir estez separez. Et s'il y a plusieurs enfans mariez ou à marier hors leur selle, vn seul enfant estant en selle recueille ladite mainmorte pour tous les autres qui sont hors, & y ont pareil droit comme luy. Les autres sont mainmortables en meubles seulemēt. Les autres en heritages seulemēt: & les autres d'autres diuerses conditions selon la nature des terres & seigneuries enuers leursdits seigneurs. Et outre aucuns estans desditz de mainmorte ne peuuent tester outre la somme de cinq solz au preiudice de leur seigneur, quant à ce qui est subiet à mainmorte, n'aussi eux faire clerz quand ils sont de poursuite. Et pour la diuersité desdites seruitutes & droits que leur seigneurs pretendent sur leursdits hommes n'y a coustume generale: ains les seigneurs iouyront & vserōt de leurs droitz ainsi & selō qu'ilz ont accoustumē iouyr & vser parcy deuant & d'ancienneté & qui leur appartiendra à cause de leur seigneurie. Et autremēt lesdits estats ne peuuent alleguer coustume particuliere pour la diuersité des seruitutes que les seigneurs pretendent audit bailliage auoir sur leurs subiets hommes serfz & mortallables. Auons ordonné par l'aduis, conseil & oppinion de tous les assistans en ladite assemblée que depuis ces mots: ains les seigneurs &c. iusques à la fin duditz article serōt rayez, & au lieu d'iceux y a esté mis la clause qui s'ensuit. Mais est reserué au seigneur iouyr & vser sur leurs subiets de tels droitz qui leur peuuent competer & appartenir, & à leurs subiets leurs deffences au contraire.

Radiatō de
certains mots
en l'art. troi
siesme au til
tre de l'estat
& condition
des personnes
& adiouste
mēt d'autres
mots.

Proces Verbal

Mutatio de
mots en l'ar-
ticle iiii. au
titre de la
condition &
estat des per-
sonnes.&c.

Sur le quatriesme article contenant. Quand aucun desdites franchises personnes se ioint par mariage à personne de l'une des conditions serues dessus declarées, les enfans qui sont nez de tel mariage entre les riuieres de Seine & Aube, & Seine & Yonne, ensuiuet & ont le choix & option d'ensuiuir & prendre laquelle des conditions que bon leur semble, en delaisant les biens & succession de celuy qui est de condition serue. Auons ordonné par le cōseil, que dessus qu'au lieu de ces mots en delaisant les biens & succession de celuy qui est de condition serue seront mis ces mots. En delaisant les biens & succession de celuy dont il delaisse la condition, pource que par ladite coustume il peut prendre & accepter le costé serf & delaisser le franc.

Sur le sixiesme article faisant mention que les meubles entre nobles appartiennent au suruiuant contenant ce qui s'ensuit. Coustume est audit bailliage que quand vn homme noble a en mariage femme noble, ou vn homme noble a femme non noble soit franche personne ou de condition serue, & l'un d'eux va de vie à trespas, le suruiuant a & emporte tous les biens meubles & debtes demourées du decès du trespas, soit qu'ils ayent vescu noblemēt ou roturièrement & mecaniquement en les acceptant dedans quarante iours apres ledit trespas, à charge de payer par ledit suruiuant tous les frais, funeraillies & toutes les debtes passiuues dudit trespas, toutesfois la femme & non pas l'homme suruiuant ledit homme noble son mary, soit qu'elle soit noble ou non noble, ou de la condition que dessus elle peut renoncer si bon luy semble à prendre lesdits biens meubles & debtes: & en y renonçant demeure deschargée desdits fraiz funeraux & des debtes passiuues dudit trespas & debtes par eux deues à l'heure dudit trespas pourueu qu'elle face declaration de ladite renonciation incontinent apres l'enterrement de sondit mary trespas, mettant en signe de ce, publiquement sa ceinture ou ses clefz ou autre chose apparent sur la fosse dudit trespas que l'on puisse cognoistre & sçauoir ladite renonciation ainsi auoir esté faite, ou qu'elle le declare en presence de la iustice, & aussi qu'elle ne s'immisce aucunement esdits biens sans ce que pource elle perde son douaire s'il n'y a traité ou cōuenance au contraire, Et si ladite femme n'estoit au lieu de la mort ou enterrement de son dit mary trespas, ladite mort venue à cognoissance seroit tenue incontinent & à diligence declarer ladite renonciation si faire la vouloit en presence de la iustice de sa demourance ou de personnes publiques ou elle seroit, & qu'elle ne se boutast aucunement esditz biens comme dit est. Mais si ladite femme est noble & son mary non noble, en ce cas ils succederont les vns aux autres comme font les franchises personnes non nobles. Et outre si la femme n'est noble & elle demeuré veufue de noble, posé qu'elle soit de cōdition serue comme dit est, elle iouira des priuileges de noblesse durant sa viduité comme iouissoit sondit feu mary. Et ce en faueur de noblesse qui est cas special & sans preiudice des droits du seigneur dont ladite veufue est serue. Et semblablement la femme roturiere pourra renoncer & non l'homme. Si donc n'est que ladite femme noble ou non noble soit expressement obligée ou qu'elle soit marchande publique, & quelz deux cas elle seroit tenue payer pour sa portion. Apres aucunes remonstrances faites de la perte & dommage qu'auoient les enfans quand l'un des conioints fust leur pere ou leur mere alloient de vie à trespas: car en gardant & obseruant ledit article le suruiuant qui prenoit tous les meubles & debtes, souuent se remarioit & estoient les enfans du second mariage nourris & entretenus de la part & portion des biens qui deuoient appartenir aux enfans du premier mariage. Et qui plus est quand le suruiuant se remarioit à personne noble, & depuis alloit de vie à trespas sans enfans, en ce cas les enfans du premier mariage auxquels lesdits meubles par raison appartenoient, estoient frustrez & venoient au cas dessusdit lesdits meubles en personne & main totalement estrange. Et apres tous ceux desdits estats concordablement ont requis que pour l'aduenir ladite coustume fut restrainte & modifiée quand du mariage n'y auroit aucuns enfans: car s'il y auoit enfans vouloient & entendoient qu'entre le suruiuant & les enfans du trespas, lesdits meubles fussent partis & diuisez. A ceste cause auos par la deliberation de tous les assistans escrit ledit article ainsi qu'il s'ensuit. Le suruiuant de deux personnes nobles ou de mary noble coniointz par mariage prend tous les meubles & moyrié des conquestz immeubles, faits durant & constant leur mariage, si dudit mariage n'y a aucuns enfans. Et ledit suruiuant qui prend lesdits meubles & la moytié desdits conquestz immeubles, est tenu de payer les debtes personnelles qui estoient deues à l'heure du trespas du premier decedé, & avec ce payer & acquitter les laiz, obseques & funeraillies. Et si dudit mariage y a enfant, entre le suruiuant & les enfans se partiront les meubles & payeront les debtes par moytié. Femme noble ou roturiere peut incontinent apres l'enterrement de son mary renoncer aux meubles & debtes de son mary, en mettant en signe de ladite renonciation sa ceinture, clef ou autre chose apparent sur la fosse

Modificatiō
& restrictiō
du vi. art. au
titre de l'estat
& condi-
tion des per-
sonnes.

fosse du trespassé, ou en declarant ladite renonciatiō à iustice: & en ce faisant n'est tenue payer les debtes de son mary ne partie d'icelles, pourueu toutesfois qu'apres le deces de son mary elle ne se soit immiscée és meubles demourez par son deces, & que ladite femme ne soit expressement obligée comme son mary, & aussi ne soit marchāde publique, & que la dette fust procedant à cause de ladite marchāde publique, car és cas dessusdits ladite femme est tenue desdites debtes, supposé qu'elle ait renoncé és meubles de son mary.

Sur le xj. desditz articles contenant. Le pere ou la mere, ayeul ou ayeulle d'enfans mineurs peut prendre si bon luy semble la garde desdits enfans apres le deces de leursdits pere ou mere, les nourrir & entretenir selon leur estat, fait les fruitz de leurs heritages & droitz des fiefz siens, prend les meubles & paye les debtes, soustiēt lesdits heritages iusques à ce qu'ilz soient aagez, Et de ladite garde doit hommage & seruice seulement sans en deuoir aucun relief: toutesfois si la mere se remarie elle pert la garde desditz enfans & ne fait les fruits siens. Et en ce cas les plus prochains parens ydoines, nobles, viuans noblement, non suspectz, peuuent auoir la garde desdits enfans & faire les fruits leurs à la charge que dessus. Pareillement l'article ensuyuant contenant. Frere ou sœur, oncle ou nepueu ou autre parent en ligne collateral, en deffaut de pere ou mere, d'ayeul ou ayeulle peut prédre & auoir le bail desdis enfans mineurs, les nourrir & entretenir selon leur estat: fait les fruitz de leurs heritages de fiefz siens, soustient lesdits heritages, & paye les charges d'iceux iusques à ce qu'ilz soient aagez, & en doit hommage, relief & seruice. Mais quaut aux heritages non estant de fief, le reuenu d'iceux appartient ausdits enfans duquel reuenu celuy qui a le bail est tenu leur en rendre compte, ensemble des meubles delaissez ausdits enfans par le deces de leurs pere & mere. Apres la lecture desquelz fut par nous dit & remōstré que selon les articles dessusdits & que l'on auoit parauant gardé pour coustume, Le pere ou la mere ayeul ou ayeulle pouuoient prendre si bon leur sembloit la garde des mineurs: & pendāt le temps de leur minorité prenoient à leur profit les meubles, fruits & reuenues des heritages & droitz de fiefz, en nourrissant lesdits mineurs, payant les debtes personnelles & soutenāt les heritages. Et en deffaut d'iceux freres, sœurs, oncles, nepueux ou autres parens en ligne collateral, auoient le bail des mineurs à la charge de les nourrir & entretenir selon leur estat, & des heritages tenus en fief en faisoient les fruits leurs & les pouuoient applicquer à leur profit: lequel bail & garde estoit grandemēt prejudiciable à plusieurs estants mineurs audit pays: pource qu'au moyen de ladite garde lesdits mineurs perdoient les meubles, ensemble les fruits & leuées de leurs heritages escheus durant leur minorité, qui estoit chose contraire à bonne raison & equité: car ceux ausquelz estoit le bail ou garde n'en prenoient la charge sinon quād ils veoiēt qu'elle leur estoit profitable. A ceste cause fut par nous demādé aux gens d'eglise, nobles & autres du tiers estat leur aduis sur ce, Qui tous cōcordablement furent d'opiniō que ledit article se deuoit corriger & moderer pour l'aduenir ainsi qu'il s'ensuyt. Entre nobles personnes le suruiuant à la garde de ses enfans mineurs, & ne fait tel gardien les fruits siens, mais est tenu en rendre compte ausdits enfans eux venus en aage en deduisant les despens. Lequel gardien reprend des terres feodales pour s'esditz enfans, & en fait les foy & seruice aux despens desdits mineurs aux seigneurs feodaux. Et si tel homme ou femme noble qui a la garde desditz enfans se remarie, ne perd pour ce ladite garde, & si ne doit pour cōuoller en autre mariage pour cause desdits fiefz ainsi appartenant à ses dits enfans aucun relief ou rachat: Car cōme dit est dessus il ne fait les fruits siens. Et quād lesdits enfans n'ont pere ou mere, mais ayeul ou ayeulle, tel ayeul ou ayeulle a la garde noble desdits enfans sans prendre les meubles ne faire les fruits siens des heritages des mineurs, & fait les hommages & seruices pour lesdits mineurs à leurs despens, ainsi que dit est dessus des pere & mere. Et où il n'y auroit pere, mere, ayeul ou ayeulle, en ce cas par le iuge ordinaire sera pourueu aux mineurs de tuteurs & curateurs.

Sur le xvij. article contenant. Item quād le vassal vend son fief, le seigneur dudit fief le peut auoir & prendre pour le pris qu'il est vendu, & sur ce rabatre au vendeur le quint denier. Et s'il ne le prent le vendeur luy en doit quint denier. Et si le vendeur par le contract doit auoir ses deniers francs il doit quint & requint: c'est à sçauoir le quint du cinquiesme denier du pris de la vendue. Et si ledit seigneur feodal prend laditte terre vendue par puissance de fief & rabat lesditz quintz & requintz à l'acheteur, iceluy acheteur aura son recours contre le vendeur. Ledit article entant qu'il contient que le seigneur de fief prenant ce qu'est tenu de luy peut rabatre sur le pris de la vendition le quint denier: Sembla à la pluspart des assistans en ladite assēblée fort rigoureux disans, que le seigneur qui prenoit ledit fief deuoit rendre à l'acheteur premier, tous les deniers qu'il en auoit payez: car communement ceux qui vendent ter-

Correçtiō & modificatiō de l'art. x. au tilt. de l'estat & condition des personnes

QQ

Proces verbal

Lexviii.arti.
au tiltre des
droits des sei-
gneurs est re-
mis à la cour
&c.

res & heritages feodaux ont affaire & necessité, pour laquelle ilz sont induitz à faire telles venditions, parquoy s'il estoit seulement reserué à l'acheteur premier, recours de quint denier sur le premier vendeur, le vendeur souuentefois seroit contrainct auoir proces & seroit molesté & trauaillé de ce dont pour son affaire il s'estoit deffaisy : & se trouueroit peu de gens qui voulsissent faire acquisition: les autres disans au cōtraire que la coustume qu'elle estoit raisonnable, veu que par la vendition qui auoit esté faite de la terre feodale incontinct en est deu au seigneur feodal quint denier, & à ceste cause veu que le quint denier luy est acquis raisonnablemēt, il le doit deduire & rabatre sur le pris. Et surce veu qu'en tous les estatz il y auoit diuersité d'opinions, & qu'un seul membre touchant ledit article ne s'est trouué en opinion concorde.

Moderation
du xix.art.au
tiltre des
droits des
seigneurs.

Nous le contenu audit article auons remis à la cour pour par elle en estre ordonné ce que de raison.

Et sur le xix. contenant. Item le vassal est tenu bailler son adueu & desnōbrement de son fief au seigneur d'iceluy dedans quarāte iours apres qu'il en est receu a foy & hommage. Et en defaut de ce ledit seigneur feodal le peut saisir & tenir en sa main, y cōmettre officiers de par luy, leuer les fruits sans les faire siens iusques à ce que le desnombrement luy soit baillé. Et apres l'āreuolu de la saisine fait les fruits siens, si tant n'estoit qu'iceluy vassal n'eust baillé son desnombrement, ou que pource il eust fait ses offres pertinentes. Apres aucunes remonstrances à eux faites sur le contenu en la fin dudit article, Par l'aduis de tous les dessusditz auons ordonné que ledit article seroit escrit & moderé cōme s'ensuit. Item est tenu le vassal bailler son adueu & desnōbrement de son fief au seigneur d'iceluy dedans xl. iours apres qu'il en est receu à foy & hōmage. Et en defaut de ce, ledit seigneur feodal le peut saisir & tenir en sa main, y cōmettre officiers de par luy, leuer les fruits sans les faire siens, iusques à ce que le desnōbrement luy soit baillé. Et apres l'an reuolu de la saisine deuemēt signifiée audit vassal, ses procureurs ou receueur, le fief sayssi, le seigneur feodal fait les fruits siens, si tant n'estoit qu'iceluy vassal n'eust baillé son desnombrement, ou que pource il eust fait ses offres pertinentes.

Accord de
l'artic. lvi. au
tilt. des
droits des
seigneurs.

Sur le lvj. contenant. Au bailliage de Chaumont n'ya aucun fief de danger, sinō à la preuosté de Vaucouleur où il ya fief de dāgier qui sont de telle nature, que le vassal ne se peut ou doit bouter es dits fiefz sans permission ou licence du seigneur feodal, & sans auoir fait les foy & hommage d'iceux: & autrement il commet son fief si n'estoit qu'il luy fust aduenu ou escheu de pere ou de mere, Auquel cas ledit vassal se peut mettre dedās ledit fief sans licēce de son seigneur & faire les fruits siens iusques à ce qu'iceluy seigneur ait empesché iceluy fief par faute de foy & hōmage non fais, Pendant lequel empeschement ledit seigneur fait les fruits siens iusques à ce que son dit vassal ait fait lesdits foy & hommage. Plusieurs des nobles, practiciēs ont dit & remōstré qu'il cōuenoit pourueoir audit article, pource que par iceluy n'estoit suffisammēt pourueu à la rigueur d'aucuns seigneurs feodaux, qui sans cause refusent & denyēt receuoir leurs vassaux en foy & hommage. Et à ceste cause tous concordablemēt furent d'opiniō que ledit article se deuoit escrire comme s'ensuit. Au bailliage de Chaumont n'y a aucun fief de danger, sinon en preuosté de Vaucouleur où il y a fief de dāger qui sont de telle nature, que le vassal ne se peut ou doit bouter esdits fiefz sans permission ou licence du seigneur feodal, & sans auoir fait les foy & hommage au seigneur dont lesdits fief sont tenus & mouuans, ou en son refus au souuerain, ou qu'il eust par souffrance ou autrement congé ou permission du seigneur feodal pour soy bouter en possession dudit fief de danger: toutesfois si le seigneur dont est mouuant ledit fief de dāger estoit absent, en ce cas ledit vassal se peut transporter sur le lieu dont ledit fief est mouuant, & illec faire les offres aux personnes de ses officiers, Et s'il n'y a officiers ledit vassal pourra faire ses offres en la presence de deux notaires deuant la place ou maison dont est mouuāt ledit fief, en ce nō compris les fiefz du Roy, car en ce cas le vassal est tenu aller au Roy ou à ses officiers ayans puissance de les receuoir. Et si ledit vassal se mettoit en possession de son fief de dangier autrement que dessus est dit, il commet son fief si ne luy estoit aduenu ou escheu de pere ou de mere, auquel cas ledit vassal se peut mettre dedans ledit fief sans licence du seigneur & faire les fruits siens, iusques a ce qu'iceluy seigneur ait empesché ledit fief par faute de foy & hommage non fais. Pendant lequel empeschement ledit seigneur fait les fruits siens iusques a ce que son dit vassal ait fait lesditz foy & hommage.

Le lx.art. au
tilt. de la nature
& cōdition
des heritages
est accordé en la
maniere cy
contenue.

Sur le lx. article contenant. Lotz, ventes, & amendes d'heritages chargez de censue portāt lotz & ventes vedus & alienez, se doiuent poursuiuir par actiō, Et s'il y a poursuite par executiō n'y a point de main garnie, s'il n'est appoincté par iustice, parties ouyes, cōbien que l'heritage se peut

peut saisir & demeure chargé desdits droits. Pource que ledit article à s'oblé contraire à vn article ensuyuant, par lequel le seigneur ne doit plaidoyer deffaisy. A esté par le conseil & aduis des assistans en ladite assemblée escrit ainsi que s'ensuyt. Le seigneur censier pour ses lots, ventes, faïnes & amendes à luy deues à cause de vendition d'heritages estans en sa censuie, peut par iustice saisir lesdits heritages censuelz, & par telle faïne contraindre le detéteur à payer lesditz lots, ventes, faïnes & amende.

Sur le lxiij. article. L'on tient audit bailliage que tout heritage est reputé franc qui ne le mōstre estre redeuable d'aucune charge quelque part qu'il soit assis, comme cy apres est dit au chapitre de iustice. Les nobles estans en ladite assemblée on dit, que de ce il n'y a point de coutume, & que si les gentils hommes tenans fiefz sont tenus pour raison d'iceux faire enuers le Roy la foy & hommage, assister au ban & arriereban & faire seruice: Par plus forte raison vn roturier qui tient terres en leurs iustices est tenu leur payer quelque censuie ou redeuance: Et ne les peuuent tenir sans seigneur, autrement terre roturiere seroit plus priuilegiée que feodale. Les practiciens & bourgeois disans au contraire que toutes seruitutes viennent à restraindre & abolir, & toute liberté vient à soustenir, & aussi de droit toutes terres sont frâches. Et par ce celuy qui veut pretendre cens ou seruitute le doit verifïer & en faire apparoir, alias à faute de ce, ledit heritage ou terre doit estre reputée franche. Veuz lesquelz differendz, aussi que ledit article est de grande consequēce, nous auons remis le contenu en iceluy à la cour pour par elle en estre ordonné, & que cependant les gens d'eglise & nobles vseront quant à c'est article sur leur subiets de tel droit qui leur peuuent competer & appartenir, Et reserué à leurs subiets leur deffences au contraire.

Le lxiij. arti. du tilt. de la nature & cōditiō des heritages est remis à la cour.

Sur le lxiij. article contenant. Toutesfois marys & femmes habilles à ce, peuuent faire licitement durant leur mariage donation mutuelle de tous leurs biens meubles, debtes & conquestz pour en iouyr par le suruiuant durāt sa vie de la moytié, qui appartient au premier mourant, avec l'autre moytié appartenant à iceluy suruiuant s'il auoit trop grande inequalité en aage ou disposition de la santé de l'vn ou de l'autre, ou autre empeschement par la condition seruille d'eux, ou de l'vn, pourueu toutesfois que le suruiuant baillera caution, si requis en est de rendre ce qui restera d'iceux biens, les funerailles, obseques, testamens, debtes passiuës du trespassé payées & accōplies, & qu'il n'y ait nulz enfans de l'vn ou de l'autre ou d'eux deux & fera les fruits des heritages siés à la charge de maïtenir iceux heritages & payer les charges d'iceux. Toutesfois est entendu si par cas fortuit, soit hostilité de guerre ou autrement les biens dudit suruiuant fussent periz, ne seroit tenu iceux restituer, mais demoureroit quitte & deschargé. A esté par le conseil & aduis des assistans en la dite assemblée ordonné ainsi qu'il s'ensuyt. D'eux conioincts par mariage nobles ou roturiers peuuent ensemblément faire donation mutuelle de tous leurs biens meubles & conquestz immeubles, pour en iouyr par le suruiuant sa vie durant seulement, A la charge de faire par ledit suruiuant bon & loyal inuentaïre & prisée desdits meubles & conquestz, & de bailler par luy caution aux heritiers du trespassé, de rendre & restituer incontinent apres son deces la moytié desdits meubles & cōquestz dont il iouïssoit sa vie durant, au moyen dudit don mutuel: & faut que ceux qui font telz dons mutuels n'ayent aucuns enfans de l'vn ou de l'autre ou deux deux, qu'ils soiēt franchises personnes sains & non muables quand ils font ledit don, & qu'il ne soit fait par force ou crainte, alias ou il y auroit enfans ou que l'vn d'iceux fust de condition seruille ou malade, ou cas tel don mutuel seroit nul.

ordonnance & accord fait sur le lxiij. arti. au tilt. des droits de mariage.

Sur le lxx. article contenant. La femme est douée par douaire coustumier de la moytié de tous les heritages anciēs de son mary trespassé, desquelz il demourra faïsy & vestu, à la charge de les soustenir & maintenir en bon estat & payer les charges réelles que doiuent lesdits heritages. Et pource que par ledit article n'estoit suffisamment pourueu aux femmes quant a leur douaire coustumier, par ce que par iceluy les femmes ne prenoïēt leur douaire coustumier que sur la moytié des heritages dont ledit mary mouroit faïsy & vestu, Et par ce, si parauāt son trespassé durant leur mariage il auoit esté mauuais administrateur, & qu'il eust vendu & aliéné les heritages de son propre, la femme demouroit sans douaire, Et aussi ledit article ne faisoit mention du douaire prefix, lequel toutesfois auoit lieu au dit bailliage de Chaumont. A ceste cause du consentemēt de tous ceux desdits estats en pouruoyāt sur ledit article & en adioustant les coustumes obmises touchāt ledit douaire, ont esté mis les trois articles qui s'ensuyuent. Vne fēme apres le deces de son mari a droit de douaire en tous les heritages qu'il auoit au iour qu'il l'espousa, & en tous ceux qui luy sōt depuis aduenus en ligne directe nō en ligne collatral,

prouïson & adiournemēt sur le lxx. arti. au tilt. des droits de mari. ge.

lequel droit de douaire s'appelle droit coustumier, par lequel elle iouyra sa vie durant comme vsufructiere de la moytié desdits heritages, & les doit soustenir de closture & couverture & laisser en l'estat qu'elle les treuve, & payer les charges foncieres que doiuent lesdits heritages. Femme douée de douaire prefix peut apres le deces de son mary choisir & eslire le douaire ou prefix ou coustumier lequel qu'elle voudra, supposé qu'en son traité de mariage ne soit faite aucune mention de douaire coustumier: Mais si ladite femme veut auoir le dit douaire prefix elle le doit declairer dedans quarante iours apres le trespas de son mary, & ne courent point les arrerages dudit douaire prefix, iusques apres la declaration d'iceluy douaire accepté. Douaire coustumier saisit la femme qui en est douée non pas douaire prefix, sinó apres qu'elle la accepte en iugement, les heritiers de son mary presens ou deuement appellees. Apres laquelle acceptation ainsi faite que dit est, la femme se peut dire saisie dudit douaire prefix.

Le lxxvj. article estant au chapitre de donation entre vizz contenant, Donner & retenir ne vaut, qui est à entédre quand celuy qui dōne n'a fait tradition réelle de la chose donnée au donataire. Et s'ainsi ne se fait & qu'il la retienne laditte coustume à lieu. Et apres ce que le donataire est en vraye possession, l'vsufruit de la chose donnée peut auoir lieu, posé que parauant en ait esté parole de le constituer. Et à esté deliberé & conclud par tous les estatz ladite coustume auoit lieu ainsi que dessus est déclaré, pourueu que le donataire ne soit mis en réelle possessiō, & que le donateur ne face fait de propriété au veu & sceu du donataire. Combien que parauant y a eu diuersité des oppinions de l'v'lage de ladite coustume, ledit article à esté escrit ainsi qu'il s'ensuyt.

Corroboratiō & approbatiō de l'article lxxvi. au titre de donation entre vizz.

Donner & retenir ne vaut, toutesfois par mesme coustume on peut dōner la propriété d'aucū heritage & retenir l'vsufruit, aut ecōtra. Et par l'aduis & oppiniō de tous ceux desdits estatz à esté ordonné, que d'oresnauant au parauant que telle donation soit bonne & vallable, il faut que le donateur soit dessaisy de la chose donnée, & le donataire faiszy pour autant que faire se peut: c'est asçauoir des terres feodales que le donataire soit receu en foy & hommage, des censuelles qu'il soit enfaisiné par le seigneur censuel, Et des choses allodialles que le donataire ait prins possession de fait de la chose donnée.

ordonance sur le lxxix. article au ti. des droitz de successiō &c.

Sur le lxxix. article estant au chapitre des droitz de succession contenant, que d'oresnauant representation a lieu en ligne directe & non en ligne collateral. Plusieurs des gens d'eglise, nobles, gens du tier estat ont dit & remontré que combien que le temps passé representation n'eut lieu audit bailliage: toutesfois leur sembloit que ladite coustume se deuoit corriger ou à tout le moins modifier. Et à ceste cause demandāmes les aduis & oppinions de gens d'eglise, nobles & praticiens, & par l'aduis & oppinion d'iceux concordablement fut ordonné, que d'oresnauant en ligne directe representation aura lieu. Et represente le fils la personne de son pere mesmement en droit d'aisnéesse: Mais la fille ou filles ne fils aisné, ne representēt audit droit d'aisnéesse leur pere en la successiō de leur ayeul ou ayeulle, quand il y a filz oncle desdites filles, toutesfois audit cas elles prendront en telle succession autant qu'un filz puisné, nonobstant que par autre coustume les deux filles ne prennent qu'autant qu'un filz. Et aussi d'oresnauant en ligne collateral representation aura lieu iusques aux enfans des freres niclusiement.

Adioustement au til. des droitz de successiō art. cy cōtenus.

Ont esté aussi par l'oppinion de tous les dessusdits adioustez le lxxxvij. & lxxxviij. articles qui auoient esté obmis desquels la teneur s'ensuit. Par la coustume gardée & obseruée audit bailliage, les parens & prochains lignagiers archeuesques & euesques & autres gens d'eglise seculiers leur succedent en biens meubles & immeubles, Les religieux profes ne succedent poit ne le monastere pour eux. A ce dernier article se sont opposez freres Guillaume de dailancourt abbé de Molesmes, Bernard de chastillon abbé de Longuey, Remy morelet abbé de Morimōt, Jean belot abbé de Vaux la douce, frere Nicole abbé de Bonfayl, frere Simō abbé de Clere fontaine, frere Jean abbé de Boullancourt & aussi frere Mathieu six religieux de Clereuaux au nom & comme procureur des religieux, abbé & conuent dudit lieu qui nous dit & remōstra que cōbien que l'assemblée des estatz du bailliage de Chaumōt ait esté stātué & diffiny que les religieux, ne succederont aux biens de leurs parens: Neantmoins ils s'opposoit pour autant qu'on viendroit contre & au preiudice du priuilege, v'lage & iouissance que ledit monastere à tousiours eu de succeder aux biens a leur religieux aduenans & qui leur aduendront s'encores estoient seculiers en la succession de leurs pere & mere tant seulemēt: Parquoy par l'aduis & oppinion des autres membres desdits estatz auons ordonné que l'article attendu

Autre adioustement au til. des testamēs des art. cy de nômez & specitez.

escriroient & produiroient ce que bon leur sembleroit qui seroit monstre & communiqué au procureur du Roy pour y respondre & de ce en faire nostre rapport à la cour. Outre les choses dessusdites par l'aduis & deliberatiō que dessus ont esté adiouctez les iiii. xx. x. iiii. xx. xi. articles qui s'ensuiuent. Les executeurs sans faire inuentaire des biens meubles demourez du deces, l'heritier ou heritiers presens ou appelez ne se peuuent dire saisis. L'executeur d'aucun testament après l'inuentaire deuement fait est saisy de dans l'an & iour de tous les meubles demourez du deces. Et supposé que l'heritier offre à accomplir le testament & de ce bailler caution, ou de laisser les mains de l'executeur autant que se monte le cler dudit testament, l'executeur toutesfois dedans l'an & iour ne sera desfaisy. Quand il n'y a point de biens meubles en la succession d'aucun trespassé qui a nommé & esleu aucuns executeurs, iceux executeurs peuuent engager, ypothecquer, vendre à faculté de remere si en ladite faculté de remere il treuuet acheteurs, alias peuuent védre simplement des heritages moins dommageables demourez du deces dudit defunct en ayant permission de iustice, Pourueu que prealablement ils ayent denomé aux heritiers dudit defunct s'ils sont presens, si leur intention est de fournir d'autres biens pour accomplir le testament & volonté derniere dudit defunct & payer ses obseques & funeraillies. Et lesquels heritiers si bon leur semble peuuent distribuer argent aux executeurs pour fournir & accomplir ledit testament & derniere volonté dudit defunct & payer ses obseques & funeraillies. Et si lesdits heritiers fournissent argent lesdits executeurs ne peuuent engager, ypothecquer, vendre à faculté de remere ne simplement des heritages dudit defunct.

Le lxxxviii.
art. au chap.
de iustice à
esté rayé & c

Le iiii. xx. viij. article estant au chapitre intitulé de iustice & des droits d'icelle contenant ce que s'ensuit. Les successions des aulbaines bastardz & transmorrains qui vont de vie à trespas sans hoir legitime procréé de leur corps demouras au royaume ou hors le royaume apartiét au Roy ou au seigneur ayāt les droīts royaux, si n'estoit que lesdits bastardz fussent nez & yffus de la mere serue & demourans à l'heure de leur mort à la iustice de leur seigneur. Par l'aduis & deliberation de tous les dessusditz pource que comme ilz disoient ne scauoiet si de ce y auoit coustume ou non, ledit article à esté rayé.

Mutatiō des
mots en l'ar.
c. au tiltre de
iustice.

Sur le c. article contenant ce que s'ensuyt. Celuy qui est requis pardeuant le iuge lay de bailler assurement à partie qu'il le requiert & afferme qu'il a cause de le demander, est tenu de bailler ledit assurement & promettre & iurer de le tenir & garder par luy & les siens à peine de la hart. Par l'aduis & deliberation des dessusditz, pource que les infracteurs de sauuegarde ou assurement selon la qualité des personnes & la forme de l'infraction doiuent estre punis en aucuns cas plus rigoureusement qu'és autres: a esté ordonné qu'audit article au lieu de ces mots. A peine de la hart, seront mis ces mots, sur peine d'estre punis rigoureusement par le iuge selon la qualité de l'infraction dudit sauuegard ou sauuegarde.

Le cj. article faisant métiō Que s'on appelle d'un preuost, sergent ou autre officier de la terre & seigneurie d'un seigneur haut iusticier ayant baronnie ou droit de chastellenie en sa terre en ce cas les subierz ou autres appellas de s'ditz preuost, maire ou sergens ont l'oppiniō & choix de releuer leur dir appel par deuant le bailly dudit Chaumont, ou pardeuant le bailly subalterne: Lequel article en l'assemblée des estatz faite par auant par ledit baill y par mandement du Roy pour rediger les coustumes dudit bailliage par escrit estoit demeuré en differéd. Et apres qu'en auons parlé pour y mettre fin & cōclusion, tous les nobles ont dit que ledit article ne doit estre accordé n'y arresté pour coustume, & que souuēt par lesdits nobles & autres ayās iustice auoit esté debatū: car l'obseruance d'iceluy seroit la destruction & eneruatiō des ressorts des barons, seigneurs chastellains & autres ayans preuostz ou maires & baillif, attēdu que lesdits baillifz subalternes sont ordōnez pour cognoistre des appellations de leurs subiets en premier appel. Et aussi que par les ordonnāces royaux est dit, que l'on doit releuer de degré en degré & par ordre par deuāt les iuges & baillifz desditz seigneurs, & non pardeuāt le bailly de Chaumont, si n'estoit qu'il fut appelé desdits baillifz subalternes: car en ce cas ledit appel vient directement à releuer par deuant le bailly de Chaumont & non autrement, requeras lesdits nobles & seigneurs chastellains ainsi estre escrit ausdites coustumes & estre obserué pour le temps aduenir. Les officiers du Roy audit bailliage maintenoient & disoient que les subietz dudit bailliage auoient leur option de releuer leurs appellations, ou par deuant le bailly de Chaumont, ou pardeuant le bailly des barons & seigneurs chastellains, sur lequel ils estoiet demourans, & que de ce le Roy nostre dit seigneur & ses officiers auoient tousiours iouy & vlé. Et estoit l'intētiō desdits officiers biē fondée, par ce que ledit bailliage est pays coustumier, auquel aucun appelle d'un seigneur ou de ses officiers, il est exēpt de luy & de sa iustice, mesmemēt quād lesdits iuges sont subalternes.

Qq iij

Procès verbal des Coust. du baill. de Chaumont en Bassigny.

Et pour la grand alteration & différend qui fut surce, tant par les barons & seigneurs chaste-
lains que des gens d'eglise, les aucuns desquelz ont droit de chastellenie en leurs terres & sei-
gneuries. Et aussi des aduocatz & practiciens, dont les aucuns disoient que les subietz ne de-
uoient auoir l'option de releuer leur appellations par deuant le bailliy des seigneurs chaste-
lains ou bailliy de Chaumont. Et les aucuns avec les ges & officiers du Roy soustenoiet le cōtraire, Pour
lesquels différends l'on ne peut lors mettre conclusion finale audit article. A ceste cause fut or-
donné que les barons, seigneurs chaste-
lains & autres ayans hautes iustices, esquelles y auoyt
preuostz & baillif bailleront par escript leurs causes & raisons ainsi que dessus, & produiroient ce
que bon leur sembleroit: lesquelz aduertissemēt & productions seront monstrez au procureur
du Roy pour y respondre & de ce en faire nostre rapport à la cour pour y pourueoir.

Le ci. art. au
titre de iu-
stice à esté
remis à la
cour.

Adiouste-
mēt au c.ii.
art. de iusti-
ce.

Sur le cij. article contenant ce que s'ensuyt. Habitans, communautz n'autre particuliers ne
peuēt prétendre n'y auoir droit d'usage ne pasturage en iustice & seigneurie d'aucuns seigneurs
hauts iusticiers sans en auoir titre d'iceux seigneurs ou leurs en auoir payé redevance, si n'est que
lesdits habitans en ayent iouy de tel & si longs temps qu'il n'est memoire du cōmencemēt ne
du contraire. Apres la lecture dudit article leur auons demandé, si pour auoir payé par trois ou
quatre ans par les habitans d'aucun lieu aucun droit ou redevance au seigneur ou à son receueur
sans autre lettre ou possessiō que de trois ou quatre ans, ce par ce lesdits habitans auoiēt acquis
leur droit de pasturage, lesquels ont respondu que non. Et surce concordablement furēt d'op-
pinion qu'on y deuoit adiouster ces mots. Ou en auoir payé redevance par trente ans.

Sur le cxij. article contenant ce que s'ensuyt. Si homme ou femme vend son heritage anciē
& propre de ligne à personne estrange & non lignagier, Le parēt lignagier du costé dont meut
& naist ledit heritage le peut racheter dedans l'an & iour de la vendue, en redant le pris & frais
raisonnables, lesquels deniers en cas de reffus de les receuoir par l'acheteur, & que proces en
foit entre les parties, se doiuent dedans l'an & iour, mesmement à la première iournée offrir
& consigner reallemēt en main de iustice bourgeoise, ou autre telle que par le iuge sera ordō-
né. Et doiuent iceux deniers demourer consignez iusques à fin de cause, ou que par iustice au-
trement ensoit ordonné. Autrement si ledit retrayant apres la presentation réelle d'iceux de-
niers faite, ne les veut consigner & laisser en iustice, il est tenu de les rapporter à chacune iour-
née iusques à ce qu'il les consignera reallement, a peine de perdition de cause. Pource que par
ledit article l'an du retrait commençoit à courir du iour de la vendition. Leur auons remonsté
les fraudes qui pourroient aduenir en tenant les venditions secretes, tellement que d'icelles les
parēs du costé desquelz procedent les heritages n'en pourroiet estre aduertis. Et par ce la cou-
stume de retrait qui tend à ce que les heritages soient conseruez à la ligne seroit facillemēt de-
fraudée si l'an dudit retrait se comptoit du iour de la vendition. Par leur aduis & oppinion à e-
sté accordé, qu'au lieu de ces mots dedans l'an de la vendue mis & apposez en ladite coustume
seront mis ces mots, Dedans l'an & iour de la faisine si c'est chose censuelle, Ou de la reception
en foy & hommage si c'est chose feodale, ou la possession réelle & actuelle si c'est chose allo-
diale. Et pource qu'à l'occasion des denrées & marchandises vendues a detail, fallaires de serui-
teurs, iournées & vacations de massons, charpentiers & autres manouuriers qui n'auoiēt esté
promptement payez long temps apres, & souuēt apres le deces de ceux qui ont faites & cré-
ez lesdites debtes, s'intentent contre leurs heritiers plusieurs proces. Pour obuier ausquelz de-
mandasmes aux dessusdits s'il leur sembloit que l'on y deust pourueoir: Et apres auoir ouy les
aduis & oppinions de plusieurs, du vouloir de tous ceux de ladite assistance ont esté mis & ad-
ioustez en la fin desdites coustumes les cxix. & cxx. articles qui s'ensuyuent.

Mutation de
mots en l'ar.
cxii. au titre
de retrait.

Et ne seront
les debteurs
zenus payer
etiā in foro
conscientie,
veu ladite
loy selō l'op-
pinion d'In-
nocent pape
iii. in c. cu-
ria pastor-
alis de iure
patro. in an-
tiq.

Massons, charpentiers, laboureurs & manouuriers, seruiteurs & autres pretendans loyer ne
pourront d'oresnauant faire action ou demande de leur seruices & loyers apres deux ans passez
fors & excepté des loyers & seruices qui seront recogneuz par obligation, recognoissance ou
cedule. Marchans, gens de mestier, orfeures, apothicaires & autres vendans leurs den-
rées & marchandises à detal, ne pourront d'oresnauant faire action ne demande du pris de
leursdites denrées & marchandises quatre ans apres lesdites denrées & marchandises bai-
llées & deliurées. Sinon que pour raison d'icelles ilz eussent obligation, recognoissance ou
cedule, ou que lesdites denrées & marchandises fussent baillées & deliurées par marchans à
marchans pour le fait & entretenement de leurs marchandises. Lesquelles corrections,
modifications ou additions du vouloir & consentement desditz abbez, gens d'eglise, nobles,
practiciens, aduocatz & autres du tiers estat ont esté faites comme dessus, pour seruir & valoir
és questions & proces qui suruiendront pour le temps aduenir. Et apres ladite publicatiō auons

prins lesdites coustumes pour les apporter en la cour de parlement, Et en auons laissé vn double signé de nous commissaires dessusdits & desdits lieutenant & greffier dudit bailliage. En faisant deffenses ausdits lieutenant, officiers du Roy, aduocats, praticiens & coustumiers dudit bailliage, que d'oresenauant pour la preuue desdites coustumes publiees comme dessus, ils ne fassent aucune preuue par turbe ne tesmoings particuliers, mais seulement par l'extrait d'icelles signé & deuement expedé. Et aussi de non alleguer ne poser autres coustumes contraires ne de rogantes ausdites coustumes publiees & arrestees, ains les obseruent & gardent come loy. Le tout selon les lettres d'edit du Roy nostre sire.

Fin des coustumes du Bailliage de Chaulmont en Bassigny.

Cy commencent les coustumes du Bailliage

DE VITRY EN PARTOYS, DIT LE FRANCOYS.

Les coustumes generales du bailliage de Vitry en Partoys, publiees & accordees es presens de maistre Thibault baillet conseiller du Roy nostre sire & president en la cour de parlement, & Roger barme aussi conseiller & aduocat dudit seigneur en ladite cour. Ladite publication faite le dixiesme iour d'Octobre & autres iours ensuyuans l'an mil cinq cents & neuf. Presens à ce plusieurs des gens d'eglise, nobles, aduocats, praticiens & autres du tiers estar dudit bailliage, Ainsi qu'il est contenu au proces verbal de s'dits commissaires.

Et premierement de iustice & des droits que hauts iusticiers, bas & moyens ont.

Article premier.



Les seigneurs hauts iusticiers ont audit bailliage à cause de leur haute iustice les biens vaccans par attrayeries & confiscations, n'estoit que lesdits biens fussent des bourgeois du Roy, auquel cas les meubles appartiedroyent au Roy, & les immeubles ausdits hauts iusticiers. Et est attrayere les biens assis en autre iustice qui viennent au Roy ou autre seigneur, soit à cause de leur haute iustice, ou de leurs hommes ou femmes de corps par succession ou autrement. Ont aussi droit lesdits hauts iusticiers de prendre les biens des bastards naiz de leurs femmes de corps en leurs iustices quand ils decedent sans hoirs procrees de leurs corps en loyal mariage, soit en leurs iustices ou ailleurs. ii.

Les nobles viuans noblement conuenus par deuant le preuost ne sont tenus y respondre si bon ne leur semble. Et peuuent demander leur renuoy par deuant le bailly. Et au regard des nobles viuans roturierement peuuent estre conuenus, & sont tenus respondre par deuant ledit preuost. iii.

Quand aucun va de vie à trespas & il delaisse des heritages sans estre reclamez, lesquels le seigneur haut iusticier fait mettre en sa main comme biens vaccans à la conseruation du droit de qui il appartiedra auant qu'il puisse dire lesdits biens estre siens comme vaccans, ne disposer vallablement d'iceux. Il est requis que par sa iustice il face bon & loyal inuentaie desdits biens. Et que par quatre quatorzaines il face cryer & proclamer au lieu du domicile du defunct quant aux meubles. Et quant aux heritages es lieux où ils seront assis, s'il y aucun habille à soy porter heritier dudit defunct. Et en ce faisant suffisamment apparoir de ce, lesdits biens luy seront baillez & deliurez. Et si dedans le temps desdites proclamations ne se treuue aucun habille à estre heritier, & que ledit seigneur ou autre ayant droit de luy iouyffe desdits heritages ainsi proclamez par l'espace de cinq ans. En ce cas apres lesdits cinq ans ne sera aucun receuable à vendiquer ne poursuyr lesdits biens comme heritier dudit defunct, ains en sera & demourra paisible possesseur ledit seigneur ou autre ayât de luy droit, n'estoit que l'heritier dudit defunct à qui lesdits biens deuroyent appartenir, fust mineur ou absent pour cause legitime ou en pays loingtain. ² Auquel cas tel heritier apres lesdits cinq ans passez pourroit requerrir ladite succession, & l'auoir en payant les fraiz raisonnables. iiii.

Par coustume gardee audit bailliage quand aucun tient heritage de fief de gens de religion

QQ iiij

Des biens vacans appartenans aux hauts iusticiers. Comment s'entend ce mot attrayere. Des biens de bastards &c

Des nobles & par deuant quel iuge ils peuuent estre conuenus.

1. 3. Sufficit quasi possessio parvula, proferri hic contra extraneum glo. vlt. in. l. i. C. quor. bono. Sa ly. in. l. no. epistolis. in. fi. C. de probatio. Alex. conf.

51. nu. 2. vbi in annota. dixi lib. 1. conf. 90. nu. 10. li. 6. conf. 88.

nu. 10. lib. 7. Philip. decius conf. 54. vbi etiam in annot. tetigi. C. M. 2. Item ex clau. sula generali si qua mihi in sa causa videtur. l. 3. D. ex quib. cau. maior. C. M.

Coustumes du Bailliage de Vitry en Partoys

Gens d'egli-
se ne peu-
uent tenir
terres ou he-
ritages de
sief &c.

en la haute iustice, moyenne & basse d'aucun seigneur, esquels heritages lefdits gens d'egli-
se n'ont iustice. Telles gens d'eglise ne peuuent tenir n'acquérir tels heritages si ce n'est du
consentement du seigneur haut iusticier, pource que les gens de religion ne les pourroyent
forfaire ou cōfisque. Et celuy qui les tiēt d'eux les peut bien cōfisque au proufit dudit haut
iusticier. v.

De l'amēde
de ceux qui
labourēt les
grans che-
mins &c.

Celuy qui est ataint de labourer les grans chemins, voyes, sentiers, les pasquis & les ter-
mes qui font separation de finage, l'amende est ordinaire de soixante sols tournois: mais celuy
qui est labourant passe les bornes d'entre luy & son voysin, l'amende est seulement de cinq sols
tournois. vi.

Par le commun & general vfrage dudit bailliage, toutes gēs bourgeois du Roy, en quelques
villes ou lieux qu'ils soyent demourans en ladite preuostē, sont iusticiables en tous cas pefon-
nels, ciuils & criminels par la iustice du Roy & non par autre. Et où ils font le contraire, ils sont
amendables enuers le Roy. vii.

De l'amēde
deue à fau-
te de soy
presenter
par l'appel-
lant &c.

Par la coustume generale dudit bailliage quand vn appellant qu'a releuē son appel faut à
soy presenter le iour des presentations de l'assise: si est homme roturier, non noble, l'amende
est sur luy de soixante sols tournois, & si doit autre pareille amende en la iustice & seigneurie
dont il est appellant. Et si tel appellant estoit noble personne viuant noblement ou roturierem-
ment, vne communauté, chapitre, college, ou iustice en garde, l'amende seroit de dix liures
tournois, & si prendroit tel appellant la cause & les despens au proufit des adiournez ou inti-
mez presentez. Et semblablement deuroit autre semblable amende de six liures tournois en-
uers la iustice dont est appellé. Et emporte l'appellé contre tel appellant deffaillant, congé de
cour portant gain de cause & despens. viii.

Si l'appellāt
se presente
& les adiour-
nez de fail-
lent quid iu-
ris.

Et quand l'appellant se presente & que les adiournez deffaillent, soit à la premiere assigna-
tion ou auant litiscontestation, tel appellant présenté & comparant emporte contre lefdits
adiournez gaing de cause & despens. Et si sont lefdits adiournez condemez, en amende, tant
au proufit de la iustice du ressort, que de celle dont est appellé: à sçauoir les roturiers nō nobles
de .lx. sols tournois, & les nobles viuans noblement ou roturieremēt, communauté, chapitre,
college ou iustice en garde de six liures tournois.

Ceux qui
ne se pre-
sentent post
litiscontes-
tationē &c.
Des nobles,
du chapitre,
cōmunauté,
college &c.
ne se font
presenter
post litiscō-
testationem
&c.

Et quand lefdits appellans deffaillent apres litiscontestation, l'amēde est de vingt sols tour-
nois sur eux. Et porte ledit deffaut proufit à la partie comparant, tel que le deffaillant est for-
clos de ce qu'il auoit à faire pour ledit iour. Et au regard des adiournez ou inthimez nō nobles
qui sont deffaillans apres litiscontestation, l'amende est sur eux de dix sols tournois: mais s'ils
sont nobles, chapitres, communauté, colleges ou iustice en garde, l'amende est de vingt sols
tournois, & s'ils sont forclos lefdits deffaillans de ce qu'ils ont affaire pour ledit iour. Toutef-
fois quand par le deffaut obtenu contre l'appellant apres litiscontestation les adiournez ou in-
thimez emportēt gaing de cause. Et en ce cas, pource la cause seroit terminee, l'amēde seroit
contre le non noble de soixante sols tournois. Et contre le noble, chapitre, iustice en garde,
college ou communauté, comme dit est dessus, de six liures tournois. Et tousiours y a pareille
& semblable amende à la iustice subalterne, de laquelle est appellee, selon la distinction des no-
bles & non nobles, chapitres, colleges, communauté & iustice en garde, comme dit est des-
sus, si n'estoit que lefdites deux iustices fussent à vn mesme seigneur, auquel cas n'y auroit que
vne amende. x.

De l'amen-
de deue à
cause de
l'appellatiō
deserte &c.

Et quand l'appellant ne relieue sondit appel, & qu'il est par ce moyen desert, l'amende est
sur tel appellant, telle & semblable que dessus est dit, des appellans qui ne se presentent en as-
sise selon la distinction des nobles & nō nobles, chapitres, communauté, colleges, iustices en
garde. xi.

Et par mesme coustume l'inthimé en cas d'appel n'est tenu soy presenter si bon ne luy sem-
ble. Et où il deffaut, l'appellant emporte contre luy gaing de cause & sans despens. Mais si tel
inthimé s'est présenté & a soustenu & apres il fait deffaut auant litiscōtestation, l'appellāt em-
porte contre luy pareillement gaing de cause, & avec ce despens: & si doit amēde de cinq sols
tournois. xii.

De renōcer
appellation
apud acta
seu in iudi-
cio &c.

L'appellant dedans la huytaine peut renoncer à son appel, pourueu que telle renonciation
se face apud acta & par deuant le greffier: & en ce cas tel appellant si est roturier doit dix sols
d'amende, & si est noble vingt sols tournois. xiii.

Par coustume gardee audit bailliage quand vn noble a commis quelque cas de crime ou
delit, dont l'amende seroit contre le nō noble & roturier de soixante sols tournois, telle amen-
de de

de est contre ledit noble arbitraire, & ainsi en vse on.

xiiii.

Par autre coustume dudit bailliage quand aucun est executé en vertu des lettres faites & passées sous le seel royal registeres, & qu'à icelle execution y a oppositiō, l'opposant où il a tort est tenu pour ce d'amende enuers le Roy de sept sols six deniers tournois, & pareillemēt le demandeur où il a tort.

xv.

Toutes terres vaccans & autres venans par main-morte attrayere & confiscation assises es terres de la haute iustice d'aucun seigneur, sont & appartiennent audit seigneur haut iusticier à cause de sadite haute iustice, & en peut faire son prouffit comme de sa propre chose, fors & excepté les confiscations venans & procedans du crime de leze maiesté diuine ou humaine, & de forger force monnoye royal: car es cas dessusdits toute la confiscation appartient au Roy.

xvi.

Aussi toutes terres tenues & reclamees franches par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens aagez & non priuilegiez, avec iuste tiltre & bonne foy sont à tousiours franches de cens, redevances ou seruitutes, & ainsi en vse on.

Non accordé, remis à la cour.

xvii.

On vse audit bailliage que quand vn hōme ou femme sont executez pour leurs demerites, le seigneur prend sa succession mobiliare & immobiliare, à sçauoir tous les meubles où qu'ils foyent assis, & les immeubles assis sous sa haute iustice, & le pardeffus desdits immeubles appartiennent au seigneur ou seigneurs en la haute iustice, desquels ils sont assis chascun en son regard: car ainsi qui confisque son corps si fait il ses biens.

xviii.

Les seigneurs qui ont en leurs terres droit de censue quand ledit cens porte lots, ventes, vestures & amendes, lesdits seigneurs peuuent au moyen dudit droit prendre & auoir les heritages chargez quand on les vend pour le pris de la vendue: ou si mieue leur semble, ils en auront les lots & ventes selon la coustume dudit lieu.

De franc aleu.

xix.

AV dit bailliage y a franc aleu noble & franc aleu roturier, & est franc aleu noble quand il y a seigneurie & haute iustice, dont le detenteur n'est tenu de foy, hōmage, seruire ou autres droits seigneuriaux à quelque personne que ce soit.

xx.

En franc aleu roturier est terre sans iustice, pour laquelle le detenteur ne doit cens, rentes, lots, ventes, vestures n'autres redevances.

De fiefs.

xxi.

Quand vne femme tient en douaire aucunes terres nobles & elle se remarie, son secōd mary doit relief ou rachat pour cause dudit douaire au seigneur feodal, qu'est le reuenu d'vne annee dudit fief, pour autant que ladite femme ainsi remariee en tient en douaire.

xxii.

Par coustume dudit bailliage le vassal peut vèdre ou engager son fief au rachat de trois ans, en signifiant ledit vèdage au seigneur feodal, & ne doit pour ce aucun quirit ou requint, pourueu que ledit fief soit racheté dedans lesdits trois ans: pendant lequel tēps ledit vassal doit faire à son seigneur le seruire dont ledit fief est chargé.

xxiii.

Autre coustume est audit bailliage qu'un vassal ne peut desmembrer son fief, ne vèdre partie d'iceluy sans le congé du seigneur feodal, toutesfois tel vassal peut baillet à titre de cens partie de sondit fief pour l'augmentation d'iceluy, pourueu que ledit cens soit suffisant & raisonnable, eu regard à ce qui est ainsi laissé & baillé, & ledit vassal n'ay recoeu aucuns deniers en publicque ou secret pour faire tel acensement à plus petit cens: car ce seroit frauder son seigneur feodal & diminuer son fief.

xxiiii.

Coustume est aussi audit bailliage telle que les barōs & chasteillains peuuent donner de leur heritage à gentils hommes qui les tiendront d'eux en foy & hōmage, mais ils ne peuuent vendre leursdits fiefs que lesdits seigneurs n'y prennent les droits de quints & requints, sinon par la maniere deuant dite, à sçauoir pour trois ans comme dit est dessus.

xxv.

De celuy qui dechet de l'execution faite en vertu des lettres & c. De la confiscation des terres assises es termes d'un haut iusticier.

Celuy qui confisque le corps confisque que lesbiés.

De franc aleu noble & franc aleu roturier & c.

I. 21. Nota bene verbum, quia propriarius de hoc nullo modo tenetur, nec fenus dū est ad hoc hypothecatus, ut dicitur in consuet. Paris. §. 32. q. 6. num. 10. Tantū est personalis & extraordinaria obligatio, solus enim maritus obligatur, sed ideo quia facit fructus suos, unde si moreretur post diem nuptiarū, heredes eius nihil deberent.

non etiam vidua. Idem si veniens illa moreretur post diem nuptiarum. Sed si maritus moreretur postquam per annum fecit fructus suos, heredes eius debent quos vidua in consequentiam communiohis debet exonerare pro mercede vel in totum si mobilia capiat. re. de debito mobiliari. C. de d. 22. Id est, tenetur significare, non enim hoc gerendum facit hic conditionem. Ideo si vassalus non notificauerit, non perdit hoc beneficium nec incurret penam. C. M.

Coustumes du Bailliage de Vitry en Partoys

Le vassal ne peut faire de son fief arrierefief, n'estoit qu'il mariait ses enfans & qu'il leur baille en mariage de ses heritages feodaux, auquel cas sesdits enfans reprennent de luy: mais il faut que tel vassal retienne à luy dudit fief à suffisance pour servir fondit seigneur. xxvi.

Du fief donné par le pere à son fils ou fille en mariage &c.

Est aussi coustume audit bailliage que quand aucun noble marie son fils ou sa fille, & luy donne son heritage feodal ou roturier, & il aduient que fondit fils ou fille decede sans hoir de son corps, ledit heritage ainsi donné retourne audit donateur, & n'en doit au feodal aucun relief ou rachat, & ainsi doit estre fait quant aux gens roturiers. xxvii.

1. 27. Scilicet uxoris non ipsius uxori, de quo non refert an prius fuerit uxoratus.

Le mary ne doit de son premier mariage aucun rachat, relief ou autre prouffit au seigneur feodal pour raison des terres de la femme qui n'auoit iamais esté mariee, & pareillement des terres qui pendant ledit mariage aduient à ladite femme en ligne directe. xxviii.

Des heritages venus en ligne directe n'est deu rachat, &c.

Aussi femme veufue ne doit aucun relief, rachat ou autre prouffit des terres nobles acquises avec son mary qu'elle a eu en partage contre les heritiers de fondit feu mary. xxix.

2. 29. Igitur multominus postquam soluta sunt iura vtilia & obliuio fidei facta officialibus & prehensio sequi nulla & iniusta. C. M.

Des heritages feodaux qui viennent en ligne directe n'est deu aucun relief, rachat, quint ou requint: mais d'heritage qui vient en ligne collaterale est deu au seigneur feodal relief ou rachat, qui est le reuenu d'une année d'icelle terre feodale, Le dit de deux preudhommes, ou l'offre faite par le vassal, desquelles offres ledit seigneur feodal a le choix. Et depuis qu'elles sont faites, le seigneur feodal ne prend rien en purperd. xxx.

De terre feodale donnée purement & simplement ou delaissee par testamēt, n'est deu quint, requint, relief ou rachat: n'estoit que tel don ou laiz fust recompensatif pour cause de service ou autre chose: auquel cas en seroit deu quint denier, pour autant que ladite recompense ou service seroyent estimez & prouuez par ledit seigneur feodal. Pareillement des terres nobles eschangees sans soutes contre terres nobles ou roturieres n'est deu relief, rachat, quint ou requint. Et si l'y a soute, il en est deu quint & requint deniers, d'autant que ladite somme monte: & qui rachete l'heritage ainsi par luy baillé dedans l'an, il doit quint denier de la terre qu'il a eu par iceluy eschange à l'estimation de la vendue & du pris de l'autre terre qu'il auoit bailliee par ledit eschange. xxxii.

3. 31. Id est, rachetables, & omnino intelligendum de redditibus qui possunt esse non redimibiles, ut non obstat errore vulgi, dixi in consuet. Parisi. §. 57. & tetigi §. in consuetu. Trecē. §. 30. Et sub hac consuetudine videtur hic casum, Creditor pro reliquis redditibus pecunie constitutus, fait mettre en criées le fief de son deteur hypothéqué: Le seigneur de fief saisi par faulse d'homme, non pas le fief, mais ladite réte? Respons. quod debitor non tenetur discutere an ille redditus possit per donum feudum saisiri. Ideo nihilominus

Qui achete rente sur terres nobles, si ladite rente est rachetee à plus de trois ans, il en est deu au seigneur feodal, dont ledit fief est mouuant, quint denier, & si en doit faire les foy & hommage. xxxiii.

Pareillement celuy à qui terre feodale est laissée ou transportee moyennant certaine redeuance annuelle à la vie du trasporteur, celuy à qui elle est ainsi trasportee doit quint & requint denier de telle redeuance, à l'estimation de ce qu'elle peut valoir. xxxiiii.

Comme dit est dessus, le vassal ne peut vendre sa terre ou reuenu d'icelle que pour trois ans, & si l'y vend à plus d'années, il en est deu quint denier. xxxv.

De terre noble transportee par le pere ou la fille remariee pour la seconde fois en payement de la somme promise par ledit pere à ladite fille en son premier mariage, est deu quint denier. xxxvi.

Quand aucun seigneur rachete de son vassal le fief tenu & mouuant de luy, il en doit faire hommage à iceluy dont il tient le plein fief, & n'en doit pour ceste fois aucun quint ou requint. xxxvii.

Des terres feodales escheües par attrayeres & confiscations à aucun seigneur pour cause de sa haute iustice, n'est deu relief, rachat, quint ou requint, posé qu'elle soit mouuant & tenue en fief d'autre seigneur que de celuy à qui elle est ainsi venue. xxxviii.

Si vn estang feodal vient en ligne collaterale, l'heritier à qui il vient doit relief ou rachat au seigneur dont il est mouuant, lequel rachat est prisé & estimé le tiers de la pesche dudit estang pource que tel estang n'est à pescher que de trois ans en trois ans, Et si faut deduire les fraiz qu'il a conuenu mettre à alleniuier ledit estang, & est le poisson mis en vn estag ou viuier que lon pesche communement de trois ans en trois ans réputé heritage, & de mesme nature dudit estang: mais lesdits trois ans passez il sortist & est de nature de meubles. xxxix.

Par la coustume dudit bailliage si le vassal vend son fief, le seigneur feodal le peut auoir & reprendre pour le pris qu'il est vendu, & le reuoir à sa terre, & si l'aduient qu'un prochain lignager dudit vendeur vueille auoir ledit fief par retrait, il sera receu & en forclorra ledit seigneur. xl.

possit se opponere subhastat ioni feudi sui, quoniam non tenetur solvere redditum prohibente patrono, & pendente eius prehensione, quam creditor tenetur prius facere luuari, sius ut nullam & iniustam, siue acquiescendo, videlicet fidelitatem faciendo patrono & iura soluendo, in quibus debitor non tenetur contribuere: potest tamen creditor hac via emissis subhastare alia bona debitoris: & responsio meo subscripserunt celeberrimi patroni huius senatus, ut Annas de Chappes, & Christophorus Thuanus, nunc huius Senatus preses primus solertissimus. C. M.

Quand

Quand vn homme ou femme donne son fief à aucun sien amy pour estre nourry & gouverné par luy la reste de sa vie, le donataire en doit quint d'ener, & n'est le parent dudit donateur receuable à l'auoir par retrait lignager: car celuy qui ainsi le donne à la charge d'estre nourry, est l'industrie & preudhomme de la personne à qui il se donne, & ne voudroit estre nourry par autre.

Du fief donné par le vassal pour estre nourry le reste de sa vie &c.

xl.

Où le seigneur feodal fait saisir le fief de son vassal & ledit vassal nye que ledit fief soit mouuant du seigneur, & ledit seigneur le preuue, ledit vassal pert son fief: mais en terres de césives quand le detenteur & propriétaire nye au seigneur son cens & le seigneur le preuue, le detenteur ne pert pour ce sadite terre.

xli.

Coustrume est notoire audit bailliage qu'apres le trespas du vassal sa terre est saisie pour le seigneur feodal par faute d'homme, droits & deuoirs non faits & non payez, le reuenu de ladite terre ne chet en purperd au proufit dudit seigneur feodal deuant quarante iours, à compter du iour de ladite saisine. Et par autant que l'on attendroit à la saisir pour le cas dessusdit, pour autant en demoureroyent les fruits & reuenués à iceluy qui la tiendroit: car si iamais n'y auoit saisine, iamais ledit seigneur feodal n'y auroit proufit: car par la coustrume generale, autant que le seigneur feodal dort vassal veille, & econtra.

xlii.

Aussi est coustrume audit bailliage que où le vassal ne bailleroit son desnombrement quarante iours apres qu'il auroit fait son hommage, & que pource ledit fief fust saisy puis que la reprise en seroit faite, & les droits & deuoirs payez, le seigneur feodal au moyē de telle saisine n'acquiert aucune chose en purperd, mais en ce cas & iusques à ce que le vassal ait baillé son desnombrement, le seigneur feodal fera leuer les fruits dudit fief saisy par commissaires qui en rendront les fruits audit vassal apres ledit desnombrement baillé, en payant par ledit vassal les fraiz & salaires raisonnables desdits commissaires.

xliiii.

Quand vn seigneur feodal pour aucune cause saisist & met en sa main les fiefs de son vassal, & aussi les arrierefiefs qui sont du fief de sondit vassal à cause desdits fiefs saisis, si ledit vassal suffisamment sommé par ceux qui tiennent en fief de luy ne fait son deuoir d'auoir la deliurance & main leuee desdits fiefs & arrierefiefs, le sousvassal peut & doit entrer en foy & hommage dudit seigneur qui ainsi a fait saisir lesdits fiefs, & ne doit pource ledit sousvassal relief, rachat, quint ou requint, s'il en auoit autresfois fait & payé les deuoirs, & s'il ne les auoit payez, il les deueroit audit seigneur qui ainsi auroit fait faire ladite saisine.

xliiii.

Quand vn fief est aduenu de nouuel à aucun vassal, soit par acquisition, decret de iuge, tiltre successif ou autrement, & le seigneur feodal, dont est tel fief mouuāt estoit absent ou hors du pays, ou que tel seigneur feodal fust refusant recevoir à homme sondit vassal, en ce cas ledit vassal se peut tirer, si bon luy semble, au lieu où ledit seigneur feodal est demourant, si c'estoit aux termes de la iurisdiction ou ressort de la situation dudit fief. Ou si bon luy semble, au lieu dont ledit fief ainsi à luy aduenu est mouuāt, & illec doit appeller ou faire appeller à haute voix ledit seigneur feodal, & si le seigneur feodal n'y estoit, tel vassal en son absence doit faire au deuant du chastel, maison forte, place ou autre lieu qui est le chef de ladite mouuance, les offres en tel cas requises, mesmement de payer les droits tels qu'il peut deuoir, faire ou faire faire lecture des lettres de son acquest, si lettres en a. Et si ledit seigneur feodal a officiers audit lieu, tel vassal les doit appeller & leur faire les offres dessusdits en l'absence dudit seigneur, & quand ledit vassal a fait ses offres & deuoirs dessusdits, ledit seigneur feodal ne fait de là en auāt les fruits siens du fief de sondit vassal, si saisi estoit au parauant.

xliv.

Est aussi coustrume que le vassal quād il a aucun fief par don, cession, transport, achat ou autre acquisition doit mōstrer & exhiber à son seigneur feodal les lettres sur ce faites, luy en bailler le double à ses despens, & affermer le contenu par sermēt pour cause des fraudes qui pourroyent auoir esté faites au preiudice des droits feudaux.

xlvi.

Coustrume est audit bailliage notoire, qu'aucun ne peut tenir de fiefs, s'il n'est noble personne sans cōgé du Roy, & s'il en tient, les officiers du Roy le peuuent cōtraindre à en vuyder ses mains dedās l'an & iour, & en son deffaut leueront les fruits pour le Roy, ainsi pareillemēt font les autres seigneurs vassaux du Roy ou d'autres de leurs fiefs ou arrierefiefs: car ils ne reçoient vassal à homme, s'il n'est noble, si bon leur semble.

xlvii.

Autre coustrume est audit bailliage qu'un frere aîné qui a acquesté de ses freres ou sœurs puisnez ou de l'un d'eux à pris d'argent le fief qui leur appartenoit par partage fait contre leurdit frere, tel acquesteur est tenu de payer quint & requint au seigneur feodal, si les védeurs ont leurs deniers francs, & s'ils n'auoyent les deniers francs, tels vendeurs deueroient quint denier

Autant que le seigneur feodal dort le vassal veille.

Du vassal qui est desfaillant de bailler son desnombrement &c.

Des fiefs & arrierefiefs saisis par le seigneur feodal &c.

Quād le seigneur feodal est absent ou qu'il refuse recevoir le vassal en foy et hommage quid iuris &c.

Le vassal doit bailler au seigneur le double des lettres d'acquisition.

Nul ne peut tenir terre de fief noble s'il n'est noble &c. Du frere aîné qui acquiert de ses freres puisnez les fiefs: à eux escheuz par partage &c.

Coustumes du Bailliage de Vitry en Partoys

seulement. Autre chose seroit si l'un desdits freres ou sœurs prenoyēt le partage de l'autre par eschange contre autre fief ou heritage roturier. Car en ce cas n'y auroit quint ne requint, n'estoit qu'il y eust soulte, de laquelle soulte seroit deu quint & requint selon la declaration desusdite. xlviij.

De terre feodalle achetee par decret, est deu quint denier au seigneur feodal. xlix.

Cōment se doit estimer le quint denier &c.
De la terre noble vendue deniers francs &c.

Pour coustume le vassal ne prescrit point contre son seigneur, ne le seigneur cōtre son vassal. Et est à sçavoir qu'au quint denier faut prēdre & estimer le quint denier des vins de la marchandise: car le pris principal avec lesdits vins sont la velleur & prisee de la terre. l.

Quand vne terre noble est vendue, & depuis reprise par retrait lignager, il n'est pour ce deu au seigneur feodal qu'un quint denier. li.

Quand vne terre noble est vendue, & il n'est dit en faisant ledit vendage, deniers francs au vendeur, alors ledit vendeur doit le quint denier: mais quand il est dit frācs deniers au vendeur, l'acheteur doit quint & requint, & ainsi en vse lon. lii.

Par coustume tenue & gardee audit bailliage, le vassal receu par main souveraine au reffus de son seigneur feodal se peut dire au moyen de telle reception saisi & vestu de son fief. liii.

Le fils aisné prent deux droits d'aisneesse &c.

Quand vn homme va de vie à trespas & il a terres nobles & feodales en diuers bailliages royaux, comme Vitry & Vermendois, son aisné fils prendra droit d'aisneesse à son choix en chascun desdits bailliages. Aussi ledit fils aisné prend vn droit d'aisneesse en la succession du pere, & vn autre en la succession de la mere. liiii.

Le vassal a quarante iours pour exhiber au seigneur ses lettres, & aussi le seigneur feodal a quarante iours.

Ainsi que le seigneur vassal a quarante iours apres la faisine faite de son fief pour exhiber ses lettres d'acquisition & entrer en foy & hommage, sans pendant ledit temps perdre aucune chose des deniers de son fief, Aussi a le feodal quarante iours apres la presentation desdites lettres pour deliberer si il prēdra par puissance de fief ledit fief acquis par son vassal, ou si le receura en foy & hommage, pendant lequel temps il n'acquiert aucune chose en purperd du reuenu dudit fief.¹

Des successions & partages entre gens nobles & roturiers.

lv.

2. 54. Quāvis tota hac consuetudo nihil dicat de souffrance, & q̄ debetur minoribus, & qu'el le vassal foy: Tamen tacite intelligitur & suppletur ex reliquis vicinis consuetudinibus: & ita sub hac consuetudine de facto, obseruari vidi, & bene. Idē in similibus omiffis casibus, sed habentibus equitatem, & usum locorum vicinorū, per ea que dixi in consuet. Pari. §. 28. Sed durius est quod de facto pragmatici sub consuetudine seruant consuetudinem continuationis societatis inter superflitem coniugum & filiorū cōmuniū annis minorum ex defectu inuentarij, si minores eligere malint, quā redditionem rationum petere: quāuis de hoc nullum sit verbum in tota consuetudine. Quia hac consuetudo est contra ius commune: Tamen quia non est irrationabilis, & est vicinorum locorum consuetudinibus conformis, hic vsus admissendus est: maxime quod in processu verbali huius consuetudinis, & eius conclusione non est facta prohibitio allegandi alias consuetudines, nisi contrarias, vel derogantes. Aliud igitur de diversis & omiffis: que tamen sunt rationabiles, & in communi circūvicinorum vsu. Nā aliud omiffio, aliud abrogatio. C.M.

PAR coustume generale gardee & obseruee au bailliage de Vitry, en succession de nobles personnes qui decedent & delaisent plusieurs enfans, & vn ou plusieurs chasteaux, quand telles nobles personnes ne sont comtes ou barons, l'aisné fils emporte par droit d'aisneesse & successio lequel chastel ou maison forte que bon luy semble, avec ce qui est clos és fossez dudit chastel, ou és pallits ou closture d'icelle forte maison, mesmement la basse cour, si elle est cōprise: mais si telle basse cour est hors desdits premiers fossez, closture ou pallits, elle se partist avec le reste de la succession. Et si il n'y auoit qu'un chastel ou maison forte en ladite succession, si l'emporterait ledit fils pour raison de son aisneesse, & en auroit dès le iour du deces de ses pere & mere la pleine iouissance & possession. Toutesfois quand il y a douairiere veufue & delaissee par le deces de telle noble personne deffunct, ladite veufue doit auoir où il n'y auroit qu'un chastel ou maison la moytié desdits chastel ou maison en vsufruit pour sa demourance par droit de douaire, & doit estre le logis diuisé en deux entre ladite douairiere & le fils aisné, si le logis est suffisant pour les deux, eu esgard à l'estat & qualité de leurs personnes. Et où ledit logis ne seroit suffisant pour les deux, le douaire de ladite veufue seroit preferé à l'aisneesse dudit fils. lvi.

Et par mesme coustume le.ii.iii.&.iiii. freres dudit fils aisné emportent le.ii.iii.&.iiii. chastel ou maison si tant y en a en semblable prerogatiue que fait ledit fils aisné. Et au regard des fiefs, iustices, charruages, prez, vignes, estangs & caues qui sont dedās la parroisse desdits chastel & maisons, ils se partissent avec le surplus du reuenu de ladite succession, & si il y a plus de chasteaux & maisons que de fils, lesdits chasteaux maisons se partissent entre lesdits enfans esgallement. lvii.

Et quād il y a des filles avec lesdits fils, elles partissent en terres nobles avec leurs freres, en maniere que les deux filles prennent autant que l'un de leursdits freres aisné ou puiné, hors l'aduantage qu'ont lesdits freres de prendre & auoir hors part & aduātage chascun vn chastel ou maison si tant y en a par la maniere que dit est dessus. Hors lequel aduantage & droit d'aisneesse, lesdites deux filles prennent autant qu'un fils en tout le reste de ladite succession en ter-

minorum ex defectu inuentarij, si minores eligere malint, quā redditionem rationum petere: quāuis de hoc nullum sit verbum in tota consuetudine. Quia hac consuetudo est contra ius commune: Tamen quia non est irrationabilis, & est vicinorum locorum consuetudinibus conformis, hic vsus admissendus est: maxime quod in processu verbali huius consuetudinis, & eius conclusione non est facta prohibitio allegandi alias consuetudines, nisi contrarias, vel derogantes. Aliud igitur de diversis & omiffis: que tamen sunt rationabiles, & in communi circūvicinorum vsu. Nā aliud omiffio, aliud abrogatio. C.M.

res

res nobles. Et quant aux terres roturieres, meubles & terres tenues en franc aleu, l'une desdites filles prend autant qu'un fils.

lviii.

1.57. C'est à sçavoir, roturier. Autre chose est en franc aleu noble par le commencement de cest article: & sus art. 19. C.M.

Et quand il y a plusieurs filles qui viennent à succeder à leurs pere & mere en terres nobles sans frere, il n'y a entre elles aucun droit d'aïnesse: mais succedent esgallemēt en toutes choses autant l'aïnee que la puïnee en terres nobles ou roturieres.

lix.

2.59. Ratio generalis facit generaliter intelligi etiam in infinitum, etiam quando nepos & neptis veniunt per representationem, siue sint eiusdem, vel diuersae cellulae, seu lineae: facit. 7. §. 67. C.M.

Coustrme est aussi audit bailliage qu'en ligne collaterale les freres succedent esgallement en terres nobles sans aduantage au droit d'aïnesse. Et si les freres ont sœurs, lesdites sœurs ne prennent aucune chose en la succession avec lesdits freres en terres nobles & feodales: car en ligne collaterale le masse exclud la femelle quand ils sont en pareil degré. Autre chose seroit si ladite femelle estoit un degré plus prochain, car en ce cas elle exclurroit ledit masse: mais en ce qui seroit d'aleu roturier ou de censive, la sœur y prendroit autant que le frere. Et ainsi en vse on.

lx.

Par coustrme dudit bailliage en succession de comté ou baronnie l'aïné fils emporte par droit d'aïnesse contre ses freres puïnez, le chasteau ou forte maison tel que bon luy semble, avec l'aduantage des fosses, la basse cour, si aucune en y a, les charruages, prez, vignes, estangs, eaues qui sont dedans la parroisse dudit chasteau avec les fiefs qui en dependent. Et ainsi les autres enfans puïnez chascun en son regard, si tāt en y a en ladite successiō. Et si il n'y auoit qu'un chasteau, maison forte, la douairiere, si douairiere y auoit, en auroit l'usage pour sa demourance avec ledit fils aïné, selon & ainsi que dit est dessus en la succession des nobles qui ne sont cōtes ou barons.

lxi.

Et où les charruage, vignes, prez, estangs, eaues qui sont en la parroisse du chasteau de l'un desdits freres seroyent de plus grand' reueneue que ceux de l'autre, celui qui a en reuenu la moindre chastellenie doit estre amendé par celui qui a la plus grande: Toutesfois celui ou ceux qui ont la plus grande peuuent parfaire ledit reuenu à celui qui a la moindre part en terre pleine. Et si ils ne la peuuent parfaire en terre pleine, ils bailleront des rentes & reuenues de leursdits chasteaux, sauf qu'ils retiendront à eux la iustice de ce qu'ils bailleront, à ceste fin que leursdites chastellenies & baronnies demeurent en leur entier & prerogatiues, si faire se peut.

lxii.

De la recopense que doit faire le frere à celui qui a la moindre part &c.

Coustrme est encores audit bailliage que quand un vassal va de vie à trespas delaisse plusieurs fils, l'aïné peut reprendre pour une fois du seigneur dont le fief est tenu & mouuant. Et les autres puïnez reprendront, si bon leur semble, de leur frere aïné pour ceste fois: pourueu que la reprise soit faite par eux dudit frere aïné dedās l'an qu'ils seront aagez, car où ils n'auroyent fait dedans ledit temps, ils seroyent tenus faire foy & hommage au seigneur dont ledit fief & mouuant. Mesmement où ledit seigneur l'auroit fait saisir & mettre en sa main. Et où tels freres vendroyent lesdits fiefs dont ils auroyent fait hommage à leurdit aïné: neantmoins le seigneur feodal dont ledit frere aïné auroit repris auroit le quint & requint pour cause dudit vendage.

lxiii.

Les puïnez peuuent reprendre de leur frere aïné si bon leur semble &c.

Encores est coustrme audit bailliage qu'entre nobles personnes le suruiuant a la garde noble de ses enfans mineurs, & ne fait tel gardien les fruits siens: mais est tenu en rendre compte ausdits enfans eux venus en aage en deduisant les despens. Lequel gardien reprend des terres nobles pour lesdits enfans, & en fait les foy & seruice aux despens desdits enfans mineurs aux seigneurs feodaux. Et si tel homme ou femme noble qui a la garde de lesdits enfans se remarie, ne pert pour ce ladite garde. Et si ne doit pour conuoler en autre mariage pour cause desdits fiefs ainsi appartenans à lesdits enfans aucun relief ou rachat. Car comme dit est dessus, il ne fait les fruits siens. Et quand lesdits enfans mineurs n'ont pere ou mere, mais ayeul ou ayeulle, tel ayeul ou ayeulle a la garde noble de lesdits petits enfans, & fait les hommages & seruice pour lesdits mineurs à leurs despens ainsi que dit est dessus des pere & mere.

lxiiii.

Celui qui a la garde noble de ses enfans mineurs ne fait les fruits siens &c.

Et où il n'y auroit pere, mere, ayeul ou ayeulle, en ce cas par le iuge ordinaire sera pourueu aux mineurs de tuteurs & curateurs.

lxv.

La garde faut au fils à quinze ans, & à la fille à douze. Et pareillemēt quant aux gens de poëte & roturiers la tutelle faut à pareil aage, mais les dessusdits ne sont hors de curatelle, sinon qu'ils ayent xxiiii. ans entiers, & le xxv. entamé.

lxvi.

En ligne directe representation a lieu, & represente le fils la personne de son pere: mesmement en droit d'aïnesse: mais la fille du fils aïné ne represente audit droit d'aïnesse son pere en la succession de son ayeul ou ayeulle, quand il y a fils oncle de ladite fille.

De pourueoir par iustice aux enfans nobles de tuteur & curateur &c. Representation a lieu en ligne directe quant aux fils non aux filles.

RR

Coustumes du Bailliage de Vitry en Partoys

Toutesfois audit cas, elle prendra en telle succession en terres nobles autant qu'un fils puifné, nonobstant que par autre coustume les deux filles ne prennent qu'autant qu'un fils en telles terres nobles. Et en ligne collateral representation a lieu iusques aux enfans des freres inclusiuement. lxvii.

Coustume est audit bailliage que quand un homme va de vie à trespas sans hoirs de son corps, & il y a deux freres ou deux soeurs & l'un desdits freres ou l'une desdites soeurs a enfans masles & l'autre toutes filles, les neueux masles dudit deffunct emportent ses heritages feodaux, & n'y prennent aucunes choses sedites nieces: car les filles en ligne collateral ne prennent aucune chose avec les masles en pareil degré comme dit est dessus: mais es biens meubles & heritages non nobles ou mouuans de censiuues, lesdites nieces prennent autant que font lesdits neueux. lxviii.

2.67. Etiam ex femina, Ad hoc, que dixi in cōsue. Parisi. in. §. 12. & §. 16. nu. 2. Et ita per arrestum solenne anno 1550. biduo ante natale pronuntiatum per Do. Bertrandi. C.M. Femme non noble veufue de personne noble durant son veufuage iouyst des priuileges de noblesse.

Par coustume gardee audit bailliage femme franche, bourgeoise de Roy ou de serue condition maryee avec homme noble prend apres le trespas de sondit mary les meubles & les debtes, si n'y a enfans, & où il y auroit enfans, la moytié, son douaire coustumier ou prefix, ou elle peut quitter lesdits meubles & debtes, & prédre son douaire ainsi & par la maniere que dit sera cy apres au second article du chapitre de douaire: & avec ce où telle femme demeure en veufuage, elle iouyst de tous les priuileges de noblesse de sondit feu mary, sans payer aucune redevance ou seruitude. Et où elle se remarye à homme roturier & de poste, icelle femme retourne à sa premiere condition. lxix.

Quand deux conioints par mariage, le mary franche personne & la femme noble, & ladite femme va de vie à trespas, delaisse enfans, le fils aîné aura son droit d'aînesse en la succession de sadite mere ainsi que dessus est dit es successions des nobles. Et si le pere estoit de serue condition, ledit fils en renonçant à tout ce qui seroit du costé serf, auroit pareil droit que dessus. Toutesfois à Chasteauthierry & Chastillon il suffiroit que ledit fils renonçast à ce qui chet en morte-main, & ne peut l'enfant venu de franc ventre renoncer au costé franc pour prendre le serf. lxx.

vn clerc qui espouse femme de serue condition, affranchist ladite femme durât le mariage & veufuage &c.

Si un clerc a espoué une femme de serue condition, tel clerc affranchist sa femme de toute seruitude qu'elle peut deuoir à son seigneur, leur mariage & son veufuage durant: mais quand ladite femme va de vie à trespas, le seigneur d'elle prend & emporte sa morte-main, à la charge des debtes par elle deües à l'heure de son trespas, & aussi à la charge du testament, obseques & funeraillies d'icelle femme, si n'y a enfans d'icelle femme en voulrie: mais elle ne peut faire testament que de cinq sols tournois & au dessous. lxxi.

Par la coustume generale dudit bailliage le mort faist le vif son plus prochain heritier habille à luy succeder. lxxii.

2.72. Id est, cessat in regione d'auoyne: idem ergo intelligendum quod cessat in regionibus hic narratis: ut eodē iure iniuriam inuicē retorqueant: per text. D. quod quisque iuris in aliu &c. C.M.

De la succession de deux personnes nobles conioints par mariage.

Et par autre coustume en noblesse ne gist espanite, qui est à entendre que les nobles natifs & demourans es pays d'Allemagne, Brebant, Lorraine, Barrois, ou ailleurs hors du royaume succedent à leurs parens decedez, soit qu'ils fussent demourans audit royaume ou ailleurs, es biens delaissez par leurs trespas audit bailliage meubles ou immeubles, nobles ou roturiers. lxxiii.

Les enfans maryez qui veulent venir à la succession de pere ou de mere, il faut qu'ils rapportent tout ce qu'ils ont eu en mariage, à sçauoir la moytié quand ils veulent venir à la succession du pere, & autre moytié à la succession de la mere. Et se peuuent tenir si bon leur semble, à ce qui leur a ainsi esté donné en mariage, & renoncer à la succession de leursdits pere & mere. Au cas toutesfois que leur don de mariage ne fust excessif & inofficieux, eu regard à la portion contingente qu'ils eussent peu auoir en ladite succession. lxxiiii.

Le suruiuant de deux personnes nobles ou le mary noble conioints par mariage à les biens meubles & moytié des conquests immeubles faits durant & constant leur mariage, si dudit mariage n'y a aucuns enfans. Et si dudit mariage y a enfans, entre le suruiuant & les enfans se partiront les meubles & conquests. lxxv.

Entre le suruiuant de deux personnes roturières & les heritiers du trespas, les meubles & conquests se partissent esgallement. lxxvi.

Coustume est audit Vitry & es lieux qui se reiglent à ladite coustume, à sçauoir Châsy, Sermaise, Bassu, Chemynon, Bassuel, saint Mard sur le mont Manlru & Larzicourt, Que quand l'un desdits conioints decedé, le suruiuant le doit faire mettre en terre & inhumer, payer les messes,

messes, seruices, luminaires & autres fraiz qui se font, le corps estant sur terre, iacoit ce que tel sur uiuant ne prenne les meubles & les heritiers qui les prennent payent le demourant du testam ent, & les debtes dudit trespas.

lxxvii.

Coustume est notoire audit bailliage que religieux & religieuses profes ne succedent à leurs parens en ligne directe ou collateral, & ainsi en vse l'on & à l'on vlt du temps passé, ne le monastere pour eux.

lxxviii.

I Par l'entrecours¹ gardé & obserué entre les pays de Champaigne & Barrois, quand aucun homme ou femme nais dudit pays de Barrois vient demourer audit bailliage de Vitry, est acquis de ce mesme fait au Roy, & luy doit sa iurée comme les autres hommes & femmes de iurée demourans audit bailliage, & d'ainsi la leuer sur eux en est le Roy nostre sire en bonne possession & saifine, en telle maniere que telz hommes ou femmes nais dudit pays de Barrois & demourans audit bailliage vont de vie à trespas sans heritier legitime demourant avec eux audit pays, & qu'il soit regnicolle à l'heure de leur trespas, Le Roy represente ledit heritier absent, leur succede & prend leurs biens au moyen dudit entrecours.

lxxix.

Et pareillement où aucun dudit pays & comté de Champaigne, mesmement dudit bailliage va demourer audit pays & duché de Bar, il est acquis audit seigneur duc au moyen dudit entrecours, Et s'il y decede, ses enfans nez ou demourans avec luy audit pays & duché au iour & heure de leur trespas, ne succedent en ses biens assis & situez audit bailliage: mais appartiennent au Roy par droit d'atrayere qui represente lesdits enfans absens. Toutesfois s'il auoit des heritiers prochains demourans au bailliage de Vermandoy, tels heritiers luy succederoyent & ainsi en vse on.

lxxx.

Quand deux conioints par mariage ont vn enfant & depuis le pere va de vie à trespas, delaisse ledit enfant son heritier seul, & apres la mere dudit enfant se remarie, duquel mariage second sont descendus plusieurs enfans sœurs & freres vterins audit premier: Puis apres l'enfant dudit premier mariage va de vie à trespas, delaisse suruiuant sadite mere & s'esdits freres & sœurs vterins aussi autres parens, oncles ou cousins paternelz, ladite mere par la coustume generale dudit bailliage, emporte les meubles & conquests dudit enfant. Et au regard desheritages qui luy appartiennent par son dit pere ilz viennent à ses heritiers prochains dudit costé paternel, & n'ya rien sadite mere ne s'esdits freres ou sœurs vterins: pource qu'ilz ne luy sont rien de ce costé.

lxxxii.

2 Par autre coustume gardee & obseruee audit bailliage le pere & mere succedent à leurs enfans, quand ils vont de vie à trespas sans hoirs de leurs corps en meubles & acquests, & aussi és heritages qu'ils leur auroyent donné en mariage² feodaux ou roturiers. Et payent en ce faisant lesdits pere & mere ou l'un d'eux les debtes du deffunct, l'accomplissement de son testam ent, pour autant qu'ils prennent de la succession au marc la liure, & les heritiers payent le par dessus.³

lxxxiii.

3 Audit bailliage ceux qui emportent partie des meubles par coustume dudit bailliage payent les debtes, obseques & funerailles pour telle part & portion qu'ils en emportent, mais ceux qui emportent lesdits meubles par hoirie & succession, & ne prennent aucune chose és heritages ou seulement portion, payent lesdites debtes, obseques & funerailles au marc la liure, pour autant qu'ils prennent en ladite succession. Et est exemple comme de deux conioints par mariage, quand le mary est noble, le suruiuant emporte les meubles quand il n'y a enfans. Et aussi tel suruiuant paye les debtes, obseques & funerailles. Et en l'autre cas l'exēple est en l'article dessusdit. Et aussi quād en ligne collateral l'un par proximité & cōme plus prochain dudit deffunct emporte les meubles ou acquests qui sortissent mesme nature quant à ce par ladite coustume. Et les autres comme prochains parens du deffunct du costé & ligne dont leur viennent aucuns de ses heritages les emportent, & payent partie desdites debtes, obseques & funerailles, & aussi du testam ent: car chascun y vient iure successorio.

lxxxiiii.

Coustume est audit bailliage que les freres germains & non germains succedent esgallement entr'eux en meubles & conquests. Et au regard des heritages de leur naissant, ilz retournēt chascun à son costé, paterna paternis, & materna maternis: & payent les debtes, obseques

quin sit de regno Francia, & subsit Regi, vt probauit. 3. in. 1. annotat. ad processum verbalem Senonensem, fol. 70. verso. Ita quod expeditum est, que ceux de Bar n'ont besoin d'aucunes lettres de naturalité, vt pote regnicole, & quod hi duo articuli. 78. 79. debent abradi de hac consuetudine. C. M.

2. 81. Exempla causa est, quia idem si extra matrimonium, vel aliàs, illa heredia sint de latere vel linea parentis.

3. In si. §. Et sic pro nato bonorum, scilicet vt ad inimicam sese exonerent: ceterum creditores possunt heredes exigere pro virilibus, salvo eorum recurso, vt per arrestum iudicatum fuit in classe Do. de Gony, in terminis huius consuetudinis. C. M.

De ceux qui sont nais du pays de barrois, & qui viennent demourer au bailliage de vitry &c.

1. 78. Nota q hic §. cum sequen. loquuntur tantū de mutatione domicilij eius cui succeditur, & sic cum sint odiosi, non debent extrudi, ad mutationē domicilij contingentem ex parte eius qui succedere debet, licet videatur eadem ratio: Et ita iudicatum fuit per prefatos Thesauri Parisiis, & per indices sancta Menchon.

Consultus de hoc themate, Quidā Georgius, demorant à Vitry, habet filium Claudium, & filiam que nubit viro demorant au Bar, postea moritur mater, deinde Claudius frater sine liberis, postremo pater Georgius: filia & eius maritus vendicant has successiones, & obtinent per sententiā, contra procuratorem regium, qui appellauit ad hūc Senatū Parisiensem? Respond. bene iudicatum, quia licet antiquitus dubitaretur, si ledit Bar estoit pays de souveraineté: tamen hodie nō dubitatur,

Coustumes du Bailliage de Vitry en Partoys

funerailles & accomplissement du testament au solz la liure comme dessus. lxxxiii.

Par la coustume dudit bailliage de deux conioincts par mariage dont l'un est noble & l'autre serf, les enfans dudit mariage peuuent demourer nobles en renonçant aux biens & succession du costé serf. lxxxv.

Les parens succedent aux prelatz seculiers &.

Par coustume gardee & obseruee audit bailliage les parens & prochains lignagers des archeuesques, euesques ou autres gens d'eglise seculiers, leur succedent en biens meubles & immeubles.

De douaire.

lxxxvi.

fême veue à cause de son douaire est incontinent faisie apres le deces de son mary &c.

PAR coustume generale gardee & obseruee audit bailliage, femme veufue noble ou roturiere incontinent apres le trespas de son mary est faisie & vestue par douaire coustumier de la moytié des fruits & reuenues de tous les heritages que son mary auoit au iour qu'il l'espousa, & de ceux qui luy seroient depuis escheuz en ligne directe, & n'est requis luy faire deliurance dudit douaire par les enfans ou heritiers de son dit feu mary, car par le deces d'iceluy elle en est faisie & vestue comme lesdits heritiers. Laquelle veufue emporte contre lesdits heritiers outre la moytié du reuenue des heritages de son dit mary vne des maisons de son dit mary telle que bon luy semble, toutesfois où il n'y en auroit qu'une, elle n'en auroit que la moytié en vsufruit, Et les heritiers ou heritier dudit deffunct l'autre, où ladite maison seroit suffisante pour les deux, eu esgard à la qualité des personnes: & prend icelle veufue son dit douaire à la charge d'entretenir les heritages chargez dudit douaire de menues reparations, couuerture, cloison suffisante, & en tel estat les delaisser. lxxxvii.

l. 86. Pragmatici huius loci intelligunt iure habitationis tantum, ut non possit locare, & consequenter nec fructus petere si aliquot annis neglexit eligere & petere domum.

Vne femme apres le deces de son mary a droit de douaire en tous les heritages qu'ils auoyent au iour qu'il l'espousa, & en tous ceux qui luy sont depuis aduenus en ligne directe, & non en ligne collateral. Lequel droit de douaire est appellé douaire coustumier: par lequel elle doit iouyr sa vie durant comme vsufrutiere de la moytié desdits heritages, lesquels elle doit soustenir de closture & couuerture en l'estat qu'elle les trouue ou qu'on les luy a laissez, & payer les charges foncieres que doyuent lesdits heritages. lxxxviii.

Sed verba consuetudinis repugnant, quia domus haec est pars dotum quod datur in usufructum, ut vidua sit saisita, & faciat fructus suos statim ab obitu viri, sine alia petitione vel solennitate, v. l. §. 89. ad hoc text. in l. inter socerum. §. cum inter. ibi nec separabitur aditamenti causa. D. de iure dotium. Tum consuetudo commate sequenti expressè dat hanc domum in usufructum, ergo potest locare vel petere abstimationem locationis communis ab heredibus qua passa est vti. Tertio text. in fortioribus terminis in l. cum antiquitas. C. de usufruct. & habit. & statuta magis equiparantur, & interpretationem accipiunt à testamentis quam à contractibus. Bart. & omnes in l. omnes populi. D. de iustitia & iure. Quare hodie. l. 1. Nouemb. 1565. conuenientibus apud me potioribus advocatis & iuriconsultis conclusum pro quadam de Bar, ut coram tabellione declararet se intellexisse talem domum sibi fruentam eligere. Et ex abundantia ad hoc eligit & heredibus instrumentum hoc significat: quod declaratio trahatur retro, ut debeat habere mercedem locationis à die obitus viri. C. M.

La femme douée de douaire prefix peut apres le deces de son mary choisir & eslire le douaire prefix ou coustumier, lequel qu'elle voudra, supposé qu'en son traité de mariage ne soit fait mention de douaire coustumier: mais si ladite femme veut auoir ledit douaire prefix, elle le doit declarer dedans quarante iours apres le trespas de son mary. Et ne courent point les arrerages dudit douaire prefix iusques apres la declaratiō par elle faite d'iceluy douaire accepter. lxxxix.

Douaire coustumier faisiert la femme qui en est douee non pas douaire prefix, sinon apres qu'elle l'a accepté en iugement, les heritiers de son mary presens ou deüement appelez. Apres laquelle acceptation ainsi faite que dit est, la femme se peut dire faisie dudit douaire prefix. xc.

Douaire soit prefix ou coustumier n'est propre aux enfans de la personne douee: mais est viager, & dure la vie de la femme seulement. xci.

Femme noble ou roturiere renonçant aux meubles & conquests immeubles demourez apres le trespas de son mary, n'est tenue payer les debtes constituées ne procedans de son mary, toutesfois si elle est roturiere ne pourra renoncer aux meubles pour estre quitte des debtes, si le iour du trespas de son mary elle ne met les clefz sur la fosse de son mary, & neãtmoins ne perd pource son douaire.

Femme soit noble ou roturiere peut renoncer aux meubles de son mary, prendre & accepter la moytié des conquests de son mary, & en ce cas elle n'est tenue payer aucunes debtes, obseques & funerailles, sinon pour sa part des acquests par son dit feu mary & elle faits, s'aucune chose en est deu pour telle part & portion qu'elle emporte desditz acquests, & emporte comme dessus son douaire.

Quand vne femme tient par droit de douaire aucun boys ou forests qui iamais ne furent vendus de memoire d'homme, telle douairiere ne les peut vendre, si ce n'estoit par le consentement de l'heritier ou propriétaire: mais des boys & forests dont on a vendu le surpris par au

tas. C. de usufruct. & habit. & statuta magis equiparantur, & interpretationem accipiunt à testamentis quam à contractibus. Bart. & omnes in l. omnes populi. D. de iustitia & iure. Quare hodie. l. 1. Nouemb. 1565. conuenientibus apud me potioribus advocatis & iuriconsultis conclusum pro quadam de Bar, ut coram tabellione declararet se intellexisse talem domum sibi fruentam eligere. Et ex abundantia ad hoc eligit & heredibus instrumentum hoc significat: quod declaratio trahatur retro, ut debeat habere mercedem locationis à die obitus viri. C. M.

tresfois

tresfois, elle le peut vendre, pourueu qu'ils soyent en coupe ainsi que on auoit accoustumé. Et si fondit mary en auoit vendu aucuns de son viuant à couper à annees, le marché tiendront: mais ladite veufue en emporteroit les payemens. xciii.

1 Par coustume & vsage gardé audit bailliage, quand aucune femme veufue tient aucuns heritages, & elle va de vie à trespas, l'heritier propriétaire dudit douaire incontinent apres ledit decés reprend lesdits heritages en l'estat qu'ils sont au iour dudit decés. C'est à sçauoir fil y a prez à faucher, vignes à vendanger, bleds à moyssonner, fruits à cueillir, il emporte avec l'heritage lesdits fruits & despouilles sans payer les labourages. Et posé que par la coustume generale dudit bailliage les bleds & autres grains semez & couuers, la vigne, pomes, poires, gland & autres fruits apres la saint Iean, Les prez depuis la my May soyent meubles, toutesfois les heritiers de telle douairiere n'emportent lesdites despouilles, mais appartiennent au propriétaire dudit douaire. Et si ne peuuent les heritiers de telle douairiere pour frauder le droit dudit propriétaire, despouiller premature lesdits heritages chargez de douaire. xcv.

2 Et où ladite douairiere auroit baillé & laissé de son viuant à moisson de grains ou somme d'argent aucunes desdites terres, vignes, prez, iardins ou autres heritages chargez de fondit douaire, à payer lesdites moissons au iour saint Martin d'yuer, comme il est accoustumé faire, si ladite veufue decedoit auât ledit iour saint Martin, depuis toutesfois que lesdites terres ou prez seroyent despouillees, les vignes vendangees & les fruits cueilliz, l'heritier de ladite douairiere emporteroit mesmement lesdites moissons à cause que les despouilles sont ameublies comme separees du fons: nonobstant que le iour du paiement ne soit escheu au iour dudit decés: car c'est depuis ladite despouille & iusques audit iour saint Martin seulement delay de paiement. xcvi.

3 Dame douairiere qui tient en douaire aucunes terres nobles, peut vendre le reuenu desdites terres & douaire pour trois ans: mais si elle le vend à plus d'annees, elle en deura quint denier, & est tenue comme dessus est dit, entretenir les heritages qu'elle tient en douaire de toutes menues reparations, cloison & couuerture. Et où elle seroit negligente de les reparer, on la peut contraindre par iustice à ce faire, toutesfois elle ne perd pour ce son douaire, & pareillement quant aux roturiers. xcvii.

Femme veufue qui a son douaire sur terres nobles & feodales n'est pour ce tenue reprendre ou faire hommage au seigneur feodal: mais appartient au propriétaire. Toutesfois quand elle se remarie, son mary doit audit seigneur feodal vn relief pour ledit douaire. xcviii.

Quand vn homme marié vend les heritages qu'il auoit au iour de son mariage & sa femme ne le consent, & son mary va de vie à trespas, elle ne perdra pour cause dudit vendage le douaire qu'elle auoit sur iceux heritages ainsi venduz, mais si lesdits heritages estoient de l'acquest fait par ledit mary depuis le mariage de ladite femme, ou qu'ils luy fussent escheuz en ligne collateral depuis ledit mariage, en ce cas il les peut vendre sans le consentemēt de sadite femme, car elle ne prend sur iceux aucun douaire.

Des testamens.

xcix.

Ar la coustume dudit bailliage vn homme ou vne femme ne peut aduantage par laiz testamentaires n'autrement l'vn de leurs enfans plus que l'autre. Et ce fait l'ont: ledit laiz est nul, si n'estoit fait du consentemēt² des freres & sœurs dudit legataire. Et encores tel legataire seroit tenu si luy vouloit venir à la succession du testateur de conferer & rapporter ledit laiz. Et si luy vouloit renoncer à ladite succession & soy tenir audit laiz faire le pourroit, n'estoit qu'il fust trop eycessif ou inofficieux. c.

Par la coustume generale dudit bailliage vn testateur franche personne peut disposer de tous ses meubles & conquests, & du tiers de son naissant qui est son propre à personne capable qui n'est son heritier presumptif ou enfant en bas aage, voultrie & non emancipé, pour ce que tel don retourneroit au pere ou à la mere dudit enfant auquel ledit testateur n'auroit peu faire ledit laiz. Pource que par mesme coustume on ne peut estre heritier legataire. Et faut

sum entre Lancelot le sauage escuyer seigneur de la sauagere, & Barbe d'arcemy sa femme demandeurs: & maistre Nicole fillette defendeur, en infirmant la sentence du bailliy d'Espenay, qui auoit adiugé le laiz aux demandeurs, & l'heritier defendeur & appellant en fust par ledit arrest absous, non obstant consensu prestato fratris testatore, non liberè sed metu ne prius faceret. Arrestum illud latum ad relationem D. Claudij le roix, circa annu. 1544 Et ita in simili iudicauit es termes de la coustume de Remorant n le 20. April. 1548. sur le proces à moy enuoyé par le iuge, les conseillers & presidians n'estoyent pas encores exigés. C.M.

3. 100. *Flac ratio qualificat dicitur: ideo si filius non est hares potest capere donationem, vel legatum tertie partis. C.M.*

Tous fruits apres la S. Iean, & le foing apres la my May sont meubles &c.

1. 94. *Ergo fortius idē sub hac consuetudine, de omni alio usufructuario decedente fructibus pendens: sicut per regulam glof. in l. i. c. de condit. indob. & exceptio extenditur ad similia: tantum quia tanto fortius extenditur ad minus dubia, & ad casus minus fauorabiles. Tercio quia sic fit reditus ad ius commune, de quo in l. de D. de usufructu. Igitur per regulam quam tradunt glof. & omnes doctores in ca. statuti. de preben. in sexto.*

on ne peut aduantage: l'vn des enfans plus que l'autre &c.

2. 99. *Intellige de consensu mero, spontaneo & libero, & adhuc testatore non laborate in extremis, alias secus, ut iudicatum fuit per solenne arre-*

Couftumes du Bailliage de Vitry en Partoys

que tel testateur laiffe franchement à ses enfans ou heritiers les deux tiers de son propre naiffant. ci.

Audit bailliage institution d'heritier par testament n'autremét n'a lieu au preiudice de l'heritier prochain habille à succeder. cii.

1. 101. Et sic
hec in vim
quidem legati
valet sub hac
consuetudine.
C. 11.

Le testateur en faisant son testament n'est tenu garder les solennitez de droit ciuil, mais s'il fist escrire & signer son testamēt de sa propre main, ou le passer en presence de deux notaires, ou du curé & vn notaire, ou du curé & deux tesmoings, ou d'un notaire & deux tesmoings, ou de quatre tesmoings, pourueu q̄ lesdits tesmoings soyent ydoines & suffisans, & qu'ils ne soyēt legataires. ciii.

Des hômes
de main-
morte &c.
Le suruiuant
de deux cō-
ioints par
mariage em-
porte tous
les meubles
&c.

Vn homme de corps de main-morte ne peut faire testamēt de ce qui chet en morte main que iusques à cinq sols tournois. ciii.

Quand de deux conioints par mariage & que le mary est noble & la femme de quelque condition qu'elle soit, le suruiuant emporte tous les meubles s'il n'y a enfant à la charge de payer la moytié des debtes, obseques & funerailles. Et les heritiers doyuent l'accomplissement du testament, en maniere que si celuy qui decede a donné ou laiffé par sondit testament aucune chose de son meuble, il faut que tel heritier le rachete pour moytié ou le paye au legataire à l'estimation de ce qu'il vaudra, n'estoit que ledit laiz eust esté fait du consentement du suruiuant desdits conioints. cv.

Les executeurs sans faire inuentaie des biens meubles demourez du deces, l'heritier ou heritiers presens ou appelez se peuuent dire saisis. cvi.

L'executeur
qui a fait
inuentaie
dedans l'an
& iour ne
doit estre
dessaisi &c.
Les execu-
teurs en fau-
re de biens
meubles
peuēt en-
gager, hypo-
thecquer &c.

L'executeur d'aucun testament apres l'inuentaie deuement fait est saisi dedans l'an & iour de tous les meubles demourez du deces. Et supposé que l'heritier offre accomplir le testament, & de ce bailler caution ou delaisser és mains de l'executeur autant que se monte le cler dudit testament, l'executeur toutesfois dedans l'an & iour ne sera dessaisi. cvii.

Quand il n'y a point de biens meubles en la succession d'aucun trespasfé qui a nommé & esleu aucuns executeurs, iceux executeurs peuuent engager, hypothecquer, vendre à faculté de remere, si en ladite faculté de remere ils treuuent acheteurs, aliàs peuuent vendre simplement des heritages moins dommageables demourez du deces dudit deffunct, en ayant permission de iustice, pourueu que preallablement ils ayent denocé aux heritiers dudit deffunct, s'ils sont presens, si leur intention est de fournir d'autre biens pour accomplir le testament & volonté derniere dudit deffunct, obseques & funerailles. Et lesquels heritiers si bon leur semble peuuent distribuer argent aux executeurs pour fournir & accomplir ledit testament & derniere volonté dudit deffunct, & payer ses obseques & funerailles. Et si lesdits heritiers fournissent argent, lesdits executeurs ne peuuent engager, hypothecquer, vendre à faculté de remere ne simplement des heritages dudit deffunct. cviii.

Toutes franchises personnes qui ont enfans ou enfant, peuuent disposer par testament & ordonnance de derniere volonté de leurs meubles & conquests: & du tiers de leur naiffant come dit est deffus. cix.

vn testateur
peut laiffier
le tiers de
son naiffant.
&c.

Et par mesme coustume tel testateur a faculté & puissance de laiffier le tiers de sondit naiffant si bon luy semble en vne ou plusieurs pieces de seldits heritages de naiffant, pourueu que ladite piece ou pieces n'excedent en valeur ou pris l'un des deux autres tiers dudit naiffant. Et n'est pour ce tenu ledit legataire ou donataire payer les debtes dudit testateur, obseques & funerailles: mais viennent à payer, à scauoir lesdites debtes par celuy ou ceux qui par coustume de pays emporte les meubles, & les laiz & accomplissement du testament par celuy ou ceux qui se portent & nomment heritiers.

De Don.

cx.

De dō fait à
vn enfant
mineur qui
est en la
puissance du
pere et de
la mere.

SI aucune chose est laiffée par testament, ou autrement donnée à enfant mineur d'ans & qui est en voulrie de pere & mere, tel don ou laiz testamentaire est acquis ausdits pere & mere, n'estoit que ledit mineur fust emancipé, ou que ledit laiz ou don fust fait sous telle condition que la chose ainsi donnée sera & appartiendra audit mineur & non à seldits pere & mere. Et où la chose ne sera donnée sous les conditions deffusdites, lesdits pere & mere doyuent iouyr de ladite chose ainsi laiffée ou donnée à leur enfant leur vie durant tant seulement, & sans la pouuoir vendre n'engager, & apres leur deces elle retourne en vsufruit & propriétaire à leur enfant auquel elle auroit ainsi esté donnée & laiffée. cxi.

Quand

Quand vn homme ou vne femme dōne maison ou autre heritage, & dudit don passe lettres au profit du donataire, par lesquelles il luy cede, quitte & transporte tout droit & seigneurie à luy appartenant audit heritage. Et neantmoins tel donateur en demeure saisi & vestu iusques à son deces sans l'auoir prins, loué, ou en payer redevances audit donataire, tel don est nul, pource que par la coustume generale dudit bailliage donner & retenir ne vaut: Toutes-fois par mesme coustume on peut donner la propriété d'aucun heritage & retenir l'usufruit, aut eontra. Ervaut ledit don, pourueu que ledit donateur soit deffaisi de la chose donnee, & le donataire saisi pour autant qu'il se peut faire. Et si c'estoit terre noble, il faudroit que ledit donataire fist les foy & hommage, & que les officiers y fussent mis & instituez de par luy. cxii.

Donner & retenir ne vaut rien quelque lettre qu'on en ait passée.

Coustume est audit bailliage que personnes franches peuuent entre vifs disposer de leurs meubles & conquests, les vendre, donner & aliener, mesmement les gens mariez sans le consentement de leurs femmes, & aussi tous leurs heritages propre & naissant, à la charge du douaire dont ils sont chargez enuers leurs femmes, pourueu que telle alienation soit faite à personne habille & capable.

Frâchespersonnes peuuent disposer de leurs meubles & conquests &c.

Des conuentions entre l'homme & la femme.

cxij.

PAR la coustume gardee & obseruee audit bailliage, deux conioints par mariage, nobles ou roturiers ne peuuent contracter aucunement ensemble, n'eux aduantager par testament n'autrement en quelque maniere que ce soit, excepté que par don mutuel ils peuuent donner l'un à l'autre tous leurs meubles & conquests, pour en iouyr par le suruiuant, à sçauoir desdits meubles si bon leur semble à tousiours, & desdits acquests immeubles la vie durant du suruiuant tant seulement. Et apres le deces du dernier decedé, lesdits acquests immeubles retournent à l'heritier du premier mort pour telle part & portion qu'il auoit esdits acquests. Et faut que ceux qui font tels dons mutuels n'ayent aucuns enfans, & qu'ils soient franches personnes sains & non malades quand ils font ledit don, & qu'il ne soit fait par force ou crainte. Ainsi en vse on, aliàs où il y auroit enfans, ou que l'un d'iceux fust de condition seruite ou malade, ou fait par force & crainte, en ce cas tel don mutuel seroit nul.

Deux conioints par mariage ne peuuent contracter ensemble.

De droit de propriété.

cxiiij.

POISSON mis en vn estang ou viuier, que l'on pesche communement de trois ans en trois ans, est reputé heritage & de mesme nature dudit estang: mais lesdits trois ans passez il sortist & est de nature de meubles.

Poisson en estang, est reputé meuble iusques à trois ans, &c.

Par la coustume dudit bailliage de Vitry, les heritages prins par eschange, sortissent mesme nature à ceux qui sont pour-ce baillez, & ecom. ^{est} s'il y auoit soulte d'argent, l'heritage que l'on prendroit par eschange, sortiroit à celui qui auroit baillé ledit argent nature d'acquest, pour & iusques à la valeur & estimation de ladite soulte.

cxv.

cxvi.

Tous heritages donnez & aduenus à tiltre d'hoirie, succession, laiz testamentaire ou donation faite en auancement de succession à l'heritier presumptif du donateur & en mariage, sont tenus & reputez propre & sortissent nature de naissant à celui à qui ils sont ainsi aduenus. Et tous heritages tenus & possédez par personnes à tiltre de vendition, donation, cession à personne estrange ou transport à pris d'argent ou l'equivalent, don ou laiz testamentaire quand le donataire ou legataire est personne estrange ou donateur ou testateur, Tels heritages ainsi donnez, laissez ou transportez sont reputez & sortissent nature de conquests.

Quels heritages sont reputez conquests, &c.

De censives.

cxvij.

COUSTUME & vsage est audit Vitry quand on vend aucuns heritages chargez & redevables de cens fonciers enuers le Roy ou les eglises dudit lieu ou autres, l'acheteur est tenu payer les ventes, qui est vingt deniers pour liure, & n'en doit aucune chose le vendeur.

L'acheteur d'un heritage, chargé de cés, est tenu de payer les ventes.

De pasquis, pasturages & vsages.

cxviii.

QUAND aucuns habitans ont droit de pasquis ou pasturages en aucuns boys ou forests, tels habitans vsagiers ne peuuent mettre leurs bestes es nouveaux taillis qui sont faits esdits boys ou forests que cinq ans apres la coupe, Toutesfois où le fons est fertile & que le boys seroit plustost reuenu, lesdits vsagiers y pourroient mettre leurs bestes auant ledit temps de cinq ans, pourueu que ledit bois soit defensible contre lesdites bestes.

De ne mettre bestes es taillis nouveaux, &c.

cxix.

On ne peut auoir vsage en boys ou forests, s'il n'est monstré par chartre, ou que l'vsager en

Coustumes du Bailliage de Vitry en Partoys

ait payé redeuances au seigneur à qui appartient ledit bois par temps suffisant, qui est de trente ans, ou le tienne en fief dudit seigneur, ou l'ait acquis longissima prescription, qui est de quarante ans. cxx.

Le forestier est creu de sa prinse,

Le seigneur qui a bois ou forests en la haute iustice & seigneurie, forestier estably & iuré pour la garde de seldits bois, & tel forestier trouue quelqu'un en forfaiture, il le peut prendre & gager, & est creu de sa prinse & exploit ou l'amende n'excederoit cinq sols tournois. Et si celui qui est prins en forfaiture n'a usage esdits bois, l'amende seroit sur luy de soixante sols. cxxi.

De ceux qui sont trouuez peschant es riuieres banales, &c.

Et où aucun seroit prins peschant en riuere bannalle, & il n'auroit congé ou permission de ce faire, l'amende seroit sur luy pareillement de soixante sols tournois. Autre chose seroit d'estre trouué peschant en fossez ou estangs: car en ce cas on puniroit tel pescheur comme de furt ou larcin. Et ainsi doiuent estre punis ceux que l'on trouue chassans en garennes anciennnes. cxxii.

Qu'est-ce à dire vaines pastures.

Les habitans de deux villes ou villages, qui ont leurs finages contigus & ioignans sans moyen, peuuent mener leurs bestes grosses & menuës l'un sur l'autre esdits terrouers en vaine pasture iusques aux esquierres des clochers & eglises. Et si il n'y auoit eglise esdits lieux, les pourroient mener comme dessus au droit de la moitié & mylieu desdites villes & villages. Et sont appelez par mesme coustume vaines pastures, terres en friches, labourages hors les depouilles, terres non ensemencees, prez apres la faux¹ & iusques au quinzième de Feurier ou au commencement de Mars, selon que les annees sont hastiues ou tardiues, & que l'herbe desdits prez poingt. cxxiii.

3 122. Nō solum primā, sed etiam secundam falcem, pour sauuer le regain, & ita cōsilio meo iudicatum fuit anno. 1557. pour Geoffroy de tannoy, demandeur, contre les manās, habitās & cōmunauté de Neclancourt defendurs & opposans, sub terminis huius consuetudinis. C.M.

Et par mesme coustume tels habitans contigus & ioignans, ne peuuent mener leursdites bestes l'un sur l'autre en pasquis & grasses pastures, mais en vaines pastures comme dit est. Et sont lesdites grasses pastures aux habitans & demourans aux finages où elles sont affises, n'estoit que leurs voisins y eussent acquis usage par quarante ans, ou qu'ils en eussent titre valable. cxxv.

De retrait.

cxxiiij.

Quand le seigneur feodal prend par puissance le fief mouuant de luy, le lignager dudit vendeur aura, si bon luy semble, ledit fief par retrait, & precedera en ce ledit seigneur feodal. cxxv.

2 126. Et sic actor debet esse de linea vnde heredium descendit, quod etiam sufficit per. §. 83. sup. eodem & ita mense Mayo, 1560. me preside in corona peritorum conclusum fuit in terminis huius consuetudinis, tametsi plures dubitarent. C.M.

Coustume est audit bailliage, que l'homme ou la femme qui a donné son fief ou heritage roturier pour estre nourry le reste de sa vie, le lignager de tel donateur ne peut auoir par retrait lignager sur le donataire ce qui luy est ainsi donné: car tel donateur est l'industrie du donataire, & ne voudroit estre nourry par autre. cxxvi.

3 126. Dans lesquels le demandeur peut estre anticipé. C.M.

L'on maintient par coustume audit bailliage que retrait n'a lieu, sinon en heritages de naissant, & ligne,² quand tels heritages sont vendus à personnes estranges, qui ne sont lignageres du vendeur, du costé & ligne dont lesdits heritages luy estoient venus. Auquel cas celui qui est lignager en quelque degré que ce soit de tel vendeur, du costé & ligne dont lesdits heritages luy estoient venus, les peut auoir par retrait sur ledit acheteur estranger. Et faut par ladite coustume auant, qu'aucun soit receu à faire tel retrait qu'il y ait trois conditions concurrentes. La premiere, qu'il soit lignager en quelque degré que ce soit au vendeur, du costé & ligne dont luy estoit venu l'heritage. La seconde qu'il conuient faire ledit retrait dedans l'an & iour de la saisine es choses roturieres de la reception en foy & hommage es choses feodales, de la possession de fait es choses allodialles, & faut que l'adiournement soit fait dedans l'an & iour: mais l'assignation du iour peut bien estre hors ledit an & iour, pourueu que les deniers soient presentez actuellement dedans ledit an & iour, & que depuis ledit adiournement iusques à l'assignation du iour qui sera sur-ce baillé il n'y ait que quarante iours:³ car à plus long iour ne peut estre fait l'adiournement en ladite matiere. La tierce condition que l'on rende les deniers contens avec les loyaux cousts & frais, & les faut presenter actuellement à chacune iournee auant litiscontestation, n'estoit qu'ils fussent mis dès le commencement de la cause en deposit en main de iustice.⁴ Toutesfois où lesdits heritages auoient esté vendus à termes & payemens, le retrayeur aura les termes qu'auoit l'acheteur. Et qui defaut esdites conditions ou l'une d'icelles, l'adiourné emporte contre le demandeur congé de cour, gaing de cause & de despens. cxxvii.

4 126. Quo casu etiam parisiis, & alibi non opus est amplius offerre, quia consuetudo semper loquitur, idem si in tertium sequerem. C.M.

Et par mesme coustume, le retrayeur se doit adresser & faire l'adiournement contre le détenteur dudit heritage ainsi vendu. Toutesfois ou celui retrayeur auroit fait adiourner le premier mier

mier acheteur, auant qu'il eust mis hors de ses mains ledit heritage, il sera pourfuyui tousiours par le demandeur: car il ne pouuoit mettre ledit heritage hors de ses mains, puis qu'il estoit au-parauant adiourné. Et si ne rendra ledit retrayeur que les deniers que ledit premier acheteur en a desbourcez.

cxxxviii.

Et depuis ladite acquisition, & durant le temps du retrait, le premier acheteur ne peut ou doit desmolir lesdits heritages, n'y faire besongner quelque necessité qu'il y ait, sans le consentement du retrayant ou l'ordonnance & autorité de iuge, par deuant lequel ledit adiournement est fait. Et si ledit adiourné y fait autrement besongner ce sera à sa charge: car ledit retrayant n'est tenu luy rendre lesdits frais & despens si bon ne luy semble.

cxxxix.

Quand vn acheteur a eu d'aucunes personnes plusieurs terres & heritages qui sont de son naissant, le lignager retrayeur n'est pas receuable auoir par retrait lignager l'une desdites terres ou pieces, mais doit demander & prendre toutes lesdites pieces, si le vendage en a esté fait à vne fois.

cxxx.

Et par mesme coustume l'acheteur sur qui les heritages sont repris par retrait, n'est tenu d'aucune garentie, pour raison desdits heritages ainsi retraits, sinon de ses faits & obligation.

De rentes.

cxxxvi.

Coustume est notoire au bailliage dudit Vitry, que toutes rentes achetees & constitues à pris d'argent, posé ores qu'elles soient achetees & accordees entre les parties perpetuelles & à tousiours, neantmoins elles sont rachetables, n'estoit qu'elles fussent amorties, en tant qu'il touche les gens d'eglise ou infeodees, en ce qui touche les nobles, en maniere que les vendeurs ou redeuables desdites rentes, peuuent quand bon leur semble rendre les deniers du pur sort, & les arrerages d'iceluy aux acheteurs ou à ceux qui en ont le droit, & par ce demouurer quittes d'icelles. Et où ils seroient refusans, prendre leursdits deniers, les redeuables peuuent consigner lesdits deniers & arrerages en iustice, & en ce faisant ladite rente est estainte, & sont telles rentes reputees meubles.

cxxxii.

Est aussi coustume és preuostez de Vitry & Larzicourt, que quand aucun testateur ou autre, a donné & aumosné quelque somme d'argent ou de grains à vne eglise, soit college, monastere, parroisse ou chapelle, il est permis & loisible au propriétaire de l'heritage ainsi chargé, auoir & racheter ce qui seroit ainsi donné & aumosné, & en descharger son heritage à vingt deniers le denier: car tels dons & aumosnes sortissent esdits lieux nature de meubles.

cxxxiii.

Les detenteurs & propriétaires d'aucuns heritages, chargez & redeuables d'aucunes rentes ou autre charge reelle & annuelle, ne peuuent empescher qu'iceux heritages ne soient declarez affectez, obligez & hypothequez ausdites charges & és arrerages qui en seroient effcheus: mais sont tenus tels detenteurs consentir, accorder & souffrir sentence ou declaration de ladite hypotheque s'ils en sont requis ou poursuyz par celuy ou ceux à qui telle rente ou autre charge est deuë, n'estoit que lesdits detenteurs voussissent exciper & eux defendre par prescription, ou proposer qu'elle eust esté rachetee ou autre exception vallable.

De prescription.

cxxxiiii.

Coustume est audit bailliage, que quand aucun a iouy, tenu & possédé heritage luy & ses predecesseurs, avec tiltre de bone foy par dix ans entre presens, ou vingt ans entre absens aagez & non priuilegiez, il les a acquis à tousiours par droit de prescription.

cxxxv.

Toutes terres occupees, tenuës & reclamees franchises par dix ans, entre presens & vingt ans entre absens, aagez & non priuilegiez, avec iuste tiltre & bone foy, sont à tousiours franchises & sans seruitude, & ainsi en vse lon.

cxxxvi.

Le seigneur feodal, n'acquiert par droit de prescription le fief de son vassal, par faute de droits & deuoirs non faits ou non payez, nec econtrà. Le vassal n'acquiert par prescription l'hommage & reconnoissance d'iceluy, dont il est tenu enuers son seigneur feodal.

cxxxvii.

Toutes actions personnelles audit bailliage sont estaintes & abolies par trente ans, & ainsi en vse lon & les hypotheques par quarante ans.

De criees d'heritages & adindication de decret.

cxxxviii.

Par la coustume dudit bailliage, quand aucun a fait proceder par execution sur les heritages d'autruy, & les fait crier & subhaster, le sergent est tenu signifier chacune desdites criees à celuy à qui lesdits heritages appartiennent si on le peut trouuer, sinon faut auoir lettres d'au-

Durant le temps du retrait, l'acheteur ne peut desmolir, &c.

L'on n'est pas receuable à retraire vne terre & laisser l'autre, &c.

Rentes constitues à pris d'argent sont rachetables, &c.

Des grains ou argent aumosné à vne eglise par le testateur sur quelque heritage.

Les detenteurs des heritages, chargez d'aucunes rentes, ne peuuent empescher declaration estre faite de ladite hypotheque, &c.

Heritage possédé avec tiltre de bone foy par dix ans entrevifs est prescrit, &c.

Le seigneur ne peut prescrire contre son vassal, nec econtrà.

De la soléniété qu'on doit garder en faisant les criees, &c.

Coustumes du Bailliage de Vitry en Partoys

Et orisation pour faire lesdites significations à son domicile, si aucun en a audit bailliage. Et si faut aussi faire chacune desdites criees au lieu & au siege de la preuosté où lesdits heritages sont assis, autrement lesdites criees seroient nulles. cxxxix.

De faire ad-iourner le detenteur en matiere d'hy potheque, auât que proceder aux criees, &c.

Auant que l'on procede à crier & subhaster aucuns heritages, il conuient faire adiourner les detenteurs en matiere d'hypothèque, & leur requerir le payement de la debte de la rente ou debte que l'on veut pretendre sur lesdits heritages: Et qui auant ce procederoit ausdites criees, elles seroient nulles.

Des bastards aubains, & manumis.

cxl.

De la finâce qu'on paye pour estre affranchy.

Quand vn vassal manumet son homme de corps, il vient & retourne de ce mesme fait au Roy en pareille condition qu'il estoit à son seigneur auant ladite manumission. Et auât qu'il soit franc, il faut payer finance, dont les commis sur le fait des francs fiefs, nouveaux acquests & manumis ont acoustumé traiter & composer.

De seruitute, mortemains & formariages.

cxli.

Les seigneurs qui ont gens de corps, ils leur succedent, &c.

Par la coustume dudit bailliage, les seigneurs qui ont gens de corps qui sont de main-morte, quand tels serfs vont de vie à trespas sans hoir de leurs corps de ladite condition en leur voulrie, leur dit seigneur leur succede en meubles & heritages, ou en l'un d'iceux selon la condition dont ils sont. Et se partent les enfans de telle condition d'avec leur pere & mere, par aage, par mariage, & par tenir feu & lieu. Et si aduient qu'une personne de ladite condition decede & delaisse enfans, soit en sa voulrie ou departie de luy, au iour de son trespas, & l'un desdits enfans decede apres sans hoir de son corps, ledit seigneur aura là sa morte-main: c'est à sçauoir la portion qu'appartenoit audit enfant. cxlii.

Les seigneurs ont leurs homes de corps en diuerses conditions & seruitutes, &c.

Par autre coustume generale, quand vn homme ou femme de corps de serue condition, de main-morte de meuble & heritage, ou de l'un d'iceux decede sans heritier procreé de son corps en bas aage & minorité, quoy qu'il soit en la puissance & gouvernement de tel decedant & de semblable condition & seruitute, La succession de tel homme ou femme de corps, compete & appartient à sondit seigneur par droit de morte-main selon la condition dudit homme ou femme. C'est à sçauoir, que si tel decedant estoit de main-morte de meubles & heritages, lesdits meubles & heritages appartiendroient audit seigneur, qui est à entendre des meubles en quelque lieu qu'ils soient assis, & des immeubles assis es lieux où heritages cheent en morte-main. Et si l'on n'est de morte-main que de l'un, ledit seigneur ne prendra que ce qui chet en morte-main. Et les heritiers dudit defunct, posé ores qu'ils ne soient de telle condition, mais franchises personnes ou d'autre condition, emportent ce qui ne chet en morte-main: de laquelle succession, ledit seigneur apres le deces de sondit homme ou femme de corps, se peut porter ou nommer saisi & vestu & en possession & saisine, à la charge de payer les debtes, pour autant qu'il prendra de ladite succession au marc la liure, & ainsi en a on vû le temps passé. cxliiii.

Des homes de main-morte de meubles & heritages, &c.

Des homes & femme de serue condition, vsans de leurs droits.

Par mesme coustume, vn homme ou femme de corps & de serue condition, qui est hors voulrie & puissance de pere & de mere, que l'on dit vsans de leurs droits en quelque lieu qu'ils soient demourans hors lieux francs, sont tenus payer par chacun an à leurs seigneurs telles & semblables redevances qu'ont payé leurs predecesseurs, & que payent du present ceux de semblables condition & seruitute. cxliiii.

De l'améde de formariage.

Est aussi coustume notoire audit bailliage, qu'un homme de corps ne peut prendre par mariage femme d'autre condition que de la sienne, sans le congé de son seigneur. Lequel congé ledit seigneur ne luy baillera, si bon ne luy semble. Et si tel homme de corps, prend de fait, sans le congé de sondit seigneur femme d'autre condition que celle dont il est, il chet pour ledit formariage en amende enuers sondit seigneur, pour le contemnement, qui est de soixante sols vn denier. Et où il a demandé le congé à sondit seigneur, posé ores qu'il ne l'ait obtenu, & depuis il se reformarie, il n'est tenu desdits soixante sols & vn denier, car il n'y auroit contemnement: mais soit qu'il l'ait demandé ou non demandé, & il est formarié, il doit à sondit seigneur pour son indemnité, le tiers de ses biens meubles tels qu'il les a au iour & heure dudit mariage, ou il est seulement de condition de main-morte de meubles, & si l'on estoit avec ce de morte-main d'heritage, sondit seigneur prend avec le tiers desdits meubles, le tiers de ses heritages, qu'il a pareillement audit iour assis es lieux où morte-main d'heritage a lieu. Et ainsi en a on vû le temps passé. cxlv.

Tous

Tous hommes & femmes de corps sont audit bailliage de poursuyte en quelque lieu qu'ils aillent demourer, soit lieu franc ou non, & les peuuent leurs seigneurs reclaimer & faire reclaimer, si bon leur semble: car tels hommes & femmes de corps sont censez & reputez du pied & partie de la terre, & se baillent en adueu & desnombrement par les vassaux avec leurs autres terres.

Tous homes de corps s'ot de poursuyte. Et sunt pars hæreditatis domini, &c.

cxlvi.

Est aussi coustume audit bailliage, que les hommes ou femmes de corps non reclamez ou poursuyz par leurs seigneurs, qui ont iouy de franchise & liberté par vingt ans, en la prouince dont ils sont hommes & femmes de corps. Tels hommes & femmes de corps, ont acquis par droit de prescription, franchise & liberté contre leur seigneur, tellement que lesdits vingt ans passez, se peuuent defendre contre leursdits seigneurs, par & au moyen de ladite prescription. Mais si tels hommes ou femmes de corps, se departoient furtiuement pour aller demourer hors de ladite prouince, ils n'acquerroient en ce cas franchise par ledit laps de temps: mais seroient tenus & reputez serfs fugitifs.

cxlvii.

Massons, charpentiers, laboureurs, manouuriers, seruiteurs & autres pretendans loyer, ne pourront d'oresenauant faire action ou demande de leurs seruices & loyers, apres deux ans passez, fors & excepté des loyers & seruices qui seroient reconneus par obligation, reconnoissance ou cedules.

cxlviii.

Marchans, gens de mestier, orfeures, apothicaires & autres vendans leurs denrees & marchandises à detail, ne pourront d'oresenauant faire action ne demande du pris de leursdites denrees & marchandises quatre ans apres lesdites denrees & marchandises baillees & deliurees, sinon que pour raison d'icelles ils eussent obligation, reconnoissance ou cedula, Ou que lesdites denrees & marchandises, fussent baillees & deliurees par marchans à marchans, pour le fait & entretenement de leurs marchandises.

L'ordonnance du Roy, faite sur ce passage, châtre d'un an seulement.

&c.
L'ordonnance du feu Roy, ne met que six moys du plus.

Les coustumes & articles cy dessus escrits, ont esté leus & publices, en l'auditoire du bailliage de Vitry, par l'ordonnance & és presences de nous, Thibaut baillet, conseiller du Roy nostre sire & president en la cour de Parlement, De Roger barme, aussi conseiller & aduocat du Roy en ladite cour, commis & deputez de par ledit seigneur. Et aussi és presences de venerables & religieuses personnes, frere George borelson, religieux, abbé de saint Martin d'huyron, ordre de saint Benoist, frere Iean cheualier, abbé de Trois-fontaines, frere Loys de heiz l'euesque, abbé de Cheminon, frere Huitier de vuisy, abbé de Haute-fontaine, frere Pierre brunet, abbé de Moncelz, frere Adam cornu, abbé de Sept-fontaine, frere Iean barbier, abbé de Belleual, frere Iean michon, abbé de Vaufecret, frere Iean cliquet, abbé de nostre dame de Vertus, frere Jaques du plessis, abbé de nostre dame de la Charmoye, frere Iean solet, abbé de saint sauueur dudit Vertus, maistre François de la roche, docteur en theologie, prieur de sainte Geneuiefue de Vitry, frere Girard mauclerc, prieur de sainte Croix dudit Vitry, messire Pierre huet, doyen de l'eglise collegial de nostre dame de Vitry, tant pour luy que pour le chapitre de ladite eglise, messire Andry fournier, doyen de la chrestienté d'ouchie. Et de nobles personnes, messire Thierry de lenoncourt, cheualier, seigneur dudit lieu & de Vignory, bailly dudit Vitry, Jaques de grand pré, aussi cheualier, baron d'Arzillieres & de saint Iean, seigneur de Hans, Gracien des guerres, cheualier, gouuerneur de Mouson, baron de Rumilly, Henry de grand pré, cheualier, seigneur de Bray, & de Iean de constans, seigneur de Vielzmaisons, Esmery de chastillon, seigneur de Marrigny, Iean de lalier, seigneur de Gandeluz, maistre Adrian du drac, vicomte Day & seigneur de Mareul, Pierre de la bricongne, seigneur de Lagery, Pierre du conde, seigneur de Vandieres, Claude de bieures, seigneur du Mesnil & de Vernueil, Antoine de mouy, seigneur de Tresson: Antoine de thourottes, seigneur de Blacy, Guillaume du faultour, seigneur du Buiffon, Thierry de nineuan, seigneur d'Estrepy, Henry de clesmont, seigneur de Narcy, Parceual de rasse, seigneur de Possesse, Pierre de marolles, seigneur de Luxemont, Mathieu de bourmon, seigneur d'Orcourt, Claude de clesmont, seigneur de sainte Lunere, Gobert ogier, seigneur de Poncancy, Arnoul de saint priué, seigneur de Nouroye, Iean de sonnineure, seigneur d'Isles, Henry de pouilly, seigneur de Cornay, Jaques de sorbey, seigneur de Girondel, maistre Gilles de constans, seigneur de saint Remy & Yury. Et aussi és presences d'honorables & discrettes personnes, maistres Pierre de thinfy, lieutenant general dudit bailliage, Nicole margnin, aduocat general du Roy audit bailliage, Loys huffon, procureur general dudit seigneur audit bailliage. Claude millet, lieutenant particulier audit siege de Vitry, Claude liebaut, preuost en garde dudit Vitry, Gilles petit, receueur dudit Vitry, Iean hebert, lieutenant particulier en la preuosté de sainte Menchoult, Iean hocquart, preuost en

Proces verbal

garde de ladite preuosté, maistre Iean dauguechin, lieutenant particulier dudit bailly de Vitry, en la preuosté de Chasteauthierry, Jaques pelletier, aduocat dudit seigneur, Iean iehannet, procureur dudit seigneur en ladite preuosté, Iean bachelier, preuost en garde dudit Chasteauthierry, maistre Hierosme grossonne, lieutenant particulier en la preuosté de Chastillon, Iean françois, preuost en garde dudit Chastillon, Regnaut cochon, lieutenant particulier dudit bailly en la preuosté de Fismes, Iean perouche, preuost en garde audit Fismes, maistre Iean robin, lieutenant dudit bailly à Passauant, Claude legier, bailly de saint Dizier, Iean de la vesue, procureur du Roy audit saint Dizier, Humbert chobillon, lieutenant du bailly de Larzicourt, Iean millet dit de noux, lieutenant du bailly de Rethel, maistre Iean d'vncy, receueur de Vertus, Pierre ridelet, aduocat du comte de Vertus, maistre Iean thomas, pour la comtesse d'Angoulesme à Espernay, Iean ytain, procureur de la seigneurie de Buiffy le chastel, Iean malherbe, preuost de Busancy, maistre Pasquier roussel, bailly de Machaut, Pierre du sermont, procureur dudit Machaut, Iean le bon, lieutenant du bailly de Vallois, Iean foriou, lieutenant particulier dudit bailly au lieu douchie, Iean aubry, procureur de souldron, maistre Leon morel, maistre Iean roussel, maistre Iean henriet, Christofle laqueux, substitut du procureur du Roy audit bailliage, Nicolas virot, Iean pierre, Iean mauclerc, & Claude gayer, gouverneurs & procureurs de la ville de Vitry, & de plusieurs autres gens d'eglise, nobles & praticiens dudit bailliage. Apres laquelle publication, auons fait lire les lettres & edit du Roy nostredit sire, cy apres inferrees en nostre proces verbal. Et enioint aux dessusdits & tous autres de d'oresenauant garder & obseruer comme loy lescdites coustumes publiees & arrestees. Et fait defense de non alleguer autres coustumes contraires ne derogantes à icelles. Et aussi auons fait defense ausdits lieutenans, iuges, officiers du Roy & autres aduocats, praticiens coustumiers dudit bailliage, que d'oresenauant pour la preuue desdites coustumes publiees & arrestees, ils ne facent aucune preuue par tourbe ou tesmoins particuliers : Mais par l'extrait d'icelles, signé du greffier dudit bailliage & deuement expedié. En tesmoin desquelles choses nous auons cy mis noz feings manuels. Et fait signer les lieutenant general & greffier dudit bailliage, le quinzième iour d'Octobre, l'an mil cinq cens & neuf.

Ainsi signé.

Thibaut baillet.

Roger barme.

Proces verbal.

LE samedi sixième iour d'Octobre, l'an mil cinq cens & neuf, Nous Thibaut baillet, conseiller du Roy nostre sire & president en la cour de Parlement, & Roger barme, aussi conseiller & aduocat dudit seigneur en ladite cour. Apres la publication faite en la ville de Meaux des coustumes du bailliage dudit lieu, partismes de ladite ville pour aller faire publier & arrester les coustumes du bailliage de Vitry en parthoys, en ensuiuant les lettres de commission du Roy nostredit seigneur desquelles la teneur s'ensuit.

Et y comparurent frere Iean cheualier, abbé de nostre dame de Trois-fontaines, ordre Cysteaux au diocese de Chaalons, frere Loys de heiz, l'euesque & abbé de nostre dame de Cheminon audit diocese, frere Ytier de vuassi, abbé de nostre dame de Haute-fontaine, frere Georges de boifredon, abbé de saint Martin d'hurion, frere Maillart, abbé de nostre dame de Montiers, frere Pierre brunet, abbé de nostre dame de Moncelz, ordre de Premonstier, frere Iean michon, abbé de Valsecret, frere Iean descepeaux, abbé d'Igny, frere Iean cliquot, abbé de nostre dame de Vertus, frere Jaques du plessis, abbé de nostre dame de la Charmoye, frere Iean solet, abbé de saint Saulueur dudit Vertus, les doyen & chapitre de nostre dame de Reims, par Iean proche son procureur, le doyen & chapitre nostre dame de Vitry, par maistre Thierry gilles, leur procureur, les doyen & chapitre de l'eglise saint Geruais de Soissons, seigneurs de Châvoisy, Guillot brinon son procureur, frere Denys bongnyer, abbé d'Orbays, par maistre Pierre de la rue son procureur, maistre Nicole thiebault, abbé Dessommes, par messire Arnoul bouquier son procureur, frere Pierre freyart, abbé de saint Barthault de chaumont en porcien, par Iean frere son procureur, frere Iean barbier, abbé de Belleual, par Iean hebert, procureur d'icelle abbaye, frere Iean de saulnees, abbé de saint Paul de Verdun, par Christofle le queux son procureur, frere Guerin thiebault, abbé de l'eglise & monastere nostre dame de Renaualt, par frere Iean meygert son procureur, frere Thiebault partoys, abbé de saint Menge, lez Chaalons, par frere Jaques perrin son procureur, frere Pierre l'anisson, abbé de saint Pierre aux montz lez Chaalons, par frere Martin briston son procureur. Comparurent aussi en

personne

personne, messire Jaques de grât pré, cheualier, cōte de Dâpierre, seigneur & baron D'arzillie
 res, de S. Ieã & de Hâs, messire Thierry de lenōcourt, cheualier, bailly dudit Vitry, messire Gra-
 cien des guerres, cheualier, seigneur, barō de Raminy, gouverneur de Moufon, messire Antoi-
 ne de luxembourg, cōte de Brienne, seigneur de Ville sur tourbē, de la nouvelle Macault & Ta-
 myon, par messire Antoine bastard de briēne, cheualier, seigneur de Luxemōt, son procureur,
 ma-dame la cōtessē de Vēdosme & de S. Paul, par noble hōme Iean de confians son procureur,
 messire Frāçois de bretagne, cheualier de l'ordre, cōte de Vertus, p. Latirēs moël son pcurer,
 messire Iean d'Amboise, seigneur de Bucy, Venray & leurs appartenāces, par Pierre portin son
 procureur, messire Ieã de humieres, cheualier, tuteur d'Amē de farrebruche, cōte de Briēne &
 de Roucy, par Guillaume cadart son pcurer, messire Héry de grât pré, cheualier, seigneur de
 Breet, maistre Adrian du drac, vicōte D'ay & seigneur de Maruel, Ieã de lalier, seigneur de Gā-
 deluz, messire Antoine de raye, cheualier, seignr d'Aulnoy, Laistre, Coulemiers & leurs appar-
 tenāces, par Iean le clerc son procureur, messire Iean de bethune, cheualier, seigneur de Mareul
 en brye, p maistre Pierre didelet son pcurer, messire René dāglure, cheualier, seigneur Des lo-
 ges, par maistre Ieã de buicy son pcurer, Guillaume de houllefort, seignr de Mary sur marne,
 Pierre de marrolles, Perceual de rasse, seigneur de Possesse, Henry de clermōt, seignr de Narcy,
 Gabriellyōnart, seigneur de la Bassécourt de marne, Antoine de thourottes, seigneur de Blacy,
 Arnoul de S. priué, seigneur de Nourroy, Andrieu de vermādois, seigneur de Gōdecourt, Iean
 de sommeure, seigneur d'Isles, Héry de pouilly, seigneur de Cornay en partie, Jaques de forbay,
 seigneur de Girondel, Philippe de rony, escuyer, seigneur de Vaux : Pierre de la bicongne, sei-
 gneur de Largery, Henry de buiffy, seigneur d'Arigny, Iean de champaigne, seigneur De long
 voisin, Pierre de condey, seigneur de Vendieres, Claude des bieures, seigneur du Mesnil &
 Vernueil, Iean drouyn, escuyer, seigneur de Passy, Pierre guillaume, seigneur de Seingny, An-
 toine de mouy, seigneur de Treslon, dame Marguerite de chastillon, dame dudit lieu, par Emē-
 ry de chastillō son procureur, Magdaleinē cleret, veufue de feu Iean de louen, dame de Nogent
 lartault, par maistre Iean guerin son procureur, messire Andrieu de mailly, cheualier, seigneur
 de Rueil, par Pierre de frontigny son procureur, Charles de filly, seigneur de Louxnois & de
 Germanie, par Iean ianuiier son procureur, Robert de marbury, seigneur de Moulins & Com-
 pens, par Nicolas bayart son procureur. A tous lesquels procureurs dessusdits, ordonnasmes
 mettre vers le greffe leurs lettres de procuracion, en commandant au greffier les prédre & gar-
 der deuers luy. Comparurent aussi honorables personnes, maistres Pierre de thinfy, licencié
 en loix, seigneur de Soule & saincte croix, lieutenant general dudit bailliage, Nicole mar-
 gnin, licencié és droits, aduocat du Roy nostre sire audit bailliage, Loys huffōn, procureur du-
 dit seigneur audit bailliage, Claude lyebaut, preuost en garde pour le Roy nostre sire audit Vi-
 try, Gilles petit, receueur ordinaire dudit bailliage, lyōnet morel, licencié és droits, lieutenant
 du preuost dudit Vitry, Claude millet, Iean roussel, Iean hēriet, licēcié és loix, Agot du chesne,
 Iean pierre, Christofle le queux, aduocats & praticiens audit Vitry, Iean pierre, Iean mau-
 clerc gouverneurs, Claude gayet, procureur de ladite ville, maistre Claude legier, licencié en
 loix, bailly de saint Dizier, Iean de la veufue, procureur du Roy audit saint Dizier, Iean tho-
 mas, lieutenāt du bailly de S. Dizier au lieu de pertes, maistre Denys rouffart, substitut du pro-
 cureur du Roy audit Pertes, Humbert chobillon, lieutenāt du bailly de Beaufort à Larzicourt,
 Georges royer, preuost dudit Larzicourt, Pierre le roux, procureur des habitās dudit lieu, Iean
 barbeau, Oudet de la garde, Iean hotier, praticiens audit Larzicourt, Iean herbert, lieutenāt de
 môseigneur le bailly de Vitry à S. Menehoult, Ieã hocquart, preuost en garde dudit lieu, Remy
 l'hoste, substitut du procureur du Roy audit lieu, maistre Regnault cochon, licēcié en loix, bail-
 ly de Porcien, maistre Georges, cheualier, licēcié en loix, aduocat audit Porcien, Ieã d'ampurs,
 preuost de Maizieres, Pierre perrin, greffier dudit Maizieres, Gobert terneau, bailly de S. Iean
 sur tutbe, Iean malherbe, preuost de Busany, maistre Pasquier roussel, licencié és loix, bailly de
 Machault, maistre Iean rebin, licencié és droits, bailly de Chaalons & de Vertus, lieutenant du
 bailly de Vitry à passauant, Nicolas oudin, preuost, fermier dudit lieu, Iean du chastel, praticien
 audit lieu, maistre Iean dangnechin, licēcié en loix, lieutenant particulier dudit bailly de Vitry à
 Chasteau-thierry, Jaques le pelletier, licēcié en loix, aduocat, Ieã iahānet, procureur du Roy no-
 stredit seignr audit Chasteau-thierry, Ieã bachelier, p uost en garde pour le Roy audit Chasteau-
 thierry, Ieã charny, licēcié en loix, aduocat audit Chasteau-thierry, Pierre de la rue, aduocat &
 pcurer des manās & habitās dudit lieu, Ieã chāblō, Ieã barbier, Iaq̄s thiebault, praticiēs audit
 ieu, maistre Pierre didelet, bailly de Fere en tardenois, Iean proche, p uost en garde de Fismes,

Estienne belot, lieutenant dudit preuost, Jean boscheron, substitut du procureur du Roy audit Bismes, maistré Hierosme grossame, licencié en loix, lieutenant du baillly de Vitry à Chastillon, Jean la manaye, substitut du procureur du Roy audit lieu, Jean françois, licencié en loix, preuost en chef dudit Chastillon, Pierre grossame, licencié en loix, baillly dudit comté de Bouscy, Baudouin manant, lieutenant dudit baillly, Jean pupin l'ainné, lieutenant du baillly Despergnay, maistré Jean thomas, licencié en loix, aduocat de madame la comtesse d'Angoulesme audit Espergnay, Pierre didel, licencié en loix, esleu pour le Roy sur le fait des aydes audit Espergnay: Pierre marchand, preuost dudit lieu d'Espergnay. Apres lesquelles comparoiffances, le procureur du Roy, requis de fault contre ceux qui auoient esté adiournez & n'estoient comparus, & ne festoient fait exomie qui luy a esté octroyé, portant tel profit que de raison. Et lors Bismes fait serment à tous les dessusdits, de bien & loyaument conseiller & dire verité sur le fait des coustumes dudit bailliage, & remonstrer & aduertir ce qui en estoit vtile & profitable ou dommageable au bien commun & vtilité du pays. Et ce fait par ledit Viro, auons fait faire lecture desdites coustumes.

Et sur le premier article, contenant. Les seigneurs hauts iusticiers, ont audit bailliage, à cause de leur haute iustice, les biens vacquans par atrayeres & confiscations, n'estoit que lesdits biens fussent des bourgeois du Roy, auquel cas les meubles appartiendroient au Roy & les immeubles aux hauts iusticiers. Ont aussi droit lesdits hauts iusticiers, de prendre les biens des bastards, nays de leurs femmes de corps, qui decedent sans hoir, procreé de leurs corps en loyal mariage en leursdites iustices, pour-ce qu'en la fin dudit article, est dit que les hauts iusticiers, ont droit de prendre les biens des bastards, nays de leurs femmes de corps, fils decedent sans hoirs, procreez de leurs corps en loyal mariage, en leursdites iustices. Les nobles & gens d'eglise, estans en ladite assemblee, par maistré Jean robin, baillly de Chalons & de Vertus, ont fait dire, remonstrer, que la succession des bastards, nays de leurs femmes de corps, leur compete & appartient en quelque lieu qu'ils soient decedez. Car par autre coustume dudit bailliage, tout homme & femme de corps, sont de poursuyte en quelque lieu qu'ils aillent demourer. Ce que les aduocat & procureur du Roy, ont debatue au contraire, Et sur ce par l'aduis & opinion des assistans en ladite assemblee, & de la plus-part des praticiens, tant dudit siege principal que des autres sieges particuliers, ledit article, a esté escrit comme sensuit. Les seigneurs hauts iusticiers, ont audit bailliage, à cause de leur haute iustice, les biens vacquans par atrayeres & confiscations, n'estoit que lesdits biens fussent des bourgeois du Roy, auquel cas les meubles appartiendroient au Roy, & les immeubles ausdits hauts iusticiers. Et par ce mot atrayerere, se doiuent entendre les biens assis en autre iustice, qui viennent au Roy ou à autre seigneur, soit à cause de leurs hautes iustices ou de leurs hommes & femmes de corps par succession, confiscation ou autrement. Ont aussi droit de prendre lesdits hauts iusticiers, les biens des bastards, nays de leurs femmes de corps en leurs iustices, quand ils decedent sans hoirs, procreez de leurs corps en loyal mariage, soit en leur iustice ou ailleurs.

Moderatiõ & approbation du premier arti. au chap. de iustice, & des droits des hauts iusticiers, &c.

Moderatiõ & mutation du secõd arti. au chap. de iustice, & des droits des hauts iusticiers, &c.

Sur le deuxieme article, contenant par coustume & vsage, gardez audit bailliage, lon ne doit faire adiourner les nobles deuant iuge competant, sinon hors huitaine, n'estoit que la matiere fust sommiere: mais es causes & matieres ordinaires, ledit adiournement ne doit estre fait hors huitaine, lesquels nobles ne doiuent estre tirez en cause, sinon deuant chacun en son regard. Et ainsi a esté pratiqué par tout le bailliage, excepté es preuostez dudit Vitry, & Chasteau-thierry où les preuosts, ont conneu des nobles: Toutes-fois il a esté accordé en l'assemblee, qu'il seroit bon, fil plaisoit au Roy & à ceux qui seroient commis de par luy, que lesdits preuosts de Vitry & Chasteau-thierry, n'eussent d'oresenauant la connoissance desdits nobles, vians noblement: mais seulement de ceux qui viuroient roturierement. Par l'opinion des assistans, ledit article, a esté escrit comme sensuit. Les nobles, vians noblement, conuenus par deuant le baillly. Et au regard des nobles vians roturierement, peuuent estre conuenus, & seront tenus respondre par deuant le preuost.

Sur le troisieme article, contenant. Quand aucun, va de vie à trespas, & il delaisse des heritages sans estre reclamez, lesquels le seigneur haut iusticier fait mettre en sa main, comme biens vacquans à la conseruation du droit qu'il appartiendra. Et dedans quatre ans, aucun ne les vient reclamer, ledit seigneur les peut faire vendre & appliquer les deniers à son profit, ou mettre lesdits heritages à son domaine par atrayerere, & iouyr d'iceux à tousiours, ou les acheter, ausquels il les auroit ainsi vedus, n'estoit que l'heritier dudit defunct, à qui lesdits biens deuoient

deuoient appartenir, fust mineur ou absent, pour cause legitime & en pays loingtain. Auquel cas tel heritier apres lesdits quatre ans passez pourroit requerir ladite succession, & l'auoir en payant les frais raisonnables, pour les fraudes que les seigneurs de iour en iour pouuoient commettre es biens de leurs suiets & vassaux, pour ce que les biens vacquans par ledit article appartenoient au seigneur, si dedans quatre ans n'apparoissoit aucun heritier. Par l'aduis desdits trois estats, a esté escrit ledit art. ainsi qu'il s'enfuit. Quand aucun va de vie à trespas & il delaisse des heritages sans estre reclamez, lesquels le seigneur haut iusticier fait mettre en ses mains comme biens vacquans à la conseruation du droit de qui il appartiendra, deuant qu'il puisse dire lesdits biens estre siens comme vacquans ne disposer vallablement d'iceux, il est requis que par la iustice, il face bon & loyal inuentaie desdits biens: que par quatre quatorzaines il face crier & proclamer au lieu du domicile du defunct quant aux meubles, & quant aux heritages au lieu où ils seront assis. S'il y a aucun habille à soy porter heritier dudit defunct, & en faisant suffisamment apparoir de ce, lesdits biens luy seront baillez & deliurez. Et si dedans le temps desdites proclamations, ne se trouue aucun habille à estre heritier, & que ledit seigneur ou autre ayant droit de luy, iouyffe lesdits heritages ainsi proclamez par l'espace de cinq ans, en ce cas apres lesdits cinq ans, ne sera aucun receuable à vendiquer ne poursuir lesdits biens comme heritier dudit defunct, ains en sera & demourra paisible possesseur ledit seigneur ou autre ayant de luy droit, n'estoit que l'heritier dudit defunct à qui lesdits biens deuoient appartenir, fust mineur ou absent pour cause legitime ou en pays loingtain, auquel cas ledit heritier, apres lesdits cinq ans passez, pourroit requerir ladite succession, & l'auoir en payant les frais raisonnables.

Moderati6 & corroborati6 de l'arti. iiii. audit cha. de iustice, & des droits des hauts iusticiers.

Sur le cinquième article, contenant. Celuy qui est atteint de labourer les grans chemins, voyes sentiers, les pasquis & les termes qui font separation de finage, l'amende est ordinaire de soixante sols tournois, mais celuy qui en labourant passe les bornes entre luy & son voisin, l'amende est seulement de cinq sols. Apres la lecture d'iceluy, leur auons remonstré que ladite condamnation d'amende dont audit article est faite mention, deuoit estre arbitraire: car es peines pecuniaires, le riche doit estre condamné en plus grande peine que le poure. Et aussi que selon les qualitez les delits pourront estre plus grans en l'un qu'en l'autre. Mais non obstant lesdites remonstrances, nous ont requis instamment que ledit article demeure comme il est touché. Au moyen dequoy auons ordonné qu'il demoureroit, & que neantmoins les remonstrances par nous à eux faites, seroient inserees en nostre proces verbal pour par la cour y auoir tel regard, & en ordonner comme de raison.

Sur le sixième article, contenant. Par le commun & general vsage dudit bailliage, toutes gens, bourgeois du Roy en quelques villes ou lieux qu'ils soient demourans en ladite preuosté, sont iusticiables en tous cas personnels, ou ciuils ou criminels par iustice du Roy & non par autre, & où ils font le contraire ils sont amendables enuers le Roy. Les gens d'eglise & nobles de ladite assemblee nous ont dit, que ledit article estoit trop rigoureux, & que s'il demouroit ainsi qu'il est escrit & posé, leurs hautes iustices & moyennes qui tiennent en fief du Roy leur seroient illusoires, car en leurs iustices y a suiets de quatre qualitez diuerses, c'est à sçauoir les nobles, les clerics, les roturiers & les serfs qui sont de morte-main. Or est il notoire que sur les nobles ils n'exercent iurisdiction, sur les autres encores moins, car ils sont exempts de la iurisdiction temporelle, sur les roturiers par ladite coustume il leur est prohibé, car les roturiers s'ils ne sont clerics ou morte-main sont bourgeois du Roy. Parquoy si ledit article demouroit pour coustume ils n'auroient iurisdiction que sur les serfs hommes & femmes de corps. Et aussi que par les ordonnances du Roy, sur le fait des bourgeoisies, lesdits bourgeois du Roy sont abstrains & suiets à plusieurs choses qui ne sont, au moyen dequoy requeroient ledit article estre corrigé. Et sur ce auons demandé particulierement aux praticiens dudit siege & des autres sieges particuliers, si la coustume estoit telle que dessus, lesquels nous ont dit, que le contenu audit article estoit veritable, & qu'audit bailliage ne fut iamais pratiqué le contraire. Parquoy auons ordonné que ledit article pour le present demourra pour coustume, & que lesdits gens d'eglise & nobles escriuent & produiront es fins que dessus, ce que bon leur semblera, qui sera communiqué au procureur du Roy, pour y respondre, pour du tout en faire nostre rapport à la cour, affin d'y estre pourueu comme de raison.

Les remonstrances faites par les commissaires sur le v. arti. lequel ce non obstant est demouré come il estoit.

Sur le vii. contenant, que quand yn appellant defaut à soy presenter le iour de la presentation de l'assise, s'il est roturier doit pour l'amende du congé soixante sols tournois au Roy, & autres soixante sols tournois au iuge dont il estoit appellant. Et si tel appellant estoit noble

Le vi. arti. au tiltre de iustice, remis à la cour, & ce pedant il demourra pour coustume.

Proces verbal

personne, viuant noblement ou roturierement, vne communauté, chapitre, college ou iustice en garde, l'amende seroit de lx. liures tournois, & si perdrait tel appellant la cause & les despens au profit des adiournez ou intimez presentez. Et semblablement deuroit autre amende de soixante liures tournois enuers la iustice dont est appelé. Les gens d'eglise, nobles, officiers du Roy & praticiens dudit bailliage & autres assistans en ladite assemblée, tous concordablement nous ont remonstré ledit article estre de trop grand charge, par-ce que par iceluy y auoit plusieurs gentils-hommes & communautés destruits, & que par crainte desdites amendes, tel estoit souuent greué par le preuost qui n'osoit appeler deuant le baillif. Surquoy par le serment par eux fait, leur auons demandé leurs aduis en leur remonstrant l'interest du Roy, & que le contenu audit article auoit esté introduit, à ce que les nobles sous vmbre d'auctorité, ne fissent aucunes violences ou oppressions aux pources. Et sur-ce ont esté tous d'aduis que ledit article fust escrit & moderé ainsi qu'il s'ensuit. Par la coustume generale dudit bailliage, si vn appellant, qui a releué son appel, faut à soy presenter le iour des presentations de l'assise. S'il est homme roturier & non noble, l'amende est sur luy de soixante sols tournois, & si doit autre pareille amende en la iustice & seigneurie dont il est appellant. Et si tel appellant estoit noble personne, viuant noblemét ou roturieremét, vne cōmunauté, cha. college ou iustice en garde de l'amende, seroit de six liures tournois, & perdrait tel appellant sa cause & les despens, au profit des adiournez ou intimez presentez. Et semblablement deuroit autre semblable amende de six liures tournois enuers la iustice dont est appelé, & emporte l'appelé, présenté contre tel appellant, congé de cour, portant gain de cause & despens. Et ainsi a esté ordonné du contenu au huitième & neuvième articles, ou par iceux les nobles, pour l'amende du default, emportant gain de cause, deuoient payer soixante liures tournois, ils payeront d'oresenauant que six liures tounois, en ensuiuant le contenu au precedent article.

Moderation sur le vii. article au titre de iustice.

Sur le quatorzième article, contenant par autre coustume dudit bailliage, gardee en la preuosté dudit Vitry, quand aucun est executé en vertu de lettres, & passées sous seel royal, registrees, & qu'à icelle execution, y a opposition, l'opposant où il a tort, est tenu d'amende de cinq sols tournois. Et ainsi en vse lon en ladite preuosté, & en celle de Larzicourt, mais à Sainte Menchoult, l'amende est de six sols tournois, en autre lieu de vingts sols, & és autres de vii. sols six deniers. Par l'aduis de tous les assistans en ladite assemblée, afin de reduire ledit bailliage à vne loy quant à ce, a esté ordonné que le demandeur ou defendeur en matiere d'execution, celui qui aura tort, sera condamné en sept sols six deniers tournois, tellement que les amendes qui estoient en aucuns lieux de cinq sols, & autres lieux de dix sols, & autres lieux de sept sols six deniers tournois, & autres de vingt sols tournois, ont esté du consentement que dessus reduites par tout ledit bailliage à ladite somme de sept sols six deniers tournois. Parquoy ledit article a esté escrit & corrigé, comme s'ensuit. Par autre coustume dudit bailliage quand aucun est executé, en vertu de lettres faires & passées sous seel royal registrees, & qu'à icelle execution y a opposition, l'opposant où il a tort, est tenu pour-ce d'amende enuers le Roy de sept sols six deniers tournois, & pareillement le demandeur où il a tort.

Correctiō & moderation du xiiii. arti. au titre de iustice & des droits des hauts iusticiers.

Le quinzième article duquel la teneur s'ensuit. Toutes terres vacquans, & autres venans par actrayeres, main-morte & confiscation, assises és termes de la haute iustice d'aucun seigneur, sont & appartiennent audit seigneur haut iusticier, à cause de ladite haute iustice, & en peut faire son profit comme de sa propre chose. Par l'opinion des dessusdits, a esté adiousté à la fin d'iceluy ce qui s'ensuit. Fors & excepté les confiscations, venans & procedans de crime de leze maiesté diuine ou humaine, & de forger faulse monnoye royale, car és cas dessusdits toute la confiscation appartient au Roy.

Adioustemét au xv. art. audit chap. de iustice, & des droits des hauts iusticiers, &c.

Le seizième article, contenant aussi toutes terres occupees, tenuës & reclamees franchises par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens, aagez & non priuilegiez, avec iuste tiltre & bonne foy, sont tousiours franchises de cens, redeuances & seruitudes. Et ainsi en vse lon. Les aduocats, praticiens & gens du tiers estat dudit bailliage nous ont dit, qu'en la derniere assemblée, ledit article auoit esté mis & adiousté : mais que par-auant y auoit article és coustumes, qui premierement auoient esté redigees par escrit, contenant par expres, que toutes terres au pays de Champagne, estoient reputees franchises de censiuës & autres redeuances, sinon que le seigneur y pretendait censiuës ou redeuances en fist apparoir, par tiltre ou possession suffisant, & aussi que de droit toutes terres sont censées & reputees franchises. Vne grand partie de gens d'eglise & nobles disans au contraire, & que de ce n'y en auoit coustume audit bailliage, & ne pouuoient les suiets d'iceluy tenir terre sans seigneur & luy en payer censiuë ou droiciture.

droicture. Pour lesquels differens & diuersité des causes & raisons allegues en ceste matiere, auons ordonné que les gens d'eglise & nobles, escriuent leurs causes & raisons. Et ceux du tiers estat, aduocats & praticiens au contraire, & produiroient d'une part & d'autre ce que bon leur sembleroit, affin d'y pouruoir par messeigneurs de la cour, & que ce pendant lesdits gens d'eglise & nobles, vseroient sur leurs suiets de tels droits qui leur peuuent competer & appartenir, en reseruant ausdits suiets leurs defences au contraire.

Le xvi. arti. audit cha. de iustice & des droits de haute iustice, a esté remis à la cour, &c.

Sur le xvii. contenant que quand vn homme & femme sont executez pour leurs demerites, le seigneur prend toute la succession mobiliere & immobiliere, à sçauoir tous les meubles où qu'ils soient assis, & les immeubles assis sous sa haute iustice. Et le par-dessus desdits immeubles appartient au seigneur ou seigneurs en la iustice desquels ils sont assis chacun en son regard: car qui confisque le corps, si fait il les biens, lesquels seigneurs en prenant lesdits biens, ne payent aucunes debtes ou obligations en quelsconques personnes que ce soit, n'estoit qu'il y eust rente annuelle & perpetuelle sur lesdits heritages: car en ce cas lesdits heritages demoureroient à tousiours chargez d'icelle rente qui est reputee heritage appartenant à autrui: laquelle il n'a peu, ne peut par son meffait confisquer au preiudice d'autrui. Par l'aduis & opinion de tous les assistans dudit article, ont esté ostez les mots qui s'ensuiuent, Lesquels seigneurs en prenant lesdits biens, ne payent aucunes debtes ou obligations, à quelconque personne que ce soit, n'estoit qu'il eust rente annuelle & perpetuelle sur lesdits heritages: car en ce cas lesdits heritages demoureroient à tousiours chargez d'icelle rente qui est reputee heritage appartenant à autrui: laquelle il n'a peu & ne peut par son meffait cōfisquer au preiudice d'autrui: mais quant à payer lesdites rentes constituees & autres debtes, remis à droit.

Et le xlii. article, contenant. Aussi est coustume audit bailliage que saisine faite sur le fief par faute de desnombrement non baillé, puis que la reprise en seroit faite & les droits & deuoirs payez, le seigneur feodal au moyen de telle saisine n'acquiert aucune chose en purperd: mais il faut que le vassal iusques à ce qu'il ait fourny & baillé sondit desnombrement, lieue le reuenue de sondit fief sous la main de son seigneur par des commis à ce, & est tenu tel vassal des frais & salaires desdits commis. Par la deliberation de tous les dessusdits, ledit article a esté escrit comme s'ensuit. Aussi est coustume audit bailliage, qu'ou le vassal ne bailleroit son desnombrement xl. iours apres qu'il auroit fait son hommage, & que pour ce ledit fief fust saisi, puis que la reprise en seroit faite & les droits & deuoirs payez, le seigneur feodal au moyen de telle saisine, n'acquiert aucune chose en purperd: mais en ce cas & iusques à ce que le vassal ait baillé son desnombrement, ledit seigneur feodal fera leuer les fruits dudit fief saisi par commissaires, qui en rendront les fruits audit vassal, apres ledit desnombrement baillé, en payant par ledit vassal les frais & salaires raisonnables desdits commissaires.

Moderation faite, sur le xlii. arti. au chap. des fiefs.

Et le lxxiii. article, contenant. Et où il n'y auroit pere, mere, ayeul ou ayeulle: mais freres & soeurs, le frere aisné & apres luy le puisné, & en faute de frere, la soeur a bail de ses freres ou soeurs mineurs, & fait tel baillistre les fruits siens, à la charge de payer toutes debtes, faire les reprises & seruices des fiefs, reparer & entretenir les maisons & heritages & les rendre ausdits mineurs, à la fin du bail, quittes & deschargez de tous seruices & arrerages. Et où tels mineurs n'auroient freres ou soeurs, le plus prochain parent desdits mineurs, du costé dont lesdits heritages leur sont venus & escheus, auront le bail desdits mineurs, & sont tenus faire pareil deuoir que lesdits freres ou soeurs, & doit tel bail rachat au seigneur feodal, qui est le reuenue d'un an du fief: mais le gardien ne doit que main & bouche comme dit est deuant. Apres la lecture dudit article, leur auons dit & remonstré, que selon le contenu en iceluy que l'on auoit par auât gardé pour coustume: en defect de pere, mere, ayeul ou ayeulle, les freres, soeurs, oncles, neveux ou autres parens en ligne collateral, auoient le bail des mineurs, à la charge de les nourrir & entretenir selon leur estat, & faisoient les fruits des heritages desdits mineurs leurs, & les pouuoient applicquer à leur profit: lequel bail estoit grandement preiudiciable aux mineurs estans audit pays: car au moyen d'iceluy ils perdroyent les fruits & leues de leurs heritages escheus durant leur minorité qui estoit contre bonne raison. Et aussi ceux ausquels estoit le bail n'en prenoient la charge, sinon quand ils voyoient qu'elle leur estoit profitable. A ceste cause fut par nous demandé aux gens d'eglise, nobles & autres du tiers estat leur aduis sur ce, qui tous concordablement furent d'opinion que ledit article comme desraisonnable & preiudiciable aux poures mineurs, & à la chose publique du pays, se deuoit corriger en la forme qui s'ensuit. Et où il n'y auroit pere, mere, ayeul ou ayeulle, en ce cas par le iuge ordinaire, sera pourueu aux mineurs de tuteurs & curateurs,

Correçtiõ du lxxiii. arti. au chap. de successiõ & partage, &c.

Correctio & amendement du lxvi. arti. audit chap. des successions & partages, &c.

Et le lxvi. article, contenant Representation n'a point de lieu audit bailliage. Apres la lecture dudit article, tous les gens d'eglise, nobles, praticiens & autres du tiers estat nous ont dit & remonstré, que combien que le temps passé representation n'eust lieu audit bailliage: toutes-fois leur sembloit que ladite coustume se devoit corriger, ou à tout le moins modifier. Et à ceste cause demandâmes les aduis & opinion des gens d'eglise, nobles, praticiens: & par la deliberation d'iceux, concordablement fut ordonné que d'oresenauant en ligne directe representation aura lieu. Et represente le fils la personne de son pere, mesmement en droit d'aisneesse: mais la fille du fils aisné ne represente audit droit d'aisneesse son pere en la succession de son ayeul ou ayeulle, quand il y a fils oncle de ladite fille. Toutes-fois audit cas elle prendra en telle succession en terres nobles autant qu'un fils puisné, nonobstant que par autre coustume les deux filles ne prennent qu'autant qu'un fils en telles terres nobles. Et en ligne collateral representation aura lieu iusques aux enfans des freres inclusivement.

Le lxxiii. article, contenant. Les enfans mariez qui veulent venir à la succession de pere ou de mere, il faut qu'ils rapportent tout ce qu'ils ont en mariage, à sçavoir la moitié, quand ils veulent venir à la succession du pere, & l'autre moitié à la succession de la mere, au cas toutes-fois que leur don de mariage ne fust excessif & inofficieux, eu regard à la portion contingente qu'ils eussent peu avoir en ladite succession. Toutes-fois par mesme coustume observée audit bailliage, deniers donnez à fille mariee avec homme noble, ne cheent en rapport par les conioints, en venant à la succession immobiliere des pere & mere de ladite fille, n'estoit que lesdits deniers ou partie d'iceux eussent esté baillez pour convertir & employer en heritage, auquel cas ils les rapporteroiét, pour autant qu'il en auroit de converty en heritage. Laquelle coustume est generale audit bailliage, excepté à Chasteauthierry, Fismes, Vertus, Nully, Ouchie, Espergnay & la Fere, esquels lieux tous deniers ainsi baillez en mariage tombent en rapport, pour-ce que ledit article ainsi qu'il est escrit contient contrarieté. Et à cause de ce mot trop excessif mis audit article, se peuvent intenter plusieurs proces. Par l'aduis & opinion de tous les assistans, ledit article a esté rayé depuis ces mots. Toutes-fois par mesme, &c. iusques à la fin d'iceluy est escrit comme s'en suit. Les enfans mariez qui veulent venir à la succession de pere ou de mere, il faut qu'ils rapportent tout ce qu'ils ont eu en mariage, à sçavoir la moitié quand ils veulent venir à la succession du pere, & l'autre moitié à la succession de la mere, & se peuvent tenir, si bon leur semble, à ce qui leur a ainsi esté donné en mariage & renoncer à la succession de leursdits pere & mere, au cas toutes-fois que leur don de mariage, ne fust excessif & inofficieux, eu regard à la portion contingente qu'ils eussent peu avoir en ladite succession.

Radiation d'aucus mots au lxxiii. article, au chapitre des successions & partages, &c.

Sur le lxxv. article, contenant par la coustume & vsage dudit bailliage, mesmement en la preuosté de Vitry & des lieux qui se reiglent à icelle, comme Chaisy, Bassu, Sermoise, Cheminon, saint Marc sur le mont, Sommieures, Mauru, Larzicourt & autres villes & lieux qui en dependent, Quand deux conioints ensemble par mariage roturiers, franchises personnes du moins qui ne sont serfs ne de morte-main ou l'un d'eux, va de vie à trespas, & ils n'ont enfans de leurdit mariage, le suruiuant emporte tous les meubles, à la charge de payer leurs debtes comme fils estoient nobles personnes. Et posé qu'ils ayent enfans de leurdit mariage, & lesdits enfans sont tous pourueus par mariage ou prestrie ou agez de vingt-quatre ans, & par ce hors de tutelle & curatelle, le suruiuant desdits conioints emporte lesdits meubles, à la charge de payer les debtes comme est dit deuant: mais où ils auroient encôres enfans mineurs & en bas aage, quand il n'y en auroit qu'un & plusieurs autres pourueus, mariez ou hors aage, ledit mineur ou mineurs rameneroient les autres à portion & diuision desdits biens meubles, en maniere que tous lesdits enfans ensemble, prendr oient la moitié desdits meubles contre ledit suruiuant leur pere ou mere, à la charge de payer la moitié de toutes debtes. Entant que par le contenu audit article estoit dit, qu'entre nobles quand l'un de deux conioints par mariage, va de vie à trespas, le suruiuant emporte les meubles, & les fait siens, leur a esté dit & remonstré, que ledit article semble pernicious, mesmement quand il y a enfans de leur mariage, & est moult preiudiciable aux enfans & dommageable à la chose publique, par-ce que souuentes-fois un homme noble qui par son industrie & diligence, ou par biens-faits du Prince, peut auoir grande somme de deniers, esperant acquerir quelque grosse chastellenie: Et au-parauant que ses deniers soient employez, il decede, delaisse deux ou trois enfans mineurs sa femme ieüne, qui emporte par ceste coustume tous les meubles. Si telle veufue se remarie, ses enfans du premier mariage demeurent pources & indigens, lesquels par

raison

raison doyuent auoir leur part & portion esdits meubles. Et qui pis est, si telle femme qui s'est remariee en secondes nopces & apporte tant de biens avec son second mary, decede par auant sondit mary sans enfans: en ce cas par ceste coustume le second mary emporte tous les meubles. Et par ce viendroient lesdits meubles à ses heritiers, tellement qu'iceux biens meubles, lesquels auoient esté acquis par le grand soing & diligence du premier mary, ne viennent à ses enfans ne ne demeurent à la femme ne à ses heritiers: mais par icelle coustume viennent à personne totalement estrange. Et que pour ces causes & autres, inconueniens sont aduenus, au moyen de ladite coustume en beaucoup de maisons de ce royaume. En plusieurs bailliages ladite coustume a esté moderee & corrigee. En icelle corrigeant du consentement des trois estats a esté ordonné que les meubles appartiendroient au suruiuant, pourueu qu'il n'y eust aucuns enfans. Mais s'il y auoit enfans, en ce cas les meubles se partiroient par moytié entre les enfans & le suruiuant. Et sur ce les officiers du Roy & practiciens tant dudit siege principal que des particuliers dudit bailliage, ont concordablement dit que ledit article deuoit estre corrigé & modifié en la maniere dessusdite. Et ce fait auons demandé l'oppinion aux gens d'eglise, lesquels apres auoir ouyz les vns apres les autres, tous ensemblemēt nous ont dit que pour le bien du pays ledit article se deuoit moderer cōme dessus est dit. C'est à sçauoir que les meubles doyuent competer & appartenir au suruiuant, pourueu qu'il n'y ayt point d'enfans. Apres auons particulierement demandé l'aduis & oppinion des nobles estans en ladite assemblee, Entre lesquels le comte de Dâpierre seigneur de Hans, le seigneur de Vielsmaisons premiers oppinans, furent d'oppinion que la coustume ainsi qu'elle estoit posee deuoit demourer: le seigneur de Lagery, le seigneur de Blacy, Perceual de rasse seigneur de Gandeluz, le seigneur de saint Remy furent d'oppinion que les meubles demoureroient au suruiuant entre nobles, soit qu'il y ayt enfans ou non, pourueu qu'il ne se remarie: car s'il se remarioit, en ce cas sont d'aduis que les biens delaissez se partissent entre les enfans du premier decedé & le suruiuant. Messire Thierry de lenōcourt cheualier, bailly dudit Vitry, Emery de chastillon seigneur de marigny, maistre Adrien du drac vicomte d'Ay seigneur de Mareul, Nicolas de netancourt seigneur de Vaubecourt, Pierre de condé seigneur de Vandieres, ont esté d'oppinion que les biens meubles s'il y a enfans, soyent diuisez & partis entre le suruiuant & les hoirs du premier decedé: mais où il n'y auroit enfans qu'entre nobles, ils appartiennent au suruiuant. Sur la diuersité desquelles oppinions par maistre Pierre grossame bailly de Rouffy, & par maistre Regnault cochon lieutenant du bailly de Vitry en son siege de Filmes, fust remonstré que par l'oppinion des gentils-hommes qui tendoient à ce que les biens meubles fussent partis entre le suruiuant & les hoirs du premier decedé: Au cas que le suruiuant conuolle à secondes nopces n'estoit suffisamment pourueu aux inconueniens qui venoient & procedoient à cause de la coustume posee audit cayer: car si vn homme noble qui a esté conioint par mariage en premieres nopces a eu enfans & la femme soit decedee: par ceste coustume ledit suruiuant a & emporte tous les meubles, & s'il conuolle en secondes nopces & a des enfans & il precede ladite femme emporte tous les meubles, etiam si elle ne se marie. Et par ainsi les enfans du premier mariage sont totalement frustrez des meubles de leur pere. Et que à ceste cause ladite modification ne seroit assez commune n'assez generale, au moyen dequoy ladite premiere modification: c'est à sçauoir qu'entre nobles les meubles se partissent existentibus liberis, est trop meilleure & profitable pour la chose publique du pays. Ouye laquelle remonstrance les dessusdits de Lagery, Blacy, Gandeluz, saint Remy & autres qui auoient esté d'oppinion que les meubles se partissent seulement, au cas que le suruiuant conuollast en secondes nopces se sont condescendus & chez en l'oppinion derniere: c'est à sçauoir, que les biens meubles entre nobles non extantibus liberis appartiennent au suruiuant: mais s'il y a enfans, lesdits meubles se partiront par moytié entre eux & le suruiuant. Surquoy veu l'aduis & oppinions vnanimes des gens d'eglise, officiers, practiciens & autres du tiers estat, & aussi de la plus grand' partie des nobles, mesmes l'aduis de tous estans pour lors en ladite assemblee, fors desdits seigneurs de Hans & Vielsmaisons. Auons par la deliberation des dessusdits en ensuyuant le pouuoir à nous donné par les lettres de commission & edit du Roy nostredit seigneur, modifiez, & escrits lesdits articles en la maniere qui sensuyt. Le suruiuant de deux personnes nobles ou le mary noble conioints par mariage, a les meubles & moytié des conquests immeubles faits durant & constant leur mariage, si dudit mariage n'y a aucuns enfans. Et si dudit mariage y a enfans entre le suruiuant & les enfans, se partiront les meubles & conquests, entre le suruiuant de deux personnes roturieres & les heritiers du trespassé, les meubles & conquests se partissent esgallement.

Correction & moderation du lxxv article au dit chapitre de successions & partages.

Moderation du lxxv. article au dit chapitre des successions & partages &.

Le lxxvij. article est demouré pour coustume.

Sur le lxxvij. contenant. Coustume est notoire audit bailliage que religieux & religieuses profes ne succedent à leurs parens en ligne directe ou collateral ne le monastere pour eux, & ainsi en vse on & a on vse du temps passé. A cest article se sont opposez l'abbé d'igny ordre de Cysteaux & plusieurs autres abbez tant dudit ordre que de l'ordre de saint Benoit, disans ce neantmoins auoir prauillage de succeder aux biens à eux aduenans & qui leur aduiendroient si encores ils estoient seculiers soit en fief ou roture. Et de ce en auons demandé l'opinion aux gens d'eglise seculiers, nobles, aduocats & practiciens qui nous ont dit que la coustume dessus posée est veritable. Et ainsi en auoit on vse le temps passé audit bailliage. Et à ceste cause auons ordonné que ledit article demoureroit pour coustume. Et quant aux priuileges par eux alleguez, ils pourroient escrire & produire par deuant nous ce que bon leur sembleroit: qui seroit monstré au procureur du Roy pour y respondre pour de ce en faire nostre rapport à la cour.

Sur le lxxviii. article contenant: Par l'entrecours gardé & obserué entre les pays de Champagne & Barrois. Quand aucun homme ou femme naiz dudit pays de Barrois vient demourer audit bailliage de Vitry, est acquis de ce mesme fait au Roy, & luy doit sa iuree comme les autres hommes & femmes de iuree demourant audit bailliage. Et d'ainsi la leuer sur eux en est le Roy nostre sire en possession & saisine. En telle maniere que tels homes ou femmes naiz dudit pays de Barrois, & demourans audit bailliage vont de vie à trespas sans heritier legitime demourant avecques eux audit pays, & qu'il soit regnicolé à l'heure de leur trespas, le Roy presente ledit heritier absent, leur succede & prend les biens au moyen dudit entrecours. Les nobles estans en ladite assemblee se sont opposez disans ledit Robin pour iceux, que tel homme ou femme naiz de leur femme de corps venans dudit pays de Barrois audit bailliage de Vitry, est leur serf & de main-morte par deux raisons: Car par autre coustume tous hommes & femmes de corps sont de poursuyté en quelque lieu qu'ils aillent. Et par autre coustume l'enfant ensuyt le ventre, disant par ces moyens qu'en leur preiudice tel ne chet en bourgeoisie du Roy. Et s'il y a eu accord entre les comtes de Champagne & ducs de Bar touchant ceste matiere, à tel accord faire ne furent presens n'appellez les haux iusticiers de Champagne ayans sous eux plusieurs serfs mortuables qui tiennent en foy & hommage du Roy, requerans à ceste fin ledit article estre corrigé. Les aduocats & procureurs du Roy audit bailliage insistans au contraire, disans qu'en l'assemblee dernièrement faite pour le fait desdites coustumes, ledit article du consentement des gens d'eglise, nobles & du tiers estat, auoit esté couché & passé pour coustume. Et aussi que ledit parcours estoit seulement entre les bourgeois du duché de Bar & comté de Champagne, sans parler des haux iusticiers desdits lieux, ainsi qu'il apperra par la teneur dudit recours. Et qu'à la verité la coustume estoit telle audit bailliage de Vitry, vse & practiquee en iceluy toutes & quantes fois que les cas sont aduenus, mesmement alleguoit ledit aduocat du Roy vn cas formel entre vn gentil-homme nommé du Chastellet, cheualier, demandeur, & autres pource gens deffendeurs naiz en Barrois d'une femme de corps dudit Chastellet, le procureur du Roy ioint avec les deffendeurs, Auquel proces furent les parties sur ce appointees contraires & en enqueste. Les enquestes faites tant en ce bailliage de Vitry qu'au duché de Bar productions faites, par vertu de ladite coustume parlant dudit entrecours de Bar & de Champagne furent les deffendeurs absous, Le demandeur condamné és despens, dont y eut appel interietté en la cour de parlement, & deux ou trois ans apres ledit appellant acquiesça, tellement que la sentence est passée en force de chose iugee. Et sur ce apres que par le lieutenant general dudit bailliage le lieutenant particulier & autres aduocats & practiciens estans en ladite assemblee, lesquels par le serment par eux fait, nous dirent que ledit article estoit veritable, & que telle estoit la coustume dudit bailliage de Vitry, & que selon icelle le proces dont dessus est fait mention auoit esté décidé & déterminé, & non seulement ledit cas: mais plusieurs autres qu'ils reciterent en disant, que leursdites opinions sont vuydees par sentences & iugemens faits en ensuyuant ladite coustume. Parquoy ordonnasmes que ledit article demoureroit pour coustume: mais de leurs remonstrances en ferions mention en nostre proces verbal, pour par la cour en estre ordonné comme de raison.

Le lxxviii. article au chapitre des successions & partages est demouré pour coustume.

Sur le lxxxvij. contenant, Et par mesme coustume quand deux conioints par mariage nobles personnes le mary va de vie à trespas, delaisse sa veufue qui a douaire prefix, elle a faculté & choix de laisser ledit douaire prefix, si bon luy semble, & prendre le coustumier, qui est prendre les meubles & debtes actiues à la charge de payer les passiuues, la moytié des acquests immeubles, & payer les obseques & funeraillies, & doit declarer sondit choix dedans xl. iours apres le deces de sondit mary, ou si bon luy semble elle peut dedans xl. iours renoncer ausdits meubles

meubles & debtes actiues. Et en ce faisant elle ne doit payer les passives, obseques & funerailles: toutesfois elle doit sa part des acquests faits par sondit feu mary & elle, si aucune chose en est deüe, pour telle part & portion qu'elle emporte des acquests, & si prend son douaire coustumier la moytié en vsufruit de tous les heritages de sondit feu mary, lesquels il possedoit au iour de leur mariage. Et aussi de ceux qui luy seroient depuis escheuz en ligne directe avec sa demourance en l'une de ses maisons par la maniere deuant dite. Laquelle coustume est generale par tout ledit bailliage, excepté en la preuosté dudit Vitry ou entre gens roturiers & de poste. Quand la femme a douaire prefix apres le decès de sondit mary elle n'a option ou choix de prendre le coustumier & renoncer audit prefix: mais faut qu'elle s'arreste audit prefix, & peut renoncer aux meubles de sondit mary en mettant la clef sur la fosse le iour de son enterrement, en quoy faisant ne payent aucunes debtes, & si gaigne son douaire coustumier ou prefix, mais il faut qu'elle signifie ladite renonciation à iustice le iour dudit enterrement, autrement elle seroit nulle, pource que ledit article en la forme qu'il est couché est trop obscur & intrinseque. Et qu'en iceluy y a plusieurs specialitez cōtraires à la coustume generale dudit bailliage, parquoy faisoit à corriger. Aussi apres que leur auons demandé si douaire prefix est heritage propre aux enfans. A quoy cōcordablement par tous les trois estats nous a esté respondu, que douaire soit prefix ou coustumier est à la vie de la femme seulement. Par la deliberation de tous les dessusdits ledit article a esté rayé, & y ont esté mis les lxxxvii. lxxxviii. lxxxix. xc. xcj. xcij. articles desquels la teneur s'ensuyt. Vne femme apres le decès de son mary a droit de douaire en tous les heritages qu'ils auoient au iour qu'il espousa. Et en tous ceux qui luy sont depuis aduenus en ligne directe & non collateral, lequel droit de douaire est appellé douaire coustumier, par lequel elle doit iouyr sa vie durant comme vsufructiere de la moytié desdits heritages, lesquels elle doit soustenir de closture & de couuerture en l'estat qu'elle les treuve ou que lon les luy a laissez, & payer les charges foncieres que douyent lesdits heritages. La femme douée de douaire prefix peut apres le decès de son mary choisir & eslire le douaire prefix ou coustumier, lequel qu'elle voudra, supposé qu'en son traité de mariage ne soit faite mention de douaire coustumier, mais si ladite femme veut auoir ledit douaire prefix elle le doit declarer dedans xl. iours apres le trespas de son mary. Et ne courent point les arerages dudit douaire prefix iusques apres la declaration par elle faite d'iceluy douaire accepter. Douaire coustumier saisist la femme qui en est douee non pas douaire prefix sinon apres qu'elle l'a accepté en iugement, les heritiers de son mary presens ou deüement appelez. Apres laquelle acceptatiō ainsi faite que dit est, la femme se peut dire saisie dudit douaire prefix. Douaire prefix ou coustumier n'est propre aux enfans de la personne douee, mais est viager & dure la vie de la femme seulement. Femme noble ou roturiere renonçant aux meubles & conquests immeubles demourez apres le trespas de son mary, n'est tenue de payer les debtes constituees ne procedans de son mary, toutesfois si elle est roturiere ne pourra renoncer aux meubles pour estre quitte des debtes si le iour du trespas de son mary elle ne met les clefs sur la fosse de son mary, & neantmoins ne pert pour ce son douaire. Femme soit noble ou roturiere peut renōcer aux meubles de son mary, prendre & accepter la moytié des conquests de son mary. Et en ce cas elle n'est tenue payer aucunes debtes, obseques & funerailles sinon pour sa part des acquests par sondit feu mary & elle faits. Si aucune chose en est deüe pour telle part & portion qu'elle emporte desdits acquests, & emporte son douaire comme dessus.

Sur le cii. article contenant, Le testateur par ladite coustume en faisant son testament ne doit garder les solennitez de droit ciuil: mais suffit de faire & passer son testament en presence de deux tesmoins ydoines & suffisans, qui ne soient legataires, ou de l'escrire & signer de sa propre main, excepté à Fismes, auquel lieu faut faire testament deuant quatre tesmoins & deux notaires, pource qu'és testamens se font plusieurs fraudes & faucetez ainsi que par les praticiens dudit siege nous a esté affermé en pleine assistēce. Et aussi pource qu'à Fismes siege particulier dudit bailliage y auoit coustume contraire à la generale, pour obuier ausquelles fraudes par l'opinion concorde desdits trois estats ledit article a esté corrigé & moderé comme s'ensuyt. Le testateur en faisant son testament n'est tenu garder les solennitez de droit ciuil, mais suffit escrire & signer son testament de sa propre main, ou le passer en presence de deux notaires, ou du curé & vn notaire, ou du curé & deux tesmoins, ou d'un notaire & deux tesmoins, ou de quatre tesmoins, pourueu que lesdits tesmoins soyent suffisans & qu'ils ne soyent legataires.

Et le cv. contenant, Par la coustume dudit bailliage l'heritier peut prendre l'execution du

Radiatiō du lxxxvii. article au chapitre de douaire, & adioustement des articles cy contenus & c.

Correction & moderation du cii. article au chapitre des testamens & c.

Proces verbal

Radiatio du
cv. article
audit chapi-
tre des re-
stamés &c.
& adiousté-
mēt des ar-
ticles cy cō-
tenus.

testament de celuy dont il est heritier, & en descharge l'executeur en baillant de ce caution, & ainsi en vse lon, pource que ledit article estoit pernicieux, & qu'au moyen du contenu en iceluy souuent les testamens demouroient inexecutez, du consentement & oppinion desdits estats ledit article a esté rayé. Et pour pourueoir aux executeurs des testamens, par l'aduis & deliberation de ceux desdits estats ont esté mis les cv.cvi.cvii. articles desquels la teneur s'ensuyt. Les executeurs sans faire inuentaire des bens meubles demourez du deces, l'heritier ou heritiers presens ou appelez ne se peuuent dire faisiz. L'executeur d'aucun testament apres l'inuentaire deuëmēt fait est faisiz dedans l'an & iour de tous les meubles demourez du deces: & supposé que l'heritier offre accōplir le testamēt, & de ce bailler cautiō ou delaisser es mains de l'executeur autant que se monte le cler dudit testament, l'executeur toutesfois dedans l'an & iour ne fera dessaisiz. Quand il n'y a point de biens meubles en la succession d'aucun trespasfé qui a nommé & esleu aucuns executeurs, iceux executeurs peuuent engager, hypotheker, vendre à faculté de remere, si en ladite faculté de remere ils treuent acheteurs, aliàs peuuent vendre simplement des heritages moins domnageables demourez du deces dudit deffunçt, en ayant permission de iustice, pourueu que preallablement ils ayent denoncé aux heritiers dudit deffunçt fils sont presens, si leur intention est de fournir d'autres biens pour accomplir le testament & volenté derniere dudit deffunçt, obseques & funerailles. Et lesquels heritiers si bon leur semble, peuuent distribuer argent aux executeurs pour fournir & accomplir ledit testament & derniere volenté dudit deffunçt, & payer obseques & funerailles. Et si lesdits heritiers fournissent argent, lesdits executeurs ne peuuent engager, hypotheker ne vendre à faculté de remere ne simplement des heritages dudit deffunçt.

Adiousté-
ment à l'ar-
ticle cxiii.
au chapitre
des conuen-
tions entre
homme &
femme,

Sur le cxiii. article estant au chapitre des conuentions entre l'homme & la femme contenant. Par coustume gardee & obseruee audit bailliage deux adoints par mariage nobles ou roturiers, ne peuuent contracter aucunement ensemble, n'eux aduantage par testament n'y autrement en quelque maniere que ce soit, excepté que par don mutuel ils peuuent donner l'un à l'autre tous les biens & conquests pour en iouyr par le suruiuant. A sçauoir desdits meubles si bon leur semble à tousiours, & desdits acquests immeubles la vie durāt du suruiuant tāt seulement. Et apres le deces du dernier decedé, lesdits acquests immeubles retournent à l'heritier du premier mort pour telle part & portion qu'il auoit ausdits acquests. Par l'oppinion de tous les assistens a esté ordonné qu'en la fin dudit article seroit mis & adiousté ce qui s'ensuyt. Et faut que ceux qui font tels dons mutuels n'ayent aucuns enfans, & qu'ils soyent franchises personnes sains & non malades quand ils font ledit don, & qu'il ne soit fait par force ou crainte, & ainsi en vse lon, aliàs où il y auroit enfans, ou que l'un d'iceux fust de condition seruille ou malade ou fait par force ou crainte, en ce cas tel don mutuel seroit nul.

A diouste-
mēt au cxx.
article au
chapitre des
pasquis &
pasturages.

Sur le cxx. estant au chapitre de pasquis, pasturages & vsages contenant, Le seigneur qui a boys ou forests en sa haute iustice & seigneurie, forestier estably & iuré pour la garde de seldits boys, ou tel forestier trouue quelcun en forfaiture, il les peut prendre & gager, & est creu de sa prinse & exploit. Et si celuy qui est prins en forfaiture n'a vlage esdits boys, l'amende seroit sur luy de soixante sols tournois. Par la deliberation que dessus a esté cōclud qu'apres ces mots, Et est creu de sa prinse & exploit, ont esté mis ces mots, Où l'amende n'excederoit cinq sols tournois; car où elle excederoit cinq sols tournois il y faudroit plus grand' preuue que la relation du sergent forestier.

Sur le cxxvi. contenant. Lon maintient par coustume audit bailliage que retrait n'a lieu si non heritage de naissant & ligne, quand tels heritages sont vendus à personnes estranges qui ne sont lignagers du vendeur du costé dont lesdits heritages luy estoient venus. Auquel cas celuy qui est lignager en quelque degré que ce soit, de tel vendeur du costé & ligne dōt lesdits heritages luy estoient venus, le peut auoir par retrait sur ledit acheteur estranger. Et faut par ladite coustume auant qu'aucun soit receu à faire tel retrait qu'il ayt trois conditions concurrentes. La premiere, qu'il soit lignager à quelque degré que ce soit au vendeur du costé & ligne dont luy estoit venu l'heritage. La seconde, qu'il conuient faire ledit retrait dedans l'an & iour du vendage, & faut que l'adiournement soit fait dedans l'an & iour: mais l'assignation au iour peut bien estre hors ledit an & iour, pourueu que les deniers soyent presentez actuellement dedans ledit an & iour. Et que depuis ledit adiournement iusques à l'assignation du iour qui sera sur ce baillé il n'ayt que quarante iours. La tierce condition que lon rende les deniers contens avec les loyaux coustemens & fraiz, & les faut presenter actuellement à chascune iournee auant litiscontestation, n'estoit qu'ils fussent mis dès le commencement de la cause en depost

depoſt en main de iuſtice. Toutesfois où leſdits heritages auroient eſté vendus à termes & payemens, le retrayeur aura les termes qu'auoit l'acheteur. Et qui deſſaut eſdites conditions ou l'vne d'icelles, l'adiourné emporte contre le demandeur congé de cour, gaing de cauſe & deſpens. Pource que l'an du retrait eſmēçoit à courir du iour de la vendition, leur auons remonſtré les fraudes qui pourroient aduenir pour tenir les venditions ſecretes, tellement que d'icelles les parens du coſté deſquels procedent les heritages, n'en pourroient eſtre aduertis, & que par la couſtume de retrait qui tend à ce que les heritages ſoyent conſeruez en la ligne, ſeroit facilement defraudee ſi l'an dudit retrait ſe comptoit du iour de la vendition. Par leur aduis & oppinion concorde, auons ordonné que ledit article ſeroit eſcrit & modifié ainſi qu'il ſ'enſuyt: Lon maintient par couſtume audit bailliage que retrait n'a lieu, ſinon en heritages de naiſſant & ligne, quand tels heritages ſont vendus à perſonnes eſtranges qui ne ſont lignagers du vendeur, du coſté & ligne dont leſdits heritages luy eſtoient venus. Auquel cas celuy qui eſt lignager en quelque degré que ce ſoit, de tel vendeur du coſté & ligne dont leſdits heritages luy eſtoient venus, les peut auoir par retrait ſur ledit acheteur eſtranger. Et faut par ladite couſtume auant qu'aucun ſoit receu à faire tel retrait qu'il y ayt trois cōditions concurrētes. La premiere qu'il ſoit lignager en quelque degré que ce ſoit au vendeur du coſté & ligne dont luy eſtoit venu l'heritage. La ſeconde qu'il conuient faire ledit retrait dedans l'an & iour de la faiſine eſs choses roturieres, de la reception en foy & hommage eſs choses feodales, de la poſſeſſion de fait eſs choses allodiales. Et faut que l'adiournement ſoit fait dedans l'an & iour: mais l'assignation du iour peut eſtre hors ledit an & iour, pourueu que les deniers ſoyent prezentez actuellement dedans ledit an & iour, & que depuis ledit adiournement iuſques à l'assignation du iour qui ſera ſur ce baillé il n'y ayt que quatante iours. Car à plus long iour ne peut eſtre fait l'adiournement en ladite matiere. La tierce condition, que lon rend les deniers contans avec les loyaux couſts & fraiz, & les faut prezenter actuellement à chascune iournee auant litiscontestation, n'eſtoit qu'ils fuſſent mis dès le commencement de la cauſe en depoſt en main de iuſtice: Toutesfois où leſdits heritages auroient eſté vendus à termes & payemēs, le retrayeur aura les termes qu'auoit l'acheteur, en baillant toutesfois caution par ledit retrayeur, de rēdre iudemnē le premier acheteur. Et qui deſſaut eſdites conditions ou l'vne d'icelles, l'adiourné emporte contre le demandeur congé de cour, gain de choſe & deſpens.

Modificatiō
de l'article
cxxvi. au
chapitre de
retrait li-
gnagers.

Et le cxxxii. article eſtant au chapitre intitulé de rentes contient ce que ſ'enſuyt. Eſt auſſi couſtume eſs preuoſtez de Vitry & de Larzicourt, que quand aucun teſtateur ou autre a donné ou aulmoſné quelque ſomme d'argent ou de grains à vne eglise, ſoit college, monaſtere, parroiſſe, ou chappelle, il eſt permis & loyſible au propriétaire de l'heritage ainſi chargé, auoir & acheter ce qui ſeroit ainſi donné & aulmoſné, & en deſcharger ſon heritage à vingt deniers le denier: car tels dons & aulmoſnes ſortiſſent eſdits lieux nature de meubles. Pource que ledit article parle ſeulement eſs preuoſtez de Vitry & de Larzicourt, les nobles, officiers du Roy & practiciens ont requis qu'elle fuſt tenue pour generale en tout le bailliage. A quoy les gēs d'e-gliſe tous d'vn accord ſe ſont oppoſez, en alleguant pluſieurs raiſons par frere Pierre ramiſſon docteur en theologie. Au moyen dequoy auons ordonné que ledit article demoureroit pour couſtume locale eſdites preuoſté de Vitry & Larzicourt: mais ſur ce que les nobles & practiciens requeroient qu'elle fuſt generale par tout le bailliage, les gens d'e-gliſe ſouſtenās au cōtraire. Auons ordonné qu'ils eſcriroient & produyroient par deuers nous ce qu'ils voudroient dedans la ſainct Martin, pour en faire noſtre rapport à la cour. Et ſur ce les practiciens dudit Vitry nous ont requis que veu que la dite couſtume demeure pour locale eſdites preuoſtez, que on aduiſaſt à mettre taux raiſonnables auquel leſdites rentes aulmoſnes ſeroient rachetables. Et apres auoir ouy tous les practiciens deſdites preuoſtez & autres ſieges particuliers, auſſi le procureur deſdits habitans de Vitry, de leur conſentement vnanime, enſemble des chanoines de l'e-gliſe collegial dudit Vitry, A eſté ordonné que leſdites aulmoſnes ſeroiēt rachetables au pris de vingt deniers le denier comme deſſus eſt dit, & ce par maniere de prouiſion, & iuſques à ce que par la cour autrement en fuſt ordonné.

Approbatō
du cxxxii.
article au
chapitre des
rentes &c.

Et ce fait, pour les inconueniens qui peuuent aduenir de iour en iour de pluſieurs ſeruiteurs & ſeruantes qui ont eſté payez & ſalariez par leurs maîtres, deſquels toutesfois par vſage cōmun lon ne prend aucune quitance. Semblablement maſſons, charpentiers & autres manou-riers, a eſté par nous remonſtré qu'il ſeroit bon pour obuier aux proces, de mettre & limiter quelque temps dedans lequel ils euſſent à pourſuyure leurs ſalaires & ſeruices. Et ſur ce par l'aduis & oppinion de tous ceux de ladite aſſemblee a eſté aduiſé que d'oresenauant leſdits ſa-

Costumes generales & particulieres du Bailliage de Vermandois

Modificatio
des derniers
articles es-
tats au cha-
pitre de ser-
uicute &c.

lares & seruices se poursuuroient dedans le temps contenu es articles qui s'ensuyuent, lesquels de leur consentement ont esté escrits en la fin du cayer desdites costumes. Maïsons, charpentiers, laboueurs, manouuriers, seruiteurs & autres pretendans loyer, ne pourront d'oresenauant faire action ou demande de leurs seruices ou loyers apres deux ans passez, fors & excepté des loyers & seruices qui seroient reconneuz par obligation, reconnoissance ou cedulle. Marchans, gens de mestier, orfeures, apothicaires & autres vendans leurs dérees & marchandises à detail, ne pourront d'oresenauant faire action ne demande du pris de leursdites denrees & marchandises quatre ans apres lesdites marchandises baïlles & deliurees, sinon que pour raison d'icelles ils eussent obligation, reconnoissance ou cedulle, ou que lesdites denrees & marchandises fussent baïlles & deliurees par marchans à marchas, pour le fait & entretenement de leurs marchandises. Et pource qu'esdites costumes lesquelles par auant nous auoient esté enuoyees par ledit de Thinsy lieutenant general, auons trouué plusieurs articles les vns imposans diuerses peines sur ceux qui sont trouuez peschans en riuieres bannalles, furetans en garennes, brisans la main du seigneur feodal, proferas parolles iniurieuses. Lesquelles peines par aduis & oppinion de tous les assistans doyuent estre arbitraires: car ils se peuuent & doyuent augmêter ou diminuer selon lesdits crimes & delits & la qualité des personnes qui les auroyent commis. A ceste cause par leur deliberation & consentement auons ordonné que du cayer desdites costumes lesdits articles imposans lesdites peines seroient rayez, en delaisant la punition desdits cas & crimes aux iuges ordinaires pour proceder contre les delinquas par prinse de corps, adiournemens personnels, impositions de peines selon l'exigence desdits cas. Sèblablement audit cayer y auoit autres articles qui concernoient les aucus stilles, & les autres droits seigneuriaux particuliers, que plusieurs seigneurs pretendoient sur leurs suiets, lesquels du consentement desdits estats sans immuer aucune chose dudit stille, auons fait rayer en reseruant aux seigneurs pretendant lesdits droits, leurs actions contre leurs suiets, & aux suiets leurs deffenses au contraire. Lesquelles corrections, modifications ou additions du vouloir & consentement desdits abbez, gens d'eglise, nobles, practiciens, aduocats & autres bourgeois dudit bailliage, ont esté faites comme dessus pour seruir & valloir es questions & proces qui suruiendront pour le temps aduenir. Et apres ladite publication auons prins lesdites costumes pour les apporter en la cour de parlemêt, & en auons laissé vn double signé de nous commissaires dessusdits & desdits lieutenant & greffier dudit bailliage, en faisant deffenses ausdits lieutenans, officiers du Roy & autres aduocats, practiciens & costumiers dudit bailliage, que d'oresenauant pour la preuue desdites costumes publiees comme dessus, ils ne facent aucune preuue par turbe ne tesmoings particuliers: mais seulement par l'extraict d'icelles signé & deuëment expedié, & aussi de non alleguer ne poser autres costumes contraires ne destogantes aux costumes publiees & arrestees, ains les obseruent & gardent comme loy. Le tout selon les lettres d'edit du Roy nostredit seigneur.

Fin du Bailliage de Vitry en Partois.

Costumes generales & particulieres du Bail-

L I A G E D E V E R M A N D O I S , T A N T

de la Cité, Ville, Banlieuë & Preuosté Foraine de Laon, que des Preuostez & anciens reforts d'icelluy, comme Rheims, Chaalons, Noyon, Sainct Quentin, Ribemont, Coucy & autres. Et premierement de celles de Laon.

De iustice, & droits appartenants aux hauts iusticiers.

Article premier.



Le Roy appartient la connoissance en premiere instance, par preuention & concurrence avec les seigneurs hauts iusticiers de ladite Preuosté foraine de Laon, de toutes matieres possessoires, ensemble de toutes lettres obligatoires, contracts, testaments, & autres instruments passez par deuant notaires royaux, sous le seel royal du bailliage de Vermandois, soit qu'il y ayt submission ou non.

Le bailly de Vermandois est tenu & réputé de tout temps & ancienneté, capitaine & iuge ordinaire des nobles, tant pour le regard du ban & arriereban, que de la iustice

ce ordinaire: en sorte, que si vn noble est conuenu & poursuiuy par deuant ledit Bailly ou son lieutenant, est tenu pceder par deuant luy en tous cas, sans pouuoir decliner, si ce n'estoit pour heritages assis en autre preuosté, l'alsiete desquels empeschast ladite iurisdiction. iii.

Biens vaccans & espaues appartiennent aux hauts iusticiers. Et s'entendent les biens vaccans, les biens delaissez par celuy qui est decedé sans heritiers habiles à luy succeder. Et espaues s'entendent bestes esgarees, qui ne sont adouuees par aucun seigneur. iiii.

Aux hauts iusticiers appartient la succession des bastards, quād lesdits bastards sont naiz en leurs terres, & leurs biens y sont assis, & y sont iceux bastards domiciliéz & decedez sans hoirs procrez de leurs corps en loyal mariage. v.

Peuent toutesfois iceux bastards par donation faite entre vifs, ou ordonnance de derniere volenté, disposer de leursdits biens. Et si lesdits bastards ont des enfans en loyal mariage, lesdits enfans leur succedent. vi.

Et hors les cas dessusdits, la succession desdits bastards appartient au Roy: sinó que les hauts iusticiers soient fondez de tiltres ou priuileges au contraire, ou de possession immemorale equipolente à tiltre. vii.

Les bastards se peuuent marier librement, ainsi que bon leur semble, sans encourir la peine de formariage. viii.

Aulbains, qui sont estrangers, naiz en pays, qui n'est de la souueraineté de la couronne de France, peuuent acquerir biens audit bailliage de Vermandois, & d'iceux disposer entre vifs, ainsi que bon leur semble. ix.

Toutesfois ne peuuent disposer par testament de leursdits biens, sinon moderement pour leurs obseques & funerailles. x.

Et appartient au Roy la succession desdits aulbains, s'ils n'ont eu lettres de naturalité, & nó aux hauts iusticiers, sinon qu'ils ayent tiltre ou priuilege au contraire. xi.

Qui confisque le corps, confisque les biens. Et appartient la confiscation au Roy & aux hauts iusticiers, chascun en son endroit & limite de sa haute iustice: excepté en crime de lezè maiesté, dont la confiscation appartient au Roy seul. xii.

Le mary confiscant, ne confisque la part des meubles & conquests immeubles, qui doyent appartenir à sa femme, apres son trespas: à laquelle aussi doiuet estre reseruez sur les heritages de son mary ses douaires & conuétions matrimoniales, nonobstant icelle confiscation. xiii.

Aussi la femme mariee par son forfait ne confisque que son propre heritage.

Des personnes nobles.

xiiii.

ENfans yssus de pere & mere nobles, ou de pete noble, & mere roturiere en loyal mariage, sont reputez nobles. Mais si le pere est roturier, sont iceux enfans reputez roturiers, encores que la mere soit noble. xv.

Féme roturiere mariee à hōme noble, est reputee noble, & iouyt du priuilege de noblesse, tāt qu'elle demeure en viduité, Mais si elle se remarie à hōme roturier, pert le priuilege de noblesse, encores que de tel & secōd mariage elle retōbe en viduité, & continue en icelle. xvi.

Femme noble se remariant à homme roturier, ne iouyt du priuilege de noblesse pendant ledit mariage: mais apres la mort de sondit mary, iouyt du priuilege de noblesse, en declarant par elle par deuant le iuge competant, qu'elle entend de là en auant viure noblement, & pourueu que de rechef elle ne se remarie à homme roturier.

Des droits appartenans à gens mariez.

xvii.

Homme & femme cōioints par mariage sont du iour de la benediction nuptiale cōmūs en tous biens meubles, & dettes personnelles, actiues & passiuues, cōtractees durāt ledit mariage & parauant iceluy, & en conquests immeubles faits par eux, ou l'un d'eux, durant & cōstant ledit mariage, qui se diuisent apres le deces de l'un desdits conioints par moytié entre le suruiuant, & les heritiers du decedé. xviii.

Le mary est seigneur desdits meubles, acquests & conquests immeubles, faits durant & constant ledit mariage: tellement qu'il en peut disposer par vendition, alienation, & autre disposition faite entre vifs, comme bon luy semblera, sans le consentement de sa femme, à personne capable, & sans fraude. Toutesfois par testament & ordonnance de derniere volenté ne peut disposer que de la moytié d'iceux. xix.

Féme mariee ne se peut obliger sans l'autorité de son mary, soit au preiudice d'elle, ou de sondit mary. Toutesfois exerçant marchandise publique au veu & sceu de son mary, est reputee authorisee de sondit mary, pour le fait de sadite marchandise. Et vallēt les venditions & cōtracts par elle faits, pour raison de ladite marchandise, au preiudice de sondit mary, lequel en

T T

*l. 12. acquisi-
ma consuetu-
do, & secundū
sententiā quā
semper à 40.
annis contra
reterē rigidū
stylum propu-
gnauit Parisi-
sis in senatu,
C.M.*

Couſtumes generales & particulieres du Bail. de Vermandois

peut eſtre executé en ſes biens, ſil n'y a eu au parauant reuocation & declaration deuément & notoirement faite par ledit mary. xx.

Le mary noble ſuruiuant ſa femme prend les meubles & dettes actiues qui communs eſtoient entre luy & ſadite femme au iour du trespas d'icelle, à la charge de payer toutes les dettes mobilières faites & accreües par luy & ſadite femme, tant conſtant ledit mariage, qu'au parauant iceluy. Et ne ſe peut deſcharger deſdites dettes par quelque renonciation qu'il puiſſe faire, ſans le conſentement des heritiers de ſadite femme. Et où ladite femme auroit diſpoſé deſdits meubles, ou de partie d'iceux par teſtament, ſes heritiers en doyuent acquiter & indemnizer le mary. xxi.

Femme noble peut choiſir dedans quarante iours apres le deces de ſon mary, de prédre tous les meubles & dettes actiues, qui communs eſtoient entre elle & ſon dit mary, à la charge de payer les dettes faites par elle & ſon dit mary, tant au parauant ledit mariage, que durant iceluy: ou ſe tenir à ſa part & portion de ce qui luy appartient par droit de communauté. xxii.

Et audit cas où ladite veufue renoncera audit benefice des nobles, & ſe tiendra au droit commun, les meubles, acquets, & conqueſt immeubles, & dettes, qui communs eſtoient entre elle & ſon dit mary, ſe partiront eſgallement entre elle & l'heritier de ſon dit mary. Comme auſſi doit eſtre fait pour le regard des veufues roturieres, reſeruez ſeulement auſdites veufues tant nobles que roturieres, les veſtemens qu'elles ont accouſtumé de porter és dimanches & feſtes moyennes, qu'elles doyuent auoir & prendre hors part, ſans faire recompence de la moytié. Et quant à leurs autres habits, elles les auront, ſ'il leur plaift, en leur part, en recompéſant l'heritier en autres biens, ou deniers de la iuſte valeur & eſtimation de la moytié d'iceux. Et doyuent payer leſdites veufues & heritiers les dettes par moytié: & les heritiers ſeuls les obſeques & funeraillies du deſſunct, & ce qui eſt ordonné par ſon teſtament. xxiii.

Quand aucun heritage a eſté enſemencé & labouré des deniers communs, le ſuruiuant des deux conioints, auquel appartient ledit heritage, eſt tenu de rendre aux heritiers du decedé la moytié des labours & impenſes, ou leur bailer moytié des fruits prouenus audit heritage. Et pareillement où l'heritage appartiendroit au predecédé, le ſuruiuant ſera tenu de rendre aux heritiers dudit predecédé moytié des labours & impenſes, ou bailer la moytié des fruits, cōme deſſus. xxiiii.

Entre nobles la veufue peut choiſir pour ſa demeure vne des maiſons ſeigneurialles, ou autre, telle que bon luy ſemblera: laquelle elle doit auoir par preciput, & ſans diminutiō de ſes autres droits, pour y demeurer tāt qu'elle ſe tiendra en viduité. Mais où elle ſe remarieroit, du iour qu'elle ſera remarice pert la demeure qu'elle auoit en ladite maiſon. Et ſil n'y auoit qu'une demeure, ladite femme en auroit la moytié, tant qu'elle ſe tiendra en viduité, cōme deſſus. xxv.

La veufue noble ou roturiere, qui prend douaire couſtumier, peut demāder partage des heritages chargez de ſon dit douaire: & en doit faire deux parts, dont l'heritier a le choix de prendre celle qui luy plaift. xxvi.

Femme noble ou roturiere peut, ſi bon luy ſemble, renoncer à la communauté, ſi elle connoiſt qu'elle luy ſoit onereuſe: à ſçauoir, la noble dedans trois mois, & la roturiere dedans ſix ſepmaines apres le trespas de ſon mary, & ſans qu'elle ſoit tenue de ietter la clef ſur la foſſe, & faire autre ſolennité, fors qu'elle eſt tenue en faire declaration en iuſtice, en perſonne ou par procureur ſpeciallement fondé. Et où elle decederoit dedans ledit temps de trois mois ou ſix ſepmaines, reſpectiuellement peut ſon heritier faire pareille renonciation dedans le temps, qui reſte deſdits trois mois ou ſix ſepmaines. Si toutesfois il ſe trouuoit qu'elle euſt prins, recellé, & latité aucuns biens de la communauté, durant la maladie de ſon mary, ou depuis ſon trespas, elle doit eſtre priuée dudit benefice de renonciation. xxvii.

Ladite femme renonçant à ladite communauté doit emporter neantmoins tous les heritages qui ſont de ſon naiſſant, ou qu'elle auoit d'acquêt au iour de ſon mariage, avec les habillemens ſeulement qu'elle portoit cōmunement és iours de dimanches, & feſtes cōmunes. Et eſt en ce faiſant, quitte des dettes, dont elle pourroit eſtre tenue, à cauſe de la communauté. xxviii.

Le mary ne peut renōcer à la communauté apres le trespas de ſa femme, & ſ'exempter par ce moyen des dettes de ladite communauté. xxix.

Femme ayant enfans de ſon premier mary ne peut diſpoſer en maniere que ce ſoit au profit d'autre ſecōd mary, ou d'autres perſonnes, des aduātages & proufits nuptiaux, qu'elle a eu de ſon premier mary, & les doit entieremēt garder aux enfans du premier mariage. Mais ſi elle n'auoit enfans dudit premier mariage, en peut diſpoſer à ſon plaifir. xxx.

Le

Le mary peut sans le consentement de sa femme intenter toutes actions personnelles & possessoires, pour raison des heritages de sadite femme. Peut aussi intenter les actions reelles concernantes lesdits heritages, pour l'interest d'iceluy mary seulement. Autrement ne sera tenu ceu à ce faire, sans le consentement de sadite femme. xxxii.

Quand l'un des conioints par mariage a aucun heritage propre chargé de rente, laquelle iceux conioints rachètent, elle est confuse tant que le mariage dure. Mais apres la mort de celuy, auquel l'heritage estoit propre, le suruiuant prendra la moytié de ladite rente acquise & rachetee pendant iceluy mariage, si bon luy semble: Toutesfois ceux, auxquels aduendra ledit heritage, pourront acquiter & racheter ladite rente, en remboursant la moytié de l'argent, avec les arrerages escheuz depuis le trespas.

Des Douaires.

xxxij.

Femmes mariees sont & demeurent douees de douaire coustumier, posé que par expres au traité de leur mariage ne leur eust esté constitué ne ottroyé aucun douaire. xxxiii.

Le douaire coustumier, est la moytié des heritages du mary qu'il auoit lors de la benedictio nuptiale, & de la moytié de tous autres heritages à luy venus & escheuz en ligne directe durant & constant le mariage. Duquel douaire la femme apres le trespas de son mary, doit iouyr par vsufruit, & sa vie durant seulement. xxxiiii.

Douaire prefix, qui est à dire douaire promis & accordé par traité de mariage, fait cesser le douaire coustumier, sinon qu'il fust dit par expres par cōtract de mariage, que la femme auroit option de prendre celuy des deux, que bon luy sembleroit. xxxv.

Auquel cas est tenue d'opter dedans xl. iours apres le trespas de son mary, si elle est roturiere, & dedans trois mois apres iceluy trespas, si elle est noble. Et si elle opte l'un des deux, encores qu'elle fust mineure, pourueu qu'elle ayt fait ladite option par l'aduis de deux de ses proches parens, ou de deux amys à faute de proches parens, ne peut plus retourner à l'autre. xxxvi.

Douaire tant coustumier que prefix faist la veufue dès le iour de la dissolution du mariage. xxxvii.

Douairieres sont tenues d'entretenir les edifices qu'elles tiennent en douaire, de menues reparations, ¹ & les tenir clos & couverts: & quant aux reparations de grosses matieres, comme de maçonnerie & charpenterie, qu'il conuiendroit employer ausdits edifices, ² le propriétaire est tenu de les faire faire à ses despens. xxxviii.

Sont aussi tenues lesdites douairieres de faire entretenir en labour & valeur les terres, bois, prez, vignes, iardins, & autres heritages qu'elles tiennent en douaire, les acquiter de tous arrerages, de rentes & cens anciens & fonciers escheuz durant le temps que le douaire a eu lieu: & en fin du temps les rendre en bon estat, entretenus & acquitez, comme dessus. xxxix.

Ladite veufue doit pour les heritages, qu'elle tient en fief, porter les charges de l'arriereban, ³ & les acquiter pour le temps que ledit douaire a eu cours. xl.

Si les heritages tenus en douaire estoient prests à despouiller au temps du trespas de ladite douairiere, le propriétaire doit auoir la despouille & l'heritage en l'estat qu'il est, en rendât tousresfois aux heritiers ou ayans cause de ladite douairiere les labours & semences. xli.

L'heritier du mary doit releuer du seigneur feodal l'heritage, duquel la moytié appartient à la veufue en douaire, & par vsufruit: & l'acquiter de tous proufits enuers le seigneur feodal: & à faute d'auoir ce fait, est tenu de tous dommages & interests enuere icelle veufue. xlii.

Si le mary constant le mariage de luy & de sadite femme, auoit vendu aucuns heritages, qui luy appartenoient au iour dudit mariage, ou que luy seroient escheuz constant iceluy par succession en ligne directe, sans le consentement de sa femme, & sans qu'elle eust renoncé à son douaire, peut icelle femme apres le trespas de son mary, pourfuyuir les detenteurs desdits heritages pour fondit douaire. Lequel luy doit estre reserué sur iceux heritages, sauf le recours de garantie aux detenteurs, contre les heritiers du mary. Et si ledit mary les auoit vendus du cōsentement de sa femme, & qu'elle eust expressement renoncé au droit qu'elle peut pretendre en iceux, elle en doit estre recompensee sur les autres heritages restants à fondit mary, soit de naissant, acquests, ou conquests, sinon que le pris desdits heritages vendus fust tourné au proufit de la communauté: & où tels heritages defaudroient en tout ou en partie, la fortune en doit tomber sur icelle. xliiii.

Sur heritages escheuz au mary durant le mariage, par succession collaterale, la veufue ne prend douaire. xliiii.

TT ij

1. 37. Idē des reparations viagères, que non solent durare ultra decē vel viginti annos vt Parisiis architecti nostrates rellē tres species expensarū distinguūt. C. M.

2. Qua cōcernunt perpetuā utilitatē, vel excedunt vitam vnius hominis. C. M.

3. 39. Quia dē distribuuntur pro modo reddituum, ergo per l. quero. ff. de usufr. lega. Et dixi in cōsue. Parisi. §. 22. 9. 47. C. M.

Couſtumes generales & particulieres du Bail. de Vermandois

Les heritages ſuiets à douaires ſe partiſent entre la veufue & l'heritier du mary, ſi cōmodement ſe peuuent partir, & peut ladite veufue iouyr de ſa part ſeparement & à diuis ſi bō luy ſemble. Et ſ'ils ne ſe peuuent bonnement partir, ſe baillēt par eux enſemble à ferme, le mieux que faire ſe peut, & des deniers à proufits, chaſcun prend ſa moytié par les mains des fermiers: *xliv.*

Deſdits heritages ſuiets à douaires partiſſables, cōme deſſus, en doit la veufue faire le partage, & les lots, & en bailler le choix à l'heritier: & où elle ſeroit reſufante de faire ledit partage *xl. iours* apres qu'elle en ſeroit ſommee & requiſe, l'heritier à ſon reſus pourroit iouyr du total deſdits heritages, ſans luy bailler ſon douaire iuſques à ce qu'elle auroit fait ledit partage. *xlvi.*

Douaires prefix & couſtumiers ſont preferez à toutes dettes nanties depuis la celebration du mariage, & benediction nuptiale.

De don mutuel.

xlviij.

Homme & femme conioints par mariage eſtans ſains de corps & d'entendement: quoy qui ſoit, non malades de la maladie dont depuis vraisemblablement ils ſeroient decedez, peuuent faire donation mutuelle de ce dont ils ont communauté enſemble, pour en iouyr par le ſuruiuant, des meubles en propriété & à tousiours, & des conqueſts en vſufruit, en faiſant par iceluy ſuruiuant inuentaire des tîtres deſdits conqueſts, & baillant bōne & ſuffiſante caution de les rendre en auſſi bon eſtat qu'il les a prins, francs & quittes de tous arrerages, de cens & rentes foncieres eſcheuz du temps que la donation a eu lieu. Et a ledit don mutuel lieu, pourueu que lors du decès du premier mourant, n'y ayt enfans viuans dudit mariage ou d'autre, autrement non. *xlviij.*

Et faiſiſt tel don mutuel de ſorte que le donataire peut former complainte pour les choſes à luy donnees, ſ'il eſt troublé par l'heritier du donateur: pourueu toutesſois, qu'iceluy donataire ayt fait inuentaire, & baillé ſuffiſante caution, comme deſſus. *xlviij.*

Le ſuruiuant qui iouyſt du don mutuel, eſt tenu de payer les dettes perſonnelles du deſſunct, faire les fraiz funeraux, & accomplir ſon teſtament, pour le regard des legs, & choſes mobilières. *l.*

Homme & femme conioints par mariage, ne ſe peuuent donner l'un à l'autre, que par don mutuel, & en la maniere que deſſus. Et ne ſe peuuent aduantager l'un l'autre par teſtament ou autrement, directement ou indirectement par quelque maniere que ce ſoit.

De donation entre viſs.

li.

Toute perſonne vſant de ſes droits peut vendre, donner, & autrement alier par diſpoſitiō entre viſs tous ſes biens meubles, acqueſts, & conqueſts immeubles, & tous ſes heritages procedans de ſon naiſſant, roturier ou feodal, pourueu qu'il n'ayt enfans. Et où il auroit enfans, peut donner la moytié deſdits heritages de ſon naiſſant ſeulement, avec tous ſes autres biens, acqueſts, conqueſts, & meubles, & en diſpoſer à ſa volenté: ſauf toutesſois auſdits enfans de pouuoir debatre telle donation par querelle d'inofficioſité, ſelon raiſon eſcrite. *lii.*

Pere, mere, ayeul, ou ayeulle peut dōner à l'un de ſes enfans nō venās à ſa ſucceſſiō, telle partie de ſes biens meubles & immeubles, d'acqueſts, ou de naiſſant qu'il luy plaira, & l'aduantager par deſſus ſes autres enfans, reſeruant toutesſois à iceux leur legitime, ſelon raiſon eſcrite. *liii.*

Don ſimple ne faiſiſt point ſans tradition reelle & actuelle, ou par clause translative de poſſeſſion, comme conſtitut, retention d'vſufruit, precaire ou autre. Et encores auāt que le donataire ſe puiſſe dire ſeigneur de la choſe à luy dōnee, eſt requis que le donateur ſ'en ſoit deueſtu à ſon proufit, & qu'iceluy donataire en ſoit veſtu & faiſi, ou qu'il en ayt iouy par dix ans entiers: laquelle iouyſſance de dix ans equipolle à veſture. *liiii.*

Donner & retenir ne vaut, & eſt requis à ce que la donation ſoit valable, que le donateur ſe deſſaiſiſſe de ladite choſe donnee par tradition actuelle ou acte equipolent à icelle, ſans laquelle ne ſuffiroit le deueſt, qu'il en auroit fait au proufit du donataire, & le veſt prins par ledit donataire. *lv.*

Mais en donation faite en aduancement d'hoirie, ou en faueur de mariage, par celuy, à qui on doit ſucceder, n'eſt requis veſt ne deueſt pour en eſtre faiſi, & eſtre fait ſeigneur: ains ſuffiſt en auoir poſſeſſion actuelle ou ciuile, par retention d'vſufruit, precaire, conſtitut, ou autre clause du droit translative de poſſeſſion. *lvi.*

Si aucun heritage eſt donné à un enfant mineur, & non emancipé, eſtāt en puiſſance de pere, les fruits dudit heritage appartiēnent audit pere, qui en iouyt iuſques à ce qu'iceluy enfant ſoit en aage de vingt ans, marié ou emancipé, demurant toutesſois audit enfant la propriété dudit heritage: ſi non qu'il fuſt donné à la charge, que le pere n'en feiſt les fruits ſiens. *lvii.*

En

En successions, testamens, & autres dispositions de derniere volunté, ou entre vifs les heritages delaissez en vertu d'icelles, se reglent selon la coustume des lieux, où ils sont assis, & non selon les lieux des domicils des psonnes qui en disposent, ou auxquels on succede, ou de ceux, au prouffit desquels en est disposé.

Des testamens.

lvij.

Avant qu'un testament puisse estre reputé solennel, est requis qu'il soit escrit & signé de la main du testateur, ou passé par deuant deux notaires, soit d'eglise ou de cour laye, ou par deuant vn notaire en presence de deux tesmoins, ou par deuant le curé de la paroisse du testateur, ou son vicaire general, & d'un notaire: ou dudit curé ou vicaire general, & deux tesmoins, ou du maire, baillly, preuost de la iustice ordinaire dudit lieu, ou du greffier de ladite iustice, & l'un d'eux, en presence de deux tesmoins: ou que le testateur ayt déclaré sa volunté en presence de quatre tesmoins, tous iceux tesmoins idoines & suffisans, non legataires, & n'ayans interest audit testament, & qu'iceluy testamēt ayt esté dicté ou nommé par iceluy testateur aufdits notaires, tabellions, curé, vicaire, preuost, baillly, maire, ou greffier, en presence desdits tesmoins, & sans suggestion d'aucune personne: & depuis à luy releu aussi en presence d'iceux tesmoins, & qu'il soit fait mention audit testament, comme il a esté ainsi dicté, nommé, & receu. Et pour connoistre qui sont les vicaires generaux, sont tenus iceux vicaires eux faire enregistrer és greffes des bailliages, & autres sieges Royaux. lix.

L'age pour pouuoir faire testamés est aux masles de vingt ans, & aux femelles de dixhuit ans accomplis, pour disposer de leurs meubles, acquests, & conquests immeubles: Mais pour pouuoir disposer de leur naissant, faut qu'ils ayēt attains l'age de vingt cinq ans tāt masles que femelles. Et où ils n'auroient aucuns meubles, ou conquests immeubles, ou qu'ils en eussent si peu, qu'ils ne deussent venir en consideration, & n'eussent que naissant, lesdits masles aagez de vingt ans, & les femelles de dixhuit ans, comme dessus, pourront disposer de la moytié de leur naissant pour causes bonnes & raisonnables. Toutesfois où lesdits masles & femelles seroient mariez au parauant ledit aage de vingt ans, ou dixhuit ans, pourrōt tester de leursdits meubles, acquests, & cōquests immeubles, & de la moytié de leurdit naissant, tout ainsi cōme s'ils auoient attains ledit aage de vingt ou dixhuit ans, en la maniere que dessus, & non autrement. lx.

Toutes personnes franches, saines d'entendement, aagees, & vsans de leurs droits peuuent disposer par testament & ordonnance de derniere volunté de tous leurs meubles, acquests, & conquests immeubles, & de la moytié de leur naissant roturier. Et si ledit naissant est en fief, du tiers seulement, soit qu'il y ayt enfans ou nō, & à personne capable: reseruee aux enfans la que-rele du testament inofficieux, lxi.

L'executeur testamētaire ayāt accepté la charge de l'executiō du testament, inuētaire pre-allablement fait des biés meubles delaissez par le trespas du testateur, est saisi par an & iour d'iceux meubles. Toutesfois où l'heritier du deffunct voudroit promptement bailler deniers, ou delaisser meubles suffisans pour executer ce qui est liquide pour l'execution dudit testamēt, luy sera le reste des meubles rendu. Quoy faisant sera l'executeur seulement chargé de ce qu'il aura receu. Et pour le surplus de sdits meubles delaissez demeurera deschargé. Et neantmoins ledit heritier fournissant dès le cōmencement & prōptement deniers ou meubles, pour ce qui est liquide, pourra empescher la confection dudit inuentaie. Auquel cas sera ledit executeur chargé de ce seulement qu'il auoit receu: & pour le surplus deschargé, comme dit est. lxii.

Mais où le testateur auroit fait quelques legs particuliers à ses heritiers presumptifs, & delaisse le surplus de ses biens aux pauvres, ou pour distribuer à œuures pitoyables: en ce cas l'article precedent n'auroit lieu, ains doit demourer ledit executeur saisi iusques à l'entier accomplissement dudit testament. lxiii.

Leg testamentaire ne saisist le legataire, mais conuient que reelle deliurance en soit faite par l'heritier, ou par iustice au refus dudit heritier. Et ne suffit que la deliurance en ayt esté faite par l'executeur du testament, si l'y a heritier, sinon que tel leg fut de meubles: ou il suffit la seule tradition & deliurance faite par ledit executeur. lxiiii.

L'executeur testamentaire se peut payer par ses mains du leg mobiliare à luy fait: mais où il seroit en immeuble, doit estre baillé par l'heritier. lxxv.

Où il y auroit diuers heritiers, les aucuns de meubles & d'acquests, & les autres de naissant, chascun desdits heritiers est tenu pro rata de ce qu'il prend desdits biens, d'accomplir le testament, & payer les dettes du deffunct. lxvi.

Si l'un des deux cōioints par mariage fait vn leg de quelque espede de meubles, tel leg doit

TT ij

Coustumes generales & particulieres du Bail. de Vermandois

auoir effect pour le total de ladite espee: combien que la moytié d'icelle deüst appartenir au suruiuant. Mais les heritiers du testateur sont tenus recompenser le suruiuant de la moytié dudit meuble. lxvii.

Toutesfois si c'estoit meuble precieux, qui fut de long temps de la maison, & venu de pere en fils, où tel meuble auroit esté legué par l'un des deux conioints, le suruiuant le pourra entierement auoir en baillant au legataire l'estimation d'iceluy. lxviii.

Le fils aisné pour le regard de son preciput, n'est chargé des dettes plus que ses puisnaiz, si ce n'est pour charges foncieres anciennemēt assignees sur l'heritage, sur lequel il préd ledit preciput. Mais si lesdites charges auoient esté constituees & assignees par les pere & mere desdits puisnaiz, seroient tenus en porter esgalement leur part & portion avec ledit aisné. lxix.

Pareillement les puisnez pour l'aduantage qu'ils ont es fiefs à l'encontre des filles, ne sont tenus desdites dettes plus que les filles, sinon aux cas dessusdits. lxx.

Fidecommis se peut faire par testament en telle maniere que le testateur peut ordonner qu'apres le trespas du fidecommisnaire, ou au cas d'autre condition la chose laissée retourne à autre personne qu'il plaira audit testateur nommer & choisir. lxxi.

De successions.

LE mort saisist le vif, son plus prochain heritier habile à luy succeder. lxxii.

L'heritier simple exclud l'heritier par benefice d'inuentaie, en venant dedans l'an que ledit heritier par benefice d'inuentaie aura presenté ses lettres. lxxiii.

Les enfans soient fils ou filles, succedent esgalement à leurs peres & meres en tous meubles, heritages roturiers & censuels, soient d'acquest ou de naissant. lxxiiii.

Representation a lieu en ligne directe infinimēt, tāt en fief qu'en roture: & viennent les enfans en la successiō de leur ayeul ou ayeulle, par fouches, & nō par testes, soit avec leurs oncles, ou avec leurs cousins germains, iceux oncles predecédez. Et ne prennent plusieurs enfans de l'un des freres, en ladite successiō, plus que fait l'enfant seul & vnique de l'autre frere, lequel entierement prend tout ce que son pere eust prins en icelle successiō, s'il eust surueſcu. lxxv.

En ligne collateralle representation a lieu, iusques aux enfans des freres & sœurs inclusiuement, suyuant la raison écrite. lxxvi.

Enfans de plusieurs freres & sœurs viennent à la successiō de leur oncle ou tante par representation de leur pere ou mere avec leurs autres oncles & tantes par fouches & non par testes: mais si lesdits oncles & tantes estoient predecédez, tous y viennent de leur chef, & partissent ladite successiō par testes, & non par fouches. lxxvii.

Si aucun va de vie à trespas sans hoirs procrez de son corps, ses pere, mere, ayeul, ayeulle, & autres ascendants luy succedent en meubles, acquests, & conquests immeubles. lxxviii.

Si le deffunct ne delaisse pere, mere, ayeul, ou ayeulle, ou autres ascendants, ses freres, sœurs, cousins & cousines germains, & autres plus prochains collateraux successiuemēt, & selō leur ordre & degré de proximité, luy succedent esdits meubles, acquests & conquests immeubles, Et quāt aux heritages venāt de naissant, les plus proches du costé en ligne dont ils viennent, encores qu'ils ne soient les plus proches de parenté, luy succedent: à ſçauoir les lignagers paternels aux biens paternels, & les maternels aux maternels. lxxix.

Les biens sont estimez paternels ou maternels, pour appartenir aux lignagers paternels ou maternels, quand ils viennent du costé & ligne des pere & mere: encores qu'ils ne viennent de la fouche commune, qui est à dire de pere ou mere, ayeul ou ayeulle, dont sont descenduz lesdits lignagers: en maniere que les biens acquis par le pere, qui sont propres à son fils, retournent par le decez dudit fils, à l'oncle paternel, & non à la sœur vterine: & y est le semblable des biens acquis par la mere, qu'ils doyuent retourner à l'oncle ou tante maternels, & non au frere & sœur paternels. lxxx.

Freres & sœurs conioints de pere ou mere seulement, succedent à leurs freres & sœurs en meubles, acquests, & conquests immeubles, avec les freres conioints de pere ou de mere audit deffunct, & chascun d'eux en ce qu'il procede de leur naissant. lxxxii.

Heritages de naissant ne remontent au pere, mere, ayeul, ou ayeulle, sinon au cas qu'il n'y eust parens pour succeder du costé & ligne, dont ils viennent. Auquel cas appartiendront audit pere, mere, ayeul ou ayeulle, sans que tels biens de naissant puissent estre declarez vaccans à faute d'heritier. lxxxiii.

Et si le deffunct n'a delaisſé aucuns parens collateraux du costé & ligne, dont procedent lesdits heritages de naissant, ne pere & mere, ausquels ils puissent remonter: ains autres parés, qui ne

1. 75. Et partant les nouveaux collateraux du deffunct ex fratre vel sorore germanis excludent les oncles & tantes du deffunct, non obstant qu'ils soyēt in pari gradu. text. in auth. de hered. ab intest. §. illud palā est collatio. 9. Et in auth. post fratres autē. C. de legit. heredi. C. M.

2. 76. qui sunt deffuncto in 2. gradu. C. M.

ne sont du costé & ligne, dont viennent lesdits heritages, en ce cas iceux heritages ne sont reputez vacquans, & appartiennent ausdits parens, qui en excluent le haut iusticier. lxxxiii.

S'il y a diuers heritiers pour les meubles, acquests & naissant, chacun d'iceux heritiers, est tenu pro rata de la valeur des biens à luy escheus, payer les frais des obseques & funerailles, & debtes du defunct. lxxxiiii.

Si aucun va de vie à trespas, sans heritiers habiles à luy succeder, les biens sont reputez vacquans, & les peut le haut iusticier du lieu, où ils sont assis, faire saisir & regir par commissaires, qui sont tenus en faire inuentaire. lxxxv.

Si dedans les dix ans que le seigneur haut iusticier, aura mis en ses mains lesdits biens comme vacquans, apparoit aucun heritier, le seigneur est tenu de luy faire deliurance desdits biens, tant meubles, immeubles, que fruits desdits immeubles, verifiant & prouuant qu'il est parent & habilé à succeder au defunct, en payant aussi audit seigneur les frais raisonnables, qu'il aura fait pour la conseruation desdits biens. Mais apres les dix ans passez, ledit seigneur, n'est tenu rendre compte audit heritier des meubles, ne des fruits desdits immeubles: ains seulement luy delaisser la possession vacuë d'iceux immeubles: & apres vingt ans, ledit heritier n'est receuable à demander lesdits biens, ains demeurent audit seigneur, sinon que ledit heritier fust mineur: auquel cas luy doit estre entierement rendue la succession dudit defunct. lxxxvi.

S'il y a biens vacquans en diuers lieux, chacun seigneur haut iusticier, doit auoir ceux qui sont en sa seigneurie & haute iustice, tant meubles, qu'immeubles, & en ce cas les meubles ne suiuent le domicile. lxxxvii.

Le seigneur ou seigneurs prenans lesdits biens, en defaut d'heritier, sont tenus d'accomplir le testament, & payer les debtes du defunct, chacun pro rata, & iusques à la concurrence desdits biens.

Des rapports, qui se doiuent faire en partage.

lxxxviii.

ENfans, ausquels ont esté donnez meubles ou heritages par pere, mere, ayeul, ou ayeulle en traité de mariage, auancement d'hoirie, ou autrement, sont tenus, s'ils veulent succeder & partager avec leurs coheritiers, rapporter lesdits meubles & heritages, ou moins prendre en ladite succession. lxxxix.

Et se fait ledit rapport, sans en iceluy comprendre les meliorations & augmentations faites ausdits heritages par ledit donataire: lequel pour raison d'icelles, n'est tenu de moins prendre en icelle succession. xc.

Si heritages ou meubles, ont esté donnez par pere & mere ensemblement, rapport en doit estre fait à chacune des successions desdits pere ou mere par moitié. xci.

Toutes-fois si tel donataire se veut tenir en sa donation, faire le peut, en renonçant par expres à la succession de celuy, qui luy a donné. xcii.

Et peut venir à l'une desdites successions de pere ou mere, & renoncer à l'autre, en rapportant la moitié, comme dit est. xciii.

Si heritage donné, est propre au pere ou à la mere, il doit estre rapporté entierement à la succession de celuy, qui l'a donné. xciii.i.

Pere, mere, ayeul, ou ayeulle, ne peuuent faire que rapport des choses par eux donnees, n'ait lieu entre leurs enfans, venans à leur succession. xciv.

Deniers deboursez par pere, mere, ayeul, ou ayeulle, pour les enfans en nourriture, pour le fait des armes au seruice du Roy, moderement & selon leur qualité, & iusques à ce qu'iceux enfans soient mariez, pour entretenement & institution, tant es arts liberaux que mecanique, pour acquerir degrez esdits arts liberaux, iusques à degré de Licence inclusiuement, & pour frais des noces, ne viennent en rapport. xcvi.

Mais si tels deniers estoient employez pour acquerir aucun degré esdits arts liberaux, apres ledit degré de Licence, ou pour acquerir maistrise de quelque mestier mecanique, ou pour l'achat de quelque office, ou paiement de raison, viennent à rapport. xcvi.

Pere ou mere, ayeul ou ayeulle, qui ont debourcé pour vn de leurs enfans, deniers pour nourriture, ou entretenement d'escolle, ou pour autre cause, pour laquelle ledit enfant n'est tenu de rapporter, peuuent en gardant equalité, leur donner entre vifs, ou par testament ordonner que leurs autres enfans prendront pareille somme en leurs successions, par preciput & auant partage. xcvi.

Rapport n'a lieu en ligne collaterale, s'il n'est dit.

Couftumes generales & particulieres du Bailliage de Vermandois

Des meubles & acquests.

xcix.

TOut ce qui fe peut transporter de lieu en autre, eft reputé meuble. c.

Ce qui tient à fer ou à clou, & ne fe peut transporter du lieu où il eft affis fans fraction, eft reputé immeuble. ci.

Cuues & autres gros vtencilles, qui toutes-fois fe peuuent defaffembler, & transporter fans grande deterioration, font reputez meubles. cii.

Moulins tournans à vent & à eauë, preffoirs à vin, & tourdoirs, font reputez immeubles: pareillement l'artillerie & instrumens feruans à icelle, eftans en chasteaux & places fortes, pour la garde du lieu, ou pays de frontiers, font reputez immeubles. ciii.

Raifins, bleds, & autres fruits pendans par les racines, & poiffons eftans en viuiers, fosses, & eftangs, font censez & reputez estre de l'heritage: mais si lefdits fruits estoient coupez & recueillis, encores qu'ils ne fussent mis en granges, font censez & reputez meubles: comme font auffi poiffons mis en garde en huges, ou autres lieux fermez. ciiii.

Auffi le poiffon, qui eft par l'espace de trois ans en viuiers, fosses, ou eftangs, n'estans encores pefchez, eft neantmoins reputé meuble. cv.

Pareillement bois taillis, eft reputé meuble apres le temps de fa coupe ordinaire, encores qu'ils ne soient coupez. cvi.

Toutes-fois pour le regard de deux conioints par mariage, le furuiuant d'iceux partagera avec les heritiers du predecédé, le profit desdits eftangs, fosses, viuiers, & bois taillis, pour raifon & portion du temps: encores que depuis la dissolution du mariage ayent esté lefdits estâgs, viuiers, & fosses pefchez, & lefdits bois taillis coupez. cvii.

Rentes constituees à pris d'argent, font reputees immeubles: mais si elles font rachetees, les deniers prouenans desdits rachats, font reputez meubles.

D'heritage propre, vulgairement appelé Naiffant.

cviij.

Pecune donnee pour estre employee en heritage, eft propre & naiffant au donataire du costé & ligne de celuy, qui l'a donné: comme auffi est l'heritage acquis d'icelle pecune. cix.

Et si elle a esté donnee par le pere ou mere, pour faire ledit employ mariant leur enfant, ou autrement, au profit d'iceluy: ladite pecune ou l'heritage acquis d'icelle, remontera, comme eftant le naiffant conuentionnel, & non naturel dudit enfant: tellement que luy eftant decédé sans hoirs de son corps, lefdits pere ou mere luy succederont en ladite pecune ou heritages acquis d'icelle, & non les freres, soeurs, & autres proches collateraux dudit decédé. cx.

Le pareil a lieu, si aucuns heritages auoient esté donnez en espece ausdits enfans: tels heritages par le decés dudit defunct, retournent au pere ou mere, qui les ont donné. cx.

Et si lefdits deniers ont esté baillez au mary, à la charge de les employer en heritage au profit de sa femme, pour luy estre propre, & il ne l'a fait durant & constant le mariage, apres la dissolution d'iceluy, ladite femme, ou ses hoirs, prendront sur la masse du bien commun lefdits deniers, baillez pour faire ledit employ: & où les biens de la communauté ne suffiroient, seroient pris sur les propres du mary, sans aucune confusion pour ce regard: & seroient lefdits biens dudit mary hypothéquez du iour des deniers à luy baillez pour faire ledit employ. cxii.

Tout heritage donné à quelque personne que ce soit, eft reputé acquest: sinon que ledit heritage fust donné par pere, mere, ayeul ou ayeulle, ou autres ascendans en aduancement, douairie, ou faueur de mariage: ou qu'il fust donné par celuy, auquel le donataire deuoit succéder. cxiii.

L'heritage acquis par le mary constant le mariage, eft conquest entre luy & sa femme: encores que ladite femme ne soit nommée ne comprinse au contract d'acquisition, & que le mary s'en face vestir seul, sans ladite femme. cxiiii.

Heritages prins à surcens perpetuel, rente viagere, tiltre d'emphiteose, baillé à longues années, ou louage, font reputez acquests au seul preneur d'iceux, sinon qu'il fust marié: auquel cas la femme y a moitié, en laquelle les heritiers d'icelle femme succèdent, aux charges & conditions apposees aux contracts sur ce passez: sans que celle diuision puisse faire prejudice aux bailleurs & seigneurs directs. cxv.

L'heritage acquis par eschange, est de pareille nature & qualité, que le eschange d'acquest ou de naiffant, si l'eschange estoit tel. Mais entre deux conioints par mariage, où il y auroit soulde, l'heritage acquis par autre eschange, appartient en tout à celuy, auquel appartenoit l'heritage eschangé, en remboursant l'autre conioint, ou son heritier de la moitié des deniers de la soulde.

De

De rentes, hypothèques, & nantissements.

cxvi.

L'Acquereur de rente nantie & realisée, peut si bon luy semble, pour fuire personnellement ceux qui ont constitué ladite rente, ou leurs heritiers: ou bien hypothecairement le tiers détenteur des heritages, sur lesquels ladite rente est nantie: afin de faire declarer lesdits heritages hypothéquez à ladite rente, cours & continuation d'icelle: & les faire vendre pour les arrerages, & sans discussion preallable.

cxvii.

Et si ceux qui ont constitué ladite rente, ou leurs heritiers, detiennent les heritages hypothéquez à ladite rente, celuy, auquel est deuë ladite rente, peut conclure personnellement, & hypothecairement contre eux.

cxviii.

Si les heritiers d'aucune personne, ayant constitué sur ses biens aucunes rentes, partissent entre eux les heritages chargez de ladite rente, celuy à qui est deuë ladite rente, peut néanmoins pour fuire personnellement & hypothecairement pour le tout, celuy auquel sont échus les heritages hypothéquez à ladite rente, ou partie d'iceux: lequel a son recours contre ses coheritiers, qui sont obligez avec luy personnellement à icelle rente.

cxix.

Hypothèque ne se constitue par le seul consentement, mais est requis nantissement du jour, duquel elle doit avoir cours, & non plustost: en maniere que si aucun a emprunté quelque somme de deniers, & au paiement d'icelle oblige ses heritages, ou vende, & constitue rente sur iceux, dont il y ait breuet signé de deux notaires, ou d'un notaire & deux tesmoins, ou lettres passées sous seel Royal, ou autre authentique, le creditur d'icelle somme, ou acquereur de ladite rente, pour acquerir droit d'hypothèque, doit faire nantir lesdites lettres sur lesdits heritages, exhiber lesdites lettres au maire, escheuin, ou autres iusticiers fonciers du lieu, ou sont assis lesdits heritages: & illec luy requerir en presence de deux tesmoins, que pour seureté & continuation de son deu ou rente, contenu ausdites lettres, il les nantisse sur lesdits heritages: & que d'oresenauant il ne recoiue aucun autre nantissement, que ce ne soit à la charge de son dit deu ou rente, & priorité de son droit, dont acte luy doit estre deliuré, & endossé en lesdites lettres, & aussi enregistré au greffe de la iustice des lieux, ou sont assis lesdits heritages. Pourra aussi ledit creditur ou acquereur obtenir commission du Bailly de Vermandois, ou des Lieux tenans, ou des Preuosts Royaux audit Bailliage, ou leurs Lieux tenans, ou de l'un d'iceux, adressant au premier sergent sur ce requis: lequel fera pour ledit creditur ou acquereur semblable exhibition & declaration ausdits Maire, Escheuins, & autres iusticiers fonciers, prenant acte, & le faisant endosser & enregistrer comme dessus. Et au refus desdits iusticiers, de faire tel nantissement, ledit sergent leur commandera de ce faire: à quoy s'ils ne veulent obeir, declarera que luy-mesme nanti de par le Roy: & leur fera defence, que d'oresenauant ils n'ayent à faire autre nantissement sur lesdits heritages, que ce ne soit à charge de ce, pourquoy il fait ledit nantissement. Dont ledit sergent fera rapport, qui seruira d'acte audit creditur ou acquereur: & preiudiciera tel nantissement aux subsequens, faits sur mesmes heritages, de sorte que le dernier nanti perdra sa dette ou rente, si la valeur desdits heritages est totalement employé & entree au paiement & acquit de tout, ou de partie de la dette ou rente du premier nanti.

cxx.

Et sont tenus lesdits iusticiers fonciers, par deuant lesquels se font lesdits vests, deuësts, & nantissements, faire faire par leurs greffiers registre à part d'iceux vests, deuësts, & nantissements.

cxxi.

Et supposé que de ladite dette ou rente n'y eut lettres passées sous seel Royal & authentique, si toutes-fois icelle dette ou rente auoit esté reconneuë par deuant lesdits iusticiers fonciers ou autres, peut ledit creditur ou acquereur, nantir l'acte de reconnoissance d'icelle dette ou rente sur lesdits heritages, en la forme que dessus.

cxxii.

Et n'est requis pour faire tel nantissement d'appeler les obligez à ladite dette ou rente: aius se peuuent faire tels nantissements, sans leur consentement.

cxxiii.

Mais apres le trespas dudit obligé, faut appeler son heritier pour voir faire ledit nantissement: lequel heritier appelé ne le pourra empescher pour quelque opposition ou appellation que ce soit. Aussi ne pourront les iusticiers refuser de le faire, saufs tous droits. Et au cas que l'empeschement que feroit ledit heritier, seroit trouué friuol, aura ledit nantissement lieu dès le jour de la signification d'iceluy fait comme dessus.

cxxiiii.

Pour hypothèque, que les mineurs ont sur les biens de leurs tuteurs, pour l'administration de leur tutelle: & les femmes sur les biens de leurs marys, n'est requis nantissement: & sans iceluy est acquis ausdits mineurs & femmes droit reel.

cxxv.

1 119. Scilicet contra tertium: sed contra obligatum & eius heredem manet in iure communi. C. M.

2 Scilicet in preiudicium tertiorum postea acquirentium. C. M.

3 Id est, à tempore huius solemnitatis, & decreti, non autem à tempore huius consuetudinis redactæ, quia non est redacta ut noua: sed ut antiqua ut patet in processu verbali ubi non recitatur inter nouas sed relinquuntur hic articulus inter veteres consuetudines. C. M.

4 Istud expressè refertur ad præcedentia, & etiam ad consequentia: ita quod insinuatio & transcriptio in regestis ordinaria curie loci, semper omnibus his casibus est de forma & substantia: quemadmodum insinuatio donationis apud magistrum census, erat de substantia si excedebat quingentos aureos. L. secundum Diui. L. i. hac. C. de donatio. C. M.

Couftumes generales & particulieres du Bailliage de Vermandois

Sentence de iuge emporte hypothèque, du iour de l'exécution d'icelle. Et où il y auroit appel, ladite hypothèque aura lieu, du iour que celui qui aura obtenu ladite sentence, se sera mis en deuoir de la faire exécuter, si puis après ladite sentence est confirmée. Et se doit entendre ladite hypothèque pour valoir contre ceux qui auroient contracté avec le condamné, depuis ladite exécution, & pour leur regard seulement.

De faifine, & deffaifine, vulgairement appelé vest, & deuest.

cxxvi.

Pour acquérir droit de seigneurie & propriété en aucun héritage és limites de ladite prévosté foraine, est requis, que le vendeur, ou procureur pour luy suffisamment fondé, se deueste és mains de la iustice fonciere, sous laquelle est ledit héritage acquis au profit de l'acheteur : & qu'iceluy acheteur en soit vestu & faisi de fait. Et se fait communément ladite vesture par tradition d'un petit baston ou buchette.

cxxvii.

Le porteur de lettres d'acquisition, est tenu pour procureur suffisamment fondé, pour faire le deuest, encores que par lesdites lettres il ne soit constitué procureur pour ce faire.

cxxviii.

Et ne suffit à l'acheteur de soy mettre & immiser de son autorité privée en l'héritage par luy acquis : de sorte que si le vendeur vendoit de rechef ledit héritage à autre paravant le vest baillé audit premier acheteur, & s'en deuestoit au profit du second acheteur, en ce cas ledit second acheteur seroit fait seigneur de la chose à luy vendue : & pourroit valablement intenter complainte contre ledit premier acheteur, qui n'en auroit iouy par an & iour, s'il le vouloit troubler.

cxxix.

Et combien que ledit premier acheteur eust iouy par un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit & neuf ans, sans soy faire vestir de l'héritage par luy acquis, & qu'il s'en peust défendre au possessoire : Ce neantmoins au petitoire seroit mal fondé, & ne s'en pourroit dire seigneur & propriétaire, par le moyen de telle acquisition, ne par quelque iouissance qu'il en ait eue moindre de dix ans.

cxxx.

Mais si ledit acheteur auroit iouy paisiblement par dix ans entiers de l'héritage par luy acquis, il en est fait vray seigneur & propriétaire, par le moyen d'icelle acquisition & iouissance : & equipolle telle iouissance de dix ans, à tradition & vesture.

cxxxii.

Toutes-fois est à entendre, qu'au refus ou delay que le seigneur foncier, ou ses officiers pourroient faire à l'acheteur de le vestir pour quelque cause que ce fust, ne luy peut préjudicier contre autre second acheteur, qui depuis se seroit fait vestir par ledit seigneur ou ses officiers. Et suffit en ce cas, pour exclure ledit second acheteur, que le vendeur se soit premièrement deuestu au profit dudit acheteur, encores qu'iceluy acheteur n'ait depuis esté vestu, au moyen du refus ou delay dessusdit.

cxxxiii.

Vest ou deuest n'est nécessaire en prise d'héritage à quelque titre que ce soit, ne en acquisition de rente : ains par la seule tradition des lettres de bail d'héritage ou constitution de rente, est acquis le droit de propriété, sinon pour rentes constituées sur fiefs, pour lesquelles est requise infeodation par le seigneur.

cxxxiiii.

En franc aleu n'est requis vest ne deuest, pour en acquérir la faifine : mais suffit l'aprehension de possession réelle, ou autre acte de droit equipollant à icelle.

cxxxv.

Celuy qui par défaut d'avoir la dernière année possédé & iouy paisiblement d'aucuns héritages, cens, rentes, ou autres droits incorporels, n'est recevable, pour raison d'iceux intenter complaints en cas de nouveleté. Si toutes-fois au paravant, & depuis dix ans, & par la plus grande partie dudit temps, il a iouy paisiblement, soit continuellement ou par intervalle, desdites choses, encores qu'il ne soit fondé en titre, neantmoins est bien recevable d'intenter le cas de simple faifine : affin d'estre remis en la possession qu'il auroit perdu.

De censives & droits seigneuriaux.

cxxxvi.

Pour cens non payez au iour qu'ils sont deus, est deue l'amende de quatre sols parisis aux seigneurs fonciers & directs, avec les frais de la faifine.

cxxxvii.

Pour le seigneur foncier & direct, proceder par arrest ou brandon, sur les fruits pendans en l'héritage redeuable d'aucun cens, pour les arrerages d'iceux qui en sont deus : toutes-fois ne tiendra la faifine, que pour la dernière année.

cxxxviii.

L'acheteur d'héritage roturier doit au seigneur foncier le droit de vente, qui est le douzième denier du pris principal : réservées toutes-fois aux seigneurs & à leurs vassaux respectivement leurs conventions particulieres, si aucunes en ont, pour le plus, ou pour le moins.

cxxxix.

Et

x 136. Scilicet debitor offerente pro ultimo anno, vel se opponente & tunc provisionaliter solvet pro ultimo anno & manus levabitur, dixi late in consuet. parisi. §. 52. gl. 1. C. 22.

Et sont lesdites ventes deuës audit seigneur foncier, du iour du contract passé & accordé: n'estoit que les parties contractantes se fussent de leur consentement departies dudit cōtract.

1 Ce qu'elles peuuent faire dedans huit iours, sans pour ce estre tenuës d'aucunes ventes ou autres droits.

CXXXIX.

Pour eschanges ne sont deuës ventes, sinon qu'il y eust soule: auquel cas en sont deus, pour regard de la soule seulement.

CXL.

Par faute de ventes non payees ne peut estre procedé par saisie: ains seulement par action. Toutes-fois si dedans l'an & iour de la vendition, l'heritage est mis en autres mains, le dit heritage respondra desdites ventes: & pourra le detenteur estre poursuivi, sauf son recours contre qui il appartiendra.

1 138. Intel-
lige etiam post
traditionē fun-
di, & presen-
tionē dominij,
dixi in cōsuet.
parisi. §. 55.
glo. 1. m. 38.
C.M.

Des prescriptions.

cxli.

Celuy qui a iouy à iuste tiltre de bonne foy paisiblement par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens, gens aagez, & non priuilegez, d'aucun heritage, cens, rēte, ou autre droit incorporel, il a prescrit iceux heritages, ou autres droits incorporels.

cxlii.

Celuy qui a iouy par trente ans paisiblement, & sans inquietation, d'aucuns heritages, cens, ou rente, entre aagez, & non priuilegez, il a prescrit, encores qu'il n'ait tiltre contre tous ceux qui pourroient pretendre aucun droit audit heritage, soit de rente ou de propriété: mais contre l'eglise, est requis le temps de quarante ans pour prescrire.

cxliiii.

Hypothèque nantie sur aucun heritage, ne se prescrit que par quarante ans, par l'obligé, ou par ses heritiers.

cxliiii.

Si aucun heritage est acquis par decret, tel heritage est deschargé de toutes debtes & hypothèques, desquelles n'est faite mention audit decret, fors du premier cens & droits seigneuriaux.

cxlv.

Toutes seruitutes se peuuent prescrire par trente ans.

cxlvi.

A qui appartient le rez de chaussee, qui est le sol de l'estage, appartient le dessus & dessous, si l'n'y a tiltre au contraire. Et ne peut estre le dit dessus ou dessous prescrit par quelque temps que ce soit, & fust de cent ans.

De fiefs.

cxlvij.

Quand aucune personne ayant fiefs va de vie à trespas, & delaisse plusieurs enfans, au fils aîné appartient par preciput, pour son droit d'aînesse, le chef lieu, qui est le principal manoir, & chasteau, avec la basse court destinee à iceluy, & le pourpris & enclos tant en edifices, iardins, que fossez, encores qu'il n'y eust qu'un seul manoir.

cxlviii.

Et où il y auroit aucun parc, verger, ou garenne clos de murailles ou fossez pour l'ornement & embellissement de ladite maison, le dit aîné le pourra auoir si bon luy semble, en recompenfant ses freres & sœurs és autres terres dudit fief, si tant en y a: sinon, és autres biens de ladite succession, le plus commodement que faire se pourra.

cxlix.

Et où dedans la closture dudit pourpris appartenant audit fils aîné par preciput, y auroit moulin, pressouer, ou four bannaux: le corps desdits moulin, pressouer, & four bannaux appartiendront audit aîné: & le profit & esmolument de la bannalité se diuifera entre l'aîné, & ses puisnez, comme les autres choses de fief. Peut neantmoins le dit aîné, si bon luy semble, prendre lesdits profits & esmolumens, en recompenfant lesdits puisnez, comme dessus.

cl.

Au fils aîné appartient la moitié de tous les fiefs assis en ladite preuosté: & se partit le residu entre les puisnez: en maniere toutes-fois, que deux filles ne prennent qu'autant, qu'un des fils puisnez.

cli.

Et où il n'y auroit que deux fils sans filles, à l'aîné desdits fils appartient moitié des fiefs avec son preciput, comme dessus: & au puisné l'autre moitié. Et si l'y a un fils & une fille seulement, audit fils appartient les deux tiers de tous lesdits fiefs avec son dit preciput, comme dessus: & à ladite fille l'autre tiers seulement.

clii.

Et est le dit fils estimé aîné, & prend prerogatiue d'aînesse, encores qu'il y ayent filles plus aagees que luy.

cliii.

Entre filles n'y a droit d'aînesse, mais succedent egalemént.

cliiii.

Representation a lieu en ligne directe, comme en collatérale, tant en fiefs qu'en roture, en la maniere qu'il est dit cy deuant.

clv.

Le fils aîné represente son pere au droit d'aînesse, & prend en partage avec ses oncles tel

Coustumes generales & particulieres du Bailliage de Vermandois

- droit de prerogative, precipur & avantage, que prendroit son pere, si il viuoit. clvi.
- La fille de l'ainé, ayant vn ou plusieurs oncles en la succession de ses ayeul ou ayeulle, ne presente son pere au droit d'aineesse: ains ledit droit d'aineesse appartient à son oncle, si il est seul: ou au plus aagé de ses oncles, si il y a plusieurs: ou à ses enfans le representans, si il y a masses. Et ne prend en ce cas ladite fille en icelle succession, plus qu'eust fait son pere, si il eust esté puisné. Mais si ladite fille n'a que tantes, ou filles d'icelles, ou filles de ses oncles representans lesdites tantes & oncles, elle prend en icelle succession droit d'aineesse: & se partit le tout comme entre ainé & puisné, en la maniere qui est dit cy dessus. clvii.
- Le vassal, auquel eschoit vn fief en ligne directe, ne doit à son seigneur feodal droit de relief: ains la bouche & les mains seulement, avec les droits de chambellage: qui est à dire, que le vassal est tenu de luy faire foy & hommage, reconnoistre tenir de luy ledit fief, promettre de luy servir selon la nature & condition dudit fief, & l'aduertir de son bien, & du dommage qu'on luy voudroit faire. clviii.
- Droit de chambellage, est d'une piece d'or, à la volonté du vassal. clix.
- Le fils ainé peut releuer tant pour luy, que pour ses freres & sœurs, le fief escheu en droite ligne: toutes-fois est en l'option des puisnez de releuer leur part & portion dudit seigneur feodal, ou bien de leur frere ainé: & ne doiuent ou à l'vn, ou à l'autre desdits cas, que la main & bouche, & droit de chambellage. clx.
- Pour partage fait entre freres ou sœurs, apres le trespas de pere ou mere, ou bien que tel partage se face par lesdits pere ou mere entre leurs enfans, n'est deu au seigneur feodal aucun relief ou profit: ains seulement la main, bouche, & droit de chambellage, comme dessus: pourueu que lesdits partages ne se face aucune soulde, pour raison de laquelle seulement seroit deu profit. clxi.
- Par tels partages se peuuent les fiefs desmembrer, & d'un fief en estre par ce moyen fait plusieurs, sans le consentement du seigneur. clxii.
- En ligne collateral n'y a droit d'aineesse, & se partagent les fiefs egaleme. clxiii.
- En ladite ligne les femelles ne succedent en fiefs avec les masses, estans en pareil degré: mais où le masse viendroit par representation, les femelles succedent avec luy. Et hors ledit degré de representation, ledit masse est exclu par la femelle plus prochaine en degré. clxiiii.
- Et si aucun decedoit sans enfans, freres, ou sœurs, & delaisse plusieurs neueux, dont aucuns fussent enfans du frere, & les autres enfans de la sœur, lesdits neueux tant de la sœur que du frere, succederoient egaleme: & pareillement luy succederont les nieces, filles desdits frere ou sœur, si il n'y auoit aucuns neueux. clxv.
- Et si il y a vn neueu venant de la sœur d'un costé, & vne niece venant du frere de l'autre, ledit neueu exclut la niece de la succession de l'oncle: encores que ledit frere eust exclu la sœur, & les enfans d'elle, si il eust vescu. clxvi.
- Pour fief escheu en ligne collateralle est deu relief, & doit le vassal aller dedans les quarante iours apres le trespas d'iceluy, dont il se pretend heritier, par deuers le seigneur feodal faire ses offres, qui doiuent estre de trois choses l'une: à sçauoir d'une somme de deniers pour vne fois payer, ou de ce qui sera dit par deux ou trois paires, qui est à dire ce qui sera ordonné par deux ou trois vassaux dudit seigneur. Et si il n'y a vassaux, par deux ou trois hommes acceptez & conuenus par ledit seigneur & vassal, pour arbitrer ledit relief. Ou du reuenu d'un an, qui ne se doit estimer par l'annee qui est à eschoir, ne pour celle prochainement escheuë: mais le reuenu du fief des trois prochaines anneés escheuës avant ladite offre, doit estre estimé par gens à ce connoissans, qui en font vne somme, de laquelle le seigneur feodal en prend la troisieme partie pour son dit droit de relief, si bon luy semble. clxvii.
- Le frere ainé acquite la sœur de son premier mariage, en portât la foy pour elle au seigneur feodal du fief escheu en droite ligne: soit que ladite sœur fut lors mariee, ou qu'elle se soit mariee apres iceluy fief escheu. clxviii.
- Si la fille, à laquelle est escheu aucun fief en droite ligne, se marie, n'est deu audit seigneur feodal pour ledit mariage aucun droit de relief. Pareillement si tel fief luy est escheu en ligne collateralle, & qu'elle ait payé droit de relief, & puis se marie, n'est deu pour ledit mariage aucun droit de relief: ains est seulement tenu le mary d'elle aller vers son seigneur feodal, luy faire serment de fidelité. Mais si ladite femme se remarie en apres vne autre-fois ou plusieurs, est deu droit de relief audit seigneur feodal, pour chacun desdits autres mariages. clxix.
- Ladite femme demeurant en viduité apres le trespas de son mary ayant releué son fief, ne doit

166. *Que si fuerint steriles dānum est vtriusque domini & vassalli: quā admodum si fuerint steriles cōmodum est vtriusque.*
C.M.

doit aucun relief:ains seulement est tenuë d'en faire hommage.

clxx.

Si les enfans, auxquels appartient vn fief, sont mineurs, le tuteur doit aller demander souffrance au seigneur feodal, qui est tenu la bailler iusques à ce que l'vn d'eux soit en aage pour porter ladite foy & hommage:& vaut ladite souffrance pour foy, tant qu'elle dure.

clxxi.

Pour faire foy & hommage, le masle est reputé aagé à vingt ans accomplis, & la fille à quinze.

clxxii.

En vertu de don fait entre vifs, legs testamentaires, venditions, ou autres contracts, ceux à qui sont leguez & donnez aucuns fiefs ou vsufruits d'iceux, ne se peuuent dire en possession desdits fiefs, sinon que les donateurs, vendeurs, ou autres, dont ils ont le droit, ou procureur pour eux, se deuestent & dessaisissent és mains des seigneurs, dont ils sont tenus, ou de leurs baillis & officiers. Et que lesdits donataires ou acheteurs soient receus en foy & hommage par iceux seigneurs ou baillis, & en soient mis en possession: reseruez toutes-fois les fiefs donnez en mariage, auancement d'hoirie, ou par ceux, auxquels les donataires doiuent succeder: Auquel cas lesdits donataires sont reputez vestus & saisis sans la solennité dessusdite.

clxxiii.

Toutes-fois la diligence du vassal enuers le seigneur pour se faire recevoir & vestir, ou de celui, dont il a le droit, qui se fera demis & deuestu vaudra pour possession, & tout ainsi que fil auoit esté receu par lesdits seigneurs.

clxxiiii.

Quand aucun fief est vendu, ou autrement aliené à pris d'argent, le vëdeur doit au seigneur feodal le quint denier du pris de ladite vendition ou alienation: & l'acheteur doit le droit de chambellage.

clxxv.

Si ledit fief est vendu ou autrement aliené à pris d'argent, francs deniers au vendeur, en ce cas l'acheteur doit au seigneur feodal quint & requint, qui est la cinquième partie de la somme, à quoy monte l'achat principal: & la cinquième partie dudit quint, qui est la vingtcinquième partie du total.

clxxvi.

Es autres contracts, où il n'y a aucun argent deboursé, soit donation pure & simple, ou pour recompense ou eschange but à but, & sans soude de fiefs mouuans de diuers seigneurs, ou d'vn mesme seigneur à cause de diuerses seigneuries, n'est deu quint ne requint au seigneur feodal: mais seulement le droit de relief, pour lequel le vassal est tenu de faire les offres telles qu'il est contenu cy dessus.

clxxvii.

En eschange où il y auroit soude, est deu quint, pour le regard de la soude:& pour le regard de l'heritage baillé aueoladite soude, est deu droit de relief, tel que dessus.

clxxviii.

En eschange pure & simple de fiefs tenus d'vn mesme seigneur, & à cause d'vne mesme seigneurie, n'est deu aucun relief, mais droit de chambellage seulement. Toutes-fois où il y auroit soude, est deu quint, pour le regard de ladite soude, comme dessus.

clxxix.

En donation faite en auancement d'hoirie, ou en faueur de mariage par pere, mere, ayeul, ou ayeulle, n'est deu aucun relief:encores que telle donation excedaist la portion qui viendroit au donataire ab intestat.

clxxx.

Le tout, au cas qu'il n'y eust fraudes & simulations ausdits eschanges & donations pretendues, pures, simples, remuneratoires, ou autrement.

clxxxi.

Et où il se trouueroit aucune fraude sur lesdits eschangeurs & donateurs seroient tenus de payer double quint, pour peine de ladite fraude.

clxxxii.

Le seigneur feodal peut faire saisir & mettre en ses mains par son sergët, appelez deux hommes de fief ou gens de iustice, les fiefs tenus de luy, quand il y a ouuerture à faute d'homme, droits, & deuoirs non faits.

clxxxiii.

Le seigneur incontinent apres le deces de son vassal peut faire saisir le fief tenu de luy. Mais si dedans quarante iours apres iceluy deces, l'heritier fait ses offres, & se met en deuoir, ledit seigneur ne fait les fruits siens, escheus depuis le trespas:& en doit auoir ledit heritier main-leeë, sans qu'il soit tenu des frais ne des despens de la saisie.

clxxxiiii.

Mais si dedans lesdits quarante iours iceluy heritier ne fait son deuoir, ledit seigneur fait les fruits siens dès & depuis ledit iour de la saisie: & iusques au iour que ledit heritier soit venu deuers luy faire ses offres:& paye ledit heritier les frais de ladite saisie.

clxxxv.

Et durant le temps de ladite saisie, ledit seigneur feodal ne peut prescrire ledit fief contre ledit heritier ou ses successeurs: mais est tenu le recevoir toutes & quantes-fois qu'il vient par deuers luy faire offre raisonnable.

clxxxvi.

Si le seigneur est refusant de recevoir son vassal qui a fait offre raisonnable, & s'est mis en son deuoir selon la coustume des lieux: en ce cas pourra obtenir lettres Royaux adressantes

Coustumes generalles & particulieres du Bail. de Vermandois

au iuge Royal du lieu où le fief dominant est assis: à fin d'estre receu par main souveraine: ou bien former complainte alencontre de son seigneur feodal. clxxxvii.

Si le seigneur feodal n'est sur le lieu du fief dominant, le vassal voulant faire foy & hommage se doit adresser au procureur dudit seigneur, qui est sur ledit lieu, & luy faire offre raisonnable pour ledit seigneur. Et à faute de trouver aucuns procureurs ayans charge d'iceluy seigneur, suffit qu'il face ses offres audit lieu seigneurial par devant notaires Royaux, ou autres tesmoins demourans sur le lieu. Et valent telles offres tout ainsi que si elles estoient faites audit seigneur, qui ne peut apres icelles tenir le fief saisi. clxxxviii.

Si le seigneur n'avoit procureur ou fermier ayant charge sur ledit lieu, doit ledit vassal faire lesdites offres audit lieu, en presence de tesmoins, en la forme que dessus, & en laisser copie à la porte dudit fief dominant, si y a manoir ou edifice: sinon, à la porte de la parroisse, dont est ledit fief. clxxxix.

Après le trespas du mary qui a porté les foy & hommage pour les fiefs appartenans à sa femme: après aussi qu'une femme, à laquelle appartient un fief, s'est mariée, le seigneur feodal peut saisir ledit fief à faute d'homme, & le tenir en sa main iusques à ce que la foy & hommage luy ait esté portée. Mais si ceux qui doiuent porter la foy, viennent vers luy dedans quarante iours après l'ouverture dudit fief, main-leuee leur doit estre faite des fruits escheus depuis ladite ouverture, sans payer aucune chose des frais de la saisie. cxc.

Et si ils viennent faire leurs offres & releuer après les quarante iours, ils perdent les fruits depuis le iour de ladite saisie iusques au iour qu'ils sont venus faire leur deuoir: & sont tenus de payer les despens de ladite saisie. cxci.

Si le vassal vend, donne, ou autrement aliene l'usufruit de son fief iusques à neuf ans, n'est deu pour raison de tel contract aucun relief ou profit de fief. Mais si l'usufruit est aliéné à plus long temps, en est deu profit de relief ou le quint, selon la nature du contract. cxcii.

Et peut ledit vassal faire ladite alienation d'usufruit à neuf ans, sans le consentement de son seigneur feodal. cxciij.

Rentes constituées & nanties sur fiefs non infeodez, sont réputées roturieres, encores qu'il y ait eu nantissement fait sur lesdits fiefs par les bailly & hommes du seigneur. cxciij.

Coustitutions ou nantissements de telles rentes ne peuvent preiudicier au seigneur feodal, pour quelque temps qu'il y ait: en maniere que si au-parauant que ladite rente fust infeodee, le fief sur lequel elle est constituée & nantie, vient es mains du seigneur par confiscation, ou par faute d'homme, droits & deuoirs non payez, ou autrement par droit de fiefs, ledit seigneur doit entierement iouyr du fief, sans charge de ladite rente. Et en est réputé tel fief pour le regard dudit seigneur feodal, franc & quitte. Mais si lesdites rentes estoient infeodees, ledit seigneur audit cas d'ouverture ne iouyroit dudit fief, sinon à la charge desdites rentes. cxcv.

Si le vassal vend, donne, ou autrement aliene son fief, & le met en la main de l'acquerer, qui s'imisse en iceluy sans auoir releué ne fait offres raisonnables au seigneur feodal, iceluy seigneur peut faire saisir ledit fief, & faire les fruits siens iusques au iour que tel acquerer ait releué de luy, & fait lesdites offres. Mais si le vassal l'avoit vendu, donné, & aliéné sans l'auoir déclaré & notifié audit seigneur, ou sans foy estre desfaisi, ledit seigneur ne pourroit faire saisir ledit fief, tant que ledit vassal le tiendroit entre ses mains: ains est tousiours iceluy vassal tenu & réputé homme dudit seigneur. cxevi.

Le vassal qui commet felonnie contre son seigneur, confisque son fief, & peut à ceste fin le seigneur faire informer contre ledit vassal, le faire adiourner par devant son bailly & hommes de fief, ou par devant le bailly de Vermandois ou son lieutenant, au lieu où est demourant ledit vassal: & conclure contre luy à ladite fin de confiscation de fief: toutes fois pendant le proces ne doit le fief demeurer saisi. cxcvij.

Et en pareil si le seigneur feodal commet felonnie contre son vassal, il perd son hommage & droit de fief: & doit ledit hommage retourner au seigneur suzerain de celuy qui a commis la felonnie. cxcvijij.

Le vassal est tenu formellement d'aduouer ou defauouer le seigneur de fief, & ne suffit d'aduouer le Roy ou autre seigneur feodal, encores que le fief dudit vassal fust en arrierefief dudit seigneur aduoué. cxcx.

Le vassal qui a defauoué le seigneur feodal, doit auoir pendant le proces main-leuee dudit fief. Mais il se trouue par l'issue du proces, qu'il l'ait mal defauoué, ledit fief & fruits d'iceluy escheus depuis le defaueu, tombent en commis. cc.

Et

Et au-parauant que le vassal soit tenu aduouer ou desauouer, peut demander à son seigneur de fief qu'il l'informe de ce qu'il a par deuers luy pour verifiser que ledit fief soit mouuant de luy. Ce qu'il est tenu faire de bonne foy, si aucune chose il en a par deuers luy, & non autrement apres toutes-fois que ledit pretendu vassal aura affermé par serment qu'il n'a aucun tiltre par deuers luy, par lequel il puisse estre informé que ledit fief soit mouuant dudit seigneur. cci.

Pareillement le vassal est tenu d'aider à son seigneur feodal des adueus & denombrements, & autres tiltres communs, qu'il a par deuers luy, s'il en est requis, & s'en purger par serment, si besoin est. ccii.

Quand plusieurs seigneurs contendent la teneur feodale, le vassal n'est tenu d'aduouer ne desauouer l'un ne l'autre: mais se peut faire recevoir par main souveraine, & en ce faisant luy est faite main-leuee de son fief, en consignat par luy le profit qu'il peut deuoir à cause dudit fief: mais apres le proces vuydé & déterminé, est tenu de porter la foy & hommage à celui qui se trouuera vray seigneur du fief dominant. cciii.

Le vassal, qui a esté receu en foy & hommage par son seigneur, est tenu de bailler son denombrement dedans quarante iours à compter du iour de sa reception: & quarante iours apres est tenu d'aller par deuers ledit seigneur, luy demander s'il a pour agreable ledit denombrement, ou s'il le veut debatre. Et à faute de faire tout ce que dessus, peut ledit seigneur saisir le fief, & y establir commissaires: mais il ne fait les fruits siens, ains en doit rendre compte le commissaire, apres que le vassal aura satisfait à ce que dessus. cciiii.

Si le vassal retourne par deuers son seigneur feodal quarante iours apres qu'il aura baillé son denombrement, & que le seigneur ne le debate, est tenu ledit denombrement pour receu. ccv.

Où le seigneur feodal aura blasmé aucuns articles du denombrement seulement, & n'aura blasmé les autres, le vassal aura main-leuee des articles passés sans blasme, demeurant la saisie pour les autres articles blasmez, à la charge des dommages & interets. ccvi.

La saisie feodale faite pour plusieurs causes coniointement ou diuisement, comme pour hommage non fait, droits & deuoirs non payez, & denombrement non baillé, est vallable, pourueu que pour l'une d'icelles causes elle se puisse soustenir: encores que le vassal ait satisfait à aucunes d'icelles. ccvii.

La saisie du seigneur de fief est plus priuilegee que toutes autres, soit qu'elles fussent faites en proces possessoire entre plusieurs eux pretendans possesseurs d'un fief, ou pour autre cause, & doit preceder. ccviii.

Le seigneur feodal peut contraindre gens d'eglise, margueillers & administrateurs d'eglise à vuyder leurs mains des fiefs par eux acquis: & s'ils ne le font par an & iour, les peut saisir, & en faire les fruits siens, iusques à ce qu'ils ayent vuydé leurs mains. ccix.

Et si lesdits fiefs ont esté amortis par le Roy, les peut neantmoins contraindre de bailler homme viuant, mourant & confiscant, & luy bailler indemnité. ccx.

Le pareil doit estre gardé es terres roturieres & tenuës en césive d'un seigneur foncier, pour lesquelles ledit seigneur foncier peut contraindre lesdits gens d'eglise & de main-morte, d'en vuyder leurs mains, si elles ne sont amorties: & où elles auroient esté amorties par le Roy, en doit auoir indemnité. ccxi.

Le seigneur tenant le fief de son vassal saisi, & faisant les fruits siens en doit iouyr par raison comme bon pere de famille, sans couper les bois de haute fustaye, ne bois taillis, n'estâgs, sinon à leur saison & temps conuenable, doit repeupler les viuiers, & s'y conduire sans rien degaster, n'endommager ledit vassal. ccxii.

Le seigneur ne fait les fruits siens sans saisie, & au-parauant icelle le vassal peut exploiter son fief sans mesprendre, encores qu'il n'ait fait la foy & hommage audit seigneur: mais pour quelque temps qu'il en iouyffe, ne peut prescrire contre sondit seigneur la foy & hommage qui luy doit. Aussi si ledit seigneur le tiët saisi, pour quelque temps qu'il iouyffe dudit fief, ne le prescrit contre son vassal. ccxiii.

Encores que la foy & hommage ne se puisse prescrire par le vassal contre le seigneur feodal: toutes-fois les profits seigneuriaux, qui sont escheus, sont prescriptibles, si le seigneur ne s'en fait payer dedans trente ans. ccxiiii.

Le seigneur feodal peut, si bon luy semble, recevoir à un fief tenu de luy tous les vassaux qui se presentent: & de chacun d'eux prendre ses droits: & s'il se trouue qu'aucun d'eux n'y

I. 205. Ita etiam intelligitur consuetudo sylvanactensis ut ibi dixi. Idem J. de consuetudine Cathalonensi. §. 206. C.M.

Coustumes generalles & particulieres du Bail. de Vermandois

ait droit, & en soit euincé par proces ou autrement, ledit seigneur n'est tenu de restituer ce qu'il aura receu: sinon que le vassal eust iuste & probable cause d'erreur. ccxv.

Et celuy qui a obtenu ledit fief par sentence, est tenu de le releuer, encores que celuy qui a succombé au proces, eust releué ledit fief: & ce sans restitution, compensation, ne diminution du droit de relief, qui auroit esté payé, sinon au cas d'erreur probable, comme dessus. ccxvi.

1 216. Quod satis est sordidum ut dixi in consuet. Parisi. C.M.

Le seigneur feodal ne differe, si bon ne luy semble, à recevoir aucun vassal à son fief pour opposition ou appellation qui pourroit estre faite par autre pretendan droit au fief: ¹ & suffit qu'il declare n'entend preiudicier au droit d'autruy. ccxvii.

Le seigneur n'est tenu de recevoir son vassal à luy faire hommage par procureur, si bon ne luy semble, s'il n'y a cause ou excuse legitime. ccxviii.

S'il y a opposition ou appellation de la saisie faite par le seigneur feodal, toutes-fois non obstant icelle, doit demeurer le fief saisi pendant le proces: sinon au cas de defaueu, comme il est dit cy dessus. ccxix.

Le seigneur, auquel aduient de nouuel vn fief en quelque maniere que ce soit, soit duché, comté, baronnie, ou autre seigneurie, peut contraindre ses vassaux à luy venir faire la foy & hommage, combien qu'ils l'ayent ia fait, & releué de son predecesseur. Et doit à ceste fin leur faire-faire commandement en particulier, à ce que chacun d'eux vienne au lieu du fief dominant luy faire foy & hommage dedans quarante iours apres ledit commandement, ou dedans autre certain iour apres lescits quarante iours, sans assigner tous lescits vassaux ensemble & en general: & ne peuuent iceux vassaux estre contraints à y venir à plus bref iour. ccxx.

Et sont tenus lescits vassaux y comparoir en personne, si ledit seigneur est en personne, s'ils n'ont cause ou excuse legitime. Et si ledit seigneur n'y est en personne avec son procureur seulement, n'est tenu le vassal luy faire hommage en personne, mais par procureur seulement, qui soit specialement fondé, encores qu'iceluy vassal fust sur le lieu. ccxxi.

Si les vassaux defaillent à y venir ou enuoyer comme dessus, le seigneur peut saisir leurs fiefs, & les tenir en sa main, tant qu'ils ayent fait ledit hommage: & si quarante iours apres ladite saisie, ils ne comparent, & ne font la foy & hommage, le seigneur fait les fruits siens: mais s'ils y comparent, & se mettent en leur deuoir dedans les quarante iours apres icelle saisie, main-leuee leur doit estre faite de leurs fiefs & fruits: sinon qu'ils deussent aucun relief du precedant, pour lequel ledit fief puisse estre saisi. ccxxii.

Et es cas dessusdits auant la foy faite du costé du seigneur, n'est deu que la bouche, & la main, & serment de fidelité, sans aucun profit. ccxxiii.

Le seigneur feodal ayant receu son vassal à foy & hommage, ne le peut faire saisir pour les fruits & droits seigneuriaux à luy deus au-parauant ladite reception: mais les doit demander par action, si bon luy semble. ccxxiiii.

Le fief seruant se gouuerne selon la coustume du lieu où il est assis, & non selon la coustume du lieu, où est assis le lieu du fief dominant. ² 2

2 234. Hoc generale in toto regno & mea perpetua sententia ut dixi in consuet. Parisi. §. 7. Adde §. consuet. remens. §. 138. C.M.

Des retraits lignager & feodal.

ccxxv.

Q Vand aucun a vendu son propre heritage à personne estrange de son lignage du costé & ligne, dont luy est venu & escheu ledit heritage, il est loisible au parent lignager du vendeur du costé & ligne dont ledit heritage luy est escheu, de demander & auoir par retrait lignager, iceluy heritage dedans l'an & iour que ledit acheteur en est infeodé par le seigneur, s'il est en fief, ou qu'il en ait esté vestu & mis en possession par le seigneur foncier ou ses officiers, s'il est en roture: & s'il est en franc aleu, ou de telle qualité, que par la coustume ne soit requis vest ne deuest, dedans l'an & iour de la possession prinse par l'acheteur, en remboursant ledit acheteur du fort principal & loyaux coustemens. ccxxvi.

3 227. Hoc est satis absurdum & contra regulas iuris quod quis deteriorē suam conditionē non facit ad iudicem recurrendo. l. nō solet ff. de reg. iur. C. M.

Si l'acheteur iouyft par dix ans dudit heritage sans estre vestu & mis en possession par ledit seigneur ou iustice fonciere, l'an & iour du retrait se doit compter apres les dix ans finis, comme estant ladite iouyffance & possession de dix ans equipolant à vesture. ccxxvii.

Et neantmoins si apres la iouyffance de dix ans, & plus, l'acheteur se faisoit vestir par iustice de l'heritage par luy acquis, le lignager peut sur luy retraire ledit heritage dedans l'an & iour d'apres ladite vesture. ³ ccxxviii. 3

Si le seigneur estoit refusant ou delayant d'infeoder ou inuestir l'acheteur, l'an & iour du retrait commence le iour dudit refus. ccxxix.

Et

Et court ledit an & iour contre maieur, mineurs absens, furieux, & tous autres priuilegez, fans esperance de restitution. ccxxx.

Le lignager, qui premier a fait adiourner l'acquireur, exclud le plus prochain dudit vendeur, qui depuis auroit fait adiourner iceluy acquireur: mais s'ils sont concurrens d'un mesme iour, le plus prochain doit estre preferé, encores qu'il ait esté preuenue de l'heure: & en concurrence de proximité, & du iour, celuy que l'acheteur voudra reconnoistre & choisir, sera preferé, pourueu qu'il n'y eust fraude, argent deboursé, ou autre chose donnée ou promise pour ladite reconnoissance & gratification, dont iceluy acheteur en sera creu par serment. ccxxxii.

Le retrayant lignager à l'adiournement qu'il fait donner à l'acheteur pour auoir les choses achetees par retrait, doit faire offre par deuant notaires & deux tesmoins, des deniers, loyaux coustemens, &c. Et doit reiterer lesdites offres à tous les appointemens de la cause, & iusques à l'acte de contestation inclusiuement: & où il ne le feroit, dechoit dudit retrait. ccxxxiii.

Il suffit l'adiournement en retrait estre fait dedans l'an & iour comme dessus, iacoit que l'assignation n'y eschoye: & pourueu qu'elle soit donnée dedans quarante iours apres l'an, l'acheteur peut icelle abreuier par requeste, si bon luy semble. ccxxxiiii.

Est au choix du retrayant de faire adiourner l'acquireur par deuant son iuge ordinaire ou par deuant le iuge du lieu où la chose est assise. ccxxxv.

Congé de cour obtenu contre le retrayant emporte gain de cause à l'acheteur, pour le regard d'iceluy retrayant. ccxxxvi.

N'est requis d'offrir tous les deniers à descouuert: mais suffit offrir vne piece d'argent, & à parfaire. ccxxxvii.

Et où le retrayant seroit reconneu à retrait, ou que par sentence non suspendue par appel, l'heritage luy seroit adiugé, est tenu le retrayant rembourser l'acquireur de ses deniers xxiiii. heures apres qu'il aura baillé ses lettres d'acquistio audit retrayât, ou les aura mis au greffe partie presente ou appelee, & affermé le pris contenu en icelles, s'il en est requis. Et pareillement rembourser les loyaux cousts xxiiii. heures apres la liquidation d'iceux faite, ou iceux consigner en iustice, au cas qu'il y ait appel de ladite liquidation: autrement & à faute d'auoir fait ce, est debouté dudit retrait. ccxxxviii.

Le retrayant est tenu de se purger par serment, où requis en seroit, que le retrait qu'il fait, est de ses deniers, pour son profit, & sans fraude. ccxxxix.

Si le retrayant doute qu'on luy ait fait fraude au pris de la vendition pour empescher le retrait, peut contraindre l'acheteur d'affirmer en iustice le vray pris, & soy purger par serment de toutes fraudes & simulations: & où il y en auroit quelque apparence, le vendeur peut estre contraint à prester pareil serment que l'acheteur, estans les parties en proces sur fraude maintenuë, ccxl.

Si par mesme vendition plusieurs heritages sont vendus, les aucuns venans d'acquest, & les autres de naissant, ou venans de diuers naissans, le retrayant peut retraire ce qui est de naissant de son costé & ligne seulement, en payant l'estimation, qui se doit faire, eu regard au total, & par appreciation des autres choses vendues, encores que l'acheteur luy voulüst laisser tous les heritages ensemblement vendus, pour le pris qu'il les auroit eu: sinon qu'iceluy acheteur eust grand & notable interest & incommodité, de laisser vne des choses sans l'autre: auquel cas tel retrayant est tenu de tout prendre, ou tout laisser. ccxli.

Si les heritages vendus estoient de naissant de plusieurs & diuers lignagers, qui les voudroient retraire, chacun d'iceux peut auoir ceux qui sont de sa ligne & costé, en payant l'estimation, qui en seroit faite, eu esgard au pris principal de ladite vendition. ccxlii.

Mais si aucun auoit vendu plusieurs heritages par vn mesme contract, tous en fief ou en censue, ou qu'aucuns fussent en fief, & les autres en censue, venans de mesme costé & ligne, le lignager ne peut retraire l'un sans l'autre, s'il ne plaist à l'acheteur. ccxliii.

En bail d'heritage à rente, sur-cens perpetuels, ou à vies, desquels la propriété demeure au bailleur, n'eschoit retrait. ccxliv.

Le retrayant est tenu de rendre & restituer à l'acheteur les impenses necessaires, qu'il auroit faites en la chose achetee au parauant l'adiournemēt de retrait. Et où il en auroit fait d'autres, encores qu'elles fussent vtilles, n'est tenu de les rendre, mais peut l'acheteur les enleuer sans deterioration de ladite chose. ccxlv.

L'acheteur dedans l'an & iour du retrait ne peut desmolir la chose achetee, changer ne muer la forme d'icelle, ne faire aucune chose au preiudice & dommage de celuy qui voudra

Coustumes generales & particulieres du Bail. de Vermandois

venir au retrait.

ccxlv.

Si l'acheteur auoit despouillé les fruits des heritages, ne pourroit demander les labours ne meliorations qui doiuent estre compensez avec lesdits fruits: sinon qu'ils excedassent la valeur desdits fruits, & qu'ils apportassent aucun profit à l'aduenir.

ccxlv.

L'acheteur n'est tenu de rendre les fruits qu'il a perceu des heritages par luy achetez, au parauant l'adiournement en retrait.

ccxlvii.

L'heritage retrait par le lignager, encores qu'il luy soit conquest: toutes-fois s'il est reuendu, tombe en retrait.

ccxlviii.

Si l'heritage suit à retrait, auoit esté reuendu ou autrement aliené par le premier acheteur dedans l'an & iour de la premiere vendition, & que par le moyen de diuers contrats il eust esté en plusieurs mains, si est tousiours le lignager bien receuable de le retraire du detenteur dedans ledit temps, en offrant les deniers de la premiere vendition avec les loyaux cousts, comme dessus, à quelque titre ou condition que l'aye eu ledit detenteur.

ccxlix.

Quand l'heritage propre est acquis durant & constant le mariage de deux conioints, dont l'un est parent & lignager du vendeur, du costé & ligne, dont iceluy heritage luy appartenoit, tel heritage ainsi vendu, ne gist en retrait, durant & constant le mariage: mais apres le trespas de l'un d'iceux conioints, la moitié d'iceluy heritage tombe en retrait alencontre de celuy qui n'est lignager ou ses hoirs, dedans l'an & iour du trespas du premier mourant desdits conioints, supposé qu'il y eust saisine & infeodation prinse durant iceluy mariage, en rendant & payant par le retrayant la moitié du sort principal, frais, & loyaux coustemens: pourueu qu'il n'y eust enfans dudit mariage. Et où il y auroit enfans, ne tombe en retrait, pour l'esperance qu'il y a, que tel heritage retourne aux enfans du decédé.

ccl.

En ce cas, ou alencontre de l'un desdits conioints suruiuant, ou des heritiers du decédé, le lignager retrairroit moitié de l'heritage venant de son costé, est tenu rembourser la moitié de toutes les impenses: encores qu'elles fussent vtiles seulement, ou voluptuaires.

ccli.

Toutes-fois où celuy desdits conioints, qui seroit lignager, ou ses heritiers lignagers dudit costé & ligne, voudroit retirer la moitié appartenant à l'autre conioint, ou ses heritiers non lignagers, doit estre preferé dedans les six mois apres la dissolution dudit mariage, à tous autres qui pourroient venir audit retrait.

cclii.

Es choses adiugees par decret y a lieu de retrait lignager.

ccliii.

Le fils peut retraire l'heritage vendu par son pere, pourueu qu'il n'y ait fraude, collusion, & intelligence entre luy & sondit pere: encores que ledit fils ne soit emancipé.

ccliiii.

Le fils ou autre lignager, peut retraire l'heritage venant de son costé & ligne, encores que l'heritage eust esté vendu au parauant qu'il eust esté nay ou conçu.

cclv. 1

Le lignager sera receu au retrait, supposé qu'il ne soit de l'estoc & branchage, mais seulement du costé & ligne du vendeur, en telle maniere, que si le fils vend l'heritage à luy venu de par son pere, & qui estoit acquest à sondit pere, ledit heritage pourra estre retrait par son oncle paternel, ou autre parent du costé de son pere: encores qu'il ne soit descendu dudit pere.

cclvi. 2

Où l'acheteur seroit absent, & n'auroit domicile au pays, suffit au lignager de le faire adiourner au lieu de la chose achetee, en parlant à ses receueur, fermier, ou laboureur, si aucuns en a: sinon à deux personnes des plus prochains voisins dudit lieu, & faisant attacher l'exploit & rapport du sergent à la porte dudit lieu, s'il y a maison: sinon, à la porte de l'eglise parrochiale, dont est ledit lieu, pour interrompre la prescription d'an & iour, qu'on pourroit alleguer contre luy.

cclvii.

Le seigneur feodal peut retenir par puissance de fief, le fief mouuant de luy vendu par son vassal, dedans quarante iours apres que l'on luy a notifié ladite vente, & exhibé les contrats, si aucuns en y a par escrit, & au parauant que d'auoir receu sondit vassal en foy & hommage, en payant le pris que l'acquireur a baillé & payé, avec les loyaux coustemens.

cclviii.

Le seigneur retenant par puissance de fief, ne peut desduire ou precompter, ne demander à son vassal le quint ou requint de deniers, qu'iceluy vassal luy deuroit payer, s'il le receuoit en foy & hommage.

cclix.

Le lignager est preferé en retrait au seigneur feodal: & si le fief a esté vendu au lignager, ne le peut retenir sur iceluy le seigneur feodal par puissance de fief.

cclx.

l. 253. Hoc est iustum quia hoc ius non datur certa persona, sed toti cognationi in genere, ergo sic est esse de illa tempore actionis, licet ante 20. annos valde dubitatum fuit in hoc sermone. Et do. Andr. Tiracquel senator me consulit cui ita respondi. Adde etiã si esset filius venditoris postea conceptus & natus. C.M. 2 254. Ita etiam seruatur Parisius per §. 112. quãuis aliud sit Anreliu Pictauis & multu consuetudinibus. C.M.

Le fief retenu par puissance de fief n'est estimé reüni au fief dont il depend, sinõ que le vafal l'ait employé par son adueu, & denombrement baillé à son suzerain, comme tenu de luy en plein fief. Et n'est tenu ledit seigneur retrayant le reüni, si bon ne luy semble: ¹ains demeure toujours arrierefief, pour le regard du suzerain, comme il estoit au parauant. Et le peut vëdre, donner, & alier sans le consentement dudit suzerain, & sans ce qu'il luy en soit de ce deu aucun proufit.

*l. 25 2. Hec
cõmunis regu
la 7e dixi in
consuet. Pari-
f. §. 13. & §.
23. C. M.*

De bail, & garde noble d'enfans mineurs.

cclx.

IL est loysible au pere & mere nobles, & non à autres, feussent ayeul ou ayeulle, de prendre la garde noble, ou bail de leurs enfans, apres le decez de l'vn d'eux: & où ils prendront ladite garde, sont suiets de faire inuentaie, & rendre compte comme tuteurs. Mais où ils voudront choisir le bail, sont les meubles desdits mineurs leurs, avec les fruits de tous les heritages, rentes, & reuenus feodaux appartenants à iceux mineurs, à la charge d'accomplir le testament du deffunct, payer les debtes que doyuent lesdits enfans, les nourrir, alimenter, & entretenir, payer & acquiter les charges, dont sont chargez les heritages: & dure ledit bail aux masles iusques à quatorze ans, & aux filles iusques à douze ans: pourueu que lesdits pere ou mere ne se remarient. Et en ce cas finist ledit bail, & doit estre pourueu aux mineurs de tuteurs & curateurs.

cclxi.

Garde noble entre nobles est comme tutelle entre roturiers: sinon que le gardien ne s'entremer, si bon ne luy semble, que des heritages feodaux: & en ce cas faut creer vn tuteur pour les heritages roturiers.

cclxii.

Garde noble & bail se doyuent accepter en iugement, appellé à ce voir faire le procureur du Roy, sans qu'il soit besoin de conuocation de parens.

cclxiii.

Le baillistre ne doit aucun relief pour heritages feodaux.

De societé & communauté de biens.

cclxiiij.

Quand l'vn des deux conioints ensemble par mariage va de vie à trespas, & delaisse aucun enfant mineur dudit mariage, si le suruiuant desdits conioints ne fait faire inuentaie, ou qu'il ne face autre acte solennel derogant à la communauté de biens, qui estoient communs durant ledit mariage, & au temps du trespas, soient meubles ou conquests immeubles, les enfans ou enfant suruiuus peuuent, si bon leur semble, demander communauté en tous biens meubles & cõquests immeubles du suruiuant, posé qu'il se remarie: & iusques à ce que ledit inuentaie ait esté fait.

cclxv.

Et où ledit suruiuant pere ou mere ne se remarieroit, la communauté est continuee avec l'vn pour la moytié. Et où il se remarieroit avec femme ayant communauté en ses biens, icelle communauté se continue entre luy, ladite femme, & lesdits enfans pour vn tiers, que chascun desdits pere, femme & tous lesdits enfans ensemble pour vne teste prennent en ladite communauté.

cclxvi.

Societé n'a lieu, sinon qu'elle soit conuenue par expres.

De bastiments & rapports de iure.

cclxvij.

IL est permis au voyfin de perfer le mur moitoyen de luy & son voyfin, pour y faire fenestres au dessus de neuf pieds de rez de chauffee, & de sept pieds au dessus du second estage, le tout à fer & verre dormant, s'il n'y a tiltre & conuention au contraire. Mais où le voyfin voudroit de nouuel bastir, luy est permis de clorre & estouper lesdites veuës iusques à la hauteur de sondit nouuel bastiment.

cclxviii.

Qui veut faire aisement ou latrines pres d'vn mur moitoyen, doit faire vn bon contremur d'vn pied d'espez de grosses murailles, & non de blocailles, & à distance de dixsept pieds pour le moins du puis du voyfin, si puis y a.

cclxix.

Es villes de la preuosté foraine de Laon le voyfin peut contraindre son voyfin à soy clorre à l'encontre de luy de murailles, iusques à neuf pieds de hauteur à prendre du rez de chauffee.

cclxx.

Tous murs & clostures en villes sont reputez moitoyens, sinon qu'ils portassent entierelement le corps d'hostel, & edifice de l'vn desdits voyfins: auquel cas appartient à celui, auquel est ledit edifice, ou qu'il eust tiltre au contraire, marque, ou signification, qui denotassent par l'art de maçonnerie, que tel mur n'est moitoyen.

cclxxi.

VV iiij

Couſtumes de Chaalons

S'il conuient reparer murailles moitoyennes, chaſcun des voiſins eſt tenu d'y contribuer par moitié, iuſques à la hauteur de neuf pieds: & où l'un des voiſins ſeroit refusant de faire faire ladite muraille, & y contribuer, l'autre voiſin peut la faire faire entierement à ſes deſpens, & repeter la moitié des deniers de ſon voiſin. Et où iceluy voiſin ſeroit refusant de payer icelle moitié, ſix mois apres ſommation faite, toute icelle muraille demeure propre à celuy qui l'auroit fait faire, ſi bon luy ſemble.

Autres Couſtumes.

cclxxij.

Quand aucun eſt executé pour debtes en ſes biens, il peut empêſcher la vente d'iceux, en baillant les deniers, pour leſquels il eſt executé dedans huitaine. *cclxxiii.*

Il eſt permis à celuy, qui a loué vne maiſon, de proceder par execution avec autorité de iuſtice, pour les loyers d'un an, ſur les biens meubles du conducteur, qui ſeroit en ladite maiſon, ſoit cleric ou lay, encores que tel conducteur ne ſoit condamné, n'obligé par cōtract paſſé ſous ſeal authétique. Et peuuent iceux biens, encores qu'ils ſoient hors de ladite maiſon, eſtre pourſuyuis par hypothecque, en quelque main qu'ils ſoient, ſinon qu'ils ayent eſté vendus à vn autre. Et où ils ſe vendroient publiquement par autorité de iuſtice, ſera ledit locateur preferé à tous autres pour ſondit louage ſur les deniers qui en procedent. *cclxxiiii.*

Et peut le locateur contraindre le conducteur à garnir la maiſon louée de meubles exploitables & ſuffiſans pour la ſeureté de ſon louage. Et à faute de ce faire, le peut faire fortir de ſa maiſon par iuſtice, encores que le louage ne ſoit expiré. *cclxxv.*

Pour moisſons & penſions de terres, & autres heritages ruſtiques, on peut faire ſaiſir & arreſter par la iuſtice du lieu, les fruits qui y ſont creéz pendant par racines, ou coupez: & en ce cas d'opposition doit la main de iuſtice demeurer garnie, pour les loyers & redeuances, qui en ſont deuz: pourueu que deſdits loyers & redeuances il apparoiſſe par cōtract. *cclxxvi.*

Si vn cenſier ou conducteur d'heritages eſt en la derniere année de ſon louage, & il n'aſſeure ſuffiſamment le locateur de luy payer ſa cenſe ou penſion au terme qu'elle doit eſchoir, il eſt loiſible audit locateur de faire ſaiſir les fruits de l'heritage pendants par les racines ou coupez, ores que le terme de payer ne ſoit eſcheu. Et en cas d'opposition la main de iuſtice doit eſtre garnie pendant proces, à la valeur de ce qu'il ſeroit deu audit locateur pour ladite année. *cclxxvii.*

Marchandiſe vendue ſe doit leuer dedans vingt iours, ſ'il n'y a autre conuention. Et à faute de ce faire dedans ledit temps, ſont les arres perdues, & peut le vendeur faire ſon proufit ailleurs de ſa marchandie. *cclxxviii.*

Reſpits n'ont lieu pour debtes adiugees par ſentences, ou pour cens, rentes d'heritages, moisſons de grains, louages de maiſon, marchandieſes vendues en plain marché, victuailles, pris d'heritages vendus, reparation ciuile adiugee à cauſe de delict. *cclxxix.*

Ceſſion de biens n'a lieu en condamnation pour intereſt ciuil procedant de delict. *cclxxx.*

Les villes de Laon, Soiffons, Vailly, Creſpy, Bruyeres, Marle, la Fere, Vreuin, & toutes autres villes, bourgs, & villages, eſtans de la preuoſté foraine de Laon, ſe gouvernent ſelon la couſtume generale de ladite preuoſté de Laon, telle qu'elle eſt cy deſſus, ſans en pouuoir pretendre aucune particuliere pour l'aduenir.

Fin des Couſtumes de Laon.

Couſtumes de Chaalons, & reſſort du Siege

D V D I T L I E V, E N C E Q V I E S T
D V B A I L L I A G E D E V E R M A N D O I S.

De perſonnes nobles.

Article premier.



Toutes perſonnes yſſues de pere & mere nobles, & nees en loyal mariage, ſont reputees nobles. *ii.*

Le ventre affranchiſt & anoblit pour iouyr du benefice que la couſtume octroye aux nobles ſeulement, & non en ce qui concerne les droits du Roy. *iii.*

Nobles yſſus de pere noble, mere noble ou roturiere, en loyal mariage, & ceux qui ſont yſſus de pere roturier & mere noble, ſont exempts des droits de Thonneux, grand

grand & petit guet de Preuost & forage, & en ce qui est de leur creu, encores qu'ils viuent roturierement. iiii.

Femme roturiere mariee à homme noble, constant le mariage, & tant qu'elle est en viduité, iouyft des priuileges de noblesse: mais se remariant à homme roturier, retourne en sa premiere condition, & y demeurë, encores qu'elle retombe en viduité par le deces dudit roturier. v.

Femme noble mariee à homme roturier ne iouyft du priuilege de noblesse, cōstant le mariage: mais apres le trespas de son mary, faisant declaration par-deuant iuge competant, qu'elle entend de là en auant viure noblement, elle iouyft du priuilege de noblesse: pourueu qu'elle le ne se remarie de rechef à homme roturier. vi.

Toutes personnes nobles sont responsables en tous cas: c'est à sçauoir ceux du bailliage de Chaalons, pardeuant le bailly dudit Chaalons: ceux demourans és terres de chapitre & abbé, pardeuant leur bailly ou garde de leur iustice: & ne sont responsables pardeuāt le bailly de Vermandois en premiere instance, sinon és cas, esquels la connoissance par priuilege doit appartenir au Roy.

*De puissance de pere.**vij*

PAR la coustume de Chaalons, les enfans sont en la puissance des peres, & n'en sortent qu'ils ne soient aagez de vingt ans, ou mariez, ou tenans maison, & faisant fait à part au feu & veu du pere: sinon qu'ils soient emancipez par leur dit pere. viii.

Si aucun heritage est donné à vn fils ou file de famille, les fruits & proufits dudit heritage appartiennent au pere, tant & si longuement, qu'il a sondit enfant en sa puissance, & iusques à ce qu'il soit emancipé, marié, ou aagé de vingt ans: demeurant toutesfois la propriété dudit heritage audit enfant: sinon que l'heritage fust donné à charge & condition, que ledit fruit & proufit n'appartint au pere. Auquel cas tout ledit heritage appartiendra audit enfant en propriété & vsufruit, sans que le pere y puisse rien prendre.

*De tuteurs & curateurs d'enfans mineurs.**ix.*

QVAND aucun pere ou mere decede, delaissez enfans mineurs, & en bas aage, leur doit estre pourueu par iuge competant, à la requeste du procureur du Roy, ou des procureurs fiscaux des lieux, de tuteurs & curateurs, les parens desdits mineurs, pource appelez & conuoquez, tant du costé du pere que de la mere. Lesquels tuteurs esleuz par lesdits parents, sont tenus d'accepter ladite tutelle, s'ils n'ont excuse legitime & raisonnable: prester le sermēt de bien administrer la tutelle, faire bon & loyal inuentaie des biens d'iceux mineurs, avec bōne & suffisante prisee faite par gens à ce connoissans, & qui ayent presté le serment: & de tout rendre bon compte & reliqua, apres ladite tutelle finie. x.

Garde noble & bourgeoise n'ont lieu, ne bail pareillement: mais doit estre pourueu aux mineurs de tuteurs & curateurs, en la forme que dessus.

*De Bastards, Aulbeins, Espaues, & biens vacans.**xi.*

LES bastards peuuent acquerir tous biens meubles & immeubles en fief, roture, ou en censue, & d'iceux disposer à leur volonté, tant par contracts, que par testament, & ordonnance de derniere volonté. xii.

Les enfans des bastards naiz en loyal mariage, leur succedent. xiii.

Les successions des bastards decedez sans hoirs procrez de leurs corps en loyal mariage, appartiennent aux hauts iusticiers, quand tels bastards ont esté naiz en leur haute iustice, & qu'ils y sont domiciliez & decedez, & leurs biens & heritages y assis: autrement competent & appartiennent au Roy, n'estoit que lesdits hauts iusticiers eussent priuilege au cōtraire. xiiii.

Les successions des aulbeins decedez és iustices desdits hauts iusticiers, soit qu'ils ayent hoirs de leurs corps en legitime mariage, ou non, appartient au Roy: sinon que les sieurs hauts iusticiers ayent tiltre au contraire. xv.

Bestes espaues & biens vacans appartiennent aux hauts iusticiers. xv.

Bastards & aubeins se peuuent marier, sans encourir les peines de formariage: & peuuent lesdits aulbeins disposer de leursdits biens entre vifs, ainsi que bon leur semble: mais n'en peuuent disposer par testament, sinon moderement pour leurs obseques & funerailles.

Couſtumes de Chaalons

De gens de main morte, ou de ſerue condition.

xvij.

CENS de condition ſeruite & de main-morte, peuuent donner, vèdre, & engager leurs meubles & heritages, & eux amortir à qui bon leur ſemble: pourueu qu'ils ne ſoient malades de maladie, dont apres ils ſeroient vrai-ſemblablement decedez. Mais par teſtament ne peuuent aucune choſe donner ne leguer de ce qui eſt en morte main, ſinon que iuſques à la ſomme de cinq ſols tournois. Peuuent bien toutesfois faire teſtament, & autremét diſpoſer ſains & malades, de ce qu'ils ne tiennent en main morte, ainſi qu'autres perſonnes franches. *xxviii.*

Homme ou femme de corps nō reclamez, ne pourſuyuis par les ſeigneurs, qui ont iouy de franchise & liberté par dix ans en la prouince, dont ils ſont hommes & femmes de corps, ont acquis par droit de preſcription franchise & liberté contre leur ſeigneur: tellement que ledit temps paſſé, ſe peuuent defendre contre leurdit ſeigneur, par le moyen de ladite preſcription. Mais ſi tels hommes ou femmes de corps ſ'eſtoient retirez furtiuement, ſont reputez ſerfs fugitifs, & n'ont par ledit temps, acquis franchise.

Des droits appartenants à gens mariez.

xix.

HOMME & femme conioints par mariage, ſont du iour de la benediction nuptiale, cōmuns en tous biens meubles, debtes, acqueſts & conqueſts immeubles, faits durant & conſtant leur mariage, qui ſe partiffent apres le decez de l'vn d'eux, entre le ſuruiuant, & les heritiers du decez, par moytié: ſinon qu'il y euſt traité de mariage au cōtraire. Et ſe payent les debtes par moytié, & les obſeqes & funerailles, & l'accompliſſement du teſtament ſur la part du decez. *xx.*

Et doit eſtre ledit partage fait eſgalement entre le ſuruiuant & l'heritier, ſans rien reſeruer, fors ſeulement au ſuruiuant ſes veſtemens, qu'il auoit de couſtume porter eſ iours de dimanches & moyennes feſtes, qui luy demeurent contre l'heritier du decez, hors part, & ſans en faire recompence audit heritier. Et quant aux autres habits dudit ſuruiuant, il les peut auoir, ſi bon luy ſemble, en recompensant l'heritier de la moytié d'iceux. *xxi.*

Le mary eſt repute ſeigneur des meubles, & conqueſts immeubles, durant & conſtant le mariage de luy & ſa femme, & en peut diſpoſer par donation, vendition, eſchange ou autrement entre viſs, ſans le conſentement de ſadite femme, & ſans fraude: mais par teſtament & ordonnance de derniere volenté, ne peut diſpoſer que de la moytié d'iceux. *xxii.*

Le mary durant & conſtant le mariage, a le gouuernement & adminiſtration des propres heritages de ſa femme: & peut diſpoſer des fruits d'iceux ſans le conſentement d'elle: mais en la propriete ne peut aucune choſe faire à ſon preiudice, ſans ſon conſentement. *xxiii.*

Le mary peut ſans le conſentement de ſa femme intenter toutes actions personnelles & poſſeſſoires, pour raiſon des heritages du propre de ſadite femme, ſans qu'elle ſoit en qualite. Peut auſſi intenter les actions reelles pour raiſon deſdits heritages: pourueu toutesfois qu'elle ſoit en qualite avec ſondit mary. *xxiiii.*

Femme mariee ne peut donner, vendre, ou autrement contracter ſans l'authorite & licence de ſondit mary, ſoit au preiudice de luy ou d'elle. *xxv.*

Toutesfois ſi elle exerce marchandie publique au veu & ſceu de ſon mary, eſt reputee authoriſee de ſondit mary, pour valablement contracter au fait de ladite marchandie: & en eſt ledit mary obligé pour ce regard, & en peut eſtre executé en ſes biens, ſinon qu'au parauant y euſt reuocation par luy publiquement ou en iuſtice, faite du pouuoir & adminiſtration de ſadite femme audit fait de marchandie. *xxvi.*

Femme mariee peut diſpoſer par teſtament de la moiſtié des meubles, acqueſts & conqueſts immeubles communs entre ſon mary & elle, ſans le conſentemét de ſondit mary, & pourueu que ce ſoit à perſonne capable. *xxvii.*

Homme ou femme ne ſe peuuent aduantagez l'vn l'autre par don, teſtament, ou autremét, directement ou indirectement, ne par perſonnes interpoſees. *xxviii.*

Entre deux conioints par mariage nobles, ou le mary ſeulement eſtant noble, la femme de quelque condition que ce ſoit roturiere ou ſeruite, le ſuruiuant d'iceux (pourueu qu'il n'y ayt enfans de mariage ou d'autre) gaigne & emporte, ſi bon luy ſemble, tous les biens meubles, & debtes actiues de la communauté, à charge de payer les fraiz des obſeqes & funerailles, & legs pitoyables, faits par le decez, qui ſont en deniers ou en meubles, & à payer pour vne fois, avec les debtes personnelles paſſiues. Et au regard du ſurplus du teſtament, il ſe paye par les heritiers dudit trespasſé, auſquels appartient le propre dudit decez: & entre eux & ledit ſuruiuant

suruiuant se partissent esgalement les acquests & conquests immeubles faits durant & constat leur mariage. Et est tenu ledit suruiuant opter & declarer, s'il veut accepter lesdits meubles, ou y renoncer dedans quarante iours apres que le decez dudit deffunct est venu à sa connoissance. Toutesfois où lesdites debtes prouieroient du fait du mary, il ne pourroit renoncer à prendre lesdits meubles pour se descharger desdites debtes, au preiudice des heritiers de la femme.

xxxix.

Personnes extraites de noble lignee, encores qu'elles viuent roturierement, peuuent neantmoins vser du benefice de ladite coustume, & se gouverner selon icelle, tout ainsi que fils viuoient noblement.

xxx.

Femme noble ou roturiere peut renoncer, si bon luy semble, à la communauté d'entre elle & son feu mary: la noble dedans trois mois, & la roturiere dedans six sepmaines apres le trespas de sondit mary: & sans qu'elle soit tenue de ietter la clef sur la fosse, & faire autre solennité, fors qu'elle est tenue en faire declaration en iustice en personne, ou par procureur specialement fondé. Et ne doit en ce faisant, soy immiscer és biens de ladite communauté, ne rié emporter d'iceux, fors les habillemens seulement, qu'elle auoit de coustume porter és iours de dimanches & festes communes: & est quitte en ce faisant, des debtes, dont elle pouuoit estre tenue, à cause de ladite communauté. Et où elle decederoit dedans ledit temps de trois mois, ou six sepmaines, respectiuellement peut son heritier faire pareille declaration dedans le temps qui reste desdits trois mois, ou six sepmaines.

xxxxi.

Et où se trouueroit que ladite femme auroit prins, transporté, ou recelé aucuns des biens d'icelle communauté, durant la maladie de son mary, ou depuis son trespas, doit estre priuee dudit benefice de renonciation.

xxxii.

Si aucuns deniers sont dōnez en mariage à vne fille ou femme, à la charge d'estre employez en heritages au proufit d'elle par son mary, pour luy sortir nature de propre, si le mary n'a employé lesdits deniers apres la dissolution dudit mariage, elle, ou ses heritiers doyuent prendre auant partage faire, sur les biens de la communauté, lesdits deniers entierelement, si la communauté le peut porter. Et où elle ne le pourroit porter, se doit prendre le surplus sur le propre & naissant du mary, ou ses heritiers, qui a deu faire ledit employ, & sans en faire aucune confusion pour ce regard.

xxxiii.

Entre nobles, la veufue apres le trespas de son mary, peut choisir l'une des maisons de son mary, telle que bon luy semblera, s'il y en a plusieurs: & s'il n'y en a qu'une (pourueu qu'elle soit suffisante pour en faire deux logis) doit auoir la moitié d'icelle maison seulement, telle qu'il luy plaira. Et si ladite maison ne se peut commodement diuiser en deux, la doit auoir entierelement, & iouyr de ladite maison par forme de douaire, tant qu'elle est en viduité seulement: & se remariant, retourne ladite maison aux heritiers du mary.

xxxiiii.

Quand l'un des conioints par mariage a aucun heritage propre chargé de rente, laquelle iceux conioints acquierent, elle est confuse tant que le mariage dure: mais apres la mort de celui auquel l'heritage estoit propre, le suruiuant prendra la moitié de la rente acquise pendant iceluy mariage, si bon luy semble. Mais ceux, ausquels aduendra ledit heritage chargé, pourront acquitter & racheter ladite rente, en remboursant la moitié de l'argent, avec la moitié des arrages escheuz depuis le trespas.

xxxv.

Fēme ayant enfant de son premier mary, ne peut disposer en maniere que ce soit, au proufit d'autre second mary, ou d'autres personnes, des aduantages & proufits nuptiaux, qu'elle a eu de son premier mary: & les doit entierelement garder aux enfans du premier mariage. Mais si elle n'auoit enfans dudit premier mariage, en peut disposer à son plaisir.

De don mutuel.

xxxvi.

DEux conioints par mariage, franchises personnes, estans sains de corps & entendement, quoy que soit, non malades de maladies, dont depuis vrai-semblablement seroient decedez, peuuent par don mutuel donner l'un à l'autre, & au suruiuant d'eux, tous les biens meubles, acquests & conquests immeubles faits constant leur mariage, & qui communs sont entre eux, pour en iouyr par le suruiuant des meubles en propriété, & à tousiours: & des conquests en vsufruit, la vie durant seulement, au cas toutesfois qu'il n'y ayt enfans dudit mariage, ou d'autre, suruiuant le premourant desdits deux conioints.

xxxvii.

Et est ledit suruiuant d'iceux conioints saisy des biens à luy donnez par ledit don mutuel: apres toutesfois qu'inuentaire aura esté fait par iustice des tiltres desdits conquests, & que ledit

Coustumes de Chaalons

suruiuant aura baillé caution suffisante aux heritiers dudit premier decedé, d'entretenir lesdits conquests immeubles en bon & suffisant estat: & iceux rendre quittes & deschargez des ar-
rages des cens & rentes foncieres, & autres redevances, dont ils seroient chargez. Et en ce cas
pourra former complainte, mesmes contre les heritiers du predecédé: & iouyra en baillant
caution ausdits heritiers des fruits desdits heritages donnez pendant le proces. xxxviii.

Le suruiuant prenant les choses à luy donnees par don mutuel, est tenu payer les debtes
personnelles & mobilières du deffunct, les fraiz des obseques & funerailles, & accomplir son
testament pour le regard des legs mobilières.

De Douaires.

xxxix.

Tout douaire est coustumier ou prefix. xl.
Douaire prefix, est celuy qui est accordé par le traité de mariage, soit en deniers, herita-
ges, assignations de rente, ou autre chose promise en contractant le mariage. xli.

Douaire coustumier, est celuy qui est donné par la coustume, au cas seulement que douaire
prefix n'ayt esté accordé par le contract de mariage. Et est tel douaire coustumier de la moitié
des heritages qui appartiennent au mary, au iour de la celebration du mariage, & benediction
nuptiale, & moitié des heritages venus & escheuz à iceluy mary par succession en droite li-
gne, constant & durant ledit mariage. De laquelle moitié ladite femme iouyst sa vie durant, &
par vsufruit seulement. xlii.

Douaire tant prefix que coustumier cōmence à auoir lieu du iour de la dissolution du ma-
riage. xliii.

Douaire prefix fait cesser douaire coustumier, sinon que par contract de mariage le choix
fust baillé à la femme d'opter celuy qu'elle voudroit, prefix ou coustumier. Auquel cas est te-
nue d'opter dedans trois mois apres le trespas de son mary, si elle est noble: & dedans quarante
iours, si elle est roturiere. Et si elle opte l'un des deux, encores qu'elle fust mineure, pourueu
toutesfois qu'elle estant mineure, ayt fait l'option par l'aduis de deux ses prochains parens, ou
de deux amis en defaut de proches parens, ne peut varier, & retourner à l'autre. xliiii.

En heritages escheuz au mary par succession en ligne collaterale, durant & constant ledit
mariage, la femme n'a aucun douaire. xlv.

La femme est vestue & faisie de son douaire, soit coustumier ou prefix, incontinent apres le
decez du mary: & peut pour iceluy former complainte en cas de nouuelleté, tant contre les
heritiers de son mary, que autres. xlvi.

N'est besoin de demander en iugement le douaire prefix: & courent les arrages d'iceluy
dés le iour du decez, encores que la femme ne les ayt si tost demandé. xlvii.

Douaire ne se prescrit, sinon par trente ans, entre maieurs. xlviii.

Les femmes sont priuilegees pour leurs douaires, & preferrees à tous autres creâciers, pour
debtés contractées, depuis le mariage, soyent hypothequaires, priuilegees, ou autres. xlix.

L'heritier & la douairiere partissent ensemblement les heritages affectez aux douaires, qui
se peuuent commodement partir. Et iouyst la douairiere de sa part separemēt & à diuis, si bon
luy semble: & si l'heritage ne se peut partir, se doit bailler à ferme par ledit heritier & douairie-
re ensemblement, qui en reçoquent les deniers de la ferme chascun par moitié. l.

La douairiere fait le partage, & l'heritier choisist. li.

Femmes tenans heritages en douaire, sont tenues comme vsufructuaires, de les entretenir
leurs vies durans, & pour leur part: si sont maisons & edifices, de menues reparations: & le pro-
prietaire de grosses reparations, comme de maçonnerie & charpenterie. lii.

Et si ledit douaire est en terres, prez, bois, & iardins, & pareils heritages, la douairiere les
doit entretenir en labour & valeur, & les acquiter & descharger des cens & rentes anciennes
& foncieres, pour le temps que ledit douaire a lieu. Et en la fin d'iceluy les rendre en bon estat,
franches & quittes des arrages de ladite rente & cens. liii.

Ladite veufue pour les heritages qu'elle tient en douaire, estans en fief, doit porter les char-
ges de l'arriereban, & les en acquiter pour le temps que le douaire a cours. liiii.

Si les heritages tenus en douaire, estoient prests à despouiller lors du trespas de ladite dou-
airiere, ce neantmoins le propriétaire doit auoir la despouille de l'heritage en l'estat qu'il est,
en rendant aux heritiers de ladite douairiere, les labours, semences & impenses: ou bien doit
permettre qu'ils cueillent les fruits dudit heritage. li.

L'heritier du mary doit releuer du seigneur feodal l'heritage, duquel la moitié appartient à
la veufue

*l. 50. Fallit
si est minor
25. annis, quis
ipsa potest sup-
plicare iudici
ut fiat per ar-
bitrum: vel
etiam contra
eam supplica-
ri potest ne
restituatur in
integrum.
C.M.*

la veufue en douaire, & par vſufruit: & l'acquiter de tous proufits enuers le ſeigneur feodal. Et a faute d'auoir ce fait, eſt tenu de tous dommages & intereſts enuers elle. lvi.

Et neantmoins où ledit heritier ſeroit reſulant de ce faire, peut ladite veufue releuer ledit fief, & en payer les droits & deuoirs: deſquels elle a recours contre ledit heritier, qui en eſt tenu, & de tous dommages & intereſts. lvii.

Si le mary aliene aucuns heritages chargez de douaire, ſans le conſentement de ſa femme, il eſt loifible à ladite femme apres le decez de ſon dit mary, pourſuyuir les detenteurs deſdits heritages pour ledit douaire, ſauf auſdits detenteurs leurs recours contre l'heritier du mary. Et peut ladite veufue agir perſonnellement contre l'heritier, & hypothequairement contre le detenteur, ſans diſcution preallable. lviii.

Et ſi le mary vend les heritages, ſur leſquels eſt assigné le douaire de ſa femme, ſi ladite femme conſent ladite vendition, & renonce expreſſement au droit qu'elle y a, elle doit eſtre recôpenſee ſur les autres heritages de ſon mary: ſinon que les deniers de l'heritage vendu fuſſent tournez au proufit de la communauté. Et où les autres biés du mary ne ſeroient ſuffiſans pour la recompenſer, la fortune en doit tumber ſur elle.

De compagnie & ſociété de biens.

lix.

SI l'un des conioints par mariage tient & poſſede les biens de ſes enfans par an & iour apres le decez du premier mourant, ſans en faire inuentaire ou partage & diuiſion, ou choſe equipolent, leſdits enfans peuuent demander communauté de tous les biens meubles & cōqueſts faits depuis le mariage conſommé. Et ſi mieux ayment, peuuent demãder la ſucceſſion du defunct ſous l'eſtimation commune, ſ'il n'y a traicté ou conuenance au contraire: & ſ'il y a inuentaire fait, clos & affermé dedans ledit temps par ledit pere ou mere ſuruiuant, en ce cas ne demeurera aucune ſociété & communauté de biens entre ledit pere ou mere, & enfans. Et ne ſera ledit ſuruiuant tenu bailler à ſedits enfans, que la portion à eux eſcheuë deſdits biens, ſuyuãt le contenu audit inuentaire. lx.

Et ſi le ſuruiuant ſe remarie ſans faire ou auoir fait leſdits inuentaire ou partage & diuiſion entre ſes enfans ou heritiers du premier decedé, tous les biens demeurent communs, & d'iceux ſeront faites trois parts, dont le mary aura l'une, les enfans ou heritiers du premier licé, l'autre, & la ſeconde femme ou ſes hoirs l'autre tierce partie: ſuppoſé que l'un d'eux y ayt aſſez ou peu apporté. Et encores eſt il en l'election deſdits enfans, ou heritiers de demander la portion de leur predeceſſeur, ou la quantité & valeur d'icelle par commune eſtimation, eu eſgard au temps du decez, comme dit eſt. lxi.

Quãd vne perſonne veufue, qui a enfans, ſe remarie à autre perſonne veufue, qui a auſſi enfans, leſquels demeurent avec eux en ſociété, a faute d'auoir fait inuentaire, partage & diuiſion, ou choſe equipolent, comme deſſus: le proufit ſe partift en quatre parts, de ſorte que chaſcune maniere d'enfans emporte vn quart, & le pere & la mere chaſcun vn autre quart. lxii.

Hors ledit cas, ſociété de biens n'a lieu, ſi elle n'a eſté expreſſement accordee.

De Donations.

lxij.

Toute perſonne aagee, & vſant de ſes droits, peut donner entre viſs tous ſes meubles & acqueſts immeubles, & ſon naiſſant, ſoit fief ou roture, à quelque perſonne que ce ſoit, capable, pourueu qu'il n'y ayt enfans. Et où il y auroit enfans, peut donner ſedits meubles & acqueſts immeubles, avec le tiers de ſon naiſſant, ſoit en fief ou en roture ſeulement: reſeruee auſdits enfans la querele d'inofficieuſe donation. Et ne peut donner les deux autres tiers de ſedits heritages de ſon naiſſant, au preiudice de ſes enfans. lxiii.

Donner, & retenir, ne vaut, ſi le donateur decede poſſeſſeur des choſes donnees, ſans en auoir fait deliurance ou acte equipolent à icelle, comme par retétion d'vſufruit, precaire ou autrement. Mais peut bien le donnataire agir par action perſonnelle a lencontre du donateur viuant: afin d'auoir deliurance de la choſe par luy donnee. Et ſi le donateur mouroit en la poſſeſſion de la choſe donnee, auant l'action intentee, telle donation ne vaut aucunement: & ne peut le donnataire agir en vertu d'icelle perſonnellement ne autrement a lencontre de l'heritier. lxv.

Toutesfois en donation faite en faueur de mariage, par celuy, auquel le donnataire doit ſucceder, incontinent le mariage conſommé, le donnataire eſt réputé veſtu & ſaiſi de la choſe donnee, encores qu'il n'y ayt reelle deliurance, ou choſe equipolent à icelle. lxvi.

En donation, ſucceſſion, & autres moyens d'acquiſitions, les choſes ſe gouernent ſelon la couſtume des lieux où elles ſont aſſiſes, & non des lieux, où les parties ſont demeurantes.

XX

1.61. Hoc eſt valde captioſum ſecundum diuerſitatem caſuum. Ideo intelligitur ſi filij eligunt ſocietate, quia ex omiſſa poſſunt petere redditionē rationū. C.M.

Couſtumes de Chaalons

De Teſtaments.

lxvij.

Avant qu'un teſtament puiſſe eſtre reputé ſolennel, eſt requis qu'il ſoit eſcrit & ſigné de la main du teſtateur, ou paſſé par deuant deux notaires, ſoient d'Egliſe ou de cour laye : ou par deuant vn notaire, en preſence de deux teſmoings: ou par deuant le curé de la paroiſſe du teſtateur, ou ſon vicaire general, auſſi en preſence de deux teſmoings: ou du maire, bailly, preuoſt de la iuſtice ordinaire dudit lieu, ou du greffier de ladite iuſtice, & l'un d'eux, auſſi en preſence de deux teſmoings: ou que le teſtateur ayt déclaré ſa volonté en preſence de quatre teſmoings, tous iceux teſmoings idoines & ſuffiſans, non legataires, & n'ayants intereſt audit teſtament: & que ledit teſtament ayt eſté dicté ou nommé par iceluy teſtateur auſdits notaires, tabellions, curez, vicaires, preuoſts, baillifs, maire ou greffier, en preſence deſdits teſmoings, & ſans ſuggeſtion d'aucune perſonne: & depuis à luy releu, auſſi en preſence d'iceux teſmoings: & qu'il ſoit faite mention audit teſtament, comment il a eſté ainſi dicté, ou nommé & releu.

lxviii.

L'age pour pouuoir faire teſtament, eſt aux maſles de vingt ans, & aux femelles de dix-huit ans accomplis, pour diſpoſer de leurs meubles, acqueſts, & conqueſts immeubles. Mais pour pouuoir diſpoſer de leur naiſſant, faut qu'ils ayent atteinſt l'age de vingt-cinq ans, tât maſles que femelles. Et où ils n'auroient aucuns meubles, ou cōqueſts immeubles, ou qu'il en euſſent ſi peu, qu'ils ne deuffent venir en conſideration, & n'euffent que naiſſant, leſdits maſles aagez de vingt ans, & les femelles de dix-huit ans, comme deſſus, pourront diſpoſer du tiers de leur naiſſant, & pour cauſes bonnes & raiſonnables. Toutesfois où leſdits maſles ou femelles feroient mariez au parauant ledit aage de vingt ans, ou dix-huit ans, pourront teſter de leurs meubles, conqueſts, & acqueſts immeubles, & tiers de leurdit naiſſant, tout ainſi que ſils auoient atteinſt ledit aage de vingt ans, ou dix-huit ans, en la maniere que deſſus, & non autrement.

lxix.

Inſtitution d'heritier n'a lieu, qui eſt à dire qu'elle n'eſt neceſſaire pour la validité du teſtament. Pareillement en conſequence n'a lieu exheredation: toutesfois pour les cauſes de droit, on peut priuer de ſa ſucceſſion ceux, auſquels elle pourroit appartenir.

lxx.

Toutes perſonnes franches aagees, comme dit eſt, peuuent diſpoſer par teſtament & ordonnance de derniere volonté, au proufit de perſonnes capables, de tous leurs meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, & du tiers de leur naiſſant, ſoit en fief ou roture, & ſoit qu'ils ayent enfans ou non: reſeruee aux enfans la querele du teſtament inofficieux, ſelon la raiſon eſcrite.

lxxi.

Nul ne peut eſtre heritier & legataire enſemble.

lxxii.

Legataire ne ſe peut dire ſaiſi des choſes à luy leguees: mais en doit demander la deliurance à l'heritier, ſi le leg eſt en immeubles: ou à l'executeur, ſi eſt en meubles. Et peut demâder ledit leg par action perſonnelle, hypothequaire, & de reiuendication.

lxxiii.

Si l'un des deux conioints par mariage legue à aucune perſonne quelque piece de meuble en eſpece, qui eſtoit commune entre leſdits conioints, tel leg vaudra: & eſt tenu l'heritier du teſtateur recompenser le ſuruiuant de la moitié dudit meuble, ſinon que ce fuſt meuble precieus, & auquel le ſuruiuant euſt affection, pour eſtre venu de pere en fils, ou autre bonne & notable cauſe. Auquel cas ledit ſuruiuant le pourra auoir entierement en payant au legataire l'eſtimation d'iceluy.

lxxiiii.

Executeurs de teſtament ſont ſaiſis des meubles du defunct par an & iour, apres inuentaire fait, iuſques à la concurrence de ce qui eſt liquide par ledit teſtament: & à la charge d'accōplir le contenu en iceluy, & rapporter quittance & deſcharge à l'heritier.

lxxv.

Et ſi les biens meubles ne ſuffiſent pour ſatisfaire à l'accompliſſement dudit teſtament, il eſt loiſible auſdits executeurs (apres ſommation deuement faite à l'heritier) & à ſon refus, faire vendre par autorité de iuſtice, quelque heritage de ladite ſucceſſion pour ſatisfaire à ladite execution, & iuſques à la concurrence de ce que monte le liquide dudit teſtament: & ce le plus commodement que faire ſe pourra: tant pour recouurer deniers promptement, que pour le bien & vtilité de l'heritier.

lxxvi.

Toutesfois eſt loiſible à l'heritier de mettre és mains dudit executeur la ſomme, à quoy monte ce qui eſt liquide audit teſtament, ou biens meubles exploitables, pour en retirer ladite ſomme: & en ce faiſant demeure ledit heritier ſaiſi de l'entiere ſucceſſion dudit defunct: & peut empescher la confection dudit inuentaire, qui doit eſtre fait ſeulement de ce qui eſt delaiſſé aux executeurs.

lxxvii.

Mais

Mais où le testateur auroit fait quelques legs particuliers à ses heritiers presumpifs, delaisse le surplus de ses biens aux pauvres, ou pour distribuer à œuvres pitoyables: en ce cas l'article precedant n'auroit lieu: ains doit demeurer ledit executeur saisi iusques à l'entier accomplissement dudit testament.

De Successions.

lxxvij.

LE mort saisist le vif, son plus proche & habile heritier à luy succeder, soit en ligne directe ou collaterale.

lxxix.

L'heritier simple exclut l'heritier par benefice d'inventaire, encores qu'il fust le plus prochain, en venant dedans l'an, que ledit heritier par benefice d'inventaire aura presenté ses lettres.

lxxx.

Si pere ou mere, ayeul ou ayeule, ou autres ascendans, vont de vie à trespas, leurs enfans, & enfans de leurs enfans, soient fils ou filles, leur succedent esgalement en tous leurs biens, & heritages roturiers, d'acquest ou de naissant.

lxxxii.

Representation a lieu en ligne directe infiniment, tant en fief, qu'en roture, & viennent les enfans à la succession de leur ayeul, ou ayeule par souches & non par teste: soit avec leurs oncles, ou avec leurs cousins germains, iceux oncles precedez. Et ne prennent plusieurs enfans de l'un des freres en ladite successiō plus que fait l'enfant seul & unique de l'autre frere: lequel entierement préd tout ce qu'il eust prins en icelle successiō, s'il eust suruecu.

lxxxiii.

1 En ligne collaterale representation a lieu iusques aux enfans des freres & sœurs¹ inclusivement, suyuant la raison escrete.

lxxxiiii.

2 Enfans de plusieurs freres & sœurs viennent à la succession de leurs oncles & tantes par representation de leurs peres ou meres, avec leurs autres oncles & tantes, par souches, & non par testes. Mais si lesdits oncles & tantes estoient precedez, tous y viennent de leurs chefs: & partissent ladite succession par testes, & non par souches.

lxxxv.

Si aucun va de vie à trespas sans hoirs procrez de son corps, ses pere, mere, ayeul ou ayeule, ou autres ascendans luy succedent en meubles, & acquests immeubles, & non en ses propres, qui ne remontent, sinon es cas, dont cy apres est faite mention.

lxxxvi.

Si le defunct ne delaisse pere, mere, ayeul, ou ayeule, ou autres ascendans, ses freres, sœurs, cousins & cousines, & autres plus prochains collateraux successivement, & selon leur ordre & degré de proximité luy succedent esdits meubles, acquests & conquests immeubles. Et quant aux heritages venans de naissant, les plus proches du costé & ligne, dont ils viennent (encores qu'ils ne soyent les plus proches de parenté) luy succedent, & apartiennēt les biens paternels aux heritiers paternels: & les biens maternels aux heritiers maternels.

lxxxvii.

Les biens sont estimez paternels ou maternels, pour appartenir aux lignagers paternels ou maternels, quand ils viennent du costé & ligne des peres ou meres, encores qu'ils ne viennent de la souche commune, qui est à dire, de pere, mere, ayeul ou ayeule, dont sont descenduz lesdits lignagers: en maniere que les biens acquis par le pere, qui sont propres à son fils, retournēt par le decès dudit fils à l'oncle paternel, & non à la sœur vterine: & est le semblable des biens acquis par la mere, qui doyuent retourner à l'oncle ou tante maternels, & non aux freres ou sœurs paternels.

lxxxviii.

Si pere ou mere auoyent donné à leurs enfans aucuns deniers en mariage, ou autrement, pour estre employez en heritage, qui leurs seroient propres, iceux pere & mere succedent à leurs enfans audit heritage acquis desdits deniers, comme estans propres conuentionnels, & non naturels desdits enfans.

lxxxix.

Et le pareil a lieu, si aucuns heritages auoyent esté donnez en espece ausdits enfans, tels heritages par le decès desdits enfans retournent au pere ou mere, qui les ont donné.

lxxxix.

Freres & sœurs conioints de pere ou mere seulement, succedent à leurs freres & sœurs en meubles & acquests immeubles, avec leurs freres & sœurs cōioints de pere & mere audit defunct,³ & chascun d'eux en ce qui est de leur naissant.

xc.

Quand il y a diuers heritiers, les vns succedans es meubles & acquests, & les autres au naissant paternel ou maternel, lesdits heritiers sont tenus chascun pro rata de la valeur des biens qu'ils prennent de la succession dudit defunct, de contribuer aux fraiz des obseques & funeraillies, accomplissement du testament, & debtes dudit defunct.

xci.

Quand aucun va de vie à trespas, ayant cousins germains, ou autres collateraux plus remots, tous en pareil degré, lesdits cousins germains, ou autres collateraux successivement par ordre en pareil degré de proximité, luy succedent par teste, & esgalement es meubles

XX ij

1. 82. scilicet ipsius defuncti, ut illi representantes sint nepotes collaterales ex fratre vel sorore germanis defuncti. Mais les cousins germains ne representent & ne viennent à concurrēce avec les oncles ou tantes du defunct. ut 1565. cuius Catalaunēsi respondit. Idē de omnibus similibus consuetudinibus. C. M.
2. 83. Ergo in re proprio pro ratione. ff. Et non iure representationis. C. M.

3. Ergo dupliciter vinculi non est in consideratione sub hac consuetudine, sicut nec Parisiis ut ibi dicitur xi. §. 154. C. M.

Couſtumes de Chaalons

& acquests, & retourne toujours le naiffant du coſté dont il vient, comme deſſus. Auquel pareillement les couſins & autres collateraux y venans de leur chef, & non par representation ſuccedent par teſte & eſgalement. xcii.

En ligne colaterale hors les degrez de representation, ſil y a ascendans & descendans colateraux en meſme ligne & degre, venans à la ſucceſſion d'aucuns leurs parens, comme grands oncles & petits neueuz, en ce cas ſuccedent eſgalement. xciii.

Si aucun va de vie à trespas ſans heritiers habiles à luy ſucceder, les biens ſont reputez vacans: & les peut le haut iuſticier du lieu, où ils ſont aſſis, faire ſaiſir & regir par commiſſaires, qui ſont tenus en faire inuentaire. xciiii.

Si dedans les dix ans que le ſeigneur haut iuſticier aura mis en ſes mains leſdits biens comme vacans, apparoiſt aucun heritier, le ſeigneur eſt tenu de luy faire deliurance deſdits biens, tant meubles, immeubles, que fruits deſdits immeubles, verifiant & prouuant, qu'il eſt parent, & habile à ſucceder au defunct, en payant auſſi audit ſeigneur les fraiz raisonnables, qu'il aura faits pour la conſervation deſdits biens. Mais apres les dix ans paſſez, ledit ſeigneur n'eſt tenu rendre oompte audit heritier des meubles, ne des fruits deſdits immeubles: ains ſeulement luy delaiſſer la poſſeſſion vacue d'iceux immeubles. Et apres vingt ans, n'eſt ledit heritier receuable à demander leſdits biens: ains demeurent audit ſeigneur, ſinon que ledit heritier fuſt mineur, furieux, ou abſent pour cauſe neceſſaire. Auquel cas luy doit eſtre entierement rendue la ſucceſſion dudit defunct. xcv.

Quand vn ſeigneur, ou pluſieurs ſeigneurs hauts iuſticiers, prennent les biens d'aucuns defuncts à faute d'heritiers, ſont tenus d'accôplir le teſtament, & payer les debtes dudit defunct, chaſcun pour telle part & portion qu'ils ont prins deſdits biens: mais n'en ſont tenus outre la valeur d'iceux. xcvi.

Les heritages de naiffant ne ſont reputez vacans, quand le defunct n'ayant descendans ou collateraux du coſté & ligne, dont procedent leſdits biens, a delaiſſé pere, mere, ayeul, ou ayeule, ou autre ascendant: & remontent les heritages du naiffant en ce cas, pour exclure les ſeigneurs hauts iuſticiers. xcvii.

Pareillement ſi le defunct n'a delaiſſé aucuns collateraux du coſté & ligne, dont procedent leſdits heritages de naiffant, ne pere, ne mere, auſquels ils puiſſent remonter: ains autres parés, qui ne ſont du coſté & ligne dont viennent leſdits heritages, en ce cas leſdits heritages ne ſont reputez vacans: ains appartiennent audit parent, qui en exclud le haut iuſticier. xcviii.

*l. 97. Etiam
ſiſcō regium,
ut dixi in cō-
ſuet. Pariſi. §.
145. C. 24.*

Le fils ainſé, qui par la couſtume prend plus que les puisnez en fief, ou le maſle, qui prend autant que deux filles, n'eſt tenu des debtes de ſes pere & mere, plus que le puisné, ne ledit maſle plus que les femelles: ſinon és charges foncieres & anciennes, deſquelles l'heritage (où ſe prend ledit preciput & aduantage) eſt chargé, qui doyuent ſuyure ledit heritage: & conſequément tumber en la charge dudit ainſé ou puisné ſeul, pro rata dudit preciput. xcix.

S'il y a biens vacans en diuers lieux, chaſcun ſeigneur haut iuſticier doit auoir ceux qui ſont en la ſeigneurie & haute iuſtice, tant meubles que immeubles: & en ce cas ne ſuyuent le domicile.

De raport, qui ſe doit faire en partage.

c.

Pere ou mere, ayeul ou ayeule, ne peuuent aduantager leurs enfans l'un plus que l'autre: & ne peuuent defendre qu'ils ne raportent les vns aux autres ce qu'ils leur auroient donné, ſoit qu'ils ſe vueillent porter heritiers, ou ſe tenir à ce que leur auroit eſté donné: & à quelque tiltre qu'ils le vueillent retenir, ſont tenus de porter les debtes, comme leurs autres freres & ſœurs: toutesfois ne ſont tenus rapporter les fruits des heritages, ny les proufits des deniers donnez. cj.

Toutes choſes donnees par pere, mere, ayeul ou ayeule à leurs enfans, ſoit puremēt & ſimplement, ou par aduancement d'hoirie, par mariage ou autrement, doyuēt eſtre rapportees par leſdits enfans. cii.

Ce qui a eſté donné par pere, mere, ayeul ou ayeule, de deniers communs, meubles, & conqueſts immeubles, enſemblement ſe doit rapporter par leſdits enfans, moitié en la ſucceſſion du pere ou ayeul, & l'autre moitié en la ſucceſſion de la mere ou ayeule. Et ſi auſdits enfans eſt donné par leſdits pere ou mere heritage, qui fut de leur propre, tel heritage doit eſtre entierement raporté à la ſucceſſion de celui qui l'a donné, & auquel ledit heritage eſtoit propre: & en ce cas ſemblable, où le pere apres le deces de la mere, où la mere apres le deces du pere, auroit

auoit donné à l'un de ses enfans deniers, meubles, ou heritages, soit en mariage ou autrement, iceluy enfant doit rapporter ledit meuble ou heritage entierement, s'il veut venir à la succession de ledits pere ou mere, qui luy auroient fait ledit don. ciii.

Heritages donnez doyuent estre raportez en espece, s'ils sont en la possession des donataires: ou si par dol ou fraude ils ont delaisé à les posseder, en leur payant les meliorations & impenses viles & necessaires: sinon doit estre rapportee la iuste valeur & estimation d'iceux, eu esgard au temps de la donation, n'estoit que les donataires les eussent vendus à plus haut pris, pour l'augmentation de la chose prouenant par le temps, & sans leur industrie. ciii.

Fils ou filles mariez par leur pere, mere, ou autres ascédans, sont tenus en venant à leur succession rapporter les robes & habits nuptiaux, ioyaux & trousseaux donnez en fiançailles & depuis: comme draps, lits, menages & autres choses. Mais ne sont tenus de rapporter les fraiz & despence faits pour leurs fiançailles & nopces, soit en banquets ou autrement. cv.

Pareillement enfans ne sont tenus rapporter les deniers desbourlez par leursdits pere, mere, ou autre ascendant, pour nourriture, ou pour entretenement aux armes pour le seruire du Roy: pourueu toutesfois qu'ils ayent esté faits moderement, & selon leur qualité, & au parauant qu'iceux enfans fussent mariez, ou qu'ils eussent attainit l'age de vingt-cinq ans: ne pareillement deniers desbourlez pour entretenement & institution és arts liberaux ou mechaniques: ou pour acquerir de degré esdits arts liberaux, & iusques au degré de Licence inclusiuement seulement. cvi.

Toutesfois sont iceux enfans tenus de rapporter les deniers aduancez & employez par leurdit pere ou mere pour payement de rançon, achat d'office, & pour acquerir de degré és arts liberaux, apres le degré de Licence, ou pour maistrise és arts mechaniques. cvii.

Biens donnez par parens en ligne collaterale ne sont suiets à raport, en venant par les donataires à leur succession: sinon qu'ils les eussent donné à ceste charge.

De la difference & qualité des biens meubles, acquest, & de naissant.

cviij.

Tout ce qui se peut mouuoir & transporter de lieu à autre, sans fraction & rupture d'iceluy, des huis ou fenestres des lieux où il est, est réputé meubles: comme bahuts, coffres, chalits, dresseors, bancs, tables, lambriz de maison, & parements de manteaux de cheminees, tenants à crochet ou verins seulement: cuues, chantiers, & moulins à bras, qui se peuuent dessembler. cix.

Mais toutes choses de maison, tenans à fer, clous, cheuilles, sable ou plastre, & qui ne se peuuent mouuoir ne transporter sans fraction ou rupture, sont reputees immeubles, & du lieu où elles sont assises. Pareillement toutes choses destinees à usage perpetuel d'heritages, comme pressoir, instruments & fournitures d'iceluy, huillerie, cuues de cuyure à tainurier, & cuues à thanneurs assises en terre, artillerie seruant à la garde d'une place, chasteau ou forteresse, & autres semblables, sont reputez immeubles. cx.

Tous fruits pendans par les racines sont reputez immeubles, & estre de l'heritage. cx.

Toutesfois entre deux conioints par mariage ou parsonniers, bleds ensemencez & couverts, prez apres la my May, vignes & autres fruits apres la sainct Iean, seront partagez comme meubles. Et au parauant lesdites saisons, seront partagez pro rata du temps, que le mariage a duré. cxii.

Poissōs en estāgs apres trois ans, ou estāns en huges ou sauuoirs, sont reputez meubles. cxiii.

Bois taillis, ou saulsayes apres le temps de la couppe accoustumee, sont aussi reputez meubles. cxiiii.

Toutesfois entre conioints par mariage lesdits poissons, bois taillis, ou saulsayes, au parauant ledit temps de la pesche ou couppe ordinaire, se diuisent pour portion du tēps que le mariage a duré. cxv.

Loyers de maisons & heritages, tant à pris d'argent, que moisson de grain, & arerages de rentes constituees à pris d'argent, sont reputez meubles, apres que le terme est escheu. Toutesfois entre conioints par mariage, ou parsonniers (encores que le terme ne soit escheu) se partissent pro rata du temps que le mariage a duré, comme dessus. cxvi.

A celuy, à qui appartient vn heritage, où il y a arbres fruitiers, appartiennent les fruits desdits arbres. Et n'est loysible à autre cueillir, prendre, & transporter lesdits fruits, s'il ne plaist au propriétaire, soit que lesdits heritages soient en villes ou hors villes: excepté toutesfois entre conioints par mariage, qui se partissent comme dessus. cxvii.

Heritage donné à quelque personne que ce soit, est réputé acquest: sinon que ledit heritage

fust donné par pere ou mere, en auancement d'hoirie, ou qu'il fust donné par autre parent, auquel le donnataire deuoit succeder. Auquel dernier cas est reputé naissant procedant du costé & ligne de celuy qui l'a donné pour telle part & portion, que le donnataire luy deuoit succeder seulement. Et pour le surplus, doit estre reputé acquest. cxviii.

Heritage acquis par le mary seul, est neantmoins reputé cōquest entre luy & sa femme, encores que la femme ne fust nommée au contract, & que le mary seul s'en fust fait saisir, sans faire mention de la femme. cxix.

L'heritage acquis par eschange est de pareille nature & qualité que l'eschange d'acquest ou de naissant, si l'eschange estoit tel. Mais entre deux conioints par mariage, où il y auroit soultre, l'heritage acquis par contreschange, appartient du tout à celuy, auquel appartient l'heritage eschangé, en rebourfant l'autre cōioint ou son heritier, de la moitié des deniers de la soultre. cxx.

Heritages prins à fircens perpetuel, rente viagere, tiltre d'emphyteose, bail à longues années ou à louage, sont reputés acquests au preneur d'iceux. Et où tel preneur seroit marié au temps de ladite prinse, en ce cas la femme prend la moitié, ou les heritiers, d'elle apres son deces: aux charges toutesfois & conditions apposees au contract sur ce passé. Et sans pour ce preiudicier aux bailleurs ou seigneurs directs. cxxi.

Rentes constitues à pris d'argent sont reputées immeubles, iusques à ce qu'elles soient rachetees: & sont rachetables, encores que l'acquisition soit faite pour tousiours. cxxii.

Toute personne vsant de ses droits, peut vendre & aliener tous ses meubles, acquests, & conquests immeubles: & generalement tous ses heritages de naissant, sans le vouloir & consentement de ses heritiers, fors la femme mariee: laquelle ne peut aucunement disposer desdits meubles & heritages, sans le consentement de son mary: excepté par testament, comme dit est dessus.

De saisines & censives.

VEst ou deuest, n'est requis par la coustume, & peut l'acquireur prédre la possession de fait, par le consentement du vendeur: & en ce faisant, se dire propriétaire vestu & saisi de l'heritage par luy acquis: & pour iceluy former complainte, où il seroit troublé pour ladite possession, sans ce que le védeur soit tenu se deuestir desdits heritages és mains de la iustice fonciere, ne l'acheteur s'en faire vestir ou ensaisiner, sinon pour vendition d'heritages chargez de cens, portans lots, ventes, saisines, & amendes. Auquel cas l'acheteur est tenu soy faire vestir par le seigneur, ou la iustice, & payer le droit de vente dedans quarante iours apres ladite vendition. cxxiii.

N'est pareillement requis vest ne deuest en prinse d'heritage à quelque tiltre que ce soit, ny en acquisition de rente: ains par la tradition des lettres de bail ou constitution, sont les heritages & rentes acquises, tant pour la propriété que possession, sinon que telles rentes fussent infeodees, assignees & constitues sur aucun fief du consentement du seigneur feodal. Auquel cas seroit requis en estre receu par le seigneur feodal, & luy en auoir payé les droits seigneuriaux. cxxv.

L'acheteur d'heritage roturier doit au seigneur foncier le droit de vente, qui est le douzieme denier du pris principal: reseruees toutesfois aux seigneurs, & à leurs suiets respectiuement, leurs conuentions particulieres, si aucunes en ont, ou pour plus ou pour moins. cxxvi.

Quand le seigneur fait saisir les heritages de son suiuet: pour cens nō payez, & ledit suiuet s'oppose, est tenu de nantir & consigner ledit cens pour la derniere année seulement: & en ce faisant doit auoir main leuee de l'heritage, demourants les parties en proces pour les arrerages du cens des autres années precedentes. cxxvii.

Rentes constitues sur fief sont reputées roturieres, si elles ne sont infeodees. cxxviii.

Celuy qui par default d'auoir la derniere année possédé & iouy paisiblement d'aucuns heritages, cens, rentes, ou autres droits incorporels, n'est receuable pour raison d'iceux à intenter complainte en cas de nouuelleté. Si toutesfois au parauant, & depuis dix ans, & par la plus grande partie dudit tēps, il a iouy paisiblement, soit continuellement ou par interual desdites choses, encores qu'il ne soit fondé en tiltre, neantmoins est bien receuable d'intéter le cas de simple saisine: afin d'estre remis en la possession qu'il auroit perdue. cxxix.

S'il aduient qu'un heritage chargé de censive, portant lots & ventes, soit vendu à rachat iusques à certain temps, le seigneur censier incontinent sera payé des lots & ventes d'icelle vendition: mais si le vendeur rachete son heritage dedans le temps accordé, il n'y aura lots ne ventes pour ledit rachat: toutesfois si la faculté dudit rachat auoit esté donnée quelque tēps apres ladite

ladite vendition: en ce cas le seigneur censier aura lots & ventes dudit rachat, comme si l'heritage auoit esté vendu de nouuel.

De rentes & hypotheques.

cxxx.

L'acheteur d'aucune rente se peut adresser pour le paiement d'icelle, contre les detenteurs des heritages obligez pour ladite rente: affin de les faire declarer affectez & hypothequez à ladite rente, & les faire vendre pour les arrerages, & à la charge du cours & continuation d'icelle, sans qu'il soit besoin de faire discussion sur l'obligé, ou ses heritiers. cxxxxi.

Peut aussi ledit acheteur poursuiuir personnellement celuy qui a constitué ladite rente, ou ses heritiers pour les arrerages d'icelle. Et, si l'est detenteur de l'heritage obligé, le poursuiuir personnellement & hypothequairement: & pareillement celuy de ses heritiers, qui est detenteur desdits heritages, ou de portion d'iceux, personnellement & hypothequairement pour le tout, encores qu'il y ait autres heritiers obligez personnellement avec luy. cxxxii.

Le detenteur de l'heritage hypothequé pour quelque dette ou obligation que ce soit, peut estre poursuiui hypothequairement, sans premierement discuter celuy qui est personnellement obligé. cxxxiii.

Hypotheque se constitue par le seul consentement des parties, sans qu'il soit requis nantissement: lequel nantissement n'a lieu audit Chaalons, & pays qui se regist par la coustume dudit Chaalons.

De bastimens és villes, & rapport des iurez.

cxxxiiij.

ES villes & fauxbourgs, le voisin peut cōtraindre son voisin à se clore alencontre de luy, de muraille moitoyenne, iusques à neuf pieds, à prédre du raiz de terre & chauffée. Et la où ledit voisin seroit refusant d'y contribuer, & ne voudroit rembourser son autre voisin, qui l'auroit fait faire, six mois apres sommation deuement faite, toute icelle muraille doit demeurer propre à celuy qui l'aura fait faire, si bon luy semble. Et le pareil doit estre gardé pour les deniers desboursez & auancez à l'entretienement & reparation de la muraille ia faite. cxxxv.

Le mur est reputé moitoyen, si non qu'il apparaisse qu'il soit propre à l'un des voisins par corbeaux, artentes, chapperons estans d'un costé seulement, ou autres apparences demonstans que la muraille est propre à l'un desdits voisins: ou sinon que ledit mur porte entierement l'edifice du voisin. Auquel cas est reputé propre à celuy, duquel il porte l'edifice, si l'y a tiltre au contraire. cxxxvi.

Il est permis au voisin de percer le mur d'entre luy & son voisin, & y faire veuës au dessus de huit pieds de raiz de chauffée, & de sept pieds au dessus de l'estage: le tout à verres dormans, avec barres & barreaux de fer, de sorte qu'il ne puisse endommager le voisin: si non qu'il eust tiltre au contraire. cxxxvii.

Et neantmoins où le voisin voudroit de nouuel bastir, luy est permis de clore & estouper lesdites veuës, iusques à la hauteur de son nouuel bastiment. cxxxviii.

Le voisin peut bastir au mur moitoyen, encores qu'il ne l'ait fait faire ou construire, en payant la moitié de ce qu'il a cousté à celuy qui l'a fait faire, ou à ses ayans cause: & pourueu que ladite muraille soit suffisante pour porter & soustenir ledit bastiment. cxxxix.

Ou entre place, courts, iardins, & autres lieux estans en ville, n'y auroit muraille ou cloison, l'un des voisins en peut faire: & à ceste cause prendre egalement & raisonnablement terre sur son voisin en fond commun. Et quant à celuy qui n'aura basti ladite muraille, & voudra bastir & l'aider d'icelle, sera tenu de rembourser celuy qui l'auroit fait faire, de la moitié des frais, & pro rata de ce dont il se voudra aider. cxl.

Nul n'est tenu de porter l'eau de son voisin, si bon ne luy semble. cxli.

Celuy qui veut faire four en sa maison, contre l'edifice de son voisin, est tenu de faire faire un bon contremur de deux pieds d'espeueur. cxlii.

Celuy qui veut faire chambre aisee ou latrines contre l'edifice de son voisin, est tenu de faire contremur de deux pieds d'espeueur à chaux & à cimēt, & de fond en comble. Et si l'y a puy en la maison du voisin, doit laisser dix pieds entre ledit puy & latrines.

De seruitutes.

cxliij.

PAR la coustume de Chaalons, le pied faist le chef: C'est à dire qu'on peut leuer son edifice sur la place tout droit à plomb & à ligne, si haut que bon luy semble, & contraindre son voi-

1 135. *Vido Copol. in tract. de seruis. rrbz. padio. c. 40. de pariete. Soci. conf. 44. lib. 4. Phi. deci. conf. 388. & que ibi in annotat. dixi. C.M.*

Couſtumes de Chaalons

fin de retirer cheurons, & toutes autres choſes portans ſur ſa place, par quelque temps, que les choſes ayent eſté en ceſt eſtat, & fuſt de cent ans. cxliiii.

Veües & eſgouts, & autres ſeruitutes ſe preſcriuent par tréte ans, encores que le poſſeſſeur n'eufſt tiltre.

De preſcription.

cxlv.

Quiconque a iouy à iuſte tiltre de bonne foy par dix ans entre preſens, & vingt ans entre abſens, aagez & non priuilegez: d'aucuns heritages, cens ou rentes incorporels, il a preſcrit ledit heritage, cens ou rentes. cxlvi.

Quiconque a iouy par trente ans paisiblement d'aucuns heritages, cens ou rentes entre aagez, & non priuilegez, il a preſcrit leſdits heritages, cens & rentes, encores qu'il n'ait tiltre. cxlvii.

Pour preſcrire contre l'eglise, faut qu'il y ait iouyſſance de quarante ans. cxlviii.

Hypothèque ne ſe preſcrit que par quarante ans, contre l'obligé ou ſes heritiers. cxlix.

Heritage adiugé par decret, eſt dechargé de toutes rentes & hypothèques, deſquelles n'eſt faite mention au decret: ſinon du cens foncier, droits & deuoirs ſeigneuriaux, dont il demeure chargé, encores qu'il n'en ſoit faite mention.

De fiefs.

cl.

Es terres & ſeigneuries feudales eſcheuës par ſucceſſion de pere, mere, ayeul ou ayeulle, au fils ainé appartient pour ſon droit d'aineeſſe & par preciput, le chaſteau, place & maiſon forte, avec l'enclos de foſſez, baſſe-court & iardins, qui ſont d'ancienneté du pourpris de ladite maiſon. Et au puisné d'apres appartient pareillement le ſecond chaſteau, maiſon, & place forte, ſi aucune en y a, avec la baſſe-court, & iardins, lieux & pourpris comme deſſus. Et au tiers fils, le troizième chaſteau & maiſon, ſi tant y en a. Et ſ'il y a plus de maiſons que d'enfans, elles ſe diuiſent entre eux & leurs ſœurs, en la maniere que les autres appartenances feudales. cli.

Et a ledit auantage lieu, tant és ſucceſſions de pere que de mere: en chacune deſquelles l'ainé prend vne maiſon, & les puisnez vne autre, en la maniere que deſſus. Et encores qu'il n'y euſt qu'une ſeule maiſon tenuë en fief, l'ainé la doit auoir. clii.

Si dedans la baſſe-court ou pourpris deſdites maiſons, appartenantes à l'ainé & puisné, comme deſſus, y auoit moulin, four ou preſſoir bannaux, le corps deſdits moulin, four, & preſſoir doit appartenir à celui à qui appartient ladite maiſon & pourpris: & le profit de la bannalité ſe depart entre les autres freres & ſœurs, ainſi que les choſes feudales. cliii.

Peut toutes-fois ledit ainé ou puisné, prendre ledit profit de bannalité, en recompensant ſes freres & ſœurs, és autres biens de la ſucceſſion: ou autrement à la commodité deſdits autres freres & ſœurs. cliiii.

Après que l'ainé & puisné ont prins leur preciput & auantage, comme deſſus, le ſurplus des biens feudaux ſe diuiſe, en maniere que les fils puisnez y prennent autant que l'ainé, & ſe partagent entre eux eſgalemment. Et où il y a filles avec leſdits maſles, chacune des filles y prend la moitié de ce que fait vn fils, & deux filles autant que l'vn deſdits fils ſeulement. clv.

Toutes-fois peut ledit ainé, auquel par preciput eſt aduenu ledit chef lieu, recompenser dedans l'an ſes coheritiers en autres heritages de fief, procedans de la ſucceſſion commune, de ce qui leur aduiédroit par ledit partage des heritages & droits feudaux en la ſeigneurie, en laquelle il a ladite maiſon par preciput. clvi.

Entre filles n'y a aucun preciput ou auantage: & ſuccedent eſgalemment en terres & rentes feudales. clvii.

Quand il n'y a que deux fils à partager la ſucceſſion du pere ou de la mere, l'ainé prend hors part le chef lieu, chaſtel & maiſon, comme deſſus: & le ſurplus des fiefs ſe partiſt eſgalemment entre l'ainé & ledit puisné, ſinon qu'il y eut autre maiſon qui deuſt appartenir audit puisné, en la maniere que deſſus. Et ſ'ils ſont pluſieurs puisnez, partagent leſdits fiefs eſgalemment, hors mis leſdits preciputs, comme deſſus. clviii.

Et ſ'il n'y a qu'un fils & vne fille, audit fils oultre le principal manoir, appartiennent les deux tiers de tous les fiefs, & l'autre tiers appartient à la fille. clix.

S'il y a deux filles, avec le fils ainé, l'ainé prend autant que les deux filles, oultre & par deſſus ledit preciput. Et ſ'il y a pluſieurs filles, deux d'icelles prennent touſiours autant que le fils, & non plus. clx.

Encores

Encores qu'il y ait filles plus aagees que le fils, ne laisse toutes-fois ledit fils à prendre le droit d'aïneesse & preciput, comme dessus. clxi.

Le fils du fils aïné predecédé, represente son pere en la succession de son ayeul ou ayeulle, avec tout droit d'aïneesse & prerogatiue, que sondit pere eust eu sur ses oncles & tantes. Et pareillement les fils du puisné representent leur pere, quand il y a plusieurs maisons & preciput, comme dessus. clxii.

Mais la fille du fils aïné ne represente son pere audit droit d'aïneesse venant avec ses oncles, ou avec oncles & tantes coniointement. Mais appartient ledit droit d'aïneesse à son oncle, fil est seul, ou au plus aagé de ses oncles, s'ils sont plusieurs, ou à ses enfans le representans, s'il y a masse. Neantmoins ladite fille prend telle part qu'eust eu sondit pere, hors mis ledit droit d'aïneesse. clxiii.

Et où ladite fille du fils aïné n'auroit aucuns oncles, mais des tantes seulement, en ce cas ladite fille represente sondit pere, avec tout droit d'aïneesse & preciput: & si prend telle part esdits fiefs, que sondit pere eust fait, s'il eust vescu. clxiiii.

Le semblable est, si ladite fille venoit à succeder avec les filles de ses oncles, ou les filles de ses tantes, iceux oncles predecédez. clxv.

Es terres de franc aleu les enfans succedent esgalement, tant fils que filles, sans aucun auantage d'aïneesse, & tout ainsi qu'és terres roturieres. clxvi.

Pour fief escheu en ligne directe, n'est deu aucun relief, rachat, ou profit de fief: mais main & bouche tant seulement, & sans aucun droit de chambellage. clxvii.

Quand vn fief se partist entre plusieurs heritiers puisnez, qui leur est aduenue par succession de pere ou de mere, ayeul ou ayeulle, les puisnez releuent si bon leur semble, leurs parts & portions de leur frere aïné, ou du seigneur feodal à leur choix & option. Et s'ils auoient releué de l'aïné, est tenu ledit aïné de porter la foy & hommage au seigneur dudit fief, tant pour luy que pour les puisnez. Et ne peut pour ceste premiere fois ledit seigneur feodal le refuser à porter lesdits foy & hommage. clxviii.

Lesdits puisnez choisissans releuer leurs portions de fief de leur frere aïné, ne luy doiuent pour ceste fois, que la bouche & les mains. Et s'ils releuent lesdites portions de fief du seigneur feodal, ne luy doiuent aussi que la bouche & les mains. Et n'est en ce cas l'aïné tenu de porter la foy, que pour le chef lieu, & pour la part & portion, qui luy est aduenue seulement. clxix.

Le frere aïné portant la foy & hommage pour ses freres & sœurs, est tenu les acquitter envers le seigneur feodal, mesmement les sœurs pour leur premier mariage, soit qu'elles soient lors mariees, ou qu'elles se marient depuis. clxx.

Quand pere, mere, ayeul ou ayeulle font partage entre leurs enfans des biens à eux appartenans, soit qu'lesdits enfans en iouyissent dès-lors ou apres le trespas desdits pere & mere, ayeul ou ayeulle seulement, n'est deu aucun droit de relief: ains la bouche & les mains seulement. clxxi.

Fiefs peuuent estre diuisez & partagez entre enfans & heritiers, sans le consentement du seigneur de fief. clxxii.

Par la coustume de Chaalons, n'est deu aucun droit de chambellage au seigneur feodal. clxxiii.

En ligne collateralle n'y a droit d'aïneesse, & se partagent les fiefs esgalement. clxxiiii.

En ladite ligne les femelles ne succedent en fiefs avec les masses estans en pareil degré. Mais où le masse viendroit par representation, les femelles succedent avec luy: & hors ledit degré de representation, ledit masse est exclus par la femelle plus prochaine en degré. clxxv.

Et si aucun decedoit sans enfans, & sans frere ou sœur, delaissez plusieurs neueux, dont aucuns fussent enfans de frere, & les autres enfans de la sœur, lesdits neueux, tant de la sœur que du frere, succedent esgalement. Et pareillement luy succederont les nieces, filles desdits frere ou sœur, s'il n'y auoit aucuns neueux. clxxvi.

Et s'il y auoit vn neveu venant de la sœur d'vn costé, & vne niece venant du frere de l'autre, ledit neveu exclus la niece de la succession de l'oncle, encores que ledit frere eust exclus sa sœur, & les enfans d'elle, s'il eust vescu. clxxvii.

Pour fief escheu en ligne collateralle est deu relief: pour lequel est tenu le vassal foy transporter sur le lieu du fief dominant, & faire trois offres à son seigneur feodal: à sçauoir du reuenue d'vne annee, ou de ce qui sera dit par deux ou trois pers, qui est à dire, vassaux de fief: ou par preud'hommes, qui seront esleus par le seigneur & le vassal, s'il n'y a pers au fief: ou bien d'vne somme de deniers pour vne fois payer. clxxviii.

Couſtumes de Chaalons

Si la fille, à laquelle eſt eſcheu aucun fief en droite ligne, ſe marie, n'eſt deu au ſeigneur feodal pour ledit mariage aucun droit de relief: Pareillement ſi tel fief luy eſt eſcheu en ligne collaterale, & qu'elle ait payé droit de relief, & puis ſe marie, n'eſt deu pour ledit mariage aucun droit de relief: ains eſt ſeulement tenu le mary d'elle aller vers ſon ſeigneur feodal luy faire le ſerment de fidelité. Mais ſi ladite femme ſe remarie en apresvne autre fois ou pluſieurs, eſt deu droit de relief audit ſeigneur feodal pour chacun deſdits autres mariages. clxxix.

Ladite femme demeurant en viduité apres le trespas de ſon mary, ayant releué ſon fief, ne doit aucun relief pour iceluy. clxxx.

Si les enfans, auxquels appartient vn fief, ſont mineurs, le tuteur doit demâder ſouffrance au ſeigneur feodal, qui eſt tenu de la bailler iuſques à ce q' l'vn d'eux ſoit en aage pour porter ladite foy & hommage. Et vaut ladite ſouffrance pour foy tant qu'elle dure. clxxxi.

Pour faire foy & hommage, le maſle eſt réputé aagé à vingt ans accomplis, & la fille à quinze. clxxxii.

Quand le ſeigneur dort, le vaſſal veille: & quand le vaſſal dort, le ſeigneur veille: qui eſt à dire que le ſeigneur doit faire ſaiſir le fief, quand il eſt ouuert pour gagner les fruits: & la ſaiſie faite, les fruits tumbent en perte, ſi le vaſſal ne fait ſon deuoir dedans le temps de la couſtume, & non autrement. clxxxiii.

Quand vn fief eſt vendu, ou autrement aliené à pris d'argent, eſt deu par le vendeur au ſeigneur feodal le quint denier, du pris de ladite vendition, ſ'il n'eſt dit, francs deniers au vendeur. Auquel cas eſt deu par l'acheteur le quint du pris & requint, qui eſt la cinquième partie dudit quint. clxxxiiii.

Pour donation ſimple, donation en aduancement d'hoirie, faueur de mariage, donation à cauſe de mort ou teſtamentaire, n'eſt deu quint ne requint, ne aucun droit de relief: mais pour donation remuneratoire, eſt deu droit de relief, & non quint denier ne requint. clxxxv.

Si le vendeur d'aucun heritage retenoit à luy l'vſufruit d'iceluy ſa vie durant, n'eſt deu à cauſe de ladite retention quint, requint, ne droit de relief. Et pareillement quand l'vſufruit eſt consolidé avec la propriété, n'eſt deu pour ladite consolidation aucun profit audit ſeigneur feodal. Mais eſt ſeulement deu pour ladite vèdition de ladite propriété, le quint denier du pris, ou quint & requint, ſ'il eſt dit, francs deniers au vendeur, en la maniere que deſſus. clxxxvi.

Le ſeigneur feodal peut faire ſaiſir, & mettre en ſa main par ſon ſergent, aſſiſté de teſmoins, le fief mouuant de luy, quand il y a ouuerture. Et en cas d'oppoſition, la connoiſſance doit aller par deuant le iuge, auquel elle appartient. clxxxvii.

Quand y a ouuerture de fief par autre moyen, que par la mort du vaſſal, le ſeigneur feodal peut incontinent faire ſaiſir ledit fief ouuert. Et ſi ledit vaſſal fait ſon deuoir dedans les quarante iours de la ſaiſie, ledit ſeigneur feodal eſt tenu luy en bailler main-leuee en payant les frais de la ſaiſie. Et où dedans ledit tēps il ne feroit ſon deuoir, ledit ſeigneur fait les fruits ſiens, depuis les quarante iours apres ladite ſaiſie. clxxxviii.

Et ſi l'ouuerture eſt par mort, peut pareillement le faire incontinent ſaiſir. Mais ſi le vaſſal vient dedans quarante iours apres la mort, faire ſon deuoir, audit cas luy doit eſtre faite main-leuee de tous les fruits, & ſans qu'il ſoit tenu rembourſer les frais de la ſaiſie. Et ſ'il n'y vient dedans leſdits quarante iours, le ſeigneur feodal fait les fruits ſiens, depuis les quarante iours apres ladite ſaiſie: & ſi doit le vaſſal payer les frais d'icelle ſaiſie. clxxxix.

Si le ſeigneur eſt refusant de recevoir ſon vaſſal, qui a fait offre raifonnable, & ſ'eſt mis en ſon deuoir, ſelon la couſtume des lieux, peut ledit vaſſal, ſi bon luy ſemble, prendre lettres Royaux adreſſées au iuge Royal du lieu, où le fief dominant eſt aſſis: afin d'eſtre receu par main ſouueraine: ou bien, ſi bon luy ſemble, peut former complainte alencontre dudit ſeigneur feodal. cxc.

Si le ſeigneur feodal n'eſt ſur le lieu du fief dominant, le vaſſal voulant faire foy & hommage, ſe doit adreſſer au procureur dudit ſeigneur, qui eſt ſur ledit lieu, & luy faire offre raifonnable pour ledit ſeigneur. Et à faute de trouver aucun procureur ayant charge dudit ſeigneur, ſuſfiſt qu'il face ſes offres audit lieu ſeigneurial, par deuant notaires Royaux, ou autres, & teſmoins demeurans ſur le lieu. Et valent telles offres, tout ainſi que ſi elles eſtoient faites audit ſeigneur, & apres icelles ne peut iceluy ſeigneur tenir le fief ſaiſi. cxci.

Si le ſeigneur n'auoit procureur ou fermier ayant charge ſur ledit lieu, ledit vaſſal, doit faire leſdites offres audit lieu en preſence de teſmoins, en la forme que deſſus: & en laiſſer coppie comme

comme dessus, à la porte dudit fief dominant, s'il y a manoir & edifice: sinon, à la porte de l'eglise de la parroisse, dont est ledit fief. cxcii.

Si le vassal vend, ou autrement aliene l'usufruit de son fief iusques à neuf ans, n'est deu pour raison de tel contract aucun relief ou profit de fief: mais si l'usufruit est aliené à plus long temps, ou prorogé, ou renouvelé oultre lesdits neuf ans, sans interposition de temps, en est deu quint ou relief, selon la nature du contract. cxciii.

Le vassal peut vendre & engager son fief à faculté de rachat de trois ans, sans le congé de son seigneur feodal, & sans pour-ce estre tenu d'aucuns droits ou devoirs audit seigneur, pourueu qu'il le rachete dedans lesdits trois ans, & qu'il ne proroge ladite faculté de rachat, ou renouvelle icelle, sans interposition de temps. cxciiii.

Et ne peut le vassal vendre ou donner portion de son fief, n'iceluy desmembre au preiudice du seigneur feodal: mais peut bien s'en iouer, iusques à dimission de foy seulement: comme bailler partie d'iceluy à cens ou à rente raisonnable, & sans que pour raison de ce il soit deu au seigneur feodal aucun profit: en portant toutes-fois par ledit vassal, la foy dudit cens ou rente audit seigneur feodal: & pourueu qu'il n'y ait eu argent desbourlé pour ledit acensement & arentement. Et où y auroit deniers desbourlez, seroit tenu de payer le quint desdits deniers. cxcv.

En eschange fait sans soulte & sans fraude d'heritage noble à autre heritage, noble ou roturier, n'est deu quint ne requint, relief ou rachat, ou autre droit feodal: ains seulement la bouche & les mains: mais s'il y auoit soulte, est deu le quint denier de ladite soulte. cxcvi.

Le vassal ne peut constituer aucune rente sur son fief au preiudice du seigneur feodal: en maniere que où le fief seroit ouuert par faute d'homme, ou acquis au seigneur feodal par confiscation, peut le seigneur feodal exploiter entierement ledit fief, sans estre tenu à ladite rente: sinon que telle rente eust esté par luy infeodee. cxcvii.

Le vassal, qui commet felonnie contre son seigneur, confisque son fief. Et peut à ceste fin le seigneur faire informer contre luy, le faire adiourner par deuant son bailly & homme de fief, ou par deuant le bailly de Vermandois, ou son lieutenant, au lieu où est demeurant ledit vassal: & conclure contre luy à fin de confiscation du fief. Toutes-fois pendant le proces ne doit le fief demeurer saisi. cxcviii.

Au contraire aussi, si le seigneur feodal commet felonnie contre son vassal, ledit seigneur doit estre priué de la foy, hommage, & seruice que luy doit ledit vassal: & doit ledit hommage retourner au seigneur suzerain de celuy qui a commis ladite felonnie. cxcix.

Le vassal est tenu formellement aduouër ou desaduouër le seigneur du fief, & ne suffit d'aduouër le Roy, ou autre seigneur feodal, encores que le fief dudit vassal fust en arriere-fief dudit seigneur aduoué. cc.

Et au-parauant que le vassal soit tenu aduouër ou desaduouër, peut demander à son seigneur de fief, qu'il l'informe de ce qu'il a par deuers luy pour verifier que ledit fief soit mouuant de luy. Ce qu'il est tenu de faire de bonne foy, si aucune chose il en a par deuers luy, & non autrement: apres toutes-fois que ledit pretendu vassal aura affermé par serment qu'il n'a aucun tiltre par deuers luy, par lequel il puisse estre informé que ledit fief soit mouuant dudit seigneur. cci.

Pareillement le vassal est tenu d'aider à son seigneur feodal des adueus & denombrements, & autres tiltres communs qu'il a par deuers luy, s'il en est requis, & s'en purger par serment, si besoin est. ccii.

Quand plusieurs seigneurs cõtendent de la teneur feodale, le vassal n'est tenu d'aduouër ne desaduouër l'un ne l'autre: mais se peut faire recevoir par main souueraine: & en ce faisant luy est faite main-leuee de son fief, en consignat par luy le profit qu'il peut deuoir à cause dudit fief. Mais apres le proces vuydé & terminé, est tenu de porter la foy & hõmage à celuy qui se trouue vray seigneur du fief dominant. cciii.

Le vassal, qui a desaduoué le seigneur feodal, doit auoir pendant le proces, main-leuee dudit fief: mais s'il est trouué par l'issue du proces, qu'il ait mal desaduoué, ledit fief & fruits d'iceluy escheus depuis le desauoué tombent en commis. cciiii.

Le vassal, qui a esté receu en foy & hommage, par son seigneur, est tenu de bailler son denombrement dedans quarante iours, à cõpter du iour de sa reception: & quarante iours apres est tenu d'aller par deuers ledit seigneur, luy demander, s'il a pour agreable ledit denõbrement, ou s'il le veut debatre. Et à faute de ce faire, peut ledit seigneur saisir le fief, & y establir commissaires: mais il ne fait les fruits siens: ains en doit rendre compte le commissaire, apres que le vassal

Couftumes de Chaalons

vaffal aura fatisfait à ce que deffus.

ccv.

Si le vaffal retourne par deuers fon feigneur feodal quarante iours apres qu'il aura baillé fon denombrement, & le feigneur ne le debat, eft tenu ledit denombrement pour receu.

ccvi.

Où le feigneur de fief aura blasmé aucuns articles du denombrement feulemēt, & n'aura blasmé les autres, le vaffal aura main-leuee des articles paffez fans blafme, demeurant la faifie pour les autres articles blasmez: à la charge des dommages & interefts.

ccvii.

La faifie feodale faite pour plusieurs caufes coniointement ou diuifement, comme pour hommage non fait, droit & deuoirs non faits, & non payez, & denombrement non baillé, eft vallable, pourueu que pour l'vne d'icelles caufes elle fe puiſſe ſouſtenir: encores que le vaffal ait fatisfait à aucunes d'icelles.

ccviii.

Le feigneur de fief n'eft tenu recevoir en foy & hommage, gens d'eglifē, margueillers, administrateurs d'eglifē, ou autres gens de main-morte, pour fiefs par eux achetez, à eux donnez ou leguez à leur profit esdites qualitez, ſi bon ne luy ſemble: mais les peut contraindre de mettre leſdits fiefs hors de leurs mains: & ſ'ils ne le font dedans an & iour, peut faiſir leſdits fiefs, & faire les fruits ſiens, iuſques à ce qu'ils l'ayent fait: ſinon que leſdits fiefs fuſſent amortis par le Roy. Auquel cas doit auoir indemnité pour ledit amortiſſement, avec homme viuant & mourant, que ſont tenus bailler leſdits gens d'eglifē: par le deces duquel eft deu profit & relief.

ccix.

Le pareil doit eſtre gardé és terres roturieres & tenuës en cenſiues d'un feigneur foncier: pour leſquelles ledit feigneur foncier, peut contraindre leſdits gens d'eglifē d'en vuyder leurs mains, ſi elles ne ſont amorties. Et où elles auroient eſté amorties par le Roy, en doit auoir indemnité.

ccx.

Le feigneur tenant le fief de ſon vaffal faiſi, & faiſant les fruits ſiens, en doit iouyr par raiſon, & comme bon pere de famille, fans couper les bois de haute fuſtaye, ne bois taillis, ne peſcher les eſtangs, ſinon à leur faiſon, & temps conuenable, doit repeupler les viuiers, & ſ'y conduire fans rien degaſter, n'endommager ledit vaffal.

ccxi.

Le vaffal peut iouyr & vſer de ſon fief, ſans meſprendre, encores qu'il n'ait fait la foy & hommage: ſinon que le feigneur feodal y ait fait mettre ſa main. Mais par quelque temps qu'il en iouyſſe, ne preſcrit la foy & hommage contre le feigneur: ne pareillement ledit feigneur le fief alencontre de luy, quelque temps qu'il le tienne faiſi à faute d'homme.

ccxii.

Combien que l'hommage ne ſe puiſſe preſcrire, ſi eſt-ce que le profit eſcheu, & qui eſt deu au feigneur, ſe peut preſcrire par l'eſpace de trente ans.

ccxiii.

Le feigneur feodal peut ſi bon luy ſemble, recevoir à vn fief tenu de luy, tous les vaffaux qui ſe preſentent, & de chacun d'eux prendre ſes droits. Et ſ'il ſe trouue qu'aucuns d'eux n'y ait droit, & en ſoit euincé par proces ou autrement, ledit feigneur n'eſt tenu de reſtituer ce qu'il aura receu: ſinon qu'il y euſt iuſte & probable cauſe d'erreur.

ccxiiii.

Et celuy qui a obtenu ledit fief par ſentence, eſt tenu de le releuer, encores que celuy, qui a ſuccumbé au proces, euſt releué ledit fief: & ce ſans reſtitution, compensation, ne diminution du droit de relief, qui auroit eſté payé: ſinon au cas d'erreur probable, comme deſſus.

ccxv.

Le feigneur feodal ne differe, ſi bon luy ſemble, à recevoir aucun vaffal à ſon fief pour oppoſition ou appellation, qui pourroit eſtre faite par autre pretendan droit en iceluy: & ſuffiſt qu'il declare qu'il n'entend preiudicier au droit d'autruy.

ccxvi.

La faifie du feigneur de fief eſt plus priuilegee, que toutes autres, ſoit qu'elle fuſt faite en proces, poſſeſſoire entre plusieurs, eux pretendans poſſeſſeurs d'un fief, ou pour autre cauſe: & doit preceder.

ccxvii.

N'eſt tenu le feigneur recevoir en foy & hommage le vaffal par procureur, ſi bon ne luy ſemble: ſ'il n'y a cauſe legitime. Toutes-fois où le feigneur feodal auroit commis procureur pour recevoir en hommage ſon vaffal, ledit vaffal n'eſt tenu faire l'hommage en perſonne audit procureur: mais en ce cas le peut faire par procureur, ſi bon luy ſemble.

ccxviii.

Le feigneur feodal ne doit plaider deſſaiſi, pour quelque oppoſition ou appellation que face le vaffal: mais doit ledit fief demeurer ſaiſi, pendant le proces, ſinon qu'il fuſt deſauoué formellement feigneur.

ccxix.

Quand par ſucceſſion, mariage, achat ou autrement, vient nouuel feigneur en quelque comté, baronnie, ou autre ſeigneurie, il loiſt audit nouuel feigneur contraindre les vaffaux tenans fiefs deſdites ſeigneuries, de luy faire & porter la foy & hommage: combien qu'ils ayent releué & payé droiture de ſon predeceſſeur: en leur faiſant faire commandement par proclamations

mations publiques, ou significations particulieres à chacun d'eux, de comparoir dedans quarante iours, ou autre iour certain, qui ne doit estre plus brief que de quarante iours, au lieu du fief dominant, où il entend tenir ses hommages: & là luy porter & renoueler la foy & hommage de leurs fiefs. ccxx.

Et sont tenus les vassaux y comparoir, & se trouuer en personne, s'ils n'ont excuse legitime, & raisonnable: & pourueu que ledit seigneur y soit en personne. Et s'il y est par procureur, ne sont tenus y estre en personne: mais par procureur specialement fondé, encores que lesdits vassaux fussent sur les lieux. ccxxi.

A faute de satisfaire par ledit vassal à ce que dessus, il est loisible audit seigneur feodal de faire saisir & tenir son fief saisi, iusques à ce qu'il ait fait son deuoir. ccxxii.

Et si dedans quarante iours apres ladite saisie faite par le seigneur, iceux vassaux ne comparant, & ne font foy & hommage, les fruits de leurs fiefs tumbent en pure perte, depuis lesdits quarante iours passez, & au profit dudit seigneur. Mais s'ils comparant, & font l'hommage dedans lesdits quarante iours, main-leuee leur doit estre baillie de leursdits fiefs, & les fruits rendus, en payant les frais de la saisie: sinon qu'il fust deu audit seigneur quelque droit de relief, pour lequel il deust tenir ledit fief saisi. ccxxiii.

Après que lesdits vassaux ont comparus, & fait la foy & hōmage, ledit nouuel seigneur doit auoir delay competant pour voir leurs tiltres, adueus & denombrements, & pour en aduiser avec son conseil & ses officiers: & sçauoir s'il est tenu de les receuoir en la forme & maniere qu'ils les presentent. ccxxiiii.

Le fief seruant se gouerne selon la coustume du lieu, où il est assis: & non selon la coustume du lieu, où est assis le fief dominant.

De retrait lignager & feodal.

ccxxv.

Quand aucun a vendu son heritage propre & de naissant à personne estrange du costé & ligne, dont est venu ledit heritage, le parent & lignager dudit vendeur dudit costé, & ligne, le peut retraire par proximité de lignage dedans l'an & iour, en remboursant l'acheteur du sort principal, & loyaux coustemens. ccxxvi.

Ledit an & iour doit estre compté du iour que l'acheteur est receu en foy & hōmage du seigneur feodal, si l'heritage est en fief: où qu'il est en saisine par le seigneur foncier, si l'heritage est en roture chargé de censue, portant lots, ventes, saisines & amendes. Et en autres heritages roturiers, ou alaudiaux, du iour que la possession a esté prise. ccxxvii.

Si le seigneur estoit refusant ou delayant d'inféoder ou inuestir l'acheteur, l'an & iour du retrait commence à courir du iour du refus. ccxxviii.

Le lignager, qui premier a fait adiourner l'acquireur, exclud le plus prochain dudit vendeur, qui depuis auroit fait adiourner iceluy acquireur. Mais s'ils sont concurrens d'un mesme iour, le plus prochain doit estre preferé, encores qu'il ait esté preuenue de l'heure: & en concurrence de proximité, & du iour, celuy que l'acheteur voudra reconnoistre & choisir, sera preferé: pourueu qu'il n'y ait fraude, argent desbourté, ou promesse d'en bailler pour ladite reconnoissance & gratification, dont iceluy acheteur se doit purger par serment. ccxxix.

Et combien que le retrayant ne soit plus prochain du vendeur du costé & ligne, dont luy est venu ledit heritage: toutes-fois s'il a esté reconneu par l'acheteur, & le retrait executé, ne doit estre euincé d'iceluy retrait par autre plus prochain parent dudit vendeur: encores que la reconnoissance ait esté faite extrajudiciairement, sans adiournement & solennité de iustice. ccxxx.

Le lignager, pour faire & executer ledit retrait, se doit retirer presens notaires, greffier, ou autres tesmoins par deuers l'acheteur de l'heritage luy faire offre actuelle, & à descouuert des deniers principaux & loyaux coustemens venus à sa connoissance, ainsi que sera dit cy apres. Et si l'acheteur veut reprendre ses deniers, & delaisser l'heritage vendu, est tenu le rembourser tant du sort principal, que desdits loyaux cousts & frais. ccxxxi.

Et si ledit acheteur ne veut delaisser les choses par retrait, doit estre adiourné par deuant le iuge du domicile de l'acheteur, ou par deuant le iuge ordinaire du lieu, où l'heritage est assis: & doit estre faite offre du sort principal actuellement & à descouuert, & des loyaux cousts & frais, s'ils sont venus à sa connoissance: sinon, de quelque somme raisonnable, sauf à parfaire, augmenter, ou diminuer, tant pour ledit sort principal, que loyaux coustemens: & icelle offre reiterer à tous appointemens, iusques à l'appointement de contestation en cause inclusiuement: sinon que ledit retrayant eust consigné les deniers en iustice, & fait signifier

YY

Couſtumes de Chaalons

à l'acheteur ladite conſignation. Auquel cas n'eſt tenu de reiterer ladite offre. ccxxxii.

Et où le retrayant ſeroit reconneu à retrait, ou que par ſentence non ſuspendue par appel l'heritage luy ſeroit adiugé, eſt tenu le retrayant rembourſer l'acquireur de ſes deniers, dans vingt-quatre heures apres qu'il aura baillé ſes lettres d'acquiſition audit retrayant, ou les aura mis au greffe, partie preſente ou appelee, & affermé le pris contenu en icelles, ſ'il en eſt requis: & pareillement rembourſer les loyaux couſts vingt-quatre heures apres la liquidation d'iceux faite: autrement, & à faute de ce auoir fait, eſt decheu dudit retrait. ccxxxiii.

Si le retrayant eſt en doute du pris de la vendition, peut dès la premiere iournee de la cauſe, contraindre l'acheteur d'affirmer en iuſtice le vray pris de ſon acquiſition, & exhiber ſes lettres de vendition, ſi aucunes en a, & ſ'en purger par ſerment, & de toutes fraudes & ſimulations. Et où ledit retrayant en conſtant voudra pretendre le pris conuenu & accordé entre les parties, eſtre autre que celui porté par leſdites lettres, ou affermé par ledit acquireur, ſera receu à le verifier: & pourra faire ouyr en teſmoignage ſur-ce le vendeur, ou autre que bon luy ſemblera. ccxxxiiii.

Suffit au retrayant d'auoir fait faire l'adiournement, & fait les offres dedans ledit an & iour, encores que l'assignation ſoit donnee apres l'an: pourueu qu'elle n'excede quarante iours apres ledit an. Et neantmoins pourra l'adiourné faire anticiper le retrayant à plus brief iour, ſi bon luy ſemble. ccxxxv.

Le lignager doit eſtre receu au retrait, ſuppoſé que ce ne ſoit de l'eſtoc & branchage: mais ſeulement du coſté & ligne du vendeur: en telle maniere, que ſi le fils vend l'heritage à luy venu par ſon pere, & qui eſtoit acqueſt à ſon pere, ledit heritage pourra eſtre retrait par ſon oncle paternel, ou autre parent du coſté de ſon pere. ccxxxvi.

Si par vne meſme vendition pluſieurs heritages ſont vendus, les aucuns venans d'acqueſt, & les autres de naiſſant, ou venant de diuers naiſſans, le retrayant peut retraire ce qui eſt de naiſſant de ſon coſté & ligne, en payant l'eſtimation, qui ſe doit faire eu eſgard au total, & par appreciation des autres choſes vendues: encores que l'acheteur luy vouliſt delaiſſer tous les heritages enſemblement vendus, pour le pris & ſomme qu'il les auoit eu: ſinon qu'iceluy acheteur euſt grand & notable intereſt & incommodité de laiſſer vne des choſes ſans l'autre. Auquel cas le retrayant eſt tenu de tout prendre ou tout laiſſer. ccxxxvii.

Mais ſi aucun auoit védu pluſieurs heritages par vn meſme cōtract, tous en fief ou en cēſiue: ou qu'aucuns fuſſent en fief, & les autres en cenſiue venans de meſme coſté & ligne, le lignager ne peut retraire l'un ſans l'autre, ſ'il ne plaiſt à l'acheteur. ccxxxviii.

Le demandeur en retrait, ſoit qu'il ait conſigné au greffe par autorité du iuge, ou qu'il ait fait ſes offres telles qu'il eſt tenu de faire par la couſtume, gaigne les fruits eſcheus dès & depuis leſdites offres, au cas qu'il obtienne audit retrait. ccxxxix.

En retrait lignager, ſi l'acheteur a terme de payer la choſe achetee, ſoit à vn ou à diuers payemens, le demandeur & retrayāt doit auoir pareil terme de payemēt que l'acheteur, & doit rendre indemné & deſchargé l'acheteur enuers le vendeur, ou autrement le faire tenir quitte par ledit vendeur de la ſomme, dont il eſtoit tenu enuers luy pour ledit heritage: & eſt tenu le retrayant en bailler bonne & ſeure caution, ſ'il en eſt requis. ccxl.

Le fils peut retraire l'heritage védu par ſon pere, pourueu qu'il n'y ait fraude, collusion, n'intelligence entre luy & ſon pere, encores que ledit fils ne ſoit emancipé. ccxli.

Le fils ou autre lignager peut retraire l'heritage venāt de ſon coſté & ligne, encores que l'heritage euſt eſté vendu au parauant qu'il fuſt nay ou conceu. ccxlii.

En matiere de retrait lignager auant l'interconſteſtation, vn congé de cour emporte gain de cauſe, & deſpēs contre le retrayant, contre lequel il eſt baillé. Mais les autres habiles à retraire n'en ſont forclos, qui ne puiſſent pourſuiure l'acheteur dedans l'an. ccxliii.

Si l'heritage védu & ſuiet à retrait, a eſté reuēdu par le premier acheteur dedans l'an & iour de la premiere védition: & que par le moyen de diuers contracts il ait eſté en pluſieurs mains, ſi eſt touſiours le lignager bien receuable de le retraire du detēteur dedās ledit temps, en offrant les deniers de la premiere vendition, avec les loyaux couſtemens, comme deſſus: à quelque tiltre, charge, & condition, que l'ait eu ledit detēteur dudit premier acheteur, ou d'autre. ccxliiii.

Si l'acheteur d'aucun heritage ſ'abſente du pays, & qu'il n'y ait domicile, ou qu'il ait changé le domicile, qu'il auoit: de ſorte que le lignager ne le puiſſe trouver, ſuffiſt en ce cas de l'adiourner ſur l'heritage achetē, en parlant à ſes fermiers, ſi aucuns en y a: ſinon, à deux prochains voiſins dudit heritage, & faire les offres acouſtumees, en leur delaiſſant coppie de l'exploit & pareille

pareille copie attachee audit lieu, s'il y a maison ou edifice: sinon, à la porte de la parroisse dudit lieu, pour interrompre la prescription d'an & iour, que l'on pourroit alleguer contre luy. cclxlv.

En donation simple, leg testamentaire, eschange pur & simple, sans soulte d'argent, ne gist retrait: mais s'il y a soulte, qui soit plus que la valeur de la chose baillee avec icelle en contr'eschange, y a retrait pour le regard de ladire soulte. cclxvi.

Heritages baillez à titre d'emphiteose, cens viagers ou perpetuels, sont suiets à retrait: à sçauoir ceux qui sont baillez à vies par les enfans des preneurs, quand lesdits heritages sont escheus par succession desdits preneurs: & quant à ceux baillez à perpetuité, indifferemment par tous les lignagers. cclxvii.

Le retrayant est tenu de rendre à l'acheteur les impēses necessaires, faites en la chose achetee au-parauant l'adiournement en retrait. Mais des voluptuaires & vtiles n'en est tenu, né pareillement des necessaires faites apres l'adiournement, sinon qu'elles ayent esté faites par auctorité de iustice. cclxviii.

L'acheteur d'heritage suiuet à retrait, ne peut auant l'an & iour demolir, gaster, deteriorer, ne changer la forme de l'heritage acheté, encores qu'il n'ait esté adiourné en retrait: & où il l'auroit fait, & l'heritage auroit esté retrait, est tenu enuers le retrayant de remettre les choses en l'estat qu'il les a achetees. cclxix.

L'acheteur fait les fruits siens de la chose achetee, & n'est tenu de les rendre au retrayant, si les a leué au-parauant l'adiournement en retrait, encores qu'il n'ait fait les labours & meliorations, dont sont procedez lesdits fruits. ccl.

Encores que l'heritage retrait par le lignager luy soit réputé acquest: & s'il est marié, cōquest entre luy & sa femme: toutes-fois si le retrayant le reuend, est suiuet à retrait aux lignagers du costé & ligne, dont est premierement procedé ledit heritage dedans l'an & iour de la reuente, qui en est faite. ccli.

Quand heritage propre est acquis durant & constant le mariage de deux conioints, dont l'un est parent & lignager du vendeur du costé & ligne, dont iceluy heritage luy appartenoit, tel heritage ainsi vendu, ne gist en retrait, durant & constant le mariage. Mais apres le trespas de l'un d'iceux conioints, la moitié d'iceluy heritage tombe en retrait, alencontre de celui qui n'est lignager ou ses heritiers, dedans l'an & iour du trespas du premier mourant desdits conioints, suppose qu'il y eust saisine & infeodation prinse durant iceluy mariage, en rendant & payant par le retrayant la moitié du sort principal, frais, & loyaux coustemés, ensemble la moitié de toutes les impenses des bastimens & meliorations, encores qu'elles fussent vtiles seulement, ou voluptuaires. cclii.

Toutes-fois s'il y a enfans dudit defunct, ils auront six mois pour pouuoir retirer ladite portion, dedans lesquels ils ne pourront estre preuenus par les autres parens. Et si l'un desdits enfans auoit seul retiré ladite portion, il sera neantmoins tenu la communiquer à ses autres freres & soeurs, s'ils le demandent dedans l'an & iour dudit deces, en remboursant par chacun d'eux leur portion. Mais les six mois passez, lesdits enfans, & les autres parens, le pourront demander iusques en fin de l'an & iour dudit deces. Et en ce cas qui preuiendra, & fera le premier diligence par adiournement, sera preferé, en la maniere que dessus est dit. ccliii.

L'heritage vendu par decret de iustice, soit qu'il soit feodal ou roturier, est suiuet à retrait lignager, dedans l'an & iour de l'interposition du decret. ccliiii.

L'an & iour dudit retrait lignager court contre toutes personnes, priuilegees & non priuilegees, mineurs, absens, ou furieux. cclv.

Propres heritages, ou rentes vendus à faculté de reméré, doiuent estre retraits par le lignager dedans l'an & iour du contract, sans auoir esgard au temps de la faculté de rachat. cclvi.

Le seigneur feodal peut retenir par puissance de fief, le fief mouuant de luy, vendu par son vassal, dedans quarante iours apres, qu'on luy a notifié ladite vente & exhibé les contracts, si aucuns en y a par escrit, & au-parauant que d'auoir receu sondit vassal en foy & hommage, en payant le pris que l'acquireur a baillé & payé, avec les loyaux coustemens, sans aucune retention de quint ou requint, & sans qu'il le puisse demander. cclvii.

Le retrayant lignager est preferé au seigneur feodal voullât retraire par puissance de fief. cclviii.

En maniere que le seigneur feodal ne peut retraire par puissance de fief l'heritage vendu & retrait par un lignager: mais ledit lignager le pourroit auoir sur ledit seigneur feodal, s'il l'auoit retenu par puissance de fief, en y venant dedans l'an & iour de ladite retention. cclix.

Après que le seigneur feodal a retenu par puissance de fief, le fief mouuant de luy, le peut,

Couſtumes de Rheims

ſi bon luy ſemble, & ſans congé de ſon ſeigneur ſuzerain, vendre, donner, & aliener, ſans pour ce luy en payer aucuns droits ou deuoirs: & retourne en ce faiſant ledit fief en nature d'arriere-fief tenu du ſeigneur feodal, comme il eſtoit. Mais où ledit ſeigneur feodal le retiendroit en ſes mains, & l'employroit en ſon adueu & denombrement enuers ſon ſeigneur ſuzerain, comme eſtant de ſon fief mouuant, & tenu de luy, eſt en ce cas ledit fief reüni & conſolidé avec le fief, dont il eſt tenu, & n'eſt le tout qu'un meſme fief, lequel ledit ſeigneur ne peut en apres demembrer, ſans le conſentement dudit ſeigneur ſuzerain: ſinon és cas, qu'il eſt permis de demembrer ſon fief.

De conſiſcations & amendes.

cclx.

Qui conſiſque le corps, conſiſque les biens.

cclxi.

Et appartient telle cōſiſcation aux ſeigneurs hauts iuſticiers, en la iuſtice deſquels ſont trouuez leſdits biens: excepté toutes-fois en cas de crime de leze maieſté: auquel cas ladite conſiſcation appartient au Roy.

cclxii.

L'homme qui eſt banni à tousiours, ou à plus de dix ans, conſiſque ſes biens.

cclxiii.

Le mary conſiſcant, ne conſiſque ſes propres heritages, & la moitié des meubles & conqueſts communs entre luy & ſa femme: l'autre moitié deſdits biens meubles & conqueſts, demeurant à ſadite femme, avec ſon douaire & conuentions matrimoniales.

cclxiiii.

Laquelle femme eſt tenuë de la moitié des debtes, & le Roy, ou leſdits ſeigneurs hauts iuſticiers de l'autre moitié, ſi leſdits biens conſiſquez y peuuent fournir.

cclxv.

La femme mariee par ſon forfait conſiſque ſeulement ſes propres heritages.

Des uſages & paſturages.

cclxvi.

Les habitans des villes & villages, qui ont leurs finages contigus & ioignans ſans moyen, peuuent mener leurs beſtes groſſes & menuës, l'un ſur l'autre, ſoit en general ou particulier, eſdits terroirs en vaines paſtures, iuſques aux eſquiers des clochers & eglise. Et ſ'il n'y auoit eglise eſdits lieux, iuſques à l'endroit de la moitié deſdits villes & villages. Et ſont appelees vaines paſtures, terres en friches, labourages hors les deſpouilles, terres non enſemencees, prez apres la faux, & iuſques au quinzième iour de Mars: mais on ne peut mener pourceaux en prez en quelque ſaiſon que ce ſoit.

cclxvii.

Leſdits habitans ne peuuent mener leurdites beſtes l'un ſur l'autre en paquis & graſſes paſtures: ains ſont leſdites graſſes paſtures, aux habitans & demeurans reſpectiuement és finages où elles ſont aſſiſes, n'eſtoit que leurs voiſins euſſent tiltres, ou poſſeſſion immemoriale equipolente à tiltre au contraire.

Autres couſtumes.

cclxviij.

MArchans forains & eſtrangers, qui achètent marchandiſe, ou ſont acheter par leurs facteurs, ſoit qu'ils baillent arres, ou non, ſont tenus prendre & receuoir ladite marchandiſe dedans vingt iours apres ledit marché fait: autrement leſdits vingt iours paſſez, ledit marché demeure ſans eſſect, & les arres perdues pour l'acheteur, & eſt loifible audit vendeur, vendre ſadite marchandiſe, & en faire ſon profit, comme bon luy ſemble, ſans ſommaton, & ſans reſtitution deſdites arres ou deniers, dommages & intereſts enuers ledit acheteur: n'eſtoit qu'il y euſt conuention au contraire en faiſant ledit marché.

cclxix.

Pour choſe depoſee non rendue, ne peut le depoſitaire obtenir lettres de reſpit à un ou cinq ans, ne pour debte d'enfans mineurs, louages de maiſons, bail d'heritages à moiſſon de grains, ou fermes à argent, cens, ou rente fonciere, marchandiſe prinſe en plain marché, deniers procedens de vendition d'heritage, ou de choſe adiugee par ſentence en iugement contradictoire, ou donnee du conſentement des parties.

cclxx.

Pour intereſts ciuils procedans à cauſe de delict à quelque ſomme qu'ils ſe peuſſent monter, on ne peut eſtre admis à faire ceſſion, & abandonnement de biens.

cclxxi.

Le locateur d'une maiſon peut proceder par execution, arreſt & transport de biens, contre ſes conducteurs, ſoient clerks ou lais: encores que tel conducteur ne ſoit condamné ne obligé par contract paſſé ſous ſeel autentique. Et peuuent iceux biens (encores qu'ils ſoient hors de

de

de ladite maifon) eſtre pourſuyuis par hypothèque en quelque main qu'ils ſoient: ſinon qu'ils ayent eſté vendus à vn autre. Et où ils ſe vendroient publiquement par autorité de iuſtice, ſera ledit locateur preferé à tous autres pour ſon louage, ſur les deniers qui en prouientront. cclxxii.

Et peut le locateur contraindre le conducteur à garnir la maifon louee de meubles exploitables & ſuffiſans pour la ſeureté de ſon louage. Et à faute de ce faire, le peut faire ſortir de ſa maifon par iuſtice, encores que le louage ne ſoit expiré. cclxxiii.

Meubles n'ont point de fuite par hypothèque, ſinon pour loyers de maifon, comme dit eſt, & pour moisſon de grains: pour leſquels eſt loifible aux locateurs pourſuiuir les meubles & grains de leurs conducteurs, encores qu'ils ſoient hors de leur puissance: n'eſtoit qu'ils fuſſent vendus & deliurez ſans fraude à autres perſonnes. cclxxiiii.

Qui prend maifon à louage à vne ou pluſieurs annees, & le temps du louage paſſé ne ſ'en depart, ains la retient ſans nouveau marché, il doit payer le pris du louage à la raiſon du bail precedent, pour le temps qu'il en ſera detenteur. De laquelle maifon au cas de ladite continuation, le conducteur ne ſera tenu vuyder, ſ'il ne luy eſt denoncé trois mois au-parauant par le locateur. Sera auſſi ledit conducteur tenu denoncer trois mois au-parauant, ſ'il ſe veut departir de ladite maifon: autrement payer le prochain terme enſuiuant. cclxxv.

Si vn cenſier ou conducteur d'heritage eſt en la derniere annee de ſon louage, & il n'aſſeure ſuffiſamment le locateur de luy payer ſa cenſe ou penſion au terme qu'elle doit eſchoir, il eſt loifible audit locateur de faire faiſir les fruits de l'heritage pendans par les racines ou coupez, ores que le terme de payer ne ſoit eſcheu. Et en cas d'oppoſition, la main de iuſtice doit eſtre garnie pendant le proces, à la valeur de ce qui ſeroit deu audit locateur pour ladite annee.

FIN DES COVSTVMES DE CHAALONS.

❧ Couſtumes de la cité & ville de Rheims, villes ET VILLAGES REGIS SELON ICELLES, redigees par eſcrit en preſence des gens des trois eſtats, Par nous Chriſtoſte de Thou Preſident, Barthelemy faye, & Iaques violle, Conſeillers du Roy en ſa cour de Parlement, & Commiſſaires par luy ordonnez.

De la qualité & difference des perſonnes.

Article i.



Toutes perſonnes par la couſtume de la cité & ville de Rheims, villes & villages, qui ſe reglent ſelon icelle, ſont franches, & n'y en a aucune de ſeruite condition: & ſont icelles perſonnes nobles ou roturieres. ii.

Celuy qui eſt nay en loyal mariage, de pere & mere nobles, ou de pere noble ſeulement: encores que la mere fuſt de roturiere condition, eſt noble, & iouyſt du priuilege de nobleſſe. Au contraire ſils ſont iſſus de pere non noble & de mere noble, ſont reputez non nobles. iii.

Femme roturiere mariee à homme noble conſtant leur mariage, & tant qu'elle eſt en viduité, iouyſt du priuilege de nobleſſe. Mais ſe remariant à homme roturier retourne à ſa premiere condition, & y demeure, encores qu'elle retourne en viduité par le decès dudit roturier. iiii.

Femme noble mariee à homme roturier, ne iouyſt du priuilege de nobleſſe, conſtant le mariage. Mais ſi apres le trespas de ſon mary elle fait declaration par deuant iuge competent, qu'elle entend de là en auant viure noblement, elle iouyſt dudit priuilege de nobleſſe: pourueu qu'elle ne ſe remarie de rechef à homme roturier. v.

Toutes perſonnes ſont iouyſſans & vſans de leurs droits, ou ſous la puissance d'autrui. vi.

Fils & filles de famille ſont en la puissance de leur pere, & n'en ſortent qu'ils ne ſoient aagez de vingt ans, ou qu'ils ne ſoient mariez ou emancipez. vii.

Sont leſdits enfans cenſez & reputez emancipez, quand au veu & ſceu de leur pere & mere, ils ſont & exercent à part negociation, eſtat, ou charges publiques. viii.

YY iij

Couſtumes de Rheims

Si quelque heritage eſt donné à fils ou fille de famille, les fruits & profits dudit heritage appartiennent au pere, tant & ſi longuement qu'il a ſon enfant en ſa puiſſance, & iuſques à ce qu'il ſoit emancipé par luy, ou tenu pour emancipé, comme dit eſt, marié ou aagé de vingt ans, demeurant toutes-fois la propriété dudit heritage au donnataire enfant de famille: ſinon que l'heritage fuſt donné à la charge & condition expreſſe, que leſdits fruits & profits n'appartinſſent au pere. Auquel cas ledit heritage appartiendra audit donnataire en propriété & vſufruit, ſans ce que le pere y puiſſe pretendre aucune choſe. ix.

Hommes & femmes aagez de vingt ans ſont vſans de leurs droits. x.

Homme & femme cōioints par mariage enſemble ſont reputez vſans de leurs droits quant à la poursuite, administration, & diſpoſition de ce qui eſt meuble, cenſé & reputé pour meuble: ſans pouuoir toutes-fois hypothéquer ou alier leurs immeubles, iuſques à l'aage de vingt-cinq ans. xi.

Homme ou femme non mariez, mineurs de vingt-cinq ans, maieurs, à ſçauoir le maſle de vingt, & la femelle de dix-huit, ne peuuent diſpoſer par diſpoſition entre viſs de leurs biens immeubles: peuuent toutes-fois diſpoſer par teſtament, comme eſt contenu cy apres. xii.

Femme marice ne peut vendre, alier, n'hypothéquer ſes heritages ſans l'autorité & conſentement expreſ de ſon mary: peut toutes-fois en diſpoſer par teſtament, ſans ledit conſentement & authoriſation, comme auſſi eſt porté cy apres. xiii.

Femme marice ne peut eſter en iugement: & ne ſe peut obliger ſans le conſentement de ſon mary, ſoit au preiudice d'elle, ou de ſon mary: ſi elle n'eſt ſeparee ou marchande publique. Auquel cas elle peut obliger elle & ſon mary, touchant le fait d'icelle marchandife, ou de ce qui en deſpend: ſinon que ſon mary luy euſt publiquement interdit ou reuoké l'administration de ladite marchandife, au-parauant les obligations par elle en ce nom contractees. xiiii.

Le mary eſt ſeigneur des actions mobiliaries & poſſeſſoires, poſé qu'elles procedent du coſt de ſa femme. Et peut ledit mary agir ſeul & deſdire les droits & actions reelles, ſans le conſentement de ſadite femme, & tant qu'il y a intereſts: autrement non. xv.

Le mineur de vingt-cinq ans, ores qu'il fuſt maieur de quatorze ans, maſle, & la fille de douze ans, ne peuuent contracter ne diſpoſer de leurs meubles ſans l'autorité de leur tuteur & curateur. Et quant aux immeubles, peuuent cōtracter d'iceux ſolennellemēt avec leur tuteur, par decret & autorité de iuſtice: & non autrement.

De qualité & difference de biens.

xvi.

Tous biés ſont meubles ou immeubles, cenſez ou reputez pour meubles ou immeubles. xvii.

Or, argent monnoyé ou à monnoyer, debtes & actions paſſiues, ſont meubles. xviii.

Cedules, obligations, rentes conſtituees à pris d'argent, ſoit qu'icelles cedules, obligations & rentes ſoient nanties, realiees & infeodees ou non: acquisitions des aides, gabelles & fonds de terre eſtans du domaine du Roy, rachetables à perpetuité, ſont cenſez & reputez meubles. Toutes-fois ne pourront leſdites rentes & acquisitions dudit domaine eſtre aliees par les tuteurs des mineurs, ſans decret & autorité de iuſtice. xix.

Foins à couper, la my-May paſſee: raiſins auſſi à couper, la my-Septembre paſſee: & tous les autres fruits pendans par racines la feſte de natiuité ſainct Iean Baptiſte auſſi paſſee: poiſſons qui ont eſté en eſtang, viuier ou foſſe par l'eſpace de trois ans, ou que par quelque eſpace de temps que ce ſoit, ſont mis en huches ou autres lieux fermez: & bois taillis, le temps de leur coupe ordinaire paſſé, ſont auſſi cenſez & reputez meubles. xx.

Vrancilles de maiſons, qui ſe peuuent transporter d'icelles ſans fraction & grande deterioration d'iceux, ſont auſſi cenſez & reputez meubles. Mais ſ'ils tiennent à fer & à clous, & autrement ne peuuent eſtre transportez, ſans fraction & grande deterioration d'iceux, ſeront cenſez & reputez immeubles. xxi.

Par ladite couſtume de Rheims tous les biés meubles, ou cenſez & reputez meubles, comme dit eſt, ſuiuent les couſtumes des lieux, où eſtoient les domicils de ceux, par le trespas deſquels ils ont eſté delaiſſez: ores qu'ailleurs au contraire, leſdits biens fuſſent dits, cenſez & reputez immeubles. xxii.

Mais les biens immeubles autres que ceux, qui par ceſte couſtume ſont cenſez pour meubles, ſuiuent touſiours les couſtumes des lieux, où ils ſont aſſis. Et ſont leſdits immeubles, naiſſant, autrement dits propres, ou acqueſts, ou conqueſts. xxiii.

Moulin.

Moulins tournans à vent & à eau, pressoirs à vis, & tourdoirs, & aussi thuilleries, sont reputez immeubles. Pareillement l'artillerie & instruments seruants à icelle, estans en chasteau & place forte pour la garde du lieu, en pays de frontiere, sont reputez immeubles. xxiiiij.

Heritage escheu par succession en ligne directe ou collaterale, tant que la consanguinité se peut estendre, est naissant & propre heritage à celuy, à qui il est escheu. xxv.

L'heritage que pere & mere, ayeul, ayeule, ou autres ascendants, donnent à leurs enfans, ou enfans de leurs enfans, ou autres leurs descendants, en don de mariage ou aduancement d'hoirie, est naissant. xxvi.

L'heritage laissé par vn testateur à son enfant, ou autre son proche parent, ou lignager descendant ou collateral, soit par leg vniuersel ou particulier, ou par donation, à cause de mort, en quelque maniere qu'il aura esté accepté ou apprehendé, sortit nature de naissant, si iceluy legataire ou donataire autrement deuoit succeder audit testateur: sinon que par expres ledit testateur luy eust particulierement laissé & legué, pour estre acquest audit legataire ou donataire: ou que ledit leg fust fait en remuneration d'aucun seruice ou bié fait. Auquel cas & chacun d'iceux, tel heritage est repute acquest. xxvii.

Pecune donnee par pere, mere, ayeul, ayeule, ou autre ascendant à leurs enfans ou enfans de leurs enfans en contemplation de mariage, pour icelle pecune estre employee en achat d'heritages, encores qu'elle n'ayt esté à ce conuertie & employee, neantmoins est de nature de naissant audit donataire, s'il doit mediatement ou immediatement succeder audit donateur. xxviii.

L'heritage acquis de deniers donnez en la maniere que dessus, est censé & repute naissant, encores que l'acquisition faite d'iceux deniers, eust esté faite durant & constant leur mariage. xxix.

Tel naissant dont est parlé aux trois articles precedants, remonte: c'est à dire, reuiert au pere, mere, ayeul, ayeule, ou autres ascendants, testateur ou donateur: au cas que ledit legataire ou donataire fust decedé sans enfans procrees de son corps en loyal mariage, encores qu'il eust parens collateraux. xxx.

Heritage que le mary achete, ou baille à sa femme en recompense de celuy qu'il a vendu du naissant de sadite femme, sortira nature de naissant à icelle femme du costé & ligne dont vient l'heritage vendu, encores que telle vendition ayt esté faite du consentement de sadite femme. xxxi.

Tousheritages sont césés & reputez estre de nature de naissant du costé & ligne paternelle de celuy, à qui lesditsheritages appartiennent, s'il n'appert du contraire. xxxii.

Acquest est ce qui a esté acquis par aucun au parauant qu'il eust esté marié, ou apres la dissolution de son mariage. Comprend toutesfois en sa generalité ce mot, conquest, qui s'entend d'acquisition faite constant le mariage, où toutesfois la femme n'a rien, pendant ledit mariage, comme dit sera cy apres. xxxiii.

Heritage donné ou legué par testament à personne estrange, qui n'est enfant ou plus prochain habile à succeder au testateur, est acquest au donataire ou legataire. xxxiiii.

Pareillement l'heritage donné ou legué à vne femme mariee par autre que par ses pere & mere ou parens, desquels elle ne seroit ou ne deuroit estre heritiere, est acquest au mary aussi bien qu'à la femme, s'il n'estoit dit expressement par le testateur ou donateur, que tel heritage sera naissant à ladite femme. xxxv.

Heritage donné à enfant estant en puissance de pere & non emancipé de sondit pere, est acquest audit enfant. Toutesfois sondit pere en iouyra par vsufruit iusques à ce que ledit enfant, s'il est masle, ayt atteint l'aage de vingt ans accomplis, ou qu'il soit marié, ou entré aux sainctes ordres. Ou si c'est fille, iusques à ce qu'elle ayt atteint l'aage de dixhuit ans aussi accomplis, ou que le pere soit decedé. Auquel cas sera l'vsufruit consolidé à la propriété au proufit dudit enfant tant masle que fille, encores qu'il n'ayt atteint lesdits aages, s'il n'est autrement dit par le donateur. xxxvi.

L'heritage eschangé est de pareille nature que celuy qui est prins par contreschange. Et où il y à aura soulte de deniers, sera acquest, au p rata de ladite soulte. Et sera tenu l'heritier de celuy à qui n'appartient ledit heritage eschangé, prendre sa part de ladite soulte de deniers: & ce faisant, laisser la totalité dudit heritage à celuy, à qui appartenoit ledit heritage laissé en contreschange d'iceluy, ou à ses heritiers. xxxvii.

L'heritage du naissant du vendeur est acquest au retrayant lignager d'iceluy. xxxviii.

Couſtumes de Rheims

Heritage donné par donation entre vifs, autrement que par don de mariage ou aduancement d'hoirie, eſt acqueſt au donnataire. xxxix.

Heritage prins à ſurcens perpetuel ou viager & à temps, eſt acqueſt au preneur. xl.

Tous biens immeubles ſoient de naiſſant ou acqueſt, ſont tenus ou noblemēt en fief, ou roturierement en cenſiue, ou en franc alleu.

De Fiefs.

xli.

LE fils en ſucceſſion directe, à cauſe des fiefs aduenus en icelle, exclud ſa ſœur au droit & prerogatiue d'aiſneſſe, encores que ſadite ſœur fuſt plus aagée que luy: mais ſ'il n'y a que filles, elles ſuccederont eſgallement en ladite ſucceſſion, ſans prerogatiue d'aiſneſſe. xlii.

Le fils aiſné en chascune ſucceſſion de pere, mere, ayeul, ayeule, ou autre aſcendant, ſoit noble ou roturier, pour ſon droit d'aiſneſſe prend par preciput & aduantage le principal manoir ou hoſtel noble, encores qu'il n'y en ayt qu'un: & ſ'il y en a pluſieurs, celui qu'il voudra, avec la baſſe cour deſtinee audit manoir, & iardin ioignant audit manoir ou baſſe cour. Prend en outre la moitié des autres heritages nobles & feodaux, & ſes freres & ſœurs auront l'autre moitié: en telle maniere qu'un fils prendra autant que deux filles. Et ſ'il n'y a qu'une fille avec un ou pluſieurs fils, elle prendra la moitié de ce que prendra un deſdits fils. xliii.

Si dedans ledit manoir, baſſe cour, ou iardin, y a moulin, preſſoirs ou fours bannaux, le corps deſdits moulins, preſſoirs, ou fours bannaux appartient audit aiſné: mais le proufit de la bannalité ſe partift comme les autres choſes parties noblement. xliiii.

Si pres dudit manoir y a parc, cloz de vigne, verger ou garenne fermez de muraille ou foſſez, qui ſoit pour l'embelliſſement ou ornement de la maiſon, ledit aiſné en faiſant partage, le peut prendre, en recompensant les puisnez en terres de fiefs & ſeigneuries, ſi tant en y a: ſi non eſ plus proches terres de la ſucceſſion, à la commodité des puisnez le plus que faire ſe pourra. xlv.

Peut auſſi ledit aiſné prendre l'autre moitié du fief où eſt aſſis ledit principal manoir en recompensant dedans l'an & iour de la ſucceſſion aduenue, ſes puisnez en terres d'autres fiefs eſtans de ladite ſucceſſion, de pareille preeminence, valeur & commodité, qu'eſt ladite moitié, autrement non. xlvi.

Et ſ'il n'y a que deux fils ſeulement, l'aiſné pour ſon droit d'aiſneſſe prend par preciput & aduantage leſdits manoir, baſſe cour & iardin: & le ſurplus de ladite ſucceſſion directe, tant meubles qu'immeubles, ſoit fief ou roture, ſe partira entre luy & ſon frere puisné eſgallement. xlvii.

Et ſ'il n'y a qu'un fils & vne fille, le fils outre ledit manoir prend les deux tiers deſdits fiefs, & la fille aura l'autre tiers. xlviii.

Et ſi en ladite ſucceſſion directe n'y a qu'un hoſtel tenu en fief, & y ayt autres heritages tenus en roture, le fils aiſné pour ſon droit d'aiſneſſe prend entieremēt & par preciput tel hoſtel ou manoir: & outre partira leſdits heritages eſgallement avec ſes freres & ſœurs. xlix.

S'il y a pluſieurs fiefs tant en ſucceſſion de pere que de mere, aſſis en diuers bailliages: à ſçauoir l'un au bailliage de Vermandois, & l'autre au bailliage de Victry, ou autre bailliage que celui de Vermandois, le fils aiſné en chascun deſdits bailliages prend par preciput & aduantage le droit d'aiſneſſe, qui luy eſt deu en chascun deſdits bailliages. l.

Representation a lieu en ligne directe infiniment pour le regard des fiefs. Toutesfois la fille du fils aiſné ne repréſentera au droit d'aiſneſſe ſon pere: ains en ſera exclue par ſes oncles, & luy ſera baillé ſeulement ce qu'eult eu ſon pere, ſ'il eult eſté puisné: & appartiédra ledit droit d'aiſneſſe au plus aagé de ſesdits oncles, & à ſesdits enfans repréſentans iceluy, ſ'il y en a de maſles. li.

En ſucceſſion collaterale, quant aux fiefs, le maſle en pareil degré exclud la fille. lii.

En ſucceſſion collaterale n'y a droit d'aiſneſſe. liii.

Representation en ligne collaterale a lieu iuſques aux enfans des freres & ſœurs incluſiuement, ſelon la diſpoſition de la raiſon eſcrite, quant aux fiefs. Car quant aux rotures, ladite representation a lieu infiniment, comme ſera dit cy apres. liiii.

En ladite ligne les femelles ne ſuccedent en fief avec les maſles eſtās en pareil degré: mais où le maſle viendra par representation, les femelles ſuccedent avec luy, comme la tante avec ſes neuuez maſles, enfans de leur frere predecedez. Et hors ledit degré de representation, ledit maſle eſt exclud par la femelle plus prochaine en degré. lv.

Si

Si aucū decedoit sans enfans, frere ou sœur, delaisse plusieurs neueuz, dont aucuns feussent enfans du frere, & les autres enfans de la sœur, lesdits neueuz tant du frere que de la sœur, succederont esgalement: & pareillement luy succederont les nieces filles desdits freres ou sœurs, fil n'y auoit aucuns neueuz. lvi.

Et fil y a vn neueu venant de la sœur d'un costé, & vne niece venant du frere de l'autre, ledit neueu exclud la niece de la succession de l'oncle, encores que ledit frere eust exclud la sœur, & les enfans d'elle. lvii.

Quand le vassal dort, le seigneur veille: & quand le vassal veille, le seigneur dort. Qui est à dire, que aduenant mutation, ou du costé du seigneur, ou du costé du vassal, ledit seigneur par faute de foy & hommage non faits, ou droits & devoirs non payez, selon & au cas dont sera cy apres parlé, peut saisir le fief mouuant de luy: & au moyen de ladite saisie faire les fruits d'iceluy fief siens, & non autrement. lviii.

Le nouveau seigneur peut, si bõ luy semble, faire proclamer & signifier à ses vassaux, qu'ils luy viennent faire la foy & hommage dedans quarante iours. Et si dedans ledit temps lesdits vassaux ne se presentent, il peut saisir & exploiter les fiefs tenus & mouuans de luy, & faire les fruits siens d'iceux: pourueu toutesfois que la signification & publication ayt esté faite: c'est à sçauoir, quant aux fiefs estâts és comtez, baronnies, & chastellenies, dont ils sont mouuâs, par proclamation & à son de trompe & cry public par trois iours de Dimanche, & de marché, si marché y a. Et quant aux autres fiefs estans hors desdites comtez, baronnies, & chastellenies, dont ils sont mouuans, par signification faite au vassal à sa personne, ou au lieu des fiefs, fil y a manoir: ou au procureur dudit seigneur, si aucun en y a: sinon, au profne de l'eglise parochiale dudit lieu, au iour de Dimanche ou de feste solennelle. lix.

Et ne doit l'ancien vassal audit nouveau seigneur feodal seulement que la foy & hommage, qui est la bouche & les mains. Et ledit deuoir fait, il doit auoir la main leuee de son fief, en payant les frais de ladite saisie. lx.

Si la mutation adient du costé du vassal, en tous cas ledit vassal doit audit seigneur la bouche & les mains. lxi.

Et est à entendre, qu'en aucuns cas est deu audit seigneur feodal par son vassal la bouche & les mains seulement: aux autres ladite bouche & les mains, avec droit de relief ou rachat: aux autres la bouche & les mains, avec droit de quint seulement, ou avec droit de quint & requint ensemblement. lxii.

Le vassal, ne deuant tant pour luy, que pour son predecesseur, aucuns droits & devoirs à son seigneur feodal, lequel autrement à faute d'iceux non faits ne payez, pourroit saisir sondit fief, & luy denier sa reception en foy & hommage, doit la bouche & les mains seulement, és cas qui s'ensuyuent. lxiii.

A sçauoir, quand la veufue (partage faisant avecques les heritiers de feu son mary, des conquests faits durant le mariage dudit defunct & d'elle) prend pour sa part aucuns fiefs, estans desdits conquests: encores que lesdits heritiers ne prennent pour leur part d'iceux conquests, que heritages roturiers, n'estans de la censue dudit seigneur, dont sont lesdits fiefs mouuans. lxiiii.

Quand ladite veufue, apres le trespas de son mary, reprend les fiefs à elle appartenants, tant ceux qu'elle auoit auant sondit mariage, que ceux qui luy sont escheuz durant iceluy: & pour lesquels sondit mary, à cause d'elle, en son viuant auoit fait les foy & hommage, & payé les droits & devoirs audit seigneur feodal. lxv.

Quand les heritiers dudit defunct, apres le trespas de ladite veufue, reprennent les fiefs qui auoient esté delaissez par ledit defunct à icelle veufue, pour son douaire prefix ou coustumier. lxvi.

Quand le seigneur feodal par puissance de fief, retire le fief mouuant de luy, sur celuy qui l'auoit nouvellement acquis, & que ledit acquerer pour n'estre lignager de son vèdeur, n'a sceu empescher ne denier ledit retrait audit seigneur feodal. lxvii.

Quand ledit seigneur feodal, ayant aussi retiré le fief tenu & mouuant de luy, le vniist & incorpore à son fief principal: ou vend, cede, & transporte le fief ainsi acquis à autre, qui en deuiendra son homme & vassal. lxviii.

Quand vn fief a esté retiré par le parét ou lignager de celuy, à qui il appartenoit de son naissant, sur celuy qui estoit estranger, ou qui n'estoit parent du costé & ligne, dont le fief appartenoit au vendeur. lxix.

Couftumes de Rheims

Quand vn mineur, ayant eu gardien ou tuteur, paruenü en l'aage pour pouuoir faire la foy & hommage à fon feigneur: à ſçauoir en l'aage de quatorze ans accomplis (ſ'il eſt maſle) & de douze ans auſſi accomplis (ſi elle eſt femelle) reprend & releue fon fief de ſondit feigneur feodal, lxx.

Quand vn fief eſchoit à aucun par ſucceſſion directe, ou luy eſt donné par pere, mere, ayeul, ayeule, ou autre aſcendant, en faueur de mariage, ou aduancement d'hoirie. lxxi.

Quand en partageant avec enfans nobles ladite ſucceſſion directe, le fief donné en faueur de mariage, ou aduancement d'hoirie, par rapport & collation d'iceluy, tombe à autres deſdits enfans, que celuy à qui il auoit eſté ainſi donné. lxxii.

Quand vn fief eſt baillé par pere, mere, ayeul, ayeule, ou autre aſcendant, à ſon enfant, enfant de ſon enfant, ou autre deſcendant au lieu, & en l'acquit & payement de deniers, qui par ledit pere auoient eſté promis audit enfant en faueur de mariage. lxxiii.

Quand ledit fief retourne audit pere, aduenant la condition, ſous laquelle il l'auoit donné en faueur de mariage à ſondit enfant: à ſçauoir au cas que ſondit enfant decedaſt ſans hoirs procreez de ſon corps. lxxiiii.

Et n'eſt tel donnataire (ſoit icelle donation en faueur de mariage, ou aduancement de hoirie pure ou conditionnelle) tenu de foy porter heritier de ſondit pere, ayeul, ayeule, ou autre aſcendant. lxxv.

Toutesfois où il ne ſe porteroit heritier, & ladite donation excéderoit la portion qui luy appartiendroit ab inteſtat, pour ce regard ſeroit deu relief ou rachat audit feigneur feodal. lxxvi.

Lequel droit de relief ou rachat (qui n'eſt qu'une meſme choſe) eſt le reuenü du fief par vn an: c'eſt à ſçauoir, le tiers du reuenü des trois années précédantes, faiſans des trois années enſemble meſſées vne année commune, au dire de preudhommes: ceſt à ſçauoir de trois pers & hommes dudit fief, ou autres gens de bien: qui feront la priſe & eſtimation dudit reuenü d'un an, ou vne ſomme de deniers pour vne fois offerte par le vaſſal, au choix & option dudit feigneur feodal. lxxvii.

Et eſt deu iceluy droit de rachat par le vaſſal, outre & par deſſus ladite bouche & les mains, eſ cas qui ſ'enſuyuent. lxxviii.

A ſçauoir, quand le fief eſchoit audit vaſſal par ſucceſſion collaterale. lxxix.

Quand vne femme, à laquelle appartient vn fief, ſe remarie, ou eſtât mariee luy aduient vn fief par ſucceſſion directe ou collaterale, ſon mary payera vn rachat au feigneur feodal: ſinon que pour le regard de ladite ſucceſſion directe, elle euſt eſté acquittee de ſon premier mariage par ſon frere ainſé ou puiné, comme ſera dit cy apres. lxxx.

Et eſt à entendre qu'autant de fois que ladite femme ſe remariera, eſt deu rachat audit feigneur feodal. lxxxii.

Non ſeulement eſt deu rachat pour fief aduenü en ſucceſſion à ladite femme ſe remariant: mais auſſi pour le fief qui luy a eſté delaiſſé par ſon feu mary à tiltre de douaire: pour lequel toutesfois demeurant en viduité, elle ne doit aucun rachat audit feigneur feodal. lxxxiii.

Quand vn fief aduient par leg teſtamentaire, ſimple ou remuneratif, ou par donations entre viſs, ſimples ou remuneratoires, eſt deu rachat au feigneur feodal, ſ'il n'y a bourſe deſſiée. Auquel cas ſeroit deu droit de quint, ou de quint & requint, ſelon le contract, & qu'il ſera dit cy apres. Ou ſi le leg ou don n'ont eſté faits en aduancement d'hoirie, ou en faueur de mariage à celuy qui deuoit ſuccéder en ligne directe audit teſtateur ou donneur. Auquel cas ne ſeroit deu audit feigneur feodal que la bouche & les mains. lxxxiiii.

Pour fiefs amortis par le Roy, encores que ledit feigneur feodal ayt receu homme viuant & mourant, eſt deu rachat à chaſcune mutation, ſ'il n'y a conuention au contraire. lxxxv.

Par eſchange d'un fief à autre heritage non noble, eſtant ou n'eſtant de la cenſue du feigneur, dont ledit fief eſt mouuant, ſi ledit eſchange eſt fait but à but ſans ſoulte & ſans fraude, eſt deu à cauſe dudit fief, rachat ſeulement. Mais ſ'il y a ſoulte de deniers, iuſques à la cōcurrence des deniers ſera deu droit de quint. Et ſ'il eſt dit, francs deniers au vendeur, ſera deu droit de quint & requint. lxxxvi.

Le droit de quint, eſt la cinquième partie du pris de la choſe vendue, non comprenant en icelle le pris du vin du marché: ſinon qu'il fuſt exceſſif. lxxxvii.

Droit de requint eſt le cinquième denier dudit quint, tellement que de mil liures le quint ſont deux cens liures, le requint quarante liures: conſéquemment quint & requint, douze vingts liures

l. 114. Vide que ſcripſit in conſuet. pariſi. §. 3. C. M.

liures pour lesdits mil liures.

lxxxvii.

Est deu iceluy droit de quint seulement, ou droit de quint & requint ensemblement, outre la bouche & les mains, és cas qui s'ensuyuent.

lxxxviii.

A sçauoir, pour engagement fait par le vassal, sans le consentement du seigneur feodal de son fief, mettant iceluy hors de ses mains & possession à plus long terme que de trois ans, est deu par le propriétaire d'iceluy fief quint denier de la somme, pour laquelle a esté engagé ledit fief. Neantmoins peut ledit vassal bailler à louage son fief à tant d'annees qu'il luy plaist, au dessous de dix ans, en receuant par chascun an les louages d'iceluy, sans qu'il doye aucun prouffit pour ce audit seigneur feodal.

lxxxix.

Aussi pour rente constituée sur vn fief soit perpetuelle ou rachetable : pourueu qu'elle ne soit infeodee, n'est deu aucun prouffit.

xc.

Pour vn bail fait à vies, ou à plus de neuf ans, à la charge d'aucunes redeuances, en deniers, grains, ou autres choses, si il y a eu bourse desliee par le preneur, est deu quint denier, pour raison des deniers desboursez. Autrement si il n'y a bourse desliee, n'est deu que relief.

xci.

Pour vèdition faite sous la grace de rachat ou remere pour trois ans, n'est deu quint denier: mais si l'acheteur proroge ladite grace, sera ladite prorogation reputee faite en fraude du seigneur feodal. Auquel cas pour raison d'icelle prorogation sera deu quint denier. Et si ladite vèdition faisant est dit, francs deniers au vendeur, sera deu quint & requint par l'acheteur: auquel le vendeur rachetant par apres sondit fief, sera tenu faire remboursement desdits quint & requint payez audit seigneur feodal.

xcii.

Celuy à qui le vassal pour s'acquitter enuers luy d'une rente perpetuelle ou viagere, baille & transporte son fief, doit quint denier au seigneur feodal à la raison du pris que valoit pour vne fois ladite rente.

xciii.

Pour vendition de quelque fief ou rente infeodee, ou autre contract equipolent à venditiõ, soit telle vendition volontaire ou necessaire, comme faite par decret de iuge, est deu quint denier au seigneur feodal par le vendeur. Et si il est dit franc denier au vendeur, est deu quint & requint par l'acheteur.

xciiii.

Le semblable est en la vendition d'une rente non infeodee, soit perpetuelle ou viagere, constituée sur aucun fief: de maniere que le rentier se paye de ladite rente par ses mains, sur le reuenu dudit fief. Auquel cas est deu quint denier & requint, aux cas dessusdits.

xcv.

Pour vn retrait lignager executé contre le seigneur feodal, qui auoit acquis le fief mouuant de luy, est deu audit seigneur feodal droit de quint & requint par le retrayant.

xcvi.

Si pendãt l'ouuerture d'un fief faisi par faute d'homme, droits & devoirs non faits & payez, le propriétaire d'un fief faisi acquiert aucun fief mouuant de sondit fief faisi, & tenu en arrierefief dudit seigneur saisissant, sera deu audit seigneur par le vendeur d'iceluy fief tenu & mouuant de luy, comme dit est, quint denier du pris de ladite acquisition: sinon qu'il fust dit, francs deniers au vendeur. Auquel cas sera aussi deu audit seigneur quint & requint par ledit acheteur.

xcvii.

Et a lieu l'article precedent, au cas que ledit propriétaire depuis la main mise de sondit fief, ayt eu souffrance & permission de iouyr & percevoir les fruits d'iceluy fief à certain temps, ou tant qu'il plaira audit seigneur feodal: & que pendant icelle souffrance & permission il eust fait ladite acquisition d'iceluy fief mouuant de sondit fief faisi.

xcviii.

Et ne peut ledit propriétaire aux cas dessusdits, & pendant ladite main mise, reunir & incorporer à sondit fief le fief nouvellement acquis, si ce n'est par la permission dudit seigneur saisissant: ou que la foy & hommage faits depuis à sondit seigneur feodal, & adueu & denombrement baillez audit seigneur, il eust comprins à sondit adueu & denombrement ledit fief nouvellement acquis: & que ledit adueu & denombrement eust esté simplement sans blâme receu par le seigneur feodal.

xcix.

Le vassal est tenu incontinent apres ladite mutation venant de son costé, si elle est autremet que par mort: & si c'est par mort, dedans les quarãte iours apres, aller deuers son seigneur feodal, luy faire les foy & hommage de sondit fief seulement. Et outre ladite foy & hommage faite, payer audit seigneur rachat, ou quint ou requint, selon les cas dessus specifiez: autremet par faute de ce auoir fait, peut ledit seigneur feodal mettre en sa main le fief mouuãt de luy, & iceluy faire exploiter en pure perte, & en faire les fruits siens, pendant la main mise.

c.

Exploiter en pure perte le fief, est iouyr par le seigneur par ses mains d'iceluy fief, selon & ainsi qu'en iouysoit le vassal au parauant ladite main mise. Quoy faisant, sera tenu payer les

Couftumes de Rheims

charges anciennes dudit fief.

ci.

Pareillemēt si le vaffal au parauant ladite main mise auoit baillé à ferme pour trois ans son dit fief, & pour ledit temps vendu les coupes de boys & pesches de ses estangs, seroit tenu ledit seigneur feodal d'entretenir les fermes & marchez faits par ledit vassal. Auquel cas les fermiers & marchans seront tenus luy payer les loyers & pris desdites coupes & pesches aux termes & payemens conuenus entre eux, qui eschoiront durant ladite saisie, encor es qu'ils eussent anticipé lesdits termes, & en tout ou partie aduancé audit vassal lesdits loyers & payemens.

cii.

Si touresfois ledit vassal auoit fait lesdites fermes ou ventes pour plus de trois annees, ne sera tenu le seigneur feodal les entretenir: ains lesdites trois annees escheuës pourra de nouuel bailler à ferme ledit fief saisi, & faire les ventes desdites coupes à autres fermiers ou marchans. Et si ausdites fermes ou marchez faits pour trois ans se trouue defectuosité notable par la collusion desdits vassal, fermiers, marchans ou autremēt, pourra ledit seigneur feodal rompre lesdits fermes & marchez, & de nouuel les bailler au plus offrât & dernier encherisseur, en la maniere accoustumee.

ciii.

Sera tenu ledit seigneur feodal faisant les fruits siens es manieres que dessus, entretenir les bastimens & autres appartenances dudit fief, de reparations menuës & necessaires, cōme vn bon pere de famille: & outre payer les charges anciennes dudit fief.

ciiii.

Le vassal qui a enfreint ladite main mise estant au parauant venue à sa connoissance, est tenu de rendre les fruits & leuees, par luy ou de par luy receuës, durant & depuis ladite main mise.

cv.

Le seigneur incontineēt apres le trespas de son vassal, peut faire saisir le fief tenu de luy: mais si dedans les quarante iours apres iceluy trespas, l'heritier fait ses offres, & se met en deuoir, ledit seigneur ne fait les fruits siens, escheus depuis ledit trespas: ains en doit auoir ledit heritier main leuee, sans qu'il soit tenu des frais ne des despens de la saisie.

cv.

Mais si dedans les quarante iours iceluy heritier ne fait son deuoir, iceluy seigneur fait les fruits siens des & depuis le iour de la saisie, & iusques au iour que ledit heritier est venu deuers luy, faire ses offres: & paye ledit heritier les frais de ladite saisie.

cvii.

Le seigneur feodal, qui fait les fruits siens, pendant ladite main mise, au moyen qu'il a opté pour son droit de rachat, le reuenue d'une annee du fief, s'il y a boys taillis ou estangs, prend le prouffit desdits boys & estangs pour portion du temps seulement, eu esgard à ce que la coupe de boys & pesche d'estangs peut reuenir par chascun an.

cviii.

Le vassal dedans quarante iours apres la foy & hommage par luy faite à son seigneur feodal, doit bailler son adueu & denombrement audit seigneur feodal: & quarante iours apres iceluy baillé, doit retourner par deuers ledit seigneur feodal le reblandir: c'est à dire, sçauoir de luy, s'il veut debattre ledit adueu & denombrement. Et où ledit seigneur ne le debattra lesdits quarante iours passez, sera ledit adueu & denombrement tenu pour receu. Et à faute d'auoir fait ce que dessus par ledit vassal, peut ledit seigneur feodal faire saisir ledit fief: mais ne fait en ce cas les fruits siens.

cix.

Tellement qu'audit vassal ayant depuis fait son deuoir, sera rendu compte & reliqua par les commissaires establis au gouvernement de son fief, payant par luy les frais de la saisie, salaires & vacations des commissaires.

cx.

Le vassal est tenu faire la foy & hommage, & offres accoustumees audit seigneur feodal au lieu seigneurial, duquel meut & despend ledit fief, s'il y est: sinon, à son procureur, receueur, & officiers ayans charge de ce faire, si aucuns en y a. Et s'il n'y en a, la doit faire sur le lieu seigneurial en presence de notaires ou tesmoins, & le signifier aux plus prochains voisins, & leur en bailler coppie, & attacher pareille coppie audit lieu seigneurial. Et s'il n'y a lieu seigneurial destiné pour ce faire, la doit faire au lieu où le seigneur a accoustumé recevoir ses droits seigneuriaux, & le signifier aux plus prochains voisins, & leur en laisser coppie comme dessus: & laisser pareille coppie attachee à la porte dudit lieu, ou à la porte de l'eglise parochiale d'iceluy lieu. Et valent telles offres tout ainsi que si elles estoient faites audit seigneur: qui ne peut icelles faites, tenir ledit fief saisi.

cx.

Ledit seigneur feodal n'est pas tenu recevoir son vassal à foy & hommage par procureur, si le vassal peut faire la foy & hommage en personne, ou s'il n'a excuse: au cas toutesfois que le seigneur fust sur le lieu, pour en personne recevoir ses vassaux. Car s'il n'y estoit en personne, & auoit laissé audit lieu vn procureur pour recevoir les foy & hommage, seroit tenu ledit procureur

cx.

x. 106. Hoc nimis durum propter crebra impedimenta heredū. Ideo limbo ut procedat si heres sciuit prehesionē illā acceleratam, & spacium habuit. Secus si ignorauit, vel si iusta impedimenta habuit, quia tūc saltē. 40. dies ab obitu defuncti immunes habere debet. C. M.

curent pareillement recevoir par procureur.

cxii.

Souffrance tant qu'elle dure, vaut foy: & est tenu le seigneur feodal bailler ladite souffrance au tuteur ou gardien des mineurs, iusques à ce qu'ils soient deuenus en aage pour porter la foy & hommage.

cxiii.

L'aage pour porter la foy & hommage est aux males de quatorze ans, & aux femelles de douze ans accomplis, comme il est dit cy dessus.

cxiiii.

Le frere aisné peut porter la foy & hommage au seigneur feodal pour ses freres & sœurs puisnez. Ce faisant, acquitte seldites sœurs de leur premier mariage, pour le regard des fiefs, qui leur aduiennent en succession directe. Et où ledit aisné seroit refusant porter ladite foy, les puisnez successiuellement la pourrôt porter & acquiter comme dessus. Et ne pourra l'aisné estre contraint porter ladite foy, au cas que les puisnez voulussent opter de tenir les portions de fief de leur seigneur feodal, & non de leur aisné.

cxv.

Car par ladite coustume lesdits puisnez freres & sœurs peuuēt, si bon leur semble, tenir l'option de fief de leur frere aisné. Et en ce cas ledit aisné en fait arrierefief au seigneur feodal: ou bien lesdits puisnez peuuent tenir leursdites portions de fief du seigneur feodal, à leur choix & option: & ce dedans l'an apres qu'ils sont aagez & hors de minorité: car ledit temps passé n'y feront plus receus, & tiendront leursdites portions en fief de leurdit frere aisné, & en arrierefief dudit seigneur feodal.

cxvi.

Le pareil peut faire le pere, mere, ayeul ou ayeule à leurs enfans, ou enfans de leurs enfans: à sçauoir leur partager son fief, & faire que les membres d'iceluy tiendront en foy & hommage de luy ou de son fils aisné, sans moyen, & du seigneur dudit fief en arrierefief. Ce que ne peuuent faire lesdits enfans en succession collaterale: en laquelle aussi leur est permis partager entre eux vn fief. Mais ne peuuent tenir leurs parts & portions dudit fief de leur frere aisné, ains seulement du seigneur dudit fief.

cxvii.

Le vassal ne peut, sinon aux cas contenus és deux articles precedens, desmembrer son fief au preiudice du seigneur feodal. Peut toutesfois s'en iouer iusques à la demission de foy: c'est à sçauoir, le bailler à cens & à rente, en portant la foy dudit fief à son seigneur feodal. Auquel cas, & aduenant mutation de fief, pourra ledit seigneur saisir & exploiter ledit fief à pure perte, selon les cas dessus specifiez, sans auoir esgard aux baux, à cens ou rente faits par son vassal sans son consentement, & non infeodez par luy.

cxviii.

Si le vassal vend, donne, ou autremēt aliene son fief, & le met en la main de l'acquireur, qui s'immisce en iceluy, sans auoir releué, ne fait offres raisonnables au seigneur feodal, ledit seigneur peut faire saisir iceluy fief, & en faire les fruits siés iusques au iour que tel acquireur ayt releué de luy, & fait lesdites offres. Mais si le vassal l'auoit vendu, donné & aliéné, sans l'auoir déclaré & notifié audit seigneur, ou sans foy en estre desfaisi, iceluy seigneur ne pourroit faire saisir ledit fief, rāt que ledit vassal le tiédroit entre ses mains: ains est toujours iceluy vassal tenu & réputé homme dudit seigneur.

cxix.

Le seigneur feodal peut, si bon luy semble, recevoir à vn fief tenu de luy tous les vassaux qui se presentent, & de chascun d'eux prendre ses droits. Et s'il se trouue qu'aucuns d'eux n'y ayt droit, ou en soit euincé par procez ou autrement, ledit seigneur n'est tenu de restituer ce qu'il aura receu: sinon que le vassal voulant vser de repetition, eust iuste & probable cause d'erreur.

cxx.

Celuy qui a obtenu adiudication du fief par sentence, est tenu de le releuer du seigneur du fief dominant, encores que celuy qui a succombé au procez, eust releué ledit fief. Et ce sans restitution, compensation ne diminution dudit droit de relief, qui auroit esté payé: sinon au cas d'erreur probable, comme dessus.

cxxi.

Le seigneur feodal ne differera, si bon luy semble, à recevoir aucun vassal à son fief pour opposition ou appellation qui pourroit estre faite par autre pretendan droit audit fief. Et suffit qu'il declare qu'il n'entend preiudicier au droit d'autrui.

cxxii.

Le premier desdits contendans, qui a fait lesdits foy & hommage, & a payé les droits & deuoirs seigneuriaux, y ayant esté receu, fait cesser¹ la saisie dudit seigneur feodal: lequel

cxxiii.

Il est permis au vassal pour le refus fait par son seigneur feodal de le recevoir à foy & hommage, se faire recevoir par main souueraine, en consignat les droits & deuoirs accoustumez.

cxxiiii.

¹ Quā liu re-
fider, secus si
aduersarius ef-
ficiatur posses-
sor. C. Ad.

Couſtumes de Rheims

Auſſi le vaſſal en cas de debat de deux ſeigneurs contédans la ſuperiorité de ſon fief, ſe peut faire recevoir à foy & hommage par main ſouveraine, en conſignant, comme deſſus. cxxv.

Si le ſeigneur feodal reçoit en foy & hommage ſon vaſſal ſans aucune reſervation, il ne peut ſaiſir le fief pour les prouſits pretendus au precedent: mais le peut demander par action. cxxvi.

Le vaſſal deſaduouant ſon ſeigneur feodal, & deniât tenir de luy, doit auoir pédât le procez main leuee: mais ſ'il ſe trouue par l'iſſue dudit procez, qu'il l'ayt mal deſaduoué, ledit fief & fruits d'iceluy, tumbent en commis, & ſont conſiſquez audit ſeigneur. cxxvii.

Ne ſuffiſt au vaſſal de dire qu'il tient ſon fief du Roy contre le ſeigneur ſuperieur: ains faut qu'expreſſement il aduoue ou deſaduoue celuy qui pretend eſtre ſon ſeigneur feodal: ſinon au cas que deux pretendiſſent la teneur feodale leur appartenir. Auquel cas le vaſſal n'eſt tenu d'aduouer ou deſaduouer l'un ne l'autre: mais ſuffiſt d'offrir faire la foy à celuy qui obtiendra. cxxviii.

Eſt tenu le vaſſal communiquer tous ſes tiltres, qu'il a de ſon fief, à ſon ſeigneur feodal, & ſ'en purger par ferment, ſ'il en eſt requis. Et en pareil eſt tenu ledit ſeigneur feodal enuers ſon vaſſal, auant qu'il ſoit tenu aduouer ou deſaduouer. cxxix.

Si le vaſſal a machiné la mort & deſtruction de ſon ſeigneur feodal, ou pourchaſſe ſon vilain deſhonneur, ou autre dômage notable, ou en haine de la ſaiſie de ſon fief, & autre exploit feodal par rebellion ayt baſtu ou iniurié à ſa perſonne, & de fait expulsé du fief ſondit ſeigneur, & de tout ce il ſoit attaint & conuaincu ſuffiſamment: iceluy vaſſal conſiſque ſon fief. Mais ſi le ſemblable eſt fait à la perſonne du ſergent faiſant la ſaiſie, ou des commiſſaires par luy eſtablis exerçans leur dite commiſſion, ſera tenu tel vaſſal amender telle offence à l'arbitrage du iuge, ſans commiſe du fief. cxxx.

Pareillement le ſeigneur commettant felonnie enuers ſon vaſſal, en machinant ſa mort ou deſtruction, en luy pourchaſſant vilain deſhonneur, ou dommage notable, ſ'il en eſt attaint & conuaincu ſuffiſamment, perd ſon droit & teneur feodale, qu'il auoit ſur ledit fief de ſondit vaſſal, qui tiédra du ſeigneur immediat, duquel tient ſon ſeigneur de fief, ſi bon luy ſemble audit vaſſal. cxxxii.

Le ſeigneur feodal, qui met en ſa main aucun fief, par faute d'homme, droits & deuoirs non faits & non payez, peut ſemblablement mettre en ſa main tous les arrierefiefs ouuerts dependans d'iceluy fief. Et en ce cas les proprietaires & ſeigneurs dudit arrierefief, & chaſcun d'eux, peuuent faire la foy & hommage au ſeigneur, dont ils tiennent en arrierefief: lequel eſt tenu de les recevoir, & leur bailler main leuee, & faire deliurance, en luy payant les droits & deuoirs ſeigneuriaux, ſi aucuns en ſont deuz à cauſe de l'arrierefief, qui leur appartenoit. cxxxiii.

La ſaiſie faite pour pluſieurs cauſes coniointement ou diuiſement, comme pour hommage, droits & deuoirs non faits & non payez, & denombrement non baillé, eſt valable: pourueu que pour l'une d'icelles cauſes elle ſe puiſſe ſouſtenir: encores que le vaſſal euſt ſatisfait à aucunes d'icelles. cxxxiiii.

Le vaſſal ne peut preſcrire contre ſon ſeigneur feodal, ne le ſeigneur contre ſon vaſſal, pour quelque téps que ce ſoit, & feult de cent ans: mais le prouſit de rachat, ou de quint & requint, ſe preſcrit par trente ans. cxxxv.

Se peut preſcrire auſſi par trente ans la tenure dudit fief contre le vray ſeigneur d'iceluy, par autre pretendanſt ledit fief luy appartenir. cxxxvi.

Le ſeigneur feodal peut prendre & retenir par puissance de fief, le fief vendu par ſon vaſſal, en remboursanſt l'acheteur du ſort principal, avec les frais & loyaux couſts, comme eſt couché par cy apres, au tiltre des retraits. cxxxvii.

Pour acquerir droit de proprieté & poſſeſſion des fiefs vendus, donnez, leguez, ou autrement aduenus que par ſucceſſion ou donation faite en aduancement d'hoirie, ou en faueur de mariage, par ceux auſquels on deuoit ſucceder, eſt requis que les vendeurs & donateurs d'iceux, & heritiers des teſtateurs, ou procureurs pour eux ſe demettent & deſſaiſiſſent és mains des ſeigneurs, d'ont ſont tenus leſdits fiefs, ou de leurs baillifs & officiers: & que les acheteurs, donnataires ou legataires ſoient receuz en foy & hommage par iceux ſeigneurs, baillifs ou officiers, & en ſoient mis en poſſeſſion. cxxxviii.

Toutesfois la diligence du vaſſal enuers le ſeigneur, pour ſe faire recevoir & veſtir, & de celuy dont il a le droit, qui ſe fera deſmis & deueſtu, vaudra pour poſſeſſion tout ainſi que ſ'il auoit eſté receu par leſdits ſeigneurs. cxxxix.

Le fief ſeruanſt ſe gouuerne ſelon la couſtume du lieu où il eſt aſſis, & non ſelon la couſtume du

du lieu où est assis le fief dominant.

Des heritages tenus en roture, & droits de cens, vesture & ventes deuës à cause d'iceux. cxxxix.

Our heritage de franc aleu ne font deuz aucuns droits ou deuoirs seigneuriaux ou feodaux: neantmoins pour acquerir la propriété d'iceux, est requis vest & deuest: duquel droit sera parlé cy apres. cxl.

La pluspart des heritages roturiers sont tenus en censive: y en a toutesfois aucuns, pour lesquels on n'a accoustumé payer aucun droit annuel, & ne doyuent au seigneur foncier, sinon que vestures & ventes, ou vestures seulement: comme sera dit cy apres. cxli.

Consiste tel cës en deniers, en grains, en vin, ou en autre chose, selõ l'usage des lieux. cxlii.

Vesture & vest, est vne mesme chose: toutesfois vesture s'entéd aussi, pour ce que lon paye pour le vest d'heritage acquis de nouuel fait par les officiers de la iustice où est assis ledit heritage. Pour lequel vest est deu à ladite iustice la somme de deux deniers parisis seulement. cxliii.

Vente est le droit deu au seigneur censuel pour l'acquisition dudit heritage: à sçauoir le douzième denier du pris d'iceluy heritage, qui est à raison de vingt deniers pour liure: lequel droit est deu par l'acheteur audit seigneur en aucuns lieux, fins & limites subiets à ladite coustume, és cas dont sera cy apres parlé. cxliiii.

Vn seigneur censuel, ores qu'il ne soit haut iusticier, peut proceder par voye d'arrest ou brádon, sur les fonds & fruits pendans par les racines, des heritages à luy redevables d'aucuns cës, pour les arrerages à luy deuz. Et est pour ce regard censé & réputé auoir iustice fonciere & domaniale: & en consignat par celuy, sur lequel on auoit saisie la derniere annee dudit cens, aura main leuee, les parties demeurans en proces pour le surplus, par deuant le iuge ordinaire, où est assis ledit heritage, sans que le detenteur puisse decliner. cxlv.

Si l'acheteur n'ayant consigné, & eu main leuee, comme dessus, enfraint ladite saisie estant venue à sa connoissance, sera tenu de rendre les fruits & leuees par luy receuës, & payer l'amende de six sols parisis. cxlvi.

Le nouueau & tiers detenteur de l'heritage chargé de cens, & autres droits seigneuriaux, peut si bon luy semble, renoncer audit heritage, & le laisser au seigneur censuel, en payant & acquitãt seulement tous les arrerages & droits seigneuriaux deuz & escheuz de son tēps. cxlvii.

Au cas que ledit heritage ayt esté saisi sous couleur que ledit seigneur censuel pretend luy estre deuës plusieurs annees d'arrerages desdits cens, sera tenu ledit seigneur (sinon qu'il voulfist faire apparoir de son deu par lettres) defferer le serment au detenteur dudit heritage saisi: lequel detenteur faisant ledit serment, sera creu: excepté pour le cens de la derniere annee du paiement, duquel il doit faire preuue par lettres, ou tesmoins. cxlviii.

Par default de cens, vesture & ventes non payez, sont deuës amendes au seigneur foncier: à sçauoir de quatre sols parisis pour ledit cens: & de dix sols parisis pour lescdites vestures & ventes. cxlix.

S'il n'y a qu'une saisie faite par ledit seigneur, encores qu'elle soit faite par default de payer le cens de plusieurs annees, n'y aura qu'une seule amende. Mais s'il y a plusieurs saisies, en deura pour chascune saisie vne amende de quatre sols parisis. cl.

Le nouueau seigneur d'aucun heritage de franc aleu ou roturier, hors les cas, où n'est requis vest & deuest, desquels sera cy apres parlé, ne se doit mettre & immiscer dedans ledit heritage, que premierement il n'en soit vestu ou ensaisiné par la iustice, en laquelle est assis ledit heritage. Autrement il enchoit en amende de six sols parisis: laquelle est vulgairement appelée, L'amende de tost entree. cli.

Pour donations d'heritages faites entre vifs, soient simples, gratuites, ou remunerations, ou faites à quelques charges & autrement, ne sont deuz droits de ventes, sinon qu'il y eust bourse desliee. Auquel cas seroit deuë vente, iusques à la concurrence des deniers desboursez. clii.

En eschange fait d'heritage à autre but à but, & sans soulte de deniers, encores que lescdits heritages fussent assis en diuerses censives, ne sont deuës ventes. Et s'il y a soulte de deniers, sont deuës ventes iusques à la concurrence d'icelle. cliii.

Pour heritages prins à tiltre de surcens, emphitheose ou louage, à plus de trēte ans, ne sont deuës ventes, s'il n'y a bourse desliee. Auquel cas seront deuës ventes au seigneur censuel par le preneur, iusques à la concurrence des deniers par luy desboursez. cliiii.

Aussi pour rentes constituées à pris d'argent sur aucuns heritages, soient lescdites rentes ra-

Couſtumes de Rheims

chetables ou non, ne ſont deuës ventes audit ſeigneur:ores que l'acheteur pour l'affeürãce d'icelle, ſ'en fuſt fait veſtir par ledit ſeigneur. clv.

Si aucun achete aucun heritage à pris d'argent à faculté de rachat, ſont deuës ventes au ſeigneur cenſuel, aux pris deſſuſdits par l'acheteur ſeul, ſans que ledit ſeigneur ſoit tenu attendre ledit rachat. clvi.

Pour heritage baillé à rente rachetable, ſont deuës ventes, ſoit que ladite rente ſe rachete ou non, & ſans que ledit ſeigneur ſoit auſſi tenu attendre ledit rachat:ores que le temps d'iceluy fuſt prefix. clvii.

Du iour que le contract eſt paſſé & accordé entre les parties, eſt acquis droit de vente (où ventes ont lieu) ſinon que dedans huit iours apres leſdites parties, ſans fraude euſſent renoncé audit contract:auquel cas ne ſeroient deuës ventes. clviii.

Pour default de payer ventes, le ſeigneur cenſuel ne peut proceder par ſaiſie:ains ſeulement doit & peut venir par action: pour laquelle neantmoins, il ſe peut adreſſer au detéteur de l'heritage tenu de luy en cenſiue: afin d'eſtre payé deſdites ventes. Lequel detenteur, ne pareillement celuy qui pourra eſtre appellé en garant par ledit detenteur, ne pourront decliner la iuriſdiction ordinaire, ores qu'ils fuſſent demeurans en autre iuriſdiction. clix.

S'il ſe trouue que l'acheteur d'aucun heritage tenu en cenſiue, ſoy faiſant veſtir d'iceluy, recelle le vray pris de ſon achat, donnant à entendre au ſeigneur cenſuel, qu'il luy couſte moins qu'il ne fait, pour frauder ledit ſeigneur dudit droit de ventes, iceluy acheteur eſchoit en l'amende de ſoixante ſols pariſis. clx.

Et pour obuier à telle fraude, il eſt loiſible au ſeigneur cenſuel de pourſuyure l'acquireur & nouuel detenteur d'aucuns heritages eſtans en ſa cenſiue, encores qu'il ne ſe ſoit fait veſtir deſdits heritages: afin d'apporter & exhiber les lettres d'acquisition d'iceuxdits heritages, ſi aucunes en y a, pour eſtre payé des droits de ventes, veſtures & amendes, ſils y eſcheent. clxi.

Pour ſurcens, vinages, rentes, & autres droits ſeigneuriaux, dont les heritages tenus en cenſiue ſont chargez, y a pareille contrainte & execution, que pour le cens: excepté qu'en aucuns lieux ne ſont deuës aucunes amendes en default de payement d'iceux droits. Et en ce ſe faut regler ſeló la couſtume des lieux, & iouyſſance des ſeigneurs. Entre leſquels ceux qui ont haute iuſtice, ont plus de pouuoir, n'ayant recours à autre iuſtice, qu'à la leur pour contraindre les detenteurs deſdits heritages audit payement.

De deſſaiſine, ſaiſine & hypothecque, vulgãirement appellé deueſt, veſt, & nantiffement. clxij.

Pour acquerir droit de proprieté en aucun heritage tenu en roture, eſt requis deueſt & veſt: c'eſt à dire deſſaiſine & ſaiſine, qui equipolle à demiffion, que fait celuy qui alienné ſon fief au ſeigneur feodal, & à reception en foy dudit ſeigneur faite au nouuel acquireur d'iceluy fief: ſans leſquelles ne peut le nouuel detenteur dudit fief acquerir aucun droit de proprieté en iceluy: comme il a eſté dit cy deſſus au tiltre des fiefs. clxiii.

Deſſaiſine ou deueſt, n'eſt autre choſe que la permiſſion que fait le vendeur à ſon acheteur d'entrer en la poſſeſſion de la choſe par luy vendue. Et pour l'effect & ſolénité d'iceluy deueſt, eſt requis que le vendeur ou procureur pour luy ſuffiſamment fondé, ſe transporte par deuant le iuge de la iuſtice fonciere du lieu, où eſt aſſis ledit heritage par luy vendu: & illec declare qu'il ſe deueſt & demet de la poſſeſſion dudit heritage au proufit de l'acheteur d'iceluy heritage. clxiiii.

Le porteur des lettres d'acquisition eſt ſuffiſamment fondé pour faire ledit deueſt, encores que par leſdites lettres il ne ſoit conſtitué procureur pour çé faire. clxv.

Saiſine ou veſt, eſt vn acte ſolennel fait par le ſeigneur foncier, ou ſa iuſtice, par la tradition d'vn petit baſton ou buſcherte à l'acquireur: par lequel ledit acquireur acquiert droit de proprieté & poſſeſſion en l'heritage par luy acquis: pourueu qu'il ſe ſoit preallablement deueſtu dudit heritage, au proufit d'iceluy acheteur, & non autrement. clxvi.

L'acquireur d'vn heritage, ſuppoſé qu'il ne ſoit le premier en tiltre: ſi toutesfois le vendeur ſ'eſtant deueſtu à ſon proufit, ſe fait veſtir & enſaiſiner par la iuſtice du lieu, où l'heritage eſt aſſis, il acquerra droit de proprieté au preiudice du premier acquireur. clxvii.

Et combien que ledit premier acquireur euſt iouy par vn, deux, trois, quatre, cinq, ſix, ſept, huit & neuf ans, ſans ſoy faire veſtir dudit heritage par luy acquis, & qu'il ſ'en peut defendre au poſſeſſoire: neantmoins au petitoire ſera mal fondé, & ne ſ'en pourra dire ſeigneur & propriétaire, par le moyen de telle acquisition, ne par quelque iouyſſance qu'il en ayt eu moindre

dre que dix ans.

clxviii.

Mais si ledit acheteur auoit iouy paisiblement par dix ans entiers de l'heritage par luy acquis, il seroit fait vray seigneur & propriétaire, par le moyen d'icelle acquisition & iouissance: & equipolle telle iouissance de dix ans à tradition & vesture.

clxix.

Si toutesfois ledit premier acquereur, au prouffit duquel ledit vendeur se seroit deuestu, a fait son deuoir enuers la iustice fonciere pour s'en faire vestir & ensaisiner, & ladite iustice ayt esté refusante ou delayant de ce faire: tel refus ou delay, seruira de vest à lencontre dudit secõd acheteur, & tous autres, lesquels auroient esté vestuz & ensaisinez par ladite iustice, apres ledit refus ou delay: lesquels pour ce n'aturoient acquis aucun droit de propriété contre ledit premier acheteur: auquel au contraire ledit droit de propriété sera acquis par le moyen de sadite diligence enuers ladite iustice: & nonobstant ledit refus ou delay.

clxx.

Peut ledit premier acheteur depuis l'an & iour d'icelle acquisition, intenter cas de nouuelleté contre ledit secõd acheteur, qui le voudroit troubler en sa possession, sous vmbre qu'il eust esté le premier vestu & ensaisiné dudit heritage par luy acquis.

clxxi.

Vest & deuest n'a lieu en succession d'heritage, soit directe ou collaterale: ny en leg d'heritage deliuré par les heritiers d'un testateur, ou par iustice, au refus desdits heritiers, ny en donations mutuelles faites entre cõoints, ou donations faites en auancemēt d'hoirie ou faueur de mariage, ny en acquisition faite par retrait lignager.

clxxii.

Vest & deuest n'est necessaire en prinse d'heritage à quelque tiltre que ce soit, ny en acquisition de rente pour acquerir droit de propriété. Toutesfois pour rentes constituees sur le fief, est requis infeodation par le seigneur.

clxxiii.

Mais pour seurte de ladite rente constituee sur heritages roturiers, & acquerir hypothecque pour raison d'icelle sur ledit heritage, & aussi pour acquerir hypothecque, pour quelque cause que ce soit, est requis nantissement qui se fait en deux manieres.

clxxiiii.

L'une, que celui à qui est deu ladite rente ou autre debte, doit faire nantir les lettres de constitution d'icelle rente ou debte, sur lesdits heritages, sur lesquels ladite rente est constituee: ou qui sont obligez au payemēt de la dite rête, qui est à dire, exhiber les lettres de la constitution de ladite rête aux maire, escheuins, ou autres officiers de la iustice fonciere du lieu, où sont assis lesdits heritages: & illec les requérir en presence de tesmoings, que pour seurte de ladite rête ou debte, ils nantissent lesdites lettres, ou les tiennent pour bien nanties sur lesdits heritages: à ce que ladite iustice ne reçoie de là en auant aucun autre nantissement, vest, ou deuest, que ce ne soit à la charge dudit deu ou rente, & priorité de son droit en iceux: dont acte luy doit estre deliuré à part, signé du greffier, ou endossé en lesdites lettres, & enregistré au greffe de la iustice des lieux, où sont assis lesdits heritages.

clxxv.

L'autre maniere est, que ledit acquereur ou creditur d'icelle rente ou debte obtienne cõmission du bailliy de Vermandois ou son lieutenant en ladite preuosté de Rheims: ou des preuosts royaux audit bailliage & preuosté de Rheims, ou leurs lieutenants, adressant au premier sergent royal sur ce requis, lequel en presence de tesmoings fera pour ledit acquereur ou creditur semblable exhibition des lettres, & requeste ausdits maire & escheuins, ou autres iusticiers fonciers, en prenant acte à part, le faisant endosser ou enregistrer comme dessus. Lequel sergent au refus desdits iusticiers, fera ledit nantissement, & defence ausdits iusticiers de ne recevoir de là en auant autre nantissement, vest ou deuest desdits heritages, au preiudice de celui qui auroit esté fait par luy, au refus desdits iusticiers. Et de tout, ledit sergent en fera son rapport, qui seruira d'acte audit acquereur ou creditur.

clxxvi.

Preiudiciera tel nantissement aux subsequens sur mesmes heritages, de sorte que le dernier nanty pert sa debte ou rente, si la valeur desdits heritages est totalement entree ou employee au payement & acquit de tout ou partie de ladite debte ou rente du premier nanty.

clxxvi.

Sont tenus lesdits iusticiers fonciers, pardeuant lesquels se font lesdits vests & deuests, & nantissements, faire faire par le greffier registre à part d'iceux vests, deuests & nantissements: en luy payant les salaires pour ce accoustumez, qui sont quant aux heritages tenus en fief, dix sols parisis. Et quant à ceux qui sont tenus en roture, cinq sols parisis. Et moyennant ce, sera ledit greffier tenu de deliurer les lettres ou endossement signez de luy: sinon que lesdites lettres excédassent vn quart de peau. Auquel cas sera payé du plus, plus, à raison de seize sols parisis pour peau.

clxxviii.

Est requis que lesdites lettres ou contracts soient seelez de seal Royal, ou autre authentique comme sont les seaux du bailliage, preuosté & escheuinage de Rheims, Seneschauce de

ZZ iij

Coustumes de Rheims

l'eglise dudit Rheims, & du bailly de saint Remy dudit Rheims.

clxxxix.

Supposé que de ladite rente ou debte n'y eust lettres passées, ainsi que dit est, pourra ledit acquereur ou creditier, nantir l'acte de reconnoissance iudiciaire ou condemnatoire d'icelle debte, ou rente sur lesdits heritages, en la forme que dessus.

clxxx.

Sentence de iuge n'emporte hypothecque, sinon du iour qu'elle sera nantie ou executée par le iuge: auquel cas l'hypothecque est créée du iour du nantissement ou execution d'icelle, si n'y a appel: ou y ayant appel, si elle est confirmée.

clxxxii.

N'est requis pour faire ledit nantissement, d'appeler les obligés à ladite rente ou debte, ne leurs heritiers apres leurs trespas: ains se peuvent faire tels nantissements sans leur consentement.

clxxxiii.

Pour hypothecque que les mineurs ont sur les biens de leurs tuteurs, pour l'administration de leurs tutelles: & les femmes sur les biens de leurs marys pour leurs apports & douaires: & les seigneurs pour leurs droits seigneuriaux, n'est requis nantissement: & sans iceluy est acquis aufdits femmes, mineurs & seigneurs, & heritiers de chascun d'eux, droit reel.

clxxxiiii.

L'acquereur de rente nantie & realisée peut, si bon luy semble, poursuivre personnellement ceux qui ont constitué ladite rente, ou leurs heritiers: ou bien hypothecquairement le tiers detenteur des heritages, sur lesquels ladite rente est nantie: afin de faire declarer lesdits heritages hypothecquez à ladite rente, cours & continuation d'icelle, pour les faire vendre pour les arrerages, & sans discussion préalable.

clxxxv.

Si ceux qui ont constitué ladite rente, ou leurs heritiers, detiennent leurs heritages hypothecquez à ladite rente, celuy auquel est due ladite rente, peut conclure personnellement & hypothecquairement contre eux.

clxxxvi.

Si les heritiers d'aucune personne ayant constitué sur ses biens aucune rente, partissent entre eux les heritages chargez de ladite rente: celuy à qui est due ladite rente, peut neantmoins poursuivre personnellement & hypothecquairement pour le tout celuy, auquel sont escheuz les heritages hypothecquez à ladite rente, ou partie d'iceux, lequel a son recours cōtre ses coheritiers, qui sont obligés avec luy personnellement à icelle rente.

clxxxvii.

Meuble n'a sūyte par hypothecque, sinon pour loyer de maison.

De simple saisine.

clxxxviii.

Celuy qui par default d'auoir la premiere annee possédé & iouy paisiblement d'aucuns heritages, cens, rentes ou autres droits incorporels, n'est receuable, pour raison d'iceux, à intenter cas de nouuelleté. Si toutesfois dès & depuis dix ans, & par la plus grande partie dudit temps de dix ans, il a iouy paisiblement, soit continuellement, ou par interualle, desdites choses, encores qu'il ne soit fondé en tiltre: neantmoins est bien receuable d'intéter le cas de simple saisine, afin d'estre remis en la possession qu'il auoit perdue, & icelle recouurer.

De retrait lignager & feodal.

clxxxix.

Le retrayant lignager est preferé au seigneur voulant auoir le fief tenu de luy par retrait feodal.

clxxxix.

Quand aucun a vendu son heritage de naissant, noble, ou roturier, à personne estrange, ou à son parent n'estant du costé & ligne, dont luy est venu & escheu ledit heritage, il est loisible au lignager & parent du vendeur du costé & ligne, dont ledit heritage luy est escheu, de le demander, & auoir par retrait lignager, dedans l'an & iour de la reception en foy & hommage: ou de la saisine & vesture faite dudit heritage par le seigneur feodal ou foncier, ou ses officiers: sinon que ledit acheteur n'estant receu en foy & hommage, ou vestu, eust iouy vnze ans accomplis dudit heritage: en remboursant ledit acheteur du sort principal, & loyaux coustemens.

cxc.

Mais si tel heritage n'estoit du propre ou du naissant, ains fust seulement de l'acquest dudit vendeur: audit cas de retrait lignager n'auroit lieu: ains seulement retrait feodal, qui a lieu en tous cas pour ledit acquest, & pour lesdits propres & heritages de naissant: au cas qu'il n'y eust concurrence de lignager estant dudit costé & ligne, venant dedans ledit an & iour. Lequel an & iour a cours contre maieurs, mineurs, absens, furieux, & tous autres priuilegez, sans esperance de restitution.

cxci.

Pour reputer aucun estre parent lignager du vendeur, du costé & ligne, dont est procedé l'heritage vendu, n'est requis qu'il soit descédu de l'estoc & branchage cōmun: ains suffit qu'il soit

x. 180. Intel-
 lige quod in
 tunc casum
 remanet hypo-
 theca de die
 executionis si
 precesit appel-
 latione, quia
 per sequentem
 appellationem
 tantū suspen-
 ditur, & inu-
 sta appellatio
 nō debet pro-
 desse appella-
 ti. l. vlti. ff. de
 re iudic. Sed si
 appellatio pra-
 cesit, & sic
 non est facta
 executio, non
 est hypotheca
 nisi à die exe-
 cutionis rea-
 lis, quia non-
 dum inchoa-
 ta. C. M.

foit parent du vendeur du costé & ligne dont l'heritage vendu luy est escheu: tellement qu'il fuffist que la chose vendue au commencement, ait fait souche en la personne du vendeur du costé, d'où vient le retrayant. cxcii.

A lieu ledit retrait tant en venditions volontaires que necessaires, faites par decret de iuge. cxciii.

Le fils est receuable à retraire l'heritage vendu par son pere, encores qu'il ne soit emancipé: ou que depuis soit deuenue heritier de son pere, estant decédé dedans l'an de ladite vendition. cxciiii.

Est aussi receuable ledit fils, ou autre parent, à retirer ledit heritage venant de son costé & ligne: encores que tel heritage eust esté vendu au-parauant qu'il eust esté nay & conceu: pourueu qu'il vienne dedans le temps introduit par la coustume. cxcv.

Le lignager qui premier a fait adiourner l'acquireur, exclud le plus prochain du vendeur, qui depuis auroit fait adiourner iceluy acquireur: mais s'ils sont concurrens d'un mesme iour, le plus prochain doit estre preferé, encores qu'il ait esté preuenue de l'heure. Et en concurrence de proximité & du iour, celuy que l'acheteur voudra reconnoistre & choisir, sera preferé: pourueu qu'il n'y ait fraude, argent desbourfé, ou autre chose donnée ou promise pour ladite reconnoissance & gratification, dont iceluy acheteur sera creu par serment. Et si la fraude est decouuerte, sera l'autre preferé au retrait. cxcvi.

Le retrayant lignager à l'adiournement qu'il fait donner à l'acheteur, pour auoir les choses achetées par retrait, doit faire offre presens notaires, ou deux tesmoins, des deniers & loyaux coustemens, & à parfaire. Et doit reiterer lesdites offres à tous les appointemens de la cause, & iusques à l'appointement de la contestation inclusiuement. Et où il ne le feroit, il dechoit dudit retrait. cxcvii.

Il fuffist l'adiournement de retrait estre fait dedans l'an & iour, comme dessus: pourueu que l'assignation n'excede quarante iours apres ledit an: laquelle neantmoins l'acheteur pourra faire abreuier par requeste. cxcviii.

Est au choix du retrayant de faire adiourner l'acquireur par deuant son iuge ordinaire, ou par deuant le iuge du lieu, où la chose est assise. cxcix.

Congé de cour obtenu contre le retrayant: mporte gain de cause. cc.

N'est requis d'offrir tous les deniers à descouuert: mais fuffist offrir vne piece d'argent, & à parfaire. cci.

Le demandeur en retrait soit qu'il ait consigné au greffe, par autorité de iustice, ou qu'il ait fait ses offres telles qu'il est tenu faire, par la coustume gaigne les fruits dès & depuis lesdites offres, au cas qu'il obtienne audit retrait: & demeurera la consignation au peril de celuy, qui succumbera audit retrait. ccii.

Le retrayant reconneu à retrait, ou à qui par sentence non suspendue l'heritage a esté adiugé, est tenu rembourser l'acquireur de ses deniers dedans vingt-quatre heures apres la reconnoissance, ou adjudication: pourueu que l'acquireur luy ait exhibé ses lettres d'acquisition, ou icelles mises au greffe, luy present ou appelé: & affermé le pris contenu en icelles estre veritable: & pareillement rembourser les loyaux cousts vingt-quatre heures apres la liquidation d'iceux faite, ou iceux consigner en iustice, au cas qu'il y eust appel de ladite liquidation: autrement & à faute de ce auoir fait, est debouté dudit retrait. cciii.

Le retrayant est tenu de se purger par serment, ou requis en seroit, que le retrait qu'il fait, est de ses deniers, pour son profit, & sans fraude. cciiii.

Si le retrayant doute qu'on luy ait fait fraude au pris de la vendition, pour empescher le retrait, peut contraindre l'acheteur d'affirmer en iustice le vray pris, & soy purger par serment de toutes fraudes & simulations. Et où il y en auroit quelque apparence, le vendeur pourra estre contraint en tesmoignage, pour auer la fraude maintenuë par le retrayant. ccv.

Il est au choix du demandeur en retrait lignager de s'adresser contre le premier acheteur, qui depuis & dedans l'an & iour auroit vendu l'heritage suiet à retrait: ou bien contre le second acheteur & detenteur dudit heritage. Auquel il sera seulement tenu payer ce que ledit premier acheteur aura desbourfé: sauf au second acheteur, son recours contre iceluy premier acheteur. ccvi.

Si par vne mesme vendition plusieurs heritages sont vendus, les vns venans d'acquest, & les autres de naissant, ou venans de diuers naissans, le retrayant peut retraire ce qui est de naissant de son costé & ligne, en payant l'estimation, qui se doit faire, eu regard au total, & par apprecia-

Coustumes de Rheims

tion des autres choses vendues : encores que l'acheteur luy voulsist delaisser tous les heritages ensemblement vendus pour le pris qu'il les auroit eus : sinon qu'iceluy acheteur eust grand & notable interest & incommodité de laisser vne des choses sans l'autre. Auquel cas tel retrayant est tenu de tout prendre, ou tout laisser. ccvii.

Si les heritages vèdus estoient du naissant de plusieurs & diuers lignagers, qui les vouldroient retraire: chacun d'eux peut auoir ce qui est de son costé & ligne, en payât l'estimation qui seroit faite, eu esgard au pris principal de la vendition. ccviii.

Mais si aucun auoit vendu plusieurs heritages par vn mesme contract tenus en fief ou censuue: ou qu'aucuns fussent en fief, & les autres en censuue de mesme costé & ligne, le lignager ne peut retraire l'vn sans l'autre, s'il ne plaist à l'acheteur. ccix.

En bail d'heritages à rentes, surcens perpetuel, ou à vie, desquels heritages la propriété demeure au bailleur, n'eschoit retrait. ccx.

En eschange non equipolent à vendition, dons gratuits, remuneratoires, ou faits pour cause & à charge aucune: pareillement en transaction, ou autres contracts, ou n'y a bourse desliee, & qui aussi n'equipollent à vendition, n'y eschoit retrait, soit feodal ou lignager. ccxi.

Le retrayant est tenu de rendre & restituer à l'acheteur les impenses necessaires, qu'il auoit faites en la chose achetee au-parauant l'adiournement en retrait. Et où il en auroit fait d'autres, encores qu'elles fussent vtiles, n'est tenu de les rendre: mais peut l'acheteur les enleuer sans deterioration de la chose. ccxii.

Depuis l'adiournemēt en retrait ne peut l'acheteur faire aucunes reparations, encores qu'il voulsist pretēdre qu'elles fussent necessaires, sans autorité de iustice, & partie appelee. ccxiii.

N'est loisible à l'acquireur, soit deuant ou apres l'adiournement à luy baillé en retrait lignager, faire aucune demolition ou deterioration aux heritages par luy acquis, dedans l'an du retrait & proces intenté pour raison d'iceluy, sous peine de tous despens, dommages & interests, où le dit acheteur succumberoit. ccxiiii.

L'acquireur n'est tenu de rendre les fruits des heritages acquis & perceus au-parauant l'adiournement en retrait. Et si entre la recollection d'iceux fruits, & l'adiournement depuis à luy fait, il a fait labourer & enssemencer lesdites terres, les impenses, qu'il aura pour-ce faites, luy seront restituees & imputees sur les loyaux cousts, & autres frais. ccxv.

L'heritage retrait par lignager, encores qu'il luy soit acquest: toutes-fois s'il est reuendu, ccxvi.

tumbe en retrait. Si l'heritage suiuet à retrait a esté reuendu par le premier acquireur dedans l'an & iour de la premiere vendition : & que par le moyen de diuers contracts, il ait esté en plusieurs mains, le parent & lignager est receuable neantmoins à le retraire du detenteur dedans ledit temps, en offrant les deniers de la premiere vendition, avec les frais & loyaux cousts, comme dessus. ccxvii.

Quand l'heritage propre est acquis durant & constant le mariage de deux conioints, dont l'vn est parent ou lignager du vendeur du costé & ligne, dont ledit heritage luy appartenoit: tel heritage ainsi vèdu, ne gist en retrait durant & constant le mariage. Mais apres le trespas de l'vn d'iceux conioints, la moitié d'iceluy heritage tumbe en retrait alencontre de celuy qui n'est lignager, ou ses hoirs, dedans l'an & iour du trespas du premier mourant de l'vn desdits cōioints: supposé qu'il y eust vesture ou reception en foy & hommage faite durāt iceluy mariage, en rendant & payant par le retrayāt la moitié du sort principal, frais & loyaux coustemens: sinon qu'il y eust enfans dudit mariage: car s'il y a enfans, ne tumbe en retrait, pour l'esperance qu'il y a, que tel heritage demeure aux enfans du decedé. ccxviii.

En ce cas, ou alencontre de l'vn desdits conioints suruiuant, ou des heritiers du decedé, le lignager retrairoit moitié des heritages venās de son costé, est tenu rembourser la moitié de toutes les impenses, encores qu'elles fussent vtiles seulement ou volontaires. ccxix.

Où l'acquireur seroit absent, & n'auroit domicile au pays ou la coustume a lieu, suffit au lignager de le faire adiourner au lieu où est scituee la chose acquise, en parlant à ses recueurs, fermiers ou laboureurs, si aucuns en a: sinon, à deux personnes des plus proches voisins dudit lieu: en faisant attacher l'exploit & rapport du sergent à la porte dudit lieu, s'il y a maison: sinon, à la porte de l'eglise parrochiale, où est assis ledit lieu, pour interrompre la prescription d'an & iour. ccxx.

Le seigneur feodal peut retenir par puissance de fief, le fief mouuant de luy, vendu par son vassal dedans quarante iours apres que l'on luy a notifié ladite vente, & exhibé les contracts, si aucuns

I 215. Ita vt possit totum legare extraneo, non obstat. §. 237. j. ead. cōsuet. nisi in cōsum. §. 217. j. eod. sit. ubi vidua potest legatario offerre mediam precij quia legatarius est loco heredis vt dixi in cōsuet. parisi. §. 184. C. M.

aucuns en y a par escrit, & au-parauant que d'auoir receu son vassal en foy & hommage, en payant le pris que l'acquerreur a baillé & payé, avec les frais raisonnables. ccxxi.

Le seigneur retenant par puissance de fief, le fief mouuant de luy, de celuy qui de nouuel l'a acquis, ne peut desdire, preconter, ne demander audit acquerreur le quint ou requint des deniers, qu'iceluy acquerreur luy deuroit payer, s'il le receuoit en foy & hommage, comme estant confus en sa personne. ccxxii.

L'arrierefief que le seigneur a retenu par puissance de fief, n'est reüny au fief d'ot il est mouuant: sinon qu'iceluy vassal l'ait employé par son adueu & denombrement baillé à son suzerain, comme tenu de luy en plain fief. Et n'est tenu ledit vassal retrayant le reünir, si bon ne luy semble: ains demeure tousiours arrierefief pour le regard dudit suzerain, comme il estoit au-parauant. Et le peut ledit retrayant vendre, donner & aliener, sans le consentement dudit suzerain, & sans ce qu'il luy en soit deu aucun profit. ccxxiii.

I Le mary seul sans sa femme, en qualité toutes-fois de mary, peut retraire l'heritage vendu par le parent de sadite femme, estant de la ligne d'icelle. ccxxiiii.

Pere & mere peuuent retraire les heritages par eux donnez en mariage ou auancement d'hoirie, à leurs enfans, auxquels ils pourroient succeder, s'ils decedoient sans hoirs. ccxxv.

Le retrayant de l'heritage vendu par son parent à payer à certains termes non escheus au temps du retrait, est tenu rembourser l'acheteur entierement du sort principal: sinon que le vendeur consente par expres que l'acheteur soit deschargé du payement du pris enuers luy, & luy rendre son obligation comme solute & acquitee: & se tienne audit retrayant pour la lomme qui sera deuë. ccxxvi.

Vsufruit d'heritages de ligne vendus, ne choit en retrait. ccxxvii.

Qui n'est habile à succeder, n'est habile à retraire. ccxxviii.

Si le seigneur feodal achete de son vassal le fief, qui tient de luy en foy & hommage, qui audit vassal appartenoit de son naissant, le parent ou lignager dudit vassal du costé & ligne, dont e dit fief luy estoit venu, le pourra retraire sur ledit seigneur.

De donations simples ou mutuelles, & autres dispositions faites entre vifs. ccxxix.

Donner & retenir ne vaut: qui s'entend, quand le donateur se reserue la faculté de pouuoir disposer de la chose donnee ou bien quand d'icelle ne se desfaist naturellement ou ciuilement par clause translatiue de possession, comme retention d'vsufruit, constitut, precaire, ou autre. ccxxx.

Donnation simple faite entre vifs de foy, & sans la tradition naturelle ou ciuile, qui emporte pareil effect, ne faist le donnataire: peut neantmoins iceluy donnataire agir contre le donateur, à ce qu'il se deueste, & luy face tradition de ladite chose donnee, s'il est en son entier, & a le pouuoir de ce faire. Car si depuis ladite donation faite il en auoit fait autre donation ou disposition vallable, & en eust faisi le second donnataire, le premier donnataire ne sera plus receuable d'agir contre ledit donateur: sinon au cas que ledit donateur se fust obligé à le garantir de ladite chose donnee. ccxxxi.

Pour acquerir droit de propriété es choses donnees, est requis vest & deuest: excepté en donation faite en auancement d'hoirie, ou en faueur de mariage: & en donation mutuelle faite entre le mary & la femme, comme a esté dit cy dessus. ccxxxii.

Chacun peut par donation entre vifs donner tous ses biens meubles, acquests & cōquests immeubles, & la moitié de son naissant, à personnes habiles & capables, sauue & reseruee la legitime à ses enfans: excepté que deux conioints par mariage ne se peuuent donner l'un à l'autre entre vifs, sinon que les donations soient mutuelles. ccxxxiii.

Pere & mere, ayeul ou ayeulle peut donner à l'un de ses enfans, venant ou non venant à sa succession telle partie de ses biens meubles, acquests & conquests immeubles, qu'il luy plaira: & l'auantager par dessus les autres enfans: reseruant toutes-fois à iceux la legitime selon la raison escrite. Et quant aux heritages estans de son naissant, ne peut en iceux auantager l'un de sesdits enfans, plus que l'autre. ccxxxiiii.

Homme & femme ensemble mariez estans en bonne fanté, quoy que soit non malades de maladie, dont vray-semblablement ils seroient decedez, peuuent par donation mutuelle faite entre vifs, donner l'un à l'autre, & au suruiuant d'eux tous leurs biens meubles à tousiours: & l'vsufruit de tous leurs acquests & conquests immeubles du premier mourât, pour en iouyr par le suruiuant en vsufruit seulement: encores qu'ils ayent enfans, soit dudit mariage ou d'autre. Et

I 223. Ergo etiam illa inuita quia qualitas que actori sufficit non potest per uxorem reuocari. Secus tamen putarem si iam essent per iudicem separati bonis. C. M.

Couftumes de Rheims

fera le furuiuant faifi des choses à luy donnees pour intenter complainte contre les heritiers du donateur, ou autre qui le voudroit troubler. Sera neantmoins tenu faire inuentaire des tiltres & heritages à luy donnez, & bailler caution de rendre les choses en bon estat, l'vsufruit finy. Et où le suruiuant sera en demeure de faire inuentaire, & bailler caution, les heritiers du predecedé pourront requerir par deuant le iuge la surseance de l'vsufruit, & le sequestre des choses donnees.

ccxxxv.

Le suruiuant qui iouyst du don mutuel, est tenu de payer les debtes personnelles du defunct, faire les frais funeraux, & accomplir son testament, pour le regard du leg des choses mobiliaries. Et neantmoins pourra iceluy suruiuant soy rembourser sur la part des meubles & conquests immeubles, qui luy auront esté donnez, de tout ce qu'il aura payé & frayé en l'acquit dudit defunct, à raison de ce que dessus.

ccxxxvi.

Femme ayant enfant de son premier mary, ne peut disposer par donation entre vifs, ny autrement, au profit de son second mary, ou autre personne, de ce qui luy auroit esté donné par son premier mary, en faueur de mariage: & le doit entierement garder aux enfans du premier mariage. Mais si elle n'auoit enfans dudit premier mariage, en peut disposer à son plaisir.

ccxxxvii.

Toute personne debile ou constituee en vieillesse ou maladie, se peut donner & amortir à tel qu'il luy plaira, en luy donnant entre vifs tous ses biens meubles, acquests & conquests immeubles, & la moitié de son naissant, ou telle portion d'iceux biens que bon luy semblera, non excédât la moitié dudit naissant, mais dedans & au deffous d'icelle, à la charge d'estre nourry, alimenté, & subuenu à sa necessité par le donnataire, d'estre acquité de ses debtes: & en fin de payer ses obseques & funerailles, & autres choses que voudra ledit donateur apposer au contract d'icelle donation.

ccxxxviii.

Les heritages delaissez par vertu de donations, ou autres dispositions entre vifs, se reiglent selon les coustumes des lieux, où ils sont assis, & non selon les lieux des domicils des personnes, qui en disposent.

Des droits appartenans à gens mariez.

ccxxxix.

Homme & femme conioints par mariage ne sont vns & communs en biens meubles & conquests immeubles faits durant & constant le mariage: ains le mary seul, sans l'aduis & consentement de sa femme, en peut disposer, comme & à qui bon luy semblera.

ccxl.

Neantmoins apres le deces dudit mary est au choix & option de ladite femme suruiuant son dit mary, de partir contre l'heritier de son dit mary, ainsi qu'il sera dit cy apres: ou de se tenir à ses douaire & apport, ou de soy tenir à l'ordonnance testamentaire de son mary.

ccxli.

Et se doit faire ladite option, par ladite femme dedans quarante iours, apres qu'elle aura esté sommee de se faire par les heritiers de son feu mary: autrement, & ledit temps passé, elle ne sera plus receüe à choisir & opter de partir contr'eux, si bon ne leur semble: ains seulement prendra seldits douaire & apport.

ccxlii.

La femme vefue, qui choisist partir par moitié entre les heritiers de son mary, a & emporte moitié de tous les biens meubles demeurez apres le trespas de son dit feu mary, son apport mobile demeurant confus à la totalité desdits meubles. Et oultre ladite moitié prend hors-part ses habits, qu'elle portoit le plus communement les dimanches & festes, avec moitié de tous les acquests & conquests immeubles faits des deniers dudit defunct, durant & constant ledit mariage, en propriété: & encores la moitié de tous les heritages, qui appartennoient à son dit mary au iour de son trespas, autres que lesdits acquests & conquests, pour en iouyr sa vie durant seulement, à la charge de les entretenir, & payer les charges foncieres, comme vsufructuaire. Est tenuë aussi de payer moitié des debtes, seruiques, obsecques, & funerailles de son dit mary: & non les legs testamentaires, dont les heritiers demoureront chargez: sinon que lesdits legs fussent restitutoires: desquels elle seroit tenuë payer la moitié: & si reprend icelle vefue tous ses heritages de naissant & propre.

ccxliii.

Douaire s'entend par ladite coustume, comme ailleurs: à sçauoir pour vne donation faite par le mary, à sa femme en faueur de mariage, contracté entr'eux de certaines sommes de deniers, rentes ou heritages assignez à ladite femme, pour d'iceux en iouyr apres le deces de son dit mary, aucas qu'elle le suruiue, par forme d'vsufruit ou en propriété, selon qu'il aura esté conuenu. Et s'appelle ledit douaire accordé, & specialement assigné par contract de mariage, douaire prefix. Et cessant la conuention des parties, prend ladite femme suruiuant son dit ma-

ry,

ry, douaire coustumier, qui est la moitié de tous les heritages que possedoit sondit mary au iour de la benediction nuptiale: pour desdits heritages ensemble des fruits, reuenus & emolumens d'iceux en iouyr par ladite vefue sa vie durant: à la charge de les entretenir, & de payer les rentes foncieres, comme dit est. ccxliiii.

Le douaire prefix fait cesser le coustumier, n'estoit qu'il eust esté referué à la femme pour l'assignation dudit douaire prefix, de pouuoir choisir le coustumier: auquel cas elle pourra dedans quarante iours apres le trespas de sondit mary, prendre & opter lequel il luy plaira. Et lesdits quarante iours passez, elle sera tenuë de prendre ledit douaire prefix. ccxlv.

Y a difference par ladite coustume entre douaire & dons de nopces: car dons de nopces est ce que le futur espoux durant ses fiançailles & au-parauant ses espousailles, donne à sa fiancee & future espouse, soit en bagues, ioyaux, vestemens & autres meubles. Et aussi ce que les parens & amys desdits fiancez baillent à ladite fiancee le iour de ses espousailles, & auant la solennité & celebration d'iceux. Car tout ce qui leur est donné parapes, n'est don de nopces ains appartient au mary seul. ccxlvii.

Sont compris lesdits dons de nopces sous le nom d'apport, qui est ce qu'elle (contractant mariage) apporte à sondit mary en biens meubles & immeubles, tant de son conquest que de son naissant. Aussi sous le nom d'apport sont compris tous les biens meubles & immeubles, qui luy sont aduenus de succession depuis le mariage contracté. ccxlviii.

Ladite vefue auant qu'auoir fait lesdits choix & option, peut si bon luy semble, faire sa demeure en la maison de son feu mary, y viure elle & sa famille raisonnablement, & selon son estat, sans soy entremettre de l'administration des biens dudit defunct, autre que de ce qui concerne sadite nourriture: sinon qu'il luy fust permis d'administrer lesdits biens par les heritiers dudit defunct, ou par autorité de iustice, iceux heritiers estās mineurs ou en bas aage, ou qu'ores ne fust apparu aucun heritier. ccxlviii.

Aussi ladite vefue ayant opté & choisi lesdits douaire & apport, est par ladite coustume faisie desdits douaire & apport, si ledit apport est immobilier, sans apprehension de fait, telle qu'elle peut intenter cas de nouuelleté contre les heritiers dudit defunct, & tous autres qui la voudroient troubler à la perception desdits douaire & apport immobilier. Et n'est pour raison d'iceux (les ayant opté & choisi, comme dit est) chargée de payer les debtes, seruices, obseques & funerailles de sondit mary. Ce qu'elle feroit, si elle auoit opté & choisi de partir contre lesdits heritiers: ainsi qu'il a esté dit cy dessus. ccxlix.

Les heritages suiets à douaire se partissent entre la vefue & les heritiers du defunct, si commodement faire se peut. Auquel cas ladite vefue peut iouyr de sa part separement & à diuis, si bon luy semble: sinon que lesdits heritages ne se peussent commodement partir, seront baillez à ferme le mieux que faire se pourra. Et des deniers ou profit d'iceux, chacun en prendra sa moitié par les mains des fermiers. ccl.

Desdits heritages partissables, ladite vefue doit faire les lots & partages, & en bailler le choix aux heritiers: au cas qu'elle ne vueille partir contr'eux, & qu'elle se tiëne à lesdits douaire & apport. Et où elle seroit refusante de faire lesdits lots & partages quarante iours apres qu'elle en fera sommee ou requise, l'heritier à son refus, pourra iouyr du total desdits heritages, sans luy bailler son douaire, iusques à ce qu'elle aura fait lesdits lots & partage. ccli.

Douairieres sont tenuës à l'entretenement du labour & semences des heritages qu'elles tiennent en douaire, aux reparations menuës des edifices assis sur iceux. Car quant aux grosses reparations, le propriétaire en est tenu: & en fin du temps, sont tenus les heritiers d'icelles douairieres, rendre lesdits heritages en bon estat, & acquitez de tous les arrerages des cens & rentes anciennes foncieres, escheuës durant le temps dudit douaire. cclii.

Si lesdits heritages estoient prefts à despouiller au temps du trespas de ladite douairiere, le propriétaire en rendant aux heritiers d'icelle les labours & semences, doit auoir la despouille d'iceux. ccliii.

Si les heritages baillez en douaire, sont tenus en fief, les heritiers du defunct les doiuent acquiter pour ladite vefue enuers le seigneur feodal, de tous profits. Et à faute de ce auoir fait, seront tenus en tous ses despens, dommages & interests. ccliiii.

L'apport mobilier de ladite vefue gist en poursuite & action personnelle: & ne peut ladite femme ne ses heritiers pour raison d'icelle, intenter action possessoire, ne proceder par execution: n'estoit que le mary se fust obligé par lettres ayans execution parée à certaine somme limitée: à laquelle ledit apport auoit esté estimé auant le mariage. Auquel cas lesdits heritiers

Coustumes de Rheims

pourroient contre luy procéder par execution, ou par action à leur choix, pour auoir & recouurer ladite somme: laquelle il, ou ses heritiers apres son trespas, seroient tenus payer, sans auoir esgard à autre prisee, estimation & valeur dudit apport. Sur laquelle somme toutes-fois ledit mary, ou ses heritiers, desduiront & rabatront les debtes, que ledit mary auroit payé pour sadite femme, dont elle estoit tenuë au-parauât leur mariage, n'estoit que ladite appreciation eust esté faite, toutes choses desduites. cclv.

Si ledit apport cōsiste en biens meubles non estimez à certaine somme de deniers, soit que lesdits biens meubles ayent esté apportez en mariage, ou qu'ils soient aduenus à ladite femme, durant ledit mariage, par succession d'aucuns de ses parens, & que du temps qu'il conuient restituer lesdits meubles ils soient encores en nature & en l'espece qu'ils furent apportez audit mary: ladite femme ou ses heritiers seront tenus les reprendre en l'estat qu'ils seront du temps de ladite restitution: supposé qu'ils soient vsez ou diminuez. Et quant à ceux qui seront consommmez, & ne se trouueront en nature, ledit mary ou ses heritiers, serōt tenus rendre l'estimation du pris qu'ils valoient au iour qu'ils furent apportez & aduenus à ladite femme par succession. Sur laquelle appreciation sera faite deduction des debtes deuës par ladite femme au-parauant ledit mariage, & à cause des successions qui luy seroient aduenues par le deces de sesdits parens. cclvi.

Le douaire & apport de ladite femme, doiuent estre payez auant toutes autres debtes, faites & accreuës par le mary, depuis la benediction nuptiale de luy & de sadite femme: & doiuent lesdites vefues & heritiers estre preferez à tous autres creditours posterieurs. cclvii.

Les heritiers de la premiere femme sont preferez à la restitution de son rapport à la seconde femme, qui se seroit aussi tenuë à semblable douaire & apport: n'estoit qu'entre les biens dudit mary fussent demeurez aucuns biens meubles de ladite seconde femme en espece & nature: car elle les reprendroit franchement sur & tant moins de son apport, sans que les heritiers de ladite premiere femme puissent sur iceux meubles demeurez en nature, recouurer ledit premier apport: comme aussi ne pourroient les autres creditours dudit mary sur iceux recouurer leurs debtes, encores qu'elles fussent accreuës auant le mariage de luy & de sa seconde femme. cclviii.

Si ladite vefue durant le mariage, s'estoit obligee avec son mary en quelque somme de deniers, & pour le payement d'icelle somme, elle ou ses heritiers eussent esté pouruiuis, elle ou iceux dits heritiers auront leur recours contre l'heritier dudit mary, pour faire cesser ladite poursuite, ou pour estre remboursez de ce qu'elle, ou eux auront esté contraints de payer au moyen de ladite poursuite. cclix.

Si le mary durant le mariage a vendu ou aliené aucuns heritages appartenans à sadite femme, avec elle, ou de son consentement, il est tenu rendre aux heritiers de sadite femme, s'il la suruit: ou ses heritiers à ladite femme, si elle suruit, & se tient à ses douaire & apport, le pris que lesdits heritages auront esté vendus. Ou si alienez ont esté par autre maniere, seront tenus rendre le pris, à l'estimation commune, eu esgard au temps de l'alienation. cclx.

Mais s'il les auoit aliené sans son consentement, ladite femme, ou ses heritiers, les pourra recouurer des detenteurs: & contr'eux intèrer cas de nouvelle té dedans l'an & iour du deces dudit mary, ou autre action vallable, non obstant l'alienation: & sans ce que lesdits detenteurs puissent alleguer prescription pour le laps du temps encouru durant ledit mariage. cclxi.

La vefue qu'il s'est tenuë à ses douaire & rapport, ne prend part aux acquests & conquests faits durant le mariage: mais appartiennent totalement aux heritiers de son mary. cclxii.

La femme vefue, à laquelle son mary auroit fait par testament aucuns legs particuliers, aura avec ses douaire & apport lesdits legs particuliers, en faisant declaration, qu'avec lesdits douaire & apport elle veut & entend auoir lesdits legs particuliers. cclxiii.

Si sondit mary luy auoit fait legs generaux ou vniuersels, elle les pourra accepter, si bon luy semble. Mais en le prenant, sera forclosé & priuee desdits douaire & apport mobilier, & prendra seulement ses heritages avec lesdits legs. cclxiiii. i

Si le mary durant le mariage, par faute de soin, diligence, ou bon gouuernement a laissé venir l'heritage de sa femme en friche, sauart ou ruine, ou a fait desmolir les bastimens estans sur lesdits heritages, ledit mary ou ses heritiers seront tenus remettre & reestablisher lesdits heritages & bastimens en l'estat qu'ils estoient, quand il les receut. cclxv.

Aux heritiers de la femme decedee auant son mary, oultre l'apport mobilier & immobilier de ladite femme, appartient la moitié des conquests faits durant & constant le mariage en

x 263. Non obstante testamento viri, vnde cum quæ uxori legasset totos suos meubles & acquests, deinde son douaire & apport? Cōsultus in terminis huius cōsuetudinis respondi, quod vidua nō potest simul petere ledit apport, non obstante quod potest cap. super media du nassant du mary qui la pouuoit leguer, ce qui n'a fait, & sic quod potuit noluit. l. multū interest. C. si quis ulterius prius. Tum videtur ille cōsuetudo noluit permittere facultatem effrenam donandi, etiam in testamento superstiti coniugi. C. M.

en propriété, à la charge de l'usufruit de ladite moitié qui demeure audit mary, pour en iouyr sa vie durant. Et apres le deces, est ledit usufruit consolidé avec la propriété. cclxvi.

Reprenant par lesdits heritiers lesdits apport & moitié d'acquests & conquests, sont tenus desduire sur iceux les debtes que ladite femme deuoit auât qu'espouser son mary, & celles dont elle auroit esté chargée durant le mariage par succession de ses parens, ausquels elle auroit succédé, & qui auroient esté payez par le mary, ou dont il se seroit obligé à l'acquit de ladite femme. Et oultre sont tenus lesdits heritiers des seruices, obseques & funerailles & accõplissement du testament de ladite femme, excepté de l'inhumation du corps, dont le mary est tenu, comme sera dit cy apres. cclxvii.

Sont aussi tenus lesdits heritiers payer moitié des debtes faites & accreuës par ledit mary, pour le payemēt desdits acquests & conquests, au cas qu'elles ne fussent acquites à l'heure du deces de ladite femme. cclxviii.

Pareillement sont tenus lesdits heritiers d'acquiter la moitié des rentes constituées par ledit mary, sur ses heritages, & contribuer au rachat, qu'il conuendra faire, pour auoir les heritages que ledit mary auoit vendu sous grace & faculté de reméré, pour fournir au payement desdits acquests & conquests: au cas qu'il apparust lesdits deniers auoir esté employez ausdits acquests & conquests. cclxix.

Aura ledit mary ou ses heritiers rétention de la moitié desdits acquests & cõquests, iusques à ce que les heritiers de ladite femme ayent fait le contenu des trois articles precedens. cclxx.

La femme perd son choix & option, quād apres le trespas de son mary elle s'imisce es biens demeurez du deces de sondit mary, de son autorité, sans permission de iustice, ou consentement de l'heritier, en administrant iceux biens: ou quand apres le trespas de sondit mary sans auoir fait declaration de sondit choix, elle demeure envn mesme hostel avec les heritiers de sondit mary: par an & iour, viuant en commun. Et en chacun desdits cas est censée & reputeée auoir prins & esleu le choix de partir contre les heritiers dudit mary. cclxxi.

Si ladite fême apres qu'elle est sommee de declarer son choix, laisse passer & expirer le terme de xl. iours, qu'elle a pour ce faire, a seulement ses douaire & apport, s'il plaist à l'heritier. cclxxii.

Si elle decede auant auoir déclaré sondit choix, ses heritiers reprennent seulement son apport, avec moitié des acquests & conquests, comme dit est cy dessus. Et ne peuuent lesdits heritiers prendre le choix de partir contre ledit mary ou ses heritiers. cclxxiii.

Si en traitant le mariage y auoit conuention entre le mary & la femme, par laquelle soit conuenu que la femme suruiuant aura quelque part & portion des meubles ou des heritages de son mary, ou autre conuention de ce qu'elle doit auoir apres le trespas de sondit mary, ladite femme sera tenuë se regler à ladite conuention, & n'aura aucun desdits choix. cclxxiiii.

Pert aussi ladite femme ledit choix, si durāt la maladie de son mary, de laquelle il seroit decédé, ou apres le trespas d'iceluy, elle auoit transporté ou destourné aucuns des biens dudit mary, & iceux denié & recelé, estant sur-ce interrogée par iustice, & en eust esté conuaincuë. Auquel cas est à l'heritier dudit mary, luy bailler tel choix qu'il luy plaist. cclxxv.

Si le mary durant & constant le mariage, auoit acquis des deniers ou autres biens, estans de l'apport de ladite femme, aucuns heritages: & apres le deces de ladite femme il veut quitter & laisser lesdits heritages par luy acquis aux heritiers d'elle, pour & au lieu de ladite somme de deniers & biens dudit apport, il sera quite & deschargé de la restitution desdits deniers, & autres biens employez à l'achat desdits heritages. cclxxvi.

Si durant & cõstant le mariage eschoit à la femme aucuns biens meubles, deniers, heritages, debtes ou creance par succession d'aucuns ses parés, dõt n'y ait inuētaire fait, le mary est tenu en faire declaratiõ par le menu es especes des meubles, debtes & autres choses mobiliaries, & l'estimation d'iceux, qu'il signera avec deux parés: & s'il ne sçait signer, le fera signer p autres, & rapportera apres icelle declaration par deuāt le iuge ordinaire du lieu de sa demeure: & affermera p sermēt avec la femme, qu'il n'y a rien fait pour l'aduāger. Et seruira telle declaration pour preuve à ladite femme ou ses heritiers, pour la restitutiõ de son apport. Et à faute d'auoir p ledit mary fait ladite declaratiõ, ladite femme ou ses heritiers serõt creus p sermēt, iouxte la cõmune renommee de la quātité, qualité, estimatiõ & valeur alécõtre dudit mary & ses heritiers. cclxxvii.

Le mary suruiuant la femme, est seigneur de tous les biens meubles demeurez apres le trespas de ladite femme en quelque lieu qu'ils soient, & luy appartiennent seul & pour le tout: à la charge de payer toutes les debtes par luy faites & accreuës, tant au-parauāt le mariage, q depuis iceluy: & de restituer aux heritiers d'icelle femme l'apport d'elle, tel que dessus est déclaré, si el-

AAA

Couftumes de Rheims

le n'en auoit difpofé au profit de foudit mary. Et encores à la charge de l'inhumation du corps de fadite femme:& avec ce à la moitié des conquefts, tant feodaux que roturiers, faits durant le mariage, qui luy appartient en tous droits de propriété & vfufruit. Et fi luy appartient l'vfufruit de l'autre moitié defdits acquests & conquefts pour en iouyr fa vie durant : à la charge de tenir & entretenir ladite moitié, comme vfufruituaire : doit & eft tenu faire & auffi d'acquiter les charges foncieres. cclxxviii.

Le mary ne peut vendre, aliener, obliger, n'hypothequer fes heritages chargez de douaire couftumier ou conuentionnel, au preiudice dudit douaire, fans le consentement expres de fadite femme. Et où elle l'auroit confenty, elle en doit eftre recompensee fur les autres heritages, reftans à foudit mary, foit de naiffant, acquest ou conquest : finon que le pris defdits heritages vendus fust tourné au profit de la communauté : au cas qu'elle voudroit partir contre les heritiers de fon mary. Et où lefdits heritages defauroient en tout ou partie, la fortune en doit tumber fur elle, au moyen de fon consentement. cclxxix.

Tout ce que deffus pour le regard des droits appartenans à gens mariez, a lieu entre roturiers. Mais quant aux nobles, le mary furuiuant la femme eft tenu de prendre tous les meubles & debtes actiues mobilières demeurees apres le deces & trespas de fadite femme, à la charge de payer les debtes paffiues mobilières, tant celles qui font faites constant leur mariage, que celles que la femme deuoit, quand ils efpouferent:& celles dont elle auoit esté chargée par fucceffion à elle aduenüe durant leur mariage. cclxxx.

Toutes-fois fi le dit mary noble par fon traité de mariage s'eftoit obligé à la reftitutiõ de l'apport de la femme, fera tenu de reftituer iceluy apport à fadite femme & à fes heritiers. Quoy faifant ne prendra tous les meubles, & neantmoins fera tenu de payer toutes les debtes faites & accreues durant & constant le dit mariage, avec celles que la femme deuoit, quand il l'efpoufa: pourueu qu'en prenant le dit apport, il s'en fust chargé: autrement doiuent eftre precõptees à la reftitution dudit apport. cclxxxii.

Quant à la vefue du mary noble, outre les choix cy deffus declarez, qui font permis aux femmes roturieres, elle peut prendre tous les meubles & debtes actiues mobilières, aux mefmes charges que fon mary: mais y peut renoncer dedans quarante iours. Et neantmoins peut prendre les choix & options qui appartiennent aufdites roturieres, aux charges & conditions d'icelles roturieres. cclxxxiii.

La femme vefue du mary noble a és heritages nobles, que tenoit fon mary, quand il trespaffa, fon douaire couftumier : qui eft tel, qu'elle iouyra fa vie durant defdits heritages. Et fi il y a chasteau, fortereffe, ou maifon noble, elle y aura fa demeure, tant & fi longuement qu'elle de neurera en viduité : neantmoins ayant par fon contract option de douaire prefix ou couftumier, doit choisir dedans quarante iours, celui des deux que bon luy femblera : autrement fera tenuë de prendre le prefix. Et où elle aura choisi l'vn des deux, elle ne pourra varier. cclxxxiiii.

Ladite vefue noble ayant prins tous les meubles, outre iceux, a en propriété, la moitié de tous les acquests, & cõquefts tant feodaux que roturiers, faits durant & constant leur mariage: & reprend tous les heritages. cclxxxv.

Le furuiuant des deux conioints nobles, qui emporte les meubles & debtes actiues mobilières, comme dit eft, eft tenu de payer les feruices, obfeques & funerailles du predecédé, felon l'eftat & qualité de leurs maifons: fans qu'il foit tenu des legs testamentaires, defquels l'heritier dudit predecédé, feul de meure chargé.

Des testamens, & autres difpofitions de dernieres volontez, & executions d'icelles. cclxxxvi.

INstitution d'heritier n'a lieu : qui eft à dire, qu'elle n'eft requis ne neceffaire pour la validité d'vn testament: ains vaut par forme de leg testamentaire, iufques à la concurrence de ce, dont le testateur peut vallablement difpofe. cclxxxvii.

Peut vn testateur donner ou leguer quelque chose à fes enfans, ou autres perfonnes par forme de fidecommis, fuiet à reftitution à autrui : ou bien le donner ou leguer fans charge ou à charge. cclxxxviii.

Pareillement pere ou mere ayant enfans, peut aduántager par testament & ordonnance de dernière volonté l'vn d'iceux, en luy laiffant telle part de fes biens meubles & acquests immeubles, que bon luy femble : pourueu toutes-fois qu'il ne touche à fon naiffant : pour le regard duquel ne peut faire la condition de l'vn meilleure que l'autre: pourueu auffi que la legitime introduite par la raifon efcrite, demeure aux autres enfans. cclxxxix.

L'enfant

L'enfant qui prend par preciput ce qui luy est donné ou legué (la legitime sauuee aux autres) peut neantmoins estre, & se porter heritier, sans estre suiet à rapport, & sans estre tenu des debtes, que pour le regard de sa part hereditaire. cclxxxix.

Auant qu'un testament soit reputé solennel, est requis qu'il soit escrit & signé de la main du testateur, ou passé par deuant deux notaires, ou par deuant vn notaire & tabellion en presence de deux tesmoins, ou par deuant le curé de la parroisse ou son vicaire, receu par le diocésin & vn notaire, ou par deuant lesdits curé ou vicaire & deux tesmoins, ou par deuant la iustice du lieu, ou que le testateur ait déclaré sa volonté, en presence de quatre tesmoins, iceux tesmoins idoines & suffisans, non legataires, & n'ayans interets audit testament: & qu'iceluy testament ait esté dicté ou nommé par iceluy testateur, aux notaires, tabellion, curé, vicaire, iustice, ou notaire, en presence de tesmoins, & sans suggestion d'aucune personne: & depuis à luy releu aussi en presence desdits tesmoins, & qu'il soit faite mention audit testament, qu'il a esté ainsi dicté, nommé & releu. ccxc.

L'age pour pouuoir faire testamens, est aux masles de vingt ans, & aux filles de dix-huit ans accomplis, pour disposer de leurs meubles, acquests & conquests immeubles: mais pour pouuoir disposer de leur naissant, faut qu'ils ayent atteint l'age de vingt-cinq ans, tant masles que filles. Et où ils n'auroient aucuns meubles & conquests immeubles, ou qu'ils en eussent si peu qu'ils ne deussent venir en cōsideration, ou n'eussent que propres: lesdits masles aagez de vingt ans, & les femelles de dix-huit ans (comme dessus) pourront disposer de leur naissant, iusques à la concurrence de la moitié d'iceluy, tant pour œures pitoyables, que pour autres causes raisonnables. Toutes-fois où lesdits masles & femelles seroient mariez au-parauant ledit aage de vingt ou dix-huit ans, pourront tester de leurs meubles, acquests & conquests immeubles. Et quant à leurdit naissant, tout ainsi que s'ils auoient atteint l'age de vingt ou dix-huit ans, en la maniere que dessus, & non autrement. ccxci.

Homme & femme conioints par mariage se peuuent auantager l'un l'autre par testament & ordonnance de dernière volonté de tous leurs meubles, & acquites immeubles faits durāt leur mariage en propriété: & de la moitié de leur naissant & acquests faits au-parauant ledit mariage en vsu fruit seulement, soit qu'il y ait enfans dudit mariage ou d'autre, ou non: reseruant toutefois ladite legitime aux enfans. ccxcii.

Toutes personnes franches mariees ou non mariees, ayans enfans ou non, peuuent disposer par testament de tous leurs biens meubles & conquests immeubles, & de la moitié de leur naissant, à telle personne qui leur plaira, reseruee aux enfans la querelle du testament inofficieux. ccxciii.

Toutes-fois la femme ayant enfans de son premier mariage, ne peut disposer par testament & ordonnance de dernière volonté, ny autrement, au profit de son second mary, ou autre personne, de ce qui luy aura esté donné par son premier mary, en faueur de mariage: qu'elle doit oultre la legitime susdite entieremēt garder aux enfans dudit premier mariage. Mais si elle n'auoit enfans dudit premier mariage, en peut disposer à son plaisir. ccxciiii.

Aussi le mary ne peut disposer par testament au profit de quelque personne que ce soit, au preiudice du choix que ladite femme suruiuant sondit mary, voudroit faire de partir contre les heritiers de sondit mary: car nonobstant les legs faits par ledit mary de ses meubles ou heritages suiets audit choix, elle iouyra de la moitié d'iceux trouuez au iour du decès de sondit mary, sauf aux legataires leur recours contre les heritiers dudit mary. ccxcv.

Pareillement ladite femme ne peut disposer par testament des heritages acquis constant ledit mariage, au preiudice de l'vsufruit qu'aura sondit mary la suruiuant, en la moitié d'iceux. Toutes-fois les legataires auront la propriété, avec laquelle sera consolidé l'vsufruit, apres le trespas de sondit mary. ccxcvi.

Le legataire des choses mobilières ne peut de son autorité prédre les choses à luy leguees, ne soy en dire saisi: mais est requis, qu'elles luy soiēt baillées & deliurées par l'executeur du testament. Toutes-fois la deliurance des legs immeubles, ne peut estre faite par ledit executeur: ains par l'heritier seulement. ccxcvii.

L'executeur testamentaire ayant accepté la charge de l'execution dudit testament, inuentaire preallablemēt fait des biens delaissez par le trespas dudit testateur, est saisi par an & iour d'iceux meubles. Toutes-fois où l'heritier dudit defunct vouldra promptement bailler deniers, ou delaisser meubles suffisans pour executer ce qui est liquide, pour l'accomplissement dudit testament, luy sera le reste des meubles rendu. Quoy faisant, sera l'executeur chargé de ce qu'il

Coustumes de Rheims

aura receu. Et pour le surplus desdits meubles delaissez, demeurera deschargé. Et neantmoins ledit heritier fournissant dès le commencement promptement deniers ou meubles, pour ce qui est liquide, peut empescher la confection dudit inuentaie. Auquel cas est ledit executeur chargé de ce seulement qu'il auroit receu: & pour le surplus, deschargé comme dit est. ccxcviii.

Mais où le testateur auroit fait quelque leg particulier à ses heritiers presumptifs, delaisse le surplus de ses biens aux pauvres, ou pour les distribuer à œuvres pitoyables: en ce cas le contenu en l'article precedent n'aura lieu: ains doit demeurer ledit executeur saisi iusques à l'entier accomplissement dudit testament. ccxcix.

L'executeur d'un testament peut prendre par ses mains le leg mobilier à luy legué par le testateur: & s'en peut dire saisi contre l'heritier. Mais si le testateur luy a legué quelque heritage, faut qu'il luy soit baillé & deliuré par ledit heritier, ou par autorité de iustice, au refus dudit heritier, à ce appelé. ccc.

Les heritiers du defunct sont tenus de payer les debtes, obseques & funerailles, & d'accomplir le testament: sinon au cas que par la coustume le suruiuant des deux conioints par mariage prend les meubles communs, lequel en ce faisant est tenu payer les debtes. cccii.

Et où il y auroit diuers heritiers, les aucuns des meubles, autres des acquests, & autres de naissant: chacun desdits heritiers est tenu pro rata de ce qu'il prend desdits biens, d'accomplir ledit testament, & payer les debtes du defunct. ccciii.

Par ladite coustume, aucun peut estre legataire, & heritier ensemble. ¹ ccciiii. **x**

Celuy qui est legataire & heritier ensemble, ou celuy qui par ladite coustume emporte plus de la succession que ses coheritiers, ² n'est chargé des debtes plus que lesdits coheritiers, pour le regard de ce qu'il prend plus en ladite succession: si ce n'est pour les charges foncieres anciennement assignees sur l'heritage qui luy est aduenü par ladite succession ou prelegat. cccv.

Mais si lesdites charges auoient esté constituees par pere ou mere, lesdits coheritiers seroient tenus en porter esgallement, chacun sa part & portion, avec ledit heritier & legataire, ou autres, qui prendront le plus en la succession. cccvi.

L'heritier à plain, c'est à dire, heritier simple, n'est tenu d'acquiescer au testament dudit defunct, & iceluy accomplir, en ce que le testateur auroit disposé oultre & par dessus ce qui luy est permis par ladite coustume. cccvii.

Doit neantmoins l'heritier simple payer & acquiter toutes les debtes dudit testateur, esquelles seront comprins les torts & dommages que ledit testateur declarera par luy auoir esté faits à autruy: afin de les restituer & reparer en ses biens. Toutes lesquelles debtes serot en tous cas payees par ledit heritier simple, & preferrees ausdits legs. Lesquels seront aussi payees par l'heritier simple: sinon qu'iceux legs excédassent le pouuoir & faculté donnee par ladite coustume audit testateur, de disposer de lesdits biens.

De successions & rapports qu'il conuient faire en partageant icelles. cccviii.

LE mort saisist le vif, son plus prochain & plus habille à luy succeder. cccviii.

L'heritier par benefice d'inuentaie, ores qu'il fust le plus prochain du defunct, est exclud par l'heritier simple venant dedans l'an que ledit heritier par benefice d'inuentaie aura presenté ses lettres. cccix.

Representation a lieu tant en ligne directe que collateralle infiniment, quant aux rotures: & quant aux fiefs, representation en ligne directe a aussi lieu infiniment, & en ligne collateralle, iusques aux enfans des freres seulement, comme il a esté dit cy dessus. cccx.

Les enfans de diuers freres ou sœurs, ou de diuers cousins ou cousines germains en la succession de leur oncle ou tante, grand oncle ou grande tante, ou autres collateraux en degré vltérieur, quant ausdites rotures, succederont avec leurs autres oncles ou tantes, grands oncles & grandes tantes, ou autres consanguins collateraux par fouches & non par testes. Mais estant en pareil degré, succederont par testes. cccxi.

Si vn trespasné delaisse vn frere germain de pere & de mere, & l'autre frere non germain, attendant à luy seulement de l'un des costez ou paternel ou maternel, le germain aura la moitié de tous ses meubles & acqsts pour raison du costé, dont il luy attenoit seul: & si aura la moitié de l'autre moitié: c'est à sçauoir vn quart en la totalité desdits meubles & acqsts, pour raison de l'autre costé, dont il estoit aussi prochain au trespasné, comme le non germain: & ledit non germain aura seulement l'autre quart. Et quant au naissant, il suiura sa ligne, comme dit est cy deuant. cccxii.

Les enfans soiet fils ou filles, succedent esgallemēt à leurs peres ou meres en tous meubles, &

x 302. *Eriam in linea directa, vt §. §. 287. 288. necdum in collateralis. C. M.*
2 303. *Qui sunt homogenei vel eiusdem cellule, alias §. precedens effectus in terminis. §. 301. §. 300. C. M.*

& heritages roturiers & censuels, soient d'acquest ou de naissant. Et quant à la succession des fiefs, ils y succederont, comme il a esté dit cy dessus au tiltre des fiefs. cccxiil.

Les pere & mere succedēt à leurs fils & filles decedez sans hoirs de leurs corps en tous meubles & conquests immeubles. Et fils sont morts, ou qu'ils ne veulent accepter la succession, leurs ayeuls & ayeulles leur succedent, & sont reputez plus prochains que les freres ou sœurs des trespassez, quant ausdits meubles & conquests immeubles. Mais les freres & sœurs heritent és heritages de naissant du costé & ligne, dont ils sont procedez. cccxiili.

L'edits ayeuls & ayeulles succedent avant les cousins germains és meubles, conquests, acquests immeubles, & heritages de naissant, qui par eux auroient esté donnez aux trespassez. cccxv.

L'heritage acquis par pere ou mere, ayant fait fouche à la personne de leur fils ou fille, est réputé naissant du costé de celuy qui l'a acquis: en maniere que si ledit fils ou fille decede sans enfans, delaisse vn frere ou sœur d'un costé seulement, & qu'il ne soit fils ou fille de celuy qui a acquis lesdits heritages, l'oncle ou tante dudit defunct, à sçavoir le frere ou la sœur de celuy qui aura acquis ledit heritage, succedera audit enfant en iceluy heritage. Tellement qu'il n'est neceffaire à aucun pour estre réputé heritier dudit defunct du costé & ligne dont procede ledit heritage, qu'il soit nay ou autrement descendu en ligne directe de celuy qui aura acquis ledit heritage: mais suffit pour succeder audit heritage, qu'il soit parent du costé paternel ou maternel de l'acquireur d'iceluy heritage. cccxvi.

Si aucun va de vie à trespas, sans hoirs procrez de son corps en loyal mariage, delaisse aucuns heritages de diuers naissant, les parens d'un costé & ligne seulement, en defect qu'il n'y ait parent d'autre costé & ligne, succederont totalement és heritages de diuers naissant: ensemble à tous les meubles, acquests & conquests immeubles dudit defunct: exclus le fisque & tous autres hauts iusticiers des lieux, où sont assis lesdits biens, lesquels ils ne pourront pretendre comme vacans, leur appartenir. cccxvii.

Les enfans venans à la succession de leurs pere, mere, ayeul, ayeulle, ou autre ascendant, sont tenus de rapporter & mettre en partage ce qui leur a esté par eux autrement, que par prelegat, ou preciput & auantage, donné, soit en auancement d'hoirie, ou en faueur de mariage, ou autrement: ou moins prendre en ladite succession. Se doit faire ledit rapport, quant aux immeubles, en especes, fils sont en nature, & en la possession de celuy qui doit rapporter: sinon, la iuste valeur & estimation d'iceux, eu esgard au temps qu'ils ont esté baillez, ou moins prendre, comme dit est. cccxviii.

Rapport se fait en telle maniere: à sçavoir si telle donation a esté faite en deniers de bourse commune, se rapportera moitié à la succession de l'un, & l'autre moitié à la succession de l'autre. Et si elle a esté faite d'acquests ou de naissant, se rapportera entierement à la succession de ceux qui a fait ledit acquest: ou duquel est procedé ledit naissant. cccix.

Si l'heritage donné est du naissant de la mere, & elle en est recompensee, se rapportera tel heritage moitié à la succession du pere, & moitié à la succession de la mere. Et si elle n'a esté recompensee, ledit heritage se rapportera à la succession de la mere seulement. cccxx.

Toutes-fois si les enfans, ausquels auroient esté donnez en auancement d'hoirie, ou en faueur de mariage, lesdits meubles & heritages, se veulent tenir à leur don, & renoncer à la succession, ils y seront receus: pourueu que la legitime soit gardee aux autres enfans. cccxxi.

Peuvent tels donnataires venir à l'une desdites successions de pere ou mere, & renoncer à l'autre, en rapportant la moitié, comme dit est. cccxxii.

Deniers desboursez par pere, mere, ayeul ou ayeulle, pour la nourriture de leurs enfans, ou pour le faict d'armes au seruice du Roy, ou pour l'entretienement & institution d'iceux, tant és arts liberaux que mecaniques, ou pour acquerir degré esdits arts liberaux, iusques au degré de licence inclusiuement, ou pour frais de nopces, pour le regard de la despence de bouche & banquets, ne viennent en rapport. cccxxiii.

Mais si tels deniers estoient employez pour acquerir aucun degré esdits arts liberaux, maîtrise de quelque mestier mecanique, ou pour l'achat de quelque office ou payemēt de rançon, viennent en rapport. cccxxiiii.

Rapport n'a lieu en ligne collateralle, s'il n'est dit. cccxxv.

En successions, testamēs & autres dispositions de derniere volonté, les heritages delaissez en vertu d'icelles, se reglent selon la coustume des lieux, où ils sont assis, & non selon les domiciles des personnes qui disposent, ou ausquels on succede, ou ausquels ladite succession est aduenüe:

1 315. Idem
§. 191. Idem
Parisii ut ibi
dicit. §. 112. C.
§. 172. C.M.

2 316. Hoc
iustitiae genera
liter obserua
tur ut dixi in
consuet. Paris.
§. 147. C.M.

Couſtumes de Rheims

ou au profit deſquels eſt diſpoſé.

cccxxvi.

*x 326. Et
quandiu non
decegitur ab-
ſum, quod re-
ſtrahitur.
C.M.*

Si aucun entre en religion approuvee, deſlors 'il eſt exclu de tous ſes biens temporels, ſ'il n'en auoit diſpoſé parauant, que d'entrer en ladite religion, eſtant perſonne habile pour ce faire. Et auſſi eſt exclu de toutes ſucceſſions, qui luy pourroient aduenir, apres qu'il eſt entré en religion: & viendront ſes biens à ſes parens, tout ainſi que ſ'il eſtoit mort, quand il entra en ladite religion: & n'y ſuccedera aucunement le monaſtere, pourueu qu'il demeure en ladite religion: car ſ'il en iſſoit ſans fraude, auant auoir fait profeſſion taifible, il retourneroit à ſes droits, comme ſi touſiours auoit eſté au ſiecle.

cccxxvii.

Les parens ou lignagers des archeueſques, eueſques, & autres gens d'eſliſe ſeculiers, leur ſuccedent.

De tuteur, curateur & gardien.

cccxxviii.

BAil d'enfans mineurs n'a lieu. Et quant à la tutelle & curatelle, ſe decerne par le iuge competent.

cccxxix.

Toutes tutelles & curatelles ſont datiues. Toutes-fois ſi par teſtament y a tuteur nommé, il ſera confirmé, ſi les parens appelez par deuant le iuge n'alleguent cauſe, que le teſtateur ait peu vray-ſemblablement ignorer.

cccxxx.

Par ladite couſtume y a garde noble, & garde bourgeoiſe ou roturiere. Appartient ladite garde, tant noble que bourgeoiſe aux pere & mere, ſi l'vn des deux eſt viuant: ſinon, à l'ayeul premierement, ou à l'ayeulle, ledit ayeul eſtant decedé, ſoient leſdits ayeul ou ayeulle paternels ou maternels: en concurrence deſquels paternels ou maternels, pour le regard des nobles, ſont preferéz les ayeul & ayeulle paternels en la garde & adminiſtration de la ſucceſſion paternelle: & les maternels en la maternelle. Mais pour le regard des roturieres, l'ayeul paternel eſt preferé au maternel, comme l'ayeulle paternelle à la maternelle: & en concurrence d'ayeuls & ayeulles, de diuers coſtez, les ayeuls ſont touſiours preferéz aux ayeulles.

cccxxxi.

Le gardien noble fait les meubles delaiſſez par le defunct, enſemble le reuenü & fruit des rentes & heritages tant feodaux que roturiers, appartenans à ſes mineurs, ſiens: à la charge d'accomplir le teſtament dudit defunct, payer les debtes que doiuent leſdits mineurs, les nourrir, alimenter & entretenir, ſelon leurs qualitez & facultez de biens: de payer auſſi & acquiter les charges & redevances deſdits heritages: & en fin, de rendre iceux en bon & ſuffiſant eſtat. Et eſt ce que lon dit: Qui garde prend, quitte le rend.

cccxxxii.

Dure ladite garde noble quant aux maſles, iuſques à quatorze ans: & quant aux femelles, iuſques à douze ans accomplis, pourueu que leſdits pere ou mere ne ſe remarient. Auquel cas finiſt ladite garde noble: & doit eſtre pourueu auſdits mineurs de tuteurs & curateurs.

cccxxxiii.

Le gardien bourgeois ou roturier ne fait les meubles, reuenus & fruits des rentes & heritages, ſoient nobles ou roturiers, ſiens: ains eſt tenu de faire inuentaire, & rendre compte & reliqua de ſadite garde & adminiſtration deſdits biens, tout ainſi que le tuteur & curateur. Et dure ladite garde iuſques à ce que leſdits mineurs tant maſles que femelles ayent vingt-cinq ans accomplis.

cccxxxiiii.

Garde noble ſe doit accepter en iugement, le procureur du Roy ou du ſeigneur haut iuſticier à ce appellé, ſans qu'il ſoit beſoin de conuocation de parens. Et doit le gardien, qui la voudra accepter, en faire declaration dedans trois mois apres la mort du premier decedé, ſi pluſtoſt il n'eſt ſommé de ce faire par ledit procureur du Roy ou de iuſtice, ou des parens dudit defunct. Et quant à la garde bourgeoiſe ou roturiere, elle ſe doit donner, les parens appelez, qui pourront empescher pour cauſes raisonnables, que ladite garde ſoit baillee au ſdits pere, mere, ayeul ou ayeulle: & requetir qu'il ſoit au lieu d'icelle, pourueu de tuteur & curateur auſdits enfans mineurs.

De baſtards, aubains, eſpaués, biens vacans, forfaitures & conſiſcations.

cccxxxv.

AVx hauts iuſticiers appartient la ſucceſſion des baſtards, quand leſdits baſtards ſont nays en leurs terres, & leurs biens y ſont aſſis, & y ſont iceux baſtards domiciliéz, & decedez ſans hoirs procreez de leurs corps en loyal mariage.

cccxxxvi.

Peuent toutes-fois iceux baſtards par donation entre viſs, ou ordonnance de derniere uolonté, diſpoſer de leurſdits biens particulierement & vniuerſellement.

cccxxxvii.

Et ſi leſdits baſtards ont des enfans nays en loyal mariage, leſdits enfans & enfans de leurs enfans leur ſuccedent.

cccxxxviii.

Hors

Hors les cas dessusdits la succession desdits bastards appartient au Roy: sinon que lesdits hauts iusticiers soient fondez en tiltre ou priuilege au contraire, ou possession immemoriale equipolent à tiltre. cccxxxix.

Les bastards se peuuent marier librement, & ainsi que bon leur semble, sans encourir la peine de formariage. cccxl.

Aubains qui sont entendus estre estrangers nez de pays, qui n'est de la souueraineté de la couronne de France, peuuent acquerir biens en ladite cité & ville de Rheims, villes & villages regiz selon icelle: & d'iceux disposer entre vifs, ainsi que bon leur semble. cccxli.

Toutesfois ne peuuent disposer par testaments de leursdits biens, sinon moderement, pour leurs obsecques & funerailles. cccxlii.

Et appartient au Roy la succession desdits aubains, s'ils n'ont eu lettres de naturalité, & non aux hauts iusticiers, sinon qu'ils ayent tiltres ou priuileges au contraire. cccxliiii.

Biens vacans & espaves appartiennent au Roy, & aux hauts iusticiers, chascun en son endroit & limite de sa haute iustice. Et s'entendent biens vacans, les biens delaissez par celuy qui est decédé, sans heritiers habiles à luy succeder, d'un costé & d'autre. Espaves s'entendent bestes esgarees, qui ne sont adouees par aucun seigneur. cccxlvi.

Si aucun va de vie à trespas, sans hoirs procreez de son corps, & n'y a autres heritiers apparens habiles à luy succeder, les biens dudit defunct sont reputez vacans: & les peut le haut iusticier du lieu, où ils sont assis, faire saisir & regir par commissaires, qui sont tenus en faire inventaire. cccxlvi.

Si dedans les dix ans que le seigneur haut iusticier aura mis en ses mains, lesdits biens comme vacans, apparoit aucun heritier, le seigneur est tenu de luy faire deliurance desdits biens, tant meubles qu'immeubles, verifiant & prouuant qu'il estoit parent & habile à succeder au defunct: en payant aussi audit seigneur les frais raisonnables, qu'il aura fait pour la conseruation desdits biens. Mais apres ledit temps de dix ans passez, ledit seigneur n'est tenu rendre compte audit heritier des meubles ny des fruits desdits immeubles: ains seulement luy delaisser la possession vacue desdits immeubles. Et apres vingt ans ledit heritier n'est receuable à demander lesdits biens: ains demeureront audit seigneur, sinon que ledit heritier fust mineur. Auquel cas luy doit estre entierement rendue la succession dudit defunct. cccxlvii.

S'il y a biens vacans en diuers lieux, chascun seigneur haut iusticier doit auoir ceux qui sont en sa seigneurie & haute iustice, tant meubles qu'immeubles. Et en ce cas les meubles ne suivent le domicile. cccxlviii.

Le seigneur ou seigneurs prenans lesdits biens en defaut d'heritiers, sont tenus d'accóplir le testament, & payer les debtes du defunct, chascun pro rata & iusques à la concurrence desdits biens, cccxlviii.

Qui confisque le corps, confisque les biens, & appartient la confiscation au Roy, & aux seigneurs hauts iusticiers, chascun en son endroit & limite de sa haute iustice: excepté en crime de leze maieité, dont la confiscation appartient au Roy seul, à la charge de payer les debtes par le seigneur, qui prendra ladite confiscation: & ce iusques à la concurrence des biens confisqueez. cccxlix.

Le forfait du mary ne peut preiudicier au choix qu'a la femme, suruiuant sondit mary, de partir contre les heritiers d'iceluy, n'y aux douaires & autres droits & conuentions matrimoniales de ladite femme: côme aussi le forfait d'icelle femme ne peut preiudicier à l'usufruit des conquests & autres droits qu'auroit ledit mary (la suruiuant) dont a esté parlé cy dessus. Tellement que le suruiuant desdits deux conioints iouyra desdits droits, nonobstant la confiscation ensuyuie à raison dudit forfait.

Des seruitutes, & droits reels.

cccl.

N la cité & ville de Rheims, & autres villes regies selon icelle, & es fauxbourgs desdites cité & villes, droits de veuës, d'esgouts, & toutes autres seruitutes ne s'acquierent par prescription de longue iouissance quelle qu'elle soit, sans tiltre ou chose equipolente à tiltre, comme d'estimation de pere de famille, & fust de cent ans & plus. Et hors lesdites cité, villes & fauxbourgs, tels droits & seruitutes s'acquierent par prescription de droit. cccli.

Nul habitant ou ayant maisons esdites cité, ville & fauxbourgs, ne peut edifier & construire de nouuel au dedans de sesdites maisons aucunes saillies, goulots, boucquests, estaches, ou autre entreprinse sur rue & chemin publique: sinon que lesdites saillies soient de vingtdeux

AAA iij

Coustumes de Rheims

pieds & demy de hauteur, & qu'il ayt obtenu congé & permission des seigneurs, en la iurisdiction desquels tels edifices se font, de planter lesdits boucquests & estaches: ou de faire lesdits goulots ou bassins de pierre sur ledit chemin: c'est à sçavoir en ban & iustice de l'archevesque de Rheims, du bailliy, escheuins, & Vidame dudit Rheims: de chascun desquels faut obtenir ladite permission. Et en la terre de Chapitre, de leurs seneschaux & bailliy. Et en la terre de saint Remy, & saint Nicaise, des baillifs desdits lieux: excepté en la cousture dudit Rheims, en laquelle est permis de construire & edifier de nouuel sans le congé des escheuins de ladite ville, & sans peril d'amende, faillies, goulots & estaches de la hauteur de dix pieds seulement: laquelle hauteur seront tenus les ayants maisons en ladite cousture, observer, & à ce faire contraints par lesdits escheuins. Comme aussi les ayants maisons es autres endroits de ladite ville & fauxbourgs seront tenus & contraints d'observer ladite hauteur de vingtdeux pieds & demy, par les seigneurs & autres iusticiers, où sont assises les maisons, esquelles seront lesdites faillies de nouuel construites & edifiees. ccclii.

Si aucun ayant maison esdites cité, villes & villages, fait à costé desdites faillies fenestres, les voisins, qui voudront bastir autres faillies à costé d'icelles, ayants droits & pouuoir de ce faire, pourront estoupper lesdites fenestres, sans que lon les puisse empescher, ne alleguer contre eux aucun droit de prescription. cccliii.

Pourrôt aussi les ayants maisons en ladite cousture, edifier puys, degrés ou marches, en lieu le plus conuenable & moins nuisible à l'aissance & commodité de ladite cousture, & chemin public d'icelle, lesdits escheuins à ce appelez. cccliiii.

Pareillement lesdits ayants maisons tant en ladite cousture qu'ailleurs, esdits cité, ville & fauxbourgs, pourront faire fenestres en front de rue, auants & auants toits sur icelle rue, sans demander congé n'encourir l'amende: pourueu que lesdits auants & auants toits, se puissent haulser & aualler. ccclv.

Touts murs & clostures esdits cité, ville & fauxbourgs, sont reputez communs & moitoyens: sinon qu'ils portassent entierement le corps d'hostel & edifice de l'un des voisins. Auquel cas appartiennent à celui auquel est tel edifice: ou qu'il y eust tiltre au contraire ou marque & signification, qui denotassent par l'art de massonnerie, que tel mur est moitoyen. ccclvi.

Si vn homme edifie entierement dans son heritage, tellement que l'esgout de son toit choye sur le sien, il peut faire en son edifice tant de veuës, clareté & fenestres, que bon luy semble. ccclvii.

Et ne pourra ledit voisin offusquer & du tout empescher lesdites veuës & fenestres, & bastir à l'endroit d'icelles, à plus pres que de deux pieds & demy. ccclviii.

Nul ne peut faire goutieres ou nauts sur rue publique, plus bas que de vingtdeux pieds & demy, sur peine de l'amende de soixante sols parisis, applicable au seigneur de la iurisdiction, où sont les edifices, sur lesquels lesdits goutieres & nauts seront assis. ccclix.

Si sur aucun mur moitoyen & commun est assis vn nau, qui reçoie les eaues de deux voisins, & l'un d'iceux voisins veut haulser ledit mur & edifier à l'egal dudit haulsemēt, l'autre voisin sera tenu de retirer ledit nau sur luy, qui luy sera audit cas ppre & particulier pour receuoir ses eaues: mais si par apres ledit autre voisin veut haulser & bastir à l'egal de sondit voisin, faire le pourra, en contribuant & payant la moitié de la despēse dudit mur: & rapporter ledit nau sur ledit mur moitoyen, qui sera commun entre eux, comme il estoit au parauant. ccclx.

Il est loisible à vn voisin pour se loger, & edifier esdits cité, villes & fauxbourgs, contraindre ou faire contraindre par iustice son autre voisin, à faire refaire le mur & edifice pendant & corrompu d'entre luy & sondit voisin, & d'en payer selon son hebergement, & pour telles portio's que lesdites parties ont & peuuent auoir ausdits mur & edifice moitoyen. Et où ledit voisin sommé de contribuer aux frais, seroit refusant de ce faire six mois apres ladite sommatiō deuement faite, demeurera ledit mur propre à celui qui l'aura fait & construit de nouuel, ou fait refaire, si bon luy semble. ccclxi.

Pareillement si deux edifices contigus sont de nouuel, ou par la ruine d'un mur moitoyen, ou de toute ancienneté desclos, le propriétaire de l'un desdits edifices se voulant clorre contre son voisin, pourra au refus de sondit voisin faire entierement construire & edifier ladite closture, iusques à douze pieds de Roy à rez de chaussee, outre & par dessus les fondements, esdites cité & ville: & iusques à neuf pieds es fauxbourgs d'icelle à ses despens: la moitié desquels il repetera sur sondit voisin. Et où ledit voisin seroit refusant de le rembourser d'icelle moitié six mois apres sommation de ce faire par luy deuement faite, toute ladite closture & muraille demourera

mourera propre à celui, qui l'aura fait faire, si bon luy semble.

ccclxii

Il est loisible à vn voisin haulser à ses despens le mur moitoyen d'entre luy & son voisin, si haut que bon luy semble, & se loger & edifier en iceluy sans le consentement de sondit voisin, en payant la moitié d'iceluy mur moitoyen, si n'y a tiltre au contraire : & pourueu que ledit mur soit suffisant & fort pour ce faire.

ccclxiii.

Il est loisible à vn voisin faire percer le mur moitoyen d'entre luy & son voisin, pour s'y loger & edifier, en le faisant refaire à ses despens, si n'y a tiltre au contraire.

ccclxiiii.

Il est loisible à vn voisin faire percer le mur moitoyen d'entre luy & son voisin au dessus de neuf pieds de rez de chaussée, & de sept pieds au dessus du second estage, le tout à fer & verre dormant. Mais où sondit voisin voudra de rechef bastir, luy est lors permis de clorre & estouper lesdites veuës, iusques à la hauteur de son nouuel bastiment.

ccclxv.

Il n'est loisible à vn voisin de faire mettre & assoir sommiers & doubleaux, c'est à dire, poutres & solives, dedans le mur d'entre luy & son voisin, si ledit mur n'est moitoyen. Et si est moitoyen, ne peut faire mettre & assoir lesdites poutres & solives que iusques à la moitié de l'espeffeur, & point du milieu dudit mur, en le restablissant, & y faisant faire jambages, chaines & corbeaux de pierre de taille, ou autres suffisans, selon l'aissance & commodité du lieu, pour porter lesdites poutres, en restablissant ledit mur,

ccclxvi.

A quiconques appartient le sol, c'est à dire l'estage du rez de chaussée, appartient le dessus & dessous du sol, si n'y a tiltre au contraire.

ccclxvii.

Quiconques a ledit sol, il peut & doit auoir le dessus & le dessous, & faire caues, puis, aissances, ordes fosses, soulcis, & autres choses licites, pourueu que lesdits aissances, ordes fosses & soulcis, & chauffées d'iceux, soient distantes de dix pieds du puis de son voisin, ou y faisant à ses despens bon & suffisant cõtre-mur de chau & sable, de fond en cõble de deux pieds d'espeffeur pour le moins.

ccclxviii.

Contre le mur, four, d'un boulenger, ou forge d'un mareschal ou autre personne ioignant vn mur cõmun ou moitoyen, doit auoir vn cõtre-mur d'un pied d'espez pour le moins.

ccclxix.

Le fossé qui est entre deux pieces de terre, appartient à celui, sur lequel est le reiet d'iceluy fossé. Et si la terre est gettee d'un chascun costé, le fossé sera reputé commun.

ccclxx.

Si aucun ayant heritage, ne peut contribuer à faire closture, soit dans ou hors la ville, il sera quitte, si bon luy semble, de bailer de sa place à l'estimation raisonnable, que le mur pourra couster : & vaut tel mur pour closture seulement. Et si la partie veut edifier plus haut, il l'en fait cõme cy deuant est escrit.

ccclxxi.

Es murs qui sont communs entre deux parties, icelles peuuent, chascun de son costé, edifier cheminees, & prendre creux esdits murs, iusques à la tierce partie d'iceux, pour icelles cheminees faire, sans que l'on puisse empescher l'autre : si n'estoit qu'il y eust sommier ou autre piece de bois à l'endroit du lieu où lon prendroit tel creux, qui l'empeschast : pourueu que le mur fust tellement retenu, que fauté n'en aduint.

ccclxxii.

Si entre deux parties y a mur qui soit commun entre eux, il n'est loisible à l'autre y faire arche ou autre creux, excepté pour faire cheminee, comme est dit à l'article immediatement precedent, sans le consentement de son voisin : supposé qu'audit mur à l'endroit dudit creux, y ayt sommier ou autre piece de bois à moitié d'iceluy, ou qu'il soit à plein mur.

ccclxxiii.

Nul ne peut cheuer, ne faire entreprise sur la chaussée d'icelle ville, sans l'expres cõgé & licence des escheuins ou des greffiers de l'escheuinage, qui ont le regard & gouuernement sur ladite chaussée, sur peine d'amende de soixante sols parisis.

ccclxxiiii.

Si aucun veut edifier en vne vieille maison, où y a faillie ou autre edifice sur rue, & il veut reseruer le priuilege de ladite faillie, auant qu'il l'abbatte il est tenu de faire les mesures par les greffiers de ladite chaussée. Et ce fait, il peut abbatre & refaire ladite faillie, ou autre edifice faillant sur rue en l'estat qu'il estoit, sans en demander autre congé pour ce faire, aux officiers, où l'edifice se fait.

ccclxxv.

Quiconques veut edifier audit Rheims, & en faisant les edifices fait faire les caues, il doit faire les fondemens bons & suffisans, & monter la muraille à ses despens, iusques au rez de la chaussée : & de là en auant son voisin y sera tenu contribuer de telle mesure que dessus est dit : c'est à scauoir de quatorze pieds en la cité, & de huit pieds hors la cité. Mais en contribuant au pardeffus, il aura la moitié audit mur, & pourra appuyer contre, & prendre creux de cheminee, ainsi que dessus est dit.

ccclxxvi.

Toutes personnes ayans heritages, peuuent faire puis en leurs heritages, cõtre leur voisin,

Couſtumes de Rheims

& eux ayder du tiers du mur, ſ'il eſt moitoyen entre eux. Et ſ'il n'eſt moitoyen, le rembourſer pro rata d'autant que le mur a couſté, à l'arbitrage de gens de bien à ce connoiſſans. *ccclxxvii.*

Si aucun mur eſt moitoyen entre deux parties, & ſur iceluy l'une des parties veut faire encores edifice & pandefeu de bois, il pourra poſer & affoir ſa ſol & pandefeu à la moitié dudit mur, en delaiſſant à ſon voiſin la moitié dudit mur franc. *ccclxxviii.*

S'il eſt beſoin de recourir vn toit, & la goutte tûbe ſur ſon voiſin, tel voiſin eſt tenu de bail-
ler place pour drefſer les eſchelles, & ne le pourra empescher. *ccclxxix.*

Si aucun a fenestres, lucarnes ou creux d'ancienneté, & il deſmolit ſa maiſon ſans prendre la meſure d'icelles, la partie preſente, ou appellee, il perd ſa poſſeſſion.

De Preſcription.

ccclxxx.

Quand aucun à iuſte tiltre de bonne foy a iouy franchement & paiſiblement d'aucun heri-
tage, ou autre droit reel cenſé & reputé immeuble avec tiltre de bonne foy, tant
par luy que ſes predeceſſeurs, par dix ans entre preſens, & vingt ans entre abſens, aagez & non
priuilegez, il acquiert droit de preſcription deſdites choſes, & auſſi de la rêté, dont ſeroit char-
gé ledit heritage: ſi pendant ledit temps il n'a eſté par conteſtation en cauſe inquieté, tant du-
dit heritage que de ladite rente. *ccclxxxi.*

Quand aucun a iouy & poſſédé aucun heritage, ou autre droit reel & incorporel, par l'esp-
ce de trente ans continuellement & paiſiblement, tant par luy que ſes predeceſſeurs: ſuppoſé
qu'il n'ayt tiltre, il a acquis droit de preſcription, tant dudit heritage que de ladite rente, dont il
pourroit eſtre chargé entre aagez & non priuilegez: toutesſois l'hypothecque demeurera, &
ne ſe preſcrit, que par quarante ans. *ccclxxxii.*

Le chef cens, qui eſt à dire le premier cens, ne peut eſtre preſcrit par quelque laps de temps
que ce ſoit, & fuſt de cent ans: mais la quotité dudit chef cens, enſemble les arrages d'iceluy
ſe peuuent preſcrire par trente ans. *ccclxxxiii.*

Toute action perſonnelle ſe preſcrit par trente ans. Mais quât à l'hypothecquaire ne ſe pre-
ſcrit que par quarante ans. *ccclxxxiiii.*

Quiconques a iouy avec tiltre & bonne foy d'aucun heritage chargé d'hypothecque, & l'a
temu & poſſédé paiſiblement par dix ans entre preſens, ou vingt ans entre abſens, aagez & non
priuilegez, ſans auoir eſté pourſuyui ou inquieté par celuy qui a le droit d'hypothecque, il pre-
ſcrit & eſtaint l'hypothecque, & en demeure l'heritage deſchargé.

Autres couſtumes.

ccclxxxv.

Societé n'a lieu, ſi non qu'elle ſoit conuenue par expres. *ccclxxxvi.*

Quand aucun eſt executé pour debte en ſes biens, il peut empescher la vente d'iceux, en
baillant les deniers, pour leſquels il eſt executé dedans huitaine. *ccclxxxvii.*

Il eſt permis à celuy qui a loué vne maiſon, de proceder par execution avec autorité de iu-
ſtice, ſur les biens meubles du conducteur, qui ſeront en ladite maiſon, ſoit cleric ou lay: encores
que tel conducteur ne ſoit condamné, ny obligé par contract paſſé ſous ſeel authentique. Et en
cas d'oppoſition, demeurera la main de iuſtice garnie. Et peuuent iceux biens, encores qu'ils
ſoient hors ladite maiſon, eſtre pourſuyuis par hypothecque, en quelque main qu'ils ſoient: ſi-
non qu'ils ayent eſté vendus à vn autre. Et où ils ſe vendroient publiquement par autorité de
iuſtice, ſera ledit locateur preferé à tous autres pour ſon louage, ſur les deniers qui en proce-
deront. *ccclxxxviii.*

Et peut le locateur contraindre le conducteur à garnir la maiſon de meubles exploitables &
ſuffiſans pour la ſeureté de ſon louage. Et à faute de ce faire le peut faire ſortir de la maiſon par
iuſtice: encores que le louage ne ſoit expiré. *ccclxxxix.*

Les cenſes, moiſſons ou penſions des terres arables, vignes, prez, jardins, ſaulſois, ozerois,
bois & heritages ruſtiques, ſont pareillement priuilegez, comme les loyers des maiſons: car
pour iceux on peut faire ſaiſir & arreſter par la iuſtice du lieu les grains, raiſins, & fruits, qui y
ſont creuz: iacoit qu'ils ſoient encores pendâs ou ameublis. Et en cas d'oppoſitiô, doit la main
de iuſtice demeurer garnie pour la penſion d'vn an, pendant le procez. *cccc.*

Si le conducteur a habité ou tenu vne maiſon ou habitation iuſques au iour de ſainct Iean
baptiſte, auquel iour ſe commence à Rheims, l'an du louage des maiſons, & ledit conducteur
continue & entretiét outre le iour de feſte ſainct Pierre & ſainct Paul, qui eſt cinq iours apres
ledit iour ſainct Iean, il eſt cenſé & reputé auoir reprins à louage icelle maiſon ou habitation,
pour

pour tout l'an qui est entamé & commencé, & au pris mesme de l'an precedant : s'il ne fait apparoir d'autre louage & conuention faite entre luy & le locateur, cccxcj.

Si vn censier ou conducteur de terres arables, vignes, prez, jardins & autres heritages rustiques, est en la derniere annee de son louage, & il n'asseure suffisammēt le locateur de luy payer sa cense ou pension, au terme qu'elle doit eschoir, il est loisible audit locateur de faire saisir les fruits estans en & sur son heritage, par ladite iustice du lieu: iacoit que pendans soient en l'heritage, ou qu'ils soient coupeez & abbatuz, & que le terme ne soit escheu. Et en cas d'opposition, la main de iustice doit demeurer garnie pendant le procez, à la valeur de ce qu'il fera deu audit locateur pour vne annee. cccxciii.

Lettres de respit n'auront lieu contre celuy qui aura obtenu par iugement & sentence donnée, & contre ceux à qui sont deuz louages de maisons, arrerages de rentes foncieres, moisson de grains, aliments, medicaments, ou deniers deuz pour fourniture de bled, vin, ou autres victuailles, pour la prouision du debteur ou de sa famille, ou pour vin, ou pour autre victuaille vendue en detail, ou pour debte deuë à mineurs creëe pendant leur minorité, ne pour interst-ciuil d'exces adiugé, ny pour pris d'aucun heritage vendu. Et pourra le creancier nonobstant lesdites lettres de respit arrester la marchandise par luy vendue, estant encores en la possession dudit debteur. cccxciiii.

Cession de biens n'a aussi lieu pour amendes, dommages & interests ciuils adiugez pour raison d'exces, crimes & delictz. cccxcv.

Tous vendeurs de denrees & marchandises en detail, chirurgiens, barbiers, orfeures, espiciers, apoticairez, massons, charpentiers, laboureurs, manouuriers & seruiteurs, demeurans es cité, ville & fauxbourgs de Rheims, & autres lieux regiz selon icelle, ne pourront faire demande de leur denree, marchandise, loyers & sallaires de leursdits labeurs, ourages & seruices apres six moys passez, d'iceux ventes, ourages & seruices faits: sinon qu'ils fussent reconneuz par obligation, ou autrement deuëment. cccxcvi.

Despens d'hostelages liurez par hostes, à gens passans, ou à leurs cheuaux, sont priuilegez, & viennent à preferer deuant tout autre sur les biens & cheuaux hostelez. Et les peut l'hostelier retenir iusques à payement. Et si aucun autre creancier les vouloit enleuer, il auroit iuste cause de soy opposer. cccxcvii.

En matiere de desconfiture chascun creancier vient à cōtribution au sold la liure, sur les biens meubles du debteur. Et n'y a point de prerogatiue pour debte pure personnelle. cccxcviii.

Compensation a lieu de debte liquidee à autre debte liquide, & non autrement. cccxcix.

Qui vend aucune chose mobiliere sans iour & sans terme, esperant d'en estre payé promptement, il peut poursuyuir & arrester ladite chose en quelque lieu qu'elle soit transportee, pour en estre payé du pris qu'elle a esté vendue. cccxcix.

Les courtiers de vins, qui conduisent marchans forains ou autres achetās vins, apres le pris fait & conuenu, seront tenus de payer ledit pris. Et se pourront les marchans vendeurs adresser contre eux pour le payement d'iceluy pris: sinon qu'il en fust autrement conuenu entre le vendeur & l'acheteur. cccc.

Tous acheteurs de vins & autres marchandises, serōt tenus dedās vingt iours apres l'achat, leuer ladite marchandise: autrement les arres seront perdues: & ne sera tenu le vendeur de la deliurer s'il ne luy plaist. Et neantmoins sera au choix du vendeur, de poursuyure son acheteur, pour raison de ses dommages & interests. cccci.

Toute personne bien famee & renommee sera creüe par serment de sa prinse de bestes & du dōmage à luy fait iusques à cinq sols parisis seulement. Et où il pretendra plus grand dōmage luy auoir esté fait, sera tenu iceluy faire voir & visiter dedans vingt quatre heures, partie presente ou appellee. Et ledit temps passé, n'y sera plus receu. ccccii.

Tous seigneurs qui ont iurisdiction, pourront prendre ou faire prendre par leurs sergēs, gardes ou messiers, les bestes qui seront trouuees mal faisantes, & en dōmage à leurs seigneuries & territoires: & les pourront tenir en leur hostel ou autre lieu en prison, iusques à ce que ceux à qui elles sont, les viennent requerer ou adouuer par gage & pleige suffisant pour l'amende. & le dōmage qu'elles auront fait. Et en ce cas luy seront rendues. cccciij.

Et si lesdites bestes estoient trouuees en dommages ou meffait par ceux ausquels appartiendront les heritages, & ils n'auoient sergens ou messiers presens, les pourront prendre ou faire prendre: & les pourront detenir par vn iour & vne nuit: & apres les mener aux prisons du seigneur, pour apres recouurer leurs dommages & interests. cccciij.

Couſtumes de Rheims

Et ſi celui à qui ſont leſdites beſtes, ne les requiert & deliure par plege ou gage cōme deſſus, ledit ſeigneur, ou ſon procureur fera aſſauoir à celui, à qui elles ſont, qu'il les fera expoſer & mettre en vente à certain iour qui ſera déclaré, auquel iour le fera publier. Et ſi elles ſont miſes à pris, les pourra deliurer à la huitaine ſuyuante au dernier encheriſſeur, qui en fera fait ſeigneur. Et ſi elles ne ſont miſes à pris, ledit ſeigneur les pourra retenir pour le meffait. ccccv.

Et ſ'il y a oppoſition par celui, à qui ſont leſdites beſtes, luy ſeront rendues ſans gage ny caution, au cas qu'il ſoit habitant du lieu, y ayant & poſſédant biens pour en reſpondre. ccccvii.

Toute perſonne deſſaïſie d'aucun meuble, beſtial ou autre choſe mobilière, qu'il ſçait & connoiſt eſtre en la poſſeſſion d'un autre, peut faire ſaiſir & arreſter la choſe mobilière en la main de la iuſtice du lieu, où elle ſera trouuée: & la faire mettre en garde & depoſt en lieu ſeur, iuſques à ce que les parties ouïes, en ſoit ordōné par iuſtice. Lequel arreſt ſera ſignifié à celui, en la poſſeſſion duquel elle ſera trouuée lors dudit arreſt. ccccvii.

Par ancien vſage gardé de temps immemorial audit Rheims, eſt loïſible à vn chaſcun de quelque eſtat qu'il ſoit, demeurant audit Rheims, ou hors, ayant à intenter action perſonnelle pour debte, ou autre choſe contre aucun, qui eſt trouué audit Rheims, forain, non demeurant audit Rheims, non clerc ne non noble, le faire arreſter au corps par vn ſergent de la iuſtice du lieu, où il eſt trouué: ou ſi bon ſemble à celui qui a l'action à intenter, faire arreſter les biēs meubles de tel forain: ſoit qu'il ſoit clerc, marié ou noble: & au moyen de tel arreſt, ſoit de corps ou de biens, eſt tenu ledit forain ſortir iuriſdiction pour la choſe, pour laquelle il eſt arreſté par deuant la iuſtice, de l'autorité de laquelle il eſt arreſté. ccccviii.

Et n'aura ledit arreſté prouiſion de ſon corps ou biens arreſtez, qu'il n'ayt baillé caution ſeiſſoire de fournir le iuge, tant pour le principal que deſpens.

F I N D E S C O V S T V M E S D E R H E I M S .

Couſtumes du Bailliage de Vermandois, en LA CITE, VILLE ET PREVOSTE ROYALE DE NOYON.

De Succeſſion.

Article premier.



LE mort ſaiſiſt le viſ, ſon plus prochain heritier plus habile à luy ſucceder. ii.

Entre nobles, quand aucun va de vie à trespas, delaiſſant pluſieurs enfans, le fils ainé ſuccede en tous les fiefs & nobles tenemens: à la charge d'un quint à vie à ſes puisnez, ſoient fils ou filles. iii.

Et où il n'y auroit que filles, la fille ainée ſuccede pareillement en tous leſdits fiefs: à la charge dudit quint à vie à ſes ſœurs puisnées. iiij.

Entre roturiers, ſ'il y a pluſieurs enfans, appartient la moitié au fils ainé de ce qui eſt tenu en fief, & l'autre moitié ſe diuiſe eſgalement entre les puisnez, ſoient fils ou filles. Et ſ'il n'y auroit que deux enfans, audit ainé appartiennent les deux tiers: & l'autre tiers au puisné, ſoit fils ou filles. Et neantmoins en chaſcun deſdits deux cas, & outre ce que deſſus, au fils ainé appartient le principal manoir, ſi aucun en y a, avec la baſſecourt, foſſez, iardin, precloſture & aïſement d'iceluy. v.

Et neantmoins peut ledit ainé auoir ladite moitié ou tiers deſdits fiefs aduenus aufdits puisnez, en les recōpenſant en dedans trois ans en autres heritages de la ſucceſſion, ſi faire ſe peut: ſinon, en deniers comptans, en eſtimation du denier trente pour les fiefs, aufquels y a iuſtice haute ou moyenne, ou baſſe: & du denier vingt cinq pour les autres fiefs, qui ne ſeroient de la preeminence & qualité deſſuſdite. vi.

Où il n'y auroit que filles, la fille ainée a pareil droit & prerogatiue d'ainéſſe ſur ſes ſœurs puisnées, que deſſus. vii.

Le fils a ledit droit d'ainéſſe ſur ſes ſœurs, encores qu'elles ſoient plus aagees que luy. viii.

Quant aux heritages roturiers & biens meubles, les enfans ſuccedent à iceux eſgalement, ſoit fils ou fille, chaſcun pour ſon chef. ix.

L'heritier

L'heritier du decedé eſt tenu payer les obſeqes & funerailles. x.

Pere & mere, ayeul ou ayeule, ſuccèdent à leurs enfans predecédez, ſans hoirs procrez de leurs corps, quant aux meubles, conqueſts & acqueſts immeubles: mais quant aux heritages propres, les freres & ſœurs y ſuccèdent du coſté & ligne, dont ils ataignent au treſpaſſé. xi.

En ligne collaterale le maſle exclud la femelle en pareil degré quant aux fiefs. xii.

En ladite ligne collaterale entre nobles, & quant aux fiefs, l'aiſné maſle exclud ſes puisnez, ſoient fils ou filles, & ſans charge de quint enuers leſdits puisnez. xiii.

Et fil n'y auoit que filles, l'aiſnée fille exclud pareillement ſes puisnees & ſans charge de quint. xiiii.

Et entre roturiers en ladite ligne collaterale, les fiefs ſe partiffent eſgalement entre les maſles, & auſſi entre les filles, ſil n'y auoit maſles, ſans aucune prerogatiue d'aiſneſſe. xv.

En ligne directe representation a lieu infiniment, tât pour les fiefs, rotures qu' autres biés. Et en ligne collaterale a lieu iuſques aux enfans des freres & ſœurs incluſiuelement. xvi.

Aucuns enfans ne ſont receuables à demâder partage, ſils n'offrent rapporter ce qui leur à eſté donné par leur pere & mere, ſauf les frais des nopces & banquet de mariage, qui ne ſe rapportent. Toutesſois les habillements, bagues & ioyaux ſe rapportent. Mais ſi pere ou mere auoient donné à aucun de leurs enfans meubles ou heritage hors part & par preciput, ſoit par teſtament ou diſpoſition entre viſs, tel don ne ſe rapporte pourueu qu'il ſoit dit expreſſement, qu'il eſt fait & donné hors part & par preciput. Et peut ledit enfant en ce cas eſtre legataire ou donnataire & heritier enſemble: ſauue aux autres enfans leur legitime & querelle de donation inofficieuſe.

De Teſtament.

xvij.

Toute perſonne de franche condition, peut diſpoſer par teſtament & ordonnance de derriere volonté de tous ſes biens meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, & du tiers de ſes propres, ſils ſont en cenſiue: & du quint, ſils ſont en fief, au proufit de telle perſonne que bon luy ſemblera, ſoit prochain ou eſtrange. xviii.

Peut auſſi diſpoſer par teſtament, comme deſſus, de l'vſufruit de tous ſes heritages propres, ſoit en cenſiue ou fief à telle perſonne que bon luy ſemblera: reſeruee toutesſois en tous cas la legitime aux enfans, ſelon la raiſon eſcrite. xix.

Homme & femme peuuent donner par teſtament l'vn à l'autre ce que deſſus: pourueu qu'il n'y ayt enfans de leur mariage ou d'autre. Auquel cas qu'il y ayt enfans, ne vaut telle diſpoſition d'entre eux, que pour les meubles, acqueſts & conqueſts immeubles: & ſauue la legitime, comme deſſus.

De Donation entre viſs.

xx.

Toute perſonne iouyſſante de ſes droits, peut donner par donation d'entre viſs, tous ſes biens meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, & ſes heritages propres, ſoit en fief ou roture: pourueu que la legitime ſoit reſeruee à ſes enfans, ſil en a. xxi.

Homme & femme conioints par mariage, ſe peuuent donner l'vn à l'autre par donation entre viſs, tous leurs meubles, acqueſts & conqueſts immeubles, & moitié de leurs heritages propres en vſufruit: pourueu qu'il n'y ayt enfans de ce mariage ou d'autre. Auquel cas ne ſe peuuent donner l'vn à l'autre que les meubles, acqueſts & conqueſts immeubles: & ſauue la legitime aux enfans. xxii.

Si aucun donne ou transporte, ſoit homme ou femme, à l'vn de ſes enfans, ou à aucun autre apparent heritier, en don de mariage, ou pour auancement de ſucceſſion & hoirie, aucuns heritages, fiefs, rentes, ou autres choſes immeubles, tels heritages ainſi dōnez, cōme dit eſt, ſont tenus & reputez propres heritages au donnataire, & à luy venus de naiſſant & ligne: & en eſt tenu & reputé tel donnataire veſtu & ſaiſi. Toutesſois tels heritages donnez par pere ou mere, retournent audit pere ou mere, qui les ont donnez, ſi leſdits enfans predecèdent ſans hoirs procrez de leurs corps.

Des droits ſeigneuriaux & feodaux.

xxijj.

Q Vand vn fief eſt vendu, ou autrement aliéné à pris d'argent, eſt deu par l'acheteur, au ſeigneur du fief le quint & requint du pris: mais ſi ledit fief eſt donné, eſchangé ou legué, eſt deu droit de relief & chambelage ſeulement. Lequel droit de chambelage eſt de vingt

BBB

Couſtumes de Noyon

fols parifs:ſinon qu'audit eſchâge y euſt ſoulte de deniers:auquel cas eſt deu quint & requint, pour le regard de ladite ſoulte. xxiii.

Quand aucun heritage tenu en cenſiue eſt vendu,eſt deu par l'acheteur au ſeigneur cenſuel le douzième denier du pris.Et ſ'il eſt donné ou eſchangé,n'eſt deu aucun proufit, ſinon qu'il y euſt ſoulte en deniers audit eſchange:auquel cas eſt deu le douzième denier de ladite ſoulte. xxv.

Si vn fief eſchoit par ſucceſſion de pere ou mere,ayeul ou ayeule,ou autres aſcendans,n'eſt deu au ſeigneur feodal que la bouche & les mains,avec le droit de chambelage. Et ſ'il eſchoit par ſucceſſiõ en ligne collaterale,eſt deu droit de relief:pour lequel le vaſſal doit faire offre du reuenue de l'annee,ou de la valeur & eſtimatiõ d'vne annee prinſe & choiſie en trois dernieres annees,en faiſant des trois vne commune,ou bien ce qui fera dit par pairs de fief:ou d'vne ſomme de deniers pour vne fois payee,au choix & election du ſeigneur. xxvi.

Si vne fille,à laquelle eſcheu vn fief,ſe marie,n'eſt deu aucun droit au ſeigneur de fief pour raiſon du premier mariage.Mais pour les ſubſequens & pour chaſcun d'iceux,eſt deu relief & droit de chambelage. xxvii.

Si pere ou mere donne à aucuns de ſes enfans en auancement d'hoirie ou faueur de mariage,aucuns biens meubles ou heritages,ſoit en roture ou fief,le donnataire en eſt reputé veſtu & faiſi incontinent apres la donation faite:& n'en doit aucun proufit,fors le droit de chambelage,pour raiſon des choſes tenuës en fief.

Des douaires.

xxviii.

Quand homme ou femme ſont conioints par mariage,entre nobles & non nobles,ladite femme acquiert droit de douaire couſtumier,qui eſt la iouyſſance de la moitié de tous & chaſcuns les heritages & biens immeubles,deſquels iouyſſoit le mary,au iour de la benediction nuptiale,ensemble la iouyſſance de la moitié des heritages,qui eſchoient en ligne directe audit mary,constant ledit mariage,pour en iouyr par elle,apres le trespas dudit mary,ſa vie durant ſeulement. Le quel douaire couſtumier faiſiſt ſi toſt qu'il a lieu,qui eſt apres le deces du mary:comme auſſi faiſiſt le douaire prefix. xxxi.

Femme qui a douaire prefix,peut ſi bõ luy ſemble,laiſſer le prefix,& choiſir le couſtumier, ſil n'eſt dit le contraire par le traité de mariage. xxx.

Entre perſonnes nobles la veufue peut choiſir telle maiſon de ſon mary,qui luy plaira,pour faire ſa demeure ſa vie durant,ſoit qu'il n'y ayt qu'vne maiſon ou pluſieurs. Et doit ladite femme deuément entretenir ladite maiſon de pel, torché & couuerture, comme vſufructuaire doit faire. xxxii.

Entre nobles conioints par mariage, le ſuruiuant peut prendre & apprehender tous les meubles,ſi bon luy ſemble:à la charge de payer & acquiter les debtes. Mais ſi le ſuruiuant ne prend que la moitié deſdits meubles,il ne fera tenu payer que la moitié deſdites debtes,& l'heritier l'autre moitié.

De Preſcription.

xxxij.

De veuës,efgouts,enclauës,& autres edifices ſecrets on n'acquiert poſſeſſion ou preſcription pour quelque temps que lon en ayt vſé,ſans tiltre valable.

De retrait lignager.

xxxij.

Quand aucun vend ſon heritage propre,ſoit fief ou cenſuel,à perſonne eſtrange,le parent lignager du vendeur,du coſté & ligne dont vient l'heritage,peut retraire ledit heritage ainſi vendu dedans l'an & iour,em remboursant les principaux deniers,avec les frais & loyaux couſts,Et eſt tel heritage tenu & reputé propre au retrayant.¹ xxxiii.

Et l'an du retrait court du iour de la reception en foy & hommage,ſi l'heritage eſt en fief: & ſ'il eſt en roture,du iour de la veſture,ſi les choſes ſont ſubiettes à veſture:ſinon,² du iour de la poſſeſſion prinſe en vertu du contract. xxxv.

Quand pluſieurs lignagers viennent en meſme iour au retrait,faiſans en iceluy donner adiournement à l'acheteur,le plus prochain doit eſtre preferé:mais ſ'ils ne viennent en meſme iour,celuy qui aura fait donner le premier adiournement,ſera preferé au retrait,encores qu'il ne ſoit le plus prochain. xxxvi.

Le

1. 33. Secus à Rheims où il luy eſt acquiſt, dixi in conſuetu. Paris. §. 171. C.M.

2. 34. Id eſt ſi eſt allodium. ſed hac poſſeſſio debet eſſe publica & cõtinua, nõ momentanea, ſed talis que trãſeat in motiã vicinia, ſa. ele. 1. in ſi. de conceſſ. præb. C.M.

Le seigneur du fief peut auoir par puissance de fief, l'heritage vendu, tenu & mouuât de luy en fief, en remboursant l'acheteur. xxxvii.

Toutesfois le retrayant est preferé au seigneur feodal: & le peut retraire sur luy, si ledit seigneur feodal l'auoit acheté ou retenu par puissance de fief. xxxviii.

En eschange ou donation sans dol ou fraude, retrait lignager n'a lieu. xxxix.

Au surplus ladite preuosté se reigle & gouerne, se reiglera & gouuerna selon les coustumes de Vermandois en la preuosté de Laon, en ce qui n'est contraire ou derogeât aux coustumes propres & particulieres de ladite preuosté de Noyon cy dessus escrites & redigees: sauf qu'il n'est deu aucun droit pour vendition ou autre alienation de l'usufruit des choses tenuës en fief ou roture. Et qu'il n'est deuë amende pour defaut de cens non payez, sans tilre ou possession equipolent à tilre. Et si maintient le Roy la connoissance par preuention de toutes matieres ciuiles & criminelles, sous les subiets des hauts iusticiers.

F I N D E S C O V S T V M E S D E N O Y O N .

Coustumes des Ville, Preuosté & ressort de S A I N C T Q V E N T I N .

De droits appartenants à gens mariez.

Article premier.

Homme & femme conioints par mariage ensemble, sont dés l'instant & du iour de la benediction nuptiale, vns & communs en tous meubles, qu'ils ou l'un d'eux, ont & acquierent, & en toutes debtes mobilières actiues & passiuës faites par eux & chascun d'eux, tant au parauât, que durant leur mariage, & qu'ils leur eschoient & aduiennent de succession, ou autrement, estans mariez ensemble: & en tous les acquests & conquests immeubles faits par eux ou l'un d'eux, constât leurdit mariage, & delquels ils sont vestuz, saisis & mis en possession, ores que l'un desdits conioints ne soit nommé es lettres d'acquisition. Et apres le trespas de l'un, se partissent lesdits biens & debtes d'icelle communauté esgalement entre le suruiuât & les heritiers du decedé, n'estoit que par le traité de leur mariage y eust conuenance au contraire. ii.

Toutesfois dedans quarante iours, la femme apres qu'elle a esté aduertie du deces de son mary, peut quitter & renoncer en iustice à la communauté des biens. En quoy faisant, & appellan à ce faire les heritiers, dont elle aura connoissance, ou en faute d'eux, le procureur fiscal du lieu, demeure quitté des debtes faites par sondit mary, durât leurdit mariage, & qu'il deuoit au parauant: pourueu qu'elle n'ayt aucune chose prinse, cachée ne recellée desdits biens communs, & qu'elle ait faite ladite renonciation dedans ledit temps. iii.

Après le trespas de l'un de deux conioints par mariage, estans de noble condition, & viuans noblement, le suruiuant peut, si bon luy semble, auoir & faire siens tous les meubles & debtes mobilières, qui estoient communs entre eux deux, au iour dudit deces. En quoy faisant doit payer toutes les debtes mobilières du trespas, & est tenu des seruices, obseques & funerailles dudit trespas, ensemble de ses legs, & accomplissement de son testament. iiii.

Si le noble suruiuant, ne prend que sa part & moitié desdits meubles, & debtes, il est seulement tenu de payer moitié des debtes communes entre eux, au iour du deces du premier decedé, sans charges des seruices, obseques, funerailles, legs & accomplissement du testament. v.

Et si desdits conioints n'y auoit que le mary noble, ce nonobstant sa veufue suruiuante peut prendre & auoir lesdits meubles & debtes, aux charges dessusdites: car le mary noble anoblit sa femme, de sorte que durant & apres leur mariage elle est reputée noble, & iouyt des priuileges de noblesse, durant sa viduité. Mais si elle se remarie à homme roturier, suit la condition d'iceluy, & pert lesdits priuileges de noblesse pour l'aduenir. vi.

Le suruiuant de deux conioints par mariage de noble condition, qui veut prendre & auoir tous les meubles & debtes communs, le doit en personne ou par procureur spécialement fondé declarer en iustice dedans quarante iours apres le trespas du premier decedé, du moins qu'il a esté certioré de sa mort: & faire ladite declaratiō par deuant iuge cōpetant, les heritiers d'iceluy

BBB ij

Costumes de sainct Quentin

defunct appellez:à sçauoir qu'il veut auoir par priuilege lesdits meubles & debtes mobiliaries communes d'entre luy & ledit defunct. vii.

Si le suruiuant de deux conioints par mariage tient les biens du decedé, qui estoient communs entre luy & ledit suruiuant, sans en faire inuetaire ou partage aux enfans & heritiers d'iceluy defunct:audit cas y a communauté de biens par moitié, si ne se remarie: & si se remarie, par tiers tant en meubles que conquests immeubles, entre ledit suruiuant, & lesdits enfans & heritiers. viii.

Après le trespas de l'un des deux conioints par mariage, les meubles precieux, robes, bagues & ioyaux du decedé, & qui luy seruoient à son corps, soit homme ou femme, & ceux du suruiuant, se partissent entre iceluy suruiuant & les heritiers du decedé par esgale portion ou par tiers, si les enfans du premier liēt de l'un desdits conioints ont communauté, selon qu'il est porté en l'article precedant, sinon que par traité eust esté autrement conuenu au cōtraire. Auquel cas les conuentions tiendront, quant aux contractans. ix.

Si par traité de mariage les parens de la fille donnent quelque somme d'argent, à charge & sous promesse expresse faite par le futur mary, d'employer le tout, partie ou portion en terres & heritages, pour estre propre, & tenir costé & ligne à sa future espouse, si ledit mary a receu ledit argent, & ne l'a de son viuant employé en heritage, ses heritiers sont tenus rendre à ladite femme ladite somme, qui se deuoit employer, comme tenāt nature d'heritage, sans en rien desduire ne defalquer pour sa moitié & part, à cause des biēs & debtes, qu'elle aura eu par droit de communauté. x.

Et combien que la femme après le trespas de sondit mary renonce au debtes & cōmunauté de biens d'entre luy & elle, selon que dessus, toutesfois les heritiers d'iceluy mary sont tenus de rédre à ladite femme, & luy payer ladite somme subiette à employer pour elle en acquests, comme dessus est dit. xi.

Mais si ledit mary auoit mis à part ledit argent par luy receu, pour employer en heritage, comme dit est, ou pareille somme, en intention de faire ledit employ, & l'eust déclaré presens gens ou par escrit: & neantmoins sadite femme n'eust prins que la moitié dudit argent, & de tous les meubles delaissez par le trespas dudit mary: en ce cas elle n'auoit action contre lesdits heritiers, que pour l'autre moitié. xii.

Si la veufue d'un homme noble prend après le trespas de son mary tous les meubles & debtes communs, comme dit est, & ce faisant prend ledit argent ainsi mis à part pour employer en heritages pour elle: audit cas n'en peut iusques à la somme par elle prinse, aucune chose demander aux heritiers de sondit mary, combien que lesdits meubles luy appartenissent par priuilege de noblesse. Car tel argent ainsi mis à part, & disposé pour faire ledit acquest, est subrogé au lieu, & tient nature dudit employ. xiii.

Par ladite coustume enfans mariez sont reputez emancipez, sans de leurs droits, & hors de la puissance paternelle, & font leur ce qu'ils acquierent: iacoit qu'ils soient mineurs de vingt cinq ans, & ayent pere ou ayeul paternel. xiiii.

Par traité de mariage, & pour y paruenir, deux futurs conioints se peuuent donner l'un à l'autre telle part & portion de leurs biens meubles & heritages, soient tenus en fief ou roture, que bon leur semblera, à perpetuité ou à vie: pourueu que la legitime soit reseruee à leurs enfans. Peuuent aussi faire toutes conuentions, lesquelles tiendront: pourueu qu'elles soient honestes & ciuilles. xv.

Femme mariee est en la puissance de son mary, & sans le consentement d'iceluy ne peut donner, quitter, s'obliger, ne ester en iugement au preiudice d'elle ou de sondit mary: supposé qu'elle eust contracté de son propre: sinon qu'elle fust par iustice separee de sondit mary. Toutesfois peut faire testament sans l'autorité de son mary: & aussi sans autorité de luy quitter les iniures & excez à elle faits. Et si elle est marchande publique, ou preposée par sondit mary à aucune negotiation, peut pour le fait de ladite negotiation, & ce qui en despend seulement, contracter & s'obliger sans sondit mary, qui en est avec elle tenu. xvi.

Le mary a le gouvernement & administration des heritages & rentes foncieries de sa femme, & pour raison d'iceux peut seul & sans le consentement de sadite femme, soustenir toutes actions personnelles & possessoires: & quant aux petitoires, les peut mouuoir & instituer du consentement de sadite femme. xvii.

Aussi ledit mary fait les fruits, reuenus & esmolumens desdits heritages & rentes, siens: & est seigneur de tous les meubles & debtes personnelles cōmunes entre eux, comme dist est.

Et

I Et en peut totalement¹ disposer entre vifs à son plaisir, & sans fraude: mais par testament ne peut disposer que de la moitié tant seulement. xviii.

Le mary ne peut vendre, donner, aliéner, obliger les immeubles possessions & heritages de sa femme: toutes fois peut disposer de tous les conquests immeubles faits durant le mariage d'entre luy & sadite femme, sans fraude: & a lieu don mutuel d'entre ledit mary & sadite femme, selon la coustume generale de Laon, xix.

Femme mariee & d'aage suffisant peut du consentement & autorité de son mary vendre, donner, engager, aliéner, eschanger & hypothecquer ses heritages immeubles: & faire partage de ceux qui luy sont communs avec autres, & autrement en disposer, soit qu'ils luy appartiennent de patrimoine ou conquest.

l. 17. Id est efficacem des choses par ticulieres: car ce mot ne se refere pas ad ministrationem, vel quod a notabilem, quia est recidere in fraudem quod consuetudo mox rescindit. C.M.

De Testaments, & executions d'iceux. xx.

Toutes personnes franches & saines d'entendement, agees, c'est à sçavoir les males de vingt ans, & les femelles de dix huit, peuvent faire testament, mesme la femme sans l'autorité de son mary. xxi.

Auant qu'un testament puisse estre reputé solennel, est requis qu'il soit escrit & signé de la main du testateur, ou passé par devant deux notaires, soit d'eglise ou de cour laye, ou par devant un notaire, en presence de deux tesmoins, ou par devant le curé de la paroisse du testateur, ou son vicaire general & deux tesmoins, ou du maire, bailly, preuost de la iustice ordinaire dudit lieu, ou du greffier de ladite iustice, & l'un d'eux en presence de deux tesmoins: ou que le testateur ait déclaré sa volonté en presence de quatre tesmoins, tous iceux tesmoins idoines & suffisans, non legataires, & n'ayans interest audit testament: & qu'iceluy testament ait esté dicté ou nommé par iceluy testateur ausdits notaires, tabellions, curé, vicaire, preuost, bailly, maire ou greffier, en presence desdits tesmoins, & sans suggestion d'aucune personne: & depuis à luy releu aussi en presence d'iceux tesmoins, & qu'il soit faite mention audit testament, comment il a esté ainsi dicté ou nommé & releu. Et pour connoistre qui sont les vicaires generaux, sont tenus iceux vicaires eux faire enregistrer aux greffes des bailliages, & autres sieges Royaux. xxii.

Par testament & ordonnance de dernière volonté un testateur peut donner & laisser à personne capable tous ses meubles, debtes, conquests & heritages en censives, & le quint de ses fiefs patrimoniaux, & non d'avantage: pourueu que la legitime soit gardée & reseruee aux enfans. xxiii.

Le mary ne peut par son testament disposer que de la moitié des meubles & debtes communes entre luy & sa femme. xxiiii.

Homme noble marié peut par son testament disposer de ses biens meubles de quelque espece & qualité qu'ils soient, iusques à la valeur de la moitié de tous ceux qui luy appartiennent, & à sa femme en cōmun: & apres son trespas est sadite femme tenue de deliurer lesdits biens leguez aux legataires, iusques à ladite moitié seulement: non obstant que si ledit mary n'en auoit disposé, seroient tous iceux biens à sa veufue, comme dit est. xxv.

Les executeurs dudit testament apres auoir entrepris l'execution d'iceluy par devant iuge competent, sont reputez vestuz & saisis par an & iour contre l'heritier des biens delaissez par le testament, iusques à la concurrēce des frais de ses seruices, obseques & funerailles, & de ses legs pitoyables & salutaires. xxvi.

Le legataire ne peut prendre ne apprehender de son autorité le leg qui luy a esté fait par le testateur, & n'en est par son trespas saisi ne vestu, ains l'heritier: & pour ce est requis luy en demander la deliurance, ou aux executeurs dudit testament. Et au refus de le faire, l'en contraindre par iustice. xxvii.

Quand le testateur n'a disposé par son testament du tiers de ses rotures, & quint de ses fiefs patrimoniaux, selon que dessus est dit, il les peut charger par sondit testament: à sçavoir les rotures de la valeur du tiers, & les fiefs du quint, soit rentes ou autres charges, & non d'avantage. xxviii.

Si par testament le testateur a fait quelque leg à l'un de ses apparens heritiers, & l'heritier prend & accepte iceluy leg, il est exclud de la succession dudit testateur. xxix.

On ne peut estre heritier & legataire d'un defunct ensemblement. xxx.

Ce qui est delaisé en espece par le testateur, se doit aussi deliurer & payer en espece.

Couſtumes de ſainſt Quentin

De Succeſſion.

xxxvi.

Les enfans & heritiers d'un defunct luy ſuccedent eſgalement en tous ſes biens cenſuels ou roturiers. xxxii.

En ſucceſſion de gens roturiers ayans fiefs, ſ'il y a pluſieurs enfans, l'aiſné maſle prendra par preciput & aduantage le principal manoir tenu en fief, ſi aucuns en y a, avec les foſſez, baſſecour, iardin & garenne eſtans en l'enclos d'iceluy manoir: & outre ce, la moitié de ce qui ſera tenu en fief. Et au regard de l'autre moitié, ſe partira eſgalement entre les puisnez tant maſles que femelles. Mais ſ'il n'y a que deux enfans, l'aiſné prendra les deux tiers outre ledit manoir principal & precloſture, comme deſſus eſt déclaré: & le ſecond, ſoit fils ou fille, l'autre tiers. Toutesfois pourra ledit fils aiſné recompenser ſes puisnez, & retirer à ſoy la part de ce qui ſeroit tenu en fief à eux appartenant, comme dit eſt. Et ce dedans trois ans, à compter du iour de la mort de celuy, duquel leſdits fiefs luy ſont eſcheuz, en leur baillant des terres feudales ou roturieres de la ſucceſſion, ſi faire ſe peut, & tant en y a: ſinon, en deniers comptans, à raiſon du denier trente, pour leur part des fiefs, où y auroit haute iuſtice, moyenne & baſſe: & au denier vingt cinq pour ceux où n'y auroit aucune haute iuſtice. Et au cas qu'il n'y auroit aucun manoir eſdits fiefs, prendra ledit fils aiſné pour ſon preciput & droit d'aiſneſſe vn arpêt ou ſeptier de terre, ſoit en vignes, terres labourables, prez ou boys à ſon choix, & non d'aduantage. Auſſi demeureront leſdits puisnez poſſeſſeurs chaſcun de leur part & portion deſdits fiefs, & en feront ſaiſis dès ledit iour de la mort. xxxiii.

Et quât aux nobles, le fils aiſné ſuccede, & eſt heritier ſeul de ſes pere & mere en tous leurs fiefs, qu'ils delaiſſent par leurs trespas, eſdits ville, preuoſté & reſſort, & en exclud tous les autres ſes coheritiers puisnez, tant maſles que femelles, iaçoit qu'il y ayt filles plus aiſnees que luy. Et ſ'il n'y a fils, la fille aiſnee ſuccede eſdits fiefs, ainſi que fait le fils, quand il y en a: ſauf toutesfois que leſdits heritiers puisnez ont eſdits cas, & leur appartient cōme heritiers, vn quint à vie en chaſcun deſdits fiefs. xxxiiii.

Quint viager feodal, eſt droit de iouyr en vſufruit par les heritiers puisnez leur vie durant ſeulement, & par le ſuruiuant d'eux, tout tenât du quint du fief ou fiefs, qui ſont eſcheus de ſucceſſion à leur coheritier aiſné, ſoit fils ou filles, par le trespas de leurſdits pere & mere, ainſi que ſera dit cy apres. xxxv.

L'aiſné, auquel ſont eſcheuz leſdits fiefs, les doit releuer, & payer tous les droits ſeigneuriaux pour ce deuz, faire les foy, hommage, & ſeruices, ſans ce que leſdits puisnez ſoient de ce aucunement tenus à cauſe de leurdit quint. xxxvi.

Tous leſdits heritiers puisnez, tant maſles que femelles, ont autant chaſcun audit quint des fiefs, l'un que l'autre: ſont & ſe peuuent dire leſdits puisnez ſaiſis de leur droit & part, & former complainte tant contre leurdit frere aiſné, que autres. xxxvii.

Si aucun ou aucuns deſdits heritiers puisnez ſe ſont faits maintenir & garder audit quint deſdits fiefs, & non les autres, celuy ou ceux, qui ont ce fait, iouyront ſeuils dudit quint, & non les autres. Mais quand ils ſ'y feront maintenir & garder, ils en iouyront comme leurs coheritiers, & partiront ledit quint eſgalement, Et auſſi à meſure qu'ils decedent, accroiſt ledit quint au ſuruiuant, iuſques au derniers. xxxviii.

Si deuant qu'iceluy quint ſoit reconſolidé & eſtaint, ledit heritier aiſné, qui a leſdits fiefs ou fief, decede, l'aiſné de ſes enfans heritiers luy ſuccede eſdits fiefs, comme deſſus eſt dit: ſauf que ceux, qui ont ledit quint, en iouyront comme ils faiſoient, & les heritiers puisnez d'iceluy defunct auront le quint du reſte deſdits fiefs. xxxix.

Toutesfois, ſi celuy, par le trespas duquel ledit fief eſt eſcheu, eſtoit marié, & la femme euſt douaire couſtumier ſur ledit fief, comme dit ſera cy apres, prendra premieremēt ladite femme ſon douaire, de ſorte que leſdits puisnez n'auront ſeulement que le quint du reſte. Et ſ'il y auoit deux douaires, le pareil ſe fera: car par le droit eſcheu au ſubſequent, n'eſt celuy du premier diminué, mais à meſure que leſdits douaires ſ'eſtaignent, accroiſt la part deſdits puisnez. xl.

Leſdits puisnez ont & doyuent auoir, à cauſe de leurdit quint, comme deſſus, la cinquième partie de chaſcun deſdits fiefs, pour le regard de ce qui en eſchoit audit aiſné, tant en terres, maiſons, cens, rentes, prez, boys & heritages, & des reliefs, & quint denier des fiefs qui en ſont tenus, & dont eſt fait relief, fors de chābellage, où ils n'ont rien. Et ſont auſſi tenus iceux puisnez contribuer pour leur part & portion aux charges anciennes, & autres, qui eſtoient deuës ſur leſdits fiefs eſ iours des trespas de leurſdits pere & mere reſpectiuement, & dont leſdits fiefs, où ils prennent ledit quint, ſont chargez, & aux menuës reparations, entretenemens neceſſaires

cessaires des heritages & gages des officiers.

xli.

Pere & mere succedent à leurs enfans nays en loyal mariage, si lesdits enfans decedent avant leurdits pere & mere, sans hoirs de leurs corps, en tous meubles, debtes personnelles, actives, acquests & conquests immeubles faits par iceux enfans.

xlii.

En succession de pere & mere propres heritages ne remontent : mais si les pere & mere ont donné quelque heritage à leur enfant en aduancement d'hoirie, faueur de mariage ou autrement, & ledit enfant decede sans hoirs de son corps au-parauant lesdits pere & mere, l'heritage ainsi donné, retournera ausdits pere & mere, qui auroient donné ledit heritage.

xliiii.

I Representation¹ a lieu en ligne directe infiniement : & en ligne collaterale, iusques aux enfans des freres inclusiuement, tant en fief que roture.

xliiiii.

Les enfans qui se portent heritiers de leur pere & mere, ayeul ou ayeulle, avec leurs autres coheritiers, sont tenus & doiuent rapporter & conferer en venant à partage ce qui leur a esté donné par leurdits pere & mere, ayeul ou ayeulle, ou à leurs pere & mere par mariage & autrement, ou d'autant moins prendre esdites successions : n'estoit que lesdites donations eussent esté faites entre vifs hors-part & sans rapport, ou qu'elles fussent pour frais de banquets de nocces & habillemens : car ils ne se rapportent. Et venant à la succession de pere, se doit rapporter ce qui a esté par luy donné suiet à rapport. Et ainsi de la mere.

xlv.

Les enfans des bastards nays en loyal mariage, succedent à leurs pere & mere.

xlvi.

Lignagers du defunct en pareil degré luy succedent esgallement en ses meubles, conquests & acquests immeubles roturiers.

xlvii.

Heritages propres & patrimoniaux d'un defunct retournent par succession à ses prochains parens & lignagers, qui de luy se portent heritiers du costé, dont procedent iceux heritages, & y succedent esgallement : iacoit qu'ils ne soient simplement les plus prochains dudit defunct.

xlviii.

Droit d'aineesse n'a lieu en ligne collaterale, tellement que ceux, qui y succedent, succedent esgallement : pourra neantmoins l'ainé des succedans en ligne collaterale, prendre & auoir à soy le total des fiefs de la succession, en recompensant les autres de moindre aage que luy, pour la portion qu'ils y auroient, selon que dit est dessus de la ligne directe.²

xlix.

Tant qu'il y a heritier male, la femelle ne se peut dire ainsee en quelque succession que ce soit : combien qu'elle soit plus aagee que ledit male, & qu'elle procede du fils, & ledit heritier male de la femelle : car en ladite succession collaterale le male est toujours preferé en matiere feudale en pareil degré.

l.

Demis freres & soeurs ne succedent à leur frere ou soeur, avec ceux qui sont conioints des deux costez : bien succedent es immeubles & heritages qui viennent du costé, dont ils sont conioints.

li.

Religieux profex, & religieuses, ne succedent à leurs parens & lignagers, ne leur monastere pour eux.

lii.

Par ladite coustume il n'est point d'heritier necessaire : car il ne se porte heritier d'autruy qui ne veut.

liiii.

Si l'un des lignagers apparens, soit en ligne directe ou collaterale, ne se porte heritier du defunct, sa part & portion accroist aux autres, qui se sont declarez heritiers.

liiiii.

En toutes successions, tant directes que collaterales, le mort faïfist le vif son plus prochain heritier habille à luy succeder.

lv.

Toutes rentes soient perpetuelles, à vie, à rachat, ou sans rachat constituees sur terres feudales ou césives, ou sur l'un & l'autre, & soit qu'elles soient nanties, hypothèques ou non, tiennent nature de roture & censive : & se payent esgallement par les heritiers dudit defunct, n'estoit qu'elles fussent infeodees sur fief. Auquel cas l'ainé en est chargé, à la raison de son preciput.

lvi.

Et aussi debtes actives mobilières appartiennent esgallement aux heritiers du defunct, & se reçoient par chacun d'eux pour leurs portions hereditaires.

lvii.

Si le defunct delaisse diuers heritiers, à sçauoir aucuns en ses meubles, & les autres en ses immeubles, chacun doit & est tenu payer des debtes, obseques & funerailles dudit defunct, pour telle part & portion qu'il succede audit defunct : & autant y contribuent ceux qui ont les heritages, comme ceux qui ont les meubles.

I 43. Ce qui fut accordé dès le commencement en la generale assemblee, & par toutes les preuostes, om aussi estoit les nobles. C. M.

I 48. §. 32. Qui ne parle que des roturiers. Et consequenter in nobilibus nihil in hoc inuariat. Tellement que entre nobles l'ainé des freres representés le frere ainé de l'oncle emporte tous les fiefs, sans charge de quint par la coustume ancienne non corrigee par la nouvelle entre nobles. Et par la nouvelle §. 43. etiam à nobilibus generaliter approbatam. C. M.

Couſtumes de ſainct Quentin

Des fiefs, & droits d'iceux.

lvij.

A Duenant le deces du vaſſal, y a ouerture de fief.

lix.

Le nouveau vaſſal, à qui vn fief eſcheu par ſucceſſion, à delay de xl. iours pour le releuer, du iour du trespas du dernier vaſſal decedé. Et ſ'il ne releue dedans iceluy tēps, & le ſeigneur feodal le fait ſaiſir, il gaigne les fruits du iour de ſa ſaiſie ſignifée iuſques au relief: & ſera payé des frais d'icelle ſaiſie. Mais ſi ledit nouveau vaſſal releuoit deuant iceux quarāte iours paffez, ou faiſoit offre raifonnable au ſeigneur feodal, ou à ſon bailly au lieu ſeigneurial, ſeroit iceluy ſeigneur tenu de luy rendre les fruits deſpouillez ſous ſa main, & n'auroit aucuns frais de ſadite ſaiſie, & de la main-leuee.

lx.

Tant que le ſeigneur dort, le vaſſal veille: & tant que le vaſſal dort, le ſeigneur veille. Et pour ce ſi ledit nouveau vaſſal iouyſt & poſſede le fief à luy eſcheu ſans l'auoir releué, & en perçoit les fruits par quelque long temps, ſans auoir eſté ſaiſi par le ſeigneur, n'eſt iceluy vaſſal tenu de luy rendre ne payer aucune choſe de ce qu'il auroit perceu deſdits fruits. Mais depuis qu'il eſt ſaiſi, ſ'il n'a releué dedans leſdits quarāte iours, & il en prend aucune choſe, il eſt tenu de le rendre audit ſeigneur.

lxi.

Le ſeigneur feodal, eſtant le fief ouuert, iouyra du fief, & fera les fruits ſiens, en vſant d'iceluy fief, comme vn bon pere de famille.

lxii.

Quand par ſucceſſion de pere ou de mere, ayeul ou ayeulle, aucun fief eſcheu à leur heritier, eſt ſeulement deu au ſeigneur feodal droit de chambellage, avec l'hommage & ſerment de fidelité.

lxiii.

Celuy, à qui aduient fief par ſucceſſion en ligne collaterale, ſoit de frere ou autre, doit pour raiſon de ce, relief, au ſeigneur feodal.

lxiiii.

Droit de rachat ou relief, qui eſt vne meſme choſe, eſt par ladite couſtume le reuenue d'un an du fief, oultre la foy, hommage & droit de chambellage: & peut le ſeigneur choiſir de trois années l'une, qui eſt à entendre le tiers de ce que ſe monteroit le reuenue du fief en trois années.

lxv.

Si par partage fait par pere, mere, ayeul ou ayeulle, ou l'un d'eux, entre leurs enfans, aucun fief eſchoit, & appartient à l'un deſdits enfans, ou qu'ils luy en facent don en faueur de mariage ou auancement d'hoirie, n'eſt pour ce deu que chambellage, bouche & mains, n'eſtoit que ledit fief fuſt eſcheu par partage ou donation à fille mariee: car le mary deuroit relief pour le ſecond mariage, tiers, quart, ou autre: & n'eſt rien deu pour le premier.

lxvi.

En toutes nopces hors-mis les premieres, la femme doit relief, à cauſe de ſes fiefs.

lxvii.

Celuy à qui a eſté donné fief entre vifs, ou par teſtament, doit au ſeigneur relief, chambellage, bouche & mains.

lxviii.

Pour eſchange fait but à but, & ſans ſoulte de deniers, n'eſt deu aucun quint, requint, ne relief, ſoit que les fiefs ſoient tenus de meſmes ou diuerſes ſeigneuries: mais ſ'il y a ſoulte, eſt deu le quint denier du pris de ladite ſoulte.

lxix.

Qui par retrait lignager retire fief vendu par ſon parent lignager, ne doit que chambellage, bouche & mains. Toutes-fois ſi les droits ſeigneuriaux de la vente n'auoient eſté payez, le ſeigneur ſ'en peut prendre au fief tenu de luy, ſauf audit retrayant ſon recours contre qui il appartient.

lxx.

Le vaſſal ne peut deſmembrer & eclipser ſon fief: à ſçauoir le vendre, alier & bailler à autrui, au preiudice de ſon ſeigneur, & ſans ſon conſentement, ſi ce n'eſtoit fief tenu de la ſeigneurie dudit vaſſal, qui par confiscation ou autrement luy ſeroit retourné, & appartient droit en tout droit. Auquel cas, ledit vaſſal dedans l'an & iour que ledit fief luy ſera aduenue, le pourra vendre, alier & mettre en autre main, à le tenir de luy en foy & hommage. Mais ſ'il en auoit iouy plus d'un an & iour, paifiblement, & l'eult comme ſien reüni & incorporé à ſon fief principal, ne pourroit plus ce faire.

lxxi.

Et où ledit vaſſal l'auroit deſmembré, & mis du tout hors de ſes mains, peut iceluy ſeigneur incontinent faire ſaiſir ce qui ſera deſmembré dudit fief tenu de luy, & iouyr des fruits, iuſques à ce qu'il l'ait reüni.

lxxii.

Peut routes-fois le vaſſal ſe iouer de ſon dit fief iuſques à demiffion de foy à ſçauoir l'engager, hypotheker en tout ou partie, le bailler à rente ou cenſiue, retenant à luy d'en porter la foy & hommage à ſon ſeigneur. Auquel cas, aduenant ouerture de fief par mort, confiscation ou autrement, le ſeigneur feodal le peut faire ſaiſir & exploiter à pure perte, ſans auoir eſgard au baux, à cens, rentes & autres hypotheques, leſquels ledit ſeigneur ne ſera tenu d'entretenir ou alouer,

alouër, n'estoit qu'il eust consenti aufdits baux, rentes & hypotheques, ou qu'elles fussent infeodees. lxxiii.

Pour auoir baillé fief à cens, surcens, rente, ou pour l'auoir obligé, engagé, hypothequé à rente ou autre charge, n'est aucune chose deuë au seigneur feodal, n'estoit qu'il eust infeodé icelle rente ou charge. Auquel cas il luy seroit deu quint, chambellage, bouche & mains, comme d'un autre fief. lxxiiii.

Quand un fief est vendu ou aliéné à pris d'argent, est deu au seigneur feodal quint denier du pris de la vête, avec le droit de chambellage, mains & bouche: lequel chambellage se doit payer par l'acheteur, & le quint par le vendeur, n'estoit que la vente eust esté faite francs deniers au vendeur: car audit cas seroit deu quint & requint, avec ledit chambellage qui se payeroit par l'acheteur. lxxv.

Quint denier est le cinquième denier du pris que le fief est vendu: & le requint, est le cinquième de la somme deuë au seigneur pour ledit quint. Comme si un fief estoit vendu cinquante liures, le quint seroit de dix liures, & le requint de quarante sols, consequemment du plus, plus: & du moins, moins. lxxvi.

Ledit droit de chambellage est vne pièce d'or, valant demy escu & au dessus, à la discretion du vassal: pourueu que le fief soit de vingt liures tournois de rente par chacun an. Et s'il vaut moins, n'est ledit chambellage que de cinq sols. lxxvii.

Enfant masle aagé de quatorze ans, & la femelle de douze ans complets, sont d'aage competent & suffisant pour faire foy & hommage: & sont tenus de ce faire, & de releuer leurdit fief: autrement, & à faute de ce faire, le seigneur feodal le peut faire saisir, en quoy faisant fait les fruits siens. lxxviii.

Le seigneur n'est tenu receuoir son vassal à luy faire foy & hommage par procureur, si bon ne luy semble, s'il n'y a cause & excuse legitime. lxxix.

Le vassal est tenu pour releuer son fief, de faire les foy & hommage, aller voir son seigneur feodal au lieu seigneurial & principal manoir, dont ledit fief est tenu, & illec faire ses offres audit seigneur, & en son absence à ses officiers. Toutes-fois si ledit vassal vouloit aller ailleurs par deuers sondit seigneur, & luy faire sedites offres à sa personne, faire le peut. lxxx.

Le vassal est tenu formellement d'aduouër ou desauouër le seigneur de fief. Et ne suffit d'aduouër le Roy ou autre seigneur feodal, encores que le fief dudit vassal fust arrierefief dudit seigneur adoué. lxxxii.

Le vassal, qui a desauoué le seigneur feodal, doit auoir pendant le proces, main-leuee dudit fief: mais s'il se trouue par l'issue du proces qu'il l'ait mal desauoué, ledit fief & fruits d'iceluy escheus depuis le desauoué, tombent en commis. lxxxiii.

Le seigneur peut faire saisir le fief de son vassal par faute de seruice de cour & de plaids: c'est à sçauoir, quand commandement a esté fait audit vassal de comparoir à certain iour, & assister aux plaids de la seigneurie, dont son fief est mouuant avec ses pairs, compagnons & vassaux, par deuant le bailly ou garde de iustice dudit seigneur feodal. lxxxiiii.

Par faute d'auoir baillé par le vassal denombrement de son fief dedans quarante iours apres qu'il l'a releué, & d'iceluy fait les foy & hommage, le seigneur peut faire saisir ledit fief, & établir commissaire au requint & gouvernement d'iceluy: mais il ne fait les fruits siens, parce qu'apres ledit denombrement baillé, luy doiuent estre rendus, en payant les frais de la saisie & du commissaire. lxxxv.

Si par emption, donation, ou autre transport, gés d'eglise, communauté ou de main-morte tiennent fief non amorty, le seigneur, dont il est mouuant, peut faire commandement qu'ils le mettent hors de leurs mains dedans an & iour apres lesdits commandemens: autrement à faute d'auoir ce fait dedans iceluy temps, le seigneur feodal, dont il est tenu, le peut faire saisir, & en iouyr en pure perte, iusques à ce qu'ils l'aient mis hors de leurs mains & qu'il sera releué par vassal non estant de main-morte, & qu'il en ait fait les foy & hommage en son nom priué. Et peut faire ladite saisie & poursuite iusques à trente ans. lxxxvi.

Quand la foy est faillie du costé du nouveau seigneur feodal, auant qu'il puisse faire saisir le fief du vassal qui l'a releué du seigneur precedent, & fait seruice de fidelité avec ses devoirs, est requis que le nouveau seigneur feodal somme iceluy vassal, & pour-ce le face adiourner pour venir entrer en son hommage, & faire le serment de fidelité. Et en faute de comparoir, ou s'il est refusant de ce faire, ledit iour d'assignation passé, peut ledit nouveau seigneur faire saisir le fief dudit vassal, par faute d'estre comparu, & d'auoir fait lesdits foy & hommage: mais pour ce

Couftumes de faint Quentin.

ne fait les fruits fiens, ains les doit rendre audit vaffal, incontinent qu'il aura fait les foy & hommage, & purgé fa demeure. lxxxvi.

Le vaffal, qui a fait hommage à fon feigneur, & payé les droits feigneuriaux, ne forfait rien pour quelque temps qu'il attende d'aller vers fon nouveau feigneur, fi premierement il n'a esté fommé de ce faire, comme en l'article precedent. lxxxvii.

Et pour faire deuëment ladite fommation, eft requis que l'un des officiers dudit nouuel feigneur adiourne ledit vaffal à certain iour, & luy signifie de comparoir au lieu de la feigneurie, dont fon fief eft mouuant, pour en faire les foy & hommage à fondit feigneur. Et entre le iour de l'adiournement & le iour qui luy fera assigné pour ce faire, doit pour le moins auoir quarante iours d'interual. lxxxviii.

Et fi on ne trouue le vaffal, ou que le feigneur ou fon bailly, ou officiers ne veulent aller deuers ledit vaffal, fuffist d'aller sur le lieu du fief, & illec faire lefdits adiournemens & significations audit vaffal, si on le trouue: sinon, en parlant à la personne de celuy qui demeure au logis du chef lieu. Et à faute dudit logis, és personnes des officiers ou procureur dudit feigneur, ou fermier d'iceluy fief, en leur faisant commandement de faire fçauoir ledit adiournement audit vaffal. Et pour faire ledit adiournement, eft requis qu'il foit fait par le sergent, presens deux hommes de fief de ladite feigneurie, ou deux autres tesmoins non fauorables. lxxxix.

Le vaffal, qui a autre-fois releué son fief, ne doit au nouveau feigneur feodal que l'hommage & serment de fidelité, & non autre chose.

Des cens.

xc.

SI vn heritier doit cens à fon feigneur, & delaisse vn heritage chargé dudit cens, fans acquiter, trois ans entiers & continuels, le feigneur peut faire prendre & mettre en ses mains ledit heritage, & iceluy faire labourer, bailler à ferme, & iouyr des profits iusques à ce que ledit heritier viendra pour le reprendre: lequel sera tenu premier & auant toutes œuures, payer au feigneur les cens de trois ans, avec les mises necessaires faites sur ledit heritage, & reparations necessaires faites sur les maisons & edifices estans sur iceluy. xc.

Le feigneur censuel par faute de cens non payez ne peut proceder par saisie, sinon pour les trois dernieres annees: & pour le surplus qui luy seroit deu d'arrerages, luy est son action referuee.

De douaires.

xcj.

PAR ladite coustume vne femme apres le trespas de son mary a & doit auoir son douaire sur tous les heritages, dont son mary iouyffoit au iour de leurs nopces, & qui luy sont venus en ligne directe constant leur mariage. Et à cause d'iceluy douaire doit la femme apres le trespas de son mary, auoir sa vie durant, & non plus, la moitié de tous les reuenus & profits desdits heritages. xciii.

Douaire tant coustumier que prefix, saisist dès le iour de la mort & deces du mary. xciiii.

Douaire prefix, que est à dire le douaire promis & accordé par traité de mariage, fait cesser le douaire coustumier: sinon qu'il fust dit par expres par le contract de mariage, que la femme auroit option de prendre celuy des deux que bon luy sembleroit. xcvi.

La vesue d'un noble peut prendre & choisir pour sa demeure telle maison, manoir & forteresse de celles qui sont suiuettes à son douaire, dont a esté parlé cy dessus, qu'il luy plaira choisir: avec les fossez, bassecourt, pourpris & enclos destinez esdits maison, manoir & forteresse: à la charge d'entretenir icelle maison, manoir & forteresse de reparations menuës & necessaires, comme vn bon pere de famille. Lesquelles maisons & heritages elle prend hors-part pour en iouyr entierement sa vie durant seulement, avec la moitié du surplus des reuenus desdits heritages. xcvi.

Après que ladite vesue noble aura choisi fondit douaire, l'heritier la peut sommer & requerrir qu'elle face partage & diuision des heritages, sur lesquels elle prend & doit auoir la moitié desdits reuenus: & est tenuë d'en faire deux parts dedans quante iours apres ladite fommation, presenter & bailler audit heritier lefdites parts. Et en defaut d'auoir ce fait, & ledit temps passé, est loisible à l'heritier de l'empescher en la iouyffance de fondit douaire: si par les iuges n'estoit baillé à ladite vesue plus grand delay pour pouuoir faire lefdites parts & portions, pour satisfaire à ce que dessus. xcvi.

Ledit heritier a priuilege de prendre & choisir la part qu'il luy plaist des heritages ainssi partis,

partis, pour raiſon du douaire : laquelle demeure du tout franche & deſchargee dudit douaire. xcviii.

Quant au bail & garde noble d'enſans mineurs fera d'oreſenauant enſuiuie la couſtume de la preuoſté de Laon.

FIN DES COVSTVMES DE SAINCT QVENTIN.

Couſtumes de la preuoſté de Ribemont, ſiege PARTICVLIER DV BAILLIAGE DE VERMANDOIS.

De droit de preuention.

Article premier.



LE Roy noſtre ſire, ſon preuoſt, & ſes officiers audit lieu, ont droit de preuention ſur tous les ſeigneurs & ſuiets de ladite preuoſté.

Des fiefs.

ij.

LE ſeigneur de fief peut retirer & reünir à ſa table le fief, qui eſt tenu & mouuant de luy, ayant eſté védu à perſonne eſtrange, & n'eſtant du coſté & ligne dont il appartenoit au vendeur : en remboursant l'acquerer du ſort principal par luy desbourſé, & d'autres frais faits par l'acquerer. Toutes-fois le lignager du vendeur du coſté & ligne, dont ſeroit venu & eſcheu ledit fief au vendeur, ſeroit preferé au ſeigneur de fief, & le pourroit retirer ſur ledit ſeigneur de fief dedans l'an & iour que ledit ſeigneur de fief l'auroit retenu par puissance de fief, en payant au ſeigneur de fief les droits & profits ſeigneuriaux, enſemble les autres frais & loyaux couſts. iii.

Pour vn fief eſcheu par ſucceſſion en ligne directe par le trespas de père & mere, ayeul ou ayeulle, ou autres ascendans, n'eſt deu au ſeigneur feodal aucun profit ſeigneurial, ſinon droit de chambellage, avec la bouche & les mains. iiii.

^x Vne fille, à qui ſeroit eſcheu vn fief en ligne directe, pour ſon premier mariage ¹ ne doit que le droit de chambellage avec la bouche & les mains. Mais pour autres mariages hors le premier, elle, ou ſon mary pour elle, doit pour chacun d'iceux, droit de relief: qui eſt le reuenu d'une année faiſant des trois années dernières, vne année commune. v.

1 4. Etiam ſi non habeat fratres & hoc a-quum. C.M.

Quand vn fief eſchoit en ligne collateralle, eſt deu droit de relief au ſeigneur de fief, tel que deſſus. vi.

Pareillement eſt deu droit de relief en la maniere deuant-dite, quand il y a mutation de vaſſal par eſchange, diſpoſition teſtamentaire, ou donation faite entre viſs. vii.

Tellement que par eſchange fait but à but ſans fraude & ſans ſoulte de deniers, ſoit que les choſes compermutées & eſchangées ſoient en meſme fief & ſeigneurie, ou en diuers fiefs & ſeigneuries, n'eſt deu aucun droit de quint ou requint: ains ſeulement leſdits droits de relief & de chambellage. viii.

Toutes-fois ſ'il y auoit ſoulte de deniers, ſeroit deu au ſeigneur de fief droit de quint pour le regard de ladite ſoulte ſeulement: & pour le ſurplus de droit relief & chambellage. ix.

Quand vn fief eſt vendu par contract de vente, & qu'il y a deniers desbourſez, au ſeigneur de fief eſt deu droit de quint: lequel droit ſe paye par iceluy vendeur, quand la vente eſt faite purement & ſimplement par le vendeur, & pour le pris conuenu & contenu és lettres de vendition. Mais quand par le contract eſt porté & conuenu que la vente eſt faite francs deniers au vendeur, & que l'acheteur eſt tenu d'acquiter le vendeur de tous profits ſeigneuriaux: en ce cas au ſeigneur de fief eſt deu droit de quint & requint par l'acheteur. x.

Le droit de quint, eſt le quint du pris, comme de dix milles francs, deux milles. xi.

Le droit de requint, eſt la cinquième partie du quint: comme de deux milles francs, quatre cens liures: en forte que pour le quint & requint de dix mil liures ſeroit deu, deux milles quatre cens liures. xii.

Couſtumes de Ribemont.

Ce droit de quint eſt deu ſeulement comme dit eſt, quand il y a deniers desbourſez : par ce que c'eſt le quint ou requint du pris. Au moyen dequoy celuy qui donne à reſeruation d'vſufruit, attendu qu'il n'y a aucun desbourſement de pris, ne doit aucun droit, ſoit de quint ou requint:ains eſt ſeulement deu par le donateur à cauſe de mutation de fief, le droit de relief, avec le droit de chambellage. xiii.

Mais en ce cas ſ'il aduenoit que le donnataire à qui le fief auoit eſté donné avec retention d'vſufruit, conſiſcaſt, il conſiſqueroit non ſeulement la propriété, mais l'vſufruit: pour la retention duquel le ſeigneur de fief n'auroit prins aucun profit de celuy qui l'auroit retenu. Laquelle conſiſcation d'vſufruit n'adiendroit, ſi l'vſufuctuaire auoit payé quelque droit ou deuoirs au ſeigneur de fief, ou qu'il euſt autrement compoſé avec luy: ce que luy ſeroit, & eſt loifible de faire. xiiii.

Quand vn fief eſt donné par pere, mere, ayeul ou ayeulle, ou autres aſcendans en faueur de mariage ou aduancement d'hoirie, n'eſt deu au ſeigneur de fief que ledit droit de chambellage, avec la bouche & les mains. Et n'eſt requis en ce cas de faire aucun veſt ou deueſt. xv.

Par diuiſion faite entre coheritiers en ligne directe, n'eſt deu aucun profit au ſeigneur de fief, ains ſeulement ledit droit de chambellage, avec la bouche & les mains. xvi.

Le ſeigneur de fief peut faiſir ſon fief, quand il y a ouuerture par faute d'homme, droits & deuoirs non payez, & faire les fruits ſiens, & tumbent en pure perte ſur ſon vaſſal, qui n'a releué ne droituré ſon fief, & fait ce qu'il eſt tenu de faire par la couſtume. xvii.

Toutes-fois quand l'ouuerture de fief adient par le deces de l'ancien vaſſal, ſes heritiers & ſucceſſeurs tant en ligne directe que collateralle, ont quarante iours francs, dedans leſquels le ſeigneur de fief ne peut proceder par faiſie, ne faire les fruits ſiens. Bien peut faire faiſir au-parauant les quarante iours: mais ſi dedans les quarante iours les heritiers ſont leur deuoir enuers luy, ils doiuent auoir main-leuee de leur fief faiſi, ſans payer aucuns frais de la faiſie. xviii.

Quand la mutation adient autrement, que par la mort du dernier vaſſal, comme par acquisition faite de fief, par donation, eſchange ou autre tiltre, le ſeigneur de fief, incontinent qu'il eſt aduertý de ladite mutation, peut faire faiſir, & tumbent les fruits en pure perte à ſon profit, ſi le vaſſal ou acquereur ne fait ſon deuoir enuers luy, & ſ'il ne paye & ſatisfait au ſeigneur de fief de ce qu'il eſt tenu de faire par la couſtume. xix.

Quand la mutation adient de la part du ſeigneur de fief dominant, au-parauant que pouuoir par luy faire faiſir les fiefs tenus & mouuans de luy, il doit faire ſçauoir à ſes vaſſaux, comme il eſt deuenu ſeigneur dudit fief dominant: & leur doit donner iour certain ou competant, & auſſi aſſigner lieu certain pour luy venir faire les foy & hommage. Et ne doit eſtre l'aſſignation moindre que de quarante iours. Et ne peut eſtre ladite aſſignation donnée, ſinon au lieu du fief dominant, ſi aucun y a: ſinon, en la parroiſſe du lieu, où le fief ſeruant eſt aſſis. xx.

Quand le ſeigneur de fief a iuſtice, peut faire faiſir par commiſſion de ſon iuge: ſ'il n'a iuſtice, doit prendre commiſſion de ſon ſeigneur ſuperieur ayant iuſtice: ſinon, du iuge Royal. Et en cas d'oppoſition, le vaſſal peut plaider par deuant le iuge du lieu, d'où la commiſſion eſt emanee. xxi.

Quand le ſeigneur dort, le vaſſal veille: & tant que le ſeigneur veille, le vaſſal dort: en maniere que le vaſſal peut touſiours iouyr de ſon fief, quelque mutation qui ſoit aduenüe, iuſques à ce que le ſeigneur ait fait faiſir ledit fief. Mais quand le vaſſal eſt faiſi, ne ſe peut aucunement mettre en la iouyſſance. Et ſi de faiçt il ſ'en eſtoit entremis, faudroit qu'il reſtabliſt tout ce qu'il auroit prins au-parauant la faiſie. xxii.

L'ancien vaſſal ne doit à ſon ſeigneur de fief aucun droit de chambellage: ains ſeulement la bouche & les mains. xxiii.

Suffiſt que la faiſie feodale ſe face ſur le lieu du fief ſeruant. Et ſ'il n'y auoit aucun lieu principal, ou que le vaſſal fuſt abſent, ſuffira de faire la faiſie ſur quelque partie de ce qui eſt tenu en fief, & la ſignifier au fermier, en preſence de deux des plus proches voiſins du lieu qui ſera faiſi. xxiiii.

Celuy qui retire le fief vendu par ſon lignager, ne doit aucun droit & profits ſeigneuriaux au ſeigneur de fief, ſ'il en auoit eſté payé par celuy, ſur lequel le retrait eſt fait. Mais ſi le ſeigneur de fief n'auoit encores eſté payé, faudroit que le retrayant le payaſt. xxv.

Gens

Gens de main-morte peuuent estre poursuiuis de mettre hors leurs mains les fiefs, qui leur ont esté delaissez, & qui auroient esté acquis par eux. Pareillement des censives, dedans l'an & iour qui se seroient presentez, ou pour estre receu en foy & hommage, ou pour estre vestus & enfaînez. xxvi.

S'il y auoit amortissement fait par le Roy, les seigneurs des fiefs ou censuels sont tenus de prendre leur indemnité. xxvii.

Pour le regard de ce qui est tenu en fief, les gens de main-morte sont tenus de leur bailleur homme viuant & mourant. xxviii.

Le vassal qui desauouë son seigneur de fief formellement, confisque & tombe son fief en commis, si par l'issue de proces il se trouue qu'il ait mal desauoué. xxix.

Faut que le vassal sur-ce requis par le seigneur de fief face adueu ou desadueu formel: & ne suffiroit d'aduouer autre seigneur de fief, encores que ce fust le Roy. xxx.

Le vassal estant faisi par deux seigneurs pretendans respectiuellement la teneur feodale, n'est tenu pendant la contention qui est entre eux deux, eux disans seigneurs de fief, d'aduouer ou desauouer ny l'un ny l'autre: mais pendant le debat est receu par main souueraine, en consignat les droits pretendus, à la charge de faire la foy & hommage à celuy qui obtiendra en fin de cause. xxxi.

Le vassal pour felonnie commise contre son seigneur de fief, confisque son fief: & en pareil le seigneur de fief sa teneur feodale pour la felonnie commise à son vassal. xxxii.

Le vassal doit bailleur son adueu & denombrement quarante iours apres qu'il aura esté receu en foy & hommage. xxxiii.

Le seigneur de fief a quarante iours pour le blasmer: les quarante iours passez, demeurera l'adueu passé purement & simplement, sans aucun blâme, apres que le vassal se sera retiré par deuers le seigneur de fief, pour entendre sa volonté.

De retrait lignager.

xxxiiij.

Retrait lignager a lieu, quand les choses sont alienees aux personnes estranges, & non estans du costé & ligne, dont l'heritage vendu est escheu. xxxv.

Au retrait lignager est receu celuy, qui est du costé & ligne, dont l'heritage est venu, encores qu'il ne soit le plus prochain: & en concurrence de lignage, le plus diligent en adiournement l'emporte. Et si les adiournemens auoient esté faits en mesme iour, le plus prochain lignager l'emporte. Et fils sont esgallement prochains lignagers, est au choix de l'acquerer de reconnoistre celuy des deux qu'il voudra choisir, & par lequel il voudra estre remboursé. xxxvi.

Le retrait lignager s'exécute contre le seigneur de fief, comme dit est, par le lignager qui est preferé à luy. xxxvii.

Le temps de retrait lignager est l'an & iour à compter, en ce qui est tenu en fief, du iour de la reception faite en foy & hommage par le seigneur de fief. Et pour le regard de ce qui est tenu en censive, dedans l'an & iour de la deuesture faite par deuant le seigneur de cens ou ses officiers, & que la saisine a esté baillee. xxxviii.

Est au choix du demandeur en retrait de faire conuenir l'acquerer par deuant le iuge de son domicile, ou par deuant le iuge Royal, en la iurisdiction duquel les heritages sont situez & assis. xxxix.

Le demandeur en retrait en l'adiournement qu'il fait bailleur à l'acquerer, & à tous les appointemens de la cause precedens la contestation, le iour d'icelle includ, doit faire offre d'une somme de deniers à descouuert, & à parfaire. Et à faute d'auoir fait ladite offre, dechoit de son retrait lignager. xl.

Quand l'heritage est acquis par le mary & la femme, ou estant acquis par la femme, au parauant le mariage, est retiré sur le mary, suffit que l'adiournement soit fait au mary, & les poursuites faites alencontre de luy, sans faire adiourner sa femme, ny faire les poursuites alencontre d'elle. xli.

Quand plusieurs choses sont vendues par mesme contract, & pour mesme pris, le retrayant doit retirer le total: & n'est receu à retirer partie tant seulement, si il ne plaist à l'acquerer: sinon en vn cas, que les heritages vendus par vn mesme pris & vn mesme contract soient en partie paternels & maternels au vendeur: & que le retrayant fust parent d'un costé seulement. Car en ce cas, il n'est tenu, sinon que retirer ce qui est de son costé & ligne, si bon ne luy semble. xlii.

Couſtumes de Ribemont

Retrait a auffi bien lieu en rente vendue ſur heritages, quand ladite rente eſt nantie & realieſſe, comme ſi l'heritage auoit eſté vendu. xliiii.

Retrait n'a lieu, ſi non en contract de donation, eſchange ou autre contract, qui n'equipolle à vente. xliiii.

Si conſtant le mariage les mary & femme achètent quelques heritages tenus en fief ou en roture, & apres leur decès leſdits heritages viennent par ſucceſſion à leurs enfans, ſi leſdits enfans les vendent à aucun eſtranger, les prochains deſdits enfans les peuuent retirer: par-ce qu'ils ont prins ſouche eſs perſonnes d'iceux enfans. Mais à cauſe qu'auſdits enfans ſont venus leſdits heritages moitié par pere, & l'autre moitié par mere, les proches parens du coſté du pere retireront ſeulement la portion deſdits heritages venuë du coſté du pere: & les parens de leur mere, l'autre portion venant de par elle. Mais ſi leſdits enfans deſdits acquereurs n'alienoient aucunement iceux heritages, & apres leur trespas ils retournaſſent à leurs enfans, leſquels enfans les vendiſſent à autres eſtrangers de leur ligne, les prochains d'iceux enfans de par leur pere, pourront retirer tous leſdits heritages. xlv.

l. 45. Inep̄ta eſt ſuetudo, quia nihilominus etiam hoc caſu locus eſt reſponſo ſequenti. Tum reus non tenetur admittere actorem propinquam etiã nomine vxoris, vel alteri⁹ extranei ſocij. Et ſi de factō fecerit, adhuc locus eſt reſponſo ſequenti, quia ex ſola confuſione qualitatum maritus non cenſetur dimidiam vendere vxori, nec contra.
C. M.

Si vn retrayant eſtant au temps du retrait marié, exécute ledit retrait lignager pour luy en ſon nom, & au nom de ſa femme: tel retrait eſt conqueſt entre leſdits conioints. Mais ſi le cas eſtoit, que le mary euſt executé le retrait de ſon chef, apres le trespas de ſa femme, pourroit retenir le tout à ſoy, en payant la moitié de ce qui auroit eſté deſbourſé aux heritiers de ſa feuë femme. Le pareil peut eſtre fait par la femme ou ſes hoirs, ſi le retrait auoit eſté fait à cauſe d'elle. xlvi.

Celuy qui eſt reconneu à retrait, ou à qui par ſentence les choſes ſont adiugees par retrait lignager, doit rembourſer l'acquireur du ſort principal dedans vingt-quatre heures apres la reconnoiſſance & adjudication, & que l'acquireur aura mis ſes lettres d'acquiſition au greffe, & affirmé le pris contenu en icelles eſtre veritable: autrement ſera debouté de ſon retrait. Et quant aux frais & loyaux couſts, eſt tenu d'en faire le rembourſemēt, auffi dedans vingt-quatre heures apres la liquidation d'iceux. Autrement eſt debouté, comme deſſus.

Des diſpoſitions entre viſs.

xlviij.

Toute perſonne franche uſant de ſes droits, & eſtant en aage, peut par contract de diſpoſition d'entre viſs, vendre, engager, alieuer & hypothéquer, donner & autrement diſpoſer de tous ſes biens meubles, conqueſts & acqueſts immeubles: & pareillement de ſon propre, à telle perſonne capable, ainſi que bon luy ſemblera, ſoit pour le regard des fiefs, ſoit pour le regard des rotures: pourueu que ce ne ſoit au profit de ſa femme. xlviii.

Car le mary & femme ne peuuent faire aucune donation par-entre-eux conſtant leur mariage, de leur propre, ny de leurs acqueſts & conqueſts à perpetuité, ny pareillement de leurs meubles, quand il y a enfant, ſoit dudit mariage ou d'autre. xlix.

Mais quand ils n'ont aucuns enfans, ſe peuuent donner l'un à l'autre leurs meubles à perpetuité, & les acqueſts & conqueſts immeubles à uſufruit. l.

Pour la validité des diſpoſitions faites entre viſs, en la maniere que dite eſt, n'eſt requis neceſſité iuree, ou conſentement de l'heritier apparent.

Des hypothèques.

li.

Toute perſonne peut créer hypothèque ſur ſes biens, ſoient feodaux ou roturiers. Mais faut pour realifer l'hypothèque, qu'il y ait nantiffement fait par les officiers des lieux. Auffi faut pour infeoder la rente, qui auroit eſté conſtituée ſur vn fief, que le conſentement des ſeigneurs de fiefs interuienne: autrement ne ſeroit reputée ladite rente infeodée, & ne ſe partiroit comme fief: & le fief eſtant ouuert, le ſeigneur feodal iouyroit du total, ſans auoir eſgard audit bail à rente, & à ladite rente non infeodée par luy. Ce qu'il ne pourroit faire ſi par luy elle auoit eſté infeodée.

Des cens.

liij.

Le ſeigneur cenſuel peut faire ſaiſir & mettre en ſa main l'heritage tenu de luy en cenſiue par faute de cens non payez, & auffi par faute de detenteur, quand l'heritage à luy baillé, eſt delaiſſé. liii.

Toutes-fois

Toutes-fois si par apres le detenteur apparait, offrant de payer la censue pretendue par le seigneur de fief, il a main-leuee de ce qui a esté faisi sur luy. Et ne peut la faisie tenir que pour trois annees, tellement qu'en faisant offre par celuy à qui l'heritage appartient, en ce cas, & en consignat les trois annees, peut auoir main-leuee. Et pour le surplus, le seigneur censuel se pouruoyra par action. liiii.

Le seigneur censuel, qui a faisi l'heritage tenu de luy en censue, ne prescrit l'heritage contre ledit detenteur qui puis apres apparoitroit: sinon qu'il en ait iouy par l'espace de trente ans. Auquel cas il prescrirait.

Des testamens.

lv.

Toute personne saine d'entendement, ayant aage suffisant, peut par testament ou ordonnance de derniere volenté, disposer de tous ses meubles, conquests & acquests immeubles, à telle personne que bon luy semble, fors le mary au profit de sa femme. Mais au regard des propres, ne peut disposer, sinon du tiers de ce qui est en roture, & du quint de ce qui est tenu en fief.

Des successions.

lvi.

Le mort faist le viu, le plus proche & le plus habile à luy succeder, tant en ligne directe que collaterale, tant en fief qu'en roture. lvii.

En ligne directe representation a lieu infiniement. lviii.

En ligne collaterale representation a lieu iusques aux enfans des freres & sœurs inclusiuement. lix.

En ligne directe, quant aux nobles pour raison des fiefs, n'y a qu'un heritier principal, qui est l'ainné masse, là où n'y a que masses: & l'ainnée fille, quand il n'y a que filles. Tellement que tous les puisnez n'ont qu'un quint viager, qui retourne à l'ainné, apres le deces de tous lesdits puisnez, le dernier viuant tout tenant. lx.

Entre gens roturiers les fiefs se diuisent par la moitié, & par les deux tiers, les trois faisans le tout. lxi.

A l'ainné masse roturier, quand il y a plusieurs enfans, outre le manoir principal & ses precloctures appartient la moitié de ce qui est tenu en fief, l'autre moitié à ses puisnez. Et quand il n'y a que deux enfans, l'ainné a les deux parts de ce qui est tenu en fief: l'autre puisné masse ou fille, l'autre tiers. Et fil n'y a manoir, pourra ledit ainné choisir & prendre à son profit un arpent de terre, soit en pré, vigne ou autre terre, pour l'auoir & en iouyr comme par preciput. lxii.

L'ainné peut recompenser son puisné ou puisnez de la moitié ou du tiers, en luy baillant dedans trois ans à compter du iour du partage, autres heritages de la mesme succession de pareille valeur: sinon, les pourra recompenser en argent. lxiii.

La recompense est au denier trente, où il y a haute iustice, moyenne ou basse: qui est trois mil francs pour cent liures de rente: au denier vingt-cinq quand il n'y a que iustice moyenne & basse: qui est pour cent liures de rente, deux mil cinq cens liures. lxiiii.

En ligne collaterale le masse exclud la femelle en pareil degré. lxv.

Droit d'aisneesse n'a lieu en ligne collaterale, ains partagent les masses esgallement, & prennent autant l'un comme l'autre, quand ils sont en pareil degré. Et quand ils viennent par representation, ou representation a lieu par ladite coustume, succedent & partissent par fouches. lxvi.

Toutes-fois le plus aagé des masses peut recompenser les moins aagez de la part ou portion qu'ils prennent avec luy aux fiefs en la maniere deuant-dite. lxvii.

Les pere, mere, ayeul ou ayeulle, ou autre ascendans, succedent és biens meubles, acquests ou conquests immeubles de leurs enfans, neueux & arriere-neueux, estans decedez sans hoirs procrez de leurs corps, avec leurs autres enfans, neueux & arriere-neueux. lxviii.

Quant aux heritages estans de leur naissant, retournent à leurs parens du costé & ligne, dont lesdits heritages sont venus & escheus. Et retournent les paternels aux paternels, & les maternels aux maternels, sans auoir esgard à la proximité. lxix.

Les heritiers payent les charges & debtes, chacun pour leur portion hereditaire, sans auoir

Coustumes de Ribemont

esgard à l'esmolument que les vns prendront plus que les autres. Comme l'aîné, lequel sous vmbre de l'heritage & preciput qu'il prend pour son droit d'aînesse, n'est tenu des debtes non plus que les autres: sinon que ce fussent charges anciennes, & anciennement assignees, sur ce qu'il prend pour son dit preciput & aduantage. lxx.

Les puisnez qui prennent quint, le prennent sur tous les esmolumens, & sur ce qui prouient de fief, comme relief & droitz seigneuriaux & feodaux: hors-mis le droit de chambellage, qui appartient à l'aîné seul. lxxi.

Aussi sont tenus pour portion de leur quint, contribuer aux charges. lxxii.

Les pere & mere peuent assigner quelque chose à leur puisné au lieu de leur quint: & est au choix d'accepter ce qui luy auroit esté donné pour le quint. lxxiii.

Au lieu du quint les pere & mere peuent donner aux puisnez quelque chose à perpetuité. Et ne sera ce qui est baillé pour recompense, suiuet à retour à l'aîné: mais appartiendra à leurs enfans. lxxiiii.

Aussi ne retourne à l'aîné, & ne luy accroist le quint viager, lequel par le deces d'aucuns puisnez accroist aux autres puisnez & successiuellement. Mais la propriété retourne audit aîné apres la mort desdits puisnez, le dernier tenant le tout, comme dit est. lxxv.

Quand le pere a assigné quelque chose pour quint, viager à ses puisnez, lesdits puisnez le doiuent releuer du seigneur principal. Si l'un des puisnez demande son quint viager, il l'aura seul à la charge d'en laisser iouyr les autres, fils en veulent iouyr par apres. lxxvi.

Les puisnez pour le quint viager peuent former complainte, & eux en dire saisis tant a l'encontre de leur aîné, que contre tous autres qui les troubleront. lxxvii.

Si le pere ou mere ont disposé du quint de leur fief à l'un de leurs enfans, les autres puisnez ne laissent d'auoir leur quint, qui se prendra sur les autres parts & portions, sans prendre aucune chose de ce qui a esté donné pour ledit quint en heritage. lxxviii.

Ceux qui veulent venir à la succession d'aucuns ou aucun en ligne directe, sont & seront tenus premierement rapporter ce qui aura esté donné, n'estoit qu'il fust dit qu'ils auroient & prendroient ce qui leur a esté respectiuellement donné hors-part. Auquel cas ne seroient tenus d'en faire aucun rapport. lxxix.

Rentes non infeodees se partissent comme roturieres, les infeodees comme fief. lxxx.

Les meubles & debtes se partissent esgallement entre heritiers. lxxxi.

Celuy à qui pere & mere ont fait don de meubles & immeubles, peut renoncer à leur succession, si bon luy semble, se tenant à ce que luy a esté donné: pourueu que la donation ne se trouue inofficieuse. Auquel cas, elle seroit suiuite à debatre par inofficiosité.

De douaires.

lxxxij.

Femme est douee de douaire prefix, ou de douaire coustumier. lxxxiii.

Douaire coustumier, est la moitié de ce que le mary auoit lors du iour du mariage: ou de ce qui luy est escheu constant le mariage en ligne directe. lxxxiiii.

Douaire tant prefix que coustumier faist du iour qu'il a lieu. lxxxv.

Douaire a lieu apres la dissolution de mariage. lxxxvi.

Femme qui prend douaire coustumier, est tenuë de la moitié des charges de fief, mesme de contribuer à l'arriere ban. Et pareillement d'entretenir les choses de menuës reparations, ainsi qu'un vsufrutuaire doit faire. lxxxvii.

Si la iouissance des heritages, sur lesquels la femme prend son douaire, estoit empeschée par les seigneurs de fief, les heritiers doiuent faire leuer ledit empeschement, l'acquiter des droitz & deuoirs. A faute de ce faire sont tenus de tous despens, dommages & interests enuers la douairiere. lxxxviii.

La femme a son choix de prendre douaire prefix ou coustumier, encores que par son traité de mariage il y ait douaire prefix tant seulement: sinõ que par traité de mariage elle eust expressement renoncé de prendre douaire coustumier. lxxxix.

La femme, encores qu'elle ait renoncé au douaire coustumier, qu'elle auoit sur les heritages, qui ont esté vendus par son mary constant leur mariage, peut neantmoins apres son trespas, si bon luy semble, demander son douaire sur les autres biens: sinon qu'elle ait esté recompensée: ou se faire releuer de la renonciation par elle faite. xc.

Femme

Femme qui a prins son douaire, soit prefix ou coustumier, peut neantmoins prendre la moitié des meubles & conquests immeubles faits constant le mariage, en payant la moitié des debtes, qui estoient deuës lors du decès de son mary. Et faisant partages des meubles, tout vient à diuision: comme robes, à ioyaux vsage de femme, sinon que par le traité de mariage eust esté autrement conuenu. xci.

La femme peut reprendre les deniers, que son mary estoit tenu de remployer en heritage, qui estoit propre à elle, au cas qu'elle ait renoncé à la communauté: & se prendra le tout sur la part & portion de son mary. Mais prenant part en la communauté des deniers de l'employ, se prennent sur la masse, en quoy y a confusion sur la part de ladite vefue: & le surplus se prend sur les propres du mary. xcii.

La vefue, qui prend la moitié des meubles, conquests & acquests immeubles, n'est pour-ce tenuë des legs testamentaires, ny des obseques & funerailles, qui viennent à la charge de l'heritier. xciii.

Entre nobles la vefue peut prendre apres le decès de son mary tous les biens meubles, à la charge de payer toutes les debtes mobilières. Auquel cas est tenuë de les payer, & d'accomplir le testament du defunct. Et combien que par le priuilege de noblesse la femme suruiuant son mary, peut prendre tous les meubles: toutes-fois le mary peut disposer de la moitié d'iceux. xciiii.

Et si par testament le mary a disposé de quelque espece de meubles, le leg se doit bailler en espece, encores que la femme y eust la moitié: pourueu que la moitié des meubles luy demeure entierement. xcv.

La vefue d'un noble peut prendre apres le decès de son mary, le titre de la terre, dont iouyffoit son feu mary: & s'intituler douairiere du lieu, dont son feu mary estoit seigneur. xcvi.

Femme noble iouyft durant son vefuage du priuilege de noblesse. xcviij.

Peut la vefue d'un noble prendre & choisir l'une des maisons, telle que bon luy semblera, dont iouyffoit son mary & elle. Et a ladite maison hors-part & sans diminution de son douaire, ou conuention matrimoniale, avec toutes les aisances, appartenances ou commoditez d'icelle: encores que lesdites aisances ou commoditez, fussent hors de la maison: pourueu qu'elles ayent esté destinees à l'aisance ou commodité d'icelle: comme caues, greniers, celiers, ou autres: sinon que par traité de mariage il y ait conuenance au contraire. xcviij.

Doit ladite vefue faire declaration aux heritiers de son mary trois mois apres le decès de sondit mary, de la maison qu'elle voudra prendre pour son habitation. Et ne seront tenus en cas de choix ou option les heritiers de la reparer, & de la mettre en autre estat, qu'en l'estat qu'elle se trouuera. xcix.

Autre chose est, quand la douairiere par speciale conuention doit auoir maison certaine: car en ce cas l'heritier la doit bailler à la douairiere en bon & suffisant estat. c.

Partage se doit faire entre la douairiere & l'heritier de ce que la douairiere doit prendre pour son douaire coustumier. ci.

Les lots doiuent estre faits par la douairiere, icelle sommee: & a l'heritier le choix de prendre lequel desdits lots, qu'il luy plaira, iceluy lot franc & deschargé dudit douaire. cii.

La douairiere estant refusante de faire ledit partage, quarante iours apres qu'elle en aura esté sommee, les heritiers la peuët troubler ou empescher en la iouissance de son douaire, iusques à ce qu'elle se soit mise en son deuoir. ciii.

La douairiere est tenuë d'entretenir les choses qu'elle a en douaire raisonnablement & conuenablement, & les delaisser en bon & suffisant estat. ciiii.

Pour le reste de ce qui n'est couché cy dessus, lesdits de Ribemont se sont remis à la coustume generale du bailliage de Vermandois, & preuosté foraine de Laon: sous laquelle ils entendent eux regir & gouverner.

FIN DES COVSTVMES DE RIBEMONT.

❧ Coustumes particulieres & locales du bailliage

ET G O U V E R N E M E N T D E C O U C Y , E N
ce qui est de l'ancien ressort du Bailliage de Vermandois, & preuosté foraine de
Laon.

Des droits appartenans aux gens mariez.

Article premier.



LE mary peut vendre & donner par donation faite entre vifs tous ses meubles, acquests & conquests immeubles faits entre luy & sa femme durant & constant leur mariage, sans le consentement de sadite femme: encores que ladite femme fust denommee en l'acquisition. ij.

En la ville, pays & commune de Coucy, le bourgeois, ou bourgeoise suruiuant, durant leur viduité, iouyssent & possèdent leur vie durant, de tous & chacuns les meubles, & immeubles, acquests & conquests demeurez és successions de l'vn ou de l'autre, estans au dedans de la ville ou banlieuë dudit Coucy, & qui communs estoient au iour de leur trespas: à la charge d'en faire bon & loyal inuentaire: & de la valeur d'iceluy bailler bonne caution de rendre lesdits biens meubles, acquests & conquests: pourueu qu'il n'y ait aucuns enfans de quelque mariage que ce soit. Aussi à la charge que le suruiuant payera les debtes, obseques & funerailles du predecédé. Mais si l'vn ou l'autre desdits bourgeois ou bourgeoise se remarie, il est tenu de faire part & portion desdits biens à l'heritier du decédé.

Des fiefs & droits censuels.

ijj.

TOUS acquireurs d'heritages redeuables & suiets de droits de ventes, sont tenus dedés quarante iours apres les lettres d'acquisition par eux faite, payer les droits de ventes, qui est le douzième denier du pris de la vente: à sçauoir de vingt sols tournois vingt deniers tournois, au seigneur foncier dudit heritage. Autrement & à faute de ce faire, sont tenus de payer six sols parisis d'amende: & pour le droit de la saisine & dessaisine aux officiers quatre sols parisis. iiii.

Quand don se fait d'aucun fief à neueux ou autres, qui eussent peu estre heritiers des donateurs en ligne collaterale, est deu droit de relief seulement, & non quint & requint.

Des successions & testamens.

v.

ENtre nobles en ligne directe, l'aisné emporte tous les fiefs: reserué que les puisnez emportent vn quint à vie. Et en ont deux filles autant qu'vn fils: & prend vn fils autant que deux filles. vi.

Entre roturiers en ligne directe, l'aisné, quand il y a plusieurs enfans, prend outre le manoir principal tenu en fief, & preclofture, la moitié de ce qui est tenu en fief: l'autre moitié se partist esgallement entre les autres enfans, soient masles ou femelles, par esgalle portion. Et quand il n'y a que deux enfans, l'aisné masle, outre le manoir principal, prend les deux parts de ce qui est tenu en fief, les trois parts faisans le tout: l'autre tiers appartenant aux puisnez, soient masles ou filles. Toutes-fois l'aisné pourra recompenser son puisné ou puisnez, du tiers ou de la moitié, qui leur seroit aduenü, en leur baillant dedans trois ans en recompense heritages estans de ladite succession, si faire le peut: sinon, en deniers comptans, à raison du denier trente, où il y auroit haute iustice, moyenne & basse: & du denier vingt-cinq, où il n'y auroit haute iustice, encores qu'il y ait moyenne & basse iustice. vii.

Entre nobles y a en ligne collaterale, aisneesse: & emporte l'aisné tous les fiefs, à la charge de quint à vie. Mais si l' n'y a que filles, elles partiront esgallement. viii.

Entre roturiers en ligne collaterale droit d'aisneesse n'a lieu: mais bien exclut le masle la femelle estant en pareil degré, quant aux fiefs. Et où il y auroit plusieurs masles, partiront esgallement sans prerogatiue d'aisneesse. Neantmoins pourra l'aisné ou plus aagé d'eux, qui succedera en fief collateralement, recompenser les autres maisnez de la part & portion qui leur appartiendroit aux fiefs, en la maniere deuant-dite & contenuë en l'article precedent. ix.

Par testament l'homme noble ou roturier ne peut disposer que du quint de ses fiefs venans de naissant. x.

Au

Au reste, ceux du gouvernement & bailliage de Coucy se gouvernent, & ont accoustumé eux regir & gouverner selon les vz & coustumes du bailliage de Vermandois & preuosté foraine de Laon, en ce qu'il est de l'ancien ressort & preuosté foraine dudit Laon. Et pour le regard de ce, qui est de l'ancien ressort du bailliage de Senlys, selon les vz & coustumes dudit bailliage de Senlys.

F I N D E S C O V S T V M E S D E C O V C Y .

Proces verbal.



An mil cinq cens cinquante six le Samedi dernier iour d'Octobre, Nous Christofle de Thou President, Barthelemy Faye, & Jacques Viole Conseillers du Roy en sa Cour de Parlement à Paris, sommes arriuez en la ville & cité de Rheims, pour en icelle proceder à la redaction des coustumes du bailliage de Vermandois, & anciens ressorts d'iceluy, suyuant les lettres patentes du Roy nostredit seigneur.

Et le Mardy troiziesme iour de Novembre audit, Nous Commissaires susdits sommes transportez au Palais Archiepiscopal dudit Rheims, &c. Et ont comparu, & se sont presntez pour l'estat de l'Eglise, le Reuerendissime Cardinal de Lorraine, archeuesque & duc de Rheims, premier pair de France, abbé commendataire de l'abbaye de saint Remy de Rheims perpetuellement vnue avec ledit archeuesché: ledit reuerendissime à cause de sondit archeuesché, duché & pairie seigneur de la chastellenie de Nogent en la montaigne, de Chamery en partie, de Heudregiuille, de Villierfrancqueux, de la chastellenie de Chaumussy, de Taissy, des Maisneux, de Mombret, de la chastellenie de Neufuille, de Russy, de la terre & chastellenie de Cormissi, de la terre, seigneurie & chastellenie d'Attigni, de la Neufuille lez Cormissi, de Coulónes lez Attigni, des Aleuds, de la terre, seigneurie & chastellenie de Septfaulx, de Thuify, de Vé, du peage de Beaumont, de la terre, seigneurie & chastellenie de Bethniuille, de saint Clement, de Hauluinnet, de saint Martin le Hureux, de Dontrian, du mont saint Remy, de la chastellenie de Couruille, de Môt sus Couruille, de la ville de Vailly, de Pargni, de Filain, Aizi & Loy, seigneur d'une partie de la ville de Rheims appelée le banc saint Remy, de Corbeny, Cransle & Cheureux, de Alendhuy, de Guiry, de Bairon, de Bazincourt, de Pommacle, de Coulomnes en la montaigne, de Beines en partie, de Champfleury, de Cruny, de Chaigny, de Rilli, de Villiers allerant, de Villiers en selue, du Chesne le Populeux, de Erpi, de Isle, de Ianuri, de Pliuis, de Pauure, de Railicourt, de Saci, des Maisneux lez Rheims en partie, de Sauuille, de Sapicourt, de Vvitri, de Saulx saint Remy, Roizi, du vieil saint Remy, de la Pereuse, de L'esle, de Chamery, de Iuniuille & de Damery, Comparant par maistre Thomas cauchon grand archediacre en ladite eglise de Rheims, vicaire general dudit seigneur Cardinal: maistre Pierre l'aignelet bailly de Rheims pour ledit seigneur Cardinal, & Pierre beguin procureur fiscal dudit archeuesque. Les preuost, doyan, chanoines & chapitre de l'eglise Nostredame de Rheims, seigneurs en partie de la ville de Rheims & des villages, terres & seigneuries de Mailli, Bourgogne, Beru, Ville en Tardenois, Auensson, Courtemartin, Bou sur Suippe, Courcelle lez Rheims, Ormes, les Meisneux lez Rheims, Marfaut, Marquise, Brimontel, Brimont, Espoie, Lauanne, Caurel lez Lauanne, Coulumeux lez Caurel & Lauanne, Tilloy, Vvarmeriuille, Prez lez Vvarmeriuille, Heudregiuille, saint Masme, Burigny lez Vvitry, Cernay lez Rheims, le grand Mourmelon, Septfaulx en partie, Pont fauerger, Loyure, Fresne, Trois puis, Ammenancourt, le petit Aubigni, Mauberfontaine, Gehili, Laual, Moranssi, Estable, Plombey, Marbi, Fleignes, Semion, Ligni, L'esperon, Vilaines, Marlemont, Justines, Prez, Baux, Iuncheri sur Veefle, Peui, Trameri, Ianueri, Vergni, Bonnai, Nogent, Pargni, Harmonnille, la Neufuille lez Rheims, Villierfrancqueux, Germigni, Clarizet. Ledit chapitre comparant par maistre Jean de failly preuost, Guillaume nobelin doyan, Jean roland licencié en loix bailly dudit chapitre, & maistre Nicole le poiure procureur dudit chapitre. Et encores ledit seigneur Cardinal comme abbé de l'abbaye saint Martin de Laon, & les religieux, prieur & conuent dudit lieu par maistre Thomas de blois leur procureur. Le reuerendissime cardinal de Bourbon, comte d'Anisi & abbé commendataire des abbayes de saint Vincent de Laon & de Cuissy, les religieux, prieurs & conuents desdites abbayes comparans par maistre

Proces verbal.

Pierre robert & Claude de lamer. Le reuerendissime cardinal de Vendosme abbé commendataire de Signy: les religieux, prieur & couuent dudit lieu par ledit de Blois. Le reuerendissime cardinal de Guise, abbé commendataire de saint Thierry du mont d'or lez Rheims, & les religieux, prieur & couuent par maistre Jean puffot. Le reuerendissime cardinal de Ferrare abbé commendataire de saint Marc lez Soyffons, & les religieux, prieur & couuent dudit lieu par ledit de Lamer. Le reuerendissime cardinal de Pisan abbé commendataire de l'abbaye de Premonstré, & les religieux prieur & couuent dudit lieu par maistres Jean de haste & Pierre molin leurs procureurs. Reuerend pere en Dieu messire Jean Doc euesque & duc de Laon pair de France, seigneur de Presse, Thierni, Monampneuill, Cheuregni, Vrcel, Nouuiât le vignoux, Lual, Chiui, Estouuelle, Mons en Laonnois, Bourguignon, Fouquerolles, Merlieu, Lezi, Vvsignicourt, Brancourt, Vausselles, Befrecourt, Valaurigni, & Penencourt, comparant par maistre Jacques de lamer bailly de Laonnois pour ledit euesque, & Sebastie chauueau. Les Doyā, chanoines, & chapitre de Laon seigneurs d'Athy, Æfle, Aignicourt, Barenton, Bugni, Barentoncel, Barenton sur Serre, Poissi, Brai en Laonnois, Molins, Alincourt, Creci, & Spli en partie, Chalue, Chaleuois, Festieux, Glenne, Mouffi, Mortiers en partie, Menessies, Monbauin, Môtarcenne, Môtigni, Môttherault, Montigni le frâc, Paissi en partie, Remie, Rouy, Aigni, Thauaux, Ponsignicourt, Verneuill sur serre & Viuaise, & administrateurs du college S. Geneuiefue de Laon, comparans par maistre Christofle de hericourt doyan de ladite eglise, Jean cheualier receueur aussi chanoine de ladite eglise, & dudit de Lamer. Reuerend pere en Dieu messire Hierosme Burgensis euesque & comte de Chaalons, pair de France, à cause desdits euesché, comté & pairie seigneur des terres & seigneuries de Sarcy, saint Germain la ville, Vezigneul, sur Marne, Francheuille, Dauxerre, saint Jean sur Moyure, Tounance, Suzanne-court, Hez l'Euesque, Banc l'Euesque, saint Mange, & Faulz sur Colle: ledit euesque abbé commendataire de saint Pierre au mont de Chaalons, à cause de ladite abbaye seigneur de Vignets, saint Martin sur le pré dudit Vezigneul sur marne en partie, & de Coupetri en partie. Les religieux, prieur & couuent dudit lieu par maistre Jean garnier aduocat à Chaalons, son procureur general audit euesché. Les doyan, chanoines & chapitre dudit Chaalons seigneurs en leur banc temporel dudit Chaalons, Pougny, saint Amand, Amblincourt & Aulnay Laitre en partie, Villotte, Sapignicourt, Trepal, Billy, Vaudemange, Champineules, lalon, Thibie & Ambonnay, comparans par maistre Claude buat tresorier, Jacques daoust souschantre & chanoine dudit Chaalons, & maistre Ambroise iacobé. Reuerend pere en Dieu messire Jean d'hagest, euesque & comte de Noyon, pair de France, seigneur de ladite ville de Noyon, Passac, Chiric, Pont l'euesque, Carlepont, Archu, Espeuille & Vrelaigne, comparant par maistre Pierre cordelier procureur general dudit comté de Noyon. Les doyan, chanoines & chapitre dudit Noyon seigneurs de la Broye, Suzoy, Espinay, Euericourt, Thiecourt, Cotécourt, Grandreu, Potier, Petit hombleux, Guignery, Appilly & Mondescourt, comparans par maistre Anthoine hurderu aduocat à Noyon. Reuerend pere en Dieu frere Tristand bizet euesque de Xaintes, comme abbé de l'abbaye de saint Nicolas au boys, & les religieux, prieur & couuent dudit lieu comparans par ledit de Blois. Maistre Charles des Vrsins abbé commendataire de l'abbaye de saint Nicaise de Rheims en personne: les religieux, prieur & couuent dudit lieu par maistre Pierre tropmignot leur procureur. Maistre Claude cauchon abbé de saint Denys de Rheims en personne, & les religieux, prieur & couuent dudit lieu, comparas par maistre Remy frison prieur, Thomas mahim preuost dudit lieu assisté dudit le Poyure. Maistre Pierre cauchon conseiller & aumosnier du Roy, abbé commendataire de l'abbaye de saint Jean de Laon. Les religieux, prieur & couuent dudit lieu seigneurs de Chauurezy, Suzi, Nogent l'abbesse, Montigny, Bourlette, Boys & Pargny, Crecy, Chalédry, Cohartil, Froy-mont, Voyennes, Fontaines, Hanaples, mont saint Jean, Chamery en partie, Bignicourt en champaigne, Meslete & L'espine, Crandelain, Couliegis en partie, Trussy, Malual, Courteron, Paissy, Molins en partie, Troyon, Vanderesse & Cemy en Laonnois en partie, comparas par ledit de Lamer. Maistre Robert de Coucy abbé commendataire des abbayes de Foisy, Bohory & saint Michel en Tiersche: & les religieux, prieur & couuent desdits lieux par ledit de Lamer. Maistre Raoul de coucy abbé commendataire de l'abbaye de Bonnefontaine: & les religieux, prieur & couuent dudit lieu par maistre Jean aubry. maistre Charles de Rouffy abbé commendataire de l'abbaye de Lual le Roy, & les religieux, prieur & couuent dudit lieu par maistre Nicole du chastel chanoine de Laon, & ledit de Haste. maistre Guillaume de la marlz, abbé commendataire de l'abbaye saint Basle lez Rheims, d'Eslan & prieur de Thin: les reli-gieux,

gieux, prieur & conuent desdites abbayes comparans par maistre Iean brillet & ledit Hurderu. maistre Iacques de belleau abbé commendataire de l'abbaye de Cheminon, chanoine & tresorier de l'eglise nostre dame de Rheims, seigneur de la Neufuille, Veret, Cormissy, Viliers franqueux, Marzilly, & des Bours de Portechacre de Rheims en partie, en personne & par ledit Roland. maistre Geoffroy de lauerin abbé commendataire de l'abbaye de Theuailles, & les religieux, prieur & conuent dudit lieu par maistre Pierre de blois. Reuerend pere en Dieu frere Iean de folebray abbé de Clairefontaine, & les religieux, prieur & conuent dudit lieu, comparans par maistre Iean de nauart. Les religieux, prieur & conuent de Vauclers comparans par ledit de Lamer. maistre Iacques de la magdalene abbé de saint Mange, prieur de S. Pierre de Bretigny par maistre Pierre de longueuille. maistre Claude godet abbé de l'abbaye de Toussaints par ledit Iacobé. maistre Iacques de la mothe abbé commandataire de l'abbaye de saint Prys: & les religieux, prieur & conuent dudit lieu par ledit Laignelet. maistre Iean de bours abbé commendataire de saint Quentin en l'Isle: les religieux, prieur & conuent dudit lieu par ledit Laignelet. les religieux, abbé & conuent de saint Eloy & de saint Barthelemy comparans par ledit Cordelier. les religieux, abbé & conuent d'Anuilliers comparans par maistre Iean cadart & maistre Denys roland. maistre Iean de longueual abbé commandataire de l'abbaye de Nogent, & les religieux, prieur & conuent dudit lieu par maistre Pierre morlin. les religieux, prieur & conuent de saint Pierre de houencourt par ledit Cordelier. les religieux, prieur & conuent du mont Dieu comparans par ledit Brillet. maistre Iean de failly preuost en l'eglise de Rheims en personne. maistre Guillaume nobelin doyan d'icelle eglise aussi present. maistre Thomas cauchon grand archediacre en ladite eglise de Rheims, & vicaire general dudit seigneur cardinal de Lorraine en personne. maistre Iean blavier chantre en ladite eglise en personne. maistre Pierre remy vidame en ladite eglise, & l'un des officiaux de Rheims en personne. maistre Guillaume Viart escolastre en ladite eglise en personne. maistre Nicol moyen doyan de l'eglise de saint Simphorian en personne. maistre Christofle de hericourt doyan de l'eglise cathedrale de Laon en personne. maistre Hierosme desmolins chanoine & official de Laon, curé de Mayot par ledit de Lamer. maistre Claude buat chanoine & tresorier en l'eglise de Chaalons en personne, & par ledit le Poyure. les doyan, chanoines & chapitre de l'eglise collegiale de la ville saint Quentin par ledit maistre Iean laignelet. les doyan, chanoines & chapitre nostre dame de Neelle par ledit Cordelier. les chanoines & chapitre de saint Timothé. les chanoines & chapitre de sainte Balsamie, autrement dite, sainte Nourrice, par ledit Beguin. les chappelains de l'ancienne cõgregation fondee en l'eglise de Rheims par Beguin. les maistres prouiseurs, boursiers & religieux de l'hostel Dieu de Rheims presens par ledit le Poyure. maistre Guillaume de miremont prieur du val des Escoliers de Rheims en personne. Damp Iean de montigny preuost de Courtizot par maistre Raoul boissonnet. les doyan, chanoines & chapitre de l'eglise collegiale saint Iean au bourg de Laon par ledit de Hasté. les doyan, chanoines & chapitre de saint Iulian le pauure de Laon par ledit de Lamer. les doyan, chanoines & chapitre de saint Montin de la Fere par iceluy de Lamer. les doyan, chanoines & chapitre de Rozoy par maistre Philippes de cambray. les doyan, chanoines & chapitre du Montnostredame par ledit de Lamer. les doyan, chanoines & chapitre de saint Geruais & saint Prottais de Guise par maistre Nicole boquilon & Iean de nauart. les maistres boursiers & administrateurs de l'hostel Dieu de Laon par ledit de Cambray. les chanoines de l'eglise collegiale de Chaalons par maistre Ambroise iacobé. les chanoines & curez de Nostredame en vaux dudit Chaalons par ledit Iacobé. les religieuses, abbaisse & conuent de saint Pierre de Rheims dames d'une partie de ladite ville de Rheims, de Cormonstrueil, de Cernais lez Rheims en partie, de Nogent l'abbesse, d'Auberiue, de Blanzay, de Gerzicourt, de Gombrezicourt, de Godelencourt, de Guiencourt, de Hermonuille, de Courtemõt, de Thourizet, de Bezannes en partie, de Vaux montrueil, de Vvignicourt & de grand champ, comparans par ledit Beguin. les religieux, abbaisse & conuent du Sauoir sous Laon par ledit de Blois. Les religieuses, abbaisse & conuent d'Origny sainte Benoisie dames de Beurieu, Cuiry, Chaudarde & Crannelle, & les religieuses, abbaisse & conuēt de saint Estienne lez Soyffons par ledit de Blois. les religieux, prieur & conuent des Chartreux, du Val saint Pierre par ledit de Hasté. les religieux, prieur & conuent du Mont Dieu ordre des Chartreux par ledit Brillet. les religieux, prieur & conuent des Celestins de Soyffons par ledit de Lamer. les religieux, prieur & conuēt de saint Thibaut par ledit Tropmignot. Damp Crespin du puis prieur de Plainchastel par ledit de Blois. Damp Iean danet prieur de Barzis comparant par maistre

Proces verbal.

Denys storeau. Damp Iean lhoste prieur de saint Herme. Damp Prime de maldy prieur d'Euregnicourt par ledit de Blois & ledit Roland. Damp Antoine de lion prieur de Nostredame de Landefue par ledit Roland. Damp Nicol danguillard prieur de saint Iulian de Maiziers par ledit Roland. Frere Iean grouleau sousprieur de saint Nicolas du Val des Escoliers à Laon, & Damp Eurard d'Athie prieur de Chatond par ledit de Blois. maistre Iean Vvarin prieur de Donchery, par maistre Benoit bordeau. Lambert drouart prieur de saint Preuve, curé de Craonne par ledit Tropmignot. ledit de Hericourt, comme prieur de saint Gobin en personne. maistre Ioachin de mayencourt prieur de Bellefontaine par ledit Morlin. maistre Hierosme iacquiu prieur de saint Remy par ledit Floureau. maistre Loys de piennes prieur de Vailly par ledit de Lamer. frere Pierre spifame commandeur de Puisieux & Chastillon par Doucet. frere François piedefers commandeur de Boncourt & Sernicourt par ledit Bonleul. frere Regnaut du puy docteur en Theologie curé de Reneuille par ledit Augier. Damp Iean chastelain curé de Deuillet par ledit Robert. Damp Iean cachet curé de Fressencourt. Damp Nicol Hurtaut curé de Chincheny. frere Iorand le grand curé de Missy. frere Pierre charpentier curé du mont saint Martin par maistre Pierre de martigny. frere Anthoine vassongne curé de Rubigny & Blandimont. frere Loys le roy curé de Sernicourt par ledit Augier. Damp Martin faintif curé de saint Pierremont & Raris. Damp Henry vvatier curé du mont saint Iean par ledit Grignon, & frere Gilles songny curé de Bouconuille par ledit Robert. frere Iean normand curé de Crannelle par de Martigny. frere Iean brondon curé de Saponge par ledit Tropmignot. Damp George de crespieul curé de Trigny par ledit le Poyure. maistre Nicol du chasteau chanoine de l'eglise de Laon & curé de saint Iulian de Reaucourt & d'Amisy le court en personne. maistre Estienne coulebaut aussi chanoine de ladite eglise, curé de Amyfontaine & chanoine, par ledit Robert. maistre Iean cheualet curé de Nogent-l'Abesse en personne. maistre Regnaut adam curé & chanoine de Landricourt & de Vassolles. maistre Charles beraut chanoine de Laon curé d'Aubigny par le Poyure. maistre Iean gailly chanoine de Laon, docteur en Theologie curé de Mortiers & Vvariffecourt. maistre Gery l'aufmonier chanoine de Laon & curé de Neufuille en Launois. maistre Iean de la place chanoine & curé de Dercy, maistre Jacques marcesse aussi chanoine & curé de Coffieres. maistre Iean tripache chanoine & curé de Beru comparans par ledit de Blois. maistre Oliuier fanterre chanoine & curé de Bruyeres. maistre Iean gobelet chanoine & curé de Crandelain. maistre Hilair mariot chanoine de Laon & curé de Villers le sec. maistre Nicol de courtonne aussi chanoine curé de Montigny sur Crecy. maistre Noel bertrand aussi chanoine & curé de Montcornet. maistre François l'aufmonier chanoine de ladite eglise de Laon & curé de Voulpaix comparans par ledit de Lamer. maistre Anthoine de hericourt chanoine curé de Verneuil. maistre Hector de la mare chanoine & curé de Martigni, de saint Remy à la place de Laon. maistre Claude des mazures curé de la Neufuille sous Laon & de Monceaux leu. maistre Anthoine goret chanoine curé d'Angni & Roui. maistre Pierre bochet curé de Courteron & Azi comparans par ledit de Lamer. maistre Phelippes alix curé de Touffi. maistre Henry de la haye chanoine & curé de Chiui & Beaulne. maistre Quentin de douai curé de saint Montain de la Fere. maistre Iean graue curé de Soupier & Mouffi. maistre Guillaume destrees curé de Gresse l'uefque. maistre Gaspard trouillet curé de Sarni. maistre Pierre houet curé de Bourg. maistre Baulde drouart curé de Vailli. maistre Gilles preuost chanoine & curé de Pinon. maistre Absalon de neufuille curé de Fontaine le Roy. maistre Robert boutroy curé de Vienne. maistre Nicole macart curé de Iuues. maistre Raoul fouacier curé de Guignicourt. maistre Pierre dargongne curé de Vendresse. maistre François bossieux curé de Dannemarie. maistre Adam champion curé de Barenton sur ferre. maistre Nicole chardon curé de Chermisi. maistre Iean plugeron curé de Godelencourt. maistre Nicole iuliant curé de la Tour saint Remy, sur les rempars de la ville de Laon. maistre Adrian du monstier curé de Vaultour & Andelain. maistre Pierre caigni curé de Fresnes & Septvaux. maistre Martin de la tour curé de Chermes & Dauisi comparans par ledit Robert. maistre Iean copineau curé de Roizi. Et maistre Nicol de may curé de par ledit de Hasté. les chapelains royaux de saint Cornille de Laon. maistre Iean baudet curé de Festieu. maistre Iean du chefne curé d'Eppe. maistre Iean may curé de Fourdrain. maistre Iean du monstier curé de saint Nicolas au bois. maistre Jacques hurtault curé de Montenault. maistre Godefroy maire curé de Vauresain. maistre Absalon de neufuille curé de Neufuille lez Vreuin. maistre Sebastian champaigne curé de Montchaalons, Marci & Berhamé par ledit de Blois. maistre Iean drouart curé de Neufchastel

stel par ledit de Blois. maistre Iean moreau curé de Grand lud. maistre Pierre piedepiece curé de Auiffecourt. maistre Pasquier de mesle curé d'Aysel. maistre Iean charpentier curé de Fay le sec. maistre Roberr le verrier chanoine de Laon curé d'Athi & Vrcel. maistre Nicole charpentier curé de Beurieu. maistre Claude chenu curé de Chaudarde, comparans par ledit de Martigni. maistre Robert achet curé de Neufuille sur Margiual. maistre Symon cartier curé de Cbeuregny par ledit Chauveau. maistre Paul grandroul curé de Haueraucourt. maistre Jacques tigeou curé de Vrigni au bois. maistre Pierre coppin curé de Deuigni. maistre Nicol verde curé de Escry. maistre Iean blondet curé de Bourgongne. maistre Gerard bricot curé d'Auegre & Maruault. maistre Iean massy curé de Chenay & Merfy. maistre Nicole perin curé de Dalencours & Hericourt. maistre Iean iacquet curé de Sarcy. maistre Pierre grossaine curé des Alleuz. Maistre Odart porcheret curé de Septfaulx. maistre Nicol esmery, curé de saint Medard du Pontfauergier. maistre Iean du cheine curé de Faulx. maistre Anthoine foueret curé de Landre. maistre Guerin veresse curé de Vregne, comparans par ledit maistre Raoul boiffonet. maistre Iean tauernier curé de saint Hilaire de Rheims en personne, & par ledit Angier. maistre Mangin curé d'Aure. maistre Touffain grosselain curé de Terron sur aixne. maistre Paul malletot curé de Vieux. maistre Thomas iourdain curé de Fraillicourt. maistre Gerard le bueur curé des aires de Pleuy malmont. maistre Leonart mauonay curé de Parfondreu. maistre Augustin foreau curé de Cormissi, & de la Neufuille lez Cormissi, par maistre Aubry. maistre Barthelemy chaisneau curé des Bouleaux. maistre Iean bossu curé de Daigni par ledit Grignon. maistre Guillaume herbelot curé de Romigni. maistre Jacques doblin curé de Ioncheri. maistre Emond baudesson curé de vieil saint Remy. maistre Nicole roland curé de Bergnicourt. M. Pierre le gresse curé de Beaumont. M. Nicole grandami curé de Chastelet. M. Iean du puis chanoine de Rheims curé des cures de Vvarmeriuille, Hudregiuille & saint Masme. M. Charlet de humiers curé de saint Thieri au mont d'or lez Rheims. M. Nicole pertat curé de saint Thimothé. M. Iean barbier curé d'Isle, Bazancourt & Pommacle par ledit Roland. M. François thion curé de Vernueil, saint Remy & Roizi par ledit Rolad. M. Denys reti curé de Charbongné & Suzanne. M. Raoul gautier curé de Domont. M. Augustin mari curé de saint Martin sur Bar de Hanongne & Boutencourt par ledit Roland. M. Gerard de malaise curé de Grinicourt par ledit Roland. M. Nicole pichot curé d'Espoie par ledit le Poire. M. Pierre champenois curé de Vresi. M. Claude charpentier chanoine de Rheims prieur de Semoi. M. Pierre vviet docteur en Theologie, chanoine de Rheims, curé de saint Estienne & de Ludes. M. Henry phelippes curé de Thanai & des petires Armoises. M. Nicole buat chanoine de Chaalons, curé de saint Remy de Masson par ledit Brillet. M. Claude le clerc curé de saint Aignen & de saint Remy par ledit Boileau. M. Guillaume de gueu curé de Chuffilli. M. Nicole benard curé de saint Pierre à arne. M. Nicole macard curé de Pré. M. Iean garrin curé de Selingni. M. Nicole du puis curé de saint Maurice. Iean Hanrion curé de saint Sixte de Rheims, saint Gly, Villiers le Tigneux & Buz. Loys grandaillier curé de l'eglise de Mainuille aux prez. Oudart constant curé de Amenencourt le petit. Pierre gaultier curé de Vaubrai & Maimbresson. Loys de Sugni curé de Senuc par ledit Tropmignot. M. Guillaume punie curé de Sissonne par ledit Tropmignot. M. Claude regnier curé d'Athis. Adam l'espee curé de Cancellés & Bancigni. Thomas boucher curé de Beaumont & Curi. Iean hamet curé de Sei. Jacques brodeur curé de Boul sur Suippe. Claude vvilant curé de saint Lambert & de Mondeieux. Simon le maieur chappelain de l'eglise de Cauroi. Iean de la croix curé de saint Denys ee Vaux sur Aixne. Iean rauineau chanoine de Rheims curé de Brimont. Iean broche curé D'ormes. Iean du mesnil curé d'Aigni sur Marne. Pierre gaudina curé de Villenselue. Iea d'orgueil chanoine de Montfaulcon & curé dudit lieu. Alart du vol curé de Cuiffy. Anthoine colard curé de saint Crespin de Saulce Champenoise. Andree bailly curé de Troispuis & Mombret. Hilaire boucher curé de Gueux. Henry harpedane curé de Flangnes. Guy l'euesque curé de saint Martin le Hureux, & de Ville en Tardenois. Pierre de veelle chappelain de Marlemont. Pierre hurpin chappelain de Pontfauergier. Thibault le roy curé d'Herpi & de saint Vaubourt. Jacques de Rouffi curé de Agnicourt. Magdelain le feure curé de Dizi & Champilon. Frere Iean Sariot curé de saint Iean au bois. Claude petit curé de Sergnion. Quentin pierrot curé de Blombel & Blombisieux. Iean Allard curé de Neufuille en Mayre. Nicol vvuart chanoine de Rheims curé de Vendereffe. Jacques du bois curé de Hourges. Iean maubourneau curé de Guiencourt. Guillaume patelette curé de Bazoche & Montigni. Simó robert chanoine de Rheims, curé de Blanzi & Aires. Pierre le roy aussi chanoine curé de Mör-

Proces verbal.

marin, & Jacques le vasseur curé de Thi, & Fremin du mas chappelain de Vendueil, comparât par ledit le Poyure. maistres Iean d'orincourt curé de Terme & chanoine de Laon. Seruais bouvier curé de Lual & de Horis. Pierre desbordes curé d'Estonnelles. Thomas sureau curé de Chiri prez Rozoi. Iean couart curé de Vincy. Pierre bazin curé de Gisi. Pierre charles curé de Haris, Gilles horleuille curé d'Ongnolles. Iean le sage curé de Cheuane. Remy le temps curé de Thouli. Lambert parent curé de harcini par ledit de Cambrai. maistre charles iourdhieu curé de sainct Sauueur de Couci par ledit Morlin. maistre Hilaire maufroi curé de Couci la ville par ledit P. iourdhieu. maistre Loys domal curé de Folembrai par Floreau. maistre Raoul lombard par ledit Floreau. maistre Charles falle curé de Troli par ledit Morlin. maistre Laurét iourde curé de Blerencourt par ledit de Blois. maistre Iulian giffart curé de sainct Martin du Troli par Floreau. maistre Iean brifard curé de Pierremande par Morlin. maistre Robert marret curé de Creci. Damp Iean de mailli curé de Lully. maistre Nicole laillier chapelain de la chapelle du chasteau de Couci. maistre Jacques caron curé de Bretigni par ledit Morlin. maistre Iean gregoire curé de Quinci par ledit Iourdhieu. maistre Pierre caigni curé de Fresnes par Floreau. maistre Raoul moisi chapelain de la chapelle des vnze mil vierges du chasteau de Couci par ledit Iourdhieu. maistre Vvallerand roland curé de Vaudeffon par ledit Floreau. maistre Claude thierré curé de la Trinité de Chaalons. maistre Nicol baudeffon curé de sainct Germain. frere Nicole loisi curé de sainct Nicolas en L'isle. maistre Nicole balemi curé de sainct Eloi. maistre Pierre clement curé de sainct Loup. frere Iean iourdain curé de sainct Sulpice és bourgs de Chaalons. les curez des Prez & de Tranancourt. maistre Iean iacques curé de Saroy. les curez de sainct Martin lez sainct Mange, de Poigny, de Marfon, de Hez L'euesque, de Rambecourt, par ledit Iacobé. maistre Iean poignart curé de Thilloi. Pierre poignart curé de Betigni. maistre Iean pierrot curé de Vaumonstueil. Martin galoteau curé de Beru. Pierre camus curé de Lor & de Chemery sur Bar. Nicole de germigni curé de Hermonuille. Iean grignon curé de Balhan. Estiéne vvitasse curé de Ralicourt. Damp Gilles egret religieux de sainct Hubert prieur de Bouillon, seigneur de Chameuses, Chaumont, Ygnes & Fresnoi. Nicole clocquet curé de Bethniuille. André tacheron curé de Bezannes. Nicaise cuneli curé de sainct Michel de Rheims. Nicole matpin curé de Brimôt. frere Iean peletier curé de sainct Fregeux & de Chaudion. Claude piot curé de Chaumusi & de Sernais comparans par ledit maistre Pierre beguin. Les curez de Pierrepont, de Brai en Tiersche, de saincte Croix & de Clameci par ledit de Lamer. Les curez de molins, d'Æfle, Chmeri, Verneul sur Serre par ledit Robert. Les curez de Chermes, d'Anisi, de la Fere sur Peron, de Maufloue, de L'islet, de Noirecourt, de Buci lez Sarni, & d'Hostel par ledit de Blois, Les curez de Vauclere, de Chiures, Machecourt par ledit de Lamer. Les curez de Suzi, de Selles, de Montigni le franc, de Sons, de Silli, de Fromont, de Bomont d'Outremancourt, de Prouvais, de Prouisieux, de Guignicourt & Agnricourt, de Blerencourt & de Thenailles par ledit de Blois. Les curez de Lōgueual, d'Arenci, de Thauau & Pougnicourt par ledit de Martigni. Les curez de Margival, de saincte Cecile, de Tergni, de Montbauain, par ledit Chauveau. Les curez de Chaigni, de Vonc & Semuid, de Sapongne, par ledit Aubri. Les curez de saincte Geneuiefue d'Oignon, de Nampcelles, de Bancignis, de Amie lez Iuures, de sainct Clemēt & Morigni, par ledit Grignon. Les curez de Maguigny, Estreuil, Monstreuil, sainct Germain & l'Esquielles, comparās par maistre Nicol bocquillon lieutenant de Guise, & Iean de nauarre procureur fiscal au duché de Guise. Le curé de la Horgne par ledit le Poyure. Les curez de Couci, de Godelencourt & Chaigni par ledit de Cambrai.

Et pour l'estat de la noblesse sont comparuz le Roy de Nauarre comte de Marle, pour les villes, baronnies & chastellenie de Ham, Boham, Beaurevoir, Vendueil, D'eully, & la Fere sur Oize, comparant par maistres Pierre de flaigni bailly dudit comté, Claude denet bailly de Ham, & ledit Grignon. Loys de Bourbon Prince de Condé chevalier de l'ordre du Roy, comte de Rouffy, seigneur & chastelain de Pierrepont, Nisi le Comte, Muret, la ville au bois, Thony, Vidame de Laon, Chastelain, seigneur & viconte de Bertheuil, Villiers le conte, Francaftel, la Fallaize, de Roye, Capaumaifnil, le Plessis de Roye, Guerbigni, des Tournelles, de mōdidier, & leurs appartenances assises au bailliage de Vermandois, comparant par maistre Simon forest. Le duc de Guise pair & grand chambellan de France, gouverneur & lieutenant pour le Roy en ses pays de Dauphiné, Sauoye & Saluœ, marquis propriétaire de Neesse, baron de Rumigni, Chastelain d'Aubenton, Heriffor, Cornier, Vvatefal, martigni, Nouuion & Oisi, comparant par maistre Nicole bocquillon licentié és loix, lieutenant du bailly de Guise,

Iean

Jean de nauarre procureur fiscal dudit Guise , & Pierre de flauigni escuyer . Les comtes de Soissons par maistre Jean lannois & bailly de Viez . Ledit cardinal de Lorraine comme seigneur de Marchai & Lieffe par ledit de Blois . Messire Louys de saint Maure marquis de Neesle par maistre Anthoine cornet son bailly . Dame Guillemette de Sarrebruche comtesse de Braine dame de Montagut & de Neufchastel , par ledit de Lamer . Messire Jean de la marche cheualier de l'ordre du Roy , seigneur de Iamets & de saint Loup au bois , à cause d'icelle seigneurie de saint Loup par ledit Tropmignot . Messire Claude gouffier cheualier grand escuyer de France , seigneur de Maigni , Cauennes , Baignettes , Berthencourt , Armentieres , Rouuerel & Maincourt , par maistre Hilaire de Normandie . Messire Jean destrees cheualier de l'ordre , grand maistre de l'artillerie de France & capitaine de Folembay par ledit Morlin . Reuerend pere en Dieu maistre Nicole de peleué euesque d'Amiens , cōseiller du Roy , & maistre des requestes ordinaires de son hostel , comme seigneur de Romigny , Sarcy , Gossencourt , Germigny , & Villes en Tardenois par Medard noblion assisté dudit Brisserat . Maistre André guillart seigneur de l'Isle & Escumery , premier president au parlement de Bretagne , & maistre des requestes ordinaires de l'hostel du Roy à Paris , par maistre Gerard de buieres . Maistre Pierre bruslart conseiller en parlement , seigneur d'Espineul par maistre Laurens cauchon . Messire Jean de hognés cheualier , baron de Bouxtel , seigneur de Baucigni & appendâces , par ledit Grignon . Messire Loys des vrfins seigneur de Sompy & l'Islet , par ledit de Lamer . M. Jean de cauni cheualier , seigneur de Buci & Sommette , par ledit Cordelier . Jean de haluin seigneur de Piennes par ledit Cordelier . Messire Georges de bethune cheualier , seigneur d'Hostel , gouverneur & capitaine de la ville de Laon . Christofle de lamer cheualier , seigneur de Pinon , Buci sur Aixne , Laniffecourt , Classi & Thieret , vicomte de Laon & d'Anisi le chastel , par ledit de Martigni . Raoul de Couci escuyer seigneur de Vreuin , Voulpaix , Fontaine , Landouzis , Bureuilles , Saint Pierremont & Curbigni par ledit Boileau . Jacques de Couci , seigneur de Chemeri , Couuaiges , Saint Aignen au bois , saint Basle & Landrecourt , par ledit Boileau . Loys de proisi seigneur & baron de la Boue , par ledit de Lamer . Regnault de bossu escuyer seigneur de Lierual , present . Jacques des orties escuyer seigneur de la Neufuille sous Laon , par ledit de Lamer . Messire François de barbenfon cheualier , seigneur de Varennes , Rabeuf , Pontoise , Coarci & Morlancourt , par ledit Cordelier . Claude de bossu escuyer , seigneur de Longueual , baron de Bazoches , Loys de proisi escuyer seigneur dudit lieu , baron de la Boue , par ledit de Lamer . Messire Jacques de humieres , cheualier , seigneur de Hericourt , Grantrue & Drelincourt , par ledit Cordelier . Sebastien de pestiuien , seigneur de Libermont , par Hurderu . Messire Pierre d'Espoix cheualier , seigneur de Gricourt , par ledit Cordelier . Jacques du hamel seigneur d'Apilly , par ledit Hurderu . Dame Françoisse de contay , dame de Lassigni & la Toillette , messire Jean de sobreuois cheualier , seigneur de Ville & Éraimneux . Gabriel Daulcy seigneur de Beaurains . François de Diefeuille seigneur & baron de Sermaize & Porgnericout . Messire Anthoine de Neufuille cheualier , seigneur de Laigny , par ledit Cordelier . Robert despoix seigneur d'Orgual . Maistre Michel Dey escuyer , seigneur d'Aillon , lieutenant general dudit bailliage au siege presidial de Laon , par ledit maistre Jacques fautre . Jean de carsue seigneur du Pleffis par ledit Hurderu . Ioachim de Rouffi seigneur de sainte Preuve , par ledit de Haste . Jean de bossu escuyer , seigneur de Lierual en personne . Maistre Pierre de flauigni & Claude dennet seigneur de Mebre-court . Jean de miremont seigneur de Berieu . Charles chamblai seigneur de Chamouille . Messire Pierre de chipoix seigneur de Deuillet . Charles de postel seigneur de Sons en partie . Guilain de condé seigneur de Fussigni , par ledit de Lamer . Messire Pierre de la viefeuille cheualier , seigneur de Chaileuet & Royancourt , guidon du Roy de Nauarre . Jean des vrfins seigneur de Neufuille . Jean de chamblai seigneur de Monteuaut . Maistre Jean hemmier docteur en Theologie , seigneur de saint Thomas . Anthoine de margiual seigneur dudit lieu , Salency , Resigni , Membressi & Membresson sur ledit Margiual en partie , Cusie & Montaignes , Seneschal de Nouion & mareschal de Soissons . Ferri de bommont seigneur en partie de Neufuille sus Margiual . François de fay seigneur dudit lieu . Matthieu de flauigni seigneur de Iancourt . Anthoine de mailli escuyer , seneschal de saint Quentin . Damoiselle Françoisse de Bernes dame de Noirecourt & des Hostels . Anthoine d'Amerual seigneur dudit lieu , de Cerfontaine , Maignieres & Liécourt . Jean leuesque seigneur de Curi . Damoiselle Catherine des vrfins veufue de feu François de renty en son viuât cheualier , douairiere de la Ferté sur Peron , par de Blois .

DDD

Proces verbal.

Anthoine de mailli seneschal de Vermandois. Claude de sancourt viconte de Rigni. Iean de Vaux escuyer seigneur en partie d'Escordal, Christofle de Vaux seigneur en partie dudit lieu. Loys de vaux seigneur de Suzanne. Nicaise de serual seigneur de Talemans, Baillai, la Grengette & la Folie. Guillaume de Bezânes seigneur de Thaisi. Nicolas le vergeur seigneur vsufructuaire de Chaalons le Medeux, du fief de Cheualiers au village de Mauffon, du fief de la Porte à Veesle de la ville de Rheims & de saint Aubeu, seigneur en partie des terres d'Orainuille, Lehan, Dampierre, la malemaison & de Baiencourt, par Boissonnet. Nicolas de la fons seigneur de Camas, Gilles baudet seigneur en partie de Bregni. Charles de merclessart seigneur de Missi. Iean de romerie seigneur de Fressencourt. Geoffroy de saint Thaaon seigneur d'Aizela, d'Angleberne. Iean l'aumosnier seigneur de Tourneuel, de Traueci en partie. Iacques de Vvalon seigneur de Fresni & d'Espourdon en partie par ledit Grignon. Ferry de la boue seigneur de Cilli & Fstrees au pont de Creci, seigneur de Bligni, preuost hereditaire de Laonnois, Ferri de la boue seigneur en partie d'Erlons. Anthoine de creci seigneur en partie de Sons lez Chastillon. Charles de creci seigneur de Houffet. François de blecourt seigneur de Neufuille houffet. Charles de coustes seigneur de Pauant & Amiefontaine en partie. Iacques de la fay seigneur de Marfontaine. Raoul & Iacques du fay seigneur de Rogeois & Vauharus. Geoffroy de lauin seigneur de Blerencourt, Lombrai, Bosmez, Dampcourt, de Murclis, Laheui, Fay, Gendeuille, La court, Celiommelles, & le bois Chastelain. Maistre Guerin sanguin escuyer seigneur de Bosmont. Nicolas de Bezannes seigneur de Prunais. Phelippes le gras seigneur de Guignicourt & Vvariffecourt en partie. Alexandre deffonuille seigneur aussi en partie desdits lieux. Robert langeau aussi escuyer seigneur en partie desdits &c. de la Pierre seigneur de Lugny près Marle. Claude de Nouion & Phelippes le gras escuyers tuteurs des enfans de feu Iean de Nouion seigneur d'Aguilicourt. Regnault cauchon escuyer, seigneur de Condé sur Suipe par ledit de Blois. Pierre du Vvez escuyer. Pierre du Fauin, escuyer seigneur de Lamiuoyé, capitaine de la ville de Vailly. Anthoine de fauin escuyer seigneur de Hamerets. Iean de Grebere seigneur de Prouille, par ledit Chauueau. Damoiselle Claude de condé, dame de Coucy les Aipe. Anthoine le sergent seigneur d'Espourdon. Pierre de Iumont seigneur de la faux. Damoiselle Iaqueline de grantchamp douairiere de Sissonne par ledit de Hasté. Allart baudier seigneur de la chapelle Miont. Guilain baudier seigneur de Neufuille, seigneur en partie de Ville en Tardenois par ledit Angier. Messire Anthoine de hericour seigneur de Baratre & Tranuecourt. Maistre Hierosme Grossaine escuyer, lieutenant de Fismes seigneur de Barbonual, par ledit Tropsmignot. Pierre gouion escuyer, & Hierosme gouion tant pour maistre Guillaume gouion leur frere, & pour les enfans de Iean de Paris, & de feuë damoiselle Anne gouion, en personnes heritiers de Nicolas gouion en son viuant Seneschal hereditaire de la ville de Rheims, seigneurs de Thou, Athies, Bouzy, Thuizy en partie, & Luches. Iean du bois seigneur d'Escordal par ledit Roland. Iean de monbeston seigneur de Celles, Baltazard delchez seigneurs de la ville au Bois lez Brieules sur Meuze & de Danemoux en partie. Christofle du bois seigneur en partie d'Escordal. Iean de pauant seigneur de la Neufuille par ledit Rolād. Pierre du liz seigneur de Croseau & de Charchery, par ledit Boileau. Thomas de bohan & Iean du puis seigneurs de Vonc en partie. Iean de houllefret seigneur de Tahure & Marbaux. Anthoinette de maciaut dame de Chasilly. Ioachim de noirefontaine seigneur de Don. Iean & Nicolas chinoirs seigneurs de Chambrecy. Pierre de gurrard & Iacques du maire seigneurs d'Artaises, & du banc du Viuier en partie. Robert fillette escuyer, en son nom & comme tuteur de Iean cauchon seigneur de Ionual & de Vorfanne en partie. Habert de la fontaine seigneur de Belhete & de Neufzuizy en partie. Charles de la haye escuyer, seigneur du Villefauoye & du Mont saint Martin. Nicolas de harzilecourt seigneur de Loupines par tropmignot. Iean piat escuyer seigneur de Tombelle. Claude de roquemorel seigneur de Barzy par ledit Robert. Iean françois de saint Baussonne seigneur de Bertricourt & Ongny par ledit le Poyure. Héry de riencourt seigneur de Perfontaine. Françoise mouet dame de Courtrizy. La dame de Cheuannes. Florent du belloy escuyer, seigneur dudit lieu, d'Amy & de Brâges par ledit de Câbray. Noel de flauigny seigneur de Ribauuille & Renauffart. François du monceau escuyer seigneur des Effars. Georges du monceau seigneur dudit lieu & de Landiefay par ledit Beguin. Hubert feret escuyer seigneur de Montlaurent, Vidame de Chaalons, & capitaine de Rheims. Pierre de vvarigny escuyer seigneur dudit lieu lez Sedan, & d'Escordal en partie. Iean hanus seigneur de la Horgne dite la Folie, & de la Grangette en partie. Iean de boham le ieune seigneur en partie d'Escordal, & de Boue par

par ledit Brillet. Iean rocq seigneur de la ville en partie. Les seigneurs de Halunoy & de Fenicourt par ledit Doulcet. Nicolas gaudier escuier seigneur de Vvariffecourt en partie. Regnault d'Alonuille escuier seigneur de Pauillon, Artaise & le banc du Viuier en partie. Regnault de bezannes seigneur dudit lieu, des Maisneux, Mombret & Roquignicourt en partie. Charles de mauly seigneur d'Artaise, du banc du Viuier en partie. Geoffroy de fauigny seigneur de Vaux. Iean de verriere seigneur de Mondeieu. Nicolas d'ambly seigneur dudit lieu. Iean d'apremont seigneur de Vendy, Boue & Semuyd par ledit Beguin. maistre Laurens cauchon seigneur de Verzenay en personne. Anthoine de baiencourt bailly & gouverneur de Coucy, seigneur de Quincy & Grandfaux comparant par maistre Nicole le febure lieutenant general audit bailliage & gouvernement. Ieande colan & Iean de mailly chastelain de Coucy en personnes. Hugues de vaux seigneur de Cus, par ledit Morlin. Phelippes de longueual vicôte de Verneul & seigneur de la Viefeuille, par Floreau. Iean de courtignon seigneur de Landricourt present, & par ledit Floreau. Phelippes de courtignon seigneur de Montheamery & Houffen present, assisté dudit morlin. Magdalaine de launay tutrice d'Anne de dampierre, seigneur de Lhuilly par ledit Morlin. Iacques de Elincourt seigneur de Maurepaire, par ledit Morlin. François de blecourt seigneur de Trolly en partie par ledit Floreau son procureur. Pierre de salnoue pour son fief de Cauny par ledit Floreau. Godefroy de baudie seigneur de Pierremande, par ledit Morlin. Charles de maiencourt seigneur de Corual & Crennes. François du passage à cause de ses fiefs de Chincheny & d'Autreuille, & Matthieu de flauigny seigneur de Courbessault. Nicolas de gouuelieu pour son fief de Imnencourt. Iacques abraham pour son fief de la Tour carree. René de lignieres seigneur de Charis present, par ledit Morlin. René de fressencourt seigneur de Briquenay & du Plessier, par ledit Floreau. Iacques de mouy pour son fief de Goueron. François l'ausmonier pour son fief de Crecy. Hubert de calouet seigneur de Valoret par ledit Floreau. Simon de lair seigneur de Monguon par ledit de Courtignon. Messire Leon des iours pour son fief de Crecy. Charles de guynes seigneur du fief de Piat & Amigny. Anthoine creterel seigneur de Homencourt. Iean de rozel pour son fief de Luilly, present, & maistre Loys tauernier viconte de Crecy, par ledit Morlin. Iean iourdieu pour son fief du Rouage & de la Maire cômune. Iean tauernier pour son fief de Radimer. Maistre Raoul lamisse pour son fief de Neufuille. Loys treslecat pour son fief d'Imnencourt, & Iacqueline hegat pour son fief de Folembay, par ledit Morlin. Robert violant homme viuant & mourât pour les religieux de Nogent à cause de leur fief de Malhostel par ledit Floreau. Nicolas pouffin pour son fief de Nantheuil la fosse, & encores côme tuteur de Iacques haluequin seigneur de Sercy en personne. Mathieu de flauigny seigneur de Lancourt. Adrian du puis escuier seigneur de Bracheux & Serizy, Iean charpentier seigneur de Villecholles. Anthoine tassart escuier seigneur du Belloy. Antoine de Faussionnes escuier seigneur dudit lieu. Iean de couloincourt escuier seigneur dudit lieu, Tombes, Vrecy & Viencourt, comparans par ledit Fautre.

Et pour le tiers Estat sont aussi comparuz les officiers du Roy dudit bailliage, & autres, qui s'ensuyuent. A sçauoit, lesdits Regnault de bossu escuier, seigneur de Lierual, Marechal heritier de Laonnois, chastelain de Choily, conseiller du Roy nostre sire, & bailly de Vermandois & maistre Michel dey escuier, seigneur de Daillon, lieutenant general dudit bailliage & siege presidial de Laon, comparât par maistre Iacques fautre, qui l'a excusé de maladie. maistre Iean de mange licentié és loix, seigneur de Berlemont, lieutenant particulier, ciuil & criminel dudit bailliage, comparant par maistre Claude de mange, qui l'a excusé pour son ancien aage. maistre Guillaume de flauigny seigneur d'Espuisart, & Iean mainon conseillers & magistrats dudit siege de Laon en personnes. Maistres Hierosme grossaine escuier, lieutenant ciuil & criminel du bailliage de Vermandois à Rhëims, Guillaume colin, Georges cheualier, Pierre frizon, Robert du puis, Pierre roland, Claude dorigni, Aimery pioche, Pierre robilart conseillers & magistrats au siege presidial de Rheims, tous en personnes. Maistre Loys le chastelain escuier, seigneur de Sizancourt, lieutenant de Noyon. Claude macaire lieutenant de saint Quentin. Iacques de morillon seigneur de Marne lieutenant de Chalons. Nicol le feure lieutenant general au gouvernement de Coucy. Mathieu d'Ofay lieutenant de Ribemont tous aussi en personnes. maistres Nicol boschet seigneur de Vvaudignis, & Guillaume lorisse seigneur de Cirnelles aduocats dudit seigneur audit bailliage de Vermadois & siege presidial de Laon, en personnes. maistre Anthoine de mouchy seigneur de Chastillon en partie, procureur du Roy és bailliage de Vermadois, siege presidial dudit Laon, preuostez des

Proces verbal.

cité & foraine de Laon en personne. Maistres André dorigni & Nicol moët aduocat & procureur dudit seigneur au siege de Rheims en personnes. maistre Pierre de longueuille procureur dudit seigneur au siege de Chaalons en personne. maistres Pierre dorigni, Nicol de beaugrant aduocat & procureur dudit seigneur au siege de saint Quentin en personnes. maistre Estienne maigret procureur dudit seigneur à Coucy en personne. maistre procureur dudit seigneur à Ribemont aussi en personne. maistre Isaac de hodicq escuier preuost de la cité de Laon, iuge & garde de la preuosté foraine dudit Laon en personne. maistre Anthoine courteau preuost de Crespi en Laonnois par ledit le Clerc son procureur. maistre Jean garnier seigneur de Puis sous Moyure, preuost de Compertrix en personne. maistre Robert dey preuost de saint Quentin en personne. maistre Jean le conte preuost royal à Noyon, present maistre Jacques de saint Quentin preuost de Coucy, par ledit Morlin. maistre Mathieu capron lieutenant, Guillaume hue preuost, & Jean de meulan procureur fiscal du marquisat de Neesle par lesdits Charles martin & Authoine feret. maistre Jean des maretz & Ieã robert esleuz en l'election de Laon, comparans par maistre Anthoine le clerc leur procureur. ledit maistre Nicol barenger contrerolleur sur le fait des tailles & aides en ladite electiõ present. maistre Nicaise le maire contrerolleur du magazin dudit Laon par ledit Chauueau. maistres André serual, Jean brifaut, Nicolas boulet esleuz de Rheims, & Oudart noel receueur general du taillon dudit Rheims en personnes. maistre Jean de lannois escuier, esleu de Soissons, bailly des côtes dudit Soissons en personne. maistre Claude robert lieutenant de courterobbe au bailliage de Vermandois & siege presidial de Laon, cõparant par ledit le Clerc, & Claude le voirier lieutenant de courterobbe à Rheims, comparans par ledit Roland. ledit maistre Pierre l'aignelet bailly pour l'archeuesque de Rheims. maistre Jacques de lamer bailly pour le reuerendissime cardinal de Bourbon, des duché de Laonnois & comté d'Anisi. maistre Nicol boqueron bailly du duché de Guise. maistre Nicol clement bailly de l'euesché de Chaalons, & maistre Anthoine cornet bailly du marquisat de Neesle, tous aussi en personnes. maistre Jean pestelu receueur general du domaine du Roy au bailliage de Vermandois, lieutenant du gouverneur de la ville de Laõ, & capitaine des harquebuziers. & maistre Claude pioche receueur general en la generalité de Champagne en personne. maistre Jean marquette receueur des tailles en l'election de Laon. & maistre Guillaume godet escuier seigneur de saint Hilaire receueur general du taillon en la generalité de Chãpaigne en personne. Claude chauueau preuost des exploits & amendes en la preuosté de la cité de Laon, seigneur des Cailleaux, comparans par le Clerc. maistre Michel le cauffonnier contrerolleur du magazin estably à Chaalõs, en personne. maistre Pierre doulcet escuier seigneur de Chastillon en partie. Jacques faustre licentié es droits, Pierre de blois procureur, & Jean dõnet l'vn des gouverneurs deputez de par les estats de ladite ville de Laon en personnes. maistres Guillaume colin, Georges cheualier, Pierre frizon & Emery pioche conseillers: Guillaume vauoirs & Jean beauchamp aduocats. maistre Guillaume pioche, Gilles gaultier, Nicolas chertemps, Oudart bachelier, Gerard collebert, Jean coquillart, Anthoine bourdon, Henry choily, Drouin bachelier, François blõdet, Gobert frizon, Jacques angier, Claude mothé, Gilles bignicourt & Gibrian du pont, deputez par les estats de la ville de Rheims. maistres Claude buat thesaurier & chanoine de l'eglise cathedralle de Chaalons, & Jacques daoust souschantre de ladite eglise & official de l'euesché de Chaalons: & lesdits de Morillon, de Longueuille, Garnier, Clement. maistre Jean conort seigneur de Moncels licentié es droits, Godet cauffonnier, & Ambroise iacobé deputez de par les estats de la ville dudit Chaalons. ledit maistre Nicol le feure lieutenant, Jean gallet mayeur de Coucy, Georges cauche grenetier du grenier à sel, & garde des seaux royaux audit Coucy deputez par les estats dudit gouvernement de Coucy. maistres Pierre lespaulart escolatre de l'eglise de Soissons, & ledit de Lannois bailly pour le Roy au comté de Soissons. Guillaume racquet gouverneur & Sebastien le feure argentier dudit Soissons deputez de par les estats d'icelle ville de Soissons. maistre Jean courtier enquesteur audit siege de Laon. Guillaume le moyne greffier de la cité & preuosté foraine de Laon. maistre Pierre doulcet seigneur de Chastillon, Jacques faustre, maistre Jean griffon, Anthoine bougier, maistre Claude de mange en personnes. maistre Jean de haste, Pierre de blois, Thomas de blois, Sebastien chauueau, Claude de lamer, Pierre de montigny, Pierre robert, Phelippes de cambray, Claude grignon procureurs audit siege presidial de Laon. Raoul le conte huiffier, Jean rouert, Gerard herbin, Nicolas palquet & Regnault le feure sergens Royaux audit bailliage audit siege de Laon, Claude lienart tous aussi en personnes. maistre Garlache souin enquesteur, Jean cadart,
Nicol

Nicol mimin, Jean roland, Guillaume vauvoirs, Henry frizon, Phelippes fremin, Jean bauchamp, Nicol hennequin, Nicol beguin, Guillaume chuffer, Claude lescot, François rousset, Jean collebert, Gerard puffot, Jean noblet, aduocats au siege de Rheims. Maistres Pierre beguin, Jean brillot, Jean aubry, Raoul bauffonnet, François moreau, Nicol le poyure, Pierre tropmignot, Benoit boileau, Denis Roland, Henry oudinet, Gerard bossere, Jean angier procureurs, ledit Moreau greffier des appeaux, Pierre thomas huiffier & audiencier. Maistre Claude chemery greffier ordinaire dudit siege de Rheims. maistre Didier tartier greffier des priuileges Royaux de l'vniuersité de Rheims, Estienne de blois, Claude mothet, Vvattrin rousset, Robert le coq, Jean le poyure, François roze, Guillaume beutier, Raoul ancelet fergens Royaux audit Rheims. les aduocats, procureurs & praticiens de la ville de Noyon comparans par ledit Doulcet. maistre Martin mothet greffier du bailliage de Chaalons present. Phelippes iourdieu greffier de Coucy, Denis floreau & Pierre morlin procureurs à Coucy en personnes. maistre Anthoine chauueau lieutenant du bailly de Vailly. maistre Jean nauarre licencié en loix procureur fiscal du duché de Guise en personne. maistre Robert barlet receueur du domaine du Roy à Coucy. maistre Raoul saquepee controlleur dudit domaine par ledit morlin. Jean la biche controlleur du magazin, Jean catoire procureur du Roy es eauls & forrests de Coucy, Denys catoire, Anthoine halade, Jean halade par ledit Morlin, Jean donnay, par ledit floreau, Jacques iourdieu par ledit Iourdieu, Charles de la pierre notaire, Jean bauin, Estienne le roux par ledit le Feure, René groieu, Bertrand chopin, Robert violence, Pierre agligot setgens, Phelippes iourdieu greffier, & Guillaume michel greffier des insinuations dudit Coucy en personnes, Ieā le preuost mesureur du grenier à sel de la ville de Vailly, & archer des toilles du Roy, seigneur de Toute fille prés dudit Vailli en personne, & assisté par Phelippes de cambray son procureur, Jean fouasse notaire Royal, Anthoine de meulan praticien, Pierre des hayes, Jean langlet, Pierre arles fergens, Jacques de morailles bourgeois, Phelippes bourbier, Jean huet, Anthoine martin, Jean crapier, Dominique viele, Adrien vignon, Pierre houdin, Anthoine ancel, Nicolas souffetiere, Hilaire de saint meur, Anthoine l'enfant, Jean caron, Jean marot, Nicolas percueil, Jacques le roy, Jean de neux, Simon de leuroy, Andrieu pesloel, Pierre daillot, Mathurin linot, Ancelot coquerel, Jean bourbon, Jean des granges, Iafon le fé, Mahieu de l'astre, Guillaume despriez & Guillaume mathieu marchans dudit Neefle, tous comparans par lesdits Charles martin & Anthoine feret. Les manans & habitans de la ville de Laon comparans par ledit de blois leur procureur. les manans & habitans de la ville de Rheims comparans par maistre Pierre noel leur procureur. les manans, habitans & communauté de la ville de Chaalons comparans par ledit Iacobé. les maire, iurés, manans & habitans de la ville de Noyon comparans par Doulcet leur procureur. les mayeur, escheuins, manans & habitans de la ville de saint Quentin comparans par maistre Pierre doulcet aduocat. les manans & habitans de la ville de Coucy comparans par ledit le Feure, Gallet & Cauche deputez par ladite ville. les manans & habitans de la uille de Guise par ledit Coquillon & Nauarre. les manans & habitans de Neefle, comparans par Charles morlin. les manans & habitans de Montagut, de Imers, de Montchaalons, de Chamouille, d'Vli, de Voyennes, de Soupppy, de Clerci, Clameci, Courteron, Panci, Brai & Laonnois, Malual, Pergnant, Cramelain, Courligis, Montigni, Chuin lez Beauce, Sainte croix, Orgeual, Bray en Tierasche, Ployart & Arenci, de Cheurigni, de Moncean, de Trussi, de Dizi, de Nouion le Vineux, de Berrieu, de Lierual, de Montigni, de Fuffigni, de Mouci, de Bieuures, de Machecourt, d'Aippe, de Vorges, de Verneuil, de saint Dome, Outre & Raincourt, la Court, de Souppir, de Glènes de Rozoy. Les maire, iurez & commune de Sarni, tous comparans par ledit de Lamer leur procureur. Les manans & habitans de Paiffi, de Molin en Laonnois, de Chamery, de Barzis, de Godelencourt, de Ioüi, de Deuillet, de Gisi, de Chaumusi, de Verneuil sur Serre, de Barenton sur Serre, de Foucancourt, de Fresnes, de Septuaux, tous comparans par ledit Robert leur procureur. Les manans & habitans des villes & villages de Marle, de Rougni, Montigni sous Marle, Horis, Grouuart, Prifas, Gereis saint Pierre, Francqueuille, saint Gobert, Mesbrecourt, Assy, Cheri en Laonnois en partie, Derci, Marci, Behaingne, Sarreau, Montcourt, Rainual, Origni en Tiefrache, Roye, La ville de la Fere, Banthor, Andelain, Barfis deça le Rieu, Nomaifieres, Suizi, Ceffiers, Molmehart, Subacourt, Bertancourt, Nogent l'Abbaïsse, le Pôt Abussi, Rogiercourt, Monceau lez Leups, d'Anisi, Trauesi, de sainte Geneuiefue. Les maire, iurez & commune de la ville de Fere, d'Olignon, de Iantes, de Bouleau, de Noirecourt, de Montigni le franc, de Rainbal, de Baucignis, de Nancelles, de Dohis, de Thuéri lez Imers,

Proces verbal.

de sainte Lemene, de Morigni, de Marci, de Behaingne, de saint Pierremont, de Raris, de Foucancourt & Marcilli, du mont saint Jean, de Vinaise, tous comparans par ledit Grignon leur procureur. Les manans & habitans de Chermes, de Festieux, de saint Goubin, de Chaillet, de saint Nicolas au bois, de Fourdrain, de Montheuault, de Vaurefaine, des Creutes, de Marchay, & Lieffe, de la Ferté sur Peron, de saint Thomas, de Neufuille en Laonnois, de stillon lez Sons, de Lauregni, de Bris, & Pargni, de Buffi lez Pierrepont, de l'Islet, de Soizi, de Chaources, de Bucilez Sarni, de Vigneux, de Cherni lez Rozoy, de Mauloue, de Vinci, de Terni, de Parfoddeual, d'Hostel, de Margiual, de Berlize, de Derci, de Mortier, d'Erlons, tous comparans par ledit de Blois leur procureur. Les manans & habitans de saint Thibault de Troyon, de Vendresse, d'Aille, de Villeri, comparans par ledit Chauveau leur procureur. Les manans & habitans de Chailleuois, Commiers, & de Bruieres, comparant par ledit de Hastel leur procureur. Les manans & habitans de molinchart, de Garny près Bucy, de Chevailles, de Celles, de Filain, de Sons lez Chastelain, de Houffel, de Silly, de Voulpaix, de Froimont, de Bomont, d'Outremencourt, de Neufuille Houffel, de Marfontaine, de Rougeois, de Vauharis, de Guignicourt, d'Amiefontaine, de Radouel, d'Aguillecourt, de Codedé sur Aixne, de Prouiseux, de Iuuigni, de Bauconuille, de Vaufaillon, de Blerenconrt, tous comparans par ledit de Blois leur procureur. Les manans & habitans de Grantlud. Les maire, iurez & commune de beaurieu, de Laniscourt, de Craone, de Tanieres, d'Aisel, d'Oligni, de Fay le sec, de Dame marie, de Pierrepont, de Montbauain, de Belud, de Neufuille sous Margiual, de Longueual, de Fontaines, de Thauaux & Pongnicourt, de Couci lez Aippe, de Bureuille, d'Aignicourt, de Fressencourt, tous comparans par ledit de Martigni. Les manans & habitans du village de Pinon, par ledit le Feure lieutenant, & Meigret procureur du Roy à Couci. Les manans & habitans de Thoni comparans par maistre Henri frizon. Les manans & habitans de Champfleuri, de Taiffi, de Pargni, de Courmelois, de Villiers marmeri, des Petites loges, de Crunis, Bröullet, de Hermonuille, de Verzenai, de Chaini lez Emont, du village de Trespal, du Fresnois, de montfaulcon & sept Forges, de Drulancourt & Gericourt, de Cuzi, de la Malmaison, de Merlet, de sainte Preuue, de Vregni, comparans par ledit Bossonnet leur procureur. Les manans & habitans de Rubigni & Vaudemont, de Ville en Tardenois, de Romigni en ladite ville de Tardenois, de Bouquet près Arthigni, d'Aure lez meure, de saint Pierre sur Vauze, de Mainbressi, de Vaux lez Rubigni, de Mainbresson, de Semigni, du village de meure, de Vimers, tous comparans par ledit Angier leur procureur. Les manans & habitans de saint Lambert, de Seri, de Longueual, de Mameuille, de Prouvais, de Baiencourt & Ferriers, de Loniot, de Loiure, tous comparans par maistre Henry oudinet leur procureur. Les manans & habitans de d'Oramuille comparans par ledit Angier leur procureur. Les manans & habitans de Cauroi comparans par Bossonnet. Les manans & habitans de Doncheri sur meuze, Vrigne, Meuze & Ledancourt ses secours, d'Omicourt, de Villiers sur bar, de saint Aignen, de Checheri, de Couage, de Don, de Villiers sur marne, d'Oue, de Baleue, de Fleze, de Bontancourt, de Sapognes, tous comparans par ledit Boileau leur procureur. Les manans & habitans du village de Thou sur marne comparans par maistre Denis roland leur procureur. Les manans & habitans de Nouion & Maincourt hors les bourgs de saint Marc, de Semay lez Rheims, de Nogét, de Courci, de Thuifi, d'Isle, de Beffort, de Gernicourt, de saint Pierre de Nogent, de Baufmaiges & terroir de ville Fourdrin, de Neufuizi, de saint Bris & Courcelles lez Rheims, de Puisueil, de Sapicourt, de Villiers, de saint Remy le petit, Rincourt, & de Molin paroisse dudit Rincourt, de Berincourt, du Chastel, d'Esparuille, Juory & Clopfontaine, & les moreux, de Thin le montier, tous comparans par ledit Roland leur procureur. Les manans & habitans de Beaumont en Argonne, d'Escordal assis es termes de la preuosté de Rheims, du village de la Vendresse, de Chambreci, Domont le Chastel, de saint Jean au bois, de Reguigni, de Boulzicourt, de la Neufuille, de Boulemont, de Braslon, de Charbonne, de Brieules, des Bourgeois marde, de Pignicourt, de Brengé en la terre & seigneurie de Mergicourt, de Bricquet en la terre & seigneurie du prieur d'Ouche le Chasteau, de Nerquincourt, de Neufchastel, tous comparans par ledit Roland leur procureur. Les manans & habitans de Hamepe, de Vendi, de Masferni, d'Auaux sur Aixne, de Nisi le Conte, de Selue, de Berricourt, d'Athis, de Bazoches, de Bazancourt sur bar, de Pontfauenger, de Brimont, de brimontel, de Montigni, de Champigni, de Troispuis, de Hauluinet, de Vieux sur Aixne, de saint Thierri, Thil, Pouillon, Villiers sainte Anne & Merfi, de Luncheri sur Veefle, de Pauure en Champagne, de bazancourt sur bare, de Mailli, de Pommacle, de Saugny sur Ardre, de

de Hôurges, de Villiers fraîcheux, d'Ormes, de Gueux, de Saulce champenoise, d'Aumnécourt le petit, de Bourgongne, de Nanfon, d'Espoye, de Lauanne, de Caurel lez lauanne, de Beru, de Vvarmeriulle, de Bouleuze, de Courcelles lez Romain, de Vvrigni, de Trigni, d'Alincourt, de Roches, d'Aumnencourt le grand, de Chenay, de la Neufuille lez Rheims, de Boul sur Suipe, de Marfaux, de Cauroy lez Harmonuille, de Marlemont, de Fresnes en ce qui est en la terre du chapitre de Rheims, de Lor, de Lual, de Moranfi, de Frailicourt, tous comparans par ledit le Poiure leur procureur. Les manans & habitans de Poilecourt, d'Aire, de Bairon, de la ville du Chesne le Populeux, de Thanay, de la Horgne, des grandes Armaises, des petites Armaises, de Sauuille, de Villedemenge, de Villenselue, de Bezannes, de S.Lienard, de Verzy, de Prunay, de Beaumôt, d'Erpy, de Corbeny, tous cōparans par ledit Brillat leur procureur. Les manans & habitans de Iges & Chaumôt, p̄uosté de Onchery, de Floing, de Monthiemôt, de Villette, de Vrigny en Brie, de Bouffeual, de Chemery sur Bare, tous cōparans par ledit Boileau leur procureur. Les manans & habitans de S.Hilaire le petit, de sainct Martin le hureux, de Dontrian, de Chuffilly, de Mairi, de Germigni, de Ianury, de Coulongnes en la montaigne, de Tilloy, de Silleri, de Romain, de Sarigent, de Rozy, de Saulx sainct Remy, de Iarfon, de Pouilli, de Ham les moisnes, de Maretin, de Tahure, de Iustine, de Launois, de sainct Estienne sur suiippe en la iurisdiction du chap. de Rheims, & de Guillaume des forges esleu de Chaalons, seigneur en partie dudit village. Les habitans de Seine, de Faissant, des Aleus, de Terron, d'Escharfon, de Loingni, de Plain, de Turberon, de Semuid, de Iongnery, de Torcy, de Glane, de Vvariscourt, de Ionual, Poncelet Moizet mosnier du molin Rigaut de Siffonne, de sainct Martin & Villefaouye, de Loupinet, tous comparans par ledit Tropsignot leur procureur. Les manans & habitans de la Ville de Guise, comparans par maistre Nicol bocquillon & Iean canart licencié es loix. Les habitans de Maubert fontaine, de Sergnion, Aubigny, Vaux, l'Esperon & Villaines, d'Estables, de Flaingnes, de Prez, de Geilly, de Blombay, d'Aigni sur Marne, comparans par ledit le Poiure leur procureur. Les habitans de Vreuin, de Haris, de Horis, de Brunehamel & des Hostelz, de Refigni, & de Tram, de Ternu, de Montigni sur Marle, de Rongny pres Marle, d'Athis, de Mont en Laonnois, de Vaucelles, de Befrecourt, d'Estonnelles, de Lual, de Dongnolles pres Roye, de Cheuannes, Loys coupet censier de Chaumont. Les habitans de Thouli, de Godelencourt, de Charcigni, de Muffi sur Aixne, de Condé, de Bris & Fourdrian, de Chauignon, de Courtrizy, de Parfondruc, d'Angicourt, de Daigni & Lambreci, tous comparans par ledit de Cambrai, leur procureur. Les manans & habitans de Seraincourt, de Chappes en Portian, de Terier, & Cherpet, d'Auuiers & Cumiers, de Guiencourt, de sainct Vauxbourg, de Sarzi lez Maupas, de sainct Quentin le petit, de Dezi & Champillon, tous comparans par ledit Bossereel leur procureur. Les manans & habitans d'Attigny, de Betheniulle, de Heudregiulle, de sainct Masme, d'Alendhuy, de Guiry, de sainct Clement, d'Aubernie, de Rilly, de Villiers allerant, des Maifneus, de Mombret, de Mont sur Couruille, de Bethigny, de Vvitri, Berthemi & Tourizet. Autres habitans des villes & villages de la preuosté de Rheims, comparans par ledit Pierre beguin leur procureur. Les manans & habitans de Beaulieu en Argonne, de la Voie, de Brifeau, de Prez, de Sommesuiippe, de Seuart, de Lespine, de Marfon, de Hez l'euesque, de Thonnance, de Suzannecourt & de sainct Gibrian, tous comparans par ledit Iacobé. Les manans & habitans du Plessis, de Roye, de Pontoise, de Coharci, de Bribeuf, de Lannoy, de Chigni, de Fretoi, de Libremont, de Griecourt & Ribecourt, de Moyencourt, de Campaigne, de Escuilli, de Catigni & Gredauille, de Commoi, de Behericourt, de Grandrue, d'Apilli, Bethancourt & Crespini, de Vvile gayel, Pressier, Godin, tous comparans par ledit Doulcet. Les manans & habitans de Vveri, Nauouelle par ledit de Flauy. Les manans & habitans de Martel, de Lassegni, de Ville, de Doyne & Dinettes, & Plessier, Casseleux, de Cui, de Chaucaunis, de Sermaise, de Mancourt, de Porgnericourt & Vaucelle, d'Olizi, de Caine, du Pont l'euesque, de Mancourt, de Maigni, Cauence, Beinette, Bethancourt, Sarmentieres, Rouuray, & Maucourt, Laigni, Buffi, Passelles, Chiri, Carlepont, Ercheu, Thiecourt, Cretancourt, Sezois & la Broie, tous comparans par ledit Doulcet. Les manans & habitans de Trolly, de Vasselles, de Landricourt, de Fonnes, Blerencourdel, Folembay, Vernueil, Dament, Premonstré, Quinci, Sainct Seni, Pierremande, d'Auuiigni, de Eus, de Creci, de Nogent, Thuilli, de Serni, par ledit Morlin, de Blerencourt, tous comparans par ledit Floreau. Les manans & habitans de Beine, de Iuniulle, de Chamery, de Sepfaux, de Vé, du petit Mourmelon, de Cormonstreuil, de Chaumusy, de Cormissy, sainct Leu au bois, d'Artaize, de Dommeri, de Suzanne, de Singli, de Buz, de Mondeieux, de Vaulmonstreuil, de Chamuses, de Chauuzes, de Bailleux, de Blanzly, de

Proces verbal.

Malmi, de Semeuse, de saint Martin & Hapongne, de Maruaux, de Verriers, d'Ambli, du Banc, du Viuier, de Thamery, de Viarmes, de Lamote, de saint Gilles, de Maraulbé, de Signy, de Dreze, de Chaudion, & Bray, de Guencourt & de Sarcy en Tardenois, tous comparans par ledit Beguin. Jean du Bois le ieune, & Gerad lambin coustres & marguilliers de l'eglise de Thilloi, Jaques Godefrin & Jean muiron coustres & marguilliers de l'eglise de Bethigni, Richard oudard, Jean moreau & Jean maguin coustres & marguilliers de Vaulmonstreuil, Jean languille & Lionnet prouignon coustres & marguilliers de Beru. Gabriel Vviet le ieune & Martin aubert coustres & marguilliers de Lor, Eloi hurtanci & Raulin de Dun coustres & marguilliers de Mombret, Jean ludin & Pierre adenet coustres & marguilliers d'Aubernic, Nicolas blondel l'un des marguilliers & coustres d'Annencourt, Jean le doux l'un des coustres & marguilliers de Malmy, Estienne magatre & Jaques contesse marguilliers de saint Gilles, Pierre iulion le ieune & Antoine ruiere marguilliers de Chaumusi, Pouffi, Coquetel, & Jaques du bois coustres d'Attigni, Jean moret & Iesson courlet coustres de Verzi, Jean chauffin & Gerard baudier coustres de Heudreguille, Quentin lormi & Nicolas homo coustres de Vé, Pierre vvarmont & Raulin Rouffi coustres de saint Mafme, Jean lieuin & Jean le gros coustres d'Armonstreuil, Jean charny & François careur coustres de Lauanne, Jean collefon & Jean le franc coustres d'Artaise, Jean boucher le ieune & Simon la ioye coustres de Dame-ry, Jean guillemart coustre de Coulommes lez Attigni, Jean delect & Nicolas flauart coustres & marguilliers de l'eglise parrochiale de Dresse, comparans par ledit Beguin. Les manans & habitans de Beaulieu. Les coustres & marguilliers des eglises parrochiales des villages de Boul sur Suippe, d'Auenson, de Meux, de Mondeieux, de saint Lambert, de Cauroy, de Breuil sur Bare, & Verriers, de Vaux, de Boncourt, d'Esci, de Hocques, de saint Brice, de Villiers franqueux, d'Agni sur Marne, de Neufuille en Maice, de Champigni, de Vaux sur Aixne, de Chaigni lez Omont, de Montfaulcon, Saulce champenoise, Troispuis & Mombret, saint Pierre le vieil de Rheims, Marlemont, saint Martin le hureux, Pontfauenger, Coulommes lez Rheims, Herpy & saint Vauxbourg, Ville en Tardenois, Dizy, Champillon, Bosmont, saint Jean au bois, d'Aubigni, de Flaignes, Sergien, de Blambuisieux, de Mailly, du Bois sur Aixne, d'Athis, de la Neufuille lez Rheims, de Giuri, de Serriers en la montaigne de Rheims, de Bourgogne, d'Annencourt le petit, de Marfaux, de Vendresse, d'Annencourt le grand, de Hourges, de Tarteron, de Chamery, de Maignieux, tous comparans par ledit le Poiure. Les manans & habitans de Sissonne par ledit Tropmignot. Les manans & habitans de Pargni, d'Olencourt, de Sepuaux, de Congni, de saint Symphorian de Rheims, des Aleux, de Sarfi en Tardenois, de Maruault, de Merfi, de Voulzicourt, de Champfleuri, de Margiual, tous comparans par ledit Bauffonnet. Les manans & habitans de Rubigni, d'Espoie, de Pommacle, de Chaigni, de Nogenl'Abbaïsse, de Rilli, de Harmonuille, de Sassi, de saint Hilaire de Rheims, tous comparans par ledit Angier. Les manans & habitans d'Apie, de Meure, de Vonc, de Semuid, d'Alendhui, de Sapongne, de Mambressi, du viel Escry, de Blanzly, de Chappes, de Semicourt, de Frailcourt, de Maubert fontaine, de Ranteuille, tous comparans par ledit Anger. Les manans & habitans d'Escry, de Loyure, de Caurel lez Lauanne, & de Vitri, tous comparans par ledit Oudinet.

Debats sur les comparitions.

EN procedant ausquelles comparitions, & à l'appel des dessusdits comparans, ont esté par aucuns d'eux cy apres nommez, faites les remonstrances, protestations & declarations qui s'ensuiuent.

Par maistre François hocart procureur du Roy au siege de sainte Manchoult au bailliage de Vitri, a esté dit que puis trois ou quatre iours en ça, il a esté aduertit que l'on auoit appelé à la presente assemblee les villages de Barbeze, Hanongne & Brieules sur Meuze : & a remonstré que lesdits villages de Barbeze & Hanongne de tout temps & ancienneté ont esté & sont encores de present du bailliage de Vitri sous le ressort de la preuosté de sainte Manchoult. Pour ces causes ledit Hocart audit nom a protesté que si les habitans desdits villages sont comparus que telle comparition ne puisse preiudicier audit bailliage de Vitri & ressort de sainte Manchoult. Et quant ausdits de Brieules sur Meuze, a aussi remonstré que le Roy & le Duc de Lorraine en sont seigneurs, chacun pour moitié & par indiuis : & que le domaine dudit Brieules de tout temps & ancienneté est de la recepte dudit sainte Manchoult, & ont esté faits les baulx dudit domaine de temps immemorial de deux ans, à deux ans, par les officiers dudit sainte Ma-

nehoult. Et si ont esté faites les vétes des bois & forests dudit Brioules par chacun an, par le lieutenant particulier des eaues & forests estably audit S. Manehoult: lequel a tousiours eu la cōnoissance des degasts commis en ladite forest, & non autres. Pour ces causes a aussi protesté, que la presentation faite par les habitans dudit Brioules en la presente assemblée, soit sans porter prejudice à la connoissance, qui appartient aux officiers de saincte Manehoult, tant sur le fait du domaine, que sur le fait desdites eaues & forests de Brioules, requerant lesdites remonstrances & protestations estre inferées en nostre Proces verbal, & luy en bailler acte pour luy seruir à l'aduenir: ce que de raison.

Pareillement a esté remonstré par maistre Guillaume colin bailly de la baronnie du Tour, pour les seigneurs dudit lieu absens & non appelez, que ledit village de Hanongne estoit assis au bailliage de Vitri en fief mouuant de ladite baronnie du Tour: que les appellations des Officiers de Hanongne ressortissoient par appel par deuant le bailly du Tour: & dudit bailly du Tour, par deuant le bailly de Vitri ou son lieutenant à saincte Manehoult. Requeroit à ceste cause que lesdits habitans de Hanongne ne fussent compris esdites coustumes de Vermandois, comme suiets aux coustumes dudit bailliage de Vitri.

Ledit Moet procureur du Roy audit siege de Rheims, a dit que lesdits villages de Barbeuze, Hanongne & Brioules sur Meuze sont assis audedans de la preuosté de Rheims, & ont les habitans d'iceux acoustumé de tout temps & ancienneté sortir iurisdiction tant en premiere instance, que par appel, par deuant le bailly de Vermandois ou son lieutenant audit siege de Rheims: & qu'ils se trouueront infinis actes & registres concernans les proces des habitans desdits lieux, au greffe dudit siege. Et quant à la remonstrance faite par iceluy Colin, que ledit Colin n'auoit preuue ne procuration pour ce faire.

Par maistre Antoine cornet esleu pour le Roy en la ville de Roie soy disant procureur de maistre Gabriel cornet lieutenant ciuil & criminel du gouverneur de Roie, & de maistre Robert de Bieclame, & Florent aulne aduocat & procureur du Roy audit Roie, a esté dit & remonstré que le gouvernement de Peronne, Mondidier & Roie estoit distinct & separé dudit bailliage de Vermandois, n'estoit aucunement suiuet au ressort d'iceluy: & que par cy-deuant & de tout temps ledit gouvernement de Peronne, Mondidier & Roie a esté regi & gouverné par coustumes differentes à celles dudit bailliage de Vermandois: que pour exercer la iustice audit gouvernement y a vn gouverneur, lieutenans generaux & particuliers, ausquels sont adreesées commissions pour le Roy, pour ce qui concerne le gouvernement dudit pays, tant pour le ban, arriereban, emprunts sur les villes closes, soulte de cinquante milles hommes de pieds, qu'autres subides & aides, dont l'argent se porte en la generalité & recepte de Picardie, en la ville d'Amiens, tant par les receueurs du domaine, que des aides & taille. Dauantage que le Roy Loys douzième des l'an cinq cens & six auoit fait expedier lettres patentes adreesantes audit gouverneur de Peronne, Mondidier & Roie, pour accorder & reigler les coustumes dudit gouvernement. Suiuuant lesquelles en a esté fait & redigé vn cayer en la presence des gens des trois Estats d'iceluy gouvernement à ce deuëment appelez: lequel toutes-fois n'a encores esté porté en la Cour de Parlement à Paris, ne par icelle emologué: & que le seigneur de Humieres gouverneur dudit pays estoit à la poursuite pour obtenir lettres patentes du Roy à nous adreesantes, afin de nous transporter sur les lieux dudit gouvernement, pour rediger lesdites coustumes, pour soulager de frais les gens des trois Estats du pays, qui est à distance de trente à quarante lieuës de ceste ville de Rheims. Nous requeroit par ce moyen vouloir tenir excusez lesdits lieutenant, aduocat & procureur du Roy, s'ils ne comparoissent à l'assignation qui leur auoit esté donnée: & s'est offert audit nom d'obeir aux commissaires du Roy: & de faire le deuoir de leurs offices pour le fait de la redaction desdites coustumes, quand il nous plaira nous transporter esdites villes de Peronne, Mondidier & Roie, ou l'une d'icelles.

Le procureur du Roy, a dit que ledit Cornet n'auoit procuration suffisante pour faire ladite declaration, requerant par ce moyen default alencontre desdits officiers de Roie. Lequel default a esté par nous octroyé à faute de fournir de procuration vallable, portant tel profit que de raison.

Maistre Estienne Millet bailly de Rozoy, assisté de maistre Denis roland a remonstré pour le Duc de Niernois, qu'il estoit seigneur de Nouion sur Meuze, & des Fauxbourgs de saint Iulian de la ville de Maizieres, qu'il auoit iustice & maieur audit Nouion, qui ressortissoient en la ville de Maizieres: & que les habitans desdits fauxbourgs de Maizieres estoient iusticiables & responçables en tous cas par deuant les preuost & eschenins dudit Maizieres, &

Proces verbal.

par appel par deuant le bailly de Rethelois ou son lieutenant audit Maizieres. L'appel duquel ressortissoit par deuant le bailly de Vitri ou son lieutenant à sainte Manehoult, & qu'il estoit sous la coustume generale dudit bailliage de Vitri. Que toutes-fois ledit Duc à cause desdites seigneuries auoit esté appelé à la redaction des coustumes de Vermandois, a requis acte de ladite declaration, protestant que ce qui se fera, ne luy puisse preiudicier. Et pareille declaration a esté faite par ledit Roland pour lesdits habitans du bourg lez Maizieres, & qu'ils ne furent iamais suiets à autres coustumes que celles de Vitri, ainsi que sont les habitans de la ville de Maizieres, estans sous vne mesme seigneurie: protestant que ce qui s'en feroit en ladite assemblée, ne leur puisse preiudicier.

Le procureur du Roy, a dit que ledit Millet n'estoit fondé de procuration pour faire ladite declaration: a maintenu que Nouion sur Meuze & les fauxbourgs de saint Iulian sur Meuze estoient du ressort & siege presidial de Laon, & que les habitans dudit lieu y ont par cy deuant sorti iurisdiction en toutes instances ciuiles & criminelles.

Ledit Roland pour Damp Nicol Danguillart prieur du prieuré de saint Iulian lez Maizieres dependant de l'abbaye de Mouzon, a dit & déclaré que ledit prieuré de saint Iulian estoit assis audit bailliage de Vitri, preuosté de sainte Manehoult, & non au bailliage de Vermandois, & qu'il est sous la coustume de Vitri: protestant que ce qui sera fait ne luy puisse preiudicier, & en a requis acte.

Le procureur du Roy, a maintenu au contraire que ledit prieuré estoit en la preuosté de Rheims, & que de tout temps ledit prieur a acoustumé de respondre par deuant ledit bailly de Rheims.

Par ledit Roland pour les manans & habitans de Beaumont en Argonne, a esté dit, qu'en la ville de Beaumont y a loy & coustumes fondees en chartres anciennes, dont ils ont acoustumé d'vser de tout temps: selon lesquelles ils se veulent reigler, & non par autres: protestant que ce qui se fera en ladite assemblée, ne leur puisse preiudicier: & en a requis acte.

Et encores par ledit Roland pour les manans & habitans dudit Nouion, & pour les marguilliers de l'eglise parrochiale de nostredame dudit Nouion, & aussi pour les habitans de Maincourt, a esté dit que lesdits habitans de Nouion & Maincourt auoient iustice separee des bourgeois de Saint qui sont du bailliage de Vermandois: les appellations de laquelle iustice ressortissoient par deuant le bailly de Vitri ou son lieutenant à sainte Manehoult: n'estoient lesdits habitans du bailliage de Vermandois, ne sous la coustume d'iceluy: mais ont tousiours esté de la coustume du bailliage de Vitri, a laquelle ils se veulent reigler: protestant que ce qui se fera au contraire, ne leur puisse preiudicier: dont il a requis acte.

Le procureur du Roy, a soustenu au contraire, que lesdits villages sont assis en la preuosté de Rheims: & que de tout temps ils ont respondu par deuant le bailly de Vermandois, ou son lieutenant à Rheims.

Pour maistres Antoine du pré preuost de l'abbaye de saint Iean des vignes lez Soissons, & Nicol le poire procureur à Rheims a esté dit & remonstré, que ladite abbaye est assise és fins & limites de la preuosté de Pierrefons bailliage de Vallois. Auquel lieu les abbé & conuent dudit saint Iean des vignes ont tousiours respondu sans controuerse: & ne sont assis au bailliage de Vermandois.

Maistre Iean garnier preuost & garde pour le Roy de la preuosté de Compertrix, à remonstré pour les trois Estats de ladite preuosté appelez à la redaction des coustumes du bailliage de Vermandois, que combien que dès l'an mil cinq cens quarante trois ladite preuosté de Compertrix ait esté eclipsée du bailliage & preuosté foraine de Sens, & deslors vnie & annexee au siege particulier du bailliage de Vermandois à Chaalons: ce neantmoins les demeurans en ladite preuosté de Compertrix se sont tousiours gouuernez & gouuernent selon les coustumes du bailliage de Sens leur ancien ressort: où ils ont esté appelez à la redaction des coustumes, qui furent arrestees au mois de Nouembre, cinq cens cinquante-cinq: y ont la pluspart comparus & accordé lesdites coustumes, & contribué pour leur part aux frais. Requeroit qu'il fust par nous dit, qu'ils n'estoient tenus de comparoir à la redaction des coustumes de Vermandois, ne abstrains à garder & obseruer ce qui seroit par nous redigé desdites coustumes, ne pareillement contribuer & fournir aux frais necessaires.

Le procureur du Roy au siege de Chaalons a dit estre d'accord, que ladite preuosté de Compertrix a esté d'ancienneté du bailliage & ressort de Sens, & se reigler & gouuerner à la coustume dudit Sens. Toutes-fois que par edit du Roy fait en l'an mil cinq cens quarante-trois sur l'erection

rection du siege particulier de Vermandois audit Chaalons publié & enregistré en la Cour de Parlement, a esté distraite dudit bailliage de Sens, vnie & incorporee au siege & bailliage de Chaalons: & deslors toutes les appellations interiectees dudit preuost, ont ressorti par deuant ledit bailly de Vermandois ou son lieutenant à Chaalons: se sont rapportez à nous d'ordonner sur la remonstrece faite par ledit preuost de Compertrix: pourueu qu'en rien ne soit preiudicié au ressort dessusdits & vnion d'icelle preuosté audit siege de Chaalons.

Par ledit de Longueuille procureur du Roy audit Chaalons, a esté remonstré que l'an mil cinq cens quarante-trois, pour l'establissement dudit siege furent delaissez de l'ancienne preuosté foraine, les villages de Cheruille, Athis, Thou sur Marne, Trespal, Vaudemange, Billy, & Aigny: & depuis ledit temps les habitans desdits villages ont ressorti & respondu tant en matiere ciuile que criminelle, audit siege de Chaalons, & se sont tousiours reiglez à la coustume dudit Chaalons. Et par ledit Moet procureur du Roy audit Rheims, a esté soustenu au contraire, disant qu'en l'an mil cinq cens trente-trois ledit siege royal de Rheims fut erigé, & à iceluy attribuez lesdits villages: lesquels sont de tout temps du diocese & election dudit Rheims. Et au-parauant ledit temps estoient de la preuosté foraine de Laon, bailliage de Vermandois. Et depuis ledit temps les habitans d'iceux villages ont sorti iurisdiction tant en matiere ciuile que criminelle, par deuant le lieutenant du bailly de Vermandois audit siege de Rheims. Ont aussi les curez & vicaires desdites parroisses representé par chacun an les registres des baptesmes au siege presdial dudit Rheims. Neantmoins les officiers dudit Chaalons se sont efforcez par entreprinse clandestines tirer à leur ressort lesdits villes & villages: requerant que ledit de Longueuille fust debouté de la requeste par luy faite tendant à ce que lesdits villages ne soiét compris sous la coustume dudit Chaalons: & qu'au contraire iceux villages soient compris sous la coustume de ladite ville de Rheims. Sur lequel different auons renuoyé, & renuoyons lesdites parties à ladite Cour, au lendemain des Roys prochainement venant: pour icelles ouyes avec le procureur general du Roy, leur estre fait droit, ainsi que de raison.

Maistre Pierre morlin procureur de damoiselle Françoisse fretel vesue de feu François de Boffebec, escuyer, seigneur de Dautresche & Ponlandum, tant en son nom, que comme ayant la garde noble des enfans dudit defunct & d'elle, a remonstré que ladite damoiselle auoit esté adiournee à cōparoir par deuant le lieutenant de Noyon pour voir accorder le cayer des coustumes de Noyon, qui nous deuoit estre présenté, ou elle auroit enuoyé procuration, pour remonstrecer que les terres & seigneuries de Cheuilecourt, Martrois & Dautresche appartenans à ladite damoiselle en ladite qualité, n'estoient du bailliage de Vermandois, ains de Vallois: où il y auoit coustumes redigees, & emologuees, selon lesquelles se gouernoient lesdits seigneurs. Et par-ce que les officiers dudit Noyon n'auoient voulu recevoir sa remonstrece, ains auroient donné defaut contre elle, estoit comparu par deuant nous par vertu de la procuration speciale de ladite damoiselle, pour nous faire ladite remonstrece, à ce qu'elle soit comprinse esdites coustumes de Vermandois, requerant acte de sadite protestation.

Par ledit maistre Nicol le feure lieutenant general au bailliage & gouuernement de Coucy, a esté remonstré que ledit bailliage de Coucy est du tout distinct & separé dudit bailliage de Vermandois: qu'en iceluy y a bailly & gouuerneur, & que la comparition qu'il fait avec le procureur du Roy audit lieu de Coucy, est sans preiudice de leurs droits & prerogatiues, & sans entendre assubiectir & subalterner le siege de Coucy au bailliage de Vermandois, ains seulement pour obeir au Roy, & à la commission par luy à nous adressée, & d'accorder & rediger aucuns articles des coustumes locales & particulieres dudit Coucy, en ce qui est de l'ancien ressort du bailliage dudit lieu.

Par lesdits le Feure lieutenant, & Meigret procureur du Roy audit Coucy, a esté remonstré, que ledit bailliage de Pinon estoit du ressort de Coucy: & partant qu'il ne deuoit estre compris sous ledit bailliage de Vermandois, & preuosté foraine de Laon. Soustenu au contraire par le procureur du Roy audit Laon, maintenant iceluy bailliage estre du bailliage de Vermandois, & non dudit Coucy.

Nous sur lesdites remonstrances, declarations & protestations faites tant par lesdits officiers du Roy, qu'autres parties, sur lesquelles n'auons cy dessus dit & prononcé particulièrement, Auons ordonné qu'elles en auront acte pour leur seruir, & se pouruoir sur icelles, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison.

Ce fait, ledit procureur du Roy a dit, qu'à sa requeste & par vertu que dessus, & aux fins de ladite redaction, il auoit fait donner assignation à reuerend pere en Dieu messire Matthieu de

Proces verbal.

longue iouë euesque de Soissons, aux religieux, abbé & conuent de saint Nicolas de Ribemont, aux religieux, abbé & conuent de Honoblières, aux religieux, abbé & conuent de Mouzon, seigneurs de Qnt & Thuy : aux religieux, abbé & conuent de nostredame de Ham : aux religieux, abbé & conuent du mont saint Martin : aux religieux, abbé & conuent de saint Pierre : aux religieux, abbé & conuent du Recluy : aux doyen, chanoines & chapitre de saint Pierre au Paruy de Soissons : aux doyen, chanoines & chapitre de nostredame des Vignes dudit Soissons : aux religieux, abbé & conuent de saint Crespin en Chaye dudit Soissons : aux religieuses, abbesse & conuent d'Audecy. Dom Iean chauueau prieur de Neufville : au commandeur du mont de Soissons : aux doyen, chanoines & chapitre de l'église de Paris, à cause de leur seigneurie de Vviry, Maureude & Serincourt : aux religieux, abbé & conuent de Longbe : aux religieux, abbé & conuent de saint Denys en France seigneurs de Vieux lez Escry : aux religieux, abbé & conuent de saint Cornil de Compiengne, à l'aumosnier de l'abbaye de saint Pierre au mont, seigneur de Thougny en parties : aux religieuses, Prieuse & conuent de Vignelz : aux curez d'Espourdon, de Chailleurs, de Roquecourt, de Danisy, de Vviffignicourt, de Balauregny, de Bourguignon, de Vaucelles, de Siffonne, de Lapion, de Boncourt, de sainte Preuue, d'Antigny, de Troyen, de Crespy, de Chiures, de Veeffe, de Curieux, d'Augnicourt, de Plouuon, de Maigny, de Grantrieu, de Romerie, Brenot, Haris, Grouart, Laigny, Haultion, Bosmont, Fremont, Chaleuery, Barentoncel, Barenton, Vigny, Crecy sous Berlencourt, Luginis, Thernu, Lauregny, Dathis, Courtoizy, Chagnon, saint Martin, & saint Quentin de Soissons, de Serches, de Iouannes, de Thanieres, de Lhuis, de Bouy, de Quincy, de Bazoches, de Villefaouye, de Loupignes, de Fonfoiy, de Bray sous Clamecy, de Nantheuil la fosse, de Aizy, de la Faux, de Paigny : aux deux curez de saint Alpin de Chaalons : aux curez de saint Nichaise & saint Iean de Chaalons : aux curez de Boizeau, de Fauermont, de Maugarin, d'Escleres, de Villefacoufine, de Rampoz, de Ipecourt, de Fleury, de Charmontois l'Abbé, de l'Espine, de saint Martin à Courtisot, de Poix, de saint Germain la ville, de Francheville & Dampierre sur Moyure, de Coupeville lez Ormes, de saint Amand & Couleuancier, de Moncelz, d'Amblincourt & Aulnay Lestre, de Villotte, de Sapignicourt, Corbeille, Songey, Cernon sur Cole, Theuzy, Lestree, Compertrix, saint Gibrian, Matougues, Iallon, Cheruile, Champigneules, Therie, de Seuoy sur Cole, de Nuifement, de Brenay, de saint Quentin sur Cole, de Cheuiers, de Faux, de Coupez sur Cole, du petit Trouan, de Buffy Lestree, de Villeuenart, de Formentieres, de Bay, de Babinet, de Toillus, de Iosse, de Courgenay, de saint Martin sur le pré & Vignelz, de Champaubert, de Aigny sur Marne, de Thou sur Marne, de Billy, de Trespal & de Vaudemange. Au Duc de Lorraine, seigneur par indiuis avec le Roy, de Briecules sur Meuze, & de Bouren. A messire Iean bertrand garde des seaux de France, seigneur de Dine & Escuy. A messire Philippes daguerre, cheualier, seigneur de Moulincourt. A messire Anthoine de Neufville, cheualier, seigneur de Vaux : au seigneur de Vviuy le gay, & Plichy godan : au seigneur de Crespigny, à madame Françoise de Luxembourg princesse d'Aigremont, dame de Flain le martel : à dame Charlotte du puis, dame de Cheuannes, à Iean de Susanne seigneur de Therue, à Iean iacques, escuyer, seigneur de Sarny, à dame Charlotte de humieres, à dame de Campaigne, Ozias, de Longueual : au seigneur de Cheruusi, à dame Ieanne de Tinteuille vesue de feu Anthoine de cuuilliers seigneur d'Aippe, à dame Claude de condé vesue de feu Iean de cuuilliers en son viuant seigneur de Coucy & de Lestue : au seigneur d'Assi deuant Soissons : au seigneur de Frestois : au seigneur de Quincy : au seigneur de Feufroy : au seigneur de Ioy : au seigneur de Bray : au seigneur de Loupignes, à Iean de notengel seigneur de Trolly, à maistre Estienne farou : au seigneur de Nançay à cause de ses terres d'Estrees, vicomté & seigneurie de Maissenay & Vvadencourt : au seigneur de Marteuille : au seigneur de saint Simon : au seigneur de Braheu : au seigneur de Ioncourt : au seigneur de Champeau : au seigneur de Villecholles, à Iean de Longueual seigneur de Theuelles, à Georges de Vaupergnes seigneur de Fay, à Claude du pin seigneur de Serizy, à Anthoine rassart seigneur de Belly, à Raoul d'Amerual seigneur de Noyale, à Loys des fossez seigneur de Longchamp, à Anthoine d'Amerual seigneur de Parpe la ville, & Maisieres sur Oze, à Gilles de monfart seigneur d'Aure, à messire Anthoine de marnes, cheualier, seigneur de Mongenoux, à maistre François picart seigneur de Seigny : au seigneur de Seelles, à Anthoine de cadeuet & dame Magdelaine de Grandpré la femme seigneurs de Sery, à Iagues de chastillon seigneur dudit lieu, à Iean de la berquiere & Guillaume de montdoulcet seigneur dudit lieu, à Pierre de Vvarigny artaise, escuyer, seigneur en partie dudit Artaise, à Regnaut de lonuillé, Pierre de couarde, & Iagues du maire

maire aussi escuyer seigneurs en partie dudit Artaise, à Charles de Vaudemange seigneur d'Ouncourt, à Jean de Boutillac seigneur de Sermeuze, à Jean de la mose seigneur dudit lieu, au seigneur de Neufuizy, à Jaques de cuilliers, escuyer, seigneur de Roche, à Thomas de bohan & Jean d'Apremont seigneurs par indivis de Bonç, à Foucaut de Loyeuse, escuyer, seigneur des Aleuz, au seigneur des petites Armaises, à Adelphe de Lion, chevalier, seigneur de Chy, François de cadeuet seigneur des grandes Armaises, à Jean de richebourg seigneur de Marquigny, à Jean dauochart seigneur de Guicourt, à Alonce d'Eroly, escuyer, seigneur de Mugnimont, à Charles chamgiraut seigneur de chaigny, à maîtres Anthoine le doulx, Jean genaille, François l'aumosnier, Nicaise peze, & Loys lespinois cōseillers & magistrats au siege presidial de Laon, Pierre marquette enquesteur, Adam robert lieutenant du preuost de la cité de Laon, Innocent de martigny garde du seel de la baillie de Vermandois, Loys de cloistre enquesteur en ladite preuosté. A maistre Jean de martigny l'aîné, Lancelot de mange, Jaques marquette, Jean de mange le ieune, Quentin de martigny, Charles de flauigny, Jean martin, Jean regnier, Claude constant, Jean mochy, Jean chauveau, Jaques mairel, François mairel, Pierre de mange, Pierre cartin, Claude marquette, tous aduocats audit siege presidial. Maistre Pierre benoist, François morel, Jean de montzay, Regnault doulcet, Jean benoist, Noël bredame, Pierre gamelain, Hugues angier, Adam martin, Nicolas estienne, Nicolas robert, Pierre cauche, Claude fautre, Pierre guinet, tous procureurs audit siege. A Philippes de blois, Jaques de blois, Jean du cheffne, Nicolas, de blois, Regnault de mouchy, Philippes manet, Richard de lamer, Pierre robillard, Nicolas daffonuille, tous sergens royaux audit bailliage de Vermandois.

Cōtre tous lesquels & plusieurs autres manās & habitās audit bailliage de Vermādois, sur les frōtieres de ce royaume, adiournez à son de trōpe pour assister à la redactiō desdites coustumes, non cōparans, ny autres pour eux, ledit procureur du Roy a requis defaut, q̄ luy auons octroyé & par vertu d'iceluy ordōné, que nonobstant leur defaut, il fera par nous procedé à ladite redaction desdites coustumes, suiuant le vouloir du Roy: sauf, ou pēdant nostre seance, & non autrement, ils ou aucūs d'eux voudroiet cōparoir, ils serōt par nous ouys, & leur sera fait droit, cōme de raison.

Et ledit iour nous a esté presenté par ledit maistre Anthoine de mouchy procureur du Roy audit Laon, siege capital dudit bailliage de Vermandois, vn cayer des coustumes de la preuosté dudit Laon, escrite à la main, qui nous a dit auoir esté dressé par les lieutenans, conseillers, aduocats du Roy, aucuns des Estats de ladite preuosté, & luy avec eux assemblez en ladite ville de Laon, nous requerāt lecture d'iceluy cayer estre faite, en procedant par nous à la redaction desdites coustumes. Ce qu'auons ordoné estre fait par ledit maistre Nicol barēger: & à ceste cause auons fait faire le serment aux gens desdits trois Estats, qu'en leur loyauté & cōsciēces regardans au public, & delaisans toutes affectiōs priuees & particulieres, ils nous diront sur chacun des articles cōtenus audit cayer, s'il, & en quoy il est ancien, s'iet à reformation, correction, ou totale abrogation: pour par leur bon aduis le reformer, moderer ou totalement abroger. A laquelle nostre ordonnance ils ont obtemperé. Ce fait & aduenant le douzième & autres iours ensuiuans dudit mois de Nouembre audit an, nous ont esté presentez par lesdits de Longueuille procureur du Roy audit Chaalons, Le Chastelain, Macaire, Doffay, & le Feure lieutenant de Noyon, saint Quentin, Ribemont, & Coucy, certains cayers de coustumes d'iceux sieges, aussi escrits à la main: qu'ils ont respectiuellement dit auoir esté dressés par les officiers du Roy, en chacū desdits sieges: & eux avec lesdits officiers pour ce faire assemblez. Et par ledit Moet procureur dudit sieur audit siege de Rheims, nous a esté aussi presenté vn liure intitulé le Coustumier de Rheims imprimé par Nicolas bacquenois, l'an 1553. Nous requerans tant ledit Moet, que lesdits de Longueuille, le Chastelain, Macaire, Doffay & le Feure, que lecture fust faite d'iceux liure imprimé, & cayers escrits à la main, en procedāt par nous à la redaction desdites coustumes. Ce qu'auons pareillemēt ordōné estre fait par ledit Barenger, & enioint aux gēs desdits trois Estats de nous dire en leurs cōsciēces & loyauté: & par le sermēt que leur auōs fait faire par cy deuant, sur chacun article contenu esdits cayers & liure imprimé, s'il, & en quoy il est ancien, s'iet à reformation, correction, ou totale abrogation. A laquelle nostre ordonnance & inionctiō ils ont pareillemēt obtemperé. Ce fait, pource qu'il nous est apparu q̄ les rubriques & articles cōtenus tant ausdits cayers, qu'audit liure imprimé, n'estoiēt dressés & disposez en bon ordre & lāgage cōuenable, les auōs de l'aduis desdits Estats, & entant q̄ besoin estoit, de nouuel redigez & digerez ainsi qu'ils sont de present. Et aduenāt les Samedy xxj. & Lundy xxiiij. iours desdits mois & an, auōs fait faire de nostre redactiō lecture en plaine assemblee desdits estats. Et depuis auōs cotté en ce present nostre Proces Verbal les reformatiōs, correctiōs, innouatiōs

Proces verbal

& abrogations faites par l'aduis d'iceux Estats, ainsi & en la maniere qui s'ensuit.

L A O N.

Premierement, & de nostre ordonnance a esté faite lecture dudit cayer des coustumes de la preuosté foraine & cité de Laon, siege capital dudit bailliage de Vermandois. Duquel cayer ensuiuent les additions, innouations, corrections, abrogations & debats faits sur les articles contenus en iceluy.

De iustice, & droits appartenans aux hauts iusticiers.

Sous ledit tiltre & rubrique a esté faite lecture d'un article, qui estoit en l'ancien cayer, dont la teneur ensuit.

[Le Roy par la coustume generale du bailliage de Vermandois & preuosté foraine de Laon, a droit de preuention en toutes matieres criminelles & de delit, quel qu'il soit, sur & au contraire de ses vassaux & suiets hauts iusticiers bas & moyens: en telle maniere que s'il, ou ses officiers ont preuenu en information, decret & adiournement personnel, ou prinse de corps: en ce cas ledit sieur ne peut retenir la connoissance & correction, sans en faire aucun renuoy, quelque requeste que puisse faire le delinquant, le haut iusticier ensemblement, ou chacun à part.]

Lequel article a esté empesché par ledit l'Aignelet pour ledit cardinal de Lorraine: & ledit Roland pour ledit chapitre de Rheims, à cause des terres qu'ils ont en ladite preuosté foraine de Laon: & par ledit Herouet pour les doyen, chanoines & chapitre de Laon: & par ledit bailly de Marle, pour les Roy de Navarre & Duc de Guise. Tous lesquels ont remonstré, que combien que le procureur du Roy ait voulu soustenir la preuention mentionnee audit article, que toutes-fois elle a tousiours esté empeschée & cōduite par lesdits seigneurs hauts iusticiers: & qu'il ne se trouuera aucun arrest donné au profit dudit procureur general du Roy: contre lequel voulant soustenir ladite preuention, eux au cōtraire ont obtenu arrest. Mesmes ledit bailly de Marle a offert de faire apparoir promptement, que pour raison de ce, il y a appellation & litispēden- ce en ladite Cour de Parlement des cinquante-deux ans: au moyen dequoy ledit procureur general n'en peut pretendre paisible iouissance. Lesdits aduocats & procureur du Roy au contraire ont soustenu ladite preuention auoir eu lieu de tout temps, & qu'ils en sont en possession cōfirmee par plusieurs arrests de la Cour. Sur-ce la matiere mise en deliberation par l'aduis des Estats, auons ordonné que ledit article ne passera pour coustume, sans preiudice audit procureur du Roy, & aux seigneurs hauts iusticiers de leurs droits & pretendues possessions.

Sous le mesme tiltre a esté faite lecture d'un article qui estoit audit cayer à nous presenté, dont la teneur ensuit.

[Par ladite coustume, vsage ancien immemorial, au lieu qu'en plusieurs preuostez dudit bailliage, le Roy a preuention aussi bien és matieres civiles que criminelles, audit seigneur seul appartient la connoissance des appeaux de plaid & querelle, autrement appelez euocations de plaid & querelles: qui est telle, que tous litigans & plaidans par deuant quelque iustice subalterne que ce soit de ses suiets & vassaux, iusticiers bas & moyens, il loist au demandeur, & pareillement au defendeur, & à chacun d'eux, appeler ou autrement euocquer par appel de plaid & querelle la cause par deuant le bailly de Vermandois ou son lieutenant audit siege de Laon, qui retient la connoissance en premiere instance de la matiere, s'il trouue, les parties ouyes, qu'il y ait raison de ce faire. Comme si au lieu dont elle est euocquee, il n'y a point de conseil, ou s'il est de difficile acces, si la matiere est ardue, ou s'il trouue qu'il y ait quelque autre cause raisonnable pour retenir la connoissance. Autrement s'il trouue qu'il n'y ait cause d'en retenir la connoissance, il fait renuoy de la cause par deuant le iuge primitif, & condamne l'appelant aux despens de l'euocation & appel dessusdits.] Lequel article a esté rayé par l'aduis desdits trois Estats, nonobstant la remonstrance dudit procureur du Roy, & sauf à luy de se pouruoir selon les edits & ordonnances du Roy contre les hauts iusticiers & officiers, s'il se trouue qu'ils soient refusans, delayans ou negligens d'administrer iustice.

Ont esté aussi leus trois articles estans audit cayer, sous ledit tiltre, dont la teneur s'ensuit.

[Le Roy a aussi seul la cōnoissance des appeaux volages, qui est telle, que toutes les fois qu'un foy disant & maintenant possesseur d'aucun heritage, est trouble & empesché par trouble & empeschement de fait en sondit heritage par un autre, & il le trouue en iceluy son heritage luy faisant ledit trouble & empeschement: en ce cas il loist à tel possesseur, sans commission & ordonnance de iuge, de luy-mesme appeler promptement par appel volage, celuy ou ceux, qui auroit fait ou font ledit trouble à brief iour & heure: neãtmoins comparent & sont tenus comparoir les appelez en tel estat: c'est à dire avec les instrumens, armes & bastons, dont ils estoient garnis

garnis faifans ledit trouble de fait, par deuant le preuost de ladite preuosté foraine, qui est le iuge pour le Roy, & par deuant lequel ledit possesseur est tenu faire demande, & conclure formellement en matiere de nouuelleté, sans pouuoir prendre autres conclusions : sur lesquelles les appelez sont tenus respondre promptement, s'il ne leur est baillé delay. Et cela fait, doit ledit preuost renuoyer & remettre les parties en ses plaids ordinaires, s'il n'y a cause auant ce faire, d'adiuger quelque prouision, comme de sequestre, de fournissement, de complainte, ou autre.]

[Et desdits appeaux volages y a Greffier & greffe particulier. Lequel greffe se baille à ferme par monsieur le bailly de Vermandois ou son lieutenant general, avec les autres greffes & fermes appartenans au Roy à cause de son domaine : & dont fait recepte le receueur ordinaire du bailliage de Vermandois.]

[Toutes-fois y a plusieurs bourgs & villages en ladite preuosté, manans & habitans d'iceux, qui par cy deuant ont esté & sont encores exempts desdits appeaux volages, moyénant la redevance de deux sols parisis, que les non clerks & bigames desdits villages affranchis sont tenus payer par chacun an au Roy pour leur exemption: & dont le receueur fait recepte. Et est ladite redevance de deux sols parisis, appelee vulgairement Les feus du Roy. Lesquels articles par l'aduis des trois estats ont esté rayez, sauf ausdites parties de se pouuoir par deuant le iuge ordinaire, ainsi qu'il leur est permis de droit & par les ordonnances & edits du Roy.

Le premier article, commençant par ces mots, [Au Roy appartient,] a esté empesché par ledit bailly de Marle pour lesdits Roy de Nauarre & Duc de Guise: à sçauoir que ledit article passast pour coustume, remōstrāt que la iurisdiction des seigneurs est patrimoniale à eux octroyee par le Roy, en l'erection des fiefs à eux baillez: & partant que les iuges royaux ne doiuent auoir la connoissance en premiere instance sur les suiets, par concurrence ny autrement, des contractz par eux passez, encores qu'ils eussent esté receus par notaires royaux. Et où ils auroient esté adiournez par deuant eux, doiuent estre renuoyez par deuant les iuges en la iustice de leurs seigneurs. Soustenu par ledit procureur du Roy au contraire, & qu'audit seigneur appartenoit connoistre par preuention & concurrence non seulement des lettres obligatoires passees sous seal royal, mais aussi des cedulaes priuees, faites entre lesdits suiets. Surquoy auons ordōné qu'ils auront acte de leur dite remonstrance: neantmoins que suiuant l'aduis desdits estats l'article demeurera pour coustume, ainsi qu'il est couché.

Sur le deuxième, art. cōmēçant par ces mots. [Le bailly de Vermādois,] le procureur du Roy a requis qu'iceluy article soit redigé pour coustume, soustenant que de tout temps il a esté pratiqué & obserué. Ce qui a esté denié par les hauts iusticiers tant de l'estat de l'eglise que de noblesse, & empesché que l'article passast pour coustume: au moyen dequoy a esté ledit article remis à la Cour, & les parties renuoyees en icelle au lendemain des Roys prochainement venāt, pour icelles ouyes, ensemble le procureur general du Roy, en estre ordonné comme de raison, Et ce-pendant iouyront les parties ainsi qu'elles ont fait cy deuant.

Les articles troisième, commençant par ces mots, [Biens vaccans,] quatrième, commençant par ces mots, [Aux hauts iusticiers,] cinquième, commençant par ces mots, [Peuuet toutes-fois,] sixième, commençant par ces mots, [Et hors les cas dessusdits,] septième, commençant par ces mots, [Les bastards,] huitième, cōmēçant par ce mot, [Aubains,] neuvième, commençant par ces mots, [Toutes-fois ne peuuent,] & dixième, cōmēçant par ces mots. [Et appartiennent au Roy,] ont esté par l'aduis desdits estats pour l'aduenir, & sans preiudice du passé, redigez ainsi qu'ils sont, pour & au lieu d'aucuns articles, desquels la teneur s'ensuit.

[Par l'vsage, coustume & commune obseruance immemorale de ladite preuosté les successions & hoiries de tous bastards, espaues & aubains, qui decedent sans hoirs legitimes de leurs corps, sont & appartiennent au Roy, à cause de sa couronne & domaine dudit bailliage, sans ce qu'aucuns autres iusticiers, bas, ou moyens y puissent pretendre aucun droit, n'estoit qu'ils eussent tiltre, priuilege, lettres ou possession immemorale au contraire.]

[Et sont par ladite coustume & vsage reputez espaues ceux qui sont natifs hors du royaume, suiets neantmoins & demeurans audit royaume.]

[Et sont leurs enfans tenus & reputez Aubains, pareillement les enfans desdits bastards: en telle maniere que si leurs enfans, & semblablement les enfans desdits bastards, decedent & vont de vie à trespas sans hoirs legitimes de leurs corps, leurs biens & leurs successions appartiennent, comme dit est, audit seigneur Roy.]

[Et ne peut vn espaue ne le bastard, tester ne faire testament, & par iceluy disposer de ses biens, fors que de cinq sols.]

Proces verbal

[Mais vn aubain peut tester, & par iceluy son testament disposer de ses biens.]

[Et si peuuent les bastards, espaues & aubains acquerir, disposer & alierer tous & chacuns leurs biens, par disposition d'entre vifs.]

[Et ne se peut le bastard marier sans permission du Roy, si ce n'est avec vne personne de sa condition, sur & en peine d'encourir en droit de formariage, qui est la confiscation du tiers de tous ses biens.]

[Et pour auoir connoissance desdits bastards, espaues & aubains, ils sont tenus de payer par chacun an audit sieur ou à son receueur ordinaire de Vermandois douze deniers parisis au iour saint Remy: laquelle redevance est communement appelee droit de cheuaige. Lequel droit de cheuaige se souloit cueillir par cy deuant par le collecteur & receueur des morte-mains, qui estoit tenu mettre les deniers par luy receus es mains du receueur ordinaire de Vermandois, pour en tenir compte.]

Arti. 11.

Sur l'vnzième article, commençant, [Qui confisque le corps,] le procureur du Roy a soutenu que la confiscation en cas de crime de leze maiesté, soit diuine ou humaine, appartient au Roy. Ce qui a esté accordé par lesdits hauts iusticiers pour le regard du crime de leze maiesté humaine, & empesché pour leze maiesté diuine, prétendans audit cas de leze maiesté diuine la confiscation leur appartenir. Sur lequel different auons renuoyé les parties à la Cour au lendemain des Roys prochainement venant, pour icelles ouyes, ensemble le procureur general du Roy, en estre ordonné ainsi que de raison.

Des droits appartenans à gens mariez.

Arti. 17.

V dix-septième article, commençant par ces mots, [Homme & femme,] au lieu de ces mots, [du iour des nopces,] ont esté mis & adioustez par l'aduis desdits estats ces mots, [du iour de la benediction nuptiale.]

Arti. 19.

Au dix-neufième article, commençant par ces mots, [Femme mariee,] ces mots, [soit au preiudice d'elle ou de sondit mary,] ont esté mis & adioustez par l'aduis desdits trois estats, & pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

Arti. 20. 21.

En faisant lecture des articles vingtième, commençant par ces mots, [Le mary noble,] & vingtunième, commençant par ces mots, [Femme noble,] auons ordonné de l'aduis desdits estats, que la coustume particuliere de Soissons, par laquelle le suruiuant de deux conioints outre les meubles qu'il faisoit siens, iouyffoit de tous les acquests assis audit lieu de Soissons sa vie durant: au moyen dequoy il estoit tenu de l'accomplissement du testament, obseques & funerailles du premier conioint decedé: & neantmoins auoit la vefue, si elle suruiuoit, son douaire sur les autres heritages, que son mary auoit au iour de son trespas, & qui luy estoient escheus en ligne directe. Et qu'il estoit requis en ladite ville de Soissons, que ladite vefue fust noble comme son mary, auant qu'elle se peust tenir à la coustume des nobles, touchant la renonciation de communauté, & option de tenir les meubles & debtes. En ce qu'elle estoit contraire à la coustume generale, sera abrogee: & que d'oresenauant ladite ville de Soissons se gouvernera selon icelle coustume generale.

Arti. 26. 27.

Les articles vingt-six, commençant par ces mots, [Femme noble,] & vingt-sept, commençant par ces mots, [Ladite femme,] ont esté accordez en la maniere qu'ils sont: & l'ancienne solennité de ietter les clefs sur la fosse, dont l'on souloit vser par le passé, a esté par l'aduis desdits estats abrogee, comme barbare & defraisonnable.

De douaires.

Arti. 33.

AV trente-troisième article, commençant par ces mots, [Le douaire coustumier,] par l'aduis desdits estats au lieu de ces mots, [du iour de leurs nopces,] ont esté mis ces mots, [lors de la benediction nuptiale,] & la coustume particuliere de la ville de Vreuin, par laquelle les femmes mariees n'auoient aucun droit de douaire sur les heritages du mary, mais au lieu de ce prenoient de chacune espee de meuble vne piece à leur choix, a esté abrogee, & ordonné que d'oresenauant ladite ville de Vreuin se reiglera selon la coustume generale.

Arti. 34.

Le trente-quatrième article, commençant par ces mots, [Douaire prefix,] a esté accordé pour nouuel, au lieu qu'en l'ancienne coustume de ladite preuosté ladite vefue auoit le choix de demander & prendre douaire prefix ou coustumier, renoncer à l'un, & eslire celuy qui luy sembleroit le plus profitable des deux, quelque conuention qu'il y eust dudit douaire prefix. Laquelle ancienne coustume a esté de l'aduis desdits estats abrogee pour l'aduenir, & sans preiudice du passé.

L'article

L'article trente-cinq, commençant par ces mots, (Auel cas,) a esté accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé. Arti.35.

L'article trente-six, commençant par ces mots, (Douaire tant coustumier que prefix,) a esté accordé pour nouuel, entant que touche le douaire coustumier, lequel par cy deuant se deuoit demander par la vefue à l'heritier: & si ladite vefue auoit delaiissé par aucun temps à le demander, elle le perdoit pour le temps qu'elle auoit obmis à le demander. Arti.36.

Le quarante article, commençant par ces mots, (Si les heritages,) a esté accordé comme il est, en corrigeant de l'aduis desdits estats l'ancienne coustume, qui estoit, quand aucuns heritages tenus en douaires estoient prests à despouiller au temps du trespas de la douairiere, les heritiers ausquels appartenoit la propriété, emportoient la despouille, & prenoient l'heritage en la forme qu'il estoit, sans estre tenus d'aucune recompense des labeurs. Arti.40.

L'article quarante-deuxième, commençant par ces mots, (Si le mary,) depuis ces mots, (& si le mary les auoit vendus,) aura lieu pour l'aduenir, & sans preiudice du passé. Arti.42.

De don mutuel.

Les quarante-septième articles, commençant par ces mots, (Homme & femme,) & le quarante-huitième, commençant par ces mots, (Et saisist tel don mutuel,) ont esté par l'aduis desdits estats accordez pour l'aduenir au lieu d'aucuns anciens articles, qui ont esté corrigez par l'aduis desdits estats. Et desquels anciens articles la teneur s'ensuit. Arti.47.48.

(Par la coustume generale dudit bailliage & preuosté de Laon, don mutuel n'a lieu, & ne peuuent deux conioints par mariage donner l'un à l'autre aucune chose. Mais neantmoins ledit don mutuel a lieu és villes de Soissons, Vailly, & és villes qui se reiglent selon les coustumes desdits lieux: en telle maniere qu'homme & femme mariez esgaulx en santé, & dont l'un ne soit malade de maladie, qui soit à presumer mortelle, se peuuent donner l'un à l'autre par don mutuel tous leurs meubles & tous leurs heritages d'acquests, ou telle portion d'iceux, que bon leur semble. Et audit lieu de Soissons est requis qu'il y ait equalité d'age & de biens, & que les conioints n'ayent enfans de leur mariage: car audit lieu de Soissons s'ils ont enfans, ou sont l'un vieil & l'autre ieune: ou qu'à l'un appartient de son costé trop grande portion de biens, eu regard à l'autre, ledit don mutuel n'auoit lieu: & ne peuuent lesdits de Soissons & Vailly donner autres acquests, que ceux faits constant leur mariage.)

Et ne saisist tel don le suruiuant desdits conioints des biens à luy donnez par ledit don mutuel: mais est besoin qu'apres le trespas du premier mourant le suruiuant ait deliurance des biens tant meubles qu'heritages à luy donnez, par les executeurs du testament, ou heritiers du defunct. Et suffit quant aux meubles, d'auoir deliurance par lesdits executeurs: mais quant aux heritages, est besoin qu'ils soient deliurez par les heritiers, ou par iustice, s'ils en sont refusans, ainsi qu'escrit sera cy apres au chapitre des heritages laissez par testament.

De donations entre vifs.

L'article cinquante-vn, commençant par ces mots, (Toute personne,) & le cinquante-deuxième, commençant par ces mots, (Pere & mere,) ont esté accordez pour l'aduenir, & sans preiudice du passé. Arti.51.52.

Des testamens.

Le cinquante-huitième article, commençant par ces mots, (Auant qu'un testament,) & le cinquante-neufième, commençant par ces mots, (L'age pour pouuoir faire testament,) ont esté accordez par les estats pour auoir lieu à l'aduenir, & sans preiudice du passé. Arti.58.59.

L'article soixante, commençant par ces mots, (Toutes personnes,) a esté accordé pour l'aduenir, pour le regard de Soissons & Vailly: & la coustume particuliere dudit Soissons & Vailly, par laquelle on ne pouoit audit Soissons disposer que du quart du naissant seulement: & audit Vailly dudit naissant, sans le consentement de l'heritier, a esté abrogee par l'aduis des estats, & reduite à la generale.

Les articles soixante-vn, commençant par ce mot, (L'executeur,) soixante-deux, commençant par ces mots, (Mais ou le testateur,) soixante-trois, commençant par ces mots, (Legs testamentaires,) & soixante-sept, commençant par ce mot, (Toutes-fois,) ont esté accordez par les estats pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

Proces verbal

De successions.

Arti. 74. L'Article soixante-quatorze, commençant par ce mot, (Representation,) aura lieu pour l'aduenir és villes de Soissons, Vailly & Vreuin, qui sont remises à la coustume generale du bailliage de Vermandois, suiuant la requeste & consentement du procureur du Roy, & des procureurs des chapitres de Laon & Soissons, manans & habitans dudit Soissons, & par l'aduis de l'assemblee sans preiudice du passé, & des proces pendans, si aucuns en ya.

Arti. 75. L'article soixante-quinze, commençant par ces mots, (En ligne collateralle,) a esté accordé pour l'aduenir, ce requerant le procureur du Roy, & sans preiudice du passé, nonobstant l'empeschement & opposition de Jean de Courtignon seigneur de Landricourt, & de maistre Claude deuet bailly de Ham, dont ils ont esté deboutez.

Arti. 76. L'article soixante-seize, commençant par ces mots, (Enfans de plusieurs freres,) aura pareillement lieu pour l'aduenir, & sans preiudice du passé.

Arti. 81. 82. L'article quatre-vingts vn commençant par ce mot, (Heritages,) depuis ces mots, (sinon au cas,) & l'article quatre-vingts deux, commençant par ces mots, (Et si le defunct,) ont esté adioustez par l'aduis des estats pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

Arti. 85. Le quatre-vingt-cinquième article, commençant par ces mots, (Si dedans les dix ans,) a esté debatu & empesché par ledit Beguin au nom & comme procureur dudit reuerendissime cardinal de Lorraine, comme seigneur de la ville de Vailly, & des villages de Chauonnes, Parquy, Filam, Izy & Ioy, à cause de son archeuesché de Rheims, & comme seigneur de Corbeny & de Cranle, à cause de son abbaye de saint Remy dudit Rheims: & des religieuses, abbesse & conuent de saint Pierre dudit Rheims, comme dames de Vauxmonstreuil, Vvignicourt, Gerzicourt, Godelencourt & Gobrezicourt, disant que par l'ancienne coustume de ladite preuosté de Laon aucun n'estoit receuable de soy declarer heritier dudit defunct l'an passé: sinon qu'il fust releué par lettres royales, que suiuant lesdits seigneur & dames sont en possession & iouissance de pouuoir ledit an passé prendre & appliquer à eux & à leur profit les biens dudit defunct. Nonobstant lesquelles remonstrances desdits estats, auons ordonné que ledit article passera pour coustume pour l'aduenir, & sans preiudice du passé. Et neantmoins auons déclaré que n'entendons preiudicier aux droits & possessions desdits seigneur & dame: pour lesquels ils demeureront en leur entier.

A esté faite lecture d'un article dudit cayer ancien, dont la teneur ensuit.

(Mais en la ville de Vreuin, si deux conioints par mariage ont enfant ou enfans procrez de leur mariage, incontinent tous leurs heritages soient acquest ou naissant, de quelque lieu qu'ils soient venus ausdits conioints ou l'un d'eux, sont reputez communs entre lesdits conioints. Et posé que l'un en eust plusieurs, & l'autre nuls: neantmoins tout est commun, & est réputé appartenir à eux, chacun par moitié, & à leurs hoirs. Et ne peut l'un des conioints, posé que ce fust le mary, vendre que la moitié desdits heritages, sans congé de l'autre. Et apres l'un desdits conioints decedé, les enfans ou enfant emportent pour eux & leurs hoirs la moitié de tous lesdits heritages à cause de leur pere ou mere trespassez. Et si lesdits enfans sont decedez, le suruiuant emporte ladite moitié, comme à luy appartenant pour luy & ses hoirs. Mais si lesdits conioints n'auoient eu enfans constant ledit mariage, l'heritage de chacun d'iceux leur demeurera sans auoir aduantage l'un sur l'autre.) A la lecture duquel article a esté requis par le procureur du Roy, qu'il fust rayé & abrogé, & la coustume de Vreuin reiglee selon la coustume generale. Ce qui a esté par nous ordonné, suiuant le consentement du bailly de Marle pour le Roy de Nauarre, dont est tenuë ladite ville de Vreuin: & de Cambray procureur desdits habitans de Vreuin, & par l'aduis de l'assemblee.

A esté pareillement faite lecture d'un art. contenu audit ancien cayer, dont la teneur ensuit.

(En la ville de Laon & banlieuë d'icelles les biens meubles d'un enfant mineur, c'est à sçauoir d'un fils, qui n'a quatorze ans complets, d'une fille qui n'a douze ans entiers, sont reputez naif sans ausdits enfans: en telle maniere que les heritiers du costé, desquels viennent lesdits biens meubles, posé qu'ils leur soient plus loingtains de lignage qu'autres, luy succedent esdits meubles. Et pareillement és heritages qui auoient esté acquests de tels meubles constant la minorité desdits enfans qui decedent en ladite minorité. Mais s'ils decedent ayans aages, leursdits meubles leur sont reputez meubles selon la coustume generale de ladite preuosté.) Lequel article par l'aduis des trois estats, & suiuant le consentement des deputez de la ville de Laon a esté abrogé: & a esté ordonné par nous, que ladite ville de Laon & banlieuë se reigleroit selon ladite coustume generale.

De

De rapports qui se doivent faire en partage.

L E quatre vingthuitiesme article commençant par ces mots, (Enfans auxquels ont esté donnez,) a esté accordé pour l'aduenir, pour le regard des rapports des meubles, qui ne se faisoient par l'ancienne coustume. Art. 88.

Les articles quatrevingtquatorze, commençant par ces mots, (Pere, mere :) quatrevingt quinze, commençant par ces mots: (Deniers desbourfez:) quatrevingtseize, commençant par ces mots, (Mais si tels deniers:) & quatrevingtdixsept commençant par ces mots, (Pere ou mere,) ont esté accordez pour auoir lieu à l'aduenir. Art. 94. 95. 96. 97.

Ledit maistre Denys roland a dit auoir mandement special pour les habitans du village d'Escordal, pour declarer qu'iceluy village d'Escordal de tout tēps & ancienneté s'est regy & gouverné selon la coustume de Vreuin, ainsi qu'il est porté par la chartre, qu'en ont lesdits habitans: & qu'ils entendent estre reglez & gouvernez pour l'aduenir, par ladite coustume de Vreuin, & non par autres que par ladite coustume de Vreuin: par laquelle vestures, frais de nopces, pots, pastelles, & autres meubles donnez ne se rapportent, fors le bestail & argent, qui se rapportent par ceux qui veulent succeder aux donations avec les heritages à eux donnez. Sur quoy auons ordonné qu'il aura acte de ladite remonstrance. Et neantmoins suyuant l'aduis & accord de l'assamblee, ladite ville de Vreuin se reglera d'oresenauant selon la coustume generale de Laon: & sera ladite pretēdue coustume de Vreuin abrogee sans preiudice du passé, des droits acquis aux parties & procez pendans & indecis.

De meubles & acquests.

L Article cent deux commençant par ces mots, (Moullins tournans à vent,) est accordé nouuel pour le regard de l'artillerie & instrumens seruans à icelle, & ancien pour le surplus. Art. 101.

Les articles cent quatre commençant par ces mots, (Aussi le poisson,) cent cinq commençant par ces mots, (Pareillement bois taillis,) & cent six commençant par ce mot, (Toutefois,) ont esté accordez pour auoir lieu à l'aduenir. Art. 104. 105. 106.

D'heritage propre, vulgairement appelle, Naissant.

L Es articles cent neuf commençant par ces mots, (Et si elle a esté,) & cent vnze commençant par ces mots, (Et si lesdits deniers,) ont esté pareillement accordez pour auoir lieu à l'aduenir. Art. 109. 111.

De rentes, hypothecques & nantissements.

A L'article cent seize cōmençant par ce mot. (L'acquireur,) par l'aduis des Estats ont esté adioustez ces mots, (& sans discussion preallable. Art. 116.

L'article six vingt trois commençant par ces mots, (Mais apres,) & six vingt cinq commençant par ces mots, (Sentences de iuges,) ont esté accordez pour l'aduenir. Art. 123. 125.

Les articles six vingt sept commençant par ces mots, (Le porteur de lettres,) & six vingt vnze commençant par ce mot, (Toutefois,) ont esté adioustez pour auoir lieu à l'aduenir. Art. 127. 131.

De saisine & dessaisine, vulgairement appelle, Vest & deue st.

L Article six vingt quatorze commençant par ces mots, (Celuy qui par default,) a esté par l'aduis des estats mis au lieu d'un ancien article contenu audit cayer, duquel la tenneur ensuit. Art. 124.

(En ladite preuosté se font ordinairement poursuittes, que lon appelle actions en matieres de simples saisines: esquelles actions, posé qu'il n'y ayt tiltres qu'aucun iouyssant paisiblement d'aucuns heritages, cens ou rentes incorporees, est troublé audit heritage, ou en la perception dudit cens ou rente, il se peut complaindre audit cas de simple saisine dedans les deux ans prochains ensuyuans ledit trouble, & baptiser possessions, comme en cas de nouuelleté: sauf qu'il n'a iouy par les ans derniers prochains precedans le trouble: mais puis dix ans, & parauant: & qu'il n'a esté troublé deuant l'an, mais depuis dix ans, & en prouuant sa iouyssance, & mesme qu'il ayt iouy de l'heritage, ou perceu la réte, dont il s'est complain, par vne année seulement, ou plus, puis dix ans, & parauant lesdits dix ans: & que neantmoins il ayt esté troublé, il obtient audit cas de simple saisine.

Proces verbal

Art. 137. L'article six vingt dixsept commençant par ces mots, (L'acheteur d'heritage,) aura d'orel-
enauant lieu en la ville de Soissons:& certain article contenu audit ancien cayer, dont la te-
neur s'ensuit,

En la ville de Soissons y a droit de vente de seize deniers pour franc, & de payer gands, qui
est le droit de vesture, avec deux deniers parisis, auant que partir du lieu: sur peine de sept sols
six deniers, aualués à quatre sols six deniers parisis d'amende. A esté par l'aduis des estats abro-
gé, & par nous ordonné que la ville de Soissons se reglera selon la coustume generale de Laon.

De Prescriptions.

Art. 145. L'Article sept vingt cinq commençant par ces mots, (Toutes seruitutes,) a esté accor-
dé pour coustume nouvelle, & certain article cōtenu en l'ancien cayer, dont la teneur
s'ensuit, (De veuës, esgouts & cisternes faites & euës sans l'expres consentement des
voisins, ou autres y ayans interest, l'on n'acquiert possession en ladite preuosté: & ne peut on
prescrire pour quelque long temps qu'elles ayent esté faites, & qu'on les ayt eu, s'il n'y a de ce
lettres & tiltres,] a esté par l'aduis des Estats abrogé, à cause que le pays de Laonnois est limi-
trophe, & pour les guerres & incursions d'ennemis, qui sont frequentes audit pays, les lettres
& tiltres peuuent souuent estre perdues.

Art. 146. L'article sept vingt six commençant par ces mots, (A qui appartient le rez de la chaussee,)
a esté accordé pour l'aduenir sans preiudice du passé.

De Fiefs.

Art. 147. L'article sept vingt septiesme commençant par ces mots, (Quand aucune personne,)
A ont esté adioustez ces mots, (Encores qu'il n'y eust qu'un seul manoir.)

Art. 148. Les articles sept vingt huit cōmençats par ces mots, (Et où il y auroit aucū parc,)
149. & sept vingt neuf commençant par ces mots, (Et où dedans la closture,) ont esté par l'aduis
des Estats adioustez pour Coustumes nouvelles.

Art. 150. 151 Sur la lecture de l'article sept vingt dix commençant par ces mots, (Au fils aîné appar-
tient,) & sept vingt vnze commençant par ces mots, (Et où il n'y auroit que deux fils,) lesdits
baillifs de Marle & de Ham pour le Roy de Nauarre ont remonstré que la diuision des fiefs,
qui s'est faite par cy deuant en la preuosté de Laon, apporte grande incommodité au public, à
cause de la diminution des grandes maisons, qui aduient en diuisant lesdits fiefs entre plusieurs
enfans: que aussi les seigneurs feodaux y ont grans dōmages & interests: lesquels par le moyen
de telles diuisions perdent la connoissance de tels vassaux: & les fiefs qui sont sortiz de leurs
mains, grands & de bon reuenu, sont maintenant ancantiz & de petite valeur, estans en plu-
sieurs mains. A ceste cause qu'il estoit grandement utile pour le seruice du Roy & defence du
pays, qui est limitrophe & luet aux guerres, que les bonnes maisons des seigneurs & gentils
hommes demeurassent entieres: & que la coustume du pays Laonnois fust reglee & reformee
selon les coustumes des pays voisins, qui sont Ribemont, Noyon, Sainct Quentin, Coucy,
Chauny, Peronne, Montdidier & Roye: par lesquelles les fiefs demeurent entiers aux aînez.
Nous requerans sur ladite remonstrance prendre l'aduis des Estats, & leur faire droit. La ma-
tiere mise en deliberation, par l'aduis des Estats a esté ordonné que l'ancienne coustume de-
meurera ainsi qu'elle est couchee par l'article.

Pareillement ledit maistre Denys roland pour ledit Jean de panace escuyer seigneur de la
Neufuille au Tour, a remonstré que ledit article estoit fort onereux & dommageable aux fil-
les, que l'aîné eust le chef lieu avec la moitié du fief, & qu'en l'autre moitié le fils puîné print
deux fois autant que la fille: qu'il aduenoit par ce moyen qu'elles auoient bien peu de biens de
la succession de leur pere. A ceste cause requeroit que ladite coustume fut corrigee, reformee
& redigee à la coustume de Vitry, & acte luy estre baillé de sa remonstrance. Auons ordonné
qu'il aura l'acte par luy requis: que neantmoins la coustume demeurera comme elle est.

Et quant à la coustume particulière de Soissons mentionnee en certain article dudit ancien
cayer, dont la teneur s'ensuit, [En la ville de Soissons s'il y a plusieurs fils & filles, l'aîné empor-
tera le principal manoir, le nom, cry & armes, où n'y a qu'un seul fief. Et le reste de tous iceux
fiefs se partira esgalement entre ledit aîné & les puînez: & auront les fils autant que les filles:
Mais s'il y a plusieurs fiefs, ledit aîné emportera hors part l'un des fiefs, lequel qu'il voudra choi-
sir: & tous les autres se partiront esgalement, comme dessus est dit.] Ladite coustume & au-
tres coustumes specialement introduites audit Soissons, Vailly, & autres lieux de ladite pre-
uosté

uosté foraine de Laon, ont esté par l'aduis desdits Estats, abrogees, & le tout réglé à la coustume de la preuosté foraine dudit Laon.

Le sept vingt quatorze article commençant par ces mots, [Representation a lieu en ligne directe,] aura lieu pour l'aduenir, pour le regard de la representation en ligne collateralle : & pour le surplus, est l'article ancien. Art. 154.

L'article sept vingt seiziesme commençant par ces mots, [La fille de l'ainé,] aura pareillement lieu pour l'aduenir. Art. 156.

L'article huit vingt trois cōmençant par ces mots, [En ladite ligne,] pour le regard de la representation mentionnee en iceluy, aura lieu pour l'aduenir seulement, & en consequence des articles precedens. Art. 163.

L'article huit vingt sept commençant par ces mots, [Le frere ainé,] & l'article huit vingt huit commençant par ces mots, [Si la fille,] par l'aduis desdits Estats auront lieu pour l'aduenir seulement, & sans preiudice du passé: nonobstant les remonstrances faites par ledit Beguin esdits noms, disant que par l'ancienne coustume le frere ainé seul pouuoit porter la foy pour ses freres & sœurs: mais que pour cela lesdites sœurs n'estoient acquitees de leur premier mariage: tellement que si elles se maryoient, leur estants eschez aucuns fiefs, ores que leur frere ainé eust porté ladite foy pour elles, leurs marys estoient neantmoins tenus de payer relief. Art. 167.
168.

Auquel Beguin esdits noms, auons declaré que n'entendons preiudicier aux droits & possessions, esquels il a requis lesdits seigneur & dame estre maintenez, suiuant ladite ancienne coustume: pour lesquels ils demeureront en leur entier.

L'article huit vingt treize commençant par ces mots, [Toutesfois la diligence du vassal,] aura lieu pour l'aduenir. Art. 173.

L'article huit vingt seize cōmençant par ces mots, [Et autres contracts,] a esté empesché par ledit Beguin aux noms que dessus, & par ledit bailly de Marle pour le Roy de Nauarre, & duc de Guise, disans que pour l'ancienne coustume en toutes donations pures, simples ou remuneratoires: & pareillement és contracts d'eschange est deu pour raison d'iceux le quint denier, & non droit de relief: car en donation remuneratoire & eschange, les biensfaits qui viennent en remuneration, & les choses donnees en contreschange sont reputez estre le pris de la chose donnee ou eschangee. Et quant aux donations simples, le donnataire, à qui la chose appartient par liberale volōté & sans charge, n'est greué de payer le quint denier de la valeur de la chose donnee: & ne peut estre de meilleure condition que celuy auquel elle est donnee, à la charge que lesdits seigneurs ont droit, & sont en possession immemoriable de percevoir quint denier, pour raison des contracts mentionnez audit article. La matiere mise en deliberation, l'article ainsi qu'il est couché, a esté accordé pour l'aduenir, sans toutesfois preiudicier aux droits & possessions immemoriables desdits seigneurs, pour lesquels ils demeureront en leur entier. Art. 176.

L'article neuf vingt vn commençant par ces mots, [Et où il se trouueroit,] a esté par l'aduis des Estats adiousté comme nouuel, pour obuier aux fraudes, qui se font tous les iours par contracts simulez. Art. 181.

Sur l'article neuf vingt six commençant par ces mots, [Si le sieur est refusant,] ledit bailly de Marle pour les Roy de Nauarre & duc de Guise a remonstré qu'entant que touche la complainte, dont est faite mention audit article, les seigneurs seroient greuez, si ladite complainte se faisoit par deuant le iuge Royal, & non par deuant le bailly du haut iusticier, d'autant que par ce moyen le iuge Royal connoistroit des adueuz & denombrements, & par consequence des droits feodaux. Et a ledit bailly requis que l'vsance ancienne soit gardee, qui estoit de former opposition ou appel. Sur quoy par l'aduis de l'assemblee auons ordonné que ledit article demeurera ainsi qu'il est redigé, sans preiudice du passé: & aura ledit bailly acte de ses remonstrances. Art. 186.

Les articles neuf vingt seize commençant par ces mots, [Le vassal qui commet felonnie,] & neuf vingt dixneuf commençant par ces mots, [Le vassal qui a desaduoué,] ont este accordez pour l'aduenir, nonobstant les remonstrances dudit Beguin esdits nōs, disant que par l'ancienne coustume pendant lesdits procez, le fief du vassal demeuroit neantmoins saisi. Art. 196.
199.

L'article deux cens trois commençant par ces mots, [Le vassal,] est nouuel pour le regard de ce que le vassal est tenu de retourner dedans quarante iours apres son denombrement baille par deuers son seigneur feodal: & que à faute de ce faire il peut estre saisi: & en consequence est aussi nouuel l'article deux cens quatre commençant par ces mots, [Si le vassal,] & deux cēs Art. 203.
204.

Proces verbal

cing commençant par ces mots, [Où le seigneur feodal.]

Ar. 214.
215. A l'article deux cens quatorze commençant par ces mots, [Le seigneur feodal,] par l'aduis des Estats ont esté mis ces mots, [sinon que le vassal eust iuste & probable cause d'erreur.] Et pareille addition a esté faite à l'article deux cens quinze commençant par ces mots, [Et celuy qui a obtenu.]

Art. 220. A l'article deux cens vingt commençant par ces mots, [Et sont tenus lesdits vassaux,] ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Et pourueu que ledit seigneur y soit en personne, & fil y est par procureur, ne sont tenus y estre en personne, mais par procureur spécialement fondé: encores que lesdits vassaux fussent sur les lieux.]

De retrait lignager & feodal.

Art. 225. L'Article deux cens vingt cinq commençant par ces mots, [Quand aucun a vendu,] depuis ces mots, [Et fil est de franc aleu,] aura lieu pour l'aduenir.

Art. 230. L'article deux cens trente commençant par ces mots, [Le lignager,] aura lieu pour l'aduenir.

Art. 235. L'article deux cens trentecinq commençant par ces mots, [N'est requis d'offrir,] a esté accordé pour l'aduenir.

Art. 236. L'article deux cens trentesix commençant par ces mots, [Et où le retrayant,] en ce qui est porté que le retrayant est tenu rembourser l'acquireur dedans vingt quatre heures apres qu'il aura baillé ses lettres d'acquisition, & fait les autres choses contenues en l'article, est nouuek par ce que par la coustume ancienne il estoit tenu rembourser promptement.

Art. 239. Sur la lecture deux cens trenteneufiesme article commençant par ces mots, [Si par vne mesme vendition,] f'est meue difficulté, sur ce qu'aucuns disoient, qu'au cas dudit article le retrayant deuoit prendre tous les heritages vendus par mesme cōtract, & par vn seul pris, si bon sembloit à l'acheteur, ou tout laisser. Autres disoient, que lon se deuoit reigler à vn certain article dudit ancien cayer, contenant que si aucun par vne mesme vendition vendoit plusieurs heritages, les aucuns venans d'acquest, & les autres de naissant ou diuers naissans: en ce cas le retrayant pouuoit retraire ce qui est de son naissant, costé & ligne: & requerir l'estimation de chascune d'iceluy, eu esgard à l'estimation de chascune des pieces vendues, selô ladite estimation. Et fil y auoit naissant de plusieurs lignes, chascun lignager, dont procedoit ledit naissant, pouuoit retraire l'heritage venu de sa ligne, pour l'estimation qui en seroit faite eu esgard au pris principal de ladite vendition. Par l'aduis des Estats pour temperer l'article, & accorder les opinions, auons ordonné que ces mots seront adioustez à l'article, [Sinon qu'iceluy acheteur eust grad & notable interest & incommodité de laisser vne des choses sans l'autre: auquel cas tel retrayant est tenu de tout prendre, ou tout laisser.]

Art. 243. L'article deux cens quarantetrois, commençant par ces mots, [Le retrayant,] a esté accordé pour nouuel depuis ces mots, [Et où il en auroit fait d'autre.] Et a esté certain article contenu audit ancien cayer, corrigé, en ce que par iceluy le retrayant estoit tenu de restituer toutes impenses vtils faites par l'acquireur, auant qu'il eust esté requis de delaisser la chose par retrait.

Art. 249.
250. 251. Les articles deux cens quaranteneuf commençant par ces mots, [Quand l'heritage,] deux cens cinquante commençant par ces mots, [En ce cas,] & deux cens cinquante vn commençant par ces mots, [Toutefois où celuy,] ont esté accordez pour l'aduenir, au lieu de deux articles contenus audit ancien cayer, dont la teneur ensuit.

L'heritage retrait par retrait lignager est reputé acquest au retrayant: & fil est marié, c'est acquest commun aux conioints. Parquoy si lesdits retrayans le vendent, il ne choira en retraite.]

[Et neantmoins les heritiers de celuy, du costé duquel a esté faite retraite, pourront auoir tout ledit heritage, si bon leur semble, en restituant la moitié du fort principal & fraiz de ladite retraite aux heritiers de l'autre conioint, ou autre conioint, fil suruiuoit.]

Art. 252.
253. 254.
255. 256. Les articles deux cens cinquante deux commençant par ces mots, [Les choses adiugees,] deux cens cinquante trois commençant par ces mots, [Le fils peut retraire,] deux cens cinquante quatre commençant par ces mots, [Le fils ou autre lignager,] deux cinquante cinq commençant par ces mots, [Le lignager,] & deux cens cinquante six commençant par ces mots, [Ou l'acheteur seroit absent,] ont esté adioustez pour auoir lieu à l'aduenir, & sans preiudice du passé.

Sur

Sur l'article deux cens cinquante sept commençant par ces mots, [Le seigneur feodal peut Art. 257. retenir,] ledit baillly de Marle a requis qu'il fut permis au seigneur foncier de retenir les choses tenues en censive, ainsi qu'il est permis au sieur de fief de retenir par puissance de fief, les fiefs vendus mouvant de luy. La matiere mise en deliberation, par l'aduis des Estats a esté ordonné que ledit droit de retention n'aura lieu és choses tenues en censive.

L'article deux cens cinquante huit commençant par ces mots, [Le seigneur retenant par Art. 258. puissance de fief,] a esté accordé pour nouuel, & deux articles qui estoient audit ancien cayer, ont esté rayez: de lesquels deux articles la teneur ensuit.

[Et faut noter que ledit sieur n'est tenu rendre à l'acheteur que les quatre parties, dont les cinq font le tout, des deniers dudit vendage: pour ce que le vendeur par iceluy vendage luy devoit le quint denier dudit pris principal: lequel quand reprendra l'acheteur dudit vendeur, avec lesdites quatre parties, en quoy il sera rempli du total du principal achat: & avec ce est tenu ledit seigneur des vins, frais de lettres, meliorations, & autres choses vrayemét tirees, pour cause dudit vendage.

Mais si ledit vendage estoit fait de frâcs deniers au vendeur, ledit seigneur seroit tenu payer entierement lesdits deniers principaux. Pour ce qu'en ce cas l'acheteur seroit tenu du quint & requint: & que lesdits quint & requint sont confuz & estaints en la personne du seigneur, qui est en faisant ladite retraite au lieu de l'acheteur,]

L'article deux cens soixante commençant par ces mots, [Le fief retenu par puissance de Art. 260. fief,] a esté accordé pour l'aduenir au lieu de deux articles contenuz audit ancien cayer, desquels la teneur ensuit.

[Qu'apres ladite retraite faite par puissance de fief, ledit sieur peut, si bon luy semble, sans congé de son seigneur suzerain, ne pour ce, luy payer aucuns droits ou deuoirs, védre, donner, ou autrement aliener ledit fief par luy retrait dedans l'an & iour du iour d'icelle retraite. Et si il le fait, le fief retourne en son premier estat.

Mais si l'en fait alienation, & ne le met hors de ses mains dedans ledit temps: en ce cas ledit fief retrait est reuny & consolidé avec le fief, dont il estoit tenu, & sont faits vn mesme fief: lequel ledit seigneur de là en auant ne peut desmembrer, sans le consentement du seigneur suzerain.

De bail & garde noble d'enfans mineurs.

L'Article deux cens soixante vn commençant par ces mots, [Il est loisible,] a esté par l'assem- Art. 261. blee accordé pour nouuel, en ce que la garde noble est deferee au pere & mere, & non à l'ayeul ayeule, freres, sœurs & autres parens en ligne collateralle. Ce qui estoit par l'ancienne coustume: laquelle en ce a esté abrogee par l'aduis des Estats, & à leur requeste: nonobstant l'empeschement dudit Beguin ausdits noms, & sans preiudice des droits & possessions immemorales, que lesdits seigneur Cardinal & Religieuses, Abbessse & cōuent de sainct Pierre dudit Rheims, ont, ensuiuant ladite ancienne coustume. Pour lesquels droits & possessions, lesdits seigneur & dames demeureront en leurs entiers.

De société & communauté de biens.

Les articles deux cens soixantecinq commençant par ces mots, [Quand l'vn des deux con- Art. 265. ioints,] & deux cens soixantefix commençant par ces mots, [Et où ledit suruiuant,] & deux cens soixantesept commençant par ce mot, [Société,] ont esté accordez pour l'aduenir, sans preiudice du passé, pour & au lieu de cinq articles contenus audit ancien cayer. Desquels articles, qui ont esté de l'aduis desdits estats corrigez & abrogez, la teneur ensuit.

[Quand aucuns s'accompagnent & demeurent ensemble viuans de marchandise ou labours, & ne font qu'une bourse, ils sont reputez communs en biens: & posé que l'vn y ayt porté plus que l'autre, s'ils n'en ont fait traité ou paction par auant, tout ce qu'ils acquierent, gagnent ou perdent, est réputé estre au proufit ou preiudice de l'vn comme de l'autre. Et si l'vn alloit de vie à trespas, les biens se partiroient esgalement entre le suruiuant & l'heritier du trespasé.

Mais si l'vn d'eux auoit des heritages à luy appartenants auant ladite société, ou qu'ils luy fussent escheuz constant icelle, combien que les fruits escheuz pendant ladite société fussent communs: ce neantmoins lesdits heritages appartiendroient à celuy seul, auquel ils apparte- noient, ou seroient escheuz à son heritier.

Et ne seroit tenu le suruiuant des debtes deuës par le premier decedé auant ladite société:

Proces verbal

mais en seroit tenu l'heritier seul. Semblablement ne seroit l'heritier du defunct tenu des debtes faites par le suruiuant auant ne depuis ladite societé.

Si vne femme apres le trespas de son mary se tient avec ses enfans aagez & emancipez, soient mariez ou non, en vne mesme maison, viuans ensemble de biens communs entre eux, faisant vne seule bourse par an & iour, ils sont reputez estre en societé.

Mais posé que les enfans d'un homme suruiuant sa femme & sesdits enfans, vescuissent ensemble, & demeurassent en vne mesme maison par an & iour, ou autre plus long temps, ne seroient pourtant les biens reputez communs, mais est tousiours ledit homme pere desdits enfans, tenu pour seigneur & maistre des meubles: & se faut rapporter ausdits enfans ou autres heritiers de la femme de demander portion & deliurance de leurs biens, si bon leur semble: ce neantmoins souuentefois aduient que les peres & meres suruiuans leurs enfans, le plus souuent mineurs & en bas aage ne font aucuns partages des biens & successions de leurs peres & meres decedez: ains se remarient en secondes & tierces nopces, emportans en leursdites secondes nopces & tierces nopces les biens escheuz de leursdits enfans, dont sont aduenus & aduient tous les iours plusieurs procez. Mesmement apres les trespas de tels suruiuans pour le partage & droit successif de leursdits peres ou meres, dont ils n'auroient esté partiz: tellement que quand les cas sont aduenus, les Praticiens & Conseillers ont tousiours esté en diuerses opinions. Et les vns d'opinion que les biens communs demeurez apres le trespas de celui qui n'auoit fait ledit partage à ses enfans, ou du suruiuant, se deuoient partir, ou par gens selon la coustume particuliere de la ville de Laon: par laquelle il loist au suruiuant tenir sa vie durant les meubles & acquests, & les autres, que lesdits enfans non partiz n'auoient & ne pouuoient auoir qu'une simple action pour leur partage: par ce que ladite coustume generale n'estoit semblable à ladite coustume locale de la ville. Par laquelle coustume generale les enfans du premier decedé pouuoient incontinent contraindre le suruiuant à faire partage: qui venoit à eux imputer, s'ils en auoient esté negligens.

Autres Coustumes.

Art. 273.
274.275.
276.277.
278.279.
280.

Les deux cens soixante treize commençant par ces mots, [Quand aucun est executé,] deux cens soixante quatorze commençant par ces mots, [Il est permis,] deux cens soixante quinze commençant par ces mots, [Et peut le locateur,] deux cens soixante seize commençant par ces mots, [Pour moissons,] deux cens soixante dixsept commençant par ces mots, [Si vn censier,] deux cens soixante dixhuit commençant par ces mots, [Marchandise vendue,] deux cens soixante dixneuf commençant par ce mot, [Respits,] & deux cens quatre vingt commençant par ces mots, [Cession de biens,] ont esté par l'aduis des Estats adioustez pour auoir lieu à l'aduenir, & sans preiudice du passé.

C H A A L O N S.

Secondement & de nostre ordonnance a esté faite lecture dudit cayer des Coustumes de la preuosté de Chaalons. Duquel cayer ensuyuent les additions, innouations, reformatations, corrections, abrogations & debats faits sur les articles contenus en iceluy.

De personnes nobles.

Art. 2.

Le deuxiesme article commençant par ces mots, [Le ventre,] apres qu'il a esté remonstré par aucuns des officiers dudit Chaalons, que par l'ancienne coustume de la preuosté dudit Chaalons, la mere anoblissoit son enfant, ores que le pere fust de roturiere condition, & fust que ledit enfant vescuist noblement ou roturierement: & que par les gens du Roy au siege de Laon a esté remonstré l'absurdité, qui s'ensuyuoit de ladite ancienne coustume, empeschant que tels enfans ne iouyssent du priuilege de noblesse: mesmement en ce que cōcerne les droits du Roy, immunitiez & priuileges ottroyez par ledit seigneur à sa noblesse, Auons de l'aduis desdits Estats reformé & moderé ladite ancienne coustume, ainsi qu'il est contenu audit article.

Art. 6.

Le sixiesme article commençant par ces mots, [Toutes personnes,] a esté empesché par ledit de Longueuille procureur du Roy: soustenu au contraire par le Bailly de l'Euesque de Chaalons, & autres de l'estat de l'eglise. La matiere mise en deliberation pour la difficulté qui s'y est trouuee. Les parties ont esté renuoyees en la cour de Parlement au lendemain des Rois,

Rois, pour icelles ouyes, ensemble le procureur general du Roy estre ordonné ainsi que de raison. Et ce pendant iouyront les parties ainsi qu'elles ont fait par cy deuant, & sans preiudice des droits des Escheuins de la ville de Chaalons pretendans auoir la iurisdiction des nobles de Chaalons.

De tuteurs & curateurs d'enfans mineurs,

LE neuuesme article commençant par ces mots, [Quand aucun pere ou mere,] le Bailly de l'Euesque de Chaalons a dit, qu'il luy appartient comme Bailly de Chaalons, de pouruoir de tuteurs aux mineurs: & que les articles se doiuent faire par deuant luy, & qu'ainsi le portoit le cayer ancien. Maintenu au contraire par le procureur du Roy, qui a dit que la creation de tutele doit appartenir au bailly de Vermandois ou à son Lieutenant à Chaalons, auons ordonné que ferions mention en nostre Proces Verbal du debat des parties, pour lequel ont esté mis audit article ces mots, [Leur doit estre pourueu par Iuge competent, à la requeste du Procureur du Roy, & des procureurs fiscaux des lieux, de tuteurs & curateurs.] Et ce sans preiudice du droit desdites parties,

Art. 9.

De gens de main-morte, & de serue condition.

LE dixhuitiesme article commençant par ces mots, [Homme & femme,] a esté accordé pour nouuel, pour le regard de l'abreuiation du temps de dix ans au lieu de vingt ans, qui estoit par la coustume ancienne. Au surplus ledit article est ancien.

Art. 18.

Après lecture faite des articles qui sont sous ladite rubrique de gens de main-morte, ledit Beguin pour ledit Reuerendissime Cardinal de Lorraine, ledit Garnier pour ledit Euesque de Chaalons, & pour ledit Abbé de saint Pierre de Chaalons: Daoult pour le chapitre de Chaalons, ledit Iacobé pour l'Abbé de Beaulieu, ont dit & remonstré, qu'ils ont gens de corps & de main-morte en diuerses sortes, & sur iceux plusieurs droits domainaux & patrimoniaux: nous ont presenté plusieurs articles des droits, dont ils dient auoir iouy par cy deuant, requerans iceux articles estre couchez en coustume, du moins qu'il leur soit permis d'en iouyr comme ils ont fait par cy deuant: & que ce qui sera arresté pour coustume, ne puisse preiudicier à leursdits droits. Auons ordonné que lesdits articles à nous presentez, ne seront couchez pour coustume: mais leur seroit reserué de iouyr de leursdits droits, comme ils ont fait par cy deuant, & ainsi que de raison. Et que neantmoins ferions mention en nostredit Proces Verbal des articles à nous presentez, pour leur valoir, ce que de raison. Ensuit la teneur desdits articles.

[Audit Bailliage y a gens de corps, de serue condition & de main-morte. Les aucuns de meubles & heritages, les autres de meubles seulement.]

[Et quand tels serfs vont de vie à trespas, sans hoirs procrez de leurs corps de ladite condition, en l'aduoutrie de leur pere ou mere, leurdit seigneur leur succede esdits meubles & heritages, ou à l'vn d'iceux, selon la condition dont ils sont.]

[Et ne partent les enfans de telle condition d'avec leur pere & mere, par l'aage de vingt cinq ans, par mariage, & par tenir feu & lieu.]

Et si l'aduiet qu'une personne de ladite condition decede, soit en vultrie, ou au cas que dessus: & l'vn desdits enfans decede sans hoirs de son corps, ledit sieur aura sa morte-main: c'est à sçauoir la portion qui appartenoit audit defunct.

[Et quand vn de la condition dessusdite decede sans heritiers procrez de son corps en bas aage & minorité, la succession compete à son seigneur par droit de morte-main, selon la condition dudit homme ou femme. C'est à sçauoir que si tel decedant estoit de main-morte de meubles & heritages, lesdits meubles & heritages appartiendront audit seigneur. Qui est à entendre de meubles en quelque lieu qu'ils soient assis: & des immeubles assis es lieux où heritages tombent en main-morte. Et si l' n'est de main-morte que de l'vn, le seigneur ne prendra que ce qui choit en main-morte: & les heritiers dudit defunct ce qui ne choit en morte-main.]

Et se peut le seigneur apres le decez de sondit homme ou femme de corps, dire, porter, & nommer saisi & vestu, & en possession & saisine de ladite succession: à charge de payer les debtes pour autant qu'il en prendra en ladite succession au marc la liure.

Homme de corps ne peut prendre par mariage femme d'autre condition que de la sienne, sans le congé de son seigneur. Lequel congé ledit seigneur ne luy baillera, si bon ne luy semble. Et si ledit homme de corps prend de fait sans le congé de son seigneur, femme d'autre condition, que de celle dont il est, il choit pour ledit formariage enuers sondit seigneur, en amende de soixante sols vn denier.

Proces verbal

Et où il demande le congé à sondit seigneur, posé ores qu'il ne l'ayt obtenu, & depuis il se formarie, il n'est tenu de ladite amende: & est seulement tenu bailler audit seigneur le tiers de ses biens, tels qu'il les auoit au iour & heure dudit mariage, & selon la condition qu'il est pour l'indemnité dudit seigneur.

Lesquels hommes & femmes de corps sont en ladite preuosté de poursuite en quelque lieu qu'ils aillent demeurer, soit en lieu franc ou non. Et les peut le seigneur reclamer, si bon luy semble: par ce que tels hommes & femmes de corps sont censez & reputez du pere, & partie de la terre: & se baillent en adueu & denombrement par leurs vassaux avec leurs autres terres.

Lesdits hommes ou femmes de corps non reclamez ou poursuiuz par leurs seigneurs, qui ont iouy par franchise & liberté par vingt ans en la prouince, dont ils sont hommes ou femmes de corps, ont acquis par droit de prescription, franchise & liberté contre leurs seigneurs. Tellement que lesdits vingt ans passez, se peuuent defendre contre leursdits seigneurs par vn moyen de ladite prescription. Mais si tels hommes ou femmes de corps se departoient furtiuement, & alloient demeurer hors de ladite prouince, ils n'acqueroient par tel laps de temps franchises: ains seroient reputez serfs fugitifs. Et ainsi en a lon vsé de tout temps & ancienneté.

Et quand sont suruenuz difficultez desdits droits, ils ont esté articulez & prouuez par turbes, & s'en sont ensuyuz infiniz sentences & arrests.

Vn homme ou femme de corps de main-morte ne peut faire testament de ce qui choit en main-morte, que iusques à cinq sols tournois.

De droits appartenants à gens mariez.

Art. 19. 20.
32. 34. 35. **L**es articles dixneuf commençant par ces mots, [Homme ou femme,] cōmençant par ces mots, [Et doit estre ledit partage,] trentedeuxiesme commençant par ces mots, [Si aucuns deniers,] trentequatre commēçant par ces mots, [Quand l'vn des conioints,] & trentecinquesme commençant par ces mots, [Femme ayant enfans,] ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits, sans preiudice du passé.

De don mutuel.

Art. 37. **P**areillement l'article trenteseptiesme commençant par ces mots, [Et est ledit suruiuant,] a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.

De douaires.

Art. 58. **L**e cinquante huitiesme article commençant par ces mots, [Et si le mary,] a esté par l'aduis des Estats adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.

De compagnie & société de biens.

Art. 59. 60.
61. 62. **L**es articles cinquante neuf commençant par ces mots, [Si l'vn des conioints,] soixante cōmençant par ces mots, [Et si le suruiuant,] soixantevn commençant par ces mots, [Quand vne personne veufue,] & soixantedeux commençant par ces mots, [Hors ledit cas,] ont esté accordez pour l'aduenir, & sans preiudice du passé.

De donations.

Art. 65. **L**'Article soixantetroisiesme cōmençant par ces mots, [Toute personne,] a esté aussi accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

De testamens.

Art. 67. 68.
76. **L**es articles soixantesept commençant par ces mots, [Auant qu'vn testamēt,] soixante huit commençant par ces mots, [L'aage pour pouuoir faire testament,] & soixanteseiziesme commençant par ce mot, [Toutesfois,] ont esté pareillement accordez pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

De successions.

Art. 80. 81. **L**'Article quatrevingt commençant par ces mots, [Si pere ou mere,] en ce que les enfans des enfans viennent à la succession de l'ayeul avec les enfans dudit ayeul: & l'article quatre vingtvn commençant par ce mot, [Representation,] ont esté accordez pour l'aduenir, sans preiudice toutesfois des droits acquis & procez pendans, si aucuns en y a.

Art. 82. 83. **L**es articles quatrevingtdeux commençant par ces mots, [En ligne collateralle,] & quatre vingt trois commençant par ces mots, [Enfans de plusieurs freres,] par l'aduis desdits Estats ont esté de nouuel introduit, sans preiudice du passé.

Les

Les articles quatrevingt six commençant par ces mots, [Les biens sont estimez paternels,] Art. 86. 87.
88. 89. 92.
93. 94. 96.
97. 98.
quatrevingt sept commençant par ces mots, [Si pere ou mere,] quatrevingt huit commençant par ces mots, [Et le pareil,] quatrevingt neuf commençant par ces mots, [Freres & soeurs,] quatrevingt douze commençant par ces mots, [En ligne collaterale,] quatrevingt treize commençant par ces mots, [Si aucun va de vie à trespas,] quatrevingt quatorze commençant par ces mots, [Si dedans les dix ans,] quatrevingt quinze commençant par ces mots, [Les heritages de naissance,] quatrevingt dix sept commençant par ces mots, [Pareillement si le defunct,] & quatrevingt dix huit commençant par ces mots, [Le fils aisné,] ont esté accordez pour l'aduenir sans preiudice du passé.

De rapport qui se doit faire en partage.

Les articles cent quatre commençant par ces mots, [Fils ou filles,] cent cinq commençant par ce mot, [Pareillement,] cent six commençant par ce mot, [Toutefois,] & cent sept commençant par ces mots, [Biens donnez,] ont esté accordez pour l'aduenir, sans preiudice du passé. Art. 104.
105. 106.
107.

De la difference & qualité des biens meubles.

Les articles cent huit commençant par ces mots, [Tout ce qui se peut mouuoir,] cent vnze commençant par ce mot, [Toutefois,] cent douze commençant par ces mots, [Poissons en estangs,] cent treize commençant par ces mots, [Bois taillis,] cent quatorze commençant par ce mot, [Toutefois,] cent quinze commençant par ces mots, [Loyers de maisons,] & cent seize commençant par ces mots, [A celuy à qui appartient,] ont esté accordez pour l'aduenir, comme dessus. Art. 108. 111
112. 113.
114. 115. 116

De rentes & hipotheques.

Les articles sixvingt douze commençant par ces mots, [Le detenteur d'heritage,] & sixvingt treize commençant par ces mots, [Hipotheque se constitue,] ont esté aussi accordez pour l'aduenir, comme dessus. Art. 132.
133.

De bastiments es villes, & rapports de Iure.

Les articles sixvingt quatorze commençant par ces mots, [Es villes & faulxbourgs,] sixvingt quinze commençant, [Le mur est reputé moitoyen,] sixvingt seize commençant par ces mots, [Il est permis,] sixvingt dix sept commençant par ces mots, [Et neantmoins,] sixvingt dix huit commençant par ces mots, [Le voisin peut bastir,] sixvingt dix neuf commençant, [Ou entre place,] septvingt commençant par ces mots, [Nul n'est tenu,] septvingt vn commençant par ces mots, [Celuy qui veut faire four,] & septvingt deux commençant, [Celuy qui veut faire châtre,] ont esté accordez par les estats pour l'aduenir, sans preiudice du passé. Art. 134.
135. 136.
137. 138.
139. 140.
141. 142.

De Seruitutes.

Le septvingt quatreisme article commençant par ces mots, [Veuës & esgouts,] a esté accordé pour Coustume nouuel, à cause que le pays est pays de frontiere subiet aux guerres, & que par ce moyen les possesseurs peuuent souuent perdre leurs tiltres. Art. 144.

De Fiefs.

Les articles huitvingt quatre commençant par ces mots, [Le semblable est,] & neufvingt vn commençant par ces mots, [Pour faire foy & hommage,] ont esté accordez pour l'aduenir, sans preiudice du passé. Art. 164.
181.

L'article neufvingt quatre commençant par ces mots, [Pour donation simple,] a esté accordé pour article nouuel, en ce que pour donation remuneratoire est deu droit de relief, & non quint denier ne requint: par ce qu'il a esté rapporté par plusieurs de ladite assistance, que par l'ancienne coustume estoit deu quint denier en donation remuneratoire. Et a esté protesté par ledit Garnier pour ledit Euesque & Comte de Chaalons Pair de France, par ledit Iacobé pour l'Abbé de Beaulieu en Argonne, par ledit Hubert Feret seigneur de Montlaurent l'un des Vidames de Chaalons, que ledit article ainsi par nous redigé, ne leur puisse en rien preiudicier: par ce qu'ils pretendent que és donations pures & simples faites par estrangers, & par parens collateraux, est deu relief. De laquelle protestation leur auons ottroyé acte: & neantmoins de l'aduis desdits estats ordonné, que ledit article passera pour coustume, sans preiudice de leurs droits, tiltres & possessions, si aucuns en ont. Art. 184.

Proces verbal

Art. 189. L'article neuf vingt neuf commençât par ces mots, [Si le seigneur,] a esté accordé de nouuel, sans preiudice du passé.

De retrait lignager & feodal.

Art. 232.
238.251.
252.253. **L**es articles deux cens trentedeux cōmençant par ces mots, [Et où le retrayant,] deux cens trentehuit commençant par ces mots, [Le demandeur,] deux cens cinquante vn commençant par ces mots, [Quand heritage propre,] deux cens cinquantedeux commēçant par ce mot, [Toutesfois,] & deux cens cinquante trois commençant par ces mots, [L'heritage vendu,] ont esté aussi accordez pour l'aduenir, comme dessus.

De confiscations & amendes.

Art. 265. **L**'Article deux cens soixante trois commençant par ces mots, [Le mary confiscant,] a esté adiousté par l'aduis desdits estats.

Des usages & pasturages.

Art. 266.
267. **L**es articles deux cens soixante six commençant par ces mots, [Les habitans,] & deux cens soixante sept commençant par ces mots, [Lesdits habitans ne peuuent,] ont esté adioustez comme dessus.

Autres Coustumes.

Art. 168.
271.272.
273.274.
275. **L**es articles deux cens soixantehuit commençant par ces mots, [Marchans forains,] deux cens soixante vnze commençant par ces mots, [Le locateur,] deux cens soixantedouze commençant par ces mots, [Et peut le locateur,] deux cens soixantetreze commençant par ces mots, [Meubles n'ont point de fuite,] deux cens soixantequatorze commençant par ces mots, [Qui prend maison à louage,] & deux cens soixantequinze commençant par ces mots, [Si vn censier,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez & accordez pour l'aduenir, sans preiudice du passé, droits acquis, & proces pendans, si aucuns en y a.

R H E I M S.

Tercement, & de nostre ordonnance a esté faite lecture dudit liure imprimé, intitulé, Coustumier de Rheims. Duquel ensuyuent les additions, reformations, corrections, abrogations & debats faits sur les articles contenus en iceluy.

De la qualité & difference des personnes.

Art. 1. **L**e premier article commençant par ces mots, [Par la coustume,] a esté mis & adiousté par l'aduis desdits estats, qui nous ont dit iceluy auoir esté anciennement & de tout temps obseuré: combien qu'il ayt esté omis audit liure imprimé.

Art. 4. Au quatriesme article commençant par ces mots, [Fēme noble,] par l'aduis desdits estats, qui nous ont dit, que par l'ancienne coustume, ores qu'elle ne fust redigee audit liure, il estoit requis que la veufue noble, qui auoit esté mariee à vn homme roturier, obtint relief du Roy, & qu'elle ne pouuoit auant que ledit relief fust enteriné, iouyr du priuilege de noblesse, qui estoit vn circuit & fascherie repugnante à toute raison, ont esté adioustez ces mots, [Mais si apres le trespas de son mary, elle fait declaration par deuant iuge competant, qu'elle entend de là en auant viure noblement, elle iouyst dudit priuilege de noblesse: pourueu qu'elle ne se remarie de rechef à homme roturier.]

Art. 5. Le cinquiesme article cōmençant par ces mots, [Toutes personnes,] a esté par l'aduis desdits estats adiousté, pour seruir d'ordre & disposition pour les articles ensuyuans.

Art. 6. Le sixiesme article commençant par ces mots, [Fils ou filles,] est nouuel en ce que les fils & filles de familles paruenus en l'aage de vingt ans sortent hors de la puissance de leur pere. Car par l'ancienne coustume, ores qu'elle ne soit contenue audit liure imprimé, iceux enfans estoiet sous la puissance de leurdit pere iusques en l'aage de vingt cinq ans. Laquelle ancienne coustume par l'aduis desdits estats a esté pour ce regard abrogee.

Art. 7. Le septiesme article commençant par ces mots, [Sont lesdits enfans,] a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit, pour d'oresenauant estre gardé & obserué pour coustume, sans preiudice du passé.

Art. 8. Le huitiesme article commēçant par ces mots, [Si quelque heritage,] est nouuel en ce que la proprieté de l'heritage dōné à fils de famille, ainsi & en la maniere qu'il est contenu audit article, demeure audit fils donataire. Et conséquēment par l'aduis desdits estats a esté abrogé certain ancien article contenu audit liure imprimé, duquel ancien article la teneur ensuit.

L'he-

[L'heritage laissé ou donné à vn enfant ayant pere, en la puissance duquel il est, sans estre emancipé de luy, est acquest audit pere, & non à l'enfant: si il n'estoit conditionné expressement qu'il vienne au proufit de l'enfant, & non du pere.]

Le neuuesme article commençant par ces mots, [Hommes & femmes,] a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit, sans preiudice du passé. Art. 9.

Les articles dixiesme commençant par ces mots, [Hommes & femmes conioints,] vnziesme commençant par ces mots, [Homme ou femme non mariez,] & douziesme commençant par ces mots, [Femme mariee ne peut vendre,] ont esté adioustez, pour auoir esté omis audit liure imprimé, comme le premier article. Art. 10. 11. 12.

A l'article treziesme commençant par ces mots, [Femme mariee ne peut ester,] pour obuier aux differents aduenus sur iceluy, ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Soit au preiudice d'elle ou de son mary: si elle n'est separee ou marchade publique. Auquel cas elle peut obliger elle & son mary, touchant le fait d'icelle marchandise, & de ce qui en despend: sinon que son mary luy eust publiquement interdit ou reuouqué l'administration de ladite marchandise, au parauant les obligations par elle en ce nom contractees.] Art. 13.

Les articles quatorze commençant par ces mots, [Le mary,] & quinzieme commençant par ces mots, [Le mineur,] ont esté adioustez pour auoir esté omis comme le premier article. Art. 14. 15.

De la qualité & difference de biens.

AVssi les articles seiziesme commençant par ces mots, [Tous biens,] & dixseptiesme commençant par ces mots, [Or, argent,] ont esté adioustez pour auoir esté omis, comme le dit premier article. Art. 16. 17.

Le dixhuitiesme article commençant par ce mot, [Cedules,] est nouuel en ce qu'il est contenu par iceluy, que les acquisitions des aides, gabelles & fons de terre estats du domaine du Roy rachetables à perpetuité, sont censez & reputez meubles. Art. 18.

Le dixneuuesme article commençant par ces mots, [Foins à couper,] a esté adiousté par l'aduis desdits estats: & consequemment abrogee l'ancienne coustume, par laquelle selon disposition de droit escrit, tous fruits pendans par racines estoient reputez fruits immeubles, iufques à ce qu'ils fussent coupeez au ius de l'estoc. Art. 19.

Les articles vingtiesme commençant par ces mots, [Vtanciles de maisons,] vingtvniesme par ces mots, [Par ladite coustume,] vingdeuziesme par ces mots, [Mais les biens,] & le vingt-troisiesme par ces mots, [Moulins tournans,] ont esté adioustez par l'aduis desdits estats, pour auoir esté omis comme le dit premier article. Art. 20. 21. 22. 23.

Au vingsixiesme article commençant par ces mots, [L'heritage laissé,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [ou par donation à cause de mort.] Art. 26.

A la fin du vingtseptiesme article commençant par ces mots, [Pecune donnee,] ont esté par l'aduis que dessus adioustez ces mots, [si il doit immediatement ou mediatement succeder audit donateur.] Art. 27.

L'article vingtneuuesme commençant par ces mots, [Tel naissant,] de l'aduis desdits estats a esté de nouuel introduit. Art. 29.

L'article trentedeuziesme commençant par ce mot, [Acquest,] a esté adiousté pour auoir esté omis, comme le dit premier article. Art. 32.

L'article trentecinquesme commençant par ces mots, [L'heritage donné,] a esté introduit de nouuel, & l'ancien article transcrit cy dessus en ce proces verbal, à l'endroit du huitiesme article, abrogé. Art. 35.

L'article trentesixiesme commençant par ces mots, [L'heritage eschangé,] aussi par l'aduis desdits estats a esté de nouuel introduit: & consequemment abrogee l'ancienne coustume, par laquelle l'heritage acquis par eschange, estoit acquest à celui qui l'auoit acquis: combien que l'heritage qu'il auoit baillé à l'encontre, fust de son naissant. Art. 36.

Les articles trenteneuesme commençant par ces mots, [L'heritage prins,] & quarantiesme commençant par ces mots, [Tous biens immeubles,] ont esté adioustez pour auoir esté omis comme le premier article. Art. 39. 40.

De Fiefs.

AV quarantedeuziesme article commençant par ces mots, [Le fils aîné,] par l'aduis desdits estats ont esté adioustez ces mots, [avec la basse court destinee audit manoir, & iardin ioignant audit manoir & basse court.] Art. 42.

Proces verbal

- Art. 43. 44. 45. Les articles quarantetroisiesme commençants par ces mots, [Si dedans,] quaratequatriesme commençant par ces mots, [Si prez,] & quarantecinquesme cōmençant par ces mots, [Peut aussi,] ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits.
- Art. 48. Le quarantehuitiesme article commençant par ces mots, [Et si en ladite succession,] par l'aduis desdits estats a esté de nouuel introduit.
- Art. 49. Au quaranteneufiesme article commençât par ces mots, [S'il y a plusieurs,] par l'aduis desdits estats au lieu de ces mots anciens, [Assis sous diuerses coustumes,] ont esté mis ces mots, [assis en diuers bailliages,] & consequemment audit article sont mis ces mots, [bailliage ou bailliages,] au lieu de ces mots, [coustume ou coustumes.]
- Art. 50. 53. Les cinquante & cinquãtetroisiesme articles commençant par ce mot, [Representation,] ont esté de nouuel introduits, & l'ancienne coustume, par laquelle en succession de terres nobles ou feodales, fust en ligne directe ou collaterale, representation n'auoit lieu, par l'aduis desdits estats a esté abrogee.
- Art. 54. Au cinquantequatriesme article commençant par ces mots, [En ladite ligne,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Mais ou le masle viendra par representation, les femelles succedent avec luy, comme la tante avec ses neueux masles enfans de leurs freres precedez. Et hors ledit degré de representation, ledit masle est exclu par la femelle plus prochaine en degré.]
- Art. 56. Le cinquantehexiesme article cōmençant par ces mots, [Et s'il y a,] par l'aduis desdits estats a esté adiousté pour obuier aux difficultez qui iournellemét aduenoiet sur le cōtenu en iceluy.
- Art. 58. A l'article cinquante huit cōmençant par ces mots, [Le nouueau seigneur,] par l'aduis desdits estats a esté adioustee la forme des significations & proclamations contenues en iceluy.
- Art. 74. 75. Les articles soixantequatorziesme commençant par ces mots, [Et n'est tel donataire,] & soixantequinziesme commençant par ce mot, [Toutefois,] ont esté introduits de nouuel.
- Art. 79. A l'article soixantedixneufiesme cōmençât par ces mots, [Quand vne femme,] par l'aduis desdits estats, & pour obuier aux difficultez qui pouuoient aduenir sur le contenu d'iceluy, ont esté adioustez ces mots, [Sinõ que pour le regard de ladite succession directe, elle eust esté acquitee de son premier mariage par son frere aisné ou puisné, comme sera dit cy apres.]
- Art. 82. L'article quatrevingtdeuziesme commençant par ces mots, [Quãd vn fief aduient,] a esté introduit de nouuel, nonobstant les remonstances & empeschemens desdits l'Aignelet & Beguin pour ledit Cardinal de Lorraine comme Archeuesque & duc de Rheims, abbé commandataire de l'abbaye de saint Remy, & des religieux, prieur & conuent dudit saint Remy: & encores dudit Beguin, pour le cardinal de Vendosme abbé de Signy, & les religieux, prieur & conuent dudit Signy, qui ont dit auoir droit, & estre en possession immemorale, suyuant l'ancienne coustume, de percevoir droit de quint denier pour legs & donations remuneratoires. Et par le surplus desdits estats a esté remõstré que par ladite coustume tous seigneurs feodaux n'auoient droit de percevoir droit de rachat: ains seulement leur estoit deuë la foy & hommage de la bouche & les mains: que c'estoit chose desraisonnable que pour lesdits legs & donations remuneratoires lesdits seigneurs feodaux perceussent droit de rachat: au moyen dequoy auons ordonné de l'aduis desdits estats, que ladite ancienne coustume seroit reformee ainsi & en la maniere qu'est contenu audit article, sans preiudice ausdits Cardinaux, Religieux, Prieurs & conuents de leursdits droits & possessions immemorales: à la charge que où ils se voudroient aider d'iceux droits & possessions, ils ne prendront le proufit introduit par ce present article.
- Art. 83. A la fin du quatrevingttroisiesme article cōmençant par ces mots, [Pour fiefs admortiz,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [l'il n'y a conuention au contraire.]
- Art. 85. L'article quatrevingtcinquesme commençant par ces mots, [Le droit de quint,] est nouuel en ces mots, [non comprenant en icelle le pris du vin du marché, sinon qu'il fust excessif.]
- Art. 90. L'article quatrevingtdixiesme commençant par ces mots, [Pour vn bail,] a esté de nouuel introduit, & certain article ancien contenu audit liure imprimé par l'aduis des gēs desdits trois estats abrogé, duquel article la teneur ensuit.
- [Si vn vassal baille ou transporte à tousiours son fief à aucun son parent ou estranger, à la charge de luy en rendre chascun an à tousiours en la vie d'aucun, ou durant certain temps limité & conuenu, aucune redevance en deniers, grains & autres choses, il en est deu quint denier au seigneur feodal, du pris que la redevãce peut estre estimee valoir pour vne fois, à payer par celuy qui le reçoit.

A l'article

A l'article quatre-vingt-vnze, commençant par ces mots, [Pour vendition,] ont esté par l'aduis desdits trois estats adioustez ces mots, [Mais si l'acheteur proroge ladite grace, sera ladite prorogation reputee faite en fraude du seigneur feodal. Auquel cas, pour raison d'icelle prorogation, sera deu quint denier.] Arti.91.

L'article quatre-vingt-quinze, commençant par ces mots, [Pour vn retrait,] a esté adiousté pour auoir esté obmis comme ledit article premier. Arti.95.

A l'article quatre-vingt-dix-huit, commençant par ces mots, [Et ne peut,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [si ce n'est par la permission dudit seigneur saisissant: ou que la foy & hommage faits depuis à sondit seigneur feodal, & adueu & denombrement baillez audit seigneur, il eust comprins en sondit adueu & denombrement ledit fief nouvellement acquis: & que ledit adueu & denombrement eust esté simplement & sans blasme receu par le seigneur feodal.] Arti.98.

A la fin du centième article, commençant par ce mot, [Exploiter,] par l'aduis desdits estats ont esté adioustez ces mots, [Quoy faisant, sera tenu payer les charges anciennes dudit fief.] Arti.100.

L'article cent-quatrième, commençant par ces mots, [Le vassal,] a esté adiousté pour auoir esté obmis, comme ledit premier article. Arti.104.

L'article cent-cinquième, commençant par ces mots, [Le seigneur,] est nouuel seulement en ces mots, [sans qu'il soit tenu des frais ne des despens de la saisie.] Car par l'ancienne coustume l'heritier du vassal ayant fait dedans les quarante iours apres le deces dudit vassal, ses offres & deuoirs audit seigneur feodal, estoit neantmoins tenu des frais & despens de la saisie. Arti.105.

L'article cent-septième, commençant par ces mots, [Le seigneur feodal,] a esté de nouuel introduit par l'aduis desdits estats. Arti.107.

L'article cent-huitième, commençant par ces mots, [Le vassal,] en ces mots, [Et quarante iours apres iceluy baillé, doit retourner par deuers ledit seigneur feodal le reblandir: c'est à dire, sçauoir de luy sil veut debatre ledit adueu & denombrement. Et où ledit seigneur ne le debatra, lesdits quarante iours passez, sera ledit adueu & denombrement tenu pour receu. Et à faute d'auoir fait ce que dessus par ledit vassal, peut ledit seigneur feodal saisir ledit fief: mais ne fait en ce cas les fruits siens,] a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit: & consequemment l'article cent-neufième, commençant par ce mot, [Tellement,] a esté aussi de nouuel introduit. Arti.108.
109.

L'article cent-dixième, commençant par ces mots, [Le vassal est tenu,] a esté adiousté pour auoir esté obmis, comme ledit premier article. A esté aussi introduit de nouuel en ces mots, [& le signifier aux plus prochains voisins, & leur en bailler copie, & attacher pareille copie audit lieu seigneurial. Et s'il n'y a lieu seigneurial destiné pour ce faire, la doit faire au lieu où le seigneur a acoustumé receuoir les droits seigneuriaux, & le signifier aux plus prochains voisins, & leur en laisser copie comme dessus, & laisser pareille copie attachee à la porte dudit lieu, ou à la porte de l'église parrochiale du lieu. Et vallent telles offres tout ainsi que si elles estoient faites audit seigneur, qui ne peut apres icelles faites, tenir ledit fief saisi au dommage du vassal.] Arti.110.

L'article cent-vnze, commençant par ces mots, [Ledit seigneur feodal,] a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit. Arti.111.

L'article cent-douze, commençant par ce mot, [Souffrance,] a esté adiousté pour auoir esté obmis comme ledit premier article. Arti.112.

A l'article cent-dixseptième, commençant par ces mots, [Le vassal ne peut,] ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Peut toutes-fois s'en iouër iusques à dimission de foy: c'est à sçauoir le bailler à cens & à rente, en portant la foy dudit fief à son seigneur feodal. Auquel cas, & aduenant mutation de fief, pourra ledit seigneur saisir & exploiter ledit fief à pure perte, selon les cas dessus specifiez, sans auoir esgard aux baux, à cens ou rente faits par son vassal sans son consentement, & non infeodez par luy.] Arti.117.

L'article cent-dixhuit, commençant par ces mots, [Si le vassal,] a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit. Arti.118.

A la fin de l'article cent-dixneufième, commençant par ces mots, [Le seigneur feodal,] par ledit aduis ont esté adioustez ces mots, [sinon que le vassal voulant vser de repetition, eust iuste & probable cause d'erreur.] Arti.119.

Pareillement à la fin de l'article six-vingt, commençant par ce mot, [Celuy,] ont esté par ledit aduis adioustez ces mots, [sinon au cas de probable erreur, comme dessus.] Arti.120.

Les articles six-vingt-trois, commençant par ces mots, [Il est permis au vassal,] & six-vingt- Arti.123.
124.

Procès verbal

quatre, commençant par ces mots, [Aussi le vassal,] ont esté adioustez pour auoir esté obmis, comme le dit premier article.

Arti. 125. L'article six-vingt-cinq, commençant par ces mots, [Si le seigneur feodal,] a esté par ledit aduis introduit de nouuel: & consequemment a esté abrogee l'ancienne coustume, par laquelle le seigneur feodal pouuoit faire saisir & exploiter le fief de son vassal, combien qu'il l'eust receu en foy & hommage, sans aucune reservation: sinon qu'en baillant main-leuee & deliurance audit vassal, fust contenu es lettres sur ce faites, que ledit seigneur se tenoit content de ses droits feodaux, qui luy pouuoient estre deus à cause de son fief dominant.

Arti. 126. Le commencement de l'article six-vingt-sixième, commençant par ces mots, [Le vassal de sauouant,] iusques à ces mots, [Mais s'il se trouue,] a esté par l'aduis que dessus de nouuel introduit.

Arti. 127.
128. 130.
132. Aussi les articles six-vingt-septième, commençant par ces mots, [Ne suffist,] six-vingt-huitième, commençant par ces mots, [Est tenu le vassal,] six-vingt-dixième, commençant par ce mot, [Pareillement,] & le six-vingt-douzième article, commençant par ces mots, [La saisie,] ont esté de nouuel introduits par l'aduis que dessus.

Arti. 133. A la fin de l'article six-vingt-treize, commençant par ces mots, [Le vassal ne peut,] par l'aduis desdits estats ont esté adioustez ces mots, [Mais le profit de rachat ou de quint & requint, se prescrit par trente ans.]

Arti. 137.
138. Les articles six-vingt-dixseptième, commençant par ce mot, [Toutes-fois,] & six-vingt-dixhuitième, commençant par ces mots, [Le fief seruant,] ont esté de nouuel introduits par l'aduis que dessus.

Des heritages tenus en roture, & droits de cens, vesture & ventes deuës à cause d'iceux.

Arti. 139.
140. Les articles six-vingt-dixneuf, commençant par ces mots, [Pour heritage,] & sept-vingt, commençant par ces mots, [La pluspart,] ont esté adioustez pour auoir esté obmis comme le dit premier article.

Arti. 142. L'article sept-vingt-deuxième, commençant par ces mots, [Vesture & vests,] a esté de l'aduis que dessus de nouuel introduit en ce que le droit de vesture est par tout & vniformement reduit à deux deniers parisis. Car par l'ancienne coustume estoit deu en aucuns lieux vn denier, en autres deux, en autres douze deniers, ou plus ou moins, selon la diuersité des vsances des lieux.

Arti. 144. L'article sept-vingt-quatrième, commençant par ces mots, [Vn seigneur censuel,] en ce qu'il est permis audit seigneur censuel, n'ayant haute iustice, de proceder par saisie, par faute de cens non payez, a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.

Arti. 145. L'article sept-vingt-cinquième, commençant par ces mots, [Si l'acheteur,] a esté debatue & empesché par lesdits l'Aignelet & Beguin pour lesdits seigneurs cardinaux de Lorraine & Vendosme, religieux, prieurs & conuents desdites abbayes de saint Remy & Signy: & par ledit le Poiure pour lesdits preuost, doyen, chantre & chapitre de l'eglise dudit Rheims. Et encores par ledit Beguin pour les religieuses, abbesse & conuert dudit saint Pierre de Rheims, & les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise saint Symphorian dudit Rheims: & par Tropmignot pour les religieux & conuent de saint Nichaise dudit Rheims, disans que par l'ancienne coustume, celuy qui auoit enfrainct la saisie contenuë audit article, estoit emendable de soixante sols parisis: & que lesdits seigneurs ont droit & possession immemoriable de percevoir ladite amende. Ausquels l'Aignelet, Beguin, Poiure & Tropmignot, esdits noms, auons octroyé acte de leur declaration, pour leur seruir & valoir en temps & lieu: ce que de raison: Et neantmoins passera l'article pour coustume suiuant l'aduis desdits estats, sans preiudice de leursdits droits & possessions, pour lesquels ils demeureront en leur entier.

Arti. 148. Pareillement l'article sept-vingt-huitième, commençant par ces mots, [Par default,] a esté debatue & empesché par lesdits l'Aignelet & Beguin, & le Poiure & Tropmignot esdits noms, disans aussi que par l'ancienne coustume, tant pour raison de cens non payez, que droit de vesture non payé, estoit aussi deuë l'amende de soixante sols parisis: & que lesdits seigneurs ont droit & immemoriable possession de percevoir ladite amende. Ausquels auons octroyé acte de leur remonstrance & declaration, pour leur seruir & valoir en temps & lieu. Et neantmoins passera l'article pour coustume, suiuant l'aduis desdits estats, sans preiudice ausdits seigneurs de leurs droits & possessions: à la charge que où ils se voudroient aider d'iceux droits & possessions immemoriables, ils ne prendront le profit introduit en ce present article de coustume.

Article

Article sept-vingt-dix, commençant par ces mots, [Le nouuel seigneur,] a esté pareillement Art. 150.
debatu & empesché par lesdits l'Aignelet, Beguin, le Poiure, & Tropmignot esdits noms: en ce que l'amende de tost entree, qui estoit anciennement de soixante sols parisis, a esté reduite à la somme de six sols parisis seulement, disans que lesdits seigneurs ont droit & possession immemoriable de percevoir ladite amende de soixante sols parisis. Ausquels auons octroyé acte de leur dite declaration, pour leur seruir & valoir en temps & lieu: ce que de raison. Et neantmoins passera l'article pour coustume, suiuant l'aduis desdits estats, sans preiudice ausdits seigneurs de leursdits droits & possessions, pour lesquels ils demeureront en leur entier.

Aussi l'article sept-vingt-vnzième, commençant par ces mots, [Pour donations d'heritage,] a esté empesché & debatue par lesdits l'Aignelet, Beguin, le Poiure & Tropmignot esdits noms, en ce que pour donations remuneratoires & à charges faites entre vifs, ne sont deus droits de ventes, disans, qu'ils ont droit & possession immemoriable de percevoir profit en ce cas, pour raison desdites donations remuneratoires. A sçauoir pour le regard des heritages feodaux droit de quint, comme il a esté cy dessus remonstré sur l'article quatre-vingt-deuxième: & pour les heritages roturiers, droit de ventes. Ausquels auons octroyé acte de leur declaration pour leur seruir, comme de raison. Et neantmoins passera l'article pour coustume, suiuant l'aduis desdits estats, sans preiudice ausdits seigneurs de leursdits droits & possessions, pour lesquels ils demeureront en leur entier, Art. 151.

L'article six-vingt-douzième, commençant par ces mots, [En eschange,] a esté principalement Art. 152.
debatu & empesché par ledit l'Aignelet, Beguin & le Poiure & Tropmignot esdits noms, disans que par l'ancienne coustume pour eschange d'heritages assis en diuerses censues, estoient deuës ventes: & qu'ils ont droit & possession immemoriable de percevoir lesdites ventes audit cas d'eschange. Ausquels semblablement auons octroyé acte de leur declaration pour leur seruir & valoir en temps & lieu: ce que de raison. Et neantmoins passera l'article pour coustume, suiuant l'aduis des gens desdits trois estats, sans preiudice ausdits seigneurs de leursdits droits & possessions, pour lesquels ils demeureront en leur entier.

Les articles sept-vingt-troisième, commençant par ces mots, [Pour heritage,] & sept-vingt- Art. 153.
quatorze, commençant par ces mots, [Aussi pour rentes,] ont esté par l'aduis que dessus de nouuel introduits. 154.

L'article sept-vingt-quinze, commençant par ces mots, [Si aucun,] a esté adiousté pour auoir esté obmis comme ledit premier article. Art. 155.

Les articles sept-vingt-seize, commençant par ces mots, [Pour heritage,] & sept-vingt- Art. 156.
dixsept, commençant par ces mots, [Du iour,] ont esté de nouuel introduits par l'aduis que 157.
dessus.

Le sept-vingt-dixhuit article, commençant par ces mots, [Par default,] a esté empesché & Art. 158.
debatu par lesdits l'Aignelet, Beguin, le Poiure & Tropmignot esdits noms, disans que par l'ancienne coustume à faute de vesture & payement de ventes, le seigneur peut faire saisir & mettre en sa main les heritages vendus, pour lesquels luy sont deuës vestures & ventes. Et si sur ce y a opposition, lesdits heritages demeureront en la possession dudit seigneur sans en donner recreance ou main-leuee audit opposant pendant le proces, iusques à ce qu'il ait nanty & garny la main du droit d'icelles vestures & ventes. Et qu'ils ont droit & possession immemoriable des droits dessusdits. Ausquels auons octroyé acte de leur declaration, pour leur seruir & valoir en temps & lieu: ce que de raison. Et neantmoins passera l'article pour coustume suiuant l'aduis desdits estats, sans preiudice ausdits seigneurs de leursdits droits & possessions, pour lesquels ils demeureront en leur entier.

L'article huit-vingt, commençant par ces mots, [Et pour obuier,] a esté de nouuel introduit par l'aduis que dessus. Art. 160.

De desfaisine, faisine, & hypotheque, vulgairement appelez, deuës, vests & nantissement.

Les articles huit-vingt-deuxième, commençant par ces mots, [Pour acquerir,] & huit- Art. 162.
vingt-trois, commençant par ce mot, [Desfaisine,] ont esté adioustez pour auoir esté obmis 163.
comme ledit premier article.

Le semblable est de l'article huit-vingt-quatrième, commençant par ces mots, [Le porteur,] à la fin duquel par l'aduis desdits estats aussi ont esté adioustez ces mots, [Encores que par lesdites lettres il ne soit constitué procureur pour ce faire. Art. 164.

Proces verbal

- Arti. 165.
166. 167.
168. Les articles huit-vingt-cinquième, commençant par ces mots, [Saisine ou vest,] huit-vingt-fixième, commençant par ce mot, [L'acquireur,] huit-vingt-septième, commençant par ces mots, [Et combien,] & huit-vingt-huit, commençant par ces mots, [Mais si ledit,] ont esté adioustez pour auoir esté obmis comme ledit premier article.
- Arti. 169.
170. Les articles huit-vingt-neufième, commençant par ces mots, [Si toutesfois,] & huit-vingt-dixième, commençant par ces mots, [Peut ledit premier,] ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits.
- Arti. 172.
176. Les articles huit-vingt-douzième, commençant par ces mots, [Vest & deuest n'est necessaire,] & huit-vingt-seizième, commençant par ce mot, [Preiudiciera,] ont esté adioustez pour auoir esté obmis, comme ledit premier article.
- Arti. 177.
179. 180.
181. Les articles huit-vingt-dixseptième, commençant par ces mots, [Sont tenus,] huit-vingt-dix-neufième, commençant par ce mot, [Supposé,] neuf-vingtième, commençant par ces mots, [Sentence de iuge,] & neuf-vingt-vnième, commençant par ces mots, [N'est requis,] ont esté de nouuel introduits de l'aduis que dessus.
- Arti. 182. L'article neuf-vingt-deuxième, commençant par ces mots, [Pour hypothèque,] est nouuel en ce que pour les debtes actiues des mineurs contre leurs tuteurs, n'est requis nantissement, ce qui estoit necessaire par l'ancienne coustume, laquelle pour ce regard a esté abrogee.
- Arti. 183.
184. 185.
186. Les articles neuf-vingt-troisième, commençant par ce mot, [L'acquireur,] neuf-vingt-quatrième, commençant par ces mots, [Si ceux,] neuf-vingt-cinquième, commençant par ces mots, [Si les heritiers,] & neuf-vingt-fixième, commençant par ce mot, [Meuble,] ont esté adioustez pour auoir esté obmis, comme ledit premier article.
- De simple saisine.*
- Arti. 187. **L** Article neuf-vingt-septième, commençant par ce mot, [Celuy,] a esté de nouuel introduit par l'aduis que dessus.
- De retrait lignager & feodal.*
- Arti. 190. **A** La fin de l'article neuf-vingt-dixième, commençant par ces mots, [Mais si tel heritage,] par l'aduis desdits estats ont esté adioustez ces mots [Lequel an & iour a cours contre maieurs, mineurs, absens, furieux, & tous autres priuilegez, sans esperance de restitution.
- Arti. 191. L'article neuf-vingt-vnzième, commençant par ces mots, [Pour repeter,] par l'aduis desdits estats a esté adiousté, pour obuier aux difficultez que l'on faisoit sur le contenu en iceluy.
- Arti. 192. A l'article neuf-vingt-douzième, commençant par ces mots, [A lieu,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Que necessaires faites par decret de iuge,] pour la difficulté qu'on faisoit sur le contenu audit article.
- Arti. 193. L'article neuf-vingt-treizième, commençant par ces mots, [Le fils est receuable,] a esté de nouuel introduit par l'aduis que dessus, & l'ancienne coustume abrogee, par laquelle le fils non emancipé estant en puissance de pere, ne pouuoit retraire l'heritage qui estoit du naissant, & vendu par sondit pere à vn estranger de la ligne.
- Arti. 194. L'article neuf-vingt-quatorze, commençant par ces mots, [Est aussi,] a esté de nouuel introduit par l'aduis que dessus.
- Arti. 195. A l'article neuf-vingt-quinze, commençant par ces mots, [Le lignager,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Mais s'ils sont concurrens d'un mesme iour, le plus prochain doit estre preferé, encores qu'il ait esté preuenue de l'heure. Et en concurrence de proximité & du iour, celuy que l'acheteur voudra reconnoistre & choisir, sera preferé, pourueu qu'il n'y ait fraude, argent desbourfé, ou autre chose donnée ou promise pour ladite reconnoissance ou gratification, dont iceluy acheteur sera creu par serment. Et si la fraude est descouuerte, sera l'autre preferé au retrait.
- Arti. 196. L'article neuf-vingt-seize, commençant par ces mots, [Le retrayant,] par l'aduis desdits estats a esté de nouuel introduit, pour le regard des offres mentionnees en iceluy, qui se doiuent faire à l'adiournement.
- Art. 197. A la fin de l'article neuf-vingt-dixsept, commençant par ces mots, [Il suffit,] par l'aduis desdits estats ont esté adioustez ces mots, [pourueu que l'assignation n'excede quarante iours apres ledit an, laquelle neantmoins l'acheteur pourra faire abbreuier par requeste.]
- Art. 198. L'article neuf-vingt-dixhuit, commençant par ces mots, [Est au choix,] a esté de nouuel introduit

troduit par l'aduis que dessus : & l'ancienne coustume abrogee, par laquelle il estoit loisible au demandeur en retrait d'adiourner & intenter son action contre l'acheteur ou detenteur de l'heritage suiet à retrait, par deuant le iuge, sous la iurisdiction duquel ledit heritage est assis.

L'article n'euf-vingt-dixneuvième, commençant par ces mots, [Congé de cour,] a esté ad- *Arti.199.*
iousté pour auoir esté obmis, comme le premier article.

L'article deux-cens, commençant par ces mots, [N'est requis,] a esté de nouuel introduit *Arti.200.*
par l'aduis que dessus, & l'ancienne coustume abrogee, par laquelle le retrayant n'estoit rece-
uable, si il ne faisoit offre actuellement du pris principal, des vins, ventes & vestures, si aucunes
en estoient deuës à raison de la vendition.

L'article deux-cens-vn, commençant par ces mots, [Le demandeur,] & deux-cens, deuxiè- *Arti.201.*
me, commençant par ces mots, [Le retrayant reconneu,] ont esté de nouuel introduits par *202.*
l'aduis que dessus.

L'article deux-cens-troisième, commençant par ces mots, [Le retrayant est tenu,] a esté *Arti.203.*
adiousté pour auoir esté obmis, comme ledit premier article.

Pareillement l'article deux-cens-quatrième, commençant par ces mots, [Si le retrayant,] a *Arti.204.*
esté adiouste pour auoir aussi esté obmis : & par l'aduis desdits estats y ont aussi esté adioustez
ces mots, [Et où il y en auroit quelque apparence, le vendeur pourra estre produit en tesmoi-
gnage, pour auerer la fraude maintenuë par le retrayant.]

L'article deux-cens-cinquième, commençant par ces mots, [Il est au choix,] par l'aduis des- *Arti.205.*
dits estats a esté amplié en ce qu'il est permis au demandeur en retrait de s'adresser contre le
premier acheteur, qui depuis & dedans l'an & iour auroit vendu l'heritage suiet à retrait.

L'article deux-cens-six, commençant par ces mots, [Si par vne,] par l'aduis desdits estats a *Arti.206.*
esté de nouuel introduit.

L'article deux-cens-septième, commençant par ces mots, [Si les heritages,] a esté adiouste *Arti.207.*
pour auoir esté obmis, comme ledit premier article.

L'article deux-cens-neuvième, commençant par ces mots, [En bail d'heritage,] a esté de *Arti.209.*
nouuel introduit par l'aduis que dessus.

Les articles deux-cens-vnzième, commençant par ces mots, [Le retrayant,] depuis ces *Arti.211.*
mots, [& où il en auroit fait d'autres,] & deux-cens-douzième, commençant par ces mots,
[N'est loisible,] ont esté de nouuel introduits par l'aduis que dessus : & consequemment trois
articles anciens contenus audit liure imprimé, reformez & moderez: desquels articles la teneur
ensuit.

[Qui retrait heritage suiet à labour & cultiement, comme sont vignes, terres arrables, &
iardinages, & l'acheteur ou detenteur y a fait labourer & cultiuer depuis le vendage fait par le
parent du retrayant, & n'en a recueilly encores aucuns fruits, le retrayant est tenu de luy ren-
dre les amendemens qu'il y aura fait & mis, si aucuns en y a: & aussi le retrayant aura les fruits.]

[Mais si l'acheteur ou detenteur auoit depuis le vendage fait par le parent du retrayant, re-
ceu & perceu vne fois les fruits de l'heritage, auant l'adiournement fait contre luy en matiere
de retrait, le retrayant ne seroit tenu de luy offrir restituer aucunes mises du labour, cultiement,
& amendement : car aussi les fruits demourent audit acheteur ou detenteur: sauf tant, que si la
despouille n'est suffisante pour recompenser les labours & amendemens, le retrayant sera tenu
en supplier & fournir.]

[Qui retrait maison, manoir ou edifice, auquel l'acheteur & detenteur a fait depuis le venda-
ge fait par le parent du retrayant aucunes reparations necessaires ou vtilles, & non superflues
ne volontaires par excès, le retrayant est tenu de restituer lesdites reparations tant necessaires
qu'vtilles, si elles ne sont trop volontaires & superflues. Et ne les perdra pas le detenteur, pour-
tant si l'acheteur a perceu aucuns loyers, pensions, ou reuenus de l'heritage: & si ne seront pas les repara-
tions compensees contre lesdits reuenus, ainsi qu'il se fait es vignes, terres & iardins, comme
dit est dessus en l'article precedent.]

L'article deux-cens-quatorzième, commençant par ce mot, [L'acquerneur,] a esté adiouste *Arti.214.*
pour auoir esté obmis, comme ledit premier article.

Les articles deux-cens-quinzième, commençant par ces mots, [L'heritage retrait,] & deux- *Arti.215.*
cens-seizième, commençant par ces mots, [Si l'heritage,] ont esté par l'aduis que dessus de nou- *216.*
uel introduits, & certain article ancien contenu audit liure imprimé, abrogé: duquel ancien ar-
ticle la teneur ensuit.

[Si le retrayant apres qu'il est receu en son retrait, vend à qui que ce soit, l'heritage par luy

retrait, il ne pourra plus estre retrait, pource que c'est l'acquest du retrayât, & qu'en acquest ne choit point de retrait.]

Arti. 217.
218. 219. Les articles deux-cens-dixseptième, commençant par ces mots, [Quand l'heritage propre,] deux-cens-dixhuitième, commençant par ces mots, [En ce cas,] & deux-cens-dixneuvième, commençant par ces mots, [Ou l'acquireur,] ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits.

Arti. 220. A l'article deux-cens-vingtième, commençant par ces mots, [Le seigneur feodal,] par l'aduis desdits estats ont esté adioustez ces mots, [dedans quarante iours apres qu'on luy a notifié ladite vente, & exhibé les contracts, si aucuns en y a par escrit.]

Arti. 221. L'article deux-cens-vingt-vnième, commençant par ces mots, [Le seigneur retenant,] a esté de nouuel introduit par l'aduis que dessus, & l'ancienne coustume abrogee, par laquelle le seigneur feodal voulant retirer par puissance de fief l'heritage mouuant de luy, pouuoit desdire & precompter à l'acquireur dudit heritage, le quint ou requint du pris dudit heritage.

Arti. 223. L'article deux-cens-vingt-troisième, commençant par ces mots, [Le mary seul,] a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit, & l'ancienne coustume abrogee, par laquelle le mary ne pouuoit seul & sans sadite femme intenter ladite action de retrait.

Arti. 224. L'article deux-cens-vingt-quatrième, commençant par ces mots, [Pere ou mere,] a esté de nouuel introduit par l'aduis que dessus.

Arti. 226.
227. L'article deux-cens-vingt-fixième, commençant par ce mot, [V usufruit,] & l'article deux-cens-vingt-septième, commençant par ces mots, [Qui n'est habile,] ont esté adioustez pour auoir esté obmis, comme ledit premier article.

Des donations simples ou mutuelles, & autres dispositions faites entre vifs.

Arti. 229.
230. Les articles deux-cens-vingt-neuvième, commençant par ces mots, [Donner & retenir,] & deux-cens-trentième, commençant par ces mots, [Donnation simple,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez, pour obuier aux difficultez aduenues sur le contenu d'iceux.

Arti. 232. A l'article deux-cens-trente-deuxième, commençant par ces mots, [Chacun peut,] par l'aduis desdits estats ont esté adioustez ces mots, [à personnes habiles & capables, sauue & reservee la legitime à ses enfans.]

Arti. 233. A l'article deux-cens-trente-troisième, commençant par ces mots, [Pere & mere,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [reseruant toutes-fois à iceux la legitime, selon la raison escrite.]

Arti. 234. L'article deux-cens-trente-quatrième, commençant par ces mots, [Homme & femme mariez,] par l'aduis desdits estats a esté de nouuel introduit, & l'ancienne coustume abrogee, par laquelle don mutuel se pouuoit faire par homme & femme mariez de tous leurs biens meubles & acquests immeubles, & de la moitié de leursheritages de naissant, pour en iouyr par le suruiuant desdits mariez à tousiours, ou à la vie du suruiuant, soit qu'il y eust enfans ou non. Par laquelle aussi tel don mutuel ne faisoit, ains estoit requis en auoir deliurance par les mains des heritiers du premier decédé.

Arti. 235. Les articles deux-cens-trente-cinquième, commençant par ces mots, [Le suruiuant,] & deux-cens-trente-fixième, commençant par ces mots, [Femme ayant enfant,] par l'aduis desdits estats ont esté de nouuel introduits: & l'ancienne coustume reformee, par laquelle estoit permis à l'un des conioints bailler par testament tous ses biens meubles & acquests immeubles, & la moitié de son heritage de naissant.

Arti. 238. L'article deux-cens-trente-huitième, commençant par ces mots, [Lesheritages,] a esté adiouste pour auoir esté obmis, comme ledit premier article cy dessus.

Des droits appartenans à gens mariez.

Arti. 242. L'Article deux-cens-quarantedeuxième, commençant par ces mots, [La femme vefue,] a esté de nouuel introduit en ces mots, [Et encores la moitié de tous lesheritages qui appartennoient à son mary au iour de son decés, autres que les acquests & conquests, pour en iouyr sa vie durant seulement: à la charge de les entretenir, & payer les rentes foncieres, comme vn usufructuaire est tenu,] est pareillement nouuel en ces mots, [& si reprend icelle vefue tous sesheritages de naissant & propre.] Car par l'ancienne coustume à la femme vefue, qui choissoit partir contre les heritiers de son mary, appartennoit en propriété oultre les choses mentionnees au surplus dudit article, la moitié de tousheritages appartenans audit mary, de son naissant, &

& delaissez par son trespas. Aussi ladite femme partissant contre lesdits heritiers, estoit tenuë de conferer tous les heritages de naissant: laquelle ancienne coustume de l'aduis desdits estats a esté abrogee.

L'article deux-cens-quarante-huitième, commençant par ces mots, [Aussi ladite vefue,] est nouuel en ce que generallement il est dit que ladite vefue est saisie du douaire. Car par l'ancienne coustume pour le regard du douaire prefix, elle n'estoit saisie, ains seulement pour le regard du douaire coustumier. Laquelle ancienne coustume pour ce regard par l'aduis que dessus a esté abrogee. Arti. 249.

L'article deux-cens-quarante-neufième, commençant par ces mots, [Les heritages,] a esté par l'aduis que dessus adiousté pour obuier aux difficultez sur le contenu d'iceluy aduenues. Arti. 249.

Les articles deux-cens-cinquantième, commençant par ces mots, [Desdits heritages,] deux-cens-cinquante-deuxième, commençant par ces mots, [Si lesdits heritages,] & deux-cens-cinquante-troisième, commençant par ces mots, [Si les heritages,] ont esté de nouuel introduits par l'aduis que dessus. Arti. 250.
252. 253.

A l'article deux-cens-soixantième, commençant par ces mots, [Mais filles auoit,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [& contre eux intenter cas de nouuelleté dedans l'an & iour du deces dudit mary, ou autre action vallable.] Arti. 260.

L'article deux-cens-soixante-quatrième, commençant par ces mots, [Si le mary,] a esté de nouuel introduit par l'aduis que dessus: & l'ancienne coustume abrogee, par laquelle le mary ou ses heritiers, n'estoient tenus, sinon des demolitions par ledit mary faites des bastimens estans sur les heritages de sa femme. Arti. 264.

Les articles deux-cens-soixante-septième, commençant par ces mots, [Sont aussi,] deux-cens-soixante-huitième, commençant par ce mot, [Pareillement,] deux-cens-soixante-neufième, commençant par ce mot, [Aussi,] deux-cens-soixante-quinze, commençant par ces mots, [Si le mary,] & deux-cens-soixante-seizième articles, commençant par ces mots, [Si durant,] ont esté de nouuel introduits par l'aduis que dessus. Arti. 267.
268. 269.
275. 276.

A l'article deux-cens-soixante-dix-huitième, commençant par ces mots, [Le mary ne peut,] ont esté adioustez par l'aduis desdits estats ces mots, [Et où elle l'auroit consenti, elle en doit estre recompensée sur les autres heritages restans à son mary, soit de naissant, acquest ou conquests.] Arti. 278.

A l'article deux-cens-quatre-vingt-vnième, commençant par ces mots, [Quāt à la vefue,] par l'aduis desdits estats ont esté adioustez ces mots, [mais y peut renoncer dedans quarante iours.] Arti. 281.

Les articles deux-cens-quatre-vingt-deuxième, commençant par ces mots, [La femme vefue,] & deux-cens-quatre-vingt-quatrième, commençant par ces mots, [Le suruiuant,] ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits, en ce que la femme vefue du mary noble n'a sa demeure au chastel, forteresse ou maison noble, sinon ce-pendant qu'elle demeurera en viduité: car par l'ancienne coustume elle y auoit sa demeure sa vie durant: & en ce que le suruiuant des deux conioints nobles est tenu payer les seruices & obseques du decedé. Ce qu'il n'estoit tenu par l'ancienne coustume: sinon pour la bierre & inhumation du corps dudit predecedé. Laquelle ancienne coustume a esté pour ces regards abrogee. Arti. 282.
284.

Des testamens, & autres dispositions de dernieres volontez, & executions d'icelles.

L'article deux-cens-quatre-vingt-cinquième, commençant par ces mots, [Institution d'heritier,] a esté de nouuel introduit par l'aduis que dessus. Arti. 285.

A la fin de l'article deux-cens-quatre-vingt-septième, commençant par ce mot, [Pareillement,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [& que la legitime introduite par la raison escrite demeure à leurs autres enfans.] Arti. 287.

A l'article deux-cens-quatre-vingt-neufième, commençant par ces mots, [Auant qu'un testamēt,] ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [qu'il soit signé & escrit de la main dudit testateur,] & ces mots, [de quatre tesmoins idoines & suffisans, nō legataires, & non ayās interests:] & ces mots, [& qu'iceluy testament ait esté dicté ou nommé par iceluy testateur aux notaire, tabellion, curé, vicaire & iustice, en presence desdits tesmoins, & sans suggestion d'aucune personne: & depuis à luy releu aussi en presence desdits tesmoins, & qu'il soit faite mention audit testament qu'il a esté ainsi dicté, nommé & releu.] Arti. 289.

Les articles deux-cens-quatre-vingt-dixième, commençant par ce mot, [L'age,] & deux-cens-quatre-vingt-vnzième, commençant par ces mots, [Homme & femme,] ont esté de nouuel introduits Arti. 290.
291.

Proces verbal

par l'aduis que dessus, & certain article ancien dudit liure imprimé, reformé: duquel article ancien la teneur ensuit.

[Homme & femme mariez ensemble, peuvent par leur testament & ordonnance de dernière volonté deuément faite: donner & laisser l'un à l'autre, & l'autre à l'un, tous leurs biens meubles, tous leurs acquests, & la moitié de leur naissant, ou tant & telle portion & au dessus, que bon leur semblera, soit qu'ils ayent enfans de leur mariage ou d'autres mariages, ou qu'ils n'en ayent aucuns.]

Arti. 292. [A la fin de l'article deux-cens-quatre-vingt-douzième, commençant par ces mots, [Toutes personnes,] ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [réseruee aux enfans la querelle de testament inofficieux.]

Arti. 293. L'article deux-cens-quatre-vingt-treizième, commençant par ce mot, [Toute-fois,] a esté de nouuel introduit par l'aduis que dessus.

Arti. 296. A l'article deux-cens-quatre-vingt-seizième, commençant par ces mots, [Le legataire,] ont esté de l'aduis que dessus adioustez ces mots, [mais est requis, qu'elles luy soient baillees & deliurees par l'executeur du testament.]

Arti. 297.
298. 299.
301. 303.
304. Les articles deux-cens-quatre-vingt-dixseptième, commençant par ces mots, [L'executeur testamentaire,] deux-cens-quatre-vingt-dixhuitième, commençant par ces mots, [Mais ou,] deux-cens-quatre-vingt-dixneuvième, commençant par ces mots, [L'executeur d'un testament,] trois-cens-vnième, commençant par ces mots. [Et où il y auroit,] trois-cens-troisième, commençant par ce mot, [Celuy,] & trois-cens-quatrième, commençant par ces mots, [Mais si,] ont esté par l'aduis desdits estats introduits de nouuel.

Des successions, & rapports qu'il conuient faire en partageant icelles.

Arti. 308. L'Article trois-cens-huitième, commençant par ce mot, [L'heritier,] a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.

Arti. 309. A la fin de l'article trois-cens-neufième, commençant par ce mot, [Représentation,] ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Et quant aux fiefs, représentation en ligne directe a aussi lieu infiniment, & en ligne collaterale iusques aux enfans des freres seulement, comme il a esté dit cy dessus.]

Arti. 310. L'article trois-cens-dixième, commençant par ces mots, [Les enfans,] a esté adiousté par l'aduis desdits estats, pour obuier aux difficultez, qui aduiennent iournellement sur iceulx.

Arti. 313.
314. Les articles trois-cens-treizième; commençant par ces mots, [Les pere & mere,] & trois-cens-quatorzième, commençant par ces mots, [Lesdits ayeuls,] sont nouveaux en ce que les pere & mere, ayeuls & ayeulles succedent à leurs enfans & fils de leurs enfans, non seulement en meubles, mais aussi en leurs acquests immeubles. Car par l'ancienne coustume ils ne succedoient seulement qu'aux biens meubles: laquelle ancienne coustume pour ce regard a esté de l'aduis desdits estats abrogee.

Arti. 315. L'article trois-cens-quinzième, commençant par ce mot, [L'heritage,] a esté adiousté, pour auoir esté obmis, comme ledit premier article.

Arti. 316. L'article trois-cens-seizième, commençant par ces mots, [Si aucun,] a esté de nouuel introduit, comme dessus: & certain article ancien contenu audit liure imprimé, abrogé: nonobstant les remonstrances & empeschemens faits par lesdits Beguin, le Poiure & Tropmignot, és noms desdits cardinaux de Lorraine, de Vendosme, abbé de saint Nicaise, preuost, doyen, chancre & chapitre de l'eglise dudit Rheims, doyen & chapitre dudit saint Symphorian, religieux & conuents desdites abbayes de saint Remy & Signys: & religieuses, abbessé & conuent dudit saint Pierre. Ausquels auons octroyé acte de leur declaration, pour leur seruir & valoir en temps & lieu: ce que de raison. Et neantmoins passera l'article pour coustume, suiuant l'aduis desdits estats, sans preiudice ausdits seigneurs de leurs droits & possessions, pour lesquels ils demeureront en leur entier. Duquel article ancien la teneur ensuit.

[Et si ledit trespaslé delaisse vn ou plusieurs freres ou cousins, ou lignagers à luy attenans de l'un des costez seulement, & ne delaisse aucun lignager de l'autre costé, la moitié de ses meubles & acquests appartiendra ausdits lignagers, & l'autre moitié sera deuoluë, comme vaccant aux seigneurs temporels hauts iusticiers, en la seigneurie desquels seront trouuez & assis lesdits meubles & acquests.]

Arti. 317. L'article trois-cens-dixseptième, commençant par ces mots, [Les enfans,] est nouuel en ce que lesdits

lesdits enfans sont tenus de rapporter les meubles. Car par l'ancienne coustume ils n'estoient tenus seulement, que de rapporter les heritages. Laquelle coustume par l'aduis desdits Estats a esté abrogee.

Les articles trois-cens-dixhuitième, commençant par ces mots, [Le rapport,] & trois-cens-dix-neuvième, commençant par ces mots, [Si l'heritage,] ont esté de nouuel introduits, comme dessus : & certain article ancien contenu audit liure imprimé, abrogé : duquel ancien article la teneur ensuit.

[Et iàçoit que ledit pere leur eust donné heritages, qui fussent du costé & ligne de sa femme leur mere, & du consentement d'elle, si s'en deuoit il faire rapport en la succession dudit pere & non de la mere, si autrement n'estoit conuenu par expres en faisant la donation : pource que tels dons d'heritages faits à enfans par leurs pere & mere, sont reputez naissant du costé paternel, & non du costé maternel. Et aussi le mary qui par tels dons a aliéné l'heritage de sa femme, est tenu ou ses heritiers, d'en restituer ladite femme ou les heritiers d'elle : au cas qu'elle suruiuant son mary, ne choisiroit partir par moitié contre & avec ses heritiers.]

A la fin de l'article trois-cens-vingtième, commençant par ces mots, [Toute-fois,] par l'aduis desdits Estats ont esté adioustez ces mots, [Pourueu que la legitime soit gardee ausdits enfans.]

Les articles trois-cens-vingt-vnième, commençant par ce mot, [Peuvent,] trois-cens-vingt-deuxième, commençant par ce mot, [Deniers,] trois-cens-vingt-troisième, commençant par ces mots, [Mais si,] trois-cens-vingt-quatrième, commençant par ce mot, [Rapport,] trois-cens-vingt-cinquième, commençant par ces mots, [En successions,] trois-cens-vingt-sixième, commençant par ces mots, [Si aucun,] & trois-cens-vingt-septième, commençant par ces mots, [Les parens,] ont esté de nouuel introduits par l'aduis desdits Estats.

Aussi par l'aduis d'iceux estats plusieurs articles contenus audit liure imprimé, par lesquels nul ne pouuoit disposer oultre la moitié de son naissant au preiudice de ses heritiers, en ligne directe ou collaterale, sinon en trois cas : à sçauoir que le pere & mere, ayeul ou ayeulle ayans enfans ou descendans, ensemblement & d'un accord eussent fait ladite alienation, ou que l'allieyant en cas de necessité eust le consentement de son heritier presumptif : ou audit cas de necessité eust ce fait par decret ou autorité de iustice, sondit heritier present ou appelé. Lesquels articles nonobstant l'empeschement d'aucuns particuliers, ont esté par l'aduis desdits Estats abrogez pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

De tuteur, curateur, & gardien.

L'Article trois-cens-vingt-huitième, commençant par ces mots, [Bail d'enfans,] a esté par l'aduis desdits Estats de nouuel introduit : & l'ancienne coustume abrogee, par laquelle le bail des enfans mineurs de quatorze ans, quant aux masles : & de douze ans quant aux femelles, estoit deferé aux plus prochains lignagers & collateraux desdits mineurs, sans que lesdits lignagers fussent tenus de faire inuentaire des biens meubles, & rendre compte d'iceux ausdits mineurs, ny des fruits de leurs heritages nobles. Lesquels meubles & fruits iceux lignagers faisoient leurs, à la charge seulement de nourrir, alimenter & entretenir lesdits mineurs selon leurs estats & lieu, dont ils estoient issus : les acquitter de leurs debtes, & aussi d'entretenir lesdits heritages, & les rendre, ledit Bail finy, en bon estat.

L'article trois-cens-vingt-neuvième, commençant par ces mots, [Toutes tutelles,] a esté adiousté pour auoir esté obmis, comme ledit premier article.

L'article trois-cens-trentième, commençant par ces mots, [Par ladite coustume,] est nouuel en ce qui est parlé de la garde bourgeoise, laquelle n'auoit lieu par l'ancienne coustume, qui a esté par l'aduis que dessus abrogee.

L'article trois-cens-trente-vnième, commençant par ces mots, [Le gardien,] a esté de nouuel introduit par l'aduis desdits Estats, qui ont remonstré ladite ancienne coustume estre defraisonnable en ce que le baillistre, qui estoit parét collatéral desdits mineurs faisoit les meubles & fruits des heritages d'iceux dits mineurs siens : & non le pere, mere, ayeul ou ayeulle, qui auoient la garde noble d'iceux mineurs leurs enfans.

A la fin de l'article trois-cens-trente-deuxième, commençant par ces mots, [Dure ladite garde noble,] ont esté par l'aduis desdits Estats adioustez ces mots, [pourueu que lesdits pere ou mere ne se remariét. Auquel cas finist ladite garde noble, & doit estre pourueu ausdits mineurs

Proces verbal

de tuteurs & curateurs.] Et consequemment ladite coustume ancienne a esté abrogee, par laquelle la mere, qui se remarioit à homme noble, ne perdoit pour ce ladite garde noble: ains seulement la perdoit au cas, qu'elle se remariait à homme roturier.

Arti. 333. L'article trois-cens-trente-troisième, commençant par ces mots, [Le gardien bourgeois,] a esté de nouuel introduit de l'aduis que dessus.

Arti. 334. Pareillement l'article trois-cens-trente-quatrième, commençant par ces mots, [Garde noble,] a esté de nouuel introduit comme dessus: & l'ancienne coustume reformee, en ce que la garde noble se pouuoit prendre sans mistere & autorité de iustice.

Des bastards, aulbains, espaves, biens vaccans, forfaitures, & confiscations.

Arti. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. Les articles trois-cens-trente-cinquième, commençant par ces mots, [Aux hauts iusticiers,] trois-cens-trente-sixième, commēçant par ce mot, [Peuvent,] trois-cens-trente-septième, commençant par ces mots, [Et si lesdits bastards,] trois-cens-trente-huitième, commençant par ces mots, [Hors le cas,] trois-cens-trente-neufième, commençant par ces mots, [Les bastards,] trois-cens-quarantième, commençant par ce mot, [Aulbains,] trois-cens-quarante-vnième, commençant par ce mot, [Toute-fois,] & trois-cens-quarante-deuxième, commençant par ces mots, [Et appartient,] ont esté de nouuel introduits de l'aduis que dessus.

Arti. 344. L'article trois-cens-quarante-quatrième, commençant par ces mots, [Si aucun,] a esté adiousté pour auoir esté obmis, comme ledit premier article.

Arti. 345. 346. Les articles trois-cens-quarante-cinquième, commençant par ces mots, [Si dedans,] & trois-cens-quarante-sixième, commençant par ces mots, [S'il y a biens vaccans,] ont esté de nouuel introduits, comme dessus.

Arti. 348. Sur l'article trois-cens-quarante-huitième, commençant par ces mots, [Qui confisque le corps,] ledit Moet procureur du Roy, a soustenu que la confiscation en cas de crime de leze maiesté, soit diuine ou humaine, appartient au Roy seul. Et par lesdits seigneurs hauts iusticiers a esté dit, que quant au crime de leze maiesté humaine, ils accordoient les confiscations à cause d'icelles appartenir au Roy: mais empeschoient que celles prouenans du crime de leze maiesté diuine appartenissent audit seigneur Roy seul, pretendans icelles entierement leur appartenir en leurs terres & seigneuries de haute iustice. Sur lequel differend auons renuoyé les parties à la Cour au lendemain des Roys prochainement venant: pour icelles ouyes, en estre ordonné par icelle, ainsi que de raison.

Arti. 349. L'article trois-cens-quarante-neufième, commençant par ces mots, [Le forfait,] a esté de nouuel introduit comme dessus. Et procedant oultre à la lecture dudit liure imprimé, mesmes de la rubrique, [Des essongnes, & amendes pour ce deuës] & de la rubrique, [Des mesures, poids, balances, & amendes pour ce deuës,] de l'aduis desdits Estats ont esté abrogez tous les articles faisans mention de desdites essongnes, comme desraisonnables. Et auons ordonné que le contenu sous ladite rubrique, [Des mesures, poids, balances, & amendes pour ce deuës,] comme appartenans à police de ville, ne seroit couché en article de coustume: sauf aux manans & habitans de ladite ville de Rheims, villes & villages regis selon icelle, en vser comme ils ont acoustumé de faire par cy deuant, & selon les ordonnances & edicts Royaux sur ce faits. Et ce nonobstant les empeschemens faits en termes generaux par ledit Beguin au nom desdits seigneurs, disant, que tant lesdits deux rubriques, que les rubriques ia par nous leuës en l'assemblée desdits Estats, à sçauoir la rubrique, [Des biens vaccans, morte-mains, & estrayeres, & la rubrique des confiscations & forfaitures de biens:] estans audit liure imprimé, deuoient demeurer, & estre gardees & obseruees ainsi qu'elles sont couchees audit liure. Et que lesdits seigneurs, pour lesquels ils comparoissent, auoient interests à l'obseruation d'icelles, par ce que se sont leurs droits seigneuriaux & domainaux. Nous requerrant acte de son dire, pour luy seruir & valoir en temps & lieu. Ce que luy auons octroyé, pour la conseruation de leursdits droits seigneuriaux & patrimoniaux: afin d'en iouyr par eux, ainsi comme bonnement & raisonnablement par cy deuant ils ont fait. Et à ceste fin auons ordonné que lesdites rubriques & articles contenus en icelles, seront couchees en ce present nostre proces verbal, desquelles la teneur ensuit.

Des

Des biens vaccans, morte-mains, & estrayeres.

LE seigneur temporel haut iusticier peut apres le trespas de ceux qui ont ou possèdent aucuns biens meubles ou immeubles és fins & termes de sa seigneurie & haute iustice, en quelsconques lieux qu'ils soient demeurans, ou voient de vie à trespas, saisir ou faire saisir, arrester, & mettre en sa main par inuentaire & prisee, tous iceux biens meubles ou immeubles comme vaccans, s'il ne vient & s'appert deuers ledit seigneur, ou sa iustice, aucun lignager desdits trespassez, qui soit, qui se preuue, ou declare heritier, & qui soit habile à leur succeder esdits biens: ou qu'il appert audit seigneur ou sa iustice, que lesdits trespassez auoient disposé ou ordonné de leursdits biens par testament ou autre ordonnance suffisante: & que les executeurs du testament ayant repris la charge de l'execution d'iceluy, & de payer & acquiter les debtes deuës par lesdits trespassez. Et s'il appert de l'heritier ou du testament, ou ordonnance suffisante, ledit seigneur doit leuer sa main, & deliurer lesdits biens à l'heritier ou aux executeurs, en payant les officiers de leurs peines, saifines, salaires & vaccations raisonnables.]

[Si dedans l'an & iour apres la saifine faite des biens vaccans demeurez du deces des trespassez, aucun ne s'appert & prouue estre lignager habile à leur succeder, ou qu'ils n'ayent testé, disposé & ordonné de leurs biens vallablement, ledit seigneur haut iusticier, ou sa iustice, peut declarer les biens estre vaccans par morte-main & estrayerer: & comme tels, les peut vendre & adeuerer au plus offrant & dernier encherisseur, & par criees publiques, & iceux appliquer à son profit. Ou il les peut prendre, vendre, donner, aliener, ou appliquer à son domaine, ou autrement en faire son plaisir: sauf toutes-fois: que si depuis ledit temps il venoit vn mineur, ou vn lignager habile à succeder, qui ait esté absent, ou qui ait eu legitime excusation, qui se vueille porter heritier, il y seroit receu, & luy seroient restituez les biens ainsi prins comme vaccans, en payant les frais raisonnables de iustice, & les meliorations de l'heritage.]

[Si auant l'an & iour expiré apres la saifine desdits biens vaccans, ceux qui ont enfans ou lignager plus prochains habiles à succeder à tels trespassez, vont deuers le seigneur haut iusticier ou sa iustice, repudier la succession desdits trespassez, & y renoncer, ledit seigneur ou sadite iustice, peut bien deslors declarer lesdits biens estre vaccaus & à luy deuolus: & en peut disposer ainsi que dit est dessus. Mais neantmoins si depuis dedans lesdits iour & an, il appert d'autre lignager, posé qu'il soit plus loingtain en degré, que ceux qui aurõt repudié, lequel se vueille dire & prouuer heritier, il y doit estre receu, & auoir main-leuee desdits biens, en payant la saifine & les peines, salaires & vaccations raisonnables des officiers.]

[Le seigneur haut iusticier, qui a tels biens vaccans, les reprend & reçoit à la charge de payer les debtes des trespassez, desquelles il luy appert suffisamment, & accomplir leur testament, tant & si auant que lesdits biens se peuuent estendre, & non plus auant. Et si doit faire & soustenir, si lesdits biens y peuuent fournir, les enterremens, seruices, obseques & funerailles desdits trespassez, selon l'estat dont ils estoient en leurs viuans.]

[Si le trespasé, qui n'a heritier apparent, apres son testament deuëment fait, dispose d'aucuns de ses biens, & des autres non, ceux dont il n'aura pas disposé, demeureront comme vaccans au seigneur haut iusticier, sous qu'ils sont trouuez & assis, à la charge declaree en l'article precedent.]

[Si ledit trespasé a heritier habile à luy succeder en aucuns de ses biens, & non en tous, ceux, esquels il n'est habile à succeder, demeureront comme vaccans audit seigneur haut iusticier, qui en ce cas represente l'heritier, si aucun en y auoit, qui en iceux peut succeder. Et audit cas payeront lesdits heritiers & seigneur les debtes & charges, chacun selon sa portion en quotite, qui prendra en la succession: sauf tant que ledit seigneur n'en payera plus auant, que selon la valeur des biens, qui eschoiront en sa part.]

[Si le trespasé, qui n'a aucun heritier apparët, & par ce luy succede le seigneur haut iusticier, a disposé par son testament de ses biens, ou d'aucuns d'iceux, oultre & plus auant que la coustume ne luy permet, au regard & au preiudice de son heritier: ce nonobstant telle disposition vaudra contre & au preiudice dudit seigneur: car iceluy seigneur ne succede qu'és biens vaccans en defaut de l'heritier, ou de disposition testamentaire.]

[Si le trespasé, qui n'a heritier, & qui n'a disposé de tous ses biens, a des biens meubles & immeubles en diuerses seigneuries & haute iustice, chacun seigneur haut iusticier aura, comme vaccans, ceux qui seront trouuez & assis en sa seigneurie: & n'aura tous les meubles le seigneur, en la seigneurie duquel le trespasé auoit son domicile au iour de son trespas: car en ce cas n'a pas lieu la coustume qui dit, que les meubles suiuent le corps.]

Proces verbal

De confiscations & forfaitures de biens.

SI aucun est atteint & conuaincu, & condamné de cas criminel, pour lequel il soit executé à mort par iustice, ou banny à tousiours, ses biens meubles ou immeubles sont confisque, forfaits & acquis aux seigneurs hauts iusticiers, sous qui ils sont trouvez & assis, à chacun en ses termes, sans que les meubles suivent le corps.]

[Et si le cas, dont le criminel est atteint, est crime de leze maiesté, en ce cas la confiscation de tous les biens meubles & immeubles, en quelsconques lieux qu'ils soient, appartiennent au Roy seul, & non à autre.]

[En confiscation generale de tous biens, les creanciers, ausquels le criminel estoit debiteur, perdent leurs debtes personnelles & leurs hypotheques: & ne les peuent recouurer sur les biens confisque: car le Roy & le seigneur haut iusticier, & chacun endroit soy, prennent leur confiscation nettement, sans charges de debtes, quelques priuileges qu'elles soient, exceptees celles deuës au Roy.]

[Mais si le criminel n'estoit executé à mort, & qu'apres la confiscation declaree il obtint remission du Roy pour le cas par luy perpetré, & il reuenoit à fortune de biens, ses creanciers le pourront poursuir de leurs debtes, où il en seroit tenu personnellement.]

[Et aussi si aucun auoit acquis rente perpetuelle, ou autre debte sur l'heritage d'un, qui depuis forferoit corps & biens, & ledit rentier s'estoit fait vestir & saisir de l'heritage iusques à la valeur de la rente ou debte, icelle rente ne seroit pas perdue par ladite confiscation.]

[La femme d'un homme, qui pour crime par luy commis confisque & forfait tous ses biens, perd ses apport, douaire & dons, qu'elle pourroit pretendre sur iceux biens, & le partage par moitié, qu'elle y eust peu choisir: & n'emporte seulement que les heritages du costé d'elle, comme cy deuant est touché au chapitre du choix des femmes, & de la declaration d'iceluy, quand elles sont vefues, au dernier article.]

[Si vne femme mariee confisque ses biens pour aucun crime par elle commis, les seigneurs, ausquels appartiendra la confiscation, auront chacun endroit soy, les heritages d'elle assis en leurs seigneuries: & le seigneur sous lequel le mary d'elle est demeurant, aura l'apport d'elle, dont le mary sera tenu luy faire payement.]

[Et au regard des acquests faits constant leur mariage, le mary en iouyra du totage sa vie durant. Et apres son trespas, ils se partiront par moitié entre les heritiers du mary & les seigneurs hauts iusticiers, sous lesquels ils sont assis, chacun en son endroit.]

Des effongnes & amendes pour ce deuës.

Effongne est vn droit ou deuoir seigneurial deu par les heritiers ou successeurs des trespassez aux seigneurs, sous la censue desquels ils ont & possèdent heritages au iour de leur trespas. Et n'est pas vniuersel ne vniforme: car il est seulement deu és terres & seigneuries, esquelles est acoustumé d'ancienneté d'effongner: & si doit on pour effongne en aucuns lieux vn denier parisis, & en aucuns deux deniers parisis, en aucuns douze deniers, en aucuns autant, ou aucune-fois le double, aucune-fois la moitié d'autant que les heritages doiuent du cens annuel. En aucuns lieux est deuë vne seule effongne pour vne succession, posé qu'ils y soient plusieurs chefs de personnes succedans. En autres lieux chacun chef succedant doit vne effongne: en autre lieu aussi faut effongner dedans huit ou neuf iours, ou autre nombre de iours apres le decès du trespas. En aucuns lieux dedans vn iour naturel, en aucuns lieux faut effongner auant que le corps du trespasé soit enterré: & avec ce en aucuns lieux l'amende de non effongner est de dix sols parisis: en autre lieu est de vingt-deux sols six deniers parisis: & en autre lieu est de sept sols six deniers parisis.]

[En la cité & ville de Rheims ne se font aucunes effongnes, & n'en a iamais esté vñe, ne aussi en plusieurs autres villages ne villes assises és enuiron dudit Rheims.]

Des mesures, poids & balances, & des amendes pour ce deuës.

Les mesures à grains & à vins, bruuages & liqueurs, ensemble les autres poids & balances, dõt l'on a acoustumé vser & vse lon à Rheims & au pays d'environ, se diuersifiet en plusieurs manieres, mesme dedans la ville & cité de Rheims sont trois ou quatre diuerses manieres & façons de mesures & poids, à cause des diuersites & multiplication des iurisdiccions, qui y sont.]

Toute-

[Toutesfois on vse audit Rheims & pays d'environ, que quiconque en vendant ou achetât, mesure vin ou autre denree, qui se deliure à mesure: & sa mesure est trouuee trop petite, il enchoit en amende de soixante sols parisis, & si perd sa mesure.]

[Quiconque en vendant ou achetant mesure à trop grande mesure excessiuement, il enchoit en amende de vingtdeux sols parisis, & doit estre son poids adiufté & à luy rendu.]

[Quiconque vend ou achete, & poise à trop petit poids & faulse balance, il enchoit en amende de soixante sols parisis, & si perd son faux poids ou sa faulse balance. Et si son poids est trop fort excessiuement, il enchoit en amende de vingtdeux sols parisis, & doit estre son poids adiufté, & à luy rendu.]

[Quiconque mesure à trop petite aulne, il enchoit en amende de soixante sols parisis, & si perd son aulne. Et si son aulne est trop grande, il enchoit en amende de vingtdeux sols six deniers parisis: & doit estre son aulne adiuftee, & à luy rendue.]

[Qui vend pain de trop petit poids, eu esgard aux statuts & ordonnances, qui souuent se changent & muent audit Rheims, selon la mutation de la value du bled, il enchoit en amende de cinq sols parisis, & de perdicion du pain prins sur ledit delinquant, fil ne se submet a la volonté de iustice, auant le pain poisé. Auquel cas l'amende est moderee à quatre sols parisis, & si luy est rédu son pain. Excepté toutesfois, que au ban & seigneurie du Chapitre dudit Rheims, & des singuliers chanoines, l'amende est de vingtdeux sols six deniers parisis, & de perdicion dudit pain.]

[Si le pain d'un boulanger est prins pour un iour en diuers lieux sous vne mesme iustice, en la puissance dudit boulanger: & il est par tout trouué de trop petit poids, le boulager n'enchoira qu'en vne amende. Mais si le pain est prins en diuerses iustices, ou hors la puissance du boulanger, comme s'il estoit en l'hostel d'un tauernier ou hostelain, ou autre, qui le reuende, chascune iustice aura son amende, & sur chascun reuendant le pain de trop petit poids.]

De seruitutes & droits recls.

L'Article trois cens cinquante commençant par ces mots, [En la cité,] a esté de nouuel introduit par l'aduis que dessus: & certain article ancien reformé, duquel la teneur ensuit.

Art. 350.

[Nul ne peut acquerir possession sur aucun, ne maintenir auoir veuës par quelque long temps, qu'il en ayt possédé, si n'est que telles veuës soient par fenestres de pierres ou crayes, ou lucarnes massonnees d'ancienneté, & qu'il y ayt forme & maniere de fenestre ou parement de fenestre de bois à batement ou entrelats, ou colissez sur un pandefust: & toutes autres veuës qui sont prinsees autrement que dit est, sont tenues & reputées veuës furtiues. En telle maniere, que si bon luy semble au royé, il peut edifier & leuer son mur à l'encontre si haut qu'il luy plaist: & en ce faisant offusquer les veuës, ou si bon luy semble, les faire restoupper.

A l'article trois cens cinquante cinq commençant par ces mots, [Tous murs,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [sinon qu'ils portassent entierement le corps d'hostel & edifice de l'un des voisins. Auquel cas appartient à celui, auquel est tel edifice. Ou qu'il y eust tilre au contraire, ou marque & signification, qui denotassent par l'art de massonnerie, que tel mur n'est moitoyen.

Art. 355.

Aussi à l'article trois cens soixante commençant par ces mots, [Il est loisible,] ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Et où ledit voisin sommé de contribuer aux frais, seroit refusant de ce faire six mois apres ladite sommation deuëment faite, demeurera ledit mur propre à celui qui l'aura fait & construit de nouuel, ou fait refaire, si bon luy semble.

Art. 360.

Les articles trois cens soixantevniesme commençant par ce mot, [Pareillement,] trois soixantequatriesme commençant par ces mots, [Il est loisible,] & trois cens soixantesixiesme commençant par ces mots, [A quiconque,] ont esté de nouuel introduits comme dessus.

Art. 361.
364-366.

L'article trois cens soixante septiesme commençant par ce mot, [Quiconque,] a esté de nouuel introduit de l'aduis que dessus: & l'ancienne coustume abrogee, par laquelle il estoit loisible prescrire par l'espace de quarante ans, les ordes fosses ou soulciz faits ioignant le puis du voisin: & aussi qu'il estoit permis de faire ordes fosses ou soulciz à deux pieds & demy pres du puis de sondit voisin.

Art. 367.

Les articles trois cens soixante huitiesme commençant par ce mot, [Contre,] & trois cens soixanteneufiesme commençant par ces mots, [Le fossé,] ont esté de nouuel introduits de l'aduis que dessus.

Art. 368.
369.

Proces verbal.

De Prescription.

Art. 380.
381.

Les articles trois cens quatrevingtiefme commençant par ces mots, [Quand aucun a iuste tiltre,] & trois cens quatrevingtviensme commençant par ces mots, [Quand aucun a iouy,] ont esté adioustez pour auoir esté omis comme ledit premier article.

Art. 382.
383-384.

Les articles trois cens quatrevingtdeuxiesme commençant par ces mots, [Le chef cens,] trois cens quatrevingttroisiesme commençant par ces mots, [Toute action,] & trois cens quatrevingtquattresme commençant par ce mot, [Quiconques,] ont esté de l'aduis desdits estats de nouuel introduits.

Autres Coustumes.

Art. 385.

L'Article trois cens quatrevingtcinquiesme commençant par ces mots, [Societé n'a lieu,] a esté de nouuel introduit de l'aduis que dessus: & trois articles anciens contenus audit liure imprimé, abrogez: desquels articles la teneur ensuit.

[Si apres le trespas de pere & mere leurs enfans à eux succedans se gouuernent, tiennent, & habitent ensemble en vn mesme hostel, & l'vn ou aucuns d'eux vend & achete de leurs biens communs, supposé que les autres ne s'en meslent, chascun desdits enfans y participe: & fera l'acquest & proufit de la perte si elle y est, commun & commune entre tous lesdits enfans: iacoit que les aucuns portent le nom de ce qui sera fait, & que lettres en soient faites au nom & au proufit des aucuns & non des autres: pour ce que tout est fait de leurs biens communs.]

[Si apres le trespas d'vn pere ses enfans demeurent avec leur mere, qui aura suruescu le pere: & qu'elle & eux vivent ensemble de leurs biens communs sans en faire partage ne diuision, & ils demeurent en cest estat par an & iour, ils acquierent tacitement contract de compagnie & communauté de biens.]

[Si apres le trespas d'vne mere, ses enfans demeurent avec le pere suruiuant leur dite mere, viuans ensemble de leurs biens communs, sans partage faire, ils ne peuuent acquerir compagnie ne communauté de biens pour quelque long temps qu'ils soient avec leur dit pere: & ne luy peuuent au departir plus demander, que l'apport de leur mere.]

Art. 386.

L'article trois cens quatrevingtfixiesme commençant par ces mots, [Quand aucun,] a esté de nouuel introduit de l'aduis que dessus.

Art. 388.

A la fin de l'article trois cens quatrevingtseptiesme commençant par ces mots, [Il est permis,] de l'aduis que dessus ont esté adioustez ces mots, [Et peuuent iceux biens, encores qu'ils soient hors de ladite maison, estre poursuyuis par hypothecque, en quelque main qu'ils soient: sinon qu'ils ayent esté vendus à vn autre. Et où ils se vendroient publiquement par autorité de iustice, sera ledit locateur preferé à tous autres pour son louage, sur les deniers qui en procederont.]

Art. 388.

Aussi à la fin de l'article trois cens quatrevingthuitiesme commençant par ces mots, [Et peut,] ont esté adioustez ces mots, [Et à faute de ce faire, le peut faire sortir de sa maison par iustice, encores que le louage ne soit expiré.]

Art. 392.

393-394.
395-396.
397-398.
399-400.
401-402.
403-404.
405.

Les articles trois cens quatrevingtdouziemes commençant par ces mots, [Lettres de respit,] trois cens quatrevingttreiziemes commençant par ces mots, [Cession de biens,] trois cens quatrevingtquatorziemes commençant par ces mots, [Tous vendeurs,] trois cens quatrevingtquinziemes commençant par ce mot, [Despens,] trois cens quatrevingtseiziemes commençant par ces mots, [En matiere,] trois cens quatrevingtdixseptiesme commençant par ce mot, [Compensation,] trois cens quatrevingtdixhuitiesme commençant par ces mots, [Qui vend,] trois cens quatrevingtdixneufiesme commençant par ces mots, [Les courtiers,] quatrecentiesme commençant par ces mots, [Tous acheteurs,] quatre cens vniesme commençant par ces mots, [Toute personne,] quatre cens deuxiesme commençant par ces mots, [Tous seigneurs,] quatre cens troisiemes commençant par ces mots, [Et si lesdites bestes,] quatre cens quattresme commençant par ces mots, [Et si celuy,] & quatre cens cinquiesme commençant par ces mots, [Et si il y a opposition,] ont esté par l'aduis que dessus de nouuel introduits.

N O Y O N.

Varrement, de nostredite ordonnance a esté faite lecture du cayer des coustumes de la Preuosté de Noyon. Duquel cayer ensuyuent les additions, innouations, reformations, corrections, abrogations & debats faits sur les articles contenus en iceluy.

De

De Succession.

A Vdit cayer sous ledit tiltre ont esté leues deux articles, dont la teneur ensuit.

Art. 4. 5. 6. 7.

[Si aucun va de vie à trespas, soit homme ou femme, & delaisse plusieurs ses enfans & heritiers, fil y a vn seul fils, il succede en tous les fiefs & nobles tenemens, & n'y auront les filles qu'un quint à vie seulement.]

[S'il y auoit plusieurs fils, l'ainé emporte & succede aux fiefs & nobles tenemens: & n'y auront les puisnez tant fils que filles tous ensemble, qu'un quint à vie. Et a lieu ladite coustume tant contre les nobles que non nobles.]

Sur la lecture desquels a esté remonstré par ledit maistre Loys le Chastelain Lieutenant de Noyon, que lesdits articles gisoient à reformation, mesmement pour le regard des roturiers: & qu'il seroit besoin de suyure ladite coustume generale de Vermandois, par laquelle les fiefs sont diuisez par tiers & par quart. Ce qu'il a requis estre fait par plusieurs raisons & moyen par luy alleguez. Au contraire a esté remonstré par ledit maistre Pierre Cordelier Procureur fiscal au Comté de Noyon pour l'Euesque & Côte de Noyon, & par maistre Anthoine Hurdeau Aduocat audit Noyon, qu'il n'estoit raisonnable, que les fiefs fussent diuisez, & que telle diuision viendroit à grand interest & incommodité des seigneurs feodaux. La matiere mise en deliberation, & par l'aduis des trois estats du pays & de toute l'assemblee, a esté pour le regard des roturiers tenans fiefs, ladite coustume reformee & redigee ainsi qu'il est contenu aux quatriesme article commençant par ces mots, [Entre roturiers,] cinquiesme article commençant par ces mots, [Et neantmoins,] sixiesme article cōmençant par ces mots, [Et où il n'y auroit,] & septiesme article commençant par ces mots, [Le fils a ledit droit,] du cayer par nous comme dit est, redigé par coustume: & ce pour l'aduenir seulement, & sans preiudice du passé, & des proces pendans, si aucuns en y auoit. Et quant aux nobles, pour le regard des Duchez, Côtez, Baronnies, fiefs & seigneuries tenus par eux, auons renuoyé les parties en la cour au lendemain des Rois, pour en estre par elle ordonné ainsi que de raison.

A esté faite lecture d'un autre article estant audit cayer sous ledit tiltre, dont la teneur ensuit.

[En succession de ligne collateralle le fils precede la fille quant au fief: & au cas qu'il n'y auroit point de filz, la fille aisnee precede les autres filles, & n'ont les puisnez aucun droit de propriété esdits fiefs, ne de quint à vie.]

Sur lequel a esté remonstré par ledit le Chastelain, qu'il n'estoit raisonnable, quant aux roturiers, que les puisnez fussent totalement exclus, attendu que par l'assemblee la diuision des fiefs entre roturiers, auoit esté trouuee bonne en ligne directe, estoit pareillement raisonnable la recevoir en ligne collateralle. La matiere mise en deliberation, entant que touche les nobles l'article a esté remis à la discretion de la Cour, & les parties y renuoyees au lendemain des Roys, pour par elle y estre pourueu, comme de raison.

Et quant aux roturiers, a esté l'article reformé en la maniere que cōtenu est aux treziesme article commençant par ces mots, [Et s'il n'y auoit,] & quatorziesme article commençant par ces mots, [Et entre roturiers,] des coustumes redigez, pour auoir lieu à l'aduenir, & sans preiudice du passé.

Art. 13. 14.

Pareillement a esté faite lecture d'un article contenu audit ancien cayer, sous ledit tiltre, dont la teneur ensuit.

Art. 15.

[Representation n'a point de lieu, soit en ligne directe ou collateralle: & sont tousiours les plus prochains heritiers à preferer.] Lequel article par l'aduis de la compagnie a esté reformé: & au lieu d'iceluy a esté mis le quinziesme article commençant par ces mots, [En ligne directe,] pour auoir lieu à l'aduenir, & sans preiudice du passé.

A esté faite lecture de la rubrique, [De bail & garde noble,] & des articles estans sous icelle, dont la teneur s'ensuit.

[De deux personnes nobles conioints par mariage, ayants enfans mineurs d'ans, le suruiuant se peut dire baillistre desdits mineurs, & en prēdre la garde noble. Et en ce faisant fait les fruits siens de tous les heritages & reuenu desdits mineurs, durant le temps de son bail & minorité desdits enfans, qui dure iusques à quatorze ans complets, quant aux fils: & quant aux filles, iusques à douze ans complets.]

[Et si lesdits deux conioints par mariage alloient de vie à trespas, delaisant lesdits mineurs, l'ayeul ou l'ayeule d'iceux mineurs du costé paternel ou maternel, ou le plus prochain apres eux suffisant, peut & luy loist prendre ledit bail & garde noble, & faire les fruits siens, durant le

Proces verbal

temps dudit bail deuant déclaré.]

[Et lequel baillistre ou gardien noble, faisant les fruits siens doit entretenir les maisons & heritages desdits mineurs, & les nourrir & entretenir à ses despens, selon leur estat, & payer & acquiter toutes les debtes.]

[Tel baillistre ou gardien noble, est tenu de releuer & droiturer les terres & heritages desdits mineurs, & de payer aux seigneurs, c'est à sçavoir pour les fiefs, nobles tenemens, le reueu d'un an, ou l'estimation d'iceluy reueu. Quant aux censuels & roturiers, il n'en doit rien.]

[Mais si les parens desdits mineurs prennent seulement la garde noble d'iceux, sans faire les fruits des heritages siens: tel gardien est tenu de rēdre compte ausdits enfans desdits fruits. Et aussi ne seroit tenu de payer aucunes debtes ou reparations, fors seulement au nom desdits mineurs, s'il n'est tenu de payer audit seigneur que droit de chambelage pour les fiefs, qui est de vingt sols parisis, pour & au nom desdits enfans.]

[S'il aduient qu'une femme ayant le bail & garde noble d'aucuns enfans mineurs, se remarie: son mary, s'il veut iouyr dudit droit de bail & garde, sera tenu de payer pareil relief, qu'auoit fait ladite veufue, en prenant ledit bail.]

Par l'aduis des estats a esté aduisé, que lesdits articles seront reformez selon la coustume generale de Vermandois, en la preuosté foraine de Laon: & se gouvernera doreseuuant ladite preuosté Royale de Noyon, selon ladite coustume de Laon. Et ce nonobstant la remonstrance faite par lesdits Cordelier & Hurderu, que la femme prenant le bail, doit pour chascun mariage droit de relief & chambelage. De laquelle remonstrance ils auront acte pour leur seruir: ce que de raison.

De Testament,

Art. 19.

A L'article dixneufiesme commençant per ces mots, [Homme ou femme,] ont esté par l'aduis des estats adioustez ces mots, [pourueu qu'il n'y ait enfans de leur mariage ou d'autre. Auquel cas ne vaut telle disposition d'entre eux, que pour les meubles, acquests, & conquests immeubles, & sauf la legitime, comme dessus.]

De donations entre vifs.

Art. 20. 21.

A Esté faite lecture d'un article estant audit cayer sous ledit tiltre, dont la teneur ensuit. [Deux conioints par mariage, & aussi toutes autres personnes iouyssans de leurs droits, peuvent par donation faite entre vifs, donner l'un à l'autre, ou à autre personne prochain ou estrange, leurs biens meubles, acquests & cōquests immeubles, mesme les heritages propres, soient fiefs ou roturiers.] Au lieu duquel & à la correction & reformation d'iceluy ont esté accordez & redigez les vingtiesme article commençant par ces mots, [Toutes personnes iouyssans,] & vingtvniesme commençant par ces mots, [Homme & femme,] & sans preiudice du passé, pour le regard de la donation faite entre deux conioints de leurs propres & heritages.

Art. 22.

Au vingtdeuxiesme article commençant par ces mots, [Si aucun donne,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Toutefois tels heritages donnez par pere ou mere retournent audit pere ou mere, qui les ont donnez, si lesdits enfans precedent.]

Des droits seigneuriaux & feodaux.

Art. 23.

A Esté faite lecture d'un autre article contenu audit ancien cayer sous ledit tiltre, dont la teneur ensuit.

[Quand un fief est vendu ou autrement aliené à pris d'argent, est deu par l'acheteur au seigneur de fief le quint & requint du pris: mais si ledit fief est donné, eschangé ou legué, est deu droit de relief & chambelage seulement. Lequel droit de chambelage est de vingt sols parisis: sinon qu'audit eschange y eust soulte de deniers. Auquel cas est deu quint & requint, pour le regard de ladite soulte.] Sur lequel a esté faite remonstrance par ledit le Chastelain, que es contrats, où il n'y a argent desbourfé, ne peut estre deu quint ne requint du pris, & qu'il seroit tres-raisonnable, que lon se gouuernast selon la Coustume generale, par laquelle esdits contrats est deu relief de chambelage seulement. Au contraire a esté soustenu par lesdits Cordelier & Hurderu, que l'article doit demeurer comme il est: & que les seigneurs, pour lesquels ils parlent, ont droit de quint & requint tant es contrats d'eschange, de donation remuneratoire, qu'en vendition, par l'aduis des estats a esté l'article reformé en la maniere qu'il a esté redigé

gé au vingttroisiesme article commençant par ces mots, [Quand vn fief est vendu,] & sans preiudice du passé, & des droits desdits seigneurs, pour lesquels ils demeureront en leur entier.

A esté pareillement leu vn article estant audit cayer ancien, sous ledit tiltre, dont la teneur Art. 24. ensuit.

[Et en matiere de censive appartient au seigneur, d'ot seroit tenu aucun heritage vendu, eschangé, ou donné, le douziesme denier seulement.] Sur la lecture duquel a esté remonstré par ledit Lieutenant, que ledit article deuoit estre reformé, pour le regard des eschanges & donations, pour lesquels n'y a aucuns deniers desboursez. Par ledit Cordelier a esté dit, qu'il estoit deu audit Euesque & Comte de Noyon le troiesme denier du pris des heritages situez au vieil Landrimon, & aux terres des marets de Vaucelles: & que de tout temps il est en possession de percevoir tel droit. Auons ordonné que ledit Cordelier aura acte de sa declaration: & neantmoins par l'aduis des estats a esté l'article reformé, comme il est contenu & redigé au vingtquatriesme article, commençant par ces mots, [Quand aucun heritage tenu en censive,] sans preiudice audit Euesque & Comte de Noyon, & de ses pretenduz droits & possession, pour lesquels il demeurera en son entier.

Sur le vingtcinquiesme article commençant par ces mots, [Quand vn fief eschoit par succession,] a esté remonstré par ledit Hurderu, que lesdits Doyā, Chanoines & chapitre ont droit de relief pour chascune mutation d'homme avec main & bouche, & droit de chambelage. Auons ordonné par l'aduis desdits estats, que tel article passera pour coustume, sans preiudice ausdits Doyan, & Chanoines de leurs droits & possessions, pour lesquelles ils demeureront en leur entier. Art. 25.

Sur le vingt sixiesme article commençant par ces mots, [Si vne fille,] a esté remonstré par lesdits Cordelier & Hurderu, qu'aux seigneurs, pour lesquels ils parlent, est deu relief par le mary, & bail pour chascun mariage. Auons ordonné par l'aduis desdits estats, que ledit article demeurera pour coustume, sans preiudice ausdits seigneurs de leurs droits & possessions, pour lesquels ils demeureront en leur entier. Art. 26.

Sur le vingtseptiesme article cōmençant par ces mots, [Si pere ou mere donnent,] a esté remonstré par lesdits Cordelier & Hurderu, qu'aux seigneurs, pour lesquels ils parlent, compete pareil droit, qu'ils ont allegué cy dessus, pour les donations, dont est faite mention en l'article: auons ordonné comme au precedent article. Art. 27.

De Douaires.

AV vingthuitiesme article commençant par ces mots. [Quand homme ou femme,] ont esté adioustez ces mots, [au iour de la benediction nuptiale,] pour & au lieu de ces mots, [au iour de la consommation de leur mariage,] qui estoient en l'article de l'ancien cayer. Et pareillement en la fin dudit article ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Lequel douaire coustumier saisist si tost qu'il a lieu, qui est apres le deces du mary: comme aussi saisist le douaire prefix. Au lieu de ces mots, qui estoient en l'ancien article, [du iour qu'elle se fera maintenir par iustice en son droit de douaire, ou qu'elle ayt le consentement des heritiers dudit mary.] Pour ladite clause ainsi adioustee auoir lieu à l'aduenir, & sans preiudice du passé. Art. 28.

De retrait lignager.

DE l'article trentetroisiesme commençant par ces mots, [Quand aucun vend,] ont esté par l'aduis desdits estats rayez ces mots, [du iour de la saisie baillee à l'acheteur,] qui estoient mis en l'article de l'ancien cayer: & pour l'explication de quel temps doit auoir cours l'an & iour du retrait lignager, a esté adiousté l'article, qui est le trentequatriesme du cayer redigé par coustume, commençant, [Et l'an du retrait.] Art. 33. 34.

L'article trentecinquiesme commençant par ces mots, [Quand plusieurs lignagers,] a esté accordé par les estats, pour estre mis au lieu de l'ancien article, duquel la teneur ensuit. [Si plusieurs sont prochains lignagers, voulans retraire ledit heritage vendu, le plus prochain lignager sera receu & preferé à retraire iceluy heritage deuant les autres lignagers: pourueu toutefois qu'il face ses diligences en temps & lieu.] Art. 35.

Sur la remonstrance à nous faite par lesdits Cordelier & Hurderu, & autres comparans, que les seigneurs, pour lesquels comparent, auoient plusieurs droits, esquels ils n'entendoient estre desrogé par lesdites coustumes: protestans que ce qui auoit esté par nous redigé en cou-

Proces verbal

stume, fust sans preiudice à leursdits droits. Auons déclaré, que n'entendons preiudicier à leursdits droits, pour lesquels ils sont fondez en tiltres, adueuz, denombrements, ou autrement deüement.

SAINCT QUINTIN.

QVintement, le vingtiesme iour dudit mois de Novembre, de nostre ordonnance a esté procedé à la lecture du cayer des coustumes de saint Quentin. Duquel cayer ensuyuent les additions, innouations, reformations, corrections, abrogations & debats faits sur les articles contenus en iceluy.

Des droits appartenants à gens mariez.

- Art. 1.** **A**V premier article commēçant, [Homme & femme,] a esté aduisé, que ces mots, [dés l'instant, & du iour de la benediction nuptiale,] seront adioustez au lieu de ces mots, [du iour de leurs espouailles.]
- Art. 7.** Au septiesme article commençant, [Si le suruiuant,] ont esté de l'aduis que dessus adioustez ces mots, [par moitié, s'il ne se remarie: & s'il se remarie, se continue par tiers.]
- Art. 15.** Au quinziésme article commençant, [Femme mariee,] ont esté par l'aduis que dessus adioustez ces mots, [soit au preiudice d'elle ou de son mary.]
- Art. 18.** Au dixhuitiesme article commençant, [Le mary ne peut vendre,] a esté aduisé par l'aduis desdits estats, que le mary pourra pour l'aduenir disposer de tous les cōquests immeubles faits durant & constant le mariage d'entre luy & sa femme, sans le consentement d'icelle. Et aura doreseuauant lieu don mutuel entre le mary & la femme, selon qu'il est porté par la coustume generale du Bailliage de Vermandois, & Preuosté foraine de Laon.

Des testamens, & execution d'iceux.

- Art. 20.** **A**V vingtiesme article commençant par ces mots, [Toutes personnes,] pour l'interpretation d'iceluy ont esté par l'aduis que dessus adioustez ces mots, [c'est à sçauoir les masles de vingt ans, & les femelles de dixhuit ans.]
- Art. 21.** Le vingtvniesme article commençant, [Auant qu'un testament,] a esté redigé par l'aduis que dessus, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.
- Art. 22.** Au vingtdeuxiesme article commençant par ces mots, [Par testament,] ont esté adioustez ces mots, [Pourueu que la legitime soit gardee & reseruee aux enfans.]

De succession.

- Art. 32. 33.** **S**Vr le trētedeuxiesme article commençant par ces mots, [En succession,] & trentetroisiesme commençant par ces mots, [Et quant aux nobles,] a esté dit par ledit maistre Claude Macaire Lieutenant de S. Quentin, que par l'ancienne coustume inuiolablement obseruee iusques à huy, le fils aisné ou fille aisnee en defaut de masles succedoient à leur pere & mere, tant nobles que roturiers, en la totalité des fiefs: sauf aux puisnez le quint à vie. Ce que ledit Macaire disoit auoir esté trouué defraisonnable à l'assemblee, qu'il auoit fait faire audit saint Quentin en vertu de noz lettres de commission: & que telle coustume meritoit reformation. A ceste cause la matiere mise en deliberation, attendu qu'en l'assemblee desdits estats s'est trouué petit nombre des Nobles de ladite Preuosté de Noyon, auons entant que touche les nobles, remis ledit trentetroisiesme article, & autres qui en dependent, à ladite cour de Parlement, pour par icelle en estre ordonné ainsi qu'elle verra estre à faire par raison. Et quant aux enfans roturiers, le contenu audit trentedeuxiesme article sera doreseuauant gardé & obserué, sans preiudice du passé, des droits & proces pendans, si aucuns en y a.
- Art. 36.** A la fin du trentefixiesme article commençant par ces mots, [Tous lesdits heritiers,] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [font & se peuuent lesdits puisnez dire saisis de leur droit & part, & former complainte tant contre leur frere aisné, que autres.]
- Art. 42.** A la fin du quarantedeuxiesme article commençant par ces mots, [En succession de pere & mere,] ont esté par l'aduis que dessus adioustez ces mots, [Mais si le pere & mere ont donné quelque heritage à leur enfant en aduancement d'hoirie, faueur de mariage ou autrement, & ledit enfant decede sans hoirs de son corps, au parauant lesdits pere & mere, l'heritage ainsi donné retournera ausdits pere & mere, qui auroient donné ledit heritage.]

Le

Le quarantetroisiesme article commençant par ce mot, [Representation,] a esté accordé Art. 43.
pour l'aduenir, sans preiudice des droits acquis pour le passé: & l'ancienne coustume reformee,
par laquelle representation tant en ligne directe que collaterale, n'auoit lieu, n'estoit qu'elle
eust esté par expres accordée.

Le quarantehuitiesme article commençant par ces mots, [Droit d'ainesse,] a esté accordé Art. 48.
pour l'aduenir, sans preiudice du passé: & a esté certain ancien article corrigé & reformé, du-
quel la teneur ensuit.

[En succession de ligne collaterale tous les fiefs du defunct competent & appartiennent à
son heritier aîné, soit masle ou femelle à faute de masle, & y succede seul l'aîné ou l'aînée,
sans aucune charge de quint à ses coheritiers maisnez. Toutesfois si n'y auoit fiefs patrimo-
niaux, qui ne vinssent du costé dudit heritier aîné, y succederait l'heritier aîné, soit masle ou
femelle, du costé dont ils sont procedez.]

• Le soixantevniesme article commençant par ces mots, [Le seigneur feodal,] a esté accor- Art. 61.
dé pour & au lieu de l'ancien article, duquel la teneur ensuit.

[Après lesdits quarante iours le seigneur feodal fait saisir le fief tenu de luy, & non releué: &
si l'heritier nouveau vassal, à qui il est escheu n'a aucun delay pour escheuer perte de fruits, puis
qu'il n'a fait son deuoir dedans ledit temps. Mais incontinent icelle saisie faite & signifiée au
lieu du fief, ou audit vassal, peut ledit seigneur prendre, emporter & auoir tous les fruits & le-
uees dudit fief, si ils sont en maturité, & tout faire regaler, pescher les estangs & viuiers, sans en
rien rendre ne delaisser audit vassal, ne aux fermiers, en vser & en prendre comme regale, &
ainsi qu'iceluy vassal feroit pour sa necessité & volonté.

Au soixantecinquesme article commençant par ces mots, [Si par partage,] ont esté par Art. 65.
l'aduis que dessus adioustez ces mots, [pour le second mariage, tiers, quart, ou autre, & non par
le premier,

Le soixanteseisiesme article commençant par ces mots, [En toutes nopces,] a esté accordé Art. 66.
pour l'aduenir, au lieu de l'ancien article, dont la teneur ensuit.

[Toutesfois & quant que fille se marie, soit en premiere ou autres nopces, est deu à cause
des fiefs qu'elle a, relief de bail par son mary, qui est le reuenu d'un an, avec bouche & mains
seulement, sans aucun chambelage.]

Sur le soixanteseptiesme article commençant par ces mots, [Celuy à qui a esté donné fief,] Art. 67.
a esté remôstré par ledit Bailly du Marquis de Neesle, & par le procureur desdits Doyan, Cha-
noines & Chapitre de saint Quentin, que par l'ancienne coustume au cas mentionné audit
article, estoit deu quint & requint. Nonobstant lesquelles remonstrances a esté ordonné, que
ledit article demeurera pour coustume, sans preiudice ausdits Marquis, Doyan, Chanoines &
Chapitre de leurs droits, pour lesquels ils demeureront en leur entier.

Le soixantehuitiesme article commençant par ces mots, [Pour eschange,] a esté accordé Art. 68.
pour auoir lieu par prouision seulement, sans preiudice du droit des seigneurs & des suiets au
principal, pour lequel se pouruoirront à la cour, ainsi que de raison.

Le soixanteseiziesme article commēçant par ces mots, [Ledit droit de chambelage,] a esté Art. 76.
accordé pour auoir lieu par prouision: & a esté l'anciē article reformé, duquel la teneur ensuit.

[Châbelage est deu selon le reuenu du fief. Sçauoir est, de vingt sols douze deniers, en ma-
niere que si il vaut cent sols de rente, en sont deuz cinq sols: si il vaut cent liures, en sont deuz
cent sols. Et si il vaut deux cens liures, en sont deuz dix liures: & du moins, moins. Mais de quel-
que reuenu que soit le fief, quand il vaudroit quatre cens liures ou plus, si n'en seroit il deu que
dix liures pour chambelage, par ce qu'il n'excede point. Et aussi n'est moindre que de cinq sols,
quand le fief ne vaudroit que cinq sols de reuenu. Car comme dessus est dit, lon paye de la liure
du reuenu du fief, douze deniers, depuis cent sols iusques à dix liures.] Et au principal sur les re-
monstrāces faites par ledit Bailly de Neesle, lesquelles il pourra bailler par escrit, si bon luy sem-
ble, pour estre inferees en nostredit proces Verbal. Auons renuoyé les parties en ladite cour
de Parlement au lendemain des Roys, pour y estre par elle pourueu ainsi que de raison.

A la fin du quatrevingtquatriesme article commençant par ces mots, [Si par emption,] ont Art. 84.
esté par l'aduis que dessus adioustez ces mots, [Et se peut faire telle saisie & poursuite iusques
à trente ans.]

Au quatrevingthuitiesme article commençant par ces mots, [Et si on ne trouue,] ont esté Art. 88.
adioustez ces mots, [ou deux autres tesmoins non fauorables.]

L'article quatrevingtvnziesme commençant par ces mots, [Le seigneur censuel,] a esté par Art. 91.

HHH

Proces verbal de Coucy.

l'aduis des estats accordé pour & au lieu d'un ancien article, dont la teneur ensuit. [Et si au tēps que ledit seigneur fera mettre tels heritages en sa main, par faute de cens non payez, de six, de huit, de dix ans, & de plus long temps, si ne sera tenu l'heritier par ladite coustume de payer au seigneur les cens que de trois ans: car un seigneur, promptemēt qu'on delaisse à payer de trois ans entiers, & qu'il n'y a aucun possesseur, peut faire saisir, & en iouyr à son prouffit. Et sil ne le fait, luy est imputé par sa negligence.]

De Douaires.

Art. 93. **L**E quatrevingttreiziesme article commençant par ces mots, [Douaire tant coustumier que prefix,] a esté par lesdits estats accordé pour & au lieu d'un ancien article, dont la teneur ensuit.

[Par ladite coustume telle veufue ne peut demander ne auoir son douaire coustumier, iufques à ce qu'elle sy est mise ou fait maintenir par procureur pour elle par autorité de iustice, & fait signifier aux heritiers & possesseurs desdits heritages, ou que lesdits heritiers & possesseurs ayent accordé & consenti prendre & auoir son douaire.]

Art. 94. Le quatrevingtquatorziesme article commençant par ces mots, [Douaire prefix,] a esté accordé pour l'aduenir, & sans preiudice du passé: & certain ancien article reformé, duquel la teneur ensuit.

[Quand aucun douaire conuentionnel est accordé à vne femme au traité de son mariage, apres le trespas de son mary, elle peut prédre & choisir lequel qu'il luy plaist, ou le coustumier en delaisant le conuentionnel: ou soy arrester audit conuentionnel, en delaisant ledit coustumier: si ce n'estoit que par le traité de mariage ayt esté expressement conuenu & accordé, que la veufue ne pourra auoir autre douaire, que ledit douaire conuentionnel.]

Quant à certain tiltre de prinse de bail, par l'aduis desdits estats, ledit tiltre a esté rayé, & ordonné que d'oresenauant quant au bail & garde noble, sera suyuite la coustume de Laon, sous le tiltre & bail & garde noble d'enfans mineurs.

Depuis la lecture faite desdits articles, maistre Anthoine Cornet Bailly du Marquisat de Neesse, nous a baillé ses remonstrances & protestations par escrit, suyuant ce que luy auons enioint faire, contenant en effect, que les predecesseurs du Marquis de Neesse auoient baillé leurs terres dudit Marquisat tant en fiefs qu'en rotures, à plusieurs & diuers droits. Le fief à la charge que quand le fief estoit escheu par succession de pere & mere, ayeul ou ayeule, estoit deu droit de chambelage, qui estoit de vingt sols parisis, en cas que ledit fief n'excedast cinquante liures de rente: & sil excedoit cinquante liures, estoient deux cens sols, & dix liures sil excedoit cent liures. Et quand ledit fief escheoit en ligne collateralle, estoit deu ledit chambelage, avec le reuenu d'une annee dudit fief au choix dudit Marquis. Et pareil droit estoit deu pour relief de mary & bail. Si le fief appartenoit par acquisition, estoit deu quint & requint, soit que la vendition fut faite, francs deniers ou non. Si par donation pour quelque cause que ce fust, estoit deu quint denier de la valeur du fief, avec chambelage: excepté en donation faite par pere & mere, ou apparent heritier pour leur succeder ausdits fiefs, où n'estoit deu que droit de chambelage. Si par eschange avec autre fief de pareille valeur tenu dudit Marquisat, & sans soulte, estoit deu seulement droit de chambelage. Et sil y auoit soulte, estoit deu quint denier de la soulte avec le requint. Si la soulte estoit faite, francs deniers, estoit deu quint denier de la valeur du fief eschangé, avec chambelage tel que dessus.

Et quant aux rotures, les anciens baux dudit Marquisat estoient faits à tiltre de cens fonciers, & à la charge de payer au lieu de lots & ventes la somme de seize sols parisis d'entree & issue seulement, avec douze deniers parisis pour liure, pour le vin des officiers. Remonstrant ledit bailly, que lesdits droits sont patrimoniaux audit Marquis de Neesse, & en estoit en bonne possession & iouissance, fondé en tiltre: & que tels droits ne luy estoient attribuez par coustume, & que partant ne luy pouuoient estre ostez. Surquoy auons déclaré, que n'entendions toucher ne preiudicier à ce qui appartenoit audit Marquis par tiltres & conuentions particulieres, & autrement que par la coustume du pays. Et luy auons otroyé acte de ses protestations & remonstrances.

R I B E M O N T.

Sextement, & de nostredite ordonnance a esté faite lecture dudit cayer des Coustumes de la Preuosté de Ribemont, duquel cayer ensuyuent les additions, innouations, reformations, corrections, abrogations & debats faits sur les articles contenus en iceluy.

De

De Preuention.

LE premier article commençant par ces mots, [Le Roy nostre sire,] a esté debatu & empesché par ledit de Flaigny Bailly de Guise, pour ledit Duc de Guise Pair de France, disant que ledit article ne deuoit passer pour coustume. Et combien que les officiers pour le Roy au siege de Ribemont ayent pretendu que le Roy estoit fondé en ce droit par la coustume du pays: neantmoins ont tousiours esté contredits par ledit seigneur Duc de Guise & ses predecesseurs. Et de ce y en a proces pendant en la Cour de Parlement entre ledit Procureur general du Roy, & ledit seigneur Duc de Guise. Au moyen dequoy auons renuoyé & renuoyons lesdites parties à ladite Cour de Parlement au lendemain des Roys prochainement venant, pour elles ouyes, avec ledit Procureur general du Roy, estre ordonné ce que de raison. Et ce pendant auons ordonné, que les parties iouyront en la forme & maniere que par cy deuant elles ont vallablement & raisonnablement iouy, sans que par la presente redaction lon puisse porter aucun preiudice ou dommage, ny attribuer plus ou moins de droit, qu'elles ont eu ou pretendu par cy deuant. Art. 1.

Au quatriesme article commençant par ces mots, [Vne fille,] a esté par l'aduis desdits estats faite distinction telle qu'elle est couchee audit article, pour l'aduenir. A sçauoir, que pour le premier mariage ne seroit rien deu par les filles: mais seulement pour le second & autres mariages. Art. 4.

Le sixiesme article commençant par ce mot, [Pareillement,] a esté accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé: par ce que par l'ancienne coustume lon pretendoit qu'il y auoit droit de quint au seigneur de fief, par don fait entre vifs ou par legs de testament. Art. 6.

Le septiesme article commençant par ce mot, [Tellement,] a esté aussi accordé pour auoir lieu à l'aduenir, & sans preiudice du passé. Art. 7.

Le seiziesme article commençant par ces mots, [Le seigneur de fief,] a esté par l'aduis desdits estats accordé, & l'ancienne coustume, par laquelle le seigneur de fief pouuoit regaler tous les fruits du fief faisly, de l'aduis desdits estats a esté abrogee & ordonné qu'un seigneur de fief ne pourra doreseuuant iouyr du fief faisly, sinon que comme vn bon pere de famille. Art. 16.

Sur l'article vingtseptiesme commençant par ces mots, [Pour le regard,] Aucuns particuliers ont remonstré, que les gens de main-morte doyent bailler non seulement homme mourant, mais aussi confiscant: neantmoins de l'aduis desdits estats auons ordonné que ledit article demourera ainsi qu'il est. Art. 27.

De Retrait lignager.

L'Article quarantiesme commençant per ces mots, [Quand l'heritage,] a esté accordé pour l'aduenir: & l'ancienne coustume, par laquelle il failloit aussi bien faire adiourner la femme que le mary, abrogee. Art. 40.

Le quarantehuitiesme article commençant par ces mots, [Car le mary,] a esté accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé. Art. 48.

Les articles cinquantevn commençant par ces mots, [Toute personne,] cinquantedeux commençant par ces mots, [Le seigneur,] cinquantedrois commençant par ce mot, [Touresfois,] & cinquantequatriesme commençant par ces mots, [Le seigneur censuel,] sont articles nouveaux, qui ont esté accordez par les estats, pour le regard des roturiers, & pour l'aduenir seulement, & sans preiudice du passé: & ce par maniere de prouision. Quant au principal, les parties ont esté renuoyees au lendemain des Roys en ladite cour, pour elles ouyes, ensemble ledit procureur general du Roy, ordonner ce que de raison. Art. 51. 52. 53. 54.

De Successions.

Sur le cinquanteueufiesme article commençant par ces mots, [En ligne directe,] ont esté faites remonstrances des incommodeitez qui s'ensuyuoient par le moyen de ladite coustume, pour l'inegalité qui est entre les freres. A ceste caule la matiere mise en deliberation, & que à l'assemblee desdits estats ne se sont trouuez aucuns nobles de ladite preuosté de Ribemont, auons remis ledit article, & autres qui en dependent, & en consequence d'iceluy à la discretion de la cour, pour y estre par elle pourueu, ouyes les parties ayans interests en icelle, ensemble le procureur general du Roy, ainsi que de raison. Art. 59.

HHH ij

Procès verbal de Coucy.

Art. 60. 61.
62. 63.

Les articles soixante commençant par ces mots, [Entre gens roturiers, soixantevn commençant par ces mots, [A l'ainé male,] soixantedeux commençant par ces mots, [L'ainé peut,] & soixantetroisiesme commençant par ces mots, [La recompense,] de l'aduis desdits estats, qui nous ont dit & remonstré, que pour le regard des roturiers ne peut venir en consideration la faueur de la conseruation des maisons, telle que pour le regard des nobles, ont esté adioustez pour iceux estre gardez & obseruez pour l'aduenir, & sans preiudice du passé, & des droits acquis & proces pendans, si aucuns en y a.

Art. 69

A l'article soixanteneufiesme commençant par ces mots, [Les heritiers,] ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Lesquels sous vmbre de l'aduantage & preciput, qu'il prêt pour son droit d'ainesse, n'est tenu de debtes non plus que les autres, sinó que ce fussent charges anciennes, & anciennemét assignees sur ce qu'il prent pour sondit preciput & aduantage.]

C O U C Y .

FInallement, & de nostredite ordonnance a esté faite lecture des coustumes du bailliage de Coucy, en ce qui est de l'ancien ressort du bailliage de Vermandois : desquelles ensuyuent pareillement les additions, reformatiions, correctiions, abrogations, & debats faits sur les articles contenus au cayer desdites coustumes.

Sur la lecture du troisiésme article commençant par ces mots, [Tous acquereurs,] par l'aduis desdits estats a esté aduisé, que au lieu de soixante sols parisis d'améde que se souloiet payer par l'ancienne coustume, seront payez six sols parisis d'amende pour l'aduenir.

Art. 4.

Le quatriésme article commençant par ces mots, [Quand don se fait,] a esté accordé pour l'aduenir : & l'ancienne coustume reformee, par laquelle estoit deu quint & requint pour les donations mentionnees en l'article.

Art. 5. 6. 7. 8.

Sur les cinquiésme article commençant par ces mots, [Entre nobles en ligne directe,] sixiesme commençant par ces mots, [Entre nobles en ligne directe,] septiesme commençant par ces mots, [Entre nobles en ligne collateralle,] & huitiesme commençant par ces mots, [Entre roturiers en ligne collateralle,] a esté remonstré par ledit Laignelet assisté desdits Morlin & Floreau procureurs audit Coucy, que par l'ancienne coustume l'ainé emporte tous les fiefs, referué que les puisnez auront seulement le quint à vie, & en auoient deux filles autant que vn fils : & qu'il y auoit droit d'ainesse en ligne collateralle, & emporte l'ainé tous les fruits, à la charge de quint à vie : mais sil n'y auoit que filles, elles partissoient esgalemment. Et que ladite coustume auoit tousiours esté gardee & obseruee, pour conseruer les maisons, & entretenir les chasteaux & lieux forts contre les ennemys, pour la defence du pays, qui est limitrophe, & que à ce moyen elle deuoit demorer, à tout le moins pour les personnes nobles : & que pour les roturiers, elle deuoit estre reformee. Par ledit Faustre pour la noblesse a esté soustenu, que pour le regard des nobles elle deuoit demorer : toutesfois qu'il auoit charge pour le seigneur de Landricourt, & pour les Grenetier & Controlleur de la Gabelle de Coucy, de remonstrer, que telle coustume estoit pernicieuse, pour le regard des fiefs en ligne collateralle : & qu'en ladite ligne les fiefs se doiuent partir esgalemment. Et par Vauoirs Aduocat à Rheims pour ledit Phelippes de Courtignon a esté dit & soustenu, que ladite coustume en ligne collateralle deuoit demeurer, & que suyuant icelle auoit obtenu arrest en la cour de Parlement, en l'an mil cinq cens quarante trois. A quoy ledit Faustre a dit, que le proces n'estoit encores vuidé au petittoire, & estoit pendant par deuant ledit Bailly de Coucy. Par ledit Vauoirs assisté de Georges Cauche Grenetier de Coucy, & Iean Gallet Mayeur dudit lieu, pour le tiers estat a esté remonstré, qu'il estoit expedient pour le regard des personnes roturieres, d'admettre la diuision en fiefs, tant en ligne directe que collateralle : & que pour le regard des nobles la coustume ancienne deuoit demeurer pour la conseruation des maisons. La matiere mise en deliberation, par l'aduis desdits estats auons ordonné, que pour le regard des nobles, les parties sont réuoyees au lendemain des Rois en ladite cour : pour elles ouyes, ensemble ledit Procureur du Roy, ordonner ce que de raison. Et neantmoins suyuant l'aduis & consentemét desdits estats, pour le regard desdits nobles, & par prouision seulemét, lesdits articles demeureront ainsi cōme ils sont escripts. Et quant aux roturiers, a esté ordonné pour l'aduenir, & sans preiudice du passé, des droits acquis & proces pendans, si aucuns en y a, que la coustume sera reformee ainsi que contenu est ausdits sixiesme & huitiesme articles.

Et tout ce que dessus certifiions auoir esté fait, comme est contenu en ce present nostre Procès

ces

ces Verbal. Lequel en tesmoing de ce nous auons signé de noz seings manuels, & seellé de nos armes.
Ainsi signé

DE THOU, FAYE, VIOLE.

Extrait des Registres de la Cour.

Presentees à la Cour par lesdits Maistres Christofle de Thou President, Barthelemy Faye & Jacques Viole Conseillers en la Cour de ceans, à ce commis & deputez par le Roy: Lesquelles Coustumes receuës par l'ordonnance de ladite Cour, ont esté mises au greffe d'icelle, en la maniere accoustumee: le second iour de Iuillet, 1557.

Coustumes generales du Bailliage d'Amyens,

AVEC CELLES DES PREVOSTEZ DE
Monstroëul, Beauquesne, Foullois, Sainct Ricquier, Doullens, & Beauuoisis.

Proces verbal d'honorable homme maistre Anthoine de saint Deliz licencié es loix, seigneur de Hencourt, conseiller du Roy nostre sire, lieutenant general du Baillif d'Amyens.



V Roy nostre souuerain seigneur ou à mes treshonorez seigneurs, messeigneurs les commissaires par vous deleguez sur le fait des coustumes de vostre royaume, Anthoine de saint Deliz licencié es loix, seigneur de Hencourt, vostre conseiller & lieutenant general de monseigneur le baillif d'Amyens commissaire en ceste partie, vostre treshumble & trefobeyssant soumis à voz bons commandemens & plaisirs. Vous soit plaisir sçauoir que le xxv. iour de Iuillet de cest an mil cinq cens & sept, me furent presentees voz lettres patentes adressant à mondit seigneur le baillif d'Amyens ou son lieutenant, datees du second iour d'Auril dernier passé cy apres incorporees par escrit au premier fueillet des coustumes generales dudit bailliage, veuës lesquelles & apres les auoir communiquees à voz aduocats & procureur & autres conseillers dudit bailliage, ensemble les lettres missiues de vous & desdits commissaires par vous deputez à moy enuoyees. Et en ensuyuant le contenu en icelles le second iour du moys d'Aouist ensuyuant la reception de vosdites lettres, decernay huyt commissions adressans aux huyt preuosts royaux ressortissans & subaltes audit bailliage, par lesquelles leur estoit mandé qu'ils & chascun d'eux en leurs mettes feissent publier à son de trompe & cry publicque vosdites lettres, en faisant sçauoir à tous prelates, gens d'eglise, nobles, practiciens & autres conseillers des sieges subaltes à iceluy bailliage, d'eux trouuer à l'assemblee generale par moy prefigee, conclue & assignee au xxv. iour dudit moys d'Aouist, en adiournant par chascun desdits preuosts en leurs mettes tous lesdits prelates, gens d'eglise, pers de France ecclesiasticques & autres côtes, barôs, chastellains & autres seigneurs temporels, practiciens & subiets dudit bailliage, à eux trouuer audit xxv. iour d'Aouist en l'auditoire du siege dudit bailliage à Amyens, en leur enioignant d'y apporter leurs coustumes locales en forme deuë, & mesmes ausdits preuosts de mettre & rediger par escrit les coustumes de leursdites preuostez, sur & en peine de quatre cents liures parisis d'amende à vous applicquer, & d'estre priuez de pouuoir iamais alleguer aucunes coustumes locales ou particulieres, & tenus eux reigler aux coustumes generales dudit bailliage ou des sieges principaux d'iceluy pour lesdites coustumes generales & celles desdites preuostez, ensemble lesdites coustumes locales & particulieres estre veuës, visitees & accordees en ladite assemblee generale, les veoir, corriger, augmenter, interpreter, arrester, faire escrire & signer, pour les renuoyer signees & en forme deuë par deuers vous ou vosdits commissaires. Et outre par la commission adressant au preuost de Beauquesne luy estoit mandé faire ladite publication es mettes des chastellenies de l'Isle, Douay & Orchies, qu'il maintiennent estre exempts dudit bailliage. Et adiourner les prelates, gens d'eglise, le comte d'Artois & ses officiers, seigneurs, chastellains & corps des villes desdites chastellenies, pour cōparoir à ladite assemblee & faire esdites chastellenies les commandemens que dessus, pour rediger par escrit & r'apporter leursdites coustumes locales sur lesdites peines. Et par la commission adressant au preuost de Monstroëul luy estoit mandé, autant en faire en la seneschauçee de Boullenois, les officiers de

Sous le baillie d'Amyens a huyt preuostez.

Proces verbal

laquelle seneschauce soustiennent aussi par priuilege estre exempts d'iceluy bailliage. Lesquelles huyt commissions furent enuoyees & depuis receues par chascun desdits preuosts, comme il m'est apparu par les lettres de la reception d'icelles qui par iceux preuosts m'ont esté enuoyees. Auec ce ie decernay autre commission adressant au lieu de mondit seigneur le baillif d'Amyens au siege de Monstroëul, pour faire rediger & mettre par escript les coustumes generalles du siege dudit bailliage en ladite preuosté de Monstroëul, les faire approuuer par les practiciens d'illec, & les apporter en ladite assemblee en luy enioignant par ladite commission de soy y trouver, laquelle commission luy fut presentee par Jacques du pré procureur & conseiller au siege dudit bailliage d'Amiens comme il m'a depuis relaté. Et ce fait ordonnay & deputay douze notables & anciens conseillers tant aduocats que procureurs du siege dudit bailliage, pour auec moy veoir & visiter les coustumes generalles dudit bailliage, les mettre & rediger par escript, & à ce faire auons vacqué ensemble plusieurs iours. Et apres ont lesdites coustumes esté veües, leües & visitees, vos aduocats & procureur presens en assemblee generale des conseillers dudit bailliage pour ce appelez en la chambre de vostre conseil en ladite ville d'Amyens. Et par leur aduis ont lesdites coustumes generalles esté conclutes, accordees, mises & redigees par escript en la forme & maniere qu'elles sont couchees au cayer de parchemin cy attaché. Auquel vingtcinquiesme iour d'Aoust lesdits preuosts r'apporterent par deuers moy lesdites commissions à eux adressans auec leurs proces verbaux, par lesquels appert iceux preuosts auoir executé lesdites commissions chascun en ses mettes, tant en general qu'en particulier. Sauf que le preuost de Beauquesne n'a peu mettre à execution ladite commission es mettes desdites chastellenies de l'Isle, Douay & Orchies, au moyen du reffus à luy fait par les officiers desdites chastellenies de luy donner assistance. Aussi est demouree inexecutee la commission dudit preuost de Monstroëul, entant qu'il touche la ville de Boulogne. Par ce que les officiers dudit lieu refuserent assistance. Sur lesquels proces verbaux i'ay fait extraire les noms des gens d'eglise, nobles & autres cy apres nommez subiets & possedans terres & seigneuries situees es mettes dudit bailliage. Et le lendemain vingtsixiesme iour dudit mois, me transporte assisté de voldsits aduocats & procureur & autres conseillers du siege dudit bailliage, iusques au nombre de soixante en l'auditoire d'iceluy. Et illec furent appelez & comparurent: c'est à sçauoir de la preuosté de Beauquesne, Jean fournel preuost en personne, François rohaut procureur au siege dudit bailliage comme procureur de reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque d'Arras, Adrian morel substitut du procureur d'Artois pour monseigneur l'Archeduc d'Autriche, comte d'Artois, seigneur de Lens, d'Aire, de Bethune & de Hesdin. Reuerend pere en Dieu l'abbé de Blangy en Ternois en personne, maistre Guy buce procureur de madame la comtesse de Vendosme & de sainct Paul, dame d'Oruille. Ledit rohaut procureur des doyen & chapitre nostre dame de Cité lez Arras, des religieux, abbé & conuent de Mâroel, des religieux, abbé & conuent de Marciennes, seigneurs de Mazemgarbe, des religieux, abbé & conuent de Hennin lietard, des religieuses, abbesse & cōuent de Bertaucourt, des doyen & chapitre de sainct Omer en Lillers, des religieux, abbé & conuent de Ham, du seigneur de Carency, du seigneur de Diuion, des maire & escheuins d'Auesnes le cōte, & du seigneur de la haye. Pierre payen procureur au siege d'icelle preuosté de Beauquesne comme procureur des religieux, abbé & conuent nostre dame d'Anchin, & des religieux, abbé & conuent sainct Vaast d'Arras, l'abbé de Clerfay en personne, Lucas le carpentier procureur au siege dudit bailliage comme procureur des religieux, abbé & conuent de sainct Pierre de Gand seigneur de Harnes, Anthoine de coquerel procureur audit siege comme procureur de reuerend pere en Dieu l'abbé de choques, des chanoines de sainct Barthelemy en Bethune, des chartreux & chartreules de Gonnay, du seigneur de Licques, du seigneur de la Bouffire & du seigneur de Dommart, Honoré le preuost procureur à iceluy siege, comme procureur des religieux, abbé & conuent du mont sainct Eloy, & du prieur d'Aubigny, le prieur de Pas & les escheuins dudit lieu en personnes, Philippe canesson procureur audit siege comme procureur des religieux, abbé & conuent nostre dame d'Anchin, des seigneurs de Noyelle, de contaydacheu, & de Leauiller, le prieur de Dommart lez Ponthieu en personne, Pierre de mōchy procureur audit siege comme procureur des doyen & chapitre de l'eglise sainct Amé en Douay, du prieur de S. Pry lez Bethune, & de madame de Toutencourt, Lienard le clerc aussi procureur audit siege, cōme procureur des doyé & chapitre de l'eglise S. Pierre d'Aire, du prieur de Sartō, des seigneurs de Raicheual, de Bethécourt, d'Esquerdes, de Noyelle, Calōne & Ricouart, des Auteux, de Prouille, & de mōseignr le cōte de Neuers pour la terre & seigneurie de

de beaumez, Iean cofette pareillement procureur audit siege comme procureur du seigneur d'Espinoz & de Caruins, du seigneur de Ricqbourg, & de maire & escheuins dudit lieu. Nicolas de camiers praticien à Bethune, comme procureur des gouverneurs, escheuins dudit Bethune, Nicolas sotin & Iean de ranchicourt, escheuins de Cité lez Arras, Pierre de piennes, & Regnaut grignart, escheuins de la ville d'Arras, le seigneur de Cymecourt, & les escheuins de Hannin lietard en personnes, Mille de coquerel procureur audit siege comme procureur de monsieur le prince de Thimay, seigneur de Lillers, des escheuins d'Estrees, & du seigneur d'Allevuagne, Robert d'estrees procureur des maire & escheuins d'Aire, Robert poiree escheuin de la ville de Houdaing en personne, ledit Lucas carpentier procureur du prieur de Houdaing, de madame de Humbercourt, du seigneur de Thalemas, des escheuins de Harnes, & des seigneurs de Fienuiller & de Bezencourt, les seigneurs de Bours & de Dieuat en personnes, Iean du pré praticien à saint Paul, procureur des maire & escheuins de ladite ville de saint Paul, Iean de la porte procureur des officiers de Hebuternes, Jaques mas procureur au siege dudit bailliage comme procureur des doyen & chapitre de Vinacourt, des seigneurs de Beures, de Beuury, de Souastre & de la Vallee, Iean le iofne procureur du seigneur de Courrieres, le seigneur de Bus en personne, Ferry harle procureur audit siege comme procureur des doyen & chapitre de l'eglise saint Pierre de l'Isle, des seigneurs de Louencourt, de Vaucelles, de Villers ou boscage, de Moliens ou boys, & de Moliens ou val: des escheuins de Lens en Artois, des maieur & escheuins de Pernes, des habitans d'Arleu, des lieutenant, escheuins & habitans de Vieulaines, des lieutenant, hommes & habitans de Hulle, des lieutenant & hommes de Loes, des lieutenant & hommes de Douurin: des lieutenant & habitans du Veil vendin, des lieutenant & francz cottiers de la Vieille chappelle & des maieur & hommes d'Ourges, du seigneur de Fossex loeuual & Hauteuille, & du seigneur de Barly, Nicolas brachier procureur audit siege comme procureur du commandeur de Fieffes, du seigneur de Canaples & des escheuins de Dompmart lez Ponthieu, les seigneurs de Henriffart & d'Aubigny en personnes, Jaques de monchy procureur audit siege comme procureur du seigneur de Rubempre & d'Authie, Nicolas choppart procureur audit siege comme procureur des seigneurs de saint Thuin & de Dours le sec, les seigneurs de Vinacourt & de Flixicourt, & le prieur dudit Flixicourt en personnes, Iean le sellier procureur audit siege comme procureur des preuosts & escheuins dudit Vinacourt, le seigneur de Bours à cause de la seigneurie qu'il a à Flaiselles en personnes, Robert dormieux praticien audit siege de Beauquesne comme procureur des seigneurs des Marcais, de Habart, & de Beaufort, Jaques vaillant procureur du côté de Fauquemberghe. Pierre le noir procureur des doyen & chapitre dudit Fauquemberghe, & des maieur & escheuins dudit lieu, Iean du pont procureur des escheuins de Beures, maistre Iosse de Baiolleul seigneur de Monchy le breton, les preuosts & escheuins de Doisy, & les maire & escheuins de Marquion en personnes, maistre Guy buée procureur des maire & escheuins de Gouy, de Pierre de deuiat seigneur en partie dudit Monchy le breton, des maire & escheuins de Lisbourg, de Hugues de Ploich seigneur de Vuachin, du seigneur de Gyraucourt, de Vualeran de mers seigneur de Marestz, de Iean deys seigneur de Grenoual, de Philippe de bailloeu seigneur d'Esclimeu, de Iean de vinacourt seigneur d'Allencourt, & de Iean de haute cloque seigneur dudit lieu, Mathieu choquet, & Guillaume anselin, habitans & marguilliers de tout en court, Iean de fontaines l'un des escheuins d'Authie, maistre Robert de fontaines seigneur de Monstrelet en personnes, Iean du pré bailly du seigneur du Frestoy, pour sa terre de Flers, & Flamermont, Iean le borgne procureur du seigneur d'Auerdoing, de messire Iean gaut seigneur de Penin, de la damoyelle de Houuignoueu, & des doyen & chapitre de Therouenne, seigneurs de Lenzeux, Iean le nourriquier pour le seigneur de Ligny sur canche, Anthoine de coquerel procureur des seigneurs de Licques, de Chambrin, le chastellain de Beauual & de la Bouffiere, les seigneurs de Monsicourt, de Montigny, de Boubers sur canche & de Bourdon en personnes, & Nicolas de faisseual procureur au siege dudit bailliage, comme procureur du seigneur du Candas.

Item de la preuosté de Beauuoisis, comparurent maistre Pierre villain preuost, maistre Adrian de henencourt vicaire de reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque d'Amyens: ledit François rohaut pour haut & puissant seigneur monseigneur de la Grutuse, maistre Iean foucroy procureur de reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque de Beauuais vidames de Gerberoy, ledit maistre Adrian de henencourt doyen, maistre Claude rongnart, Anthoine de rocourt, Iean du mas, Iean lenghnie, & Iean cochon chanoines de l'eglise nostre dame d'Amyens

Proces verbal

en personnes, monsieur Charles d'ailly vidafme d'Amyens auffi en personne, Anthoine de coquerel pour monsieur Iean de soiffons seigneur de Pois, de monsieur le duc de Lorraine à cause de la terre de Bours, & des maire & escheuins dudit lieu de Pois, les abbez de Beaubert, de saint Fuscien au boys, de nostre dame du gard, de S. Achœul lez Amyens, & de S. Martin aux iumeaux en Amyès en personnes, ledit Honoré le preuost procureur des religieux, abbé & conuent de saint Iean lez Amyens & du seigneur de Clairly & forest d'ailly, ledit Nicolas chopart procureur des religieux, abbé & conuent de Beaupré, Valentin de mussent procureur des religieux, abbé & conuent de Lannoy, ledit Lienard le clerc procureur des religieux, abbé & conuent de saint Germain de Flay, de saint Lucian lez Beauuais & du seigneur de Faloise, les priers de saint Pierre à Gouy & de saint Denys de poix en personnes, ledit Mille de coquerel procureur des religieuses, abbessé & conuent du Paraclit, ledit Iaques mas procureur des doyen & chapitre de saint Pierre de Gerberoy, ledit Philippe canesson procureur du seigneur de Lully & de saint Saufieu, Guerard d'athies seigneur du Plys & de Therines en partie, Estienne seigneur de Mercatel & de Dondeauville en partie, François d'abencourt seigneur de Courcelles lez Campeaux, Symon le maire seigneur d'un fief situé à Fontenay tenu des seigneur de Beauuais & de Creuecueur, Adam morel seigneur de Meraucourt, Iean d'estrees dict Lyonnel seigneur de saint Delies en partie, Raoul de hallecourt seigneur de Canny, de saint Arnoul & de Oudœulle chastel en partie, Adrian de saint Remy seigneur de Courcelles le ranchon, Artus le feure ayant la garde noble des enfans de feu Iean de bonneual seigneur de Bonneual hardel, Robert de saint Blimont seigneur de Soupplicourt, Iean du pont seigneur du Belloy saint Lienard & Dagnieres en partie, Symon de villepois seigneur de Scafmes & de Fromericourt, Denys passart seigneur de Hansellines en partie, Adam de la rue seigneur du fief de Beaupré. Et les maire & escheuins de Moliens, le vidafme en personnes, Iean courtois procureur au siege dudit bailliage comme procureur du seigneur de Vually. Sire Iean asselin procureur des seigneurs de Frommeries, Iean dant auffi procureur audit siege comme procureur de madame de Villes pour ses terres de Montigny & Rumegny, & ledit Pierre de Monchy procureur de Charles de Greboual seigneur de Gaignemicourt.

Item de la preuosté de Monstroël, comparurent maistre Nicole de bours lieutenant de mondit seigneur le bailly d'Amyens audit Monstroël, maistre Robert de la pasture preuost dudit Monstroël, maistre Iean le noir aduocat, & Porrus hourdel substitut de vostre procureur audit Monstroël en personnes, Henry aux aigneaux procureur de reuerend pere en Dieu monsieur l'euesque de Therouenne, François rohaut procureur dudit seigneur de la Grutuse, à cause du comte de Guynes, & auffi procureur des religieux, abbé & conuent de Dandrene: des doyen & chapitre saint Fremin en monstroël: des doyen & chapitre de Fauquemberghe, du seigneur dudit lieu, du seigneur de Tournehen, des maire & escheuins de Monstroël, & des maire & escheuins Dandrincq, Regnaut du collet procureur des religieux, abbé & conuent de saint Berthin en saint Omer, & des religieux, abbé & conuent de Cleremarez, maistre Iean blotefiere procureur du preuost de l'eglise saint Omer en saint Omer, ledit maistre Nicole de bours procureur des religieux, abbé & conuent saint Saulue en Monstroël, maistre Pierre caron procureur des religieux, abbé & conuent de Dompmartin, des doyen & chapitre de saint Omer & du commandeur de Loizon, Anthoine de conteuille procureur des religieux, abbé & conuent de saint Andrieu, ledit Lienard le clerc procureur des doyen & chapitre de Therouenne, des religieux, abbé & conuent de saint Iosse, des religieux, abbé & conuent de saint Iean, au mont des Augustins lez Therouenne, & des seigneurs du Roueux & de Guilain, ledit Porrus hourdel procureur des religieux, abbé & conuent de Ruseauuille, du comte de Porceam, des baillis & hommes de sainte Austreberte en Monstroël, & des bailly & hommes de Bredenarde, Philippe le vasseur procureur des chantre & chapitre saint Martin en Hefdin & des seigneurs de Renauuille, & de Mourier: maistre Nicole rumet procureur de l'aduoué de Therouenne, des religieux, prieur & conuent de saint George lez Hefdin, & du comte d'Artois à cause de ses bailliages D'aire & Hefdin, ledit maistre Guy buce procureur de madame la comtesse de saint Paul à cause de ses chastellenies de Lisbourg, & Ergny, monsieur Charles d'ailly à cause de la terre de Labroye, ledit Mille le coquerel procureur de messire Iean seigneur de Crequi & de Fressin, ledit maistre Robert de la pasture procureur du seigneur de Torcy & Hemond, Porrus le baillif procureur au siege de Beauquesne, comme procureur de monsieur le comte de Longueuille à cause de ses terres de Mentenay & saint Vvestz, & du seigneur de Brimeu, le seigneur de Reimboual en personne, ledit Ferry harle procureur du seigneur

gneur de Dourrier, ledit Jaques de Monchy procureur du seigneur de Verton & Gouy, Iean de Crepioeul seigneur Dambricourt en personne:maistré Jaques vvallart procureur des bailly & hommes du chasteau de saint Omer, le seigneur des Moisneaux, & le maieur de Heuchin en personnes, ledit Iean cosette procureur des maire & escheuins de Caumont, ledit Jaques mas procureur du seigneur de Heuchin, du seigneur de Vvendosmes, & des preuosts & escheuins de saint Omer à le cousture, Guerard roussel procureur du seigneur D'anthoing, Guillaume loys procureur du seigneur de Contebonnes, & Pierre adin procureur du seigneur de Rollencourt.

Item de la preuosté de Doullens, comparurent Pierre brunet preuost, reuerend pere en Dieu l'abbé de Blangy, reuerend pere en Dieu l'abbé de Cercamp, & le prieur de Framécourt en personnes, ledit François rohaut procureur des religieuses, abbessé & conuent de saint Michel en Doullens, ledit Lienard le clerc procureur des religieux, abbé & conuent de saint Iosse sur la mer seigneurs de Fongeuilliers & de Friesues, & des religieux, prieur & conuent saint Pierre D'abdeuille seigneurs de Barly, ledit Philippe canesson procureur des religieux, abbé & conuent Danchin seigneur de Bonnières & du seigneur de saint Souplis, ledit Iean courtois procureur du prieur de Baigneux, Iean de Vvillon procureur du prieur de Baillelet, ledit Nicolas chopart procureur des religieuses, abbessé & conuent de Vvillencourt dames dudit lieu & de saint Acheul, Iean papin procureur au siege d'icelle preuosté de Doullens comme procureur des doyen & chapitre nostre dame de Paris seigneurs D'outreboys & des escheuins dudit lieu, Adrian morel procureur de monsieur de Fiennes ayant le bail de ses enfans seigneur D'auxi, de Frohens, Maiferolles & Courselles, le seigneur de Saueuses & de Beauvoir, Lancelot de prouille & son fils seigneur de Bealécourt, Robert de mailly seigneur de Rumaifnil, messire Adrian de mailly seigneur de Conty, & Buirens en personnes, Nicolas chopart procureur du seigneur de Queux & des maire & escheuins de Buirens & Vvans, Ancel le boin procureur audit siege de Doullens pour les seigneurs de Chillou & Breuiller les maire & escheuins dudit lieu en personnes, Andrieu fremin bailly de Baudricourt pour les seigneurs dudit lieu & pour le seigneur de Suffaint legiers, Pierre de fouencamps seigneur de Souich en personne, Ferry harle procureur du seigneur de Grouches, maistré Iean le boin maieur de Doullens & Ancel le boin greffier en personne, ledit Nicolas de saisseual procureur du seigneur de Mammez pour sa terre D'aubin & Iean du cloy procureur du seigneur de Thiebronne pour sa terre de Monchy en Cayeux.

Item comparurent pareillement de la preuosté de saint Ricquier baudin ternisien preuost, reuerend pere en Dieu l'abbé dudit lieu, reuerend pere en Dieu l'abbé de Valloilles en personnes, ledit Lienard le clerc procureur des religieux, abbé & conuent de Forestmonstier, des celestins D'amyens & du seigneur de Franqueuille, Ferry harle procureur des prieuse, prieur & religieux de Moreaucourt, Nicolas de lessau procureur de madame de la Freté lez ledit saint Ricquier, maistré Nicole de bours seigneur de Gennes, les maieur & procureur de ladite ville de saint Ricquier en personnes, ledit Jaques de monchy procureur de la dame de Longuiller, maistré Iean macquet procureur du seigneur de Ceppy pour sa terre d'Arguolles & du Petit chemin, Honoré le preuost procureur du seigneur de Buquoy pour sa terre de Maisons, Iean de lessau procureur du seigneur de Noully, ledit Iean du cloy procureur du seigneur de Ribaucourt & de Vauffelles, Jaques du pré procureur de Vuiuchoeul, Pierre de Gaiffart seigneur de Mamur en personne, ledit Porrus hourdel procureur de Guillaume du Quesnoy seigneur de Verron & ledit Mille de coquerel procureur du seigneur D'alle, Vvagne & de Vy.

Item de la preuosté de Vimeu, ¹ comparurent semblablement maistré Iean moisnel preuost de reuerend pere en Dieu l'abbé du Lieu dieu en personne, Anthoine d'ardre procureur au siege dudit bailliage comme procureur des religieux, abbé & conuent de saint Pierre lez Selincourt, Iean vincent procureur des religieux, abbé & conuent de saint Vvalery sur la mer, les prieur de la Leu, D'araines & de Hornoy en personnes, Iean roussel procureur du commandeur de saint Mauuil, Adrien picquet procureur du comte de Porceam seigneur D'araines, le seigneur de Rambures en personne, ledit Iean cosette procureur du seigneur Daoust, du preuost D'oisemont pour le commandeur dudit lieu & du seigneur de Bailloeuil, Iean durot procureur d'Alof, Rouault seigneur de Gamaches & du seigneur de Mailly, ledit Lienard le clerc procureur du seigneur de saint Vvalery, le maieur dudit lieu, Anthoine de Poily maieur de Gamaches, Guillaume fournisseur maieur de Boymont sur la mer, Hutin ioly seigneur de Freneuille &

1 Dôt le cayer des coustumes locales & particulieres apporté audit Anthoine de saint Delu fut rögé & mägé de son leurier. Et parce que ceux de Vimeu lors de la publication des coustumes, ne peurent pröptement fournir de leur cayer de leurs coustumes particulieres qui auoit esté mägé des chiens: ils demeurèrent sous la coustume generale d'Amiens: & ainsi l'ay veu iuger par arrest en vn proces, enuiron l'an 1548. C.M.

Proces verbal

Anthoine de belloy seigneur de Belloy sainct Lienard en personne.

Item de la preuosté de Foulloy, comparurent Charles berengier preuost en personne, ledit Philippe canesson procureur des religieux, esleu & conuent sainct Pierre de Corbie, & des seigneurs de Riuery, Marcel, & Baisieu, Pierre le maistre procureur au siege dudit bailliage comme des doyen & chapitre sainct Mathieu de Foulloy & des prestres, clerics & caritables sainct Estienne dudit Corbie, le seigneur de Hely, le seigneur de Buire, & les escheuins de Corbie en personnes, Gauvain de Riencourt praticien au siege d'icelle preuosté de Foulloy comme procureur du seigneur de Varennes, & du seigneur de Dompmart sur la luce, ledit Honoré le preuost procureur de la dame de Buiffy & le Houffoye, ledit Lienard le cleric procureur de la dame de Dours, ledit Mille de coquerel procureur du seigneur de Bonnay, Adrien de Rubempre seigneur d'Aubercourt, Charles de rubempre seigneur de Hangart en partie, Anthoine de bazincourt tuteur de sa fille damoiselle en partie dudit Hangart, le seigneur de Henencourt, le seigneur de Senlis & de Bresle en personnes, & ledit Iaques de monchy procureur du seigneur de Franuiller.

1 Mais il n'a pas perseveré en ladite opposition ny demandé, ny obtenu delay de rediger & apporter ses pretendues coustumes particulieres de Gerberoy: parquoy ceste opposition verbale ne sert de rien, & demeurant suiets à la coustume generale. Et ainsi fut resolu en ma maison en Fevrier, l'an 1543. avec des plus doctes du Parlement en un proces touchant l'article 24. de ceste coustume: outre lequel l'uesque d'Amyens pretendoit à Gerberoy droit de chabellage sur ses vassaux par mutation d'uesque ou vidame, & auoit esté resolu à articler coustumes particulieres de ce à Gerberoy & en auoit fait preuve, sans que le seigneur de Mousseaux defendeur l'eut empêché: lequel depuis eust lettres royales pour faire reuenter les faits de ladite coustume locale & preuve faite sur icelle: lesquelles luy furent enterinees & ledit uesque & vidame debouté, & sa saisie feodalle declarée inuentionner, Et le defendeur absous. C.M.

Item de la preuosté d'Amyens sont comparus Iean dant preuost, sire Nicolas fauel maieur, sire Pierre de may, Richier de sainct Fulcien, Pierre seneschal & autres escheuins de ladite ville d'Amyens, lequel preuost n'auoit fait diligence de faire publier lesdites lettres es mettes de ladite preuosté n'adiourner les gens d'eglise, nobles & autres personages demourans en icelle preuosté, dont il fut argué en ladite assemblee par vostredit procureur, protestant cy après conclurre alencontre de luy pour ladite defaute & negligence qu'il auoit comprins. Et mesmes qu'audit iour il n'auoit encores fourny de son proces verbal ce qu'il fist depuis. Tous lesquels preuosts dessus-nommez sauf ledit preuost d'Amyens presenterent les coustumes de leursdites preuostez, comme aussi firent plusieurs des dessus-nommez gens d'eglise, nobles & autres tant par leursdits procureurs, baillis, officiers qu'autrement les coustumes locales & particulieres de leurs terres & seigneuries. Et quant à monsieur l'uesque & comte de Beauuais, seigneur du Vidame, de Gerberoy, nous fut remonstré par maistre Iean foucroy soy disant auoir charge dudit euesque, qu'à cause des droits & prerogatiues de sa partie il n'estoit tenu comparoir par deuant moy, mais seulement en la cour de Parlement en laquelle il auoit ses causes commises touchant ladite perrie, mais neantmoins par ce que l'assemblee qui se faisoit pour lesdites coustumes touchoit le bien public, & que ledit vidame est assis es fins & limites dudit bailliage, il estoit enuoyé en ceste ville comme son procureur, à ce qu'aucune chose ne fist à son preiudice des droits de ladite perrie de vidame, des coustumes locales qui y estoient notoirement gardees, protestant que ladite comparance ne peut preiudicier aux droits de ladite perrie, soy opposant à ce que l'on ne fist aucune chose preiudiciable à sesdits droits & coustumes. Et que les coustumes generales dudit bailliage qui seroient contraires ou desrogantes ausdites coustumes locales qu'il entendoit bailler en luy baillant delay competant pour ce faire requerant iceluy luy estre donné. A quoy par vostredit procureur fut dit & remonstré que quant audit vidame & chastellenie de Gerberoy, ils auoient esté & estoient de tout temps subalternes, suiets & ressortissans au siege dudit bailliage, tant es premieres instances qu'en tous autres cas, sauf les renuoyes où il appartenoit quand ils y escheent & ils estoient requis de temps deu, comme en cas d'appel & es cas priuilegiez sans renuoy, & que de ce mondit seigneur le bailly d'Amyens ou son lieutenant estoit & est en bonne possession & saisine, en denyant lesdits vidame & chastellenie estre de la perrie dudit reuerend pere en Dieu. D'auantage que la plus grand partie de la perrie d'iceluy reuerend pere, & iusques à certains limites estoit aussi subalterne, suiette & ressortissant audit bailliage d'Amyens en faisant par vostredit procureur protestation au contraire. Accordant neantmoins que delay fust donné & prefigé à iceluy reuerend pere d'apporter lesdites coustumes. Et desdites protestations & remonstrances, i'octroye lettres à vostredit procureur & à iceluy reuerend pere. Ausquels prelates, gens d'eglise, nobles, aduocats, procureurs dudit siege & autres notables praticiens desdites preuostez & autres sieges subalternes d'iceluy bailliage, ensemble autre grand nombre de gens de diuers estats estans en ladite assemblee, feis faire serment solennel chacun en son regard de bien loyaument selon Dieu & leurs consciences vous donner conseil & à vosdits officiers audit bailliage touchant le fait desdites coustumes tant generales que particulieres. Presens tous lesquels ledit xxvj. iour & autres ensuiuans feis en l'auditoire du siege dudit bailliage faire lecture publiquement & patemment à l'audience de tous les dessus-nommez & autres estans en ladite assemblee, de vosdites lettres patentes & des coustumes generales dudit bailliage, telles que contenuës

contenuës font au cayer en parchemin, auquel, comme dit est, ce present proces verbal est attaché. Et furent lesdites coustumes par iceux prelats, gens d'eglise, nobles, praticiens & autres consenties, approuees & accordees comme generalles, & dont de tout temps & ancienneté on auoit vûé és mettes dudit bailliage d'Amyens, reserué les oppositions dont mention est faite au marge d'aucuns articles contenus audit cayer, lesquelles oppositions i'ay remis à estre veuës, decidees & vuidées par vous ou vosdits commissaires, i'accorday bailler lettres sous le contrefeel dudit bailliage aux oppofans pour leur valoir & seruir en temps & en lieu ce que de raison. Et depuis la lecture, publication & accord desdites coustumes generalles en la forme que contenuës font audit cayer, iceux prelats, gens d'eglise, nobles & autres de ladite assemblée me firent remonstrer par maistre Jean blotefiere licencié és loix, aduocat en la presence de vosdits aduocats & procureurs & autres conseillers dudit bailliage, que lesdits prelats, nobles & autres auoient & ont en leurs terres & seigneuries plusieurs coustumes locales contraires & defrogantes ausdites coustumes generalles accordees en ladite assemblée, lesquelles coustumes locales la plus-part d'eux n'auoient peu faire rediger par escrit au moyen du brief temps à eux prefigé & assigné. Et aussi qu'ils n'auoient esté & n'estoient deuëment informez de la forme & maniere qu'ils deuoient tenir pour faire rediger par escrit leursdites coustumes locales, requerans en consideration de ce auoir delay competant pour fournir & satisfaire aux commandemens qui leur auoient esté faits d'apporter leursdites coustumes locales audit xxv. iour d'Aoust, & que la signature desdites coustumes generalles fust mise en surceance iusques à ce qu'eux & chacun d'eux en son regard, & pourtant que toucher luy pouuoit eussent fait signer, approuer & mettre en forme deuers leursdites coustumes locales, en demandant vn double desdites coustumes generalles pour les voir & visiter entr'eux, & sur-ce eux reigler au fait de leursdites coustumes locales. Lequel Blotefiere aduoué par lesdits gens d'eglise, nobles & autres, declaira pour eux qu'au cas qui ne voudrions ce faire ils n'estoient deliberez signer lesdites coustumes generalles, combien qu'elles eussent esté accordees, approuees & conclutes, sauf lesdites oppositions. Sur lesquelles remonstrances eu aduis à vosdits aduocats, procureur & conseillers fut par moy dit & declairé ausdits prelats, nobles & autres, qu'entant que pour eux auoit esté requis vn double desdites coustumes generalles ie n'estois deliberé leur bailler que preallablement ils n'eussent signé lesdites coustumes, attendu qu'il les auoient accordees & approuees, & que s'il ne leur suffisoit de ladite lecture, ie les feroye de rechef publier, & que nonobstant le delay par eux requis ils seroient tenus signer lesdites coustumes generalles conclutes en ladite assemblée. Par lesquelles signatures ie n'entendoye defroguer aux coustumes locales des terres & seigneuries d'iceux prelats, gens d'eglise, nobles & autres, n'aux chartres & priuileges qu'eux ou aucuns d'eux pourroient auoir defrogantes ausdites coustumes generalles. Et aussi sans preiudice ausdites oppositions baillez par aucuns particuliers redigees par escrit en teste & marge desdits articles, pourueu toutes-fois & à la charge que lesdits prelats, gens d'eglise, nobles, corps de villes & autres seroiēt tenus apporter leursdites coustumes mises en forme deuë, par deuers moy en ceste ville d'Amyens endedans le dernier iour d'iceluy mois de Septembre, pour tout le iour, sur les peines contenuës en vostredit mandement parēt, dont lecture auoit esté faite comme dit est. En leur declairant oultre qu'apres auoir signé lesdites coustumes generalles par eux accordees, ie leur en feroye bailler le double, desquelles declairations me furent requises lettres que leur octroyay. Et apres iceux prelats, gens d'eglise, nobles, aduocats, procureurs, tant du siege dudit bailliage qu'autres subalternes à celuy & autres personnes en grand nombre, signerent de leurs seings manuels lesdites coustumes generalles ainsi que par l'inspection d'icelles peut plus amplement apparoir. Et ce sans preiudice ne defroguer comme dessus par lesdits prelats, gens d'eglise, nobles & autres ayans signé lesdites coustumes aux particulieres & locales coustumes de leurs terres & seigneuries. Et pource q' partie desdites coustumes d'icelles preuostez, & aussi la plus-part de celles des terres & seigneuries d'iceux prelats, gens d'eglise, nobles & autres n'estoient redigees ne mises par escrit en forme deuë & selon ce qu'il estoit requis, au moyen dequoy on ne les pouuoit deuëment voir publier n'accorder en ladite assemblée. Iceux prelats, gens d'eglise, nobles & autres remonstrerent, qu'ils auoient seiourné par trois ou quatre iours en icelle ville d'Amyens pour le fait desdites coustumes à grans frais, mises & despens, & que s'il conuenoit qu'ils fussent presens ledit dernier iour de Septembre & autres ensuiuans à la lecture, publication & accord desdites coustumes d'icelles preuostez & desdites terres & seigneuries dudit bailliage qui sont en grand nombre, & où il conuiendroit vacquer longue espace de temps, & ce leur tourneroit à grand

Proces verbal

perles, dommages & intereſts. Et à ceſte cauſe fut aduiſé par eux tous enſemble d'un commun accord de nommer & deléguer dixhuit perſonnages : c'eſt à ſçauoir ledit maïſtre Adrian d'henencourt vicaire de reuerend pere en Dieu monſeigneur l'eueſque d'Amyens, & doyen de l'eglïſe cathedrale dudit lieu reuerends peres en Dieu les abbez de ſainct Fuſcien & ſainct Achœul lez ladite ville d'Amyens, maïſtre Iaques de la barbe official d'Amyens, maïſtre Claude rongnart docteur en theologie, & Anthoine de racourt licencié és loix chanoines de ladite eglïſe, prins & eſleus par leſdits prelates & gens d'eglïſe, & du conſentement d'eux tous, ſauf que ledit maïſtre Jean foucroy ſoy diſant procureur dudit eueſque de Beauuais, declaira qu'il ne vouloit quant à ſondit maïſtre accepter ladite election, proteſtant que choſé qu'il ſe fiſt ne peult porter preiudice à ſondit maïſtre. A quoy fut par moy reſpondu, que ſi ſondit maïſtre ne ſy vouloit trouuer, ſemblablement autres de ladite aſſemblee ils pourroient ce faire. Et que ladite election ne ſe faïſoit, ſinon pour ſoulager & releuer de frais leſdites gens d'eglïſe, nobles & autres de ladite aſſemblee & que la choſe ſe feroit publiquement & en l'auditoire dudit bailliage. Et pour leſdits nobles furent nommez & eſleus meſſire Charles d'ailly cheualier vidafme d'Amyens, meſſire Adrian de mailly ſeigneur de Conty, Iaques de buſſu ſeigneur de Buïres, Jean du ricaumez ſeigneur dudit lieu, Jean de la motte ſeigneur de Villes, & Pierre de fouencamps ſeigneur du Souich. Et pour les praticiens & gens de l'eſtat de iuſtice furent auſſi nommez maïſtre Loys ſcorion, Pierre villain, Pierre le caron aduocats, Jean coſette, Lienard le cleric, & Iaques mas procureurs & conſeillers au ſiege dudit Amyens. Pour par leſdits xvij. perſonnages voir, viſiter & accorder les couſtumes deſdites preuoſtez & des terres & ſeigneuries d'iceluy bailliage qui ſeroient baïlles endedans ledit dernier iour de Septembre. A laquelle nomination & election i'obtemperay par l'aduiſ d'iceux voz aduocats & procureur & autres conſeillers dudit ſiege. Par leſquels prelates, gens d'eglïſe, nobles & praticiens tous enſemble fut promis par deuât moy de tenir, entretenir & auoir pour agreable tout ce que par iceux dixhuit perſonnages ſeroit fait, accordé, interpreté touchant leſdites couſtumes d'icelles preuoſtez locales & particulieres des terres & ſeigneuries dudit bailliage: accordans expreſſement que les ſignatures qui ſeroient faites par leſdits dixhuit perſonnages deſdites couſtumes d'icelles preuoſtez particulieres & locales deſdites terres & ſeigneuries fuſſent de tel effet & valeur, que ſi elles eſtoient faites par tous leſdits comparans en ladite aſſemblee. Et afin de pouuoir par iceux prelates, gens d'eglïſe, nobles & autres contraindre chacun en ſes terres & ſeigneuries leurs vafſaux & ſuiets à voir, viſiter & ſigner les couſtumes locales d'icelles terres & ſeigneuries, leur octroyay commiſſion adreſſante au premier ſergent royal pour ce faire & faire tous adiourne- mens pertinens quant à ce. Laquelle commiſſion à eſté decernée à tous ceux qui en ont voulu leuer, requerre & demander. Et depuis pource que ie fus aduertit par voſdits commiſſaires ſur le fait deſdites couſtumes, que la publication qui ſe feroit deſdites couſtumes d'icelles preuoſtez particulieres & locales deſdites terres & ſeigneuries ne ſeroient deuément faite par deuant leſdits deleguez ſeulement, ie decernay autres commiſſions adreſſans à tous leſdits preuoſts ſubalternes audit bailliage : pour par chacun d'eux en ſes mettes faire publier à ſon de trompe & cry publique, que tous leſdits prelates, comtes, barons, gens d'eglïſe, nobles, praticiens & autres ſe trouuaſſent en ladite ville d'Amyens audit dernier iour de Septembre pour le lendemain eſtre preſens à la publicatiō deſdites couſtumes. Auquel iour & autres enſuiuās, moy aſſiſté de voſdits aduocat, procureur, & pluſieurs autres aduocats & procureurs du ſiege dudit bailliage me tranſportay en l'auditoire & lieu plaidoyable d'iceluy où ſe trouuerent en leurs perſonnes maïſtre Adrian de henencourt vicaire de reuerend pere en Dieu monſeigneur l'eueſque d'Amyens & doyen de noſtre Dame eglïſe cathedrale dudit lieu, l'abbé de ſainct Fuſcien au boys, l'abbé de ſainct Martin aux iumeaux, l'abbé de ſainct Achœul & le prieur dudit lieu, le prieur de ſainct Denys en Amyens, maïſtre Pierre du mas preuoſt de ladite eglïſe cathedrale, maïſtre Claude rongnart, Anthoine de rocourt, Jean du mas, Jean cochon, Jean lenglacie chanoines de ladite eglïſe, meſſire Charles d'ailly vidafme d'Amyens, le ſeigneur de Conty, le ſeigneur de Contay, le ſeigneur de Ricaumez, le ſeigneur de Bomy, le ſeigneur de Villes, maïſtre Jean de la forge ſeigneur de Noyelle, Jean de canteleu receueur des tailles & aydes au pays d'Arthois, Iaques de may bailly de Bones, le ſeigneur de Framécourt, le ſeigneur de Maſſicourt, maïſtre Jean le noir voſtre aduocat à Monſtroël, Porrus hourdel ſubſtitut de voſtre procureur audit lieu, Martin de canlers, Pierre brunet preuoſt de Doullens, Charles berengier preuoſt de Foulloy, maïſtre Pierre le villain preuoſt de Beauuoïſis, Baudin terniſien preuoſt de ſainct Ricquier, Jean daut preuoſt d'Amyens, Jean de ranchicourt lieutenant du preuoſt de Cité lez Arras, Jean le borgne

borgne greffier de la preuosté de Beauquesne, Pierre payen procureur audit lieu, & aussi procureur des religieux, abbé & conuent de saint Vaast d'Arras, Valentin de muffent lieutenant du preuost de Beauuoisis à grantuille, Jean de faisseual seigneur de Pissy, maistre Jean blotefiere procureur du seigneur d'Antoing, Ancelle boin greffier de la ville de Doulens, Guy le viesier procureur au siege dudit Doulens, Jean durot & Martin rouffel procureurs au siege de la preuosté de Vimeu, Jean de lessau procureur à saint Ricquier, Philippe stert procureur à Hesdin, Guerard rouffel procureur du seigneur de Bailloeuil, Jean muguet bourgeois d'Amyens, maistre Iaques denys aduocat en la ville de l'Isle, Adrian morel procureur du comte d'Arthoys, Jean de la haye receueur de la terre & chastellenie de Lillers, Michel de la forge receueur dudit comte d'Arthoys à Hesdin, Iaques le franc procureur du seigneur d'Oeufz en Ternois, Colart de lessau procureur des religieux de saint Ricquier & de la Dame de la Ferté, Iaques de lessau procureur des maire & escheuins dudit saint Ricquier, Adrian de Vuygnacourt bailly de la terre des croisettes, Jean papin procureur à Doulens, & plusieurs autres gens d'eglise, nobles, praticiens, bourgeois & marchans, & autres gens de diuers estats en grand nombre. Ausquels & à chacun d'eux ie feis faire semblable serment, que fait auoient en la premiere assemblee tenuë ledit vingt-cinquième iour d'Aoust. Et en leur presence feis ledit iour & autres ensuiuans faire lecture & publication desdites coustumes d'icelles preuostez de Monstroeuil, Beauquesne, Vimeu, Beauuoisis, Doulens, saint Ricquier & Foulloy, lesquelles furent conclutes & accordees par tous ceux de ladite assemblee, sauf aucunes oppositions ou remonstrances qui furent mises par escrit au marge des articles sur lesquels elles furent faites. Toutes lesquelles coustumes en approbation de ladite publication i'ay signé de mon seing manuel, & les ay fait signer par Jean boitel greffier dudit bailliage. Et quant à la preuosté d'Amyens ne me furent par le preuost baillees aucunes coustumes, mais apres la publication des coustumes des preuostez dessusdites me fut requis par maistre Loys scourion, Raoul le coureur aduocats, Lienard le clerc, Jean le preuost, Nicolas de faisseual, Jean du cloy, & Andrieu le machy procureurs & tous pensionnaires des maire & escheuins d'Amyens, que feisse publier comme coustumes de preuosté royal les coustumes qui m'auoient esté enuoyees le iour precedent par iceux maire & escheuins faites au nom desdits maire, preuost & escheuins d'Amyens. A quoy leur feis response que lesdites coustumes par eux enuoyees n'estoient coustumes de preuosté royal, mais coustumes locales desdits maire & escheuins. Lesquelles se doiuent publier avec les coustumes locales des terres & seigneuries d'iceluy bailliage. Et sur-ce me fut remonstré par maistre Jean rohaut vostre aduocat & Anthoine le clerc vostre procureur, que lesdites coustumes faites audit nom desdits maire, preuost & escheuins ne se doiuent publier comme coustumes de preuosté royal, attendu que lesdits maire & escheuins qui ne sont iuges royaux estoient denommez & intitulez en chef esdites coustumes avec ledit preuost. Et que si lesdites coustumes se publioient en icelle qualité de maire, preuost & escheuins, ce seroit approuué iceux maire & escheuins estre iuges royaux, ce qui n'est pas verité, & au cas pour ceste matiere y auoit proces pendant & indecis en la cour de Parlement, entre vostre procureur general & iceux maire & escheuins, en sommant par ledit maistre Anthoine le clerc vostre procureur audit Jean dant preuost d'Amyens illec estant, que s'il auoit aucunes coustumes de ladite preuosté d'Amyens distinctes à celles d'iceux maire & escheuins qu'il les presentast. Et en ce faisant on les publieroit avecques les coustumes desdites preuostez royales. A laquelle sommation ledit Jean dant preuost respondit qu'il ne scauoit aucunes coustumes en ladite preuosté autres que celles desdits maire & escheuins. Sur lequel differend ie declaray ausdits pensionnaires desdits maire & escheuins que i'auoys deuers moy les coustumes qui de l'an mil ccccxcvi. auoient esté baillees par lesdits maire & escheuins, à defunct messire Artus de longueual lors bailly d'Amyens, pour enuoyer à messieurs les commissaires par vous deputez sur le fait desdites coustumes. Lesquelles coustumes ne contenoient & en icelles n'estoit aucune mention faite dudit preuost. Et partant estoit euident, que ce qu'ils auoient intitulé ledit preuost avec eux, estoit vne noualité desrogant aux droits royaux & à l'office de mondit seigneur le bailly. Parquoy ouyes lesdites remonstrances & veuës par moy lesdites coustumes differentes en intitulation. Je sur ce feis la publication d'icelles iusque à la publication des coustumes locales & particulieres dudit bailliage, dont ledit Jean le preuost & autres pensionnaires desdits maire & escheuins se porterent pour appellans. En declarant par ledit Jean le preuost qu'iceux maire & escheuins estoient iuges royaux, ce que

Coustumes du bailliage d'Amyens

contredirent vofdits aduocats & procureur. De toutes lesquelles remonstrances i'offris bailler lettres aufdits maire & escheuins. Et ce fait combien qu'il eust esté publié que lesdites coustumes locales desdites terres & seigneuries d'iceluy bailliage seroient veuës, leuës & accordees en ladite assemblee. Toutes-fois pour le grand nombre desdites coustumes locales qui à grand difficulté pourroient estre leuës en demy an entier. La publication d'icelles fut differee, & sur ce i'ay par l'aduis de vofdits aduocats & procureurs & autres conseillers, mesmes par la delibération de ladite assemblee iusques à ce qu'auroye autre ordonnance de vous ou de vofdits commissaires pour sçauoir quand & comment vostre bon plaisir seroit que lesdites coustumes fussent publiees, pour euiter confusion & releuer lesdits prelates, gens d'eglise, comtes, barons, praticiens & autres suiets dudit bailliage, des frais mises & despens qu'ils pourroient encourir durant le temps de la publication desdites coustumes. Toutes lesquelles choses certifie à vous nostre souuerain seigneur auoir ainsi esté faites que dessus est touché. Lesquelles coustumes i'ay enuoyé deuers vous pour au surplus en faire selon vostre bon plaisir & vouloir. En tesmoin de ce i'ay ce present mon proces verbal signé de mon seing manuel, & scellé du seel dudit bailliage avec lesdites coustumes, ensemble l'ay fait signer par ledit Jean boitel greffier dudit bailliage. Le quatrième iour d'Octobre dudit an mil cinq cens & sept. Ainsi signé Anthoine de saint Deliz & Jean boitel.

*1. Scilicet, sui iuris & maior viginti quinque. C.M.
2. 2. Cōsuet. de Monstreuil. j. §. 88. addit à l'aisné, sed hæc consuetudo generalis non recipit hæc restrictionem. C.M.*

3. 2. Id est, hac sola causa expressa, quāuis donatarius premoriens trāsmitat ad nepotes in collateralali, etiam si non sit locus representatio - ni vel etiā ad filios, vel alios heredes in linea collateralali etiā si nec cōmuni quidem iure locus esset representatiōni sed an hæc donatio fieri possit secūdo genito, certū est quod non à Monstreuil, vt nuper dixi: aliās fieri potest de hac cōsuetudine generali, quia etiā stāte primogenito, cū premori vel abstinere possit, secūdo genitus dicitur heres appārēs & in dubio censetur facta donatio in anticipatiōnem successiōnis, siue contemplatiōne future successiōnis, quod idem est, vt dixi in cōsuet. parisi. §. 17. & §. 159. Etiā si fiat ad onus vt donatarius sit cōtētus nec aliud percipere possit in successiōne cui renūciat. Tum hæc iura pecuniaria præsertim in linea directæ, sūt odiosa & restringenda. C.M.

4. 4. Etiam si non disponat de herediis sed tantum de certa summa, in quantum capienda esset super herediis. Quidam singulis nepotibus legauerat mille ducentos francos, petebant etiam super herediis alius bonis exhaustis, quod iudex pronisitaliter adiudicauit, heres appellauit, iudex ordinauit hanc pronisitionem exequendam nonobstante appellatione, data cautione: rursus adherendo appellatam. Sed per arrestum in publicis causarum actionibus die martii 17. Ianuar. anno. 1558. causa remissa fuit ad consilium, & interim ordinatum executionem superferendam. Et bene: quia alioquin heredia diffinitive adiudicarentur per sublationes, quod esset iniquum vt dixi in consuet. parisi. §. 187. C.M.

COUSTUMES GENERALES DV bailliage d'Amyens.

Et premierement, des donations.

Article premier

PAr la coustume generale du bailliage d'Amyens vn chacun¹ peut par entre vifs donner & transporter ses heritages ou heritage à luy venus, succedez & escheus de ses predecesseurs, soient feodaux, cottiers ou roturiers, à telle personne ou personnes qu'il luy plaist. Et en icelles donations apposer telles modifications, charges ou conditions que bon luy semble, & sont tels dons tenus & reputez vallables. ii.

Item par ladite coustume vn chacun peut donner par ledit don d'entre vifs à son plus prochain heritier apparant habille à luy succeder, ses acquests & conquests. Mesmes ses heritages à luy venus, succedez & escheus de ses predecesseurs, soient feodaux ou cottiers. Et si le don est ainsi fait à son heritier apparant² & en auancement d'hoirie & de succession,³ le donnataire en ce cas peut entrer en la iouissance des heritages à luy donnez, par vn³ simple relief & chambellage selon la nature des fiefs, sans ce qu'il soit tenu payer au seigneur ou seigneurs dont ils sont tenus & mouuans, droit de quint denier, n'autres droits de relief & chambellage: Mais si tel don se faisoit en auancement de mariage ou pour autres causes, posé ores que ce fust à son heritier apparant sans ce que la donation soit faite en auancement d'hoirie & de succession. En ce cas les seigneurs dont les heritages donnez sont tenus, peuuent demander & eux faire payer de leurs droits de quint ou autres, selon la nature des heritages donnez & transportez. iii.

Item par ladite coustume en toutes donations par entre vifs, veditiōns & transports, le donateur ou vendeur peut & luy est loisible retenir à soy l'vfruit & viage de l'heritage par luy donné, vendu ou transporté: auquel cas & pour raison d'icelle retention d'vfruit ne sont deus aux seigneurs feodaux dont les heritages donnez, vendus ou autrement transportez, seroient & sont tenus, & mouuans aucuns droits seigneuriaux. iiii.

Item par ladite coustume il est loisible à vn chacun par son testament, deuis ou ordonnance pour derniere volonté disposer de ses biens meubles, acquests & conquests immeubles à telle personne ou personnes & ainsi que bon luy semble: mais il ne pourroit disposer par testament & derniere volonté de ses propres heritages, soient feodaux ou cottiers à luy venus, succedez & escheus de ses predecesseurs, sinon du quint seulement.⁴ Et par forme de quint via-4

ger ou hereditaire selon ce qu'il veut donner: qui est à entendre que le testateur en le faisant doit user de ce mot, Quint par expres qui se nomme quint datif. Et ce sans defroguer au quint naturel & coustumier appartenant aux enfans puisnez. Et peuvent en ce cas par icelle coustume les legataires entrer en iouissance & perception de leurs legats, en payant au seigneur ou seigneurs dont lesdits heritages legatz sont tenus droit & relief, & en heritages feodaux avec relief droit de chambellage. Et si ledit quint est donné simplement sans addition de viager ou hereditaire, iceluy quint en ce cas est tenu, & réputé hereditaire.

Item par ladite coustume toutes donations faites par entre vifs & à ce titre apprehendees, sont reputées acquies aux donataires, en telle maniere qu'ils en peuvent user & vablement disposer à leur plaisir & volonté, soit par testament entre vifs ou autrement comme bon leur semble, si ainsi n'estoit que telles donations fussent faites par les donateurs à leur heritier apparent en auancement d'hoirie & succession, auquel cas se seroit censé & réputé l'heritage des donataires, dont ils ne pourroient disposer que par don d'entre vifs, ainsi qu'il est dit & déclaré cy dessus.

Item par icelle coustume vn heritier apparent, en apprehendant les heritages ou heritage à luy donnez par aucuns de ses predecesseurs, comme à son heritier apparent & en auancement d'hoirie & de succession, En ce cas ledit heritier apparent par icelle apprehension, est chargé & se charge de toutes les debtes, obligations, dons faits & promesses de son dit predecesseur donateur, faites & contractées par iceluy donateur au parauant, & iusques au temps d'icelle apprehension.¹

Item par ladite coustume tous legats & donations testamentaires à ce titre apprehendees sont aussi censées, tenues & reputées acquies aux legataires.²

Item par icelle coustume deux personnes ensemble coniointes par mariage ne peuvent par entre vifs durant leur dit mariage³ aduantage l'vn ne l'autre de leurs biens meubles, heritages acquies & conquests immeubles ne de partie d'iceux, Mais par testament, deuis & ordonnance pour dernière volonté, tels conioints peuvent aduantage l'vn l'autre, & donner l'vn à l'autre à tous leurs biens meubles, debtes, acquies & conquests immeubles ou partie d'iceux, avec le quint⁴ de leurs propres heritages hereditaire ou viager ainsi que bon leur semble.

Item par ladite coustume si aucune personne veut profiter & percevoir les fruits d'aucun heritage à luy donné & legaté par testament, il est expedient qu'apres le trespas du testateur, il ait le consentement de l'heritier ou heritiers d'iceluy testateur & autres à qui ce touche, ou qu'en iceluy don il se face mettre de fait & qu'en iceluy heritage legaté, il soit tenu & decreté de droit par sentence donnée du iuge competant sur ce contredit, parties ouyes ou par contumace. Et si l'on veut profiter d'un legat mobilier on le peut demander par action comme semblablement on peut faire vn legat immobilier.

Item par ladite coustume generale si aucune personne au iour de son trespas delaisse plusieurs ses heritiers, lesquels à ce titre ayent apprehendé ses biens.⁵ Les creditiers du defunct leurs heritiers ou ayans cause peuvent si bon leur semble adresser pour auoir paiement de leur deu alencontre de l'vn desdits heritiers du debteur pour le tout, & contre luy seul faire la poursuite & les contraindre à payer le total de son deu, mais iceluy heritier aura son recours alencontre de ses coheritiers & de chacun d'eux pour leurs portions hereditaires.

Item par ladite coustume quand aucuns heritages feodaux sont par le propriétaire d'iceux donnez ou legatz à plusieurs personnes par equales ou inequales portions. En ce cas iceux heritages feodaux sont partables & diuisibles entre les donataires, & peuvent iceux donataires⁶ apprehender chacun sa portion, ⁶ en cōtenant le seigneur ou seigneurs feodaux de leurs droits seigneuriaux, & en tenant icelles portions & chacune d'icelles, doit par semblable relief, foy, ⁷ hommage & seruice que le total d'iceux fiefs estoit au parauant tenu.⁷

Item par ladite coustume si aucun propriétaire & possesseur d'aucuns heritages feodaux ou cottiers vend, donne ou transporte à aucun autre lesdits heritages ou partie d'iceux, & que durant sa vie il n'en ait fait aucune dessaisine es mains des seigneurs feodaux dont iceux heritages donnez, vendus, & transportez sont tenus ou de leurs baillis & officiers ayans pouuoir de ce faire, En ce cas tels heritages donnez, vendus & transportez succedent & escheent apres la mort du donateur ou vendeur aux plus prochains heritiers ou heritier d'iceluy donateur ou

¹ & modificari ut non teneatur ultra vires bonorum in quibus succedit: quia non est propriè heres cum non succedat in quota, sed in certis specie bonorum tantum. C. M.

⁶ 11. Siue pro diuiso, siue pro indiuiso sed nulla noua iura debentur pro diuisione. C. M.

⁷ Scilicet, pour le regard de l'hommage ou simple chambellage: mais non pour les reliefs & droits pécuniaires qui se diuisent. C. M.

¹ 6. Et sic non est nec tenetur esse heres nec renūciatio hereditati donum amittit, aliàs teneretur de debitis etiam post donationē & apprehensionē facti. C. M.

² 7. Nisi aliàs successore qui mauult donum vel legatum habere, quam heres esse. C. M.

³ 8. Etia donatione mutua precisa, sed bene testamento mutuo vel donatione causa mortis mutua. C. M.

⁴ Quint. Quid si prius ante contractū matrimonij sponsus sponsa vel contra dederat vn quint des propres, an iterum possit dare alium quintam saltem residui? Respō. non, sed computari debet quod prius de herediis datum est. C. M.

⁵ 10. Dic maritus mane quarta Ianuarij anno. 1546. preside Io. Bertrando inter matrem heredem filij in mobilibus, cū plures alij essent heredes immobilium, qui non erant in litra, appellatam a Balliuo Ambianensi & creditorem intimatum erga quē cōdemnata fuerat in solidum: multa fuit appellati remissa. Et dit l'appel au neēt elle condempnee aux despens, & que ce dont appelle sortiroit son effect. Sed istud arrestum debet intelligi

Coustumes du bailliage d'Amyens

*l. 12. Nō ob-
stante clausula
constituti vel
procurij sed si
res esset reali-
ter tradita non
posset possessor
per heredē ex-
pelli prætenu
deficientis in-
uestitura.*

C.M.
Du droit de
relief noble
tenu en plain
hommage,
&c.
Du relief de
bail.

De la femme
tenant herita-
ge en fief qui
le marie.

Du fief es-
cheu a fem-
me constant
son mariage.

*l. 16. In tit.
Sed tamen ar-
ticulus serua-
tur adde j. de
monstruū.
§. 35. 36.
C.M.*

Femme ves-
ue n'est re-
leue apres le tres-
pas de son
mary, &c.

Cōment doit
estre regi le
fief au dedās
xl. iours a-
pres la mort
du vassal.

1. Mais si tels acheteurs ou donataires veulent poursuiuir la vente ou don a eux faits; i faire le peuuent par mises de fait ou autrement deuement. En quoy faisant ledit heritier est tenu entretenir telle donation, vendition ou transport.

Des reliefs des fiefs.

xij.

PAR ladite coustume les droits des reliefs de fiefs sont tels: C'est à sçauoir que pour chacun fief noble tenu en plain hommage, est deu au seigneur feodal soixante sols parisis avec vingt sols parisis pour droit qu'on dit de chambellage, entant qu'il touche relief de proprietaire. Et pour chacun fief tenu en perrie est deu au seigneur feodal pour droit de relief dix liures parisis avec quarante sols parisis pour droit de chambellage, entant qu'il touche comme dit est relief de propriété.

xiii.

Item par icelle coustume en tous reliefs de bail n'y eschet que simple relief tel que dit est dessus: c'est à sçauoir de lx. sols parisis pour chacun fief noble & tenu en plain hommage. Et dix liures parisis pour chacun fief tenu en perrie sans aucun droit de chambellage.

xv.

Item par icelle coustume si vne femme iouyssant & possessant d'aucun heritage tenu en fief fallie par mariage, ledit mariage parfait, le mary est tenu releuer ledit fief comme mary & bail de sa femme pour deseruir ledit fief. Et pour iceluy relief doit payer, c'est à sçauoir si ledit fief est tenu en plain hommage soixante sols parisis, & s'il est tenu en perrie dix liures parisis. Et n'est deu en ce cas droit de chambellage. Et en faute de faire ledit relief par iceluy mary, le seigneur feodal peut faire saisir & gouverner sous la main de sa iustice les fruits & profits dudit fief aux despens du reuenu d'iceluy fief, sans toutes-fois faire par ledit seigneur feodal les fruits & profits siens.

xvi.

Item par ladite coustume quand aucuns fiefs escheent à vne femme constant son mariage, soit par succession, don testamentaire ou par donation d'entre vifs faite en auancement d'hoirie & de succession, en ce cas le mary & la femme sont tenus releuer la propriété desdits fiefs. Et payer droit de relief & chambellage selon la nature d'iceux. Et n'est le mary en ce cas par ladite coustume tenu releuer le bail.

Opposition.

A cest article depuis ces mots, Et n'est le mary, &c. se sont opposez les seigneurs vidames d'Amyens, dame de la Fresse, madame de Dours douairiere de Crauecueur, pource qu'ils diēt auoir relief de bail avec celuy de propriété.

xvii. 2

Item par ladite coustume generale depuis que le relief de propriété est fait par la femme ou par son mary constant son mariage, elle n'est plus tenuë releuer ledit fief apres le trespas de son mary.

xviii.

Item par ladite coustume toutes-fois qu'il aduient que le possesseur propriétaire d'aucun fief va de vie à trespas, incontinent ledit trespas aduenu, ledit fief retourne en la main du seigneur feodal dont il est tenu, & est reüny à sa table & domaine sans saisine ou main-mise iusques à ce que l'heritier du trespas l'aura releué, payé les droirs & fait les deuoirs en tel cas pertinens. Et peut le seigneur dont ledit fief est tenu apres quarante iours passez & non, ainçois si ledit relief n'est fait endedans ledit temps, prendre à son profit tous les fruits & reuenu qui sont procedez dudit fief depuis ledit trespas, & d'iceluy reuenu iouyr tant & iusques à ce que lesdits reliefs, droirs & deuoirs luy soient faits & payez, & en vser comme bon pere de famille sans aucune chose desmolir, regaler n'autrement en mal vser. Et quelque temps que ledit seigneur en iouyffe il ne peut prescrire la propriété du fief, mais en est garde seulement. En telle façon que l'heritier est tousiours entier de releuer la propriété de sondit fief en payant les droirs & deuoirs. Et ne le peut ledit seigneur mettre en autre main par donation, transport, vendition ou autrement, que ce ne soit à la charge de receuoir les heritiers ou heritier à relief toutes-fois qu'ils si offriront.

xix.

Item & si endedans lesdits quarante iours aucuns fruits escheoient à meurisson en sorte qu'il les conuenist moissonner. Les heritiers ou heritier dudit defunct ou les censiers & fermiers d'iceluy defunct, pourront moissonner lesdits fruits, labourer les terres, & faire tout ce qui seroit necessaire & vtile pour le bien de la chose sous la main du seigneur feodal, à la charge de rendre & bailler tous iceux fruits & profits leuez audit seigneur feodal comme à luy appartenans en euenement: & au cas que par dedans lesdits quarante iours prochains ensuiuans ledit trespas, les heritiers ou heritier dudit vassal defunct n'auoient releué & droituré ledit fief par deuers ledit seigneur feodal ou ses bailly & officiers. Et sera la iustice d'iceluy fief durans lesdits quarante iours exercee sous ledit seigneur feodal, par les officiers qui du viuant

viuant dudit defunct y estoient commis.

- 1 Item par ladite coustume generale ainçois¹ qu'aucune personne soy disant heritier d'autruy, puist dire auoir droit reel és fiefs dont il se veut attituler heritier, & d'iceux faire def-
- 2 saisine au profit d'autruy² és mains des seigneurs feodaux dont ils sont tenus ou de leurs officiers, il est de necessité qu'il ait releué iceux fiefs, & payé aux seigneurs feodaux dont ils sont tenus ou à leurs commis, leurs droits & fait les deuoirs, ou que de ce il les ait contentez & satisfait.
- 3 Item par ladite coustume quand aucun va de vie à trespas iouyssant & possessant d'vn ou plusieurs heritages feodaux, & l'ainné &³ plus prochain heritier d'iceluy defunct s'abstient d'ap-prehender iceux fiefs. En ce cas les puisnez & chacun d'eux en son regard peuuent & ont faculté de releuer droicture & apprehender lesdits fiefs.⁴
- 4 Item par ladite coustume apres qu'vn homme & vassal tenant d'aucun seigneur feodal a esté receu à relief des fief ou fiefs tenus dudit seigneur, iceluy vassal est tenu bailler audit seigneur feodal desnombrement de chacun d'iceux fiefs par escrit sous son seel ou autrement en forme autentique, & en iceluy desnombrement declairer en quoy se tendent & comprennent iceux fief ou fiefs, & tout ce qu'il entend tenir d'iceluy seigneur avec les charges & seruitudes dont iceux fief ou fiefs sont chargez enuers ledit seigneur par dedans quarante iours prochains ensuiuans ledit relief. Et si apres iceux quarante iours passez ledit vassal est delayant de ce faire, le seigneur feodal de qui il tient peut par faute de desnombrement baillé, faire prendre, saisir & mettre en sa main ledit fief ou fiefs. Et sous icelle sa main les faire regir & gouverner aux despens des fruits d'iceux fief ou fiefs, tant & iusques à ce qu'iceluy vassal aura baillé sondit desnombrement ou que ledit vassal en personne ou procureur pour luy, se soit soumis en la main dudit seigneur ou de son bailly de le bailler en dedans iour competent. Et en ce faisant ledit vassal doit auoir la main-leuee à son profit de seldits fief ou fiefs, en payant par luy les mises de iustice raisonnables. Mais si ledit vassal n'auoit fourny endedans le temps de ladite submission ledit seigneur peut de rechef si bon luy semble faire prendre & saisir ledit fief ou fiefs en sa main. Et iceluy fief ou fiefs sous icelle sa main, faire regir & gouverner aux despens des fruits d'iceux fiefs, tant & iusques à ce que ledit vassal ait affectueusement baillé sondit desnombrement. Et si apres ladite prinse & saisine deuëment signifiee, ledit vassal ou autre s'ingere de prendre & leuer les fruits & profits dudit fief ainsi saisi, les facteurs commettent amende de soixante sols parisés enuers ledit seigneur feodal pour l'infraction d'icelle main-mise. Et avecques ce sont tenus reintegrer & remettre és mains d'iceluy seigneur les fruits par eux prins & leuez. Et si depuis ledit vassal & tenant feodal, baille le desnombrement de ses fief ou fiefs, apres iceluy baillé il peut demander auoir compte des fruits & profits de sondit fief ainsi saisi en payant comme dit est les frais & mises de iustice tels que de vingt-cinq sols pour les frais de chacune saisine & main-leuee, & d'iceluy fief doit auoir en ce cas la main-leuee. Et si tel vassal à vne fois baillé son desnombrement, il ne peut, ne doit estre contrainct le bailler seconde fois, quelque mutation de seigneur qu'il y ait és fiefs desquels il tient.

xx.

1 20. Hic significat ante. De l'heritier qui se dit auoir droit reel en aucun fief.

2 Id est, si heres cedit, extraneo prius solus debet iura per heredem deinde per cessionarium: scilicet diuidendo vel assignando coheredibus quia nulla noua iura debentur. C.M.

3 21. Hec copula stat pro alternatiua ampliando. C.M.

4 Sine solutione, aliquorum novorum iurium, quia hic nulla est cessio. Et sic hic. §. differt à precedenti in quo est cessio & mutatio manus de vno in alium. C.M.

xxiii.

Item par ladite coustume apres ce que le vassal & tenant feodal a baillé le desnombrement de ses fiefs ou fief à son seigneur feodal, iceluy seigneur par dedans trois mois apres auoir receu ledit desnombrement, sera tenu d'oresenauant s'il en est requis sur iceluy bailler ou par son bailly faire bailler lettres de recepissé en forme deuë, ou cōtredire & debatre iceluy desnombrement, dire les causes pourquoy. Autrement & en defaute de par iceluy seigneur bailler ou faire bailler à sondit vassal lettres de recepissé en forme deuë ou débats & contredits alencontre dudit desnombrement baillé, iceluy desnombrement en ce cas demourra pour accordé.

C'est article a esté passé à la publication par l'aduis des assistans.

xxiiii.

- Item par ladite coustume generale si le seigneur feodal dont meuent & sont tenus aucuns fiefs, veut que l'on luy face les foy & hommage personnels que ses hommes de fiefs luy doiuent & sont tenus faire en personne. Tel seigneur doit par commission de luy ou de son bailly faire sçauoir à seldits hommes feodaux sur les chefs lieux des fiefs de ses hommes & tenans feodaux qu'en dedans quarante iours lors ensuiuans ils luy ayent fait
- 5 lesdits foy & hommage, en & sur son chef lieu. Et se doit iceluy seigneur tenir⁵ durant lesdits quarante iours sur la seigneurie, dont lesdits fiefs sont tenus & mouuans affin que lesdits vassaux se puissent illec trouver. Et ne sont lesdits vassaux tenus d'aller faire ledit hommage hors des mettes de ladite seigneurie. Et si les vassaux au cas dessusdits sont refusans

Des lettres de recepissé touchant le desnombrement baillé par le vassal, &c.

Du seigneur feodal qui veut que ses vassaux luy facent les foy & hommage en personne.

5 24. Per se vel specialem procuratorem. C.M.

Couftumes du bailliage d'Amyens

ou delayans de faire ledit hommage apres lefdits quarante iours paffez, ledit feigneur peut faire faifir, prendre & mettre en la main de la iuftice lefdits fiefs & d'iceux prendre & appliquer à fon profit les fruits tant & iufques à ce que ledit homme & tenant feodal, aura fait en la perfonne ledit hommage, lequel hommage qui eft de bouche & de mains vne fois fait par le vaffal à fon feigneur feodal, fe doit reiterer par iceluy vaffal durant la vie fi bon ne luy femble pour quelque mutation d'autre feigneur.

xxv.

Commét on doit faire le relief d'un fief tenu de plusieurs feigneurs par indiuis, &c.

Item par ladite couftume quand aucun ou aucuns tiennent fief ou fiefs de plusieurs feigneurs enfemble par indiuis, & iceux fiefs ou heritages cottiers ainfi tenus font vendus, ou que l'on les veut releuer il fuffit que les venditions, defsaifines & faifines ou reliefs, foient faites par deuant l'un desdits feigneurs ou fon bailly & officiers de iuftice, & que l'on paye à luy feul les droits pource deus à tous lefdits feigneurs enfemble par indiuis. Lequel feigneur toutes-fois qui reçoit lefdits droits, eft tenu d'en payer & deliurer aux autres feigneurs à chacun leur part & portion. Et font tels reliefs, defsaifines & faifines ainfi faites & baillees reputées bonnes & valla- bles, comme fi faites eftoient par deuant tous lefdits feigneurs par indiuis enfemble ou leurs officiers. Semblablement en tenance de plusieurs feigneurs par indiuis, il fuffit que le tenant feodal face à l'un d'iceux feigneurs le ferment de fidelité & hommage, & luy baille le def- nombrement des fief ou fiefs qu'il tient d'iceux feigneurs par indiuis. Mais celuy d'iceux feigneurs qui receura ledit defnombrement, fera tenu le communiquer aux autres feigneurs, fans fur ce bailler recepiffé qui ne foit du consentement de tous iceux feigneurs par indiuis, enfemble.

xxvi.

De la iuftice du vaffal à cause de fon fief.

Item par ladite couftume vn homme de fief tenant de fon feigneur feodal fon fief en perrie ou en plain hommage, a telle & pareille iuftice & feigneurie en fondit fief comme a le feigneur dont il tient en fon fief. Et font tous fiefs tenus par foixante fols parifis de relief & vingt- fols de chambellage, ou par plus grande tenuë reputée nobles tenus en plain hommage, & tel- lement que les propriétaires d'iceux fiefs ont en iceux toute tenuë, feigneurie & iuftice haute, moyenne & baffe : Mesmes comme dit eft, y ont semblable & autelle iuftice que les feigneurs feodaux dont ils tiennent.

Du vaffal qui baille fon fief à cens ou à rente hereditable, &c.

Paffé fans preiudice aux locales & particulieres.

xxvii.

Item par ladite couftume vn chacun ayant fief auquel il a iuftice & feigneurie, peut fi bon luy femble fans le consentement du feigneur feodal dont il tient ledit fief, le baille ou partie d'iceluy pour la melioration & augmentation de fondit fief à cens ou rente hereditable fans rachat telles perfonnes ou perfonne qu'il luy plaift, en retenant par luy fur iceluy fief ou partie baillee à cens ou rente la iuftice & feigneurie, Pourueu qu'en faifant par luy ledit bail ou à cense d'iceluy, il ne prend aucuns deniers n'autres profits. Auquel cas eft à fçauoir fil en prendroit argent ou autre profit que lefdits cens ou rentes, fans le fceu & con- sentement de fondit feigneur feodal, tel vaffal admectroit & confifqueroit fon fief ou escher- roit en amende de quarante liures parifis enuers fondit feigneur. Et avec ce ledit bail feroit de- claré nul.

xxviii.

Pour efchan- ge d'herita- ge où il n'y a foulte ne fôt deus aucuns droits sei- gneuriaux, &c.

128. In tit. Scilicet refpe- ctu qualitatū antiqui vel mo- ni pradij refpe- ctu acquiren- tium, fed non refpectu quali- tatum intrin- fecarū vel rea- lium ipfius fun- di, quia de feu- dali non fit cō- fualē vel cō- tra etiam fi ab eodem domino directo vtrū- que pradiū mo- uetur. C. M.

Item par ladite couftume il eft loifible à vn chacun efchanger & permuter fon heritage ou acquesté alencontre d'un autre heritage ou acquesté. Toutes-fois f'iceux heritages font tenus d'un mefme fief & feigneurie, le feigneur pour raifon dudit efchange n'y a, & ne peut deman- der aucuns droits feigneuriaux, fi n'estoit qu'il y eust foultes de deniers ou autre profit, auquel cas feroient deus au feigneur feodal droits feigneuriaux d'icelles foultes. Mais fi lefdits herita- ges permutés font tenus de diuerfes feigneuries, en ce cas, foit qu'il y ait foulte ou non, droits feigneuriaux font deus aux feigneurs, defquels iceux heritages permutés font tenus felon la valeur & estimation d'iceux. Et font les heritages baillez, en faifant icelle permutation de telle nature & condition qu'estoient les heritages baillez, en faifant icelle permutation & efchange.¹

xxix. I

Item par icelle couftume retenuë que font & peuuent faire les feigneurs feodaux des heri- tages d'eux tenus par puiffance de fief quand ils font mis de main à autre en les reüniffant à leur fief, u'a point de lieu en efchange, & par mutation, ne semblablement retrait lignager, & lequel les retenuës par puiffance de fief & retrait lignager, n'ont auffi lieu en donation d'aucun ou au- cunes tenemens & heritages, foient feodaux ou cottiers.

xxx.

Item par ladite couftume generale vn vaffal & tenant feodal peut eclipser, diuifer ou defmembre son fief, en reconnoiffant le contract par deuant le feigneur feodal ou fon bailly & officiers de iuftice, & en le contentant de fes droits feigneuriaux à luy pource deus, autrement

autrement & si tel esclipsment se faisoit au desceu du seigneur feodal, sans ce passer & reconnoistre par deuant luy ou ses officiers, & le cōtenter de ses droits seigneuriaux, & que celuy au proufit duquel est faite ladite esclipse entre en vertu dudit contract en iouyssance de la partie eclipsée, Ledit seigneur peut faire cōtraindre celuy qui auroit fait ladite eclipse à luy payer ses droits seigneuriaux, ou de renoncer au contract qui auroit esté fait. Et sera tenue la partie ainsi eclipsée dudit seigneur feodal par tels droits & redeuances, qu'estoit au parauant tenue la totalité dudit fief.

xxxvi.

Item par ladite coustume vn chascun se peut iouer de son heritage feodal ou cottier iusques à la main-mettre au baston, qu'est à dire qu'un chascun peut donner, vendre ou autrement disposer de son heritage, sans le danger de son seigneur, sans pour ce estre tenu luy payer aucuns droits seigneuriaux iusques à la main-mettre au baston, qui s'entend iusques à la reconnoissance du contract & deffaisne de l'heritage, dont on dispose par deuant le seigneur feodal, dont il est tenu ou son bailly & officiers, si n'estoit qu'en vertu des contracts sur ce passez par les parties ou bon leur sembleroit, les acheteurs donnataires ou autres, au proufit desquels lon en auroit disposé au desceu du seigneur feodal entraissent en l'actuelle possession & iouyssance d'iceux heritages. Auquel cas ledit seigneur pourroit contraindre les parties qui auroient cōtracté à luy payer ses droits seigneuriaux, ou eux desister dudit contract.

xxxvii.

Item par ladite coustume toutes & quantes fois qu'un vassal fait en la cour de son seigneur feodal par deuant son bailly & officiers aucun acte de vassal, tel vassal est par ce moyen tenu & réputé à homme & tenant: neantmoins le seigneur n'est point priué de pouuoir demander par action son droit de relief ou autre qui luy seroient deuz. Et quand vn seigneur feodal par luy ou son receueur reçoit ou fait recevoir par trois ans la cēsiue, luy est deuë chascun an par son tenāt cottier, en ce cas le seigneur ne peut iceluy defauouer à homme & tenant.

xxxviii.

Item par ladite coustume vn tenant cottier ne peut sans le consentement de son seigneur feodal bailler l'heritage qu'il tient cottierement à cens ou surcens, & s'il le faisoit, le bail seroit nul, & n'y a en ce cas prescription à l'encontre du seigneur.

xxxix.

Item par ladite coustume vn tenant cottierement aucun heritage, terre ou masure, tel tenant peut renoncer & delaisser ladite terre, heritage ou masure en la main du seigneur de qui il tient à cens, que prealablement ne soit tenu payer tous les arrerages qu'il deuroit à cause de cēsiues d'icelles terres, masures ou heritages iulques au iour qu'il voudroit delaisser en la main de celuy de qui il tient.

Des Succesions.

xxxv.

PAR ladite coustume le mort faist le vif son plus prochain heritier habille à luy succeder.

xxxvi.

Item par ladite coustume generale tant que la ligne directe dure, soit en ascendant ou descendant en ligne collateral, n'a point de lieu.

xxxvii.

Item par icelle coustume representation n'a point de lieu, si n'est qu'elle feust par lettres ou fait especial traictee, faite & accordee, auquel cas elle auroit lieu.

xxxviii.

Item par ladite coustume generale les biens meubles & acquests immeubles cottiers ou roturiers delaissez par le trespas d'aucun deffunct, succedēt & appartiennēt ab intestat au plus prochain parēt d'iceluy deffunct. Et s'il en y a plusieurs en pareil degré, ils se diuisent en ce cas, & en appartient autant à l'un comme à l'autre. Et par ladite coustume quiconques apprehende à tiltre vniuersel le total ou partie des biens meubles de quelque trespas, il se charge & est poursuyuable de toutes les debtes ensemble de tous arrerages de cens ou rentes deuës au iour du trespas dudit deffunct.

xxxix.

Item par ladite coustume generale, quand aucun va de vie à trespas delaissez par luy plusieurs enfans de luy nez & procreez en loyal mariage masles ou femelles, à l'aisné masle, & en faute de masle à l'aisnée femelle, succedent & doyuent appartenir les heritagas feodaux, dont

trimonia, in quibus parentes consentientes solent ius representationis futuris liberis dare. Nec opus est formula contractus: sufficit constare de consensu vel simplici vocatione ad representandum sive in testamento vel codicillis vel aliis inter vivos: Sed quid si unus tantum ex pluribus nepotibus vnus filiorum premortui vocet ad representandum legans ceteris nepotibus eiusdem premortui quasdam summas? Videretur fieri non posse, quia ista nova forma representationis difformis est à iure communi quo omnes nepotes vocantur ad representandum. Tamen quia ista vocatio est gratiosa, pendens à voluntate vocantis, puto illum adponere legem quam vult. Tum prestat vel vnum solū ex pluribus nepotibus vocari ad representationem quam omnes excludi. Et ita anno 1558. in terminis huius consuetudinis consului, C. M.

3. 38. Scilicet successio: secus si iure legati etiam omnium mobilium, quia est titulus particularis. l. cogi. ff. ad Trebellianū. Quod limito si debita lederent le quint viager & les conquests: car il faut que les quatre parts des propres demeurent franches à l'heritier, nonobstant le testament ou codicille par lesquels lesdites quatre parts non possunt nec directo nec per obliquum onerari, ve s'ape consului & primores rogati nostri ordinis subscripserunt. C. M.

III iiij

Le vassal se peut iouer de son fief iusques à la mainmettre au baston. De l'acheteur qui entre au fief sans le secu du seigneur.

Le cottier ne peut bailler l'heritage sans le cōsentemēt du seigneur. 1. 33. Scilicet respectu domini directi. C. M.

Representation n'a point de lieu. 2. 37. Etiam in linea directa de descendenti, & ita de facto hic seruant quāuis sit durum & corrigendū nisi q̄ certo respectu habet rationem, videlicet ne tam facile liberi inuitis vel inconsultis parentibus contrahāt ma

Coustumes du Bailliage d'Amiens

1. 39. *Quid si quatuor secūdogenitorum tres moriantur post partem nulla facta declaratione: quartus ait se totum quintum habere, & quod clausula sequens intelligitur post apprehensionem, vel saltem post acceptationem? Hoc quidem favorabile est, sed pendet à modo rēndi. C. M.*

2. 40. *Non est hic locus representationi, nec dupliciati vinculi, ut consilio meo indicatū fuit die 26. Januarij, 1535. inter Joh. le Testu patrum defuncti & Honoratū la greue nepotem ex sorore germana: adiudicanti patris non solū mediam des meubles & acquests du defuncti, mais aussi la moitié des heritages cottiers ou roturiers qui ont appartenu à l'aycul paternel dudit defuncti, & la totalité des fiefs qui ont appartenu au dit aycul paternel, & audit Honoré l'autre moitié desdits meubles & acquests & moitié desdits roturiers anciens avec la totalité des acquests faits par le pere du defuncti, etiā feodaux, & totalité des heritages maternels dudit defuncti, & quāvis argutis Do. Petri stelle tum noui in Senatu Parisiensi quo appellatum erat, consiliarij, Iuris quidem periti, sed praxis & consuetudinum expertis Senatus de multis dubitauerit, & confusus testimoniis inquisiuerit supernacuo, tamē ea sententia tandem solenni arresto confirmata fuit die 13. Martij, anno 1539. ante Pascha, concurrunt ergo in bonis indifferentibus tanquam pares in gradu, sed in herediis quisque accipit ea que sunt sui lateris non habita ratione dupliciatis vinculi ut impertinenti. Bal. Phi. corn. l. 1. C. de legit. hered. dixi in annotat. ad Alex. conf. 9. in fi. li. 5. & in l. 2. in prin. nu. 18. D. de verb. obliga. in lectione Doloma. C. M.*

3. 41. *Idem multo magis de donationibus simplicibus, quia regula est hodie omnia conferenda nisi de contrario expressa voluntas constet. authen. est 7. & ibi Phi. D. ci. C. de colla. Sed per finem huius articuli sufficit tacita voluntas. C. M.*

4. 41. *quia tunc satis apparet quod parens voluit eos esse inaequales. Idem ergo si omnibus bona sua donasset vel distribuisset inaequaliter etiam extra matrimonium, salua tamen legitima, quia hoc est de iure communi. nec hac consuetudo refragatur. C. M.*

possedoit ledit deffunct au iour de son trespas, à la charge d'un quint viager aux autres enfans si apprehender le veulent, à chascun d'iceux par eualle portion. ¹ Mais chascune d'icelles portions retourne & se reunist aux quatre pars de l'ainé apres le trespas de chascun d'iceux enfans, lequel quint viager & chascune portion d'iceluy se doit releuer du seigneur, dont le total du fief est tenu, & pour ce par chascun d'eux payer tels reliefs & faire semblables seruices pour chascunes d'icelles portions de quint, que deuoit & doit le total du fief. Et quant aux biens meubles & heritages, cens ou rentes, cottiers ou roturiers delaisées par tel deffunct, ils se partissent entre lesdits enfans esgallement & par esgalles portions, & en a autant l'un comme l'autre. xli.

Item par ladite coustume generale, quand aucun iouissant & possedant d'aucuns heritages, soient feodaux ou cottiers, cens ou rétes, reelles & hypothecques à luy venues, succedees de la succession, & apres le trespas de ses predecesseurs, sans par luy delaisser aucuns enfans ou enfant nez & procreez de luy en loyal mariage, & ne delaisse que parens en ligne collaterale. Lesdits fiefs, cens, rentes, & heritages succedent & appartiennent au plus prochain parent d'iceluy deffunct, de la coste & ligne, dont tels heritages luy estoient succedez: c'est à sçauoir, les fiefs à l'ainé masle, & en faute de masle à l'ainée femelle. Et les heritages cottiers & roturiers, cens, & rentes, realisées & non infeodees, elles appartiennent tant à l'ainé masle ou femelle qu'aux autres puisnez en partie de degré, autant à l'un comme à l'autre à chascun par esgalle portion. xlii. 2

Item par ladite coustume quand aucun pere ou mere apres leur trespas delaisent plusieurs enfans ses heritiers, dont les aucuns sont mariez & les autres à marier & si delaisse plusieurs meubles, debtes, rentes, & heritages, cottiers & partables, en ce cas si les mariez veulent venir à partage avec ceux qui sont à marier, iceux mariez sont tenus rapporter ou desdire tout ce qu'ils ont emporté à mariage, ³ & le tout mettre ensemble pour le partir & en prédre chascun ³ par esgalle portion. Mais si tous estoient mariez, il n'y a point de rapport, supposé que l'un eust beaucoup plus emporté en mariage que l'autre. xlii. 4

Item par ladite coustume generale religieux ou religieuses ayans fait profession en religion, ne peuent succeder à leurs pere & mere n'à autres leurs parens es biens, heritages ou acquests d'iceux leurs pere, mere, parens ou amys. xliii.

Item par ladite coustume generale, quand deux sont ensemble conioints par mariage, & constant icelluy mariage ils font aucunes acquestes d'heritages feodaux ou cottiers de leurs deniers communs, par le trespas du premier mourant lesdites acquestes ab intestat, sont partables en telle maniere que l'une des parties, à sçauoir la moitié appartient au suruiuant, & l'autre moitié aux heritiers du trespas, si apprehender le veulent. Nonobstant que d'icelles acquestes le mary feust seul saisy, sans ce que la femme, si elle suruiuit son mary soit tenue pour ce faire aucun relief par deuers les seigneurs ou seigneur, dont lesdites acquestes sont tenues & mouuans, par ce que telle veufue par la coustume en est reputeée saisie. Et quant aux biens meubles ils se partissent aussi ab intestat en deux parties, & ainsi comme dit est des acquestes immeubles. Neantmoins quand le mary seul saisi desdites acquestes communes faites constāt le mariage de luy & sa femme de leurs deniers communs suruiuit icelle sa femme, le seigneur feodal apres le trespas de ladite femme ne peut empescher iceluy mary en la iouissance d'icelles acquestes, quand les heritiers de ladite femme s'abstiennent d'apprehender la moitié d'icelles à eux escheue par le trespas d'icelle femme. Mesmes quand tel mary seul saisi predecède & va de vie à trespas au parauant sa femme, en ce cas si icelle femme s'abstient d'apprehender sa moitié, les heritiers de son deffunct mary peuent releuer le total desdites acquestes. Et à ce ne peut contredire le seigneur feodal. Mais quand le mary & la femme sont ensemble saisis d'aucunes acquestes, & l'un d'iceux conioints soit le mary ou la femme predecède ou va de vie à trespas, en ce cas icelles acquestes sont simplement diuisees en deux. Et faut que les heritiers du premier mourant relieuent par deuers les seigneur ou seigneurs feodaux, la moitié du de-

cedé,

cedé, autrement elle demouroit reunie à la table & domaine des seigneur ou seigneurs feodaux, dont elle seroit & est tenue & mouuant.

xliiii.

Item par ladite coustume, quand aucuns fiefs nobles escheēt par tiltre de succession ou autrement à aucuns enfans moindres d'ans en pupillarité & bas aage, iceux fief nobles tombent & escheent en bail durant la minorité & pupillarité d'iceux enfans moindres d'ans & pupilles, & appartient ledit bail au pere. Et si le pere estoit decedé, à la mere d'iceluy moindre d'ans lesquels en ce precedēt tous autres, s'emprendre le veulēt, raçoit qu'ils ne soient de la coste & ligne, dont iceux fiefs sont succedez à iceux pupilles. Et en faute de pere & mere ledit bail appartient au plus prochain lignager dudit moindre d'ans, de la coste & ligne, dont luy sont eschez lesdits fiefs nobles.

xlv.

Itē par icelle coustume ledit bail est de telle nature, qu'iceluy qui l'aura emprins & à tel tiltre relieue les fiefs nobles dudit moindre d'ans par deuers les seigneurs ou seigneur feodaux dont ils sont tenus, acquiert & fait les fruits siens d'iceux fiefs durant la minorité de son pupille, à charge de nourrir, vestir, alimenter, & entretenir aux escolles ou autrement iceluy moindre d'ans selon son estat, avec d'acquiter iceux fiefs nobles d'arrerages & cours des rentes & de toutes charges & redeuances reelles, dont ils sont chargez le temps dudit bail durant, ensemble de payer toutes & chascunes les debtes personnelles du predecesseur dudit pupille, desquelles iceluy pupille seroit chargé, sauf audit baillisseur son recours, quāt ausdites debtes personnelles à l'encontre de celuy ou ceux qui auroient apprehendé les meubles dudit predecesseur deffunct, pour autant & aussi auant que lesdits meubles pourroient monter. Et si toutefois au cas que lesdits meubles tombent au proufit dudit mineur: mais s'il y auoit legataire vniuersel autre que ledit mineur, il seroit tenu de purger ledit baillisseur de toutes les debtes personnelles dudit deffunct, mesmes à la charge de par ledit baillisseur entretenir les maisons, edifices, estangs, viuiers, boys & autres heritages dudit moindre d'ans, lesquels en la fin dudit bail iceluy baillisseur est tenu rendre en bon & suffisant estat. Et n'est ledit baillisseur pour raison des fruits & proufits de fiefs nobles de son pupille & moindre d'ans, tenu à compte pource qu'aux charges que dessus ils luy sont acquis & les fait siens: mais il ne peut, ne doit mal vser des heritages n'autrement en faire & vser, que pourroit & deuroit faire vn vsufructuaire bon pere de famille, autrement il seroit tenu de l'exces, dommages & intersts & ne tombent ou viennent en bail les meubles, fiefs, restrains, heritages cottiers de moindre d'ans, mais seulement les fiefs nobles d'iceluy moindre d'ans.

xlvi.

Item par ladite coustume vn fils est tenu pour aagé & habille à demener ses causes & besognes en demandant & en deffendant incontinēt qu'il a atteint l'aage de quinze ans complets, & vne fille à douze ans cōplets. Apres lequel aage ainsi atteint tels enfans peuuent contracter, vendre & alier leurs biens & heritages, & en vser à leur plaisir & volonté.

Et combié que ladite coustume ayt esté gardée & obseruee audit bailliage de si grand tēps qu'il n'est memoire du contraire ne du commencement, comme elle est dessus posée. Toutefois semble que la raison de ladite coustume a esté, afin que lesdits mineurs ne fussent pas si loüguement sous le bail de leurs baillisseurs. Lesquels proufissent comme dit est de tous les proufits de leurs fiefs, & afin qu'iceux mineurs vinsent plustost à proufiter du reuenue de leursdits fiefs. Neātmoins peut sembler à correction, que l'aage de quinze ans pour les enfans masles, & de douze ans pour les femelles contenus audit article est trop bas aage, & que enfans de tel aage ne peuuent auoir discretion telle que pour connoistre leurs affaires, garder leurs biens, conduire & soustenir leurs causes, querelles ou actions en demandant ou deffendant en iugement ou par deuant iustice. Parquoy si c'estoit le bon plaisir du Roy & de messieurs de la cour, que ladite coustume feust changee, & qu'au lieu de quinze ans pour les masles fussent mis vingt ans pour soy obliger ou vendre les biens, & au lieu de douze ans pour les femelles encores trois ans, qui seroient quinze ans. La chose sembleroit estre plus raisonnable, tout sauf que dés ledit aage de quinze ans & douze ans les enfans masles & femelles leurs tuteurs pour eux & en leurs noms, pourroient prendre & percevoir les fruits & proufits de leurs fiefs ou heritages feodaux.

Des retraits par proximité de lignage.

xlvij.

PAR ladite coustume generale dudit bailliage d'Amiens, si aucune personne ou personnes vendent & transportent à autruy par pris d'argent aucuns heritages, soient feodaux ou cottiers venans de leur patrimoine & succession de leurs predecesseurs, il est en la faculté des pa-

Des fiefs nobles qui escheent à enfans mineurs d'ans, & du bail.

Le bail fait les fruits des fiefs nobles siens du pupille &c.

Le baillisseur n'est tenu pour raison des fruits des fief nobles faire compte.

De l'aage cōpetāt des enfans soiēt fils ou filles &c.

1.46. Scilicet quantum ad agendum in iudicio & alienandum: in quibus consuetudo factis tacite corrigitur, ex quo displicet provincialibus adhuc etiam post vicimum vel decimum quintum annum non tollitur beneficii restitutionis in integrum, per ea que scripsi in consuetu. Parisi. §. 21. col. vi. C. M.

Coustumes du Bailliage d'Amyens

L'an du re-
trait ligna-
ger coméce
à courir de-
puis la faifine
&c.

1. 47. *Intellige & les lettres baillées ou mises au greffe & affirmation faite par l'acheteur. C.M.*

2. 47. *Qui potest infra annum gratificari cuius vel proximorum venditoris. C.M.*

3. 48. *Et est electio hereditatis de suo latere, qui offerentes dimidiam illam refundere, possunt totum occupare, statim & retinere. Et ita in publicis causis actionibus per Arrestum la veufue du retrayât qui auoit prins le cas de nouveleté contre les heritiers de son mary qui luy auoient offert le my denier pour les heritages retraits par le mary de sa ligne constante matrimonio, fut deboutee. Car elle n'estoit pas troublee par les heritiers luy offrant le my denier qu'elle estoit tenue prendre. C.M.*

4. 48. *Hec clausula correctoria est & seruatur. C.M.*

5. 49. *quidam potest efficaciter, saltem personaliter agi, quia heredes mariti non tenentur prescripta iure. C.M.*

rens des vendeurs de la coste & ligne, dont lesdits heritages vendus procedent, retraite par proximité de lignage lesdits heritages ou heritage vendu, par payant & remboursant par iceux parens & lignagers des vendeurs les acheteurs ou acheteur des deniers principaux de la vendition, fraiz des lettres & autres loyaux coustemens endedans l'an ensuyuant le iour de la faifine baillée d'iceux heritages. Et si luy a refus baillé par les acheteurs ou acheteur de reconnoistre au retrayant la proximité de lignage & prendre ses deniers, ledit lignager pretendât au retrait, peut & doit obtenir commission de iuge competant. Et en vertu d'icelle faire adiourner lesdits acheteur ou acheteurs par dedans ledit an, afin qu'il soit contraint faire ladite reconnoissance de proximité & prendre lesdits deniers ou y contredire si bon luy semble. Et si ledit lignager pretendant à retrait veut acquerre les fruits & proufits desdits heritages vendus, il est de necessité qu'il depose & consigne és mains de iustice les deniers à quoy se peut monter ledit retrait, pour ce qu'il ne peut & ne doit auoir iceux proufits, sans preallablement auoir fait ladite consignation. Mais si ledit lignager contend seulement audit retrait, sans vouloir faire les fruits des heritages qu'il veut retraire siens iusques à sentence ou accord sur iceluy pretendu retrait, il n'est besoing en ce cas au retrayant qu'il consigne lesdits deniers, mais suffit qu'il baille & deliure lesdits deniers à l'acheteur lors qu'il luy accordera sondit retrait ou qu'icelluy retrait luy sera adiugé. ¹ Toutesfois en faute de faire ou auoir fait ladite consignation, l'acheteur ou acheteurs, sur lesquels on pretend ledit retrait faire, auront & prendront à leur proufit les fruits des heritages ou heritage que lon veut retraire iusques au iour de l'accord ou adjudication d'iceluy retrait. Et reconnoist l'acheteur par dedans l'an cestuy de la coste & ligne du vendeur, dont l'heritage est venu, tel que bon semble audit acheteur. ² Et par ladite coustume ledit retrait lignager n'a lieu en permutation ou eschange, ne semblablement en donation, soit par entre vifs ou testament, ainsi que dit est dessus. xlviii.

Item par ladite coustume si durant le mariage de deux conioints le mary de leurs deniers communs retrait par proximité de lignage aucuns heritages vendus par ses parens viuans de son costé & ligne, tellement qu'ils luy soient adiugez en vertu de retrait, & apres va de vie à trespas, & delaisse la femme veufue, icelle veufue aura si elle veut la moitié des deniers employes par sondit mary audit retrait, qui est à payer à l'heritier dudit mary qui succederoit audit heritage retrait: mais si ledit heritier ne veut restituer la moitié desdits deniers, il sera cōtraint laisser iouyr ladite veufue de la moitié d'iceux heritages heritablement, ³ & par ladite coustume si ledit mary retrait par proximité comme dessus aucuns heritages vendus par les parens & amys de sa femme & du costé & ligné d'elle, en ce cas à sadite femme doyuent appartenir lesdits heritages ainsi retraits & aux hoirs d'icelle & nō aux hoirs de sondit mary, sans ce qu'elle soit tenue en restituer aucune chose. Toutesfois ⁴ tous ceux estans en l'assemblee generale, tant gens d'eglise, nobles, praticiens & autres gens ont esté d'aduis sous la correction de la cour, que ladite coustume se deuroit reformer tellement qu'egalité fust gardee en ladite maniere de retrait, que l'heritage retrait du costé de la femme sortist pareille condition que fait l'heritage retrait procedant de la coste & ligne du mary. 4

Des douaires des veufues.

xlix.

Ar ladite coustume la femme incontinent apres le mariage d'elle avec son mary parfait & consommé, acquiert droit de douaire sur les heritages de sondit mary pour en iouyr apres le trespas d'iceluy son mary, c'est à sçauoir sur ceux, dont il estoit saisy au iour de leurs nopces, ensemble sur ceux qui auroient esté donnez audit mary au parauant ledit mariage ou en le retrayant, supposé que ledit mary eust esté negligent d'en prendre la faifine ⁵ avec sur ceux qui seroient succedez à iceluy mary constant & durant ledit mariage de succession de ligne directe, lequel douaire seroit & est tel que de la moitié des fruits des heritages feodaux & le tiers des heritages cottiers pour en iouyr par la veufue ayant acquis ledit douaire tel & ainsi que dit est la vie d'elle tant seulement: mais si durant ledit mariage aucuns heritages succedoient audit mary par succession de ligne collaterale, en ce cas ladite veufue n'y auroit aucun douaire, & est iceluy douaire coustumier tenu & réputé hypothecquaire, en telle maniere qu'il precederoit toutes autres hypothecques subsequentes la perfection & consommation du mariage, entant qu'il touche les heritages, dont ledit mary estoit lors saisy ou luy auroient esté donnez comme dit est dessus. Et quant à ceux qui depuis ladite perfection & consommation de mariage seroient succedez audit mary de ligne directe, ledit douaire precederoit

roit les hypotheques qui depuis iceux heritages aduenus audit mary seroient creez. l.

Item par ladite coustume autant de fois qu'une femme se marie, elle acquiert à chascune fois douaire coustumier tel & ainsi que dit eût dessus successiuellement, sur les heritages de chascun de ses maris. li.

Item par ladite coustume vne femme veufue peut, si bon luy semble, apres le trespas de son mary renoncer aux meubles, debtes & acquests qui estoient communs à elle & à son feu mary. Et en ce faisant elle demeure quitte des debtes deues par iceluy feu son mary au iour de son trespas. Et neantmoins par telle renonciation icelle veufue n'est priuee de son douaire coustumier ou conuenance en traictant le mariage d'elle avec sondit mary: ainçois elle demeure entiere de pouuoir demander l'un d'iceux douaires: c'est à sçauoir le coustumier ou le conuenancié, lequel qu'il luy plaist le mieux, lequel douaire conuenancié toutesfois n'est hypothecquaire sur les heritages de son mary, si ce n'est que par fait especial il soit reconneu ou realisé deuant les seigneurs ou leurs officiers: mais si ladite veufue apres le trespas de son mary, prend & apprehendé la moytié desdits biens meubles, debtes & acquests, comme faire peut, ou autre portion d'iceux biens, ladite veufue par icelle apprehension est chargée de payer la moitié des debtes de sondit feu mary. Neantmoins si telle veufue durant ledit mariage ou au parauant iceluy, f'estoit par fait especial elle mesmes obligee enuers aucun ou aucuns, celuy ou ceux enuers lesquels elle seroit obligee, peuuent nonobstant quelconque renonciation par elle faite, contraindre icelle veufue par prinse de ses biens & heritages à leur payer leur deu selon & ainsi qu'elle s'y seroit obligee. lii.

Ité par ladite coustume vne femme apres le trespas de son feu mary peut nonobstant qu'elle ayt renoncé aux biens meubles & acquests qui furent communs à elle & son mary, prendre & emporter vne robbe & de tous habillemens seruans au corps d'elle vn, non pas le meilleur ne le pire: mais le moyen quand il y en a plusieurs: neantmoins quand il n'y auroit de chascun habillement de corps qu'un, si l'auroit & emporterait icelle veufue, & ne seroit pourtant poursuuable ne chargée de sondit mary. liiii.

Ité par ladite coustume il est de necessité si vne femme veufue apres le trespas de son mary veut acquerir & auoir les fruits & proufits de douaire coustumier à elle deu sur les heritages de son feu mary, qu'icelle veufue ayt le cōsentemēt des heritier ou heritiers d'iceluy feu son mary, & des seignr ou seignrs, dōt les heritages, sur lesquels elle a acquis droit de douaire, sont tenus & mouuans, ou qu'elle obtienne commission du siege dudit bailliage ou d'autres iuges cōpetans, que par vertu d'icelle commission elle se face mettre de fait es heritages, sur lesquels elle veut auoir sondit douaire, & ce signifier aux heritiers de sondit feu mary detenteurs, possesseurs & occupeurs d'iceux heritages, & aux seigneur ou seigneurs, dont ils sont tenus, & que sur ce soit tant procedé qu'elle soit tenuë & decretee de droit de leur consentemēt ou par sentence de iuge competent sur contredit ou par coustumace. Et n'est ladite veufue preiudiciee esdits fruits pour la longueur du proces, pourueu que la sentence & tenuë de droit, qui depuis se donne au proufit d'elle, se retroit par ladite coustume à iour de la mise de fait à l'instance d'elle fait par iustice sur lesdits heritages. liiii.

Item par icelle coustume si vne femme apres le trespas de son mary est negligente d'entrer en iouissance de son douaire coustumier ou de l'apprehender par mise de fait deuement signifiée où il appartient, elle perd les fruits d'iceluy escheuz depuis le trespas de sondit mary, iusques à ce qu'elle aura fait faire ladite mise de fait en iceluy son douaire. lii.

Item par coustume pour apprehension & entree par vne veufue en la iouissance de son douaire coustumier, elle n'en doit & n'en sont deuz au seigneur ou seigneurs, dōt les heritages sur lesquels elle a droit de douaire, sont tenus & mouuans, aucuns droits seigneuriaux. lii.

Item par ladite coustume si vne veufue apres ce qu'elle aura tenue & decretee de droit en sondit douaire veut prendre & receuoir par sa main les fruits & proufits d'iceluy son douaire, il conuient qu'elle face à ses despens faire partage des heritages feodaux, esquels elle a esté tenue & decretee de droit pour s'entretē d'y prendre sondit droit de douaire. Et iceluy partage faire mettre & rediger par escrit en deux roolles ou cayers. Mesmes qu'elle face adiourner l'heritier du deffunct ou les possesseurs d'iceux heritages, si alienez auoient esté par le deffunct mary de ladite veufue, afin de par ledit heritier ou possesseur d'iceux heritages, choisir l'un desdits cayers. Ce qui seront tenus faire & laisser l'autre à ladite veufue, laquelle iouyra viagèrement du contenu au cayer à elle delassé: neantmoins si au cayer & partage de ladite veufue escheent aucuns boys à couppe, elle ne les pourra desfoler ne les faire abbatre, sinō par les coup-

1. § 1. nisi hinc facultati derogatum fuerit in contractu matrimonij, vt etiam inter subditos huius consuetudinis fieri potest. C.M.

La femme qui a vne fois apprehendé les meubles elle est tenue payer les debtes &c. La femme qui a renoncé aux meubles peut prendre vne robbe &c.

Que doit faire la femme qui veut faire les fruits de son douaire &c.

De la femme qui est negligente de apprehender son douaire &c.

Coustumes du Bailliage d'Amyens

pes & tontures ordinaires d'iceux en la saison convenable à ce, n'en vser autrement que seroit & faire deuroit vn usufructuaire bon pere de famille. Et si en iceux boys y auoit aucuns gros arbres que lon nomme perots ou tayons, ladite veufue ne les pourra faire couper ou abbatre, n'iceux ou partie d'iceux appliquer à son proufit. Mesmes si le propriétaire d'iceux boys faisoit pour son proufit abbatre aucuns desdits perots ou tayons, ladite veufue ne pourra en iceux demander part ne portion.

*l. 56. nisi in-
damnitatem,
si reditus puta
gloris nota-
biliter dimi-
nueretur.
C. M.
De la mai-
son de dou-
aire de la
veufue &c.*

Item par ladite coustume l'heritier du feu mary d'une veufue au propriétaire desdits fiefs & heritages chargez de douaire, est tenu assigner & liurer à ladite veufue maison de douaire suffisant selon l'estat d'elle, quand esdites terres & heritages y a maison ou maisons & edifices. Et quand en icelles il n'y a maisons n'edifices, ledit heritier en ce cas ou propriétaire ne seroit tenu liurer douaire à ladite veufue.

Item par ladite coustume vne veufue apres le trespas de son mary ne peut pour raison de son douaire pretendre aucun droit es chasteaux & lieux forts, qui furent & appartindrent à son feu mary: mais si ledit mary ne laissoit autres maisons qu'un ou plusieurs lieux forts, ou ne de-laissoit qu'une seule maison non forte, si sera en chascun d'iceux cas ledit heritier ou proprietaire tenu liurer maison de douaire à ladite veufue, à la charge de par elle entretenir de pel, cou-verture & de vergue seulement.

Des cryees & subhastations des heritages & biens immeubles.

*Anât qu'on
puisse faire
cryees quel
les choses
sont requi-
ses &c.*

PAR ladite coustume au parauant qu'un creditur puisse faire proceder par voye d'executiõ, cryees & subhastation d'aucuns biens immeubles de son debteur, il est requis que tel creditur ayt condamnation par iuge competant à l'encontre d'iceluy contre lequel il veut proceder par execution & cryees ou lettres obligatoires royaux ou autres authentiques. Ou si tel creditur a cedulle seulement ou lettres priuees de son debteur, qu'au parauant proceder contre luy par execution & cryees, il est requis que telle cedulle ou lettres priuees soyent amenees à connoissance de iustice. Et à l'encontre d'iceluy debteur declarees executoires ou de son consentement ou par sentence de iuge competant sur contredit ou par contumace. Et si on veut faire cryees & subhastations à l'encontre de l'heritier ou heritiers de l'obligé ou condamné, il faut tousiours & au parauant ce pouuoir faire, soit que les lettres de condamnation, obligation ou cedulle soient autentiques ou non. Et qu'elles eussent esté amenees à connoissance à l'encontre de l'obligé ou condamné que lesdites lettres de condamnation, obligation, cedulle & autres lettres que lon a de l'obligé ou condamné, soient amenees à connoissance & declarees executoires à l'encontre d'iceluy heritier ou heritiers dudit obligé ou condamné, ses biens ou heritages ou de son consentement ou par sentence sur contredit ou par contumace, & ce par iuge competant. Et encores tousiours & en chascun desdits cas au parauant venir ausdites cryees des immeubles de l'obligé ou condamné, il faut faire les commandemens à l'obligé ou condamné ou à leurs heritiers, de payer le deu ou administrer biens meubles sur lesquels se puißt faire & parfaire l'execution pour le deu. Et en ce cas de reffus faut faire diligence d'en trouuer. Et si lon ne treuve biens meubles suffisans pour faire ladite execution appartenàs à l'obligé ou condamné, lon peut lors proceder à la caption, cryee, & subhastation des immeubles dudit obligé ou condamné.

*Des cryees
cõtre les he-
ritiers d'un
obligé ou
condané &c.*

Item par ladite coustume generale, vsage, stil & forme de proceder dudit bailliage d'Amyens en matiere de cryees d'heritages situez & assis es mettes d'iceluy bailliage, quand aucun sergent veut proceder par forme d'execution sur aucuns heritages & d'iceux cryees & subhastation, il conuient que ledit sergent ayt commission de iuge competant, qu'en vertu d'icelle il face commandement à l'obligé ou condamné en parlant à la personne, ou à son domicile: qu'il paye au creditur, à l'instance duquel se fait l'execution, la somme par luy deuë à ce-luy creditur, ou administrer biens meubles vallissans icelle somme que ledit sergent face diligence d'en trouuer, laquelle en faute de biens meubles peut prendre & mettre en la main du Roy, les heritages dont iceluy sergent veut faire cryees & subhastation, que ladite prinse on signifie aux seigneurs dont iceux heritages sont tenus ou à leurs officiers, en leur faisant par iceluy sergent deffense de receuoir par eux ou leursdits officiers deffaisine, ou bailler faisine à autruy d'iceux heritages, que ce ne soit à la charge de la somme pour laquelle se fait telle execution. Ce fait ledit sergent peut & doit faire quatre cryees d'iceux heritages continuees & entretenues par quatre quinzaines, es lieux selon les coustumes locales des preuostez, & en chascun

*Commét se
doit gouuer-
ner le ser-
gent à faire
cryees.*

chascun desdits lieux sera tenu le sergent à la premiere cryee, mettre & affiger au portail de l'eglise & en l'auditoire vn breuet de papier contenant ladite cryee. Et sera ledit sergent creu de l'affixion desdits breuets par la simple relation par escrit qu'il fera desdites cryees. Et faut que lesdits heritages cryez soyent mis à pris par dedans le temps desdites quatre cryees, & qu'icelle mise à pris soit deuëment signifiee à la personne de l'obligé & executee durant icelles quatre cryees, apres lesquelles ainsi faites & parfaites que dit est, lon peut vallablement proceder à l'adiudication du decret des heritages ainsi cryez, subhastez & exposez en vente, pour les deliurer au plus offrant & dernier encherisseur. Et en tout ledit exploit que fait le sergent en ladite matiere d'execution, il conuient qu'il ayt vn tesmoing pour le moins. Et si tel obligé contre lequel on procede par cryees requiert estre receu à opposition & à proposer ses exemptions peremptoires, il ne doit estre à ce receu n'admis, sans preallablement auoir nampty & garny la main de iustice d'or ou argent monnoyé ou à monnoyer ou d'autres biens meubles non perissables valliffans la somme pour laquelle se font lesdites cryees & subhastations.

Le sergent qui fait les cryees doit en ses exploits auoir vn tesmoig.

lxi.

Item audit cas de cryees il n'est requis que le seigneur ou seigneurs feodaux dont les heritages cryez sont tenus & mouuans s'opposent ou facent opposer pour conseruation de leurs cens, droits seigneuriaux & redevances foncieres & anciennes, pour ce que sans opposition leur droit est & sera conserué. Mais quant à autres ayans rentes ou autre droit sur iceux heritages cryez il faut que les y pretendans droit s'opposent ausdites cryees au parauant & par dedans l'adiudication du decret d'iceux heritages cryez, autrement le decret d'iceux heritages se pourroit adiuger au plus offrant & dernier encherisseur d'iceux, lequel apres le decret adiugé en iouyroit sans charge de redevances pretendues, & pour lesquelles oppositions n'auroit esté formee par dedans ladite adiudication de decret. Et suffit faire telles oppositions en parlant à la personne du sergent faisant lesdites cryees, sinon en parlant au iuge d'icelles. Et apres les oppositions faites & formees suffit faire les adiournemés en ceste partie necessaires & requis en parlant aux personnes des procureurs qui auroient fait lesdites oppositions. Et au parauant proceder à l'adiudication du decret desdits heritages cryez, il conuient faire publier quinze iours parauant ladite adiudication en iours de plaid au siege où ledit decret se doit adiuger, qu'iceluy decret se doit adiuger à ladite quinzaine.

Les rentiers se doiuent opposer aux cryees.

lxii.

Item par lesdites coustume, v'lage & st'il la contribution ou distribution des deniers procedans des venditions & adiudications de decret desdits heritages cryez & subhastez se doit faire en la maniere qui s'ensuyt. Premierement en faisant ladite contribution la taxation des despens faite pour icelles cryees & subhastation doit preceder & precede toutes autres debtes apres les droits seigneuriaux tels que du quint denier en heritages feodaux du pris d'icelles venditions & du treiziesme denier en heritages cottiers, & apres ce doit faire la distribution desdits deniers aux opposans, selon la date & priorité des charges reelles & hypothecques dōt tels heritages sont chargez.

De l'adiudication des cryees &c.

La maniere de faire la contribution des deniers. 1.62. Scauoir est des exploits, & non pas du proces cōme du debat des opposans. C.M.

De Prescription.

lxij.

Ar ladite coustume generale quiconques iouyst & possede paisiblement ou demeure quitte & paisible d'aucun heritage, droit reel ou personnel par le temps & espace de vingt ans complets continuels & ensuyuans l'vn l'autre à tiltre ou sans tiltre entre presens ou absens personnes aagees & non priuilegiez. Et entre gens d'eglise & priuilegiez par le temps de quarante ans aussi complets, continuels & ensuyuans l'vn l'autre, tel possesseur acquiert le droit de la chose ainsi par luy possedee, ou dont il est demouré paisible par ledit temps & espace. En telle maniere qu'apres ledit temps passé & expiré aucun autre n'est receuable d'en faire demande, action ou poursuyte à l'encontre de tel possesseur ou demeure paisible. Et sont par ledit laps de temps & prescription toutes actions sopites, estaintes & abolies.

Tous droits recls ou personnels prescripts par vingt ans.

lxiii.

Item par ladite coustume vn vassal ne prescrit vn droit seigneurial à l'encontre de son seigneur feodal, ne semblablement le seigneur ne prescrit point le fief de son vassal.

Des hypothecques.

lxv.

PAR la coustume generale dudit bailliage d'Amyens toutes lettres de contrats soient venditions d'heritages ou rentes, baux à cens heritables ou à vie à louage de permutation, eschange, donation ou autres quelsconques quand ores lesdites lettres contiendroient

K K K

Coustumes du bailliage d'Amyens

termes d'hypothecque & rapport par dessaisines passées & reconneues par deuant auditeurs royaux, baillifs, preuoists royaux ou autres iuges, que les seigneurs feodaux ou leurs officiers, desquels les heritages dont lesdits contrats font mention, sont tenus & mouuans ou lettres priuees, n'engendrent hypothecque ne droit reel sur les heritages appartenant aux obligez vendeurs, bailleurs ou autres contractans: ainçois sont tels contrats, venditions, donations, baux à cens, à louage & autres obligations ainsi passées reputees mobilières & pures personnelles, si ainsi n'est que lesdites lettres soient reconneues par deuant les seigneurs dont lesdits heritages obligez sont tenus ou leurs officiers de iustice, auquel cas telles venditions d'heritages, donations, rentes, baux à cens, à louages & autres contrats, seroient & sont reputees realisées & hypothecquaires, pourueu qu'iceux heritages y soyent specialemēt specifiez, declarez & obligez. lxvi.

Item par ladite coustume il est requis que toutes venditions, donations ou cōtracts soient reconneuz par les contractans en personne ou par procureur denōmé par nom & furnom en la procuracy: pour ce que par ladite coustume porteur de lettres n'a point de lieu. lxvii. 2

Item par ladite coustume si aucun pour seureté du payement d'aucune rête hereditable, via gere ou autre redevance passée & reconneue par deuât auditeurs royaux ou autre iustice, veut acquerre hypothecque & droit reel sur les heritages de son obligé, il est de necessité qu'il obserue en ce cas l'une des trois voyes cy apres declarees.

La premiere que le vendeur ou obligé rapporte par dessaisine, l'heritage ou heritages à luy appartenans en la main des seigneur ou seigneurs feodaux dont lesdits heritages sont tenus ou de ses baillifs & officiers, & qu'il accorde que la faisine en soit baillée à son creditier pour seureté de son deu, en payant ou contentant lesdits seigneur ou seigneurs de leurs droits seigneuriaux tels que du quint denier en matiere feodal, & du troisieme denier en heritages cottiers ou roturiers.

La seconde voye que le creditier, acheteur, donnataire ou autre pretendant hypothecque par commission de iuge competant, face mettre & asseoir la main du Roy ou d'autre iustice sur les heritages de son obligé, pour seureté de son deu, & face signifier icelle main assise tant à son dit obligé comme aux seigneurs ou seigneur dont iceux heritages sont tenus & mouuans ou à leurs baillifs & officiers de iustice, & faut faire adiourner lesdits seigneurs & obligé pour veoir & ouyr declarer que ladite main assise tiendra, ou y contredire si bon leur semble, & tant faire qu'à ce que lesdits seigneur & obligé se consentent, ou que par sentence sur contredit ou par contumace soit ladite main assise declaree tenir à l'encontre d'eux par ledit iuge competant, lesdits seigneurs ou seigneur tousiours payez ou contentez de leurs droits tels que dit est dessus. Et par ladite coustume on ne peut proceder par ladite voye de main assise, si ce n'est que ladite main assise soit accordee par lettres authentiques.

Item par la tierce voye est telle qu'il cōuiēt qu'iceluy qui veut auoir hypothecque & droit reel sur aucuns heritages pour seureté de son deu ou pour chose dont il veut estre saisi ou veut en icelle auoir droit reel, obtienne commission du siege dudit bailliage d'Amyens ou d'autre iustice competente. Et par vertu d'icelle commission se face mettre de fait ou procureur pour luy és fiefs & heritages sur lesquels il veut auoir sa seureté & droit reel. Et ladite mise de fait fa ce signifier aux proprietaires ou possesseurs d'iceux heritages, & au seigneur ou seigneurs feodaux dont ils sont tenus & mouuans. Et sur ce faire assigner iour par deuant ledit iuge competant ausdits possesseurs & seigneurs, par eux veoir, tenir & decreter de droit celuy qui ainsi se seroit fait mettre de fait esdits heritages, ou y contredire & tant faire que par consentement desdits proprietaires, possesseurs & seigneurs ou par sentence sur contredit, ou par contumace, celuy qui ainsi se seroit fait mettre de fait esdits heritages y soit tenu & decreté de droit ou par iuge competant, & faut en chascune desdites trois voyes que les seigneurs feodaux soyent payez ou contentez de leurs droits seigneuriaux. lxviii.

Item par icelle coustume les sentences ou accords de main tenue ou main declaree tenir & tenue de droit se retrayant & doiuent retraire au iour de main assises & mises de fait respectiuelement, en maniere que si depuis icelle main assise ou mise de fait aucune hypothecque, se prendroit par aucun sur les heritages dont seroit question par icelle main assise ou mise de fait, & compris par icelles apres accord ou sentence de maintenant ou tenue de droit faits & donnez au prouffit de celuy ou ceux qui auroient intenté icelle main assise ou mise de fait, auroient hypothecque & droit reel, laquelle hypothecque precederoit celle qui depuis lesdites main assise ou mise de fait auroit esté créé. lxix.

Item

x. 65. Fallit en douaire coustumier. §. 96. quod est æquum, quia matrimonium est notum, & cōsuetudo dōrij est notior, que etiā datur à legesupponitur etiam matrimonium publicū si eū foret clandestinū non noceret tertiis acquisitoribus nisi adhibita hac solemnitate, vt in simili decidit consuet. Antēsis. §. 245. Fallit. 2. en rêtes retenues ou cōstituees pour supplement de partages, vt per arrestū in publicis causarum actionibus me presente latū die Martis 2. Iulij año 1551. Ceterū nō est dubium quin instrumentum valeat ad obligationē personalem contra obligatum & eius heredes: ad hoc Mart. Afflict. decisio. Neapolit. 240. in fi. C. M.

2. 66. Scilicet quoad effectū supradictū ad præiudicandū tertiis: sed bene contra ipsum obligatū & eius heredes. Sed in eodem instrumento potest certus procurator cōstitui ad faciendum solēnitatē precedentē. C. M.

1 Item par ladite coustume vn seigneur feodal n'est tenu s'il ne luy plaist, consentir n'accorder hypothecque sur cottie, si n'est pour somme de deniers pour vne fois & pour tenir demy an tant seulement apres les terme ou termes de payemens ou paiement d'icelle somme. Et en ce cas est à sçavoir pour hypothecque de somme pour vne fois, soit sur fief soit sur cottiere, n'y cheent aucuns droits seigneuriaux au seigneur feodal pour vne somme deuë & pour vne fois, sans terme le seigneur n'est tenu d'accorder hypothecque ne sur fief, ne sur cottiere, si bon ne luy semble.

Vn seigneur feodal n'est tenu accorder hypothecque sur cottiere s'il ne luy plaist
I. 69. Scilicet gratis, secus oblati iuribus, vt supra §. 67. C. M.

Des droits, amendes, iurisdiction, & autorité des seigneurs & iusticiers.

lxx.

2 PAR ladite coustume generale toutes & quantes fois qu'un vassal commect felonnie à l'encontre de son seigneur feodal en derogant à son serment de fidelité, tel vassal pour ladite felonnie confisque son fief enuers son dit seigneur feodal ou eschet enuers luy en amende de soixante liures parisis.

De felonnie comise par le vassal &c.

lxxi.

Item par ladite coustume toutes personnes ayans en leurs fiefs, terres & seigneuries haute & moyenne iustice ou l'une d'icelles, ont droit d'herbage vif & mort sur tous leurs suiets demourans sur tenement cottiers & non francs. Lequel droit d'herbage est tel que quand aucuns de leursdits suiets ont bestes à laine qui ont pernocté la veille de Noel en leurs tenemens cottiers, si le nombre d'icelles bestes est de vingt ou au dessus, le seigneur feodal ayant en iceux tenemens cottiers haute iustice & moyenne ou l'un d'icelles a droit de prendre pour vif herbage l'une desdites bestes à laine à son choix, apres ce toutes fois que celui à qui appartenent lesdites bestes en aura choisy vne. Et si le dit nombre de bestes est au dessous de vingt, celui à qui appartenent icelles bestes est tenu de payer audit seigneur feodal pour droit de mort herbage pour chascune d'icelles bestes, vn denier parisis au iour de saint Jean baptiste prochain ensuyuant ladite veille de Noel qu'elles ont pernocté en la seigneurie d'iceluy seigneur feodal, sur peine & amende de lx. sols parisis d'amende enuers ledit seigneur: Mais quant au vif herbage il se doit payer quand il est demandé audit iour saint Jean baptiste, ou depuis, sans peril d'amende.

2. 70. Sed cuius electio? Respon. Si estimatio iniuria non est minor hac multa, Electio est domini direlli: si vero est minor, electio est vassalli: vt dixi in consuet. Parisi. §. 30. in secunda editio. quo remitto. C. M.

lxxij.

Par ladite coustume tous seigneurs feodaux ayans haute iustice & moyenne ou l'une d'icelles en leurs fiefs, terres & seigneuries, ont sur tous leurs suiets vendans vin à broche & detail, tel droit qu'ils ne peuuent vendre ne distribuer leur vin sans premierement y auoir fait mettre pris par lesdits seigneurs ou leurs officiers de iustice sur & en peine de lx. sols parisis d'amende chascun, & pour chascune fois que lesdits suiets feroient le contraire, à applicquer au profit de leur seigneur feodal, & suffit ausdits suiets pour mettre pris à leurs vins, qu'ils baillent & deliurent aux officiers de leurdit seigneur, vn pain & vn lot de vin pour en gouster & tater, afin qu'ils puissent bailler pris raisonnable audit vin selon la bonté d'iceluy, & sera ledit suiet vendant ou voulant vendre vin, creu par son serment du pris qu'il dira ledit vin luy auoir cousté.

Du droit des seigneur sur leurs suiets voulans vèdre vin à detail &c.

lxxiii.

Item par ladite coustume ausdits seigneurs ayans haute iustice ou moyenne ou l'une d'icelles, appartient vn autre droit de forage qui se prend sur tous leurs subiets vendans vin à broche & à detail es mettes de leur seigneurie en lieu non franc, lequel droit est tel, que de chascune piece de vin par eux vendue à broche & detail, ils sont tenus payer audit seigneur quatre lots d'iceluy vin, qui est pour chascun fons deux lots mesure des lieux où ledit vin se vend.

Du droit d'afforage deu au seigneur &c.

lxxiiii.

Item par ladite coustume tous seigneurs ayans iustice haute ou moyenne: sont seigneurs voyers es frocs, flegards, chemins & voyeries estans au deuant de leurs tenemens ou heritages soit par eue ou par terre. Et si l'y a tenemés d'un costé d'une seigneurie & d'autre costé d'une autre seigneurie, à chascun appartient la moytié desdits chemins, frocs, flagards & voyeries à l'endroit & selon l'estendue de leurs tenemens & heritages.

des voyeries, frocs, flagards & chemins &c.

Opposition.

A cest article se sont opposez ces seigneurs le vidame d'Amyens, de Rambures, de Buire, de Helly, de Villes, le procureur de monsieur l'eueque d'Amyens, le procureur du seigneur de Thiernonne, le procureur de sire Pierre de may, le procureur des religieux, esleu & conuent de corbye, maistre Jean du gard l'aîné, Bastien le seellier, pour ce qu'ils dient qu'ils ont iustice ou autres droits en aucunes eues ou riuieres, combien qu'ils ne soient seigneurs des terres contigues, & la dame de la Freste pour ce qu'elle a seigneurie comme elle dit, en plusieurs chemins à trois lieuës de la terre de la Freste.

lxxv.

Par ladite coustume quand aucuns tiennent fief ou fiefs en plain hōmage d'aucun seigneur feodal, tels tenans feodaux sont tenus seruir en personne les plaids de xv. iours en xv. iours

Coustumes du bailliage d'Amyens

qu'on dit de quinzaine en quinzaine, en la cour de leur seigneur de qui ils tiennent, avec les autres hommes feudaux toutesfois qu'ils y sont suffisamment adiournez: c'est à sçavoir en parlant sur les chefs des lieux des fiefs d'iceux tenans feudaux, sur & en peine chascun & pour chascune fois de dix sols parisis d'amende enuers le seigneur ou seigneurs de qui ils tiennent leursdits fiefs. Neantmoins il a semblé aux cōseillers tant aduocats que procureurs iusques au nōbre de xlv. estans presens à rediger par escrit lesdites coustumes. Et depuis aux gens d'eglise, nobles, praticiens & autres personnes en grand nombre de l'assemblée generale qui fut faite pour accorder lesdites coustumes. Que ladite coustume est trop rigoureuse & qu'il suffiroit de seruir par procureur¹ ainsi & pareillement que lon fait és bailliages de Vermandois, Senlis & autres¹ de ce royaume, pour ce que ledit seigneur n'y a point d'interest. Opposition.

1.75. Tolera- dum est, modo nō minus idoneus nec minus fidelis cōstituat. C.M.

A laquelle remonstrance se sont opposez monsieur le vidame d'Amyens, maistre Jean blo- tefiere procureur de monsieur de Neuers, de mōseigneur d'Anthoin, Philippe canesson pro- cureur des religieux de Corbye, Anthoine de coquerel procureur du seigneur de Bours pour matieres criminelles & sentences diffinitives tant seulement, Nicolas de lessau procureur de madame de la Freste, ledit de coquerel procureur de mōseigneur de Morœul, le procureur de la comtesse de saint Paul en sa terre d'Oisy, madame la douairiere de Creuecueur dame de Dours, le seigneur de Gamaches, & les religieux de saint Valery. lxxvi.

De droit de ayde que doyent tous vassaux qui tiennent fiefs en plei hōmage ou en perrie &c.

Item par ladite coustume tous vassaux tenans fief ou fiefs en plein hommage sont tenus de payer aux seigneurs feudaux desquels ils tiennent leurs fiefs, droit d'ayde tel qui s'ensuyt. C'est à sçavoir pour chascun fief tenu en perrie dix liures parisis, & pour chascun fief tenu en plein hommage non en perrie lx. sols parisis, quand le seigneur feodal fait son fils aisné cheualier, ou quād il allye par mariage sa fille aisnée. Et ne se paye iceluy droit d'ayde qu'en l'vn desdits deux cas au choix & election dudit seigneur feodal, aussi vn vassal n'est tenu payer ledit droit d'ayde tel que dit est de chascun fief qu'une seule fois en sa vie. lxxvii.

Des espaues trouuees és mettes des hauts iusticiers &c.

Item par ladite coustume toutes choses trouuees espaues és mettes de la seigneurie d'au- cun haut ou moyen iusticier, se peuuent prendre par lesdits haut ou moyen iusticier ou par sa iustice, & les appliquer à son prouffit: si ainsi n'est qu'aucuns poursuuyent la chose & qu'il ve- rifie icelle luy appartenir, auquel cas ledit seigneur est tenu le rendre. Mais si aucuns autres que lesdits seigneurs ou leurs officiers auoient prins lesdites choses ainsi trouuees espaues sans le consentement dudit seigneur, ou sans l'auoir denoncé à sa iustice, ils commettoyent enuers ledit seigneur amende de lx. sols parisis. lxxviii.

Du priuile- ge des no- bles &c.

Item par ladite coustume toutes gens d'eglise & nobles viuans noblement sont frācs, quit- tes & exempts de toutes tailles, subides, aydes, impositions, passages, trāuers, peages, & pon- tenages tant par eaue que par terre. Opposition.

2.78. Ad in- structionē. C. de sacros. eccl. latē dixi in tract. de mu- nerib. & ho- norib. quo re- mitto. C.M.
Du droit de terrage ou campart.

A cest article s'est opposé monsieur le vidame d'Amyens pour ce mot de pontenage² seule- ment, par ce qu'il maintient prendre sondit droit sur toutes personnes, & la dame de Dours pour son droit de bac, qu'elle prend audit lieu de Dours. lxxix.

Par ladite coustume vn chascun possedant terres ou heritages chargez enuers aucun ou au- cuns de droit de terrage ou campart, est tenu auant qu'il puist transporter hors du champ les ablaiz qui y ont creu, appeler ou faire appeler celuy auquel est deu tel droit de terrage ou cā- part ou ses commis, pour choisir sondit droit de terrage. Et iceluy choisi celuy qui doit ledit droit de terrage est tenu l'amener à ses despens en la grange d'iceluy à qui appartient le droit és mettes de la seigneurie à cause de laquelle luy appartient iceluy droit. Autrement & si ledit suiet qui doit ledit droit de terrage fait le contraire, il commet amēde de lx. sols parisis enuers celuy auquel appartient ledit droit. Et ce pour chascun champ chargé d'iceluy droit, avec resti- tution de l'interest. lxxx.

De celuy qui est ne- gligent de labourer la terre qui doit cāpart au seigneur.

Item par ladite coustume si celuy ou ceux qui possedent aucunes terres chargees de droit de terrage ou campart, est negligent de labourer & ne labourer ou fait labourer icelles terres par trois ans continuels & ensuyuans l'vn l'autre, celuy à qui appartient le droit de campart ou terrage peut faire bouter le fer dedans icelles terres, & les labourer à son prouffit tāt & iusques à ce que le propriétaire s'offre à labourer ladite terre, toutesfois il ne peut empescher que ledit seigneur ne iouyffe d'une annee pour la recompense des trois annees de sondit droit de cam- part par luy perdu. lxxxii.

De ne de- molir edifi- ce sans le cōsentemēt du seigneur.

Item par ladite coustume vn tenant cottierement ne peut sans le consentement de son seigneur demollir aucuns edifices abloquies & solliues seans en l'heritage par luy tenu en cottiere, & s'il s'ingeroit ce faire sans le consentement de sondit seigneur, il escherroit en a- mende

Item mené de lx. sols parisis. Et si seroit tenu remettre ledit edifice au premier estat. lxxxii.

1. 81. Scilicet quando accepit domum in censum, vel solū ad onus edificandi. Secus si voluntarie fecit in solo censuali, quia primus status est nudum solū, fa. l. si vnus. §. pactus ne peteret ad si. ff. de pact. fa. l. in fundo. ff. de rei vendica. C. M.

Item par ladite coustume si aucunes bestes à laine, vaches, pourceaux, cheuaux ou autres bestes sont trouuees pasturans & faisans dommage en aucun boys tailliz au dessous de trois ans, celuy ou ceux auxquels appartiennent lescdites bestes escheent en amende de soixante sols parisis enuers le seigneur, auquel en doit appartenir le droit, est à sçauoir au seigneur superieur ou souverain de celuy auquel appartient ledit boys, ou aux preuosts royaux auxquels & à chascuns ou l'un d'eux en cas de preuention de prinse & amendise ou condamnation appartient icelle amende de lx. sols parisis, est à sçauoir à celuy d'eux qui sera preuenue en prinse desdites bestes & amendise ou condamnation. Toutesfois si celuy auquel appartient ledit boys a iustice & requiert en auoir la connoissance, elle luy doit estre baillie: pourueu qu'il face sa requisition au parauant amendise ou condamnation, & que le delinquant soit suiuet & sous manant d'iceluy seigneur dudit boys à charge de par ledit seigneur faisant ladite requisition payer & restituer les mises de iustice. Et si telles bestes sont trouuees pasturans & faisans dommages en boys au dessus de trois ans, il eschet en amende de sept sols six deniers parisis seulement, & d'auantage en chascun d'iceux cas y eschet restitution d'interest à la partie intereffee si elle en fait demande. Et si aucun faisoit pasturer aucunes bestes es boys au dessus de trois ans, & à garde faite, en ce cas il commettrait amende de lx. sols parisis. lxxxiii.

Des bestes trouuees en dommages es boys tailliz &c. Des bestes faisans dommages es boys au dessus de trois ans.

Item par ladite coustume il n'est loysible à aucun es boys d'un iusticier couper n'abbatre aucuns chesnes ou autre merrien qu'on dit estallons, perots ou tayons, en peine de lx. sols parisis d'amende chascun des facteurs pour chascune fois, & pour chascun desdits arbres, estallons perots ou tayons. Et si aucun abbat autre boys chascun & pour chascune fois commet amende de sept sols six deniers parisis seulement, à applicquer icelles amèdes au seigneur d'iceluy boys ayant iustice, avec restitution de la velleur & estimation des estallons, perots ou tayons & autres boys. Mesmes si aucuns emprendoit & emprend le fait & garentie de plusieurs ayàs coupé & abbatu plusieurs estallons, perots ou tayons, & il dechet par proces ou autrement: en ce cas celuy qui aura emprins ledit garant sera tenu enuers ledit seigneur en autant d'amèdes de chascune de lx. sols parisis qu'il y a eu desdits arbres, estallons, perots ou tayons coupeez & abatus. Et en cas d'insolence le seigneur aura son recours à l'encontre des facteurs garantis. Et aussi si quelqu'un coupe boys & tailliz au dessous de trois ans chascun & pour chascune fois commet amende de lx. sols parisis enuers le seigneur. Et si aucun prend, charge & emporte les boys abatus à coupe ordinaire ou la manneure d'iceux, sans le consentement de celuy ou ceux auxquels appartient icelle manneure, il commet enuers ledit seigneur amende de sept sols six deniers parisis pour chascune fois. Et avec ce il est tenu à restitution du boys & manneure par luy prins & emportez & des dommages & interests. lxxxiiii.

De ne coup per boys en autre seigneurie &c.

Item par ladite coustume quand aucun seigneur a baillé son boys à couper & alayer, ceux qui ont prins lescdits boys sont tenus les couper & abatre par dedès le premier iour de May, & d'auoir vuydé la manneure d'iceluy boys endedans le iour de la Magdaleine prochainement ensuyuant ledit premier iour de May. Autrement iceux boys non abatus, endedans ledit premier iour de May & manneure delaissee apres le iour de la Magdaleine, sont confisqueez & appartiennent au seigneur d'iceluy boys. Et neantmoins ceux qui de luy ont prins lescdits boys sont tenus luy payer entierement le pris d'iceux boys. lxxxv.

De boys baillé à couper & alayer par le seigneur.

Item par ladite coustume quand aucun seigneur par sa iustice fait saisir & mettre en la main de sadite iustice, les fruits & proufits desdits heritages de luy tenus pour censiue, ou pour moyssons, ou despouille de terres, celuy qui veut auoir la main leuee des fruits & ablaiz croissans sur les heritages, est tenu namptir des cens à luy demandez pour vne annee derniere passée tant seulement: & aussi tenu de bailler caution pour l'annee ensuyuant ladite main mise. Et si c'est pour moyssons de terres il doit bailler caution suiuette de l'annee aduenir. Et ce fait peut demander estre receu à opposition & main leuee desdits fruits & proufits qui luy doit estre accordé, sans faire autre namptissement pour les annees passées ne pour les annees aduenir. Mais si n'obstant ladite mise aucuns s'ingeroient de transporter lescdits fruits & proufits, les facteurs commettraient enuers les seigneurs amende de lx. sols parisis, pourueu que ladite main mise eust esté signifiée au possesseur ou possesseurs de tels heritages ainsi saisis, avec reestablishement de l'emport. lxxxvi.

du seigneur qui pour la censiue ou moissons fait saisir en sa main les terres &c.

Item par ladite coustume nul ne doit pescher à filez, rethz & ligne à plombs ou autres engins deffendus es eaues des seigneurs ayans iustice & droit de pescherie en icelles le poisson qui est en leurs eaues & seigneuries, sur & en peine de lx. sols parisis enuers le seigneur à qui

De ne pescher poisson en autrui seigneurie &c.

Couftumes du bailliage d'Amyens

appartiennent lefdites eaues pour chafcune fois que le cas aduiendroit. lxxxvii.

Des bestes
trouees és
ablais,
prez, vignes
& iardins
d'autruy.

Item si aucunes bestes à laine ou autres bestiaux sont trouees és ablais ou vignes croiffans, prez ou iardins du terroy d'aucun seigneur ayât iustice, tel seigneur son superieur ou preuofts royaux peuuent iceux bestiaux faire prédre par leurs officiers, & contraindre ceux à qui appartiennét lefdites bestes à payer au seigneur, par l'auctorité duquel auroit esté faite la prinse, sept sols six deniers parisis d'amende: & leur faire restituer le dommage selon ce qu'il sera trouué par la iustice. Et sont lefdits sergès desdits iusticiers & sergès royaux creuz de telle prinse, où les amendes sont de sept sols six deniers parisis par leurs affirmations sans autre preuue. Mais si aucuns à garde faite faisoient pasturer leurs bestes en aucüs ablais croiffans, ils escheroient en .lx. sols parisis d'amende, de laquelle amende ledit sergent ne seroit point creu de luy seul, ainçois conuiendroit verifiet ladite prinse par deux tesmoings dignes de foy, dont le sergent du seigneur pourra estre l'un. Et pareillement en amendes pour coupe de boys, le sergét est creu pour sept sols six deniers parisis & de toutes autres pareille somme. Et pour .lx. sols parisis il les conuient verifiet comme dessus. lxxxviii.

Des bestes
trouees à
garde faite
faifans dom
mage &c.

Item par ladite coustume nul ne peut mettre en pasture aucuns bestiaux és prez depuis la my Mars iusques à la sainct Remy, sur peine d'amende de sept sols six deniers parisis, dont est creu le sergent du haut iusticier comme dit est. Mais si aucun y faisoit garder ses bestes à laine, soit deuant la my Mars ou apres il y auroit amende de soixante sols parisis & restitution de l'inte rest. lxxxix.

Le seigneur
est creu de
sa prinse.

Item par ladite coustume on ne peut mettre en pasture aucunes bestes à laine és marefts communs sur & en peine de soixante sols parisis enuers le seigneur qui a la iustice desdits marefts. xc.

Item par ladite coustume si aucun iniurie de parolles aucun autre & il en est accusé & conuaincu, il doit au seigneur dont il est subiet, ou sous la iustice duquel il a dit icelles iniures, sept sols six deniers parisis. Et semblablement quiconque frappe de main garnie en la iustice d'un haut iusticier: tel facteur eschet enuers le seigneur en amende de soixante sols parisis. Et qui frappe de main non garnie il eschet en amende de sept sols six deniers parisis tant seulement. Et si le delinquant se part descalengé de la iustice où il a commis ledit delit, iceluy delinquant se peut purger en l'un des trois lieux qui s'ensuyt à sçauoir ou en la iustice où il a commis ledit delit, ou par deuant le seigneur où il est subiet & sous manant, ou par deuant le preuoft royal. xci.

Item par ladite coustume si aucun appellé d'un seigneur, ses bailly, gens & officiers de iustice, & celuy qui a appellé est dit mal appellant, tel appellât est tenu & doit estre condemné enuers ledit seigneur duquel on a appellé en amende de .lx. sols parisis, & s'il y renonce il doit pareillement audit seigneur amende de .lx. sols parisis. xcii.

De l'améde
des deffauts
deue au sei-
gneur &c.

Item quand aucun suiet d'aucun seigneur fait & soustient proces en la iustice de son seigneur, & apres litiscontestation fait en cause il dechet dudit proces, il doit audit seigneur amende de quinze sols parisis à cause des faits proposez par luy audit proces, & s'il y auoit simple denegation celuy qui dechet dudit proces doit sept sols six deniers parisis seulement: & en cas de nouuelleté celuy qui en dechet doit amende de soixante sols parisis en la iustice du seigneur, par deuant lequel les parties ont esté mises en cause, & se prénent semblables droits & amende pour le Roy en tous les sieges royaux dudit bailliage quád les matieres y sont traitées. xciii.

Item si aucun est adiourné en la cour de son seigneur & iceluy se laisse mettre en deffaut, il doit améde audit seigneur de sept sols six deniers parisis pour chascun deffaut: mais s'il demoureroit en lieu franc il deuroit dix sols parisis par ladite coustume. xciiij.

Item par ladite coustume si aucun est obligé par lettres obligatoires royaux, cōmandemēs receuz ou par lettres passées par deuant le seigneur dont l'obligé est suiet en aucune somme de deniers, & il ayt icelle somme promis payer à iour & termes & celuy au proufit de qui l'obligation est passée se r'atrait apres ledit terme passé à la iustice du Roy quand il est obligé par deuant la iustice royalle ou celle du seigneur sous qui tel obligé est demourant, quand il est obligé par deuant ledit seigneur: ledit obligé doit amende de sept sols six deniers parisis enuers le seigneur à qui on se r'atrait en deffaut de payement. Opposition. xcv.

Lienard le clerc procureur des maire & escheuins d'Amyens s'est opposé à cest article, & aussi les procureurs de madame la cōtesse de sainct Paul en sa terre d'Oisy, pour ce qu'ils dient que par leur iustice ils peuuent faire execution sur lettres obligatoires royaux. Item

Item par ladite coustume generale vn seigneur ayant iustice & seigneurie peut & loist toutes-fois qu'aucun fief ou heritage cottier ou roturier de luy tenu & mouuant est vendu apres la dessaisine faite par deuant luy ou ses officiers de iustice ayant pouuoir à ce au-parauant la saisine bailler, retenir par puissance de fief & seigneurie les fiefs, terres & heritages ainsi vendus & de luy tenus dont on s'est dessaisi comme dit est, pourueu qu'au-parauant il n'ait receu, & ne soit contenté de ses droits de vente en payant & remboursant par ledit seigneur à l'acheteur tous les deniers, principaux frais & loyaux coustemens par luy payez. Toutes-fois iceluy seigneur s'il veut retenir tels heritages il est tenu ou son bailly & officiers de declarer pour luy & lors qu'on requiert auoir la saisine desdits heritages que sur-ce il aura son aduis^r lequel peut prendre, c'est à sçauoir pour bailler saisine de chose feodal endedans quarante iours, & de chose cottiere ou roturiere endedans sept iours.

xcvi.

Item oultre par ladite coustume combien que ledit seigneur par puissance de fief & seigneurie ait fait ainsi retenir ledit fief ou heritages de luy tenus pour estre reünis à son fief, domaine & seigneurie. Neantmoins le prosme du vendeur du costé & ligne dont l'heritage vendu luy est venu, succédé & escheu peut endedans l'an du iour de la retenüe faite par ledit seigneur ou ses officiers pour luy rauoir ou retraire par proximité de lignage de la main d'iceluy seigneur iceux fiefs ou heritages ainsi retenus sans pour ce payer nouveaux droits seigneuriaux audit seigneur. En en le remboursant & restituant toutes-fois desdits deniers principaux à quoy auoit monté la vendition, frais de lettres & loyaux coustemens. Et si la vendition auoit francs deniers, & que le seigneur eust retenu la chose vendue. Le retrayant en ce cas est tenu payer audit seigneur sur lequel il retrait ledit heritage vendu les droits seigneuriaux des ventes & venterolles que ledit seigneur eust prins s'il n'eust point retenu ledit heritage vendu. Et quand aucun heritage vendu sans estre vendu francs deniers & le seigneur retient par puissance de fief ledit heritage. En ce cas sur le sort principal de vendition ledit seigneur peut retenir son droit de quint denier ou autres droits seigneuriaux selon la nature des heritages vendus & parfournir le surplus de la somme de la vendition à celui qui auroit vendu ledit heritage.

xcvii.

Item par ladite coustume si aucun pour cas criminel est executé à mort ou banny sur la hart du royaume de France, il confisque tous ses biens meubles & immeubles. C'est à sçauoir les meubles au seigneur dont il estoit suiet au iour de sa prinse, à la charge des frais & despés de iustice & debtes personnelles iusques à la valeur des meubles & les immeubles aux seigneurs hauts iusticiers dont ils sont tenus aux charges reelles & foncieres precedentes sa prinse & execution. Et de payer les mises de iustice & debtes personnelles si les meubles n'estoient suffisans. Toutes-fois si aucun ou aucunes estoient executez pour crime de leze maiesté, ou pour autre cas dont aux iuges royaux tant seulement appartient la connoissance & punition, en ce cas au Roy nostredit seigneur & non à autre en appartient la confiscation tant des meubles que des immeubles aux charges que dessus.

xcviii.

Item par ladite coustume generale tous seigneurs ayans iustice & seigneurie qui ont hommes de fief tenant d'eux chargez de seruir ou faire seruir les plaids dudit seigneur, iceux hommes doiuent faire les iugemens, appointemens & sentences sur contredit des causes & matieres criminelles & ciuiles, pendans & estans à la iustice dudit seigneur & à leur peril & despens en telle maniere que si ainsi aduenoit que lesdits hommes eussent mal iugé ou appointé, ils commettent & cheent tous ensemble pour ce enuers ledit seigneur dont ils tiennent leurs fiefs en amende de soixante liures parisis. Mais si ledit seigneur, son bailly ou lieutenant s'ingeroient d'eux-mesmes sans aucuns desdits hommes faire vn fol iugement ou appointement, ledit seigneur escherroit en son nom en amende de lx. liures parisis qui appartiendroient à son seigneur souuerain duquel il tiendroit sa terre & seigneurie.

xcix.

Item par icelle coustume si aucun enfrant la main d'aucun haut, moyen ou bas iusticier, il commet amende de lx. sols parisis enuers ledit iusticier, & avec ce doit estre contraint à reintegrer la main de la iustice.

c.

Item par ladite coustume quiconques picque, seue, houe en la iurisdiction d'un haut iusticier en faisant dommage, le facteur eschet enuers ledit seigneur pour chacune-fois en amende de lx. sols parisis. Et semblablement quiconques coupe ou emonde aucuns arbres dudit haut ou moyen iusticier croissans sur la voirie ou coupe aucun arbre portant fruit és mettes de la iurisdiction dudit haut ou moyen iusticier, ledit facteur eschet en amende de lx. sols parisis enuers ledit seigneur.

ci.

KKK iiij

Du seigneur qui par puissance de fief retiét la chose védue par son suiet.

195. Et se nō tenetur interim cōsignare nec retrahere, sed solū eligere, quo facto, quia consuetudo non prefigit aliud tempus, debet acq̄sitor petere à iudice ut aliud certū breue tempus prefigatur domino directo ad refundendum, scilicet & quando elegit retrahere: & puto quod non debet arbitrari longius tēpus octo dierum vel septē, argumēto huius cōsuet. quia non est equum acq̄sitorē manere in suspensio: sed in cōsue. Parisi. nō tenetur emptor notificatione facta interpellare dominum, sed ipso iure ei currit tēpus, ut §. 13. in dicta consuetu. ubi dixi. C. M.

Des hommes de fiefs, des iusticiers.

Coustumes dn Bailliage d'Amyens

Item si aucun seigneur ayant droit de bannee soit de four ou moulin ou ses officiers trouvent aucuns suiets à ladite bannee à tout farine mouluë, pain ou autre ourage de four cuyt ailleurs qu'en seldits moulin & four, peuuent prendre & mettre en leurs mains ou de leur iustice ses farines, pain & autres choses avec les sacs & choses en quoy ils sont trouuees, & les appliquer au profit dudit seigneur comme à luy acquis par droit de confiscation, & s'en peut faire la poursuite & recouffe aussi bien au dehors de la seigneurie & iustice dudit seigneur ayant ledit droit de bannee comme és mettes de ladite seigneurie & iustice. cii.

Des hauts iusticiers.

Item par ladite coustume tous hauts iusticiers ont la connoissance de tous cas, crimes, delits, & malefices commis en leurs mettes & iurisdicions, pourueu qu'ils ne soient priuilegiez au Roy, desquels cas la connoissance appartient aux iuges prouinciaux tant seulement. ciii.

De nexploiter en la seigneurie du haut iusticier sans son consentement, &c. Du priuilege des hauts ou moyens iusticiers, &c.

Item par ladite coustume il n'est loisible à aucun seigneur pur voisin n'autre personne priuee de faire exploit de iustice en la terre & seigneurie d'aucun haut iusticier sans son consentement ou de ses officiers. Et si on faisoit le contraire, le facteur ou facteurs escherroient enuers ledit seigneur en la iustice duquel on exploiteroit sans son consentement ou de seldits officiers en amende de lx. sols parisis. ciiii.

Item par ladite coustume aucun ne peut sur les frocs, chemins & siegards de la terre & seigneurie d'un haut ou moyen iusticier estaller marchandise, pendre lesteur pour iouer à la paufme, dancer le iour de la feste du patron ou de la dedicace de l'eglise, iouer à la cholle en assemblee publique n'autrement entreprendre sur la iustice dudit haut ou moyen iusticier sans son gré, congé ou licence ou de ses officiers que ce ne soit en commettant amende de soixante sols parisis enuers ledit seigneur. Et semblablement on ne peut rouyr lins, chanures ou autres choses és riuieres ou marests publics dudit haut ou moyen iusticier, n'autrement empescher seldits marests ou cours d'icelles riuieres, sans le congé dudit seigneur, sans commettre pareille amende de soixante sols parisis. cv.

Item par ladite coustume il est permis à tout seigneur haut ou moyen iusticier faire commandemens, defenses & prohibitions generalles ou particuleres és mettes de sa terre & seigneurie pour le bien, vtilité & profit de la chose publique, sur peine d'amende de soixante sols parisis & au dessous. cvi.

De demâder assistance au haut iusticier pour executer, &c.

Item par ladite coustume tous seigneurs royaux en matiere d'execution & leuee de biens tant seulement, sont tenus demander assistance aux seigneurs hauts iusticiers ou moyens, ou leurs baillis, lieutenans & officiers de iustice, és mettes de terres & seigneuries esquelles iceux sergens voudront exploiter par execution. Et au cas que seldits sergens sans auoir demandé ladite assistance executeroient comme dit est és mettes d'aucuns hauts iusticiers ou moyens, ils & chacun d'eux & pour chacune-fois escherroiët enuers le seigneur haut iusticier ou moyen, és mettes duquel ils auroient executé en amende de soixante sols parisis. La connoissance & adjudication de laquelle appartient à mondit seigneur le bailly d'Amyens ou son lieutenant, ou preuosts royaux seulement. cvii.

De la preuention du bailly d'Amyens en tous cas.

Item par ladite coustume, v'sage & commune obseruance à monseigneur le bailly d'Amyens ou son lieutenant iuge prouincial, appartient en prime instance par preuention la connoissance de tous cas criminels & ciuils quels qu'ils soient commis és mettes de son bailliage, mesmement par les suiets d'iceluy bailliage en quelconque seigneurie ou iurisdiction particuliere, & sous quelque seigneur per de France seculier ou ecclesiastique, ou autre seigneurie és mettes dudit bailliage d'Amyens, mesmes audit cas de preuention luy appartient la connoissance de toutes matieres personnelles, reelles & mixtes, pourueu quant à matiere personnelle, qu'il soit question de soixante sols tournois ou en dessus, sauf esdites les renuoy la où il appartient, quand ils sont requis de temps deu, & au-parauant litiscontestation ou delay peremptoire. Opposition.

Des cas priuilegiez appartenans au bailly d'Amyens.

Maistre Nicole de bours lieutenant de monseigneur le bailly d'Amyens à Monstroëul, s'est opposé à cest article, pource qu'il dit que les suiets de la preuosté de Monstroëul ne sont pour-suiuables au siege d'Amyens. cviii.

Item par icelle coustume à monseigneur le bailly d'Amyens ou son lieutenant seul & sans renuoy appartient la connoissance, punition & correction de tous cas priuilegiez au Roy nostre sire tant criminels que ciuils quels qu'ils soient, & en ce, le cas priuilegié attrait à soy le delit commun en maniere que par deuant luy s'il y a cas priuilegié au Roy le seigneur subalterne, haut iusticier sera tenu demander son amende pour ledit commun. Et les parties interessees leurs leurs

leurs dommages & interests & reparations. Aussi à mondit seigneur le bailly d'Amyens seul appartient la connoissance de toutes lettres de remission, par dons & autres cas priuilegiez aux iuges prouinciaux.

cix.

Item entant qu'il touche cas priuilegié au Roy nostre sire, mondit seigneur le bailly d'Amyens a la connoissance de toutes les personnes estans des mettes de fondit bailliage d'Amyens de quelque auctorité qu'ils vsent, & en quelque dignité qu'ils soient constituez, soit en dignité seculiere ou ecclesiastique, soient prestres, clerks, religieux ou autres sans aucun renuoy à leur iuge ordinaire ecclesiastique, & sans pouuoir decliner sa iurisdiction. Toutes-fois l'Euesque ou autre iuge ecclesiastique ordinaire des prestres, clerks & religieux, aura la detention des corps d'iceux prestres, clerks ou religieux fil le requiert, à la charge des mises de iustice, aussi à la charge de bailler & exhiber à mondit seigneur le bailly ou son lieutenant lesdits delinquans prisonniers pour respondre ausdits cas priuilegiez au Roy, toutes-fois que lesdits iuges ordinaires en seront requis.

cx.

Item par ladite coustume les preuosts royaux dudit bailliage d'Amyens qui sont huyt en nombre suiets & ressortissans au siege dudit bailliage d'Amyens, ou l'un d'eux ne peuuent & ne leur est loisible en prendre la connoissance de quelconque matiere criminelle ne des cas priuilegiez au Roy, criminels ne ciuils, pour lesquels cas ils ont la caption des personnes des delinquans. Mais sont tenus les amener ou enuoyer par deuers mondit seigneur le bailly d'Amyens ou son lieutenant. Est à sçauoir les sept d'iceux preuosts, comme de Beauquesne, Doulens, saint Ricquier, Vimeu, Foulloy, Beauuoisis & Amyens à son siege principal en la ville d'Amyens, & le preuost de Monstroël à son siege de Monstroël. Et ne peuuent lesdits preuosts mulcter aucun ou aucuns, entant qu'il touche peine ou mulcte pecuniaire de somme excedant soixante sols parisis & en dessous.

Opposition.

A cest article se sont opposez les maire & escheuins d'Amyens en tant qu'il touche le preuost d'Amyens, lequel ils maintiennent estre iuge capable de connoistre de matiere criminelle avec iceux maire & escheuins. Et si se sont opposez entant que touche les amendes de soixante sols parisis, soustenans pouuoir condamner en plus grandes amendes. Et avec iceux maire & escheuins quant au fait desdites amendes se sont opposez reuerend pere en Dieu monsieur l'euesque d'Amyens par Anthoine de coquerel son procureur, & monseigneur le vidafme d'Amyens.

cxii.

Item desdits preuosts es mettes de leurs preuostez ont connoissance de toutes matieres personnelles, reelles & mixtes, mesmes de matiere d'iniure, aussi de delits communs & non priuilegiez au Roy, pourueu qu'en matiere personnelle il soit question de cinq sols & en dessus, & d'iceux cas ils connoissent en prime instance & par preuention, sauf les renuoyz où il appartient quand ils sont requis.

cxiii.

Item par ladite coustume tous seigneurs hauts iusticiers & ayans haute iustice, comtes, chastellains, barons autres dudit bailliage d'Amyens, ont chacun es mettes de sa seigneurie, comté, chastellenie & baronnie, la connoissance, punition & correction de tous cas, delits & malefices tant criminels comme ciuils: sauf des cas priuilegiez au Roy tant criminels comme ciuils, desquels ils ne se peuuent aucunement entremettre n'en prendre la connoissance quelconque auctorité qu'ils ayent. Et fil appartient es mettes de leurs seigneuries la connoissance de toutes matieres personnelles, possessoires, reelles & mixtes. Mesmes les comtes, chastellains, barons & autres ayans vassaux & tenans feodaux en prime instance & par preuention, peuuent entreprendre la connoissance des suiets de leursdits vassaux en toutes matieres, supposé qu'iceux vassaux ayent toute iustice & seigneurie haute, moyenne & basse, pourueu quant à matiere personnelle qu'il soit question de cinq sols tournois & en dessus. Sauf les renuoyz la où il appartient quand ils sont de la part desdits vassaux requis & de temps deu comme auant litif contestation ou delay preemptoire prins en la cause.

cxiiii.

Item par ladite coustume si aucun laisse pasturer ses bestes en nouvelles esteulles il commet enuers le seigneur ayant iustice & qui preuient en apprehension amende de soixante sols parisis. Et ont aussi en ce cas preuention les officiers royaux en icelle maniere que s'ils preuient en apprehension l'amende appartient au Roy nostre dit seigneur. Et par ladite coustume se dient & nomment nouvelles esteulles, depuis que les gauelles sont liees iusques au troisième jour ensuiuant.

cxv.

Le bailly d'Amyés en cas priuilegié connoist contre toute personne.

Les bailliage d'Amyés ne connoissent des cas priuilegiez, &c.

De la iurisdiction des comtes, barons & chastellains.

De ne pasturer les bestes en nouvelles esteulles.

Coustumes du Bailliage d'Amyens.

114. Plinius naturalis histor. lib. 17. ca. 7. vocat *Leucargillon quasi candidam argillam* & c. 8. *illam rectam, in anglia frequenter, marna crebrius gallis vocatur: quae terra frigida & steriles utilius quam stercore calefiunt & impingatur* Columell. De re rustica, lib. 2. ca. 16. dixi in tract. diuidi & indiuidi par. 3. nu. 307. *Profundissimi visuntur huiusmodi putei in parte gallie trans Matronam sita quae Briam vocat: ubi propter frigiditatem aquae soli maximus est huius fontis loco stercorei usus.* Et n'en ay veu de plus grand ny de plus creus que celui que vn mien cousin noble & vertueux Anthoine du Boys seigneur de Fauieres me monstrâ l'an 1562. en sadite terre de Fauieres au Perche, huit lieues par dela Chartres. C.M.

2 115. Bartholo. Cepola in tract. De seruit. rustic. praedior. in cap. de syluis. C.M.

Item par ladite coustume quiconques fait vn puy à marle¹ & y met attachement pour tirer le marle, il est tenu d'estouper bien & deuement ledit puy dès l'instant que l'attachement est osté par lequel il a tiré ladite marle. Et si ce ne fait, il commet amende de soixante sols parisis. Et en ce cas a lieu preuention en telle maniere que si le seigneur qui a iustice haute ou viscontiere qui preuient en prenant ledit puy l'amende luy appartient. Et pareillement audit cas le Roy a preuention en telle maniere que si les officiers du Roy preuient en apprehension dudit puy à marle l'amende de soixante sols parisis appartient au Roy. c. cxv.

Item par ladite coustume vn homme qui tient terre à terrage d'aucun seigneur ne le peut enclore de haye ne de fosse pour le mettre à prez, pastures ou edifier sans le consentement du seigneur: mais est tenu le laisser à labour.² Et si l'enclost lesdites terres de hayes ou fossez, il commet enuers ledit seigneur, auquel ledit terrage est deu, amende de soixante sols parisis. Et si peut ledit seigneur abbatre & demolir lesdites hayes & remplir iceux fossez en remettant ladite terre tenuë de luy à terrage & vsage de labour.

Signé Iean de la Grutuze lieutenant du Roy en son pays de Picardie, Anthoine de saint Deliz lieutenant general de monsieur le bailliy d'Amyens, Iean boitel greffier dudit bailliage, A. le clerc procureur general dudit bailliage, I. rohaut aduocat du Roy audit bailliage, Iean du gard lieutenant particulier & plusieurs autres en grand nombre, qui seroit moult proluxe à reciter.

Decret desdites coustumes.

LE vingt-huitième iour d'Octobre l'an mil cinq cens & sept en l'auditoire du siege du bailliage d'Amyens, en la presence des lieutenant general & particulier dudit bailliage, aduocats, procureur & autres officiers du Roy nostre sire audit bailliage, des abbez de saint Valery, de saint Pierre lez Selincourt, de saint Acheul, de saint Martin en Amyens, de saint Fuscien, du Prieur de saint Denys, de maistre Pierre du mas preuost, Iean du mas, Iean lenglacie, & Iean cochon chanoines de l'eglise nostre dame d'Amyens, de monseigneur le vidame d'Amyens, des seigneurs de Conty, de Frestoy seneschal de saint Paul de Helly, de Buyres, de Hetaumesnil, de Villes, de Lignieres, du Souich, du Maieur, & douze escheuins de ladite ville, de Iean fournell preuost de Beauquesne, Pierre brunet preuost de Doulens, maistre Pierre villain preuost de Beauuoisis, maistre Iean moisel preuost de Vimeu, Iean dant preuost d'Amyens, Baudin ternisien preuost de saint Ricquier, de maistre Nicole de bours lieutenant du bailliy d'Amyens en la preuosté de Monstroëul, Iean le noir aduocat du Roy audit lieu, Guillaume de lespinoz aduocat au siege dudit Monstroëul, Loys scorpion, Raoul le coureur, Pierre caron, François fasconel, Anthoine le blond, Robert du gard, Anthoine matifart aduocats au siege dudit bailliage d'Amyens, maistre Iean foucroy procureur de monseigneur de Beauuais vidame de Gerberoy, Adrian moreil procureur du comte d'Artoys, Iean boquillon procureur de madame de Vendosme en sa terre D'oisy, Iean cosette, Lienard le clerc, Jaques de monchy, Iean du cloy, Pierre le maistre, Philippe canesson, Anthoine de coquerel, Lucas carpentier, Jaques le maistre procureurs au siege dudit bailliage d'Amyens. Et d'autre grand nombre de peuple pour ce assemblez, tant gens d'eglise, nobles que du tiers estat. Nous Christofle de carmonne president & Guillaume de befançon conseillers du Roy nostredit seigneur en sa Cour de Parlement, commissaires par luy ordonnez, auons fait lire & publier les coustumes generalles dudit bailliage d'Amyens. Et le lendemain vendredy xxix, iour dudit mois es presences des dessusdits auons pareillement fait publier les coustumes des preuostez de Beauquesne, Monstroëul, saint Ricquier, Doulens, Beauuoisis, & Foulloy. Et auons fait commandement de par le Roy nostredit seigneur ausdits officiers & à tous autres en general, que d'oresenauant ils vivent & vsent & se reigent selon les coustumes esdits bailliage & preuostez. Et leur auons defendu & defendons qu'ils n'vsent d'oresenauant n'alleguent & permettent alleguer autres coustumes contraires à celles declairees esdits cayers. Et que d'icelles coustumes ne soit faite preuue par tourbe n'autrement que d'en prendre extrait collationné quant ausdites coustumes generalles par le greffier dudit bailliage, & celles desdites preuostez par le greffier ou greffiers d'icelles preuostez chacun en son regard. Et pource qu'il y a aucunes desdites coustumes contenuës en cedit cayer, sur lesquelles ont esté par aucuns desdits estats faites plusieurs remonstrances d'icelles corriger, augmenter, modifier ou diminuer, & ont baillé plusieurs oppositions ainsi qu'il est plus à plain contenu en nostre proces verbal: elles demourront encores sans estre decretees iusques à ce que par le Roy & ladite cour autrement

Autrement en soit ordonné. Le tout sans preiudice¹ des autres coustumes locales & particulieres des comtez, baronnies, chastellenies, maireries, escheuinages & seigneuries dudit bailliage, qui ne sont encores veuës n'expediees, par ce que les aucunes d'icelles ne sont encores baillees, & les cayers des autres ne sont mis ne redigez en bonne forme. Et auons fait commandement à tous les prelats, nobles, seigneurs & autres qui ont vsé & vsent de coustumes locales & particulieres derogantes ausdites generalles, de les mettre & rediger par escrit en forme deuë, sans y mettre leurs droits priuilegiez qu'ils peuuent auoir, tant par denombrement, lettres qu'autrement, n'autre chose qui ne concerne fait de coustume par deuers ledit bailli d'Amyens ou son lieutenant general audit lieu d'Amyens. Et ce dedans le premier iour de Karesme prochain venant, pour icelles estre enuoyees par deuers les commissaires ordonnez par le Roy nostredit seigneur, pour eux estre veuës & apres en ordonner ainsi qu'ils veront estre à faire par raison. Et si auons ordonné que ledit cayer d'icelles coustumes generalles & ceux desdites preuostez demourront deuers le greffe dudit bailliage. Et que ceux qui en voudront auoir doubles ou extraits l'auront par la main & sous le seing du greffier d'iceluy bailliage. En tesmoin de ce nous auons signé ces presentes de noz seings manuels cy mis les iour & an que dessus. Ainsi signé De befançon. Insequendo ordinationem curiæ xv. die Ianuarij, Anno domini millesimo quingentesimo factam. Pichon.

1 Sed commissarij non habebat potestatem faciendi hanc reservationem: quare ut in prin. haru cōsuet. dixi de la preuosté de Vimeu, dont le cayer de coustume locale fut mangé par les chiens, ils demourerent sous la coustume generale: & ainsi l'ay veu iuger par arrest, quand depuis ceste coustume generale publiée on a allégué coustume locale autre que cōtenue en la generale de Amyens, ou autre que noisire par tout le pays coustumier. La Cour de Parlement n'y a eu esgard, combein qu'on offrist en faire preuve: & a esté donné arrest selon la coustume generale redigee & publiee. C.M.

Ensuivent les vsages & coustumes generalles gardees & obseruees & ayans lieu au siege royal du bailliage d'Amyens à Monstroëul sur la mer & preuosté dudit Monstroëul mises & redigees par escrit, & concordees par les estats de ladite preuosté & conseillers dudit siege. Et ce pour obeyr, & en ensuiuant les lettres royales expediees par le Roy selon ses ordonnances sur ce faites. Pour icelles coustumes presenter à messieurs les commissaires à ce commis & deputez de par le Roy, pour en estre fait selon la teneur desdites lettres & le bon plaisir d'iceluy seigneur.

COUSTUMES DE LA PREVOSTE,
de Monstroëul sur la mer.

Article premier.



Par l'usage & stil dudit siege que quiconque vient en ladite ville de Monstroëul pour expedition des causes qu'ils peuuent auoir esdits sieges, soit en demandant ou defendant & sans fraude, il n'est artable par la loy des vicomtes de ladite ville: & s'il est arresté, il doit auoir la main-leuee. ii. Item par ledit stil aucun ne peut estre poursuiui par deuant le preuost de Monstroëul ou son lieutenant en action personnelle non priuilegiee par simple commission à la demande, pour moindre somme que de vingt

sols parisis.

Coustumes de succession ab intestat.

iiij.

La coustume de la preuosté de Monstroëul est telle, que si vn homme ou vne femme vont de vie à trespas, & delaisent plusieurs enfans legitimes masles ou femelles, ou si ainsi est qu'il y ait aucun masle, à l'aisné masle, s'il y en a, ou à l'aisnée femelle, s'il n'y a aucun masle, viennent & succedent ab intestat tous les fiefs & nobles tenemens appartenans audit pere, & mere trespassez, à la charge de bailler aux puisnez, soient masles ou femelles le quint desdits fiefs. Lequel quint se doit partir esgallement entre les puisnez, & pareillement en est fait des fiefs acquis par les trespassez, dont ils n'auoient disposé.

Istud est iuris & habetur in l. ij. ff. de iudi.

Du droit & priuilege du fils aisné ou fille aisnée venant à la succession, &c.

Et par ladite coustume iceux quints & portion de quint sont hereditaux ausdits puisnez. iiij.

Et par ladite coustume generale de ladite preuosté lesdits puisnez doiuent faire limiter & separer leursdits quint & portion de quints à leurs despens, pour les prendre & auoir heritablement selon ledit partage. Et aussi par ladite coustume lesdits puisnez ne doiuent auoir quelque fruit ne profit esdites portions de quints tant qu'ils les ayent deuëment releuez & apprehendez enuers ceux desquels ils les doiuent releuer & apprehender. v.

De faire limiter par les puisnez leurs quints, &c.

Coustume de la preuosté de Monstrœul sur la mer

Et par la coustume de ladite preuosté en ce qui est en la comté d'Arthois, les puisnez sont tenus releuer leurs quints ou portion de quint du seigneur, duquel tout le fief est tenu: & en la comté de Boullenoys lesdits puisnez sont tenus de releuer leurs portions de quints de leurs frere ou sœur aîné seigneur des quatre parts. vi.

En ligne col
laterale l'aîné
né precede
tous autres.

1 6. Et sic per-
nes atate per-
sone. Vnde si
patruus defun-
cti sit iunior
nepote ex sorore
defuncti, vel
iunior nepote:
Ille nepos, vel
illa neptis ut
senior excludet
patruū defun-
cti, & contra
etiam Aun-
cula senior ex-
cludet nepotem
atate iunio-
rem. C. M.

2 9. Id est, do-
micilium vlti-
mum habita-
tionis defun-
cti, quod solum
debet attendi
presertim in
mobilibus ut
not. in l. exige-
re. d. rem. ff. de
iudiciis. A-
lexā. 100. lib.
iii. vbi in an-
nota dixi. Cas.
l. i. col. v. C. de
sum. Trinit.

quod in dubio
intelligitur de
domicilio habi-
tationis glo. c.
statutu. §. cum
vero. vers. vna
die tam. de re-
script. lib. vi.
imo. & alij c.
fina. de compet.
Ball. vlt. col.
ij. C. de edict.
diui Adriani
toll. fac. quod
ait gl. clemēt. i.
vers. subditos.
de for. compet.
quem sequitur
Bald. Lomnes.
§. si non appa-
ritor. C. de o-
pisc. & cler.
C. M.

3 10. Etia in
antiquis here-
ditis si non ap-
pareant huius-
modi ad succedē-
dum de illa li-
nea quique ag-
noscant, alias
proximiores cu-
iusvis lineae si-
sum excludūt.
ut dixi in cons.
Paris. 145.
C. M.

La coustume generale de la preuosté de Monstrœul est telle, que si vn homme ou femme vont de vie à trespas sans hoir de leur chair, & sans auoir frere ne sœur, tellement que la succes- sion vienne en ligne collateral & entreuenus de diuers ventres, & non venus d'vn mesme ven- tre, à l'aîné, soit male ou femelle appartient la succession totale tant feodal comme cottiere que des biens meubles & acquests sans ce que les moins aagez¹ soient males ou femelles y¹ ayent quelque part ou portion. Et ne sont en ladite ligne collateral interuenus de diuers ven- tres non plus priuilegiez les males que les femelles, tellement que tousiours l'aîné precede en ladite succession comme dit est. vii.

La coustume de ladite preuosté est telle, que representation n'a point de lieu. viii.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun fait aucunes acquestes reelles, soit fief ou cottiere, & il va de vie à trespas & il delaisse aucuns enfans ou aucuns ses parens heritiers, les quels apprehendent lesdites acquestes par forme de relief enuers le seigneur, duquel elles sont tenuës, tel apprehendant lesdites acquestes par forme de relief en fait son vray heritage, & de- puis ne les peut vendre ny aliener, sinon comme son vray heritage. Et si eschet retrait par pro- ximité de sang, si tel les vend comme vn vray heritage. ix. 2

La coustume generale de ladite preuosté est telle, que biens meubles suiuent le corps,² & quant aux heritages ils suiuent la coustume du lieu où ils sont situez & assis. x.

La coustume de ladite preuosté est telle, que tous parens de quelque trespas en quel- que degre qu'ils soient, peuuent releuer les heritages de leur parent trespas: mais qu'ils soient parens de la coste & ligne du trespas, de laquelle coste & ligne les heritages estoient & sont venus & succedez au trespas, en telle maniere que tousiours les pre- miers abstenans, les seconds peuuent apprehender lesdits heritages, & les premiers & se- conds abstenans, les troisiemes peuuent apprehender lesdits heritages, & ainsi consequem- ment tousiours par costes & lignes. Mais touchant acquestes pour la premiere succession il n'y a ne costes ne lignes, & succedent au plus prochain de quelque costé ou ligne qu'ils soient parens au trespas.³ xi. 3

La coustume de ladite preuosté est telle, que si l'vn des deux conioints par mariage va de vie à trespas, sur la part des biens du premier mourant se doiuent prendre toutes les obseques, funeraillies & tous les dons & legats qu'il faut faire pour le corps du trespas- sé, & qui s'en peuuent demander en vertu du testament, & ne doit rien payer le suruiuant sur la part. xii.

La coustume de ladite preuosté est telle, que les chasteaux, don-ions & forteresses en- semble l'artillerie & autres choses seruans à la tution d'iceux, succedent & appartiennent à l'heritier principal & n'y ont aucune chose les puisnez. Et n'est ladite artillerie ny autres choses seruantes à ladite tution tenuë ne reputeë pour meuble: mais suit la nature desdits chasteaux, don-ions & forteresses, comme aussi font les liures & ornemens de chapelle si au- cuns en y a. xiii.

La coustume de la preuosté est telle, que si aucun pere ou mere va de vie à trespas ayans he- ritages cottiers, delaisans enfans, freres & sœurs, lesdits heritages cottiers se partissent esgalle- ment entre lesdits freres & sœurs enfans du trespas: & si n'y a aucuns enfans, nepueux ou niepces du trespas en ligne directe, lesdits nepueux & niepces succedent esgallement ausdits heritages cottiers, sauf en la comté de Boulenois en laquelle heritages cottiers venus de suc- cession à vn homme qui va de vie à trespas viennent, succedent en tout au fils aîné ou à la fille aînée si n'y a aucun fils. Et si n'y a ne fils ne fille au plus prochain heritier: & le tout sans diui- sion ne particion.

Coustume pour les mineurs d'ans.

xiiij.

La coustume de la preuosté de Monstrœul est telle, qu'vn fils qui a aage de quatorze ans accomplis & ataint le quinzième, & vne fille qui a vnze ans accomplis & ataint le dou- zième, sont reputez aagez habille à ester en iugement, & contracter de leurs besongnes & negoces.

Il semble que ceste coustume se doit reformer comme la coustume generale du bailliage d'Amyens.¹

xv.

*1 14. Et bene
vt dixi in con-
suet. Ambia.
§.46.C.M.
Du bail des
enfants mi-
neurs d'ans.*

La coustume de ladite preuosté est telle, que si vn homme ou vne femme vont de vie à trespas & delaiissent aucuns enfans mineurs d'ans & aucuns fiefs & nobles tenemens qui par leur trespas soient venus & succedez ausdits mineurs d'ans, si iceux mineurs n'ont ne pere ne mere le plus prochain parent desdits mineurs d'ans de la coste & ligne dont lesdits heritages sont venus & succedez ausdits mineurs d'ans s'ils n'ont pere ne mere, peut & luy loist apprehender & releuer le bail d'iceux mineurs d'ans & de leurs fiefs & nobles tenemens, & par apprehendant ledit bail tous les fruits & profits & emolumens desdits fiefs & nobles tenemens appartiennent au parent qui a apprehendé ledit bail, tant que lesdits mineurs d'ans sont venus en aage, mais ils sont tenus gouverner, nourrir & alimenter lesdits mineurs d'ans, & les tenir à l'escolle ou apprendre aucun stile de viure selon leur vocation. Et si sont iceux gouverneurs tenus de purger & acquitter & rendre indemnez lesdits mineurs d'ans, de toutes debtes personnelles eux venus en aage. Et se fait ladite apprehension de bail tout ainsi que succession, Est à sçauoir que le premier qui peut succeder peut apprehender ledit bail, & s'il ne l'apprehende le second le peut apprehender, mais s'ils ont pere ou mere, le pere ou la mere sont à preferer deuant tous autres parens en apprehension dudit bail à la charge dessusdite, & tout ainsi est en heritages feodaux & nobles tenemens qui succedent aux mineurs d'ans par succession collateral.

xvi.

Et par ladite coustume aucun n'est contraint d'apprehender le bail d'un mineur d'ans, ne de le releuer de bail s'il ne luy plaist, & s'il y a aucuns mineurs d'ans desquels aucuns leurs parens ne veulent apprehender le bail, lesdits mineurs d'ans peuuent auoir leurs pere & mere, oncle & autres leurs parens legitimes, qui seront leurs tuteurs legitimes, & s'il n'y a aucuns ne par testament ne legitimes, iustice doit bailler ausdits mineurs d'ans tuteurs datifs. Tous lesquels tuteurs soient testamentaires, legitimes ou datifs ne doiuent payer aux seigneurs desquels les mineurs tiennent leurs heritages feodaux, qu'un relief de propriété & un chambellage sans payer relief de bail, mais ledit tuteur est tenu faire & fournir audit seigneur tous les seruices, droits & deuoirs que feroit le mineur d'ans s'il estoit aagé.

*Il ne prend
bail de mi-
neur qui ne
veut.*

Coustumes pour les droits des seigneurs.

xvij.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun tenant feodal ou cottier va de vie à trespas, son tenement feodal ou cottier retourne de plein droit en la main du seigneur, duquel il est tenu, en telle maniere que si les heritiers du trespas ne relieuent ledit fief & tenement feodal du seigneur, duquel il est tenu endedans quarante iours & quarante nuicts, & le tenement cottier endedans sept iours & sept nuicts, ledit seigneur, duquel ledit fief ou cottieres sont tenus, en peut prendre les fruits, profits & emolumens, & en iouyr & profiter comme de la chose vrayement retourner à sa table & domaine, & en peut iceluy seigneur iouyr tant qu'il soit venu deuers luy heritier habille à succeder, qui relieue lesdits fiefs & cottieres.

*Le tenement
feodal re-
tourne en la
main du sei-
gneur apres
le trespas du
vassal, &c.*

*2 17. Apres
toutes-foi la
saisie, vt §.
26.C.M.*

xviii.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun laisse pasturer ses bestes en aucunes terres ablayees de bleds ou de mars, ou es iardins ou prez d'autrui, il commet enuers le seigneur ayant iustice viscontiere amende de trois sols parisis, & si est soumis à restitution de l'interest à la partie, à laquelle appartient les terres, iardins ou prez.

*Des bestes
qui pasturét
en autrui
prez & iar-
dins, &c.*

xix.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun met ou enuoye ses bestes pasturer en aucun taillis de boys à garde-faite, il commet enuers le seigneur ayant iustice viscontiere audit boys amende de soixante sols parisis. Et si est tenu enuers celui auquel appartient le boys à luy rendre son dommage & son interest, & par ladite coustume se dient les boys estre taillis, quand ils sont au dessous de quatre ans depuis qu'ils ont esté coupez, mais si ledit boys auoit plus grand aage, il n'y auroit amende que de trois sols parisis.

*Des bestes
faisant dô-
mage à gar-
de-faite.*

xx.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun laisse ses bestes pasturer en nouvelles esteulles, il commet enuers le seigneur ayant iustice & qui preuient en apprehension, amende de soixante sols parisis. Et ont aussi en ce cas preuention les officiers royaux en telle maniere, que s'ils preuiennent en apprehension, l'amende appartient au Roy nostredit seigneur. Et par ladite coustume se dient & nomment nouvelles esteulles, depuis que les gaelles sont lices iufques au troisieme iour ensuiuant.

*Des nouvel-
les esteulles.*

xxi.

LLL

Coustumes de la preuosté de Monstroëul sur la mer

Des puyz à marle, &c.

La coustume de ladite preuosté est telle, que quiconques fait vn puyz à marle & y met attachement pour tirer la marle, il est tenu & submis de restouper bien & deuëment ledit puyz des l'instant que l'attachement est osté par lequel il a tiré ladite marle. Et si ne fait, il commet amende de soixante sols parisis. Et en ce cas a lieu preuention, en telle maniere si le seigneur qui a iustice haute ou viscontiere qui preuient en prenant ledit puyz, l'amende luy appartient. Et pareillement audit cas le Roy a preuention en telle maniere que si les officiers du Roy preuient en apprehension dudit puyz à marle, l'amende de soixante sols parisis appartient au Roy.

xxii.

Du tenant cottier, &c.

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'un tenant cottier n'a ne doit auoir quelque relief, droits seigneuriaux n'amendes. Et si n'a quelque chose oultre ses bornes, hayes & limites de ses tenemens.

xxiii.

Des tenemens cottiers & de ceux qui sont delayans payer les rentes au seigneur.

La coustume de la preuosté de Monstroëul est telle, que si aucuns tenemens cottiers sont tenus d'aucun seigneur, & les tenans d'iceux sont delayans ou refusans payer à leurs seigneurs les rentes qu'ils doiuent pour lesdits tenemens, ou si ainsi est que ledit tenant cottier voise de vie à trespas, & son heritier ne relieue endedans sept iours & sept nuicts, ledit heritage cottier, le seigneur duquel ledit tenement est tenu, peut faire prendre ledit tenement en la main de sa iustice par vn sergent & deux hommes de sa cour pour le retraire & raptoprier à sa table & domaine, par faute de rente non payé de relief & autres deuoirs non faits, & sur iceluy tenement faire adiourner ledit tenant ou ses heritiers & tous ceux qui audit tenement peuuent demander aucun droit. Et leur assigner iour par deuant ses bailly & hommes à pleine quinzaine, & faire signifier ladite prinse pour la cause dite à l'eglise au iour de dimenché en heure de grand' messe, en reiterant ledit adiournement & la cause, pour laquelle ledit tenement est retrait & mis en la main du seigneur pour le retraire, & en adiournant tous ceux qui audit tenement veulent pretendre aucun droit ausdits plaidz. Et si aucun ne vient, ledit seigneur ou son procureur doit auoir & obtenir defaut contre tous les adiournez. Et se doit faire ledit exploit par quatre fois & le cinquième d'abondant. Esquels iours assignez les bailly & hommes si aucun ne compare doiuent bailler defaut au seigneur ou à son procureur, & ledit cinquième defaut obtenu & qu'il n'y ait aucun opposant, lesdits bailly & hommes peuuent & doiuent par lesdits cinq defauts retraire & rapporter à la table & domaine dudit seigneur ledit tenement cottier, & par iceluy raptopriement compete & appartient iceluy tenement cottier au seigneur comme son vray domaine & heritage procedé de la seigneurie à cause de laquelle il est tenu de luy. Et depuis ledit retrait & raptopriement fait, peut ledit seigneur tenir ledit tenement cottier en sa main & en faire & vser comme de sa vraye chose & domaine, & le bailler à rente ou le tenir en sa main & en vser à son plaisir & volonté comme de sa terre & seigneurie.

xxiiii.

De celui qui donne ses heritages retenus à luy son viage, &c. De bailler desnombrement ou declaration au seigneur, &c.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si vn pere ou mere donne à son fils ou à vn autre ses heritages ou acquestes reelles & il retient son viage, il doit les droits seigneuriaux au seigneur duquel lesdits heritages sont tenus par la retenuë dudit viage.

xxv.

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'un chacun tant tenant feodal comme cottier est tenu vne fois en sa vie bailler son rapport de ses fiefs, & la declaration de toutes ses terres rentieres & cottieres au seigneur duquel il tient lesdits fiefs ou cottieres. Et doit le seigneur faire sommer & faire commandement à son tenant feodal ou cottier qu'enedans quarante iours ils luy baillent lesdits rapports & declaration de leursdits fiefs ou cottieres. Et si ce ne font, ledit seigneur peut par ses officiers faire prendre le fief ou cottiere en sa main & y commettre bailly, receueur & officiers, & les tenir sous sa main tant que ledit homme feodal & cottier ayent baillé leursdits rapports & declarations: mais incontinent que lesdits hommes feodaux & cottiers ont baillé audit seigneur ou à sa iustice leur rapport & declarations, iceluy seigneur est tenu de leuer ou faire leuer la main de sa iustice mise & apposee ausdits fiefs & cottieres. Et sont lesdits hommes feodaux cottiers tenus payer les officiers de la iustice qui ont mis lesdits fiefs ou cottieres en la main dudit seigneur, par faute de rapports ou declarations non baillez endedans lesdits quarante iours de leurs salaires raisonnables. Et ce fait peut ledit seigneur debatre ou faire debatre par son procureur lesdits rapports & declaratiōs, si luy semble qu'ils ne soient pas bien faits, & à iceux débats respond l'homme de fief ou cottier. Et quand le tout est purgé, sceu & conneu iustement en quoy se comprennent lesdits fiefs & cottier, & quels droits & auctoritez & prerogatiues leur appartiennent, le seigneur est tenu bailler lettres de recepissé ausdits tenans feodaux & cottiers.

xxvi.

La

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'un chacun tenant feodal, est tenu faire hommage & serment de fidelité à son seigneur duquel il tient, & fil ne luy fait luy sommé deuément apres quarante iours & quarante nuits, le seigneur peut faire saisir son fief & le mettre en sa main, & y commettre officiers, bailly & receueurs, & luy appartiennent les leues du fief depuis ladite saisine tant & iusques à ce que l'homme de fief vient faire son hommage & serment de fidelité, tel comme il appartient par ladite coustume.

De faire hommage & serment de fidelité dedés xl. iours, &c.

xxvii.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si un seigneur viscontier ou haut iusticier a aucuns hommes feodaux qui n'ayent point iustice en leurs fiefs, lesquels feodaux non ayans iustice ayent aucuns tenans cottiers qui vendent leurs tenemens cottiers, desquelles venditions les droits seigneuriaux appartiennent à l'homme feodal non ayant iustice, la vendition de la saisine & la saisine desdites terres cottieres se doiuent faire par deuant le seigneur duquel ledit seigneur non ayant iustice tient son fief mais en ce cas les gens de la iustice dudit seigneur doiuent appeler ledit homme feodal, tant pour receuoir ces droits seigneuriaux comme pour sçauoir si par puissance & auctorité de fief il veut retenir ladite cotterie à sa table & domaine. Et si ainsi n'est fait, la saisine n'est bien ne deuément baillée, & n'engendre point de realité.

Des homes feodaux qui n'ont point de iustice.

xxviii.

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'auant qu'un seigneur auquel est deu rente puisse poursuivre iudiciairement & demander icelle rente à son tenant rentier ou sourcensier, il faut qu'il ait demandé ladite rente à sondit tenant rentier ou sourcensier sur le lieu: c'est à sçauoir en faisant signifier à l'église en iour de feste à heure de grand' messe, ou à heure de plaids que le receueur du seigneur viendra en aucun lieu de sa seigneurie à certain iour, pour receuoir ce qui est deu audit seigneur, ou en allant à la maison du tenant rentier ou sourcensier débiteur de ladite rente ou sourcens.

La forme de demander la rente par le seigneur rentier, &c.

xxix.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun seigneur a aucunes terres cottieres de luy tenuës, à cause desquelles luy soit deuë rente, desquelles terres cottieres le tenant rentier ou cottier n'ait pas iouy: mais ayent esté occuppees par un autre, il est en la faculté dudit seigneur auquel ladite rente est deuë, de poursuivre ledit tenant rentier ou occuppeur, lequel que bon semble audit seigneur pour le payement de sa rente.

xxx.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun veut mettre houches & planter haye autour de son boys ou ailleurs alencontre de son voisin, il doit laisser pied & demy entre sa terre & la terre de son voisin, si c'est contre les vents de mer, & si c'est contre les vents d'amont il en faut deux pieds.

La forme de plâter hayes alencontre de son voisin.

xxxii.

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'un chacun tenant rentier & cottier peut remettre son tenement en la main de son seigneur, & luy rendre ledit tenement en sa main, & par ce non estre plus homme & tenant cottier & rentier dudit seigneur ne soumis à payer sa rente, mais en ce faisant & rendant ledit tenement cottier en la main dudit seigneur, ledit tenant cottier est tenu payer tous arrérages & rente escheus au iour de la redition & encores l'année ensuiuant.

De celui qui veut remettre son tenement en la main de son seigneur.

xxxiii.

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'un homme qui tient terre à terrage d'un seigneur ne le peut enclorre de haye ne de fosse pour les mettre à prez, à pasture, ou edifier sans le consentement du seigneur, mais est tenu les laisser à labeur. Et si l'homme enclost lesdites terres de hayeures ou fossez, il commet enuers ledit seigneur auquel ledit terrage est deu amende de soixante sols parisis. Et si peut ledit seigneur abbatre & demolir lesdites hayeures & remplir lesdites fossez, en remettant ladite terre de luy tenuë à terrage, à usage de labeur.

xxxiiii.

La coustume de ladite preuosté est telle, que tous labouriers en delaisant leurs dismes sur le champ sont quittes de leursdites dismes.

De ceux qui arrachét les bornes, &c.

xxxv.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun arrache vne borne, ou abbat vne escoiue qui est tenuë & repute pour borne, il commet enuers le seigneur en qui iurisdiction lesdits borne ou espine sont assis & plantez en amende de soixante sols parisis.

xxxvi.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si vne femme ayant aucuns fiefs & nobles tenemens s'allie par mariage, son mary est tenu payer au seigneur duquel ledit fief est tenu un relief, que l'on nomme relief de bail, & ne doit point payer de chambellage avec iceluy relief de bail, mais si ledit relief n'est fait, posé que ledit seigneur puisse faire saisir ledit fief & tenir sous sa main tant qu'il soit payé dudit relief, il n'acquiert par tant aucunes leues du fief ne des fruits & profits d'iceluy.

Du relief de bail que doit le mary.

xxxvii.

Coustume de la preuosté de Monstroëul sur la mer

Du fief escheu à femme mariee, & du relief pour ce deu.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si à vne femme alliee par mariage aucuns heritages feodaux luy viennent par succession, son mary est tenu payer au seigneur duquel le fief est tenu, deux reliefs : c'est à sçauoir vn relief de propriété pour ladite femme, & vn relief de bail, & avec ledit relief de propriété vn chambellage, & n'est tenu le seigneur duquel lesdits heritages feodaux sont tenus, receuoir vn relief sans l'autre. Et engendre la faute dudit relief de propriété apres quarante iours & quarante nuicts passez, sans quelque saisine n'acte iudiciaire profit de leuees au profit du seigneur. xxxvii.

La coustume de ladite preuosté est telle, que tous tenans rentiers sont receus vne fois en leur vie à affermer auoir payé leur rente, ou & quand ils l'ont deu, & ce à leurs despens.

En aduis.

xxxviii.

Des tauerniers & cabaretiers.

La coustume de ladite preuosté est telle, que tous vendans viures publiques comme sont tauerniers, cabarets & autres semblables, sont receus à affermer leur venel qui est de cinq sols parisis vn denier, & à leur serment pour celle somme l'on adiouste foy & n'y a aucuns despens. xxxix.

Nota de examine apum, &c.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucuns eps ou mousches à miel s'en volent hors de leurs vaisseaux, & celuy à qui elles appartiennent les poursuiue tant qu'ils sont assis iceux eps, luy demeurent & n'en pert la seigneurie, & doit demander aux gens de la iustice congé de les leuer & prendre, qui luy doiuent accorder : mais si celuy à qui ils appartiennent ne les poursuit & ils s'assient en la iustice viscontiere ou en dessus d'aucun seigneur, la moitié d'iceux eps appartiennent à celuy qui les trouue, & l'autre moitié au seigneur viscontier en la seigneurie duquel ils se sont assis. xli.

Des espaues trouuees en aucune seigneurie.

La coustume de ladite preuosté est telle, que toutes choses espaues trouuees lesquelles l'on ne scait à qui restituer, par ce que l'on ne scait à qui elles appartiennent, doiuent estre mises en la main du seigneur viscontier, en la seigneurie duquel elles ont esté trouuees, & doit ledit seigneur viscontier faire publier la chose trouuee és lieux & marchez publiques, voisins, affin que ceux à qui elles appartiennent les puissent venir querir, & si aucun ne viét, elles sont à son profit, & en peut faire son profit tant que celuy à qui elles appartiennent, vient qui en auroit l'estimation. xli.

Des arbres croissans és places communes d'aucune seigneurie. De celui qui fait debat & meslee.

La coustume de ladite preuosté est telle, que tous arbres croissans sur les flegards, places communes d'aucune seigneurie appartiennent au seigneur viscontier ayant iustice viscontiere, ausdits flegards & places communes, & qui coupe ou abbat ou esbranche lesdits arbres, il commet enuers le seigneur amende de soixante sols parisis. xlii.

La coustume de ladite preuosté est telle, que quiconques fait debat & meslee en la seigneurie d'aucun seigneur viscontier, & en iceluy debat & meslee fait à autruy sang courant violent, il commet enuers ledit seigneur viscontier amende de soixante sols parisis. Et en la comté de Boullenois n'y a au cas dessusdit amende de douze sols parisis. xliii.

De la iustice viscontiere.

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'au seigneur viscontier n'appartient la connoissance que du sang & du larron, c'est à sçauoir que de tous delits faits par vn larron prins en la iustice viscontiere d'aucun seigneur viscontier, posé mesmes que le larron deust estre pendu & estranglé, en appartient la connoissance & iudicature à la iustice & au bailly & hommes dudit seigneur viscontier. Mais de quelque autre crime, dont mort se peust ensuiuir par sentence de iuge, la iustice viscontiere n'en peut connoistre, & en appartient la connoissance aux hauts iusticiers qui ont haute iustice & à leur bailly & hommes és mettes de la iurisdiction desquels sont faits, commis & perpetrez lesdits crimes & delits. xliiii.

De la succession des bastards, &c.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun bastard & illegitime va de vie à trespas, sans auoir hoir de sa chair ne sans faire disposition testamentaire, au seigneur viscontier en qui iurisdiction, il va de vie à trespas, appartiennent ses biens meubles & ses heritages, si aucun en tient de luy, & ses autres heritages aux seigneurs viscontiers, desquels il les tient. Et se nomme par ladite coustume extra iure de bastard. xlv.

Vn bastard peut disposer de ses meubles.

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'un bastard peut disposer de ses biens meubles & acquestes, tant par don de disposition d'entre vifs, comme par disposition testamentaire, a telle personne ou personnes que bon luy semble. xlvi.

Et par ladite coustume, si ledit bastard ne dispose point de ses biens meubles & acquestes, & va de vie à trespas sans en disposer & il a enfans legitimes de sa chair, à iceux enfans legitimes viennent & succedent tous les biens meubles & acquestes par forme de succession ab intestat. xlvii.

La

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun va de vie à trespas sans disposition d'entre vifs ou testamentaire, & il n'y a aucun parent qui se puist fonder son heritier, au seigneur viscontier en la iurisdiction duquel il est allé de vie à trespas, appartiennent les biens dudit trespas, & ses heritages, si aucuns en auoit de luy tenus, & les autres appartiennent aux seigneurs viscontiers, desquels il les tenoit. De celui qui va de vie à trespas sans hoir, &c.

xlviij.

La coustume de ladite preuosté est telle, que quiconques veut vendre vin, ceruoise ou autre breuuage publiquement, & mettre enseigne hors, il doit demander au seigneur viscontier congé de mettre ladite enseigne hors, & si doit au-parauant qu'il vende afforer lesdits vin, ceruoise & autres breuuages, & y prendre pris par la iustice, & payer droit d'afforage. Et si ce ne fait, il commet enuers le seigneur viscontier amende de soixante sols parisis. xlix.

La coustume de ladite preuosté est telle, que tous hommes de fief peuuent nourrir, acheter & vendre franchement sur leurs tenemens feodaux, sans estre tenus ne soumis à payer toulieux, afforages ne montaignes. Et quât à iceux afforages par ladite coustume y a deux regards. L'un est touchant les droits des fons du vaisseau ou le breuuage vendu, lequel appartient tousiours à l'homme de fief. L'autre est l'afforage qui se fait par iustice pour sçauoir si le breuuage est bon pour bouter au corps humain. Et se droit appartient au seigneur ayant iustice & nō pas à l'homme de fief qui n'a point de iustice. Les hommes de fief ne payent en forage, &c.

Ceste coustume est demouree en l'aduis de la Cour. l.

La coustume de ladite preuosté est telle, que quiconques a vn fief & noble tenement, & la cause d'iceluy a vn homme de fief ou deux hommes de fief, qui est commencement de cour, il a iustice viscontiere en son fief, & peut emprunter homes de fief à son souuerain ou à son compaignon qui tient de son souuerain. Et par ces homes & à ceux qu'il a emprunté, pour exercer ladite iustice viscontiere, tant en receuant contracts, deffaisines & saisines, tenir plaids comme tous autres exploits de iustice. li.

La coustume de ladite preuosté est telle, que toutes-fois que les hommes feodaux d'aucun seigneur font aucun exploit de iustice ou prononcent aucune sentence, dont est appelee, & par le iuge auquel appartient la connoissance de ladite appellation est dit que lesdits hommes ont mal appointé au iuge: & que l'appellant a bien appelé, iceux hommes doiuent à leur seigneur duquel ils tiennent & auquel appartient la iustice amende de soixante sols parisis. lii.

La coustume de ladite preuosté est telle, que tous ceux qui ont appelé d'aucune iustice autre que la iustice royalle: ils sont tenus releuer icelle appellation endedans quarante iours du iour de l'appellation emise. Et si ce ne font: celui ou ceux à qui ou ausquels ladite appellation peut toucher, peuuent faire adiourner ledit appelant deuant la iustice qui peut & doit connoistre de l'appellation pour monstrier la diligence qu'il a fait de releuer son appellation: & s'il appert qu'il y ait plus de quarante iours qu'il a remis & fait son appellation, & s'il ne la point releué endedans iceux quarante iours, ladite appellation doit estre declaree deserte & l'appellant condéné en l'amende de soixante sols parisis & és despens. liii.

De releuer l'appellatiō dedans quarante iours.

La coustume de ladite preuosté est telle, que tous vendeurs & acheteurs doiuent payer leurs toulieux de ce qu'ils vendent & achètent, qui est de plus & de moins selon les coustumes locales: mais par la coustume generale s'ils ne payent endedans soleil couchant du iour qu'ils ont fait la vendition & emption, ils doiuent au seigneur auquel le toulieu est deu, amende de soixante sols parisis. liiii.

De toulieu.

La coustume de ladite preuosté est telle, que tous chemins royaux doiuent auoir soixante pieds alencōtre des terres voisines, & ne peuuent & ne doiuent les seigneurs d'icelles terres voisines les labourer n'empescher qu'on ne puist passer, sur peine & amede de soixante sols parisis. Des chemis royaux.

La coustume de ladite preuosté est telle, que quiconque est exempt par appellation d'aucune iustice autre que la iustice royalle, il est exempt en tout d'icelle iustice, & ne peut connoistre dudit appelant, tant & iusques à ce que ladite appellation soit vuidee. lv.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun demourant cottierement és mettes, iurisdiction & seigneurie d'aucun seigneur ayant iustice viscontiere ou par dessus, & il tient bestes à laine sur iceux tenemens cottiere, s'il en y a iusques au nombre de dix ou plus, il est tenu luy sommé dudit seigneur ses officiers ou commis, le iour saint Iean baptiste bailler & deliurer audit seigneur l'une desdites bestes à laine la meilleure apres vne. Et si celui qui ainsi tient lesdites bestes est refusant bailler icelle beste, il commet enuers ledit seigneur amende de Des bestes à laine tenués sur les tenemens cottiers.

Coustume de la preuosté de Monstrœul sur la mer

soixante sols parisis. Et se tenant cottier n'a que neuf bestes ou en deffous, il est tenu d'aller payer audit seigneur ou à ses officiers pour chacune beste vne maille ledit iour sainct Iean bapteste endedans soleil couchant, sur pareille amende de soixante sols parisis, sans quelque sommation. Et entant qu'il touche le nombre desdites bestes iusques à dix ou en deffus, l'on le dit & appelle vis herbage & est nommé mort herbage de neuf en deffous. lvi.

La coustume de ladite preuosté est telle, quiconques coupe ou abbat és boys d'aucun seigneur ayant iustice viscôtiere ou en deffus aucun chesne, estallon, tayon, ou perot, il commet enuers le seigneur ayant ladite iustice amende de soixante sols parisis. Et est par icelle coustume vn chesne dit & nommé perot, quand il a les deux aages de la coupe dudit boys, & tayon, quand il a les trois aages de la coupe dudit boys, & pareillement par ladite coustume y a amende de soixante sols parisis pour couper vn chesne ou autre arbre que l'on dit estallon. Mais en la comté de Boullenois pour ledit estallon n'a que douze sols parisis d'amende. lvii.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun ou aucune ayant quelque noble terre, fief ou seigneurie ou aucuns hommes feodaux tenans de luy en fief, fait son fils cheualier ou marie sa fille aisnee, tous lesdits hommes feodaux luy doiuent droit d'ayde, qui est de pareille somme qu'ils luy doiuent pour le relief de leurs fiefs, sauf qu'ils ne doiuent point de chambellage. lviii.

Par la coustume de ladite preuosté vn sergent est creu par le serment qu'il doit à son seigneur d'auoir fait prinse de bestes, dont n'est deu amende que de trois sols ou de sept sols six deniers parisis: mais fil y a plus grande amende comme de soixante sols parisis ou autre en deffous iusques ausdits trois sols ou sept sols six deniers, le sergent n'est creu, & faut qu'il y ait probation d'autres tesmoins avec luy. lix.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si vn homme doit à vn autre quelque somme pour vne fois, le creancier peut acquerre droit reel sur les heritages du debteur pour seureté d'estre payé de la somme à luy deuë, endedans le temps & espace de trois ans, & pour ce ne sont deus aucuns droits seigneuriaux aux seigneurs ou seigneur duquel les heritages dudit debteur sont tenus. Mais s'il y a plus long temps que trois ans, les droits seigneuriaux sont deus ausdits seigneurs. lx.

Item si aucun commet aucun delit en terre d'aucun seigneur ayant iustice, & il est party d'escalenge, il se peut purger dudit delit en la iustice du lieu où ledit delit a esté commis, ou du lieu où il a son domicile, en euocquant le seigneur du lieu où ledit delit a esté commis, & apparient l'amende au seigneur de la terre où ledit delit a esté commis. lxi.

Item si aucun delaisse aucune partie de sa terre de son domaine en friche ou riez sans labour, ledit seigneur peut toutes-fois qu'il luy plaist reprendre ladite terre ainsi par luy delaissee, & la mettre à labour & en faire son profit.

Coustumes pour alienation.

lxij.

LA coustume de ladite preuosté de Monstrœul est telle, qu'un homme ne peut vendre n'aliener son heritage à luy venu par la succession de ses predecesseurs que par l'une des deux voyes. Est à sçauoir par consentement expres de l'heritier apparant, ² ou par necessité iuree ² par le vendeur & approuee par deux tesmoins ensuiuans le vendeur. lxiii. 3

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'aucun ne peut donner son heritage à luy venu par succession de ses predecesseurs, que par le consentement de son heritier apparant. lxiiii.

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'un chacun peut bailler son fief à rente à qui qu'il luy plaist, sans appeler le seigneur ne ses officiers duquel il est tenu, & sans octroy d'hoir, pourueu qu'il baille sondit fief à iuste rente & pris, & autant qu'il vaut sans fraude & sans en prendre quelque argent ou autre chose. lxv.

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'un tenant cottier ne peut bailler son tenement à surcens, pour faire son baillement reel pour y submettre le seigneur, que ledit seigneur ou ses officiers n'y soient appelez, & que ledit seigneur n'ait reconnoissance en demonstrent que le surcens est la seconde rente. lxvi.

La coustume generale de ladite preuosté est telle, que si aucun vend son heritage cottier ou rentier, ou le charge d'aucune rente, si cest en la comté d'Arthois ou de sainct Paul, le sixième

denier

1 62. Idē au comté de Boullenois: vt vidi. C. M.
2 Aparant, scilicet tempore alienationis vel consensu prestiti: ille vel illi qui tūc sunt proximiores & annis maiores sine habilis ad alienandum posunt auctorari: alias etiam si teneat alienatio ad ritam alienantis l. peto. §. praedictum. ff. de legat. 2. Tamen eo mortuo illi soli vendicant, qui tempore mortui inspecto ad successionē illius hereditatis vocantur. C. M.
3 §. 62. Et sic instrumento duo illi idonei testes debent exprimi vel aliter specificē constare debet. Tamen vidi per plures testes peritos & huius loci probatum quod adhuc anno. 1514. & sic quinque annis post huius consuet. redactionem probatum usum & consuetudinem esse vt instrumentum venditionis contineat hac verba, par necessitate par luy iuree & tesmoignee par luy (scilicet venditorem) affermee suffisamment. Et quod nō fiebat alia specificatio. Quod etiā probatum vidi confusis testimonii quas turbae vocant, factis ann. 1542. Vide qua dixi ad consuetudinem d'Arthois tam redactam anno. 1509. §. 50. quam redactam anno. 1546. §. 56. ubi consuetudo requirit probationem sufficientem duorum testium fide dignorum. C. M.

denier du pris de l'heritage ou de rente vendue que lon veut hypothecquer sur l'heritage cotier est deu au seigneur duquel l'heritage est tenu. Mais en la comté de Boullenois le troisieme denier du pris de l'heritage rentier ou de la réte sont deuz audit seigneur. Et par icelle coustume si le pris est francs deniers, le sixiesme denier qui est compté pour les droitz est deu au seigneur en ladite comté d'Artois & de saint Paul. Et le retiers denier des droitz est deu au seigneur en Boullenois, mais si le pris est en tous deniers, il n'y a que le sixiesme & tiers denier, sans sixiesmement ne retiercement.

lxvii.

La coustume generale de ladite preuosté est telle, que le mary peut donner à sa femme & la femme au mary & par testament, & par don d'entre vifs.

lxviii.

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'un vn peut donner à son fils aîné en auancement d'hoirie & de succession, ses heritages ou acquests feodaux ou cotteries. Et peut iceluy fils aîné entrer esdits heritages & les apprehender comme heritier apparant, & en auancement d'hoirie par simple relief & chambellage, tout ainsi que si son pere estoit allé de vie à trespas, mais si c'est aucun enfant puisné auquel on donne heritage ou acquests pour portion de succession en auancement d'horie, pour estre heritage ou portion de quint, iceluy fils puisné peut entrer & apprehender ledit heritage à luy donné, par payant deux reliefs & deux chambellages.

lxix.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si vn pere dōne aucuns heritages à son fils aîné en auancement d'hoirie, & comme à heritier apparant les puisnez y ont leur quint, part & portion, tout ainsi que si l'heritage fust venu audit fils aîné par la mort & succession de son pere, si l'n'est ainsi qu'iceux puisnez soyent ailleurs recompenez de ladite portion de quint.

lxx.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si vn pere ou vne mere donnent a aucuns de leurs enfans puisnez aucune rente ou heritage pour leur portion de quint, posé qu'icelle rente ne soit realisée & hypothecquee, icelle rente tient cōdition d'heritage & toute telle nature & condition qu'eust fait le quint ou portion de quint des fiefs de sesdits pere ou mere, si iceluy puisné les eust apprehendé, par ce que ladite réte est subroguee au lieu dudit quint ou portion de quint.

lxxi.

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'un vn chascun peut donner vn quint de son heritage par forme de quint datif à qui qu'il luy plaist, sans le consentement n'ottroy d'hoir ne sans quelque solennité. Et ce tant par don entre vifs comme par don testamentaire. Et pareillemēt peut vn chascun donner à qui qu'il luy plaist sans ottroy d'hoir ne quelle solēnité par don d'entre vifs ou testamentaire la reuene des trois ans prochains & ensuyuans le trespas du donateur, de tous ses heritages à luy venus de la succession de ses predecesseurs.

Chascun peut dōner vn quint de son heritage à qui que luy plaist, &c.

Coustume pour retrait.

lxxij.

LA coustume generale de ladite preuosté est telle, que si aucun vend son heritage à luy venu de la succession de ses predecesseurs, son prosme ou parent de la coste & ligne de laquelle l'heritage est venu au vendeur, le peut retraire & reprendre par proximité de lignage en dedans l'an & iour de la possession baillee à l'acheteur en rendant & restituant audit acheteur son pris principal, fraiz & loyaux coustemens, & se doit l'offre des deniers du pris principal, fraiz & loyaux coustemens faire audit acheteur endedans ledit an, & s'il le refuse se doyuent namptir es mains de iustice, & faire signifier le namptissement audit acheteur, & le tout endedans ledit an. Et sur ce le mettre en cause pour proceder en ladite matiere de retrait comme de raison.

lxxiii.

Itē par la coustume de ladite preuosté ledit heritage retrait par ledit prosme est le vray heritage dudit retrayāt, lequel il ne peut vendre n'aliener que comme heritage à luy venu de ses predecesseurs, lesquelles solennitez sont declarees es coustumes dessus posees.

lxxiiii.

La coustume de ladite preuosté est telle, que matiere de retrait se reigle selon la forme de succession, en telle maniere qu'iceluy qui peut premier succeder peut premier retraire, & apres luy le second, & ainsi consequemment pour par chascun auoir l'heritage au deuāt de tous autres qui ne peuuent succeder au parauant eux.

lxxv.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun vend son acquest, posé qu'il en soit fait reellement, si ne peuuent ses plus prochains parens le retraire par proximité, pour ce qu'en acquests n'a point de retrait par proximité de sang.

lxxvi.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si aucun vend son heritage, soit feodal ou cot-

Retrait lignager est fondé sur le chapitre cōstitutus, de in integrum resti.

Chose retraite est au propre retrayeur &c.

En acquests le retrait n'a point de lieu.

Coustumes de la preuosté de Monstrœul sur la mer

tier, soit qu'il luy appartienne de succession ou d'acquests, le seigneur le peut tenir quarante iours apres la dessaisine en la main de ses baillifs & hommes. Et en la fin des quarante iours le peut retraire & r'acquiescer à sa table & domaine, en rendant à l'acheteur son pris principal fraiz & loyaux coustemens. Mais si c'est heritage vendu qui soit venu au vendeur de la succession de ses predecesseurs, le prosme & parent dudit vendeur le veut reprendre & retraire sur ledit seigneur, par ce qu'en matiere de retrait le prosme fait par ladite coustume à preferer au seigneur. lxxvii.

La coustume de ladite preuosté est telle, que si à vn seigneur appartient aucun heritage à luy venu de la succession de ses predecesseurs, & à cause d'iceluy aucuns fiefs ou terres cottieres sont de luy tenues qui soyent vendues par les tenans feodaux ou cottiers, & apres la dessaisine entendans quarante iours, ledit seigneur le retrait & retient à sa table & domaine, ledit heritage retenu & retrait est le vray heritage dudit seigneur, tout ainsi qu'estoit la seigneurie par l'auctorité de laquelle il a fait ledit retrait. Et pareillemēt si ladite seigneurie, à cause de laquelle se fait ledit retrait est l'acquest du seigneur retrayant, l'heritage attrait est l'acquest d'iceluy seigneur.

Coustume pour acquerre droit reel.

lxxviii.

LA coustume de ladite preuosté de Monstrœul est telle, qu'un seigneur ne peut contraindre celuy qui a vne obligation personnelle sur les heritages de son tenant feodal ou cottier, à apprehender le droit qu'il a en vertu de ladite obligation personnelle pour auoir ses droits seigneuriaux. Et est en la volonté & faculté d'iceluy qui a ladite obligation personnelle, de prendre sa feureté, & payer lesdits droits seigneuriaux quand il luy plaist & acquerre son droit reel. lxxix.

1. 79. *Quod prima facie videtur valde durum, & ut interim legatū semper sit in periculo caduci: sed sane intelligendum secundū mores harū consuetudinum, que nō negāt legatum cessum, sine aelione ex testamento transferri ad heredem legatarij, nec etiā cuius cedi: sed tātū negant prediū ipsū legatū transferri iure domini directi vel relictis, & in hoc corrigitur ius commune, ita quod interim ante hanc solemnitatē heres gratuitus potest alienare, & in aliū trāsferre eam effectū, sed aelione ex testamento tenetur legatario ad interesse. C. M. 2. Par tāt les alienations ou hypothecques faites par l'heritier & decretees au par auant ladite mise de fait eienne, mais non pas si elle est faite depuis. C. M.*

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'un legataire d'aucun heritage n'a quelque droit en l'heritage à luy legué, ne pour en iouyr ne proufiter ne pour en prendre les fruits, proufits & emolumens, ne pour transferer la chose leguee à son heritier, si iceluy legataire n'a apprehendé iceluy heritage à luy legué par mise de fait obtenu en vertu de commission de iuge cōpetant sur le testament ou codicille du legateur & testateur, & decret sur ce obtenu & adiugé par ledit iuge cōpetant appellé ou euocqué, le seigneur duquel l'heritage est tenu, & luy cōtenté des droits & le principal heritier du trespassé, lequel decret adiugé se retrotrait au iour de ladite mise de fait ². lxxx.

La coustume de ladite preuosté est telle, que lon ne peut acquerre droit reel & hypothecque par main assise & mise de fait: si ce n'est sur fons & heritage. Et ne se peut acquerre droit reel & hypothecque sur meubles ne chose tenant condition de meuble, comme sont rétes personnelles & non hypothecques & autres semblables. lxxxii.

● *Coustumes de douaires.*

lxxxii.

LA coustume de ladite preuosté de Monstrœul est telle, qu'une femme dès la consommation de son mariage a acquis son droit de douaire coustumier sur tous les heritages qui appartenoit à son mary au iour de la consommation dudit mariage, & sur tous les heritages qui sont venus & succedez à fondit mary, & dont il a iouy & possédé constant ledit mariage, de quelque costé ou ligne qu'ils soyent succedez audit mary, soit de ligne directe ou de ligne collaterale, & est ledit douaire qui se nomme coustumier & qui est tacitement hypothecqué sur lesdits heritages dudit mary des la cōsommation dudit mariage, tel que la femme apres le trespass de fondit mary doit iouyr sa vie durāt par forme de douaire, de la moytié de tous les fruits, proufits & emolumens de tous les fiefs & du tiers de toutes les cotteries qui ont appartenu & qui ont succedé à fondit feu mary, dont il a esté iouyssant & possédant constant ledit mariage comme dit est. Et par ladite coustume comme dessus est dit, ledit douaire est tacitement hypothecqué sur lesdits heritages dudit mary, des l'instāt de la consommation de fondit mariage, en telle maniere que ledit mary ne les peut vendre n'aliener n'en faire quelque contract, que ce ne soit à la charge d'iceluy douaire. lxxxiii.

Par la coustume de ladite preuosté de Monstrœul vne femme s'apprehende droit de douaire coustumier sur les heritages de son feu mary, elle ne doit aucuns droits seigneuriaux au seigneur duquel les heritages sont tenus, mais s'elle apprehende son douaire conuenancié sur les heritages de fondit feu mary, soyēt feodaux ou cottiers & ledit droit de douaire conuenancié lxxxiii.

cié excède le douaire coustumier, elle doit payer au seigneur ou seigneurs de qui lesdits héritages sont tenus, & sur lesquels elle se fait decreter pour ledit droit de douaire cōuenâcié, droits seigneuriaux, d'autant que ledit douaire conuenâcié excède le coustumier, lesquels droits seigneuriaux sont par les héritages feodaux du quint denier, & pour les cottieres du sixiesme denier és comtez d'Artois & saint Paul. Et en ladite côté de Boullenois le tiers denier. Et pour douaire coustumier sur fief est deu demy relief audit comté de Boullenois. lxxxiii.

Pareillement par ladite coustume. si aucune question ou proces se fait pour raison de l'apprehension du douaire que chascune femme peut demander apres le trespas de son feu mary, entre icelle veufue & heritier ayant cause de sondit mary ou à l'encontre du seigneur dont lesdits héritages sont tenus, & ladite veufue demande prouision de viure pendant le proces, lon luy doit adiuger pour la prouision de viure le tiers de sa demande à le prendre sur les héritages de sondit feu mary, sur lesquels elle pretend auoir sondit douaire, en baillant par luy caution iuratoire de rendre le receu & perceu, par elle, s'il est trouué par la diffinitive du proces que faire se doie. lxxxiiii.

De prouisio
pour la fem
me qui de
mande son
douaire &c.

La coustume de ladite preuosté est telle, qu'une femme douairiere n'a point de part ne de portion au donjon, chasteau ou forteresse de la seigneurie où elle a son douaire: mais appartient ce en tout à l'heritier, mais en la basse cour & edifices autres elle y a son douaire qui est de l'usufruit de la moytié és fiefs, & tiers és cottiers en entretenant les edifices de couuerture, pel & vergue. lxxxv.

Douaire n'a
lieu sur le
donjon ou
forteresse
&c.

La coustume de ladite preuosté & telle, qu'une douairiere qui a son douaire de la moytié des fiefs & du tiers és cottieres, n'a quelque chose en la propriété des chesnes & autres arbres portans fruits, & ceux estans pour rados des maisons, lesquels chesnes & autres arbres soit qu'ils soient és boys & sur l'heritage & iardins des héritages delaisées par son mary trespasé elle ne peut couper n'abbatre. Et à semblablement l'usufruit d'iceux chesnes, pommiers, poiriers & autres arbres portans fruit, pour en prendre le gland, les pommes, poires & autres fruits en sa part & portion, pour ce que lesdits chesnes, pommiers, poiriers & autres arbres tiennét condition de vray heritage tout ainsi çomme les fons. lxxxvi.

Les arbres
tiennét cō
dition d'he
ritage &c.

Coustumes comment sont partables entre les hoirs du mary & les hoirs de la femme quāt l'un preuient en mort l'autre, & comment on doit payer les debtes & chascū en peut disposer & comment la femme peut renoncer. lxxxvii.

La coustume de ladite preuosté de Monstroël est telle que tous biens meubles, debtes & acquests appartenans à deux conioints par mariage, soient de rentes heritables viageres, personnelles ou reelles, acquises icelles rentes constant le mariage sont communes entre le mary & la femme. Et si le mary va de vie à trespas & la femme le suruist, à icelle femme competent & appartiennent la moytié de tous lesdits biens meubles, debtes, cateux, & acquests si apprehender les veut. Et ne peut le mary par son testament & derniere volonté priuer la femme de la iuste moytié desdits biens meubles, debtes & acquests. Et pareillement peut la femme disposer par son testament de la moytié desdits biens meubles, debtes & acquests. Et si le mary ou la femme vont de vie à trespas ab intestat, aux hoirs du mary ou aux heritiers de la femme competent & appartiennent la iuste moytié desdits biens meubles, debtes, cateux, acquests communs entre lesdits cōioints par mariage, sauf toutesfois les fief situez és comtez d'Arthois & de saint Paul, qui sont en partie de ladite preuosté, esquels fiefs situez esdites cōtez acquis constant le mariage des deux cōioints, les heritiers de la femme n'y ont aucū droit & tiennent la condition, cote & ligne du mary & de ses hoirs quant à la propriété, & n'y a la femme si elle suruist sondit mary, que la moytié sa vie durant par forme de douaire. Et par ladite coustume si aucuns acquests reelles sont faites par l'un desdits conioints par auant iceluy mariage, lesdits acquests reels ne sont point dits acquests communs, mais appartiennent à iceluy des deux conioints qui les a acquestez. lxxxviii.

Quels biens
appartiennēt
à la femme
apres le tref
pas de son
mary.

Des ac
quests reels
faits au par
auant le ma
riage.

La coustume de ladite preuosté est telle, si un homme conioint par mariage va de vie à trespas & delaisse la femme, icelle femme a option & election d'apprehender la moytié des biens meubles, debtes, cateux & acquests communs entre elle & sondit mary. Et en ce faisant elle se submet de payer la moytié de toutes les debtes personnelles communes entre elle & son mary au iour de son trespas, ou de renoncer à iceux biens meubles, debtes & acquests endedans quarante iours, & si elle y veut renoncer, elle est quitte & deschargée de toutes debtes personnelles que deuoit son mary & au iour du trespas d'iceluy son mary. Et en faisant icelle renonciation ladite femme peut prendre ses meilleurs habits & aornemens seruans à son corps de

La femme
qui suruist
apprehédāt
les meubles
paye la moy
tié des deb
tes.

Costumes de la preuosté de Monstrœul sur la mer

chascune espee vne, sans pour ce prendre estre dite auoir apprehendé ne submise à payer aucunes desdites personnelles. Et si peut apprehender son douaire coustumier sur tous les heritages de sondit mary, qui est de la moytié és fiefs & tiers és cottieres. Et avec ce luy demeurēt tous ses heritages à elle venus de la succession de ses predecesseurs, sans estre submise à payer lesdites debtes, comme dit est. lxxxix.

La coustume de ladite preuosté est telle, que la maison manable, la porte & coulombier estans sur aucun heritage tiennent la condition & nature de l'heritage & du fons en la succession. xc.

La coustume de ladite preuosté est telle, que granges, estables, mareschaucies & blâcs boys en succession, tiennent condition de meuble entre enfans seulement. Et n'y a la veufue que son droit de douaire. Et se doiuent partir par appreciation qui se fait & doit faire en telle estimation, que si lesdites granges, estables, mareschaucies & blancs boys estoient à terre & non pas dressees. Et d'icelle estimation doit auoir chascun enfant sa part & portion, combien que l'heritage ne se partisse pas ne diuise ainsi. Et que l'ainné male, s'il en y a, & sinon l'ainnee femelle ayt les quatre pars és fiefs comme dit est dessus. xci.

De l'ainné ou ainnee, &c.
Bleds en terre auant la my Mars font reputez heritages &c.

La coustume de ladite preuosté est telle, que bleds & mars estans en terre auant que le my Mars soit, sont reputez comme heritage, & se doiuent partir & diuiser tout ainsi que l'heritage & telle part qu'un des enfans a en l'heritage, si a il esdits bleds & tramois estans en terre au parauant la my May, mais apres la my May ils tiennent condition de meuble & catel, comme font granges, estables & mareschaucées, & se doiuent partir les enfans esgallerment ainsi que catel, granges, estables & mareschaucées & biens meubles: mais apres ledit my May és ablaids qui sont reputez meubles la veufue y a sa moytié si son mary meurt apres ledit my May.

Costumes de disposition testamentaire.

xcij.

De celui qui a plusieurs fiefs & plusieurs enfans.

LA coustume de la preuosté de Monstrœul est telle, que si vn homme à plusieurs fiefs, terres & seigneuries, & à plusieurs enfans, il peut par sa disposition derniere & testamentaire diuiser lesdits fiefs, terres & seigneuries à ses enfans à l'un & à l'autre, & y peut vn chascun desdits enfans entrer par simple relief & chambelage, pourueu que les ainnez s'abstiennent d'apprehender la portion des puisnez, & qu'iceux ainnez consentent la disposition de leur pere.

De confiscations.

xcij.

De la confiscatiō de ce luy qui commet homicide.

LA coustume de la preuosté de Monstrœul est telle, que si aucun commet homicide en personne de luy ou d'autrui, pourquoy son corps doit estre condemné à estre mis au gibet ou à la fourche, l'homicide de luy ou d'autrui, confisque enuers le seigneur qui doit auoir la iustice dudit corps, sondit corps & tous ses biens meubles, & tout ce qui tient condition de meuble & ses heritages enuers les haux iusticiers, desquels ils sont tenus. xciii.

Celui qui pour crime doit souffrir mort confisque tous ses biens.

La coustume de ladite preuosté est telle, que quiconque commet crime, pour lequel son corps soit condemné à recevoir mort à iustice, il confisque tous ses biens & heritages, sans ce que ses heritiers y puissent aucune chose demander, sauf en la comté de Boullenois, en laquelle ladite confiscation a lieu seulement en deux cas, est à sçauoir en crime d'heresie & en crime de leze maiesté: esquels cas le condemné confisque tous ses biens & heritages: mais en autre cas le condemné confisque seulement incontinent qu'il est executé tous ses biens meubles & ses heritages vont & succedent à ses heritiers ou à son plus prochain parent: mais si ladite confiscation aduient par bannissement & iudication de confiscation de biens & heritages, le banny en ladite comté confisque tous ses biens meubles & la reuene de ses heritages, sa vie durant, & apres son trespas iceux heritages viennent & succedent à ses heritiers.

Costumes de cryees & subhastations.

xcv.

Pour les cryees l'obligé n'est deslaid de la possession &c.

LA coustume generale de ladite preuosté est telle, que si les heritages d'aucun obligé par lettres obligatoires qui cheent en execution ou condemné, sont prins en la main de iustice & exposez en vente, cryees & subhastations. En vertu d'icelles obligations ou condemnation par icelle prinse, exposition en vente, cryees & subhastations, l'obligé ou condemné n'est deslaid desdits heritages: mais en doit iouyr & posséder, & en prendre les fruits, proufits & emolumens, lxxxix.

lumens, tant & iusques à ce que ledit decret est adiugé apres toutes les-oppoſitiōs & appellations purgees & vuidees, & que le dernier acheteur a prins la poſſeſſion de l'heritage à luy adiugé par ledit decret en la cour du ſeigneur, duquel ledit heritage est tenu.¹

xcvi.

1. 95. Ceſt article cōcernāt le ſtyle & generālemēt toutes autres telles conſtumes ſont iuſtemēt toutes corrigees par l'ordonnance de l'an 1539. §.4. qui requiert p forma appoſition de cōmiſſaires qui en iouyſſent ſur peine de nullité des cryees, afin que ceux qui y ont intereſt en puiſſent eſtre aduertis.
C.M.

La couſtume de ladite preuoſté eſt telle, que quand aucunes cryees & ſubhastations ſe font d'aucuns heritages, l'acheteur & dernier encheriſſeur peut auoir ſeulement & demander ce qui eſt declaré és cryees & ſubhastations, & ne peut autre choſe prendre en vertu d'icelles, ne ſoy faire faiſir plus auant que declaré eſt en icelles cryees & ſubhastations.

xcvii.

La couſtume de ladite preuoſté eſt telle, que ſi aucun obligé ou condamné eſt contraint & iuſticié, & par faute des biens meubles le dernier heritage qu'il a, eſt mis en cryees & ſubhastations, tellement qu'il n'a plus nuls heritages que lon puiſt vendre, cryer & ſubhaſter, en ce cas il y a cas de rompture & au pris de l'heritage, ſ'il eſt cottier, precede le ſeigneur premier pour vne année d'arrerages de ſa rente, & auſſi tous ceux qui ont hypothecque ſur l'heritage mis en cryees & ſubhastations, precedent pour vne année de leur arrerage, & chaſcun en ſon ordre. Et quant au reſidu du pris, ſ'il en y a, tous les creditours d'iceluy, auquel appartenoient tous iceux heritages qui ſe font oppoſez auſdites cryees & ſubhastations, contribuent au pris chaſcun à portion de débté.

xcviii.

La couſtume de ladite preuoſté eſt telle, qu'en matiere d'execution du ſergent qui a prins aucunes terres, rentes ou heritages pour expoſer en ventes & cryees, il doit faire la premiere cryee deſdites rentes ou heritages endedans les premiers ou ſeconds plaidſ enſuyuans la ſignification faite de la prinſe, vente, & mis à pris deſdites rentes, terres & heritages, & ſi autrement en eſt fait par plus longue interualle ou diſcontinuation, l'execution ne ſeroit vallable.

Toutes leſquelles couſtumes deſſus eſcrites ont eſté en la preſence des eſtats de ladite preuoſté pour ce assemblez ce xx.iour de Septembre, au chasteau royal de Monſtrœul, preſens auſſi tous les conſeillers dudit ſiege veuës, viſitees, examinees, conclues & redigees par eſcrit, & en approbation d'icelles ſignées par les eſtats & conſeillers deſſusdits, leſquelles couſtumes redigees & concordees cōme deſſus, nous Nicolas de bours licencier és loix ſeigneur Diuregny & de Montſon, lieutenant premier, & general de monsieur le bailly d'Amyens audit lieu de Monſtrœul. Robert ſeigneur de la paſture, auſſi licencier és loix, iuge & garde de la preuoſté dudit Monſtrœul. Jean le noir, ſemblablement licencier és loix, aduocat du Roy audit ſiege, & Pierre dit Porrus, procureur du Roy audit ſiege, enioingnons à meſſieurs les commis & deputez de par le Roy en obeyſſant aux lettres & ordonnances du Roy ſur ce faites, pour par meſdits ſeigneurs les cōmiſſaires en eſtre fait le bon plaisir d'iceluy ſeigneur. Signé de Bourg, la Paſture, le Noir & pluſieurs autres.

In ſequendo ordinationem curiæ xv.die Ianuarij, Anno domini milleſimo quingentefimo nono factam.

Sic ſignatum Pichon.

COUſTUMES DE LA PREVO- ſté de Beauqueſne.

Couſtumes generalles de la preuoſté foraine de Beauqueſne és mettes de la comté d'Arthois, miſes & redigees par eſcrit au commandement de monſeigneur le baillif d'Amyens ou ſon lieutenant cōmiſſaire du Roy noſtre ſire en ceſte partie.

Article premier.



La couſtume generale en ladite preuoſté de Beauqueſne eſt telle, que tous haux iuſticiers ont connoiſſance de tous cas criminels & ciuils, ſoit d'homicides ou d'autres, le tout ſauf les cas royaux & priuilegiez au Roy, tant criminels que ciuils, avecques les droits des confiscations des executez & forſaits, peuuent & leur loiſt impoſer mulctes & peines arbitraires editer & ſtatuer entre leurs ſuiets ſelon que les cas le requierent.

Des haux iuſticiers & de quels cas ils connoiſſent & c.

Item que tous ſeigneurs viſcontiers ont eſcheance de baſtards, droits d'eſpaues eſcheuz & aduenus en leurs ſeigneuries, avec connoiſſance des larrons pour leur impoſer la hart, ſans toutes fois auoir la confiscation: mais appartient icelles confiscations aux haux iuſticiers, de qui ils tiennent terres par moyen ou autrement. Et pour faire telles exe-

Des droits des eſpaues & eſcheâces de baſtards.

Coustumes de la preuosté de Beauquesne

cutions criminelles du sang,peuent auoir en leur seigneuries vnes fourches à deux pilliers.Et si leur appartient droit d'afforages avec amende de soixante sols parisis & en dessous. iii.

Des bas iusticiers & de leurs droits &c.

Item que tous seigneurs fonciers que lon nomme basse iustice ont droit de forage pour le fons qui est de deux lots du fons avec amendes de cinq sols.Et peut auoir baillif ou lieutenant & autres officiers pour faire les vuerps & saisines avec autres exploits concernans ladite iustice fonciere.Et ne peuuent tels seigneurs connoistre de matiere criminelle & de delits, dont l'amende excede cinq sols. iiii.

Seigneurs d'aucuns tenemens & seigneuries soient haux iusticiers,viscontiers ou fonciers suppose qu'ils tiennent la terre de l'autre,ne se peuuent ensaisiner par prescription ou autrement en ce qui concerne l'auctorité & prerogatiue de la seigneurie. v.

Des amendes commises enuers les seigneurs à cause de leur iustice, &c. du seigneur qui a plusieurs hommes de fief, &c.

Chascun seigneur ayant iustice peut & luy loist poursuiuir par luy ou ses officiers toutes amendes enuers luy commises à cause de la iustice, par prinse & detéion de corps de ceux qui les forfont,& d'iceux non faire eslargissement sil ne luy plaist que ce ne soit en baillât par eux cautions suiettes des amendes par eux commises.Laquelle caution ledit seigneur ou lesdits officiers peut receuoir sans meffait & amener lesdites personnes à la connoissance de ses hommes & par deuant eux les tenir en cause,iusques à la sentence condemnatoire ou absolutoire des amendes dont ils sont accusez.

Il a semblé à la congregation qu'il conuient que les malfaiçteurs soient prins en present meffait,ou qu'il y ayt information precedente,au parauant proceder à l'encontre de delinquâs par prinse de corps. vi.

Du droit d'ayde deu au seigneur.

Item si quelconque seigneur en fief a vn homme de fief qu'on dit commencement de cour ou plusieurs hōmes de fief qu'on dit plaine cour,il a iustice de visconté.Et s'il n'a qu'un homme de fief pour faire vn iugement,il peut emprunter hommes pour ce faire. vii.

Du quint deu au seigneur à cause du fief vendu.

Si aucun possede de fief & noble tenement auquel il ayt hommes de fiefs & iustice viscontiere & en dessous,tel possesseur peut & a droit de prédre & auoir à cause de son droit seigneurial sur tous les hommes feodaux qui de luy tiennent, si ainsi est qu'il marie sa fille aisnee ou que son fils aisné paruienne à cheualerie,vn droit d'ayde tel comme est le relief assis & limité sur lesdits fiefs sans chambellage.Et a ledit seigneur option & choix de prendre l'ayde en l'un des deux cas,lequel que bon luy semble. viii.

Vn seigneur viscontier a en ses tenemens droit de bailler par ses hommes pris au vin,& autres boires qu'on dit droit d'afforage. ix.

Item s'il y a infraction de iustice soit iustice viscontiere ou fonciere, pour icelle infraction est deu ausdits seigneurs soit foncier ou viscontier amende de soixante sols parisis,supposé lesdits seigneurs fonciers n'ayent amendes que de cinq sols. x.

Si aucun donne,vend ou aliene son fief,le seigneur dont il est tenu peut prendre & auoir pour son droit seigneurial le quint denier du pris de la vendue. Et si pris n'y estoit apposé le quint denier de la valeur de celuy fief selon l'appréciation qui s'en pourroit faire par les hommes de fiefs dudit seigneur.Et si ledit heritage estoit vëdu francs deniers,il seroit deu au seigneur le quint denier dudit quint,qu'on dit venterolles, soit qu'esdits fiefs y ayt iustice ou non. xi.

Droit du quint à cause d'hypothecque créé &c.

Pareillement si aucun hypothecque est créé sur fief pour rente viagere ou heritiere soit à rachat ou nō sur ledit fief,ledit seigneur a & peut prédre pour sondit droit de quint denier de la somme principale de la constitution de ladite rente.Et si ledit hypothecque estoit seulement créé pour la somme non courant en rente,en ce cas n'escherroit nul droit: mais le seigneur peut limiter le iour que ladite hypothecque tiendra. xii.

Si depuis le creancier de tel hypothecque courant en rente,ledit fief se vendoit à la charge d'icelle rente,les droits seigneuriaux payer par ladite rente se desduiront sur les droits de la vëte deuz audit seigneur. xiii.

Du retrait lignager &c.

Après l'alienation d'aucun fief ou autre heritage patrimonial,sil est aucun parent & lignager du vendeur du lez & costé dont tel fief ou heritage seroit succédé qu'il vueille retraire ledit fief ou heritage vendu,afin de le retirer & mettre en costé & ligne,faire le pourra endedans vn an & iour,à compter du iour de la saisine,moyennant qu'il est & sera tenu rendre & rébourser à l'acheteur les deniers principaux du pris de l'achat,avec fraiz & loyaux coustemens pour ce mis & encourus.Lequel fief ou heritage ainsi retrait,nonobstât les deniers ainsi payez sortist comme heritage patrimonial tenant ladite coste & ligne:mais si le fief ou heritage vendu estoit la pure acqueste du vendeur,en ce cas retraire n'y escherroit. xiiii.

Si

Si le retrayant veut prouffiter des fruits & prouffits de l'heritage qu'il requiert retraire depuis qu'il s'est offert à la retraite, il conuient qu'il offre à la partie & vuyde en effect ses mains somme competente: Et si la partie ne les veut receuoir les mettre & consigner en main de iustice telle, partie presente ou appellee pour prendre lesdits deniers principaux, fraiz & loyaux coustemens.

De cōsigner par le retrayant l'argēt.

xv.

En ladite matiere de retrait le diligent lignager demeure retrayant, & ne se peut exclurre le plus prochain.

xvi.

Heritages vendus se peuuent par le seigneur dont ils sont tenus retraire & reuoir à sa table par puissance de fief, n'estoit que le retrayant lignager appaire, lequel lignager exclurroit ledit seigneur. Et pour venir ausdits retraits faut que le seigneur face ses diligences au parauant la saisine ou tenue de droit en son regard. Et aussi que le lignager y procede endedans l'an de la saisine de l'heritage vendu, qui durant ce temps exclurroit le seigneur.

xvii.

Le seigneur peut par puissance de fief retraire l'heritage vé du par son homme.

Representa tion n'a lieu en succelsiō.

En matiere de succession representatiō n'a lieu, en tele façō que les enfans d'un fils trespassé parauant son pere, ne peut venir à la succession de leur pere avec les autres fils ou filles, freres & sœurs de leurdit pere: mais precedent & excluent iceux enfans demourez viuans de la succession de leur pere, les enfans de leurs freres & sœurs, supposé ores que le trespassé fust l'aîné, & qu'il deust precéder si l'vivoit, ceux qui sont demourez viuans.

xviii.

Si aucune femme possederesse & proprietaire d'aucū fief & heritage se marie, & il soit ainsi que certain temps apres, ledit mary voyse de vie à trespas, laditte femme apres ledit trespas, pourra iouyr d'iceluy fief ou heritage, sans derechef faire ou payer aucun relief.

xix.

Du relief de bail que doit le mary à cause de sa femme.

Si aucun homme se marie à femme possederesse d'aucū fief, supposé que laditte femme aye droiture, & releue sondit fief, ledit mary est neantmoins tenu seruir le seigneur, dont ledit fief est tenu, & luy payer relief de bail selon la nature de fief: mais il n'est tenu au droit de chambellage. Et si l'heritage eschet durant le mariage, il ne doit qu'un relief de chambellage.

xx.

Item si un seigneur souffre l'heritier de son vassal, posseder l'heritage tenu de luy par an & iour depuis le trespas de sondit vassal, iceluy seigneur ledit an expiré, ne peut regaller ledit heritage par faute d'homme & devoirs non faits, sans premier auoir saisi & mis en sa main ledit heritage, & en faisant laditte saisine si ledit possesseur namptist du relief sur l'opposition par luy creee, il en aura main leuee: mais au parauant ledit an expiré ledit seigneur peut regaller ledit heritage par faute d'homme & devoirs non faits, & faire les fruits siens, pourueu toutefois que les quarante iours de relief soient expirez.

xxj.

Du seigneur qui dedans l'an ne fait regaller le fief de son vassal.

Pour acquerir droit en aucuns heritages, & s'en dire vray proprietaire, il est requis apprehender tels heritages, à sçauoir si c'est par succession de les releuer des seigneurs dont ils sont mouuants: si c'est à tiltre singulier, les apprehender par mise de fait, decret de droit, ou par desfaisine ou saisine en la cour du seigneur dont ils sont tenus & mouuants, en payant les droits pour ce deuz.

xxij.

Fiefs achetez durant & constant le mariage de deux conioints ne se partissent: mais appartiennent au mary entierement si l'vuyt sa femme, si la femme le suruit aux vrais heritiers & hoirs dudit mary sauf toutesfois que laditte femme y peut prendre & auoir sa vie durant droit de douaire seulement, si apprehender se veut tel que de la moytié des prouffits desdits fiefs. Et n'y peuuent lesdits heritiers d'icelle femme aucune chose demander, par ce que l'homme en maniere feodal est l'acquesteur. Si la femme estoit saisie par l'achat, il se faut reigler selon les lettres d'acquisition.

xxiii.

Auāt qu'on se puisse dire vray propriétaire d'aucun heritage que est il requis. En matiere feodalle le mary est acquesteur &.

Après le trespas d'un proprietaire d'aucun fief qui luy appartient de succession, tel fief ne se partist aussi entre coheritiers. Et succde entierement au fils, soit qu'il soit aîné des filles ou non. Et si l'vuyt aucun fils, il appartiendroit à la fille aînée, sauf à tous les autres enfans leur droit de quint en iceluy fief, qui se partist esgallement entr'eux, s'apprehender le veulent. Et si lesdits aînez ou aucun d'iceux n'apprehendent leur dite portion de quint, laditte portion de quint non apprehendee demeure au gros du fief, lequel quint n'eschet en ligne collateral, lequel fief en succession de ligne directe ou collateral, doit tousiours appartenir au masse en pareil degré.

xxiiii.

Vn fief ne se part point entre coheritiers.

Le proprietaire d'aucun fief peut vablement donner à son prochain heritier apparrant ledit fief en auancement d'hoirie & de succession. En seruant le seigneur dont tel fief est tenu & mouuant de son droit, tel que du double relief & un chambellage selon la nature dudit fief & fortist ledit fief cote & ligne comme heritage patrimonial, lequel donataire au moyen dudit don & apprehension d'iceluy est poursuyuable apres le trespas dudit donateur, des debtes

Fief se peut donner en auancement d'hoirie &c.

Coustumes de la preuosté de Beauquesne.

contractées par ledit donateur au parauant ledit don & non depuis. xxv.

Le possesseur & propriétaire d'aucuns fiefs, supposé qu'ils soyent venus de succession, peut par testament & non autrement donner à qui que bon luy semble, sauf à sa femme les proufits de trois ans de son fief, pour en iouyr trois ans prochainement ensuyués le our de son trespas aduenu. xxvi.

Le quint du fief se peut donner par don d'aumosne &c. Vn fief ne peut estre aliené sinon en trois cas.

Et si peut pareillement par sondit testament & non autrement, donner le quint dudit fief à heritage par don d'aumosne pour en iouyr par le donateur comme sa chose sans à ce appeller son heritier. xxvii.

Le possesseur de plusieurs fiefs ou heritages peut en son viuant faire portion & diuision à ses enfans d'iceux fiefs & heritages du consentement d'iceux enfans. Lesquels enfans apres le trespas dudit possesseur peuuent apprehender & eux immiscer chascun en sadite portion, sans pour ce payer au seigneur autre droit que le relief. xxviii.

On ne peut vendre, charger, n'aliener son fief ou heritage patrimonial sinon par l'vne de trois voyes obseruees en ladite preuosté: C'est à sçauoir du gré & consentement de son heritier apparant. Le deuxiesme pour faire remploy des deniers de la vendue en autres heritages vallables, & pour tenir la corte & ligne comme iceux heritages vendus. Et le troisieme par poureté & necessité suffisamment iuree & approuuee par le vendeur, & par deux tesmoings dignes de foy. xxix.

Quanto tempore prescribantur res &c.

Quiconques iouyst & possede ou demeure paisible d'aucun heritage, droit reel, personnel, corporel ou incorporel paisiblement par l'espace de vingt ans cōtinuels & ensuyuans l'vn l'autre à tiltre ou sans tiltre entre personnes presentes ageez, & nō priuilegiez, entre absens trente ans, & contre eglise quarante ans. Tel possesseur acquiert droit de la chose par prescription en telle façon qu'apres ledit temps expiré aucun n'est receuable d'en faire poursuyte & demande contre tel possesseur. xxx.

Qui apprehende les meubles doit payer les debtes.

Si aucun ou aucuns apres le trespas d'aucun apprehende les biens meubles demourez du trespas d'iceluy soit l'heritier legataire vniuersel, ou la veufue d'iceluy qui n'aist renocé. En ce cas les deffusdits sont poursuyuables & capables des debtes mobilières & personnelles faites, deuës & contractées par iceluy testateur. Et mesmes si aucun comme heritier dudit testateur apprehende seulement les heritages d'iceluy. Et aucuns creanciers en font poursuyte contre luy, iceluy ou ceux qui ont apprehendé lesdits biens meubles sont tenus d'acquiter, deliurer & despescher ledit heritier desdites poursuytes que feroient lesdits creanciers à l'encontre de luy. xxxii.

Rentes rachetables sont reputées mobilières. Bastards peuuent disposer de leurs biens &c.

Toutes rentes heritieres ou viageres à rachat & sommes pour vne fois, soit qu'elles soient hypothecques sur aucuns heritages ou non reputees mobilières. xxxiii.

Bastards & illegitimes peuuent par testament & autrement disposer de leurs biens en tout ou en partie comme personnes legitimes, & sortissent iceux dons leur effet, & demeurent les biens par eux disposez à ceux auxquels la disposition est faite, & non aux seigneurs en la iurisdiction de quels ils sont trouuez. xxxiiii.

Personnes illegitimes ne succedent en biens meubles n'en heritages, & ne se peuuent dire ne porter pour heritiers apres le trespas du possesseur d'iceux. xxxv.

Deux conioints par mariage ne peuuent donner l'vn à l'autre.

Deux conioints ensemble par mariage ne peuuent constant iceluy donner l'vn à l'autre par testament n'autrement aucune chose, n'en ce cas aduancer l'vn l'autre au preiudice de leur heritier. xxxvi.

Quiconques est troublé par trouble ou empeschement de fait en la iouyssance & possession d'aucun droit reel ou dependant de realité dont il ayt iouy & possedé publicquement & paisiblement par luy ou ses predecesseurs par an & iour, il luy loist pour estre reintegré en sa possession d'intenter complainte en ce cas de saisine & de nouuelleté, endedàs l'an du trouble à l'encontre de ceux qui en ce l'auroient empesché. xxxvii.

L'heritage vendu par decret ne demeure plus obligé &c.

Si luy y a plusieurs debtes hypothecques de sommes pour vne fois, ou de rêtes viageres ou heritieres à rachat sur aucuns heritages qui depuis sont vendus & decretez par iustice, & il aduiuent que le pris à quoy demeurent lesdits heritages par le dernier renchier ne soit suffisant pour fournir ausdites debtes, neantmoins lesdits heritages ainsi cryez & decretez en demeurent à tousiours deschargees. Et en est quitte l'acheteur & dernier encherisseur, en payant les deniers de la demeure dudit decret. xxxviii.

Si vn sergēt prent par commission executoire & met en main de iustice en deffaut de biens meubles les heritages seulement, sans prendre les fruits, proufitez & reuenues, appendâces & appar

appartenances d'iceux, il ne peut ne doit ſequeſtrer les proufits & reuenues deſdits heritages, ne deſtituer les officiers: mais en doit laiffer iouyr le propriétaire obligé ou condamné, iuſques à ce que par ſentence ou decret de iuge il eſt debouté de ſon heritage. xxxviii.

Que l'acheteur & dernier encheriſſeur d'aucuns heritages vendus par decret de iuge, peut retenir par luy ledit heritage, ou faire & denommer ſon command receuable, & luy transporter & delaiſſer leſdits heritages endedans quarante iours apres ledit decret ainſi paſſé, ſans que pour ladite declaration de command, ſoient deuz au ſeigneur ou ſeigneurs de qui ou deſquels leſdits heritages ſont tenus aucuns nouueaux droits ſeigneuriaux, autres que ceux qui luy ſont deuz pour le premier achat. xxxix.

De. nōmer
ou declarer
ſon cōmand
&c.

Le dernier viuant de deux conioints a le bail de leurs enfans & de leurs biens appartenans auſdits enfans durant leur minorité, en releuant les heritages d'iceux enfans par double relief & vn chambellage, Et ſont les fruits à iceluy dernier viuant ayant ainſi releué, à la charge toutesfois de nourrir, alimenter & entretenir leſdits enfans ſelon qu'à leur eſtat appartient, Ou ils ſe peuuent attituler tuteurs legitimes ſeulement, & en ce cas ſont tenus de rendre compte des biens, proufits & leuees deſdits enfans eux venus en aage, & nourrir iceux enfans durant leur minorité, à la charge de leurſdits biens. xl.

De celuy
qui a le bail
des enfans
mineurs
d'ans.

Il loiſt à vn ſeigneur ayant en ſa terre ſeigneurie de viſconté de bailler partie de ſon fief à tenir en fief de luy pour l'augmentation de ſon fief & ſeigneurie. xli.

Il n'eſt requis faire emancipation d'aucuns enfans mineurs d'ans, venus en aage pour auoir le gouvernement de leurs biens. xlii.

Bleds verts iuſques au my May ſont reputez heritages, depuis ſont reputez cateux, & le pied couppe, meubles. xliii.

Des bleds
vers & bleds
coupez.

Tous arbres non portans fruits ſont reputez cateux, ſauf cheſnes aagez de trois coupes, qui ſont lors reputez heritages, ſans en ce comprendre le boys à coupe ordinaire ſil n'eſt ameubly. xliiii.

Pareillement ſont reputez cateux granches, eſtables & mareſchaucies: mais maiſons manables, chateaux, portes, colombiers & four, ſont reputez heritages. L'heritier ſuccedât eſdits manoirs peut auoir & retenir leſdits mareſchaucees, en payant à ceux à qui elles pourroient appartenir la valeur & priſee raiſonnable d'icelle, cōme ſi le tout eſtoit demoly & en vn mont. Et ne les peut on demolir ſans premier auoir ſommé ledit heritier. xlv.

Granches &
eſtables ſōt
reputees ca
teux &c.

En ſucceſſion tous meubles & acqreſts ſont parrables entre le dernier viuant de deux conioints & les heritiers du premier mourāt: ſauf les fiefs qui ſuccedent à l'heritier, à la charge du douaire deu à la veufue ſi apprehender le veut. xlvi.

Des meu-
bles demou-
rez apres le
deces de
l'vn des
deux con-
ioints.

Premiere femme apres le trespas de ſon mary prend droit de douaire indifferemment ſ'apprehender le veut ſur tous les heritages dont ſon mary & elle auroient poſſedé, & dont il auroit eſté ſaiſy & iouy durant leur mariage, tel que de la moytié de la valeur és fiefs, & les tiers des cottieres deſdits les hypothecques creez, au parauāt ledit mariage ſi aucunes en y auoit precedentes iceluy, & autre douaire precedent, ſi aucun en y eſtoit. xlvii.

Du douaire
de la pre-
miere fem-
me &c.

Mais quāt aux hypothecques ſubſequētes ce ne le peut empescher en ſondit droit. xlviii.

Seconde femme peut prendre pareil droit de douaire en fiefs & cottieres: mais quant aux autres heritages poſſedez par ſon mary conſtant ledit premier mariage, elle n'y peut clamer aucun droit, au cas qu'il y ayt enfans viuans dudit premier mariage au iour du trespas de ſadite premiere femme, & és heritages venus & eſcheuz depuis le trespas de ſa premiere femme & poſſedé conſtant ſondit ſecond mariage. xlix.

De la ſecō-
de femme.

Si vn trespasſé delaiſſe diuerſes maiſons & heritages feodaux, ſon heritier prend & choyiſt laquelle que mieux luy plaift, & ce fait la veufue douairiere, a le choiſ de prendre lequel qu'il luy plaift des autres, pour y demeurer ſa vie durant ſeulement. l.

De la mai-
ſon deuē à
la douairie-
re ſa vie du-
rant.

Si le trespasſé ne delaiſſoit qu'une maiſon en fief, l'heritier eſt tenu de bailler en icelle demeure à ladite veufue la moytié de ladite maiſon, ou luy faire faire à ſes deſpens maiſon & demeure bon & ſuffiſant ſelon l'eſtat de la veufue, eu eſgard à la maiſon delaiſſee par ſon mary, & à l'equipollent de ſa part qu'elle y pouuoit auoir. li.

Vne femme pour obuier aux debtes de ſon mary eſt tenue faire renonciation authentique endedans les xl. iours apres le trespas: Mais durant iceluy temps elle peut demourer en la maiſon & vſer des biens tant en viures comme autrement vſu ellement pour ſon viure de neceſſité ſeulement ſans en transporter aucuns. lii.

De la renō-
ciation que
fait la veuf-
ue aux meu-
bles &c.

Vne femme apres le trespas de ſon mary peut & luy loiſt demander la iuſte moytié de
MMM ij

Coustumes de la preuosté de saint Ricquier.

La veufue ne paye les obsecques de son feu mary &c.

tous & quelsconques les biens meubles de sondit mary, en soy submettant payer la moytié des debtes sauf les obsecques & funeraillies qui demeurent & sont à payer à l'heritier de sondit mary. liii.

Vne femme en se remariant ne perd point le droit de douaire par elle acquis au parauant, ne le bail & tutelle de ses enfans. liiii.

En matiere de succession en plusieurs heritiers pour succeder on n'est point tenu de rappor- ter ce que lon a eu au parauant le trespas de cestuy dont procede la succession. Tous lesquels articles des coustumes dessus transcrites ont esté accordees & approuees par les sous signez le xxiiour de Septembre, L'an mil cinq cens & sept, pour ce assemblez en la salle episcopal en la presence de maistre Robert mauuergne lieutenant general du preuost de Beauquesne commissaire en ceste partie, en protestant par eux que si aucunes coustumes estoient obmises les recueillir & rediger par escrit & concorder de nouueau.

Ansi signé. Mauuergne. Cornel, & autres presens. In sequendo ordi- nationem curiæ xv. die Ianuarii, Anno domini millesimo quingentesimo nono factam. Sic signatum. Pichon.

CY APRES S'ENSVYVENT LES COV- stumes de la preuosté de saint Ricquier.

Coustumes locales & particulieres de la preuosté de saint Ricquier, derogans aux gene- ralles du bailliage d'Amiens approuees au siege royal de la preuosté de saint Ricquier le xxv. iour de Septembre L'an mil cinq cens & sept. Par deuant nous Baudin ternisien iuge & garde de ladite preuosté, Par les prelats, gens d'eglise, nobles & communes de ladite pre- uosté. Lesquelles nous iuge dessus nommé, enuoyons à noble & puissant seigneur mōseigneur le bailly d'Amiens ou son lieutenant pour en faire selon l'ordonnance d'iceluy & de messieurs les commissaires sur ce deputez par le Roy nostre sire, En obeyssant aux commandemens à nous fais, de par mondit seigneur le bailly ou sondit lieutenant, pour y garder le droit des su- jets de ladite preuosté par la maniere qu'il appartiendra par raison.

Article premier.

Le fils aisné ou fille ais- nee empor- te la succes- sion sauf le droit de quint aux puifnez.

PAr la coustume de la preuosté de saint Ricquier, quād aucune personne va de vie à trespas & delaisse plusieurs enfans legitimes tant fils comme filles, à l'aisné fils iaçoit ce qu'il y ayt fille aisnee, cōpete & appartient la succession d'icelle person- ne tant en heritages feodaux & cottiers comme en acquestes foncieres & biens meubles: si desdites acquestes & biens meubles, ladite personne n'a disposé par testament ou autrement ce qu'elle peut licitement faire. Et s'il n'y a point de fils, ladite succes- sion appartient à l'aisnee fille. Et pareillement en autre degré de ligne directe, sauf le droit de quint de mainfnez, qu'ils peuuent prendre selon la coustume generale dudit bailliage. Et ou- tre ont dit les conseillers qu'en quelque ligne & degré que ce ayt esté, ils n'ont pas veu qu'il y ayt eu plus d'un heritier ab intestat és meubles n'immeubles assis és mettes de ladite preuosté, sauf en ladite ville & banlieue de saint Ricquier, & en la seigneurie de Vuiurench apparte- nant à Anthoine du belloy.

Auis.

Il a semblé à la plus part des gens d'eglise nobles & autres presens, que prouision se deuroit aux enfans puifnez sur les lotteries & biens meubles. ii.

Census se- quantur rei possessoré.

Par l'usage & coustume de ladite preuosté chascune personne peut demander & poursuy- uir les cens, rentes, moyssons & louages qui luy sont deuz à iceluy qui occupe & possede ou à occupé & possédé les lieux, tenemens és terres à cause desquels lesdits cens, rentes, moyssons & louages sont deuz, pour autant de temps qu'il les a occupez & possédez iaçoit ce qu'il ne soit homme ne tenant de la personne à laquelle iceux cens, rentes, moyssons appartiennent, & que de ce elle ayt autre homme & tenant. Et a option d'intenter sa poursuyte licitement sur son homme & tenant, Ou sur l'occupeur & possesseur lequel qu'il luy plaist. iii.

Par ladite coustume quand aucun meurt saisy d'aucun immeuble situé en ladite preuosté, il est de necessité que celuy qui apres le deces du trespasé veut proufiter & estre propriétaire dudit

dudit immeuble, ſoit feodal ou cottier qu'il relieue de fait enuers le ſeigneur ou ſeigneurs dōt iceluy meuble eſt tenu, & luy payer ſes droits pour ce a luy appartenans. iiii.

Par la couſtume de ladite preuoſté toutes perſonnes ayans beſtes à laine pernoctans hors lieu franc és mettes de ladite preuoſté iuſques au nōbre de neuf ou au deſſous, doiuent chaſcune à leur ſeigneur ſoit haut iuſticier ou viſcontier pour droit de mort herbage, pour chaſcune beſte vne maille, qu'il eſt tenu payer audit ſeigneur ou ſon commis la veille ſainct Iean Baptiſte ſur & en peine de lx. ſols pariſis d'amēde à appliquer audit ſeigneur, ſoit ledit droit d'amēde ou non. Et pour le nombre de dix beſtes & en deſſus, doiuent chaſcun audit iour pour droit de viſ herbage vne beſte viue, à la prendre apres vne choiſie pour le nourretier. v.

De mort herbage deu à cauſe des beſtes à laine &c. De viſ herbage.

Par la couſtume de ladite preuoſté tous les ſuiets vaſſaux tenant noblement en fief par ſoixante ſols pariſis de relief & vingt ſols pariſis de chambellage n'ont point telle & ſemblable ſeigneurie que le ſeigneur ou ſeigneurs dont ils tiennent leurs fiefs: mais ont les aucuns moyenne iuſtice que lon dit viſcontiere, & autres baſſe iuſtice que lon dit fonciere, ſelon ce qu'il peut apparoir par les anciens adueuz ou deſnombrement, ou les regiſtres faiſans mention des droits deſdits fiefs. Et eſt le vaſſal tenu faire apparoir à ſon dit ſeigneur de ſa iuſtice & droit ſeigneurial, ſ'il en eſt ſommé & requis par iceluy de qui il tient.

Les couſtumes ont eſté accordees & deposees par les ſubſcrits & qui ont ſigné ſans preiudice aux autres couſtumes locales que dient auoir les gens d'eglise, communautez & vaſſaux de ladite preuoſté. vi.

In ſequendo ordinationem curiæ xv. die Ianuarij, Anno domini milleſimo quingentefimo nono factam. vii.

Sic ſignatum.

Pichon.

COUSTUMES DE LA PREVO- ſté de Doullens.

CE ſont les couſtumes que lon tient pour generalles & dont lon vſe chaſcun iour en la preuoſté de Doullens, miſes & redigees par eſcrit, par nous Pierre brunet iuge & garde de ladite preuoſté pour le Roy noſtre ſire, Appellez les practiciens & conſeillers du ſiege d'icelle preuoſté & autres notables perſonnages qui ont ſignees & approuuees leſdites couſtumes. Et ce en vertu de commiſſion donnee de monſeigneur le bailly d'Amyens ou ſon lieutenant, où ſont inferees certaines lettres patentes du Roy noſtre dit ſeigneur, par luy decernees pour le fait deſdites couſtumes.

Article premier.



PAr la couſtume generale notoirement obſeruee au ſiege de ladite preuoſté, toutes fois qu'aucunes cryees ſe font d'aucuns heritages feodaux ou cottiers ſituez és mettes de ladite preuoſté, elles ſe font par le ſergent executeur, de tous les heritages feodaux & cottiers tous enſemble par quatre quinzaines: c'eſt à ſçauoir à l'eglise parochiale du lieu, là où leſdits heritages ſont aſſis, & en la plus prochaine ville du marché du lieu où ſont ſituez leſdits heritages, à la breteſque & au lieu publicque là où lon a accouſtumé faire crys & publications. Et ſ'il n'y a qu'heritages cottiers leſdites cryees ſe font de huytaine en huytaine aux lieux deſſuſdits. Et ſont icelles cryees ainſi faites en les ſignifiant aux obligez & condemnez, & aux ſeigneurs dōt iceux heritages ſont tenus, tenues pour bien & deuément faites en ladite preuoſté. ii.

Cóment on procede à faire cryer les heritages.

Par la couſtume generale de ladite preuoſté droit de relief en heritages cottiers eſt ſemblable aux cēs, c'eſt à ſçauoir qu'il eſt deu tel droit de relief pour leſdits heritages cottiers d'hoir à autre au ſeigneur dont ils ſont tenus, qu'iceux heritages doyuent pour cenſiue chaſcun an. iii.

Du droit de relief &c.

Item par ladite couſtume droit d'ayde eſt deu au ſeigneur par les ſuiets tant feodaux que cottiers en deux cas, comme par la generale du bailliage d'Amyens ſauf qu'en ladite ville, terroy, banlieuē & chaſtellenie de Doullens, ledit droit d'ayde n'eſt deu d'heritage cottier. iiii.

Du droit d'ayde.

Item il y a couſtume telle en ladite preuoſté que quand heritages cottiers & tenus en cenſiues ſe vendent, donnent ou transportent à aucun autre qu'à ſon heritier apparant, le ſixieſme denier de la vente appartient au ſeigneur dont leſdits heritages cottiers ſont tenus & doyuent cenſiues. Lequel droit dudit ſixieſme denier en ce cas de vente ſe paye tant par le vendeur que par l'acheteur par chaſcun d'eux par moytiē, ſ'il n'eſt traité du payement deſdits droits. Mais ſ'il eſt dit que leſdits heritages ſont vendus francs deniers, l'acheteur ſeulement

Du droit de vére deu au ſeigneur.

Coustumes de la preuosté

est tenu au paiement dudit sixiesme denier de ventes avec les droits de venterolles, & si c'est heritage feodal donné, vendu ou aliené à autre personne qu'à son heritier apparant il est deu au seigneur pour l'apprehension le cinquiesme denier. v.

Du ressort
és assises &c.

Item par ladite coustume quand aucun se porte pour appellant de nous ou de nostre lieutenant, les appellations tant de bouche comme par escrit ressortissent de plein droit & sans nul moyen de relieuement, és assises de Doullens qui se tiennent en ladite ville par monseigneur le bailly d'Amyens ou son lieutenant. vi.

Item & pareillement y ressortissent les appellations de cours suiuetes d'icelle preuosté: mais il les faut releuer par commission de mondit seigneur le bailly ou son lieutenant endedans xl. iours ensuyuans lesdites appellations. vii.

Item & par la coustume generale de ladite preuosté tous heritages cottiers venans de succession de pere & de mere sont portables apres leur trespas à leurs enfans autant à l'un comme à l'autre: mais tous les fiefs appartiennent à l'aîné fils ou principal heritier, sauf le droit de quint aux puisnez. viii.

Les fiefs appartiennent à l'aîné sauf le quint &c.

Item par la coustume de ladite preuosté sentences & appointemens donnez par le iuge & garde de ladite preuosté ou son lieutenant sortissent leur effet, si n'est appellé deïdites sentences & appointemens endedans le huytiesme iour desdites sentences & appointemens prononcez. ix.

D'appeller illico par ce luy qui est present &c.

Item par ladite coustume si les parties sont presentees ausdites sentences & appointemens prononcez, si elles veulent appeller elles sont tenues d'appeller illico: hoc est le iuge estant en son siege ou protester d'appeller endedans ladite huytaine. x.

Item au siege de ladite preuosté en tous autres cas & matiere, les coustumes generales du bailliage d'Amyens ont lieu, & selon icelles se reiglent tous les conseillers & practiciens d'icelle preuosté.

CEs coustumes ont esté publiees, leuës, consenties & accordees pardeuant nous Anthoine de saint Deliz licencié és loix, seigneur de Hencourt, cōseiller du Roy nostre sire, lieutenant general de monsieur le bailly d'Amyens, commissaire du Roy nostre sire en ceste partie, en la presence des aduocats, procureur du Roy & autres conseillers du siege dudit bailliage, des prelatz, gens d'eglise, nobles, practiciens & autres notables pour ce assemblez en l'auditoire dudit bailliage. En tesmoing de ce nous auons signé lesdites coustumes de nostre seing manuel & les fait signer par Jean boytel greffier dudit bailliage le second iour d'Octobre l'an mil cinq cens & sept. De saint Deliz. Besançon. Boytel.

In sequendo ordinationem curiē xv. die Ianuarij anno Domini millesimo quingentesimo nono factam. Sic signatum. Pichon.

DE LA PREVOSTE DE FOULLOY.

CE sont les coustumes de la preuosté de Foulloy qu'aujour d'huy xv iour d'Aoust l'an mil cinq cents & sept ont esté mises & redigees par escrit par deuant nous Charles berengier iuge & garde cōmis de par le Roy nostre sire en ladite preuosté de Foulloy par maistre Pierre boyleau lieutenant du bailly de la côté de Corbie, Guerard le preuost, preuost dudit Corbie, Gauain de riécourt, Jean chocquet, Loys tournemine, Jean hanicque, Jean de riécourt & Jean bauduin procureurs & conseillers au siege d'icelle preuosté, Jean le roy, Guy tournemine & Christofle de brabant sergens royaux en ladite preuosté & Regnault le preuost greffier d'icelle pour ce appellez par deuant nous, en vertu de certaine cōmission emancee du siege du bailliage d'Amyens, en laquelle sont incorporees les lettres nostre sire, par laquelle est mandé de mettre par escrit lesdites coustumes.

Article premier.

Du douaire
coustumier,
& en quoy il
consiste &c.

PRemierement la coustume generale de ladite preuosté de Foulloy est telle que incontinent qu'une femme est coniointe par mariage avec son mary, & que ledit mariage est solennisé, parfait & accompli: Ladite femme au moyen de ladite cōiunction acquiert droit de douaire coustumier, en & sur tous les heritages tant feodaux comme cottiers qui appartennoient à son dit mary, & dont il est saisy au iour de leurs nopces & espouailles. Et semblablement en tous les autres qui constant ledit mariage

mariage luy succedent de ligne directe, lequel droit de douaire est tel que de iouyr par icelle veſue ſi elle ſuruit ſondit mary, de la moitié de tous leſdits heritages tant feodaux que cottiers en tous profits durant ſa vie. A commencer du iour qu'elle ſy fait mettre de fait, ou que l'heritier de ſondit mary luy auroit conſenti & accordé iceluy droit. ii.

Item y a couſtume generale par toutes les mettes de ladite preuosté, que quand aucune perſonne ſaiſi & propriétaire d'aucun fief, terres & heritages cottiers tenus & mouuans neuëment ou par moyen de la comté de Corbeie va de vie à trespas, les heritiers du trespasſé ſont tenus de releuer leſdits heritages des ſeigneurs dont ils ſont tenus: c'eſt à ſçauoir leſdits fiefs endedans quarante iours complets, & iceux heritages cottiers endedans ſept iours complets. A compter du iour dudit trespas à, & ſur peine, que ce ne ſoit fait. Les ſeigneurs dont leſdits fiefs & heritages cottiers ſont tenus, peuuent prendre & apprehender à leur profit tous les fruits & profits deſdits heritages tant & iuſques à ce que leſdits reliefs leur ayent eſté pōur ce faits: c'eſt à ſçauoir deſdits fiefs apres leſdits quarante iours paffeſz, & deſdits heritages cottiers apres leſdits ſept iours expirez & non deuant. iii.

Item autres couſtumes generales és mettes d'icelle preuosté, que quand aucun ſ'embat en aucun boys pour y prendre boys manouuré, il commet enuers le ſeigneur qui a la ſeigneurie dudit boys amende de ſoixante ſols pariſis. Et ſil coupe ou abbat autre boys qu'eſtallons, il commet amende de ſept ſols ſix deniers pariſis. Et ſil coupe eſtallons il commet amende de ſoixante ſols pariſis. iiiii.

Améde contre celui qui coupe boys en autruy ſeigneurie.

Item quiconques apres le trespas d'un defunct ou defuncte comme ſon heritier ou autrement, prend & applique à ſoy les biens ou heritages d'iceux defunct ou defuncte, il eſt capable & pourſuiuable de payer & acquiter les debtes deſdits defunct ou defuncte. Et ſil y a plusieurs heritiers, l'un d'iceux eſt pourſuiuable ſeuil & pour le tout, de toutes les debtes dudit defunct ou defuncte ſon action reſeruee ſur les autres heritiers. Et auſſi vn deſdits heritiers eſt receuable de pourſuiure de luy ſeuil toutes les debtes deuës audit defunct ou defuncte, Meſmes habile à apprehender la totalité ou partie de tous les biens & heritages dudit defunct ou defuncte ſans preiudice à ſes coheritiers. v.

Item par ladite couſtume, vſage, ſtil & forme de proceder en ladite preuosté en matiere de crie d'heritages ſituez & aſſis és mettes de ladite preuosté, quand aucun ſergent veut proceder par forme d'execution ſur aucuns heritages, & d'iceux faire criees & ſubhaſtations, il conuient que ledit ſergent ait commiſſion du iuge d'icelle preuosté ou ſon lieutenant. Et en vertu d'icelle face commandement à l'obligé à la perſonne ou domicile, qu'il paye la ſomme en quoy il eſt tenu & obligé. Ou luy adminiſtre biens meubles valliffans ladite ſomme. Et qu'il face diligence d'en trouuer ſi faire le peut. Et en deſaut de biens qu'il prenne & mette en la main du Roy les heritages dont il veut faire criees & ſubhaſtations. Et que ladite priſe il ſignifie aux ſeigneurs dont iceux heritages ſont tenus ou à leurs officiers, en leur faiſant deſſeigne qu'ils ne reçoient deſſeigne ne baillent ſaiſine deſdits heritages à autruy qu'à la charge du payement de la ſomme pour laquelle il fait ladite execution. Et ce fait peut & doit ledit ſergent faire quatre criees & ſubhaſtations continuees & entretenuës par quatre quinzaines: C'eſt à ſçauoir en l'eſliſe parrochiale dudit lieu où leſdits heritages ſont ſituez & aſſis en iour de dimenche à heure de la grand meſſe parrochiale dudit lieu. Et pour le ſecond lieu en la ville de Corbeie en iour & à heure de marché au lieu acouſtumé à faire crys & publications en ladite ville. Et conuient que leſdits heritages ſoient mis à pris endedans le temps deſdites criees, & que ladite miſe à pris ſoit ſignifiée deuëment à la perſonne de l'obligé durant icelles criees. Apres leſquelles ainſi faites & parfaites que dit eſt, l'on peut vallablement proceder à l'adiudication du decret des heritages ainſi criez & ſubhaſtez, & les deliurer au plus offrant & dernier encheriſſeur. vi.

Forme de proceder à faire crier les heritages de aucuns.

Item par ladite couſtume quand telles criees ſe font, il conuient & eſt de neceſſité que pendant & durant icelles, ceux qui ont hypotheque ou droit de cens ou rente ſur les heritages criez ſ'opposent auſdites criees, en parlant à la perſonne du ſergent executeur pour la conſeruation de leur droit, ou autrement leſdits heritages criez ſe peuuent adiuger ſans la charge de leur cens, rentes ou autres redeuances. Si ainſi n'eſtoit que leſdits cens, rentes ou charges fuſſent deuës au ſeigneur dont tels heritages criez ſont tenus & mouuans, ou qu'il y euſt autres charges ſur leſdits heritages conſenties & accordees tant que ceſtuy à qui appartiendroient leſdits heritages, comme par le ſeigneur dont ils ſeroient tenus & que droits ſeigneuriaux en euſſent eſté payez auſdits ſeigneurs. vii.

De ceux qui ſe veulēt oppoſer aux criees.

Coustumes de la preuosté de Beauuoisis.

De cōplain-
te en cas de
faisine & de
nouuelleré,
& du défaut
sur ce obte-
nu.

De la veuë
que doit fai-
re le com-
plaignant.

Item & en matiere de complainte en cas de faisine & nouuelleré, le sergent par vertu de la commission du iuge ou lieutenant de ladite preuosté peut adiourner la partie aduerse duquel on se complaint du matin apres midy, ou du iour à lendemain. Et par vertu d'un seul défaut obtenu par le complaignant par deuant ledit sergent, ledit complaignant est maintenu & gardé par iceluy sergent en ses possessions & faisines si auant que faire le peut, Et doit la partie estre adiournee audit siege pour voir ledit complaignant estre maintenu & gardé simplement en sesdites possessions. A quoy il ne peut contredire si la complainte a esté deuëment executee. Et ne peut ladite partie auoir autre delay que le delay d'absence au-parauant que faire reestablishement. Et si la complainte n'auoit esté executee sur le lieu, le defendeur pourroit auoir veuë du lieu. Et ce fait seroit contraint de faire ledit reestablishement. Et si le demandeur estoit defaillant de faire ladite veuë, il decheroit de sa complainte. Et aussi si le defendeur ou procureur pour luy ne comparoit à ladite veuë, il seroit seulement priué d'icelle veuë pouuoir impugner & debatre. Et apres icelle veuë & reestablishement fait, pourroit le defendeur auoir delay de garant. Et si conuient par les parties proposer leurs faits tout à vne fois, soient peremptoires, declinatoires ou dilatoires. Et par ledit stil pour raison de la complainte n'y a aucune amende sinon l'amende des faits proposez ainsi & comme és autres proces ordinaires dudit siege, si les parties y procedent aussi auant.

viii.

Item quant aux autres coustumes, vsages & stil non posez cy dessus, lesdits conseillers dudit siege en ont tousiours vsé & vsent selon la coustume generale, & ainsi que l'on en vsé audit bailliage d'Amyens, auquel ladite preuosté de Foulloy est ressortissant.

De la preuosté de Beauuoisis.

Du douaire
de la fem-
me.

*x Id est, Die
solemni ordina-
rio, qui est dies
Dominic^o sub
rogatus loco
sabbati Mo-
saici: & in in-
gressu vel exi-
tu publica di-
uine & ordi-
naria celebra-
tatis, quo om-
nes conueniunt.
C.M.*

Les coustumes generales de la preuosté de Beauuoisis à Amyens sont conformes à celles du bailliage d'Amyens, sauf qu'en matiere de douaire coustumier par coustume local d'icelle preuosté, vne vefue en apprehendant son douaire comme il est requis doit auoir la moitié des profits vsufructuairement aussi bien en cottieres qu'en fiefs. Et pareillement est conforme le stil d'icelle preuosté à celui dudit bailliage. Mesmement en matiere de criees suffit les faire par quatre quinzaines, chacune d'icelle en l'eglise parrochiale & en iour de dimenche, à l'issue ou à l'entree de la grand' messe ia chantee, ¹ & en iour de plaid au x siege de ladite preuosté.

Pareillement sont semblables celles de ladite preuosté au siege de Grantuille qu'icelles dudit bailliage, sauf par ladite coustume les douairieres peuuent vallablement demander la moitié aussi bien en cottieres qu'en fiefs pour leur droit de douaire.

Ces coustumes ont esté publiees, leuës, consenties & accordees par deuant nous Anthoine de saint Deliz licencié és loix seigneur de Hencourt, conseiller du Roy nostre sire, lieutenant general de monsieur le bailliy d'Amyens, commissaire du Roy nostredit seigneur en ceste partie, en la presence des aduocats, procureur du Roy & autres conseillers du siege dudit bailliage, des prelats, gens d'eglise, nobles, praticiens & autres notables pour ce assemblez en l'auditoire dudit bailliage. En tesmoin de ce nous auons signé lesdites coustumes de nostre seing manuel & les fait signer par Iean boytel greffier dudit bailliage, le second iour d'Octobre, l'an mil cinq cens & sept.

De saint Deliz.

Befançon.

Boytel.

In sequendo ordinationem curiæ xv. die Ianuarij anno domini millesimo quingentesimo nono factam.

Sic signatum.

Pichon.

FIN DES COUSTUMES D'AMYENS

& ressorts d'iceluy.

LES

Les coustumes particulieres du bailliage de

SAINCT OMER, DISCORDANTES

aux generales de la preuosté de Monstroëul.¹

I

Pour le fait des successions.

Article premier.

Par la coustume dudit bailliage, l'enfant bastard² succede à sa mere & succedent esdites successions és heritages venus du costé maternel, & si ledit bastard va de vie à trespas sans hoir legitime de sa chair, les prochains parens & amys dudit costé maternel dont les heritages sont venus succedent audit bastard.³

Par ladite coustume representation a lieu és successions mobilières & heritages cottiers, en telle maniere que les nepueux ou niepces succedent & representent leur pere ou mere és successions de leur grand pere ou mere, oncles ou tantes, & n'a representation lieu en plus loingtain degre.

Par ladite coustume meubles, debtes, obligations personnelles & catheux succedent en pareil degre chacun à esgalle portion, le s'dits nepueux & niepces representans leur chef, comme dit est.

Par ladite coustume, quand aucun pere ou mere delaisent plusieurs enfans, & à aucuns d'iceux ils ayent fait durant leurs vies aucun don plus avant que leurs estudes,⁴ ou semblables ou autrement, en ce cas s'ils veulent venir en partage, ils seront tenus de rapporter tout ce qu'ils auroient eu en don par prestise, mariage ou autre don à eux fait.

Par ladite coustume en succession de fief, le masse forclost la femelle en pareil degre & issus d'un ventre, mais de diuers ventres en ligne collateralle, l'ainé soit masse ou femelle a le s'dits fiefs.

Autres coustumes dudit bailliage de saint Omer, touchant les droits des seigneurs & reliefs.

Par ladite coustume, il n'est deu aucun droit de montrouage vif ne mort heritage.

Par ladite coustume les viscontiers ont le sang & le larron, Est à sçauoir connoissance de meslee de debat fait à sang courant & du larron prins en icelle seigneurie, posé qu'il doie estre pendu & estranglé. Et si ont estreyures de bastards vollee, à debts & amende de soixante sols parisis pour naureures à sang courant, basture & meslee, forfaitures faites en leur dite seigneurie & confiscation de cas dont la connoissance leur pourroit appartenir.

Par ladite coustume, tous fiefs doiuent par la mort plain relief qui est de dix liures parisis & vingt sols de chambellage, si n'est que par lettre il apperre que le s'dits fiefs soient à moindre relief & autant d'aide au seigneur à la cheuallerie de son fils ou au mariage de sa fille ainee, sauf qu'en ce cas il n'y a pas de chambellage & à la vente ou transport ou à creer hypotheque sont deus droits seigneuriaux du cinquième dernier en fief par le vendeur & l'acheteur, ou celuy qui prend hypotheque, & neantmoins l'acheteur qui en est s'uisi doit le relief & chambellage selon la nature & cōdition du fief ainsi que dessus est déclaré. Et si la vente des heritages tant feodaux que cottiers se fait à francs deniers, l'on doit les droits des francs deniers,

Par ladite coustume vn seigneur ou autre ayant rentes sur aucuns heritages, peut poursuivre & demander sa rente à son tenant rentier, ou à l'occupateur, ou faire retraire ledit heritage pour sa rente & ses arrerages, pour autant d'annees qui luy en seroient deuës, pourueu qu'il ne demande oultre vingt ans, & n'est creu le tenant d'affirmer auoir payé sa rente, ou & quand il a deu.

Par ladite coustume nul n'a haute iustice ou viscontiere s'il n'a court d'hommes de fief, à tout le moins de trois qui est communement de iustice, si autrement par leurs rapports & lettres de recepissé n'est cōtenu, & lequel pour faire iustice peut emprunter à son souuerain qui est tenu ce faire aux despens du requerant.

I Partant au resse ceux de S.Omer se doiuent regir selon la coustume locale de ladite preuosté de M^ostroëul sur la mer: & au surplus selo la coustume generale d'Amys: Et idē des sequētes particulieres, jusques à celles de S.Pol. in clusue. C.M.

ii. 2. I. Scilicet simplex adulterinus, nec incestuosus propter specialem legis prohibitionem. C. de natur. libe. Auth. licet. & C. de incest. & inutilib. nupt. Auth. eo cōplexu. Hac ergo consuetudo que etiam ab alio exorbitat non habet locū in illis in quibus beneficium S.C. Orficiari, & S. no uissime instit. de Senatus, orfic. nō habet locum: vt per gl. in d. S. nouissime. i. verbo admitti. Io. Faber & Angel. areti. C.M.

v. 3 Id est. Sed proximiores materni és meubles & acquissis: Car ils n'ot no quote, ne lign pour la premiere succession. 3. Monstroëul. S. 10. & pari ratione dicitur illegitimus etiam nunquā legitimat^o & sui de scēdentes legitimi succedat cognati imo etiam agnati materni dudit bastard in Aut. quib^o mod. naturalis efficiuntur sui: & idē de retraciu proximitatis sub hac cōsuet. dixi in conf. Paris. §. 8. glo. 1. q. 8. & §. 186. quo remitto. C.M.

⁴ *4. Sino liberalium, siue mechanicarum artium vel aliarum facultatum pro dignitate personarum & censu, vt dixi in conf. Paris. §. 123. C.M.*

Coustumes de la preuosté de Beauuoifis.

Item par ladite coustume, ledit haut iusticier ou viscontier ayant ladite cour d'hommes ou trois du moins pour auoir plaine cour & augmenter ses hommes, peut bailler à tenir de luy en fief partie de son fief, sans que pour ce il soit tenu requerre le consentement du seigneur dont il tient sondit fief, & sans que pour telle alienation soit deu aucun droit seigneurial, n'estoit qu'iceluy haut iusticier ou viscontier print aucuns deniers en recompense, car en prenant deniers ou recompense, il conuiendroit passer en la cour de son souuerain, & payer les droits seigneuriaux qui luy en seroient deus. xii.

I II. Auquel cas la subinfeodation seroit à tousiours approuuee par le superieur seigneur comme l'ay traité en la coustume de Paris. S. 35. q. 5. cum seq. C. M.

Par ladite coustume, gens ou bestes trouuees en dommage, escheent en amende de trois sols parisis enuers le seigneur, dont le preneur sera creu par serment, avec ce rendra le dommage & interest à partie endommagée. xiii.

Par ladite coustume, vn seigneur foncier n'a iurisdiction ne seigneurie au dehors de ses bornes & limites, en telle maniere que s'il y a fros, flegars & lieux communs entre vn seigneur viscontier & en dessus & le seigneur foncier, ledit viscontier & en dessus aura entierement lesdits fros, flegars & lieux communs iusques aux bornes & limites. xiiii.

Par ladite coustume, quiconques arrache borne, ou coupe, ou abbat vne espine reputee & tenuë pour borne, il commet vers le seigneur viscontier amende de soixante sols parisis, & si ce se fait entre deux seigneuries, celuy doit à chacun seigneur pareille amende. Et neantmoins s'il le faisoit malicieusement pour oster à autruy le sien, il escherroit plus grande punition à l'arbitrage du iuge auquel la connoissance en appartiendroit, mais tousiours le viscontier auroit son amende. xv.

Par ladite coustume, chemins allans de ville à autre, doiuent auoir soixante pieds de large, & chemins viscontiers allans de village à autres trente pieds, & ne les peuuent les seigneurs appliquer à leur profit n'empescher sur peine de soixante sols parisis enuers le seigneur qui est prentenu, sauf les chemins dont anciennement & passé quarante ans & plus par bornes assis d'un costé & d'autre, l'on a deuëment iouy & possédé. xvi.

Item par ladite coustume, ceux qui ont leurs terres voisines ausdits chemins & ioignans à iceux, sont tenus les entretenir en telle maniere, que la saint Iean Baptiste passée, s'ils sont trouuez non ayant releué les becques & fosses estans selon lesdits chemins, & que les eauës dormēt & ne se puissent escouler par faute desdites becques & autres choses non releuees, les hommes de la cour dudit bailliage à la coniuere dudit bailliy ou son lieutenant, peuuent cōdemner ceux qui ont & detiennent lesdites terres voisines à faire ouuerture de ce qui empesche l'escoulement des eauës, & avec pour non l'auoir fait en temps deu, les peut condamner en amende de soixante sols parisis. xvii.

Item par ladite coustume, vn appellant n'est exempt de la iurisdiction du iuge dont il est appellant, sinon de la cause pour laquelle il est appellant, & pour toutes autres actions ciuiles & personnelles, il est poursuiuable par deuant le iuge dont il est en autre cause appellant. xviii.

Par ladite coustume, si aucuns biens d'estrangers, sont trouuez en iurisdiction des seigneurs viscontiers, iceux biens doiuent estre an & iour sous la main de iustice, & l'an reuëlu si aucun ne les a demandez, ou se soit fondé à loy, le seigneur ou son receueur les peut prendre & leuer de iustice, mais en la ville & banlieuë de saint Omer, les seigneurs viscontiers n'ont droit esdits biens n'en hoiries de bastard que de soixante sols parisis. xix.

Item par ladite coustume des tenemens cottiers à nouuel homme, est deu relief tel que doit le tenement, & si ledit tenement ne doit rente, est deu relief à valeur du tenement pour vn an, & le dixième denier à la vente, don ou transport, sauf les francs alleuz qui ne doiuent rente, relief ne droits seigneuriaux, sinon les trois plaids generaux, aux peines & amendes à ce de long temps introduites. xx.

Item par ladite coustume, vne femme qui a aucuns fiefs, soit qu'elle se marie ou que cōstant son mariage luy viennent & succedent aucuns fiefs, icelle ne doit relief que de propriété, & n'y a audit bailliage de saint Omer, relief de bail ne desbail. xxi.

Par ladite coustume, les puisnez peuuent releuer leurs quints & portions de quint du seigneur dont le fief est tenu, ou de leur frere ou sœur, seigneur des quatre parts de tel relief que doit ledit fief, au cas que le seigneur des quatre parts ait seigneurie.

Autres coustumes dudit bailliage, pour alienations des heritages. xxij.

PAR ladite coustume, si aucun veut vendre ou alier ses heritages cottiers, rentes realisez, infeodez ou patrimoniaux à telle personne que bon luy semble, il le peut faire sans y garder quelque

quelque ſolennité, en ſoy deſheritant en ſa plaine vie.

Autres couſtumes dudit bailliage, pour douaire de veſues.

xxij.

PAR la couſtume dudit bailliage de ſainct Omer, la veſue des l'inſtant de la conſommation de ſon mariage, acquiert ſon droit de douaire en & ſur tous les heritages appartenans à ſon dit mary au iour dudit mariage, & ſur ceux qui durant iceluy luy ſont venus par ſucceſſion ou autre acquisition dont il eſt mort faiſi, tel que de la moitié és fiefs & tierce en cottieres, pour en iouyr durant ſa vie ſeulement, & auquel douaire elle a tacitement hypotheque dès la conſommation dudit mariage, en telle ſorte que ſon mary ne les peut charger n'aliener, quelque renonciation qu'en face ladite femme par deuant iuſtice, ne quelsconques autres obligations ne ſerment qu'elle en ayt fait.

xxiii.

Par la couſtume dudit bailliage, la femme en apprehendant la moitié des biens meubles de ſon mary ne ſe priue point, & ne ſe fait aucun preiudice à ſon douaire couſtumier, tel que deſſus eſt déclaré.

Autre couſtume dudit bailliage, pour preſcription.

Article premier.

PAR la couſtume du bailliage de ſainct Omer, le vaſſal ou ſuiet ne peut preſcrire contre ſon ſeigneur acquisition de droit, en ce qui concerne la haute iuſtice & ſeigneurie, rente ou reconnoiſſance annuelle deuë audit ſeigneur de ſon fief & tenement.

❧ Couſtumes particulieres de la ville, cité &

REGALLE DE THEROANE SITVEE ET

affiſe és mettes de la preuosté de Monſtroeul ſur la mer, diſcordantes en aucuns poincts aux couſtumes generales de ladite preuosté pour le fait de ſucceſſion d'heritages, & autres biens.

Article premier.

PAR la couſtume de ladite regalle de Theroane, representation a lieu & en ſucceſſion de biens meubles, manoirs, amas non amasés, heritages, prez, terres cottieres, rentes realifees & autres ſituees & affiſes en ladite ville & regalle de Theroane, ſont partables chacun à portion egalle entre heritiers & par representation, comme dit eſt, & ce ſans faire diſtinction de l'aiſné ou maiſné: mais quant aux heritages feodaux, ils demeurent ſans partir ne diuiſer à l'aiſné, ſoit en ligne deſcendant ou collaterale.

ii.

Par ladite couſtume ſucceſſions ne remontent point, & ſ'il eſtoit ainſi qu'un fils ou vne fille ayant acquis des biens, allaſt de vie à trespas au-parauant pere & mere, iceux biens ne remontent point au pere ny à la mere, n'aux autres aſcendans: mais ſont & appartiennent aux freres & ſœurs d'iceux trespassez ou autres deſcendans d'iceux freres & ſœurs en ligne collateral.

iii.

Par la couſtume d'icelle regalle, ſi aucuns conioints par mariage, ont acqueſté vne terre feodalle, & le mary va de vie à trespas au-parauant ſa femme, icelle terre feodalle pour le tout ſe doit releuer & apprehender par les heritiers d'iceluy trespasſé, & n'y aura la femme, que la moitié de l'vſufruit par forme de douaire ſa vie durant.

iiii.

Item par couſtume de ladite regalle, nul n'eſt baſtard de par ſa mere, neantmoins iceluy baſtard ou baſtarde ne ſuccede en rien en la ſucceſſion de ſes oncles & tantes, & n'a autre auancement d'hoirie, fors tant ſeulement de ce dont ſadite mere eſt faiſie iouyſſant & poſſédant à l'heure de ſon trespas.

v.

Par ladite couſtume, ſi aucun eſt nay & procréé en mariage d'un baſtard ou baſtarde, & iceluy ainſi nay & procréé va de vie à trespas ſans delaiſſer hoir de ſa chair, ſes biens demeurent à ſes heritiers, & non point au ſeigneur.

vi.

Couſtumes particulieres de Theroane.

*Autres couſtumes de ladite regalle de Theroane, touchant les
droits & reliefs des ſeigneurs.* vi.

Quiconques eſt eueſque dudit Theroane, à cauſe de ſon dit eueſché, eſt ſeigneur ſpirituel & temporel de ladite ville de Fros, ſtegards, chemins, voiries & abordement d'icelle, en laquelle enſemble en toutes ſes autres terres à luy appartenans à cauſe de ſon dit eueſché, il a toute iuſtice haute, moyenne & baſſe ſous le Roy noſtre ſire, en amortiſſement real & dont les bailly & eſcheuins du haut banc, ont la police & gouvernement d'icelle ville, & ſi a ledit eueſque à preſent en ſes mains la terre & ſeigneurie des Marlers où il a preuoſt & eſcheuins vſans de pareilles couſtumes que ladite regalle. vii.

Item ledit eueſque a le droit de forages de vins amenez en ladite ville qui ſy vendent à bloque & en gros, pareillement de ceruoites, briesmars & autres breuuages braſſez de grain, & ſi a droit de toulieu ſur toutes marchandises, ſoit beſtes que ualines & autres, meſures à meſurer grain, droits de ſacquage, & vn poix commun pour peſer toutes marchandises, pour toutes leſquelles choſes prendre, auoir & recueillir y a fermiers & gens commis qui le recueillent & reçoient ſelon les registres & papiers acouſtumez. viii.

Item pour ledit eueſque & le bien publicque de ladite ville, & auſſi pour corriger tous delicts ſelon les ordonnances, ſtatuts & edicts de ladite ville, ſ'adiugent deux fois l'an les francs plaids d'iceluy ſeigneur tenir, leſquels ſe publient & tiennent comme de tout temps l'on a acouſtumé, & eſquels à la generale accusation du procureur dudit ſeigneur eueſque, enſemble ſur les depoſitions & autres productions deſdits ſtatuts & edicts de ladite ville, ſans euocquer particulièrement les delinquans, ſ'il appert des delits, ce fait eſt donnee par iceux eſcheuins à la coniuire dudit bailly ou de ſon lieutenant, ſentence par eſcrit ſur chacun attainct & conuaincu, ſans autrement l'ouyr, n'eſtre appellé ſur la condamnation ou taxation d'amende telle que par raiſon ils eſt trouué qu'ils ont forfait, laquelle ſe publie le iour des arreſts deſdits francs plaids qui ſe tiennent: à ſçauoir le lundy pour preſentation, le mardy pour les informations, & le mecredy pour ledit iour des arreſts, & après icelle publication ainſi rendue, ſe baille en double ſous le ſeing manuel du greffier dudit bailliage la coppie dudit registre deſdites condemnations, à ſçauoir vn double au greffier dudit eueſché, & vn autre au vicomte de Theroane, & ſi ordonnance nouvelle eſt faite auſdits francs plaids ſur le fait de police, ledit greffier en bailliage, en baille le double audit procureur, affin d'accuſer les contreuenans. ix.

Par la couſtume de ladite regalle, il eſt deu relief de bail toutes & quantes-fois que le cas y eſchet, tel rente tel relief, ſauf que de plume n'en eſt deu quelque relief, voire ſi l'heritage doit quelque autre choſe avec, mais ſi l'heritage ne doit que plume tant ſeulement, en ce cas doit relief de plume. x.

Item en vendition d'heritage feodal eſt deu par le vendeur le quint denier de la vente, ou du iuſte pris de la valeur, & en vſe on au ſurplus ſelon la couſtume generale de la preuoſté de Moſtroeuil, & quant aux droits des bailly & hommes, eſt deu par ledit vendeur vingt-huit ſols pariſis à cauſe de la deſſaiſine & ſaiſine. xi.

Par ladite couſtume, en toutes venditions d'heritages cottiers qui ſe paſſent par deuant le preuoſt, bailly, eſcheuins & hommes, n'eſt deu pour tous droits d'iſſue par le vendeur que quatre deniers pariſis & l'acheteur ſaiſis autre quatre deniers pariſis, & aux eſcheuins preſens au vverp. douze deniers pariſis qui ſe paye par l'acheteur ſans toucher au registre ny au droit des lettres que peuuent requerre les parties, ſauf & reſerué en la preuoſté de Bleſſi, la où ledit eueſque a droit de prendre le quint denier de la vente tant en cottieres comme és fiefs, & auſſi en la ſeigneurie de Leblee, où ledit eueſque a droit de quint denier & vétes des heritages feodaux & du vi. deniers és cottieres & à la mort double relief de la rente, & la rente auſſi. xii.

En ladite ville & regalle de Theroane, l'on vſe és venditions d'heritages feodaux, de lettres ſous ſeaux des bailly & hommes qui ont pour leurs ſeaux à ſçauoir le bailly huit ſols pariſis, & chacun des hommes quatre ſols pariſis, & le greffier pour ſon registre & gros de lettres dix ſols pariſis, & és cottieres l'on y vſe par lettres de chirographe qui ſe font en double, dont l'vn ſe baille à partie, & l'autre ſe met en coffre des eſcheuins, leſquels eſcheuins ont pour leſdites lettres requiſes, deux ſols pariſis, & le greffier pour chacune lettre quatre ſols pariſis: mais ſ'il y a rapport d'heritage lettre de procuracy, ou autre à inferer leſdites lettres, le labour ſe taxe par leſdits bailly & hommes. xiii.

Par ladite couſtume, quand aucun a fait rapport d'heritage en la main de iuſtice, pour la ſeureté

seureté d'aucune somme de deniers ou rente courant, est deu douze deniers aux escheuins, & quatre deniers pour le seigneur. xiii.

Par ladite coustume, quiconques appelle des escheuins de ladite ville & cité de Theroane, & aussi de la seigneurie de l'aduouerie dudit Theroane, & il dechet de son appellation, ou à icelle y renonce apres dix iours passez, il commet & chet en amende de dixsept liures dix sols parisis. Mais qu'il y renonce endedans lesdits dix iours à compter du iour & datte de l'appellation, il n'y a que quarante sols parisis. xv.

Par la coustume, de ladite regalle, n'est deu par les fiefues d'icelle aucun droit d'aide à la cheualerie, de fils, ou mariage de fille.

Autres coustumes de ladite regalle de Theroane, touchant alienations & hypothèques d'heritages. xvi.

PAR la coustume de ladite ville & cité de Theroane l'on ne peut vendre rente, ne changer les maisons &heritages sans le consentement desdits bailly & escheuins & le procureur dudit euesché à ce appelé & consentant.

Autres coustumes de ladite ville & regalle de Theroane pour retraits lignagers, & du seigneur. xvii.

PAR la coustume de ladite regalle, si aucun vend la rente ou surcens qu'il a sur la maison ou heritage d'autruy, iceluy auquel appartient ladite maison ou heritage en est réputé plus prochain auant tous autres, & le peut rauoir & racheter en rendant tous deniers principaux & loyaux coustemens. xviii.

Par ladite coustume, en toutes ventes de fiefs & autresheritages cottiers venans de succession & patrimoine, y a droit de proximité endedans an & iour de la vendition, quant au regard des fiefs, & quant aux cottiers aussi an & iour: mais si les criees se font touchant lesdites cottieres par quinzaines continuelles és lieux acoustumez, icelles expirez & escheuës, tous proesmes estans sous le son des cloches du lieu où se font lesdites criees, sont forclos de leur proximité. xix.

La coustume de ladite ville & regalle est telle, que si aucun se retire par deuers iustice pour faire commandement à aucun propriétaire d'un heritage chargé d'aucuns surcens pour aucuns arrerages, si iceluy commandement fait au propriétaire ou occupeur dudit heritage, n'est satisfait à la partie demanderesse endedans soleil couchant du iour dudit commandement, la iustice, le lendemain ou autre iour ensuiuant, met le demandeur en son about, & pour ce fait est deu à iustice trois sols parisis au clos de ladite ville: mais pour aller au dehors & passer les ponts de ladite ville, est deu ausdits de iustice quatorze sols parisis, & ne fait l'on lors aucun commandement, mais l'on prend la terre ou autre heritage en la main du seigneur, & apres se font les criees à l'eglise & en iustice par quatre quinzaines continuelles, & lesdites quatre quinzaines & quatre defauts obtenus par la partie demanderesse, en vertu d'iceux sont tous noz opposans priuez, forclos & deboutez d'aucun droit prétendre & demander sur tel heritage, ainsi retrait, sauf cõtre mineurs d'ans & expatriez, & mesmes est à adiuuger ledit heritage à ladite partie demanderesse, & y est decretee & tenuë de droit, & s'il y a opposition par aucun autre ayant droit de surcens sur ledit heritage, celuy qui a son hypothèque plus ancienne precede, & celuy qui a ladite hypothèque derniere & la plus nouvelle, peut prendre heritage si bon luy semble, à la charge de contenter ceux precedans & prenans deuant luy pour la rente & deniers principaux, & trois annees d'arrerage, sauf en tout le droit du seigneur foncier, lequel par faute d'opposition n'autrement ne peut estre priué n'en principal n'en arrerages, & si ledit opposant ayât derniere hypothèque ne le veut ainsi prendre, il perd le droit par luy pretendu sur l'heritage ainsi retrait, & le pourra reprendre l'autre ayant le dernier hypothèque au-parauant luy, & est deu à messeigneurs de iustice pour la iudication dix sols parisis, sans toucher aux droits du greffe & autres.

Autre coustume de ladite regalle de Theroane, sur le fait du douaire des femmes. xx.

PAR la coustume de ladite regalle, quand deux conioints par mariage ou l'un d'iceux apporte à mariage, ou luy est succédé, constant iceluy aucunsheritages, & l'un d'iceux va de vie à trespas, lesheritages dudit trespassé retournët à sesheritiers de la coste & ligne dont ils sont venus, sauf que si c'est le mary qui soit trespassé, la vesue suruiuant aura sur lesditsheritages son droit de douaire, qui est de la moitié tant en fief qu'en cottiere. Et si le mary suruit la femme, il n'a nul droit de douaire sur lesheritages de ladite femme.

NNN

Couſtumes ayans lieu en la comté de ſainct

PAVL, DISCORDANTES EN AVCVNE

maniere aux couſtumes generales de la preuoſté
de Monſtroëul ſur la mer.

Pour le fait des ſucceſſions.

Article premier.

PAr la couſtume de ladite cour de ſainct Paul, quand aucun va de vie à trespas iouyſſant d'un ou pluſieurs anciens manoirs, cottiers, amasés non amasés, delaiſſant pluſieurs enfans tant maſles que femelles, à l'aiſné maſle compete & appartient tous les manoirs, ſans ce que ſes freres & ſœurs y puiſſent aucune choſe demander, ſinon és granges, mareſchaucees, eſtables & boys croiſſans, reputez blanc boys qui ſont partables tant à l'un comme à l'autre, ſauf que l'heritier principal les peut retenir pour la priſée qui de ce ſeroit faite par gens à ce connoiſſans, & ſi le decedant ne delaiſſe que femelles, à l'aiſnée appartient tous leſdits manoirs aux charges deſſuſdites. ii.

Par ladite couſtume, tous manoirs, prez & jardins, amasés ou non amasés, ſont reputez anciens manoirs, quand ils ont eſté à tel uſage l'eſpace de quarante ans continuels. iii.

Quand aucun termine vie par mort iouyſſant de pluſieurs terres labourables cottieres, & delaiſſant pluſieurs enfans ſoient maſles ou femelles à chacun deſdits enfans compete & appartient leſdites terres, autant à l'un comme à l'autre. iiii.

Par ladite couſtume, quand aucun va de vie à trespas iouyſſant d'aucuns heritages feodaux ou cottiers, ſans delaiſſer enfant ou enfans procrez en mariage, mais delaiſſe pluſieurs freres ou ſœurs, à l'aiſné maſle ſuccedent & appartiennent tous leſdits fiefs & anciens manoirs, ſans ce qu'autres freres & ſœurs y puiſſent demander droit de quint ou autre partage, ſauf qu'en granges, eſtables & mareſchaucees, & boys croiſſant reputez blanc boys, enſemble terres labourables cottieres, chacun deſdits freres & ſœurs y ont autant l'un comme l'autre, & ſi le decedant ne delaiſſe que ſœurs, à l'aiſnée appartiennent tous leſdits fiefs & anciens manoirs cottieres, ſans charge de quint n'autre droit enuers ſes autres ſœurs, qui n'ont part & portion eſdites granges, eſtables, mareſchaucees, & boys croiſſant, & és terres labourables cottiers, leſquelles eſtables, mareſchaucees, granges & boys croiſſant, l'heritier principal peut rauoir & racheter en payant la priſée qui de ce ſeroit faite par gens à ce connoiſſans. v.

Par ladite couſtume, quand aucun va de vie à trespas iouyſſant d'aucuns heritages feodaux, & d'aucuns manoirs cottiers, & ne delaiſſe aucuns enfans, freres ou ſœurs, mais ſeulement parens en ligne collateral: à l'aiſné plus prochain du decedant ſoit maſle ou femelle iſſus de diuers ventres, competent & appartiennent iceux fiefs & anciens manoirs cottiers, ſans ce que les autres heritiers en pareil degré y ayent droit de quint ny autre partage. Et ſi c'eſt tout d'un ventre, à l'aiſné maſle compete & appartient ladite ſucceſſion, ſuppoſé qu'il aye ſœur aiſnée de luy. Et ſi ce ſont terres labourables cottieres, elles ſont partables entre tous les heritiers en ladite ligne collateral & pareil degré, autant à l'un comme à l'autre, ſoient maſles ou femelles. vi.

Par icelle couſtume, quand aucun va de vie à trespas iouyſſant & poſſedant de rente de ſurcens ou rente portee par lettres d'hypotheques, icelles rentes en ſucceſſion tant directe que collateral ſortiffent la nature & condition que ſeroient les terres ou manoirs ſurquoy leſdites rentes & ſurcens ſe prendroient, & ſur qui leſdites rentes d'hypotheques, neantmoins qu'elles fuſſent à rachat ou non. vii.

Par ladite couſtume, quand deux perſonnes ſont conioints par mariage, & conſtant iceluy mariage, ils ſont aucunes acqueſtes d'heritages feodaux & anciens manoirs cottiers, & le mary va de vie à trespas parauant ſa femme, leſdits heritages feodaux & anciens manoirs ſuccedent aux heritiers dudit mary, ſans ce que ladite femme y puiſt demander aucun droit, ſauf droit de douaire tel que cy apres ſera declaré. Et ſi la femme trespasse au parauant ſon mary, les heritiers d'elle n'y ont quelque droit, ainçois demoure le tout à ſon dit mary pour luy & ſes hoirs venans de ſa coſte & ligne: mais ſi leſdits conioints acqueſtent durant leur dit mariage aucunes terres cottieres ou roturieres, icelles terres partiffent entre le ſuruiuant & les heritiers du mourant.

Autres

*Autres coustumes de ladite comté de saint Paul, pour les droits
des seigneurs.* vij.

Par la coustume de ladite comté de saint Paul, tous fiefs se doiuent releuer endedans quarante iours, & s'ils ne sont releuez endedans ledit temps, le seigneur peut prendre à son profit fruits & profits dudit fief de luy tenu, pourueu qu'il ait fait saisir ledit fief par faute d'homme. ix.

Par ladite coustume, le vassal apres qu'il est receu à relief, est tenu bailler son rapport & deslibrement endedans quarante iours, & si ce ne fait, le seigneur dont le relief est tenu peut saisir ledit fief & le faire regir & gouverner sous la main de sa iustice, iusques à ce que ledit vassal ait baillé sondit rapport, ou soy submis endedans le iour competant de le bailler, en quoy il doit auoir la main-leuee & si peut demander auoir compte & reliqua des fruits receus auant les mises de iustice, & est tenu le vassal bailler sondit rapport au renouvellement de l'année s'il en est sommé & requis. x.

Par ladite coustume, quand aucun saisi & possédât d'aucuns fiefs tenus à plain lige, va de vie à spas, iceluy qui succede esdits fiefs, est tenu de payer pour chacun fief soixante sols parisis de chambellage, & trente sols parisis de chambellage, pareille aide audit fief, quand le cas y eschet, & s'il y a d'aucuns fiefs tenus en perrie, conuiendroit payer dix liures de relief, sauf que les francs vassaux, neantmoins qu'ils ayent haute iustice comme les pers, ne doiuent rien. xi.

Par ladite coustume, quand vne femme iouyssant & possédant d'aucuns fiefs ou fief se marie, le mary par dedans quarante iours du iour des espousailles, est tenu faire au seigneur dont eux fiefs sont tenus, foy & hommage avec payer relief de bail de telle somme que le relief heritier monte, & ne doit point de chambellage. xii.

Par ladite coustume, tous les fiefs de ladite comté se doiuent releuer à soixante sols parisis de relief & moitié chambellage, s'il n'est qu'il apparaisse de fait especial au contraire, & en cottiere y a pour relief le double de la censue. xiii.

Par ladite coustume, toutes terres labourables tenuës en heritages qui ne doiuent point cens deniers, se relieuent à douze deniers parisis la mesure. xiiii.

Par ladite coustume, en venditions & alienations d'heritages, est deu au seigneur dont ils sont tenus, à sçauoir le denier cinq & de cottiere le sixième denier, & quand les venditions sont faites francs deniers, il est deu audit seigneur droits seigneuriaux, que l'on nomme venterolles de la moitié de ce en quoy lesdits droits seigneuriaux montent, & peuuent les seigneurs prédre leurs droits seigneuriaux selon le pris de la vendition, & si ne plaist, peuuent auoir iceux droits par prisee qu'ils peuuent faire lesdits heritages vendus par leurs hommes à leurs despens. xv.

Par ladite coustume, seigneurs ne sont tenus si bon ne leur semble, de consentir, creer hypotheques sur tenemens cottiers ou roturiers, & s'ils se mettent à ce leur cōsentement, ils y peuuent apposer reconnoissance raisonnable. Et si lesdits hypotheques se font sur chose feodal, lesdits seigneurs ne les peuuent empescher: mais ceux qui prendront lesdits hypotheques, seroient tenus à pareil relief, seruire & redeuables que seroient soumis les fiefs, en leur payant les droits seigneuriaux, tels que dessus est déclaré, c'est à sçauoir le quint denier en fief, & le sixième en cottiere, & en ce cas n'est deu aucunes venterolles, & seroient tenus ceux qui possederoyent lesdites rentes, de releuer d'hoir & autre du double de la reconnoissance qui y seroit apposée. Et apres lesdits hypotheques ainsi creez, si leur est il deu ausdits seigneurs droits seigneuriaux tels que du quint denier es fiefs, & le sixième es cottieres comme dit est. xvi.

Par ladite coustume, quand aucun baille son heritage à rente ou surcens, & tel bailleur va de vie à trespas, l'heritier de luy doit releuer du relief ordinaire deu pour raison du fons & propriété, & le surcensier du double de la reconnoissance apposée audit baillement. xvii.

Par ladite coustume, toutes personnes qui ont en leurs fiefs haute iustice ou viscontiere, ont droit d'herbage vis ou mort sur tous ceux demourans es lieux cottiers non frâcs, lesquels droits sont tels que lesdits suiets ayans bestes à laine pernoctans la veille de Noël en leurs maisons & tenemens, doiuent quand elles ataignent le nombre de dix & au dessus, vne beste viue que le seigneur peut prendre au troupeau des bestes desdits suiets à son chois, apres que lesdits suiets en ont choisi vne & en dessous, est deu pour ledit mort herbage vne ob. pari. pour chacune beste, & se doit payer ledit mort herbage aussi le vis, la veille saint Iean Baptiste, sur & à peine de soixante sols parisis enuers les seigneurs, à condition que ledit seigneur le doit demander ou faire demander ledit iour. xviii.

Couſtumes ayans lieu en la comté de ſainct Paul.

Par la couſtume, les poſſeſſeurs de haute iuſtice ou viſcôtiere, ont ſur leurs ſuiets vèdans broche ou à detail, droit d'afforage qu'ils ne peuuent vendre ou diſtribuer leſdits vins, ſans premierement y auoir fait mettre pris par leſdits ſeigneurs ou leurs officiers de iuſtice, ſur & à l'ne de lx. ſols pariſis d'amende pour chacune-fois, & ſuffit que ledit ſuiet vueillant ainſi vendre deliure auſdits officiers pour iceluy droit d'afforage demy lot de vin, vn pain, vn fagot.

Et ſi par ladite couſtume droit d'afforage deu au ſeigneur qui eſt de deux lots de chaque piece de vin, qui eſt pour chacun ſons vn lot à la meſure des lieux ou le vin ſe vend.

Par ladite couſtume, ſi aucunes beſtes à laine, pourceaux, cheuaux ou autres beſtiaux ſont trouuez en taillis de boys au deſſous de trois ans, faiſans dommage & paſturans és taillis, ce à qui appartiennent leſdites beſtes commettent & eſcheent en amende de quarante ſols par enuers le ſeigneur à qui appartiennent leſdits boys ayant iuſtice viſcontiere du moins, & par apprehenſion le ſeigneur ſouuerain prendre ou faire prendre icelles beſtes comme trouuees en dommage & les calengier de ladite amende, toutes-fois ſi iceluy à qui appartient le boys ayant la iuſtice, requiert auoir la connoiſſance d'icelle amende elle luy doit eſtre rebaille pourueu qu'il face ladite requiſition parauant ladite amende adiugee ou condamnation, à charge de payer les miſes de iuſtice, & ſi telles beſtes ſont trouuees és boys au deſſusdit aage y a douze ſols ſix deniers pariſis d'amende avec reſtitution de l'intereſt, eſquelles amendes les ſergens preneurs ont le tiers.

Par ladite couſtume, nul ne peut és boys d'aucun iuſticier couper ny abbatre aucuns chenes ny autres merriens ſoient eſtallons, peres ou tayons, que ce ne ſoit en commettant amende de ſoixante ſols pariſis pour chacune-fois qu'il auroient abbatu, & ſi aucun abbat autre boys il commet amende de ſept ſols ſix deniers pariſis & reſtitution de l'intereſt.

Par ladite couſtume, ſi leſdites beſtes à laine, cheuaux, pourceaux & autres beſtes ſont trouuees és nouvelles eſteulles auant trois iours expirez depuis que leſdits biens eſtans ſur ledit champ ſont mis en gerbe ou en dixeaux, ceux à qui appartiennent leſdites beſtes eſcheent en amende de ſoixante ſols pariſis en laquelle amende les preneurs ont le tiers, & ſi icelles beſtes ſont prinſes paſturans en prez, bleds, auoines ou tremois croiſſant, ceux à qui appartiennent leſdites beſtes eſcheent en amende de quatre ſols pariſis qui appartiennent au ſeigneur preneur avec reſtitution de l'intereſt.

Par ladite couſtume, quand aucun fait mettre la main de iuſtice à aucuns heritages, & que ce a eſté ſigniſié à ceux qui poſſèdent leſdits heritages, & apres ils emportent ou font emporter ce qui eſt ſur leſdits heritages, ſans premier auoir la main-leuee, ils eſcheent en amende vers le ſeigneur de ſoixante ſols pariſis, & ſi ladite main eſt requiſe par ledit poſſeſſeur eſtre leuee, il le doit auoir en baillant caution ſuiette ſuffiſante.

Par ladite couſtume, ſi aucuns à garde faiſoient paſturer leurs beſtes en aucuns ablais croiſſans, ils eſcherroient en amende de cinquante ſols pariſis, en laquelle amende le ſergent preneur ne ſeroit creu, ainçois conuiendroit verifier par deux teſmoins du moins.

Par ladite couſtume, quand aucunes perſonnes ſont poursuite l'un contre l'autre, & ſi auant eſt procedé en la cauſe qu'ils ſoient appointees à faits contraires, & à eſcrit, celui qui dechet, doit amende de vingts ſols à cauſe des faits propoſez audit proces, & ſi en ladite cauſe n'y a eu nuls faits propoſez du coſté du defendeur, mais ſimple denegation ſeulement, il n'eſt deu que dix ſols pariſis d'amende que l'on appelle demy faits propoſez, & ſi l'y a appointment entre leſdites parties, premier qu'il en ſoit enſuiuy ſentence diffinitive, leſdites amendes ſe prennent ſur les demandeurs.

Par ladite couſtume, quand aucun pour cas criminel eſt executé & mis à mort, il conſiſque tous ſes biens & heritages enuers le ſeigneur haut iuſticier, ſous qui leſdits biens & heritages ſont tenus aux charges reelles & foncieres precedentes ſa prinſe & execution, ſur leſquels biens & heritages ſe prennent preallablement les deſpens & miſes de iuſtice raiſonnables, pourueu que la ſentence l'emporte.

Par ladite couſtume, quand aucune perſonne illegitime va de vie à trespas ſans auoir diſpoſé de ſes biens meubles, debtes, catheux & acqueſtes, iceux competent & appartiennent au ſeigneur haut iuſticier ou viſcontier ſur qui il eſt ſuiet au iour dudit trespas, ſauf que ſ'il tient de plusieurs ſeigneurs, à chacun deſdits ſeigneurs compete & appartient ce qui eſt és mettes de leur ſeigneurie, & n'y peuuent les enfans de ladite perſonne illegitime aucune choſe demander: mais ſi iceluy ainſi decedant eſt allié par mariage, le ſuruiuant à la moitié deſdits biens meubles, debtes & acqueſtes en ce qui ſeroit partable.

Par

Par ladite coustume tous seigneurs ayans iustice & seigneurie, & qui ont homme de fief ou cottier qui tiennent d'eux à la charge de seruir ou faire seruir les plaids dudit seigneur, iceux hommes doiuent faire les iugemens, appointemens & sentences des causes & matieres criminelles ou ciuiles pendans & estans en la iustice desdits seigneurs à leurs despens, en telle maniere que si ainsi aduenoit que lesdits hommes eussent mal iugé ou appointé, ils commettent & escheent vers lesdits seigneurs dont ils tiennent leurs fiefs, en amende de lx. sols parisis. xxxix.

Item par ladite coustume, il est deu aux seigneurs hauts iusticiers & viscontiers, droit d'issue d'herbage & establages des marchadises & autres choses qu'on vend es mettes de leur seigneurie, sur peine de soixante sols parisis.

Par ladite coustume, tous hauts iusticiers ont la connoissance & punition de tous cas criminels, delits & malefices commis es mettes de leur iurisdiction, sauf de crime de lese maiesté reelle, ou quand aux viscontiers appartient la connoissance du sang & du larron. xxxxi.

Par ladite coustume, quand vn seigneur a vn ou plusieurs fiefs, & en iceux il y a haute iustice, moyenne & basse, en vne ville, village ou banlieue, & qu'en iceluy lieu il y ait maieur & escheuins, tel seigneur n'a aucun droit sur les flegards n'au deuant des tenemens de son fief: mais appartiennent ausdits maieur & escheuins & au seigneur sur lesquels ils sont fondez tant seulement, & par icelle coustume nul seigneur viscontier n'a aucun droit sur le flegard alencontre du haut iusticier, ne pareillement vn vassal ne peut auoir aucune seigneurie sur les flegards alencontre & endroit son souuerain. xxxxii.

Par ladite coustume, quand aucun fiert ou touche par felonnie autruy, & si le blesse à sang courant & playe ouuerte, il eschet en amende de soixante sols parisis enuers le seigneur sous lequel ledit debat est fait, & sans sang à vingt sols parisis: mais en ce cas de preuention le seigneur souuerain auroit pareille amende, combien que si les delinquans estoient requis par leur seigneur ou ledit debat auroit esté fait premier qu'il ait gaigé ladite amende, il luy seroit rendu en payant les mises de iustice: & neantmoins que lesdits delinquans ayent payé ladite amende au seigneur souuerain, ledit seigneur ou ledit debat auroit esté fait ou ses officiers peuuent trouver lesdits delinquans es mettes de leur dite seigneurie, ils les peuuent prendre & leur faire payer lesdites amendes. xxxxiii.

Par ladite coustume, le seigneur & comte de saint Paul à cause de sadite comté a toutes confiscations, sauf de crime de lese maiesté reel, & si a pareillement toutes amendes arbitraires avec la connoissance par ses bailly & hommes de tous crimes, delits & malefices qui se peuuent commettre es limites de sadite comté, & d'iceux en faire faire punition, correction & iustice, sauf dudit cas de lese maiesté reel. xxxiiii.

Par ladite coustume, il loist à vn creancier faire execution en vertu de sa commission du feneschal & bailly de saint Paul ou son lieutenant sur les biens d'un debteur pour aucune somme de deniers à luy deuë par cedula, compte fait, reconnoissance ou autrement, en faisant toutefois par ledit creancier donation ou demy quint d'icelle debte audit comte saint Paul, au cas qu'il soit apparent que le debteur se rende fugitif ou qui se vueille absenter, recueillir ses biens ou autrement.

*Autres coustumes de ladite comté de saint Paul, touchant
alienations, donations d'heritages. xxxv.*

PAR ladite coustume, il loist à vn chacun iouyssant & possédant de plusieurs heritages tant feodaux que cottiers à luy venus & escheus de la succession de ses predecesseurs, les donner en son viuât à son heritier apparent, en auancement d'hoirie & succession, en payât aux seigneurs ou seigneur de qui les heritages sont tenus seulement vn double relief pour chacun fief ou retenuë en cottiere, selon la nature d'iceux, & en ce faisant lesdits dons les donateurs sont retenuë de viage ou autre chose sur ce qu'il donne, en ce cas il conuiendroit payer avec double relief droits seigneuriaux de ladite retenuë ou charge, tels que du quint denier quant aux fiefs, & des cottieres le fixieme denier, le tout selon la prisee qu'en pourroient faire faire lesdits seigneurs par leurs hommes. xxxvi.

Par ladite coustume, aucun ne peut vèdre ne donner ou autremēt aliener ses heritages feodaux, cottiers ou roturiers à luy vèdus de la successiō de ses predecesseurs, si n'est par obseruāt & y gardant l'une des trois voyes: c'est à sçauoir necessité vègète & suffisammēt approuuee, & consequemment de son plus prochain heritier ou par remploy fait en bons & suffisans heritages,

Coustumes ayans lieu en la comté de saint Paul. ¶

pour tenir la coste & ligne du lez & costé dont leur seroient venus lesdits heritages par eux vendus. xxxvii.

Par ladite coustume, vn chacun peut donner ses biens meubles, debtes, catheux & acquettes à telles personnes que bon luy senble, sans en garder la solennité : mais si ceux auxquels ils en feroit lesdites donations les voulant apprehender, ils submettent au paiement des debtes deuës par le donateur, combien toutes-fois que le mary ne peut donner aucune chose à sa femme, ne la femme à son mary, par-ce que ladite coustume depuis que deux conioints ont fiancé l'vn l'autre par don d'entre vif testament n'autrement, ils ne se peuuent aduantager. xxxviii.

Par ladite coustume, si aucun possesseur d'aucuns heritages feodaux ou cottiers, vend, cede, donne ou transporte à aucune personne lesdits heritages par luy acquestez ou partie d'iceux, & que durant sa vie il n'en fait aucune dessaisine en la main des seigneurs dont ils sont tenus, ou leurs officiers, en ce cas tels heritages donnez retournent apres la mort à son plus prochain heritier habille à luy succeder, si ce n'est que ceux auxquels l'on auroit fait lesdits dons, les eussent apprehendez par voye de mise de fait, & qu'ils y fussent decretez par auctorité de iustice, appelez à ce le donateur & les seigneurs desquels lesdits heritages soient tenus, auquel cas ledit heritier plus prochain n'y pourroit aucune chose demander. xxxix.

Par ladite coustume, quand aucun donne ses heritages feodaux & cottiers à luy venus de la succession de ses predecesseurs par don d'entre vifs à son heritier apparent, il conuient que l'heritier face apprehension par saisine & dessaisine ou par voye de mise de fait & decret sur ce obtenu, appelez pour ce consentir ledit donateur & les seigneurs desquels iceux heritages sont tenus, ou si tel heritier termine vie par mort, auant celuy qui luy auoit fait telle donation, sans auoir fait sur icelle apprehension apres le trespas dudit donateur, les heritages par luy ainsi donnez à iouyr apres son trespas, retourneroient à celuy qui lors seroit le plus prochain heritier dudit donateur, nonobstant le don precedant qu'il en auroit fait. xl.

Par ladite coustume toutes choses donnees procedans de conquests, sont reputez acquettes aux donataires, & en peuuent faire & vser à leur plaisir, sans y garder quelque solennité, pourueu qu'ils facent l'apprehension par voye de mise de fait, ou dessaisine & saisine.

Autre coustume de ladite comté de saint Paul, pour retrait.

xli.

PAR la coustume de ladite comté en matiere de retrait lignager qui se reigle selon la coustume generale de la preuosté de Monstroëul, si le proesme retrayant veut acquerre les profits des heritages vendus qu'il veut retraire, il est de necessité qu'il consigne en main de iustice les deniers à quoy peut monter ledit retrait, pource que par ladite coustume il ne peut auoir desdits profits, sans ladite consignation. Et fil n'en veut faire & acquerir lesdits profits & fruits, il suffit que ledit retrayant baille & deliure lesdits deniers audit acheteur, lors qu'il luy accordera fondit retrait, & audit cas aura ledit acheteur tous les fruits des heritages iusques au iour dudit accord : mais si celuy qui encommence ledit retrait, n'estoit le plus prochain parent dudit vendeur du lez & coste dont lesdits heritages procedent, & par dedans ledit temps il y en vinst vn autre plus prochain qui voulsist faire ledit retrait, le premier retrayant en seroit debouté, quand ainsi seroit que ladite proximité luy seroit reconnuë & accordée. Et fil y auoit encores plus prochain que le second qui s'offrist à faire ledit retrait il y seroit receu, & ledit second debouté, & tousiours le plus prochain endedans ledit temps debouteroit le precedant.

Autres coustumes de ladite comté pour acquerre droit reel.

xlii.

PAR ladite coustume de ladite comté de saint Paul toutes lettres & contracts, soient vendition de rente ou baillement à rente & surcens, passez & reconneus par deuant auditeurs royaux ou autres iuges ou lettres priuees, n'engendrent point d'hypotheque ne droit reel sur les heritages appartenans aux obligez vendeurs ou bailleurs, & sont tels contracts reputez mobiliers & puis personnels, si ainsi n'est que lesdites lettres soient passees & reconneuës par deuant les seigneurs dont lesdits heritages sont tenus ou leurs baillis & hommes, & qu'il y ait à ce faire dessaisine & saisine presens trois homes du moins, tenans du seigneur dont l'heritage vedu ou baillé à rente seroit tenus, qu'en ce cas de necessité l'on en pourroit emprunter vn à son souuerain, auquel cas telles venditions ou baillemens à rente seroient reputez meubles. xliii.

Par

Par ladite couſtume, quand hypothequée ſe cree ſur aucuns heritages ſelon les voyes introduites par la couſtumé generale de la preuoſté de Monſtrœul, ſi c'eſt pour ſomme pour vne fois, il n'eſt deu aucuns droits ſeigneuriaux aux ſeigneurs: mais leſdits ſeigneurs ne ſont ſubmis ce accorder qu'à temps & volonté d'iceux ſeigneurs.

Autres couſtumes de ladite comté pour douaires.

xlviij.

PAR la couſtume de la comté, la femme, incontinent apres le trespas de ſon mary, acquiert droit de douaire ſur tous les biens de ſon mary, eſt à ſçauoir ſur ceux dôt il eſtoit faiſy au iour des eſpouſailles, & auſſi ſur ceux qui luy viendroient & ſeroient venus, ſuccédez & eſcheuz, conſtant leur mariage & qu'ils auroient acquis durant iceluy, ſuppoſé qu'il n'en mouruſt faiſy, ledit douaire tel que de la moitié des fruits & proufits des fiefs, durant la vie d'icelle veufue tât ſeulement ſoit qu'elle ſoit mariee ou non, & le tiers des heritages cottiers ou rotutiers, pour en iouyr par icelle veufue tant qu'elle ſe tiendra à marier, ſauf toutesfois que ſi ledit mary durant ledit mariage, auoit aucunes acqueſtes des heritages fiefuez ou cottiers, qu'il euſt reuendus conſtant ledit mariage, ladite veufue ne pourroit demander aucun droit de douaire, couſtumier ny autre. xlv.

Par ladite couſtume vne femme peut, ſi bon luy ſemble, apres le trespas de ſon mary renoncer aux meubles, debtes & acqueſtes qui eſtoient communs entre eux, & en ce faiſant demeure quitte des debtes deuës par ſon mary & elle au iour du trespas: Mais nonobſtant ladite renonciation elle n'eſt pas priuee de demander ſon douaire couſtumier, & ſi elle apprehende la moitié des biens meubles, debtes & acqueſtes ou portion d'iceux, elle ſeroit tenue payer la moitié des debtes. Et neantmoins ladite renonciation, ſi telle veufue eſtoit obligee avec ſon mary chaſcun pour le tout: celuy ou ceux enuers leſquels elle ſeroit obligee, la peuët faire contraindre par prinſe de ſes biens & heritages, à faire payemēt de ladite rente ou debte ſelon ce qu'elle y ſeroit obligee. xlvi.

Par ladite couſtume, ſi vne femme veufue, apres qu'elle aura eſté tenue & decretee de droit, comme dit eſt, veut prendre & receuoir par ſes mains les fruits & proufits des fiefs & heritages, rentes & autres choſes, eſquelles elle a eſté tenue & decretee de droit, il conuient qu'elle face à ſes despens partage deſdits fiefs & heritages, & iceluy partage faire eſcrire en deux roolles au cayer meſmes qu'elle face adiourner par deuant iuge competant l'heritier propriétaire & poſſeſſeur d'iceux heritages afin de choiſir par eux l'vn deſdits roolles & cayer, & qu'il laiſſe au droit d'icelle veufue pour en iouyr par elle comme deſſus eſt dit. Et eſt tenu ledit heritier & poſſeſſeur assigner ou liurer maison de douaire à ladite veufue ſuffiſant, ſelon ſon eſtat, quand en iceux fiefs & heritages y a maiſons & tenemens, car ſ'il n'en auoit aucuns, icelle veufue n'en auroit point, & ſi au partage de telle veufue eſcheent aucuns boys où il y ayt gros cheſnes, comme peres & rayons, elle ne les peut faire abbatre, ne faire couper autre choſe que les coupes ordinaires, comme bon pere de famille doit faire.

Autre couſtume de ladite comté pour preſcription.

xlviij.

PAR ladite couſtume, quiconques iouyſt ou poſſede, ou demeure paiſible poſſeſſeur d'aucuns heritages droit reel ou perſonnel, par le temps & eſpace de vingt ans continuels entre preſens & trente ans continuels entre parties abſentes aagees & non priuilegiees, tel poſſeſſeur acquiert le droit de la choſe ainſi par luy poſſedee, ou dont il eſt demouré paiſible poſſeſſeur ledit temps, en telle façon qu'apres iceluy temps paſſé & expiré, aucun n'eſt receuable d'en faire action ou pourſuyte, & ſont toutes actiōs ſopites, preſcrites & eſtaintes par le temps deſſusdit.

FIN DES COVSTVMES AYANS LIEV

EN LA COMTE DE SAINCT PAUL.

NNN liij

Les Coustumes dont lon a vſé & vſe lon en la

GOVERNANCE, BAILLIAGE ET PRE-

uoſté de Channy :¹ Et premierement, comment le mary est reputé seigneur des meubles, & quelles choses sont contenues sous ce mot, meubles.

¹ Qui est
1564. reputé
de l'Isle de
France.
C.M.

Article premier.

PAr la coustume generale de ladite gouuernance, bailliage & preuoſté de Channy le mary est reputé seigneur des meubles appartenans à deux conioints ensemble par mariage. Et en peut disposer par vendition, donation, eschange, ou autrement comme bon luy semble, sans y appeller sa femme, & sans le consentement d'icelle: Mais au regard de la femme elle n'en peut disposer, sinon de l'auctorité, permission & licence de son mary. Et si l'aduenoit que vne femme lye de mary s'entremiseit d'estre marchande publique au veu & sceu de sondit mary, en ce cas elle est reputee auctorisee de sondit mary, & vallent les achats & vendition de meubles par elle faits si l'ny a renonciation & declaration depuis & incontinent apres faite par ledit mary publiquement & en iugement. ii.

Item & afin que lon ne puist ignorer quelles choses sont contenues sous ce mot, meubles. Est à sçauoir que par ladite coustume, meuble, est tout ce qui se peut mouuoir & transporter de lieu en autre, sans fraction dudit meuble, & des huys ou fenestres du lieu ou ledit meuble est posé ou gist. iii.

Item mais ce qui tient à fer ou à clou à edifice ou heritage, & qui ne se peut transporter sans fraction, est reputé & tenu estre de heritage & lieu auquel il est assis. iiii.

Item & est à sçauoir que sous cedit mot meuble, sont compris & contenus chayres, dresfouers & autres semblables qui ne se peuuent desmolir & transporter sans grande deterioration des heritages & edifices où ils sont assis. v.

Item que par ladite coustume tous fruits croiffans & non separez de l'aire & semblablement poissons en estâgs & viuiers, sont reputez estre de l'heritage où ils sont: mais incōtinent qu'ils sont separez ils sont reputez meubles, & aussi est reputé meuble le poisson pesché & mis en fosse, huches & autres petis lieux hors desdits estâgs & viuiers où lon le met pour le garder & faire son proufit. vi.

Item pareillement sont comprises & contenues sous ce mot meubles & reputees pour debtes mobiliaries toutes rentes constituees² si ce n'est qu'elles soyent realisees, nampties & hypothecques par namptissement de fait: auquel cas lesdites rentes sortissent nature de heritage & sont tenus & reputez par heritages tant pour les vendeurs & constituans cōme pour les acheteurs & leurs ayans cause. vii.

² 6. Dixi in
consuet. Parisien.
§. 57. Sed
hac consuetudo
non respicit
nisi ius
creditorum &
dominorum
directorum.
C.M.

Quelle chose est namptissement, & comment & pour quelle cause il se peut faire. vii.

NAmptissement dont lon vſe en ladite gouuernance, bailliage & preuoſté est vne hypothecque de fait & expresse qui se fait par la maniere qui s'ensuyt: c'est à sçauoir, que quād aucū a vendu ou constitué rente sur les heritages, où qu'il est obligé à payer aucune somme de deniers pour vne fois, ou à faire & fournir quelque autre chose, & que de ce sont lettres faites & passees sous seel royal, par lesquelles il ayt consenty hypothecque ou namptissement estre fait, les acheteurs de telles rentes ou creditiers au proufit desquels lesdites lettres sont passees pour seurete du payement desdites rentes ou debtes, peuuent & doyuent faire namptir lesdites lettres de constitutions de rente ou debte pour vne fois. viii.

Item & pour ce faire conuient auoir & obtenir sur lesdites lettres commission dudit gouuerneur & baillif ou son lieutenant, ou du preuoſt dudit Channy ou son lieutenant ou de l'un d'eux, adressans au premier sergent Royal en ladite gouuernance & preuoſté: lequel par vertu desdites lettres de commission se transporte par deuers les iustices des lieux où les heritages sur lesquels on acquiert ledit namptissement estre fait sont assis & dont ils sont tenus & mouuans & illec en la presence des officiers d'icelles iustices ou d'aucuns d'eux iusques au nombre de deux hommes de fief, ou tenans de la seigneurie expose iceluy sergent & leur life le conte-
nu

nu esdites lettres de commission en leur declarant que en leur presence il prend, faifist & met actuellement en la main du Roy nostre sire lesdits heritages pour valoir namptiffement & hypothecque, pour seureté de fournir le contenu esdites lettres obligatoires. En leur faisant en outre deffence de non faire aucun veest, desueest, saisine ou dessaisine desdits heritages d'illec en auant, que ce ne soit aux charges contenues & declarees esdites lettres obligatoires & commission. Et ce fait, se doit transporter ledit sergent par deuers ledit constituant debitant, ou autre obligé, & luy signifier ledit namptiffement & exploit ainsi estre fait, lequel se peut à ce opposer si bon luy semble: & si ainsi le fait, icelluy sergent luy doit assigner iour par deuant le iuge dont est emanee ladite commission pour dire les causes d'opposition. Et est toute la preuosté dudit Channy pays de namptiffement. ix.

Item que apres ledit namptiffemēt ainsi fait en y obseruant les solennitez dessusdites, sont les heritages sur lesquels icelluy namptiffement a esté fait, chargez, affectez & hypothecquez ausdites rentes, debtes & autres choses. x.

Item & si plusieurs namptiffemens auoient este faits sur mesmes heritages, ceux qui auoient fait faire premiers lesdits namptiffemens, precederoient & seroient premiers affeurez & payez de leursdites rentes, debtes & autres choses, premiers & auant que les autres qui auoient fait faire autres namptiffemens ensuyuans. Et si lesdits heritages n'estoient suffisans pour fournir à toutes lesdites rentes, debtes & autres choses, & qu'ils ne vauissent que pour payer les premiers, les autres n'y prendront aucune chose: mais sera ledit premier nampty, entierement satisfait & payé: & ainsi des autres ensuyuans chascun selon sa priorité. xi.

Item & est à sçauoir que lesdits namptiffemens se doiuent faire sur lesdits heritages du viuant desdits constituans debiteurs ou obligez, autrement ne peuuent iceux namptiffemēs faire, & ne sont vallables ou ne doiuent sortir effect. i.

Comment on peut disposer des meubles. xij.

VN chascun vsant de ses droits peut faire & disposer de ses meubles à sa volonté, soit par dō, vendition, testament ou autrement: excepté la femme lye de mary qui peut disposer par testament tant seulement, & elle estant constituee en maladie de laquelle elle decede, par lequel testament icelle femme peut disposer de sa portion & moytié qu'elle a es biens meubles qui sont communs entre elle & son mary, au temps du trespas d'icelle, sans ce qu'il soit requis le congé & consentement de sondit mary, ne de ses heritiers. Et peut icelle femme sadite portion de meubles leguer ou donner par sondit testament à quelconque personne que bon luy semble: excepté à sondit mary, auquel elle ne peut, ne sondit mary à elle testamentairement ne autrement aucune chose donner. xiii.

Item & pareillement par ladite coustume icelle femme, ne aussi sondit mary, par leur testament, ou par donation pour cause de mort ne peuuent donner ne leguer leursdits-meubles à l'un de leurs heritiers pour aduātager l'un plus que l'autre: pour ce que par icelle coustume nul ne peut estre legataire & heritier ensemble. xiiii.

Item & faut noter que en ladite gouuernance, bailliage & preuosté de Channy, dō mutuel n'a point de lieu, & ne peuuent deux conioints par mariage donner aucune chose l'un à l'autre, comme dit est dessus. xv.

Comment les nobles peuuent apprehender & auoir les meubles apres le trespas du premier mourant. xvi.

VN homme noble suruiuant sa femme emporte & fait siens tous les meubles & debtes à luy & sadite femme appartenans, & qui estoient commūs entre eux au iour du trespas d'icelle femme, à la charge de payer par iceluy homme noble toutes debtes mobiliaries deuës par eux & chascun d'eux accreuës, tant constant leurdit mariage comme parauāt, s'il n'y auoit contract passé au contraire. xvii.

Item mais la veufue d'un homme noble a le choix & option d'appreheder & faire siens lesdits meubles & debtes, à la charge dessusdite, ou de y renoncer si bon luy semble, en prenant seulement la moytié desdits meubles, à la charge de la moytié desdites debtes. xviii.

Item & est à sçauoir que ledit homme noble, ou sadite femme suruiuant, qui apprehende lesdits meubles & debtes en vertu de ladite coustume, posé que ce soit à ladite charge de

I. IT. In iustit
& iniquum,
quia heredes
sunt debito-
res, ergo contra
eos & futuros
creditors fie-
ri potest hac
insinuatio, &
hec barbara
consuetudo
corrigenda.
C. M.

Coustumes du bailliage & preuosté de Channy

1. 17. *mul-
tominus tenen-
tur ad legata
etiã de rebus
mobilibus fa-
cta, que solui
debent per he-
redes. C.M.*

payer toutes debtes mobilières, ne seroient toutesfois tenus de accomplir, payer & fournir les fraiz des formées, obsecques & funeraillies du premier decedant: ¹ mais appartient à heritier d'iceluy premier decedant de ce faire: par ce que telles debtes se font apres le trespas du premier decedant. xviii.

Item & faut noter que posé que ledit homme noble ou la femme suruiuant, tenant & apprehendant lesdits meubles & debtes, par ladite coustume soit tenu de payer toutes debtes mobilières: toutesfois se doiuent les creditiers adresser à l'encontre de l'heritier ou heritiers dudit premier decedant si aucuns en y a, qui peuuent tirer en garant ledit suruiuant tenant par ladite coustume, qui est tenu d'en prendre le faiz, charge, garantie & deffence. Et où aucuns heritiers apparans n'y auroit, se pourroient les creditiers adresser leur action à l'encôtre dudit suruiuant, apprehendant & tenant lesdits biens meubles & debtes pour ladite coustume, comme efficacement tenus à icelle payer & acquitter.

Si chose mobilière donnée en mariage, ou autrement, se doit rapporter. xix.

2. 19. *Stulta
& iniqua cõ-
suetudo respe-
ctu linea dire-
cta. Et certè
indiget reco-
gnitione &
correctiõne.
C.M.*

Quand aucun contract de mariage se fait, & que aucune chose est donnée pour & en aduancement de mariage, si c'est chose mobilière, le donataire n'est tenu icelle conferer ne rapporter pour venir à succession, si n'est dit par le traité au contraire. xx. 2

Item & pareillement quand aucun usant de ses droits en son plein viuant, & non estant marié, fait quelque don de ses meubles, ou d'aucuns d'iceux, & que apres ledit don en est faite actuelle deliurance soit que ledit don soit fait au proufit de son heritier apparant ou d'autre: il n'est tenu de rapporter la chose à luy donnée par ladite donation, soit en donation de mariage ou autrement. xxi.

Item & si aduenoit que quelque somme de deniers fust donnée en mariage pour estre employée en heritage pour celuy à qui elle est donnée, l'heritage de ce acquesté doit sortir nature de naissant & propre heritage ³ à celuy ou celle auquel il a esté donné, à ladite charge d'em- 3ployer: & par ce moyen se doit ladite somme ou heritage rapporter.

3. 21. *Scilicet
respectiue cõ-
tra alterũ cõ-
iungem vel he-
redes eius.
C.M.*

Des acquests, & comment on en peut estre saisy. xxij.

Heritage acquis par quelque personne que ce soit par emption, don, ou autrement, alienation, luy est reputeé acquest. xxiii.

Item & faut entendre que sous ce mot, acquests, ne sont comprins heritages données en mariage ou en aduancement d'hoirie par pere, mere, ou autres parens & amys de ceux qui se veulent conioindre par mariage, & qui doiuent succeder aux donateurs. xxiiii.

Item & si vn homme conioint par mariage, constant iceluy acqueste quelque heritage, ledit heritage est reputeé & tenu pour acquest, moytié à luy & moytié à la femme: posé qu'elle n'y soit presentee ne appellee, & que le mary en soit saisy & vestu seul sans faire mention de ladite femme. xxv.

Item que tous heritages prins à surcens perpetuel, rente viagere, tiltre d'emphitheose, & à louage, sont tenus & reputez acquests à celuy qui les préd pour luy seul si n'est maryé, & pour luy & la femme si n'est maryé, en telle maniere que les heritiers du preneur luy succedent en ce comme en heritage d'acquest pour moytié si n'est decede premier, & la reliéte en l'autre moytié: le tout sous les charges & conditions declarees és contracts sur ce faits, & sans preiudice au droit des bailleurs & proprietaires. xxvi.

Item & aussi sont contenues sous ce mot, acquests, & reputez heritages d'acquest toutes rentes acquestees, soient à rachat ou sans rachat, pourueu qu'elles soient realisees comme dit est dessus. xxvii. 4

4. 26. *Quia
aliàs sunt re-
potees meu-
bles. C.M.*

Item que pour seureté d'auoir payement desdites rentes, debtes & autre chose, peuuent les acheteurs d'icelles rentes, creditiers & autres au proufit desquels ont esté passées les lettres obligatoires, poursuyr personnellement ceux qui ont constitué lesdites rentes & passé lesdites lettres obligatoires, ou leurs heritiers: afin d'auoir payement des arrerages, & sans preiudice à leur droit d'hypothecque. xxviii.

Item mais si lesdites rentes, debtes & choses sont realisees comme dit est, l'acheteur, creditier ou autre, au proufit duquel ont esté passées les lettres obligatoires, & nampuissement fait sur icelle, peut diriger, intenter & adresser son action pour le fornissement & payement de telles les

les rentes, debtes ou autres choses: & aussi des arrerages qui en seroient deuz à l'encontre des detenteurs & possesseurs desdits heritages sur lesquels auroit esté fait namprissement, & rendre afin que iceux heritages soient declarez hypothecquez à telles rentes, debtes & charges, cours & continuation d'icelle, & aussi des arrerages qui en seront deuz. xxix.

Item que où les constituans desdites rentes ou leurs heritiers seroient detenteurs & possesseurs des heritages hypothecquez à icelles rentes, & sur lesquels auroit esté fait namprissement, lesdits acheteurs d'icelles rentes peuuent conclurre contre lesdits constituans ou leursdits heritiers possesseurs & detenteurs personnellement & hypothecquairement, par protestation que l'une des actions ne preiudicie à l'autre. xxx.

Item que pour acquerir la possession & saisine de heritage acquesté, est requis que le vendeur ou procureur pour luy s'en deueste & dessaisisse es mains de la iustice sous laquelle ledit heritage est assis, & que l'acheteur en soit vestu & saisy: laquelle vesture & saisine se fait par aucuns des officiers de dites iustices, par tradition de quelque baston ou autre chose. xxxi.

Item que l'acheteur s'en doit faire vestir comme dit est: car si le vendeur le vendoit de rechef à autre avant que ledit premier acheteur en fust vestu, & que ledit second acheteur s'en soit vestu & saisy, en ce cas appartiendroit la possession de la chose audit second acheteur: en telle maniere qu'il pourroit intenter le cas ou action de nouuelleté cõtre le premier acheteur qui n'en auroit iouy par an & iour, s'il le troubloit en ce. xxxii.

Item & quand le premier acheteur en auroit iouy par neuf ans sans en estre vestu, posé qu'il en soit possesseur, & s'en peut deffendre en matiere possessoire. Toutesfois sur le droit & propriété dudit heritage ou petitoire, ne s'en pourroit ledit premier acheteur non vestu & saisy contre le second acheteur qui en seroit vestu & saisy, dire seigneur ou propriétaire au moyen de sadite premiere acquisition, ne par la possession & iouissance qu'il en auroit eue. xxxiii.

Item & où ledit premier acheteur en auroit iouy paisiblement par dix ans entiers, il en seroit reputé vray seigneur ou propriétaire, saisy & vestu aux tiltres de sadite acquisition & iouissance, par ce que telle iouissance equipolle à tradition, saisine & vesture, & acquiert le droit & possession. xxxiiii.

Item que en droits incorporez, cõme en vñfruit, princes de heritages à quelque tiltre que ce soit, en acquisition de rentes & autres semblables, n'est requis ou necessaire veest ne deueest, saisine ne dessaisine: mais suffit d'en auoir lettres ou autre tesmoignage suffisant.

Comment on peut succeder en ligne directe en tous heritages, tant d'acquests que de naissans.

xxxv.

Q Vand pere ou mere demourans en ceste gouernance, bailliage & preuoste de Channy decedent: leurs enfans naturels & legitimes, soient fils ou filles, leur doyuent succeder esgallement en tous les meubles & heritages censuels & roturiers, soient d'acquest ou de naissant. xxxvi.

Item & où aucuns de leursdits enfans seroient premiers decedez & auant leursdits pere ou mere delaissez aucuns enfans, lesdits petits enfans ne peuuent représenter leursdits pere ou mere predecédé, ne venir à la succession de l'ayeul ou ayeulle au lieu de leursdits pere ou mere predecédé: mais vient & appartient la succession aux oncles & tantes d'iceux petis enfans, par ce que en ladite gouernance, bailliage & preuosté de Channy representation n'a point de lieu. xxxvii.

Item quand aucun va de vie a trespas sans hoirs ou heritiers de son corps, ayant pere ou mere, frere ou soeur, ou autres parens en ligne collaterale, le pere ou mere de tel decedant doit emporter & auoir comme heritier plus prochain & habille qu'à ce, les meubles & acquests de sondit enfant ainsi decédé sans heritier. xxxviii.

Item mais au regard des heritages, que lon dit vulgairement de naissant ou propres, venus de pere ou mere, ou autres parens, iceux heritages doyuent retourner au plus prochain parét dudit deffunct en ligne descendant du costé dont sont procedez lesdits heritages, sans retourner aux ascendants, posé que lesdits parens ascendants feussent en plus prochain degré que les autres succedans esdits meubles & acquests. xxxix.

Item & où lesdits deffuncts decedez sans heritiers n'auroient pere ou mere, les freres & soeurs, cousins germains, ou autres prochains heritiers dudit deffunct luy doyuent succeder esdits meubles & acquests: mais au regard des heritages de naissant ou propres, ils doyuent re-

I. 36. Hoc quoque in linea directa corrigendum, conferedo sament in dictione et ut dixi in annota. ad Alexand. conf. 24. lib. 1. C.M.

Couftumes du bailliage & preuofté de Channy

retourner au plus prochain de la ligne dont ils font venus, comme dit est deffus.

De biens vaccans demouré par le trespas d'un deffunct non ayant heritiers. xl.

Quand aucun decede fans heritiers qui luy puiſt ou vueille ſucceder, les biens de tel decedant ſont reputez vaccans. Et les peut le ſeigneur haut iuſticier du lieu où ils ſont trouuez ou affis, faire ſaiſir, inuentorier, regir & gouverner par gens ſoluables iuſques à an & iour, à compter du iour du trespas d'iceluy decedant, apres lequel an ſ'il ne luy appert de heritier qui vienne dedans iceluy temps, ledit ſeigneur peut prendre & appliquer à ſoy iceux biens: & ſ'il y en a en diuers lieux, chaſcun ſeigneur haut iuſticier des lieux où ils ſeroient trouuez aura ceux qui ſeront en ſa ſeigneurie, tât meubles que immeubles, par ce que en ce cas les meubles ne enluyent point la couſtume du lieu où le corps eſt decédé, ou eſtoit demourant. **xli.**

Item que leſdits ſeigneurs ou ſeigneur apprehendans leſdits biens comme vaccans, ſont tenus de l'accompliſſement des teſtamens, debtes, obſecques & funeraillies, par ce qu'ils ſont au lieu de l'heritier: & en ſont tenus chaſcun pour autant qu'ils auront ou prendrôt deſdits biens, & iuſques à la velleur d'iceux, & non point plus auant: pourueu qu'ils ayent fait ou fait faire inuentaire par iuſtice auant que iceux apprehender, prendre ou eux immiſcer en iceux. **xlii.**

Item mais ſi dedans ledit terme d'an & iour venoient aucuns ou aucun qui ſe declarast heritier d'iceluy decedant, en prouuant qu'il fuſt parent habille à luy ſucceder, il doit auoir main leuee & deliurance d'iceux biens & ſucceſſion, en payant les fraiz raisonnables, & apres ledit an & iour paſſé n'eſt tenu & ne peut eſtre contraint ledit ſeigneur haut iuſticier à redre iceux biens & ſucceſſiõ, ſi n'eſtoit que ledit heritier en fuſt releué du Roy. **xliii.**

Item & faut noter que les biens & ſucceſſions des baſtards, eſpaues & aubains, ne ſont en ce compris, par ce qu'ils appartiennent au Roy noſtre dit ſeigneur à cauſe de ſa ſouuerainete, & non à autre.

D'heritages donnez en mariage ou autrement, & comment ils ſe doiuent rapporter. xliiiij.

Quand aucunsheritages ſont donnez pour & en aduancement de mariages ou ſucceſſion aux enfans & neueux, où il n'y auroit nuls enfans, ou couſins, où il n'y auroit nuls neueux heritiers du donataire: Telsheritages ainſi donnez ſont tenus & reputez naiſſant ou propres du coſté & ligne du donateur. Et à ceſte cauſe ſont tenus leſdits donataires ſils veulent ſucceder & venir à partage avec leurs coheritiers à la ſucceſſion du donateur, de conferer & rapporter en partage preallablement leſditsheritages ainſi donnez en faiſant offre de ce faire. **xlvi.**

Item & où leſdits donataires ne voudroient rapporter à partage iceuxheritages: mais la iuſte valeur & eſtimation d'iceux, telle qu'elle pouuoit eſtre au temps deſdits dons, ils doiuent eſtre receuz à ce faire & venir à ſucceſſion avec leursdits coheritiers, ſans eſtre contraints de rapporter iceuxheritages: meſmemét pour ce que leſdits donataires pourroient auoir fait eſditsheritages des impenſes & meliorations. **xlvi.**

Ité & ſi leſdits donataires ne vouloient rapporter leſditsheritages ainſi à eux donnez: mais eux arreſter & tenir à leurs dons de mariage, faire le pourroient, & renoncer ou quitter leurs droits de ſucceſſion deſdits donateurs. **xlviij.**

Item & pareillement par ladite couſtume ſe doyuent rapporter tousheritages & biens immeubles donnez par ceux qui voudroient venir à ſucceſſion avec leurs autres coheritiers: iacoit ce qu'ils n'ayent eſté donnez pour cauſe, ou en aduancement de mariage ou ſucceſſion.

Comment il eſt loyſible & permis par ladite couſtume de pouuoir diſpoſer de ſesheritages roturiers ou cenſuels par vendition & donation faite entre viſs. xlvij.

VN chaſcun vſant de ſes droits peut vendre, ou autrement aliener tous ſes meubles & acquiſts immeubles, & auſſi ſesheritages propres ou naiſſant, ſans neceſſité & ſans le conſentement de l'heritier: excepté la femme lyeede mary, qui n'en peut diſpoſer entre viſs ſans le conſentement de ſon dit mary. **xlix.**

Item & ſemblablement peut vneperſonne vſant de ſes droits par don fait entre viſs, diſpoſer **ser**

ser ou donner tous ses meubles & acquests immeubles avec ses autres heritages propres ou naissans, à telle personne que bon luy semble, soient ses enfans ou autres: excepté cōme cy deuant est dit, le mary à la femme, & la femme au mary. l.

Item que s'il aduient que constant le mariage de deux conioints le mary achete quelques heritages, la moitié est acquise à sa femme: mais neantmoins sans le consentement de sadite femme, le mary constant icelluy mariage peut vendre & aliener la totallité de tel heritage: Consideré mesmement qu'il a esté acquesté des meubles que ledit mary peut aliener si bō luy semble, comme dit est dessus. li.

Item que par ladite coustume ne loist au mary vendre, aliener ou charger ses heritages au preiudice du douaire de sa femme, si elle n'y a expressement consenty & renoncé. lii.

Item & faut entendre que ceux qui ont fait lesdites acquisitions, ou au proufit desquels ont esté faites les donations dessusdites en vertu de leurs tiltres seulement, n'en peuuent acquerir le droit, ne estre reputez possesseurs: mais est requis que les vendeurs & donateurs en soient deueffus & deffaisis, & les acheteurs ou donateurs vestus & saisis, ou qu'ils en ayent iouy par dix ans, comme dit a esté dessus. liii.

Item & a ladite reigle, ou coustume, lieu en tous contractz de heritages roturiers ou censuels: excepté en donation faite en aduancement de mariage ou d'hoirie, & succession à son heritier apparant: auquel cas n'est requis vesture, saisine ne deffaisine: mais en sont les donataires incontinent telles donations faites, reputez vestus & saisis. liiii.

Item conuient noter que donner & retenir n'a lieu en ladite gouuernance, bailliage & preuosté: par ce que si aucun donne par don fait entre vifs quelques heritages, & neantmoins il n'en fait tradition actuelle par deffaisine & saisine au donataire: mais en iouyst comme parauāt sans en estre inquieté, en ce cas telle donation est reputee licite ou de nul effect. liiij.

Item quand lon donne aucun heritage à enfant mineur non emancipé: mais estant en la puissance de pere ou mere, les fruits de tel heritage appartiennent audit pere & mere, ou à l'un d'eux qui alimentent ledit enfant, & les fait siens iusques au temps que ledit enfant sera aagé ou emancipé. liiij.

Item & faut noter que toutes & quantes fois qu'il est question du droit de quelques heritages, lon se reigle & doit on reigler selon les coustumes des lieux où tels heritages dont seroit question sont situez & assis.

Comment par testament est licite ou permis disposer d'heritages censuels venus tant d'acquest que de naissant. liiij.

PAR la coustume de ladite gouuernance, bailliage & preuosté, il loist à l'homme aagé & vifant de ses droits, & aussi à la femme lye de mary estant malade de maladie dont elle decede, sans consentement de sondit mary, par testament ou ordonnance de derniere volonté, de disposer au proufit de quelque personne que bon luy semble, de tous ses heritages & acquests: excepté l'un des deux conioints par mariage à l'autre, & aussi son heritier auquel lesdits conioints ne peuuent aucune chose donner, leguer ou laisser au preiudice de son coheritier. liiij.

Item peut aussi vn chascun: Et mesmement la femme estant en tel estat que dessus, disposer par testament des heritages venans de son naissant: c'est à sçauoir du quint des fiefs, & du tiers du censuel au proufit de personnes autres que les personnes dessusdites. liiij.

Item & faut entendre que és heritages qui auroient esté ainsi donnez ou laissez par testament ou ordonnance de derniere volonté, les donataires ou legataires ne se peuuent immiscer, bouter ou intruire d'eux mesmes: mais est requis que traditiō leur en soit faite par les heritiers du testateur, ou par la iustice par deuant laquelle seront conuenus lesdits heritiers pour ce faire quand ils en sont refusans. Et ne suffiroit que les executeurs du testament en eussent fait tradition ou deliurance, s'il y a heritiers, & si ce n'estoit en meubles où suffiroit tradition & deliurance d'iceux executeurs. liiij.

Item & pour ce que aucunes fois aduient qu'en vne mesme succession y a diuers heritiers, dont aucuns prennent les meubles & les autres les heritages de naissant ou propres, lesdits heritiers sont tenus de payer chascun leur part & portion des debtes, obsecques, service & funeraillies, pour autant qu'ils prennent desdits biens & heritages. liiij.

Item & faut noter que quand l'un de deux conioints par mariage donne ou legue par

ooo

Couftumes du Bailliage & preuofté de Channy

teftament ou ordonnance de derniere volunté, quelque piece de meubles en efpece & nature, tels laiz ou don doit fortir fon effect: mais les heritiers du teftateur font tenus de recompēfer le furuiuant de la moytié de la valeur d'iceluy meuble. lxii.

Quand aucun a iouy & poffédé à tiltre iufte & de bonne foy paifiblement par dix ans entiers fans interruption entre prefens, & vingt ans entre absens, entre gens aagez & non priuilegiez, de quelque heritage, cens, rente ou autre droit incorporé, il prefcrit, & peut dire auoir acquis par prefcription le droit de tel heritage. lxiii.

Item & femblablement qui iouyft paifiblement & fans inquietation d'aucun heritage, rente ou droit incorporé par trente ans entiers entre gens aagez & non priuilegiez, prefens ou absens, il prefcrit: poſé ores qu'il n'ayt tiltre, contre tous ceux qui y voudroient pretendre droit apres leſdits trente ans paffe: & n'a lieu ladite couftume à l'encontre de mineurs & gens priuilegiez, pour ce que le temps de minorité n'y eſt compris, & que l'eglife eſt priuilegee: par ce qu'il faut quarante ans pour prefcrire contre icelle. lxiiiij.

Item & eſt à entendre que droit d'hypothecque, comme ſi aucun fait faire namptiffement fur quelque heritage, lon ne luy peut obicer prefcription qu'il n'y ayt trente ans cōplets. lxv.

Item & auffi conuient noter que heritage adiugé par decret à aucun eſt tenu & réputé quitte & deſchargé de toutes debtes & hypothecques dont ne ſeroit faite mention audit decret, excepté les cens & droits ſergneuriaux. lxvi.

Item & que quād aucun a en ſon heritage ou edifice des veuës, goutieres ou eſgouts regardans ou tumbans ſur l'heritage de ſon voyſin, ſans l'expres conſentement de ſon dit voyſin, ou autre ayant intereſts, il ne acquiert ne prefcrit: poſé qu'il en ayt iouy par quarante ans, le droit de telle ſeruitude, ſ'il n'y a tiltre ou tiltre ſur ce faits & paffe:z.

De nobleſſe, & quels gens ſont reputez nobles.

lxvij.

Toutes perſonnes procrees de pere noble en mariage, ſont tenus & reputez nobles. lxviii.

Item que vne femme non noble qui a eſté maryee à homme noble predecédé, laquelle ſe remarye à homme nō noble, apres ledit ſecond mariage eſt reputee non noble, par ce qu'elle retourne en ſon premier eſtat: mais ſi elle demeure en viduité elle iouyſt du priuilege de nobleſſe. lxix.

Item quand femme noble eſt maryee à homme non noble, elle ne doit iouyr du priuilege de nobleſſe conſtant icelluy mariage: mais ſi apres le trespas de ſon mary non noble, icelle femme faiſoit declaration deuant iuge competent, qui eſt ſeigneur, gouverneur & bally, ou ſon lieutenant, ou par deuant le preuoft dudit Channy, ou ſon lieutenant, qu'elle entend d'illec en auant vſer de nobleſſe & viure noblement, elle doit iouyr dudit priuilege de nobleſſe, & doyuent & ſont tenus leſdites perſonnes nobles ſortir iurisdiction par deuant leſdits bailly, & preuoft de Channy, ou l'un d'eux en premiere inſtance, ſans pouuoir decliner toutes fois qu'ils y ſeront appelez.

Des fiefs qui viennent & eſcheent par ſucceſſion en ligne directe, & quels droits en doyuent les heritages au ſeigneur feudal.

lxx.

Quand pere ou mere va de vie à trespas ayant fiefs, vn ou pluſieurs, ſituez & affis dedās les fins, termes & limites dudit bailliage & preuofté de Chāny, delaiſſez pluſieurs enfans fils & filles, l'aiſné fils ſi pluſieurs en y a, ou ſ'il n'y en y a que vn, poſé qu'il feuft puisné des filles, doit auoir & emporter entierement tous leſdits fiefs, à la charge d'un quint à vie auſdits puisnez & filles, leſquelles filles & puisnez doyuent partir eſgallement entre eux ledit quint à vie. Et ſi doyuent faire, maintenir & garder leſdits puisnez auant qu'ils en puisſent aucune choſe receuoir. lxxi.

Item & ſ'il aduenoit que l'un deſdits enfans decedaſt au parauant ledit pere ou mere de la ſucceſſion duquel procederoient leſdits fiefs, & que ledit enfant predecédé delaiſſe aucuns ſes enfans & heritiers, iceux petis enfans ne viendroiēt à ſucceſſion de leurdit ayeul ou ayeulle, par ce que comme dit eſt deſſus, representation n'a lieu en ligne directe ne collateralle. lxxii.

Item mais où ſeroit ainſi qu'il n'y auroit que filles, l'aiſnée fille doit ſemblablement emporter tous leſdits fiefs, à la charge d'un quint à vie aux autres puisnez, qui ſe doit partir egalemēt entre elles. lxxiiij.

Item que ledit fils aiſné ou fille eſt tenu releuer & droiturer pour tous leſdits fiefs des ſeigneurs

seigneurs dont ils sont tenus, à cause de quoy doit & est tenu tant seulement de main & bouche, & de vingt sols parisis pour droit de chambellage, & au surplus faire le serment en tel cas accoustumé: lxxiii.

Item que si aucun ayant fiefs de son propre naissant decede sans heritier de son corps delaisse aucuns ses parens en ascendant en ligne directe d'une part, & autres parens en ligne collaterale, lesdits fiefs de propre naissant doyent appartenir ausdits parens en ligne collaterale, si aucuns en y a du costé & ligne dont sont venus lesdits fiefs, & non ausdits ascendants: mais es fiefs acquestez lesdits parens ascendants y doyent succeder comme plus prochains.

De succession de fiefs en ligne collaterale, & quels droits en appartiennent. lxxv.

Item quand aucun decede sans heritier de son corps delaissez fiefs par luy acquestez, esdits fiefs luy doyent succeder ses freres ou cousins, & en excluent les plus prochains en icelle ligne les autres moins prochains, par ce que representation n'a lieu comme dit est dessus. lxxvi.

Item faut noter qu'en ligne collaterale droit d'aïneesse a lieu comme en ligne directe, excepté que les puïfnez n'y ont droit de quint à vie. lxxvii.

Item que celluy à qui viennent & appartiennent fief par succession en ligne collaterale, est tenu de payer droit de reliefs aux seigneurs dont lesdits fiefs sont tenus, lesquels droits de reliefs sont de trois choses l'une. La premiere vne somme de deniers pour vne fois à la discretion ou volonté dudit vassal. La seconde, le dit des compagnons ou conuassaux, tenans fiefs dudit seigneur. Et où il n'y auroit fiefnez par deux hommes ou trois acceptez par lesdits seigneur & vassal, pour arbitrer & estimer le droit dudit relief: Et la tierce chose le reuenu d'un an qui ne se prend ou estime pour l'annee qui est à eschoir, ne aussi pour l'annee prochaine precedente: mais se doyent estimer les trois anneés escheuës au parauant ladite precedente, & d'icelle estimatiõ ledit seigneur au cas qu'il accepteroit ladite tierce offre doit auoir & prendre le tiers pour ledit droit, & doit tel vassal faire lesdites offres par la maniere que dessus dedans quarante iours apres le trespas d'icelluy dont luy viennent lesdits fiefs, pour euiter la faïfine & perte des fruits desdits fiefs qui appartiendroit audit seigneur les quarante iours passez: pourueu qu'il Peust fait fait saisir ou ses officiers, autrement non. lxxviii.

Item est à sçauoir que quand vne femme à laquelle appartiennent aucuns fiefs se conioint en mariage, iaçoit ce qu'elle ayt releué droicture au parauant tel fief du seigneur dont il est mouuant, le mary d'icelle femme apres ledit mariage solemnisé est tenu neâtmoins de payer droits de reliefs, qui se nomme relief de bail, par ce qu'il fait les fruits siens: & si apres ledit mary decede & ladite femme conuolle en secondes nopces, sondit mary payera derechef ledit relief, qui se doit prendre par la maniere que dessus. lxxix.

Item & où laditte femme n'auroit releué ledit fief à elle appartenant auant sondit mariage, ledit mary seroit tenu avec ledit droit de relief, de droicture pour icelle femme, & payer droit de chambellage, si estoit escheu de ligne directe, ou encores vn autre droit de relief, si estoit venu de ligne collaterale. Et par ce moyen si ledit mary precedoit, icelle femme en vi duité ne seroit plus tenuë de droicture pour icelluy fief. lxxx.

Item pareillement en releuant par vn vassal aucun fief à luy escheu en quelque ligne que ce soit, il est tenu de payer les droits qu'en est tenu payer son predecesseur en son viuât, si payé ne les auoit: mais si ledit seigneur receuoit ledit heritier sans faire mention des droits qu'il pretereroit à luy estre deuz par sondit predecesseur, en ce cas il n'en pourroit apres plus faire question. lxxxj.

Item quand aucun à ce habille prend le bail de mineur noble, il est tenu de payer droits de reliefs, & faire lesdittes trois offres telles que dessus, pource qu'il fait les fruits siens: & neâtmoins sera tenu luy mineur venu en aage de releuer & payer droits si ses tuteurs ne les auoient payez au parauant, & encores luy aagé sera tenu d'en faire les foy & hommage accoustumez, & pareillement des autres mineurs qui auroient releué par leurs tuteurs & curateurs.

De donation de fief faite entre vifs, & aussi pour cause de mort, ou par testament, ou de vendition d'iceux, & quels droits pource en appartiennent. lxxxij.

TOUTES personnes vñs de leurs droits aians fiefs à eux appartenants, Peuent iceux donner par don fait entre vifs, vendre ou alïener à quelque personne que bon leur semble-

Coustumes du Bailliage & preuosté de Channy

ra:excepté comme dit est deuant des deux conioints l'un à l'autre. lxxxiii.

Item qu'il loist à vn chascun ayant fiefs à luy appartenans par acquest, disposer d'iceux par testament, ordonnance de derniere volonté:excepté comme dit est dessus des deux conioints l'un à l'autre:mais au regard des fiefs à luy venus & appartenans de son propre, ou naissant, il ne peut disposer que du quint tant seulement. lxxxiiii.

Item & faut noter que lesdits dons entre vifs, testamens, venditions, alienations desdits fiefs ne se peuuent faire au preiudice des douaires des femmes si elles n'y ont expressement consenty & renoncé. lxxxv.

Item que lesdits donataires legataires & acheteurs d'iceux fiefs ne sont saisis par le moyen de leursdits tiltres:mais est requis que les vendeurs & donateurs entre vifs, ou seigneur pour eux, s'en demettent & dessaisissent entre les mains des seigneurs ou de leurs iustices. Et que lesdits donataires & acheteurs en soyent receuz à foy & hommage par iceux seigneurs ou iustices, sinon en fiefs donnez pour cause ou aduancement de mariage ou succession d'iceux qui leur peut succeder, auquel cas n'y faudroit saisine ne dessaisine. lxxxvi.

Item que apres lesdites venditions faites desdits fiefs en sont deuz les droits feodaux au seigneur dont ils sont tenus pour estre payez, desquels se prennent lesdits seigneurs sur les heritages feodaux en succedant par saisine sur iceux heritages pour auoir main leuee, desquels est le vèdeur tenu & doit payer lesdits droits seigneuriaux ou l'acheteur:sauf à recouurer sur le vendeur s'il n'estoit dit par le contract francs deniers au vendeur, lesquels droits sont de quint & requint denier, lequel quint est la cinquiesme partie du pris & sort principal de la vendition. Et le requint est la cinquiesme partie de ce à quoy monte ledit quint. Et semblablement sont tenus de payer iceux droits de quint & requint les donataires & legataires quand iceux fiefs leur sont donnez sans charge. lxxxvii.

Item & sil aduenoit que lesdites donations ou laiz testamentaires feussent faits à charge, comme de payer quelque redevance par le donateur, ou faire par luy autre chose:en ce cas les donateurs doyuent payer lesdits quint & requint, & les donataires ou legataires payer chambre:age seulement, avecques ce, faire foy & hommage aux seigneurs dont lesdits fiefs sont tenus & mouuans. lxxxviii.

Item & où en faisant lesdites venditions ou donations entre vifs, d'iceux fiefs le vendeur ou donateur auroit retenu l'usufruit sa vie durant desdits fiefs par luy venduz ou donnez, icelluy vendeur ou donateur seroit tenu de payer le requint, & l'acheteur ou donataire le quint avec chambellage:sauf comme deuant en donation & faueur de mariage de hoirie & succession. lxxxix.

Item qu'il est requis auant que les legataires se peuuent dire saisis de fief à eux leguez par testament d'auoir deliurance d'iceux fiefs par les heritiers. Et où ils seroient reffusans de faire telles deliurances doyuent estre appelez & contraints par iustice à ce faire. xc.

Item & est à sçauoir qu'en fiefs, donner & retenir n'a lieu comme dit est dessus.

De faire saisir, prendre & leuer les fruits en pur perte par les seigneurs. Et comment ils en doyuent vser. xci.

Toutes & quantes fois que vn vassal iouyssant & possedant d'aucuns fiefs decede, ou autrement aliene ses fiefs, il loist au seigneur dont ils sont tenus de faire saisir & tenir en ses mains iceux fiefs quarante iours apres le trespas & non deuant au preiudice du vassal. Et en vertu de telle saisine apres lesdits quarante iours passez appartiennent audit seigneur en pur part les fruits & emolumens desdits fiefs iusques à ce que l'heritier ou acheteur, ou donataire, ayt releué & droituré iceux fiefs ou fait offres raisonnables. Et si est tenu ledit heritier, ou ayant cause, payer les fraiz de la saisine:pourueu (comme dit) qu'elle n'ayt esté faite au parauant lesdits quarante iours:& que icelluy vassal, ou autre ayant cause, ayt fait diligence dedés icelluy temps. xcii.

Item & est à noter que prescription n'a lieu entre le seigneur & le vassal:car par quelque temps que ledit seigneur tienne en ses mains lesdits fiefs saisis pour faute d'homme, droits & devoirs non faits, ne peut preiudicier au vassal ne à son heritier, ou autre ayant cause, sinon pour le pur pert comme dit est:mais doit icelluy seigneur, & est tenu receuoir sondit vassal heritier, ou autre ayant cause à releuer & droiturer:pourueu qu'il face offres raisonnables audit seigneur. xciii.

Item

Item mais où ledit seigneur auroit esté negligent de faire proceder par saisine, comme dit est, & que ledit vassal, son heritier, ou autre ayant cause, n'auroit fait ses diligences: & neantmoins iouyroit & possederait desdits fiefs non releuez, ne pourroit prescrire ne preiudicier au droit dudit seigneur pour quelconque temps que ce soit: ne pareillement audit vassal heritier, ou ayant cause, entant que toucheroit les fruits qu'il en auroit receuz: par ce qu'ils ne peuvent prescrire l'un contre l'autre, & est ce qu'on dit, que quand le seigneur dort le vassal veille. xciiii.

Item quand tous fiefs tenus par baillistres, comme par ceux qui peuvent prendre & tenir le bail de enfans mineurs nobles: Et aussi pour les marys qui ont releué & tiennent fiefs à cause de leurs femmes, se peuvent saisir ou faire saisir par les seigneurs dont ils sont tenus apres le trespas desdits baillistres. Et sont tenus ceux auxquels escheent les fruits & proufits, d'iceux releuer & droiturer s'ils n'auoient ce fait au parauant. xcv.

Item & où ledit bail ne seroit finy, & qu'il y auroit autre parent habille à prendre de rechef icelluy bail, ou que la femme tenant icelluy bail se remarieroit, il seroit loysible au seigneur de proceder à nouvelle saisine: par ce que nouveaux droits de relief de bail luy seroient & sont deuz toutes & quantes fois qu'il y a nouveaux baillistres. xcvi.

Item & est à sçauoir que vn vassal ne peut desmembrer son fief en vendant ou alienant partie de sondit fief, sans le consentement du seigneur: & si le fait, le seigneur peut reprendre & reunir à sa table la partie desmembree ou alienee d'icelluy fief. xcvii.

Item & semblablement que toutes & quantes fois que rentes sont constituees, realisees & nampties sur fiefs, si elles ne sont infeodees sont tenues & reputees roturiers ou censives: iacoit ce que namptissement ayt esté fait sur iceux fiefs par les bailliy ou garde de iustice & hommes de fiefs, ou tenant du seigneur dont ils sont tenus: & ne peuvent telles rentes preiudicier audit seigneur quelque long temps qu'il y ayt qu'elles ayent esté constituees: Et en telle maniere que si tels fiefs cheoient en confiscation, par felonnie ou autrement, ou les fruits d'iceux par faute d'homme, droits & deuoirs non faits ou payez, ledit seigneur ne seroit tenu desdites rentes non infeodees. xcviii.

Item & si aduient qu'un vassal commette felonnie ou desobeissance contre son vray seigneur, en aduouant tenir son fief d'autre que de sondit vray seigneur, iceluy (apres information deuë bien & suffisamment faite) pourroit proceder par saisine, & faire saisir le fief que ledit vassal denieroit estre tenu dudit seigneur: ou autrement peut iceluy seigneur faire adiourner son vassal par deuant son bailliy & hommes, ou par deuant les iuges royaux, en la iurisdiction desquels lesdits fiefs sont situez: & illec peut tendre & conclure ledit seigneur alencontre de sondit vassal affin de confiscation, & que ledit fief soit regi & gouverné pendant proces par commis & gens solubles, non suspects ne fauorables aux parties. xcix.

Item qu'à chacune-fois qu'un vassal fait relief, foy & hommage de son fief, luy doit & peut le seigneur enioindre de bailler desnombrement dedans quarante iours, & au cas que dedans lesdits quarante iours ledit vassal n'auroit fourny & baillé sondit desnombrement: Et semblablement ou ledit vassal auroit esté defaillant d'assister & comparoistre, ou procureur pour luy aux plaids & iours à luy assignez ainsi qu'il y seroit tenu selon la nature de son fief, en ces cas ledit seigneur peut proceder à saisine, & faire commettre à la recepte, regime & gouvernement des fruits, leuees & reuenus desdits fiefs d'iceluy vassal: Lesquels doiuent demourer en sequestre es mains du commis, iusques à ce que ledit vassal ait fourny & baillé sondit desnombrement, & payé les frais de ladite saisine, & autres frais raisonnables: ou qu'il ait amendé les contumace & defauts où il seroit encouru, selon la nature & ce à quoy il peut estre tenu à cause de sondit fief. Et en ce faisant doit auoir iceluy vassal main-leuee des fruits escheus depuis & pendant ladite saisine. c.

Item qu'il n'est loysible à gens d'eglise, margueillers n'administrateurs d'eglise, hospitaliers de maladeries, ou autres semblables, d'acheter, prendre & tenir en leurs mains fiefs ou rentes sur iceux. Et où ils ce feroient les seigneurs dont ils sont tenus ne peuvent estre contrains à les receuoir à homme, ne souffrir namptissement en estre fait sur iceux fiefs: mais leur peuet enioindre de les mettre hors de leurs mains dedans an & iour de l'acquisition ou donation qui en auroit esté faite. Et où ils n'obtempereroient audit commandement ou iniocction, peut ledit seigneur proceder par saisine sur iceux heritages & rentes par eux acquestees, les tenir en sa main, & faire les fruits siens iusques à ce qu'ils les ayent mis hors de leursdites mains, & qu'il ait homme auquel ils appartiennent & non à gens d'eglise. ci.

Coustumes du Bailliage & preuosté de Channy

Item & est à noter que vn seigneur qui lieue & prend en pure part les fruits du fief de son vassal, est tenu en vser comme vn bon pere de famille doit faire, & en telle maniere que si ledit reuenu se consiste en boys, estangs, viuiers & autres semblables choses dont le reuenu n'est ordonné chascun an, il n'est loysible à icelluy seigneur de couper lesdits boys, s'ils ne sont aagez ou en coupes ordinaires: ne pareillement pescher lesdits viuiers ou estangs, sinon en la maniere & selon les termes que lon a accoustumé les pescher parauant, & en tout autre reuenu ne doit faire chose sinon en temps conuenable. Et si est tenu icelluy seigneur de repeupler ou rempoissonner lesdits viuiers ou estangs par luy peschez, & en tout & par tout soy gouverner par raison, sans en mal verser ou vser, ne preiudicier ausdits fiefs.

De receuoir plusieurs hommes és droits feodaux.

cij.

Q Vand au seigneur dont fiefs sont tenus & mouuans viennent plusieurs personnes qui luy offrent pour vn mesme fief releuer & droicturer, & chascun d'eux pour le tout, il loist audit seigneur les receuoir tous si bon luy semble, & chascun pour le tout, sauf tous droits: Et si proces se meut entre lesdits vassaux ou pretendans droit en iceux, & que aucun d'iceux succumbent ou leur soient lesdits fiefs euincez, ou autrement ostez, ledit seigneur ne seroit pourtant tenu restituer les droits qu'il en auroit receu: & si celluy qui auroit reporté sentence ou obtenu par traité ou autrement n'auoit rebene & droiture, il seroit tenu ce faire: posé que celuy ou ceux qui seroient succumbez en eussent releué & droituré par auant. ciii.

Item & où pour raison desdits fiefs & saisine d'iceux, ou autrement y auroit eu oppositions faites, ou appellations interiettees par aucun pretendant droit esdits fiefs, pour empescher que autre ne fust receu à en releuer ou droiturer ou autrement, ledit seigneur n'est tenu differer si bon ne luy semble: mais peut receuoir iceluy autre pretendant droit à releuer & droiturer, en declarant par luy & disant ces mots, sauf tous droits, par ce que en ce disant il ne preiudicie au droit d'autruy. ciiii.

Item & aussi quand aucun vassal s'oppose à la saisine de quelque fiefs ou appelle d'icelle, ledit vassal ne iouyra par tant d'icelluy fief au moyen de son opposition ou appellation: mais non obstant icelle demourra & doit demourer ledit fief saisi pendant le proces, ou iusques à ce que autrement en soit ordonné. cv.

Item & est à sçauoir que le seigneur est tenu receuoir son vassal à releuer & droiturer de luy par procureur & faire le serment de fidelité, pourueu que ledit procureur ayt procuration expresse portant clause ou pouuoir especial pour ce faire.

De reiterer ou faire de rechef hommage aux seigneurs par les vassaux.

cvi.

Toutesfois que apres ce que les vassaux ont releué & droituré à leur seigneur vient autre nouuel seigneur, soit par succession, achat, mariage ou autrement, ledit nouuel seigneur peut si bon luy semble contraindre lesdits vassaux à reiterer ou renouveler, & de rechef luy faire hōmage ou serment de fidelité des fiefs tenus de luy, iacoit ce que iceux vassaux les ayēt releué & droituré parauant, du predecesseur dudit seigneur. Et peut ledit seigneur faire adiourner à certain iour lesdits vassaux, ou partie d'iceux, ou leur faire commandement pour ce faire dedans & en fin de quarante iours ensuyuans, ou autres plus longs iours. Et si bon semble audit seigneur faire publier qu'il receuera lesdits vassaux à hommages au lieu de sa seigneurie dont lesdits fiefs sont tenus, faire le peut, & non ailleurs: & sont tenus lesdits vassaux de y cōparoir. Et s'ils estoient reffusans ou delayans de ce faire apres lesdits quarante iours expirez, ledit seigneur pourroit faire saisir leurs fiefs, & tenir sa main iusques à ce qu'ils auroient fait & renouvelé leur foy & hommage, en reconnoissant leurdit seigneur. En quoy faisant doyuent auoir main leuee des fruits escheuz depuis ladite saisine, & ne sont tenus de payer aucuns droits: mais de main & bouche tant seulement, qui est faire le serment de fidelité.

Des cas & actions de retrait en matiere de heritages feodaux & censuels.

cvij.

Q Vand aucun vend heritages, soit fief ou censuel, à luy appartenans ou venu de son propre ou naissant à autre personne estrange & non estant parent du costé & ligne dont est

est procedé iceluy heritage & venu au védeur, il loist à autre parent lignager d'iceluy védeur du costé & ligne dont est venu iceluy heritage, fief ou censuel, d'iceluy retraire & auoir par proximité de lignage sur l'acheteur pour les deniers principaux & frais qu'en auroit baillé iceluy acheteur. Et iaçoit ce que ledit parent retrayant soit bien loingtain, & qu'il y ait autres plus prochains parens dudit costé & ligne qui le veulent retraire dedans le temps à ce introduit: Toutefois si ledit parent moins prochain a fait ses offres, consignations & diligences, offrant actuellement en bonne memoire lesdits deniers principaux frais & loyaux coustemés, il doit estre preferé ausdits plus prochains: & doit auoir ledit heritage audit tiltre de retrait quand ores le secôd voulant retraire la seigneurie seroit plus prochain ou en pareil degré: par-ce que le premier retrayant dudit costé & ligne preste de procede, & est à preferer à tous autres. cviii.

Item qu'en heritages tant feodaux comme censuels y a le terme & espace d'un an introduit pour iceux retraire, à compter du iour que l'acheteur s'en fait vestir & saisir par iustice. Et n'est compris en ce le temps ou iouyssance qu'en auroit eu l'acheteur parauant, si n'estoit qu'il en eust iouy par deux ans entiers: Auquel cas il en seroit réputé vestu & saisi: neantmoins se pourroit encores faire ladite retraite dedans le terme d'un an apres lesdits dix ans passez. cix.

Item que pour paruenir ausdits retraits, peuuent & doiuent les parens faire adiourner les acheteurs dedans l'an de ladite saisine par deuant iuge competant, comme mondit seigneur le gouverneur & bailly ou son lieutenant ou ledit preuost de Channy, ou son lieutenant ou autre competant: Et illec doiuent iceux parens voulans retraire, exposer, ou faire exposer leur genealogie ou proximité de lignage du costé & ligne dont sont descendus les heritages feodaux ou censuels qu'ils entendent retraire, avec ce exposer l'alienation ou vendition qui en a esté faite à l'acheteur, & luy offrir en deniers contens & bonne monnoye le pris ou sort principal de ladite vendition, ensemble les frais & loyaux coustemens, ou pour iceux quelque somme de deniers, par protestations de parfourir si plus y auoit: en concludant que les heritages vendus luy soient adiugez par droit de retrait, comme parent lignager du costé & ligne dont ils sont venus au vendeur. cx.

Item & ou l'acheteur seroit refusant ou delayant de reprendre lesdits deniers & frais & qu'à ceste cause s'en ensuiuist proces, ledit parent retrayant doit & est tenu à chacune iournee iusques à contestation offrir lesdits deniers: Si ce n'estoit qu'il les eust laissez & consignez en iustice, & où il defaudroit de faire les offres telles & en manière que dit est, il doit dechoir. cxii.

Item & pour ce que souuentefois lesdits parens retrayans ne peuuent auoir connoissance ou scauoir le pris pour lequel auroit esté faite la vendition, & que par-ce ils ne peussent faire offre raisonnable, il leur est loisible demander & requerir que les vendeurs & acheteurs soient contraints à declarer au vray pour quel pris & somme auroit esté faite icelle vendition, & d'en exhiber & montrer les lettres si aucunes en y a: Et avecques ce que lesdits vendeurs & acheteurs soient contraints par serment à declarer au vray le pris de ladite vendition, & doiuent à ce faire estre condempnez & contraints. cxiii.

Item & est à scauoir que quand plusieurs heritages se vendent ensemble à vn mesme acheteur dont les aucuns d'iceux sont venus de propre naissant ou d'acquests, il loist aux parens du costé dont viennent lesdits heritages de naissant qui veulent retraire de faire leurdit retrait pour la partie desdits heritages venant de naissant. Et pour ce faire doiuent iceux parens requerrir preallablement lesdits heritages estre estimez & chacune piece d'iceux, laquelle estimation se doit faire de chacune piece en ayant regard au pris de la vendition. cxiiii.

Item & faut noter que retrait ne s'estend, n'a lieu en laiz testamentaires, donations, eschanges, en baux d'heritages à rentes & surcens ou à vies, dont la proprieté demeure aux bailleurs, pourueu qu'il n'y ait fraude. cxv.

Item & aussi que l'acheteur auroit fait aucunes impenses, reparations, refections ou ameliorations en l'heritage que l'on veut retraire auant qu'ils soient adiournez pour luy rendre par retrait aux parens lignagers: lesdits parens retrayans seroient tenus restituer lesdites impenses, reparations ou meliorations necessaires & vtils, & non les volontaires: par lesquelles immenses & ameliorations se doiuent deduire & tourner en paye les fruits & profits, si aucuns l'acheteur auoit eu ou prins desdits heritages au parauant ladite retraite: mais où il n'auroit fait aucunes impenses & ameliorations, si seroient neantmoins ou partiendroient les fruits perceus par l'acheteur parauant l'adiournement audit acheteur, consideré qu'alors ledit heritage luy appartenoit & a esté sien iusques au temps dudit adiournement sur retrait. cxvi.

Item qu'un heritage retrait doit sortir nature de naissant: pour ce que retrait est introduit en

Couſtumes du bailliage & preuoſté de Channy

ſauueur des parens lignagers, & afin que les héritages venans de ligne ne voiſent hors de la ligne. Et à ceſte cauſe n'y peut demander l'un de deux conioints conſtant le mariage, duquel ladite retraite auroit eſté faite que la moitié du pris employé à faire icelle retraite: & où l'héritier ſeroit reſuſant rendre leſdits deniers pour moitié, le ſuruiuant doit iouyr de la moitié dudit héritage & faire les fruits ſiens iuſques au plain remboursement deſdits deniers.

De retraire par uiſſance de fief les fiefs par le ſeigneur dont ils ſont tenus. cxvi.

Toutes-fois qu'un vaſſal vend ſon fief, ſoit qu'il vienne de ſon propre ou naiſſant ou d'acquieſt, à perſonne eſtrange & non eſtant de ſa ligne, le ſeigneur dont le fief vendu eſt tenu peut iceluy retraire & auoir pour les deniers & pris de ladite vendition avec les frais & loyaux couſtemens. cxvii.

Item & eſt requis que ledit ſeigneur face iceluy retrait auant que receuoir l'acheteur à releuer & droicturer pour ledit fief: par-ce que ſ'il auoit receu ledit acheteur, iceluy acheteur ne pourroit eſtre contraint à rendre ou laiſſer ledit fief audit ſeigneur: mais auant que receuoir ledit acheteur, doit iceluy ſeigneur quād iceluy acheteur ſe préſente, le reſuſer, en luy offrant rendre ſes deniers principaux, frais & ameliorations, & où ledit acheteur n'y voudroit acquieſcer, pourroit iceluy ſeigneur faire ſaiſir & tenir en ſes mains ledit fief. cxviii.

Item que ledit ſeigneur eſt tenu de reſtituer à l'acheteur ſeulement les quatre parties, dont les cinq, ſont le total des deniers principaux d'icelle vendition, par-ce que le vendeur luy deuoit & ſeroit tenu payer quint & requint à cauſe d'icelle vendition: mais ſ'il auoit eſté conuenu entre les parties & dit¹ que leſdits deniers principaux ſeroient & demourroient francs deniers au vendeur, ledit ſeigneur ſeroit tenu reſtituer entieremēt leſdits deniers principaux, pour ce que l'acheteur ſeroit tenu du quint & requint & non le védeur, & leſquels quint & requint ſeroient eſtains & confus en la perſonne d'iceluy ſeigneur, par-ce qu'il eſt en faiſant ledit retrait au lieu dudit acheteur que doit demourer indemné. cxix.

1118. Tacite
vel expreſſe ad
de que dixi in
conſuet. Pariſ.
C.M.

Item & eſt à ſçauoir qui quand un parent lignager veut retraire par proximité de lignage un fief vendu par ſon parent, & venant de propre, ou naiſſant, ledit parent retrayant du coſté & ligne dont eſt venu ledit fief eſt à preferer audit ſeigneur dont ledit fief eſt tenu.

De douaire prefix & quand il a lieu. cxx.

Quand en faiſant quelque contract de mariage eſt expreſſement dit, conuenu & accordé, que la fille ou femme qui ſe conioint par mariage au cas qu'elle ſuruiue ſon mary futur, pour ſon droit de douaire auroit quelque ſomme de deniers pour vne fois, ou quelque rente à vie ou perpetuité, ou le reuenu de quelque héritage chacun an pour vne fois, ou autre choſe que permette & aſſigne ledit mary futur à icelle fille ou femme, tel douaire eſt réputé & appelé douaire prefix ou conuenancé. Et en doit icelle femme au cas qu'elle ſuruiue iouyr ainſi & par la maniere qu'il a eſté dit & accordé par icelles parties. cxxi.

Item & n'eſt requis de demander ledit douaire prefix ou conuenancé, ne ſoy y faire mettre par iuſtice, par-ce qu'au moyen de la promeſſe du mary, iceluy douaire prefix a lieu & cours incontinent apres le trespas dudit mary. Et tellement que ladite veſue peut pourſuir les héritiers ou detenteurs des héritages à elle promis pour ſon dit droit de douaire pour tout ce qui en ſeroit eſcheu depuis le trespas d'iceluy mary.

*De douaire couſtumier, & quand il a cours, & comment on ſi doit faire mettre
& maintenir par iuſtice. cxxij.*

Toutes-fois que femme ſe lie par mariage, elle acquiert droit de douaire couſtumier, qui eſt la moitié des fruits, profits & reuenu de & ſur tous les héritages appartenans au mary au iour dudit mariage de quelque ligne & à quelque tiltre que ce ſoit, & auſſi de tous autres héritages qui depuis ledit mariage ſeroient venus & eſcheus audit mary par ſucceſſion en ligne directe. Et d'icelle moitié doit ladite femme apres le trespas de ſon dit mary iouyr ſa vie durant tant ſeulement. cxxiii.

Item & pour ce faire eſt neceſſaire à icelle femme obtenir & auoir commiſſion de mondit ſeigneur le gouverneur & bailly ou ſon lieutenant, du preuoſt dudit lieu ou ſon lieutenant, ou de l'un d'eux: en vertu de laquelle ſe doit icelle veſue faire tenir, garder, maintenir & mettre de fait par le ſergent auquel adreſſera icelle commiſſion ſur tous les héritages ou elle pretend auoir ſon dit

sondit droit de douaire coustumier, ou sur les principaux & chefs lieux d'iceux heritages, au cas que plusieurs chefs lieux y auoit. Et icelle maintenue ainsi faite, faire signifier par ledit sergent aux heritiers possesseurs & detenteurs desdits heritages & à tous autres qu'il appartient, ou qui y peuuent auoir ou pretendre interest qui se peuuent à ce opposer. Et pour dire leurs caules d'opposition leur doit estre iour assigné par deuant le iuge duquel est emanee ladite commission, & au moyen de ce est acquis à ladite vefue du iour que ladite maintenue sera faite sondit droit de douaire coustumier, nonobstant ladite opposition & non deuant. cxxxiii.

Item mais ou les heritiers dudit mary auant qu'obtenir ladite commission ou autrement depuis le trespas d'iceluy mary, auroient consenti & accordé à ladite vefue de prendre sondit droit de douaire coustumier sur iceux heritages, ne seroit necessaire à icelle vefue de faire-faire ladite maintenue de fait: mais suffiroit & doit auoir sondit droit de douaire depuis le temps dudit consentement d'iceux heritiers. cxxxv.

Item & est à sçauoir que lesdites femmes vefues prenans & tenans douaire coustumier sont tenuës de retenir & entretenir tant & si longuement que leurdit douaire aura lieu & cours, la moitié des edifices situez es heritages sur lesquels elles prennent leurdit droit de menuës refections: C'est à sçauoir de pol, torche & couuerture seulement. Et au regard des autres grosses refections elles appartiennent à faire au propriétaire, comme massonnerie & charpenterie. Et si sont tenus icelles vefues d'entretenir en bon & suffisant labeur & valeur durant iceluy douaire les terres arables, boys, prez, iardins, vignes & autres heritages pour ladite, & les acquitter des cens fonciers & rentes anciennes durant ledit douaire, & non d'autres charges ou rentes constituees si elles n'estoient à ce obligees. cxxxvi.

Item que où ledit droit de douaire coustumier se prendroit sur aucuns fiefs, est l'heritier auquel appartient & est venu ledit fief en droit de propriété tenu releuer & droicturer entierelement iceux fiefs, sans ce q'ladite vefue soit tenuë pour sondit droit de douaire en releuer ou droicturer aucunement. Et si par faute de releuer & droicturer par ledit heritier icelle vefue qui auroit fait diligence de faire-faire ladite maintenue ne pouuoit iouyr de sondit droit de douaire, elle auroit son recours contre ledit heritier, qui seroit tenu des dommages & interests d'icelle vefue. cxxxvii.

Item & si aduenoit que ladite vefue tenant douaire decedast auant que despouiller & ameublir les fruits estans croissans sur heritage par elle tenus audit tiltre de douaire: En ce cas lesdits fruits, attendu qu'ils ne sont ameublis ne separez de l'aire seroient & appartiendroient à l'heritier ou propriétaire d'iceux heritages, sans pource rendre aucuns frais des labeurs parauant faits en iceux heritages. cxxxviii.

Item & pareillement prendra ou deura prendre ladite femme tenant douaire ce qui escherra des fruits des heritages de sondit mary, & pour moitié, incontinent apres ladite maintenue faite comme dessus. cxxxix.

Item & est à noter que où le mary constant le mariage de luy & de ladite vefue auroit vendu lesdits heritages à luy appartenant au iour dudit mariage, ou qui depuis luy seroient escheus par succession en ligne directe, ou partie d'iceux, sans charge dudit droit de douaire, & sans de ce auoir recompense, icelle femme si n'estoit qu'elle eust expressement consenti ou renoncé à sondit droit de douaire, loist à ladite vefue apres le trespas de sondit mary maintenue en son droit de douaire, intenter son action pour sondit droit de douaire alencontre des detenteurs desdits heritages. Et luy doit sondit droit estre adiugé sur iceux heritages, nonobstant lesdits vendeurs ou autres alienations, sauf à l'acheteur ou autres leur recours de garentie cõtre l'heritier dudit mary. cxxx.

Item & iaçoit que ladite vefue se puisse tenir si bon luy semble au douaire prefix & à elle assigné en contractant son mariage: Neantmoins a le choix & option, & se peut tenir à sondit douaire prefix, ou au douaire coustumier lequel que bon luy semble. cxxxii.

Item & faut noter que lesdits douaires, tant prefix comme coustumiers, sont priuilegiez en telle maniere qu'ils se prenent auant toutes autres debtes. Et n'est requis pour seureté d'iceux douaires faire-faire namptissement, par-ce que lesdites femmes dès le iour de leur mariage acquierent hypotheque tacite, qui suffit pour seureté d'iceux douaires.

Des priuileges & autres droits appartenans aux vefues, tant nobles qu'autres. cxxxij.

Q Vand homme noble decede, il loist à sa femme suruiuant apres le trespas de sondit mary declarer, choisir & tenir les meubles & debtes par la coustume des nobles par la ma-

Couſtumes du bailliage & preuofté de Channy

niere comme ſi deſſus a eſté touché. Et eſt requis qu'elle face declaration de tenir ou renoncer dedans quarante iours apres ledit trespas: & neantmoins peut tenir avec ce icelle veſue & auoir ſondit douaire couſtumier ou prefix ſelon & ainſi que cy deſſus eſt déclaré. cxxxiii.

Item que ſi la veſue d'homme noble ne veut tenir, mais renonce à ladite couſtume des nobles, elle doit auoir ſon douaire prefix ou couſtumier à ſon choix, comme dit eſt. Et avec ce doit rapporter & auoir la moitié des heritages & acqueſts conſtant leur mariage, enſemble la moitié de tous meubles & debtes qui communs eſtoient entre eux au iour du trespas. Et ſi doit icelle veſue auoir & reporter hors-part & ſans rendre aucune choſe ſes veſtures & habillemens, non pas les pires ne les meilleurs. Et au regard de ſes autres habillemens ils doiuent venir à partage: toutes-fois ladite veſue les doit auoir ſ'il luy plaift, en recompensant l'heritier d'autres biens ou deniers iuſques à la valeur & iuſte eſtimation de la moitié d'iceux. Et au regard des debtes tant actiuement que paſſiuement ſe doiuent diuiſer egallement moitié par moitié. Et quant à l'accompliſſant & fourniffant des teſtamens, ſeruices, obſeques & funerailles appartient à faire & en eſt l'heritier tenu. Et a ceſt article lieu entre plebeiens & roturiers auſſi bien qu'autres gens nobles. cxxxiiii.

Item que ſi vn homme noble decedant a pluſieurs maiſons, il loiſt à ſa veſue ſuruiuant d'eſlire & choiſir pour ſa demeure à vie & droit de douaire laquelle deſdites maiſons qu'il luy plaift: mais ſ'il n'y auoit qu'une maiſon, ladite veſue n'en doit auoir pour ſondit droit de douaire que portion & moitié. cxxxv.

Item & eſt à ſçauoir que des heritages ſur leſquels à cours droit de douaire, ſe peut faire partage & diuiſion: mais en ce cas eſt tenuë & appartient à la veſue douairiere de faire ledit partage, laquelle eſt tenuë ce faire & en doit faire deux parts, deſquelles appartient le choix à l'heritier qui peut prendre & eſlire des deux parts telle que bon luy ſemble, & où ladite veſue ſeroit refusant & delayant par l'eſpace de quarante iours apres ce que l'heritier l'auroit requis de faire iceluy partage, ledit heritier pourroit iouyr du total deſdits heritages ſans en rien payer ne bailler à ladite veſue pour ſondit douaire. iuſques à ce que ledit partage ſeroit fait, ſi c'eſtoit choſe ou heritage qui ſe peuſt partir. cxxxvi.

Item quand vne veſue noble ou non noble vend les ſucceſſion & biens meubles & acqueſts qui communs eſtoient entre ſon feu mary & elle, eſtre onereux & chargez de debtes, il eſt loiſible à icelle femme veſue de renoncer ſi bon luy ſemble auſdits meubles & acqueſts faits conſtant ledit mariage: & en ce faiſant, pourueu qu'elle n'ait prins, recelé ne transporté aucuns d'iceux biens, doit icelle veſue demourer quitte des debtes: & laquelle veſue doit faire incōtinent apres le trespas de ſondit mary declaration expreſſe de ce, par deuant iuge competent: Et en ce faiſant n'eſt tenuë ou peut eſtre pourſuiuie pour cauſe deſdites debtes, & ne ſe peut l'on prendre aux heritages de ladite veſue & n'en ſont tenus: & neantmoins doit reporter & auoir icelle veſue ſes habillemens, non pas les pires ne les meilleurs, mais les moyens ſans charge de debtes.

De bail & garde de mineurs nobles.

cxxxvij.

Tous enfans, c'eſt à ſçauoir fils au deſſous de quatorze ans, & filles au deſſous de douze ans ſont tenus & reputez mineurs & en bas aage. cxxxviii.

Item & à ceſte cauſe & pource que ſouuent aduient que le pere ou mere d'enfans mineurs nobles decedent, delaiſſez leſdits enfans mineurs leurs heritiers, auſquels appartiennent les biens meubles & heritages feodaux demourez par le trespas de leurſdits pere ou mere, le ſuruiuant d'iceux pere ou mere peut prendre, choiſir & eſlire le bail, garde-noble d'iceux enfans mineurs. cxxxix.

Item & où ledit pere ou mere ſuruiuant eſlit & choiſiſt ladite garde-noble, il eſt tenu & doit faire inuentaire des biens meubles & immeubles d'iceux enfans: & les alimenter & entretenir de leurſdits biens, & d'en rendre compte & reliqua auſdits mineurs iceux venus en aage, ainſi & par la maniere qu'un tuteur de mineurs doit & eſt tenu de faire entre gens plebeiens & roturiers. cxl.

Item & eſt à ſçauoir que ſi ledit pere ou mere ſuruiuant ne vouloit prendre ladite garde-noble, ſoit loiſible aux ayeul ou ayeulle, fuſſent paternels ou maternels deſdits mineurs de ce faire, & en ce faiſant ſeroit l'ayeul paternel preferé au maternel. cxli.

Item mais où le ſuruiuant pere ou mere, ayeuls ou ayeulles ne voudroit prendre ladite garde-noble: mais voudroient prendre le bail deſdits mineurs, il loiſt audit ſuruiuant ayeul ou ayeulle, le,

le, prenant ledit bail, que l'on appelle baillistre, apprehender, prédre & appliquer à son profit & faire siés tous les meubles & fruits des heritages feodaux desdits mineurs, & d'iceux heritages iouyr iusques à ce que lesdits mineurs fussent aagez & en l'aage que dessus: Et en ce faisant sont tenus tels baillistres de payer les debtes dont sont tenus lesdits mineurs du costé dont sont venus lesdits biens & heritages: & aussi d'accomplir & fournir les testamens, obseques & funeraillies. Et avec ce d'alimenter & entretenir bien & suffisamment lesdits mineurs, & iceux endoctriner & faire apprendre selon leur estat. cxlii.

Et oultre de retenir & entretenir de toutes impenses, refections, proces & matieres quelconques les heritages feodaux desdits mineurs, & iceux rendre en fin dudit bail quittes, acquitter, indemnes & deschargez de toutes redevances & charges escheuës durant le temps d'iceluy bail. cxliiii.

Item & où il n'y auroit pere ou mere, ayeul ou ayeulle, les frere, sœur, oncle, tante, ou autre parent aagé en ligne collateral, pourront prendre ledit bail, & y seroit preferé le plus prochain aisé du costé paternel. cxliiii.

Item que les sages, officiers, procureurs, greffiers & autres praticiens de la ville de Channy ont vŕ des coustumes cy dessus transcrites, & icelles ouy tenir & reputer communement pour vrayes, sans ce qu'en la gouernance, bailliage & preuosté dudit Channy ait esté vŕ autrement, ne d'autres coustumes que celles qui cy dessus sont declarees, publiees & accordees en la cour du Roy nostre sire audit Channy, l'an mil cinq cens & dix.

FIN DES COVSTVMES DES BAILLIAGE
& preuosté de Channy.

☞ Cayer des Coustumes, vsages & stiles de la

SENECHAVCEE ET COMTE DE PONTIEV,

fait par l'office de monseigneur le seneschal dudit Ponthieu: appelez à ce faire les aduocat & procureur du Roy en icelle seneschauce, le greffier & autres officiers d'iceluy seigneur, gens d'eglise, nobles, bourgeois, bons coustumiers pour enquerre la verité & effect d'icelles coustumes, ainsi que ledit seigneur l'auoit mandé faire par ses lettres missiues & mandement patent, desquelles lettres la teneur s'ensuit.

HARLES, ¹ &c.

Par vertu desquelles lettres & mandement, & en obeissant au contenu en icelles, ont esté par le lieutenant dudit seneschal cōuoquez & assemblez ensemble les gens des trois estats d'icelle seneschauce: Et par leur aduis & deliberation a esté ordonné à cinq baillis royaux qui sont suiets & ressortissans sans moyen en icelle seneschauce, & à ceux qui ont esté greffiers de ladite seneschauce, & aux maires & escheuins ayans loy & communauté audit Ponthieu d'enuoyer par escrit par deuers ledit seneschal, ou son lieutenant, les coustumes, vsages & stiles qu'ils sçauent estre & connoissent auoir esté obseruees de grand ancienneté és mettes de leurs iurisdicions chacun en son endroit. Et auoient lesdits baillis & communautézourny à ladite ordonnance, & enuoyé par escrit aucunes coustumes: pour lesquelles accorder, interpreter & metre en ordre, auroient par les gens desdits trois estats esté esleus cinq notables personnages qui auoient & ont fait le recueil desdites coustumes enuoyez par lesdits baillis & communautéz, & les rediger par escrit en vn cayer de papier, pour lequel cayer concorder & mettre en forme deuë & autentique, & aussi pour enquerre de la verité & effect desdites coustumes, & comment de toute ancienneté ils ont esté obseruees audit Ponthieu, auoit esté mandé à chacun des cinq baillis dessusdits faire assembler les gens des trois estats de leurs bailliages, & les gens de bien: pour par eux eslire par chacun d'iceux estans aucuns d'entre eux des plus discrets gens de bien & de bonne conscience, pour assister au siege de ladite seneschauce, conclure, interpreter, concorder & signer lesdites coustumes, pourueu que de chacun estat, & pour chacun bailliage il y eust de chacun estat trois hommes du moins: Et qu'à ceux qui seroient esleus par ceux desdits trois estats fust fait commandement d'eux trouuer en ceste ville d'Ab-

¹ Sçavoir est huitième de ce nom.

Couſtumes du bailliage & preuoſté de Channy


beuille au vingtième iour de Ianuier dernier paſſé, en l'an mil quatre cens quatre-vingts & quatorze : Auquel iour comparurent au ſiege de ladite ſeneſchauce pluſieurs notables perſonnages, tant gens d'eglifé, nobles, & gens du tiers eſtat, iuſques au nombre de cent à ſix-vingts perſonnages, avec les officiers dudit ſeigneur, & grand nombre des conſeillers & praticiens en ladite ſeneſchauce. Et apres que tous ceux de ladite aſſemblee eurent fait ſerment ſolennel de bien & loyaument en leurs conſciences, dire & depoſer la verité deſdites couſtumes, vſages & ſtils, ainſi que de toute ancienneté ils les ſçauent & ont veu depoſer, garder & obſeruer audit Ponthieu, & de bien & loyaument ſur ce conſeiller ledit ſeigneur, ceſſant toute faueur & acceptations des perſonnes: A le dit cayer eſté par pluſieurs-fois leu, & leſdites couſtumes & vſages concordees, depoſees & interpretees concordamment par ceux de ladite aſſemblee, ainſi & par la forme & maniere qu'en ce preſent cayer eſt contenu. Et en approbation de verité ont leſdits deputez, & ceux qui ont eſté eſleus par leſdits trois eſtats a concorder, interpreter & depoſer leſdites couſtumes: Pareillement leſdits praticiens & officiers dudit Ponthieu ſigné ce preſent cayer de leurs ſeings manuels, & a iceluy a eſté mis le ſecl de ladite ſeneſchauce le dixſeptième iour d'Octobre, l'an mil quatre cens quatre-vingts & quinze. Ainſi ſigné A. de May, vicaire de ſainct Pierre d'Abbeuille, Craiſſant de Long pré, Guy de Fontaines, doyen de Long pré, Thomas raddulhy, Picot adchumberc, curé de Vuailly. L. Tillet eſcuyer, Io. trachart, curé de Nempont. G. le leu, curé de Frenneuille, de Pracellis, des Preaulx, Vuatare, curé de Beauuoir, lez Rue. R. de la mare, eſcuyer, ſeigneur de la Boiffiere. Mah. de le trenquie eſcuyer. N. gourlay, chaſtellain du Gard & du Tiltre. Baud. de le motte, bailly de Vuaben. Pierre le vaſſeur d'Abbeuille, à ſon tour maieur. Gerard de le trenquie, bailly d'Araines & d'Argueil. Porrus hourdel de Monſtrœul. P. de ponches eſcuyer, lieutenant du bailly de Creſſy. Guillaume d'auernes, lieutenant du bailly de Soues. Guy de belleual, Poiteuin. Iaques lobam, eſcheuin de Rue, de le Moliere, de Marquent. Antoine le blond, maieur de Marquenterre. A. le ſellin, procureur de Rue. R. le flameng, maieur de Vuabem. Guy le gay, eſcheuin de Rue. P. hache de Buires, lez Secques, eſcheuin. eſcheuin de ſainct Ioffe. I. de dondelanuille, lieutenant de Senarpont. P. bullart, eſcheuin de Buires. I. d'auzel, maieur d'Argueil. P. riuet, greffier du bailly de Vuabem. I. deaucourt cheualier, ſeigneur dudit lieu, lieutenant général de monsieur le ſeneſchal de Ponthieu. Iean iourne eſcuyer, ſeigneur de Martaigneuille, lieutenant particulier de mondit ſeigneur le ſeneſchal. P. gaude, aduocat du Roy audit Ponthieu. I. le iour, greffier d'icelle ſeneſchauce. I. caudel, licencié és loix, ſieger de la ville d'Abbeuille. Euſtache d'aouſt eſcuyer, bailly d'Abbeuille. A. cornu, greffier de ladite ville. P. doremus, procureur du Roy en la comté de Ponthieu. I. le brun licencié és loix, aduocat. Nicolas de le freſnoye, procureur de ladite ville. P. doremus, aduocat. E. acart, greffier de l'election de Ponthieu. N. maupin, aduocat. P. locquiſſart procureur, conſeiller en ladite ſeneſchauce. I. des champs, lieutenant general du bailly d'Abbeuille. P. gridame, procureur audit ſiege. Nicolas de ſainct Eloy, procureur audit ſiege, & greffier de l'argenterie d'Abbeuille. I. marquet, licencié és loix, aduocat. G. le gros, procureur, &c. Iaques le roy, procureur. I. de ſainct Supliz, procureur, & I. martin procureur.

Enſuiuent les Couſtumes generales d'icelle

COMTE, CONCERNANS

ſucceſſions ab inteſtat.

Article premier.

 VAND aucune perſonne iouyſſant & poſſedant d'aucuns biens meubles ou immeubles, choſes foncieres reelles & proprietaires, ſituez en ladite comté, ſoit qu'elles ſoient tenus noblement & en fief, ou coſtierement, & qu'elles ſoient de l'acqueſt ou heritage du treſpaſſé, ſ'il decede inteſtat, & qu'il delaiſſe en ligne directe pluſieurs ſes enfans, ſoient maſles ou femelles : a l'aiſné maſle d'iceux appartient la ſucceſſion, ſuppoſé qu'il y euſt femelles aiſnees dudit maſle: & ſi la ſucceſſion chet entre femelles ſans ce qu'il y ait maſle auſſi prochain qu'elles au defunct, à l'aiſnée d'icelles femelles appartient la ſucceſſion, ſauf que les autres enfans du treſpaſſé y ont vn quint viager ſeulement

ment pour eux ensemble si apprehender le veulent. Et si aucun ou aucuns desdits enfans puiffent va de vie par trespas apres l'apprehension par luy faite dudit quint, la part & portion retourne à l'heritier, & non en rien aux autres enfans. ii.

Item quand aucune personne residente en ladite comté va de vie à trespas intestat, delaisse aucuns biens meubles ou immeubles, situez en icelle comté, les meubles tiennent & suiuent la coustume du lieu où le trespas meurt, & les choses foncieres & immeubles ensuiuent les coustumes des seigneuries & iurisdicions où elles sont situees & assises. iii.

Item quand aucun va de vie à trespas intestat, delaisse aucuns meubles & heritages situez en ladite comté, & aucun heritier en ligne directe, il n'y a qu'un heritier en Ponthieu qui succede au trespas en l'vniuersel droit des meubles & acquests d'iceluy trespas. iiii.

Item qu'ainçois qu'un puist auoir droit reel & propriétaire sur chose immeuble, situee en ladite comté à luy escheuë par succession d'aucuns ses predecesseurs, il conuient qu'il le releue preallablement par deuers le seigneur ou seigneurs dont ladite chose réelle est tenuë & mouuant, ou par deuers leurs officiers ayans pouuoir à ce faire, & qu'il contente ledit seigneur ou seigneurs de leurs droits pour ce deus: Et si c'est fief noble, & non restraint, il y eschet soixante sols de relief & vingt sols de chambellage, & en cottiere y eschet tels cens tels reliefs que doit annuellement la cottiere, si ce n'est que par fait especial il y ait moindre ou plus grand droit de relief ordonné & constitué par les seigneurs & tenans, ou par leurs predecesseurs. v.

Item par ladite coustume on n'a aucun droit reel en chose immeuble situee en ladite comté, qui non est saisi de fait par leurs seigneurs ou seigneur immediat dont l'immeuble est tenu, ou par ses officiers ayans pouuoir à ce, le seigneur ou seigneurs payez & cõtentez de leurs droits. vi.

Item quand aucun va de vie par trespas saisi & possedant d'aucune chose fonciere, réelle ou propriétaire situee en ladite comté, icelle chose réelle & propriétaire apres le trespas d'iceluy qui en estoit saisi retourne en la main du seigneur de qui elle estoit tenuë, & en appartiennent les profits à iceluy seigneur tant & iusques à ce qu'elle soit releuee deuers luy ou ses officiers ayans pouuoir à ce, & qu'il soit contenté de ses droits pour ce à luy deus: Et si n'estoit chose tenuë noblement & en fief, & elle n'estoit releuee endedans quarante iours & quarante nuicts apres le trespas de celuy qui en estoit l'homme & tenancier, il y eschet soixante sols d'amédé au profit du seigneur, si prendre les veut, sur ceux qui viendront vers luy releuer apres iceux quarante iours & quarante nuicts expirez, & si c'est cottier qui ne soit releué endedans sept iours & sept nuicts, il y eschet sept sols six deniers d'amende. Et les temps dessusdits passez si les fiefs & coheritiers n'estoient releuez, & demourassent en la main du seigneur apres le temps dessusdit, il luy loist prendre les tontures & profits des choses non releuees, & en iouyr & profiter iusques à ce qu'un apres l'offre deuers luy à les releuer. vii.

Item quand aucun trespas meurt intestat sans delaisser en ligne directe aucuns de sa posterité enfans ou nepueux, & delaisse aucuns ses predecesseurs ascendans en ligne directe, comme pere, mere, aue, taion ou taie, & aucuns ses prochains en ligne collateral, les ascendans en ligne directe sont preferez en sa succession es meubles & acquests delaissez par le trespas d'iceluy defunct, & exclurés les collateraux. viii.

Par la coustume generale de ladite comté, en matiere de succession representation n'a aucun lieu, & si les plus prochains parens & heritiers apparans d'un defunct renocent à la succession qui leur seroit escheuë, & qui leur deuroit appartenir si apprehender la vouloient, ou fils sont negligens de l'apprehender, les autres parens en dessous ou de plus loingtain degré au defunct peuuent & leur loist eux porter & fonder heritiers d'iceluy defunct. ix.

Item par ladite coustume quand aucun immeuble demeure par la succession d'un trespas, retourne par faute d'homme & de relief en la main du seigneur dont il est tenu, & qu'un cõme prochain du dernier possesseur defunct ou d'autres defuncts, ses predecesseurs, s'offre à releuer par deuant le seigneur en la main duquel est retourné ledit immeuble, & le cõtete de ses droits pour ce deus, ledit seigneur ne le peut vallablement refuser de le receuoir audit relief pour qlque arrerage qui soit deu à cause de ce qui voudroit ainsi releuer, n'aussi pour cause qu'il y eust personne plus prochaine pour deuoir succeder audit defunct, si iceluy plus prochain n'auoit apprehendé & soy offert à releuer par deuers le seigneur, ou qu'iceluy plus prochain eust releué de fait. x.

Item par ladite coustume quand aucun a esté receu à relief par le seigneur d'aucune chose immeuble situee en ladite comté, soit fief ou cottiere, & aucun autre si c'est pour fief viët pour relief apres quarante iours, à compter depuis le trespas de celuy au tiltre duquel il voudroit releuer, ledit seigneur puis qu'il en auroit homme & receu aucun à relief, ne doit point receuoir à relief

Coustumes du Comté de Ponthieu

autre que celui qu'il auroit premier receu : Mais doit tenir pour diligens ceux qui viendroient pour releuer apres qu'il en auroit receu aucun audit relief. Et pendant lesdits quarante iours il peut recevoir à relief autant de gens qui s'offrent à luy pour releuer, en declarant ceux qui auparavant auroient releué en prenant les droits. xi.

Item & si c'est pour chose tenuë cottierement, il peut recevoir à relief tous ceux qui s'offrent à releuer endedàs sept iours, sept nuités apres le trespas de celui defunct qui estoit son homme & tenant de la chose cottiere qu'on offroit à releuer. Et apres qu'iceux sept iours & sept nuités sont expirez, & qu'il a receu à relief aucun pour chose cottiere, il ne doit du viuant d'iceluy qui auroit de luy releué recevoir aucun autre à relief : mais tenir pour diligent chacun qui s'offreroit à releuer, en declarant à ceux qu'il auroit tenu pour diligés, qu'ils succubassent celui ou ceux qui premier seroiët saisis si bon leur semble. Et pour chacun qui s'offre à relief & qui est tenu pour diligët appartient droit seigneurial audit seigneur tel & semblable que doit pour relief la chose immeuble pour laquelle on les tient pour diligens. xii.

Et apres qu'aucun est tenu pour diligent pour auoir soy offert au seigneur de releuer chose immeuble, si succumbe celui qui en est parauant luy saisi, ou que le saisi y renonce à son profit, la diligence faite de leuer par deuers ledit seigneur, vaut saisine, & n'y eschet audit seigneur autres droits que ceux dont il auroit esté contenté, pour auoir tenu pour diligent celui qui auroit succumbé ou fait renoncer celui ou ceux qui par ledit seigneur auroient esté receus à relief.

Des successions.

Item si aucun iouyssant d'aucunes choses reelles, foncieres & proprietaires à luy succedees & escheuës par hoirie de ses predecesseurs & deuanciers, decede intestat sans delaisser aucuns consanguins & parens en ligne directe, & la succession eschet en ligne collateral, au plus prochain en degré d'iceluy decedant de la coste & ligne dont luy estoient procedez lesdits heritages, appartient la succession d'iceux heritages qui procedez estoient au defunct du costé & ligne dont luy attenoit celui son consanguin plus prochain, posé qu'iceluy defunct en eust de plus prochains d'aucun autre costé & ligne. Et en Ponthieu d'une coste & ligne n'a qu'un heritier. xiii.

Item & par ladite coustume, si en aucune succession collateralle d'aucuns defuncts sont aucuns biens meubles, acquests ou conquests, ils appartiennent à celui qui seroit le plus prochain en lignage à iceluy defunct, & quant aux heritages ils suivent le costé & ligne dont ils estoient procedez au defunct. xv.

Ité qu'ad succession collateralle eschet entre plusieurs collateraux qui sont en un mesme degré, & les plus prochains au defunct duquel la succession est escheuë, si iceux plus prochains sont nais d'un mesme ventre. Aucuns coustumiers de ladite côté ont depose & maintiène pour coustume qu'à l'ainé masse appartient la succession, supposé qu'il y eust femelle ainsee d'icelui masse. xvi.

Ité & si ladite succession chet entre gés nais de diuers ventres en pareil degré plus prochains audit defunct qu'à l'ainé, soit masse ou femelle qui est plus prochain du costé & ligne d'ot lesdits heritages procedoiët audit defunct, cōpete & appartient la succession des meubles & acquests d'iceluy defunct, & des heritages qui procedoiët, si dit estoit du costé d'ot ils luy attiennent : & aucuns autres coustumiers dudit Ponthieu ne veulët deposer la coustume estre telle quand ils sont produits en coustume : mais ils les ont par cy deuant remis & remettent au droit. xvii.

Item quand bastard ou illegitime decede intestat, la succession appartient au seigneur vicotier es mettes de la iurisdiction duquel les biens sont trouuez au iour du trespas dudit illegitime, lesquels illegitimes ne succedent point à leurs parens es meubles ne es heritages. xviii.

Item par ladite coustume generale un bastard ou illegitime peut tester de ses meubles & acquests à qui qu'il luy plaist les donner, & prendre & apprehender legats & dons à luy faits. xix.

Item par ladite coustume si une personne qui soit aubain dehors ce royaume meurt testat ou intestat ens ladite comté de Ponthieu, tous ses meubles & immeubles appartiennent au Roy pour droit d'aubine.

Des donations.

Par la coustume generale de ladite comté de Ponthieu on ne peut charger, vendre n'hypotheker son heritage à luy venu de ses predecesseurs, si n'est par le consentement de son heritier apparant, ou par necessité iuree, & suffisamment prouuee, luytiers de mains, sinon par quint & par forme de quint, duquel quint un chacun de franche & liberalle condition peut

x 17. Id est, i nichilum ut dixi in cōsuet. Parisi. §. 8. gl. 1. q. 8. §. 186. C. M.

peut disposer sur ses heritages & les dōner à qui qu'il luy plaist, sans le consentement de son heritier, soit par don heredital ou viager. xx.

Item par la coustume generale de ladite comté, vn chacun de franche & liberalle condition peut & luy loist ses biens meubles, acquests & cōquests, ceder, donner, transporter à sa volōté, & les transporter à telle personne que bon luy semble, sans le cōsentement de son heritier, soit q̄ la donatiō se face par don d'entre vifs, pour cause de mort, ou par testamēt & derniere volōté. xxi.

Item par ladite coustume, quand aucun fait don de chose reelle & immobiliere situee en ladite comté, soit qu'elle soit heritage ou acquest au donateur, il est requis qu'ainçois que le donataire y ait acquis droit reel, & qu'il en puist ou doive leuer les profits qu'il en soit faisi par le seigneur ou seigneurs dont la chose immobiliere donnee est tenuë, ou par les officiers ayans pouuoir à ce d'iceluy seigneur ou seigneurs. xxii.

Item par la coustume generale de ladite comté, quand aucune chose immobiliere, fonciere & reelle situee en icelle comté est donnee par le propriétaire, il est requis & necessaire qu'ainçois que le dōnant puist transporter don & droit reel pour en iouyr & posseder soit à son heritier apparant ou autre, & que le donataire ou heritier y ait acquis droit reel pour en iouyr & leuer les fruits & profits que le donateur, si c'est par don d'entre vifs, s'en dessaisie en la main du seigneur ou ses officiers ayans pouuoir à ce, & que ledit seigneur contenté de ses droits, le donataire en soit faisi & reputé à homme & tenant. xxiii.

Item par ladite coustume generale deux conioints par mariage au traité de leur mariage ou en derniere volōté peuent & leur loist donner l'vn à l'autre soit le mary à la femme, ou la femme au mary, de tous leurs meubles, acquests & conquests le quint, soit viager ou heredital, de tous leurs heritages situez en ladite comté. xxiiii.

Item par la coustume generale de ladite comté de Ponthieu, vn chacun peut à son heritier apparant par don d'entre vifs & en auancement d'hoirie & succession, donner & transporter les heritages à luy venuës de la succession de ses predecesseurs pour des-lors iouyr entierement ou en partie soit à vie ou heritablement, & à tousiours: & s'en peut celuy à qui tel don seroit fait faire faisir en payant au seigneur ou seigneurs vn droit de relief seulement & non autre. xxv.

Item par ladite coustume generale de Ponthieu, vn chacun de franche & liberalle volōté peut & luy loist sans le consentement de son heritier, & à qui qu'il luy plaist, soit par testament ou derniere volōté, donner & legater le quint de tous ses heritages ou partie d'iceux, & par forme de quint. Et ne peut vne personne quintier qu'vne fois ses heritages. xxvi.

Itē par la coustume generale de ladite cōté, ainçois qu'vn puist auoir droit reel en chose immeuble à luy legatee, il est necessaire qu'il l'apprehēde par l'vne des deux voyes qui ensuiuent: C'est à sçauoir par mise de fait en vertu de cōmission donnee de iuge competent, & que par sergent ayant pouuoir à ce, le legataire ou procureur pour luy soit mis de fait sur la chose à luy legatee, en appelant sur le lieu l'heritier du legateur, & le seigneur: & qu'ils soient adiournez à leurs personnes ou domiciles, & que le legataire y soit tenu & decreté de droit par iuge competent, ou que par le consentement de l'heritier dudit legateur iceluy legataire en soit faisi & vestu, le seigneur dont la chose immeuble seroit tenuë, payé ou contenté de ses droits. xxvii.

Item par la coustume generale de ladite comté, si aucune femme qui a releué son heritage se marie, & entre au bail d'autrui, le mary & elle doiuent relief de bail: & aussi quand le mary va de vie par trespas, & que la femme est hors bail & retourne à gouuernemēt, elle doit relief simple pour la mutation de celuy qui en estoit homme du seigneur. Et si elle se remarie la seconde fois, le second mary est tenu de releuer & payer relief de bail, & si iceluy second mary meurt & elle le suruit, elle doit encores releuer. Et pareillement faut qu'elle & ses marys relieuent pour tant de fois qu'elle se marira & qu'elle sera vesue. xxviii.

Item & par ladite coustume, vn enfant mineur d'ans pour lequel ses tuteurs & curateurs auront releué ses immeubles durant sa minorité, faut que luy venu en aage, & rendu aagé, il relieue lesdits immeubles, ou autrement s'il ne releuoit il perdrait les leuees escheuës depuis qu'il seroit aagé iusques à ce qu'il eust releué: mais si lesdits tuteurs ont releué de bail & payé double relief, l'enfant venu en aage ne doit point de relief. xxix.

Item pareillement perdroyent l'homme & la femme mariez ensemble les leuees d'immeubles, dont la femme auroit esté saisie parauant leur mariage, s'ils ne releuoient de bail: & appartiendroyent au seigneur dont l'immeuble seroit tenu toutes lesdites leuees depuis ledit mariage fait desdits mariez: & aussi celles escheuës depuis que la femme auroit esté vesue iusques à ce qu'on eust fait les reliefs tels que dit est, & que le seigneur fust contenté de ses droits

Couftumes du Comté de Ponthieu

seigneuriaux pource deus.

xxx.

Item pour lesquels droits seigneuriaux est deu au seigneur dont l'immeuble est tenu, si c'est fief pour vn simple relief lx. sols, & en bail double relief: mais en ce cas on ne doit point de chābellage, puis qu'une fois il auroit esté payé: & pour cottiere pour relief simple, tels cens, tels reliefs, & pour relief de bail, le double que doit de censive par an audit seigneur la cottiere. xxxi.

Item par la coustume generale de Ponthieu, quand aucune personne tient à cens ou rente aucuns tenemens, terres ou autres choses foncieres ou proprietaires d'aucuns seigneurs, & il les delaisse en leurs mains, iceux seigneurs en peuvent faire leur profit comme seigneurs proprietaires, les bailler à moisson, cens ou rente, ou les labourer sous leurs mains, & en prédre les fruits & profits sans qu'aucun soit receuable de les empescher en ce. xxxii.

Item par la coustume generale de la comté dudit Ponthieu, la femme apres le trespas de son mary, si elle le survit, depuis qu'elle est coniointe par mariage & passe les pieds du liēt pour coucher avecques son mary, acquiert & a acquis droit de douaire coustumier sur tous les heritages, acquests, conquests immeubles dont estoit saisi son mary au iour des espouailles durāt leur mariage, & de ce qu'il luy vient des heritages propres de ses predecesseurs dont il sera saisi durant ledit mariage: pour lequel droit de douaire luy appartient la moitié en fiefs & tous profits & reuenüs, & en cottieres vn tiers. xxxiii.

Item par la coustume generale, si luy auoit vn premier douaire constitué sur l'heritage feodal appartenant au mary, la femme n'auroit pour son droit de douaire durant le premier douaire, que le quart esdits heritages de son mary, & si ledit premier douaire expiroit, elle prédroit moitié esdits heritages feodaux, & si luy auoit deux douaires crez parauant le dernier, elle auroit le huitième esdits heritages, & à mesure qu'iceux douaires premiers finiroient, elle augmenteroit le sien douaire selon la coustume dessusdite. Et pareillemēt en chose cottiere les premiers douaires crez & acquis se prendroient parauant les derniers hypothequez. xxxiiii.

Item par ladite coustume generale de Ponthieu, le mary au traité de son mariage peut & luy loist douër sa femme de telle somme d'argent, rente, ou autre telle chose qui luy plaist, pour en iouyr viagerement & par douaire enconuenancé, à prédre sur tous ou sur telle partie de ses heritages & de ses biens meubles, acquests & cōquests. Et est tel don vallable, posé qu'il soit fait sans le consentement de l'heritier apparant de celuy qui ainsi doueroit sa femme, laquelle si elle surviuoit sondit mary peut & à elle loist prendre & choisir lequel douaire qu'il luy plaist, soit ce luy enconuenancé ou coustumier, & soy arrester auquel qu'elle veut. xxxv.

Item par ladite coustume generale de Ponthieu, ainçois qu'une femme puist & doie iouyr de son droit de douaire, & qu'elle en puist profiter, il conuient qu'elle l'apprehende par consentement de l'heritier, ou ayāt cause de sondit feu mary en ce où elle prétendroit douaire, ou qu'elle si face mettre de fait tenir & decreter de droit par iuge competant, appelé ledit heritier & ayans cause, & ceux à qui ce peut toucher, avec ce si c'est en chose immeuble ou elle veut auoir douaire, il conuient appeler le seigneur ou seigneurs dont la chose immeuble est tenuë, & n'y eschet nuls droits seigneuriaux au seigneur. xxxvi.

Item par ladite coustume generale vne femme n'a droit d'auoir douaire iusques à ce qu'elle l'apprehende par le consentement de l'heritier, ou ayans cause de son defunct mary, ou qu'elle se fait mettre de fait pour auoir sondit douaire: & depuis qu'elle y est mise de fait, luy appartient tous les profits & leues de sondit douaire, posé que long temps apres elle y soit decretee, ou obtienne par consentement de l'heritier ou autrement en sondit douaire. xxxvii.

Item par la coustume generale dudit Ponthieu, quand deux conioints ensemble par mariage ont eu aucuns dons à eux faits au traité de leur mariage, si l'un d'iceux conioints va de vie à trespas sans delaisser enfans procrez de leur mariage, le surviuant, soit l'homme ou la femme, n'est tenu de faire rapport aux donateurs n'aux heritiers du premier mourant de ce qui auroit esté donné & rapporté au mariage par le premier mourant: car par ladite coustume audit Ponthieu n'a point de rapport de mariage. xxxviii.

Item par la coustume generale de ladite comté, toutes acquisitions faites par deux cōioints cōstant leur mariage, & de leurs deniers cōmuns, à chacun d'eux en appartient la moitié. Et si le mariage est dissolu par le trespas de l'un d'iceux cōioints, au surviuant en appartient la moitié, & l'autre à l'heritier du premier mourāt, si l'un n'en a disposé par entre vifs, ou derniere volōté. xxxix.

Par la coustume generale de ladite comté, quand aucun homme ou femme conioints par mariage ont acquis ensemble constant leur mariage aucun fief, ou autre chose immeuble. Et apres qu'ils en sont saisis ils le donnent ensemble & par commun consentement à vne personne.

personne. Celuy à qui tel don est fait tiendra par vne tenuë, & non par deux, du seigneur dont les donateurs tenoient la chose donnée, & entrera en saisine en payant vn droit seigneurial. Et si c'est fief il le tiendra par vn hommage : mais si le fief ou autre chose immobilee donnée se diuisoit, ou qu'elle fust apprehendee separement, il y auroit deux droits seigneuriaux en fief, & deux hommages. Et pareillement en cottiere deux droits seigneuriaux pour les issues & deux pour les entrees. xl.

Par ladite coustume generale de ladite comté, le sexe feminin est idoine & capable quand le cas si offre, & que son droit y eschet, soit par donation, par mutation ou par testament, ou par succession ou autrement de posseder & tenir fiefs & nobles teneures. xli.

Par ladite coustume generale toutes donations faites sont reputees acquests aux donataires, qui en peuuent disposer & vser à leur volonté par testament ou par entre vifs ainsi que bon leur semble, & ne sont telles donations reputees heritages, ne ils ne doiuent sortir condition d'heritage tant & iusques à ce que par le trespas d'iceluy à qui on les a donnez, ou de leurs heritiers, ils succedent par hoirie à autruy, ou si ainsi n'estoit que lesdites donations soient faites en auancement d'hoirie & de succession, auquel cas les immeubles ainsi donnez ne seroient point reputez acquests au donataire, mais heritage, & doiuent sortir condition d'heritage. xlii.

Item par ladite coustume generale quand aucun fait donation par don d'entre vifs de chose immeuble, situee en ladite comté à luy appartenant, & qu'il le tienne d'aucun seigneur, si le don est fait à l'autre qu'à l'heritier apparant & plus prochain à deuoir succeder par hoirie du donateur en la chose donnée: si tel donataire veut apprehender le don, il doit au seigneur dont l'immeuble donné est tenu, tels & semblables droits que deuroit la chose donnée si elle estoit vendue par le donateur. xliiii.

Par ladite coustume generale quand deux mariez ensemble ont fait aucunes acquisitions foncieres, ou de choses immobilières cōstant leur mariage, & de leurs deniers communs, dont le mary ait luy seul prins la saisine deuers le seigneur ou seigneurs dont l'immeuble acquis est tenu, la femme est tenuë & reputee saisie durant le mariage de la moitié de l'acquisition: En telle façon que si elle decede parauant son mary ses heritiers & ayans cause peuuent & leur loist entrer par relief en ladite moitié qui a elle appartenoit au iour de son trespas, si elle n'en auoit autrement disposé. Et neantmoins durant leur conioction le mary de luy seul peut & luy loist sans le consentement de sa femme, donner, ceder, transporter, vendre, charger, ou autrement aliener lesdits acquests & choses foncieres, ou partie d'icelles, à qui & ainsi qui luy plaist, & sans ce qu'il soit besoin qu'elle y soit presente ou appelee: lesquelles alienations ainsi faites par le mary, valent & doiuent sortir plain effect. xliiii.

Item par la coustume generale de ladite comté, ainçois qu'une femme puist auoir & demander droit de douaire coustumier ou encōuenacé, il cōuient qu'elle ait esté femme & espouse de celuy dōt elle se dit veufue, & qu'iceluy son mary eust esté deuëment saisi des immeubles sur lesquels elle pretend auoir douaire au iour des nopces constant le mariage, ou au iour de son trespas. xlii.

Par la coustume generale de ladite comté, vne femme apres le trespas de son mary peut renoncer aux meubles & acquests qui estoient cōmuns entre elle & son dit mary durant leur conioction, qui de droit doiuent à elle appartenir apres le trespas de son mary, & en y renoncant elle n'est tenuë ne chargée de payer aucunes debtes accreues & engēdrees cōstant leur mariage: & en faisant ladite renonciation elle n'est point priuee de son droit de douaire, soit coustumier ou encōuenacé, & leq̄l qu'il luy plaist prédre: & si ne sont les heritages d'elle ne les autres immeubles qui à elle appartenoient parauant le mariage d'elle & de son dit mary afferuis au payement desdites debtes, si il n'y auoit sur iceux hypothèque crée du cōsentement d'elle cōstant leur dit mariage, ou q̄ par fait especial elle y eust afferuy lesdits immeubles qu'elle y fust obligee avecques son dit mary, auquel cas on peut faire contraindre ladite femme par prinse de ses biens & heritages à faire payement de ladite dette au moyen de sa portion, si ainsi y est obligee. xlii.

Par ladite coustume si la femme apres le trespas de son mary apprehende la moitié des biens meubles, acquests ou conquests, qui de droit commun luy appartiennent, ou partie d'iceux sans y renoncer, elle est tenuë & chargée de payer la moitié des debtes deuës par eux conioints au iour du trespas de son dit mary. xliiii.

Et par ladite coustume generale durant le mariage de deux conioints, ils se peuuent obliger l'un pour l'autre, pourueu que la femme le face sans estre contrainte, & par l'auctorité de son mary: & si elle le faisoit par contrainte, ou sans l'auctorité de son mary, l'obligation de ladite femme seroit de nulle valeur. xliiii.

Couſtumes du Comté de Ponthieu

Par l'vſage de ladite comté quand vne femme renonce apres le trespas de ſon mary, pour doute de payer les debtes, elle ne doit rien emporter des biens hors de partie, ſinon ſes habillemens honneſtes & moyens ſelon ſon eſtat. xlix.

Par ladite couſtume generale obſeruee en matiere de douaire, & vne femme apres le trespas de ſon mary a acquis ſon droit couſtumier, & elle y eſt tenuë & decretee de droit par auctorité de iuſtice, ou qu'elle l'ait par le cōſentement de l'heritier de ſon dit feu mary & du ſeigneur eſ heritages ayans appartenu à iceluy ſon mary. l.

Et il aduient qu'elle le vueille prendre, cueillir, leuer & receuoir par ſa main ou par ſes commis, il eſt neceſſité par ladite couſtume qu'elle obtienne commiſſion du iuge competent: En vertu de laſſe & par auctorité royalle ou autre iuſticier qui en doit connoiſtre, partage ſoit fait de chacune des terres, fiefs, ſeigneuries & heritages ou immeubles, ſur leſquelles elle voudroit receuoir & cueillir ſon dit douaire. li.

Et que dudit partage ſoient faits deux liures ou roolles, & qu'à ce faire l'heritier ou heritiers de ſon dit mary ſoient conuenus, & ledit partage fait, ils ſoient deuëment adiournez par deuant ledit iuge pour accorder & accepter ledit partage, & prendre par ledit heritier ou heritiers l'un deſdits liures ou cayers, & lequel qui luy plaift, laquelle a le choiſ & option. lii.

Et ſi doit ladite femme faire ledit partage à ſes propres deſpens, ſi à tort leſdits heritiers ne donnent empêchement ou contredit à faire ledit partage, auquel cas ils deuroient deſpens depuis ledit contredit. liii.

Et apres ledit partage fait, accepté & choiſi, ladite veſue peut licitement prendre, perceuoir & faire receuoir les fruits, profits & reuenüs des immeubles à elle demourez pour ſa part ſelon le roolle ou cayer qui luy eſchet par ledit partage, & auoir pour ſa part & portion, regir, gouverner & receuoir tels officiers que bon luy ſemble, & que ſelon la nature deſdits immeubles il y appartient. liiii.

Par la couſtume generale & vſage de ladite comté quand aucun don eſt fait d'aucune choſe réelle, ſituee en ladite comté pour en iouyr apres le trespas du donateur, & le donataire en veut eſtre faiſi pour en iouyr apres le trespas du donateur, ou autres charges d'autres viages: au ſeigneur appartient le quint denier de la priſee & valeur de la choſe en laquelle leſdits viage ou viages ſoient retenus. Et par l'vſage ſil n'y a retention que d'un viage, ladite choſe réelle & la valeur d'icelle ſe doit priſer cinq deniers le denier. Et ſil y a retention de deux ou pluſieurs viages, ladite priſee ſe doit faire à huit deniers le denier, deſquelles priſees le ſeigneur a le quint denier ſi luy plaift, d'aurant que leſdites priſees montent, ſi ce n'eſt qu'il y ait moindre droit par vſage eſ mettes de ladite ſeigneurie. lv.

Et par ladite couſtume generale quand aucun legataire apprehende aucun don à luy fait par teſtament d'aucune choſe réelle ſituee audit Ponthieu, & que l'apprehēſion ſe fait apres le trespas du teſtateur, il n'en doit au ſeigneur ou ſeigneurs dōt la choſe eſt tenuë, ſoit qu'elle ſoit feodalle ou cottiere, qu'un ſeul droit de relief, tel & ſemblable que deuroit pour relief l'heritier du trespas ſil le releuoit. lvi.

Par la couſtume generale de ladite comté, quiconques apprehende les biens meubles d'aucun trespasſé, il eſt tenu & chargeable de payer les debtes: pourueu que l'apprehenſion ne ſe face point par benefice d'inventaire & auctorité de iuſtice, auquel cas il ne ſeroit tenu de payer les debtes, ſinon autant que la priſee & vente des biens dudit inuentaire pourroit monter. lvii.

Item par la couſtume generale de ladite comté, quand aucune femme ayant droit de douaire, ou autre ayant droit de viager ſur aucune choſe réelle ſituee en ladite comté, ſoient maiſons ou autres fruits & profits procedans de tontures & moisſons de choſes réelles: ſi le pied eſt coupé des arbres, fruits & moisſons pour leſquelles on deuroit ledit douaire ou autre vſufruit, ledit vſufructuaire a acquis le droit de l'vſufruit, ſuppoſé qu'il y euſt terme limité de payer iceluy vſufruit, & que parauant ledit terme eſcheu ladite douairiere ou autre vſufructuaire allaſt de vie par trespas apres ledit pied coupé. lviii.

Par la couſtume generale de ladite comté, un fils eſt tenu pour aagé & habil à gouverner & receuoir le ſien, l'accroiſtre ou diminuer & en faire ainſi que bon luy ſemble, & vendre & transporter biens & heritages, en y faiſant & gardant les ſolennitez & deuoirs requis en cas de vendition d'heritage, & amener ſes cauſes & beſongnes, ſoit en demandant ou defendant incontinent qu'il a attaint l'aage de quinze ans, & vne fille vnze ans compleits. lix.

Pour

Pour quint de viure naturel.

lx.

PAR la coustume generale de ladite comté, quand aucune personne iouyssant & possédant d'aucuns heritages situez en ladite comté va de vie à trespas, delaisse aucuns enfans autres que l'heritier auquel appartient la succession, le quint viager desdits heritages appartient aux autres enfans autant à l'un comme à l'autre, & à chacun par esgalle portion dudit quint. Et si aucun d'iceux enfans va de vie par trespas, sa portion qu'il auoit dudit quint reuiet ausdites quatre pars au proufit de l'heritier, & n'y ont les autres puisnez aucun droit en la portion que auoit le mourant. Et si tous lesdits puisnez decedent par trespas, tout le leur reuiet avec les quatre pars.

lxi.

Par ladite coustume on n'a rien audit quint de viure naturel, qui ne le apprehende, & pert on les leuees escheuës iusques à ce qu'on les apprehende deuëment par mise de fait, tenue & decretee de droit fait par auctorité de iustice, ou par consentement de l'heritier, & que le seigneur dont l'immeuble est tenu soit euocqué & seruy de ses droits seigneuriaux. Toutesfois pour l'apprehension dudit quint ne sont deuz aucuns droits au seigneur ou seigneurs dont ledit quint seroit tenu.

lxii.

Item quand aucun ayant plusieurs enfans donne à l'un d'iceux par dons d'entre vifs aucuns immeubles ou heritages par le consentement de son heritier apparant, ou quand le don est fait audit heritier apparant en auancement d'hoirie & de succession, & le donateur s'en dessaisist & en fait saisir le donataire, en ceste forme tous les autres enfans sont priuez de iamais y demander aucun droit ou portion de naturel quint.

lxiii.

Par ladite coustume si aucune personne iouyssant & possédant d'aucun heritage situé & assis en ladite comté va de vie à trespas, delaisse plusieurs enfans, & l'ainé & heritier relieue tous lesdits heritages, ce qu'il peut faire, s'il est d'accord à ses autres freres & sœurs il ne deuera que vn relief. Et mesmes pourront les autres enfans renoncer à leur quint de viure naturel au proufit dudit heritier, sans que pour ladite renonciation le seigneur dont est tenu l'heritage ayt aucun droit pour ledit quint: car puis que l'heritage est releué par l'heritier, le seigneur se doit tenir pour content sans ce qu'il puist contraindre les autres enfans à releuer ledit quint.

Pour alienation de fiefs.

lxiiij.

PAR ladite coustume generale de ladite comté de Ponthieu, vn chacun de franche & liberè condition, tenant fief noble ou arrierefief, peut & luy loist sans le consentement de son seigneur dont il tient son fief ou arrierefief, & sans le sceu de son heritier apparant, bailler à cens, surcenis pour tel pris & à telle personne que bon luy semble, & par tant de parties que il luy plaist son fief ou arrierefief, soit à rente ou à heritage, sans pour ce payer droits seigneuriaux.

lxv.

Par ladite coustume quand aucun fief se partit & diuise, soit en vertu d'aucun don entre vifs, ou par legat, ou par le trespas de aucun de deux conioints qui en auroient ensemble fait acquisition, chascune personne entre lesquelles ledit fief se diuise doyuent tenir leur portion d'icelluy fief en pareil hommage, droits & seruice envers le seigneur, & sortissent telle nature comme le tenant de la totalité d'icelluy fief estoit tenu faire au iour que icelluy fief fut diuise, s'il plaist au seigneur.

lxvi.

Par ladite coustume generale quand aucun veut releuer par deuers le seigneur, ou acquere hypothecque sur aucun fief, & y auoir quint & autres partages, il conuient releuer en personne, ou par procureur suffisamment fondé en presence de deux hommes ligez, ou de deux procureurs d'hommes ligez: & aussi que les actes & exploits qui seroient faits sur fiefs pour y causer hypothecque soient faits en presence d'hommes ligez ou de leurs procureurs: & si ainsi n'estoit fait, lesdits reliefs & exploits ne sont vallables ne proufrables.

lxvii.

Par ladite coustume si aucun vassal tenant noblement en fief en ladite comté baille ledit fief à fief ferme à aucune personne par luy rendant certaine somme d'argent sans le consentement du seigneur, & apres il vend ledit fief, iustice & seigneurie, & tout ce que à luy appartient, son seigneur le peut retenir par la bourse preparant la somme qu'il est vendu.

lxviii.

Item par ladite coustume quand aucun vend ou charge son fief, au seigneur appartient le quint denier du pris de la vente, & si elle estoit faite en maniere que le védeur deust auoir fracs deniers, & l'acheteur payer les ventes. Et en ce cas ledit seigneur auroit le quint denier de ce que monteroient les droits seigneuriaux d'icelle védition, avec ceux du fort principal, & ainsi

PPP iij

Coustumes du Comté de Ponthieu

auoit ventes & venterolles.

lxix.

Par la coustume generale de ladite comté quand aucun vend aucun heritage ou chose immobiliere situee en ladite comté, a la charge par vendition d'aucune rente, & que la deffaisne se fait en la main du seigneur dont l'immeuble est tenu, ou de ses officiers ayans pouuoir à ce; soit que la chose immobiliere soit tenue noblemēt & en fief, ou en cottiere, ledit seigneur peut & luy loist en vsant de son droit seigneurial retenir à soy & auoir par la bourse la chose ain si vendue, en rendant ou payant les deniers du sort principal de la vendition, rabbatu ses droits seigneuriaux.

lxx.

Par ladite coustume si chose feodalle immobiliere situee en ladite comté, est vendue ou hyppothecquee par le propriétaire ou autre vray possesseur, & deffaisne s'en fait en la main du seigneur dōt l'immeuble est tenu, si c'est chose feodalle ledit seigneur peut retenir par la bourse & garder & retenir en sa main la saisine iusques à quarāte iours apres la deffaisne faite, pour deliberer sil fera ladite retention ou non. Et si c'est en chose cottiere mal tenue, il peut tenir en sa main la saisine iusques à sept iours & sept nuycts pour en deliberer de le retenir, ou en bailler saisine, sans ce que durant le temps deffusdit on le puist contraindre à bailler saisine, ou consentir hyppothecque, cryer, ne à declarer sil retiendra par la bourse la chose vendue.

lxxi.

Item par ladite coustume, qui recele droits seigneuriaux en cas de vēdition, charge ou hyppothecque faite sur chose tenue en fief, situee en ladite comté en fraudant son seigneur immediat dont il tient, il eschet en soixante liures d'amende, ou en perdicion de fief avec restitution de droits recelez. Et si c'est en cas de chose tenue cottierement, il y a amende de soixante sols, & restitution des droits seigneuriaux.

lxxii.

Item par ladite coustume, quand aucun homme feodal a hommes tenans en fief & il les a fait conuenir en iustice pour bailler par denōbrement, si le conuenu ne vient au iour à luy assigné, & se laisse couller en deffaut, ledit homme feodal doit tant auoir acquis que par vertu d'icelluy deffaut le fief du deffailant doit estre prins & saisy en sa main ou de son seigneur souuerain. Et sous icelle gouverner aux despens dudit deffailant tant qu'il ayt baillé ledit denombrement ou soy soumis de le bailler: car il ne le conuient point faire readiourner si ce n'est par grace & volunté dudit seigneur: mais faire saisir les fruits par faute de denombrement non baillé.

lxxiii.

Par ladite coustume le denombrement baillé, celluy qui auoit esté negligent ou deffailtant de bailler son denombrement, si apres il le baille il ne pert pas ses leuees: mais il paye & doit payer main assise & main leuee, & mises raisonnables de iustice, que par faute de son denombrement non baillé sont encouruz iusques au iour que il aura baillé son dit denombrement.

lxxiiii.

Par la coustume generale quand aucun est mis en saisine de aucun fief, il conuient qu'il apporte son denombrement endedans quarante iours s'il luy est ordonné. Et peut le seigneur allonger le iour, & sil n'est baillé endedans icelle quarante iours, ou du temps que ledit seigneur l'aura allongé, ledit seigneur peut & luy loist saisir ledit fief & clore la main à son homme feodal. Et si apres ledit saisissement fait & signifié, & opposition n'y est bailee ledit feodal attempte contre ledit saisissement & main dudit seigneur, il eschet en soixante sols parisis d'amēde, & reparer & remettre reallēmēt & de fait en main de iustice tout ce qu'il auoit leué sil estoit en nature, ou sinon la iuste valeur.

lxxv.

Par ladite coustume vn vassal n'est tenu de bailler par denombrement que vne fois durant la vie de son seigneur feodal. Et si luy auoit mutation de son seigneur feodal, il le doit bailler à chascun seigneur qu'il auoit sil en estoit requis.

lxxvi.

Par ladite coustume vn sergent est creu de l'amende de sept sols six deniers de la prinse faite par luy de cas concernans ladite amende.

lxxvii.

Par ladite coustume de Pōthieu, quād aucun iouyst d'aucun fief noble, & il a aucūs tenās, soit en fief ou en cottiere, à cause de sondit fief, il peut & luy loist vne fois en sa vie, soit à sa fille aînée marier ou à son fils aîné faire cheualier, ou pour racheter son corps de prison, pour guerre de son prince, & auquel qu'il luy plaist de l'un des cas deffusdits, prendre, leuer & auoir droit de aydes sur ses tenans: C'est à sçauoir sur les cottiers autant & à telle somme qu'ils luy doyuent par an de ce qu'ils tiennent cottierement de son fief, & les tenans en fief & en plein hommage la somme de soixante sols.

lxxviii.

Par la coustume generale de ladite comté, si aucun possedant aucun fief situé en icelle comté, vend ou assigne rente ou hyppothecque sur sondit fief, & que le seigneur de qui ledit fief est tenu

tenu

tenu soit contenté de ses droits pour ce à luy deuz, il n'y peut contredire vallablement: mais la rente infeodee ou hyppothecquee se tiendra en fief dudit seigneur ainsi & pareillemēt que est tenu le fief sur lequel ladite hyppothecque est faite & creec, s'il ne plaist audit seigneur le faire à moindre redeuance. lxxix.

Par ladite coustume generale de Ponthieu, quand aucune personne iouyssant & possedant d'aucun fief, situé en ladite comté, vend ou assigne rente sur son fief, & que hyppothecque en soit faite, & la vendition ou assignation soit reconnue par deuant auditeurs ou par deuant iustice, & que par lettres le vendāt ou assignāt ledit hyppothecque oblige tous ses biens & heritages au payement & fournissement dudit hyppothecque, si le vendeur ou celluy qui auroit fait l'assignation pour hyppothecque va de vie à trespas, & que aucun luy succede audit fief hyppothecqué, soit comme heritier ou par donation, vendition ou legat, & à quelqne titre que le successeur ayt ledit fief, ou soit que ledit fief retourne en la main dudit seigneur dont le defunct le tenoit, ainçois que icelluy à qui appartient ledit hyppothecque se puist adresser sur ledit fief pour estre payé de son hyppothecque, & que par execution il puist proceder pour estre payé de ses arrerages deuz pour la rente ou assignation ainsi hyppothecquee, il faut que preallablement & ainçois qu'il face declarer ses lettres executoires par deuant iustice à appeller heritier ou ayans cause du defunct possedant ledit fief, ou par consentement desdits heritiers, & ayans cause, lesdites lettres soient declarees executoires sur ledit fief, leurs biens & heritages pour la seureté du payement dudit hyppothecque. Et pareillement se doit faire pour hyppothecque creé sur cottiere du consentement du seigneur dōt la cottiere est tenue. lxxx.

Par ladite coustume generale de Ponthieu si aucune personne vend ou donne aucune chose reelle, située audit Ponthieu, ou à autre sur chose reelle sans soy en dessaisir: si icelluy qui a vendu ou donné iouyst tousiours ou en meurt saisy, la saisine en descend à son hoir: mais si celluy à qui on aura vendu ou donné auoit apprehendé la saisine, en ce cas la saisine ne va pas à l'hoir du vendeur ou donateur, pour ce que ledit vendeur ou donateur n'est point mort saisy. lxxxii.

Par ladite coustume generale vn chascun homme feodal ayant iustice & seigneurie, soit haute, moyenne ou basse en son fief & terre, peut & luy loist exercer & faire exercer sa iustice, & tenir ses plaids en & par tout fondit fief & terre, & en tel lieu d'icelle la terre qu'il luy plaist: Et si c'est seigneur qui ayt hommes feodaux sous soy, peut sur leurs fiefs & arrierefiefs & sur les cottieres tenues de sa iurisdiction tenir & faire tenir ses plaids, & exercer sa iurisdiction, sans ce que le vassal ou tenant le puist empescher ou y contredire: supposé que iceux tenans eussent en leursdits fiefs & tenures iurisdiction telle & semblable que leurdit seigneur duquel ils tiendroient. lxxxiii.

Par ladite coustume generale, quand aucune personne iouyssant & possedant d'aucun fief noble, situé & assis en ladite comté de Ponthieu, a iustice & seigneurie vicomteric, il doit auoir des forfaits dont vicomtier peut connoistre soixante sols d'amende, & la connoissance de sang & de larron. Prendre & leuer acquests des choses vendues & liurees és mettes de sa seigneurie, & les demourans au chef lieu de son fief exempts de droit de bannee de four & de moulin. Et peuuent & loist les demourans sur chef lieu de fief, supposé que leur seigneur feodal ne eust que iustice fonciere, tenir en leurdit chef lieu coulombier, thor ver, mare, & auoir four, forages & autres choses appartenans au droit de fief. lxxxiiii.

Par ladite coustume, quand sur le chef lieu d'aucun fief sont demourās plusieurs menagiets, il n'y en doit auoir que vn seul mesnage qui puisse iouyr des frāchises & libertez que audit fief appartiennent. lxxxv.

Item par ladite coustume generale de ladite comté, quiconques vend vin à detail sur aucune seigneurie, vicomtiere ou fonciere, il doit prendre le pris & feur au seigneur vicomtier. Et au haut iusticier appartient de bailler le estallon des mesures & du poids dont lon vse és mettes de sa seigneurie vicomtiere, & au seigneur foncier appartient le droit de forage, qui est tel que de chascun fonds portant barre, il prend deux lots de vin aforé sur son fief & seigneurie, & és mettes d'icelle sa iustice fonciere. lxxxvi.

Par ladite coustume generale de Ponthieu, quiconques vend bruuage à detail en la iurisdiction du seigneur vicomtier sans aforer, il eschet en soixante sols d'amende enuers le seigneur vicomtier. Et qui est reffusant de payer le forage au seigneur foncier il eschet enuers icelluy seigneur foncier en pareille amende, & à payer ledit droit de forage.

Item & en pareille amende eschet vers le seigneur vicotier celluy qui est defaillāt de payer

Couſtumes du Comté de Ponthieu

le droit d'acquit quād il eſt engendré enuers ledit ſeigneur vicontier, ſil ne le paye endedans ſoleil couché, le iour de la vente. lxxxvi.

Par ladite couſtume generale de Ponthieu, quand aucun eſt mis en queſtion pour payer acquits ou cens de tenemens que il tient, ſituez & aſſis en ladite comté, & il veut paſſer par la loy en affermant par deuant iuſtice qu'il a bien payé ſes cens ou acquits là, où, quand & à qui il les a deuz, il doit paſſer par ce & eſtre creu & receu à venir à ladite loy, & affermer ainſi que dit eſt vne fois en ſa vie & non plus contre vne meſme perſonne. lxxxvii.

Par ladite couſtume generale de Ponthieu, quād aucuns hauts iuſticiers ou vicontiers ont baillifs & hommes de fief en leurs terres, & ils font aucun iugement, & la partie en appelle, & il eſt trouué qu'ils ayent mal iugé, leſdits hommes de fief ſont eſcheuz vers leſdits ſeigneurs en amende de ſoixante liures. Et ſ'il eſt trouué que la partie ayt mal appellé, il eſt eſcheu vers leſdits ſeigneurs en amende de ſoixante ſols.

Pour cottieres.

lxxxviij.

PAR la couſtume generale de Ponthieu aucuns ſeigneurs hauts iuſticiers, vicontiers, fonciers ou autres, ne ſont tenus accorder ou ſouffrir hyppothecquer ne hyppothecques heritables eſtre creez en & ſur aucuns heritages cottiers tenus de eux en cenſiue ne ſurcens, ne ſur iceux heritages eſtre aſſeruis à payer à autrui cens, ſurcens ou rentes ſ'il ne plaïſt audit ſeigneur. lxxxix.

Par ladite couſtume quand aucun poſſedant d'aucune choſe cottiere ſituee audit Ponthieu tenue de aucun ſeigneur, le baille à cens du conſentemēt dudit ſeigneur, ſi apres le bail fait, celluy à qui elle auroit eſté baillee ou autres ſes ſucceſſeurs le vende à aucun autre, les droits de ventes & reliefs appartiennent audit ſeigneur dont elle eſt tenue cottierement, & nō à celluy qui l'auroit baillé à cens du conſentement dudit ſeigneur. xc.

Par ladite couſtume on ne peut bailler à cens ou ſurcens choſe reelle ſituee en ladite comté tenue cottierement ſans le conſentement du ſeigneur dont elle eſt tenue : & ſi elle ſe bailloit ſans le conſentement dudit ſeigneur ou de ſes officiers ayans pouuoir à ce, tels baux ſont de nulle valeur & ne ſont à tenir. xci.

Par la couſtume generale de ladite comté, quand aucun reçoit agreablement cenſiue d'aucun tenement par le temps & eſpace de trois ans continuels, & enſuyuans l'un l'autre, pour & à cauſe d'aucune choſe fonciere ou immobiliere ſitué es mettes de ladite comté : Celluy qui ainſi à payé eſt tenu & réputé ſaiſy & homme, & tenant d'icelluy à qui il a payé leſdits cens par ledit eſpace de trois ans, tellement que apres ledit tēps paſſé il n'eſt receuable a ſouſtenir qu'il ne ſoit ſon homme & tenant de la choſe pour laquelle il auoit fait ledit payement. xcii.

Par la couſtume generale de ladite comté, vn chascun peut delaiſſer ſes immeubles ſoyent acquests ou heritages ſituez en ladite comté, & les remettre & deſlaiſir en la main du ſeigneur dont il les tient, & en payant icelluy ſeigneur des arrerages à luy deuz pour iceux immeubles, & le terme entamé qui eſt prochain à eſchoir: Et le ſeigneur ne le veut reprendre, le tenant le peut faire conuenir en iuſtice pour faire ledit delaiſſemēt, & en affermant par le delaiſſant que iamais en la choſe qu'il delaiſſe il ne demandera ne fera aucune choſe demander. Et en payant par luy leſdits arrerages & le terme entamé le ſeigneur eſt tenu de reprendre à ſoy leſdits immeubles, & tenir quitte & deſcharger ſon tenant de tout ce qu'il eſtoit tenu vers luy pour la redevance de la choſe ainſi delaiſſee, n'eſtoit que le tenant fuſt par faits expres obligé à ne le pouoir delaiſſer & à aucune choſe faire, ainçois qu'il peut delaiſſer au ſeigneur ſa tenure, auquel cas il conuiendroit que le tenant fourniſt à ce où il ſeroit obligé, ainçois que ſon ſeigneur fuſt tenu de reprendre ſon tenement.

Droit d'herbage & de bannie des moulins.

xcij.

PAR ladite couſtume generale de Ponthieu, toutes fois que aucun demourant cottieremēt en lieu non priuilegié es mettes de ladite comté & ſous les iurisdicions d'aucun ſeodal ou autre ſeigneur ayant iurisdiction fonciere a beſtes à laine iuſques au nombre de dix ou au deſſus. Elles doyent au ſeigneur foncier en iurisdiction duquel elles pernoctēt la nuyct de Noel droit d'herbage viſ, qui eſt tel que de toutes les beſtes à laine le porrecquier en choiſiſt vne en ſa main: Et apres ledit ſeigneur en choiſiſt vne autre telle qu'il luy plaïſt pour ſon dit droit d'herbage,

bage, & ainsi a ledit seigneur chascun an vne beste à laine vifue de tous les tenans cottiers qui ont en ladite iurisditió bestes à laine iusques au nombre de dix. Et s'ils en ont au dessus de dix ils doyuent mort herbage audit seigneur foncier, pour lequel mort herbage luy appartient vne maille de chascune beste à laine: & se engendre droit d'herbage tant le vif comme le mort la nuyct de Noel, & se lieue la nuyct saint Iean baptiste. xciii.

Par ladite coustume, qui ne paye à son seigneur ledit mort herbage la nuyct saint Iean baptiste, il eschet enuers ledit seigneur en soixante sols d'amédes, & à payer vne obolle pour chascune beste. Et ne se doit point demander par le seigneur ledit mort herbage s'il ne luy plaist: car soit que ledit seigneur le demande, ou non demande à son homme redeuable ladite nuyct saint Iean: Si le redeuable d'icelluy mort herbage est negligent de la payer ladite nuyct saint Iean, il eschet en ladite amende: mais pour herbage vif non payé il n'y eschet point d'amende se il n'est demandé par le seigneur, & que le redeuable soit refusant de le payer. xcv.

Par ladite coustume generale de ladite comté, si aucune personne possède & demeure en lieu cottier & non noble que il tienne du seigneur dont il est subiet couchant & leuât, & qu'il est bannier de fournier au four de sondit seigneur, il ne luy loist ne peut construire, faire ne edifier four en son lieu & tenement cottier pour y cuyre ou fournier pain, tartes, patez, flás ne autres choses sans le congé, ottroy & consentement de sondit seigneur duquel il est subiet & tient sondit tenement, sur peine d'encourir enuers sondit seigneur en amende de soixante sols, & de luy abbatre & demolir ledit four quand il plaist audit seigneur le contraindre à ce faire. xcvi.

Par ladite coustume generale, quand aucune personne est suiette par maniere de suiuetion, & bannie de mouldre à moulin bannier. Si le seigneur auquel appartient le moulin bannier, & le droit de bannie, ou ses officiers tiennent bled appartenant à ses banniers, suiets audit droit de bannie, qui soit porté, ou que on porte pour mouldre à autre moulin que audit moulin bannier, ou il trouue farines moulutes à autre moulin sans le congé & licence dudit seigneur bannier, ou de ses mousniers & fermiers, lesdits bleds & farines sont confisquees & appartiennent audit seigneur, & pareillement les bestes quadrupes sur lesquelles seroient trouuez lesdits bleds & farines. xcvii.

Par ladite coustume ledit mousnier ou seigneur ayant droit de bannie peut arrester & prendre en estrange iurisdiction, & sans meffait, les bleds & farines qu'il trouuera aller mouldre, ou auoir esté moulues en autre moulin que au moulin bannier, auquel ses suiets & banniers sont tenus par suiuetion & bannie de mouldre, si iceux bleds & farines appartiennent à lesdits banniers. Et pareillement les bestes qui porteroient ou rapporteroient mouldre lesdits bleds & farines, & arrester les personnes qui conduyroient ou porteroient lesdits bleds & farines. xcviii.

Par ladite coustume generale de Ponthieu, si vn suiuet va mouldre à moulin bannier, porte sondit bled audit moulin, & ne peut estre moulu endedans vingt quatre heures apres, & qu'il la laisse audit moulin par ledit temps, s'il n'est moulu, il le peut licitement sans meffaire porter mouldre à autre moulin que audit moulin bannier. xcix.

Item par ladite coustume generale de ladite côté de Ponthieu, si aucun se ingere de fouyr, picquer ou houer en la seigneurie d'aucun haut iusticier ou vicomtier, ou de remplir par voye de fait aucuns fossez, trenchees, ou autres choses en empeschant le seigneur en ses droits seigneuriaux & iustice, & en ses possessions & saisines: celluy ou ceux qui ce auroiét fait, escheent enuers ledit seigneur pour chascune fois en l'amende de soixante sols. c.

Par la coustume generale de ladite comté, quand aucun passe par la terre d'autruy là où il n'ya & ne doit auoir chemin si ladite terre est en derniere roye pour estre semencee, ou qu'elle soit semee: Et si le passant y fait dommage il eschet en amende de sept sols six deniers enuers le seigneur, soit haut iusticier, vicomtier ou foncier: Et en restitution du dommage enuers celuy qui auroit ledit dommage & interest.

De prinse de bestes.

ci.

PAR ladite coustume generale quand aucune prinse de bestes est faite par sergent à ce ordonné en la seigneurie & iustice en laquelle ledit sergent est commis, si icelluy sergent relate au iuge ou seigneur auquel l'amende de ladite prinse appartient, auoir fait ladite prinse de bestes en meffait, & que la partie soit presente ou appelée, ledit sergent est creu par son affirmation

Couftumes du Comté de Ponthieu

ſans autre preute faire, pour ataindre amende iufques à ſept ſols ſix deniers: & ſur ſon affirmation ſe peut inferer ſentence & condamnation iufques à ladite ſomme, de laquelle ledit ſergent a pour ſon droit le tiers, & n'a point d'autre ſallaire pour ladite prinſe. cii.

Par ladite couſtume ſi pluſieurs beſtes quadrupedes eſtans ſous vne ſeulle garde ſoit en herbe, parcage ou autrement, ſont prinſes en malſait & portant dommage à autrui, ſoit en boys, nouveaux tailliz au deſſous de trois ans à garde ou ſans garde, eſchet vne amende de ſoixante ſols ſeulement: car il n'y eſchet qu'une amende pour toutes leſdites beſtes, ſuppoſé qu'elles ſoient appartenantes à diuerſes gens & perſonnes. Et ſi ladite prinſe eſtoit pour auoir paſturé par leſdites beſtes és hauts boys, prez ou ablais, il n'y eſchet que ſept ſols ſix deniers d'amende de chaſcune perſonne à qui leſdites beſtes appartiennent, avec reſtitution de l'interet, ſi ainſi n'eſtoit que leſdites beſtes ſeuſſent prinſes à garde faite, auquel cas il y auroit ſoixante ſols d'amende pour chaſcune garde. ciii.

Par ladite couſtume, ſi aucune prinſe eſt faite de aucunes beſtes ſur le fief d'aucun ſiefué, & que la connoiſſance en ſoit baillee par le ſergent qui auroit fait la prinſe au ſeigneur ou officiers dont ledit feodal tiendroit ſon fief, ou que l'amende ſe adiuſte par le ſeigneur dudit feodal, icelluy feodal en doit auoir la connoiſſance & amende ſ'il le requiert à ſon ſeigneur, ſi icelluy feodal eſtoit capable par la nature de ſon fief de connoiſtre du malſait dont ſeroit procedé ladite amende. ciiii.

Par la couſtume generale de ladite comté, quiconques a iuriſdiction vicomtiere ſur aucun tenement eſtant ſur frocq ſitué en ladite comté, ſa iuriſdiction vicomtiere ſe eſtend & en peut uſer & auoir les proufirs iufques à la iuſte moytié & mylieu du frocq eſtant à l'endroit de ſon tenement, ſur lequel il a ladite iuſtice vicomtiere, & autant & ſi auant que ſon dit tenement ſe comporte & eſtend ſur ledit frocq: & y a toute iuſtice vicomtiere, & que les proufirs & droits que à vicomtier appartient, & y peut faire & exploiter de toute acte vicomtiere comme ſur ſon dit tenement. cv.

Par uſage toute notoire en ladite comté, ſi aucun eſt trouué faiſant paſturer, ſoient beſtes à corne ou à laine, cheuaux, iumens ou autres beſtiaux en eſteulle de bled auât le troiſieſme iour depuis que le bled qui y auroit creu ſeroit lyé, il y eſchet enuers le Roy ſi ſes officiers prennēt, ou enuers le haut iuſticier ou vicomtier ſ'il preuient, pour chaſcune fois en l'amende de ſoixante ſols. cvi.

Par uſage de ladite comté toute notoire, nul ne peut enuoyer paſturer ſes beſtes en nouvelles eſteulles: c'eſt à ſçauoir en vn champ où a creu ablay, que ce ne ſoit le troiſieſme iour apres que leſdits ablais ſont lyez & endizellez, ſur peine de ſoixante ſols d'amende enuers le Roy. Et aux iuges royaux en appartient la correction, & ſi ne peut nul charier ne emporter ſes ablais deuant ſoleil leué ne apres ſoleil couché ſur pareille amende de ſoixante ſols. cvii.

Item par ladite couſtume de Ponthieu, nul ne peut charier ne emporter ſes ablais deuant ſoleil leué ne apres ſoleil couché, ſur peine & amende de ſoixante ſols, ſi ce n'eſt par congé du ſeigneur. cviii.

Par la couſtume generale de ladite comté, quād aucun ſeigneur iouyſſant & poſſedāt d'aucune terre, ville ou ſeigneurie és mettes de laquelle, il a haute iuſtice & au deſſous, il peut & luy loiſt ſ'il luy plaiſt faire ou faire faire & ordonner poids, balances & meſures és mettes de ſadite ſeigneurie, pour peſer, aulner & meſurer les denrees qui y ſont aulnees, peſees, meſurees & diſtribuees ſelon les uſages, & ainſi que lon a anciennement uſé, & en prendre à ſon proufit les emolumens & reuenues pour ce deuz & appartenuz, ſans ce que aucun autre ſeigneur ou iuſticier en ce luy puiſt compediter ne empescher en aucune maniere. cix.

Par uſage & ſtil de ladite comté vn chaſcun haut iuſticier & moyen peut & luy loiſt aller & proceder par voye d'execution pour cenſue ſur ſes hoſtes & ſuiets iuſticiables: Meſmes chaſcun ſeigneur peut ſur ſes tenans faire arreſter en main de iuſtice les fruits enracinez & croiſſans ſur les fonds tenus de luy pour ſes cens & moyſſons, & pour l'annee ou terme aduenu premier eſcheant: & ne le peut faire que pour le terme ou an, meſmes qui prochain eſcherroit ou ſeroit deu à cauſe du fonds ſur lequel ſeroient croiſſans leſdits fruits & ablais: Et ſi ne ſeroit la main de iuſtice d'icelluy arreſt leuee, ſoit qu'il y ayt expoſition on non, que le ſuiet & uſufructuaire poſſeſſeur dudit fonds ne euſt nampry ou baillé caution ſuiette pour leſdits cens ou moyſſons. cx.

Par l'uſage & couſtume de ladite comté, quand aucun a droit de terrage, de diſme, don ou de champart ſur aucuns fonds ſitué en ladite comté: & que ledit fonds eſt tenu d'autre ſeigneur, ſoit

soit en fief ou cottiere, ledit fonds ne se doit releuer, ne aucuns droits de deffaisine, ou saisine payer à celluy ou ceux qui auroient & ausquels appartiédroient lesdits terrages & dismes, dô, ou droit de rachat: car ceux qui ont tels droits ne doyuent auoir lots ne ventes fils ne sont chefs seigneurs: mais le doit auoir le chef seigneur. cxi.

Item par ladite coustume generale de Ponthieu, si vn suiet qui doit terrage emporte ses ablais sans euocquer le seigneur auquel est deu ledit terrage ou ses fermiers & commis, il escher enuers ledit seigneur en soixante sols d'amende pour chascune fois, & pour chascune piece, avec la restitution dudit droit de terrage.

Pour creer hyppotecques.

cxij.

PAR la coustume generale de ladite comté de Ponthieu, ainçois que aucun puist creer hyppothecque ou acquerre droit reel sur aucune chose immeuble situee en ladite comté, soit pour la seureté de y prendre rente hereditable ou viagere dont il appare par lettres obligatoires ou autrement, ou pour quelsconques autres choses que ce soit pour y auoir hyppothecque alencontre des proprietaires ou possesseurs ou obligez, il est necessité qu'il obserue l'vne des trois voyes qui ensuyuent. cxiii.

C'est à sçauoir pour la premiere, que l'obligé ou propriétaire, ou celluy contre lequel on voudroit acquerir droit reel se deffaitie des meubles ou immeubles à luy appartenans en la main du seigneur dont il les tient, ou de ses officiers ayans pouuoir à ce: & que la saisine & seureté en soit baillée à celluy qui voudroit auoir ledit hyppothecque pour y auoir & prendre son droit & hyppothecque à la conseruation de son droit, ledit seigneur payé ou contenté de ses droits seigneuriaux tels que de raison. cxiiii.

L'autre voye si est q' celluy qui veut acquerir hyppothecque face mettre & affoir la main du Roy sur les heritages & immeubles sur lesquels il veut acquerre droit reel, & que ce se face par commission de iuge competent & par sergent ordinaire: Et que la main mise soit signifiée au seigneur dont l'immeuble sera tenu, ou à ses officiers ayans pouuoir à ce, & que la main mise soit declairée tenir par ledit iuge, ou du consentement de ceux ausquels ce peut toucher, tousiours le seigneur contenté de ses droits. cxv.

L'autre & troisieme est que par mise de fait par sergent & en vertu de commission donnée de iuge competent on y face tenir & decreter de droit par sentence ou consentemēt des possesseurs & proprietaires & du seigneur, icelluy seigneur satisfait des droits seigneuriaux à luy appartenans. cxvi.

Par la coustume generale de ladite comté de Ponthieu, quiconques iouyst & possède d'aucune chose reelle, fonciere & propriétaire situee & assise en ladite comté à tiltre, ou sans tiltre, ou demeure paisible d'aucun droit de seruitude ou autre suiectiō & redeuance par vingt ans complets & continuels & ensuyuans l'vn l'autre entre gens layz & non priuilegiez, presens ou absens, tel possesseur acquiert droit en la chose par luy ainsi possedee, ou dont il demeure paisible, tellement que apres ledit temps expiré nul n'est vallablemēt receuable de compediter ou empescher en la chose par luy ainsi possedee, ne à luy demander aucune chose de ce dont il seroit demouré paisible par le temps dessusdit. cxvii.

Item par la coustume generale de Ponthieu, & par l'usage & stille de ladite comté, quand aucune chose reelle fonciere & immeuble situee en ladite comté, est prinse & mise en la main du Roy à la requeste d'aucun pour deniers à luy deuz par celluy à qui appartient l'immeuble, & par faute & nāptissement de meuble, il conuient si c'est chose reelle qui soit tenue en fief, que la prinse & main mise soit faite en presence de deux hommes liges ou de leurs procureurs: Et si faut supposé que ladite chose reelle prinse & saisie soit fief ou cottiere, que de là prinse & main mise le sergent executeur rescriue par deuers le iuge ou son lieutenant, duquel soit donnée la commission en vertu de laquelle il auroit prins ladite chose reelle, ou s'il auoit ce fait par mandement royal que il rescriue par deuers le iuge ou son lieutenant auquel par ledit mandement la connoissance de la matiere seroit cōmise, & que sur son rescrit il y ait nouvelle cōmission pour mettre en cryees ladite chose reelle prinse & saisie en la main du Roy. cxviii.

Par ladite coustume, usage & stille, quand aucune chose reelle fonciere & immobiliere situee en ladite comté est cryee & subhastee en vente, celluy à qui elle appartient & qui est debiteur n'est receu à tiens dire cōtre le creditier qui le fait subhaster ne cōtre les cryees s'il ne nāptist preallablement en deniers comptans ou de meuble en effect de la somme pour laquelle la chose reelle est mise en la main de iustice, quelque payement que icelluy debiteur vueille

QQQ

Costumes du Comté de Ponthieu

sur ce alleguer:& le namptissement fait, il doit demourer en la main de iustice iusques en decision de cause, & les cryees cesser en quelque estat qu'elles soient, & ledit detteur auoir main leuee de la chose reelle, & estre receu & ouy à proposer ses deffenses. cxcix.

Item par ladite coustume generale & stille toute notoire en ladite comté, quand aucune chose reelle est vendue par decret, elle est asseruie & obligee aux despens & mise de iustice, faits pour les cryees & adjudications du decret comme pour la principale dette:& desquels despens auecques les droits seigneuriaux & arrerages deuz au seigneur d'ot la chose subhastee est tenue se prennent premierement sur les deniers de la vendition de la chose decretee. cxx.

Item par ladite coustume il conuient que le sergent executeur face les cryees, en signifiant au debiteur la prinse & main mise, la mise à pris de ladite chose reelle, la premiere cryee: & aussi au seigneur dont icelle chose reelle est tenue, faut signifier ladite prinse & main mise, en luy deffendant qu'il n'en recoiue dessaisine, ne baille saisine à autruy que ce ne soit à la seureté & conseruation du deu, pour laquelle ladite chose reelle auroit esté mise en la main du Roy. cxxi.

Item que lesdites cryees soient faites à l'eglise du lieu d'ot ladite chose prinse & saisie seroit de la parroisse & à heure de messe parrochial, en iour de dimenche incontinent apres la messe dite. Et semblablement se doyuent faire lesdites cryees en la plus prochaine ville où il y a marché publicque du lieu où ladite chose prinse & saisie est situee & assise:& si doyuēt lesdites cryees estre faites au iour & heure de marché, & au lieu accoustumé à faire crys & publications, à ce, present sergent ou officier dudit lieu. cxxii.

Item lesquelles cryees se doyuent cōtinuer de quinze en quinze si c'est pour chose feodalle, & si c'est pour chose cottiere ou coustiere de huytaine en huytaine à ladite eglise & audit lieu, iour & heure de marché, & que apres la mise à pris soient en chascun desdits lieux faites quatre cryees, qui soient entretenues sans interruption, par lesdites quinzaines ou huytaines, tout à ladite eglise comme audit iour & lieu de marché. cxxiii.

Item & que apres lesdites cryees faites & parfaites elles soient signifiees au debiteur & à celluy à qui la chose subhastee appartient, & que à chascune signification faite, luy soit declaré en gardant les termes de la premiere commission de la main mise, que s'il veut namptyr que ledit sergent cessera lesdites cryees. cxxiiii.

Item & lesdites significations & cryees faites & parfaites soit obtenue commission pour adiourner la partie aduersé, à laquelle appartient la chose cryee & subhastee, les opposans à icelles cryees, l'acheteur & celluy qui aura fait la mise à pris: c'est à sçauoir lesdits opposans pour dire les causes de leurs oppositions, ledit acheteur pour vuyder ses mains des deniers de la mise à pris, & ledit debiteur pour veoir adiuger le decret. cxxv.

Item lesquels opposans sont tenus de bailler leurs tiltres & les hyppothecques qu'ils ont sur la chose immeuble subhastee, si ainsi est qu'ils soient opposez pour contribuer aux deniers procedans dudit decret:& s'ils sont opposans pour acheter doyuent dire les causes pour lesquelles ils veulent empescher l'adjudication du decret. Et si peut ledit obligé à qui la chose subhastee appartient, blasmer les cryees & les exploits d'icelles sans estre tenu de namptyr, & requerre les procedures d'icelles cryees, & lesdites cryees estre reiettees, sans ce que par vertu d'icelles aucun decret soit adiugé à l'acheteur. cxxvi.

Itē & si est necessaire que ceux qui se veulent opposer aux cryees, soit pour acheter ou contribuer qu'ils le font endedans la troisieme cryee expiree. Et s'ils viennent pour eux opposer apres ladite troisieme cryee passee, ils ne doyuent estre receuz à opposition: mais lesdites cryees faites ainsi que dessus est dit, & en y gardant l'ordre predite, si la troisieme cryee estoit faite à l'eglise & non point au lieu du marché l'opposant viendroit à téps à foy opposer. cxxvii.

Par ladite coustume generale & stille, quand les cryees & subhastations d'aucune chose reelle situee audit Ponthieu sont faites & parfaites, & que celluy à qui appartient la chose cryee est adiourné pour voir adiuger le decret, s'il ne cōpare & qu'il soit mis en deffaut, en vertu d'icelluy seul deffaut le decret se adiuge & doit adiuger au plus offrant & dernier encherisseur, se il appert lesdites cryees estre bien & deuement faites & parfaites, verifiees & entretenues, & s'il n'en apparoit tout ce qui s'en seroit fait & ensuy, doit estre reietté & mis au neaut. cxxviii.

Et si aucuns opposans ou opposant ausdites cryees estoit adiourné pour dire & monstrer les causes de son opposition ou oppositions se laissoient couller en deffaut sur ledit adiournement, il seroit & doit estre priué de son opposition par vn seul deffaut. Et pareillement l'acheteur qui auroit fait ladite mise à pris de la chose subhastee par vn seul deffaut condamné à vuyder

vuyder ses mains des deniers de ladite mise à pris.

cxxxix.

Par la coustume generale de ladite comté, quand aucuns arrerages sont deuz à cause de aucune rente ou autre charge reelle assise sur les immeubles que lon crye & subhaste en vente, si celluy à qui ils sont deuz se oppose aux cryees pour contribuer, il doit estre payé de son deu pour le tout, ou au moins doit estre receu à la cōtribution des deniers avecques les autres creditiers, & auoit portion pour son deu des deniers du decret aussi auant que la chose vendue peut monter.

cxxx.

Item par ledit vsage & stiel, quant à la distribution des deniers, si la vendition de la chose subhastee ne peut satisfaire à celluy qui la fait cryer, aux despens de iustice, aux arrerages, droits seigneuriaux deuz au seigneur & aux opposans, lesdits despens, droits seigneuriaux & les arrerages deuz audit seigneur se prennent premier. Et apres celluy qui auroit fait faire le decret & les opposans contribuent sur ce qui reste chascun à portion pour leur deu.

cxxxii.

Par l'vsage & stille de ladite comté, quand aucune personne ayant cause a reconneu & accordé aucunes lettres obligatoires de rente ou d'autres dettes esquelles estoit tenu & obligé le deffunct duquel il seroit heritier, & ayant cause, estre executoires sur luy, ses biens & heritages en ladite qualité, selon la teneur desdites lettres, le creditier au proufit duquel s'est faite ladite reconnoissance desdites lettres peut & luy loist pour auoir payement desdites rentes & dettes en deffaute des biens meubles faire prendre par execution les propres heritages dudit heritier, ou ayant cause, par lequel lesdites lettres sont ainsi reconneuës executoires, & desdits heritages faire cryees & subhastations, & les faire adiuger par decret: iaçoit ce que lesdits heritages n'ayent point appartenu à celluy qui a fait la dette, & par qui la rente a esté vendue.

cxxxiii.

Par la coustume generale de la comté de Ponthieu, quand aucune personne vend ou transferte son heritage à luy venu de ses predecesseurs, & qui luy appartient à tiltre d'heritage ou aucune rente à prendre sur icelluy heritage. Celluy qui est proesme du vendeur du costé & ligne dont luy estoit procedé ledit heritage, est habille & peut retraire ledit heritage & rente vendue sur l'acheteur dedans vn an & iour ensuyuant la realité acquise, en payant & remboursant l'acheteur de ses deniers principaux par luy payez, fraiz de lettres & loyaux coustemens.

cxxxiiii.

Et par ladite coustume, quand aucunes rentes sont vendues à vie ou à heritage, elles sont reputees pour dettes mobilières si elles ne sont hypotecquees & reallisees quelque about especial qui soit déclaré par le vendeur, ou mis es lettres de la cōstitution desdites rentes & n'y eschet retrait si lesdites rentes ne sont hypotecquees & reallisees sur aucuns heritages.

cxxxv.

Par ladite coustume generale, quand aucun proesme de celluy qui a vendu ou chargé son heritage, a retrait par proximité de lignage, & par la bourse la chose vendue, l'a remis en la ligne dont elle estoit procedee au vendeur, si aucun plus prochain dudit vendeur de ladite coste & ligne vient endedàs l'an & iour pour le rauoir par retrait, il le doit auoir sur celluy qui seroit plus loingtain de luy en degré de ladite coste & ligne audit vendeur. Et si aucun en esgal degré audit vendeur, comme seroient freres, viennent audit retrait, à celluy d'eux plus habille à succeder audit vendeur en la chose vendue appartient le retrait parauant des autres.

cxxxvi.

Par ladite coustume, quand plusieurs parens au vendeur de la coste & ligne dont l'heritage vendu ou chargé estoit procedé au vendeur concurrent ensemble pour auoir par retrait l'heritage vendu ou chargé, les plus prochains en degré du costé & ligne doyuent estre preferez audit retrait parauant les plus loingtains en degré: & peuuent les plus prochains expulser du retrait les autres en degré plus loingtain d'eux audit vendeur.

cxxxvii.

Par la coustume generale de ladite comté, quand aucun parent d'aucun vendeur veut retraire aucun heritage ou rente vendue, si tel retrayant veut acquerir les proufits & leuees qui en escherront durant le litige du retrait d'icelles rentes ou heritages, il est de necessité qu'il consigne es mains de iustice les deniers à quoy se montent les deniers du sort principal de la vendition, fraiz de lettres & autres loyaux coustemens: Et qu'il face euocquer en iustice celluy contre lequel il veut retraire, & luy offre lesdits deniers, pour ce qu'il ne peut auoir lesdits proufits sans ladite consignation faite. Et s'il ne veut acquerre lesdits proufits, il suffit qu'il offre bourse & aucuns deniers en tel nombre qu'il luy plaist, & qu'il offre à parfaire & parfourrir à l'ordonnance de iustice. Et suffit que lors que le retrait luy sera adiugé ou accordé par cel luy sur lequel il fera ledit retrait, qu'il luy baille le iour que luy sera accordé ou adiugé icelluy re

QQQ ij

Couftumes du Comté de Ponthieu

retrait, les deniers à quoy montera ledit retrait, & les fraiz & loyaux coustemens. Et qu'il rembourse ledit acheteur de tous ses deniers de l'achat, fraiz & loyaux coustemens par dedans soleil couché ou escouffe dudit iour. cxxxvii.

Item par ladite coustume si le parent du vendeur qui pretendroit auoir retrait ne rembourse l'acheteur de tous ses deniers de l'achat, fraiz de lettres & de ses autres loyaux coustemens endedans soleil couché du iour que le retrait luy seroit accordé ou adiugé, il viendrait apres à tard à auoir le retrait, & en seroit priué. cxxxviii.

Et par le stille general de ladite comté, le retrayant ne peut acquerre despens sur la partie si elle ne baille contredit pour empescher le retrait. cxxxix.

Item par l'usage & stile de ladite comté quand aucun intente action de retrait si partie l'adiourne deffenderesse, ne compare & se laisse mettre en deffaut, le retrait se adiuge & doit adijuger par quatre deffaux à partie demanderesse si elle le requiert. Et si partie demanderesse est contumassée par vn congé de cour, elle est & doit estre priuée du retrait, si elle a conclud à la fin d'auoir retrait: Mais si elle n'auoit prins conclusion, ladite partie demanderesse contumassée ne perdrait que despens, & qu'elle ne deuroit par vn congé estre priuée du retrait. cxl.

Par la coustume generale de ladite comté, quand aucune chose reelle situee en ladite comté est retraite par aucune personne, elle est reputee & tenue, & aussi elle sortist & doit sortir nature & condition d'heritage au retrayant & à ses heritiers du costé & ligne duquel il seroit paruen u audit retrait, & ne sortist chose retraite condition d'acquest au retrayant ne à autre, supposé que le retraiant feust conioint par mariage, & que le retrait se fist des deniers communs d'iceux mariez, ou d'autres deniers empruntez par icelluy retrayant. cxli.

Par ladite coustume si vn personnage contre lequel on auroit fait adiournement pour auoir par retrait aucun heritage, vendoit depuis ledit adiournement ou transportoit icelluy heritage à autre main, il ne doit preiudicier que le retrayant qui auroit fait faire ledit adiournement ne deust & doye auoir ledit heritage se il estoit à luy demander retrayable selon lesdites coustumes, sans auoir regard à l'allienation que auroit fait depuis ledit adiournement ledit adiourné. cxlii.

Par ladite coustume generale de Ponthieu, quand aucun a retrait aucun heritage, il ne doit au seigneur dont ledit heritage est tenu aucuns droits de ventes de relief, saisine ne d'autres droits, supposé que la chose retraite soit fief ou cottiere: mais le retrayant incontinent qu'il a obtenu le retrait est saisy de plein droit comme estoit celluy qui auoit mis hors ligne ledit heritage. cxliii.

Complainte de nouuelleté.

cxliij.

LA coustume generale de ladite comté de Ponthieu est telle, que quand aucune personne de franche & liberale condition iouyst & possede d'aucune chose, soit reelle ou mobiliere, ou d'aucun droit ou seruitude par an & iour complet, & par le dernier an & exploit, paisiblement ou publicquement & sans contredit soit à tiltre ou sans tiltre, si aucun ou aucuns trouble ou empesche tel possesseur en la chose par luy possedee ou obseruce ou en ses droits, possessions, usages & saisines par luy gardees & obseruees ledit temps & espace, tel possesseur endedans l'an & iour du trouble ou troubles à luy faits se peut douloir ou complaindre de trouble, en troubles à luy faits de celluy ou ceux qui luy auroient baillé ou donné, ou fait bailler & donner tels troubles & empeschemens. cxliiii.

Par ladite coustume & stille de ladite comté, si aucune complainte est intentee pour trouble fait au complainant, si celluy ou ceux desquels on s'est complaint se opposent à l'executio de la complainte, il faut qu'ils restablissent par signe comme contrains. Et si iour leur est assigné pour dire les causes de leurs oppositions par deuant le iuge qui en doit connoistre, les defendeurs & opposans ne doyent estre receuz à aucune chose dire ou alleguer au principal, ne à proceder peremptoirement que preallablement & auant tout ceuvre ils ne ayent restably reallement & de fait ce que par eux aura esté fait, prins, leué ou emporté si conuenablement il se peut restablir, reparer & reintegrer. cxlii.

Par ladite coustume, usage & stille, quand aucun se complaint pour aucune nouuelle ceuvre ou edifice fait en ladite comté en quoy icelluy complainant maintienne auoir esté troublé en ses droits, possessions & saisines, si ledit ceuvre ou edifice est fait, parfait & acheué au parauant ladite complainte intentee, & que ledit ceuvre ou edifice ne se peut oster ou transporter sans grand interest ou dommage, il ne y eschet autre restablissement que par signe. Et

Et doyent lefdites parties proceder en ladite complainte peremptoirement, fans ce qu'il y ayt reftabliffement reellement fait pendant le proces. cxlvi.

Item par ledit vſage & ſtille de Ponthieu, ſi aucun ſ'oppose à l'execution d'aucune cōplainte de nouuelleté, & il a iour pour dire les cauſes de ſon oppoſition, il peut & doit eſtre receu au iour que la cauſe ſeruirà ſur ſon oppoſition, à requerir & demãder congé de cour, & à decliner le iuge ſ'il y a cauſe vallable pour ce demander, fans ce que tel oppoſant ſoit tenu de reſtablir preallablement. cxlvii.

Par ledit vſage & ſtille de ladite comté, ſi aucune perſonne veut intenter complainte de nouuelleté à l'encontre d'aucuns, il conuient qu'il le face endedans l'an & iour du trouble ou empeschement fait audit complaignant, ou autrement il viendroit à tard & ne ſeroit à recevoir. cxlviii.

Par ladite couſtume generale de ladite comté, quand il y a action de complainte de nouuelleté intentee par deuant aucun iuge de ladite comté. Si ſur icelle action eſt baillé cōredit par partie deffenderelle, & la cauſe eſt litifcontetee, & que les parties ſoient appointees contraires & à eſcrire, la partie qui deſchet ou eſt succumbee, ſoit le demandeur ou deffendeur, eſchet & doit eſtre condamné en ſoixante ſols d'amende, & ſelon la couſtume n'y a point d'amende ſi la cauſe n'eſt litifcontetee. cxlix.

Par ledit vſage & ſtille, quand aucun eſt deuément adiourné à comparoir par deuant le ſergent executeur d'vne complainte de nouuelleté, & il eſt deffailant de y comparoir ou procureur pour luy. Si la partie qui ſera diligent requiert deffaut contre ſa partie deffailant, & auoir acquis en vertu d'icelluy que elle ſoit maintenue & gardee en ſes poſſeſſions contenues en ſa commiſſion de complainte, ledit executeur peut & doit donner ledit deffaut, & maintenir & garder ſi auant que faire le peut ladite partie diligente eſdites poſſeſſions & ſaiſines, & de ſon exploit reſcrire par deuers le iuge duquel ſeroit donnee ladite commiſſion, & ſur le reſcrit d'icelluy executeur, ledit iuge doit bailler nouvelle commiſſion pour adiourner par deuant luy à iour ordinaire la partie deffailant, pour par luy veoir adiuger le proufit du deffaut obtenu par deuant ledit ſergent, & maintenir la partie diligente qui a obtenu ledit deffaut par deuant ledit ſergent. Et ſoit que ladite partie compare ou non, ledit iuge doit adiuger le proufit dudit deffaut, & maintenir la partie diligente en ſes poſſeſſions & ſaiſines declarees en ſa complainte: Car vn ſimple deffaut obtenu ſur le lieu cōtentieux n'emporte point gaing de cauſe: mais deffaut obtenu en iugement emporte gain de cauſe. cli.

Et par ledit ſtille, ladite partie deffailant & contumafſee par deuant le ſergent executeur, ne doit eſtre receu à riens dire que premier elle ne ſoit releuee par le Roy du deffaut, & qu'elle ne ayt reffondé les depens d'icelluy deffaut à ſa partie aduerſe. Et ſi le complaignant eſtoit négligent de comparoir par deuant ledit ſergent, ſa partie auroit congé & depens, & perdrait ledit complaignant ſa cauſe, & ſeroit ſa partie maintenue & gardee és poſſeſſions contraires à celles dudit complaignant contenues & natrees en la commiſſion dudit cōplaignant. clii.

Et par icelluy meſme ſtille, ſi la partie euocquee par deuant ledit executeur ſur la remiſe d'aucune complainte, ne vouloit reſtablir deuément ne obeyr aux commandemens qui à ceſte fin luy ſeroient faits par ledit executeur, icelluy executeur le doit mettre en deffaut, & y conuiendroit garder l'ordre telle que dit eſt deſſus, quand partie deffaut à comparoir ſur ladite remiſe de complainte en matiere de nouuelleté. clii.

Par la couſtume generale, vſage & ſtille de ladite comté de Ponthieu, ſi aucun detteur impetre lettres du Roy ou de ſa Chancellerie, pour auoir delay & reſpit de ſes dettes payer iuſques à vn an, ou à cinq ans, & fait appeller ſes crediters par deuant aucun iuge de ladite comté, ſi ladite dette eſt engendree pour malefice ou pour delict, ou qu'elle ſoit pour arrerages de cens, ſitué en ladite comté, & les euocquez debatent leſdites lettres, elles ne doyent porter proufit ne auoir lieu pour l'impetrant: mais doit eſtre priué & debouté de l'effet deſdites lettres. cliii.

Par ladite couſtume, ceſſion n'a lieu quand la dette pour laquelle lon voudroit ceder & abandonner ſes biens, ſeroit, ou eſt engendree pour delict ou malefice, cliiii.

Par l'vſage & ſtille de ladite comté, quand aucuns ſont euocquez en iuſtice pour cōſentir ou debatre à leurs crediters l'enterinement d'aucunes lettres de reſpit, ſoit qu'elles ſoyent à vn an, trois, ou à cinq ans. Et ſi les euocquez prennent aucuns delaiz, ils ne doyent nuls depens de iuſtice, ſ'ils ne baillent contredit à l'enterinement deſdites lettres. clv.

Couſtumes du Comté de Ponthieu

Par ledit vſage & ſtille, ſi aucun creditur eſt nampty par ſon detteur d'aucun gage, ou que par execution de iuſtice il ayt contraint ou fait contraindre icelluy detteur à garnir, ſi apres le garniſſement ou namptiſſement fait, ledit detteur fait conuenir en iuſtice ſon creditur pour auoir l'enterinement d'aucunes lettres de reſpit ou eſtat. Et ſuppoſé qu'il obtienne l'enterinement deſdites lettres: neantmoins durant le litige & le terme du reſpit ou de l'eſtat, ledit garniſſement ou namptiſſemēt demourera en la main d'icelluy où il eſtoit, & en l'eſtat tel cōme il eſtoit au iour que ledit creditur fut adiourné pour auoir l'enterinemēt deſdites lettres, nonobſtant que par leſdites lettres feult contenu que ſi aucuns des biens de l'impetrāt ſont faiſis & arreſtez, qu'on les luy mette, ou face mettre à pleine deliurance. **clvi.**

Par ledit vſage & ſtille ſi aucun creditur fait inſtituer ſon detteur, ou le fait adiourner en iuſtice, apres qu'icelluy detteur luy auroit fait ſignifier par iuſtice ſes lettres d'eſtat ou de reſpit, & luy fait faire deffences de non le moleſter pour ſa dette, ledit creditur fait ce punir de priſon & d'amende, & doit eſtre contraint par le iuge auquel appartiendra cōnoître deſdites lettres, à faire ceſſer toutes executions & procedures qu'il auroit encommencé contre ledit detteur depuis ladite inſignation deſdites lettres & deſdites deffences, ſi ledit detteur le requiert ainſi eſtre fait. **clvii.**

Par ladite couſtume generale de ladite comté de Ponthieu, conſonant l'uſage & ſtille de la ſeneſchauce d'icelle comté & des ſieges ſuiets à icelle, quand delict ou malefice eſt commis, fait ou perpetré en ladite comté en cas criminel ou au dehors par les ſuiets d'icelle ſeneſchauce. Et les delinquans & malſaiſteurs ne ſont apprehendez & deffuient iuſtice, les ſergens du Roy & les ſergens des iuſticiers és mettes de la iurisdiction deſquels leſdits delicts ſeront aduenus eux informez, auant tout œuure appelleront pour vne fois ſeulement avecque eux hōmes liges ou procureur d'iceux hommes liges, les malſaiſteurs ſur les lieux où le meffait aura eſté fait, & le ſignifieront à leurs domicilles, ſi le meffait aura eſté commis en la ſeigneurie de Ponthieu, & ſi hors ils les appelleront à leurs domicilles, & à leur premier adiournement leur affigneront leurs tierçaines ordinairement, comme il eſt accouſtumé de faire, en telle maniere qu'il y ayt touſiours vn iour entre deux de chascune tierçaine. Et les tierces quinziēſmes paſſees à ſix ſepmaines enſuyuans les prochains plaids. **clviii.**

Et ſi eſt tenu ledit ſergent royal de rapporter par deuers le clerc du bailliage les appeaux. Et le quel clerc ordinaire avecque le ſergent & hommes liges, ou de leurs procureurs, gardera ſuffiſamment les trois tierçaines à chascun iour de l'assignation, & les trois quinzaines enſuyuans assignees aux iours de plaids ſeront gardees par les baillifs ou leurs lieutenās à heure de plaids & à l'heure ſur ce ordonnee. **clix.**

Et apres tous les deffaux paſſez & entretenus ſuffiſamment ſerōt les malſaiſteurs par le ſergent avec les hommes liges ou avec les procureurs d'iceux, ſommez d'aiſſe, quinze iours auāt l'aiſſe à peine de ban, & par le rapport du ſergent & des hommes liges ou de leurs procureurs des adiournemens & ſommations & du clerc ſermenté, les deffaux eſtre ſuffiſammēt prins & entretenus pourra lon proceder à ban, ou autrement ſelon que le cas le requerra & comme de raiſon faire ſe deura. **clx.**

Par ladite couſtume generale quiconques conſiſque le corps il conſiſque tous ſes biēs meubles & immeubles. Et ſi aucune perſonne eſt executee par iuſtice pour ſes demerites, il conſiſque ſes meubles & immeubles ſituez en ladite comté au proufit du ſeigneur haut iuſticier duquel il tient leſdits immeubles, ſ'il eſt executé pour homicide, & ſi ceſt pour larcin au vicomtier appartient la conſiſcation, & ſi c'eſt pour crime de leſe maieſté, au Roy appartient. **clxi.**

Item par ladite couſtume tous criminels qui ſe veulent purger par lettres & graces de Roy des crimes capitaux par eux commis, ils doyuent faire leur proces contre le procureur du Roy & priſonniers, & tenir priſon fermee iuſques en diffinitive. **clxii.**

Par commune obſeruance, vſage & ſtille, vne chascune perſonne habille à proceder en iugement doit eſtre receu tant en demandant que en deffendant par deuant les iuges de ladite comté de Ponthieu, à paſſer par procureur, ſans auoir ne obtenir du Roy ne de ſa Chancellerie lettres de grace ſi n'eſt en aiſſe. **clxiii.**

Par l'uſage & ſtille de ladite comté, ſi aucun preſtre ou clerc non maryé eſt euocqué par deuant le ſeneſchal, ou l'vn des cinq baillifs royaux de ladite comté, pour connoître ou nyer ſa lettre eſcrite, ſon ſeing manuel ou autre ſigne ou ſeau, ou pour reſpondre aux faits & choſes contenues en aucunes lettres faites ſous ſeaux priuilegiez, ou en matiere de complainte & de nouuelleté, ou de miſe de fait, ou de ſauuegarde, il ne doit eſtre receu à decliner: **mais**

mais estre contraint à proceder par deuant lefdits iuges ou leurs lieutenans pour les causes dessusdites : Toutes-fois il se renuoye du siege d'icelle seneschauce par deuant l'un desdits baillis duquel il seroit suiet, si l'euocation est faite pour connoistre ou nyer les seings ou escriture, & non pour aucune autre euocation faite pour l'une des causes dessusdites. clxiii.

Item selon le stile & vsage de ladite comté, si aucun est poursuy par aucun demandeur qui face la poursuite à tiltre d'autrui, & le poursuy requiert estre enseigné, le demandeur est tenu faire apparoir sur le champ de son pouuoir & tiltre, en vertu duquel il procede, ou autrement le poursuy doit auoir congé de cour & despens, & si c'est en matiere d'execution & que la cause soit ramenee à fait, le demandeur seroit priuë à iamais de son execution. clxv.

Par ledit vsage & stile, quiconques s'aide de lettres d'estat d'ordonnance d'aucun iuge supérieur, enuoye à son subalterne, pour continuer causes pour raison de l'occupation d'aucun conseiller, ledit estat doit estre obey si est pour occupation d'un aduocat de ladite comté, & es iurisdicions d'icelle : & non si c'est pour occupation d'un procureur si ce n'est en lieu champestre. clxvi.

Item selon le stile & vsage de ladite comté, quand aucune chose est introduite par deuant aucun iuge en ladite comté, & que par an & iour elle est discōtinuëe sans proceder en icelle par an & iour, elle est interrompue, & chet en interruption. Et n'est tenuë partie defendresse d'y proceder si il ne luy plaist, si n'estoit que la cause fust mise en l'aduis du iuge, ou qu'elle fust conclue pour ouyr droit, ou que la partie demandresse fust releuee par mandement royal de ladite interruption, & que preallablement elle eust refundé les despens encourus en ladite cause au parauant ledit relief. clxvii.

Par l'usage & commune obseruance de ladite comté, quand entre parties litigantes es iurisdicions d'icelle comté, il est ordonné de faire veuë reelle & propriétaire. Si la partie qui doit faire la veuë defaut de la faire au iour & heure assignee : L'autre partie à laquelle la veuë n'est point faite, ou si icelle partie qui auroit fait deuëment la veuë n'enseigne par escrit à la partie auoir fait ladite veuë au iour qu'il y a retour en cause : Icelle partie qui ne seroit enseigne par escrit, ou à laquelle on n'auroit defailli de faire veuë, auroit & doit auoir congé de cour & despens. clxviii.

Par ledit vsage, quiconques en vne cause a obtenu delay de veuë, il doit auoir garant contre celle contre lequel il auroit eu veuë : Pourueu que celui qui auroit eu ladite veuë ne fust le tenant de celui contre lequel il auroit eu veuë pour la chose immobiliere de laquelle auroit esté ordonné faire ladite veuë. clxix.

Item par l'usage & commune obseruance, en bail à cens ou louage, ou en vente de boys à coupe, ne pour chose immobiliere baillee à la chandelle au plus offrant & dernier encherisseur, l'on ne peut proceder par tiercement ou doublement, si il ne se fait durant la chandelle alumee : Car depuis qu'elle est estainte il n'y a plus de tiercement ne de doublement. clxx.

Item par le stile de ladite comté, si aucune personne est obligee par vnes lettres enuers deux personnes. Si les creanciers font retraitte pour leur deu, le debteur doit autāt de retraittes qu'il doit de tetmes escheus, & pour chacune personne enuers lesquels il est obligé separement & qui de luy se sont retraitts. Et pour chacune retraitte sept sols six deniers parisis, si il demeure en lieu cottier, & si il demeure en lieu noble dix sols parisis. clxxi.

Par ledit vsage & stile de Ponthieu, quand aucun demandeur met en cause aucun defendeur en ladite seneschauce & es iurisdicions suiettes, si c'est par euocation, & l'euocqué est mis en cause & se laisse contumasser & couler en quatre defauts sur vne euocation, si le demandeur a apporté par escrit le profit qu'il entend auoir acquis par iceux quatre defauts : Et il le met par deuers le iuge, & qu'il apperre iceux defauts estre bien & deuëment prins, verifiez & entretenus, & le demandeur afferme son deu, le defaillant doit estre condemné en autant que ledit demandeur affermera de sa demande. clxxii.

Item par ledit stile & vsage, si aucun defendeur est tiré en cause par voye d'execution, & il eschet en un seul defaut obtenu par celui qui l'a fait executer, l'execution se doit declarer deuoir parfaire sur les namptissemens de l'execution, & les defaillans condemnez es despens. clxxiii.

Par la coustume generale de ladite comté, si aucun en matiere d'execution se constitue en la main de iustice, ou de sergent executeur, acheteur de biens pour la somme dont seroit encōmencee ladite execution, ledit acheteur de biens est respondant & peut estre prins prisonnier pour la debte dont & pour laquelle il auroit soy constitué acheteur de biens, & contraint à

Coustumes du Comté de Ponthieu

vuider ses mains des deniers.

clxxiii.

Item par ledit vsage, si aucun prend par deuant aucun iuge de Ponthieu, volontairement le garant d'un conuenu en iustice, celuy qui ainsi aura emprins volontairement & sans estre adourné, ne doit auoir garant, n'induce, ne veüe en la chose dont il aura emprins le garant: Mais est tenu à proceder peremptoirement, & par vn seul default quand partie à iour d'amener garant. Si elle est negligente & qu'elle soit mise en default, elle doit estre priuee de garant: mais si l'euocqué pour garant est mis en vn default, il ne doit pour ledit default estre condamné à garantir, si sur ce il n'est mis en quatre defaults.

clxxv.

Par ledit vsage aussi bien est il permis aux demandeurs és causes qu'ils ont en Ponthieu, d'auoir garant comme aux defendeurs, quand le cas le requiert.

clxxvi.

Par l'usage & stile de l'election de Ponthieu, tous fermiers peuuent & leur loist en vertu de la commission des esleus de Ponthieu proceder contre les debtes pour les emolumens de leurs fermes par voye d'execution, & les faire contraindre & iusticier endedàs trois moys apres l'an & iour passé, à compter du iour que lesdites fermes sont expirees, & proceder par euocation de my an apres ledit an reuolu. Et ainsi apres ledit an iceux fermiers ont trois moys d'execution, & six moys pour faire euoquer leurs crediters. Et ledit temps dessusdit passé ils ne sont receuables à poursuyr, soit par execution ou par euocation, les debteurs pour raison de leurs fermes, si iceux debteurs n'y sont expressement & de fait obligez ou condemez.

clxxvii.

Par ledit vsage, en cause où il y a eu litiscontestation par deuant aucun iuge de ladite comté, si le demandeur default de comparoir à aucune assignation, iamais ne se donne congé de cour au defendeur quelque negligente que comprenne le demandeur: Mais si donne & doit donner default contre le demandeur: & le default obtenu, le defendeur gaigne le benefice du iour & non plus. Et pareillement apres cause litiscontee, si le demandeur obtient default contre son defendeur, il ne gaigne que le benefice du iour.

clxxviii.

Par le stile de ladite comté, que toutes-fois & quantes-fois qu'aucun est obligé enuers aucune personne en aucune somme de deniers, & pour icelle somme le crediter fait prédre les biens de son debteur, tel obligé & debteur est tenu endedans le huitième de la signification à luy faite que ses biens sont prins, soy opposer si faire le veut. Et apres huit iours passez de ladite signification de la vente, il ne doit estre receu à opposition.

clxxix.

Item par la coustume generale de ladite côté consonant à l'usage & stile, toutes & quantes-fois qu'aucuns sergens royaux ou autres font aucunes executions à la requeste d'aucunes personnes sur autres personnes par vertu de commission par escrit emanee d'aucun iuge de ladite comté, ou de lettres royaux, ou de lettres obligatoires, en quoy les sergens dient les debteurs estre obligez, & que sur icelles executiōs y a opposition & assignation de iour, la partie demanderesse doit & est tenuë de faire apparoir par escrit à la partie opposant & defenderesse de la commission ou debtes, & de relation du sergent executeur, & par escrit avec des lettres obligatoires par vertu desquelles icelle execution a esté faite par ledit sergent, si requis en est. Et si la partie demanderesse default en ce, & principalement qu'il ne face apparoir desdites lettres d'obligation en vertu & pour le payement desquelles il auroit encommencé l'execution, la partie defenderesse n'est tenuë de respondre ne proceder à la cause: mais par default d'enseignement doit auoir congé de cour, main-leuee & despens.

clxxx.

Par ladite coustume & vsage en toutes les cours & iurisdicions ordinaires de la comté de Ponthieu, singulierement és causes qui touchent fonds & realité, le demandeur doit enseigner par escrit son defendeur de l'estat de la cause, ou le defendeur emporteroit congé de cour & despens si il le requiert.

clxxxi.

Par le stile & vsage ordinaire de ladite seneschaucee de Ponthieu, en laquelle il y a cinq bailliages royaux: Quiconques se laisse couler en aucuns defaults au siege d'icelle seneschaucee, & és sieges d'aucuns d'iceux bailliages, il eschet enuers le Roy ou ses fermiers en sept sols six deniers parisis d'amende pour chacun default: sauf que quand aucun est euocqué sur mise de fait pour voir decreter aucune vesue en son douaire ou aucun legataire en son legat, ou pour voir emanciper lettres de remission, de pardon, ou lettres d'estat pour respit, ou surceance auoir de debtes payer, ou pour auoir retrait ou quint de viure naturel, ou pour voir faire cession des biens en cas de tesmoignage, & aussi en tous defaults qui emportent sentence diffinitive & gain de cause: en tels & semblables cas si les euocquez se laissent mettre en default, ils n'escheent en aucune amende.

clxxxii.

Par ledit stile en ladite seneschaucee, & au siege d'iceux cinq bailliages de Ponthieu, quand aucunes

aucunes parties sont appointees en aucunes causes contraires, & à escrire, & leur est ordonné de fournir escritures, la partie qui dechet encourt enuers le Roy ou son fermier, pour les faits proposez en quinze sols parisis. Et si le demandeur est negligent de poursuivre son droit, ou qu'il face appointement avecques sa partie sans attendre iudicature de cause, il doit estre chargé par faute de poursuite de ladite amende des faits proposez. Et pour vne denegation il n'y a amende que de sept sols six deniers parisis. Et pour vne retraitte sept solis six deniers parisis. Et se prennent lesdites amendes sur ceux qui decheent & sont succumbez. clxxxiii.

Item par le stile toutes enquestes par escrit qui se font par lesdits baillifs & par leur iustice ordinaire, ils les doiuent faire en la presence de deux hommes liges de leurs bailliages, ou de leurs procureurs, ou autrement elles ne sont vallables: Toutes-fois lesdits baillis peuuent iuger d'eux-mesmes, & decider toutes matieres meues à leurs cours, ou les faire iuger par les hommes liges de leurs bailliages quand ce sont proces par escrit. Et lesdits hommes liges sont tenus & doiuent estre contrains à leurs perils & fortunes & à leurs despens de consulter lesdits proces soient criminels ou ciuils, & bailler au bailly la sentence & dictum: lequel bailly doit prononcer la sentence & dictum au iugement d'iceux hommes liges. Et si de la sentence estoit appelé, & que l'appellant fust dit bien appellant, & les hommes liges condemnez, en l'amende de l'appel ils seroient à soixante liures parisis. Et si l'appellant estoit dit mal appellant & condéné en l'amende n'escherroit qu'à soixante sols parisis enuers le seigneur ou son fermier. Et qui a renoncé à son appellation endedans huitaine il eschet en pareille amende de soixante sols parisis. L'usage & stile de ladite comté est, si on se trait premierement par deuers l'un desdits baillis, de matiere suiette à son office en luy baillant la connoissance en matiere & cas de preuention, les cas sur-ce intentez à son siege y doiuent demorer sans en faire aucun renuoy: desquels cas de preuention la declaration ensuit: c'est à sçauoir de matiere de complainte de nouuelleté des obligatiōs royaux sur toutes mises de fait de douaire, dons, aumosnes & autremēt inuentaies qui escherroient par preuention assise en vertu des lettres royaux. Assignation de viure: Affeuurement royal. Et designatures ou seaux de iuges & autrement. Et estoient bailliages n'acquests quatre deniers parisis pour vne acte, deux sols la iournee d'un procureur. Et quatre sols pour la iournee d'un aduocat. Fait & conclud comme en l'intitulation de ce present cayer est contenu ledit dixseptième iour d'Octobre audit an mil quatre cens vingt & cinq. Et signé par lesdits gés des trois estats qui ensuiuent: Sauf que les gens d'eglise ont protesté entant qu'il touche le criminel, dont cy dessus seroit fait mention qu'ils ne s'en veulent en rien entre-mettre: Et s'en sont rapportez aux loix & droits de leurs prelats, Ainsi signé. A. de May. F. Cressent de fontaines A. Thomas, Radulphi. S. pirot. A. de humberq. L. Scillet. Iohannes trachart G. Le leu. I. de praccellis Vvataire. L. de le maire. M. de le trenquie, Colinet gourle. B. de le motte. P. Le vasseur G. de le trenquie. Le hourdel. P. de ponches G. d'auensnes P. de Belleual, Jaques lomban frere de le moliere, Anthoine le blond. I. le sellier. I. lobam. Roo le flameng. P. le gay. P. hache. Ibertin. I. de tornes. I. domde lauuille. P. brillart. P. Riuet. I. dausel. I. diaucourt. I. le iourne. R. gaude. I. le ieune I. caudel. A. cornu. E. d'aust. H. Briet. P. doremieulx. N. Maupin. P. de cotqsart. L. de chaux. P. gridaine. C. de sainct Eloy. I. macquet. G. le gros. I. a le Roy. I. de soupliz, & I. Martin.

FIN DES COVSTYMES DE LA COMTE DE PONTHEV.

❧ Coustumes generalles de la seneschauce &

COMTE DE BOVLLENOYS, RESSORTS ET enclauemens d'icelle, avec les coustumes locales d'Estappes, Vvissent, Herly, Quesque, Nedoucer.

Article.

Premier.



EN la Comté de Bollenoyz a le Roy six abbaye. A sçauoir en la ville de Boulongne, l'abbaye de nostre Dame, & l'abbaye de saint Vuillemer, l'abbaye de Samer au boys, l'abbaye de Longuilliers, l'abbaye de Dondeauuille, & l'abbaye de Beaulieu.

Quatre prieurez. A sçauoir Rumilly le comte, le Vuast, Beussen, & Herly.

Et Habeo è regestris curia has consuetudines sub Carolo 8. ann. 1493 redactas. Sed has quia recentiores sunt & homologata in senatu, praesumpti iuxta no. in l. de quibus l. diuina. ff. de legib. l. 1. C. qua sit legi consuet. C. 11.

Couſtumes generales de la comté de Boullenoys, &c.

Et y a encores couvent de chartreux de noſtre Dame desprez, à Neufuille, & vn hoſpital nommé ſainct Ingleuert. iii.

Et auſſi la comté de ſainct Paul tenuë du Roy à cauſe de ſon chaſteau de Deſurene, des appendans dudit comté de Boullenoys. v.

Plusieurs terres & ſeigneuries appartenans à pluſieurs abbayes & eglifeſ, dõt les chefs lieux ſont ſituez hors la iurisdiction dudit comté de Boullenoys, leſquels par la couſtume ont leurs cauſes commiſes par deuant le ſeneſchal de Boullenoys, iuge prouincial dudit pays. vi.

Audit comté y a douze baronnies, à ſçauoir, les baronnies Dordre, Dengodſens, Lyanne, Dondeauuille, Thiembronne, Beingthun, Bellebronne, Collambert, Courſet, Heſdigneulx, Diſacre, & Barnieulles: Dont eſt deu par la couſtume relief au Roy de dix liures pariſis, & vingt ſols pariſis pour le chambellage. vii.

Quatre Perries. A ſçauoir, la Conneſtablie, l'enſeigne, & gouffanier, la Mareſchauce, & la bouteillerie de Boullenoys, Pour chacune deſquelles par la couſtume de Boullenoys eſt deu au Roy cent ſols pariſis de relief, & le tiers de chambellage. viii.

Audit comté y a quatre chaſtellenies tenuës du Roy: A ſçauoir Fiennes, Thingry, Longuilliers & Beſle: deſquelles eſt deu par ladite couſtume cent ſols pariſis de relief, & le tiers pour Chambellage. ix.

Audit comté a le Roy la ſeneſchauce de Boullenoys, iuſtice principale dudit pays, connoiſſant le ſeneſchal de Boullenoys, de toutes cauſes & matieres en premiere inſtance dudit comté, reſſorts & enclauemens, ſauf le renuoy aux ſeigneurs & iuſtices inferieures des choſes dont leur appartient la connoiſſance. x.

Et y a audit comté huit bailliages royaux. A ſçauoir, Boullongne, Oultreaue, Vviſſent, & Loudefort: Qui eſt vn ſeul office, exercé par vn ſeul bailliy. xi.

Les bailliages D'eſtappes, Leſchocquet, & Bellefontaine par vn ſeul office. Et le bailliage de Deſurene. xii.

Leſquels baillis ſont iuges en premiere inſtance, tant en ciuil que criminel, des matieres des roturiers, & autres: dont ils ont acouſtumé connoiſtre. Sauf les matieres priuilegiees, reſſortiffans par la couſtume en cas d'appel immediatement par deuant ledit ſeneſchal. xiii.

En ladite comté y a cinq villes de loy priuilegiees, qui ont maieurs, & eſcheuins, qui ont connoiſſance du fait politicque, & de toutes matieres ſuruenans aux bourgeois, reſſortiffans ſemblablement par appel, par deuant ledit ſeneſchal de Boullenoys. xiiii.

Audit comté & des appendances ſont cinq villages enclauéz au pays d'Arthois: A ſçauoir, Nedonchet, Ligny, Tyremande, Vverrehen, Rehy, & la cenſe de Tatincloud, tenus du Roy, à cauſe de ſon chaſteau de Deſurene, reſſortiffans par deuant ledit ſeneſchal, en premiere inſtance, ès cas royaux, & priuilegiez. Et auſſi par appel des ſentences, & iugemens donnez par les baillis hommes, & iuſtices d'iceux villages & ſeigneuries.

Des droits appartenans aux Barons, Pers, & Chaſtellains.

xv.

ON T leſdits barons, pers, & chaſtellains, par la couſtume dudit pays, ès mettes de leurſdites baronnies, perries & chaſtellenies, toute iuſtice, haute, moyenne, & baſſe, connoiſſance de toutes cauſes & matieres, en premiere inſtance, par leurs baillis, & hommes ſeodaux. Sauf des cas royaux, & matieres priuilegiees au Roy. Reſſortiffans pareillement par appel immediatement par deuant ledit ſeneſchal de Boullenoys, comme ſont toutes les iuſtices inferieures de ladite comté ayant les ſeigneurs cinq hommes de fief ſous eux, leſquels ſemblablement ont toute iuſtice, haute, moyenne, & baſſe, & les droits y appartenans. xvi.

Et ſont par ladite couſtume leſdites eglifeſ, barons, & pers, & leurs tenans exempts des iuſtices deſdits baillis royaux, comme eſtans purs voiſins à eux.

Des droits de relief deus au Roy, barons, & autres ſeigneurs dudit comté.

xvij.

A Le Roy, leſdites eglifeſ, barons, pers & chaſtellains pluſieurs fiefs & ſeigneuries ſous eux, dont par la couſtume dudit pays de Boullenoys, leur eſt deu relief, quand le cas y eſchet. A ſçauoir fiefs de cent ſols pariſis, & le tiers de chambellage qui ſe comprennent en cent meſures de terre, & au deſſus fiefs de ſoixante ſols pariſis, & le tiers de chambellage. Qui ſe comprennent depuis ſoixante meſures de terre, iuſques à cent, fiefs de trente ſols pariſis, & le tiers de chambellage, bellage,

bellage qui se comprennent en trente mesures de terre iusques à soixante, & fiefs de sept sols six deniers parisis : & le tiers de chambellage, & se comprennent iusques à trente mesures de terre. Et par icelle coustume ne sont autres fiefs d'autres reliefs en ladite comté, si ce n'est par fait special & addicté, & dont apparaisse par tiltre suffisant.

De la cour des seigneurs de fief.

xviij.

ET par ladite coustume vn seigneur ayant trois hommes de fief, a commencement de cour, & peut exercer sa iustice, es mettes de son fief. En empruntant de son seigneur supérieur, deux de ses hommes de fief, en demandant lesquels il est tenu luy bailler.

xix.

Et peut ledit seigneur bailler de sa terre en fief, pour augmenter ses hommes, & cour.

Des cas dont la connoissance appartient aux baillis royaux, barons, & autres seigneurs.

xx.

ET peuuent par ladite coustume, lesdits baillis royaux, barons, pers, seigneurs, maieurs, & escheuins, connoistre aussi en premiere instance de tous cas tant en ciuil que criminel, sauf des cas royaux, & matieres priuilegiees, à la charge de renuoy aux seigneurs, & iustices, qui leur sont inferieures, tenuës, & mouuans d'eux, & de leurs seigneuries, pour les cas qui tum-bent pareillement en renuoy.

Des droits appartenans aux seigneurs de fief, & hauts iusticiers.

xxi.

ET quant aux droits des seigneurs par la coustume: Si aucune personne ayant fief, terres, & seigneuries à aucuns hommes feodaux, procedans d'icelles seigneuries: Quand son fils aisné est fait cheualier, ou quand il marie sa fille aisnee peut demander à vn chacun de ses hommes feodaux, qui sont tenus luy bailler par droit d'aide, pareille somme que le relief de leur fief: ou fiefs montent sans chambellage à l'vn desdits cas aduenant, lequel mieux plaist audit seigneur & non plus.

xxii.

Au seigneur haut iusticier appartiennent les meubles des bastards qui meurent intestats, sans delaisser hoirs legitimes de leur chair en la terre dudit haut iusticier. Et aussi les immeubles tenus de luy.

xxiii.

Au seigneur haut iusticier ayant cour, & hommes en ses terres & seigneuries, appartiennent routes bestes & choses espauës trouuees es mettes de sa seigneurie, en le faisant publier vne fois en l'eglise parrochial de sa terre par vn iour de dimenche ou feste solennelle: Et pareillemēt par vn iour de marché, au marché plus prochain d'icelle terre en gardant ladite chose espauë par an & iour à celuy qui en feroit poursuite, ou demande pendant ledit an, en payant la garde & mises de iustice raisonnables. Apres lequel temps passé si le propriétaire n'en fait poursuite, & vienne en connoissance il appartient au profit dudit seigneur, & ne peut autruy, fust le propriétaire prendre ladite chose espauë, n'y oster hors des mains dudit seigneur, ny de ses officiers sans leur congé ou licence. Tellement que celuy qui fait le contraire commet amende de soixante sols parisis enuers ledit seigneur, & est tenu reintegrer la chose prinse ou leuee. Et si ladite chose espauë ne se peut garder, & est perissable apres lesdites significacions faites, Ledit seigneur ou lesdits officiers la pourra faire vendre par sa iustice à cry publicq, & garder les deniers iusques au bout de l'an. Demeurent pareillement lesdits deniers ledit temps passé à son profit comme dessus.

Des matieres de crimes, forfaits, delits & amendes deuës pour iceux.

xxiiij.

PAR ladite coustume pour quelque cas criminel qu'aucun delinquant ait commis, ne confiscque sinon le corps, sauf le cas de crime de leze maiesté, diuine, & humaine en premier chef, scauoir contre le Roy & son royaume.

xxv.

Par ladite coustume, Si aucun meurt ladre, & est trouué estre tel par gens à ce connoissans, & les parroissiens de l'eglise où il demouroit au iour de sa mort n'ont fait diligence d'aduertir la iustice sous laquelle il est decedé, & faisoit sa residence, ou la iustice souveraine, afin de visiter ledit ladre de son viuant pour le iuger & sequester hors des sains, tout le bestail à pied fourché desdits parroissiens appartient, & est escheu aux droits dudit seigneur, ou seigneurs hauts iusticiers d'icelle parroisse, & vn chacun d'eux en son regard, & de ses tenans & suiets, pourueu toutes-fois que celuy lequel apres sa mort aura ainsi esté trouué estre mort ladre, en ait eu durant sa vie quelques signes & apparence exterieure.

xxvi.

Coustumes generales de la comté de Boulenoys

Quicōques fait debat, emprins, outrage, ou meslee de fait sur la terre d'aucun seigneur feodal, Il y a commission & condemnation vers ledit seigneur feodal d'amende de douze sols parisis pour chacun delinquant, & pour chacune-fois. xxvii.

Par ladite coustume, si le delinquant se depart de la seigneurie où il a commis le debat sans estre apprehendé, il se pourra purger du delit en la seigneurie du haut iusticier, sous laquelle il est couchant & leuant, en le faisant intimer & signifier à la partie intereesee. Et au seigneur du lieu où le debat & meslee c'est faite, Et ledit seigneur bien & deuément contumacé & non comparant pour faire demande & poursuite de l'amende, appartiendra icelle amende audit seigneur, ayant eu du fait la connoissance. xxviii.

Et si le delinquant est homme feodal dudit seigneur, & fait le delit sur la terre de sondit seigneur, il commet amende de soixante sols parisis pour chacune-fois comme dessus. xxix.

Si aucun picque ou fait bastiment, œuure la terre, ferme ruë commune ou flegarts d'un seigneur feodal, ou approprie à luy sans son consentement & congé, il commet pour chacune-fois enuers iceluy seigneur feodal amende de douze sols parisis, & est tenu de remettre l'œuure à ses despens au premier estat & deu. xxx.

Si aucun enfraint la main de iustice d'aucun seigneur par rescouffe ou desobeissance, il commet enuers ledit seigneur pour chacune-fois amende de soixante sols parisis. xxxi.

Si aucun rompt, arrache, efface, ou transporte de lieu en autre aucune borne, Coupe, abbat ou demolie aucun arbre tenu pour borne & enseignement de separation de terres, commet aussi pour chacune-fois enuers le seigneur haut iusticier du lieu, où a esté fait ladite œuure amende de soixante sols parisis. Et oultre sera tenu remettre ou faire remettre ainsi qu'il appartient les bornes par luy arrachees, & ostees à ses propres cousts & despens. xxxii.

Si aucun fait exploit de iustice en la terre & seigneurie d'aucun haut iusticier son pur voisin, & sans le congé de luy ses officiers ou commis, il commet enuers luy pour chacune-fois amende de soixante sols parisis, excepté le Roy & ses officiers, lesquels pourront exploiter en la maniere acoustumee. xxxiii.

Quicōques coupe ou abbat, fait couper, ou abbatre sur la terre & boys d'aucun seigneur feodal sans le cōgé de luy, ses officiers ou commis, aucun chesne qui soit de trois aages & coupes ordinaires, ou de deux aages qu'on appelle perrot, il commet enuers ledit seigneur feodal pour chacun chesne amende de soixante sols parisis. Et si l'estoit chesne de l'aage du boys tant seulement, que l'on dit estallon ou quelque autre arbre, il doit tant seulement amende de douze sols parisis, avec la restitution de l'arbre & boys abbatu pour chacun cas. Pourront toutes-fois lesdits seigneurs si bon leur semble faire garder les amendes, & autres peines contenuës es ordonnances du Roy faites contre les larrons & coupeurs des boys à luy appartenans. xxxiiii.

Et aussi ladite coustume n'a lieu es boys du Roy, qui sont reglez selon les ordonnances.

Des amendes deuës aux seigneurs pour recellemens desdits droits à eux appartenans de fol appel ou autrement. xxxv.

AV seigneur feodal appartient droit de taille, ou de la vente & achat de bestial qui se vend sur son fief, qui est quatre deniers du vendeur, & autant de l'acheteur pour chacune beste cheualine, beuf ou vache, pour chacune beste blanche vn denier. Sçauoir vne maille pour le vendeur, & autant pour l'acheteur. Et pour le pourceau vn denier par le vendeur, & autant par l'acheteur. Qu'ils & chacun d'eux sont tenus de payer dedans soleil couchant, en quoy ne sont compris les priuilegiez, ny semblablement ceux qui auroient paction, conuention, ou iouissance deuément prescrite. xxxvi.

Tous rentiers, cottiers, & fermiers tenans bestes à laine sur leurs tenemens, fermes, & cottieres iusques à vingt-cinq ou au dessus, doiuent à leur seigneur au iour saint Jean Baptiste la meilleure desdites bestes, apres la premiere, eux sommer par iceluy seigneur, ses officiers ou commis, de bailler ledit droit qu'on appelle vis-herbage. Et s'ils sont refusans du fournissement, ledit iour passé ils commettent enuers ledit seigneur feodal amende de soixante sols parisis. Et en pareil cas du droit de montonnage arrenty. Mais si ledit rentier, cottier, ou fermier n'a bestes qu'au dessous desdits vingt-cinq. Il est tenu de luy payer pour chacune beste ledit iour saint Jean Baptiste dedans soleil couchant vne obolle, qu'on appelle droit de mort-herbage sur pareille amende de soixante sols parisis, sans aucune sommation, sans preiudice toutes-fois à ceux qui auroient conuention, paction, ou iouissance deuément prescrite au contraire. xxxvii.

Quicōques

Quiconques doit droit de terrage, il ne peut emporter aucuns grains venus à moisson sur la terre suiette audit droit, sans preallablement sommer, & appeler deuëment celuy auquel ledit terrage appartient, ou ses commis pour venir prendre iceluy droit de terrage sur peine & amende de soixante sols parisis au profit de celuy auquel ledit droit appartient, lequel estant defaillant apres icelle sommation faite deuëment, peuuent iceux redeuables dudit terrage sans aucune amende emporter lesdits grains, & en faire leur profit. Et quant à la disme chacun en est quitte, la laissant sur le champ pour celuy à qui elle appartient. Toutes-fois ne pourront les seigneurs, ny leurs suiets faire pasturer leur bestial dedans les terres suiettes à ladite disme, iusques à ce que ceux auxquels appartient ladite disme les ayent fait enleuer & emmener. Et ou aucunes feront le contraire seront condemnez à la restitution du dommage fait à ladite disme ainsi delaissee sur le champ, & en amende telle que de raison, laquelle restitution se fera à celuy à qui appartient ladite disme. Et ladite amende sera baillee au seigneur du delinquant, Pourueu toutes-fois que ceux auxquels appartient ladite disme seront tenus dedans trois iours, à comper du iour que les seigneurs & proprietaires desdites terres ou leurs fermiers auront fait lier, & mener en leurs maisons les gerbes à eux appartenans: seront tenus aller ou enuoyer querir leursdites dismes, autrement ledit temps passé vn chacun pourra mener pasturer son dit bestial dedans lesdites terres sans peril d'amende, ny restitution de dommage. xxxviii.

Pour toutes bestes trouuees faisant dommage és biens du seigneur feodal, à garde faite, eschet au seigneur amende de douze sols parisis pour chacune-fois. Et si lesdites bestes eschapoient sans garde, n'y eschet amende sinon de trois sols pour la prinse, avec restitution de l'interest en chacun desdits cas. Et à faute de sergent peut vn chacun faire ladite prinse en les mettant par forme de garde és prisons dudit lieu. xxxix.

L'appelant d'aucunes sentences, appointemens, exploit ou refus donnez, & faits par les baillis, & hommes du seigneur ayant cour, & hommes, Si par le iuge superieur est dit mal appointé, sentencié, ou refusé, les hommes feodaux d'icelle seigneurie, & non le bailly ou son lieutenant, doiuent audit seigneur amende de soixante sols parisis. Et s'il estoit dit bien iugé, appointé ou refusé deuroit ledit appelant audit seigneur pareille amende de soixante sols parisis comme aussi deuroit ledit appelant semblable amende quand il acquiesce apres les iours de renoncer passez. xl.

Tous seigneurs ayans iustice peuuent faire publier en leurs cours les bans de Mars, & d'Aoult & iceux bans ordonnez estre gardez à peine de soixante sols parisis, enuers ledit seigneur pour chacun infracteur ou infracteur.

Des fruits des arbres estans és voyes publiques.

xli.

LE fruit de tous arbres, estant és voyes publiques, ruës, & places communes d'aucuns villages appartiennent aux habitans¹ d'iceluy qui les peuuent recueillir, prendre, & abatre pour en vser à leur plaisir.

De matiere de fiefs, reliefs, cottieres & autres droits appartenans aux seigneurs feodaux.

xliij.

Heritages delaissez à releuer: A sçauoir les fiefs dedans quarante iours, les cottieres dedans sept iours, & sept nuits, retournent tout de plain droit à la table du seigneur dont ils sont tenus, qui les peut prendre, & les fruits d'iceux appliquer à son profit: iusques à ce qu'ils soient enuers lesdits seigneurs deuëment releuez ou apprehendez en les faisant preallablement saisir par iustice competente. xliiii.

Tous seigneurs feodaux ayans droit de seigneurie és lieux à eux appartenans, ou tenus d'eux cottierement, ont pareille iustice & seigneurie és communes, flegarts, lieux publiques & riuieres qui sont au deuant, ou à l'endroit desdits tenemens. Et s'il y a autre seigneur à ceste opposite y ont vn chacun d'eux droit de la moitié à l'endroit de leursdits fiefs & tenement. xliiii.

Vn chacun seigneur feodal peut en son tenement auoir four pour cuire pain, & autres choses necessaires: auoir collombier, tenir thoreau & verrot.² xlv.

Ledit seigneur feodal a droit d'asseurage, de vin & autres breuuages vendus en

RRR

¹ 41. Scilicet in communi vobis corpori, nō autem sunt pre-occupatis nisi post tempus colligendorum fructuum alius peruenit ut videantur habiti pro derelicto. C.M.

² Scilicet quaestuarii vbi alius pro mercede vbi sui esse possit. Sed non baner vbi alios cogere & prohibere possit. C.M.

Couſtumes generales de la comté de Boullenoys

deſtail ſur ſon fief, qui eſt vn lot pour chacun fons, & ſe fera ledit affeurage par la iuſtice du lieu. Et oultre a ledit ſeigneur feodal droit de gambage ſur les brasseurs, qui eſt de quatre lots pour chacun brassin. xlvi.

Au ſeigneur feodal appartient pour relief par le trespas de ſon dernier homme cottier le double de la rente ſ'il n'y a relief, additte ou fait eſpecial au contraire. xlvii.

Si les heritages ſont baillez par le cottier en ſurcottiere au ſeigneur feodal de qui ſont tenues les terres, eſt deu par le ſurcottier, ou ſurcensier pour relief pareille ſomme qu'il doit de ſur-cent: & qu'il eſt tenu de payer au rentier, ou cottier par chacun an, ſ'il n'appert d'autre relief par conuention & pactioſp eciale. xlviii.

Quiconques ſ'alie par mariage à femme ou fille, ayant heritages feodaux de ſa proprieté, doit au ſeigneur de qui ils ſont tenus, le relief de bail ſans aucun chambellage. Et n'eſt deu relief de debail par le trespas du mary. Et auſſi pour non auoir releué dedans les quarante iours, le ſeigneur feodal audit cas n'a aucunes leues: mais bien peut faire faiſir pour eſtre payé. xlix.

Au ſeigneur eſt deu demy relief par la veſue apprehendant ſon douaire couſtumier, ſur les fiefs tenus de luy ayans appartenus au defunct ſon mary ſans chambellage. Et ſi ſe ſont heritages cottiers, elle ne doit aucun relief.

Des droits ſeigneuriaux.

l.

EN matiere de vendition, donation ou alienation d'heritages feodaux, ou cottiers, il eſt deu au ſeigneur pour ſes droits ſeigneuriaux: A ſçauoir, pour les fiefs, le quint du pris principal de la vente, ou de l'eſtimation de la choſe donnee avec vn relief ſans chambellage: Et pour les cottieres le quart denier, & ſans requint, ou requart, encores que la vente ſoit faite en francs deniers, & a ledit ſeigneur faculté de prendre relief, ou droits ſeigneuriaux pour leſdites cottieres. Toutes-fois donnant le propriétaire par don d'entre vifs à ſon heritier apparent par auancement de ſucceſſion, poſé que le donateur retienne à luy ſon viage, appartient tant ſeulement audit ſeigneur droit de relief comme en fait de ſucceſſion, & en matiere d'eſchange, au cas qu'iceluy eſchange ſe face but à but ſans ſoulde, & ſans fraude, ſera ſeulement deu relief aux ſeigneurs ſans droits ſeigneuriaux. Mais ſil y a deniers baillez, en bourſe deſliee oultre le relief qui ſe payera par chacune des parties, ſeront payez droits ſeigneuriaux (au pro rata) pour portion des deniers baillez, & par celuy qui les aura debourſez.

De faiſie par faute d'homme, droits ſeigneuriaux non payez, ou denombrements non baillez.

li.

SI aucun acquiert aucuns immeubles, & heritages feodaux ou cottiers à quelque tiltre que ce ſoit: Il eſt tenu inſinuer ſon achat & acquisition dedans quatre moys du iour de la vente & acquisition, & payer au ſeigneur ſes droits ſeigneuriaux tels qui luy pourront appartenir, ſur peine de ſoixante ſols pariſis d'amende. Et oultre ledit temps paſſé pourra le ſeigneur faire poursuite de ſes droits ainſi qu'il verra eſtre à faire par raiſon, encores que ledit acquerer ne luy ait fait faire ladite ſignification & inſinuation. Et toutes-fois ne ſera aucun tenu prendre faiſine ny plus grande ſeureté de ſeldits acqueſts, ſ'il ne luy plaift. Et auſſi les acquerers & acheteurs de rentes rachetables, & conſtituees à pris d'argent, ne ſeront tenus faire ſi bon ne leur ſemble ladite inſinuation, & intimation. lii.

Le ſeigneur peut contraindre ſes hommes feodaux & cottiers de luy bailler le rapport & denombrement des fiefs, & declaration des cottieres dedans quarante iours du commandement ou publication faite à l'eſliſe parrochial de l'eſliſe des lieux, vne fois durant la vie des hommes feodaux & cottiers, & non plus, ſur leſquels rapport & declaration eſt tenu le ſeigneur bailler lettres de recepiffé. Et ledit temps paſſé par faute de ce faire pourra faire faiſir leſdits heritages feodaux & cottiers pour eſtre regis ſous la main de iuſtice. Toutes-fois ſi ledit ſeigneur eſtoit en debat pour raiſon deſdits rapports, & denombrements contre ſeldits feodaux, & cottiers, ils ſeront ouyz en iuſtice, & ce pendant auront leſdits feodaux, & cottiers main-leuee de la faiſie en payant les frais raiſonnables de ladite faiſie. liii.

Le ſeigneur feodal peut faire faiſir par ſa iuſtice, ou autre iuſtice competente, le tenement, ou heritages tenus de luy cottierement par faute d'homme ou pour trois annees d'arrerages

ges non payez, & le raproprier à la table, & domaine à perpetuité pour en faire son profit, en faisant la saisie sur le lieu, & le signifiant aux heritiers du trespassé s'ils sont en la comté, & aux occupants, en faisant quatre criees continuelles de quinzaine en quinzaine, à l'église de l'affiette du lieu saisi au sortir de la messe parrochial: aussi au plus prochain marché, & au siege de la iustice où se fait le retrait en adiournant à chacune-fois desdites saisie, & criees tous detenteurs, & pretendans droit à iour competant prochains plaids ensuiuans icelles criees. Aufquels iours d'assignations sera contre les detenteurs, & pretendans droit donné défaut audit seigneur. Ce requerant son procureur. Et s'il y auoit opposition sera à l'opposant donné assignation aux prochains plaids ensuiuans de la dernière crie, lesquelles criees, faites, & assignations passées, & opposition vuidee sera en plains plaids, & assemblee l'exploit leu. Et si ledit exploit, & criees sont deuément faites, & certifiées sera faite par elle assignation, tant en particulier que publicq esdits lieux ausdits occupants, & pretendans droit de comparoir. Pareillement audit iour competant iour de plaids ensuiuans pour voir interposer le decret de iustice, & fournissement desdits heritages saisis. Et s'ils sont défaut, le decret s'adiugera au seigneur pour en vser comme de son propre. liiii.

Et quant aux fiefs. Le seigneur les peut tant seulement faire saisir, & y establir commissaires au regime, & gouuernement d'iceux pour en prendre à son profit les leues, iusques à ce que les heritiers viendront payer, & satisfaire dudit relief, & faire tous droits, & devoirs que homme feodal est soumis enuers son seigneur souuerain.

De bailler homme viuant & mourant.

lv.

SI aucun college, monastere, eglise, hospital, & maladerie, & autres gens de main-morte tiennent à quelque titre que ce soit aucuns fiefs non amortis, terres, & rentes cottieres, doit bailler pour iceux fiefs non amortis, terres, & rentes, cottieres, & pour vn chacun d'iceux homme de fief, ou cottier viuant, & mourant, aux seigneurs dont ils sont tenus, & mouuans, par le trespas duquel homme feodal: ou cottier pour ladite eglise, & main-morte, peut vser ledit seigneur de ses droits, & les faire saisir & raproprier comme en l'article precedant.

Des moulins banniers.

lvj.

VN seigneur feodal ayant moulin bannier, en son fief peut poursuiuir son bannier portant son grain mouldre à autre moulin par ses sergens, & officiers, & prendre le grain, farine avec la beste hors sondit fief, & iurisdiction, & le tout appliquer à son profit: Sans pour-ce commettre par lesdits seigneurs feodaux leurs officiers ou commis, aucune amende enuers ledit seigneur où la prinse sera faite.

Des arrerages deus par les cottiers.

lvij.

Avant que le seigneur soit tenu de receuoir relief de l'heritier de son homme cottier trespassé. Il conuient qu'il soit payé des arrerages à luy deus à cause desdits heritages cottiers que l'heritier veut releuer.

Des escheches de fiefs & demembrements d'iceux.

lvij.

QUE tous escheches, & demembrements de fiefs, sont tenus en pareil relief, & en pareille charge, que le fief principal dont ils sont eschechez, & demembrez, & aussi ceux qui les tiennent ont pareils droits, & preeminences à celles qui competent au fief principal, & pareille iustice: s'ils ont hommes iusques au nombre requis pour icelle exercer. lix.

Si deux conioints par mariage acquierent aucuns fiefs, & tombent en separation, par succession: vne chacune partie est de semblable relief, & charge enuers le seigneur dont il est tenu comme le corps principal, iusques à ce qu'il puisse estre reuuy, & retourné en vn seul corps par succession, qui est quand celuy qui a releué ladite moitié succede à l'autre, par la mort du dernier mourant desdits deux conioints. Et lors par l'apprehension, & relief d'icelle seconde moitié, iceluy fief est reuuy tout en vn fief, & vn hommage comme il estoit auparavant.

RRR ij

Couſtumes generales de la comté de Boullenoyſ

Amendes pour puyſ à marne, non eſtoupez.

lx.

A Mendes de puyſ à marne, non eſtoupez, & tous autres puyſ, trous à argille auſſi non bouchez, dont pourront enſuiure danger, & peril, & de nouvelles eſteulles de trois iours font de ſoixante ſols pariſis enuers le Roy ou ſon ſeigneur chacun en ſon endroit, & par preuention.

D'arreſts pour lonages de maiſons non payees.

lxi.

LE ſeigneur ou propriétaire peut arreſter les biens de ſon fermier, ou louager, eſtant ſur ſon lieu, tant maiſon de ville que champeſtre. Et meſmes retenir les fruits & leuees ayans creu ſur la terre iuſques au fourniffement de ſon deu.

De priorité ou poſteriorité en ventes d'heritages.

lxij.

LE ſeigneur foncier en cas de vente ou criees de dernier heritage eſt preferé deuant tous autres pour tous les arrerages à luy deus à cauſe de ſadite vente fonciere. Et ceux qui ont charge hypothequee ſont par apres auſſi preferés ſelon leur ordre & datte de priorité ou poſteriorité. Et ſont les autres actes perſonnelles ſuiettes à contribution.

Des ſucceſſions en ligne directe.

lxij.

PAR la couſtume generale dudit pays en ſucceſſion de pere, & de mere enheritages feodaux au fils ainé appartient iceuxheritages à la charge du quint deu aux autres enfans eſdits fiefs, ſi apprehender le veulent en faiſant l'apprehenſion, & limitation à communs deſpens. Et ne payeront leſdits puisnez aucun relief à leur ainé pour leurs portions dudit quint, mais venus en aage ſeront tenus faire la foy & hommage à leurdit ainé, ou autre ſeigneur des quatre parts, & aduenant la mort deſdits puisnez leurs heritiers ſeront tenus de releuer dudit ſeigneur des quatre parts de relief tel que le corps principal du fief, duquel ledit quint eſt tenu, & la portion non apprehendee, demeure au gros du fief & ſeigneur deſdits quatre parts, & n'y ont aucun droit les autres enfans. Et quant audit quint ſera tenu ledit ainé faire diuiſion, & ſeparation d'iceluy quint à leſdits freres puisnez à deſpens commis comme dit eſt. Et où il ſeroit de ce faire refusant, ou delayant, iceux puisnez iouyront par indiuis de leurdit quint, avec leurdit ainé iuſques à ce que ladite diuiſion, & ſeparation ſoit faite, & à communs deſpens comme dit eſt.

lxiii.

Leſdits fiefs ſe quintent, tant ſeulement aux puisnez en ſucceſſion de pere & de mere.

lxv.

En ladite ſucceſſion le maſle exclud la femelle, encores qu'il ſoit puisné. En ſorte que la ſœur ne peut demander que ſon quint, encores qu'elle ſoit ainnee.

lxvi.

Si vn deſunct ne laiſſe que filles, l'ainnee à pareil droit és fiefs comme l'ainné fils & a pareille charge.

lxvii.

Et ſil n'y a qu'un fils, poſé que les filles ſoient plus ainnees que luy, il ſuccede eſdits fiefs à la charge, & en la forme deſſus declaree.

lxviii.

Par ladite couſtume ſi on vſe en cas pareil des fiefs acqueſtez, delaiſſez ab inſteſtat.

lxix.

En ladite ſucceſſion en tousheritages patrimoniaux, cottiers, l'ainné fils ſuccede au pere & à la mere, & n'y ont les autres enfans aucune part ou portion, poſé qu'il y euſt fille plus ainnee, ſi non ent re nobles, entre leſquels le frere ainné ſera tenu bailler à ſes puisnez la iuſte valeur d'eſtimation du quint deſditsheritages patrimoniaux, & cottiers en deniers contens, ou rente rachetable au denier ſeize: leſquels deniers, & auſſi ceux qui procedent du rachat de ladite rente, leſdits puisnez ſeront tenus employer enheritages fortiffans pareille nature & condition.

lxx.

Et ſil n'y a fils à l'ainnee fille appartient toute ladite ſucceſſion desheritages cottiers, à la charge & conditions declarez en l'article precedant, entant que touche leſdits nobles.

lxxi.

Et par ladite couſtume, acqueſts cottiers & meubles ſuccedez ab inſteſtat ſe partiffent eſgalelement aux enfans des acqueſteurs chacun par eſgale portion.

lxxii.

Acqueſts feodaux, ou cottiers, realifez, ou non, delaiſſez par les acqueſteurs ab inſteſtat ſans enfans legitimes retournent au pere & à la mere, ou à l'un d'eux viuam & le ſemblable ſe doit faire des meubles.

lxxiii.

Par ladite couſtume les meubles & acqueſts faits par deux conioints, tant d'heritages

lxxiv.

ages feodaux, que cottiers, si l'un d'eux va de vie à trespas ab intestat, sont partables entre le survivant & l'heritier ou heritiers du trespas, payant par lesdits heritiers tous les obseques, & la moitié des debtes communes. Et si le premier trespas delaisse plusieurs enfans mâles & femelles ab intestat, le fils aîné s'il y a plusieurs fils, ou s'il n'y a qu'un fils iceluy fils, & s'il n'y a point de fils, la fille aînée succede en la totalité de la moitié d'iceux acquests: si se sont fiefs de nobles tenemens, à la charge dudit quint selon qu'il est dit cy dessus. Et si lesdits acquests sont cottiers ils se partissent esgallement. Et n'y a le fils non plus que la fille, comme dessus est dit. Et si le trespas ne laisse enfans, la moitié d'iceux acquests feodaux ou cottiers, & desdits meubles & debtes appartiennent au plus prochain parent du trespas. lxxiiii.

Toutes granges & estables qui ne tiennent au corps du logis manable de blancs boys, croifans sur heritages qui ne seruent de radots en la maison & edifices, & aux arbres fruitiers sont reputez meubles qui se partissent ab intestat entre enfans coheritiers, tant seulement succedans par esgalle portion, & en peut neantmoins disposer le propriétaire, & en faire don à qui bon luy semble. Toutes-fois pourra l'heritier si bon luy semble auoir lesdits blancs boys, granges & estableries, en payant la iuste valeur & estimation. lxxv.

La mort faist le vif son plus prochain heritier habille à luy succeder. lxxvi.

La representation n'a lieu en quelque succession que ce soit. lxxvii.

Entre nepueux, ou niepces desquels les pere & mere sont morts pretendans la succession de leurs grands pere, ou mere. L'aîné mâle d'iceux nepueux succede entierement en tous les heritages de lesdits grand pere, ou mere. Et s'il n'y a point de mâle, la niepce aînée y succede, & n'y ont tous les autres nepueux, ou niepces aucune part, ou portion, Car on n'a en telle succession aucun regard aux peres, & meres d'iceux nepueux, ou niepces, par-ce que comme dessus est dit, representation n'a point de lieu. lxxviii.

En ligne directe, le bail des mineurs appartient aux pere, ou mere, ou à l'un d'eux survivant, posé qu'il ne fust habille à succeder es heritages d'iceluy mineur, durant lequel bail seront lesdits baillistres à leur profit, sans rendre compte, tous les fruits, reuenus, & profits des heritages, rentes, droits, & reuenus d'iceux mineurs: Toutes-fois sont tenus de rendre compte des meubles, & aussi rendre indemnez lesdits mineurs, en fin de bail de toutes debtes, & obligations personnelles, & reliefs deus par le mineur: le nourrir, entretenir, & faire apprendre comme en son estar appartient, desquels meubles il sera tenu faire faire inuetaire, & prisee. Et dure ledit bail: Sçavoir quant aux enfans mâles, iusques à ce qu'ils ayent atteint le quinziesme an de leur aage, & quant aux filles l'vnzieme. lxxix.

Chacun des enfans d'un trespas, auxquels sont escheus plusieurs heritages feodaux, peut releuer par simple relief partie desdits heritages, & l'autre vne autre partie, le tout par simple relief, & comme heritier de son pere ou mere, si ainsi le consent le fils aîné. Et à faire lesdits reliefs, le seigneur de qui lesdits heritages sont tenus, n'y peut contredire. lxxx.

Tant que la ligne directe dure, n'a lieu la ligne collaterale. lxxxi.

Audit comté n'y a aucuns heritiers necessaires, soit en ligne directe ou collaterale. lxxxii.

Des successions en ligne collaterale.

lxxxiii.

SI aucun va de vie à trespas, faisi & adherité d'aucuns heritages feodaux, ou cottiers sans enfans de sa chair procreez en mariage, delassans plusieurs ses parens en ligne collaterale en pareils degrez yssus de diuers ventres tous venus du costé dont sont succedez les heritages à l'aîné, soit mâle ou femelle, appartient la totale succession feodale, ou cottiere. Mais si lesdits parens estoient tous d'un ventre, le fils en deboute du tout la fille, posé qu'elle fust aînée. lxxxiiii.

Et ab intestat s'en fait pareillement des biens meubles, cartels, & acquests. lxxxv.

En ladite succession en ligne collaterale, n'a qu'un seul heritier, & n'a lieu tant en ligne directe que collaterale, droit de representation, comme dessus est dit. lxxxvi.

Tous heritages suivent la coste, & ligne succedans au plus prochain heritier d'icelle coste, & ligne, dont au parauant ils estoient succedez, sans ce qu'autrui d'autre costé, & ligne encores qu'il fust plus proche parent, y peut pretendre aucun droit: trop bien succede es biens meubles, debtes, & acquests delaissez par le decedé, s'il n'en a autrement disposé. lxxxvii.

RRR iij

Couſtumes generales de la comté de Boullenoys

Entre freres, ſœurs, les heritages feodaux:ou cottiers venans des predeceſſeurs, ſuccedent à l'ainé frere ſuruiuant ou à l'ainée ſœur, ſ'il n'y a aucuns freres, & les meubles, debtes, cartels & acqueſts ſuccedent aux ſuruiuans par eſgalle portion, & ab inteſtat. lxxxvii.

Le bail des mineurs d'ans en ligne collaterale, appartient à celui qui eſt le plus prochain heritier, apparent habille à ſucceder de la coſte, & ligne dont procedent les heritages ſi aucuns en ont. Et ſe reigle ledit bail pour la proximité ſelon la ſucceſſion, ayant le baillifſtre ſans rendre compte à ſon profit, tout le reuenu deſdits heritages. Et à la charge de rendre compte des meubles, & rendre indemnez leſdits mineurs de toutes debtes, & obligations perſonnelles, payer les reliefs, les nourrir, entretenir, & faire apprendre, comme à leur eſtat appartient. Et deſquels meubles il ſera tenu faire inuentaire & priſee, & dure ledit bail, quant aux malles, & femelles, comme deſſus eſt dit, en ligne directe.

Des donations faites entre viſs, & diſpoſitions teſtamentaires.

lxxxviij.

CHacun peut par don d'entre viſs, & en dernière volonté diſpoſer, & ordonner à ſa volonté à tel qu'il luy plaift de ſes meubles, debtes, cartels, & acqueſts ſans le conſentement de ſon heritier apparent. lxxxix.

Chacun peut donner par don d'entre viſs, & en dernière volonté le quint de tous ſes heritages feodaux, ſans le conſentement de ſon heritier apparent (qui ſe nomme vulgairement Quint datif) & eſt heredital, & ſe lieue deuant le quint naturel, ſur tous les heritages feodaux, & patrimoniaux. xc.

Pareillement peut vn chacun par don d'entre viſs, & en dernière volonté, donner à tel qu'il luy plaift, le reuenu de trois ans de tous ſes heritages feodaux, & cottiers. Et ſ'entendent iceux trois ans, des trois enſuiuans immédiatement le trespas d'iceluy donateur, ſi autrement n'en a diſpoſé iceluy donateur. xci.

Et doit eſtre ledit Quint datif tenu du ſeigneur des quatre parts à pareil relief, charges, & redeuances, que doit le corps dudit fief, dont doit pour l'apprehension au ſeigneur des quatre parts, la cinquième partie par eſtimation de la valeur, avec relief, ſans chambellage. xcii.

Chacun peut par don d'entre viſs: ou en dernière volonté donner en auancement d'hoirie à ſon heritier, apparent au iour dudit transport, ſes heritages à luy venus, de la ſucceſſion de ſes predeceſſeurs, ſans le conſentement de ſes autres enfans, parens, & amys, à la charge toutes-fois du quint naturel aux puisnez. Et ledit heritier apparent peut retenir, d'apprehender leſdits heritages ainſi à luy donnez:ou leguez par vn ſimple relief & chambellage. xciii.

Vn chacun peut donner ſes heritages, venus de ſes predeceſſeurs à telles perſonnes que bon luy ſemble, & autre que ſon heritier apparent, par le conſentement dudit heritier apparent: Autrement le don ne doit ſortir aucun eſſect. xciiii.

Le mary peut donner par don d'entre viſs, les acqueſts par luy faits conſtant le mariage, ſoient realifez: ou non. Pareillement ſes meubles, debtes, & cartels ſans le conſentement de ſa femme. Mais par teſtament, & en dernière volonté ne pourront diſpoſer, que de ſa moitié demourant la femme en ſon entier, en l'autre moitié dont elle peut pareillement diſpoſer par teſtament, comme ſon mary. Mais entre viſs, elle ſeule ſans l'auctorité de ſon mary, & conſentement ne peut diſpoſer d'aucune choſe. xc.

Le mary ne peut auancer la femme, ne la femme le mary, par don d'entre viſs, & ordonnance de dernière volonté. xcvi.

Auant que le donataire puiſſe iouyr, du don à luy fait, & en faire ſon acqueſt, faut qu'il apprehende par miſe de fait en iuſtice competante, le donateur: ou ſ'il eſt decedé, les heritiers d'iceluy, & le ſeigneur feodal, dont la choſe eſt tenuë, & mouuante appelez, & iceluy ſeigneur deuëment content de ſes droits. xcvii.

Le ſeigneur feodal ayant trois hommes de fief tenus de luy, & par tout commencement de cour en accroiſſement d'icelle, & diminution du quint datif de ſa terre, qu'il peut donner puiſſance, & auctorité de creer deux hommes de fief. Et pour la creation donner partie de ſon fief, à vne ou deux perſonnes, telles qu'il luy plaift, qui les tiendront de luy feodalement, affin d'auoir cinq hommes de fief, & ſa cour complaite pour pouuoir exercer toute iuſtice en ſondit fief.

Des

Des matieres de douaire, communauté de biens, & renonciation d'icelle. xcviij.

LA femme des l' instant de la consommation de son mariage, acquiert droit de douaire coustumier, sur les heritages, terres, reuenuz, & possessions reelles, qui appartenoyent à sondit mary, à l' instant dudit mariage, ou ont appartenuz, & à luy sont aduenuz, durant & en aucun temps d'icelluy pour en iouyr apres le trespas de sondit mary. xcix.

Le droit de douaire est la moitié és fiefs, & le tiers és cottieres, pour en iouyr durant la vie de la douairiere, tant seulement, en ce compris les acquests faits durant, & constant leur mariage, quant ausquels ladite douairiere ne peut prendre aucun vsufruit, en la portion appartenant aux heritiers de sondit mary. Et dauantage par coustume locale en la ville de Boullogne, Bourgades, & banlieuë d'icelle, vne femme n'a point de douaire si luy est cõuenu en traitant son mariage, & n'y a lieu droit de douaire coustumier, ne aussi en plusieurs autres villes de loy, & escheuinage. c.

Et est ladite douairiere chargee en sa part & portion durant sa vie des charges realisees, rertes foncieres, & hyppothecques precedans la consommation du mariage, & non aux charges crees depuis icelle consommation. ci.

Vn douaire n'est deu si l' n'est apprehendé, limité, & separé aux despens de la douairiere à lencontre du propriétaire, pour laquelle apprehension faire, est besoing intenter mise de fait, & decret sur ce ensuiuy contre l'heritier, le seigneur deuëment appellé, les heritiers du mary, & autres qui seront à appeller. cii.

Le douaire est preferé au deuant de toutes obligations personnelles precedentes le mariage, & de toutes hyppothecques crees & engendrees depuys la consommation. ciii.

Si l' se fait cõtredit au douaire pretendu, aura la douairiere pendant le proces le tiers de la demande, par forme de prouision de viure, en baillant par elle caution. à tout tesmoings iuratoire de rendre le receu, & parceu en fin de cause si faire se doit. ciij.

Et peut la veufue renoncer aux biens communs d'entre son mary, & elle, dedans xl. iours du trespas de sondit mary, en faisant deuëment ladite renonciation, Et sans fraude en iustice competante l'heritier appellé. Et partât se rend exempte de toutes dettes que deuoit son feu mary, demourant en son entier pour son droit de douaire, & és heritages procedas de son chef qu'elle peut prendre sans charge desdites dettes. Mais si elle est trouuee auoir clandestinemēt, ou autrement recellé, transporté, ou fait transporter aucuns biens, deuant ou apres ladite renonciation, elle seroit submise en la moitié des dettes dudit feu son mary, nonobstant ladite renonciation. cv.

Et peut si bon luy semble ladite veufue apprehender la moitié desdits biens communs : ou partie d'iceux. En quoy faisant se submet au payement de la moitié des dettes, & obligations personnelles. cvi.

La femme a faculté apres le trespas de son mary, prendre droit de douaire coustumier, ou conuenancé, & prefix, en apprehendant lequel douaire conuenancé n'est aucunement priuilegié seruis, ains reputé pour simple dette personnelle pour venir à la contribution des biens du mary, contre vn autre creancier en cas de rompture en ce qu'il excederont le douaire coustumier, & aussi elle paye droits seigneuriaux au seigneur, de qui lesdits heritages sont tenus. A sçauoir, le quint denier de la vateur dudit outreplus, si ce sont fiefs, ou le quatriesme si ce sont cottieres, & si faut qu'elle relieue pour les fiefs comme dessus est dit. cvii.

La douairiere decedant auant lamy may, au iour de saint Iean baptiste, ayant fait labourer ou ensemencer terres estans de son douaire, tant de bleds, que mars en chascun desdits cas, les bleds jusques au iour dudit my May includ, & lesdits mars jusques au iour saint Iean baptiste includ, sont reputez immeubles, demeurans au proufit de l'heritier du feu mary, en rendant les labours & semences aux heritiers de ladite douairiere. Apres lesquels iours passez sont lesdits aduestures & emblauences reputez meubles, succedans aux heritiers de ladite douairiere. Et si bon luy semble se remarier: ne pert partant ladite femme les droits à elle appartenas. cviii.

La douairiere a tant seulement droit d'vsufruit és chesnes, arbres fruitiers, & ceux qui seruent de raddots aux maisons & iardins, sans les pouuoir faire abbatre. Toutesfois si l'heritier les faisoit couper ou abbatre, en peut ladite veufue prendre la moitié, pourueu que ce ne soit pour en employer en refection desdites maisons, & moulins succedez audit heritier, esquels elle prend droit de douaire. Auquel cas elle ne peut demander aucune portion ausdits arbres ainsi coupez par l'heritier, sinon aux coupriers. cix.

N'a la douairiere aucun droit de douaire aux chasteaux, & maisons fortes, ou collombier, &

Coustumes generales de la comté de Boulenoys

portes de la maison demourant. Toutesfois en la moitié de toutes autres maisons, granges & estables, pour les fiefs, & au tiers pour les cottieres, en faisant son apprehension, & limitation comme dessus. cx.

En faisant par la douairiere la limitation, tant en fief qu'en cottieres, demeure la premiere part au choix & election de l'heritier choisissant par apres pour les cottieres, la douairiere telle partie des deux demourez, tels que bon luy semblera. cxi.

Toutesfois en faisant par l'heritier maison de demeure suffisant, & comme à son estat appartient, sur la court & la part de la douairiere equiuallente à la part qu'elle pourroit pretendre sur le corps du logis, demoureroit le tout d'icelluy logis, au proufit d'icelluy heritier. cxii.

Et si luy a plusieurs maisons ayans appartenu audit deffunct son mary, l'heritier pourra bail-
ler pour demeure, maison, grange & estable à la douairiere selon son estat, demourât au surplus en son droit de douaire, tel qu'il luy appartient, selon la limitation. cxiii.

Laquelle maison, grange & estable, icelle veufue doit entretenir sa vie durant, suffisamment, comme vn bon pere de famille est tenu faire. cxiiii.

La douairiere a son droit de douaire pour l'vsufruit, & boys à coupes ordinaires, tant fiefs que cottieres, en delaisant les estallons. cxv.

Et quant aux blancs boys estans par dessus lesdites coupes ordinaires, la douairiere en a sa part, pour en prendre les proufits, vne fois en sa vie. Mais les pourra l'heritier retenir, en payât la prisee en telle valeur, que s'ils estoient abbatuz, quarante iours apres la prisee deuëment faite, par iustice competante, l'heritier appellé deuëment.

Pour acquerir droit reel.

cxvi.

PAR la coustume pour acquerir droit reel & hyppothecque es heritages feodaux & cottiers, venduz, transportez ou changez, est necessaire y entrer par les voyes qui ensuyuent. A sçauoir par rapport & saisine de l'immeuble, faits par le propriétaire, en la cour du seigneur dont l'heritage est tenu & mouuant au proufit de l'acheteur, donataire, ou creditur. Et par apres doit la saisine estre bailee par la iustice du lieu à icelluy vendeur, donateur, acheteur, ou creditur en iugement, & l'autre par main assise, & mise de fait, decret sur ce obtenu en cour Royal, en chascune desdites voyes, les seigneurs appelez, payez & contentez de leurs droits. cxvii.

Et sont qui ainsi ont acquis lesdits droits reels preferez, au deuant de tous les droits personnels. cxviii.

Et ceux qui ont droit reel sur aucuns heritages & immeubles, vont l'vn apres l'autre en ordre de datte d'hyppothecque & droit reel, & non en datte de lettres de venditions, ou obligations personnelles. cxix.

Et l'hyppothecque acquise par main assise, decret sur ce ensuyui, se retrotrait ledit decret, pour la preference, au iour de l'execution de la main assise.

Autres coustumes ayans lieu en ladite comté, en plusieurs autres matieres.

cxx.

1. 120. Et
aussi excepté
quant aux au-
tres choses, le
benefice de re-
stitution en
entier si la
matiere y est
disposée, per
not. Alexan.
Pan. Ias. in l.
postquam liti.
C. de pactis.
C. M.

2. Scilicet de
25. annis non
ante, vt in S.
præcedenti, qui
exorbitatur,
quâuis iâ pos-
set agere in iu-
dicio, sed non
sine beneficio
restitutionis.
C. M.

LA coustume est telle, que vn enfant masle est aagé suffisamment depuis qu'il a atteint le quinzième an de son aage, & vne fille quand elle a atteint le vnième, en telle sorte que lesdits enfans, masle ou femelle, ainsi aagez, peuuent ester en iugement, faire & passer tous contrats licites & raisonnables, excepté quant à la vendition de leurs immeubles, lesquels fils sont mineurs de xxv. ans, ne pourront vendre, engager, ny aliener sans decret, & autorité de iustice, les solennitez à ce requises, gardees, & obseruees. cxxi.

Quiconques iouyst, possede, ou demeure paisible d'aucune chose mobile, ou immobile, droit corporel, ou incorporel, à tiltre, ou sans tiltre, entre presens, ou absens, le temps & absence de xx. ans continuels & suyuant l'vn l'autre, tel possesseur acquiert le droit & propriété de la chose ainsi par luy possedee en telle maniere, que ceux qui au parauant y eussent peu pretendre droit, en sont forclos, prieuez & deboutez, & toutes actions estaintes & abolies, desduit toutesfois dudit temps & espace de xx. ans, le temps de minorité & hostilité, qui auroit esté telle, que durant icelle on n'auroit peu agir ny deffendre. Et aussi celluy qui se vouldra ayder de ladite prescription de vingt ans, fera tenu alleguer tiltre suffisant & vallable, à tout le moins pour acquerir prescription: sans toutesfois qu'il soit tenu le verifier, si bon ne luy sem-
ble. cxxii.

Et

Et combien que par la coustume, le mort saisist le vif, son plus prochain heritier: toutesfois est requis que ledit heritier relieue les heritages à luy succedez avant qu'il puisse auoir droit à lencontre du seigneur¹ dont il est tenu & mouuant, & qu'il en puisse iouyr. cxxxiii.

Quiconques prend ou apprehende les biens ou heritages d'aucun trespasse, il se submet à purger & acquitter les dettes & obligations personnelles, & autres dudit trespasse, sauf à l'heritier, ou legataire vniuersel, immobiliaire, ayant apprehendé les immeubles d'auoir son recours de garant contre l'heritier, ou legateur vniuersel desdits meubles, qui est soumis de acquitter & purger ledit heritier immobiliaire, d'icelles dettes & obligations personnelles. cxxxiiii.

Si aucun, au nom & tiltre de heritier relieue les acquests d'un trespasse, sortissent iceux acquests audit heritier, condition & nature d'heritages patrimoniaux, en telle maniere qu'il ne les peut vendre, donner, transporter, changer ou alier, sans garder les voyes introduites és matieres de heritages patrimoniaux. cxxxv.

Nul ne peut donner, vendre, ny autrement alier son heritage à luy venu de ses predecesseurs: si se n'est quant a matiere de don par le consentement expres de son heritier aparent. Et quant à vendition ou autre alienation par necessité, iurer par le vendeur, & verifier par deux tesmoins dignes de foy, ou aussi par le consentement de sondit heritier. cxxxvi.

Rentes viagères ou heritables constituees à pris d'argent, & autres dettes & obligations dont hypotheque & droit reel ne s'est ensuyui par l'une des manieres dessusdites, sont reputez meubles & personnelles, & ne portent hypotheque sur les obligez ny sur les biens meubles, ou immeubles. cxxxvii.

Chascun peut bailer à réte ses heritages feudaux & cottiers sans fraude à tel qu'il luy plaist, sans le consentement de l'heritier apparent: & est soumis audit arrentissement, tant le bailleur qui est le seigneur feudal, que le premier & leurs hoiers. Mais si le bail se fait par homme cottier, & que le seigneur feudal n'y soit appellé n'y est icelluy seigneur aucunement soumis. cxxxviii.

Vn chascun peut sans fraude bailer à chascun que bon luy semble ses heritages & immeubles à iuste pris à tiltre de ferme & louage pour le temps & espace de trois, six, & neuf ans: sans appeler le seigneur dont ils seroient tenus & mouuans. Et si le bailleur decedoit au parauant le bail expiré, & que lesdits heritages ou immeubles par faute d'homme, reliefs & arrerages non payez retournaissent au domaine dudit seigneur, seroit ledit seigneur tenu de laisser paracheuer le louer, en luy payant le droit de la ferme. cxxxix.

Toutes personnes nobles & gens d'eglise peuuent franchement acheter & vendre en tous lieux que bon leur semble dudit comté de Boulleuois, pour eux & leurs maisons toutes bestes & autres choses dont est deu toulieu sans payer icelluy droit de toulieu. Mais si se sont personnes non nobles, ils doyuent ledit toulieu, supposé qu'ils soient demourans sur leurs fiefs: si ce n'est que la vente ou achat se facent sur leurs fiefs, & és mettes d'iceux.

De matieres de rentes, & arrerages d'icelles.

cxxx.

Vn seigneur est tenu de demander suffisamment sa rente apres le terme escheu, & le faire crier à l'eglise au parauant qu'il soit receu d'en intenter action, & faire poursuyte par iustice. cxxxxi.

Le tenant rentier vne fois en sa vie est receu à proposer, & affermer auoir payé sa rente à son seigneur, ses receueurs ou commis, & en affermant l'auoir payé demeure quitte de tous arrerages precedans.

De clostures de pasturages.

cxxxij.

Chascun peut licitement enclorre le quint de son fief, & au moyen de ce le tenir franc en tout temps de l'an, & en iouyr franchement par luy, ses censiers & rentiers. Et quant aux cottiers chascun peut licitement & vallablement enclorre iusques à vne mesure, ou cinq quartiers de terre cottiere, soit labourable ou autre sur chemin ou flegart, ou en bouts & yssues de villes. Et au moyen de ladite closture le tenir franc en tout temps de l'an pourueu qu'il face ledit encloz, jardiner, planter, & y edifier vne maison manable, sans preiudice. Toutesfois des anciens encloz lesquels de leur nature sont francs, & dont les proprietaires ont d'ancienneté accoustumé iouyr franchement qui demourent en leur franchise accoustumee, sans ce que

1 Sed bene cōtra alios quos cunque, vt dixi in consuet. Parisi. §. 1. glo. 4. C. M.

Coustumes generales de la comté de Boullenoys

personne ayt droit d'y pasturer en quelque temps de l'annee que ce soit. cxxxiii.

Tous riez & pasturages qui de leur nature ne sont francs: tout le temps de l'an sont francs du tout au proufit de ceux à qui ils appartiennent en temps cloz: qui est depuis la my Mars iusques au iour sainct Pierre entrant Aoust, exclud pour par celluy, ou ceux à qui lesdits riez de pasturages appartiennent, & non autres les pouuoir faire pasturer & despouiller pour leur bestial, & autrement si faire le veullent. Et si dedans ledit iour sainct Pierre ne les ont despouillez ou pasturez les peuuent encores tenir francs iusques au iour sainct Remy exclud: en les faisant houppeillonner dès la my Mars. Et ledit iour sainct Remy venu soit qu'ils les ayent despouillez ou non, lesdits riez & pasturages sont publiques & communs iusques à la my Mars ensuyuant. Et quant aux prez, vn chascun s'il n'a priuilege ou iouissance deuëment prescrite de tenir ses prez francs en tout temps, est tenu les faire faucher & despouiller dedans ledit iour sainct Pierre entrant Aoust, & non plustost s'il ne luy plaist. Et ledit iour sainct Pierre passé & nō plustost vn chascun pourra qui voudra faire pasturer son bestial dedans iceux prez, encores qu'ils ne fussent fauchez. Et si deuant ledit iour sainct Pierre iceux prez sont fauchez, ladite fauche faite, & les foins charriez & emmenez pourra semblablement qui voudra faire pasturer son dit bestial dedans lesdits prez. cxxxiiii.

Et ne peut vne parroisse d'un village entreprendre sur le territoire d'autre village ny passer ses limites. cxxxv.

De retrait lignager, & retenue par puissance de fief.

Chacun parent de la cotte & ligne dont sont escheuz les heritages, peut retraire iceux heritages dedans l'an de l'hyppothecque & realité acquise, en rébourfant l'acheteur du fort principal, fraiz d'hyppothecque, mises de iustice, & loyaux coustemens. cxxxvi.

Et est en ce cas le plus prochain de ladite cotte & ligne dont sont venuz les heritages du vendeur preferé, en sorte que on se reigle audit retrait, comme en matiere de succession. cxxxvii.

Et pour faire ledit remboursement ledit retrayant doit en cas de reffus consigner les deniers es mains de iustice dedans l'an de la realité & possession acquise par decret de saisine: ou de saisine au parauant si bon luy semble. cxxxviii.

Et en fait ledit parent ainsi retrayant son heritage patrimonial pour tenir sa cotte & ligne. cxxxix.

Et lors que l'acheteur viendra pour prendre sa saisine ou possession en quelque iustice que ce soit: le seigneur peut retenir quarante iours ledit heritage ainsi vendu pour se aduiser de le retenir & rapproprier au corps de sa seigneurie, ce qu'il peut faire en faisant pareil remboursement que dessus audit acheteur. Et lesdits quarante iours passez est tenu de consentir la possession audit acheteur en luy payant ses droits. Toutesfois est le parent lignager preferé audit seigneur quant audit retrait: & sur lequel il le peut pareillement retraire dedans ledit temps de la possession & realité.

Autres coustumes ayans lieu en ladite comté en diuerses matieres.

Tous bleds verds & grains de Mars sortissent nature & condition de fons à heritage. A sçauoir les bleds depuis la semoison iusques au my May, & les mars iusques au iour sainct Iean baptiste: Apres lesquels iours passez sortissent nature & condition de meubles. cxli.

Le curateur peut en faisant commettre curateur aux biens vaccans requerre adiudication des biens & heritages d'un trespassé, pour le payement de la dette, en payant droits seigneuriaux, avec reliefs tels qu'ils appartiennent au seigneur, n'estoit que le seigneur voulist à soy retenir l'heritage pour son droit seigneurial, en remboursant la dette deuëment verifiée, ou que autruy la voulist par dessus ce encherir. cxlii.

En cas de desconfiture ou rompture, tous creanciers viennent à contribution. cxliii.

Vn sergent est creu par son serment d'auoir fait prinse de bestes en dommage, dont luy est deu trois sols pour la prinse, si c'est à la requeste de partie, mais s'il n'y a partie ne luy appartient que douze deniers. cxliiii.

Chascun tatiernier & cabarettier, vendant viures en destail est creu par serment de la véte par luy faite iusques à cinq sols vn denier tournois. cxliiii.

Le tenant rentier, ou surcensier peut toutesfois qu'il luy plaist partie presente, ou deuëment appelée, rendre & delaisser à celluy de qui il tient à rente, ou surcense son tenement par payant les arrerages, avec l'annee ensuyuant: pourueu toutesfois qu'il rende l'heritage ainsi par luy delaisié cxlv.

delaiſſé en auffi bon eſtat & valeur qu'il eſtoit au tēps de la prinſe. Et en ce faiſant eſt deſchargé de la rente & arrentiſſement ſi le ſeigneur n'a aucun fait ſpecial au contraire pour empêcher ledit delaiſſement. cxlvi.

La diſme de laine & des aigneaux eſt deuë à celluy au diſmage duquel les beſtes giſent & pernoctent. cxlvii.

Le ſeigneur ayant receu la rente par trois ans continuels d'un qui ſe dit eſtre ſon tenant rentier, eſt par ledit payement tenu & repputé pour rentier & pour tel confeſſé par le ſeigneur. cxlviii.

Cheſnes que lon dit rayons, de l'age de ſoixante ans, ou pardeſſus, croiſſans ſur les terres & és biens d'aucuns ſeigneurs propriétaires, appartiennent du tout à icelluy ſeigneur propriétaire ſans ce que l'uſfruitiere ou douairiere y peuſt pretendre aucun droit. Trop bien és boys de coupes ordinaires. cxlix.

Si aucun pretend realité par main aſſiſe de faiſine, ou autrement de quelque rente à rachat, ou immeubles, le vendeur ou conſtituant, peut iuſques au premier iour ſervant à la main aſſiſe ou la deſſaiſie faite en la cour du ſeigneur, rembourſer l'acheteur, ſans eſtre ſubmis à aucun droit. cl.

Biens meubles ſuyuent le corps, mais les heritages ſont ſuiets à la couſtume du lieu, où ils ſont aſſis. cli.

Toutes obligations authentiques ſont tant ſeulement executoires durant la vie de l'obligé: Apres le trespas duquel faut faire conuenir l'heritier, pour auoir nouueau tiltre ¹ auant que pouuoir procéder par execution. clii.

Tous officiers & practiciens de ladite ſeneſchaufée ſont tenus reſider ſur le lieu, & les officiers des ſeigneurs en la comté & au reſſort de la iuriſdiction de ladite ſeneſchaufée. cliii.

Tous officiers, aduocats & practiciens dudit ſiege, ont leurs cauſes commiſes en ladite ſeneſchaufée, ſans eſtre ſubmis à aucun renuoy. cliiii.

Quiconques eſt pourſuyui pour reſpondre à lettres en la iuſtice de ladite ſeneſchaufée, eſt ſubmis y reſpondre, ſans pouuoir requerir renuoy. clv.

De toutes matieres de puys, riuieres, & autres lieux dangereux, reſections de chemins, pôts & paſſages, & toutes matieres concernās les veufues, ſeruices, ſalaires & loyers, mineurs d'ans, inſenſez, orphelins, & autres gens miſerables, en appartient la connoiſſance par preeminence de prerogatiue au iuge royal ſans eſtre ſubmis à aucun renuoy.

*Couſtumes ſur le fait des chemins, riuieres, plantages de hayes, bournes,
& vente de boys. clvi.*

Chemins ſont de pluſieurs ſortes & manieres. Et tous ſe doyuent rapporter & meſurer au pied de Roy. clvii.

Vn chemin real, qui eſt communement le grand chemin, par lequel lon va d'un pays, ou d'une ville à autre, doit contenir de largeur ſoixante pieds. clviii.

Sur lequel chemin real nul ne peut faire ponts, planches, planter hayes, picquer, houer, nē mettre autre empêchement qu'il ne demeure en ladite largeur, à peine de ſoixante ſols pariſis d'amende au Roy: qui comme ſouuerain ſeigneur a la connoiſſance des abus qui ſe peuuent commettre ſur leſdits grans chemins, encores qu'ils paſſent par la terre d'aucun ſeigneur particulier. clix.

A l'endroit duquel chemin eſt tenu le laboureur laiſſer eſpace de trois royes contre le labourage, pour doubte que la terre labourée ne gagne ſur ledit chemin Royal, ſur pareille amende de ſoixante ſols pariſis enuers le Roy. clx.

Vn chemin que lon dit viſcontier en aucun lieu, trauerſant au chemin croiſier, doit contenir trente pieds de largeur. clxi.

Vn chemin que lon dit chaſtellain, doit contenir de largeur vingt pieds. clxii.

Vn chemin forain, doit contenir quinze pieds. clxiii.

Vn chemin pour iſſue de ville volontaire, doit contenir vnze pieds. clxiiii.

Eſquels chemins nul ne peut faire pont, planche, ou aultres empêchemens. clxv.

Vn chemin ſentier appellé ſente, ſe peut clorre & ouurir d'une heſe: & doit contenir cinq pieds, ſur lequel lon peut ſeulement aller à cheual & à pied, & mener & ramener ſes beſtes, ſans amande. clxvi.

Vne

1. 151. Ou de-
clarer execu-
teur. c'eſt l'an-
cien ſiſle de
feode que Po-
yet auoit mal
corrigé.
C.M.

Couſtumes generales de la comté de Boullenoys

Vne pieſante eſt vn chemin priué, qui n'eſt ſubmis à tous vſages: Et doit cōtenir deux pieds & demy, par lequel lon peut ſeulement aller à pied, & non point mener ou ramener beſtes: Et ſy peut mettre planche & ſautouers. clxvii.

Si aucuns veullent planter hayes contre iceux chemins, doyuent laiffer pour le reiet d'icelles hayes par dedans les bournes, vers vent de la mer, pied & demy, & au deſſous d'iceux vêts, deux & demy, le tout au pied du Roy, comme deſſus. clxviii.

Si aucū veut aſſoir maiſon à lencōtre deſdits chemins, ou ſlegarts, il doit aſſoir aupres deux bournes: & entre maiſons, eſtans l'vne contre l'autre, lon doit laiffer gouſtieres, de deux pieds & demy à couuerture d'eſtrain, & vn pied & demy à couuerture de tuille. clxix.

Si aucuns veullent planter és iardins ou manoirs, l'vn contre l'autre, ils doyuent par le droit conſtumier dudit Boullenoys, laiffer reiet comme deſſus eſt dit: c'eſt à ſçauoir par dedans leurs bournes, vers le vêt de mer, vn pied & demy, & au deſſous d'icelluy vent, deux pieds & demy, & ſils font cloſture de morte haye, cela ſe doit faire de bourne à autre. Et ſ'il y auoit aucunes bournes rēuerſees, ils doyuēt eſtre redreſſees à plōb, & ligne, & ce par vn meſureur iuré. clxx.

Si aucuns veullent planter iardins, hayes, ou encloz contre terres ahauables, ils doyuēt laiffer à tous les reiets par dedans leurs bournes, deux pieds & demy, & ſi ne doit nul faire plants entre parties, ſil n'appert par vrayes bournes. clxxi.

S'il y a aucunes hayes, ou arbres pendants ſur les iardins l'vn de l'autre, lon doit ſommer par iuſtice à celluy à qui leſdites hayes, ou arbres appartiennent, qu'ils les facent eſbrancher, à peine d'amende. clxxii.

Si aucuns font enclos, ou ralongement de ville, ou de iardins, ils doyuent par l'vſage dudit pays de Boullenoys, tout clorre entierement de liſte, & de bout, vers les terres ahauables, & ſe doit faire ladite cloſture à tous lez, à lencōtre deſdites terres ahauables de viues hayes, ou mortes, par dedans ſes bournes, deux pieds & demy, comme deſſus eſt dit. clxxiii.

Si aucunes hayes ſont entre aucuns iardins ſans bournes, & queſtion ſe meuſt entre les parties, on ſe doit fonder ſur les anciennes eſpines, portans ligne de l'vn à l'autre, & ſe doit enqueſte faire de la premiere fondation & edification de la ville. Et celluy qui ſera trouué premier fondé en ralongeant ladite ville, il doit apprehender à ſon droit ladite haye, & ce ſe doit faire par meſureurs iurez. clxxiiii.

Si aucunes diuiſions ſont entre boys & terres ahauables ſans bournes, les terres ſe doyuent labourer iuſques à pied & demy pres des vrayes honces, & ſe doit on fonder ſur les anciennes eſpines, haiftres, ou autre boys portans ligne, l'vn à l'autre. Et ſ'il y auoit apperceuance de foſſez, ſoit à l'encōtre des iardins, terres, ou boys, ſoit aduiſé auquel lez le reiet eſt ietté, & celluy qui a le reiet peut prendre tout ledit foſſé à ſon droit, & ſ'il eſt autant reietté d'vn lez, que de l'autre, ce ſe doit prendre à moitié dudit foſſé. clxxv.

Si aucunes diuiſions ſont entre boys ſans bournes, & ſans foſſé, & il y euſt hayes anciennes d'aucun boys ſous aage: c'eſt à ſçauoir, groſſes eſpines, haiftres, charmes, & autres boys, on ſe doit fonder ſur celles qui portent plus droite ligne, de l'vn à l'autre, & doyuent eſtre icelles hayes par moitié, à chaſcune deſdites parties. clxxvi.

Si aucuns marchans achètent boys à vn ſeigneur, auſquels boys ſe trouuent aucunes fautes de boys de cheſne, ou de houches de boys placés, de faulde, ou anciennes charrieres, ce ſe doit rabbarre auſdits marchans, ſ'il n'eſt reſerué par le marché, à la vente deſdits boys, & cela ſe doit faire & appointer par meſureurs iurez. clxxvii.

Si aucunes diuiſions ſe font entre parties, pour riuieres, ou eauës courants, qui ayent aucune choſe gaigné, audehors de l'ancien cours à lencontre d'aucunes parties, ſoit par iardins, prez, boys, ou terres, leſdites riuieres & eauës ſe doiuent remettre, ſi poſſible eſt, à l'ancien cours. clxxviii.

Et doiuent icelles riuieres, ou eauës au plus pres des cōmencemens des ſougous, porter de largeur de ſix à ſept pieds, au pied du Roy. Et en deſcédant en bas, ſelon ce qu'elle ſeſſorce par ſources, ſe doyuēt maintenir en largeur de dix à douze pieds, leurſdits cours durāt iuſques aux groſſes riuieres, & eauës de nō. Et cela ſe doit faire par meſureurs & viſiteurs iurez, & ainſi en ont accouſtumé faire & vſer de tout tēps, les meſureurs iurez d'icelle côté de Boullenoys.

Vſages communement obſeruez en ladite ſeneſchancee, ſur le fait des procedures & autres matieres. clxxix.

VN ſergent ne pourra donner plus long delay, que aux ſeconds plaidſ enſuyuans le iour de ſon aſſignation. clxxx.

Le

Le comparant a l'assignation de la cause, soit en demandant, ou en deffendant, n'est arrestable par la loy du vicôte de la ville, & fil y a arrest, doit auoir main leuee. clxxxi.

La reconuention n'a lieu en cour laye. clxxxii.

Si le seigneur met en cause son rentier, pour raison de sa rente, il n'est tenu faire veue, par ce que son rentier est tenu luy mesmes luy bailler declaration de sa terre. Signé.

A. du Pré. Aymery. Iean de Rebinghes. Iean de Bacorse. Labbé. François de Sampy. Loys du Tertre. Raoul de Lechin. I. de Verlinq. I. de Couppez. Du Rieu.

FIN DES COUSTUMES GENERALES.

Senfuyent plusieurs coustumes locales d'aucunes villes dudit pays de Boullenoys, baillees & presentees par les maieur & escheuins d'icelle ville, en l'assemblee generale des estats d'icelluy pays: ainsi verifiees & certifiees, qu'il est porté par icelles, suyuant l'inionction & ordonnance faite ausdits maieur & escheuins, par les commissaires deputez par le Roy, pour la reformation, arrest, & publication de sdites coustumes, tant generales, que locales.

COUSTUMES LOCALES, DE LA VILLE,

BASSEVILLE, BOVRGAIGE ET BANLIEVE

de Boullongne sur la mer.

Article premier.

EN ladite ville de Boullongne sur la mer, y a maieur & escheuins, qui ont toute iustice, haute, moyenne, & basse, & la police de ladite ville, bourgaige & banlieue. ii.

Lesdits maieur & escheuins ont connoissance de tous bourgeois, & habitas d'icelle ville, bourgaige, & banlieue, & des querelles & pces estas entre eux, sans prejudice des cas royaux, & autres priuileges, dont la connoissance appartient aux iuges royaux. iii.

Si lesdits bourgeois & manans sont traitez & conuenus en autre iurisdicions que celle desdits maieur & escheuins, le renuoy leur en est fait, excepté quant ausdits cas royaux & priuilegiez, qui ne sont suiets à renuoy. iiii.

Ladite ville de Boullongne est franche, & exempte de toutes tailles, subfides, & gabelles. v.

Pour quelque crime que ce soit, il n'y a confiscation que de corps seullemēt, excepté en crime de leze maiesté, diuine & humaine, en premier chef. vi.

En ladite ville & banlieue n'y a que vn seul heritier, en immeuble. vii.

Item quand vendition & alienation d'heritages & acquests se fait, il est deu au seigneur, dōt le lieu est tenu, vn relief, au lieu de droits seigneuriaux. viii.

Itē par icelle coustume est deu double relief de la rente, fil n'est addicté par fait special. ix.

Item chascun en son regard, & endroit soy, est seigneur en bourgaige, & a droits de relief de son tenant, & a tel droit que dessus. x.

Item le seigneur peut faire proceder par executiō, par la iustice de ladite ville, pour son cēs & rente, sur son tenāt, rentier, ou detēteur des lieux, pour le temps de la detention d'iceux. xi.

Item quād aucun baille sa maison à louage, il peut faire exēcuter son louager, pour le temps de la detention de ladite maison. xii.

Item aux veufues n'est deu douaire en ladite ville, bourgaige, & banlieue, fil n'est conuenācié & prefigé au parauant le lyen de mariage. xiii.

Item le seigneur par faute d'homme, ou pour arerages de trois annees, peut faire saisir par la iustice de ladite ville, & faire retraire son lieu & tenement, par trois cryees & quinzaines faites en eglises, marché, & plaids ordinaires, & icelles cryees faites, faire les significations & intimations sur le lieu, aux heritiers, si aucuns sont, & où il y aura opposition, icelle vuidee & terminee par autre quinzaine, apres lesheritages sont declarez, retraits, & ce fait lon se transporte de rechef sur le lieu, & met lon de fait en possession, le seigneur en son tenemēt, pour en iouyr à perpetuité. xiiii.

Si aucū ladre, ou lepreux meurt en ladite ville, bourgaige, & banlieue, sans estre visité & iugé, il n'y a aucune confiscation de bestial. xv.

Item quiconques fiert & desgaine de glaiue, és mettes desdites ville & banlieue, commet amande, de lx. liures parisis. xvi.

Et quiconques dit iniures, commet amande, pour le fait dit, de xl. sols parisis. xvii.

L'usage & coustume desdites ville, & banlieue est telle, que pour simple adiournement lon ne vse par escrit, & suffit que le sergent en faisant son adiournement ayt la verge, pour demonstrier son pouuoir. xviii.

SSS

Coustumes locales

Item en toutes saisines, qui se font es tenemens, estans esdites ville, bourgaige, & banlieue, en quelque iustice que ce soit, appartient pour droit de saisine, & enrollement ausdits maire & escheuins, comme seigneurs superficiels, x. sols tournois, de bourgeois privilegié, & de celluy non bourgeois, la somme xx. sols tournois. xix.

Item chascun bourgeois peut tenir hostages aux pescheurs, en pescheries de la mer, & faire haréc for & blanc, macquereaux, & autre poisson salé, & nul autre, fil n'est bourgeois. xx.

Quiconques appelle des sentences & appointemens desdits maire & escheuins, & il soit déclaré mal appellant, par le seneschal de Boullenoys, iuge superieur, il eschet en lamade de lx. sols parisis. Et s'il acquiesce dedans la huitaine, doit amande de xl. sols parisis. xxi.

Item sont les enfans des bourgeois estans à marier, tenus pour bourgeois, tant & iusques à ce qu'ils prendront aliance de mariage. xxii.

Item ausdits maire & escheuins appartient mettre pris sur sel, grains, vins, harécs, poissons, & toutes autres marchandises arriuees en ceste dite ville, hable, & bourgaige. Et de faire tous statuz sur le fait de la police, cōnoistre des matieres, & en dōner leur sentēce & iugemēt. xxiii.

Item sil suruiet opposition, ou procez pour raison du fait desdites pescheries, & marchandises arriuees audit hable de Boullongne, la connoissance & iurisdiction en appartient ausdits maire & escheuins. xxiiii.

Item de toutes lesdites marchandises incontinent arriuees audit hable, sont tenus les maistres marchans, en venir aduertir lesdits maire & escheuins, ou leurs commis, au parauant les exposer en vente. xxv.

Itē appartient ausdits maire & escheuins, de connoistre & decider de toutes matieres d'arrest faites par l'officier de la vicomté, & ne peut le vicomte de luy seul tenir iugement, sans appeller vn escheuin de ladite ville, pour reigler les parties. Et se nomme ledit escheuin preuost de ladite vicomté. xxvi.

Et du surplus, lon se reigle esdites ville, bourgaige, & banlieue, par les coustumes generalles du pays, & comté de Boullenoys.

S'ensuyt le proces verbal de la verification desdites coustumes.

PAR deuant nous maire & escheuins de ladite ville de Boullōgne sur la mer, le seiziesme iour d'Octobre, lan mil cinq cens cinquante, ont esté euocquez & adiournez par Jean Roussel, & Nicolas Biguen sergens dudit escheuinage, à la requeste du procureur de ladite ville, les xxi. hommes esleuz par la communauté, pour cest an, pour la police de ladite ville, avec plusieurs notables & anciens bourgeois de ladite ville de Boullongne, bourgaige, & banlieue d'icelle, afin de concorder les coustumes locales de ladite ville. Et en plein escheuinage sont comparuz les denomez cy apres. A sçauoir honorables personnes maistres Jacques du Rieu, licencier es loix, aduocat en la seneschauce de Boullenoys, vingt vn maistre esleu, Oliuier du Croq, Bauderon Yuart, Mahieu Mart, Adam le maistre, & Jean de Pouilly, esleu de communauté & habitans desdites villes, bourgaige & banlieue, faisans & representans la plus grande & saine partie d'iceux, Anthoine le rosset, Robert de la hodde, Thomas derrepireul, practicien & procureur en ladite seneschauce, maistre Regnaut du byer, Jean chabbe, Pierre lambers, Jean hibon, Oliuier morel, Jean le grand l'aisné, Jean becquelin, Anthoine houdden, Anthoine macon, Jean cleuet, Jean robart, tous esleuz par ladite communauté. Aussi presens, Jacques villedot, Richart mausse, Jean le grand viscōte fermier de ladite ville. Anthoine dauernegne, & Jacques roche procureurs en ladite seneschauce habitans & bourgeois de ladite ville.

Et en leur presence & pleine audience auōs fait lecture des coustumes cy dessus declarees, lesquelles apres les auoir bien entendues, tous concordamment ont certifié, & affirmé, pour verité icelles coustumes estre les anciennes coustumes locales desdites ville, bourgaige & banlieue de Boullongne, desquelles de tout temps & anciēneté, ils ont veu vser, practiquer, & sur icelle asseoir iugement en sorte qu'elles sont tenues censee & reputees bonnes & iustes coustumes, ayans lieu aux lieux susdits. Et de tel tēps qu'il n'est memoire du contraire. Et nous maieur, & escheuins de ladite ville, pareillemēt certifions lesdites coustumes estre veritables, & que de tout temps ont eu lieu en ladite ville, bourgaige & banlieue.

Fait à Boullongne en plein escheuinage, L'an & iour dessusdits, & auons fait signer ces presentes par Anthoine le Sueur greffier de ladite ville. Aufquelles auōs mis & apposé le seel dudit escheuinage. Ainsi signé le Sueur.

AVTRES

A V T R E S C O V S T V M E S L O C A L L E S,
D V L I E V E T B O V R G A I G E D E
Desurene.

Article premier.

PAr ladite coustume, ceux qui ont heritages qui ne leur sont proufitables s'ils ne sont tenus du Roy, sans moyen les peuuent rendre au iour que les rentes sont deuës. En payant à ceux de qui lesdits heritages sont tenus, rétes & ar-rerages si aucunes sont deuës, en rédant toutes fois lesdits heritages en aussi bon estat qu'ils estoient lors de la prise. ii.

Item si aucun est obligé par deuant lesdits maieur, le sergent peut saisir les tenances de l'obligé. Et suffit de faire trois cryees en l'eglise par trois dimanches continuels, & ce fait, doit estre dit que l'heritage doit estre rendu au proufit du creancier. Et si personne y veut venir estant en la ville, faire le peut par dedans xv. iours. Et celluy hors de la ville par dedans vn an. iii.

Item par ladite coustume il est dit qu'il n'est deu relief ne vente, reserué quatre deniers, qui se dit estocgaige pour le chef mets. Si vendu est autrement ne doit point d'estocgaige. Et le faut payer le iour de la vente, à peine de soixante sols parisis. iiii.

Item nonobstant coustume à ce contraire, bourgeois & estagers ne doyent aucun tou- lieu. v.

Item si aucun appelle à mauuaise cause, y a en ce cas admande de soixante sols parisis. Et si quelcun fait recouffe aux maieur & escheuins, ou leurs sergens, y a admande de trentehuit li- ures parisis. vi.

Item si aucun fait adiourner pour son vuel, il pourra affermer à vne, deux ou trois fois, iuf- ques à quinze sols trois deniers. vii.

Item & par coustume locale, dont lon à tousiours vsé, Il n'y a point de douaire, s'il n'est cō- uenancé en traitant le mariage. viii.

Et si ont les maieur & escheuins connoissance de mettre pris aux vins, biere, pain. Et ont pour chascun poinson de vin qui se distribue audit Desurene, vn lot de vin pour leur droit, par ladite coustume dont ils ont tousiours ainsi vsé.

Fait & signé par moy Claude Hannuyer greffier, le xviii. iour d'Octobre, mil cinq cens cinquante. Tesmoins ainsi signé Hannuyer.

Proces verbal fait pour la verification desdites coustumes.

ATous ceux qui ces presentes lettres verront. Claude de Vicquet Lieutenant de Rouillet de Callonne, Escuyer, cappitaine & Bailly de Desurene pour le Roy, Archer de sa garde. Salut, sçauoir faisons que au iour d'huy par deuât nous, Et en la presence de Thomas de Gournay, & Jean le Maire, hommes feodaux dudit bailliage, furent presens & comparés, Jean Porque lesné, aagé de seprante ans ou enuiron. Jean le Bray de lxiiii. ans. Jean Broué, de lxviii. ans. Nicolas Lossent, aagé de lxix. ans. Jean Glameur, de lxiiii. ans. Jean Danel de lv. ans ou enuiron. Claude de Humieres, de xxxiiii. ans. Jean Guillain, aagé de quarantehuit ans ou enuiron. Anthoine le Vasseur, de xxxvi. ans. Nicolas de Hautefeuille, aagé de lii. ans. Adrian Sones, de xxx. ans ou enuiron. Guilleguin le Feure, aagé de xl. ans. Jean Dubyes, de xlii. ans. Jean Bachelier, de lxviii. ans ou enuiron. Jean Rouffet de xxiiii. ans. Jacques Boucher, de xxxvi. Nicolas Garchon, de xliii. ans. Hubert du Rieu, aagé de xxxviii. ans. Jean du Rieu, de xxxii. ans ou enuiron. Raoul Toupez de lvii. ans. Iehammes de la Barre, de trente ans. Tassin Dauel, de lans. Robert de la Rue aussi de lans. Guillaume Houlbert, de xxxii. ans. Et Mahieu Pailloeuille, de liii. ans, Tous bourgeois manans, & habitans, & marchans dudit lieu de Desurene: lesquels & chascun d'eux, apres serment par eux fait solennel en nostre presence, Nous ont dit & attesté pour verité apres auoir ouy lire vn vidimus des priuilleges dudit lieu de Desurene, à eux donné par vn comte de Boullongne, confirmé par le Roy, nous ont dit concordamment que de tout temps, de leur connoissance, ils & chascun d'eux ont veu maintenir, obseruer, & garder, le contenu d'icelluy. Et en auoir ainsi esté vsé, ordonné, & appointé mesmes que le contenu és douze articles extraits hors dudit vidimus, escripts & signez par Claude Dehannuyer, greffier de messieurs les maieur & escheuins dudit Desurene sont portez en icelluy, lesquels articles

Couftumes locales

font desrogeans à la coustume generale du comté. Et que seló & ainsi qu'ils sont couchez par lesdits articles ils en ont veu vser & appointer audit lieu Dessurene & bourgaige seulement. Et s'en vse & fait ordinairement. Plus ont certifié, attesté, & affermé, que audit lieu de Desurene & bourgaige d'icelluy, droit de douaire coustumier n'a lieu, n'est qu'il soit conuenancé par paction avant aucun lien de mariage, dont & desquelles choses dessus transcrites, mesdits seigneurs, maieur & escheuins dudit lieu de Desurene nous ont requis lettres, ausquels auós accordé cestes, pour leur valloir & seruir où & quand il appartiendra ce que de raison. En tesmoins de ce nous auons mis le seel armoyé des armes dudit seigneur le bailly, & fait seeller par lesdits hommes feodaux. Et si que de nostre main pour l'absence du greffier. Ces presentes faites, affermees, attestees, & de nous donnees, le xvii. iour d'Octobre. L'an mil cinq cens cinquante. Ainsi signé du Vvicquet. Et seellé du seel du bailly.

Couftumes locales ayants lieu, en la ville &

BANLIEVE D'ESTAPPES, SVR LA MER,

Au dehors des coustumes generales du côté de Boullenoy, mises & redigees par escrit par messieurs les maieur, & escheuins de ladite ville d'Estappes, à ce euocquez & appelez, les bourgeois, manans, & habitans d'icelle ville, pour les presenter à messieurs les commissaires, deputez par le Roy nostre sire, sur le fait des coustumes generales, du pays & côté de Boullenoy.

Article premier.

LA coustume de ladite ville & banlieue d'Estappes est telle, que tous suiets, manans, & habitans en icelle ville, & banlieue, ayans maisons, manoirs, iardins & terres, en ladite ville & banlieue, de quelque seigneur qu'il les tiennent, sont chascun en son regard, pour le droit des rentes, qu'ils leurs peuuent estre deuës, seigneurs de leursdits cens & rétes, en telle sorte & maniere: que à mutation d'homme, l'heritier est tenu & soumis, releuer l'heritage du trespassé & payer pour ledit droit de relief, le double de la rente deuë, pour raison dudit heritage, s'il n'appert de paction faite au contraire, en faisant l'arrentissement de l'heritage, que lon veut releuer.

La coustume de ladite ville & banlieue est telle que si aucun heritage seant en ladite ville & banlieue se vend, & l'acheteur veut estre saisi de l'heritage par luy acheté, il est deu au seigneur de qui l'heritage est venu, pour ses droits seigneuriaux, le double de la rente à luy deuë, par son suiet, vèdeur, ou autāt que le relief môte, Si par pact & accord se monstre estre deu autre relief que le double de la rente, & en ce cas lon n'a aucun regard au pris principal, pour lequel l'heritage, maison, ou terre est vendu. Mais si l'heritage, qui se vent, est fief & noble tenement, les droits seigneuriaux se reiglent selon la coustume generale du comté de Boullenoy.

La coustume de ladite ville & banlieue est telle, que si aucun ayant maison, manoirs ou terres en ladite ville & banlieue, va de vie à trespas, & son heritier n'a fait ses diligences d'iceux heritages releuer & apprehender, sept iours & sept nuicts apres le trespas de son predecesseur le seigneur de qui lesdits heritages sont tenus, peut & luy loist faire son proufit deuidites maisons & terres, selon la coustume generale dudit comté, & iusque à ce que l'heritier aura fait ses diligences de releuer. Et si peut ledit seigneur faire retraire à sa table & domaine la maison, manoir ou terre de luy tenue, par faute de relief, pour en faire son proufit: & le cōtenu cy dessus, se doit entēdre, pourueu que le seignr face premieremēt saisir par la iustice lesdits heritages.

Item pour faire icelluy retrait l'usage & coustume de ladite ville & banlieue est tel, que ledit seignr doit par trois dimāches & quinzaines cōtinuelles faire faire cry à haute voix en la fin de la grand messe parrochial de ladite ville par le clerc parrochial de l'eglise, que l'heritage de luy tenu par son tenant trespassé est retourné à sa table & domaine par le trespas de sondit tenant rentier, en declarāt lesquelles cryees ledit clerc parrochial doit dire & declarer qu'il fait icelles cryees à la requeste du seigneur, difant à haute voix aux maieur & escheuins de ladite ville & banlieue, que pour garder les droits & priuileges des bourgeois, manans & habitans de ladite ville qu'ils ayent à entendre audit retrait. Et en chascune desdites cryees faites par ledit clerc parrochial nommer pour le moins deux escheuins estans presens ausdites cryees.

La

*1 Qua insignē illū philo-
sophū & theo-
logum genuit
do. Iacobū sa-
brum, qui pri-
mus omnīū à
tredecīs annis
Parisis & in
tota Europa
cepit lingua-
rū cognitionē
cū philosophia
& theologia
coniungere, &
pristino splen-
dori restituere
ante germa-
nos qui ab eo
multa sumpse-
runt, vt dixi
in repet. l. si
ita scriptum.
nu. 70. ff. de li-
beris & post-
hu. C. Ad.*

La coustume & vsage de ladite ville & banlieue est telle que apres les trois quinzaines & cryees faites par ledit clerc parrochial en ladite eglise, le seigneur qui a fait faire lesdites cryees pour poursuyuir ladite iudication dudit retrait doit presenter icelles cryees faites & signees dudit clerc parrochial à messieurs les maieurs & escheuins de ladite ville tenans leurs plaids, & requerir que la maison, manoir ou terre declaree esdites cryees soit saisie en la main de justice pour paracheuer sondit retrait. Et ce fait les maieur & escheuins apres auoir veu lesdites coppies faites & signees dudit clerc ordonnent deux escheuins, & vn sergent à verge de ladite ville pour aller sur le lieu contentieux prendre ledit lieu, maison, manoir, ou terre en la main de la ville à la requeste du seigneur qui fait faire ledit retrait, en adiournant par ledit sergent à verge tous les detenteurs & occupeurs dudit lieu, avec tous ceux qui audit lieu veulent pretendre & demander aucun droit par le trespas du dernier homme à comparoir par deuant messieurs les maieur & escheuins aux prochains plaids & plaidoyables ensuyuans les saisissemens à lencontre dudit seigneur ou son procureur. Et si lon a connoissance que le lieu soit occupé par aucun demourant en ladite ville & banlieue ou qu'il y ayt parens & amys du trespas estés de la cotte & ligne dont procedent lesdits heritages en ladite ville & banlieue, il est besoing leur signifier ledit saisissement, en les adiournans comme dit est aux prochains plaids plaidoyables de mesdits seigneurs maieur, & escheuins pour proceder audit retrait comme dessus est déclaré. Et aux premiers plaids plaidoyables le sergent doit faire son rapport & le mettre au registre, & par ledit seigneur doit estre requis ladite iudication dudit retrait, & sur celluy accorder deffaut à lencontre de tous ceux qui ausdits heritages voudroient clamer & demander aucuns droits, lesquels adiournemens & deffaux se doyuent continuer iusques à six quinzaines & plaids plaidoyables, si les heritiers ne font leurs diligences de releuer & satisfaire vers le seigneur qui fait faire ledit retrait.

vi.

Et par ladite coustume & vsage de ladite ville & banlieue, si durât lesdites cryees & six deffaux & plaids plaidoyables, il y a aucun qui se oppose audit retrait, le sergent assigne iour aux opposans à comparoir par deuant les maieur & escheuins aux prochains plaids plaidoyables ensuyuant le sixiesme & dernier deffaut pour dire leurs causes d'oppositions: ausquels plaids les parties seront ouyes pour sur ce leur faire droit: & ne doyuent cesser lesdites six quinzaines, contumaces, & deffaux à faire, pour lesdites oppositions qui se bailleront sans preiudice à icelles oppositions, si n'est que les heritiers ayent fait leurs diligences, de releuer & satisfaire les seigneurs de leurs reliefs & arerages des rentes, si aucunes en sont deuës.

vii.

Item par ladite coustume & vsage de ladite ville & banlieue, pour adiuger lesdits retraits, lon n'a aucun regard, si les six quinzaines ont esté continuelles, sans aucune interruption: mais suffit qu'il apparaisse, que le clerc parrochial ayt fait par son rescrit, ces trois cryees en la fin de la messe, par trois dimanches, & trois quinzaines continuelles, & ensuyuans l'un l'autre, au parauant le saisissement, fait par les deux escheuins, & sergent dessus declarez.

viii.

Item lesdites six quinzaines & plaids plaidoyables faites & parfaites, & les oppositions, si aucunes en y a, vuidées, lesdits maieur & escheuins adiugent lesdits heritages retraits, ainsi que dit est, au proufit dudit seigneur, pour en faire son proufit.

ix.

Item par la coustume & vsage d'icelle ville & banlieue, tous seigneurs ayans maisons, manoirs, ou terres, en ladite ville & banlieue, & tenuz d'eux à rente, par diuers furets, par faute de rente & arerages non payez, il loist ausdits seigneurs par faute de trois ans, si l'n'y a que vn terme en l'an, ou par faute de trois termes, si l'y a diuers termes en l'an, faire retraire lesdits heritages, par faute de n'auoir esté payez, en tenant par ledit seigneur, pour faire ledit retrait, les formes des cryees, & saisissemens, ainsi que cy deuant est déclaré aux retraits qui se font, par faute d'homme, & de relief, & ne sont lesdits seigneurs soumis d'aller hors de ladite ville & banlieue, pour faire signifier aux heritiers, ou tenans rentiers, lesdits retraits, & suffist de s'adresser aux detenteurs, ou tenans rentiers, ou leurs prochains parens & amys, estans de la cotte dont procedent lesdits heritages, s'ils sont demourans en ladite ville & banlieue.

x.

La coustume de ladite ville & banlieue est telle, que veufues n'ont aucun droit de douaire coustumier, sur les heritages, qui ont peu appartenir à leurs feu marys, seans en ladite ville & banlieue, si par pact, & accord n'est accordé par les parties, auant aucun lien de mariage.

xi.

Toutes lesquelles coustumes ainsi posees, escrites, comme dit est, ont esté leuës en la maison & auditoire de ladite ville d'Estappes, le Lundy sixiesme iour d'Octobre, L'an mil cinq cés cinquante, iour de plaids ordinaire d'icelle ville, en la presence Ferry greffier maieur, Nicolas fierad, second maieur, escheuin, Jean pele, Jean cambier, Guillaume lesné, & Adrien shault

SSS iij

Couftumes generalles de la comté de Boullenoys


efcheuins. Et auffi prefens, Robert le conte, Jean lefné, Damien fuin, Robert chevaut, Jean carmer, Antoine le conte, Anthoine hurtrel, Jean viart, Touffainct de boubers, Jacques daras, & plusieurs autres bourgeois de ladite ville, qui ont accordé & déclaré, que de tout temps precedant en icelle ville & banlieue lon a vſé deſdites couſtumes, fans aucun contredit: Teſmoing Greffier, Fierad, Pele, Cambier Leſné, curé, Adrien ſtahault, Guillaume leſné, de Sarton, & Robert le conte, Signé par les deſſusdits.

Couſtumes locales & particulieres de la ville

DE VVISSANT, AV COMTE DE BOVL

lenoys, de tout temps tenues, gardees, & obſervees en ladite ville & banlieue d'icelle, que baillent par deuers vous meſſieurs les commiſſaires du Roy, par luy deputez & ordonnez, pour arreſter & decreter les couſtumes generalles & particulieres des villes, pays, & comté de Boullenoys.

Article premier.

 Ve les Maire & eſcheuins de ladite ville de Vviſſent, ont tous droits de iuſtice haute, moyenne, & baſſe, & la police de ladite ville, & banlieue d'icelle, avec cōnoiſſance en premiere inſtance de tous leurs bourgeois & habitans, de ſorte que ſils ſont tirez en autres iuriſdiction, & ils ſont requis par le procureur d'icelle ville & communauté, ils ſont renuoyez par deuant leſdits maires & eſcheuins, fans preiudice toutesfois des cas royaux priuilegiez, qui ne ſont ſuiets à renuoy. ii.

En matiere de vendition & alienation d'heritages, ou acqueſts immeubles, eſt deu au ſeigneur dont leſdits immeubles ſont tenus, vn relief à lieu de droits ſeigneuriaux, tant ſeulement. iii.

Et par icelle meſme couſtume eſt deu double relief de la rente que doit l'heritage, ſil n'eſt expreſſement addicté par le bail à rente, ou contract de alienation. iiii.

Item en ladite ville & banlieue, en quelque cas de crime que ce ſoit, la perſonne ne cōfiſque que le corps, fors & excepté en crime de leze maieſté, diuine, ou maieſté Royal. v.

Item en ladite ville & banlieue, chaſcun eſt ſeigneur endroit ſoy, & a droit & relief de ſon tenant, ſelon qu'il eſt déclaré au ſecond article. vi.

Item en ladite ville & banlieue, nul ne peut faire marchandie de harencs blancs, ou ſor, ſil n'eſt bourgeois de ladite ville, à peine de conſiſcation du harenc, & d'amande arbitraire, à l'ordonnance deſdits Maieur & Eſcheuins. vii.

La couſtume & cōmune obſeruance d'icelle ville eſt telle, que pour ſimples adiournemens entre leſdits bourgeois & habitans, lon ne vſe par eſcrit, ains ſuffiſt que ledit ſergent de ladite ville, ſoit garny de ſa verge, pour demonſtrer ſon pouuoir. viii.

Et quant au ſurplus deſdites couſtumes, lon ſe reigle ſelon les couſtumes generalles dudit comté, pays & ſeneſchauce de Boullenois: Teſmoing le Cluallier, qui a ſigné & eſcrit, par le commandement de meſdits ſeigneurs.

Proces verbal pour la verification deſdites couſtumes.

NOus ſons ſignans, bourgeois & habitans de ladite ville de Vviſſent, en Boullenoys, certifions & affermons pour verité à meſdits ſeigneurs les cōmiſſaires, & deputez par le Roy, & à tous autres qu'il appartiendra, que deſdites couſtumes cy deſſus poſees & articulees, leſdits Maire & eſcheuins, manans & habitans de ladite ville & banlieue de Vviſſent, ont de tout temps iouy & vſé, & ſur icelles aſſis iugement, tellement qu'elles ont eſté & ſont tenues pour couſtumes notoirement gardees & obſervees en ladite ville de Vviſſent ou en teſmoings de verité, & en obeyſſant au commandement à nous fait par noſdits ſeigneurs les commiſſaires auons ſigné ces preſentes de noz ſeings ou marques ce xvi. iour d'Octobre l'an mil cinq cens cinquante. Et au deſſous ſont ſignez ceux qui ſ'enſuyuent: Taſſin Delopere, Anthoine Baron; Peraotin Lartizinn, Jean Greban, Guillaume Barbe, Jean de la Pierre, Roel de lé Pierre, Marque de Anthoine de Rōme, Jacques de le Pierre, Delepierre Pierre, Delepierre Pierre, Vvaſnier, Jean Delepierre, Adrien Leachon, Laurés Bricquet, Martin Frazier, François Baron. N. Feuſtre, Jean Augnye, Pierre de Guifnes, Guillaume Marec. Signé par les deſſusdits.

COV

COVSTVMES LOCALLES DONT ON A

ACCOVSTVME VSER AV VILLAGE DE HERLY.

Article premier.

A coustume est telle audit lieu, que tout homme tenant cottiere d'icelle seigneurie, ne doit point de relief, & est la coustume telle, & d'ancien temps, que le mort saisist le vif: car pour quelque succession que ce soit en icelle seigneurie, si ce n'est fief, n'est deu relief, que de bouche. ii.

Item plusieurs tenans d'icelle seigneurie, qui tiennent francquièmes, n'en doiuent aucun droit, sinon pour droit seigneurial, cinq sols d'entree, & cinq sols d'issue, quand vente s'en fait, & n'en est deu pareillement relief, que de bouche. iii.

Item sous lesdits francquièmes, tout homme qui est resident, couchant, & leuant, il ne doit nul afforage, gambage, herbage, moutonnage, rescare de four, ny autre chose. Mais a tous priuilegez, & franchises, autant que fil estoit resident, couchant & leuant sous son fief. iiii.

Item la coustume est telle, que quiconques a terres à disme, & qui par fortune de guerre, ou autrement, sont demourees à reiects, que tout homme à qui appartiennent lesdites terres, & riets les peuuent garder, & defendre, en y mettant en seignemens de defence: en peut faire son profit iusques à la saint Jean Baptiste. Et apres ce lesdits riets sont mis à commun, combien qu'iceux ne soient enclos. Plus si iceux n'ont estez defendus, ne gardez, au-parauant la saint Jean Baptiste, iceux se peuuent garder, & defendre, apres ce dit temps, iusques à la toussaincts, & l'on en a tousiours accoustumé vser de tout temps, si ancien qui n'est memoire du contraire. v.

Item tout homme qui a enclos, il en peut iouyr en tout temps soit yuer, ou esté sans contredit. Et soit fief, ou cottiere de l'un comme de l'autre. vi.

Item pour toute cottiere, tenuë d'icelle seigneurie quand vente s'en fait n'en est deu pour droit seigneurial que le sixième denier, & pour le fief le cinquième denier. vii.

Item la coustume est telle en icelle seigneurie, que si quelques personnes decedent, & vont de vie à mort, delaißans terres à terrage, dont il y en y a plusieurs en icelle seigneurie, & aussi delaißans plusieurs enfans, si il y a deux, trois ou plusieurs fils, icelles terres se partissent autant à l'un comme à l'autre efgallement. Et si il y a quelques filles avec les fils, elles n'y ont rien, mais si c'estoit qu'il y eust deux, trois ou plusieurs filles, & n'y ait point de fils, icelles filles semblablement partissent autant l'une comme l'autre. Mais si il y a seulement vn fils, icelles filles n'y ont rien, car le fils combien qu'il soit seul l'emporte par heritage.

En approbation de verité, nous Aigneux Punion lieutenant dudit lieu de Herly, Sire Jean Boullongne, Enguerrant Hocedde, Guyet Hanneguier, Toussaincts Faramus, Jean Brasdefer, & plusieurs autres auos icy signé, le quatorzième iour d'Octobre, L'an mil cinq cens cinquâte. Et au deßous ont signé tous les deßusnommez.

COVSTVMES LOCALLES ET PARTICVLIÈRES,

DE LA TERRE ET SEIGNEVRIE DE QVESQVE, EN BOVLLONNOYS, appartenans à venerables, & discrets seigneurs, messieurs les chanoines, & chapitre de l'eglise collegiale saint Sauueur, en saint Paoul, à cause de leur ancienne fondation, qu'ils ont fait mettre, & rediger par escrit, en obeissans aux commandemens faits à leurs officiers dudit lieu, de par monsieur le lieutenant general de Boullongne, pour le Roy, nostre sire, icelles coustumes desrogantes aux coustumes/generalles dudit comté de Boullonnoys: ainsi qu'ils entendent, sauf en tous leurs autres droits, franchises, & auctoritez, & de leurs suiets, desquelles coustumes la teneur ensuit.

Article premier.

Vsdits seigneurs, chanoines, & chapitre, à cause de leur ancienne fondation, appartient ladite terre, & seigneurie de Quesque, en laquelle ils ont toute iustice, haute, moyenne, & basse, bailly, lieutenant, procureur d'office, & receueur, avec vn preuost hereditaire, qui est tenu faire les exploits de iustice, ou y commet-

SSS iiii

Couftumes locales de la comté de Boullenoy

tre vn fergent, lequel preuoft a le tiers denier des droits feigneuriaux, qui leur efcheent par vendition de fiefs, ou cottieres d'eux tenus, enſemble le tiers des amendes. ii.

Item par la couſtume dudit Queſque, pour droits feigneuriaux, & cottieres d'eux tenus, qui ſe vendent, & donnent, leur eſt deu le cinquième denier de la valeur, & priſee, ſans ventrolles. Et pour relief des cottieres, le double du cens foncier. iii.

Item par icelle couſtume les ſuiets, & tenans dudit Queſque terres labourables ſont tenus amener les diſmes d'icelles terres. Sçauoir eſt du cent huit en la grange de leur fermier, en leurdit village de Queſque. iii.

Item par icelle couſtume leſdits ſeigneurs, Chaurines à cauſe de leur dite haute iuſtice, ont tous droits à icelle appartenans, comme de confiscation de biens, & heritages de perſonnes, que pour cas criminel auroient merité la mort, droits d'eſpaues, de baſtards, & autres droits. v.

Item par autre couſtume d'icelle ſeigneurie, tous les fiefs, maſures, & anciens manoirs du decedent, appartiennent au fils aiſné. Et en faute de fils à l'aiſnee fille, ſans charge de quint, Et les cottieres appartiennent à tous les fils, ſans ce que les filles y ayent aucun droit, avec le fils. Mais ſil n'y auoit que filles, icelles cottieres appartiendroient à toutes les filles, à chacune ſa portion, Et ce doit entendre des heritages venus audit decedans de ſucceſſion, & des acqueſts ils en pourront diſpoſer. vi.

Item encores par autre couſtume, à vne femme veſue pour droit de douaire couſtumier appartient la moitié de tous les fiefs, manoirs, & cottieres dont ſon feu mary eſtoit ſaiſi, iouyſſant, & poſſedant alors de leur mariage, tant qu'elle ſe tiendra à marier, Et en ſe remariant elle pert tout ſondit droit. vii.


Item par autre couſtume, toutes femmes ſont acqueſtereffes en la moitié de tous les fiefs manoirs, & terres que ſon feu mary auroit acquis, conſtant ſon mariage, pourueu que durant iceluy il n'en euſt fait donation par don d'entre viſs, ce qu'il peut faire, & non par teſtament.

Ces preſentes ont eſté ſignees, par Iaques Roche, bailly de Queſque, & ſainct Sauueur, en ſainct Paoul le vingt-deuxième iour d'Octobre, L'an mil cinq cens cinquante, teſmoin Roche, Signé Roche.

COVSTVMES LOCALLES DV BAILLIAGE

DE NEDONCHEL, ET PROCES VERBAL

fait ſur icelles.

 Viourd'huy dixneuſième iour de Nouembre, L'an mil cinq cens cinquante par deuant Iean Thorillon, lieutenant du bailliage de Nedonchel, en la preſence de Philippes le Barbier, homme de fief, Adrien Omour, deſſervant le fief, Charles de Vvilleruar, ſont comparus en perſonnes, les perſonnes cy apres declarees, pour la verification deſdites couſtumes locales. Dont a par cy deuant acouſtumé vſer, & dont on vſe encores iournellement eſ villages de Nedonchel, Ligny, & Vveſtochen comté de Boullonnoys, qui n'eſt qu'un ſeul bailliage. Sçauoir eſt Denys le Marquant laboureur demourant à Vveſtochen, aagé de cinquante-fix ans, Mathieu de Maire demourant audit Vveſtochen, aagé de ſeptante-deux ans, Maillin chaullon, aagé de ſoixante-fix ans, Pierre de Maire, aagé de ſoixante-ſept ans: tous demourans audit Vveſtochen, Paſquier Preuoft, aagé de ſeptante ans, Pierre de Montois, aagé de cinquante ans, Iean du Crocq, aagé de cinquante ans ou enuiron, tous demourans audit Ligny. Iaques Thoullon, aagé de ſeptante ans, Munny Tumonnier, aagé de ſoixante ans, Iaques le Bailly, aagé de ſoixante-huit ans, Pierre Bardoul, aagé de trente-deux ans, Marc de Ligny, aagé de quarante-deux ans ou enuiron, Tous demourans audit Nedonchel, Leſquelles perſonnes deſſus-nommees, & chacun d'eux concordablement, & par ſerment ſolennel par eux fait par deuant nous lieutenans, & hommes deſſus-nommez ont dit, certifié & affermé, la couſtume dont l'on a accouſtumé vſer eſdits villages eſtre telle, entant qu'il touche les droits feigneuriaux, & reliefs. Qu'en vente des fiefs, le ſeigneur a le cinquième denier, & en cottieres, audit Nedonchel, le huitième denier. Et quand audit Vveſtochen, & le fief ſe nomme, le fief de Glibercque ſitué à Ligny, appartenant au ſeigneur dudit Nedonchel,

Nedonchel, est deu en vente, le fixième denier. Et quant aux cottieres, par tous lesdits lieux, telle rente double relief, & quant aux droits de successeurs, apres le deces des peres, & meres en fief, l'aîné masse emporte le fief, à la charge du quint, ou en faute de fils, la fille aînée. Et quant aux cottieres, tant heritages, que terres aux champs, se partissent esgallement: & en autre ligne entre heritiers pareillement (sans ce que representation ait lieu.) Et quant aux douaires, les vesues emportent la moitié, en fief, & le tiers en cottieres, soit qu'elles se remarient ou non: tout ce que dessus est dit. Nous ont tous les dessus-nommez, certifié estre vray: & en ont tout le temps de leurs vies ainsi veu vser, & nous-mesmes signans certifions, qu'ainsi en auons veu vser: Tesmoins noz seings, cy mis, avec les seings des dessus-nommez. Ainsi signé Marcq de Ligny, Jaques Thoullon, Sillum Tumonier, Jean Thoullon, Ple, Barbier, Le Marquant, Adrien Omour, Mathieu de Maire, Maryllyn Tirillon, Pierre Derniere.

Le procureur du Roy ayant veu lesdites coustumes locales, par ordonnance desdits commissaires, dit qu'en ce ne treuve aucun interest au Roy, Mesmes que la coustume locale pour le payement des droits seigneuriaux est au profit & vtilité du pauvre peuple, & moyen estat. Et n'a par tant cause pour empescher l'emologation desdites coustumes. Fait à Boullongne, le fixième iour de Decembre. M.D.L. Signé. F. Briffe.

Proces verbal des commissaires deputez par le Roy, pour la redaction, reformatiõ, & publication des coustumes, tant generalles que locales du pays de Boullonnoys.

L'An mil cinq cens cinquâte, le premier iour d'Aouft, furent expedies lettres patentes du Roy nostre sire, donnees à sainct Germain en Laye, Adreesees à nous Nicolas du Pré, conseiller dudit seigneur, Et maistre ordinaire des requestes de son hostel, Et Iean Aymery aussi conseiller dudit seigneur, Et lieutenant general de la seneschaucee de Boullonnoys, & bailliage du Palais à Paris, lesquelles nous aurions receuës lesdits moys & an pour en la presence des comtes, barons, chasteillains, seigneurs hauts iusticiers, prelates, abbez, chapitres, officiers dudit seigneur, aduocats, praticiens & autres notables bourgeois d'icelle seneschaucee faire lire, accorder, publier & enregistrer és registres de ladite seneschaucee, Les coustumes d'icelles seneschaucee & pays de Boullonnoys, apres toutes-fois que lesdites coustumes auroient esté en assemblee, deuë & competente, rapportees, accordees, & redigees par escrit, si ia fait n'auoit esté, &c.

Comparut reuetéd pere en Dieu, l'abbé de nostre Dame de Boullongne, en personne pour les terres, qu'il a audit pays à l'appel, duquel maistre Charles de Raoullers receueur de l'abbé de Samer au boys, & Charles Piencquet son procureur, fondé de procuracion expresse. Nous auroient dit, & remonstré qu'és autres assemblees cy deuant faites ledit abbé de Samer auroit tousiours esté premier appelé, & que le semblable luy deust auoir esté fait en la presente assemblee, & doit estre appelé apres monsieur l'euesque de Therouanne, & au deuant de l'abbé de nostre Dame de Boullongne & tout autre prelat d'iceluy pays, & comté de Boullonnoys, comme estant icelle abbaye fondee par le comte de Boullongne, & qu'à cause de la fondation, & dotation d'icelle luy appartient le tiers pied d'iceluy pays de Boullonnoys, avec telle preeminence qu'à le comte d'iceluy pays en ses terres, ayant bailliage à part, seel autentique, armoirie des armes d'iceluy comte pour receuoir tous contrats: mesmement a loy, & droit d'arrest au bourg, & banlieuë dudit Samer au boys, ce que n'a ledit abbé de nostre Dame, n'autre prelat dudit comté. Plus est ledit seigneur abbé de Samer appelé le premier és assemblees sinodales dudit euesque de Therouanne, quoy que ce soit deuant ledit abbé de nostre Dame. D'auantage ladite abbaye de Samer est fondee deuant, & long temps parauant ladite abbaye de nostre Dame, qui est de l'ordre de sainct Augustin, Et ladite abbaye de Samer de l'ordre sainct Benoist, qui precede ledit ordre de sainct Augustin: requerant partant estre entretenu en ses preeminences susdites, & sur ce luy faire droit. Et par ledit abbé nostre Dame, a esté soustenu le contraire, & dit que ladite abbaye de nostre Dame est assise en ceste ville de Boullongne capitale dudit pays. Et partant deuoit estre le premier appelé, Et preceder ledit abbé de Samer: sur-quoy auõs ordonné que lesdites parties mettront si bon leur semble les causes, moyens, & raisons de leur differend par deuers nous dedans le vingtième iour de ce present moys d'Octobre. Ensemble tout ce que bon leur semblera: pour en estre par nous ordonné comme de raison: ou en faire nostre rapport à la cour. Et generallyment pour euitier ausdits differends, & discorts quant à toutes personnes gens d'église, comtes, barons, & seigneurs, qui pourroient n'auoir esté appelez,

Proces verbal

en leur ordre d'autant, que les roolles anciens sur lesquels on auoit acoustumé, faire pareilles assemblees auroient esté adirez, & par ledit greffier qui ne scait bonnement les preferences d'un chacun, en auroit esté fait un nouveau: Aurions à ceste cause déclaré que ledit appel, quant ausdits abbez, & tous autres ne porteront aucun preiudice à ceux qui n'auroient esté appelez, en leur dite ordre. Et que acte leur en seroit baillé si requerir le vouloient, Et qu'il seroit par nous procedé au fait de ladite publication: sans preiudice desdites preferences. Sauf à en estre puis apres ordonné comme de raison. Et aussi comparut l'abbé saint Vvillemer de Boullongne par frere, Vayron, religieux de ladite abbaye, qui a rapporté que ledit abbé estoit au liêt malade, l'abbé de Clemarets par Jaques Raoul son baillif, & garny de procuracy, l'abbé de Roussanville, par Framery son procureur special, l'abbé de saint Sauue de Montreul, par ledit Framery. L'abbé de saint Andrieu par maistre Anthoine d'Auluergne, procureur special, le prieur de Beussent en personne, les dames de sainte Austreberde de Montreul, par d'Auluergne leur procureur special, les Doyen & chapitre de saint Fremin, par ledit Framery procureur special, Messire Martin marcel, chapelain D'ays, messire Ozias cauchis, chapelain de Herly, tous comparans comme dessus, pour les terres qu'ils ont audit pays de Boullonnoys. Et les personnes & gens d'eglise cy apres nommez, ont esté defaillans. Reuerend pere en Dieu monsieur l'euesque de Therouanne, l'abbé de Longuillers, l'abbé de Dondeauville, l'abbé de Beaulieu, l'abbé de saint Iean au mont, l'abbé de saint Bertin, l'abbé de saint Iosse, l'abbé de Han, l'abbé de Senicourt, l'abbé de Licques, l'abbé de saint Chocques, les chartreux de Neufuille, les religieux de saint Omer, le prieur de Rumilly, le prieur d'Vvast, le prieur de Herly, le prieur de saint Andrieu les aire. Le maistre & administrateur de saint Ingleuert, les dames & religieuses de Blandesque, les doyen & chapitre de Therouanne, les doyen & chapitre de Dourier, les doyen & Chapitre de saint Saulueur, en saint Pol, les religieuses de saint Cornille de Compiengne, tous appelez pour les terres qu'ils ont audit pays. Et defaillans contre lesquels qui ne seroient comparus n'en personne ne par procureur, à tout le moins suffisamment, fondé à la requeste dudit procureur du Roy, aurions donné defauts, Sauf s'ils comparoissent le lundy vingtième iour dudit mois d'Octobre avec declaration, Qu'ou'ils ne comparoistroient ledit iour seroit contre les defaillans donné défaut pur & simple, & procedé à l'adiudication du profit d'iceluy sur le champ, Et comme de raison. Et outre aurions ordonné aux procureurs, & receueurs, de ceux qui seroient comparus comme dessus est dit par procureur qu'ils eussent à faire entendre à leurs maistres que nous aurions ordonné qu'ils comparoistroient audit iour en personne s'ils ne faisoient apparoir d'excuse legitime: Autrement qu'à faute de ce faire seroit procedé à la saisie de leur temporel suiuant lesdites lettres patentes dudit seigneur. Et quant aux nobles & autres gens du second & tiers estats, aussi appelez comme dessus est dit sont comparus comme s'ensuit. Sçauoir pour le comte de saint Pol le procureur du Roy, qui a dit & déclaré qu'iceluy comte estoit tenu du comté de Boullonnoys, & appartenoit audit seigneur par échange fait avec le feu comte de saint Pol, ou ses heritiers, alencontre de Monfort Lamory, Messire Iean Destrees chevalier, seigneur dudit lieu gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, Maistre & capitaine general de l'artillerie dudit seigneur. Baron de Dondeauville, par Anthoine de Heghes, son baillif, François de Saupy, escuyer, baron Dordre en personne pour monsieur le duc de Vendosmois à cause de la baronnerie de Hefdigueul, Loys de Bours, seigneur de Montferrant, gouverneur dudit lieu en personne. Et Anthoine le Volant en personne pour monsieur le comte de Brienne qu'il a dit estre seigneur dudit lieu, lesquels ont protesté que la comparition de l'un ne puisse preiudicier à l'autre. Et que leurs dites presentations fussent sans preiudice des droits pretendus d'une part, & d'autre: ce que leur auôs accordé & ordonné qu'ils auroient respectiuemēt acte de leurs dites protestations, si bon leur sembloit, messire François de Maulde, chevalier, baron de Colembercq en personne. Pierre de la pasture, escuyer, baron de Courfer en personne pour la baronnerie de Disacre: le procureur du Roy disant que le Roy la fait saisir, à quoy nous l'auons receu, sans preiudice toutes-fois des droits qui pourroient appartenir à celuy sur lequel a esté faite ladite saisie, Messire Philippes de Crequy, chevalier, seigneur de Beruieulles par maistre Nicolle de Goigny son procureur & receueur qui a affirmé que sondit maistre estoit au liêt malade. Dame Godrolliefue le tentellier, dame Datin pour la terre de Londesfort, Goufauonnerie de Boullonnoys, par Vvallerand Fournel son procureur. Anthoine du Moulin, escuyer, mareschal de Boullonnoys en personne, Jaques le François, seigneur, bouteiller de Boullonnoys en personne pour la chastellenie de Thingry, & Hucquelie-re, lesdits Loys de Bours, Et Anthoine le vollant, gouverneurs desdites terres pour mondit seigneur

gneur le duc de Vendosmois, Et le comte de Brienne, lesquels auons receus avec semblables protestations que dessus touchant la Baronnerie de Esdigueul, ledit seigneur Destrees, pour ses terres & seigneuries Dausque, Neufuille & autres en Boullonnoys, par ledit de Heghes, messire Charles de bonueu, cheualier, comte de Melque pour la principauté de Hodic par maistre Nicolle berfin, & ledit Fournel ses procureurs qui ont dit que ledit seigneur comte est au seruice de l'Empereur. Madame Ieanne de hornes, vicomtesse de Gand, pour les terres & seigneuries de Frencq Heubeffen, & autres en Boullonnoys, par Ferry le Greffier son bailly, & le receueur desdites terres qui ont déclaré ladite dame ne pouuoir comparoir pour son ancien aage, messire Oudart du Byés pour les terres & seigneuries de Hocquinghen & Eschinghem par ledit Frenet, son procureur, bailly desdits lieux, Claude de Hammes seigneur dudit lieu, baron de Bouchault en personne, messire Iaques de Moulchy, cheualier, seigneur Dagueffen par Antoine Dauuergne son procureur especial, messire Iaques du Byés, cheualier, seigneur de Boncourt en personne, messire Iean de clere, cheualier, seigneur dudit lieu au nom & comme ayant le gouvernement de Oudart, seigneur de Fouqueselle, à cause de sa terre, & seigneurie de Rubergles, enclauée en partie au comté de Guisnes, en personne, messire Georges de Courtignon, cheualier, commandeur de Loisson, par Charles pienquet son procureur, messire Martin de Bournonuille, cheualier, seigneur de Chasternoz pour sa terre & seigneurie de Verboys par ledit Pienquet son procureur, Gallas du Tertre, escuyer, seigneur de Bouffon, & du Tertre en personne & Anthoine du Tertre, escuyer pour son droit esdites terres aussi en personne Nicolas de saupy, escuyer, seigneur de Rebrenghes par Fournel son procureur, Robert de Frameselles, escuyer, seigneur dudit lieu par Iaques Roche son procureur, qui a dit que ledit de Frameselles est prisonnier à Paris, Anthoine de Bernamont, escuyer, seigneur dudit lieu en personne. Damoiselle Philippe le grand, vefue de feu noble homme Loys de Lys, seigneur de sainct Aulbin, pour ses terres de Questocquetoye & autres en Boullonnoys, par messire Anthoine de Longueuille prestre son procureur, qui a affermé estre absente à la cour. Loys de Boure, escuyer, seigneur de Montflon en personne, François de Rubergles, escuyer, seigneur de Questinghen & Cluses en personne, Loys Disque, escuyer, seigneur dudit lieu, par maistre Charles de rolers son procureur & entremetteur, Iosse de Hemont, escuyer, seigneur de Dales en personne, Philippe Daigueuille, escuyer, seigneur de Herfelames & du Fayhel en personne, Loys du Tertre, escuyer, seigneur Descufan en personne, Iean de Lespaule, escuyer, seigneur Desprez en personne, Bry Disque, escuyer, seigneur de la Mothe, Disque en personne, Christofle de Hirdreghen, escuyer, seigneur dudit lieu & de Maisoucelles par procureur. Damoiselle Ieanne de Beniguethim dame de Haneueu par Pienquet son procureur, Pierre de Thubeauuille, escuyer, seigneur de Scelles par Oudart de Thubeauuille son fils aisné, Iean de Quesnoy, seigneur dudit lieu & de Resty en personne, Ferry le Greffier, escuyer, seigneur de la Graue & de Pitefault en personne, Oudart Rouffel, escuyer, seigneur de la Cauchy en personne, Iean de Thubeauuille, escuyer, seigneur de Pinguethim en personne, Guillaume de Louigny, escuyer, seigneur des Trielles en personne, Iean Disquemue, escuyer mineur d'ans par monsieur l'abbé de nostre Dame en Boullonnoys son oncle, Iean de Poucques, escuyer, capitaine, du mont Hulin, en personne, Iean, seigneur de Rocquethim en personne, Anthoine Costart, escuyer, seigneur de la Riuiere, mineur d'ans par ledit de Hubergles, seigneur Descluses son beau-pere, Iean de la Fresuoye, escuyer, seigneur de Berthulaire en personne, le seigneur de Cault, & de Perues en personne, le seigneur des Barreaux en personne, le seigneur Dœufs en personne, Adrien de Bethencourt, escuyer en personne, Iean de Vvurre, escuyer en personne, le seigneur de Baduic, par procureur, qui a déclaré que ledit seigneur estoit malade, le seigneur Delecourt en Segueres en personne, le seigneur de Beaucourroy, par Anthoine Dauuergne son procureur, Adrien de Longfosse, escuyer, seigneur de la Salle en personne, Anthoine de Longfosse, escuyer par Philippes du Saultrouer, seigneur du Pruel, pour ledit de Longfosse, & luy en personne pour la terre & seigneurie de Seulecque, Iean de Camoisson, escuyer, seigneur de Thubeauuille en personne, Charles de Camoisson, escuyer, vicomte Doupehen en personne, le seigneur du Puffelart en personne, Anthoine du Bleffel, escuyer, seigneur dudit lieu en personne, le seigneur de Baillon en personne, Augustin Guifelin, escuyer pour sa terre du Rieu, Mathieu le Brient, escuyer, seigneur de Guehen, par Thomas de Crepieul son procureur, Charles Pienquet, tuteur, & seigneur du Rosel, Iean du Fourmauoir, seigneur dudit lieu en personne, Anthoine Roze, dit du Boys, Befnart pour ses fiefs en Boullonnoys en personne, le seigneur de Gypethus en personne, ledit Vallerand Fournel, au nom & comme tuteur des

Proces verbal

enfants mineurs d'ans de feu Hector, de Parenty, en personne, maistre Anthine le Sueur, disant estre comparu pour nous presenter certain cayer contenant les noms & surnoms de tous ceux qui sont suiets au ban & arriereban, du pays de Boullonnoys. Auquel auons enioint faire deuëment verifier & certifier le contenu audit cayer & le nous rapporter ainsi verifié ledit iour vingtième de ce present mois d'Octobre, le bailly de Boullonnoys, Oultreaue, Vvissent, & Londrefort par maistre Iosse de la Plancque, lieutenant dudit bailly. Le bailly Destappes, dit du Chocques & Bellefontaine par maistre Augustin, Vvillecot, & Nicolas Gauiel, lesquels & chacun d'eux se sont dits lieutenant dudit bailly Destappes, a quoy les auons receus suiuant leurs protestations sans preiudice des droits par eux respectiuellement pretendus, le bailly de Desurene par Claude Vvicquet son lieutenant, les maieurs, & escheuins de Boullongne, par Iaques larde maieur d'icelle dite ville, les maieur & escheuins Destappes, par Ferry, Gressier, maieur d'icelle ville, les maieur, & escheuins, de Desurene, par Simon du Vvicquet, lesquels maieur, & escheuins nous ont presenté chacun en droit soy certains cayers de papier esquels ils nous ont affermé estre contenuës, & escrites les coustumes locales desdites villes. Auquels nous auons enioint de faire dedans ledit vingtième iour de ce present mois d'Octobre, assembler à l'hostel de chacune desdites villes certain nombre de bourgeois & manans, en chacune d'icelle villes. Pour en leur presence faire lire, arrester, & certifier lesdites coustumes locales. Et audit iour estre rapportees par deuant nous, signees, & certifiees deuëment. Et apres inferees par chapitres separez dedans le liure, & cayer desdites coustumes generales dudit pays de Boullonnoys, Et oultre auriôs ordonné aux procureurs de ceux qui estoiet cõparus par procureur qu'ils fissent entẽdre à leur maistre qu'ils eussent à comparoir en personne, ledit iour xx. de ce present mois, fils n'auoiët excuse ou empeschemët legitime, dont ils se sont tous chargez respectiuemët. Et cõtre les personnes cy apres nõmees, auriôs à la requeste dudit procureur du Roy, doné defaut, sauf fils comparoissoient dedans ledit iour vingtième de ce present mois, avec telles & semblables declaratiõs, & intimatiõs que dessus, sçauoir est messire Anthoine Blondel, cheualier, baron de Bellebronne, Loys Dailly, escuyer, baron de Banguethim, messire Loys Dorbecq, baron de Thieubronne, monsieur de Creuecueur, baron Dangodsent, madame Marie de Luxembourg, comtesse Desguemont, pour la baronnie de Lyanne, de Laulnoy sainct Daustouc, conestablie de Boullonnoys, ladite dame comtesse Desguemõt, pour la chastellenie de Fienes, messire Ambroisse de Besghes, cheualier, pour la chastellenie & seigneurie de Longuilliers, le seigneur de Laleu, pour la chastellenie & seigneurie de Belle, messire Nicolas de Mouchy, cheualier, seigneur de mont Caurel, messire Robert Demontmorency, cheualier, seigneur de Vvismes, pour sa terre & seigneurie du pont de Bricque & autres en Boullonnoys, messire Iean de Launoy, cheualier, seigneur de Moruillers, pour ses terres & seigneuries de Nedonchel, Ligny, Vvestichen, leurs appartenances, & dependances, enclaeues en Arthoys, Iaques de Rochebaron, escuyer, baron de Zelthin, le seigneur de Lignon, le seigneur de Bournouille, messire Iean de sainct Omer, cheualier, seigneur de Morbecque, pour ses terres & souuerain moulin & Vvuille, Iean de sainct Andegonde, escuyer, seigneur de Sceeles & basnighen, Raoul de Flechin, escuyer, seigneur de Journy & de Tours, le seigneur de Sempy, le seigneur de Vverringthin madame Lamberde de bruneu, comtesse du Roeux, pour la terre de Fermessen & autres en Boullonnoys, messire Iean de la Riuiere, cheualier, seigneur de Villers, pour sa terre de Grant moulin, Iean de Bournouille, escuyer, seigneur Dourmehen, François Dostoue, escuyer, seigneur du Rout, pour ses terres & seigneuries Doffrethim, & Ost oue, Pierre Destoue, escuyer, seigneur de Claulieu, Iean Desmarquetz, escuyer, seigneur de Helloy, pour ses terres de Berguectes, Baduic & autres, Oudart de Bournouille, escuyer, seigneur de Capres, messire François de Hodic, cheualier, seigneur de Tourteuille, Iaques Dagueuille, escuyer, seigneur de Halebercq, Iean Demiembre, escuyer, seigneur dudit lieu, Charles de Hodicq, escuyer, seigneur de Nocq, Iherosme de Maulnay, escuyer, seigneur de Bilgue, Philippes du Moulin, escuyer, seigneur de Cormont, messire Adrien de la Cloye, cheualier, seigneur d'Vvurre, Iean de la Mothe, escuyer, seigneur de sainct Martin, damoiselle Ieanne de Manneuille, damoiselle Iacqueline du terre, dame de Neuf chastel, damoiselle Ieanne de Bilque, dame de la Haye, François du Crocq, escuyer, seigneur du Hil, Loys Disque, escuyer, seigneur de Modnier, Nicolas de Courteuille, escuyer, seigneur de Hodicq, Iean de la Haye, escuyer, seigneur Dalingthin, Amé de Beubers, escuyer, seigneur Derquy, damoiselle Magdaleine de la Potherie, dame de sainct Morice, Anthoine de Quanne, escuyer, seigneur de Champagne, Iaques de la Folye, seigneur de Haultesombres, Gabriel Bourdez, escuyer, seigneur, preuost de Quesque, Pierre de Bernes, escuyer,

escuyer, seigneur dudit lieu, Jaques de Moulchy, escuyer, seigneur du Rieu, Jean de Senlys, escuyer, seigneur de Longueville, Anthoine marchand, escuyer, seigneur de Lespinoy & du Porre. Adrian de saint Andegonde, escuyer, seigneur de la Mothe, Jean de la Vvespure, escuyer, seigneur de Lyembronne, Charles de poix, escuyer, seigneur de Bauthim, Ioachin de Boncourt, escuyer, seigneur de L'encloz, Vvallerand de Hardenthim, escuyer, seigneur de Tourteanville, Charles de Vvauloens, escuyer, seigneur de Iaulnelee, Jean de Colomby, escuyer, seigneur de Laelles, Esmond de Loudefort, escuyer, seigneur du Fart, Loys blondel, escuyer, seigneur de Montrobert, le seigneur de la Verte-voye, Nicollas de Tilly, escuyer, seigneur Desclimer, Damoiselle Jeanne Greuet, dame de la Houffoye, Damoiselle Anthoinette de Saily, dame Dananues, Jean de la Moliere, seigneur de la Boulloye, le seigneur de la Remondrie, le seigneur de Vvingthim, le seigneur de la Becque, Anthoine Lecheuistre, le seigneur de Bougauldin, le seigneur de Fermehen, Jean l'homer pour sa terre de Quehen pres Herly. Ce fait aurions ordonné aux personnes presentes à ladite assemblée cy dessus nommee, qu'ils eussent à eux trouver en ladite ville de Boullongne, & audit lieu & sale de la seneschaucee, ledit iour vingtième de ce present mois, auquel iour nous aurions continué ladite assignation, & ce sur les peines dessusdites. Aurions aussi ordonné que toutes les personnes demourans en plusieurs terres dudit pays de Boullonnoys enclauées dedans le pays d'Arthois, seroient adiournees avec les intimations à ce requises, pour se trouver en ladite ville & audit lieu, ce dit iour vingtième de ce dit present mois pour les causes que dessus. Et ledit vingtième iour dudit mois d'Octobre, aurions esté en ladite salle de ladite seneschaucee, accôpaignez comme dessus. Et auquel lieu se feroit aussi trouvé messire Jean de mouchy, cheualier, seigneur de Senarpont, gouverneur, & lieutenant general pour le Roy audit Boullongne, & bailly d'Amyens, fait de chef appeler par ledit greffier toutes lesdites personnes cy dessus nommees. Tant ceux qui auroient cy deuant comparus, que les defaillans, lesquels auroient tous comparus en personne, ou par leurs baillis & procureurs fondez de procurations specialles, contenans les causes de leurs empeschemens, excepté les personnes cy apres nommees. Sçavoir est l'abbé de saint Augustin, l'abbé de Chocques, Pierre quinerit, seigneur de la Becque, le seigneur de Vvinctum, Jean de la Mouliere, Anthoine lescheuistre, contre lesquels à la requeste dudit procureur du Roy aurions donné défaut pur & simple: Et suiuant nostre derniere ordonnance adugeans sur le champ, le profit & vtilité d'iceluy, aurions déclaré que procederions à la reformation, arrest & publication desdites coustumes generalles, tout ainsi que si lesdits defaillans estoient presens, & nonobstant leur absence. Et quant à la requeste dudit procureur du Roy, tendant à ce que pour la contumace desdits defaillans, fust contre eux procedé à ladite saisie de leur dit temporel & biens immeubles, suiuant lesdites lettres patentes dudit seigneur, Aurions ordonné que ledit procureur du Roy mettra par deuers nous sa dite requeste, & demande par escrit. Ensemble les exploits faits, alencontre desdits defaillans, Et tout ce que bon luy semblera, pour le tout veu en estre ordonné comme de raison. Et quant ausdites coustumes locales, lesquelles suiuant ce qui auroit esté ordonné par nous, à la derniere assemblée nous auroient esté rapportees par les maieur & escheuins desdites villes, bien & deuément verifiees, & certifiees, nous les aurions fait mettre és mains dudit greffier pour les faire escrire par chapitres apart & separees, au cayer desdites coustumes generalles, pour avec icelles estre semblablement enregistrees. Et pour l'heure tarde, aurions continué & remis ladite assemblée à deux heures de releuee. A laquelle heure apres auoir remonstré qu'il estoit besoin, & requis de bien aduiser, & entendre à rendre lesdites coustumes les plus conformes à raison & equité, Et aussi plus claires que faire se pourroit, pour le bien, profit & soulagement, tant generallement que particulierement d'un chacun, aurions en la presence des dessusdits, par ledit greffier fait commencer la lecture du cayer, où estoient contenues, & escrites lesdites coustumes generalles dudit pays de Boullonnoys, & par rubriques ainsi qu'elles sont escrites & inserees audit cayer. Et sur le cinquième article faisant mention du nombre des barons dudit pays. Et du relief par eux deu au Roy, a esté dit & déclaré par le procureur dudit abbé de Samer, que la seigneurie de Bernieulles estoit tenuë & releuoit dudit abbé. Et par ce que ledit seigneur de Bernieulles auroit esté appelé au nombre & ranc desdits barons. Et que par ledit article estoit porté qu'iceux barons relieuent du Roy, sembleroit que ledit seigneur de Bernieulles deust aussi releuer du Roy, à ceste cause protestoit que ledit appel entre lesdits barons, ne luy peut preiudicier. Et par ledit seigneur de Bernieulles auroit esté dit & déclaré, que la verité

Proces verbal

estoit que ladite seigneurie estoit tenuë & releuoit dudit abbé, & ne le vouloit empêcher, & que toutes-fois il auroit accoustumé d'estre tousiours appelé au nombre desdits barons. A quoy aurions ordonné que lesdites parties auroient respectiuellement acte de leursdites protestations, & declarations pour leur seruir, ce que de raison. Et que ladite reformation, & declaration de coustumes se feroit sans preiudice de leurs droits quant à ce. Au xv. qui est en la rubrique des droits appartenās aux barons, &c. A la remonstrance des prelates & nobles, ont esté adioustez ces mots, lesquels seigneurs ayans cinq hōmes de fief, ont route iustice, haute, moyēne & basse. Et les droits y appartenans sur le xxxiii. qui est au chapitre des crimes & forfaits apres auoir esté par nous remonstré que par tout le Royaume de France, mesmes es lieux & pays où confiscation n'a lieu, se gardoit qu'en crime de leze maieité ladite confiscation auoit lieu. Et qu'en aucunes coustumes nouvellement arrestees, & publiees, ledit crime auroit esté speciallement excepté, Et ce pour oster du tout la racine dudit delit si pernicieux, d'autant que les peres voyans par ledit delit, leurs enfans estre priuez de tous & chacuns leurs biens seroient plus deterrez de commettre iceluy delit, par-ce que bien souuent les parens ont autant ou plus de crainte & terreur de la peine qui s'inflige à leurs enfans que de celle qui s'inflige à eux mesmes. Et apres plusieurs autres remonstrances par nous faites à la requeste des nobles, ledit article a esté remis au lendemain. Et depuis accordé, comme dit est cy apres.

Sur le xxvi. aux remonstrances, aussi par nous faites, a esté accordé que ceste clause seroit adioustee, pourueu que celuy lequel apres sa mort aura esté trouué estre mort ladre, en ait eu durant sa vie quelques apparences & signes exterieurs, & en ait esté soupsonné.

Sur le xxi. a esté par nous remōstré qu'il seroit bon d'adiouster, que celuy qui arracheroit les bornes, les feroit remettre à ses despens, ce qui auroit esté accordé par tous.

Au xxxii. ordonné qu'au lieu de ces mots, seigneurs preuoisins, sera mise ceste clause, seigneurs hauts iusticiers, excepté le Roy & ses officiers, qui pourront exploiter en la maniere accoustumee.

Sur le xxxiii. sera adiousté, que les seigneurs pourront si bon leur semble, faire garder contre les delinquans en leurs boys, les peines contemues es ordonnances du Roy, alencontre des larrons & coupeurs de ses boys.

Le xxxv. a esté remis au lendemain pour la diuersité des opinions. Et depuis a esté accordé, comme il est dit cy apres.

Sur le xxxvi. ordonné, q̄ le nōbre de cinquāte bestes, sera remis à xxv. Et sera adiousté sans preiudice à ceux qui auroiēt conuention, & pactiō au cōtraire, ou iouyffance deuēment prescrite.

Au xxxvii. sur les remōstrances faites par les gēs d'eglise. Et apres aussi plusieurs cōtestatiōs faites au cōtraire par les nobles, & gēs du tiers estat, a esté finablement accordé qu'il sera mis audit article, q̄ les seigneurs, & leurs suiets, ne pourrōt faire pasturer leur bestial dedās leurs terres subiettes à disme, iusques à ce qu'iceux gēs d'eglise ou autres ayās droits de dismes, ayēt fait enleuer leursdites dismes. Et où aucuns feront le contraire, seront condempnez à la restitution du dōmage fait aux gerbes delaissees pour ladite disme, & en amēde telle que de raison: laquelle restitution sera baillee à celuy à qui appartient ladite disme & l'amēde au seigneur du delinquant, pourueu toutes-fois q̄ lesdits gens d'eglise & autres ayās droit d'icelles dismes serōt tenus dedās trois iours à cōpter du iour q̄ les seigneurs, & proprietaires desdites terres, aurōt fait lier, & mener en leurs maisons ce qui leur appartient, serōt tenus aller ou enuoyer querir leursdites dismes.

Sur le xlv. sera adiousté, que les seigneurs prendront oultre ledit feurage droit de gambage sur les brasseurs, qui est de quatre lots pour chacun brassain.

Sur le quarante-septième, a esté accordé, qu'au lieu du double de la rente du surcensier sera mis le simple, à la charge toutes-fois que lesdits surcensiers, & surcottiers, seront tenus eux faire reconnoistre par les seigneurs dedans trois moys du iour du bail à eux fait, sur peine de soixante sols parisis d'amēde à appliquer ausdits seigneurs. Depuis par les gens du tiers Estat & nobles auroit esté le contenu cy dessus debatū, & accordé, finalement comme il est dit cy apres.

Et le lendemain xxx. dudit moys estās assemblez audit lieu, auriōs par l'aduis & deliberation de toute l'assemblee, créé, & ordonné trois procureurs pour dire & remōstrer, pour le tiers estat, tout ce qu'ils verroient estre raisonnable. Sçauoir est, maistre Jaques du Rien, Jean Berling, & maistre Jean de Couppez, aduocats en ladite seneschauce. Ausquels auriōs fait faire le sermēt en tel cas requis. Ce fait sur le xxxiii. article, qui auroit esté remis comme dit est: nous ont dit & déclaré lesdits nobles, & aussi tout le reste de ladite assemblee que non seulement accordoient, mais

mais requeroient pour la feureté du Roy & de son Royaume, qu'audit article fust mis, excepté en crime de leze maïesté diuine, & humaine, en premier chef, sçauoir est contre le Roy, & son Royaume.

Sur le xxxv. qui auroit esté aussi remis, a esté accordé que pour beste blanche se payeroit vn denier, Sçauoir vne maille par le vendeur, & autant par l'acheteur : pour beste cheualline, beuf, ou vache quatre deniers, par le vendeur, & autant par l'acheteur.

Sur le quarante-septième & cinquantième pour la diuersité d'opinions, entre gens d'eglise & nobles d'une part. Et gens du tiers estat d'autre, lesquels se seroient opposez ausdits articles entant que par ledit quarante-septième estoit porté, qu'il seroit payé pour relief, par le surcotier le double de la vente par luy deuë. Et par ledit cinquantième qu'en cottiere sera payé aux seigneurs pour droits seigneuriaux le tiers & retiers, Aurions ordonné que les procureurs des gens desdits trois estats bailleront par escrit les causes de leurs oppositions dedans trois iours, qui seront communiqees ausdits gens d'eglise, & nobles trois iours apres pour y respondre à la huitième ensuiuant: mettront & produiront d'une part & d'autre par deuers nous dedans le lendemain de la sainct Martin, tout ce que bon leur semblera, pour à nostre rapport ou l'un de nous en estre ordonné par la cour, comme de raison. Et depuis ont esté lesdits articles accordez comme il est dit cy apres. Et neantmoins auroit esté des-lors accordé, qu'audit cinquantième article sera adiousté qu'en matiere d'eschange, au cas que ledit échange se fera but à but, sans foulde & sans fraude, sera seulement deu relief aux seigneurs sans aucuns droits seigneuriaux. Et si y a deniers baillez & bource desliee, seront oultre le relief qui se payera par chacune desdites parties, payez droits seigneuriaux au pro rata des deniers baillez, & par celuy qui les aura desboursez.

Sur le cinquante-huitième, sera adiousté que les escleches & desmembremens de fief, seront tenus par les propriétaires à pareils droits, & preeminences qui competent au fief principal. Et aussi à pareille iustice si lesdits propriétaires ont hommes iusques au nombre requis pour icelle exercer.

Sur le soixante-troisième, a esté accordé qu'il sera adiousté que les puisnez ne payeront aucun relief, à leur aîné pour leur portion du quint à eux appartenant: Mais eux venus en aage, seront tenus faire la foy & hommage à leurdit aîné, ou autre seigneur des quatre parts. Et aduenant la mort desdits puisnez, leurs heritiers seroient tenus de releuer dudit seigneur, des quatre parts de tel relief que le corps principal du fief. Et sera tenu ledit aîné, faire diuision, & separation dudit quint à lesdits freres puisnez, à despens cōmuns. Et où ledit aîné seroit refusant ou delayât de faire ladite separatiō, lesdits puisnez iouyrōt par indiuis de leurdit quint, avec leurdit aîné iusques à ce que ladite diuision, & separation soit faite à communs despens, comme dit est.

Quant au soixante-neufième apres auoir par nous remonstré, qu'il estoit fort rude, & contre tout droit que les puisnez ne prennent aucune chose aux rotures, & cottieres, auroient les nobles accordé que le frere aîné seroit tenu bailler ausdits puisnez, la iuste valeur du quint desdites rotures, en deniers ou rente rachetable au denier seize, lesquels deniers lesdits puisnez seroient tenus employer en heritages sortiffans pareille nature & condition, ce qui auroit esté empesché par les gens du tiers estat. Et apres auoir ouy les raisons d'une part & d'autre aurions ordonné que ledit article demoureroit comme deuant. Et depuis auroit esté conclud ainsi qu'il est dit icy apres.

Au septante-deuxième, adiousté le pareil quant aux meubles, comme des acquests.

Au septante-quatrième, accordé qu'il sera adiousté que l'heritier pourra si bon luy semble, auoir les blancs boys, granges, & estableries dont mention est faite audit article pour la iuste valeur & estimation.

Au septante-huitième, à nostre remonstrance, a esté accordé que le bail durera quant aux masses, iusques à ce qu'ils ayent atteint le quinzième an de leur aage. Et quant aux filles l'vnzième. Et le mesme aussi, quant au octante-septième.

Sur le xcix. a esté à nostre remonstrance accordé qu'il y sera adiousté, que quant aux acquests faits durant & constant le mariage la femme ne prendra aucun droit de douaire sur la part appartenant aux heritiers de son feu mary.

Sur le cxx. aussi à nostre remonstrance de la consequence de bailler aux mineurs faculté de vendre leurs immeubles sans solennité, a esté accordé qu'il sera mis audit article, que les mineurs de vingt-cinq ans ne pourront vendre n'aliener leurs immeubles, sans auctorité de iustice & solennitez à ce requises & gardees.

Proces verbal

Et le vingt-deuxième iour dudit mois, cōtinuans la lecture desdites coustumes, a esté accordé qu'au lieu des six-vingts-douze & six-vingts-treize articles, les cent dix-neuf, cent articles estans en la vieille coustume, seront mis seldites coustumes ainsi qu'ils sont de present, adioustant suiuant la requeste & remonstrances verbalement faites par le procureur du Roy, & à nous baillees par escrit, signees dudit procureur du Roy, & d'une grand partie desdits estats ces mots sans preiudice des anciens enclos, qui de leur nature sont francs. Et dont les proprietaires ont acoustumé, de iouir, lesquels demoureront en leur franchise acoustumee sans que personne y puisse pasturer en quelque temps de l'annee que ce soit. Et oultre que quāt au quint de son fief que chacun peut clorre, sera mis pour en iouyr franchemēt par eux, leurs censiers & receueurs. Et oultre sera adiousté quant aux prez, que chacun sera tenu s'il n'a priuilege ou iouissance deuēment prescrite de tenir ses prez francs en tout temps de faire faulcher, & despouiller ses prez à la saint Pierre entrant Aoust, & non plustost s'il ne luy plaist. Et ledit iour saint Pierre passé, vn chacun pourra mettre qui voudra son bestial paistre & pasturer dedans iceux, encore qu'ils fussent fauchez. Et aussi si plustost sont fauchez ladite fauche faite, & les foins serrez, chacun qui voudra y pourra semblablement faire pasturer son bestial.

Sur le cxi. à nostre remonstrance a esté accordé, qu'il y sera adiousté, que le renonçant à l'heritage, partie presente ou appelee, sera tenu rendre iceluy heritage en aussi bon estat & valeur qu'il estoit au temps de la prinse.

Et la lecture des articles de ladite coustume paracheuee, nous aurions remonstré, que quant aux articles quarante-sept & cinquante, qui auroient le iour precedent esté remis à la cour, seroit le bien, vtilité & tranquillité d'un chacun, tant en general qu'en particulier de les vuyder amiablement, pour euitier à la multitude des proces qui en pourroient suruenir tous les iours, & aux frais d'iceux. Et apres auoir mis en auant quelques expediens qui nous sembloient iustes & raisonnables, & auoir demandé l'aduis à vn chacun, finalement a esté accordé, que pour les droits seigneuriaux des choses feodales, sera seulement payé le quint denier sans requint, encores qu'il fust dit francs deniers. Et pour les cottieres & rotures le quart denier au lieu du tiers aussi sans aucun requart, & pour le relief des surcottieres & surcensés, au lieu du double de la rente deuē par le surcottier qui souloit estre payé, sera seulement payé pour ledit relief, le simple d'icelle rente. Et aussi que tous acquereurs, donataires & nouueaux tenanciers, seront tenus quatre mois apres l'acquisition par eux faite, à compter du iour d'icelle acquisition à quelque tiltre que ce soit notifier, au seigneur leurs acquisitions, & payer les droits par eux deus sur peine de soixante sols parisis d'amende, en ce non compris, toutes-fois les rentes constituees à pris d'argent. Et pourront ledit temps passé, lesdits seigneurs faire poursuite de leursdits droits si bon leur semble par action, & ainsi qu'il appartiendra par raison.

A esté aussi accordé sur le cent-vingt-vnième article, apres auoir de rechef repeté, les remonstrances par nous faites, à la lecture dudit article que des vingt ans dont mention est faite en iceluy article, sera desduit le temps de minorité, & hostilité qui aura esté telle que durant icelle on n'aura peu agir ne defendre. Et aussi que pour paruenir à ladite prescription, faudra pour le moins alleguer tiltre suffisant & vallable pour prescrire & prouuer sa iouissance sans toutes-fois que celuy qui alleguera ledit tiltre, soit aucunement tenu d'en verifier.

Semblablement, a esté accordé par tous les nobles ayans esgard aux remonstrances par nous faites sur le soixante-neufième article, portant que les puisnez ne prendront aucune chose es cottieres, & rotures que ce qui auroit esté vne fois accordé, pour toutes gens de quelque estat qu'ils fussent. Et depuis discordé & empesché par le tiers estat aura lieu. Et sera d'oresenauant gardé, & obserué entre tous les nobles. Sçauoir est que quant aux heritages cottiers & roturiers le fils aîné & heritier de l'homme noble, sera tenu bailler à ses freres puisnez, ou en defaute de fils, la fille aînee la iuste valeur & estimation du quint desdits heritages cottiers en rente rachetable au denier seize, ou en deniers contēns, lesquels ou ceux qui procederont de ladite rente quand elle sera rachetee, seront tenus lesdits puisnez employer en heritage sortissant pareille nature & condition.

Ce fait aurions fait nommer & deputer par chacun desdits trois estats certain nombre de personnes, pour signer le cayer desdites coustumes apres qu'il auroit par nous esté reueu & reformé selon ce que cy dessus est dit & déclaré. Et pour les gens d'eglise auroient pour ce faire esté nommez & deputez, messieurs l'abbé de nostre Dame, & de saint Vvillemēt. Pour les nobles, monsieur le baron D'ordre, les seigneurs de Iournal Desuffan. Et pour le tiers Estat, maistre Iaques du Rieu, Jean verling, & Jean de couppez, qui

qui auroient esté cy dessus esleus pour procureurs pour ledit tiers estat.

Et finalement apres ladite lecture & publication ainsi faite nous commissaires susdits aurions en vertu du pouuoir a nous donné, par ledit seigneur & seldites lettres patentes, ordonné que lesdites coustumes ainsi que dit est arrestees & publiees, apres qu'elles auront esté signees des deputez pour-ce faire seront avec noz proces verbaux enregistrees, és registres de la seneschauce pour estre d'oresenauant gardees, & obseruees, comme loy, statut & edict perpetuels & irreuocables, faisans inhibitions & defences aux personnes susdites, & à tous autres generalmente de quelle qualité & estat qu'ils soient d'aleguer ou souffrir estre alleguer autres coustumes contraires ou defrogantes à icelles. Et à tous iuges, officiers du Roy, aduocats, praticiens & toutes autres personnes de faire ou ordonner d'oresenauant pour la verification desdites coustumes ainsi que dit est arrestees & publiees aucune preuve par tourbe ou tesmoins particuliers, ains seulement par extrait desdits registres deuëment fait & signé le tout, toutes-fois sans preiudice des oppositions & protestations dont cy dessus a esté faite mention. Et aussi des coustumes locales lesquelles par nostre ordonnance auroient esté cy deuant verifiees, & apportees par les Maieurs des villes de loy de cedit pays pour estre inferrees apart. Et par chapitres separees au cayer desdites coustumes generalles, aucunes desquelles à la requeste du procureur du Roy nous aurions reformees, entant que touche les amendes du fol appel, lesquelles de soixante liures parisis comme estant la somme excessiue nous aurions moderees & remises à soixante sols parisis qui est l'amende ordinaire, garde, & obseruee aux autres cours & sieges dudit pays. Et quant aux coustumes locales de Desurene, en aurions osté plusieurs articles, par-ce qu'ils nous auroient semblé estre plus priuilege que coustume. Et aussi aux coustumes de ladite ville de Boullongne en ce qu'il est porté, que pour quelque delict que ce soit, Il n'y a confiscation que de corps. Aurions suiuant ce qui auroit esté arresté par la coustume generale du pays excepté le crime de leze maiesté diuine & humaine, en premier chef. Sçauoir contre le Roy & son Royaume. Et à laditte coustume de Desurene, entant qu'il est porté que chacun peut renoncer à l'heritage par luy prins, payant les arrerages par luy deus iusques au iour de la renonciation. Auons adiousté aussi suiuant ce qui auroit esté accordé en l'assemblée generale pour pareil cas, Que celui qui veut renoncer audit heritage le doit delaisser en aussi bon estat qu'il estoit lors de la prinse. Et par-ce que alencôtre des coustumes locales, de la chastellenie, & seigneurie de Fyennes à nous presentees, par les officiers dudit lieu, pour estre inferrees comme les autres coustumes locales separement & apart au cayer desdites coustumes generalles. Le procureur du Roy en ladite seneschauce, auquel icelles coustumes par nostre ordonnance auroient esté communiquees pour dire ce que bon luy sembleroit, pour consentir ou dissentir, l'insertion desdites coustumes locales audit cayer desdites coustumes generalles, auroit iceluy procureur dudit seigneur formé & baillé plusieurs debats. Nous aurions ordonné que lesdits debats, auant que faire droit sur ladite insertion, seroient monstrez & communiquez audit seigneur, & dame de ladite seigneurie de Fyennes où leursdits officiers dedans trois iours bailleroient lesdites parties respectiuellement de huitaine en huitaine, defences, replicques, & dúplicques produiroient d'une part & d'autre à la quinzaine ensuiuant tout ce que bon leur sembleroit, bailleroient contredits & saluations dedans le temps de l'ordonnance si bon leur sembloit pour ce fait, & rapporté par deuers nous en estre par nous ordonné ou par la cour de Parlement à nostre rapport, comme de raison. Et les choses dessusdites ainsi faites, les an & iours que dessus aurions fait faire deux cayers desdites coustumes, lesquels nous aurions signez & fait signer par les personnes deputez par lesdits estats, pour icelles signer, l'un desquels aurions prins pour porter à la cour de Parlement. Et l'autre laissé au greffe de ladite seneschauce pour és registres d'icelle le tout faire enregistrer, en tesmoins desquelles choses susdites nous auons signé ce present proces verbal. Et fait signer par ledit greffier.

Signé Dupré.

Aymery & du Rhieu.

TTT iij .

La premiere publication des coustumes

GENERALLES DE LA COMTE D'ARTOIS,

redigees & accordees par les Estats du comté à Arras, L'an mil cinq cens neuf, sous l'auctorité de l'Archiduc d'Autriche, comte de Flandres & d'Artois, du temps que lesdits comtes estoient selon leur ancienne origine du ressort du Parlement de Paris.

Des droits des seigneurs tant fonciers, viscontiers comme de la haute iustice. Article premier.



Le seigneur foncier à cause de sa seigneurie, qui est basse iustice, a connoissance de iudicature par ses hommes cottiers, de tout ce qui cōcerne la defaisine & saisine des heritages de luy tenus & mouuans. ii.

Le seigneur n'a point de connoissance, cohertion & iudicature de delicts, dont l'amende excède cinq sols, fors en l'infraction de sa iustice, dont l'amende est de soixante sols parisis. iii.

Le seigneur foncier a droit de forage tel que de deux lots du fons de vin, ou autres breuuages qui se vendent à detail és lieux de son tenement. iiii.

La iustice de vicomté s'estend és flos, flegars, chemins & voiries estans alencontre des tenemens de son fief. En façon que si les heritages d'un costé ou d'autre sont à luy tenus, telles voyes & chemins & ce qu'il en croit & tout le droit de iustice & seigneurie d'iceux luy appartiennent. Et si les heritages de l'un des costez sont tenus seulement dudit seigneur viscontier de la iustice, s'estend à la moitié seulement desdits chemins & à l'endroit d'iceux tenemens. v.

Le viscontier en ce qui est de son tenement a droit d'afforer, à sçauoir que par ses hommes il met le pris au vin & autres breuuages. Et si a le regard & esgard sur les viures & autres dérees qui se vendent és mettes de sa seigneurie à la correction & punition d'iceux viures & marchandises si elle y eschet, iusques à soixante sols parisis. Et si a aussi le regard & esgard des mesures: mais si elles sont trouuees faulses & mauuaises, le dit seigneur viscontier les doit renuoyer à son haut iusticier, pour en prendre la punition & les iustifier, sauf audit seigneur viscontier son amende de soixante sols, pour auoir vŕe desdites mesures. vi.

Pour les forfaitures & entreprinŕes contre les droits de la seigneurie, il y a amende de soixante sols parisis. vii.

Au viscontier appartiennent les droits d'espaues, hoiries & successions de bastards qui meurent intestats, non delaiŕans heritier legitime de leur chair. ix.

Les seigneurs fonciers & viscontiers pour l'infraction de leur iustice de leur seigneurie, ont amende de soixante sols. x.

Au haut iusticier à cause de sa seigneurie & haute iustice, loist faire edicts & statuts és mettes d'icelle iustice, & imposer amēde arbitraire. Et si a cōnoissance par ses hōmes de tous crimes & forfaitures: mesmes de rapt, meurdre, larcin & tous autres crimes de droit de confiscation. xi.

Quiconque exploite en seigneurie d'autrui, soit haute iustice ou viscontiere, sans requerir congé ou assistance, il eschet en amende de soixante sols au profit d'iceluy seigneur où il exploite. xii.

Tous seigneurs, quelque iustice qu'ils ayēt, és mettes de leurs tenemēs, peuuēt par edicts & publicatiō faite à l'eglise parrochial du cheflieu de la seigneurie, faire cōmandemēt à leurs vassaux & ceux qui tiēnent heritages mouuās de leurs seigneuries, de bailler endedās quarāte iours par escrit & declaration leurs heritages & terres cottieres de main ferme, & les charges dōt ils sont chargez. Pareillemēt de faire rapport, denōbrement de leurs fiefs tenans d'icelles leurs seigneuries. Et loist ausdits seigneurs lesdits quarāte iours passez, par faute de denōbrement, rapports, & declarations dessusdites prendre, laisser & mettre en leurs mains lesdites terres & fiefs, & les tenir tant & iusques à ce qu'ils ayent fourny de denombrement & declaration. xiii.

Item & si le propriétaire d'iceux fiefs ou heritages offre au seigneur effectuellemēt ou à son bailly ou lieutenant és mettes de leur seigneurie lesdites declarations ou denombrements, soit qu'iceux denombrements soient suffisans ou receuables ou non, le seigneur, son bailly ou lieutenant est tenu de leur accorder main-leuee d'iceux leurs fiefs ou heritages saisis, s'ils le requierent, en payant les mises de iustice. Au surplus sur la reception ou debat desdites declaratiōs ou denombrements,

1 5. Hoc etiā spectare ad dominos locorum habētes saltem mixtū imperiū tenet Guido pape dicēs ita obseruari in decisio. delphi. 490. C. M.

denombrements, leur peut estre iour assigné par deuant les hommes audit seigneur, par deuant lesquels ils sont entiers de les soustenir vallables. Pour faire lesquels contredits & debats, iceux seigneurs les peuuent retenir en leurs mains quarante iours. Et lesdits quarante iours expirez, ledit seigneur est tenu bailler recepissé, endedans autre quarante iours, s'il en est requis aux despens du requerant, n'estoit qu'il y eust contredit baillé par ledit seigneur ou son procureur sur ledit denombrement & declaration, auquel cas ledit seigneur n'est tenu bailler recepissé, iusques à ce qu'il sera decidé du contredit. Et s'il y a aucun contredit endedans lesdits quarante iours expirez, ledit denombrement & declaration demeure pour receu & accordé. xiiii.

Si vn seigneur ayant aucuns heritages, par faute de denombrement reçoit les fruits desdits heritages ainsi saisis, il ne fait lesdits fruits siens, mais est tenu en rendre compte au propriétaire, en luy baillant son denombrement, & purgeant de tous despens tant pour la faisine comme pour auoir moissonné, receu & gardé les fruits. xv.

Tous iusticiers indifferemment par eux ou leurs cōmis, peuuent poursuiuir les amēdes vers eux cōmise par prinse & detention des personnes de ceux qui les forfont, & ne cōsentent, si bon ne leur semble, eslargissement n'est en namptissement, ou en baillant caution suffisante pour icelle. Desquelles les hommes desdits iusticiers ont la connoissance & iudicature. xvi.

Si heritages ne sont releuez & droiturez endedans les iours pource introduits, à sçauoir le fief endedans quarante iours, & les cottiers & mains fermes endedans sept iours, ils reuiēnt de plain droit à la table du seigneur dont ils sont tenus, qui a droit de regaler, prendre & appliquer à son profit les profits d'iceux. xvii.

Si le seigneur a souffert vn heritier d'aucun fief cottier ou main ferme iouyr an & iour, depuis le trespas du dernier possesseur, les heritages de luy tenus sans les auoir droiturés: pour deuēment proceder à la regale d'iceux, il conuient & est requis qu'il les saisisse preallablement, & icelle faisine signifie à l'occupeur des heritages, & s'il y a opposition, assigner iour à l'opposant. Et si l'heritier vient & offre à payer le droit de relief, il doit obtenir main-leuee de tel heritage saisi, en purgeant les despens: mais s'il y a opposition ou contredit par l'heritier, & qu'il requiert main-leuee, il doit auoir namptissimēt de droit de relief pretendu par le seigneur. Autrement s'il ne paye ou namptisse effectivement le droit de relief pretendu par ledit seigneur auparavant que ledit heritage soit despouillé, iceluy seigneur fait la despouille sienne. xviii.

Le mary possesseur d'un fief à cause de sa femme, combien qu'au parauant leur mariage ait iceluy releué, neantmoins il est tenu de payer au seigneur, dont il est mouuant, relief du bail seulement, selon la nature du fief, ne doit aucun chambellage: mais si le fief est heritage à la femme, pendant & constant ledit mariage, il n'est deu qu'un relief & un chambellage pour la fois. Et de tous fiefs dont elle auroit esté saisie vne fois, elle n'est tenuē de les releuer de rechef, apres le trespas de son mary. xix.

Aux seigneurs desquels heritages sont tenus en fief pour le droit seigneurial de la vente & eschange ou transport d'iceux, sont deus quints deniers de la somme à laquelle monte la vente si vente y a, ou de la prisee qui se fait par les hommes du seigneur, si c'est don ou autre alienation, sans assignation de pris: & si l'heritage se vendoit certaine somme francs deniers, au seigneur est deu le droit de francs deniers qu'on dit venterolles, qui porte aussi le quint des droits seigneuriaux de la somme assise. xx.

Il est loisible au seigneur viscontier ayant vn ou plusieurs hommes feodaux, pour seruir à sa cour & iustice pour icelle sa iustice maintenir & exercer, bailler en fief partie de son fief & heritage, sans que pour ce il soit tenu requerre le cōsentement du seigneur dont il tient iceluy son fief, & pour telle alienation n'est deu à celuy seigneur aucun droit seigneurial, si pour ce faire ledit seigneur ne prend aucuns deniers: duquel cas ledit bail en fief doit estre reconneu en la cour de son souuerain, auquel sera deu les droits seigneuriaux tel que du quint denier des deniers, que l'on deliure pour ledit bail. Et si est nul ledit bail ainsi fait, s'il n'est reconneu par deuant, ou appelé ledit seigneur souuerain. xxi.

Vn seigneur viscontier ayant seulement vn homme de fief, peut emprunter à son seigneur souuerain aucuns hommes de fiefs, pour faire les iugemens, lequel seigneur souuerain est tenu les luy prester aux despens dudit requerant. xxii.

Quiconques a droit de terrage sur aucuns heritages, à luy appartient l'amende de soixante sols parisis sur ceux qui sont defaillans de payer ledit droit, iacoit ce que les terres sur lesquelles se prend ledit droit de terrage ne soient tenus de luy, & n'ait iustice sur lesdites terres à cause de fondit terrage. xxiii.

Coustumes generales de la comté d'Arthois

Vn seigneur viscontier peut auoir vne fourche à deux pilliers pour y faire iustice des lartons. xxiiii.

Les seigneurs, leurs baillifs & lieutenans en baillant la faisine d'aucuns fiefs & heritages tenus d'eux, & en releuant aucuns fiefs & heritages, peuuent enioindre à ceux à qui ils baillent ladite faisine, de bailler leurs denombrements & declarations endedans xl. iours. xxv.

Les seigneurs haults iusticiers ou viscontiers, peuuent contraindre leurs hommes de fiefs de leur faire foy, hommage & serment de fidelité, endedans quarante iours apres la sommation ou publication à l'eglise ou brethecque du chef lieu, apres lesquels quarante iours par faute desdits foy & hommage, & serment de fidelité peuuent saisir iceux fiefs & faire les fruits d'iceux siens. xxvi.

Tous officiers ou viscontiers ont droit d'ayde sur leurs homes de fiefs & vassaux, quand leur fils aisné reçoit l'ordre de cheualerie, ou que leur fille aisnée se marye, & en l'un des deux cas seulement, laquelle ayde est telle que les reliefs desdits fiefs sans chambellage, laquelle ayde se doit demander & poursuyuir par euocation & non autrement. xxvii.

En Artois on n'vse point de margaingne. xxviii.

En Artois on n'vse point d'aubaine. xxix.

Les possesseurs d'aucuns fiefs non ayans iustice & seigneurie à cause desdits fiefs, ne peuuent bailler lesdits fiefs ou partie d'iceux en arrentement, sans le congé de leur seigneur. xxx.

Tous arrentemens baillez par aucuns seigneurs de partie de leurs fiefs, ne sont tenus ne reputez realisez pour cōtraindre les acheteurs d'icelles seigneuries, & les entretenir s'ils ne sont ramenez à connoissance, & realisez par deuant les hommes desdits seigneurs, ou par deuant le seigneur souuerain, iceux seigneurs appelez. xxxi.

Le seigneur viscontier a connoissance des bestes trouuees és nouvelles esteulles & de puys à marle non restoupez, & si peut faire ban d'Aoust de Mars. xxxii.

Quiconques picque, feut en houe en aucuns flegars, voyes ou chemins, & coupe brâches ou arbres estans en iceux, ou emprend ou en fait exploit sur autrui seigneurie, il eschet en amende de lx. sols parisis enuers le seigneur, auquel appartient la iustice viscontiere. xxxiii.

Les seigneurs haults iusticiers viscontiers n'ont moulin, four, ver ou autre chose bannier à cause de leurs seigneuries, si par fait especial soit par lettres de denombrement, recepissé ou longue iouyffance ils ne sont apparoir leur appartenir. xxxiiii.

Nul ne peut pretendre auoir relief ou droits seigneuriaux pour ses fiefs ou partie d'iceux qu'il baille en arrentement sans le consentement du souuerain seigneur, s'il n'a iustice ou seigneurie à cause de sondit fief. xxxv.

Bestes ou gens trouuez en dommage escheent en amende cinq sols enuers le seigneur viscontier. xxxvi.

Bestes trouuees en nouueaux taillis ou plantis au dessous de trois ans, escheent en amende de lx. sols parisis enuers le seigneur viscontier, avec de rēdre l'interest & dommage, & trouuez és boys de plus grande aage, amende de cinq sols. xxxvii.

Quiconques abbat vn estallon ou arbre, il eschet en amende de soixante sols parisis enuers le seigneur. xxxviii.

Si aucun despouille aucun heritage ou partie d'icelluy outre le gré, & volonté d'icelluy auquel ledit heritage appartient, il eschet en amende de lx. sols parisis enuers le seigneur ayāt iustice viscontiere audit heritage. xxxix.

Si aucuns sont suiets à quelque moulin ou four banniers & sont trouuez ayant moulu ou cuiēt quelque chose à autre moulin ou four, ils escheent enuers ceux ausquels ils sont banniers en amende de soixante sols parisis, & si perdent la farine, & ce qu'ils ont cuiēt enuers celluy auquel appartient ledit moulin ou four, iaçoit ce qu'il n'ayt aucune iustice à cause dudit moulin ou four. xl.

Les possesseurs d'aucunes terres labourables chargez de droit de terrage, ne peuuent amasser ne preir ne mettre en vfrage de pasture, sans le gré & consentement d'icelluy : ou ceux ausquels ledit droit de terrage appartient. Et si lesdits possesseurs laissent lesdites terres en riets, celluy ou ceux ausquels ledit droit de terrage appartient, peuuent apres que lesdites terres auront esté trois ans à riets, labourer ou faire labourer icelles terres, les assémecer & icelles despouiller, sans que lesdits possesseurs les puissent rauoir en payant fer & semence: apres laquelle despouille, lesdits possesseurs les pourront rauoir en declarant ausdits ayans le droit de terrage au parauant qu'il ayt commencé à labourer apres ladite despouille. xli.

Quiconque

29. Nec ergo Rex debet vti contra Arthesiensis armis au traité de paix. C.M.

Quiconque bat autruy de main ou poing garnie de baston ou autre chose sans sang, il y a amende de vingt sols. Et s'il frappe de main ou poing non garnie sans sang, il eschet en amende de dix sols.

En permutation ou eschâge d'heritages tenus d'une mesme seigneurie n'y a aucuns droits s'il n'y a recompense de deniers: mais s'ils sont tenus de diuers seigneurs, il y a droits seigneuriaux.

De la maniere d'acquérir hyppothecque sur heritages des droits seigneuriaux pour ce deuz au seigneur, avec aussi d'acquérir droit reel en lieux d'heritages patrimoniaux, de la condition & nature d'iceux heritages tant en succession qu'en retraite quand ils sont vendus.

SI aucune hyppothecque est creée ou assise sur fief pour rente viagere ou heritage, soit à rachat ou non, le seigneur tant pour l'accord de l'hyppothecque que pour son droit seigneurial, a le quint denier de la somme principale de la constitution de la rête, eu esgard pour quelle rente l'heritage est soumis ou hyppothecqué.

Mais si l'heritage se vendoit à la charge de telle rente, apres ledit hyppothecque fait & droits seigneuriaux pour le reste de la vendue & se feroit deduction des droits, le contingent de la constitution de ladite rente.

Si feureté & hyppothecque s'assiet sur aucun heritage pour chose ou somme non courant à rente, le seigneur n'est tenu l'accorder, fors que pour temps prefix non excedant vingt ans, pour laquelle ne sont deuz au seigneur aucuns droits seigneuriaux.

Pour acquérir droit reel en aucuns heritages soit à tiltre de succession, don, rachat, eschange ou autre alienatif: il est requis faire apprehension de fait, à sçauoir entât qu'il touche successions, les releuer des seigneurs immediats, de lesquels ils sont tenus & mouuans: mais à autre tiltre, il les faut apprehender en euocquant ceux à qui touche par dessaisine & saisine faite par deuant les hommes, & en la cour du seigneur dont tels heritages sont tenus, ou par mise de fait par la iustice du seigneur ou autre souueraine & competante tenue & decretee de droit. Autrement sans apprehension par relief ou de fait ou par dessaisine ou saisine, nul ne peut valablement par succession n'autrement transmettre ou transporter heritage de son chef en autre personne.

Quiconques demeure paisible possesseur d'aucune charge ou redevâce annuelle, reelle ou personnelle, ou iouyst ou possède paisiblement d'aucun heritage, droit reel ou personnel, corporel ou incorporel, à tiltre ou sans tiltre par le temps, terme & espace de vingt ans continuels & ensuyuans l'un l'autre, entre parties presen tes aagez & non priuilegiez, contre absens trente ans, & l'eglise quarâte ans: tel possesseur par prescription ou lōgue iouissance acquiert le droit de la chose, tellement que nul apres ledit temps expiré n'est receuable à faire poursuyte cōtre tel possesseur.

Sentences, promesses, testamens & generally toutes obligations personnelles n'engendrent saisine, hyppothecque ou realisation sur les heritages du condanné, promettant testateur ou obligé.

Mais pour vallablement charger & hyppothecquer heritages, il est requis qui se face par l'une des trois voyes à ce introduites: à sçauoir par mise de fait & tenu de droit, par rapport d'heritage fait en la main du seigneur dont il est tenu, en la presence de ses hōmes, ou en faisant sur icelluy heritage asseoir & mettre la main du Roy ou d'autre iustice souueraine en euocquât la partie à qui ce touche, & le seigneur dont tels heritages sont tenus & mouuans.

Et pour vendre, charger nommeement ou alier son heritage patrimonial, il est requis l'une des trois voyes pour ce introduites par la coustume, à sçauoir que ce soit par le gré & consentement de l'heritier apparent, ou que ce soit par remploy: à sçauoir en remployant les deniers de la vendue desdits heritages en heritages de telle nature & valeur, & fortissant la coste & ligne comme l'heritage vendu, ou tiercement que telle vente, charge ou alienation soit faite par necessité iuree par le vendeur & prouuee suffisamment par deux tesmoins dignes de credence.

Heritage procedant à aucun de la succession de ses predecesseurs ou par luy retraits remis à costé & ligne, sont reputez patrimoniaux, soit qu'ils soyent tenus en fief ou cotterie.

Chascun peut vallablement donner en auancement d'hoirie & succession à son heritier apparent ses fiefs, terres & heritages patrimoniaux, & les seigneurs dont tels fiefs & heritages

xlii.

1. 44. Idē ea ratione si permutatur vel donatur fundus ad onus talis redditus, quia dictus redditus deducitur, & non soluitur quin tū de residuo, quia nūquā soluitur bis re speculo eiusdē. C.M.

2. 45. C'est à dire à payer pour une fois, ou d'une somme d'ôt le payement est distribué à plusieurs termes, et in l. si cum prefinitione. Et ibi Dyn. Bar. ff. quādo di. lega. ced. Philip. Decius. l. cū tempus. in prin. ff. de regu. iur. C.M.

3. 46. scilicet in praiudiciū creditorū vel tertiorū emptorum, quia obligatio & actio personalis in heredes & cōtra heredes & ad cessionarios. C.M.

4. 50. scilicet heredis ppinqui quod olim statuit seu ap probauit Carolus magnus in Saxonia, et testatur Bal. cōf. 174. libr. 5. Adde quod in his etiam mulier intelligitur, quidquid dicat Phi. Dec. in l. 2. nu. 45. ff. de reg. iur. Vidi ante tre cētos quinquaginta annos vetera instrumenta donationū in quibus fiebat mentio uxoris fratris filio, & filiarū donatoris consentient. vii. Adde. §. in cōsuetudine Monasterclie. §. 62. cū seq. C.M.

xlvi.

xlvii.

xlvi.

xlvi.

xlvi.

xlvi.

Coustumes generales de la comté d'Arthois

font tenus, ne peüent demander pour l'apprehension de tel don que double relief selon la nature de fief & heritage, & chambellage, s'ils sont apprehendez du viuant du donateur, autrement si le donateur attend les apprehender iusques apres le trespas d'icelluy donateur, il ne doit que simple relief & chambellage. liii.

Heritage apprehendé à tilre d'auancement d'hoirie & succession, est patrimonial au donataire qui ne le peut vendre, engager ny aliener, fors qu'en la maniere que dessus. liiii.

Le donataire par apprehension de don en auancement d'hoirie & de succession, est capable ¹ I des debtes du donateur contractées au parauant l'apprehension dudit don. lv.

Au propriétaire de plusieurs fiefs ou heritages patrimoniaux ayans plusieurs heritiers, est loysible de leur gré & consentement faire partages & diuision d'iceux les fiefs & heritages, sans toutesfois iceux fiefs diuiser ou desmembrer, & iceux heritiers apres son trespas peuuent apprehender chascun sa part & portion, & n'est deu au seigneur que droit de relief. lvi.

La femme sans le gré & consentement de son mary ne peut contracter. lvii.

L'homme ne peut auancer sa femme, ne la femme son mary par disposition testamentaire. lviii.

Il est loysible à chascun, leguer & donner par testament & non autrement, sans appeller son heritier, les fruits, proufits & reuenues de trois ans, de partie ou de tous ses fiefs, soyent patrimoniaux ou autres, pour par le legataire en iouyr incontinent apres ² le trespas dudit testateur. lix.

Il est permis à vn chascun donner par disposition derniere & non autrement, au desceu & sans le consentement de son heritier, vn quint de tous ses fiefs par don d'aumosne, ³ pour par le legataire en iouyr paisiblement comme de sa chose. lx.

Representation n'a lieu en matiere de succession. ⁴ lxi.

En succession de pere ou de mere en heritages feodaux, soyent patrimoniaux ou d'acquests, au fils aîné appartiennent tous iceux fiefs de la charge du quint tant seulement, qui succede & eschet à tous les puisnez par esgalle portion, si apprehender les veulent. lxii.

Fiefs ne se quintent, sinon en succession de pere & de mere. lxiii.

En succession de fief, le masle forclost la femelle en pareil degré. lxiiii.

Si vn trespasé ne delaisse que filles, l'aîsnee a pareil droit és fiefs comme auroit l'aîné fils. lxv.

Le fief procedant d'acquests, succede au prochain heritier dudit acquesteur, sans auoir regard s'il est prochain dudit acquesteur du costé paternel ou maternel, sauf qu'en vn mesme degré le masle exclud la femelle. lxvi.

En succession de fief escheant en ligne collateral à l'aîné masle en pareil degré, ou en defaut de masle à l'aîsnee femelle, appartiennent iceux fiefs sans charge de quint. lxvii.

Le masle en ligne collateralle, soit qu'il soit l'aîné de la femelle ou non, en succession de fief forclost la femelle en pareil degré. lxviii.

Pour acquerir droit reel, & ppriété en heritages succedez & escheuz, il est requis les releuer ou apprehender, soit le gros du fief ou le quint, ou portion d'icelluy & les droitures des seigneurs, dont ils sont tenus & mouuans. lxix.

Le quint ou portion de quint se doit droicturer à pareil relief doituré, comme le relief principal. lxx.

Si aucuns des puisnez delaissent ⁵ à apprehender leur part ou portion de quint, telle part n'est apprehendee demeure au gros du fief. lxxi.

Si le quint ou portion de quint releué ou apprehendé succede à l'aîné, comme à l'heritier du puisné mort sans hoir en ligne directe, icelluy quint ou portion de quint ne se reconsolide au gros du fief: mais demeurent fiefs & nouveaux comme ils estoient és mains du puisné & à pareil droits & reliefs. lxxii.

Heritages patrimonialux en succession tant de ligne directe comme collateralle, succedent aux plus prochains heritiers du lez & costé dont ils viennent ou procedent. lxxiii.

Heritiers en pareil degré succedent en cottieres & és menbles en esgalle portion. lxxiiii.

En succession de fils ou de filles, en deffaute d'hoir descendant en ligne directe, les pere & mere sont leurs heritiers en toutes choses, sauf en heritages patrimoniaux qui ne remontent point. ⁶ lxxv.

1. § 4. Passine id est poursuable, & tene sur ea soluere. Sed intelligendum usque ad concurrentiam donationis tantum. C.M.

2. § 8. Ergo de tribus annis proxime sequentibus: nec possunt legari de tribus annis post aliquot annos ab obitu, & quod negligens perdet & heres lucretur. vidi per testimonia surbarū vtriusq; partis sub hac cōsuetudine rerū impetiti malè vocant ea testimonia cōfusa, putātes latinis loqui sine sensu latino. C.M.

3. § 9. Alias quint datif. & sic intelligitur etiā in legatario mere extraneo. C.M.

4. 60. Indivisiōne etiā in directis, quod est durum & emendandum. C.M.

5. 70. scilicet quando post acceptationē non videntur, vel sine liberis videntur, quia tunc fecerunt partē. Secus si repudiaverunt vel inhabiles fuerunt, quia tunc partem non faciunt reliquis secundogenitis, quibus ut satis habilibus & acceptantibus in totū quantum iure de crescenti remanet. C.M.

6. 74. Excepté aux venus de leur part. Car lors ce n'est pas remonter mais retourner. I. si vnus. §. pactus ne peteret. ff. de pactis. Les coustumes pingui soluta Minimus capiunt compositum pro simplici, remonter pour monter. C.M.

Tous

Tous heritages patrimoniaux suyuent costé & ligne.

lxxvi.

Quiconque donne à son heritier apparent en auancement d'hoirie & de succession aucuns heritages, & retiét son viage, en iceux n'est deu aucun droit pour le viage retenu aux seigneurs dont ils sont tenus & mouuans.

lxxvii.

1 Si vn possesseur d'aucuns fiefs ou heritages va de vie à trespas, sans delaisser aucuns heritiers en ligne directe: mais delaisse seulement oncle ou cousin germain, l'oncle precede & exclud les cousins germains en succession desdits fiefs & heritages.¹

lxxviii.

Si aucun se veut porter heritier d'un trespasé par benefice d'inuentaie, il est tenu faire faire inuentaie de tous les biens meubles, catheux, debtes & heritages du trespasé, & d'iceux faire bonne iustice & lealle priferie, & d'icelle priferie bailler bonne & seure caution, pour en rendre compte à ceux & par deuant ceux qu'il appartient.

lxxix.

Vn heritier par benefice d'inuentaie n'est tenu aux debtes & contractz du trespasé, sinon aussi auant que ledit inuentaie & priferie porte: mais si ledit heritier a par son inuentaie, priferie & compte, recellé aucuns biens du trespasé dont il ayt prouffité, il est réputé heritier simple, & si est tenu à toutes debtes.²

lxxx.

Les creanciers ont faculté pour le bien dudit benefice rehaucer la priferie des heritages & biens du trespasé, faite par le sergeant, toutes fois que bon leur semble au parauant compte rendu.

lxxxii.

Vn ayant obtenu benefice d'inuentaie exclud vn autre plus prochain d'autre ou semblable benefice pour sa diligence.

Touchant le fait de retrait d'heritages patrimoniaux vendus.

lxxxij.

SI aucū vend son heritage soit patrimonial ou autre fief de cottiere, il est loysible au seigneur par puissance de fief, de retraire & rauoir à sa table au parauant la saisine par luy, son baillif ou lieutenant, bailliee ou la tenue de droit accordé en remboursant l'acheteur du pris de la vedue des fraiz & loyaux coustemens.

lxxxiii.

Item est aussi loysible au proesme du vendeur, retraire endedans l'an de la saisine bailliee à l'acheteur, tous heritages patrimoniaux dudit vendeur pour les remettre à costé & ligne, & sortissent tels heritages nature d'heritages patrimoniaux en succession & alienation, en retrayant.

lxxxiiii.

Il est permis au proesme & lignager sur le seigneur retrayant par puissance du fief, retraire & reprendre tels heritages patrimoniaux endedans l'an de la retraite faite par ledit seigneur.

lxxxv.

Le proesme & lignager a droit de retraire les heritages patrimoniaux du vendeur procedāt du costé dont il luy est proesme & lignager seulement, & non les heritages estans de pure acqueste au vendeur.

lxxxvi.

En retrait lignager le premier & le plus diligent forcloist tous autres, iaçoit ce qu'ils soyent plus prochains en lignage que le retrayant.

lxxxvii.

Tous retrayans lignagers voulans auoir les fruits, prouffits & emolumens des heritages qu'ils veulent retraire, doyuent endedans l'an à l'acheteur de tel heritage faire offre effectuelle des deniers principaux de la vente, & d'aucune somme pour les fraiz & loyaux coustemés, & sur le reffus de le receuoir fait par la partie desdits retrayans, doyuent configner lesdits principaux deniers, fraiz & loyaux coustemens en la main du iuge³ par deuant lequel ledit retrait est requis.

lxxxviii.

En vraye & pure eschange & permutation d'heritage, il n'y a point de retrait de proximité.

De la nature des heritages acquestez, soyent feodaux ou cottiers.

lxxxix.

4 C Hascun peut vallablement vendre, engager, donner ou alierer les biés, fiefs, terres & heritages par luy acquestez, à qui que bon luy semble, sauf la femme au mary, & le mary à la femme,⁴ & generallyment disposer par disposition testamentaire ou autres de tous acquests & conquests.

xc.

En acquisition d'heritage feodalle, le mary est seul acquesteur, & si la femme n'est saisie actuellement, elle ne peut en iceux quereler droit de propriété.

xci.

En acquisitions d'heritages cottiers ou de main-ferme, iaçoit ce que la femme n'ayt esté presente à telle acquisition & saisine, ne mis la main au baston, neâtmoins elle est acquesteress

1. 77. Brief en tous sauf des ppres qui ne sont de sa ligne. C.M.

2. 79. Floc iustum & nõ de duplo tantum quia presumitur expilasse. Tum peccauit contra speciale beneficium iuris, & in ipsam legem inuentarij. Tum periuurus.

3. 87. Vel coram arbitris, aut in sequestris delectis. Et nisi consuetudo hoc diceret, venirent fructus etiam sine consignatione ad ius oblationis, quia oportet offerenti semper eã pecuniã tenere paratã & otiosam. C.M.

4. 89. Scilicet donãdo, aliã cessat inhibitiõ. l. ff. de iur. in ff. de donat. inter vir. & vxor. l. as. l. c. quis. m. 6. C. de iur. & facti ignoram. C.M.

Coustumes generales de la comté d'Arthois

Le comme son mary, & transmet apres son trespas la moytié d'iceux heritages à ses plus prochains heritiers. xcii.

Toutes donations d'heritages sont reputez acquests aux donateurs, sauf donations en auancement d'hoirie & de succession si les heritages donnez sont apprehendez en vertu des dites donations.

Des biens meubles, à qui ils doyent appartenir en succession, & quelle chose est reputez meuble. xcij.

1. 63. *Istud amplius, & est punctus p copula: & sic non solū mera mobilia, sed etiam segetes, sed post mensē Aprilis: pendētes, ostia fenestra, singula partes molendini momentes, que mobilia in ve censentur, licet non sint verē mobilia quasi cadētia vel caduca. Sed ista dominus fundi estimationem dando retinere potest.*
C.M.

2. 95. *Id est mobilia caduca, quamvis herent solo vel edificio.*
C.M.

3. 105. *Non intelligitur de immobilibus, & in reliquis non tollitur restitutio in integrū. l. 2. C. de his qui veni. ata. impetra. Alex. Pau. Ias. l. post liti. C. de pact. C.M.*

AV suruiuant de deux conioints par mariage compete & appartient à l'encontre des heritiers du premier mourant la moytié de tous les biens meubles catheux¹ delaissez au iour d'icelluy trespas, à la charge de la moytié des debtes, sauf & reserué les obsèques & funeraillles d'icelluy premier mourant, qui sont à la charge des heritiers mobiliars du premier mourant. xciii.

Toutes rentes par lettres viageres ou heritages par achat, soit que pour icelle il ayt main afise ou rapport d'heritages sont reputez pour biens meubles: mais rentes heritiers sans rachat hypothequé sur aucuns heritages, sont reputez immeubles, & tiennent nature & cōdition dudit heritage. xcv.

Bleds verds & autres auentures iusques au my May sont reputez heritage, & apres sont reputez catheux.² xcvi. 2

Boys à coupe ordinaire, est reputé immeuble & heritage fil n'est ameubly & couppé: mais blancs boys non seyans à coupe ordinaire, sont reputez catheux. xcvii.

Granges, estables & mareschaucees sont catheux: mais maisons manables catheux, portes, fours & colombiers sont heritages. xcviii.

La croisie estace, arbre, gaiosse & le gifant d'un moulin à vent sont reputez heritages, & le demourant meuble, & en moulin à eue la maison, le deffroy, le gifant & le rayere sont reputez heritages & le demourant meubles. xcix.

Catheux en matiere de succession, sortissent nature de meuble. c.

L'heritier succedant en manoirs, amafes & autres heritages peut auoir & retenir les granges, mareschaucees & autres biens reputez catheux, estans esdits manoirs, en payant à l'heritier mobiliaire à qui elles appartiennent, la valeur & priferie d'icelles, qui se doit estimer comme si le tout estoit demoly en un mōt, & les peut on demolir sans premier auoir sommé l'heritier desdits manoirs de payer ladite prifee. ci.

En matiere de succession entre coheritiers, on est tenu de faire rapport de ce qu'on auroit eu en auancement d'hoirie ou autrement, de celluy dont procede la succession. cii.

Religieux ou religieuses profez sont reputez morts ciuilemēt, & ne peuuent venir à la succession. ciii.

En matiere de succession les biens meubles suyuent le corps. ciiii.

Après le trespas de l'un des conioints, au suruiuant compete & appartient la moytié des meubles delaissez au iour du trespas du premier mourant, & l'autre moytié aux plus prochains heritiers dudit premier mourant. cv.

Le malle est reputé aagé attendu l'aage de quinze ans, & la femelle attendu l'aage de douze ans & non ainçois, & eux venus à tel aage peuuent contracter & disposer de leurs biens³ comme les aagez, sans ce que pour ce il soit requis faire emancipation.

A qui il est requis d'auoir bail de mineurs d'ans, & de condition du bail, & quand mineurs sont reputez aagez. cvi.

LE dernier viuant des deux conioints peut entreprendre le bail & gouuernement de leurs enfans, pendant la minorité d'iceux. cvii.

Si lesdits pere & mere emprenoyent la charge de leursdits enfans ou non, & qualité de tuteurs legitimes & non à tiltre de bail, en ce cas les leuees & proufits des heritages demeurent au proufit d'iceux enfans, desquelles lesdits pere & mere seront tenus de rendre compte au proufit d'iceux enfans, eux venus en aage. cviii.

L'homme ou la femme en se remaryant vne ou plusieurs fois, ne perdent le droit de bail qu'ils ont pour leurs enfans mineurs. cix.

Pour ce qu'il semble que la coustume d'Arthois sur le fait du bail des mineurs peut en aucun

cun cas estre trop preiudiciable ausdits mineurs, pour ce que celluy qui auroit le bail, auroit tous les biens meubles, debtes, catheux desdits mineurs sans en rendre compte, ensemble les fruits, proufits & reuenues des heritages d'iceux mineurs eschez durât ledit bail. Les coustumiers ont aduisé ladite coustume ainsi qu'il s'ensuyt. cx.

Le pere & la mere d'aucuns enfans mineurs d'ans, ou en déffant de ce le plus prochain dudit aîné, de quelque costé que ce soit, le mineur peut auoir le bail d'icelluy mineur. En quoy faisant il sera tenu faire faire par la iustice inuentaire & prisee des biens meubles, debtes & catheux appartenans audit mineur, sur lesquels preallablement se prendront & payeront toutes les debtes personnelles deuës par icelluy mineur, durât lequel ledit baillistre leur sera tenu gouuerner, alimenter, entretenir & mettre à l'escolle, ou autrement faire adresser ledit mineur selon son estat, & en fin dudit bail, en ayant prins icelluy, est tenu rendre quitte & indemné ledit mineur de toutes debtes pures personnelles, sans comprendre le remboursement des rentes, mesmes là où il n'y auroit meubles suffisans pour payer lesdites debtes, & tous les edifices & amassemens bien entretenus, avec ce sera tenu rendre compte & reliqua desdits biens meubles, debtes & catheux desdites debtes pures & personnelles payé sur iceux. Et quât aux fruits & leues des heritages dudit mineur & cours de rentes viagers ou heritiers, si aucunes en a, lesdits mineurs qui escherront durant ledit bail, ledit ayant le bail les fera siens en purgeant le cours des rentes foncieres ou autres hyppothecques sur iceux heritages, avec toutes autres charges dont lesdits heritages pourront estre chargez.

Comment veufues femmes se doyuent conduire apres le trespas de leurs maris, soit en l'apprehension des meubles, ou de leur douaire coustumier, ou conuenancé, & de la nature d'iceux. cxi.

LA femme apres le trespas du mary a la faculté de pouoir renoncer aux biens meubles de laïssés au iour du trespas d'icelluy, & ce endedans quarante iours, à compter du iour dudit trespas, ou de la sceüe de la mort de son mary. cxii.

En renonçant actuellement & par dit de iustice ausdits meubles endedans lesdits quarante iours, elle n'est capable ne poursuyuable des debtes de son mary, n'estoit qu'elle y fust obligee. cxiii.

La femme pèdant lesdits quarante iours peut demorer en la maison de son feu mary, & vser des biens, & en viure comme autrement vsuablement, sans en transporter aucuns. cxiiii.

Si la femme pendant iceux quarante iours, n'a renoncé solennellement, elle est capable & poursuyuable des debtes de son mary. cxv.

La femme a la faculté apres le trespas de son mary, de prendre son droit de douaire coustumier ou douaire prefix & cōuenancé: mais le douaire prefix & conuenancé n'est aucunemēt priuilegié, ains est reputé pour simple debte personnelle pour venir à la cōtribution des biens du mary, non plus auant qu'un creancier en cas de rompture. cxvi.

La douairiere pour proufiter du douaire coustumier est tenue de faire apprehension de fait en appellant l'heritier & ses seigneurs sur quoy l'heritage est assis, tenu & mouuant: & ne peut leuer ne cueillir ou proufiter si en icelluy n'est tenue & decretee: mais le retrait se retrait à l'apprehension. cxvii.

La femme en apprehendant la moytié des meubles apres le trespas de son mary n'est point forclofe de son droit de douaire coustumier: mais en faisant telle apprehension des meubles elle se submet aux debtes. cxviii.

Premiere femme apres le trespas de son mary a droit de douaire sur tous les heritages feodaux d'acquests ou patrimoniaux, & sur tous les heritages cottiers desquels son mary pendant icelle leur coniunction auroit esté faisy, soit ores que tels heritages ayent esté vendus pendant icelle leur coniunction, ou que d'iceux il ne soit mort faisy. cxix.

Le droit de douaire és fiefs, est la moytié des proufits d'iceux, & en terre cottiere la tierce pour en iouyr la vie d'elle seulement. cxx.

Si les heritages chargez de droit de douaire sont rapportees ou hyppothecques pour aucune redevance annuelle creëe & assise sur iceux heritages au parauant le mariage, la deduction d'icelle rente ou redevance se doit faire preallablement des rentes foncieres & du droit de douaire, si aucune y auoit sur iceux heritages precedens, & sur le residu des proufits desdits heritages se peut prendre & cueillir ledit droit de douaire comme dit est. Mais le premier de-

Autres coustumes generalles de la comté d'Arthois

uant mort ou les rentes estaintes, icelle femme reuiet à son plein droit. cxxi.

Mais quant aux hyppothecques subsequentes & durant le mariage ce ne l'empesche en la perception entiere de prendre douaire, n'estoit qu'elle eust apprehendé les meubles, auquel cas elle deuroit. cxxii.

Seconde femme prend pareil droit de douaire tant és fiefs, comme és heritages cottiers comme fait la premiere, fors que s'il y auoit enfans viuās au iour du trespas de la premiere femme, les heritages possédez durant le premier mariage ne sont soumis au droit de douaire pour ladite seconde femme, & ainsi des subsequentes. cxxiii.

Pareillement la femme en soy remariant ne perd point son droit de douaire. cxxiiii.

La douairiere apres l'apprehension de son droit, si plaist à l'heritier, doit faire à ses despens¹ partage & limitation des heritages, & faire deux cayers, dont l'heritier aura le choix & option. cxxv.

Si le trespasé delaisse diuerses maisons sur heritages feodaux, l'heritier peut prendre & choisir celle qui mieux luy plaist, & la douairiere & le choix apres celluy heritier prendre l'une des autres pour y demorer sa vie durant tant seulement à la charge de l'entretenir de pel, latte & autre closture & couuerture. cxxvi.

Si le trespasé ne delaisse qu'une maison en fief, l'heritier est tenu de bailler en icelle à ladite douairiere demeure de la moytié, ou faire à ses despens maison & demeure, & en fief, faisant selon l'estat de la veufue, eu regard à la maison delaissee par icelluy feu son mary & à l'equipolent de sa part qu'elle y pouuoit auoir, à la charge de l'entretenir comme dessus. cxxvii.

Seconde femme a droit de douaire sur les heritages tant feodaux comme cottiers venus à son mary, soit par succession ou acquet depuis le trespas de sa premiere femme, & dont il a possédé durant son second mariage, & ainsi des autres mariages ensuyuans.

Des pouuoirs & auctoritez des executeurs de testament.

cxxviii.

Executeurs de testament & derniere volonté de trespas ne se peut vallablement entremettre d'icelle execution sans auoir fait apprehension iudiciaire des debtes delaissez par le trespasé, & dont ils sont tenus rendre compte.

Comment & à qui le creancier d'un trespasé peut adresser pour estre payé de son deu, quels heritages sont soumis aux debtes du trespasé. cxxix.

Le creancier d'un trespasé peut pour estre payé de ce qui luy est deu, s'adresser contre la veufue d'icelluy demouré aux meubles. cxxx.

Le creancier d'un trespasé adressé contre l'heritier des immeubles pour toute la dette. cxxxii.

L'heritier immobilier du trespasé poursuiuy par le creancier du trespasé doit estre acquitté par l'heritier mobilier, soit la veufue pour l'apprehension de sa portion des meubles & autre heritier mobilier dudit trespasé en les sommant la poursuyte qui se feroit. cxxxiii.

Heritiers d'un trespasé mobiliers sont capables des debtes & contrats du trespasé, & acquitter l'un l'autre par esgalle portion: mais le creancier peut adresser contre un seul heritier pour toute sa dette sauf audit poursuiuy son recours sur les autres coheritiers à chascun sa part & portion. cxxxiiii.

Si l'heritier n'apprehende qu'heritages patrimoniaux (combien qu'il soit tenu aux creanciers en soy portant tel, payer, entretenir & accomplir les debtes, contrats & obligations du trespasé deuement traitees en ayant son recours contre l'heritier mobilier, comme dit est.) Neantmoins en apprehendant seulement les heritages patrimoniaux, il est tenu d'entretenir & garantir la vente & charge de l'heritage patrimonial² que le trespasé auoit vendu ou chargé, sans reseruation de l'une des trois voyes comme en dette deuement contracté. cxxxv.

Si heritages criez & subhastez sont chargez d'hyppothecque de somme pour vne fois en courant réte viagere ou heritiere, & le pris à quoy demeure l'heritage par le dernier récherisseur, n'est suffisant pour fournir aux hyppothecques, toutes fois iceux heritages demeurez par decret

1. 124. Intel-
lige si vidua
nolit frui pro
indiuiso, sed
prouocet here-
dem patientē
illam frui pro
indiuiso, alias
debet ha re-
les impesa cō-
munes esse, sed
si vidua pro-
uocet sua libe-
ra tantū vo-
luntate: quia
hec diuisio nō
est nisi ad vi-
rā eius, & sic
gratia eius tā-
tū: iustum est
vt impensas
has cognoscat
vt sui gratia
factas. C.M.

2. 133. Et sic
nihil aliud ca-
piendo de bo-
nis defuncti,
potest prædium
sive Arthesii
vel alibi sitū
per patrē ven-
ditū liberè re-
dicare. hic. §.
habetur in
redactione fa-
cta per Carol.
5. artic. 189.
C.M.

cret demeurent deschargez desdites charges & hyppothecques en payant les deniers de la véte du demaine dudit decret. cxxxv.

L'acheteur & dernier encherisseur d'heritage vendu par decret outre ce qu'il le peut retenir pour luy & à son proufit, luy est loysible en vuydant ses mains des deniers de la vendue au parauant de la saisine par luy prinse, declarer son command. Peut icelluy command soy faire saisir des heritages ainsi vendus sans que pour ce soyent deuz au seigneur droits seigneuriaux autres que ceux à quoy peut monstrier estre demouré par decret. cxxxvi.

Il est loysible à aucun acheter l'heritage par luy ou son command en declarant son command lors que la saisine se fera: pourueu que par ladite declaration ne soyent payez aucuns deniers ausquels cas seroient deuz doubles droits seigneuriaux.

Touchant acquests de fiefs, & quelles gens doyuent le droit de nouuel acquest. cxxxvij.

SI personnes non nobles acquestent ou possèdent fiefs ou nobles tenemens, telles personnes sont submisés au droit de nouuel acquest, lequel droit se prend & lieue par la comté d'Arthois. Et se préd & cueille icelluy droit de vingt ans en vingt ans & nō plus souuēt, lequel droit de nouuel acquest se peut prescrire contre le comté d'Arthois apres qu'un nō noble aura iouy desdits fief ou nobles tenemens par l'espace de quarāte ans sans ce que ledit droit luy ayt esté demandé. cxxxviii.

Est deu icelluy droit de nouuel acquest que lesdits acquesteurs ou possesseurs nō nobles tel que de trois annees l'une. cxxxix.

Droit de nouuel acquest est personnel en façon telle, que si le fief va de main non noble en la main du noble, la terre n'est pourtant chargee d'icelluy droit. cxl.

Si vne personne non noble a acquis aucun fief en ayant payé par luy le nouuel acquest il demeure par luy & ses hoirs franc à perpetuité dudit nouuel acquest pour raison dudit fief, car ledit nouuel acquest n'est deu qu'une fois. cxli.

Item qu'une personne noble, de noble mere seulement, est franc dudit nouuel acquest, aussi auāt qu'une personne noble de par pere, en façon qu'on dit que la mere anoblit l'enfant: mais en matieres d'impositions & d'aydes, conuient estre noble de par pere. cxlii.

Personne noble faisant & exerçant acte dérogeant à sa noblesse, est asseable, taillable, & cōtribuable à toutes tailles, aydes, subsides & autres imposts. cxliiii.

Neantmoins en soy deportāt de son estat & maniere de viure dérogeant audit estat de noblesse, peut retourner à la franchise de sa noblesse, sans que pour ce luy soit nécessaire auoir rehabilitation de sa personne, nonobstant la longuēse du temps qui n'estainct ladite noblesse & franchise, posé que ladite noblesse fust de vingt ans & plus. cxliiiii.

En Arthois bastards issus de generation de par pere, & leurs enfans sont tenus & réputez nobles, iouyssans de priuilege des nobles en toutes choses.

Ces presens articles qui auoyent esté aduisez, redigez & mis par escrit par anciens coustumiers de ladite comté d'Arthois pour ce euocquees, apres serment par eux solennellement fait, ont esté veuz, leuz, consentiz & accordez par les estats d'icelle comté d'Arthois, pour ce faire assemblee en la ville d'Arras, le Ieudy trezieisme iour de Iuin, l'an mil cinq cens & neuf. Par nous Robert de Mekun Baron, seigneur de Ronny, gouverneur d'Arras, conseiller & chābellan de nostre tresredouté seigneur & prince monseigneur l'Archeduc d'Autriche, comte de Flandres & d'Arthois. Et maistre Jean Caullier, conseiller & maistre des requestes de l'hostel d'icelluy seigneur, commissaires d'icelluy seigneur en ceste partie, à ce par nous appelez, reuerends peres en Dieu messeigneurs les euesques d'Arras, & abbé de sainct Vast pour nous assister & accompagner, sans preiudice aux coustumes generales, & locales des bailliages & chastellenies, villes, terres & seigneuries particulieres, dudit comté d'Arthois, fait sous les seings dessous signez presens à ladite assemblee l'an & iour dessusdits.

I. 144. stulta & barbara cōsuetudo per not. in l. vlti. C. de verb. signific. quāuis Carol. 5. impetator in qualitate comitis Arthesii. §. 201. & vltimo hunc errorem ad verbū sequuntur fr. C. M.

Autres coustumes generalles de la comté d'Arthois

LA SECONDE ET PLUS AMPLE PUBLICATION DES COUSTUMES GENERALLES DV COMTE D'ARTHOIS, redigees & accordees par les trois estats du comté d'Arthois, assemblez à Arras l'an 1543. sous l'auctorité de Charles le quint, empereur, cōme comte d'Arthois depuis que ledit comté a esté distrait & desmembré du Royaume de France.

Des droitz de seigneurs tant fonciers, viscōtiers cōme de la haute iustice. Article premier.



Le seigneur foncier à cause de sa seigneurie qui est basse iustice, a cōnoissance & iudicature par ses hommes cottiers de tout ce qui cōcerne la dessaisine & saisine des heritages de luy tenus & mouuans. ii.

Le seigneur foncier n'a connoissance, cohertion & iudicature des delicts, dont l'amende excède cinq sols, fors en l'infraction de sa iustice, dont l'amende est de soixante sols parisis. iii.

Le seigneur foncier a droit de forage tel que de deux lots de fons de vin ou autres bruuages qui se vendent à detail au lieu de son tenement. iiii.

Le viscōtier outre les droitz du foncier par ses hommes feodaux a connoissance, iudicature & punition de sang iusques à soixante sols parisis inclusiuement. Et du larron iusques à la mort, autres punitions au dessous inclusiuement, sauf le bannissement. v.

La iustice de viscōté s'estend es flos & flegards, chemins & voiries estās à l'encontre des tenemens de son fief, en façon si les heritages d'un costé & d'autre sont à luy ou de luy tenus, telles voyes & chemins & ce qui y croist du tout, le droit de iustice & seigneurie d'iceux luy appartient. Et si les heritages de l'un des costez sont seulement tenus dudit seigneur viscōtier, ladite iustice s'estéd en la moitié seulement desdits chemins & à l'endroit d'iceux tenemēs. vi.

Le viscōtier en ce qui est de son tenement a droit d'afforer, à sçauoir que par ses hommes il met le pris au vin & autres bruuages. Et si a le regard & esgard sur les viures & autres denrees qui se vendent es mettes de sa seigneurie. Et la correction & punition d'iceux viures & marchandises, si elle y eschet iusques à soixante sols parisis. Et si a aussi le regard des mesures, mais si elles sont trouuees faulses mauuaises, ledit seigneur viscontier les doit renuoyer à son haut iusticier, pour en prendre la punition & les iustifier, sauf audit seigneur viscontier son amende de soixante sols pour auoir vsé desdites mesures. vii.

Que toutes personnes vendans vin ou autre bruuage ne peuent vendre ledit vin ou bruuage que premierement il ne soit afforé par le seigneur viscōtier, son bailly ou lieutenant & pris assis, sur peine de soixante sols parisis d'amende: & apres le prys assis de ne vendre ledit vin ou autre bruuage à plus haut pris, à peril de pareille amende par chascune fois que lon s'ingeroit faire le contraire, à applicquer audit seigneur viscontier. viii.

Pour les forfaitures & entreprinſes contre les droitz de la seigneurie, il y a amēde de soixante sols parisis. ix.

Au viscontier appartiennent les droitz d'espaues, hoiries & successions de bastards qui meurent intestats non delaiſsans heritier legitime de leur chair. x.

Si aucun prend quelque chose trouuee espaue en quelque seigneurie, sans le consentement de seigneur viscontier ou ses officiers, & sans l'auoir denoncé au dedans vingt quatre heures, il commet amende de soixante sols parisis enuers ledit seigneur viscontier. xi.

Les seigneurs fonciers & viscontiers pour l'infraction de leur iustice & seigneurie, ils ont amende de soixante sols parisis. xii.

Au haut iusticier à cause de sa seigneurie haute iustice, loist faire edits & statuz es mettes d'icelle, mettre & imposer amēde arbitraire: & si a cōnoissance par ses hōmes de tous crimes & forfaitures, mesmes de rapt, meurdre, larcin & de to^o autres crimes, & droit de cōfiscatiō. xiii.

Quicōques exploite en seigneurie d'autrui, soit haute iustice ou viscontiere, sans requerir cōgē ou assistēce, il eschet en amēde de lx. sols parisis, au proufit du seigneur où il exploite. xiiii.

Tous seigneurs quelque iustice qu'ils ayent es mettes de leurs tenemens, peuent par edits & publication faite à l'eglise parrochiale du chef lieu de leur seigneurie, faire commandemens à leurs vassaux & ceux qui tiennent heritages mouuans de leur seigneurie, de bailler au dedans quarante iours, par escrit & declaration leurs heritages & terres cottieres de main ferme, & les charges dont ils sont chargez. Pareillement de faire rapport & denombrement de leurs siefz tenus d'icelles leurs seigneuries. Et loist ausdits seigneurs, lesdits quarante iours passez, par faute de denōbrement, rapports & declarations susdittes, prendre saisir & mettre en leurs mains lesdittes terres & siefs, & les tenir tant & iusques à ce qu'ils ayent fourny de denombrement ment

1. 12. *¶* dicit editio. §. 10. *habet larcin. C. M.*

2. *Confiscatos nullo crimine nec maiestatis quidē, etiā diuina excepto, à fiscalibus or se sunt exceptiones lese maiestatis. C. M.*

ment & declaration.

xv.

Et si le propriétaire d'iceux fiefs & heritages offre au seigneur effectivement ou à son bailly ou lieutenant es mettes de leur seigneurie, lesdites declarations ou denombrements, soit qu'iceux denombrements soient suffisans ou receuables ou non, le seigneur, son bailly ou lieutenant est tenu de leur accorder main-leuee d'iceux leurs fiefs & heritages saisis, s'ils le requierent, en payant les mises de iustice. Au surplus sur la reception ou debat desdites declarations ou denombrements leur peut estre iour assigné par deuant les hommes dudit seigneur, pardeuant lesquels ils sont entiers de les soustenir vallables. Pour faire lesquels contredits ou débats, iceux seigneurs les peuuent retenir en leurs mains quarante iours. Et apres lesdits quarante iours expirez, ledit seigneur est tenu bailler recepissé, au dedans autres quarante iours, s'il en est requis; au despens du requerant, n'estoit qu'il y eust contredit baillé par ledit seigneur ou son procureur, sur ledit denombrement & declaration: Auquel cas ledit seigneur n'est tenu bailler recepissé iusques à ce qu'il sera décidé du contredit: Et s'il n'y a aucun contredit au dedans lesdits quarante iours expirez, ledit denombrement & declaration demeure pour receu & accordé. xvi.

Tous seigneurs ayans haute iustice viscontiere ou fonciere, peuuent faire saisir les heritages tenus d'eux, pour les rentes foncières & seigneuriales non payees, & faire les fruits siens, apres que les propriétaires auront souffert trois criees & publications estre faites par trois iours de dimanches en sortant de l'eglise du lieu où lesdits heritages sont situez, sansy creer opposition. Apres lesquelles trois criees faites, ledit seigneur peut vser desdits heritages comme de sa propre chose, ou les bailler à nouvelle rente, tant que lesdits arrerages de rentes soient purgez par le propriétaire desdits heritages. Aufquelles saisines parauant lesdites trois criees, ils doiuent estre receuz à opposition, s'ils le requierent, & auoir main-leuee desdits heritages saisis, en nantissant ou baillant caution subiette à la iustice dudit seigneur, pour les arrerages pretédus. xvij.

Le vassal tenant plusieurs fiefs d'un seigneur à cause d'une mesme seigneurie, est tenu bailler seulement vn denombrement de tous ses fiefs, & vne seule declaration de ses terres cottieres; & en leuer, sil luy plaist, vn seul recepissé. Et si doit passer par vn seul serment de fidelité, en sa vie, nonobstant mutation de seigneur: Auquel il n'est tenu bailler nouuel denombrement ne faire nouueau serment de fidelité.

l. 17. Id est in vno volumine continente distinctam singulorum feudorum descriptionem: id quod dominus directus iuste exigere potest. C. M.

xviii.

Si vn seigneur ayant saisi aucuns heritages par faute de denombrement, a receu les fruits desdits heritages ainsi saisis, il ne fait lesdits fruits siens: mais est tenu en rendre compte au propriétaire en luy baillant son denombrement, en purgeant tous despens tant pour la saisine comme pour auoir moissonné, receu & gardé les fruits desdits heritages.

xix.

Tous iusticiers indifferemment par eux ou leurs commis, peuuent poursuiure les amendes vers eux commises par prinse & detention des personnes de ceux qui les forfont, & ne consentent, si bon ne leur semble, eslargissement, n'est en namptissant ou en baillant caution subiette pour icelles, desquelles les hommes desdits iusticiers ont la cognoissance & iudicature.

xx.

Si les heritages ne sont releuez & droiturez au dedans les iours pour ce introduits: assauoir le fief au dedans quarante iours, & les cottiers & main-fermes au dedans sept iours, ils reuiennent de plain droit à la table du seigneur dont ils sont tenus, qui a droit de regaler, prendre & applier à son prouffit les prouffits d'iceux.

xxj.

Le vassal par desadueu commet & forfait son fief au prouffit de son seigneur, combien que tel seigneur n'ayt haute iustice.

xxii.

Il est loisible à tous seigneurs de receuoir tous reliefs qui se presentent pour vne mesme chose par plusieurs personnes pretendans droit: sans ce qu'ils soient soumis à restitution d'aucuns desdits reliefs à ceux qui seroient emuchiez de la chose par eux releuee.

xxiii.

Si le seigneur a souffert vn heritier d'aucun fief cottiere ou main-ferme, iouir an & iour depuis le trespas du dernier possesseur des heritages de luy tenus, sans les auoir droiturer. Pour deuement proceder à la regale d'iceux, il luy conuient & est requis qu'il les saisisse prealablement, & icelle saisine signifiee à l'occupeur des heritages: & s'il y a opposition, assigne iour à l'opposant: & si l'heritier vient & offre à paier le droit de relief, il doit obtenir main-leuee de tel heritage saisi, en purgeant les despens. Mais s'il y a opposition ou contredit par l'heritier, ou qu'il requiere main-leuee, il le doit auoir en namptissant le droit de relief pretendu par ledit seigneur. Autrement s'il ne paye ou namptist effectivement le droit de relief pretendu par ledit seigneur au parauant que ledit heritage soit despouillé, iceluy seigneur fait la despouille sienne.

xxiiii.

Si quelcun delaisse aucun heritage tenu de quelque seigneur dont aucuns ne se veullent fonder heritiers, si sont les creditiers admis à faire creer curateurs esdits biens & heritages, pour

VVV iij

Autres coustumes generalles de la comté d'Arthois

estre payez de leur deu, lequel curateur sera tenu faire au lieu de l'heritier tous devoirs vers le seigneur. Et si ledit curateur differoit ce faire, ou qu'il ne fust encores créé, le creancier du defunct pour euiter la regale, pourra faire lesdits devoirs vers ledit seigneur. Et de ce qu'il aura desbourfé, il aura son recours preallablement sur les biens de curatelle. xxv.

Si aucun seigneur iouyft d'aucuns heritages tenus de luy comme reunis à sa table & au gros de son fief par faute d'homme, serment de fidelité, droits & devoirs non faits, ou pour rentes non payees, tel seigneur ne peut demander aucunes rentes pour les annees, esquelles il a iouy desdits heritages reunis. Mais en cas que le seigneur n'ayt esté payé de ses arrerages precedés ladite reunion, icelluy seigneur peut demander lesdits arrerages, qui estoient escheuz lors & au temps que ladite reunion a esté faite au propriétaire ou son heritier qui vouldroit reprendre ledit heritage. xxvi.

Le mary possesseur du fief à cause de sa femme, combien que elle au parauant leur mariage ayt releué icelluy: neantmoins il est tenu payer au seigneur dont il est mouuant, relief de bail seulement selon la nature du fief, & ne doit aucun chambellage, mais si le fief est escheu à la femme pendant & constant ledit mariage il n'est deu qu'un relief, & un chambellage pour le fons. Et de tous fiefs dont elle auroit esté saisie vne fois, elle n'est tenue les releuer de rechef apres le trespas de son mary. xxvii.

Ledit seigneur peut par ses officiers saisir & mettre en ses mains le fief de luy tenu par faute dudit relief de bail, trois mois apres le mariage consommé, & faire les fruits siens, comme il fait pour le relief principal du fief. xxviii.

Aux seigneurs desquels heritages sont tenus en fief pour leur droit seigneurial de la vente, don, eschange ou transport d'iceux sont deuz le quint denier de la somme à laquelle monte la vente, si vente y a, ou de la prisee qui se fait par les hommes du seigneur si c'est don ou autre alienation, sans assignation du pris, laquelle prisee se fait aux despens dudit seigneur. Et si l'heritage se vendoit pour certaine somme francs deniers, au seigneur est deu le droit de franc denier, que lon dit venterolles, qui porte aussi le quint des droits seigneuriaux de la somme assise. xxix.

Lesquels droits seigneuriaux par ladite coustume se doyent purger par les vendeurs qui sont tenus en acquiter les acheteurs vers le seigneur feodal. N'est que les venditions soyent faites francs deniers, ou que autrement ayt esté dit & conuenu entre les contrahans, sauf es choses qui doyent entree & yssue, que lors chascun est tenu à ses droits. A sçauoir le védeur de la moitié pour l'issue & l'acheteur de l'autre moitié pour l'entree: le seigneur entier de n'accorder la saisine à l'acheteur ou la tenue de droit, que preallablement il ne soit cōtént de ses droits. xxx.

Le seigneur supposé que par temps suffisant pour acquerir droit reel par prescription, ayt iouy ou autruy sous sa main, d'un heritage venu à sa table ou saisy par faute d'homme, hommage, droits & devoirs non faits, ou rentes non payees. Neantmoins il ne peut prescrire ou soy enfaïner par longue iouissance contre son vassal. Mais demeure icelluy non obstant le laps du temps entier à releuer, droiturer ou faire ses devoirs au regard d'icelluy son seigneur. xxxi.

Pareillement ne peut le vassal prescrire contre son seigneur acquisition de droit, en ce qui concerne la hauteur de la iustice & seigneurie d'icelluy, mais entant qu'il touche rentes, redevances ou seruitude, le vassal peut prescrire contre son seigneur. xxxii.

Il est loisible au seigneur viscontier ayant un ou plusieurs hommes feodaux, pour seruir sa cour & iustice, pour icelle sa iustice maintenir & exercer, bailler en fief partie de son fief & heritage. Sans que pour ce il soit tenu requerir le consentement du seigneur dont il tient icelluy fief: & pour telle alienation n'est deu à icelluy seigneur aucun droit seigneurial. Si pour ce faire ledit seigneur ne prend aucuns deniers. Au quel cas ledit bail en fief doit estre reconneu en la cour de son souuerain. Auquel sera deu droits seigneuriaux tels que de quit denier des deniers que lon deliure pour ledit bail, & si est nul ledit bail ainsi fait, s'il n'est reconneu par deuant ou appellé ledit seigneur souuerain. xxxiii.

Un seigneur viscontier ayant seulement un homme de fief peut emprunter à son souuerain seigneur aucuns hommes de fiefs pour faire ses iugemens, lequel seigneur souuerain est tenu les luy prester aux despens dudit requerant. xxxiiii.

Quiconques a droit de terrage sur aucuns heritages, à luy appartient l'amende de soixante sols parisis sur ceux qui sont deffaillans de payer ledit droit, iacoit que les terres sur lesquelles se prend ledit droit de terrage, en soyent tenues de luy, & n'ayent iustice sur lesdites terres à cause de sondit terrage. xxxv.

Vn

Vn seigneur viscontier, peut auoir vne fourche à deux pilliers pour y faire iustice de larrons. xxxvi.

Les seigneurs, baillis & lieutenans en baillant la saisine d'aucuns fiefs & heritages tenus d'eux, & en releuant aucuns fiefs & heritages, peuuent enioindre à ceux à qui ils baillent ladite saisine, de bailler leurs denombrements & declarations en dedans quarante iours. xxxvii.

Les seigneurs hauts iusticiers & viscontiers, peuuent contraindre leurs hommes de fiefs de leur faire foy, hommage, & serment de fidelité en dedans quarante iours apres la sommation ou publication faite à l'eglise ou bretecque du chef lieu. Apres lesquels quarante iours, par faute desdits foy, hommage & serment de fidelité, peuuent saisir iceux fiefs & faire les fruits d'iceux siens. xxxviii.

Tous hauts iusticiers & viscontiers, ont droit d'aide sur leur hommes de fief & vassaux, quand leur fils aîné reçoit l'ordre de cheualerie, ou que leur fille aînée se marie, & en l'un des deux cas seulement, laquelle aide est telle que les reliefs desdits fiefs sans chambelage, laquelle aide se doit demander & poursuivre par euocation & non autrement. xxxix.

En Artois on n'vse point de mort gaige. xl.

En Artois on n'vse point d'aubaineté. xli.

Les possesseurs ou proprietaires d'aucuns fiefs non ayans iustice & seigneurie à cause desdits fiefs, ne peuuent bailler lesdits fiefs ou partie d'iceux en arrentement sans le congé de leur seigneur. xlii.

Et si de fait le propriétaire dudit fief le bailloit en arrentement ou surcens: Ce n'empesche le seigneur qu'il ne puisse prendre, saisir & profiter dudit fief s'il le trouue ouuert, & ce sans la charge dudit bail fait par ledit vassal sans son congé & consentement. Nonobstant quelque laps du temps que ledit bail auroit esté fait, puis qu'il n'est reconneu en sa cour ou autre souveraine, & que d'iceluy ledit seigneur puisse pretendre iuste cause d'ignorance. xliii.

Tous arrentemens baillez par aucuns seigneurs de partie de leurs fiefs, ne sont tenus ne reputés, realisez pour contraindre les acheteurs d'icelles seigneuries à les entretenir, s'ils ne sont amenez à connoissance & realisez par deuant les hommes desdits seigneurs ou par deuant leur souverain iceux seigneurs appelez. xliiii.

Tous arrentemens sont partables par egale portion entre les heritiers des preneurs ou de leurs ayans cause esdits arrentemens: N'est qu'ils soient nommément baillez pour les tenir en fief, auquel cas lesdits arrentemens sortissent nature de fief. xlv.

Les seigneurs desquels les heritages arrentis sont tenus, ne sont abstraits d'accorder si bon ne leur semble, les arrentemens que leurs vassaux font des fiefs qu'ils tiennent d'eux quand lesdits vassaux n'ont en leursdits fiefs aucune iustice & seigneurie viscontiere ou fonciere. xlvi.

Mais si lesdits arrentemens sont faits d'heritages cottiers, lesdits seigneurs sont tenus les accorder, en leur baillant quelque gracieuse reconnoissance annuelle, pour la rente que le bailleur retient à son profit. Et a audit cas le seigneur duquel lesdits heritages arrentis sont tenus, deux hommes tenés de luy pour vn, à sçauoir le bailleur pour la rente qu'il retient, & le preneur pour le fons desdits heritages arrentis. Et deura l'homme de la rente & surcens pareil relief & droit que l'homme du fons. xlvii.

Pour l'accord desdits arrentemens, ne sont deus aucuns droits seigneuriaux ausdits seigneurs feodaux: N'est qu'il y ait aucuns deniers desboursez ou promis par lesdits preneurs au profit desdits bailleurs, pour paruenir ausdits arrentemens. Ou que ledit surcens ou arrentement fut à rachat par conuention des parties, esquels cas seroit deu droit seigneurial à l'aduenant du pris assis pour ledit rachat. xlviii.

Le seigneur viscontier a connoissance des bestes trouuees és nouvelles esteulles, & des puyes à marles non restoupez. Et s'il peut faire bans d'Aoult & de Mars. xlix.

Amendes de nouvelles esteulles sont de vingt sols parisis. Et pour puyes à marles non restoupez, sont de soixante sols parisis. l.

Et si dient nouvelles esteulles, iusques trois iours apres les ablays emportez hors du champ où ils ont creu. li.

Quiconque picque, foelt ou haut en aucuns flegars, voyes ou chemins, & coupe branches ou arbres estans en iceux, ou en prend ou fait exploit sur seigneurie d'autrui, il eschet en amende de soixante sols parisis enuers ledit seigneur auquel appartient la iustice viscontiere:

Comme aussi fait cestuy qui arrache ou desplante aucun arbre és boys ou autres lieux. lii.

Les seigneurs hauts iusticiers, viscontiers ou fonciers n'ont moulin, tor, ver, n'autre chose

Autres coustumes generalles de la comté d'Arthois

bannière à cause de leurs seigneuries: si par fait especial soit par lettres, denombrements, recepissés, ou longue iouissance ils ne font apparoir leur appartenir. liii.

Nul ne peut pretendre auoir relief ou droits seigneuriaux, pour raison de ses fiefs ou partie d'iceux qu'il baille en arrentement sans le consentement du souverain seigneur, s'il n'a iustice ou seigneurie à cause de seldits fiefs. liiii.

Bestes ou gens trouvez en dommage escheent en amende de cinq sols vers le seigneur viscontier. lv.

Bestes trouuees en nouveaux taillis ou plantis en de dessous de trois ans, escheent en soixante sols parisis d'amende enuers le seigneur viscontier, avec de rendre l'interest & dommage. Et trouuees es boys de plus grand aage, en amende de cinq sols parisis. lvi.

L'on ne peut mettre en pasture aucunes bestes à laines es marets commis apame de soixante sols parisis. lvii.

Quand quelque berger ou garde des bestes, meine son troupeau ou bestes sur terres ou boys d'autrui, & fait dommage, il comet l'amende de soixante sols parisis, pour laquelle amende se pourront prendre les bestes. lviii.

Quiconques abbat vn estallon ou arbre, il eschet en amende de soixante sols parisis enuers le seigneur viscontier. lix.

Qui arrache vne borne ou espine reputee pour borne, il eschet en amende de soixante sols parisis enuers le seigneur viscontier. Mais si le cas pour les circonstances d'iceluy requiert plus grande punition, la connoissance sera à celuy des seigneurs, soit viscontier ou haut iusticier, qu'il appartiendra. lx.

Si aucun despouille aucun heritage ou partie d'iceluy outre le gré & volonté de celuy auquel ledit heritage appartient, il eschet en amende de soixante sols parisis enuers le seigneur ayant iustice viscontiere audit heritage. lxi.

Si aucun soumis aux moulins ou fours banniers, sont trouvez auoir moulu ou cuyt quelque chose à autre moulin ou four, Ils escheent enuers ceux auxquels ils sont banniers, en l'amende de soixante sols parisis. Et si perdent le sac, farine ou ce qu'ils ont cuyt enuers celuy à qui appartient ledit moulin ou four, iaçoit qu'il n'ait aucune iustice à cause dudit moulin ou four. lxii.

Les possesseurs d'aucunes terres labourables chargees de droit de terrage, ne les peuvent amazer, aprayer ne mettre en usage de pasture, sans le gré & consentement de celuy ou ceux auxquels ledit droit de terrage appartient. Et si seldits possesseurs laissent seldites terres à riez, celuy ou ceux auxquels ledit droit de terrage appartient, peuuent apres que seldites terres auront esté trois ans à riez, labourer ou faire labourer icelles terres & les assémencer, & icelles despouiller, sans ce que seldits possesseurs les puissent rauoir en payant ser & semence. Apres lesquelles despouilles, seldits possesseurs les pourront rauoir en le declarant ausdits, ayans ledit droit de terrage, au-parauant qu'ils ayent commencé à labourer apres ladite despouille. lxiii.

Le possesseur d'aucune terre chargee de terrage au-parauant aucune chose leuer, est tenu euocquer le terrageur, à peine de soixante sols parisis d'amende pour chacun champ, au profit de celuy auquel ledit terrage appartient, soit qu'il ait seigneurie ou non: Mais quand ledit droit de terrage appartient à plusieurs portionniers, suffit euocquer l'un des terrageurs. Et pour l'omission & faute que dessus, n'y a qu'une seule amende de soixante sols parisis à partir entre eux à l'aduenant de ce que chacun d'eux prend audit terrage. lxiiii.

Quiconques bat autrui de main ou poing garny de baston, ou autre chose, sans sang, il y a amende de vingt sols. Et si il frappe de main ou poing non garny sans sang, il eschet en amende de dix sols. lxv.

Les sergens & officiers de iustice sont creus par leur serment pour amendes de cinq sols parisis, & en dessous. lxvi.

En permutation ou eschange d'heritage, n'y a nuls droits tenus d'une mesme seigneurie, si n'y a recompense de deniers: Mais s'ils sont tenus de diners seigneurs il y a droits seigneuriaux. lxvii.

Quand heritages sont vendus sous faculté de remerer, si le vendeur use de telle faculté, il ne doit pour ce nouveau droit seigneurial, comme aussi ne sont deus droits seigneuriaux pour rachat des rentes, & hypothecques.

De

*De la maniere d'acquérir hypothecque sur heritages, des droits seigneuriaux pour-ce deus au seigneur, avec aussi d'acquérir droit reel en heritages patrimoniaux, de la condition & nature d'iceux heritages, tant en succession qu'en retraitte quand ils sont vendus.*¹

lxviii.

¹ Quod est arti. 43. in veteri. C.M.

SI aucun hypothecque est creé ou assis sur fief pour rente viagere ou heritiere, soit à rachat ou non, le seigneur pour l'accord de l'hypothecque, pour son droit seigneurial a le quint denier de la somme principale de la constitution de rente, en regard pour quelle rente l'heritage est soumis, ou hypothecqué.

lxix.

Mais si l'heritage se vendoit à la charge de telle rente apres ledit hypothecque fait & droits seigneuriaux payez, seulement se payeront droits seigneuriaux pour le restat de la vendue. Et se feroit deduction des droits, selon le contingent de la constitution de ladite rente.

lxx.

Si seureté & hypothecque s'assiet sur aucun heritage pour chose ou somme non courant à rente, le seigneur n'est tenu l'accorder, fors que pour temps prefix, non excedant vingt ans. Pour laquelle ne sont deus au seigneur aucuns droits seigneuriaux.

lxxi.

Pour acquérir droit reel en aucuns heritages, soit à tiltre de succession, don, achat, eschange ou autre alienation, il est requis faire apprehension de fait. A sçavoir entant qu'il touche successions, les releuer des seigneurs immediats desquels ils sont tenus & mouuans, mais à autre tiltre il les faut apprehender en euocquant ceux à qui ce touche, par dessaisine & saisine, faite par deuant les hommes & en la cour du seigneur dont tels heritages sont tenus, Ou par mise de fait par la iustice du seigneur, ou autre souueraine & complete, tenuë & decretee de droit. Autrement sans apprehension par relief, mise de fait ou par dessaisine & saisine, nul ne peut valablement par succession n'autrement transmettre ne transporter heritages de son chef en autre personne.

lxxii.

Quiconques demeure paisible d'aucune charge ou redevance annuelle, reelle ou personnelle,² ou iouyst ou possède paisiblement d'aucun heritage, droit reel ou personnel,³ corporel ou incorporel, à tiltre ou sans tiltre par le temps, terme & espace de vingt ans continuels & ensuiuans l'un l'autre, entre parties presentes, aagez & non priuilegiez, contre absens trente ans, & l'eglise quarante ans, tel possesseur par prescription ou longue iouyssance, acquiert le droit de la chose. Tellement que nul apres ledit temps expiré, n'est receuable à faire poursuite contre tel possesseur.

lxxiii.

Il n'y a point de prescription de biens immeubles, n'actions reelles ou personnelles moindre de vingt ans.

lxxiiii.

Sentences, promesses, testamens & generally toutes obligations personnelles n'engendrent saisine, hypothecque ou realisation sur les heritages du condamné, promoteur, testateur ou obligé.

lxxv.

Mais pour valablement charger ou hypothecquer heritages, il est requis que ce, se face par l'une des trois voyes à ce introduites. A sçavoir par mise de fait & tenuë de droit, par rapport d'heritage fait en la main du seigneur, dont il est tenu, en la presence de ses hommes, Ou en faisant sur iceluy heritage asseoir & mettre nostre main, comme comte d'Arthois ou d'autre iustice souueraine, en euocquant la partie à qui ce touche, & le seigneur dont tel heritage est tenu & mouuant.

lxxvi.

Et pour vendre, charger nommément ou aliener son heritage patrimonial, il est requis obseruer l'une des trois voyes pour-ce introduites par la coustume. A sçavoir que ce soit par le gré & consentement de l'heritier apparant, ou que ce soit par remploy: à sçavoir en remployant les deniers de la vendue desdits heritages, en heritages de telle nature & valeur, & forissant la cotte & ligne comme l'heritage vendu. Ou tiercement que telle vente, charge ou alienation soit faite par necessité iuree par le vendeur, & prouuee suffisamment par deux témoins dignes de credence.

lxxvii.

Et suffit du consentement de l'heritier principal apparant pour l'alienation des fiefs patrimoniaux, sans qu'il soit avec ce requis le consentement des autres heritiers apparans à succeder au quint desdits fiefs: mais quant aux heritages patrimoniaux, cottiers, est requis le consentement de tous les heritiers apparans. Autrement n'auroit lieu que pour la part & portion de ceux qui auroient à ce baillé leur consentement.

lxxviii.

Heritages procedans à aucun de la succession de ses predecesseurs, ou par luy retraits, remis à cotte & ligne, sont reputez patrimoniaux, soit qu'ils soient tenus en fief ou cottiere.

lxxix.

Chacun peut valablement donner en auancement d'hoirie & de succession à son heritier

² Passine de quo posses inquietari.

C.M.

³ Actine acquirendo fundum quem possidet vel adit quem superari exigat: idem in veteri consuetud. §. 47.

C.M.

Autres coustumes generalles de la comté d'Arthois

apparaissant, les fiefs, terres & heritages patrimoniaux & d'acquest: & les seigneurs dont tels fiefs & heritages sont tenus, ne peuvent demander pour l'apprehension de tel don, que double relief selon la nature du fief & heritage, & vn chambellage s'ils sont apprehendez du viuant du donateur. Autrement si le donataire attend à les apprehender iusques apres le trespas d'iceluy donateur, il ne doit que simple relief & chambellage. lxxx.

Que dons faits en auancement d'hoirie & de succession, soient de fiefs patrimoniaux ou d'acquest, s'entendent que ce soit à la charge du quint aux puisnez. Et quant aux dons faits des cottiers, se doit entendre pour la part de donataire qu'il pourroit auoir ab intestat. lxxxii.

L'heritage apprehendé à tiltre d'auancement d'hoirie & de succession est patrimonial au donataire. Qui ne le peut vendre, engager ny aliener fors qu'en la maniere que dessus. lxxxiii.

Le donataire par apprehension du don fait en auancement d'hoirie & de succession, est capable¹ des debtes du donateur, contractées au-parauant l'apprehension dudit don. lxxxiiii.

¹ 82. *Passive, id est, pour suble. C.M.*

Si ledit donataire est pourfuy pour les debtes du donateur, il a son recours sur iceluy donateur pour lesdites debtes si bon luy semble, n'est que par ladite donation le legataire soit chargé de purger les debtes sans recourir. lxxxv.

Au propriétaire de plusieurs fiefs ou heritages patrimoniaux, ayans plusieurs heritiers, est loisible de leur gré & consentement faire partage, & diuision d'iceux les fiefs & heritages, sans toutes-fois sur iceux fiefs, diuiser ou desmembrer. Et iceux heritiers apres son trespas peuuent apprehender chacun sa part & portion: & n'est deu au seigneur que droit du relief. lxxxvi.

Le propriétaire d'aucuns heritages acquis en peut faire partage à ses heritiers apparans sans leur consentement. Pour par leursdits heritiers y venir apres le trespas du partageur. En payant relief seulement, lequel partage est tenu pour tiltre vniuersel. lxxxvii.

La femme sans le gré, auctorité & consentement de son mary, ne peut contracter ne disposer de ses biens par testament n'autrement, n'estoit qu'elle fut marchande publique, auquel cas pour fait de sa marchandise seulement elle peut contracter. Et au surplus, ne peut disposer de ses biens par testament n'autrement sans l'auctorité de son mary. lxxxviii.

² 87. *Hoc in- eptum quoniam pos- sit maius ri- delices disce- dere à spoliabi- bus. ff. de spoli- salib. per to. C.M.*

La femme dès qu'elle est fiancée,² ne peut contracter ne disposer de ses biens par testamēt n'autrement, comme dit est, sans l'auctorité de son fiancé. lxxxix.

Le mary, sans le sceu de sa femme peut estre en iugemēt, pour pourfuiure & defendre les actions possessoires de sadite femme, & toutes ses actions personnelles ou hypothecquaires: ³ mais pour deuement intenter les actions petitoires, reelles au nom de sadite femme, est requis qu'elle soit en cause. Par-ce que de luy seul le mary ne peut ce faire. lxxxix.

³ 88. *In con- sequentiā per- sonalis mobi- bilis: Secus si principaliter agatur de redi- tu perpetuo reali qui facit partem fundi. C.M.*

L'homme ne peut auancer sa femme, ne la femme son mary par disposition testamentaire, n'autrement. xc.

Il est loisible à chacun legater & donner par testament, & non autrement, sans appeler son heritier, les fruits, profits & reuenues de trois ans de partie ou de tous les fiefs & autres heritages, soient patrimoniaux ou autres. Pour par le legataire en iouyr incontinent apres le trespas dudit testateur. xci.

Il est permis à chacun donner par disposition dernière & non autrement, au desceu & sans le consentement de son heritier vn quint de tous les fiefs par don d'aumosne, pour par le legataire en iouyr paisiblement comme de sa chose. xcii.

La mort saisit le vif son plus prochain heritier habile à luy succeder, en faisant les droits & deuoirs à ce pertinens. xciii.

Representation n'a lieu en matiere de succession. xciiii.

En succession de pere ou de mere en heritages feodaux, soient patrimoniaux ou d'acquest, au fils aîné appartiennent tous iceux fiefs: à la charge du quint tant seulement, qui succede & eschet à tous les puisnez par egalle portion, si apprehender le veulent. xcv.

Fiefs ne se quintent, sinon en succession de pere & de mere, & non en succession de grand pere ou grand mere ny autrement. xcvi.

En succession de fiefs, le masle exclud la femelle, en pareil degré. xcvii.

Si vn trespaslé ne delaisse que filles, l'aînée a pareil droit és fiefs, comme auoit l'aîné fils. xcviii.

Le fief procedant d'acquest, succede au prochain heritier dudit acquesteur, sans auoir regard si est prochain dudit acquesteur du costé paternel ou maternel, Sauf qu'en vn mesme degré, le masle exclud la femelle. xcix.

En succession de fiefs, escheant en ligne collateralle, à l'aîné masle en pareil degré, Ou en faute

faute de masse à l'aisnée femelle appartiennent iceux fiefs, & sans charge de quint. c.

Le masse en ligne collaterale, soit qu'il soit l'aisné de la femelle ou non, en succession de fiefs forcloft la femelle en pareil degré. cii.

Pour acquerir droit reel & de propriété en heritages succedez & escheus, il est requis les releuer ou apprehender, soit le gros du fief, ou le quint, ou portion d'iceluy, & les droiturer des seigneurs dont ils sont tenus & mouuans. ciii.

Le quint ou portion de quint, si droiture a pareil relief & droiture, comme le relief principal. Et est chacune portion tenuë à pareille prerogatiue comme le principal. ciiii.

Si aucuns des puisnez delaisent à apprehender leur part & portion de quint, telle part non apprehendee demeure au gros de fief. cv.

Si le quint ou portion de quint releue ou apprehende, succede à l'aisné comme à l'heritier du puisné, mort sans hoir en ligne directe. Iceluy quint ou portion de quint ne se reconfolide au gros du fief: mais demeurent fiefs nouveaux, comme ils estoient és mains du puisné, & à pareils droits & reliefs. cvi.

Heritages patrimoniaux en succession, tant de ligne directe, comme collaterale, succedent aux plus prochains heritiers du lez & coste dont ils viennent ou procedent. Et esdits heritages patrimoniaux, l'on n'a regard à la double ligne: Mais seulement à la ligne dont l'heritage procede: autre chose est des meubles catheux, debtes, acquests, & generallyment pour tous biens non tenans coste ne ligne, par-ce que lors la duplicité se considere, & a lieu double ligne.¹ cvi.

1 Heritiers en pareil degré, succedent en cottiere, & és meubles par egaie portion. cvii. I 105. Hac est equalis ferre generalis in gallis. C.M.

En succession de fief ou de filles, en defaute d'hoir, descendant de ligne directe, les pere & mere sont leurs heritiers en toutes choses, sauf en heritages patrimoniaux qui ne remontent

2 point.² cviii. 2 107. Ne labantur in diuersam lineam

Tous heritages patrimoniaux suiuent coste & ligne. cix.

Quiconques donne à son heritier apparant en auancement d'hoirie & de succession, aucuns heritages, & retient son viage en iceux, ne doit aucun droit pour le viage retenu aux seigneurs dont ils sont tenus & mouuans. cx. Secus si parentes sunt de linea & proximiores. C.M.

Si vn possesseur d'aucuns fiefs ou heritages va de vie à trespas, sans delaisser aucuns heritiers en ligne directe: mais delaisant seulement oncle & cousin germain, l'oncle precede & exclud les cousins germains en la succession desdits fiefs & heritages. cxii.

Si aucun se veut porter heritier d'un trespassé par benefice d'inuentaie, il est tenu faire inuentaie de tous les biens meubles, catheux, debtes & heritages du trespassé. Et d'iceux faire bõne iuste & loyalle prisee: & d'icelle prisee bailer bonne & seure caution, pour en rendre compte à ceux & par deuant ceux qu'il appartient. cxiii.

Le lignager si fondant heritier simple, forcloft l'heritier par benefice d'inuentaie, & se peut abstenir des meubles, catheux & acquests, & seulement apprehender les fiefs & heritages patrimoniaux du defunct. Et par-ce peut ledit heritier par benefice delaisser lesdits meubles, catheux, & acquests, Ou continuer en sondit benefice, en payant les debtes du defunct & en descharger ledit heritier simple, si auant que les biens dudit benefice peuuent porter: Mais si ledit ayant obtenu benefice, delaisse lesdits meubles, catheux & acquests, ils demeurent vacquans, Et y conuient pouruoir de curateur iusques à ce qu'ils soient apprehendez: Car en Arthois il n'y a nuls heritiers necessaires. cxiiii.

Vn heritier par benefice d'inuentaie, n'est tenu aux debtes & contracts du trespassé, sinon aussi auant que ledit inuentaie & prisee portera: Mais si ledit heritier a par son inuentaie prisee & compté, Recellé aucuns biens du trespassé dont il a profité, il est réputé heritier simple, & si est tenu à toutes les debtes. cxv.

Les creanciers ont faculté pour le bien dudit benefice, rehausser la prisee des heritages & biens dudit trespassé fait par le sergent, toutes-fois qui leur semble au-parauant le compte rendu. cxvi.

Vn ayant obtenu benefice d'inuentaie, exclud vn autre plus prochain d'autre ou semblable benefice pour sa diligence.

Touchant le fait de la retraitte des heritages patrimoniaux vendus. cxvii.

SI aucun vend son heritage, soit patrimonial ou autre fief ou cottiere, il est loisible au seigneur par puissance de fief, de le retraire & reünir à sa table, au-parauant la saisine par luy, son bailly

Autres coustumes generales de la comté d'Arthois

ou lieutenant baillee, ou la tenuë de droit accordee, En remboursant l'acheteur du pris de la vendue, & des frais & loyaux coustemens. cxvii.

Lesquels seigneurs peuuent retenir en leurs mains les deffaisines que font les vendeurs deffaits heritages vendus l'espace de quarante iours, pour deliberer s'ils veulent user de ladite faculté qu'ils ont de retraire lesdits heritages, ou non. Apres lesquels quarante iours lesdits seigneurs sont priuez & forclos pour ceste fois d'user de ladite retraitte. Et en cas de mise de fait, peut user de retraitte, tant que la cause soit entiere & non contestee par defence peremptoire, combien que les quarante iours fussent expirez du iour de ladite mise de fait. cxviii.

Heritages retraits par puissance de fief, sont reünis & reconsolidés au fief principal & sortissent en toutes choses la nature d'iceluy : Mais si le seigneur achetoit le fief de son vassal ou qu'il luy fut escheu par hoirie & succession, il demeure en sa premiere nature & du tout separé, comme il estoit au-parauant sans estre reüny. Et ainsi seroit il si le vassal achetoit le fief dont le sien est tenu & mouuant. cxix.

Le mary au nom de sa femme, peut retraire les heritages procedans du lez & de coste d'elle, pour estre patrimoniaux à sadite femme. cxx.

Le mary peut condicionner en faisant quelque acqueste, qui ce fera pour luy & sa femme, le dernier viuant tout tenant, & n'est par-ce réputé auoir auancé sadite femme. cxxi.

Le seigneur peut user de sondit droit & faculté de retraire. Comme aussi fait le lignager sur les heritages ayans esté vendus par decret de iustice, au plus offrant & dernier encherisseur. cxxii.

Si le seigneur a appointé du droit seigneurial à luy deu, receu or & argent, ou baillé souffrance d'iceluy, combien que l'acheteur ne soit encores saisi, ledit seigneur ne peut plus user dudit droit de retraitte. cxxiii.

Est aussi loisible au proesme du vendeur retraire endedans l'an de la saisine baillee à l'acheteur, tous heritages patrimoniaux dudit vendeur. Pour les remettre à coste & ligne : & sortissent iceux heritages nature d'heritages patrimoniaux, en succession & alienation des retrayans. cxxiiii.

Il est permis au proesme & lignager sur le seigneur retrayant par puissance de fief, retraire & reprendre tels heritages patrimoniaux, endedans l'an de retraitte, faite par ledit seigneur. cxxv.

Le proesme & lignager ne peut retraire sur l'acheteur portion des heritages patrimoniaux, vendus par son parent, iacoit que le seigneur puisse retraire par puissance de fief ce qui est de son tenement, ains conuient audit proesme retraire tout le patrimoine vendu à vn acheteur, en delaisant les acquests, si aucuns estoient vendus avec ledit patrimoine. cxxvi.

Le proesme & lignager a droit de retraire les heritages patrimoniaux du vendeur, procedans du costé dont il luy est proesme & lignager seulement, & non les heritages estans de pure acqueste au vendeur. cxxvii.

En retraitte lignagere, le premier & le plus diligent, forclost tous les autres, iacoit qu'ils soient plus prochains en lignage que le retrayant, pourueu que ce soit pour luy & non pour autre: afin de demourer ledit heritage en ligne. cxxviii.

Et pour estre tenu & réputé diligent, afin de pouuoir exclure autre lignager, Est requis faire offre iudiciaire aux acheteurs des deniers principaux de l'achat, & de quelque somme raisonnable pour les frais & loyaux coustemens. cxxix.

Mais pour estre tenu diligent au regard des acheteurs, suffit de leur faire ladite offre hors iugement. Et en leur refus de le receuoir & vouloir accepter, se pouuoir en iustice competente endedans l'an. cxxx.

Si l'acheteur adiourné en cas de retraitte consent au-parauant defences proposees, d'estre remboursé & reconnoistre au proesme & lignager, iceluy lignager retrayant, doit promptement fournir les deniers principaux, droits seigneuriaux & autres loyaux coustemens à la discretion de iustice: autrement tel lignager doit estre debouté d'icelle retraitte. cxxxi.

Tous retrayans lignagers, voulans acquerir les fruits, profits & emolumens de l'heritage qu'ils veulent retraire, doiuent endedans l'an à l'acheteur de tel heritage faire offre effectuelle des deniers principaux de la vente, & d'aucune somme pour les frais & loyaux coustemens. Et sur le refus de le receuoir fait par la partie, Lesdits retrayans doiuent consigner lesdits principaux deniers, frais & loyaux coustemens en la main du iuge, par deuant lequel ladite retraitte est requise. cxxxii.

En

En vraye & pure eschāge & permutation d'heritage, il n'y a point de retraitte de proximité.

De la nature des heritages acquestez, soient feodaux ou cottiers. cxxxiiij.

Chacon peut vallablement vèdre, engager, ou dōner, alierer ses biés, fiefs, terres & heritages par luy acquestez, au & à qui q̄ bon luy semble, sauf la femme au mary, & le mary à la femme. Et generallemēt disposer par dispositiō testamētaire, ou autre de to^p acq̄ts & cōquests. cxxxiii.

L'hoimne a comme mary & bail de sa femme, l'adminiftration & gouvernement des biés & heritages de sadite femme, & en peut licite mēt & sans le consentement d'elle, entant qu'il touche les meubles, vser à sa volonté, Sās qu'apres le deces de son mary, elle puisse impugner ladite disposition ou alienation: Neantmoins ledit mary ne peut disposer des heritages de sadite femme, sans l'expres consentement d'elle, n'aussi disposer de ses meubles par testament & derniere volonté, au preiudice de la part & portion qui demoureroit à sadite femme apres son trespas, Sans l'expres consentement d'icelle sa femme. cxxxv.

En acquisition des heritages feodaux le mary est seul acquesteur: Et si la femme n'est saisie actuellement, elle ne peut en iceux quereler droit de propriété. cxxxvi.

En acquisition d'heritages cottiers, ou de main-ferme, iaçoit q̄ la femme n'ait esté presente à telle acquisition & saisine, ne mis la main au baston, neârmoins elle est acquesteresse cōme son mary. Et trāsmet apres son trespas la moitié d'iceux heritages à ses prochains heritiers. cxxxvii.

La femme veue en apprehendant apres le deces de son mary la moitié des cottieres par luy acquises ou des fiefs, si auant qu'elle en soit acquesteresse avec son mary, se submet à payer la moitié des debtes de sondit mary. cxxxviii.

Toutes donations d'heritages, sont reputez acquests aux donnataires, sauf donation en auancement d'hoiries & de succession, si les heritages donnez sont apprehendez en vertu desdites donations.

Des biens meubles à qui ils doiuent appartenir en succession, & quelle chose est repute meuble. cxxxix.

Av suruiuant de deux conioints par mariage, compete & appartient alencontre des heritiers du premier mourant, la moitié de tous les biés meubles delaissez au iour d'iceluy trespas, à la charge de la moitié des debtes, Sauf & referué les obsecques & funerailles d'iceluy premier mourant, qui sont à la charge des heritiers mobiliars du premier mourant. cxl.

Toutes rêtes par lettres viageres ou heritieres à rachat, soit que pour icelles y ait main-assise ou rapport d'heritage, ou non, sont reputees pour biens meubles: Mais rentes heritieres sans rachat, hypothecques sur aucuns heritages, sont reputez immeubles, & tiennent nature & condition dudit heritage. cxli.

Bledz verds, & autres aduestures iusques au my May, sont reputez heritages: & apres sont reputez catheux. cxlii.

Prefts faits à censiers par prisee & estimation, sont meubles pour estre partis comme meubles: Mais point les prefts non estimez ne prisez, Pour lesquels doit estre prins regard au iour du trespas du presteur, Pour estre reputez heritage, si le trespas est adueni deuât le my May. Et catheux si le trespas est adueni depuis ledit my May auant le pied couppé. cxliiii.

Boys à coupe ordinaire est réputé immeuble & heritage, s'il n'est amembly & couppé: Mais blancs boys non seans à coupe ordinaire, sont reputez catheux. cxliiii.

Granges, estables, & mareschaucees sont catheux: mais maisons manables, chasteaux, portes, fours, & colombiers sont heritages. cxlv.

La croisee, estache, arbre, gayolle, & le gifant d'un moulin à vent: sont reputez heritages, & le demeurant meubles. Et en moulin à eauë, la maison & belfroy, le gifant & le rayere, sont reputez heritages, & le demeurant meuble. cxlvi.

Catheux en matiere de succession, sortissent nature de meubles. cxlvii.

L'heritier succedant en manoirs amalez & autres heritages, peut auoir & retenir les grāges, mareschaucees & autres biés reputez catheux estans esdits manoirs, en payant à l'heritier mobile, à qui elles appartiennent, la valeur & prisee d'icelles. Qui se doit estimer, comme si le tout estoit desmoly en un mont: & ne les peut on desmoler, sans premier auoir sommé l'heritier desdits manoirs de payer ladite prisee. cxlviii.

En matiere de succession entre coheritiers, on n'est tenu de faire rapport de ce qu'on auoit eu par auancement d'hoirie, ou autrement de celuy dont procede la succession. cxlix.

Coustumes generalles de la comté d'Arthois

Religieux ou religieuses profex, sont reputez morts ciuilement, & ne peuuent venir à succession, ne la religion pour eux. Et si au-parauant leur profession ils n'ont disposé de leurs biens, iceux biens soient meubles ou immeubles, succedent & appartiennent à leurs heritiers ab intestat, sans ce que le monastere y puisse pretendre aucun droit successif, ny autre. cl.

Bastards ne succedent à pere, mere, n'autres leurs parens, Sauf à leurs enfans ou neueux descendans d'eux en ligne directe par mariage. cli.

Les prochains parens des euesques, prelates & autres gens d'eglise seculiers, leur succedent ab intestat, & non les eglises. cli.

En matiere de succession les biens meubles suiuent le corps, & son principal domicile. cliii.

Après le trespas de l'un des conioints, au suruiuant compete & appartient la moitié des meubles delaissez au iour du trespas du premier mourant, & l'autre moitié aux plus prochains heritiers dudit premier mourant. cliiii.

Le masle est repute aagé à l'aage de xiiii. ans complets, & atendant l'aage de xv. ans: & la femelle à l'aage d'unze ans cōplets, & atendant l'aage de xii. ans, a l'effect de vuidier hors de bail, & de prédre & percevoir les fruits & profits de leurs biés & heritages, Pour d'iceux fruits pouuoir disposer: mais entant qu'il touche d'eux pouuoir obliger, vendre, charger, ou alierer leursdits biés & heritages sans auctorité de curateur & decret de iuge competent, au regard des immeubles, est requis que le masle ait ataint l'aage de vingt ans complets, & la femelle l'aage de seize ans aussi complets, n'estoit que parauant ledit aage, ils fussent liez de mariage, que lors ou eux venus à tel aage: ils peuuent contracter & disposer de leurs biens ¹ comme les aagez, sans que pour ce, il soit requis faire emancipation.

*1 Etiam pro-
pres: salus ta-
men institutio
ne in integrū
& remediū in
re cōmunis vt
dixi in 2. par-
te in annota.
consue. Droce-
sis. C. M.*

A qui il est loisible auoir bail de mineurs d'ans, de la condition du bail, Et quand mineurs sont reputez aagez. clv.

LE dernier viuant de deux conioints peut entreprendre le bail & gouuernemēt de ses enfans pendant la minorité d'iceux. clvi.

Si lesdits pere & mere emprennent la charge de leursdits enfans au nom & en la qualité de tuteurs legitimes, & non à titre de bail. En ce cas les leuees & profits des heritages demeurent au profit d'iceux enfans, desquels lesdits pere & mere sont tenus de redre compte au profit d'iceux, eux venus en aage. clvii.

L'hōme ou la femme en se remariant vne ou plusieurs-fois, ne perdent le droit de bail qu'ils ont pour leurs enfans mineurs. clviii.

Le q̄l ayāt emprins le bail desdits mineurs, s'il veut profiter des fruits de leurs heritages & les faire siés durant son bail, doit releuer lesdits heritages des seigneurs dont ils sont tenus en ladite qualité de bail. Pour lequel relief est deu ausdits seigneurs vn simple relief sans chambellage: & ce outre & par dessus le relief & chambellage que lesdits heritages doiuent pour le relief que fait ledit baillistre au nom desdits mineurs, pour le fond qui leur appartient. clix.

Pour ce qu'il semble que la coustume d'Arthois sur le fait du bail des mineurs, peut en aucūs cas estre trop preiudiciable ausdits mineurs. Pour ce que celuy qui auroit le bail, auroit tous les biens meubles, debtes & catheux desdits mineurs, sans en rendre compte, ensemble les fruits, profits & reuenüs des heritages d'iceux mineurs escheus durant ledit bail. Nous auons ordōné que ladite coustume s'obseruera ainsi qu'il s'ensuit. clx.

Le pere & la mere d'aucūs enfans mineurs d'ans, ou en defaute de ce, le plus prochain dudit mineur aîné, de q̄lque coste q̄ ce soit, pourra auoir le bail d'iceluy mineur, enquoy faisant, il sera tenu faire par la iustice inuētaire & prisee des biés meubles, debtes, & catheux appartenās audit mineur. Sur lesquels preallablement se prendront & payeront toutes debtes, pures, personnelles deuës par ledit mineur, durant lequel bail ledit baillisseur sera tenu gouuerner, alimenter, entretenir & mettre à l'escolle, ou autrement faire adresser ledit mineur selon son estat, & en fin dudit bail, ledit ayant entrepris iceluy bail, est tenu rendre quitte & indemnē ledit mineur de toutes debtes, pures, personnelles, sans comprendre le remboursement des rentes, mesmes là où il n'y auroit meubles suffisans pour payer lesdites debtes, & tous les edifices & amazemens bien entretenus. Auec ce sera tenu rendre compte & reliqua desdits biens meubles, debtes, & catheux, lesdites debtes pures, personnelles payees sur iceux. Et quant aux fruits & leuees des heritages dudit mineur, & cours des rentes viageres ou heritieres si aucunes en a ledit mineur, qui escherront durant ledit bail, ledit ayant le bail les fera siens en purgeant le cours des rentes foncieres ou autres rentes hypotheques

thecques sur iceux heritages, avec toutes autres charges dont lesdits heritages pourroient estre chargez.

Comme les vefues femmes, se doiuent & peuuent conduire apres le trespas de leurs maris, Soit en l'apprehension des meubles, ou de leur douaire coustumier ou conuenancé, & de la nature d'iceux. clxi.

LA femme apres le trespas du mary, a la faculté de pouuoir renoncer aux biens meubles & acquests, delaissez au iour du trespas d'iceluy. Et ce endedans quarante iours, à compter du iour dudit trespas, ou la sceute de la mort de son mary. clxii.

En renonçant actuellement & par deuant iustice ausdits meubles, & acquests, endedans quarante iours, elle n'est capable ne poursuyuable des debtes de son mary, n'estoit qu'elle y fut obligee. clxiii.

Si la femme pendant les quarante iours qu'elle a pour deliberer, receloit ou transportoit aucuns biens, Elle seroit submise aux debtes de son mary, comme immiscee és biens, nonobstât la renonciation qu'elle pourroit auoir faite, ou seroit apres. clxiiii.

La femme pendant lesdits quarante iours, peut demourer en la maison de son feu mary, & vsr des biens tant en viures comme autrement vsablement sans en transporter aucuns. clxv.

Si la femme pendant iceux quarante iours n'a renoncé solennellement, Elle est capable & poursuyuable des debtes de son mary. clxvi.

La femme a la faculté apres le trespas de son mary, prendre son droit de douaire coustumier, ou son douaire prefix & conuenancé: mais le douaire prefix & conuenancé, n'est aucunement priuilegé: ains est réputé pour simple dette personnelle pour venir à la contribution des biens du mary, non plus auant qu'un creancier en cas de rompture. clxvii.

La douagere pour profiter du douaire coustumier, est tenuë de faire apprehension de fait, en appelant l'heritier & les seigneurs dont les heritages surquoy il s'affiet, sont tenus & mouuans. Et ne peut leuer ne cueillir, ou profiter de sondit douaire, si en iceluy elle n'est tenuë & decretee: mais le decret se retrotrait à l'apprehension. clxviii.

La femme en apprehendant son droit prefix, se priue du coustumier. clxix.

Pour apprehension de douaire coustumier, n'est deu droit seigneurial aux seigneurs dont les terres sont tenuës. clxx.

La vefue n'a droit du douaire sur les biens d'acquest de son mary defunct, Si sur iceux elle prend la moitié comme acquesteresse soit sur fief, ou cottiere. clxxi.

La femme en apprehendant la moitié des meubles apres le trespas de son mary, n'est point forclosé de son droit de douaire coustumier: Mais en faisant telle apprehension des meubles elle se submet aux debtes. clxxii.

La premiere femme apres le trespas de son mary, a droit de douaire sur tous les heritages feodaux, d'acquest ou patrimoniaux, & sur tous les heritages cottiers, desquels son mary pendant icelle leur conionction auroit esté saisi, soit ores que tels heritages ayent esté vendus pendant icelle leur conionction, ou que d'iceux il ne soit mort saisi. clxxiii.

Le droit de douaire és fiefs, est de la moitié des profits d'iceux, & en terre cottiere le tiers, pour en iouyr la vie durant d'elle seulement. clxxiiii.

Si les heritages chargez du droit de douaire, sont rapportez & hypothecquez pour aucune redevance annuelle, creee & assise sur iceux heritages, au-parauant le mariage, la deduction d'icelle rente ou redevance, se doit faire, pareillement des rentes foncieres & du droit de douaire, si aucun en y auoit sur lesdits heritages precedens: Et sur le residu des profits desdits heritages, se peut prendre & cueillir ledit droit de douaire, comme dit est: mais le premier douaire mort, ou les rentes estaintes, icelle femme reuient à son plain droit. clxxv.

Mais quant aux hypothecques subsequētes & durāt le mariage, Ce ne l'empesche en la perception entiere de prendre douaire, n'estoit qu'elle eust apprehendé les meubles, auquel cas elle le deueroit. clxxvi.

Seconde femme prend pareil droit de douaire, tant és fiefs comme és heritages cottiers, comme fait la premiere, fors que s'il y auoit enfans viuans au iour du trespas de la premiere femme, les heritages possedez durant le premier mariage, ne sont soumis au droit de douaire, pour ladite seconde femme. Et ainsi des subsequētes, ores que les enfans terminassent parauant le pere, constant ledit second mariage: tout surces, autre chose seroit, si au iour de

Coustumes generalles de la Duché de Bourgongne.

la consommation d'iceluy second mariage, les enfans du precedent mariage estoient decedez. Par-ce qu'audit cas elle auroit par tout douaire comme ladite premiere femme. clxxvii.

Pareillement la femme en soy remariant ne pert point son droit de douaire. clxxviii.

La douagere apres l'aprehension de son droit, s'il plaist à l'heritier, doit faire à ses despens partage & limitation des heritages & faire deux cayers, dont l'heritier aura le choix & option. Et pourra pareillement ladite douagere faire à ses despens lefdits cayers si bon luy semble, sans ce que l'heritier le puisse empêcher: donc comme dessus, l'heritier aura le choix & option. clxxix.

Si le trespasé delaisse diuerses maisons sur heritages feodaux, l'heritier peut prendre, & choisir celle qui mieux luy plaist: & la douagere a le choix apres iceluy heritier de prendre l'une des autres, pour y demourer sa vie durant tant seulement, à la charge de l'entretenir de pel, latte, closture & couuerture. clxxx.

Si le trespasé ne delaisse qu'une maison en fief, l'heritier est tenu de bailler en icelle, à ladite douagere, demeure de la moitié, ou faire à ses despens maison & demeure & en fief suffisant, selon l'estat de la vesue, eu regard à la maison delaissee par ledit feu son mary, & à l'equipolent de sa part qu'elle y pouuoit auoir, à la charge de l'entretenir comme dessus. clxxxj.

Seconde femme a droit de douaire sur heritage, tant feodaux comme cottiers, venus à son mary, soit par succession ou acquest depuis le trespas de sa premiere femme, & dont il a possédé durant son second mariage, & ainsi des autres mariages ensuiuans.

Des pouuoirs & auctoritez d'executeurs de testament.

clxxxij.

EXecuteurs de testament & derniere volonté de trespasés, ne se peuuent vallablement entremettre de telle execution sans auoir fait apprehension iudiciaire des biens delaissez par le trespasé, & dont ils sont tenus rendre compte.

Comment & à qui les creanciers d'un trespasé, peuuent adresser pour estre payez de leur deu, Et quels heritages sont soumis aux debtes du trespasé.

clxxxij.

LE creancier d'un trespasé peut pour estre payé de ce qui luy est deu, adresser contre la vesue d'iceluy, demoree es meubles pour la moitié de sa debte. clxxxiii.

Le creancier d'un trespasé, adresse bien contre l'heritier des immeubles pour toute sa debte. clxxxv.

L'heritier immobilier du trespasé, pourfuy par le creancier du trespasé, doit estre acquité par l'heritier mobilier, soit la vesue pour l'aprehension de sa portion des meubles, ou autre heritier mobilier dudit trespasé. En les sommant en la poursuyte qui se fait. clxxxvi.

Les heritiers immobiliers d'un trespasé, sont en leur regard soumis à purger les debtes d'iceluy trespasé, selon leur contingent en la succession. clxxxvii.

Heritiers d'un trespasé mobiliers sont capables des debtes & contrats du trespasé, comme aussi sont les heritiers des acquests ou autres biens disponibles où qu'ils soient situez, lesquels heritiers sont tenus acquiter l'un l'autre par egale portion: Mais le creancier peut adresser contre vn seul heritier pour toute sa debte, sauf audit poursuiuy son recours sur les autres coheritiers à chacun sa part & portion. clxxxviii.

Possesseurs ou proprietaires d'aucuns heritages ou de partie d'iceux, affectez au payement de quelque rente hypothecque, sont soumis & pour le tout hypothecquairement au payement desdites rentes, & tant qu'ils en seront occupants. clxxxix.

Si l'heritier n'aprehende qu'heritages patrimoniaux, combien qu'il soit tenu aux creanciers, en soy portant, tel doit payer & entretenir, & accomplir les debtes, contrats & obligations du trespasé deuément contractées, en ayant son recours contre l'heritier mobilier comme dit est, neantmoins en apprehendant seulement les heritages patrimoniaux, il n'est tenu d'entretenir & garantir la vente & charge de l'heritage patrimonial, que le trespasé auroit vendu ou chargé, sans l'obseruance de l'une des trois voyes, comme debte non deuément contractée. cx.

Si heritages criez & subhastez, sont chargez d'hypothecque de sommes pour vne fois, ou

co urant

courant à rente viagere ou heritiere, & le pris aquoy demeure l'heritage au dernier rencherisseur, n'est suffisant pour fournir aux hypothecques. Toutes-fois iceux heritages demeurez par decret, demeurent deschargez desdites charges & hypothecques, en payant les deniers de la vente de la demeure dudit decret. cxci.

Le seigneur pour ses rentes seigneurialles & droits seigneuriaux, fait à preferer sur les deniers de la demeure dudit decret à tous creanciers hypothecquaires ou autres. cxcii.

L'acheteur & dernier rencherisseur d'heritage vendu par decret, outre ce qu'il le peut tenir pour luy & à son profit, luy est loisible en vuydant ses mains des deniers de la vendue auparavant la saisine par luy prinse, declarer son command receuable. Et pour icelle declaration de command peut iceluy command soy faire saisir des heritages ainsi vendus, sans que pour ce soient deus au seigneur droits seigneuriaux, autres que ceux aquoy peut monter la demeure par decret. cxciii.

Il est loisible acheter heritages pour luy ou son command, en declarant son command lors que la saisine se fera. Pourueu que pour ladite declaration ne soient payez aucuns deniers, auquel cas seroient deus doubles droits seigneuriaux.

*Touchant acquests de fiefs. Et quelles gens doivent droit de nouuel
acquest. cxciij.*

SI personnes non nobles, acquestent ou possèdent fiefs ou nobles tenemens, telles personnes sont submisés au droit de nouuel acquest, lequel droit se prend & lieue par nous comme comte d'Arthois. Et se prend & cueille iceluy droit de vingt ans en vingt ans, & non plus souuent, lequel droit de nouuel acquest se peut prescrire contre nous ou noz successeurs comtes d'Arthois. Apres qu'un non noble aura iouy desdits fiefs ou nobles tenemens par l'espace de quarante ans, sans ce que ledit droit luy ait esté demandé. cxcv.

Et est deu iceluy droit de nouuel acquest par lesdits acquesteurs & possesseurs non nobles, tel que de trois annees l'vne. cxcvi.

Droit de nouuel acquest est personnel, en façon telle que si le fief va de main non noble en la main du noble, la terre n'est pourtant chargée d'iceluy droit. cxcvii.

Si vne personne non noble a acquis aucuns fiefs en ayant payé par luy le nouuel acquest, il demeure par luy & ses hoirs, franc à perpetuité dudit nouuel acquest pour raison dudit fief: car ledit nouuel acquest n'est deu qu'une fois. cxcviii.

Item qu'une personne noble de par mere seulement, est franc dudit nouuel acquest, aussi auant qu'une personne noble de par pere. En façon qu'audit cas la mere anoblit l'enfant: Mais en matiere d'impositions & d'aides, conuient estre noble de par mere. cxcix.

Personne noble faisant & exerçant chose derogant à sa noblesse est assable, taillable & contribuable à toutes tailles, aides, subsides & autres imposts. cc.

Neantmoins en soy deportant de son estat & maniere de viure derogant audit estat de noblesse, peut retourner à la franchise de sa noblesse, sans que pour ce luy soit necessaire auoir rehabilitation de sa personne, non obstant la longueur de temps qui n'estait sadite noblesse & franchise, posé que ladite longueur soit de vingt ans ou plus. ccii.

En Arthois bastards issus de noble generation de par pere & leur enfans, sont tenus & reputés nobles, iouyssans de priuilege de noblesse en toutes choses.

I Tous lesquels poinçts & articles & chacun d'iceux, nous¹ voulons & ordonnons estre gardez, entretenus, & obseruez pour loy perpetuelle & generalles coustumes, en & par tout nostredit pays & comté d'Arthois, ressors & enclauemens d'iceluy, tant en iugement que dehors, & aussi bien en causes presentemēt introduites & pendans indecises, & successions escheuës & deuoluës qu'és autres, qui se pourront intenter cy apres ou à escheoir. Et que pour l'aduenir ne sera besoin les verifier que par l'extrait soubsigné du greffier de nostredit conseil d'Arthois, ou d'autres greffiers de noz bones villes ou bailliages. En payant seulement pour chacun article desdites coustumes six deniers² tournois, defendant à tous noz suiets de nostredit pais & côté d'Arthois, & autres de quelque qualité, auctorité, ou cōdition qu'ils soiēt, aduocats, cōseillers, & procureurs des parties, d'introduire en tēps aduenir, alleguer, poser ou verifier autres coustumes generalles d'iceluy nostre pais & côté d'Arthois, ressors & enclauemēs d'iceluy, que celles cy dessus specifies, reseruāt à nous & à noz successeurs, cōtes & cōtesses d'Arthois,

¹ Charles le quint, cōte de Flandres & d'Arthois
C'estoit chose trop longue & sumptueuse de imprimer icy tout le discours de ses longues lettres. C. M.
² Hac est valde modesta & non questuaria taxatio. C. M.

l'interpretation, changement, alteration, amplification, ou restitution de nostre presente declaration, ordonnance, statut & decret, selon que verrons conuenir au bien de la chose publique de nostredit pays. Si donnons en mandement à nosdits gouverneur, president & gens de nostredit conseil en Arthois, Que ceste nostre presente declaration, ordonnance, statut, & decret, ils publient en leur cōsistoire, & illec les facēt enregistrer par le greffier de nostredit conseil, afin que nul n'en puisse pretendre ignorance. Et ce fait ils noz gouverneur, baillis, maieurs, gens de loy, & tous autres noz iusticiers & officiers qui ce regardera, les entretiennent & facent entretenir de poinct en poinct selon leur forme & teneur, le tout toutes-fois sans preiudice des droits & coustumes generalles & locales des bailliages, chastellenies, villes, terres, & seigneuries particulieres de nostredit pays & comté d'Arthois, ressors & enclauemens d'ice-luy, lesquelles seront par nous approuuees, accordees & decretees. Et pour-ce q̄ de cefdites presentes l'on pourra auoir à faire en plusieurs & diuers lieux de nostredit pays d'Arthois, nous voulons qu'à la copie collationnee & signee par ledit greffier de nostredit conseil d'Arthois, plaine foy soit adioustee comme au present original: car ainsi nous p̄aist il: en tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seel à cefdites presentes. Donné en nostre ville de Bruxelles, le tiers iour de Mars, l'an de grace mil cinq cens quarante-quatre, de nostre empire le vingt-cinquième. Et de noz regnes de Castille & autres le vingt-neufième, soubscrit par l'Empereur en son conseil, plus bas signé L. de Zoete. Au costé collation faite, scelees en las de rouge soye, du grand seel de l'Empereur en cire vermeil: & en fin desdites coustumes estoit escrit ce qui s'ensuit. Ces presentes ont esté publiees au consistoire & par iour des plaids du conseil prouincial d'Arthois en la presence des officiers fiscaux dudit conseil, de plusieurs aduocats, procureurs & autres en grand nombre y assemblez, le mardy vingt-troisième iour de Novembre, mil cinq cens quarante-six, par moy greffier dudit conseil soubsigné: ainsi signé A. de Latre.

Collation faite à l'original, & trouué concorder par nous soubsignez à ce commis par la cour le sixième iour d'Auril, mil cinq cens quarante-six avant Pasques. Et soubsignez P. Raulin. A. de Latre.

I Redigees & accordees par les trois estats dudit pais, sous l'auctorité de Philippes, dit le bon duc, en Aoust 1459. Lequel auoit trois Parlemens, celui de la duché à Digeon, celui de la Franchecôte à Dole, & le tiers à saint Laurens. Et à l'exemple de Charles 7. Roy de France, qui premier, l'an 1453. ordonna que les Coustumes de son royaume seroient redigees par escrit, ledit duc trois ans apres fait & executa le pareil en sa duché de Bourgogne: & ce fait environ trois mois apres, audit an 1459. Il fit le pareil en sa Franchecomté de Bourgogne. C. A.

FIN DE LA SECONDE COVSTUME DE LA
COMTE D'ARTHOIS.

Les Coustumes du pays & duché DE BOVRGONGNE.^I

CHAPITRE I.

De iustice & des droits d'icelle.

Article premier.

TOVTES espaves aduenües & trouuees au territoire d'un seigneur, sont & appartiennent au seigneur haut iusticier dudit territoire. ii.
Le seigneur haut iusticier, qui a droit d'auoir & prendre espaves, prend celles qui aduiennent en sa iustice & seigneurie, & les garde par l'espace de quarante iours, durant lesquels quarante iours il doit faire crier par trois desdites huitaines lesdits espaves au marché du lieu, s'il y a marché ou à plus prochain lieu d'illec où il y aura marché, ou és lieux accoustumez, ou és eglises voisines à la grand messe parrochiale. Et si durant lesdits quarante iours, celui à qui est ladite espave a fait, si c'est beste pasturant. Et si dedans le dit terme de quarante iours, il ne vient, le seigneur l'applique à son profit apres lesdits quarante iours passez. Et ne la pourra ledit haut iusticier appliquer à soy, iusques à ce que lesdites solennitez soient accomplies. iij.
Celuy

Celuy qui trouue espau & la retient sans la signifier dedans xxiiii. heures à la iustice ou aux officiers du seigneur haut iusticier au territoire duquel ladite espau est trouuee, est amédable de soixante sols enuers ledit haut iusticier: avec restitution de ladite espau. iiii.

Le droit d'indire, imposer & leuer ayde en quatre cas: C'est à sçauoir pour voyage d'outre mer, nouvelle cheuallerie, mariage d'une fille tant seulement, & pour la rançon du seigneur, appartient au seigneur haut iusticier & sur les hommes & suiets en haute iustice. v.

Si aucun commet simple larrecin qui n'excede dix liures tournois pour la premiere fois il fera puny selon l'arbitrage du iuge sans mort naturelle ou mutilation de membres. Et s'il commet plus grand larrecin que de dix liures, pour ladite premiere fois il sera puny corporellemēt selon l'exigence & qualité du cas & à l'arbitrage du iuge: & fil renchet & commet autre larrecin il en perdra la vie s'il n'a grace du prince. vi.

Messiers & sergeans sont creuz par leurs sermens de leurs rapports de mesusage, iusques à sept sols tournois & au deffous. vii.

L'amende de simple rescouffe de gaiges prins aux sergeans messiers ou forestiers quand ladite rescouffe est suffisamment prouuee par autre que par les sergeans, messiers ou forestiers, ausquels est faite ladite rescouffe est de lxx. sols tournois. Et entend lon estre suffisamment prouuee par deux tesmoings suffisans autres que lesdits sergeans. viii.

Quand le signe de haute iustice est cheu à terre le seigneur haut iusticier peut faire redresser dedans l'an & le iour apres ce qu'il est cheu, sans ce qu'il luy soit besoin d'auoir congé ou licence de monseigneur le Duc: mais l'an & le iour passez le seigneur ne le peut faire, sans le congé & licence de mondit seigneur le Duc.

C H A P I T R E 2.

De confiscations.

ix.

Qui confisque le corps il confisque les biens, & appartient la confiscation au seigneur haut iusticier, sous lequel sont les biens des criminels. x.

Et est à entendre que l'homme qui confisque corps & biens, il confisque tant seulement les biens, sans pouuoir confisquer les biens & droits de sa femme, qui appartiennent à icelle sa femme par traité de mariage, ou par coustume. xi.

Si l'homme qui confisque corps & biens, a heritages taillables ou de main-morte en iustice d'autrui, lesdits heritages sont au seigneur de qui ils sont taillables ou main-mortables, & non pas au seigneur de la haute iustice. xii.

C H A P I T R E 3.

Des fiefs.

xij.

Le seigneur du fief peut mettre sa main à la chose mouuant de son fief apres le deces de son vassal, pour cause de deuoir de son fief non fait, dedans l'an & iour apres ledit trespas, ou apres ledit an, ² quand bon luy semblera, & doit sadite main-mise & ledit an & iour passez apres ledit trespas, faire les fruits siens à l'encōtre de ceux qui sont hors de pupillarité, iusques à ce que les heritiers successeurs en ladite chose feodal ayent fait ou deuēment présenté de faire leur deuoir de fief à la personne du seigneur, s'il est au pays: & s'il en est absent, au lieu & mai son dont ledit fief sera mouuant, ou à la personne de son principal officier. xiii.

Et entant que touche les pupilles, leurs tuteurs seront tenus de faire recōnoissance de feauté au seigneur du fief dedans vn an, sans estre tenus à hōmage & serment de feauté: autrement l'an passé ledit seigneur du fief pourra mettre en sa main la chose de son fief, & faire les fruits siens par faute de ladite reconnoissance: & quand lesdits pupilles seront hors de tutelle, ils seront tenus de faire hommage & serment de feauté audit seigneur dedans vn an apres la tutelle finie: & s'ils ne le font, le seigneur pourra mettre en sa main la chose de fief, & faire les fruits siens iusques à ce que deuoir luy soit fait comme dit est. xiiii.

Le seigneur du fief pour cause de fief & hommage à luy non fait, & pour denombrement non baillé, ne peut pretendre droit de commise. xv.

Le vassal est tenu apres ce qu'il a fait hommage à son seigneur de la chose qu'il tient en fief, de bailler audit seigneur dedans quarante iours apres ledit hommage fait, son denombrement & declaration de la chose qu'il tient en fief. Et en deffaut dudit denombrement non baillé dedans ledit terme, ledit seigneur peut mettre en sa main ladite chose, & sous icelle la tenir, sans

XXX iij

*vassal ledit seigneur
casibus trespas
fuerit domini qd
v. de apud Eub
papam quod 56*

*110. Scilicet
etiā la moytié
de la commu-
nauté: & quā-
uis aliter pra-
dicaretur Pa-
risius, Tamen
morem illū cor-
rigi fecit cō-
tra fiscales etiā
per arrestum iu-
dicari, anno.
1532. C. M.
2. 12. Sine an-
te sine post non
refert. Sed nō
fecit fructus
suos nisi post
annū & idem
ab obitu vasa-
li & post pre-
bensionē: idē cō-
fuet. Comitatus
Burgun. §. 20
C. M.*

Coustumes du pays & duché de Bourgongne

faire les fruits siens.

xvi.

En choses feodales & mouuans de fief, les heritiers ab intestat peuuent succeder comme en autres choses, & prendre la possession desdites choses feodales, sans le consentement des seigneurs dudit fief, & sans danger de commise, excepté les religieux, ¹ au regard desquels la chose demeure à la disposition du droit escrit.

xvii.

En partage & diuision de choses feodales n'est point de necessité aux parties de prendre consentement des seigneurs du fief, pour prendre la possession de ce que par lesdits partages leur aduient. ²

xviii. 2

Partage ou diuision de chose feodale ne preiudicie point au seigneur du fief, ains demourera chascun homme feodal & vassal dudit seigneur, pour sa part & portion, & en sera tenu vn chascun de faire son deuoir de fief enuers ledit seigneur dudit fief, & selon la nature d'iceluy.

xix.

En alienation & transport de chose feodale, commise n'a point de lieu, si l'acheteur ou celui qui a acquise ladite chose feodale n'en prend la possession reelle, sans consentement du seigneur du fief.

C H A P I T R E 4.

Des droits & appartenances à gens mariez.

xx.

LA femme soit qu'elle ayt pere ou ayeul paternel ou non, apres la consommation du mariage demoure en la puissance de son mary, tellement qu'elle ne peut faire contracts entre vifs, n'estre en iugement, n'aussi par testament n'ordonnance de derniere volonté disposer de ses biens, sans la licence & auctorité de son mary, si elle n'est marchande publique: auquel cas pour fait de marchandise seulement, elle peut faire tous cōtracts & obligations pour le fait de sadite marchandise, & esdits contracts est obligé sondit mary.

xxi.

Femme mariee au duché de Bourgongne selon la generale coustume dudit duché, est participant avec son mary par la moytié de tous meubles & acquests faits constant le mariage de sondit mary & d'elle.

xxii.

Le mary, constant le mariage, peut disposer & ordonner par donation, vendage, permutation & autres contracts faits entre les vifs des meubles estans communs, & des heritages acquis constant ledit mariage, soit que lesdits acquests soyent faits par luy & sadite femme conjointement, ou par l'un d'eux.

xxiii.

Le mary ne peut greuer sa femme es biens meubles & acquests, par testament ou ordonnance de derniere volonté, n'aussi semblablement au droit de son douaire.

xxiiii.

Le mary sans procuracion de sa femme peut estre en iugement, en demandant & deffendant les droits possessoires de sa femme en actions personnelles. ³

xxv. 3

Femme mariee selon la generale coustume du duché de Bourgongne est douee apres le trespas de son mary, sur la moytié des heritages anciens de sondit mary, dont il est mort vestu & saisy, pour en iouyr sa vie durant, & supporter la moytié de toutes choses reeles à cause de sondit douaire, & sera tenue d'entretenir en suffisant estat, ainsi qu'il appartient, les biens de sondit douaire.

xxvi.

Le mary & la femme ne peuuent faire traité, donation, confession, n'autres contracts, constant leur mariage, par testament n'ordonnance de derniere volonté, n'autrement au proufit l'un de l'autre, si ce n'est du consentement des prochains parens viuans, qui doyuent succeder à la femme ou au mary qui feroient lesdits traitez, donations ou contracts, supposé que lesdits contracts ayent esté vallez par serment, si autrement par traité de mariage il n'estoit entre eux conuenu. ⁴

xxvii. 4

Si constitution de douaire diuisé est faite par traité de mariage à la femme, plus grande & excedant le douaire coustumier, ladite constitution dudit douaire diuisé sera ramenee & reduite au douaire coustumier. ⁵ Et si douaire diuisé est constitué moindre du coustumier, la femme ne peut auoir, prendre ne demander autre douaire.

xxviii. 5

La femme qui est participant pour la moytié des biens meubles & acquests communs entre son mary, elle est tenue apres le trespas du mary de payer la moytié de tous les debts deuz par sondit mary ou par elle. Et ne sont point legz & fraiz funeraux reputez debts. ⁶

xxix. 6

Et semblablement est tenu le mary de payer la moytié de tous les debts deuz par sa femme.

xxx.

Et

1. 16. *Istud in fertur ad principium scilicet quod non succedunt non autē quod habet nomen ius cōmissi. C. M.*
 2. 17. *Qui cōtractus dependent à successione eandē habēt immunitatem in si. S. precedētis. Sed adhuc hic. S. longius porrigitur & debet extendi etiā si plures ex legato vel emptione sunt domini feudi & satisfacto de noua acquisitione, postea diuidit inter se, quia nulla noua iura debentur, nec est periculum commissi. C. M.*
 3. 24. *Potes tamen vxor interuenire etiam invito marito auctoritate à iudice propriis suis ne colludatur, ut dixi in consuet. Paris. S. 113. C. M.*
 4. 26. *quod est valde captiosum ad recludendā dispositionem iurium cōmunis & cōsuetudinis. Et certē licetiosa hac conuentio nō debet passim admitti. C. M.*
 5. 27. *Nec possunt pacta etiā dotalia futurū matrimonii huic cōsuetudini derogare, ergo nec donationē maiorē facere, alias fieret fraus de contractu ad contractū: sed codicilli non prohibentur per ultimā voluntatem. C. M.*
 6. 28. *Quia spectat ad herede ut debita contracta in obitu vel post obitū defuncti. C. M.*

Et peuvent les creanciers agir contre les heritiers du deffunct debteur pour le tout, si iceluy deffunct est obligé seulement, ou agir contre la femme pour la moytié du debte, si bon leur semble. xxxix.

Et si les creanciers agissent pour le tout contre les heritiers du mary trespasé, lesdits heritiers auront leur recours pour leurs interets, & pour la moytié du debte, à ladite femme. xxxix.

Et si lesdits mariez sont obligez ensemble, lesdits creanciers pourront agir selon la forme de leurs obligations. xxxix.

La femme mariee selon la generale coustume du duché de Bourgogne, apres le trespas de son mary est vestue & faisie de la moytié des biens meubles & acquests demourez du deces de sondit feu mary. xxxix.

La femme douee selon ladite generale coustume, est vestue & faisie de son coustumier douaire. xxxix.

I La femme ne peut mettre hors de ses mains, ne bailler à autruy son douaire coustumier, sans le consentement des heritiers de son mary: ausquels elle est tenue de le presenter si auoir le veulent pour le pris qu'elle en trouue d'un autre. xxxix.

La femme apres le trespas de son mary, est faisie des assignaux à elle faits en particulier par son mary, pour les deniers de son dot & mariage, & semblablement en sont vestus & saisis ses heritiers: & fait ladite femme apres le trespas de sondit mary les fruits desdits assignaux siens, sans le compter au sort: & au regard des heritiers de ladite femme ils cōptent les fruits en sort, si autrement n'est contenu par traité de mariage ou d'assignal. xxxix.

Le mary ou ses heritiers peuvent auoir & recouurer toutes & quâtes fois que bon leur semble, nonobstant quelque laps de temps, l'assignal des deniers du mariage de la femme, en rendant les deniers assignez pour ledit mariage. xxxix.

Entre gens nobles la femme qui voudra demourer quitte de payer la moytié des debts par son mary & elle deuz au iour du trespas de sondit mary: & qui ne se voudra entremettre és biens de sondit mary, apres le trespas d'icelluy son mary sera tenue, si elle est au lieu où son mary sera trespasé, de faire la renonciation ausdits biens de sondit mary en la presence du iuge ou de notaire & de tesmoings, ou en presence du curé ou du vicaire du lieu & de tesmoings en deffaut dudit iuge & de notaire, auant que lon tire le corps du trespasé hors de l'hostel. xxxix.

Et si elle n'est audit lieu, elle sera tenue de le faire dedans xxiiii. heures apres ce que le trespas de sondit mary sera venu à sa connoissance. xli.

Et en ce faisant comme dessus est déclaré, elle sera quitte & exempte de debts par sondit mary & elle deuz, & avec ce ne prendra aucun douaire coustumier ou diuis sur les biens de sondit mary. xli.

Entre toutes autres gens, si la femme veut demourer quitte & deschargee de payer la moytié desdites debtes de son mary & d'elle, & qu'elle ne se vueille entremettre és biens de sondit mary, elle sera tenue de soy desceindre & laisser sa ceinture sur la fosse de son mary incontinet apres l'enterrement de sondit mary, si elle est au lieu où il sera trespasé. Et si elle n'y est, ou qu'elle ayt empeschement legitime & notoire, tellement qu'elle ne puisse venir au lieu où son mary est inhumé dedans xxiiii. heures, elle sera tenue de soy desceindre & faire renonciati on ausdits biens de son mary, au lieu auquel elle sera, en la presence du iuge du lieu ou de notaire, de tesmoings, du curé ou du vicaire dudit lieu & de tesmoings, dedans xxiiii. heures apres ce que le trespas de sondit mary sera venu à sa connoissance, & en ce faisant elle sera quitte des debts deuz par sondit mary & elle, & avec ce ne perdra aucū douaire coustumier ou diuis sur les biens de sondit mary. xlii.

Et s'il est trouué que lesdites femmes nobles ou autres ayent soustrait ou recelez aucū des biens communs entre les marys trespassez & elles, en ce cas elles seront tenues de payer la moytié desdits debts nonobstant ladite renonciation, & n'entend lon point que par ce ladite femme demeure quitte des debts par elle deuz, auant le mariage de son mary trespasé & elle. xliii.

2 La femme ne prend point de douaire là où elle prend assignal. xliiii.

Deniers de mariage assignez ou promis d'assigner, & qui ne sont pas payez, emportent arerages, c'est à sçauoir dix pour cent, dès le terme passé qu'ils sont promis de payer, & s'il n'y a terme déclaré, dès lors que le debteur desdits deniers sera suffisamment interpellé. xliv.

3 Deniers de mariage qui ne sont ameublez, & qui sont assignez ou promis d'assigner, sont heritage pour la femme & pour ses heritiers. xlvi.

1. 35. scilicet alienando: sed bene en bailant à ferme, laquelle les heritiers ne peuvent prendre. C.M.

2. 42. vel etiā eo constante si ipsa quoque contraxit. C.M.

3. 44. Limita in heredi bus.

5. 5. 35. Et nihilominus potest fors exigere, ut dixi in tract. comercio. & usura. C.M.

Couſtumes du pays & duché de Bourgogne

La femme ne participe point és heritages qui ſont rachetez par ſon mary conſtant leur mariage. Leſquels heritages auront eſté vendus ou baillez à rachat, ou qui ſe peuvent racheter par ſondit mary ou les ſucceſſeurs de rachat. Et n'en peut ladite femme apres le deces de ſon mary, n'auffi les heritiers d'icelle femme aucune choſe quereller ou demander és deniers du pris deſdits rachats. Ne ſemblablement és rentes ou cenſes, ou autres charges reelles, dont l'heritage de ſondit mary ſeroit deſchargé. Et pareillement ſera fait des heritages, cenſes ou rentes de ladite femme rachetez par ſondit mary & elle. xlviij.

S'il aduient que le mary retraye par proximité de lignage, heritage ou rente ancienne, vendue par aucuns de ſes parens; la femme dudit mary, icelluy mary treſpaſſé, ſera rembourſee de la moytié des deniers payez pour ledit retrait, ſur les biens deſdits heritiers dudit mary. Ou elle tiendra la moytié dudit heritage retrait, iuſques à ce qu'elle ſoit rembourſee de ladite moytié deſdits deniers payez pour ledit retrait. Et pareillement ſera fait de l'heritage, rente ou cenſe vèdus par aucuns des parens de la femme, retrait.

C H A P I T R E 5.

Des rentes vendues à rachat & execution.

xlviij.

Rentes vendues & achetees à rachat fortiront nature de meuble, durant le temps de rachat. xlviij.

Le creancier peut pourſuyure ſon principal obligé ou ſon pleige, pour tout ſon debt, lequel qu'il veut choiſir. l.

*I. 48. Id eſt beneficiū diſ-
cutionis vel
ordinis ſubla-
tum, et iā ſi de
hoc nihil di-
ctū ſit in in-
ſtrumēto, iure
ſubditos hu-
ius conſuetu-
dinis. C. M.*

Meubles n'ont point de ſuyte en hypotheccque, quand ils ſont mis hors de la puiffance du debteur à qui eſtoient leſdits meubles, ſinon entant qu'ils ſeroient de plus grande valeur que les debts du creancier qui les auroit fait prendre, nonobſtant priorité ou poſteriorité d'hypotheccque. l.

C H A P I T R E 6.

Des enfans de pluſieurs liéts.

li.

SI l'homme a enfans de pluſieurs liéts, la derniere femme ſuruiuant icelluy ſon mary, elle demeure douee ſur la portion de l'hoirie de ſondit mary, appartenant aux enfans qu'elle a euz ſeulement de luy, & non pas ſur la portion des enfans des autres liéts, ſoit en douaire diuis ou couſtumier. lii.

La femme du fils qui vient demeurer avec le pere ou la mere dudit fils, ou avec le pere tant ſeulement, ne participe point és biens dudit pere, mais luy demeure ſauf ce qu'elle y apporte, pour le recouurer & l'emporter, ou l'eſtimation au proufit d'elle & de ſes heritiers. liii.

Le fils ou fille eſtans hors d'aage de pupillarité, tenans feux & lieu en leurs chefs, & ſeparement de leur pere, ſont reputez emancepez de leurdit pere. liiii.

Entre gens nobles, la femme apres le treſpas de ſon mary, ſe peut (ſi bon luy ſemble) dire baillistre de ſes enfans du conſentement de ſes parens & amys prochains paternels de ſes enfans, ſi le pere n'y a autrement pourueu, & à ſon proufit tous les meubles, & fait ladite femme tous les fruits ſiens des heritages de ſedits enfans, iuſques à ce que leſdits enfans ſoyent en aage ſuffiſant, c'eſt à ſçauoir, le fils de quatorze ans, & la fille de douze, parmy ce qu'elle eſt tenue d'acquitter ſedits enfans de tous debts & fraiz funeraux, & alimenter ſedits enfans, veſtir & habiller, maintenir les heritages bien & ſuffiſamment, & les rendre auſdits enfans en bon & ſuffiſant eſtat, francs & quittes de leurs debts. Et de ce faire baillera caution ſuffiſante ladite femme. lv.

Et auffi entre gens nobles, ſi le pere des enfans ſuruit la femme, il demeure baillistre & legitime adminiſtrateur des corps & biens de ſedits enfans. Et prend tous les meubles à ſon proufit, & fait les fruits des heritages deſdits enfans ſiens, iuſques à ce que ſedits enfans ſoyent en aage ſuffiſant, & ſeparez de leur pere, parmy ce qu'il ſupporte les charges ſemblables que fait la mere, declarees en l'article precedent. lvi.

Entre bourgeois, marchans & autres gens non nobles, la femme apres le treſpas de ſon mary eſt tutrice, ſi bon luy ſemble, & prend la tutelle par auctorité de iuſtice, par laquelle iuſtice luy ſont baillez leſdits biens par inuentaire, en baillant caution ſuffiſante d'en rendre compte & reliqua auſdits enfans ou à leurs hoirs quand ils ſeront en aage ſuffiſant telle que deſſus, ſi autrement lvii.

trement par leur pere n'y est pourueu.

lvii.

Et aussi le pere est legitime administrateur des corps & biens de ses enfans, & apres le trespas de sa femme prend les biens de seldits enfans par inuentaie, & demeure obligé de rendre les meubles & heritages à seldits enfans, quand ils seront en aage suffisant & separez de leur dit pere, en faisant les fruits siens, & maintenant lesdits heritages en conuenable estat, & en alimentant seldits enfans.

lviii.

La femme qui est baillistre, administrresse ou tutrice de ses enfans, apres le trespas de son mary quand elle se remarie, ne perd point ladite baillistrierie, administration ou tutelle de ses enfans à elle demourez de son mary trespasé.

C H A P I T R E 8.

Des successions. lix.

LE mort saisist le vif, son plus prochain heritier habile à luy succeder.

lx.

I Lon ne peut exhereder ses vrais heritiers qu'on ne leur delaisse leur legitime, qui est par coustume repute la tierce partie des biens¹ du trespasé, sans charge de legats, fraiz funeraux, & des donations faites en derniere volunté, sinon pour aucune des causes d'exheredation declarees en droit.

lxi.

2 Vn chascun habile à faire testament & ordonnance de derniere volunté, est tenu de laisser à ses vrais heritiers ladite legitime, c'est à sçauoir la tierce partie de ses biens par droit d'institution, ou autrement ledit testament est nul.²

lxii.

3 Si le testateur dispose des deux pars de ses biens en autres personnes qu'en ceux qui par droit & par coustume luy peuuent & doyuent succeder, faire le peut, & en sont saiziz ceux qu'il aura instituez heritiers par son testament valablement fait & selon raison, esdites deux pars.³

lxiii.

4 Le testateur par testament & ordonnance de derniere volunté, ne peut faire l'un de ses vrais heritiers legitimes, & qui ab intestat luy doyuent succeder, meilleur de l'autre.

lxiiii.

5 Succession en ligne directe ne monte point, c'est à sçauoir, que le pere ou la mere ne succede point à son fils ou femme, ou aux enfans de son fils ou fille, quant aux heritages anciens paternels ou maternels.⁵

lxv.

Mais le pere succedera seul & pour le tout es biens que ses enfans auront eu de luy.

lxvi.

Et au regard des autres biens meubles & acquests faits par lesdits enfans, leur pere & mere y succederont avec lesdits freres & sœurs, & les enfans desdits freres & sœurs & autres, selon la forme de droit. Et en ce cas lesdits pere & mere demourrôt vestuz & saiziz desdits biens, esquels ils succederont à leursdits enfans.

lxviii.

Quand l'homme ou la femme vont de vie à trespas, delassent enfans de plusieurs liets & mariages, lesdits enfans y succederont par testes, selon la disposition de droit escrit.

lxviii.

6 Les heritages ensuyuant en succession la ligne du tronc de laquelle ils sont yssus, c'est à sçauoir que les heritages procedans du costé & ligne paternel, retournent aux heritiers du defunct du costé paternel. Et ceux procedans du costé & ligne maternel, retournent aux heritiers du defunct, du costé maternel, soit en prochain ou lointain degre.⁶

lxix.

7 S'ils sont plusieurs enfans de plusieurs freres ou sœurs⁷ qui viennent à la succession de leurs oncles ou tantes, ou autres en ligne collaterale, ils succedent par lignes, non par testes.

lxx.

8 En toutes successions, representation a lieu, quand la personne representee est en pareil degre avec celluy de sa ligne & branche,⁸ avec lequel il succede, & autrement non. Et c'est ce que lon dit en Bourgongne, que ce qui eschet au pere, eschet au fils.

lxxi.

Double ligne a lieu entre freres & sœurs germains, au regard de tous leurs biens, & aussi a

1. 60. Quia ritur verbo quote & verbo bona, certū est quod primū omne es alienū de tota massa deduci debet, & triēs residui erit legitima. C. M. 2. 61. Habet locū sine iū si liis sine liberis, sed si supersint quinque naturales & legitimi vel plures, tamen valet testamentū, sed ipso iure suppletur legitima usque ad semissem. l. omni modo. C. de inoffici. testa. nō enim loquitur consuetudo quando est tantus numerus filiorum, nec est intelligenda ut diminuat legitimā filiorū iure natura debitam. Et quod hic. §. tā tū loquatur de descendētibz, nec possit congruere collationibus qui non reddunt testamentum nullum, latē probauit in consil. 46.

To. 1. contra Chassaneum hic. C. M.

3. 62. Verum est in collateralibus, & etiam in filiis quando non sunt ultra quatuor, aliis filij saiziti sunt de semisse, quia legitima ipso iure testamentum rescidit. l. quoniam in prioribus. C. de inoffici. testa. C. M.

4. 63. Secus inter viuos. de quo late dixi in consil. 59. lib. 1. C. M.

5. 64. Respective est: mater non est inhabilis in maternis vel auitis maternis. & §. sequens habet locum etiam in matre. C. M.

6. 68. Saluo quod testator potest dare vel legare messem alij non succedenti. ut. §. §. 61. saluo semisse filiorum, quando sunt ultra quatuor, ut ibi dixi. C. M.

7. 69. Id est aliquis ex fratre vel sorore prædefunctis. alij ex alio fratre vel sorore prædefuncti. hac erat opinio Accursii, que etiam de iure vera est, quicquid Zafius scripserit. Ideo expunxi verbum, Licet, quod erroneè in omnibus exemplaribus ad usque extabat. C. M.

8. 70. Per hæc verba sepe consului quod hic. §. loquitur tantū de herediis, & non corrigi ius commune nisi in herediis in quibus representationem statuit in infinitum. C. M.

Couſtumes du pays & duché de Bourgongne

lieu entre les enfans deſdits freres & ſœurs germains, ſauf le droit des heritiers naturels deſdits enfans, & non plus auant. lxxii.

Femme mariee de pere & de mere par mariage diuis viuans ſes pere & mere, & à laquelle eſt conſtitué dot & mariage diuis par ſedits pere & mere, ou par ledit pere ſeulement, viuant ladite mere, ne retourne point à ſucceſſion deſdits pere & mere, ne les deſcendans d'elle, tât¹ qu'il y ait fils ou enfans maſles deſcendans dudit fils, ſ'il ne luy eſt expreſſement reſerué par ledit traité. Et n'entend on point priuer la femme de ſucceſſion collaterale, ne d'autre donation que ſes pere & mere luy voudroient faire ſans tiltre d'hoirie. lxxiii.

1. 72. Quidā magni nominis putāt hāc cōſuetudinem intelligi ſuſpē ſuē, non autē ex cluſiue: ſed errāt. ad futu- ras ergo ſucceſſiones deſi- net hęc filia eſſe inhabilis poſtquā deſe- cerint maſcu- li: ſed non ad pręteritas. C.M.

Si aucuns ſe veulent porter heritiers par benefice d'inuentaie, ils ſont tenus de l'impetrer du prince.² lxxiiii. 2

Au regard des gens de religion profes, qui pretendent venir à ſucceſſion de pere & de mere & autres collateraux, la choſe demeure en telle vſance qu'elle a peu eſtre par cy deuant. Et pour ce que lon veut dire que par l'ordonnance & couſtume du royaume de France, gens de religion profes ne peuuent ſucceder à pere n'à mere n'à autres collateraux.³ Et que les reli- gieux de l'ordre de Cyſteaux diſent auoir priuilege & vſance au contraire. On ſ'en informera, pour veuë l'information, en eſtre ordonné par mondit ſeigneur, ainſi qu'il appartiendra.

2. 73. Sed in patria iuris ſcripti nulla opus eſt impetracione ſed deſcriptione ſolenni. C.M.

CHAPITRE 9.

Des ſucceſſions des baſtards.

lxxv.

3. 74. Hęc ſentētia vicit reiecto vbique prętenſo primi legio Ciſter- ſienſiū. C.M.

SI vn baſtard ou baſtarde va de vie à treſpas ſans hoirs legitimes de ſon corps, monſeigneur le Duc luy ſuccede en tous ſes biēs, quelque part qu'ils ſoient aſſis, ſoit en lieu de main-morte ou autrement, en payant & ſupportant par mondit ſeigneur les charges reelles des heritages, & payant les debts. Et en demeure ſaiſy mondit ſeigneur, lequel eſt tenu de mettre hors de ſes mains les heritages de la main-morte dedans l'an & iour apres le treſpas dudit baſtard ou baſtarde. lxxvi.

Si les enfans legitimes du baſtard, ou les enfans d'iceux enfans ou autres deſcendans du baſtard, vont de vie à treſpas ſans hoirs legitimes de leurs corps, mondit ſeigneur aura ſeulement les heritages procedans du tronc du pere baſtard, ou de la mere ou grand mere baſtarde. Et les autres heritiers collateraux, auront le ſurplus des biens. lxxvii.

Le baſtard ou baſtarde ne vient point ab inteſtat à la ſucceſſion de pere ne de mere. lxxviii.

Si vn baſtard forfait corps & biens par crime par luy cōmis, ſes biens ſont au ſeigneur haut iuſticier ſur lequel ils ſont aſſis. lxxix.

Quand le preſtre baſtard va de vie à treſpas, mondit ſeigneur le Duc prend les heritages dudit preſtre baſtard: Et au regard des biens meubles, ils ſont & demeurent à leurs prelates ordinaires qui les ont accouſtumez d'auoir.

CHAPITRE 10.

De main-morte.

lxxx.

AV duché de Bourgongne n'y a nuls hommes ſerfs de corps. lxxxi.

L'homme de mainmorte ne peut preſcrire franchise & liberte contre ſon ſeigneur, par quelque laps de temps qu'il face demourance & reſidence hors du lieu de main-morte, quelque part que ce ſoit. lxxxii.

En lieu & condition de main-morte, l'enfant enſuyt la condition du pere, & non pas de la mere. lxxxiii.

Vn meix aſſis en lieu de main-morte, & entremeix main-mortables, eſt reputé de ſemblable condition que ſont les autres meix main-mortables dudit lieu, ſ'il n'y a tiltre ou vſance au contraire. lxxxiiii.

L'homme franc qui va demourer en lieu de main-morte & y prend meix, & deuiet par cō- uention homme de ladite condition, il demoure incontinent homme main-mortable pour luy & ſa poſterité à naiſtre. lxxxv.

L'homme franc qui va demourer en lieu de main-morte, & y tient feu & lieu par an & iour continuellement, & paye en ſon cheſau ſeigneur du lieu les deuoirs tels que ſont les autres hommes dudit lieu, demoure pour luy & ſa poſterité à naiſtre de cōdition dudit lieu de main-morte.

morte.

lxxvi.

La femme de main-morte qui se marye à homme franc, est franche. Et si vne femme franche se marye à vn homme serf de main-morte, viuant son mary, elle est tenue & repute de main-morte. Et apres le deces de son mary, elle se peut departir du lieu de main-morte, & aller demourer en lieu franc, si elle veut, & demeure franche comme elle estoit par auant ce qu'elle vint demourer audit lieu de main-morte, en delaisant dedás l'an & iour apres le trespas de son mary, le meix & tous les heritages de sondit mary estans audit lieu de main-morte. lxxvii.

L'homme de main-morte peut desaduouer son seigneur, & soy aduouer homme franc de monseigneur le Duc. Et se doit faire ledit desadueu par homme de main-morte en sa personne, en la personne de son seigneur, sil le peut apprehender en quelque lieu que trouuer le pourra, & si trouuer n'appreheder le peut ledit seigneur à sa personne, il ne fera au domicile de son seigneur, ou à la personne du chastelain & iuge du seigneur dudit lieu, dót il est main-mortable. Et doit auoir ledit homme vn sergent de monseigneur le Duc, garny de mädement de desadueu du baillif ou bailliage auquel est assis ledit lieu duquel ledit homme est extrait. Et en faisant ledit desadueu, ledit homme doit renoncer à son meix & autres biens meubles & heritages qu'il a sous ledit seigneur au lieu de main-morte, lesquels en ce cas sont & demeurent au seigneur de la main-morte. lxxviii.

L'homme de main-morte peut vendre & alier son heritage assis au lieu de main-morte, aux gens de la seigneurie & condition dont il est. Et ne les peut vendre à homme de franche condition, ne d'autre seigneurie, si ce n'est du consentement du seigneur de la main-morte. Et n'entend on preiudicier à ceux qui ont les lieux particuliers par cours ou vsance. lxxix.

L'homme de main-morte ne peut disposer de ses biens meubles & heritages par testament n'ordonnance de derniere volonte, sans le consentement de son seigneur. xc.

Gens de main-morte estans communs en biens, s'ils se separent & diuisent, ils ne se peuvent reunir ne mettre ensemble, sans le consentement du seigneur du lieu de la main-morte. Et s'entend separation entre gens de main-morte, quand ils ont party & diuisé leurs meubles & heritages, & qu'ils sont separez d'vn feu & d'vn pain, & font demourance separee chacun en son chef. xci.

Gens de main-morte ne peuvent succeder l'vn à l'autre, sinon eux demourans ensemble, & estans en communion de biens. xcii.

Le seigneur demeure saisy des biens de son homme main-mortable quäd le cas de la main-morte aduient. xciii.

Le seigneur quand eschoite & succession de mainmorte a lieu, prend les heritages, estäs en sa seigneurie main-mortable, sans pour raison d'iceux payer les debts de son hōme main-mortable trespasé. xciiii.

Et sil prend les meubles estans en ladite main-morte & dehors, & les heritages estans en lieu franc demourez de ladite eschoite, il est tenu de payer sur iceux les fraiz funeraux de sondit homme. Et apres ce se payera de ce que sondit homme luy deuoit au temps de son trespas. Et au surplus payera les autres debts de sondit hōme, tant & si auant que lesdits meubles estäs au lieu de ladite main-morte & dehors, & les heritages estans en lieu franc se pourront estendre, ou les habandonnera aux creanciers. xcv.

L'vne des seigneuries de main-morte n'acquiert point sur l'autre. Qui est à entendre, que si vn hōme ou vne femme de main-morte va demourer en autre lieu main-mortable que de son seigneur, & la main-morte a lieu, chascun seigneur prend en ce qui est en sa seigneurie main-mortable tant es meubles qu'es heritages. Et ce qui est en franc lieu tant meubles cōme heritages, est au seigneur de qui l'homme ou femme est main-mortable originellement. xcvi.

Quand gens de main-morte vont de vie à trespas suruiuant l'vn de leurs parens prochains qui leur doit succeder demourant avec eux en communion, les autres qui semblablement par raison doyuent succeder, viennent à leur succession avec celluy qui demeure avec eux par le moyen d'icelluy. xcvi.

Gens de condition, main-mortables, taillables, haut & bas, corueables à volüté, iusticiables en toute iustice, ne sont receuz en tesmoins pour leur seigneur duquel ils sont hommes & sujets des dessusdites conditions, ou de trois ou de deux d'icelles. xcvi.

Le seigneur de la main-morte qui a prins les biens de son homme de main-morte redeuables ou censables à autruy qu'il auoit en lieu franc à son viuant, est tenu de les mettre hors de ses mains dedans l'an & iour apres le trespas de sondit homme de main-morte. xcix.

YYY

Coustumes generales de la duché de Bourgongne.

Le seigneur prend la succession du prestre de main-morte en meubles & en heritages, fil n'a parens qui luy doiuent succeder demourans en communion avec luy. c.

Es lieux où lon a accoustumé prendre feur mariage, le seigneur de la main-morte préd pour le feur mariage de sa fême main-mortable les heritages qu'elle a sous luy & au lieu de sa main-morte ou autant vallant qu'elle emporte en mariage au chois de ladite femme. ci.

Gens de main-morte qui s'absentent de la seigneurie de main-morte, peuuent retourner à leurs heritages & les recouurer dedans dix ans. Durant lequel tēps de dix ans le seigneur peut mettre des seruiteurs esdits heritages, & faire les fruits siens. Et iceux dix ans passez lesdits heritages demeurent au seigneur pour en disposer deslors en auant, ainsi que bon luy semblera.

C H A P I T R E I I.

Des retraites.

cij.

Quand homme ou femme a vendu son heritage ancien, le plus prochain du lignage du costé dont meut ledit heritage, le peut racheter dedans l'an & iour, en rendant le pris & les fraiz raisonnables. ciii.

Si vn autre du lignage dōt procede ledit heritage vendu, & qu'il ne soit pas le plus prochain a racheté ou veut racheter ledit heritage vendu dedas l'an & iour, le plus prochain dudit lignage le peut retraire & racheter de luy ou de l'acheteur dedans le premier an & iour. ciii.

Si l'heritage est vendu à vn lignager qui ne soit du costé dont il est mouuant, ou qu'il soit védu à vn du lignage & du costé mesme dont il est party, s'il y a plus prochain parent que l'acheteur & du costé mesme dont est mouuant ledit heritage, il le peut racheter dedans ledit premier an & iour en rendant le pris & les fraiz raisonnables. cv.

Si l'heritage vendu n'est retrait par parent du lignage dont il est mouuant, l'vn des parēs de quelque costé qu'il soit, le peut retraire dedans l'an & iour, si ledit heritage est vendu à hom- cvi.

l. 105. Et sic multo fortius excludit fisco in prediis antiquis alterius linea C. M.

me qui ne soit du lignage. cvi.

Ledit an & iour est à compter dès le iour du vendage de l'heritage vendu, sans auoir regard à quelque rachat qu'il soit donné par l'acheteur. cvii.

Le parent ne peut vendre n'aliener le droit de retrait de l'heritage vendu, sinon qu'il soit du lignage. cviii.

Le parent qui rachete l'heritage védu, vend l'heritage & rachete par proximité à autre qui ne soit du lignage, le plus prochain & autres parens successiuelement comme dessus, le peuuent racheter en la maniere que dessus est. cix.

Semblablement retraite a lieu en vendition des rentes & censés. Et aussi si vn homme baille son heritage ancien à censé ou rente annuelle & perpetuelle, en payant les rentes & censés & autres pris & charges tels qu'il seront. cx.

En vendition d'heritage ancien vendu par decret, retraçtion a lieu comme en autre vendition à la maniere dessusdite, dedans l'an & iour à compter du iour de l'interposition du decret. Au rachat & retraçtion des heritages soient censables ou feodaux vendus, le lignager sera preferé au seigneur feodal ou censier. cxii.

Toutes & quantes fois que l'vn des lignagers a fait diligence d'auoir la retraite de l'heritage vendu, le vendeur & l'acheteur ne peuuent faire conuention ensemble pour empescher ladite retraite au preiudice du lignager.

Le lignager qui veut faire la retraite dudit heritage vendu, peut agir cōtre l'acheteur ou detenteur dudit heritage. cxii.

Pour ce que souuent aduient qu'aucuns, pour frauder le parent & lignager de son droit de retraçtion de la chose transportee par son parent, font eschange, & apres rachetent l'eschange, si la fraude est trouuee par preuue suffisante, ou par le serment des contrahans qui seront tenus à en iurer, si la partie s'en veut rapporter à leurs sermens, ledit parent ou lignager aura la retraçtion s'il l'a veut auoir selon la coustume.

2. 113. Ergo vi tituli particularis, & non vi cōsuetudinis, ut des reliefs à cher pris, Blesis. dici in consuet. Parisi. §. 66. & per arrestum obtinui. C. M.

C H A P I T R E I 2.

Des censés.

cxix.

OR és censés que lon dit porter loux, seigneurie, retenue & amende, on ne declare point estre de coustume generale pour la diuersité des vsages qui sont en diuers lieux esquels plusieurs seigneurs & autres ont censés, lesquels vserōt desdites censés & desdits loux, seigneurie, tenue & amende ainsi qu'ils ont par cy deuant vsé: & semblablement ce fera au regard des coustumes de bleds, vins & autres choses. cxiii.

On

On ne peut mettre cense sur cense au preiudice du premier seigneur censier. Et si l'adient que lon y vende rente le seigneur censier a la retenue de ladite rente si auoir la veut en rendant le pris du vendage de ladite réte, & les fraiz raisonnables, dedās l'an & iour apres ce que l'achat de la rente sera denoncé, par l'acheteur de ladite rente, & au cas que le seigneur censier n'aura consenty à ladite rente. Et si on met rente sur l'heritage qui est censable & apres lon vend ledit heritage, le seigneur censier a la retenue si bon luy semble dudit heritage vendu en rendant le pris du vendage dedans quarante iours apres ce que ledit vendage luy sera denoncé par l'acheteur. Et ce fait se peut acquerir ladite rente dedans l'an apres ladite retenue parmy rendāt par chascun franc de rente s'il est assis en bonne ville, vingt francs, & en plat pays quinze francs, au cas que ledit seigneur censier n'auoit consenty à ladite rente. cxv.

I Le seigneur censier peut recourir aux heritages mouuans de cense¹ pour faute de tenācier & de cense à luy non payee, & d'iceux leuer les fruits, proufits & emolumens, & les appliquer à son proufit iusques à ce qu'il soit payé de la cense & des arrerages d'icelle, & ce dedans dix ans celluy qui tenoit par auant lesdits heritages censaux ledit seigneur censier sera tenu de les luy remettre & deliurer s'il a esté satisfait des arrerages par la reception des fruits: ou sinon parmy ce que auant toute œuure il sera satisfait desdits arrerages. Et lesdits dix ans passez lesdits heritages demourront audit seigneur censier, pourra les bailler & accēser à tel qu'il luy plaira, sans plus estre tenu de les remettre ou bailler à celluy qui les tenoit à cense de luy par auant s'il ne luy plaist. cxvi.

Le seigneur cēsier ou rétier d'aucune chose peut adresser & a son action pour les arrerages à luy deuz de la cense ou rente contre l'assignal & contre le tenancier d'icelluy, sans ce qu'il soit tenu de discuter l'actiō personnelle cōtre le principal obligé ou ses hoirs, s'il ne luy plaist. cxvii.

En eschange de chose censue portans loux simplemēt fait & sans soulte n'a point de loux, & fil y a soulte, il y a loux selon ladite soulte.

C H A P I T R E 13.

Des adueuz.

cxviij.

2 L'Adueu emporte l'homme² quand il est detenu pour cas criminel pour lequel punitiō corporelle se doit ensuyuir & qu'il est prouué suffisamment qu'il est homme iusticiable de celluy à qui il s'est adoué homme.

C H A P I T R E 14.

Des forests, pasturages & riuieres.

cxix.

LE boys acquiert le plain, c'est à entendre en forest bannal & en haute iustice de celluy à qui appartient ladite haute forest & le plain par fossez, bornes, murs ou autres enseignes. Et apres ce que ledit plain est demouré sans labour totalemēt & sās exart l'espace de xxx. ans. cxx.

Lon ne peut auoir vsage en boys & riuieres bānal d'autruy ne droit petitoire ou possessoire par quelque laps de temps qu'on en ayt iouy sans en auoir tiltre ou payé redeuance. cxxi.

En boys de coupe & de vendue lon ne doit pasturer quelque vsage qui y soit, iusques apres la quarte fueille. cxxii.

Viue pasture en boys de haute fustaye & forests est à entendre dés la sainct Michel iusques à la sainct André inclus. Et durant ledit temps tous vsagers vain pasturiers doyuent cesser de y faire pasturer. cxxiii.

Les habitans d'une ville ou village ne peuuent pretēdre auoir vain pasturage, sur aucune autre ville ou village d'autre seigneurie & parrochage, ne pretendre droit petitoire ou possessoire sinon par cours, ou qu'ils en ayent tiltres ou payé redeuance au seigneur. cxxiiii.

3 Gens de poste ne peuuent assembler ne faire gests ne collectes sur eux, ne faire ou passer procuration sans auctorité ou licence de leur seigneur haut iusticier, & en son refus & delay doyuent recourir au prince ou à ses officiers. cxxv.

4 Au regard du fait de la chasse & gruyrie lon s'en remet aux ordōnāces sur ce faites & à faire par messeigneurs les ducs de Bourgogne: Et par monseigneur le Duc qui est à present. cxxvi.

C H A P I T R E 15.

De prescription & columbier.

cxxvii.

Toutes prescriptions sont vniformes & reduites à trente ans.

On ne peut faire colūbier en pied de nouveau en iustice d'autruy sans licēce du seignr.

I. 115. In-
transitiue. id
est censuels.
C.M.

2. 118. Id est
instantiā par
renuoy, etiam
rei carcerati:
dūmodo domi
nus ad quē ha
beat debitum
exercitium in
iurisdictionis,
& tutos car
ceres, alias in
dex regius de
bet & potest
remissionē de
negare & lo
ge agere p ea
qua dixi in cō
suetu. Paris.
§. 2. glo. 4.
C.M.

3. 124. Id est
ad iudicē Re
gim ordinariū
superiorē
dicti domini.
ad hoc Ioan.
fab. §. minor
statis. instit.
de verb. diuis.
C.M.

4. 125. Car il
ne ressortissoit
au Roy ny au
parlement de
Paris: il ne
deuoit que hō
mage au Roy
à cause du dū
ché. C.M.

Les Coustumes generalles du Comté de BOVRGONGNE.

Accordees par les trois estats de ladite Franche cōté, & redigees par escrit sous l'auctorité du bon duc Philippe, Côte de Bourgongne, en Decembre. 1459. in quas commentaria scribere etiam à primoribus Senatus dum ibi profisterer, anxie rogatus fuerā & cōperā; sed à rege Philippo delatoribus & inuidis infalices aures prebente, pulsus & aliis negotiis occurrentibus, desistere coactus fui. C. M.



PHILIPPE par la grace de Dieu Duc de Bourgongne, de Lothier, de Brabant & de Lembourg, Comte de Flandres, d'Arthois, de Bourgongne, Palatin de Hainau, de Holande, de Zelāde, & de Namur: Marquis du saint Empire: Seigneur de Frise, de Salins & de Malines: à tous pretens & aduenir, salut. Comme par plusieurs fois de la part de noz treschers & amez les gens des trois estats de nostre Comté de Bourgongne, nous ayt esté exposé & remōstré, que à l'occasion de ce que les Coustumes (desquelles lon a vsé en nostre Comté de Bourgongne) ont esté souuentesfois proposees & prouuees en diuerse & contraire maniere: Et que par ce diuerses sentences & iugemens ont esté rendus: dont plusieurs grans & somptueux proces sont aduenus & aduiennent iournellement. Nos suiets d'icelluy nostre Comté ont souffert & soustenu grans interests & dōmages. Et à quoy se pourroit bien pourueoir, si lesdites coustumes (desquelles lon doit vsfer en nostredite Cōté) estoyēt redigees par escrit: & par nous auctorisees, en reiettant tous autres vsages, que lon voudroit ou pourroit proposer, alleguer, ou mettre en fait par coustume generale, & foy reigler au surplus & en tous autres cas selon raison escrite, & la disposition du droit ciuil: En nous requerant sur ce estre pourueu de remede conuenable. Par quoy nous leur ayans ottroyé nos lettres patentes donnees en nostre ville de Bruges le vnzième iour de Mars, l'an mil cinq cens cinquāte sept. Par lesquelles auons ordonné que par six de nos Conseillers, gens notables, dont les trois seroyent de nos Conseillers tels qu'ils nous plairoit, & les autres seroyent nommez par les gens desdits trois estats, à sçauoir vn de chascun estat, information seroit faite desdites coustumes & de la maniere comme lon en auoit iouy, & pour les mettre & rediger par escrit: & les renuoyer à nos amez & feaux nos presidens des Parlements, & gens de nostre conseil residans à Diion pour les veoir: & le tout renuoyer avec leur aduis par deuant nous & les gens de nostre grand conseil estans lez nous, pour y faire & ordonner au surplus ce qu'il appartient droit. Et en ensuyuant ce que dit est, apres ce qu'auons esté acertainez de ceux qui ont esté nommez par lesdits des trois estats, c'est à sçauoir, maistre Guillaume gautier Chanoyne, & Archediacre de Fauernay en l'eglise de Bezanson, messire Jean de Beaufort seigneur de Sauingens, & Loys morel cheualier, & maistre Iacques de chaffey, par nos autres lettres patentes donnees en nostre ville de Bruxelles le seizième iour de Iuing apres ensuyuant ayons cōmis, ordonnez & deputez les dessusdits avec nos amez & feaux Conseillers messire Gerard vurry Docteur en loix, maistre des requestes de nostre hostel, & maistre Jean Caron delet, licencié es loix pour faire lesdites informations, & pour faire mettre & rediger lesdites coustumes par escrit, appellé avec eux pour scribe nostre amé & seal secretaire & greffier de nostre parlement de Dole, maistre Guillaume de bercy, pour au surplus en estre fait comme dessus est dit. Par vertu desquelles nos lettres & commission, iceux Commissaires apres les informations par eux faites ont mis & redigé par escrit lesdites Coustumes: & le tout ont renuoyé à nosdits presidens & gens de nostre Conseil à Diion. Lesquels nos Presidens & gens de nostre Conseil (apres qu'ils ont tout veu & visité) nous ont renuoyé lesdites informations, & ce que fait en a esté par lesdits Commissaires. Et pour ceste cause, & afin que vueillons sur ce ordonner à nostre bon plaisir, lesdits des trois estats ont enuoyé deuers nous certains leurs deputez, c'est à sçauoir, nos amez & feaux messire Ieā de neufchastel seigneur de Mōtagu nostre cousin, reuerend pere en Dieu l'Abbé de Montbenoist, maistre Iacques de Chaffey, Jean de Salignes & Guillaume de Bercy: à la supplication & poursuyte desquels desirans en ceste partie pouruoir ausdits inconueniens, debats & dommages, & releuer nosdits suiets des fraiz, despens & somptueux proces qu'ils soustenoyent. A ceste cause ainsi qu'ils dient, apres ce que auons le tout fait veoir & visiter par nos amez & feaux les gens de nostre grand conseil estans lez nous, lesquels pour ce ont esté assemblez en grand & notable nombre: A sçauoir faisons, que par l'aduis & deliberation de nostredit grand conseil de nostre certaine science & plénie puissance, auons ordonné & statué, ordonnons & statuons par loy, & cdiēt perpetuel, que lesdites Coustumes generalles d'icelluy nostre Comté, sont & seront gardees & obseruees d'oresenauant en la forme & maniere, & de l'effect & substance que sont cy apres dictées & declarees:

declarees: sans pouuoir ou deuoir estre alleguees, proposees ou escrites és auditoires & iugemens d'icelluy nostre Comté en autres termes ou substance, que ainli qu'il est contenu és articles qui s'ensuyuent.

C H A P I T R E I.

Des fiefs.

Article premier.

LE seigneur feodal peut asseoir, & mettre sa main à la chose mouuant de son fief pour deffaut d'hommage non fait, & fera les fruits siens pendant ladite main-mise: & iusques à ce que ledit hommage luy soit fait, ou deuëment présenté, sans toutesfois (à cause dudit hommage non fait) pouuoir prétendre droit de commise contre le vassal.

Et si ledit vassal va de vie à trespas, delaisant hoirs succedans audit fief: supposé que ledit seigneur y peut asseoir sa main pour cause dicte, & sous icelle gouverner ledit fief: Toutesfois il ne fera pas les fruits siens iusques apres l'an & iour du trespas dudit vassal.

Item sera tenu le vassal & son successeur de faire le deuoir de hommage à la personne de son seigneur, s'il est au comté de Bourgogne. Et s'il est absent dudit comté: & qu'il ayt demouré dehors quarante iours continuels depuis la main-mise, ledit vassal pourra offrir & presenter ledit hommage en la place & maison dudit seigneur, & dont ledit fief sera mouuant: ou à la personne de son principal officier qui sera lors audit comté de Bourgogne: Et moyennât laquelle offre ledit seigneur ou son officier en son absence sera tenu de luy bailler iouyssance de sa terre.

Le vassal est tenu, apres ce qu'il a fait l'hommage à son seigneur de la chose qu'il tient en fief de luy, de bailler audit seigneur dedans quarante iours apres ledit hommage fait, son denombrement & declaration de la chose qu'il tient de fief en forme deuë, s'il est audit comté. Et s'il est absent d'icelluy comté, à la personne de son principal officier qui sera audit comté. Et au deffaut dudit denombrement non baillé dedans ledit terme, ledit seigneur peut mettre en sa main ladite chose: & sous icelle la tenir sans faire les fruits siens.

Le seigneur du fief pour cause de fief, & hommage à luy non fait, & pour denombrement non baillé ne peut prendre droit de commise.

Si le vassal par testamēt, donation à cause de mort, ou par autre ordonnāce de derniere volonté fait, dispose, ou ordonne en forme deuë des choses qu'il tient en fief, celuy ou ceux au prouffit desquels ledit vassal en aura disposé ou ordonné (comme dit est) ne seront tenus de requérir au seigneur feodal son consentement pour en prendre possession. Et s'ils la prennent ledit seigneur à ceste cause n'y pourra pretendre aucun droit de commise.

En choses feudales & mouuans de fiefs les heritages ab intestat peuuent succeder, comme en autres choses, & prendre la possession desdites choses feudales, sans consentement des seigneurs du fief, & sans danger de commise excepté les religieux.

Les peres & meres & autres parens peuuent par traité de mariage donner à leurs enfans, freres, neueux, cousins, ou autres parens, les choses qu'ils tiennent de fief: & en peuuent les donataires prendre, la possession sans consentement des seigneurs du fief, & sans danger de commise.

En partage & diuision des choses feudales venans par succession de hoirie, n'est point de necessité aux parties, de prendre consentemēt des seigneurs du fief: pour prendre la possession de ce que par ledit partage leur aduient.

Le vassal peut assigner à sa femme, les deniers de son mariage, & de son douaire sur choses feudales: & en peut la femme ou ses heritiers prendre la possession apres le trespas du mary, sans consentement des seigneurs du fief, & sans danger de commise. Et aussi peuuent les vassaux assigner à leurs enfans ou parens, & lignagers ce que leur est donné en mariage sur choses feudales: & iceux donataires en prendre la possession, sans consentemēt desdits seigneurs de fief sans danger de commise.

Item si lesdits assignaux sont par la femme, ou par les enfans, parens ou lignagers, ausquels sont faits lesdits assignaux, ou par leurs hoirs vendus, ou transportez à autresqui ne les peuuent

5. 10. Non solū lateris vnde procedunt heredia, sed etiam ex diuerso latere, quia possunt in defectum aliorum de linea succedere: nec etiā hic text. requirit q̄ sint proximiores in successione que etiam sunt habiles ad retractum proximitatis per hanc consuetudinem, & expresse per consuetudinem ducatus. §. 4. dicti t̄nli & commissum est odiosum, & multo odiosius dicto retractu. C. M.

1 Non dicit
droits & de-
uoirs, quia hu-
iusmodi pecu-
naria iura ibi
sunt in feudis
iure publico
consuetudinis.
C. M.

2. Id est ex cau-
sa predicta nul-
gō faute d'hō-
me, Et verba
delaisāt hoirs,
stant ampliati-
uē, etiam si su-
per sint vel ap-
pareant here-
des sine descen-
dentes sine col-
laterales, aut
qualescunque:
Idem fortius si
feudum vacat.
C. M.

3. 6. Scilicet
per viam vlti-
me voluntatis,
etiā si hic qua-
lisunque suc-
cessor possessionem
capit vbi
no vassalio dum
modo ex titulo
ambulatorio.
Et non sit pen-
tus incapax vbi
§. seq in fi.
C. M.

4. 7. Qui quia
incapaces feu-
dorum nō gau-
dent hac im-
munitate de
qua in hoc §.
Scio tamen
quod quidam
etiam ex ordi-
ne togato se-
quatorum di-
cunt quod mo-
nachis hic exci-
piuntur vt pos-
sint exercere
ius cōmisci in-
distincte etiā
in ciues muni-
ficos à quibus
opulentas has
fundationes ac-
ceperunt: & i-
deo legunt, ex-
cepte des reli-
gionis, vt vidi
in quodam so-
lenni trāssum-
pto. Sed hoc est
durum & ini-
quum & etiā
cōtra. c. ex par-
te extra de cen-
sib. Ideo puto
retinendum
ii.

vii. ius cōmisci in-
distincte etiā
in ciues muni-
ficos à quibus
opulentas has
fundationes ac-
ceperunt: & i-
deo legunt, ex-
cepte des reli-
gionis, vt vidi
in quodam so-
lenni trāssum-
pto. Sed hoc est
durum & ini-
quum & etiā
cōtra. c. ex par-
te extra de cen-
sib. Ideo puto
retinendum
ii.

x. communem
literam & in-
telligendum vt
dixi. C. M.

Coustumes generales de la comté de Bourgongne.

1. 11. *Id est iure retractus cognationis retrahere, & sic sunt penitus extranei & inhabiles ad succedendum etiam omnibus aliis abstinentibus. C.M.*
 1. 13. *secus ergo si per triginta annos fuerint in dominio, & sic deservunt solere cœdendi. C.M.*
 3. 16. *Secus de civili ut ex cœstituto. Sufficit etiam tacitus consensus patroni, quia dictio, Sans, omnem speciem consensus negat. Si ergo dominus fuerit fideiussor vel mandator alienantis vel acquirētis cessat pœna. addē quæ de interpret. huius cœsuet. dixi in consuet. Par. §. 56. nu. 28. cū seq. C.M.*
 4. *Ista pœna non habet locum in rebus cœsualibus sed etiam ibi locus est laudimius, ut in feudis.*
 5. 17. *Cū ergo sint prohibita acquirere, multo facilius cadunt in cœmissum, domino etiam neglecto, & sic confirmatur hic interpretatio mea. §. 7. C.M.*
 6. 20. *scilicet in vrbibus feudorum seu consuetudinibus insubria, quas isti putabant esse de corpore iuris, quæ insulsum errorē correxi in cœsuet. Paris. in rub. tit. 1. ad fi. C.M.*
 7. 23. *Hoc valde insulsum & corrigendum per ea quæ scripsi in cœsuet. Paris. §. 1. glos. 3. §. 35. §. 41. C.M.*

par droit de hoirie racheter, ² en ce cas ceux à qui sera fait ledit transport, ne pourront prendre possession sans le consentement du seigneur: & fils le font, en cherront en danger de commise. 1

Item & si lesdits assignaux faits (cōme dit est) sont rachetez par les heritiers des deffuncts, qui auoyent le droit de les racheter: ils en pourront prendre la possession, sans le consentement du seigneur du fief, & sans danger de commise. xii.

Le vassal peut (sans fraude, & diminution du fief) bailler ou delaisser à rente, ou cense perpetuelle les heritages qu'il a en ses mains: & que autrefois depuis trente ans ² ont esté acensez ou arrentez par luy, ou ses predecesseurs, & ceux à qui il les acensera ou arrentera en pourront prendre possession sans le consentement du seigneur du fief, & sans danger de commise. xiii.

Item le vassal peut (sans fraude, & diminution du fief) bailler à cense ou rente perpetuelle les heritages qu'il a à cause de sondit fief, si lesdits heritages sont en ruine, ou inutiles, ou de telle valeur que ce seroit proufit au seigneur du fief, si ils estoient baillez à cense: & ceux à qui il les baillera en pourront prendre la possession sans le consentement du seigneur du fief, & sans danger de commise: supposé que lesdits heritages n'ayent autresfois esté baillez à cense, ou réte perpetuelle. xv.

Item si le vassal (sans fraude, & diminution du fief) baille à ferme ou réte les heritages qu'il tient en fief au temps & terme de vingt & neuf ans & au deffous, celuy ou ceux à qui il les baillera en pourront prendre la possession sans le consentement dudit seigneur, & sans danger de commise. xvi.

Et en autre cas d'alienation, transport ou vendage de chose de fief, cōmise n'a point de lieu si possession reale n'en est prinse sans le cōsentement du seigneur du fief. Et si ladite possession reale ³ en est prinse sans ledit consentement cōmise a lieu au proufit du seigneur dudit fief. xvii.

Femmes nobles peuuent acquerir, & succeder en choses feodales aussi bien que les hōmes qui sont nobles, excepté les religieuses. xviii.

Si le vassal (qui delaisse plusieurs enfans ses heritiers) ordonne en son viuant que apres son deces les maisnez de sesdits enfans reprendront & tiēdront en fief leur partage de l'aisné: ou si apres le trespas dudit vassal lesdits enfans en faisant leur partage accordent d'ainsi le faire: supposé que lesdits maisnez esdits cas doyuent faire ledit hōmage à leurdit aisné. Toutesfois ne sera par ce preiudicié au premier seigneur du fief, duquel ledit partage estoit tenu, qu'il ne puisse asseoir sa main ausdits partages desdits maisnez, si ledit aisné ne fait le deuoir dudit hōmage: ou fil ne baille son denombrement dedans quarante iours apres l'hommage faite: & ne fera point ledit seigneur les fruits siens au preiudice desdits maisnez, au cas qu'ils auront fait leur deuoir dudit fief à leur aisné. xix.

Item que pour les dōmages & interests que lesdits maisnez ou leurs hoirs auront soustenu, à cause & pour raison de ce que l'aisné ou ses hoirs n'auront fait leur deuoir de faire enuers leur premier seigneur hōmage, & baillé le denombrement de nosdits partages, dont ils aurōt fait deuoir, iceux maisnez ou leurs hoirs aurōt leurs recours à l'encontre desdits aisnez ou de leursdits hoirs. xx.

Item que par ledit fief de partage ne sera point preiudicié audit premier seigneur en ce que ledit fief ne peur cheoir en cas d'ouverture à son proufit par felonnie que lesdits maisnez ou leurs hoirs pourroient faire ou commettre à l'encontre de luy, tant en sa personne comme es autres personnes à luy coniointes, eprimees en droit. xxi.

Item & semblablement que si lesdits maisnez enfans ou leurs hoirs vassaux de leursdits aisnez ou de leurs hoirs, à cause de partage (comme dit est) commettent felonnie à l'encontre d'eux soit en leurs personnes ou autres personnes coniointes eprimees en droit: le droit de l'ouverture dudit fief sera à iceux aisnez seigneurs. xxii.

Item que le droit de commise, venant à cause de reale possession prinse de la chose feodale de partage, sans auoir de ce consentement, & aussi le droit de retenue appartenant au seigneur feodal, seront & appartiendront audit aisné, comme seigneur immediat dudit fief. xxiii.

Item par le partage que peut faire en son viuāt le vassal entre ses enfans: ou qu'iceux enfans apres le trespas de leur pere peuuent faire entre eux (comme dit est deffus) des choses tenues en fief, à cause desquels ledit vassal a aucuns hommages: iceluy vassal ou sesdits enfans peuuent delaisser à l'un des enfans tous lesdits hōmages: supposé ores qu'à iceux enfans qui auront lesdits hōmages, n'adienne aucune autre chose de ladite chose feodale, dont depēdront iceux hommages. xxiiii.

1 24. Nisi sit publica mercatrix in eâ negociatione cõperientibus cõtractibus^o ut ibi etiã in iudiciis obseruari videtur quãvis cõsuetudo hoc expressõ non excipiat.

XXV.

2 25. Sed nõ e contra, nec mulier parisi est conditionis ut J. S. 35. in fi. C. M.

XXVI.

3 26. Ita veteres libri etiã Lugduni impressi pro quo recetiores male habet, donec C. M.

XXVII.

4 Dot. Id est, de tanta summa, quãta tertia pars dotis viro datur, ostendit. C. M.

XXVIII.

5 27. Hæc duo referuntur post verbum, facti, nec excludunt mobilia

XXX.

indicique venientia, sed tantum præteritos acquisitus, ut §. seq. ubi nõ consuetud. habet partem in mobilibus simpliciter, & sic videlicetque

XXXI.

§. 29. 30.

XXXII.

6 31. Et sic, ia paye, marito non ut caderet in mobile vel communionem, sed nõ reddi debeant: sed quando est mora dotis per

XXXIII.

dotatem soluenda recipitur apud Sequanos ut ibi vidi inter nobiles fa-

XXXIV.

scisci de septem in centum annuatim que est ferè duplex cõtesima: de usuris autè dotabilibus dixi in tract. commer.

XXXV.

& usurar. nu. 525. 538.

XXXVI.

7 32. Ut semper de aliqua modica parte facere solent ut ibi vidi. C. M.

LA femme mariee (soit qu'elle ait pere, ou ayeul paternel, ou non) apres la consommation du mariage, demeure en la puissance de son mary: tellement qu'elle ne peut faire contracts entre les vifs: n'estre en iugement sans la licence & auctorité de son mary: Mais elle peut tester & disposer par testament, derniere volonté ou donation à cause de mort, sans l'auctorité de sesdits ayeul, pere, & mary.

Nobles gens, mariez ensemble, sont communs en biens meubles & en acquests d'heritages, qui sont faits constant le mariage: iacoit ce que si le mary survit à la femme, ledit mary demeure seigneur des meubles. ²

Femme mariee par la coustume generale du comté de Bourgogne, gardee entre les nobles, est douee ³ à la moitié des anciensheritages de son mary, à vie. Et si elle est mariee à la coustume generale, gardee entre les bourgeois, elle est douee à la tierce partie de son dot, ⁴ & mariage, aussi à vie.

Femme mariee par la coustume generale dudit comté, gardee entre les bourgeois, est participante avec son mary en acquests de biens immeubles tant seulement faits ⁵ constant le mariage.

Nobles femmes & autres qui seront de franche condition de quelque estat qu'elles soient survivans à leurs marys, demeureront saisies de la part & portion des biens meubles, & acquests que à elles par coustume, ou par traité de mariage, pourra, & deura appartenir apres le trespas de leursdits marys.

La femme de quelque estat qu'elle soit, qu'apres le trespas de son mary participe es meubles ou acquests faits constant le mariage d'elle & de sondit mary, est tenuë de payer la moitié des debtes de sondit mary. Et si elle ne prend rien esdits meubles ou acquests, lesdites debtes seront payees par les heritiers du mary.

En cas que la femme par la participation de meubles, ou acquests de son mary, est tenuë de payer la moitié des debtes de sondit mary: les creanciers peuvent diriger leur action contre elle pour la portion qu'elle est participante es biens meubles ou acquests.

Deniers de mariage assignez ou promis d'assigner, ⁶ & qui payez ne serõnt, portent arerages: c'est à sçavoir entre nobles à dix pour cent, & entre autres à cinq pour cent: & cõmenceront à courir lesdits arerages depuis le iour que ledit payement sera promis de faire: ou (si terme n'y est mis) depuis le iour de l'interpellation deuëment faite.

Deniers de mariage donnez & constituez à la femme assignez ou non assignez, sont tenus & reputez pour heritage d'icelle femme, & de ses hoirs: fils ne sont par convenance ameblez. ⁷

Le mary (constant le mariage) peut disposer & ordonner par donations, vendages, permutations & autres cõtracts faits entre les vifs desheritages acquis, cõstant ledit mariage, soit que lesdits acquests, soient faits par luy & la femme conioinctement, ou separément, ou par l'un d'eux.

Le mary (constant le mariage) fait les fruits siens des biens dotaux de sa femme, & de tous autres qui aduendront à icelle par quelque tiltre ou moyen que ce soit. Et pour la poursuyte d'iceux, en matiere possessoire, peut ester & comparoir en iugement sans procuracion de la femme.

Si le mary (constant le mariage de luy & de sa femme) retrait ou racheteheritages, censés ou rentes venans de son costé: ou sil les acquitte de charges, ou d'hypothecques, la femme ou ses hoirs ne pourront pretendre aucun droit d'acquest sur lesditsheritages, rentes ou reuenuës, retraittes rachetees, ou acquittees comme dit est, n'aussi partie du pris que ledit mary aura pour-ce payé. Et si ledit mary retrait ou rachete aucunsheritages, rentes ou reuenuës venans du costé de sa femme: ou si (constant ledit mariage) il les acquitte d'aucunes charges ou hypothecques, il ou ses hoirs ne pourrõt pretendre aucun droit d'acquest esditsheritages, rentes ou reuenuës: fors que sur iceux prendre & auoir la moitié du pris qu'il en aura payé, si ledit pris n'auoit esté des propres deniers de sadite femme.

L'heritage du mary par luy vendu (constant son mariage) à rachat, fera debt ⁸ durât le temps

8 36. Id est, etiam si soluto matrimonio fiat redemptio, debet superstes vel eius heres mediam partem precij soluere quasi abisset in creditum, ita etiam intelligitur. §. seq. C. M.

Coustumes de la comté de Bourgongne

dudit rachat: Et semblablement sera debt l'heritage de la femme ainsi vendu à rachat durant le temps d'iceluy rachat. xxxv ii.

Rentes & heritages achetees à rachat, forissent nature de meubles durant le temps de rachat. xxxviii.

La femme peut faire les fruits siens des assignaux de son mariage & apres le trespas d'elle ses heritiers ou ayans cause, sans rien rabatre du fort, iusques à ce que ledit mariage leur soit rendu & restitué. xxxix.

La femme apres le trespas de son mary demeure saisie de son assignal particulier à elle fait de son dot & mariage par fondit mary: & aussi demeure saisie de son douaire coustumier, ou diuis. xl.

Le mary mort qui laisse enfans de plusieurs liets, la femme qui le survit prendra son douaire à la charge des enfans d'elle & de fondit feu mary. ¹ Et si elle n'a enfans de fondit feu mary, elle prendra son douaire à la charge des autres enfans d'iceluy mary. xli.

La femme de quelque estat qu'elle soit, qui se voudra acquitter de payer la moitié des debtes par son mary & elle, deus au iour du trespas de fondit mary, & que ne se voudra entremettre es biens de fondit mary, apres le trespas d'iceluy sera tenuë (si elle est au lieu où fondit mary sera trespasé) de faire la renonciation ausdits biens ² de fondit mary en presence du iuge, ou du notaire, & de tesmoins: ou en presence du curé ou du vicaire du lieu, & de tesmoins au defaut dudit iuge, & de notaire avant que l'on tire le corps du trespasé hors de l'hostel. Et si elle n'est audit lieu, sera tenuë de la faire dedans vingt-quatre heures apres ce que le trespas de fondit mary sera venu à sa cōnoissance: & en ce faisant elle sera quitte des debtes de fondit mary & elle deus, esquelles debtes ne seroit expressement obligee. xlii.

Et si l'est trouué que lesdites femmes, soient nobles ou autres, ayent soubstrait & recelez aucuns des biens communs entre leurs marys trespasés & elles: En ce cas elles seront tenuës de payer la moitié desdites debtes, nonobstant ladite renonciation. Et n'entend l'on point que par-ce ladite femme demoure quitte des debtes par elle faites avant le mariage de son mary trespasé & elle.

C H A P I T R E 3.

Des successions.

xliij.

LE mort saisist le vif son heritier testamentaire institué ³ en testament solennel, ou nuncupatif. Et aussi le mort saisist le vif son plus prochain heritier habile à luy succeder ab intestat. xliiij.

Succession ab intestat ne monte point en ligne directe: si ce n'est au regard des meubles, acquets, & donations faites par les pere & mere, ou par l'un d'eux à leurs enfans. Et succession colaterale aura lieu selon la disposition de droit commun. xliv.

Quand la personne decede ab intestat, ou sans faire ordonnance de ses biens entre ses enfans, & il y a enfans de plusieurs mariages, que la coustume nomme & appelle de plusieurs liets la succession du trespasé se part & diuise entre lesdits enfans par liets, & non par teste. ⁴ xlv.

Les biens ensuiuent la ligne dont ils sont mouuans en succession ab intestat, c'est à sçauoir les anciens biens, & heritages procedans du costé paternel, escheent aux parens de la ligne paternelle, & les procedans du costé maternel, aux parens de la ligne maternelle, soit en prochain ou en loingtain de degré, Sauf aux heritiers qui seront prochains au defunct en double ligne, les prerogatiues dessusdites, Enquoy sera gardé le droit escrit. ⁵ xlvi.

S'il y a enfans de plusieurs freres ou sœurs, ils succedent à leurs grans peres & meres, & aux freres & sœurs ⁶ d'iceux leurs grans peres & meres, & non par testes. xlvii.

Fille mariee de pere & de mere ensemble, & qui a renoncé aux biens & successions de sesdits pere, & mere: & fait ou promis quittance d'iceux, moyennant son mariage diuis à elle par eux constitué, ne peut reuenir à leur dite succession ne d'aucun d'eux, tandis qu'il y aura enfans masles, ou autres enfans masles descendans d'eux legitimes: ⁷ si par sesdits pere ou mere elle n'y est rappeece. xlviii.

Et si ladite fille est mariee par l'un seul de sesdits pere & mere par mariage diuis, & moyennant lequel mariage elle aura (comme dessus) renoncé à ses biens & succession, fait, ou promis faire quittance d'iceux, elle ne pourra reuenir à ladite succession, tandis (comme dit est) il y aura enfans xlix.

1 40. Scilicet si etiam si nati filij succedunt patri, & si non succedunt capit super parte hereditatis quam illi habuissent, & si hi soli succedunt, capit super tota hereditate ut dixi in consiliis meis dolanis. C.M.

2 41. Quae capit ratione matrimonij secus de his que capit ex pacto contractus matrimonij vel etiam que capit ex legato mariti in quo est tanquam extranea. C.M.

3 43. Scilicet in quota vel asse: Secus si in re tertia nisi esset filius. C.M.

4 45. Nisi respectu legitime, que semper in capita: ut dixi in consiliis dolanis. C.M.

5 46. Et sic duplex Vinculum non excedet fratres & filios fratrum. C.M.

6 47. Et sic non solum in directa: sed etiam in collateralibus: quod est pro opinione Accursi & communi, contra Arto. & Zaccum. C.M.

7 48. Secus de legitimis: quia non possunt legitimari in prauidium huius exclusionis limitata siue consuetudinaria: sine conuentione adde qua scripti in consuet. Parisi. §. 8. gl. i. q. 8. C.M.

enfants males ou autres enfans males legitimes descendans d'eux: si par celuy de seldits pere & mere par qui elle aura aussi esté mariee, elle n'y est aussi rappee. l.

Et n'entend l'on pas par-ce qui est contenu en ce present article, & au prochain precedent, 1 priuer ladite fille des successions collaterales, ne d'autres donations 1 que ses pere & mere, ou l'un d'eux luy voudroit faire.

1 50. Inter
vinos multo-
minus à testa-
mentariis.
C.M.

CHAPITRE 4.

De prescription.

li.

Toutes prescriptions d'heritages, ou debtes du temps & terme de trente ans, & au dessous sont reduites à iceluy temps, & terme de trente ans, & les prescriptions au dessus desdits trente ans, & vsucapions de chose meuble demourent selon l'ordonnance & disposition de droit escrit. lii.

L'instance des causes commenees en iugement, ne sera point perie par interruption de 2 temps iusques apres trente ans. 2

2 52. Adde
que super hoc
§.dixi consi.
25. no. 10. II.
To. I. C. M.

CHAPITRE 5.

Du signe patibulaire.

liij.

Le signe patibulaire de haute iustice cheu par terre, se peut releuer, & refaire dedans l'an & le iour, apres ce qu'il est cheu à terre, sans le congé & licence de monseigneur: Mais l'an & le iour passé, il ne se peut faire, sans auoir congé & licence de mondit seigneur.

CHAPITRE 6.

D'imposer aide.

liiij.

Le droit d'induire & imposer, & leuer aides és quatre cas accoustumez de faire aide en la comté de Bourgongne: à sçauoir pour voyage d'oultre mer, nouvelle cheualerie, pour le mariage d'une fille, & pour la prison du seigneur appartient au haut iusticier.

CHAPITRE 7.

Des sectz. 3

lv.

3

4 Avoir sectz & adiouster 4 mesures à bled & à vin, sont par la coustume declarez especes de moyenne iurisdiction, sans preiudicier au droit ou iouissance, qu'aucuns particuliers peuvent auoir.

3 Vincula, sub
binca quibus
pedes & ma-
nus includi so-
lent. C. M.

4 55. Id est,
aquis facere,
& consequenter
iniquas rum-
pere, nisi qua-
tenus non do-
lo, sed vsu &
interimento
minores facta
sint, & reduci
possunt. C. M.

CHAPITRE 8.

Des messiers.

lvi.

Les commis à la garde des fruits de terre (que l'on nomme en aucuns lieux messiers, & és autres bannars) en leurs iuridictions & territoires, sont creus par serment de trois sols & au dessous, & non plus haut.

CHAPITRE 9.

Des boys.

lvij.

Le boys acquiert le plain en forests bannaux, appartenant aux seigneurs hauts iusticiers és lieux ioignans ausdits boys, qui sont de la haute iustice desdits seigneurs: si l'on n'y a separation de bornes, fossez ou autres enseignes apparêtes faisans ladite separation: apres ce que par vingt ans continuels ceux à qui seront les terres, y auront laissé croistre le boys.

CHAPITRE 10.

Rescouffe.

lvij.

L'Amende de simple rescouffe faite contre officiers, sergens, messiers ou forestiers, est de soixante sols. Et sera ladite rescouffe prouuee par deux tesmoins, outre que celuy à qui ladite rescouffe aura esté faite: ou par la confession de celuy qui sera chargé de l'auoir faite, lequel sera tenu d'en dire la verité par son serment, si requis en est.

Couſtumes de la comté de Bourgogne

C H A P I T R E II.

Eſpaués.

lix.

Toutes eſpaués aduenüés & trouuées au territoire dudit ſeigneur, ſont & appartiennent au ſeigneur haut iuſticier dudit territoire quarante iours paſſez. lx.

Le ſeigneur haut iuſticier, qui a droit d'auoir & prendre eſpaués, prend celles qui aduenient en ſa iuſtice & ſeigneurie : & les garde par quarante iours, & durant ledit temps de quarante iours, doit faire crier par trois edicts huitauez leſdits eſpaués. Et ſe feront leſdits cris & publications és lieux où l'on a accouſtumé de faire cris & publications, en la terre du ſeigneur où leſdites eſpaués ſeront trouuées. Et ſi ledit ſeigneur n'a lieu accouſtumé de faire cris, l'on les ſignifiera en l'églife parrochiale: Et ſi durant leſdits quarante iours celui à qui eſt ladite eſpaué vient : & la preuue eſtre ſienne, elle luy eſt rendue en payant les deſpens, & tous frais de iuſtice. lxi.

Celui qui trouue eſpaué, & la retient, ſans dedans vingt-quatre heures la ſignifier à la iuſtice, ou aux officiers dudit ſeigneur haut iuſticier, au territoire duquel ladite eſpaué eſt trouuée eſt amédable de ſoixante ſols enuers ledit ſeigneur haut iuſticier, avec reſtitution dudit eſpaué.

C H A P I T R E I 2.

Cenſes.

lxij.

Cenſes deués porteront pour les ſeigneurs cenſables, lots directe ſeigneurie, droit de retenüé, ou amende ſelon que leſdits ſeigneurs auront conſtitué leſdites cenſes, ou qu'ils en auront vſé. lxiii.

Le ſeigneur ayant cenſé ſur l'heritage portant lots n'a point le droit deſdits lots, ſi ledit heritage eſt baillé & transporté par eſchange ſimplement fait, & ſans ſoulte d'argent. lxiiii.

Item & en enſuiuant certain edict autre-fois publié audit comté de Bourgogne, ſi heritages affetz de cenſes portans lots, ſont vendus & alienez, celui ou ceux qui les auront vendus, ſeront tenus de denoncer, & denonceront la vendue ou transport deſdits heritages dedans quarante iours apres ladite vendition faite au ſeigneur cenſier, ou à ſes principaux officiers du lieu, dont la cenſe ſera tenuë & mouuant, ſur peine de ſoixante ſols d'amende à appliquer audit ſeigneur. Leſquels officiers enregiſtreron ou par le clerc & libellance du bailliage, ou de la iuſtice de ladite ſeigneurie: ſeront ſans frais & charges des vendeurs & acheteurs deſdits heritages, enregiſtrer, & eſcrire en leurs papiers & regiſtres le iour de ladite denonciation. Et ſeront tenus les acheteurs ou acheteur deſdits heritages cenſables ou autres, qui ſelon la couſtume du lieu, doiuent payer les lots du vendage de les payer, & les payeront au ſeigneur auquel leſdits lots appartiendront : Auffi endedans quarante iours, & ſur ſemblable peine, & amende de ſoixante ſols, au cas que ledit ſeigneur n'aura accepté ou acceptera la retenüé du vendage pour le pris de la vendition, & bailler l'argent du pris d'icelle à l'acheteur, endedans leſdits quarante iours. lxv.

165. Et multominus in donationibus ꝛ ꝛ. ſequitur. C.M.

Item & pource que par couſtume cy deuant eſcrite en eſchanges¹ faits d'heritages cenſables, n'a point de lots, ſi n'y a ſoulte d'argent: Et que pluſieurs fraudes ſe commettent eſdits eſchanges, & auffi és transports que l'on en fait au preiudice des ſeigneurs cenſables: ordonné eſt, que ſi leſdits vendeurs ou acheteurs font telles fraudes de feindre ou de changer, ou donner l'heritage, chargé de cenſe, qu'ils vendront véritablement, qu'ils eſcherront en peine de commiſe dudit heritage, Et le conſiſqueront au ſeigneur cenſier, ou en l'amende de ſoixante ſols au profit d'iceluy ſeigneur cenſier : au choix dudit ſeigneur, apres ce que ladite fraude ſera prouuée & declarée : ſauf avec ce que dit eſt, leſdits autres droits appartenans auſdits ſeigneurs cenſiers pour en iouyr ainſi qu'ils ont accouſtumé ſelon la nature & couſtume des lieux. lxvi.

Et aura lieu ladite couſtume & ordonnance, touchant leſdites choſes conſtituées, tant au regard de monſeigneur, & de ſes barons & nobles de ſon comté de Bourgogne, comme au regard de gens d'églife, & autres quelsconques dudit comté, ayans cenſe en iceluy portant lots.

C H A P I T R E I 3.

Rachats.

lxvij.

Le parent peut retraire par droit de proximité la choſe vendue par ſon parent (parmy rendant le pris & les frais raisonnables) dedans l'an & iour. Et ſe comptent ledit an & iour, dès le le

1 le iour de la possession royalle, ¹ prinse par l'acheteur.

lxviii. 1 67. Continué & nō clā-destiné: vt fa-ctū j. §. seq. ff. §. 70. C. M.

Semblablement a lieu ledit retrait en rentes, & censés vendues, & assignees sur heritage: Et est compté l'an & iour dés le premier paiement fait desdites rentes & censés en presen- ce du iuge, dont il apperra par acte de cour ou en presence de tesmoins dont il apperra par in- strument.

lxix.

Si plusieurs parens d'iceluy, qui aura vendu son ancien heritage, viennent ensemble à la re- traitte dedans l'an & iour dessus déclaré, le plus prochain des requerans de ladite retraitte sera preferé aux autres. Et si vn desdits parens seul requiert ladite retraitte (supposé qu'il ne soit point le plus prochain) il aura: mais le plus prochain le pourra recouurer & retraire de celuy qui aura euë ladite retraitte dedans quarante iours, à compter du iour que ledit premier retrayant aura prinse la royalle possession de ladite chose retraitte en la maniere dessus declaree: pourueu que ce soit pendant l'an & iour du retrait coustumier.

lxx.

L'an & iour que le parent a faculté de retraire l'heritage, la rente ou cense vendus par son pa- rent: auquel vendeur sera par l'acheteur donné rachat, est compté dés le iour de la possession royalle prinse par l'acheteur de l'heritage. Et au regard de la rente ou cense, dés le premier paye- ment fait d'icelle rente ou cense, en presence de iuges ou tesmoins comme cy dessus a esté dit. Et les tiendra ledit retrayant à la charge dudit rachat.

lxxi.

2 En retraitte d'heritages, chargez de cense portât lots, & retenuë, le prochain parent du ven- deur ne sera point preferé au seigneur censier qui voudra vser de droit de retenuë. ²

lxxii.

3 Retrait coustumier a lieu pour le prochain parent de celuy, qui baille son ancien heritage à cense, ou rente perpetuelle, & qui en prend pris pour l'entrage, si ledit pris excède ³ la valeur de la cense ou rente, moyennant ce que ledit retrayant demourra chargé de ladite rente ou cense, & rendra le pris & les frais ainsi que dessus est déclaré.

lxxiii.

Retrait n'a point de lieu, quand l'heritage ancien est vendu au prochain parent du vendeur, qui luy pourroit succeder ab intestat audit heritage.

lxxiiii.

Retrait n'a point de lieu pourheritages acquestez & vendus par celuy qui les a acquis.

lxxv.

Le parent de celuy qui a vendu plusieursheritages anciens, ensemble les appartenances, se- ra receu à la retraitte de l'vn desditsheritages & de seldites appartenances, sans retraire les au- tresheritages vendus si bon luy semble.

lxxvi.

Le parent ne peut transporter le droit de retraction, qu'il a par vertu de la coustume dessus declaree, en la chose vendue par son parent à autre qu'à hommedu lignage du vendeur.

lxxvii.

Retraitte a lieu pour les parens de celuy qui vend heritage ancien, rentes ou céses anciēnes: que parauant il a retrait par proximité & selon ladite coustume.

lxxviii

En choses vendues & deliurees par execution, & decret de iustice, n'a point lieu retraction pour les parens, & lignagers: Mais si le seigneur censier de cese, portant lots & retenuë les veut retenir: il le peut faire en rendant le pris, & les frais de l'execution, ou prendre ses lots. Et sem- blablement a le seigneur du fief la retenuë des choses feodales vendues par decret.

lxxix.

Le parent pour auoir la chose vendue, ou retraitte a lieu, peut intenter son action alencontre de celuy qui possède la chose vendue: suppose que ledit possesseur ne l'ait point acquise du pre- mier vendeur, tout ainsi que contre le premier acheteur. En eschange d'heritage, rétes ou cen- ses anciennes n'a point de lieu de retraitte sil n'y a fraude. Et est entendue la fraude, si (tantost apres l'eschange fait) l'vne des parties rachete son eschange. Et se pourra aussi par autre manie- re prouuer ladite fraude: & ceux qui auront fait ledit eschange, seront tenus à la requeste du re- trayant d'en respondre par serment & dire la verité.

lxxx.

Heritages chargez de rentes, ou censés & desquelles aura esté fait vne fois payemēt, seront & demourerōt tellement affectz & obligez, que pour les arrerages d'eus, ceux à qui appartiē- dront lesdites rentes & céses, aurōt leur recours ausditsheritages: & leurs actions contre les te- nementiers d'iceux, ou contre les principaux obligez qui ont constitué lesdites rentes & censés si bon leur semble.

lxxxii.

L'on ne peut mettre cense, ne rente sur cense au preiudice du premier seigneur censier, & mesmement au regard du droit des lots appartenans audit seigneur en telle maniere que si l'he- ritage censable portant lots est vendu, l'on prisera les rentes, & censés qui auront esté mises sur ledit heritage, sans le consentement dudit seigneur censable. Et sera iointe ladite estimation a- uec ledit pris: & de tout sera payé le droit du lots.

lxxxiii.

L'adueu emporte l'homme, quand il est detenu prisonnier pour cas criminel: dont punition corporelle se doit ensuiure: & doit estre rendu au seigneur à qui il s'aduouë, si auoir le veut, sil a

2 71. Hoc in sum quando cōstat du bail fait à la charge de retenuë, aliā potior est contraria con- suetudo duca- tus. C. M.

3 72. Ad hoc l. Aristo. ff. de donatio. vide Andr. Tiraq. in tract. de re- tracti. proxi. §. 33. C. M.

Coustumes de la comté de Bourgogne

puissance de cognoistre & iuger dudit cas.

De la main-morte.

lxxxij,

1 83. *Multa huc in re edidi cōsilia Montbelgardis & dole, quorū duo extant in primo tomoconfil. 16. 17.*

C. M.

2 84. *Vetera exemplaria habent, & il y préd, quod melius quadrat.*

C. M.

3. 88. *Vt §. 87. j. §. 89. 96. 98. hac ergo qualitas si negetur, probanda prius erit. C. M.*

4 89. *Scilicet in communione, non enim sufficit quod sub eodem te-
sto quod non attenditur, Sed bonorum communio. §. 96. 97. 98. 98. C. M.*

L'Homme de main-morte¹ ne peut prescrire, n'acquérir franchise ne liberté contre son seigneur (fors qu'au cas cy apres déclaré) & sans auoir titre vallable, & laps de temps ne luy peut profiter quelque part qu'il voise demourer: supposé qu'il voise demourer hors du lieu de la main-morte. lxxxiii.

L'homme franc, qui va demourer en lieu de main-morte, il² y prend meix, ou deuiet par conuenance homme de ladite condition, il demoure homme main-mortable pour luy & sa posterité à naistre. lxxxv.

L'homme franc, qui se marie à femme de main-morte, & va demourer sur le meix de sa femme de ladite condition de main-morte, s'en peut aller & partir quand bon luy semble, viuant sa femme ou apres le trespas d'icelle dedans l'an & iour, en delaisant au seigneur de la main-morte les meix, heritages & biens estans en ladite main-morte, & demoure franc. Et fil meurt demourant en ladite main-morte, il est réputé homme main-mortable & sa posterité. lxxxvi.

L'homme de main-morte pour luy, & sa posterité à naistre, & pour ses enfans nais estans en communion avec luy tant seulement, peut delaisser & abandonner son seigneur, en renonçant audit seigneur ses meix, & heritages main-mortables: & la tierce partie de ses meubles tant seulement: si c'est au tort dudit seigneur: & si ce n'est au tort dudit seigneur, sera ledit homme tenu de delaisser avec lesdits meix & heritages, les deux parts de ses meubles quelque part qu'ils soient: Et par ceste maniere acquerra ledit homme franchise & liberté pour luy, & sa posterité dessus declaree. lxxxvii.

L'homme franc affranchit sa femme main-mortable au regard seulement des acquests, & biens meubles faits en lieu franc, & des biens qui luy aduiendront en lieu de franchise. Et si elle trespasse sans hoirs de son corps demourans en communion avec elle, & sans auoir esté separez, le seigneur de la main-morte (dont elle est nee) emporte le dot & mariage qu'elle a apporté & les troussel, & biens meubles, ou ce qui sera en nature desdits troussel, & biens meubles qu'elle en a apportez. lxxxviii.

Le seigneur demoure saisi des biens de son homme main-mortable, quand le cas de la main-morte aduiet. lxxxix. 3

Le seigneur prend les meubles, immeubles & biens quelsconques de la succession des prebftres, & clerics ses hommes de condition main-mortable, de quelque estat qu'ils soient: s'ils n'ont parens communs & demourans avec eux, ⁴ qui leur doiuent succeder selon la nature de main-morte. xc.

En lieu de main-morte la fille mariee en son partage peut retourner pour auoir, & recouurer son partage ou prouision des biens de pere, ou de mere: pourueu qu'elle retourne gésir la premiere nuit de ses nopces en son meix & heritage. xci.

Si vne franche femme se marie en vn homme de main-morte (viuant son mary) elle est tenuë & reputée de main-morte: & apres le deces de sondit mary, elle se peut departir du lieu de la main-morte, & aller demourer en lieu franc si elle veut, & demeure franche cōme elle estoit au-parauant ce qu'elle vinst demourer audit lieu de main-morte, en delaisant dedans l'an & iour apres le trespas de sondit mary, ledit lieu de la main-morte, & le meix, & tous les heritages d'iceluy son mary estant audit lieu de main-morte. Et si ladite femme y demoure plus d'an & iour, elle fera de la condition dudit meix main-mortable. xcii.

En lieu & condition de main-morte, l'enfant ensuit la condition du pere. xciii.

Gens de main-morte, qui n'ont abandonné leurs meix ou heritages main-mortables en la maniere dessus declaree: mais tant seulement s'en sont absentez, & dedas dix ans retournēt pour auoir leursdits meix & heritages: ils y serōt receus par leurs seigneurs, en payant & rédant tous frais, & missions pour reparations necessaires faites pendant ledit temps esdits meix & heritages: & seront les fruits & profits desdits meix & heritages escheus durant lesdits dix ans, audit seigneur. Et si lesdites gens de main-morte ne les requierent de dans ledit terme de dix ans, lesdits seigneurs en pourront faire leur plaisir & profit. xciiii.

L'vne des seigneuries de main-morte n'acquiert point sur l'autre. Qui est à entendre que si vn homme de main-morte va demourer en autre lieu main-mortable, que de son seigneur, & la main-morte a lieu, chacun seigneur prend, & a ce qui est en sa seigneurie main-mortable, tant en meubles comme heritages: & ce qui est en franc lieu, tant meuble qu'heritages, est au seigneur

gneur de qui seigneurie main-mortable, il est originellement & demoure chacun desdits seigneurs saisi de la portion desdits biens. xcv.

L'homme de main-morte ne peut vendre, aliener, n'hypothecquer l'heritage de main-morte sans le consentement du seigneur: Et si il est aliéné & la possession royale prinse, sans ledit consentement il est commis audit seigneur. xcvi.

L'homme de main-morte ne peut disposer de ses biens meubles n'heritages, quelque part qu'ils soient assis, par ordonnance de derniere volonté, ne par donation à cause de mort: réservé au profit de ceux estans en biens communs avec luy, qui par droit coustumier, luy pourroient & deuroient succeder. xcvii.

Gens de main-morte communs en biens, qui se diuisent & separent de ladite communion ne peuvent iamais estre reputez communs en biens, apres ladite separation, sans le consentement de leur seigneur. xcviii.

Gens de main-morte ne peuvent succeder les vns aux autres: sinon tandis qu'ils sont demourans en commun. xcix.

La coustume par laquelle l'on dit que le feu & le pain portent l'homme morte-main, est entendue quand gens de main-morte font leurs despens chacun à sa charge, & séparément l'un de l'autre: supposé qu'ils demourent en vne mesme maison. c.

Le seigneur (quand escheute, & succession de main-morte a lieu) prend les heritages estans en sa seigneurie main-mortable: sans pour raison d'iceux, payer les debtes de son homme trespassé: si lesdits heritages du consentement dudit seigneur n'estoient pour ce obligez & hypothecquez: Et si il prend les meubles estans en ladite main-morte & dehors, & des heritages estans en lieu franc, demourez de ladite escheute, il est tenu de payer sur iceux les frais funeraux de fondit homme: & apres se payera auant toute œuvre de ce que fondit homme luy deuoit au iour de son trespas. Et au surplus payera les autres debtes de fondit homme, tant que lesdits biens se pourront estendre, ou les abandonnera aux creanciers. ci.

Gens de condition main-mortables, taillables haut & bas & iusticiables en toute iustice, ou qui seront des deux des conditions dessusdites, si sont produits en tesmoignage en la cause de leurs seigneurs, ils pourront estre reprochez vallablement par partie aduerse, & n'y sera adioustee foy: si (veuë & confideree la chose, dont ils deposeront) il ne semble au iuge qu'en bonne equité foy y doive estre adioustee. cii.

De ceux qui ne peuvent faire procuration.

Gens de poëte ne peuvent pour fait de leur communauté, eux assembler, ne passer procuration sans le congé & licence de leur seigneur haut iusticier: sans toutes-fois preiudicier à aucuns moyens aux bas iusticiers, que l'on dit auoir droit par tiltre, qu'ils en ont, ou par ancienne vsance de pouuoir bailler ladite licence. Et sont tenus lesdits gens de poëte (en demandant ledit congé) de declarer audit seigneur les causes pourquoy ils le requierent & demandent. Et au refus dudit seigneur de bailler ledit congé, le seigneur immediat & haut iusticier aura auctorité de donner ladite licence. ciiij.

Pasturage.

Sur ce qu'acuns ont voulu pretendre par coustume generale pouuoir vsager, de vain pasturage de clochier à autre, si n'y a empeschement de riuieres grandes, forests ou montagnes, ladite coustume, & par cours n'est point tenuë ne reputee generale: & n'entend l'on pour-cé aucunement preiudicier aux parcours qu'acuns particuliers dudit comté de Bourgongne ont accoustumé auoir, les vns sur les territoires des autres. ciiiij.

Meubles n'ont point de suyte.

Meubles prins sur debtors par iustice à la requeste des creanciers: & qui sont mis hors de la puissance d'iceux debtors: ou qui sont baillez en gage par iceux debtors ausdits creanciers sans fraude n'ont point de suyte: Et n'al'on esdits cas aucun egard à la priorité, ou posteriorité de temps. cviij.

De la chasse.

La beste mute de la chasse d'aucun ayant droit & pouuoir de faire chasser, se peut poursuivre en autre iustice ou seigneurie: & si elle y est prinse, & abbatuë, elle doit estre

ZZZ

I. 101. Ergo
multo magis
qualitate per-
sone testis.
C.M.

Coustumes generales de la comté de Bourgongne.

rendue au premier de qui chasse elle est mute, si elle est poursuivie par les chasseurs, ou par les chiens dedans vingt-quatre heures apres ce qu'elle sera abbatuë: & doit estre gardee ladite beste sans desmembre, lesdites vingt-quatre heures durant. cvi.

Gens de poëte ne pourront chasser ne hayer à bestes rouffes, ou noires sans le congé du seigneur sous qui ils chasseront: ou s'ils n'en ont priuilege special dont ils facent apparoir. cvii.

Des bestes chassées par communes gens en aucune seigneurie, où ils auront congé ou priuilege de ce faire, qui seront prinſes & abbatuës en autre seigneurie, sera baillé au seigneur de la haute iustice du lieu où elle sera abbatuë, le droit & treu accoustumé: si ladite chasse n'est faite par seigneur, ou noble homme qui soit en icelle chasse en personne, ou aucuns de ses seruiteurs de son hostel. Et sera porté ledit droit audit seigneur, s'il est au lieu ou à ses officiers. cviii.

Le seigneur du fief, & le seigneur censier de cense portant lots & retenuë, peuuet faire contraindre les gens d'eglise, colleges, & communautéz à mettre hors de leurs mains dedans an & iour, la chose qui leur aduendra par transport ou autrement mouuant de fief, ou censable de telle cense, que dit est, apres ce qu'ils en seront interpelléz sur peine de commise. cix.

Et voulons & ordonnons, que dès le iour de la publication, & promulgation de cesdites presentes en auant elles soient par noz suiets de nostre comté de Bourgongne à tousioursmais perpetuellement receuës, tenuës, & reputees pour loy, & droit coustumier d'iceluy nostre comté: Et que l'on ne puisse ou doieue aſtrindre les parties qui les proposeront ou escriront en leurs causes & proces, à les prouuer, ainçois qu'elles soient par les iuges tenuës, pour suffisamment iustifiees pour la vision de cesdites presentes par le vidimus d'icelles, ou par l'extrait des articles cy dessus contenus, qui seront faits & escrits sous le seel de nostredit Parlement de Dole, & expediez par le greffier d'iceluy. Aufquels vidimus & extraits ainsi faits voulons estre foy adioustee comme à ce present original. Aussi voulons & ordonnons que les aduocats ne soient receus d'oresenauant, & dès le iour de ladite publication de cestes de proposer, alleguer, ne mettre auant aucunes autres coustumes que celles cy deuant escrites. Ordonnons outre qu'en autre cas (qu'és cas cy dessus declarez, esquels on vſera des coustumes dessusdites) l'on iuge & appointe d'oresenauant les causes, questions & proces qui suruiendront en nostredit comté selon l'ordonnance & disposition du droit ciuil. Et en reiettant toutes autres coustumes, lesquelles de nostredite certaine science, auctorité & planiere puissance, nous auons aboly & mis à neant: aboliffons & mettons à neant par la teneur de cestes. En outre voulons, ordonnons & declarons que les dessusdites coustumes cy dessus escrites, soient entendues & pratiquees selon leur droit, sens & entendement: Et que les aduocats postulans ne soient receus à proposer autres faits n'vſages pour vouloir deroguer, interpreter, ou declarer lesdites coustumes autrement qu'elles sont escrites: mais que de ce soient les parties, & lesdits aduocats deboutez: Et pour plus grande prouision, voulons & ordonnons que quand lesdites coustumes seront alleguees, que celuy qui les proposera soit tenu de bailler promptement & par escrit l'article de la coustume, de laquelle il se voudra aider. Et si la partie ou son aduocat qui aura baillé par escrit ladite coustume, la baille en autres termes & substance, qu'en la maniere qu'elle sera trouuee és articles precedens, en ce cas ladite partie ou sondit aduocat s'il persiste, ou qu'il vueille par interloquutoire prendre droit sur ladite coustume par luy alleguee, ou baillie par escrit s'il en dechet, sera déclaré par le iuge amendable de l'amende de cent sols esteuenans: qui sera applicqué au seigneur, en la iurisdiction duquel sera procedé, & plaidoyé par les parties en reseruant toutes-fois par cesdites presentes à nous, & à nosdits successeurs comtes & comtesses de pouuoir corriger, amender, reformer, declarer, & interpreter lesdites coustumes toutes & quantes-fois qu'il nous plaira, & que besoin sera. Aussi declarons que les dessusdites coustumes auront lieu, effect & vertu tant seulement au regard des causes, & proces qui seront à mouuoir: Et aussi en ceux qui desia sont meus: & esquels n'est encores faite litiscontestation. Et serot iugez tous autres proces pendans en nostredite comté: esquels ont esté posees, & alleguees coustumes generales ou locales comme de raison appartiendra: Si donnons en mandement à noz amez & feaux, noz chancelier & gens de nostredit grand conseil estans lez nous, aux president & gens qui tiendront nosdits Parlemens de Bourgongne: à noz baillis d'Amont, d'Aual & de Dole, & à tous autres iusticiers, officiers & suiets de nostredit comté de Bourgongne: & autres quelsconques, qui se peut & pourra toucher, & regarder: ores & (pour le temps aduenir) leurs lieutenans & à chacun d'eux, que le contenu de cesdites presentes lettres, ils & chacun d'eux (si comme à luy appartiendra) gardent, obseruent, & entretiennent selon leur forme & teneur de poinct en poinct, chacun és termes de son office:

office : sans aller faire ne souffrir aller au cōtraire en quelque maniere que ce soit. Mandons en outre à nosdits baillifs ou à leurs lieutenās, qu'ils facent publier celdites presentes, au lieu & siege principal de leurs bailliages: Car ainsi nous plaist estre fait. Et affin que ce soit chose ferme, & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seel à ces presentes : sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Donnees en nostre ville de Bruxelles, le vingt-huitième iour de Decembre, l'an de grace mil quatre cens cinquante-neuf. Ainsi signé par monseigneur le Duc en son conseil, auquel l'euesque & comte de Toul, le seigneur de Neufchastel, mareschal de Bourgongne: le seigneur de Goux, messire Iean iouart iuge de Bezanfon: messire Ferry de Clugny: messire Gerard burry: maistre Anthoine gerard, & plusieurs autres estoient G. Dameffant.

Collation est faite.

G. de Bercy.

FIN DES COVSTVMES GENERALES DE LA
COMTE DE BOVRGONGNE.

Les Coustumes d'Auxerre, accordees

PAR LES TROIS

ESTATS.

CHAPITRE I.

De haute iustice, moyenne & basse & des exploits d'icelle.

Article premier.

EL V Y qui a haute iustice & iurisdiction, a puissance & connoissance de cas requerans mort de dernier supplice, mutilation & incision de membre & autre peine corporelle, comme fustiger, pillorier, escheller, bannir, marquer, ¹ releguer, deporter, ² & autres semblables.

² Item que tout haut iusticier peut auoir signe patibulaire à trois pilliers, & plus s'il veut.

³ Item que pillory & eschelle est signe de haut iusticier, & peut auoir & faire l'un, & peut semblablement auoir & faire l'autre.

³ Item que pour tenir & bailler estallons de poix & de mesures, il appartient au haut iusticier: ³ mais la connoissance de la transgression desdites mesures, appartient au moyen iusticier, iusques à soixante sols & au dessous.

⁴ Item que si le signe patibulaire, eschelle ou pillory d'aucun seigneur iusticier par quelque cas sont cheus à terre, ledit haut iusticier les peut faire releuer dedans l'an & iour, sans congé & licence de son souuerain, ce qui ne peut ainsi faire apres ledit an & iour passé, sans l'auctorité du ⁴ bailly Royal, & que le boys soit en place. Et s'il n'y a apparence du vieil boys, ⁴ il sera tenu de se pouruoir deuers le Roy.

⁵ Que si gens d'eglise acquierent aucuns heritages en la terre d'un haut iusticier, ledit haut iusticier leur peut faire commandement par la iustice, que dedans l'an ils les mettēt hors de leurs mains à peine de les appliquer à son dommage, laquelle peine sera contre eux appelee, ouye & declaree, s'il est trouué qu'ils ayent obey apres lesdits iour & an passez.

⁵ Thresor mussé d'ancienneté, dont l'on ne peut auoir connoissance à qui il puisse appartenir, aduient au seigneur haut iusticier.

Donner assurement est exploit de haute iustice.

Toutes emblaues, espaves & biens vaccans sont & appartiennent au seigneur haut iusticier.

Espave se doit denoncer & publier es lieux accoustumez de faire cris & publications incontinent qu'elle est trouuee, & depuis de quinzaine en quinzaine durant six sepmaines, pendant lesquelles si aucun s'appert disant la chose à luy appartenir, elle luy doit estre rendue en

ZZZ ij

1. 1. Contra. 1. si quis in metallū. C. de pennis quā galli non seruat, nec plures alias. C.M.

2. Deporter, verba inuis quā vicū, penitus, exotica, galli: unde liquet hāc consuetudinem ut plerasque alias conscriptas esse à quibusdā leguleis inuicium & vsuū Frāciae exportationibus: deportatio quidem hodie cōparatur perpetuo, Relatio vero temporalis exilio: sed hac ridicula sunt in domini locorū, quā non possunt ultra suum territorium: dixi in consuet. Parisi. 5. 198. C.M.

3. 4. Imò hoc est media iurisdictionis (quā rerum imperiti stulti vocant mixtum imperium) per omnes fere nostras consuetudines: ut etiam patet per effectū sequentem. C.M.

4. 5. Idem de lapidibus vel columnis lapideis aut alio certo vestigio. C.M.

5. 7. Erroneū & iniquum: quia tantum pars fisci debet illi accedere: Ideo debet hic articulus restringi ad partē fisci: in quo apparet stupiditas nobilium Frāciae, qui ut ad epulas huc venerūt & epulati sunt, & nō prius de iuribus suis consultarunt. C.M.

vii. ix. X.

X. prius de iuribus suis consultarunt. C.M.

Couſtumes generales d'Auxerre.

payant les frais de iuſtice avec la garde & nourriture ſi elle y eſchet. Toutes-fois ſi ledit ſeigneur voit que ladite eſpauſe fuſt de petite valeur qu'elle ne peut payer garde & nourriture, Il la peut apres la premiere quinzaine & crie, faire vendre & garder l'argent au profit de qui il appartient. xi.

La chaſtellenie de Varry. Toutes eſpauſes qui eſcheent en la chaſtellenie de Varry, ſont à reuerend pere en Dieu monſeigneur l'eueſque d'Auxerre, ſeigneur haut iuſticier de ladite chaſtellenie. Et neantmoins ſi ladite eſpauſe eſt trouuee en la iuſtice du ſeigneur bas iuſticier, ladite eſpauſe compete & appartient audit bas iuſticier iuſques à ſoixante ſols tournois: & ledit haut iuſticier prend le ſurplus, & compete la declaration de ladite eſpauſe audit ſeigneur haut iuſticier, lequel recouuera les frais par luy faits pour ladite declaration ſur ledit bas iuſticier ſi ladite eſpauſe ne vaut que leſdits ſoixante ſols, & ſi plus vaut, les frais ſe payeront pro rata. xii.

Celuy qui trouue eſpauſe & le recelle, ſans le ſignifier dedans vingt-quatre heures à la iuſtice, il eſt amendable d'amende. xiii.

Celuy qui a haute iuſtice peut & luy loiſt creer & bailler tuteurs & curateurs, caution en cas d'eminent peril & dommage, mettre & decreter aucun d'eſtre mis en la poſſeſſion d'aucune choſe, bailler ſauuegardes & auſſi gardes & commiſſions en cas de nouuelleté, deſquels & de l'infraction d'iceux à luy appartient la iuriſdiction & connoiſſance, & par preuention en appartient au Roy, quant au cas de nouuelleté ſeulement. xiiii.

A ladite iuriſdiction appartient faire main-miſes, ſubhaſtations, inuentaires, interpoſitions de decret & emancipations.

CHAPITRE 2.

De moyenne iuſtice, & des exploits d'icelle.

xv.

Celuy qui a moyenne iuſtice, a connoiſſance des meſures iuſques à ſoixante ſols, leſquelles meſures il doit prendre du ſeigneur haut iuſticier, & ſi leſdites meſures eſtoient tenuës & reputees telles qu'il les fauſt bruſſer, ledit haut iuſticier en auroit la connoiſſance & l'amende arbitraire, & ledit moyen iuſticier iuſques à ſoixante ſols. xvi.

Item la iuriſdiction & connoiſſance d'un homme qui ſe parforce de tuer vn autre, ſans toutefois l'auoir feru, en appartient audit moyen iuſticier.

CHAPITRE 3.

De baſſe iuſtice, & des exploits d'icelle.

xvij.

Le ſeigneur bas iuſticier, a iuriſdiction & connoiſſance de toutes cauſes ciuiles, perſonnelles, reelles & mixtes, de meſfaits & des ſuiets iuſques à ſoixante ſols. xviii.

Item ledit ſeigneur bas iuſticier peut auoir ſigne notable, preuoſt, maire, ſergens, priſons & ceps pour garder ſes priſonniers.

CHAPITRE 4.

De iuſtice cenſiere, & des exploits d'icelle.

xix.

Celuy qui a iuſtice cenſiere peut leuer & percevoir pour leſdits cens non payez, amende de trois ſols, & contraindre les detenteurs des heritages, à luy payer trois annees avec leſdits trois ſols ſeulement pour le defaut, quelque laps de temps que l'on ait delaiſſé de payer ledit cens. xx.

Item peut auſſi leuer & demander les lots & ventes: c'eſt à ſçauoir pour le lot deux ſols, & pour vente, vingt deniers tournois pour chacune liure, ſil n'y a priuilege, couſtume locale ou vſance au contraire: leſquels lots & ventes ſe doiuent deprier ou payer dedans quarante iours. Et qui ne paye ou deprie dedans leſdits quarante iours, il eſt amendable de ſoixante ſols tournois enuers ledit ſeigneur cenſier, pareillement ſil n'y a priuilege, couſtume locale ou vſance contraire. xxi.

Es chaſtellenies d'Eſgliny, Crauant, Acolay, Fleury, Parly, Branches, Vincelles, Nuge, Arcy, Baſarne: les habitans diſent deuoir ſeulement douze deniers tournois pour lots, & vingt deniers

deniers tournois, pour vente, ce qui a esté accordé par les seigneurs. Les habitans des chastellenies de Collanges sur Yonne, Mailly la ville, & Mailly le chastel appartenant au Roy, disent deuoir douze deniers tournois pour lot, & vingt deniers tournois pour vente. Ce qui a esté contredit par les aduocat & procureur du Roy nostre sire audit bailliage, disans estre de la coustume generale dessusdite: & semblablement les habitans de Courson, Fourronne & Yreny, disent estre tenus & auoir accoustumé payer lesdits douze deniers tournois pour lots, & vingt deniers tournois pour vente. Les seigneurs desdits lieux, disans au contraire. Les habitans de Iou & le seigneur dudit lieu, ont accordé pour vente, vingt deniers tournois, & pour lots vn sextier de vin. Les habitans de Vezelay, disent deuoir & auoir accoustumé payer pour vente, vingt deniers tournois, & ne sont tenus de payer ne deprier lots. Les religieux, abbé & conuent, seigneurs dudit lieu, disans au contraire, semblablement lesdits religieux de Vezelay pretendent sur les habitans de sainct Mourre & Precy le sec, trois sols quatre deniers tournois. Les habitans dudit sainct Mourre, disent deuoir seulement deux sols six deniers tournois, & ainsi en auoir iouy, & les habitans de Precy le sec, vingt deniers tournois seulement. Les habitans de Collanges & village de Vaulx, disent deuoir seulement douze deniers tournois pour lots, & ne sont tenus payer aucunes ventes, ce qui a esté accordé par le seigneur. xxii.

Item que le seigneur censier peut auoir siege d'une forme ou d'une table pour receuoir ses cens. xxiii.

Peut le seigneur censier par faute de censues non payez, faire empescher de la desbleure & fruits pendans en l'heritage redeuable à payer cēsiues & moissons, faire empescher les louages & pour la derniere annee, & en cas d'opposition y aura main-garnie. Et au regard de default, il eschet en action. xxiiii.

Item ledit seigneur censier, peut par la iustice du seigneur haut iusticier contraindre l'eglise, qui de nouuel a acquesté aucuns heritages, & les mettre & bouter hors de leurs mains dedans l'an & iour, à peine de les prendre & applicquer à son domaine, ainsi que dit est du seigneur haut iusticier. xxv.

La chastellenie de Varry tient pour coustume, que les censues de la chastellenie sont de telle condition qu'elles portent lots, ventes, retenuë & seigneurie directe, lesquels lots & ventes ne tiennent, c'est à sçauoir vingt deniers tournois pour liure. xxvi.

Item les seigneurs censiers en ladite chastellenie ont droit de retenuë, quād l'heritage chargé de cens enuers eux est vendu, en payant le pris & fort principal avec les cousts raisonnables dedans quarante iours, à compter du iour de la notification faite par ledit acheteur audit seigneur censier de ladite vente. xxvii.

Item que nul ne peut tenir aucuns heritages en iustice haute, moyenne & basse d'un seigneur, sans payer audit seigneur la censue ou à celui qui est seigneur censier, s'ils n'ont tiltre au contraire.

C H A P I T R E 5.

De forfaiture & confiscation.

xxviii.

Celuy qui est pour aucun crime cōdemné au dernier supplice, cōfisque corps & biens, & appartient ladite confiscation aux seigneurs hauts iusticiers, sous & en la iustice desquels sont lesdits biens, excepté en cas de lese maieité, & quād les heritages du malfaiçteur seroient mainmortables enuers aucun seigneur. xxix.

Item l'homme qui est banny à tousiours, il confisque tous ses biens. xxx.

Item l'homme marié, par son forfait perd tous ses biens meubles, propres heritages & conquests immeubles, & non pas le propre heritage & douaire de sa femme, laquelle en ce cas ne paye nulles debtes. ¹ xxxj.

Item la femme mariee, par son forfait confisque seulement tous ses propres heritages.

² *S'ensuit la coustume² de Varry.* xxxij.

SI les biens d'un criminel, sont confisquees au seigneur haut iusticier de ladite chastellenie de Varry, ledit seigneur est tenu payer les debtes dudit criminel. Et aussi quand ledit seigneur prend aucuns biens vaccans dudit trespasé par faute d'hoirs, il est tenu

ZZZ iij

1. 30. Sed non est iustū quod perdat mediā mobilium & conquestuum quam extraneus socius non perdet, & quam maritus alienare nō potest minervaliter. C.M.
2. Localis que generali inferitur. C.M.

Couſtumes generales d'Auxerre.

payer les debtes & testament dudit defunct, tant que les biens dudit defunct pourront eſtendre. xxxiii.

Quiconque eſt executé par iuſtice ou banny perpetuellement en ladite chaſtellenie de Varry, il confisque tous les biens, & appartient la confiscation au ſeigneur haut iuſticier, excepté toutesfois en cas de leſe maieſté, & ſil aduient que ledit executé euſt eſté prins par iuſtice d'un ſeigneur bas iuſticier, ledit bas iuſticier prendroit ſoixante ſols tournois.

CHAPITRE

6.

Des baſtards.

xxxiiij.

Les baſtards ſoient yſſus de gens d'eglise ou laiz, peuuent acquerir & applicquer à eux par don ou legs, tous biens meubles & immeubles, ſoient en fief ou en cenſiue, & d'iceux diſpoſer à leur volonté, & telle diſpoſition vaut & tient, excepté qu'ils ne peuuent ordonner de leurſdits biens, par forme d'inſtitution d'hoir. xxxv.

Item ſi leſdits baſtards ont des enfans en loyal mariage, leſdits enfans leur ſuccedent, & pareillement ils ſuccedent à leurſdits enfans & non autre, & conſequemment les enfans deſdits enfans, & les freres ou couſins ſuccedent les vns aux autres. xxxvi.

Item & ſi la ligne ainſi procedant dudit baſtard ceſſe, les biens dont ſeront detenteurs leſdits heritiers procedans dudit baſtard, & qui mouuerōt du propre fief d'iceluy baſtard, ſeront au ſeigneur haut iuſticier où ils ſeront aſſis, & les autres biens meubles & immeubles tourneront à la ligne franche deſdits hoirs. xxxvii.

Baſtards naiz hors de mariage, ou en veſuage d'homme ou de femme, & ils eſpouſent depuis l'un & l'autre, & ſont mis deſſous le drap, ils ſont legitimes, & ſuccedent & iouyſſent des prerogatiues de leur pere, & non autrement. xxxviii.

Item vn baſtard ne peut ſucceder, ſil n'eſt legitimé par le Roy, poſé qu'il ait couronne.

CHAPITRE

7.

De retraits.

xxxix.

EN la ville, cité, banlieuë & fauxbourgs d'Auxerre les vſages, couſtumes & commune obſer- uance ſont telles & toutes notoires, que toutes & quâtes-fois qu'aucune perſonne a propre heritage ou choſe immobile à luy aduenue, eſcheuë & deſcendue par ſucceſſion, eſcheute ou hoirie d'aucun, & le vend à perſonne eſtrange de lignage & branche du coſté & ligne dont l'heritage luy eſt venu, ſoit en fief ou en cenſiue: & il eſt ainſi que dedans l'an & iour de la vente, aucune perſonne du lignage du vendeur du coſté & branche dont ledit heritage eſt eſcheu & aduenu, fait adiourner iceluy acheteur à certain & competant iour dedans l'an ou dehors, auquel requerra ledit heritage luy eſtre adiugé par retrait, offrant manuellement le pur fort & loyaux couſts, & à parfaire ſuffiſamment, telle demande eſt receuable, & luy doit eſtre adiugé par retrait, & l'acheteur condamné à l'en laiſſer iouyr avec deſpens, ſil en eſt refusant. Et doit eſtre ladite offre à chacune iournee auant conteſtation, ou coucher ledit pur fort en main de iuſtice, auant le plus que le moins offrant comme deſſus, & ſont tenus les acheteur & vendeur d'affermir par ſermēt combien ledit heritage a eſté vendu, auſſi l'acheteur d'exhiber lettres de vétes, ſi aucunes en ont eſté paſſées, auſſi doit eſtre faite l'assignation d'iceluy adiournement à ſix ſep- maines ou plus toſt, & ſi ladite assignation eſt faite à plus long iour, autre lignager pourra ce pē- dant requerir auoir par retrait, & à ce ſera receu. Et ſi ledit acheteur a payé aucuns lots, vétes ou quint-denier, ou fait aucune reparation auant l'adiournement qu'ils fuſſent neceſſaires dedans l'an, le retrayant ſera tenu de le rembourſer ſil en appert. xl.

Item en eſchange but à but, n'y a retrait: mais l'heritage ſortitſt la nature d'iceluy qui eſt bail- lé: & ſil y a ſoulttes, il y a retrait ſelon la portion de la ſoultte. xli.

Item aucun pendant l'an, ne peut empirer l'heritage qui eſchet en retrait, par peſcher eſtāgs, abbatre arbres ou boys, ne prédre en autre temps qu'il n'eſt accouſtumé, & ſil le fait, il eſt tenu de reſtituer avec les dommages qui luy doiuent eſtre rabatus. xlii.

Item en vente de rente vollage à perpetuité, poſſeſſion a retrait. xliii.

Ledit article eſt demouré en difficulté, & non accordé, par-ce que les aucuns qui eſtoient en l'assemblee, ont dit & mis en auant que les rentes vollages ne giſent en retrait: mais les rentes foncieres ſeulement, & les autres d'icelle assemblee maintiennent au contraire. A ceſte cauſe n'a peu eſtre accordé ledit article, & iceluy auons croiſé & renuoyé pour eſtre accordé. xliiii.

Item

1.42. Quod eſt veriffimum vt dixi in cōſuet. Pari. §. 57. vt in tract. reditu. & ſura- rum. C. M.

Item l'heritage donné en mariage par pere ou mere, soit par conquest ou autrement, est fait propre heritage audit enfant, est & chet en retrait audit pere, mere & leurs successions, s'il est vendu par icelluy enfant. xliiii.

Item vn lignager aura & prendra par retrait vn heritage tenu en fief, nonobstant que le seigneur feodal le vueille auoir par puissance, pour le pris de la vente. xlv.

Item vn heritage propre baillé à rente & à rachat, chet en retrait, pourueu que ledit rachat soit bien louable. xlvi.

Item vn heritage propre baillé simplement à rente n'a point de retrait, mais si ladite rente fonciere est alienee, elle tombe en retrait. xlvii.

Item si plusieurs & diuerses lignes succedent à aucun leur parer, & ils font partage de leurs immeubles, tellement que l'un ayt de l'heritage qui n'est venu de son costé, icelluy heritage sera censé & réputé à luy venu de son costé: tellement que s'il le vend, ses prochains de sa ligne viendront au retrait, supposé qu'il ne vienne de son costé. xlviii.

Item qu'en ventes d'heritages adiugees par cryees de decret, a retrait. xlix.

Item que l'acheteur est tenu de rendre au retrayeur les fruits escheuz en l'heritage, depuis les deniers presentez, & nommer les pieces, & si l'acheteur fait aucunes semences ou reparations necessaires auant les deniers presentez, à vn heritage vendu soit terre ou vigne, il les doit leuer auant que le retrait soit, sinon ils sont reputez heritages, & les aura le retrayant, si bon luy semble, en payant à l'acheteur les loyaux cousts de semence, & du labourage. l.

Item que si aucun achete aucun heritage cheant en retrait, & il le vend dedés l'an sans fraude à autre qui soit de lignage & branche, il n'y a retrait, pourueu qu'il n'ayt adiournemēt fait auant ladite vente. li.

Item si vn bastard legitimé vend son heritage à luy adueni de propre depuis qu'il est legitimé, il chet en retrait. lii.

Item en heritage eschangé contre biens meubles, y a retrait. liii.

Item si aucun achete de son parent heritage de son costé, & il le reuend à estrange personne il y a retrait, & le peut retraire le premier vendeur. liiii.

Item si plusieurs lignagers font adiourner en vn mesme iour vn acheteur de propre heritage en retrait, aussi tost l'un que l'autre, chascun payera sa part du sort & loyaux cousts, & le partiront esgalement, toutesfois s'il y a aucun d'eux plus prochain, il l'emportera. liiij.

Si aucun apres vne acquisition pour doute de retrait, ou autrement s'absente de la chastellenie où l'heritage est assis, on le doit faire adiourner à la personne de son procureur ou entremetteur de ses besongnes, si aucuns en a, sinon par cry public, & consigner en main de iustice l'argent, & en ce faisant apres quatre deffaux, sera adiugé au lignager l'heritage par retrait, & l'argent baillé à l'acheteur s'il reuiert, ou à ses hoirs. liiij.

Si aucun achete heritages à payer à certains termes, le retrayeur aura lesdits termes, mais il doit bailler bonne seureté audit vendeur de payer ausdits termes, car le vendeur ne changeroit son debteur s'il ne luy plaist, & si ledit retrayeur ne le fait, il ne sera receu, s'il ne baille argent ou gage à l'acheteur ou vendeur. liiij.

Item en heritage vendu par executeur de testament y a retrait. Aucun ne peut retraire en son nom l'heritage à aucun proufit ne pour le bailler à autre personne, & sont tenus les acheteur & vendeur en iurer, s'ils en sont requis par le retrayeur. liiij.

Le retrait d'un heritage se doit intenter contre l'acheteur, & si ledit heritage est reuendu auant l'adiournement de retrait, on se peut adresser au detenteur ou contre le premier acheteur. liiij.

Si aucun achete vn heritage dix liures, & il fait mettre aux lettres autre plus grand somme, & il afferme par serment auoir autant cousté, & le retrayeur preue autrement le contraire, ledit acheteur perdra ses deniers qui sont appliquez au seigneur, & sera adiugé l'heritage au retrayant sans payer aucuns cousts, & si payera les despens. liiij.

En heritage baillé en recompense ou paiement d'aucune somme certaine, y a retrait. liiij.

Si deux maryez retrayent vn heritage, icelluy heritage sera & demourera du costé d'ot procede le retrait, en rendant à icelluy d'eux qui n'est lignager ou à ses hoirs, la moytié du pris, melioration, fraiz & loyaux cousts qui en auroyent esté baillez, dedans l'an & iour apres le deces de l'un desdits maryez.

Couftumes d'Auxerre.

CHAPITRE 8.

Des fuccesions, partages & diuifions.

lxj.

PAr la couftume notoire, notoiremēt tenue & gardee, le mort faifit le vif fon plus prochain heritier habille à luy fucceder en biens meubles & immeubles, foit en ligne directe ou collateralle. lxiii.

1. 63. Et sic prerogativa duplici vinculi sublata. C.M.

Quand il y a freres, ſœurs ou parens prochains en pareil degré habille à fucceder, dont aucuns font du cofté du pere & mere, & les autres ſeulement du cofté du pere ou mere, ils ſuccedent par teſtes en tous biens meubles & conqueſts du deffailant, autant l'un que l'autre, non-obſtant que les aucuns d'eux ne ſoyent que d'un coſté. Et quant aux propres, ils enſuyuent le tronc de leur pere & mere, & autres dont ils ont eſté heritiers. lxiiii.

Item le pere & la mere ſuccedent à leurs fils & filles en tous leurs biens meubles & conqueſts, & ſils font mors, ou qu'ils ne veullent accepter la ſucceſſion, l'ayeul ou ayeulle y ſuccedent & ſont plus prochains que les freres & ſœurs du treſpaſſé, quant ausdits biens meubles & conqueſts; mais leſdits freres & ſœurs heritent quant aux heritages propres du coſté & ligne deſquels ils attiennent audit treſpaſſé. lxv.

Leſdits ayeul ou ayeulle ſuccedent auāt les couſins germains, en meubles & cōqueſts. lxvi.

Item & ſi aucun va de vie à treſpas ayant oncles ou tantes, neueux ou nieces les plus prochains en degré de lignage, leſdits neueux & nieces precedent leſdits oncles & tantes en tous biens meubles, conqueſts, & propres pcedans de leur coſté. Et ſi l'un n'y a neueux ou nieces leſdits oncles & tantes procedent pareillement, & excluent les couſins germains. lxvii.

Ledit article eſt demouré croiſé, & iceluy renuoyé, par ce que les aucuns de ladite aſſemblee tant procureurs qu'autres, ont voulu dire & maintenir les oncles & tantes eſtre plus prochains pour venir à la ſucceſſion mentionnee audit article en meubles & cōqueſts. Les autres maintiennent le contraire, que les neueux ou nieces en la ſucceſſion dont mention eſt faite audit article doyuent preceder tant en meubles, conqueſts qu'heritages propres. lxviii.

2. 67. Thios defuncti & hac pars re-rior, per. 5. illud palam. in auth. de here. ab inſeſta. Et sic retinendus eſt arti. 66. C.M.

Itē & ſi l'un y a pluſieurs enfans & couſins en pareil degré, qui doyuent ſucceder à leur pere & mere, leur ayeul ou ayeulle ou autres leurs parens, y ſuccedent chaſcun par teſte l'un comme l'autre en tous biens meubles & immeubles, & non mye par ligne ou lignes. lxix.

Item & ſi aucuns pere & mere auoyent vn ou pluſieurs enfans, ils leur peuuent donner au traité de leur mariage, ce qu'il leur plaift en argent, biens meubles & heritages. Et neantmoins pourront venir à leur ſucceſſion avec les autres enfans, en rapportāt ou deſcomptant ce qu'ils auront eu en mariage: C'eſt à ſçauoir la moytié à la ſucceſſion du pere, & l'autre moytié à la ſucceſſion de la mere, ou eux tenir à leurdit mariage. lxx.

Item ſi pere ou mere ou autres parens treſpaſſent, les plus prochains habilles à ſucceder, peuuent requerir inuentaire eſtre faite à leurs deſpens, ſi elle n'eſt faite, pour veoir & ſçauoir l'eſtat de la ſucceſſion tant en biens meubles qu'en debtes, & ſi aucun a fait adiourner parens pour ſçauoir ſils ſe veulent porter pour heritiers ou non, iceux heritiers apres la requeſte ont quarante iours pour auoir aduis pour deliberer ſur ce. lxxi.

Item les enfans naiz hors de mariage de ſoluto cum ſoluta, puis que le pere & la mere eſpouſent l'un l'autre, ils ſuccedent & viennent à partage avec les autres enfans, ſi aucuns en y a. lxxii.

Item ſi aucun ſe marye ſans faire partage & diuifion à ſes enfans ou heritiers, rend tous les biens meubles & conqueſts demeurans communs, & d'iceux ſeront faites trois pars dont le remaryé aura l'une, les enfans du premier liēt, l'autre, & la ſeconde femme ou hoirs l'autre. Et encores eſt il en l'election deſdits enfans ou heritiers de demander la portion de leur predeceſſeur, ou la valeur & quantité d'icelle par commune eſtimation, au temps du treſpaſſement. lxxiii.

Item ſi au iour des nopces du ſecond mariage, il y auoit des enfans d'un coſté & d'autre, partage ſera fait de leurs biens en quatre parties, dont l'homme & la femme auront les deux parties, & les enfans des deux liēts, l'autre moytié qui ſe diuiſera entre eux, leur eſtimation reſeruee comme deſſus. lxxiiii.

Itē ſi aucun ſoit pere ou mere, ayeul ou ayeulle, freres, ſœurs ou couſins ſont heritiers d'aucuns d'eux, dont les vns prennent les meubles & conqueſts, & les autres le propre: ceux qui prennent les meubles & conqueſts, payent les debtes ſelon la valeur deſdits meubles & conqueſts, & ceux qui prennent les propres, payent pareillement les debtes ſelon la valeur deſdits propres.

propres, qui seront appreciez.

lxxv.

Item representation n'a lieu es successions de pere ou de mere n'autre successio directe ou collaterale, sil n'est expressement dit, retraité & accordé en traité de mariage par pere ou mere, n'autres parens faisans ledit traité, mais si aucune representation a esté accordée en faisant & traitant ledit mariage d'un enfant par pere ou mere ou autres parens, les autres enfans auront droit de representation¹ à venir aux successions des dessusdits, comme celuy au traité duquel ladite representation a esté accordée, supposé qu'elle ne soit accordée par leur traité de mariage, excepté es villes & chastellenies de Varry, Vezelay, Iussi, Precy le sec, & Yrencey, lesquels representation a lieu.

¹ Nisi parēs contraxerit matrimonium spretō indignē parente, de cuius successione agitur, quā tāquam illud matrimonium approbavit: nō adēm fors esse obedientiū & inobedientiū. C.M.

lxxvi.

Item semblablement les manans & habitans de Nangy sous voye & quefne, disent que par point de chartre ont accoustumé que les enfans representēt la personne de leur pere ou mere es successions de leur pere grand & mere grand, & viennent à leurs successions avec leurs oncles ou tantes.

lxxvii.

Item quand succession vient à un homme banny à tousiours, le Roy ou seigneur haut iusticier pour luy ne succéderont point, mais succédēt les freres ou cousins ou autres plus prochains du trespasé, & leur attient ou aduient la succession au lieu dudit banny.

lxxviii.

Un estranger demourant outre les monts, ne succède point aux biens de ses parens morts au royaume, mais leurs succèdent les autres parens demourans audit royaume, sinon, ils competent au Roy.

lxxix.

² L'article est demouré discordé par ce que les seigneurs chastellains & barons, seigneurs hauts iusticiers disent la succession leur competere & appartenir, ² les aduocat & procureur du Roy disans au contraire.

². 79. Et hoc verū: quia est in defectū parentū, nec est successio peregrini, sed cini. C.M.

S'ensuyt la coustume de la chastellenie de Varry.

lxxx.

Representation a lieu en ladite chastellenie de Varry en ligne directe, visatz ad infinitum.

lxxxi.

Representation a lieu en ladite chastellenie en la ligne collaterale entre les freres & sœurs, & les enfans des freres & sœurs masculines & femelles, & non autre.

lxxxii.

Eschoite en heritages propres ne monte point tant qu'il y a parens du tronc habilles à succeder.

lxxxiii.

Quand il y a freres ou sœurs ou aucuns parens en pareil degré habilles à succeder, dont aucuns sont du costé paternel ou maternel, ils succèdent à ladite chastellenie de Varry par ligne & non par teste, quant aux meubles & conquests: & quant aux propres ils ensuyuent le tronc dont ils sont yssus & succèdent comme dessus.

C H A P I T R E 9.

De seruitudes.

lxxxiiij.

Veuës & esgouts sur heritages d'autruy par quelque tēps qu'ils ayent esté tenus ne portent point de saisine, & ne se peuent acquerir lesdits droits par prescription sans tiltre.

lxxxv.

Chascun peut esleuer son edifice tout droit sur la place à plomb & à ligne si haut que bon luy semble, & contraindre son voisin de retraire cheurons & toutes autres choses qu'il trouuera portant sur la place, nonobstant que par long temps ils y eussent esté.

lxxx.

Par la coustume aucun n'est contraint soy clorre, ou fermer son heritage sil ne veut, toute fois si d'ancienneté il y a mur ou closture moytoyenne entre deux voisins, & elle dechet & va à ruyne, l'un peut l'autre contraindre à contribuer la reparation, soustenement d'icelle, ainsi qu'elle estoit au parauant ou à renoncer à la communauté de ladite closture.

lxxxvi.

Corbeaux mis d'ancienneté apparans au dessus de terre d'une part & d'autre d'un mur font demonstration qu'ils sont moytoyens entre deux voisins sil n'appert du contraire.

lxxxvii.

Qui fait edifice doit faire ses veuës qui regardent sur autruy heritage de huit pieds de hauteur par estage d'embas, & de sept pieds de haut, & avec ce mettre esdites fenestres, barres de fer & voirre dormant.

lxxxviii.

Quand esgout chet sur heritage d'autruy soit qu'il tombe sur terre ou autrement, celuy à qui est ledit esgout peut estre contraint de l'oster & soustenir son eauë, posé que celuy à qui est ledit heritage, ne vueille edifier en la place où chet ledit esgout.

lxxxix.

On ne peut faire four en son heritage contre l'edifice de son voisin sil n'y a deux pieds d'es-

Coustumes d'Auxerre.

peffeur de muraille entre deux, & pareillement ne peut on faire chambres oriez contre son voisin s'il n'y a .ii. pieds d'espeffeur.

S'ensuyt la coustume de la chastellenie de Varry.

xc.

Toutes murailles en la ville & fauxbourgs de Varry sont tenuës & reputees moytoyennes qui ne monstre du contraire.

C H A P I T R E I O.

De testamens, institution d'heritiers, legs & donations faites par iceux, & des executeurs de testamens.

xc.i.

Toute franche & libre personne aagé suffisamment peut faire testament, & par iceluy disposer à son plaisir de tous ses biens meubles & conquests immeubles de la quinte partie de ses propres heritages.

xcii.

A la solennité de testament est requis & suffit qu'il soit fait & passé en la main d'un notaire avec deux tesmoings ou aussi és presences de deux notaires, ou que ledit testament soit escrit ou signé de la main du testateur, ou passé par deuant le recteur ou chappellain de la cure où est fait ledit testament presens deux tesmoings.

xciii.

Institution d'heritier n'a point de lieu en maniere que ce soit.

xciiii.

1. 94. Igitur multo minus inter vivos, et etiam patet. J. 5. 112. C. M.

Homme & femme mariez ensemble ne peuuent par disposition testamentaire faire d'un legs ou aucun auantage l'un à l'autre.

xcv.

Aucun ne peut estre heritier & legataire ensemble, toutesfois il loist à celuy qui est heritier accepter & prendre comme personne estrange, le legs à luy fait, en delaisant l'heredité & succession du deffunct & en y renonçant dedans quarante iours apres.

xcvi.

Aucun ne peut par son testament auantager l'un de ses heritiers ou leurs enfans l'un plus que l'autre en leur pleignant ou autrement.

xcvii.

Les legataires ne peuuent de leur auctorité prendre les choses à eux leguees ne soy en dire saisis, mais faut qu'elles leur soyent baillees & deliurees par les executeurs ou heritiers.

xcviii.

Executeurs de testamens sont saisis apres le deces du testateur des meubles & immeubles, iusques à l'accomplissement du testament & valeur d'iceluy, toutesfois ils doyuent prédre les biens par iustice & sous inuentaie l'heritier ou heritiers appelez s'ils sont demourans au lieu, ou le procureur du Roy ou des seigneurs presens.

xcix.

Les heritiers ne seront pas ouys s'ils demandent auoir les biens du testateur en baillât caution d'accomplir le testament, mais en baillant ou delaisant ausdits executeurs argent ou biens exploictables pour ledit testament acomplir & payer les dettes, ilz pourront auoir main leuee du residu.

c.

Les executeurs peuuent & sont tenus payer les debtes du testateur cleres & cogneues par lettres & loyaux enseignemens, l'heritier ou heritiers sur ce sommez & refusans de prendre la cause pour eux ayder, leur administrer deffenses ou preuues pour ce empêcher, dedans l'an de l'execution, & en ce faisant leurs seront comptez & allouez en la reddition de leurs comptes.

ci.

Les executeurs peuuent recevoir les debtes du deffunct, dont les breuets, obligez ou cedules leur auroient esté baillees par inuentaie pour ce faire & non autres, sans le sceu ou consentement des heritiers.

cii.

Après l'an & iour du deces, les executeurs sont tenus rendre compte & reliqua de leur execution à l'heritier, & y peuuent estre contrains par le diocesain ou par les officiers du Roy, ou par les hauts iusticiers, ou leur iustice qui premier preuient.

ciii.

L'homme d'eglise de franche condition non religieux, peut disposer de tous ses biens ainsi que l'homme lay, iacoit ce que les biens luy soyent venus de ses benefices.

ciiii.

Entre testament & codicille, la coustume ne fait point de difference.

cv.

Le mary par son testament ou ordonnance de derniere volonté ne peut disposer des meubles, conquests immeubles, cōmuns entre luy & sa femme au preiudice d'icelle, ne de la moitié qui luy peut appartenir en iceux, par le trespas de son mary.

cvi.

Femme coniointe par mariage, ne pourra tester sans auctorité de son mary.

cvii.

Et depuis le quatorziesme d'Octobre les prelates & gens d'eglise se sont opposez à l'accord dudit article.

2. 107. Hec oppositio nulla est & abusiva. Ideo standi arti. 106. C. M.

CHAP

C H A P I T R E I I.

De donation entre vifs, mutuelle.

cviij.

Donner & retenir ne vaut.

cix.

Chascun aagé suffisamment peut par donation entre vifs disposer de tous ses biens à son plaisir.

cx.

Donnatio faite par pere ou mere à l'un ou plusieurs leurs enfans, de la totalité ou greigneur de leurs biens, est repute inofficieuse & frauduleuse, & ne doit tenir au preiudice des autres, combié qu'elle soit chargée de nourrir pere & mere, pourueu que les autres enfans ayent esté appellez, & refusans de contribuer à ladite nourriture.

cxii.

Donnation faite par femme maryee sans l'auctorité de son mary, ne par enfant qui est en puissance de pere, sans son consentement ne doit tenir.

cxiii.

L'homme & femme mariez ensemble estans en bonne santé, egaux en aage & en cheuance & non ayans enfans, peuuent par donation mutuelle pareille faite & egalle entre vifs, donner l'un à l'autre au suruiuant, tous les biens meubles & conquests immeubles, en les prenant par inuentaires & appreciation, pour en iouyr par le suruiuant de sa vie durant seulement en baillant caution suffisante, & à la charge d'accomplir le testamēt, & payer les debtes sur la part & portion de l'heritier entant qu'à luy touche, & aussi de soustenir lesdits conquests immeubles.

cxiiii.

Donnatio d'heritage faite par pere ou mere en accroissement de mariage à leurs enfans fordist nature, iaçoit ce que celuy ou celle à qui est faite ladite donation va de vie à trespas sans hoirs de son corps.

cxv.

Donnation faite par pere ou mere à aucuns de leurs enfans de propre heritage retenu l'ususfruit, a presumption de fraude. Et pour ce ne doit tenir, à tout le moins telle chose donnée se doit rapporter en contribution en la succession de celuy qui l'auroit ainsi donnée.

cxvi.

Donnation d'heritage ou meuble à quelque estimation qu'elle puisse monter, n'a besoin d'aucune solennité d'estimation.

C H A P I T R E I 2.

*D'acquérir, garder & retenir possession d'heritage, & de causes
proprietaires & possesseurs.*

cxvii.

En heritage censuel, peut l'acquireur soy bouter & enfaïner, sans le sceu & consentement du seigneur censuel ou iusticier.

cxviii.

Complainte en cas de nouuelleté n'a lieu pour chose mobiliere sinon qu'elle fust adherant & dependant de la chose immeuble, ou qu'elle fust vniuerselle pour les biens d'une succession, ou pour vne maison & tous les biens estans en icelle.

cxix.

Le mort faïst le vif son plus prochain heritier habille à luy succeder.

cxx.

Le mary constant & durant le mariage, se peut faire faïst de tous les heritages & droits de sa femme, & pour iceux fournir, conduire complainte en cas de nouuelleté.

C H A P I T R E I 3.

Des censives & droits seigneuriaux.

cxxi.

Le seigneur censier par la cēsiue & pour les arerages de trois annees qui luy en seront deuz peut faire brandonner les heritages & les fruits estans en iceux, & des maisons & edifices faire arrester & empescher les louages. Et en cas d'opposition la main du censier demourra garnye pour la derniere annee seulement, & le deffaut se doit pourfuyure par action.

cxxii.

Les lots, ventes & amendes des heritages chargez de censives vendus se doyuent pourfuyure par action, & s'il y a arrest n'y a point de main garnye s'il n'est ainsi appointé par le iuge parties ouyes.

cxxiii.

Ledit article est demouré discordé pour ce que les prelates, seigneurs chastellains ont maintenu l'article ainsi qu'il est posé n'estre à la raison. Et disoient quand aucun de prie lots & ventes en faïtant le de pry, reffus de payement approuue son seigneur censier, & par tāt ledit seigneur censier au reffus du payement peut arrester les fruits de l'heritage censuel. Disant plus que où il seroit question entre d'eux seigneurs, en ce cas la main garnye se pourroit appointer par le

Couſtumes d'Auxerre.

iuge. Ainſi diſent en auoir veu iouyr & vſer en leurs terres & ſeigneuries, & par tant diſent que la main doit eſtre garnye ſans decret ou appointment de iuſtice. A quoy a eſté dit par les aduocats & practiciens & autres ayans charge de communautéz. A l'article ainſi qu'il eſt poſé a eſté ia accordé aux couſtumes dernieres & ainſi en ont veu iouyr & vſer dudit article & icelluy practiquer. A ceſte cauſe auons renuoyé la difficulté dudit article pour icelluy eſtre accordé. cxxxiii.

Le cenſier n'a aucun droit de veſt ou deueſt, par ce qu'il n'eſt point de neceſſité que l'ache-
teur ſoit en faiſine par deuant le ſeigneur cenſier, mais peut prendre poſſeſſion de ſon auctori-
té de l'heritage vendu ſans offenſe. cxxxiiii.

En eſchange fait but à but y a lots & non point de ventes, & ſ'il y a ſoultes lon deura lots &
ventes pour leſdites ſoultes és lieux où le lot à lieu ſ'il n'y a couſtume locale ou priuilege au
contraire. cxxxv.

Excepté és villes de Varry, chaſtellenie de Fleury & branches, eſquelles eſchâges faits ſans
nulles ſoultes n'y a ne lots ne ventes. cxxxvi.

Ce que les religieux, abbé & conuent de Vezelay ſeigneurs dudit lieu ne confeſſent, & de-
meure l'article quant à eux non accordé, & quant aux autres, demeure entre les ſeigneurs ac-
cordé. cxxxvii.

Si vn heritage eſt baillé par amour ou affection du donataire y a lots ſeulement. cxxxviii.

En heritage baillé à planter ou edifier à part dudit tresfond n'y a vente ne retrait, & n'y a
lots ſeulement. cxxxix.

Qui transporte & baille ſon heritage à rente ou à rachat, le ſeigneur cenſier auant le temps
de rachat, prendra ſeulement les lots de la ſomme prinſe & accordée pour ledit rachat, mais
quand ladite rente ſera rachetée il prendra & aura les ventes de la ſomme accordée par ledit
rachat. cxxx.

Ledit article eſt demouré non accordé par les prelates, gens d'eglise & nobles diſans les lots
& ventes eſtre deuës le contract fait & accordé, ſans pour ce attendre le temps de rachat. Les
aduocats, practiciens & habitans des communautéz diſans au cōtraire que de tout temps, & ſi
long temps, qu'il n'eſt memoire du contraire, ils ont veu garder & obſeruer ledit article ainſi
qu'il eſt poſé. A ceſte cauſe l'auons renuoyé pour icelluy eſtre accordé. cxxxii.

Si aucun baille ou transporte ſon heritage à rente perpetuelle ſans rachat, ledit ſeigneur cé-
ſier ne prendra ne lots ne ventes, mais ſi depuis ledit heritage eſt vendu chargé de ladite ren-
te, ledit cenſier aura les lots & ventes de ladite vendition. cxxxiii.

Si aucun achete heritage en la cenſue d'un ſeigneur cenſier & dedans quarante iours à cō-
pter du temps dudit achat ne paye ou de prie les lots & ventes audit ſeigneur cenſier ou à ſon
receueur, il y a amende de ſoixante ſols tournois enuers le ſeigneur pour la recellee. cxxxiiii.

Si le vendeur & acheteur d'un heritage chargé de cenſue apres que ladite vendition eſt cō-
ſtituée ſe departent de leur conſentement de marché auant qu'ils departent du lieu n'y a lots,
ventes n'amendes, pourueu qu'aucunes lettres n'ayent eſté paſſées de la vente. cxxxv.

Celluy qui de nouuel achete heritage en la cenſue d'un ſeigneur cenſier, il eſt tenu de mō-
ſtrer audit ſeigneur ſes lettres, ſi aucunes en ont eſté paſſées, ou de l'informer du tiltre & ma-
niere de ladite acquisition quand il en fera requis par ledit ſeigneur dedans les quarante iours.
Et ce fait ne ſera plus tenu de leur exhiber ſes lettres d'acquisition en payant lots & ven-
tes. cxxxvi.

Si aucun propriétaire veut laiſſer l'heritage pour les cens & renoncer à icelluy, faire le peut
pourueu qu'il ne ſoit chargé que de cens. cxxxvii.

Ledit article eſt diſcordé par ce que les prelates & nobles diſent qu'audit article doit eſtre in-
feré. Pourueu qu'il n'y ayt charges autres que le cēs d'icelluy heritage, & qu'en l'heritage bail-
lé à cens n'y ayt aucune diſſimulation, autrement ledit article doit eſtre accordé, pour ce que le
detenteur de l'heritage cenſuel peut auoir demoly & deterioré ledit heritage en coupe de
boys, demolition de maiſon, & autres choſes au preiudice du ſeigneur cenſuel. Et auſſi audit
heritage cenſuel peut eſtre appoſée autre charge outre ledit cens, leſdits aduocats, practiciens
& autres ayans charge pour les communautéz diſans au contraire. Et que l'article ainſi qu'il
eſt poſé contient verité & l'ont veu garder & obſeruer, & d'icelluy ont veu iouyr & vſer com-
me vraye couſtume, Et qu'en ces termes a eſté accordé: parquoy icelluy auons croiſé & ren-
uoyé. cxxxviii.

Si l'eglise acquiert aucun heritage en la cenſue d'un ſeigneur cenſier, ledit ſeigneur peut
faire cxxxviii.

faire ou faire faire par le haut iusticier commandement à l'eglise que dedans l'an & iour elle mette ledit heritage hors de ses mains sur peine de l'appliquer à luy & à son proufit:& si elle ne le fait, ledit seigneur censier ledit an passé, peut conclurre contre ladite eglise à ce qu'elle se desiste dudit heritage, & qu'elle en laisse souffrir, iouyr & vser ledit seigneur censier comme de son propre heritage: ce que luy sera adiugé en remboursant ladite eglise, si ladite eglise n'auoit iouy dudit heritage par l'espace de xl. ans. cxxxviii.

Si vn heritage chargé de cens assis en la terre d'un haut iusticier qui n'est pas seigneur censier, est vacquant, & n'y a aucun detenteur ne reclame d'aucun, le seigneur haut iusticier peut vendre & subhalter les solennitez gardees à qui bon luy semble, ledit heritage vacquant, à la charge de ladite censive, & toutesfois ne pourra pas ledit seigneur en vendant & subhaltât ledit heritage, mettre autre cens que ledit premier cens n'autres charges. cxxxix.

Si le haut iusticier vend vn heritage vacquant, assis en la haute iustice & hors de la censive, à la charge de ladite censive enuers le seigneur censier, ledit seigneur aura les lots & ventes de ladite vente, és lieux où il y a lots & ventes. cxl.

Si aucun propriétaire renonce & delaisse au seigneur censier l'heritage pour le cens, ledit seigneur censier pourra tenir ledit heritage comme sien, ou le pourra vendre & en faire son proufit, & n'y aura riens en ce cas le haut iusticier. cxli.

S'il aduient qu'un heritage chargé de censives soit vendu à rachat iusques à certain temps, le seigneur censier dedans le temps sur ce introduit, sera payé des lots & ventes d'icelle vendition: mais si le vendeur la rachete dedans ledit temps, il n'y a ne lots ne ventes. cxlii.

Si aucun vend son heritage estant en censive, moyennant que si le vendeur baille l'argent dedans deux ou trois ans ou autre tēps, il aura son heritage, le seigneur prendra les lots & ventes de ladite vendition incontinent la vente faite: mais si le vendeur rachete ledit heritage dedans ledit temps, il n'y a ne lots ne ventes pour ledit rachat. cxliii.

Lesdits deux articles ont esté discordez par ce que les aduocats, procureurs, practiciens & autres ayans charges des villes & chastellenies dudit bailliage, ont deliberé par la plus part d'iceux que la vendition mentionnee esdits deux articles pour la faculté du rachat apposee au contract, n'est parfaite. Et que si les contrahans, mesmement le vendeur en payant le pur sort & loyaux cousts. Et ont iceux aduocats & practiciens dit & proposé que plusieurs sentences, & iugemens sont interuenus par deuant nous, confirmatifs desdites coustumes. Et outre disant vn nommé Michau robin d'Irancy auoir obtenu sentence au chastellet de Paris confirmatiue desdites coustumes, contre le seigneur dudit lieu. Et aussi disent puis n'agueres auoir esté donné sentence au proufit d'Emond Iohannis, contre le seigneur de Iussi. Par les prelatz & nobles a esté dit que les venditions sous faculté de rachat, sont parfaites, & n'y a par icelluy diuision de seigneurie & propriété, & a prins action actuelle & reelle. Et en signe de ce, le temps du rachat passé, a esté besoing d'autre rachat: mais demeure la premiere vente en sa force. Et quant aux sentences proposées, ils disent icelles n'auoir esté baillées contre eux, & icelles ne leur pouuoir preiudicier, & qu'ils ont iouy & vsé, prins & perceuz lesdits lots & ventes, & qu'à ces fins ils ont obtenu sentēces. A ceste cause les auons croisées & renuoyees pour icelles accorder. cxliiii.

Tous heritages sont tenus & reputez francs, s'il n'appert du contraire, & qu'icelluy qui y pretend charge de cens ou redevance, quelle qu'elle soit ne le preuue ou monstre suffisamment. cxlv.

Ledit article est demouré en difficulté, & disent les aduocats, procureurs, practiciens & autres ayans charges des villes & chastellenies dudit bailliage, que la coustume ainsi qu'elle est posée contient verité, & qu'elle doit estre ainsi accordée, par ce qu'ils ont veu iouyr & vser par tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire, & n'est chose nouvelle: Car les circōuoi- sins dudit bailliage ont semblable coustume. Et disent ceux des villes de Vezelay, & Varry auoir tenu & possédé plusieurs heritages sans payer aucune redevance, soit en cens ou autre chose, & ainsi en auoir iouy de tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire. Les prelatz & nobles disent ladite coustume deuoir estre insérée & écrite sous ces mots. Tous heritages sont tenus & reputez francs, fors du cens & disme, & s'il n'y a priuilege au contraire. Et ainsi disent en auoir veu iouyr & vser és terres & seigneuries où ils ont droit de cens & disme de tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire ne du commencement. Lesdits habitans, aduocats & practiciens avec les habitans des seigneuries disent au contraire. A ceste cause l'auons croisé & renuoyé. cxlvi.

AAAA

Couftumes generales d'Auxerre

Vn poffeffeur d'un heritage duquel il a iouy & pareillement fes predeceffeurs, n'est tenu de montrer & enseigner à quel tiltre il tient. Et le conferue la poffeffion pour estre deffendu tant à l'encontre du feigneur haut iusticier, du feigneur censier, qu'à autres quelsconques. cxlvii.

Ledit article par l'aduis du conseil a esté delaiissé au droit commun.

S'ensuyuent les couftumes locales de Varry.

cxlviii.

PAR la couftume de la chastellenie de Varry, és heritages changez but à but sans foultes, il n'y a ne lots ne ventes. cxlix.

En heritage franc vendu & qui eût vendu franchement & sans nulles charges, en ladite chastellenie de Varry, il n'y a lots ne ventes. cl.

Ledit article est demouré discordé, par ce que reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque d'Auxerre feigneur dudit lieu, dit auoir obtenu sentence au contraire du contenu audit article. Les habitans dudit lieu par Guillaume binet & Jean des moulins disent au contraire, & qu'ils sont de franc aleul. cli.

Plusieurs heritages sont tenus & reputez francs en la chastellenie de Varry, qui ne montre ou fait apparoir du contraire. Et qu'icelluy qui pretend charge de cens ou redevance, quelle qu'elle soit le doit prouuer ou montrer suffisamment. clii.

Ledit article est demouré en difficulté, par ce que ledit reuerend maintenoit luy estre deu le droit de ventes, quand lesdits heritages sont vendus. Les habitans par les dessusdits disent au contraire, & qu'ils ne sont tenus payer aucunes ventes. cliii.

Que tous heritages tenus & possédez francs en ladite chastellenie, peuuent estre baillez à tiltre de rente sans bourdelage, moisson ou autre redevance. Et les seigneurs d'iceux en peuuent prendre tous droits & reuenus afferens & pertinens esdites rentes, sans bourdelage & autres redevances. Et ainsi en ont accoustumé de iouyr & vser les bourgeois, manans & habitans en ladite chastellenie de tout le temps & d'ancienneté. cliiii.

Ledit article est demouré en difficulté, & ledit reuerend maintient le droit de vente luy estre deu. Lesdits habitans par les dessusdits disent au contraire, & qu'il n'y a aucun droit, & ainsi en ont iouy & vser.

C H A P I T R E 14.

De compagnie & communauté de biens entre homme & femme mariez, & de toutes autres personnes. clv.

HOMME & femme conioints par mariage, sont communs en biens meubles & debtes personnelles traitez durant leurdit mariage & parauant icelluy. Et aussi en cōquests immeubles faits par iceux ou l'un d'eux durant & constant leurdit mariage. clvi.

Les fruits des heritages propres d'un chascun conioint par mariage, & les fruits du douaire du premier mariage de la femme, sont communs entre lesdits mariez. clvii.

L'homme marié durant & constant ledit mariage a le gouuernement & administration des biens meubles & conquests immeubles, ensemble des fruits des propres heritages & douaire de sa femme, & en peut disposer ledit mariage durant en sa vie, sans consentement de sa femme: mais de la propriété desdits heritages propres & douaire d'icelle, il n'en peut disposer sans le consentement d'icelle. clviii.

Au mary appartient la poursuyte des actions personnelles & possessoires de pendants des heritages propres de la femme. clix.

Si l'un des deux mariez vend son propre heritage, & des deniers d'icelle vête achete autres heritages, il est tenu & réputé conquest, si il n'est expressement dit & protesté en faisant ladite premiere vendition & achat, que lesdits deniers soyent pour employer en autres heritages qui sortira pareille nature & condition que l'heritage vendu, ou que l'autre desdits mariez le consente sans fraude. clx.

Quand l'un desdits conioints par mariage a aucun sien heritage chargé d'aucune rente, laquelle iceux conioints acquierent, elle est confusée tant que le mariage dure: mais apres la mort d'icelluy à qui l'heritage estoit, le suruiuant prendra la moytié de la rente acquise pendant icelluy mariage, si bon luy semble. Mais celluy ou ceux à qui compete ledit heritage, pourra acquiter ladite rente, en remboursant la moytié de l'argēt, ensemble la moytié des arerages depuis le trespas. clxi.

Si

Si homme ou femme conioints par mariage ou autres estans en communauté de biens, en sa dernière volonté fait aucuns legs, il payera de ses biens, & n'en sera point diminuée la portion du suruiuant. clxii.

Les enfans estans en puissance paternelle, parens & autres personnes nourris & entretenus par gratuité ou pitié, ne peuuent acquerir droit de communauté avec pere ou mere ou autres personnes qui les nourrissent quelque laps de temps qu'ils y demeurent s'il n'y a expresse conuention sur ce fait. clxiii.

Si l'un des deux ayans aucune chose commune par indiuis, s'en sert ou en vse, il n'est tenu de faire aucun proufit ou emolument à l'autre. clxiiii.

Si aucun estant en société d'aucune marchandise ou fait particulier, achete de ses deniers aucune chose non conseruant ladite société, elle ne luy doit estre communiquée s'il ne luy plaist. clxv.

Si l'un des conioints par mariage tient & possède les biens de ses enfans ou heritage du defunct, par an & iour apres le decès du premier mourant, sans en faire inuentaire, partage & diuision, lesdits enfans & heritiers peuuent demander la communauté de tous biens meubles & conquests faits depuis le mariage commencé, ou s'ils aiment mieux, ils peuuent demander la succession du defunct par estimation commune s'il n'y a traité ou conuenance au contraire. Et si le suruiuant se remarie sans faire lesdits inuentaire, partage & diuision à ses enfans ou heritiers, tous les biens demourans communs, & d'iceux seront faits trois parties, dont le remarié aura l'une, les enfans & heritiers du premier lit, l'autre. Et la seconde femme ou hoirs l'autre, supposé qu'il y ait assez ou peu apporté. Et encores est il à l'election desdits enfans ou heritiers, de demander la portion de leur dit predecesseur ou la quantité & valeur d'icelle par commune estimation au temps du trespassement. clxvi.

Quand vne personne veufue qui à enfans se remarie à autre personne veufue qui a aussi enfans, lesquels demeurent avec eux en compagnie, & ils apportent aucune chose en la compagnie de pere ou de mere, la cōpagnie se fait en quatre parts, ce que chascune maniere d'enfans emporte vn quart, & le pere & la mere chascun vn quart. clxvii.

Si vn homme vend l'heritage de sa femme, & en la vendition faisant ou deuant il la promet recompenser & d'acheter autant d'heritage, telle recompensation vaut: mais si apres par long trait de temps il le promet, il ne preiudicie riens aux heritiers de l'homme. clxviii.

Les bourgeois & bourgeoises de Roy manans & demourans en la ville, cité & fauxbourgs d'Auxerre conioints par mariage, sont vns & communs en tous biens meubles & conquests immeubles, & propres heritages.

S'ensuyt la coustume de Varry.

clxix.

Homme & femme conioints par mariage en ladite chastellenie de Varry, sont communs en biens meubles, faits immeubles, conquests à faire & qu'ils se feront & acqueriront durant leur mariage, chascun d'eux moytié & egalle portion & non outre, s'il n'y a conuenance au contraire, & au regard du propre chascun prend le sien. clxx.

Par quelque laps de temps que le fils ou la fille ou autres demourans avecques ses pere & mere, oncles, tantes & autres ses consors & personniers communs en biens apres le decès de ses pere ou mere en ladite chastellenie de Varry, il n'acquiert plus grand droit de communauté que le defunct son pere ou mere luy a delaisé, & fils sont plusieurs freres ou sœurs, ils ne seront tous ensemble avec leurs portionniers en cas de partage qu'une teste estant en biens meubles, conquests, qu'heritages propres.

C H A P I T R E I 5.

De conuenances, marchez, ventes, achats, louages, prests & autres deniers contractz.

clxxi.

VN notaire ou tabellion ne peut receuoir cōtract s'il n'y a deux tesmoins ou qu'ils ne soyent deux notaires, autrement lesdites lettres sont de nul effect. clxxii.

Si aucun prend maison ou terres à louage, ferme ou moisson à plusieurs années, il n'est tenu de pleiger son marché, s'il n'a esté ainsi conuenu: mais s'il deffaut à payer la premiere année apres sommation à luy faite, celluy à qui sera l'heritage l'en pourra mettre hors s'il ne paye la premiere année qu'il l'applique à la subsequente en garnissant & baillant seureté de gages ou pleiges. clxxiii.

AAAA ij

Coustumes generalles d'Auxerre

En vendition de chose mobiliere ne chet rescision de contract par deception d'outre moitié de iuste pris. Autre chose est d'heritage ou chose immeuble. clxxiii.

Pour porter garand doit chascun laisser son iuge & aller porter garand deuant le iuge où il est plaid de la chose, & s'il est reffusé, il est tenu en tous les dommages. clxxv.

Delirance de marchandise mobiliere argue payement qui ne se vente de promesse, ou qui ne se rapporte au serment du debteur. clxxvi.

Peine de corps de manouuriers, vigneron & gens de bras ne se peut demander apres les huit iours passez, qui ne preuue ce ou promesse au contraire. clxxvii.

Louages de maisons se payent à deux termes: C'est à sçauoir, saint Jean baptiste & Noel, fil n'y a conuenance au contraire. clxxviii.

Le vendeur de vins n'est tenu de les garder outre vingt iours s'il ne luy plaist, & si l'acheteur ne leue dedans lesdits vingt iours, il perd ses arres, si aucunes en a baillees, & le peut le vendeur le reuendre à autre si bon luy semble, mais s'il ne l'a reuendu, il sera tenu le bailler au premier acheteur s'il le reuend en le payant. clxxix.

Qui louë maisons ou autres heritages à plusieurs annees, & si apres icelles passees il ne s'en depart, il se tient sans nouveau marché & entre en l'annee ou terme premier, il sera tenu payer le premier terme & autres ensuyuans, tant qu'il y demourra, & entrera esdits termes, au pris qu'il l'a tenu la derniere annee precedente. Et en ce cas ne pourra le locateur en bouter hors le conducteur durant chascun desdits termes, s'il ne luy denonce qu'il se pouruoye & departe quinze iours auant ledit terme escheu. Et aussi est tenu le conducteur, s'il s'en veut departir, le denoncer au locateur quinze iours auant le terme escheu. Et à la fin d'iceux apporter les clefs de la maison qui sera louee. clxxx.

Pour chose mise en depost & garde nō rendue, ne peut le depositaire obtenir respit ne faire cession de biens.

C H A P I T R E 16.

De prescription & laps de temps.

clxxxi.

FOY & hommage d'heritages meubles ne cheent point en prescription pour ceux qui les doyent, contre les seigneurs feodaux: mais les proufits de l'achat des choses dessusdites, comme quint & reliefs se prescriuent par trente ans. clxxxii.

Quand aucun à iouy d'aucun heritage ou autre droit reel & incorporel ayant cause continue à iuste tiltre & de bonne foy par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens: tel heritage ou autre droit est acquis par prescription par trente ans, sans tiltre entre aagez & nō priuilegiez.

C H A P I T R E 17.

De rentes foncières, vollages & hyppothecques.

clxxxij.

SI aucun baille sa maison ou autres heritages à rente fonciere perpetuelle ou à vies, il peut auoir pour ladite rente & arrerages escheuz les biens estans en ladite maison. Et pareillemēt faire prédre les fruits & lesdits arrerages deuz & escheuz, pour lesquels la main demourra garnye, s'il appert des lettres dudit bail. clxxxiii.

Item & quant à vne rente vollage, elle n'est point executoire contre vn tiers detenteur, si ledit detenteur n'y a esté condemné, ou que la declaration d'hyppothecque n'y ayt esté obtenue contre luy. clxxxv.

Rentes vollages qui sont à rachat, sortissent nature de meubles, ¹ durant le temps de rachat. clxxxvi.

Si aucun heritage est chargé de rente fonciere, & ledit heritage demeure sans aucuns detenteurs, le rentier ne peut pas faire les fraiz des criees, il se peut bouter par auctorité de iustice audit heritage, & protester que si celluy qui doit ladite rente veut entrer audit heritage, que la detention & perception des fraiz qu'il en aura leuez, ne luy preiudicie d'aucune chose à ladite rente. Et par ce moyen la rente ne pourra estre confuse, mais toutesfois les fruits qu'il en aura leuez & receuz, luy seront comptez en deduction de ses arrerages. Et si plus y a, il sera tenu de payer le plus. clxxxvii.

S'il y a aucun detenteur d'un heritage chargé de rente, le rentier peut faire bailler curateur audit heritage, & contre luy obtenir declaration d'hyppothecque. Et ce fait, sera crier & subhaster ledit heritage au lieu de la chastellenie par trois quinzaines & la quarte d'abondant. Et icelles parfaites sera assigné iour audit curateur pour veoir ledit heritage adiuger par decret au plus offrant & dernier encherisseur: & si aucun en faisant lesdites cryees a mis à pris ledit

1. 185. Idem maior pars cō suetudinū, & infinis est vt probauit in cōsuet. Parisi. §. 57. & in tra. cta. reditu. & usurar. C. M.

ledit heritage, qui sera trouué plus offrant, sera adiourné pour apporter les deniers auxquels il a mis à pris ledit heritage: & aux opposans si aucuns en y a, assignera iour pour dire les causes de leur opposition. clxxxviii.

Si il y a aucun qui s'oppose à aucunes cryees d'heritages, le sergent qui fera lesdites cryees, fera eslire domicile à l'opposant au lieu où se font lesdites cryees, si il est estranger. Et icelles cryees parfaites, assignera iour audit opposant au lieu où le domicile aura esté esleu. Et si aucū s'oppose par procureur demourant audit lieu, à la personne dudit procureur opposant, sera ledit iour assigné. clxxxix.

Si les quinzaines des cryees d'heritages que lon fait cryer & subhaster, ne sont faites aux propres iours qu'escheent lesdites quinzaines, mais y a six ou huit iours outre, pourtant ne sont point defectiues lesdites cryees. Et ne les conuient point recommencer, si lesdites quinzaines n'estoient pas entieres, & que le sergent faisant lesdites cryees eust anticipé d'un iour ou deux desdites quinzaines, en ce il conuiendra recommencer lesdites cryees. cxc.

En matiere de cryees d'heritages, le sergent doit appeller deux tesmoings du moins à chacune cryee entierement, ou l'exploit seroit nul. cxci.

Si il y a deux rentiers sur vne maison ou autresheritages qui sont en main de iustice, le second rentier n'y prendra riens iusques à ce que le premier rentier soit payé du tout de sa rente & de ses arrerages, mais si il y a detenteur dudit heritage, le second rentier pourra contraindre le detenteur à le payer ou renoncer ledit heritage, & pourra icelluy second rentier faire & mettre à pris ledit heritage à la charge du premier rentier, pour la conseruation de sa rente & arrerage. cxcii.

Si vne maison ou autre heritage est garny de biens ou de fruits, tellement que pour la rente & arrerages on puisse gager en ladite maison ou heritage, ou que le detenteur ne deffaille à payer chascun an le creancier, icelluy creancier ne peut faire cryer ladite maison ou heritage, ne contraindre ledit detenteur à laisser ladite maison pour ladite rente. cxciii.

Meubles n'ont point de suyte en hyppothecque, quand ils sont mis sans fraude hors de la puissance du debteur. cxciiii.

Detenteurs d'heritages chargez de censiués ou rentes, sont tenus personnellement de payer lesdites censiués, rentes & arrerages qui escherront apres & depuis le temps qu'ils auront esté sommez & deuément certioez par les creanciers desdites rétes ou censiués, & tāt qu'ils en seront detenteurs apres lesdites sommations, mais quant aux arrerages precedans, ils serōt quittes en renonçant ausditsheritages. cxcv.

Si aucun vend rente sur tous sesheritages, le vendeur ou sesheritiers seront premiers contrains à payer lesdites rétes & arrerages, que le tiers detenteur tant que le rétier pourra estre payé dudit vendeur ou de ses hoirs, il ne pourra contraindre le tiers detenteur à payer ou delaisser ledit heritage dont il est detenteur, mais le rentier aura bien declaration d'hyppothecque contre ledit tiers detenteur, si bon luy semble, pour soy adresser contre luy au temps aduenir si mestier est, & pour interrompre prescription.

C H A P I T R E 18.

Des bourgeoisies & desadueuz.

cxcvi.

VNe franche personne se peut aduouer bourgeois du Roy de la bourgeoisie, preuosté & ressort d'Auxerre, en faisant ses deuoirs de bourgeoisie, & les solennitez en tel cas requises. cxcvii.

Item qu'au moyen de ladite bourgeoisie vn bourgeois du Roy peut decliner cour & iurisdicions de tous seigneurs subalternes en tous cas & delictz, excepté en cas de present mesfait & en cas communs, auant les trois mois, ladite bourgeoisie obtenue. cxcviii.

Peut aussi ledit bourgeois decliner cour desdits seigneurs subalternes en toutes causes personnelles, actions, questions & querelles meuz contre luy. cxcix.

Item que touchant les droits seigneuriaux dudit seigneur, & en actions reelles à cause desheritages & successions assis en la seigneurie d'un seigneur ou seigneurs, les bourgeois du Roy ne sont point exempts d'icelluy seigneur ou seigneurs, mais respondront par deuant les iuges où lesdits droits sont deuz, & lesditsheritages assis. cc.

Item que si aucun bourgeois du Roy liticonteste en vne cause, il ne se peut aduouer bourgeois du Roy en ladite cause. cci.

Si aucuns demourans en la seigneurie d'un seigneur doyuent aucunes debtes ausdits bourgeois du Roy, ledit bourgeois du Roy sous vmbre de ladite bourgeoisie, ne peut faire con-

Couſtumes generalles d'Auxerre.

uenir les debtors autre part que par deuant les ſeigneurs où ils ſont ordinairement reſponſables. ccii.

Quand aucun, comme bourgeois du Roy, decline cour & iurisdiction du ſeigneur ſubalterne touchant aucune cauſe ou aucun cas, dont le iuge fait difficulté, ſ'il en doit connoiſtre ou non. Il eſt permis au iuge d'assigner iour aux parties par deuant le iuge royal, pour par icelluy iuge royal decider & determiner ſ'il connoiſtra de ladite cauſe, ou ſ'il l'a renuoyra par deuant le iuge ſubalterne.

C H A P I T R E 19.

Des eaux, boys & forests, vsages & paſtures.

ccij.

Habitans des villes ou villages peuuent mener & faire mener leurs beſtes groſſes & menues champoyer & paſturer és lieux de vaine paſture, en lieux, ſinages & paroiffes à eux contigus & ioignans de clocher à autre. cciii.

Habitans des villes ou villages en general ou particulier, ne peuuent pretendre auoir vsages ou paſturages outre la vaine paſture, ſ'ils n'en ont tiltre ou qu'ils n'en payent redeuãce, ou ſ'ils n'en ont iouy franchement de tel & ſi long temps qu'il n'eſt memoire du contraire. ccv.

Par les habitans des communautez des villes & chaſtellenies dudit bailliage les aduocats, procureurs & practiciens diſent icelluy article contenir verité & auoir ainſi eſté accordé és couſtumes dernieres, & dudit article auroyent veu iouyr & vſer de tout temps: par les officiers du Roy, prelates & nobles a eſté dit au contraire, diſant que par quelque temps qu'ils ont iouy d'vſage, etiam par quelque laps de temps qu'il n'eſt memoire du contraire, on ne peut preſcrire vsages fors vaine paſture, ſinon à ce tiltre ſans payer redeuance. Et ainſi diſent en auoir veu iouyr & vſer meſmement là où ils ont boys, forests & paſtures. ccvi.

Nul ne peut mener beſtes aumailles en taillis nouueaux d'aucuns boys, iuſques apres la troiſieſme fueille, car ils gaſtent la racine du boys. ccvii.

Prez fauchez & dont l'herbe ou foing en ont eſté emmenez ſont incontinent reputez vaine paſture, ſinon qu'ils ſoyent clos & fermez de hayes ou fosſez, ou que d'ancienneté en ayent accouſtumé de faire regain, toutesſois ſi l'herbe ou regain eſtoient delaiſſez eſdits prez, on y pourroit entrer iuſques à la ſainct Remy paſſee. Et dure la vaine paſture deſdits prez depuis ledit temps, iuſques au quinzieme iour de Mars. ccviii.

Item en quelque temps que ce ſoit, on ne peut mettre porcs en prez: car ils les fouillent & gaſtent. ccix.

Durant le temps de greiner, on ne peut mener porcs n'autres beſtes en boys ne forests, ſans le conſentement à qui ils ſont. ccx.

Si aucuns porcs ſont prins en haute forest, boys de haute iuſtice, durât le temps de greiner, & ils ſont trouuez à garde faite, il y a amende arbitraire. Et ſ'ils ſont par eſchappee, il y a amende loy, auецques reſtitution de dommage. ccxi.

Hauts boys bons à maiſonner & edifier & portans gland & paiſſon, & qui ſont en lieu où il n'eſt memoire d'auoir vieil labourage, ſont reputez boys de haute fuſtaille. ccxii.

Les eſcreuës, comme biens vaccans, appartiennent au ſeigneur haut iuſticier, ſinon qu'elles ſoyent en fond & heritage dont il y ayt detenteur, auquel cas elles appartiennent à celluy à qui eſt le fond & l'heritage, & ſont leſdites eſcreuës lieu de vaine paſture. ccxiii.

Le temps de greyner en boys & forests, commence à la ſainct Remy, & dure, iuſques à la ſainct André. ccxiiii.

L'article eſt demouré diſcordé, par ce que les gens & nobles diſent que le temps de greiner commence à la ſainct Remy, & finiſt à la purification noſtre dame enſuyuant. Les aduocats, procureurs & autres des communautez diſent au contraire, & que l'article ainſi qu'elle eſt poſſee contient verité, & ainſi en ont veu iouyr & vſer.

C H A P I T R E 20.

De tutelle & curatelle d'enfans mineurs nobles & non nobles.

ccxv.

Enfans mineurs nobles & non nobles: ſi leur pere ou mere vont de vie à trespas, eſcheent & demeurent en tutelle & curatelle de pere ou de mere qui ſont & demeurent viuans, ſont legitimez tuteurs & curateurs, & auront les biens des mineurs par inuetaire. A la charge d'en rendre compte quand leſdits mineurs ſeront en aage. ccxvi.

Enfans

Enfans mineurs nobles qui demeurent sans pere & sans mere, ayeul ou ayeulle, seront pourueus de tuteurs & curateurs par iustice, & par les gens & lignagers, soient freres ou oncles, tantes, cousins ou cousines, lesquels seront esleus par lesdits parens & amys, & par iustice, en prenant les biens par inuentaie à la charge d'en rendre compte. Et seront lesdits seigneurs feodaux tenus receuoir lesdits tuteurs & curateurs en foy & hommage pour lesdits mineurs, sans relief. ccxvii.

Enfans nobles sont reputez aagez pour faire leur foy & hommage de leurs heritages, terres & seigneuries : C'est à sçauoir le fils à vingt ans, & la fille à quinze ans, & au dit aage sont tenus les seigneurs feodaux les receuoir. ccxviii.

Enfans roturiers & non nobles, ausquels est pourueu par iustice de tuteurs & curateurs, sont & demeurent eux & leurs biens en la puissance & gouvernement de leurs tuteurs & curateurs, iusques à ce qu'ils soiēt aagez de vingt-cinq ans ou mariez. Et sont tenus leursdits tuteurs & curateurs de prendre leurs biens par inuentaie. Et à la fin de la tutelle & curatelle leur en rendre compte, & reliqua, lesquels tuteurs & curateurs seront receus par les seigneurs feodaux en foy & hommage. ccxix.

Enfans nobles & non nobles aagez suffisamment à contracter mariage, sont reputez aagez à leurs droits, quand ils sont mariez, quelques aages qu'ils ayent, soit fils ou fille, & est deslors & demeure l'homme à ses droits, & la femme en puissance de son mary.

C H A P I T R E 21.

De douaire prefix ou coustumier.

ccxx.

DOuaire prefix ou conuentionnel, est douaire constitué & ordonné à la femme, en faisant le traité de mariage en somme de deniers pour vne fois, ou rente à vie perpetuelle ou en heritage particulier, & a lieu le dit douaire prefix ou cōuentionnel selon les traittez & cōuenances qui sur-ce sont faits au traitté de mariage. ccxxi.

Tel douaire conuentionnel en assignation de rente ne porte point d'arrerages iusques à ce qu'il soit demandé, & que la douairiere en ait fait sommation ausdits hoirs de son mary. ccxxii.

Femme douee de douaire prefix, excédant la moitié des biens de son mary qu'il auoit au jour du traitté de mariage, le dit douaire sera réduit & ramené à la moitié desdits biens.

I. 222. Hoc indicat le douaire coustumier, etiam si aliter non sit expressum in hac consuetudine iuncta a-liarum conformitate, & iūcto. §. 262. j. eo. C. M.

C H A P I T R E 22.

D'asseuremens & sauuegardes.

ccxxiiij.

Asseurement est donné & doit estre donné par le dit haut iusticier ou son iuge, à toute personne qui le demande & qui afferme foy douter d'aucune autre personne. ccxxiii.

Assurement pourra estre donné par le seigneur haut iusticier ou son iuge quel qu'il soit, & non pas par vn moyen ou bas iusticier. ccxxv.

Qui indeuēment enfraint sauuegardes, il eschet selon la coustume de France en peine capitale qui est de la hært. ccxxvi.

Assurement est rompu par battre ou frapper indeuēment celuy contre qui a donné ledit assurement ou par autre à son adueu & poursuite, la personne à qui est donné ledit assurement ou autre de sa famille ou maison, & non par iniures verbales: toutes-fois si celuy qui a donné ledit assurement iniurie verbalement celuy à qui il a donné, il sera puny pecuniairement à l'arbitrage du iuge. ccxxvii.

Sauuegarde speciale se baille & peut estre baillee & donnee par le haut iusticier ou son iuge, à ses suiets ou à aucun d'eux. ccxxviii.

Sauuegarde generale & especialle peut estre baillee par le Roy ou ses baillis, seneschaux & iuges à toutes personnes du royaume, soit en general ou en particulier, reserué aux suiets en general contre leur seigneur, si il n'y a cause raisonnable dont il appare. ccxxix.

Qui enfraint la sauuegarde du Roy, ou en eschet en peine ou amende arbitraire enuers le Roy & la partie iniurree selon la qualité du delit & la faculté du delinquant. ccxxx.

Qui enfraint la sauuegarde du Roy haut iusticier, il enchet en la peine & amende arbitraire enuers le seigneur haut iusticier & la partie iniurree, comme dessus est dit. ccxxxi.

Sauuegarde est enfrainte par bature ou voye de fait, fait en la personne qui est en sauuegarde

A A A A iij

Couſtumes d'Auxerre.

& non point iniures verbales: mais ladite ſauuegarde aggraue leſdites iniures.

CHAPITRE 23.

Des fiefs, droits & profits feodaux. ccxxxij.

LE ſeigneur feodal dès quarante iours paffez apres le trespas de ſon vaſſal, peut mettre & appoſer ſa main feodalle en la terre tenuë de luy en fief, & tiendra ladite terre en ſa main, & en fera les fruits ſiens, iuſques à ce qu'il ait homme: mais ſi pour aucune cauſe raifonnable le ſeigneur feodal y a appoſé ſa main, il ne fera point les fruits ſiens, iuſques à ce que les quarante iours ſoient paffez. ccxxxiii.

Et ne ſera tenu ledit ſeigneur feodal de receuoir aucun en foy & hommage par procureur, ſi bon luy ſemble, poſé que celui qui eſt procureur ait expreſſe & eſpecialle puissance d'en prendre & d'en entrer en foy & hommage & faire tous ſermens de feauté, ſ'il n'y a iuſte & legitime excuſation ou cauſe raifonnable pour laquelle ledit ſeigneur feodal le doie faire. ccxxxiiii.

Si le vaſſal ou celui qui doit reprendre ledit fief, ne trouue ſon ſeigneur au lieu ou ſeigneurie dont ſadite terre eſt mouuant, ou perſonne qui ait puissance de receuoir les vaſſaux, apres qu'il aura deuëment appelé ledit ſeigneur, & requis ſ'il y a aucun qui ait puissance de le receuoir & il ne trouue perſonne qui en ait puissance, ſe peut ledit vaſſal transporter au chaſtel ou à la porte du lieu principal dont eſt mouuant ledit fief, en l'abſence du ſeigneur feodal & de perſonne qui ait ladite puissance, peut faire ſes offres & ſes deuoirs, tout ainſi qu'il fera & deuroit faire ſ'il eſtoit deuant le ſeigneur feodal. Et fera les proteſtations en tel cas requiſes. Et en ce faiſant baiſer le verroul de la ſerreure de l'huys, ou quelque autre choſe de ladite porte ou lieu: & apres leſquelles choſes ainſi faites, ſi ledit ſeigneur feodal leue leſ fruits de la terre pour laquelle leſdits deuoirs auront eſté faits, il ſera tenu de les reſtituer, & iouyra ledit vaſſal dudit fief. ccxxxv.

Toutes-fois, ſi ledit ſeigneur feodal vient en ſadite terre, & il eſt aduertý dudit deuoir, il peut mander ſon vaſſal par cry general ou particulier, & luy faire ſçauoir ſa venuë, & luy assigner iour pour faire ſondit deuoir audit lieu ou deuers homme qu'il y commette pour le receuoir, ce faire ſe doit. Et ſi audit iour ledit vaſſal ne vient, ledit ſeigneur feodal prendra défaut contre luy, & en ſon défaut pourra exploiter ſondit fief, & fera les fruits dudit fief ſiens, tout ainſi que ſi ledit vaſſal n'auoit fait ſon deuoir. ccxxxvi.

Le vaſſal par quelques offres qu'il fait au ſeigneur feodal en ſon abſence au lieu dont eſt mouuant ſondit fief, alencontre de ſon ſeigneur feodal, ſ'il n'en eſt enſaiſiné ou receu en foy & hommage par le ſeigneur feodal ou par ſon ſouuerain mediat, ou autre ayant à ce puissance: Suppoſé que le ſeigneur feodal ne face pas les fruits ſiens depuis leſdites offres: mais par apprehenſion de fait ou par la couſtume par laquelle le mort faiſiſt le viſ, ou autrement il ſe peut dire faiſi dudit fief alencontre d'autres que dudit ſeigneur feodal, poſé qu'il n'en ait point entré en foy ny hommage, ne requis y eſtre receu. ccxxxvii.

Ce-pendant la main-miſe du ſeigneur feodal, celui qui pretend droit audit fief, ſe boute & reçoit les fruits en enſraignant ladite main-miſe, il ne forfait pas ſondit fief & n'enchet ſondit fief en commiſe: mais il eſt amendable enuers ledit ſeigneur feodal. Et ſi eſt le vaſſal tenu audit ſeigneur feodal rendre tous les fruits qu'il en aura receus depuis l'infraction de ladite main-miſe, auant que ledit ſeigneur feodal le reçoie. ccxxxviii.

Si aucune eglise ou communauté acquierët de nouuel aucuns fiefs, les ſeigneurs feodaux ne les receuront point ſi bon ne leur ſemble: mais leur feront faire commandement qu'ils en vuident leurs mains dedans l'an & iour à peine d'appliquer au domaine deſdits ſeigneurs feodaux leſdits fiefs. Et apres l'an & iour paſſé, ſera contre eux procedé par declaration de ladite peine par faute de n'auoir obey, ſi non que leſdits gens d'eglise & communauté euſſent iouy dudit fief plus de quarante ans. ccxxxix.

Si aucune terre ou ſeigneurie tenuë en fief eſt vendue, il loiſt audit ſeigneur feodal de l'auoir pour le pris par retenuë & puissance de fief, ſi l'acheteur n'a eu ſouffrance du ſeigneur ou ſ'il n'en a eſté receu en foy & hommage, ou que ledit ſeigneur feodal n'ait receu tout ou partie du quint denier, ou que l'acheteur ne ſoit lignager du coſté & ligne dont meut ledit acquiſt, ou qu'il n'y ait autre lignager qui le vueille auoir par retrait, dedans le temps du retrait. Et quand ledit ſeigneur feodal aura déclaré qu'il veut auoir ledit fief par retenuë, il conuient qu'il paye audit acheteur le pris contenu en ladite vente & les loyaux couſts. ccxl.

Après que le ſeigneur feodal a receu ſon vaſſal en foy & hommage, il peut enioindre audit vaſſal

vassal qu'il luy baille dedans quarante iours son denombrement & declaration de son fief. Et si dedans ledit temps il ne le fait, ledit seigneur feodal peut mettre & apposer sa main audit fief, & sera leuë & exploité par ses mains, & ne fera pas les fruits siens dudit fief durant ladite main-mise: mais quand ledit vassal aura baillé son denombrement en forme deuë, les fruits escheus durant ladite main-mise appartiendront audit vassal en payant les fallaires, vaccations & impenses raisonnables faites audit fief par le seigneur feodal ou ses officiers. ccxli.

Supposé que le vassal ait receu & perceu les fruits & profits de son fief par l'espace de long temps sans en faire foy & hommage audit seigneur feodal, apres main-mise dudit fief il ne peut tenir autant ledit fief sans vassal, comme le vassal la tenu sans seigneur. Mais par la coustume tant que le seigneur dort, le vassal veille, & à contra. ccxlii.

Si les enfans & heritiers qui succedent à vne seigneurie mouuant en fief d'aucun seigneur font partage & diuision entr'eux dudit fief, ledit partage ne preiudiciera pas audit seigneur feodal aucunement: mais chacun reprendra dudit seigneur pour sa part & portion qui luy sera aduenue par ledit partage, & ne souffrira point ledit seigneur si bon ne luy semble de faire son plain fief arrierefief. ccxliiii.

Si le vassal vëd & constitue rente perpetuelle sur son fief, faire le peut sans le consentement dudit seigneur feodal dudit fief au preiudice de ses heritiers ou ayans cause: mais il ne se peut faire au preiudice de son seigneur feodal: mais toutes-fois il loist audit seigneur feodal d'infecoder ladite rente. ccxliiii.

Quand aucun fief est vendu, l'acheteur est tenu de payer le quint denier au seigneur feodal, & par faute de payer ledit quint denier, il pourra faire empescher son fief si bon luy semble, & le tiendra en sa main, & leuera les fruits à son profit, iusques à ce qu'il soit payé de son quint denier. ccxlv.

Si l'acquesteur du fief vient par deuers le seigneur feodal pour estre receu à foy & hommage dudit fief, il est tenu avec ses offres de monstrer audit seigneur, ses lettres d'acquisition si aucunes en a, ou par tesmoins si ledit seigneur le requiert & demande à voir. Et pareillement y est tenu l'heritier de l'acquesteur, s'il ne monstre que son predecesseur en ait esté autres-fois receu en foy & hommage, & que sondit predecesseur & luy en ayent iouy par l'espace de trente ans paisiblement. ccxlvii.

L'heritier en ligne directe du vassal soit male ou femelle, qui en son viuant a fait ses deuoirs de feauté, ne doit au seigneur feodal que la bouche & les mains, & s'il est heritier en ligne collaterale, il doit faire trois offres à son seigneur feodal, c'est à sçauoir le reuenu d'une annee dudit fief, le dit de preudhomme, ou vne somme de deniers pour vne fois au choix dudit seigneur feodal. ccxlvii.

Et si l'acquesteur dudit fief choisist le reuenu d'une annee, il fera les frais dudit fief du tēps qu'il le tiendra & exploitera comme vn bon preudhomme de famille feroit, s'il le tenoit. Et si luy a boys à couper, le pourra faire couper, les estangs en pesche fera pescher, les emblaueures des terres de la seigneurie feodale emblauees par le vassal trespassé, faire cueillir & leuer, & tout appliquer à son profit, en payant charges & semences tant seulement, & si les terres estoient baillées à vn fermier à ferme qui les eust labourees, ledit seigneur feodal prendra la moisson au pris de la ferme à quoy ledit fermier tient lesdites terres. Et pareillement se doit faire quand le fief sera ouuert par defect d'homme. ccxlviii.

S'il adient que le seigneur feodal voise de vie à trespas, les vassaux qui ont prins du trespassé & luy ont offert payer les droits & deuoirs durant sa vie, ne doiuent à son successeur que la bouche & les mains. Et est tenu ledit successeur de faire conuocquer & appeler les vassaux à certain iour, & leur signifier qu'il est nouveau seigneur, & venir reprēdre de luy, ainsi le doit faire le successeur particulier qui a nouvellement acquesté la seigneurie feodale. Et si lesdits vassaux ne comparant audit iour, ledit nouuel seigneur se pourra assigner aux fiefs des non comparans, & en faire les fruits siens iusques à ce qu'il ait homme. ccxlix.

Quand le seigneur feodal fait empescher la terre tenuë de luy en plain fief, il peut cōsequemment empescher les arrierefiefs, dependans du plain fief: mais il ne peut empescher l'arrierefief sans auoir prealablement empesché de tenir en sa main ledit plain fief. Et si lesdits vassaux auoient au-parauāt lesdits empeschemens, repris de leur seigneur feodal immediat, & payé les droits & deuoirs, ledit seigneur feodal qui a fait ledit empeschement ne leur peut demander que la bouche & les mains. ccl.

Pour non valoir faire la foy & hōmage audit seigneur feodal, & aussi de non bailler denom-

Couſtumes d'Auxerre

brement dudit fief audit feodal, ne cher point en commiſe.

ccli.

Le vaſſal qui ſcientement fait faux adueuz, & reprend d'autre ſeigneur que celui qu'il ſçait eſtre ſon feodal, commençant ſon fief, tout ainſi que ſi ſcientement il denioit ledit fief, toutes-fois quand il l'aduoueroit tenir du Roy, en ce cas il n'y a point de commiſe.

cclii.

L'article eſt demouré diſcordé, par-ce que les prelates, nobles, diſent l'article deuoir eſtre recité ſous ces mots, toutes-fois quand il l'auroit tenu du Roy, en ce cas il n'y a point de commiſe.

ccliii.

Si aucune terre tenuë en fief eſt donnée, cede & transportee à autrui, ſoit par donation faite entre fief ou par teſtament, le ſeigneur feodal y a relief: c'eſt à ſçauoir lequel il luy plaift choiſir des trois offres deſſuſdites.

ccliiii.

S'il y a pluſieurs maſſes en ligne collaterale eſtans en pareil degré, ils partiront leſdits fiefs & autres heritages à eux aduenus, chacun par teſte, ſans ce que l'aîné ait aucun droit d'aîneſſe ou autre aduantage, ſinon le cry & les plaines armes.

cclv.

Entre filles, ſoit en ligne directe ou collaterale, n'y a point de droit d'aîneſſe: mais y aurônt autant l'une que l'autre, & ne deuront point de relief au ſeigneur: ſi c'eſt en ligne collaterale, chacune d'icelles deura relief, & ſuccederont leſdites filles comme les fils, tant en ligne directe comme collaterale.

cclvi.

En partages de freres & ſœurs de fiefs nobles, n'a nul relief n'autre profit.

cclvii.

Si vn ſeigneur tient vne terre en plain fief du Roy ou d'autre ſeigneur, & de ladite terre ſoit tenu vn autre fief qui eſt de ſon plain fief, il conuient qu'il tienne ledit arrierefief de plain fief du Roy, & qu'il le baille en ſon adueu comme plain fief, ou qu'il le mette hors de ſa main pour l'autre homme comme deuant.

cclviii.

Si aucun vend ſon fief, & toſt apres le vendeur & l'acheteur ſont d'accord que ladite vente ſe deſſace, tellement que ledit vendeur reprend ſon fief ſans en auoir profit ou aucun aduantage. Et ſans ce que ledit acheteur en prenne poſſeſſion corporelle, il n'y a point de quint denier pour le ſeigneur feodal, ſil n'y a eu diuiſion de foy vers le ſeigneur feodal.

cclix.

Si vn homme noble qui a vn fief où il y a haute iuſtice, moyenne & baſſe, va de vie à treſpas ſans hoirs, ou qu'il ſoit executé par iuſtice, ledit fief aduendra audit ſeigneur feodal. Et ſi audit fief n'y a point de haute iuſtice: mais ſoit aſſis en la haute iuſtice d'un haut iuſticier. Et en fera l'hommage audit ſeigneur feodal: mais ſi ledit vaſſal eſt executé pour le crime de leſe maieſté ou d'heréſie, en ce cas ledit fief appartiendra au Roy. Et ſil eſt aſſis en la haute iuſtice d'aucun ſeigneur, le ſouuerain eſt tenu de le mettre hors de ſes mains dedans l'an & iour, à compter du iour & heure qui luy ſera eſcheu, ou à bailler homme pour ledit fief.

cclx.

Si aucun vaſſal delaiſſe par treſpas vne fille ou pluſieurs, ne doiuent de relief ne leurs marys pour eux, ſuppoſé qu'elles ſoient maryees, & ne doiuent que la bouche & les mains, ne leurs marys ſemblablement.

cclxi.

Le ſeigneur feodal ne peut preſcrire contre ſon vaſſal nec è contra, & doit ledit ſeigneur receuoir ſon vaſſal en faiſant les deuoirs: mais le quint denier & relief ſe peuuent preſcrire.

cclxii.

En douaire de veſues n'y a nul relief, n'en tuteurs & curateurs d'enfans mineurs nobles.

cclxiii.

Item ſi pere ou mere, ayeul ou ayeulle ou l'un d'eux donnent à leurs enfans par mariage ou autrement, aucune terre tenuë en fief d'aucun ſeigneur feodal, ils ne doiuent point de relief audit ſeigneur, n'aucun profit fors la bouche & les mains.

cclxiiii.

En eſchâge d'heritage ou ſeigneurie en fief ſans fiction & ſans fraude ne ſans ſoultés, n'a aucun quint denier: mais y a relief, & ne le peut auoir le ſeigneur par puissance de fief.

S'enſuit la couſtume de Varry.

cclxv.

Heritage en ligne directe du vaſſal, qui en ſon viuant a fait ſes deuoirs de feauté, ſelon la couſtume de ladite chaſtellenie de Varry, ne doit au ſeigneur feodal que la bouche & les mains & ſil eſt heritier en ligne collaterale, il ne doit ſemblablement en payer aucun relief n'autres choſes.

cclxvi.

C H A P.

De rapports qui se doiuent faire en succession.

cclxvi.

ENfans maryez de biens communs ou de propres heritages de pere & de mere, doiuent en la succession desdits pere & mere rapporter en partage avec leurs freres & sœurs, ce qu'ils ont eu en mariage desdits pere & mere, c'est à sçauoir en la succession du pere la moitié & en la succession de la mere l'autre moitié, ou eux tenir à ce qu'ils auront eu en mariage, ainsi qu'il est dit cy dessus.

cclxvii.

Si enfans sont maryez de deniers d'oncles, tantes ou autres les prochains parens en ligne collateralle, ils ne sont tenus de rapporter au partage des successions de pere, desdits oncles ne tantes, ne d'autres ses parens ce qu'ils en ont eu en mariage, en tout en partie, sil n'est expres dit au traité de mariage que lesdits enfans seront tenus de rapporter.

cclxviii.

Si pere ou mere donnent à leurs fils ou filles argent ou heritage parauant & durant apres son mariage pour affection qu'ils ont en luy ou à elle, ledit fils ou fille en la succession desdits pere & mere, sera tenu de rapporter avec ses coheritiers à ladite succession, tout ainsi que sil estoit donné en contemplation de mariage.

cclxix.

Celuy ou celle à qui a esté donné don par mariage ou autrement à charge de rapport, peut si bon luy semble, soy tenir à ce qui luy a esté donné, sans venir à la succession à laquelle il deuoit rapporter, & par-ce demourra quitte dudit rapport.

cclxx.

Si l'heritage baillé en mariage à fils ou à fille est prisé sans fraude, ledit fils ou fille n'est tenu rapporter si bon ne luy semble, sinon ladite prisee, & si c'est argent pour vne fois, & ledit fils ou fille l'ayent multiplié en marchandise, ne sera tenu rapporter sinon ledit argent baillé.

cclxxi.

Heritage baillé à charge du rapport sans estimation, doit estre rapporté en telle & aussi bonne valeur qu'il estoit au temps de l'heure qu'il fut donné.

CE sont les coustumes qui ont esté redigees & mises par escrit par les gens des trois estats du bailliage d'Auxerre. En ensuiuant les lettres patentés du Roy nostre sire, dattees du deuxième iour d'Auril auant Pasques, mil cinq cens & six. Ainsi qu'il est plus à plain contenu au proces verbal sur-ce fait, en l'assemblee derniere tenuë en l'hostel des bourgeois, manans & habitans de la ville d'Auxerre, le huitième iour de Septembre, L'an mil cinq cens & sept, par deuant nous Blanchet dany licencié en loix, conseiller du Roy nostre sire, lieutenant general au bailliage d'Auxerre commissaire du Roy en ceste partie.

LE huitième iour de Septembre, L'an mil cinq cens & sept, A nous Blanchet dany licencié es loix, lieutenant general de monseigneur le bailliy d'Auxerre, ont esté presentees certaines lettres patentés du Roy nostre sire, affin qu'en ensuiuât la teneur d'icelles, eussions à diligemment vacquer au fait des coustumes du bailliage d'Auxerre, & coustumes locales & particulieres des seigneuries & chastellenies dudit bailliage: desquelles la teneur s'en suit. Loys, &c.

Presentez & comparus, honorable homme & sage maistre Jean feroul licencié en loix, aduocat du Roy audit bailliage. Et aussi honorable homme & sage maistre Pierre gontier licencié en loix, procureur dudit seigneur. Reuerend pere en Dieu monseigneur maistre Jean baillet, euesque d'Auxerre, seigneur chastellain de la ville de Varry, la ville de Cosne, Appogny, & seigneur en partie de la Baronnie de Thocy, par honorable homme & sage maistre Crespin preuost, official dudit reuerend, ayant d'iceluy reuerend charge & mandement especial de comparoir au fait desdites coustumes. Les habitans dudit Cosne defaillans. Et quant est des praticiens en la coustume de Varry, se sont presentez par Jean motet & Jean pochot, procureurs. Et aussi se sont presentez les venerables doyen & chapitre de l'eglise cathedrale monseigneur saint Estienne d'Auxerre, par venerables & discrettes personnes maistre Charles bourgoing & Germain de charmoy, chanoines. Lesdits de chapitre seigneurs de Crauant, Chichery, Escligny & autres seigneuries estans audit bailliage. Les habitans de la chastellenie de Crauant, Escligny, par Jean michau & Regnault michau: Chubery, par Thienon chenaumes & Guillaume sauage: Charmoy, par Henry lignau. Et aussi les religieux, abbé & conuent de saint Germain d'Auxerre, se sont presentez & comparus, par frere Anthoine de la chapelle, procureur & receueur dudit monastere: frere Guillaume gillet & frere François de la bonde chantre, commis par ledit monastere: lesdits religieux, abbé & conuent, seigneurs

Proces verbal

Dhery, Diges, Blegny : lesdits habitans Dhery, par Emond cornu, Perrin thureau & Jean de Montenteaulme: Diges, par Jean thonnereau & Loys ragon, esleus pour la communauté : & quant à ceux de Blegny, ils ne se sont presentez ne comparus, parquoy auons donné défaut. Les religieux, abbé & conuent de Vezelay, seigneurs dudit Vezelay. Les chastellenies & seigneuries de Vouktenay, sainct Mourre, Trucy en partie, Precy le sec. Lesdits religieux comparans par religieuses & honnestes personnes frere Jean de la haye, Guillaume garadeur, enfermier dudit monastere, & discrete personne Philippe de Villeret, maistre d'hostel de reuerend l'abbé dudit Vezelay. Les habitans de Vouktenay par Estienne marchant: Precy le sec par Anthoine gaud & Guillaume bauldet : Sainct Mourre, par Thenenin oliuier commis de la communauté desdits lieux. Les religieux, abbé & conuent de sainct moyen de l'ordre de Premonstier, assis lez Auxerre, seigneur de Bessélot, par reuerend pere en Dieu frere Nicole iohannis, en sa personne. Les religieux, abbé & conuent sainct pere d'Auxerre de l'ordre sainct Augustin par reuerend pere en Dieu Hugues de bolenges, abbé dudit sainct pere. Et quant est des religieux, abbé & conuent de Pontigny, de l'ordre de Cisteaux, seigneurs de la terre & seigneurie de Montigny, ils ne sont venus ne comparus, & par tant auons donné défaut contre eux. Et les religieuses, abbesse & conuent de sainct Iulien, de l'ordre de sainct Benoit, dames de la iustice, terres & seigneuries de Charantenay, se sont presentees par Jean bourdin procureur audit bailliage, & aussi s'est présenté ledit Bourdin pour les religieuses, abbesse & conuent de Crise non dudit ordre, dames de la iustice de Becy. S'est semblablement présenté en sa personne reuerend pere en Dieu frere Estienne : abbé de Regny, de l'ordre de Cisteaux. Et les dames, abbesse & conuent de nostre dame des Isles, de l'ordre de Cisteaux, se sont presentees, par Huguet maucardet, procureur audit bailliage, leur procureur. Se sont presentez pour les manans & habitans de la ville d'Auxerre, honorable homme & sage maistre Philippe le bryois & Pierre de la faye procureur audit bailliage, commis pour la communauté de ladite ville. A faire lesquelles coustumes ont esté presens les aduocats & praticiens dudit bailliage. Sçauoir est maistre Regnault le moyne, Pierre conchon, Edme morlon, Jean desbornes, Jean moron, Jean le clerc, Nicole rouffelet, Jean ramonet & Girard remon, licencié en loix, aduocat audit bailliage. Procureurs & praticiens. Jean burdin, Helye le bryoys, Germain de coiffy, Claude tribole, Pierre & Jean tribole, Robert foucher, Jean cachere, Simon berthier, Huguet maucardet, Bertrand gimard, tous procureurs & praticiens audit bailliage qui ont assisté au fait desdites coustumes. S'est présenté noble seigneur messire Philippe de chastelluz, cheualier, seigneur des chastellenies & seigneuries de Collanges lez Vineuses, Valdemercy, Basane, Pregilbert, saincte Palaye. Les habitans de la communauté de Collanges par Jean roucin & Jean rigne. Barfane, par Jean foyn, Colin besanger & George aubert. Saincte Palaye, par Jean bourdin, Pierre lignau & Simon tabard. Noble seigneur messire Claude de sauoisy, cheualier & seigneur de Sellenay, s'est présenté par Jean bourdin son procureur. Et quant aux habitans dudit Sellenay, ils ne sont venus, presentez ne comparus, parquoy auons donné défaut. Noble seigneur messire Emard de pric, baron de Thocy, & seigneur en partie dudit lieu, par Jean gaseau son procureur ayant procuration expresse. Et les habitans dudit Thocy, par Allain colland. Estienne carlie & Berthelemy progneau. Haute & puissante princesse Françoisse dalubert douairiere de Neuers, de Douzy, de Beauches & Chenasmes, elle ne fest presentee ne comparue. Ne semblablement les habitans de Douzy, parquoy auons donné défaut. Les habitans de Beauche & Cheuannes, par Jean fournereau & Henry guidon, & noble homme Philbert chuyn, seigneur en partie de Sençain. Les seigneurs de sainct Bris se sont presentez par Simon berthier & Claude tribole, procureurs audit bailliage, leurs procureurs. Et les habitans de la ville de sainct Bris, par Jean deschamps. Noble seigneur messire Jean de la riuere, seigneur de Cornol le demphenard, Champlemy, ledit seigneur, par Gillet son procureur. Les habitans desdits lieux ne se sont presentez, parquoy auons donné défaut. S'est présenté & comparu noble homme Jean de marbary, seigneur de Courson, par maistre Robert foucher son procureur. Les habitans dudit Courson, par Huguenin le cueur, & Estienne borne. Noble homme Perot des vlmes, seigneur de la Maison fort & d'Oane en partie, défaut contre ledit seigneur & habitans de la Maison fort. Et quant est des habitans dudit Oane se sont presentez & comparus par Pierre bernardin de pradez en sa personne, seigneur en partie dudit lieu. Noble homme Nicolas blosset, seigneur en partie de sainct Morice, Thiroaille s'est présenté par Nicolas regne, son procureur & receueur. Et les habitans dudit lieu, par André maçon, Jean gonyn, & Michel briche. S'est présenté & comparu noble homme Jean blosset, seigneur de Fleury, par Jean bourdin son

son procureur. Les habitans dudit lieu, par Iean breton & Guillemain dalabe & Morice dalabe. Noble homme Gaucher du brullard, seigneur de saint Cire s'est présenté, par maistre Robert de la cernelle. Les habitans dudit saint Cire, par Odot bouchet & Pierre robin. S'est présenté & comparu noble seigneur messire Aubert de iaulcourt, cheualier, seigneur de Nuge, par Iean volon son procureur. Et les habitans dudit lieu, par Guillaume & Iean barbier. S'est présenté & comparu noble homme Iean de seubitor, escuyer, seigneur de Iussy, par tribole procureur audit bailliage, son procureur & par Huguenin bareton, son procureur & receueur. Les habitans de Iussy, par Thenenin bourcerat & Guenin bazeton. Noble homme Philippe de ferrieres, seigneur dudit lieu s'est présenté, par Vincent roy son procureur, defaut alencontre des habitans dudit lieu. S'est présenté & comparu noble homme Guillaume de saint quentin, seigneur de Fourcienne en sa personne. Et les habitans dudit lieu, par Guillaume baudouyn, Iean baudouyn & Guyot froissart. Noble homme Guillaume le chantier, seigneur du Pont marquis & de Moulins lez Toucy, s'est présenté & comparu en sa personne, & pour les habitans par ledit seigneur: noble homme Anthoine de la grange, seigneur de Doucy, s'est présenté & comparu en sa personne. Les habitans dudit lieu, par Guillemain polet. S'est présenté & comparu noble homme François d'Allery, seigneur de la Villette lez Villiers saint Benoist, par maistre Iean iacquemin, & auons donné defaut alencontre des habitans dudit lieu. Defaut auons donné alencontre de noble homme Loys de Courcelles, seigneur de Thorigny. Et sem blablement s'est présenté noble homme Guillaume d'aulenay, seigneur en partie d'Arcy sur Queure, en sa personne. Noble homme Menault de venesse, seigneur en partie dudit lieu, en sa personne. Noble homme Anthoine breulart, seigneur en partie dudit lieu, par Ramonnet de venesse son procureur. Noble homme Anthoine du collon, seigneur en partie dudit lieu, par Iean bourdin & Ratelot. Et les habitans dudit lieu, par Iean bourdin procureur audit bailliage se sont presentez & comparus. Noble homme Pierre de lenfernat escuyer, en sa personne. Noble homme Iean boissel, seigneur de la Tourt, lez Mailly la ville en sa personne. Defaut alencontre des habitans dudit lieu, par ce qu'ils n'y sont venus, presentez ne comparus. Les manans & habitans de Bassou se sont presentez & comparus, par Iean coullourzet. Se sont presentez les habitans de Beaulmont, par Thomas pinon. Les manans habitans de Rouroy, par Phelizot le clerc. Les habitans de Montigny, par Guenin boillet & Iean chauuet. Defaut alencontre des habitans de Prechy. Les habitans de Sacy se sont presentez, par Mathieu myne. S'est comparu frere Iean de thiroit, prieur de Ioux, seigneur dudit lieu, par Symon champeaulx. Et noble homme Guillaume de remigny escuyer, par Iean bourdin son procureur. Noble homme Menaulton de venesse seigneur en partie de Blanlay, s'est présenté en personne. Et les habitans dudit lieu, par Lienard gautart. Defaut auons donné contre les habitans de Giury. Se sont presentez les habitans de Vermenton, par Germain marne & Pierre benard & Estienne angoleuin. Noble homme Iean berthier, seigneur en partie dudit lieu en sa personne. Et quant à Christophe de parly, aussi seigneur en partie dudit lieu auons donné defaut. Les manans & habitans de Vincelles, comparans par Martin geuffroy. Nobles hommes Guillaume d'Arcy & du Choiseul, seigneurs de Chitry comparans: à sçauoir ledit d'Arcy, par Estienne pierre son procureur, & ledit Choiseul, par Robert mayelle son procureur. Les habitans dudit lieu, par Iean chastin, Anthoine couste & Anthoine boule. Les habitans de Queyne & Nangy & la Brosse, comparans par Iean masse. Defaut auons donné alencontre des habitans du Venoy & Esgrifelles. Les habitans de Vincelles se sont presentez, par Pierron chasteau & Geoffroy pigne & Iean robier. Se sont presentez les manans & habitans de Mailly la ville, par Claude champie, Anthoine fouldroit & Geoffroy bon varlet. Les manans & habitans de Mailly le chastel, comparans par Lienard sauuagert & marquet de tous. Pour Laurens obelin se sont presentez les habitans de Charentenay. Les habitans de Gii l'euesque, par Iean du ru & Phelippon charretier. Les habitans de Merry sur yonne, comparans par Iean cheuillon & Iean fautereau. Par discrete personne tresorier de l'eglise collegial de chasteau sensoy, se sont presentez les prieur & chapitre dudit lieu. Et quant aux habitans dudit lieu, ils n'y sont venus ne comparus, parquoy auons donné defaut. Defaut auons donné alencontre de Lucy sur Queure. Les manans & habitans de Craïn, comparans par Misselamertin & Odot texier. Les habitans de Collanges sur yonne se sont presentez, par Guillaume petit & Claude cheualier. Defaut auons donné alencontre des habitans d'Andrye, d'Oiry, Thoucy, Cornol Lorgueilleux, Nauignes, Pregny, saint Pere, du Trespas, de Cours, de saint Loup lez Cosne, saint Verain, des boys d'Antrain, saint Cire, lez ledit boys saint Puys d'estaiz, sainte Colôbe,

Proces verbal

sainct Amand du vault & Dampierre de boys de billy, Lain serfoyeres, Tangy, Thoigny, Perreuze, sainct Saulueur, Berry & de Dreux. Par-ce qu'ils n'y sont venus, presentez ne comparus. Les habitans de Sementeron, comparans par Martin quinquery. Les habitans de Lenis, par Vincent brion. Les habitans de la Lende, par Estienne pantau. Defaut alencontre des habitans de Villiers sainct Benoist. Noble homme Jean le roy, seigneur de Grand champ fest presenté, par Symon berthier. Et quant aux habitans dudit lieu, auons donné defaut alencontre d'eux, par-ce qu'ils n'y sont venus, presentez ne comparus. Les habitans de Merry sur Seruee se sont presentez, par Jean melot, Phelipon fricault & Richart preuost, par Jean bauffume, Phelipon bauffume, Guillemmin frere & Symon perrot se sont presentez les habitans de Parly. Les habitans comparans par Jean andré. Les habitans de Poilly se sont presentez, par Germain vinot. Se sont presentez les habitans de Marnay & de Ponceaux. Defaut auons donné alencontre des habitans de Garchy. Discrette personne maistre Charles bourgoing, prieur commandataire du prieuré de Branches, seigneur temporel dudit lieu comparant en sa personne. Les habitans dudit lieu, par Didier berry & Thibault moireau. Les habitans de Villemer, par Adam ornon & Perrenet pelart. Honorable homme Pierre chappon, seigneur despineau fest presenté, par Pierre boucher, receueur du Roy nostredit seigneur à Auxerre. Les habitans dudit lieu ensemble de Volues & Vogiués, par Guillemyn pillart & Jean dumoult. Les manans & habitans d'Appogny, par Pierre theueneau & Guillemyn le brent. Defaut alencontre des habitans de Charbuy. Les habitans de Meoriscet, Mofsy, Pestau & Chery se sont presentez, par Jean verun, Guillaume malingre, Jean goudart & André goudart. Les habitans Descan, sainct germain & d'Aingneau se sont presentez, par Pierre chartier & Theuenin piorde. Les habitans de Pourrain, par Jean sommere. Defaut auons donné alencontre des habitans de Villeforgeau. Les habitans de Beauuoir, par Jean ioly. Les habitans de Lindry, comparans par Thibault & Pierre iohanneau. Defaut auons donné alencontre des habitans de Gurgy, Monestau, Villeneuve, sainct Salle, Vaulx sur yonne & Champs, pour-ce qu'ils ne sont venus, presentez ne comparus. Les habitans d'Angy se sont presentez, par Pierre meing & Guillaume d'aumoult. Defaut alencontre de la vesue Ortaigne d'assus, dame de Chastenoy le hault & le bas, & alencontre des habitans dudit lieu. Les habitans d'Irancy se sont presentez & comparus, par Jean bertheau & Jean violet. Les habitans de Laigny, par Guillaume laneau & Estienne bureau. Les habitans de Lucy sur queure se sont presentez, par messire Regnault tabart prebstre & Jean burdin. Apres laquelle comparition faite comme dit est, & lecture desdites lettres patentes. Auons prins le volume & cayer desdites coustumes qui auoient ia en partie esté accordees. Et auons pour le premier chapitre desdites coustumes fait commencement au chapitre du haut iusticier, lequel chapitre selon les articles dudit coustumier, ensemble les cinq autres chapitres subsequens, indifferement par tous les dessusdits ont esté accordez, excepté par les manans & habitans de la ville de Varoy qui ont coustumes locales posees audit coustumier, & accordees par reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque d'Auxerre & les habitans dudit lieu contenuës & escriptes, ainsi qu'il appert par ledit coustumier. Et chapitre des retraits à l'article cinquième commençant, [en vête de rente vollage à retrait,] lequel article est demouré en difficulté & non accordé, par-ce que les aucuns de ladite assemblee ont dit & mis en auant que les rentes vollages ne gisent en retrait : mais les rentes foncieres seulement, les autres d'icelle assemblee maintiennent au contraire, A ceste cause n'a peu estre accordé iceluy article, & est demouré croisé. Et quant est du chapitre subsequent coustumes & successions, partages & diuisions est contenu en iceluy chapitre. Le cinquième article redigé par escrit sous tels mots. [Si aucun va de vie à trespas auant oncles ou tantes, nepueux ou niepces, les plus prochains en degré de lignage, lesdits nepueux & niepces procedans des oncles & tantes en tous biens meubles, conquests & propres procedans de leur costé. Et sil n'y a nepueux ou niepces, lesdits oncles ou tantes succedent & pareillement excluent les coufins germains,] lequel article est demouré nō accordé, par-ce que les aucuns de ladite assemblee, tant praticiens qu'autres ont voulu dire & maintenir les oncles & tantes estre plus prochains pour venir à la succession mentionnee audit chapitre en meubles & conquests, que lesdits nepueux & autres de ladite assemblee maintiennent le contraire, que les nepueux & niepces en la succession dont mention est faite audit chapitre, doiuent proceder tant en meubles, conquests qu'heritages propres. Et quant au dernier article redigé par escrit sous ces mots, [vn estranger demourant outre les monts, ne succede point aux biens de ses parens mortels au royaume:

Chapit. des retraits.

Chapit. des successions.

me: mais leur succèdent les autres parens demourans audit royaume, sinon, ils competent au Roy. Les seigneurs chastellains, barons, seigneurs hauts iusticiers ont discordé ledit article, disant que ladite succession comme haut iusticier leur doit appartenir: les aduocats & procureurs disant au contraire. Et par tant est demouré non accordé: auquel sont inferées les coustumes locales, mesmement la coustume de representation qui a lieu en plusieurs chastellenies dudit bailliage, ainsi que plus au long il est articulé audit coustumier. Et le chapitre subsequent des seruitudes est demouré accordé, & est audit chapitre inferé certaine coustume locale entre les habitans de Varcy seulement, au chapitre subsequent des testamens, lequel chapitre est accordé. Et est subsequent en l'ordre le chapitre de donation entre vifs & chapitre d'acquérir & retenir possessions, lesquels sont semblablement accordez, ainsi qu'ils sont posez. Et quant est du chapitre de censives & droits seigneuriaux, le second chapitre commençant. [Les lots & ventes, amendes des heritages chargez de censives vendus, doiuent poursuivre par action. Et si y a arrests n'y a point main garnie, si n'est ainsi appointé par le iuge, partie ouye,] lequel article est demouré discordé, & disoient les aduocats, praticiens & autres ayans charge de communautéz, que l'article ainsi qu'il est posé, a ia esté accordé aux coustumes dernieres: Et ainsi en ont veu iouyr & vsér & ledit article pratiquer, les prelatz & nobles de ladite assemblee disant au contraire. Et pour leur raison disoient, quand aucun de prie lots & ventes en faisant le deprie, approuue son seigneur censier. Et par tant ledit seigneur censier au defaut du payement peut arrester les fruits de l'heritage censuel, disant plus qu'ou seroit question entre deux seigneurs censiers, en ce cas la main garnie ne pourroit appointer pour le iuge: & aussi disent en auoir iouy & vsé en leurs terres & seigneuries: & par tant disent que la main doit estre garnie sans decret ou appointment de iuge. A quoy a esté dit par les aduocats & praticiens que la coustume ainsi qu'elle est couchée, a esté ia accordee au coustumier precedent, & ainsi en ont veu iouyr & vsér. A ceste cause auons renuoyé la difficulté dudit article pour icelle estre accordee.

Chap. des censives & droits seigneuriaux

Quant au septième article dudit chapitre commençant. [Qui transporte ou baille son heritage à rente ou à rachat, le seigneur censier auant le temps du rachat peut prendre seulement les lots de la somme promise ou accordee par ledit rachat: mais quand ladite rente sera rachetée, il prendra & aura les lots de la somme accordee par ledit rachat.] Lequel article est discordé, par les gens de l'eglise & nobles, disans les lots & ventes estre deus, le contract fait & accordé, sans pour-ce attendre le temps du rachat: les aduocats & praticiens disant que de long temps & si long qu'il n'est memoire du contraire, ils n'ont veu garder n'observer le contenu audit article & tenir pour coustume.

Le dixième article dudit chapitre.

L'article douzième commençant. [Si aucun propriétaire veut laisser l'heritage pour le cens & renoncer à celui, faire le peut] lequel article est discordé, & disent les aduocats & praticiens, & autres ayans charges pour les communautéz de l'article ainsi qu'il est posé contient verité, & l'ont veu garder & observer, & d'iceluy ont veu iouyr & vsér comme vraye coustume. Les prelatz & nobles disant au contraire, disant qu'audit article doit estre inferé, [pourueu qu'il n'y ait charge autre que le cens d'iceluy heritage, & qu'en l'heritage baillé à celui ait aucune donation,] autrement iceluy article ne doit estre accordé, pour-ce que le detenteur censuel peut auoir demoly & deterioré iceluy heritage en coupe de boys & demolition de maison, & autres choses au preiudice du seigneur censier. Et aussi audit heritage censier peut estre apposé autre charge outre ledit cens. Les aduocats, praticiens & autres disant au contraire, & que ia iceluy article en ses terres a esté accordé, parquoy iceluy auons croisé & renuoyé.

L'arti. xv. dudit article.

Et quant es deux articles posez audit chapitre commençant. [S'il aduient qu'un heritage chargé de censive soit vendu à rachat iusques à certain temps, le seigneur censier dedans ledit temps sur-ce introduit, sera payé des lots & ventes d'icelle vendition: mais si le vendeur le rachete dedans ledit temps, il n'y aura ne lots & ventes touchant le dernier rachat.] L'autre article commençant. [Si aucun vend son heritage estant en censive, moyennant que si ledit vendeur baille de l'argent dedans deux ou trois ans ou autre temps, il aura son heritage, le seigneur prendra les lots & ventes de ladite vendition incontinent sa vente faite: mais si le vendeur rachete l'heritage dedans ledit temps, il n'y aura ne lots ne ventes pour ledit rachat:] lesquels articles ont esté discordés pour les raisons qui s'ensuiuent. Que les aduocats, procureurs, praticiens & autres ayans charges des villes dudit bailliage, ont deliberé la plus-part d'iceux, que la vendition d'iceux mentionnée esdits articles pour la faculté de rachat apposé au contraire est parfaite, & peuuent resider les contrahans: mesmement le vendeur, en payant

Autres articles dudit chapitre discordés.

Proces verbal

le pur fort & loyaux cousts.] Et ont iceux aduocats & praticiens dit & proposé, que plusieurs sentences & iugemens sont interuenus par deuant nous confirmatiues desdites coustumes. Et outre disant vn nommé Michau robin d'Irancy, auoir obtenu sentence au chastellet de Paris confirmatiue desdites coustumes contre le seigneur d'Irancy. Et aussi disent puis n'agueres auoir esté donné sentence au profit de Iohannis emond, contre le seigneur de Iussy. Par les prelatz & nobles, a esté dit que les ventes sous faculté du rachat sont parfaites, & y a par icelles diuision de seigneurie & propriété, & apres action actuelle & reelle. Et en signe de ce le temps du rachat passé, n'est besoin d'auoir rachat: mais demeure la premiere vente en sa forme. Et quant aux sentences proposees, ils disent d'icelles n'auoir esté baillees contre eux, & icelles ne leur pouuoir preiudicier: qu'ils ont iouy & v'sé, prins & perceus lesdits lots & ventes, & qu'à ces fins ils ont obtenu sentence. A ceste cause les auons croisez & renuoyez.

Autre art. du
chapi. de cé-
siues & droits
seigneuriaux

Et quant de l'article commençant. [Tous heritages sont tenus & reputez francs, si l'n'y appert du contraire, si iceluy qui pretend charge de cens ou redeuance quelle qu'elle soit, ne montre ou prouue suffisamment.] Lequel article est demouré en difficulté, & disoient les aduocats & procureurs, & autres ayans charges des villes & chastellenies dudit bailliage, que la coustume ainsi qu'elle est posée contient verité, & qu'elle doit ainsi estre accordée, parce qu'ils en ont veu iouyr & v'ser de tel temps qu'il n'est memoire du contraire, & n'est chose nouvelle: car les circonuoisins dudit bailliage ont semblables coustumes. Et disent ceux des villes de Vezelay & Varry, auoir tenu & possédé aucuns heritages sans payer aucunes redeuances soit en cens ou autres, & ainsi en auoir iouy de tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire. Les prelatz & nobles disent ladite coustume deuoir estre insérée & écrite sous ces mots. [Tous heritages sont tenus & reputez francs, fors de cens & disme, si l'n'y a priuilege au contraire.] Et ainsi disent en auoir veu iouyr & v'ser es terres & seigneuries esquelles ils ont droit de cens & disme. Et ainsi en auoir veu iouyr & v'ser de tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire ne du commencement. Les habitans d'Auxerre, Varry & autres avec les habitans des seigneuries, les prelatz presens disans au contraire. A ceste cause auons croisé & renuoyé ledit article, auquel chapitre des censiués & droits seigneuriaux sont écrites plusieurs coustumes locales dudit bailliage, différentes des coustumes aussi dudit bailliage. Que depuis en ensuiuant nostre ordonnance, par les seigneurs & leurs suiets nous ont esté baillees par écrit.

Chapit. des
eaués & fo-
rests, le ii.
article di-
scordé.

S'ensuit le chapitre de compagnee & communauté de biens d'entre homme & femme marryez, & de toutes autres personnes: auquel chapitre sont semblablement insérées les coustumes locales & particulieres, lesquelles ensemble les coustumes generales ont esté verifiées & accordées. Et apres iceluy chapitre s'ensuit les chapitres des conuenances, marchez, ventes, achats, louages & autres diuers contracts. Les chapitres des prescriptions & laps de temps, les chapitres des rentes foncierres, vollages & hypothecques, avec le chapitre de bourgeoisie & defaueuz, lesquels chapitres & coustumes estans en iceux ont esté accordéz.

Autre arti-
cle discor-
dé.

S'ensuit apres les chapitres dessusdits des eaués, boys & forests, & pasturages, auquel est contenu le second article sous ces mots. [Habitans de ville ou village en general & en particulier, ne peuvent pretendre auoir vsages ou pastures outre la vaine pasture, s'ils n'en ont tiltre ou qu'ils n'en payent redeuances, ou s'ils n'en ont iouy franchement de tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire.] Lequel article par les habitans des communautés que des villes, chastellenies dudit bailliage, les aduocats, procureurs & praticiens disans iceluy article contenir verité, & auroit ainsi esté accordé es coustumes dernieres accordées, & dudit article auroient veu iouyr & v'ser de tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire ne du commencement. Par les officiers du Roy, prelatz & nobles, a esté dit au contraire, disans que par quelque laps de temps atcuns en ont iouy d'usage etiam par le temps qu'il n'est memoire du contraire. On ne peut prescrire usage fors vaine pasture, à ce tiltre sans payer redeuance, & ainsi disent en auoir veu iouyr & v'ser, mesmement là où ils ont boys, forests & pasturages. Quant que touche l'article commençant, en temps de greiner en boys & forests, commençant à la saint Remy & dure iusques à la saint André contenu audit chapitre, pour la difficulté d'iceluy article l'auons renuoyé à la prochaine assignation qui sera par nous assignée pour apporter les coustumes locales des villes, chastellenies dudit bailliage, pour icelles accorder si faire le peut, ou bailler tel appointment que de raison.

Les chapitres de tutelle & curatelle d'enfans mineurs nobles & non nobles, de douaire pre-
fix

fix ou coustumier, d'asseurement & sauuegardes ont esté accordez. Et apres s'en suit le chapitre des fiefs & droit feodaux, auquel chapitre a vn article commençant. [Le vassal qui sciement fait faux adueuz, & reprend d'autre seigneur que celuy qui sçait estre son feodal, commet son fief, tout ainsi que si sciement il denioit ledit fief: toutes-fois quand il l'auroit tenu du Roy, en ce cas il n'y auroit point de commise,] les prelatz & nobles disans l'article non contenir verité, & qu'iceluy article deuoit estre recité sous ces mots: [Toutes-fois quand il l'auroit tenu du Roy, en ce cas il n'y a point de commise:] Par les officiers du Roy manans & habitans desdites villes, chastellenies & seigneuries a esté dit au contraire, & que ledit article doit estre accordé. A ceste cause auons croisé & renuoyé ledit article: quant aux autres articles dudit chapitre, & aussi du chapitre subsequnt final dudit coustumier ont esté accordez. Et ce fait auons enioint aux seigneurs chastellains, barons, seigneurs, hauts iusticiers dudit bailliage d'apporter par deuers nous les coustumes locales & particulieres des villes, baronnies, chastellenies & seigneuries. Et pour ce faire auons prefix & ordonné iour ausdits seigneurs, prelatz & autres manans & habitans desdites villes, baronnies, iustices & seigneuries, A estre & comparoir par deuant nous au iedy apres saint Denys quatorzième iour d'Octobre avec intimation, qu'ou lesdits seigneurs & habitans y defaudoient & ne mettroient en noz mains lesdites coustumes locales & particulieres que d'oresenauant seroient suiets aux coustumes du siege principal d'Auxerre selon & en ensuiuant lesdites etres patentes. Et outre auons decerné commission pour saisir & mettre en la main du Roy nostredit seigneur les chastellenies & seigneuries des defaillans, iusques à ce qu'ils ayent obey, & qu'en vertu de ladite commission, leur sera signifié le iour dessusdit, A sçauoir de venir accorder leursdites coustumes locales, & particulieres. Et entant auons surcis la closture & fins desdites coustumes, iusques à ce que les coustumes locales semblablement ayent esté rapportees en ladite assemblee. Et ce fait le dernier iour de Septembre & autres iours subsequens, se seroient presentez les dessusdits. Et mesmement reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque en sa personne & les autres gens d'eglise ainsi que dessus, les nobles, seigneurs, chastellains & autres. Les seigneur & habitans de Crauant, par maistre Germain charmoy. Les habitans dudit lieu, par Guyot colon & Iacquot le breton. Les seigneur & habitans de Collangés les vineuses, ledit seigneur, par Helye le bryois, & les habitans, par Charles lauueriat. Les seigneurs & habitans de saint Bris, lesdits seigneurs, par honorables hommes Symon berthier & Claude tribole leur procureur. Lesdits habitans, par Iean deschamps & Iean chachere leur procureur. Les seigneur & habitans de Sellenoy, ledit seigneur par Iean bourdin son procureur, qui a déclaré auoir procuration expresse. Et quant aux habitans ils n'y sont venus, presentez ne comparus n'autre pour eux: parquoy auons donné default. Les seigneurs & habitans de Varry. Reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque d'Auxerre, seigneur dudit lieu en sa personne. Les habitans, par Iean molet & Guillaume muet. Les seigneurs & habitans de Vezelay. Les seigneurs, par honorable homme Iean chachere leur procureur: & frere Guillaume de garadeur enfermier dudit Vezelay, & habitans, par Iacques colon. Les seigneurs & habitans de Thoucy, ledit seigneur, par Iean gasneau son procureur, & lesdits habitans, par Estienne curlye dit hanyn, Alain coullault & Berthelemy progneau. Les seigneurs & habitans de saint Morise thiroaille, ledit seigneur en sa personne, & lesdits habitans, par Michel buthé. Les seigneurs & habitans de Fleury. Ledit seigneur, par Iean bourdin, & les habitans, par Cardin marie & Iean breton. Les seigneurs & habitans de Courson, ledit seigneur, par maistre Robert foucher son procureur, & les habitans, par Guenin le cueur & Estienne borne. Les seigneur & habitans d'Oane, default auons donné alencontre desdits seigneurs, par ce qu'ils n'y sont comparus. Et quant aux habitans ils se sont presentez, par Pierre bernardin. Les seigneurs & habitans de Nuge, ledit seigneur, par Iean volon son procureur, & les habitans, par Guillaume gaultier. Les seigneur & habitans de Fourronne, ledit seigneur, par maistre Iean le clerc, & les habitans, par Anthoine gantereau & Iean bourdin. Les seigneur & habitans de Chitry, le seigneur, par maistre Robert foucher & Pierre tribole son procureur, & les habitans, par Iean chastellain, Anthoine de la couste & Germain prestat. Les seigneurs & habitans d'Esglyny. Les seigneurs, par maistre Germain charmoy, & les habitans, par Iean michau. Les seigneur & habitans de Branches, ledit seigneur en sa personne, & les habitans, par Thibault moreau & Pieron grument. Les habitans, par Guenin belure & Iean fouereau. Les seigneur & habitans de Iussy, ledit seigneur, par Guenin bareton son procureur, & les habitans, par Guenin bart.

BBBB iij

Chapit. des fiefs & droits feodaux. L'arti. cômétant le vassal qui sciémét, & c. est discordé.

Assignation pour apporter les coustumes locales, & pour accorder les coustumes locales & particulieres.

Proces verbal

Les habitans de Merrisset, par Iean vezain. Les seigneur & habitans d'Appogny, le seigneur en sa personne, & quant aux habitans auons donné défaut par faute de comparoir. Les habitans de Charmoy, par Denys pallot & Henry legnau. Les habitans de Volnes & Volgines, par Guillemain pellart & Iean dumont. Les habitans de Voultenay, par Iean domart. Les habitans de saint Mourre, par Iean iacobin. Les religieuses de Crifenon, par Iean bourdin & mesire Iean tabart. Les habitans de sainte Palais, par Iean lignau & Simon rogemont. Les habitans de Thoucy, par Iean robier & Geuffroy pigne. Les habitans de Lindry, par Guillemain rappin & regnault colon. Les habitans de Diges, par Iean thomereau & Loys ragon. Les habitans de Lucy sur queure, par Iean bourdin & Iean tabart. Les habitans de Bassou, par Iean rain l'aisné & Philbert cothillon. Les habitans de Ioux, par Simon champeaulx & Iean rameau. Les seigneurs & habitans D'hery, ledit seigneur, par maistre Robert foucher, les habitans, par Robinet bouilly & Vincent louat: Les habitans de Blauay, noble homme Menaulton de venesse, seigneur en partie en sa personne & par Lienard gaultiere. Les habitans de Collanges sur yonne, par Pierron baillif & Claude cheualier. Les seigneurs & habitans d'Arcy, ledit seigneur, par Ramonnet de venesse procureur, & les habitans, par Iean ligne & Thomas de samomes. Les habitans de Lenis, par Vincent bozon. Les habitans de la lande, par Estienne pantart. Les seigneurs de Sementeron, par Martin quinquery. Les habitans de Merry sur yonne, par Iean santhereau & Iean cheuillon. Les habitans de Villemer, par Iean mallefin & Loys lestau. Les habitans de Parly, par Herart pollet & Phelippon bauffume. Les habitans de Rouuray, par Perrin thureau & Simon cousineau. Les habitans de Cichery, par Theneuin cheuennes & Guillemain sauuage. Les habitans de Crain, par maistre Hubert gallier & Iean gueneaul. Les habitans de Poilly, par Audonet maçon, Iean baudouyn & Germain vinau. Monseigneur de Ferrieres, par Vincent roy son procureur. Mailly la ville, par Anthoine fouldroit. Les habitans de Mailly le chasteil, par Girard sauage. Les habitans d'Irancy, par Iean bertheau & Emond perrier. Les habitans de Basarne, par Alexandre thube. Les habitans de Cery, par Guyot dirart. Les habitans d'Acolay, par Pierre missart & Iean charies. Les seigneurs & habitans de Dracy lez Toucy, ledit seigneur en sa personne. Les habitans, par Hylaire texanger & Guillemain pollet, tous ayans procuration & charge de comparoir au fait des dites coustumes. Apres laquelle presentation, par maistre Philippe le bryois aduocat audit bailliage, conseiller pour la communauté d'Auxerre & autres communautez, a dit que les habitans, tant d'Auxerre que d'autres lieux auoient plusieurs chartres & priuileges desquels ils auoient iouy. Et par tant protestoient que par les coustumes locales par eux baillees par escrit, ils ne puissent en rien preiudicier ausdits priuileges. Et semblablement a esté protesté par les gens d'eglise & nobles que lesdites coustumes locales ne leur puissent preiudicier, entant que touche leurs droits prescripts contraires esdites coustumes locales, qu'on pourroit cy apres poser. Lesquelles protestations auons fait escrire, affin de seruir ausdites parties ainsi que de raison. Et au reste, pour ce que l'article commençant le temps de greiner en boys & forests, commence à la saint Remy & dure iusques à la saint André, contenu audit chapitre des eauës, boys & forests, A esté discordé, pour ce que les gens d'eglise & nobles ont maintenu que le temps de greiner, commence à ladite feste saint Remy, & finist à la purification nostre dame ensuiuant. Les aduocats, procureurs, praticiens & autres dessusdits desdites communautez, disans que ledit temps de greiner, commence à ladite feste saint André. Et ainsi en ont iouy & vŕe les dessusdits nobles & gens d'eglise & estre en iouyŕance. A ceste cause l'auons croisé & renuoyé pour y estre appointé. Par les prelates & autres gens d'eglise à ladite assemblée, a esté remonstré vn article contenu au chapitre des testamens commençant. Femme coniointe par mariage ne pourra tester sans l'auctorité de son mary, lequel article a esté impugné par lesdits prelates & gens d'eglise, disans n'estre raisonnable, & qu'à ce qu'il fust accordé ils s'opposent, mesmement entant qu'il touche pourront les laiz piteux & non autrement: lesdits nobles, aduocats, procureurs & autres de ladite communauté, disans ledit article auoir esté approuué à l'assignation derniere tenuë, neantmoins ouy le debat desdites parties, auons reserué à iceux prelates & gens d'eglise de desduire leurs causes d'opposition par messieurs les gens de la cour & autres ayans puissance determiner d'icelles coustumes en procedant aux coustumes locales par reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque d'Auxerre, seigneur en partie de Thoucy, & par le baron dudit lieu ou son procureur, a esté dit que la baronnie dudit Thoucy est gouuernee & conduite par les coustumes de Lorris & autres coustumes

Protestatiōs
faites par les
communautez,
gēs d'eglise &
nobles.

Discord tou
chāt l'article
des eauës &
forests, com-
mēce le tēps
de greiner.

De l'article
que femme
peut tester
au chapitre
des testa-
mens.

coustumes n'estoient à ladite baronnie, fors la coustume generale de Lorry, & ainsi l'ont accordé les habitans dudit lieu par Estienne curlie dit Hanyn, Alain couland & Berthelemy progneau, commis à veoir accorder lesdites coustumes locales. Les habitans de la ville de Collanges, de Valdemercy disent deuoir seulement douze deniers tournois pour lots, & ne sont tenus en aucunes ventes pour quelque somme que les heritages estans en la censue du seignr ayent esté achetez, ce qui a esté accordé. Les habitans de Barlane disent deuoir seulement douze deniers tournois pour lots seulement, & vingt deniers tournois pour vente, ce que ledit seigneur n'a accordé, disant les lots & ventes estre de deux sols tournois. Et semblablement les habitans de Collanges sur Yonne appartenant au Roy nostre sire. Et les habitans des chastellenies de Mailly la ville & Mailly le chastel disent deuoir douze deniers tournois pour lots seulement, & vingt deniers tournois pour vente. Les aduocat & procureur du Roy disant au cōtraire, & que le droit est de prendre deux sols tournois pour lot, & que telle est la coustume generale de la comté d'Auxerre. Les habitans de Vincelles, Arcy & Nuge ont accordé avec les seigneurs desdits lieux ou leurs procureurs, à douze deniers tournois pour lot seulement, & vingt deniers tournois pour vente. Et semblablement ceux de la chastellenie de Crauant, Esgliny, Acolay, Fleury, Lindry, Parly, à la raison dessusdite. Les habitans de Courson, Fourronne, d'Irancy disent deuoir seulement douze deniers tournois pour lot, & vingt deniers tournois pour vente, ce que les seigneurs n'ont voulu accorder: ains disent auoir droit de prendre pour lot deux sols tournois, & du reste disent estre de la coustume generale & aussi font les seigneurs Doname à l'encontre des habitans. Les habitans de saint Mourre disent deuoir deux sols six deniers tournois, & ledit reste disent estre de la coustume generale. Et ainsi font les seigneurs pour les ventes & n'estre tenu en autre chose, ce que les religieux de Vezelay seigneurs desdits lieux, n'ont accordé, ains disent leur estre deu trois sols quatre deniers tournois pour lesdits lots & ventes seulement. Les habitans de Precy le sec suiets aux religieux de Vezelay, ne doyuent que vingt deniers tournois. Lesdits religieux disent auoir droit de prēdre pour les lots & ventes trois sols quatre deniers tournois. Les habitans de la chastellenie de Branche disent qu'en eschange but à but n'y a ne lot ne vente: ce qui a esté accordé par le seigneur present. Et aussi pour les habitans de Fleury & le seigneur qui ont semblablement telle coustume. Les habitans de Iouy ont accordé audit seigneur present, que pour les lots & ventes ils ne payent que vingt deniers tournois pour liure, & pour lots vn septier de vin bon & loyal. Quant au chapitre des successions, les habitans de Voultenay, de Iussy, Precy le sec & Irancy disent representation auoir lieu en succession directe, aussi a lieu representation és villes de Vezelay, & seront lesdites representations couchees audit coustumier au chapitre desdites successions. Et quant est du second article du chapitre de iustice cēsiere & des exploits d'icelle, disent que les seigneurs censiers peuuent leuer deux sols tournois pour lots & vingts deniers tournois pour ventes pour chascune liure: & qui ne paye & deprie les lots & ventes, il est amendable de soixāte sols tournois. Les habitans de Vezelay disent auoir priuilege & possession de ne deprier lesdits lots ne ventes, ains sont tenus lesdits seigneurs les demander dedans les quatorze iours apres la vente, & si faute y a lesdits seigneurs de Vezelay ne les pourront inquieter & demander, & disent seulement deuoir vingt deniers tournois pour lots & ventes, où lots & ventes seroient deuz. Lesdits religieux disent au contraire, & qu'ils ont vsé des lots & ventes selon & à la raison qu'il est couché audit coustumier, en disant outre par eux que seroit chose estrange & cause de fraude si les acheteurs des heritages n'estoient tenus de payer lesdits lots & ventes, & sy commettrait plusieurs abuz. Quant à l'article contenu au chapitre des censues & droits seigneuriaux faisans mention des heritages baillez à rente & achat, lesdits habitans de Vezelay employé par eux ce qui a esté dit par les habitans d'Auxerre & autres desdites chastellenies, les religieux de Vezelay seignrs dudit lieu disent au cōtraire, & ont mis & employé pouteux ce qui a esté dit par les gens d'eglise & nobles à ceste fin. Disent outre & posé au chapitre des censues qu'en eschange but à but n'y a ne lots ne ventes, & ainsi le posent les habitans de Varry, entant que touche le seigneur de Vezelay a esté discordé. Quant à la coustume contenue audit chapitre contenant, faisans mention que tous heritages sont tenus & reputez francs, s'il n'appert du contraire. Les habitans de Vezelay disent que pour la confirmation dudit priuilege auoir chartres expresses faisans mention de ladite franchise desdits habitans, & disent auoir iouy d'aucuns heritages sans en payer aucune redevance. Et disent outre par lesdites chartres, qu'ils ont priuilege que quand ils ont iouy par an & iour d'aucun heritage sans redevoir, on ne leur peut redevoir ne charge demander sur lesdits heritages: lesdits religieux employé ce qui a esté dit

Cy apres
s'ensuyuent
plusieurs
coustumes
locales.

Representa-
tion.

Proces verbal des coustumes d'Auxerre.

par les prelatz & nobles de celluy article , & disent outre qu'à cause de la fondation realle de l'abbaye de Vezelay, & mesmement auoient droit de main-morte. Et pour ce qu'icelle main-morte est remise, a esté mis le droit de bourgeoisie sus. Et a esté conuenu que les lots & ventes & autres choses contenues esdites chartres, seroient payez par iceux habitans : & iceux religieux, abbé & conuent obtenu plusieurs sentences, pour raison desdits lots & ventes & droits seigneuriaux. Et comme disent lesdits religieux, ce seroit chose estrange de iouyr par an & iour d'un heritage & vouloir dire icelluy heritage estre franc. Et quant est de l'article, quād vn possesseur d'un heritage duquel il a iouy, & pareillement ses predecesseurs, n'est tenu de monstrier n'enseigner à quel tiltre il le tient & le conserue, la possession pour estre descendant tant à l'encontre dudit seigneur haut iusticier, du seigneur censier qu'autres quelsconques. Disent iceux habitans qu'ils ont tousiours iouy par cy deuant, & sont en possession, si aucun demande charge sur aucun heritage, il est tenu de monstrier le droit & en faire apparoir. Et disent ladite coustume n'estre droit ne deuoir estre mise audit coustumier. Les religieux disent au contraire, & employent ce que ia a esté dit par les prelatz & nobles à ceste fin. Et entāt que touche l'article des coustumes locales dudit Varry audit chapitre des censiués & droits seigneuriaux, cōmençant. En heritage franc qui est vendu franchement & sans nulles charges, il n'y a ne lots ne ventes, est demouré discordé, par ce que les habitans dudit Varry maintiennent que ledit article contient verité, l'euesque d'Auxerre disant au contraire. Et à ceste fin dit auoir obtenu sentence & arrest contre lesdits habitans, iceux habitans disans lesdites sentēces & arrests auoir esté baillez contre vn particulier qui n'auoit proposé les faits & raisons qui eussent peu militer à ladite cause, & que ladite sentence & arrest ne leur peut preiudicier. Et à ceste cause ledit article est demouré non accordé. Et en ladite assemblee est comparu en sa personne Nicolas blosset seigneur de saint Morise thiroaille, qui nous a baillé en vne fucille de papier ce qui sensuyt.

Noble homme Nicolas blosset seigneur de saint Morise thiroaille, dit que iajoit ce & cōbien qu'il tienne & repute sa chastellenie, terre & seigneurie de saint Morise estre ressort du bailliage d'Auxerre, neantmoins il a esté adiourné & ses suiets aussi à la requeste du procureur du Roy au bailliage de Troyes, au iour assigné, pour comparoir par deuant le baillif de Troyes au iour assigné, pour accorder les coustumes dudit bailliage, & aussi aux monstres des nobles. Et aussi que pareillement il a esté adiourné par deuant monseigneur le baillif d'Auxerre à auoir iour. Et pour semblable cause il a obtenu lettres royaux adressantes à mon seigneur le baillif de Sens, ou à son lieutenant, par deuant lequel il a fait adiourner les procureurs du Roy esdits bailliages, pour veoir enteriner lesdites lettres royaux, afin de non estre cōtraint en deux lieux pour les causes dessusdites, mais demeurent au ressort du bailliage d'Auxerre iusques qu'autrement en soit discuté entre lesdits procureurs. Auquel ressort & coustume ladite chastellenie de saint Morise doit demourer. A ceste cause ledit seigneur s'est présenté par deuant monseigneur le baillif d'Auxerre au iour ordonné pour accorder lesdites coustumes. Et a déclaré & declare qu'attendu le different qui est entre lesdits procureurs du Roy qu'il a iuste cause de dire qu'il n'est tenu d'accorder pour sa chastellenie les coustumes qui seront faites & accordees pour ledit bailliage d'Auxerre, pour icelluy rendre suiet à ladite chastellenie, & s'en rapporter à ce qui en sera trouué à l'ysue du proces d'entre lesdits procureurs. Et mesmement que ladite chastellenie est declaree fief de la côté de Joigny, & par ce qu'il en peut cōnoistre, pour la cause dessusdite, & pour tiltres qu'il a veuz, a plus grand apparence de dire que ladite chastellenie soit aux coustumes de ladite comté de Joigny qu'autrement. Et proteste qu'ou en ce bailliage d'Auxerre en accordant lesdites coustumes il s'en trouuaist aucunes contraires à celles de ladite comté de Joigny, qu'elles ne puissent preiudicier à luy n'à ses suiets pour contre eux le tirer à consequence, iusques à ce que par iustice il soit discuté du different d'entre lesdits procureurs & nous requerant que le voulussions inserer en nostre proces, pour luy seruir en temps & lieu ce que de raison, que luy auons ottroyé. Et ce fait auons par l'aduis des aduocats, procureurs & autres presens accordé lesdites coustumes tant generales que locales. Et lesdites coustumes non accordees pour les raisons dessusdites, & par l'aduis des prelatz, nobles, practiciens & autres estans en ladite assemblee, auons renuoyez & renuoyons par deuant messeigneurs de la cour & autres ayans puissance d'icelles coustumes accorder, arrester & determiner. Et ce certifions estre vray sous noz seal & seing manuel cy mis les an & iour dessusdits.

F I N D E S C O V S T V M E S D ' A U X E R R E .

Coult-

Couſtumes de Nivernois.

C H A P I T R E I.

De Juſtice & droits d'icelle.

Article premier.

1

2



Toute eſpau^e tant ſoit mouuant que autre mobiliere apprehendee au ter-ritoire & juſtice d'aucun, appartient entierement au ſeigneur haut juſticier du lieu. Et ſi la juſtice baſſe appartient à l'un, & la haute à un autre, ladite eſpau^e appartient au bas juſticier juſques à lx. ſols. Et le ſurplus ſ'il en a, appartient au haut juſticier.

La declaration, vente & adjudication de ladite eſpau^e compete & appartient au haut juſticier qui recouvrera ſes fraiz ſus le bas juſticier entierement, quand l'eſpau^e vaut ſeulement lx. ſols & au deſſous. Et ſi plus vaut, les fraiz ſe prendront ſur leſdits ſeigneurs pro rata.

Le haut juſticier auant que ordonner la vente de ladite eſpau^e, la doit garder ſi c'eſt choſe mouuante & paſturable. A ſçauoir les chieures, brebis, moutons, cochons, veaux, & autres ſemblables menues beſtes par l'eſpace de dix iours. Pendant leſquels il ſera tenu les faire crier par deux fois, diſtant l'une de l'autre de trois iours entiers. L'une d'icelle au lieu du marché de ladite juſtice, ſi marché y a. Et ſ'il n'y a marché, au lieu public & plus apparant de ladite juſtice. Et l'autre iour de dimenche à yſſue de la grand' meſſe parrochiale de ladite juſtice. Et les groſſes beſtes comme bœufs, vaches, iumens, cheuaux, poulains, pourceaux, & leurs ſemblables, l'eſpace de vingt iours. Pendant leſquels il ſera tenu les faire crier & proclamer par trois diuerſes fois, diſtant de trois iours entiers les deux d'icelles au iour de dimenche à l'iſſue de la grand' meſſe de la parroiſſe de ladite juſtice. Et l'autre au lieu du marché ſi marché y a, ou au lieu public & plus apparant d'icelle juſtice. Et ſi dedans ledit temps il n'appert qu'aucun face pourſuyre deſdites beſtes, il les peut ledit temps paſſé faire vendre audit lieu public, au plus offrant & dernier encheriſſeur.

Et ſi dedans quarante iours apres ledit temps paſſé, le maïſtre & ſeigneur deſdits eſpau^es reuient & les veut recouurer, faire le pourra ſi elles ne ſont vendues, en faiſant apparoir qu'elles luy appartiennent en payant les paſtures faites durant les dix iours & fraiz raisonnables quant auſdites menues beſtes, & durant vingt iours quant auſdites groſſes beſtes. Et ſi leſdites beſtes ſont vendues, il recouvrera ſeulement le pris & l'argent yſſu d'icelles, lequel ſera mis entre les mains du procureur de ladite juſtice deſlors de ladite vendition. Et à ce ſera ledit procureur contraint incontinent par priſon ſans prendre aucun proufit, hors mis leſdits paſturages & fraiz raisonnables. Leſquels dix iours & vingt iours ſeront compris & comptez eſdits quarante iours.

Et quant aux autres choſes mobilières non paſturables ou periffables, le ſeigneur les doit garder par quarante iours: & durant ledit temps, les faire crier comme deſſus. Et ne pourront eſtre vendus que leſdits quarante iours ne ſoient paſſez, durant lequel temps le ſeigneur ou maïſtre de l'eſpau^e les pourra recouurer en faiſant apparoir qu'elles luy appartiennent. En payant les fraiz raisonnables, & en tous leſdits cas le temps deſſuſdit de quarante iours paſſez y compris les vingt iours, le ſeigneur haut juſticier pourra declarer ladite eſpau^e eſtre conſiſquée. Et juſques à ladite declaration le maïſtre de ladite eſpau^e ſera touſiours receu comme deſſus.

Celuy qui trouue eſpau^e & la retient & recelle plus de xxiiii. heures ſans le notifier au ſeigneur haut juſticier, ou officiers de ladite haute juſtice du lieu où elle ſera apprehendee, eſt amendable enuers ledit ſeigneur haut juſticier à la diſcretion du iuge. Et ſi eſt condamné à la reſtitution de ladite eſpau^e.

Peuple & ſuiets outre le nombre de dix, ſils n'ont de ce chartre & priuilege, ou ſils n'ont corps ou communauté approuuee, ne ſe peuvent aſſembler, paſſer procuration, n'impoſer ne faire aſſiete ſur eux pour quelque affaire que ce ſoit, ſans l'autorité du ſeigneur haut juſticier. Et en ſon reſſus ou delay doyuent recourir au ſuperieur immediat. Et ſils le font l'aſte eſt nul, & ſont amendables d'amende arbitraire enuers ledit ſeigneur haut juſticier.

Si aucun commet ſimple larrecin non excedant ſoixante ſols pour la premiere fois, il ſera puny ſelon la diſcretion & arbitrage du iuge, juſques à mutilation de membres excluſiuement.

i. Au parauant ces preſentes y auoit anciennes couſtumes de Nivernois & de Douxdoys faiſtes par aſſemblee des trois eſtats par autorité du duc de Brabant & comte de Neuers anciē appanage de Bourgogne le 23. iour de Iuin, l'an 1490. Depuis ratifiées & reſtiſiées comme anciennes le 28. Iuin, l'an 1494. imprimées à Paris. Les couſtumes de S. Pierre le mouſtier ſont quaſi toutes ſemblables aux preſentes, & ſont eſcrites par le mandement du Roy Loys 12. mais non pas homologuées: Le leſſe adiouſſées apres les preſentes, ſi les officiers du lieu auſquels en ay eſcrit, m'en euſſent enuoyé coppie ſignée du greſſier. I'en ay bien mon extrait, mais ie ne le reputé pas ſuffiſant pour imprimer, & come du temps des ducs de Bourbon & d'Auvergne, Mōſſe enclaué dans Auvergne eſtoit ſiege royal. auſſi S. Pierre le mouſtier enclaué dans le ſiege Royal. Neners ab antiquo tantum erat comitatus, nuper inducatum erectus. C.M.
2. Toute choſe menble ou ſoy mouuante trouuee, dès on ne ſçait à qui elle appartient. Idē S. Pierre le mouſtier. S.I. C.M.

Couſtumes generales de Niuernois.

Et pour la ſeconde à la diſcretion du iuge iuſques à mutilation incluſiue. Et pour la tierce il ſera condamné à mourir. Et ſ'entend quant à chascune deſdites fois, il a eſté apprehendé & atteint par iuſtice. Et ſi le larrecin eſt qualifié ou aggravé de quelque qualité, le delinquant ſera puny ſelon l'exigence du cas de la peine ordonnee de droit. ix.

Deformais aucun ne pourra exiger ou conſtruire de nouuel pilory ou autre ſigne patibulaire, ſil n'a haute iuſtice. x.

Celluy qui a haute iuſtice, ne peut leuer ſigne patibulaire ſans le congé & auctorité du prince du pays, au reffus ou delay duquel prince, ledit ſeigneur iuſticier aura recours au ſouuerain ſeigneur: mais pourra ledit ſeigneur iuſticier pendât ce, faire faire l'execution en ſa iuſtice à vn arbre, ou autrement en ſa dite iuſtice. Et n'a lieu ladite couſtume quant és iuſtices eſtâs en frâc aleu, ou exempts du prince. Les ſeigneurs deſquelles iuſtices doyuét auoir recours pour leuer ledit ſigne patibulaire de leur dite iuſtice à leur ſuperieur ſeigneur. xi.

Le ſigne patibulaire cheu par terre pour quelque occaſion que ce ſoit, le ſeigneur à qui la iuſtice appartient le peut faire redreſſer dedans l'an & iour de ſon auctorité, & ſans dangier. Et apres l'an & iour ne le peut faire ſans congé comme deſſus, autrement ſera amendable arbitrairement enuers ſon dit ſeigneur ſuperieur. Et outre ſera demoly ledit ſigne patibulaire par auctorité dudit ſeigneur. Et neantmoins ledit ſeigneur iuſticier le pourra faire releuer par le congé, & ſe pourueoir comme deſſus. xii.

Quand le ſeigneur haut iuſticier prend les biens vaccans par le deces d'aucun à faute de hoir, & auſſi quand il prend les biens d'vn criminel à luy conſiſquez, il eſt tenu de payer les debtes du decedé ou conſiſcant, tant que les biens ſe pourront eſtêdre, les fraiz ſur ce preallablement prins. xiii.

Au bas iuſticier appartient faire prinſes de beſtes, prinſes de delinquans, en flagrant delict, la connoiſſance & deciſion en matiere ciuile indifferemment des cauſes de ſes ſuiets, iuſques à lx. ſols. Et auſſi és matieres criminelles és cas où les amendes n'excedent lx. ſols tournois tant ſeulement. xiiii.

Au moyen iuſticier appartient bailler & diſcerner tuteurs & curateurs, faire main-miſes, empeschemens, ſeller huys, coffres, faire inuentaire, ſubhaſtations, impositions de decrets & emancipations. xv.

Au haut iuſticier appartient la connoiſſance des cas & crimes puniſſables de mort, mutilation de membres, & autres peines corporelles, comme fuſtigner, foueter, piloriſer, eſchaller, marquer, amende honorable & publicque, banniſſement hors ſa terre & iurisdiction, bailler aſſeurement, & autres ſemblables. xvi.

Qui a la haute iuſtice, il eſt fondé de la moyenne & baſſe. Et qui a la moyenne, il eſt fondé de la baſſe, excepté en chascun deſdits cas. S'il y a tiltre ou choſe equipollête à tiltre au contraire. xvii.

Les moyen & bas iuſticier ſils ont vn priſonnier duquel la connoiſſance ne leur appartient, le doyuent ſignifier au haut iuſticier ou à ſes officiers dedans xxiiii. heures, à compter de l'apprehenſion pour le venir querir à luy eſtre rendu: en payant les fraiz raisonnables. Et ſi ledit ſeigneur haut iuſticier delaye ou reffuſe de ce faire, leſdits moyen & bas iuſticiers ne ſeront tenus de garder ledit priſonnier, que deux iours apres ladite notification, & pourront auoir recours au ſuperieur dudit haut iuſticier à ſon delay ou reffus. xviii.

L'amêde d'vne ſeule deſobeyſſance, eſt de trois ſols tournois. D'vne main enfrainte & empeschement ſignifié eſt de lx. ſols, ſauf en ce le droit des bourgeois qui en vſeront ſelon leurs priuileges & vſance. Mais main briſee en main tenue & garde executee reaument & par effect avec deſſenſes accouſtumees ou en ſauuegarde executee & notifiée avec deſſenſe eſt puniſſable d'amende arbitraire. xix.

L'amende d'vne preſente meſlee iniurieuſe eſt de ſoixante ſols tournois, & la doit payer l'aggreſſeur de fait. xx.

Partie formelle pour cas & matiere ciuile n'a point de lieu, mais ſeulement en matiere criminelle en trois cas. A ſçauoir pour iniure réelle où il y a grand' effuſion de ſang, ou enorme machurre, ou pour cas de crime qui requiert detétion de perſonne, & en cas de furt, où le laron ſe trouuera ſaiſi. Et ſi ladite partie formelle eſt faite en autre cas elle eſt nulle. Et celluy qui ſ'eſt rendu partie doit eſtre condamné à reparer l'iniure faite à ſa partie, & en ſes deſpens, dommages & intereſts, & amende de lx. ſols enuers iuſtice, ſans preiudice toutesſois de l'action qu'il peut auoir par autre voye & moyen. xxi.

Celluy

Celluy qui se constitue partie formelle, & sa partie doyent estre cōstituez prisonniers fils ne bailloient caution suffisante d'estre à droit, & payer l'adiugé ou caution eschet. Et sera tenu le demandeur en partie formelle, faire incontinent information du cas. xxii.

Vn sergent ne peut recevoir partie formelle: mais si elle est faite en ses mains, il doit mener les parties prisonnières aux iuges ou officiers de la haute iustice ou aucuns d'eux du lieu pour en ordonner sur ce. xxiii.

Celluy qui succumbe en partie formelle, est condamné envers sa partie à réparation, despès, dommages & interests, si le requiert & envers iustice, si c'est le demandeur en amende de lx. sols. Si c'est le deffendeur en telle peine ou amende que le cas le requiert. Sur ce ouy le procureur de la seigneurie, auquel le proces doit estre communiqué pour prendre conclusions, si le cas le requiert, & que la matiere y soit suiette. xxiiii.

Aucun en sa iustice n'a droit d'auoir baillif, tenir assises, cōnoistre & decider des causes d'appel, s'il n'a droit de chastellenie, ou qu'il ayt iouy dudit droit par temps & moyens suffisans à requérir icelluy droit, mais seulement a iuge & garde de iustice. xxv.

Lon ne peut dire & maintenir auoir droit de chastellenie, si lon n'a en sa seigneurie seel aux contracts autentiques, prioré ou maladerie, foires ou marchez, ou desdites cinq choses les trois, dont necessairement faut que le seel autentique en soit l'un, s'il n'y a prescription ou tiltre vallable. xxvi.

Vn preuost fermier ne peut estre iuge és causes procedans de son office, & esquelles y a amende qui luy peuuent aduenir. xxvii.

Si vn appel est interietté & non releué dedans trois mois, ou dedans l'assise, s'il y a vingt iours francs, l'appellant est amédable de lx. sols envers iustice, & demeure son appellation deferte. xxviii.

Le suiuet appellé deuant autre iuge en matiere ciuile, qui demande son renuoy deuant son seigneur iusticier, és cas où renuoy a lieu. Et doit estre otroyé, doit obtenir ledit renuoy, posé qu'il ne soit aduoué suiuet par sondit seigneur: en matiere criminelle secus.

I. 26. Cela aussi a esté defendu par l'ordonnance du roy Charles 8. & est ordonné mettre separement vn fermier ou receueur des amandes. C.M.

C H A P I T R E 2.

Des confiscations.

Article premier.

Qui confisque le corps, il confisque les biens, ⁱ qui est à dire que qui est iugé & executé à mort par iustice ou banny à perpetuel, il confisque les biens, sans autre declaration d'icelle confiscation. Et neantmoins en cas de bannissement perpetuel, le iuge peut declarer confiscation de tous les biens du condamné, ou de partie d'iceux, ainsi qu'il verra estre à faire selon l'exigence du cas. ii.

Les biens confisqueez, meubles ou immeubles, appartiennent au seigneur haut iusticier, en la iustice duquel sont trouuez lesdits biens au temps de la prononciation de la sentence. Et si la dite iustice haute appartient à l'un, la moyenne & basse seulement à vn autre, le moyen & bas iusticier ou le bas seulement, ont soixante sols sur ladite confiscation, & le haut iusticier le surplus. Et si la haute iustice de chose confisquee appartient au criminel, la confiscation appartient au seigneur du ressort immediat. iii.

Le criminel executé à mort ou banny à perpetuel comme dit est, confisque ses immeubles anciens. Et la moytié des meubles & conquests immeubles de la communauté de luy & de sa femme. Et l'autre moytié ladite femme l'aura & prendra comme à elle appartenant, à cause de ladite communauté sinon que à ladite femme fust reserué par son contract de mariage qu'elle se peust tenir à ses conuenances, auquel cas en se tenant par elle en lesdites conuenances, elle les aura & reprendra premierement & auant toute oeuvre sur les biens de ladite communauté. Et le surplus demourera confisqueé comme dit est, & si elle ne se tient en lesdites conuenances, mais à ladite communauté, outre la moytié desdits meubles & conquests, aura & prendra l'heritage de son mary. Sur lequel les deniers de mariage sortissans nature d'heritages sont assignez à la charge de rachat, selon la coustume dessous declaree. Et s'ils ne sont assignez, elle prendra lesdits deniers sortissans nature d'heritage premierement & auant tout partage sur les biens de ladite communauté, si lesdits biens sont à ce suffisans. Et s'ils ne sont suffisans sur l'heritage de son mary, & le perensus si aucun en y a des biens de ladite communauté se partira par moytié entre le seigneur, au profit duquel sont confisqueez lesdits biens de ladite femme, comme dit est. Et d'auantage aura ladite femme son douaire prefix ou coustumier. iiii.

I. Sed an in dext huius comitis possit confiscare bona extra suū territorium sita dixi in consuet. Paris. §. 198. C.M.

Couſtumes generales de Niuernois.

La femme marice eſdits cas conſiſque ſeulement ſes heritages, & non les meubles & conqueſts qui eſtoient communs entre ſon mary & elle par communauté comme au couſtumier. Et demeurent leſdits meubles & conqueſts à ſon mary, comme ſeigneur d'iceux. v.

L'homme de condition ſeruile, executé, ou banny comme deſſus par la iuſtice d'autre ſeigneur que celluy dont il eſt homme, ne conſiſque riens au ſeigneur qui l'a condamné: mais appartient ſes biens, tant meubles que immeubles au ſeigneur duquel il eſt homme, en payant lx. ſols, pour les fraiz du proces & procedure d'icelluy. vi.

Le vaſſal bourdelier cenſier ou autre tenant l'heritage d'autruy en directe, ou ſous autre charge & redevance, conſiſque l'heritage ainſi par luy tenu, au ſeigneur haut iuſticier immediat, à la charge de la redevance & droits dont il eſt chargé. Et eſt tenu ledit ſeigneur haut iuſticier de vuyder ſes mains de la choſe dedans l'an. Et à faute de ce, ladite choſe eſt cõmiſe ipſo facto au proufit du ſeigneur de fief, cenſier ou bourdelier reſpectiuement: & en fera ſaiſy, & ne fera deu aucun proufit audit ſeigneur direct, ſinon de l'alienation que fera ledit ſeigneur haut iuſticier. vii.

Au ſeigneur haut iuſticier ſeul appartient declarer conſiſcation contre tous criminels, ſoyent francs ou ſerfs. viii.

Le clerc banny à perpetuel ou condamné à chartre perpetuelle conſiſque ſes meubles au prelat duquel il eſt ſuiet. Et ſes immeubles au ſeigneur haut iuſticier: en la iuſtice duquel les biens ſont affiz.

C H A P I T R E 3.

Des droits de blayrie.

Article premier.

Gens d'une iuſtice peuuent mener ou enuoyer leurs beſtes de toutes eſpeces paſturer en vaine paſture en iuſtice d'autruy, en quelque ſaiſon de l'annee que ce ſoit, ſans danger d'amende, ſinon qu'en ladite iuſtice y ayt droit de blayrie. ii.

Auquel cas quand le ſeigneur iuſticier a droit de blayrie, leſdits gens d'une iuſtice ne peuuent en ſaiſon que ce ſoit mener ou enuoyer leursdites beſtes vain paſturer en la blayrie d'autruy. Et ſi leſdites beſtes y ſont prinſes, ledit ſeigneur blayer a droit de prẽdre pour chaſcune prinſe ſur chaſcun maĩſtre deſdites beſtes ſix deniers tournois: ſinon que leſdits forains ayent compoſé avec ledit ſeigneur blayer, ou qu'ils ayent procours ou droit de mener ou enuoyer paſturer leurs beſtes les vns ſur les autres, lequel procours ou droit ſe acquiert par tiltre ou iouyſſance ſuffiſante à preſcription avec payement de redevances. iii.

Et quant aux ſuiets dudit ſeigneur demourans es fins de ladite iuſtice, ils peuuent mener ou enuoyer leursdites beſtes paſturer en ladite blayrie ſans danger d'amende, en payant la redevance accouſtumeẽ de payer pour la blayrie. iiij.

Ledit droit de blayrie ne peut appartenir à aucun ſ'il n'a iuſtice & tiltre particulier ou preſcription ſuffiſante. v.

Vaine paſture doit eſtre entendue en chemins, prez, en prarie, deſpouilles, terres, boys, & autres heritages non clos ne fermez: excepté toutes fois où & quand leſdits heritages ſont de deſſenſe par la couſtume. vi.

Pour droit de blayrie & permiſſion de vaine paſture ſe paye au ſeigneur blayer par ſes ſuiets ou forains la redevance commune ou ſuffiſamment preſcrite. vii.

En pluſieurs lieux du pays blayrie a lieu, & en autre non. Et es lieux eſquels ladite blayrie a lieu, elle commence à la noſtre dame de Mars, & dure iuſques apres les desbleures lenees deſdits prez & terres.

C H A P I T R E 4.

De fiefs.

Article premier.

Le ſeigneur du fief peut ſaiſir & mettre en ſa main par faute de foy & hommage non faits, la ſeigneurie ou heritage tenu de luy en fief quarante iours apres le deces du vaſſal. Et ladite ſaiſie faite & notifiée faire les fruits ſiens, iuſques à ce que les heritiers du vaſſal ayent preſenté la foy & hommage à la perſonne dudit ſeigneur feodal ſ'il eſt au pays. Et ſ'il eſt abſent, au lieu & maiſon dont ledit fief eſt mouuant, les officiers & entremetteurs ou aucuns d'eux du ſeigneur appelez: mais auant leſdits quarante iours ne peut faire ſaiſir ne empeſcher ledit fief ouuert par la maniere deuant dite. Et ſi par autre voye ledit fief eſt ouuert, ledit ſeigneur peut faire ſaiſir vingt iours apres l'ouuerture, & faire les fruits ſiens. ii.

Si

Si ledit seigneur feodal reuiet apres au pays, il pourra signifier sa venue audit vassal, & luy donner iour competant pour venir faire lesdits foy & hommage. Et si luy ne viét à ladite assignation de rechef ledit seigneur pourra faire saisir ledit fief & faire les fruits siens. Et si ledit seigneur ne compare par luy ou commis, le vassal sera tenu pour diligent, & ne pourra ledit seigneur plus faire saisir ledit fief pour ladite cause de foy & hommage non faits.

1. 2. Id est non obstat oblatione vassalli facta in loco dominanti, & est equum, nec inanis est oblatio, quia in hoc prodest ut non possit feudum stantem prehendi: sed mediata preuia interpellatione. C. M.

Si les heritiers sont pupilles, leurs tuteurs seront tenus & pourront vallablement faire reconnoissance du fief dans vn an, à compter du iour du deces du vassal. Et ne pourront, ne seront tenus lesdits tuteurs de faire les foy & hommage, ne prester le serment de fidelité pour lesdits mineurs durant leur minorité & pupillarité.

L'an ottroyé ausdits pupilles ou à leurs tuteurs pour ladite reconnoissance, passé, le seigneur dudit fief pourra choisir la chose feodale, & faire les fruits siens par faute de ladite reconnoissance.

Lesdits pupilles ayans accompli l'aage de xiiii. ans quant aux masles, & quant aux filles de douze, pourront vallablement & seront tenus de faire hommage & serment de fidelité audit seigneur du fief dedans vn an apres ledit aage accompli. Et ledit an passé, ledit seigneur pourra mettre en sa main la chose feodale, & faire les fruits siens, iusques à ce que deuoir de fief luy ayt esté fait, comme dit est.

Le seigneur feodal peut faire saisir son fief quand il y a ouerture. Et ce par faute de foy & hommage non faits, droits & deuoirs non faits & payez. Et pour denombrement non baillé dedans quarante iours, à compter du iour de l'hommage fait.

Et en chascun desdits trois cas à ce que ladite saisie sorte effect, est besoin qu'elle soit faite sus ledit fief ou portion d'icelluy, & notifiée à la personne du vassal s'il est au lieu, sinon à ses officiers ou entremetteurs ou l'un d'eux. Et où il n'y en aura poit, par cry public & affixe au lieu public du fief, ou à faute d'icelluy à la porte de l'eglise parrochiale.

Es deux premiers cas, à sçauoir par faute de foy & hommage non faits, droits & deuoirs non faits & payez, le seigneur apres la saisie & notification faite en la maniere deuant dite, fait les fruits siens, incontinent apres ladite notification. Et les peut faire leuer par commissaire à ce député, ou les laisser leuer à son vassal, qui est tenu de rendre compte quand il luy sera enioint. Et au dernier cas à sçauoir par faute de denombrement non baillé, lesdits fruits apres la notification sont leuez par l'auctorité dudit seigneur si bon luy semble, sans les faire siens. Et en chascun desdits trois cas, le vassal auant la main leuee est tenu de payer audit seigneur les fraiz raisonnables de la saisie & dependances.

La saisie de la chose feodale se peut faire par le sergēt du seigneur du fief, posé que ce soit en iustice d'autrui. Et doit ledit sergent demander assistance au seigneur iusticier du lieu où il fait ladite saisie. Et quant à ladite notification il la peut faire quelque part que ce soit, sans demāder ladite assistance.

Le seigneur du fief pour cause de foy & hommage non faits, droits & deuoirs non payez, & denombrement non baillé, ne peut prendre droit de commise, mais seulement és autres cas de droit.

En chose feodale tant que le seigneur dort, le vassal veille. Et econtra, tellement que si le seigneur du fief est en demeure d'exploiter & saisir son fief, ledit vassal fait les fruits siens, posé qu'il n'ayt fait son hommage: & semblablement si le seigneur feodal fait saisir son fief par faute de foy & hommage non faits ou droits & deuoirs non payez, il acquiert les fruits de ladite chose feodale selon ce que dit est dessus.

Toutesfois si la chose feodale est mise en la main du seigneur du fief, par faute de foy & hommage à luy non faits, droits & deuoirs non payez ou denombrement non baillé. Ledit seigneur ne peut acquerir pendant ladite saisie droit petitoire ou possessoire au fond de la chose feodale contre son vassal, par quelque laps de temps qu'il tienne en sa main ladite chose.

Semblablement si le vassal cesse de faire la foy & hommage, reconnoissance ou reprise de son fief, il ne peut acquerir contre son seigneur liberté de la chose feodale ne aucun droit petitoire ou possessoire d'icelle par quelque laps de temps que ce soit.

Neantmoins en chascun desdits deux cas le contredisant soit seigneur ou vassal, respectiuellement prescrit par l'espace de trente ans, à compter du iour de la contradiction tolleree.

Vn tiers peut prescrire la directe du fief contre le seigneur feodal par l'espace de trente ans contre laiz, & quarante ans contre l'eglise pourueu qu'il y ayt deux reprises à deux diuerses ouuertures avec saisies reelles & deuément notifiées.

Coustumes du pays de Niuernois

Droit de retenue de quint & requint, sont prescriptibles par semblable prescription de xxx. ans contre lays, & quarante ans contre l'eglise. Encores ledit droit de retenue se prescrit par quarante iours, quand il y a notification de l'acquisition ou nouveau tiltre du vassal par le vidimus de la lettre que l'acquireur sera tenu bailler à ses despens au seigneur feodal, à compter le iour d'icelle notification & deliurance dudit vidimus. xvii.

Choses feodales sont reduites à la nature des patrimoniales quant à succession, en maniere que lon succede comme en autres choses, & peut on prendre possession d'icelles sans le cōsentement du seigneur & sans danger de commise. Et aussi quant à l'alienation, en maniere que pour icelle faire¹ sans le consentement du seigneur n'y a commise ny autre peine. xviii.

1. 17. Etiam possessione capta, & hac clausula videtur noua per finem. §. 19. C. M.

Femmes succedent es choses feodales comme es autres. xix.

Partage de chose feodale ne fait preiudice au seigneur, & demeure chascun ayant part & portion, vassal dudit seigneur, enuers lequel chascun est tenu de luy en faire l'hommage & deuoir de fief pour sa part & portion. Et peut prendre possession de ladite part, sans le consentement dudit seigneur. xx.

Vn bastard ne succede en fief, & ne le peut tenir, & n'est tenu le seigneur de le recevoir sil ne luy plaist autrement le faire, sinon que ledit bastard fust legitime par mariage subsequēt, ou par legitimation du Roy, en laquelle pour la validité d'icelle, est besoïn faire mention expresse dudit fief.² xxi.

2. 20. Adde que dixi in cōsuet. Paris. §. 8. glos. 1. q. 8. nu. 39. C. M.

En vente & autre alienation de fief regulierement & fauf es cas deffous declarez, le seigneur a droit de quint denier du pris, quand il y a vente ou transport, en & pour payemēt de deniers, ou de la valeur de la chose vendue quand c'est autre alienation. Et est le quint en montant, scauoir est de vingt liures, cent sols tournois. Et de plus plus, & de moins moins. xxii.

Vente par cryees & decret de iustice, est suiette à quint en chose feodale. xxiii.

Si l'acquireur baille grace & faculté de rachat au vendeur ou alienateur de la chose feodale, il y a quint pour ladite alienation. Et si la chose se rachette, il y a vn autre quint de semblable valeur, & à le prendre comme dessus: fauf toutesfois que si les contrahans se departent du contract dedans le mesme iour de la passation d'icelluy, il n'en est deu aucun quint, sinon que ledit departement fust frauduleux. xxiiii.

Pour heritage feodal commun party entre communs n'est deu aucun quint, sil n'y a tourne d'autre chose, non commune ou partable entre lesdits communs, auquel cas sera deu quint de la chose tournee. xxv.

Si vn vassal vend rente en general sur tous ses biēs tenus de diuers seigneurs, l'acheteur n'en doit aucun quint: Mais sil assigne speciallement sur aucun fief, le seigneur feodal le peut cōtre-dire ou empescher, & en prendre le quint denier. xxvi.

En permutation & eschange de chose feodale, il y a quint denier. Et est estimée la chose à estimation commune. xxvii.

Pour bail fait de partie de fief noble ou rural à cens ou de bourdelage n'est deu aucun quint, sinon que le preneur eust baillé argent d'entree, soulte ou autre chose de plus grand valeur que la redevance eu esgard à la valeur de l'heritage, auquel cas il est deu quint dudit argent ou chose baillee. xxviii.

Le vassal ne peut bailler à tiltre de cens ou bourdelage le principal manoir de son domaine, ne la iustice sil y en a dudit fief noble, mais le fief rural se peut bailler ausdites charges entierement. xxix.

Et est reputé fief noble celluy auquel y a iustice ou maison fort notable, edifice, mothe, fossez ou autres semblables signes de noblesse & d'ancienneté. Et tous autres sont reputez ruraux & non nobles. xxx.

Le vassal ne peut de son domaine faire son fief sans le consentement de son seigneur feodal. Et sil le fait le seigneur le peut contredire comme nul: mais au contraire peut ledit vassal de son fief faire son domaine sans le consentement du seigneur feodal, sans ce qu'il soit pour ce tenu à aucun proufit. Et est ledit fief tenu estre reuny au domaine dudit vassal incontinent qu'il a reprins du seigneur feodal, ou qu'il en a iouy par an & iour. xxxi.

Si vn fief est donné puremēt & simplemēt en mariage par parēt à autre parēt, il n'en est deu aucun quint au seigneur feodal, posé que le donateur ne soit de l'estoc dōt ledit fief pcede. xxxii.

Pour bail à annes d'vne chose feodale n'est deu quint, sil ne passe trente ans. xxxiii.

Si la chose feodale est donnee à estranger par quelque donation que ce soit, il y a quint pour le seigneur. Mais si c'est de parent à parent, n'en est deu aucun quint, sinon que la donatio fust non

non pure & simple à charge ou recompensatiue, auquel cas il en est deu quint. xxxiiii.

Toutesfois audit cas, si le donataire pouuoit succeder à la chose feodale donnee au temps de ladite donation, si le cas aduenoit encores n'en seroit deu aucun quint. xxxv.

Au seigneur feodal regulierement appartient droit de retenue de la chose feodale vendue ou alienee, etiam par decret de iustice, ou le quint à son choix, & dure ladite retenue quarante iours apres la notification de l'acquisition ou nouveau tiltre du vassal, par le vidimus de la lettre d'iceux, qui sera baillé aux despens de l'acquerueur. Et si l'n'y a notificatiō ladite retenue dure trente ans, comme dit est cy dessus, sauf és cas cy apres declarez. xxxvi.

Le lignager du vendeur du costé de la chose vendue, est preferé au seigneur feodal voulant vser de retenue en payant par ledit lignager vn seul quint, & les fraiz raisonnables. xxxvii.

Le seigneur feodal n'a point de retenue sur ledit lignager acquerueur. Et est deu seulement au seigneur feodal vn seul quint denier. xxxviii.

Si le vassal assigne rente speciallement sur son fief, le seigneur a le quint ou la retenue à son choix. xxxix.

Vne terre tenue de fief ne peut estre obligee ne chargee au preiudice du seigneur feodal, en telle maniere que si ladite chose feodale vient en la main du seigneur feodal par commise ou autrement, il la tiendra & possedera franche & quitte de toutes charges, en remboursant l'acquerueur de ce qu'il en baille. xl.

En chose feodale eschángee n'y a retenue, sinon qu'il y eust retour de deniers plus grād que la chose bailliee en recompense, ou que l'eschänge fust fait par fraude qui se pourra prouuer par deux tesmoings ou autre preuue de droit, ou par le serment des contrahans, qui seront tenus de iurer si le seigneur feodal s'en veut rapporter à leur serment. xli.

L'heritage tenu en fief ou censiué aliené à rachat, peut estre retenu par le seigneur feodal à la charge dudit rachat en rébourfant à l'acquerueur le fort principal, & les loyaux fraiz. Et si celui qui a aliené ledit fief le veut retraire, faire le peut dedans le temps accordé, en rédant audit seigneur le fort principal, loyaux fraiz, & les droits & deuoirs si aucuns en sont deuz. xlii.

Pour heritage feodal ou censier ou baillé à annees, n'y a retenue, si le bail n'excede trente ans. xliii.

En donation quelle qu'elle soit, n'y a retenue. xliiii.

Le vassal doit en personne presenter la foy & hommage, serment de fidelité, & reconnoissance du fief à son seigneur. Et n'est tenu le seigneur de le receuoir par procureur, quelque specialité qu'il y ayt en son pouuoir, si le vassal n'est detenu en maladie ou legitime empeschement, dont il face apparoir, saltem par attestation faite par deuant iuge ordinaire. xlv.

Si l'y a plusieurs seigneurs d'vn mesme fief, & l'vn tient le manoir & chastel dont despend le fief, le vassal est quitte en luy faisant ou presentant deuement l'hōmage. Si ledit chastel ou manoir est cōmun ausdits conseigneurs, où il n'y en a point en la seigneurie, ledit vassal sera quitte en faisant ou presentant ledit hommage à icelluy qui aura la plus grāde part en ladite seigneurie. Et si tous lesdits seigneurs sont communs par egalles portions, en le faisant ou presentāt à l'aisné s'ils sont freres, sinon à celluy ou ceux qui sont demourās sur ledit fief, & si aucun n'y demeure, aux officiers du lieu. xlvi.

Et est tenu le vassal qui veut demourer quitte, & estre reputé pour diligent, presenter ledit hommage pour lesdits conseigneurs, & sa reception, offres & presentation faire signifier ausdits conseigneurs ou en leurs absences à leurs entremetteurs ou l'vn d'eux sur le lieu. Et à defaut d'iceux par cry public & affixe, comme dit est cy deuant en cas pareil. xlvii.

Si l'y a controuersé entre plusieurs pour raison de la chose feodale, le seigneur les peut tous receuoir, tel ou tels d'iceux que bon luy semble, sauf son droit & l'autruy. xlviii.

Tout ainsi que le seigneur est tenu de bailler à son vassal ses lettres de reception en foy & hōmage, de mesme & pour reciproque, le vassal est tenu de bailler à son seigneur les lettres de reconnoissance de son fief par deuant notaires & sous seel autentique. Et n'est tenu bailler ses lettres à son vassal, qu'en baillant par ledit vassal les siennes, & eontra. xlix.

Le seigneur peut commettre à la reception de ses hommages, serment de fidelité, souffrance, acception & blasme, de reconnoissance de fief, & denombrement, tel personnage que bon luy semble. Et en ce ne peut estre contredit par son vassal, pourueu qu'il soit hōme qualifié cōme de noblesse, office, ou hōme d'autre qualité, dont il suffira qu'il apparaisse par la teneur du pouuoir, & lequel pouuoir sera inseré en l'acte de reception, si bon semble audit vassal. l.

Le vassal ne se peut dire saisy de la chose feodale à l'encontre de son seigneur feodal exploi-

Couſtumes du pays de Niuernois

1. 50. In quo
plus addit cō-
ſuet. Aurelia.
§. 91. C.M.

tant ſon fief, pour droit procedant de ſa directe feodalle, ſil n'en eſt receu en foy & hommage par ledit ſeigneur, ou par main ſouueraine expediee partie preſente ou appellee, quelques offres & preſentations que ledit vaſſal ait faites pour leſquelles il ne ſera reputé pour faiſy contre ſon dit ſeigneur. 1

Toutes fois où leſdites offres ſeroient deuément faites, iacoit que ledit ſeigneur tienne ledit fief faiſy ne fera les fruits ſiens depuis leſdites offres. Et ſera tenu à la reſtitutiō d'iceux avec dommages & intereſts de la faiſie reelle. Et ſont leſdites offres reputees pour deuément faites, quand le vaſſal offre & preſente les foy & hommage, & ſermēt de fidelité, droits ſeigneuriaux & fruits eſcheuz depuis la faiſie, ou ce qu'en eſt deu. li.

Mais ſi ledit ſeigneur pretend droit au fief par acquisition, ſucceſſion, ou autre moyen non procedant de ladite directe feodalle, le vaſſal audit cas ſe peut dire faiſy à l'encontre de ſon dit ſeigneur qui en ce eſt reputé comme perſonne eſtrange, ſi ledit vaſſal a la poſſeſſion par apprehenſion de fait ou autrement. lii.

2. 52. Etiam
ſi nec inueſti-
tus ſit nec
in ſidē admiſ-
ſus, nec aliaſ
vllas oblatio-
nes fecerit, per
ea qua dixi in
conſuet. Paris.
§. 1. gloſ. 4. q.
2. numer. 27.
C.M.

Si ledit ſeigneur prend delay pour deliberer ſ'il prendra les droits ſeigneuriaux ou de retenue, & le vaſſal a fait les offres & preſentations deuément, il ne fait les fruits ſiens depuis leſdites offres. liii.

Le ſeigneur feodal, etiam auant qu'il ſoit receu, peut faire faiſir & exploiter ſes fiefs es cas eſquels faiſie a lieu. lii.

Le nouveau ſeigneur pour recouurer hommage & reconnoiſſance de ſes fiefs, peut par ſa commiſſion ſ'il a iuſtice, ſinon par la commiſſion du iuge ordinaire haut iuſticier du lieu, faire conuocquer & appeller ſes vaſſaux tous en tel nombre qu'il luy plaist en parlant à leurs perſonnes, officier ou entremetteurs en la maiſon mouuant dudit fief, ou par affixes à la porte de la paroiſſe dudit lieu à certain iour: & leur ſignifier qu'il eſt nouveau ſeigneur, & qu'ils viennent reprendre de luy, & exhiber & faire apparoir de leurs tiltres, ſils y viennent par autre moyen que de hoyrie & depuis trente ans. Et ſils n'y ſatisfont, pourra faiſir les fiefs des reſſufans ou delayans. Et faire les fruits ſiens iuſques à ce qu'ils ayent obey. lii.

Et ſ'entend ce que dit eſt, ſuppoſé que la foy ne faille que du coſté du ſeigneur, & que la part du vaſſal n'y ayt aucune ouuerture du fief, auquel cas ne doit le vaſſal que la bouche ou les maïs. Et où il y a ouuerture, ledit nouveau ſeigneur peut faire faiſir le fief ouuert, l'exploiter & prendre les droits tels que deſſus ſont deſignez. lii.

Le ſeigneur exploite les fruits de ſon fief tels qu'ils appartennoient à ſon vaſſal en l'eſtat qu'il les treuve en l'inſtant de la faiſie & notification d'icelle, ſinon que le vaſſal euſt preuenu ou commencé, comme en terre de blayer, en pré de faucher, en vigne de vendanger, en eſtang de leuer la bonde, en boys de y mettre les porcs. Et de meſmes en tous fruits apparans eſtans par terre, pourueu que ladite preuention ne ſoit frauduleuſe ne anticipée auant le temps de maturité raiſonnable. Et quant aux redeuances, ſi le terme eſt eſcheu auant les faiſies & notifications ſuſdites, les fruits appartiennent au vaſſal. Et encontre ſils eſcheent apres au ſeigneur. liii.

Au regard des collations & preſentations des benefices, quints deniers, lots, ventes, tiers denier, remuemens & autres droits qui cōmuncement ne peuuent ſi toſt venir à la connoiſſance du ſeigneur, ils appartiendront au vaſſal, à ſçauoir collations, preſentations & ſemblables droits ſi la vocation eſchet. Et leſdits quints deniers, lots, ventes, tiers denier, remuemens & ſemblables droits, ſi le contract eſt paſſé & arreſté, le tout auant leſdites faiſies & notification. Et leſdites vactions eſcheent, & contraux ſont paſſez apres leſdites faiſies & notification dudit fief, ils appartiennent au ſeigneur. liii.

La faiſie de plein fief faite eſt notifiée au vaſſal, le ſeigneur feodal peut faire faiſir les arrierefiefs dependans de ſon dit plein fief, à faire ſiēs les fruits eſcheuz & aduenuz depuis la faiſie dudit plein fief & notification d'icelle deuément faite, comme euſt peu faire ſon vaſſal, pourueu qu'il y ayt ouuerture eſdits arrierefiefs. liii.

Si le vaſſal a faiſi ſon fief, il fait les fruits ſiens iuſques à l'inſtant de la faiſie de ſon fief & notification d'icelle. Et depuis icelle notification les fruits dudit arrierefief faiſi, ſont & appartiennent audit ſeigneur de fief mediat, ſubrogué au lieu de ſon vaſſal. Et ſe peut ayder ledit ſeigneur de la faiſie de ſon dit vaſſal, ou faire de nouuel faiſir ledit arrierefief ſi bon luy ſemble, auquel cas toutes fois les fraiz de la ſeconde faiſie, ne ſeront comptez audit rere vaſſal par ledit ſeigneur mediat. liii.

Et ſont obſeruez les articles ſuſdits, ſi la choſe feodalle eſchet au ſeigneur de fief par commiſe, liii.

mise, retour & tenue ou autrement iure feudi.

lxii.

Le seigneur feodal n'est tenu de recevoir son vassal à homme, s'il ne paye les droitz seigneuriaux, loyaux fraiz, & rend les fruits du fief par luy perceuz, depuis la saisie faite & notifiée.

lxiii.

Et s'il y a debat sur l'auantuation de dits droitz seigneuriaux, fraiz & fruits, les deux ou l'un d'iceux. Le dit seigneur sera tenu de recevoir ledit vassal, en luy payant ce dont sera debat, audit de deux preudhommes acceptez par les parties, avec vn tiers que lesdites deux pourront e- lire en cas de discord, sauf toutesfois ausdites parties de recouurer le plus ou le moins respecti- uement, si en fin de cause il est dit que faire se doye.

lxiiii.

Souffrance equipolle à foy tant qu'elle dure pour l'effect seulement que le vassal n'est tenu pendant icelle faire l'hommage par luy deu. Et aussi que le seigneur ne fait les fruits du fief siens, fil n'est autrement conuenu.

lxv.

L'adueu fait par le vassal, le seigneur est tenu de le recevoir à hōme, & luy leuer la main mise. Et le desadueu fait, le vassal sans autre main leuee, se peut de son auctorité remettre en son fief, sauf toutesfois au seigneur son exploit & action pour la commise. Et pour les fruits depuis le desadueu, fil est trouué ladite chose estre tenue de luy.

lxvi.

Ladite chose tenue en fief peut estre commise ou confisquee pour double raison : à sçauoir commise pour cas ou crime feodal, comme felonnie ou faux adueu, & audit cas il aduient au sei- gneur de fief, posé qu'il n'aye aucune iustice. Et fil est confisqué pour ledit commun, comme meurtre, larrécin, sacrilege, & semblables audit cas, il aduient au seigneur haut iusticier selon que cy deuant est déclaré au tilre des confiscations, lequel seigneur haut iusticier sera tenu en faire les foy & hommage audit seigneur feodal.

lxvii.

Denombrement présenté par le vassal, sert de confession à l'encōtre de luy, & ne porte pre- iudice au seigneur s'il n'est accepté, ou si ledit seigneur sans commencer à blasmer ou contredire, n'a laissé passer xl. iours entiers apres la presentation dudit adueu & acte d'icelle, fait en iugement ou par deuant notaires, partie presente ou appellee.

lxviii.

Denombrement doit contenir tous les droitz, prerogatiues & preeminences du fief, en- semble les chastel, maison, granges, pourpris, & domaines estans és mains du vassal a- uec leurs situations & tenans, au moins d'eux les plus certains. Aussi doit contenir les cens, rentes, bourdelages & autres redeuances, sommes d'iceux, personnes & lieux sur qui ils se re- çoyuent en gros: les hommes & femmes de condition, droitz qu'ils ont sur iceux, la situation de leur mex & tenement, semblablement les noms de leurs vassaux & situations de leurs fiefs en gros. Et si le vassal par dol, recelle quelque chose estant dudit fief, elle est commise audit sei- gneur.

lxix.

Si le frere marie sa sœur, ayant droit acquis és choses feudales à elles escheuës par succes- sion de leurs pere ou mere ou autres parens, & que par ledit mariage, moyennant ledit dot constitué en deniers par ledit frere à sadite sœur ou sœurs, elles renoncent à tous biens ou esdits biens feudaux au proufit desdits freres. Ne sont pour ce deuz au seigneur feodal au- cuns proufits, pourueu qu'il n'y eust aucun partage precedent fait entre lesdits freres & sœurs.

lxx.

Pour cas semblable ne sera deu aucun tiers denier, lots, ventes, ou autres proufits des choses tenues en bourdelage, censive ou autre directe.

C H A P I T R E 5.

*Des cens, censives & droitz d'iceux.**Article premier.*

AV seigneur censier appartient seigneurie droite sur la chose tenue de luy audit tilre. Et la cause d'icelluy lots, ventes, retenue, deffaux & retour avec amende de vingt sols tournois des ventes recellees apres quarante iours.

ii.

Pour vente ou autre alienation de chose tenue à cens regulierement sont deuz par l'acque- reur au seigneur censier lots & ventes, qui sont de vingt deniers pour liure, sauf quant à l'eglise qui prend deux sols six deniers tournois pour lesdits lots & ventes, sinon en aucuns lieux où ils leuent plus ou moins, dont on vsera selon qu'ils ont accoustumé.

iii.

S'il y a plusieurs acquisitions & rachats de la chose censuelle de chascune en sont deuz lots & ventes, & s'en peut le seigneur pour le tout adresser hyppothecquairement à la terre ou au detenteur d'icelle à son choix.

iiii.

CCCC iij

Couſtumes du pays de Niuernois

Droit de retenue regulierement compete & appartient au ſeigneur cenſier, quand la choſe tenue de luy à tiltre de cens eſt vendue, ſ'il n'a choiſy de prendre les lors & ventes. v.

De vente faite par decret de iuſtice, le ſeigneur cenſier a leſdits droits de retenue, ou de lots & vente à ſon choix. vi.

Le ſeigneur cenſier vſant de retenue doit rembourſer l'acqueretur du fort principal & loy- aux couſts dedans quarante iours, à compter du iour de la notification à luy faite par l'acque- reur. Laquelle notification doit eſtre faite par tradition, du vidimus de l'acquiſition deuëment collationné, & ſ'il n'y a notification ledit droit de retenue dure trente ans. vii.

Es cas eſquels quints deniers & retenue reſpectiuement ont lieu en matiere feodalle, en cas ſemblable ont pareillement lieu lots & ventes & retenue en matiere cenſuelle, & econ- tra. viii.

Gens d'eglise à cauſe de leurs eglises n'ont droit de retenue en cenſiue. Et à la charge de deux ſols ſix deniers pour liure pour les lots & ventes. ix.

Par deffaut de cens non payez au iour & lieu accouſtumez, le detenteur de l'heritage cen- ſuel eſt amendable de ſept ſols ſix deniers tournois. Et neantmoins payera ledit cens. x.

Si ledit creancier a failly de payer par diuerſes fois & annees, il ne doit le deffaut que pour la derniere fois, ſ'il n'a eſté conuenu ou executé pour les autres procedans deffaut aucun ou au- cuns d'iceux auquel cas il payera l'amende des deffaux pour leſquels l'adiournement ou ex- ploits auront eſté faits. xi.

Le ſeigneur cenſier peut retourner aux heritages mouuans de ſa cenſiue par faute de tene- mentier, & d'iceux leuer & applicquer à ſon proufit ſans rembourſement, les fruits, proufits & emolumens, iuſques à ce qu'il ſoit payé de ſon cens, & des arrerages d'icelluy. Et ſi dedans trê- te ans celluy qui tenoit parauant leſdits heritages à cens vient, & demande leſdits heritages tenus de cens. Ledit ſeigneur cenſier ſera tenu de les luy remettre & deliurer, ſ'il a eſté ſatisfait & payé deſdits arrerages, & les trente ans pazez leſdits heritages demeurent incommuta- blement audit ſeigneur cenſier, qui les pourra bailer ou accenſer à tel qu'il luy plaira, ſans plus eſtre tenu de les remettre ou bailer à celluy qui les tenoit à cens de luy parauant, ſ'il ne luy plaiſt. xii.

Cens ſur cens peut eſtre mis au preiudice du premier ſeigneur cenſier. Et ſi de fait il y eſt mis, le contract eſt nul.¹ xiii.

Deormais bourdelage ny autre redevance portant directe, ne pourra eſtre mis ſur cens d'autruy. xiiii.

Le detenteur de la choſe cenſuelle, ne de rente ſur icelle, ne ſe peut dire faiſy à l'encontre du ſeigneur cenſuel quât à ſes droits cenſuels, iuſques à ce qu'il ſoit reueſtu par ledit ſeigneur, ou qu'il luy ayt fait ſes offres, & demeure iuſques lors le ſeigneur cenſier faiſy de la choſe cenſuelle pour en leuer les fruits iuſques à la concurrence de ſes droits, & pour intenter cas & reme- des poſſeſſoires. Et ſont leſdites offres reputees deuëment faites quand ledit acqueretur a pre- ſenté audit ſeigneur cenſier ſon acquisition, baillé le vidimus d'icelle collationné, requis eſtre reueſtu & offert à deſcouuert les lots & ventes, arrerages, deffaux ſi aucuns en ſont deuz. xv.

Ledit detenteur pour acquerir ladite ſaiſine eſt tenu de faire leſdites exhibitions, offres & presentations audit ſeigneur cenſier à ſa perſonne, ſ'il eſt à trois lieues de la choſe cenſuelle, ſi- non ſes receueurs ou entremetteurs. Et à faute d'iceux par deuant le iuge du lieu où la choſe eſt aſſiſe expediant ſes plaits. xvi.

Le ſeigneur cenſier peut par iuſtice faire faiſir & empescher la choſe cenſuelle pour ſon cens, deffaux ou lors & ventes non payez, ou en premier lieu peut, ſi bon luy ſemble, de ſon auctorité ſans requiſition de iuſtice, en maiſons abbatre l'huys, pour la premiere fois. Et ſ'il eſt redreſſé le peut de rechef abbatre & faire enleuer: en prez, terres labou- rables, vignes & autres heritages, il peut prendre les dartz, faucilles, ſoulczaireaux, in- ſtrumens de labour, panieres, couſteaux, hottes, harnois, & autres ſemblables gaiges faire vendre par auctorité de iuſtice pour recouurer payement de ſeldits cens, lots, ventes ou def- faux ſuſdits. xvii.

Et ſ'il y a main enfrainte ou reſiſtance à l'encontre deſdits exploits, l'enfraqnant ou reſi- ſtant eſt condemné en lx. ſols tournois d'amende enuers le ſeigneur iuſticier. Et enuers le ſei- gneur cenſier à payer ledit cens & les fraiz deſdits exploits avec deſpens, dommages & in- terests. xviii.

Si

1. 12. Scilicet quantum ad obligationem cenſus & iurium dominicalium, ſed ta- men valet in in ſim- plici reditu, & propter erro- rem in quò concedens in- cidit contra- ctum reſolue- re. C. 11.

Si lesdits exploits faits il y a opposition formee par le detenteur, il y doit estre receu l'exploit tenant, & ne doit le seigneur plaider dessaisi. Toutes-fois lesdits gages seront rendus à l'opposant en baillant caution. Et si ledit exploit est torcionnier, ledit seigneur censier sera condemné enuers le detenteur és dommages & interets tels que de raison. xix.

Le censier est tenu entretenir & maintenir la chose censuelle bien & suffisamment, ou en l'estat conuenu. Et s'il fait le contraire, il est tenu aux dommages & interets du seigneur censier. xx.

Le detenteur peut quand bon luy semble, laisser & renoncer la chose censuelle, en payant les arrerages, defauts, lots, & ventes si aucuns en sont deus. Et aussi en delaisant la chose en bon & suffisant estat, ou comme il aura esté conuenu par le bail, autrement n'est tenu le seigneur censier de le recevoir à ce. Et ne se peut faire ledit delaisement ou renonciation qu'à la personne du seigneur, son receueur ou procureur, en iugement ledit procureur present & appelé. Et sera en ce faisant tenu ledit detenteur deliurer & bailler ses lettres au seigneur censier en luy baillant descharge. xxi.

Le seigneur censier n'est tenu de reuestir le nouveau acquereur de la chose censuelle, s'il ne luy paye les arrerages, defauts, lots & ventes qui luy sont deus. xxii.

Cens, lots, ventes & autres droits appartenans au seigneur censier sont prescriptibles par prescription coustumiere qui est de trente ans, sauf quant aux eglises contre lesquelles il faut que ladite prescription soit de quarante ans. xxiii.

Quand rente est vendue sur heritages tenus en censue, le seigneur censier prendra lots & ventes ou retenuë à son choix: Mais pour bail à rente d'heritage tenu à cens n'y a lots, ventes, ny retenuë s'il n'y a bourse desliee. Auquel cas il y a lots & ventes seulement des deniers baillez ou chose equipolent. xxiiii.

En tous contrats de vente, eschange ou permutation & autres alienations ou dispositions d'heritages & choses immeubles, les notaires doiuent inserer & faire mention esdits contrats des fiefs, cens, rentes & autres charges deuës à cause desdites choses immeubles, & à qui ils sont deus & pour ce faire interroguer les parties. Et si lesdites parties sur ce interroguées, dient & afferment n'en sçauoir aucune chose, lesdits notaires de leurs affirmations & interrogatoires sont tenus de faire mention esdits contrats, sur peine d'amende arbitraire. xxv.

Aussi tous contrahans sont tenus de declarer les fiefs, cens, rentes, charges & hypothecques speciales & assignations sur lesdits heritages & choses immeubles, qu'ils alienent à tiltre onereux, sur telle peine que dessus.

C H A P I T R E

6.

*Des bourdelages.**Article premier.*

Toutes manieres d'heritages se peuuent bailler à bourdelage, soient maisons, granges, cours, hosches, iardins, vignes, terres, prez, eauës, estangs, boys, buyffons & autres de quelque espece qu'ils soient, pour tel pris & charge qu'il est conuenu entre les parties contrahans. ii.

Bourdelage emporte directe seigneurie. Et à cause d'icelle seigneurie ~~est~~ denier, retenuë & retour és cas escheans & dessous declarez. iii.

Pour bourdelage est deu vne redevance annuelle qui est constituee en trois choses. C'est à sçauoir en argent, bled & plume, ou des trois les deux. Et où lesdites trois especes y sont, ou les deux d'icelles le contract est réputé bourdelier. Et s'ils n'y sont, il n'est tel réputé, s'il n'y a conuenance au contraire. iiii.

Le detenteur bourdelier premier preneur ou reuestu de bourdelage, qui cesse de payer la redevance bourdeliere par trois ans cōtinuels & consecutifs, pour ladite cessation comme la chose bourdeliere au profit du seigneur bourdelier. v.

De mesmes, l'heritier ou successeur mediat ou immediat, qui a commencé de payer par deux ans, depuis lesquels s'il cesse par trois ans à payer, il commet ledit heritage bourdelier. vi.

Et en chacun desdits cas ledit seigneur bourdelier se peut dire faisi & possesseur, tout ainsi que s'il auoit possession actuelle de la chose. Et pour ledit droit à luy escheu par ladite commise peut intenter exploits, interdits & actions possessoires au cas pertinentes alencontre du detenteur de ladite chose bourdeliere. vii.

Et s'il entre en la possession réelle & actuelle de ladite chose à luy commise, la possession dessus declaree sera par ce confirmee: toutes-fois ne pourra de fait expulser ledit detenteur sans

Couſtumes generales de Niuernois.

connoiſſance de cauſe ou ordonnance de iuſtice, ſi autrement n'eſtoit conuenu entre les parties. viii.

Si ledit detenteur auant que ſon ſeigneur bourdelier ait fait ſes diligences, à ſçauoir par ad-iournement ſur ladite commiſe ou par prinſe de poſſeſſion actuelle de ladite choſe bourdeliere ou autrement vient offrir & preſenter payement à deſcouuert deſdites trois années eſcheuës, ſa demeure ou negligence quant à ce ſera tenuë pour deuëment purgée. ix.

Le detenteur qui a commis l'heritage bourdelier, par ladite ceſſation triennelle nonobſtant commiſe, paye les arrerages du temps eſcheu auant ladite commiſe. Et ſ'il eſt mis en contradi-ction, doit reſtablir audit ſeigneur bourdelier les fruits de ladite choſe, depuis la diligence com-mencee par ledit ſeigneur à la fin & conſecution de ladite commiſe. x.

La redevance bourdeliere deuë à certain iour, ſ'il n'y a lieu cōuenü doit eſtre portee en l'ho-tel du ſeigneur bourdelier, pour-ueu que la choſe bourdeliere ne ſoit diſtant de l'hoſtel dudit ſeigneur bourdelier plus de quatre lieux. Et ſ'il diſtoit outre, le detenteur n'eſt tenu de la por-ter audit hoſtel, ſ'il n'eſtoit autrement conuenu. xi.

Le detenteur bourdelier ne peut partir, diuiſer ou deſmembrer la choſe ou choſes bourde-lieres contenuës en vn meſme bail, poſé qu'elles conſiſtent en pluſieurs pieces, ſ'il n'y a expres-ſentement du ſeigneur bourdelier. Et ſ'il y a partage, diuiſion ou deſmembration faite & at-temptee au contraire, elle eſt nulle. xii.

Et peut le ſeigneur bourdelier enioindre ſ'il a iuſtice, ou ſ'il n'en a, par la iuſtice du lieu faire commandement audit detenteur, qu'il remette la choſe ou choſes en leur premier eſtat de-dans l'an & iour. xiii.

Et ledit temps paſſé à compter de la notification d'icelle inionction, leſdites choſe ou cho-ſes boures ſont acquiſes audit ſeigneur bourdelier, & ſ'en peut dire ſaiſi ſans apprehenſion de fait, pour intenter exploits & actions poſſeſſoires, & comme en cas pareil eſt cy deuant de-claré. xiiii.

Si les detenteurs bourdeliers tiennent pluſieurs choſes bourdelieres d'un ou pluſieurs ſei-gneurs & par diuers contracts, ils peuuent partir entre eux, en maniere qu'à l'un aduiendroit par le partage les choſes contenuës en vn d'iceux ou pluſieurs baux. Et à l'autre en cas pareil. xv.

Le detenteur bourdelier peut amender & ne peut empirer ou deteriorer la choſe bour-deliere : mais la doit tenir, entretenir & delaiſſer en bon & ſuffiſant eſtat. En maniere qu'il ne peut transporter les edifices hors dudit bourdelage, arracher ou abbatre arbres frui-tiers, conuertir l'heritage en autre nature de pire & moindre valeur, ſuppoſé qu'il ait ba-ſty leſdits edifices, planté les arbres & fait les meliorations de ſon temps. Et ſ'il fait le con-traire, le ſeigneur bourdelier peut vendiquer les choſes transportees hors de ſon heritage. Et encores auoir recours alencontre dudit detenteur bourdelier pour ſes dommages & in-terests. xvi.

La choſe bourdeliere peut eſtre delaiſſee par le detenteur bourdelier quand il luy plaiſt, en payant les arrerages, tiers denier & remuëment, ſi aucuns en ſont deus. Et en laiſſant ladite cho-ſe en l'eſtat conuenu, ou en autre bon & ſuffiſant: autrement n'eſt receu ledit detenteur à delaiſ-ſer ſimplement ladite choſe bourdeliere. xvii.

Delaiſſement & renonciation ſimple de bourdelage, ſe doit faire à la perſonne du ſeigneur bourdelier ou en iugement appellé le procureur dudit ſeigneur à ce qu'il ſerue & vaille au de-laiſſant, & rendant les lettres ſi aucunes en a, dont il ſe purgera par ſerment. xviii.

Pour ſuccéder en bourdelage, ſont requiſes deux qualitez à la perſonne de celui qui y veut ſuccéder. La premiere qu'il ſoit heritier du deſunct bourdelier. La ſeconde qu'il ait eſté au tēps de ſon decès commun avec luy. Et ſ'entend commun par communauté couſtumier ou conue-nü, & en ſera le ſeigneur ſaiſi, leſdites qualitez defaillans. xix.

L'article precedent n'a lieu quant aux deſcendans en ligne directe eſtans en premier degré, qui pourront deſormais ſuccéder, poſé qu'ils ne ſoient communs. xx.

Si la choſe bourdeliere eſt baillee avec ceſte claufe, party & non party, l'heritier non com-mun pourra ſuccéder audit bourdelage. xxi.

La choſe bourdeliere aduenant au ſeigneur bourdelier par faute d'hoir habile, ou par autre voye procedans par autre voye & puiſſance de ſa directe bourdeliere luy eſchet avec les fruits, en l'eſtat qu'elle eſt trouuee en l'inſtant de l'eſchoite. xxii.

L'heritage bourdelier eſcheant aufdits ſeigneurs par ladite voye, le ſeigneur bourdelier peut auoir

auoir son recours contre le detenteur precedant, ou ses heritiers pour ses interests, quand la chose n'est en estat suffisant. Et si l'il n'y a heritiers, il se pourra adresser contre les biens tenants. xxiii.

Si vn bourdelier vend l'heritage qu'il tient à bourdelage, le seigneur bourdelier en a la retenü en payant le fort principal de la vente avec les loyaux cousts & frais raisonnables, ou le tiers denier du pris de ladite vente: C'est à sçauoir de dix liures tournois, cent sols tournois. Pour-ce que le tiers denier se prend outre le pris & en montant. Et de plus plus, & de moins moins. xxiiii.

Le seigneur bourdelier, vsant de retenü, doit rembourser l'acquireur du fort principal & loyaux cousts. xxv.

Es cas esquels en matiere feodalle & censuelle, quints deniers, lots, ventes, retenü respectiue ont lieu. Pareillement ont lieu en matiere bourdeliere tiers deniers & retenü respectiue. Et è contra, sauf quant à l'eglise, laquelle en matiere censuelle n'a retenü, & l'a en fief & bourdelage. xxvi.

Quand aucun a tenu par trente ans sa seigneurie vtile d'un heritage à quelque tiltre que ce soit, le seigneur direct ou celuy à qui la redevance appartient, ne le peut contraindre de monstrier son tiltre, ou à faute de ce luy oster ledit heritage ou l'inquieter en iceluy: Mais bien le peut contraindre de passer nouveau tiltre & reconnoissance. xxvii.

Si durant la communauté de plusieurs communs ou personniers, l'un d'eux prend un heritage à bourdelage; les autres communs & personniers y ont part, & la peuuent pretendre alencontre dudit preneur: mais non alencontre du seigneur, qui n'est tenu d'y consentir si bon ne luy semble. Et en cas de dissentement dudit seigneur, ledit preneur est tenu de recompenser seldits autres communs & personniers. xxviii.

Bourdelage, tiers denier, retenü & autres droits appartenans au seigneur direct, sont prescriptibles, comme cy dessus a esté dit en censue. xxix.

En heritage tenu à bourdelage, la vesue soit franche ou serue, ne peut pretendre douaire au preiudice du seigneur. xxx.

Deformais bourdelage ne pourra de nouuel estre créé, chargé ny constitué sur maisons & autres heritages assis en la ville & cité de Neuers, ne pareillement és autres villes du pays de Niuernoys, à ce que les detenteurs desdits heritages soient plus enclins à bastir lesdits heritages, & que les ruynes, demolitions & faute d'edifices aduenus, au moyen de la grande charge desdits bourdelages, soient amendeés & reformees par reparations & edifices nouveaux. Toutes-fois si les bourdelages ia creéz escheent aux seigneurs bourdeliers par faute d'hoir ou autrement, ils les pourront bailler à ladite charge & remettre en l'estat qu'ils estoient si bon leur semble.

CHAPITRE 7. *De rentes & hyppothecques.*

Article premier.

Tous heritages, sont censéz & presumez francs & allodiaux, qui ne monstrent du contraire. ii.

Si l'y a plusieurs rentes ou autres redevances constituées sur aucun heritage, le premier rentier ou seigneur est à preferer aux autres. iii.

Le creancier à son choix, peut pour sa rente ou autres redevances & arrerages agir hypothecquement ou faire proceder par empeschement sur la chose chargée & hypothecquée, fruits d'icelle & autres meubles y estans & trouuez, ou agir & faire proceder par execution alencontre des personnellement obligez. iiii.

Toutes-fois si ledit obligé personnellement nommé le detenteur nouveau, exhibe le contract de l'alienation, ledit obligé sera deschargé de ladite rente & arrerages pour l'aduenir. Et quant aux arrerages du passé, reparations si aucunes en estoient deuës, l'obligation personnelle demeure tousiours en sa force & vertu. v.

Le rentier peut contraindre par iustice le detenteur de la chose tenuë à rente de l'entretenir en bon & suffisant estat, à ce qu'il puisse sur icelle percevoir sadite rente. vi.

Ledit detenteur peut quand bon luy semble laisser & renoncer audit rentier la chose suiète à ladite rente, en payant les arrerages, & en delaisant la chose en bon & suffisant estat en la maniere qu'il a esté conuenü. Autrement n'est tenu le seigneur rentier recevoir ledit detenteur à ladite renonciation & delaisement, laquelle se doit faire à la personne dudit seigneur si l'est au lieu, & si l'il n'y est à son receueur, si l'a receueur: sinon par deuant le iuge

Couftumes generales de Niuernois.

ordinaire dont ledit detenteur prendra acte, qu'il fera tenu apres exhiber audit feigneur ou à fondit receueur. vii.

Pour l'alienation de chose tenuë à rente simple, n'est deu aucun profit au feigneur rentier, fil n'est conuenu au contraire. viii.

Le feigneur rentier, censier ou bourdelier ou d'autre redeuance, peut contraindre le nouveau acquereur & detenteur de la chose chargee de rente enuers luy, de luy passer reconnoissance & nouveau tiltre. ix.

Rentes constituees à pris d'argent sur maisons & heritages assis en villes, sont rachetables à tousiours en payant le fort principal, frais raisonnables & arerages. x.

Rentes, redeuances & hypothecques sont indiuisibles, & peut estre poursuiuy pour le tout le detenteur de chacune des choses chargees ou hypothecquees, son recours routes-fois contre les autres, & sera tenu le creancier en luy faisant payement, ceder ses actions contre lesdits autres.

CHAPITRE 8.

Des seruitudes personnelles, tailles, poursuites, main-mortes & autres droits d'icelles.

Article premier.

HOMMES & femmes de condition seruille sont taillables par le feigneur à volonté raisonnable vne fois l'an, pour payer la taille à eux imposee au terme saint Bartholomier. ii.

Et pour imposer la taille fudite, le feigneur ou ses commis doiuent appeler deux ou trois preudhommes, tels que bon leur semblera de la parroisse ou village où sont demourans lesdits hommes & femmes, pour entendre d'eux & soy informer sommairement & sans forme iudicielle des facultez desdits hommes & femmes, pour selon ce qu'il trouuera, croistre ou diminuer raisonnablement la taille desdits taillables. iii.

Ladite taille s'impose sur les corps desdits taillables & sur leurs mex, & tenemens mouuans de la seruitude. Et fils n'en ont, pourtant n'est moins noysible au feigneur de les imposer sur leursdits corps seulement. iiii.

Les feigneurs qui par conuenance ou prescription suffisante ont plus ample droit de taille qu'une fois l'an sur les hommes & serfs de tailler deux ou trois fois l'an, & de quester leurs gens de trois en trois ans ou autre semblable temps, & d'auoir sur eux coruees, en vseront ainsi qu'il est conuenu ou qu'ils ont accoustumé d'ancienneté. v.

De mesmes, les gens de condition aboumez à certaine taille par composition, conuenance, ou prescription suffisante en vseront selon lesdites compositions, conuenance, ou prescriptions. vi.

Les hommes & femmes de condition seruille sont de poursuite, qui est à dire qu'ils peuuent estre poursuis pour leur taille imposee, comme dessus est dit ou aboumee, quelque part qu'ils aillent demourer. vii.

Lesdits hommes & femmes serfs, taillables à volonté aboumez, questables ou corueables sont main-mortables, & au moyen de main-morte s'ils decedent sans hoirs communs, leur succession entierement de meubles & immeubles & autres especes de biens quelque part qu'ils soient, soit en terre main-mortable ou autre, compete & appartient à leur feigneur qui sen peut dire vestu & faisi: sinon par priuilege, conuention ou prescription suffisante, ils soient exempts de ladite main-morte. viii.

Si l'homme ou femme de condition seruille tenoit ancien heritage en terre main-mortable, chargee enuers autres de cens, rente ou autre charge sauf bourdelage, son feigneur luy succede en la maniere deuant-dite. Et est tenu dedans l'an & iour apres le trespas de fondit homme ou femme, vendre ledit heritage ou le mettre hors ses mains, & en main habille, autrement le feigneur de cens, rente ou autre charge, les pourra sans autre solennité mettre en ses mains pour en faire son profit. ix.

Entre gens de condition vn party tout est party, c'est à dire que s'il y a plusieurs gens de condition en vne communauté, & l'un se part d'icelle, par partage ou diuision de biens, tout le surplus quant aux feigneurs est réputé pour party en telle maniere, que si apres l'un d'eux decede sans hoirs communs, le feigneur luy succede comme dit est cy dessus, nonobstant que le surplus desdits communs par pacton expresse ait contracté communauté, si ce n'a esté fait du consentement

1. 9. Ergo mater communis rembens alij & ad eum residens non factio inuentario non se separat, sed manet communis ut prius: ergo filia mortuæ frater succedit nõ dominus: factio. S. 11. & quædam mater quedam abstulerit sans forme de partage tota communio durat. C. M.

tement dudit seigneur. x.

L'article precedent n'a lieu quand celuy qui se depart est d'autre seruitude ou de diuers liēt, comme si vne femme estant de la seruitude d'autre seigneur apres le deces de son mary se depart de la communauté, de mesmes si il y a des enfans de plusieurs liēts en vne mesme communauté, si en depart quelque vn de l'vn des liēts, le seigneur ne prendra son droit de main-morte sinon sur ceux du mesme liēt, & non sur ceux de l'autre & diuers liēt. xi.

Pareillement si la fille ayant droit acquis est mariee femme serue par ses personniers meubles pourtant audit cas, elle ne depart point ses personniers desquels elle depart. xii.

Aussi quand l'homme ou femme serfs constant leur mariage, separent l'vn ou aucuns de leurs enfans en le mariant ou autrement, & en demourent d'autres avec eux. Les separez & departis ne succedent en ladite communauté: mais seulement ceux qui y sont demourez. Et audit cas pour ledit departement, le seigneur ne peut pretendre toute la communauté estre departie. xiii.

Gens de condition sont reputez pour pattis à l'effect dessus déclaré, quand ils tiennent par an & iour feu & lieu à part, separement ou diuifement les vns des autres, & qu'ils ont departy pain & sel, posé qu'ils demeurent en & sous vn mesme tect ou maison, & qu'ils n'ayent fait autre partage de biens entre eux, & lesdits an & iour passez, ne peuuent demander partage les vns aux autres. xiiii.

Si l'enfant de ladite condition, va demourer hors de ladite maison de ses pere & mere, & tient feu & lieu hors compagnee d'iceux par an & iour, il perd le droit de la succession de sesdits pere & mere, autre chose est, si il estoit demourant autre part par seruice ou autre semblable occasion. xv.

Communauté de gens de ladite condition vne fois departie par les moyens deuant-dits, ne peut par eux estre rassemblée pour succeder les vns aux autres sans le consentement expres du seigneur. xvi.

Gens de condition, peuuent marier leurs filles franchement pere & mere viuans ou l'vn d'eux, meubles, portans hors la communauté sans retour, en telle maniere que ladite fille ainsi mariee & coniointe par mariage avec vn homme franc, elle demoure tousiours franche. Et si elle est à vn homme de condition, elle demoure serue au seigneur de son mary perpetuellement avec sa posterité & ligne, sauf & reserué es lieux esquels les seigneurs ne perdent ne gagnent, c'est à dire que lesdites filles ne se marient point franches, & aussi n'acquierent point lesdites filles ainsi mariees que dit est, qui en vserōt ainsi qu'ils ont accoustumé le temps passé. Et pourra ladite femme se retirer si elle veut, l'an apres le trespas de son mary, auquel cas elle demourera franche. xvii.

Gens de condition ne peuuent faire leurs enfans clerics, sans l'expres consentement de leurs seigneurs: & s'ils le font, lesdits clerics demourent serfs, sauf quant aux coruees, & a son recours le seigneur pour son interest alencontre desdites gens de condition clerics ou prestres, & autres qu'il appartiendra. xviii.

Par ladite coustume le franc acquiert & peut acquerir de serf, & le serf du franc. xix.

Si le serf vend ou aliene son mex & tenement serf à personne franche ou homme d'autre seruitude, le seigneur de la seruitude luy peut faire-faire commandement de le remettre hors de ses mains, & le remettre en main habille. Et si l'acquireur ne le fait dedans l'an & iour, les choses vendues sont acquises au seigneur, ipso facto, & en est saisi le seigneur, tellement qu'il peut apprehender la possession sans auctorité de iustice. Et pour les arerages de la taille, ledit seigneur pourra auoir recours par action personnelle contre l'acquireur ou par action hypothecaire sur ladite chose. xx.

La vesue d'vn homme serf, franche ou serue, demoure douee par douaire coustumier de la moitié des heritages de seruitude de son feu mary, & en est saisie, etiam contre le seigneur en payant la taille par serue dudit heritage & non autrement. Et est tenuë de bailler declaration & reconnoissance dudit heritage qu'elle tient en douaire, si elle en est requise par ledit seigneur, & si elle ne le fait dedans l'an, à compter du iour de ladite requisition, le seigneur pourra prendre & mettre en sa main ledit douaire pour en faire les fruits siens, iusques à ce que ladite douairiere ait baillé ladite declaration & ladite reconnoissance. xxi.

Gens de ladite condition sont receus en tesmoignage pour & contre le seigneur, sauf en en matiere criminelle contre leurdit seigneur. Et aussi contre leurdit seigneur en matiere de franchise pretendue par aucuns des hommes que ledit seigneur querelle estre ses serfs. xxii.

Couſtumes generales de Niuernois.

Si l'homme & femme ſont conioints par mariage, dont l'un eſt de condition ſeruite, & l'autre franc ſoit l'homme ou la femme, les enfans qui naiſtront dudit mariage ſont & demourent de la pire condition: c'eſt à ſçauoir ſeruite enuers le ſeigneur duquel meurt ladite ſeruitude, & eſt ce, la couſtume dudit pays par laquelle on dit que le mauuais emporte le bon. xxiii.

Et ſi leſdits mariez ſont tous deux ſerfs de diuerſes ſeigneuries, les enfans procreez deſdits mariages ſeront ſerfs deſdits ſeigneurs pro rata: C'eſt à ſçauoir ſi le pere eſt ſerf d'un ſeigneur & la mere d'un autre, l'enfant ſera ſerf de chacun deſdits ſeigneurs pro media. Et ſi le pere eſt ſerf de deux ſeigneurs, & la mere d'un autre, ledit enfant ſera ſerf au ſeigneur de ſon pere chacun pour vn quart, & au ſeigneur de ſa mere pour vne moitié. xxiiii.

Si l'un des conioints par mariage ſerf va de vie à trespas delaiffant l'autre ſon conioint, & ſes enfans communs, & apres leſdits enfans vont de vie à trespas communs avec le ſuruiuant deſdits pere & mere delaiffé ſeul, ſans autres communs, les meubles competent audit ſuruiuant hoir commun. Et l'heritage de ſeruitude appartiendra au ſeigneur dont il eſt mouuant, ou ſ'il y a diuers heritages mouuans de diuers ſeigneurs, l'heritage mouuât de chacun deſdits ſeigneurs luy appartiendra en ſon regard. xxv.

Par le decès de l'homme ou femme de ladite condition decedé ſans hoir commun, ſes meubles appartiennent à ſes ſeigneurs pour telle part que chacun auoit audit defunct: quant aux heritages ſerfs ils appartiennent au ſeigneur de ſeruitude dont ils meurent. Et ſemblablement les conqueſts mouuans de ſeruitude: mais tous autres heritages & conqueſts non eſtans de ſeruitude ſe partent entre leſdits ſeigneurs, pour telle part & portion que chacun auoit au decedé. xxvi.

Si l'homme ou femme de condition deuiennent francs par priuilege, manumiffion ou autrement leurs heritages mouuans de la ſeruitude, ipſo facto aduiennent à leur ſeigneur. Et en eſt faiſi, ſinon qu'autrement fuſt conuenu entre le ſeigneur & ſon homme. xxvii.

Si l'homme ou femme de condition vont demourer hors du lieu de leur ſeruitude, le ſeigneur peut de ſon auctorité prendre & mettre en ſa main leurs heritages de ladite ſeruitude, & appliquer les fruits à ſon profit, & ſ'ils demeurent trente ans dehors ſans retourner, leſdits heritages ſont acquis incommutablement audit ſeigneur, & neantmoins demeurent eux & leur poſterité à toujours pourſuyuables pour les tailles & autres droits, enſemble pour la mainmorte quelque part qu'ils ſ'absentent, comme dit eſt cy deſſus. xxviii.

Mais ſi leſdits homme & femme retournent dedans leſdits trente ans pour demourer en leurdit heritage ils le recouureront en payant les frais & reparations neceſſaires & arerages de leurs tailles, ſi payees ne les ont, leur deduiſant toutes-fois ce qui aura eſté leuë de leur heritage, les impenſes defalquees. xxix.

Si deux ou pluſieurs ſeigneurs ont pluſieurs hommes de condition communs entre eux, chacun d'eux peut pourſuyuir & prouocquer l'autre ou les autres à partage & diuiſion, & aura le choix celuy qui aura la plus grande part audit homme, & les heritages ſinon qu'à vn ſeul appartient la ſeruitude ſur la perſonne: auquel cas le ſeigneur de ladite perſonne ſera preferé quant audit choix. Et ſ'ils ſont par egalles porcions, ledit partage ſe fera par fort. xxx.

Ledit partage fait l'homme ou femme ſerf, ne tiendront plus l'heritage de ſeruitude mouuant du ſeigneur dont ils demourent ſerfs, ſinon que ce fuſt du conſentement du ſeigneur qui leur eſt aduenü par ledit partage. xxxi.

Gens de ladite condition peuuent marier leurs enfans par eſchange. Et ſ'ils ſont de meſme ſeruitude les enfans ainſi mariez au lieu où ils ſont mariez, ont droit & ſuccedent au lieu d'iceluy contre qui ils ſont eſchangez. Et ſ'ils ſont de diuerſes ſeruitudes, ils ne pourront acquerir droit és heritages qui ſont d'autre ſeruitude que celle dont ils partent quelque choſe qu'il ſoit conuenü, ſi ce n'eſt de l'expres conſentement du ſeigneur dont eſt mouuant ledit heritage: Mais bien ſuccedent en tous meubles indifferemment, & és conqueſts qui ne ſont de ſeruitude, par teſte ou pour telle portion qu'il eſt conuenü entre les parties. xxxii.

Par ordonnance de derniere volenté, gens de ladite condition, ne peuuent diſpoſer de leurs biens, que de la ſomme de ſoixante ſols tournois.

CHAPITRE 9. Couſtume locale du vaſſal de Lurcy en la chaſtellenie de Montenoſon en matiere de ſeruitude. Article premier.

SI d'un mariage d'entre deux mariez dont l'un eſt franc de quelque maniere de franchise, & l'autre ſerf ſoit du comté ou d'autre ſeigneurie, ſont procreez pluſieurs enfans, le premier deſdits

desdits enfans peut eslire la franchise ou la seruitude, le second demeure serf. Le tiers peut eslire comme le premier, le quart demeure serf. Et consequemment selon l'ordre susdit tant qu'il y aura enfans, sinon que le nombre ne fust egal ou pareil. Auquel cas le dernier aura semblable election que dessus. ii.

Par ladite coustume locale, s'il n'y a qu'un enfant dudit mariage, il pourra eslire celle des deux conditions que bon luy semblera. Et doit estre faite ladite election en iustice, appelé le seigneur ou le procureur. iii.

Lesdits enfans es cas susdits, ne sont par icelle coustume tenus faire ladite election iusques l'an reuolu, apres le deces de leurs pere & mere. iiii.

Et si lesdits enfans sont pupilles à l'heure du deces susdit, ils ne seront tenus d'eslire sinon les males à xv. ans parfaits, & les filles ou femelles à quatorze parfaits comme dit est. v.

Ladite election ne sert ausdits enfans, sinon en renonçant à tous les heritages mouuans de la seruitude de leursdits pere & mere, & aussi à leurs biens meubles & delaisans effectivement à leurs seigneurs lesdits meubles & heritages, lesquels ils seront tenus faire faire inuentaire par iustice incontinent apres le deces de leursdits pere & mere, Et lesdites election & renonciation faites s'il n'y a qu'un seul enfant & il choisisse la franchise, lesdits biens appartiendront audit seigneur, & s'ils sont plusieurs lesdits biens appartiendront à l'enfant ou enfans qui demoureront de la seruitude. vi.

Par ladite coustume lesdits enfant ou enfans, qui eslisent la franchise demourent bourgeois de monsieur le comte. Et sont tenus de payer à mondit seigneur le comte ou son chastellain de Montenoison à la saint Remy par chacun an douze deniers tournois de bourgeoysie, & y peuvent aduouër autre seigneur. vii.

Les hommes serfs par ladite coustume locale, peuuent à l'effect dessusdit, tenir leurs femmes franches en les aduouant bourgeoyses de mondit seigneur le comte. Et se doit ledit adueu faire en iustice, le seigneur de la seruitude ou son procureur appelé. viii.

Et festend ladite coustume en neuf parroisses seulement. A sçauoir Lurcy le bourg, Lurcy le chastel, Nolay, Pruneaulx, saint Bening des boys, Gyuredy, saint Martin de la bretonniere, sainte Marie de flaiolles, Et saint franchi en archieres.

C H A P I T R E I O .

Des maisons, murs, ruës, eschenez, esgouts, heritages aux champs, & seruitudes reelles.

Article premier.

EN maisons chacun est tenu de receuoir & soustenir sur le sien, son eauë par eschenez ou autres instrumens propres, sinon qu'il y eust mur commun & edifice prochain & contigu, auquel cas chacun se pourra aider de la moitié dudit mur pour y mettre son eschené propre, ou les deux communs pourront sur iceluy faire eschene commun pour porter & receuoir les eauës. ii.

En place vuyde de ville ou de champs, aucun n'acquiert droit ou possession de seruitude reelle d'esgouts, esuier, veuë, passage, ou autres semblables par quelque laps de temps que ce soit, s'il n'en a tiltre ou contradiction en laquelle il soit demouré par trente ans paisiblement. iii.

Si vne maison commune est tellement diuisee, que le bas soit à l'un & le haut soit à l'autre. Celuy à qui est le bas, est tenu de maintenir & soustenir ledit bas & le foulier d'iceluy. Et celuy à qui est le haut, est tenu de maintenir & soustenir ledit haut & la couuerture d'icelle maison. iiii.

Si le mur commun chet, tombe, ou est en danger de ruïne, les seigneurs dudit mur commun seront tenus le refaire à frais communs, sinon que ladite cheute ou danger de ruïne procedast de la faute ou coulpe de l'un, auquel cas celuy qui a fait la faute, ou qui est en coulpe, le doit refaire à ses despens. v.

Et audit cas & semblables, ou de la chose commune reparee & refaite, ne se peut prédre aucun fruit ou profit: le conseilneur qui requiert ledit mur ou chose commune estre refaite ou reparee peut sommer iudiciellement l'autre pour contribuer à la reparation de ladite chose commune. Et apres icelle au refus & delay dudit autre, faire ladite refection & reparation. Et si un an apres icelle faite & parfaite notification de ce, certification des frais de l'ouurage & sommation de payer ledit autre conseilneur ne rembourse à son personnier sa part desdits frais, le mur ou autre chose dessusdite entierement appartiendront audit personnier qui aura fait lesdites reparations. Et s'en pourra dire saisi & vestu. vi.

Et quant aux heritages communs desquels se peut prendre fruit & profit comme moulins,

DDDD

Couſtumes du pays de Niuernois

estangs, & autres ſemblables, celuy des perſonniers qui requerra leſdites choſes cōmunes eſtre miſes en nature & reparees, pourra ſommer iudiciairement ſon perſonnier d'y entendre & contribuer de ſa part. Et ſ'il eſt refusant ou deſayant, pourra faire les reparations, empoisonnemens & reſections neceſſaires. Et deux moys apres icelles parfaites, faire les fruits ſiens, & ſ'en dire faiſi iuſques à ce que ſon perſonnier l'ayt rembourſé, leſdits fruits au parauant ledit rembourſement perceus pour rien comptez. vii.

Si le perſonnier fait leſdites reparations, reſections ou empoisonnemens, ſans faire les ſommations & diligences deſſus declarees eſ deux articles prochains. L'autre perſonnier purgera ſa demeure, totiens quotiens. En payant actuellement ſa part deſdites reparations, & empoisonnemens, & recouuera ſa portion des fruits, ſ'il y en a, ſans diminution d'iceux. viii.

Le perſonnier ne peut faire au mur commun fenestre ou autre ouuerture ſur ſon voiſin. Et ſ'il le fait, il peut eſtre contredit par l'autre commun & perſonnier de la bouſcher à ſes deſpens. ix.

Si en mur propre & non commun eſt faite veuë, ouuerture, ou fenestre au prejudice du voiſin. Iceluy voiſin y peut pouruoir par baſtiment fait au contraire & par autres voyes de droit: ſinon qu'il y euſt tiltre au contraire ou contradiction, en laquelle le contredifant fuſt demouré paifiblement par trente ans. x.

En mur commun chacune des parties peut percer outre le mur pour y mettre & aſſeoir les pouſtres, ſoliues, & autres boys en reſermant les pertuys de bonne maſſonnerie ſuffiſante pour ſouſtenir ladite piece de boys, ſauf à l'endroit des cheminées & fours où l'on ne peut mettre aucun boys pour le danger du feu: mais en mur propre à autruy n'eſt loifible de faire ce que dit eſt. xi.

Entre vn four & le mur commun, ou d'autruy, doit auoir demy pied d'eſpace vuyde pour euitter le danger du feu ou chaleur. xii.

Si vn des perſonniers du mur commun a de ſon coſté la terre plus haute que l'autre, il eſt tenu de faire contremur commun de ſon coſté de la hauteur deſdites terres. xiii.

On ne peut faire retrait ou latrine contre mur d'autruy, ou contre mur commun, ſans y faire contremur de chaulx & ſable d'un pied d'eſpes. xiiii.

Vn mur eſt reputé moitoyen & commun, poſé qu'il n'y ayt contract, conuenance ou iouyſſance de ce, quand il y a audit mur, corbeaulx à droit ou fenestres. Et ſ'il y a corbeaulx renuerſez, c'eſt ſigne que ledit mur eſt commun, & que la partie du coſté de laquelle ils ſont renuerſez n'a payé ſa part de la construction dudit mur, parquoy auant qu'il ſ'en puiſſe ayder il doit payer à ſon perſonnier la moitié des frais raisonnables dudit mur. xv.

Tous manans & habitans ayans maiſons en villes, ſont tenus d'y faire construire & entretenir latrines ſi commodement faire ſe peut. Et à ce ſeront contraints par la iuſtice du lieu, par prinſe, vente & exploictation de leurs biens meubles ou immenbles, arreſts de rentes, deuoirs & louages, & penſions deſdites maiſons & appartenances, & autres manieres deuës & raisonnables. xvi.

Si aucun fait ou iette immundices ou ordures deuant la maiſon d'autruy, portes des villes, places, rues ou lieux vuydes de ladite ville. Pour la premiere fois il eſt amendable de trois ſols tournois. Pour la ſeconde & autre-fois arbitrio iudicis. xvii.

A rapport de iurez ou connoiſſans & experts en vn art fait par auctorité de iuſtice, parties preſentees ou appelees de ce qu'il giſt en leur dit art & industrie, foy eſt adiouſtee. Toutes-fois la partie contredifant eſt receuë à en requerir l'amendement. xviii.

Dedans les murs de la ville & cité de Neuers l'on ne peut nourrir pourceaux, truyes, boucs, cheures, cochons, cheureaux, & autres ſemblables beſtes, ſur peine d'amende. Et auſſi eſ villes de Clamecy, & Deſire. xix.

En grandes rues de ladite cité de Neuers & autres villes dudit pays, l'on ne peut tenir fumiers n'ordures plus haut d'un iour ſur peine d'amende. xx.

Toutes-fois ſi aucun baſtit eſdites grandes rues, les voiſins ſeront tenus luy preſter patience de tenir en icelle rue ſes immundices procedans de ſon dit baſtiment, durant le temps conuenable qui ſe arbitrera par le iuge ordinaire ſi debat y eſchet. Et apres ledit temps, ſera contraint de faire place nette & enuoyer leſdites immundices hors la ville eſ lieux ou lieu accouſtumez & non nuifibles. Et en cas de delay ou refus, il eſt amendable d'amende arbitraire. xxi.

Auſſi

Aussi és petites rues & estroites, chacun peut tenir son fumier par l'espace de huit iours, & ledit temps passé fil est sommé & apres refusant ou delayant comme dessus, il est amendable d'amende arbitraire. Et quant aux autres ordures aucun ne les peut mettre ou laisser en rue que ce soit esdites cité & villes sur peine d'amende arbitraire. xxii.

Desormais l'on ne pourra faire auances de bastimens sur les rues desdites cité & villes, n'esuiers, tuyaux de cuisine respondans sur les rues par le haut, sinon par le bas: Mais sera tenu vn chacun receuoir ses eauës & immundices chez luy, ou les faire porter hors & en lieu non nuyfible, le tout sur peine de l'amende comme dit est. xxiii.

Aussi desormais ne se pourront faire entrees de caues ou degrez aboutissans sur lesdites rues, sur telles peines que dessus. xxiiii.

Et quant aux auancemens de bastimens, esuiers, & tuyaux de cuyfine, entrees de caue, ou degrez aboutissans sur les rues desdites villes faits par cy deuant & d'ancienneté, ils ne pourront estre refaits ne reparez. Et quand ils cherront du tout, ils seront mis en l'estat dessus déclaré. xxv.

Il est permis à vn chacun d'embellir & reparer lesdites rues par bastimens & edifices: Mais non de les empirer par ruynes, demolitions ou autrement. xxvi.

Pour aller, venir, ne mener pasturer ses bestes en l'heritage d'autruy pour le temps qu'il n'est de garde & defense, aucun n'acquiert & ne peut acquerir droit ou possession que le seigneur ne le puisse labourer, cultiuer, & mettre en garde & defense quand bon luy semble, s'il n'y a tiltre ou possession suffisante avec payement de redevance au profit dudit seigneur propriétaire, ou s'il n'y a possession immemoriable sans tiltre ou payement de redevance, laquelle equipolle à tiltre.

C H A P. II.

Des champarts & parties.

Article premier.

CHacun peut labourer terres ou vignes d'autruy non labourées par le propriétaire sans autre requisition, en payant les droits des champarts ou partie selon la coustume & v'sance du lieu où est l'heritage assis, iusques à ce que par propriétaire luy soit defendu. ii.

Celuy qui laboure terre à champart, est tenu de mener & conduire à ses despens le champart en la grange ou maison du seigneur, pourueu qu'il n'excede demie lieuë, à la prendre de la situation dudit labourage, & pour champartir sera tenu appeler le seigneur. Et qui laboure vigne à partie, il n'est tenu que de laisser la partie du seigneur en la vigne, en signifiant audit seigneur la despoille. Et est le seigneur propriétaire tenu d'aller ou enuoyer querir ladite partie sur le lieu à ses despens. iii.

Pour labourer terres à champart & vignes à partie, l'on ne peut acquerir possession ne droit de propriété par prescription, par quelque laps de temps que ce soit.

C H A P. II.

12.

De dismes.

Article premier.

AV seigneur d'une dismerie lay ou ecclesiastique appartient la suyte de ses laboureurs quand ils vont labourer hors de sa dismerie en lieu suiuet à disme ou exempt d'iceluy. Et à cause de ladite suyte il prend demie disme, c'est à dire la moitié de ce qu'il prendroit pour sa disme si fondit laboureur auoit labouré chez luy. Et l'autre moitié du disme appartient au seigneur foncier, s'il n'y a procours ou droit d'aller labourer, qui s'acquiert par lettre ou prescription suffisante. ii.

Et pour auoir & obtenir ledit droit de suyte, est requis que les bœufs ou bestes dont le labourage a esté fait ayent esté yuernez l'yuer deuant precedant la recollection du disme en la dismerie dudit seigneur dismeur. Et suffit que lesdits bœufs ou bestes ayent esté yuernez en ladite dismerie, posé que le laboureur ait fait sa demourance hors d'icelle, en maniere que celuy où lesdits bœufs ou bestes ont esté yuernez, aura le droit de suyte, & non celuy où ledit laboureur aura demouré. iii.

Et sont reputez lesdits bœufs ou bestes auoir esté yuernez en vne dismerie, quād ils ont logé & ont esté leuans & couchans durant l'yuer, posé qu'ils ayent prins leur pasture autre part. iii.

Suyte de disme n'a point de lieu, si le laboureur laboure pour autruy à pris d'argent. v.

Les dismes de Rompeis appartiennent aux curez des parroisses, és fins desquelles sont situëz lesdits Rompeis, posé qu'ils ne soient dismeurs des lieux circonuoisins desdits Rompeis. Et quāt

Coutumes du pays de Niuernois

aux dîmes des ronteis ils n'appartiennent ausdits curez, sinon pour les trois premières années, si lesdits curez ne sont dîmeurs des lieux conuenas ausdits ronteis, si n'y a titres ou priuilege au contraire. vi.

Rompeis sont terres nouvellement cultiuées, esquelles n'y a apparence ou memoire de culture faite autres-fois. Et ronteis, sont terres qui de long temps n'ont esté labourées, & esquelles y a apparence ou memoire de culture ancienne. vii.

Gens laiz ne d'eglise de leurs patrimoines & seigneuries propres ne peuent posseder sans aultre canonique d'inféodation ny prescrire droit de dîme: Mais fils ont possédé ledit droit par temps immemorial, ladite inféodation est presuimée. Et en monstrant d'icelle possession immemoriable, & allegant icelle inféodation ils obtiennent possession & pertioirement ledit droit, tout ainsi que s'ils monstroient d'icelle inféodation. viii.

1. 8. Idem con
sue. blefensis. §.
63. sed est ge-
nerale in toto
regno, vt dixi
in cōsue. Paris.
§. 46. q. 4. nu.
16. cū seq. idē
etiā speciatim
consuet. Bitu-
risensis. tit. de
droits pre-
dianx. §. 16.
C. M.

Dîmes appartenans à gens laiz ou d'eglise, à cause de leurs patrimoines & seigneuries propres comme dit est, peuent estre vendus & alienez, tout ainsi que les autres choses prophanes, & de tels dîmes, la connoissance en appartient au seigneur haut iusticier du lieu où ils sont assis.

CHAPITRE 13.

De vignes.

Article premier.

L'On ne peut vendanger vignes estans en bannie auant l'ouuerture du ban, sur peine de sept sols six deniers tournois d'amende, & de confiscation de la vendange coupee, au profit du seigneur du ban, si n'y a priuilege au contraire. ii.

Vergiers & iardins cloz & ferméz estans hors vignobles, peuent estre vendangez quand il plaist au seigneur d'iceux, Et aussi les vergiers & iardins estans aux vignobles prochains & iognans des maisons auant l'ouuerture du ban sans danger d'amende & de confiscation. iii.

Le seigneur bannier a priuilege de vendanger ses vignes la veille de l'ouuerture du ban. iiij.

Le seigneur du ban doit faire appeler par cry public à certain iour par deuant luy & ses officiers & commis les suiets audit ban par l'aduis des comparans, desquels ou la plus grande & faite partie d'iceux il doit faire l'ouuerture dudit ban. Et si ne le fait & de ce est requis, chacun peut vendanger sans danger, si n'y a priuilege au contraire. v.

Celuy qui prend à faire vigne à partie ou autrement, est tenu de les tailler ou adresser en saison deuë. Et outre ce de les faire fouyr deuant le premier iour de May, biner deuant la Magdalaine, & rebiner deuant vendanges, si les saisons sont assez conuenables: & si n'a rebiné pour la cause suffisante auant vendanges, il doit recurer incontinent après vendanges. Et si faite y a en chacune desdites façons, le preneur sera tenu aux interets du seigneur d'icelle vigne.

CHAPITRE 14.

Des prez & reuiures.

Article premier.

PRÉ en prairie regulierement est abandonné pour pasturer toutes bestes, reserué pour ceux depuis que le foin est entierement dehors dudit pré, iusques à la nostre dame de Mars, sinon que le pré porte reuiure, auquel cas il peut estre gardé iusques à la saint Martin d'yuer inclusiuë. Et ledit iour passé est habandonné iusques à ladite feste de nostre dame en Mars. ii.

Et quant aux autres prez non estans en prairie, ils sont de garde & defense tant qu'il y a foin ou reuiure. Et apres lesdits foin & reuiure leuez, qui bousche il garde, c'est à dire si le seigneur dudit pré le bousche, son pré est de garde & de defense, autrement non. iii.

En prairie l'on ne peut de nouveau mettre pré en reuiure, sinon que le seigneur face vne maison audit pré & qu'il y tienne feu & lieu continuellement. Et si se depart de la demourance de ladite maison, ledit pré retourne à son premier estat. iiij.

On ne peut charroyer par prez en saison que ce soit, sinon pour enleuer le foin. Et qui fait le contraire durant ledit temps de la garde d'iceux, il est amendable enuers iustice de soixante sols tournois. Et en autre temps de vingt deniers tournois, excepté en la preuosté de Neuers, où il y a trois sols tournois. Et avec ce en tous les deux cas on est tenu aux dommages & interest de partie, & s'entend ce que dit est pourueu qu'edits prez n'y ait point de grand chemin d'ancienneté.

CHAPITRE 15.

Des prinfes de bestes.

Article premier.

Qui veut tenir en garde & defense heritages acoustumez d'estre gardez, il les doit tenir clos & bouchez, autremēt si bestes y sont prinfes, il n'en doit receuoir dommage, sinon qu'il y ait

y ait culture ou labourage. Et quant aux prez sera gardé ce qui est dit cy dessus en leur chapitre.

Le preneur des bestes en faisant dommage, ou ccluy qui les poursuit promptement & rencontre apres ledit dommage, il est creu par son serment de la prinse & suyte en montrant de sa diligence, & celuy à qui sont les bestes est creu du dommage, sinon que le demandeur voullist faire preuue, auquel cas il sera receu auant le serment.

Et aussi le sergent est creu par serment de la prinse des bestes qu'il dit auoir trouuees au dommage d'autrui dedans les fins & limites de la iustice de laquelle il est sergent, en declarant par luy la quantité & qualité des bestes qu'il dit auoir prinsees, l'heure & le lieu de la prinse, ensemble la façon & maniere du dommage, autrement à son rapport ne doit estre adiousté foy. Et encores en ce faisant comme dit est, la partie sera receuë à montrer du contraire, en declarant par elle promptement les moyens. Et aussi tel rapport ne peut seruir contre celuy à qui appartiennent lesdites bestes, qui auoit auant la prinse d'icelles pouuoir du seigneur de l'heritage, auquel elles ont esté trouuees, de les mener ou enuoyer audit heritage. Et aura ledit sergent pour son salaire de ladite prinse six deniers tournois seulement, que sera tenu payer le maistre desdites bestes.

Il est permis à vn chacun prendre en son dommage toutes manieres de bestes, & icelles garder vingt & quatre heures, & les peut rendre à partie sans peril d'amende: mais sil les garde plus de vingt quatre heures, il est amendable enuers iustice de soixante sols.

Quant aux prinsees de bestes en garennes, boys reuenans & autres boys de garde & defense, sera gardé ce que cy apres est déclaré au chapitre de boys & forests, buyffons & garennes, en plusieurs articles de ce faisans mention.

Si pourceaux sont trouuez fougeans en estangs vuydes & sont prins à bandon, il y a clameur pour le seigneur iusticier, & cinq sols tournois pour l'interest de partie pour chacun ayant pourceaux. Et s'il y a garde faite, il y a cinq sols tournois d'amende pour le seigneur iusticier, & quinze sols tournois pour l'interest du propriétaire de l'estang sur chacun ayant pourceaux.

Si le seigneur de l'heritage & le maistre des bestes prinsees sont d'accord dedans vingt-quatre heures, & lesdites bestes n'ayent esté rendues à iustice, il n'y a point de clameur pour le seigneur iusticier, hors-mis de bestes prinsees es vignes depuis la saint Laurens iusques à ce qu'elles soient vendangees, auquel cas le preneur sera tenu incontinent les rendre à iustice pour estre gardees, sçauoir si elles grumeront pour en faire selon qu'il est apres déclaré.

Aucun ne peut mener pourceaux en pré en quelque saison que ce soit en maniere qu'ils fougent, Et s'ils sont prins & trouuez à bandon sans garde & par eschapee en fougeant, l'amende est pour chacun ayans porcs de trois sols tournois. Et s'ils sont prins à garde faite fougeans au temps de defense, il y a soixante sols tournois d'amende. Et en autre temps y a sept sols six deniers tournois pour le seigneur iusticier sans l'interest de partie, qui est deu en tous les cas dessusdits.

Qui garde autres bestes en prez & bledz durant le temps qu'ils sont de garde par nuit, il est amendable arbitrairement, & si c'est par iour il y a soixante sols tournois d'amende. Et si c'est d'eschapee ou à bandon il y a xx. deniers tournois d'amende, & en tous lesdits cas est deu l'interest de partie, sauf es preuostez de Neuers, Marzy, & les Admoignes, où il y a trois sols tournois.

Si aucunes bestes sont prinsees en vignes, depuis la nostre dame de Mars, iusques à la saint Laurens & rendues à iustice, chacun ayans bestes prinsees sera amendable de vingt sols tournois au seigneur iusticier, & payera les interests de partie. Et si lesdites bestes sont prinsees depuis la saint Laurens iusques en vendanges inclusiue, l'on les doit garder separement & distinctement l'une de l'autre par vingt-quatre heures, & si elles grument dedans ledit temps, c'est à dire qu'il apparaisse par la fiente qu'il ayent mangé raisins, lesdites bestes sont confisquees à la iustice, & celuy à qui sont les bestes paye les dommages de partie. Et sur ladite confiscation prendra le preuost son amende de soixante sols tournois.

Et où lesdites bestes ne grument, celuy à qui elles appartiennent est amendable enuers iustice de trente sols tournois, & tenu aux dommages de ladite partie.

Si depuis vendanges iusques à la nostre dame de Mars, bestes sont prinsees esdites vignes, les maistres d'icelles pour chacune prinse sont amendables enuers iustice de trois sols tournois, & tenus au dommage de la partie comme dessus.

La iustice peut prendre ou faire prendre bestes en dommage d'autrui, & pour la prinse est deu

Couftumes du pays de Niuernois

vn clin à la iuftice qui eft de vingt deniers tournois, finon en la preuofté de Neuers, Marzy, & les Admoignes où il y a trois fols tournois.

CHAPITRE

16.

Des eauës, riuieres & eftangs.

Article premier.

ON ne peut tenir riuere en garenne & defenfe, ſ'il n'en y a tiltre ou preſcription ſuffiſante. ii.

L'on ne peut auoir vſage en riuere bannal d'autruy, ne droit petitoire ou poſſeſſoire par quelque laps de temps qu'on en ait iouy, ſans auoir tiltre ou payé redevance. iii.

Si aucun peſche en eauës ou riuieres bannaulx, ſans le congé du ſeigneur ou de ſon fermier, il y a amé de arbitraire, avec reſtitution du poiſſon pour chacune-fois. Et outre ſ'il eſt trouué prins en preſent meſſait avec ſes filiers & harnoys, il y a conſiſcation de naſſelles, filiers & harnoys avec ladite amende. Et ſil eſt trouué outre la troiſième-fois, il eſt puny comme de fur. Et ſ'il eſt trouué peſchant de nuit au feu ou nuit ou eſtangs, foſſez, foſſes, & croz, en heritages d'autruy defendus, & n'y a conuention au contraire, il ſera puny comme de fur. Et quant à ceux qui mettent chaux & autres appas, ils ſeront punis ſelon droit, les ordonnances du Roy, & ainſi qu'il appartient. iiii.

Le haut iuſticier peut edifier de nouuel vn eſtang en ſa iuſtice & dilater ſon eauë ſur les heritages aſſis en ſadite iuſtice, pourueu que la chauſſee ſoit en ſon fond & en ſadite iuſtice. Et en recompenſant preallablement & auât que poſer la bonde, ceux à qui les heritages qui ſeroient inundez appartiennent, d'autres heritages à l'equipolent de ſemblable qualité & valeur au dict de trois preudhommes dont les parties conuiendront. Il eſt loyſible à vn chacun faire eſtang en ſon heritage, & y aſſeoir bonde ou pilon, pourueu qu'il n'entreprene ſur le chemin, & ſur le droit d'autruy.

CHAPITRE

17.

Des boys & foreſt.

Article premier.

BOys ſont reputez & preſumez garennes quand ils ont clapiers, foſſes d'ancienneté, ou ancienne denomination de garenne. ii.

Boys, buyſſons & chaulme de garenne ſont de garde & defenſe en toutes faiſons de l'an. Et n'eſt permis à aucun d'y aller ou enuoyer paſcager ou autrement en vſer en iour de l'an ſans l'expres conſentement du ſeigneur. Et qui fait le contraire à garde faite ſoit de iour ou de nuit, il eſt amendable de ſoixante fols tournoys enuers le ſeigneur iuſticier, & enuers le ſeigneur foncier en deux fols tournoys pour chacune beſte. Et ſi leſdites beſtes ſont prinſes à bandon en ladite garenne ſans garde faite, chacun ayant beſtes, doit au ſeigneur haut iuſticier vingt deniers tournoys pour la clameur. Et au ſeigneur foncier ſon dommage tel qu'il ſera eſtimé, ſauf en la preuofté de Neuers, où il y a trois fols tournoys pour le ſeigneur iuſticier. iii.

Audit pays y a autres boys appelez de garde, qui ne ſont cloz ny foſſoyez, & portent paifſon & ont accouſtumé eſtre vendus par le ſeigneur. iiii.

Eſdits boys de garde ceux de la iuſtice où leſdits boys ſont aſſis & autres qui ont droit de paſturage & paſcage peuuent enuoyer paſturer leurs beſtes de toutes manieres en toutes faiſons de l'an ſans peril d'amende, ſinon depuis la cloſture deſdits boys iuſques à l'ouuerture d'iceux, auquel temps leſdits boys ſont de garde & defenſe. v.

Le temps de la cloſture commence le iour & feſte ſainct Michel, & dure iuſques à la purification noſtre dame, ſauf en d'aucuns lieux où l'ouuerture & cloſture deſdits boys a accouſtumé d'eſtre plus auancee & retardee. vi.

Si aucunes beſtes ſont prinſes eſdits boys pendant le temps de paifſon, garde & defenſe ſoit par iour ou nuit & à garde faite, Les maîtres deſdites beſtes ſont amendables enuers le ſeigneur iuſticier de ſoixante fols tournoys. Et enuers partie de douze deniers pour chacune beſte. Et ſi leſdites beſtes y ſont prinſes par eſchapee ou à bandon, chacun maître deſdites beſtes ſera amendable enuers le ſeigneur iuſticier de vingt deniers tournoys pour chacune prinſe & pour teſt. Et en la preuofté de Neuers de trois fols tournoys, au cas qu'elles ſeront rendues à iuſtice & non autrement. Et le ſeigneur foncier aura pour chacune beſte ſix deniers tournoys pour ſon intereſt & dommage. vii.

En boys de coupe & de vendue, aucun ne peut mener ou enuoyer ſes beſtes broutans, paſturer ne paſcager quelque vſage qu'il aye, iuſques à quatre ans apres la coupe. Et ſil fait le contraire chacun ayât beſtes prinſes à garde faite, ſoit par iour ou nuit eſt amendable enuers le ſeigneur

seigneur iusticier de lx. sols tournois, Et pour eschappée ou bâdon de sept sols six deniers tournois, sauf la preuosté de Neuers, où il n'y a que trois sols tournois. Et enuers le seigneur foncier chascun deldits maistres en ses interets & dommages. viii.

Si le seigneur propriétaire d'un boys de coupe le veut tenir en sa garde & deffense pour l'exploiter, vendre le glan & païsson d'icelluy, il le pourra faire apres vingt ans passez, à cōpter du temps de la coupe d'icelluy, en le notifiant & faisant à scauoir par cry public & affixes aux lieux accoustumez de la iustice où lesdits boys seront assiz, à tous ceux qui ont accoustumé d'y auoir vaine pasture à ce qu'ils se gardent d'y plus mener ou enuoyer leurs bestes pasturer en la saison de païsson, garde & deffense. ix.

Pour venir ou aller, mener ou enuoyer bestes, couper, prendre boys n'autrement exploiter en boys & buyssons d'autruy. Aucun n'acquiert esdites choses droit petitoire ou possessoire de seruitude, ou vsage, si n'y a tiltre ou possession avec paiement de redeuâce au proufit du seigneur propriétaire, laquelle possession avec ledit paiement seruira au possesseur: mais quāt au petitoire avec ledit paiement, est requise prescription suffisante. x.

Toutes fois iouyssance dudit droit de seruitude ou vsage par temps immemorial, etiam sans tiltre ou paiement de redeuance equipolle à tiltre & vaut en petitoire & possessoire. xi.

Vsage de boys regulierement est tel, que l'vsager peut prendre boys mort & mort boys en son espede de boys, pour se chauffer & pour les autres necessitez. Si ledit vsage n'est amplié ou limité par tiltre ou prescription suffisante au contraire. xii.

Mort boys est tenu & réputé boys non portant fruit. Et boys mort est boys cheut, abbatu ou sec debout, qui ne peut seruir qu'à bruller. xiii.

Vsagers ayans droit de prendre boys pour bastir ne le peuuent prendre sans soy adresser au seigneur foncier, son forestier ou commis, pour venir marquer & deliurer au lieu moins dommageable dudit boys vsager que faire se pourra. Et si lesdits vsagers prennent boys à bastir autrement, ils sont amendables enuers le seigneur foncier, posé qu'il n'ayt iustice pour la premiere fois, de trente sols tournois. Pour la seconde fois, arbitrairement. Et pour la tierce perdront leurs vsages. xiiii.

Et si lesdits vsagers requierent la marque & deliurance audit seigneur ou son forestier ou commis, & il en est refusant ou delayant, ils le pourront sommer en iustice ou par deuant notaires, Et ce fait huit iours apres pourront vser de leurs vsages franchement sans peril d'amende. xv.

Vsagers de quelque qualité qu'ils soyent ne peuuent vendre boys, herbe ou autre chose quelconque croissant ou estant en l'heritage dont ils sont vsagers, ne prendre ne mener bestes d'autruy avec les leurs pour vser de semblable droit qu'ils ont, n'autrement abuser de leurs vsages: mais leur est seulement permis de prendre lesdites choses pour leurs vsages, & en vser cōme bons peres de famille. Et si font le contraire, ils seront punis arbitrairement selon l'exigence du cas. xvi.

Ceux qui sont trouuez chassans en garennes ou conninieres, sont punissables comme larrons. xvii.

En boys appartenant à autruy en pleine propriété, il n'est loysible à aucun d'y cueillir, abbatre, prendre ou amasser glan, seines, pommes ou autres fruits, sans le congé ou consentement expres du seigneur foncier, sur peine la premiere fois de vingt sols tournois d'amende, qui se partiront entre le seigneur de la iustice & ledit seigneur foncier. Pour la seconde fois sur peine de soixante sols tournois qui se partiront comme dessus. Et pour la tierce sur peine d'estre puny comme larron, avec dommages & interets dudit seigneur foncier, si n'y a priuilege au contraire. xviii.

En boys vsagers est obseruee semblable peine & punitiō que dessus. Et outre ce est reserué aux vsagers action & poursuyte pour leurs interets & dommages si n'y a priuilege comme dessus. xix.

Quand les vsagers ont droit de mettre leurs pourceaux pascager en temps de païsson & de garde, ils ne peuuent mettre autres pourceaux que de leur nourriture, & de l'age mars: qui est à dire ceux qui estoient à eux, amendables enuers le seigneur iusticier de lx. sols tournois, & tenus aux dommages & interets du seigneur foncier ou propriétaire dudit boys pour chascune fois, si n'y a conuenance au contraire. xx.

Le seigneur propriétaire & foncier peut enquerir & faire enquerir par auctorité de iustice enuiron le temps de l'ouuerture de son boys quel nombre de pourceaux de la cōdition sus de-

Couſtumes du pays de Niuernois.

declaree à chaſcun vſager ayant tel droit que deſſus, à ce que leſdits vſagers n'excedent en nombre ou autrement à ſon preiudice. xxi.

Le ſeigneur propriétaire peut vèdre la paifſon de ſon boys vſager en la maniere ſuſdite, à la charge dudit vſage.

CHAPITRE 18.

De fours, moulins & bans d'iceux.

Article premier.

Pour acquerir bannie de four ou moulin, eſt beſoin d'auoir titre, ou apres prohibition & contradiction: paifible poſſeſſion de trente ans contre les laiz, Et de quarante ans contre les eglieſes. Et pour aller cuire ou moudre par aifance, voiſinage ou pure & libere faculté ne ſ'acquiert aucun droit de bannie ſur celluy qui eſt allé par la maniere deuant dite, ou iam par temps centenaire & immemorial. ii.

Les ſuiets de la bannie ne ſe peuuent exempter d'aller cuire ou moudre au moulin ou four bannaux par poſſeſſion d'auoir moulu & cuit autre part, ſi ladite poſſeſſion n'eſtoit continuee & paifible par trente ans apres la contradiction contre gens laiz. Et quarante ans contre l'eglise. iii.

Suiets à bannie de four ſont ſuiets de venir cuire tout leur pain, & ſuiets à bannie de moulin ſont tenus d'y venir moudre tout leur bled deſtiné à manger, & ſ'ils vont autre part cuire ou moudre, leurs pains & farines ſont conſiſquez, ipſo facto au ſeigneur bannier. Et les peut ledit ſeigneur faire prendre de ſon auctorité où il les trouuera, & avec ce ſont amendables emers ledit ſeigneur bannier de ſept ſols ſix deniers tournois pour chaſcune fois. iiii.

Et ſ'entend ce que dit eſt, quant au pain & bled que le ſuiet à la bannie mange ou veut manger es fins de ladite bannie: car ledit ſuiet peut faire emporter de ſon bled hors deſdites limites pour ſa deſpence en autres lieux, ou pour vendre autre part, ſoit en pain, farine ou en bled. v.

Es fins & metes de la bannie du four ou moulin, aucun ne peut faire ou conſtruire four ou moulin, ſans le conſentement du ſeigneur bannier. Lequel où il n'y aura conſenty peut faire abatre de ſon auctorité leſdits four ou moulin, hors mis qu'on pourra auoir vn four iuſques à vn boiſſeau meſure de Neuers, auquel on ne pourra cuire pain, ſinon goueres, paſtez & autres fricauderies. vi.

Droit de moulage eſt tel, que quand on baille au mouſnier vn boiſſeau rez de blé, il en doit rendre vn comble de farine, bien & conuenablement moulu, outre le droit de mouture. vii.

Les mouſniers peuuent faire meſurer en leurs preſences les bleds qui leur ſont portez à moudre, ou autrement ils ſeront tenus de rendre tel nombre de bled, ſelon ce qui eſt dit cy deſſus, que ceux qui l'auront porté affermeront ſ'ils ſont gens de bonne renommee, & à ce ſeront contraints leſdits mouſniers par detention de leurs beſtes & autres leurs biens. viii.

Le mouſnier du moulin bannier eſt tenu de rendre la farine moulue bien & conuenablement dedans xxiiii. heures, autrement le ſuiet pourra prendre ſon bled, & le mener moudre ailleurs ſans peril d'amende. ix.

Le ſeigneur bannier eſt tenu de tenir ſon moulin en point, rond & bien cloz ſur peine d'amende arbitraire. x.

Et quant au four bannier, le fournier eſt tenu de cuire ſi ſouuēt que les ſuiets au ban peuſſent cuire leurs pains & paſtes. Et ſ'il ne le fait, il eſt tenu aux intereſts deſdits ſuiets dont ils ſeront creuz, & ſeront comme cy deſſous ſera dit en cas ſemblable. xi.

Et ſi les moulin ou four bannier ſont rompuz, ou n'eſtoient en eſtat de moudre ou cuire par quelque moyē que ce ſoit, parquoy fuſt notoire que le bled ne pourroit eſtre moulu, ne le pain cuit dedans le temps ſuſdit, le ſuiet peut porter ſon pain cuire ou prendre ſon bled, & le faire moudre où bon luy ſemblera ſans peril d'amende. xii.

Leſdits moulin ou four mis en eſtat deu, le ſeigneur bannier eſt tenu de le faire denocer au proſne de la meſſe parrochiale ou à cry public, au lieu où les proclamatiōs de la iuſtice ont accouſtumé d'eſtre faites, apres laquelle denonciation les ſuiets au ban ſont tenus de venir moudre ou cuire eſdits moulin & four, & ſur peine comme deſſus. xiii.

Le moulant ou cuyſant en four ou moulin eſt creu par ſon ſerment à l'encontre du mouſnier, fourniers ou fermiers de fours & moulins de ſon dommage, iuſques à cinq ſols tournois, ſ'il eſt de bonne renommee, pourueu qu'il vienne dedans le iour apres ledit dommage fait. Et ſ'il vouloit prouuer plus ample dommage, il y ſera receu. Et le mouſnier & fermier à prouuer le

le contraire.

xiiii.

Si le moulin bannal n'est propre à faire farine à pain blanc, déclaration preallablement faite par la iustice du lieu, le boulenger public pourra aller moudre ailleurs, car le bien public qui est preferé au particulier l'excuse.

xv.

Qui achete bled hors des limites du moulin ou four bannal, & le porte dedans icelles limites pour manger ou faire manger, il est tenu de moudre & cuire esdits four ou moulin, s'il n'y a tiltre ou prescription au contraire.

C H A P I T R E 19.

*Des coulombiers.**Article premier.*

On ne peut faire n'edifier coulombier en pied & en fond de terre de nouuel, en iustice d'autrui, sans licence du seigneur iusticier. Mais lon peut faire coulombier sur solier sans congé de iustice.

C H A P I T R E 20.

*Des baux & accenses.**Article premier.*

Les metteurs & encherisseurs de fermes, & accenses auxquels elles ont esté estrouffees & deliurees, sont tenus de bailler caution suffisante pour le payement de leursdites fermes dedans quatre iours apres l'estrouffe à eux faite. Et sont tenus lesdits preneurs & pleiges au payement desdites fermes chascun seul & pour le tout par prinse de corps & de biens sans y observer ordre de discution ne benefice de diuision, posé qu'il ne soit cōuenu. Et lesdits quatre iours passez, sont contraints lesdits principaux preneurs à fournir leursdits pleiges par prinse & detention de leurs personnes.

ii.

Et neantmoins audit cas peut le seigneur de la chose affermee faire recrier sa ferme, & la bailler au plus offrant & dernier encherisseur aux perils & fortunes dudit preneur, qui n'auroit baillé pleige en la maniere deuantdite.

iii.

Ladite estrouffe faite il n'y a que trois iours de tiercement & autres trois iours apres pour le doublement, chascun desquels trois iours passez lon n'est plus receu à tiercer & doubler respectiue.

iiii.

Et se mettent lesdits tiercement & doublement sur la premiere mise. C'est à dire que si la premiere mise est de dix liures, le tiercement sera de cent sols, & le doublement de dix liures. Et de plus plus, & de moins moins.

v.

Et apres lesdits six iours pour tiercement & doublement passez ceux qui ont fait mises & non autres, sont receuz dedans xxiiii. heures apres encherir lesdites fermes d'un sol pour liure, qui se prend sur toute la somme tant des premieres mises que des tiers & doubles, si plusieurs y en a sus la premiere mise. Et est tenue ladite ferme pour estrouffee au dernier metteur s'il n'y a aucun encherisseur d'un sol pour liure, ou s'il y a, & que ladite mise & enchere cesse.

vi.

Tous metteurs & encherisseurs se peuuent departir de leurs mises & encheres, tiercemés, doublemens & du sol pour liure, & y renoncer es mains d'icelluy qui reçoit les encheres dedas deux heures apres la mise par eux faite en payant contant leur derniere mise que lon appelle folle enchere, & faisant par eux sçauoir au dernier precedant metteur parlant à sa personne ou domicile, en quoy faisant & non autrement, lesdits metteurs & encherisseurs demourēt quittes, & demeure chargé & obligé ledit dernier precedant metteur de la mise en la forme & maniere, Et par semblable contrainte que celluy qui s'est departy.

vii.

Et est loisible audit dernier precedant metteur dedans semblable temps de deux heures apres ladite notification à luy faite faire le semblable & selon la forme que dessus. Et aussi aux autres precedans metteurs par ordre, & se tienne prest chascun des metteurs si bon luy semble pour aller veoir au greffe si son subsequēt aura renoncé, car ladite renonciatio faite audit greffe, le precedant est obligé à ladite ferme comme est dit cy dessus du dernier encherisseur.

viii.

Ce que dit est cy dessus s'entend si le seigneur & preneurs ne conuenoient autrement, car permis leur est de faire esdits baux & fermes telles conuenances, & y apposer telles cōditions que bon leur semblera.

C H A P I T R E 21.

*Des croists & chapels de bestes.**Article premier.*

Toutes manieres de bestes se peuuent bailler à croists & chapel, ledit chapel estimé par le bail pour tel pris qu'il sera conuenu entre les parties.

ii.

Costumes du pays de Niernois. 1

Le cōtract de chaptel est de telle nature que le bailleur baille & fournit le bestial, & le preneur le prend en garde & en sa charge pour le nourrir, traiter, garder & gouverner à ses despēs comme il fait ou deutoit faire le sien propre. iii.

Et doit ledit preneur telle garde audit bestial que sil se meurt, perd ou deperit par ses dol, faute ou coulpe, le dommage se prend sur luy: mais si c'estoit par fortune ou inconuenient non preueuz ou que ne se pourroient preuoir, il n'en sera tenu, mais est le peril ou perte commun. iiii.

Aussi est le peril dudit bestial commun regulierement, entre lesdits preneur & bailleur tout ainsi que le croist & proufit qui en procede, sauf les gresses, labours, laitages de bestes qui appartient aux preneurs hors mis en mestayries, dont sera vsé comme lon a accoustumé, ou qu'il sera conuenu. v.

En maniere que le preneur qui peut affranchir & acquitter ledit chaptel en payant entierement le pris auquel est estimé ledit chaptel auant icelluy entierement payé & ledit chaptel affranchy, est commun avec ledit bailleur en perte & proufit, se peut faire le payement dudit pris par ledit preneur à vne fois, deux ou plusieurs. vi.

Et ledit chaptel par ledit preneur entierement affranchy ou le pris d'icelluy par payé le bestial dudit chaptel, ensemble tout le croist sont communs entre lesdites parties. Et en consequence sont communs les dommage & proufit. vii.

Si le bailleur prend vne beste dudit chaptel pour ses affaires, elle est estimee & appreeciee entre les parties. Et est compté le pris à la diminution du pris dudit chaptel, sinon que le preneur en print vne autre de semblable pris. Auquel cas pourtant ledit chaptel ne diminuera, par ce qui se fait entre eux compensation qui sera faite par le consentement des deux parties. viii.

Et si ladite compensation n'est egale d'une part & d'autre, si c'est de la part du bailleur qui aura plus pris audit cas, il comptera ledit plus sur ledit pris de chaptel en le diminuât. Et si c'est de la part du preneur, il croistra le pris de sondit chaptel. ix.

Le bailleur peut exiger, demander compte & exhibition de son bestial, & icelluy priser vne fois l'an depuis le x. iour deuant la natiuité saint Jean Baptiste iusques audit iour exclus, & en autre temps. Et le preneur peut en cas pareil requerir ledit bestial estre visité, & icelluy priser depuis le x. iour deuant la saint Martin d'yuer iusques audit iour exclus, si n'y a conuenance au cōtraire. Toutesfois si ledit preneur traite mal lesdites bestes, le bailleur les peut exiger toutesfois qu'il y trouuera faute sans forme de iustice, sauf toutesfois au preneur de repeter ses interests où ledit bailleur aura exigué à tort en autre temps que le coustumier. x.

Après que le bailleur aura exigué & prisé lesdites bestes le preneur present ou appellé icelluy preneur a dix iours par la costume, pour à son choix retenir lesdites bestes pour le pris que ledit bailleur les a prisees en exigeant ou pour les laisser audit bailleur pour ledit pris: & si ledit preneur se arreste par son choix à les retenir, il sera tenu de bailler pleige dudit pris obligé cōme principal debteur avec renonciation d'ordre de discution & benefice de diuision, en payât ladite somme dedans lesdits iours, autrement ledit seigneur pourra prendre & emmener ledit bestial pour le pris qu'il est prisé. xi.

Et quand le preneur a prisé lesdites bestes au temps qu'il luy est permis, le bailleur a semblable temps & choix que dessus pour les retenir ou les laisser. xii.

Et en chascun des cas susdits pendant ledit temps de dix iours, le preneur est tenu d'alimenter, garder & nourrir lesdites bestes comme dessus. xiii.

Si par lesdits bailleur & preneur selon que dessus lesdites bestes sont moins prisees que par le bail à chaptel, les parties sont tenues communemēt & par moytié au dommage & deterioration dudit bestial. xiiii.

Après ce que le pris dudit chaptel est payé par le preneur, & ledit chaptel est affranchy, & lesdits bailleur & preneur sont communs en tout le bestial & croist d'icelluy, le preneur est tenu de nourrir, garder & entretenir lesdites bestes, & ne peuuent icelles parties exiger & priser, sinon comme dessus est déclaré. xv.

Et sil y a autres conuenances que les dessusdites accordees ou obseruees entre les parties par lesquelles il ayt inequalité de proufit & dommage, mesmement quand il y a exaction d'autre proufit que les dessus declarez, lesdites conuenances sont dés à present pour lors cēsees & reputees illicites & vsuraires, & les bailleurs qui les accorderont ou en vserōt seront punis cōme vsuriers. xvi.

Si auant le chaptel payé le preneur vend ou aliene, ou souffre vendre ou aliener par execution tion

tion ou autrement par iustice ledit bail sans instance & en aduertir le bailleur ou ses ayans cause, ledit bailleur soit apres ou auant la deliurance dudit bestial ainsi vendu le pourra fuyure, & icelluy faire arrester ou empescher pour le vendiquer, qui luy sera rendu en monstrât vallablement par contract du bail, ou par tesmoings qu'il luy appartient. Et en monstrant prôptement dudit contract de bail en forme probante, sera & deura estre ledit bestial baillé audit seigneur bailleur par prouision, pendant le debat & proces, en baillant caution fideiussore par deuant le iuge dudit debat. Et au cas que ledit seigneur bailleur obtienne, il ne sera tenu aux fraiz & pastures dudit bestial, que depuis le temps de ladite deliurance iusques au temps dudit arrest ou empeschement, le recours pour ledit bestial au pris d'icelluy, ensemble des despens, dommages & interests, fraiz & pastures dudit bestial, reserué audit acheteur contre son vendeur, soit premier, second ou autre.

C H A P I T R E 22.

Des communautéz & associations.

Article premier.

Communauté de biens ne se contracte raisiblement entre gens demourans ensemble par quelque temps que ce soit, fil n'y a conuention expresse. ii.

Mais deux freres maieurs de vingt ans estâs hors de puissance de pere, qui ont demouré ensemble par an & iour tenans leurs biens par ensemble, & faisans communication de gains, il y a communauté raisible entre eux contractee. iii.

En communauté de biens expresse ou raisible, les meubles faits par auant, & durant icelle les conquests faits aussi durant icelle sont comprins & communs entre les personniers. iiii.

Les enfans males de quatorze ans & femelles de douze parfaits & accomplis apres le trespas de leur pere & mere ayans biens meslez avec le suruiuant, acquierent par an & iour communauté avec le pere ou mere suruiuant, & leurs communs personniers en meubles faits, meubles & conquests à faire durant la communauté, fil n'y a contradiction d'une partie ou d'autre au contraire. Et s'ils ne sont aagez de l'aage susdit ils n'acquierent point de communauté, aussi lon n'en acquiert point sur eux. Et pour faire ladite contradiction doyuët lesdits pere ou mere faire pourueoir à leurs enfans pupilles de tuteurs, & aux puberes de curateurs quât à ce seulement, avec lesquels tuteurs ou curateurs se fera inuentaire & appreciation des biens de ladite communauté ensemble l'acte de ladite cōtradition. Et icelle faite le pouuoir desdits tuteurs ou curateurs demeure extaint, sans ce qu'ils soyent chargez aucunemēt desdits biens, qui toujours doyuent demourer par deuers lesdits pere ou mere & en respondre. v.

Le chef d'une communauté peut sans procuracion de ses communs agir & estre conuenu pour le fait de la communauté, en actions personnelles & possessoires. vi.

Bastiment fait en conquests de la communauté est commun entre les personniers. Mais fil est fait en l'heritage ancien de l'un desdits communs, il luy est propre comme ledit heritage à la charge de rembourser par le seigneur dudit heritage ses personniers, pro rata, de la velleur dudit bastiment, qui sera estimé lors de la dissolution de la cōmunauté. Toutesfois si ledit heritage est seulement reparé, ladite reparation appartient au personnier à qui il est sans charge de remboursement. Et n'aura lieu ladite coustume entre gens mariez entre lesquels lesdits edifices ne sont suiets à remboursement. vii.

Si durant la communauté est acquis vn heritage mouuant de l'estoc & branche d'un des communs, ledit heritage luy appartient, & en est faisy apres remboursement par luy fait à ses compersonniers comme dessus, qu'il est tenu de faire dedans vn an apres la dissolution de ladite communauté, iusques auquel remboursement les fruits appartiennent à ladite communauté. Et ledit an passé ledit commun n'est plus receu à faire ledit remboursement, & dudit remboursement ainsi fait, n'en sera deu aucun profit aux seigneurs feodaux ou censiers desquels lesdits heritages seront tenus. viii.

Bail à rente ou autre charge fait à parent qui pourroit venir à la successiō du bailleur si le cas escheoit lors dudit bail point n'est reputé acquest, pourquoy les cōmuns n'y peuuēt riens prendre, toutesfois quand il y a entrage ou deniers baillez, le preneur de ladite chose sera tenu de rembourser pro rata lesdits communs desdits entrages ou deniers baillez. ix.

Meubles qui escheent par succession pendant la communauté, sont communs entre les personniers. Mais les heritages qui aduiennent par succession appartiennent à celluy à qui ils aduiennent, fil n'y a conuenance au contraire. x.

L'heritage prins à rente ou autre charge perpetuelle ou rachetable par l'un des communs

r. 4. Quod sequitur in isto artic. est additum de noua consuetudine seu moderacione, sed ante hanc ultimam redactionem facta anno 1534. sufficiebat simplex contradictio vel declaratio minus formalis, & ita videtur probatum per sex turbas testium factas anno sequenti milleesimo quodrageesimo quinto, pars tamen aduersa iactabat eandem turbas contrarias. C.M.

Coutumes du pays de Nivernois.

d'autres personnes qui ne sont de son estoc & branche, est commun entre les personniers. xi.

Si l'un des personniers vend ou hypothecque son propre heritage & puis le recouure le tout durant ladite communauté, pourtant ne sera ledit heritage racheté réputé comme conquest, & n'y gist aucun remboursement. xii.

Si acquest fait à rachat par l'un des personniers avant ou pendant la communauté est racheté pendant icelle, les deniers procedans dudit rachat sont communs, & de mesme si l'acquest est fait à rachat comme dit est par l'un desdits communs pendant ladite communauté, & ledit rachat se fait apres la communauté dissoluë, car etiam audit cas les deniers sont communs entre les communs viuans & les heritiers du decédé. xiii.

Autre chose est des heritages acquis par l'un des communs parauant la communauté à la charge de rachat, qui sont rachetez la communauté dissoluë. Car audit cas les deniers appartiennent à l'acquireur ou lesdits heritiers. xiiii.

Celuy des ayans aucune chose indiuisee ou commune qui en vse ou s'en sert n'est tenu d'en faire proufit à l'autre, sinon qu'il fust sommé de ce ou diuiser, auquel cas apres la sommation de l'un ou de l'autre il y sera tenu.

C H A P I T R E 23.

Des droits appartenans à gens mariez.

Article premier.

Femme mariee apres le contract de mariage par parole de present & solennization en face de l'eglise, est & demoure du tout en la puissance de son mary. Et du tout hors de celle de son pere, & ne peut faire contraux & dispositions entre vifs de ses biens par disposition de testament, ordonnance de derniere volonté, n'autrement, n'y estre en iugement, sans auctorité de sondit mary, sinon qu'elle fust marchande publique, ou fist autre negociation sondit mary sachant, auquel cas pour le fait de sa marchandise seulement elle peut contracter, soy obliger, conuenir, & estre conuenue. Et desdits contraux & procedures est tenu sondit mary, ou sinon que le mary fust refusant de luy bailler auctorité, auquel cas elle aura recours à iustice pour l'auctoriser. ii.

Homme & femme conioints par mariage sont communs sans autre conuenance incontinent apres la consommation dudit mariage en tous meubles, faits, debtes & credits. Et aussi en conquests faits par eux ensemblez, & l'un d'eux constant leur mariage, en maniere que si l'un desdits mariez decede, lesdits meubles, debtes, credits & conquests, se partent par moytié entre le suruiuant & les heritiers du decédé. Et se peut ledit suruiuant dire faisly de la moytié desdits meubles, credits, & conquest, sans autre apprehension de fait, s'il n'y a paction ou conuenance au contraire. iii.

Le mary pendant le mariage peut disposer à son plaisir par contraux entre vifs, sans le consentement de sa femme desdits meubles, credits & conquests, mais par testament ou ordonnance ayant trait à la mort, ledit mary ne peut disposer au preiudice de sadite femme esdits meubles, credits & conquests sans l'expres consentement d'icelle. Et la disposition faite au contraire, est nulle. iiii.

De mesmes n'est permis audit mary de disposer entre vifs ne par disposition de derniere volonté du douaire, assignaux propres & heritage de sadite femme sans son expres consentement. Et la disposition desdits propres pendant ledit mariage faite au contraire, est nulle. v.

Constant le mariage, Le mary sans procuracion de sa femme peut en son nom & au nom de sadite femme conuenir & estre conuenus actions & remedes possessoires & personnels appartenans à & contre sadite femme. Et si le mary est negligent de poursuyuir lesdits droits personnels & possessoires, de sadite femme, elle les pourra poursuyuir de l'auctorité de sondit mary. Et au reffus de l'auctoriser, sera & pourra estre auctorisee par iustice. vi.

Et quant aux droits reuls ladite femme les peut poursuyuir de l'auctorité de sondit mary, sans autre negligence dudit mary precedente. Et où il sera refusant de l'auctoriser, par auctorité de iustice. vii.

Le suruiuant de deux conioints participant es meubles & conquests apres le trespas de l'autre est tenu payer sa part des debtes faits par ledit deffunct, l'un ou eux deux ensemble, pour la portion qu'il prend en la communauté. Esdites debtes ne sont comprises les fraiz funeraux qui se payent par l'heritier du deffunct. viii.

Et peuuent les creanciers agir contre les heritiers du deffunct debteur, s'il estoit obligé seul pour le tout leur debte ou contre le suyuât pour la moytié, & les heritiers dudit deffunct pour l'autre

l'autre moytié à leur choix.

ix.

Si lesdits creanciers agissent pour le tout contre les heritiers du deffunct, Lesdits heritiers auront leurs recours pour la moytié du debte contre la veufue dudit deffunct.

x.

Si lesdits conioints sont obligez ensemble ou à part, lesdits creanciers peuuent agir selon la forme de leur obligation.

xi.

Si l'un desdits conioints est seul obligé en cas de partage, l'autre ou ses heritiers seront tenus de payer & satisfaire comptant de leur part dudit debte, si le dit debte est pur. Mais s'il est conditionnel ou à payer à iour non escheu, le dit autre, ses heritiers seront tenus de laisser des biens iusques à la concurence de leur part du deu, ou de bailler caution sur le lieu qui fera son propre debte de ladite part renonçant au benefice de diuision & ordre de discution. Et s'entend ce que dit est, quand le debteur fait apparoir de sondit debte pour lequel il pourroit estre seul conuenu ou executé.

xii.

Le mary, les heritiers ou ayans cause peuuent auoir & recouurer quād bō leur semble dedās xxx. ans les heritages sur lesquels ont esté assignez les deniers de mariage de la femme sortiffans nature d'heritage, en payant le pris pour lequel ils ont esté assignez & les loyaux fraiz.

xiii.

La femme apres le trespas de son mary est faicte des assignaux à elle faits en particulier par son mary pour les deniers de son mariage. Et apres elle en font saisis ses heritiers, & font le dites femntes & heritiers les fruits desdits assignaux leurs, sans estre tenus de les cōpter au sort principal.

xiiii.

La veufue demoure quitte des debtes de la communauté soyent faits par les deux cōioints ou l'un d'eux quelque hyppothecque qu'il y ayt quand elle estant au lieu où est decedé son mary, elle renonce dedans xxiiii. heures au bien de sondit mary en presence du iuge ordinaire du lieu ou autre competant, & fait serment solennel de mettre en euidence les biens delaissez par sondit feu mary pour en faire inuentaie. Et si elle n'est àudit lieu, elle sera tenue à l'effect desdits faire ce que dit est par deuant le iuge ordinaire du lieu où elle sera dedans xxiiii. heures, apres que le trespas de sondit mary sera venu à sa connoissance. Et sera tenue notifier ladite renonciation aux heritiers de sondit mary.

xv.

Et s'entend ce que dit est, pourueu que ladite veufue ne s'entremette apres ladite solennité es biens dudit deffunct, sinon pour les mettre en euidence comme dit est, quand sommee & requise sera pour faire l'inuentaie, ou pour en faire deliurance à qui il appartiendra. Et s'il est trouué que lesdites veufues ayent recellé aucuns biens du deffunct, audit cas elles serōt tenues à payer leur part desdites debtes nonobstant lesdites renonciations. Et si seront punies du recellement & pariure.

xvi.

Aussi s'entend ce que dit est, que nonobstant lesdites solennitez & renociations ladite femme sera tenue de payer les debtes qu'elles aura faites parauant le mariage contracté d'entre le deffunct & elle.

xvii.

Deniers de mariage sortiffans nature d'heritage assignez ou promis d'assigner, sont censez immeubles & heritages pour la femme, ses heritiers ou ayans cause.

xviii.

Deniers de mariage sortiffans nature d'heritage non employez ou assignez par le mary, quant son deces, ou de la femme ne se prennent sur les biens meubles & conquests de la communauté auant tout partage. Et s'il n'y a aucuns meubles ou conquests en ladite communauté, où ils ne sont suffisans pour le remboursement desdits deniers, ils se prennent sur l'heritage dudit mary qui pour ce est hyppothecqué par la coustume, & portent arrerages à huyt pour cent, à compter apres les sommations de ce faites, iusques à ce que le dit remboursement soit fait, si autrement n'est conuenu.

xix.

Autre chose est, si la femme par conuenance expresse n'est commune en meubles & conquests avec le dit mary, car audit cas lesdits deniers se prendront entierement sur les meubles, conquests & heritages dudit mary par ordre.

xx.

En pareil cas si les parens de la femme ne payent les deniers de son mariage promis à certain iour, ils portent semblables arrerages que dessus, à commencer dudit iour escheu. Et s'il n'y a iour depuis les sommations de ce faites, & iusques au payement desdits deniers, si autrement n'est conuenu.

xxi.

Le gēdre ou la femme du fils venans demorer avec leurs beaux pere & mere ou l'un d'eux apres l'an & iour de leur demourance avec eux acquierent communauté par teste avec leursdits beau pere & mere, l'un d'eux & leurs personniers en meubles faits, meubles & conquests à faire, en apportant leurs droits en la communauté, s'il n'y a conuenance, protestation ou con-

E E E E

l. 17. Hoc est
indistincte ve
rius contra ma
ritum, sed nō
respectu alio
rum, nisi effect
assignatio an
nua, & sic ha
bens vim im
mobilis. C. M.

tradition au contraire.

xxii.

Les enfans de deux mariez fils ont droit acquis apres le deces de l'un d'iceux mariez ac-
quierent communauté avec le suruiuant, & les personniers par teste, par patience d'an & iour
avec commixtion de leurs biés, posé qu'ils ne soyent demourans ensemble, pourueu que les
dits enfans soyent d'age de puberté, à sçauoir les males de quatorze ans accomplis, & les fil-
les ou femelles de douze ans aussi accomplis. Et s'ils n'ont ledit aage il n'acquiert & n'acquie-
rent lon contre eux aucune communauté.

xxiii.

Toutesfois si le suruiuant desdits mariez ou autre desdits personniers faisoit protestation ou
contradition au contraire avec confection d'inventaire, l'effect d'icelle communauté raisible
seroit empesché & n'auroit lieu.

xxiiii.

1. 24. Nō re-
quiritur virū
que esse viuen-
tem, nec eum
quidē de cuius
successione agi-
tur ut sequi-
tur. C. M.

Fille mariee & appanee ou dotee par pere & mere viuans, ou l'un d'eux, avec le consente-
ment precedant ou subsequant de l'autre, ne peut retourner à la succession desdits pere & me-
re, ne de l'un d'eux tant qu'il y aura hoir male ou hoir descendant de male, soit male ou fe-
melle, fil n'y a conuenance au contraire par le contract de mariage. Et ne peut ladite fille im-
pugner ladite dotation & appanage par quelque maniere que ce soit, sauf par supplement de sa
legitime, eu esgard à sondit dot ou appanage, & aux biens de seldits pere & mere delaissez par
leurs deces.

xxv.

2. l'un d'eux.
Etiam pre-
mortui, qui ta-
men huic do-
tationi ad
huc finē con-
sensit, etiam si
alias filia ex-
presse non re-
nunciauerit.
C. M.

Si gens francs marient leurs enfans par eschâge, les enfans ainsi mariez ont pareil droit que
ceux au lieu desquels ils sont baillez ou eschâgez en tous les droits qu'ils auoyēt en l'hostel dōt
ils sont sortis, & en la succession des ascēdans seulement, & en sont saisis cōme les enfans legiti-
mes qu'ils representent, fil n'y a conuenance au contraire. Et si l'un desdits eschangez decede,
la succession appartiendra à ses propres parens, selon la disposition de la coustume.

xxvi.

3. 24. In fi-
s ergo patres post
ea paup. fiat,
non nocet fi-
lia: sed si di-
rescat, es pro-
dest, & est a-
quum. C. M.

Gēs mariez sont reputez pour emâcipez & vñans de leurs droits quāt à la puissance & aucto-
rité paternelle, toutesfois s'ils sont mineurs de .xxv. ans, ils ne peuuent aliener leurs heritages &
immeubles sans decret de iustice & auctorité de leurs curateurs, si aucuns en ont.

xxvii.

4. 26. Sicut
habēs vñiam
a satis non po-
test ea aliens-
re sine decre-
to: sed non in-
diget curato-
re. l. 2. C. de
his qui veniū
atq. impetra.
C. M.

Gens mariez, constant leur mariage, ne peuuent contracter au proufit l'un de l'autre, n'eux
aduantagez par contraux entre vifs, sinon par don mutuel en meubles & conquests quand ils
n'ont aucuns enfans, & sont franchises personnes, sains & non malades, pareil en aage, tout au
moins que l'un n'est en aage que de dix ans plus que l'autre, & vallēt lesdits dons mutuels iuf-
ques à l'egalité d'iceux. Et quant aux anciens heritages lesdits dons mutuels faits comme des-
sus valent pour l'usufruit seulement, & iusques à egalité d'iceux. Et saisiront lesdites donna-
tions les donataires.

xxviii.

Si le mary pendant le mariage retrait par proximité de lignage vn heritage ou rente anciē-
ne vendue par aucuns de ses parens, la veufue apres son trespas sera remboursée de la moytié
des deniers desboursez par ledit mary pour le retrait & iusques à ce que ledit remboursement
soit fait, & tiendra la moytié dudit heritage ou rente retrait, & en fera les fruits siens, sans
estre tenuē de les compter, iusques à ce qu'elle soit remboursée comme dit est. Et sera fait le
semblable si les heritages procedans du costé de la femme sont vendus & retrait constant le
mariage. Et aussi a lieu ce que dit est quand l'heritage de l'estoc de l'un des mariez a esté acquis
par lesdits mariez ou l'un d'eux pendant ledit mariage.

xxix.

Si l'un des conioints auoit vendu son heritage, ou sur icelluy constitué rente à rachat para-
uant le mariage, & constant ledit mariage suyuant ladite faculté de rachat, ledit heritage ou ré-
te sont rachetez ou recouuers. L'autre conioint ne participe point audit heritage, charges ou
restitues rachetees & recouuertes ou deschargees, mais sera remboursé pour sa part, & iusques
audit remboursement ledit conioint iouyra de l'heritage pour telle part qu'il a en la cōmunau-
té sans compter les fruits audit remboursement.

xxx.

Es cas desdits esquels remboursement doit estre fait, icelluy remboursemēt sera fait de-
dans l'an, & en deffaut de ce faire l'heritage demoure conquest.

xxxi.

L'heritage acquis constant le mariage, des deniers procedans de la vente ou alienation de
l'heritage ancien de l'un des mariez, est reputé propre à celluy de qui l'heritage est vendu ou
aliené en prouuant que ce soient les mesmes deniers ou monstrant que lors de l'alienation les
dits mariez ou l'un d'eux alienans, ont affirmé par deuant le iuge ordinaire du lieu, où l'aliena-
tion a esté faite, qu'icelle alienation a esté faite pour employer en autre heritage, & en
monstrant aussi que lors de l'acquisition l'acquerant a affirmé par deuant le iuge où l'ac-
quisition a esté faite, qu'elle a esté faite des deniers procedans de l'alienation susdite, & est
surrogué tel heritage acquis au lieu de celluy qui a esté aliené iusques à la concurrence des de-
niers

5. 31. Iud
non est intel-
legendum co-
pulative, quia
sufficiūt pra-
cedētia per se,
& etiam se-
quētia per se.
C. M.

1

2

3

4

5

niers procedans de ladite alienation.

L'heritage acquis par le mary, pour l'assignal des deniers sortiffans nature d'heritage de la femme, appartiendra à ladite femme, en affermant par le mary lors de l'acquisition & par le contract d'icelle, icelle acquisition estre faite pour ledit assignal.

CHAP. 24.

De douaire.

Article premier.

Femme mariee est douee par la coustume de tous les heritages que tiët & possede son mary le iour de la solennifiation des nopces, & de la moytié de ceux qui luy aduiennent par ligne directe iusques à son trespas, sinon qu'elle soit douee de douaire conuenu & prefix: ou auquel cas elle est tenuë de soy arrester à sondit douaire conuenu & prefix.

Toutesfois si ledit douaire est plus grand que le coustumier, ledit douaire est reduit au coustumier, & ne peuent les parties desfroguer à ladite coustume.

Douaire constitué en deniers ou chose mobiliere par conuention des parties n'est qu'à la vie de la douairiere, & retourne aux heritiers du mary, si n'est conuenu au contraire.

La douairiere est tenue de payer les charges reelles des heritages de son douaire, & iceux soustenir & maintenir en l'estat qu'elle les trouue. Et aussi quant aux couuertures, huys, planchers, fenestres, cloisons & autres semblables menues reparations. Et quant aux fondemens, gros murs, cheminées, poutres & autres choses qui cōmunement durent plus que la vie d'un homme, ils appartiennent à reparer au propriétaire.

Si l'homme a esté marié à plusieurs femmes, la premiere est douee par douaire coustumier comme dessus, la seconde du quart des heritages de son mary tels que dessus, la tierce du huitiesme, & sic de aliis, qui s'entend quant à celles qui n'ont douaire prefix, ausquelles sera gardé ce que dessus.

Le douaire soit coustumier ou conuenu, eschet & a lieu par la mort naturelle du mary, si la femme ou ses descendans le suruiuent, aliàs le douaire est caduc & sans effet. Et si le mary vient à pauureté euidente par mauuais mesnage, est banny, absent par trop longue espace de temps, ou chet en autre & euident inconuenient par lequel vray semblablement les biens dudit mary sont en voye de perir, la femme se pourra pourueoir par iustice pour auoir & recouurer prouision de sondit douaire. Et en cas de vente ou alienation desdites choses les empescher, sinon à la charge de sondit douaire.

Ledit douaire escheu, la femme est vestue & saisie d'iceluy, soit coustumier ou cōuenu.

Douaire de mere coustumier ou conuenu est heritage des descendans dudit mariage en telle maniere que le pere & la mere, ne l'un d'eux ne le peut aliener au preiudice & sans le cōsentement desdits descendans (toutesfois si lesdits descendans decedent sans descendans de leurs corps, ledit douaire sera & demourra entierement au pere desdits descendans, & au defaut de luy, aux plus prochains heritiers du pere d'ot il est venu) en maniere aussi que posé qu'ils n'heritent ils prenēt ledit douaire, & en seront saiziz lesdits enfans apres le trespas du pere.

La douairiere n'autre vsufructiere n'ont droit de recevoir hommages, denombrements, verser de retenue, bailler souffrance aux vassaux, prendre les commises, faire baux à temps exceptant neuf ans, ne pareillemēt abbatre boys de haute fustaye, sinon pour les reparations des heritages de leurs douaires & vsufuit, & pour chauffer & vser comme bon pere de famille: mais peuent abbatre taillis quand ils sont en coupe. Et si les ventes ont esté faites par le propriétaire, l'vsufuit ou douaire, ayant lieu, ledit marché tiendra: mais lesdites douairiere ou vsufructiere en auront les payemens escheans de leurs temps.

Aussi ausdites douairieres & vsufructieres appartiennent les autres fruits des choses charges de douaire ou vsufuit, esquels sont compris quintes deniers, lots, vêtes, tiers deniers, collations & presentations de benefices & autres semblables.

La douairiere auans que pouuoir iouyr de son douaire est tenue pour les immeubles de bailler telle caution que faire pourra. Et si ledit douaire consiste en meuble seulement elle sera tenue de bailler bonne & suffisante caution, & si bailler ne la peut, les heritiers sont tenus de bail-

xxxii. 1. Chapitre 24. §. 1. de tous. debet esse de la moytié, de tous: que p errorē vel dolum Gulielmi Bourgouini fuerit detracta & omissa, Tribuniani more rei sue cōsulebat: mul ti interim fuerunt decepti, & concordare coucli: quia etiā si alia p baretur cōsuetudo, qualem suppleo: tamē vidua dicebāt se deceptas: quia credebāt ita esse vt in libris cōpilationis Bourgouini impressis, & quod hac spe nupserunt: sed dico quod etiam si huic nouo erro ri staretur: tamen filij trius detraherēt legitimā. facit §. tit. preced. §. 24. in fi. Tū §. 8. 7. eo. satis ostendit quod doariū est minus hereditas, ergo nō cōprehendit totum. Tum nō est verisimile quod maritus nihil retineat pradiorum, & quod filij haberent omnia predia pater na iure proprio, nō adeūdo hereditatē patris nec soluendo obolum creditoribus. Preterea clarissime probatur error per §. 5. 7. eo. ibi, la premiere, comme dessus, scilicet §. 1. la seconde du quart. la tierce du huitiesme. Ergo la

donaire de la premiere dont parle ce premier article n'est que de la moytié, etiam en esgard à ceux que le pere possedoit au iour du mariage, C. M. 2. Ch. 24. §. 8. in fi. Par arrest aux enquestes du. 14. Aoust. 1510. au profit de maistre Charles Berthier lors advocat en la cour, contre Pierre Berthier esquier, son pere. Post obitum matris fuit adiugē filio (sub hac consuetudine) la proprieté du douaire de la mere, reservee au pere l'vsufuit. Sed ego dico quod nihilominus erat caduca si filius predecederet patri. Et sic valde errabat quidam dicens que douaire ne remōte, & consulens à Touchim girard seigneur de Chauenon vendicare contra cognatos suos germanos tanquam filius amita patris eorum, videlicet contra filios, bona patris, que pater dederat prime uxori in dōrium, que reliquit Imbertum filium, qui triginia tantū diebus vixit post matrem: unde pater aliam duxit uxorem & filios reliquit, consins germanis du demandeur, qui par plus de. 25. ans plaida follement, & furent donnees audit proces plusieurs folles interloctioires pour raison des curbes de l'ancienne coustume. Car il estoit cler que les defendeurs, enfans de Philippe de la Platriere deuoyent estre absous. C. M. 3. 9. Per hanc consuetudinem derogatur tacito mandato quod aliās hac vidua haberet tacito nomine proprietarij sub qualitate doaria, vt scripti in consuetu. Paris. §. 1. glo. 1. q. 1. ad finem. 2. q. 1. §. 1. p. 1. & no. 36. secundum nouam editionem, C. M.

Coustumes du pays de Niuernois

ter à ladite douairiere rente à la raison de huit pour cent, iusques à ce qu'elle ayt fourny de ladite caution. Et si ladite douairiere vend ou aliène les heritages de son douaire, abbat les boys de haute fustaye d'icelluy en cas non permis, & autrement maluerse & administre sondit douaire, elle pert & sera priuee de sondit douaire pour les choses deteriorées. Et pour le residu sera tenue bailler caution suffisante. xii.

La douairiere n'est tenue de prendre son douaire sur chose qui est chargée de son assignal, sinon que la valeur ou reuenu d'icelle excédast les deniers dudit assignal, auquel cas elle prendra le surplus pour & en deduction de sondit douaire. xiii.

Femme douee sur partie ou heritage de la maison de son mary n'est tenue de pceder à diuiser auât quarâte iours pres le decès dudit mary. Et quât à la maison où elle ne se pourroit cōuenablement & sans dommage diuiser, elle demeure à l'heritier en recompensant raisonnablement la veufue d'vne autre maison & demourance selon son estat. xiiii.

Si le douaire est assigné sur plusieurs choses, ledit douaire se prendra sur vne piece entiere, & si elle n'est suffisante, de prochain en prochain.

C H A P. 25.

De partages de gens communs.

Article premier.

Qui demande partage il doit faire les lots. Et si l'n a qu'vn commun il choisira, si en a plusieurs ils choisiront par sort. Si tous prouocquent & demâdent le partage, la iustice du lieu fera ou ordonnera faire lesdits lots. Et les choix se feront ainsi comme dit est. ii.

Si les communs se departent apres les labourages parfaits, les fruits se departent entr'eux selon les portions qu'ils ont aux meubles. Et si lesdits labourages sont commencez, lesdits communs seront tenus de paracheuer lesdits labourages à fraiz cōmuns pro rata, lesquels parfaits, les fruits se departent entr'eux comme dessus. iii.

Et si l'vn ou aucun desdits cōmuns ne voulât cōtribuer ausdits labourages restans, celluy ou ceux desdits cōmuns qui pourfuyront lesdits labourages estre faits, pourrōt sommer en iustice les autres negligens, & à leur delay ou refus parfaire iceux labourages à leur proufit. iiii.

Es cas esquels cy dessus a esté pourueu pour le partage d'entre gens mariez, la prouision au ra lieu, és partages d'entre aucuns communs.

C H A P I T R E 26.

Quelles choses sont reputees meubles, conquests & heritages.

Article premier.

Bleds en terre auant qu'ils soient nohez sont reputez heritages, apres qu'ils sont nohez sont reputez meubles. ii.

Vignes quant aux fruits auant qu'elles soient souyes sont reputees heritages, apres sont reputees meubles. iii.

Prez quant à l'herbe sont reputez heritages auant la nostre dame de Mars, apres sont reputez meubles. iiii.

Tous autres fruits industriels pendans ne sont reputez meubles, iusques à ce qu'ils soyent cueillis & separez du fond. v.

Poisson en estâg auât les deux p̄miers ans, à cōpter de l'empoissonnemēt sont reputez heritages. Et quât au poisson mis en serue pour vsage & prouision de maison est réputé meuble. vi.

Le seigneur de l'estang au cas que le poisson est réputé heritage, est tenu de rēdre à ses personniers pro rata leur part & portion des fraiz de l'empoissonnement. vii.

Noms & actions pour choses mobilières & arerages de redeuantes sont reputees meubles. viii.

Moulins assis sur basteaux qui se peuuent mouuoir de place en autre, & pareillement moulins à vents assis sur seulle sont reputez meubles. ix.

Chose immobilière leguee ou donnee par contemplation du donnataire est reputee heritage, & n'y ont les communs dudit donnataire part ne portion si l'n'est conuenu au contraire, ou qu'ils fussent communs en tous biens. x.

Artillerie & autres choses seruans à la tuition d'vn chasteau ou forteresse ne sont reputez meubles: mais appartiennent à celluy à qui appartient ledit chasteau. xi.

Toutes choses de maison tenans à ladite maison à fer, clou, cheuille, ou par matiere ne sont reputees meubles. xii.

Edifice assis sur seulle qui n'a fondement en terre est réputé meuble, soit maison ou pressouer, & aussi les cuues d'vn pressouer sont reputees meubles. xiii.

Immeubles sont reputez heritages qui aduiennent par succession de parēt, posé que le defunct l'ayt acquis, & suyuent l'estre & costé de l'acquercur quant à succession. Et quant à retrait lignager,

lignager, il n'est reputé de l'estre, si n'y a eu descendant qui y ayt succédé, & pour y venir est requis que le retrayant soit descendu dudit acquereur.¹

Les immeubles sont censez & reputez conquests qui aduiennent à la personne par acquisition à contract onereux ou lucratif, sinon que ce soit par donation faite à celluy qui eust peu succeder au donateur en tout ou partie de la chose donnee lors de la donation, si le cas fust aduenu.

C H A P.

27.

De donations.

Article premier.

Donner & retenir ne vaut si n'y a tradition actuelle des choses donnees ou chose equipollente à tradition comme detention d'usufruit.

Aussi donner vne chose & retenir la disposition d'icelle à son plaisir ne vaut, par ce que c'est taiblement donner & retenir.

Par mesme raison donner à la charge de payer les debtes que le dōnant doit & deura à l'heure de son trespas ne vaut riens, de mesme si telle donation se fait à charge de payer les fraiz funeraux & accomplir le testament du donateur, si lesdits fraiz ou disposition ne sont limitez par ladite donation. Autre chose est si c'est à la charge de payer les debtes que le donateur deuoit lors de la donation.

Par donation entre vifs chascun peut disposer de tous ses biens, par donation à cause de mort ne peut plus auāt que par testamēt dont cy dessous sera parlé au chapitre des testamēs. v.

Donation est censee & reputee à cause de mort quand elle est faite par malade de maladie dont il meurt apres, ou de maladie vray semblablement dangereuse de mort. De mesme, quand elle est faite par personne estant en vray semblable danger de mort. Item quād elle est faite par toutes autres personnes pour doubte de mort, remettant execution & effect d'icelle apres son deces. Et telle donation est reuocable, nonobstant la clause de irreuocabilité mise & opposee en ladite donation.

2 Donation à cause de mort ne faist:² mais le faut auoir par la main de l'heritier.

Pere & mere ne peuuent aduantage par donation quelcōque l'un de leurs enfans au prejudice de la legitime des autres. Et la donation autremēt faite est reputee inofficieuse, & doit estre reuocquee iusques à ladite legitime, & pour le surplus vaudra.

Et dōnations à quelques sommes & valeur qu'elles montent n'est requis insinuation. ix.

Donation d'heritage fait par pere ou mere en accroissement de mariage, sortist nature de propre, neantmoins si le donataire va de vie à trespas sans hoirs de son corps, ledit heritage retourne au donateur.

Les enfans auxquels ont esté dōnez quelques biens par leurs peres & meres voulās venir à leurs successions, sont tenus de rapporter, à sçauoir si le don est fait par lesdits pere & mere conjointemēt, & ils veulent venir à la succession de l'un, ils rapporterōt la moytié des choses donnees.³ Et s'ils veulent venir à la succession des deux, ils rapporteront en chascune succession la moytié, sinō que l'heritage dōné fust du propre de l'un desdits pere & mere. Car audit cas ils le rapporterōt seulement en la succession de celui dont il procede. Et si la donation est faite par l'un desdits pere & mere, ils rapporteront la chose donnee à la succession du donateur.

3 Et s'entend ce que dit est, sinon que ledit enfant donataire se voulsist tenir en son don sans venir à succession, ou sinon que lesdits pere ou mere eussent donné par preciput, ou inhibé le rapport ou collation de la chose donnee.⁴

4 Donations vniuerselles ou particulieres faites en contract de mariage, en faueur des mariez l'un d'eux ou leurs descendans, soit entre vifs ou à cause de mort, posé qu'il ayt cōuenance de succeder, sont bonnes, vallables, tiennent & sont irreuocable,⁵ & saisissent les cas aduenans, sauf la legitime aux autres enfans lesquels elle appartient.

5 Si le donateur qui n'a aucuns enfans au temps de la donation, en procee apres en loyal mariage, ladite donation par luy faite, ipso facto, est reuocquee, & ne peut le donataire pretendre aucune chose en la chose donnee.

C H A P.

28.

Des hostelliers & tauerniers.

Article premier.

VN hostellier ou tauernier publicque bien renommé, est creu par son serment de la despence faite en son hostel, iusques à cinq sols tournois.

modo sibi detur legitima de bonis patris vsque ad valorem dimidia dicte terre, potest enim pater dotare de re aliena, & frater dotata patris heres tenetur de euictione. l. vlti. C. de dot. promiss. secus si fuisset vitricus. C. M.

4. 11. qui a tunc succedendo non tenetur conferre. Fallit quatenus aliorum liberorum legitima laderetur. Itē fallit vt semper teneatur imputare in legitimam si opus sit: per not. in l. illam. C. de collatio. C. M.

5. 12. Si tamen est donatio vniuersalis vel quote successionis non impedit quin titulo particulari donator disponere possit inter viuos, vel in testamento si-
fraude, alia quam per institutionem. C. M.

EEEE iij

Couſtumes du pays de Niuernois

Le tauernier qui vèd vin en tauerne, ſ'il reçoit gaige pour vin vèdu & deliuré, il peut vèdre ledit gaige tantost apres que le tonneau de vin eſt vèdu, ſans offense de iuſtice, & ſans ce qu'il ſoit tenu faire à ſçauoir ladite vente à ceux qui l'ont mis en gaige. iii.

Le tauernier hoſtellier ou autre, qui aura mis ou expoſé en vête vn vaiſſeau de vin, ne pourra le ſurcharger d'autre vin, ny en icelluy vaiſſeau mettre autre vin, n'y faire aucune braſſerie, ſur peine de perdition & conſiſcation deſdits vin & vaiſſeau, & amende arbitraire enuers iuſtice. iiii.

Aucuns hoſtelliers, tauerniers, reuendeurs, ou autres perſonnes ne pourront aller au deuât des viures & denrees qui ſeront apportees & que lon apporte és villes, foires, ou marchez du dit pays: mais les prendront és marchez, lieux & heures de marché accouſtumez ou ordonnez à vendre en public, autrement ils conſiſquent leſdites denrees, & ſont condamnables en amendes arbitraires. v.

Et eſt inhibé aux forains de ne vendre leſdits viures, en autres lieux & heures que deſſus, ſur ſemblable peine.

C H A P I T R E 29.

Des marchans publicques.

Article premier.

MArchans & marchâdes publicques bien renommez ſont creuz de ce qu'ils ont preſté de leur marchandise, iuſques à la ſomme de cinq ſols tournois. ii.

Les mary & pere de famille ſont tenus des contractz faits par leurs femmes, enfans de familles & facteurs propoſez par eux à leur marchandise publicque, pour le fait de ladite marchandise.

C H A P. 30.

Des tutelles & curatelles.

Article premier.

TVtelles testamentaires ordonnees par le pere des mineurs ſont vallables & preferrees à toutes autres, & à deffaut d'icelles a lieu la legitime. Et apres à deffaut deſdites testamentaire & legitime, a lieu la datiuue. ii.

Tutelle ou administration legitime à deffaut de pere eſt defferee à la mere des mineurs ſelon ce que deſſous ſera dit. Et à deffaut d'eux, aux ayeuls ou ayeulles paternels & maternels, & ſont preferrez les ayeuls aux ayeulles, paternels, ou maternels, & n'a lieu ladite tutelle à autres parens. iii.

Tutelle datiuue ſe doit donner par election de parens & affins des mineurs de chaſcun coſté. Et à faute d'iceux, les voiſins & amis iuſques au nombre de ſept pour le moins. iiii.

Les tuteurs testamentaires & legitimes ne peuuent adminiſtrer ſans eſtre cõfirmez par iuſtice: Et ſi ladite iuſtice a notice & connoiſſance qu'il y ayt tels tuteurs, incontinēt les doit faire appeller & confirmer. Et ſ'il n'en appert à ladite iuſtice ſera au pluſtoſt que faire ſe pourra appeller les parens, affins & principaux amis & voiſins des mineurs, deſquels ſera enquis par ladite iuſtice ſ'il y a aucun tuteur testamentaire ou legitime, pour ſ'il y en a, le testament veu & trouuè vallable, les confirmer comme dit eſt, & ſ'il ne ſ'en trouue par le rapport deſdits parens, affins & amis, ſera icelle iuſtice proceder les deſſusdits par creation de tuteurs celluy qui ſera eſleu, à maiori parte, pour le confirmer par le iuge. Et neantmoins au dedans quarante iours apres, le tuteur testamentaire ou legitime ſ'apparoitra le confirmer, le testament veu & trouuè bon, comme dit eſt. v.

Leſdites tutelles durent iuſques à quatorze ans quant aux maſles, & douze ans quât aux filles. Et leſdits aages parfaits, icelles tutelles ſont finies. vi.

Les pere & mere ſont legitimes adminiſtrateurs des corps & biens de leurs enfans pupilles, qui ſ'entend ſi leſdits pere & mere reſpectiuemēt ſont d'aage competant, qui eſt par la couſtume de vingt ans parfaits: car ſ'ils eſtoient de moindre aage ils ne ſeroient capables de ladite administration, & ſera auſdits pupilles pourueu de tuteur par iuſtice, mais ledit pere ou mere ayans accompli ledit aage, prendront & auront reſpectiuement, ſi bon leur ſemble, ladite administration. Et ceſſera la datiuue au parauant decretee. vii.

Ladite tutelle legitime prinſe par ladite mere, ſine & expire perpetuellement, ſi elle conuolle à ſecondes nopces, auant leſquelles elle eſt tenue de faire pouruoir de tuteurs auſdits pupilles. Autrement eſt quant au pere qui demoure touſiours en ladite administration legitime en viduité, & apres qu'il ſe remarie. viii.

Les tuteurs testamentaires legitimes ou datifs decretez par iuſtice, ladite tutelle finie la puberté aduenuè deſdits mineurs, ſont & demourent curateurs d'iceux mineurs iuſques en l'aage de vingt-cinq ans parfaits. ix.

Et

Et si les enfans sont puberes à l'heure du deces de leurs pere ou mere, le suruiuant desdits pere ou mere demourera curateur ou legitime administrateur, & à faute ou refus d'iceux, leur sera par la iustice pourueu de curateurs, les parens appelez comme dessus, posé que lesdits mineurs ne le requierent, lesquels curateurs ou legitimes administrateurs administreront iusques à ce que lesdits puberes soient hors de minorité.

CHAP.

31.

De retrait lignager.

Article premier.

Retrait d'heritage ancien vendu, compette & appartient aux parens de la ligne, & estre du vendeur & chose vendue, iusques au sixieme degre de consanguinité inclus, & non plus.

ii.

Le retrayant lignager doit faire adiourner l'acheteur dedans l'an & iour, à compter de la possession réelle & actuelle prinse par l'acquireur par commission & exploits libellez à deux fins, à sçauoir de retrait dudit heritage vendu & d'exhibition de son tiltre d'acquisition. Et doit estre assignation dedans dix iours pour le plus, le tout dedans lesdits an & iour.

iii.

Et à ladite assignation si ledit acquireur exhibe son tiltre, ledit retrayant doit offrir content audit acquireur le pris & fort principal y contenu avec quelque somme pour les loyaux frais, offrant parfaire. Et si l'acquireur delaye ou refuse ladite exhibition ou fait default à ladite assignation, ledit retrayant ne sera tenu de faire offre prefixe & certaine dudit fort principal: mais seulement par iceluy d'une somme, offrant parfaire comme dessus.

iiii.

Et sera en outre tenu de continuer lesdites offres à tous les assignations de ladite cause, iusques à contestation incluse.

v.

Et si auant ou apres contestation l'acquireur accepte les offres ou s'il y a sentence adiudicative dudit retrait, iceluy retrayant sera tenu de fournir à sesdites offres dedans vingt iours, à compter du iour desdites acceptation ou sentence, autrement à faute de faire & continuer lesdits exploits & offres en la maniere deuant-dite, ou de fournir à celles offres selon que cy prochainement est, déclaré iceluy retrayant est & sera debouté dudit retrait.

vi.

Si l'acquireur adiourné en retrait & exhibition de tiltre est defaillant par trois defaults continuels, ledit retrait sera adiugé au demandeur, en monstrant qu'il est du lignage & estre dont l'heritage procede. Aussi en consignat realement lesdits fort principal & loyaux cousts, s'ils sont certains & cognus, sinon quelque somme vray-semblablement approchant de la raison, comme dit est pour lesdits fort principal & loyaux cousts.

vii.

Et l'acquireur retourné & auoir par luy exhibé son tiltre, le retrayant sera tenu dedans dix iours bailler, deliurer & parfournir le pris de ladite acquisition, autrement sera debouté dudit retrait. Aussi retirera le retrayant ce qu'il aura consigné outre le pris principal.

viii.

Si le retrayant, es cas ou offre simple suffit, fait outre lesdits offres consignations réelles, lesdites offres & consignation valent à fin d'obtenir en la cause & gagner les fruits depuis icelle consignation. Et au regard desdits offres simples elles valent pour obtenir en la cause simple.

ix.

S'il y a clause & faculté de rachat en la vente l'an & iour dessusdit, qui sont octroyez au retrayant pour faire & commencer ses diligences, ne commencent à courir alencontre du retrayant, sinon apres ledit rachat expiré.

x.

Ledit temps ordonné au retrayant court alencontre des mineurs, ignorans, absens & tous autres sans remede de restitution.

xi.

Loyaux cousts sont entendus lettres, contraux, labourages, semences, reparations necessaires, & non autres.

xii.

Supplement de iuste pris, achat, de droit de rachat, lors, ventes, quintes, requintes & autres semblables frais qui en dependent, faits sans fraude auant adiournement baillé en retrait sont comptez en fort principal, aliàs non.

xiii.

Le retrayant n'est tenu de payer que le pris, fort principal & loyaux cousts de la premiere vente, posé que la chose dont est question ait esté vendue à plusieurs-fois, durant l'an & iour du retrait.

xiiii.

Le retrayant satisfait en payant le fort principal en or ou en monnoye, posé que de ce ne soient semblables especes, que les contenues ou declarees au contract, si l'acquireur n'a interets à ce.

xv.

Notaires sont tenus d'exhiber au lignager de mesmes au seigneur feodal, censier ou bourgeois.

xvi.

1. Ch. 31. §. 2. Id est ad decimam & non longiore diem, scilicet si emptor conquatur, secus si non obiciat de minus longa dilacione quis non potest per aliam etiam concurrentem ad reditu obici, si emptor nolit hunc defectum obicere nec primum excludere. C. M.
2. 3. Nisi pretendat minoris venisse & augmentum precij simulatum esse: quia tunc potest offerre vel consignare veru precium tantum: sed hoc pcedebit à probationibus nec tenebitur instrumentum etiam publicum venditionis arguere de falso: quia aliud merum falsum: aliud fraus: aliud simulatio. C. M.
3. §. 8. Et non fructus nisi à die litis contestata. l. certum. C. de rei vendic. C. M.
4. 9. Ad eum excludendū nō quin interim & stat. in possessione uti retractu ad onus. ut etiam explicat consuetudo S. Pierre de monstier. C. M.

Coutumes du pays de Niternois.

1. 15. *Decem-
bris se tales
esse, ergo causa
cognita seu
parte vocata:
sed si tabellio
eos mouerit po-
test tuto dare.
C.M.*

delier¹ les notes des alienations par eux receuës, esquelles lefdits retrayans & seigneurs directes ont interets pour le retrait & retenuë, & leur en bailler coppie signee à leurs despens, si requis en font. xvi.

Si vn lignager vend à vn autre lignager de l'estre & costé dont l'heritage vendu procede, iceluy heritage ne peut estre retrait par autre du lignage, posé qu'il soit plus prochain que l'acquireur: Autre chose est si ledit heritage est vendu à vn estranger: car le plus prochain l'aura par retrait. xvii.

S'il y a plusieurs parens voulans vser de retrait, celuy qui preuient par adiournement libellé comme dessus dont l'assignation, est dix iours apres l'exploict, est preferé aux autres, posé qu'il soit plus lointain. Et s'ils sont en pareille diligence, le plus prochain est preferé. Toutes-fois où ils seront en pareil degré, ils retireront par esgales portions. xviii.

2. 18 *Confor-
mis est toti ar-
ticulo consuet.
S. Pierre le
mouster. S. 7.
sed tamen exci-
piunt constitu-
tio redituum
duodecima ut
dixi in cons.
Paris. S. 57.
C.M.*

Retrait a lieu en vendition de rente² ou autre charge sur heritage. Aussi a lieu quand l'heritage ancien est baillé à tiltre de cens, rente ou autre charge. Et sera tenu le retrayant payer lesdites charges. xix.

3. 20. *Idē cōf.
de S. Pierre le
mouster. S.
12. & S. 14.
C.M.*

En eschange n'a point de retrait, si ledit eschange n'est frauduleux, laquelle fraude se pourra monstrer par le parent voulant retraire par forme de preuue ou par le serment des contrahans qui seront tenus d'en iurer, si la partie s'en veut rapporter à leur serment. xx.

Entre gens de condition seruite retrait n'a point de lieu, ne pareillement en bourdelage.³ xxi.

Les vendeur & acheteur, & autres contrahans, ne peuuent par leurs pactions empescher ledit droit de retrait lignager. xxii.

Si le seigneur feodal ou censier veut vser de retenuë & le lignager de retrait, ledit lignager pour ledit retrait est preferé audit seigneur direct. xxiii.

Droit de retenuë ne peut estre cédé ne transporté à autre s'il n'estoit du lignage. Et par telle cession n'a le cessionnaire lignager plus grand aduantage que si luy-mesme l'eust retiré, ains demeure en son degré de lignage. xxiiii.

Le parent qui a retrait l'heritage par proximité de lignage peut vendre ledit heritage à autre personne qui n'est du lignage: mais audit cas ledit heritage pourra estre de rechef retrait par autre parent dudit lignage. xxv.

4. 25. *Intellige
de secta que
duci incapaci-
tatem habendi
propriū in par-
ticulari ut in
c. monasteriū.
extra de statu
regular. C.M.*

Qui n'est habille à succeder ne peut venir à retrait, si l'inhabilité ou incapacité est perpetuelle, comme en bastards & religieux de quelque religion⁴ que ce soit. xxvi.

Pour retrait lignager n'est deu aucun quint, lots ou ventes au seigneur feodal ou censier. xxvii.

S'il y a plusieurs heritages vendus par mesme vendition, le lignager ou le seigneur direct ne sont receus à demander la retenuë ou retrait de partie desdits heritages: mais il faut qu'il retire tout ce qui est compris en ladite vente, pourueu que lesdites choses soient tenuës d'un mesme seigneur ou mouuës d'un mesme estre: Mais s'ils sont de diuerses directes & diuerses estres, chacun des seigneurs ou parens respectiuelement pourra retenir & retirer ce qui sera de sa directe ou estre. Et si l'un d'eux ne veut vser de son droit, le diligēt retirera & recouvrera ce qui est de sa directe & de son estre. Et seront les pris desdites choses estimees par le iuge ou par deux preud'hommes esleus par les parties. xxviii.

5. Ch. 31. 29. *Scilicet ex con-
tractu isto, sed
bene si retraha-
tur ex alia ven-
tione. C.M.*

Heritages cryez, subhastez ou vendus par decret sont suiets à retrait. xxix.

En matiere de retrait n'y a point d'euiction⁵ contre celuy sur lequel est fait le retrait. 5

CHAPITRE 32.

Des executions, cryees & subhastations.

Article premier.

LE creancier, son heritier ou cessionnaire ayans certioré le debteur de la cession, peuuent faire proceder contre le debteur par execution, prinse, empeschement, arrest de biens meubles & immeubles, detention de personnes & autres voyes de droit, quand le debteur est à ce obligé ou condamné. ii.

Toutes executions en biens meubles cessent par la mort du debteur, sinon que l'obligation, condamnation ou cedulle verifiée ou reconneuë fust contre l'heritier dudit defunct declaree executoire par sentence, ou que la succession fust iacente: C'est à sçauoir qu'il n'y eust heritier apparent, esquels cas à sçauoir au premier peut estre procedé par execution sur les biens dudit heritier. Et au second sur les biens dudit defunct iacens & non occupez. iii.

Obligations

Obligations sous seals royaux & autentiques & cedulles pures & simples reconneuës ou veriffices emportent garnison de main. Et peut ladite garnison estre faite par le sergent executeur, ou ordonné par le iuge, nonobstant opposition ou appellation quelconques suivant les ordonnances royaux. Et celuy qui est condamné à garnir doit y satisfaire dedans deux delais qui luy seront prefix & arbitrez par le iuge, autrement doit estre debouté de son opposition. Et sera ladite garnison faite es mains du creancier en baillant caution. iiii.

Si le debteur executé n'est opposant, le sergent luy doit signifier la vente des biens sur luy prins par execution au dixième iour ensuiuant, à compter du iour d'icelle execution iceluy inclus, & ladite vente assignee à heure deuë, au lieu accoustumé à faire en la iustice cryees, subhastations & vente de biens. v.

Et audit dixième iour ledit sergent sur peine de l'amende enuers iustice, & de payer le debte au creancier, doit proceder à ladite vente, sinon que ce soit du consentement expres des deux parties, laquelle il fera s'il n'y a opposition ou appellation à haute voix par plusieurs proclamations non accelerees, soit present ledit debteur ou non, mettra en son rapport les noms des metteurs, & le pris auquel par chacun desdits metteurs chacune chose sera mise. Et au dernier plus haut metteur estrouffera chacune desdites choses, & la luy liurera en fournissant deniers promptement, & ne pourra le sergent recevoir aucun à estre acheteur de gages soit le debteur ou autres sans fournir promptement les deniers, sinon que ce soit du contentement expres du creancier. Et aussi sergens quels qu'ils soient ne pourront estre acheteurs de gages directement ou indirectement ny gardiens d'iceux gages. vi.

Pour les frais d'une execution ne seront comptez ny taxez aux sergens que deux voyages, à sçauoir l'un pour ladite execution & prinse de biens, & l'autre pour ladite vente. vii.

Le creancier ou son procureur, & aussi le debteur ou son procureur s'ils sont plus offrans ou l'un d'eux, ou s'il n'y a autre metteur sont comme personnes estranges receus à mettre pris esdits biens meubles. Et leur seront estrouffez & liurez aux charges & conditions que dessus. viii.

Vn debteur obligé par prinse de biens & de corps, peut estre prins & arresté prisonnier, à la requeste de son creancier, sans ce que ledit creancier soit tenu faire preallablement discussion sur les biens meubles ou immeubles dudit debteur obligé: mais en fournissant par ledit debteur ou autre pour luy de gages vendables aisement & sans dechet iusques à la concurrence du debte, ledit debteur sera mis hors de prison. ix.

Ce neantmoins & que le debteur soit prisonnier, le creancier pourra pour son debte faire saisir & vendre les biens dudit debteur. x.

Le creancier qui a plusieurs debtors à luy obliger, vn seul & pour le tout, pour vn mesme debte, & vn debteur, & vn ou plusieurs pleiges qui se sont constituez principaux payeurs, chacun d'eux pour le tout, se peut adresser contre lequel qui luy plaira pour toute la somme, sans ce qu'ils se puissent aider de benefice de diuision ou discussion, combien qu'à icelle ils n'eussent renoncé expressement. xi.

Contre vn tiers detenteur de la chose obligee lesdites lettres obligatoires ne sont executoires sur les biens d'iceluy detenteur: mais peut le creancier en vertu desdites lettres faire arrester & empescher les loyers, pensions ou fruits pendans de la chose specialement obligee. Et ce quant aux rentes ou autres redevances pour les arrearages de la dernière année seulement. Et n'en aura le debteur pour son opposition recreance ne delurance, sinon en faisant rapporter la main de iustice garnie du debte qui apparoitra estre deu par lesdites lettres obligatoires, ou de valeur desdits fruits à son choix. xii.

Le creancier peut faire proceder par voye d'arrest sur les biens meubles de son debteur decedé, si les heritiers sont demourans hors du pays, en faisant apparoir promptement de son deu, par contract, tesmoins ou autre maniere de preuue suffisante. xiii.

Ceux qui ont fait les moissons & cueillette de grains ou bledz, vendanges & vins, aussi voituriers par eauë & par terre, peuuent pour leurs salaires faire arrester & empescher les bledz, vendanges, vins & charrette, arrests & empeschemens iusques à plain paiement. Et s'il y a opposition, le creancier en cas de ny, informera de son debte dedans vn seul & brief delay, qui luy sera prefix par le iuge. Et auront les ouuriers & mercennaires leur action contre ceux qui les auront mis en besongne, & non contre autres. xiiii.

Execution faite pour debte mobiliere où il y a enleuement & transport est preferee à celle où il n'y a transport ou enleuement de biens. Et n'aura le poursuiuant ladite execution dernie-

Couſtumes du pays de Nivernois.

rement declaree ſuyte ſur les meubles executez, poſé qu'il ſoit premier quant à l'execution & exploit. xv.

Le ſeigneur iuſticier peut faire proceder par execution pour ſes droits, domaines anciens & accouſtumez ſans autre commiſſion par eſcrit. Et le iuge peut ordonner garniſon, ſi faite n'eſt, par le ſergent, en faiſant par ledit ſeigneur ſommairement apparoir de ſondit droit dommainier. xvi.

Il eſt loiſible à vn propriétaire ou locateur de maiſon ou autres heritages par luy baillez à titre de loyer, faire proceder par voye d'execution pour les termes à luy deus pour ledit louage, ſur les biens du conducteur eſtans en icelle maiſon ou fruits deſdits heritages, iaçoit ce qu'ils n'ayent obligation par eſcrit. xvii.

Si ledit conducteur emportoit ou enleuoit les biens eſtans en l'hoſtel baillé à louage, ſans le conſentement du locateur, iceluy locateur peut contraindre ledit conducteur à reſtablir leſdits biens audit hoſtel pour la ſeureté du paiement dudit louage, pour la derniere annee. Et outre peut faire contraindre ledit conducteur à garnir ladite maiſon pour vn an aduenir, durant ledit louage. xviii.

Le conducteur d'une maiſon qui aura loué icelle maiſon ou partie à vn autre, peut dedans le temps de ſa tenuë & conduction, uſer de tels droits ſur celuy, auquel il a loué ladite maiſon que le ſeigneur dudit hoſtel, duquel il la tient en louage euſt peu faire: leſquels droits ſont cy deſſus declarez aux precedens articles. xix.

Les fruits d'une meſtairie pour les fermes ou rentes foncieres d'icelle, peuuent eſtre empeschez & arreſtez par le ſeigneur de la meſtairie, ſoit qu'elle ſoit de ſon heritage, ou de l'heritage de ſa femme. Et tient tel arreſt & empeschement iuſques à plain paiement deſdites fermes & rentes. Et ſemblablement peuuent eſtre arreſtez & empeschez les fourrages & pailles pour le nourriſſement du beſtail de ladite meſtairie. Et auſſi pour faire des fumiers, affin de les conuertir à l'amendement des terres d'icelle meſtairie, poſé que ledit ſeigneur n'eueſt lettres obligatoires expreſſement quant à ce. Et ſi leſdits fruits, pailles & fourrages eſtoient enleuez & emportez, ledit ſeigneur les peut pourſuiure & faire arreſter & rapporter, & ſera preferé à tous autres. Et en ce cas d'oppoſition l'arreſt tenant iuſques à caution, ſera baillé aſſignation par deuant le iuge ordinaire. xx.

Pour vin, bled & autres choſes que deniers nombrez ſe peut faire execution en vertu de cōdemnation ou obligation ou debte priuilegié ſur les biens du debteur, & iuſques à la vraye ſemblable valeur de la choſe deuë y a garniſon de main. Et ſi l'executé eſt refusant ou oppoſant, luy ſera baillé aſſignation par deuant ſon iuge pour dire ſes cauſes d'oppoſition ou refus, & voir apprecier la choſe. Et ſi luy n'y a oppoſition, luy ſera baillé ſemblablement aſſignation par deuant ledit iuge pour voir faire ladite appreciation auant que pouuoir proceder à la vente, laquelle appreciation ſe fera ſommairement, par l'aduiſ des aſſiſtans ou aucuns apparans à ce connoiſſans. xxi.

Proſenettes, couratiers & autres commis à vendre marchandiſes à eux baillees ou le pris qu'ils en ont receu, ſeront contrains rendre les marchandiſes ou le pris qu'ils en auront receu par prinſe & detention de leurs perſonnes, la choſe conuë ſommairement ou confeſſee. xxii.

Tous acheteurs de beſtail, vins, bledz & autres victuailles, ſ'ils ne payent content ou qu'on ne leur baille terme & delay de payer, ſeront contrains apres la deliurance par priſon promptement & ſans commiſſion par eſcrit ſous le ſimple congé du iuge, & à l'aſſertion de la partie faite par ſerment par deuant ledit iuge. Ou ſi terme y a, au bout du terme payer le pris conuenu & accordé entr'eux, ſans pour ce pouuoir uſer & iouyr de respits à vn ou cinq ans, ne de ceſſion de biens. Et ſi luy y a contradiction ſur ladite vente, pris ou deliurance de ladite marchandiſe, ſe doit vuyder ſommairement & de plain ſans figure de proces. Et ſera le priſonnier deliuré à faute de monſtrer par le vendeur de ladite vente, pris & deliurance dedans vingt-quatre heures avec dommages & intereſts, ſans preiudice toutes-fois de l'action à iceluy vendeur en autre iugement. xxiii.

Le creancier ou ſon heritier pour le paiement en quoy on luy eſt tenu par obligation ou condamnation auant que commencer exploit d'execution, arreſt & empeschement d'heritages pour les mettre en cryees & ſubhaſtations, doit par le ſergēt executeur faire-faire commandement au debteur ou à ſon heritier, ou au detenteur de l'heritage obligé, ſi le debte eſt reel au choix d'iceluy creancier de payer le debte ou rente, pour leſquels l'on veut faire-faire leſdites cryees, ou luy fournir meubles vallans iceluy debte. Et ſi l'executé ou celuy ſur lequel ſe fait ledit

dit exploit d'arrest, execution & commandement soit principal debteur obligé ou tiers detenteur de l'heritage obligé fournisse biens meubles exploitables sans dechet, comme dit est, valant ledit debte, ledit sergent executeur surseoir de faire lesdites cryees & subhastations iusques à ce que lesdits gages soient vendus, pour sçavoir si l'argent qui en ystra, fournira au paiement dudit debte. xxiiii.

Au contraire si l'obligé, son heritier ou detenteur de l'heritage obligé audit cas est refusant ou delayant payer ou bailler gages, est requis faire perquisition des meubles du debteur principal. Et si l'en n'en trouue aucuns en l'hostel & domicile de l'obligé, ledit sergent pourra saisir l'heritage, & iceluy mettre en cryees pour estre vendu iusques à la concurrence du debte. Et est à l'option du creancier de s'adresser à tels heritages speciallement hypothecquez, que bon luy semblera, pour iceux mettre en cryees. Et où les heritages hypothecquez speciallement ne suffiront pour le debte, audit cas le creancier pourra faire saisir des heritages hypothecquez generally, avec lesdits heritages speciallement obligez. Et n'est le detenteur receu à declarer autres heritages obligez pour empescher l'effect des cryees commenees. xxv.

Et si apres l'exhibition ou perquisition desdits meubles, il appert qu'ils ne soient suffisans pour satisfaire au deu. Audit cas le sergent pourra proceder à la vente desdits meubles, & neantmoins proceder ausdites cryees pour le surplus du debte. Et s'entend quant aux condamnations que pour condamnation procedant de cause de rente ou arerages, le creancier a son choix de faire executer la sentence sur les meubles, ou soy adresser aux heritages. Et les faire saisir & cryer sans discussion desdits meubles: mais si la condamnation procede de debte personnel, sera tenu le creancier de faire discussion desdits meubles, avant que proceder à la saisie & cryee desdits heritages. xxvi.

Le sergent par son exploit tesmoin selon l'ordonnance sera creu de ladite perquisition & choses dessus-dites. xxvii.

Et peut le creancier faire saisir avec lesdits heritages les fruits d'iceux, sans ce que ledit debteur ou son heritier ou le tiers detenteur non opposant en iouyffe pendant lesdites cryees: car l'exploit tiendra en la propriété & fruits, durant lesquelles cryees seront lesdits fruits baillez à ferme au plus offrant & dernier enchereur en deduction & diminution dudit debte & frais desdites cryees. Et à defaut de fermier & que l'on n'en pourroit trouuer, seront lesdits heritages regis & gouvernez sous la main de ladite iustice par commissaire ou commissaires qui doiuent estre & seront commis par ledit iuge, ou par ledit sergent. Et si lesdits fruits n'auoient esté saisis, & ledit creancier ou creanciers ou opposans le requeroient, il sera dit par le iuge, que pendant le proces desdites cryees, lesdits heritages seront baillez à ferme, ou regis & gouvernez par commissaires, ainsi que dessus est dit. xxviii.

En telles manieres que durant lesdites cryees, ledit debteur principal ne son heritier, ny tiers detenteur non opposant, n'autres parties opposantes & ayans interests ausdites cryees directement ou indirectement, ne iouyront desdits heritages par quelque caution qu'ils puissent bailler, si ce n'est du consentement du poursuivant desdites cryees & desdites autres parties opposantes. xxix.

Aussi au regime & gouvernement desdits heritages ne peuuent estre commis ny estre fermiers d'iceux le iuge, son greffier, sergens executeurs desdites cryees, aduocat ou procureur desdites parties, les enfans ou freres des dessusdits & desdits poursuivans & opposans. xxx.

Les fermiers & acenseurs desdits heritages & fruits d'iceux, ou ceux qui à defaut de fermiers & acenseurs auront esté commis au regime & gouvernement d'iceux, seront tenus rendre compte & payer le reliqua, ou payer les acenses chacun an, ou quand il sera ordonné par iustice. Et à ce pourront estre contraincts comme acheteurs de biens en iustice par prinse & emprisonnement de leurs personnes. xxxi.

Le sergent commissaire procedant ausdites cryees peut du consentement des creanciers & opposans, à la requeste desquels elles sont faites, recevoir les cautions desdits commissaires. Et où il y auroit contradictions, le sergent remettra les parties sur ladite reception de caution par deuant ledit iuge, auquel la connoissance de ladite matiere de cryees appartient. Et ce sans interruption d'icelle matiere ny desdites cryees. xxxii.

Esquelles cryees sera & doit estre obseruee l'ordre & solennité qui ensuit. xxxiii.

C'est à sçavoir que le sergent executeur desdites cryees en vertu des lettres de commission de iuge competent, & des lettres obligatoires passees sous seel royal, ou du comté de Nevers ou autre seel autentique de cour laye, ou en vertu de condamnation de cour seculiere

Couſtumes du pays de Niuernois.

peut & doit prendre, ſaiſir & mettre en main de iuſtice les heritages du debteur, ou le principal manoir d'iceux, quand ce ſont ſeigneuries, meſtairies ou autres pieces obligees, pour & en comprenant les appartenances d'icelles pieces, & ſemblablement les fruits d'icelles, apres commandemens ou perquiſitions faites, comme dit eſt. Et ſignifiera audit debteur ou à ſon heritier, & audit tiers deteneur ladite main-miſe & ſaiſie. Enſemble leſdites cryees & iours introduits par la couſtume cy apres declaree. xxxiiii.

Ce fait, le ſergent fera les cryees deſdits heritages ſaiſis en la maniere qui ſ'enſuit. C'eſt à ſçauoir que ledit ſergent fera quatre cryees & proclamations. La premiere ſera quinze iours apres ladite ſaiſie. Et les autres trois de quinzaine en quinzaine comme de lundy en lundy, compris eſdites quinzaines le iour des ſaiſies & cryees. Et ſeront leſdits iours d'icelles cryees certains & determinez, ſans qu'on les puiſſe prolonger ny abreger. xxxv.

Et ſi le iour du lundy enſuiuant eſt ferie, l'assignation ſe ramenera & eſcherra au mardy enſuiuant. Et ſera lors compté de mardy en mardy. Et ſera ainſi fait aux autres cryees enſuyuans. xxxvi.

Et ſont les iours feriez auſquels l'on ne peut faire ne paſſer leſdites cryees, le iour de Dimanche, Noël, Paſques, Penthecouſte, & les deux iours ſuyuans leſdites feſtes, les iours de la Circoncifion, des Roys, l'Ascenſion, la feſte Dieu, de Touſſaincts, des feſtes de l'Assumption, de la Natiuité, Conception, Purification, & Annonciation noſtre Dame, des feſtes principales d'Apoſtres & Euangelistes, & de la natiuité ſainct Iean Baptiſte tant ſeulement, feſte du patron de l'eglise cathedrale & de la parroiſſe du lieu où ſe ſont leſdites cryees. xxxvii.

Et à la premiere cryee, ledit ſergent executeur ſera tenu mettre & affiger au portail de l'eglise parrochiale du lieu vn breuet contenant ladite cryee, de laquelle affixe ledit ſergent ſera creu par ſon rapport, ſil eſt fait par maniere que deſſus. xxxviii.

Leſdites cryees ſeront faites es lieux accouſtumez de faire cryees en la iuſtice où les heritages ſont aſſis. Et outre ledit ſergent executeur en ladite premiere cryee & rapport d'icelle, nommera & declarera par le menu les heritages par luy mis en cryees. Et les lieux auſquels ils ſont aſſis, ſignifiera les assignatiōs de ventes & miſes, ſi aucunes y en a, à ceux qui y pretendent intereſt par notificatiō & ſignification generale & publicque en la place publicque, en laquelle ſe doiuent faire leſdites cryees comme dit eſt, à cry public, & à haute voix comme leſdites cryees. Et pendant leſdites deux premieres cryees, le ſergent ſera tenu proclamer leſdites cryees vne fois pour le moins, en la prochaine ville à iour de marché du lieu où les heritages ſont aſſis, en mettant autres affixes, contenant leſdites cryees au lieu public accouſtumé pour mettre affixes. xxxix.

Et où les heritages ſeront aſſis en diuerſes iuriſdictions, les cryees ſe feront au lieu où ſont les principaux heritages avec proclamations & affixes en la ville prochaine, comme deſſus eſt dit. xl.

Et ſi l'heritage du ſeigneur eſt cryé, il ſera cryé en la iuſtice ſuperieure par reſſort, la ſolen- nité deſſus dite obſeruee. xli.

Et ſeront pourſuyuies leſdites cryees, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelsconques iuſques au quart peremptoire incluſiue, en preſence d'vn notaire de cour laye en la maniere deuant dite & de deux teſmoins. Afin que qui ſe voudra oppoſer auſdites cryees, ou y prendre intereſt ou droit, il n'en puiſſe pretendre cauſe d'ignorance. Et à celuy ſur lequel l'on crie par vne ſeule notificatiō qui ſera faite à perſonne ou à domicile comme dit eſt: Car autrement leſdites cryees ſeroient nulles, & auſſi le decret qui ſ'en enſuiuroit. xlii.

Et ſi pendant leſdites cryees ſuruiennent aucuns oppoſans, ledit ſergent les doit recevoir à oppoſition. Et pour dire cauſe de leur oppoſition leur doit assigner iour par deuant ledit iuge pour voir confirmer leſdites cryees, ainſi & au iour qui ſera cy apres dit. xliii.

Les oppoſans ne ſeront tenus de former leurs oppoſitions, ſinon à la perſonne du ſergent pendant les cryees. Et neantmoins les peuuent former parlant à la perſonne du iuge d'icelles, ou au greffe de la iuriſdiction. Et apres icelles oppoſitions faites & formées ſuffiſamment faire les adjournemens neceſſaires & requis en ceſte partie, en parlant es perſonnes des procureurs qui auront fait & formé leſdites oppoſitions. xliiii.

Leſdites cryees, & proclamations peremptoires faits, le ſergent doit bailler à la demiere assignation au pourſuyuant deteneur & oppoſant, assignation par deuant le iuge pour voir informer leſdites cryees. A la charge des droits & devoirs ſeigneuriaux, feodaux & directs ſeulement, ſans aucuns arerages des redeuances ſi les ſeigneurs par raiſon d'iceux ne ſ'eſtoient oppoſez,

opposez, & aussi à la charge des frais desdites cryees qui serôt preallablement payees. Aussi à la charge de payer les debtes adiugees aux opposans selon l'ordre de priorité & posteriorité, eu esgard à l'antiquité, priuilege & qualité desdites debtes selon la disposition de raison. xlv.

Le iuge apres lesdites cryees confirmees, lesdites parties ouyes sur leurs oppositions par defenses au contraire. Et les proces desdites oppositions instruits procedera à iuger par decret lesdits heritages, cryees au plus offrant & dernier encherisseur. xlvi.

Et sont lesdits frais de cryees ceux qui sont faits pour la prinse & saisie, ventes & peremptoires façons, de peremptoires interpositions, expedition & deliurance de decret. xlvii.

Et au parauant que proceder à l'adiudication du decret desdits heritages cryez, il conuient faire publier quinze iours deuant icelle adiudication és iours de plaid au siege auquel ledit decret se doit adiuger qu'iceluy decret sera & se doit adiuger à ladite quinzaine. xlviii.

Ledit decret à ce qu'il soit vallable & que l'on s'en puisse aider, doit contenir la cause de saisissement pour quelques annees & termes escheus avec les subhastation, ventes, exploicts & proclamations & ordre desdites cryees. Et que le tout soit narré esdites lettres de decret, autrement ne sont vallables & ne forissent à effect. xlix.

Si pendant le proces des cryees le poursuiuant desdites cryees va de vie à trespas, son heritier ou ayant cause en procedant sans nouuel adiournement ou commission peut reprendre le proces, & iceluy continuer contre celuy lequel on crye, & cõtre autres opposans: car par le deces dudit poursuiuant ne s'interrumpent lesdites cryees: mais si ledit poursuiuant par appoinement ou negligence, ou intelligence avec iceluy sur lequel on crye, est negligent pour suivre le proces des cryees, l'un des opposans se peut faire subroger au lieu dudit poursuiuant. Et sera le premier poursuiuant tenu bailler lesdites cryees audit subrogé, en le remboursant des frais d'icelles cryees, desquels en la fin il sera remboursé & satisfait par le propriétaire. l.

En matieres de cryees on peut encherir pendant le proces, en quelque estat que la cause soit, iusques à l'expedition & deliurance des tiltres de decret signees & seellees. li.

Le dernier encherisseur est contraint par detention & emprisonnemēt de sa personne, sans autre discussion, consigner actuellemēt au greffe les deniers de son enchere dedans huit iours apres ladite enchere faite & deliurance dudit decret, sinon qu'à ladite deliurance de decret & adiudication y eust appel. Et où il ne consignera dedans ladite huitaine, comme dit est, soit qu'il tiennē prison, soit qu'il soit fugitif ou absent, sera procedé à la vente de ses meubles & immeubles par ordre sans solennité. Et neantmoins pourront les poursuiuans faire recrier les heritages ia criez aux perils & fortunes & despens dudit dernier encherisseur. lii.

Quand l'acheteur & dernier encherisseur est creancier, & que son deu luy est adiugé en tel ordre qu'il en peut & doit auoir payement, ne sera tenu consigner que la somme qui excedera sondit deu. liii.

En proces de cryees, garand formel n'a lieu quant au debteur principal ou heritier déclaré, ou tiers detenteur, s'il n'y a sentence ou declaration precedente contre le tiers detenteur. liiii.

En choses vendues & adiugees par peremptoire euiction n'a point de lieu. lv.

Deformais auāt que proceder à l'adiudication & interposition de decret d'aucunes cryees, le proces verbal & rapport desdites cryees, sera leu en iugemēt & auditoire le plus apparēt du pays, par deuant le iuge ou son lieutenant à iour de plaid. Et durāt iceux en presence des aduocats, procureurs & praticiēs assistans. Et icelles ouyes leur serôt par ledit iuge ou son lieutenant certifiées par l'aduis des praticiēs, si elles sont bien & deuēmēt faites selon les vs & coustumes dudit pays, sans ce que lesdits iuges & praticiens en prennent aucune chose. Et aussi à ce faire & y assister seront lesdits praticiens contraints par toutes voyes deuës & raisonnables.

VN chacun peut disposer par son testament, codicille & derniere volonté de tous ses biens meubles & conquests. Et de la cinquième partie de son heritage, & non vltra. ii.

Executeurs de testamēs sont saisis durant l'an & iour du trespas du defunct de tous les biens meubles delaissez par le deces, iusques à la concurrence des laiz testamentaires, apres inuētairre desdits biens fait par auctorité de iustice. Et s'il n'y a assez meubles, ils seront saisis de conquests iusques à ladite concurrence. iii.

Si les executeurs testamentaires ne veulent accepter ladite charge de l'execution, le iuge y peut subroger, si les heritiers n'en vouloient prendre la charge, & bailler caution de ce faire dedans l'an & iour. iiij.

Constumes du pays de Niuernois

1. Ch. 33. 5. Refertur ad proximum, videlicet ut executor possit tradere partem hereditatis iuste legatariis hoc testator disposuit prout in hac clausula elle a voulu que son dit mary & executeur le peust prendre par ses mains: quod etiam valet de iure. l. titia. §. 1. de legat. 2. C. M.

2. 13. In fi. Et sic semper requiritur scriptura etiam si testamentum sit nuncupatum fallit in testamento militari si forte castra essent in hac regione. Itē fallit tempore pestis ut in casu de quo consultus fuit. Quidā deuant vn prebste no taire d'eglise fecit legata nepotib⁹ ex fra tre premortuo, deide frater su perstes traitte tout seul ledit testateur en sa peste, lequel deuant tesmoins dit plusieurs fois qu'il remouoit ce qu'il auoit fait deuant le prebste & donoit tout a son dit frere qui le pensoit? Respon. quod valet hac vltima voluntas quia fit diminitio solennitatis tempore pestis l. vi. C. de testam. Tū quia solennitas humana. §. non est essentialis sed probatoria nec obstat constitutio de l'an. 1539. De non leguer aux gouuerneurs, quia non habet locū in hoc momento & tam necessario regimine ne mouerent auxilio desituantur: Tamen die Iouy. 17. May. anno. 1565. hac causa in senatu acta ad consilium remissa fuit. C. M.

S'il n'y a meubles en la succession du testateur, l'executeur doit denoncer en iustice aux heritiers du defunct, qu'ils fournissent deniers ou meubles. Et s'ils sont delayans ou refusans, il pourra ayant permission de iustice qui luy doit audit cas estre baillee, vendre à rachat les heritages dudit defunct. Et s'il ne trouue qui les vueille acheter à ladite charge, les pourra vendre simplement. v.

Legataires ne sont saisis des laiz à eux faits pour les prendre par leurs mains: mais si ce sont meubles & conquests, les doiuent dedans l'an & iour de l'execution prendre pour la main de l'executeur, apres le dit an, par les mains de l'heritier. Et quant aux immeubles anciens, tousiours par les mains dudit heritier, si le testateur n'en a autrement disposé. Et si lesdits executeurs & heritiers sont refusans ou delayans de leur faire deliurance, lesdits legataires auront recours à la iustice, laquelle apres lesdits refus ou delay fera ladite deliurance. vi.

Les heritiers qui demādent main-leuee des biens du defunct, sont tenus de mettre es mains des executeurs argent ou biens exploictables pour l'execution du testament & payement des debtes, ce faisant & non autrement, ils auront main-leuee du residu. vii.

Lesdits executeurs, doiuent & sont tenus dedans lesdits an & iour payer les debtes du testateur, clairs & cogneus par lettres & loyaux enseignemens, l'heritier ou heritiers preallablement sommez de prendre la cause pour eux, & leur administrer defenses & preuues pour ce empescher. viii.

Les executeurs peuuent dedans lesdits an & iour sans le sceu & cōsentement des heritiers receuoir les debtes actifs, personnels dudit defunct, dont les briefs, obligez ou cedulles leur auront esté baillez par inuentaire, & non autrement. ix.

Lesdits an & iour expirez, lesdits executeurs sont tenus rendre compte & payer le reliqua de leur execution à l'heritier. Et à ce sont & peuuent estre contrains par iustice. x.

Institution ne substitution d'heritier par testament n'autrement n'ont point de lieu, en maniere que lesdites institution ou substitution, nonobstant l'heritier habille à succeder heritera & sera saisi de la succession, en maniere aussi qu'un testament est vallable, posé qu'il n'y ait institution d'heritier. Et combien que ladite institution ne vaille, ne sera pourtant vicié ledit testament es autres choses. xi.

Aucun ne peut estre heritier & legataire d'une mesme personne. xii.

Le testateur ne peut aucune chose par son testament, codicile ou autre disposition de dernière volonté leguer ne donner au notaire qui les reçoit, ou aux tesmoins desdites dispositiōs, & sont nuls les laiz ou donations faits dessusdits. xiii.

A ce qu'un testament & codicile soit reputé vallable, il est requis qu'il soit escrit & signé de la main du testateur ou passé par deuant deux notaires, ou vn notaire & deux tesmoins, ou signé de ladite main en presence de deux tesmoins: & où ne sera trouué notaire en cas de necessité en la presence du curé ou son vicaire & deux tesmoins. 2

CHAPITRE

34.

Des successions.³

Article premier. 3

LE mort saisist le vif son plus prochain habille à luy succeder ab intestat, sans apprehension de fait. ii.

Homme ou femme de condition seruite ne succedent à leurs parens. Et econtrā l'homme ou femme francs ne peuuent succeder à leurs parens de ladite condition seruite. iii.

Tant qu'il y a hoirs du corps du defunct, enfans ou descēdans, toutes autres successiōs descēdans & collateraux, cessent en quelque espee de biens que ce soit, selon qu'il sera apres dit. iiii.

Lesdits enfans descēdans, defaillans les pere & mere & autres ascēdans du defunct gradatim succedēt en ses biens meubles & conquests, à la charge des debtes & frais funeraux tant que lesdits meubles & conquests se pourront estēdre, toutes-fois ils auront le choix de prēdre seulement lesdits meubles fraîchement & sans payer lesdites debtes & frais funeraux, au cas que lesdits conquests & heritages pourrōt à ce fournir, & à defaut desdits ascēdans les plus prochains parens du defunct y succedent selon les limitations toutes-fois dessous declarees. v.

Et quant aux conquests & heritages defaillans lesdits descēdans & ascēdans respectiuelement, les freres ou sœurs du trespassé en sont heritiers & y succedent. Et en defaut d'eux lesdits conquests appartiennent aux plus prochains collateraux desdits defuncts. Et quant aux anciens heritages ils appartiennent & retournent aux ascēdans en ligne directe dont ils sont procedez. Et s'ils n'en sont procedez appartiennent aux plus prochains du sang, venans & de-

3. Ch. 34. Cum. §. 1. & 2. Conformatur consuet. S. Pierre le moustier. C. M.

scendans

scendants de l'estre, tronc & ligne d'ont lesdits heritages sont venus & procedez, sauf toutes-fois les limitations cy deffous declarees.

Les enfans de diuers liets succedent à leur pere & mere par teste.

Les heritages en succession ensuiuent la ligne du tronc & estre dont ils sont issus. En maniere que les heritages procedans du costé paternel, retournent & appartiennent seulement aux heritiers du defunct d'iceluy costé. Et ceux qui procedent du costé de ligne maternel de mesmes, & esdits heritages est exclus le plus prochain parent de l'autre costé, par le parent du costé dont procede l'heritage, posé qu'il soit plus lointain en degré.

Eschoiste d'heritage ancien ne monte point en succession collateralle, en maniere que les oncles & autres ascendans collateraux ne succedent esdits heritages tant qu'il y a ascédans collateraux, posé qu'ils¹ soient plus lointains en degré.

Les pere & mere & autres ascendans en ligne directe, combien qu'ils ne succedent en anciens heritages, neantmoins ils ont l'usufruit des heritages procedans de leurs estres, escheus à leurs enfans par succession collateralle.

En succession collateralle dedans les termes de representation on y succede par ligne.² Et hors les termes de representation par teste.

En toutes successions directes de descendants, representation a lieu in infinitum.³ En succession ascendante, representation n'a point de lieu.

En succession collateralle, representation a lieu entre freres & sœurs, & enfans de freres & sœurs du defunct & non vltra, sauf és meubles esquels representation n'a lieu: Mais aduiènent au plus prochain de la chair.

En succession collateralle, le frere forcloist sa sœur. Et aussi les enfans soient masles ou femelles forcloient leur tante, sœur de leur pere.⁴ Et les enfans descendants d'elle soient masles ou femelles, à sçauoir forcloient leur dites tantes des immeubles, & non-pas des meubles qui appartiennent à leur dite tante, comme plus prochaine de la chair du defunct. Et quant aux enfans d'elle decedez lors du trespas d'iceluy defunct, ils sont forclos par leurs cousins & cousines descendants du frere tant des meubles que des immeubles, comme representans leur pere. Et en toutes autres successions collateralles sera gardé & obserué le droit commun.

En la ville & preuosté de Clamecy, chastellenies de Metz, Monceaux, le comté Neuffontaines, ville, fauxbourgs⁵ & preuosté de saint Leonard, les coustumes excludans les femelles & en faueur des masles & leurs descendants masles ou femelles, n'ont lieu, & ne sont obseruees, & succedent les femelles comme les masles.

Freres germains⁶ en succession l'un de l'autre sont preferez à freres vterins & paternels, entant que touche les meubles & conquests, & pareillemēt les enfans desdits freres germains forcloient pour l'esgard desdits meubles & conquests leurs cousins & enfans desdits autres freres paternels ou vterins en la succession de leur oncle ou tate, & en defaut desdits masles, les femelles ou les descendants desdites femelles succederont audits meubles & conquests par la maniere deuant-dite. Et quant est des heritages anciens ils appartiennent toujours aux plus prochains de la ligne & estre dont ils sont partis.

Partage ou assignation faite par le pere, mere ou l'un d'eux, ladite mere auctorisee de son mary, & aussi par le suruiuant d'eux, de ses biens entre leurs enfans, ou par autres⁷ de ses biens entre ses prochains heritiers capables à luy succeder ab intestat, tient & vaut,⁸ & sont lesdits enfans ou heritiers apres le trespas desdits defuncts, vestus & faisiz⁹ des biens d'iceluy defuncts selon ledit partage ou assignation le cas aduenant, toutes-fois tel partage & assignation est ambulatoire & reuocable, iusques à mort.

Moynes & religieux de quelque religion que ce soit ne succedent point, ny le monastere & religion pour eux.

Les biens de ceux qui font profession en religion appartiennent à leurs plus prochains heritiers habilles à succeder, & sont faisiz tout ainsi que si lesdits religieux estoient decedez par mort naturelle.

Collation & rapport ont lieu en succession directe, & non collateralle.

Les prochains lignagers de gens d'eglise seculiers leur succedent ab intestat, comme l'on succede à dres personnes.

Bastards de quelque qualité qu'ils soient, ne succedent point à leurs parens en ligne directe

17. Scilicet per carētes liberū inter collaterales. C.M.

18. V aut. Salua tamen legitima respectu descendētium in x. l. si cogitatione. C. fam. decis. & sup. tit. des donations. §. 7. C.M.

19. Faisiz: tunc pro heredes ab intestato, unde portio premeritoria sua liberis accrescit alia qd omnes solum debita vtiliter in l. 1. C. sb ce vt. pet. C.M.

8. Scilicet descendentes à collaterallibus defuncti. C.M.
2. 10. Et sic seruatur opinio Accur. & communis qua iustior & verior est que quid Zafius in nouis suis intellec. scripserit. C.M.
3. 11. Et sic semper succeditur in stirpe etiā inter decurretes in eodē gradu. S. cum filius instituit de successio. ab intest. C.M.
4. 14. Sicut consuetudo nisi restringatur in fauorē coniunctorum vtrinque ex anno. 1536. au diebam Burgonum sic scribitur curasse in rem suam ut alios excluderet consuetudo verò S. Pierre le moustier hoc ti. §. 9. sic habet, En successio collateralle le masle forcloist la femelle en pareil degré, sauf au siege & ressort de Cengquins & és seigneuries de Chastelchinnon & de Lorme où le masle ne forcloist la femelle sinon entre nobles. C.M.
5. 15. Hæc enim suburbia sunt aliud territorii alia in risidilio quam Toppido, vt videatur oppidū separatū, vt ferunt de oppido sancti Germani praetensis in suburbio occidentali Parisiorū & de suburbio Londini Tanglia. C.M.
6. 16. Idē consuet. S. Pierre le moustier. §. 12. C.M.

Costumes du pays de Nivernois

ou collaterale : mais bien succedent à leurs enfans & descendans comme les autres peres ou meres, aussi lesdits parens ne leur succedent, s'ils ne sont descendus de leurs corps. xxiii.

Si lesdits bastards decedent sans hoirs de leurs corps, le seigneur haut iusticier leur succede. xxiiii.

Lesdits bastards peuuent acquerir toutes especes de biens feodaux, censuels, bourdeliers, ou allodiaux. Et d'iceux disposer entre vifs, & par disposition de derniere volenté. xxv.

Bannis à perpetuel ne succedent point. xxvi.

Qui paye les debtes & frais funeraux du defunct, ou s'entremet à l'administration de ses biens apres son deces, fil est habille à luy succeder & fait lesdits actes simplement, il est tenu & reputé heritier, & ne peut apres repudier la succession quelque protestation ou modification qu'apres il face ou vueille faire au contraire. xxvii.

Qui declare en iugement estre heritier d'un defunct, ladite declaration profite au declarant & à tous autres de mesme, fil fait declaration iudicielle qu'il n'est heritier, telle declaration vaut & profite à tous. Autrement est, quand aucun est reputé heritier par contumace: car telle declaration sert seulement au poursuiuant d'icelle. xxviii.

Celuy qui se porte heritier simplement, est preferé à l'heritier par benefice d'inventaire, qui s'entend quand il est lignager, autrement non. Et a lieu ladite exclusion, posé que l'heritier simple soit plus loingtain que celuy qui se porte heritier par benefice d'inventaire. xxix.

L'heritier conuentional fait en contract de mariage, posé qu'il ne soit lignager, se peut porter heritier par benefice d'inventaire, & y sera receu pourueu qu'il n'y ait lignager qui le vueille estre simple, ou en ladite qualité.

CHAPITRE 35. De droit d'aisneesse. Article premier.

Droit d'aisneesse a lieu entre gens nobles, viuans noblement en ligne directe seulement, & quand la cheuance du defunct vaut cent liures de rente par commune estimation & non autrement. ii.

En succession de femme droit d'aisneesse n'a point de lieu, ne pareillement entre filles venans à la succession. iii.

En succession collaterale droit d'aisneesse n'a point de lieu. iiii.

Droit d'aisneesse appartient à l'aisné masle sur ses freres & sœurs, & fil decede delaissez des enfans masles vn ou plusieurs, soit auant le trespas du pere ou apres, pourueu que ce soit auant partage, l'aisné desdits enfans comme representant son pere, prendra ledit droit d'aisneesse. v.

A l'aisné ou son hoir masle representant comme dessus est dit, appartient pour ledit droit d'aisneesse la meilleure maison soit fort ou non, ainsi qu'elle se comporte avec les fossez si fossez y a, le meilleur fief & le meilleur homme de condition, si aucuns en y a, au choix dudit aisné quant audit fief & homme & non autre chose. vi.

Toutes-fois fil y auoit aucuns heritages ioignans & contigus à ladite maison, comme grange, vergier, coulombier, pré, & autres choses sans interposition d'autres heritages, ledit aisné les peut auoir en recompensant les autres freres par heritage à estimation, arbitrio boni viri.

CHAP. 36. Des prescriptions. Article premier.

Toutes prescriptions sont reduites à trente ans contre gens laiz, & contre l'eglise à quarante ans, sinon es cas particuliers autrement decidez cy dessus. ii.

Le seigneur vtil comme censier, bourdelier ou rentier, qui a payé partie de la redevance par luy deuë par paiement vniforme, l'espace dessusdit a acquis liberte du surplus d'icelle redevance. iii.

Faculté de racheter, toties quoties, se prescrit comme dessus. iiii.

La façon & maniere de leuer dismes, aussi la quote d'iceluy sont prescriptibles comme dessus. v.

Interruption de prescription faite contre l'un des freres ou communs possedans par indiuis aucunes choses, nuyt aux autres freres ou communs. vi.

Si aucun vend ou transporte heritages ou choses immeubles par luy tenuës à cens, rente, ou autre deuoir d'aucun seigneur, & tel alienant apres ladite alienation continuë le payement dudit deuoir & charge dudit heritage ainsi vedu. En ce cas ne court prescription dudit de-

uoir

uoir ou charge au profit de l'acquerueur, ou autre ayant de luy cause pour quelque laps de temps qu'il le possede iusques à ce que ledit seigneur direct, soit deuëment informé de ladite alienation.

C H A P I T R E

37.

*D'affiette de terre.**Article premier.*

Qui est tenu, obligé ou condamné à bailler & payer rente simplement, n'est tenu d'en faire affiette par le menu: mais seulement de payer ladite rente par ses mains, & qui est tenu, obligé ou condamné de bailler rente en affiette ou d'asseoir rente, il sera tenu de l'assigner & asseoir selon ce que dessus est déclaré. ii.

Qui est tenu de faire affiette, la doit faire de prochain en prochain tant qu'il aura dequoy l'asseoir en ladite maniere, & aussi est tenu le creancier de l'accepter. iii.

Iustice haute, moyenne & basse se prise en affiette, le dixième de ce que le reuenue de la terre vaut par chacun an, qui est de dix liures vingt sols. iiiii.

Iustice haute, seulement, ou moyenne & basse ensemble, sont prises en affiette le vingtième du reuenue de la terre, qui est de vingt liures vingt sols tournois. v.

Et au regard de la basse seulement vaudra la quarantième, qui est vingt liures dix sols tournois. vi.

Le ressort n'est pour rien compté en affiette, & est tenu le debteur faisant l'affiette de bailler avec la iustice en premier degré. vii.

La forteresse, chasteau ou maison fort en estat suffisant est estimee en affiette la dixième partie du reuenue de la terre, & ne sera tenu le creancier de la prendre, si la moitié pour le moins de la terre ne luy est baillie. Et quant aux autres edifices, maisons, granges, bergeries, estables, vergiers, iardins, & heritages estés des appartenances dudit chastel ou maison fort & ioignans icelle, ils serot estimez pour la dixième partie du reuenue de l'annee apprecié par gens à ce connoissans. viii.

Autres maisons & edifices sont prisez en ladite affiette la quarantième portion de ce qu'elles vallent à les acheter pour vne fois. ix.

Plein fief est prisé en affiette la dixième partie du reuenue dudit fief. x.

Arriere-fief la vingtième. xi.

Le franc alleu est estimé & prisé le dixième plus que le fief, en maniere que qui doit cent liures de rente en franc alleu, sera tenu pour y satisfaire de bailler cent dix liures en fief. xii.

Cens en affiette double, & bourdelage tierce, qui est à dire que cent sols de cens, sont prins en affiette pour dix liures de rente, & cent sols de bourdelage pour sept liures dix sols tournois. xiii.

Taille d'homme ou femme serf est eualuee la dixième partie de ce qu'elle a valu ou peut valloir en dix annees, & la mex sera baillé pour la dixième partie de ladite taille. xiiii.

Rentes qui ne croissent ne décroissent sont baillies pour autant qu'elles montent. xv.

Rentes muables qui croissent & décroissent sont baillies en affiette pour la dixième, de ce qu'elles ont valu ou peuuent valloir en dix ans les impenses necessaires desduites. xvi.

De mesmes quant aux moulins, fours, pressouers, riuieres, bannaulx ou non bannaulx, garennes, coulombiers & semblables. xvii.

Place de moulin vague est prisee cinq sols tournois. xviii.

La feuille d'vne chartee de foin, est estimee la dixième partie de ce qu'elle a valu ou peut valloir en dix annees, eu esgard à l'affiette. xix.

Chacun saule portant branches à perches ou pisseau, est prisé vn obole par an. xx.

L'arpent de boys de coupe & reuenant, est prisé la quinzième partie de ce qu'il a esté ou peut estre vendu en quinze ans. xxi.

Boys de forest portant pesson ou non, est estimé en affiette la trentième partie de ce qu'il peut valloir, à vendre pour vne fois. xxii.

Estang qui n'assouue point de luy-mesme s'il est d'agoust, est prisé chacun arpent vingt sols, & s'il est de fontaine vingt-cinq sols, & s'il assouue de luy-mesme tréte sols, desduits toutes-fois les frais & mises necessaires. xxiii.

Et est l'arpent de quatre quartiers en quatre, le quartier de dix toises, & la toise de six pieds, & le pied de douze poulces, & par ainsi faut que chacun quartier contienne quarante toises en circuit, & dix toises en chacune quarrure, & ainsi sera il du plus, & de moins. xxiiii.

FFFF ij

Coustumes du pays de Niuernois

L'arpent de vigne en vignoble, est prisé quarante sols, & autre part trente sols. xxv.
 L'arpent de terre en nature ou en frische, à froment, seigle, ou autre bled sera prisé ce qu'il pourra estre baillé vn tiers moins. xxvi.
 En rentes de bledz les mesures seront eualuces à la mesure de Neuers. Et sera faite la prisee en la forme qui s'ensuit.

Boisseau froment trois sols tournois.	Boisseau seigle deux sols six deniers.
Boisseau d'orge vingt deniers.	Boisseau auoyne dix deniers.
Boisseau de poix deux sols six deniers.	Boisseau de febues ii. sols vi. deniers.
Boisseau de millet deux sols six deniers.	Tonneau de vin soixante sols tournois.
Le muy de vin à ladite raison quarante sols tournois.	xxvii.

Et est à noter que le tonneau vaut & doit contenir deux poinçons, le poinçon cinq coteretz, le coteret quarante-huit pinte mesure de Neuers, & les trois muys valent deux tonneaux, par ainsi le poinçon doit contenir douze vingts pintes, le tonneau quatre cens quatre vingts pintes, & le muy trois cens vingt pintes. Et si lesdits coteretz, poinçons, tonneaux & muys contiennent moins que dessus, ils sont faux, & sont les vendeurs à autres mesures, & les tonneliers qui les ont faites, punissables d'amende arbitraire. Et sera tenu chacun tonnelier auoir vne marque, de laquelle il marquera les tonneaux par luy faits.

Geline en assiette & prisee douze deniers tournois.	Chappon vingt deniers tournois.
Oye deux sols tournois.	Liure de cire iiii. sols deux deniers.
Pinte d'huylle vingt deniers tournois.	Brebis sept sols six deniers tournois.
Mouton commun dix sols tournois.	Mouton gras xiii. sols iiii. deniers tour.
L'aiguel trois sols.	Veau quinze sols tournois.
Pourceau d'un an gras quarante sols.	Pourceau commun vingt-cinq sols.
Cochon vingt deniers.	Cheureux ii. sols six deniers tournois.

Les autres cy non declarez, seront prisez par deux preud'hommes, acceptez par les parties.

Proces Verbal.

L'An mil cinq cens trente-quatre, le huitième iour du mois de Novembre, Nous Loys roillard & Guillaume bourgoing, conseillers du Roy nostre sire en sa cour de Parlement à Paris, estans en la ville de Moulins en Bourbonnois, occupez pour le fait & expedition des grans iours tenus en iceluy lieu par ordonnance du Roy. Auons esté requis par maistre Christofle marsault, procureur en ladite cour de madame la comtesse de Niuernois, de nous transporter en la ville de Neuers, pour en ensuiuant certaines lettres patentes du Roy, obtenuës par ladite dame comtesse de Niuernois proceder à la reduction des coustumes d'iceluy pays. Pourquoy l'vnième iour dudit mois & an, iceux grans iours tenus à Moulins finis & expirez, nous conseillers deuantdits nous transportasmes en ladite ville de Neuers. Et le treizième iour dudit mois de Novembre, estans arriuez au chasteau de ladite ville de Neuers, nous fut dit & exposé par maistre Jaques boillacre, procureur du comté de Niuernois, que par cy deuant par vertu des lettres patentes du Roy adressantes à madame la comtesse dudit pays de Niuernois, auroient esté assemblez les trois estats pour aduiser de rediger par escrit au vray les coustumes dudit pays & comté. Et qu'à ceste fin assignation auroit esté donnée ausdits trois estats à comparoir par deuant nous en ladite ville de Neuers, ville capitale dudit pays, au quatorzième iour dudit mois de Novembre, à vne heure attendant deux apres midy. A ceste cause nous presenta deux lettres patentes du Roy, les vnes dattees du penultime iour d'Aoult, les autres du vingt-vnième iour d'Octobre dernier passé. Nous priant vouloir vacquer & entendre audit affaire & proceder selon la forme desdites lettres, ce que luy accordasmes apres icelles lettres auoir esté par nous veuës & leuës, & desquelles premieres lettres la teneur s'ensuit. François, &c.

Et le quatorzième iour dudit mois & an, à deux heures de releuée, nous transportasmes au refectouët du conuent des cordeliers où illec trouuasmes grand assemblee de gens. Et nous illec estans, comparurent nobles personnes, messire Anthoine de flamerant, chevalier, seigneur dudit lieu & de Buzet, baillif & gouverneur dudit pays de Niuernois, ayant esté cõmis & député par le Roy pour la reduction du cayer coustumier fait en la première assemblee desdits trois estats. Et messire Noël bourgoing, docteur és droitz, presidēt des cõptes dudit pays, chef du conseil de ladite dame, maistre Jean de morogues, licēcié és loiz, seigneur des Lendes, secretaire

secrtaire du Roy, & maistre Philippot Oliuier, seigneur des Granches, cōseillers en la chambre des comptes, maistre François Mige, lieutenant general, maistre Guillaume rapine, aduocat, & Jaques bollacre procureur audit pays & comté de Niernois pour ladite dame. Ce fait par ledit maistre Guillaume rapine aduocat de ladite dame, en la presence des assistans fut dite & proposee la cause de ladite assemblee en faisant par luy plusieurs remonstrances de l'vtilité & proufit qui aduendroient à cause de la reduction desdites coustumes & reformation d'icelles, & qu'à ladite heure il auoit fait appeller lesdits trois estats, & nous requist faire lecture desdites deux lettres patentes en la presence des gens desdits trois estats illec presens, Nous requerāt icelles vouloir executer de point en point selon leur forme & teneur. Et en ensuyuant ladite requeste feismes faire lecture desdites lettres patentes par Erard roux greffier du bailliage de Niernois. Et ladite lecture faite furent appelez selō leur ordre lesdits gēs desdits trois estats. Et le lundy xvi. iour dudit mois aduenant ladite assignation & heure d'une heure apres midy nous commissaires susdits nous transportames audit resectouer, où comparurent les dessusdits, & par ledit Rapine aduocat fusmes requis en ensuyuant nostre appointment de famedy dernier, de faire appeller les deffailans, ce que luy accordasmes, & les fismes appeller par ledit greffier, & ce fait donnasmes nostre appointment en la maniere qui l'ensuyt:

Veue par nous Loys roillard & Guillaume bourgoing conseiller & commissaire deuantdits les deffaux obtenus par deuant nous, les exploits & relations desdits adiournemens. Auons apres que lesdits deffailans ont esté presentement par deuant nous de rechef appelez & qu'ils n'ont comparu. Et ladite heure de midy attendant vne heure estre escheuē, pour le proufit desdits deffaux ordonné qu'il sera procedé à la lecture du cayer desdites coustumes à nous presenté, nonobstant l'absence desdits deffailans comme s'ils estoient presens, & en outre comme de raison. Ce fait ledit aduocat de Niernois ce requerant fismes faire le serment ausdits gens d'eglise, nobles & du tiers estat, officiers & practiciens dudit pays illec presens & assistans en bien grand nombre, de bien & loyaument deposer du fait desdites coustumes, & de nous aduertir sur icelles des choses qu'ils verront estre vtiles & proufitables, & aussi dommageables au bien & vtilité dudit pays, & nous declarer les coustumes nouvelles qui seront couchees en l'ancien liure coustumier qu'ils nous ont presenté, ce qu'ils ont promis faire. Et ce fait a esté fait lecture desdits articles desdites coustumes par ledit Erard roux greffier dudit bailliage de Niernois intelligiblement à haute voix, &c.

F I N D E S C O V S T V M E S D E N I V E R N O Y S .

Les Coustumes & vsaiges de la ville, taille, ba-

I L I E V E T E S C H E V I N A G E D E L I L L E

P R E M I E R E M E N T V E V Z , E X A M I N E Z , C O R R I G E Z ,
& interpretez: Et en apres confirmez & approuuez par L'empereur nostre sire par ses lettres patentes en date du premier iour de Decembre, an Mil, cinq cens & trentetrois. Par lesquelles il a voulu & veult que lesdictes coustumes & vsaiges ainsi qu'ilz sont cy apres declarez, soient tenus reputez pour l'aduenir comme loix coustumes & vsaiges par escript en ladicte ville & escheuinaige de Lille: en telle maniere que es causes & matieres qui seront encommencees, & desquelles la demande² sera formee en iugement depuis la publication d'iceulx, ne soit besoing les veriffier ou prouuer par tesmoings, ains seulement les alleguer & produire par extraict soubz le seing du greffier de ladicte ville. En abolissant toutes aultres coustumes & vsaiges cy dessoubz non specifiez: sans en pouoir alleguer ou practiquer aultres. Et delaisant tous cas & matieres non comprinses, ou qui ne peuent estre expressement comprinses & decidees par lesdictes coustumes ou vsaiges à la disposition du droit escript.

C H A P I T R E I .

Des successions.

Article premier.

R Ar la coustume de la ville & escheuinaige de Lille: Le mort faist le vis son plus prochain heritier habille à luy succeder. Par ladicte coustume: Il n'est³ nulz hoirs necessaires. Par ladicte coustume: Quant le heritier apparant de vng trespassé se declare, & faict aulcun acte comme hoir d'icelluy, ou qu'il prent ou apprehende aulcuns de

FFF iiiij

1. Has clarissimus vir do. Iohannes rana iuris vtriusque doctor à Bruxellis ad me misit. Sed quia non puenerunt ad me nisi post Niuernenses iam impresas, non potui eas suo loco, id est post Arthesienses collocare: sed quā potui priori loco. C. M.
2. atque inspicendum erat tempus negotij gesti non libelli dati. cap. pe. extra de cōstitutio. l. leges. C. de legib. Tū in dno bio cōsuetudo hīc scripta præsimitur antiqua. Sed hęc indeliberata clas sal e non pracidit, nec ius facit. C. M.
3. Græca phrasi, sed Gallica, ils ne sont. C. M.

Coustumes de la ville de Lille.

les biens de son auctorité il est reputé hoir dudit trespaslé, & partant tenu au paiement & furnissement de ses debtes, charges, obligations, dons & legats vaillablement faitcs & contractez. iii.

*a. 3. Id est Am-
biani & cer-
tis locis Bel-
garü. C.M.*

Par ladicte coustume: Quant il y a plusieurs heritiers d'un trespaslé, chascun est poursuyable pour le tout ¹ pour les debtes & obligatiōs dudit trespaslé, sauf son recourir sur les coheritiers pour leur part & contingent. iiii.

Par ladicte coustume: Vn pere ou mere est hoir mobiliere de son enfant terminé, sans hoir procréé de sa chair en leal mariage, à la charge de paier les debtes. v.

Par ladite coustume: Toutes maisons & heritaiges gisans en la ville & escheuinaige de Lille sont reputez pour meuble, & aussy estre tenus dudit escheuinaige s'il ne appert du contraire. vi.

*2. 6. Id est do-
micilij eius de
cuius succes-
sione agitur,
quod est gene-
rale in Gal-
liis. C.M.*

Par ladicte coustume: Les biens meubles de vng trespaslé sieuent le corps, & se partissent selon la coustume du lieu de la maison mortuaire. vii.

Par ladicte coustume: On ne peut estre aulmousnier & parchonnier, Assçavoir ³ que on ne peut prendre portion d'hoirie & don de testament, codicille, ou de aultre derniere volūté, & en apprehendant l'un, lon se priue de l'autre. viii.

Par ladite coustume: Biens meubles ne tiennent coste ne ligne. ix.

*3. 7. Clausula
sequens restrin-
git ad cōcur-
sum legati &
hereditatis:
sed non ad cō-
cursum dona-
tionis inter vi-
uos, qui per-
mittitur in
collateralis suc-
cessione: sed in
directa, confe-
rendum esset,
nisi constet qd
sit absoluta
nec legitimā
ledens, vt. J.
§. 19. C.M.*

Par ladicte coustume: En ligne collaterale les biens meubles ou reputez pour meubles de vng trespaslé succedent aux plus prochains dudit trespaslé, soit du costé paternel ou maternel, & n'y a nuls demy liçts que lon appelle demys freres ou demyes sœurs. x.

Par l'usage du ladicte ville: pour deuement debouter vng hoir apparant d'une hoirie, est requis qu'il soit adiourné par quatre fois pardeuant escheuins & contumacé par quatre deffaulx sur ce ensieus. xi.

Par ladicte coustume: Religieux, & religieuses professes sont reputez mortz ciuillement, & ne peuent succeder es biens de leurs parens, ne le monastere pour eulx. xii.

Par ladicte coustume: Vng bastart ne peut succeder, posé qu'il soit legitimé. ⁴ xiii.

Par ladicte coustume: Les enfans ou enfant de vng bastart ou bastarde nez & procreez en leal mariage succedent à leurs pere & mere, la soit que iceulx leur pere & mere ne soient legitimes. xiiii.

Par ladicte coustume: Tant que la ligne directe dure, soit en ascendant ou en descendant, ligne collaterale ne a lieu. Et aussi ne a lieu ligne directe en ascendant tant qu'il y ait ligne directe en descendant. xv.

Par ladicte coustume: Representation a lieu en ligne directe tant seulement. xvi.

*4. 12. Sed non
est incapax
donationis vel
legati parti-
culari, non in
fraudē. C.M.*

Par ladicte coustume: Si nepueuz ou niepces enfans de freres ou sœurs venoient à la hoirie de leurs grand pere ou mere, Ils succederont à compte de testes que lon dit in capita, & nō par branches, que on dit, In stirpes, en sorte que si vng enfant terminé n'y auoit que vng enfant, & de vng aultre plusieurs: ledict enfant qui est nepueu seul ne feroit avecq les aultres cousins & cousines germaines que vne seule teste, & ne auroient en ladicte escheance non plus l'un que l'autre. Mais si tels nepueux ou niepces succedoient contre leurs oncles & antes en l'hoirie de leursdictes grands pere ou mere, & ainsi par voye de representation, en ce cas, chescune branche feroit vne teste. xvii.

Par ladicte coustume: Les enfans mariez de vng trespaslé ou les enfans ou enfant de leurs enfans predecédez, pour venir en partaige des biens de tel trespaslé avecq leurs freres & sœurs, ou les enfans d'iceulx ou leurs oncles & antes, sont tenus faire rapport & mettre en mont commun leurs dons de mariage à eulx faitcs par ledict trespaslé, n'est que à ce il soit derogué par les traictiez de leurs mariages. xviii.

Par ladicte coustume: Dons de mariage ne se rapportent cōtre pere ou mere, quant ils sont partaige à leurs enfans. xix.

Par ladicte coustume: Donations de entreuifs ne se rapportent en succession. ⁵ xx.

*5. Nisi in di-
recta ad sup-
plendā aliorū
legitimā. Sed
iustius esset
restringere ad
collaterales.
C.M.*

Par ladicte coustume: Dons de mariage faitcs par parens collateraux ne se rapportent en la succession du donateur. xxi.

Par ladicte coustume: Quant vng de deux conioints par mariage va de vie à trespas delaisfant vng ou plusieurs enfans, au suruiuant competent & appartenēt tous les biens meubles, & actions mobilières: A la charge de faire partaige à seldicts enfans lors qu'il se remarie de la moictié des biens meubles & reputez pour meubles qu'il auroit au iour dudit partaige. xxi.

Par

Par ladicte coustume: Quant de deux conioinctz par mariage l'un termine ses iours sans de-laisser enfant au suruiuant appartient la moitié des biens meubles & reputez pour meubles, dont ils sont ioyssans & possesseurs: A la charge de la moitié des debtes. Et l'autre moitié succede aux plus prochains heritiers du trespassé, A la charge de payer l'autre moitié desdictes debtes.

xxii.

Par ladicte coustume: Reparation d'homicide doit competer & appartenir, Si comme en cas que l'homicide fust marié, la moitié à sa veue soit qu'elle demeure aux biens & debtes d'icelluy, ou y renonce. Et l'autre moitié aux enfans, se aucuns il en delaisse: & en faulte desdicts enfans, ladicte autre moitié appartient aux plus prochains parens habilles à succeder es meubles d'icelluy. Et si ledict homicide n'estoit marié, ladicte reparation appartient ausdicts plus prochains parens habilles à succeder esdicts meubles le tout sans charge de debtes, & ayant regard aux parens tels qu'y seroient viuans au iour de l'homicide commis.

xxiii.

Quant à confiscation, ladicte ville & la communaulté d'icelle demeurent en telles coustumes, vñances, loix, & franchises qu'ils en ont esté iusques à present.

C H A P I T R E 2.

Des testamens, dispositions dernieres & executions d'icelles.

xxiiij.

Par la coustume de ladicte ville & escheuinaige de Lille: Toutes personnes de france condition peuvent par testament ou codicille disposer de leurs biens meubles ou portion d'iceux à qui que bon leur samble, & y apposer telles conditions que leur plaist, tiennent & valent telles donations sans y pouoir par leurs hoirs vaillablement contreuenir.

xxv.

Par ladicte coustume: Toutes personnes de france condition peuvent faire leurs testamens & codicilles soubs leurs seings manuels ou pardeuant Iustice ayant pouoir de recevoir contracts, ou pardeuant le curé ou son lieutenant & deux tesmoins ou notaire & deux tesmoins.

xxvi.

Par ladicte coustume: Vng legataire vniuersel des biens meubles & reputez pour meubles est soumis & tenu aux charges, debtes, & obligations de celuy dont il est legataire.

xxvii.

Par ladicte coustume: Vng testateur ou testatresse peut disposer par testament & ordonnance de derniere volüté de ses fiefs & heritaiges à tiltre de morgaige & sans descompt, en ligne directe en descendant seulement.

xxviii.

Par ladicte coustume: Vng bastart non legitimé ne peut testater.

xxix.

Par ladicte coustume: Vne femme lye de mary sans l'auctorité de sondict mary ne peut faire testament.

xxx.

Par ladicte coustume: Executeurs de testamens deuement mis aux biens par la loy de ladicte ville, doibuent auoir se bon leur samble, les biens meubles du testateur en leurs mains le terme de vng an, à compter depuis son trespas: pour pendant ledit an fournir à ladicte execution si auant que possible leur est: A la charge de rendre compte en fin dudit an se requis en sont. Et ne sont lesdits executeurs poursuyables plus auant que lesdicts biens meubles du testateur se peuvent extendre.

xxxi.

Par ladicte coustume: Executeurs de testamens mis aux biens par la loy de ladicte ville, peuvent vendre & adenerer pour fournir à leur execution les biens reputez pour meubles de-laissez du testateur.

xxxii.

Par ladicte coustume: Tous dons & legats faicts par l'un de deux conioincts par mariage se prennent sur les biens communs, en samble ses obseques & funerailles.

C H A P I T R E 3.

Des partages de pere ou mere leurs enfans.

xxxiiij.

Par la coustume de la ville & escheuinaige de Lille: pour deuement faire partage à enfans mineurs d'ans est requis que tuteurs soyent commis ausdicts enfans en nombre competent de chescun costé de leurs parens & amis pardeuant quatre escheuins du moins, si auant tout resuoyez que lesdits parens & amis seroient residens en ladicte ville & escheuinaige d'icelle. Lesquels escheuins apres qu'il leur est apparu tel partage estre raisonnable & iuste, le reçoipent, passent, & acceptent. Toutesfoys lesdicts escheuins pour cause peuvent pouruoir ausdicts mineurs d'ans de tuteurs & autres que leurs parens & amis.

xxxv.

Par ladicte coustume: Quant partage est deu il se doit faire en tel estat que les biens sont

1. 22. Quia etiam si non esset socia bonorum: tamen hoc habet: facti. l. 3. ff. de sepulchro viola. C. M.

2. 23. Scilicet iuxta authē. bona damnatorū. C. de bo. damnato. & reliquis consuetudines belgij, ut nō confiscatio nisi in primo capite maiestatis. C. M.

3. 24. salua tamen legitima filiorū, ut in simili dixi in consueto. Parisi. §. 93. C. M.

4. 26. Et hoc iustum, quia per omnes fere consuetudines Gallie, debita debent primū solui de mobilibus (in quibus actiones ad mobilia continentur) si sufficiunt. C. M.

5. 29. nisi habeat filios vel descendentes legitimos per §. 13. §. ch. 1. Sed crebrius in Gallis testari potest, quāuis aliud seruet in peregrinis. C. M.

Costumes de la ville de Lille.

1. 34. Scilicet si reus non potest se habe- re coheredem, adhuc tene- tur, quatenus locupletior. l. sed & si lege. §. cōsuluit. ff. de peti. heredi- dit. a. Sed si sciebat se ha- bere coheredē, tenetur de le- ni culpa. C. M.

2. 36. Quan- doquidem ils estoient ia sa- sifz de leur part par indi- vis à die mor- tu. §. 1. Et par le partai- ge ils sont sai- sifz des parts de leurs com- partisans & cedans qui ce- det ppriété & possessiō. l. cel- sus. l. cū solus. ff. de vsucap. quod trahitur ad diē mortu. l. hoc quoque. ff. de acquir. vel omitt. ha- sedi. C. M.

3. 37. Salva in integrū re- stitutionse no- tabilis lesio- nis & aliena- tione vel hyp- otheqna im- mobili in l. 2. C. de his qui veni. eta. im- petr. hac con- suctudo à iu- re cōmuni ex- orbitans non debet intelligi efficaciōr be- neficio princi- pis. C. M.

4. 40. Intelligi seorsum ha- bitates & ha- bentes propriū separatiū do- miciliū, aliās nupte vel vxo- rati in fami- lia, manēt in potestate vt dixi in con- suet. Parisi. §. 117. C. M.

lors qu'il est demandé.¹

Par ladicte coustume: Quant le suruiuant de deux conioints par mariage se remarie, sans auoir fait partaige à son enfant ou enfans, & que apres ledict partaige est demadé par lesdicts enfans ou leurs tuteurs: En ce cas se doibuent partir tous les biens meubles & repetez pour meubles, desquels seroient ioyssans les mariez en trois monts: desquels l'un appartient ausdicts enfans, à la charge de payer le tiers de toutes les debtes desdicts conioints. Et les autres deux monts doibuent demourer ausdicts conioints à la charge de payer les deux autres tiers desdictes debtes.

XXXV.

Par ladicte coustume: Quāt par partaige entre enfans sont assignees aulcunes maisons ou heritaiges repetez pour meubles, iceulx enfans en sont repetez saisis.²

XXXVI.

Par ladicte coustume: Vng grand pere ou grand' mere qui se remarie est tenu faire partaige à ses nepueuz & niepces en ligne directe, comme pere ou mere à ses enfans.

CHAPITRE 4.

De tuteurs & curateurs.

xxxvij.

Par la coustume de la ville & escheuinaige de Lille. Tous enfans masles sont repetez ea- gieuz à dixhuyt ans, & les femelles à quinze ans.³

xxxviii.

Par ladicte coustume: Enffans mineurs d'ans apres le deces de leur pere ou mere, demourēt & sont en la tutelle legitime de leur pere ou mere suruiuant tāt qu'ils sont eagez. Et sy le pere estoit suruiuant, tellez enfans sont avecq en la puissance de leurdict pere tant qu'ils sont ma- riez, ou deuēment emancipez, ou ayent prins estat honnorable, & ne peuent contracter du- rant ce temps de quelque eage qu'ils soient.

xxxix.

Par ladicte coustume: Enffans en tutelle ne peuent ester à droict ne contracter.

xl.

Par ladicte coustume: Enffans en tutelle y demeurent tousiours tant que iudiciairement ils en soient deschergieuz & mis au leur, ou qu'ils soient paruenuz à estat de mariage⁴ ou qu'ils ayent attainct l'eage de vingtcing ans, demourans les escheuins dudit Lille entiers de pour- ueoir de curateurs à tels deschergies par eage comme ils pourroient faire en les deschergeant iudiciairement.

4

Par ladicte coustume: Vng tuteur ou curateur peult seul agir ou deffendre & ester en iuge- ment au nom de son pupille, combien qu'il ait cootuteurs ou curateurs.

xli.

Par ladicte coustume: Vng tuteur ou curateur est poursuyable seul & pour le tout de l'admi- nistration, gouuernement & entremise des biens de son pupille, sauf son recourier sur ses co- otuteurs ou curateurs.

xlii.

Par ladicte coustume: Escheuins sont tenez de deschergier les tuteurs d'aucuns enfans ea- gieuz puis que lesdits tuteurs ou enfans le requierent.

xliiii.

Par ladicte coustume: Les tuteurs de aucuns enfans mineurs d'ans, ne peuent vendre ne a- liener les maisons, rentes & heritaiges d'iceulx mineurs, n'est pour leur euidente vtilité & en vertu de lettres patentes obtenues du prince en forme d'auctorisation deuēment interi- nees.

xliiiii.

Par ladicte coustume: Pour deuēment mettre en curatelle vng bourgeois ou manant de la- dicte ville & raille y estant en sa franchise & liberté lequel seroit deuenu prodigue, est requis qu'il face par vertu de lettres patentes obtenues à ceste fin du prince. Et qu'elles soient deuē- ment interinees, appelez ledict prodigue ses parens & amis, & aultres qui sont à appeler en y procedant selon la teneur desdictes lettres patentes: & pouruoyant pendant le litige, sur l'in- terdiction des biens dudit prodigue, selon que les iuges trouueront sommierement la matiere y estre disposee. Et se par ledict prodigue estoit reclamé ou appellé, debuera ladicte interditiō sortir effect tant que parties oyees en sera autrement ordonné par le iuge souuerain.

CHAPITRE 5.

De donations & venditions.

xlv.

Par la coustume de ladicte ville & escheuinaige de Lille: Toutes personnes de france condi- tion peuent vendre, donner, chergier, aliener, & autrement disposer de leurs biens, fiefs & heritaiges à qui que bon leur samble, & y apposer telles deuises, conditions & modifications que leur plaist, tiennent & vallent telles ventes, donations, alienations, dispositions, modifi- cations, deuises, & conditions sans ce que les heritiers de tels donateurs ne aultres y puissent vail-

vail-

vaillablement contreuenir.

xlvi.

Par ladicte coustume: Toutes donations faictes aux enfans estans en puissance de pere & non emancipez appertienent au pere se apprehender les veult.

xlvii.

Par ladicte coustume: Tous donnataires peuent à leurs despens & toutesfois que bon leur samble soit du viuant du donateur ou apres appreheder par mise de fait les donnes à eux faictes, ou autrement se y faire realifier. Et ne peuent les heritiers des donateurs retenir les donnes en payant l'estimation d'icelles, combien que par le trespas les donateurs ils en ayent esté faiz.

xlviii.

Par ladicte coustume: Deux conioincts par mariage ne peuent directement ne indirectement aduanchier l'un l'autre,

xlix.

Par ladicte coustume: Vng mary est seigneur & maistre des biens meubles, cateulx & heritaiges reputez pour meubles, droicts & actions mobiliars venans tant de son costé que du costé de la femme, & en peult vser & disposer à son plaisir & volonté sans le gré d'icelle.

l.

Par ladicte coustume: Vne personne ayant vendu sa maison & heritaige verbalement seulement, n'est tenu soy en desheriter se bon ne luy semble: Ains est quicte en redant ses deniers à dieu, carité, & ce qu'elle auroit receu des deniers principaulx du marchié, sans estre tenue à aucune interests. Mais l'acheteur en est tenu prendre l'adheritement sil plaist au vendeur en dedens quarante iours à compter du iour de la vente en auât, pourueu que endedens ce temps le vendeur s'en soit desherité & le fait signifier à l'acheteur ou à son domicile. Et lesdicts quarante iours passez ledict acheteur n'est tenu prendre ledict marché se bon ne luy samble.

li.

Par ladicte coustume: Pour quelque vente verbale que vne personne face de sa maison ou heritaige, elle en est & demeure tousiours vraye heritiere & proprietaire iusques qu'elle en soit iudiciairement desheritee & l'acheteur adherité, ou que tel acheteur y soit tenu & deurement decreté par mise de fait.

lii.

Par l'usage obserué en ladicte ville & escheuinaige de Lille: Vng donateur ayant promis conduire & garantir la donne par luy faicte quant de ce en appert par lettres, est tenu sy auant qu'il est subgect à la loy de ladicte ville & escheuinaige respondre peremptoirement aux fins & conclusions du donnataire prinse à cause de garand.

liii.

Par ledict usage: L'acheteur de vne maison & heritaige ayant retenu à sa charge aucunes hipothecques de Rente, est tenu au paiement des termes entamez depuis le iour du Vverp en auant. Et aussi appertienent à tel acheteur les louaiges des maisons & heritaige qui escheroiēt depuis le vverp en auant.

liiii.

Par ladicte coustume: Vne personne ne peult donner ses biens ne heritaiges au preiudice de ses creanchiers. Et se donné les auoit, lesdicts creanchiers peuent faire reuocquier les donations iusques au furnissement de leur deu.

lii.

Par ladicte coustume: Vne femme lye de mary ne peult ager, donner ne contracter sans sur ce estre deurement auctorisee & licentiee de sondict mary.

lvi.

Par ladicte coustume: Vne femme lye de mary tenant bouticle au veu & sceu de son mary, est tenue & pourluyable sans l'auctorité de sondict mary de ce qu'elle auroit à cause d'icelle bouticle, fait & contracté. Mais elle ne peult pour ce agir sans ladicte auctorité n'est qu'elle soit passee marchande publicque.

lvii.

Par ladicte coustume: Pour quelque donation que on face de maisons & heritaiges en ladicte ville & reus de l'escheuinaige d'icelle, le donateur en est tenu & réputé heritier tant qu'il s'en soit souffissamment desherité & le donnataire adherité, ou que ledit donnataire y soit decreté par mise de fait. Sauf toutesuoyes que se lesdictes maisons & heritaiges estoient disposez par testamēt, codicille ou ordonnance de derniere volonté, le donnataire ou legataire en sera tenu saisy par le trespas du testateur sans aultre apprehention.

lviii.

Par ladicte coustume: Deulx conioincts par mariage bourgeois de ladicte ville non ayant eu enfant l'un de l'autre en bourgaige peuent raduestir l'un l'autre par lettres de tous leurs biens meubles, cateulx, & heritaiges reputez pour meubles, qu'ils auroient & acquerre polroient ensamble, ou que lesdicts biens soient situez en y apposant telles diuises & conditions que bon leur samble.

lix.

Par ladicte coustume: Raduestissement de sang, ou par lettres ne a lieu & ne se peult faire quant il y a enfans de quelque costé que ce soit d'aultre mariage.

lx.

Par ladicte coustume: Raduestissement de sang ou par lettres sortist non obstant deuise ou condition de mariage se il n'y est especiallement derogué.

lxi.

1. Et sic tantū per mutuā hanc & recipiam donationem, nō aliā, vt. 3. §. 48. qui per hunc limitatur. C. Ad.

Par ladicte couſtume: Si deux conioincts par mariage bourgeois de ladicte ville auoient eu enfant durant ledict mariage radueſtiſſemēt de ſang entreuient entre leſdicts conioincts par lequel tous les biens meubles cateulx & heritaiges qu'ils auroient & acquerre porroient reputez pour meubles ou qu'ils ſoient, demeurent & appertienent au ſuruiuant. lxii.

Par ladicte couſtume: Non obſtant radueſtiſſement de ſang ou par lettres entreuenu entre deux conioincts par mariage bourgeois de ladicte ville, le mary demeure ſeigneur & maĩſtre des biens meubles de luy & ſa femme, & en peult diſpoſer à ſon plaisir & volunté ſans le gré d'icelle. lxiii.

Par ladicte vſaige: Qui entend prouffiter de aulcun marchié à aghais eſt requis aſſçauoir de par le vendeur conſigner ſoubs la main de iuſtice & preſens deux eſcheuins pour le moins la deſree & marchandie par luy vendue, & par l'acheteur les deniers du marchié auant le temps deſdicts aghais expiré & ce faire ſignifier par iuſtice à ſa partie, Affin que le liure ou licoipue la choſe vendue ou les deniers conſignez. Et au cas que à ce n'y ait oppoſition, eſt requis que le conſignant garde ſes ſept iours & ſept nuiets, à compter du iour de ladicte conſignation pardeuant deux eſcheuins du moins: à peril que ſe ainſi n'eſtoit faiet, le tout ſeroit reputé pour nul. Et ſe ſur telle ſignification y a oppoſition, le ſergent eſt tenu aſſigner iour aux parties pardeuant eſcheuins, pour pardeuant eulx en eſtre faiet ce que de raiſon. lxiiii.

Par ladicte couſtume: Toutes perſonnes de france condition peuent vendre & conſtituer rentes heritieres & viagieres ſur eulx & leurs biens: aſſçauoir les rentes heritiers au denier ſeiſe & endeffus. Et les rentes viagieres à deux ou trois vies au denier dix & en deſſus: & à vne ſeulle vie, au denier ſix, ſept ou huit & endeffus: & ce pardeuant deux auditeurs ſoubs le ſeel du ſouuerain bailliaige, ou pardeuant deux eſcheuins ſoubs le ſeel aux congnoiſſances de ladicte ville ou aultre iuſtice competente. lxv.

1. Ad hoc qua
dixi in tract.
cōmercio. redi
tū & vſura.
q. 63. cū quin
que ſequenti-
bus. C. M.

Par ladicte couſtume: Lon ne peult conſtituer rentes heritieres ſans rachat moyennant pris d'argent. lxvi.

Par ladicte couſtume: Pour venditions droict de couletaige n'eſt deu. lxvii.

Par ladicte vſaige: Les ſergens de la preuoſté de ladicte ville ſont tenus faire les deniers bōs de toutes les vendues qu'y ſe font par leſdicts ſergens. Pourquoy faire ils doibuent auoir pour leur cache quatre deniers de la liure.

C H A P I T R E 6.

De preſcription & poſſeſſion.

lxviij.

PAR la couſtume de ladicte ville & eſcheuinaige de Lille: Quiconques ioiſt & poſſeſſe paisiblement de aulcune choſe ou droict corporel ou incorporel, ou en demeure quiète & paisible à tiltre ou ſans tiltre le terme & eſpace de trente ans continuels entre preſens & habilles.

Tel poſſeſſeur ou tenu quiète acquiert droict en la choſe par luy poſſeſſee, en telle maniere que leſdicts trente ans reuolus lon ne le peult en ce vaillablement inquieter. lxix.

Par ladicte couſtume: Pour acquerir droict par preſcription contre eglise, il conuient que la poſſeſſion ſoit de quarante ans continuels. lxx.

Par ladicte couſtume: On ne peult preſcrire contre abſens du pays, mineurs d'ans, ne ceulx conſtituez en tutelle ou curatelle, durant leur abſence, minorité, ou le temps qui ſeroiēt en tutelle ou curatelle: ains dort ladicte preſcription pendant ce temps. Mais ceſſans leſdictes abſenſe, minorité, tutelle ou curatelle ladicte preſcription ſe parauant elle eſtoit commenchie, ſe cōtinue & peult parfaire. lxxi.

Par ladite couſtume: Preſcription ne a lieu entre freres & ſœurs pour biens venans de pere ou de mere, n'eſt qu'il y ait partaige ou aultre tiltre vaillable. lxxii.

Par ladite couſtume: Quiconques eſt trouué poſſeſſeur d'an & iour d'aulcune choſe miſe en litige, il en doibt auoir la ioyſſance durant icelluy litige ſ'il le requiert. lxxiii.

Par ladicte couſtume: La faculté de racheter vne rente conſtituee à rachat, ne aultres facultez ne actions procedans d'icelles ne ſe peuent preſcrire. lxxiiii.

2. 73. Latè p.
bani in tract.
reditū & r-
ſurariū. q. 17.
cum ſequen.
C. M.

Par ladicte couſtume: Lon ne peult preſcrire la totalité de rente ſeigneuriale: mais ſeulle-ment portion d'icelle ou forme de payement. lxxv.

Par ladicte couſtume: Preſcription ne a lieu pour emprinſe d'heritaiges circonuoifins contigus & ioindans l'un l'autre pour quelque longue ioyſſance, n'eſt que entre leſdicts heritaiges y eult bonnes, aſſens, ou ſeparations notables. lxxvi.

Par

Par ladicte coustume: Possession & prescription ne ont lieu pour cours deauves, veues, ou aultre seruitude entre circonuoisins, s'il n'en appert par lettres ou aultremét deurement. lxxvii.

Par ladicte vsaige: Vice ou erreur de compte. ne se peult prescrire, ains se purge en tout temps. lxxviii.

Par ladicte coustume: Tous maroqz de rente se peuent prescrire par le terme de noef ans. lxxviii.

C H A P I T R E 7.

Des reprises d'heritages ou maisons à tiltre de proximité, frareuseté, & esclesche. lxxix.

PAR la coustume de ladicte ville & escheuinaige de Lille: Pour reprendre aulcune maison ou heritaige tenu de l'escheuinaige de ladicte ville de Lille, procedant d'acqueste ou aultrement, ou portion d'icelluy vendue amiablement ou iudiciairement, est requis proceder par l'une des trois voyes, A sçauoir proximité de lignaige de fraureuseté ou esclesche. Et precede le tiltre de l'esclesche le tiltre de frareuseté en ce qui seroit escleschié: & frareuseté en ce qui seroit frareux le tiltre de proximité de lignaige. lxxx.

Par ladicte coustume: Pour faire reprise à tiltre de proximité, frareuseté, ou esclesche, est requis que le reprenant compare endedens quarante iours, à compter du iour du vverp par deuant le preuost ou son lieutenant & quatre escheuins du moins: & illec requiert rauoir l'heritaige vendu au tiltre qu'il pretent, & faire ostention de or & argent pour rembourser l'acheteur de ses deniers à dieu, carité, principaulx deniers & tous leaulx coustemens. Et sur ce ledict preuost ou son lieutenant doibt mettre le requerant en la chose par luy requise par Rain & baston, sauf tous droicts: A condition que la reprise soit signifiée par vng sergent de ladicte preuosté à l'acheteur: affin que il viengne recongnoistre ladicte reprise, endedens sept iours & sept nuicts censieuan n'est que à ce il se veulle opposer: Et en cas d'opposition ledit sergent est tenu de luy assigner iour competent à comparoir en la halle de ladicte ville par deuant les escheuins d'icelle, pour y estre fait & procedé comme de raison. Et si endedens ledicts sept iours & sept nuicts ledict acheteur ne vient recongnoistre ou soy opposer à ladicte reprise, le requerant doibt estre mis finamment en l'heritaige & maison par luy demâdee & requise. lxxxi.

Par ladicte coustume: Apres telle reprise adiugie ou recongneue, le requerant doibt endedens sept iours & sept nuicts ensuyuan ladicte adiudication ou recongnoissance rembourser l'acheteur ou consigner es mains de iustice les deniers à dieu, carité, principaulx deniers, & tous leaux coustemens du marchié sy auant qu'il en a peu auoir congnoissance par les lettres du marchié, ou l'affirmatiô des vendeur acheteur ou des iuges. Mais s'il y auoit quelque pris ou chose qui ne fussent certains & liquides, il est tenu de bailler caution de le furnir audict des Iuges liquidation faite, pour par l'acheteur en estre remboursé, & icelle consignation & caution sy elle est baillé, faire signifier audict acheteur s'il se peult recouurer, sinon à son domicil. A peril que se ainfy n'estoit fait la reprise seroit nulle. lxxxii.

Par ladicte coustume: Le plus diligent en pareil degré à tiltre de proximité ou en pareil droict à tiltre de frareuseté ou esclesche fait à preferer. lxxxiii.

Par ladicte coustume: Le plus prochain de lignaige de quelque lez ou costé qu'il soit, ou celluy ayant le plus grand droict à tiltre de frareuseté ou esclesche, fait à preferer en reprise de proximité, frareuseté ou esclesche. lxxxiiii.

Par ladicte coustume: Qui veult vaillablement requerre à tiltre de frareuseté de quelque portion de maison ou heritaige vendue: il est tenu requerre & demander audict tiltre toute ladicte maison ou heritaige vendu, combien que il n'y en eust que portion frareuse. lxxxv.

Par ladicte coustume: Est requis que cestuy qui requiert heritaige à tiltre d'esclesche demande tout l'heritaige escleschié. lxxxvi.

Par ladicte coustume: En matiere d'esclesche est requis que le demandeur apres desclesche congneue ou adiugie face faire priferie de ce que seroit escleschié par gens en ce congnoissans, & icelle faite furnisse ou consigne sous la main de iustice ladicte priferie endedens sept iours & sept nuicts: & face signifier à l'acheteur pour prendre & receuoir les deniers de ladicte priferie. lxxxvii.

Par ladicte coustume: On peult reprendre maisons & heritaiges aux tiltres de proximité, frareuseté ou esclesche, soit que ils soient acquis ou venans de succession: & peult le mary en

GGGG

Couftumes de la ville de Lille

ladiete qualite faire reprinse, de proximité de maison ou heritaige venant de costé de la femme, sans ce qu'il soit requis la presence ou consentement d'icelle. lxxxviii.

Par ladiete coustume: Vng procureur especiallement fondé par procuracion peult faire telles reprints ou nom de cestuy de qui il est procureur. lxxxix.

Par ladiete coustume: Vng proisme & lignaigier ayant acheté vne maison ou heritaige de son parent & esté d'icelle adherité, perd son droict de proximité & peult aultre parent faire la reprinse en faisant les debuoirs tels que dessus. xc.

Par ladiete coustume: La chose demandee aux tiltres que dessus ou l'un d'iceulx se adiuge au retrayant, en tel estat que telle chose est trouuee au iour de la demande & saisine. Et sy luy doibuent estre adiugies les fruiets & prouffiz escheuz durant le litige, en cas toutesuoyes que il ayt nampty les deniers du marchié au iour de ladiete demande & saisine ou durant le temps dudict litige, à compter depuis le iour dudict namptissement en auant. xc.

Par ladiete coustume: Reprinse de proximité, frareuseté, ou escheche n'a lieu finon en cas de vente. xcii.

Par ladiete coustume: Le reprenant de aulcune maison & heritaige aux tiltres que dessus ou l'un d'iceulx, apres la chose reprinse à luy recongneue, adiugie & demouree, est subroguié au lieu de l'acheteur, & partant tenu & obligié au contenu du marchié, & l'acheteur du tout en deschargié. Au cas toutesuoyes que le retrayant face les debuoirs que dessus touchant le remboursement des deniers à dieu, carité, principaulx deniers & leaulx coustemens, en dedens le temps cy deuant limité. Et en faulte de ce faire, demeure ledict acheteur en son marchié, comme il estoit parauant ladiete retraicte requise. xciii.

CHAPITRE 8.

Des hypothecques clains & saisines. xciiij.

PAR la coustume de ladiete ville & escheuinaige de Lille. Tous contractz, recongnouissances, & obligations faictes & passees pardeuant escheuins, soubz le seel aux congnoissances de ladiete ville creent hypothecque dès l'instan d'icelles sur les biens meubles, cateulx, & heritaiges de l'obligié ou recongnouissant venuz & aduenir, & sur ceulx de ses hoirs situez en la ville, taille, banlieuvve, escheuinaige, seignouriers & paries y enclauées, sy auant que escheuins dudict Lille on à iugier, sans ce qu'il soit besoing par tels hoirs en faire recongnouissance. xciii.

Par ladiete coustume: Combien que ledict seel aux congnoissances de ladiete ville cree & engendre hypothecque sur tous les biens des obligiez estans en la ville & escheuinaige dudict Lille: Neantmoins telle hypothecque ne peult empecher l'alienation, donation ou vente amiable que polroit faire tel obligié de ses biens meubles mouuables & portatifz auant qu'ils soient empeschiez & saiziz par Iustice. xciv.

Par ladiete coustume: Quant aulcun achete aulcune maison pardeuant escheuins soubz ledict seel aux congnoissances, & qu'il retient à sa charge aulcunes rentes tantmoins aux deniers de son marchié, tous ses biens & heritaiges situez soubz la iurisdiction desdicts escheuins, y sont hypothecquiez dès l'instan de l'adheritement, combien que telles rentes fussent passees pardeuant auditeurs ou aultres Iustices competentes. xcvi.

Par ladiete coustume: Quant vng mary prent à mariage vne femme obligie en rente ou obligation passee soubz ledict seel aux congnoissances, tous les biens & heritaiges de tel mary presens & aduenir & ceulx de ses hoirs situez & gifans en ladiete ville & escheuinaige y sont hypothecquiez. Et sy est tenu & poursuable pour toutes aultres debtes & obligations deuës par ladiete femme. xcviij.

Par ladiete coustume: Pour soy faire iudiciairemēt & par voye d'execution payer du contenu és lettres passees pardeuant escheuins soubz ledict seel aux congnoissances, est requis faire recorder telles lettres pardeuant deux escheuins à la semonce de l'un des sergens de la preuosté: & icelluy recors faire escrire & signer par l'un des clerqs de ladiete ville sur le doz desdictes lettres. xcviij.

Par ladiete coustume: Toutes personnes pour auoir payement de leurs deuz peuent clamer & faire saizir, par la loy de ladiete ville les biens ou deniers de leurs debteurs nō bourgeois trouuez en icelle ville de Lille & escheuinaige, lesquelz clains & saisine creent hypothecque sur la chose clamée & saizie dès l'instan de ladiete saisine. xcix.

Par ladiete coustume: Pour deuément auoir actainct vn clain est requis ou cas qu'il n'y ayt opposition

opposition par celuy ou ceulx que le clamant pretent estre ses debtors ou debteur de garder les six semaines à compter depuis le iour dudit clain pardeuant deux escheuins, ledict clamant à ce present ou procureur pour luy, A peril que ledict clain cherroit vague & seroit nul. c.

Par ladicte vfaige: Il n'est requis en matiere de clain faire aucunes significacions ne adiournemens en especial: Mais souffist les faire en general. ci.

Par ledit vfaige: Pour en vertu d'un clain pouoir faire vendre aucuns biens, maisons ou heritaiges, ou leuer aucuns deniers, est requis que le clamant apres auoir gardé les six semaines, se face mettre es biens ou deniers clamez par le preuost, son lieutenant, ou l'un des sergens de la preuosté, à l'enseignement de quatre escheuins à ce presens. Et ce fait doit faire proceder à la vente de tels biens, maisons & heritages, & apres leuer les deniers en procedans, ou autres faifiz en baillant caution de les reffondre au cas que aultruy demandaist & obtenist plus grant droit en maniere acoustumee. cii.

Par ladicte vfaige: Lon est receu à oppositiō sur lesdicts claind, iusques ad ce que les deniers soient leuez & receuez par le clamant. Et apres lesdicts deniers leuez, se aucun disoit lesdicts deniers à luy appartenir ou y auoir plus grant droit que cestuy quy les auroit leué, il seroit receu à les reputer sur ledict clamant ou sa caution. ciii.

Par ledict vfaige: Pour par vng clamant ayant gardé ses iours de six semaines, & esté mis aux biens, ioyr de l'effect de son clain: est besoing qu'il face mettre sondict clain à execution endedens l'an dudit clain fait: A peril que ledit clain cherroit vague & seroit de nul effect. ciiii.

Par ledict vfaige: Quant deux personaiges font clamer & faifir les biens d'aultruy, se le dernier clamant fait premier faifir les biens, sur lesquels on a fait clain, Il fait à preferer en hypothecque sur lesdicts biens ou deniers en procedans, auant ledict premier clamant ayant dernier fait faifir lesdicts biens. cv.

Par ledict vfaige: Vng clain soit sur aucuns biens sans faire faifine d'iceulx n'est de quelque valeur. cvi.

Par ledict vfaige: On ne peult faifir ne empeschier par clain les biens d'un bourgeois ou enfans desdicts bourgeois d'icelle ville, se premierement eulx & leursdicts biens ne sont demenez de forain & habandonnez par la loy de ladicte ville. cvii.

Par ledict vfaige: Lon ne peult faire clain par procureur, ne fust que tel procureur eust procuration especialle à ces fins, ou qu'il fust recepueur souffisamment commis pour faire ledict clain. cviii.

Par ladicte coustume: Vne sentence diffinitive ou interlocutoire, cree & engendre hypothecque sur les biens d'un condempné dès l'instant qu'elle est rendue, quant ores il en seroit appellé. cix.

Par ledict vfaige: Les obseques & funerailles d'un deffunct font à preferer auant toutes debtes & hypothecques de quelque nature qu'elles soient au tax d'escheuins. cx.

Par ledict vfaige: L'annee courant d'un louage est preuilegié, & fait à preferer à toutes autres hypothecques sur les biens trouuez en la maison louee ou portion d'icelle, ayans occupé ledict louage. cxii.

Par ladicte coustume: Les aduestures & despouilles procedans de vng heritaige baillié à cense ou louage, sont hypothecquez pour le rendaige de l'annee courant. cxiii.

Par ladicte coustume: Louaiges de maisons sont executoires pour termes escheuez sur tous les biens des louagiers, soit que tels biens soyent esdictes maisons louees ou ailleurs en la iurisdiction desdicts escheuins. cxiiii.

Par ledict vfaige: Loyer & fallaire de verlerz ou meschines pour l'annee courant sont preuilegiez, & font à preferer auant toute hypothecque apres l'annee courant des louages. cxv.

Par ladicte coustume: Despens d'hostellerie liurez par hostes aux passans, ou leurs bestiaux sont preuilegiez & font à preferer deuant toutes autres debtes sur les biens ou bestes estans en l'hostellerie, & les peuent lesdicts hostes retenir iusques au paiement & solution de leur deu. cxvi.

Par ladicte coustume: Vne personne ayant quelque chose en gaigne pour quelque deu, a hypothecque sur ledict gaigne parauant autres pour ledict deu: & en faisant par luy signifier par iustice à son debteur de redimer ladicte chose & de satisfaire ce qu'il doit se ledict debteur ne fait ledict paiement endedens sept iours & sept nuités, ladicte personne ainsy ayant hypothecque peult faire vendre ladicte chose iudiciairement pour estre satisfaite de sondict deu. cxvii.

Coustumes de la ville de Lille

Par ladicte coustume: Se quelque personne a en ses mains aucuns biés de son debteur sans tiltre de gaige elle les peult mettre hors de seldictes mains, & lors clamer sur iceulx biens & les faire saisir pour son deu en la forme & maniere dessus declaree. Et peult retenir lesdicts biens en sa garde au cas que par le sergent ils luy soyent recreuz. cxvii.

Par ladicte coustume: Vne personne trouuant sa chose en la main d'aultruy ne peult faire reuendicquier en la faisant saisir par vng sergent de la preuosté & assigner iour en cas d'opposition.

C H A P I T R E

9.

Des arrestz de corps.

cxviij.

PAR l'vsaige de la ville & escheuinaige de Lille: Vne personne peult faire arrester au corps son debteur non bourgeois, pour quelque deu que ce soit: La soit que le deu soit hypothecqué sur les biens du debteur arresté ou non. cxix.

Par ledict vsaige: Se vng arresté denie le deu, il doibt estre constitué prisonnier, & ne peult auoir main leuee n'est en namptissant deniers, vaisselle, ou biés non perissables ou baillant caution de furnier le iugé. cxx.

Par ledict vsaige: Se l'arresté confesse le deu, les deux escheuins pardeuant lesquels il est remonstré, le doibuent condamner audict deu: & ne peult estre mis au deliure sans auoir payé, ou contenté le demandeur. cxxi.

Par ledit vsaige: Lon ne peult arrester par procureur, mais bien par recepueur ou aultre ayât droict & action en la chose. cxxii.

Par ledict vsaige: Appellation ne peult empechier arrest ne demainement de forain, soit qu'elle soit interiectee deuant ou apres ledict arrest ou demainement. cxxiii.

Par ledict vsaige: En matiere d'arrest ou demainement de forain equipolle à arrest de corps, il conuient à vng demandeur obtenir és deux tiers de sa demande, A peril de decheoir de l'instance & estre condamné és despens se le deffendeur le requiert. Et doibt estre ledit demainement aux despens de celluy qui le fait faire. cxxiiii.

Par ladicte coustume: Vng demandeur en matiere de arrest ou clain, se peult au iour du ramené à fait de la demande restraindre de la somme par luy demandee, & delaisser & prendre telle qualité que bon luy samble, sans ce que on soit abstainct prendre ladicte qualité en faisant l'arrest ou clain. Mais se en soy restraindant de ladicte somme demandee, la somme à quoy il se restraindra n'emporte du moins les deux tiers d'icelle somme premiers demandee, en cas ce le demandeur doibt estre condamné és despens, dommaiges & interest de l'arresté iusques au iour de ladicte restriction. cxxv.

Par ladicte coustume: Lon ne peult vaillablement faire arrester vng bourgeois, n'est qu'il soit demené de forain & habandonné par la loy de ladicte ville. Auquel cas & les debuoirs faitcs en telce cas pertinens, on le peult arrester comme vng non bourgeois en la maniere que dessus. Mais apres estre habādonné il peult venir mettre pied à loy: à quoy il doibt estre receu en baillant caution. cxxvi.

Par ladicte coustume: Lon peult faire arrester pour dommaiges & interests en declarant la somme. cxxvii.

Par ledict vsaige: Se au premier iour seruant ou aultre ensuyuant auant deffences proposees le arresté deffault de comparoir ou procureur pour luy, le demandeur doibt obtenir en sa demande comme par iour gardé se icelluy demandeur ou son procureur le requiert: Et se le demandeur ne compare ou procureur pour luy endedens lesdictes deffences proposees, le deffendeur fait à déclarer quicte aussi comme par iour gardé. cxxviii.

Par ledict vsaige: en matiere de arrest de corps auant escriptures seruies ou estre les parties ordonnees sur intendict, memoires, ou aduertissemens à preuue, les parties sont tenues faire serment calomniel qui est tel qu'ils entendent auoir bonne cause en la matiere. A peril que se l'une des parties deffault ce faire, sa partie doibt obtenir en sa demande ou conclusions. cxxix.

Par ledict vsaige: Il est requis en matiere de arrest de corps ou demainement de forain de proceder à toutes fins. cxxx.

Par ladicte coustume: Vng tuteur peult seul faire arrester aultruy pour ce que on polroit debuoir à son pupille.

C H A P I T R E

IO.

Des actions, pour seultes, & adiournemens personnels.

cxxx.

PAR l'vsaige de ladicte ville & escheuinaige de Lille: Pour assigner iour competent, fault qu'il y ayt huyt iours francs entre le iour de l'adiournement & le iour seruant pour gens nobles

nobles & cinq iours pour non nobles: A peril que le deffendeur doibt auoir congié de court & despens s'il le requiert. cxxxii.

Par ledict vsaige: Escheuins ou se mayeur seul peuent donner congié au demâdeur de faire lesdicts adiournemens à brieufs iours s'ils voient que la matiere soit ad ce disposee. cxxxiii.

Par ledit vsaige: Quy deffault de qualité, ou narre sa demande de faulse cause, il doibt decheoir de l'instance & estre condemné és despens. cxxxiiii.

Par ledict vsaige: Vng demandeur ne peult apres conclusions par luy prinſes & la cause contestee augmenter, muer ou changier icelles, mais bien reſtrindre. cxxxv.

Par ledict vsaige: Vng deffendeur peult proposer deffences & exceptions, affin de non receuoir, de folle poursuite, non cause, & d'estre declaré quiete par ensamble. cxxxvi.

Par ledict vsaige: Reconuention ne compensation ne a lieu n'est en matieres d'iniures, refections de maisons, & interest pour departement de louaige. cxxxvii.

Par ledit vsaige: Il ne chiet aucunes causes vagues ou interruptes: Sauf que apres comparuit prins en cause apres le trespas de l'une des parties collitigantes, celuy quy en veult profiter est tenu endedens l'an auoir fait adiourner sa partie pour reprendre ou delaisser les errements, & proceder en la cause selon les retroactes, A peril que la cause chiet vague & interrompue. cxxxviii.

Par ledict vsaige: Quant vng demandeur en faisant sa demande traite du droit d'aultruy à tiltre particulier, il conuient qu'il face apparoir dudict droit par lettres, tiltres, enseignemens, ou autrement deuement, sur le champ ou endedens tel iour, que escheuins verront au cas appartenir & les despens en cas qu'il en soit sommé: A peril de congié de court & despens. Sauf que sy ledict demandeur declaroit qu'il n'en eust lettres & ne s'en vollist aydier, ains prouuer par tesmoings la qualité, en ce cas passera icelluy demandeur par ladicte responce, & sera tenu le deffendeur proceder outre. cxxxix.

Par ledit vsaige: Vng demandeur doibt faire sa demande sy declaratiue que sa partie y puisse respondre: A peril que le luy sur sommé il estoit en deffaulte, il feroit à debouter de l'instance & à condamner és despens. cxl.

Par ledict vsaige: Vng debteur de plusieurs parties peult employer en paye à son creancier le payement, par luy & aultruy fait en son nom, sur telles desdictes parties que bon luy samble s'il n'y a eu deuise au contraire. cxli.

Par ledict vsaige: Quiconques entend auoir recouurier sur aultruy d'aucune chose il est tenu loy laissier poursuyr iudiciairement, & sur ce requerir & faire conuenir en garand celuy sur quy il entend auoir ledict recouurier, A peril que s'il payoit sans auoir fait ledict debuoir il ne seroit recepuable intempter poursuite ledict recouurier. cxlii.

Par ledict vsaige: Quant vng deffendeur a deffendu & conclut en cause ou requis auoir aultruy en garand: Il priue de toutes exceptions declinatoires. cxliiii.

Par ledict vsaige: Vng creancier peult pour auoir paiement de son deu poursuyr son debteur ou plesge d'icelluy, lequel que bon luy samble, sans parauant rendre le principal debteur insoluent. Et s'il y auoit plusieurs plesges, quy ne fussent obligié & chescun pour le tout, ils ne seroient poursuyables que chescun pour sa part. cxliiii.

Par ledict vsaige: Quant vng personnage conueni en matiere de garand est tenu audict garand par lettres cogueues, ou aultres lettres, ou instrumens en cas de denegation sommierement veriffies, il est tenu garandir reallement & de fait se demandeur de la poursuyte. Et en cas de deffaulte, il y doibt estre condemné, & s'il ne appere par lettres telles que dessus qu'il soit tenu audict garand, en ce cas le adiourné peult passer sans empendre le faiz de la cause, & peult faire le demandeur en garand ses sommations & protestations pertinentes pour luy valoir en temps & en lieu ce que de raison, sans estre tenu plus auant soustenir en la principale poursuite se bon ne luy samble sans que de ce il en puist estre argué par ledict adiourné en garand lors que sera agy contre luy pour l'indénité du condemné. Neantmoins où ledict adiourné garand vouldroit administrer moiens vaillables audict demandeur en garand, & se ioinde avec luy en la principale poursuite, icelluy demandeur s'en polroit desister, Ains seroit tenu de demorer en cause.

C H A P I T R E II.

Matieres possessoires en cas de saisine & de nouuellité.

PAR la coustume de ladicte ville & escheuinaige de Lille: Pour obtenir complaincte en cas de saisine & de nouuellité, est requis que le complainant soit en possession d'an & iour de

Couſtumes de la ville de Lille

La choſe dont il ſe complainct, qu'il ſoit troublé en ſa poſſeſſion, & intempte ſadicte complaincte contre celluy le ayant troublé endedens l'an & iour dudiect trouble. cxlvi.

Par lediect vſaige: Le ſergent executeur d'une complaincte en cas de nouvellité eſt tenu de adiourner le turbateur en parlant à ſa perſonne ou à ſon domicile. A comparoir ſur le lieu contemptieux en luy donnant pour le moins vng iour franc entre le iour de l'adiournement & le iour ſervant. Et ſe audiect iour lediect adiourné ne compare ou ſoit deffaillant de obeyr aux commandemens à luy faiets, ſera contre luy donné deffault & le demandeur maintenu & gardé. Et pour lediect deffault veyr confirmer, il ſera radiourné en vertu de la meſme commiſſion. cxlvii.

Par lediect vſaige: Se au iour ſervant la cauſe appellee en iugement le deffendeur ne compare ou procureur pour luy, le complainçant peut obtenir deffault à tel prouffit qu'il ſera maintenu & gardé, Lediect deffendeur condemné reparer le trouble, & la choſe contemptieufe leuee au prouffit de l'impetrant, & icelluy deffendeur condemné és deſpens. Neantmoins en cas qu'il fuſt queſtion de aulcuns intereſts non liquidez, lediect complainçant doit ſur iceulx eſtre ordonné à preuue. cxlviii.

Par lediect vſaige: En matiere de complaincte ſe le deffendeur ou oppoſant voloit dire non auoir eſté ſommé par le demandeur ou aultroy en ſon nom de reſtablir auant l'execution de ladiecte complaincte il ſ'en doit aydier & le alleguier auant l'execution de ladiecte complaincte pour euiter deſpens. cxlix.

Par lediect vſaige: En matiere de complaincte les parties doibuent proceder & conclure à toutes fins ſi comme ſur les reſtaſſemens, ſequeſtres, & recedences qui ſont instances prouiſionnelles à brief iour, & ſur le principal poſſeſſoire à iour ordinaire: & leur ſera faiect droiect par ordre.

Par lediect vſaige: La recreance ſe doit adiugier à celle des parties qui a le plus cler, euident, & apparant droiect.

C H A P I T R E I 2.

De matiere de miſe de faiect.

PAR la couſtume de ladiecte ville & eſcheuinaige de Lille: On peut apprehender par miſe de faiect toutes ſucceſſions, ſoient biens meubles portatifs ou aultres ſans ce qu'il ſoit requis faire apparoir du tiltre, Mais ſouffist de le alleguier. cli.

Par lediect vſaige: Qui veult apprehender par miſe de faiect aucune choſe à tiltre particulier, eſt requis faire prealablement apparoir dudiect tiltre par lettres, inſtrumens, ou teſmoings: & doit eſtre ladiecte verification communicquee au deffendeur, & la copie luy accordee à ſes deſpens ſ'il le requiert, auant propoſer deffences. clii.

Par lediect vſaige: Vng louaigier ſe peut faire mettre de faiect en la maiſon louee pour ſeurté de ſon louaige, Combien que l'heritier ne luy ayt ce expreſſement conſenty en faiſant apparoir de ſon tiltre par lettres, inſtrument, ou teſmoings. cliii.

Par lediect vſaige: Miſes de faiect deuëment faiectes & decretees pour ſeurté de aulcunes choſes engendrent & creent hyppothecque des l'inſtant de la main miſe. cliiii.

Par lediect vſaige: Vne miſe de faiect ſe doit ſigniffier en eſpecial au preuoſt de Lille ou ſon lieutenant & aultres à qui ce peut toucher: & ne peut preiudicier à ceulx qui à ce ne ſeroient ſigniffiez & adiournez en eſpecial. clv.

Par lediect vſaige: Miſe de faiect de decrete au premier iour contre les deffaillans ſans plus faire d'euocation ne adiournement. clvi.

Par lediect vſaige: Miſe de faiect deuëment decretee ſe equipolle à deſheritement & adheritement, & emporte force de ſentence, paſſe & valle en vigueur de choſe iugie, N'eſt qu'il y ayt appellation interiectee dudiect decretement.

C H A P I T R E I 3.

Des purges & de decrets.

AR la couſtume de la ville & eſcheuinaige de Lille: L'acheteur d'une maiſon ou heritage gifant en ladiecte ville & eſcheuinaige de Lille, peut toutes les fois que bon luy ſemble faire purgier à ſes deſpens ladiecte maiſon & heritaige, & les deniers en procedans. Et pour ce deuëment faire, eſt requis qu'il ſoit adherité de telle maiſon ou heritaige, & apres namptir les deniers du marchié, ſi auant qu'ils ſe payent comtant, faire mettre vng billet en groſſe lettre à telle maiſon, ou heritaige, & vng billet au beau clvij.

au beau regard , tant qu'il plaira à L'empereur ou aultre lieu eminent (en ensuyant les ordonnances puis n'agueres faites) Contenant qu'elle est à purge. Et ce fait apres auoir leuë billet du greffe contenant le marchie, le faire publier par vng sergent de la preuosté par quatre iours de dimenche és quatre anciennes paroisses de ladicte ville à l'heure de grand messe , & par quatre iours de merquedys à la bretesque d'icelle ville à l'heure de marchie le tout de quinze iours en quinze iours, & par bon entretenement, en adiournant en general & en especial tous ceux & celles quy droict vouldroient pretendre & demander en ladicte maison ou heritaige ou esdictz deniers, A comparoir par deuât escheuins au prochain iour de plays en suyant lesdictes cryees, Et sy personne ne compare obtenir deffault premier, second, tiers & quart de quinzaine en quinzaine par bon entretenement. Et se au iour dudiect quart deffault ou aultre precedent personne ne se oppose, la purge se doit decreter tant pour le fons, que pour les deniers, seurtez & hypothecques, en telle maniere que personne n'y peult apres vaillablement contreuenir.

clviii.

Par ladicte coustume: Pour deuëment purgier maison ou heritaige, n'est requis signifier vne purge en especial aultrement que dessus.

clix.

Par ladicte coustume: Se la maison ou heritaige que l'on pretent purgier est gisant hors des quatre anciennes paroisses endedens la ville & tailie de Lille, Asscauoir és paroisses de sainte Catherine, saint Andrieu, la Magdaleine, Fiue, & VVazemmes, est requis faire publier la purge par dessus lesdites anciennes paroisses en l'eglise de la paroisse où la maison & heritaige est situé & assiz.

clx.

Par ladicte coustume: Pour deuëment proceder par decret & execution de iustice à la vente de maison ou heritaige gisant en ladicte ville & escheuinaige, est requis faire prifier telle maison & heritaige, par les ouuriers à ce commis presens deux escheuins: de laquelle prifierie le sergent doit estre aduertey, affin que selon icelle qu'il puist receuoir denier à dieu par l'adueu des escheuins & non aultrement. Et ce fait doit exposer en vente telle maison ou heritaige par vng iour de dimenche esdictes quatre anciennes paroisses de ladicte ville & la bretesque d'icelle par iour de merquedys à l'heure de marchie. Et apres viendre par lediect sergent ladicte maison ou heritaige presens escheuins & le clerq de ladicte ville à l'adueu desdictz escheuins, en y apposant denier à dieu, carite, renchieres, deuises & conditions comme le cas le requiert. De laquelle vente se doit leuer billet par escript du greffier, & la notifier en tableau audeuant de la maison que l'on diect le beau regard tant qu'il plaira à L'empereur, ou aultre lieu eminent, selon certaines ordonances faittes n'aguaires par lesdictz escheuins, & icelle signifier par quatre dimenches aux quatre anciennes paroisses de la ville, & par quatre merquedys à la bretesque de ladicte ville, en declarant le iour & lieu que lediect marchie doit demourer au pauch de chandaille au plus offrant, Auquel iour & lieu lediect pauch se doit garder par lediect sergent presens deux escheuins & lediect clerq. Et lediect pauch de chadeille estainct lediect marchie demeure au plus offrant & dernier rencherisseur. Et ce fait lediect sergēt doit adiourner en especial le preuost de Lille ou son lieutenant, l'heritier ou ses hoirs ensamble le dernier rencherisseur & tous aultres en general quy audiect decret opposer se voldroiet, à comparoir au prochain iour de plays ensuyant par deuant escheuins pour lediect decret veyr adiugier ou y cōtredire. Et par lediect acheteur & dernier encherisseur vuidier ses mains des deniers dudiect marchie en prenant lettres de decret, possession & saisine dudiect marchie se bon luy samble. Et se audiect iour assigné personne ne compare, deffault doit estre donné cōtre les deffaillans sans plus faire d'adiournement, à tel prouffir que lediect decret doit estre adiugé & lediect acheteur condempné vuidier ses mains desdictz deniers comme dessus.

clxi.

Par ladicte coustume: Se la maison ou heritaige que l'on pretend decreter est situé hors des quatre anciennes paroisses endedens la ville & taille de Lille, Asscauoir és paroisses de sainte Catherine, saint Andrieu, la Magdalaine, Fiue, VVazemmes est requis faire les publications comme il est requis pour purges.

clxii.

Par lediect vsaige: Pour vendre par decret & execution de iustice, lettres de rentes, debtes, noms, & actions estat de bouchiers, ou aultres choses semblables est requis obseruer les devoirs dessusdicts. Sauf que l'on n'y doit faire que deux cryees.

clxiii.

Par lediect vsaige: Se cestuy à quy la chose vendue par iustice appartient se oppose au decret, il n'est à ce receu, n'est que premiers il namptisse ce pourquoy la vente se fait. Sauf que quant il se fait par clain, il n'est tenu faire lediect namptissement.

clxiiii.

Par lediect vsaige: Non obstant le pauch de chandaille garde l'on peult rencherir le marchie

GGGG iiij

Coustumes de la ville de Lille.

és mains d'eschevins iusques au decret adiugé.

clxix.

Par ledict vfaige: Toutes renchieres faictes avant la premiere cryee en l'une desdites eglises ou à la brete sque ne sont reputées que mise a pris, & ne peut on prouffiter de aucune palmee, que ladicte premiere cryee ne soit faicte, & que le decret se adiuge.

clxx.

Par ledict vfaige: Vng decret adiugé est equipollé à desheritement.

clxxi.

Par ledict vfaige: Ceulx pretendans droict és deniers des purges ou decretz, sont tenus eux opposer au iour du decretement desdictes purges ou adjudication de decret, en baillant leurs lettres d'hypothecques & enseignemens ou du moins avant les ordonnances desdictz deniers prononchiez: par lesquelles ordonnances l'on leur baille ordre selon les dattes de leurs hypothecques, & sont paieez de leurs rentes iusques au iour de ladicte ordonnance à rat de temps. Et apres telles ordonnances prononchiez, lesdictz pretendans droict esdictz deniers, ne sont recepuables à eulx y opposer.

clxxii.

Par ledict vfaige: Ceulx qui reçoivent deniers en vertu de hypothecques, sont tenus de bailler caution par devant eschevins és mains du preuost ou son lieutenant, de les refondre au cas que apres aucun viengne qui demande & obtiengne plus grant droict ou d'emprendre pour les poursuis, l'adueu, garand, & deffence, & les acquicter & despescher, & à ces fins, sont tenez laisser leurs lettres & enseignemens à court qui se gardent saines & entieres pour les rendre en cas de refusion, toutesfois ou la repente ou les deniers deuz ne seroient du tout acquitez & qu'il restoit aucune chose en cours ou à payer, en ce cas seroit escript sur le doz desdictes lettres pour combien l'obligation demoureroit en force, & l'escripture signee du greffier de la ville: & ce faict les lettres rendues à cestuy à qui elles appertienent.

clxxiii.

Par ledict vfaige: Les ayans ordre par telles ordonnances sont receuz à opposition (s'il entendent par icelles estre greuez) que riens ne soit deliuré qu'ilz ne soient oyz, & sont tenez faire euocquer ceulx contre lesquels ilz entendent estendre leurs oppositions à la huitaine ensuyuant.

clxxiiii.

Par ladicte coustume: Apres que maisons & heritaiges sont deuëment purgiez & decretez par adjudication de decret, icelles maisons & heritaiges sont & demeurent delchergieez de toutes cherges, hypothecques & empeschemens, quelzconques aultres que celles traicties entre les parties & declarees esdictz purgez & decretz.

CHAPITRE 14. Des benefices d'inuentoire.

clxxv.

PAR l'vsaige de la ville & escheuinaige de Lille: Quant vng heritier apparant d'un trespassé, doute l'hoirie & succession à luy deuoluë estre trop onereuse, il se peut sonder & porter heritier de son predecesseur par benefice d'inuentoire, & à ce tiltre prendre & apprenner les biens par luy delaisiez.

clxxvi.

Par ledict vfaige: Auât que vne personne se puist sonder hoir d'un trespassé par benefice d'inuentoire, est requis d'obtenir lettres patentes en forme deuë, par lesquelles il soit auctorifié de ce faire, aultrement il ne le peut ne doit faire. Et se audict tiltre de benefice, il prenoit les biens du deffunct sans ladicte impetration deuëment intherinee, il seroit tenu & réputé hoir simple d'icelluy feu, & en ceste qualité tenu & poursuyable pour ses debtes & obligations.

clxxvii.

Par ledict vfaige: Est requis que l'impetrant de lettres de benefice d'inuentoire obtiengne commission & attache des iuges, & qu'en vertu d'icelles il face inuentoirier & priser tous les biens meubles cateulx, maisons, & heritaiges delaisiez du deffunct.

clxxviii.

Par ledict vfaige: Est requis que le sergent executeur de ladicte commission, face faire lesdictz inuentoire & priserie par gens en ce congnoissans en nombre competent, desquelz il doit à ces fins recepuoir le serment. Lequel sergent doit redigier ou faire mettre par escript iceulx inuentoire & priserie, les clore de son seel, les attachier aux exploix, & exhiber à court au iour seruant.

clxxix.

Par ledict vfaige: Est requis publier & signifier ledict inuentoire, priserie & exploictz au preuost de Lille ou son lieutenant, & aux hoirs apparans du deffunct. Et audict iour sur le seruant apres la cause presentee & appelee fault contendre à l'intherinement desdictes lettres, & que ensieuant lesdictz biens comprins audict inuentoire, & priserie luy soient adiugiez moienant caution qu'il doit baillier & offrir de payer les debtes du trespassé, iusques à la somme que porte ladicte priserie. Et se personne ne se presente & oppose, lesdictes lettres doivent estre

estre

estre en vertu dudit deffault intherinees. Et lesdictz biens adiugiez à l'impetrant en baillant ladicte caution. clxxx.

Par ledict vsaige: Vng heritier par benefice d'inuentoire n'est tenu payer les debtes de son prediceur, plusauant que ladicte priferie porte, & peut icelluy heritier retenir les maisons & heritaiges, luy adiugiez, en furnissant la priferie aux creanchiers selon l'ordre de leurs hypothecques. clxxxii.

Par ledict vsaige: Vng heritier par benefice de inuentoire ne peut à ce tiltre, auoir ne apprehender aultres biens que ceulx comprins oudict inuentoire & priferie, & se il en apprehendé d'aultres, il est reputé hoir simple, & tenu aux debtes du deffunct. clxxxiii.

Par ledict vsaige: Les despens de l'impetration, intherinement & coust dudit benefice se doibuent preallablement au tax de la court, prendre sur les biens apprehendez, & doibuent estre comptez & deduytz pour debte payez sur la somme de la priferie. clxxxiiii.

Par ledict vsaige: Cóbien que celluy quy apprehéde l'hoirie audict tiltre de benefice d'inuentoire, soit le plus prochain hoir habille de succeder esdictz biens. Toutes-fois vng aultre parent du trespassé qui ne seroit sy prochain & habille de succeder nonobstant ladicte impetration, se peut porter heritier simple du deffunct, & y doibt estre receu en payant les debtes. Et oudict cas ledict heritier par benefice d'inuentoire se peut deporter de sadicte impetration & soy porter hoir simple endedens le temps quy luy sera iudiciairement ordonné. Et en ce cas comme plus prochain doibt auoir lesdictz biens, à la charge desdictes debtes. clxxxv.

Par ledict vsaige: Vng plus prochain parent est receu à soy fonder hoir par benefice d'inuentoire, nonobstant que vng aultre moins prochain desia y soit fondé en luy refundant ses despés: N'est que ledict plus prochain parét eust esté euocqué en especial sur le benefice obtenu par le parent plus loingtain ayant parauant fait ses debuoirs. clxxxvi.

Par ladicte coustume: Vng heritier par benefice d'inuentoire, est au boult de demy an en suyant l'intherinement dudit benefice, tenu de rendre son compte par deuant escheuins dudit Lille, A ce appelez en especial les creanchiers du deffunct sy auant qu'il en aura congnoissance, & tous aultres en general par cry publicque à bretesque de ladicte ville, par iour & heure de marchie. Et se il y a bon, lesdictz creanchiers sy auant qu'ilz compareront & feront apparoir de leurs deuz, seront pour debtes simples paieez au marcq la liure, & les hypothecquaires selon l'ordre de leurs hypothecques: Pendant lequel temps de demy an ledict heritier, ne sera poursuyable en iustice pour payer les debtes deuës par ledict deffunct. Toutesfois se auant ledict temps expiré, il vendoit aulcune maison ou heritaige comprins audict benefice & fust purgié, lesdictz hypothecquaires se polront opposer à ladicte purge pour auoir paiement de leurs deuz selon l'ordre de leurs hypothecques.

PAR la coustume de la ville & escheuinaige de Lille: Vng louaigier de maison ou heritaige ne le peut baillier en auant louaige sans le consentement de l'heritier. Et au cas qu'il le baille, l'heritier a option de le reprendre en sa main, sans pour ce estre tenu à aulcun interest. Toutefois se ledict heritier pour ce requis n'y voloit consentir, ledict louaigier le pourra bailler en auant louaige, sans peril de ladicte reprinse, pourueu que ce soit à personne non deteriorant la maison plus que luy. clxxxvii.

Par ladicte coustume: Vng vsufructuarie ou viagier d'aulcune maison ou heritaige, le peut baillier en louaige, sy comme se elle est seant l'enclos de ladicte ville, le terme de trois ans ou endessoubz, moiennant que ledict louaige ne se face, que vng an parauant le vieil louaige expiré. Et se telle maison estoit hors de ladicte ville, & y eust appendant aulcuns gardins, pretz, ou heritaiges à labour, le terme de noef ans ou aussy endessoubz, moiennant que ledict louaige ne se face que deux ans parauant ledict veil louaige expiré. clxxxviii.

Par ledict vsaige: Les louaiges de maisons & heritaiges pardela les quatre pontz se payent à quatre termes en l'an sicomme sainct Remy, Noël, Pasques & sainct Pierre & sainct Pol, & endedens lesdictz quatre pontz à deux termes, sicomme Noël & sainct Pierre & S. Pol. clxxxix.

Par ladicte coustume: L'heritier d'aulcune maison ou heritaige par luy loué le peut reprendre en sa main, pour sa demeure & occupation tant seulement & sans fraulde, toutesfois que bon luy samble en payant interestz telz que de raison. cxc.

Par ledict vsaige: Se vng louaigier a fait aulcuns ouuraiges necessaires en la maison loue

Costumes de la ville de Lille.

apres auoir sur ce sommé l'heritier ou vsuffruictuaire, & qu'il a esté en faulte de les faire, il peut deffalquier lesdictz ouuraiges sur son louaige. cxci.

Par ledict vsaige: Se vng louaigier fait aucuns ouuraiges à son plaisir en la maison louee, n'est que l'heritier les veuille retenir pour tel pris qu'ilz seroient prisiez à porter enuoye, telz louaigiers les peuvent emporter à leur departement de ladicte maison en remettât icelle maison à son premier estat. cxcii.

Par ladicte coustume: L'heritier d'une maison peut contraindre son louaigier de mettre biens meubles souffisans en telle maison pour l'annee courant du louaige. cxciii.

Par ladicte coustume: Quant vne maison appartient à plusieurs personnes, & que l'une d'icelles veult partir & diuiser ladicte maison, telle maison se doit partir se elle est partable. cxciiii.

Par ladicte coustume: Quant vng censier à labouré & assemenchie les heritaiges searts en la taille & escheuinaige de ladicte ville apres sa cense expire, il doit ioyr de telz heritaiges & des aultres conioinctement bailliez avecq iceulx à samblable tiltre de cense trois ans ensie-uans & continuelz, en payant ladicte cense comme au parauant, N'estoit que l'heritier luy eust signifié, ou fait signifier de vuidier auant qu'il eust labouré & assemenchie, ou que endedens le iour de la chandeler ensuyant il luy eust, fait ou fait faire samblable signification, en offrant audict censier fers & semences telz que de raison. cxcv.

Par ladicte coustume: Vng louaigier d'une maison apres son louaige passé, ayant paisiblement residé par forme de entasement de nouveau louaige en ladicte maison par le terme de vng mois, il est tenu de parfaire ledict louaige au mesme pris que parauant pour vne annee, & sy ne peut l'heritier contraindre à vuidier, n'est pour sa demeure & occupation, en payant interestz comme dessus. cxcvi.

Par ledict vsaige: L'occupeur de vne maison ou heritaige est poursuyable, pour le deu du louaige durant son occupation comme le propre louaigier: Mais quant vng heritier a vng louaigier & treuve aultruy occupant le louaige, il a faculté pour sieuir ledict occupeur comme il polroit faire ledict louaigier. cxcvii.

Par ladicte coustume: Quant l'on veult faire partir & vuidier vng louaigier de vne maison & heritaige, pour l'occupatiõ de l'heritier, se tel louaigier est realizié par mile de fait ou ayant hy pothecque par lettres souz le seel ou congnoissances de ladicte ville, tel louaigier n'est tenu partir de sondict louaige, n'est qu'il soit premiers discuté & satisfait des interestz qu'il pretent, à cause de son partement. cxcviii.

Par ladicte coustume: Quant deux louaigiers pretendent ioyr par louaige de vne maison ou heritaige, l'un par louaige verbal & l'autre par realité, Celuy ayant bail de pryore datte, suppose qu'il ne soit realizié, doit obtenir auant le subsequent ayant obtenu realité.

CHAPITRE

16.

Des appellations.

cxcix.

Par ladicte coustume: Qui entend estre greué d'une sentence ou appoinctement rendu par escheuins, est tenu sil est present de appeller sur le champ, & sil est absent endedens sept iours & sept nuictz ensieuant ladicte sentence ou appoinctement rendu, ou quant il en aura la congnoissance, & apres releuer son appellation endedens trois mois ensieuans le iour de son appel. A peril de soixante soulz d'amende. Et sortissent lesdictz escheuins en premiere instance immediatement en la chambre du conseil en Flandres, par la voye de appel sans estre submis à reformation. cc.

Par ladicte coustume: Toutes sentences rendues par les Reuvert, paiseurs, mayeur de la perse trippiers de velours, commis à la vingtaine, & aultres collieges subalternes à escheuins sortissent par appel par deuant lesdictz escheuins, & se doibuent les appellations releuer endedens quarante iours ensuyant icelles interiectees, A peril de amende acoustumee. cci.

Par ledict vsaige: Sur sentences rendues par le reuvert, les condempnez sur l'execution d'icelles sont & doibuent estre receuz silz se requirrent à opposition en namptissant, & sont oyz en leurs deffences & exceptions, fins & conclusions par deuant escheuins. ccii.

Par ladicte coustume: Appellation ne a point de lieu en matiere criminelle.

CHAPITRE

17.

De droit de vesue.

ccij.

Par la coustume de la ville & escheuinaige de Lille: Vne femme peut renonc hier aux biens & debtes de son mary, & soy tenir à son assenne conuentionel, Et audict cas n'est tenuë à aucunes

aucunes debtes, n'estoit que par expres elle y fust obligie. Auquel cas elle feroit obligie, Saulf son recouurier sur les heritiers de son mary. cciiii.

Par ladicte coustume: A vne femme vefue ayant renonchié aux biens & debtes de son mary, appartient sans charge de debtes, droict de vefue coustumier és biens meubles demourez de sondict mary, asscaoir de chescune piece de mesnaige vne à son choix. Et avecq ce de estre habiller honestement pour vne fois selon son estat & sans fraulde. Et est ledict droict de vefue sy preuilegié, que ladicte vefue se doit auoir & emporter nonobstant quelque saisine ou empeschement que l'on luy polroit baillier. ccv.

Par ladicte coustume: A vne femme vefue demouree és biens & debtes de son feu mary appartient droict de vefue coustumier tel que dessus hors part au cas qu'elle le demande. ccvi.

Par ladicte coustume: Quant vne femme vefue ayant renonchié, aux biens & debtes de son feu mary veult auoir son droict de vefue tel que dessus, il est requis de auant luy deliurer iudiciairement qu'elle compare par deuant le preuost ou son lieutenant & quatre escheuins pour le moins: & se face mettre verbalement aux biens, sur lesquelz elle pretend auoir son droict de vefue par ledict preuost ou son lieutenant à l'enseignement desdictz escheuins. ccvii.

Par ladicte coustume: Pour par vne femme vefue estre reputee auoir renonchié aux biens & debtes de son mary, est requis qu'elle habandonne & delaisse les biens delaisiez d'icelluy son mary, en vuidant & soy partant de la maison mortuaire, sans y pouoir rentrer apres le corps defunct porté hors de ladicte maison. ccviii.

Par ladicte coustume: Assenne de droict conuentionnel n'est réputé hypothecquaire, n'estoit que par fait especial il fust recongneu & realisié, & que hypothecque reele fust à ces fins créé par iuge competent, ou passée soubz ledict seel aux congnoissances de ladicte ville de Lille. ccix.

Par ladicte coustume: Quant vne femme vefue apprehende de son auctorité priuee aucuns biens delaisiez de son mary, elle se emiscue és biens & debtes de sondict feu mary, & pour telle fait à compter & tenir, & comme telle tenuë & copable des debtes & actions d'icelluy. ccx.

Par ladicte coustume: A vne femme vefue emiscuee ou demouree és biens & debtes de son mary & ayant enfans ou enfant d'icelluy, appertient tous les biens meubles, cateulx, & heritaiges reputez pour meubles delaisiez de sondict mary, à la charge de payer toutes debtes, & d'en faire partaige à sondict enfant se elle se remarie. ccxi.

Par ladicte coustume: A vne femme vefue non ayant enfant de son deffunct mary, & soy ayant emiscuee és biens & debtes d'icelluy, appartient la moiçtié de tous les biens meubles, cateulx, & heritaiges, reputez pour meubles delaisiez de sondict mary allencontre des hoirs d'icelluy, A la charge de paier moiçtié des debtes. ccxii.

Par ladicte coustume: Vne femme vefue apres le trespas de son mary a option se bon luy samble de renonchier aux biens & debtes d'icelluy son feu mary, & soy tenir à son droict conuentionnel, ou de demouurer és biens & debtes, n'est que par pact elle en soit priuee. Et en prenant l'un elle priue de l'autre.

PAR la coustume de la ville & escheuinaige de Lille: On ne peut vaillablement faire executer vne personne se elle n'est condempnee par iuge cōpetent, ou obligié par obligation, portant vigueur de execution passée, Asscaoir par deuant mōsieur le gouuerneur de Lille ou son lieutenant, auditeurs du souuerain bailliage, ou par deuant escheuins & soubz le seel aux congnoissances dudiçt Lille, ou aultres iustices ayans seaux preuilegiez, & emportant vigueur de execution. ccxiiii.

Par ledict vsaige: Quiconque fait executer aultruy pour plus que deu n'est, l'execution fait à reuocquier, & le faisant executer à condempner és despens: Mais pour les fermes du Prince & de la ville, les fermiers peuent faire executer le deuables pour somme arrestee, & pour autant que l'executeur affermera auoir fourfait à cause desdictes fermes. Et a lieu ladicte execution pour autant affermera, Nonobstant qu'il eust esté executé pour plus. Et au regard des louaiges des maisons, le propriétaire peult faire executer l'occupeur pour le louaige deu, en offrant deduire ce qu'il auroit desbourlé pour refections necessaires. ccxv.

Par ledict vsaige: Pour vaillablement faire vne execution est requis premiers adre schier sur

Couſtumes de la ville de Lille.

les biens meubles mouuables, & en faulte d'iceulx ſur les maiſons & heritaiges, Ou en faulte de telz biens par prinſe de corps à l'ordonnance d'eſcheuins. ccxvi.

Par lediſt vſaige: Vng executé ne peut eſtre receu à oppoſition ſans namptir le deu en deniers, vaiſſelle d'argent, ou ioyaulx, leſquelz namptiſſemens ſe doibuent apporter & mettre par les ſergens és mains du deſpositaire de la court endedans le iour ſeruant, Auquel iour ſeruant leſdictz ſergens ſont tenus faire apparoir de auoir ce faiſt par billet du deſpositaire, Lequel deſpositaire n'eſt tenu pour nampty. Et ſur le requête que polra faire audict iour ſeruant, le faiſant executer affin de auoir ſur le namptiſſement ſon pretendu à caution, les eſcheuins le pouruoyeront ſommièrement parties oyés comme ilz verront au cas appartenir, ſans neantmoins pour ce retarder le principal de la matiere. ccxvii.

Par lediſt vſaige: Quant vng executé ſe oppoſe à l'execution, & que au iour ſeruant il ne compare ne perſonne pour luy, ſans plus faire d'euocation, deſſault doibt eſtre contre luy donné, à tel prouffit que l'execution ſe doibt parfaire, & l'oppoſant eſtre cõdempné és deſpens. ccxviii.

Par lediſt vſaige: Sur ſentence rendue par eſcheuins, le cõdempné n'eſt receu à oppoſition. ccxix.

Par lediſt vſaige: Pour les fermeſ du Prince du pais ou de la ville, les fermiers doibuent auoir les deniers namptiz à caution comme priuilegiez durant le litige, & pareillement ſe lieuent à caution durant lediſt litige, deniers namptiz ſur execution pour louaiges de maiſons: & ſe le namptiſſement eſt vaiſſelle ou ioyaulx, iceulx ſe peuvent & doibuent vendre. ccxx.

Par lediſt vſaige: L'on peut faire execution pour marcqz de rente ou rente fonſſiere. Et pour y proceder, le ſergent doibt faire dependre de l'huyſ de la maiſon chargee deſdictes rentes, & lediſt huyſ laiſſier en tel eſtat ſans que perſonne le puiſt remettre ſans aultre cloture ou eſtoupement iuſques à che que le payement ſoit faiſt, ſur paine de enſraindre la main de iuſtice de ſoixante ſoulz d'amende, & de reparer le lieu. Mais en cas de oppoſition on eſt à receu en namptiſſant, que lors on peut reprendre lediſt huyſ. ccxxi.

Par lediſt vſaige: Vne ſentence ne a vigueur de execution, que l'eſpace de vng an enſuyant le iour de la datte d'icelle. Et eſt requis l'an expiré pour le auoir de rechief executoire de faire adiourner le cõdempné, pour veyr prononchier executoire, & n'eſt receu lediſt cõdempné à propoſer deſſences ſans namptir, n'eſt en ſoyt rapportent au ſerment du demãdeur d'vn faiſt portant deciſion occauſe. ccxxii.

Par lediſt vſaige: Quant aucun a procedé par execution, & il ſ'en deportte ou en dechiet, ne polra par apres proceder pour la meſme choſe par execution: ains par ſimple action euocatoire.

CHAPITRE 19. *Des matieres de reconnoiſſance.* ccxxiii.

PAR l'vſaige de la ville & eſcheuinaige de Lille: Quant vne perſonne veult eſtre payee par ſon debteur, ayant cedulle ſignée de la main de ſondiſt debteur ou de notaire, il peut faire conuenir ſondiſt debteur pour congnoiſtre ou nyer ladiſte cedulle, reſpondre au contenu d'icelle, & le veyr & oyr contre luy & ſes biens prononchier & declairer executoire ſelon la teneur, ou cas touteſuoies que au iour de l'adiournement il y ait quelque choſe eſcheu, ou que le debteur ait promis faire ladiſte reconnoiſſance. Et ne peut l'adiourné riens dire contre la cedulle ſans premiers namptir ſe qu'il ſeroit eſcheu, ou qu'il ſe rapporte au ſermēt du demandeur d'vn faiſt portant deciſion de la cauſe. Et ſe peut faire le ſemblable pour lettres ſeellees de ſeaulx de iuſtice non portant vigueur d'execution. ccxxiiii.

Par lediſt vſaige: Sur l'execution d'vne cedulle prononchie executoire, l'on eſt receu à oppoſition en namptiſſant. ccxxv.

Par lediſt vſaige: Quand ſur pourſeultes de reconnoiſſances de cedulles ou inſtrumens, le deſſendeur a faiſt namptiſſemēt, telle pourſeulte eſt equipollée à execution. Et en enſuyāt doibt le demandeur prendre concluſions.

CHAPITRE 20. *Des ceſſions.* ccxxvi.

PAR la couſtume de la ville & eſcheuinaige de Lille: L'on ne peut eſtre receu à ceſſion, pour deniers deuz au Prince ne à ſes fermiers, ne pour reparation de ſang, & les deſpens du proces. ccxxvii.

Par ladiſte couſtume: L'on ne peut faire ceſſion pour matiere de delict, iniures verballes, deſpens du proces, ne auſſy pour deſpens de touraige de priſon. ccxxviii.

Par

Par ledict vſaige: Vne ceſſion ſe decrete au premier iour ſeruant, ſe perſonne ne ſe y oſe. ccxxix.

Par ledict vſaige: Se a vne ceſſion y a oppoſition, le pretédant paruenir audict benefice doit tenir priſon pendant le litige. ccxxx.

Par ledict vſaige: Se vng creditur treuve aucuns biens appartenans à ceſtuy ayant fait ceſſion contre luy oultre la prouiſion à luy accordée, tel creditur en vertu de l'extraict de ladicte ceſſion peut faire ſaiſir & vendre leſdictz biens par voye d'execution.

C H A P I T R E. 21.

Des bonnages, Cerquemanaiges, & visitations de maiſons.

ccxxxii.

PAR la couſtume de la ville & eſcheuinaige de Lille: Pour deuément mettre bonnes & aſſens entre deux couſins de maiſons & heritaiges, eſt requis faire euocquier à adiourner ſur le lieu le preuoſt de Lille ou ſon lieutenant, quatre eſcheuins du moins: & les heritiers circonuoſins. Et illec par ouyriers ſermentez & aultres à ce congnoiſſances ſe meſtier eſt, preſens les deſſus nommez eſcheuins à la ſemonce dudit preuoſt ou ſon lieutenant, faire aſſeoir & mettre leſdictes bonnes & aſſens. En faiſant par ledict preuoſt ou ſon lieutenant defences de non touchier à telles bonnes & aſſens ne fouyr à vng pied pres d'icelles, A peril de ſoixante ſoulz d'amende de loy & pūgnition d'eſcheuins. ccxxxii.

Par ledict vſaige: Quant vng heritier entend ſon voiſin heritier auoir emprins ſur ſon heritaige, & qu'il edifie aultrement qu'il ne appartient, il peut requerer cerquemanaige ou viſitation eſtre faiçte des deux heritaiges. Et pour ce faire doit faire conuenir par deuant eſcheuins en halle, & à brief iour ſa partie, pour conſentir ou diſſentir ledict cerquemanaige ou viſitation que lors on ordonne ſommierement que tel cerquemanaige ou viſitation ſe fera à telz deſpens qu'il appertendra. Et enſieuant ce le preuoſt ou ſon lieutenant, les deux eſcheuins à ce commis, avecq le clerq de ladicte ville ſe transportent ſur le lieu, & illecq les parties peuent exhiber telles lettres, titres & enſeignemens que bon leur ſamble, & par les ouyriers de la ville ſe faiçt ledict cerquemanaige ou viſitation quy ſe meçt par eſcript par ledict clerq, & ſe rapporte en halle à certain iour enſieuant en y adiournant que les parties pour le veyr prononchier. Et lors ſil n'y a oppoſition eſt ordonné que tel cerquemanaige ou viſitation doit ſortir, & ſe decrete en ordonnant, que les emprinses d'un coſté & d'aultre ſe retrencheront. Et là où ne ſeroit trouué qu'il y euſt emprinsé, les deſpens dudit cerquemanaige doibuent eſtre aux deſpens du requerant. ccxxxiii.

Par ledict vſaige: Sur complaincte intemptee en la gouernance de Lille apres icelle executee & reſtaſſement faiçt l'on peut retourner à cerquemanaige par deuant eſcheuins. Ou quel cas l'on ne procederoit plus auant en ladicte complaincte. ccxxxiiii.

Par ladicte couſtume: Vng heritier peut edifier ſur ſon heritaige tel edifice que bon luy ſamble par empeschier les veuës de ſon voiſin ou aultrement, ſe aultrement deuément il ne appert du contraire. ccxxxv.

Par ledict vſaige: L'heritier d'une maiſon ou heritaige ne ſe enclot poinçt ſil ne veult contre ſon circonuoſin.

Toutes leſquelles couſtumes & vſaiges arreſtez & confirmez comme deſſus, ont eſté publiées aux plaidz de ladicte ville de Lille, en la preſence de la loy, practiciens, & pluſieurs manans d'icelle, le treizième iour de Ianuier, l'an mil cinq cens & trente trois.

F I N D E S C O V S T V M E S D V
P A Y S D E L I L L E.

HHHH

Loix, chartres & coustumes du noble pays &

COMTE DE HAYNAULT, QUI SE DOIBVENT

observer & garder en la souveraine & haulte court de Mons, & iurifdictions dudict pays, ressortissantes à ladicte court de Mons.



CHARLES par la diuine clemence, Empereur des Romains, tousiours Auguste, Roy de Germanie, de Castille, de Leon, de Grenade, D'arragon, de Nauarre, de Naples, de Cecille, de Maillorque, de Sardenne, des yles Indes, & terre ferme de la mer Oeeane, &c. Archiduc D'austrice, duc de Bourgoingne, de Lotriche, de Brabant, de Lembourg, de Luxembourg, &c. Comte de Flandres, D'artois, de Bourgoingne. Palatin & de Haynault, de Hollande, de Zeelande, de Ferrette, de Haguenaunt, de Namur, &c. Prince de Zyuaue, Marquis du saint Empire, Seigneur de Frize, de Salines, de Malines, Et dominateur en Asie & en Affricque. A tous ceulx qui ces presentes verront, salut.

Comme plusieurs plainctes & doleances nous ayent esté faictes, de ce que depuis la derniere reformation, declaracion & interpretation des loix & chartres de nostre pays de Haynault, faictes en l'an mil quatre cens quatre vingts & trois, par feutz de tresexcellente memoire, L'empereur Maximilian & le Roy domp Phelippe, noz grand pere & pere, auroyent esté introduictes, practiquees, & vsitees plusieurs loix, coustumes, stilz & vsaiges exorbitates, non fondees en raison & equité, au preiudice du bien publicque d'icelluy nostre pays & de noz subiectz, & au retardement de la iustice. Et que à ceste cause eussions par noz lettres closes, ordonné & mandé aux estatz de nostredict pays de faire recueil, & mettre par escript, les loix, stilz, coustumes, & vsaiges, dont l'on a vsé iusques ores en nostredict pays, pour approuver & confermer les bonnes & raisonnables, & reformer & corriger les desraisonnables. A quoy lesdictz de noz estatz auroyentourny & obey: & enuoyé par leurs deputez par deuers nous lesdictes loix, coustumes & vsaiges par escript, en vng quayer, contenant cinq cens vingtneuf articles. Lesquelz auons faict veoir & examiner par aucuns conseillers & practiciens lettrez & experts au faict de la iustice, qui nous ont faict rapport du contenu esdictes articles & de leur aduis sur iceulx. Sçauoir faisons que desirans pourueoir à ce que bonne & briefue Iustice ait cours en nostredict pays, & que bonne ordre & police y soit obserué & gardé, au bien, soulagement & repos de noz bons subgectz, & eu sur ce l'aduis de nostre grand Bailly, des gens de nostre conseil & de ceulx des estatz de nostredict pays de Haynault: & des chiefz & gens de nostre priué conseil. Et par l'aduis & deliberacion de nostre treschere & tresaimée dame & & seur, la Royne Douagiere de Honguerye & de Bohême, &c. pour nous regente & gouuernante en noz pays d'embas. Auons sur lesdictes loix, vsaiges, stilz & coustumes faict, ordonné & statué les declarations, modifications, corrections & interpretations qui sensuyuent.

v. Hic significantur pares curia, scilicet feudalis, seu dominica de qua in vsibus feudorū & j. s. 4. 5. Pares autem Francie longè aliud sunt quāquam recēter inuenti. vt etiā per priuilegiū quibus suis communicantur vt comitatus & ducatus ad placatum: ibi coguntur ne dicam sordibus. C. A.

Des Iuges en ladicte court.

Chapitre premier.

PRemiers, Que nostre haulte court de Mons, la iustice y sera administree comme par cideuant nostredict grand Bailly, comme chief & semmouueur ou nom de nous. Et par noz hommes feodaux, pers, ¹ prelatz, barons, cheualiers, & autres feodaux de nostredict comté comme iuges.

Des auctoritez de la court.

Chap. ii.

Item, Que nostredicte court de Mons sera entretenue en ses anciens droits, iurisdiction, & preeminences à icelle d'ancienneté donnees & octroyees par lettres & chartres de noz predecesseurs, Et par nous confermees. Et sera tenuë pour court souveraine sans ressort ou appel.

De tous appeaulx y auoir ressort.

Chap. iii.

Item, Que en nostredicte souveraine court de Mons ressortiront par appel noz Iuges ordinaires, & vassaulx de nostredict pays sauf les loix escheuinales, aiant chief lieu.

De

*De pour matieres d'importance renforchier la court.**Chap.iii.*

Item, Que nostredict grand Bailly, aura regard à ce que aux iours de plaix nostredicte haulte court soit aduestie de noz hommes feodaulx, gens de bein, & entenouz en nombre competent, si comme de dix ou huiet du moins, Affin que icelle nostredicte court soit de tant mieulx extimee & auctorizee. Et que quant il y aura aucunes matieres d'importance, debura icelluy nostre grand Bailly escrire aux pers, prelatz, & autres noz hommes de fiefz pour renforchement de court. Ainsi qu'il est accoustumé de faire.

*Des feodaulx venir en la court.**Chap.v.*

Item, Que lesditz pers, prelatz, & hommes feodaulx, en ensuyuant le serment par eulx fait à la reception de leurs fiefz, seront tenuz de venir seruir en nostredicte haulte court, toutes & quantesfois, qu'ils en seront sommez & requis de nostredict grand Bailly. A peine de dix liures d'amende à applicquer à nostredict prouffit, excuse ou en songnie legitime.

*Des matieres diffinitives rendre en court.**Chap.vi.*

Item, Que aucune sentence diffinitive ne se pourra rendre en nostredicte court, se n'est qu'il y ait present à la visitacion, conclusion & iudicature du proces douze hommes de fiefz de nostredict pays du moins.

*Des matieres privilegees en ladicte court.**Chap.vii.*

Item, Que nostredicte court souueraine de Mons aura congnoissance de toutes matieres privilegees. Si comme de biens admortiz, dismes, cautellaiges, obligations, retenues de chaux d'eglise de corps & biens, des nobles, de purge, d'hommicides, des testamens & autres, dont elle a par cideuant congneu. Sauf les premiers instances, à noz iuges ordinaires, & à noz vassaulx des cas appartenans à leur iurisdiction & iustice chascun en ses limites.

*De composer & appoincter des hommicides.**Chap.viii.*

Item, Nostredict grand Bailly pourra composer & appoincter avec les hommicides, aiant fait paix à partie, ou cas que par information faite sur le cas, le fait ne soit trouué vilain & enorme. Et en bailler ses lettres d'appoinctement & composition, contenant la somme à laquelle montera ladicte composition, dont il sera tenu de rendre compte à nostre prouffit.

I. 8. §. 22. Ainsi audict pays, on ne void les lettres de pardon, & n'y a Chancellerie questuaire. Il y a vingt ans que l'empesche que la Chancellerie questuaire fut erigee en Lorraine à l'exemple de Paris. C.M.

*Des respits d'hommicides.**Chap.ix.*

Item, Et pour ce que plusieurs plaintes se sont faites, de ce que nostredict pays de Hainault, seroit plain d'hommicides & malfauteurs y frequentans & demourans, soubz vmbre des sauconduitz que baille nostredict grand Bailly, qui se renouellent de trois moys en trois moys, sans fin ou limitation de temps ou années, au grand esclandre de iustice: auons ordonné & ordonnons que nostredict grand Bailly d'oresnauant ne pourra bailler audictz hommicides que trois sauconduitz, chascun de quatre moys & non plus. Et que en chascune lettre desditz sauconduitz il sera tenu de y faire mettre, c'est le premier, second ou troisieme, & se plus en estoient despechés, ilz seroient tenuz pour riulz, & de nulle valeur, & pourra nonobstant, par iceulx estre procedé en iustice, contre lesditz delinquans. Et ne se pourront lesditz sauconduitz despechier, sinon apres information faite sur les cas pour scauoir s'ilz seroient mauuais ou vilains, Et qu'il appere qu'il ait paix à partie.

*Des respits de debtes.**Chap.x.*

Item, Et pour ce aussi que plaintes se sont faites des respits que baille nostredict grand Bailly pour debtes personnelles au preiudice & interestz des crediters, auons ordonné & ordonnons, que d'oresnauant nostredict grand Bailly ne pourra baillier respit ou seureté de corps aux debteurs & obligiez d'icelles debtes personnelles, q' d'un an seulement, & à chascun debteur vne

Couſtumes generalles de Hainault

fois. Et que les lettres contiennent ceſte clauſe, Pourueu qu'il n'ait eu ſemblable grace. Et neantmoins pourront nonoſtant ladiſte ſeureté, les biens du debteur eſtre venduz & executez pour le payement de ſes debtes.

Des officiers ordinaires & vaſſaulx.

Chap. xi.

Item, Que noſditz officiers ordinaires & vaſſaulx auront la congnoiſſance, & comme ilz ont eu de tout temps, de toutes obligations, debtes à congnoiſtre, marchiez, contractz, dont on ſe traitt à eulx, & des criminelz. Sauf que les officiers ordinaires ou haulx iuſticiers aians criminelz en leurs priſons, ne les pourront recroire, eſlargir, appoincter avec eulx, ne bannir, (dont prouffit ſe puiſt enſuyr.) Sans le ſceu & conſentement de noſtre dict grand Bailly.

Deſditz officiers faire la iuſtice.

Chap. xii.

Item, Que neantmoins pourront leſditz officiers ordinaires & haulx iuſticiers faire executez le delinquant ſelon ſon demerite. Sans ce qu'ilz ſoyent tenuz d'enuoyer le proces à noſtre dict haulte court de Mons pour auoir leur aduis, ſe bon ne leur ſemble.

De apprehender criminelz.

Chap. xiii.

Item, Que noſtre dict grand Bailly, comme ſouuerain officier peult & pourra apprehender tous criminelz & malfaiſteurs generally par tout noſtre dict pays de Haynault, Et comme auſſi pourra faire vng officier ordinaire. Et ſe le ſergent de noſtre dict Bailly, ou dudit officier ordinaire apprehende au corps aucuns malfaiſteurs en la terre d'un hault iuſticier, icelluy priſonnier deuera eſtre preſenté à l'officier de la terre, où il auoit eſté prins, pour le retenir ſe bon luy ſemble, le terme de quinze iours, pendant leſquelz il ſera tenu de faire la iuſtice.

De reliurer le priſonnier au ſergent.

Chap. xiiii.

Item, Et ſe ledict hault iuſticier ou ſon officier eſtoit en deffault ou en demeure d'en faire la iuſtice endedens le terme ſuſdict, il ſera tenu de renuoyer & rendre ledict priſonnier au ſergent ou officier du iuge, par lequel il auroit eſté apprehendé, en payant par le priſonnier ſes deſpens de priſon, ou cas qu'il ſoit ſoluent. Et qu'il n'auroit tenu audict hault iuſticier ou ſon officier d'auoir faiſt la iuſtice endedens ledict terme pour quelque enſognye, ou empeschement raiſonnable. Et ſe ſur ce cheoit difficulté ou debat, ledict renuoy preallablement faiſt, ſera par le iuge du renuoy ordonné & appoincté touſchant leſditz deſpens, comme il appertendra.

Des crimes, delictz & homicides.

Chap. xv.

Item, Auons aboly & aboliffons la couſtume ou loy, dont l'on a par cideuant vſé en noſtre dict pays, touchant la peine de talion, & de coup pour coup. Et auons ordonné & ordonnons, que és crimes & delictz, dont mort ne ſeroit enſuyuie, l'offenſant ſatisfera l'offenſe ciuillement, à l'arbitrage de iuſtice, ſe ilz ne ſ'en puiſſent accorder par enſemble. Et ou cas que ledict offenſant fuſt trouué inſoluent & impuiſſant de payer les amendes tant de partie comme de iuſtice, il en debura eſtre pugny au corps & en ſa perſonne, ſoit par priſon, ſultigation, voyaiges, banniſſement, & autrement, à l'ordonnance du Iuge & ſelon l'exigence des cas, ſans diminucion ou mutilacion de membre.

De corps deffendant.

Chap. xvi.

Item, Que ſe aucun eſtant enuahy, tue, mutille, ou naure ſon enuahyſſeur, en ſon corps deffendant, l'enuahy ne ſera tenu pour ce en faire quelque amende vers iuſtice ne partie: mais en demeure francq & quiete ledict corps deffendant prouué & veriffié.

Du bleſchiet terminee vie par mort.

Chap. xvii.

Item, Que ſe aucun bleſchié termine de vie par mort, ſans eſtre deuément rendu & reliure
lain

fain & hors peril de mort par raport des chirurgiens & iugement de loy, Celluy l'ayant ainfi blefchié, sera tenu & reputé homicicide quelque laps de temps qu'il y auroit, n'estoit qu'il fist suffisamment apparoir de corps deffendant, ou d'aulture cause notable, pour laquelle il seroit terminé de vie par mort.

*De mander le fait.**Chap.xviii.*

Item, Que tous ayans commis homicides de nostredict pays, seront tenuz de mander le fait endedans huit iours du cas aduenu au seigneur du lieu ou son officier. A peine que se en apres il en estoit trouué coupable, le cas seroit tenu & reputé pour lait & villain. Sans pourtant estre debouté du benefice de purge.

*De faire plainte de purge.**Chap.xix.*

Item, Que ceulx qui se voudront purgier d'homicide ou autre crime, seront tenuz de intéter leur purge en nostredicte haulte court à Mons, & soy illec rendre prisonniers endedens quarante iours, à compter du iour du cas aduenu, autrement ledict temps expiré, ilz demeurent priuez dudit benefice de purge & d'estre traictez en nostredicte court de Mons.

*De obtenir purge & condempnacion de despens.**Chap.xx.*

Item, Que se aucun a obtenu & intenté sa dicte purge endedens le temps dessusdit, en faisant adiourner l'officier du lieu, & les plus prochains parens & amys du trespassé, Obtient en sadicte purge sur proces contradictoire, il debura aussi obtenir condempnacion de despens contre ses parties au taux de nostredicte court. Et se le plus prouchain parent adiourné ne se veult former à partie, les freres ou seurs le pourront faire, l'aucuns en y a, & sy bon leur semble.

*Du deffailant denonchier le fait & de faire plainte de purge.**Chap.xxi.*

Item, Que se aucun suspect d'homicide ou aulture crime non aiant denonchié le fait endedens huit iours, ne fait sa plainte de purge, endedens quarante iours estoit constitué prisonnier par l'officier ordinaire, ou vng hault iusticier, icelluy officier l'ayant apprehendé, en aura la congnoissance, & fera son proces & procedera à son absolucion ou condempnacion, & posé qui soit trouué innocent, il ne obtiendra en aucuns despens contre l'office, veu qu'il ne s'estoit purgé endedens temps deu: Mais sil y auoit partie formee il obtiendra despés contre sa partie, s'as que ledict officier puist estre empesché en ladicte cōgnoissance par nostredicte court de Mons. Et neantmoins se la matiere se trouue difficile, & que ledict officier non soit appaisié en sa conscience, le pourra enuoyer ledict prisonnier avec son proces & charge à nostredict grand Bailly, pour par luy en estre fait par l'aduis des gens de nostre conseil à Mons ce qu'il appartient: soit par rigueur de iustice, ou par composition, selon l'exigence du cas, de laquelle composition, s'elle y chiet la moitié sera à nostre prouffit & l'autre moitié au seigneur vassal dont l'officier aura fait l'apprehension. Et se tel prisonnier estoit enuoyé à nostredict grand Bailly, par vng iuge ordinaire, icelluy iuge ordinaire sera tenu de cōpter la moitié de l'amende, laquelle il recepura.

*Des officiers ordinaires & hault iusticier liure le prisonnier au sergent.**Chap.xxii.*

Item: Mais se ledict officier ordinaire ou hault iusticier auoit fait constituer prisonnier ledict suspect homicicide, endedens quarante iours de la purge, en ce cas celuy, ou ses parés font plainte de purge en nostredicte court à Mons, l'officier qui l'aura constitué prisonnier, sera tenu le deliurer au sergent de nostredicte court, pour le mener à icelle court aux despens du prisonnier pour congnoistre de ladicte purge.

*Du mal traictement du prisonnier.**Chap.xxiii.*

Item, Et se ledict prisonnier ou ses parens font plaintes en ladicte court hors de terme de purge, aussi posé qu'il fust resseant & manant au pays allegant que l'officier luy feroit tort, & le traicteroit mal & hors de train de iustice, en ce cas sur le seul & simple cas donné à entēdre dudit prisonnier, ledis de la court ne pourroiet faire faire deffence audict officier de non cōgnoistre de la matiere & de renuoyer ledict prisonnier en icelle court, S'as preallablemēt eulx auoir fait informer desdits tors & mal traictement, Et que l'officier ne soit oy, se opposer se veult.

HHHH ij

Couſtumes generales de Hainault

Et en cas qu'il deſchee de ſon oppoſition, il ſera tenu de enuoyer le priſonnier à la haulte court à ſes deſpens, & ne payera icelluy priſonnier nulz deſpens de priſon: Mais ſe lediſt officier obeyt à la premiere ſommation, & eſt content d'enuoyer le priſonnier ſans ſoy oppoſer, en ce cas l'officier auraourny & ſatisfaiſt, & deliurant icelluy priſonnier au ſergent de la court, pour le mener en icelle cour aux deſpens du priſonnier, lequel ſera tenu de payer ſes deſpens de priſon audiſt officier ou à ſon chepier.

Du ſuborné prendre le faiſt à luy.

Chap. xxiiij.

Item, Se vng homme ayant commis homicide ſuborne vng autre affin de prendre le faiſt à luy, ſ'il en appert, le ſubornant ſera ſans autre proces tenu pour conuaincu du cas, & en ſera pugny ſelon l'exigence d'icelluy. Et quant au ſuborné, ſ'il a mys à effect, ſera pugny de ſemblable peine que le principal, ou de peine arbitraire, ſe la iuſtice pour conſideracions trouuoit la matiere à ce diſpoſee.

De l'homicide apprehende auoir fourſaiſt la vie.

Chap. xxv.

Item, Que quilconque commetra homicide en noſtre diſt pays, ſ'il eſt apprehendé, fourſera la vie, S'il ſe rend fugitif, ou refuge en lieu ſaint, fourſera ſes biens immeubles, rentes, & heritaiges pour vn an: Mais ſ'il retourne endedens quarante iours, & ſe offre à purge, ſes biens luy ſeront renduz, en payant les miſes de iuſtice raiſonnablement.

De recepuoir à compoſition, le condempné à mort.

Chap. xxvi.

Item, Que vng condempné à mort pour ſes meſvz, eſt par noſtre diſt grand Bailly receu à cōpoſition comme faire ſe peult, ſe le cas n'eſt mordrier ou villain, celuy condempné ſera tenu de preallablement ſatisfaire à partie intereſſee de ſon intereſt & deſpens, & de refondre les miſes de iuſtice, & de la compoſicion & amende, pour le criſme: noſtre diſt grand Bailly en prendra la moitié, pour en rendre compte à noſtre prouffit. Et l'autre moitié l'officier ordinaire, ou cas qu'il en ait faiſt la poursuyte, dont auffi il ſera tenu de rendre compte à noſtre prouffit, ou icelle moitié aura à ſon prouffit le ſeigneur vaſſal, au cas que ſon officier en ait faiſt la poursuyte. Et ſe l'officier ordinaire, ne le ſeigneur vaſſal n'en ont faiſt la poursuyte, le tout ſera receu par noſtre diſt grand Bailly, à la charge d'en rendre compte comme deſſus.

De pour auoir paix au prochain hoir de partie.

Chap. xxvij.

Item, Se celluy ou ceulx aiant commis homicide veullent faire paix à partie, ſe deburont adreſſer au plus prouchain hoir maſle, à la plus prouchaine aiſnee fille. Entendu que ſe il y a pluſieurs hoirs maſles, chaſcun partira au prouffit de la paix, & ſemblablement des filles, en faulte d'hoirs maſles. Laquelle paix ſe conclura & affermera par l'hoir plus prouchain, ſoit maſle ou fumelle, y appellant ſes freres & ſeurs, & du prouffit aura l'hoir aiſné vng tiers. Et les deux autres tiers aux enfans puisnez, chaſcun par egale porcion. Dont la porcion des moindres d'ans (ſ'aucuns en y a) ſera miſe és mains de la iuſtice du lieu au prouffit d'iceulx moindres d'ans.

De l'enfant du deſſunct prouffiter, de la paix.

Chap. xxviij.

Item, Que ſ'il n'y auoit que vng enfant demouré du deſſunct, en ce cas prouffitera la mere de la moitié de l'amende prouffitable. Et ſemblablement ſera faiſt, ſe la mere eſtoit occiſe. Auſſi ſe pere & mere auoient enfans, & l'vn d'iceulx enfans occis, le prouffit de la paix appartendra auſditz pere & mere.

Du prouchain hoir treſpaſſé pour la paix.

Chap. xxix.

Item, Que ſe l'aiſné & plus prouchain hoir du treſpaſſé auoit des freres ou ſeurs qui fuſſent moindres d'ans, icelluy hoir aiſné en faiſant & concluant la paix, ſera tenu de à ce appeller des plus prouchains parens caigiers de l'occiſ. Et ainſi en ſera faiſt & vſé des enfans de filz ou de filles. Et de la en auant en ligne dicerte, entendu que les deniers procedans de l'appaiſement, ne ſeront ſubgectz à payer les debtes de l'occiſ, ſe n'eſt que par faiſt eſpecial ilz ſeroient aſubgis.

De

De en faulte de ligne directe chercher la collateralle.

Chap. xxx.

Item. Que en deffaulte de lignie directe, se deburont les facteurs eulx adresser au prouchain hoir de l'occis en lignie collateralle: & le plus prouchain hoir prouffitera de la moitié de la paix, & la femme (s'aucune en auoit) de l'autre moitié, ou le plus prouchain du costé maternel.

Du proisme qui ne feroit partie.

Chap. xxxi.

Item. Que se les plus prochains parens ou hoirs de l'occis ne veullent poursuyuir l'amendise prouffitable, & le prouffit s'appartiendra à l'officier ordinaire, ou au hault Iusticier qui en fera poursuyte.

Du facteur qui ne trouueroit parent en Haynault.

Chap. xxxij.

Item. Que se il escheoit, que les facteurs ou homicides ne sceussent trouuer ou recouurer en Haynault aucun parent de mort, se pourra adresser à nostredict grant Bailly, pour au nom de nous faire la paix, & appoincter de l'amendise. Pourueu que se aucun parent au mort s'appere, en apres donnant appairement de sa parenté, les deniers & prouffits de la paix, luy seront deliurez. Sauf la porcion de la femme du costé maternel.

Du bastart occis s'adrecher au bailly de Haynault.

Chap. xxxij.

Item. Pareillement s'il y auoit bastart occis, sans delaisser hoir de leal mariage, se pourroit le facteur adresser pour traicter de la paix, à nostredict grant Bailly, & le prouffit qui en viendra, nous appartient: sans quelque retour. Sauf à la femme du bastart la moitié, ou le tiers selon la disposition du cas. Et se les suspects d'auoir occis le dit bastart se veullent purger à l'encontre de nostre preuost de Mons ou de l'officier ordinaire, ou du iusticier où le cas seroit aduenue, faire le pouront en nostredicte court.

De l'apprehendé, pour blessure tenir prison.

Chap. xxxiiij.

Item. Que se aucun debat ou meslee, il en y a vng ou plusieurs blesez & naurez, & que les facteurs ou aucuns d'eulx soient constituez prisonniers, ils tiendront prison iusques à ce que les naurez seront remis sus, & qu'il soit déclaré par la loy qu'ils sont hors de peril de mort.

Du prisonnier eschappé de prison.

Chap. xxxv.

Item. Que se aucun prisonnier eschappe de priton, celluy qui en a la garde, & en prent salaire, ou le chepier qui auroit à ferme le chepaige, en sera tenu d'en respondre & satisfaire à iustice & à partie interessée: n'est qu'il face apparoir d'excuse souffisante.

Du port d'armes deffendu.

Chap. xxxvi.

Item. Que pour escheuer à toutes noises d'homicides & debats, si auant que possible est, le port d'armes sera & demourera deffendu, en ensuyuant noz placcars sur ce de pieça publiées.

De plusieurs en vne meslee.

Chap. xxxviij.

Item. Que se en vne meslee, ou confict, il y a plusieurs combatans d'vn costé & d'autre, & en l'vne des parties il en y a vng occis ou plusieurs, tous ceulx de l'autre partie seront tenus pour homicides, tant deuers iustice comme parti.¹

Du poursuy pour blessure payer garde, & giste.

Chap. xxxviij.

Item. La personne nauree qui poursuyuir voudra ciuillement, debura auoir pour giste chascune semaine. xxxij. s. & autant pour chascune de ses gardes, en cas que nécessité y soit d'en auoir deux. Lesquelles gardes sont entédues, la femme, fille, parente, ou meschyne du bleschié. Et pour le iour aura le dit bleschié chascune semaine. xvi. s.

Du salaire du chyrurgien.

Chap. xxxix.

Item. Quāt au chyrugié il sera satisfait de ses estoffes, paine, & labours par dit d'autres chyrurgiens, à la discretion & esgard du Iuge.

Des amendes d'affollure.

Chap. xl.

Item. Que pour plaine affollure, celluy doit auoir huyt muys de bled, pour son aprouandement. Lesquels se pourront rachetter pour trentesix liures chascun muy. Et debuera le premier payement escheoir au prouchain iour saint Andrieu ensuyuant, la naureure aduenue. Tel bled que la commune disme du lieu ou le nappé demouroit. Entendu que le tel bleschié auoit plusieurs affollures, d'autant de membres affollez autant de huyt muys de blé, & autant debura auoir de demy tiers & quart d'affollure, que d'vne seule affollure. Et se le tel affollé, estoit bleschié es autres lieux de son corps, & d'icelle blessure amenry, il deuera estre amendé de son amenrissement, audicts des maistres chyrurgiens, & à l'esgard du Iuge.

HHHH iiij

1. 37. Id est
criminaliter
& civiliter,
quāuis de iura
gl. & doctor.
distinguat in
l. item Mala.
§. sed si seruū
plures. ff. ad
leg. Aquil.
& in l. si in ri
ca. ff. ad leg.
Corn. de sic
ca. Alberic.
in. d. §. sed si
seruum. & in
tertia parte
statutorū. q.
61. Specular.
de homicid.
nu. 5. Alex.
conf. 15. lib. 1.
ubi in annot.
dixi. conf. 14.
col. 2. libr. 3.
conf. 46. lib. 4.
conf. 2. nu. 3.
libr. 7. Petr.
Anchar. cōf.
216. Angel.
aret. in tract.
maleficio. pag.
39. Fely. in. c.
significasti. 2.
extra de ho
mucid. Hyp
polit. Marfo
notas. 217.
Phil. Deci. l.
semper in ob
scur. nu. 5. de
regul. iur. Io.
igneu in. l. 1.
§. si quis. nu.
71. cum seq.
& ad Sylla
nia. Nicol.
huerar. in loc.
legal. in loco à
civilibus ad
criminalia.
C. M.

Couſtumes generales de Hainaut.

De pluſieurs faſteurs l'un pour le tout.

Chap. xli.

Item. Que ſ'il y a pluſieurs faſteurs, chaſcun d'eulx fera pourſuyuable pour le tout, ſans que celluy ainſy pourſuiuy ſe puiſt excuſer, ou deliurer par offrir ſatisfaire à contribution, ſauf ſon garand & recouurer ſur les autres, dont il ſe debura proteſter, contre le pourſuyuant.

De l'homme, pourſuyuir l'iniure de ſa femme.

Chap. xliij.

Item. Que vng homme pourra pourſuyuir l'iniure, ou villennie faiſte ou dicte à ſa femme, ou enfans en ſon pain. Et en deffault du pere, la femme ou enfans l'vn pour l'autre.

De appoincter de debat.

Chap. xliij.

Item. Que quiconques appoincte ou tranſige d'aucun debat ou delict, il ſera tenu pour confeſſé & conuaincu. Et en ſera condemnable és loix & amendes.

De tirer baſton & faire enuabyr.

Chap. xliij.

Item. Si aucun tire baſton, ou bende arbaleſtre, ou arcq à main, ou auale picque, traict, à pouldre, ou aultre baſton, ſans coup donner il eſchera en l'amende de .lx. ſ. blancz. Et ſ'il y a coup donné ſans mort, en l'amende de dix liures blancz, ſe le faiſt adient de iour. Et ſ'il adient de nuyt. xx. l. blancz. Et en chaſcun deſdits cas le baſton fourfait, ſe le delinquât eſt prins, ou trouué en preſent.

De fouriur aboly.

Chap. xlv.

Item. Auons aboly & abolyſſons, la couſtume dont lon auroit parcideuant vſé en noſtre dit pays de Haypault. Aſſçauoir que quant aucune occiſion eſtoit commiſe, ou membre tollu, & que les faſteurs & aſſiſtens ſe abſentoyent, ou tenoyent és lieux francs, les parens du coſté de pere comme de la mere, eſtoient tenus de fouriurer leſdits faſteurs. Et deſſendôs aux ſubgectz d'icelluy noſtre pays, de doreſnauant vſer de ladicte couſtume.

Des meſlees des bourgeois des .iiij. bourgs.

Chap. xlvij.

Item. Que ſi aucuns bourgeois forains des quatre bourgs, ou d'autres lieux qui ſe dient eſtre priuilegiez eſtoient enuahiffeurs en meſlez ou debats, dont loix ſoyent ſur eulx iugez, ils deburont eſtre contrains à les payer à ceulx, ſoubz & à qui le prouffit ſera adiugé, ſans ce que leur bourg les puiſt affranchir. Nonobſtant preuilege ou couſtume qu'ils pourroyent auoir de non eſtre tenus de payer pour baſture ou affolure que v. ſ. d'amende. Lequel preuilege ou couſtume (ſ'aucune en auoyent) auons annully & aboly, annullons & abolyſſons comme corruptele, & baillant occasion ou audace de mal faire.

De femme emporter les biens de ſon mary.

Chap. xlvij.

Item. Se aucun aſſiſte la femme à emporter les biens de ſon mary, tel aſſiſteur debura reſondre la valeur des biens, ou cas que la femme ne les reſtitue. Et avec ce debura eſtre pugny de ſon meſvz, de peine pecunielle à l'arbitraige du Iuge.

Touchant le ſtil qui ſe debura tenir & obſeruer pour l'expedition des parties, cauſes & proces. La conduicte des officiers de Juſtice, & des ſallaires qu'ils deburont prendre & auoir.

Chapitre. xlvij.

Item. Affin que les deliberacions de la chambre du conſeil de noſtre dicte haulte court à Mons ſoyent tenues ſecretes, & qu'il y ait bonne ſilence, auons ordonné & ordonnons, que deux ſergens à maſſe d'argent de la .xv. ſeront tenuz de matin, & à l'apreſdinner d'eſtre à l'huyſ de la chambre de conſeil, l'vn par dedens la chambre, & l'autre par dehors, affin que aucun n'y entre ne vvyde, ſans licence.

De non entrer armé en la court, és iours de plaix.

Chap. xlix.

Item. Que nul de quelque eſtat ou condicion qu'il ſoit, ne pourra venir en ladicte court, en iour de plaix, armé ou embaſtonné, ſur peine de perdre ſes baſtons & armeures, & en eſtre corrigé à l'ordonnance de noſtre dicte court dont noſdis ſergens feront la fine & calenge.

Item. Que noſdis deux ſergens ſeront tenuz de mettre & tendre les quareaux & tapiz ordonnez pour ſeruir en ladicte chambre, iceulx deſcendre & remettre ou lieu à ce ordonné. Et pourueoir de la lumiere, qu'il conuiendra auoir preſt, en noſtre dicte ſalle en la chambre & ailleurs és iours de plaix.

Item. que noſdis deux ſergens ſeront tenus de faire diligence, de nettoyer ou faire nettoyer ladicte

*l. 43. l. furti.
ff. de his qui
not. infa. de
quo tamen
distinguitur
in. l. tranſige-
re. C. de tranſ-
act. C. M.*

ladiçte falle & chābre, & d'y faire & allumer les feux, & d'aller à la maison du clerq de la court, pour l'aider apporter ses papiers escripts.

Des fallaires des chiefieu.

Chap. l.

Item. Que les fallaires des chiefieux se deueront recepuoir par l'vn des sergēs de nostredicte court, qui sera à ce ordonné & commis. Qui aussi recepura toutes amendes, de tenure, brisie, griefz, & nouuelletez, affair que iugé seront, & les appeaux, affin de sur ce liurer la lumiere des plaix, tant en nostredicte falle comme en la chambre au clerq, & à la porte au iours de loy. Assauoir sur interlocutoire. xx. s. blancz. Et pour proces formé. xl. s. blancz. Et de ce en tenir & rendre compte & reliqua chascun an.

Des sergens subgeçtz à leur quinzaine.

Chap. li.

Item. Que tous sergens seront tenus de venir en ladiçte chambre du matin & à l'apresdinner, sans y faillir, à peine dix soulz d'amende. Affin, s'il est besoing d'auoir d'eux aucune relació, ilz soient prestz de le faire, & en autre maniere. Et aussy à rendre les arrestz.

Des sergens à peril de feu.

Chap. liij.

Item. Que en cas de peril de feu, tous sergens de la court residens en nostre ville de Mons, seront tenus de venir, & eulx trouuer à l'hostel du clerq de ladiçte court, affin de pourueoir à la garde de ses papiers & escripts.

De l'ordre qui se debura tenir en baillant audience, pour l'expedition des causes & plaintes qui seront faictes & intentees en nostredicte court.

Chap. liij.

Item. Que les iours de lundy & mardy à l'apresdinner s'employeront à recepuoir plaintes d'appeaux vesues à renoncier, plaintes & requestes nouvelles, tant à reintegration que pour auoir execucion du iugement, & en aultre maniere recors d'explois, recors d'hommes & de mariaulles, & plaintes au droit pour iour prefix. Et lesdictes plaintes & requestes passees, seront plaidoyez pour vng plait matieres de prisonniers, de adueu & attentaz.

Item. Aux autres plaix ensuyuant, se despescheront les proces en execucion de iugement, aux autres plaix sublequens les vesues, pour leurs douaires & assennes. En apres des orphelins & pupilles. En cas pareil des testamens, des appeaulx complaints. En cas de prouision, pour auoir compte de sergens & officiers pour auoir lettriaiges & escripts hors des mains d'aultruy, pour auoir main leuee de ses biens. Pour faire loy cesser, matieres de dismes. En apres de matieres communes, soit en propriété, tenure brisié, griefz & nouuelletez, actions par lettres, & de toutes autres actions reelles & personnelles.

Item. Que se es choses & matieres susdictes sourt aucune difficulté, l'interpretation & declaration en appertindra à ladiçte court, pour y pouoir croistre, muer, & chāger, comme pour le mieulx sera trouué appertener au bien des parties, & de la iustice.

Item. Et se à chascun plaix n'y auoit tāt de matieres sur le premier chapitre pour employer les apresdiners de lundy & mardy, lon debura proceder sur le chapitre ensuyuant, & ainsi faire de chapitre en chapitre, iusques à ce que lon ait sur chascun procedé.

De intenter nouvelle poursuyte.

Chap. liiiij.

Item. Que se aucun veult intenter nouvelle poursuyte en vertu d'vne procuracion, ou autre lettriaige, ou escripts, il ne sera besoing d'en faire lecture, pour de ce empescher la court, mais souffira les mettre au bureau, avec vng escript faisant mencion du pretendu. Et en pourra partie prendre la copie, se opposer se veult.

De faire recordz d'explois.

Chap. lv.

Item. Que nulz recors d'explois ne se feront à nostredicte court à Mons, se n'est pour fourcloire les deffailans, & qu'il soit ordonné & decreté par icelle nostre court, & ce, par plainte ou droict.

Item. S'il escheoit que record fist à demander par plusieurs personnes, ou vne mesme cause, ou matiere, & que les deffailans fussent esgaulx, en ce cas il souffira de faire vne seule plainte ou droict, pour tous les complainans. Et se sans preiudice du fallaire du clerq de nostredicte court.

Du stil & vsaige qui se debura garder & entretenir pour l'instruction & vuidenge desdictes causes & proces qui se intenteront, poursuyuront en nostredicte court à Mons.

Chapitre. lvi.

Item. Que es matieres de plaintes de purge, en propriété de tenure brisie, ou de crisme qui

Couſtumes generales de Hainaut.

font à adiournement debura eſtre dit par iugement par homme foedal ſemons par noſtre grâe Bailly. Que celluy ou ceulx contre qui leſdictes plaintes ſe feront, ſoyent par ſergent d'icelle court adiournez à comparoir aux ſecondz plaix, qui ſe tiédront en noſtre dicte court enſuyuant ledit adiournement.

Item. Que audiēt iour deſdis ſecondz plaix, la partie plaindāte debura preſenter ſur ſon premier iour à la loy, & ainſi continuer par ſecond & tiers iour de plaix. Ou quel cas, & que aucuns deſdis adiournez viēgne, deburont les parties de la en auant eſtre miſes en rolle, pour proceder l'vne contre l'autre au iour prochain enſuyuant, apres ce qu'elles ſeront euocquees.

Item. Et ſi pluſieurs eſtoient adiournez, & que l'vn ou aucuns d'iceulx deſfailliffent de comparoir, deburont leſdis plaindans au quart iour de plaix enſuyuant, faire recorder leurs exploits, & iceulx recorder faire plainte ou droit contre les deſfaillans, ou deſfaillant, pour & affin d'auoir leurſdictes plaintes attainctes & gaignees. Sur laquelle plainte ou droit de foedal ſemonte & coniuere debura dire, apres le ſergent & les hommes ouyz en leur relacion de leurs deuoirs & diligences deſdis adiournemens, & le tout bien conduit, que veu record d'exploix deſdis plaindans & la deſfaulte de comparicion, ilz deburont auoir leur dicte plaincte attaincte & gaignie, en la forme & maniere que fait auroit eſté.

Item. Que l'vn, ou pluſieurs deſdis adiournez venuz, ſe deburont alors leſdis plaindans preſenter contre iceulx comparans. Et ce fait, leſdis plaindans proteſter au iour ſeruant, ſur euocation proceder & beſongner, ainſy & comme lon verra au cas appartenir.

Item. Toutesſois ſi l'adiourné, ou adiournez ſe vouloyent ayder de delay d'inaduertēce par leur conſeillier, ou pour ſommer, ou comme de fait d'aultroy, & que la matiere le requiſt, en ce cas leſdis delaiz ſe deburont accorder ſans difficulté. Et ce fait leſdis adiournez deburont eſtre preſtz, de ſur euocation au plaix enſuyuant leſdis delaitz, proceder en plaidoyementz tout à vne fois, ſil y chet à ſouſtenir declinatoire, acceſſoire & peremptoire, en gardant chaſcun terme par ſoy, & ſans prejudice de l'vn des termes, deroguer ou preiudicier à l'autre. A peril de declinatoire, ou acceſſoire non auoir lieu, ſe autrement eſtoit practiqué.

Item. Que les parties ayant procedé en la maniere dicte, ſe la matiere eſt d'importance, & qu'il y ait fais, ſoit des deux parties ou de l'vne d'icelles, ſera ordonné auſdictes parties de rapporter par eſcript, & à verifier leurs fais, & les eſcriptures ſeruies, les aduocatz les deburont veoir ou auoir copie, pour y croiſier le non plaidoyé. Et icelles d'apporter au greffier dedens huyt iours au pluſtart, ſur peine de x. ſoulz.

De faire monſtrance par les parties.

Chap. lviij.

Item. Que es matieres legieres, & de petite importance, ſeront icelles parties appointees par intendit, & ſur ce ordonner commiſſaires, pour leſdictes verifications recepuoir, avec le greffier, en declarant & ordonnant par la court auſdictes parties auoir conclu en leurs monſtrances. Aſſçauoir le plaindant & pourſuyuant endedens trois moys enſuyuant, ſans autre ſignifiement, & les adiournez & deſſendeurs dedens autres trois moys apres ou en deſoubz, à la diſcretion du iuge, ſelon l'importance des matieres. Et neamoins pourra noſtre dicte court abreger, ou proroger leſdiz delaiz ſelon que la matiere le requerra. Et pourront auſſi leſdictes parties, chaſcune en ſon regard, pluſtoſt faire leurſdictes monſtrances, ſe bon leur ſamble.

Item. Que ſil eſcheoit, que le pourſuyuant auant ſon terme expiré, euſt conclu en ſeſdictes monſtrances, le deſſendeur de ce ſignifié, deura proceder es ſiēnes, endedens ſon iour ordonné, qui prendra pied, au iour de la ſignificacion de la conclusion des monſtrances dudit pourſuyuant, & auſſi ſe le deſſendeur veut entamer ou commencer de faire ſes monſtrances auant ſon terme, & premier que le pourſuyuant, en faiſant de ce requēſte au iuge, il y debura eſtre receu. Et neantmoins procederōt touſiours prealablement les commiſſaires à appointer, ſur la croiſie des eſcriptures des parties.

Item. Que leſdictes monſtrances ainſy faictes d'vne part & d'autre, & les iours expirez, les articles des productions principales deſdictes parties ſeront deliurez auſdictes parties, par le ſergent de la cauſe, qui leur deura ſignifier endedens vng moys enſuyuant apres auoit fait & rapporté reproches par eſcript, ſe aucuns faire ilz en veullent.

Item. Que les deſſendeurs deburont faire & conclure monſtrances ſur icelles reproches, dedens vng mois apres.

Item. Et les playdants & pourſuyuans dedens autre mois apres auoir pareillement fait & conclud

conclud leurs monstrances sur reproches. Soit que lesdis deffendeurs y ayent fourny ou nom. Le tout à peine de fourclusion, & sans attendre autre signifiement.

Item. Et seront tenus les commissaires & clerks de prestement ces choses faictes, & termes expirez, proceder à la collacion dudit proces: & icelluy rapporter, cloz, seellé, & signé en ladicte court, pour illec le veoir & diffinir à la raison.

*De reintegration.**Chap.lviij.*

Item. Que sy après lesdictes plainctes en tenure brisee faictes, il y a opposition, les playdans sans attendre diffinition du principal, pourront aux prochains plaix ensuyuant, ou autre tel iour par apres que bon leur semblera, requerre reintegration des griefz en tenure brisee, à eulx faicte. Et quant telle requeste en reintegration sera faicte, lon debura signifier à partie pour comparoir à l'audience du lundy, des prochains plaix ensuyuans, pour lors le mettre en rolle & besongner quant appelez seront.

Item. Et à deffault de comparoir, soit le requerrât ou deffendant, celuy faisant son debuoir ou diligence, pourront garder iour, en le faisant appeller à la porte du chastel, pour le tourner en deffault, ainsi que coustume donne. Et ces choses faictes, le diligent debura faire recorder ses exploix, pour iceulx recorder faire plainte ou droit. Affin d'auoir sa requeste de reintegration attaincte.

Item. Que si les parties viennent & procedent l'une contre l'autre, sur ladicte reintegration, le deffendeur debura respondre sans aucune dilation requerrir, fors seulement delay pour sommer, ou excuse d'inaduertence par l'aduocat, & procederont les parties par protestation de fin faire.

Item. Que apres les parties ouyes, si leurs propositions sont perceues d'importâce, la court les pourra ordonner à leurs propositions, rapporter par escript, ou autrement, sur intendit dedens quinze iours pour tous delaiz. Et sil y a faiz, ordonner de les verifir par les parties, dedes vng mois ensuyuant pour tous delayz.

Item. Et qui premier commencer vouldra, il sera receu, & si reprocheront par escript, dedens quinze iours ensuyuant, pour endedens vng mois apres chascune desdictes parties auoir verifié ses fais sur reproche, ou autrement n'y viendront à temps.

Item. Que d'oresnauant, quant les parties procedantes vouldront produire en leur iour durant, ilz le pourront faire successiuelement, iusques à douze tesmoins singuliers, avec tiltres & escripts, sans que pour ceste cause ilz soient tenus & subgetz, sur principal de nōmer tous lesdis tesmoins au premier iour, ains s'en pourra acquitter ou durant dudit mois.

Item. Que les parties deburont estre soigneuses de commencer de si bonne heure, ou de mander porcion de temps, tellement que les tesmoins d'une part & d'autre, soyent ouyz endedens le temps du mois ensuyuant, la matiere plaidoyee. Et ledit temps expiré, deburont les commissaires clore leur enqueste, & icelle rapporter en court, pour en ordonner & faire droit aux parties. Sur ce que adonc en sera trouué par deuers la court, en accordant la recreance & iouyssance absolue à l'une des parties, ou à caucion, ou soubz la main de iustice, ou en sequestrât la chose contencieuse, selon que icelle nostre court trouuera la matiere disposee, & sans preiudice du droit des parties, ne des procedures au principal.

*Touchant matiere de dismes.**Chap.lix.*

Item. Que nostredicte court de Mons aura (comme elle a de tout temps eu) la congnoissance de matiere, de biens amortiz, & de dismes, soyēt grosses ou menues, & se elles sont deuës ou non, & si les heritaiges doibuent dismes, ou non, ou quel part, & porcion lon y pretend, soit d'eglise contre eglise, ou d'eglise contre gens lais, & en autre maniere.

Item. Que si esdictes matieres de dismes y auoit opposition, soit par l'heritier ou censier, nostredicte court (se requise en est, & il semble que faire se doibue par raison) pourra ordonner sequestre de la chose escheue en chascune annee, à tel valeur, & si auant que lon perceura appartenir. Entendu que ceulx à qui lesdictes dismes appertienent, pourront manyer, & auoir le sequestre en leurs mains, par baillant caucion, ou obligacion suffisante, au cōtatement de la court. Et apres que les parties seront comparees en court l'une contre l'autre en presentation, on les mettra au rolle, pour en besongner à leur tour. Et y fera au surplus procedé, comme dit est cy dessus, pour plainte de proprieté, & tenure brisee.

Cooustumes generales de Hainaut.

Des delays, des nobles, & non nobles.

Chap. lxx.

Item. Que en telles matieres pour abbrevier proces, le deffendeur non noble n'aura que quinze iours de delay, & les nobles vng mois, ou pardevant le non noble, avoit six sepmaines, & le noble dixhuyt sepmaines.

Touchant griefz & nouvellesz.

Chap. lxxi.

Item. Quant aux plaintes & signifiemens en griefs & nouvellesz actions personnelles & autres telles & semblables plaintes en icelles, se rigleront les parties à comparoir aux pchains plaix ensuyvant le signifiement, pourveu que le debuoir de signifiement soit fait sept iours & sept nuyts, avant le iour de sdits plaix, & si sera main, ou sequestre, mise aux biens quant le cas le requerra en la maniere accoustumee. Et se debura intenter la plainte en cas de grief & nouvelleté en dedans l'an du grief fait, ou nouvelleté commise, & sera requis que le complaignât en soit en possession, d'an & iour au paravant, ou autrement il ne sera à recepuoir en sa dicte plainte.

Item. Que les parties venues l'une contre l'autre, icelles se mettront en rolle, pour proceder quant appellez seront. Et sera tenu le poursuyvant de repeter la plainte, au iour que la matiere sera appelée. Et en pourra le deffendeur demander copie, & ample declaration s'elle y chet. Et sera tenu ledit poursuyvant faire fin des despens par le sergent de la cause.

Item. Que se le sergent faire ne le vouloit, si sera tousiours ledit plaidant tenu le faire en dedans les seconds plaix, à peine de perdre ses exploiz, & de satisfaire le quind, ou paine, se la poursuyte estoit par lettres, si avant seulement que les lettres en feront mention. Car si esdictes lettres n'estoit fait mention de quind ou paine, à pourrât n'en sera l'action moindre, & en fera la court faire la raison.

Item. Que le deffendeur apres ladite fin faite, pourra demander delay pour sommer, aussy delay commé de fait d'aultruy se le cas le requiert, & delay d'inadvertence, & de absence de l'advocat, & non plus. Et les parties ouyes, sera procedé à l'instruction du proces, comme il est cy dessus dit, és matieres proprietaires.

Item. Et étant qu'il touche plainte de cerquemanaige, icelles plaintes se deburont promptement accorder, ou proposer aucune chose au contraire au premier iour servant, par ceulx contre lesquels elles se adresseront, sans quelque prolongation ou delay requerre ne autrement, pour sur ce par la court y ordonner commissaires, avec le greffier d'icelle, qui se deburont trouver au lieu du different cerquemanaige, quant des parties ou de l'un d'eux en seront requis. Et en soustenant par les plaidans & opposans, la despence par moitié.

Item. Que les commissaires & clercq apres les coups frappez, comme sur leur heritaige, ainsi que chascun fera serment sy les commis apperchoient qu'il y ait faiz, pourront les parties ordonner & escrire, ou par intendit à monstrances, pour de là en apres les parties eulx reigler, comme il est cy dessus dict des matieres proprietaires. Entendu que si les parties estoient residens & demourans au dehors, pour ne pouoir venir faire le serment, leur bailly, recepueur, ou l'un d'eux ayant charge & pouoir especial d'eulx, le pourront faire en leur lieu.

Item. Que quant aux plaintes de record d'hommes, les parties deburont comparoir aux pchains plaix, ensuyvant le signifiement: ensemble les hommes de fiefz ou alleutiers, desquels sera pretendu avoir record, & sera faite repeticion de la plainte & escript, dont sera pretendu le record avoir lieu. Et viengne partie ou non, contre qui telle plainte sera faite, se sera il procedé audict record, le tout suyvant que les hommes, ou alleutiers en seront souvenables, pourveu que ce soit de chose advenue pour action personnelle, endedés les dix ans, ou en devât. Car se les dix ans estoient passez, le plaidant ne sera en sa plainte à recepuoir.

Item. Que si partie intimee vient & veuille proposer y avoir eu encores autres hommes de fiefs, celluy sera receu à les faire venir à ses despens aux plaix ensuyvants, pour avec les autres hommes recorder si avant, que chascun en aura memoire, & que ils auront esté appellez, cōme hommes de fiefs, ou comme alleutiers sans aultre prolongacion y querre.

Touchant l'execution, ou intermement des sentences & ordonnances, qui se rendront en nostredicte haulte court à Mons.

Chap. lxxij.

Item. Que quant aucun demandera l'execution, ou intermement d'vng iugement ou ordonnances rendue en nostredicte court, icelle court ordonnera, que le sergent face commandement

dement, à ceux auquelz ce peut toucher d'accomplir le contenu en icelles. Et en cas d'oppositiō, luy nāptry, qu'il assigne iour aux parties, aux plaix ensuiuāts, qui se tiendront en ladite court.

Item. Que se ausdits plaix ensuiuans, lesdits signifiez se rendent opposans, & qu'ils comparant, seront deslors mis sur rolle. Et si tels opposans ne sont comparissans aux prochains plaix à eux signifiez, le pretendant l'intermement dudit iugement, deura garder son iour, & faire appeller ses parties à la porte, & les tourner en deffaute, pour à autres plaix ensuyuantz faire recorder ses exploitz & deuoirs de presentation. Et puis faire plainte ou droit pour obtenir en sa requeste d'intermement de iugement. Auquel ilz deburont prouffiter, pour iceluy absolument estre executé au prouffit du requerant.

*Des appellations.**Chap.lxiij.*

Item. Que la court de Mons, comme fouueraine, aura la congnoissance de toutes appellations des sentences faictes & donnees au pays de Haynault, & par tous les iuges ordinaires & subaltesnes, pour sur ce discerner & iuger, se bien ou mal est sentencié ou ordonné. Et quant telles appellations seront faictes & iugees, & l'officier signifie de apporter le proces, il debura ce faire à souffisance, endedens les prochains plaix ensuyuās le signifie-ment, par leur clerq ou sergent d'office en ladicte court de Mons. Ouquel proces deburont estre escriptz les noms & surnoms de ceulx, qui auront esté à conseiller l'office, avec les causes & consideracions qui auront meuz ledis officiers à telles leurs sentences donner. Et en ce faisant, taux sera faict des voyaiges d'iceulx officiers, se ils sont residens ou dehors de la ville de Mons, pour ce que en sera taxé estre soustenu par l'appellant. Entendu que si l'officier, ou son lieutenant en faisoient le debuoir en leurs personnes, n'auront ils plusgrand fallaire que le clerq ou sergent. Laquelle despence le plaidant pourra recouurer, s'il obtient, avec les despens du principal proces.

Item. Que se tels se sentans greuez desdictes sentences, veullēt appeller d'iceulx iuges ordinaires ou subaltesnes, deburont ils ce faire dedens sept iours & sept nuitz ensuyuāt, ledictes sentences prononcees parties signifiees, & leurdict appel releuer aux prochains plaix ensuyuans, qui se tiendront en ladicte court à Mons: pourueu qu'il y ayt tiers iour de distāce, depuis l'appel intergecté au iuge. Et si le iuge bailloit ordonnance sans significacions des parties, lon en pourra appeller dedens le tiers iour ensuyuant que le condempné en sera deuēment aduertty. Et en cas que tels appellans des officiers ordinaires ne font debuoir de releuer leurdict appel dedens les prochains plaix, ils encherront en l'amende de six libures tournois. Et neantmoins pourront releuer leur appel aux seconds plaix ensuyuans, & se tels en sont en deffaute, leur appel debura estre declairé desert, & le iugé fortira son effect, & l'appellant cōdempné en l'amende de .xx. libures tournois, & es despens.

Item. Se tels appellans font debuoir de leurdit appel releuer en ladicte court, & par diffinition de proces ils en succūbent, ils seront fourfaiz & encheuz en ladicte amende de .xx. libures tournois, pour conuertir comment il est de coustume.

Item. Que se aux arrests des plaix ensuyuant le signifie-ment de la plainte d'appel, que lors lon a accoustumé presenter, & par l'officier, apporter le proces, ledit deffendeur veult le tout remettre en la veuē & inspection dudit proces, & en la discretion de la court. Et partant conclure afin que l'appellant debura decheoir de l'appel, & payer l'amende, & en rendre despens. En ce cas les griefs serōt tenus pour repetez, & conseillera en la matiere, pour le vuidier à fin deuē. Mais se les deffendeurs veullent respōdre aux griefs de leurs parties, la cause sera mise ou tour de rolle, pour lors qu'elle sera euoquee, proceder & besoingner, selon le stil, & autant pourront faire ceulx estans ou rolle des matieres d'appel non plaidoyez, pour abbreuier leurs proces à l'audience du lundy des plaix.

Item. Que d'oresnauant les sentences interlocutoires des iuges subaltesnes, resortissans par appel en nostredicte court à Mons, qui se rendront par prouision, en matiere de recreance, de douaires, delimentacion, ou semblables preuileges, se pourront mettre à execution, à caution, non obstant l'appel, & sans preiudice d'icelle.

Item. Que les sentences qui se rendront par ledicts iuges subaltesnes resortissans par appel en nostredicte court à Mons, contenant condempnacion pecunielle, non exceedans la somme de .xx. libures tournois: se pourront mettre à execution, à caution, & non obstant ledict appel, & sans preiudice d'icelle.

*Des plaintes & requestes qui se font contre les sergens.**Chap.lxiiij.*

Item. Quant aux plaintes ou requestes qui se font en la court à Mons, pour contraindre

Coustumes generales de Hainault

sergens, receueurs, ou entremetteurs à rendre compte des biens, dont ils auront eu l'entremise, telles plaintes ou requestes se deburont signifier à partie, affin de faire & rapporter leurs comptes en dedens les prochains plaiz ensuyuantz, à certain iour denommé, que lors partie doit estre subgette d'y apporter les comptes furnis d'acquis, cryees, & autres escripts, ou en cas d'opposition au contraire, le venir dire sans faire quelque fuyte, ne prolongation pour sur le debat des parties par la court y ordonner, ce que de raison.

Item. Si tels officiers ou entremetteurs font debuoir d'y apporter leurdit compte, la court à leur requeste ordonnera, que les parties auxquelles ce peut toucher, soient signifiez & aduertis de la mise, outre d'iceux comptes, pour en dedàs certain iour apres qui leur sera signifié, les aller veoir au greffe, ou en auoir prins copie, & contre iceux auoir fait, & rapporté leur contradiction, se faire le veullent.

Item. Suyuant lesquelles significacions de comptes & contradictions rapportees en court, sera ordonné à la requeste du contredisant, que tel sergent officier ou entremetteur, sera tenu d'icelles contradictions aussi prendre copie, & contre icelles rapporter saluacions, aussi endedens certain iour de plaix ensuyuant qui luy sera ordonné.

Item. Que ces choses faites, ladite court fera visiter les comptes, contradictions, & saluacions, pour si auant que les articles y contenus consistent en la loy du pays de Haynaut, les definir absolument, & s'il y chet faiz, ordonner les verifiser par deuant commis, avec le greffier & pour lesdites verifications recepuoir, y commettre aucuns bons personnaiges avec le greffier, pour au surplus les rigler, ou fait de leurs productions reproches & monstrées sur icelles, comme il appertendra selon le stil.

Touchant le fait des reproches.

Chap. lxxv.

ITEM. Que pour obuier à la prolixite & multiplication des reproches, que les parties pourroient faire auons ordonné & ordonnons, que l'on pourra tesmoings reprocher vaillablement, pour les causes que s'ensuyuent, en ensuyuant la coustume de nostre dict pays. Asscauoir vng tesmoing participant à la cause, dont il deposeroit, ou vng tesmoing qui deposeroit pour argent, ou qui auroit esté trouué pariure.

Item. Vn tesmoing qui seroit trouué hoir ou eschangier, qui pourra auoir aucune successiõ des biens d'icelluy qui l'aura produit & aussi vng tesmoing qui sera du conseil officier & du serment de partie, ou domesticque.

Item. Si c'est pour fait criminel, tous ceux qui sont de lignaige, à celuy à qui il touche pour la vie ou honneur sont à reprocher. Aussi fait vng excommunié¹, qui a demeuré par an & iour es sentences d'excommunication & autres reproches d'autre cause raisonnable, semblable ou equipollente ausdites reproches.

Item. Et pour tenir forme quât les parties auront conclud en môstrances principales, s'enuoyerõt par sergent les articles & escripts d'administratiõ aux parties, pour y reprocher & rapporter les reproches par escript, se bon leur semble, dedàs le terme prefix & ordonné par le iuge.

Item. Qui voudra produire sa partie aduerse, il conuendra renõcer à toutes autres preuues, qui peuuent seruir aux articles, surquoy la production se fait, se celuy qui est produit par sa partie le soustient.

Item. Et s'il aduenoit que sur procès fust aucune sentence donnee, qui par apres fust trouuee & sceue auoir esté conquise, & donnee, soubs, & par faux tesmoignage, telle condemnation fera à rescinder, & les faulx tesmoings à punir, & corriger selon l'exigence du cas.

Item. Se aucuns procedans en nostredite court, doutant que leurs tesmoings ne allissent de vie à trespas, veullent produire ou faire ouyr tesmoings à futur, & valitudinaires auant litifcontestation en cause, faire le pourront en plaix, & hors plaix, en exhibant vn escript², contenant les faiz, sur lesquels veullent produire à faire ouyr lesdits tesmoings. En ayant de ce premier fait plainte, ou droit en la maniere accoustumee. En faisant tenir les iournees de môstrances prises & assignees par deuant les commissaires à ce ordonnes. Et ou cas qu'il obtienne, luy sera la despence qu'il fera à ceste cause, adiugee par nostredite court.

Item. Et pource que ceulx qui voudroient poursuyuir leur droit, & à ceste fin faire & intenter leurs plaintes en nostre dite court, pourroyent estre en ce retardez pour l'absence de nostredit grant Bailly, dont la presence soit requise, auons statué & ordonné, que tels plaindants pourroyent faire aduertence & sommation en nostre chastel à Mons, de leur dilligence & cause de vouloir faire leurditte plainte. Auquel cas ils seront entretenus, de pouoir faire leur dilligence, en dedans les prochains quinze iours du retour de nostredit grand Bailly

Tamen hac re probatio etiã ab antiquo nõ recipitur in Francia: quod puto inoleuisse propter nimiam frequentiam & precipitacionem excommunicationum. de quibus iuste conqueſtus est Io. gensi in tract. de vita spirit. anima. lect. 4. proposi. 5. Fe. lin. in rub. x. de sent. excom. munic. C. M. Iudici ordinatio nec est opus recurrere ad Cancellariam questuariam, que ibi nulla est quod est in sum. C. M.

ly, qui leur vouldra & sera de tel effect, que se les plainctes estoient faictes au iour de l'aduertissement & sommation.

Item. Que quiconques vouldra faite plainte de reuocation en la court à Mons, de poursuyte par lettres, dont traicte sera faicte à aultre iustice, il debura ce faire, endedés les seconds plaix ensuyuans ladicte declaracion de poursuyte, ou de ça en apres n'y viendra à temps. Que tous porteurs de lettres seront tenuz à leur traicte de faire auoir en leurs mains lesdictes lettres. Et se deburont aussi en proces former & declairer les acteurs, au nom desquels ils procederôt. Et ne seront ledis porteurs de lettres establiz, receuz à fermēt faire pour autruy, fors celluy mesmes auquel la chose touche, comme aussi ne debura estre vng procureur en ce cas.

Item. Que toutes les cours de seigneurs subgeçts dudit pays viendront au chiefieu en nostredicte court à Mons, pour auoir conseil & charge de iuger les proces qui se font esdictes cours, de partie contre autres pardeuant les Bailly, & hommes de fiefs d'icelle. Pour lequel cōseil & chiefieu, les personnes desdictes cours subgeçtes, seront tenus satisfaire, & payer pour le droict dudit chiefieu, avec les droicts du greffier de ladicte court. Assçauoir sur interlocutoire. xx. s. blancs. Et pour proces formez. xl. s. blancs, à conuertir en tel vsaige que de tous tēps cy deuant a esté la coustume.

Item. que se aucuns nobles hommes gens de poste, ou autres sont absens du pays en voyage de guerre, ou autrement, sans apparence de retour, sa femme à la requeste pourra estre autorizée par ladicte court de Mons, de entendre aux affaires de son mary & d'elle pour gouverner, leuer, & recepuoir les biens, rentes, & reuenues appartenantes à sondict mary, & elle ensemble d'iceulx poursuyuir, chasser, & deffendre par toutes voyes qu'il appertendra. De bailler à cause deuēment, & par recours, toutesfois qu'il appertendra, sans par elle pouoir faire nulles nouvelles conuenances, ne obligations au preiudice de sondit mary, pour quelque chose que soit ou puist estre.

Item. Que tous plaidans & poursuyuans qui auront à proceder en nostredicte court à Mons ou pardeuant autres iuges de nostredict pays, pourront plaidoyer par procureur, & passer leur procuracion pardeuant hommes de fiefs loix de villes iurez, de chastel, ou soubz leurs seaulx, se ilz sont prelatz ou nobles, ainsi que bon leur semblera sans grace pour ce demander. Pourueu qu'elles contiennent pardeuant tel iuge, & que d'icelles lon s'en soit ayder à agir en proces, en dedens l'an de la date d'icelles.

Item. Que vne procuracion de communaulté congneue, & passée par mayeur, escheuins, & la plus grande & saine partie de ladicte communaulté, vaudra & aura execucion en poursuyte, & deffence, sans grace de mandet.

Item. Que pour eviter prolixité dorenavant tous plaidans & requis en nostredicte court à Mons, par vertu des lettres se pourront acquiter en faisant leur plainte, ou requeste en mettant oultre au bureau icelles lettres, sans en faire lecture pour icelles veoir per partie, sil le requiert, & icelles venēs per l'opposant, y dire & faire tout ce que bon luy semblera: & sur ce par la court y donner son appointement.

Item. Se en aucune matiere ou proces chœ ou appertienne main mettre, ou caucion faire par parties, la court le debura ordonner faire en maniere accoustumee. Mais sil estoit percheu y auoir eu abus, & lettres non vaillables la requeste de partie sera pourueue sur la requeste de mise, en condamnant le plaidant, en tous despens, à ceste cause ensuyviz.

Item. Se l'un des procedans l'un contre vnt de vie à trespas, soit demâdeur, ou deffendeur, celluy qui sera demouré viuant ne pourra prendre contumace, contre les heritiers, ou remansans du trespas, sans nouuel adiournement à l'ordonnance du iuge.

Item. Que en tous proces proprietaires, tenures brifies, en cas de griefs, de nouuellité, & autres, les despens seront renduz, par les decheans, au taux de nostredicte haulte court, comme en est fait, pour obligations, & autres matieres personnelles. Et semblablement en sera fait & vltres autres cours subgeçtes, & ressortissantes en nostredicte haulte court.

Touchant la conduicte, & fallaires des officiers, de nostredicte haulte court à Mons. Chap. lxxvi.

Item. Pour auoir en abuz que pourroyent commettre les aduocats, greffiers, commissaires, sergens & autres officiers de iustice, tant au fait de leurs offices, comme en l'exaction de leurs fallaires: auons touchant la conduicte de leurs offices, & taxacion de leursdis fallaires, ordonné comme il s'ensuyt.

Premierement, Quant aux aduocats sermentez de nostredicte court de Mons. Chap. lxxvij.

Item. Que lesdicts aduocats, ne pourront faire quelque contract, ou pacte, d'une portion ou

Coustumes generales de Hainault

quote de la cause ou de quelque somme precise & determinee, avec leurs parties, ains seruiront diligemment & leulment les parties, moyennant les fallaires, qui leur est en apres tauxé, & ordonné. Sans exigier ou extorquer des parties plus grand fallaire. A peine, se ils sont trouvez faisant le contraire, d'estre priuez, ou suspenduz de leur office d'aduocat, ou autrement pugniz, à l'arbitrage de nostredicte court.

Item. Que ledis aduocats seront brifz en leurs plaidoyez & escriptures, sans vsfer de longs preâbules, ou langaiges superfluz, & non seruans à la matiere. Et se garderont de en plaidoyant ou escripuant, iniurier leur aduerse partie, ou son aduocat, à peine de dix libures tournois, pour chascune fois, qu'ils vsferont desdictes parolles iniurieuses.

Item, ledis aduocats auront, & prendront des parties, qu'ils seruiront pour retenue de conseil, és causes qui excederont deux cens libures tournois. xxiiii. f. tournois.

Et pour la premiere plainte, ou plaidoyé aussi. xxiiii. f. tournois.

Et des causes qui ne monteront, que deux cens libures, ou en deffoubz, pour retenue de conseil. xii. f. tournois.

Et autant pour le premier, ou plaidoyé, ou plainte. Et des autres iournees, qu'ils seruiront, & occuperont esdictes causes de chascune iournee. vi. f. tournois.

Des escriptures, intendits, memoires, reproches & saluacions, de chascun feuillet, contenât vingthuyt lignes, & huyt mots en chascune ligne. vi. f. tournois.

Item. Et se la matiere touche collieges, abbayes, ou communaultez, ou qu'il y ait plusieurs parties, iusques au nombre de trois, & en deffus, iceulx aduocats auront & prédront le double desdis fallaires de chascune cause ou proces.

Item. Quant ledis aduocats yront dehors de nostredicte ville de Mons, pour leurs parties, soit pour conduire vne enqueste, ou plaidoyer quelque cause, ils auront par iour, pour leur fallaire, & vacations de deux cheualx. lvi. f. tournois.

Et à vng cheual. xxxii. f. tournois.

Et se ils vont hors du pays. lxiiii. f. tournois.

Et quant ils yront deuant commissaires, pour conduire l'enqueste de leurs parties dedens la ville, ils auront par iour, y compris labeur des articles. xii. f. tournois.

Et se les matieres sont de grande importance, ou touchent collieges, communaultez, ou grandes parties, ils en pourront demander le taux de la court, s'ils entendent en auoir plus grand fallaire. Mais sans l'ordonnance de nostredicte court, ils n'en pourront prendre, fors les taux que deffus.

Item. Quant aux aduocats non fermentez, en nostredicte hault court à Mons, quant ils yront dehors pour leurs maistres à cheual, ils auront par iour. xxviii. f. & sans cheual. xx. f. dedens le pays. Et s'il est besoing que pour les negoces, & matieres de leurdis maistres, aller hors du pays ils auront par iour. xxxii. f. tournois, & pour leurs escriptures, auront le taux cy deffus ordonné aux autres aduocats. Et se ledis aduocats fermentez faisoient reffuz de seruir aucunes parties, ils deburont estre constrains par le iuge, s'ils n'ont excuse legitime au contraire.

Quant aux sergens de nostredicte court.

Chap. lxxviij.

Item. Que ledis sergens pour plaintes qu'ils feront en cas de propriété de tenure brisie, ou à signifiement, auront pour chascun signifiement, ou adiournement hors de nostredicte ville de Mons. xxv. f. Et se la partie plaindante pour autoriser, ou solempniser l'exploit, veult bailler audict sergent deux hommes de fiefz pour l'assister, faire le pourra. Et se la partie ne veult bailler, ou administrer, ledis deux hommes, le sergent en prendra deulx, chascun à cheual, qui auront chascun. xxv. f. tournois par iour.

Item. Et se ledict sergent estoit chargé de avec ledit adiournement mettre mains aux biés, & partie le requiert, il aura pour ladicte main mise, par deffus ledis. xxv. f. x. f. tournois. Et se les hommes qui y seront appelez resident au lieu, chascun vng quart de francq qui est. vii. f. pour leur vin. Et chascun escheuinaige pour ses droicts. vi. f. Et s'il estoit besoing prendre hommes de dehors, par ce qu'il n'y en auroit aucuns sur le lieu, ceulx qui seront d'estat à cheual auront xxv. f. tournois, & à pied la moitié. Le tout aux despens du complainant, & parmy les fallaires, que deffus fera tenu ledit sergent, tant dudiect signifiement ou adiournement, comme de ladicte main mise, faire relacion à nostredicte court, quant il appartiendra.

Item. Que s'il estoit besoing d'auoir aucuns des pers de la court, pour assister audis exploits, & renouvellement faire, icelluy per qui sera requis, aura dix libures par iour, pour assister audis exploits, & faire adresse, au sergent, ou nom de la court.

Item.

Item. Que de toutes plaintes qui se feront, soit adiournement, ou signifiement, les sergens seront, comme de tout le tēps ont esté, tenus de bailler copie du briesuet desdictes plaintes, à ceulx qui le requerront, en payant de chascun iij. s. tournois: & pour copie de la plainte, aussi iij. s. tournois.

Item. Que pour signifiement d'une plainte ou droit, seruant à contraindre partie procedant avant en monstres principales, ou reprochee: le sergent aura de fallaire. xxv. s. tournois au dehors, & en la ville s'il y a procureur, il n'aura que dix. s. tournois. Lequel fallaire la partie plaindante debura soustenir.

Item. Que quant vne partie procedante aura prins iournee d'enqueste, que pour icelle signifier à partie aduerse, le sergent aura pour son fallaire, s'il est besoing aller au dehors de sa residence. xx. s. tourn. Mais où il y aura procureur en la ville, en ceste cause, le sergent n'aura que dix. s. tournois.

Item. Et se les sergens sont chargez d'aucunes plaintes, adressantes contre mayeur, escheuins, & communaulté d'une ville, ils auront pour ce. l. s. tourn. Et de vne plainte adressante contre vne eglise collegiale, ou monastere. xxv. s. tournois.

Item. Se vng desdis sergens est chargé d'une plainte d'abandon, il aura pour icelle signifier à l'officier, soubz qui le prisonnier sera tenu, & au trayant qui premier l'aura fait prendre, pour chascun. xxv. s. & s'il y a plus d'un trayant, ou officier, il aura pour chascun de ses exploix dix. s. tournois.

Item. Se on fait plainte, pour obtenir record d'hommes, en ladicte court, le sergent aura de fallaire, pour signifier à partie. xxv. s. tournois. Et pour chascun des hommes adiourner, qui debura recorder. x. s. tournois.

Item. Que les sergens de ladicte court quant ils auront mis la main à aucuns fiefs allouez, ou manifermes, à l'ordonnance de ladicte court, & il sera mestier de leur exploit renouveler, que pour iceulx renouvellement faire, comme il appartient, ils auroit de chascun. xl. s. tourn. & pour les autres, non procedans de ladicte court. xxv. s. de chascun. Et se ils appellent les homes escheuins, ou alleutiers, à ce faire, ils seront sahariez, ainsi que dit est deuant. Et enioingnōs aufdits sergens d'estre diligens & soingneux, de trois ans en trois ans leursdits exploix renouveler, si à temps & à heure que lesdits plaindants, ou trayans n'y ayent aucun dommage.

Item. Que les sergens de ladicte court, d'oresnavant auront fallaire, pour les parties prisonniers, estans en loy, aller querre du lieu de la prison, les amener deuant le iuge, & les ramener en icelle chascun. iij. s. tournois.

Item. Se les sergens de ladicte court, pour l'accomplissement des iugemens passez en icelle, mettent à execution les biens d'autrui, soyent meubles, fiefs, allouez, ou manifermes, ils auront de fallaire, pour plainne iournee, sur leur lieu, à vendre meubles. xx. s. Et pour demy iour. x. s. Que parmitant seront tenus contenter ceulx qui soubz eux feront lesdits vendaiges. Et si ne pourront au vendre lesdits meubles, mettre vin se la partie n'est vaillable cent solz ou plus, ou quel cas ils auront de vin quatre deniers tournois de la liure, sans excéder: sur l'amende de cent s. tournois.

Item. Et semblablement pour autre vendaige faire, vingt. s. pour iour, & pour demy iour à l'aduenant. Seront aussi tenus lesdits sergens, de getter & mettre en somme de demy iournee en demy iournee, les vendaiges qu'ils auront fait, pour iceulx bailler à partie, à qui les biens seroyent, ou aux trayans. Et avec ce bailler lesdits copies des inuētoires, qu'ils auront fait des biens des condempnez ou obligez se requis en font des parties, ou des trayans. Lesquels inuētoires, ils seront tenus faire, incontinent leurdit arrest fait, ou au plustost apres que faire se pourra, pardeuant personnes de loy, & presens les trayans, ou debteurs se estre y veullent, Dont lesdictes personnes de loy deburont auoir par chascun iour. x. s. tournois, Et se deux hommes de fiefz, y sont appelez, auront par chascun iour. xiiij. s. & pour demy iour, la moitié, entendu que en faisant lesdits vendaiges, & inuētoire debura souffrir de deux escheuins, ou de deux homes de fiefs. Et se plus en y auoit, se ne auront ils plus auant fallaire.

Item. Que incontinent lesdits vendaiges sans lesdits sergens, seront diligence de deliurer les denrees & marchandises, qu'ils auront vendues en recepuant leurs deniers. Et deburont estre pourueuz de faire & rendre compte de leursdits vendaiges, en dedens six sepmaines prochaines, apres l'execution faite.

Item. Et quant aux biens des heritiers, qui auront esté gouvernez par lesdits sergens, ils seront tenuz d'en rendre compte chascun dedens six sepmaines ensuyuant, l'an ou terme de leur

Coustumes generales de Hainault

gouvernement, ou plus tempore se la main leuee escheoit auant l'an expiré, sur l'amende de cét soulz, pour chascune fois. Sauf que les sergens de ladicte court, se pourrôt acquitter, pour mettre oultre leurs comptes, en dedens les prochains plaix ensuyuats, les six sepmaines expirees, furnis d'acquis, & cryees. Et ne pourront cōpter pour la iournee de leur cleric, à faire leldis vèdaiges, au lieu où ils sont demourâs, que quatorze soulz tournois pour iour, & pour demy iour la moitié. Et sil conuient aller dehors, vingt soulz tournois, pour chascun iour.

Item. Que tous sergens ayans vendu biens meubles, en vertu de traicte à eulx faicte, ou heritaiges rapportez en leureté d'explois, seront tenuz de endedens six sepmaines ensuyuant les vendaiges, faire & rendre compte, en payant le reliqua aux trayans, sans quelque delay ou prolongacion, s'ainsy n'est qu'il y ait opposition, ou debat de proceder, entre plusieurs trayans.

Item. Que nul desdis sergens de la court ne aultres, ne pourront des biens qu'ils vendront par execution, à cause de leurs offices, riens achepter, ne faire achepter pour eulx. Ains seront tenus d'en faire le plusgrant prouffit à leur pouoir, sur encourir par iceulx, qui en feront au contraire, & pour autât de fois, en l'amende de soixante soulz tournois, au prouffit de l'execution, & d'en estre pugny arbitrairement, par nostredicte court.

Item. Et que quant leldis sergens auront mys oultre leursdis comptes, furnis d'acquis, certifications, & cryees, endedens le terme, & en la maniere dicte, les heritiers plaindans, & trayâs, en deburont estre signifiez & aduertis: pour endedens certain iour qui leur sera ordonné, auoir veu iceulx comptes, & d'iceluy prendre copies, se bon leur semble, & y rapporter contredicte, autrement le iour expiré, iceulx comptes seront tenus pour acceptez. Se n'est que incontineēt apres le iour expiré leldis heritiers viengnent alleguer quelque excuse, ou ensonye raisonnable, pour laquelle ils n'auroient peu furnir de contredicte, endedens ledicte terme. Ou quel cas nostredicte court les pourra pourueoir d'autre delay, comme elle verra ou cas appartenir. Et neantmoins pour cuiten longueur de proces auant que bailler la copie desdis comptes à partie, le greffier de la court & le cleric tenant le compte, deburont visiter iceulx cōptes, pour scauoir s'ils sont furnis d'acquis, selon les ordonnances, & reduyre les excès, pour apres en prendre copie par la partie, & les contredire se bon leur semble.

Item. Si les heritiers plaindans, ou trayans, sont debuoir de visiter leldis comptes, prendre copie, & rapporter contredicte dedens ledicte iour pour ce ordonné, partie qui sera de ce aduertie, pourra auoir copie du contredicte: & sur ce dedens certain iour qui luy sera prefix, faire, & rapporter saluacion pour apres y ordonner par la court.

Item. Et si les heritiers plaindans & trayans estoyent negligens & deffailans de visiter leldis comptes, & y rapporter contredicte dedens le iour pour ce ordonné, leldis sergens pourrôt faire leur debuoir de presentation, & iour garder contre les intimez pour aux prochains plaix ensuyuants requerir le prouffit du deffaute, que lors la court prédra à suspenser, iusques les prochains plaix ensuyuants. Pendant lequel temps, le cleric tenant le compte de deniers de l'office du bailliage de Haynault, & le greffier de la court, pourront & deburont par ordonnance de nostredicte court, visiter les acquis, certifications & cryees, pour scauoir se elles sont concordantes & correspondantes aux parties des mises mesmes, reduyre leldis comptes selon les ordonnances, s'il y auoit excès ou mesconduite, & de ce faire raport de la verité de la chose, pour lors par la court, sur la requeste desdis sergens declarer les comptes estre tenuz pour acceptez, ou autrement y appointer comme de raison.

Item. Que les sergens de ladicte court, des adiours qu'ils feront par office ou cōmandement de nostredit grant Bailly, ou à la requeste de partie, & non des dependences de ladicte court, ils auront pour chascun adiourné. v. s. tournois, en la ville où ils seront demourans. Et pour ceulx de dehors, le double qu'ils deburont prendre sur ceulx qui les mettront en œuures, & de tous autres enseignemens qu'ils auront à cause d'icel office de Bailliage, dont icy ne seroit faicte mention, ils auront fallaire à l'aduenant, à la discretion & ordonnance de nostredicte grant Bailly de Haynault, & de nostredicte court de Mons, n'est qu'ils ne s'en veuillent contenter.

Item. Que les sergens de ladicte court, qui seront d'icelle chargez faire aucuns explois, ne les pourront faire faire par autres, que par ceulx qui seront leurs compaignons sergens d'icelle court.

Des sergens, par lettres.

Chap. lxxix.

Item. Que les sergens par lettres de l'office de nostredicte Bailliage, pour les explois qu'ils feront au commandement de leurs maistres, ou à la requeste de partie en la preuosté, bailliage, ou chastelenye, où ils seront demourans, auront pour chascun exploit. v. s. au dehors le double.

Donc

Dont ilz se deburont faire payer, par celuy, ou ceulx dont ilz seroyent chargez faire lesdits exploix, qui en auront recours sur les debtors, en cas que ilz soyent trouuez tenuz en ce, dont on les pourfuyuroit.

Item, Et semblable fallaire deburont auoir les sergens de noz officiers ordinaires, pour par eulx en vser comme dessus.

Item, Que nosdits sergens pour les calengens qu'ilz feront, au commandement de leurs maistres, ou à traicte de partie en leur lieu, ilz auront pour chascune desdictes calenges. vi. s. & audehors, xii. s. tournois, & pour son ayde en son lieu, quatre soulz tournois, & audehors, huyt soulz tournois.

Item, Quant aux exploix & adiournemens que lesdits sergens feront, pour assault de maisons, sustentement d'hommicides, ou pour autres mesvz dont le prince se voudroit faire partie, ilz auront semblable taux que dessus. Et si pour ceste cause conuient faire enqueste, & adiourner tesmoings, ilz auront pour aller dehors, vingt cinq soulz tournois pour iour.

Item, Des arrestz que lesdits sergens feront sur meubles, en la preuosté, chastellenye, ou Bailliage, où ilz seront demourans, auront en leurs lieux. v. s. Et si il est besoing iceulx biens inuentorier, le sergent aura pour son inuentoire douze soulz par iour. Et pour demy iour la moitié. Lesquelz inuentoires ilz feront & se y conduiront avec leur clercq, par la maniere auant dicte.

Item, Se sur iceulx arrestz il conuient faire vendaige, le sergent aura pour chascune iournee, qu'il sera à ceste cause. xii. s. tournois, pour demy iour. vi. s. en vsant du vin de quatre deniers la liure, comme il est dict du sergent de la court. Entendu qu'ilz ne pourront estant par eulx arrestez, tenir que trois iours, sans en faire vendaige, se ce n'est du consentement des parties.

Item, Que des vendaiges, que lesdits sergens feront des biens d'aultruy, ilz seront tenuz de faire payer les achepteurs, parquoy ne les conuiengnent cacher aux fraix des biens. Et si ne deliburent choses qu'ilz ayent venduz, que preallablement ilz ne font au deffoubz des deniers, car autrement sera sur le peril & aduenture.

Item, Que des executions & vendaiges que lesdits sergens feront, ilz seront tenuz de bailler copie de leurs inuentoires, de la somme de leurs vendaiges, de iournee en iournee, & rendre compte, & payer leurs trayans, mesmes les sergens qui auront en gouuernement terres, & seigneuries par traictes ou autrement, se pourront acquitter de endedens les prochains plaix ensuyuantz les six sepmaines de l'annee, ou aultre terme, dudit gouuernement expiré, en mettant & tournant deuers iustice leurs comptes, furnis d'acquis, certifications, & cryees ainsi qu'il est dict cy deuant, des sergens de la court de Mons.

Item, Et de tous autres empeschemens que lesdits sergens auront, à cause de leurs offices, ilz auront fallaire à l'aduenant, de ce que cy dessus leur est ordonné, à la discretion de leurs maistres, se raisonnablement ne s'en veuillent appointer aux parties.

Item, Que les gardemaneurs, que les sergens establiront sur biens meubles, qu'ilz auront saizis, auront aux fraix d'iceulx biens. huyt soulz, pour iour, & nuyct. Et parmy ce, lesdictes gardes feront leur despence ainsi que bon leur semblera. Et avec ce si bonne garde des biens, qu'ilz n'en fassent à reprendre, & que l'on ait cause de les en riens demander, ne pourfuyuir.

Item, Que lesdits sergens à traicte d'aultruy, pour debte à congnoistre, ne pourront ceulx, sur qui telles traictes, se feront, apprehender au corps, ne mettre mains aux biens. S'ainsi n'est qu'il appere du pretendu, par obligation, cedulle signee de sa main, ou autre autentique, ou pour matieres de natures, ou iniures, ou sur vng suspect de fuyte. Et neantmoins le creditur audit cas debte à congnoistre, pourra partie faire adiourner, & en cas d'opposition bailler iournee aux parties, par deuant iuge competant qui en debura congnoistre.

Item, Que si telz opposans estoyent deffaillans de comparoir à la iournee qui leur sera assignee, pourra le trayant à la iournee des plaix, ensuyuant la presentation & declaration de poursuyte, faire prendre accomplissement d'icelle, & restitution des despens, enquoy il doit & debura obtenir.

Item, Que si fil aduient que plusieurs sergens fassent traicte sur vng debteur, le sergent premier arrestant, & sommant le mayeur, ou Bailly, debura auoir vendaige des biens meubles, & recepuoir le prouffit des heritaiges. Et si debat suruenoit par autres trayans, chascun veillant maintenir, ayant mieulx exploité, nostredict grand Bailly en aura la congnoissance. Et se il y auoit trayans aux seigneurs subgectz d'une melte, l'officier ordinaire de ladicte melte, en cas de

Couftumes generales de Hainaut.

debat, en debura congnoistre.

Item, Quant lesdits sergens feront arreftz sur fiefz, ilz deburont fommer le seigneur ou bailly. Et doit ledit sergent prendre herbe, vvason, ou autre chose tenant à rachine, & doit declarer la somme, pourquoy il fait l'arrest, & se doit mettre main vne fois, autre, & tierce, & laisser garde sans fraict, & s'il y a meubles, il doit mettre garde au fraict, pour ce que le garde qui est sans fraict, n'est tenu de rendre nul compte des meubles : mais doit faire renouveler l'exploit sur heritaiges, dedens trois ans, ou vng autre l'en pourra debouter.

Item, Se l'arrest se fait sur heritaiges tenuz en main ferme, il le fera par devant deux escheuins du moins, & suffira de arrester vne seule piece pour toutes les autres en vng iugement.

Item, Et quant aux meubles, souffira par le sergent arrester vne piece de meuble, pour tous les autres biens meubles, estans ou pourpris, & edifices de la maison : Mais si les bestiaux n'estoyent à l'heure de l'arrest, ou pourpris desdictes edifices, & fussent aux champs, & autres lieux, icelluy sergent, s'il veult prouffiter comme le premier arrestant, sera tenu de aller faire arrest & main mise, sur icelles bestailles, ou du moins sur vne piece desdictes bestes.

Item, Sera aussy le sergent, pour le furnissement, & accomplissement de sondict arrest, tenu de prestement faire inuentoire de tous, & quelconques biens arrestez, & icelluy inuetoire faire auteticquer, en y delaisant gardemaneurs : & s'il n'y a caution baille endedes tiers iour, faire vendage d'iceulx biens, en iour conuenable, les iours passez, les vtensilz premiers, & les bestiaux enluyuant dont il debura faire publication au lieu, & es lieux circonuoisins. Et ne debura le sergent vendre plusauant, que la traicte, ou traictes porteront, avec fraix & despens raisonnables.

Item, Que vng sergent debura faire son arrest d'heritaiges, presens ceulx soubz le iugement desquelz les heritaiges sont situez. Car s'il arrestoit terres admorties, fiefz, ou alleutz par devant escheuins, l'arrest soit nul.

Item, Que se apres la saisine ou arrest, fait sur vng fief ou heritage, l'heritier vent ledit fief ou heritage, & s'en voye desheriter, ledict arrest tiendra, non obstant ledict vent, ou transport. Et pourra le sergent ayant fait la saisine ou arrest, proceder sur ladicte heritage ou fiefz, en deffaulte de non auoir furny à ce, pourquoy ledict arrest auroit esté fait. Sauf à l'acheteur son garand, & recourir sur le vendeur.

Item, Se le bailly, ou mayeur retenoyent aucuns prisonniers la quinzaine, fut pour cas criminel ou ciuil, & que durant d'icelle quinzaine, ilz fussent deffailans d'administrer la iustice, & que plainte en fust faicte, il en sera puny & corrigé, à la discretion du iuge. Sauf ensoingne, ou excuse legitime.

Item, Si sur calenge faicte par sergent, le calenge ou autres assistens, pour empescher icelle calenge touche par main mise ledict sergent, celluy ou ceulx encherront en l'amende du poing couppe. Dont le seigneur ou maistre du sergent, pourra faire l'appaizement, & si la poursuyte s'en fait par noz officiers, elle se fera en nostredicte court à Mons, veu que c'est cas de haulteur.

Item, Que lesdits sergens seront creuz par leur serment de rescouffe, ou de main mise, & vng messier de prinse de bestailles, & l'heritier ou censier de son dommaige. Et se le rapport se fait de rescouffe, celluy est à la volente du seigneur subgect de corps & d'auoir sauf la vie, & les membres. Le quelz rappors se deburont faire au plustart endedens sept iours & sept nuyctz enluyuant laduenuë du cas, autrement ledict iour le faudroit prouuer par tesmoings, ou du moins, par vng tesmoing auct sergent ou messier.

Sur le fait des chepiers.

Chap. lxx.

Item, Que tous prisonniers payeront pour droit d'entree es prisons du chastel à Mons. ii. s. vi. deniers blancz, & riens pour yssue. Et se ilz sont tenuz à communs fraix, payeront selon l'ancienne ordonnance sur ce faicte, qui est de.iii. s. vi. deniers blancz le iour & six deniers pour les fers. Et pour les criminelz ou autres condempnez, & non veillant satisfaire, payeront la moitié d'icelz taux, soubz la moderation & prouision que pourra faire la court de Mons, en haulce, ou autrement selon la chiecte & disposition du temps & pris de viures, toutesfois que le cas escherra.

Item, Que ledict chepier, ne prendra d'iceulx prisonniers, quelque bien venuë, ne yssue. Et se ilz sont amenez esdictes prisons à l'apresdisner, ne payeront que demy iour, & se ilz sont mis & deliurez auant disner, ne payeront riens, s'ainfy n'est qu'ilz y ayent prins leurs repas, Et semblablement

blement en sera fait & v^{se} par tous les chepiers des officiers ordinaires. Et des seigneurs vassaulx du pays, sans pouoir excéder. Et que tous prisonniers à communs despens, auroyent estrain, lietz dessus, & couuertes.

Item, Que noz officiers ordinaires, & aussy des seigneuries subgectes, deburont auoir prisons raisonnables, selon l'estat & qualité des prisonniers, & des causes de leurs apprehentions, & les traicter comme dessus.

Item, Que se aucuns estoient constituez prisonniers, à la requeste de partie, auquel par faulte de non pouoir namptir, de bailler caution, ou autrement conuiédroit tenir prisons pendant le proces, se tel prisonnier obtient au principal & aux despens, la partie debura aussy estre cōdempnee de payer ses interestz, de ce qu'il auroit esté adommaigé, ou peu gaigner & prouffiter durant le temps de sadiète detention.

*Des fallaires des commis d'enquestes.**Chap.lxxi.*

Item, Que les commissaires, clerks, & sergens, qui seront ordonnez, par nostredicte court, en fait d'enquestes, & d'auditions auront & prendront des parties, les fallaires, qui s'ensuyuent. Assçauoir les commis à icelles enquestes, tant pour fait de court, que par office, auront és lieux de leur residence, pour ceulx qui sont tenuz & entenduz d'estat à deux cheuault, & en cest estat allant iournellement à leurs affaires, pour chascun iour, qu'ilz y occuperont. xxxii. f. tournois, & pour demy iour la moitié. Semblablement, le greffier de ladicte court, avec l'asize de. xiiii. f. tournois par iour, affin d'eulx tenir ensemble & estre plus prestz de besongner. Et le sergent de ladicte court en ce occupé, aura par iour. xxviii. f. & pour demy iour, la moitié. Aura aussy pour signifier partie aduerse, desdictes monstrances, ou son procureur à Mons. v. f. & audehors. xx. f. tourn. Et pour adiour de tesmoings, soit en vne iustice ou plusieurs, auront iournee de. xl. f. par iour, à la discretion & ordonnance des commis & clerks. Et seront les enquestes du proces closes, & seellees, de l'un des commissaires.

Item, Que si le greffier, ne pouoit entendre ausdictes monstrances, nostredict grand Bailly de Haynault y pouruerra d'autre à sa domination, pour avec les commissaires ydoines, & dont l'un sera passé, à l'examen y proceder en absence dudidict greffier, pour escheuer longueur de proces. Dont de ces choses acte se debura leuer par les parties, affin de mieulx congnoistre, & ensuyuir les termes, qui leur seront limitez.

Item, Que si par maladie ou autrement, les commissaires ne pouoyent entendre aux monstrances desdictes parties, d'eulx mesmes pourront bailler ralongement pour icelluy faire & conclure dedens iour competent, & de ce leuer acte comme dessus, & en aduertir l'aduocat de partie aduerse.

Item, Que lesdits commis aux enquestes ne deburont interroguer tesmoings hors du contenu des articles de leurs productions : Mais si les tesmoings deposent par habondance, chose seruante à la matiere les commis le doibuent escrire, pour par le iuge y prendre & auoir tel regard, que de raison.

Item, Que se lesdits commis, clerks & sergens sont occupez esdictes enquestes audehors de leur residence, d'estat à deulx cheuault, les ayans avec eulx, auront par iour deux francs de cinquante six soulz, au pays avec size de vingt soulz par iour. Et s'il escheut à faire lesdictes auditions hors dudidict pays, auront soixante quatre soulz par iour, avec l'asize de vingt cinq soulz.

Item, Et quant aux commis, clerk & sergent qui communement ne vont à leurs affaires que à vng cheual, se deburont contenter en leurs lieux, pour. xxiiii. f. par iour, & audehors vingt huit soulz. Et hors du pays. xxxii. f. avec l'asize telle que dessus, puis qu'ilz auront cheual sur l'estable. Et ceulx qui n'auront cheual, deburont auoir. xviii. f. pour iour. Et permettant lesdits commis, clerks, & sergens seront subgectz de se occuper en cest affaire diligemment, & d'heure competente, tellement que la partie produisante, n'ait cause de se douloir d'eulx, & de se pourueoir au iuge. Sans qu'il conuiengne lesdits commis, & clerks, emprunter piece de terre pour ce faire par tout le pays de Haynault.

Item, Que si vng per de Haynault est commis à enqueste, il aura dix liures par iour hors de son lieu, le cheualier non per, sept libures dix soulz, le noble homme non cheualier, cent soulz tournois, vng escuyer, & vn licécier d'estat à deux cheuault, cinquâte soulz tournois, vng abbé d'estat à trois cheuault, cent soulz tournois.

Item, Que lesdits sergens és iournees d'auditions, deburont estre prestz à la maison du greffier, où l'audition se feroit, soit pour diligenter les tesmoings produits à venir deposer, ou faire

Costumes generales de Hainaut.

ce que lesdits commis & clerks leur pourront charger & ordonner: à peine de leurs iournees estre royees, ou moderees, à la discretion desdits commis.

Item, Et pareillement en soit fait & vsé quant aux commis, clerks & sergens des auditions des proces qui se feront par deuant les autres officiers, tant de nostredict grand Bailly, comme aultres officiers ordinaires.

Item, Quant aux seigneurs vassaulx du pays, les commissaires, clerk & sergent, ceulx qui seront auctoritez, ayant vng cheual, auront tel fallaire, que dit est dessus. Et au regard du sergent, pour matieres proprietaires, auront semblables fallaires comme dit est dessus des sergens, des officiers ordinaires du pays de Haynault, quant est à adiournemens & signifiemens.

Item, Que tous tesmoins qui seront produictz en proces de partie contre aultre, soit qu'ilz soyent demourans au iugement là où la procedure se fera, auront pour consideration de la chierté de temps, iournee à laps de temps, qu'ilz pourront employer cinq soulz par iour, & audehors dix soulz tournois. Et ceulx d'estat à cheual, en leur lieu dix soulz, & audehors de leurs lieux. xx. s. Et quant aux parties, filz sont en leurs personnes & d'estat à cheual, auront xx. s. par iour, & de pied dix soulz par iour.

Item, Sera d'oresnauant tauxé fallaire aux praticiens, par deuant les loix venant au chief lieu à la court à Mons, pour plaintes, oppositions & responce, selon leur labour, sans par eulx ou leurs maistres estre subgectz & tenuz de mettre avec leursdictes plaintes ou oppositions, plusauant que vne copie. Et se plusieurs personnes estoyent prinsez à partie, ceulx qui seront subgectz & tenuz prendre à leurs fraix & despens, copie desdictes plaintes, ou oppositions. Aussi pourrôt tous plaindans, ou opposans auoir copie à leurs despens des responce de leurs parties, pour en estre restitué en diffinition de proces, & aux personnes de loy venant au chief lieu, asçauoir ceulx d'estat à cheual. xx. s. par iour, & à ceulx de pied. x. soulz.

Item, Que si tesmoins adiournez, pour deposer par deuant commis & clerk ne viennent à la iournee que le sergent leur aura baillé, & d'heure competente, seront subgectz payer & satisfaire les fraix & despens, qui depuis s'ensuyuront, pour les ouyr. Se ainsi n'est qu'ilz ayent excuse legitime & raisonnable au contraire.

Item, Que tous greffiers, soit de court ou aultre officier en audition & en enqueste pour chascun tesmoing denommer en l'article de production & ouyz en deposition, & par les commis, & clerks, auront quinze deniers tournois de chascun, & otel, pour chascun escript & administration commune, aussi produictz.

*Taux & fallaires des lettriages qui se expediront par le greffier de la court
à Mons. Chap. lxxii.*

Item, D'une lettre de purgacion d'hommicides, dont partie ne se opposera, il aura deux francs. lxxiii. soulz.

Item, Et se partie se oppoist, parquoy la cause fust plaidoyee, & sur ce iugement affilz, il aura pour lettrier le iugement, fallaire competent selon le labour, par l'ordonnance de ladicte court, se partie & luy n'estoyent d'accord.

Item, D'une lettre de iugement sur intermemét des lettres d'obligation personnelle, dont partie ne se opposeroit contre, aura deux francs & demy de.iiii. libures.

Item, Et se partie se oppoist, & sur ce iugement par audicion sy asseyt, il aura pour le lettrier, fallaire aux taux de la court.

Item, D'une lettre de record, pourquoy que ce soit, excepté des aduis de pere, & de mere, deux francs & demy de v. libures.

Item, Et des aduis qu'on dict de pere & de mere selon le labour.

Item, D'une lettre de iugement, pour retraire au bout d'vng fief, soit à vie ou à heritaige, à deffaulte de payemens, & de satisfaction, auront quatre francs, de. vi. libures. viii. soulz.

Item, D'une lettre de iugement, sur plainte, ou propriété, ou tenure brisee, soit que partie s'oppose ou non, il ait pour le lettrier fallaire competent, selon le labour, par l'ordonnance de ladicte court, se la partie & luy n'en estoyent d'accord.

Item, D'une lettre de iugement, pour dismes, où il y aura plusieurs parties, taux s'en fera par la court, se partie & luy n'estoyent d'accord.

Item, D'une lettre de desheritaige, & adheritaige d'un fief, à vie, ou à heritaige, qui sont de forme commune, ilz auront deux francs, de. lxxiii. s.

Item, D'une lettre de rente vendue sur fief ou à heritaige, otelz deux francs, que des precedentes,

dentes, de. lxiiii. f.

Item, D'une lettre de douaire, ou assenne sur fief, aussi ottelz deux francs, que dessus, de. lxiiii. f.

Item, De record d'exploix que le greffier fera, il aura xiiii. f.

Item, Pour les briefuetz de signification ou adiournement, aussy xiiii. f.

Item, Et se c'est, pour collieges, abbayes ou communaultez, ou pour plusieurs parties, si comme de trois, ou plus. xx. f.

Item, Quant est de tous aultres lettriages, l'on a accoustumé s'en faire payer, puis que les parties ne s'en trouvent d'accord, avec les lettriages aux taux de Justice.

Item, Et seront tenus les parties descheans, ayant fait proces ou opposition, satisfaire & payer les actes & lettriages, qu'il conuiendroit leuer à leurs parties, obtenant aux taux de la court, en cas que mestier soit les leuer, pour requerir intermement, ou s'en ayder à l'esgard du iuge.

Touchant le nombre des sergens, en nostredict pays de Haynault, pour escheuer la multiplication & augmentation du nombre des sergens au soulagement de nos subgectz, auons ordonné, & ordonnons, que l'ancien nombre desdits sergens sera entretenu tel qu'il s'ensuyt.

I tem, Asscauoir à la souueraine court de Mons, y aura		dix sergens.
Item, Nostredict grand Bailly, vingt sergens, que l'on dict sergens vollans par lettres.		
Le preuost de Mons.		six sergens.
Le preuost, le conte à Valenchiennes, aussy		six sergens
Semblablement le chastellain de Bouhan.		six sergens
Le preuost de Maubeuge		six sergens
Le preuost de Bauay	()	cinq sergens
Le Bailly de Hal.		cinq sergens
Le chastellain de Braine	() ()	trois sergens
Le chastellain Dath		neuf sergens
Le preuost de Binche	()	cinq sergens
Le preuost du Quesnoy		cinq sergens
Le Bailly de Lessines		quatre sergens

Chapitre. lxxij.

Item, Oultre & par dessus la limitation susdicte, & sans deroguer à icelle, pourra chascun officier en sa melte, commettre & instituer lesdits sergens, de gens bien famez, & renommez. Et aussy pourront ilz creer les mayeurs du comprendement de leur limites, qui semblablement pourront exploiter en leur iugement, & non audehors de ce, dont & pourquoy ilz seront mayeurs.

Touchant le nombre des sergens, des boys.

En la melte de france forest de Mormal, dependant du Bailly des boys, y aura neuf sergens, & non plus.

En la haye de hourdiel, & du Quesnoy	deux sergens.
En la forest de Vicoingne	quatre sergens
En la haye le conte, & és boys de Mons	cinq sergens
Es boys de Braine, de Naste	trois sergens
Es boys de Hal	trois sergens
Es boys de Bandour	trois sergens
Es boys de Floibecque, & Lessines de Vvillehourt, & de Roncque	cinq sergens
Es boys Dath	trois sergens
Es boys de Binche, & là entours	quatre sergens

Des sergens de la recepte generale. Chap. lxxiii.

E N la recepte de Mons	deux sergens
En la recepte de Valenchiennes aussy	deux sergens
En la recepte Dath	deux sergens

Couſtumes generales de Hainaut.

En la recepte du Queſnoy, & Mormal deux ſergens
En la recepte de Binche deux ſergens
Et en chaſcune des autres receptes de ſon office, c'eſt aſſcauoir de Braine, de Hal, de Mau-
bege, de Bauay, Bouchain, Floibecque, & Leſſines vng ſergent & non plus.

Des ſergens du recepueur general, des Mortefmains.

Chap. lxxiiii.

Item, En chaſcune melte de ladiſte recepte des mortefmains, y aura vng ſergent, & non plus. Et chaſcun ſergent aura rapporteur ou rapporteurs, leſquelz rapporteurs ne auront auctorité de faire exploix : mais tant ſeulement, au ſergent leur maïſtre faire bon, iuſte & leal rapport de ce que ilz verront, & ſçauront eſtre, touchant noz droictz, comme conte de Haynault.

Item, Et affin de non exceder le nombre deſdits ſergens, ſeront les noms & furnoms d'iceulx renuoyez par eſcript, à noſtre dict grand Bailly, comme ſouuerain officier d'icelluy pays. Lequel grand Bailly ſera tenu de incontinent les faire enregiſtrer és papiers de ſon office, affin que le nombre ſoit touſiours entretenu ſans exceder. Et ſy aucuns ſergens alloient de vie à trespas ou fuſſent deſtituez par reſignation, priuacion ou autrement, que le nom & furnom d'icelluy qui ſera reſtably ou creé ou lieu du trespaſſé ou deſmis, debura eſtre incontinent enuoyé à noſtre dict grand Bailly, pour le faire enregiſtrer en leſdits regiſtres. Et ſera faire icelluy noſtre grand Bailly vng tableau, où ſeront eſcripts les noms & furnoms deſdits ſergens, qui ſera pendu en la grande ſalle de noſtre dict chateau, pour l'aduertence de chaſcun. Et ſemblablement ſeront noz aultres officiers, chaſcun en ſa melte & iuriſdiction.

Item, Que ſe aucuns de noſdits officiers contreuenoyent à ce que dict eſt, & meſmes en commettant aucuns ſergens oultre ledict nombre, il ſera encheu enuers nous en l'amende de cent libres tournois. Et quant aux ſergens qui ſeront trouuez oultre ledict nombre, ilz ſeront encheuz en telle correction, comme d'auoir fait le ſergent ſans commiſſion: deſquelles amendes de fourfaitures, noſtre dict grand Bailly en debura faire l'execution, ſans diſſimulation ou deport: pour de ce tenir compte à noſtre prouffit.

Item, Que ſe mutacion ſe faiſoit deſdits ſergens, és lieux & par la maniere que deſſus eſt dict, le reſtablir en ſon lieu par quelcun des officiers que ce ſoit, ne aura auctorité, ne puissance d'exploicter & ſy ne ſeront aucuns tenus les obeyr, iuſques à ce que telz reſtabliz ſoyent enuoyez, mis & enregiſtrez és lieux, dont deſſus eſt touché.

Item, Que leſdits ſergens ainſy creéz deburont eſtre perſonnes d'honneſte vie, conuerſation & renomnee. Auſſy qu'ilz ſoyent puiffans & reſſeans. Et ſi deburont donner caution & reſpondant d'aultuy, que d'eux meſmes, chaſcun endroit ſoy à leur creation & reception, par deuers les officiers leurs maïſtres, auant auſſy qu'ilz ayent auctorité ne puissance d'exploicter en maniere aucune. Aſſcauoir chaſcun ſergent de la court de Mons, de deux cens riddes d'or à cheual. Et tous aultres ſergens, tant de noſtre dict grand Bailly comme des autres officiers cy deſſus nommez, de cent telz riddes d'or, que ditz ſont. Et ſy leſdits officiers eſtoient en deſfulte des cautions & reſpondant prendre & auoir, ilz ſeront tenus d'en reſpondre.

Item, Que tous les ſergens deuant ditz, tant des officiers deſſus ditz, comme des boys, de la recepte generale de Haynault, & deſditz mortefmains, ſeront tenus de reſider, & demourer és meltes de leurs offices & non dehors, excepté les ſergens de noſtre grand Bailly, qui peuuent toutes traictes recepuoir & executer, veu qu'il eſt ſouuerain officier par deſſus les aultres de noſtre dict pays de Haynault.

Item, Que tous les ſubgectz de noſtre dict pays de Haynault, ſeront tenus eulx reigler, & de ſemblablement pourueoir & vſer au faiſt de leurs ſergens, comme deſſus eſt dict. Et quant deſfulte y ſera trouuee, noſtre dict grand Bailly y debura pourueoir, affin que noz ſubgectz ne ſoyent trauaillezz par leſdits ſergens, oultre la raiſon, & contre noſdites ordonnances.

Item, Que les ſergens, de noſtre dict grand Bailly, pourront exploicter, par tout noſtre dict pays de Haynault, meſmes pour debtes à congnoiſtre, dont il n'y auroit lettres, comme auſſy pourront exploicter, par tout noſtre dict pays, les ſergens de noſtre recepueur general, & des mortefmains, pour cas dependans de leurs offices: Mais quant aux aultres ſergens, ilz ne pourront exploicter hors de leurs meltes, où ilz ſont commis. Sauf les ſergens des iuges ordinaires és cas cy deſſus, par eulx permis. Aſſcauoir pour obligations, par lettres en matieres criminelles.

Item, Ne pourront leſditz ſergens auſditz officiers de iuſtice, recroire ne faire obliger quel-
que

que personne, sur peine ne autrement pour leur donner crainte, ou menasse, affin de les composer à volonté desraisonnable, & par ce moyen en prendre aucun prouffit ou pecune: sur peine d'en estre pugniz & corrigez.

Item, Que lesdits sergens seront tenus, de toutes personnes par eulx calengez, mener & mettre incontinent à toute diligence és prisons, & és lieux à ce ordonnez, és meltes de leurs offices, sans les pouoir mener, ne autre part tenir en prison. Et sy deburont lesdits sergens incontinent noncher à iustice la cause & raison de ladicte calenge & emprisonnement, affin que l'officier & iuge, quy ce pourra toucher, faiche debuoir & acquit de à telz prisonniers imposer leur cas dedens trois iours ensuyuant leur emprisonnement, & qu'ilz soyent poursuyviz par loy, & par voye deuë. Et quant aux meurdriers, boutefeuz, robeurs de chemin, violeurs d'eglises, & de femmes, ou semblables cas enormes, y sera procedé extra ordinairement, & à diligence selon l'exigence des cas, sans tenir longs termes ou delaiz.

Item, Que lesdits sergens, à cause des traictes qu'ilz auront faictes sur les debtors, en cas d'opposition, seront tenus & subgectz de prendre & auoir fin de leurs traictes, de monnoyes, vaisselles, ou heritaige vaillable, par desheritance.

Item, Que lesdits officiers & sergens, sur vertu de quelque traictié, ne pourront proceder, par execution ne vendaige des biens des debtors, plus auant que pour leur debte accomplir, & le seruice du quind, & demy quind, avec le fallaire raisonnable & sy ne debura prendre des deniers desdits vendeurs en execution, le quind, ou demy quind que si auant qu'ilz feront payer leurs trayans, de leur traicté & deu: Mais si telz trayans estoient renuoyez de leur traicté, ou en feissent appoinctement, sans le sceu de iustice, icelluy trayant debura neantmoins payer le seruice, tel qu'il l'auroit donné, dont iceulx officiers feront execution, asscauoir desdits quind, ou demy quind, ou paine, sans quelque deport, ou prolongacion.

Item, Que lesdits sergens, du grand Bailly des boys, à recepte generale de Haynault, & desdits mortelmains, soyent tenus & subgectz d'oresnauant eulx rigler & conduyre en leurs offices, selon & ensuyuant ce qui est dict dessus, des sergens par lettres de nostre grand Bailly, & autres dudict pays.

Item, Si pour cause de leurs exploix, vendre, compte rendre, & autrement, aucuns proces se suscitoient contre lesdits sergens, lesdits officiers leurs maistres en feront bonne & briefue conclusion, sans quelque prolongacion, pour le bien publicq, & abreuiation de iustice.

Item, Que si lesdits sergens alloient ou faisoient contre la teneur des choses susdictes, ou les aucuns d'icelles, filz en estoient vaincuz, ilz seront priuez de leurs offices, & avec ce encheuz en l'amende de vingt libres tournois. Et au regard desdits officiers leurs maistres, pour chascune fois qu'ilz yroient ou feroient au contraire, ilz encherroyent en l'amende de cent libres tournois. Laquelle priuation d'office se debura faire, par nostredict grand Bailly de Haynault, qui sera tenu desdictes amendes rendre compte à nostre prouffit.

Item, Que lesdits officiers ne se ingerent ou auanchent de demander ou prendre vins aux parties, ayant à proceder par deuant eulx, sur encheyr enuers nous à nostre prouffit. Dont nostredict grand Bailly en debura tenir compte, en l'amende de cinquante libres tournois.

Item, Aussi que lesdits sergens, pour quelque debte que ce soit, ne pourront védre, ne prendre en gaige ou rapport, les armures des debtes qui seront viuans.

Touchant l'entrecours de marchandise.

Chap.lxxv.

Item, Quant aux contractz, vendaiges & marchiez, qui se ferôt de cy en auant de grains, houblons & d'autres denrees & marchandises, pour liburer & payer à terme ou que l'achepteur aura baillé argent comptant, se l'une des parties estoit deffaillante de satisfaire, soit le vendeur, deliureur, ou achepteur, de payer celluy, ou ceulx qui voudront auoir le fournissement, & en prouffiter du marchié, debura le terme venu, faire sommation, & offre à sa partie des deniers, ou de la marchandise. Et en cas de refus, consigner iceulx deniers, ou marchandise en main de iustice, & le faire signifier à ladicte partie: autrement ne debura prouffiter dudict contract & marchié.

Item: Mais en cas desdictes sommations & offres faictes, Celluy qui voudra prouffiter dudict marchié, se pourra trouuer au iuge, qui en debura congnoistre, & requerir, que prisee soit faicte de la valeur de la marchandise, ou temps & terme qu'elle se debuoir liurer, pour recouurer son interest sur sa partie, qui debura sur ce estre signifié & adiourné. Pourueu que lesdits debuoirs se facent, endedens quinze iours apres le terme de liurer, expiré.

KKKK

Costumes generales de Hainault

Item, Et quant aux rentes, & censés en grains, s'ilz sont en deffaulte de payer leurs censés & rentes aux termes qu'elles escheent, & qu'ilz tiengnent sur ce leurs maîtres en longs delays, par proces ou autrement, ilz seront tenus de payer à iceulx leurs maîtres, lesdits grains, au plus hault pris & extimation, qu'ilz auront valu, depuis qu'ilz auront esté en delay & faulte de payer, ou cas que leursdits maîtres en veullent faire poursuyte.

Item, Et neantmoins deffendons à tous noz subgectz, où qu'ilz soyent, de acheter des censiers à argent comptant, ou autrement, bledz, aucines ou autres grains en grande quantité, ne pour longues années, n'en plus grant nombre, ne quantité qui ne leur conuiendra avoir, pour la prouision de leurs maisons & mesnaïge, pour vng an seulement, sans les pouoir vendre, ne en faire marchandise.

Touchant les censiers, & leuouagiers.

Item, Que de ce iour en auant nulz censiers, leuouagiers, ou admodiateurs, ne pourront rentrer en nouvelle cense d'eulx mesmes, sans le gré & consentement de l'heritier, ou de son commis à ce. Sur, & à peine de perdre le labour, & fruit que mis y auroit, se l'heritier le vouloit rauoir, ou le bailler à altruy.

Item, Se vng homme prend à louer vne maison, & feu par meschief s'y prend, le louagier ne fera tenu à restitution: mais s'il la relouoyt à vng autre sans le gré de l'heritier, & il aduenist feu par meschief, celluy premier louagier sera tenu à restitution deuers l'heritier.

Item, Se vng homme treuve bestailles sur le sien, dommaige faisant, prendre les pourra, & mener deuers iustice, sans riens fourfaire, & aussy pourra il prendre sur terre, qu'il tiendrait à cense, comme aussy feroient les seruiteurs & meschines de l'heritier ou censier.

Item, Que nulz censiers, louagiers, fermiers de boys, & autres de semblable essence, ne pourront vaillablement payer auant terme escheu, au preiudice des creanciers, sy par le bail n'y auoit deuisse au contraire.

Item, Se vng homme ayant heritaige, donne iceulx à cense à vng laboureur, & par recours sans que la cryee contiengne nulle deuisse de bailler fin, se l'heritier veult auoir fin de sa cense, supposé qu'elle soit à vvyde, le laboureur censier sera tenu bailler fin d'vne année dauant main. Et sera tenu l'heritier baillant la cense de garantir son bail au censier.

Item, Que tous seruiteurs & seruantes laboureurs, gens de mestier & mechanicques, medecins, chyrurgiens, hostellains, tauerniers, & autres semblables, pourront faire payer par iustice de leurs peines, labours, & industries, selon l'exigence des cas sans pour ce estre tenus à quelque peine, quind ou demy quind payer. Sauf ceulx qui pour les causes dictes feroient obligiez par lettres, ou quel cas conuiendra ensuyuir la teneur de l'obligation.

Costumes des fiefz. Et comment l'on debura succeder en iceulx. Chap. lxxvi.

Item, Que en nostredict pays de Haynault, sera tenu pour la loy, en fait de succession de fiefz, que l'hoir male l'emportera contre la femelle, l'aîné contre le mainé, l'oncle contre la tante, cousin germain, contre la cousine, & ainsy en deffoubz en vng mesme degré de lignaige, soit en ligne directe ou collateralle.

Item, Que ensuyuant ladicte loy, se deux conioincts par mariage, ont plusieurs enfans, filz & filles, l'aîné filz succedera és fiefz de pere & de mere. Et s'il n'y a point de filz, la fille succedera esdits fiefz.

Item, Se la femme va de vie à trespas delaisant fille & non filz comme dessus, & l'homme se remarie, & ait filz en second mariage, icelluy filz succedera és fiefz patrimonialux de son pere, sans que la fille du premier mariage, y ait aucune chose ou droit: Mais és fiefz qui auoyent esté acquestez, constant le premier mariage, & en son vefue, ladicte fille du premier mariage y succedera, & non le filz du second mariage.

Item, Que tous fiefz d'acquestz fais par pere ou mere, depuis leur remariage ou vefue, se ilz ont enfans succederont & appartiendront à iceulx leurs enfans du second mariage. Asscauoir aux filz, s'aucuns en ont, ou sinon aux filles, en tel ordre que dict est. Et ainsy pour enfans du tiers, ou autres mariages, se plusieurs mariages y auoit. Et se aucuns d'iceulx enfans ayant ainsy succédé, alloient de vie à trespas, sans delaisser hoir de leurs corps, en ce cas, leurs freres & seurs d'icelluy mariage, y deburont succeder, aussy bien les filles que les filz. Sans que les plus aînez des mariages precedens y puissent clamer quelque droit.

Item,

Item, Se vng filz aîné estant marié, & ayant enfans, va de vie à trespas auant son pere, les enfans dudiçt filz, ne representent point leur pere, en la succession des fiefz, de leur grand pere: Mais apres le trespas d'icelluy grand pere, succederont lefdits fiefz à son plus prochain hoir lors viuant, soit filz ou fille, par ce que en nostredict pays de Haynault, representation n'a point de lieu.

Item, Se homme ou femme possesseurs fiefz patrimonialux vont de vie à trespas, sans delaisser hoir de leurs corps, leurs fiefs succederont & retourneront aux plus prochains du lez & costé, dont ilz sont venuz & descenduz.

Item, Se aucū succede en vng fief ou plusieurs, en ligne collateralle, iceulx fiefz serōt tenuz, pour acqueste, à celluy qui aura succédé.

Item, Que se homme, ou femme du premier, ou autre mariage subsequnt, iouyssant d'aucuns fiefz de leur patrimoine, va de vie à trespas, le suruiuant aura les prouffitz des terres labourables de l'annee du trespas.

Item, Que se homme, ou femme alliez par mariage, acquestant fiefz, & n'ayantz hoirs de leurs corps, & l'homme voise de vie à trespas, iceulx fiefz acquis retourneront & succederont au plus prochain hoir du mary, & sera tenu lediçt hoir les releuer & en faire hommaige, & aura la fortresse faucune en y a, & les hommaiges appartenans à iceulx fiefz, avec la moitié des autres prouffitz. Et l'autre moitié appertendra à la femme sa vie durant, sans seruire de iustice ne autre.

Item, Que les possesseurs fiefz, ne se pourront obliger, ne aussy vendre, changer, donner, bailler en rente, ne en quelque autre maniere commuer leurs fiefz que ce soit, ce n'est par desheritance, par deuant les seigneurs, Baillyz, & hommes, dont iceulx fiefz seroyent tenus, sauf par aduis de pere & mere, ou par lettres de don, qui se feroit à vng bastard, pour sa prouision de viure & non autrement.

Item, Que personne succedant en fief, sera tenu de endedens l'an du trespas, releuer le fief à luy ainsy succede, en payant lx. s. blancz, pour le cambrelaige.

Item, Si lediçt seigneur, dont on l'auroit releué, va de vie à trespas, en ce cas le releuant ne sera tenu de le releuer à nouueau seigneur, iusques à ce qu'il en soit sommé & requis, en presentant seulement main & bouche, sans payer cambrelaige.

Item, Se le seigneur, dont fiefz sont tenus, veult auoir le relief des heritiers tenant fiefz de luy, comme nouueau seigneur, il appartient requerrir, sommer & aduertir, par luy, ou son Bailly iceulx heritiers fiefuez de venir releuer dedens quarante iours ensuyuant la sommation faicte, en presentant seulement main & bouche.

Item, Se iceulx fiefuez ainsi requis & sommez, estoient deffailans de releuer endedens lefdits quarante iours, iceulx deffailans seront tenus comme en faulte de relief. Et pourra le seigneur de là en apres faire plainte en sa court, pour prouffiter de la deffaulte dudiçt relief.

Item, Si les seigneurs, dont fiefz sont tenus, en faulte de releuer sont negligés de faire plainte, pour estre adiugé, & prouffiter de la deffaulte de relief, durant le viaige du deffailant, de là en apres, n'est recepuable à pretendre quel deffaulte.

Item, Semblablement se le seigneur, dont le fief est tenu, va de vie à trespas, sans en son viuant auoir pretendu faulte de relief, son hoir successeur oudiçt fief n'est aussy recepuable à poursuyuir & demander la deffaulte, pour le temps de son predecesseur heritier.

Item, Mais s'il aduenoit que telz deffailans de releuer plusieurs annees auant son trespas, feist vendage ou donation d'icelluy fief, ainsi en faulte de releuer, pourueu que lediçt seigneur ou Bailly, auant quelque oeuvre de loy, ait faicte protestation de poursuyuir son droit de faulte, en ce cas lediçt seigneur seroit recepuable à faire plainte, & prouffiter des emolumens du fief, de autant d'annees que delaisié auroit à releuer.

Item, Que possession de fief prinse & engendree contre homme ou femme vefue, ne vault, puis que l'un d'iceulx a enfans de leal liçt, à preiudice d'iceulx enfans.

Item, Ne peult on aussy enquerre droit de propriété en vng fief, se ce n'est par conuens deuement passez, ou par possession de xxi. an & iour contre personne puillante de fourfaire lediçt fief, pourueu vng an d'empirement, contre icelle personne puillante de fourfaire lediçt relief.

Item, Quelque chose que soit faicte sur vng fief, en temps du bail & de douaire, ne peult amener le droit de l'heritier.

Item, Si le pere faisoit adheriter filz ou fille, comme droit & aîné hoir, & lediçt filz ou fil-

1. Hoc valde iniquum quando filius non contraxit matrimonium parentibus, vt Esau; sed de consensu parentum, vt Iacob. genef. 26. in fi. 27. in fin. tetigi in consili. contra Trident. artic. 46. Latino & gallico. C. M. 2. Istud non est equum & insuper est contra arti. precedentem: longè satius haberi pro heredio cũ sint bona stirpis l. 3. ff. de interd. & relogat. C. M.

Couftumes generalles de Hainault

le allaffent de vie à trespas, fans hoir de leurs corps, oudict cas ne pourra ledict fief retourner aux pere & mere. Ains y succedera le plus prochain droit, & ainé hoir habil, qui pour lors seroit viuant, à subgection de payer debtes.

Item, Se vng homme ayant fief, meubles constitue debtes, ses hoirs qui se trayeront aux meubles, les payeront. Et s'il aduient que l'on contraindist ceulx qui les fiefz auront releué, ilz auront leur retour, sur ceulx qui auront prins & apprehendé les meubles.

Item, Se vng homme termine de vie à mort, iouyffant de plusieurs fiefz, ayans plusieurs enfans mendre d'ans, la mere tiendra le bail de ses enfans. Et s'il aduient, que vng filz & vne fille viengnent à leur eage sans par eulx auoir releué les fiefz ou le fief, & depuis le filz voise de vie à trespas, la mere tiendra le bail pour son filz dessoubz eage, & non la seur de luy eagé.

Item, Se vng possellant plusieurs fiefz, va de vie à trespas, delaisant plusieurs enfans, l'ainé filz peult choisir, & les autres ensuyuant.

Item, Se vng fief eschet à vne femme lyé de mary, la femme doibt premier releuer ledict fief au seigneur, de qui il est tenu & apres luy, son mary, comme son mary & adiuré.

Item, Se on vend vng fief, il n'y chiet point de seruice, iusques à ce, que vendaige sera congneu deuant le seigneur ou Bailly & les hommes, ou que l'achepteur sera instruit en quelque possession, supposé qu'il n'y ait an & iour.

Item, Que d'oresnauant vng homme alié par mariage, sans generation, ne pourra vendre ne assubgir les fiefz, alleutz, & mainfermes venant du costé de sa femme plusauant, que durant le mariage.

Item, Que sy seigneurs possellantz fiefz, acquierent heritaiges de mainfermes tenus d'eulx, iceulx mainfermes sont tenus, & entenduz rentrer ou corps desdits fiefz, s'il n'y a mambour adherité, apparant par escript.

Item, Que gens à marier, soit homme ou femme possellans fiefz, ou alleutz, venans de leur patrimoine, peuuent chascun d'eulx, venuës à eage de vingt vng an, vèdre leur fiefz & alleutz, par desheritance, & oeures de loy suffisante & vaillable, comme aussy fait l'homme estant allyé par mariage à tout hoir, ou sans hoir venant de son patrimoine ou acquest: Mais eulx estans despareillés, ne peuuent de là en apres faire don, vendaige ou alienacion au preiudice de leurs enfans, ne de la generation d'iceulx. Aultrement & que nulz enfans n'eussent, l'homme ou femme vesue en pourra faire à son plaisir & volonté, comme dit est.

Item, Si aucun fait vendaige, & desheritance de son fief, es mains de son seigneur ou Bailly, dont le fief sera tenu, les desheritance, & adheritance s'en pourront faire sur cōdition telle, que six sepmaines ensuiuantz les conuens, & oeures de loy en faitz, le seigneur de qui ledict fief sera tenu, ou son bailly pour luy & en son nom, le pourra reprendre & rapplicqué au gros de sa table, & payant & rendant les deniers, que le vendaige auroit porté avec les despens, endedens ledict iour, defalquant les droix seignoriaulx à luy appartenantz, s'il ne les auoit receuz.

Item, Et se le seigneur ou son bailly ne rapplicquoit ledict fief au gros de sa table, endedens lesdits quarante iours, vng estant de la parenté, & consanguinité du lez dont ledict fief viendroit, le pourra rauoir & retraire, endedens l'an de ladicte desheritance, en rendant & payant les deniers principaulx du marché, & tous leaulx coustemens. A quoy sera preferé le plus prochain en degré venant endedens ledict an, & auant que le premier retrayant en seroit adherité, le plus prochain viendroit à temps.

Item, Et pour paruenir à ladicte, conuendra audict lignagier veillant faire ladicte retraicte, face adiourner l'achepteur par deuant la court foedale dudit seigneur, dont le fief seroit tenu, & illec contendre à ce, que comme lignagier luy soit accordé, par ledict achepteur la retraicte du fief, par luy acheptee. Offrant luy rendre, & payer les deniers principaulx du pris, qu'il en auroit payé, avec tous leaulx fraix & coustemens en deposant or & argent, pour à ce fournir. Et que fil y auoit peu, le remplir, & parfournir iusques plaine satisfaction desdits deniers, principaulx fraix, & leaulx coustemens, à l'ordonnance de la court: & s'il aduenoit que le veillant retraire & l'achepteur fussent en debat de pris principaulx de l'achapt, par ce que le retrayant voudroit dire, que le pris n'auroit esté tel ne si grand, l'achepteur sera tenu de s'en purger par serment, ou cas qu'il en soit requis par le retrayant, ou icelluy retrayant le pourra aultrement verifiser, se bon luy semble.

Et se pourront lesdits debuoirs & offre faire, iusques au dernier iour dudit an includz, sans qu'il soit besoing que la retraicte soit adiugee endedens l'an. Et iouyra l'achepteur des fruietz & leuees, iusques au iour desdites offres & demandes de retraicte faicte par deuant la court

court foedale, sans toutesfois que icelluy acheteur puist, durant ledict an aménir, ou deteriorer la chose ou fiefz, par demolir edifices, abarre boys non estant à couper, ou autrement.

Et sil y auoit deux, ou plusieurs en pareil degré, qui voulsissent faire ladicte retraicte endens ledict an, le plus eagé sera preferé, & l'homme deuant la femme. Et pourront faire ladicte retraicte les tuteurs ou mairbours, ou lieu des moindres d'ans & le mary, pour & au nom de la femme. Et sera ledict fief retraict tenu, pour patrimoine à icelluy, qui auoit fait ladicte retraicte, & courra ledict an, & aura lieu contre & au preiudice de tous ceulx dudict lignaige, soyent mineurs d'ans ou absens, sans que aucun d'iceulx après ledict an expiré, soit recepuable à demander ladicte retraicte, & aussy n'aura lieu ladicte retraicte, ou cas que ledict fief ou fiefz fussent venduz à aucuns estant du lignaige, & consanguinité du vendeur.

Item, Quant aucuns ayans rentes sur fiefz, feront vendage desdictes rentes, l'heritier possesseur du fief subgect à icelle, pourra dedens l'an & iour dudict vendage auoir, & reprendre ledict marché, en payant les deniers d'icelluy pour la descharge de son fief, avec l'aduenant du temps, coultz & fraix: Mais sil y auoit offre & presentacion, par l'acheteur, à celluy doyant ladicte rente, il sera tenu de endens quinze iours ensuyuant ladicte offre, satisfaire & payer les deniers dudict vendage & marché, ou de là en apres ne seroit à recouurer.

Item, Que toutes charges de rentes, que de cy en auant se feront, vers qui que soit sur fiefz ou alleutz, seront tenuës, & entendues à rachapt, par les vendeurs, ou les hoirs & heritiers, toutesfois que bon leur semblera, par le mesme pris du marché, avec les droix seignoriaulx, & despens, ou par prisie de loy, se le pris n'estoit declairé és lettriages, ce que faire se debura d'oresnauant.

Item, Que œuures de loy, & conuens de fief, ne serôt tenus, pour attestez, fainfy n'est qu'il appert par lettres seellees des seigneurs ou baillyz, & hommes iugeurs des fiefz, ou par record d'homme, ou d'hommes prestz, par le grand Bailly de Haynault.

Item, Se vng homme a aucune terre, qu'il tiengne en mainferme, & d'icelle veuille faire fief, celluy debura ladicte terre rapporter en la main du seigneur de qui le tient par vendicion ou par don, puy apres ledict seigneur debura ladicte terre rendre & rapporter en la main d'icelluy, à tenir en foy, & hommaige de luy, audict cas moyennant qu'il y ait relief fait par l'heritier audict seigneur. Et sera ledict herirage de là en auant tenu pour fief, soit ample ou liege, ainsi que le seigneur le voudra declairer.

Item, Combien que par cideuant, il ait esté entendu en la loy, que pour vaillablement apprehender succession de fiefz & alleutz par trespas d'altruy, que l'on disoit estre adueni hors du pays: il y auoit subgection de preallablement approuer la mort, neantmoins affin de escheuer longueur & despens auons ordonné & ordonnons, que le plus prochain hoir & heritier, pourra prestement, apres l'aduertissement dudict trespas, sans quelque mort prouuer, apprehender la succession desditz fiefz ou alleutz, à subgection par celluy qui aura fait ladicte apprehencion, de rendre les fruitz, & prouffitz, qu'il en aura leuë au iour du retour de celluy, que l'on auroit voulu dire estre mort, de ce faire & bailler fin & caution. Aussy de en cas de debat faire apparoir la mort du trespassé, par gens digne de foy, entendu que sy depuis le iour d'approuance le plus prochain alloit de vie à trespas, son hoir tiendroit en ce cas le lieu du trespassé.

Item, Que se aucun apres son partement de nostredict pays de Haynault, demeure absent & hors d'icelluy nostredict pays par trois ans entiers, sans en auoir nouvelles certaines, que viuant soit l'hoir prochain, pourra semblablement appreheder, & releuer les fiefz & alleutz sans quelque apparition de partement, ne attendre l'absence de sept ans, comme il estoit par cideuant de coustume: Mais sy plustost que les trois ans, il vouldoit apprehender les biens, en ce cas il sera tenu de faire apparoir la mort dudict absent, à subgection & condicion de rendre, & restituer les fruitz & leuees, par ledict apprehendeur audict absent, en cas qu'il retournaist en nostredict pays, & de ce faire bailler fin & caution.

Du droict de bail.

Chap.lxxvij.

Item, Que le droict de bail appartiendra aux pere, ou mere, de tous fiefz. Et se point de pere ou mere n'y auoit, le bail appartiendra au plus prochain hoir eagé, du lez dont les fiefz seront venuz. Lesquelz tenant le bail, seront d'oresnauant tenuz de satisfaire & payer les charges, heritiers, & viaigiers, ensemble toutes debtes, esuelles l'enfant mineur pourra estre tenu, sy auant que la vailleur du fief pourra porter, & ce faire sy de temps, & heure, que nul dommaige ne interest s'en puist ensuyuir, & retenir les edifices estans sur lesditz fiefz, pour le surplus qui

KKKK iij

Couftumes generales de Hainault

pourra estre des clers deniers les choses dessusdictes satisfaites & furnies dont il sera tenu rendre compte d'an en an, en la court à Mons. La moitié en appartenant au regentant & tenant le bail, & l'autre moitié au prouffit de l'enfant mineur, pour la nourriture, & entretenement, & le surplus estre mis au prouffit.

Et fil n'y auoit parens qui en prendre voullist le bail, remonstrence s'en pourra faire, en la court à Mons, par aucuns proximes, ou aultres parens, amis, ou bien veullians, laquelle y debura commettre, & ordonner aucuns pour en prendre le gouvernement du bail. Auquel la court debura ordonner gaiges, & salaires raisonnables. Et sera tenu ledict commis faire relief du fief, comme il est requis, en tel cas.

Item, Et au regard des alleutz, mainfermes, & biens meubles, ilz seront semblablement gouvernez par le tenant bail, au prouffit des enfans, pour autant qu'il touche les nobles: Mais au regard de tous aultres non nobles, les biens d'iceulx se traicteront, & conduiront pardeuant les loix des lieux, là où les enfans tiendront residence.

Touchant les fiefz lieges.

Chap. lxxix.

Item, Que de tous trespaffans possesseurs fiefz, lieges sera prins & leué par les seigneurs, ou leurs Baillyz, dont iceulx fiefz lieges seront tenus, le meilleur cheual à son choix, dont icelluy se aydoit, & montoit dessus en allant à ses affaires, qui sera trouué au iour de leurs trespas, à eulx appartenant, avec leurs armures d'iceulx trespaffans telles que le cuirache, & l'almette, felles y sont. Et fil n'y a cuirache ne almette, & il y a corset, & aultre habillement de teste, le seigneur doit auoir le corset, & tel habillement de teste, que y sera trouué. Et fil n'y a cuirache, almette, corset, ou aultre habillement de teste, le seigneur doit auoir les cuiffortz & gantellets.

Item, Et se ledict homme trespaffant tenant fief liege, auoit cheual, posé qu'il y eust armures, se ne auoit ledict seigneur, pour cause de liege, que .lx. s. blancz, ou en lieu desdits .lx. s. les armures seulement, telles que dessus, se auoir le vouloit.

Item, Et se celluy trespaffé, auoit plusieurs fiefz lieges, ne payeront pour chascun des aultres ensuyuans, que .lx. s. blancz.

Renonchement de dame, ou damoiselles.

Chap. lxxx.

Item, Que d'oresnauant, les dames & damoiselles & aultres en ce pays de Haynault, de quelque estat, ou condicion qu'elles soyent, pourront renoncher en la court à Mons, aux meubles, & debtes, qui demoureront de leurs maryz trespassez, sans quelque obseruation, ou ceremonies de douaire entre le fiancher, & espouzer. Pourueu que ledict renonchement se faice, asscauoir celles ayans douaire, dedens l'an ensuyuant le trespas de leurs maryz. Et pour les aultres non ayans douaire, le faire endedens demy an, ensuyuant le trespas de leursditz maryz.

Item, Lesdictes dames & damoiselles & aultres ayans ainsi renoncé, auront à leur prouffit, tous & quelconques les heritaiges venans de leur costé, les prouffitz des terres arrables, durant l'annee du trespas de leurs maryz, ainsi des fruietz, des fiefz acquestez, constant mariage, dont elles iouyront leurs vies durant, la moitié és heritaiges du mainferme acquis heritablement, & leurs assennes, saucuns elles en ont. Et tout ce que la loy du pays leur donne, sans estre subiectes ne tenus à payer aucunes debtes demourees de leurs maryz trespassez.

Item, Que telz assennes, se pourront faire, par leurs maryz ou aultres, sur fiefz alleutz, ou mainfermes, soit deuant, ou apres espouzer promis au traictié de mariage. En faisant les deheritances pardeuant les seigneurs ou Baillyz & les hommes de fiefz seront tenus, & pour le mainferme, pardeuant les loix des lieux qui iuges en sont: & quant aux alleutz, pardeuant les alleutiers, qui congnoistre en doibuent. Et ladicte dame, damoiselle & aultres, & telz mambours, qu'elles voudront prendre & eslire pour en estre adheritee.

Item, Si femme douee sur fief se remarie, son second mary est tenu comme son mambour, & adiure, releuer ledict fief dedens l'an & iour, en presentant seulement main & bouche, sans aultres despens.

Item, Se à vne femme a esté fait assenne, par son premier mary, & il aduiégne qu'elle se remarie, son second mary ne pourra vendre ne alier icelluy assenne, plusauant que la vie de luy seullemét. Et pour l'assenne à viaige, le seigneur aura pour ses droix seignoriaulx demy seruiçe.

Item, Que homme maryé, non ayant enfans, ne pourra vendre les fiefz ne mainfermes venant

nant du costé de la femme plusauant que durant le liēt entier. Mais prestement le liēt deffait, & l'homme vendeur mort, iceulx fiefz & mainfermes, retourneront à la femme, se viuāte est, ou à ses hoirs.

Item. Que vne femme, ayant esté plusieurs fois mariee, pourra renoncher aux meubles & debtes de son dernier mary, & partant estre & demorer deschargee des debtes de tous ces precedens maryz.

Item. Que vne femme, neātmoins qu'elle ayt esté à l'obsequē de son mary, sera recepuable endedēs les iours dessus memoriez & escriptz, ensuyuant le trespas de sondiēt mary, à faire son renonchement, en la court à Mons.

Des alleutz. Chap. lxxxij.

Item. Que deux conioings possessans alleutz, de leur patrimoine si l'un d'iceulx va de vie à trespas, cestuy demourant viuant demourā iouyffant, & possessant dudiēt alleut, sa vie durant, en cas, s'il y ait generation viuante, mais prestement la generation deffailie l'aleut debura retourner au plus prochain hoir du lez, & coste, dont lediēt alleut sera venu.

Item. Si constant leurdiēt mariage, ilz acquierent aucuns alleutz, & l'un d'eux voise de vie à trespas, le dernier viuant tiēdra, & possedera tout lediēt alleut, & apres le trespas d'icelle, l'hoir de l'homme acquerrant, debura iouyr dudiēt alleut.

Item, Que en alleutz, bail n'aura lieu, ains y succedera l'enfant prestement le trespas de ses pere, mere ou parent, sans aucune subgection de relief.

Item, Que en toutes successions d'alleutz les filles y auront semblable portion, que les filz. Sauf à l'aîné filz, se filz y a, & se nō, à la fille aînee, la haulte iustice, prouffitz, & emolumens en dependans.

Item, Que les alleutz appartenans à enfans mineurs, seront regiz & gouuernez par ceulx tenant le bail des fiefz d'iceulx enfans, à subgection d'en rendre compte, comme il est cy deuant dit, des fiefz. Et se nulz fiefs n'y auoit, le plus prochain desdis enfans du costé, dont l'aleut viendroit, gouuenera lesdis alleutz, à subgection dicte.

Item. Que nulz enfans à marier, filz ou filles, ne pourront vaillablement auant eulx paruenuz à l'eage de vingt & vng an, obliger ne faire quelque congnoissance, par cedulle ne autrement vendre, ou charger leurs biens, comment que soit, soyent fiefz ou alleutz, à culx venuz de ligne directe, ou collateralle, que ce ne soit, par le sceu & consentement de deux leurs prochains parens. Et que iceulx vendages de fiefz & alleutz se faicent à recours, & sans fraulde. A tel estat que se recouurer ne pourroyent des parens ou amis du lez & consanguinité, dont iceulx fiefs ou alleutz seront venuz, traire se pourront en la court à Mons, remōstrant leur cas. Laquelle court selon qu'il apperra de la necessité, y pourra donner son consentement, entendu en ce que pour lealles debtes obligies par ceulx, dont ils aurōt apprehédé successions, ils pourront estre constrains, à en faire vendage à recours, sans deroguer à l'eage de l'homme à quinze ans, & de la femme à douze ans, pour apprehention des fiefz, ou alleutz, par succession.

Des payeries.

Item. Que pour toutes actions reelles & personnelles, dont lon voudra poursuyuir terres, & seigneuries de payerie, il sera requis tant à la plainte faire, comme au iugement diffinitif du proces, y auoir deux pers. Et quant au surplus des autres besoingnemens de chache auant de proces, se pourra besoingner sans pers. Et pour plaidoyer adiournement ou main mise, souffira de y auoir vng per, comme de cas preuilegez d'estre iuge l'un de l'autre.

Item. Que nulz pers ne pourront assubgir leurs terres & seigneuries en payerie, par desheritance, engagement ne autrement vaillablement, sans y auoir pers presens, faisans les iugemens de solemnitez & requises, & pertinentes en tel cas.

Touchant droiēt des mortefmains, & aussi meilleur cattelz.

Item. Que en nostrediēt court, que lon diēt la court des mortefmains, fortiffans per appel en la court à Mons, se tiendront les plaix per nostre recepueur general des mortefmains, commis de par nous.

Item. Laquelle court des mortefmains, comme iustice ordinaire, aura la congnoissance, & iudicature de toutes matieres & questions qui peuuent sourdre d'entre noz officiers, cōtre les seigneurs subgectz, eglises, bonnes villes & autres, & aussi d'iceulx seigneurs l'un contre l'autre.

Couſtumes generales de Hainault.

tre, & autres manans dudit pays, pour droit du meilleur cattel, douzièmes, sixièmes, cètièmes, aduocis, franc orines, ſainteurs, ſucceſſeurs de ſerfs, baſtards, & aubains, qui peuuent eſcheyr en noſtre dicte comté de Haynault.

Item. Que en noſtre dicte court, ſeront entretenuz les termes & vſances de tous temps y obſeruez, meſmement, que rous cattelz qui par trespas d'aucunes perſonnes ſont demandez à auoir, ſont deuz, par deux voyes, l'vne & la premiere, pour la condition de la perſonne, & a ſeconde, pour la condition du lieu.

Item. Que la redeuance de meilleur cattel, deuë par condition de la perſonne, peut proceder de rachapt, de ſeruaige, ou de ſeruitude aufquelles perſonnes ſe peuuent eſtre aſſubgis, au prouffit des eglifes d'iceulx ſainteurs, ou au prouffit d'aucuns ſeigneurs vaſſaulx, ayans le droit deſdis ſainteurs, en aucuns villaiges, & places d'icelluy pais.

Item. Que le meilleur cattel deu, par ſainteur ſans la perſonne eſtre de francque orine, à ſon dict ſainteur, ſe lieue apres le meilleur cattel deu au ſeigneur du lieu, de la reſidence d'icelle perſonne.

Item. Et ſe icelle perſonne, va de vie à trespas hors de ſa reſidence, icelle ſera ſubiecte à payer trois meilleurs cattelz. Le premier cattel, au ſeigneur de la reſidence, le ſecond au ſeigneur ſoubz qui elle yroit de vie à trespas, de ce qui ſeroit en ſa ſeigneurie, & le tiers, au droit dudit ſainteur.

Item. Que le cattel deu, par rachapt de ſeruaige, quelque part & en quelque ſeigneurie que ce ſoit, ou droit general de meilleur cattel, deu à nous, ou aucun ſeigneur vaſſal, ſera icelle perſonne ſubiecte, à payer deux cattelz, le premier au ſeigneur l'ayant affranchy de ladicte ſeruitude, à la redeuance dudit meilleur cattel, & le ſecond au ſeigneur ayant le meilleur droit general, de meilleur cattel, au lieu d'icelluy trespas.

Item. Que le cattel deu, par condition du lieu, ſe prendra par trois manieres, La premiere, par condition du lieu, où la perſonne eſt reſidente, ouquel nous, ou autre ſeigneur prent & lieue droit de meilleur cattel. La ſeconde, par la condition du lieu, où le trespas aduient, poſé que ce ne ſoit la reſidence du trespasſé. Et la tierce, à cauſe d'aucunes maiſons, ou heritaiges maſurez ſubiectes à meilleur cattel payer, per le trespas de l'heritier d'iceulx heritaiges.

Item. Que ſe vne pſonne va en autre ſeigneurie que ſa reſidence de vie à trespas, le ſeigneur ſoubz qui icelluy trespas aduendra, ſ'il y a droit de prédre, & leuer meilleur cattel, aura le meilleur cattel, que le trespasſé aura avec luy en icelle ſeigneurie, ſauf que ſi telle perſonne auoit avec luy la meilleure piece des meubles à luy appartenant, le ſeigneur du lieu de ſa reſidence, pourra reſuyuir, & auoir icelluy meilleur cattel, & ſe debura le ſeigneur, ſoubz qui icelle perſonne ſera comme paſſante trespasſé, tenu de ſoy contenter de prendre la ſeconde meilleure piece qu'il aura avecq luy en icelle ſeigneurie, pour droit de meilleur cattel.

Item. Que en gardant le droit commun general de meilleur cattel, que nous & noz predeceſſeurs, ont de tout temps eu, en icelluy noſtre pays, ſe queſtion ſe meult entre nous, ou noz ſucceſſeurs, & aucuns de noz vaſſaulx, chaſcun pretendant auoir droit d'aucun meilleur, nous ou noz ſucceſſeurs, comme eſtans fondé ou droit general, deburont eſtre tenus & entendus poſſeſſeurs, & conuendra au vaſſal prouuer pour fait eſpecial, y auoir le droit.

Item. Que ſ'il aduenoit que nous ou noz ſucceſſeurs euſſent queſtion contre vng ſeigneur vaſſal, ou deux ſeigneurs vaſſaulx, l'vn contre l'autre, chaſcun pretendant droit de meilleur cattel, de vne perſonne trespasſée, & que par chaſcun d'iceulx, ou leurs officiers euſſent leué & prins vng cattel le meilleur demoura nampty, pardeuers noſtre dicte court des mortefmains, & le moindre debura eſtre rendu à la veſue, ou remanans de la pſonne trespasſée. Se ainſi n'eſtoit, que iceulx ſeigneurs vouliſſent maintenir deux cattelz eſtre deuz, ouquel cas tous leſdis deux cattelz, deburont eſtre namptis, pardeuers ladicte court des mortefmains.

Item. Mais en cas que la perſonne ne deuſt que vng cattel, & que pour en auoir l'vn & le moindre, il en conuinſt faire complaincte audiect recepueur des mortefmains, la deſpence que pour ceſte cauſe en ſera engendree, en cas que ce fuſt entre deux ſeigneurs vaſſaulx l'vn cõtre l'autre, ſe reſtituera per leſdis deux ſeigneurs vaſſaulx, chaſcun par moitié, pour en deciſion de leurs proces, en eſtre appointé avec les principaulx deſpens.

Item. Que la couſtume de noſtre dicte court ſera obſeruee, ſelon laquelle, la redeuance des douzièmes, ſixièmes, & meilleurs cattelz deuz par cõdition de la perſonne procedant de rachapt de ſeruaige, & de ſainteur doit ſuyuir le ventre maternel, & non le coſté paternel.

Item. Que les perſonnes eſtans de noble lignee, & de franc orine, ſans nulz quelconques ſainteurs

sainteurs auoir, procedans du costé maternel d'icelle orine, serót francs & exemps de meilleur cattel payer à la mort quelque part, qu'ils voient de vie à trespas, comme aussi ce sont exemps autres personnes estans de francque orine, & sainteur, fainfy n'estoit, que par fait especial francque orine ne deliurast point és lieux de residence, au trespas d'icelle personne, ouquel cas lesdictes francques orines, ne les en pourra deliurer dudit droit de meilleur cattel, ne aussi se icelles personnes estoient possessans d'aucuns heritaiges subgectz audit meilleur cattel. Ne semblablement se par fait especial lesdictes personnes de sainteur du droit meilleur cattel enuers ledit sainteur s'estoyent à ce asseruies.

Item. Que les droix de douziemes & sixiesmes à nous deuz, par plusieurs manans de ce pays qui se doibuent payer chascun an, au iour saint Remy, par l'homme douze deniers, & par la femme six deniers & non plus, les officiers particuliers feront subiectz en faire & rendre compte chascun an, à nostredict recepueur general des mortefmains, pour par luy en compter avec les autres droix des mortefmains & meilleur cattel à nostre prouffit.

*Touchant serfs.**Chap.lxxxiiij.*

Item. Pour ce que de droit commun, & par raison naturelle, toutes personnes ont tousiours esté entendues & tenues estre libres, & mesmes en nostredicte court des mortefmains, s'il n'apparoit du contraire, à ceste cause si nous ou aucuns de noz vassaulx, veult aucune personne poursuyuir du droit de seruaige, il sera tenu le prouuer par l'une des trois voyes. La premiere, par chartre faisant mention dudit seruaige. La seconde, par lettres de recongnissance d'aucunes personnes, estans de ladicte seruitude, ou que autrefois proces en ait esté, en ladicte court des mortefmains, ou nous, ou ledict vassaul aurions obtenu à noz intentions. Et la troisieme, que deux personnes du moins d'icelle horie & seruitude, ayant payé ledit droit de mortemain à nous ou noz predecesseurs, ou à aucuns de noz vassaulx.

Item. Que si aucuns serfs ou serfue de nostre comté de Haynault, ou de nosdis vassaulx, & subiects acquierent aucuns fiefs, alleutz, ou heritaiges de mainfermee, ne pourrout iceulx vendre, aliener ne charger, sans le gré & licence desdis de nostre comté, ou de nosdis vassaulx, dont ils seront serfs.

Item. Que si vng serf est allyé par mariage, & constant icelluy ait enfans, & voise de vie à trespas, son seigneur, soit nous ou autre seigneur vassal, debura auoir la moitié de tous ses biens meubles, & heritaiges de mainfermes par luy acquis, ou qu'ils soyent partant contre la femme ou ses enfans viuans, sans ce que lesdis serfs en puissent disposer au contraire, par testament ne autrement.

Item. Que si lesdis serfs acquierent fiefs ou alleutz constant mariage soit qu'il ayt enfans ou non, iceulx fiefs apres son trespas apertiendront entierement à son seigneur, enuers qui il est serf, de la charge seulement, de par la femme d'icelluy serf s'elle estoit suruiuante iouyr de la moitié des fruits & prouffits d'iceulx fiefs & alleutz, sa vie durant, sans quelque seruice faire ne payer. Et quant aux alleutz, qui auoyent esté acquis, s'aucuns en y auoit, la femme en iouyra sa vie durant seulement.

Item. Se vng homme libre, iouyssant d'aucuns biens & heritaiges de son patrimoine, se allye par mariage, à femme serue & en ayt enfans, & icelluy homme libre voise de vie à trespas, delaisant sa femme serue, & ses enfans, iceulx enfans succederont és biens patrimoniaulx de leur pere libre, & en la moitié des acquets, & des biens meubles, & ainsi en debura estre fait des heritaiges du costé de la femme libre.

Item. Se vng serf, se mesvse, ou fait chose, dont il fache à reprendre par iustice, il est à pugnir & corriger par le seigneur à qui est fief & partable. Et neantmoins, se tels estoient mesprins ou mesvsez deuers iustice, & d'icelle apprehendez par autre iusticier ou officier, que par son seigneur, icelluy officier le pourra pugnir & corriger, fainfy n'est que le seigneur à qui serf seroit, rauoir le vouldist, & le requerir & demander audit officier ou iusticier, auquel cas luy debura estre rendu pour par luy en faire, ce que à bonne iustice appertiendra.

Item. Que quiconque vouldra estre bourgeois au seigneur souuerain, celluy debura estre couchant & leuant dedens la france ville, dont bourgeois vouldroit estre. Et se aucuns y vont pour estre bourgeois, qui fussent serfs, le seigneur à qui serf sera, le pourra poursuyuir, & iceulx rauoir, toutesfois qu'il luy plaira, & que trouué les aura esdictes frâces villes, n'est que lesdictes frances villes, esquelles lesdis serfs seroyent allez demourer, ne fussent à ce souffisamment & anciennement chartrees & preuilegees de nous ou de noz predecesseurs, & des seigneurs d'ot

Couſtumes generales de Hainault.

ils ſeroient ſerfs, ou de leurs predeceſſeurs.

Touchant baſtards.

Chap. lxxxv.

*1. Contrarius
ſeruat in
Francia ubi
libere teſtari
poſſunt, licet
aliud ſit de
peregrinis.
C.M.*

Item. Que tous baſtards pourront faire vendaiges des heritaiges, que leur ſont donnez, ou qu'ils auroient acquis. Mais ne peuuent iceulx conditionner, pour valloir apres leurs trespas, au preiudice du ſeigneur, ſoubs la haulte iuſtice de qui les heritaiges ſeroient ſituees & gifantes. Et pour ledit vendaige, ne ſera beſoing auſdis baſtards, d'auoir quelque conſentement de perſonne quelconque, ne qu'ils ſoyent eagez, ainſi que aultres perſonnes legitimes, attendu que vng baſtard, depuis qu'il eſt ne eſt entendu hors de pain. Neantmoins doit il auoir, pour faire tels & ſemblables vendaiges, eage de diſcretion, aſſçauoir. xv. ans du moins.

Item. Que vng baſtard, ne pourra de ſes biens meubles faire teſtament, ruezteſttement, ne autres ordonnances, au preiudice du ſeigneur hault iuſticier, ſoubs qui il ſera reſident au iour de ſon trespas, ſ'ainſi n'eſt qu'il ſoit affranchi d'icelluy ſeigneur, ou qu'il ait enfans viuans, de leal mariage.

Item. Que tous les biens meubles, que vng baſtard a, au iour de ſon trespas, en quel lieu ou ſeigneurie que iceulx biens meubles ſoyent gifans, ou puiſſent eſtre, en noſtre dit pays de Hainault, ſeront & appertiendront au ſeigneur hault iuſticier, ſoubs qui ledit baſtard eſtoit demourant à propre reſidence au iour de ſon dict trespas. Sauf que ſe ledit baſtard eſtoit marié, combien qu'il n'eue nuls enfans de ſa femme, ſe ladicte femme ſuruiuoit ledict baſtard, le ſeigneur ne pourra prendre es biens meubles d'icelluy baſtard que la moitié, & l'autre moitié deura appartenir à la femme d'icelluy baſtard. Mais ſe ledict baſtard n'auoit propre reſidence, ſes biens meubles appertiendront au ſeigneur hault iuſticier, ſoubs qui il yroit de vie à trespas, ou auroit mis teſte à cheuet, à la charge de payer ſes leales debtes.

Item. Que ſe ledit baſtard a acquis aucuns heritaiges, ſoyent fiefs, alleutz, ou mainfermes, non eſtant marié, ou eſtant veue, tous iceulx heritaiges eſcherront p le trespas d'icelluy baſtard, au ſeigneur hault iuſticier, deſſoubs qui iceulx heritaiges ſeront ſituez & gifans. Mais ſe ledict baſtard acquiert iceulx heritaiges eſtant marié, & que la femme ſuruiue ledict baſtard, le ſeigneur debura auoir leſdis fiefs & alleutz, à la charge de la moitié des prouffis, le viaige de la femme durant. Et quant aux mainfermes, ledict ſeigneur aura auſſi la moitié des mainfermes. Et l'autre moitié appartiendra à la femme du baſtard & à ſes hoirs.

Item. Que ſe ledict baſtard auoit la haulte iuſtice ſur leſdis fiefs, iceulx fiefs eſcherront par le trespas d'icelluy baſtard, au ſeigneur de qui leſdis fiefs ſeroient tenus, à la charge que deſſus ſe ledict baſtard delaiſſoit veue.

Item. Que ſe vng baſtard meurt hors du lieu de ſa reſidence, le ſeigneur ſoubs qui ce aduiedroit, auroit tous & quelconques les biens qu'il aura ſur & avec luy.

Item. Que ſe vng baſtard eſtoit marié & eue enfans de leal mariage, ayât fief & mainferme venant de ſon acquest, & mariaige tenant il termine de vie à mort, & puis les enfans ſans hoirs, de leur chair de leal mariage, iceulx fiefs & mainfermes appertiendront à la femme du baſtard, mere deſdis enfans, comme en ce cas au bon coſté, ou aux hoirs d'elle. Semblablement en ſera vſé d'un legitime, qui eſpouſera vne baſtarde.

Item. Se le pere & mere ſont tous deux baſtards, & ayent enfans, au iour de leur trespas parquoy ils ſoyent impartables au ſeigneur, & leurs enfans ſoyent mors, ceulx yſſus d'iceulx enfans trespassez faudra la lignee. C'eſt en ce cas auoir extrait, & debura appartenir au ſeigneur hault iuſticier ſoubs qui leſdis biens, alleutz, heritaiges de mainfermes & meubles ſeroient, & les fiefs au ſeigneur hault iuſticier, de qui tenus ſeroient. Et ſuccedera vng baſtard, ou baſtarde, que à ſa generation legitime, & plus auant ne pourra ou debura monter.

Item, Que tous dōs qui ſe font aux baſtards ou baſtardes, ſoubs les ſeaulx & ſignes manuels des donateurs hommes de fief, ou autres gens de loy, ou par teſmoignaige, vaudront au prouffit d'iceulx baſtards ou baſtardes, & de leurs hoirs legitimes, ſoyent fiefs, alleutz, & heritaiges de mainfermes.

Item. Se vng prebſtre baſtard aubain, ou ſerf, ſoit chanoine, ou en autre eſtat d'eſglise (ſauf les religieux profesſes) meurt, le ſeigneur hault iuſticier, ſoubs qui il demourra, & terminera vie par mort ſuccedera à luy, ſoit à cauſe de baſtardife d'aubaineté, ou ſeruaige, ainſi & comme il ſeroit d'un autre perſonnaige layc, & ne ſeroit en ce cas, de riens affranchi.

Item, Se on donne à vng baſtard heritaiges, on pourra conditionner, que preſtement apres le trespas du donnant le baſtard ou baſtarde en iouyra ſa vie durant, & que le baſtard ou baſtarde mort, l'heritaige debura aller, ainſi que aura eſté deuifé. Mais ſil eſtoit ordonné ou conditionné,

tionné, que l'heritaige deburoit rescueyr au conditionnât ou aultres, ou cas que leſdis bastards, ou bastardes mouruſſent ſans hoir, ceſte derniere deuſe n'aura point de lieu, au preiudice du ſeigneur, ſoubs qui ils ſeroient demourans.

Item. Vng ſeigneur hault iuſticier uiſſant & en eſtat de fourfaire ſa ſeigneurie & haulte iuſtice, peult affranchir vng baſtard ou baſtarde, & vault icelluy affranchiſſement, pour le temps dudit ſeigneur, ſes hoirs, ou y ayâs cauſe: ce que ne pourra faire vng ſeigneur hault iuſticier impuiſſant de ſadiçte terre & ſeigneurie fourfaire, plus auant que ſa vie ou bail durant.

*Touchant aubains.**Chap.lxxxvi.*

Item. Que ſe aucun veult propoſer vng homme eſtre aubain, puis qu'il le nye, le propoſant debura prouuer qu'il ſoit natif de lieu aubain.

Item. Quât vng aubain va de vie à trespas en quelque ſeigneurie ſ'il eſt à marier, le ſeigneur ſoubs quy il eſt reſident & demorant, aura tous ſes fiefs & heritaiges d'acqueſt & biens meubles, où qu'ils ſoyent ſituez, & gifans, à la charge de payer les debtes.

Item. Se l'aubain eſt marié & ait enfans, le ſeigneur ſoubs qui il ſera demourant, aura la moitié de tous leſdis heritaiges, & biens mobiliars contre ſa femme & enfans, auſquels l'autre moitié appertindra, & ſ'il n'y auoit enfans, touſiours auroit ſa femme la moitié deſdis biens, payant par chaſcun la moitié des debtes. Et ſ'il y auoit enfans & nō mere, ainſi en debura eſtre fait & vſé au prouffit deſdis enfans.

Item. Se vng aubain ſ'accouche mallade en vne iuſtice, & il ſe face transporter auant qu'il ſoit guary d'icelle maladie, & voiſe mourir en aultre iuſtice, le ſeigneur ſoubs qui il auoit mis teſte à cheuet, aura ſes biens, tant heritaiges d'acqueſt, comme meubles, & parmettant debura payer les debtes, ſi auant que ce qu'il aura receu, pourroit monter. Et quant au patrimoine dudit aubain, il retournera à ſes plus pchain hoirs, & ſi aura vng ſeigneur, ſoubs qui vng aubain eſtrangier paſſant, & demourant hors de noſtre dit pays, mettroit teſte à cheuet, les biens que icelluy aubain auroit avec luy.

Item. Se vng ſeigneur hault iuſticier uiſſant & en eſtat de ſa terre fourfaire, affranchy bain ſerf, icelluy affranchiſſement vault pour le temps dudit ſeigneur, ſes hoirs, ou ayans cauſe: ce que ne pourra faire vng ſeigneur hault iuſticier, impuiſſant de ſadiçte terre & ſeigneurie fourfaire, plus auant que ſa vie ou bail durant.

Item. Se vng hōme aubain poſſeſſant fief de ſon acqueſt, ſans haulte iuſtice, va de vie à trespas, ſon fief ſera au ſeigneur hault iuſticier du lieu de la reſidence dudit aubain, ſe par fait eſpecial d'affranchiſſement n'appert du contraire.

Item. Se vng hōme aubain ayant fiefs & heritaiges, luy venât de ſon patrimoine, acquiert fiefs, terres, & ſeigneuries en haulte iuſtice, & ſur iceulx termine vie par mort, tous les patrimoines ſuccederont à ſon plus pchain hoir de ſon coſté, ſans eſtre fourfait, & les acqueſts deſdis fiefs, terres, & ſeigneuries appertindront à la femme, & enfans dudit aubain.

Item. Se ledit aubain eſtoit marié, & ſa femme auſſi aubaine allaſt de vie à trespas premier & auant ſon mary, la ſucceſſion de droit d'aubanité d'elle, des acqueſts & meubles, eſcherront à ſon mary aubain, comme trespasſee en ſa haulte iuſtice. Et ſe l'homme trespasſoit deuant la femme, les biens demourez d'icelluy appertindront par moitié au ſeigneur ſuccedant audict fief, les debtes payees. Et ſe la iuſtice venoit de par ſa femme, l'oppoſite ſe fera.

*Des terrages.**Chap.lxxxvij.*

Item. Que touchât vng droit qui ſ'appelle terraige, dont lon a de tout temps vſé en noſtre dit pays en pluſieurs lieux, qui ſe prent ſur terres labourables, auſſi ſur bois, prez, paſturaiges, & viuiers, ſe aucun en eſt en poſſeſſion, luy ſera ſur ce fait loy & iuſtice.

Item. Se aucun eſt en deffaulte, ou demeure de payer ledit droit de terraige, ou y commettre quelque faulte, lon ſera receu à faire pourſuyte, ſoit en noſtre ditte court à Mons, par plainte ou par abbreuiacion, pardeuant noſtre dit grant Bailly & noſtre conſeil, par libel, endedens l'an de l'emport de la deſpouille, pourueu que par tergeur ſermenté, rapport ſoit fait à la loy endedens le iour ſainct Remy, du terraige emporté ſans payer.

Item. Et combien que ce regarde matiere de proprieté, neâtmoins ſe les acteurs du terraige ſont apparoir terraige auoir eſté payee de heritaiges en queſtion, par quatre deſpouilles, iceulx heritaiges ſeront tenus pour aſſubieçtis à la redeuance, & deu de terraige, ſelon le nombre & quantité qu'il apparoiſtra.

Couftumes generales de Hainault.

Item. Si les heritiers d'aucuns heritaiges tenus à ladicte redeuance de terraige estoient negligens, & deffailans de labourer, l'heritier du terraige, les peult luy mesmes labourer, ou faire labourer, pour en la despouille auoir, & leuer son droit de terraige, avec retourner les despens de labour, & se pourra acquitter de rendre à l'heritier le bon & surplus.

Item. Que censeurs d'heritaiges sur lesquels sera pretendu terraige, seront receuz à affermer la quâtité de nombre de garbaiges, au prouffit du droit de terraige, que lon voudroit pretendre & demander. Mais sans adiunction de l'heritier, il ne seroit recepuable de soustenir proces, par mescongnoistre terraige estre deu. Et au cas que l'heritier voulsist avec son césier mescongnoistre ledit terraige, & alleguer raison, telle que bon luy sembleroit, pour son exéption, & sans preiudice ad ce refondre prestement le nombre des garbaiges, se par la decifion du proces estoit trouué que l'heritier ou censier l'eussent autrefois payez, avec ce qu'ils seroient condempnez au payement de terraige & és despens, ils en pourront estre pugniz & corrigez, à la discretion de iustice, comme d'auoir retenu l'aultruy indeument. Dont les loix & amendes seront adiugees, par les loix, où ledis terraiges seront situez.

Touchant lettriages de pentions.

Chap. lxxxviij.

Item. Que d'oresnauant en tous lettriages de pentions, qui se feront, sera specifié que se le vendeur estoit en deffaulte du grand renforcher, endedens vng mois ensuyuant la constitution de ladicte pention, que l'acteur pourra donner à iustice, telle que bon luy semblera, la peine du vingtiesme denier que montera le principal, pour contraindre l'obligier à icelle grand renforcher, affin de pouoir estre assurez des payemens qui escherrôt d'an en an les cours des viages, ou tant que racheptee sera, sans pouoir donner le quint denier, pour rauoir le principal. Et si le vendeur ou obligé estoit en deffaulte de payement, nonobstant ledit renforcement de crād, luy és ses biens pourront estre constrains par quind donnant, iceulx arieraiges, mesmes se bon sembloit à l'achepteur, & que on luy soit en deffaulte de payemēt, pourra faire executer deuement son renforcement ou seurté, pour y prendre & auoir principal & arieraiges, à tel estat que des seurtés des fiefs ou alleutz quant plaincte sera faicte, és cours qui congnoistre en deburont. Si obligé, ou autres ayans action és fiefs ou alleutz y assubgis ou signifiez, comme il appartient, ou personne de par eulx viennent ou enuoyent deuement, endedens les secōdz plaix ensuyuant le signifiement payer les arieraiges deuz, & despens raisonnables à ceste cause engendrez sans opposition, en ce cas ladicte execution debura cesser, demourant tousiours la pētion en son cours, & semblablement la seurté en son entier.

Des seurtés & rappors.

Chap. lxxxix.

Item. Entant que touche seurtés, ou crādz de lettriages transportez, se auant le recours du vendaige passé, qui denoncher se debura par trois dimenches, l'obligé ou personne de par luy, vient payer les arieraiges lors deuz, le quind d'iceulx, & despens raisonnables sans opposition, comme dit est, ledit recours & vendaige debura cesser, & la pention auoir cours, & le crād demourer en vertu.

Item. Pour crād ou seurté de vaiselles, joyaulx, ou autres bagues, fais par transports, quant l'acteur à deffaulte de payement vouldra icelluy crād, ou seurté mettre à mercy, l'officier ou sergent sur ce requis, debura le vendaige publier, & denoncher par trois dimenches, pendant lesquels & auant le vendaige fait, l'obligé ou personne de par luy sera recepuable à payer les arieraiges, quind d'iceulx & despens en la maniere dicte, & partant l'execution du principal cesser, & les pentions & transports demourer en leur entier.

De pourfuyuir payemens d'arieraiges de pention.

Chap. xc.

Item. Quant plainctes seront faictes en la court à Mons, pour auoir payement d'aucunes annees d'arieraiges de pentions, & de là en auant durant les viages, ou que racheptee sera, dōt quelque seurté ou crād ne seroit faicte, se le creditier requiert pour ce la main de iustice estre mise aux biens, debura estre dict par iugement, que ainsi soit fait, entendu que ceulx contre lesquels icelles plainctes s'addrecheront, veullent faire renforcement de crād, par la maniere dicte, payer les arieraiges, le quind d'iceulx & despens, ils deburont estre retenuz, & partant auoir la main leué de leurs biens, aux conditions dictes.

Item. En cas semblable en debura estre fait & vsé d'oresnauant, pour toutes pentions ayans cours, dont plainctes ou traictes ne seroyent faictes à iustice, nonobstāt le contenu de lettriage

ge fait pour ceste cause, lesquels lettriaux, supposé que point ne le contiennent proprement, deburont neantmoins auoir execution, quant à l'intermement, en la maniere dicte, & non plusauant.

Des obligations sur seel particulier. Chap.xci.

Item. Que tous obligations, qui se feront dorefnauant soubz seel particulier, soient & deburont estre attestres pour valloir, & estre executoires, par la signature de celluy, qui sera obligé: ou scelez des seaulx de deux hommes de fief du moins, avec le seel de l'obligié.

De poursuyte pour auoir acquit. Chap.xcij.

Item. Que celluy, ou ceulx ayans promesses & obligations d'acquit sur aultruy, à iour nommé, prestement icelluy iour expiré, pourront, se bon leur semble, faire traicte à iustice, pour estre acquitté en ensuyuant le contenu de leurs lettres, aussi bien apres traicte faicte de la principale obligation, que au parauant, & sans attendre condemnation de iustice, sur la poursuyte principale.

Item. En cas pareil, se plusieurs personnes ensemble, & pour le tout se obligent en vne mesme chose, dont l'vn seul promet acquitter tous les autres particulièrement, & que sur la premiere traicte d'argent caution est baillee à iustice, il debura souffrir pour toutes les autres traictes sequentes touchant le cas, iasoit que ce fust à diuerses iustices, pour ce payer quind ou peine, fors pour la premiere traicte & exploit, avec les fallaires raisonnables des sergens, demourant icelle caution premiere subiecte, pour aultres traictes sequentes, comme se faict estoit au mesme iuge.

Item. Que promesse d'acquit, apparant par cedulles, ou par tesmoings singuliers, vaudra & sera recepuable & executoire, en essence & ordre de debtes non obligees, & en peuuet poursuyuir leur retour & garand, quant poursuyus en seront, en telle maniere, que quant sur l'opposition requise, apres auoir fait diligence de sommation sur delay, requis à celluy sur qui ils entendoit auoir acquit, soyent deffaillans de comparoir par deuant iuges, aux prochains plais ensuyuant ladicte sommation, & d'entrer ou proces, en l'acquit & delcharge du poursuyui, de là en auant sans attendre condemnation de iustice plusauant, sera obligé recepuable à poursuyuir l'accôplissement de leur acquit. Et en telle maniere en pourra & debura estre fait par eulx, sur qui traictes se feront, pour debtes à congnoistre, pour leur retour, & acquit auoir.

Item. Que si deux personnes sont redevnables l'vne enuers l'autre, & que l'vne face traicte sur l'autre, chascun sera receu, à poursuyuir son droit leallement, sans auoir regart au premier trayant, ou empeschant, soit pardeuant le iuge, où la premiere traicte sera faicte, ou aultre, par le deffendant allouer son deu en paye, se bon luy semble, avec l'accomplissement du surplus.

Des traictes excessiues. Chap.xciii.

Item. Si aucuns sont traictes excessiues & volontaires, de plus grâde somme que le deu, par lettres, ou debtes à congnoistre, dont par impuissance de pouoir controuuer, plusieurs ont eu leurs biens executez, & que se par la diffinition de proces, il est trouué que iceulx traictes excèdent le tiers ou plus de la vraye debte, en ce cas iceulx volontaires trayans, deburont estre constrains à redre & restituer à la partie interessée, les despens du proces, à portion de ce qu'il obtiendra, avecq' l'interest aduenu au deffendeur, à cause d'emprisonnement, ou en fournissant ses cautions, ou de vente de ses biens.

Item. Et se le contraire aduenoit, assçauoir que aucun poursuyui pour debte à congnoistre, faicte à crute ou recongneute par luy mesme, dont le poursuyuant sur opposition, attaindra sa demande, celluy opposant avec la satisfaction de la debte & despens, sera tenu de payer le demy quind, serui à iustice, à la descharger d'icelluy poursuyuant. Et si tel deffendeur auoit cause legitime de retour & garand oudict cas, le garandisseur sera tenu, & subiect de luy restituer le principal, demy quind, & despens.

Item. Que dorefnauant en toutes lettres & obligations, qui se feront pour debtes personnelles, les causes correspondantes aux sommes y deburont estre exprimees & esclarchies, dont on pourra poursuyuir, se il y a deffault de la cause accomplir. Et vaudra tel lettriaux, & fera à tenir contre les obligez, & leurs hoirs successeurs, iusques à l'accomplissement de la cause, & si l'estoit trouué, que la somme fust excessiue, & non correspondante à la cause, l'obligé ne sera contraint ne tenu payer au poursuyuant, que la valeur de la cause, de la deffusdicte obligation.

LLL

Couſtumes generales de Hainault

De auoir action de lettres ſur aultruy. Chap. xciiij.

Itē. Que ſi vng ayant action de lettres obligatoires ſur aultruy, d'aucune ſomme de deniers, ou autrement ſans hypotecque, n'en fait traicté à iuſtice endedens le terme de vingt & vng an & iour apres le terme de la debte eſcheuë, icelluy ayant telle action, ne ſera de là en auât receuable à en faire action ou pourſuyte, meſmes en eſpecial, quant les obligez ou leurs hoirs ſeront demourans en noſtredit pays de Haynault, en lieu ou iuſtice puiſt auoir execution, ou qu'il y ait tant de leurs biens, que pour le creditur faire payer ſa debte. Sauf & reſerué, que ſi le debteur en ce temps auoit aucun reſpit de debte, que le temps du reſpit ne puiſt porter cōpte en la preſcription de vingt & vng an. Et que icelle preſcription ne vaudra contre enfans mineurs, durât le temps de leur minorité. Et ne pourra auſſi prouffiter telle preſcription aux debtors abſens de noſtredit pays, & qui n'auront biens, en icelluy noſtredit pays pour ſur iceulx recouurer la debte, ou obligation.

Item. Que doreſnauant ceulx ayant action de pention ſur aultruy ſans hypotecque, ſeront recepuables à pourſuyuir apres le trespas des obligiez, de ſix annees d'arieraiges eſcheues & deues, au parauant le trespas, & non plus.

Item. Que ceulx ayās actions personnelles, en eſſence de debte à cognoiſtre, en pourrōt faire pourſuyte ſur les debtors, ayans conſtitué icelles debtes, tant qu'ils ſeront viuans. Mais apres leur deces ne pourront les creditors en faire pourſuyte contre les hoirs, ſ'il y auoit ſix ans. expirez ſauf que ſe les debtors ſe abſentoyent du pays de Haynault, impetroient reſpit de debtes, ou n'euffent biens oudict pays, pour icelle ſatisfaire, que icelluy temps durant, ne debura faire compte en la preſcription ſemblablement contre enfans mineurs, durant le temps de leur minorité.

Item. Que ſil eſchiet à faire aucun record d'hōmes, pour œures de loy reelles, les acteurs & plaindants ſeront receu à le faire endedās les vingt ans, en la court à Mons, ou és autres cours ſubiectes, dont les fiefs ſeront tenus & mouuans partie à qui ce peut toucher, appeller les adiourez au iour ſeruant.

Item. Que lettres & obligations congneues, pardeuant deux hommes de fief, dont l'vn ſera le clerc lettriant, ne ſera vaillable, ne executoire, mais pour valloir, y debura auoir deux autres hommes de fief avec luy.

Item. Ne pourront nuls clerics auctorifez lettrier ne ſigner quelque obligation, ſe luy meſme n'a eſté preſent à composer le lettriaige, ſur peine d'encheyr, celluy qui ſeroit au contraire des choſes ſuſdictes, en l'amēde de dix libures, de reſtituer le ſalaire pour ce receu, & d'en eſtre repris & corrigé.

Itē. Que aucun ne pourra exercer clergie d'office, lettrier, ou practiquer, pardeuant aucuns iuges ordinaires ou loy, que premierement, il ne ſoit venu en la court à Mons, pour y eſtre examiné, & apres ſermenté & auctorifé ſ'il eſt trouuē ydoine, & ſouffilant, ſur la peine & amande, que deſſus.

Des rentes contrepannees ſur fiefs ou alleutz. Chap. xcvi.

Item. Si aucuns ayans rentes contrepannees ſur fiefs, alleutz, ou rentes, à deuſe de en deſfulte de payement ſe pouoir retraire tant aux rentes, comme aux heritaiges mis en contrepan, ou au tiers auent, ſelon que les eſcripts peuuent contenir, pardeuant les iuges, qui cognoiſtre en deburont, le poſſeſſeur d'iceulx fiefs, alleutz, ou rentes ſignifiez, comme il appartient, pourra ou aultre en ſon nom, dedens les ſeconds plaix enſuyuants, qui pour ceſte cauſe ſe deburont tenir ordinairement, venir payer les arieraiges & deſpens raiſonnables, & partāt l'execution ou retraicte debura ceſſer, la rente demourer en ſon cours & les lettriaiges en vertu.

Item. Se aucuns doyens rentes ſur fiefs ou alleutz, ſe preſument de meſcongnoiſtre icelle rente, & par proces fuſt trouuē autresfois l'auoir payé, il en ſera à pugnir, par le iuge ayant de ce congnoiſſance, comme d'auoir retenu l'aultruy indeuement.

Touchant aduis de pere & mere. Chap. xcvi.

Item. Que peres & meres pourront pourueoir leurs enfans de leurs biens, fiefs & heritaiges: par aduis que lon dit de pere & de mere, reuocable & irreuocable du ſceu, gré & conſentement de leurs proxims parents & communs amys, ſans payer quelque droit ſeigneuriaux, aux ſeigneurs de qui les fiefs ſerōt tenus. Leſquels aduis (ſuppoſé qu'ils ſeuſſent reuocables) iceluz pere & mere ne pourront muer, croiſtre, amenrir, ou diminuer, que ce ne ſoit auſſi ſouffilamment, que fait & paſſé aura eſté, par l'accord d'aucuns leurs parents & communs amys.

Item.

Item. S'il aduient que pere & mere ayent fait, & passé leurdit aduis, & icelluy soit en tout ou en partie irreuocable, de là en apres ils ne pourront de ce que trouué sera estre ordonné irreuocable, faire don, vendaige, ne alienation, en maniere quelconque.

Item. Que se apres les ordonnances & portions, par aduis de pere & de mere, à fils ou filles, pour eulx & leurs hoirs à tousiours, il aduient que celluy fils ou fille termine de vie par mort auant pere ou mere, delaisant enfans de leal mariage, iceulx enfans prouffiteront de l'ordonnance & portion, faicte à leur pere & mere, comme se viuans estoient.

Item. Que peres & meres de leurs biens, fiefs & heritaiges ne pourront faire ordonnances par renuoy, qui soit contre la loy du pays de Haynault. Et que se ainsi se faisoit ledit renuoy ne sortiroit effect, & y succedera celluy, qui par droit & la loy dudit pays succeder deburoit, demourant neantmoins le surplus dudit aduis, qui ne sera cause cōtre la loy, en son entier effect.

Touchant les recors des conuens de mariage.

Chap. xcviij.

Item. Quiconques voudra approuer conuens de mariage en la court à Mons, il debura ce faire endedens le terme de dix ans, apres les pmisses dudit mariage faictes: ou le remettre à serment du prometteur se faire le veult, ou le referer, & ledit terme expiré, il ne sera receuable.

Item. Et à ceste fin, quant celluy qui voudra auoir record, debura faire sa plaincte, & faire signifier sa partie, en denommant ceulx dont il se voudra ayder, pour approuer son fait, au iour seruant. Et le respondant vient requerir repetition de la plaincte, le plaidant sera tenu le faire, pour entendre l'accord ou discord des parties, & ordonner commis, pour ouyr les tesmoings du poursuyuant, & mesmes les mariaulles comme autres tesmoings singuliers, contres lesquels mariaulles, au iour seruant, la partie deffendante pourra faire reproches de bouche, se estre y veult, pour y ordonner par la court, comme il appertendra.

Item. Et se la partie deffendante ne venoit ouyr la plaincte, pourra ledit plaidant durant le siege desdis plais, requerir auoir commissaires, pour ouyr lesdicts mariaulles, qui luy deburont estre administrez, nonobstant l'absence de partie deffendante, & se le deffendeur vient en tēps deu, remonstrer en ladicte court, que aultres mariaulles y auoit eu que ceulx denomez par le dict plaidant, & veuille requerir que ouys soient, il les debura illecq denōmer, & faire adiourner à certain iour ensuyuant, pour par les commissaires estre ouys, comme les aultres à ses despens, & de tout faire rapport à nostredicte court.

Item. Et se ledit deffendeur vient à son intention, rauoir debura sur ledit poursuyuant, ce que payé en aura aux commis, clercq & sergent: pour lesdictes mariaulles auoir adiourné, ouy & escript leurs depositions, à la taxation de la court.

Item. Et afin que ceulx qui voudront poursuyuir leur droit ne le laissent pour doubte des grans frais: ils ne seront tenus payer que la moitié du taux en autre proces, sauf que le greffier aura pour son droit d'intēdict quatorze soulz, & pour chascunes mariaulles qui seront ouys en tesmoignage, quinze deniers tournois, cōme il est accoustumé d'auoir pour autres tesmoings:

Item. Neantmoins, si tels prometteurs en don de mariage, pendant lesdis dix ans, faisoient aucunes recongnouissances, de ce que prommis auroyent, & il en apparust à souffisance, ils en seront poursuyuables, sans en faire record apres lesdis dix ans passez, pourueu que la poursuyte se feist en dedens dix ans apres ladicte recongnouissance.

Item. Que homme ayant prommis à son mariage, le dernier viuant tout tenant ou faire & passer ruestissement, ne pourra faire ne passer testament au preiudice de sa femme, sinō pour choses salutaires, iusques au tiers des meubles, les debtes desdictes.

Item. Se vng homme chasse sa femme de luy, & elle s'en plainct à iustice, requerant auoir adresse, luy debura estre ordonnee & adiugee prouision raisonnable, pour son viure & entretenement.

Touchant les transports & rappors des biens meubles & heritaiges. Chap. xcviij.

Item. Que es rappors & seurtez, qui se feront des heritaiges, pour rentes viagieres, pour censés ou accomplissement de sentence, n'y cherra point de serment.

Item. Que en toutes obligations, rappors, transports ou seurtez d'heritaige ou de meubles, que on fera en nostredit pays de Haynault, les causes pourquoy elles se font, soyēt exprimees, en faisant serment par ceulx qui les feront, & que faictes les auront à bon, iuste tiltre & lealles causes, & non pour nuls de leurs leulx crediteurs vouloir frauder, baretter, ne eslongier de leur droit, comme aussi deburont faire ceulx au prouffit de qui icelles obligations, rappors,

Couftumes generales de Hainault

transports ou feuretez se feront. Affçavoir que à bonne & iuste cause le recepueront, & que point de fraude n'y auroit eu, Et se tels sermens n'estoient inferez eldis rapports, il se pourroit recouurer, par record souffissant en forme, soit auant ou apres le proces encommenché.

Item. Que se aucuns auoyent fait serment, & que apres il fust trouué qu'ils auoyent faulsé de leur foy, ils en deburont estre pugniz à l'arbitraige du iuge & l'exigence du cas.

Item. Se ceulx pour lesquels tels rapports se ferôt, ne sont presens à iceulx faire, ils deburôt faire ledit serment, quant & toutesfois que requis en seront, de personne à qui ce peult & pourra toucher, pardeuant iuge competent. Et si estoit absent, ou alle de vie à trespas, auant que requis en eust esté, leurs hoirs succeffeurs, ou ayans cause, ne deburont estre cōtrainctz audit serment faire.

Item. Que és vendaiges & dons absolus, que aucunes personnes font à leurs voisins ou autres, n'y appartient point de serment, pourueu que la chose vendue ou donnee, soit emporté.

Item. Si aucuns seigneurs obligez en pention, veullent faire seurté de rapport, de vaisselle ou ioyaulx, par les mains d'aucuns leurs seruiteurs ou familiers, ayant lettres & cōmandement especial de ainsi le faire, icelluy seruiteur & familier en faisant ledit rapport & seurté, sera tenu faire serment, que ce qu'il fait est sans fraude, sans que l'achepteur soit tenu d'en faire quelque serment.

Item. Vng rapport de biens meubles & bestailles se debura faire par le debteur, en la main du creditur, en les declarant & monstrât au doigt & à l'œil, & si debura faire retenue de louer, pour six ou douze deniers le mois, ou aultre tel pris, que bon semblera aux contractans.

Item. Pour rapport, vendaige ou don d'auestures en terre, le debteur debura chascune piece montrer & rapporter par l'œil de l'aduecture, en la main du creditur ou homme de par luy. Et debura lon present escheuins faire ledis transports, & aussi de vaisselle, robbes, chapperons, & autres biens meubles portatifs, comme lon fait les transports pardeuant hommes de fief, en faisant les sermens suldis, autrement ledis rapports ou transports ne seront tenus pour vaillables.

Item. Pour accomplir vng vendaige ou don absolut de biens meubles ou bestailles conuiee par le védeur, ou donateur les parties deliurer, mettre, bailler & ceder és mains de l'achepteur, ou celluy à qui ledit don seroit fait, greant & accordant, que cestuy ou ceulx à qui cedez seront, en puissent faire, & facent leur plaisir, comme de leur propre chose. Et ainsi les doit ledit acheteur, ou celluy à qui cedez seroyent, prendre, recepuoir & emporter. Et quât est d'auestures en terre, le ceder y transporter par le poil, comme dit est.

Item. Si aucune poursuyte se fait, pour auoir payement ou accomplissement d'aucune rente ou pention viagiere, & partie poursuyuante veuille mescongnoistre ou ignorer les viaiges estre viuans, le poursuyuant debura prouuer, que ledis viaiges, ou les aucuns fussent viuans, au iour de la traicte & poursuyte.

Item. Se vng homme met ou baille en nom de gaigne aucuns biens pardeuers aultuy, pour les sauuer d'aucune debte, qui debura à vng aultre, celluy ayât l'obligation, pourra védre iceulx biens, pour la debte y recouurer, pourueu que celluy qui a les biens, en eust rapport, & transport souffissant fait & passé pour cause raisonnable & deuë.

Item. Se vng homme est obligé à payer certaine debte, à iour ou terme, & que avecq luy y ait aucuns autres obligez, comme pleges, & que le principal debteur innoue le contract avecq son creditur, en prorogant le iour, ou conuertissant son deu en aultre marchandise, en ce cas les pleiges en seront quittes, & deschargez, n'estoit que la pleigerie fust aussi renouvellee.

Item. Puis que le iour d'un recours est assigné, il se debura tenir, ou autrement le dernier recherisseur, le iour assigné & passé, ne sera tenu, & ne pourra estre contraint à prendre & accepter le marchié, se faire ne le veult.

Item. Se aucuns sont obligez sur peine, moitié au seigneur & l'autre moitié à la partie, se l'un des obligez donne route à peine au seigneur, faire le peult. Mais si en descheoit, il en sera tenu de payer toute la peine au seigneur. Et neantmoins sera tenu de payer la moitié de la peine à la partie, qui aura obtenu avec frais & despens.

Item. Que les enfans estant en pain de pere & de mere, ou en minorité, ne se pourrôt vaillablement obliger, en quelque pention, rente ou aultre debte.

Touchant la venerie & conduicte des bracconniers. Chap. xcix.

Item. Que nuls seigneurs ne autres ne se ingerent, ou auanchent, en nostredict pays de Hainault faire nourrir chiens, és eglises, cours & maisons d'icelluy, ne par quelque aultre laboureur d'icelluy

d'icelluy pays, sur l'amēde de dix libures tournois, à nostre prouffit, ou du seigneur vassal, sous qui ce aduendroit, tant par celluy, qui ainsi en vseroit, comme par cestuy qui lesdis chiens recepuroit & nourriroit. Et si noz officiers estoient deffaillans d'en faire l'execution, nostredit grant bailly le debura faire, se n'estoit qu'lesdictes eglises de leur gré & consentement voudroyent nourrir lesdis chiens, auquel cas ils n'encheront en quelque peine ou amende.

Item. Que nulz braconniers ne s'auancent de prendre, ou leuer quelque chose de prouffit, pour prinse de loups, sur lesdictes eglises, leurs cours & maisons, laboureurs, ne sur aultres de nostredit pays de Haynault, ne sur leurs blanches bestes, se n'est qu'ils ayent le leur, & que de ceste prinse ils ayent lettres souffisantes de leurs maistres du lieu & place, là où il auroit esté prins, & du iour. Lequel louvier, se la prinse se fait ne pourra pourchasser, que vne lieue à la rōde, du lieu là où il l'auroit prins, ne prendre au plus prochain foncq de blanches bestes, que vng mouton au plus, quelque nombre de chienesse qu'il y puiſt auoir. Et le pourra le censier rachepter, de .xx. l. tournois, & sur chascun foncq de telles blanches bestes, ou en desēure, pourront prendre deux soulds tournois, & non plus, sur encouure tous ceulx qui feront au contraire, en l'amende de dix libures tournois, avec se faire restitution à partie.

Item. Que nulles chienesses, en nostredit pays de Haynault, ne pourront venir en icelluy nostre pays, faire quelque despence ne dommaiges ausdictes eglises, maisons, & cours d'icelles, ne aussi ausdis laboureurs, ne manans nourrissans blanches bestes, ne sur autres. Et au cas que autrement en sera fait, celluy ou ceulx qui fera au contraire, sera encheu en l'amende de dix libures tournois, & si sera tenu d'en faire restitution à partie.

Des braconniers, faulconniers, loutriers & aultres. Chap. c.

Item. Que nulz braconniers, faulconniers, loutriers, louuiers, perdriseurs, menestries, cheuaucheurs, messaigiers, ne aultres, soit qu'ils soyent à nous, ou à aultruy, se ingerent, ou auancent de aller aux eglises ou abbayes, en nostre pays de Haynault aussi à leurs cours, & maisons de leurs censiers, ne des aultres manans en icelluy pays boire, menger, ne faire quelque despence, sinon de leur gré & consentement, sur semblable amende de dix libures tournois.

Des coruuees. Chap. ci.

Item. Si aucuns deffusdis, ou personne de par eulx, se auanchoient, pour quelque cas que ce soit, de prendre aucuns biens, ou gaiges des censiers, ou personnes desdictes eglises, ou autres laboureurs, & bōnes gēs, ayans blāches bestes à nourrissement, pour auoir aucun deu de prinse de loups, autrement que dict est dessus, ceulx qui ainsi en feroient, seroient fourfais & encheuz en telle correction, que d'auoir fait le sergent sans commission. Dont les officiers du lieu, à qui iustice ce escherra debura faire, & auoir la correction & constraincte. Et en cas de deffaulte, nostredit grant Bailly, sans toutesfois admenrir les droix de venerie heritable, en icelluy pays a ioy & vſé anciennement de tout tēps, pour luy & ses predecesseurs, veneurs heritables, ne aussi diminuer les droix de louuiers, & loutries.

Itē. Que aucun ne se ingere ou aduance de demander, prendre, & recepuoir de chariot, ou de cheuault, ne autrement ausdictes eglises, ne à leurs cours & maisons, ne autres laboureurs, & manans de nostredit pays, sauf pour nostre fait, & que de ce en ait lettres de certification du recepueur general de Haynault, signee de sa main ou de son lieutenant, esquelles soit declaré le nom du censeur ou laboureur, de qui on voudra auoir la coruuee, & la cause pourquoy ce escherra à faire, sur encheyr en l'amende de dix libures tournois, chascun qui fera le contraire, & en vser comme deuant, en quoy ne seront comprinses les coruuees heritables deuës aux vassaulx par leurs subgects, ou autres, soit à cause de leurs personnes, ou des heritaiges, de ce chargiez.

Item. Que lesdictes eglises, leurs censiers, & autres seruiteurs pourront sans plain reffus d'icelles coruuees faire, se ils n'en ont telles lettres, que deuant est dit. Et si aucuns les vouloiet constraindre, ils pourront incontinent de ce faire plaincte à la iustice du lieu où ce aduendra, afin qu'il y soit diligemment pourueu à la raison: & par execution de ladicte amende de dix libures tournois, & si ne sera restitué, par son maistre, de la coruuee qu'il en aura fait. Et en deffaulte de ladicte iustice, & officier, à qui ladicte complaincte sera faicte, nostredit grād Bailly debura pourueoir sans nul deport, en prenant lesdictes amendes à nostre prouffit.

Couftumes generales de Hainault

Item. Que nuls tauerniers, hostes ne autres, ne prennent gaiges en garde d'aucuns biens meubles & cattels, venans des eglises, des maisons de leurs censiers, ne quelques autres laboureurs, & manans, oudict pays de Haynault, à peine de perdre ce que presté, ou creu auoyent, & le gaige rendre & les fraix à cestuy qu'il appertendra. Et par dessus ce encores en semblable amende de dix libures tournois, pour chascune fois qu'il fera le contraire.

Item, Que aucun ne pourra en nostredit pays pour mise sus de gensdarmes, ne autrement prendre, ou faire prendre, ou leuer par force, ou contraincte, cheual d'altruy, ne pour ce faire aucun appoinctement ou composition, sur encheyr en l'améde de vingt libures tournois pour chascune fois que ce aduendra.

Du fosseur de Haynault.

Chap. cij.

Item. Que le maistre fosseur de nostredit pays de Haynault ne se debura ingerer de ouurer, ou faire ouurer, sur riuieres, & cours d'eauue, ne sur les chemins dudit pays que premierement nostredit recepueur general d'icelluy pays, ou son lieutenant, & les loix & gens des lieux à qui ce peult toucher apres complaincte ou requeste pour ce faicte, ne ayent veu les lieux & places, & en prins appaisement là où besoing sera fossier, pour l'ouuraige estre faict de leur sceu & consentement, que lors icelluy maistre fosseur, pour iceulx ouuraiges faire, debura auoir lettres de commission, du recepueur general de Haynault ou de son lieutenant. Affin que les manans dudit pays ne soyent point traueillez de fossier, s'il n'en est mestier, & que iceulx ouuraiges soyent fais & reliurez bien & deuément, pour le bien public. Et si ne pourra prendre ne auoir pour son fallaire de chascun cent piedz d'œuure, où necessité sera de ouurer, au long des riuieres & cours d'eauue, que six deniers tournois. Et pour cent piedz d'œuure, au longs des chemins, neuf deniers tournois. Lequel fallaire debura estre prins & leué sur les heritaiges & terres voisines qui seront tenus de payer le fossaige. Et ne pourra aussi mettre, ne auoir nuls ouuraiges, quels qu'ils soyent plus haulx vnis, que de quatre deniers à la liure du plus, à quoy l'ouuraige demourera par recours deuément passé, sur encheyr comme dessus, toutes & quantesfois qu'ils feront au contraire, en vingt libures tournois d'amende, & estre priué de son office, avec restitution faire à partie.

Touchant les riuieres.

Chap. cij.

Item. Si aucuns se ingeroyent ou auanchoyent, sur & contre lesdictes riuieres & chemins prendre quelque prouffit ou auantaige, icelluy visité & veu cōme dessus, debura estre cerquemanez & ordonné de telles largeesses qu'il sera veu appertener, sans deport, ou dissimulation au contraire. Et deburont les marchissans estre constrains de releuer, & à ouurer lesdictes riuieres, à leurs frais & despens endedens iours competens & raisonnables, ainsi & comme par ledit cerquemanaige, aura esté trouué appertener faire.

Item. Que tous ventailles, & feuvvyes qui sont sur lesdictes riuieres, serōt & deburont estre mis en telle haulteur & estat qu'il appertient, sans iceulx haulchier en perpetuité & à tous iours, se necessité patente congneue n'estoit au contraire & que tous les samedys de l'an, depuis noefne iusques au lundy apres soleil leuant, & toutes les octaues de l'an, chascun sera tenu à ouurer, & laisser courir lesdictes riuieres, ledit temps durant, sur l'amende desdis soixante soulds de loix à nostre prouffit.

Item. Que à Conde au desoubz du chasteau, là où la Saifne deschent en Lescault planques deburont estre mises, pour l'eauue auoir telle haulteur que les nefz puissent descendre, & monter de la Saifne, en Lescault sans fault. Et affin que lesdis nefz puissent aller & passer sans defquerquier, de Mons à Tournay, à Mont pour le prouffit & vtilité du commun peuple de nostredit pays.

Item. Que aucun ne se ingere ou aduance planter aucuns arbres entour lesdictes riuieres, à vingt piedz du cours d'icelle. Et si aucuns en estoyent plantez, deburont estre ostez, affin que empeschement ne soit fait au cours d'icelle.

Item. Que se pour le bien cōmun dudit pays, il estoit perceu que besoing & necessité fust, faire venir la Saifne en la riuere de la Trouillie, debura ce estre fait soubz semblable ordonnance, & par la maniere que dessus est dict.

Item. Que aucun ne se ingere ou aduance, de getter aucuns descombles, fiens, ordures, cédres, ramouneries, ou autre chose qui puist faire empeschement esdictes riuieres, en quel lieu & ville que ce soit, sur l'amende de trente soulds tournois, à conuertir le tiers à nostre prouffit, &

& les deux autres tiers, en l'ouuraige de la retenüe desdictes riuieres. Entendu que se l'amende escheoit dessoubz la iustice d'aucüs vassaulx subgectz, auoir debura la tierce partie, qui soubz luy cherroit. Laquelle amende dudiçt tiers debura estre iugie par escheuins & non aultres.

Item, Que sil eschoit, que mestier fust esdictes riuieres faire aucuns nouueaux ouuraiges, debura de ce estre fait remonstrance au recepueur general de Haynault, qui par l'aduis & conseil de nostredict grand Bailly, & aussy des seigneurs du conseil, pour y donner prouision, & mettre ordre ainly, & par la maniere, que lors sera veu appertenir.

Item, Que nul ne se ingere, ou auance de pesquyer d'aucüs harnas es eauues de nostredict pays, se ce n'est de la maille du compte, sur l'amende, de soixante soulz blancz, & le harnas perdu.

Item, Aucuns ne prennent becqueteaux du fours de l'eauue, sil n'a douze pouchz ou plus, ne aussy roches qu'ilz n'ayent quatre pouchz & demy, vendoisés cinq pouchz, braismeaux sept pouchz, auteneaux huit pouchz, barbeaux dix pouchz, & tenriaulx de vng denier, sur l'amende de soixante soulz blancz, & perdre le poisson & harnas.

Item, Que aucun ne prende roches du quinziesme iour D'auril iusques au my May, vendoisés du quinziesme Feburier, iusques au my Mars.

Item, Que nulz ne tende nasses, de bras ne pareillement bouchelles, acquises de vers sur ladiçte amende, de soixante soulz.

Item, Que aucun ne tende que vng sacqueau villerech, sur soixante soulz, & le sacq perdu, se il ne tient plus de vne censse de vng seigneur, & tede en fiefz de son compaignon. vii. resques d'eauë, & six vingtz destres de loing, ou plus. Et se plus pres estoyent trouuez, celluy qui d'arain auroit tendu, sera à soixante soulz blancz d'amende enuers nous, ou le seigneur dessoubz qui il fourferoit.

Item, Que aucuns ne tendent à la repentise du sacq de son compaignon à soixante destres prez, ne pareillement es riuieres, es ventailles ne aux rabas de harnas d'osieres, tant que blanche eauë dure, sur l'amende dicte.

Item, Que aucuns ne tendent harnas à valles de prairies, ne de marez, ne aussy lieue aultre harnas, que le sien, qui daghe en riuere courante, sur l'amende dicte & le harnas perdu.

Item, Que ceulx qui pesquent au hanzin ne riuette, ne pourront pesquier, ne riueler en riuere de censse, se ce n'est par le gré du seigneur à qui est la riuere, & du censsier qui le tient, sur soixante soulz d'amende, & le harnas perdu. Ne aussy pesquent au hanzin de vne amorse, de rispe, ou de saueurs, qui feront à cement, sur ladiçte peine.

Item, Que l'on ne pourra mettre lin, ne chanure esdictes riuieres, ne en eauë courante, sur cinq soulz d'amende, & les lins, & chanures confiscuez.

Item, Que les sergens de la recepte generale de Haynault ne pourront tenir censse de riuere courante, sur soixante soulz d'amende, & ne se pourront tenir à montees ne rauallees, ne aussy donner congé, ne lice, sur peine de priuation d'office.

Touchant la iustice des boys & forestz.

Chap. ciiii.

Item, Que toutes personnes se pourront traire à quelque seigneur, ou iustice qu'il leur plaira, en nostredict pays de Haynault en ocquison de boys & de hayes, pour quelque cause que ce soit, sauf pour les boys des trois francz forestz de nostredict pays, asscaoir Mourmal, Vicongne, & Brocqueroye : sans ce que nostre Bailly des boys, ne ses officiers & sergens en puissent bailler quelque empeschement, à ceulx qui les traictes feroyent, sur encoure enuers nous, en la peine, loix & amende de cent soulz tournois : par ceulx qui feroyent le contraire, pour chascune fois qu'ilz le feroyent. Et aussy de l'empeschement mettre du tout à pleine deliurance sans coultz, & sans fraiz.

Item, Nostre Bailly des boys n'aura congnoissance de chose qui touche au boys dudiçt pays, fors tant seulement de nosdits boys, n'est que on se traye à luy. Ouquel cas il fera iustice, sans don prédre, se on ne s'y oblige, & quât aux seigneurs subgectz, ayant boys chascun aura la congnoissance en ses boys par leur iustice. Et se on leur doibt de leurs boys hors de leur iustice, ilz se pourront faire payer, par la cōstraincte des iustices, dessoubz qui les debtours seront demourans : ou en cas de reffuz ou delay, se pourra tirer au souuerain.

Item, Que noz vassaulx subgectz pourront auoir le deduiçt de la chasserie en leur franchise : en la maniere que de leur deuantrain l'ont anchienement vüe. C'est asscaoir qu'ilz puissent chasser & auoir leur deduiçt & prendre toutes bestes sans tendre, filz n'y ont la iustice, par

Couſtumes generales de Hainault.

tout noſtre dicte comté de Haynault, excepté auſdictes trois foreſtz, Mormal, Vicongne, & Brocqueroye, & auſſy Proteberge, & les boys de Mons, qui ſont à nous. Combien qu'il & ne ſont deſdictes trois foreſtz, avec vvillehont de commun tant ſeulement. Et ne pourront, ne deburont chaffer rouges beſtes, fors en leur ſaiſon, ſy comme cerfz de l'entree de May, iuſques à l'exaltation ſaincte croix. Et les bices de la ſainct Remy iuſques à l'entree de quareſme, & ſainſy eſtoit que on les prenift hors deſdictes ſaiſons, ceulx qui les prendront, ſeront en l'amende enuers nous comme ſeigneur ſouuerain, pour le cerf à ſoixante ſoulz, & pour la bice à quarante ſoulz. Et ſy ſeront auſſy francqz de ladicte challerie, avecq les deuantdictes trois foreſtz, la Haye le conte tenant à Brocqueroye, le boys de Gerlentrau, & les boys que on dict de Louegnies.

Touchant la longueur & grandeur, que deburont auoir fagotz, faiſſeaux, & aultres ſortes de boys, que l'on fera pour vendre & liurer à noſdits ſubgectz, pour leur uſance, & chauffaige.

Chapitre cv.

Item, Que nulz marchans de boys à taille ſoit de nous, ou de noz ſeigneurs ſubgectz, ne auſſy ouuriers, boſquillons, ne aultres, quel qu'il ſoiet, ne pourrôt faire, ou conſentir faire quelques ouuraiges pour vendre qu'ilz ne ſoyent telz, & de loyure & cloyure qu'il ſ'enſuyt.

Item, Aſſcauoir que les velourdes deburont auoir ſept paulmes de cloyure: & en chaſcune, deux lanchars de neufz piedz de long & eſconnier pourſuyuant à celluy loyure ſans fourrure nulle en ladicte velourde, fors deſeure, & de telle qu'il cherra deſdits lanchars par deſſoubz allant ſy hault que pourront deſeure leſdits piedz.

Item, Les grandz fagotz deburont auoir de loyure huyt paulmes de cloyure, & en chaſcun deux lanchars de ſept piedz de long & eſconniers ainſy qu'il appertient, & que leſdits fagotz, l'on ne puiſt fourrer de flecquiere, ne d'aultre choſe, que de la meſme laigne. Et pareillement doibuent auoir vvaugrin, telle muiſon de loyure & cloyure, comme ont fagotz, ſans ce que eſdits vvaugrin, leſdits marchans ne ouuriers puiſſent mettre flecquieres, ne aultres ordures que de pure laigne & geneftre.

Item, Que les cours fagotz, qu'on appelle fagotz marchans, deburont auoir neuf paulmes de cloyure, & longueur de faiſſeaux, c'eſt trois piedz & demy, qu'ilz ſoyent eſpinchiez. Pareillement que ceulx, qui faire voudront picqueuz pour vendre, les feront tous eſpinchier, & de telle loyure & longueur, que faiſſeaux doibuent auoir, & qu'ilz ſoyent loyez de deux harz.

Item, Et combien que par cideuant il ait eſté deſſendu de faire petis fagotz, que l'on appelloit mariolez, neantmoins, pour la conduicte de noſdits ſubgectz, auons conſenti & cōſentons, que leſdits petis fagotz ſe puiſſent faire, moyennant qu'ilz ayent ſept paulmes de loyures, & cloyures de deux piedz & demy de long, eſtoſſez de deux pelz, chaſcun de telle longueur que dict eſt, & de puraine laigne eſpinchie, ſans nulle aultre fourrure y entremeſſer.

Item, Et pour ce que nous ſommes deuëment aduertiz, que nonobſtant leſdictes deſſences & ordonnances qui ont eſté d'anchienneté, les marchans & boſquillions y contreuient iournellement, quant auſdictes cloyures & longueur, & meſmes quant auſdictes fourtures, ſans que les officiers facent debuoir d'en faire la viſitation & correction, nous ordonnons & cōmandons à tous officiers, tant commis de par nous que par noz vaſſaulx, de faire extreme debuoir & diligence, de viſiter leſdits fagotz & ouuraiges ſuſdits & qu'ilz procedent à la correction de ceulx qu'ilz trouueront auoir contreuenu à noſdites ordonnances, par les peines cy apres declarees. A peine d'encourir par iceulx officiers, & chaſcun d'eulx, & à chaſcune fois qu'ilz en ſeront trouuez negligens ou en deſſaulte, en l'amende de trente trois libures blancs. En ordonnant à noſtre dicte grand Bailly, d'en faire l'inquiſition, & de proceder contre leſdits officiers, qui ſeront negligens, ou en deſſaulte à l'execution de ladicte peine: dont le tiers ſera applicqué à noſtre prouffit, & le tiers au denonciateur ou accuſateur, & l'autre tiers à l'officier qui en fera l'execution.

Item, Que routes aultres denrees & ouuraiges de boys, dont cy deſſus eſt touché, ſeront entretenues ſelon les cloyures & vſaiges accouſtumez, & que nulz ne vendent lattes ne tilleutz, fors de telle loyure, cloyure, & longueur, que l'on a vſé d'anchienneté, ſur les peines que deſſus.

Item, Que nulz chartons ne ſe auanchent de prendre lanchars és velourdes & fagotz mis en quanes, és tailles des marchans, au dommage de ceulx à qui on liure leſdits fagotz & velourdes,

des, que ce n'est pour loyer leur charree. Et ce qu'en osteront lefdits chartons, ilz le laissent avecq la laine à descharger. Et qui en vsera au contraire, il en sera pour chascun l'anchart ainsy prins, à dix soulz blancs d'amende, avecq le dommage rendre au marchant.

Item, Quiconques sera trouué en deffaulte desdits ouuraiges, faire & ouurer ainsy & telz que dict est, les marchans, ou marchant de la taille, où la deffaulte sera trouuee, seront encheuz en fourfaiture de l'amende de soixante soulz blancs, & la laine perdue & acquise à nous. Et avecq ce l'ouurier en qui gist l'oeuvre deffendue, sera encourru en l'amende de trente soulz blancs. Et sera tenu de rendre le dommage à son maistre, ou cas qu'il l'ait fait sans son commandement, dont seront creuz le sergent & garde de boys par serment. Et seront tenus les officiers de noz villes, de faire visiter lefdits fagorz, & laines, quant ilz viendront à vente esdictes villes, pour scauoir sil y a fourture ou aultre faulte, & proceder sur les delinquans, par les peines susdictes.

Item, Et pour à ce prendre plus grand garde, affin que les marchans & ouuriers n'y meffacent, au preiudice du commun peuple, commetons tous les sergens dudit office des boys, demourans en nostredicte ville de Mons, & es villes baptices, seront commis certains regars sermentez par les baillyz des lieux & escheuins, pour lefdictes laines & oeures gaugier & mesurer, soit d'office ou de la requeste de ceulx qui complaindre se voudront, & se faulte y trouuent, en faire rapport aux iusticiers, ausquelz la congnoissance en appertiendra, pour la pugnition des transgresseurs, parmy le fallaire raisonnable, que auoir en debura, à l'ordonnance dudit office.

De la franchise des cheualiers & nobles en Haynault.

Chap.cvi.

Item, Que tous nobles hommes cheualiers, ou enfans de cheualiers en dessoubz de vingt-cinq ans, pour actions criminelles & ciuilles se deburont traicter & poursuyuir en la souueraine court de Mons. Et sil y a entamement de proces, soit pour apprehention, pour mesvz, ou pour quelconques debtes, par deuant aultre iustice, que nostredicte court de Mons, ilz pourront decliner le iuge, & faire plainte de reuocation en ladicte court à Mons, pour illec estre poursuyuz & traictez, & non ailleurs.

Item, Que sy vng filz de cheualier se marye, ayans enfans apres luy, venu à l'eaige de vingt-cinq ans, & depuis soit fait cheualier, ses enfans iasoit qu'ilz ayent esté nez apres vingt-cinq ans & deuant, ou depuis que le pere seroit deuenu cheualier, iouyront en tous cas de preuilleige de noblesse, comme enfans de cheualiers.

Item, Que vng cheualier, ou filz de cheualier soubz vingt-cinq ans, ne sera tenu de faire parchon à ses enfans, quant il se remarye à autre femme: Mais sil prenoit femme, qui eust eu espoulé vng cheualier, ou filz de cheualier mort, soubz ledict eaige de vingt-cinq ans, qui eust enfans, icelle femme fera parchon.

Item, Se cheualier se alioit à femme non noble, puis mourut le cheualier laissant sa dame & hoir viuant, & icelle dame se remariait à homme non noble, elle ne sera point de parchon, & sy ne iouyra de la noblesse de feu son mary.

Item, Se femme, qui cheualier auroit eu espoulé, se remarioit à homme de preste, qui marié eut esté, & eussent tous deux enfans, la femme ne seroit parchon à ses enfans: mais l'homme le seroit. Et se depuis aduenoit que ladicte femme allast de vie à trespas, delaisant de son dernier mariaige enfans, & ledict homme de preste se remariait, icelluy homme fera parchon à ses enfans.

Item, Cheualier ne consignera point pour homicide ses meubles, ne ses reuenüs de l'annee: Mais sil faisoit occision, & partie le voulüst poursuyuir, nostredicte court de Mons fera proceder contre luy, par iugement d'icelle court, quant à partie interessée, ainsy que contre vng aultre, selon qu'il en apperra.

Item, Se vng cheualier pert sa femme dont il n'ait enfans, il demourera en tous ses biens meubles, sans faire parchon, se fait especial n'y a au contraire. Et pareillement la dame, apres le trespas de son seigneur & mary.

Item, Cheualier ou filz de cheualier, soubz l'eaige de vingt-cinq ans, sera francq & exempt, en ensuyuant la coustume generale, de payer tailles, subsides, ou toulieux, cauciage, forage, afiz, & maltortes de vin: Mais sil achetoit ou reuendoit vin, ou aultre denree, il en debura comme marchant en ce cas payer ottel droit comme vng aultre marchant.

Item, Combien que le filz de cheualier ioyffe, par ladicte coustume de franchise, de noblesse,

Couftumes generales de Hainault.

de cheualerie, iufques à vingtcinq ans, toutesfoys, se apres lefdits vingtcinq ans il ne deuient cheualier, il ne iouyra desdictes franchises, ne ses enfans nez au parauant lefdits vingtcinq ans, ou depuis. Tant fauf que se il est possellant des terres & seigneuries, où il ait la haulte iustice, & qu'il y soit demourant, il ne sera tenu de payer ayde ne taille: Mais s'il commettoit homicide en la iustice mesme, il consignera ses meubles, & la reuenuë de sadicte terre vng an, à celluy de qui il tient sadicte seigneurie, & sy ne se pourra de cause ciuille dont on le voudra poursuyuir par deuant le iuge ordinaire ou subgect non plus deliurer que ne feroit vng homme de prest.

Item, Que filz de cheualier incontinent qu'il sera venu à naissance, sera tenu hors de pain, & que s'il faisoit obligation luy venu à son eaige de vingtcinq ans, iasoit que ses pere & mere feussent viuans, telle obligation vaudra, & en sera poursuyuable nonobstant la noblesse & court, aussy seront telz enfans de debtes à aultres, par leur pere & mere mariage tenant poursuyuables, en prendre succession pour le tout.

Item, Semblablement sera fait & entendu des filz des enfans males de cheualiers, iufques à vingtcinq ans: Mais se à vingtcinq ans n'estoit cheualier, de là enauant leurs enfans seront entendus estre en pain, iufques à ce que par fait especial, ilz les en auroyent mis hors, comme aultres gens communs font, & peuuent faire, ou que maryez seroyent, ou pere & mere trespassez.

Item, Que se seigneur contre seigneur ont different pour le marchissement de leurs terres & seigneuries, ilz, ne leurs Baillys ou preuostz, ne pourront vser de prinse, à ceste cause l'un sur l'autre, ains en deburont faire les plainctes & poursuytes, par deuant iuges competens, sans pouoir attenter quelque voye de fait, par prinse ne autrement.

Item, Pour euitier aux debatz qui pourroyent aduenir à cause des cas appartenantz à haulte iustice, moyenne & basse, auons déclaré & declérons, que le cas de haulte iustice est esroller, pendre, boullir, ardoir, enfouyr, flastrer, couper membres, banir, & troene de vassiaux delz, droit d'aubanté, de bastardise, auoir, extrayre loix de sang & amêdes. Et que les cas de moyenne iustice sont, ce dont escheuins & hommes peuuent & doibuent iuger & congnoistre, non compris soubz les cas de sadicte haulte iustice. Et de la basse iustice sont de receuoir, & passer les desheritemens & adheritemens des heritaiges, & d'auoir cens & rentes fonciers, sur iceulx heritaiges, & les pouoir retraire en faulte de payement. Et à ceste fin auoir officiers selon la coustume de lieux.

Des biens qui deburont estre tenus pour meubles ou heritaiges.

Chap. c. vii.

Item, Toutes choses qui sont en vng chasteau, d'armure part, d'engien d'artillerie, sera selon la coustume, tenu pour heritaige, & toutes choses qui sont seruantes à vne chappelle, estant audiect chastel, & mesmement les aornemens d'autel.

Item, Le moelle du moulin, celluy de deseure sera tenu pour meuble: & celluy de dessoubz, & tout ce qui y tient, sera tenu pour heritaige en ensuyuant la coustume.

Item, Tout ce qui appartient au corps du moulin au vent, pour tourner ou mouldre, sera tenu pour heritaige. C'est assçauoir tout ce qui tient ensemble: Mais les corbilles, boiteaux, & hostieux portatifz, seront reputez pour meubles.

Item, Que poisson d'un viuier, incontinent le tampon tiré pour pesquier, sera tenu pour meuble, & au parauant ledict tampon tiré pour heritaige.

De ceulx qui seront tenus à la refection, & entretenemens des eglises.

Chap. c. viii.

Item, Que tous parochiens, posé qu'il y ait diuerses seigneuries, seront tenus de contribuer aux refections de leurs eglises parochiales, assçauoir de la nef, clochier, & chimitier sans en ce comprendre les heritiers residens endehors d'icelle paroche. Et quant à la retenuë des caueaux, cela se doit faire par les collateurs, s'il n'y a fait especial au contraire.

Pour le fait de ladres.

Chap. c. ix.

Item, Se vne personne est renommee d'estre entachie de la maladie de lepre, les escheuins dessoubz qui telle personne est residente & demourante, seront tenus pour leur acquit, les mener aux esprouues, aux depens des parochiens.

Item,

Item, Se icelle personne estoit trouuee entachee de ladicte maladie, on luy debura bailler pour vne fois, filz ne font du lieu, vng chappeau, vng manteau gris, vne clicquette, & vne besache, avecq luy faire son seruice. Lesquelles baghes & despens de seruice debura estre prinse sur les biens de l'aumosne, ou sur les manans du lieu des parrochiens, en cas qu'ilz n'eussent biens comperamment pour y fournir.

Item, Que la ville sera tenuë à la personne ladre faire vne maison sur quatres estacques, ainsy que a esté la coustume de faire. Et sy le pacient la veult auoir meilleure, faire le debura à ses despens, à charge de apres sa mort estre brûlée, avecq le liët & habillemens ayant serui à son corps.

Item, Si vng ladre meurt en vne ville, par faulte descheuins qui ne l'auroyent point fait vuidier en temps & lieu, sur aduertissement, lesdits escheuins en seront pugniz & corrigiez arbitrairement.

Item, Que l'on ne pourra bouetter vng suspect de ladre hors d'une ville, iusques à ce qu'il ait esté mené aux espreuues, & qu'il est iugé.

Item, Que vng ladre pourra succeder, comme vne aultre personne, & les hoirs du ladre à luy, & se peult ayder de son heritaige, comme vne aultre personne.

Item, Que vne personne qui sera iugé ladre, doibt mortemain comme se la personne fut morte, sur tel estat, que se icelluy ladre reuiet en santé, rauoir le debura, & neantmoins apres sa mort debura estre prinse mortemain.

Item, Se vne personne non natifue du lieu de sa residence, est suspicionné d'estre entaché de la maladie de lepre, les escheuins du lieu sont tenus de le mener aux espreuues. Et se telles personnes sont trouuees & iugees estre entachees de ladicte maladie, lesdits escheuins au bout de quarante iours, luy deburont faire faire son seruice, & en suyuant les mener au bout & extremité d'icelle seigneurie, au lez vers le lieu de sa nation, & le renuoyer illecq, & luy administrer & fournir les parties cy deuant declarees, sauf la demeure, en luy faisant commandement, sur peine de ban de non retourner en la seigneurie dont elle est partie. Et se telle personne y retournoit, le bannir sur peine de sa vie. Lesquelz despens d'espreuue, & de seruice debura estre à la charge du lieu de sa residence. Et se ceulx de sa nation faisoient reffus de le recepuoir, icelluy pacient en pourra poursuyuir prouision, ou & ainsy que bon luy semblera.

Item, S'il estoit difficulté du lieu de la nation ou baptesme d'un ladre, celluy doibt & debura estre receu, & à la charge du lieu de sa natiuité, à quoy deburont contribuer tous les manans des villaiges fortiffans à vne paroche, posé que appendant à icelle paroche y eust plusieurs seigneuries & iugemens.

Item, Au surplus pourront nostre grand Bailly, & lesdits des estatz aduiser toutes aultres prouisions, que leur semblera estre bonnes & necessaires, pour l'expedition, & abbreuiation de iustice, en nostredicte haulte court de Mons & aultres cours & iustices d'icelluy nostre pays, desquelles prouisions ainsy par eulx aduisees, ilz nous aduertiront pour estre par nous confirmees & approuuees, sy auant qu'elles seront trouuees vtilles & prouffitables, pour le bien de la iustice & de noz subgectz.

Lesquelles loix, status, coustumes, stils, vfaiges & ordonnances auons de nostre certaine science, & pleniere puissance confermé, ratifié, & approuué, confermons, ratifions & approuuons, & voulons estre inuiolablement entretenues, en nostredict pays de Haynault, tant en iugement comme dehors. Et se en icelle cheoit cy apres quelque difficulté, ou obscurité, nostredict grand Bailly & hommes de fiefz de nostre court, pourront vuidier, & declairer icelles difficultés & obscuritez. Et se en ce ilz ne se trouuoient d'accord, le refereront & rapporteront à nous ou à noz successeurs contes & contesses de nostredict pays, pour en faire la declaration & interpretation telle qu'il appertiondra, le tout sans desrogier aux chartres, loix, ordonnances de noz predecesseurs, dont moderation, ou changement ne seroit fait cy dessus. Lesquelles demoureront en leur force & vertu, & voulons estre entretenues, gardees & obseruees, selon leur forme & teneur. Si donnons en mandement à nosdits grand Bailly de Haynault, pers, prelatz, barons & hommes de nostredicte court de Mons (que cesdictes presentes, ilz facent en pleine audience de plaiz d'icelle court souveraine donocher & publier, & aussy enregistrer es registres de nostredicte court, & ce fait, ilz tous noz aultres iusticiers, officiers & subgectz de nostre auantdit pays de Haynault, & aultres qui ce peult & pourra toucher & regarder, entretiennent & facent entretenir le contenu, en ces mesmes presentes, à commencer du iour de ladicte publication & denonchiacion d'icelles, & iugent selon leur contenu sans aller ne souffrir

Couſtumes generales de Hainault.

eſtre allé, ores ne pour le temps aduenir aucunement au contraire, ſauf en tout, & par tout noſtre droit, haulteur, ſeigneurie & demaine : Car ainſy nous plaiſt il. En teſmoing de ce nous auons faiçt mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné en noſtre ville de Bruxelles, le quinzième iour de Mars, l'an de grace mil cinq cens trente trois, de noſtre Empire, le quatorzième, & de noz regnes d'Eſpaignes des deux Cecilles & aultres, le dixhuytième. Plus bas y a eſcript. Par l'Empereur en ſon conſeil Secretaire Penſart.

AVx plaiſ tenus en la ſouueraine court de Mons, le lundy quinzième iour du mois de Februrier, mil cinq cens trente quatre, ſur aulcuns poinçtz contenus és nouvelles prouiſions, & chartres du pays, publiques le iour ſainçt Iehan baptiſte, auparauant, ou auoit obſcurité, afin de bailler prouiſion & interpretation, a eſté conclud ce qui ſ'enſuyt.

Premierement pour ſçauoir ſe vng aeteur ou creditur faiſant adiourner ſa partie, de qui il n'auoit de ſa debte cedulle ou aultre eſcript autentique, pour conſtraindre ſa partie à liurer fin de ſa debte, que tel aeteur ou creditur pourſuyuant ſeroit ſubgeçt faire fin de deſpens, de tant que le deffendeur adiourné, ne baille aucune caution de la demande qui luy eſt faiçte.

A eſté conclud auſdits plaiſ, de tant que le deffendeur ne liure fin de la demande à luy faiçte, que ſemblablement le pourſuyuant ne ſera tenu ou ſubgeçt, liurer fin à ſes deſpens.

Item, Se vne perſonne demourant hors du pays, ſeroit tenu & entendu ſuſpeçt de fuite, & que partant pour debte à congnoiſtre non apparante par lettres, ou cedulle, comme contient la chartre, ſçauoir que on le pourroit apprehender au corps, ou arreſter ſes biens, qu'il auroit en Haynault.

A eſté conclud & aduiſé que vng tenu ſuſpeçt de fuite, pour debte à congnoiſtre, ſe pourra la main mettre aux biens auſſy ſur les biens d'vng eſtrangier, demourant au dehors du pays meſme, le apprehéder au corps, de tant que eſtrangers n'ont accouſtumé iouyr de la loy, pour pouoir faire plainte d'abandon ou aultrement, comme ſeroit vng manant du pays.

Item, Auſſy y a eſté diçt que on ne peult mettre mains aux biés, ſ'il n'apparoit par cedulle ou lettres, ou aultrement autentiquement, dont eſtoit difficulté, pour ſçauoir ſy vng trayant par lettres ou cedulles, les ſeroit tenu monſtrer à ſa declaration, veu que à ſa traicte faire ſe y ſeroit vanté.

A ſemblablement eſté conclud, puis que vng trayant faiſant ſa traicte ſe ſeroit vanté, ou faiçt ſa traicte, par vertu de cedulle ou lettres, ſera tenu au iour ſeruant faiſant declaration, de mettre oultre ſes lettres ou cedulle, en vertu de quoy ſeroit ſa traicte, ſe partie le requiert.

Item, Et que pour vieſes matieres playdoyees auparauant la ſainçt Iehan, iour de la publication deſdictes nouvelles prouiſions l'on ſe conduiroit en l'inſtruction des proces, comme d'aultres nouvelles matieres playdoyees depuis la ſainçt Iehan.

A eſté conclud, que de routes matieres miſes à monſtrances, auant la ſainçt Iehan, ſe parſurniront, & termineront, ſelon que anchiennement a eſté accouſtumé : par admonition & iour prefix, ſauf, que ſ'il y eſchiet ralongement à bailler, ſe debura demander aux commis & clerçq, comme l'on faiçt pour aultres matieres, és nouvelles prouiſions, ſans empescher la court. Et pour le ſurplus de la conduite deſdits proches, articles ſeront à enuoyer, pour faire reproches, en ſera faiçt & vſé ſelon les nouvelles prouiſions: en prenant par leſdits commis & clerçq relation des articles auoir deliurez, ſans ſur ce debuoir appeller partie, & par apres inſtruire le proces ſuyuant leſdictes ordonnances & prouiſions.

Pour ce que par chartre eſtoit diçt, que tous foedaulx, qui ſeront deuément ſignifiez & aduertis, le deburont trouuer aux plaiſ, à peine de dix livres d'amende, dont ſuyuant ce auoit eſté ſur aulcuns leuez les amendes, pour auoir deſſailly le mercredy.

A eſté conclud, que les amendes leuees ſe rendront, & au ſurplus, que d'oreſnauant tous foedaulx mandez & aduertis des plaiſ, ſeront tenus eulx trouuer les lundy, mardy, & mercredy, à lauant diſner, ſur l'amende que deſſus, ſe ainſy n'eſt qu'ilz ayent leur enſoing.

Item, Ou ſur le faiçt des ſergens par lettres eſt diçt, que pour calenges qu'ilz ſeront au commandement de leurs maiſtres ou à traicte de partie en leur lieu, auront pour chaſcune calenge ſix ſoulz, & au dehors douze ſoulz, dont ſembloit ne eſtre fallaire raiſonnable, entant que pour vng criminel conuient aulcunesfois ſeiourner deux ou trois iours, en dangier de leur vies, & neantmoins, par aultre article ſequent leur eſtoit baillé pour aller faire enqueſte & adiourner teſmoing, vingt cinq ſoulz.

A eſté

A esté conclud & aduisé, que vng sergent ayant charge d'apprehender au dehors de son lieu aucuns prisonniers criminelz, ou aultres, aura par iour vngtcincq soulz tournois.

Publié sur le marchié de Mons, le douziesme iour de Mars. Mil cinq cens trente quatre.

Loix, chartres & coustumes du chief lieu de la VILLE DE MONS ET DES VILLES RESOR-

TISSANTES AVDICT CHIEFLIEV DE MONS.



HARLES par la diuine clemence, Empereur des Romains, tousiours Auguste, Roy de Germanie, de Castille, de Leon, de Grenade, d'Arragon, de Nauarre, de Naples, de Cecille, de Maillorque, de Sardenne, des yles, Indes, & terre ferme de la mer Oceane, &c. Archiduc d'Austrice, duc de Bourgoingne, de L'otriche, de Brabant, de L'embourg, de Luxembourg, &c. Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgoingne, Palatin & de Haynault, de Hollande, de Zeelande, de Ferrette, de Haguenaunt, de Namur, &c. Prince de Zvvaue, Marquis du saint empire. Seigneur de Frize, de Salines, de Malines, Et dominateur en Asie & en Affricque, A tous ceulx qui ces presentes verront, salut. Comme plusieurs plainctes & doleances nous ayent esté faiçtes, de ce que depuis la derniere reformation, declaration & interpretation des loix & chartres de nostre pays de Haynault faiçtes en l'an mil quatre cens quatre vingts & troys, par feuz de tresexcelléte memoire, L'empereur Maximilian & le Roy dom Phelippe, noz grand pere & pere, auroyent esté introduictes practiquees, & vstees plusieurs loix, coustumes, stilz & vsaiges exorbitantes, non fondees en raison & equité, au preiudice du bien publicque d'icelluy nostre pays & de noz subgeçtz, & au retardement de la iustice. Et que à ceste cause eussions par noz lettres closes ordonné & mandé aux estats de nostredit pays de faire recueil, & mettre par escript, les loix, stilz, coustumes, & vsaiges, dont l'on a vsé iusques ores en nostredit pays, pour approuuer & confermer les bonnes & raisonnables, & reformer & corriger les desraisonnables. A quoy lesdicts de noz estats auroyentourny & obey: & enuoyé par leurs deputez par deuers nous lesdictes loix, coustumes & vsaiges par escript, en vng quayer, contenant cinq cens vingt neuf articles. Lesquelz auons fait veoir & examiner par aucuns conseillers & practiciens lettrez & experts au faiçt de la iustice, qui nous ont fait raport du contenu esdictes articles & de leur aduis sur iceulx. Sçauoir faisons que desirans pourueoir à ce que bonne & briefue iustice ait cours en nostredit pays, & que bonne ordre & police y soit obserué & gardé, au bien, soulagement & repos de noz bons subgeçtz, & eu sur ce l'aduis de nostre grand Bailly, des gens de nostre conseil, & de ceulx des estatz de nostredit pays de Haynault: & des chiefz & gens de nostre priué conseil. Et par l'aduis & deliberation de nostre treschere & tresaimée dame & sœur, la Royne Douagiere de Honguerye & de Boheme, &c. Pour nous regente & gouvernante en noz pays d'Embas. Auons sur lesdictes loix, vsaiges, stilz & coustumes fait, ordonné & statué, les declarations, modifications, corrections & interpretations qui s'ensuyuent.

Premierement de l'escheance de filz & filles par trespas de leur pere & mere.

Chapitre premier.

ITem, Que vne fille de leal mariaige, sœur germaine à son frere, aura en la succession des heritaiges de ses pere & mere, la moitié de autant que son frere en aura. Si deux filles y a, elles auront elles deux, la moitié de la succession, & leurdit frere l'aultre moitié. Et se plusieurs filz y a, & ilz ne ayent que vne sœur, ceste sœur aura en sa parchon, la moitié de autant que l'vng de ses freres auroit. Et se plusieurs filles y a, chascune d'elles n'auront que la moitié de la parchon de l'vng de ses freres: & en ceste manie,

MMM

Coustumes generales de Hainault

re en sera fait, de la succession de ayeultayon, & taye, & endeseure à droicte ligne. A tel estat que fil y auoit enfans de plusieurs mariaiges, iceulx enfans germains l'vng à l'autre, chascun mariaige, deburont succeder és patrimoines & acquestz de leur/dits pere & mere, constant leur mariaige, & vefue d'iceulx, chascun à telle portion que dessus, & ainfy de chascun mariaige, s'il n'y auoit aduis, par lesdits pere, & mere, ou condition au contraire.

De l'escheance de frere & sœur.

Chap.ii.

S'Il aduenoit que aucuns freres ou sœurs germains allassent de vie à trespas, delaisant frere & sœur viuans, ou plusieurs freres & sœurs, dont les aucuns fussent trespassez : & delaisant generation d'eulx, en ce cas lesdits freres & sœurs viuans succederont en lieu de leurs freres & sœurs germains trespassez, selon & ainfy que dessus est dict, c'est à dire deux sœurs autant que vng frere. Sans ce que les enfans de leur/dits freres & sœurs trespassez, puissent en ladicte succession aucun droit auoir, tant que frere ou sœur germains y ayt viuans. Et aussy bien d'acquestz desdits freres & sœurs, que de patrimoine, s'il n'y a condition aduiser au contraire.

L'escheance d'oncle & tante.

Chap.iii.

Les patrimoines d'oncle & tante se doibuent partir, se ilz eschieuent à leurs nepueulx & niesces par estocq. C'est à entendre que ottant y deburont auoir vng nepueu, ou niesce d'vng mariage, que quatre ou cinq d'vng autre. Et seulement les nepueulx & niesces du premier mariage, & non ceulx du second mariage, par lesdits patrimoines. Entendu que cestuy estocq, ou il y auroyent quatre ou cinq enfans, se deburont partir ausdits enfans par teste, c'est assçauoir, les filles autant que les filz.

L'escheance d'acquestz d'heritaiges & meubles.

Chap.iiii.

Item, Mais des acquestz & meubles qui escherront aux nepueulx & niesces de premier mariage, deburont ottant auoir l'vng que l'autre & chascun par teste. Car se l'vng des freres ou sœurs ausdits trespassez auoit plusieurs enfans, & l'autre frere, ou sœur, n'eut que vng seul enfant, sy se deburoit le tout partir par teste ottant l'vng que l'autre.

Et se ledict oncle n'auoit eu que vng frere ou sœur mort, qui eust laissié enfans de son premier & second mariage, ausquelz il fuit oncle, ottant auroyent en la succession d'acquest de mainferme & meubles, les nepueulx & niesces du second mariage de son frere ou sœur, que du premier mariage à departir par teste : car en tant qu'il touche lesdits acquestz & meubles, les enfans du second mariage sont aussy prochains, que les enfans du premier mariage.

Si vng homme ou femme alloit de vie à trespas, sans hoir delaisant par ses plus prochains d'vng sien frere ou sœur germaine, & enfans d'vng demy frere ou sœur, ottant auront en ceste succession les enfans dudit demy frere & sœur, que les enfans de sondit frere ou sœur germaine, c'est assçauoir esdits heritaiges d'acquestz & meubles.

Item, Se ses oncles ou tantes auoyent eu troys freres ou sœurs qui fussent morts, ayans delaisié enfans, dont les deux d'iceulx eussent esté mariez, sy comme l'vng troys fois, & l'autre deux fois, & de chascun mariage delaisent enfans, par le trespas dudit oncle, les acquestz se partiront & deburont partir des enfans desdits troys freres ou sœurs, & par troys estocqz. Assçauoir vng tiers aux enfans de l'vng de ses freres ou sœurs, qui n'auront que vne fois esté mariez. L'autre tiers aux enfans de cestuy qui auroit esté troys fois marié, c'est à dire, vng tiers de ce tiers aux enfans du premier mariage, vng autre tiers, de ce tiers aux enfans du second mariage. Et l'autre tiers, aux enfans du troisieme mariage & chascun mariage partir son tiers, du tiers par teste. Et le troisieme tiers de tous lesdits acquestz, aux enfans de cestuy qui seroit marié deux fois, sy comme à chascun desdits mariages, la moitié dudit tiers en tous lesdits acquestz, à partir par teste comme dict est, & ainfy d'autres mariages & remariages plus ou moins.

Et au regard des meubles, s'il y auoit douze enfans d'vng des freres ou sœurs au trespas, & de plusieurs mariages, se y auroyent ilz chascun ottant que vng seul enfant d'vng autre frere ou sœur audit trespas, qui seroit du premier mariage.

Du partaige de pere & mere à leurs enfans.

Chap.v.

Que pere & mere pourront de leur heritaige ordonner par partaiges à leurs enfans, filz ou filles, reuocables, ou irreuocables, par leurs aduis, & de leurs cōmuns amis d'vng costé & d'autre, sans payer droit seignourial, qui vaudra autant que d'esheritance & oeuvre de loy vailla

Id est, in stirpes iuxta opinionem Accursii & communem sine Dyni Bart. P.iii. Corne. in auth. cessante C. de legi. her. que est vera & communis sententia, maxime in feudis Albert. Bru. conf. 76. inter conf. feudalia idem Io. Fab. in S. caterium in S. de legi. agna. success. Jacob. Alua rot. c. 1. de success. feudi in vs. feud. Late Steph. bertrā. conf. 2. viso consutationis lib. 1. & latius Andr. Tiracquel. in tract. retrā. proxim. §. 11. glof. 11. dixi in annot. ad Alexan. conf. 55. no. 4. li. 4. & ad Philip. deci. in L. 3. C. vnd. legit. & plene in consuet. Paris. §. 146. quāuis aliter scripserit Zafius in nouis suis intellect. nimium verbose cōtra cōmunem voluntatem. C. M.

vailable, & aussy pourront pere & mere par l'aduis que dessus, faire partaige aux enfans de leurs enfans & generation d'eulx, & combien que ledict aduis fust reuocable, toutesfois pere & mere ne les pourront muer, croistre, ou diminuer, que ce ne soit aussy souffisamment, que fait & passé aura esté par l'accord des parens & amis.

Des parastres les enfans de sa femme mettre hors de pain. Chap.vi.

Que vng parastre ne peult les enfans de sa femme mettre hors de pain, qu'ilz ne soyent eagez, si comme les filz de xxi. an & les filles, de xviii. ans, se ce n'est par le conseil & accord de quatre escheuins du lieu & iugement, où ilz seroyent demourans, du gré & sceu d'aucuns leurs plus prochains du costé dont les heritaiges viendront, & que la cause pourquoy ledict parastre voudroit ce faire, soit par luy remonstrer ausdits escheuins & proximes. Affin que s'elle estoit iuste & raisonnable fust accordée faire, & se ainsy n'apparoit, refusé luy soit au plain de non le faire. Sauf que les filz & filles de bourgeois de Mons, doibuent auoir xxv. ans, selon le priuilege pour ce obtenu, par ladicte ville. Lequel priuilege doit, & debura demorer en sa vaille, en tout son contenu.

Des enfans sans pere & mere vendre, s'ilz ne sont eagez ou mariez. Chap.vii.

Que ieufnes enfans sans pere & mere, ne puissent vendre, alier, ne charger leurs heritaiges de mainfermes, s'ilz ne sont eagez, les filz de xxi. an, & les filles de xviii. ans, ou qu'ilz fussent mariez. S'ainsy n'estoit que ce fust pour mieulx fait que laissé, & à recours deuement, par le sceu & consentement de leurs deux plus prochains parens du costé dont lesdits heritaiges viendront, & l'accord desdits escheuins du lieu, ou lesdits enfans seront demourans. Et se recouurer ne pouoyent d'iceulx parens & besoin leur sera de faire aucun vendaige, ou cas que ce fust pour le prouffit desdits enfans, faire le pourront à recours deuement sans fraude, & par le consentement desdits escheuins: qui deburont prendre appaisement de la cause, pourquoy ces vendaiges se feront, pour l'accorder ou refuser, selon qu'ilz verront appartenir: sans deroguer audict preuilege de Mons.

De pere mere ou parastre mettre enfans hors de pain. Chap.viii.

Que vand pere mere ou parastre mettent leurs enfans ou enfant de leur femme hors de leur pain, & puis leur font louer & consentir les vendaiges des heritaiges & rentes epotiquez au droit desdits enfans, telz vendaiges & loz ne sont vailables, se lesdits enfans ne sont eagez. Assçavoir les filz de xxi. an: & les filles de xviii. ans: & souffisamment mis hors de pain ou mariez: ou que ce loz se face par le sceu & consentement de deux desdits plus proximes à ces enfans du costé, dont lesdits heritaiges viendront, par le consentement des escheuins, en la maniere dicte en l'article precedent: & aussy que cesdits vendaiges soyent faits sur cryees & à recours deuement là où il y auoit plusieurs louans, y auoir loz, les gens de loy auront pour chascun louant cinq soulz, & se deburont contenter de dix soulz, à condition, que se iceulx loz se faisoient à diuerses fois & assemblees, lesdictes loix auront ottel fallaire, pour chascune fois, à departir à chascun des mayeur, ou son lieutenant & escheuins, ottant l'vng que l'autre, sans defrogier audict preuilege de Mons.

Des mises hors de pain, par deuant escheuins. Chap.ix.

Item, Que toutes mises hors de pain se peuuent & pourront faire, & valloir par deuant les mayeur & escheuins du lieu, soubz qui iceulx pere & mere seront demourans, ou par deuant quatre escheuins dudict Mons, qu'ilz deburont valloir, pour toutes les loix sortissans audict chief lieu, & icelles mises hors de pain estre registrees en vng registre à ce seruant, dequoy ladicte loy auroit son droit de six soulz, & le clerq. iii. s.

Des enfans se mettre hors de pain. Chap.x.

Item, Que tous enfans demourans és villes subaltrnes, sortissantes audict chief lieu de Mòs, ainsy eagez que deuant est dict, desirans estre hors de pain de leur pere & mere, ou duquel d'eulx que fust, affin de par iceulx enfans faire leur negoces & prouffit, & euitier les debtes de leur pere & mere, se pourront de eulx-mesmes mettre hors de pain de leur dit pere ou mere,

Couſtumes generalles de Hainault

pourueu qu'ilz ſoyent accompaigniez de leurs communs amis, deux de chaſcun coſté, & donneront à congnoiſtre les cauſes pourquoy faire le pourront & deburont, par telle condition qu'ilz reuiendront, par deuant la meſme loy au bout de l'an enſuyuant, ainſi accompaignié que dict eſt. Laquelle loy ſelon que il aperra deſdictes cauſes raisonnables, aſcauoir de la bõne conduction d'iceulx enfans auoir eſté en ladicte année. Et leſdicts pere ou mere ſur ce enquis & ouys, leur pourront accorder ou refuſer, à tel eſtat que ſi accordé leur eſt, iceulx enfans ſeront de là en apres tenus pour mis hors de pain de leurdict pere ou mere, & pouoir par iceulx enfans faire leur plaſir & volonté, de ce que acquerre pourront ſeulement, ſans que leurdit pere & mere ne leurs creditours y puiſſent clamer, ne demander droict, ou bailer empeschement. Ne melme iceulx enfans eſtre aſſubgectis à quelque debte engendree & acruetes par leſdits pere ou mere, depuis la declaration de ladicte miſe hors de pain. Et ce, ſans preiudice audict priuilege dudit Mons, dont les enfans de ladicte ville & iugement, qui paruenir à tel miſe hors de pain voudront, doibuent & deburont auoir xxv. ans du moins, & ne pourront leſdicts enfans riens alier, ne fourfaire de leurs biens par eulx acquis, ſilz ne ſont ainſi eagez & mis hors de pain comme dict eſt.

De paraſtre les maiſons & heritaiges donner à rente.

Chap. xi.

Que tous paraſtres pourront les maiſons & heritaiges venant de par leurs femmes, donner à rente, pourueu qu'ilz ſeront tenus remõſtrer le cas à leur loy du lieu, & par le conſeil de ladicte loy, en appellant leſdits enfans, ſe eagez ſont: auſſy deulx des plus proximes du coſté, dont les heritaiges viendront, & ſy le cas eſt trouué raisonnable, en ſoit ainſy fait, & vſé, par recours non autrement. Et aultant en pourra faire vne femme veſue ayant enfans, pour les heritaiges venant de par elle, ou qui viendront du coſté de ſon mary treſpaſſé, ou d'acqueſt paraſtre faire peult.

Des maiſons & heritaiges mettre à recours.

Chap. xii.

Item, En la ville de Mons, des maiſons & heritaiges que on baille à rente heritable: & à leal recours, iceulx arrentemens ſoyent congneuz des parties par deuant la loy: & que le marchand qui prendra rente, aucuns heritaiges, paye à ladicte loy, pour ſon vin ſix ſoulz, à rauoir le double à celluy à qui demourera, & ſera ladicte marchandie ferme, du dimenche prochain enſuyuant apres icelluy arrentement ainſy congneu en ſix ſepmaines enſuyuant.

Item, Que ſe la marchandie & palmee ſ'en fait en iour de dimenche, lors deburont commencer leſdictes ſix ſepmaines, durant lequel terme à chaſcun dimenche publication ſ'en doit faire, & par deuant deux eſcheuins, haulcher de ce qu'il plaira: Mais que ſix deniers y ayt par an, à chaſcun coup. Et au darrain deſdictes ſix ſepmaines, leſdits eſcheuins, & leur greffier avecq eulx en tiendront ledict recours, en la maiſon de la paix au tiers coup de baſton, qui ſe debura frapper par l'vng deſdits eſcheuins: par le conſeil de ſes compaignons, qui à ce ſeront preſens à telle heure, que apres noefne, enuiron l'iſſue de veſpre, & lors que aller y deburont, feront ſonner la cloche accouſtumee, à ſonner es iours de leur enqueſte, & aux plais de ladicte ville, parquoy les bonnes gens le puiſſent ſcauoir, pour y haulcher ſe bon leur ſembloit.

Que au iour du recours, le darrain referant & encheriſſant, puiſſant à qui ladicte marchandie demourera, payera aux eſcheuins là preſens, pour chaſcun douze deniers en heritaige, que ladicte marchandie ſera haulchie depuis la palmee ſix tournois, pour vin: & ainſy à l'aduenant. Et ſe nulz n'y auoiét haulchié ne referut, leſdits eſcheuins auront pour leur vin de tenir ledict recours ſix ſoulz tournois, que debura payer celluy à qui l'heritaige demourera à rente. Encore doit & debura encore celluy donnant à rente payer au greſ, pour la cryee, haulches, & reſerues eſcripre ſept ſoulz, au cryeur, pour le publier deux ſoulz, & pour le fallaire de celluy, qui ſonnera la cloche dudit recours, douze deniers tournois.

Si en temps aduenir n'y auoit point de cloche, ou qu'elle ne fuſt empoint de ſonner audict recours, ledict cryeur debura ce recours publier à l'entree de ladicte maiſon de la paix en appellant en hault, ceulx qui ouyr le pourront. Et ſe dudit recours, les marchans, ou l'vng d'eulx veullent auoir ou demander chirographe, payer les deburont au clerq de la ville, & leſdits eſcheuins les deburont recepuoir, ſans autrement vin ne fallaire auoir, que ce que cy deuant eſt dict.

Que

Que toute rendue à nouuel heritier & en tous aultres arrentemens, qui se feront à leal recours des heritaiges amazez, là où il sera mestier de retenuë, edification, ou admenement de edifice, que se puist faire à deuise d'about en telle fachen que pour rendue à nouuel heritier en ladicte ville de Mons, incontinent les denonchemens passez, aucuns des escheuins d'icelle, accompagnies de maistres charpentiers & massons, feront uisitation sur le lieu, de ce qui sera necessité de faire. Pour l'entretènement, & retenuë des heritaiges & edifices d'iceulx, & que ce soit par eulx extimé à somme d'argent, pour en la cryee du recours estre mis, que dedens vng, deux ou trois ans, selon que lesdits escheuins verront que faire se pourra, celuy auquel ledict heritaige demourera, sera tenu d'employer en ouuraige, sur ledict lieu, là où plus grant mestier sera la somme declaree & extimee dont il se debura obligier, & liurer fin raisonnable à leurs despens, tant que est apres le recours passé, lesquels ouuraiges lesdits heritiers seront tenus monstrier les auoir souffisamment fait. Et se deffaillant en estoient incontinent le terme à eulx ordonné & expiré, ceulx qui auront rente sur lesdits heritaiges, l'vn d'eulx, ou lesdits escheuins les pourront contraindre ausdits ouuraiges faire sans maingien.

Et pareillement en debura estre fait és aultres villes & lieux dudiect chief lieu de Mons, sauf que és lieux où il n'y auroit charpentier ne masson, les escheuins en appellant aucuns à ce congnoissans, feront ladicte uisitation, & extimation, & deburont lesdits escheuins auoir, pour leur droit de ce faire, six soulz tournois, & les ouuriers y appelez, six soulz tournois, qui se payeront par celluy, auquel l'heritaige demourera, avecque & ainsy que les aultres despens. Et entant qu'il touche les arrentemens, qui se feront volontairement des maisons & edifices, on y pourra pareillement mettre deuise de faire haboult d'ouuraige sur le lieu, ou aultremēt, selon & ainsy que les arrentans & palmans le voudront deuiser à la palmee faire.

Pour ce que à esté percheu que plusieurs poures gens appetans auoir les prouffits & despouilles d'heritaige non amazez, s'auanchoyent pretendre & haulchier telz heritaiges, puis les delaissoyent, qui causoyt nouvelle vendue & despence, au preiudice des rentiers, de cy enuuant, celluy ou ceulx à qui telz heritaiges demoureront, seront tenus eulx obliger, & liurer fin à leurs despens au tiers iour ensuyuant, ledict recours de la vallue, de l'annee & somme d'icelle demouree, & sur paine d'encheoir és despens d'icelle vendue, & du nouveau recours qui faire sen debueroit, à sa deffaulte, au dimenche ensuyuant court recouurer sur luy.

Celluy qui feroit plaincte pour rendre heritaige à nouuel heritier, pour deffaulte de payement de rente hereditable, ait l'option & pouoir de endedens les trois premiers iours apres les denonchemens passez, & uisitation d'heritaige amazez dudiect heritaige palmier, sans ce que nul aultre le puist faire en ces trois premiers iours, s'ainsy n'est que on le vueille mettre à plus hault pris que le plaidant faire ne le voudroit.

Des recours qui pour telz & semblables cas se feront hors de ladicte ville de Mons és meltes dudiect chief lieu, en soit ainsi fait maintenu & vsé, que de ceulx de ladicte ville de Mons, sauf & reserué, que és villaiges, l'heure du recours sera le dimenche à l'yssue de la messe parochiale, és lieux où l'on a accoustumé les recours passer, par chandelle allumee, bien & leallement, & és villes, l'heure en sera telle, comme à Mons. Et se elles n'ont cloches ordonnez à ce faire, le cryeur ou sergent de ses lieux, le debura publier de bouche és lieux dudiect recours, entendu que se en cesdits recours auoit difficulté par les derniers rencherissans, que ledict recours quelque faueur ou adueu que les gens de loy voudroyent bailler au prouffit de l'vng ou de l'aultre soyent remis, sus vne fois, ou plusieurs, selon & ainsi qu'il seroit veu estre expedient, au contentement de tous les presens.

Que des premiers denonchemens, qui se feront au iugement de loy, sur plainte ou droit rendue à nouuel heritier de execution de debte ou de retraict de heritaige audict chef lieu de Mons, soit fait vng brefuer de ce faisant mention, & icelluy attaché à l'edifice de l'heritaige. Et se point de edifice n'y auoit, le attachier à la porte de la maison de la paix, de la ville, ou à l'eglise parochiale du lieu, où l'heritaige & rente sont scituez & gifans. Et pareillement du iour du passément, & vendaige d'iceulx heritaiges ou rentes, se il se faisoit par faulte de payement, ou opposition, en payant à celluy qui se feroit, pour ses parens, deux soulz tournois, de chascun brefuet faire attacher.

Que de ce iour en auant, apres les trois premiers iours des denonchemens passez sans payement, ou opposition, il n'y ait en lieu, de six dimenches, que trois, ou durant desquelz l'heritier ou aultre à qui ce pourroit toucher seroit aussy receuable à faire payemēt du pretēdu, & tous

Couſtumes generales de Hainault

deſpens engendrez & partant la rendue & paſſement deuoir ceſſer. Et non point receuable à oppoſer eſdits trois derniers dimenches de denonchement & paſſement.

Item, Quant aucun fera vendaige de pluſieurs parties d'heritaiges tenus de pluſieurs ſeigneuries fonſieres, les mayeurs & eſcheuins auront pour leur vin enſemble ſix ſoulz, puis que les conuens ſe font & peuuent faire & paſſer enſemble, ſans loz & à vne heure, & qui ſe met en vng chirographe.

Nul, quel qu'il ſoit, poſſeſſant heritaige ou rentes de par ſa femme ayant neantmoins enfans d'elle, ne puiffent vendre, deſheriter, charger, conditionner, alier, ne fourfaire, pour poſſeſſion, ne autrement l'heritaige venant de par ſadictē femme, tant qu'il ayt rente, ou heritaige, de mainferme dont il ſoit iouyſſant, venant de ſon patrimoine ou d'acquieſt és meltes du chief lieu de Mons, & que és œuures de loy, qui ſ'en deburont faire les ſermens des vendeur & achepteur & loy ſoyent faits, gardez, & obſeruez meſmes ainſy eſcriptz és lettriages, de ce faiſant mention comme par cideuant : ou autrement ne ſeront de valleur, & moyennant les choſes ainſy conduictes & faiçtes, deburont telles œuures de loy valloir à tousiours, ſuppoſé que en temps aduenir fuſt trouué du contraire.

De paſſer procuracion par deuant loy ou iure.

Chap.xiii.

Toutes eglifes, monaſteres, & aultres perſonnes de quelque eſtat ou condition qu'ilz ſoyent, ayant à proceder en demande par deuant loy à Mons, & és meltes dudit chief lieu, le pourront faire par procureur ſouffiffammēt eſtable, pourueu que les procuracions & eſtaſſiſſemens contiennent ſpecialité de la loy, où ilz auront beſongné. Et quant aux deffendeurs, ilz pourront beſongner par procuracion generale, pourueu que leſdits procureurs ſeront tenus à la premiere iournee, qu'ilz voudront beſongner faire fin de proces, ſe bon ſemble aux baillys, preuoſtz, viſconte, aduoet, ou mayeur, comme leurs maîtres ſont tenus faire. Et vaudront ces procuracions eſpecialle & generale la vie durant des eſtaſſiſſans, lequel fin ſe debura faire raiſonnablement ſans trauailler les parties, ou autrement par le chief lieu.

De faire plainçte de cens & de loix.

Chap.xiiii.

SE ſur plainçtes de cens & de loix en proprieté ou en rendue à nouuel heritier aucuns denyent rentes : que eulx meſmes ayent payez, ou recongneu, ou que les heritaiges ayent prins, ou achepté nommeement à la charge deſdictes rentes, ſ'il en appert & qu'ilz en ſoyent conuaincus par proces, en debura eſtre pugny à l'ordonnance de iuſtice : comme d'auoir retenu l'aultuy indeuēment, au ſurplus eſtre iugé aux loix & aux fraix rendre au taux dudit chief lieu de Mons.

De mettre plainçte oultre, &c.

Chap.xv.

Pour abreuier tous proces par loy, qui ſe feront pour cas reel, & proprietaires, tous plainçs, & oppoſans quant ilz metteront oultre leurs plainçtes ou reſpoſes, poſé qu'elles ſ'adreſchèt contre pluſieurs & demourans ou iugemēt ou audehors, ne deburont lors bailler à loy que vne ſeulle iuſte copie, pour au iugement de loy eſtre deliuré à partie cōtre qui elles ſ'adreſcheront ſoit demourant ou iugement ou non, à tel eſtat que ſe non demourant oudict iugement : l'on en debura aduertir ſon cenſier, ou leuagier, & auecq ce denonchier & publier au lieu accouſtumé, par trois dimenches expiré icelle partie, ſoit vne ou pluſieurs, & fut demourant oudict iugement ou non viēgne, ou procureur pour luy ſuffiffamment eſtably, querir, & prendre la copie, & reſpondre à icelle dedens ce meſme mois, à peine d'en eſtre fourclos : mais ſe partie contre qui telles plainçtes, ou oppoſitions ſ'adreſſeront, ſoit vng, ou pluſieurs eſtoyent demourans oudict iugement, ne ſeroit beſoing faire denonchement, ains ſeulement deliurer copie : par le mayeur, ou ſon lieutenant préſens quatre eſcheuins du moins leur enioindant de faire reſponce, contre dedens vng mois enſuyuant, ou fourclos en ſeront. Et que de ce iour en auant tous praticiens par loy, fachēt briefuemēt enquyer leurs eſcriptures de plainçte, oppoſition, ou reſponſe, enqueſtes, reproches, ſaluations. Auſſy en matieres de comptes, contradictions, ſaluations, & aultres non en rolle, ainſy que par deuant, ſur peril de perdre leur ſallaire, lequel ſallaire leur ſera taxé, par les perſonnes du chief lieu de Mons.

Se ilz eſtoyent pluſieurs, comme dict eſt, iceulx par enſemble durāt leſdits termes, pourront demander,

demander, & auoir ladicte iuſte copie de plaincte, ou opposition miſe oultre en payât fix ſouls pour les droix de loy. Et ſe particulièrement venoient, chaſcun aura la copie à ſes deſpens, collationnee à l'original eſtans vers loy, pour y reſpondre dedens vng mois enſuyuans leſdis denonchemens, dont le clerc aura pour chaſcune copie deux ſouls de chaſcune fueille, ſans qu'il ſoit meſtier aux oppoſans reſpondre, ne faire quelque proteſtation, ne attendre fin de proces, ſ'il ne veult auoir retour, & garand ſur aultruy. Ains pour euiter deſpens, le pourront pourſuyuir, & auoir apres ſommation faiçte, quant bon leur ſemblera, ſur celluy ou ceulx & ainſi qu'il appertendra.

Et ſoit entendu, que tous ſallaires de plainctes, qui ſ'adreſſeront contre partie, ſe rendront par celluy ainſi prins à partie, quelque accord qu'il façe depuis la miſe oultre d'icelle, pourueu que ſommation luy ſoit faiçte, ou à ſon domicile huyt iours deuant la miſe oultre d'icelle, de furnir ou pretendu, ou dudit plaindant, ſauf de plaincte en propriété, pour rente dont plaincte de cens & de loix n'auoit eſté premierement faiçte.

Pareillement tous ſallaires, de plainctes, de partaige, d'heritaige ſe payeront par ſes plaindâs & reſpondans, chaſcun à quârité d'ortant qu'il auront de portion & droit en l'heritaige, & ſemblablement les aultres deſpens, qui à ceſte cauſe en enſuyuront à faire ledict partaige, pourueu ladicte ſommation faiçte. S'ainſi n'eſt que par proces, qui ſ'en pourront faire, il en fuſt autrement dict & iugié.

Et ſe contre icelles plainctes, opposition ou reſponſe eſtoit faiçte par eſcript, par eulx ainſi prins à partie, ou par l'vng d'eulx, leſdis plaindâs & oppoſans le pourront recueillir, ou en auoir & demander copie à leur deſpens ſe auoir le veulent, en payant deux ſouls pour chaſcune fueille.

De faire monſtrance ſ'il appert par eſcripture.

Chap.xvi.

S'Il apparoiſſoit par icelles eſcriptures, qu'il y apparteniſt monſtrances aux parties ou l'vne d'elles, les loix & pardeuant qui ces proces ſe feront, deburont iugier ſe aiges en font, ou demande à leur chiefieu, lequel debura charger en quel lieu, que les parties ſoient demourans, denonchemens deuoir eſtre faits au lieu, & en la maniere accouſtumee, par trois dimanches continuels, que dedens ſix ſepmaines prochaines enſuyuans iceulx denonchemens expirez, les plaindâs & oppoſans ayent fais, & conclud leurs monſtrances, ou fourclos en ſeront. Et pareillement les reſpondans ſe ils ſont auſſi mis à monſtrance les ayent faiçt, & concluds dedens ſix aultres ſepmaines enſuyuantes apres le iour des monſtrâces deſdis plaindâs paſſé & expirez dont ils deburont eſtre ſignifiez au tiers iour deuant.

Que les monſtrances de chaſcune partie faiçtes, ſemblables denonchemens deburôt eſtre faits, que ils viennent querir les articles, & contre ce, rapporter reproches dedens quinze iours enſuyuant leſdis denonchemens expirez, ou fourclos en ſeront. Leſquelles reproches deburôt eſtre monſtrees aux parties preſent loy auant, ou à la collation faire, pour y bailler ſaluacion, en les congnoiſſant ou nyant preſtement.

Se il appartient monſtrâces ſur icelles reproches & ſaluacion ou l'vne d'elle il deburoit eſtre iugié, ou chargié denonchemens eſtre faits, comme deſſus de y auoir conclud à paine de fourclusion dedens quinze iours enſuyuants, pour lors les parties reprochier, & ſauuer ſur pieds. Et ſe aultre prouiſion ou monſtrances y appertiennēt les loix des lieux par l'aduis de leurdit chief lieu le pourront faire & bailler, ſelon que elles verront appartenir, en payant par le deſcheant loix & fraix, à la taxation du chiefieu.

Des charges des chiefieux bailler par eſcript.

Chap.xvij.

Que toutes charges, que les eſcheuins de la ville de Mons bailleront aux gens de loy ſubalternes ſoient eſcriptes par leur greffier en vng liure qui demourera vers eulx. Et icelles charges bailler à chaſcune fois par eſcript à ceulx des loix eſcheuins iurez, hoſtes, & tenaulles à eulx venant à chiefieu, en y declarant le iour & an, enſemble les deſpens du voyage deſdis de la loy, par vng briefuet particulier. Et pour le labour de ladicte charge, & briefuet de deſpenſe, aura le greffier enſemble ſept ſouls oultre les eſcriptures accouſtumees. Et pour matiere contradictoire & diffinitive, quatorze ſouls tournois de ladicte charge & briefuet, leſquels de la loy deburont auoir pour leur voyage. Aſſçauoir ceulx d'eſtat à cheual, vingt ſouls par iour, & les aultres de pied, dix ſouls tournois, aux taux du chiefieu, regardant le nombre des iournees deſdis de la loy. Et ſeront tenus ceulx des loix ſubalternes, qui ſeront enuoyez, affirmer par ſer-

Couftumes generales de Hainault

ment, comment ils feront venus à cheual, chariot, ou à pied.

Des demandes à clain ou à respoux. Chap. xvij.

DE toutes demandes qui se feront à clain & à respoux, il en soit vſé en la maniere accoustumee. Sauf de ceulx qui feront demâde, & leurs parties leur congnoistront que prestemēt icelle congnoissance faicte, le mayeur present escheuins prende le serment du demandeur que ladicte demande, il aura faict à bonne & iuste cause, & pareillement à celluy qui l'aura congneu, que à iuste cause il aura faict, ou du moins, que faict ne l'a, pour ses leaulx crediteurs prolongier, tels sermens sont, & seront entendus souffissans en ladicte debte bien cōgneue de loy.

Des plaix, au ieudy. Chap. xix.

Que tous plaindans & respondans aux plaix du ieudy par deuant mayeur & escheuins de Mons: à clain & à respoux, pourront pareillement besongner par procureur: & que pour tous delays, vng deffendât apres declaration faicte, ne ait que quinze iours pour sommer, affin d'auoir retour & garand. Et se deuant ledict delay ou litige du proces aucuns pourfuyuis dissipoyent & transmuoyent leurs biens, à requeste, ou plaincte de partie, à qui ce toucheroit, loy y debura pourueoir, par se mettre au dessus des biens du pourfuiuy iusques à telle somme, que la demande & plaincte monteroit.

Des proces proprietaires pour heritaiges. Chap. xx.

Que en tous proces proprietaires, pour cause d'heritaige de mainfermes qui seront succedes par trespas d'altruy, à quoy les procedans pretendront auoir plusgrant droit que sa partie, sequestre soit faicte par les loix & iustice des lieux, où ledis proces se feront, des leuees & prouffis du litigieux, depuis les plainctes faictes, pour en diffinitiuue d'iceulx proces estre deliurez à celluy qui obtiendra en la propriété. Et là où on voudroit vng possellant d'an & iour debouter & priuer, en ce cas celluy trouué possellant debura demourer en sa possessiō, & leuer le prouffit iusques en diffinitiuue, à subiection de restituer les leuees se il decheoit, depuis la plaincte faicte. Et se aucuns volontaires estoient trouuez releuans & empeschās à tort ils deburont estre pugniz, & corrigiez selon l'exigence du cas. Entendu encores, que se par le trespas d'aucuns conioincts, dont il ne demoureront nuls enfans, aucune succession de biens en terre par eulx labourez escheoyent aux hoirs du trespasſé, celuy deldis conioincts qui demoureront viuans & possellant, par loy dudiect pays, se il se vouloit deporter de la iouyſſance deldis heritaiges labourez, sans moyen de proces debura rauoir fer & semence aux hoirs du trespasſé, sans malengien.

D'heritaige à viaige venant de patrimoine. Chap. xxi.

Quiconques possellera heritaige de mainferme à viage, venant de son patrimoine d'acquest de par sa femme, ou par condition à tiltre d'affenne, ou autrement, doit & sera tenu icelluy viager, ou son hoir meublier succedât en son lieu payer, & acquitter tous arieraiges de cens, rentes, pentions & debtes, que les heritaiges ainsi possellez à viages peuuent & pourront debuoir, à qui & comment que soit pour tous termes qui en seront escheuz: ou escherront à payer les viaiges adez: pour ottant & si auant que ledis possellans viageremēt ou leurs successeurs & heritiers meubliz auront eus, & deburont auoir les prouffis d'iceulx heritaiges. Et en seront & deburont iceulx possellans ou viagers ou leurs biens par tout où qu'ils soient, estre constraindables, à icelles payer, acquitter, & descharger, sy à temps & heure, que l'heritier subsequent succedant ne lesdis heritaiges, en soient de riens pourfuyuis ne adommaigiez: que ce ne fust & soit à recouurer sur iceulx possellans à viages: ou leursdis biens par tout, où qu'ils soient, & de aussi rendre tous despens que à ceste cause en pourront ensuyuir.

A ce propos quant tels possellans heritaiges ou rentes de mainfermes yront de vie à trespas, le plus prochain soit vng, ou plusieurs que en luy debura succeder, aura & debura auoir lesdictes heritaiges, ainsi aduestiz, & chargiez de vvarifons que trouué seront au iour dudiect trespas: pourueu que ledict trespasſé par son char, cheualx & harnas les eust & ait faict aduestir & charger, ou qu'il les eust & ait faict aduestir & charger à les deniers par luy rendant fer & semence & labeur, & l'hoir des meubles, & pourueu qui se departe dudiect heritaige, sans forme de proces.

D'heritaige

*D'heritage bailler à cense par heritier non puissant de fourfaire heritiers
que sa vie. Chap.xxii.*

ET s'il estoit ainsi que les heritaiges fussent baillées à cense, par tels heritiers possédant non puissant d'iceulx fourfaire à tousiours, & à recours deuément, la cense se debura entretenir, pour autant qu'elle auroit à durer. Mais l'hoir apparant succédant auroit à son prouffit le terme qui escherroit ensuyuant ledit trespas, pourueu que au iour d'icelluy trespas, les aduestures n'eussent piedz couppé. Ouquel cas l'heritier meublier auroit, & profiteroit dudit terme ensuyuant ledit trespas, comme chose ameublie, le tout sans malengien.

Et se l'heritier baillant à cense ou leuuvier estoit puissant de sondit heritaige fourfaire à tousiours, la cense ou leuuvier par luy baillé, soit à ferme, ou à recours, tiendroit. le lieu déterminé par luy baillé.

D'heritage mis à vrance de houblon. Chap.xxiii.

Que l'heritage de mainferme mis à vrance de fosse de houblon, les perches qui y seroient, seront reputées & entendues pour meubles. Mais s'il estoit que lesdites perches fussent plantées, & le houblon croissant dessus, elles deburont demorer iusques à ce que temps & saison seroit desdis houblons cueillir & despoullier.

Des enfans à marier, mariez, ou vesue, ne pouoir auoir loz. Chap.xxiiii.

CEulx qui seront à marier sans pere ne mere souffisamment eages, comme deuant est dict, ou mariez, & vesue non ayât enfans qui ne pourrôt finer auoir loz, de leurs plus prochains hoirs. Se ils veulent les heritaiges de leur patrimoine vendre, chargier, & rapporter par desheritaige, viendront pardeuers les loix des lieux, où les heritaiges seront gisantes, & declareront ausdictes loix, cause pourquoy ils voudront ce faire, & proposeront que faire le pourrôt, à celle fin en seront plaincte, ou droit. Sur quoy les escheuins des lieux sortissans au chief lieu de Mons, deburont demâder le conseil & charge d'icelluy auquel deburont aduertir de la cause, qui aura esté declaree pardeuant eulx. Et sur ce, ledict chief lieu apres interrogation à eulx faicte, en cas qu'il en apperra à souffisance, ou que par sa discretion viendroit, qu'il appartiédra de le refuser ou accorder, deburont chargier s'il appert de cause necessaire & souffisante, que ces plaindants feront à leur plaincte à recepuoir, parmy tant qu'il deburont faire serment es mains desdictes personnes de loy, presens aux conuens passer, que les vendaiges, charges, rappors, & desheritaiges qu'ils feront, seront à bonne intention, pour le mieulx faire que laisser, sauf l'offre au proximes ensuyuant, ce deburoit estre prealablement faicte, & que ce soit ainsi escript es lettraiges qui s'en feront, ou aultrement ne seront vaillables. Et se payeront les desheritans les droix seignouriaux, sans pour ce payer quelque loix.

De executer seurte & rappors d'heritage. Chap.xxv.

Item, Quand plainctes se feront pour executer seurtez & rappors d'heritages de mainfermes, ou de meubles tant audiect Mons, que au chief lieu d'icelluy, il soit fait par trois dimanches denonchement aussi bien pour rappors de meubles, que seurte d'heritages, en mettant incontinent par le mayeur en arrest lesdis biens meubles, & en declarant, que ceulx à qui ce peut toucher viennent dedés lesdis trois dimanches de denonchemés, monstrier payemēt, respit, ou quittance, payer les arrieraiges deuz, despens raisonnables, ou souffisamment opposer. Ouquel cas, que durant lesdis trois dimanches, ceulx à qui se pourroit toucher, ou personne de par eulx viennent faire paiement desdis arrieraiges & despens raisonnables, sans opposition, l'execution & vendaige desdictes seurtez & rappors deburoit cesser, demourant adez lesdites pensions en leurs cours, & les seurtez & rappors en leur vertu, comme parauant.

Se en vedaige y auoit terres labourables, rapportez en la maniere dicte, lequel fust lors aduesty par censeur ou leuuvagier. En ce cas ledict censeur, ou leuuvagier s'en debura deporter, & contenter de rauoir fer & semence à celluy à qui ce demoureroit, le tenant entier de l'interest du surplus d'icelle cense rauoir, sur celluy ou ceulx qu'il appartiendra.

De prendre fin par le creditur. Chap.xxvi.

Quand aulcuns aurôt promis quelque fin d'heritage ou meubles, fust en nom de comencement, de fin, ou aultrement, par apres ne pourroit cōstraindre le creditur de auoir aultre, ne plusgrand fin que ceste ne soit premierement executee, pour veoir se elle seroit souffisante assez au fournissement. Sauf que se le creditur doubtoit le contraire, s'en pourroit asseurer aux despens du tort.

Couſtumes generales de Haynault

Pour iouyr d'heritaige en vertu de poſſeſſion.

Chap.xxvii.

LA où on pourroit parcydeuant en heritaiges & rentes de mainfermes acquerir poſſeſſion vaillable, par en iouyr an & iour paiſiblement contre perſonne uiſſante de fourfaire leſdis heritaiges ou rentes au preſent, nul ne ſ'en pourra vanter en telle poſſeſſion, ſ'ainſi n'eſt, que en lieu de vng an, il ayt iouy & poſſeſſé le terme de trois ans entiers.

De tous procez par loy, dont execution & intermemet ſeroit requis eſtre faiçt par plaincte, celluy ou ceulx deſcheuz & condempnez, ſon hoir ou ayant en ce cauſe, apres la veuë de charge, ou copie autêctique d'icelle condénation, & ſommation deuëment faiçte huyt iours deuant, ſeront tenus & ſubieçtz à icelluy fournir & accomplir, & en cas de refuz ou oppoſition, à ſatisfaire & à payer les lettriages du iugement & ſommation, que en cōuiendroit. Auſſi tous aultres deſpens en accompliſſant l'intermemet & le contenu dudit iugement, ſ'il n'obtenoit en ſadiçte oppoſition.

De rachepster nouvelle charge de rente.

Chap.xxviii.

Que toutes nouvelles charges de rentes, qui doreſnauant procederont par arrentement rendue à nouvelle loy, ou ſe chargerōt tant à Mons, comme par tout le chiefieu, ſur heritaiges de mainfermes ſeront tenues & entendues à rachatz, & les peuuent, & pourrōt les heritiers doyans icelles rentes rachepster, toutesſois que bon leur ſemblera, pour le pris de dixhuit deniers tournois chaſcun denier, ſans pource debuoir eſtre payé quelque droit ſeigneurial, par nulles des parties. Et ſe rachapt ſe faiçtoit de telles charges de rentes, qui fuſſent deuës aux orphelins, ou poſſeſſez par perſonnes viaigieres, que les deniers ſoyent mis en main de loy, du lieu & iugement, où ce eſcherra: & par elle remployez au pluſtoit que faire ſe pourra, au prouffit de ſes orphelins & des heritaiges, viagiers & proprietaires, pour tenir ortel nature & condition, que ladiçte rente rachepsee ſans malengien ne preiudice audict preuillage de Mons, pour les rentes engendrees deuant l'inſtitution de ces preſentes.

De toutes plainctes, oppoſitions, reſponſes, reproches, ſaluations & deſpens de reproches, qui ſe feront & mettront oultre pardeuant loy, les plaindans, oppoſans, ou reſpondans ſeront tenus de leur payer, pour recepuoir leſdis eſcriptz vng droit de loy de ſix ſoulz; à rauoir ſur la partie deſcheante.

Du ſallaire & iournee des commis à enqueſte.

Chap.xxix.

Les auditions qui pour tel cas eſcherront à faire en ladiçte ville de Mons, incontinent les monſtrancés adiugees, deux eſcheuins ſeront commis & ordonnez de leurs compaignōs, pour leſdiçtes auditions faire non fauorables à partie procedâtes, les plus congnoiſſans en telles matieres, & leur gref avecq eulx, afin que les parties n'ayent à poursuyuir, que ces deux cōmis, par les teſmoins ouyr, & eſcriptz recepuoir, que produire voudront. Leſquels eſcheuins auront pour iour chaſcun quatorze ſoulz, le gref dixhuyt ſoulz, le mayeur, ſon lieutenant, ou ſergent, pour ſignifier partie deux ſoulz ſix deniers: pour adiour de teſmoings qui ſeront ouys qu'ilz deburont aller querir, affaiçt que ouyr on les voudra, douze deniers de chaſcun. Aura oultre ledict greffier, pour la deſposition de chaſcun teſmoing & eſcript redigier par eſcript quinze deniers, pour collatiōner procez, dixhuyt ſoulz au gref pour iour, & les eſcheuins chaſcun quatorze ſoulz, le tout pourueu, que le ſiege ſe tiengne en temps & heure cōpetent, pour en fin celluy des parties qui obtiendrait en eſtre reſtitué, par la partie decheante. Laquelle audition, & enqueſte debura eſtre rapportee, par deuers leurs compaignōs eſcheuins, pour icelle veuë eſtre iugé, comme il appartiendra.

Se neceſſité eſtoit de ouyr teſmoings hors de la ville de Mons, leſdis deux eſcheuins & gref les peuuent, & doibuent faire ſans emprunter picce de terre, par tout ledit pays de Haynault, en prenant par chaſcun d'eux d'eſtat à deux cheuaulx, les ayant avec eulx cinquanteſix ſoulz, ou pays avec ſize de vingt ſoulz par iour, ledict mayeur, ou ſon lieutenant ottel cinquanteſix ſoulz. Et ſ'il eſchiet à faire leſdiçtes auditions audehors du pays, auront ſoixantequatre ſoulz par iour, avec la ſize de .xxv. ſoulz.

Que pour auditions qui eſcherront à faire par les loix des villes ſubieçtes audict chiefieu, il conuiendra auoir deux perſonnes de loy, iugeurs du procez avecq vng gref ydoine paſſé à l'examen, prins & eſleu du conſentement des parties & de la loy, aultrement eſtre pourueu par le chiefieu, leſquelles perſonnes de loy, & gref auront enſemble trois ſoulz blancs, de chaſcun teſmoing ouys, & eſcripts produis avec vingt ſoulz de la ſize par iour. Le mayeur, ou lieutenant
pour

pour signifier partie deux soulz six deniers. Et pour chascun tesmoing ouys aller querir douze deniers. Se ilz vont hors de leur iugement pour ce faire, conuendra emprunter piece de terre en payant cinq soulz par le produisant. Le gref de la loy deburoit auoir, si comme ceulx d'estat à cheual vingt soulz par iour, & ceulx de piedz dix soulz. Se les procedantes sont demourantes au dehors du lieu, ou l'audition & enqueste se fera: par ceulx à cheual dixhuyt soulz par iour, & ceulx de pied neuf soulz. Lescheuin de icelle audition pour sa iournee trentedeux soulz audehors de son lieu, & dixhuyt soulz sur son lieu. Ottel pour collationner procez. Et si auront les cōseilliers des parties, pour leur iournee audehors trentedeux soulz par iour, avecq fallaires de tous escripts selon le labour, aux taux du chiefieu.

Tous tesmoings que lon voudra faire ouyr soit qu'ilz soyent demourās ou iugement, là où la procedure se fera, ou dehors ayent iournees à laps de temps qu'ilz pourrōt employer au pris de quatre soulz par iour, pour ceulx demourans audict iugement. Item ceulx de dehors huyt soulz. Et ceulx d'estat à cheual hors de leur lieu, xvj. s. à tel estat que se aucuns estoient negligens, refusans ou desobeyssans, nō veuillans estre ouys pourueu qu'ilz eussent esté suffisammēt adiournez au tiers iour deuant que apres soyent ouys, à leurs despens s'il n'y auoit excuse legitime.

Pour le fait de cerquemaige.

Chap. xxx.

Que les francs cerquemaneurs de nostre ville de Mons, pour estre presens à planter & asseoir nouueaux bonnes ayent de chascun sept soulz. Pareillement les escheuins ou aultres personnes de loy des villes & seignouries subaltesnes fortiffans audict chiefieu, sept soulz. Au mayeur son lieutenant ou sergent desdis cerquemaneurs de Mons, pour assembler lesdis cerquemaneurs & escheuins, aussi estre audict besoingnemens, deux soulz six deniers pour chascune assemblee, & non plus, soit qu'il y ait vng ou plusieurs bōnes, & au fosseur pour ses paines, de chascune fosse faire, & bonne planter, deux soulz tournois.

Item, Auront & auoir deburont lesdis cerquemaneurs, leur sergēt mesmes lesdis mayeur & personnes de loy subaltesnes & fosseur, pour verifier bonnes, & estre presens à iceulx planter, desplanter, rasseoir & replanter, ottel fallaire que dessus.

Item, Pareillement auront lesdis cerquemaneurs ou personnes de loy, pour leurs droits d'estre presens à chascun cerquemaige veoir les parties frapper leurs coups & entēdre leur playdoyer par ensemble vingt soulz, à desbourser par chascune des parties plaindās & respondans la moitié.

Item, Aura le greffier resident sur le lieu, pourueu qu'il soit passé à l'examen, & presens audictz coups frapper, pour son fallaire de redigier par escript ledict playdoyer & coup frapper sept soulz, pour fourmer l'intendit, en cas que les parties fussent adiugees à leurs monstrances, vingt vng soulz. Et s'il n'y auoit que l'vne des parties à monstrances, ne deburoit auoir que la moitié, à soustenir par chascune des parties la moitié, pour en estre restitué par le descheant avecques les autres despens.

Item, que s'il estoit besoing que lesdis escheuins & personnes de loy eussent vng greffier ydoyne & resident hors de leur lieu & iugement, doit & debura auoir ledict greffier pour estre present au playdoyer coup frapper, & le redigier par escript, trentedeux soulz par iour, comme l'autre proches sans aultre fallaire auoir.

Item, Pour les preues & monstrances des parties ouyr & recepuoir, auront lesdis cerquemaneurs, ou personnes de loy, presens quatre du moins ensemble, xxvij. s. par iour. Itē le greffier resident sur le lieu, dixhuyt soulz tournois & leur greffier, s'il est audehors resident de leur iugement, trentedeux soulz par iour, s'il est d'estat à cheual. Et si aura de chascun tesmoing & escripts produis, quinze deniers tournois.

Item, Aura ledict mayeur ou son lieutenant pour chascun iour estre occupé audictes monstrances, sept soulz tournois, avec quinze deniers pour signifier partie & faire obeyr chascun tesmoing singulier. Et autant le sergent des cerquemaneurs dudit Mons.

Item, Pour collationner proches, auront lesdis cerquemaneurs, ou personnes de loy ensemble. xxvij. s. par iour, & leur dit greffier, sur son lieu. xvij. s. Mais se c'estoit vng greffier de dehors, ou qu'il conuenist leur dit greffier residēt sur le lieu aller hors ledict iugemēt, debura auoir tel fallaire qu'il est dit cy deuant.

Item, S'il conuient par lesdis cerquemaneurs aller ouyr tesmoings hors leur iugement & pouoir, auront chascun d'eulx pour ottant qu'il est dict cy deuant, que personnes de loy subal-

Couſtumes generalles de Haynault

ternes doibuent auoir pour autres proches par loy.

Item, Pour chascune viſitation qu'il conuendra faire ſur plaincte de laiët & dommage, & faire les commandemens pertinens d'icelluy laiët amender, auront leſdis cerquemaneurs tous enſemble, ſept ſoulz. Et leur ſergët pour faire l'assemblee deſdis cerquemaneurs & eſtre preſens ſi auant qu'il appartiendra, deux ſoulz ſix deniers. Et pareillement debura auoir avecq les perſonnes de loy deſdictes villes ſubalternes enſemble, ſept ſoulz. Et le mayeur ou le lieutenant pour l'assemblee d'icelles perſonnes de loy, & eſtre preſent ſi auant qu'il appartiendra deux ſoulz ſix deniers. Au greffier deſdis cerquemaneurs, & perſonnes de loy pour ſon ſallaire du laiët, dommaige, viſitation & commandement faiët memorier, les preſens iour, mois & an, affin de affermer leur relation qu'il aurôt & pourrôt auoir à faire, auſdis eſcheuins de Mōs, deſdis beſoingnemens, & auront pour chascune fois d'icelles plainctes, viſitation, & commandemens, cinq ſoulz tournois.

Item, Que leſdis cerquemaneurs, pour chascun racointement de cerquemaige qu'ilz feront auſdis eſcheuins de Mons, ou relation des diligences faiëttes, ſur leſdictes plainctes de laiët & de dommaiges, en cas que à requeſte & pourluyte de partie il le conueniſt faire, auront enſemble, ſept ſoulz tournois. Et leur ſergët pour l'assemblee d'iceulz faire, aura deux ſoulz ſix deniers tournois.

Du ſallaire de vendre biens d'orphelins. Chap. xxxi.

Item, Deburont auoir toutes gens de loy, pour eſtre preſens à inuentorier, ou vendre biens d'orphelins, ou parchons d'enfans, aſçauoir le mayeur ou lieutenant, dix ſoulz tournois, & les perſonnes de loy enſemble, quatorze ſoulz par iour. Et pour demy iour la moitié. Et au clerccq pour lediët inuentoire mettre par eſcript, quatorze ſoulz par iour.

De obtenir pour eſtre reiglé en loix & amendes comme à Mons. Chap. xxxij.

Item, Quand aucuns haultz iuſticiers voudront obtenir pour leurs manans, & ſubieëtz eſtre reiglez, pour tous cas de loix, amendes, & pollices ſelon luſaige & couſtume dudiët Mōs, & du chieffieu, iceulz haults iuſticiers, ou procureurs pour eulz ſouffiffammēt eſtablis en puiſſent faire plainte à l'vſaige accouſtumé, & que de ce, ilz ne payent aux eſcheuins de ladiët ville de Mons, que quarante ſoulz, au gref vingt ſoulz, & de ce ſoient fais chirographes, ſur leſquelz les perſonnes de loy ſe puiſſent regir, vſer & iugier de là en auant.

De renuoyé de plainte ou droit. Chap. xxxij.

De toutes plainctes ou droit qui ſe feront és villes ſubieëttes, dont lediët plaidant ſeroit reuoyé, auoir doibt & debura le ſeigneur hault iuſticier du lieu, ſept ſoulz ſix deniers blās de loix: pareillement des proces de partie contre aultre, les decheans à otelles loix.

De reſponſes de rentes es denonchemens. Chap. xxxiiij.

Item, Que de cy en auant pour toutes rentes deuës, & contrepannees ſur heritaiges, ou rétes de mainfermes de retraiët, dont plaincte ſe ſeroit par deuant loy, en maniere accouſtume, le poſſeſſeur, ou ayant cauſe d'iceulz heritaiges, ou rentes, puiſt endedens les trois dimēches de denonchemens mis ſus par loy eſtre receu à payer les arrieraiges & deſpens raiſonnables, ou ſouffiffammēt oppoſer, comme lon faiët pour rendue à nouuelle loy, ou pour rapport & ſeurté de penſion & debtes, & pourtant le tout de la procedure, & retraiët debuoir ceſſer, demourant la rente en ſon cours & les lettraiges en leur effect & vertu.

De faire rauetiſſement. Chap. xxxv.

Item, Que vng homme demourāt à Mons, ou és metes du chieffieu, & puiſſant & en eſtat de faire rauetiſſement de ſes meubles, le peut faire pardeuant quatre eſcheuins iurez, ou perſonnes de loy, ſoubz qui ſeroit couchant, & non ailleurs. Et de tant qu'il y a pluſieurs fermes à Mons ſera faiët vng registre en ceſte ville, où iceulz rauetiſſementz ſerōt registrez, & pour ce payer au clerccq deulz ſoulz pour ſon ſallaire, partant iceulz rauetiſſement deburont valloir, ſans en iceulz denommer aucune ſomme. Mais ſouffit qu'il ſoit contenu que les meubles & cattelz que les conioinëtts ont, & auront d'eulz ſans debat & ſans calenge, leſquelz eſcheuins iurez, ou perſonne de loy qui preſens ſeront à telz rauetiſſemēt faire, de quel que lieu ou ville qu'ilz ſoyent, auront pour leur vin à eſtre preſens, & dudiët chirographe recevoir ſix ſoulz tournois, & non plus, comme il ne ont d'aultre conuenances.

Item,

Item, Quand aucuns ordonneront par ceuvre de loy, les heritaiges de patrimosnes, ou acquest, sur telle forme, que le darrain viuant de luy & de sa femme en iouyffe, telz heritaiges qui ne seront autrement conditionnez, que par telles & semblables parolles, & dont le darrain viuant n'auroit rien ordonné au contraire, doibuent retourner au lez & costes, dont ilz seront remis. C'est asçauoir, que iceulx heritaiges viennent du patrimosne de l'homme, ou de son acquest auant sondict mariage, ilz retourneront aux hoirs de son costé, pareillement pour ceulx venant de la femme retourneront aux hoirs d'elle. Et se ilz ont esté acquestez en mariage, la moitié s'en yra à l'hoir de l'homme, & l'autre moitié à l'hoir de sa femme, entendu que pour lesdis heritaiges, & rentes de patrimosnes, succession propriétaire prendra pied au iour du trespas, de celluy du costé dont ilz viendront au prouffit de son plus prochain hoir lors viuant, soit vng ou plusieurs, ou de leurs hoirs tenant leur lieu, se deuant ledict viager trespas, & pour lesdis acquestz prendre pied au iour du trespas du dernier viuant desdis conioincts.

Chapitre xxxvi.

Que quand vne personne yra de vie à trespas en la vesfueté sans testater, ayant enfans de plusieurs mariages, ses biens meubliers succederont à sesdis enfans lors viuans qu'il aura de son dernier mariage, mesmemét qui seroient en son pain, & s'il n'en y auoit en son pain, aux autres enfans du dernier mariage s'aucuns en y auoit. Sans que les enfans d'autre mariage parauant y puissent auoir aucun droit de tant que parchon leur doibt, & debura auoir esté faicte, au remariage de leur pere ou mere. Et se icelle personne trespassee n'auoit nulz enfans de son dernier mariage, lesdis biens meubles appartiendront aux enfans de son precedét mariage par teste, & ainsi pour chascun mariage.

Des deniers de parchons d'enfans en minorité.

Que quand aucuns enfans sans pere & mere ayans deniers de parchon en main de loy yront de vie à trespas en minorité & bas eage, sans auoir recheu leursdictes parchons, ou fait quitance à loy, delaisant frere ou soeur germains viuant, chascun d'eulx debura succeder en icelluy trespas ottant l'vng que l'autre sans que les demy freres ou soeurs, y puissent auoir quelque droit.

De toutes successions d'heritaiges, ou de meubles qui escherront à aucuns enfans mendre d'ans, ou estans en pain de pere, ou de mere, par les trespas d'aucuns leurs proximes trespasseez sans hoirs de leur chair, lesdis heritaiges & meubles soyent & appartiengnent à iceulx, & que ilz soyent prins, & leuez par les loix des lieux où les successions escherront iceulx inuentorier, & mettre à iuste somme ou velleur, par l'ordonnâce desdictes loix és maisons mortuaires: mais par bonne fin baillant à icelles loix par iceulx pere ou mere qui en vouldroyent iouyr, & auoir la congnoissance, en deburont iouyr iusques adont, que iceulx enfans seroyent eagez, & hors de pain, pour leur estre deliurez, comme lon fait de leur fremeture.

Que se iceulx pere ou mere ou leur parastre ne peuuent, ou veullent donner bonne fin, lesdictes loix les deburont leuer & garder, pour lesdis enfans, & leur bailler & deliurer quāt hors de pain seront, & souffissamment eagez. Et quant est à la iouyssance des heritaiges, ses fruiets appartiendront ausdis pere ou mere ou parastre, comme par cy deuāt a esté, à subiection toutesfois que iceulxdis pere ou mere ou parastre seront tenus de retenir les maisons & edifices bien & leallement ainsi que à viaige appartient, ou au moins si auant, que les reuenues de telles successions estant en iugement, là où icelles maisons & edifices seront gifans, le pourront soustenir, valloir & porter, & que de ce faire puissent & doibuent estre poursuyuis, par lesdictes loix ou leurs commis, toutesfois que y auroit deffaulte, tant que lesdis enfans seront en pain, & pareillement estre poursuyuis, par iceulx enfans, ou aucuns d'eulx quand ilz serot souffissamment eagez.

De rentes & reuenues escheues aux enfans orphelins.

Chap. xxxviij.

Les loix escheuinallés, tant à la ville de Mons, comme ou chief lieu, quand enfans orphelins escherront soubz eulx, & que à iceulx escherront biens, rentes, & reuenues, par les trespas de leurs pere ou mere, ou d'aucuns leurs prochains parens lesquels sont gouuérnez, si comme en ladicte ville de Mons, par les maistres des orphelins d'icelle, & ou autres lieux par lesdictes loix escheuinallés, icelles loix sont tenus de mettre à prouffit, & multiplication tous biens d'orphelins & pupilles tant meubles & procedans de rétes & reuenues, comme de

NNNN

Couftumes generales de Hainault

parchons, qui feront en velleur de en pouoir faire prouffit, en ladicte ville de Mons & partout le chiefieu. Soit par mettre l'argent à plaine penfion, aux vies des enfans, ou du plus prochain qui en eux deburoit succeder, se il n'y auoit que vng enfant, ou aultre tel prouffit à demy gainaige, ou aultrement, que lefdictes loix, par le fceue des parens & amys d'iceulx orphelins veront estre vtile, & prouffitabile, pour aux orphelins rendre bon compte & payemēt, si tost que venus seroient à leur eage, ou que ilz se trayeront en mariage, pour lors en faire & bailler bonne quittance & descharge ausdis escheuins, & aultres à qui ce pourroit touchier.

Des heritaiges ou rentes acquises par loy ou mambourgs. Chap. xxxviij.

Ve d'heritaiges ou rentes heritables, qui s'acquerront par gens de loy, mambourgs, tuteurs, testamenteurs ou d'aultres, des deniers procedans de parchons d'enfans à remariages d'aucuns d'orphelins, de testamens, & multipliances, tiendront & deburont tenir condition & nature de biens meubliers, & succederont à icelluy, ou ceulx ausquelz les mesmes deniers, ou meubles succederoient, comme se ilz estoient en nature. Mais apres que iceulx heritaiges, ou rentes heritables seront ainsi succedez & acceptez par lefdis succedans, deburont de là en apres estre tenus & reputez comme aultres successions d'heritaiges, & rentes heritables.

Se il aduenoit que les parens ou amys d'iceulx enfans orphelins vouloient requerir & auoir le gouvernement pour en vser par la maniere que dessus, les loix sur caution raisonnable deburont à iceulx le tout bailler, & deliurer en main, pour en rendre compte par deuant lefdictes loix, d'an en an, ou toutesfois que requis en seront.

Où il aduendra que iceulx orphelins allaissent de vie à trespas, parquoy les pensions à eulx appartenantes s'aucune en y auoit, perdissent leurs cours, les hoirs d'iceulx orphelins se deburont contenter de ce qui seroit en estre appartenant à iceulx orphelins & pupilles, sans plus auant poursuyuir lefdictes loix, ou ceulx qui auroient eu le gouvernement desdis biens.

Et quant aux orphelins & pupilles qui seront absens dudit pays, lefdis gens de loy se pourront, & seront tenus eulx descharger d'iceulx deniers par rendant compte & aultrement au bout de sept ans ensuyuant leur partemēt, & absence aux heritiers, & hoirs desdis absens, par leur baillant les deniers sur bonne caution à leur descharge, demourant entier l'absent sil reuient de poursuyuir son droit, sur celluy ou ceulx qu'il appertendroient.

De poursuyuir gens de loy pour auoir compte. Chap. xxxix.

Quiconques voudroit poursuyuir lefdictes personnes de loy, pour rauoir cōpte & payemens desdis biens parchons, & gouvernement d'heritiers, & meubliers d'orphelins & pupilles, faire le pourront & deburont dedens douze ans ensuyuant, eulx venus à leur eage & homme francq comme deuant est dict, ou par apres ne seront recepuables, entēdu sil estoient absens, auront six ans ensuyuant leurdict retour oudict pays de ce pouoir faire.

Des absens rauoir leurs biens à leur retour. Chap. xl.

Vand aucuns possesseurs heritaiges soubz la loy & chiefieu de Mons se partiront hors du pays de Haynault, & demoureront par l'espace de sept ans & plus sans ce que en ce terme ilz reuiennent, & que d'iceulx soyent ouyes certaines nouvelles, que viuans soyent, ceulx qui en eulx deburont succeder pourront apprehender à leur prouffit lefdis biens, & heritaiges en baillant caution à loy, à subiection d'icelluy succedant, ou son hoir restituer à icelluy absent sil reuenoit, & rauoir vouldoit ce que receu & prouffit en auroit, durant ladicte absence, sans malengien.

Et se iceulx absens reuenoyent apres les sept ans passez, & que leurs biens & heritaiges fussent deliurez à aultruy, ilz pourront & deburont reuenir à la possession d'iceulx. Mais si deuant le terme de sept ans accomplis lefdis hoirs vouloyent monstrer souffisamment à francq verité, les mors desdis absens, receuz y deburont estre, & leur debura valloir, pour succeder & apprehender à leur prouffit iceulx leurdis biens & heritaiges, sans estre tenus deliurer quelque fine ne cautiō, pour ceste cause, esquelles plainctes, pour approuuer mors, ou absence debura estre specifié & déclaré le iour ou enuiron d'iceulx trespas, ou partement des absens, & mesmes selon qu'il apperra par l'enqueste, soit ainsi déclaré es lettriages d'approuuance qui s'en feront, & soit ainsi entendu & tenu pour loy, que la succession d'iceulx trespassez ou absentez debura prendre pied, açaouir quant au trespas au iour d'iceulx aduenus.

Et

Et au regard des absens debura prendre pied au boult de sept ans ensuyuant leur partemēt, & que d'eulx n'auroient esté ouyes nouvelles certaines, que viuans fussent, sans auoir regard, entant que peult touchier à ses reliefz, & appprehension des successions, au laps de temps depuis iceulx trespas ou absence, iusques au iour de ladicte approbation. Lesquelles mors ou absence se pourront monstrier pardeuant la loy de ladicte ville de Mons, pour valloir par tout le chiefieu, supposé que les heritaiges, ou biens d'iceulx mors ou absens, fussent fruez & gifans en aultres lieux & iugemens.

*Des obligations, rappors & seurtez.**Chap. xli.*

EN toutes obligations, conuenances, rappors, seurtez d'heritaiges, transpors de meubles, qui se feront en ladicte ville de Mons, & és meltes dudiect chiefieu, les causes y soyent exprimees & esclarchies, pourquoy faictes & congneuës seront. Auecq seront tenus faire serment, asçauoir l'obligié, que ladicte obligation, rappors, & seurtez d'heritage de mainfermes, ioyaulx, & aultres biens meubles, ilz seront à bonne & iuste cause, & sans personne quelconque, ne leur leaulx crediteurs vouloir fraulder, baretter, ne eslongier de leur droit, és mains de ceulx de la loy, pardeuant lesquels tels conuens se passeront. Et pareillement seront tenus ceulx enuers qui telles obligations & rappors se feront, iurer que à bonne & iuste cause le reçoipuent, & que point de fraulde n'y sceuent.

Pour lesdis rappors & seurtez qui se feront, ceulx estās presens ausdis rappors, & recepuoir en telle maniere que dit est, deburont aussi iurer, que si tost qu'ils seront satisfaits & payez de leur deu ausdis rappors & seurtez, ne demanderont aucun droit. Et si presens n'y sont, ceulx qui telz rappors recepuront, ou nom d'aultuy, deburont faire semblable serment. Et se ceulx qui receu l'en auront estoyent trespassez, ce demoureroit ferme parmy le serment que l'obligié en auroit faict, puis que ce appara lettrye selon la coustume de ladicte ville de Mons & du chiefieu.

*Des vendaiges absolus de meubles.**Chap. xliij.*

Que és vendaiges absolus de meubles & ioyaulx, & de debtes obligiez, que lon faict aucunes fois pardeuant escheuins, les causes pourquoy elles se font, seront dictes par deuant les escheuins, & que les vendeurs iurent à ce faire és mains d'iceulx escheuins, que se ilz font sans cautelle querre, contre leurs leaulx crediteurs, ne aultuy fraulder. Et pareillement acheteur, que lesdis meubles deburont recepuoir & emporter, par deuers eulx ferōt aussi sermēt que ces achaptz ont fais à bonne & iuste cause sans aucune fraulde.

Que iceulx sermens qui ainsi se feront, & deburont faire, soyent contenus & escripts ainsi qu'il appartiendra, és lettriages qui pour lesdis conuens s'en feront, ou autrement on les tiendra de nulle valeur, se question s'en faict, en cas que recouurez ne seroyent, par recordz d'escheuins en maniere de tant plus.

*De faire plaincte ou droit pour auoir record.**Chap. xliij.*

Que de cy en auant ceulx vueillant obtenir record d'aucuns besongnemens, conuens, & œures de loy, le plaidant sera tenu faire plainte ou droit, & alencontre de celluy, ou ceulx à qui la chose pourroit toucher, affin de contre ce dire, & aduertir ce que bon luy sembleroit endedens quinze iours, ou fourclos en seroit. Et se partie vient elle sera ouye, pour apres estre procedé ainsi que sera veu, par le chiefieu debuoir au cas appartenir. Et se partie ne compare dedens lesdis quinze iours, sera procedé audiect record. Et se ceulx contre qui celles plainctes s'adresseront estoyent demourans hors du iugement, publication debura estre faict par trois dimanches, affin de contre ce dire, & aduertir ce que bon sembleroit endedens quinze iours ensuyuant lesdis denonchemens expirez, ou fourclos en seront, se partie vient endedens sondiect iour elle sera aussi ouye, pour apres estre procedé, comme dessus.

*De approuer loix de meslee.**Chap. xliij.*

Pour approuer loix de meslee & debatz, les officiers, ou seigneurs des lieux se pourront aydier en tesmoingnage de clerks tonsurez, femmes, & tous aultres dignes de foy, reserué les seruiteurs domesticques avec tous leurs officiers de serment du seigneur, lesquelles loix se deburont iugier au prouffit des seigneurs, soit par tesmoingnage, comme dit est, ou que les debatz se trayent en paix, ou appointement, pour cause des battures & iniures, ou fachent cōgnouissance, par vantize, ou autrement non constraintiues du cas auoir commis, dont il

Couftumes generales de Hainault

appareeroit fouffiffamment, ou que par proches en soyent condemnez, & partât payer les loix & despens, par celluy sur qui feroient iugiez.

De tirer baston, bender arcq, &c.

Chap. xlv.

Se aucun tire baston, bende arbalestre, arcq à main, aualle picque, fourque, ou aultre baston, & en facent enuahye par ire faite sur aultruy, mesmes de traict de pouldre ou d'aultre, posé qu'il n'y ait coup donné, celuy seroit iugé à soixante soulz blans, & le baston confisqué au seigneur à qui de ces choses en appert. Soit par tesmoingnage, recongnouissance, vantize, ou par sergent prenant le baston hors des mains de l'enuahysseur. Et fil y a coup donné sans mort, en l'amende de dix libures blans s'il aduient de iour, & s'il aduient de nuyt vingt libures blans.

Offres de rentes.

Chap. xlvi.

Les offres de rentes heritieres de mainfermes vendues, soient faictes aux heritiers en descharge de leurs heritaiges, par le vendeur ou par l'achepteur fil en est adherité: A scauoir pour rentes sur heritaiges amazees adheriter se il est oudict iugement, ou en son absence à sa femme se trouuee y estoit. Et se point n'y sont trouuez au leuuaigier s'il en y a, ou autrement y appeller deux voisins pour apres quinze iours passez lesdis heritiers estre fourclos de reprendre lesdictes rentes. Et pour l'heritaige non amaze, le ainsi faire au censeur, ou leuuaigier de l'heritaige, ou à ses voisins se l'heritier, côme dict est, ou la femme, ne sont trouuez oudict iugement.

De aualler lettras en ferme.

Chap. xlvij.

Seront toutes personnes de loy, sortiffantes audict chief lieu de Mons, tenues, de mettre & aualler en leur ferme, les chirographes, & escripts des besongnemens fais & congneuz par deuant eulx, endedens quinze iours ensuyuant au plustard iceulx expediez & à eulx deliurez: sur vingt soulz de loix, l'une moitié au seigneur du lieu, & l'aultre moitié au prouffit de cestuy à qui ce toucheroit. Et se lesdis lettriages & escripts sont expediez, dedés six sepmaines, ensuyuant le iour de la congnoissance, lesdis de la loy n'auront riens pour les recepuoir, & mettre en ferme, comme dict est. Mais apres icelles six sepmaines deburont auoir vng droit de loy, de six soulz. Partant tenus & subgectz à les mettre oudict ferme, dedens lesdis quinze iours ensuyuant, sur lesdictes loix. Et si est ordonné, que toutes loix ayantz ferme, auront vng seel en leur ferme, portant le nom de la seignourie, ou du lieu, pour sceller les chirographes qu'ilz recepueront pour demonstration, que la cõtrepartie soit en ferme, affin que lesdictes loix, n'y fachent ignorance, si par apres n'estoit trouué, la contre partie en leur ferme.

De faire partage d'heritaige.

Chap. xlvij.

Que quand il escherra à faire partaige d'heritaige, & rente par plaincte, icelluy partaige se doit & debura faire au plusgrant proffit des parties à moins de pieces, & de desmembrement d'iceulx, aussi moins de loz gettans que bonnement faire se pourra, en recompésant le moindre contre le bon, en mettant le fort cõtre le foible. Soit par charger la meilleure part de rente à rachat au proffit de la moindre portion. C'est à entendre, se vne personne auoit les deulx tiers en vng heritaige de mainferme ou aultre, que celluy ayant les deux tiers les doibt, & puist auoir tenant ensemble, sans en faire trois loz, ne trois parts. Car quãd cy deuant il s'en faisoit aultrement, par l'arrogance des parties, ou l'une d'elles, il escheoit aucunesfois que celluy ayant son tiers, escheoit en la moyenne, & partant celluy ayant les deux tiers, les auoit à deulx debout & costes, à ce moyen les heritaiges en trois, ou lieu de deux: & ainsi consequẽment de plusgrant, ou plus petite portion à l'aduenant. Et se il y auoit plusieurs pieces d'heritaiges pour chascune des parties auoir pieces, que en telle maniere que dict est, chascune des parties ayt sa portion la plus entiere, que faire se pourra, à moins de piece, sans qu'il conuiegne lesdis heritaiges partir piece à piece, le tout neantmoins à la discretion, & conseil des loix escheuinalles, & cerquemaneurs, où ce aduendra, & parties sur ce ouyes, & loz getter sans malengien.

Que se aucuns succedent par trespas de leurs parens à aucuns heritaiges, rentes, ou seignouries foncieres tentus en mainfermes, lesdis succedans peuuẽt, & pourront se bon leur semble faire partaige amiablemẽt, & d'accord ensemble d'icelledicte leur succession, sans quelque seruice, ne droit seignourial payer, à qui q̄ soit, pourueu que telz partaiges se fachent endedés l'an & iour du trespas d'icelluy, de qui la succession viendroit. Entendu toutesfois, q̄ fil y auoit

vng,

vng, ou plusieurs desdis enfant ou enfans, yssus d'eulx qui fussent en minorité, ou absentez du pays, ledit partaige se pourroit aussi lors faire sans payer quelque droit seignourial, dedans l'an ensuyuant, iceulx venus à leur eage, ou absent reuenus en Haynault, sans malangien.

De faire offre au proxime.

Chap. xlix.

Quant aucune personne fera vendaige, ou alienation de son heritaige, ou rente de main-ferme à luy venant de son patrimoine, ou du patrimoine de sa femme, soit par don ou en aultre maniere, offre en doibt appartenir & debura estre faicte, au plus proxime, soit vng, ou plusieurs, que en iceulx vendeurs, ou donateurs deburont selon loy succeder, se vedaige, ou condition n'en faisoit, pour par eulx rauoir, & reprédre se bon sembloit, nō pour aultruy, pour le pris que vendus seroit, & pour douze deniers moins, sans malangien, dont du iuste pris vendeur & acheteur, serōt tenus faire leal serment, és mains des loix escheuinales, où ce escheroit, entendu que s'il y auoit plusieurs proximes en vn mesme degré, & que les aucuns d'eulx par impuissance ou autrement, rauoir & reprendre ne vouloient leur portion, que les autres de semblable proximité, soit vng ou plusieurs qui rauoir & reprendre le voudroient, ayt auctorité de rauoir & reprendre le tout, pour icelles reprises tenir ortel nature & condition de patrimoine, à iceulx reprenans, que leur propre patrimoine, & cōme s'il luy fut succédé ainsi que de tous temps cy deuant a esté faict & vŕé, à tel estat que se ladicte alienation se faisoit par don ou autrement, on n'eust somme & pris denommé, que lesdis heritaiges ou rentes doibuent & deburont estre prises par loy.

Et si les vendeurs ou donateurs auoyent pour leurs plus proximes enfans en minorité & bas eage, ou fussent absens du pays, le plus proxime ensuiuant debura auoir l'offre, & le pourroit rauoir & reprendre par proximité, si que dessus est dict, lequel offre se debura faire par l'acheteur, soit vng ou plusieurs, presens les mayeur ou son lieutenant, & quatre escheuins ausdis proximes, soit vng ou plusieurs, s'ilz sont trouuez en leur iugemēt, ou en leur absence, à leurs femmes si elles y estoient. Lesquelz auront quinze iours entiers pour rendre & payer le pris dudit vendaige, sur peril d'en estre fourclos.

Mais si point n'y sont trouuez, que denonchemens soyent fais au lieu du iugement accoustumé, par trois dimanches continuelz, durant lesquelz iceulx proximes deburont venir à loy dire se rauoir le veulent, ou quel cas auront quinze iours ensuyuant pour rēdre & payer le pris & valeur dudit vendaige, ou don pour douze deniers moins, sur peril d'en estre fourclos.

Si telz offres & denonchemens n'estoyent ainsi fais & conduis, lesdis proximes pourront paruenir à ladicte reprise dedens l'an & iour d'iceulx vendaige & alienation, pour le mesme pris, & pour lesdis douze deniers moins satisfaire és mains de loy, ou par apres en seroyent fourclos. A tel estat que pour rentes, heritier de heritaige en descharge de fondit heritaige, doyant icelle rente, le pourroit rauoir auant le proxime.

S'ensuyuet plusieurs pointz & termes de loy, que les seigneurs vassaulx haultz iusticiers en Haynault, sortissans pour leur escheuinaige, à chieftieu de Mons, ont accoustumé acquerre, en faisant plainte ou droit, contre vng de leurs escheuins & mayeur, sur laquelle apres partie ouye, les escheuins de Mons, ont accoustumé bailler charge de iuger à la raison, en gardāt les auctoritez, libertez, franchises, & bons anciens vsages de chascun, si auant que auoir le doibuet par chartre, priuilege, ou autrement.

Chap. i.

Premierement des loix de mesles, aŕcauoir pour main-mise.

xl. s. blans.

Item, de sang faict sans arme esmolue.

c. s. blans.

Item de main-mise d'armes esmolues, supposé que sang y ayt ou non.

x. s. blans.

Et soit entendu, que auецq telz bastōs d'armes esmolues, sont comprins traict de pouldre, arcq, arbalestre, dard à main, plommecs, mailles de plomb, & aultres bastons ayans fer, plomb, estain & aultre metal.

Item, se ces meslees aduiennent de nuyct, qu'elles sont doubles.

Item, De bestes à corne qui seront trouuees faisant dommaige à aultruy, à douze deniers blans à piece.

Item, d'un cheval ou iument trouué en ortel lieu.

deux. s. blans.

Et le poutrain au laiçtriens.

Item d'un pourceau.

fix deniers blans.

D'une blanche beste laine portant.

fix deniers blans.

S'il y auoit cinq pourceaux, ou cinq bestes portant laine en vn troppeau, seront à cinq

NNNN iij

Couſtumes generales de Hainault

foulz blans: ſe plus de cinq en y auoit, il y aura dix foulz blans de loix & toujours le dommage rendant par le ſerment de celluy à qui il ſeroit fait, ou que priſié ſeroit par loy du lieu ou par priſeurs ad ce commis, & pour ce ſermentez de par eulx, aux choix & option de celluy qui auroit fait le dommage, & pour ce faire auront leſdis eſcheuins ou priſeurs pour leurs drois ſix foulz.

Item, Se ces fourfais ſont trouuez de nuyct, les amendes doibuent doubler. Mais la reſtitution du dommage doibt eſtre telle, comme de iour.

Item, Quiconques trouueroit beſtes d'aultruy en ſon dommage, & les merroit ou voudroit mener en priſon, pour ſon dict dommage rauoir ſur ſon ſerment, comme chaſcun faire peult, que icelles beſtes ainſi trouuees & menees priſonnieres ſoyent à ottelles loix, que deſſus, auſſi bien que ſe le meſſier ou aultre officier les auoit priſes, trouuees, & rapportees.

Item, Que nulz ſans cōgié de ladicte ſeignourie, ou de perſonne puiſſante, ne fache, ne empire le vvareſchaix de ladicte ville, en ladicte ſeignourie, ſur ſept foulz ſix deniers blans de loix, & remettre celluy vvareſchaix à eſtat deu.

Item, Que chaſcun depuis lamy-Mars iuſques adoncq que les biens ſeront deſpouilleez, ſoit tenu de réclorre & foſſer ſon heritaige cōtre le vvareſchaix, ſur vngtſept deniers blâs de loix.

Item, Que chaſcun chief lieu d'hoſtel, ou perſonne pour le faire, ſoit tenu de ayder à refaire les voyes & chemins, que par beſoing il ſera commadé de par ladicte ſeignourie, ſur vngtſept deniers blans de loix.

Item, Que nulz ne charie parmy les biés d'aultruy, ne en voye deſſendue ne accouſtume, ſur l'amende de cinq foulz blans du char & deux foulz ſix deniers blans de la charette, ſe calengié & rapporté en ſoit par le meſſier, l'heritier ou cenſeur, & le dommage rendre, comme dit eſt.

Item, Que vng ban ſoit fait deuant Aouſt, que tous ceulx qui ſeront trouuez hors heures aux champs és biens d'aultruy moiſſonnans, ſoyent à deux foulz blans de loix, & vne cran-dreſſe, à douze deniers blans.

Item, Que nulz ne fachent en Aouſt, ne aultre temps aultruy dommage en ſes abans, en ſes courtillages, en ſes fruicts, ſauchos, herbaiges, ne en houblons prendre, ne cueillir, ne aultre maniere, ſur ſix foulz ſix deniers blans de loix, pour les champs & ſauchos, & en courtillages cinq foulz blans, & le dommage rendre.

Item, Quiconques voudra faire foſſe à marles de carbons, ou puy, ſoit tenu durant l'ouuraige, tellement garnir la foſſe, que nulz perilz n'en aduengne, & l'ouuraige furny, remplir le iernubz, de ſorte qu'il n'y ay auſſi nulz perilz, ſur ſoixante foulz blans de loix, avec la reparatiō faire à leurs deſpens, & amender les infortunes & perilz, aux taux de Juſtice.

Item, Qui recouroit ſes beſtes, ou ſon pan au meſſier, ou à celluy qui priſes les auroit en ſon dommage, il ſoit à ſept foulz ſix deniers blans de loix, ſur le ſerment & rapport de celluy à qui elles auroyent eſté reſcouſſes.

Item, Que vng meſſier ſoit eſleu, créé, & ſermenté par le mayeur & eſcheuins, & la plus ſaine partie des bonnes gens laboureurs du lieu, & creuz de ſes rappors, mais que il ſe face endens tiers iour.

Item, Que vng tergeur ſoit eſleu, par le ſeigneur, ou heritier, & ſermenté, par le mayeur ou ſeigneur hault iuſticier, preſent eſcheuins pour eſtre creuz de ſes rappors qu'il ſeroit dedens le ſainct Remy, ſur ſoixante foulz blans de loix.

Item, Que vng tonnixeur, & vng vvyuagier, ſoit pareillement eſleuz, & ſermété pour leur rapport eſtre creuz des deffaultes de ronnieulx & vvyuaiges emportez, ſur ſoixante foulz blâs de loix, par celluy qui les deburoit & fourferoit. Sauf en ce les franchiſes & libertez des bourgeois de Mons & aultres, pourueu rapport fait dedens quinze iours.

Des tauerniers vendre vin & ceruoife.

Chap.li.

Item, Que nulz en ladicte ſeignourie, ne vendent vin, ceruoife, ne aultre beuuraige, ſans auoir eſté mis à pris, par les mayeur & eſcheuins, ſur ſept foulz ſix deniers blans de loix.

Item, Que nulz tauerniers ne empire ſon vin ne aultre beuuraige, depuis qu'il à eſté mis à pris. Sur ottelles loix, avec celluy beuuraige empiré, eſtre fourfait & acquis à ladicte ſeignourie. Et le vendaige an & iour perdu, ſe vaincu en eſtoit par bonne verité.

Item, Que nulz ne face dommage à aultruy en briſier ne roſter ſoifz hayes & clotures, ſur ottelles loix.

Item,

Item, Que nul ayant heritaige tenant à chemin ou vwarefchais, ne facent maisonner sur icelluy ou dessoure, sans le auoir premier monstré au mayeur & escheuins, parquoy on y puist cerquemanner; se le fait le requiert, sur sept soulz six deniers blans de loix.

Item, Que nulz ne refuse de ses beuurages à deliurer, se mis à pris sont, moyennant que on luy baille argent, ou bon gaige, sur sept soulz six deniers blans de loix: mais que la requeste de ee auoir, ne soit hors heure de tirer.

Item, Que d'vng vin & ceruoise afforaigé soit prins par le seigneur, c'est assçauoir d'vng char de vin, quatre lotz, d'vne charette deux lotz, & d'vng brassin qui se feroit en ladicte seignourie quatre lotz.

Item, Que chascun tauernier à la requeste du mayeur & escheuins, soit tenu, aporter vin quant requis en sera, pour mettre à pris, sur sept soulz six deniers blans de loix, & aura ladicte loy pour ce faire vng lot dudit beuraige, qui sera mis à pris & non plus.

Item, Que nulz ne remplie; ne trouble iceulx beuraiges mis à pris, se grant necessité n'y est, & grant peril de le laisser, sur le serment dudit tauernier, ou s'il n'en prend congié, comme deuant il est dict, sur ottelles loix.

Item, Que se vng tauernier cloit sa tauerne, puis que hors n'auoit sa denree mise à pris empoint de vendre, il soit se tenu n'auoit vendaige trois iours entiers, ou pris congié de ce faire, à ottelles loix.

Item, Qui diroit laiçt vilainie, ou parolle iniurieuse aux personnes de loy, en mettant à pris, ou apres en leur presence, ou absence, regardant lesdits affors en disant vous me faictes dommaige, par ce que ne me affores mon beuraige selon qu'il vault, il soit à sept soulz six deniers blans de loix.

Item, Que nulz ne mesure les beuraiges & aultres liqueurs, fors à telles mesure qu'il y a à Mons, & qu'elles soyent d'estain, ou de queures, flastries & iustifices contre les principales estans vers les escheuins dudit Mons. Et se depuis en auant sont trouuees faulces: mais que deuement plaincte par loy s'en face, que chascun soit pour l'amende de ses mesures, soit vne ou plusieurs, toutesfois que en deffaulte seroient trouuez, à soixante soulz blans de loix, & au fraiz si auant que loy ordonneroit, & lesdictes mesures vne ou plusieurs en telle deffaulte que dict est, acquise à ladicte seignourie.

Item, Que tonneaux trouuez trop petis, selon le gaige de Mons, soyent condempnez estre bruslez en iours solempnelz publicquement. Le boire y estant confisqué au prouffit de la seignourie, & celluy ou ceulx dont le boire procedera és loix de soixante soulz blans de chascun tonneau ou complet s'il n'y a vñance du lieu à ce contraire.

De aulner & mesurer.

Chap.lii.

Item, Que nulz ne aulne drap ne aultres denrees à aulne qui n'y a à Mons, sur soixante soulz blans de loix, se trouué estoit faulse, & l'aulne perdue.

Item, Que nul ne poise d'aulne poix qu'il n'y a en la ville de Mons. C'est à entendre que tous poix en la maniere des mesures deuantdictes, seront portez à Mons, iustifier & enseigner. Et se depuis en auant sont trouuez faulx, que pour les poix vng ou plusieurs & pour ottant de fois, que chascun seroit trouué en deffaulte soit aux loix de soixante soulz blans, se plaincte par loy s'en fait, & les poix perdus avecq encheyr és fraiz si auant que loy ordonnera au contraire.

Item, Que nulz ne mesure, aulne, ne poise, que ce ne soit bien & leallement pour les acheteurs auoir leur droit, sur soixante soulz blans de loix, & perdre tout ce que petitement auroit esté mesuré, aulné, ou pesé: Mais que en la propre heure ou iour de la deffaulte, celluy, ou ceulx qui ce dommaige auroit ou auroyent receu, ou cas que ce fussent gens creables & sans maïse ocquison, & que lesdits escheuins le iugeassent s'ilz y veoyent l'occasion apparante.

Item, Que nulz ne ieuë au dez, sur sept soulz six deniers blans de loix, & ottant sur celluy qui en tiendroit l'ostaige, & se ce aduenoit par nuyct que les loix doublent.

Item, Que nul ne tiegne mauuais hostaige sur ottelles loix.

Item, Que certain regard soit cré & sermenté, par les mayeur, & escheuins, pour rapport faire sur toutes denrees de blan, & de brun pain qui se venderont, ou metteront à vente, en ladicte seignourie. Et que ceulx qui sur ledict rapport seront trouuez ayant trop petit pain, soit pour chascunefois, à sept soulz six deniers blans, & le pain acquis au prouffit de ladicte seignourie

Couſtumes generales de Haynault

avecque le vendage auoir perdu, quarante iours enſuyuant ce, & auſſy encheyr és fraiz de loy, ſe plaincte ſ'en faiſoit ſy auant que loy ordonneroit.

Item, Que nulz bouchiers, cabartiers ne autres ne puiſt vendre char, ne aultre viures, qui ne ſoit bonne & lealle denree, paſſant au regard des eſcheuins qu'il ne ſoit, ſe du mayeur plaincte ſ'en fait; à ſept ſoulz ſix deniers blans de loix.

Item, Que de routes plainctes & reſponſes par loy qui ſe feront d'heritaige de meubles, ou d'aultre choſe regardant au iugement d'eſcheuins, chaſcun iuge au renuoy de ſon pretendu, ſoit à loix de ſept ſoulz ſix deniers blans.

Item, Que de toutes plainctes de cens & de loix, qui ſe feront pour auoir payement de cens & rentes heritables, la ſeignourie ayt loix, aſſçauoir de chaſcun terme troys deniers blans: & le plaindant les deux ſoulz blans.

Item, Que nul ne briſe ſaifine faiçte par deuant quatre eſcheuins: mais que icelle briſure ſoit monſtree auoir eſté enfraincte ſoit és loix telles, que le chief lieu de Mons ordonnera.

Item, Que nul ne briſe vne ſimple ſaifine ſur loix de ſoixante ſoulz blans.

Des foreſtiers.

Chap. lii.

Item, Que ladiçte ſeignourie, puiſt eſlire vng foreſtier, & icelluy faire fermenter pardeuant mayeur & eſcheuins, & qu'il ſoit creu de ſes rapports qu'il fera par ſon ferment, en telle maniere, que ſ'il rapporte beſtes, qui ayent faiçt dommaige és bois d'icelle ſeignourie, elles ſoyent à ortelles loix & par la maniere que deuant eſt diçt, pour leſdiçtes beſtes avecq le dommaige rendre. Et ſe il rapporte gens coupant vers bois de cheſne à ſoixante ſoulz blans, & pour le blan bois, vingtdeulx ſoulz ſix deniers blans de loix, ou en icelles loix qu'il appartient, pour tel cas és bois voilins, deſoubz & deſſoure, pourueu rapporté faiçt dedens tiers iour. Sauf la franchise des ſeigneurs ou manans, à qui ce pourroit touchier.

Item, Que nulz ne voiſe foyer, ne prendre herbes és bois, prez, ne és forieres d'aultuy, ſur cinq ſoulz blans de loix, avecq le dommaige rendre, à celluy à qui faiçt ſeroit, ſur ſon ferment, comme diçt eſt deſſus pour le dommaige des beſtes.

Item, Que nulz ne laiſſe ſes cheuaults, iumens, beſtes à cornes, boucq, chieure ne aultre aller brouſter és gardins, hayes nouvelles taillees, & ieufnes colles des bois, de ladiçte ſeignourie, en deſſoubz l'eage accouſtumé au lieu enſuyuant, la coupe d'iceulx ſans malengien, ſur vii. ſ. ſix deniers blans de loix, pour chaſcunefois que le cas eſcherroit, & pour chaſcune beſte avecque le dommaige rendre, pour priſie de loix, ou de priſeurs à ce congnoiſſans.

Item, Que pour les eauvves, & riuieres de ladiçte ſeignourie garder, certaine perſonne ſoit eſtablie, & fermentee, & que chaſcun eſtant par icelluy rapporté de y auoir peſquié, & faiçt dommaige, il ſoit à l'admende, de ſoixante ſoulz blans, & le harnas dequoy peſquié auroit perdu, & acquis à ladiçte ſeignourie, ſauf à celluy qui auroit droit de peſquier, qu'il en ſoit à leur droit & vlaige.

Item, Quiconques ſe auancheroit de froſſer, & cauer, ſur ſon heritaige marchiffant à la riuiere, ou eauvve de la diçte ſeignourie, tant que à celle cauſe icelle riuiere, ou eauvve, en fuſſent empiree, & que par ce aucuns poiſſons puiſſent entrer és heritaiges des marchiffans, que chaſcun qui ce ſeroit & rapporté en fuſt, ſoit à ſoixante ſoulz blans, & tenu de ce que foſſe, & caue auroit remettre à eſtat deu.

Item, Que nulz ne mette lins ne chanure, rauvuir en riuiere courâte, ne en viuiers & foſſez rappiſſonez, ſur loix de cinq ſoulz blans, & le lin ou chanure acquis au ſeigneur.

Item, Que nulz ne voiſe reſceller aultuy eſteulle deuant la ſainct Remy, ſur l'admende de ſept ſoulz ſix deniers blans de loix.

Item, Que nul ne nulle ne cueille ſepmaille en verdifon, ſur heritaige d'aultuy ſans le gré de l'heritier ou fermier, ſur cinq ſoulz blans de loix, avecque le dommaige reſtituer.

Item, Que nul ne cueille harcelles ſur aultuy ſaulchs, ne poupliers, ſaulchois, ſur loix de xxvii. deniers blans, & le dommaige rendre.

Item, Que chaſcun ayant pourceaulx, ſoit tenu de les enuoyer au porquier, ſ'il n'a garde à reſidence, eſt tenu de les mettre dedens deuant la nuyçt, ſur l'admende de cinq ſoulz blans.

Item, Que nul ne laiſſe ſes pourceaulx aller en prez, & gardins toute l'annee, ſ'il ne gelle ſy fort, que fouyr ne puiſt, ſur ſept ſoulz ſix deniers blans.

Item, Que nul ne puiſt mettre beſtes en prez d'aultuy encloz, iuſques apres la ſainct Martin

tin

tin passé, sur sept soulz six deniers blans, s'il n'y a vñance au contraire.

Item, Que nul ne nulle manans de ladicte seignourie, ne puist auoir ne tenir bestes, qui à eulx ne soyent, allant sur les pastures communes d'icelle seignourie & iugement, se ilz ne tiennent icelles bestes de l'euvvier, ou de leal nourechon. S'ainsi n'est que icelles bestes, ilz mettent sur leur propre heritaige, & sur d'eulx soulz blans d'admende pour chascun iour & pour chascune beste.

Item, Que nul ne maine, ne face mener ses bestes paistre és champs, entre gardes d'aultruy en temps d'Aoust, ne en prez tant qu'il y ayt foin en temps de fenizon, sur deux soulz blans, pour chascun iour, & pour chascune beste.

Item, Que nulz afforains, ne maine ne face mener les bestes en pasture en nulz champs, sur les heritaiges, prez, chemins, relaix, & vvareschaix d'icelle seignourie, sur deux soulz blans, de cheuaults ou iument, douze deniers blans pour la beste à corne, pour le pourcheau, blanche beste, boucq, & chieures, six deniers blans, pour le troupeau de pourcheaux, de blanches bestes, boucq & chieures, cinq soulz blans. Et se plus de cinq desdictes bestes y auoit, dix soulz blans, pour chascunefois qu'il y seroient trouuez & rapportez. Sauf ceulx qui droit y ont & peullent auoir.

Item, Que nulz demourant en ladicte seignourie, ne dehors, ne se ordonne de mener & faire mener en foriere, bestes à corne, en temps que les heritaiges autour soyent de bledz, ou de marchage, ou l'vng d'iceulx, sur l'amende de deux soulz blans, de chascune beste qui trouuee y seroit, puis que par le messier, heritier, ou censeur callenge & rapport se feroit souffisamment.

Item, Que nulz ne herbege beste estrangiere, pour campier sur heritaige, & pasturaige, de ladicte seignourie, sur loix telles que pour ce cas l'on vse, en ladicte ville de Mons, qui est de deux soulz blans de chascune beste, se vaincu en estoit. Et pareillement celluy, ou ceulx à qui lesdictes bestes seront soit à ottelles loix.

Item, Que nul ne puist faire nouvelle sente, ne nouveau chemin, sur heritaige d'aultruy, non accoustumé d'auoir voye, ne en temps qu'ilz soyent querquies & adueltis de biens, sur cinq soulz blans d'amende, & le dommaige rendre, par ferme, & maniere, que cy dessus est dict.

Item, Qui concques desdroit escheuins, en allant contre leur iugement, il soit à vnze libres six deniers blans, dont chascun escheuin soit là present, ou non, ayt vingt quatre soulz blans, se prendre le veult: Mais que ce se face par voye ordonnee de plaincte & iugement: par rapport du chief lieu.

Item, Qui diroit iniure au mayeur & escheuins, pour cause regardant leur office, il soit corrigé de prison, & de voyage, à l'ordonnance de loy & dudict chief lieu.

De cerquemanner.

Chap. liii.

Item, Que chascun soit tenu d'accorder cerquemanner, quant plaincte s'en fera par son voisin heritier marchissant, & à iournee seruante, & pour ce assignee faire serment, & ferir ses coups leallement, par chascune partie sy auant qu'il entend son heritaige debuoir aller. Et s'il en est refusant & soit iugé le debuoir faire par trois fois, il doit & debura par le mayeur estre callengé, & mis prisonnier, pour le attraindre, en telle correction, punition, & loix qu'il seroit ordonné, par ledict chief lieu de Mons. Et se celluy, ou ceulx contre qui telles plainctes de cerquemannaige se feront, estoit demourant hors du iugement, ou son heritaige seroit gifant, que denonchemens soyent faits au lieu accoustumé, par trois dimenches: affin qu'il viengne querir coppie de la plaincte, & y respondre par la maniere que dict est dessus, dedens vng moys ensuyuant lesdits denonchemens expirés ou forclos, pour le plaidant obtenir en ses coups frappez, sur sondict serment.

Item, Qui encloroit son heritaige contre chemin, ou vvareschaix, ou il y auroit bonnes, en passant oultre icelles bonnes, & allant sur ledict vvareschaix, en l'appropriant à luy, il soit à soixante soulz blans de loix. Et generally payer tous aultres cas qui sont, pourront, & deburont descheyr en iugemens d'escheuins, selon ladicte loy de Mons.

Pour le fait des ladres.

Chap. liiiii.

Item, Se vne personne est renommee d'estre entachié de la maladie de lepre, les escheuins dessoubz qui telle personne est residente & demourante, seront tenus, & pour leur acquit le mener aux preuues, aux despens des parochiens.

Couſtumes generales de Haynault

Item, Se icelle perſonne eſtoit trouuee entachie de ladicte maladie, on luy debura bailler pour vne fois, ſ'ilz ne font du lieu, vng chappeau, vng manteau grys, vne clicquette, & vne beſache avecq luy faire ſon ſeruite, leſquelles bagues & deſpenſes debura eſtre prinſe ſur les biens de l'auiſmeſne, ou ſur les manans du lieu parochiens, en cas qu'ilz n'euffent competamment, & pour y furnir.

Item, Que la ville ſera tenuë, de à la perſonne faire vne maiſon ſur quatre eſtaques, ainſy qu'à eſté accouſtumé de faire. Et ſe le patiët laveult auoir meilleure, faire le debura, à ſes deſpës, à la charge de apres ſa mort eſtre bruſſee avecq le liët, & les habillemës ayans ſerui à ſon corps.

Item, Se vng ladre meurt en vne ville par faulte d'eſcheuins qui ne l'auroient point fait vuidier en temps & lieu ſur aduertiffement, leſdits eſcheuins en ſeroient punis & corrigiez arbitrairement.

Item, Que l'on ne pourra bouter vng ſuſpect de ladre hors d'une ville, iuſques à ce qu'il a eſté mené aux eſpreuues, & qu'il eſt iugié.

Item, Que vng ladre pourra ſucceder comme vne aultre perſonne, & les hoits du ladre à luy, & ſe peult aydier de ſon heritaige, comme vne aultre perſonne.

Item, Que vne perſonne, dès qu'il ſera iugié ladre, doit mortemain comme ſe la perſonne fuſt morte, ſur tel eſtat, que ſe icelluy ladre reuiet à ſanté, rauoir le debura. Et neantmoins apres ſa mort, debura eſtre prins mortemains.

Item, Se vne perſonne non nationnee, du lieu de ſa reſidence, eſt ſuſpectionnee de eſtre entachie de la maladie de lepre, les eſcheuins du lieu ſont tenus de le mener aux eſpreuues. Et ſe telle perſonne eſt trouuee, & iugié eſtre entachie de ladicte maladie, leſdits eſcheuins au bout de quarante iours luy deburont faire faire ſon ſeruite, & enſuyuant le mener au bout du iugement d'icelle ſeignourie au lez vers le lieu de ſa nation, & là renuoyer illecque, & luy adminiſtrer & furnir les parties cy deuant declairez, ſauf la demeure, en luy faiſant commandement ſur paine de ban, de non retourner ou iugement dont elle eſt partie. Et ſe icelle perſonne y retournoit le bannier ſur paine de ſa vie, leſquelz deſpens d'eſpreuue & de ſeruite debura eſtre à la charge du lieu de ſa reſidence. Et ſe ceulx de ſa nation faiſoyent reffus de le recepuoir, icelluy patient en pourra pourſuyuir prouiſion, là où & ainſy que bon luy ſemblera.

Item, S'il eſtoit difficulté du lieu de la nation ou baptême d'vng ladre, celluy doit & debura eſtre receu à la charge du lieu de ſa natiuité. A quoy deburont contribuer tous les manans de villaiges fortiffans à vne paroiffe, poſé que appendant à icelle paroiffe euſt pluſieurs ſeignouries & iugement.

Lesquelles loix, ſtatus, & couſtumes, ſtilz, vſaiges, & ordonnances auons de noſtre certaine ſcience & plaine puiffance confermé, ratiffié, & approuué, confirmons, ratiffions, & approuuons, & voulons eſtre inuiolablement entretenuës, en noſtre dict pays de Haynault, tant en iugement, comme de hors. Et ſe en icelles cheoit cy apres quelque difficulté ou obſcurité, leſdits eſcheuins de Mons pourront vuidier & declairer icelle difficulté & obſcurité. Et ſe en ce ilz ne ſe trouuent d'accord, le refererons, & rapporterons à nous, & à noz ſucceſſeurs, Comtes, & Comteſſes de noſtre dict pays pour en faire la declaration & interpretation telle qu'il appartient, le tout ſans deſrogier aux chartres, loix, & ordonnances de noz predeceſſeurs, dont moderation, ou changement ne ſeroit fait cy deſſus. Leſquelles demoureront en leur force & vertu, & voulons eſtre entretenuës, gardees, & obſeruees ſelon leur forme & teneur. Sy donnons en mandement à noſtre grant Bailly de Haynault, & à tous noz autres iuſticiers & officiers de noſtre dict pays & comté de Haynault, & à chaſcun d'eulx endroit ſoy, que en ceſte preſente conſtitution & moderation de loy, & tout le contenu en ceſdictes preſentes, ilz, & chaſcun d'eulx en ſon regard, entretiennent, & facent entretenir d'oreſnauant à touſiours. A commencer du iour de la publication & denonciation d'icelle, que deburont faire leſdits eſcheuins de Mons, & iugent ſelon le contenu, ſans aller ne ſouffrir eſtre allé hors, ne pour le temps aduenir aucunement au cōtraire. Sauf en tout & par tout noſtre droit, haulteur, ſeignourie, & demaine. Car ainſy nous plaift il. En teſmoing de ce nous auons fait mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donnees en noſtre ville de Bruxelles, le xv. iour de Mars, L'an de grace mil cinq cens & trēte trois, de noſtre Empire, le xiiii. & de noz regnes des Eſpaignes des deux Cecilles & aultres, le xviii.

Par l'Empereur & ſon conſeil.

F I N D E S C O V S T V M E S D E H A Y N A V L T .

LES

Les coustumes anciennes de Lorriz, des baillia-

GES ET PREVOSTE DE MONTARGIS, DE

I saint Forgeau, pays de Puisaye, Chastillon sur Loing, & autres lieux ressortissans audit bail-
liage de Montargis, ¹ comté de Gien, Sancerre, duché de Nemours, ce qui est au pays
de Gastinoys, chastellenie de Chasteaulendon, & autres lieux regis & gouvernez par les-
dittes coustumes.

Chapitre des fiefs.

Article premier.



VN vassal peut vendre son fief ou partie d'icelluy sans le consentement de
son seigneur. Et est tenu le seigneur de fief recevoir en foy & hommage
l'acquesteur dudit fief, ou partie d'icelluy, en luy payant les quintz & re-
quintz & autres profits si aucuns luy sont deuz par le vendeur & acque-
steur.

2 Aussi pourra ledit vassal vendre rente sur son fief, sans le consentement
de son seigneur: mais ledit seigneur de fief n'est point tenu recevoir en
foy & hommage l'acquesteur de la rente si bon ne luy semble. Et aussi ne peut le seigneur de
fief contraindre l'acquesteur de la rente de luy faire la foy & hommage d'icelle rente. ²

Et quand le seigneur de fief exploictera le fief sur lequel a esté vendue rente, ledit seigneur
exploictera son fief franchement & quittement sans payer ladicte rente, sinon qu'elle eult esté
auparavant infeodée. Auquel cas en exploictant la payera.

Vn vassal peut bailler à cens & rentes son domaine, retenu à luy la foy & hommage. Et
n'y a en ce faisant le seigneur de fief aucun profit. Toutesfois en faisant ledit bail ne pourra le-
dit vassal prendre argent ne aultre chose soit meuble ou immeuble du preneur sans profit. Et
s'il en prend sera deu profit du quint & requint au seigneur de fief comme en vente pour argēt
baillé ou estimation de la chose baillée.

3 Le seigneur de fief s'il est chastellain ³ peut auoir le fief mouuant de sa chastellenie si bon luy
semble pour le pris qu'il a esté vendu dedans quarante iours apres les offres. Auquel seigneur
en faisant lesdittes offres, ledit acheteur est tenu monstrier son contract en forme, pourueu
que ledit fief soit pour le seigneur chastellain & sans fraude.

Il n'y a point de temps prefix au vassal dedans lequel il doit aller faire ses foy & hommage,
payer les deuoirs à son seigneur de fief.

Le vassal combien qu'il ne soit en foy peut ioyr de son fief & faire les fruits siens, iusques à
ce qu'il soit sommé ou empesché par le seigneur feodal.

4 Quand le seigneur de fief n'a point d'homme par ce que son vassal a vendu, trāsporté ou au-
trement aliéné son heritage tenu en fief, ledit seigneur peut apres vingt iours saisir l'heritage
de luy tenu en fief, & icelluy exploictier & en prendre & en faire les fruits siens iusques à ce
qu'il aye homme, & qu'il aye esté payé de ses deuoirs & profits de fief, sinon que ledit vassal
voulüst faire la foy, payer les profits ou faire offres pertinentes dedans quarante iours dudit
saisissement, dont sera apres parlé, auquel cas seront lesdits fruits comprins ou excluz du dit
profit, comme il est cy apres dit. ⁴

Le seigneur de fief ne peut prescrire le fief de son vassal, ne le vassal la foy contre le seigneur
pour quelque temps qu'ils iouyissent l'un sur l'autre, sinon que le seigneur de fief eust tiltre par-
ticulier de la propriété, & en eust iouy par trente ans.

Vn vassal en faisant les foy & hommage à son seigneur doit estre nuë teste, desseinct, & baille-
ra ledit vassal la main dextre en celle de son seigneur, en disant par ledit vassal qu'il deuiet son
homme de tel fief qu'il doit nommer, luy en faire foy & hommage selon la nature de son fief.
Promettre que son profit pourchassera, son dommage cuitera, & loyaument conseillera & fera
en tous autres cas, ce qu'un vassal doit faire à son seigneur.

Quand le fief est saisi à faulte de foy & hommage, le vassal est tenu dedans quarante iours al-
ler deuers son seigneur de fief faire la foy & hommage, si ledit seigneur est demourant à dix
lieuës pres de son fief dominant, à cause duquel ledit vassal est tenu faire la foy. Et s'il est demou-
rant oultre lesdittes dix lieuës il suffist aller audit lieu de fief dominant faire la foy & homma-
ge, s'il y a personne ayant pouuoir de le recevoir, & payer les profits deuz, sinon faire les offres

1. Encoras de
present 1566
à treshaulte
tresillustre &
tresvertueuse
princesse Re-
nee de France
fille du tresil-
lustre & tres-
vertueux Loys
12. Roy de
France tres-
chrestien, pere
du peuple, &
luteur de in-
stice, duchesse
donairiere de
Ferrare, du-
chesse de char-
tres, cotesse de
Gisors & da-
me dudit Mō-
targis. C.M.
2. Aussi en
cas de rachap
il se payera
sans deduire la
rente, & si le
fief se vent à
la charge de la
rēte quint de-
nier, sera deu
aussy du pris de
la vente ou de
l'estimatiō d'i-
celle, si elle ne
est constituee
par argent. Et
en cas que le
seigneur face
les fruits siēs
ce sera sans
rien payer de
la rēte. C.M.
3. Non alius
& nonquam
ecclesiasticus
nisi certis lo-
cu. §. 91.
C.M.

4. 8. §. 17. §.
70. Scilicet ut
faciat fructus
suos à tempore
de la saisie con-
tre un autre
que l'heritier:
mais cōtre un
heritier, il
fault que ce
soit non seu-
lement, depuis
la saisie mais
depuis les qua-
rante iours. ad-
de j. §. 11. 12.
C.M.

Coustumes de Montargis

telles qu'il feroit à la personne de son seigneur. Apres lesquelles offres le vassal peut iouyr de son fief sans offense : & s'il n'y auoit point manoir audit fief dominant, suffist aller au domicile dudit seigneur si ledit seigneur est demourant à dix lieues dudit fief dominant, sinon au lieu de la iustice dudit fief dominant & faire ses offres comme dessus. xii.

Mais si le seigneur de fief ressaist ledit fief, le vassal est tenu aller faire les foy & hommage & payer les droicts & proffits dedans quarante iours comme dessus. Aliàs le seigneur peut exploicter ledit fief. xiii.

Quand aucun doit rachapt il doit offrir à son seigneur trois choses : Sçauoir est le reuenu de l'annee de son fief, vne somme d'argent telle qu'il verra estre conuenable, ou ce que deux preud'hommes estimeront, & deslors le seigneur de fief ne fait plus les fructs siens dudit fief : mais si bon luy semble aura quarante iours de choisir & eslire l'vne des trois offres, laquelle election il suffira aller declarer par procureur fondé au lieu du fief du vassal & domaine, à raison duquel est deu ledit proffit : & s'il n'y a manoir au lieu de la iustice du fief saisy. xiiii.

Si le seigneur feodal prend & eslit l'annee, ledit seigneur payera les loyaulx coustz & mises, & s'il choyist le dict de deux preud'hommes, le seigneur en prendra & eslira l'vn, & le vassal l'autre, lesquels arbitreront en leurs consciences que peut valloir le proffit, & si lesdits deux preud'hommes ne pouuoient accorder, lesdits deux preud'hommes en choyiroient vn tiers pour arbitrer avec eulx, & arbitreront dedans quinze iours. xv.

*l. 15. Intel-
lige etiã post
40. dies vi §.
§. 13. Et dũ-
modo vassallus
nihil sibi recon-
dat de fructi-
bus dicti anni,
sed eos omnes
capi permit-
tat à domino.
C.M.*

Et si proffit de rachapt estoit deu & le vassal apres lesdites offres faites & significes laisse son heritage vacant iusques à vn an depuis lesdites offres & signification, & sans ce que son seigneur de fief ayt declaré quelle offre il veult accepter ledit an passé, le vassal est quitte dudit proffit de rachapt. xvi.

De quelque costé que la foy faille du costé du vassal ou des deux, le seigneur de fief ne peut exploicter le fief de son vassal par faulte de foy non faite sans sommation ou empeschement dudit fief deuement signifié, qui vault sommation. xvii.

Et apres laditte sommation ou empeschement, ledit vassal aura terme ou delay de quarante iours pour entrer en foy & faire son deuoir enuers son seigneur : & en faisant laditte foy ou offres pertinentes dedans ledit temps, il iouyra des fructs empeschez, autrement apres ledit terme lesdits fructs seront acquis en pure perte au seigneur de fief. xviii.

Et si le seigneur feodal est chastellain il peut sommer ses vassaulx de plein fief en general par cry public au lieu de la chastellenie où l'on a accoustumé faire cris, & faire à sçauoir à certain iour qu'il declarera qu'il tiendra ses hommages. Apres lequel terme & delay peut ledit seigneur saisir ses fiefz, & iceulx exploicter en pure perte, si les vassaulx au temps à eulx assigné ne font leur deuoir enuers ledit seigneur de fief. Toutesfois ledit terme & delay assigné par ledit chastellain ne peut estre moindre de quarante iours. Et s'il a fiefz qui soient hors de laditte chastellenie & iustice, ledit chastellain sera tenu proceder par sommation ou saisissement particulier. Et s'il n'est chastellain il doit proceder par saisissement, empeschement especial ou sommation particuliere. xix.

Et si la foy fault du costé du vassal, en iceluy cas le seigneur de fief quel qu'il soit, sans sommation peut saisir l'heritage tenu de luy en fief vingt iours apres l'ouuerture dudit fief, & à cause de la foy, sauf de l'heritier du vassal qui aura quarante iours apres laditte ouuerture dudit fief, & plustost ne pourra estre saisy. xx.

Et si le vassal vient dedans lesdits quarante iours apres ledit saisissement & ne doit proffit, le seigneur le receura, & luy leuera la main de son heritage en payant les fraiz raisonnables, & si rachapt est deu & le seigneur accepte l'annee, les fructs qui seront ausdits heritages dedans lesdits quarante iours seront de laditte annee. xxi.

Et si le seigneur accepte la somme de deniers qui luy sera offerte, en ce cas les fructs empeschez ou leuez seront restituez au vassal, icelle somme payee, & en payant les fraiz, lesquels fraiz s'il en est different seront taxez & arbitrez par le iuge ordinaire. Et pour lesdits fraiz & differents ne demourera saisy. xxii.

En succession de fief en ligne directe entre trois ou plusieurs enfans, le fils aîné prend vn manoir ainsi qu'il se comporte, & poursuyt avec le vol d'vn chappon estimé à vn arpent de terre à l'entour dudit manoir s'il y a tant de terre joignant avec la moitié de tous les heritages & reuenuz tenuz en fief. Et les autres enfans soient fils ou filles auront l'autre moitié qu'ils partageront egallement, & y aura autant la fille que le fils. xxiii.

Et s'il n'y a que deux enfans le fils aîné prend le manoir, comme dit est, & les deux parts au residu. xxiiii.

residu. Et l'autre soit fils ou fille aura le residu des choses feudales.

xxiiii.

Le fils aîné ne peut demander prerogative d'aînesse quant au manoir, qu'une fois seulement ou en succession de pere ou en succession de mere: toutesfois si lesdites deux successions aduenoient audit fils, & n'y eust qu'un manoir, quand viendra à la succession du dernier decedé desdits pere ou mere, ledit aîné prendra l'autre moitié dudit manoir qui ne seront en ce cas reputez que pour un manoir.

xxv.

Et si lesdits pere & mere vont de vie à trespas sans hoirs males delaissees filles seulement, lesdits heritages tenuz en fief se partissent entre elles egalemment & sans prerogative d'aînesse.

xxvi.

Quand homme ou femme nobles vont de vie à trespas delaissez un ou plusieurs enfans mineurs, le suruiuant de quelque aage qu'il soit, a ou peut auoir & prendre la garde d'eulx, & au refus d'eulx l'ayeul ou ayeulle du costé du dernier decedé s'il y en a, autrement à ceulx de l'autre costé, & ne doiuent que la foy sans profit des heritages desdits mineurs tenuz en fief, lesquels gardiens toutesfois serot tenuz eulx immiscer de fait en l'administration de laditte garde, ou declarer en la iustice ordinaire dedans quarante iours s'ils l'acceptent ou repudient, autrement ne seront plus receuz à demander ne quereler laditte garde, sinon qu'il y eust cause ou absence raisonnable.

xxvii.

Auec iceulx gardiens prenent les meubles, sauf ceulx qui sont pour la fortification des maisons & ceulx qui y sont pour perpetuelle demeure, & sont leurs les profits & reuenuz de tous les heritages desdits mineurs iusques à ce qu'ils soient en aage, & par ce moyen sont tenuz les nourrir, acquitter de toutes debtes & entretenir les heritages en suffisant estat, payer les charges & les rendre indemnez & sans empeschement, & accomplir le testament pour les obseques, funerailles & laiz personnels du decedé.

xxviii.

Les enfans males sont reputez en aage quant à droit de fief & faire finir leur bail & garde à vingt ans & un iour, & les filles à quatorze ans & un iour, & prendre le bail de leurs freres ou autres parens mineurs & plus ieunes qu'eulx.

xxix.

Deormais quand enfans nobles ou non nobles demureront sans gardien ou baillistres & on leur pouruoit de tuteur & curateur, ils ne doiuent point de profit de rachapt, & sera tenu le seigneur de fief leur souffrance iusques à ce qu'ils soient en aage ou l'un d'eulx pour porter la foy.

xxx.

Et au regard des non nobles fils ont enfans ensemble de leur mariage le suruiuant à la garde desdits mineurs, & porte la foy & hommage pour eulx de leurs heritages tenuz en fief, sans ce qu'il soit tenu payer rachapt ne profit: mais ne fait pas le gardien les meubles & profits desdits enfans siens, & si la femme suruiuit qui aye prins la garde de ses enfans & elle se remarie, lesdits enfans estans mineurs & non aagez, elle perd la garde, & n'est point tournee la garde en bail: mais le pere ne la perd.

xxxii.

En default de pere ou de mere desdits enfans mineurs, l'ayeul ou ayeulle a la garde desdits enfans, & porte la foy & hommage pour eulx de leursdits heritages tenuz en fief: comme lesdits pere & mere, & sans profit ne rachapt.

xxxiii.

Un fils noble ou non noble aîné aagé de vingt ans & un iour sera tenu porter la foy & hommage pour tous ses freres & soeurs mariez ou non mariez, & garder une fois lesdits freres & soeurs de payer profit, & la fille à quatorze ans & un iour non mariee peut porter la foy & hommage de ses heritages feudaux sans payer profit.

xxxiiii.

En succession de ligne directe n'a aucun profit de fief, ne les gardiens n'en doiuent, toutesfois les pere & ayeul ayas la garde noble de leursdits enfans s'ils se remariet serot tenuz bailler caution de redre indemnez les mineurs de ce qu'ils sot tenuz les acquitter par laditte garde.

xxxv.

Gardiens sont pere & mere, ayeul ou ayeulle.

Baillistre sont ayeulle trouuee remariee mere & ayeulle qui se remarient, & parés de ligne collaterale: comme frere, soeur, oncle & cousins, & le plus prochain prefere l'autre de quelque costé que ce soit, & l'aîné le maîné.

xxxvi.

Deormais les baillistres collateraux ne gagneront les meubles, ne serot les fruits des heritages des mineurs leurs: mais en prenant l'administration desdits mineurs seront tenuz faire inuentaire & rendre compte, & ne payeront profit de rachapt.

xxxvii.

Au regard des ayeulles trouuees remariees baillistres, ne seront deormais lesdits meubles ne fruits leurs. Et quant au non mariees & meres tant qu'elles seront à marier seront les meubles & fruits des heritages leurs, acquittant comme les gardiens: mais si tost qu'elles se remarieront cessera laditte garde & ne seront plus les fruits desdits mineurs leurs, neantmoins

O O O O

1. 26. Sub titulo guardia non tutellari vel administratorio, & eorum fidei tenentibus vel rebellionem infra 40. dies, hoc factum non requiritur declaratio iudiciali. C. M.

2. 33. Non solum descendenti, sed etiam ascendenti ut dixi in consue. Paris. §. 2. Et expressim consue. Trevis. §. 25. Caluimonia. §. 16. 22. 25. 40. Carnotensis. §. 16. Quidam hanc immunitatem extendunt in fraterna vel sororina successione, ergo & donatione in anticipatione successioni. Sed Aruernie & alii loci de quibus dixi in consue. Paris. §. 23. Nulla illo casu intra pecuniaria debentur. C. M.

Coustumes de Montrargis

leur demoureront lesdits meubles en acquittant lesdits mineurs. Et au moyen de laditte garde qui se tourne en bail, gouuerneront comme baillistres lesdits mineurs à la charge de rendre compte & bailler cautions comme dessus. xxxviii.

Si pere ou mere, ayeul ou ayeulle vôt de vie à trespas sans enfans masles, delaisent vne fille ou plusieurs estans mariez lors dudit trespas, elles doiuent rachapt de leurs heritages tenuz en fief. xxxix.

1. 39. Voyez le proces verbal, & idem sub consuetu. Aurelianensi dixi in consue. Paris. vi. 1. Sed longe durior est consuetudo apud Mart-purgum hessorum, ubi filij primi matrimonij habent omnia immobilia, filij vero secundi bona mobilia et restatur Ioan. Ferrarius Motanus Mart-purgensis professor, quem ibi vidi insti. de iure natu. gēb. & ci. §. ex non scripto. C. M. 2. 41. Scilicet donado genero ut j. §. 77. 78. 84. C. M.

3. 44. Non tantum intelligitur de re tractu feudali, sed etiam de voluntaria acquisitione, vel successione, vel legato. C. M.

Desormais tant entre nobles que non nobles, interdiction¹ de vendre & aliener ses biens & heritages par vefuage n'aura lieu. Et succederont les enfans desdits nobles tant des premiers, seconds qu'autres subsequens mariages à leurs peres & meres, ayeuls & ayeulles sous les representations cy apres declarees en tous biens meubles, immeubles, propres & conquests assis és fins desdittes coustumes, sauf la prerogatiue des aîné ou aînez, sans ce que desormais lesdits enfans puissent alleguer laditte interdiction ne coustume de succeder par mariage ou liets, le tout sans preiudice des successions ia acquises ou affectees ausdits enfans au moyen de la dissolution desdits mariage & ancienne coustume, laquelle presente cōmencera auoir lieu du iourd'huy & entre ceulx qui ne sont encores mariez, ou sont en leur premier mariage. xl.

Quād l'vn des deux conioincts nobles va de vie à trespas sans enfans yssus dudit mariage, le suruiuat d'iceulx cōioincts préd tous les biés meubles, sauf ceulx qui sont pour la fortificatiō & instruction des mailons, & iceulx qui y seroiēt pour perpetuelle demeure, & les fait siens en payāt les debtes & accōplissant le testamēt pour les laiz personnels, obseques & funerailles, sauf à Orleās, Meung, Largueau, Sully côté de Gyē, S. Benoit & Chastillō sur Loire, & és terres de S. Croix, esquels lieux les heritiers du trespasé prénent la moitié desdits meubles. xli.

Si pere, mere, ayeul ou ayeulle donnent en mariage à leurs fils ou fille aucun heritage ou autrement en auancement de succession, il n'en est deu au seigneur de fief aucun profit, sinon que le mary de laditte fille en voulsist entrer en foy, & qu'iceluy qui auroit fait laditte donation se desmist de la foy en laditte donation faisant. xlii.

En ligne collateralle en pareil degré en succession de fief le masle forclost la femelle. xliii.

Quand enfans masles en pareil degré succedent à fief en ligne collateralle entre eulx n'y a aucun droit de prerogatiue d'aînesse: mais succedent egallement. xliiii.

Le seigneur du fief peut acquerir³ le fief que son vassal tient de luy & le ioindre à son domaine, & n'est tenu en faire foy & hommage au seigneur de qui il tient son plein fief: mais son heritier ou celuy qui a la cause, & luy en est tenu faire la foy. Et aussi si le seigneur de fief meurt apres que son vassal aura ahepté son rerefief, ledit vassal est tenu en faire foy tant du fief dudit seigneur feodal que dudit rerefief, & n'est plus réputé qu'un fief. xliv.

Et fil le reuend ou met hors de ses mains par quelque maniere que ce soit apres qu'il aura fait la foy & hommage, il demourera plein fief: mais s'il le vend ou aliehe auant lesdittes foy & hommage, il le peut bien bailler en plein fief ou arrierefief de son seigneur. xlv.

Iaçoit que la fille pour la succession de ses pere & mere ne doie aucun profit au seigneur de fief, toutesfois si elle se marie ou elle est trouuee mariee & elle n'a point de frere qui l'affranchisse & porte la foy pour elle, son mary racheptera. xlvi.

Quand à vn hault iusticier aduient par aulbinage ou confiscation vn fief qui n'est point tenu de luy ou vn arrierefief qui est tenu de luy, il en doit dedans l'an qu'il sera requis vuyder ses mains pour raison de l'indempnité du seigneur de fief ou arrierefief, ou faire la foy & hommage au seigneur feodal, ou luy payer le quint denier de la velleur & estimation dudit fief ou reuenu d'iceluy tel qu'il aduient audit hault iusticier, autrement le seigneur de fief en iouyra & l'exploictera. xlviii.

De plusieurs enfans, freres & sœurs nobles estans en bail sous leurs oncles ou cousins, l'vn d'iceulx venu en aage soit fils ou fille acquiert le bail des autres mineurs s'il veult, & forclost leur baillistre plus loingtain de luy en degré. xlix.

Quand mineurs saillent de bail ou garde & veullent entrer en foy de leur seigneur de fief, il est tenu de les recevoir sans profit, sinon qu'autre profit precedent en fust deu. l.

Et quand vn seigneur de fief a receu son vassal, il ne peut plus luy donner empeschement pour les profits qui luy pourroient estre deuz au-deuant la reception de foy, sinon qu'il fust fait reseruation expresse desdits profits, ou que le vassal eust fait quelque contract occulte dont fust deu profit recelé audit seigneur, esquels cas pourra ledit seigneur saisir pour lesdits profits comme au-parauant. li.

Pour

Pour partage n'y a point de profit au seigneur feodal, sinon qu'il y eust tornes d'argent, meuble ou d'immeuble non estant ne venant de laditte succession, lesquels cas seront deuz quint & requint pour lesdites tornes ou estimation. lii.

Vn vassal en quelque maniere que le fief luy soit adueni, soit par succession, acquest, ou autrement, ne se peut dire saisy de son fief à l'encontre de son seigneur de fief procedant par saisie ou puissance de fief, iusques à ce qu'il aye fait foy & hommage à son seigneur, ou que de luy il ayt eu souffrance qui equipolle à foy, ou qu'il aye offert deuëment à son seigneur faire la foy & payé les deuoirs & profits si aucuns en sont deuz, lesquels cas peut prendre complaincte contre sondit seigneur de fief. liii.

Souffrance equipolle à foy tant qu'elle dure. liiii.

Quand vn vassal baille son heritage qu'il tient en fief à cens ou rente perpetuelle, retenu à luy les foy & hommage, celui qui préd ledit heritage à cens ou rente ne doit aucun profit. lv.

Toutesfois si ledit vassal vend lesdits cens & rente ou partie d'iceulx, sera fief separé comme faisant partie dudit fief, dont sont deuz par l'acquerant quint & requint au seigneur de fief, & sera l'acquerer, quel qu'il soit, tenu faire foy & hommage desdits cens & rente ainsi acquis audit seigneur de fief, soit que le vassal vendeur eust retenu la foy dudit fief ou non. lvi.

D'oresenauant en cas de rachapt & exploict du seigneur de fief sur son vassal pour quelque cause que chee en exploict, ledit seigneur de fief ne prendra ou leuera plus les fruiçts pendans es terres & autres choses dudit fief, sinon quand & au regard des domaines que tient le vassal en sa main ou par mestayers ou fermiers en laditte main: car quant au reste baillé à cens & rente se contentera pour son profit de rachapt des cens, rentes & autres reuenues & profits qu'en a & receuroit ledit vassal, sinon que ledit seigneur voulsist monstrier lesdits baulx à cens & rentes auoir esté faits en fraude & auoir pris d'argent en iceulx faisant, auquel cas pourroit exploictier ledit fief iusques à ce qu'il aye esté payé de ses quints & requints. lvii.

Quand aucun vend son heritage tenu en fief il y a droit de quint denier acquis au seigneur de qui est tenu en fief ledit heritage de la somme de deniers qu'à esté vendu ledit heritage, & le doit le vendeur. lviii.

Mais si le vendeur vend sondit fief, les deniers francs à luy, l'achepteur doit au seigneur du fief le quint & requint. lix.

Quand le fief est védu le seigneur de fief auquel est deu quint ou requint, selon la distinction dessusditte, se peut adresser pour ses profits au vendeur ou à l'achepteur, & les pourfuyr personnellement ou se prendre à son fief par saisissement aux choix dudit seigneur de fief. lx.

Quint denier est le cinquiesme denier du pris que le fief est védu, & requint est le cinquiesme denier de la somme deuë au seigneur pour le quint, comme l'on diroit en vn heritage védu vingtcinq liures. Le quint denier seroit cent solz, & le requint seroit vingt solz. Ainsi somme de quint & requint de laditte somme de vingtcinq liures c'est six liures, & consequemment de plus plus, & de moins moins. lxi.

Si fief est eschangé ou donné il y a rachap, sinon que la donation fust faite pour Dieu, ou en aumosne sans fraude, ou qu'il soit donné en mariage par le pere ou mere, ayeul ou ayeulle, ou autrement en auancemēt de succession, ou à autre ascendant au fils ou fille, nepueu ou niepce en droicte ligne. Mais si les fiefs eschāgez sont sous vne mesme seigneurie n'y a point de profit, sinon qu'il y eust tornes, auquel cas seroit deu quint denier audit seigneur de fief pour lesdites tornes seulement, comme dessus est dit en l'article en faisant mētion desdites tornes. lxii.

En tous cas que fief eschet à aucun par succession de ligne collateralle, est deu profit de rachap au seigneur de fief. lxiii.

Si homme ou femme nobles delaisent plusieurs enfans fils ou filles mineurs qui escheent au bail de leurs oncles, cousin ou autre parent de ligne collateralle, & par succession de temps l'vn des fils ou filles viennent en aage de faire foy, iceulx fils ou filles peuuent requerrir entrer en foy tant pour eulx que pour leurs autres freres & sœurs sans payer profit, & à ce est tenu ledit seigneur les recevoir, supposé qu'ils acquierent ou attrayent à eulx le bail de leursdits autres freres & sœurs. Et quand les autres enfans viendront en aage, ils pourront, se bon leur semble, entrer en foy & y seront receuz sans profit, pource qu'il leur vient en droicte ligne, & ne seront point à ce contrainçts, si c'est le fils qui ayt porté la foy: mais si c'est vne fille, l'ainé fils venu en aage sera tenu entrer en foy, & la porter pour luy & ses autres freres & sœurs, lequel forclura sa sœur dudit bail qu'elle auoit, & aussi les acquittera pour vne fois du profit, comme dessus est dit, sans s'en pouuoir desister au preiudice de sesdits freres & sœurs. lxiiii.

liii. 1. § 2. Strick
liiii. loquatur con-
suet. Niernē-
fis. §. 50. § 2. eo.
tit. & Arner
mēfis. §. 91. di-
xi in consuetu.
Paris. §. 1. glo.
4. C. M.

Couftumes de Montargis

Vn vaffal fur peine de quinze folz d'amende eft tenu de bailler dedans quarante iours apres qu'il eft receu en foy fon adueu & denombrement bien au long & bien declaré fans rien delaiſſer: car ſil delaiſſoit aucune choſe par malice, il ſeroit acquis au ſeigneur de fief. Pour auoir leſquels quinze folz il peut faiſir ſon fief & leuer les fruitſ ou faire leuer, & en luy payant leſdits quinze folz avec les frais ſera tenu de reſtituer les fruitſ au vaffal, excepté en la chaſtellenie & reſſort d'Yenuille ou il n'y a que cinq folz. lxv.

Et leſdits quarante iours paſſez peut ledit ſeigneur de rechef ſommer ou faiſir ſon vaffal de luy bailler ſon adueu, lequel vaffal a encores quarante iours pour ſondit adueu bailler, & ſi pareillement il ne baille dedans leſdits quarante iours, ſera tenu de pareille amende que deuant, laquelle payant aura main-leuee en payant leſdits fruitſ, & ſ'il ne baille encore le pourra ſommer: & pour tierce fois ou faiſir, & ſi dedans ledit temps de quarante iours il ne le baille, ſera tenu en ſemblable amende, & neantmoins n'aura deliurance de ſon fief ne des fruitſ d'iceluy qu'il n'aye baillé ſondit adueu: mais le tiendra en la main iuſques à ce qu'il luy aye baillé ſondit adueu, leſquels fruitſ ledit ſeigneur de fief fera ſiens apres leſdits quatre faiſſemens iuſques à ce que ledit vaffal baille ledit adueu: ſinon qu'il vint dedans quarante iours apres ledit quart faiſſement. Auquel cas en baillant ledit adueu payant les frais & autres amendes, ceſſera la main dudit ſeigneur, & rendra à ſon vaffal les fruitſ perceuz, & iouyra ledit vaffal de ſondit fief, & fera les fruitſ ſiens, nonobſtant qu'il ſoit proces ou queſtion ſur le debat de l'adueu, ſauf aux ſeigneurs chaſtellains, comtes & barons qui auront pour quarante iours trois moys. lxvi.

Car ledit ſeigneur, apres ledit adueu baillé ou preſenté par le vaffal, aura & a quarante iours pour le voir, viſiter, accepter, contredire ou reſuſer ſi faire le veult, pourquoy faire pourra eſcrire les cauſes de reſuſ ou acceptation au doz d'iceluy adueu. Et pour ſçauoir laditte reſponſe ſera le vaffal tenu aller le lendemain des quarante iours au domicile dudit ſeigneur ſ'il demeure à dix lieuës du fief dominant, ſi ledit ſeigneur n'a iuſtice, & ſ'il a iuſtice aux officiers de laditte iuſtice pour en auoir reſponſe, & ſ'ils ne la baillent ou ne ſont trouuez ou autres ayans puissance pour ce faire, ledit iour paſſé ſeront leſdits adueuz tenuz pour receuz & paſſez, & ſ'ils reſuſent ledit adueu, ſe pourront leſdites parties reſpectiuelement pourueoir par iuſtice. lxvii.

Quand le ſeigneur de fief exploiète l'heritage tenu de luy en plain fief par faulte d'homme & foy non faiète, il peut exploiéter les vaffaulx de ſon vaffal rerefiefs de luy ſ'ils ne ſont en foy de ſondit vaffal. Et ſ'ils ſont en foy dudit vaffal tant que ledit ſeigneur tient l'heritage de ſon vaffal les peut ſommer de venir à ſa foy, à laquelle faire ils ont quarante iours à ſommer leur ſeigneur de fief pour aller faire ſon deuoir deuers ſondit ſeigneur: & ſ'il le faiète ledit ſeigneur principal ne peut exploiéter leſdits vaffaulx & rerevaffaulx dudit ſeigneur, & ſi ledit vaffal ne faiète ſon deuoir dedans leſdits quarante iours, leſdits rerevaffaulx ſont tenuz de faire la foy audit premier ſeigneur & bailler leur adueu & denombrement comme tenans en rerefief de luy ſur les peines d'eſtre exploiètez comme plein fief. lxviii.

Item & en exploiétant par ledit ſeigneur de fief ſon plein fief par default d'adueu non baillé il ne peut exploiéter ſes rerevaffaulx, ſoit par faulte d'homme ou autrement. lxix.

Toutes & quantes fois qu'un ſeigneur de fief trouue ſon fief ouuert, & il chet en exploiète, il le peut exploiéter en pure perte du vaffal ſans ce que ce qu'il en lieue vienne en deduction des droitſ à luy deuz par le vaffal ſous les modifications deſſuſdittes. lxx.

Toutes fois que le ſeigneur de fief faiſit l'heritage de luy tenu en fief & par le vaffal tenu en domaine par faulte de foy non faiète, & il la trouue en fruitſ ſoient vignes ou terres emblaeues, le ſeigneur les peut exploiéter & prendre en pure perte du vaffal, ſinon qu'on luy face les foy & hommage ou offres ſuffiſantes auant que leſdits fruitſ ſoient ameublez, pourueu que les quarante iours dont deſſus eſt faiète mention donnez à l'heritier du vaffal pour entrer en foy ſoient paſſez: car dedans leſdits xl. iours ledit ſeigneur de fief ne peut faiſir n'exploier. lxxi.

Et ſi un ſeigneur en l'heritage & domaine de ſon vaffal par faulte de foy & hommage non faits veult exploier ſoient eſtâgs, boys, vignes, terres & desblees meures, il prend tout ce qu'il trouue audit heritage & l'applique à ſon proffit, fors les boys qui ſont pour l'ebelliſſemēt des maiſons, & autres qui n'ont accouſtumé d'eſtre coupeez qu'il ne peut couper: mais ce pour rachapt il met ſa main eſdits eſtâgs ou boys & que ſon vaffal luy faiète les trois offres deſſuſdittes: & que ledit ſeigneur accepte l'ânee, en ce cas il n'aura pas toute la coupe dudit boys: mais le reuenu d'une annee au pris de dix ans pour vne annee. Pour lequel reuenu deſdittes annees ne pourra en tous cas ledit ſeigneur de fief couper leſdits boys, ne peſcher leſdits eſtâgs. lxxii.

Et ſeront leſdittes annees quant aux eſtangs & eauës eſtimees par gens à ce cognoiſſans eſleuz

estuez par les parties: sinon que les anneés de coupe & pesche de trois pour l'eauë, & dix pour le boys escheussent en l'an dudit exploict, auquel cas pourra pescher & couppier le dit seigneur en temps & saison deues, le vassal à ce appelé à son fief huit iours deuant, autrement ne le pourra faire qu'il ne soit tenu rendre & restituer le tout, & pour ceste fois priué de son profit desdits boys & estangs: mais en cas d'estimation tiendra la main dudit seigneur iusques à ce qu'il soit discuté & accordé desdits estangs, & quant aux boys en cas ou escherra prisee sera & est estimé l'arpent à deux solz parisis en grurye par chacun an, & quatre solz parisis hors grurye, & l'arpent d'eauë à dix solz tournois en contribuant par ludit seigneur de fief aux frais de l'epouissonnement & pesche desdits estangs pro rata.

Et au regard des maisons & edifices de fief exploictz, le dit seigneur sera tenu les entretenir l'année qu'il en iouyra par exploict, ensemble les jardins, terres, prez & autres choses dont il iouyra & prendra le reuenu sans rien y deteriorer: mais au vif comme bon pere de famille.

Si le vassal enfraint la main du seigneur deuëment signifiée à la personne du vassal ou detenteur du fief ou la femme ausquels sera tenu bailler son exploict en briefs, il enchet en l'amende de soixantè solz enuers le dit seigneur, & doit restituer tout ce qu'il aura enleué auant que le dit seigneur soit tenu receuoir son vassal.

Si vn heritage tenu en fief est redeuable par adueu ou nommee de cheval de seruice au seigneur de fief, le dit cheval est estimé à soixante solz, & n'est tenu le vassal payer le dit cheval de seruice, sinon que son heritage vaille dix liures tournois par an en reuenu & au dessus, lequel cheval ne pourra estre leué par le seigneur de fief qu'une fois en sa vie.

Et combien que par les coustumes dessus declarees soit dit que le seigneur feodal peut exploicter le fief de son vassal par deffault de foy & hommage, & prendre tous les fruiçts dudit fief en pure perte d'iceluy vassal. Toutesfois le dit seigneur ne pourra prendre ne leuer lesdits fruiçts, sinon en payant les frais industriaux, & semence du laboureur ou mestayer, & de ses autres interets & dommages aura recours contre le vassal ou autre, pour la faculté duquel il souffrira lesdits interets & dommages si le dit laboureur & mestayer a signifié & fait à sçauoir en temps deu le dit saisissement audit vassal son maistre.

Quand le vassal vend son fief sous faculté de reméré, il y a profit de fief si le vendeur se desfaist de la foy, soit que le reméré soit en vne mesme quarte avec la vente ou en diuerses: mais quand le vendeur rachepte le dit fief dedans le temps de laditte faculté, il n'y a point de profit de fief, & si le reméré se passe sans rachepter, sera deu profit de quint, & sera tenu le vendeur ceder la foy à l'achepteur.

Vn vassal peut vendre son fief sous faculté de reméré iusques à neuf ans pour vne fois seulement, & en retenir la foy par deuers luy, & ce fait il n'y a point de profit pour le seigneur de qui est tenu le dit fief.

Vn seigneur n'est tenu receuoir en foy & hommage vn vassal par procureur si bon ne luy semble, sauf l'excuse de prison, griefue maladie, inimitié capitale, ou autre cause raisonnable: auquel cas la procuracion portera la supplication & excuses honnettes avec acte iudiciaire desdites maladie & prison. Et au refus de larecevoir fera le dit procureur telles & semblables offres que pourroit faire le dit vassal.

Le seigneur de fief n'est tenu amplir ne fournir le contenu de l'adueu de son vassal quelque reception qu'il aye faite de l'adueu: car il s'entend sans preiudice du seigneur, sauf toutesfois aux prerogatiues ou droict d'auctorité dont est receu, comme de iustice, ponts leuis, garennes, colombier, droict de colombier, droict de chasser & autres telles preeminences: car le dit seigneur apres telle reception ne les peut empescher ne contredire: mais au regard des terres ou autre entreprise sur le domaine de son seigneur pour estre dedans l'adueu ne les peut prescrire, sinon qu'il en eust iouy trente ans.

Combien qu'il soit dit cy dessus que à faulte de foy & autres droictz le seigneur de fief peut saisir le fief de son vassal, & apres xl. iours l'exploicter & prédre les fruiçts iusques à ce qu'il aye hōme, & luy ayēt les foy & hōmage esté faits, ou offres pertinētes, & que si le vassal enfraint laditte main-mise il enchet en amēde, & est tenu restituer les fruiçts & leues auant estre receu en foy, toutesfois cela s'entēd quāt à l'exploict actuel dudit seigneur, & qu'il leueroit les fruiçts ou feroit leuer loyaumēt & de fait. Car s'il n'y auoit que simple saisie & establissement de commissaire dōnant comme le detēteur ou autre qui ne leuast de fait & en laissast iouyr le vassal, les fermiers ou mestayers, ne pourroit le dit seigneur de fief demander que l'année dudit saisie

I. 77. Scilicet
9. annorum vt
§. seq. C. M.
2. 78. Id est,
per eūdem cō-
tractum vel
prorogādo non
excedēdo illud
spacium. Se-
cus si semel vi-
derit & rede-
merit infra id
tempus: quia
potest iterū vē-
dere sub simili
facultate, &
deinceps. sed
non eiusdē vē-
ditionis facul-
tatē redimendi
prorogare vl-
tra an. 9. nec vē-
dere sub dicta
facultate cū
pactō renouādi
vendiōnē vel
prorogādi vl-
tra id tempo-
ris, vt in simili
dixi in annot.
ad Alexand.
cōf. 165. lib. 2.
& consil. 104.
lib. 3. Iaf. in
l. manumissio-
nes. ff. de iusti.
& iure. Petr.
anch. ar. consil.
57. C. M.

Coustumes de Montargis

fement, & non des subseqentes, sinon qu'il y en eust nouuel saisissement pour chacune annee, auquel cas luy seroient acquis les fruiçts & droiçts feodaux de chacune annee deuément saisie & signifiee. lxxxii.

Laçoit qu'en ouuertures de fief le seigneur puisse quarante iours apres la saisie exploiçter le fief de son vassal, neantmoins si ledit vassal vient faire la foy, ou faire offres pertinentes apres lesdits quarante iours, & auant que ledit seigneur ayt cueilly les fruiçts ou receu le reuenu dudit fief, ledit vassal purge sa demeure, ne pourra ledit seigneur abatre ne prendre les fruiçts ne leuer le reuenu, ains sera seulement ledit vassal tenu des fraiz de la saisie & autres raisonnables si aucuns sont. lxxxiii.

Quand le fief est saisy à faulte d'homme & il y a opposition & proces, le seigneur ne plaidera dessaisy, ains tiendra sa main, sinon que le vassal maintient estre en foy ou auoir deuément offert ou desauoué ledit seigneur, auquel cas de desadueu si le seigneur veult monstrer estre tenu de luy, y fera receu, & le vassal à l'opposite: mais sil est trouué qu'à tort ledit desadueu ayt esté fait, le vassal confiscuera son fief audit seigneur, & si rendra les fruiçts par luy perceuz pendât le proces: & autres cas sera ledit vassal tenu faire apparoir de saditte fidelité ou offres deuément faictes dedans quarante iours, autrement ledit temps passé tiendra la main & saisie, & rendra les leuees sil est trouué n'auoir faict lesdittes foy ou offres deuës. lxxxiiii.

Quand vn vassal baille à cens & rente ou l'vn seulement son heritage tenu en fief retenu à luy expressement la foy, ou qu'il n'en est parlé & ne s'en est dessaisy, la foy demeure tousiours audit bailleur, lequel est tenu la porter & en acquitter le preneur & de payer les profits le cas aduenant, sinon qu'il y eust conuention expresse au contraire. lxxxv.

Quand d'un lieu de fief dont dependent fiefz & vassaulx sont plusieurs seigneurs audit fief dominant, & qu'iceulx seigneurs ne sont demourans sur ledit lieu, il suffit au vassal aller faire les offres & deuoirs, sur ledit fief dominant, & ce faict le signifier à l'vn desdits seigneurs en partie qui est trouué ou demourant au dedans de dix lieues dudit fief à sa personne ou domicile, & n'est le vassal tenu faire qu'une fois & bailler vn adueu. lxxxvi.

Les gens d'eglise & autres ayans main-morte ne peuuent acquerir & tenir heritages en leurs mains au preiudice du seigneur de fief d'iceulx heritages, ainçois sont tenez en vuyder leurs mains & les mettre entre les mains des personnes qui ayent puissance de les vendre, alieiner ou en disposer en telle maniere que les droiçts feodaux & censuels ne soient deteriorez ne diminuez, & apres que la sommation ou commandement sera faict ausdits gens d'eglise & autres qui ont la main-morte de vuyder leurs mains desdits heritages, ils aurôt delay d'un an à ce faire: & si le seigneur feodal les a vne fois receuz à homme viuant & mourant, il sera tenu à toutes mutations les recevoir audit homme viuant & mourant, en payant profit sans preiudice de l'indemnité au seigneur feodal si aucune en est deuë. lxxxvii.

l. 37. Idem
conf. aruernia.
§. 16. eod. tit.
C. M.

Si lesdits gens d'eglise ou ceulx qui ont main-morte ne vuydent leurs mains desdits heritages dedans l'an, en ce cas ledit seigneur feodal ou censuel exploiçtera ledit heritage feodal ou censuel, & fera les fruiçts siens iusques à ce qu'ils ayent vuydé leurs mains d'iceulx heritages, toutesfois si lesdits gens d'eglise ou ayans main-morte auoient tenu & iouy desdits heritages par soixante ans, ils ne seront tenez en vuyder leurs mains: mais seront tenez en bailler homme viuant & mourant audit seigneur de fief en payant profit, & deslors en auant par la mort de chacun homme & mourant sera deu rachapt & profit de fief. lxxxviii.

Si gens d'eglise ou autres ayans main-morte pour heritage tenu en fief nommant & baillant quelque personne pour homme viuant & mourant, qui comme tel soit receu en foy, & apres iceluy homme viuant ou mourant faict vœu & profession en religion, de là en auant sil y a mutation du costé du seigneur feodal auant le trespas dudit homme viuant & mourant qui se rend religieux & profez, en ce cas apres sommation ou empeschement faict de la part d'iceluy seigneur, ledit fief est ouuert & peut iceluy seigneur feodal exploiçter en pure perte iusques à ce qu'il aye nouuel homme viuant & mourant, sauf que les gens d'eglise ou ayans main-morte ont quarante iours de delay subsequent dudit empeschement ou sommation pour bailler nouuel homme viuant & mourant. Pour ledit nouuel homme viuant & mourant bailler dedans lesdits quarante iours est par ledit homme viuant & mourant deu profit. lxxxix.

La iustice du vassal est double, l'une de pouuoir si bon luy semble de son auctorité & sans iustice prendre notaire ou tesmoins & en leurs presences mettre & apposer sa main feodalle sur les fiefs tenez de luy, le signifier à son vassal ou detêteur de fief, & luy defendre n'enfraindre sa main. Laquelle saisie est de tel effect pour poursuyr son vassal par deuât le iuge ordinaire à restitution

tion des fruits, amendes & autres profits, comme si la main du hault iusticier ou du Roy y estoient apposees, en confortant la sienne, en informant deuëment de ladicte saisie. xc.

L'autre est de pouuoir comme dessus saisir les choses tenues de luy en cés, & leur defendre l'infraction de sa main, de pouuoir faire conuenir l'infraacteur vassal ou censier en iustice pour restablir les fruits, payer l'amende de ladicte infraction qui est de cinq solz de deffault de n'auoir payé le cens au iour qu'il est deu, l'amende de n'auoir deprié les lotz & ventes dedas huytaine qui est de soixante solz, d'auoir enfrainct le terrage qui est de soixante solz avec les profits tant feodaux que censuels.

Autres articles adioustez pour les comtez & pays de Sacerre, chastellenies d'Aulbigny sur Nerre, la chappelle d'Anguillon, Concreffault, saint Briffon, Cernoy, terres & iustice d'Autry, La ville Autry, le chasteau Pierre fite és boys blacafort, les chastellenies & iustices de Vailly, Berlu, Charpeignon maison Tout & Soulongne & autres chastellenies, iustices & seigneuries du bailliage de Berry regies & gouvernees anciennemēt par & selon lesdictes coustumes de Lorris, qu'ilz ont dit ou la plus part d'iceulx estre obseruees par coustumes locales esdicts lieux, terres, pays, chastellenies, iustices & seigneuries, & requis estre inscrites au premier coustumier tant en ce present chapitre des fiefs, qu'autres chapitres dudit coustumier selō les articles par eulx baillez par escript, desquels les tencurs pour ledit present chapitre des fiefs s'ensuyuent. xci.

Le seigneur de fief chastellain lay & non autre, peut auoir le fief ou heritage censuel mouuant de sa chastellenie par puissance de fief & droicts de retenue pour le pris qu'il a esté vedu, & loyaulx fraiz dedans quarante iours apres les offres & despry à luy faictes. xcii.

Quand le seigneur de fief n'a point d'homme par alienation faicte par son vassal de l'heritage mouuant de luy en fief, ledit seigneur peut incontīent saisir ledit heritage & iceluy exploictier & fait les fruits siens en pure perte de son vassal, iusques à ce qu'il aye homme, & qu'il ait esté payé de ses profits, lesquels payez & foy & hōmage faits & offres pertinentes, ledit vassal aura main-leuee de sondit fief. xciii.

De quelque costé que la foy faille du seigneur ou vassal ou des deux, le seigneur de fief n'exploictera le fief de son vassal, sinon que sondit vassal eust vendu ou autremēt aliené, auquel cas qu'il eust vendu ou aliené, incontīent ledit seigneur exploictera comme dessus. xciiii.

Quand enfans nobles ou non nobles deuëment sans gardien ou baillistres, & on leur pouuoit de tuteur & curateur ils doiuent profit de rachapt, lequel payé sera tenu le seigneur de fief leur bailler souffrance iusques à ce qu'ils soient en aage. xcvi.

Vn seigneur de fief non ayant droict de haulte iustice ne peut saisir le fief de son vassal pour quelque cause que ce soit sans auctorité de iustice & commission du iuge ordinaire du hault iusticier duquel il tient le fief, ne pareillement le seigneur censuel pour son cens & dependance d'iceluy, si laditte censue est de la iustice & sans obtenir commission du iuge en la iurisdiction duquel est ladicte censue assise.

Chap. 2. Des droicts & cens censuels.

Article premier.

Quand aucun doit cens & il ne paye le iour qu'il doit, il est amendable de cinq solz enuers le seigneur censier, sauf à Gyen, Chastillon, Bonny sur loire, & en aucuns autres lieux où il n'y a que trois solz: & n'y a despry de huytaine ny autre pour eiter ledict deffault.

Item le seigneur de laditte censue pour les arrerages de son cens & de sondict deffault & autres droicts censuels, peut empescher l'heritage tenu à cens de luy, si c'est maison par obstacle & barreau mis és huys, & si c'est en terres labourables ou vignes, par brados mis és fruits, & si le seigneur ou deteteur de l'heritage brise la main à luy signifiée, il enchet en cinq solz d'amēde enuers ledit seigneur. Toutesfois si ledit seigneur estoit iusticier & pcedast empeschement par l'auctorité de sa iustice il auroit .lx. solz d'amēde, & si le seigneur de cens n'auoit iustice en confortant sa main fist apposer la main de iustice qui fust enfraincte, ledit seigneur censier prendra cinq solz sur ladicte amēde de soixante solz. ii.

Item si le seigneur de laditte censue empesche pour ses arrerages & celuy à qui est l'heritage s'oppose, si le seigneur de laditte censue en enseigne par ses papiers anciens ou tiltres, en ce cas la main tiendra, mais le deteteur en consignat les cens de trois annees si tant ou plus on en demande avec l'amēde de la derniere annee, aura main leuee, & ne peut lon demander

OOOO iiij

94. Idem cōsuetu. Aurelianēsis. §. 31. sed est inquisitum, & restringendū ut procedat quādo a principio nulli sunt guardiani: ita ginitio necesse est tutorē vel curatorē deputari, satis est enim quod vel momento superuixerit alicuius guardiani ou baillistre: ut etiam restrinxi consuetud. Aurelian. d. §. 31. 34. 35. C.M.

Coustumes de Montargis

- pour le deffault de plusieurs années que vne amende pour la dernière année. iiii.
- Item aucunes censives sont à droicts de lots & ventes & autres à gandz & ventes simplement, les autres à vin & ventes, & les autres à ventes simplement. Ceulx qui doiuent lots & ventes il est deu pour franc huit blancs. Ceulx qui sont à ventes simplement du franc seize deniers parisis. Ceulx qui sont à gandz & ventes seize deniers parisis pour franc & vne paire de gandz. Et ceulx qui sont à vin & ventes doiuent seize deniers parisis pour franc avec vne jallee de vin pour tout, & paye ce l'achepteur. v.
- Après que aucun a acheté vn heritage redeuable de censive, il est tenu de payer ou desprier lesdits lots & ventes selon la coustume du pays dedans la huytaine ensuyuant laditte vente, autrement s'il ne desprie au seigneur censier, il est amendable de soixante solz d'amende enuers ledit seigneur censier. vi.
- Et si le seigneur censier n'est à la maison, & n'est trouué sur le lieu où a accoustumé estre receuë & se doit recevoir laditte censive, il suffit d'aller deuers le iuge de la iurisdiction où est ledit heritage assis, & illec faire ou faire faire ses offres & despry, & les faire enregistrer au greffe. vii.
- Et si vn heritage est faisy, vendu & adingé par decret, en ce cas il n'y a point d'amende pour non auoir desprié les lots & ventes au seigneur censier, sinon qu'il fust vendu nommeement chargé de cens dudit seigneur, & icelluy nommé auquel cas l'achepteur aura quarante iours pour desprier. viii.
- Quand l'achepteur viendra desprier les lots & ventes au seigneur censier il sera tenu si le seigneur le requiert, bailler recognoissance par notaire dudit despry contenant la somme de l'acquisition à ses despens, & semblablement le seigneur contraire recognoissance audit acheteur aux despens dudit seigneur de notaire ou de sa main, s'il sçait escrire, ou au commis dudit seigneur. ix.
- Mais pource que les coustumes desdits pays & bailliages ne sont vniformes desdits droicts de lots & ventes & se diuersifient, & en aucunes desdites chastellenies y a diuerses vsances, on n'y peut donner certaine reigle ne escrire la forme & maniere d'en vsier, & pource chacun gardera la nature de sa censive. x.
- Se aucun prend vn heritage censuel à rente perpetuelle chacun franc de rente est prisé & estimé à la somme de quinze liures tournois. Et de chacun desdits francs doit seize deniers parisis. Et semblablement là où il y a lots & ventes xxxij. deniers, & s'il se baille à rente de bled sera le bled estimé & prisé à argent & payé à l'equipollent selon l'estimation cy apres faicte. xi.
- Le franc de rente fonciere sera estimé à la somme de quinze liures tournois. xii.
- Le bled de rente à la mesure de Montargis qui est egalle à celle de Paris & toutes les autres à les reduire à laditte raison, laquelle mesure consiste en muy, & contient le muy douze sextiers, le sextier huit boyssaulx, qui sont quatre vingts seize boyssaulx. xiii.
- Sera ledit muy froment en rente mesure que dessus, estimé à sept vingts quatre liures tournois, qui est douze liures tournois pour chacun sextier, & chacun boyssau trente solz tournois. xiiii.
- Le muy de seigle de rente mesure que dessus estimé à la somme de six vingts liures tournois, le sextier à dix liures tournois, & le boyssau à vingt cinq solz tournois. xv.
- Le muy d'orge de rente mesure que dessus estimé à quatre vingts seize liures tournois, le sextier à huit liures tournois, & le boyssau à vingt solz tournois. xvi.
- Le muy d'auoine de rente mesure que dessus estimé à quarante huit liures tournois, le sextier quatre liures tournois, & le boyssau à dix solz tournois. xvii.
- Les poix & les febues de rente au pris du froment. xviii.
- Le mil & nauette de rente au pris de seigle. xix.
- Le chapon de rente quinze solz tournois. xx.
- La poulle de rente dix solz tournois. xxi.
- Le fromage de rente douze solz tournois. xxii.
- La mesure de l'arpent par laditte coustume est semblable tant en terres, prez, boys, vignes, que eauës, & contient cent cordes & chascune corde. xx. pieds de Roy qui est douze poules pour pied, sans preiudice des baulx faits au parauant le iourd'huy. Laquelle coustume commencera auoir lieu au iourd'huy. xxiii.
- Et si on le prend à rente rachepable, sera tenu de payer lesdites ventes & lotz au pris du rachapt,

rachapt, & payera à l'heure de la prinse, & ne sera riens tenu payer à l'heure du rachapt de laditte rente. xxiiii.

1 En eschange d'heritage redeuable de droict de cens fait but à but sans nulles tornes, sont deuz ventes au seigneur censier si les heritages eschangez sont assis en diuerses césues, mais se lesdits heritages sont en vne mesme censue, n'en sont deuz aucunes ventes ne autres profits, sinon qu'il y eust tornes, auquel cas sont deuës ventes pour le pris desdittes tornes seulement. xxv.

1.24. Idē cō-
suet. Aureli.
§.130. Bles.
§.119. Ad-
de cōsue. Cal-
uimont. §.59.
C.M.

S'aucune personne vend rente perpetuelle ou à remeré sur ses biës & heritages, en ce cas n'y a aucun droict de lotz & ventes: Toutesfois si par apres laditte réte estoit assignee sur l'heritage particulier par les parties ou iustice, en ce cas sera deu profit par l'acquesteur. xxvi.

S'aucun achepteur d'heritage censuel qui n'a payé se deporté de son achapt, & le vendeur reprenne dedans l'an ledit heritage par luy vendu en acquis du pris, au seigneur censier en sont deuz lotz, & ventes de la premiere vendition seulement. xxvii.

Heritage baillé à cens ne se peut bailler par le preneur ou ayant cause de luy à autre cens, pource que cens sur cens n'a lieu. xxviii.

Le propriétaire d'heritage censuel ne peut bailler l'heritage subiect audit cens ou partie d'iceluy sans charge dudit cens enuers le seigneur, ou se charger de le payer & en descharger le preneur, & s'il le fait ledit seigneur peut faire reuocquer ledit bail, & contraindre le second au plus loingtain propriétaire de luy recongnoistre ledit cens, & inscrire en son papier & se obliger. xxix.

2 Quand le propriétaire de la terre redeuable à cens cesse de payer, & demeure ladite terre sans detenteur, le seigneur auquel est deu ledit cens la peut prendre & vnir à son domaine, supposé qu'il ne fust iusticier, & en reuenant dedans dix ans & payant les meliorations seront les seigneurs tenuz le rendre sans deduction des leuees qui demoureront ausdits seigneurs. xxx.

2.29. Idē cō-
suet. Burgūd.
§.5. co. ti. Ni-
uernens. §.11.
co. ti. C.M.

Pour partage n'y a point de profit au seigneur censier s'il n'y a tornes d'argét ou chose mobiliere non estant de la succession & sans fraude, auquel cas sont deuz lotz & ventes de tornes ou estimation d'autres choses mobilieres retournees. xxxi.

L'acquesteur d'heritage soit feodal ou censuel par achapt prisé à rente ou eschange, ou le vendeur s'il doit les profits est tenu en faisant la foy ou depriant du moins payant, monstrier & exhiber à son seigneur feodal ou censier le contract de nouvelle inuestiture ou acquest pour congnoistre & liquider lesdits profits. xxxii.

3 Le seigneur censier se peut adresser pour ses lotz & ventes à son heritage censuel & detenteur d'iceluy, pour raison duquel luy sont deuz lotz & ventes iusques à trente ans. xxxiii.

Si rentes specialles soient foncieres ou constituees deuës sur heritages censuels se vendent ou eschangent, en est deu profit au seigneur censier comme dessus, soit que le debteur desdittes rentes les acquist ou autre, mais s'il y auoit remeré n'en seroit point deu de rachapt en rachaptant dedans le temps de remeré, autrement en est deu, & idem au seigneur feodal de réte infeodee deuë sur l'heritage feodal. xxxiiii.

3.32. Non
posi, nec hypo-
thecariē qui-
dem. C.M.

4 Si heritage ou rente se escheant & l'vn des contrahans rachapte dedans l'an son eschange, tels contracts sont reputez d'achapt nō d'eschange, tant quant au contract lignagier, droict de retenue, que autres choses & profits, & si bon semble au seigneur en deduisant ceulx qu'il pourroit auoir prins & leuez pour le premier contract. xxxv.

4.34. Idem
consuet. Bor-
bo. §.407. Vi-
triaca. §.30.
Caluimont. §.
38. C.M.

Pour receuoir par le seigneur censier le cens de nouuel acquerreur ne sont les profits des lotz & ventes couuers, soit que l'acquesteur ait desprié ou non: car lesdits lotz & ventes ne se prescriuent que par trente ans. xxxvi.

Les cens sont diuisibles ensemble la rente apposee avec le cens & par vn mesme contract entre les redeuables & detenteurs des heritages, mais ne le peuuent diuiser sans appeller le seigneur, qui pourra se bon luy semble quand viendront tous ensemble accorder, leur diuiser pour leurs portions & cotitez, & iusques à là, pourra contraindre chascun d'eux pour le tout. xxxvii.

Rente fonciere ou especialle est indiuisible, quant à l'hypothecque entre les heritiers du preneur & ayans caution d'eulx, lesquels en peuuent estre poursuyuis chascun d'eulx & pour le tout sans diuision, mais s'il y a plusieurs preneurs par vn contract s'il n'est dit n'estre tenuz chascun pour le tout, ne sont tenuz que pour leurs portions ne leurs heritiers & ayans cause, ne leurs portions d'heritaiges tenuz respondre pour les portions des autres preneurs prenants

Coustumes de Montargis

ou preneurs.

xxxviii.

Le seigneur de rente fonciere se peut adresser au tiers detenteur de l'heritage pour luy passer tiltre nouveau de ladicte rente, & en ce faisant se obliger personnellement avec ses biens à la continuation dudit paiement tant & si longuement qu'il en sera detenteur. xxxix.

Et au regard du tiers detenteur de l'heritage de la rente speciallement cōstituee peut estre hypothequairement conuenu pour passer tiltre nouveau, mais ne sera tenu obliger soy ne ses biens sinon tant qu'il sera detenteur. xl.

Toutes terres tenues en fief redeuables d'ancienneté ou baillées à tailles oublie coustume, rente, champart ou terrage par le vassal emportent lotz & ventes, comme s'il y auoit imposition de censue: pource que d'ancienneté ledit terme de censue, rente, champart & autres se prennent l'un pour l'autre. xli.

Si vn remeré d'heritage ou rente venduz est donné apres la vendition, il y aura lotz & ventes tout ainsi qu'en la premiere vendition, & que si l'heritage ou rente estoient vèduz de nouuel quand il sera rachepté. xlii.

Le propriétaire ne peut muer la nature de l'heritage pour demolir ne deteriorer iceluy heritage qui doit censue, coustume autre droict seigneurial ou rente fonciere, tellement que le seigneur ne puisse chascun an prendre son droict sur ledit heritage. xliii.

Si heritage feodal ou censuel se baille à ferme, moison, rente, ou pension iusques à neuf ans, n'en sont deuz profits, mais s'il y a audit bail faisant, soit dedans le contract ou hors promesses ou faculté au preneur lesdits neuf ans finis de pouuoir retenir ledit heritage à tousiours ou autre temps, en sont deuz profits audit seigneur deslors dudit premier bail. Et semblablement sont deuz profits si lesdits bailleurs ou preneurs vendent leursdicts droicts.

Autres articles adioustez audit chapitre des cens à la requeste de hault & puissant seigneur Jehan de Bueil comte de Sancerre & des habitans de la ville & comté de Sancerre¹ qu'ils ont dit estre tenuz & obseruez audit comté par coustumes locales, & requis lesdits articles estre inferez en ce present coustumier, desquels articles la teneur s'enfuyt. xliv.

¹ Qui est du duché de Berry, & neantmoins se gouuernent selon la coustume de Lorris & Montargis. C.M.

Item les cens du comté de Sancerre portans profit de lotz & ventes, accordemens, defaulx, recellees, ensemble profit de deffault, & est profit de lotz & ventes au seigneur censier soit hault iusticier ou non de quatre solz tournois pour liure, & le deffault de sept solz six deniers tournois, & la recellee de soixante solz tournois, laquelle recellee se prend huit iours apres l'acquisition faicte & non denoncee au seigneur censier par l'acquerant, & l'appelle lon droict seigneurial en basse iustice. xlv.

Item si aucun prend vn heritage censuel à rente perpetuelle, chascun franc de réte est estimé à treize liures tournois, & de chascun franc desdits treize liures tournois doit le preneur quatre solz & au feur l'employe. xlvi.

Item si aucun prend vn heritage à rente sous faculté de remeré à temps au dessous de dix ans, il ne doit au seigneur censier aucun profit de lotz & ventes, mais si ledit remeré est de dix ans ou dessus ou à toutesfois & quantes, le profit est deu à la raison dessusditte. xlvii.

Item & pareillement si aucun achepste rente ou aucun heritage tenu en cens sans remeré, ou que le remeré contienne dix ans ou au dessus ou toutesfois & quâtes, ou à vie de personne, le seigneur censier prend son profit de cens à la raison dessusditte, & pour rachapt faict de laditte rente sous remeré au dessous de dix ans n'y a aucun profit, & és deux precedens articles, les acquerens sont tenuz demâdet laditte acquisition aux seigneurs césiers dedans huit iours ensuyans apres laditte acquisition selon l'amende du recellé, si l'acquerens n'a excusatiō legitime dont il face apparoir. xlviii.

En eschange d'heritage faict à but vne & sans tornes, n'est deu aucun profit au seigneur censier, mais s'il y a tornes ou que les heritages eschangez soient en diuerses césies, sera deu profit au seigneur censier à la raison dessusditte.

Autres coustumes locales tenues & obseruees en la chastellenie de Bleneau, & requis par le seigneur dudit Bleneau estre inferees en ce present coustumier & chapitre desdits cés. xlix.

En laditte chastellenie pour le droict de ventes & lotz est deuë la somme de deux solz six deniers tournois pour franc en matiere d'achapt de chose immobiliere que paye l'achepsteur, & sur le tout douze deniers tournois pour la saisine. l.

Item que en laditte chastellenie en cas que heritage soit vendu ledit seigneur chastellain a droict de retenue. li.

Item aussi en heritage baillé à rente ou sur iceluy constituee, prend & a ledit seigneur droit de de

de lots & ventes & faïfne.

lii.

Item si laditte rente est vendue ledit seigneur la peut auoir par droit de retenue.

liii.

Item prend ledit seigneur lots & ventes en cas d'eschange en diuerses cēsiues, & aussi douze deniers pour la censue.

Chap. 3.

De champart & terrage.

Article premier.

Celuy qui tient & occupe terres subiectes à terrage ou champart, ne peut leuer la desblee ou partie d'icelle sans appeller le seigneur à qui est deu ledit terrage ou champart, son cōmis ou fermier, & se il faict le contraire, il enchet en l'amende enuers le seigneur dudit terrage ou champart, qui est de soixante solz tournois.

ii.

Item & apres que les gerbes ont esté terragees, le laboureur ou detenteur de laditte terre est tenu mener ledit terrage à ses cousts & mises en la grange terrageresse, ou autre lieu à ce ordonné d'ancienneté, pourueu que ce soit en la paroisse ou à demye lieuë de la terre terragee ou autre lieu que ordonnera le seigneur en laditte terre, s'il n'y en a auant que emmener le surplus de ses gerbes sur pareille peine.

iii.

Item & si ledit seigneur, commis ou fermier sont refusans ou delayans d'aller champartir & terrager apres que le laboureur ou detenteur desdittes terres tenues à champart, l'aura attendu competamment, & il ne vient, en ce cas il pourra champartir & mener ledit champart ainfrque dessus est dit, & apres enleuer le surplus de ses gerbes, & s'il fait l'opposite est amendable comme dessus.

iiii.

Terrage est droit seigneurial, pource que terres baillees à perpetuité audit droit par le vassal qui les tient franchement audit droit sans autres charges emportent lots & ventes.

v.

Terrage est droit qui se lieue sur les fruits des terres baillees audit droit, & s'il n'est autrement déclaré s'entend de douze gerbes l'une, tant en bled, orge, auoyne, poix, febues, neucaulx, chanure, lin, que autres fruits.

vi.

Prez faits d'ancienneté ne doiuent terrage ne ceulx qui par le vassal sont baillez pour prez & pastures, ne semblablement les vignes ne boys: car en les baillant de ceste qualité sont entenduz baillez francs de terrage comme la mesure, combien que toutes les terres sont baillees à terrage, sinon que par expres fust dit par le bail qu'on en payeroit.

vii.

Il loist à tous preneurs de terres baillees à cens, terrage ou autre droit muer & changer la nature de la terre, comme en icelle faire maison, court, iardins, vignes, prez ou boys, & de ce est tenu en aduertir le seigneur qui la baillee: mais neantmoins ne peut preiudicier à l'interest dudit seigneur bailleur: car s'il le faict sera tenu le preneur ou detenteur de la terre payer chacun an redevoir en bled ou argent au chois dudit seigneur, sur peine de soixante solz pour l'indemnité dudit seigneur au dict de gens de bien, neantmoins que les terres circonuoisines valent ordinairement pour terrage.

viii.

Le preneur d'heritage à terrage, peut reseruer audit heritage des boys ou pastures raisonnablement selon la tenue dudit heritage pour le pasturage de ses bestes, en payant l'indemnité comme dessus.

Article adiousté audit chapitre de champart que lesdits seigneurs & habitans de Sancerre, chastellenie d'Aubigny sur Nerre, la chapelle d'Anguillon, & d'Argent, les aiz d'Anguillon, de Concreffault, saint Briffon, Cernoy, terre & seigneurie d'Autry, la ville d'Autry, le chastel Pierre fiète és boys Blācafort, chastellenie & iustice de Vailly, Barlieu, Champignon, Maison, Tout & Soulongne, & autres chastellenies, iustices & seigneuries du bailliage de Berry regies & gouernees selon lesdittes coustumes de Lorris, ont dit estre obserué & gardé pour coustume locale & requis estre inferé en ce present coustumier duquel la teneur s'ensuyt.

ix.

Les seigneurs à qui sont deuz terrage iouyront desdits terrages d'oresenauāt & des droicts d'iceulx, ainsi & par la forme & maniere qu'ils ont accoustumé d'en iouyr d'ancienneté.

Chap. 4.

De pasturages, herbages & païssons.

Article premier.

En nul temps on ne peut mener pasturer les bestes és heritages tenues en fief qui soient ioignant au manoir tenu en fief dont ils sont domaine: mais s'ils sont separez dudit manoir & non entretenans à iceluy, ils ensuyuēt la nature des heritages roturiers, quant à pasturages.

ii.

En terres vaines roturieres, les habitans d'une paroisse peuuēt mener pasturer leurs bestes de leur creu, nourriture & pour leur vsage iusques aux clochez des parroisses ioignans & voi-

Couſtumes de Montargis

ſines tenans à eulx ſinon que les terres ſoiēt cloſes ou foſſoyees, & ſont dittes terres vaines où il n'y a aucune ſemence, toutesfois peut deffendre le laboureur de la terre où il y a chaulmes, que lon n'y voyſe iuſques à ce qu'il euſt eu eſpace d'en leuer ledit chaulme, & ſans fraude, & n'entend on ceſt article comprendre les haults marchans de beſtial. iii.

Tous prez ſont deffenduz depuis le premier iour de Mars iuſques au quinzième iour d'Octobre, ſinon qu'ils ſoient faulchez, & ſi les aucuns deſdits prez ſont à deux herbes, on n'y peut aller qu'ils ne ſoient faulchez deux fois, ou que le quinzième iour d'Octobre ſoit paſſé, & en ceulx qui ſont hayez ou foſſoyez on n'y peut aller en nul temps: ne és paſtures depuis le quinzième iour de Mars iuſques au premier iour de Iuillet: mais on ne peut hayer ne foſſoyer, boucher ne clorre en praerie ne és paſtures publiques & communes apres ledit premier iour de Iuillet. iiii.

Quand praerie eſt bouchee & y a prez à deux herbes, tous ceulx qui y paſſeront feront tenuz rebouſcher le paſſage de leur voiſin où auront paſſé, ſur peine d'eſtre tenuz du dommage. v.

En tout temps les vignes ſont deffendues, & n'y peut on mener paſturer aucunes beſtes quelsconques qu'elles ſoient. vi.

Et n'ont pas lieu leſdittes couſtumes contenues eſdits trois articles premiers, és comté de Gyen, Chaſtillon ſur Loire, de Molinet, la court de Marigny & chaſtellenie de Loris ce qu'on ne peut mener paſturer ſes beſtes en heritage d'autruy ſans congé. vii.

On ne peut mener porceaux paſturer és prez ne vignes en quelque tēps que ce ſoit. viii.

En temps de glandee & paifſon aucun ne peut aller ne mener ſes beſtes en eſcrues de boys venuz és terres labourables depuis la ſaincte Croix iuſques au premier iour de Ianuier, ne és foreſts ne autres boys anciens en quelque temps que ce ſoit, ſinon qu'on ait tiltre ou priuilege expres. ix.

Beſtes qui ſont trouuees eſdits prez, vignes, paſtures, terres, boys, eſcrues & autres choſes deffendues, peuuēt eſtre prinſes par le propriétaire du lieu & autre à qui le dommage peut appartenir ſes gens, ſeruiteurs ou autres de ſon commandement & mener à iuſtice dedans vingt quatre heures, pour eſtre ſatisfaits & payez des intereſts & dommages qu'ont fait leſdittes beſtes, & ſ'il en prend pan ou gage il ſuffiſt l'apporter à iuſtice dedans huitaine. x.

Et ceulx qui prennent leſdittes beſtes en amenant icelles beſtes à iuſtice ou apportant le gage ou pan de paſtre recogneuz par ledit paſtre, ou celuy à qui appartiennēt leſdittes beſtes, ils ſeront creuz par leurs ſermens de la prinſe, du lieu & du dommage, & iuſques à cinq ſolz, & deſſoubs ſelon la couſtume des lieux. xi.

Et ſi leſdits preneurs ne ſe veulent reſtrindre auſdits cinq ſolz de dommage, ils pourront prouuer que leſdittes beſtes ou perſonnes, lors de laditte prinſe leur feirent plus grand dommage. xii.

Et de ſemblable prinſe, priuilege & deſgagemēt peuuent vſer leſdits propriétaires ou leurs gens & commis ſur & contre les perſonnes qui ſont trouuees faire dōmage en heritage d'autruy, par paſſer, rompre haye, labeur ou autre choſe d'entreprinſe faiſant dommage, ſauf qu'ils ne peuuent emprifonner laditte perſonne faiſant le dommage. xiii.

En cas de prinſe de beſtes l'amende de iuſtice eſt de ſoixante ſolz à garde faite, & de ſoixante à abandon & ſans garde, eſt de cinq ſolz d'une eſchappee, mais ſi pluſieurs beſtes ſoubs vn paſtre ſont prinſes, ne doiuent que vne amende, & en prinſe & deſgagement de dommage de perſonnes n'y a amende pour iuſtice que de cinq ſolz. xiiii.

Toutesfois quand il aduient que les beſtes fuyent par mouſches, eſpouuātement par fuyte de loups, challeur & chaffe de beſtes ou autre inconuenient, ſi le paſtre faiēt diligence de les fuyure, il n'y a point d'amende. xv.

Et ſi aduient que celuy qui a prins leſdittes beſtes les rende à partie dedans leſdittes vingt quatre heures, le pan ou gage dedans la huitaine ſans prendre ne exiger aucun dommage de partie, il n'y a point d'amende enuers iuſtice. xvi.

Qui reſcouſt beſtes, gages ou pan des mains d'iceluy qui a faiēt la prinſe, il eſt amendable d'amēde arbitraire ſ'il eſt prouuē cōtre luy, & ſ'il n'y peut eſtre prouuē le preneur en ſera creu, auquel cas n'y aura que cinq ſolz d'amende. xvii.

Qui reſfuſe de bailler gage le reſfuſant eſt amendable de cinq ſolz. xviii.

Quand oyes ou autres beſtes vollans ſont trouuees en dommages, il loiſt au ſeigneur à qui eſt l'heritage en tuer vne ou deux & les laiſſer ſur le lieu, ou les iecter deuant ledit heritage, ou ſi ledit

si ledit seigneur ne les veult tuer, les peut amener à iustice, & requérir reparation de son interest, sans amende de iustice. xix.

Bestes qui sont veuës faisant dommage ou que lon chasse & qui s'ensuyent, peuuent par ce luy auquel est ledit dommage fait ou ses gens estre baillees prisonnieres au pastre ou maistre desdittes bestes, & seront creuz de la veuë, bail de prison & dommage iusques à cinq solz, mais ne sera l'amende que de cinq solz. xx.

Article adiousté audit chapitre de pasturage & herbage que lesdits seigneurs & habitans de Sancerre, chastellenie d'Aulbigny sur Nerre, la chapelle d'Anguillon & d'Argêt, les aiz d'Anguillon, de Concreffault & sainct Briffon, Cernoy, terre & iustice d'Autry, la ville d'Autry, le chastel Pierre sîcte és boys Blancafort, chastellenie & iustice de Vailly, Barlieu, Champignon, Maison, Tout & Soullôgne, & autres chastellenies, iustices & seigneuries du bailliage de Berry regies & gouvernees selô lesdittes coustumes de Lorris que diêt estre obserué & gardé par coustume locale, & requis estre inseré en ce p̄sent coustumier, duquel la teneur s'ensuyt. xxi.

Item par les articles precedens ne sera derogé aux droicts qui appartiennent au comte de Sancerre en ses forests de Charnes, garènes de Sancerre & motte de Baulnon assis au comté dudit Sancerre, boys forests de Vailly & autres, la forest de Vignolle, de Bruneroy & autres les boys sainct Briffon, Autry, Pierre sîcte és boys Blancafort appartenans à la dame de la chapelle d'Argent, desquels droicts ils iouyront ainsi qu'ils ont accoustumé par cy deuant. xxii.

Article adiousté audit chapitre de pasturage, herbages, & paissions que le baron de Toucy & habitans dudit lieu ont dit estre tenu & obserué pour coustume locale audit lieu & requis estre inseré en ce present coustumier comme s'ensuyt. xxiii.

Le baron de Toucy & les habitans dudit lieu dient & accordent que l'amende d'une simple prinse de bestes aumailles & bestes à laines par eschappee, est de douze deniers tournois, & pareillement des bestes cheualines non empeltees.

CHAP. 5.

*Espaues & confiscations.**Article premier.*

Espaues se doiuent garder par quarante iours & les crier par trois huitaines, & appartiennent au iusticier en la terre duquel sont trouuees, sinon que le seigneur apparust dedés lesdits quarante iours, ou apres lesdits quarante iours auant la deliurance, auquel cas seront renduz au seigneur en payant les fraiz raisonnables, & apres non. ii.

Celuy qui trouue quelque espaue est tenu la rendre à iustice dedans huytaine sur peine de l'amende. iii.

Quand le mary confisque, il ne cōfisque que ses propres, & la moytié de ses meubles & cōquests, & l'autre moytié desdits meubles & conquests demourera à sa femme avec son douaire, & sera laditte femme tenue de la moytié des debtes, & si la femme confisque, elle confisque seulement ses propres és lieux où confiscation a lieu. iiii.

Lesdits biens confisquees appartiennent au hault iusticier en la iurisdiction duquel lesdits biens & heritages sont assis, sur lesquels biens le moyen ou bas iusticier s'aucuns sont, prennēt pareille sōmme iusques à laquelle ils ont iustice.

1. In re societatis permanente marito per ius nō de-crefendi. C.M.

CHAP. 6.

*Estangs & garennes.**Article premier.*

Stangs & riuieres portans garennes & aussi garennes, sont deffendues, & qui y chasse

E ou pesche sera puny comme de larrecin. ii.

Il est loysible à chascun de son auctorité pour ce faire en son propre heritage estāgs & y asseoir bōdes, pourueu qu'il n'entreprene sur chemin ou sur l'heritage ou droict d'autruy.

CHAP. 7.

*Du droict des gens, & comme enfans sont faits à leurs droicts, & sont hors de puissance de pere.**Article premier.*

Toutes personnes demourans & subiects à ladicte coustume sont francs & de condition libre sans seruitude. Et si gens de serue condition y venoient demourer & y sont residens eulx & leurs enfans vingt ans sans reclamation de leurs seigneurs, ils acquierent² ample liberte de leurs personnes & biens acquis & possédez au pays de laditte coustume sans plus, pour ce estre inquietez en personnes ne biens. ii.

Les enfans nobles ou non nobles sont en la puissance de leur pere, tant qu'ils ont pere & mere, sinon qu'ils soient mariez: car par ledit mariage ils sont hors de la puissance de leur dit pere. iii.

Entre gens non nobles quand l'un des conioincts pere ou mere va de vie à trespas, les en

2. 1. Etiam is qui demigravit, quāvis dicatur furtivus sui fecisse. l. 1. C. de seruis fugit. quia de filiis est ius commune quum pretēdat ignorantia. l. 2. C. de prescript. longi tempo. qua pro liberta lib. 7. C.M.

PPPP

Coustumes de Montargis

1. 3. *Id est sui iuris: idem consuet. V. ult. tra. ca. §. 143. C. M.*

fans sont à leurs droicts,¹ & a le suruiuant la garde d'iceulx durât leur minorité, mais ne fait les meubles desdits enfans ne les fruiçts de leurs heritages siens. iii.

Au regard des nobles mineurs, ils demoureront en la garde de pere ou mere, ayeul ou ayeulle suruiuant selon prerogatiue de degré, & s'ils n'ont parens en ligne directe, ils cheent au bail de leur prochain parent s'ils en veullent prendre la charge, ainsi qu'il est couché en la rubrique des fiefs. v.

Tous enfans masles par l'aage de vingt ans & vn iour soiét mariez ou nō sont à leurs droicts ayans pere ou non, & peuuent contracter, ester en iugement & faire tous actes de liberté, & à cest aage font finir toutes gardes, bailles & tutelles, et quels pourroient estre par coustume ou iustice, & auant ledit aage, posé qu'ils soient mariez² ne font finir lesdites gardes. vi.

2. 5. *Sed hoc est contra. §. 2. §. eod. nisi quod iste limitat priorem. C. M.*

Fille mariee en aage nubile est reputee aagee pour contracter par l'auctorité de son mary. vii.

Tutelle & curatelle n'est qu'un, & durent aux masles iusques à vingt ans & vn iour, & aux filles iusques à quatorze ans & vn iour. viii.

3. 2. *Hic debet esse hipostigma, id est, non solum superstes non potest executionem recta nisi pro media, sed etiam hares defuncti non potest pro altera dimidia pati executionem recta, nisi confitetur ipsum esse heredem, on qu'il soit maintenant tel au peril du creancier executant, vt. J. chap. 20. §. 4. tamen si superstes solus se obligauerit, solus potest executionem pati, salvo sibi suo recurso, vt dixi in consuet. Paris. §. 116. C. M.*

Emancipation se peut faire de pere aux enfans en quelque aage que soient lesdits enfans, tant en iugement que de hors, pretence que absence desdits enfans par deuant notaires & tefmoins, & succedent en rapportant.

CHAP. 8. De communauté d'entre homme & femme mariez. Article premier.

Homme & femme conioincts par mariage sont vns & communs en biens meubles, debtes & credits faits tant deuant leur mariage que durant & constant iceluy, & les cōquests immeubles faits durant & constant ledit mariage. ii.

Les credits & debtes desdits conioincts son diuisees apres le trespas de l'un d'eulx entre le suruiuant & heritiers du trespas, tellement qu'ils en sont tenuz chascun par moytié, dōt l'obligé seulement³ peut estre executé pour ladicte moytié. iii.

Constant le mariage, le mary peut disposer sans le consentement de sa femme de tous lesdits biens meubles & conquests immeubles à son plaisir & volonté par contractz faits entre vifs sans fraude & non pas en testament, auquel testamēt n'en peut disposer que de la moytié, & peut seul sans sa femme poursuyr, conduyre & defendre les actions personnelles & possessoires qui procedent à cause de ladicte femme. iiii.

Femme mariee ne peut donner, alier, disposer ne autrement contracter entre vifs sans l'auctorité & consentement de son mary, sinon qu'elle fust marchande publique, auquel cas elle peut contracter touchant le fait de sa marchandise, dont le mary sera tenu & pourra estre executé si à ce ladicte femme est obligee. v.

Femme qui est marchande publique est receuable à intenter toute action touchant sa marchandise, & aussi en peut estre conuenue. vi.

Item femme separee de son mary quant aux biens solennellement, peut & luy loist contracter & disposer de ses biens meubles & immeubles ainsi & en la maniere qu'elle pourra faire s'elle n'estoit mariee. vii.

Item vne femme mariee peut intenter & poursuyr en iugement sans son mary l'actiō d'iniures, pour raison de l'iniure ditte ou faicte à elle. Et aussi peut estre conuenue en action d'iniures sans son dit mary, pour iniures qu'elles auroit faictes ou dittes, mais le mary ne ses biens n'en respondront en sa vie. viii.

En traicté de mariage & auant la foy baillee, homme & femme qui se veullent marier par premieres & autres nopces peuuent faire & apposer telles conditions, conuentions, donatiōs & autres contractz que bon leur semblera en leur dit mariage qui sortiront effect. Toutesfois les renonciations ne communauté des biens ne pourront preiudicier au creancier.⁴ ix.

Combien que par traicté de mariage & par parolles expressees, les futurs espoux renoncent à la communauté de biens, neantmoins telle renonciation ne peut nuyre ne preiudicier à leurs creancier, & ainsi peut estre entendue la coustume dessus alleguee, par laquelle est dit en traicté de mariage par les futurs espoux peuuent estre faictes telles pactiōs que bon leur semble. x.

Je par le iuge du lieu, la vesue appelle en parlement: les gens du Roy en ce parlement disoient qu'il ne doit pas estre en la puissance du mary de charger les propres de sa femme, & partant restraignoient ceste coustume quand c'est vne vesue qui se remarie, laquelle se doit enquerir des meurs & biens de son mary: ne teins compte de ceste raison & dis que il auoit esté mal iugé, & dis que ceste coustume auoit plusost lieu en vne fille que en vne vesue, & n'y fait rien ceste coustume, car attendu que la vesue ne prend rien en la communauté, & n'y fait fraude, les creancier ne rapportent dommage de ceste renonciation. ce que est assez, combien qu'ils n'en rapportent profit. & ainsi selon mon opinion fut iugé pour la vesue, etiam de son premier mariage par Arrest prononcé le vendredy premier iour de Mars, l'an 1559. C. M.

Rente

1 Rente constituee soubz faculté redemptiue & de remeré, est reputee heritage, tât du costé du creancier que du consentement de leurs heritiers, tellemēt que si elles sont racheptees les deniers comme propres retourneront à celuy des conioincts, ou leurs heritiers du costé duquel laditte rente est venue, & si elle estoit racheptee durant que mineurs nobles ou non sont en garde de leurs parens, lefdits parens sont tenuz employer ledit argent, ou le rendre ausdits mineurs.

1. 10. Faut entendre nō pas des rentes acquises p̄dant le mariage: mais des rētes anciēnes quī estoiet p̄pres à l'vn des deuz conioincts seulement, desquel les n'a pas esté dit par contract de mariage qu'elles s'umberoiet en communauté, mais sont demorees p̄pres à celuy auquel elles appartenoiēt.

xi.

Toutesfois si rente estoit constituee par le mary constant le mariage sur ses biens meubles & immeubles, apres son trespas laditte femme ne respondra de laditte rente que pour les arrearages escheuz constant ledit mariage, sinon qu'il y eust conquest: car lors laditte femme en respondra de la moytié, sinon qu'elle quitast lefdits conquests & meubles, à quoy faire sera receuë.

xii.

2 Tous bastimens faits enheritages roturiers & censuels propre de l'vn des deux conioincts par mariage, sont communs entre eux en remboursant par teluy à qui n'est la propriété ou ses enfans & heritiers la moytié de l'estimation & valeur du fonds de l'heritage où aura esté fait ledit bastiment pour en iouyr commodement. Toutesfois apres le trespas de l'vn desdits conioincts, il sera au chois & election du propriétaire s'il suruit ou ses enfans & heritiers de rembourser le viuant ou heritiers de l'estimation de la moytié desdits biens.

xiii.

Bleds & autres semences en terres & heritages de gens mariez seront communs apres le trespas de l'vn d'iceulx, cōbien qu'il fust en heritage propre de l'vn d'eulx, & au regard des mariez le propriétaire ou ses heritiers en recompenseront de la moytié l'autre ou ses heritiers, & quant aux fruits des vignes apres pasques charges se partiront egallement, & parauant auront la moytié des labourages en payant les charges pro rata.

xiiii.

Dons ou laiz faits à l'vn des conioincts soit en mariage faisant ou constant iceluy, sont communs par moytié ausdits deux conioincts, sinon qu'il fust dit expressement estre propre à l'vn d'eulx.

xv.

Femme mariee peut poursuyr ses droicts & actions à l'auctorité de son mary, & au reffus de l'auctoriser elle peut requerir estre auctorisee par iustice, & en laditte qualité icelles actions poursuyre.

CHAP. 9.

De Societez.

Article premier.

3 **S**ocieté ne se contracte point entre personnes sinon qu'il y aye entre eulx conuention expresse, ou par demurance ou communication des biens faite ensemble par deux parens & lignagers & demourās ensemble par an & iour entiers, auquel cas societé est cōtractee entre eulx de tous leurs biens meubles & conquests immeubles fait durant icelle societé.

ii.

4 Et s'aucun acquiert societé avec deux conioincts par mariage, par telle societé & communauté de biens il n'acquiert que la tierce partie.

iii.

Item si l'vn des deux va de vie à trespas, & laisse ses enfans qui sont ses heritiers, & le suruiuant leur pere ou mere ne fait inuentaire, partage & diuision ou autre cōuention equipollēt, icelle communauté continue & conserue ausdits enfans leur saisine & possession pour leurs portions viriles & hereditaires de la succession de leur pere & mere, iusques à ce que partage ou diuision en soient faits, ou autrement entre lefdites parties en soit disposé: & ainsi est des heritiers collateraulx.

iiii.

Item que si durant icelle communauté aucune acquisition soit faite desdits biens cōmuns par le suruiuant, icelles acquisitions sont communes entre le suruiuant & lefdits enfans, & y a chascun droict & portion, & s'en peuuet dire saisis chascū desdits enfans pour sa portion, quād lefdits enfans sont non nobles. Et si lefdits enfans sont nobles & la partie qui suruit veult prendre les meubles, elle le peult faire en payant les debtes, pourueu que les enfans demourez du deces du deffunct soient mineurs & en bas aage.

v.

Mais si pendant laditte communauté escheoient quelques biens meubles & heritages par successions, laiz ou donations, tels biens ne sont comprins en laditte communauté: toutesfois si au suruiuant desdits conioincts aduenoit succession de l'vn ou plusieurs de leurs enfans estans en laditte communauté & ne fust partage, inuentaire ou autre chose equipollēt dedans, il sera comprins en laditte communauté comme dessus.

vi.

Separations de biens d'entre homme & femme mariez, & cessions de biens ne sont vallaables, & ne preiudicieront aux creanciers à ce qu'elles seront insinuees publiees en iugement, & enregistrees en la iurisdiction du iuge lay où seront demourans ceulx qui seront lefdites separations & cessions, & se feront à iours ordinaires & non au greffe.

xi. 10. Faut entendre nō pas des rentes acquises p̄dant le mariage: mais des rētes anciēnes quī estoiet p̄pres à l'vn des deuz conioincts seulement, desquel les n'a pas esté dit par contract de mariage qu'elles s'umberoiet en communauté, mais sont demorees p̄pres à celuy auquel elles appartenoiēt. C.M.
2. 12. Tempore present i in p̄sto iuxta. l. domos. & ibi Alexā. ff. de lega. 1. Carol. Ruin. consil. 117. lib. 3. cōs. fl. 165. nu. 5. lib. 4. Hieronym. gratius cōs. 9. nu. 15. li. 2. Idē Jacob. de arenis. Bartol. Bald. Angel. perns. To. Imol. in d. l. domos. text. in l. omni modo. §. imp̄tari. videlicet, ita tamen. C. de inofficio. testa. dixi in cōsuet. Parisi. §. 1. gl. 5. nume. 113. C.M.
3. 1. Hac alternatiua stare debet p̄ copula: alias multa absurda sequerentur, v̄ dixi in cōsuet. in. Parisi. C.M.
4. 1. In si. scilicet de mobilibus quibuscunque, & des conquests faitz durant icelle societé seulement, secus des precedens. C.M.
5. 2. Scilicet ab initio vel scienter cū talibus, secus si postea alter foriorum vxorē forte pauperē ducit. C.M.

Couftumes de Montargis

CHAP. IO.

De feruitudes reelles.

Article premier.

Veuës & esgouts ne portent point de faifine à celuy qui les a cõtre autruy, ne passer par heritages d'autruy s'il n'a tiltre, & sans tiltre ne les peut prescrire par quelque temps que ce soit, & peut lon contraindre à bouscher lesdittes veuës. ii.

En mur moytoyen & commun on ne peut sans le consentement de partie faire veuës n'efgouts. iii.

Si en terre commune l'un des voisins edifie mur, si l'autre voisin s'en veult ayder pour edifier ou autrement, faire le pourra en payant la moytié du mur pro rata dont il se voudra ayder, & le pourra empescher celuy qui l'aura edifié iusques à ce qu'il soit payé. Et les corbeaulx, fenestres & autres enseignes mis du costé dudit voisin auront seulement pour demonstrier la communauté de la muraille & non pas de payement. iiii.

Ité qu'en mur moytoyen chascune des parties peut percer tout oultre ledit mur pour mettre & asseoir ses poultres, soliuës ou autres boys en rebouchant les trouz. Sauf que dedans la muraille de la cheminee on ne peut ancrer boys. v.

Item en mur moytoyé le premier qui assiet ses cheminees l'autre ne les luy peut faire oster ne reculer, en laissant la moytié du mur & vne chantille pour contrefeu, mais au regard des lanières & iambes de cheminees & simaifes il peut percer ledit mur tout oultre & y asseoir les lenciers & simaifes à fleur dudit mur. vi.

Aucun ne peut & n'est licite faire chambres aysees nommees fosses, armes ou latrines, ou fosse de cuyfine pour tenir eauë de maison aupres d'un mur d'autruy ou moytoyen, qu'on ne laisse franc ledit mur. Et avec ce faire le mur & puy desdittes fosses couées au danger de celuy qui fait ledit puy de pied & demy d'espaisseur du moins, ou autre selon le rapport des iurez où il sera. vii.

Entre vn four & mur moytoyen doit auoir demy pied d'espace vuyde pour euter le dâger de la chaleur & mouuement du feu. viii.

On ne peut empescher les riuieres courans perpetuellement que les moulins ne moulent ou qu'ils n'ayent vne abbee ou lanciere ouuerte pour dõner cours à l'eauë, sauf és moulins qui ne peuuent autrement mouldre sans escluses. ix.

Toutes murailles estans dedans les villes fermees, de laditte coustume seront cõmunes aux voisins d'icelles en payant toutesfois par ceulx qui ne les auront faites ne basties n'aydè à faire ou bastir à celuy qui les aura fait faire ou à ses ayans cause, la moytié de la façon & fraiz de laditte muraille, & la moytié du fonds d'icelle qu'ad ils s'en voudront ayder, si toutesfois laditte muraille est suffisante pour porter & subuenir lesdits bastimens. x.

Et où entre places de maisons, cours, iardins ou autres dedas lesdittes villes n'y aura muraille, & l'un d'eux voudroit bastir ou clorre, pour egalemēt & raisonnablement prendre terre sur luy & son voisin pour le faire en fonds cõmun. Et quand celuy qui n'aura basti voudra bastir ou fayder de laditte muraille sera tenu rembourser le premier bastisseur des fraiz de l'autre moytié pro rata, & ce dont il se voudra ayder. xi.

Ayans seruitude & droict de veuë sur heritage d'autruy & fenestres ou autres ouuertes doiuent tenir lesdittes fenestres & ouuertes barrees de barreaulx de fer & verre dormant, tellemēt que ceulx qui ont laditte seruitude ne puissent passer ne iecter aucune chose sur l'heritage seruant, sinon qu'il y eust conuention au contraire. xii.

Le iect d'un fossé estant entre deux heritages, demonstre que le fossé est & appartient à ce luy du costé duquel est ledit iect, & luy appartient ledit fossé. xiii.

Quand vne place est commune à bastir entre plusieurs personnes par hault & bas, ou qu'il les fault reparer, à celuy à qui appartient le bas est tenu faire & entretenir tout le tour du bas de muraille ou cloison, tellement que le hault se puisse porter dessus. Ensemble tenu faire le plancher de dessus luy de poultres, solliueaux & trõches. Et celuy qui a le dessus est tenu autāt en faire du hault qui luy appartient, & tellement quareller & entretenir apres la premiere façon le plancher surquoy il marche, que celuy de dessous n'en souffre intereſt, & ainsi en auāt s'il y a plusieurs estaiges ou senacles, & en tous cas celuy ou ceulx ausquels le dernier estaige & grenier appartient, seront tenuz de faire entretenir la couuerture: & idem de la viz & mote.

CHAP. II.

De donations faittes entre vifs.

Article premier.

Cens nobles & non nobles, soient mariez, vesues ou à marier ayans enfans ou non, peuuent par donation faitte entre vifs donner tous leurs meubles, conquests immeubles & propres

propres heritages à qui bon leur semble, & vault tel don, sauf la legitime aux enfans & autres descendans en droicte ligne de laquelle demoureront faisis sans fraude. ii.

Toutesfois si pere ou mere auoiēt faict donation à l'un de leurs enfans, il ne pourroit retourner à leur succession sans rapporter laditte donation: mais se peut iceluy enfant tenir au don si bon luy semble, sans soy porter heritier. iii.

Homme & femme conioincts par mariage ayans enfans ou non ne peuuent aucune chose donner l'un à l'autre par donation faicte entre vifs, ne autrement.iiii.

Toutesfois au cas qu'il n'autoient point d'enfans dudit mariage ou autre, ils peuuent faire l'un à l'autre don mutuel de la iouyssance & vsufroi de tous leurs biens meubles & heritages soient propres ou conquests, & pour en iouyr par le suruiuant en soustenant les heritages, acquittant les charges foncieres & rentes, & baillant caution suffisante de rēdre les heritages en bon & suffisant estat, avec telle estimation que les meubles auroient esté prisez, & demourera le suruiuant faisy, à la charge de payer & d'acquitter les debtes, & d'accomplir le testament sur les biens dudit deffunct, lesquels seront deduits l'vsufroi finy. v.

Donner & retenir ne vault pas, comme qui dōneroit aucun heritage ou aucune chose mobiliere, & neantmoins il la retiensist & en iouysse, tel don est nul & de nulle valeur s'il n'est eschange onereuse. vi.

Toutesfois lon peut donner ses heritages ou partie & tenir à soy l'vsufroi d'iceulx, & telle donation vault: car par la retention de l'vsufroi le donataire en est faisy, & n'est pource ledit donataire si bon ne luy semble tenu entrer en foy du seigneur feodal si ledit heritage est tenu en fief, ou payer les cens au seigneur censier s'il est tenu en censue en maniere qu'il n'en soit moins dict & reputé seigneur & possesseur, & en vente, eschange & autres conuentions. vii.

Saisine & desaisine faicte en presence de notaire & tesmoins ou notaires de la cour laye de la chose alienee, vallēt & equipollēt à tradition de faict possession prinse de la chose alienee au profit d'iceluy auquel a esté faicte l'alienation sans ce que autre apprehension soit requise. viii.

Insinuation de droict n'a point de lieu, & n'est requise en donations, soient entre vifs, testament pour cause de mort ne autrement.²

Articles adioustez audit chapitre de donation faicte entre vifs que lesdits seigneurs & habitants de Sancerre, chastellenies d'Aubigny sur Nerre, la chappelle d'Anguillon & d'Argēt, les aiz d'Anguillon & Cōcreffault, saint Brisson, Cernoy, terre & iustice d'Autry, la ville d'Autry, le chastel Pierre des boys Blancafort, chastellenie & iustice de Vailly, Barlieu, Chāpignō, Maison, Tout & Soullōgne, & autres chastellenies, iustices & seigneuries du bailliage de Berry regies & gouvernees selō lesdittes coustumes de Loris, ont dit estre obseruez & gardez par coustumes locales, & requis estre inferrees en ce p̄sent coustumier desquels la teneur s'en suit. ix.

Si pere ou mere font aucune donatiō à leurs enfans en faueur de mariage ou emācipation de biens meubles ou immeubles, telle donation est bonne & vallable, pourueu qu'elle ne soit immēse, & que la legitime portion deuē aux autres enfans soit reseruee & gardee, lesquels enfans donataires pourront retourner à la succession des pere & mere en rapportant ce que leur aura esté donné: par ce que par autre coustume pere & mere ne peuuent aduantage l'un de leurs enfans plus que l'autre en leurs successions, mais se pourrōt iceulx enfans donataires tenir à la donation qui leur a esté faicte en renōçant aux successions de leursdits pere & mere. x.

Il loist à toutes personnes homme & femme estans en bon sens & entendement donner & disposer de ses propres & heritages à qui bon luy semble, par don faict entre vifs sans esperāce de le rappeler, pourueu que laditte donation soit acceptee au viuant du donateur, & que des le temps de don il fen deslaisse de la proprietē & seigneurie. Auquel cas les donneurs retiennēt l'vsufroi leur vie durant. Par laquelle retention d'vsufroi les donataires sont & demourent faisis des heritages ainsi donnez, & sont tenuz & reputez possesseurs par la tradition des lettres & desaisine ou saisine faictes & passees es presentes de notaires ou notaire de court laye ou tesmoins au preiudice des dōneurs & de leurs heritiers. Et si la donation est immēse ou exclusiue, les enfans heritiers du donateur la peuuent quereller selon disposition de droict. xi.

Donner & retenir ne vault pas. Comme qui donneroit aucun heritage ou aucune chose mobiliere, & ce neantmoins il la retiensist & en iouyst, le don est de nulle valeur. Toutesfois ainsi que dessus est touché on peut donner ses heritages ou partie, & retenir en foy l'vsufroi d'iceulx, & telle donation vault. Car par la retention d'vsufroi le donateur en est faisy, & n'est tenu si bon ne luy semble ledit donataire entrer en foy du seigneur feodal, si ledit heritage est

PPPP iij

*1. Ti. II. §. 6.
Ergo ne potest
estte saisy par
faulre d'homme,
si donator
interim est in
fide, quod est
aquum: vide
que dixi in cō
suetu. Parisi.
§. 2. q. 46.
C. M.
2. 8. Hac cō-
suetudo & si-
miles, hodie
correcta sunt
per cōstitutio-
nem Francis.
1. anno 1539.
& Henrici
2. anno 1549.
C. M.*

Coustumes de Montargis

Ti. 12. §. 1. Id est, si quis cetera non modo in iustis, sed et in legibus, & sic haec consuetudo loquitur etiam in expressa & conuicta renouatione etiam in contractu matrimonij facta etiam aucloribus pariter, & sollemnissime, & tamen nullo tria. Primo quod non potest ladi legitima. Secundo quod ea lesa non tenetur filius vel filia recipere supplementum legitime, sed potest venire ad solidam virilis partis suae successione ac si non renouatione rit. Tertio quod inspicitur tempus mortis an minus habuerit legitima, & non tempus donationis & renouationis: quia verba illa, Ne reuocentur, sunt extensiva, & sic habent tractum temporis usque ad obitum. l. filij mater. ff. ad senatusconsultum Tertul. Quod etiam reducit ad dispositionem iuris communis. l. cum queritur. C. de inofficio testamento. C. M. 2. §. 2. in fine. Scilicet quod tempore praeterito, sed bene a tempore obitus eius de cuius successione agitur. C. M. 3. Ti. 13. §. 2. Non dicit, disponere, & sic non erat dubium tandem ne legatum usufructus dimidia des proprias, quod non iudex Nemo censens male restrinxerit ad quartam & quintam. Ad hoc. l. sensim. C. de donatio. saltem debebat addi clausula nisi heres mallet quintam in fendis vel quartam in censu in proprietatem dare, ut dixi in consuetu. Parisi. §. 92. C. M. 4. 9. Etiam si testator esset episcopus. C. M.

tenu en fief. Ou payer les cens du seigneur censier s'il est tenu en césue, en maniere qu'il n'en soit moins dit & reputé seigneur & possesseur.

CHAP. I 2. De donation faite en mariage.

Article premier.

Homme & femme tant nobles que roturiers ayans plusieurs enfans peuuent marier aucuns de leurs enfans, & donner heritages ou meubles tels qu'ils verront estre à faire, en renouant à la succession de leursdits pere & mere, & vault & tient telle renouation sans ce que leldits enfans puissent plus retourner à la succession de leursdits pere & mere. Pourueu que la chose ainsi donnee ne reuient iusques à la legitime: car autrement en rapportant pourroient venir à la succession.

Quand pere & mere ont donné en mariage faisant à leurs enfans aucuns biens meubles ou immeubles, & leldits pere & mere vont de vie à trespas, & leldits enfans n'ont renoué à la succession de leurdits pere & mere, & ils veulent retourner à partage, leldits enfans ou leurs heritiers seront tenez de rapporter ou d'escotter chascun à leur regard ce qui leur a esté donné en leurdit mariage, sauf les fruits & nourriture qu'ils ne seront tenez rapporter.

CHAP. I 3. De donations testamentaires, & pour cause de mort.

Article premier.

On ne peut instituer heritier ou substituer par testament & ordonnance de derniere volonté ne autrement, car institution d'heritier n'a point de lieu selon la coustume.

En testament & ordonnance de derniere volonté on ne peut donner de ses propres heritages que iusques au quint en fief, & au quart en censue: mais on peut donner tous les meubles & conquests.

Aucun ne peut estre heritier ne legataire d'une mesme personne.

Vn testamēt escript & signé de la main du testateur est vallable comme celuy passé par deuant notaires.

Executeurs de testament sont saisis des meubles & conquests du testateur iusques à la valeur & accomplissement du testament. Et peuuent dedans l'an de la mort du testateur prendre & intenter complainctes & autres proces possessoires pour raison de l'execution. Et doiuent les executeurs faire deliurer aux legataires desdits laiz, lesquels legataires en sont apres saisis & peuuent inteter & deffendre toutes actions possessoires petitoires, personnelles & autres.

Le mort saisis le vis son plus prochain heritier habille à luy succeder.

Meubles & conquests immeubles à la succession, sont reputez d'une mesme nature & condition.

Aucune personne estant malade de maladie dont il va de vie à trespas, ne peut faire donations entre vifs, & s'il la fait, telle donation est faite & reputee pour cause de mort, sinon que ledit donnant vesquist trente iours apres laditte donation, auquel cas laditte donation seroit reputee donation faite entre vifs.

La cognoissance de l'execution de testament appartient aux iuges laiz.

Vn curé ou son vicaire en presence de deux tesmoins peut en ses limites recevoir testamens, & valent.

Articles adioustez audit chapitre de donations testamentaires que leldits seigneurs & habitans de Sancerre, chastellenies d'Aulbigny sur Nerre, la chapelle d'Anguillon & d'Argent, les aiz d'Anguillon & Concreffault, saint Briffon, Cernoy, terre & iustice d'Autry, chastel, Pierre fite des boys Blancafort, chastellenie & iustice de Vailly, Barlieu, Châpignon, Maison, Tout & Soullogne, & autres chastellenies, iustices & seigneuries du bailliage de Berry, regies & gouvernees selō leldittes coustumes de Loris, ont dit estre obseruez & gardez par coustumes locales & requis estre inferez au present coustumier, desquels la teneur s'ensuyt.

Il loist à toutes personnes soit homme ou femme par testamēt donner tous & chascuns ses meubles & conquests immeubles le quart de ses propres tenez en censue, & le quint tenu en fief à celuy qui bon luy semblera, & si par ledit testament il donne de ses propres meubles & conquests immeubles quels qu'ils soient oultre ledit quint & quart, telle donation doit estre remise à iceulx quint & quart.

Il n'est requis insinuation ou signification des dons & disposition faits entre vifs que par testamēt ou ordonnance faite pour cause de mort à quelque valeur que ce soient, & se puissent monter les choses donnees, legues ou disposees.

Quand aucune femme soit noble roturiere est conioincte par mariage, & par le traicté n'y a aucun douaire prefix ne conuentionnel, laditte femme par la coustume est douee de de la moitié de tous les heritages que le mary auroit lors de la consommation du mariage & de ceulx qui depuis luy aduenoient de pere & mere, ayeul ou ayeulle, pour d'icelle moitié iouyr par laditte femme sa vie durant en soustenant & acquittant iceulx heritages. Et est laditte femme faisie du douaire qui est appelé douaire coustumier. Et toutesfois si laditte femme ne s'enfaisine de faict n'en pourra demander que cinq annees pour le temps passé, & si ne le pourra bailler à estrangers que les heritiers ne l'ayent pour le pris. ii.

Et quand par le traicté de mariage ya douaire prefix ne peuuent lesdittes femmes auoir autre douaire sinon qu'il soit expressement dit & déclaré par ledit contract, que lesdittes femmes se pourront prendre au douaire coustumier à leur option & election. Auquel cas pourront choisir & non autrement. iii.

Tous douaires sont viagers, sinon qu'autrement fust accordé par traicté de mariage.

Pere ou mere ne peuuent aduantage en leur succession l'un de leurs enfans plus que l'autre, tellement que lesdits pere & mere ne pourront vendre, bailler à rente, ferme ou location leurs heritages ou partie d'iceulx à l'un ou plusieurs de leurs enfans. Et fils le font les autres le pourront auoir pour le pris si bon leur semble chacun pour leurs portions, en remboursant à ce regard le pris qu'ils auront baillé dont seront tenuz affermer. Et se pourront lesdits enfans dire faisis en remboursant comme dessus. ii.

En ligne directe en heritages censuels succedent egallement fils & filles, & n'y a prerogatiue d'aïneesse. Et pareillement en ligne collateralle succedent egallement males & femelles, soient nobles ou non. iii.

En succession de ligne collateralle les heritages du trespasé appartiennent à ses plus prochains parens estans de la souche & ligne dont procedent lesdits heritages, ausquels sont propres & retrayables en forcloft les autres parens d'autre ligne plus prochains. Et si lesdits heritages n'auoient faict souche au degré de la personne qui veult succeder, ne sont dictz propres, & y succedent les plus prochains en degré. iiii.

En succession de ligne directe representation aura lieu, & succederont ceulx qui representent au droict & prerogatiue qu'eussent faict ou peu faire leur pere ou mere s'ils eussent suruefcu lesdits ayeul ou ayeulle, ou autres ascendans, & aura desmaintenant lieu la presente coustume, soit que les personnes representees soient viuans ou trespasées. v.

Enfans bastards ne succedent point.

Enfans bastards peuuent disposer de tous leurs biens en leurs testamens & entre vifs, & à ceulx peuuent succeder leurs enfans. vi.

Propre heritage ne monte point par succession au pere & mere, ayeul & ayeulle ou autres ascendans en ligne directe, tant qu'il y a descendans en droicte ligne ou collateraulx de souche & propre retrayable desquels descende ledit propre, autrement succedent les plus prochains soient ascendans ou collateraulx, & ainsi s'entend laditte coustume. vii.

Representation n'a point de lieu en successions de ligne collateralle, sinon du cōsentement de tous ceulx qui y ont interest. viii.

Quand pere & mere, ayeul ou ayeulle ou l'un d'eulx donnent aucune chose en traicté de mariage à leurs enfans ou aucuns d'eulx pour estre leur propre heritage, & le donataire va de vie à trespas sans heritiers en droicte ligne delaisse pere ou mere, ayeul ou ayeulle & des freres & autres parens en ligne collateralle à iceulx parens en droicte ligne, retournent les heritages par eulx donnez audict defunct. ix.

En succession, quant aux meubles & conquests immeubles qui sont d'une mesme qualité, le plus prochain forcloft tous les autres, & pareillement és autres heritages dont n'y parens ausquels puissent estre dictz propres. x.

Item sil aduient qu'aucun voise de vie à trespas & delaisse heritiers, ceulx qui succedent és meubles & conquests immeubles seront tenuz acquitter les debtes & droicts testamentaires du defunct. xi.

En toute succession collateralle en pareil degré les parens conioincts ex vtroque latere, xii.

PPP iiiij

i. Ti. 15. §. 3. Non dicitur in la ligna, & sic non sufficeret quod si ayent faict souches en la ligna dōa est parēt celuy qui veult succeder: sed requiritur quod ipsa persona succedere volens, sit descendens de linea vel gradu in illo est faict souche ainsi doit estre propre retrayable. Idē de consil. Aurelian. §. 25. Idē de Pictauiens. Alias etiam ascendens ut proximior succedet vel uterinus ut etiam patet J. co. §. 7. C. M. 2. 8. Sed heredes eorū qui consenserunt & postea promouentur ligantur pacto & intellige consensum eorum qui sint maiores 25. annis, reliqua materia. dixi in consuet. Parisi. §. 149. C. M. 3. §. 9. Hoc iustum & generaliter obseruādū, & quāuis in quibusdam consuetudinibus contrarium reperitur hoc errore irrepit & corrigendum est prout vetus iniqua consue. Meldunensis arti. 101. et citē correctā fuit per nouam articulo 268. & 269. C. M.

Coustumes de Montargis

1. 12. *Hac* forclorront autres parens ex altero tantum, en la succession duquel est question. xiii. I
consuet. iustior
est Parisiensis
nisi in herediis
in quibus con-
suet. Paris. in-
fior est. C. M. Heritage feodal baillé à cens & rente ou l'un d'iceulx, se part & diuise entre les heritiers du preneur comme roturier, & lesdits cens & rente entre lesdits heritiers du bailleur comme feodaux. xiiii.
- Rente constituee sur heritage feodal se part egallement entre les enfans ou heritiers de l'acquireur, sinon qu'elle fust infeodee ou acquise par le seigneur feodal sur le fief de luy tenu en cens ou rente. Esquels cas se partira comme feodalle entre les heritiers desdits acquireur & le seigneur feodal. xv.
- Et au regard des enfans ou heritiers du vendeur & constituant, telle rente constituee sur ledit heritage feodal se payera par lesdits enfans ou heritiers pour leurs portions & cottitez qu'ils prendront audit fief sans prejudice de l'action hypothecaire. xvi.
- Moulins ou moulin tenuz en fief ne se pourront prendre pour manoir ne comprendre au vol d'un chapon: mais se partiront seulement comme le reste du fief. xvii.
- Cens & rentes foncieres deuës par bail d'heritage feodal se partent enuers les heritiers ausquels elles escherront comme feodaux. Et s'il y auoit apparence de manoir, le fils aîné pourra prendre pour & au lieu de manoir desdits cens & rentes au pris de la valeur desdites appartenances de manoir à ce prisez & estimez, eu egard à la conteneue des autres terres redeuables audit cens & rentes & sans auoir egard aux edifices qui y seroient. xviii.
- Quand la personne entre en religion, & auant faire profession elle ne dispose de ses biens meubles & heritages, ses prochains parens luy succedent comme par mort naturelle. xix.
- Que les nepueux ou cousins en succession collateralle succederont egallement par teste & ordre de degré, sauf aux heritages feodaux le masse forclos la femelle. xx.
- En succession de ligne collateralle on peut estre heritier & donataire d'une mesme personne par contract fait entre vifs. xxi.
- Le parent habille à succeder qui ne se seroit porté heritier ne immiscé es biens de la succession du trespassé a quarante iours de terme pour deliberer & declarer s'il se veult porter heritier, apres interpellation à luy iudiciallement faite. xxii.
- Tous moulins & pressoirs sont dits & reputez heritages, sauf les moulins qui sont sur basteaux en riuieres qui se peuuent mouuoir de lieu en autre qui sont reputez meubles.

C H A P. 16.

En matiere de retraict.

Article premier.

Quand aucun vend son propre heritage, rente ou hypothecque sur iceluy à aucune personne estrange de la ligne, fouche & fourchage dont luy est venu ledit heritage, il loist au parent du vendeur yssu & descendu de laditte ligne, fouche & fourchage dont vient ledit heritage deuantdit de requerir dedans an & iour à auoir par retraict iceluy heritage ou rentes, en remboursant ledit achepteur du sort principal qu'il aura payé & baillé, de ses loyaux cousts & mises. Et fault & suffit offrir or & argent à descouuert & à parfaire à la premiere iournee seulement. Et si celuy qui aura retraict ledit heritage le vend à personne estrange de laditte ligne, lesdits parens descendus de laditte ligne dont meut ledit heritage le pourront pareillement auoir, demander & requerir dedans l'an & iour de laditte vente comme dessus est dict. ii.

Toutesfois s'il aduient qu'un frere ou vne sœur vendent à personne estrange heritage acquis par son pere ou mere & à luy escheu par la succession de sondit pere ou mere, le frere ou sœur dudit vendeur & ses enfans le pourront auoir par retraict dedans l'an & iour de la vente. Mais les oncles ou cousins desdits vendeurs ou vendeur ne le pourront auoir par retraict. Et pareillemēt de l'heritage acquis par pere ou mere par eulx baillé à vn de leurs enfans en auancement de succession. iii.

Celuy desdits parens qui premierement fait ses diligences en adiournemens pour auoir par retraict ledit heritage, est & vient preferer à tous autres parens, etiam plus prochain en degré. Toutesfois si lesdits parens estoient concurrens par adiournement fait en vn mesme iour, le plus prochain parent preferes les autres, & l'aura seul. Et s'ils estoient parens en pareil degré concurrens l'auront chacun pour portion virile. iiii.

Quand aucun à qui par achepteur estrange a esté delaisé par retraict aucun heritage, vend iceluy heritage, ou constitue rente sur iceluy à personne estrange, il loist au premier vendeur & parent desdits vendeurs yssus & descendus de laditte ligne, fouche & fourchage dont meut ledit

ledit heritage l'auoir par retraict dedans l'an & iour prochain ensuyuant, en remboursant ledit achepteur comme dessus est dict. v.

Si homme ou femme conioincts par mariage acheptent de leur parent heritage mouuant de son propre, apres le trespas de celuy deldits conioincts dont meut ledit heritage, le suruiuant est tenu rendre & restituer sa part & portion aux heritiers du trespassee ou autres ses parens, & dont meut ledit heritage, en payant ce qu'aura cousté ladicte part & moitié dudit suruiuant si lesdits heritiers ou parens veulent auoir ladicte part & portion dedans l'an & iour du trespas. vi.

Toutesfois si il y a enfans dudit defunct, ils auront six moys pour pouuoir auoir ladicte portion, dedans lesquels ne pourront estre preuenz par les autres parens. Et celuy desdits enfans qui le retiendra fera tenu le communiquer aux autres freres & soeurs s'ils veulent, en le remboursant chacun de leur portion, & lesdits six moys passez lesdits enfans & les autres parens le pourront demander, & qui preuiendra preferera comme dessus. vii.

En retraict, soit que l'heritage soit tenu en fief ou censue n'a aucun profit de fief ne de lots ne de ventes. viii.

Si le mary à cause de sa femme retraict aucun heritage, il est fait propre d'icelle femme, & apres le trespas d'elle ou dudit mary appartient entierement à ladicte femme ou à ses hoirs, en remboursant ledit mary ou à ses hoirs de la moitié du sort principal qui auoit esté payé pour ledit heritage & les loyaux cousts & mises faits de l'achapt dudit heritage, bastimens & autres choses selon qu'il est couché à la rubric & communauté d'entre homme & femme mariez, & ainsi est dudit mary. ix.

En eschange fait but à but, n'y chet retraict, sinon qu'il y eust torques d'argent ou autre chose mobiliere, sauf le vin qui ne rend l'heritage retrayable sur celuy qui a fait lesdites torques. x.

En heritage baillé à rente perpetuelle n'a point de retraict: mais qui vendroit ladicte rente elle eschet en retraict. Et si au bail faisant y auoit bourse desliee d'argent ou autre meuble, l'heritage chet en retraict. xi.

Le lignager habillé à retraire prefera & empesche le seigneur feodal qui le peut auoir par puissance de fief, & l'eust ia eu le seigneur de fief si le lignager venoit dedans l'an & iour de la rente. xii.

Dedans vingt-quatre heures que le retraict est adiugé, il fault payer & rembourser l'achepteur de ses deniers du sort principal. Et si lesdites vingt-quatre heures se passent le retrayant dechet du retraict, sinon que l'appelé en retraict delayast ou empeschast, outre la premiere iournee dudit retraict aura ledit retrayant si il est de la iurisdiction où sera ledit proces, huitaine pour rembourser, & si n'en est, aura outre ladicte huitaine temps à l'arbitrage ou discretion du iuge apres ledit retraict adiugé & accordé par les parties. xiii.

En bail d'heritages ou rente à vie ou vies sans bourse desliee n'a aucun retraict. xiiii.

Celuy qui retrait aucun heritage est tenu payer les reparations necessaires & vtils faites sans fraude par celuy sur qui on retrait icelles liquidees. xv.

Heritages escheus à nepueux ou cousins ou autres plus loingtains par successions de leurs oncles ou cousins qui auroient acquis telsheritages venduz par lesdits nepueux heritiers ou cousins ne cheent pour ce en retraict. xvi.

Propre heritage ou rente venduz sous faculté de reméré peut estre retrait par le lignager durant ledit reméré, & vn an apres iceluy reméré, soit que ledit reméré soit accordé hors ou dedans le contract. xvii.

Propre heritage baillé à rente à tousioursmais à personne estrange sous faculté de pouuoir rachapter ladicte rente par le preneur ou partie d'icelle, le parent du bailleur la peut retraire dedans l'an & iour du contract: & l'an & iour passez ne pourra plus retraire ledit heritage: mais seulement pourra retraire la rente dedans l'an & iour qu'elle sera acheptee par ledit preneur ou autre. xviii.

L'heritage feodal subiect à retraict se doit retraire par le lignager dedans l'an & iour comme roturier, sauf en la ville, preuosté d'Orleans & ressorts d'icelles & autres lieux circonuoisins, où ledit lignager le peut auoir iusques à ce que l'achepteur aye fait la foy & hommage au seigneur feodal, & dedans l'an & iour apres la foy faite. xix.

Lesheritages acquis par eschange sortissent la nature desheritages baillez en recompense par eschange. xx.

Coustumes de Montargis

Celuy qui achepre heritage subiect à retraict sil est conuenu par le lignager, il est tenu exhiber les lettres de son acquisition & affermer le pris & conditions sans fraude, sil en est requis par le lignager demandeur en retraict : & semblablement sera le retrayant tenu affermer si le retraict se fait pour luy sans fraude, ne pour le delaisser à autruy, n'y auoir intelligence de ce faire. xxi.

Les fruiçts de l'heritage qui chet en retraict doiuent estre & seront adiugez du iour des offres iudiciairement faictes, sinon que la cause demourast interrompue par an & iour: car les fruiçts perceuz pendant laditte interruption ne se pourront demander. xxii.

En matiere de retraict lignager le propre vendu attraiçt à soy les meubles & conquests feodal, le censuel vendu par vn meisme contract avec ledit propre soit par decret ou autre vente, tellement que le tout chet en retraict, en remboursant comme dessus: & sera tenu le retrayant de prendre tout de l'acheteur ou tout delaisser. xxiii.

Rente constituee sur la generalité des biens n'est retrayable : mais si par apres le creancier en auoit assignation particuliere sur le propre cherroit en retraict dedans l'an & iour apres laditte assignation. xxiiii.

Si l'adiourné en retraict lignager auant que l'adiournement aye esté fait, à disposé de l'heritage, & ainsi le declare & afferme en iugement auoir esté fait sans fraude & nommer le cessionnaire & sa demourance, l'action du retrayant est perpetuee & la peut poursuyr comme les subsequens acheteurs cessionnaires ou detenteurs apres l'an & iour passez iusques à vn an apres laditte declaration faicte. Et sil ne fait laditte declaration ou soit refusant il sera tenu proceder. Et sil nomme, suffira pour poursuyr le cessionnaire, faire les adiournemens au lieu dont est question audit retraict. xxv.

Si l'heritage est eschangé à propre heritage & est rachepté dedans l'an par celuy qui a prins le propre, sera reputé contract de vente, & cherra ledit propre en retraict. xxvi.

Toutes rentes constituees sur les maisons & heritages assis en la ville de Montargis & autres villes vsans de laditte coustume, seront racheptables par les seigneurs desdittes maisons & heritages du pris qu'elles auront esté constituees. Et où n'apperroit du pris qu'elles auroient esté constituees au pris du denier quinze, sauf des rentes de present appartenans aux eglises qui ne seront racheptables. xxvii.

Et au regard des rentes foncieres qui ont esté cryees racheptables par bail à rente desdittes maisons & heritages desdittes villes, elles se pourront rachepter selon la condition des contracts sans ce que apres le rachapt & remeré d'icelles passé soient subiectes à retraict ne rachapt.

Quiconques iouyst d'aucun heritage, rente ou droict incorporel & paisiblement par trente ans entiers & consecutifs entre personnes agees & non priuilegiees, soit qu'il aye tiltre ou non il acquiert l'heritage, rente ou droict incorporel ainsi par luy possedez, sauf le vendeur, l'obligé ou l'heritier, & n'aura d'oresenauant lieu prescription moindre de trente ans. ii.

Homme loué à iournees ne peut faire question ne demande de ses iournees apres quarante iours sinon qu'il vueille dire & monstrier qu'on luy aye promis payer depuis lesdittes œures faictes & pareillement des iournees & louages de bestes. iii.

Droicts censuels & autres droicts seigneuriaux ne se peuuent prescrire à toto: mais bien à tanto. Et au regard des arrerages & profits de fief censuels ne feodaux ne se prescripront que par trente ans.

Article adiousté audiçt chapitre de prescriptions, que lesdits superieurs & habitans de Sancerre, chastellenie d'Aulbigny sur Nerre, la chappelle d'Angillon & d'Argent, les Aiz d'Angillon, de Concreffault, saint Briffon, Cernoy, terre & iustice d'Aultry, la ville d'Aultry, chastei, Pierre fichte és boys blancafort, chastellenie & iustice de Vailly, Barlieu & Champignon, maison Tout & Soulogne & autres chastellenies, iustices & seigneuries du bailliage de Berry, regies & gouuenees selon lesdittes coustumes de Lorris, qu'on dit estre obserué & gardé par coustume locale, & requis estre inseré au present coustumier duquel la teneur s'enfuit. iiii.

Quiconques iouyst d'aucun heritage, rente ou droict incorporel paisiblement par trente ans entiers & consecutifs entre personnes agees & non priuilegiees, soit qu'il aye tiltre ou non,

*l. Ti. 17. §. 1.
Iudicatio per
Arrestum co
vie Parisiensis
quod hac con
suet. non tolli
tur per consti
tutionē lazarum
anno 1539. des
trēte-cinq ans:
bene: quia
illa constitutio
valde odiosa est
ergo idem de
similibus con
suet. id. puta
Aruernia.
C. M.*

non, il acquiert & est fait seigneur de l'heritage, rente ou droit incorporel par luy possédez, sauf le vendeur de la rente obligee ou l'heritier du vendeur ou obligé qui l'acquiert par quarante ans.

C H A P. I 8. *Executions de louages ou rentes de maisons. Article premier.*

VN seigneur d'hostel ou ayant rente fonciere sur iceluy, peut audict hostel par ses mains faire execution pour trois annees precedées & deniers à luy deuz de loyer ou rente fonciere de laditte maison, & vault & tient laditte execution, & peut ledit seigneur d'hostel mener avec luy vn sergent pour le garder de force faire, signifier la vente des biens par luy prins, Et s'il y a opposition, donner iour à l'opposant : mais pendant le proces ledit seigneur d'hostel ou seigneur de rente fonciere demourera saisi desdits biens. Et idem de secundo locatore actiue & passiuè. Et semblablement des maisons ou rentes foncieres deuës és mestayeries, les fruiçts desquelles peuuent estre arrestez ou empeschez comme dessus. Et s'entend laditte coutume que laditte execution se fera en presence de notaire & tesmoins qui fera inuentaie des biens prins par ledit sergent. ii.

Si ledit locateur a lettres obligatoires, il peut faire faire l'execution par vn sergent pour tout le temps & ce qui luy est deu. Auquel cas sera receu le conducteur à faire rapporter par le sergent les biens sur luy prins pour en auoir recreance en rapportant main pleine d'autres biens suffisans. iii.

Et s'il est question entre deux seigneurs dudit hostel ou rente fonciere, le conducteur en consignat & mettant en main de iustice la pension ou loyer de laditte maison ou mestayrie aura deliurance de ses biens. iiii.

Si le conducteur ou autre que le seigneur de rente fonciere enlieue lesdits biens estans en l'hostel baillé à louage sans le consentement du locateur, ledit locateur peut faire appeler ledit conducteur ou celuy qui a fait ledit enlieuement en reestablishement pour reestablisher lesdits biens en l'hostel pour seureté d'estre payé de trois annees dernieres si tant luy est deu. Et outre peut faire contraindre le conducteur de garnir la main pour vn an. v.

Quand vne personne tient heritage à loyer, & apres le terme finy de la location il en iouyst huit iours sans ce que denonciation luy soit faite de vuyder, il paracheuera l'annee pour le pris à quoy il la tenoit, & à ce faire pourra estre contrainct, & pareillemēt sera tenu le seigneur le souffrir. vi.

Vn tauernier vendant & detaillat pain, vin, peut poursuyr vne ou plusieurs personnes qui ont beu & mangé en sa maison. Et de la despence qu'ils y auroient faite en est creu iusques à cinq solz, pourueu qu'il confesse & soit prouué qu'ils y ayent beu & mangé depuis demy an. Et peut ledit tauernier desgager en sa maison celuy ou ceulx qui auront beu & mangé s'ils refusoient de payer, qui n'a priuilege au contraire. Et peut desgager ledit tauernier le dernier qui demoure en sa maison pour tous les autres qui s'en seroient allez sans payer leur escot. vii.

Si de l'hostel d'un tauernier est baillé & porté hors, pain, vin ou viande puis demy an, il est creu de l'estimation par son serment iulques à cinq solz, pourueu qu'il soit confessé ou prouué comme dessus. viii.

La ville de Montargis par priuilege est ville d'arrest, les bourgeois manans & habitans en icelle peuuent faire arrester dedās laditte ville & faulxbourgs les biens meubles d'aucun estranger & forain y trouuez pour raison des debtes à eulx deuës tant par obligation qu'autrement: vault & tient tel arrest en cas d'opposition pourueu que celuy qui a fait faire ledit arrest informe dedans vingt-quatre heures dudit contract ou promesse, ou dedans autre delay qui sera prefix par le iuge. Et à faulte de ce faire les biens arrestez seront mis à deliurance, & suffist informer par vn tesmoin pour faire tenir la main. ix.

Tous mestayers ou conducteurs de mestayries, terres & maisons qui mal versent és choses loyees & affermees peuuent estre expulsez, & neantmoins contrainctz payer. x.

Le benefice & ostroy d'Amnion, Quinquannion sur le delay de payer n'a lieu. Et n'en doit aucun iouyr pour les debtes qui procedent & sont deuës à cause d'arrerages de rente fonciere, loyers de maison, pension, ferme, tenue, & exploitation d'heritages, fruiçts & reuenuz d'iceulx, pensions, nourriture, pensions d'escoliers & autres pensionnaires, biens derrez baillez en despos, reliqua de l'administration & gouvernement que les debteurs ont euz des biens de l'eglise, chose publique, mineurs, prodigues, insenséz ne pareillemēt des crimes & delictz de salaires deuz à ceulx qui n'ont besongné & serui pour les debteurs. Et semblablement

Couſtumes de Montargis

des debtes deuës par ſentences en iuſtice, droicts funeraulx & droicts pitoyables.

C H A P. 19.

De criees.

Article premier.

EN matiere de criees & ſubhaſtations auant qu'aucunes lettres de decretz ſoient dittes vallables & que l'on ſ'en puiſſe ayder, il conuient qu'ils contiennent en eulx la cauſe de faiſſement pour quelques annees & termes d'arrerages eſcheuz, ſoit de cens, rente ou autrement, qu'icelles avec les ſubhaſtations, ventes, exploictz, proclamations, relations de ſergens, que le tout ſoit incorporé eſdittes lettres de decretz, autrement ne ſont vallables & ne ſortifſent aucun effect, ſauf audit Orleans & villes deſſusdittes. ii.

Oultre eſt requis que leſdittes criees ſoient faiçtes en lieu publicque ordonné & accouſtumé à faire cris & proclamations de la terre & ſeigneurie où les heritages ſont aſſis. Et leſdittes criees faiçtes, autrement icelles criees ſont nulles & ne doiuent ſortir en effect. iii.

Auſſi eſt requis que le ſergent executeur face les faiſſemens & iceulx ſignifie aux parties & detenteurs des lieux. Et ſ'il n'y a detenteur conuient pouruoir auſdittes terres de curateur. Et pour ce faire il aye commiſſion libellee & expreſſe au cas, & que laditte commiſſion ſoit attachee à ſa relation, en laquelle ſoient contenues leſdittes criees deuëment continuees de iour à autre, & le tout incorporé eſdittes lettres de decretz à fin de cognoiſtre ſ'il y a aucune interruption. Car qui default d'un ſeul iour tout ce qui ia eſt faiçt, eſt nul & de nulle valeur, & n'eſt preſumé que les ſolennitez ayent eſté gardees. iiii.

Et oultre que toutes & quantes-fois qu'aucun demandeur en criees eſt payé & contenté par le detenteur ou autre de ce qui luy eſt deu & pour raiſon de quoy il faiçt faire leſdittes criees, il ſe peut departir & deſiſter deſdittes criees, & ceſſent icelles à ſon regard, & n'eſt plus tenu y proceder contre ſon debteur ne autres. Toutesfois vn des oppoſans eſdittes criees pourra requerir eſtre ſubieçt à la pourſuyte d'icelles, au lieu du demandeur doit eſtre & ſera receu en monſtrant & enſeignant de ſon debt ou hypothecque qu'il a ſur leſdits heritages. Et ſ'il aduenoit que leſdittes criees fuſſent faiçtes à la requête d'aucun hault iuſticier par faulte de cens non payez, & ledit decret adiugé, & que celui à qui eſt adiugé par decret ledit heritage ainſi crié ne ſ'enſaiſine dudit heritage, & ne face mettre à execution iceluy: mais en laiſſe iouyr le propriétaire par dix ans qui continue le payement dudit cens, en ce cas le decret eſt preſumé nul & faiçt ſans cauſe, & n'eſt receuable mettre en cauſe ledit propriétaire. v.

Les criees dont deſſus eſt faiçte mention doiuent auoir les iours continuels. C'eſt de trois huitaines, trois quinzaines & vne quarantaine. Et doiuent eſtre faiçtes au lieu, territoire & iuſtice où ſont aſſis leſdits heritages. Et ſ'ils eſtoient en diuerſes iuriſdictions les criees faiçtes en vn lieu ne ſ'eſtendent à l'autre ſans lettres expreſſes du prince pour decreter leſdittes criees faiçtes en l'un deſdits lieux, à fin d'obuier aux fraiz & vacations. Et oultre ſera faiçt vn cry de huitaine au iour de dimanche à l'yſſue de meſſe parrochial du lieu où eſt ledit heritage aſſis, & mis vn bref deſdittes criees à la porte de l'auditoire de la iuriſdiction où ledit heritage eſt crié. vi.

Après les criees & decret donnez, aucun n'eſt plus receuable à demander quelque droict ſur la choſe decretee, qui ne ſ'eſt oppoſé dedans le temps. vii.

Quand heritages ſont mis en criees ſur le ſeigneur & detéteur, ſeront leſdits heritages pendant les criees & proces d'iceluy regis & gouuernez par commiſſaires. viii.

En matieres de criees, il n'eſt beſoin que les ſeigneurs feodaulx & cenſiers ſ'oppoſent eſdittes criees: car les ventes & adjudication qui en ſeront faiçtes par decret ne leur peut preiudicier quant auſdits droicts ſeigneuriaux, ſinon des arrerages & proffits ia deuz & eſcheuz qui ſeront perduz ſ'ils ne ſ'oppoſent. ix.

Le iour du faiſſement qui ſe faiçt d'heritages n'eſt rien compté. Et ledit iour ou autre ſubſequent le ſeigneur commis à faire criees deſdits heritages eſt tenu declarer que leſdits heritages ſont par luy mis en criees par huitaines, quinzaines, quarantaines, côme deſſus continuels & enſuyuans. Et au ſeigneur iour qui commencera la premiere huitaine qui ne pourra eſtre moindre de huit iours, & le iour que faiçt chacune aſſignation eſt compté, & pareillement le iour qu'elle eſchet.

Article adiouſté audit chapitre de criees que le baron de Toury & habitans dudit lieu ont diçt eſtre tenu & obſerué pour couſtume locale audit lieu, & requis eſtre inferé en ce preſent couſtumier comme ſ'enſuit.

Accordent auſſi que criees & ſubhaſtations d'heritages ſe doiuent faire par quatre quinzaines

zaines ensuyvans non compris les iours du faiffissement de chacune proclamation.

C H A P. 20.

D'executions de lettres obligatoires.

Article premier.

Lettres obligatoires faictes & passees sous seaulx royaux emportent garnissement de main par tout. Et les autres obligations es chastellenies ou elles sont passees, portent pareillement garnison de main.

Porteurs de lettres obligatoires peuuent faire faire execution sur le debteur obligé, si à ce est obligé, comme feroit le creancier principal, & est receuable à soustenir & conduire le proces qui l'en pourra ensuyr.

Lettres obligatoires ne sont executoires par porteur apres la mort du creancier. Toutefois les heritiers ou vefue du creancier le peuuent faire mettre à execution sur le debteur vivant.

Toutes executions cessent par la mort du debteur, sinon qu'il y eust heritier apparent. Auquel cas peut lon proceder par executio ou arrest sur les biens meubles delaissez par le debteur. Et ou il y auroit heritier apparent & ne seroient lesdits meubles partis, pourra le creancier proceder par arrest & empeschement sur lesdits biens meubles.

En execution de sentence diffinitive dedans l'an d'iceluy n'y gist opposition; mais pourra le condamné & executé faire appeler le sergent ou la partie en deliurance de biens. Et si le sergent est adiourné il demandera garend le creancier pour lequel il a faict l'execution.

Lettres obligatoires de constitution de rente, soit fonciere ou autre, sont executoires contre l'obligé pour les arrerages qui en peuuent estre deuz pour autant de temps que l'action personnelle dure.

Contre vn tiers detenteur de la chose obligee lesdittes lettres obligatoires ne sont executoires sur les meubles d'iceluy detenteur; mais peut le creancier par vertu desdittes lettres faire arrester & empescher les fruiets pendans par les racines de la chose speciallement obligee. Et n'en aura ledit detenteur pour son opposition recreance ne deliurance, sinon en faisant rapporter la main pleine ou de la valeur desdits fruiets empescher à son choix aux fraiz & despens dudit detenteur avant estre ouy sur son opposition si de ce est requis.

Vn sergent ou autre qui faict execution de biens d'autruy par vertu de lettre obligatoire, sentences ou autres, est tenu auoir avec luy vn notaire ou deux tesmoins pour estre presens à faire laditte execution, sur peine d'amende arbitraire.

Vn acheteur de biens quel qu'il soit peut estre contrainct par prison & ses biens vendans sans solennité n'attendre les nuicts à payer le debt, pour lequel il a achepté les biens ou s'est faict ou constitué acheteur de biens, & ne doit estre ouy à aucune chose dire n'alleguer, sinon qu'il vueille alleguer paiement depuis ledit achapt de biens. Et neantmoins tiendra prison ou consignera le debt avant qu'il aye prouision de sa personne.

Vn sergent est tenu executer les lettres à luy baillees, & rendre l'execution parfaite dedans quinze iours qu'il aura receu lesdittes lettres, sur peine de payer le debt, sinon qu'il y eust opposition ou autre cause raisonnable qui peut empescher ou differer laditte execution.

Execution faicte sur les biens meubles non enleuez, ou desquels aucun autre que le debteur ne s'est constitué acheteur de biens, est repute nulle quât au preiudice d'un autre creancier, & n'empesche point qu'il ne les puisse faire enlever.

Et doit le sergent en toutes executions avant qu'il procede à aucune vendition, signifier la vente des biens au debteur huit iours francs avant laditte vente en presence d'un notaire ou de deux tesmoins.

Lettres ou cedulles scellees du seel, ou signees du seing manuel du debteur gisent en action seulement. Et est tenu le debteur cognoistre ou nyer son seing manuel ou seel si à ce est appelé. Et iceluy cogneu est tenu cōsigner les deniers cōtenuz en laditte cedulle, ou bailler biens exploitables auât qu'il soit receu à aucune chose alleguer ne dire, soient defenses ou exceptios.

Les ges d'eglise peuuent estre cōtraincts par deuant le iuge lay pour nyer ou cognoistre leurs cedulles signees de leurs seings manuels, ou scellees de leurs seels par caption de leur tēporel, sans ce toutesfois que lesdits gens d'eglise soient tenuz de passer outre deuant le iuge lay.

Meuble n'a point de suyte.

Si en default de meubles ou immeubles à suffisance du debt, le creancier faict empescher les noms & debtes de son debteur, il est necessaire que ledit empeschement luy soit signifié, autrement peut poursuyr son debteur nonobstant ledit empeschement, & aussi ledit debteur le

1. Ti. 20. §. 4. Idē si sit, sed est minor 25. annis indigens tutore vel curatore, sine quo non potest esse heres: debet ergo apparere persona legitima que possit se defendere. Unde sufficit statim quod creatus est curator hereditati iacti vel bonis. C. M.

2. 11. Id est, non transporter etiam si debitor ut depositarius ea retinuerit, idem si tertius constituerit se depositarium, sed ea reliquit debitori: hoc enim facit suo ipsius periculo. C. M.

3. 14. §. Nisi alius secularis esset competens ut si sacerdos ille erat tutor minoris vel administrator, quamvis in cedula adiecerit quod etiam proprio nomine promittit: haec enim dependent ab officio seculari. C. M.

QQQQ

Coustumes generalles

payer, & est à imputer audict creancier qu'il n'a fait laditte signification. xvii.

Sentences donnees contre aucuns ayans prins la cause pour vn autre sont executoires, tant du principal que des despens contre celuy pour qui on a prins la cause en ayant fait la diligence sur les meubles du condamné. xviii.

Lettres de sentences en declaration d'hypothecque donnees contre detenteur sont executoires contre le condamné tant qu'il est detenteur de l'heritage redouble à laditte rente non obstant que ledit an & iour soient passez.

C H A P. 21.

Cas possessoires.

Article premier.

ON acquiert possession d'aucun heritage en iouyssant d'iceluy par an & iour, exploits derniers, entiers, non vi: non clam: non precario ab aduersario. Et apres telle iouyssance peut celuy qui ainsi a acquis possession, intenter & soustenir complaincte en cas de saisine & de nouuelleté. Et tous autres proces possessoires, s'il est troublé en laditte possession, & doit obtenir au possessoire contre celuy qui l'a troublé en prouuant laditte possession comme dessus. ii.

Et pareillement on peut acquerir possession d'aucun droit corporel ou incorporel, prophane & non spirituel par le temps dessusdit & sans tiltre: Mais pour acquerir possession d'aucun droit ecclesiastique ou spirituel, comme d'un benefice, disme ou autre semblable, il fault auoir tiltre. iii.

Vn homme lay peut acquerir la possession d'une disme par le temps dessusdit, & iceluy tenir & posseder en prouuant & montrant par luy qu'elle seroit infeodee d'ancienneté & de tel temps qu'il ne soit memoire de contraire. iiii.

En toutes complainctes en matiere de nouuelleté y a sequestration, & se fait laditte sequestration verbalement par le sergent, & reallement par le iuge. v.

Opposition vault trouble de fait. vi.

Pour simples meubles on ne peut intenter complainctes. vii.

En cas possessoire on n'a point de garend sinon que celuy qui demande garend vueille affermer qu'il aye son droit pretendu puis an & iour, ou soit conducteur & fermier. viii.

Quand proces est pendant en cas petitoire l'on peut intenter le possessoire, & par ce est suspendu le petitoire. Et par le stille ledit possessoire en cas de saisine & de nouuelleté peut estre intenté iudiciairement la partie aduersé presente ou appelee simplement. Ad quod iustum. ix.

Reconuention n'a point de lieu en cour laye. x.

Compensation n'a point de lieu en cour laye. xi.

L'execution de non numerata pecunia n'a point de lieu en cour laye. xii.

Contre les exploits du hault iusticier faits en forme de iustice, lon ne peut contreuenir par doleance ou complaincte en cas de nouuelleté: mais par opposition ou appellation.

C H A P. 22.

Appellations.

Article premier.

VN appellant est tenu de releuer son appel, tant contre le iuge qu'autres officiers de la iustice dont il a appelé, que contre le seigneur d'icelle iustice. Quand il releue sondit appel hors la seigneurie dudit seigneur autrement, s'il default de faire adiourner ledit seigneur, son appel desdit, iacoit ce qu'il aye releué & fait adiourner le iuge, sergent ou autres desquels il a appelé, & intimé partie. Mais s'il releue sondit appel par deuant autre iuge qui soit sous vn mesme que celuy auquel il est appellant, il suffit adiourner le iuge ou son officier, & doit releuer ledit appellant dix iours francs deuant l'assigne. ii.

Item le seigneur est tenu prendre la cause pour son baillif ou garde de iustice duquel a esté appelé & icelle poursuyr à ses fraiz, cousts & despens: car ledit seigneur ne peut desauouer sondit baillif ou garde de iustice, soit qu'il ayt bien iugé ou mal iugé.

LEs coustumes & articles cy dessus transcriptes ont esté leués & publiees en la grand' salle du chastellet de Montargis, par Jehan rauauld & Jehan durand, greffiers du bailliage de Montargis, és presences de nous André guillard & Jacques allegrin, conseillers du Roy nostre sire en la cour de Parlement, & commissaires commis & deputez de par ledit seigneur pour

pour faire laditte publication. Et aussi és presences de religieuse personne frere Edine turgis prieur, seigneur de Puyseaulx: Estienne beluche pour reuerend pere en Dieu frere Michel brignon abbé de Fontaineiehan. Et des religieux, abbé & conuent de Ferrieres frere Baginot religieux. Pour les religieux, abbé & conuent de sainct Souuerain maistre Jehan arnault. Pour les religieux, abbé & conuent de sainct Satur Anthoine vulturier. Pour reuerend pere en Dieu Loys cardinal de Bourbon, euesque de Laon, pair de France, abbé commendataire de sainct Denys en France, & des religieux & conuent dudiect lieu, seigneur de Beaulne en Gastinois, venerable & scientifique personne maistre Jehan laurens prestre, vicaire du prieuré de Montargis. Pour le prieur & chanoines dudiect lieu, venerable & scientifique personne maistre Adrian des prez, prieur commendataire de Villemonstier: Anthoine vulturier pour religieuse personne frere Jacques de la Clayete, prieur de Courtenay venerable & scientifique personne maistre Pierre fleureau chanoine & presentié de l'eglise de Sens. Pour les doyen, chanoines & chapitre dudiect lieu, venerable & scientifique personne maistre Dominique preuost licencié en loix, thresorier de l'eglise de Chastillon sur Loing. Pour les venerables doyen, chanoines & chapitre de sainct Forgeau, venerable & scientifique personne maistre Charles preuost, prieur de chasteau Regnard, curé de Cepoy, noble & scientifique personne Philippe de Courtenay, curé de sainct Priué maistre Jacques bonnier. Pour le curé de Bleneau, messire Pierre Goudin prestre, pour le curé d'Esgréuille, messire Jehan lambert prestre, pour le curé de Vailly, messire Edmond marou, pour le curé de Brannay, messire Jehan liart prestre, pour le curé de Beaulne en Gastinois, noble homme François du boys escuyer, seigneur de Fonsfac, gouverneur de Puyfaye, Jehan le cueur seigneur de Nailly, maistre Anthoine fouet lieutenant du baillif de Puyfaye, pour hault & puissant seigneur, messire François de la Trimouille, vicomte de Touars, prince de Tallemont, comte de Benon & de Taillebourg, au nom & comme tuteur & curateur ordonné par la cour de Parlement à la personne & biens de Nicolas d'Aniou fils mineur d'ans de feu messire René d'Aniou, en son viuant cheualier & seigneur baron de Mezieres, & de defuncte Anthoinette de Chabannes dame de sainct Forgeau & pays de Puyfaye, maistre Adam bergeuin, pour haulte & puissante dame & princesse Marie d'Allebret, comtesse de Neuers, dame des chastellenies de la chappelle d'Anguillon, Poilly, ses dependances, d'Argent, Cleuront, Valleon & autres ses dependances, & aussi dame de la chastellenie des Aiz d'Anguillon, messire Guillaume arroust cheualier, seigneur de l'Arcadiere, gouverneur & capitaine de la comté de Sancerre. Maistre Jehan arnault procureur general de hault & puissant seigneur Jehan de Bueil, comte de Sancerre, seigneur de Vailly, Barlieu, Charpignon & Maison, Tout, hault & puissant seigneur messire Philippe de Boullamuillier, cheualier, comte de Dampmartin, seigneur baron de Courtenay, maistre Jehan Villebault baillif & Guillaume petit, pour noble seigneur messire François de Blancafort cheualier, seigneur de sainct Jehan verin, tuteur & curateur des enfans mineurs de feu messire Edmard de pryé, baron de Thoncy. Maistre Nicole herberiau & noble homme Adrian de folquembergue receueur, & Philippe de montment procureur de noble dame Loyse de Montmorency, dame de Chastillon sur Loing. Noble homme Jehan preuost baillif, pour noble seigneur messire Estienne des Ruaulx, cheualier, seigneur dudiect lieu Montiresson, Noyen, saincte Geneuiefue, & Villoyseau, capine de Montargis, noble homme Pierre de creucueur seigneur de Viéne & des Aulnoys. Noble homme Guy le roy seigneur de Grand champ, ledit maistre Adam bergenam. Pour hault & puissant seigneur messire Robert stuart cheualier de l'ordre, seigneur d'Aulbigny, du Crotet & la Chapelote, Iallongnes, sainct Siluain des Auerdines & de Maclou, noble homme Leon le fort seigneur de Iuranuille. Nobles hommes François de chancy, seigneur de Panes, Claude de quinquépois seigneur de Lisledó, Pierre le machau seigneur de Munieres lieutenant des eauës & forests au bailliage de Môtargis, Pierre le maire seigneur de Varennes, concierge de la forest dudiect Môtargis. Et pareillemēt és presences d'honorables hōmes & sages maistre Jehā gaillard lieutenant general, Jehan herberiau lieutenant particulier, Estienne geffrōneau preuost, Berthelemy preuost aduocat, & François rauault procureur du Roy au bailliage de Montargis, Jehan gaillard receueur ordinaire dudiect seigneur, Jehan le piat grenetier, Jehan rauault esleu audit Môtargis, maistre François vaillant, Guillaume popart, Cosme henriet, Denys du meis, Pierre Buzart, Nicole herberiau, André popart, Pierre charpentier, Jehan de morillon, Thomas gaillard, Jehan de vaulx & Robert briçon tous licenciés en loix, aduocats audict bailliage. Maistres Anthoine vulturier, Estienne beluche, Estienne hureau, Estienne nullacier, Pierre forne, Guillaume volthurier, Edine pigailot & Hierosme hurtan procureurs audict

Proces verbal des Coustumes

bailliage, maistre Jehan bardin licencié en loix, Jehan de forgeres, Estienne barré & Jehan ballat, escheuins de laditte ville de Montargis, Denys l'esculier procureur de laditte ville & habitant d'icelle, Jehan fieureau, Pierre guillot, Guillaume garrault, Jehan guyon, Jean des friches, Jacques pillehouste bourgeois & marchands dudiect Montargis. Encores lesdits maistres François vaillant & Guillaume poupart aduocats & conseillers desdits habitans. Et aussi en la presence de plusieurs autres personnes tant d'eglise, nobles, qu'aduocats, practiciens & bourgeois estans en grand nombre nommez & escripts en nostre proces verbal. Apres la publication desdittes coustumes redigees par escript auons déclaré bonnes & vallables, & enioinct aux dessusdits & à tous autres desdits bailliage & preuosté de Montargis, duchez, comtez, baronnies, chastellenies & autres seigneuries & pays dessusdits obseruer & garder comme loix lesdittes coustumes publiees & arrestees. Et fait desdites defences de non alleguer coustumes, proposer ou prouuer contraires & derogantes à icelles. Et outre auons fait desdites defences audiect lieutenant, iuges, officiers du Roy & autres aduocats, practiciens & coustumiers desdits bailliage & preuosté de Montargis, Et desdits seigneurs, ducs, comtes, barons, chastellains & autres seigneurs vsans desdittes coustumes publiees comme dessus, ils ne font aucune preuue par turbe & tesmoins particuliers : mais par l'extrait d'icelle signé du greffier dudiect bailliage de Montargis & deuement expedies. En tesmoin desquelles choses nous auons cy mis noz seings manuels, & fait sceller de noz seelz. Et pareillement fait signer par ledit Gaillard, lieutenant general, Rauault, & Durand greffiers dudiect bailliage de Montargis, le xxv. iour de Septembre l'an mil cinq cens trente & vn.

Proces verbal desdits commissaires contenant ce que par eux a esté fait à la correction & promulgation desdittes coustumes.

L'An mil cinq cens trente & vn le ix. iour de Septembre, Nous André guillard & Jacques Allegrin conseillers du Roy nostre sire en la cour de Parlement, & commissaires de par ledit seigneur ordonnez à la publication des coustumes de Lorris, des bailliage & preuosté de Montargis, & autres pays subiects & vsans desdittes coustumes, sommes transportez en la ville de Montargis pour faire lire, publier & arrester lesdittes coustumes en ensuyuant les lettres patentes dudiect seigneur, desquelles la teneur s'ensuit. François, &c. Comparurent personnellement en la maniere qui s'ensuit. Pour reuerendissime monseigneur le legat chancelier de France, archeuesque de Sens, abbé de saint Benoit le Fleury pour ses chastellenies du Mollinet, la cour de Marigny, Chastillon sur Loyre, maistre Pierre de loince son procureur fiscal esdittes chastellenies du Mollinet & la cour de Marigny, & maistre Estienne pigne son procureur en saditte chastellenie de Chastillon sur Loyre, qui ont fait declarations pour ledit reuerendissime, & icelles baillees par escript dont les teneurs s'ensuyuent. Honorable homme maistre Pierre de loince, procureur de monseigneur le reuerendissime legat chancelier, abbé de saint Benoit le Fleury sur Loyre, seigneur des chastellenies de la cour de Marigny & du Mollinet à cause de laditte abbaye, dit par deuant vous messeigneurs, maistres André guillard & Jacques allegrin commissaires en ceste partie, que dès l'an mil cinq cens & neuf les religieux, abbé & conuent dudiect saint Benoit seigneurs desdittes chastellenies, ensemble les subiects d'icelles furent appelez & conuocquez en la ville d'Orleans par deuant messieurs maistres Estienne buynart, conseiller en la cour de Parlement & Guillaume roger procureur general en icelle, commissaires de par le Roy, pour arrester & rediger par escript les coustumes du bailliage d'Orleans appelees les coustumes de Lorris. Par deuant lesquels ils auroient comparu: Et icelles coustumes ont depuis obseruees & gardees en toutes les terres de laditte abbaye de saint Benoit, sous lesquelles lesdittes terres & seigneuries, ensemble les subiects d'icelles ont esté regies & gouvernees, & sont du ressort du bailliage d'Orleans. Et par tant de les auoir appelez n'y a propos ny apparence, protestant de nullité de ce qui sera par vous fait. Ainsi signé de Loince. Honorable homme maistre Estienne pigne procureur de monseigneur le reuerendissime legat chancelier, abbé de saint Benoit le Fleury sur Loyre, seigneur de la chastellenie de Chastillon sur Loyre, à cause de laditte abbaye, dit par deuant vous messieurs maistres André guillard & Jacques allegrin commissaires en ceste partie, que l'an mil cinq cens & neuf les religieux, abbé & conuent dudiect saint Benoit seigneurs de laditte chastellenie de Chastillon sur Loyre, ensemble les subiects d'icelle furent appelez & conuocquez en la ville d'Orleans par deuant messieurs, maistres Estienne buynart, conseiller

confeiller en la cour de Parlement, & Guillaume roger procureur general en icelle, commisaires de par le Roy, pour arrester & rediger par escript les coustumes du bailliage d'Orleans appelees les coustumes de Lorris, par deuant lesquels ils auroient comparu. Et icelles coustumes ont depuis obseruees & gardees en toutes les terres de laditte abbaye de sainct Benoist, sous laquelle laditte terre & seigneurie, ensemble les subieets d'icelle ont esté regis & gouvernez, & du ressort du bailliage d'Orleans. Et par tant les auoir appelez n'y a propos ny apparence, protestant de nullité de ce qui sera par vous fait. Ainsi signé Peigne. Lesquelles declarations, les aduocat & procureur du Roy ont requis leur estre communicuees pour y respondre, de laquelle reponse la teneur s'ensuit. A quoy les aduocat & procureur du Roy au bailliage de Montargis, ont dit & respondu que laditte chastellenie de Chastillon sur Loyre, n'est du bailliage ne ressort dudit Orleans, mais de Montargis: comme bien le sachans les officiers d'Orleans, ne furent les seigneurs, officiers ne subieets dudit Chastillon appelez ausdittes coustumes d'Orleans, & n'y comparurent quelque chose que die ledit Peigne soy disant procureur, contre lequel requierent lesdits procureurs du Roy qu'il se fonde de procuration. Et à default de ce faire demandent default, & que par ce doiuent lesdits reuerendissime & subieets dudit Chastillon estre comprins esdittes coustumes de Montargis & Lorris. Et idem contre Lonice soy disant procureur dudit reuerendissime pour les chastellenies du Moullinet & la cour de Marigny. Pour reuerend pere en Dieu frere Michel bournon, abbé de Fontaineiehan, les religieux & conuent dudit lieu, Estienne beluche leur procureur. Pour les religieux, abbé & conuent de Ferrieres, maistre André poupart leur iuge audict Ferrieres, & Estienne beluche leur procureur. Pour les religieux, abbé & conuent de sainct Seuerain de Chasteaulandon, frere Gilles baignot religieux de laditte abbaye. Pour les religieux, abbé & conuent de Maremonstier lez Tours, seigneurs de Notonuille & l'Estryng, frere Guillaume iolly, prieur de Vnynes & garde dudit Notonuille, procureur general audict lieu. Pour lesdits religieux & monastere de Maremonstier, Estienne hureau leur procureur, qui a déclaré lesdits religieux, abbé & conuent à cause de leursdittes seigneuries estre du bailliage de Montargis. Neantmoins ont accoustumé d'vser de la coustume de Chartres, & par les aduocat & procureur du Roy, a esté dit qu'ils sont de ce bailliage & doiuent tenir la coustume. Pour les religieuses, abbesse, prieure & conuent de Ville chasson, dames de Rouzay le ieune, Jacques audouyn leur procureur. Pour les religieux, abbé & conuent de sainct Satur sous Sancerre, maistre Iehan arnault leur procureur, qui a protesté que la comparition qu'il fait pour lesdits religieux ausdittes coustumes, ne preiudicie à la iurisdiction & ressort d'iceulx religieux. Ce que luy a esté accordé par les aduocat & procureur du Roy. Pour reuerend pere en Dieu Loys cardinal de Bourbon, euesque de Laon, per de France, abbé commendataire de sainct Denys en France, & les religieux & conuent dudit lieu, seigneur de Beaulne en Gastinois, Pierre seiguyn & Anthoine volthurier, substitut de maistre Iehan de faulquemberge l'aisné, procureur & receueur desdits seigneurs audict Beaulne par lettres de substitution passees sous le seel dudit Beaulne par deuant Iehan boucher notaire dudit lieu, le huitiesme iour de ce present mois de Septembre, en vertu des lettres de procuration desdits abbé & conuent passees sous leurs seaulx signees Girault, le dernier iour de May mil cinq cens vingtneufiesme audict Faulquemberge leur procureur portant clause especialle de substituer. Pour le commandeur de Moulbey, seigneur dudit Moulbey, Iehan pollet son procureur & fermier de laditte commanderie. Pour le commandeur de Chambugle, seigneur dudit lieu, Pierre le comte son procureur & fermier audict lieu. Pour venerable & scientifique personne, maistre Tristan rauault docteur en theologie, prieur, curé de Montargis. Et pour les venerables chanoines de l'eglise de la Magdaleine dudit Montargis, messire Iehan laurens vicaire dudit prieur, & Estienne beluche son procureur. Et encores ledit Laurens l'un desdits chanoines, maistre François buyfart & Pierre vigne deux desdits chanoines. Pour les religieuses, prieure & conuent de sainct Dominique lez Montargis, dames temporelles d'Amelly, frere Pierre mairiez religieux de l'ordre de sainct Dominique & Estienne beluche leurs procureurs. Pour les religieuses, prieure & conuent de Gyf les nonnains dames chastellaines dudit lieu, maistre Iehan des molles curé dudit lieu leur procureur. Pour venerable & scientifique personne, maistre Guillaume gasteineau tresorier & prieur de sainct Benoist le Fleury, seigneur de Villers sainct Benoist, Mathurin belle son procureur & receueur audict lieu. Pour les venerables prieur & conuent de Bony sur Loyre, seigneurs temporels dudit lieu & Dõzoner sur Loyre, Guyot sadier leur procureur fiscal audict Bony & Denys l'eschellier aussi leur procureur,

Proces verbal des Coustumes

Religieuse personne frere Edine turgis prieur, seigneur de Puyseaulx en sa personne qui a fait declaration, & icelle baillee par escript dont la teneur s'ensuit.

Le prieur de Puyseaulx dit que les religieux, abbé & conuent de saint Victor lez Paris, seigneurs dudit Puyseaulx, que par priuileges & coustumes immemoriables & de toute ancienneté leur terre & chastellenie de Puyseaulx qui est la premiere fondation desdits de saint Victor, & les subiects, manans & habitans dudit Puyseaulx ont tousiours esté & sont subiects par ressort & ressortissement par deuant monseigneur le preuost de Paris ou son lieutenant, & en premiere instance quand lesdits de saint Victor sont partie, si bon leur semble, ou par appel interietté de leurs officiers entre eulx ou leurs subiects & autres appelans de leurs officiers qui sont preuost & bailly & autres audit lieu de Puyseaulx, parquoy protesté est que la presente comparition qu'ils font en ceste ville de Montargis ne puisse preiudicier ausdits de saint Victor, leursdits priuileges & coustumes immemoriables. A quoy lesdits aduocat & procureur du Roy ont respondu qu'ils ne scauent rien dudit priuilege & ressort, acceptent la comparition quant à laditte coustume. Et au surplus proteste au contraire, Venerable & scientifique personne maistre Adrian des prez, prieur commendataire de Vilmonstier, seigneur dudit lieu en personne, pour la religieuse personne frere Iacques de la clayette, prieur de Courtenay, tant pour ledit prieuré de Courtenay que sa seigneurie de la chappelle saint sepulchre, Anthoine volthurier son procureur. Pour religieuse personne frere François de quinquempoix, prieur de Brusles, ledit Anthoine volthurier son procureur. Pour les venerables doyen, chanoines & chapitre de l'eglise de Sens, pour leur seigneurie de saint Aubin, Chasteauncuf, Villeneufue, la Doudagre, la Berilles, Fouchieres, Briere en Gastinois pres Puyseaulx, maistre Pierre fleureau presentié & l'un desdits chanoines. Pour les venerables doyen, chanoines & chapitre de Chastillon sur Loing, messire Pierre migot, vicaire perpetuel dudit Chastillon, maistre Dominicque preuost, licencié en loix, thresorier & l'un desdits chanoines. Pour les venerables chantre, chanoines & chapitre de saint Estienne de Bourges, pour leurs terres & seigneuries de Sury en Vaulx, Charmenu, Buy, Beaulieu, Chanterange, Dampierre & Baugy, maistre Iehan ianffon leur procureur fondé de lettres de procuracy passees sous le scel de la preuosté de Bourges le quatorziesme iour d'Aouust dernier, par deuant Ambroys grauier, notaire dudit lieu especialle quant à ce, qui a en vertu de laditte procuracy dit, que lesdits venerables sont du bailliage de Berry, non subiects ne iusticiables en coustumes, n'autrement en quelque maniere que ce soit au bailliage & ressort de Montargis, n'autre bailliage que de Berry. Et pour ce ne sont & ne doiuent assister à la reformation & accord desdittes coustumes, & qu'ils n'adherent & n'estoient tenuz adherer à ce qui sera par nous fait. A laquelle declaration les aduocat & procureur du Roy, ont accordé qu'ils ne sont du bailliage de ceans: mais sont de la coustume de Lorris. Dict est que laditte declaration & responce seront inferées en nostre present proces verbal, pour en ordonner par raison. Pour les venerables doyen, chanoines & chapitre de Forgeau, maistre Anthoine fouet, licencié en loix, lieutenant de la Vau leur procureur. Venerable & discrete personne maistre Charles preuost, licencié en loix, prieur de Chateau regnard, curé de Cepoy en personne. Venerable & discrete personne maistre Pierre fleureau, presentié & chanoine de l'eglise de Sens, curé de Villemandeur en sa personne, messire Guillaume vollemyer prestre, curé de Challette en sa personne, messire Iehan bellot prestre, curé Damilly lez Montargis en sa personne. Venerable & discrete personne maistre Iehan de molles, curé de Gyf lez nonnains, en personne. Pour venerable & discrete personne maistre Estienne l'escullier, curé de Bonny sur Loyre, Denys l'escullier son procureur. Noble homme & sage maistre Philippe de courtenay, curé de saint Payne en sa personne. Pour venerable & discrete personne, messire Ythier le chauffetier prestre, curé de Villiers, saint Benoist, Mathurin belle son procureur. Pour le curé de Montbey, messire Guy marlot son vicaire audit Montbey. Pour le curé de Villefranche, messire Iehan ruel son vicaire, & Denys l'escullier son procureur. Pour le curé de Charny, messire Iehan ialliart son vicaire. Pour le curé de Malicorne, messire Iehan de la vifon son vicaire. Pour le curé de la Vilette, Mathurin belle son procureur, pour le curé de la Villeneufue la Genest, honorable homme & sage maistre Robert briçon son procureur, pour le curé de Bleneau, maistre Iacques bonnier son procureur, pour le curé de saint Maurice sur Laneron, messire Denys mefnage son vicaire, & Estienne hureau son procureur, pour le curé de Champbugle, messire Iehan le pic son vicaire, pour le curé de Marchais becton, messire Guillaume botier son vicaire, pour le curé du Molinet, messire Pierre matthieu, prestre

prestre son vicaire, qui l'a exonié de maladie. pour le curé de Dâpierre, messire Jehan de presse son vicaire. pour le curé de Cernoy, maistre Jehan chauffon son procureur. pour le curé Don-tony, ledit maistre Jehan chauffon son procureur. pour le curé prieur de Blancafort, ledit maistre Jehan chauffon son procureur. pour le curé d'Auxi en Gastinois, maistre Claude genffronneau son procureur. pour le curé de Beaumont, ledit maistre Claude genffronneau son procureur. pour le curé de Chilleures, messire Philippes nepueu son vicaire, & maistre Claude genffronneau son procureur, qui a protesté que laditte comparition soit sans preiudice du droit du seigneur dudit lieu. pour le curé de Bornolles, messire Jehā bellard prestre son vicaire, & Estiēne nullauer son procureur. pour le curé de Gondieuille, messires Jehan des broffes & Jehā poif son ses vicaires. pour le curé d'Egreuille, messire Pierre gauldin son procureur. pour le curé de Ioy, messire Robert bardin son vicaire. pour le curé de Vallery, messire Jehan lambert son vicaire. pour le curé de Brannay, messire Durand maroru son vicaire. Messire Estiēne veom prestre, curé de saint Martin en personne. pour le curé saint Loup dordon, maistre Denys du meix son procureur. messire Jehan remon curé de la Selle sur le biez en personne. pour le curé de saint Vallerian, messire Pierre gibault son vicaire. messire Hugues maignel prestre curé de Montacher en personne. pour le curé de Beaulne en Gastinois, messire Jehan lyal son vicaire. messire Pierre gauldin prestre, curé de la chapelle saint sepulchre en personne. pour discrete personne messire Nicole maquin prestre, vicaire de la cure de Tannerre, Anthoine volthurier son procureur. pour hault & puissant seigneur messire François seigneur de la Trimouille, vicomte de Thouars, prince de Talmont, comte de Benon & de Taillebourg, au nom & comme tuteur & curateur ordonné par la cour de parlement, à la personne & biens de Nicolas d'aniou fils mineur d'ans de messire René d'aniou en son viuant cheualier seigneur & baron de Mesieres, & de deffuncte Anthoinette de chabannes, dame de saint Forgeau & pays de Puyfaye, comparut Nicolas le beau procureur & receueur dudit seigneur audit nom. pour les seigneuries & chastellenies de saint Forgeau, Charny, saint Maurice, Lauau darquien, la court, Vielz, Villeneuve les Genetz, la Court des prez & pays de Puyfaye. Et avec ledit le Beau nobles hommes François du boys escuyer, seigneur de Fonsac, gouverneur de Puyfaye, Jehan le cueur seigneur de Nailly, maistre Anthoine fouet licencié en loix, lieutenant du bailly dudit seigneur, maistre Jehan de monteillon aduocat, & Denys lescullier procureur pour ledit seigneur audit Montargis. Pour noble & puissante damoyelle Suzanne de Bourbon, cōtesse de Roussillon & ayant la garde noble de Nicolas d'aniou fils mineur d'ans de feu noble seigneur messire René d'aniou, en son viuant cheualier & baron de Mesieres & de saint Forgeau, Jehā mesnage procureur & receueur de saint Maurice. Pour les seigneuries & chastellenies de saint Fogeau, Mezilles, Villeneuve la Genetz, Charny, & saint Maurice, desquels laditte damoyelle iouyst de present, tant au moyen de laditte garde que des droicts de douaire qu'elle a sur icelles seigneuries. Et avec ledit Mesnage, nobles hommes Lyon de courtenay, seigneur de la Charpenudie & de Molefnes, & Jehan le cueur seigneur de Nailly, gruyer de Puyfaye. Pour haulte & puissante dame & princesse madame Marie d'albret, comtesse de Neuers, dame des chastellenies de la Chapelle, d'Agillon, Poilly, ses appartenances & dependances. Et des Aiz, d'Angillon maistre Adam bergeny licencié en loix son bailly de la chappelle & d'Argēt, qui declara que lesdittes chastellenies sont assises au pays, duché & bailliage de Berry, reiglez par laditte coustume de Lorris, mesmes lesdittes chastellenies de la chapelle & d'Argēt. Et quant à la chastellenie des Aiz, qu'elle est aussi regie par laditte coustume de Lorris, en tant que touchent les fiefs & choses feudales seulement. Et quant aux roturiers non, protestant que lesdittes chastellenies ne sont du ressort de Montargis. A quoy lesdits aduocat & procureur du Roy à Montargis, ont accordé lesdittes chastellenies estre du ressort dudit bailliage de Montargis, mais neantmoins sont de laditte coustume de Lorris. Parquoy se doiuent regir & gouverner sous icelle. Pour hault & puissant seigneur Jehan du buel comte de Sancerre seigneur de Vailly, Varlu, Charpignō & Maison Tout, messire Claude arroust cheualier seigneur de la Chardiere, gouverneur & capitaine de laditte comté de Sancerre & seigneurie de Vailly, & maistre Jehan arnoul son procureur general qui ont dit & remonstré, que au duché & bailliage de Berry, y a laditte comté de Sancerre seule, mouuante & tenue en plein fief du Roy nostre sire à cause de sa couronne. Au moyen de laquelle comté, terres & iustices dessus dittes il a plusieurs beaulx droicts, prerogatiues, preeminences, franchises & libertez. Entre antres droicts de chastellenie & tous droicts & degrez de iustices estans en & au dedans dudit bailliage de Berry, siege & ressors de Bourges & Concreffault respectiuelement, & non du bailliage

Proces verbal des Coustumes

de Montargis au ressort d'iceluy. Et içoit qu'il ait esté appelé, ensemble ledit comte de Sancerre & habitans desdites terres & iustices & trois estats à la redaction & reformation desdites coustumes, & y ait comparu ou procureurs pour luy, neantmoins ledit comte de Sancerre proteste que lesdits adiournemens & comparitions faits par lesdits procureurs audit Montargis, à la reformation desdites coustumes ne pourront en rien preiudicier aux droicts de iustice & iurisdiction & ressorts dudit comté de Sancerre, ses terres & iustices susdites, & és droicts, prerogatiues, preeminences, & franchises & libertez qui luy appartenoyent à cause de sondit comté, terres dessusdites, boys & forests. Et que toute la comparition qui a esté & sera faicte par luy ou seldits procureurs ou l'un d'eulx à ladicte reformation de coustumes, ne luy pourra nuire ou preiudicier ne qu'il soit à l'aduenir subiect en aucune chose, luy ne lesdits comté & terres deuantdites au bailliage, iurisdiction & ressort de Montargis ne de Lorris. A quoy les aduocat & procureur du Roy à Montargis ont accordé, que seldits comté de Sancerre & seigneuries dessusdites ne sont du bailliage de Montargis ne iurisdiction & ressort d'iceluy ne de Lorris, mais se regissent de temps immemorial sous laditte coustume de Lorris, en ce faisant n'empeschent les droicts, prerogatiues, preeminences dudit comté de Sancerre, & n'entendent par la presente comparition y preiudicier. Pour hault & puissant seigneur messire Philippe de ballanuillier cheualier comte de Dampmartin, baron de Champignelles, seigneur de Courtenay, Guillaume le gendre son procureur & receueur audit Champignelles. Pour le seigneur de Branny, maistre Thomas gaillard licencié en loix son procureur. Pour noble seigneur messire François de blanchefort cheualier seigneur de saint Iaurin tuteur & curateur des enfans mineurs d'ans de feu messire Emard de pryé baron seigneur de Thoncy, maistre Jehan billebault son bailly & Guillaume petit son procureur audit lieu. Pour noble dame Loyse de montmorency de Chastillon sur loing, honorable homme & sage maistre Nicole herberau licencié en loix conseiller, noble homme Adrian de fauquemberge son receueur, & Philippe de molument son procureur fiscal audit lieu. Pour noble seigneur messire Estienne de ruault cheualier seigneur dudit lieu, Mocreffon, Noyé, sainte Geneuiefue, Solleterre & Billoyseau, capitaine de Montargis, honorable homme & sage maistre Jehan preuost licencié en loix son bailly. pour le seigneur de Villefranche, Denys lescuillier son procureur. Pierre de creueueur escuyer seigneur de Viéne, des Aulnoys en sa personne. pour le seigneur de Haulte feille, Pierre de quereille son procureur & receueur. pour messire Durand de fousseques cheualier seigneur de malicorne, Denys lescuillier son procureur. Noble homme Guy le roy seigneur de Grandchamp en sa personne. pour le seigneur de la Villette, Jehan guesneau son procureur. pour damoyelle Anthoinette de choisy dame de Tampnerre, tant en son nom comme ayant la garde noble des enfans de deffunct Jehan du pé en son vivant seigneur de Tampnerre & d'icelle. Pierre du pé escuyer seigneur dudit Tampnerre l'un desdits enfans & François conit son procureur. pour le seigneur de Marchaisbeton & Pâsefollye, Anthoine volthurier son procureur. pour le seigneur de la Buffiere, ledit Volthurier son procureur. pour le seigneur de saint Brisson, Pierre fite au boys & d'Aultry le chastel, maistre Jehan iansson son procureur fiscal esdits lieux. pour le seigneur d'Aultry la ville & de Cernoy, ledit Iansson son procureur. Qui a protesté & déclaré que laditte comparition ne puisse derogé à laditte iurisdiction & ressort dudit seigneur. Ce que les aduocat & procureur du Roy ont accordé. pour le seigneur de Blancafort, Anthoine volthurier son procureur. pour noble dame Anne de mesnypeny, dame de Concreffault, maistre Jehan heruault son procureur, qui protesta que laditte comparition ne puisse preiudicier à son ressort & iurisdiction. Ce que luy accorderét lesdits procureur & aduocat du Roy. pour noble homme François de courtenay cheualier seigneur de Bleneau, & pour les manans & habitans de la ville dudit Bleneau, maistre Jacques bonnyer leur procureur, qui declara que feu noble homme Jehan de courtenay en son vivant seigneur de Bleneau, apres la reformation faicte des coustumes de Lorris à Orleans, il receut icelles en sa chastellenie de tât qu'elles estoient redigees par escript & arrestees, & que depuis selon icelles en iugement contradictoire a esté iugé & sentences données, & iusques à present on y iuge selon les cas occurrens. Et sauf d'aucunes coustumes particulieres dont de tout temps & ancienneté ils ont accoustumé d'vser, & n'entendent derogé à icelles locales, par le consentement & comparition faits de present, par protestation que ledit consentement & presentation de present ne leur puisse preiudicier au droict par eux pretédu & acquis, pour raison desdites coustumes cy dessus dont ils ont vŕsé. Et consentent & accordent que lesdites coustumes soient reformees, & que d'oresenauant laditte chastellenie soit regie & gouvernee selon qu'elles serót reformees.

Et

Et aussi sans preiudice du ressort du bailliage d'Auxerre. A quoy par lesdits aduocat & procureur du Roy audit Montargis a esté respondu, que combien que laditte chastellenie ressortisse de present à Auxerre: toutesfois elle est du bailliage de Montargis enclaué de toutes parts dedans le bailliage de Montargis mouuant en reuesief dudit Montargis, parquoy proteste reuouer & faire reuenir audit bailliage de Montargis en temps & lieu, & indubitablement laditte chastellenie de Bleneau regie par laditte coustume de Lorris & Montargis, parquoy ne doit le seigneur dudit lieu accepter la coustume d'Orleans. Et neantmoins pource que ledit seigneur dit auoir prins & vŕe de laditte coustume d'Orleans, pource qu'elle estoit escripte, en prenãt & acceptant la presente qui se redige & publie, comme offrent lesdits requerans faire desormais, n'empeschans que pour le temps qu'ils ont vŕe de laditte coustume d'Orleans par erreur ne tiennent pour l'espace, mais pour l'aduenir deuoit estre laditte chastellenie regie sous laditte coustume de Montargis telle qu'elle seroit redigee par deuant nous audit Montargis, pour hault & puissant seigneur messire Robert Stuart cheualier de l'ordre, seigneur d'Aubigny, du Crotet, la Chappellotte, Iallongnes, saint Siluain des aduerdines & de Maclou, maistre Adam bergeuin licencié en loix son bailly, qui a declaré que lesdites terres & seigneuries sont assises au duché de Berry, & que laditte seigneurie d'Aubigny n'est subiecte & ne ressortist audit bailliage de Berry n'autre lieu, ains directement en la cour par protestation de n'approuuer la iurisdiction de Montargis. Ce que les gens du Roy ont accordé: mais neantmoins sont de laditte coustume de Lorris & Montargis. Ce qu'a confessé ledit Bergeuin, pour dame Anne Robertet vefue de feu messire Claude d'Estâpes, en son viuant cheualier seigneur des Roches & de Sancergnes, Bien & Chamaillon, maistre Oliuier merasse son procureur, qui declara que sans cause & propos laditte dame auoit esté appelée pour lesdites terres, pour veoir rediger, publier & enregistrer lesdites coustumes: par ce que laditte dame à cause desdites terres & seigneuries, ne les subiects & habitans d'icelles, n'estoient aucunement en premiere instance en ressort n'autrement subiects dudit Montargis. Et empeschoit que ce pendãt il fust par nous procedé oultre, plus tost qu'il fust discuté de ses causes d'opposition: lesquelles offroit deduire & articuler, en luy baillant delay. A quoy fust respõdu par les aduocat & procureur du Roy audit bailliage de Montargis, que lesdites terres estoient de laditte coustume, posé qu'ils ne ressortissent audit Montargis comme deuoient & estoient tenez: parquoy deuiens proceder à laditte publication, & y comprẽdre laditte Robertet & sesdites terres, nonobstant chose par elle alleguee, & l'opposition par elle requise, dõt elle deuoit estre deboutee, pour messire François de chaferon cheualier, seigneur dudit lieu & de Montfaulcon, Jehan de vaulx son procureur, pour la dame de Maupas, Pierre quenoille son procureur, pour le seigneur de Villemandeur, messire Pierre Girardin son procureur & receueur, pour René de Greilly tuteur & curateur de Jehan de greilly, & Anthoine combraille seigneur de Chalotte, noble hõme Pierre de machau escuyer, seigneur de Mynieres, Anthoine volthurier, & Estienne hureau leurs procureurs, pour le seigneur de Perolles, maistre Denys du meis licencié en loix son procureur, pour noble homme Iacques dancoich seigneur de Fay aux loges, Anthoine volthurier son procureur. Noble homme Lyon le fort escuyer, seigneur de Iuranuille en sa personne, pour les seigneurs de Corfelles, des Barres & de Braules, honorable hõme & sage maistre Thomas gaillard licencié en loix leur bailly à Braules, pour le seigneur d'Auxy, maistre Claude geuffronneau son procureur. Noble hõme André de moulenon, seigneur de Chauffour en sa personne, pour les seigneurs de Gondreuille sous Auxy, Guillaume garrault l'un desdits seigneurs en sa personne, pour le seigneur ou dame de Chelleures & Boyffes, Jehan maillard son procureur & mestayer audit Boyffes. Noble homme Jehan rouge seigneur de Lenglee & Bonnelles, Mainville & Boysseroy en sa personne. Pour le seigneur de Gondreuille la franche, Pierre courtoys son procureur, pour le seigneur du Bignoys, Anthoine volthurier son procureur, pour damoyelle Pregine de Colligny, dame douairiere d'Esgruille, Estienne nuuacier son procureur, qui a protesté que laditte comparition ne luy puisse nuire ne deroger à sa iurisdiction. Noble homme Henry de Brangelongne, seigneur de Louy en sa personne, pour messire Iacques de poifieu, seigneur de Vallery maistre Claude geuffronneau & Estienne nullacier ses procureurs, qui protesterent que laditte comparition ne preiudiciait au ressort & iurisdiction dudit seigneur, pour le seigneur de saint Martin d'ordon Lyon le fort seigneur de Iuranuille son procureur, pour damoyelle Peronnelle de chauffecourt, vefue de feu noble homme Alain de mollins en son viuant seigneur de la Brosse & de la vallee porcee, tutrice des enfans dudit deffunct & d'elle, maistre Jehan heruault son procureur, qui protesta que laditte comparition ne preiudiciait

Proces verbal des Coustumes

au ressort & iurisdiction de laditte damoyelle estant du bailliage de Berry au siege de Cöcreffault, qui luy fut accordé par les gens du Roy de Montargis. pour Vincent du puy cheuallier, maistre d'hostel du roy, seigneur de saint Vauerian, maistre Jacques philippes son procureur, qui a dit comparoir sans prejudice de la iurisdiction dudit seigneur. Noble homme François de chancy seigneur de Pannes en sa personne. Noble homme Claude de quinquempoix seigneur de Lilledon en sa personne. Noble homme Pierre de machau seigneur de Myguyeres, lieutenant des eauës & forests au bailliage de Montargis en sa personne. Noble homme Guillaume de guignellet seigneur de Mon bony, concierge du chastel de Montargis en sa personne. Noble homme Jehan preuost seigneur de Laler en personne. Noble homme François du champ seigneur de la Paulthonniere en sa personne. pour le seigneur de saint Loup d'ordon, maistre Denys du meis licencié en loix son procureur. Noble homme Lyon de courtenay, seigneur de la chapponniere en sa personne. Noble homme Jehan le cueur seigneur de Nailly aussi en sa personne. Noble homme Jehā d'assigny seigneur du Fouet, de Vaissy, & de Mollins en Puyfaye aussi en sa personne. Noble homme Jehan de bar seigneur de Bouraulure au comté de Sancerre en sa personne.

Et aussi se comparurent en laditte assemblee honorables hommes & sages maistres Jehan gaillard lieutenant general audit bailliage de Montargis, Jehan herberceau lieutenant particulier audit bailliage, Estienne genffronneau, preuost & garde de la preuosté de Montargis, Barthelemy preuost aduocat, & François rauault procureur du Roy audit bailliage, Jehan gaillard receueur ordinaire dudit seigneur, Jehan de prot grenetier du grenier à sel estably pour ledit seigneur audit Montargis, Jehan rauault Esleu audit Montargis, François vaillant, Guillaume popart, Denys du meis, Pierre buzart, Nicole herberceau, André popart, Pierre charpentier, Jehan de mourillon, Cosme henriel, Thomas gaillard, Jehan de vaulx & Robert briçon, tous licenciés en loix, aduocats & conseillers audit bailliage, maistre Estienne beluche, Anthoine volthurier, Estienne hureau, Estienne nullacier, Pierre horne, Guillaume volthurier, Edine pigaillet & Hierosme huret tous procureurs & practiciens audit bailliage. pour les manans & habitans de la ville de Montargis, maistre Jehan bardin licencié en loix, Jehan de fougères, Estienne quarré & Jehā ballat, gouverneurs & escheuins de laditte ville. Et encores lesdits maistres François vaillant & Guillaume popart licenciés en loix, aduocats & conseillers desdits habitans. pour le maistre de l'hostel Dieu dudit Montargis, Jehan durād son procureur. pour les manans & habitans des ville & comté de Sancerre, maistre Romble clement, l'un des escheuins dudit lieu leur procureur, qui a protesté que laditte comparition ne puisse derogier à la iurisdiction & ressort dudit Sancerre. pour les manans & habitans de Gy les nonnains François congnert leur procureur. pour les manans de Villefranche Mathurin forat, l'un desdits habitans en personne, & Estienne hureau leur procureur. pour les manans & habitans de Charny, Jehan blanchart, l'un desdits habitans, & Anthoine volthurier leurs procureurs. pour les manans & habitans de Malicorne Hilaire dauid, & Denys lescullier leurs procureurs. pour les manans & habitans de Grandchamp, Claude de chesnoy & Jehan de l'estang, leurs procureurs. pour les manans & habitans de Villiers saint Benoit, Toussaincts berthier & Pierre ymbault leurs procureurs, & maistre Guillaume popart licencié en loix leur conseiller. pour les manans & habitans de Toucy, maistre Pellerin moreau & Jehan gasneau leurs procureurs. pour les manans & habitans de la Villerie, ledit Gasneau leur procureur. pour les manans & habitans de Tampnerre, Colin girardin leur procureur. pour les manans & habitans de Champinelles, Anthoine volthurier leur procureur. pour les manans & habitans de la Villeneuve les genetz, Colin germon leur procureur. pour les manans & habitans de saint Forgeau, maistre Anthoine Fouet & Pierre gauldon leurs procureurs. pour les manans & habitans de Mezilles, Estienne hennin leur procureur. pour les manans & habitans de Lauau, ledit maistre Anthoine fouet leur procureur, pour les manans & habitans de Bonny, Denys lescullier leur procureur. pour les manans & habitans de saint Maurice sur Laneron, Pierre du pont & Jehan bucherō leurs procureurs. pour les manans & habitans de Chastillon sur Loing, Pierre de la noue leur procureur. pour les manans & habitans de Moyboy, Jehan gaillard leur procureur. pour les manans & habitans de Marchaisbeton, Anthoine volthurier, & Gauscher gonin, leurs procureurs. pour les manans & habitans de Champbugles Jehan denyau, leur procureur. pour les manans & habitans de Dampierre, Anthoine fouldreau, leur procureur. pour les manans & habitans de saint Briffon, d'Aultry & Cernoy, maistre Jehan iasson, leur procureur. pour les manans & habitans de Blancafort, Anthoine volthurier leur procureur. pour les manans & habitans d'Argent,

gent, maistre Romble clement, leur procureur, pour les manans & habitans de Villemâdeur, maistre Pierre godin, leur procureur, pour les manans & habitans de Challette, Jehan paerrot leur procureur, pour les manans & habitans d'Amilly, Christofle quasi, & Guillaume blandellet, leur procureur, pour les manans & habitans de Corsettes, Jehan chin, leur procureur, pour les manans & habitans d'Auxi & de Beaumont le boys, maistre Claude genffronneau, leur procureur, pour les manans & habitans de Bresses, Jehan mauferme & Jehan girard, leurs procureurs, pour les manans & habitans de Chelleures, maistre Claude genffronneau & Philippe nepueu, leurs procureurs, qui protesterent que ce fust sans preiudice du droit & iurisdiction de leur seigneurie, pour les manans & habitans de Puyseaulx, frere Edine turgis prieur dudit lieu, qui a dit que lesdits manans & habitans ont toujours esté & sont subiects par ressort & ressortissans deuement par deuant le preuost de Paris ou son lieutenant en premiere instance, ou par appel des officiers dudit lieu entre le seigneur & eulx : & autres appellans desdits officiers, qui sont preuost & bailly. Parquoy proteste que laditte comparition ne puisse preiudicier ausdits habitans & coustumes. A quoy lesdits aduocat & procureur du Roy ont respondu, qu'ils ne scauent riens dudit priuilege & ressort: acceptant la comparition quant à laditte coustume. Et au surplus protestent au contraire, pour les manans & habitans de Villemontier, maistre Adrian des prez & Paul martin leurs procureurs, pour les manans & habitans de Cormeilles, Jehan marchant l'un desdits habitans & Estienne nullacier leurs procureurs, pour les manans & habitans du Buignon, Preiant bouffin leur procureur, pour les manans & habitans d'Esgréuille, Estienne nullacier, leur procureur, pour les manans & habitans de Iouy, Michau moireau l'un desdits habitans, & Estienne hureau leurs procureurs, pour les manans & habitans de Vallery, Jehan vizon, & Guillaume heté leurs procureurs, pour les manans & habitans de Brannay, Jehan couldrac leur procureur, pour les manans & habitans de saint Martin d'ordon, Colin morisse leur procureur, pour les manans & habitans de saint Loup d'ordon, maistre Denys du meis licencié en loix, Jehan vogly, & Estienne gary leurs procureurs, pour les manans & habitans de la Selle sur le vielz, Jacques boutet & Michau boutet leurs procureurs, pour les manans & habitans de saint Vallerian, Pierre gebault leur procureur, pour les manans & habitans de Montarget, Mathurin chagelle leur procureur, pour les manans & habitans de Braulles, Pierre le gendre leur procureur, pour les manans & habitans de Beaulieu en gatinoy, Pierre seguyn l'un desdits habitans, & Anthoine volthuriet leurs procureurs. Et au regard des gens d'Eglise, nobles, manans & habitans de Gyen, Ozouer sur Trezer, Nemours, Chasteaulendon, Deschaliz, de Precy, Sepouz, la Ferté, la Loppiere, les curez de Champinelles, de Lauau, d'Argien, l'abbé de saint Laurens & des Ruches, les gens d'Eglise, nobles, manans & habitans de Lauxoes, les gens d'Eglise, manans & habitans de la Buffiere, le seigneur de Dampierre: le curé, manans & habitans de Concreffault, les gens d'Eglise, manans & habitans d'Aubigny, les gens d'Eglise, manans & habitans de Villegeniel, de Bocquart, de Beauieu, & de Iars, les curez de Sâcerre, Vailly, les habitans dudit Vailly, les chanoynes de l'Eglise de saint Sire & Sancergues & habitans dudit lieu, le seigneur de Menethoucote, & habitans de Montfaulcon, curé & seigneur de Bagnolles, chanoynes & chapitres saint Ythier, des Aiz, habitans de la chapelle d'Angillon, curé & habitans de Chastillon sur Loyre, religieux, abbé & conuent de Serquenceau, gens d'Eglise, la dame, manans & habitans de Far sous Nemours, Milly en Gastinoy, du boys malesherbes, Menyn, Girault, d'Angerville la gaste & Baruille, les curez de Pirelay seigneur de Beaulmont le boys, curé, manans & habitans de Bocare, curé de Vignon, les curé, manans & habitans de Courtenay: qui ne se feussent presentez ne comparus ne aultre pour eulx, & par tant les eussions mis & parnommez en deffault, à la requeste dudit procureur du Roy portât tel profit que de raison. A tous lesquels procureurs dessus nommez ordonnâmes mettre deuers le greffe leurs lettres de procuracion, en vertu desquelles ils comparoient par deuant nous en laditte assemblee, tant pour lesdits gens d'Eglise, nobles que autres dessus nommez en commandant audit Jehan rauault & Jehan durant greffiers dudit bailliage de les prédre & garder deuers eulx. En la presence desquels & de plusieurs autres furent cedit iour vnziesme de Septembre leués par ledit durant greffier dessusdit lesdites lettres de nostre commission cy deuant inferées.

Et apres seismes faire sermens à tous les dessusdits assistans de bien & loyaument conseiller & dire verité sur le fait desdites coustumes, & remonstrer & aduertir ce qui seroit le plus vtile de la chose publique desdits bailliage de Montargis & autres lieux vsans desdites coustumes. Et sur la requeste faicte par les aduocat & procureur du Roy audit bailliage, afin de leur

Proces verbal des Coustumes

decerner commission contre les deffailans, pour les adiourner sur le profit des deffaulx, & contre ceulx qui auroient reffusé assistance aux sergens, adiournement personnel, ordonnances qu'il seroit procedé à la redaction desdictes coustumes, nonobstant leursdits deffaulx. Et que commission seroit decernée audit procureur du Roy pour leur faire iteratifs commandemens de comparoir, & les adiourner sur le profit desdits deffaulx si bõ luy sembloit. Et ce fait se comparurent par deuant nous honorables hommes & sages, maistres Jehan escorol procureur du Roy és duché, bailliage, & preuosté d'Orleans, Pierre le veruier le ieune, conseiller du Roy nostre sire audit bailliage, Estienne pigne procureur des bourgeois, manans & habitans de la cité d'Orleans, garny d'honorable homme & sage, maistre Robert de saint Mesmin licencié en loix, aduocat & conseiller desdits habitans & de Lyphart de Lauau, l'un des escheuins de la ville, par la voye de noble homme, maistre François de saint Mesmin aussi conseiller du Roy nostre sire, & conseruateur des priuileges royaux de l'vniuersité dudit lieu, dirēt & proposerent verbalement, & puis baillerent par escript comme s'ensuyt.

PAR deuant vous messieurs maistres Jacques allegrin & André guillard conseillers du Roy nostre sire en sa cour de Parlement, & commissaires de par ledit seigneur en ceste partie honorables hommes & sages, maistres Jehan escorol procureur du Roy és duché, bailliage & preuosté d'Orleans, Pierre le verrouer le ieune, conseiller du Roy nostre sire audit bailliage, Estienne pigne procureur des bourgeois, manans & habitans de la ville & cité d'Orleans garny d'honorable homme & sage maistre Robert de saint Mesmin licencié en loix, aduocat & conseiller desdits habitans, & Lyphart de Lauau, l'un des escheuins de laditte ville, par la voix de noble homme maistre François de saint Mesmin, aussi conseiller du Roy nostre sire, preuost d'Orleans, & cōseruateur des priuileges royaux de l'estude & vniuersité dudit lieu, dient qu'ils se sont trāsportez en laditte ville de Montargis, pour vous dire & declarer qu'ils puis peu de temps en ça ont esté aduertis de certain cry ou publication faits par vn nommé Pierre du chesne, soy disant sergent royal en la chastellenie de Montargis. Par lequel cry ou publication il a fait à sçauoir que les coustumes de Montargis anciennemēt appellees de Lorris, seroient le xxij. iour d'Aoust & depuis continuees à huy, receuēs, publiees, accordees, enregistrees par vous nosdits seigneurs. Et que tous & chascuns les prelates, abbez, chapitres, personnes ecclesiasticques, barons, chastellains, seigneurs iusticiers & autres gēs estoient appelez pour comparoir audit iour pour veoir par vous à ce faire proceder. Avec intimations pertinentes ainsi que plus à plein est contenu en la copie du cry, publicatiō & exploit fait par ledit du chesne. Et que sous correction de vous nosdits seigneurs lesdits crys, publication & intimation sont abusifs & tels: ausquels il n'y a apparence quelcōque, & les lettres royaux obtenues à ceste fin sont subreptices, obreptices, inciuilles & defraisonnables, & n'y a propos quelconque en ce que s'efforcent faire le substitut du procureur du Roy, audit Montargis & autres officiers de laditte chastellenie de Montargis, comme pretendans laditte chastellenie estre vn bailliage, & qu'en icelle chastellenie y ait coustume d'ancienneté ayant esté appellee de Lorris, autres diuerses & contraires aux coustumes du bailliage d'Orleans de tout temps gardees & observees en iceluy bailliage d'Orleans & appellees vulgairement d'ancienneté les coustumes de Lorris, par ce que dès le xvij. iour de Septembre mil cinq cens & neuf, le Roy Loys dernier decedé par ses lettres patentes adressans à deffunct maistre François boucher & Estiēne buynard conseillers en la cour de Parlement, & Guillaume roger procureur general en icelle cour, les coustumes du bailliage d'Orleans, In capite & membris: d'ancienneté appellees les coustumes de Lorris, pour ce que Lorris est vne des chastellenies dudit bailliage d'Orleans, au temps du Roy Philippe, elles furent redigees par escript audit Lorris luy y estant. Par lesquels Buynard & Roger commissaires susdits appelez tous & chascuns les comtes, barons, chastellains, nobles, seigneurs, haults iusticiers, prelates, abbez & chapitres. Les officiers du Roy, aduocats, licenciez, & autres bons & notables bourgeois, manās & habitās dudit bailliage. Et mesmement ceulx de laditte chastellenie de Montargis. Comme par le proces verbal sur ce fait par lesdits commissaires peut apparoir, par lesquels fut procedé à rediger par escript, accorder, arrester & emologuer lesdites coustumes, qui procederent à ce faire en grande maturité & diligence, tellement qu'elles furent redigees par escript & emologuees & fait commādemment par ledit seigneur entretenir, garder & obseruer inuiolablement comme loy perpetuelle, & aux extraicts d'icelle deuēment faits foy y estre adioustee, & les causes & proces dont la decision pourroit cheoir esdites coustumes estre adiugez, decidez & trouuez selon icelles, en
defendant

defendant à tous de n'alleguer, prouuer, & verifier coustumes autres diuerses ou contraires à icelles, qui ainsi auroient esté redigees par escript & emologuees, ainsi que plus à plein le tout peut apparoir par lettres patentes dudit seigneur, proces verbal desdits commissaires, coustumes desdites redigees par escript & emologuees, le tout estant en la cour de Parlement. Et lesquelles coustumes dès & depuis inuiolement ont esté tenues, obseruees & gardees, sans contradiction audit bailliage & ressort, & mesmes en laditte chastellenie de Montargis, & par les iuges dudit Montargis suyuant & selonc lesdites coustumes ont esté donnees plusieurs sentences & iugemens depuis confermees par arrest de nosdits seigneurs de la cour, en louant & approuuant, tacite & expresse, lesdites coustumes. Et neantmoins, *rescando prædictum negotium iam scriptum*, lesdits substitut & officiers de laditte chastellenie de Montargis, l'une des chastellenies du bailliage d'Orleans, qui de tout temps & ancienneté a esté du ressort d'iceluy bailliage, où les assises du bailliage d'Orleans ont esté tenues ainsi qu'il est accoustumé de les tenir és chastellenies d'Yeuille, Neufuille, Chasteauneuf, Vitry, Lorris, Heure le Chastel, Briscomming & Chasteauregnault, qui sont les neuf chastellenies appartenans au Roy de tout temps & ancienneté, dependans du bailliage d'Orleans, & depuis l'vnion du duché d'Orleans à la couronne, quand le duc Loys y succeda par le trespas du Roy Charles huitiesme en ensuyuant l'arrest de la cour sur ce donné, ont esté tenues lesdites assises audit Montargis, comme estant l'une desdites chastellenies, par le bailly d'Orleans ou son lieutenant general, aduocat & procureur audit bailliage d'Orleans, presens maistre Barthelemy preuost, substitut dudit aduocat d'Orleans, & Pierre rauault aussi substitut dudit procureur d'iceluy bailliage d'Orleans. Et par tant c'est par lesdits de Montargis, *mittere os in cælum & negotium finitum velle restaurare*: & ainsi abusiuement ait procedé à impettrer à vous presenter lesdites lettres royaulx, & vous requerir proceder in *vim* d'icelles à recevoir, accorder, publier & enregistrer lesdites pretendues coustumes de Lorris, & ait fait appeller les seigneurs, nobles, & clergé, & du tiers estat, de Sancerre, Gyen, saint Forgeau, pays de la Puyfaye, pays de Gastinoys, Berry, Souldongne & plusieurs autres, lesquels termes & autres sont termes generaulx, captieux & abusifs selonc droit & ordonnances royaulx & arrests de la cour, & lesquels lieux ne furent oncques du ressort de laditte chastellenie de Montargis, & suppose que aucunes fois du temps de l'appennage baillé par le Roy à feu de bonne memoire Loys duc d'Orleans ayeul de deffunct Loys douziesme Roy de France dernier, en l'an mil trois cens quatre vingts & treize, que ledit duché d'Orleans luy fut baillé par ledit appennage, les ressorts du bailliage d'Orleans, qui estoient de fondation royalle, perrage & si priuilegiez qu'ils ne se pourroient separer de la couronne de France, come les chastellenies de l'euesché d'Orleans, saint Benoit le fleuri, saint Mesmy de miz, chapitre de l'eglise d'Orleans, l'abbé de saint Denys en France, les chastellenies de Beaulne, Thoury, Guillenart & autres terres & seigneuries exemptes dudit duc d'Orleans, pour le ressort esté mises par deuant vn iuge estably audit Montargis, ainsi que autres fois ils auroient du temps du duc Philippe de Valloys premier duc d'Orleans esté mises és chastellenies de Poissy & Cepoz. Toutesfois, post *liminis* les choses retournees ad *primam naturam*, & que lesdits appennages desdits ducs d'Orleans ont cessé & esté estainctes par leur mort, ou autrement, ainsi que dit est, lesdits ressorts sont venus au siege principal du baillif d'Orleans, & est demourée laditte chastellenie de Montargis du ressort dudit bailliage, comme l'une des autres desdites chastellenies d'iceluy bailliage d'Orleans. Et toutesfois, *in summo temerario erigendo frontem*, se veullent de present dire bailliage royal separé du bailliage d'Orleans, & à eulx attribuer faulcement les coustumes de Lorris contre verité, forme ancienne & non veüe ne ouye qui est vn gros abus, que lesdits officiers du Roy audit bailliage d'Orleans manans & habitans de laditte cité, fils eussent esté ouys eussent deduit & verifié à suffire, tant par les anciens registres dudit bailliage d'Orleans que par infinis arrests de la cour donnez d'ancienneté auant & depuis lesdits appennages d'iceulx ducs, Philippe, Loys, Charles & Loys dernier decedé Roy douziesme de ce nom, & les registres des presentations estans en laditte cour de Parlement, & autres tiltres & munimens anciens. Toutes lesquelles remonstrances lesdits procureurs du Roy audit bailliage d'Orleans, procureur desdits manans & habitans de laditte ville & cité remonstrerent sommairement à vous nosdits seigneurs commissaires desdits à ce qu'il vous plaira y auoir esgard, vous requerant au surplus l'enterinement des lettres patentes du Roy par eulx obtenues le quatriesme iour du mois à vous presentees: & en ce faisant les recevoir à opposition à l'entree de l'execution desdites lettres subrepticement impetrees. Par lesquelles vous estoit ma-

R R R R

Proces verbal des coustumes

dé recevoir, arrester & accorder lesdites pretendues coustumes de Lorris, & pour proceder sur laditte opposition les renvoyer en la cour de Parlement à Paris, en laquelle lesdites coustumes dudit bailliage d'Orleans ont esté leuës, publiees, enregistrees & emologuees sans par vous nosdits seigneurs les commissaires attemper, innouer contre ne au preiudice de leurditte opposition iulques à ce que par laditte cour autrement en soit ordonné, & que vostre plaisir soit leur faire mettre & inserer ceste presente declaration avec lesdites lettres royaulx par eulx presentees en vostre proces verbal, duquel il vous plaira leur bailler & octroyer copies à leurs despens. Et vous ont promptement informé du liure, Coustumes, intitulé.

S'ensuyuent les coustumes des bailliage & preuosté d'Orleans & ressorts d'iceulx, lesquelles d'ancienneté ont esté vulgairement appellees les coustumes de Lorris, pource que Lorris est vne des chastellenies dudit bailliage, à la fin duquel est inseré le proces verbal des commissaires signé I. chocquart. Ensemble d'vne ordonnance de la cour, en datte du septiesme iour de Iuing, L'an mil ccccc. & x. signé par Cameram Villedon, contenant que à la requeste des escheuins, manans & habitans de laditte ville d'Orleans defenses faictes au bailly, lieutenant, officier du Roy, aduocats, practiciens & coustumiers dudit bailliage, ne faire preuue par turbe ou en particulier pour la verification desdites coustumes dudit bailliage d'Orleans, arrestees & publiees: mais seulement par l'extraict du coustumier d'icelles. Et consequemment de non alleguer ou proposer aucunes autres coustumes contraires ou derogantes aux coustumes susdites publiees & emologuees, lesquelles laditte cour a ordonné estre gardees & obseruees inuiolablement, offrans plus amplement informer. Ainsi signé Berruyer, & presenterent lettres royaulx, nous requerant lesdites lettres royaulx estre leuës, desquelles la teneur s'ensuyt.

FRançois par la grace de Dieu Roy de France, A noz amez & seaulx cōseillers maistre Anthoine le viste & Denys polliot presidens, Adrian du drac, André guillard, Rober dauuet & Jacques allegrin conseillers en nostre cour de Parlement à Paris, salut & dilection. Nostre procureur au bailliage d'Orleans, & les escheuins, manans & habitans de laditte ville, nous ont presenté leur humble supplication & requeste, contenant que laditte ville est celle qui plus resista lors qu'elle fut assaillie & assiegee par les ennemys & aduersaires de nostre royaume, & soustindrent les manans & habitans avec les subiects dudit bailliage & ressort d'Orleans, dont ils furent secourus, le siege & inuasions desdits ennemis & aduersaires, tellement que moyennant l'ayde de Dieu & le secours que le Roy Charles septiesme nostre predecesseur leur enuoya, iceulx ennemis & aduersaires furent desconfits deuant laditte ville, & de laditte desconfiture s'ensuyuit finalement le recouurement de l'isle de France, des duches & parties de Normandie & de Guyenne, & l'expulsion d'iceulx ennemys hors de nostre royaume. Duquel duché & bailliage d'Orleans, & de l'ancien ressort d'iceluy sont les chastellenies de Montargis, de Lorris, Gyen sur Loyre & Chastillon sur Loing & plusieurs autres. Auquel bailliage d'ancienneté, & dés le temps du Roy Philippe le bel, furent restablies & redigees par escript les coustumes dudit bailliage. Et pource que les suyuant & deleguez pour faire laditte redaction s'assemblerent au lieu de Lorris, lesdites coustumes furent vulgairement appellees les coustumes de Lorris, mais toutesfois c'estoient les coustumes du bailliage d'Orleans, & selon lesdites coustumes se sont regies & gouvernees lesdites ville & duché d'Orleans, chastellenies de Montargis, Gyen, Chastillon sur Loing & autres dudit bailliage, & iufques à ce qu'en l'an mil cinq cens & neuf, & apres l'ordonnance faicte par le feu Roy Charles huitiesme, par laquelle il ordonna pour obuier à plusieurs enquestes qui se faisoient en turbes, toutes les coustumes estre redigees par escript en chascune prouince & bailliage de ce royaume, & en estre faict & arresté coustumes en forme par lettres patentes & commission expresse especialle du feu Roy Loys dernier trespassé, maistre Estienne buynard conseiller en nostre cour de Parlement, & Guillaume roger nostre procureur general en icelle, appellez tous les gens nobles & ceulx du tiers estat dudit bailliage, sieges & anciens ressorts d'iceluy: & entre ceulx dudit Montargis, Gyen, Lorris & Chastillon sur Loing redigerent par escript en forme deuë lesdites coustumes du bailliage d'Orleans & ressort d'iceluy anciennemēt appellees les coustumes de Lorris cōme dit est. Lesquelles furent deuëment arrestees, accordees, & depuis emologuees, leuës & publiees en nostre ditte cour de Parlemēt, avec prohibitions & defenses de non alleguer autres coustumes que celles redigees, leuës, publiees, enregistrees, & non faire autre preuue d'icelles que par l'extraict qui en seroit faict, lesquelles coustumes ont esté depuis gardees & obseruees. Et combië que, comme dit est, lesdites terres, chastellenies & seigneuries de Montargis, Lorris, Chastillon sur Loing, Gyen & autres soiēt dudit bailliage
d'Orleans

d'Orleans & ancien ressort d'iceluy, neantmoins en faisant les choses dessusdites, ont esté, ne scauent lesdits supplians à quelle instigation, le xvij. iour d'Aoust mil cinq cens & trente par nous decernées certaines lettres adressans à vous nosdits conseillers & aux deux de vous, par lesquelles vous est mandé vous transporter en laditte ville de Montargis, & illec rediger par escript lesdites coustumes qu'ils dient auoir commencees à rediger par escript des le réps de nostre feu trescher seignr & cousin le Roy Charles huitiesme: ce qui pourroit auoir esté fait audit Montargis, par ce qu'au moyen que le duché estoit lors en apénage, c'estoit le principal siege royal dudit duché, mais toutesfois c'estoient celles dudit duché & bailliage, dont lesdits Montargis, Lorris, Gyen, Chastillon sur Loing & autres ne sont que dependans. Nous humblement requerans lesdits supplians, qu'attendu comme dit est lesdits Mōtargis, Lorris, Gyē, Chastillō sur Loing & autres sont de l'anciē ressort d'Orleās que lesdites coustumes ont esté redigees, accordees & apres emologuees par nostreditte cour de Parlemēt, & q̄ ce seroit chose fort dangereuse & pernicieuse de faire diuersité de coustumes en mesme prouince & bailliage, dont se pourroient ensuyr confusion, proces infinis, controuersies, inimitiez & differens, sur ce leur pourueoir de nostre grand' prouision & remede cōuenable. Pour ce est il, que nous ces choses considerees, voulās le dit duché & bailliage d'Orleans estre entretenu en les anciēs ressorts, coustumes, statuts & ordonnances d'iceluy, vous mandons & pour les causes dessusdites cōmettons par ces presentes, & aux deux de vous qui pourrez vacquer audit affaire, qu'appellez ceulx qui pour ce seront à appeller, si vous appert desdites coustumes dudit bailliage & duché d'Orleans redigees comme dit est, que lesdits Montargis, Lorris, Gyen, Chastillō sur Loing soiēt de l'ancien ressort dudit duché & bailliage d'Orleās subiects ausdites coustumes. Vous en ce cas receuez les supplians à oppositions à l'encōtre de l'execution de nosdites lettres. Et pour proceder dessus icelles, renuoyez lesdites parties en nostreditte cour de Parlemēt à Paris, en laquelle lesdites coustumes ont esté leuēs, publiees & enregistrees & emologuees, sans aucune chose attemperer ne innouer cōtre ne au preiudice de leurditte opposition iusques à ce q̄ par nostreditte cour autrement en soit ordonné: car ainsi nous plaist il estre fait. Nō obstant quelsconques autres lettres subreptices impetrees ou à impetrer à ce contraires. Donnē à Paris le. iij. iour de Septēbre l'an de grace mil cccc. xxxi. & de nostre regne le. xvii. Ainsi signē Par le Roy en son cōseil Dorne. Et sealē à simple queuē de cire iaulne. Desquelles lettres royaulx & faits baillez par escript, seismes faire lecture par lesdits greffiers: apres laquelle lecture faite fut de la part desdits aduocat & procureur du Roy au bailliage de Montargis dit, q̄ ce qui se faisoit par nous estoit par auctorité & edict perpetuel & de certaine sciēce, pleine puissance & auctorité du Roy sans partie mande l'execution, non obstant opppositions ou appellations quelsconques, le dit seigneur sachant & entendant audit distinct Montargis auoir bailliage royal & separé de celuy d'Orleans de temps immemorial, & auāt qu'il y en eust audit Orleans, auoit esté dit par plusieurs, arrests de la cour de parlement & à nous comme tel estoit notoire, & qu'il eust erigē en duché. Pour lequel vouloir accomplir auoit le dit procureur du Roy fait appeller lesdits princes, archeuesques, euesques, abbez, prieurs & autres prelates, chapitres, colleges, comtes, barons, chastellains & autres seigneurs, iusticiers & gentils hommes, baillifs, preuosts, aduocats, conseillers, bourgeois, marchands & autres notables personages des pays vsans de laditte coustume, les vns estans dudit bailliage & ressort de Montargis, & les autres non. Toutesfois tous non subiects ne iusticiables audit Orleans ne ressort d'iceluy. Pourquoy le requiert estre receuz, & en ce faisant rendre nostre commission illusoire & sans execution, sous tel quel controuuē narrē & donnē à entendre lesdits d'Orleans ne se deuoit faire, estoient notoirement non receuables, tant à requerir laditte opposition que enterinement desdites lettres, mais en deuoient sur le champ estre deboutez, nonobstāt. leur dire & alleguē, & procedē à la publication desdites coustumes, considerē la grande assemblee qui y estoit, le bien vniuersel de la chose publique, desir & accomplissēmēt du vouloir dudit seignr, & où deuroient estre receuz à opposition que non, & sans preiudice de contester sur lesdites lettres & opposition. Toutesfois attendu & considerē le negoce qui se offre, la cōmission pleniēre qui estoit attribuee & la longue cognoissance de cause & pcedure qu'il conuiedroit faire sur lesdites oppositions & enterinēmēt desdites lettres royaulx grandemēt pernicieuses à la chose publique & bien vniuersel de tout le pays, regies par lesdites coustumes: deuoit estre pcedē, & eussios à pceder à laditte publication sans preiudice si faire se deuoit de les rēuoyer par deuers laditte cour pour pceder sur ledit debatū. Et si seroient ou deuroient estre receuz à laditte opposition & requisition de l'enterinement. desdites lettres royaulx en laditte cour,

R R R R ij

Proces verbal des coustumes

où lesdits d'Orleans seroient receuz, entendoit ledit procureur du Roy monstrier tout le contenu & narré tant en leursdites lettres, requeste que remonstrance, estre toutes choses controuuees & contre verité mises en auant, comme plus amplement auecques luy les habitans de Montargis, qui ont le principal interest & autres vsans desdites coustumes, qui n'ont esté ouys & ne l'ont appellez par lesdits d'Orleans, sans lesquels la raison ne vouloit estre procedé, monstrieront & informeroient deuëment & à suffisance, mesmes lesdits habitans de Môtargis, comme audit Montargis auoit de toute ancienneté bailliage royal, & estoit ville principale du pays, premiere expugnatiue des Anglois anciens ennemis de France, & auant ceulx d'Orleans, ne que la Pucelle vint en France, dont faisoient leur Achilles, & se donnassent au duc de Bourgogne allié des Anglois, comme portoit la cronicque. Et feroit ledit procureur du Roy apparoir en temps & lieu par poinct de priuilege & chartre. Et aussi à la verité n'y auroit raison que sous couleur d'un simple dire & donné à entendre desdits d'Orleans, qui gisoit en cognoissance de cause, vn si grand affaire, & cōcernant tant auant le bien publicque, faisoient lesdites coustumes procedans de plein vouloir & auctorité du Roy, fut differé & tant de gens assemblez, la pluspart desquels n'estoient des bailliages de Montargis ne d'Orleans, fussent travaillez & enuoyez sans effect, & si lesdits d'Orleans auoient fait la publication de leurs coustumes, apperra par leur cayer qu'elles n'estoient vniuerselles de laditte coustume: mais limitatiues & pour la pluspart locales, ne les en y vsans appellez, & si n'auoient esté receuës audit Montargis, n'autres pays & lieux de present appellez. Ains nonobstant icellé tousiours vsé de laditte ancienne coustume, dont estoient ensuyuis plusieurs arrests, comme il neus estoit notoire contraire à la reformation qu'ils disoient auoir faicte par lesdites pretēdues coustumes. Ouyes lesquelles parties, ordonnasmes qu'elles mettroient lesdites lettres patentes ensemble leur plaidoyé par deuers nous & tout ce que bon leur sembleroit dedās deux heures, pour à l'heure de trois leur estre faict droit comme de raison. Et sur la requeste faicte par noble homme Guy le roy seigneur de Grandchamp, tant pour luy que pour le baron de Thoury, maistre Adrian des prez prieur de Villemonstier, le seigneur de Chauffour, le seigneur de Pannes, les religieux de saint Seuerin, de Chasteaulandon, les religieux de Ferrieres, le seigneur de Iurauille, les seigneurs d'EsGREUILLE, & Brannay, le vicomte de Fessart, le seigneur de Iouy, les habitans de Sancerre & autres nobles, & de l'eglise, & gens du tiers estat appellez comme estans desdites coustumes, & non estans des bailliages de Montargis & d'Orleans qui se regissoient. Neantmoins sur lesdites coustumes eussions ordonné, qu'ils bailleroiēt leur requeste par escript pour en ordonner comme dessus, en fournissant auquel appointemēt & lesdits Guy le roy & consors surnommez eust esté baillé par escript leur requeste comme s'ensuyt. Les sous nommez estās de la coustume ancienne de Lorris, & non des bailliages de Montargis ne d'Orleans ne ressort d'iceulx, dient, declarent, & requierent par deuant vous messieurs les commissaires ordonnez à la publicatiō des coustumes anciēnes de Lorris, par lesquelles se regissent & gouvernent les bailliage de Montargis, duché de Nemours en ce qui est au pays de Galtinoys, cōté de Gyen, Sancerre, pays de Berry sous le siege de Concreffault, Aulbigny, Montfaulcon, chapelle d'Angillon, Argent, seignr de Grandchāp, les curez & habitans de la Selle sur le Biez, Adam monthenon, seigneur de Chauffour, le seigneur de Iouy, le seigneur de Corfelles pour laditte seigneurie de Corfelles, le seigneur d'EsGREUILLE & Brānay, Bransles & des Barres, le seigneur de Beaulmont le boys, le seignr & habitās de Villeneuve les genefts, le baron de Thoury, Geffroy d'auergne seigneur de Mauuille cōparās pour noble & puissant seigneur messire Jacques de poysieu cheuallier seigneur de Vallery, & les prieur, curé & marguilliers de l'eglise dudit Vallery, Jacques philippes capitaine dudit saint Vallerian, pour hault & puissant seignr Vincent du puy cheuallier de saint Vallerian, & les curé & marguilliers dudit saint Vallerian & autres terres, pays & seigneuries ressortissans en autres bailliages que Orleans & Montargis, que comme le Roy de sa certaine science, pleine puissance & auctorité Royale, ait ordonné lesdites coustumes estre de nouuel reueuës, publiees & arrestees en Montargis, & n'ayēt les dessus nommez comparu audit lieu, ans ayent esté & sont de present mandez & conuoquez, pour les reueuës & publications d'icelles qui concernent le bien public & vniuersel de tout le pays subiect à laditte coustume, & ne leur touche ou appartient en aucune maniere le different lequel a esté ce iourd' huy plaidé par deuant vous nosdits seigneurs de la pretēdue, & droit de bailliage que chascune desdites villes d'Orleans & Môtargis pretendēt, & que la declaration de laditte publication qui se pourroit faire sous couleur dudit plaidoyé, & altercation desdits Orleans & Montargis soit grandement pernicieuse à la chose publicque & esdits

pays,

pays, & rendre la commission par ledit seigneur à vous adressée illusoire, il vous plaira passer oultre audit negoçe & faict de laditte commission, & ordonner laditte publication estre faicte audit Montargis, nonobstant ledit debat, & sans preiudice des droicts & differens desdittes parties. Car autrement sera faict vn preiudice irreparable à la chose publique de tout le pays subiect à laditte coustume, tant pour l'aduenir des proces qui en aduenient, turbes qu'il conuient faire ordinairement, & les grands fraiz qu'il a cōueni faire aux allees & venues pour assister à laditte publication, & qu'il conuiendra faire s'ils estoient contraincts retourner. Et ledit iour vnzième dudit mois de Septembre de releuee nous transportasmes en laditte grāde salle, où se comparurent par deuant lesdits officiers d'Orleans aduocat & procureur du Roy & autres officiers, nobles, d'eglise, & gens du tiers estat, en la presence de tous lesquels, & faisant droict sur lesdittes lettres obtenues par lesdits d'Orleans, prononçasmes nostre sentence & iugement comme s'ensuyt.

VEu le plaidoyé desdittes parties, apres que lesdits procureur du Roy, escheuins, manans & habitans de la ville d'Orleans n'ont aucunes choses produict aux fins de leurdit plaidoyé fors leursdittes lettres patentes, vn coustumier dudit bailliage d'Orleans, signé Choquart: & certaine ordonnance de la cour du septiesme iour de Iuin mil cinq cens & dix, contenant publication desdittes coustumes tant seulement, nous auons dit & disons que lesdits procureur du Roy, escheuins, manans & habitans de laditte ville d'Orleans nous informeront plus amplement, que les bailliage de Montargis, Lorris, Gyen, Chastillon sur Loing sont d'ancien ressort du duché & bailliage d'Orleans, selon que contenu est esdittes lettres patentes par eulx impetrees: & lesdits procureurs du Roy, nobles & autres du tiers estat dudit bailliage de Montargis au contraire, & ce dedans le lendemain de sainct Martin prochainement venant, pour ce faict leur estre par nous faict droict sur le contenu ausdits plaidoyez ou par laditte cour à nostre rapport. Et neantmoins auons ordonné que ce pendant attendu que les estats en ce dit bailliage de Montargis ont esté ia vne fois assemblez, au moyé des lettres de edict du Roy où n'auons peu vacquer, obstant l'empeschement de laditte cour, & que de rechef sont de present assemblez en grand nombre, aussi que auons ia commencé besongner au faict de nostre ditte commission, suyuant la requeste desdits trois estats procederons au paracheuement d'icelles, nonobstant l'opposition desdits procureur du Roy, escheuins, manans & habitans de laditte ville d'Orleans & sans preiudice d'icelles. Dont & de laquelle sentence lesdits procureur du Roy & procureur des manans & habitans de laditte ville d'Orleans appellerent, & protesterent attemptats où il seroit passé oultre, requerans neantmoins tous les dessusdits que procedissions à la publication desdittes coustumes selon qu'il nous estoit mandé par lesdittes lettres de edict. Et le lendemain douzième iour de Septembre feismes lire le cayer desdittes coustumes par ledit Durant, l'vn desdits greffiers.

Et en lisant le premier article du chapitre des fiefs commençant, [Vn vassal peut vendre, &c.] Par ledit maistre Jehan arnault procureur de noble seigneur Jehan de bar seigneur de Burenlure fut maintenu es terres dudit seigneur subiect à laditte coustume n'estre du requint, ains seulement quint denier entre les nobles, & les roturiers deuoient rerequint. Et a ledit gouverneur capitaine de Sancerre & autres du pays de Berry maintenu qu'il y auoit quint & requint. A ceste cause ordonnasmes, que ledit article seroit d'oresenauant obserué & gardé ainsi qu'il estoit escript pour coustume. Et comparut noble seigneur messire Philippe de boulanuillier comte de Dampmartin, seigneur de Courtenay, baron de Champignelles & de Thoury, qui requist estre releué du deffault qu'il auoit faict le iour d'hyer, faict à l'appel desdits nobles & autres, à deffault d'auoir comparu en personne, ce que luy ordonnasmes sans preiudice de l'opposition faicte par les officiers du seigneur de saint Ianuerin tuteur des enfans de feu Edmond de pryé contre la presentation faicte par ledit comte de Dampmartin en la qualité de baron de Toury.

Et en lisant le.v. article comēçant, [Le seigneur de fief, s'il est chastelein, &c.] Ledit Guy le roy seigneur de Grandchamp eust requis audit article estre mis & adiouté par coustume que les autres seigneurs de fief auoient les fiefs, qui seroient vendus par droict de retenue & puissance de fief, comme lesdits seigneurs chasteleins. Et sur ce ouye l'opinion des gens d'eglise, nobles & gens du tiers estat, qui ont esté d'aduis q' ledit article deuoit demourer cōme il estoit couché, sans auoir esgard à laditte requeste faicte par ledit seigneur de Grandchamp, furent oultre d'opinion qu'il deuoit estre adiouté audit article ce qui s'ensuyt. [Pourueu que ledit fief qui sera retenu soit pour le seigns chastelein & sans fraude.] Ouye laquelle opinion & par l'aduis de

Proces verbal des coustumes

tous les assistans ordonnasmes laditte adiunction estre adioustee audit article, sans preiudice de l'opposition faicte par le seigneur de Grandchamp; & neantmoins ordonnasmes que ledit article & adiunction seroient d'oresenauant obseruez & gardez ainsi qu'ils sont escripts pour coustume, & apres lecture faicte du.viiij.article qui se commēce, [Quād le seigneur de fief n'a point d'homme par ce que son vassal a védu, &c.] Le seigneur de Chailillon sur Loing & ledit comte de Dampmartin s'opposerēt, & requirent que ces mots [vingt iours] couchez audit article fussent rayez, & qu'il fust mis cōme il estoit en l'ancien coustumier, ce mot [incontinent] par les aduocat & procureur du Roy eust esté soustenu au contraire. Ouy sur ce l'aduis des assistans desdits gens d'eglise, nobles & autres, à la pluralité de voix, ordonnasmes que ledit article demoureroit comme il a esté leu & est escript audit coustumier, & ne seroiēt ces mots [dedās xx.iours] ostez, ains y demoureroient. Et n'y seroit ce mot [incontinent] mis sans preiudice de laditte opposition desdits opposans, à laquelle les receusmes & leur assignasmes iour au premier iour d'apres la feste saint Martin d'hyuer prochainemēt venāt, pour dire leurs causes de leur opposition en la cour de Parlement, & que ce pēdant mettroient par deuers nous tout ce que bon leur sembleroit pour en faire nostre rapport en la cour, pour par elle en ordōner comme de raison. Et neantmoins ce pendant seroit obserué & tiendrait ledit article pour coustume, dont lesdits opposans appelleroient. Et apres lecture faicte desdits articles se comparut Jehā de vaulx escuyer, comme procureur de messire François de chaezon cheualier seigneur dudit lieu & de Montfaulcon, qui nous presenta certaine declaratiō par escript pour ledit seigneur, de laquelle il requist estre faicte lecture. Et apres laditte lecture faicte, par lesdits aduocat & procureur du Roy eust esté requis qu'il eust à exhiber procuratiō especialle à faire laditte declaration pour ledit cheualier, autrement ne deuoit estre laditte declaration receuē, & que laditte chastellenie de Montfaulcon estoit notoirement desdittes coustumes de Lorris, & en auoiēt ledit seigneur & ses subiects vsē de temps immemorial, comme auoit faict ledit comte de Sancerre, dont estoit ledit de Montfaulcon dependant. Et apres que ledit de Vaulx a dit n'auoir procuration especialle, ains seulement procuration ad lites, ordonnasmes que laditte declaration ne seroit receuē. Et auoit ledit de Vaulx acte de la presentation qu'il auoit faict en vertu de laditte procuration pour ledit seigneur de Montfaulcon qui demoureroit exoniē seulement pour m. ladiē, dont ledit de Vaulx pour ledit seigneur a appellé.

En faisant lecture du.xxj.article cōmençant [Et si le seigneur accepte la somme de deniers, &c.] Apres lecture faicte dudit article sur le different, & ouye la pluralité des voix, fut ledit article accordé cōme s'ensuyt. [Et si le seigneur accepte la somme de deniers qui luy sera offerte, en ce cas les fruiçts empeschez ou leuez seront restituez au vassal icelle somme payee, en payant les fraiz s'il en est different seront taxez & arbitrez par le iuge ordinaire. Et pour lesdits fraiz & differents ne demourera faisy.]

Et en lisant le.xxv.article commēçant, [Et si lesdits pere & mere vont de vie à trespas, &c.] Par lesdits aduocat & procureur du Roy & autres assistans eust esté requis qu'il fust mis & adiousté que la fille aisnee s'il n'y auoit fils, auroit le principal manoir, en recompençant ses autres soeurs. Ouyz sur ce lesdits nobles, gens d'eglise, & du.iiij.estat ordonnasmes que ledit article demoureroit, & n'y seroit aucune chose adioustee.

En faisant lecture du.xxix.article commēçant, [Deformais quand enfans nobles demurēt sans gardien, &c.] Par le procureur du Roy eust esté requis ledit article estre corrigé & mis en iceluy, que lesdits enfans fussent nobles ou non nobles, & payeront proffit, qui eust esté empesché par les procureurs desdittes damēs de Neuers, comte de Sancerre, seigneur de Linieres & d'Aultry, & se fussent opposez. Ouy lesquelles contradictions pour plus seurement besongner & proceder eust par nous esté demandee l'opiniō de tous lesdits assistans, Ouyes lesquelles opinions, & que du costé desdits opposans & contredisans n'ont esté trouuez que quatre opinions pour eulx. Et tous les autres assistans tant gens d'eglise, nobles & du tiers estat en grand nombre, qui eussent esté d'opinion qu'il failloit corriger ledit article, eust esté dit que ledit article ainsi qu'il estoit couché seroit rayé & corrigé, & au lieu d'iceluy mis l'article qui s'ensuyt. [Deformais quand enfans nobles ou non nobles demoureront sans gardien ou baillistres, & on leur pouruoit de tuteur & curateur, ils ne doiuent point de proffit ne rachat. Et sera le seigneur de fief tenu leur bailler souffrance iusques à ce qu'ils soient en aage ou l'vn d'eulx pour porter la foy.] Lequel article sera tenu & obserué pour coustume: Attendu que lesdits opposans n'auoient procuration especialle, au cas pour iceluy contredire sans preiudice de l'opposition desdits opposans, à laquelle les eussions receuz, & iour assigné à laditte cour

cour au lendemain d'apres la feste saint Martin d'hyuer prochainement venant. Et cependant pourront mettre par deuant nous ce que bon leur semblera, pour de tout faire nostre rapport à la cour, pour par icelle en ordonner comme de raison.

En faisant lecture du xxii. article commençant, [Vn fils noble ou non noble aisné] eust esté requis par le côte Dampmartin, & maistre Jehan herbereau lieutenât particulier audiēt Montargis, la correction dudiēt article en ces mots ou il y auoit [sera tenu porter les foy & hommage] qu'il fust mis [peut porter la foy & hommage] qui eust esté empesché par les procureur & aduocat du Roy, & allegué leur raison, hinc inde. Et sur ce ouyes les opinions des assistans, & pour la difficulté que trouuâmes par l'opinion desdits assistans, eussions dit qu'en ferions nostre rapport à laditte cour, pour par icelle en estre ordonné comme de raison.

En faisant lecture du xxxvi. article commençant, [Deformais les baillistres collateraulx ne gaigneront les meubles] ledit comte Dampmartin seul s'est opposé, & requis l'ancienne coustume estre obseruee pour la conseruation de son droict, qu'il a dit luy estre ia acquis: & attendu le proces qu'il a dit en auoir en la cour, par deuant monsieur Brachet conseiller en laditte cour, par lesdits procureur & aduocat du Roy eust esté requis que ledit article demoureroit comme il auoit esté reformé quant aux baillistres collateraulx. Et d'auantage seroit reformé pour lesdits ayeulle trouuee remariee, mere & ayeulle qui se remarieroyent, & mis l'article qui s'ensuit. [Et au regard des ayeulles trouuees remariees, baillistres ne feront deformais lesdits meubles ne fruiçts leurs. Et quât aux mariees & meres tant qu'elles seront à marier seront les meubles & fruiçts des heritages leurs en acquittant comme les gardiens. Mais si tost qu'elles se remarieront, cessera laditte garde: & ne ferôt plus les fruiçts desdits mineurs leurs. Neâtmoins leur demoureront lesdits meubles en acquittant lesdits mineurs, & au moyen de laditte garde qui se tourne en bail, gouverneront comme baillistres lesdits mineurs à la charge de rendre compte & cautions comme dessus.] Et ledit iour de releuee par ledit Guy le roy seigneur de Grandchamp eust esté requis que lesdits seigneurs de fief peussent auoir les fruiçts vendus par droict de retenue comme les seigneurs chastellains, ainsi qu'il auroit requis ledit iourd'huy matin, & eust nommé & baillé par escript ses consors, requerans avec luy par noms & surnoms, comme s'ensuit. Le comte de Dampmartin, maistre Barthelemy preuost tant en son nom, que comme aduocat du Roy, le seigneur de la Motte des aulnoys, Pierre de machau seigneur de Mignieres, tant pour luy que pour les seigneurs de Challette pour lesquels il festoit presenté, le seigneur de Tampnerre, le procureur du seigneur de Vallery, le seigneur de la Motte de Mezilles. A quoy par lesdits lieutenant general, procureur du Roy & autres gens d'eglise, nobles & du tiers estat eust esté dit, que ledit different auoit esté décidé ce iourd'huy matin, & l'article passé & accordé: nonobstant laditte requeste ordonnâmes que de laditte requeste ferions nostre rapport à la cour pour par icelle en ordōner comme de raison. Et neantmoins que ce-pendant ledit article passé & accordé ledit iourd'huy tiendroit & seroit obserué comme coustume, ainsi que ledit iourd'huy matin il a esté accordé par le reste des opinions de laditte assemblee qui ont esté d'opinion contraire audiēt requerant & ses consors. Et ce faict se fust comparu Jehan de vaulx au nom & comme procureur de maistre François chambellan licencié en loix, procureur du Roy au pays & duché de Berry, & aussi procureur audiēt pays pour la Royne de Nauarre, duchesse de Berry, fondé de lettres de procuration especialle quant à ce passées sous le seal de la preuosté de Bourges le xvii. iour d'Aoust dernier passé, en vertu desquelles il eust dit & déclaré selon la clause especialle contenue esdittes lettres de procuration, desquelles à la requeste eust esté faicte lecture qu'il comparoit par deuant nous, pour & au nom & comme procureur & substitut de maistre François chambellan procureur du Roy audiēt pays & duché de Bourges & duchesse de Berry. Et pource que plusieurs seigneurs iusticiables, comtes & barons estâs du ressort & bailliage de Berry, comme les comte de Sancerre, baron de Montfaulcon & les venerables de l'eglise de Bourges qui estoient du ressort de Bourges siege capital de Berry, & plusieurs autres seigneurs & dames iusticiers du siege de Concreffault, qui estoit l'un des sieges particuliers du bailliage de Berry, auoient esté adiournez par deuant nous audiēt lieu de Montargis, le xxii. iour du moys d'Aoust dernier passé par Charlot goudin ou autre foy disant sergent de Montargis, & par luy faict proclamations & criees en plusieurs lieux du bailliage de Berry, leur declarer que lesdits seigneurs, comtes, barons & autres iusticiers qui sont du bailliage de Berry, n'estoient tenuz respondre audiēt lieu, bailliage de Montargis qui est bailliage distinct & separé du bailliage de Berry. Et attendu ce que les reformatiōns & coustumes se doiuent faire par bailliage, & qu'en bref ou il plaira au

R R R R iiii

Proces verbal des Coustumes

Roy ou à la cour de Parlement donner commission, les coustumes du bailliage de Berry seroient reformees & accordees. Et comme procureur du Roy, de la Royne de Nauarre il l'opposoit à ce que lesdits seigneurs, comtes, barons & autres iusticiables au pays & duché de Berry eussent à comparoir, à adherer & assister audict lieu de Montargis, à la congregation de ce qui seroit par eulx fait pour la reformation & accord des coustumes de Berry, que lesdits iusticiables de Berry ne pourroient, ne deuoient, & n'estoient tenuz comparoir, assister, n'y adherer. Et ou voudront passer oultre & distraire les iusticiables dudiect pays & duché de Berry, audict lieu de Montargis, à la reformation desdittes coustumes, de faire declarer nul à la cour tout ce qui seroit fait pour le regard des seigneurs & iusticiables dudiect pays, duché & bailliage de Berry, & entant que besoin seroit en appelloit en la cour de Parlement. Et ouy sur ce les aduocat & procureur du Roy audict Montargis, qui accorderent lesdits seigneurs de Sancerre & ressort de Concreffault & autres lieux nommez en laditte procuracion n'estre du bailliage de Montargis: mais neantmoins estoient de laditte coustume de Lorris, qui y auoient de tout temps immemorial esté obseruees, & comme telles les auroient recogneues & recognoissoient les nobles, gens d'eglise & du tiers estat demourez esdittes seigneuries, iustices & ressorts qui auoient esté conuocquez & appelez à la relation desdittes coustumes. Et quād audict procureur du Roy audict Bourges, n'y auroit esté appelé par ce qu'il n'y auroit interests, eussions dit que laditte declaration faite par ledit substitut demoureroit inserée en nostre proces verbal, dont ledit de Vault audict nom auroit acte, & demoureroit laditte procuracion au greffe, de laquelle prendroit copie si bon luy semble, dont ledit de Vault eust appelé. Et le xiii. iour dudiect mois de Septembre en laditte assemblee par ledit seigneur de Grandchamp fust requis, que combien que le iour d'hier eust esté dit, que la fille ainee noble, si n'y auoit fils, apres le trespas des pere & mere n'auroit le principal manoir en recompensant les autres soeurs pource qu'il y auoit aucuns desdits nobles qui estoient d'aduis que laditte fille eust par preciput ledit principal manoir, si n'y auoit fils. A ceste cause que ledit article dudiect iour d'hier fust corrigé & mis, que laditte fille auroit ledit manoir. Et si y auoit deux ou plusieurs manoirs à laditte succession, qu'elle choisiroit lequel qu'elle voudroit, En ayant esgard à laquelle requeste, & sur ce ouy la diuersité des opinions, ordonnasmes que ferions mention en nostre proces verbal de laditte requeste pour en estre par la cour sur icelle ordonné. Et que ledit Grandchamp nommeroit lesdits nobles qui estoient requerans avec luy. Et neantmoins pource que le reste de laditte assemblee auoit esté d'opinion contraire, fut dit que l'article demoureroit pour accordé.

• Et en lisant le xxxix. article commençant, [Deformais tant entre nobles que non nobles, interdiction de vendre, &c.] Eust esté requis par ledit comte de Dampmartin, que l'ancienne coustume fust obseruee & se fust opposé, & pareillement le capitaine, gouuerneur & procureur du comte de Sancerre, qui eussent dit qu'ils accorderoient qu'interdiction n'eust plus de lieu. Mais quant au reste de succeder par les enfans des premier, second & tiers liets, ont requis que laditte ancienne coustume demourast. Et quant à ce seulement se fussent opposez, & par lesdits aduocat & procureur du Roy eust esté insisté au contraire, & requis que ledit article demourast selon qu'il auoit esté reformé, & que les articles de l'ancienne coustume touchant lesdittes interdictions & de successions des enfans desdits premier, second & tiers liets fussent annulez. Et sur ce ouy les opinions de tous les assistans, ont esté d'opinion que lesdits anciens articles deuoient estre corrigez. Et que ledit xxxix. article deuoit demorer selon qu'il est contenu en iceluy. Ordonnasmes que lesdits articles anciens seroient reformez & n'auroient plus de lieu. Et qu'au lieu d'iceulx seroient mis ledit xxxix. article commençant, [Deformais, &c.] Sans preiudice de laditte opposition desdits comte de Dampmartin & comte de Sancerre. A laquelle opposition les auons receu, & iour assigné au premier iour d'apres la feste saint Martin d'hyuer prochainement venant, pour dire leurs causes d'opposition. Et ce pendant mettroient par deuers nous tout ce que bon leur semblera pour en faire nostre rapport en laditte cour, pour en estre ordonné comme de raison.

En lisant le lxyi. article commençant, [Car ledit seigneur apres ledit adueu, ledit comte de Dampmartin s'opposa à la publication.] Ouye l'opinion des assistans, ordonnasmes que ledit article demoureroit accordé comme il estoit escript. Et renuoyasmes ledit comte en laditte cour au lundy d'apres les Roys. Et sur ce que ledit comte de Dampmartin eust requis tant pour luy que pour autres seigneurs chastellains, terme de bailles leur adueu & denombrement de chacun delay, qui estoit de quarante iours, de la moitié du temps leur eussions fait assignation

tion à de releuee, pour en ordonner comme de raison. A laquelle de releuee, apres auoir mis en deliberation, & ouy sur ce l'opinion des assistans, Ordonnâmes que lesdits delaiz de bail-
ler par le sdicts chastellains, comtes & barons leurs adueuz & desnombrement à leurs seigneurs
feodaux, doubleroyent & seroyent corrigez de la moitié: & en seismes faire article audict cou-
stumier, qui seroit d'oresenauant obserué & gardé pour coustume.

En faisant lecture du lxxxi. article commençant, [Combien qu'il soit dit cy dessus, qu'à
faute de foy.] Et xc. commençant, [L'autre est de pouuoir comme dessus saisir les cho-
ses, &c.] Ledit comte de Dampmartin, laditte dame de Chastillon se fussent opposez audict
xc. Et le dit comte de Dampmartin ausdits lxxxi. & xc. contre la publication desdits articles. Et
apres auoir mis la matiere en deliberation ausdits gens d'eglise, nobles & du tiers estat, qui fu-
rent tous d'une voix, que lesdits articles deuoient estre obseruez comme bons & raisonna-
bles, eussions dit que lesdits articles demoureroient & seroyent tenez & obseruez pour cou-
stume, & enregistrez audict cayer du coustumier audict chapitre des fiefs, sans preiudice des-
dittes causes d'opposition desdits opposans qui bailleroient & mettroient par deuers nous
pour en faire nostre rapport en laditte cour, pour en ordonner ainsi que de raison. A laquelle
renuoyâmes lesdits opposans au lundy d'apres la feste saint Martin d'hyuer prochainement
venant.

En faisant lecture des premier & deuxiesme articles du chapitre de cens, commençant le
premier, [Quand aucun doit cens.] Et le second, [Item si le seigneur de laditte censue, &c.]
Après lecture faicte desdits articles, pour les habitans de Tampnerre, Thoury, Ozouer sur
Loyre, saint Briffon, saint Forgeau & Mezilles, fut dit que leurs coustumes locales, & com-
me ils auroient iouy, ils ne deuroient pour le dit default de n'auoir payé le dit cens que trois
sols, & eussent requis qu'ils fussent exceptez audict article, & mis, sauf lesdits habitans qui ne
deuroient que lesdits trois sols, comme il estoit couché esdits articles, des autres qui estoient
exceptez. Et par le dit seigneur de Tampnerre à ce present eust esté maintenu les habitans du-
dict Tampnerre deuoir cinq sols pour le dit default & auroient autant payé, ordonnâmes que
lesdits articles demoureroient pour coustume audict bailliage de Montargis & autres lieux
regis sous laditte coustume de Lorris, sans preiudice des coustumes locales touchant les-
dits droits de cens, lots, ventes, defaulx & amendes: ainsi qu'il est déclaré en autre article au-
dict chapitre desdits cens. Et sur le different des seigneurs dudit Tampnerre & saint For-
geau & les habitans desdits lieux, renuoyâmes lesdittes parties par deuant le bailly de Mon-
targis ou son lieutenant, pour informer de leurs droicts, & proceder par raison.

Et en faisant lecture du quatriesme article dudit chapitre desdits cens commēçant, [Item
aucunes censues, &c.] Lesdits habitans de saint Forgeau eussent dit, qu'ils ne doiuent pour
ventes que quatre blancs pour franc, trois sols parisis pour le tout sur chacun contract, les ha-
bitans de Villiers, saint Benoist de Bonny & Donzouer sur Loyre qui ne doiuent, à sçauoir
lesdits habitans de Bonny & Donzouer que vingt deniers tournois de ventes pour franc, &
trois sols parisis, le tout pour chacun contract. Et lesdits habitans de Villiers, qui ne deuoient
que vingt deniers tournois de vente pour liure, & trois sols tournois pour lots de chacun con-
tract. Et apres auoir enquis à la requeste desdits habitans de saint Forgeau, le gouuerneur du-
dict saint Forgeau, Nicolas le beau procureur & receueur du seigneur dudit lieu, qui eussent
dit n'auoir accoustumé estre payé que quatre blancs pour chacun franc de ventes. Et deux sols
six deniers parisis de lots sur le tout pour chacun contract. Neantmoins n'entendoient que le-
dit seigneur de saint Forgeau luy venu en aage, voulust perdre ses droicts, ordonnâmes que
lesdittes coustumes dudit article seroyent publiees & obseruees comme coustume esdits bail-
liage de Montargis & autres lieux regis sous lesdittes coustumes de Lorris, sans preiudice des
droicts desdits habitans, qui ne payeront que comme ils ont accoustumé de payer. Et aussi
sans preiudice des vassaulx dudit saint Forgeau & autres pretédans plus grand droict de lots
& ventes. Desquels droicts chacun iouyra comme il a accoustumé d'en iouyr. Et recogneu-
rent les procureurs des seigneurs dudit Villiers, saint Benoist de Bonny & Donzouer, que
les habitans desdits lieux ne deuoient que quatre blancs pour franc de ventes, & lesdits habi-
tans de Bonny trois sols parisis sur le tout de lots, & les habitans de Villiers trois sols tournois
de lots pour chacun contract, & sur ce que lesdits comte de Sancerre, dame de Neuers, les sei-
gneurs d'Aubigny, de Linieres, de Cernoy, d'Aultry & les habitans du comté de Sancerre,
Concreffault & autres des pays de Berry, de Soulongne, de laditte ville de Montargis, pays de
Puyfaye, & autres lieux regis sous lesdittes coustumes de Lorris & dudit bailliage de Mon-

Proces verbal des Coustumes

targis, ordonnâmes qu'ils pourroient bailler leursdites coustumes locales, & desquelles ils auoient iouy & vſé d'ancienneté, qui seroient obseruees & gardees chacun en leurs climats, fins & limites, où ils auoient accoustumé estre obseruees & gardees comme les autres coustumes dudict cayer. Et le xiii. iour dudict moys de Septembre se comparut en laditte assemblee ledit Jehan de vaulx procureur dudict messire François de chasseron cheualier, seigneur dudict lieu de Montfaulcon, lequel declara, qu'il n'entendoit estre appellant de ce qu'auons cy deuant ordonné contre ledit seigneur de Montfaulcon, dont luy octroyâmes acte pour luy seruir, ce que de raison.

Et en faisant lecture du xxii. article dudict chapitre des cens commençant, [La mesure de l'arpent par laditte coustume, &c.] ordonnâmes que ledit article tiendroit & seroit obserué pour coustume esdits bailliage de Montargis & autres lieux regis sous lesdites coustumes de Lorris, sans preiudice des habitâs des terres & iustices de Villiers, sainct Benoist & Tampnerre, qui declarerent qu'ils auoient vingt & deux pieds pour corde, & sans preiudice des baulx faits par cy deuant. Et commencera laditte coustume à auoir lieu du iour de la publication desdites coustumes.

Et après lecture faite du xxiiii. qui se commence, [En tous cas d'eschange] & après auoir mis la matiere en deliberation, par l'aduis, opinions & consentemens desdits gens d'eglise, nobles & gens du tiers estat, fut dit & ordonné que ledit article seroit corrigé. Et au lieu d'iceluy mis l'article qui s'ensuit. [En eschange d'heritage redevable de droit de cens fait but à but sans nulles tornes, sont deuës ventes au seigneur censier, si les heritages eschangez sont assis en diuerses censives. Mais si lesdits heritages sont assis en vne mesme censive, n'en sont deuz aucunes ventes ny autres profits, sinon qu'il ayt tornes. Auquel cas sont deuës ventes pour le pris desdites tornes seulement.]

En faisant lecture du ii. article du chapitre de champart & terrage commençant, [Item & après que les gerbes, &c.] ordonnâmes qu'il demoureroit obserué, [sauf au lieu de sainct Forgeau & autres lieux,] qui ont dit qu'ils n'auoient accoustumé de mener ledit terrage, qui en vseront comme ils ont accoustumé, & sans preiudice des droits des seigneurs desdits lieux qui ont maintenu le contraire.

En faisant lecture du premier article de pasturages & herbages, qui se commence, [En quel que temps, &c.] Lesdits gens d'eglise, nobles & tiers estat s'opposerent audict article, & requis qu'il fust rayé. Et que les articles de l'ancienne coustume fussent remis audict cayer, qui se commence, [En nul temps on ne peut mener pasturer ses bestes, &c.]

Et le deuxiesme article, en terres vaines roturieres, les habitans d'une parroisse, peuuent mener pasturer leurs bestes, & iceulx deux articles estre obseruez & gardeez comme l'on auoit accoustumé. Et par les aduocat & procureur du Roy, que lesdits deux articles de l'ancienne coustume ne doiuent plus auoir lieu: ains la coustume couchee audict article de nouvel fait, qui reformoit lesdits deux articles pour le bien & vtilité de la chose publique. Et après auoir mis la matiere en deliberation, & ouy les opinions des assistans en laditte assemblee, qui ont dit tous d'une voix & concordablement, sauf lesdits aduocat & procureur du Roy & preuost de Montargis, que ledit nouveau article se deuoit rayer. Et les deux de laditte ancienne coustume deuoient estre remis audict cayer & en vser selon icelle. ordonnâmes que ledit article nouveau seroit rayé, & le feismes rayer dudict coustumier, & au lieu d'iceluy escrire & mettre lesdits deux articles de l'ancien coustumier, dont la teneur s'ensuit. [En nul temps on ne peut mener pasturer ses bestes es heritages tenuz en fief, qui soient ioignans au manoir tenu en fief dont ils sont domaine. Mais s'ils sont separez dudict manoir, & non entretenant à iceluy, ils ensuiuent la nature des heritages roturiers quant à pasturages. En terres vaines roturieres, les habitans d'une parroisse peuuent mener pasturer leurs bestes de leur creu, nourrire & pour leur vſage iusques aux cloches des parroisses ioignans & voyſines tenans à eulx, sinon que les terres soient closes ou fossoyees. Et sont dites terres vaines ou il n'y a aucune semence. Toutesfois peut defendre le laboureur de la terre, où il y a chaulmes que l'on n'y voyse, iusques à ce qu'il ayt eu espace d'enleuer ledit chaulme & sans fraude.] Et n'entend en cest article comprendre les haults marchans de bestial & adiouster ausdits articles ces mots, [n'entend comprendre les haults marchans.] Et en procedant à laditte redaction desdites coustumes en laditte assemblee, se comparut honorable homme & sage maistre Potentian hodrant licencié en loix, substitut du procureur du Roy au bailliage de Sens. Et comme procureur des escheuins de la ville de Sens suffisamment fondé de lettres de procuracy speciale

cialle quant à ce, à sçauoir de maistre Sauinian hodrant licencié en loix, procureur du Roy au bailliage de Sens, Passées sous le seel de la preuosté de Sens ancien ressort de Villeneufue le roy du xxii. iour d'Aoult l'an mil cinq cens xxxi. par deuant Iehan maucorps notaire royal à Sens. Et de maistre Iacques hodrant licencié és droicts aduocat du Roy & maire de la ville de Sens, & dudiect maistre Potentian escheuin, Estiéne maurry procureur au bailliage & Guillaume guerard marchant aussi escheuin de laditte ville de Sens, passées sous le seel aux cōtraicts de laditte preuosté de Sens par deuant Cheron mygot, & Georges sudocier notaires royaulx iurez esdits bailliage & preuosté, le troisiésme iour de ce present moys de Septembre, lequel maistre Sauinian hodrant en vertu desdittes procurations especialles quant à ce, & de comparoir par deuant nous audiect Montargis & en la cour de Parlement se mestier est, dit & declare, que les chastellains, terres & seigneuries de Chasteaulandon, Courtenay, Villeneufue les genetz, Ferrieres, Perreux, Prenoy, Viennes, Villefranche, Vertron, Villegardin, Vallery, Villetierry, sainct Valerian, Monthacie, la Villiote, Champigny, la Chappelle feu payan, Villemanausche, Pons sur Yonne, Vons, Deans, Cherry & autres terres & seigneuries dependans & enclauées esdittes chastellenies. Ensemble tous autres lieux & villages estans du bailliage de Sens au pays de Gastinoys oultre la riuere d'Yonne, auoir esté regies & gouuenees selon la coustume du bailliage de Sens, redigees par escript & accordees. A ceste cause s'opposoit & empeschoit que lesdittes terres fussent regies & gouuenees sous autre coustume que celle du bailliage de Sens. Et par lesdits aduocat & procureur du Roy audiect Montargis eust esté requis voir lesdittes procurations pour en venir deliberer, qui leur eussent esté baillees pour les voir & communiquer au comte de Dampmartin, seigneurs de sainct Forgeau, Vallery, sainct Vallerian de Villeneufue les genetz, Viennes & de Prenoy & autres desdits nobles, qui eussent empeschez & oppoéz à lencontre de laditte declaration faicte par ledit substitut dudiect procureur du Roy de Sens. Et apres aucuns delai z eussent lesdits aduocat & procureur du Roy à Montargis faict responce; & baillé leurs defenses par escript à lencontre de laditte declaration faicte par ledit substitut de Sens. Lesquelles responses & defenses lesdits comte de Dampmartin, seigneurs de sainct Forgeau, Vallery, sainct Vallerian, de Villeneufue les genetz, Vienne & de Prenoy, eussent employé pour eux, dont la teneur s'ensuit. A laquelle declaration baillee par les procureurs du Roy & escheuins de la ville de Sens, dit & respond le procureur du Roy au bailliage de Montargis, que la coustume de Lorris bailliage de Montargis, que lesdits de Sens dient & surnomment de Lorris, est la plus ancienne, fameuse & renommee, ou des plus qui soit en France. Par laquelle se regissent & gouernent les terres, seigneuries & chastellenies de Chasteaulandon, Champignelles, Courtenay, Ferrieres, Villeneufue les genetz, Perreux, Vienne, Villefranche, Villechien, Villegardin, Vallery, Villetierry, sainct Vallerian, Montacher, la Belliote, Champigny, la Chapelle feu Pean Villemanalche, Pons sur Yonne, Vons, Deant, Cherroy & autres terres & villages estans au pays de Gastinoys oultre la riuere d'Yonne, sont & ont esté de tout temps & ancienneté de laditte coustume de Lorris regies & gouuenees sous icelles, comme encores sont de present. Et posé qu'ils soient ou les aucunes desdittes terres du bailliage de Sens, que neantmoins cela n'empesche que lesdittes terres ne soient gouuenees par lesdittes coustumes, & non celles du bailliage de Sens. Et ont lesdits habitans desdittes terres esté tousiours appelez audiect Montargis, mesmes en l'an mil quatre cens quatre vingts & quatorze, & du temps du Roy Charles huitiesme. De la publication de laquelle est de present question. Ou tous les seigneurs desdittes terres & chastellenies comparurent comme dessus, comme vsans de laditte coustume. Et avec ce n'y a coustume du bailliage de Sens qui ayt esté publiee, ne receuë en la cour de Parlement pour l'incomparition dicelle. Et si demanderent tous les seigneurs & subiects desdittes terres lors qu'il fut question les rediger audiect Sens, leur renuoy en la ville de Montargis, quand la coustume de Lorris seroit publiee. A quoy y furent receuz & renuoyez. Quoy s'uyuant, ont comparu & comparurent encores par deuant vous, tant les seigneurs que subiects desdittes chastellenies, & si ne demande ledit procureur du Roy à Montargis par la presente publication estre faict preiudice au ressort dudiect bailliage de Sens. Pourquoy doiuent lesdits procureur & escheuins de Sens estre debouez de leurditte requeste. Surquoy nous ordonnasmes que du dire & plaidoyé desdittes parties ferions nostre rapport en la cour, en laquelle auons lesdittes parties renuoyées & renuoyons au lundy d'apres la sainct Martin d'hyuer prochainement venant, pour par icelle en ordonner comme de raison. Et que sans preiudice des droicts desdittes parties passerons oultre à la publication desdittes coustumes.

Proces verbal des Coustumes de Montargis.

En faisant lecture du neuuesme article du chapitre de donations testamentaires commençant, [La cognoissance de l'execution de testament, &c.] Sur ce que ledit maistre Charles preuost prieur de Chasteau regnard & curé de Cepoy, eust requis y estre mis ces mots. [Aussi bien aux gens d'eglise comme aux laiz, comme ils estoient en l'ancienne coustume.] Ouye sur ce l'opinion desdits assistans, qui ont esté tous d'une voix concordablement, que ledit article estoit bien reformé, Ordonnâmes que ledit article demoureroit comme il estoit reformé & escript audict cayer. Sans prejudice de l'opinion dudit preuost & de maistre Dominique preuost son frere, thresorier en l'eglise de Chastillon, qui bailleront leurs causes d'opposition, & ce que bon leur semblera, pour sur le tout & nostre rapport en ordonner par icelle comme de raison: & les auons renuoyees & renuoyons au lundy apres la feste de saint Martin d'hyuer en laditte cour. Et le quinziesme iour dudit mois de Septembre, en laditte assemblée lesdits aduocat & procureur du Roy se presenterent à l'encontre de maistre Pierre de lion son lieutenant general, Mathurin barrage aduocat du Roy & Pierre gruz substitut du procureur du Roy à Nemours: adiournez sur le profit d'un default, & pour les voir declarer estre encouruz és peines indictes. Et aussi contre maistre Thomas guyneau procureur du Roy audict Nemours adiournez simplement pour les duché & bailliage de Nemours, pour assister à la publication desdites coustumes, comme lesdits duché, bailliage & chastellenie de Chasteaulandon dependans dudit duché estans regis & gouvernez sous lesdites coustumes de Lorris & bailliage de Montargis en ce qui est au pays de Gastinois, requerant ledit procureur du Roy à Montargis default à l'encontre desdits lieutenant, aduocat & substitut faisant le deuxiesme, & contre ledit Guyneau procureur du Roy pur & simple portant tel profit que de raison en leurdit default, & pour le profit d'iceulx lesdits duché & bailliage de Nemours, chastellenie de Chasteaulandon en ce qui est audict pays de Gastinois estre declarez subiects ausdites coustumes de Lorris, que selon icelles se reigleront & les obserueront les ducs, comtes, barons, chastellains, iusticiers, officiers, gens d'eglise, nobles, gens du tiers estat, Comme s'ils eussent comparu en laditte assemblée. Et apres que maistre Jehan herbereau lieutenant particulier audict Montargis a présenté lettres missiues qu'il a affermé & certifié luy auoir esté enuoyees par ledit de Lion lieutenant, certifié par luy & aucuns de laditte assemblée qu'elles estoient escriptes de la main dudit de Lion, pour exonier lesdits officiers de Nemours, pour le danger de peste qui estoit audict Nemours. Au moyen dequoy estoient retirez aux champs, ordonnâmes qu'ils demoureroient exoniez pour lesdites causes. Et protesta ledit procureur du Roy de Montargis, que ou lesdits officiers de Nemours ne voudroient adouuer ledit exoine, de les pouuoir poursuivre sur le profit desdits defaultx.

En faisant lecture du xxvii. article du chapitre de retrait lignager commençant, [Et au regard des rentes foncieres qui ont esté crees racheptables, sur le different fait.] Et apres qu'auons mis la matiere en deliberation, par l'aduis & opinion desdits assistans, ordonnâmes que ledit article demoureroit & seroit obserué & tenu comme coustume, nonobstant l'opposition dudit procureur du Roy en son nom. Pour laquelle l'auons renuoyé en laditte cour au lundy d'apres la saint Martin. Et ce fait, par le procureur des habitans de la ville de Montargis, a esté requis estre faite lecture & publication du huitiesme article du chapitre d'execution de louage ou rente de maisons, commençant, [La ville de Montargis par priuileges.] Et apres lecture faite d'iceluy, les nobles du bailliage de Montargis & autres nobles des autres pays vsans de laditte coustume s'opposèrent & empescherent que ledit article demourast audict cayer pour coustume. Combien qu'ils ne vouloient empescher que lesdits habitans de Montargis ne iouyissent de leurs priuileges si aucuns en auoient. Et apres que par lesdits habitans de nous furent exhibez lesdits priuileges. Neantmoins pour la diuersité des opinions, ordonnâmes qu'en ferions nostre rapport en la cour, & produyroient lesdits habitans par deuers icelle ce que bon leur sembleroit, pour par icelle en estre ordonné comme de raison.

En faisant lecture du cinquieme article du chapitre en matiere de criees commençant, [Les criees dont dessus est faite mention, &c.] Par l'opinion, aduis, requeste & deliberation des gens d'eglise, nobles & du tiers estat, ordonnâmes que ledit article seroit reformé, & seroit mis pour faire lesdites criees trois huitaines, trois quinzaines & vne quarantaine. Et le seiziesme iour dudit mois se comparut par deuant nous noble homme Jehan des prez, seigneur de Prefontaine en la chastellenie de Chasteaulandon, qui declara n'auoir esté aduertie de

de ce qui auoit esté cy deuant fait, & ou il l'eust plus tost sceu, y fust comparu. Neantmoins a consenty & accordé tout ce que par nous a esté fait, entant qu'à luy touche, vouloir tenir & obseruer lesdites coustumes comme elles auroient esté redigees & publiques. Et au regard des autres particuliers opposans, nous auons reserué à en ordonner par laditte cour, s'ils seront receuz à leurditte opposition ou non. Lesquelles corrections, modifications ou adionctions dessusdites par l'opinion & consentement desdits gens d'eglise, nobles, officiers, colleges, aduocats, & procureurs, & aussi desdits escheuins, manans & habitans dudict Montargis & plusieurs autres du tiers estat estans en laditte assemblee, ont esté faites & publiques comme dessus, pour seruir & valloir es questions & proces qui suruiendront pour le temps aduenir. Et apres laditte publication, auons prins lesdites coustumes pour les porter en la cour de Parlement. Et en auons laissé vn double signé de nous commissaires dessusdits, & desdits lieutenant general & greffiers dudict bailliage de Montargis. En faisant defences ausdits lieutenans, preuosts, iuges & autres officiers, aduocats, praticiens esdites coustumes desdits bailliage & preuosté de Montargis & autres pays, territoires & seigneuries vsans d'icelles, d'oresenauant pour la preuue desdites coustumes publiques comme dessus, ils ne fassent ne souffrent faire aucune preuue par turbes ou tesmoins particuliers: mais seulement par l'extraict d'icelles signé & deuement expédié. Et aussi de non alleguer ne poser autres coustumes contraires & derogantes esdites coustumes publiques & arrestees: ains les obseruent & gardent comme loy, le tout selon les lettres & edict du Roy nostredict seigneur, desquelles les teneurs sont cy dessus incorporees.

Ainsi signé. G. guillard. I. durand. A. arnault.

F I N D E S C O V S T U M E S D E M O N T A R G I S .

l. 4. Etia mēdiāte pecuniar ainsī a esté iugé selon mon opinion par sentence du baillif d'Orleans du cinquiesme Iānier l'an 1542 entre Ouillame durant notaire d'Orleans qui auoit baillé le domaine de son fief, cens & rēte, moyennant son argent excédant lesdits cens & rētes d'une part: & Florēt bourgoin, seigneur de Cleues qui auoit saisi par faulte d'homme droict & deuoirs, & demādoit le quitte & requint, dōt il fut debouté & sa saisie declarée tortionnaire, luy condamné es despens de la cause, dommages & interēsts de la saisie, ce qui fut confirmé par arrest prononcé le cinquiesme Fevrier, l'an mil cinq cens quarante trois, rapporteur Bermodet & presidens De gow & Spisame. C.M.

Coustumes generalles du bailliage & preuosté D'ORLEANS ET RESSORTS D'ICEVLX, lesquelles d'ancienneté ont esté vulgairement appelees les coustumes de Lorry, pour ce que Lorry est vne des chastellenies dudict bailliage, où icelles furent redigees par escript.

C H A P . I .

Des fiefs.

Article premier.

VN vassal peult vendre son fief ou partie d'iceluy sans le consentement de son seigneur de fief. Et est tenu ledit seigneur de fief de recevoir en foy & hommage l'acheteur d'iceluy fief ou partie d'iceluy, en payant le quint & requint denier, & autres profits si aucuns sont deuz audict seigneur de fief: toutesfois il n'y a point de requint, sinon qu'en la vente il soit expressement dit & contenu que le pris & sort principal d'icelle vente soit franc denier au vendeur, auquel cas de deniers francs au vendeur y a quint & requint denier que l'acheteur est tenu payer.

Vn vassal peult vendre ou constituer rente sur son fief, sans le consentement de son seigneur de fief: mais ledit seigneur de fief n'est tenu recevoir en foy & hommage l'acquireur de laditte rente si bon luy semble. Et aussi ledit seigneur de fief ne peult contraindre ledit acquireur de luy faire la foy & hommage d'icelle rente.

Et quand le seigneur de fief exploictera son fief sur lequel a esté vendu ou constitué rente par son vassal, iceluy seigneur de fief exploictera entierement sondit fief sans payer laditte rente ainsi constituée, sinon qu'au parauant elle eust esté infeodée.

Vn vassal peut bailler à cens, rente, ferme ou pension son domaine à vies, temps ou à tousioursmais, en retenant à luy les foy & hommage. Et n'y a en ce faisant le seigneur de fief aucun profit. Toutesfois quand ledit fief cherra en profit, le seigneur qui n'aura consenty & infeodé ledit bail pourra exploictier entierement sondit fief.

Le seigneur de fief chastellain peut auoir par puissance de fief, le fief tenu à cause de saditte

SSSS

Coustumes du bailliage d'Orleans

chastellenie quand il est vendu, pour le pris qu'il aura esté vendu dedans quarante iours apres les offres à luy faictes par l'achepteur, en payant par ledit seigneur de fief les loyaulx cousts & mises, en faisant lesquelles offres ledit achepteur est tenu de monstrier & exhiber audict seigneur chastellain s'il en est requis, les lettres de son contract. Et ne sera tenu ledit vassal querir ledit seigneur chastellain que iusques à dix lieuës pres de sondit chastel & domaine dont est mouuant le fief, pour luy faire lesdittes foy & hommage. vi.

Tant que le seigneur dort le vassal veille, qui est à dire que içoit que ledit vassal ne soit en foy, neantmoins pour iouyr de sondit heritage & faire les fruiçts siens iusques à ce qu'il soit sommé ou empesché par ledit seigneur de fief. vii.

Quand ledit seigneur de fief n'a point d'homme par ce que son vassal a vendu, transporté ou autrement aliéné son heritage tenu en fief, ledit seigneur peut incontinent saisir l'heritage tenu de luy en fief, & iceluy exploicter & en prendre & faire les fruiçts siens iusques à ce qu'il ayt homme, & qu'il ayt esté payé de ses deuoirs & proffits de fief. viii.

Si la foy fault du costé du vassal par mort, l'heritier a quarante iours apres le trespas dudit vassal pour aller faire ses foy, offres & deuoirs enuers son seigneur de fief. Et plustost ne se peut exploicter ledit fief par ledit seigneur de fief. ix.

Quand la foy fault du costé du seigneur feodal, le nouuel seigneur de fief doit par empeschement deuëment signifié ou par sommation faicte au vassal, faire à sçauoir à iceluy vassal qu'il aille à la foy & face ses deuoirs. Et apres tels empeschemens, signification ou sommation le vassal a encores quarante iours pour aller faire ses foy & deuoirs. Et plustost ledit seigneur de fief ne peut exploicter ledit vassal. x.

Le seigneur de fief ne peut prescrire le fief de son vassal, ne pareillement le vassal ne peut prescrire la foy contre son seigneur pour quelque temps qu'ils iouyissent l'un sur l'autre. xi.

Deux seigneurs de fief peuuent prescrire & acquerir par prescription le fief l'un contre l'autre. xii.

Le vassal quand la foy fault de son costé & il est saisy par son seigneur, est tenu aller vers son seigneur de fief² faire la foy & hommage³ de son fief, & luy payer les proffits si aucuns sont deuz s'il est à dix lieuës pres de sondit fief & lieu, à cause duquel ledit vassal est tenu luy faire lesdittes foy & hommage. Et s'il est oultre lesdittes dix lieuës, ou qu'il fust refusant recevoir iceluy vassal, il suffit aller audict lieu & domaine faire ou offrir leldits foy & hommage, & payer les proffits si aucuns en sont deuz à faire telles offres qu'il feroit à la personne de son seigneur feodal, apres lesquelles offres ledit vassal peut iouyr de son fief sans offense, & si c'est vn fief sans domaine, il suffit aller par deuers le seigneur de fief à la personne ou à son domicile à dix lieuës pres de l'heritage tenu en fief. Et s'il n'est au dedans desdittes lieuës il suffit audict vassal aller au siege par deuant le iuge chastellain en la iurisdiction & chastellenie duquel est assis l'heritage, & illec insinuer & faire ses offres lesquelles vaudront iusques à ce qu'il soit sommé. xiii.

Mais si le seigneur de fief ressaisist ledit fief, le vassal est tenu aller faire la foy & hommage & payer les droicts & proffits de fief dedans quarante iours, ou faire ses offres comme dessus autrement ledit seigneur peut exploicter ledit fief. xiiii.

Quand aucun doit rachapt, il doit offrir à son seigneur trois choses, c'est à sçauoir le reuenue de l'annee de son fief, vne somme d'argent telle qu'il verra estre conuenable, ou ce que deux preud'hommes estimeront, & deslors ledit seigneur de fief ne faict plus les fruiçts siens: mais si bon luy semble aura xl. iours pour choisir & eslire l'une desdittes trois offres. xv.

Si ledit seigneur de fief prend & eslist l'annee, ledit seigneur payera les loyaulx cousts, mises & impenses de semences, labourages & autres fraiz & mises, faictes pour leldits fruiçts. Et s'il choisist le dict de deux preud'hommes, le seigneur en prendra & eslira vn & le vassal l'autre, lesquels arbitreront en leurs consciences & que peut valloir ledit rachapt. xvi.

Et si proffit de rachapt est deu, & le vassal apres lesdittes offres faictes & signifiees laisse son heritage vaccant iusques à vn an depuis lesdittes offres & significations faictes, & sans ce que son seigneur de fief ayt déclaré quelle offre il vueille accepter ledit an passé, le vassal est quitte dudit proffit & rachapt. xvii.

Si la foy fault du costé du seigneur de fief, il ne peut exploicter le fief de son vassal par faulte de foy non faicte & deuoirs non payez: sans sommation ou empeschement dudit fief deuëment signifié qui vault sommation. xviii.

Et

1. 10. *Ita sunt intelligenda ut scripsi in cons. Parisi. §. 7. C. M.*
 2. 12. *Ad eius domicilium, hoc facto non est opus adire locum dominantem: fac. not. per Bart. in l. si finita. §. Julianus. ff. de damn. infec. & in l. in illa. ff. de constit. pecun. C. M.*
 3. *(Hommage) Quid, si etiam dominus exigat formale iuramentum fidelitatis? Resp. Vassalus non tenetur ultra formam consue. nec ad formas insolitas & nihil ad nos de consuetudinibus Longobardorum de quibus in rub. feudor. l. t. dixi in rub. de feud. in consuet. Parisi. ad §. C. M.*

Et apres laditte sommation & empeschement, ledit vassal à terme de xl. iours pour entrer en foy & faire son deuoir enuers son seigneur de fief. Et en faisant laditte foy ou offres suffisantes dedans le temps, iceluy vassal iouyra des fruiçts empeschez. Autrement apres lesdits quarante iours, iceulx fruiçts sont acquis au seigneur de fief en pure perte pour ledit vassal.

xix.

Et si le seigneur feodal est chastellain, il peut sommer ses vassaulx de plein fief en general par cry publicque au lieu de la chastellenie où on a accoustumé faire cris, & faire à sçauoir à certain iour, qu'il declarera qu'il tiendra ses hommages. Apres lequel terme & delay ledit seigneur peut saisir les fiefs & iceulx exploicter en pure perte sur les vassaulx, si au temps à eulx assigné ne font leur deuoir enuers ledit seigneur de fief, toutesfois ledit terme & delay assigné par ledit chastellain ne peut estre moindre de xl. iours. Et quant aux fiefs qui sont assis hors laditte chastellenie & iustice, ledit chastellain y procedera par sommation ou saisissement particulier. Et si le seigneur feodal n'est chastellain, il doit proceder au saisissement de son fief par empeschement special ou sommation particuliere.

xx.

Et si la foy fault du costé du vassal, en iceluy cas le seigneur de fief quel qu'il soit sans sommation, peut saisir l'heritage tenu de luy en fief sans attendre xl. iours à compter du iour que le fief est ouuert par mort, & ou le vassal ne deuroit aucun profit s'il vient dedans quarante iours, le seigneur est tenu le receuoir & luy leuer la main de son heritage sans payer aucuns fraiz, & s'il vient apres les quarante iours auant les fruiçts ameublis, ledit seigneur est tenu le receuoir en payant les fraiz raisonnables. Et si rachapt est deu & le seigneur accepte pour vne des offres l'annee, les fruiçts qui seroient audict heritage dedans lesdits xl. iours seront de laditte annee.

1. 20. Et mul-
tomagus abs-
que aliqua ra-
tione fructuū.
C.M.

xxi.

Et combien que fief soit ouuert, & que le seigneur de fief puisse exploicter son vassal, neantmoins auant les fruiçts cueillis & abatus, le vassal peut purger sa demeure. Et est receu à faire ses offres & deuoirs, & deslors lesdites offres & deuoirs deuément faicts, le seigneur ne peut plus abatre n'acquerir à foy les fruiçts qui sont sur bout & non abatus: car fruiçts pendans par les racines sont dictz & reputez pars fundi, & seulement sera tenu ledit vassal payer les fraiz de l'empeschement si aucun en y a.

xxii.

Toutes & quantesfois que le seigneur feodal trouue son fief ouuert & l'exploicte pour quelque cause que ce soit, iceluy seigneur de fief est tenu payer & rembourser les labourages, semences, cultures & impenses faits en l'heritage, à celuy qui les a faicts ou faict faire comme dessus.

xxiii.

Si le seigneur accepte la somme de deniers qui luy sera offerte, ou ce qui sera arbitré par les preud'hommes. En ce cas les fruiçts empeschez ou leuez seront restituez au vassal en payant les fraiz.

xxiiii.

Et ou le vassal seroit negligent ou en demeure depuis ledit temps de quarante iours, les fruiçts leuez & perceuz sont acquis audict seigneur de fief en pure perte apres lesdits quarante iours.

xxv.

Et en succession de fief en ligne directe entre trois ou plusieurs enfans, le fils aîné prend vn manoir ainsi qu'il se comporte & poursuit, avec le vol d'un chappon estimé à vn arpent de terre à l'entour dudict manoir s'il y a tant de terre ioignant, avec la moitié de tous lesheritages, rentes & reuenues tenuz en fief, & les autres enfans soient fils ou filles auront l'autre moitié qu'ils partiront esgallement, & y aura autant la fille que le fils. Et si lesdits pere & mere vont de vie à trespas sans hoir masse, delaißans filles seulement, lesditsheritages tenuz en fief partiront entr'elles esgallement & sans prerogatiue d'aînesse.

xxvi.

Et s'il n'y a que deux enfans le fils aîné prendra ledit manoir & vol de chappon comme dit est, & les deux tiers au residu. Et l'autre soit fils ou fille aura l'autre tierce partie des choses feodales.

xxvii.

Le fils aîné ne peut demander prerogatiue d'aînesse quant audict manoir qu'une fois seulement: c'est à sçauoir en succession de pere ou en succession de mere.

xxviii.

Quand homme ou femme, nobles ou roturiers vont de vie à trespas delaißans vn ou plusieurs enfans mineurs, le suruiuant a & peut auoir si bon luy semble la garde d'eulx, & en leur default ou refus l'ayeul ou ayeulle du costé decedé. Et ne doivent que la foy sans profit desheritages desdits mineurs, & sont les seigneurs de fief tenuz bailler ausdits gardiens souffrance sans payer profit, laquelle souffrance equipolle à foy iusques à ce que lesdits mineurs soient en aage de porter la foy.

xxix.

SSSS ij

Coustumes du bailliage d'Orleans

Avec ce iceulx gardiens nobles prennent les meubles & les font leurs avec les proffits & reuenuz de tous les heritages desdits mineurs iusques à ce qu'ils soient en aage. Et par ce moyen sont tenez les nourrir, entretenir, alimenter & acquitter de toutes debtes, & entretenir leurs heritages en suffisant estat, payer les charges & les rendre indemnez & sans empeschement. Lesquels pere & mere ayeul ou ayeulle, ayans la garde noble de leurdits enfans, s'ils se remarient, seront tenez bailler caution de rendre indemnez lesdits mineurs de ce qu'ils sont tenez acquitter lesdits mineurs par laditte garde. xxx.

Les enfans masles sont reputez en aage quant à droict de fief & faire finir leur bail & gouvernement, & chacun d'iceulx à xx.ans & vn iour, & les filles à xiiii.ans & vn iour. xxxii.

Quand enfans nobles demeurent sans gardien ou baillistre, & on leur pouruoit de tuteur ou curateur, ils doiuent proffit de rachapt, lequel payé, le seigneur de fief est tenu de bailler souffrance ausdits mineurs, iusques à ce qu'ils soient aagez ou l'un d'eulx pour porter la foy. xxxiii.

Et au regard des non nobles fils ont aucuns heritages tenez en fief, & ils ont enfans issus de leur mariage, le suruiuant a la garde desdits mineurs & porte la foy & hommage pour eulx de leurs heritages tenez en fief, sans ce qu'il soit tenu payer rachapt ne proffit. Et ne fait le gardien qui n'est pas noble les fructs des heritages d'iceulx enfans siens. Et si la femme suruiue qui ayt prins la garde d'iceulx enfans & elle se remarie, de lesdits enfans estés mineurs & non aagez elle en pert la garde, & n'est point tournee la garde en bail, combien qu'en noblesse laditte garde tourne en bail. xxxiiii.

Et en default ou refus de pere & de mere desdits enfans mineurs roturiers l'ayeul ou ayeulle a la garde desdits enfans & porte la foy & hommage pour eulx de leurdits heritages tenez en fief comme lesdits pere & mere, & sans payer proffit ne rachapt au seigneur feodal. xxxv.

Et quand enfans roturiers demeurent sans gardien, & on leur pouruoit de tuteur ou curateur, ils doiuent proffit de rachapt. Lequel payé le seigneur de fief est tenu bailler souffrance ausdits mineurs, iusques à ce qu'ils soient aagez ou l'un d'eulx pour porter la foy. Et quand ils seront aagez, le seigneur de fief sera tenu les recevoir à foy & hommage sans payer proffit, si autre proffit n'est acquis depuis laditte souffrance. xxxvi.

Vn fils noble ou roturier aagé de vingt ans & vn iour, peut porter la foy & hommage pour tous ses freres & soeurs mariez & non mariez, & acquitte & garde vne fois lesdits freres & soeurs de payer proffits. Et la fille à xiiii.ans & vn iour non mariee, peut porter foy & hommage de ses heritages feodaux, sans payer aucun proffit. xxxvii.

En succession de ligne directe n'a aucun proffit de fief, & les gardiens n'en doiuent aucuns: Toutesfois si vne mere ou vne ayeulle noble se remarie, son mary deura rachapt pour la garde de ses enfans, qui se tourne en bail sous la caution dessusdite. xxxviii.

Gardiens sont pere & mere, ayeul ou ayeulle & autres ascendans. xxxix.

Baillistres sont la mere ou ayeulle nobles qui se sont remariees. Et pareillement parens de ligne collaterale comme frere, soeur, oncle, cousin. Et le plus prochain prefere l'autre de quelque costé que ce soit. Et iceulx baillistres doiuent rachapt. Et d'oresenauant ne gagneront lesdits freres, soeurs, oncles, tantes, cousins & autres baillistres les fructs des heritages & meubles desdits mineurs: Mais seulement les pere & mere, ayeul & ayeulle ayans laditte garde, & aussi lesdits mere & ayeulle qui seroient remariez. Aufquelles laditte garde tourne en bail, gagneront lesdits fructs & meubles sous laditte caution desdits remariez. xli.

Où il y a plusieurs freres, oncles ou cousins en vn mesme degré l'aîné en aura le bail. xlii.

Si pere, mere, ayeul ou ayeulle vont de vie à trespas sans enfans masles, delaisse vne fille ou plusieurs estans mariees lors dudit trespas, elles doiuent rachapt de leurs heritages tenez en fief. xliii.

Que d'oresenauant n'y aura aucune interdiction de vendre ou alierer ses biens & heritages, tant entre nobles que roturiers du bailliage & preuosté d'Orleans & ressorts d'iceulx, ainçois succederont les enfans tant des premiers, seconds & autres mariages à leurs peres & meres, ayeuls ou ayeulles, sous les representations accordees en tous biens meubles & immeubles, propres & conquests assis esdits bailliages & preuosté d'Orleans & ressorts egallemēt. Sauf la prerogatiue de fief. Et sans ce que lesdits enfans puissent d'oresenauant alleguer laditte coustume d'interdiction esdites successions. Le tout sans preiudice des successions ia acquises & affectees ausdits enfans au moyen de l'anciēne coustume. Et comēcera ceste presente coustume me

1. 31. Hec cō-
 suetudo iniqua
 est, & restrin-
 genda quando
 ab initio nulli
 omnino sunt cu-
 stodes: Duo e-
 nim copulatiue
 requiruntur,
 Primo, quod
 desit guardia:
 Secundo, quod
 detur tutor ex-
 traneus ab ini-
 tio: Vnde suf-
 ficit matrē con-
 fidem natu-
 ralem vel mo-
 mento superui-
 scisse. Idem si
 inuclā matrē
 decreta sit,
 quia qualitas
 tutela non im-
 pedit ius & fa-
 uorem custo-
 die. Et contra
 legem iniquam
 semper facien-
 da est inter-
 pretatio. Bald.
 in l. vnic. C. de
 caduc. tollend.
 fu. l. saluus
 Aristo. ff. de
 legat. praesid.
 C. M.
 2. 36. Saluo
 quod primoge-
 nitus viginti
 annorum les ac-
 quitte per. S.
 precedentē, qui
 debet generali-
 ter accipi. Itē
 fallit si ma-
 ter vel Auia
 nolit accepta-
 re commodum,
 sed rationem
 reddere ut pro-
 entrix ad com-
 modum filio-
 rum vel nepo-
 tum. C. M.
 3. 40. Iniqua
 consuet. ut in
 simili dixi de
 consu. Paris.
 §. 32. fallit er-
 go primogenitus
 est filius vel
 nepos viginti
 annorum qui
 les exempto ut
 §. 35. & j.
 §. 49. C. M.

x
xii
xiii
xiiii
xv
xvi
xvii
xviii
xix
xx
xxi
xxii
xxiii
xxiiii
xxv
xxvi
xxvii
xxviii
xxix
xli
xlii
xliii

me à auoir lieu du iourd'huy & entre ceulx qui ne sont encores mariez ou sont en leur premier mariage.¹

Quand l'un desdits conioincts nobles va de vie à trespas sans enfans issus dudict mariage, le suruiuant d'iceulx conioincts prend la moitié des meubles & conquests immeubles faits durant & constant leur mariage, & les heritiers du trespasé l'autre moitié.

Et quand il y a enfans mineurs, le suruiuant desdits conioincts fait siens lesdits biens meubles & les fructs des heritages demourez du decès du premier desdits cōioincts trespasé, pour les portions d'iceulx mineurs en prenant la garde d'iceulx mineurs acquittant leurs debtes & faisant ce que dessus est dit.

Si pere & mere, ayeul ou ayeulle donnent à leur fils ou fille aucuns heritages en mariage autrement en auancement de succession, il n'en est deu au seigneur de fief aucun profit, sinon que le mary de laditte fille voulsist entrer en foy,² & qu'iceluy qui auroit fait laditte donation se demist de la foy en icelle donation faisant.

En ligne collaterale en pareil degré en succession de fief le male forcloft la femelle.

Quand enfans males en pareil degré succèdent à fief par ligne collaterale, entr'eulx n'y a aucun droit de prerogatiue d'aïneesse: mais succèdent esgallement.

Le seigneur du fief peut acquerir le fief que son vassal tient de luy & le ioindre & vnir à son domaine, & n'est tenu en faire foy & hommage au seigneur de qui il tient son plain fief. Mais son heritier ou celuy qui aura la cause de luy en est tenu faire foy sans payer profit de laditte vnion. Et aussi si le seigneur de fief va de vie à trespas apres que son vassal aura achepté son arrierefief, ledit vassal est tenu en faire foy tant dudict fief que de l'arrierefief, & n'est plus réputé qu'un fief.

Et s'il le reuend ou met hors de ses mains par quelque maniere que ce soit, Apres qu'il aura fait la foy & hommage il demourera plain fief à son seigneur: Mais s'il le vend ou aliene auant lesdits foy & hommage faits à sondit seigneur, iceluy arrierefief sera tousiours tenu en arrierefief du seigneur feodal selon qu'il auoit esté.

Et iacoit que la fille pour la succession de ses pere ou mere, ayeul ou ayeulle ne doie aucun profit au seigneur de fief: Toutesfois si elle se marie & elle n'ayt point de frere qui la puisse franchir & porter la foy, son mary racheptera.

Quant à vn hault iusticier aduient par aubnage ou confiscation vn fief ou vn arrierefief qui n'est tenu de luy, il en doit dedans l'ah qu'il en sera requis vuyder ses mains pour raison de son indemnité de son seigneur de fief ou arrierefief, ou faire la foy & hommage au seigneur feodal & luy payer le profit de rachapt, autrement le seigneur de fief en iouyra & l'exploictera.

Si plusieurs enfans freres & sœurs nobles estoient en bail sous leurs oncles ou cousins, l'un d'iceulx venu en aage soit fils ou fille acquierent le bail des autres mineurs s'il veult, & forcloft leur baillistre plus loingtain de luy en degré, sans payer aucun profit.

Quand mineurs yssent de bail ou garde & veulent entrer en foy de leur seigneur de fief, il est tenu les receuoir sans profit.

Quand vn seigneur de fief a receu son vassal, il ne luy peut donner empeschement pour les profits qui luy en pourroient estre deuz au deuant de la reception de foy, ne les demander sinon qu'il fust faite reseruation expresse desdits profits, auquel cas ils gisent en action.

Pour partage n'y a point de profit au seigneur feodal.

Vn vassal en quelque maniere que le fief luy soit aduenu soit par succession, conquest, ou autrement, ne se peut dire saify de son fief à l'encontre de son seigneur de fief iusques à ce qu'il en ayt fait la foy & hommage à son seigneur, ou que de luy il ayt eu souffrance qui equipolle à foy ou qu'il ayt offert deuement à son seigneur ou au domaine faire la foy & hommage & payer les deuoirs & profits si aucuns en sont deuz.

Souffrance equipolle à foy tant qu'elle dure.

Quand le vassal baille à cens ou rente perpetuelle son heritage qu'il tient en fief retenu à luy les foy & hommage, celuy qui prend ledit heritage à cens ou rente ne doit aucuns profits.

Et s'il aduenoit que le preneur vende, baille & transporte ledit heritage à autruy n'en est aucun profit: mais lesdits baulx & alienation ne peuuent preiudicier au seigneur de fief, qu'il ne puisse exploictier son fief s'il le trouue ouuert, sans auoir regard au bail fait par ledit vassal.

1. §. 41. *Vide que dixi in consue. paris. §. 10. q. 8. Idem consuet. Montisargici tit. 1. §. 39. Et sic primum matrimonium intelligitur illud ex quo contingit superesse liberos. C. M.*

2. §. 44. *Potest enim contingere quod tempore mortis donatoris filius erit viduus, & sic nihil debetur domino feudali. C. M.*

Couftumes du bailliage d'Orleans

Quand le fief est vendu, le seigneur de fief auquel est deu quint denier ou requint selon la distinction dessusditte, se peut adresser pour ses proffits au vendeur ou achepteur, & les poursuyuir personnellement, ou se prendre à son fief par saisissement au choix & election dudit seigneur de fief. lx.

Quint denier est le cinquiesme denier du pris que le fief est vendu, & le requint est le cinquiesme denier de la somme deuë au seigneur pour ledit quint, comme si on disoit en vn heritage vendu xxv. liures, le quint seroit cent sols, & le requint seroit vingt sols. Et ainsi somme de quint & requint de laditte somme de xxv. liures c'est six liures, & consequemment de plus plus, & de moins moins. lxi.

Si vn fief est eschangé ou donné il y a rachapt, pourueu que la donation ne soit pour Dieu & en aumosne sans fraude, ou qui ne soit en mariage ou autrement par le pere ou mere; ayeul ou ayeulle ou autre ascendant en auancement de succession, ou au fils ou fille, nepueux ou niepces en droicte ligne, & econtrà si par les descendans est donné aux ascendans: mais si les fiefs eschangez sont sous vn mesme seigneur n'y a proffit, & si y a tomes sera deu audit seigneur quint denier pour raison desdittes tomes seulement. lxii.

Et en tous cas que fief eschet à aucun par succession de ligne collateralle, est deu proffit de rachapt à son seigneur de fief. lxiii.

Si hommes ou femmes nobles delaisent fils ou filles mineurs qui cheent en bail de leur oncle ou cousin ou autres parens en ligne collateralle, & par laps de temps l'un des fils ou filles vient en aage pour faire foy, iceulx fils ou filles peuuent requerir entrer en foy. Et est le seigneur tenu les recevoir en foy sans proffit, supposé qu'ils acquierent ou attirent à eulx le bail de leurs autres freres & soeurs, & n'est le seigneur receuable à dire l'opposite. lxiiii.

Et quand les autres enfans viendront en aage ils pourront entrer en foy & y seront receuz sans proffit pource qu'il leur vient en droicte ligne si bon leur semble, & ne seront point à ce contraincts pource que leur frere les garentist & affranchist en portant la foy pour eulx. lxv.

Au seigneur de fief est acquis amende de xv. sols par default d'adueu non baillé pour chacune sommation de xl. iours ou l'injonction de bailler ledit adueu, & iusques à quatre sommations, sauf en la chastellenie de Yanuille & ressorts ou l'amende est de cinq sols seulement pour chacune sommation. Et si apres quatre sommations deuement faictes le vassal est refusant de bailler son adueu, le seigneur feodal peut prendre & exploicter l'heritage iusques à ce qu'on luy ayt baillé ledit adueu, toutesfois ne fera les fruiçts siens. Et si le vassal veult auoir mainleuee de son fief & fruiçts d'iceluy, ledit vassal baillera son adueu & payera promptement lesdittes amendes avec les fraiz. lxvi.

Et quand aucun adueu est baillé par le vassal à son seigneur de fief qui n'a aucune iustice à cause de son domaine, ledit seigneur a puissance de pouuoir contredire ledit adueu dedans xl. iours apres qu'il luy est baillé, & si dedans les xl. iours il ne le debat, il demeure pour passé sans contredit. Et quand ledit seigneur a iustice, il fault apres que ledit adueu luy aura esté baillé que le vassal poursuyue ledit seigneur ou le procureur de sa iustice à le passer ou contredire. Et iouyra ledit vassal de sondit fief & fera les fruiçts siens, nonobstant qu'il soit proces ou question sur le debat de l'adueu. lxvii.

Quand le seigneur de fief exploicte l'heritage tenu de luy en plain fief par faulte d'homme & foy non faicte, il ne peut exploicter les vassaulx de son vassal reresiefs de luy, si les fils ne sont en foy de son vassal, & si les fils sont en foy dudit vassal tant que le seigneur tient l'heritage de son vassal, les peut sommer venir à sa foy, à laquelle faire ils ont xl. iours à sommer leur seigneur de fief pour aller faire son deuoir deuers sondit seigneur. Et si ledit vassal le faict, ledit seigneur principal ne peut exploicter les vassaulx rerevassaulx dudit seigneur. Et si ledit vassal ne faict son deuoir dedans lesdits xl. iours, lesdits vassaulx sont tenez faire la foy audit principal seigneur & bailler leur adueu, denombrement comme tenans en rerefief de luy, sur peine d'estre exploictez comme plain fief. lxviii.

Et en exploictant par le seigneur de fief son plain fief par faulte d'adueu non baillé, il ne peut exploicter les rerevassaulx soit par faulte d'homme ou autrement. lxix.

Toutes & quantesfois qu'un seigneur de fief trouue son fief ouuert & il chet en exploict, il le peut exploicter en pure perte du vassal, sans ce que ce qu'il en tienne viene en deduction des droicts à luy deuz par le vassal. En payant toutesfois par ledit seigneur feodal les labourages, semences, cultures & autres loyaux cousts & mises comme dessus. lxx.

Toutesfois

Toutes fois que le seigneur de fief faisoit l'heritage tenu de luy en fief par faulte de foy non faicte, & il la trouue en fruits soient vignes ou terres emblauees, le seigneur le peut exploicter & prendre en pure perte du vassal, sinon qu'on luy en face les foy & hommage ou offres suffisantes auant que lesdits fruits soient ameubliz, pourueu que les quarante iours dont dessus est faicte mention donnez à l'heritier du vassal pour entrer en foy soient passez: car dedans lesdits quarante iours le seigneur de fief ne peut exploicter sondit fief. lxxi.

Et si vn seigneur en l'heritage de son vassal par faulte de foy & hommage non faits, veult exploicter & raur, soient estangs, boys, vignes, terres & desblees meurs, il prend tout ce qu'il trouue audit heritage & l'applique à son profit, fors les boys qui sont pour embellissement de maisons & de haulte fustaye & autres, qui n'ont accoustumé d'estre coupeez, qu'il ne peut couper, mais si pour rachapt il met sa main esdits estangs ou boys, & que son vassal luy face les trois offres dessusdites, & que le seigneur accepte l'annee: en ce cas il n'aura toute la coupe du boys ne la pesche desdits estangs, mais le reuenn d'une annee seulement, & ne pourra ledit seigneur de fief couper lesdits boys ne pescher lesdits estangs, sinon en temps & saison deuë & conuenable. lxxii.

Se le vassal enfraint la main de son seigneur deuëment signifiee par faulte d'homme, il enchet en l'amende de quarante sols enuers ledit seigneur, & doit restituer tout ce qu'il aura enleué depuis la main mise deuëment apposee & signifiee, auant que ledit seigneur soit tenu recevoir son vassal. Toutesfois se la main confortatiue du seigneur haut iusticier est mise, l'amende pour l'oultreplus de .xv. sols appartiendra au haut iusticier. lxxiii.

S'un heritage tenu en fief est redeuable par adueu ou nommee du cheual de seruice au seigneur de fief, ledit cheual est estimé à soixante sols, & n'est tenu ledit vassal payer ledit cheual sinon que son heritage vaille dix liures tournois par an en reuenu & au dessus, & ne peut ledit seigneur de fief durant sa vie auoir ledit cheual de seruice sur son vassal qu'une fois. lxxiiii.

Et combien que par les coustumes dessus couchees soit dit, que le seigneur peut exploicter & rauoir le fief de son vassal par faulte de foy & hommage, & prendre tous les fruits dudit fief en pure perte d'iceluy vassal. Toutesfois ledit seigneur ne pourra prédre ne tenir lesdits fruits, sinon en payant lesdits fraiz industriels & semences du laboureur. Et de ses autres interests & dommages aura ledit laboureur recours contre le vassal, ou autre, par faulte duquel il souffrira lesdits interests & dommages, en ayant deuëment par ledit laboureur sommé & fait à sçauoir audit vassal son maistre, duquel il tient les arrests, main mise & empeschement dudit seigneur de fief. lxxv.

Quand par auctorité de iustice est pourueu à aucun noble ou non noble de curateur autrement que par minorité d'ans, celuy auquel est pourueu de curateur ne doit payer aucun profit. lxxvi.

Quand le vassal vend son fief sous faculté de remeré, il y a profit de fief soit que le remeré soit en vne mesme carte, avec la vente ou en diuerses, pourueu que laditte faculté de remeré soit accordée par le traitté de laditte vente. Mais quand ledit vendeur rachepte ledit fief dedans le temps de laditte faculté, n'y a aucun profit de fief. lxxvii.

Vn seigneur n'est tenu recevoir en foy & hommage son vassal par procureur, se bon ne luy semble, sinon qu'il soit detenu prisonnier ou si griefuement malade qu'il ne puisse aller deuers son seigneur de fief à pied, à cheual, en charrette ou litiere, & dont il face apparoir deuëment audit seigneur de fief. Esquels cas ledit seigneur de fief sera tenu recevoir son vassal par procureur suffisamment fondé. lxxviii.

Enfans nobles ou roturiers ne sont reputez pour leur mariage aagez quant à porter la foy sinon qu'ils ayent: c'est à sçauoir le fils vingt ans & vn iour, & la fille quatorze ans & vn iour, sauf en le chastellenie de Lorris, où on dit lesdits enfans estre à leurs droits quand ils sont mariez. lxxix.

Le seigneur de fief n'est tenu plaider dessaisy contre son vassal quand le fief est saisi par faulte d'homme, sinon que le vassal feist apparoir estre en foy ou souffrance dudit seigneur ou auoir fait deuëment ses offres. Ou qu'il feust desaduoué au seigneur par le vassal. Auquel cas de desaduoué ledit seigneur feodal aura temps & delay pour informer commēt il est seigneur feodal, & ce pendant le vassal iouyra. lxxx.

Et s'il est trouué que friuollement & à tort ledit vassal ait fait ledit desaduoué, ledit vassal cōfisque son fief au profit de son seigneur de fief, & est tenu rendre iceluy vassal les fruits qu'il auoir receuz depuis le saisissement. Toutesfois où il seroit question d'aduoué ancien qui seroit au

l. §. 71. aliàs non esset fructus capere, sed depopulare, non pecunia reddere, sed deglutire vt dicebat Tyberius, aliqui tyrannus immanis. adda J. §. 81. C. M.

Coustumes du bailliage d'Orleans

*l. §. 80. Intel
lige domino
feudi nō possi
dente. C. M.*

deffus de cent ans, le seigneur feodal qui ne seroit chastellain sera tenu en informer autremēt
que par ledit adueu ancien, auant que le vassal confisque sondit fief. lxxxix.

Vn seigneur de fief en saisissant les estangs tenus de luy en fief, s'il fait leuer la bōde d'iceulx
en l'annee & saison de pescher, il ameublir le poisson estant esdits estangs. Et aussi fait le vas-
sal contre son seigneur. lxxxii.

Vn seigneur de fief par faulte d'hōme peut ameublir en saisissant & abatant par luy les boys
de coupe de luy tenus en fief estans en estat & saison de couper. Et ceux qui sont en grurie
quand ils seront en coupe mesurez, arpentez, layez, cryez & liurez selō la coustume de grua-
ge. Et au contraire aussi fait le vassal contre le seigneur, & au regard des boys estās hors grurie,
ils ne seront reputez ameublir iusques à ce qu'ils soient abatus. lxxxiii.

En eschange d'heritage feodal, quand il n'y a aucunes tournes il n'y a point de quint denier
au seigneur feodal. Mais seulement rachapt q est la reueneue d'vne annee au dict de deux preud-
hommes ou vne somme de deniers, au choix dudit seigneur de fief qui peut vne desdittes of-
fres eslire dedans quarante iours: & quand il y a tournes en l'eschange de deniers ou autre cho-
se equipollent sans fraude, il est acquis quint denier audit seigneur pour les tournes seule-
ment. lxxxiiiij.

Quand en vn mesmes temps la foy fault du costē du seigneur & du vassal ne chet aucune
sommation du costē du seigneur de fief. Toutesfois le vassal a quarante iours, si la foy fault de
son costē par mort pour aller au domaine ou vers son seigneur. lxxxv.

Quand les offres sont deuēment faites par le vassal à son seigneur de fief, il est reputē auoir
fait son debuoir. Et ne les peut ledit seigneur apres rauoir, ne faire les fruits siens, sinon que a-
pres ledit seigneur ait de rechef saisy son fief, & signifié deuēment ledit saisissement ou som-
mé son vassal deuēment de luy faire la foy. Auquel cas ledit vassal a quarante iours apres ledit
saisissement ou sommation pour faire son debuoir. lxxxvi.

Quand la foy fault du costē du seigneur, & il fait saisir son fief par faulte d'homme, il ne ac-
quiert les fruits en pure perte dedans quarante iours. Et vault seulement ledit empeschemēt
sommation. Mais si ledit vassal deffault de venir dedans lesdits quarante iours à la foy de son
seigneur, iceux quarante iours passez iceluy seigneur fait siens les fruits estans en maturité qui
seront par luy perceuz & leuez apres lesdits .xl. iours selon les articles precedens. lxxxvii.

S'aucun seignr d'heritage tenu en fief baille iceluy heritage à rēte soubz faculté de pouuoir
rachepter icelle rente, pour raison dudit bail, n'est deu aucun proffit au seigneur de fief, sinon
que ledit bailleur se fust deffaisy de la foy & hommage dudit heritage: toutesfois si tost que la-
ditte rente sera in vim de laditte faculté ou autremēt racheptee, le fief sera ouuert & deu prof-
fit audit seigneur feodal de quint & requint selon que deffus. lxxxviii.

Quand aucun baille à rente son heritage feodal sans faculté de rēmeré, & n'est deffaisy de
la foy, laditte foy demoure tousiours au bailleur seigneur direct. Et n'est tenu le preneur la fai-
re & porter, ains len doit acquitter le bailleur. lxxxix.

Celuy qui a baillé à cens ou à rente son heritage tenu en fief sans foy deffaisy de la foy est
tenu de faire & porter la foy & payer tous les droits & profits feodaux dudit heritage, & en ac-
quitter le preneur, sinon qu'il ait conuention expresse au contraire. xc.

Si tost que le vassal est mort le seignr deslors peut saisir son fief, mais il ne peut aucune cho-
se leuer d'iceluy iusques à quarante iours apres la mort du vassal, lesquels quarante iours passez
le seigneur ayant saisy sondit fief, fait siens les fruits estans en maturité, qui seront perceuz ou
ameublir depuis lesdits quarante iours escheuz, auāt que le vassal ait fait son deuoir enuers son
dit seigneur, en payant les fraiz & semences comme deffus. xci.

Le vassal estant en foy ou ayant deuēment fait ses offres, peut prendre complainte en ma-
tiere de nouuelleté contre son seigneur, pour raison de la possession de l'heritage qu'il tient de
luy. xcii.

Quand deux seigneurs de fief contēdem la foy & hommage d'aucun heritage, le vassal em-
pêche en consignat par luy en main de iustice les profits tels qu'ils seront trouuez par le iu-
ge royal estre deuz, aura prouision des fruits. Et laditte consignation faite pourra le vassal estre
receu par main souueraine pendant le proces. xciii.

Quand vn seigneur feodal a choisy l'annee pour le proffit de rachapt à luy deu, & icelle an-
nee audit fief y a boys prests à couper, ou estangs à pescher, ledit seigneur ne peut couper
lesdits boys ne pescher lesdits estangs en l'estat qu'ils sont. Mais doit prendre seulement la re-
ueneue d'vne annee, & doit on estimer combien le reuenu desdits boys & estangs peut valloir
vne

vne annee. Et n'aura ledit seigneur sinon la velleur du reuenu d'une annee seulement. xciiii.

Quand le seigneur de fief exploite son fief & en iouyst, iceluy seigneur ne peut deteriorer ledit fief ne les edifices estans en iceluy, ains est tenu le conseruer, garder & en iouyr cōme vn pere de famille. xcv.

Le rachapt de chascun arpent de boys hors grurie est estimé à quatre sols en la forest & grurie d'Orleans, deux sols & trois sols en Sauloigne où il y a grurie. xcvi.

Quand le vassal est en foy ou a deuement fait les deuoirs enuers son seigneur de fief, & l'heritage dudit vassal pour ses debtes est saisy & mis en cryees, par tels saissemens & cryees ne fera le fief ouuert, & ne iouyra le seigneur de fief dudit heritage. Car tousiours dure la foy iusques à ce que l'heritage soit vendu & adiugé par decret, ou que la foy fust faillie autremēt que par lesdits saissemens & cryees finies du costé dudit seigneur de fief ou dudit debteur son vassal. Et aussi la main de iustice ne desaisist personne. xcvii.

Quand il y a plusieurs seigneurs du lieu & domaine dont depēdent fief & vassaux. Et que iceux seigneurs ne sont demourans sur iceluy domaine, il suffit au vassal aller faire ses offres & deuoirs sur ledit domaine, & apres les signifier à l'un desdits seigneurs en partie qui est trouué ou est demourant au dedans desdites dix lieues dudit domaine à la personne ou domicile. Et n'est tenu le vassal faire qu'une foy & bailler qu'un adueu. xcviii.

Se la vesue noble qui a la garde de ses enfans mineurs conuolle à secondes nopces, & que lors il y ait ayeul ou ayeulle desdits mineurs viuans, iceux ayeul ou ayeulle pourront prendre, auoir & detenir deuers eux, si bon leur semble, la garde & le gouuernement desdits mineurs, & l'auront sans payer aucun profit ne rachapt au seigneur de fief. Et audit cas lesdits ayeul & ayeulle feront les meubles, fruits & reuenus d'iceux heritages leurs, iusques à ce qu'iceux mineurs soient en aage, en les entretenant & acquittant comme dessus. xcix.

Les gens d'eglise & autres ayās main-morte ne peuēt acquerir & tenir heritages en leurs mains au preiudice du seigneur de fief d'iceux heritages. Ainçois sont tenus d'en vuyder leurs mains & les mettre entre les mains de personnes qui ayent puissance de les vendre, alier & en disposer en telle maniere que les droits feodaux n'en soient deteriorés & diminués. Et apres que la sommation ou commandement sera faite ausdits gens d'eglise & autres qui ont la main-morte de vuyder leurs mains desdits heritages, ils auront delay d'un an à ce faire. Et si ledit seigneur feodal les a vne fois receuz à vicaire, il sera tenu à toutes mutatiōs les recevoir audit vicaire. c.

Si lesdits gens d'eglise ou ceux qui ont main-morte ne vuydent leurs mains desdits heritages dedās ledit an, en ce cas ledit seigneur feodal exploitera ledit heritage feodal & en fera les fruits siens iusques à ce qu'ils ayent vuydé leurs mains d'iceux heritages. Toutesfois si lesdits gens d'eglise ou ayans main-morte auoient tenu & iouy desdits heritages par soixante ans, en ce cas ils ne seront tenus en vuyder leurs mains: mais seront tenus en bailler & nommer vicaire audit seigneur de fief sans payer profit. Et d'oresenauant par la mort de chascun vicaire sera deu rachapt & profit de fief. c.

Si rente est infeodee & le seigneur exploite son fief, il payera la rente pendant qu'il exploitera & iouyra dudit fief. cii.

Le frere aîné si bon luy semble porter peut la foy des heritages feodaux pour luy, ses freres & sœurs, & de ce garantir lesdits freres & sœurs pour vne fois, soient maryez ou à maryer cōme dessus. Et aussi si ledit frere aîné a vne fois porté la foy & hommage pour lesdits freres & sœurs, il ne s'en peut plus desister au preiudice de lesdits freres & sœurs. Sinon que lesdits freres puissent la vueillent porter eux mesmes. ciii.

Si gens d'eglise ou autres ayans main-morte pour l'heritage tenu en fief nomment & baillent quelque personne pour vicaire, qui cōme tel soit receu en foy. Et apres iceluy vicaire fait voeu & professiō en religion. De là en auant s'il y a mutation du costé du seigneur feodal auant le trespas dudit vicaire qui s'est rendu religiex & profez. En ce cas apres sommation ou empeschement fais de la part d'iceluy seigneur ledit fief est ouuert, & le peut iceluy seigneur feodal exploiter en pure perte iusques à ce qu'il ait nouuel vicaire. Sauf que lesdits ges d'eglise ou ayans main-morte ont quarante iours de delay subsequens ledit empeschement ou sommation pour bailler nouuel vicaire. Et ledit nouuel vicaire baillé dedans lesdits quarante iours n'y a aucun profit. ciii.

C H A P I T R E 2.

Des cens & droits censuelz.

ciiiij.

Coustumes du bailliage d'Orleans

Quand aucun doit cens qui se doit payer à iour & lieu nommez & il ne paye le iour qu'il est deu, il est amendable de cinq sols. Toutesfois y a plusieurs lieux au bailliage d'Orleans où il n'y a point de deffault, ou que trois sols, autres lieux où il y a prinſes de marres & autres amendes ſelon la nature des cenſiues. Et n'est tenu le ſeigneur cēſier recevoir à de pry ce luy qui doit le cens, ſi bon ne luy ſemble. cv.

Le ſeigneur de la cenſiue pour les arrerages de ſon cens & ſon deffault & droits cenſuels, peut empescher & obſtacler l'heritage tenu de luy à cens, ſi c'est maiſon par obſtacler & barreau mis és huys. Et ſi c'est en terre labourable ou vigne, par brandon mis és fruits, & ſi le ſeigneur ou detenteur briſe la main à luy deuément ſignifiee, il enchet en cinq ſols d'amēde enuers le ſeigneur cenſier. Toutesfois ſi ledit ſeigneur cēſier eſtoit iuſticier ou procedaſt par empeschement par auctorité de iuſtice, il y auroit ſoixāte ſols d'amēde, ſur leſquels le ſeignr cenſier qui n'auroit iuſtice que de cenſier, prendra cinq ſols. cvi.

Si le ſeigneur de laditte cenſiue empesche pour ſes arrerages & droits cenſuels, & celuy à qui eſt l'heritage ſ'oppose, ſ'il confeſſe ledit heritage eſtre redeuable enuers ledit ſeigneur cenſier dudit cens, ou que le ſeigneur de laditte cenſiue en enſeigne par ſes papiers cenſiers ou autrement deuément, en ce cas la main miſe tiendra. cvii.

Aucunes cenſiues ſont à droit de lots & ventes, autres à gands & ventes ſimples, autres à vins & ventes, & les autres à ventes ſimples. Ceux qui doiuent lots & ventes, il eſt deu pour franc huit & blancs, ceux qui ſont à ventes ſimples doiuent du franc ſeize denjers pariſis, ceux qui ſont à gands & ventes, autres ſeize deniers pariſis pour franc, & vne paire de gands ſur le tout. Et ceux qui ſont à vins & ventes doiuent ſeize deniers pariſis pour franc, & vne ialaye de vin pour tout, ſelon la couſtume des cenſiues ainſi que le ſeigneur cenſier a accouſtumé iouyr, & paye tout ce l'achepteur. cviii.

Après qu'aucun a achepté vn heritage redeuable en cenſiue, il eſt tenu de deprier ou de payer leſdits lots & ventes ſelon la couſtume du pays dedans la huitaine, quarantaine ou autres temps ſelon la nature des cenſiues euſuyuant laditte vente. Autrement ſ'il ne paye ou deprie au ſeigneur cenſier, il eſt amendable de quarante ſols d'amēde enuers ledit ſeigneur cēſier, pour raiſon des ventes reelles, & ſuffit à l'achepteur de deprier dedans le temps pour euitter l'amēde. Et ſi ledit ſeigneur cenſier n'a maiſon & n'eſt trouué ſur le lieu accouſtumé eſtre receu, & ſe doit recevoir laditte cenſiue par ſon procureur ou commis, en ce cas il ſuffit d'aller deuers le iuge de laditte iuriſdiction où eſt aſſis ledit heritage, & illec faire ou faire faire ſes offres & de pry. Toutesfois ſi vn heritage eſt laiſy, vendu & adiugé par decret en iuſtice, en ce cas il n'y a aucune amēde pour non auoir payé ou deprié ledit droit de ventes audit ſeigneur cenſier, ſinon que tel heritage ſoit nommeement vendu chargé de cens enuers le ſeigneur nommé & ſpecificié à qui il eſt deu. Auquel cas l'achepteur aura quarante iours pour payer ou deprier. cix.

S'aucun prend aucun heritage cenſuel à rente perpetuelle, dont la cenſiue eſt à droit de ventes, chaſcun franc de rente eſt eſtimé à dix liures tournois, & de chaſcun deſdits francs doit ſeize deniers pariſis pour ledit droit de ventes. Et ſemblablement où il y a lots & ventes trente deux deniers. Et ſ'il baille à rente, bled ou auoyne meſure d'Orleās eſtimez, c'eſt à ſçauoir chaſcun muy de bled fromēt vingt liures tournois, le muy de ſeigle quinze liures tournois, le muy d'auoyne & orge dix liures tournois, pois & febues au pris dudit fromēt, chaſcun muy de mal à ſemblable pris que le ſeigle, & les autres meſures à l'equipollent, le porceau quinze liures tournois, le tonneau de vin à l'eſtallon & iauge d'Orleans quarante liures tournois, le chappon quinze ſols tournois, la poule dix ſols tournois. Et chaſcun fromage dix ſols tournois. Et eſt tenu le preneur ou achepteur de monſtrer & exhiber les lettres de la prinſe ou achapt au ſeignr cenſier, ſ'il en eſt requis payer ou deprier le droit de vente dedans le tēps deſſus declairé à peine de .lx. ſols d'amēde par deffault de payer ou deprier leſdittes ventes. cx.

Et ſi on prend heritage à rente ſoubs faculté de remeré, le preneur ſera tenu de payer leſdittes ventes au pris du ſort principal dudit remeré, & ne ſera riēs tenu payer alors du rachapt de laditte rente. Et ſi laditte rente eſt vendue pource que c'eſt rente ſonciere, il ſera deu ventes au ſeigneur cenſier. cxii.

En eſchange d'heritage redeuable de droit de cens fait but à but ſans nulles tournes, ſont deuēs ventes au ſeigneur cenſier, ſi les heritages eſchangez ſont aſſis en diuerſes cenſiues, mais ſi leſdits heritages ſont en vne meſme cenſiue, ne ſont deuēs aucunes ventes n'autres profits ſinon qu'il y ait tournes, auquel cas ſont deuēs ventes pour le pris deſdittes tournes ſeu-

l. §. 109. No. p. iſte. §. loquitur quantum ad laudimia, & de redditibus de bail d'heritage, qui ſunt maioris pre-cij quā pecunia cōſtituti. Et etiam vt ſimpliciter loquitur de non redimibilib⁹: Et ſic videtur inferri quod redituum redimibilium p̄ciū eſt longe vilius. Sed niſe quitur quia hic. §. loquitur ſolū quantum ad taxanda laudimia, quæ ſunt iura lucratia. Et qd. iſa. Et ſic in iſtis nō attenditur precie valor verus & ſummus, ſed potius quod minimum eſt. Et ſic nō iſertur ad iuſtū valorem redditus huiusmodi in ſe, puta quando agitur de diuidendo vel vendēdo, quia tunc vera cōmunis eſtima-tio fieri debet. C. M.

2. Idem. §. §. 130. C. M.

seulement.

cxii.

Si aucune personne vend rente perpetuelle ou à reméré sur ses biens & heritages sans specifier aucuns particuliers heritages, en ce cas n'y a aucun droit de ventes. Mais si les heritages sur lesquels laditte rente est assise & assignee sont declairez & nommeement obligez à laditte rente, en ce cas sont deuës ventes au seigneur censier. Et si laditte rente est racheptee pour ledit rachapt ne sont deuës aucunes ventes.

cxiii.

Si vn acheteur d'heritage censuel qui n'a payé le pris de la vente à quoy il a achepté ledit heritage, se deportte de son achapt, & le vendeur reprend ledit heritage par luy vëdu en acquit du pris, au seigneur censier en sont deuës les ventes de la premiere vendition seulement.

cxiiii.

Pour partage n'y a point de proffit au seigneur censier.

C H A P. 3.

Des releuoisons à plaisir.

cxv.

Toute censue a droit de releuoisons en la ville & faulbourgs d'Orleans au dedans des anciennes barrieres, les releuoisons sont à plaisir qui ne monstre du contraire, qui est le reuenue de l'heritage pour vn an. Pour estre payé desquelles le seignr censier peut obstaceler & barrer l'heritage qui doit lesdittes releuoisons, & aussi pour le cens & deffault qui en sont deuz & emporter & detenir les huys & fenestres obstaclees iusques à payemēt desdittes releuoisons, cens, deffault ou prouision de iustice.

cxvi.

Et sont deuës & acquises lesdittes releuoisons à plaisir par toutes mutations procedans du costé de ceux desquels se payent & ont accoustumé estre payez lesdits cens, soit par mort, vëdition ou autrement. Et par laditte coustume les cës du propre heritage de la femme mariee, se payent & doiuent payer au nom de son mary durāt leur mariage. Toutesfois laditte femme par le trespas de son mary ne deura aucunes releuoisons de ses heritages propres. Mais si elle se remarie, sera deu au seigneur censier releuoisons pour leurdit mariage.

cxvii.

Et sous la generalité deffusditte ne sont cōprinsees les censues, qui sont acquesté & chauffage: Car en telles censues acquesté & chauffage ne sont deuës releuoisons à plaisir. Mais sont icelles censues seulement à droit de releuoisons du denier six, ou de tels cens telles releuoisons ou à droit de ventes. Sinon que le seigneur censier de sa part informe du contraire par tiltres anciens ou autrement deuëment.

cxviii.

Le droit de releuoisons du denier six, est qu'au seigneur de la censue par toutes mutations de ceux au nom desquels se paye & a accoustumé d'estre payé ledit cens, est deu six deniers pour chascun denier dudit cens, & n'en encourent point les rentes foncieres.

cxix.

En cens & chauffage qui se doit aller requerir n'est deu aucun deffault plus tost qu'on l'ait esté demander en la maison & le iour qu'il est redeuable, toutesfois s'il n'est payé quand il est demadé le iour qu'il est deu y a deffault qui est de cinq sols. Et si ledit seigneur censier n'alloit demander ledit cens le iour qu'il est payable, & apres le va demander & on ne le paye dedans vingt & quatre heures subséquens, si apres ledit seigneur censier obstacle pour ledit cës & que dedans les vingt quatre heures ensuyuans ledit obstacle il n'est payé, en ce cas il y a deffault tel comme deffus.

cxx.

S'aucun detenteur d'heritage tenu à cens veult renoncer à la reuenue dudit heritaige, le seigneur censier ne peut refuser, pourueu qu'il ait payé les arrerages dudit cens & autres redeuoirs qui luy en sont deuz, sinon qu'il fust preneur obligé au seigneur censier ou heritier du preneur, auquel cas le cens ne se diuise.

cxxi.

Si aucun qui tient à cens heritages subiets au deuoir de releuoisons à plaisir, toutes & quantes fois que lesdittes releuoisons à plaisir seront deuës à cause dudit heritage au seigneur censier, Il en est à la faculté du debteur si ledit seigneur ne veut prendra la velleur d'une année pour lesdittes releuoisons de guesuer ledit heritage qu'il tient à cens audit seigneur censier pour en iouyr en acquit desdittes releuoisons, pour chascune releuoison, vne année entiere, à compter du iour dudit guesuement. Et en faisant lesdits guesuemens fault bailler les clefs de laditte maison. Et durant ledit guesuement iouyra & exploictera ledit heritage comme vn bon pere de famille.

cxxii.

Toutes & quantes fois que releuoison à plaisir sont deuz par mutation les rentes foncieres & arrierefoncieres, surfoncieres ou sortissant nature de rentes foncieres encourent & sont exploictées pour lesdittes releuoisons. Et le detenteur & seigneur de l'heritage est seulement tenu de meliorations qui sont oultre lesdittes rentes, sinon qu'il y ait conuention expresse au contraire.

cxxiii.

Couſtumes du bailliage d'Orleans

L'heritage tenu à droit de cher cens en la ville d'Orleans, n'est ſubiet à droit de releuoifons ne ventes. cxxiiii.

En toutes cenſiues qui ſont à droit de releuoifons ſur heritages affis hors la ville & faulxbourgs d'Orleans & anciennes barrieres, les releuoifons ſont du denier ſix, ou de tel cens telles releuoifons, ou de ventes ſinon qu'il y ait tiltre, conuétions ou preſcriptiõ ſuffiſante au cõtraire. cxxv.

Si l'heritage eſtant en cenſiue qui eſt à droit de ventes eſt donné & que la donation ſoit faite pour Dieu & en aumoſne ſans fraude, en ce cas ne ſont deuës aucunes ventes au ſeigneur cenſier. Mais ſi ladite donation eſtoit faite pour remuneration des ſeruices¹ ou autres charges, il en ſeroit deu ventes. cxxvi.

1. 125. Et cõſequenter eſtã locus eſt retrahendi proximitatis: poſtquã enim officia ſacriſiculatorũ pecunia aſſumentur, ſequitur q̄ ſunt in commercio, & conſequenter prophana & quantũuis ſuperſtitione tecta, quod etiã vidit antiquiſas, vt in hac antiqua conſuetudine. C.M.

Se l'heritage cenſuel & redeuable de droit de vêtes ou releuoifons eſt vëdu & aliené ſoubs faculté de remeré, par telle vente ou alienation ſont deuſ les proffits de vente & releuoifons au ſeigneur cenſier. Et ſi apres ledit heritage eſt retiré & rachepté par le vendeur ou ſes heritiers in vim de laditte faculté, pour raiſon dudit rachapt, n'eſt deu aucun proffit audit ſeigneur cenſier. cxxvii.

Si aucun heritage cenſuel eſt vendu, donné ou autrement aliené ou rente ſur iceluy conſtituee à eglise ou autres lieux en main-morte, le ſeigneur cenſier ſe bon luy ſemble en fera vuyder les mains à iceluy qui l'auroit ainſi acquis, ou auquel il auroit eſté donné au aliené, & ne le receura à vicaire ſ'il ne luy plaift. Et auſſi ſi vne fois il a eſté receu à vicaire, le ſeigneur cenſier fera tenu à toutes mutations le receuoir audit vicaire en payant les redeuoirs tels qu'ils ſont deuſ. cxxviii.

Et ſi leſdittes gens d'eglise ou ceux qui ont main-morte ne vuydent leurs mains deſdits heritages ou rentes dedans l'an qu'ils ſont ſommez par denonciation ou commandement, en ce cas le ſeigneur cenſier exploictera l'heritage cenſuel, & en fera les fruits ſiens iuſques à ce que leſdittes gens d'eglise & main-morte ayent vuydé leurs mains deſdits heritages ou rétes. Touresfois ſe les gens d'eglise ou autres tenans heritages en main-morte auoient iouy par ſoixante ans d'un heritage cenſuel ſans en bailler vicaire, en ce cas ils ne ſeront contraints à bailler vicaire à cætero. cxxix.

Cens eſt diuiſible & ſont les detenteurs redeuables dudit cens quittes en payant ledit cens chaſcun pour ſa portion d'heritage diuiſé dont ils ſont detenteurs.² Et econtrã les peut contraindre ledit ſeigneur cenſier à ce faire. cxxx.

2. 129. Niſi conſet de la claufe ſpeciale ven le bail au contraire. C.M.

En eſchange d'heritage redeuable de cens a droit de releuoifons fait but à but ſans aucunes tournes, ſ'iceulx heritages ſont en vne meſme cẽſiue ne ſont pour raiſon deſdittes eſchãges deuës releuoifons: mais ſ'il y a tournes, releuoifons ſont deuës. cxxxii.

Heritage baillé à cens ne ſe peut bailler à autre cens.³ cxxxiii.

3. 131. Scilicet propriè par ſant directe, ſed bene à rẽte ou penſion, que impropriè vocatur cenſus, vt dixi in cenſue. Pariſi. tit. 2. in rubr. C.M.

Si pour raiſon des releuoifons deuës au ſeigneur cenſier eſt à celuy ſeigneur guesue, l'heritage pour en iouyr par vne annee & qu'il en iouyſſe, les arrerages du cens pour laditte annee ne ſeront payez audit ſeigneur cenſier, ains demoureront en luy confus. cxxxiiii.

Se celuy qui tient l'heritage cenſuel en main-morte ſoubs vicaire a eſté ſommé de bailler & nommer, ou que commãdement luy ait eſté fait de bailler & nommer nouuel vicaire apres le trespas & au lieu du precedent vicaire, eſt refusant ou delayãt de celuy nouuel vicaire nommer & bailler avec les lettres de vicariat au ſeigneur cenſier dedans l'an & iour deſdits ſommation & commandement, de là en auant iceluy ſeigneur cenſier peut faiſir & exploictier ledit heritage, & en faire ſiens les fruits & reuenus iuſques à ce que ledit vicariat luy ait eſté baillé. cxxxv.

Vne cenſiue ne peut eſtre à deux diuers droits, en telle maniere que ſi vne ferme eſt droit de vêtes ou releuoifons du denier ſix ou de tels cẽs telles releuoifons. En ce cas elle peut eſtre à droit de releuoifons à plaifir. cxxxvi.

Que d'oreſenauãt les heritages cenſuels deſquels ſe paye le cens ou nom d'un chappellain ou autre benefice au ſeigneur cenſier, & dont le temps paſſé ſe payoient releuoifons par chaſcune mutation dudit chappellain ou benefice entierement du reuenue de l'annee des maiſons redeuables dudit cens, dont il auoit aucunes fois trois ou quatre releuoifons en vn an, qui eſtoit la deſtruction des ſeigneurs vtiles deſdittes maiſons & heritages à l'occafion des ruynes d'icelles. Et pource ne ſe payera plus aucunes releuoifons au ſeigneur cẽſier par la mutation deſdits chappellain ou benefice, ſinon de la rente fonciere qui luy ſeroit deuë, & non point de la ſeigneurie utile deſdittes maiſons & heritages. Mais auſſi ſe payeront releuoifon par la mutation deſdits

desdits seigneurs vtils desdites maisons & heritages, pour la melioration & seigneurie vtile, Lesquels seigneurs vtils ou ceulx qui payeront les cens seront tenus eux nommer audit seigneur censier en payant ledit cens. cxxxvi.

Et pource que les coustumes desdits pays & bailliage ne sont vniformes, entant que touche lesdits droits censuels & se diuersifient, & en aucunes desdites chastellenies y a diuers vsages où on ne peut donner certaine reigle, n'escrire la forme & maniere d'en vser, sera gardee la nature de chascune censue.

C H A P. 4.

*De champars & terrages.**cxxxvii.*

Celuy qui tient & occupe terre subiecte à terrage ou champart, ne peut enleuer sa desblee sans appeller le seigneur à qui est deu ledit terrage ou champart son commis ou fermier: & fil fait le contraire il eschet en l'amende enuers le seigneur dudit champart ou terrage de la somme de .lx. sols. Pourueu que ledit seigneur son fermier ou commis face residence en la paroisse dont est l'heritage, ou en la granche champarteresse durant le temps de moissons. Et nõ obstant laditte amende sera payé ledit chápart. Et au surplus chascun iouyra dudit droit de terrage & champart ainsi qu'ils ont accoustumé d'en vser d'ancienneté, pource qu'il y a diuerses manieres de leuer & payer lesdits champart & terrage. cxxxviii.

Terres tenues en fief ne doiuent aucun droit de champart ou terrage, & en sont franchises & exemptes. cxxxix.

Terrages & champars se diuersifient selon la nature des lieux & pays. cxl.

Des terres tenues à droit de terrages & champart seulement, quand elles sont alienees n'en est deu droit de ventes ne releuoisons. Toutesfois si lesdites terres estoient redeuables de cés avec lesdits terrage & champart, icelles terres ne sont par lesdits chápart & terrage affrâchées dudit droit de ventes, sinon qu'il y ait coustume locale ou vsance au contraire.

C H A P I T R E 5.

*De pasturages, herbages & paissions.**cxli.*

En quelque temps que ce soit on ne peut mener les bestes és heritages tenus en fief qui soient ioignans au manoir tenu en fief dont ils sont domaine. Mais s'ils sont separez dudit manoir & non entretenans à iceluy, ils ensuyuent la nature des roturiers quant au pasturage. cxlii.

En terres vaines les habitans d'une paroisse peuuet mener pasturer leurs bestes, & de leur creu & pour leur vsage iusques aux clouseaux des paroisses, ioignans & voyfines tenans à eux, sinon que les terres soient closes ou fossoyees, & sont dittes terres vaines où il n'y a aucunes semences ou fruits. Toutesfois peut defendre le seigneur ou laboureur de la terre où il y a chaumes qu'on n'y voise, iusques à ce qu'il ait espace d'enleuer ledit chaume sans fraude. cxliiii.

Tous prez sont defendus depuis la nostre dame en Mars iusques à la saint Remy, sinõ qu'ils soient fauchez. Et si les aucuns desdits prez sont à deux herbes, on n'y peut aller qu'ils ne soient fauchez deux fois, ou que la saint Remy ne soit passée: mais on ne peut hayer ou fossoyer, boucher ne clorre en prairie ne és pastures communes. Et est à sçauoir qu'en plusieurs lieux les prairies ne sont defendues que iusques au iour & feste sainte Croix en May. cxliiii.

Et n'ont lieu lesdites coustumes és trois precedens articles au pays de Souloigne, val de Loyre, comté de Gyen, Chastillon sur Loyre, le Moulinet, la court de Marigny, & chastellenie de Lorris, Chasteauneuf, Iargueau, Mardie, Fay, Donery, Vitry, le pont aux Moynes, la baronnie de Sully, Seueure & ailleurs dudit bailliage, fors le pays de la Beauisse & hors la forest d'Orleans, Parce qu'on ne peut mener pasturer les bestes en l'heritage d'autrui sans congé. Et ne pourra personne tenir esdits pasturages bestial, sinon à raison des terres qu'il a esdits pasturages communs. cxlv.

On ne peut mener porceaux pasturer és prez & vignes en quelque temps que ce soit. cxlvi.

En temps de glandee & paission aucū ne peut aller ne mener pasturer les bestes aux escrues des boys venus és terres labourables, qui ne luy appartiennēt depuis la saint Remy iusques au premier iour de Ianuier, ne és forests & autres boys anciens en quelque temps que ce soit, s'ils ne sont siens ou qu'il ait tiltre & priuilege expres ou droit d'vsage. Toutesfois le Roy a aucuns droits en la forest d'Orleans & gruirie d'icelle forest, ausquels on n'entéd desfroguer par ceste coustume. cxlvii.

TTTT

Coustumes du bailliage d'Orleans

Bestes qui sont trouuees esdits prez, pasturages, terres, boys, escrues & autres choses defen-
dues, peuuent estre prinſes par le propriétaire du lieu & autre à qui le dommage peut appar-
tenir, les gens & seruiteurs & autres de son cōmandement, & menees à iustice dedans .xxiii.
heures, pour estre forfait & payé des intereſts & dōmages qu'ont fait leſdittes bestes. Et si on
prend pan ou gaige, il suffit de l'apporter à iustice dedans huyt iours. cxlviii.

Et ceux qui prennent leſdittes bestes en amenant icelles à iustice ou apportant le gaige ou
pan du paistre reconneu, ils seront creuz par leur serment de la prinſe & dommage du lieu iuf-
ques à cinq ſols parisis & au deſſous, selon la couſtume des lieux, esquels y a plus grande ou
moindre amende pour l'interet de partie. cxlix.

Et si leſdits preneurs ne se veullent reſtreindre ausdits cinq ſols ou amende selon la couſtu-
me des lieux du dommage, ils pourront prouuer que leſdittes bestes leur ont fait plus grand
dommage. cli.

En cas de prinſe de bestes à garde faite & à bandon ou par nuyt és lieux où il y a desblee, pa-
stis ou pasturage clos ou fosſoyez & boys en raille l'amēde de iustice est de .lx. ſols. Et ſans gar-
de d'une eſchappee cinq ſols, mais ſe plusieurs bestes ſous vn paistre sont prinſes ne doiuent
qu'une amende. Toutesſois quand il aduient que les bestes fuyent par mouſches, eſpouuāte-
ment, pourſuyte des loups ou autre inconuenient, si le paistre fait diligence de les ſuyuir, il n'y a
aucune amende. cli.

Et si aduient que celuy qui a prinſ leſdittes bestes les rende à partie dedans leſdittes .xxiii.
heures ou le pan ou gage dedans laditte huytaine ſans prendre n'exiger aucun dōmage de par-
tie, il n'y a point d'amende enuers iustice. clii.

Qui reſcouſt ou rauit les bestes, gaige ou pan des mains de celuy qui a fait la prinſe, il est a-
mendable d'amende arbitraire si est prouué contre luy. Et pourra celuy qui trouuera leſdittes
bestes luy faiſant dommage, les bailler priſonnieres au paistre ou à celuy à qui elles appartiē-
nent, & si est prouué il y aura audit cas amende de cinq ſols comme deuant. cliii.

Qui refuse bailler gaige, le refusant est amendable de cinq ſols parisis, & en est creu le pre-
mier au demandant ledit gaige avec vn teſmoing non reprochable. cliiii.

Quand oyes ou autres volletures sont trouuees en dommage, il loist au ſeigneur à qui est
l'heritage en tuer vne ou deux, & les laiſſer ſur le lieu ou les ietter deuant ledit heritage. Ou si
ledit ſeigneur ne les veut tuer, les peut amener à iustice & requerrir reparation de son intereſt
ſans amende de iustice. clv.

En la ſaiſon que les fruits & desblees sont en terre & non cueillis, il est prohibé mener les
bestes paſturer aux chāps où il y a desblees auant le poinct du iour leuē, & de les y tenir apres
le iour couché, ſur peine d'amende arbitraire.

x. 154. Sed
per conſuetud.
Laudunensium
licet damnum
paſſo hac par-
ta animalis
ſibi ipſe appli-
care & ius ſi-
bi dicere, vt
ibi dixi. adda
Io. fabr. in. §.
auium. & §.
gallinarū. in-
ſi. de re. diuiſ.
C. M.

C H A P. 6.

Des eſpaues.

clvi.

Spaues ſe doiuent garder par .xl. iours & les cryer par trois huytaines, & si dedans ledit
E temps celuy ou ceulx à qui elles appartiēnent ne viennent, elles sont & doiuent estre
par iustice declairees acquiſes aux ſeigneurs haults iuſticiers, & à ceulx qui ont baſſe
iustice iuſques à .lx. ſols. Et si dedans leſdits .xl. iours le ſeigneur deſdittes eſpaues vient, les cho-
ſes luy seront rendues en payant les fraiz raisonnables. Et si leſdits .xl. iours estoient paſſez &
& qu'encores laditte declaration n'eust esté faite par ledit iuge, le ſeigneur deſdittes eſpaues
viendra encores à temps, & en aura la deliurance iuſques à ce qu'icelle declaration ait esté fai-
té, & la choſe adiugee à la ſeigneurie en payant comme deſſus.

C H A P. 7.

Des eſtangs & garennes.

clvij.

Stangs & garennes sont defendus, & pareillement fosſez & fosſes qui ne sont en frou,
E & qui y chasse ou peſche ſera puny comme de larrecin. clviii.

Il est loyſible à vn chaſcun de ſon auctorité priuee faire en son heritage eſtangs, & y
aſſeoir bonde, pourueu qu'il n'entreprenne ſur le chemin & droit d'autruy.

C H A P. 8.

Comme enfans sont faits à leurs droits & hors puissance paternelle.

clix.

Ntre gens roturiers quand l'un des conioints pere ou mere va de vie à trespas, le ſurui-
E uant a si bon luy ſemble la garde d'iceulx durant leur minorité: mais ne fait les meubles
deſdits enfans ne les fruits de leurs heritages ſiens. clx.

Et

Et aussi quād enfans ayans pere ou mere sont mariez, ils sont hors de puissance & garde de leur pere & mere, soient nobles ou non nobles. clxi.

Au regard des nobles mineurs ils demoureront en la garde de pere ou de mere, ayeul ou ayeulle suruiuant, selon la prerogatiue de degré. Et s'ils n'ont parens en ligne directe, ils chent en bail de leur prochain parent s'ils en veulent prendre la charge, ainsi qu'il est couché en la rubriche des fiefs. clxii.

Tutelle d'enfans mineurs se doit donner par l'election de cinq des parés ou affins. Et au default d'eux prendre des voyfins, & dure laditte tutelle quant aux filles, iusques à l'aage de douze ans, & aux masles iusques à l'aage de quatorze. clxiii.

Entre gens non nobles la femme vefue si elle se remarie pert la garde de ses enfans, & non pas le pere, lequel combien qu'il conuolle en autres nopces, ne pert la garde de seldits enfans. clxiiii.

Fille mariee en aage nubile est reputee capable pour contracter à l'auctorité de son mary. clxv.

Enfans non estans en garde, curatelle, tutelle, ou puissance d'autrui, sont reputez à leurs droits: c'est à sçauoir le masle à quatorze ans, & la fille à douze. Et peuuent contracter, intenter, poursuyuir & defendre toutes causes, actions & querelles en iugement & dehors, maxime à l'auctorité d'un curateur ad lites. clxvi.

Vn pere peut emanciper son enfant tant en la presence qu'en l'absence de celuy enfant en quelque aage que ce soit. clxvii.

C H A P. 9.

De communauté entre homme & femme mariez.

clxvii.

Homme & femme conioints ensemble par mariage sont vns & communs en biens meubles, debtes & credites faits tant au deuant de leur mariage que durât & constant iceluy, & és conquests immeubles faits durât ledit mariage en telle maniere que par le trespas de l'un desdits conioints lesdits meubles, debtes, credites & conquests viennent à diuifer, & se diuisent entre le suruiuant auquel en appartient & demeure la moytié, & les heritiers du trespasé auxquels demeure & appartient l'autre moytié desdits meubles, debtes, credites & conquests. Aussi est tenu le suruiuant de payer la moytié des debtes & arrerages de rentes que lesdits conioints deuoient lors de la dissolution de leur mariage, & lesdits heritiers seront tenus de payer l'autre moytié. clxviii.

Constant le mariage le mary peut vendre, alier & disposer sans le consentemēt de sa femme tous lesdits biens meubles & conquests immeubles à son plaisir & volenté par contracts faits entre vifs & non testament, par lequel testament chascun des deux conioints n'en peut disposer que de la moytié. Et peut le mary seul sans sa femme intenter, poursuyuir, conduire & defendre les actions personnelles & possessoires qui procedēt à cause de sa femme, & aussi les arrerages de rentes & reuenues des heritages appartenans à sa femme. clxix.

Femme mariee ne peut donner, alier, disposer, n'autremēt contracter entre vifs sans l'auctorité & consentemēt de son mary, sinon en la marchandise en laquelle est proposee ou qu'elle exerce publicquement, où elle peut contracter. clxx.

Femme qui est marchand publicque est receuable à intenter toute action touchāt sa marchandise. Et aussi en peut estre conuenue & son mary pareillement. clxxi.

Femme separee de son mary sans fraude quant aux biens, peut & luy loist apres partage avec son mary, contracter & disposer de ses biens meubles & immeubles ainsi & en la maniere qu'elle pourroit faire si elle n'estoit mariee. Toutesfois si apres laditte separation lesdits conioints se rassemblent & mettent leurs biens ensemble, laditte separation est & demourera nulle. clxxii.

Vne femme mariee peut intenter & poursuyuir en iugement sans son mary l'action d'iniures pour l'iniure dite ou faite à elle. Et aussi peut estre conuenue en action d'iniures sans son mary, pour l'iniure qu'elle auroit faite ou dite à aucun. Toutesfois si laditte femme estoit condamnée, le mary & les biens que luy & laditte femme ont & possèdent constant leur mariage n'en responderont, & n'en seront tenus durant ledit mariage. clxxiii.

En traité de mariage homme & femme qui se veulent marier & auant la foy bailler, peuuent faire & apposer telles conditions, conuentions, douaires, donations & autres contracts que bon leur semblera en leur dit mariage, qui fortiront effect, & aussi aux secondes nopces & autres. clxxiiii.

TTTT ij

I. 165. Hoc aduerbiū abbat dat, & sic alioqui iudiciū nullum, quia etiā ipse custos vel baiulus sicut minor xxv. annis indiget curatore in iudiciis. C.M.

Coustumes du bailliage d'Orleans

Arrerages de rentes, fruits, leues & reuenues d'heritages deuz & escheuz sont dits & repu-
tez censés, & demourent meuble & chose mobiliere. clxxv.

1. 175. Secus
in aliis. vt. j.
§. 274. C. M.

Supposé que rentes vendues & constitues pour quelque somme de deniers¹ sous faculté
de remeré à rachapt soient censées & reputées meubles: Toutesfois l'entent & pratique du
costé de l'achepteur & ses heritiers, non pas contre le védeur, ses heritiers & ayans cause, car
si iceluy vendeur au parauant lors & depuis laditte vente estoit constitué en estat de mariage,
la femme d'iceluy vendeur qui ne seroit obligee au paiement de laditte rente, est seulement
tenue de la moÿtié des arrerages qui d'icelle rente pourroient estre deuz & escheuz au temps
de dissolution d'iceluy mariage. Toutesfois s'il y a des conquests faits constant iceluy mariage,
& laditte femme apres le trespas de sondit mary en possède & detiène aucune chose, elle peut
estre conuenue, & respondra hypothecquairement cōme detenteresse desdits cōquests pour
laditte rente & arrerages. clxxvi.

2. 176. Et sic
presupponit
quod omnes
conquestus &
mobilia consi-
scentur saluis
pactis matri-
monialibus,
qui est vetus
error, quē Pa-
risiis & alibi
correx. C. M.

S'homme marié pour ses demerites est condampné & ses biés declairez confisque^z, la fem-
me ne sera tenue des debtes faites & cōceues par sondit mary, & si ne perdra son douaire, ains
l'aura sur lesdits biens & preferera laditte confiscation.² clxxvii.

Si aucun conioint par mariage constant iceluy ait fait quelque don ou legs de biens & heri-
tages, telles choses donnees ou legues sont conquests & communs entre lesdits conioints si-
non qu'esdits dons & legs y eust clause & condition, par laquelle le dit donneur voulist laditte
chose donnee estre propre heritage à celuy ou celle à qui il est donné. clxxviii.

Les biens & heritage dōnez en traité de mariage aux futurs espoux, sont & demeurēt cō-
muns & conquests à iceux futurs espoux, si tost que le mariage est consummé, qu'il fust dit &
conuenu par expres que l'heritage donné seroit le propre heritage de l'un desdits espoux, ou
qu'il y eust autre clause particuliere desrogant à laditte communauté. clxxix.

Femme cōiointe par mariage peut poursuyuir ses actions & droits de l'auctorité de son ma-
ry. Et au reffus de l'auctoriser par sondit mary, elle peut requerir estre auctorisee par iustice, &
en laditte qualité icelles actions poursuyuir.

C H A P. IO.

De société.

clxxx.

Société ne se contracte entre aucuns qui ne se sont conioints ensemble par mariage, sinon
qu'il y ait entre eux conuention expresse, ou par demourance, communication ou negocia-
tion de leurs biensfaits en commun, pour contracter société, par personnes demourans en-
semble par an & iour entiers. Auquel cas de laditte demourance, communication ou negocia-
tion société est entre eux en tous leurs biens meubles & conquests immeubles faits durant
icelle société. clxxxi.

Et si aucun acquiert société avec deux cōioints par mariage, par telle société & communi-
té des biens il n'acquiert que la tierce partie. clxxxii.

Et si de deux conioints par mariage ayans enfans dudit mariage, l'un d'iceux conioints va
de vie à trespas, & laisse ses enfans qui sont ses heritiers, & ledit suruiuant ne fait aucun inuen-
taire, partage, diuision ou autre conuention equipollent à partage, la communauté des biens se
continue & conserue entre ledit suruiuant & lesdits enfans pour la portion virille & hereditai-
re³ de chascun d'eux, ensemble la faisine & possessiō de la succession de leur pere ou mere tref-
passez iusques à ce qu'inventaire, partage & diuision en soient faits, ou autrement entre les par-
ties en soit disposé. Et des acquisitions qui seroient faites des biens de laditte communauté le fils
ainé l'aucun en y a n'aura aucune prerogative d'aineesse. clxxxiii.

3. §. 182. Et
sic liberi om-
nes mediam
tanquā vnum
caput, scilicet
illi qui sunt
heredes defun-
cti, & non a-
lii, quorū par-
tes succedēti-
bus accrescūt,
& inter se di-
uidunt in ca-
pita absque in-
re primogeni-
tura quoad
quod capiunt
sue huius cō-
munitatis cōi-
mune. C. M.

Et si durant icelle communauté aucunes acquisitions sont faites desdits biens communs par
ledit suruiuant, icelles acquisitions sont communes entre le suruiuant & lesdits enfans, & y a
chascun d'iceulx droit & portion, & s'en peut dire faisy chascun desdits enfans pour sa portion
virille ou hereditaire. clxxxiiii.

Toutesfois si entre nobles la partie suruiuant veut prendre les meubles, faire le peut en pre-
nant la garde des enfans mineurs & en bas âge issus dudit mariage, en payant les debtes, aussi
à la charge de nourrir & entretenir lesdits enfans mineurs selon leur estat, soustenir leurs heri-
tages & payer les charges d'iceulx durant laditte minorité. En ce faisant n'a lieu laditte cōmu-
nité entre les desdits nobles. clxxxv.

Si de deux conioints par mariage non ayans enfans dudit mariage, l'un d'iceulx conioints
va de vie à trespas, & delaisse aucuns parens ses heritiers, & ledit suruiuant ne fait aucun inue-
ntaire, partage, diuision ou conuention equipollent à partage, la cōmunité des biens se continue
&

1 & conferue entre ledit suruiuant & lesdits heritiers pour leurs portio's virilles & hereditaires ensemble la faisine & possession de la successio dudit trespassé, duquel ils sont heritiers, iusques à ce qu'il y ait inuetaire deuëment fait, ou que partage & diuision soient faits, ou qu'autremēt par les parties en soit disposé.

clxxxvi.

1. 185. Ergo non curatur si vnus eorū est coniugatus, aliter caelebs. C.M.

Si durant la cōmunité de biens qui pourroit estre entre plusieurs personnes, à aucunes d'icelles personnes escheent & aduiēnent quelques biens & heritages par succession, dōs & legs tels heritages & biens ne sont comprins en laditte cōmunité, sinon qu'il y eust conuētion expresse au contraire. Mais neantmoins si au suruiuant de deux conioints par mariage qui n'auroit fait partage à ses enfans & heritiers du trespassé ou inuentaire des biens cōmuns ou contract equipollent à partage, & qu'à iceluy suruiuant aduiēssent & escheussent quelques biens meubles par la succession & trespas de ses enfans, & dedans l'an d'icelle succession aduenue & il ne fait lesdits partages, inuentaies ou contract equipollent à partage avec les enfans viuans, il ne fait lesdits biens meubles escheuz audit suruiuant par le trespas de sondit enfant, seront & demoureront en laditte communauté, ensemble la reueneue des heritages iusques à ce que lesdits partages, inuentaies ou contracts soient faits, & sans ce qu'il y ait droit de prerogatiue d'aineesse comme dessus.

clxxxvii.

Les debtes faites & conceuës au deuant & durant le mariage de deux conioints par la dissolution dudit mariage se diuisent, tellement que ledit suruiuant ne peut estre pourluyuy & tenu que pour la moytié, posé ores qu'il y eust obligation par escript, sinon que lesdits conioints fussent obligez chascun pour le tout sans diuision. 2 Toutesfois l'action hypothecquaire demeure toujours sur les heritages de l'obligé. Et où le suruiuant seroit contrainct payer le tout il en aura son recours & action pour la moytié contre & sur les heritiers, biens & heritages du trespassé.

clxxxviii.

2. §. 187. Ergo idē respectu obligati simpliciter vel in solidū quoad se, salvo recur su. quid enim ad creditores si tūc vel post ea debitor habuit uxorem? ad hoc. l. pacto debitorū. C. de pact. & ita respondit contra quosdā pragmaticos: adde que dixi in tract. cōmerc. & sur q. 38. C.M.

3 Combien que par retraite de mariage & par parolles expresses les futurs espoux renoncent à la communauté de biens, neantmoins telle renociation ne peut nuyre ne preiudicier à leurs creanciers. Et ainsi doit estre entendue la coustume dessus alleguee ou chapitre & rubrique de communauté d'entre homme & femme mariez, par laquelle est dit qu'en cōtract de mariage par les futurs espoux, peuuent estre faites telles pactions que bon leur semble.

clxxxix.

Les separations des biens d'entre homme & femme conioints par mariage, & aussi les cessions de biens ne sortiront effect, & ne seront dittes vallables, iusques à ce qu'elles soyent insinuées & publices en iugement, & enregistrees en la iurisdiction du iuge où seront demourans ceulx qui feront lesdites separations & cessions. Et telles insinuations seront faites à iour ordinaire le iuge seant & non au greffe.

CHAP. II.

De seruitutes reelles.

cxci.

4 Veuës & esgouts ne portent faisine à celuy qui les a contre autruy, s'il n'a tiltre, & sans tiltre ne les peut prescrire par quelque temps que ce soit.

cxci.

En mur moytoyen & commun on ne peut sans le consentement de partie faire veuës, esgouts, retraits ne cysternes.

cxcii.

Si en terre commune l'vn des voyfins edifie mur, si ledit voyfsin s'en veult ayder pour edifier ou autrement, faire le pourra, en payant la moytié pro rata de ce dont il se voudra ayder, & le pourra empescher celuy qui l'aura edifié iusques à ce qu'il soit payé.

cxciii.

En mur moytoyen & cōmun chascunē des parties peut percer tout oultre ledit mur, pour y mettre & asseoir les poutres & foliues & autres boys, en rebouchans les pertuys: sauf à l'endroit des cheminees, où on ne peut mettre aucun boys.

cxciiii.

Quād aucun edifie maisons & affiet les seuilles, le voyfsin ne peut mettre & asseoir les seuilles à l'endroit & contre les autres seuilles au parauant mises & affises.

cxcv.

En mur moytoyen le premier qui affiet les cheminees, l'autre ne les luy peut faire oster ne reculer en laissant la moytié du mur & vne charaille pour contre feu. Mais au regard des lanterniers & iambages de cheminees & cimaises, il peut percer ledit mur tout oultre pour les asseoir à fleur dudit mur.

cxcvi.

En ville & faulxbourgs d'Orleans tous murs sont communs entre voyfins iusques à neuf pieds: c'est à sauoir deux pieds en terre & sept pieds au dessus de terre, qui n'a tiltres ou marques au contraire. Et s'il fault rapporter ou reedifier lesdits murs communs ce sera au despens communs des parties iusques à laditte hauteur.

cxcvii.

Aucun ne peut faire chambres aisees nommees fosses coyés, latrines ou fosse de cuy-

4. 199. Hic negatiua expansi cogente ratione & structura textus. C.M.

Coustumes du bailliage d'Orleans

fine pour tenir eue de maison aupres du mur moytoyen, qu'on ne laisse franc ledit mur. Et avec ce doit estre fait le mur dudit puy, retraits ou fosses coyees, au danger & despens de celui qui fait ledit puy de pied & demy d'espeueur du moins, s'il n'y a paction au contraire. cxcviii.

On ne peut faire & tenir puy, retraits, latrines n'esgouts pres du puy à eue de son voysin, sinon qu'il y ait entre deux neuf pieds d'espace & distance, pourueu que le puy à eue soit premier ediffié. cxcix.

Entre vn four & mur moytoyen doit auoir demy pied d'espace vuyde, pour euitier le danger de la chaleur & inconuenient de feu. cc.

Murailles qui ne sont droites & pendent se doyuent redresser & faire aux despens de ceulx à qui appartiennent ou sont communes lesdites murailles. cci.

Il n'est loysible auoir & tenir moulins sur riuere publique au dessus ou au dessous des ponts qui puissent faire dommage & soyent preiudiciables ausdits ponts, chauffees, turcies & talluz. ccii.

Celuy qui a droit de veue sur l'heritage d'autruy par fenestres ou autres ouuvertures, doit ses ouuvertures & fenestres tenir barrees à barreaux de fer & verre dormant, en maniere qu'on n'y puisse passer ne ietter aucune chose, sinon qu'ils ayent conuention expresse au contraire. cciii.

On ne peut auoir ne tenir esgouts ou esuiers, au moyen desquels les esgouts, eues & immundices puissent cheoir ou prendre conduyt & cheute au puy à eue & caues de son voysin, au parauant ediffiees, sinon qu'il ait tiltre expres au contraire. cciiii.

Entre deuxheritages ioignans & contigus l'vn de l'autre assis en la ville d'Orleans, closture & fauxbourgs d'icelle, le seigneur de l'vn desditsheritages peut contraindre l'autre seigneur son voysin à y faire mur de closture à communs despens. Lequel mur de closture n'est entendu estre fait sinon de pied & demy d'espeueur de terre & pierre de deux pieds de fondement & sept pieds de haut au dessus des terres. ccv.

Si par lesheritages qui sont situez sur & à l'edroit des chemins empirez & mauvais on passe & repasse, ce n'attribue droit de chemin & voye publique par lesditsheritages. ccvi.

Quand il y a puy, retraits, latrines ou esgouts communs entre deux parties, les vuydanges & curages se doiuent faire aux despens des parties qui y ont droit. Et si laditte vuydage est faite par l'heritage de l'vne desdites parties, de là en auant les autres parties seront tenues consecutiuellement endurer la vuydange par leur heritage l'vne apres l'autre. Toutesfois celui qui endure & a la vuydange de son costé, ne doit payer que le tiers des fraiz, & l'autre partie du costé de laquelle ne seroit faite laditte vuydange, doit payer les deux autres tierces parties ainsi consequemment. ccvii.

Et se tels puy estoient faits & assis ioignant des caues seruans à mettre vin ou autres biés, si tost qu'iceux puy sont pleins de la hauteur desdites caues, ceux à qui appartiennent lesdits puy sont tenus les faire curer ou vuyder, pour euitier que lesdits puy ne fescreuem & que les immundices ne cheent esdites caues. ccviii.

Quand es murailles estans entre deuxheritages sont mis & assis aucuns corbeaux ou pierres estans en veue & lieux apparens & ayans saillie, & tels corbeaux & pierres sont acamusez par dessous en faisant loeuure & sans fraude, iceux corbeaux & pierres demostrent que tout le mur est commun ausdits deuxheritages. Et si lesdits corbeaux ou pierres sont acamusez par dessus, ce demontre que lesdites murailles sont communes iusques ausdites pierres & corbeaux, & fault que lesdites pierres & corbeaux ayent saillie. ccix.

Pareillement iambages de cheminees, lanciers & autres pieces assises en muraille, & ayans saillie & aussi bees & ouuvertures de cheminees demontrent du costé où c'est assis, que le mur est commun. ccx.

Fouillement en terre, gratement & demolition de muraille & autres ceuures faites clâdestinement par l'vn des voysins au desceu de l'autre son voysin, n'attribue par quelque laps de temps droit & possession à celui qui aura fait lesdites entreprinles. ccxi.

Quand aucun fait ediffier & reparer en son heritage, son voysin est tenu luy donner & prester patience à ce faire, en reparer & amendant en diligence par celui qui ediffie ce qu'il auroit rompu, desmoly & gasté à son voysin. Et ne peut pour raison de ce l'ediffiant acquerir droit & possession contre n'au preiudice de celui qui a donné ou souffert laditte patience de reparer ou ediffier. ccxii.

Quand

Quand entre deux heritages y a des fossez, celuy qui a le get de son costé de la terre issue
 1 desdits fossez, est & demeure seigneur d'iceulx fossez. ccxiii.

Si heritage est vendu, baillé à rente ou autrement aliéné à la toise, à la charge d'y faire construite maison ou autre logis, il sera toisé & mesuré à la toise de maçon qui est de six pieds, & non à la toise de charpentier qui n'est que de cinq pieds & demy, n'a la toise de mesureur de terres & vignes qui est de cinq pieds seulement, & en boys & forests cinq pieds & demy. ccxiiii.

Franc aleu est heritage tellemét franc, qu'il ne doit point de fonds de terre, ne d'iceluy n'est aucun seigneur foncier, & ne doit faisines, dessaisines n'autre servitude quelle que ce soit: mais quant à iustice il est bien subiect à la iurisdiction d'aucun seigneur. Et se doit partir comme heritage censuel & roturier. ccxv.

Si vne maison est diuisee entre les parties y ayans droict en telle maniere que l'une desdites parties ayt le bas d'icelle maison & l'autre le dessus, la partie qui a le bas est tenue de soutenir & entretenir les edifices estans au dessous du premier plancher, ensemble iceluy premier plancher. Et la partie qui a le dessus est tenue de soutenir & entretenir la couverture & autres edifices qui sont sous icelle iusques audict premier plâcher, ensemble le quarelis d'iceluy plancher, s'il n'y a conuention au contraire. ccxvi.

C H A P I T R E 12.

Des donations faictes entre vifs.

SI pere ou mere font aucune donation à leurs enfans en faueur de mariage ou emancipation de leurs biens meubles ou immeubles, telle donation est bonne & vallable, pourueu
 2 qu'elle ne soit immense, & que la legitime portion deuë aux autres enfans selon raison² soit referuee & gardee. Lesquels enfans donataires pourront retourner à la succession des pere & mere en rapportant ce qui leur aura esté donné. Pource que par autre coustume pere & mere ne peuvent auantager l'un de leurs enfans plus que l'autre en leurs successions: mais se pourront iceulx enfans donataires tenir à la donation qui leur a esté faicte, en renonçant à la succession de leurfdits pere ou mere. ccxvii.

Il loist à toutes personnes es bailliage & preuosté d'Orleans & ressorts, soit homme & femme estant en bon sens & entendement, donner & disposer de ses propres heritages à qui bon luy semble par don faict entre vifs, sans esperance de le rappeler, pourueu que laditte donation soit acceptee au viuant du donneur, & que dès le temps du don il s'en dessaisisse & de la propriété & seigneurie, ou que les donneurs retiennent l'usufruit leurs vies durans. Par laquelle retention d'usufruit les donataires sont & demeurent faisins des heritages ainsi donnez, en sont tenuz & reputez possesseurs par la tradition des lettres ou dessaisine & faisine, faictes & passees es presences de notaires ou notaire de cour laye ou tesmoins au preiudice des donneurs & de leurs heritiers. Et si la donation est immense & excessiue, les enfans ou heritiers d'iceluy donateur la peuvent quereller selon la disposition de droict. ccxviii.

3 Dessaisine & faisine faictes presens notaires de cour laye³ de la chose alienee, vallent & equipollent à tradition de faict & possession prinse de la chose alienee au profit de celuy auquel a esté faicte l'alienation, sans qu'il soit requis autre apprehension. ccxix.

Vn vendeur, donneur & chacun d'eux par les don & vente qu'ils font, peuvent retenir l'usufruit de la chose donnee ou vendue, laquelle retention d'usufruit finie, iceluy usufruit est & demeure vny & consolidé avec la propriété, au profit des donataires, achepteurs & chacun d'eux qui s'en peuvent dire & porter seigneurs, possesseurs & faisins, sans ce qu'il y soit requis autre apprehension de faict, ne que pendant la vie des donneurs & vendeurs, les achepteurs & donateurs ayent payé en leurs noms les droicts & deuors seigneuriaux des heritages vendus & donnez. ccxx.

4 Homme & femme conioincts par mariage ne peuvent par disposition faicte entre vifs ne testamentaire durant leur mariage, donner aucune chose l'un à l'autre & ne se conferme par mort, sauf par forme de don yene & mutuel quand ils n'ont aucuns enfans. ccxxi.

5 Homme & femme conioincts par mariage non ayans enfans⁵ de quelque mariage que ce

1. 212. Id est, presumitur talis esse iuxta not. l. id quod post. §. quod. ff. de peric. & cō. rei redit. quod si equaliter presumitur equalitas domini. Alex. cōf. 54. lib. 5. & Bart. in tract. Tiberia. & no. in l. litera. ff. de contrahen. emp. & vendi. in l. predia. §. ut. ff. de fund. instrum. & instrum. legat. Angelus Areti. in §. flumina. & §. seq. iust. de rer. diuisio. Ias. in repet. l. quominus. Col. 11. ff. de fluminib.

ccxvi. Alexā. conf. 120. vbi 7 annota. dixi. li. 2. conf. 212. li. 7. C. M.

2. 216. Hoc non solum refertur ad legitimā iuris, sed etiam ad prerogatiuas consuetudinis, vt primogenitura nec obstat. J. §. seq. in fin. quia ibi fit relatio non solum secundū ius scriptum, sed etiā secundum beneficium consuetudinis. C. M.

3. 218. Et dūmodo sic facta sub hoc territorio: fecus si Parisiis de terris suis Anreliis. C. M.

4. 220. Ergo non possunt legare inuicem etiam in testamento communi, nisi transcat in formam actus inter vivos, vt §. seq. C. M. 5. 222. §. 217.

Coustumes du bailliage d'Orleans

l. 227. Quid si habebant filium moribundum & faciunt donationem mutuanam in casum quo ille promoriatur sine liberis prout cogit an valeat donatio? Resp. quod sic, quia concurrat ius commune & mens consuetudini. C. M.

soit, peuent faire dons mutuels & ynels entr'eulx, de tous leurs meubles & conquefts immeubles faits durant leur mariage, pour en iouyr par le suruiuant la vie durant, en faisant inuentaire & prisee des biens meubles & conquefts immeubles apres le deces de l'vn desdits conioincts, & en baillant caution de rendre l'estimation de la moitié desdits biens selon ladicte prisee par le suruiuant aux heritiers apres son trespas. Aussi la charge de soustenir & entretenir les heritages en bon estat, & payer les charges d'iceulx durant la vie dudit suruiuant, pourueu que sur la portion des biens dudit trespasé le suruiuant accomplira le testament, obseques & funerailles dudit trespasé, payera en commun les debtes & baillera caution du reste de ladicte portion selon ladicte prisee. Et en ce faisant sera & demourera iceluy suruiuant faisi au moyen dudit don, & en pourra intenter & defendre le possessoire. ccxxii.

Donner & retenir ne vaut pas, comme qui donneroit aucun heritage ou aucune chose mobiliere, & que ce neantmoins il la retient & en iouyst, tel don est nul & de nulle valeur. Toutesfois ainsi que dessus est couché, l'on peut donner ses heritages ou partie, & en retenir à soy l'usufruit d'iceulx, & telle donation vaut: car par la retention de l'usufruit le donataire en est faisi. Et n'est pource tenu ledit donataire, si bon ne luy semble, entrer en foy du seigneur feodal si ledit heritage est tenu en fief, ou payer les cens au seigneur censier si il est tenu en censue, en maniere qu'il n'en soit moins dit & réputé seigneur & possesseur.

C H A P I T R E 13.

Des donations faictes en mariage.

ccxxiii.

HOMMES & femmes tant nobles que roturiers ayans plusieurs enfans, en peuent marier aucuns & leur donner heritage ou meubles tels qu'ils verront à faire, en renonçant à la succession de leursdits pere & mere, tient telle donation & renonciation, sans ce que lesdits enfans puissent plus retourner és successions de leursdits pere & mere, pourueu que de droit elle ne se puisse quereller, toutesfois pourront venir à succession en apportant les choses donnees. ccxxiiii.

Quand pere & mere ont donné en mariage faisant à leurs enfans aucuns biens meubles ou immeubles, & lesdits pere & mere vont de vie à trespas, si lesdits enfans n'ont renoncé à la succession de pere & mere, & ils veullent retourner à partage, lesdits enfans ou leurs heritiers seront tenez de rapporter au moins prendre chacun à leur regard ce qui leur a esté donné en leursdits mariages, sauf les fruiçts & nourritures dont ne sera fait aucun rapport.

C H A P I T R E 14.

Des donations testamentaires & pour cause de mort.

ccxxv.

ON ne peut instituer heritier ou substituer par testament & ordonnance de derniere volonté n'autrement: car institution d'heritier n'a lieu selon la coustume. ccxxvi.

Aucun ne peut estre heritier & legataire d'une mesme personne. ccxxvii.

Vn testament escript ou signé de la main du testateur est vallable comme celuy qui est receu par deux notaires, ou vn notaire & deux tesmoins. ccxxviii.

Les executeurs du testament sont saisis des biens meubles & heritages du testateur iusques à la valeur & accomplissement du testament, & peuent dedans l'an de la mort du testateur prendre & intenter complaincte & autres proces pour raison de ladicte execution. ccxxix.

Lesdits executeurs qui ont prins la charge peuent dedans l'an & iour du trespas du testateur estre conuenus, & doiuent respondre comme executeurs des debtes & choses mentionnez audict testament. Et aussi peuent & doiuent faire bail à deliurance des legs aux legataires, & apres lesdits legataires en sont & demeurent saisis. Et leur loist intenter & defendre toutes actions possessoires, petitoires, personnelles & autres, pourueu que le testament soit escript ou signé du testateur, ou passé par notaires ou autres ayans de ce faire puissance, les solennitez en tel cas gardees. ccxxx.

Le mort saisist le vif son plus prochain heritier habille à luy succeder. ccxxxi.

Meubles & conquefts immeubles roturiers sont reputez d'une mesme nature & condition. ccxxxii.

l. 229. Hac alternatiua quamvis repetita. S. sequenti valde captiosa est & videtur resoluenda in copulam ut que scriptura habeat datam; saltem omnino probandum erit de veritate scripturae & quod fuit facta animo testamenti completi lege si lib. Panor. de testamentis. C. M.

tion.

ccxxxii.

Il loist à toutes personnes soit homme ou femme par testament donner tous & chascuns ses meubles & conquests immeubles, le quart de ses propres tenuz en censive, le quint des tenuz en fiefs à celui qui bon luy semblera. Et si par ledit testament il donne de ses propres oultre ledit quint & quart, telle donation doit estre reduite & remise à iceluy quint & quart.

ccxxxiii.

Aucune personne estant malade de la maladie dont elle va de vie à trespas, ne peut faire donation entre vifs, & si elle fait telle donation, est faite & repute pour cause de mort: Sinon que ledit donateur fust viuant trente iours apres laditte donation: Auquel cas elle seroit repute faite entre vifs.

ccxxxiiii.

La cognoissance d'execution de testament appartient par prevention aussi bien aux iuges laiz comme aux gens d'eglise.

ccxxxv.

Si les executeurs du testament d'un trespassee estoient refusans ou delayans de faire bail & deliurance & bailler la saisine & possession aux legataires des legs à eux faits par ledit trespassee, ou qu'iceulx executeurs fussent demourans hors la iurisdiction ordinaire, en laquelle ledit testateur est desuié, où les choses leguees sont assises: En ce cas lesdits legataires pourront demander & auoir lesdits bail & deliurance, possession & saisine au iuge de la iurisdiction en laquelle ledit testateur est desuié. Ou les choses leguees sont assises & situées.

ccxxxvi.

Tuteurs & curateurs, gaigees d'eglise, receueurs, executeurs de testament & autres subiects à rendre compte, sont creus par serment de leurs mises iusques à cinq sols en chacun article sans quittance des choses concernans leur administration, & qu'il soit vray-semblable qu'ils les ayent baillez sans fraude.

ccxxxvii

Il n'est requis faire insinuation ou signification des dons & dispositions faits tant entre vifs que par testament ou donation faite pour cause de mort, à quelque valeur que soient & se puissent monstrier les choses donnees, leguees ou disposees.

CHAPITRE 15.

Des douaires.

ccxxxviii.

Quand aucune femme soit noble ou roturiere est conioincte par mariage, & par le traicte n'y a aucun douaire prefix ne cōventionnel, laditte femme par la coustume est douee de la moitié de tous les heritages que le mary auoit lors de la conformation dudit mariage, & de ceux qui depuis luy aduiennent de pere & mere, ayeul ou ayeulle & autres ascendans, pour d'icelle moitié ibuyr par laditte femme sa vie durant, en soustenaut & acquittant les charges que doiuent iceulx heritages durant le temps dudit douaire, & est laditte femme saisie dudit douaire qui est appelé douaire coustumier.

ccxxxix.

Quand par le traicte de mariage y a douaire prefix, les femmes ne peuuent auoir autre douaire, sinon qu'il soit expressement dit & déclaré par le contract que lesdites femmes se pourroient prendre au douaire coustumier à leur choix & election, auquel cas pourront choisir & non autrement, & se doit le douaire coustumier demander, & iusques à ce qu'il soit demandé n'est deu.

ccxl.

Le douaire de la femme noble ou non noble soit qu'il soit prefix, conuentionnel ou coustumier est personnel, sinon que par le mariage faisant laditte femme eust esté douee d'un douaire pour estre propre heritage d'elle. Auquel cas ledit douaire fortist nature de propre.

ccxli.

En traicte de mariage, auquel n'y a conuention de douaire, & le mary n'a aucuns propres heritages, la femme aura pour son douaire le quart des conquests de la portion des heritiers du trespassee en usufruct, en payant les charges; & si il n'y a conquests, aura la quatre partie des meubles de la portion des heritiers du trespassee à perpetuite deduits les Hebrés.

CHAPITRE 16.

Des droicts des successions.

ccxlii.

1. 234. Iste est vetus error quo episcopi in re Papali trahant omnia ad forū suū, ideo non obstat errore predicto etiā Anreliis iudex secularis cognosceret hac de re etiam inter sacerdotes priuatiuē ad iudices Ecclesiasticos. C. M.

2. 240. Non solum respectu mulieris, sed etiam respectu filiorū ad quos non trāsit nisi expressim dictū sit: tamen si consistat in certa summa iudicatu etiā per arrestum quod non tenetur satisfacere vidua. C. M. 3. 241. Quid si il y a conquests & meubles, sed vidua maneat habere quartam mobilium in perpetuum, quam quartā acquisitionem immobiliū ad vitam? Certē videtur electio vidua, quia si nihil fuisset acquisitum & omnia mansissent in mobilibus multo plus caperet. C. M.

Coustumes du bailliage d'Orleans

EN ligne directe en heritages roturiers & meubles succedent esgallement tous heritiers, & n'y a prerogative d'aineesse. Et pareillement en ligne collaterale succedent esgallement males & femelles en pareil degré esdits meubles & heritages, soient nobles ou non nobles.

Propres heritages ne montent par succession aux pere & mere, ayeul ou ayeulle & autres ascendans en ligne directe.

En ligne directe representation aura lieu, soit qu'elle soit expressement accordée ou non par lesdits pere & mere, ayeul ou ayeulle constant leur mariage ou par l'un d'eux le mariage dissolu.

Les nepveux collateraux ex vtroque parente d'aucun trespassé sans hoir de son corps, preferent & excluent en la succession dudict trespassé leurs oncles & tantes, freres & soeurs conjoints ex vno latere d'iceluy trespassé.

Enfans bastards ne succedent.

Enfans bastards peuvent disposer de tous leurs biens en leurs testamens & entre vifs, & à eux peuvent succeder leurs enfans issus en mariage.

Quand pere & mere, ayeul ou ayeulle ou l'un d'eux donnent aucune chose en traicté de mariage à leurs enfans ou aucuns d'eux pour estre leur propre heritage, & le donataire va de vie à trespas sans heritier en droicte ligne, delaisans pere & mere, ayeul ou ayeulle ou des freres & autres parens en ligne collaterale, à iceulx parens en ligne directe retourneront les heritages par eux donnez audict defunct, & en leur default aux plus prochains.

Representation n'a lieu en succession de ligne collaterale, sinon du consentement de tous ceulx qui y ont interest.

Les nepveux & niepces en directe ligne comme representans leur pere & mere, succedent à leur ayeul ou ayeulle, tant es heritages feodaux que censuels es tel droict & prerogative qu'eussent fait ou peu faire leur pere & mere, s'ils eussent suruecu leurdit ayeul ou ayeulle.

En succession de ligne collaterale d'heritages propres on n'a regard à la consanguinité & proximité de lignage: mais seulement à la descendue & souche, dont les heritages sont descendus & aduenus, & à iceulx heritages propres ne succedent les plus prochains en degré de consanguinité: mais seulement ceulx qui sont de la ligne, dont lesdits heritages procedent, referendo paterna paternis, & materna maternis.

Quand aucun est executé par iustice & ses biens declarez confisquees pour ses demerites, ses biens & heritages sont acquis & confisquees au seigneur hault iusticier, en la iurisdiction duquel lesdits biens & heritages sont trouvez & assis, à la charge de payer les debtes & hypothèques dudict executé, & aussi du douaire de la femme iusques à la valeur desdits biens & heritages.

Le seigneur bas iusticier prend sur laditte confiscation pareille somme iusques à laquelle il a iustice.

La femme condempnee & executee pour ses demerites ne confisque les meubles & conquests immeubles qu'elle & son mary ont lors de laditte condamnation & execution, ains demourent aux heritiers de laditte femme.

Si aucun va de vie à trespas sans hoir, au seigneur hault iusticier appartient la succession de ce qui est en sa iustice, sinon que le trespassé fust aubain.

Les vefues des bastards & aubains, ne perdent leurs douaires & communauté de biens.

Vn enfant emancipé & mis hors de la puissance de son pere peut venir es successions de sesdits pere & mere, en rapportant ce qu'il luy a esté donné par l'emancipation, & sans ce qu'il soit tenu rapporter les fructs qu'il en a perceuz, & peut estre faite laditte emancipation par son pere, tant en la presence qu'en l'absence d'iceluy enfant.

Quand aucun enfant va de vie à trespas delaisant ses pere & mere, ayeul ou ayeulle ou l'un d'eux & plusieurs freres & soeurs, en la succession de ses meubles & conquests immeubles par luy faits vienent ses pere & mere, ayeul ou ayeulle & chacun d'eux ou autres ascendans plustost que les freres & soeurs dudict enfant trespassé.

Vn qui s'est porté heritier simplement en vne succession en forcloist tous autres qui se feront portez heritiers sous benefice d'inventaire & est reputé principal heritier.

Heritage

1. 245. Sane intellige quant aux meubles & conquests immeubles: seu de hereditate. §. 25. l. 7. eod. & generalitas consuetu. Gallie. C. M.

2. 249. Intellige de simplici representatione: scilicet quando cum illa concurrat dupliciter vinculi inter filios fratrum ut. §. 245. & notandum quod qui semel consenserunt, non possunt amplius pertinere nisi enim de cuius successione agitur pertinere l. vi. C. de pact. C. M.

3. 250. Ergo filia representat patrem etiam contra patrem in iure primogenitura ut dixi in conf. Paris. §. 3. vel 4. C. M.

4. 254. Intellige de mobilibus ubi in quibus sitis: quia sequitur consuetudinem loci in quo mulier habebat domicilium. Bal. in l. mercatores. C. de testigal. & commiss. sed quoad immobilia quae sita attēdetur consuetud. loci in quo sita sunt. C. M.

5. 255. Intellige de hereditate: scilicet quando cum illa concurrat dupliciter vinculi inter filios fratrum ut. §. 245. & notandum quod qui semel consenserunt, non possunt amplius pertinere nisi enim de cuius successione agitur pertinere l. vi. C. de pact. C. M.

6. 256. Intellige de hereditate: scilicet quando cum illa concurrat dupliciter vinculi inter filios fratrum ut. §. 245. & notandum quod qui semel consenserunt, non possunt amplius pertinere nisi enim de cuius successione agitur pertinere l. vi. C. de pact. C. M.

7. 257. Intellige de hereditate: scilicet quando cum illa concurrat dupliciter vinculi inter filios fratrum ut. §. 245. & notandum quod qui semel consenserunt, non possunt amplius pertinere nisi enim de cuius successione agitur pertinere l. vi. C. de pact. C. M.

Heritage feodal baillé à cens est réputé censuel en la succession du preneur qui l'a prins à ceste charge, & comme tel se doit partir entre ses heritiers apres son trespas, combien que le bailleur dudict heritage le tienst en fief. cclxi.

Heritage feodal prins à rente à tousioursmais, à vie ou à long temps se partist & diuise comme feodal entre l'heritier du preneur, ainsi qu'entre l'heritier du bailleur: supposé que celuy bailleur en eust retenu à soy la foy. cclxii.

Rente constituée sur l'heritage feodal est & fortist telle nature en succession comme ledit heritage feodal: supposé que laditte rente ne fust infeodée, pourueu que laditte rente n'eust esté constituée sous faculté de rémeré, auquel cas les heritiers y prendront comme en chose mobilière durant laditte faculté, si elle est racheptée dedans le temps de rémeré. cclxiii.

Heritage acquis par aucun est fait propre aux enfans & posterité¹ de l'acquerer apres son trespas. cclxiiii.

En vne rente foncière deuë & constituée par bail à rente d'heritage, ou à maison & manoir ou masure & apparences de manoir & vol de chappon si aucun en y a à l'entour seulement, le fils aîné pourra, si bon luy semble, prendre laditte rente pour & au lieu de manoir. cclxv.

Toutesfois si rente foncière estoit deuë & constituée par bail à rente fait d'aucuns heritages feodaux estans en diuerses pieces, le fils aîné s'il y a manoir ou apparence de manoir, prendra en laditte rente au lieu de manoir ce que pourroit valloir iceluy manoir & vol de chappon, & le priser & estimer eu regard à la valeur des autres terres redeuables de laditte rente, sans auoir regard aux edifices qui y seroient. Et le surplus se partira comme autre heritage feodal. cclxvi.

Institution & substitution d'heritier n'a point de lieu. Et au regard d'exheredation elle est permise es cas & pour les causes contenues en droict. cclxvii.

Quand aucune personne entre en religion, & auant sa profession elle ne dispose de ses biens meubles & heritages, ses prochains parens y succedent comme par mort naturelle. cclxviii.

Nepueux conioincts de pere & de mere en vn mesme degré & proximité succedent à leurs oncles ou cousins par teste, sauf qu'es heritages feodaux les males forcloyent les femelles en pareil degré, ainsi que dessus est dit. cclxix.

En succession collaterale on peut estre heritier & donataire par contract fait entre vifs. cclxx.

Aucun ne peut estre contrainct soy porter heritier de son parent trespasé si bon ne luy semble. Aussi ledit parent habille à succeder qui ne se seroit comme heritier immiscé en la succession du trespasé a quarante iours de terme pour deliberer & declarer s'il se veult porter heritier ou non d'iceluy son parent trespasé, apres que pour ce faire il a esté requis & interpellé par deuant ledit iuge. cclxxi.

Moulins assis sur basteaux en riuere qui se peuuent mouuoir de place en autre, pareillement moulins à vent sauf le pied & bourdon, sont reputez & censez meubles & choses mobilières. cclxxii.

Toutes rentes crees par bail ou licitation d'heritages, sont censees & reputees foncières. cclxxiii.

Tous fruits pendans sont heritages sinon en matiere de succession, apres que la vigne est liee² les fruits d'icelle vigne pour l'année sont reputez meubles en la preuosté d'Orleans & anciens ressorts d'icelle, au deça de la riuere du censé. cclxxiiii.

Les rentes deuës par le bail fait d'aucun heritage à tiltre de rente sous faculté de rémeré ne sont censees & reputees meubles, ains demourent heritage. cclxxv.

Toutesfois par ce que dessus est dit on n'entend aucunement desfroguer aux ordonnances des bouchers, touchant la succession des estaux desdittes boucheries, esquels iceulx bouchers succedent selon lesdittes ordonnances qui demoureront en leur forme & teneur. cclxxvi.

C H A P I T R E 17.

Des matieres de retraict lignager.

1. 263. Non ergo quibuscunque, puta colla seralibus à latere acquirunt. fac. J. §. 276. 278. & sic licet consueta minus recedit à iure communi, quam consueta. Paris. §. 112. & Blesensis §. 153. C.M.

2. 273. Non sufficit esse septam legari: sed si septa sit censetur mobile, quatenus est ligata & non vitra. Iohann. igneus qui tempore Ludov. 12. fuit doctor actus regens in iure civili in Academia Parisiensis: & consiliarius iolanensis Medb Fran- & suprimo preses in senatu Rothomagensis: in l. 1. §. serui appellatione. nu. 145. cum. 2. seq. ff. ad syllam: a. per l. 1. §. hac. verba. ff. quod quisque iuris. C.M.

Coustumes du bailliage d'Orleans

Q Vand aucun vend son propre heritage, rente ou hypothecque sur iceluy à aucune personne estrange de la ligne, fouche & forchange dont luy est venu ledit heritage, il loist par coustume au parent du vendeur issu & descendu de laditte fouche & forchange dont meut ledit heritage, demander & requerrir dedans l'an & iour à auoir par retraict iceluy heritage ou rente, en remboursant iceluy. acheteur du sort principal qu'il en aura payé & baillé, & de ses loyaulx cousts & mises. cclxxvii.

Si celuy qui aura retraict ledit heritage le reuend à personne estrange de laditte ligne, lesdits parens descendus de laditte ligne dont meut ledit heritage, le pourront pareillement demander à auoir retraict dedans l'an & iour de laditte vente, comme dessus est dit. cclxxviii.

2. 278. Idem
conf. de Lortis
eod. tit. Mel-
dunens. Bor-
boniens. de la
Marche. Ni-
uernens. eod.
tit. Meldens.
§. 88. Laudu-
nens. Aruer-
nia. & maior
pars consuetu.
C.M.
2. 278. Idem
§. 294. &
consuetu. Ni-
uernens. eod.
titu. Philipp.
deci. conf. 275.
au. 10. C.M.

Toutesfois s'il aduient qu'un frere ou sœur vendent à personne estrange l'heritage acquis par ses pere ou mere & à luy escheu par la succession de seidits pere ou mere. Le frere ou sœur dudit vendeur & ses enfans le pourront auoir par retraict dedans l'an & iour de la vente : mais les oncles & cousins dudit vendeur ne le pourront auoir par retraict, sinon qu'il fust descendu de leur estoc, fouche & ligne. Et pareillement de l'heritage acquis par pere ou mere par eulx, ou l'un d'eulx baillé à leur enfant en auancement de succession, si l'enfant à qui il a baillé le vend, le frere ou sœur du vendeur & ses enfans le pourront auoir par retraict dedans l'an & iour de la vente. cclxxix.

Celuy desdits parens qui premier fait ses diligences pour auoir par retraict aucun heritage, est & vient à preferer à tous autres parens, etiam plus prochains en degré. Toutefois si lesdits parens estoient concurrens par adiournemens, & en un mesme iour & heure demandoient par retraict iceluy heritage, le plus prochain preferera les autres, & l'aura seul, & s'ils estoient parens en pareil degré, chacun des concurrens l'auront par portion vile. cclxxx.

Quand à aucun a esté delaisié par retraict aucun heritage, s'il vend iceluy heritage, ou constitue rente sur iceluy à personne estrange, il loist au parent du vendeur qui a retraict ledit heritage, ou rente issu & descendu de la ligne, fouche & forchange dont meut ledit heritage le retirer par retraict dedans l'an & iour prochains ensuyuans, en faisant les choses dessus dites. cclxxxii.

Si homme ou femme conioincts par mariage acheprent de leurs parens heritage mouuant de son propre, apres le trespas de l'un desdits conioincts, dont meut ledit heritage, ledit suruiuant est tenu de rendre & restituer sa part & portion aux heritiers du trespas, ou autres ses parens, dont meut ledit heritage, en luy payant le sort principal, loyaulx cousts & mises pour laditte portion dedans l'an & iour du trespas, si lesdits heritiers ou parens le veulent auoir par retraict, sans rendre le reuenu qu'il auroit perdu desdits heritages. cclxxxiii.

3. 281. Etia
natis vel con-
ceptis post ac-
quisitionem, e-
tiam si nō sint
heredes: quia
solo qualitas
sanguinis at-
tenditur.
C.M.

En retraict, soit que l'heritage soit tenu en fief ou césive, n'a aucun profit de fief de ventes & releuifons au seigneur de fief ne censier pour raison dudit retraict. cclxxxiiii.

Si le mary à cause de sa femme retraict quelque heritage, il est fait propre d'icelle femme, & apres le trespas d'elle ou dudit mary appartient entiere mēt à laditte femme, ou à ses hoirs, en remboursant ledit mary, ou ses hoirs de la moitié du sort principal qui aura esté payé pour ledit heritage & loyaulx cousts & mises faits par l'acheteur dudit heritage dedans l'an & iour dudit trespas. Pareillement au contraire dudit mary. cclxxxv.

En eschange fait but à but sans aucunes tornes n'y eschet retraict. cclxxxvi.

En donation pure & simple n'y a retraict. cclxxxvii.

En heritage roturier baillé à rente sans remeré n'a retraict: mais qui vendroit laditte rente, elle chet en retraict. cclxxxviii.

Si par & moyennant ledit bail y a quelque somme de deniers, ou chose mobiliere baillie ou promise bailler par le preneur ou bailleur ou à son profit, l'heritage chet en retraict lignager, supposé que de ce ne fust faite mention ou contract redigé par escript dudit bail. cclxxxix.

Le lignager habille à retraire prefera, & empesche le seigneur feodal qui pourroit auoir par puissance de fief, voire l'eust ia eu le seigneur de fief, si le lignager vient à temps dedans l'an & iour de la vente. cclxxxix.

Dedans vingt & quatre heures que le retraict est adiugé ou delaisié fault payer & rembourser l'acheteur de ses deniers du sort principal. Et si lesdites vingt & quatre heures se passent, le retrayant dechet de son retraict, & pareillement doit payer dedans ledit temps les loyaulx cousts

cousts & mises qui se trouueroient & seroient declarez clairs & liquides, en faisant l'adiudication dudit retraict ou delays.

Toutesfois sil y a proces contradictoire apres contestation, il est en l'arbitrage du iuge de limiter¹ le temps, dedans lequel sera fait ledit remboursement: mais si dedans ledit temps limité² le retrayant ne paye, il dechet de son retraict.

Les fruicts de l'heritage qui chet en retraict lignager sont acquis au retrayant à prendre du iour des adiournemens & offres deuement faits.

En bail d'heritage à rente à vie, ou à vies pur & simple sans bourse desliet, n'a aucun retraict.

Celuy qui retraict aucun heritage est tenu payer les reparations & impenses necessaires & vitiles sans fraude, faites par celuy sur qui il est retraict icelles liquides.

Heritages escheuz à nepueux ou cousins ou autres plus loingtrains par les successions de leurs oncles ou tantes, cousins ou cousines qui auoient acquis tels heritages vendus par lesdits nepueux, heritiers ou cousins, ne cheent point en retraict.

Propre heritage ou rente vendus sous faculté de remerer peut estre retraict par le lignager durant laditte faculté de remerer, & dedans l'an & iour apres iceluy remerer finy, soit que ledit remerer soit accordé hors ou dedans les lettres de contract de la vente.

Si propre heritage est baillé à rente à tousiourmais à personne estrange sous faculté de pouuoir rachepter laditte rente par le preneur ou partie d'icelle, le parent du bailleur le peut retraire dedans l'an & iour du contract. Et l'an & iour passez ne pourra plus retraire ledit heritage: mais seulement pourra retraire laditte rente dedans l'an & iour qu'elle sera racheptee par le preneur ou autre.

Heritage feodal subiect à retraict se peut retraire par le lignager dedans l'an & iour comme le roturier, & oultre le peut ledit lignager auoir iusques à ce que l'achepteur ayt fait la foy & hommage ou ses offres, & aussi dedans l'an & iour apres lesdites foy & offres deuement faites.

Les heritages acquis par eschange sortissent nature des heritages baillez en recompense par ledit eschange, pourueu que ledit eschange soit fait but à but sans tornes.

Si par vn mesmes contract ou decret ont esté vendus heritages, dont les aucuns d'iceulx ou partie sont propres du vendeur & subiects à retraict, ledit propre attrait à foy les autres qui ne seroient propres & retrayables, & le feodal attrait à foy le censuel & le censuel le feodal, & par ce le tout chet en retraict lignager, ensemble les meubles qui en dependent & qui auroient esté vendus avec iceulx heritages par vn mesme contract, decret ou autre contract subiect à retraict.

En heritage propre baillé à rente, eschange ou baillé à paiement, & il y a argent ou autre chose equipolent, y a retraict.

Heritage feodal subiect à retraict baillé à rente dont le bailleur retient à foy la foy, & apres iceluy bailleur vend la rente au preneur ou autre ayant le droict de luy, en foy desmettant de la foy, en ce cas tout l'heritage est retrayable: mais si ledit bailleur vend sa rente à autre personne qu'au preneur de l'heritage, ou à celuy qui a droict de luy, en ce cas n'y aura retrayable que laditte rente, & non ledit heritage.

Rente constituee & vendue à prendre sur les biens & heritages du vendeur generalmente sans aucune specialité chet en retraict.³

Et si l'adiourné en retraict lignager auant que l'adiournement & signification ayent esté faits, à disposé de l'heritage & qu'ainsi le declare & afferme en iugement, l'action du retrayant est perpetuee, & la peut poursuyr contre les subsequens achepteurs & cessionnaires apres les an & iour passez, en faisant les diligences.

Si heritage propre est eschangé à autre heritage, & apres l'heritage baillé par contre eschange audit heritage propre, est dedans l'an & iour dudit eschange retiré par celuy qui l'auroit baillé ou autre pour luy & à son profit, ledit heritage propre chet en retraict lignager.

Vn demandeur en action de retraict ne peut retraire portion de l'heritage vendu par vn mesme contract: mais entierement tout ce qui est contenu en laditte vente.

1. 290. Id est, amplier: lis coepa Aureliis ubi res & partes: reus appelle de la reception de vend, & dim frustratur a-ctorem: tandem es grands iours de Tours, l'an 1547. à la premiere cam se plaidee par Amelot l'ap- pelant est con- dempné en l'a- mende: & be- ne, ramen quia actor iam erat aduocatus par- laméti, le prin- cipal de la cau- se est renuoyé aux requêtes du palai à Pa- ris, ubi reus ca- nullator, ante contestationem tend le gym, deinde dicit quod per vi- ginti quatuor sequentes hora actor est ex- clusus? Ego re- spōdi quod ista est captio affe- ctata & ter- minum pro- rogandum iudi- cii arbitrio, prout in simili- reo fugitivo in- pretorio Pa- risiensi, qui in causa appella- tionis in hoc senatu videns actorem absen- tem in Eneu- striam repente tetendit le gy- ron: Senatus decreuit octi- duum ad re- fundendum: & bene. C.M.

2. Limité.) In dex Aurelia- nēsis iussit rem- bourser dedans huiéclaine a- pres que les parties auroiēt cōuenū du lieu & a reföder les loyaux cousts dedans hui- éclaine apres? Respon. male iudicatū, præ- sertim cū actor domicilium ha- beret tribus leucis ab hac

1. ubi Aurelianensi tantum: Tum index debet taxare tempus liquidum, videlicet trium vel octo dierum à sententia, non autem non liquidum ut hic. C.M.

3. 302. Hoc non intelligitur de reditionibus vulgaribus qua loco sunt usurarum: quia esset iniquissimum, ut dixi in tractat. contract. & usura. lat. tho & gal. lico. & in consu. Parisi. §. 57. C.M.

Couſtumes du bailliage d'Orleans

Combien qu'au retrayant lignager ayant deuëment fait ſes adiournemens, offres & procedures, ſoient deſlors acquis, & appartiennent les fruiçts & reuenus de l'heritage ſubieçt audict retraict, neantmoins en cas de proces, ſi leſdits retrayans delaiffent la cauſe interrompue & diſcontinuee par an & iour ſans y proceder, les fruiçts & reuenus qui eſcheent durant ledit temps deſdittes interruption & diſcontinuation ne ſont audict retrayant acquis, ainſ demourent à l'appelè & defendeur en laditte action de retraict. cccvii.

D'oreſenauant toutes rentes qui ſeront conſtituees ſur les maiſons & heritages aſſis en la ville & au dedans de la cloſture & muraille d'icelle ville d'Orleans, ſeront racheptables par les ſeigneurs & poſſeſſeurs deſdittes maiſons & heritages au pris de quinze francs le franc, ſuppoſé qu'elles euſſent eſté vendues plus hault pris. Et au deſſous dudiçt pris de quinze francs pour franc, quand elles auront eſté moins vendues toutes & quantesfois qu'il plaira auſdits ſeigneurs & poſſeſſeurs deſdittes maiſons, en payant les arrerages qui de laditte rente ſeront deuz ſauf des rentes aſſiſes ſur leſdittes maiſons qui ſeroient donnees & leguees aux eglifeſ, à la charge de faire le ſeruiçe par leſdittes eglifeſ, leſquelles ne ſeront point racheptables par leſdits ſeigneurs & poſſeſſeurs d'icelles maiſons. Le droit du Roy & des ſeigneurs haults iuſticiers demourant en ſon entier, d'en pouuoir faire vuyder les mains par leſdits gens d'eglife ainſi qu'il eſt accouſtumé de faire. Eſquels rachapts ne ſont point comprises les rentes fonciereſ & ſurfonciereſ deſdittes maiſons & heritages aſſis au dedans deſdittes ville & cloſture.

C H A P I T R E 18.

Des preſcriptions.

cccviii.

Preſcription moindre de trente ans en heritages, & choſes immobiliereſ n'a lieu entre priuees perſonnes par la couſtume. cccix.

Quiconques iouyſt d'aucun heritage, rente ou droit incorporel paisiblement par trente ans entiers & conſecutifs entre perſonnes aagez & non priuilegiez, ſoit qu'il ayt titre ou non, il acquiert & eſt fait ſeigneur de l'heritage, rente ou droit incorporel ainſi par luy poſſedé, ſauf le vendeur de la rente obligé ou l'heritier du vendeur ou obligé qu'il acquiert par quarante ans. cccx.

l. 313. Hac recipiunt interpretatione equitatur: Conuenit Aurelius filiam à matre expulſam in domum patris ſe recepiffe, à quo per biennium & ſemeftrē alimēta eſt etati. 13. vel. 14. annorum. poſtquam morſit, petit à patre legatū ſibi factum ab auo: pater reſoluit compenſare diſta alimēta, ſed cōdemnatus fuit ſalutē actione al alimēta & bene, quia non erant liquida: ſed tamen ea petere poteſt non obſtante lapſu biennij huius conſuet. vel conſtitutionum regionum, que non excludunt equitatem huius caſus. C.M.

Le ſeigneur de fief ne peut preſcrire le fief de ſon vaſſal, ne le vaſſal contre ſon ſeigneur, pour quelque temps qu'ils iouyſſent l'un contre l'autre. Toutesfois les profits ſeodaux ſe peuuent preſcrire par trente ans. cccxi.

Droits cenſuels & autres droits ſeigneuriaux ne ſe peuuent preſcrire à toto: mais bien à tanto. Et au regard des arrerages & profits, ils ſont preſcriptibles comme deſſus. cccxi.

Oeuures manuelles à iournees de bras, ne ſe peuuent demander apres xl. iours, ſinon qu'il y ayt promeſſe de payer de puis leſdittes iournees & oeuures faittes. cccxi.

Deniers & choſes deuës pour façons ou ventes d'ouurages, labourages, façons de vignerie, voitures & auſſi pour ſalaire de ſeruiteurs, nourritures & inſtruction d'enſans & autres menues denrees & marchandifeſ, ſe preſcriuent par deux ans, & apres leſdits deux ans on ne peut rien vallablement demander, ſinon qu'il y ayt obligation, recognoiſſance ou action intentionnée iudiciairement. Mais neantmoins ſi celuy qui ſe voudroit dire creancier vouloit du payement croire par ſerment ſa partie, elle ſera tenue de preſter le ſerment ſi elle a payé ou non, & ou elle ne voudroit iurer auoir payé, en ce cas ſera tenu payer nonobſtant laditte preſcription, en affermant par le demandeur. cccxi.

Louages de beſtes, cheuaults & bœufs ne ſe peuuent demander hors l'an paſſé.

Pendant le temps que le ſeigneur de fief exploict l'heritage de ſon vaſſal redeuable de rente qui ne ſeroit infeodee, preſcription n'a cours contre le creancier & ſeigneur de laditte rente. Par ce que le ſeigneur de fief n'eſt tenu quand il exploict l'heritage de ſon dit vaſſal des rentes conſtituees ou creées ſur iceluy qui ne ſont infeodees.

C H A P I T R E 19.

Des executions des louages ou rentes des maiſons.

cccxv.

VN ſeigneur d'hoſtel ou ayant rente fonciere ſur iceluy, peut audict hoſtel par ſes mains ſon procureur commis ou enuoyé, faire execution pour trois termes precedens & derniers cccxi.

niers à luy deuz, du loyer ou rente fonciere de la maison, vaut & tient laditte execution, & peut ledit seigneur d'hostel mener avec luy vn sergent pour le garder de force, & faire signifier la vente des biens par luy prins, & s'il y a oppositiō donner iour à l'opposant: mais pendant le proces ledit seigneur d'hostel ou seigneur de la réte fonciere demourera saisi desdits biens. Et idem de secundo locatore, &c.

cccxvi.

Et est à sçavoir, qu'ou il n'y a qu'un terme de payement en l'annee, les trois annees ne sont comptees que pour trois termes.

cccxvii.

Si le seigneur d'hostel ou de laditte rente fait faire execution pour les arrerages du loyer dudict hostel ou de laditte rente desdits trois annees par vertu des lettres de laditte rente ou bail à louage & par sergent, & qu'à faire icelle execution ledit seigneur ou autre par luy enuoyé ou commis soit present, l'opposant n'aura prouision des biens executez en rapportant main pleine, ains demourera ledit seigneur saisi desdits biens pendant le proces, & en ce cas y a rapport de main pleine. Pour lesquels biens rendre sera contrainct celuy qui les aura prins comme seigneur d'hostel torcionnairement par prinse de corps.

cccxviii.

Et s'il est question entre deux seigneurs d'hostel ou rente fonciere, le conducteur qui aura esté executé, en consignat & mettant en main de iustice la pension & loyer de laditte maison ou rente fonciere, aura deliurance desdits biens.

cccxcix.

Si le conducteur ou autre que le seigneur de rente fonciere enleuoit les biens estans en l'hostel baillé à louage sans le consentement du locateur, iceluy locateur peut appeler ledit conducteur ou celuy qui a fait ledit eslieuement en restablissement, pour restablir lesdits biens en l'hostel, pour seureté d'estre payé de trois termes d'arrerages si autant y prend. Et outre peut faire contraindre ledit conducteur à garnir la maison pour vn an aduenir.

cccxxx.

Ledit seigneur d'hostel ou de laditte rente peut pourfuyuir les biens esleuez de son hostel, & iceulx par son commis ou enuoyé, appelé sergent, notaire ou deux tesmoins au lieu de notaire, prendre, saisir & esleuer par execution pour la seureté & payement de ce qu'il luy est deu pour trois termes escheuz & deuz aduenir pour garnissement.

cccxxxi.

Vn tauernier vendant & detaillant pain & vin peut pourfuyr vne ou plusieurs personnes qui ont beu & mangé en sa maison, & de laditte despense qu'ils y auront faite il en est creu iusques à cinq sols, pourueu qu'ils confessent ou soit cogneu qu'ils y ayent beu ou mangé puis vn an. Et peut ledit tauernier desgager en sa maison celuy ou ceulx qui auront beu ou mangé s'ils refusoient payer. Et peut desgager ledit tauernier le dernier qui demourera en sa maison pour tous les autres de l'escot, qui s'en seroient allez sans payer ledit escot, & apres l'an ne sont plus receuz à en faire question.

cccxxxii.

Vne personne qui a respondu pour autruy au ieu de paume est tenu de la perte, sans ce qu'il soit besoin à celuy qui a gagné de faire appeler le principal perdant.

cccxxxiii.

Les habitans demourans es ville & fauxbourgs d'Orléans peuvent au moyen du priuilege de la ville faire arrester les biens meubles d'aucun estranger, pour raison du contract ou promesse faitz en laditte ville, fauxbourgs & banlieue. Et vaut & tient ledit arrest comme s'il y auoit lettres obligatoires ou chose cogneue, pourueu que s'il y a opposition formee, il informera iustice dedans xxiiii. heures du debt, contract ou promesse ainsi fait ou autre delay qui luy sera prefix par le iuge. Autrement s'il ne le fait, l'arrest aura main leuee, & suffit d'informer par vn tesmoin pour faire tenir la main.

cccxxxiiii.

Le mary seul sans sa femme peut faire faire execution comme seigneur d'hostel es maisons & heritages de sa femme pour le loyer ou rente fonciere d'icelles.

cccxxxv.

Les fructs d'une mestairie pour les maisons ferme ou rente fonciere d'icelle peuvent estre arrester & empeschez par le seigneur de laditte mestairie, soit qu'elle soit de son heritage ou de l'heritage de sa femme, & tient tel arrest & empeschement iusques à plein payement desdites maisons, ferme & rente. Et semblablement peuvent estre arrester & empeschez les fourrages & pailles pour le nourrissement du bestial de laditte mestairie, & aussi pour faire des fumiers à fin de les conuertir en fumier, & amender les terres d'icelle mestairie, posé ores que ledit seigneur n'eust lettre obligatoire expresse quant à ce. Et si lesdits fructs, pailles, fumiers & fourrages estoient esleuez, ledit seigneur les pourra pourfuyuir & faire arrester, & sera preferé à tous autres.

cccxxxvi.

Les fumiers ne peuvent estre esleuez, ains doivent demourer pour estre conuertis à fumer & amender les terres de laditte mestairie. Et pour ce peuvent estre arrester & pourfuyuis com-

VVVV ij

I. 317. Debet hic esse dictio exceptina, s. non. C. 21.

Coustumes du bailliage d'Orleans

me en l'article precedent.

*x. 327. Pro
diuisio: alias
non esse du-
bium. C. M.*

Quand vne maison est edificée & assise sur heritages tenuz de diuerses personnes, & qu'icelle maison n'est separee par diuers fenacles de demourances, huisseries & entrees, il loist à chacun des seigneurs fonciers & directs desdits heritages où est situee laditte maison ou de partie d'iceux, entrer en icelle maison & sur les biens qui y sont trouuez proceder ou faire proceder par voye d'execution pour les arrerages de la rente fonciere ou loyer. cccxxvii.

Le conducteur qui n'a dequoy payer ou qui ne garnist l'hostel de biens meubles pour le paiement de deux termes de loyer dudict hostel, en peut estre expellé & mis hors par le seigneur d'hostel par auctorité de iustice. cccxxviii.

Le conducteur d'une maison qui de rechef l'ayt louee à vn autre, peut durant le temps de la tenue & conduction proceder & faire proceder par execution pour le loyer & exploitation de laditte maison, sur les biens qu'il trouue en icelle, & conduyre laditte execution ainsi que pourroit faire vn seigneur d'hostel. cccxxix.

Pour les droicts seigneuriaux on peut arrester les rentes, loyers & pensions des heritages redeuables desdits droicts seigneuriaux. cccxxx.

Biens meubles par le seigneur d'iceulx, peuuent estre poursuyuis & demandez par entierement, au moyen dequoy s'il y a opposition lesdits biens demoureront en iustice pendant le proces. cccxxxi.

Le benefice & octroy dannion & quinquannion sur le delay de debtes payer n'a lieu, & n'en doit aucun iouyr pour les debtes qui procedent & sont deuës à cause d'arrerages, de rentes foncieres, loyers de maisons, pension, ferme tenue & exploitation d'heritages, fruitz & reuenues d'iceulx, pensions & nourritures d'escholliers, & seruiteurs & autres pensionnaires, biens, deniers baillez en depost, reliqua de l'administration & gouvernement que les debtors ont eu des biens de l'eglise, chose publique, mineurs, prodigues, infensez, de crimes, de delits, les salaires deuz à ceulx qui ont besongné & serui pour les debtors. cccxxxii.

Si aucun forain ou estranger fait quelque contract, promesse, paction ou marchandise dedans la ville & fauxbourgs d'Orleans, & que pour raison de ce il soit dedans les xxiiii. heures conuenue & appellé, il respondra par deuant le preuost d'Orleans. cccxxxiii.

Quand aucun achete des porcs au marché, & apres qu'il les a achetez il les fait langayer, & le langayer trouue qu'ils soient mezeaux, ledit acheteur ne sera tenu les prendre si bon ne luy semble, & est deu au langayer de chacun porc cinq deniers tournois. Et combien qu'en langayant lesdits porcs ne se trouuent mezeaux, neantmoins si l'acheteur les fait mener, tuer & ourir, & qu'en ce faisant iceulx porcs se trouuent mezeaux par dedans au corps ou iambons, ledit acheteur ne les prendra si bon ne luy semble, & en sera quitte en les rendant à son vendeur, lequel est tenu les prendre, & s'il est trouué qu'en la langue y ayt des grains de mezellerie, ledit langayer sera tenu de les prendre & en bailler l'argent audict vendeur & en acquitter ledit acheteur. Aussi doiuent lesdits vendeur ou langayer payer les frais faits par ledit acheteur. Et fault que laditte langue demeure attachee ausdits porcs sans l'arracher, autrement ne seront tenuz en aucune maniere le vendeur ne langayer. Aussi si en langayant le porc se trouue mezeau, le langayer sera tenu fendre l'oreille audict porc pour marque. cccxxxiiii.

Les langayers en marché sont responsables & tenuz l'un pour l'autre. cccxxxv.

Tous acheteurs de bestail doiuent estre contraincts à payer le pris de l'achapt par prison fermee, quand ils sont adiournez à la requeste du vendeur creancier dedans la huitaine de l'achapt, sans pource pouuoir iouyr dannion, quinquannion, ou cession. cccxxxvi.

Tous acheteurs de poisson seront contraincts à payer le pris de l'achapt par prison, sans ce qu'ils puissent iouyr du benefice dannion, quinquannion, ne faire cession. cccxxxvii.

Ceux qui sont profenettes, courtiers & mediateurs de faire vendre ou acheter quelques biens, cheuaults ou marchandises seront contraincts à restituer ou en bailler le pris qu'il les auront vendus par prison. cccxxxviii.

C H A P I T R E. 20.

Des crises & subhastations.

cccxxxix.

EN

EN matiere de criees & subhastations auant qu'aucunes lettres de decret soient dites valables, & que l'on s'en puisse ayder, il conuient qu'elles contiennent en eulx la cause du faiffissement pour quelles annees & termes escheuz soit de cens, rente, somme de deniers ou autrement, avec les subhastations, ventes, exploitcs, proclamations, relation de sergens & ordre de sdictes criees, & que le tout soit incorporé esdittes lettres de decret, autrement ne sont valables & ne sortissent effect. cccxl.

Oultre est requis que lesdittes criees soient faictes en lieu publicque ordonné & accoustumé à faire cris & proclamations de la terre & seigneurie où lesdits heritages sont assis, & lesdittes criees faictes: autrement sont nulles & ne doiuent sortir aucun effect. cccxli.

Aussi est requis que le sergent executeur face les faiffissemens, & iceulx signifier aux seigneurs & detenteurs des lieux en presence de tesmoins ou notaires. Et s'il n'y a seigneur & detenteur, conuient pouruoir ausdits heritages vaccans de curateur, & que pour ce faire il ayt commission ou libelle expresse au cas. Et qu'à laditte commission soit attachee la relation, en laquelle soient contenues lesdittes criees deuëment continuees de iour à autre, & le tout incorporé esdittes lettres de criees, à fin de cognoistre s'il y a aucune interruption: car qui fault d'un seul iour, tout ce qui est ia faict est nul & de nulle valeur, & n'est à presumer que les solennitez ayent esté gardez. Et oultre sera faict vn cry de huitaine au iour du dimanche à l'issue de messe de parroisse du lieu où est assis ledit heritage, & sera mis vn breuet desdittes criees à la porte du siege de la iurisdiction où est l'heritage crié. cccxlii.

Toutésfois heritages vaccans & sans detenteur, peuuent à la requeste du procureur de la seigneurie de la iustice où ils sont assis estre saisis, vendus & adiugez par decret comme vaccans sans qu'il y soit requis dation de curateur ou commissaire. cccxliii.

Et oultre que toutes & quantesfois qu'aucun demandeur en criees est payé & contenté par le debteur ou autre de ce qu'il luy est deu. Et pour raison dequoy il a faict faire lesdittes criees, il se peut departir & desister desdittes & cessent à son regard. cccxliiii.

Et neantmoins si le demandeur esdittes criees se desiste d'icelles criees pource qu'il est payé ou pour autre cause, & vn des opposans desdittes criees requiert estre subrogué à la poursuyte d'icelles au lieu dudict demâdeur, il y sera & doit estre receu en monstrant & enseignant de son debt ou hypothecque qu'il a sur lesdits heritages. cccxlv.

Celuy qui a acquis heritage par decret & adjudication de iustice, peut iceluy heritage delaisser en payant les sommes de deniers & choses mobiliaries à quoy il a mis à pris ledit heritage & les arrerages deschargez iusques ausdits delays. cccxlv.

En matieres de criees, il n'est besoin que les seigneurs feodaulx & censiers s'opposent esdittes criees: car les ventes & adjudications qui en seront faictes par decret ne leur peuuent preiudicier quant ausdits droicts seigneuriaux, sinon des arrerages & profits ia deubs & escheus qui seroient perdus s'ils ne s'opposoient.

C H A P I T R E 21.

Des executions faictes par lettres obligatoires & sentences.

cccxlvi.

Lettres obligatoires faictes & passees sous seaux royaux ou autre seel authentique de cour laye, sont executoires & portent garnissement de main contre l'obligé. cccxlvi.

Porteur de lettres obligatoires peut faire execution sur le debteur obligé, si à ce il est obligé comme feroit le creancier principal. Et est receuable à conduire & soustenir le proces qui en pourra ensuyr, tant pour le creancier que pour ses heritiers. cccxlix.

Toutes executions cessent par la mort de l'obligé, sinon la succession iacente, c'est à scauoir quand il n'y a heritiers apparens. Auquel cas l'on peut proceder par voye d'execution ou arrest sur les biens meubles delaissez par l'obligé. Mais au contraire les heritiers du creancier peuuent faire executer l'obligé, par ce que par la coustume gardee audi& bailliage & preuosté d'Orleans le mort execute le vis & non econtra. cccl.

Lettres obligatoires de constitution de rente soit fonciere ou autres, sont executoires contre l'obligé pour les arrerages qui pourroient estre deuz pour autant de temps que l'action personnelle dure. Et pareillement sur les biens dudict obligé apres son trespas la succession estant iacente comme dessus. cccli.

Contre vn tiers detenteur de la chose obligez lesdittes lettres obligatoires ne sont execu-

VVVV ij

I. 343. Car chacun des opposans se peut faire subroguer en son lieu & le contraindra de luy bailler les exploitcs en luy payant les frais d'icelux. C.M.

2. 349. Non cogneus: car il fault adionner l'heritier pour voir declarer executoire, vt not. in c. quia l. ex. de iudic. sed executio inchoata trahit in herede, qu'il souffit adionner pour reprendre ou delaisser le proces, si le defunct estoit opposans. C.M.

Coustumes du bailliage d'Orleans

roires sur les biens meubles d'iceluy detenteur. Mais peut le creancier par vertu desdites lettres faire arrester & empescher les loyers, pensions ou fruiets pendans par les racines de la chose speciallement obligee. Et n'en aura le detenteur pour son opposition recreance ne deliurance, sinon en faisant rapporter la main plaine du debt qui apparoiſtra estre deu par lesdites lettres obligatoires ou de la valeur desdits fruiets empeschez à son choix. ccclii.

Vn seigneur d'hostel ou ayant rente fonciere, ferme ou pension ou autre cree par bail, partage ou licitation, & pareillement pour loyer ou exploictation d'hostel peut par luy, les procureurs ou messagers sans obligation n'auctorité de justice proceder par voye d'execution sur les biens meubles trouuez en sondit heritage redeuable de laditte rente, ferme, moisson, loyer, ou pension pour trois termes prochains precedens laditte execution. Et pendant le proces sera laisy le seigneur foncier comme dessus. cccliii.

1. 353. Etiam sacerdos cessante priuilegio fori ut in deposito prerogato. C.M.

Vn achepteur de biens vendus par iustice quel qu'il soit, ¹ peut estre contrainct par prison & ses biens vendus sans solennité n'attendre les nuicts. Et pour le debt pour lequel il l'est fait & constitué achepteur de biens. Et ne doit estre ouy à aucune chose dire ou alleguer, sinon qu'il vueille alleguer payement depuis ledit achapt de biens. Et neantmoins tiendra prison ou consignera le debt & biens vallables, auant qu'il ayt prouision de la personne. Et ne iouyra ledit achepteur de l'effect & priuilege d'annion, quinquannion & cession. cccliiii. 2

2. 353. In fi. Etiam si ipse debitor se constituit acheteur de biens: Vnde cum per sententiam de preuost, confirmata par le bailly d'Orleans exclusus fuisse de ses lettres Royaulx de respit à un an & appellatus senatus, fuit dit bien iugé mal appelle & l'amendera: le mardi 16. Septemb. post prandium és grans iours de Molins me presente. C.M.

Les biens prins par execution par vertu de cession sur le debteur qui a faite laditte cession, seront vendus au linqant, & incontinent au lieu accoustumé, sans garder aucune solennité de iustice. ccclv.

Si aucun qui est debteur par marché, promesse, obligation ou autre contract par escript ou verbal va de vie à trespas & les heritiers soient demourans hors le bailliage d'Orleans & ressorts d'iceluy, le creancier peut sur les biens dudict debteur trespasse trouuez esdits bailliage & ressorts proceder & faire proceder par voye d'arrest & empeschement, vault & tient tel arrest & empeschement iusques à plain payement du debt. Toutesfois ou il n'y auroit obligation & qu'à l'encontre dudict arrest il y eust opposition, doit estre donné par le iuge vn brief delay à l'arrestant pour informer de son debt. ccclvi.

Ceux qui ont fait la mestieue & cueillette des grains ou des bledz, voitures par eau & par terre, peuuent pour leurs salaires faire arrester & empescher les bledz, charrettes, cheuaults, marchandises & biens de leurs debtors, à la requeste desquels ils ont besongné, & tiennent tels arrests & empeschemens iusques à plain payement. Et s'il y a opposition, le creancier en cas de ny informera de son debt dedans vn brief delay qui luy sera prefix par le iuge: & n'auront les gens qui auront fait aucunes besongnes ou oeures aucune action, sinon contre ceux qui les auront mis en besongne. ccclvii.

Executions faites pour debtes mobiliaries par deux creanciers non priuilegiez, celle qui est enleuee prefere à celle qui n'est enleuee & aux arrests faits sur les biens du debteur qui n'auroient esté esleuez & seroient laissez és mains d'iceluy debteur. ccclviii.

Quand arrest sur arrest execution sur execution sont faits pour vn mesme debt & entre mesmes personnes, les derniers arrests & execution ne valent pas, sinon que le premier arrest ou execution essent esté vuydez & terminez. ccclix.

Si vn creancier pour le payement de son debt autre que loyer de maison ou arrezges de rente fonciere fait arrester, prendre ou enleuer par execution aucuns biens meubles qu'il pretend appartenir à son debteur, & qu'à l'encontre il y a vne tierce personne opposant, si celuy opposant maintenant lesdits biens luy appartenir, il y sera receu. Et de ce seront lesdits opposant & debteur creuz par leur serment. En affermant par lesdits debteur & opposant iceulx biens appartenir à iceluy opposant sans fraude, ledit opposant aura main-leuee & deliurance desdits biens. Sinon que ledit creancier voulsist maintenir & prouuer fraude entre lesdits opposant & debteur, ou qu'iceulx opposant & debteur ne fussent coupables & receuables à porter tesmoignage l'un pour l'autre. ccclx.

3. 360. Sic vocant pragmatici vulgares literas sub sigillo cancellariae commissio- nis generalis: ergo idem des lettres Royaulx de committimus: car elles valent autant & plus que le debitis. C.M.

Lettres & gaigement passez par autre notaire ou greffier que de cour laye, ne gifent en execution és biens du debteur obligé sinon qu'il y ayt debitis. ³ ccclxi. 3

Vne sentence donnee contre aucun ayant prins la cause pour vn autre est executoire, tant du principal que des despens, tant contre celuy qui est condempné que celui pour lequel il a prins la cause, en ayant fait diligence contre le principal condempné. ccclxii.

Lettres de sentence en declaration d'hypotheque donnees contre vn detenteur sont executoires ccclxiii.

cutoires contre le condamné, tant qu'il est détenteur de l'heritage redeuable de laditte rente, nonobstant que l'an & iour d'icelle soit passé. ccclxiii.

L'executeur d'un testament du trespassé peut dedans l'an & iour dudit trespas pour auoir payement des sommes de deniers ou autres debtes deuës au deffunct par vertu de lettres obligatoires ou sentence & condemnation esquelles les debtors sont tenus faire proceder par voye d'arrest ou execution sur & es biens desdits debtors iusques à l'accomplissement dudit testament. ccclxiiii.

Les contractz & autres actes & instrumens passez par notaires de cour d'eglise ne portent & n'attribuent aucun droit d'hypothecque. ccclxv.

De toutes amendes estans en loy, les femmes n'en doiuent que la moytié. ccclxvi.

Tous clerics, prestres, & lays quand sont conuenus par deuant le iuge lay pour cognoistre ou nyer cedulles faites sous leur seel ou seing manuel, ils sont tenus icelles cognoistre ou nyer par deuant le iuge lay & y respondre quant à laditte recognoissance. ccclxvii.

Cedulle priuee & recogneuë ou prouuee porte garnison de main contre le debteur subiect à la iurisdiction seculiere, qui a fait cedulle. En telle maniere que le debteur est tenu de consigner & garnir la main de iustice dudit debt contenu en laditte cedulle iusques à ce qu'il y ait fourny, ne n'y doit estre ouy à aucune exception & defense proposer ou alleguer. Toutesfois si icelles cedulles estoient conditionnelles, & que la condition emportast cognoissance de cause, il fera au surplus à la discretion du iuge, parties ouyes d'ordonner de laditte consignation. ccclxviii.

Aucun notaire ou tabellion ne peut vallablement passer ne receuoir lettres ne contractz outre leur chastellenie ou iurisdiction, sinon les notaires des chastellet de Paris, d'Orleans, de Montpellier, qui par priuilege peuuent & ont accoustumé receuoir & passer tous cōtractz par tout le royaume de France.

C H A P. 22.

Cas possessoires.

ccclxix.

ON acquiert possession d'aucun heritage, droit corporel ou incorporel en iouyssant de celuy par an & iour & exploits deniers non vi, non clam, non precario ab aduersario. Et apres telle iouyssance peut celuy qui a acquis telle possession intenter & soubstenir complaincte en cas de faisine & de nouvelle té, & tous autres proces possessoires, si est troublé en saditte possession, & doit obtenir au possessoire contre celuy qui l'a troublé, en prouuant la possession telle que dessus. ccclxx.

Vn homme lay peut acquerir la possession d'une disme par an & iour, & icelle tenir & posseder en prouuant & monstrant qu'elle soit infeodee deuëment. ccclxxi.

Opposition vault trouble de fait. ccclxxii.

Pour simples meubles on ne peut intenter complainte. ccclxxiii.

Le seigneur vtile d'un heritage ne peut outre le gré & volonté du seigneur feodal, censier ou de réte fonciere faire perriere, fouller, n'esleuer pierre dudit heritage, sinõ que ce soit pour employer en iceluy heritage. Et où il seroit le contraire, le seigneur en pourroit prendre, intenter & defendre le possessoire & toutes autres actions, sinon que ce fust lieu & heritage destiné à pierrerie.

I C H A P. 23. *Autres coustumes outre les chapitres precedens, qui sont additions baillees par les escheuins de laditte ville d'Orleans.*¹ ccclxxiiij.

N alienation de meuble le benefice de restitution & action rescisoire n'a point de lieu **E** quand les parties sont capables de contracter, sinon que laditte alienatiõ fust faite par dol & fraude de l'acheteur. ccclxxv.

2 Les iumelles, arbres, boées, mets, viz, & escrouës d'un pressoir, & ce qui y tiët & est affiché par cheuille ou cloux & crampons sont heritage, & la reste est meuble. ccclxxvi.

Il est prohibé & defendu d'acquerir & achepter rentes à moindre pris que de dix liures tournois, pour le fort principal de .xx. sols tournois de rente. ccclxxvii.

Celuy qui a droit de rente vendue & constituee se peut adresser pour raison d'icelle rente & arrerage, sur l'heritage spécialement obligé & contre vn tiers détenteur d'iceluy qui en est tenu respondre, ou amener son garant, comme détenteur à payer ou delaisser sans ce que le seigneur, de laditte rente soit tenu exploictier si bon ne luy semble, le védeur & ses heritiers. Mais en delaisant en iustice, par ledit tiers détenteur ledit heritage pour estre cryé, & c. il en est des-

VVVV iiij

¹ Et approuuees cõme coustumes, à la fin du proces verbal. C.M.
2. 376. Scilicet more restori, tandem ad rationē duodecima tantum conceditur, vt dixi in tract. cõmerc. & supra q. 10. C.M.

Coustumes du bailliage d'Orleans

chargé, tant du principal que des arretages.

ccclxxviii.

Si celuy qui a exploicté l'heritage à luy baillé à loyer, tiēt & exploicté iceluy heritage apres le tēps d'iceluy loyer finy par huyt iours, sans ce que denonciation luy soit faite vuyder, il iouy-
ra, & paracheuera l'annee pour le pris, à quoy il le tenoit parauant. Et pareillement le seigneur
dudit heritage le pourra cōtraindre à tenir iceluy heritage, & en payer le loyer audit pris pour
laditte annee.

ccclxxix.

1. 379. *Id est
in binia vel
loco publico.
C.M.*

2. *Entiercee,
id est, seque-
stree & mise
in tertiā ma-
num. de quo
Io. Imbert. in
institutio. fo-
renf. pag. 21.
latina, & fol.
37. gallica.
C.M.*

La chose mobiliere estant veüe à loeil¹ peut estre entiercee², sauf le droit d'autrui. Et si ar-
rest est fait sur choses mobilieres à la requeste d'aucun contēdant la seigneurie, tel arrest pour-
ra par ledit arrestant estre tourné & conuerty en entiercement, pourueu qu'en faisant ledit
arrest, lesdittes choses mobilieres ayent esté veüs à l'œil par ledit sergent qui a fait lesdits
arrests.

ccclxxx.

Aucun ne peut, ains luy est prohibé entrer ne faire entrer sergent, n'autres personnes en la
maison d'autrui, pour entiercer & faire entiercer & enleuer par forme d'entiercement les
biens estans en icelle maison.

ccclxxxii.

En la taille du pain & du vin qui se leue par chascun an en la ville & fauxbourgs d'Orleans &
és enuiron, où laditte taille a cours apres les trois prochains dimanches, de la cherche qui se
fait par les bourgeois, marchās & commis à leuer laditte taille du pain & du vin, les prochains
lundy, mardy & mercredy apres la feste sainct Martin d'hyuer, le fermier d'icelle taille a trois
prochains iours apres le dernier dimanche passé. c'est à sçauoir le lundy, mardy & mercredy
ensuyuans consecutifs ledit dernier dimanche, pour faire execution sur les non taillez, ou mal
taillez. Et si ne fait lesdittes executions dedans lesdits trois iours, ou mette en proces les mal
taillez ou non taillez, iamais ne vient à temps à en faire poursuyte, cōtre lesdits mal taillez, ou
non taillez soit par confiscation ou autrement, en quelque maniere que ce soit.

ccclxxxiii.

En court l'aye l'action ad exhibendum, ne l'exception de non numerata pecunia, n'a point
de lieu.

La publication desdittes coustumes.

LEs coustumes & articles cy dessus escriptes ont esté leuës & publiees en laditte salle de la
Cour le roy, en son chastellet d'Orleans par Jehan choquart greffier du bailliage d'Or-
leans, par l'ordonnance & és presences de nous, Estienne buynard conseiller du Roy & Guil-
laume Roger procureur general dudit seigneur, en la cour de parlement commis & deputez
par ledit seigneur, pour faire laditte publication. Et aussi és presences de maistre Jehan seal of-
ficial, Hylaire iacob seeleur, Clement de millebert bailliy de l'euesché d'Orleans, Geruais bel-
lier & Estienne peigne procureurs & commis comparans, pour reuerend pere en Dieu mon-
seigneur l'Euesque d'Orleans, messires Arnoul ruzé scholasticque, Alexandre guybert, Jehan
bruneau docteurs, & maistre Pierre roignon procureur general pour les Recteur, docteurs &
college de l'vniuersité d'Orleans, maistres Mathurin l'auau, Simphorian trunel chanoynes de
l'eglise d'Orleans, maistre Estienne d'aniel baillif de laditte Eglise, & Jehan hate procureur
pour les doyen, chanoynes & chapitre de laditte Eglise d'Orleans, maistre Jehan bourgoing
chantre, Jacques coiffart, Aignan foillon, Loys chartin, & ledit Mathurin l'auau chanoynes de
l'eglise sainct Aignan d'Orleans, maistre Clement de millebert baillif & Guillaume foucault
procureur pour les doyen, chanoynes & chapitre de laditte eglise de sainct Aignan d'Orleans,
maistre Jehan sanatier chanoyne de Clery lez Orleans, maistre Pierre daniel baillif dudit lieu,
& ledit Guillaume foucault procureur pour les doyen, chanoines & chapitre de laditte eglise
nostre dame de Clery, maistre Girard laurent chantre, Loys chartin chanoine de sainct Pere
empont d'Orleans, maistre Jehan merat baillif & ledit Estienne peigne procureur pour les
doyen, chanoines & chapitre dudit sainct Pere empont d'Orleans, maistres Aignan foillon
cheuuecier, Jehan guyot chanoines de sainct Pere puillier, ledit maistre Jehan merat baillif du-
dit lieu, & ledit Estienne peigne procureur pour les doyen, chanoines & chapitre dudit sainct
Pere puillier, maistre George balnac & Pierre du chan chanoines pour les doyen, chanoines
& chapitre de sainct Auy, maistre Loys gandillon chanoine de Iargeau, maistre Jehan mailer
baillif desdits chapitres & Estienne peigne pour les doyen, chanoines & chapitre dudit Iar-
geau, maistres Philippe preuost & Geoffroy hodes chanoines de Meung pour les doyen, cha-
noines & chapitre de sainct Liphard dudit Meung, maistres Pierre main dextre & Compai-
gne boursier chanoines de Pithiniers pour les chantre, chanoines & chapitre dudit lieu, mes-
sire Estienne fornier boursier de l'eglise de Sully pour les chantre, chanoines & chapitre du-
dit

dit lieu, Pierre brunier procureur de la seigneurie de Langeniere pour les tresorie, chancre & chapitre de la saincte chappelle du Palais à Paris, seigneurs dudit lieu, maistres Pierre daniel baillif de sainct Benoist le fleury sur Loyre, Pierre foubert & ledit Estienne peigne procureur pour les religieux, abbé & conuent dudit sainct Benoist le fleury sur Loyre, frere Loys aiaffon abbé de sainct Mesmin lez Orleans, frere Guillaume de berry abbé de nostre dame de Baugency, pour les religieux & conuent dudit lieu frere Jehan roillon, religieux de saincte Euertre, pour les religieux, abbé & conuent dudit sainct Euertre d'Orleans, frere Guillaume de la voue abbé de Bonneual, & pour les religieux, abbé & conuent dudit lieu sous les protestations faites & inferees cy apres, l'abbé de la cour Dieu, garny de maistres Clement & Millebert & Pierre daniel ses conseillers, & ledit Estienne peigne procureur, pour les religieux & conuent dudit lieu frere François gandion religieux de sainct Saxon d'Orleans, pour les religieux, prieur & conuent dudit lieu ledit frere Loys aiaffon prieur de nostre dame de Bourg lez Chasteaux viels, Guillaume boyuin procureur pour le prieur de Flotin, maistre Pierre fleury baillif & Pierre de champeaux procureur, pour le prieur de sainct Laurens des orgeris frere Jehan roger prieur du pont aux Moynes, le prieur de sainct Geruaise lez Orleans, le prieur de Semoy, frere Guillaume chartier prieur de Bucy le Roy, le commandeur de Boigny, Jehan du puy procureur pour les preuost & chanoines de Lizay en l'eglise de tous seigneurs de Rubrechien sous la protestation par luy faite. Aussi és presences de Regnault desmontils procureur & receueur de monseigneur le duc de Longueuille comte de Dunoy, seigneur de Baugency, Jehan agnes procureur pour le seigneur de la Trimoille seigneur & baron de Sully & de sainct Gondon, Jehan bourgeois pour le seigneur de Marigny, le seigneur de Chambon, messire Jehan d'estampes cheualier seigneur de la Ferté nabert, maistre Pierre le berruyer baillif de Thoury pour les religieux, abbé & conuent de sainct Denys en France seigneurs dudit Thoury en Beauisse, de Guillerual & d'Angerville, Liphart de lauau procureur pour le seigneur & habitans de Vousson, ledit maistre Clement de millebert baillif de la Sale lez Clery & ledit Guillaume foucault procureur pour la comtesse de Tonnerre dame dudit lieu, ledit maistre Jehan marat baillif de Charsonuille & Geruaise bellier procureur pour la dame dudit lieu, maistre Pierre bouche baillif de Sueure pour le seigneur dudit lieu, Philippe de Clery seigneur de Ligny le Ribault, Jehan le noir procureur pour le seigneur de Rougemont, messire Nicole gaillon cheualier seigneur de Puifet en partie, & ledit messire Jehan merat baillif de sainct Sigismond & Jehan hate procureur pour la dame dudit lieu & du Puifet pour l'autre partie, messire Loys de ferté cheualier seigneur d'Visseau, Guillaume boyuin procureur substitut de Jehan gilet procureur du seigneur de la Gruture, seigneur des baronnies & chastellenies de Montmiral, Authon & la Bazoché gouet, Jehan arroust procureur de messire Anthoine de Luxembourg comte de Brayne, seigneur d'Asluye, Regnault yeure procureur & receueur du seigneur d'Angeau & de Barenton sous les protestations par eux faites touchant lesdittes baronnies, & sous les protestations faites au contraire par le procureur du Roy audit bailliage d'Orleans, inferees en nostre proces verbal, Loys rabel procureur & receueur des religieux, prieur & conuent de sainct Martin des champs à Paris seigneurs d'Osomuille, Belonuille, Madonuille, la sainct Jehan & Goillons, Moyuillier, Poissac & Octomuillier, sous les protestations par eux faites, ledit maistre Jehan maillier baillif de Montpipeau pour le seigneur dudit lieu. Et pareillement és presences de maistre Aignan de sainct Mesmin lieutenant general pour le Roy audit bailliage d'Orleans, Loys railart preuost dudit lieu, Pierre le berruyer aduocat fiscal & Pierre houffe procureur fiscal du Roy audit bailliage d'Orleans, maistre Jehan de vignelles, Jacques le fuzelier, Jehan mallier & Estienne maignan aduocats & conseillers audit lieu d'Orleans, Jehan gueret & Guillaume foucault procureurs & praticiens pour le college des aduocats & procureurs du chastellet d'Orleans, maistre Pierre le clerc, maistre Jehan régnard, maistre Nicole hanet, Philippe faussoye, Aignan acarie, Michel daniel, Nicolas le berruyer, Gentian de loynes, Estienne l'amiraut, Jehan compain, Pierre chartin & Mathurin le mazier escheuins de laditte ville d'Orleans, lesdits Geruaise bellier & Jehan hate procureur de laditte ville & habitans d'icelle, maistre Aignan l'huyllier, Jehan noblet & Pierre daniel conseillers de laditte ville, maistres Estienne daniel, Symon l'huyllier & Pierre fleury aduocats & conseillers dudit lieu d'Orleans, Jehan gueret, Berthault roygeou & Guillaume boyuin procureurs & praticiens à Orleans, Guillaume stamberge, Gillet chartier, Jehan feuin, Pierre de champeaux, Jacques de loynes, Nicolas roger, Jacques boilleue, Jehan boilleue, Guillaume boilleue, Guillaume le breton, Jehan martin du port, & Jehan gar-

Proces verbal des Coustumes

mier marchans & bourgeois d'Orleans esleuz par les habitans pour estre presens & comparoit à la publication desdites coustumes cy dessus escriptes. Et aussi en la presence de plusieurs autres personages tant d'eglise, nobles, qu'aduocats, practiciens & bourgeois estans en grand nombre escripts & nommez en nostre proces verbal. Apres laquelle publication desdites coustumes redigees par escript, & où n'y a opposition, auons declairez estre bonnes & valla- bles & enioint aux dessusdits & à tous autres desdits bailliage & preuosté d'Orleãs & ressorts d'iceux de d'oresenauant obseruer & garder comme loy lesdites coustumes publiees & arre- stees. Et fait defense de non alleguer, proposer, ou prouuer autres coustumes contraires ne desrogantes à icelles. Et outre auons fait defense audits lieutenant, iuges, officiers du Roy & autres aduocats, practiciens & coustumiers desdits bailliage, preuosté & ressorts d'iceux que d'oresenauant pour la preuue desdites coustumes publiees comme dessus, ils ne facent aucu- ne preuue par tourbe ou tesmoings particuliers: mais par l'extrait d'icelles signees du greffier dudit bailliage d'Orleans & deuëment expedie. Et tesmoing desquelles choses nous auons cy mis nos seings manuels & fait seeller de noz seels. Et pareillement signer par ledit de saint Mesmin lieutenant general, & Choquart greffier dudit bailliage d'Orleans, Le trentiesme & penultime iour d'Octobre l'an de grace mil cinq cens & neuf.

Proces verbal.

L'An mil cinq cens & neuf le lundy. xxii. iour d'Octobre, nous Estienne buynard conseiller du Roy nostre sire, & Guillaume rogier aussi conseiller & procureur general dudit seigneur en sa cour de Parlement, sommes transportez en la ville d'Orleans, pour faire lire, publier & arrester les cou- stumes dudit bailliage d'Orleans en ensuyuant les lettres patentes dudit seigneur, desquelles la teneur s'ensuyt. Loys, &c. Sommes transportez en la sale de la cour le Roy d'Orleans, qui estoit le lieu assigné pour faire la pu- blication desdites coustumes, en laquelle sale trouuasmes noble homme & sage maistre Ai- gnan de saint Mesmin escuyer, licencié en loix, lieutenant general du bailliage d'Orleans, &c. Et comparurent personnellement & en la maniere qui s'ensuyt. C'est à sçauoir, pour reue- rend pere en Dieu monseigneur Christofle de brislac euesque d'Orleans, maistres Jehan feal son official, Hylaire iacob son seelleur, Clement de millebert licencié en loix, baillif dudit e- uesché, Geruaise bellier & Estienne peigne ses procureurs & commis. Pour les rector, do- cteurs & college de l'vniuersité d'Orleans, messires Arnoul ruzé scholasticque, Alexandre gui- bert, Jehan bruneau docteurs en laditte vniuersité d'orleans, & maistre Pierre roignon procu- reur general d'icelle vniuersité, pour les doyen, chanoines & chapitre de sainte Croix d'Or- leans, ledit messire Arnoul ruzé, maistres Mathurin louau, Simphorian trunel chanoines de laditte eglise, garnis de maistre Estienne daniel leur baillif & Jehan haste leur procureur. pour les doyen, chanoines & chapitre de saint Aignan d'Orleans, & comme seigneurs d'Arthe- nay, maistres Jehan bourgoing chantre, Jacques coiffart, Aignan foillon, Loys chartin & Ma- thurin louau chanoines de laditte eglise dudit saint Aignan d'Orleans, garnis des dessusdits maistre Clement de millebert leurdit baillif & Guillaume foucault leur procureur. pour les doyen, chanoines & chapitre de nostre dame de Clery lez Orleans, maistre Jean sanatier l'un desdits chanoines, garny de maistre Pierre daniel leur baillif, & ledit Guillaume foucault leur procureur. pour les doyen, chanoines & chapitre saint Pere empont d'Orleans, comparurent maistre Girard laurens chantre, Loys chartin chanoines de laditte eglise, garnis de maistre Jehan merat leur baillif, & Estienne peigne leur procureur. Pour les doyen, chanoines & cha- pitre de saint Pere puillier comparurent maistres Aignan foillon cheuecier & Jehan guyot chanoines de laditte eglise, garnis desdits maistre Jehan merat leur baillif & Estienne peigne leur procureur. pour les doyen, chanoines & chapitre d'Orleans comparurent maistre Geor- ge balnac & Pierre du chau chanoines dudit saint Auy garnis dudit maistre Jean mairat leur baillif & Guillaume boyuin leur procureur. Pour les doyen, chanoines & chapitre de Jargeau, comme & seigneurs de Pierre sire, maistre Loys gandillon garny de maistre Jehan maillier leur baillif & Estienne peigne leur procureur. pour les doyen, chanoines & chapitre de Meung sur Loire, comparurent maistres Philippe preuost & Geoffroy odes chanoines de laditte egl- se, garnis dudit maistre Jehan mailier leur baillif & Liphard de lauau leur procureur. pour le tresorier

tresorier, chantre & chanoines de la sainte chapelle du palais à Paris seigneurs de Langenerie, comparurent Pierre brunier leur procureur & receueur audit lieu, garny de maistre Pierre fleury & Guillaume foucault leurs conseillers. pour les tresorier, chambrier, chanoines & chapitre saint Martin de Tours seigneurs du peage de Baugency, & pour toutes les autres terres & seigneuries qui sont assises audit bailliage d'Orleans comparut Pierre bauieu leur procureur: pour les chantre & chapitre de Pithiniers comparurent messeigneurs Compaigne bourfier & maistre Pierre main dextre chanoines d'icelle eglise garnis dudit Geruaise bellier leur procureur: pour les chantre & chapitre du Sully comparurent messire Estienne fournier leur bourfier, maistre Jehan malier & Estienne peigne leurs conseillers. Et pour les religieux, abbé & conuent de saint Benoist le fleury sur Loyre, seigneurs d'Yeure la ville, de Chastillon sur Loyre, du Moulinet, de Sainuille & du Plessis saint Benoist, comparurent maistres Pierre daniel leur baillif, Pierre foubert, & Estienne peigne leurs procureurs & conseillers: pour venerable personne frere Loys aiasson abbé de saint Mesmin de Mixi lez Orleans en personne, & les religieux & conuent dudit lieu par ledit Aiasson leur abbé garny de maistre Pierre le berruyer leur baillif & ledit Guillaume foucault leur procureur: pour venerable personne frere Guillaume de berry abbé de nostre dame de Baugency aussi en personne, & les religieux & conuent par ledit abbé garny dudit maistre Jehan malier & Guillaume foucault leurs procureurs & conseillers: pour les religieux, abbé & conuent de saint Euerte d'Orleans comparut frere Jehan roillon religieux dudit lieu garny dudit maistre Pierre le berruyer leur baillif, & Fleurentin mairat leur procureur, frere Guillaume de la voue abbé de Bonneual en personne, & les religieux & conuent dudit lieu, par ledit abbé garny dudit maistre Jehan malier leur baillif & Jehan hate leur procureur. En faisant laquelle presentation fest comparu par deuant nous maistre Pierre la troyne licencié en loix soy disant substitut de l'aduocat du Roy au bailliage de Chartres l'office du procureur du Roy vaccant, fondé de lettres de substitution signees de la Troyne, dattees du .xx. iour de ce present moys d'Octobre, qui a debatue icelle presentation, & pour l'aduocat du Roy audit bailliage d'Orleans au contraire, & pareillement par les manans & habitans de la ville d'Orleans & de Yanuille, parquoy ouy leur debat & different, eussions ordonné ausdites parties bailler leur requeste & responses à icelles par escript, & tout ce q̄ bon leur sembleroit par deuers nous pour le tout inserer en nostre proces verbal pour sur tout en faire nostre rapport à la cour & par icelle en ordonner ainsi qu'il est de raison. Ce qu'ils ont fait en la maniere qui ensuyt. Par deuant vous messieurs maistre François boucher, Estienne buynard conseillers du Roy en la cour de Parlement, & Guillaume roiger procureur general dudit seigneur commissaires commis & deputez de par le Roy nostredit seigneur à faire publier & decreter les coustumes du bailliage d'Orleans. Pierre la troyne licencié en loix, aduocat à Chartres, substitut en telle partie de l'aduocat du Roy audit bailliage de Chartres l'office de procureur en iceluy vaccant & fondé de lettres de substitution donnees sous le contrefeul aux causes dudit bailliage de Chartres le .xx. iour d'Octobre l'an de grace mil cinq cens & neuf a dit & declairé en ensuyuant le contenu esdites lettres de substitution & memoire à luy baillé par le dessusdit aduocat du Roy, & signé de sa main, que les baronnies d'Asluye, Brou, Authon, Montmiral, de la Bazouche gouet, Pareillement la ville de Bonneual & appartenances d'icelles gens d'eglise, nobles & autres manans & habitans desdits lieux cy dessus, sont dudit bailliage de Chartres. Et en signe de ce que lesdites cinq baronnies & leurs appartenances sont tenues en foy & hommage de la chastellenie & baronnie de Pontgoing appartenant à l'euesque de Chartres & principal lieu de son temporel, lequel lieu de Pontgoing est tenu du Roy nostredit seigneur à cause de son Comté de Chartres. Que les appellations dudit Pontgoing ressortissent & ont accoustumé estre releues par deuant le baillif de Chartres ou son lieutenant, que toutesfois qu'il y a eu mandement du Roy pour faire son ban ou arriereban ou autre assemblee des subiets dudit bailliage de Chartres, & qu'à ceste fin y a eu lettres patentes ou missiues dudit seigneur adressans audit baillif de Chartres ou son lieutenant, iceluy baillif ou son lieutenant les ont fait publier en chascune desdites cinq baronnies, & semblablement audit Bonneual. Et en obeyssant & fournissant au contenu d'icelles les nobles & autres tenans fiefs & arrierefiefs esdits lieux, ont comparu audit Chartres comme subiets du bailliage dudit lieu & ailleurs, selon ce qui a esté ordonné le baillif ou son lieutenant dudit lieu, le tout sans contredit aucun & de tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire. Et au regard de laditte ville de Bonneual qu'elle appartient audit seigneur, & est des appartenances des bailliage & Comté de Chartres, qu'il soit vray, y a audit lieu preuost,

Proces verbal des Coustumes

procureur & autres officiers y exerçans iurisdiction pour ledit seigneur. Les appellations duquel preuost ressortissent par deuant ledit baillif de Chartres, qui tient ses assises audit Bonneual, qui est l'un des sieges de son bailliage, semblablement que les abbez, religieux de l'abbaye dudit Bonneual pour la iurisdiction temporelle qu'ils ont ou peuuent auoir, & laquelle leur auoit esté baillee en aucuns cas par ledit seigneur ou les comtes de Chartres, auxquels il a succédé par moyens, sont de ferme pension ou rente annuelle au Roy nostredit seigneur à sa recepte ordinaire à Chartres cent liures tournois. D'auantage que lesdites gens d'eglise, nobles & autres du tiers estat desdits lieux comme estans dudit bailliage, ont en ensuyuant les lettres du Roy nostredit seigneur, & commandement à eux fait au moyen d'icelles de l'auctorité dudit baillif de Chartres ou son lieutenant comparu pour le fait de leurs coustumes audit Chartres, c'est à sçauoir la premiere fois de deux ans ou environ pour les arrester & rediger par escript par deuant ledit baillif ou son lieutenant, & la seconde fois vn an ou environ par deuant nos seigneurs maistres Thibault baillet president & Jehan le lieure conseillers dudit seigneur en la cour de Parlement commis en cest affaire de par iceluy seigneur, pour les decreter, autoriser & confermer, & pource que les coustumes dont ils vsent sont celles dudit bailliage de Chartres, les ont accordees audit lieu avec les autres manans & habitans d'iceluy bailliage, ainsi qu'il est à plain contenu & porté, tant par le iuré des coustumes dudit bailliage que proces verbal desdits seigneurs Baillet & Lieure signez de leurs seings manuels & dont ledit la Troyne audit nom vous a fait promptement apparait, & que par tant ioinct aussi que les coustumes desdits lieux sont differentes en tout ou la plus part de celles dudit bailliage d'Orleans, que par la commission emane du baillif d'iceluy lieu d'Orleans est seulement mandé appeller par deuant vous ceux qui ont comparu à la premiere assemblee faite en iceluy lieu d'Orleans pour le fait des coustumes dudit lieu, & que les manans & habitans subiets desdits Bonneual & cinq baronnies, n'ont comparu à laditte premiere assemblee, n'y a sous correction apparence de les auoir appelez à y comparoir presentement. A quoy le procureur du Roy au bailliage d'Orleans a respondu que les chastellenies de Brou, Montmiral, Authon, Asluye, la Bazochegouet, Bonneual, & leurs appartenances sont & ont esté de tout temps & ancienneté du bailliage d'Orleans & ressort de la chastellenie de Yanuille où ils ressortissent directement sans moyen, & nedun le bailliage & duché d'Orleans estant tenu en la main dudit seigneur. Mais etiam iceluy baillé & appanagé à messeigneurs les ducs d'Orleans qui l'ont tenu à deux diuerses fois par le temps de six à sept vingts ans, ou autre long temps en ont iouy paisiblement, publicquement & notoirement, tellement que les appellations interiectees des iuges ou officiers establis esdites chastellenies & leurs appartenances ont esté ordinairement tenus audit Yanuille ab antiquo & tali tempore cuius non extat memoria medio tempore & nouissimo. Encores es assises dernièrement tenues audit Yanuille puis deux mois ença, & sont icelles chastellenies de Brou, Asluye, Montmiral, Authon, la Bazochegouet & Bonneual enclauces es fins & limites du bailliage d'Orleans, & n'y a apparence quelconque de la part dudit aduocat & autres officiers dudit Chartres, de vouloir pretendre lesdites chastellenies estre du ressort de Chartres ne subiets aux coustumes dudit lieu, sous couleur qu'ils dient auoir esté adiournez audit lieu de Chartres, qu'ils y ont assisté & comparu, & qu'ils ont declairé qu'ils vsent des coustumes dudit Chartres, car si par menées, communes intelligences, vsurpations des officiers dudit Chartres, qui se sont tousiours efforcez vsurper lesdites chastellenies ou autrement, ce auroit esté fait, si ne pourroit ce nuire ou preiudicier aux officiers d'Orleans qui n'ont esté ouys n'appelez. Et au contraire en toutes les assemblees qui ont esté faites pour lesdites coustumes au bailliage d'Orleans pour rediger, mettre par escript ou arrester lesdites coustumes, les seigneurs, officiers & autres des trois estats d'icelles chastellenies & leurs appartenances ont esté tousiours appelez & deuëment euocquez, deffaux donnez contre eux, & par vertu desdits deffaux saisissemens faits du domaine desdites chastellenies. Et ont fait les officiers dudit bailliage d'Orleans, ce qu'estoit en eux à la conseruatiō des limites & ressorts dudit bailliage d'Orleans, pour obuier à l'entreprinse & vsurpation qu'ont voulu faire lesdits officiers de Chartres qui en ont eu enuie, pourtant qu'icelles chastellenies sont plus prochaines d'eux. Et toutes & quantes fois que lesdits officiers de Chartres ou autres interposites personnes se sont efforcez entreprendre sur lesdites chastellenies aucune iurisdiction y a esté obuie, tellement qu'en ceste matiere y a eu arrest donné au profit de feu monseigneur le duc d'Orleans. Charles pere du Roy nostredit seigneur, par lequel les ressorts desdites chastellenies cōme estans des enclauces audit bailliage d'Orleans luy ont esté adiugez en saditte chastellenie de

de Yanuille, & n'est à present question de Pontgoing ne du fief, lequel en rien ne peut designer la iustice ne ressort. Et si aucuns officiers royaulx durant l'appannage dudit duché d'Orleans auoient esté establis audict Bonneual, ce pourroit auoir esté fait pro tempore pour les cas priuilegiez dont la cognoissance peut appartenir aux officiers du Roy pour le soulagement du peuple, pource que lesdits officiers de Chartres en estoient prochains ainsi qu'on a fait à Montargis, Cepaoy, Poicy, Sens, Iargeau & autres lieux, esquels la cognoissance de tous cas priuilegiez a esté commise durant ledit appannage, qui n'est pas pour monstrier que laditte chastellenie de Bonneual ayt esté ou soit dudit ressort de Chartres: car laditte chastellenie de Bonneual de tout temps a esté dudit bailliage d'Orleans ainsi que dit est. Et en signe de ce le tabellion qui y est a esté & est de tout temps estably par ledit seigneur duc d'Orleans & sous le seel dudit bailliage d'Orleans. Et ne fut oncques veu que les officiers dudit Chartres-y ayent eu que voir sinon qu'ils ayent au desceu desdits officiers dudit bailliage d'Orleans aut per violentiam ou autrement sinistra via, voulu vsurper ou entreprendre. Lesquelles choses ne peuuent nuire ou preiudicier ausdits officiers du bailliage d'Orleans. Et n'est laditte declaration faite par les trois estats du pays, & faudroit necessairement qu'ils y comparussent, parquoy deuez vous messeigneurs les commissaires donner default contre les seigneurs desdites chastellenies, officiers & des gens desdits trois estats appelez, & ordonner icelles chastellenies estre saisies ainsi que vous est mandé par les lettres patentes dudit seigneur, en faisant par ledit procureur du Roy au bailliage d'Orleans contraires declarations & protestations à l'encontre desdits officiers de Chartres qui encores friuolement & pour donner couleur à leurs faulses & mauuaises entreprinse se sont de vous declarez appellans en la cour. Les officiers, nobles, gens d'eglise & autres du tiers estat manans & habitans de Yanuille respondent à la declaration que c'est efforcé faire vn soy disant substitut de l'aduocat du Roy à Chartres procureur d'Asluye ou autres que laditte telle quelle declaration ne doit par vous messeigneurs les comisaires estre receuë n'admise quoy que ce soit ne peut ou doit icelle declaration preiudicier ne faire que les chastellenies de Bonneual, Brou, Asluye, Môtmiral, Authon, la Bazoche gouet, & ressorts d'icelles se doiuent gouverner selon les coustumes du bailliage d'Orleans obseruees & gardees en laditte chastellenie de Yanuille en laquelle ressortissent de tout temps & ancienneté & de tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire les appellations interiectees des baillifs desdits lieux & ont par cy deuant les appellations desdits baillifs releuees lesdites appellations par deuant monseigneur le baillif & gouverneur d'Orleans ou son lieutenant es assises par eulx tenuës audict lieu de Yanuille, parquoy de vouloir sous vmbre de laditte telle quelle declaration exempter icelles chastellenies d'estre gouvernees selon par lesdites coustumes gardees audict bailliage d'Orleans chastellenie de Yanuille, selon lesquelles elles ont comme dit est par cy deuant esté regies & gouvernees, il n'y a sous correction apparence, & seroit ia commencement de ne vouloir plus estre du ressort d'icelle chastellenie & d'eulx desmembrer du tout en tout du ressort dudit bailliage d'Orleans, ce qui ne se doit tollerer. Et ne seroit sous correction si on vouloit dire que combien que lesdites chastellenies fussent du ressort dudit Yanuille, que neantmoins ils auroient esdits lieux coustumes locales telles & semblables qu'audict lieu de Chartres: car le contraire seroit & est veritable: c'est à sçauoir qu'esdites chastellenies ont esté de tout temps & d'ancienneté obseruees & gardees les coustumes dont l'on vïe audict bailliage & chastellenie de Yanuille qui sont autres & differentes que ne sont celles qui ont lieu audict Chartres. Et y a presomption apparente & vehemente qu'ainsi soit, au moyen que lesdites chastellenies sont du ressort de Yanuille, parquoy magis presumendum qu'ils soient gouvernez selon les coustumes qui ont lieu, quia sunt filia naturalia de laditte chastellenie de Yanuille, & non pas selon lesdites coustumes du bailliage de Chartres, duquel ils veulent estre adoptees, en quoy seroit mutare genium ac iura naturalia quæ nullatenus possunt immutari. Et partant viendroit de la part desdites chastellenies la charge de prouuer qu'ils ayent coustumes locales esdits lieux autres qu'en laditte chastellenie de Yanuille, qui seroit contraire à leur propos quand ils dient qu'ils sont gouvernez selon les coustumes de Chartres qui ne seroient par ce moyen coustumes locales. Mais il y a plus: car ledit soy disant procureur ne seroit admissible n'a iouyr, d'alleguer lesdites coustumes locales, sinon qu'il les nômast en particulier. Et aussi qu'il môstrast que les trois estats en assemblee generale l'eussent ainsi déclaré, ce qu'il n'a fait. Parquoy à icelle declaration ne doit l'on auoir regard au preiudice de laditte chastellenie de Yanuille. Et pour les religieux & cōuent de sainct

Proces verbal des Coustumes

Denys en France seigneurs de Thury en Beausse, de Guillerual & d'Angerville en Beausse comparurent ledit maistre Pierre le berruyer leur baillif desdits lieux, Geruaise bellier, & Jehan bauguyer l'ainé leurs procureurs, l'abbé de la court Dieu en personne & les religieux & conuent dudit lieu par ledit abbé garny dudit maistre Clement de millebert leur baillif, maistre Pierre daniel & ledit Estienne peigne conseillers. Et pour les religieux, prieur & conuent de saint Sanson d'Orleans comparut frere François gandion religieux dudit lieu, qui a exonié de maladie ledit prieur, garny de maistre Aignan l'huyllier leur baillif & ledit Guillaume foucaut leur procureur. Ledit frere Loys aiasson prieur de Bourg lez Chateau vielz en personne, garny desdits maistre Clement de millebert & Guillaume foucaut ses conseillers. Et pour les religieux, prieur & conuent de saint Martin des champs à Paris seigneurs d'Orsonuille, Boulouuille, Mondouuille, la saint Jehan & Goillons, Monuillier, Poissac & Octouuille, comparut Loys rabet leur procureur & receueur desdits lieux, lequel nous a fait certaine declaration & icelle baillee par escript, de laquelle la teneur ensuyt. Au iourd'huy Loys rabet au nom & comme procureur & receueur des religieux, prieur & conuent de monseigneur saint Martin des champs de Paris en leurs terres & seigneuries d'Orsonuille, Boulouuille, Mondouuille, Goillons, Monuillier, Poissac & Octouuille au pays de Beausse, a declairé que combien que lesdites terres & seigneuries soient ressortissans, assises & enclauées au bailliage d'Orleães, au siege de Yanuille, neantmoins y a esdits lieux semblables coustumes que celles dudit bailliage d'Orleans, selon lesquelles ils vsent & se gouvernent. Et pour lesdites coustumes dudit bailliage d'Orleans veoir arrester, & en ensuyuant la substitution par luy baillee à maistre Estienne lambert, a commis & commet iceluy Lambert lequel auons receu pour comparoir & assister pour lesdits seigneurs esdites coustumes, dont ledit Lambert & le procureur du Roy audit bailliage d'Orleans nous ont requis lettre pour leur seruir & valloir en temps & lieu cōme de raison. Pour les religieux, Celestins, prieur & cōuēt de nostre dame d'Amber es forests d'Orleans comparut ledit Estienne peigne leur procureur, pour le prieur de Flotin comparurēt ledit maistre Lyphard hureau & Guillaume boyuin ses conseillers, pour le prieur de saint Laurens des Orgeriz comparurent ledit maistre Pierre fleury son baillif & Pierre de champeaux son procureur, qui l'ont exonié d'absence & vieillesse. Frere Jehan rogier prieur du pont aux Moynes & de saint Maclou d'Orleans en personne, garny de maistre Jehan noblet son baillif audit pont aux Moynes & Pierre beauieu son procureur. Le prieur saint Geruaise lez Orleans garny dudit maistre Jehan merat son baillif & Guillaume foucaut son procureur. Et pour le prieur de Boiuille la saint pere comparut maistre Nicole boileue & ledit maistre Pierre daniel son baillif & Guillaume foucaut son procureur qui l'ont exonié de maladie. Maistre Charles thibaut prieur de Semoy en personne garny desdits maistre Pierre le berruyer son baillif & Guillaume foucaut son procureur. Pour le prieur saint Paterne d'Orleans comparurent lesdits maistre Jehan maillier son baillif & Estienne peigne son procureur. Frere Pierre roillard prieur d'Visseau en personne: le prieur de Bucy le Roy en personne, garny de maistre Symon l'huyllier son baillif & ledit Estienne Peigne son procureur, qui ont protesté par deuant nous de n'estre subiets audit bailliage d'Orleans, n'eux gouverner selon les coustumes dudit bailliage & eux disans exempts, & le procureur du Roy dudit bailliage disant au contraire, pour le prieur de saint Pere lez Pithiniers comparut frere Loys lucas religieux garny desdits maistre Jehan noblet leur baillif & Estienne peigne leur procureur: pour le commandeur de saint Marc comparut maistre Jacques le fuzelier son baillif qui l'a exonié de maladie. Frere Aignan de mareul commandeur de Boigny en personne, garny desdits maistre Pierre daniel son baillif & Jehan hate son procureur: pour le preuost d'Ingré en l'eglise de Chartres comparurent lesdits maistre Jehan merat baillif dudit lieu & Jehan hate procureur, pour les preuost & chanoines de Lizay en l'eglise de Tours seigneurs de Rebrechien le preuost comparurent maistres Symon l'huyllier leur baillif audit lieu, & Jehan du puy leur procureur, qui ont protesté ne respondre audit bailliage d'Orleans pource qu'ils se dient exempts, ledit procureur du Roy disant au contraire: pour le maistre de l'hostel Dieu d'Orleans comparut Guillaume boyuin son procureur. Le maistre de saint Ladre dudit lieu en personne: pour frere Paul de la plattiere prieur du prieuré conuentuel de Bonny, & pour les religieux & conuent dudit lieu comparut Guyot sadier leur procureur fondé de lettres de procuratiō passees sous le seel dudit prieuré signees. h. par le cōmandemēt dudit seigneur, datees du. vj. iour de Iuillet l'an mil cinq cens & six, qui nous a dit & declairé que depuis l'adiournement fait à sa personne ce

sixiesme

fixiesme iour de ce present moys il n'a peu auoir acces audit prier par ce qu'il est à present en Bourgogne pour l'affaire de son abbaye de saint Lienard, ou ailleurs pour ses affaires, & outre que par cy deuant es assemblees faites pour raison desdittes coustumes ledit abbé n'a esté appellé en aucune maniere, & n'est ledit prier subiet du bailliage d'Orleans ne des ressorts d'iceluy, ainçois est du bailliage de Môtargis qui est garde & protecteur dudit prieré & droits dependans d'iceluy. Nonobstant laquelle declaration apres que le procureur du Roy audit bailliage a respondu au contraire, auons lesdits prier, religieux & conuent dudit lieu de Bonny mis & prononcez en deffaut, portant tel profit que de raison: pour le chambrier de saint Benoist du retour comparurent lesdits maistre Pierre daniel son baillif, Pierre foubert & Jehan hate ses procureurs & conseillers. Et aussi pour monseigneur le duc de Longueuille comte de Dunoyz seigneur de Baugency comparut Regnault desmontils son procureur & receueur garny dudit maistre Jehan maillier son baillif audit Baugency, pour Loys monseigneur de la Trimouille baron de Sully & seigneur de saint Gondon comparut Jehan agnes son procureur audit lieu de Sully garny dudit maistre Pierre le berruyer baillif dudit lieu, pour monseigneur l'uesque d'Orleans comme seigneur temporel des chastellenies de la Faulconnerie d'Orleans, de Iargueau, de Putuiers & de Meung sur Loyre comparurent lesdits maistre Jehan feal son official, Hylaire iacob son sceleur, Clement de millebert son baillif esdits lieux, Geruaise belier & Estienne peigne ses procureurs: pour le seigneur de la court de Marigny comparut Jehan bourgeois garny de maistre Pierre daniel son baillif, messire Jehan d'estampes cheualier seigneur de la Ferté naber & de Noyen le fuzelier en personne, garny dudit maistre Clement de millebert son baillif & Pierre pelé son procureur, le seigneur de Chambon & Philippe de clery seigneur de Ligny le ribaut en personnes: pour le seigneur de Baignolet comparut maistre Robert hachin son procureur & conseiller qui l'a exonié d'absence, pour messire Jacques de la Trimouille cheualier seigneur de la Motte, de Chasteau regnaud comparut maistre Jehan branger son procureur & receueur garny desdits Merat son baillif & Jehan du puy procureur: pour le seigneur de Voufson cōparut Liphart de l'auau son procureur qui l'a exonié d'absence au seruite du Roy dela les monts: pour la comtesse de Tonnere dame de Sale lez Clery comparut ledit de Millebert son baillif & foucaut son procureur: pour la dame de Chasonuille comparut ledit Merat son baillif & Geruaise bellier son procureur: pour le seigneur de Sueure comparut maistre Pierre boucher son baillif qui l'a exonié de maladie: pour le seigneur de Ioy le potier comparut Estienne Paris son procureur qui l'a exonié de maladie: pour le seigneur de Lory comparut ledit maistre Pierre le berruyer son baillif & Jehan du puy son procureur qui l'ont exonié d'absence: pour le seigneur de Dampierre seigneur de Bourderoy, d'Ascheres & de Ioy en Beauffe, comparut ledit maistre Symon l'huylier son baillif & Jehan hate son procureur, qui l'ont exonié d'absence, disant qu'il est au seruite du Roy: pour le seigneur de Rogemont comparut Jehan le noir son procureur en laditte seigneurie, garny desdits maistre Estienne daniel son baillif & Jehan hate son procureur: pour le seigneur du Puiset en partie ledit seigneur nommé messire Nicolle de Gaillon cheualier seigneur dudit Puiset en partie en personne, garny desdits maistre Pierre le berruyer son baillif & Geruaise bellier son procureur. Pour Charlotte de gaillon dame de saint Sigismond & du Puiset pour l'autre partie, comparut maistre Jehan de saumery son procureur, garny desdits maistre Jehan mairat son baillif, & Jehan hate procureur: pour messire Lancelot du lac cheualier seigneur de Chamberolles & de Chilleure & baillif d'Orleans, comparurent lesdits maistre Jehan mairat son baillif & Fleurentin mairat son procureur, qui l'ont exonié d'absence, estant au seruite du Roy: Pour messire Jehan salezart cheualier, capitaine de Boulongne seigneur de Laz & de Coucy comparut maistre Estienne daniel son baillif & Fleurentin mairat son procureur, qui l'ont exonié d'absence. Pour le seigneur de Courcelles le Roy comparurent lesdits maistre Clement de millebert son baillif & Geruaise bellier & Jehan lesguillon ses procureurs, qui l'ont exonié de maladie, Jehan d'aucoy seigneur de Fay ou Loge en personne. Pour Ythier d'autruy seigneur de Chastillon le Roy en Beauffe, comparut ledit maistre Symon l'huyllier son baillif, & l'a exonié d'absence. Pour la dame & seigneur de Soissy comparut Guillaume boyuin leur procureur, messire Loys de la Ferté cheualier seigneur Duifeau en personne garny desdits maistre Jehan mairat son baillif & Fleurentin mairat son procureur. Pour le seigneur de Nynerolles comparurent lesdits maistre Estienne daniel son baillif & Guillaume boyuin son procureur. Pour le seigneur de Mezieres seigneur de saint Forgeau en Puisaye,

Proces verbal des Coustumes

pour madame de Bourbon comtesse de Gien, pour messire Jacques de Coligny cheualier seigneur de Chastillon sur Loing, pour le seigneur de Brou aucuns ne sont comparus n'autres pour eux, & pourtant les auons mis & prononcez en deffault à la requeste du procureur du Roy audit bailliage d'Orleans portant tel proffit que de raison. Et pour messire Jehan de Bruges cheualier seigneur de la Gruture comme seigneur des chastellenies de Montmiral, Authon & la Bazoché gouet à comparu Guillaume boyuin procureur substitut de Jehan gillet procureur & receueur dudit seigneur de la Gruture garny dudit maistre Estienne daniel son aduocat & conseiller, qui l'ont exonié d'absence, & nous ont declairé que lesdites chastellenies de Montmiral, Authon & la Bazoché gouet auoient coustumes locales, & que monseigneur le president Baillet & monseigneur le Lieure commissaires pour faire publier & decreter les coustumes du bailliage de Chartres, auoient decreté icelles coustumes de la Bazoché gouet, les commandemens & ordonnances faites audit seigneur de la Gruture ou à son procureur en tel cas requis, requerant nous bailler leur declaration par escript pour l'inserer en nostre proces verbal. Ce qui a esté debatue par ledit procureur du Roy & les habitans d'Orleans & de Yanuille, qui nous ont déclaré qu'ils employent la responce par eux faite à la requeste baillee par lesdits substitut de Chartres cy deuant inserée pour raison desdites chastellenies. Ouyes lesquelles parties auons ordonné que ledit Boyuin substitut dudit Jehan gillet procureur dudit seigneur de la Gruture, mettroit deuers nous saditte declaration: ce qu'il fist, & de laquelle la teneur s'ensuyt. Au iourd'huy à l'appel du rouble des ducs, comtes, barons, chasteilains, seigneurs hauts iusticiers & autres estans tenus comparoir en l'assemblee faite pour accorder, discorder & mettre fin és coustumes generales & locales du bailliage d'Orleans & ressorts d'iceluy fest autour dudit rouble & appel du seigneur des terres, seigneuries, baronnies & chastellenies de Montmiral, Authon & la Bazoché gouet comparu Guillaume boyuin procureur substitut de Jehan gillet procureur de noble & puissant seigneur messire Jehan de Bruges seigneur de la Gruture conseiller & chambellan du Roy nostre sire & cheualier de son ordre, lieutenant general pour ledit seigneur és pays de Picardie mary & bail de dame Marie de Meleun son espouse, & à cause d'elle seigneur baron desdites terres, seigneuries & baronnies de Montmiral, Authon & la Bazoché gouet fondé de lettres de substitution faites & passees sous le seel dudit lieu de Montmiral le treiziesme iour de Mars l'an mil cinq cens & huyt. Ce fait a iceluy Boyuin exonié ledit seigneur baron & chasteilain desdites terres & seigneuries de Montmiral, Authon & la Bazoché gouet de maladie. Et apres a dit que pour raison de laditte matiere dont est question ledit de Bruges seigneur, baron & chasteilain dessusdit a esté contraint par monseigneur le president Baillet & monseigneur le Lieure commissaires du Roy nostre sire en ceste partie comparoir à Charles: Auquel lieu les coustumes locales du Perche gouet ont esté par eux decretees, les commandemens & ordonnances audit seigneur de la Gruture ou à son procureur faits en tel cas requis, & que sans veoir ce qu'a esté fait ne scauroit l'exoniant que dire & rapporter à son maistre. Et pour monseigneur Anthoine de Luxembourg comte de Brienne & seigneur d'Asluye comparut Jehan arnault son procureur garny desdits maistre Jehan mallier & Jehan hate ses conseillers, qui nous ont déclaré que combien que laditte seigneurie & iustice d'Asluye soit ressortissant au bailliage d'Orleans au siege de Yanuille: neantmoins y a audit lieu d'Asluye coustumes semblables à celles de Chartres & Perche gouet, selon lesquelles les habitans dudit lieu & seigneurie d'Asluye se regissent & gouernent, dont ledit Jehan arnault procureur dessusdit nous a requis lettres que luy auons octroyees. Et pour le seigneur d'Angeau & de Barenton comparut Regnault yeure son procureur & receueur garny desdits maistre Jehan mallier & Barthault roigeau ses conseillers, qui l'ont exonié de maladie & vieillesse. Lesquels neantmoins ont comparu pour ledit seigneur pour assister à laditte assemblee & publication desdites coustumes. Et nous a ledit Yeure déclaré que combien que laditte seigneurie de Dāgeau soit ressortissant au bailliage d'Orleans au siege de Yanuille: neantmoins ils ont coustumes pareilles & semblables de celles de Chartres & Perche gouet, selon lesquelles ils se gouernent. Et au contraire nous fut dit & remonstré par ledit procureur du Roy audit bailliage, manans & habitans d'Orleans & de Yanuille, que laditte seigneurie estoit assise & situee & ressortissant chascun iour audit lieu de Yanuille, & par ce moyen subiecte audit bailliage d'Orleans. Et au surplus nous a dit ledit procureur qu'il employoit la responce qu'il a cy deuant faite à l'encontre du substitut procureur du bailliage de Chartres: pour messire Jehan de prullay cheualier seigneur de la Herbaudiere, comparut

comparut maistre Mathurin formy son procureur & Jehan d'ardenay seigneur de la Forsonniere & de Griffay en personne: lesquels comparans comme dessus nous essent declairé que lesdittes seigneuries estoient assises és fins & metes dudit bailliage d'Orleans ressortissans à Yanuille, & autres choses contenues en certaine declaration par eux baillee par escript, dont la teneur s'ensuyt.

C'est la declaration que font & baillent par deuant vous messieurs les commis pour le Roy nostre sire au bailliage d'Orleans pour emologuer les coustumes dudit bailliage, Nobles hommes messire Jehan de prullay cheualier seigneur de la Herbaudiere comparant par maistre Mathurin fourmy son procureur & Jehan d'ardenay escuyer seigneur de la Forsonniere & de Griffay comparant en personne, lesquels ont dit & declairé qu'ils sont demourans au Perche gouet en leurs terres & seigneuries dependans de cinq baronnies qui sont assises és fins & metes du bailliage d'Orleans ressortissans à Yanuille, & se sont tousiours gouernees selon les coustumes desdittes baronnies ressortissans audit lieu de Yanuille qui sont les coustumes dudit bailliage d'Orleans. Et ont declairé les dessusdits qu'ils n'ont esté aux coustumes de Chartres, au moyen qu'ils ne sont aucunement subiets dudit bailliage de Chartres, ainçois sont dudit bailliage d'Orleans fait le trentiesme & penultime iour d'Octobre mil cinq cens & neuf. Et pour le seigneur de Moustiers, Mozouille & Merueiller aucun ne s'est comparu ne présenté n'autre pour luy, & partant l'auons mis & prononcé en deffaut à la requeste dudit procureur du Roy audit bailliage. Jehan de bougy seigneur d'Acoux en personne, garny desdits maistre Symon l'huyllier son bailly & Guillaume boyuin son procureur: pour le seigneur de Montpipeau comparut ledit maistre Jehan mallier son bailly: pour le seigneur de Sainct pere aux espreux comparut maistre Estienne lambert son bailly, Guillaume audax son preuost, & Vincent sergent procureur dudit seigneur, Amy hanappier seigneur de Seilliers pres Orleans en personne, pour les nobles de la chastellenie de Vitry comparurent Guillaume de carmenou escuyer, lieutenant audit lieu de Vitry, pour les nobles de la chastellenie de Beaune comparut François de crannes escuyer, pour les nobles de la chastellenie de Chasteauneuf comparut Henry chasson escuyer leur procureur & commis, pour les seigneurs du port Dauy, de Moncay, Chalin, Villeboyuin, & saint Ay, comparut ledit Guillaume boyuin, pour les nobles de la chastellenie d'Yeure la ville comparut Philippe de feniussou escuyer leur procureur & commis, pour les nobles de la chastellenie de Chasteau regnard comparut Guillaume blondel leur procureur & commis, pour les nobles de Neufuille comparut Jehan boubel lieutenant dudit lieu, pour les nobles de Lorris comparut Estienne ymbaut leur procureur & commis, pour les nobles de Boyscommun comparut Estienne godard escuyer leur commis, pour les nobles de Yeure le chastel comparurent Jehan du lac & Hugues de l'arinuille escuyers leurs procureurs & commis, pour les nobles de la chastellenie de Iargeau comparut maistre Jehan charpaut leur procureur, pour les nobles de Puturiers comparut Adam de l'arinuille & Macé de la charnaye escuyers leurs commis, pour les nobles de saint Benoit le fleury comparut Loys dazat leur procureur & commis: pour les nobles de Baugency comparut Philippe de clery leur procureur: pour les nobles de saint Gondon comparut Pierre de la chappelle leur procureur: pour les nobles de la chastellenie de la Faulconniere d'Orleans comparut ledit maistre Jehan feal official d'Orleans leur procureur & commis. Et au regard des nobles de la seigneurie de Clery ne se sont comparus ne presentez n'autres pour eux. Et partant à la requeste dudit procureur du Roy les auons mis & prononcez en deffaut: pour les nobles de la chastellenie de Thoury comparut Pierre bouguier leur commis & procureur: pour les nobles de la chastellenie de Pierrefite comparut Philippes de rinauldes escuyer leur procureur. Et pour les nobles de Sueure aucun ne se comparut ne presenta, n'autre pour eux, & partant les auons mis & prononcez en deffaut à la requeste dudit procureur: pour les nobles de Chasteau vielz comparut Pierre pelé leur procureur: pour les nobles de Noyen le fuzelier comparut Jehan foucheretz leur procureur: pour les nobles, manans & habitans des chastellenies de Brou, Afluye, Montmiral, Authon & la Bazoche gouet aucuns ne se sont comparus ne presentez n'autres pour eux, & partant les auons mis & prononcez en deffaut à la requeste du procureur du Roy audit bailliage d'Orleans portant tel proffit que de raison. Et aussi coparurent en laditte assemblee honorables homes ledit maistre Aignan de saint Mesmin escuyer, licencié en loix, lieutenant general du bailliage d'Orleans, maistre Loys roillart garde de la preuosté d'Orleans, maistre Pierre le berruyer aduocat du Roy audit bail-

Proces verbal des Coustumes

liage d'Orleans, maistre Pierre houffe procureur dudit seigneur audit bailliage, maistre François vaillant esleu pour le Roy nostredit seigneur en l'election d'Orleans, Jehā iabin commissaire & examinateur audit bailliage, Pierre blancquet aussi commissaire & examinateur de la preuosté d'Orleans, François d'auerly lieutenant general du grand maistre des eaux & forests d'Orleans, maistre Jehan de vignelles, Jacques le fuzelier, Jehan maillier & Estienne maignan licenciez en loix aduocats & conseillers en chastellet d'Orleans comme procureurs & commis pour le college des aduocats & conseillers dudit chastellet d'Orleans, Jehan gueret & Guillaume foucault procureurs & practiciens audit chastellet d'Orleans, commis pour le college des procureurs & practiciens audit lieu. Et plusieurs autres aduocats, procureurs & practiciens dudit bailliage d'Orleans en grand nombre à ce presens. Pour les officiers du Roy à Yanuille comparurent Guillaume girard lieutenant dudit lieu, maistre Estienne lambert substitut du procureur du Roy audit lieu, & maistre Jehan houderon preuost dudit lieu de Yanuille. Pour les officiers du Roy à Neufuille comparut Jehan de boubel lieutenant particulier dudit lieu. Pour les officiers du Roy à Lorris comparut maistre Jehan le marle lieutenant, & Jehā houffe preuost dudit lieu de Lorris. Pour les officiers du Roy de Chasteauneuf comparut Mathurin d'arquilles escuyer lieutenant audit lieu. Pour les officiers du Roy de Boyfcommun comparut Jehan marcel escuyer lieutenant dudit lieu. Et pour messeigneurs de la ville d'Orleans comparurent maistre Pierre le clerc, maistre Jehan regnard, maistre Nicole hanet, Philippe fausfoye, Aignan acarié, Michel daniel, Nicolas le berruyer, Gencian de loynes, Estienne l'amiraut, Jehā compaing, Pierre chartin & Mathurin le maziet escheuins de laditte ville, maistre Aignan l'huyllier, Jehan noblet & Pierre daniel licenciez en loix, aduocats & conseillers d'icelle ville, Geruaise bellier, Jehan hate procureurs aux causes de laditte ville d'Orleans, & avec eux maistre Estienne daniel, Symon l'huyllier & Pierre flory licenciez en loix aduocats & conseillers du Roy audit lieu d'Orleans, Jehan gueret, Berthault roigeou & Guillaume boyuin procureurs & practiciens audit lieu, Pierre hue, Guillaume framberge, Gillet chartier, Jehan seuin, Pierre champeaux, Jacques de loynes, Nicolas rogier, Jacques boilleue, Jehan boilleue, Guillaume boilleue, Jehan martin, Guillaume le breton, Jehā garnier bourgeois marchans de laditte ville d'Orleans, commis & esleuz pour les manans & habitans de laditte ville d'Orleans pour assister en laditte assemblee. Pour les manans & habitans de Yanuille comparurent Jehan musnier, Gillet lambert & Jehan sauary leurs commis & esleuz pour comparoir à l'assemblee desdittes coustumes. Pour les manans & habitans de Bonneual comparurent Mery sureau & Marin martin leurs procureurs. Et au regard des manans & habitans de Brou, Afluye, Montmiral, Authon & la bazoche gouet, aucuns ne sont comparus ne presentez n'autres pour eux, & par tant les auons mis & prononcez en deffaut à la requeste dudit procureur du Roy audit bailliage d'Orleans portant tel proffit que de raison. Pour les manans & habitans de Putuiers comparurent Jehan lambert, Jehan fallaize & maistre Jehan bergier leurs procureurs & commis: pour les manans & habitans de Sully comparurent maistre Pierre luquete, Jehan hure & Guillaume cochon leurs procureurs: pour les manans & habitans de saint Gondon comparut Anthoine chauffon. pour les habitans de Iargeau Bernard baillot, Guillaume maupin: pour les habitans de Meung sur Loyre comparut Estienne quatre hommes: pour les manans & habitans de Baugency comparut Regnault desmontils leur procureur: pour les habitans de Rebrechien le preuost comparurent Jacques lambert, Vincent marteau & Jacques gourron: pour les habitans de la court de Marigny Jehan le breton & Laurens disme: pour les habitans de la Ferté nabert comparut Jehan de bordes leur procureur: pour les habitans de Chasteau regnard comparut Guillaume blondet: pour les habitans de Sueure comparut Herue huris leur procureur: pour les habitans de Chasteau vielz comparurent lesdits maistre Clement de millebert & Pierre pelé leurs procureurs & commis: pour les habitans de Chastillon sur Loyre comparut maistre Estienne barbelade: pour les habitans d'Yeure la ville comparut ledit Philippe de fenuffon son procureur & commis. Et au regard des manans & habitans de Gyen, de Montargis, de Chastillon sur Loing & saint Forgeau, aucun ne s'est comparu ne presenté n'autre pour eux, & partant les auons mis & prononcez en deffaut à la requeste du procureur, portant tel proffit que de raison. A tous lesquels procureurs dessus nommez ordonnasmes mettre deuers le greffe leurs lettres de procuration, en vertu desquelles ils comparoissent par deuant nous en laditte assemblee, tant pour lesdits gens d'eglise, nobles, manans & habitans dudit bailliage d'Orleans qu'autres des-

fus nommez, en cōmandant audit greffier de les prendre & garder deuers luy. Et en la presence desquels & de plusieurs autres furent cedit iour vingt & deuxiesme d'Octobre leuës par ledit Choquart greffier dessusdit, lesdittes lettres de nostre commission cy deuant inferrees. Et apres fismes faire le serment à tous les dessusdits assistans de bien & loyaument conseiller & dire verité sur le fait des coustumes dudit bailliage d'Orleans, & remonstrer & aduertir ce qui seroit le plus vtile & profitable au bien commun & vtile de la chose publicque dudit bailliage d'Orleans.

Et ce fait feismes lire le cayer desdittes coustumes par ledit greffier. Et en lisant le premier article intitulé, le chapitre des fiefs, dont la teneur s'ensuyt:

[Vn vassal peut vendre son fief ou partie d'iceluy sans le consentement de son seigneur de fief. Et est tenu le seigneur de fief de receuoir en foy & hōmage l'achepteur d'iceluy en payāt le quint & requint deniers & autres proffits saucuns sont deuz audit seigneur de fief. Toutesfois il n'y a point de requint sinon qu'en la vente il soit expressement dit & contenu que le pris & fort principal d'icelle vente soit franc denier au vendeur. Auquel cas de denier franc au vendeur y a quint & requint deniers que l'achepteur est tenu payer.] Et pource que par le procureur du Roy audit bailliage & à la plus part des nobles & gens d'eglise dudit bailliage, nous fut dit qu'audit article auoyent esté adioustez depuis ces mots [Toutesfois il n'y a point de requint] iusques à la fin dudit article: & que par la coustume ancienne n'estoit point fait de difference de payer quint & requint au seigneur de fief, soit qu'il fust dit francs deniers ou nō, autrement qu'il seroit en la puissance des achepteurs de frauder le quint desdits seigneurs de fief, nous requerant que laditte addition fust reiettee. Et semblablement l'article cotté. lix. article dudit cayer audit chapitre des fiefs contenant ce qui s'ensuyt:

[Quand le fief est vendu, le seigneur de fief auquel est deu quint denier ou requint selon la distinction dessusdite, se peut adresser pour les proffits au vendeur ou achepteur ou les pourfuyuir personnellement: ou se prendre à son fief par saisissement au choix & election dudit seigneur de fief.] Et que laditte coustume doit estre couchee, & demourer ainsi qu'elle estoit anciennement sans y adioster laditte addition. Et par les manans & habitans, bourgeois & escheuins de laditte ville d'Orleans: Et aussi par les procureurs & commis du college des aduocats, procureurs & practiciens dudit bailliage fut dit & respondu au contraire, Que laditte addition auoit esté mise en ensuyuant laditte coustume ancienne en pleine assemblee. Et qu'ils s'opposoient à ce qu'il ne fust aucune chose osté desdits articles: à laquelle opposition auons receu lesdits habitans, bourgeois & escheuins de laditte ville, & procureurs dudit college des aduocats & practiciens. Et pour dire les causes de leur opposition leur auons assigné iour en la cour de parlement au premier iour plaidoyable d'apres les Roys prochain venant, pendant lequel temps ils pourront mettre pardeuers nous tout ce que bon leur semblera pour en faire rapport à la cour.

Et en lisant le douziesme article du chapitre des fiefs, faisant mention du serment qu'est tenu faire le vassal à son seigneur, pource q̄ le procureur du Roy & officiers dudit bailliage d'Orleans, les recteur & college de l'vniuersité dudit lieu, les gens d'eglise: semblablement les nobles par ledit maistre Clement de millebert leur conseiller, Et aussi le college des aduocats & procureurs dudit bailliage, nous ont declaré que ledit article estoit de droit, requerant iceluy article estre reietté. Surquoy lesdits escheuins, bourgeois & habitans de laditte ville ont fait dire & remonstrer que supposé que ledit article soit de droit, neantmoins les simples gens & ignorans ne scauent quel serment ils doyent faire. Ouy lequel debat, auons par l'opinion de la pluspart des assistans, ordonné ledit article estre rayé & reietté du cayer desdittes coustumes estant de droit, dont lesdits escheuins manans & habitans se sont portez pour appellans en la cour de Parlement.

Et en lisant les. xxii. xxiii. lix. & lxxiiii. articles estans audit cayer au chapitre desdits fiefs faisans mention des fraiz & mises que le seigneur de fief est tenu rendre en prenant les fruits de l'heritage de son vassal en pure perte, apres la lecture desquels articles par ledit procureur du Roy au bailliage d'Orleans par lesdittes gens d'eglise: & aussi par les nobles fut dit & allegué que lesdits articles ne deuoient demourer ainsi qu'ils estoient escripts, & que lesdits seigneurs de fief prenoient lesdits fruits en pure perte, & qu'ils s'opposoient ausdits articles à ce qu'ils ne demourassent ainsi qu'ils sont couchez. A quoy lesdits habitans & escheuins d'Orleans, college desdits aduocats & procureurs & autres du tiers estat & leurs adherens, ont

Proces verbal des Coustumes

respondu au contraire, que lesdits seigneurs ne pouuoient prendre lesdits fruits & desbles desdits heritages en pure perte sans payer les fraiz & mises des semences & labourages du poure laboureur, & que laditte coustume auoit esté ainsi accordee par la plus grand' part des assistans de laditte assemblee. A laquelle opposition nous auons receu lesdits procureur du Roy: gens d'eglise & nobles, & assigné iour à laditte cour audit premier iour d'apres les Roys prochain venant. Et ce pendant pourroient mettre par deuers nous ce que bon leur semble, pour sur tout faire nostre rapport à laditte cour, pour par icelle en estre ordonné ainsi que de raison.

Et le mardy. xxii. iour dudit moys d'Octobre s'est comparu par deuant nous Jehan arroust, procureur de messire Anthoine de luxembourg seigneur d'Asluye, garny de maistre Jehan maillier aduocat à Orleans, & Jehan hate procureur audit lieu ses conseillers: lequel a dit & déclaré que combien que laditte iustice & seigneurie d'Asluye soit ressortissant au siege de Yanuille & bailliage d'Orleans: neantmoins y a audit lieu d'Asluye semblables coustumes & pareilles de celles Chartres, selon lesquelles ils vsent & se gouernent. Et semblablement ledit Jehan hate comme procureur dudit abbé de Bonneual seigneur dudit lieu, a fait pareille & semblable declaration ainsi que plus à plein est contenu cy dessus, à quoy ledit procureur du Roy a dit & respondu qu'il employoit la responce faite cy dessus escripte, par laquelle il auoit suffisamment respondu.

Et en lisant le. xxvi. article dudit chapitre des fiefs faisant mention du vol de chappon appartenant au fils aîné, & des heritages esquels ledit fils aîné prend les trois parts, & dont estoit le proces entre maistre Pierre le cleric & nous Buynart d'une part, & ledit maistre Aigné de saint Mesmin lieutenant general dudit bailliage d'Orleans d'autre part, réuoyé par la cour de Parlement par deuât nous commissaires desdittes coustumes, & veu les remonstrances de tous les assistans de laditte assemblee, ledit article a esté rayé comme non veritable, à quoy lesdits le Cleric & nous Buynard fussions rendus opposans, requerans estre renuoyez en laditte cour, & depuis nous fussions deportez de laditte opposition, & par ce moyen est demouré ledit article rayé comme non veritable.

Et en lisant les. xxix. xxxvi. & xxxviii. articles mis au net estans audit chapitre des fiefs faisant mention des baillistres & gardiens nobles, qui font les meubles, fruits, reuenus des mineurs leurs durant laditte minorité, nous a esté dit & remonstré par lesdits gens d'eglise, vniuersité, college des aduocats & procureurs dudit bailliage d'Orleans, & aussi par les escheuins, manans & habitans de laditte ville, & des habitans des chastellenies dudit bailliage, sauf de la chastellenie de Lorris: & aussi par ledit maistre Jehan feal official pour mondit seigneur l'euesque d'Orleans, que lesdits baillistres ne doyent acquerir ou gagner lesdits meubles, fruits & reuenus desdits mineurs: mais en doyent rendre compte, autrement que lesdits mineurs estoient en voye de destruction: pource que la pluspart desdits mineurs demouroient sans aucuns meubles, lors qu'ils venoient à leurs droits, quelques biens que leurs eussent laissez leurs predecesseurs: & qu'ils suffisoit bien que pere & mere, ayeul ou ayeulle desdits mineurs ayans la garde d'eux gagnassent lesdits meubles & fruits de leurs heritages. Et que d'auantage deuoient lesdits pere & mere, ayeul ou ayeulle qui auoient la garde ou bail desdits mineurs quand ils se remarient es secondes nopces, bailler caution de rendre lesdits mineurs indemnez de tous dommages & interests qu'ils pourroient auoir au moyen desdits bail ou garde: pource que bien souuent ils n'acquittent pas lesdits mineurs ainsi qu'ils sont tenus faire. Et par lesdits nobles dudit bailliage disant au contraire, que par la coustume ancienne dudit bailliage d'Orleans lesdits baillistres desdits mineurs gaignoient tous les meubles & les fruits des heritages desdits mineurs durant ledit bail: & que laditte coustume deuoit demourer ainsi qu'elle a tousiours esté audit bailliage: & s'opposoient qu'elle fust changee: mais bien consentoient que lesdits pere & mere, ayeul ou ayeulle & aussi lesdits baillistres baillassent laditte caution. Ouyes lesquelles remonstrances faites par les dessusdits, ensemble la contradiction & offres faites par lesdits nobles, Et pour plus seurement besongner & proceder au contenu desdits articles, fut par nous demandé l'opinion de tous lesdits assistans tant d'eglise, nobles, que ceux du tiers estat, qui tous concordablement sans nuls excepter furent d'opinion qu'il falloit corriger lesdits articles ainsi qu'ils estoient posez: C'est à sçauoir audit. xxix. article y mettre & adiouster ces mots [lesquels pere & mere, ayeul ou ayeulle ayans la garde noble de leursdits enfans fils se marient, seront tenus de bailler caution de rendre indemnez lesdits

lesdits mineurs de ce qu'ils font tenuz acquitter lesdits mineurs par laditte garde, dont la teneur s'enfuit: Auec ce iceulx gardiens nobles prennent les meubles & les font leurs, auec les profits & reuenues de tous les heritages desdits mineurs, iusques à ce qu'ils soient en aage. Et par ce moyen sont tenuz les nourrir, entretenir, alimenter & acquitter de toutes debtes, & entretenir leurs heritages en suffisant estat; payer les charges & les rendre indemnez & sans empeschement, lesquels pere & mere, ayeul ou ayeulle ayans la garde noble de leursdits enfans, s'ils se remarient seront tenuz bailler caution de rendre indemnez lesdits mineurs de ce qu'ils sont tenuz acquitter lesdits mineurs par laditte garde.]

Audiçt xxxvi. article furent adioustez ces mots, sous la caution dessusditte ainsi qu'il s'enfuit. [En succession de ligne directe n'a aucun profit de fief, & les gardiens n'en doiuent aucun. Toutesfois si vne mere ou vne ayeulle noble se remarie, son mary deura l'achat pour la garde de ses enfans qui tourne en bail sous la caution dessusditte.]

Et au xxxviii. article furent adioustez ces mots: [D'oresenauant ne gaigneront lesdits freres & sœurs, oncles, tantes ou cousins & autres baillistres les fruiçts des heritages & meubles desdits mineurs: mais seulement les pere & mere, ayeul ou ayeulle ayans laditte garde: aussi lesdits mere & ayeulle qui seront remariez, ausquels la garde dessusditte tourne en bail, gaigneront lesdits fruiçts & meubles sous laditte caution desdits remariez, dont la teneur s'enfuit:

Baillistres sont la mere ou ayeulle nobles remariez: & pareillement parens de ligne collaterale comme frere, sœur, oncle & cousin, & le plus prochain prefere l'autre de quelque costé que ce soit, & iceulx baillistres doiuent rachapt: & d'oresenauant ne gaigneront lesdits freres, sœurs, oncles, tantes, cousins & autres baillistres, les fruiçts des heritages & meubles desdits mineurs: mais seulement les pere & mere, ayeul ou ayeulle ayans laditte garde: & aussi lesdits mere & ayeulle qui seroient remariez, ausquels la dessusditte garde tourne en bail, gaigneront lesdits fruiçts & meubles sous laditte caution desdits remariez.] A ceste cause ordonnasmes que lesdits articles faisans mention desdits baillistres seroient d'oresenauant obseruez & gardez ainsi qu'ils sont escripts pour coustume, sans preiudice de laditte opposition faicte par lesdits nobles, à laquelle opposition les auons receuz, & iour assigné audiçt premier iour d'apres les Roys en laditte cour de Parlement, pour dire les causes de leur opposition: & ce pendant mettrōt par deuers nous tout ce que bon leur semblera, pour en faire nostre rapport à laditte cour pour en estre par elle ordonné comme de raison.

Et apres la lecture du xxxv. article estant audiçt chapitre des fiefs faisans mention que le fils aisné peut porter la foy pour ses freres & sœurs. A quoy lesdits chapitres, les escheuins & habitans de laditte ville nous ont dit & remonstré, qu'il doit estre mis audiçt article, que ledit fils aisné doit porter & estre tenu de ce faire, considéré les prerogatiues dudiçt fils aisné. Et le college desdits aduocats & procureurs dudiçt bailliage, & aussi le surplus de l'eglise de laditte vniuersité, des nobles & du tiers estat disans au contraire, que ledit fils aisné n'est tenu de porter laditte foy, si ne luy plaist. Ouyes lesquelles opinions qui sont la pluspart de laditte assemblee eussions ordonné & déclaré ledit article estre bon & vallable ainsi qu'il est escript, & que ledit fils aisné ne sera tenu, n'obligé de porter laditte foy, si bon ne luy semble, & demourera ledit article ainsi qu'il s'enfuit:

[Vn fils aisné noble ou roturier aagé de vingt ans & vn iour, peut porter la foy & hommage pour tous ses freres & sœurs mariez ou non mariez: & acquitter & garder vne fois lesdits freres & sœurs de payer profit. Et la fille à quatorze ans & vn iour non mariée, peut porter la foy & hommage de ses heritages feodaux sans payer aucun profit.] Dont ledit Jehan hate procureur desdits habitans d'Orleans a protesté d'appeler.

Et au regard des xli. xlii. xliii. xliiii. articles estans au dessusdit cayer au chapitre des fiefs & autres subsequens faisans mention des enfans de diuers mariages comme ils doiuent succeder, en ensuyuant la coustume qui d'ancienneté estoit gardee audiçt bailliage d'Orleans, que l'on disoit la coustume de Lorrys. Par laquelle aux enfans du premier mariage appartenoyent tous les propres & conquests desdits conioincts faicts durant & constant leur mariage, entant que touche les roturiers en la preuosté d'Orleans. Et entant que touche les nobles audiçt bailliage. Et aux enfans du dernier mariage les conquests faicts durant ledit dernier mariage auec les meubles dudiçt suruiuant, cōbien que lesdites coustumes d'interdiction ayent esté tenues & gardees audiçt bailliage & preuosté d'Orleans ainsi que dit est cy dessus. Neantmoins par

Proces verbal des Coustumes

l'aduis & deliberation de tous les assistans en laditte assemblee, tant gens d'eglise que du tiers estat, sauf ceulx de la chastellenie de Lorrys, a esté ordonné que d'oresenauant lesdittes coustumes d'interdiction n'auront plus lieu audict bailliage & preuosté d'Orleans. Ainçois que les enfans tant des premiers, seconds & autres mariages succederont esgallement à leurs peres & meres, sauf la prerogatiue d'aisnesse qui demeure entiere au fils aîné desdits mariages, sans faire aucune difficulté, desquels mariages sont lesdits enfans. Et que de ce seroit fait coustume posée à la fin desdits articles desrogeans à icelle, & seroient lesdits articles estans audict cayer faisant mention de laditte interdiction, rayez & annulez pour le réps aduenir, & sans preiudice des droicts acquis iusques à present par laditte coustume audits enfans de diuers mariages, de laquelle coustume la teneur s'ensuit:

Que d'oresenauant n'y aura aucune interdiction de vendre ou aliener ses biens & heritages, tant entre nobles que roturiers des bailliage & preuosté d'Orleans & ressorts d'iceulx. Ainçois succederont les enfans tant des premiers, seconds & autres mariages à leurs peres & meres, ayeuls ou ayeulles, sous les representations accordées en tous biens meubles & immeubles, propres & conquests assis esdits bailliage & preuosté d'Orleans & ressorts esgallement, sauf la prerogatiue de l'aîné. Et sans ce que lesdits enfans puissent d'oresenauant alleguer laditte coustume d'interdiction esdittes successions. Le tout sans preiudice des successions ia acquises & affectées audits enfans au moyen de l'ancienne coustume, & commencera ceste presente coustume auoir lieu du iourd'huy, & entre ceulx qui ne sont encores mariez, ou sont en leur premier mariage.

Et apres la lecture du lxxvii. article estant audict chapitre des fiefs faisant mention qu'un seigneur de fief n'est tenu receuoir son vassal pour procureur, dont lesdittes gens d'eglise, l'vniuersité, le college desdits aduocats & procureurs, lesdits escheuins & habitans de laditte ville d'Orleans & autres gens du tiers estat ont esté d'opinion tous d'un accord, que ledit article doit estre modifié en telle maniere que si le vassal est detenu prisonnier ou si griefuement malade & debilité de sa personne qu'il ne puisse aller à pied ou à cheval, en charrette ou liètiere deuers son seigneur de fief pour luy faire la foy & hommage, & dont il face apparoir deuëment audict seigneur de fief: en ce cas iceluy seigneur de fief sera tenu de receuoir ledit vassal par procureur deuëment fondé, en luy payant ses droicts & devoirs, de laquelle la teneur s'ensuit:

[Un seigneur n'est tenu receuoir en foy & hommage son vassal par procureur, si bon ne luy semble, sinon qu'il soit tenu prisonnier, ou si griefuement malade qu'il ne puisse aller deuers son seigneur de fief à pied, à cheval, en charrette ou liètiere, & dont il face apparoir deuëment audict seigneur de fief. Esquels cas ledit seigneur de fief sera tenu receuoir son vassal par procureur suffisamment fondé.] A quoy lesdicts nobles dudit bailliage se sont opposez disans, que ledit seigneur de fief n'est tenu receuoir son vassal par procureur, à laquelle opposition les auons receuz, & assigné iour en laditte cour audict premier iour d'apres les Roys prochain venant.

Et en lisant le lxxx. article estant audict chapitre des fiefs, lesdits nobles se sont pareillemēt opposez en ce que ledit article contient, [qu'adueu ancien au dessus de cent ans n'est suffisant pour informer sur la confiscation pretendue par ledit seigneur de fief] lesdits gens d'Eglise & la dessusditte vniuersité de la ville d'Orleans, & aussi le dessusdit college desdits aduocats, procureurs, practiciens, & pareillement ceulx du tiers estat disans au contraire la dessusditte coustume estre vrāye aussi, à laquelle opposition auons receu lesdits nobles, & assigné iour en laditte cour audict premier iour d'apres les Roys.

Et semblablement se sont opposez lesdits nobles à la publication du quatrevingts troisieme article dudit chapitre des fiefs, faisant mention de l'eschange fait avecques tournes n'y a profit que des tournes seulement, disans laditte coustume contenue audict article n'estre vrāye: lesdittes gens d'Eglise, vniuersité, college des aduocats & desdits procureurs & tiers estat disans le contraire, que laditte coustume estoit vrāye. A laquelle opposition auons receu lesdits nobles, & assigné iour en laditte cour audict iour. Et ce temps pendant mettront par deuers nous tout ce que bon leur semblera pour en faire nostre rapport à laditte cour, pour par icelle en ordonner ainsi qu'elle verra estre à faire par raison.

Et apres ce lesdits nobles nous ont requis estre receuz à opposition au lxi. article du dessusdit chapitre des fiefs, aussi faisant mention qu'en eschange fait avec tournes n'y a profits que desdits

desdits tournes seulement. Et pource que ledit article auoit esté au-parauant leu, publié & accordé en laditte assemblee en leur preséce, qu'ils ne l'auoient point contredit ne debatue: mais seulement se sont rendus opposans audict quatrevingts troisiésme article, & ouye l'opinion desdits assistans, nous auons laditte opposition reseruee à en ordóner par laditte cour ainsi que de raison.

Et le mercredy xxiiii. iour dudit moys d'Octobre ensuyuant en lisant les xcix. & cent article estant audict chapitre des fiefs, & aussi les six vingts huitiésme article estant audict cayer des coustumes au chapitre intitulé des releuions à plaisir, faisant mention des mains-mortes & vicaires des heritages feodaux & censuels ou en vuyder leurs mains, sinon qu'ils en eussent iouy par l'espace de quarante ans. Apres lequel temps ne seront tenuz de vuyder leurs mains: mais seulement bailler ledit vicaire. A quoy nous a esté dit & remonstré par lesdittes gens d'Eglise, l'vniuersité, & aussi par ledit maistre Jehan feal official pour ledit euesque d'Orleans qu'il suffisoit auoir iouy par l'espace de quarante ans pour n'estre point contraincts de vuyder leurs mains & par soixante ans pour ne bailler vicaire, consideré que contre l'Eglise on prescript en quarante ans, & par ce present l'Eglise peut prescrire en pareil temps. Et au contraire fut respondu par ledit procureur du Roy dudit bailliage les nobles, manans & habitans de laditte ville d'Orleans, & par le college desdits aduocats & procureurs & autres du tiers estat, que laditte coustume estoit vraye. Et aussi que par la coustume ordinairement vn vassal ne prescript point contre son seigneur de fief. Et par ce ne peuuent lesdittes gens d'Eglise n'autres ayans mains-mortes eulx ayder d'aucune prescription: autrement les droicts desdits seigneurs de fief & censuels seroient deterioréz & perduz: & qu'il doit bien suffire ausdits gens d'Eglise & mains-mortes de leur permettre de pouoir tenir lesdits heritages à vicaire sans en vuyder leurs mains apres qu'ils auront iouy soixante ans, qui est priuilege plus qu'aux gens nobles n'autres. Veue laquelle responce, lesdits gens d'Eglise se sont rendus opposans, laditte vniuersité & l'euesché d'Orleans, à laquelle opposition les auons receuz, & assigné iour en laditte cour audict premier iour d'apres les Roys, pour dire les causes de leur opposition: & pour par elle en estre ordonné ainsi qu'elle verra estre à faire par raison.

Et au regard du cxvi. article faisant mention que la femme par le trespas de son mary ne doit aucunes releuions de ses heritages propres, se sont opposez ledit procureur du Roy, les chapitres de sainte Croix, saint Aignan, saint Auy, saint Sanson, le maistre de saint Ladre, Jehan le breton notaire, & autres ayans censue en laditte ville: à quoy les auons receuz & iour assigné en laditte cour audict iour pour dire les causes de leur opposition. Et par l'opinion & deliberation desdits assistans, a esté adiousté audict chapitre des releuions à plaisir l'article qui s'ensuit:

Que d'oresenauant les heritages censuels desquels se payent les cens au nom du chappellain ou autre benefice au seigneur censier, & dont le temps passé se payoient releuions par chacune mutation dudit chappellain ou benefice entierement du reuenu de l'annee des maisons redeuables dudit cens, dont il aduenoit acunesfois trois ou quatre releuions en vn an, qui estoit la destruction des seigneurs vtiles desdittes maisons & heritages, & l'occasion des ruynes d'icelles. Et pource ne se payeront plus releuions au seigneur censier par la mutation desdits chappellains ou benefices, sinon de la rente fonciere deuë, & non point de la seigneurie vile desdittes maisons & heritages pour la melioration ou seigneurie vile, lesquels seigneurs vtiles ou ceulx qui payeront les cens seront tenuz eulx nommer audict seigneur censier en payant ledit cens, cotee au cayer desdittes coustumes au cent-trente-cinquiésme article, laquelle nous auons ordonné estre gardee & obseruee pour coustume ainsi que les precedentes.

Et en lisant le clxxxix. article estant au chapitre intitulé de societé faisant mention des separations de biens qui se doiuent publier en l'auditoire du iuge. S'est ledit maistre Jehan feal official de mon dessusdit seigneur l'euesque d'Orleans pour ledit euesque rendu opposant: à quoy l'auons receu, & luy auons assigné iour en laditte cour audict iour.

Et le iedy xxv. iour dudit moys d'Octobre ensuyuant, en lisant le deux cens article estant au cayer des dessusdittes coustumes du chapitre intitulé des seruitutes reelles faisant mention des murailles qui se doiuent redresser aux despens communs. Et aussi au ccv. article dudit chapitre faisant mention des passages & chemins qui n'attribuent aucune possession de seruitute en passant par l'heritage prochain d'un mauuais chemin quand il se trouue. Surquoy par l'aduis

Proces verbal des Coustumes

& deliberation de tous les assistans ont esté lesdits deux articles leuz, publiez & accordez pour coustumes, ainsi qu'ils sont escriptes. A quoy laditte vniuersité s'est opposee, disant iceulx deux articles estre de droict, requerans estre rayez: à laquelle opposition l'auons receuë & iour assigné en laditte cour audict premier iour d'apres les Roys prochain venant.

Et le vendredy xxvi. iour dudit moys d'Octobre ensuyuant, & en lisant l'article coteé ccxviii. estant au chapitre intitulé des donations faictes entre vifs, faisant mention que des faisine & faisine faictes en presence de notaire de cour laye equipollent à tradition de fait, qui a esté passé par l'opinion & deliberation de tous lesdits assistans, sauf ledit maistre Jehan seal official pour mondit seigneur l'euesque d'Orleans qui s'est déclaré opposant, nous requerant à le receuoir. Laquelle opposition auons reseruee à en ordonner par laditte cour ainsi qu'elle verra à faire par raison.

Et en l'article coteé cclv. estant au chapitre intitulé des droicts de successions, faisant mention des successions des aubains, se sont rendus opposans les nobles dudit bailliage & les gens d'Eglise: à quoy les auons receuz & iour assigné audict premier iour d'apres les Roys prochain venant.

Et au regard du cclxxxviii. article dudit cayer estant audict chapitre des droicts de successions, faisant mention que l'heritier vniuersel ou donataire est tenu des debtes du defunct de qui il est heritier donataire ou legataire vniuersel. Et lequel article par l'aduis & opinion de tous lesdits assistans en laditte assemblée, a esté rayé comme estant de droict, sauf ledit Jehan hate comme procureur desdits habitans de laditte ville d'Orleans, qui s'est opposé à ce que ledit article ne soit rayé. Surquoy auons laditte opposition reseruee à laditte cour pour en ordonner ainsi que de raison.

Et le lundy xxix. iour d'iceluy moys d'Octobre ensuyuant, lesdits escheuins, manans & habitans de laditte ville d'Orleans, nous ont dit & remonstré qu'il seroit bon pour le bien & entretenement des maisons & edifices d'icelle ville obuier aux inconueniens des rentes & hypothecques qui se font & constituent chacun iour sur les maisons & heritages de laditte ville d'Orleans & closture d'icelle, Que les rentes qui seront d'oresenauant constituees sur lesdites maisons & heritages de laditte ville fussent racheptables toutes & quantesfois que bon sembleroit aux seigneurs & possesseurs d'icelles maisons & heritages, pour le pris de quinze francs pour franc au plus, quelque pris qu'elles eussent esté vendues au dessus de laditte somme de quinze francs, avec les arrerages & loyaux cousts & mises. Sur laquelle requête & remonstrance dessusdite eussions interrogué & demandé l'opinion desdites gens d'Eglise, vniuersité, nobles, ausi des officiers & autres conseillers, aduocats, procureurs & praticiens, ensemble ceulx du tiers estat. Tous lesquels nous ont tous d'un commun accord & consentement requis en estre faicte & redigee coustume, & icelle estre mise par escript, sauf lesdites gens d'Eglise qui ont requis laditte coustume de rachapt desdites rentes estre limitee & exceptee es rentes constituees en laditte ville, qui sont donnees & leguees ausdites Eglises pour la charge & fondation d'aucun seruice. Et à ceste cause eussions ordonné estre faicte, posee & redigee par escript laditte coustume, qu'auons faict lire & publier en la presence de tous les dessusdits assistans: laquelle nous auons faict mettre & coucher au chapitre intitulé des matieres de retraict lignager coteé trois cens sixiesme article dudit cayer, dont la teneur s'en suit. [D'oresenauant toutes rentes qui seront constituees sur les maisons & heritages assis en la ville & au dedans de la closture & muraille d'icelle ville d'Orleans, seront racheptables par les seigneurs & possesseurs desdites maisons & heritages, au pris de quinze francs le franc, supposé qu'elles eussent esté vendues plus hault pris: & au dessous dudit pris de quinze francs le franc, quand elles auront esté moins vendues. Toutes & quantesfois qu'il plaira ausdits seigneurs & possesseurs d'icelles maisons, en payant les arrerages qui de laditte rente seront deuz, sauf des rentes assises sur lesdites maisons qui seront donnees ou leguees aux Eglises, à la charge de faire quelque seruice par lesdites Eglises, lesquelles ne seront point racheptables par lesdits seigneurs & possesseurs desdites maisons, le droict du Roy & des seigneurs haults iusticiers demourant en son entier, d'en pouuoir faire vuyder les mains par lesdits gens d'Eglise ainsi qu'il est accoustumé de faire: esquels rachapts ne sont comprises les rentes foncieries & surfoncieries desdites maisons & heritages assis au dedans desdites ville & closture.]

Et en lisant les ccclxi. article estant audict chapitre intitulé des executions faictes par vertu de

de lettres obligatoires & sentence, faisant mention qu'une sentence est exécutoire tant contre le defendeur originel, que contre celuy pour lequel il a prins la cause, lequel article par l'opinion & deliberation desdits assistans a esté passé & accordé comme bon & valable, sauf laditte vniuersité d'Orleans qui s'est rendue opposant, à laquelle l'auons receuë, & iour assigné en laditte cour audiçt iour pour dire les causes de son opposition.

Et apres la lecture du cclxvi. article estant audiçt chapitre des executions faictes par vertu de lettres obligatoires & sentence, faisant mention des recognoissances de cedulles qui se doiuent faire par les clerics & gens d'Eglise, par deuant les iuges laiz, qui a esté passé & accordé par lesdits assistans tous d'un accord commun, sauf ledit maistre Jehan seel official pour l'euesque d'Orleans, & semblablement pour le college des aduocats, procureurs & notaires en cour d'eglise, qui s'est rendu opposant, à quoy l'auons receu, & iour assigné en laditte cour audiçt premier iour d'apres les Roys.

Et le mardy trente & penultime iour dudit mois d'Octobre ensuyuant, lesdits escheuins, manans & habitans de laditte ville d'Orleans sont comparus deuant nous qui nous ont apporté aucunes coustumes, la premiere cotee cclxxv. article estant au chapitre intitulé. Autres coustumes outre les chapitres precedens qui sont additions baillees par lesdits escheuins de laditte ville d'Orleans inserées à la fin du cayer desdittes coustumes. Lesquelles nous auons faict lire & publier par ledit greffier ainsi qu'ils sont escriptes & couchees, à ceste cause pour plus seurement besongner au faict & publication desdittes coustumes eussions audiçt assistans demandé leur aduis & deliberation, qui nous ont dit tous d'un commun accord que lesdits articles estoient bons, valables & profitables pour les subiects dudit bailliage d'Orleans. Et à ceste cause auons ordonné & déclaré iceulx articles estre enregistrez & mis esdittes coustumes. Et d'oresenauant en vser comme des autres coustumes desdittes. Et apres auons faict lire en laditte assemblee les differens, appellations & oppositions qui estoient interiectees par aucuns des trois estats & autres assistans en laditte assemblee, mesmement du douzième article estant audiçt chapitre des fiefs faisant mention dudit serment de fidelité qui auoit esté rayé comme estant de droit, dont les escheuins, manans & habitans de laditte ville d'Orleans s'estoient declarez appelans, à laquelle appellation ils ont renoncé & renoncent, à quoy les auons receuz, & en ce faisant auons ordonné ledit article estre & demourer rayé comme estant de droit.

Et sur les xxix. xxxvi. & xxxviii. articles faisant mention que les baillistres ne gagneront plus les meubles & fruiçts des mineurs : mais seront tenez en rendre compte. A quoy lesdits nobles s'estoient opposez, de laquelle opposition ils se sont deportez, & partant sont demourez lesdits articles pour coustumes ainsi qu'ils sont posez & corrigez cy dessus.

Et sur le lxxvii. article faisant mention que les seigneurs de fief sont tenez de recevoir leurs vassaulx par procureur en cas de prison & de maladie vrgente: à quoy s'estoient opposez lesdits nobles: se sont iceulx nobles deportez de laditte opposition. Et par ce est demouree laditte coustume ainsi qu'elle est posee. Et entant que touche les ccxviii. articles faisans mention que saisine & desaisine faicte en la presence de notaire de cour laye vault & equipolle à tradition de faict, à quoy ledit official pour ledit euesque d'Orleans s'estoit rendu opposant, à laquelle opposition il a renoncé semblablement. S'est aussi deporté ledit official pour ledit euesque & pour le college des aduocats, procureurs & notaires de cour d'Eglise, de l'opposition par eulx faicte au cclxvi. article faisant mention que les clerics & prestres sont tenez de recognoistre leurs cedulles deuant les iuges laiz, à quoy ils s'estoient opposez. Et par ce sont demourez lesdits articles ainsi qu'ils sont posez.

Et sur le cclxxxviii. article faisant mention que le donataire vniuersel est tenu d'acquitter les debtes du donateur, qui auoit esté rayé comme estant de droit. Et dont lesdits escheuins, manans & habitans d'Orleans s'estoient opposez, à laquelle ils ont renoncé, à quoy les auons receuz. Et ledit iour de mardy trente & penultime iour dudit mois s'est ledit procureur du Roy déclaré opposant à la publication du six vingts & dixiesme article faisant mention, qu'en eschange d'heritage a droit de releuifons, faict but à but sans nulles tournes ne sont deuës aucunes releuifons. Mais s'il y a tournes sont deuës releuifons, à quoy l'auons receu & assigné iour en laditte cour audiçt premier iour d'apres les Roys prochainement venant pour dire les causes de son opposition. Et au regard des autres particuliers opposans nous auons reserué en ordonner par laditte cour s'ils sont receuz à leur ditte opposition ou autrement.

Proces verbal des Coustumes du bailliage d'Orleans.

Lesquelles corrections, modifications ou additions dessusdites par l'opinion & du vouloir & consentement desdites gens d'eglise, vniuersité, nobles, officiers, college desdits aduocats & procureurs, & aussi desdits escheuins, manans & habitans dudit lieu & plusieurs autres du tiers estat estans en laditte assemblee, ont esté faictes & publiees comme dessus pour seruir & valloir és questions qui suruiendront pour le temps aduenir. Et apres laditte publication auons prins lesdites coustumes pour les apporter à la cour de Parlement, & en auons laissé vn double signé de noz commissaires dessusdits & desdits lieutenant general & greffier dudit bailliage d'Orleans. En faisant defense ausdits lieutenant, preuost, iuges, officiers du Roy & autres aduocats, practiciens & coustumiers dudit bailliage, preuostez & ressorts d'Orleans que d'oresenauant pour la preuue desdites coustumes publiees comme dessus ils ne facent ou souffrent faire aucune preuue par tourbe ne tesmoins particuliers. Mais seulement par l'extraict d'icelles signé deuëment expedié. Et aussi de non alleguer ne poser autres coustumes, contraires ne desrogeantes ausdites coustumes publiees & arrestees, ains les obseruent & gardent comme loy, le tout selon les lettres d'edict du Roy nostredit seigneur.

FIN DE LA PREMIERE PARTIE DV GRAND

COVSTVMIER GENERAL DES GAVLLES, RECVILLIES

& nouvellement colloquees en l'ordre susdit: corrigees, & annotees par Messire CHARLES DV MOVLIN ancien Docteur & Aduocat au Parlement de Paris, Conseiller & Maistre des Requestes de la Royne de Navarre.

